La procédure Jet les usages de la Chambre des communes

2000



Robert Marleau Greffier de la Chambre des communes (depuis 1987) Secrétaire du Bureau de régie interne

Trente années d'expérience aux services de la procédure et de l'administration de la Chambre des communes : Comités (greffier du Comité permanent des privilèges et des élections); Associations at échanges parlementaires; Greffier au Bureau depuis 1981.

Conseiller auprès des députés de neuf législatures et auprès de sept Présidents: Lamoureux, Jerome, Sauvé, Francis, Bosley, Fraser et Parent, et des autres présidents de séance de la Chambre.

Membre de l'Association des greffiers parlementaires du Canada (président, 1988-1989), de la Société des greffiers des parlements du Commonwealth et de l'Association des secrétaires généraux des parlements.



Camille Montpetit Sous-greffier de la Chambre des communes (1998-1999)

Trente et une années d'expérience aux services de la procédure de la Chambre des communes: Service des comptes rendus des comités; greffier du Comité permanent de la justice et des questions juridiques et du Comité permanent des prévisions budgétaires en général; recherche en procédure; service de la séance de la Chambre.

Greffier au Bureau depuis 1986.

Conseiller en matière de procédure auprès des Présidents Bosley, Fraser et Parent, et des autres présidents de séance de la Chambre.

Membre de l'Association des greffiers parlementaires du Canada (président, 1995-1996) et de la Société des greffiers des parlements du Commonwealth. La procédure et les usages
de la Chambre des communes est
un ouvrage monumental qui marquera une
étape importante dans l'évolution de la
jurisprudence parlementaire au Canada.
Il servira de document de base aux
parlementaires dans leur travail quotidien
et à tous ceux qui s'intéressent à la
Chambre des communes et à son
fonctionnement.



L'hon. Gilbert Parent, député Président de la Chambre des communes (depuis 1994)

La procédure et les usages de la Chambre des communes



La procédure et les usages de la Chambre des communes

Robert Marleau Camille Montpetit

Chambre des communes

Chenelière/McGraw-Hill MONTRÉAL • TORONTO

La procédure et les usages de la Chambre des communes

sous la direction de Robert Marleau et Camille Montpetit

© 2000 Chambre des communes

Coordination: Gertrude Gillich D'Urso Correction d'épreuves: Ginette Gratton Infographie: Claude Bergeron

Couverture et conception graphique: Norman Lavoie

Données de catalogage avant publication (Canada)

Canada, Parlement, Chambre des communes

La procédure et les usages de la Chambre des communes

Publ. aussi en anglais sous le titre : House of Commons Procedure and Practice

ISBN 2-89461-377-6 No de cat. X-9-2/5-1999F

Procédure parlementaire – Canada – Guides, manuels, etc.
 Législation – Canada – Guides, manuels, etc.
 Canada.
 Canada.
 Parlement. Chambre des communes – Règlements et procédure – Guides, manuels, etc.
 Marleau, Robert.
 Montpetit, Camille.
 III Titre.

JL164.C32 1999

328.71'05

C99-980479-0



Chenelière/McGraw-Hill

7001, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) Canada H2S 3E3 Téléphone: (514) 273-1066 Télécopieur: (514) 276-0324 chene @ dicmograwhill.ca

Tous droits réservés.

Toute reproduction, en tout ou en partie, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de l'Éditeur.

ISBN 2-89461-377-6

Dépôt légal : 1^{et} trimestre 2000 Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada

L'Éditeur a fait tout ce qui était en son pouvoir pour retrouver les copyrights. On peut lui signaler tout renseignement menant à la correction d'erreurs ou d'omissions.

Dans ce livre, le masculin a été utilisé dans le but d'alléger le texte. La lectrice et le lecteur verront à interpréter selon le contexte.

Imprimé et relié au Canada 1 2 3 4 5 IQE 04 03 02 01 00



Avant-propos

Ceux qui ont un génie assez étendu pour pouvoir donner des lois à leur nation ou à une autre, doivent faire de certaines attentions sur la manière de les former.

MONTESQUIEU (L'Esprit des lois, livre XXIX, chapitre XVI)

En 1980, M. C.B. Koester, Greffier de la Chambre de 1979 à 1987, avec l'appui du Président Jeanne Sauvé (1980-1984), créait à la Chambre des communes la Direction des recherches pour le Bureau. La Direction avait pour mandat de fournir des avis et de l'information sur la procédure parlementaire à la présidence, au Bureau, aux députés, aux fonctionnaires, aux universitaires et au public. M. Koester souhaitait aussi que la Direction élabore un guide à la fois original et complet de la procédure et des usages de la Chambre des communes — non pas qu'il n'y ait jamais eu d'ouvrage sur la procédure parlementaire du Canada.

Sir George Bourinot, Greffier de la Chambre des communes de 1880 à 1902, est le premier à avoir écrit un livre sur la procédure vue sous l'angle canadien. Paru d'abord en 1884, Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada, dont une quatrième édition parut en 1916, est reconnu encore aujourd'hui comme une autorité incontournable, quoique un peu dépassée, en matière de procédure canadienne. Marchant sur les traces de Bourinot, Arthur Beauchesne, Greffier de la Chambre de 1925 à 1949, devait faire paraître quatre éditions de son Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada. Il s'agit d'un recueil de notes, avec annotations, commentaires et précédents, destiné à fournir aux députés un guide de consultation facile sur des questions de procédure. La quatrième édition, en particulier, parue en 1949, demeure un ouvrage de référence de choix pour les spécialistes de la procédure. Sous la direction d'un ancien Greffier de la Chambre, Alistair Fraser (1967-1979), deux autres éditions sont parues en 1978 et en 1989. Mais comme les droits d'auteur de ces premières éditions sont réservés, il s'est avéré difficile pour la Chambre de fournir aux parlementaires en temps utile des mises à jour sûres.

Avant de se lancer dans la publication d'un guide de procédure, la Direction des recherches pour le Bureau a d'abord développé une base de données pour recueillir les informations sur la procédure de la Chambre des communes et pouvant servir d'outil de référence pour d'éventuelles publications. Une fois ce travail terminé, les recherchistes en procédure ont entrepris la rédaction du Règlement annoté de la Chambre des communes, qui passe en revue les articles du Règlement et qui comprend un bref commentaire sur chacun, accompagné d'un historique. Dès sa publication en 1989, cet ouvrage devait devenir une source fiable de renseignements exacts sur la procédure et les usages parlementaires canadiens.

Forts du succès du Règlement annoté, John A. Fraser, Président de la Chambre de 1986 à 1993, et Gilbert Parent, Président depuis 1994, ont décidé que le moment était venu d'un ouvrage distinctement canadien sur la procédure et les usages de la Chambre des communes. Ils ont engagé les ressources nécessaires et ont soutenu de leurs efforts l'équipe de recherchistes, de rédacteurs et de réviseurs mise sur pied à cette fin.

La procédure et les usages de la Chambre des communes marque une étape importante dans l'évolution de la jurisprudence parlementaire canadienne. Parlementaires, spécialistes de la procédure, universitaires ou simples citoyens, tous devraient y trouver un guide précieux pour mieux comprendre le fonctionnement de la Chambre des communes et le rôle des députés.

Tout en abordant des questions constitutionnelles, politiques et historiques, cet outil de référence se veut avant tout un ouvrage de procédure, où sont examinés les nombreux usages, coutumes et pratiques qui se sont développés depuis les débuts de la Confédération en 1867. Il permet de mieux comprendre le modèle de gouvernement parlementaire de Westminster, bien qu'il adopte une perspective spécifiquement canadienne dans la description de la procédure de la Chambre. Cet examen s'arrête avec la fin de la première session de la trente-sixième législature en septembre 1999.

Les textes sont accompagnés de commentaires fouillés sur les circonstances historiques qui ont façonné la procédure parlementaire actuelle. Ils font état des principales décisions et déclarations des Présidents et examinent en détail l'énorme corpus des usages, interprétations et précédents uniques à la Chambre des communes du Canada. Les notes en bas de page renferment une mine de références qui viennent appuyer le texte et apporter une information complémentaire sur le développement des règles et usages actuels. Les figures réparties à travers le texte et les nombreuses annexes complètent l'ouvrage.

Tableau vivant de la procédure parlementaire canadienne depuis les tout débuts de la Chambre jusqu'à l'aube du nouveau millénaire, La procédure et les usages de la Chambre des communes est à bien des égards le prolongement de l'ouvrage de Bourinot. Notre espoir est qu'on y trouve une présentation claire de nos usages et procédures et qu'il serve de guide aux parlementaires dans leur travail quotidien, et également à tous ceux qui s'intéressent au fonctionnement de la Chambre des communes, par nécessité ou par curiosité.

Robert Marleau Greffier de la Chambre des communes Septembre 1999

Remerciements

En tant que rédacteurs principaux de La procédure et les usages de la Chambre des communes, Robert Marleau et moi-même sommes très fiers de cette étude approfondie de la jurisprudence parlementaire canadienne. Si certains y ont travaillé énormément, il faut par ailleurs souligner que cet ouvrage est l'aboutissement de plusieurs années de travail de la part de bien des personnes expérimentées dont on ne peut que vanter le talent et le dévouement. Je tiens à reconnaître leur apport à la réalisation de cette importante publication.

Je voudrais saluer en particulier le travail assidu de Debra Manojlovic Ford, Joann Garbig et Johan Fong, des débuts laborieux en 1993 à l'aboutissement final en 1999. Je tiens aussi à remercier tout particulièrement mon estimé collègue Michael Lukyniuk, greffier principal adjoint, qui a assumé depuis deux ans la gestion de l'ensemble des ressources affectées à cette entreprise. Sa contribution aux dernières étapes de la rédaction et de la révision des textes anglais et français a

été cruciale pour respecter les échéances de production.

Tout a vraiment commencé à la fin de 1993. Amorcé à la Direction des recherches pour le Bureau de la Chambre des communes sous la direction d'Audrey O'Blien, greffier principal, et de Marc Bosc et Marie-Andrée Lajoie, greffiers principaux adjoints, avec l'appui de Mary Anne Griffith, sous-greffier, le travail de planification comportait plusieurs aspects. Il fallait notamment produire des schémas de chapitre, convenir de la méthodologie de recherche et rassembler la documentation. À cette étape préliminaire, Joann Garbig, Suzanne Kinsman et Debra Manojlovic Ford se voyaient confier l'essentiel de la recherche sur la procédure.

Dès le début de 1996, l'équipe de Joann Garbig, Debra Manojlovic Ford, John Phillips et Pat Steenberg avait rédigé, sous la direction de David Gussow, greffier principal adjoint, l'ébauche de plusieurs chapitres. À mesure que le travail progressait, mes fonctions de rédacteur principal m'ont amené à mettre plus directement la main à la pâte pour la révision des textes, à donner mon avis sur le plan de la procédure, et à formuler des critiques sur le fond et la forme. Terry Moore a été mis à contribution pour ce travail de révision. Vu le départ imminent à la retraite de David Gussow, Michael Lukyniuk a assumé la direction de l'équipe à la fin de 1997 et mené le travail à bien.

Le travail en était alors au point où l'on pouvait soumettre des chapitres à l'examen du Greffier de la Chambre et établir un échéancier de publication. Afin de respecter l'échéance de février 2000, d'autres chercheurs-rédacteurs — Wayne Cole, Diane Deschamps, Jean-Jacques Gariépy, Patrice Martin et Terry Moore — furent ajoutés à l'équipe. Tout en continuant d'exercer leurs autres fonctions, des greffiers à la procédure d'autres services ont été appelés à collaborer à la rédaction de certains chapitres, dont Marc Bosc, greffier principal adjoint, Monique Hamilton et Beverley Isles; d'autre part, Paulette Nadeau et Suzanne Verville, et une adjointe administrative, Fiona Bladon, ont été appelées en renfort pour épauler la recherche. Le travail sans répit de saisie, de révision et de mise en forme du texte par Johan Fong, auquel Dany Lamarque est venue prêter main-forte, a été un énorme atout pendant toute la durée du projet.

Outre la recherche et la rédaction, la réalisation de cet ouvrage a exigé d'autres ressources. L'équipe dévouée du Service de l'index de la Chambre, dirigée par Michel Boileau, s'est occupée de l'indexation dans les deux langues. Le Bureau de la traduction a affecté une équipe de traducteurs chevronnés, Ghislain Dion, Jacques Dubé, Laurent Fillion, Patricia Galbraith, Frèdelin Leroux fils et Denis Samson pour s'attaquer à cette lourde tâche sous la responsabilité de Dominique Chauvaux. Fidèle à sa réputation, la Bibliothèque du Parlement a été rapide et efficace à répondre à nos nombreuses demandes de référence. Pierre Couture et Diane Deschamps, de la Direction des recherches pour le Bureau, étaient chargés de revoir les textes anglais et français avant de les envoyer à l'Éditeur. Sous la surveillance d'Eric Janse, greffier principal adjoint, Diane Diotte et Lucile McGregor ont veillé à d'autres aspects de la production de l'ouvrage, comme les finances, les relations avec la maison d'édition, les dispositions à prendre pour l'indexation, et la diffusion.

Divers services de la Chambre des communes ont également été mis à contribution et ont fait preuve d'une très grande solidarité. Les documents et textes de référence provenant de diverses directions: Services juridiques, Services de conservation, Comités et services législatifs, Services financiers et Recherches pour le Bureau, ont été d'une grande utilité. La Direction du service de la séance et des échanges parlementaires a en outre apporté périodiquement des services de soutien logistique. Tout au long des travaux, sans s'occuper directement de recherche ou de rédaction, des greffiers à la procédure ont apporté de précieux renseignements et conseils; à cause des affectations spéciales de leurs collègues, pour travailler à cet ouvrage, la charge de certains a pu s'en trouver alourdie. La contribution indirecte de chacun est grandement appréciée.

Un certain nombre d'«étrangers¹» ont aussi contribué à cette réalisation, et j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier Judith A. LaRocque et Anthony P. Smyth du Bureau du secrétaire du gouverneur général, Antonine Campbell du Bureau du vérificateur général et Judy Charles du Bureau du directeur général des élections, d'avoir bien voulu accepter de revoir des parties du texte.

Bien qu'«étrangers» dans le sens parlementaire du terme, mais sans être étrangers à la procédure parlementaire, deux autres personnes d'un très grand professionnalisme ont apporté une précieuse contribution à la révision des textes. Lynda Chapin, une ancienne fonctionnaire qui possède une connaissance et une expérience pratique des affaires parlementaires, et le professeur C.E.S. Franks de l'Université Queen's, une autorité reconnue du système parlementaire canadien, nous ont fait des commentaires très appréciés, en plus de nous rendre un service essentiel en signalant des erreurs ou des omissions, parfois mineures, parfois plus sérieuses. Je tiens à les

^{1.} En procédure parlementaire, le terme «étranger» désigne ceux qui n'ont pas normalement leur place sur le parquet de la Chambre. Pour respecter la forme du livre, j'ajouterais: Pour plus d'information sur les «étrangers», voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».

remercier d'avoir lu le manuscrit au complet de façon si attentive et de nous avoir suggéré des façons concrètes de l'améliorer.

Je tiens enfin à signaler la contribution spéciale du Greffier de la Chambre qui, après avoir osé fixer la date de publication à février 2000, a donné son appui total sur le plan des ressources requises et a réussi, malgré son emploi du temps chargé, à respecter intégralement les échéances fixées par l'équipe pour la révision finale de chaque ébauche de chapitre.

Un tel ouvrage exige de la vision et un engagement à long terme, car il s'agit de condenser la sagesse de générations de parlementaires. Les participants étaient bien conscients que leur tâche était colossale, et il y a lieu de les féliciter d'avoir fait un travail aussi remarquable. Comme l'usage le veut pour les publications de ce genre, toute erreur ou omission que pourrait comporter le texte demeure la responsabilité des rédacteurs principaux.

Camille Montpetit Sous-greffier de la Chambre des communes Septembre 1999



Crédits des photos

Couverture intérieure et photos de début de chapitre (incluant le détail à la fin du chapitre)

Vue aérienne des édifices du Parlement; Sculptures en pierre: pages 1, 35 (47), 49, 139, 209, 225, 255, 307 (334), 335 (353), 355, 415 (446), 447, 503 (552), 553 (573), 575 (602), 603 (684), 685 (696), 697, 769 (796), 797 (887), 889 (921), 923 (938), 939, 961: Reproduction autorisée par la Bibliothèque du Parlement.

Annexe 1 Les gouverneurs généraux du Canada depuis 1867
Pages 985-989: Portrait des gouverneurs généraux — Copyright 1999 — Irma Coucill.

Annexe 2 Les présidents de la Chambre des communes depuis 1867
Pages 990-996: Tous les crédits proviennent des Archives nationales du Canada sauf pour John Bosley (Ron DeVries); Jeanne Sauvé (Proulx Studio); Lloyd Francis (Mitchell House of Portraits); John Fraser et Gilbert Parent (Chambre des communes).

Annexe 8 Les ministères et premiers ministres du Canada depuis 1867
Pages 1012-1017: Tous les crédits proviennent des Archives nationales du Canada sauf pour Pierre E. Trudeau (Chambre des communes); Joseph Clark, Brian Mulroney, Kim Campbell (Parti progressiste-conservateur du Canada); John Turner et Jean Chrétien (Jean-Marc Carisse, Cabinet du Premier Ministre).

Rabats de la jaquette

Robert Marleau et Camille Montpetit (studio von dulong); Gilbert Parent (Thies Bogner Master Photographer).



Table des matières

Avant-propos	1
Remerciements	VI
Crédits des photos	X
Liste des figures	XLVI
Liste des abréviations	XLIX



Les institutions parlementaires	1
Le système de gouvernement canadien	3
Les institutions parlementaires du Canada	5
Historique	5
Avant la Confédération	5
La Confédération	13
Le cadre institutionnel	16
La Constitution	16
La Couronne	17
Le gouverneur général	17
Historique	19
Pouvoirs législatifs et exécutifs	20
Le pouvoir législatif	22
Le Sénat	23
La Chambre des communes	25
Le pouvoir exécutif	25
Le gouvernement responsable et la responsabilité ministérielle	28

	Les partis politiques Les groupes (caucus) parlementaires	30 31
	L'opposition	32
	CHAPITRE 2	
10°	Les législatures et les ministères	35
	Le gouvernement et l'appui majoritaire	35
	La convention sur la confiance	36
	La confiance et le Règlement	38
	Durée d'une législature et d'un ministère	38
	Durée des législatures	39
	Durée des ministères	39
	La fin d'un ministère	42
	Décès d'un premier ministre	42
	Démission d'un premier ministre	42
	Défaite lors d'élections générales Application de la convention sur	43
	la confiance	43
	Démissions pour d'autres raisons	46
	Destitution d'un premier ministre	46
	Crise ministérielle	46
	CHAPITRE 3	
	Les privilèges et immunités	49
	Définition du privilège parlementaire	50
	Historique	53
	Le privilège au Royaume-Uni	54
	L'usage actuel au Royaume-Uni	56
	Le privilège au Canada	59
	Dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique avant la Confédération	59
	Depuis la Confédération	61
	Le privilège contesté devant les tribunaux	64

Examen des droits, immunités et privilèges	65
Le privilège et l'outrage	66
Les types de privilèges	70
Les droits et immunités des députés	71
La liberté de parole	71
Les délibérations du Parlement	72
L'importance de la liberté de parole	74
Les limites de la liberté de parole	75
Propos tenus en dehors des délibérations	75
L'exercice abusif de la liberté de parole	76
La convention du sub judice	78
L'autorité de la présidence	79
L'immunité d'arrestation dans les affaires civiles	79
L'exemption du devoir de juré	80
La dispense de l'obligation de comparaître comme	
témoin	81
La protection contre l'obstruction, l'ingérence,	
l'intimidation et la brutalité	83
Obstruction par des moyens physiques, voies	
de fait et brutalité	85
Autres exemples d'obstruction, d'ingérence et	
d'intimidation	86
Intimidation à l'endroit du Président de la Chambre	
ou de tout président de séance de la Chambre	89
Incidents à caractère politique ou survenus	
dans la circonscription d'un député	90
Importance du lien avec les fonctions parlementaires	91
Les droits collectifs de la Chambre	95
Le pouvoir disciplinaire	96
Le blâme, la réprimande et la citation à comparaître à la barre de la Chambre	97
La mise des coupables sous garde et	
l'emprisonnement	100
L'expulsion	101

La réglementation des affaires internes de la Chambre	10
Le droit de s'assurer de la présence et des services des députés	10
Le droit de procéder à des enquêtes, d'exiger la comparution de témoins et d'ordonner la production de documents	10
Le droit d'interroger des témoins sous serment	10
Le droit de publier des documents contenant des propos diffamatoires	10
Les limites intrinsèques du privilège	10
L'impact des tribunaux sur le privilège	10
La codification: le cas australien	10
La codification: l'expérience du Royaume-Uni	11
Le privilège et la Constitution	11
Les privilèges des députés et le droit pénal	11
Le privilège et le Code criminel	11
L'exécution de mandats de perquisition dans l'enceinte du Parlement	11
L'autorisation de la présidence	
Les enquêtes sur la façon dont les députés utilisent les budgets et les services mis à leur disposition	11
L'exécution autorisée d'un mandat de perquisition	12
La procédure relative aux questions de privilège	12
Façon de soulever une question de privilège	12
À la Chambre	12
à donnerLa question doit être soulevée à la	12
première occasion	
Avis multiples	
Examen initial de la question soulevée Débat sur une motion de privilège	
En comité permanent, spécial, législatif ou	12
mixte	12

131

President in the second in the	
Au moyen d'un avis inscrit au Feuilleton	132
Examen d'une question de privilège par un comité	135
Rapport du comité	136
Explication sur un fait personnel	136
CHAPITRE 4	
La Chambre des communes et les députés	139
La composition de la Chambre	140
Représentation	143
Rajustement des limites des circonscriptions	146
Suspension du processus	152
Désignation des circonscriptions	153
Les conditions d'éligibilité à la Chambre	154
Historique	155
Inéligibilité	157
L'indépendance du Parlement	158
Le directeur général des élections	160
Responsabilités	161
Responsabilités au moment d'une élection générale ou d'une élection partielle	162
Relations avec les députés	163
Le bref d'élection	163
Émission du bref pour une élection générale	165
Émission du bref pour une élection partielle	168
Les dépenses d'élection	169
La corruption dans les élections	170
La Loi sur les élections fédérales contestées	171
Le serment ou l'affirmation solennelle d'allégeance	176

En comité plénier



Assermentation	179
Violation du serment d'allégeance	181
Présentation à la Chambre	182
L'attribution des sièges à la Chambre	183
Changement d'affiliation	186
Les responsabilités et la conduite des députés	186
Assiduité	187
Conflits d'intérêts	189
Historique	189
Interdictions	191
Corruption	193
Intérêts pécuniaires	194
Registre des déplacements à l'étranger	195
La rémunération, les pensions et les allocations	195
Indemnité de session et indemnité de fonctions	196
Pension	196
Commission sur les salaires et les indemnités des députés	197
Les allocations budgétaires	199
Les sièges vacants	203
Décès d'un député	203
Décès d'un député après une élection générale	203
Démission d'un député	204
Acceptation d'émoluments ou d'une charge lucrative au service du gouvernement fédéral	205
Résultat d'une élection contestée	205
Expulsion	205
CHAPITRE 5	
La procédure parlementaire	209
La Constitution et les lois	211
Le Règlement	213
Les décisions du Président	218





La pratique	221
Ouvrages faisant autorité	222
La relation entre les sources de la procédure	223

Le cadre physique et administratif	225
Ottawa, siège du gouvernement	225
Les édifices du Parlement et les terrains	226
La salle des séances	232
Disposition des sièges	234
Le fauteuil du Président	235
Le Bureau	236
La masse	237
La barre de la Chambre	238
Les tribunes	239
Les étrangers	240
Désordre à la tribune	241
Les antichambres	241
Sonorisation et interprétation simultanée	242
Télédiffusion des délibérations	243
Photographie de la Chambre	243
Autres activités tenues dans la Chambre	243
Les salies de réunion des comités	244
Bureaux des députés	245
Structure et services administratifs	246
Étendue de l'autorité du Président	248
Le Bureau de régie interne	249
Les membres	249
Le président du Bureau	250
Mission et autorité	250
Règlements administratifs et décisions du Bureau	251

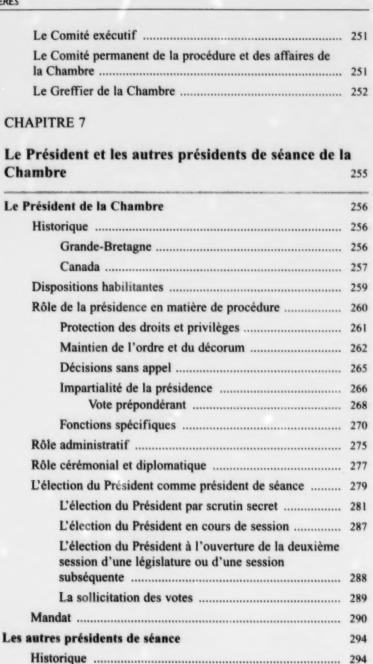




TABLE DES MATIERES	771
December 1	200
Pouvoirs	298
Rôle	
Mode de sélection	
Mandat	303
CHAPITRE 8	
Le cycle parlementaire	307
Terminologie	308
Ouverture d'une législature et d'une session	310
Convocation du Parlement	310
Cérémonie d'ouverture	310
Assermentation des députés	310
Élection du Président	311
Présentation du Président au gouverneur général	312
Ouverture d'une session	313
Ouverture par le souverain	314
Ouverture par le gouverneur général	314
Ouverture par l'administrateur	314
Discours du Trône et délibérations à la Chambre	315
Formalités	315
Motions et annonces habituelles de la Journée	21/
d'ouverture	
Autres affaires	
Sessions «spéciales»	
Le calendrier parlementaire	321
Historique	
Périodes de séance et d'interruption	
Jours fériés et autres congés	
La durée des sessions et l'époque de l'année	324



Rappel de la Chambre alors qu'elle est ajournée	326
Annulation de l'Ordre de rappel	328
Dépôt de documents par le Président	328
Ordre des travaux à la reprise	328
«Rappel» pendant une prorogation	329
Prorogation et dissolution	329
Prorogation	329
Incidences de la prorogation	330
La prorogation dans la pratique	331
Dissolution	332
Incidences de la dissolution	333
Échéance du mandat de la Chambre	333
Prolongation du mandat de la Chambre	334
CHAPITRE 9	
Les séances de la Chambre	335
Ouverture d'une séance	336
Quorum	336
Quorum avant le début d'une séance	337
Quorum pendant une séance	337
Absence de quorum lors des votes	339
Quorum lorsque la Chambre est convoquée au Sénat	339
Séance quotidienne	340
Modification des jours et heures de séance	341
Suspension d'une séance	342
Poursuite ou prolongation d'une séance	344
Séances prolongées en juin	345
Séances de plus d'un jour	347
Modification des heures d'ajournement	347
Séances spéciales ou inhabituelles	348
Séance dans le seul but d'assister à une cérémonie	
de sanction royale	349





Élection d'un Président	349
Séances secrètes	350
Allocutions de visiteurs de marque	350

CHAPITRE 10	
Le programme quotidien	355
Activités quotidiennes	357
Prière	357
Hymne national	361
Déclarations de députés	361
Historique	362
Directives	363
Questions orales	365
Affaires courantes	365
Historique	367
Dépôt de documents	370
Dépôt de documents par les députés	373
Dépôt de documents par le Président	374
Dépôt de documents pendant les périodes d'ajournement ou de prorogation	375
Dépôt de documents après la dissolution	376
Déclarations de ministres	376
Historique	377
Lignes directrices	378
Présentation de rapports de délégations interparlementaires	379
Présentation de rapports de comités	381
Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement	384
Dépôt de projets de loi émanant des députés	386
Première lecture des projets de loi publics émanant	
du Sénat	387

Motions	389
Motions d'adoption des rapports de comités	393
Motions pour affaire courante auxquelles le	
consentement unanime a été refusé	394
Présentation de pétitions	395
Historique	395
Questions inscrites au Feuilleton	390
Avis de motions portant production de documents	398
Historique	398
Façons d'appeler les avis	399
Réponses aux ordres de production de documents	402
Ordres émanant du gouvernement	404
Historique	40:
Ordre du jour	40:
Affaires émanant des députés	408
Historique	401
Suspension de l'heure réservée aux Affaires émanant des députés	409
Délibérations sur la motion d'ajournement	412
Suspension ou retardement des délibérations	41
Déclaration hebdomadaire	41
CHAPITRE 11	
Les questions	415
Les questions orales	416
Historique	416
Le rôle du Président durant la période des questions	420
Déroulement de la période des questions	422
Rappels au Règlement et questions de privilège pendant la période des questions	424
Les principes et lignes directrices régissant les questions orales	424
La convention relative aux affaires devant	

les tribunaux 428



Les questions concernant l'administration de la Chambre	429
Les questions concernant les travaux d'un comité	
Les questions supplémentaires	430
Les réponses aux questions orales	431
Débat sur la motion d'ajournement	433
Historique	434
Avis	435
Sélection des questions à débattre	435
Durée du débat	436
Suspension ou report du débat sur la motion d'ajournement	437
Les rappels au Règlement et les questions de privilège	438
Les questions écrites	438
Historique	439
Lignes directrices sur les questions écrites	440
Retrait d'une question écrite	442
Les réponses	442
Les questions restées sans réponse dans le délai de quarante-cinq jours civils	444
Ordres de dépôt de documents	444
Transfert au débat d'ajournement des questions écrites restées sans réponse	445
Incidences de la prorogation sur les questions écrites	446
CHAPITRE 12	
Les étapes du débat	447
Les motions	448
Les motions sujettes à débat et les motions non sujettes à débat	449
Classification des motions	450



Les motions de fond	450
Les motions subsidiaires	450
Les motions privilégiées	452
Les amendements	452
Les sous-amendements	454
Les motions de remplacement	454
La question préalable	454
Les motions dilatoires	458
Les motions proposant de passer à	460
l'Ordre du jour Les motions proposant de passer à une	460
autre affaire	460
Les motions visant à reporter l'étude	400
d'une question à une date ultérieure	461
La motion d'ajournement de la	
Chambre	
La motion d'ajournement du débat	464
Les avis de motion	464
Avis écrit	465
Retrait d'un avis	467
Modification d'un avis	468
Avis oral	468
Aucun avis exigé	469
Publication d'un Feuilleton et Feuilleton des Avis	
spécial	470
Délais de préavis spécifiques	470
Avis de quarante-huit heures	. 470
Avis de vingt-quatre heures	471
Avis de deux semaines	. 472
Avis d'une semaine	. 472
Avis d'une heure	. 473
La présentation d'une motion	473
La règle interdisant d'anticiper	. 476
Le retrait d'une motion	
La division d'une motion	. 478

Les décisions de la Chambre	479
La fin du débat	480
La mise aux voix	481
Avec dissidence	483
Le vote par oui ou non	483
L'obligation de voter	483
L'intérêt pécuniaire direct	484
Le vote par appel nominal	484
La durée de la sonnerie d'appel	485
L'arrivée des whips	485
Les votes différés	486
Le déroulement du vote et l'annonce des résultats	489
Le vote de parti	489
Le vote par rangée	489
Le vote libre	490
L'annonce des résultats	491
Les votes tenus successivement	491
Le pairage des députés	492
Le vote prépondérant	493
Le décorum pendant un vote	493
Les rappels au Règlement et les questions de	
privilège	494
Les rectifications	495
Une décision doit être maintenue	495
La question du vote électronique	496
Le consentement unanime	497
Les limites du consentement unanime	501
Le rôle du Président	501
Une décision ne constitue pas un précédent	502



Le maintien de l'ordre et le décorum	503
Attribution du droit de parole	504
Ordre de parole habituel	505
Motion portant qu'un député soit maintenant entendu	507
Octroi de la parole lors du rappel d'un ordre	508
Conservation du droit de parole après une cérémonie de sanction royale	508
Octroi de la parole avant et après les votes	509
Une seule intervention sur une motion	509
Le droit de réplique	511
Interventions	512
Protocole des interventions	513
Place assignée	513
Observations adressées au Président	513
Tenue convenable	514
Langue du débat	515
Lecture de discours	516
Utilisation d'un lutrin	517
Citation de documents	517
Dépôt de documents et de discours	518
Étalages, pièces et accessoires	520
Premier discours	521
Règles relatives à la substance des discours	521
Allusions aux députés	521
Critiques de la Chambre et du Sénat	522
Critiques de la présidence	523
Allusions au souverain, à la famille royale, au gouverneur général et aux magistrats	523
Allusion par leur nom à des particuliers	524
Allusion à des délibérations et à des débats antérieurs	524

Question préalable	556
La limitation du débat	553
CHAPITRE 14	
La procédure de désignation	55
Historique	54
La désignation d'un député par son nom	54
et le décorum	545
Les pouvoirs du Président visant le maintien de l'ordre	24.
Le décorum pendant les votes	544
Les règles du décorum	543
Les décisions relatives aux rappels au Règlement	542
Les règles relatives aux rappels au Règlement	539
Les rappels au Règlement	531
Explications sur un fait personnel	537
Le rôle du Président	530
Cours d'archives et commissions royales	530
Affaires au criminel et au civil	535
La convention relative aux affaires en instance sub judice	534
du Trône et sur le Budget	533
Débats sur l'Adresse en réponse au discours	
Troisième lecture	533
L'étape du rapport	533
Deuxième lecture	532 532
Projets de loi	531
La règle de la pertinence	530
La règle interdisant les répétitions	529
Historique	528
Répétitions et digressions	52
Propos non parlementaires	52.



Clôture	33
Historique	55
Avis de clôture	56
Motion de clôture	56
Attribution de temps	56
Historique	56
Trois options	56
Avis	56
Motion d'attribution de temps	56
« Motion pour affaire courante » proposée par un ministre	57
Suspension d'articles du Règlement pour des questions de nature urgente	57
CHAPITRE 15	
Les débats spéciaux	57
Adresse en réponse au discours du Trône	57
Désignation d'une journée d'étude	57
Lancement du débat	57
Reprise du débat sur l'Adresse	57
Règles du débat sur l'Adresse	57
Journée des chefs	57
Durée du débat sur l'Adresse	57
Durée des interventions lors du débat sur l'Adresse	5
Mise aux voix des amendements et conclusion du débat sur l'Adresse	58
Grossoiement de l'Adresse	58
Règiement et procédure	58
Lancement du débat	51
Règles du débat	51
Débats d'urgence	51

Lancement du débat 585



Latituda du Bufaidant	207
Latitude du Président	587
Critères de décision	587
Heure et jour du débat	590
Règles du débat	591
Interruption et conclusion du débat	591
Motion de suspension de certains articles du Règlement	593
Lancement du débat	593
Règles du débat	594
Conclusion du débat	594
Débats exploratoires	595
Lancement du débat	595
Règles du débat	596
Conclusion du débat	596
Débats prescrits par la loi	596
Lancement du débat	598
Règles du débat	600
Durée du débat	600
Durée des interventions	601
Interruption du débat	601
Conclusion du débat	601

Historique	604
Grande-Bretagne	604
Canada	605
Avant la Confédération	605
Depuis la Confédération	607
Types de projets de loi	610
Projets de loi d'intérêt public	610
Projets de loi d'initiative ministérielle	610
Projets de loi d'initiative parlementaire	610

	Projets de loi d'intérêt privé	611
1	Forme de projet de loi	611
	Cadre de l'intervention législative	612
	Rédaction des projets de loi	612
	Projets de loi d'initiative ministérielle	612
	Projets de loi d'initiative parlementaire	613
	Projets de loi d'intérêt privé	613
	Rédaction par un comité	613
	Autres caractéristiques de rédaction	614
	Blancs et forme incomplète	619
	Impression et réimpression des projets de loi	620
	Changements rédactionnels	620
	Structure des projets de loi	621
	Numéro	621
	Titre	621
	Préambule	622
	Formule d'édiction	622
	Article	622
	Disposition interprétative	622
	Disposition d'entrée en vigueur	622
	Annexes	623
	Notes explicatives	623
	Sommaire	623
	Notes marginales	624
	Soulignements et traits verticaux	624
	Rubriques	624
	Table des matières	624
	Recommandation royale	624
1	Étapes du processus législatif	625
	Avis de présentation et inscription au Feuilleton	629
	Élaboration d'un projet de loi par un comité	630
	Dépôt et première lecture	631

Renvoi à un comité avant la deuxième lecture	632
Deuxième lecture et renvoi à un comité	634
Amendements à la motion de lecture	636
L'amendement de renvoi	636
L'amendement motivé	638
Renvoi de l'objet d'un projet de loi à un	
comité	640
Motions d'instruction	641
Consentement royal	643
Examen en comité	645
Mandat du comité	645
Rôle du comité dans l'étude d'un projet de loi	646
Durée des interventions	646
Audition de témoins	648
Étude article par article	649
Ordre d'examen des éléments constitutifs du	
projet de loi	
Articles mis en délibération	650
Articles réservés	651
Amendements	651
Ordre de prise en considération des	
amendements	652
Recevabilité des amendements	
Règles	
Mise aux voix des amendements	
Adoption du projet de loi	
Autorisation de faire rapport à la Chambre	
Réimpression du projet de loi	659
Rapport à la Chambre	
Obligation de faire rapport	659
Projet de loi d'intérêt public émanant	
d'un député	
Abandon de l'étude du projet de loi	661
Rapport contenant des amendements	***
irrecevables	
Présentation du rapport	662

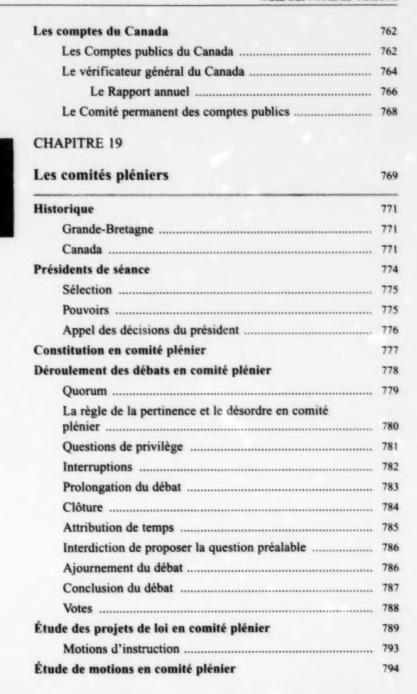
	Étape du rapport	662
	Historique	663
	Avis de modification	664
	Modification relative à la forme	665
	Avis de recommandation royale	665
	Recevabilité des motions d'amendement	665
	Pouvoir du Président de choisir les modifications	667
	Débat	669
	Report des votes par appel nominal	670
	Adoption à l'étape du rapport	671
	Troisième lecture (et adoption)	671
	Étude et adoption par le Sénat	673
	Adoption par les Communes des amendements du Sénat	<i>(74</i>
	(le cas échéant)	674
	Conférence entre les chambres	675
	Sanction royale	678
	La cérémonie	681
	Entrée en vigueur	684
H	APITRE 17	
es	s décrets-lois	685
is	torique	686
	nité mixte permanent d'examen de la	
g	lementation	687
	Mandat	688
	Composition	689
	Pouvoirs	689
	Critères d'examen	690
bı	rogation d'un texte réglementaire	692
	Rapport du Comité	693
	Adoption du rapport	694
	Adoption automatique	694
	Examen de la motion d'adoption	694





Les procedures imancieres	09/
Éléments-clés de l'activité financière	698
Le cycle financier	699
Historique	701
Précédents britanniques	701
La Liste civile	703
Le Fonds consolidé	703
Le Budget des dépenses	704
Les procédures financières dans les colonies	
canadiennes	705
Le Haut-Canada	705
Le Bas-Canada	706
La Province du Canada	706
Les procédures financières à la Chambre des	202
communes canadienne	707
Le Règlement de 1867 à 1968	708
La recommandation royale	709
Revendication par la Chambre de sa prérogative en matière de finances	712
Les travaux des subsides	714
Historique	714
De la Confédération à 1968	714
Les travaux des subsides depuis 1968	718
L'ordre permanent des travaux des subsides	720
L'étape des débats généraux	722
Les jours désignés	722
L'annonce d'un jour désigné	723
Les motions de l'opposition	724
Avis requis	724
Le pouvoir de sélection du Président	725
Les motions votables	726
Les délibérations sur une motion de	
l'opposition	726

L'étape législative	728
Le Budget principal des dépenses	728
Les crédits provisoires	731
Le Budget supplémentaire des dépenses Dernier Budget supplémentaire des	732
dépenses	733
Les crédits d'un dollar	
L'étude du Budget des dépenses en comité	735
Rapport à la Chambre	736
Adoption du Budget des dépenses	738
Le projet de loi de crédits	741
Les dérogations au cycle des subsides	744
Le pouvoir d'emprunt	745
Les mandats spéciaux du gouverneur général	747
Les travaux des voies et moyens	748
La procédure des voies et moyens (de 1867 à 1968)	749
La procédure des voies et moyens (de 1968 à ce jour)	751
Le Budget	752
Le discours du Budget	752
Le secret budgétaire	753
Les consultations prébudgétaires	754
L'exposé économique	755
Le débat sur le Budget	755
Durée du débat	756
Priorité du débat	756
Durée des discours	757
Mise aux voix des amendements et fin du	242
débat	757
L'étape législative	758
Les motions de voies et moyens	759
Les projets de loi de voies et moyens	760
Les amendements en comité et à l'étape du	
rapport	761
Les projets de loi de voies et moyens qui exigent	9
une recommandation royale	762





Compte rendu des délibérations	79:
Journaux	795
Débats et télédiffusion	796

CHAPITRE 20

Les comités	797
Historique	798
Précédents britanniques	798
Procédure des comités avant la Confédération	799
Élaboration des règles régissant les comités de la Chambre des communes du Canada	800
Dispositions régissant les comités	804
Effet de la prorogation sur les comités	804
Structure et mandat des comités	805
Comités permanents	805
Pouvoirs	808
Comité de liaison	809
Comités législatifs	809
Pouvoirs	810
Comités spéciaux	811
Pouvoirs	812
Comités mixtes	813
Mandat	813
Pouvoirs	815
Sous-comités	816
Mandat	817
Pouvoirs	818
Composition	819
Dispositions générales	819
Comités permanents	821
Comités législatifs	
Comités spéciaux	821

Comités mixtes	822
Sous-comités	823
Substituts	823
Membres associés	825
Membres d'office	826
Modifications de la composition	826
Présidents et vice-présidents	827
Rôle des présidents	827
Rôle des vice-présidents	829
Présidents suppléants	829
Élection du président et du vice-président	829
Démissions	833
Personnel des comités	834
Greffier de comité	834
Attachés de recherche	834
Autre personnel	835
Séances	835
Types de séances	835
Séances hors de la cité parlementaire	839
Vidéoconférences	840
Jours et heures des séances et attribution des salles	840
Convocation des séances	841
Avis de séance	842
Séance convoquée à la demande de quatre membres	843
Annulation d'une séance	843
Ajournement	844
Quorum	844
Séance sans quorum	845
Réunion d'organisation	
Motions de régie interne	
Sous-comité du programme et de la procédure	
Aide à la recherche	

Séance sans quorum	847
Temps alloué pour les déclarations préliminaires et l'interrogation des témoins	848
Dépenses des témoins	848
Distribution des documents	849
Transcriptions des séances à huis clos	850
Présence de personnel aux séances à huis clos	850
Nominations par décret	850
Avis de motion	851
Budgets	852
Ordres de renvoi et instructions	853
Le déroulement des travaux	855
Pouvoirs du président	856
Droit de parole	857
Désordre et inconduite	858
Processus décisionnel	858
Vote prépondérant	859
Témoignages	859
Témoins	860
Convocation de témoins	861
Assermentation des témoins	861
Dépositions	862
Mémoires et autres documents	864
Publications des comités	866
Procès-verbaux	867
Témoignages	867
Rapports	868
Télédiffusion	868
Études effectuées par les comités	869
Budget des dépenses	870
Mesures législatives	872
Ordre de l'examen	
Délais d'examen des projets de loi	

Adoption et rapport	875
Élaboration et dépôt d'un projet de loi par un	
comité	875
Nominations par décret	875
Études de questions précises	877
Rapports à la Chambre	879
Pouvoir de faire rapport	879
Contenu et forme	881
Rapports de fond	. 882
Opinions complémentaires et opinions dissidentes	. 882
Présentation à la Chambre	. 883
Adoption	. 885
Réponse du gouvernement	. 886
CHAPITRE 21 Les affaires émanant des députés	889
Les affaires émanant des députés	889
Les affaires émanant des députés Historique	891
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984	891 . 891
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés	891 . 891 . 891
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984	891 . 891 . 891 . 892
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984	891 . 891 . 891 . 892
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984	891 . 891 . 891 . 892 . 893 896
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés Priorité des affaires Depuis 1984 Les projets de loi émanant des députés	891 . 891 . 892 . 893 896 . 897
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés Priorité des affaires Depuis 1984 Les projets de loi émanant des députés Limitations financières	891 . 891 . 892 . 893 . 896 . 897
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés Priorité des affaires Depuis 1984 Les projets de loi émanant des députés Limitations financières Avis	891 . 891 . 892 . 893 . 896 . 897 . 898
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés Priorité des affaires Depuis 1984 Les projets de loi émanant des députés Limitations financières Avis Affaires semblables Appuyeurs Présentation et première lecture des projets de loi	891 . 891 . 892 . 893 . 896 . 897 . 898 . 898
Les affaires émanant des députés Historique De 1867 à 1984 Temps réservé aux affaires émanant des députés Priorité des affaires Depuis 1984 Les projets de loi émanant des députés Limitations financières Avis Affaires semblables Appuyeurs	891 891 892 893 896 897 898 898 899



Affaires semblables	902
Appuyeurs	902
Avis de motions portant production de documents	902
Avis	903
Report à l'ordre du jour en vue d'un débat	904
L'ordre de priorité	904
Le tirage au sort	905
Premier tirage au sort d'une session	905
Tirages subséquents	906
Retrait d'une affaire	907
Les affaires non choisies	907
Affaires automatiquement placées dans l'ordre de	
priorité	907
Le choix des affaires votables	908
Mandat du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre	908
Consultation des députés	909
Critères de sélection	909
Présentation du rapport	910
Autres sélections d'affaires votables	910
L'heure réservée aux affaires émanant des députés	911
Échange d'affaires	911
Annulations et suspensions	912
Retards et interruptions	914
Reprise du débat	914
Les limites de temps pour les débats	915
Affaires non votables	915
Affaires votables	915
Étape du rapport et troisième lecture	917
Amendements apportés par le Sénat à un projet de loi émanant d'un député	918
Avis de motions (documents)	
Discours individuels	

919



Les votes

La gestion des affaires émanant des députés			
CHAPITRE 22			
Les pétitions d'intérêt public			
Historique	925		
Lignes directrices actuelles sur les pétitions	927		
La forme	928		
La pétition est adressée à la Chambre des communes	928		
Prière	930		
La pétition est manuscrite, dactylographiée ou imprimée sur du papier de grandeur normale	930		
Ratures ou rajouts	930		
Pièces jointes, annexes ou longs extraits	931		
Objet de la requête indiqué sur chaque feuille	931		
Langue	931		
Contenu	932		
Questions relevant de la compétence de la Chambre	932		
Engagement de fonds publics	932		
Signatures et adresses	933		
La présentation des pétitions	934		
Présentation durant les affaires courantes	935		
Dépôt de la pétition auprès du Greffier de la Chambre	936		
Après la présentation	936		
Copies des pétitions	937		
Réponse du gouvernement aux pétitions	937		



CHAPITRE 23

Les projets de loi d'intérêt privé	939
Nature des projets de loi privés	942
Principes de la procédure des projets de loi privés	94
La forme du projet de loi d'intérêt privé	952
Processus législatif pour les projets de loi privés	953
Dépôt de la pétition	954
Rapport du greffier des pétitions	954
Rapport de l'examinateur des pétitions introductives de projets de loi d'intérêt privé	95
Étude en comité relative à la publication des avis	956
Première lecture du projet de loi	956
Deuxième lecture et renvoi en comité	95
Étude en comité	95
Étape du rapport et troisième lecture	960
Adoption et sanction royale	960



CHAPITRE 24

Le registre parlementaire				
Publications parlementaires	961			
Textes d'application	962			
Les Journaux	963			
Présentation et contenu	964			
Corrections et modifications	965			
Les Débats	965			
Présentation et contenu	966			
Corrections et modifications	968			
Le Feuilleton et le Feuilleton des Avis	969			
Historique	970			
Le rôle du Président	971			

Présentation et contenu	971
Transfert du Feuilleton des Avis au Feuilleton	972
Retrait d'affaires du Feuilleton	973
Feuilleton spécial	974
L'Ordre projeté des travaux	974
Présentation et contenu	975
Sous réserve de changement	975
L'État des travaux de la Chambre	976
Présentation et contenu	976
Procès-verbaux, témoignages et rapports des comités	976
Corrections et modifications	977
Projets de loi	977
Services de radiodiffusion	977
Historique	977
Contrôle et compétence	979
Mode de fonctionnement actuel	980
Délibérations de la Chambre	980
Délibérations des comités	980
Accès aux émissions ou enregistrements	981
Annexes	983
Liste des annexes	984
Index	1115



Liste des figures

Figure 2.1	Durée des législatures	40
Figure 2.2	Durée des ministères	41
Figure 3.1	Le cheminement d'une question de privilège	138
Figure 4.1	Représentation depuis 1867	142
Figure 4.2	Calcul de la représentation à la Chambre des communes	147
Figure 4.3	Le bref d'élection	164
Figure 4.4	Proclamation publique du directeur du scrutin	167
Figure 6.1	La cité parlementaire	227
Figure 6.2	Plan de l'édifice du Centre	231
Figure 6.3	La salle de la Chambre des communes	233
Figure 8.1	Sessions désignées comme « spéciales » dans les Débats	
	ou Journaux de la Chambre des communes	320
Figure 8.2	Le calendrier de la Chambre (article 28(2) du Règlement)	323
Figure 9.1	Allocutions prononcées devant les chambres du parlement réunies	
	depuis 1940	351
Figure 10.1	Ordre quotidien des travaux	356
Figure 12.1	Classification des motions	451
Figure 12.2	Présentation d'une motion	475
Figure 12.3	La mise aux voix	482
Figure 16.1	Les trois options du processus législatif	
	(Projets de loi ministériels déposés à la Chambre des communes)	628
Figure 18.1	Le cycle financier	700
Figure 20.1	Configuration d'une salle de comité	836
Figure 20.2	Une salle de comité	837
Figure 22.1	Pétitions présentées à la Chambre des communes depuis 1917	924
Figure 22.2	Modèle de pétition	929



Liste des abréviations

Les abréviations employées pour désigner les différents traités de procédure ainsi que les autres ouvrages fréquemment cités sont les suivantes :

-							
B	20	124	00	Da.	40	29	49
	EЦ	ш	E I	41	Е.Э	ш	æ

Beauchesne, A., Rules and Forms of the House of Commons of Canada, 1^{re} éd., Toronto: Canada Law Book Company, 1922; 2^e éd., 1927; 3^e éd., 1943.

Beauchesne, A., Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada, 4° éd., Toronto: Carswell, 1964; 5° éd., par A. Fraser, G.A. Birch et W.F. Dawson, Montréal: Wilson & Lafleur, 1978.

Beauchesne, A., Jurisprudence parlementaire de Beauchesne, Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada, 6° éd., par A. Fraser, W.F. Dawson et J.A. Holtby, Toronto: Carswell, 1991.

Bourinot

Bourinot, J.G., Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada, South Hackensack: Rothman Reprints Inc., 1971 (réimpression de la 1^{re} éd., 1884); 2^e éd., Montréal: Dawson Brothers, 1892; 3^e éd., par T.B. Flint, Toronto: Canada Law Book Company, 1903; 4^e éd., par T.B. Flint, 1916.

Dawson

Dawson, W.F., Procedure in the Canadian House of Commons, Toronto: University of Toronto Press, 1962.

Dawson's The Government

of Canada

Dawson, R.M., Dawson's The Government of Canada, 6° éd., par N. Ward, Toronto: University of Toronto Press, 1987.

Débats

Canada, Parlement, Chambre des communes, Débats de la Chambre des communes: compte rendu officiel.

Franks

Franks, C.E.S., *The Parliament of Canada*, Toronto: University of Toronto Press, 1987.

Fraser

Fraser, J.A., La Chambre des communes en action, Montréal: Les Éditions de la Chenelière inc., 1993.

Griffith et Ryle

Griffith, J.A.G. et M. Ryle, Parliament: Functions, Practice and Procedure, Londres: Sweet & Maxwell, 1989.

Hatsell

Hatsell, J., Precedents of Proceedings in the House of Commons, 4 vol., South Hackensack, Rothwell Reprints Inc., 1971, (réimpression de la 4° éd., 1818).

Hogg

Hogg, P.W., Constitutional Law of Canada, 4° éd., Toronto: Carswell, 1997.

House of Representatives
Practice

House of Representatives Practice, 1^{re} éd., par J.A. Pettifer, Canberra: Australian Government Publishing Service, 1981; 2^e éd., par A.R. Browning, 1989; 3^e éd., par L.M. Barlin, 1997.

Jackson et Jackson

Jackson, R.J. et D. Jackson, *Politics in Canada: Culture, Institu*tions, *Behaviour and Public Policy*, 4° éd., Scarborough: Prentice-Hall Allyn and Bacon Canada, 1998.

Jerome

Jerome J., Mr. Speaker, Toronto: McClelland and Stewart, 1985.

Journaux

Canada, Parlement, Chambre des communes, Journaux de la Chambre des communes.

Kaul et Shakdher

Kaul, M.N. et S.L. Shakdher, Practice and Procedure of Parliament (with particular reference to Lok Sabha), 4° éd., par S.C. Kashyap, New Delhi: Metropolitan, 1991, réimpression 1995.

Laundy

Laundy, P., The Office of Speaker in Parliaments of the Commonwealth, Londres: Ouiller, 1984.

L.C.

Canada, Lois du Canada, Ottawa.

L.R.C.

Canada, Lois révisées du Canada, Ottawa, 1985.

Maingot

Maingot, J.P. Joseph, Le privilège parlementaire au Canada, 1^{re} éd., Cowansville: Les Éditions Yvon Blais inc., 1987; 2^e éd.: Chambre des communes et Les presses universitaires McGill-Oueen's, 1997.

May

May, T.E., Erskine May's Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, South Hackensack: Rothman Reprints Inc., 1971 (réimpression de la 1ⁿ éd., 1844); 2^e éd., 1851; 3^e éd., 1855; 4^e éd., 1859; 5^e éd., Londres: Butterworths, 1863; 6^e éd., 1868; 7^e éd., 1873; 8^e éd., 1879; 9^e éd., 1883. À partir de la 10^e édition, l'ouvrage est préparé par les fonctionnaires de la Chambre des Communes du Royaume-Uni: 10^e éd., 1893; 11^e éd., 1906; 12^e éd., 1917; 13^e éd., 1924; 14^e éd., 1946; 15^e éd., 1950, 16^e éd., 1957; 17^e éd., 1964; 18^e éd., 1971; 19^e éd., 1976; 20^e éd., 1983; 21^e éd., 1989; 22^e éd., 1997.

May, T.E., Traité des lois, privilèges, procédures et usages du Parlement, 2 vol., 11° éd., traduit par J. Delpech, Paris: V. Giard et E. Brière, 1909. McGee McGee, D., Parliamentary Practice in New Zealand, 1st éd., Wellington: Government Printer, 1985; 2st éd., GP Publications,

1994.

McMenemy, J., The Language of Canadian Politics: A Guide to

Important Terms and Concepts, éd. révisée, Waterloo: Wilfrid

Laurier University Press, 1995.

O'Brien, G., «Pre-Confederation Parliamentary Procedure: The

Evolution of Legislative Practice in the Lower Houses of Central Canada 1792-1866», thèse de doctorat, Carleton University,

1988.

Odgers, J.R., Australian Senate Practice, 1^{re} éd., Canberra, 1953;

2° éd., 1959; 3° éd., 1967; 4° éd., 1972; 5° éd., 1976; 6° éd., 1991. À partir de la 7° édition, l'ouvrage est préparé par H. Evans: 7° éd., 1995; 8° éd., Australian Government Publishing Service,

1997.

Redlich Redlich, J., The Procedure of the House of Commons, 3 vol., tra-

duit par A. Steinhal, New York: AMS Press, 1969 (réimpression

de l'édition de 1908).

S.C. Canada, Statuts du Canada, Ottawa.

Stewart Stewart, J.B., The Canadian House of Commons: Procedure and

Reform, Montréal: McGill-Queen's University Press, 1977.

Wilding et Laundy Wilding, N. et P. Laundy, Encyclopaedia of Parliament, 4c éd.,

Londres: Cassell, 1972.



Les institutions parlementaires



Séparés des Îles britanniques par un océan de trois mille milles, voisins des États-Unis, vivant dans un pays qui englobe la moitié du continent nord-américain, peuple hétérogène, possédant deux cultures et deux langues, nous avons élaboré une pratique parlementaire bien à nous qui, tout en s'inspirant des principes britanniques, reste nettement canadienne.

ARTHUR BEAUCHESNE (Beauchesne, 4° éd., p. 8)

e Parlement du Canada comprend la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes. Il est la création de la *Loi constitutionnelle de 1867*¹, une loi du Parlement britannique² qui unissait les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Canada (Ontario et Québec)³. La loi qui a donné naissance à cette nouvelle confédération politique,

- Appelée à l'origine l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, elle a changé de nom en 1982 (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5). Pour des raisons d'uniformité, nous emploierons toujours le nouveau titre.
- « Depuis les débuts de la période coloniale, le Pariement de Westminster pouvait adopter des lois non seulement pour le Royaume-Uni, mais également pour les territoires outre-mer de l'Empire britannique. Dans le second cas, il est désigné comme Parlement impérial et les mesures qu'il adopte sont appelées des lois impériales » (Hogg, p. 44).
- 3. Le préambule de la Constitution débute ainsi: « Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de contracter une Union fédérale pour ne former qu'une seule et même Puissance », il ajoute plus loin: « Considérant de plus qu'une telle union aurait l'effet de développer la prospérité des provinces » (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C.1985, Appendice II, nº 5).

qui devait s'appeler le Dominion du Canada, a été adoptée par Westminster⁴ le 29 mars 1867 et est entrée en vigueur le 1er juillet suivant. La première élection générale y a été tenue au cours de l'été et la Chambre des communes s'est réunie à Ottawa pour la première fois le 6 novembre 1867. Les députés ont alors procédé à l'élection de leur Président⁵, James Cockburn, député, et le lendemain, le 7 novembre, le Parlement du Dominion s'est réuni pour entendre le gouverneur général, lord Monck,

prononcer le tout premier discours du Trône du Canada⁶.

Si la loi créant le Parlement du Canada est entrée en vigueur le 1^{et} juillet 1867, il ne faudrait pas croire que les institutions parlementaires ont été créées avec la Confédération; elles existaient déjà et étaient assez bien rodées. Les provinces du Canada (Ontario et Québec), de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick avaient chacune des systèmes de gouvernement très développés, comprenant une assemblée législative et une chambre haute, qui fonctionnaient selon des principes historiques bien compris du droit et des usages parlementaires. Certes, ces traditions étaient essentiellement d'origine britannique, mais au fil des ans elles avaient été adaptées à la situation politique locale. Cet ensemble d'usages, de traditions, de coutumes et de conventions s'était développé au point qu'au moment de la Confédération, le système parlementaire canadien était bien adapté aux impératifs de gouvernement d'un pays jeune, divers et en pleine croissance⁷.

Les institutions les plus anciennes du Canada, qui se trouvaient dans les provinces Maritimes, sont le produit d'innombrables instructions et commissions transmises par le gouvernement impérial aux gouverneurs qui se sont succédé tout au

^{4. «}Il s'agit du Parlement britannique, qui se trouve sur l'emplacement du palais de Westminster à Londres. Ainsi, toute mention de «Westminster» ou du «modèle de Westminster» est une référence au Parlement britannique et à ses usages » (McMenemy, p. 320).

^{5.} Voir les Journaux du 6 novembre 1867, p. 2. (Pour plus d'information sur l'élection du Président, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».)

^{6.} Journaux, 7 novembre 1867, p. 3-4. Pour plus d'information sur le discours du Trône, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

^{7.} On trouvera ci-après quelques-unes des sources consultées sur l'évolution et le fonctionnement des institutions parlementaires canadiennes: John George Bourinot, Parliamentary Procedure and Practice, with a Review of the Origin, Growth and Operation of the Parliamentary Institutions, in the Dominion of Canada, 2º éd., Montréal: Dawson Brothers, 1892; John George Bourinot, Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada, 4º éd., sous la dir. de Thomas Barnard Flint, Toronto: Canada Law Book Co., 1916; Robert MacGregor Dawson, The Government of Canada, 6º éd., Toronto: University of Toronto Press, 1987; Eugene A. Forsey, Les Canadiens et leur système de gouvernement, 4º éd., Ottawa: Sa Maiesté la reine du chef du Canada, 1997; C.E.S. Franks, The Parliament of Canada, Toronto: University of Toronto Press, 1987; Peter W. Hogg, Constitutional Law of Canada, 4° éd., Toronto: The Carswell Company Limited, 1997; Robert J. et Doreen Jackson, Politics in Canada: Culture, Institutions, Behaviour and Public Policy, 4º éd., Scarborough: Prentice-Hall, Allyn and Bacon, Canada, 1998; J.R. Mallory, The Structure of Canadian Government, Revised Edition, Toronto: Gage, 1984; John McMenemy, The Language of Canadian Politics: A Guide to Important Terms and Concepts, éd. rev., Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 1995; John B. Stewart, The Canadian House of Commons: Procedure and Reform, McGill-Queen's University Press, 1977; Richard Van Loon et Michael Whittington, The Canadian Political System: Environment, Structure and Process, 4º éd., Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1987; Richard Van Loon et Michael Whittington, Canadian Government and Politics: Institutions and Processes, Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1996; Norman Wilding et Philip Laundy, An Encyclopaedia of Parliament, 4º éd., Londres: Cassell, 1972.

long du régime colonial britannique⁸. Par contraste, les institutions qui se sont développées sur le territoire qu'occupent aujourd'hui l'Ontario et le Québec ont été, au départ, établies par des lois, usage qui a été suivi lors de la Confédération avec l'adoption de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Le système de gouvernement canadien

Le Canada est une démocratie parlementaire, dont le système de gouvernement regarde le droit comme l'autorité suprême. La Loi constitutionnelle de 1867, qui est le fondement de la constitution canadienne, édicte que le Canada aura un Parlement, qui sera composé de trois organes distincts: la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes. Mais comme il s'agit d'un État fédéral, le pouvoir de légiférer est partagé entre le gouvernement fédéral, dix provinces et trois territoires.

Le pouvoir de légiférer est conféré à un parlement composé de personnes choisies pour représenter la population canadienne. C'est donc un système de gouvernement «représentatif». Le parlement fédéral est bicaméral, c'est-à-dire qu'il compte deux chambres délibérantes, une chambre haute — le Sénat — et une chambre basse — la Chambre des communes 9. Le Sénat se compose de personnes nommées par le gouverneur général pour représenter les territoires et provinces du Canada. Les députés des Communes sont élus par des citoyens canadiens ayant le droit de vote 10. Dans ce système uninominal à majorité simple sont élus les candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix exprimées parmi les candidats dans la même circonscription électorale.

Le Canada est également une monarchie constitutionnelle, en ce sens que le pouvoir exécutif est officiellement conféré au monarque par la Constitution¹¹. Tout acte du gouvernement est accompli au nom de la Couronne, mais l'autorité d'agir provient du peuple canadien¹². Le pouvoir exécutif appartient au gouverneur en conseil, qui est à proprement parler, le gouverneur général exerçant ce pouvoir avec l'avis et le consentement du premier ministre et du Cabinet¹³.

- Voir B. Murdoch, A History of Nova-Scotia, or Acadie Volume II, Halifax: James Barnes Printer and Publisher, 1866, p. 351-354.
- Les assemblées provinciales sont aujourd'hui monocamérales, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Pour en savoir plus, voir G. William Kitchin, «The Abolition of Upper Chambers», in Provincial Government and Politics: Comparative Essays, 2° éd., sous la dir. de Donald C. Rowat, Ottawa: Département de sciences politiques, Université Carleton, réimpression, 1974, p. 61-82.
- 10. Pour en savoir plus, voir ci-après les parties portant sur le gouverneur général, le Sénat et la Chambre des communes. Voir aussi le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».
- 11. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 9. Dans les faits, toutefois, les pouvoirs de la Couronne sont exercés par un conseil de ministres (le Cabinet), nommés et dirigés par le premier ministre, et « responsables » devant la Chambre des communes des politiques et des actions du gouvernement. (Voir ci-après la partie portant sur le gouvernement responsable et la responsabilité ministérielle.)
- 12. Forsey, p. 1.
- Pour en savoir plus, voir ci-après la partie portant sur l'exécutif.

Les partis politiques jouent un rôle essentiel dans le système parlementaire canadien ¹⁴. Il s'agit d'associations de personnes ayant une idéologie commune ou d'autres liens, qui veulent le pouvoir politique afin de mettre leur programme en application. Dans une démocratie, la lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre d'une élection.

Enfin, en vertu du préambule de la Loi constitutionnelle de 1867, qui édicte que le Canada aura «une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni», le système parlementaire canadien découle de la tradition britannique ou de Westminster. Les principales caractéristiques du système canadien de gouvernement parlementaire sont les suivantes:

- Le Parlement est constitué de la Couronne et de deux chambres législatives, une haute et une basse;
- Le pouvoir législatif est attribué au «Parlement»; pour devenir loi, un texte doit avoir reçu l'assentiment de chacun des organes du Parlement (la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes);
- Les députés sont élus individuellement aux Communes pour représenter les électeurs d'une seule circonscription électorale; les élections fonctionnent selon un système uninominal majoritaire à un tour ou majorité simple (c'est-à-dire que le candidat qui recueille plus de votes que tout autre candidat de la circonscription est élu);
- La plupart des députés appartiennent à un parti politique, dont ils défendent les couleurs ¹⁵;
- Le chef du parti qui a l'appui de la majorité des députés à la Chambre est appelé, par le gouverneur général, à former le gouvernement, et il devient premier ministre;
- Le ou les partis qui s'opposent au gouvernement s'appellent l'opposition (le plus important de ces partis est appelé l'Opposition «officielle»);
- Le pouvoir exécutif du gouvernement (soit d'exécuter ou d'appliquer les politiques et programmes du gouvernement) est officiellement attribué à la Couronne, mais il est effectivement exercé par le premier ministre et le Cabinet, dont les membres sont pour l'essentiel des députés qui appartiennent au parti au pouvoir;
- Le premier ministre et le Cabinet sont responsables ou comptables de leurs actions devant l'ensemble de la Chambre des communes;
- Le premier ministre et le Cabinet doivent avoir la confiance de la Chambre des communes pour continuer d'exercer leur charge. Dans les faits cela signifie qu'ils doivent être appuyés par une majorité des députés de la Chambre.

Pour en savoir plus, voir ci-après la partie portant sur les partis politiques.

^{15.} Peut être considéré comme parti politique « tout groupe, même aux structures lâches, qui tente de faire élire des représentants gouvernementaux sous une étiquette » (Leon Epstein, cité dans Van Loon et Whittington, The Canadian Political System, p. 305). Aux fins des élections, c'est le directeur général des élections qui désigne les partis officiels, mais dans la procédure parlementaire, le statut de parti officiel vient habituellement du fait d'avoir douze députés à la Chambre des communes. (Pour en savoir plus, voir ci-après la partie portant sur les partis politiques.)

Les institutions parlementaires du Canada

HISTORIQUE

Avant la Confédération

L'histoire de nos institutions parlementaires trouve ses débuts en Nouvelle-Écosse. En 1758, la colonie se voit accorder une assemblée élue ¹⁶, devenant ainsi la première colonie canadienne à avoir une institution politique représentative ¹⁷. Aucune limite n'était fixée à la durée d'une législature; de fait, l'assemblée élue en 1770 devait siéger jusqu'en 1785. En 1792, une loi a été adoptée pour limiter le mandat à sept ans; il sera ramené à quatre en 1840. À l'instar de la Nouvelle-Écosse, l'île du Prince-Édouard obtint une assemblée populaire en 1773 ¹⁸ et la province nouvellement désignée du Nouveau-Brunswick, en 1784 ¹⁹. Les trois colonies continuèrent d'être administrées par un gouverneur britannique et un conseil exécutif nommé. La chambre haute (appelée «conseil législatif») est devenue un organe législatif distinct au Nouveau-Brunswick en 1832 et en Nouvelle-Écosse en 1838 ²⁰.

La situation était sensiblement différente en Nouvelle-France où il n'y avait pas d'assemblée législative et où la participation populaire aux affaires publiques était quasi inexistante. Pendant une courte période, les habitants des établissements qui deviendront Québec, Montréal et Trois-Rivières élisaient des représentants ou syndics qui siégeaient au Conseil souverain. Mais le conseil demeurait comptable devant le roi de France ou le gouverneur de la Nouvelle-France, et non pas devant le peuple. La charge de syndic a été abolie en 1674 par Jean-Baptiste Colbert, qui était alors secrétaire d'État aux affaires coloniales ²¹.

En 1760, à l'issue de la Guerre de sept ans entre la Grande-Bretagne et la France, la Nouvelle-France est cédée à l'Angleterre par le *Traité de Paris* ²². En 1763, le roi George III rendait publique une proclamation créant les gouvernements de chacun des territoires du nouveau monde dont la Grande-Bretagne venait de faire l'acquisition, notamment le Québec ²³.

- 16. Vingt-deux députés ont été élus et se sont réunis en octobre à Halifax pour prendre leur siège à la Chambre d'assemblée. Journaux, 1^{er} mars 1883, Document de la session nº 70 (Chartes provinciales), annexe, p. 8 et 14.
- Le gouvernement représentatif est un système politique comportant une assemblée élue (McMenemy, p. 259-260).
- 18. Bourinot, 2º éd., p. 73-74.
- Journaux, 1* mars 1883, Document de la session nº 70 (Chartes provinciales), annexe, p. 46-52 et Bourinot,
 2* éd., p. 72-73. Jusqu'en 1784, le Nouveau-Brunswick faisait partie de la Nouvelle-Écosse (Forsey, p. 3).
- Voir John George Bourinot, Constitutional History of Canada, Toronto: Copp Clark Co. Ltd., 1901, p. 69;
 The Nova Scotia Legislature, Service d'Information de Nouvelle-Écosse, version révisée de 1990, p. 12.
- Pour un bref aperçu des syndics, voir L'histoire du vote au Canada, publié par le ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour le Directeur général des élections, 1997, p. xiv.
- 22. La bataille des plaines d'Abraham s'est déroulée le 13 septembre 1759, et Québec capitulait le 18 septembre. Montréal est tombée presque un an après et la capitulation a été signée le 8 septembre 1760 (Bourinot, 2º éd., p. 5).
- 23. La Proclamation royale de 1763 (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 1) établissait les « bornes » du Québec.

Chronologie des institutions parlementaires du Canada La Nouvelle-Écosse obtient une assemblée élue, devenant ainsi la première colonie de ce qui sera le 1758 Canada dotée d'une institution politique représentative. L'assemblée se réunit le 2 octobre à Halifax. L'île du Prince-Édouard (qui s'est appelée l'île Saint-Jean jusqu'en 1799) obtient une assemblée 1773 populaire. L'Acte de Québec donne au Québec une nouvelle forme constitutionnelle sans le doter d'une 1774 assemblée élue; le gouvernement est confié à un gouverneur et à un conseil législatif, tous deux nommés par la Couronne. Le Nouveau-Brunswick obtient une assemblée populaire qui tient sa première réunion à Saint John. 1784 L'Acte constitutionnel de 1791 divise la province originelle du Québec en deux — le Bas-Canada (le 1791 Québec actuel) et le Haut-Canada (l'Ontario). Chacune des provinces est dotée d'un conseil législatif (chambre haute) et d'une assemblée élue. L'assemblée élue du Haut-Canada tient sa première réunion le 17 septembre à Newark, l'actuel 1792 Niagara-on-the-Lake. L'assemblée élue du Bas-Canada tient sa première réunion à Québec le 17 décembre. 1792 Terre-Neuve obtient le statut officiel de colonie et est administrée par un gouverneur. 1824 Le gouverneur de Terre-Neuve obtient le pouvoir de nommer son conseil consultatif. Ce conseil, qui 1826 allait devenir la chambre haute, s'est appelé le Conseil législatif de 1833 à 1855. Le Nouveau-Brunswick obtient un conseil législatif (chambre haute). 1832 Terre-Neuve élit sa première assemblée représentative. 1832 La Chambre d'assemblée (chambre basse) de Terre-Neuve tient sa première réunion le 1" janvier. 1833 La Nouvelle-Écosse obtient un conseil législatif (chambre haute). 1838 Le Haut et le Bas-Canada sont réunis par l'Acte d'union de 1840 qui dote la nouvelle Province du 1840 Canada d'un conseil législatif, dont les membres sont nommés, et d'une assemblée législative, dont les membres sont élus. L'Assemblée législative de la Province du Canada tient sa première réunion à Kingston le 14 juin. 1841 L'île de Vancouver obtient le statut de colonie et le pouvoir d'élire une assemblée. 1849

7

Un gouverneur a été mandaté et autorisé à nommer un conseil exécutif local et à convoquer une assemblée populaire (élue), sur le modèle de celle de la Nouvelle-Écosse ²⁴. Ensemble, ils étaient autorisés à légiférer pour assurer la paix publique, le bon ordre et le bon gouvernement de la colonie ²⁵. Mais avant d'être autorisés à siéger, les représentants élus devaient prêter serment à la Couronne britannique et faire une déclaration abjurant la transubstantiation ²⁶, dogme fondamental de la religion catholique romaine ²⁷. Peu d'anciens habitants acceptèrent de prêter ce serment, de sorte qu'aucune assemblée ne s'est réunie. La *Proclamation royale* a également imposé le droit civil et pénal britannique, ce qui a déplu à bon nombre d'anciens habitants, qui croyaient que leurs droits traditionnels en matière civile et de propriété leur étaient assurés par le *Traité de Paris* ²⁸. Durant onze ans, la «Province de Québec », comme elle était appelée, sera gouvernée par le gouverneur général, assisté de son conseil exécutif.

En 1774, le Parlement britannique adopte l'Acte de Québec, qui définit la nouvelle structure constitutionnelle de Québec²⁹. La loi repousse les frontières de la province³⁰ et n'oblige plus les catholiques romains à prêter le serment d'abjuration pour pouvoir occuper une charge publique. Mais elle ne prévoit pas d'assemblée législative; le gouvernement est confié à un gouverneur et à un conseil législatif, tous deux nommés par la Couronne³¹. Avec l'assentiment du gouverneur, le conseil pouvait faire des ordonnances, mais il n'était pas autorisé à imposer des taxes ou à prélever des impôts, à l'exception de ceux que les habitants étaient autorisés à lever pour faire des chemins ou pour des services semblables. Les coûts de l'administration civile étaient couverts par les recettes provenant des droits sur l'eau-de-vie et la mélasse; la différence était comblée par le trésor impérial ³².

- 24. Les instructions au gouverneur Murray, en date du 7 décembre 1763, font directement référence aux documents constitutionnels de la Nouvelle-Écosse (voir Journaux, 1907, Documents de session, vol. 7, troisième session de la 10º législature du Dominion du Canada; 1906-07, vol. XLI, nº 18, p. 162). Dans The Early Provincial Constitutions, J.E. Read signale que les premiers documents constitutionnels de la province de Québec «prévoient une structure constitutionnelle assez semblable à celle de Nouvelle-Écosse» (La Revue du barreau canadien, 1948, p. 630).
- 25. Proclamation royale de 1763, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 1, p. 3.
- 26. Croyance selon laquelle au cours du sacrement de la sainte communion toute la substance du pain et du vin consacrés est changée en toute la substance du corps et du sang de Jésus-Christ, et que seules les apparences du pain et du vin demeurent.
- Outre les serments d'allégeance et de suprématie, tous les membres de la Chambre des communes britannique devaient prêter le « serment d'abjuration » (Bourinot, 2º éd., p. 8, note 1).
- 28. Bourinot, 2º éd., p. 9.
- 29. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 2.
- 30. Acte de Québec de 1774, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 2, préambule.
- 31. Après avoir affirmé « qu'il est actuellement très désavantageux d'y convoquer une Assemblée », l'article XII de l'Acte de Québec édicte qu'il sera constitué « un Conseil pour les affaires de la province de Québec » qui pourra compter de 17 à 23 membres. Généralement, le Conseil siégeait à huis clos, les débats étaient menés en français et en anglais et les ordonnances étaient établies dans les deux langues (Bourinot, 2º éd., p. 13).
- 32. Bourinot, 2º éd., p. 12, note 1.

	Chronologie des institutions parlementaires du Canada (suite)
1855	Terre-Neuve obtient un gouvernement responsable qui prend la forme d'un parlement composé d'une Chambre d'assemblée élue et d'un Conseil législatif (chambre haute) dont les membres sont nommés.
1856	L'Assemblée législative de la province du Canada adopte une loi créant une chambre haute élue; la première élection des membres de cette chambre haute a lieu la même année.
1856	L'île de Vancouver élit sa première Assemblée, qui tient sa première réunion le 12 août.
1858	La partie continentale de la Colombie-Britannique obtient le statut de colonie et un gouverneur est habilité à faire des lois pour la colonie.
1866	Les colonies de la partie continentale de la Colombie-Britannique et de l'île de Vancouver sont réunies et administrées par un gouverneur et un conseil législatif; l'élection d'une assemblée n'est pas prévue.
1867	L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 est adopté par le Parlement britannique le 29 mars et entre en vigueur le 1" juillet. La Confédération de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Québec crée le Dominion du Canada; le Parlement fédéral et les assemblées législatives provinciales sont dotés de chambres hautes dont les membres sont nommés et de chambres basses élues (l'Ontario, qui n'a qu'une chambre basse élue, fait exception).
1867	La Chambre des communes tient sa première réunion à Ottawa le 6 novembre.
1868	L'Acte de la Terre de Rupert qui permet à la Couronne d'acheter toutes les terres de la Compagnie de la baie d'Hudson est adopté par le Parlement britannique.
1869	L'Acte concernant le gouvernement provisoire de la Terre de Rupert, qui autorise la création d'un gouvernement temporaire pour la Terre de Rupert (devenue par la suite les Territoires du Nord-Ouest), est adopté par le Parlement du Canada.
1870	La province du Manitoba est créée et dotée de chambres haute et basse; l'Assemblée législative tient sa première réunion à Fort Garry, l'actuel Winnipeg, le 15 mars 1871.
1870	Le Décret en conseil sur la Terre de Rupert et le territoire du Nord-Ouest intègre la Terre de Rupert au Canada à compter du 15 juillet.
1871	La Colombie-Britannique entre dans la Confédération le 20 juillet.
872	L'Assemblée législative de la Colombie-Britannique tient sa première réunion à Victoria le 15 février.
1873	L'Île-du-Prince-Édouard entre dans la Confédération.

L'adoption de l'Acte de Québec est le premier cas d'intervention directe du Parlement britannique dans les affaires canadiennes; jusque-là, les arrangements constitutionnels relevaient de la prérogative royale (c'est-à-dire que le roi intervenait unilatéralement)³³.

En 1776, les États-Unis proclamaient leur indépendance de la Grande-Bretagne et sur quelque 20 ans, des milliers de loyalistes britanniques émigreront au Canada, la plupart s'établissant dans l'Ontario et le Québec d'aujourd'hui. L'arrivée massive de colons d'ascendance britannique s'est traduite par une demande accrue de représentation politique. Mais ce n'est qu'en 1791, avec le remplacement de l'Acte de Québec par l'Acte constitutionnel, qu'on obtiendra finalement des institutions représentatives 34.

L'Acte constitutionnel partage la province de Québec de l'époque en deux provinces, le Bas-Canada (devenu le Québec) et le Haut-Canada (Ontario). Chacune s'est vu attribuer une chambre haute (le conseil législatif) et une assemblée élue. Les membres du conseil législatif étaient nommés à vie par le souverain 35, alors que ceux de l'assemblée étaient élus. Pour siéger au conseil ou à l'assemblée, il fallait être âgé d'au moins 21 ans et être sujet de la Couronne britannique. La loi prévoyait que le gouverneur pouvait nommer un président au conseil législatif, mais rien n'était prévu pour la nomination du président à l'assemblée législative. Chaque question soumise à l'examen des assemblées était décidée à la majorité des voix exprimées; en cas de partage, le président avait la voix prépondérante³⁶. Il était de plus statué que la Couronne pouvait nommer, dans chaque province, un conseil exécutif chargé de conseiller et assister le gouverneur dans l'administration de la province³⁷. L'assemblée du Haut-Canada s'est réunie pour la première fois le 12 septembre 1792 à Newark, aujourd'hui Niagara-on-the-Lake; celle du Bas-Canada, le 17 décembre à Québec. Le gouverneur était autorisé à fixer la date et le lieu des séances de l'assemblée, et il pouvait la proroger ou la dissoudre s'il le jugeait à propos, sous réserve que l'assemblée se réunisse au moins une fois par année et qu'elle ne dure

- 33. Le Parlement britannique pouvait adopter des lois coloniales, alors que pour les colonies conquises, l'initiative appartenait au monarque britannique. Mais une fois qu'une colonie obtenait une assemblée législative, le souverain ne pouvait plus unilatéralement adopter des lois coloniales ou modifier celles qui existaient; le consentement du Parlement impérial ou de l'assemblée coloniale était devenu nécessaire (Hogg, p. 35).
- 34. Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3. Comme l'Acte de l'Amérique du Nord britannique presque un siècle plus tard, l'Acte constitutionnel était conçu de façon à « modeler la constitution du Canada sur celle de la Grande-Bretagne, dans la mesure où le permettaient les différences dans les mœurs de la population et la situation de la province à l'époque » (dans Bourinot, 2° éd., p. 20).
- L'Acte constitutionnel de 1791 prévoyait aussi que le souverain pouvait rendre héréditaire le droit de siéger au conseil législatif, mais aucun titre n'a jamais été conféré en vertu de la loi (Acte constitutionnel de 1791, art. VI. Voir aussi Bourinot, 2º éd., p. 16).
- 36. Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3.
- 37. Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. XXXIV. L'article L autorise aussi le gouverneur et une majorité des membres du conseil exécutif à faire des lois temporaires lorsque l'assemblée est prorogée et elle prévoit que ces lois demeureront en vigueur pour une période maximale de six mois à compter de la date à laquelle l'assemblée se sera réunie de nouveau.

Le Nunavut est créé; on l'ampute des Territoires du Nord-Ouest. Il obtient sa propre assemblée

Nord-Ouest sont élus.

législative le 1^{er} avril.

1999

pas plus de quatre ans³⁸. Le gouverneur avait le pouvoir d'accorder ou de refuser la sanction royale³⁹ aux projets de loi ou de les «soumettre au plaisir de Sa Majesté⁴⁰ » pour examen et approbation⁴¹.

Les lois étaient promulguées à la suite de l'examen et de l'adoption des projets de loi par les deux chambres — l'assemblée et le conseil législatif — et de leur approbation par le gouverneur au nom de la Couronne. Cette procédure était mode-lée sur celle du Parlement britannique de Westminster, le gouverneur jouant le rôle du souverain, alors que l'assemblée et le conseil législatif reprenaient respectivement le rôle et les fonctions de la Chambre des communes et de la Chambre des lords.

Toutefois, les gouverneurs nommés et les représentants élus se disputaient sans arrêt pour savoir qui devrait contrôler les dépenses publiques (subsides⁴²) et qui devrait nommer les agents publics (la liste civile⁴³). «Depuis des années, les réformateurs du système colonial clamaient que la seule façon d'assurer l'harmonie entre l'exécutif et le législatif consistait pour le gouverneur à nommer au conseil exécutif ceux qui étaient responsables devant l'assemblée et qui avaient sa confiance⁴⁴. » Ce qui revenait à demander l'adoption du gouvernement responsable.

Finalement, ce mécontentement aboutit à des rébellions tant dans le Haut que le Bas-Canada dans les années 1837-1838⁴⁵. Les doléances de l'assemblée bascanadienne prirent la forme de quatre-vingt-douze résolutions, dont la demande d'un conseil législatif élu⁴⁶. En 1838, lord Durham arriva au Canada en qualité de haut

- 38. Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. XXVI et XXVII. Voir aussi Bourinot, 2* éd., p. 16-19. La dissolution met fin à la législature période durant laquelle une assemblée «siège» pour permettre la tenue d'une élection générale. La législature peut comporter plusieurs sessions, chacune commençant avec un nouveau programme législatif, qui prend la forme d'un discours du Trône. Il est mis fin à une session soit par dissolution, qui sera suivie d'une élection générale, soit par prorogation, qui ne met pas fin à la législature mais fait en sorte qu'une nouvelle session devra commencer par un discours du Trône. (Voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».)
- Pour devenir loi, un projet de loi doit être approuvé par les deux assemblées et par le souverain. La sanction royale désigne l'approbation du souverain.
- Le pouvoir de retarder la sanction royale afin de permettre au gouvernement britannique d'approuver ou de rejeter une mesure législative (McMenemy, p. 260).
- Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. XXX-XXXII. Voir ci-après la partie sur le gouverneur général.
- 42. Voir le chapitre 18, «Les procédures financières ».
- 43. À proprement parler, la liste civile désignait les sommes allouées à partir des recettes publiques pour rémunérer les membres du gouvernement civil (Gage Canadian Dictionary, Toronto: Gage Educational Publishing Company, 1997, p. 284), c'est-à-dire les personnes occupant une charge officielle dans l'administration du gouvernement, soit les précurseurs de la fonction publique moderne. À l'époque, il s'agissait de nominations de faveur faites par le gouverneur, souvent pour la vie. (Voir O'Brien, p. 48-49 et Wilding et Laundy, p. 131-133.)
- 44. Mallory, p. 11.
- Pour plus d'information sur les rébellions, voir R. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Origins: Canadian History to Confederation, 3º éd., Harcourt Brace & Company, Canada, 1996, p. 224-248, 264-276.
- 46. Bourinot, 4º éd., p. 8.

commissaire et de gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique 47. Dans un rapport fouillé destiné au Parlement britannique, il exposait les difficultés telles qu'il les avait perçues. Entre autres recommandations, il proposait que le Haut et le Bas-Canada soient réunis dans une seule assemblée et appelait à l'adoption du gouvernement responsable 48. Sous le régime du gouvernement responsable, le gouverneur ne pourrait agir que sur l'avis des ministres qui avaient l'appui des membres de l'assemblée élue; autrement dit, par ceux qui représentaient les intérêts véritables des habitants du pays.

Adoptée en juillet 1840 par le Parlement britannique, l'Acte pour réunir les provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le gouvernement du Canada, appelé l'Acte d'Union49, est entré en vigueur le 10 février 1841. La loi établissait un seul conseil législatif, composé d'au moins vingt membres nommés par la Couronne 50, et une seule assemblée législative, avec une représentation égale pour chacune des parties de la nouvelle «Province du Canada⁵¹». L'adoption de la loi impliquait que l'administration coloniale acceptait le principe du gouvernement responsable. Lord Syndenham, le premier gouverneur général après l'adoption de l'Acte d'Union, a instauré deux usages qui étaient essentiels au fonctionnement du gouvernement responsable. Il a d'abord réorganisé l'exécutif, créant des ministères à la tête desquels il n'y avait qu'un seul chef politique, faisant ainsi du conseil un véritable organe de décision. Ensuite, il a créé un parti gouvernemental, se servant de ses pouvoirs et de son influence pour s'assurer que ses ministres avaient l'appui de l'assemblée. Bien que ce système se soit effondré, il a préparé le terrain à l'arrivée du gouvernement responsable ou de cabinet, comme nous le connaissons aujourd'hui. En 1847, le nouveau secrétaire aux colonies dans le gouvernement britannique impérial, lord Grey, ordonnait aux gouverneurs sir John Harvey (Nouvelle-Écosse) et lord Elgin (Canada) qu'à l'avenir, ils devraient constituer leur conseil à partir des chefs du parti majoritaire à l'assemblée. Peu de temps après, en 1848, le principe a été mis à l'essai en Nouvelle-Écosse, où le gouvernement a démissionné après avoir été défait sur une motion de défiance à l'assemblée et le gouverneur a appelé le chef du parti majoritaire à former le nouveau gouvernement. Dans l'espace de quelques semaines, des changements de gouvernement semblables se produisirent au Canada et au Nouveau-Brunswick; ainsi, le principe du gouvernement responsable était fermement établi en Amérique du Nord52.

En 1854, en réponse à une adresse (requête officielle) de l'Assemblée législative du Canada, le Parlement britannique adoptait une loi autorisant l'assemblée à modifier les règles du Conseil législatif. Deux ans plus tard, l'assemblée adoptait une loi

^{47.} Il était notamment chargé de «régler certaines questions primordiales relativement à la structure et au gouvernement éventuel des deux provinces». (Le Rapport Durham, traduction de Denis Bertrand et Albert Desbiens, Montréal: Les Éditions Sainte-Marie, 1969.)

^{48.} Bourinot, 2º éd., p. 25.

^{49.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4.

^{50.} Acte d'Union de 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. III et IV.

^{51.} Acte d'Union de 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. III et XII.

^{52.} Mallory, p. 12-13.

prévoyant que la chambre haute deviendrait élective⁵³, et l'année suivante se tenait la première élection des membres de la chambre haute. Jusqu'en 1862, le président du Conseil législatif était nommé par la Couronne; par la suite, il sera élu par les membres du Conseil ⁵⁴.

Les institutions parlementaires de Terre-Neuve ont connu une évolution différente. Jusqu'en 1824, le territoire n'était pas reconnu comme colonie officielle. De 1729 à 1829, le commandant de la flotte navale britannique faisait office de gouverneur pendant les mois où la flotte était en station à Terre-Neuve pour protéger les bateaux de pêche anglais. En 1824, l'île était officiellement reconnue comme colonie, sous l'administration d'un gouverneur, assisté d'un conseil nommé par lui. En 1832, le gouverneur appelait à l'élection de l'assemblée législative. Comme ce fut le cas pour la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, une chambre haute était instituée en 1855. c'est au même moment que la province se voyait attribuer le gouvernement responsable.

La seule autre région du pays qui ait eu des institutions représentatives avant la Confédération est la Colombie-Britannique ⁵⁷; cette province est issue de la fusion en 1866 de deux colonies anglaises, l'île de Vancouver et la Colombie-Britannique «continentale». Dès sa création en 1849, l'île de Vancouver avait une assemblée représentative ⁵⁸, mais lors de la constitution de la colonie «continentale» en 1858, seul le gouverneur avait le pouvoir de légiférer. Lors de l'entrée de la Colombie-Britannique dans la Confédération en 1871, les conditions d'adhésion ⁵⁹ prévoyaient une assemblée législative, mais ce n'est que l'année suivante que le gouvernement responsable se réalisera ⁶⁰.

La Confédération

De la fin des années 1850 et jusque dans les années 1860, les provinces de l'Amérique du Nord britannique se voyaient de plus en plus poussées vers une forme d'union⁶¹.

- 53. Statuts de la Province du Canada, 19-20 Victoria, ch. 140. Voir aussi Bourinot, 2* éd., p. 38-39. Cela faisait plusieurs années que la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada réclamait une chambre haute élue. (Résolution n° 27, Journaux, Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, 21 février 1834, p. 310-338, notamment p. 316.) Au total, 48 conseillers devaient être élus, dont le quart tous les deux ans, pour un mandat de huit ans. Les membres existants étaient autorisés à conserver leur siège de leur vivant (Bourinot, 2* éd., p. 38).
- 54. Bourinot, 2º éd., p. 38-39.
- Paul G. Cornell, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel, Canada: unité et diversité, Montréal: Holt, Rinehart et Winston, 1971, p. 123-132.
- 56. Consolidated Statutes of Newfoundland (3° série), 1916, annexe, p. 47.
- Tous les documents utiles concernant la Colombie-Britannique sont réunis dans les Royal Statutes of British Columbia, 1979, vol. 7 (annexes), partie B. Voir aussi les Conditions de l'adhésion de la Colombie-Britannique, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 10.
- La première élection eut lieu en 1856. (Voir L'histoire du vote au Canada, publié par le ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour le Direceur général des élections, 1997, p. 36-37.)
- 59. Conditions d'adhésion de la Colombie-Britannique, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 10.
- Pour en savoir plus sur l'histoire de cette province avant la Confédération, voir Hubert Howe Bancroft, History of British Columbia 1792-1887, San Francisco: The History Company Publishers, 1887, p. 582-604.
- Pour un aperçu historique de la Confédération, voir Bourinot, 2* éd., p. 39-45; 4* éd., p. 15-16, et les Débats sur la Confédération de 1865.

Provoqué par les difficultés économiques de la Province du Canada⁶², le mouvement était nourri par les perspectives d'avantages économiques pour tous et d'une sécurité militaire accrue.

Lord Durham avait recommandé une union fédérale dans son rapport, et la question avait été abordée plusieurs fois dans les assemblées législatives de l'Amérique du Nord britannique⁶³. Le 1^{et} septembre 1864, des délégués des provinces Maritimes se réunirent à Charlottetown pour discuter de l'union de la Nouvelle-Écossse, du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Édouard. Des représentants des deux parties de la Province du Canada devaient se joindre à eux, de sorte qu'il fut décidé d'examiner la question d'une union élargie de toutes les provinces⁶⁴. Le 10 octobre suivant débutait à Québec une seconde rencontre, à laquelle assistaient trente-trois délégués des provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince-Édouard et de Terre-Neuve. Après dix-huit jours de débats, les délégués avaient adopté à l'unanimité soixante-douze résolutions définissant les conditions d'une union fédérale⁶⁵.

Après avoir débattu des résolutions du 3 au 14 mars 1865, les deux assemblées de la Province du Canada s'entendirent pour aller de l'avant avec l'union. L'opposition des Maritimes devait cependant bloquer tout progrès pendant plus d'un an⁶⁶. À l'automne de 1866, des délégués du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick se rendirent à Londres pour s'entretenir avec le ministre des Colonies et présenter leurs arguments devant les législateurs britanniques. Soixante-neuf résolutions furent présentées le 12 février 1867, sous la forme de l'Acte de l'Amérique du

^{62.} Aux termes de l'article 12 de l'Acte d'Union (1840), le Haut et le Bas-Canada avaient une représentation égale dans l'assemblée de la Province du Canada. Au début, cela avantageait le Haut-Canada, qui comptait moins d'habitants. Mais les nombreux immigrants qui affluérent dans le Haut-Canada à la suite de l'union devaient rapidement lui donner une population plus forte. Le Bas-Canada résistait aux demandes répétées d'une représentation élargie pour la raison que cela serait contraire à une des conditions de son adhésion à l'union (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4).

Pour tenter de régler le différend politique, l'assemblée adopta le principe de la double majorité : en résumé, pour conserver le pouvoir, le gouvernement devait toujours jouir de l'appui d'une majorité des membres de chacune des parties de la province, et aucune mesure concernant les intérêts d'une partie en particulier ne devait être adoptée sans le consentement de la majorité de ses représentants. En théorie, le principe était attrayant, mais il n'était pas particulièrement efficace; aussi, il fut abandonné dès le début des années 1860. Avec un tel équilibre des forces opposées, il suffisait du vote d'un seul député pour défaire un gouvernement. Du 21 mai 1862 au 30 juin 1864, il y a eu pas moins de cinq gouvernements différents et le processus législatif était pratiquement bloqué (Bourinot, 2º éd., p. 42).

^{63.} Voir Bourinot, 2º éd., p. 42.

^{64.} Voir Bourinot, 2º éd., p. 43.

Les résolutions de Québec (1864) figurent dans les Actes de l'Amérique du Nord britannique 1867-1962, de M. Ollivier, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1962, p. 40-50.

^{66.} Voir Bourinot, 2º éd., p. 44-45.

15

Nord britannique⁶⁷. À peine un mois plus tard, soit le 29 mars, la loi recevait la sanction royale, et elle entrait en vigueur le 1^{et} juillet suivant.

Dans le préambule de la loi, les provinces fondatrices expriment le désir de contracter une union fédérale, avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni⁶⁸. La loi intègre les trois grands éléments de la tradition parlementaire britannnique — la monarchie, la représentation et la responsabilité — dans une nouvelle forme fédérale de gouvernement. Un gouvernement central est créé pour les questions nationales, et des gouvernements provinciaux pour les questions d'intérêt régional ou local. Les gouvernements provinciaux ne sont pas subordonnés au gouvernement national, mais dans leur sphère de compétence, ils sont largement autonomes.

Si, au départ, seulement la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Province du Canada (qui deviendra l'Ontario et le Québec) ont choisi d'adhérer au nouveau Dominion du Canada, la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoyait que Terre-Neuve, l'île du Prince-Édouard, la Colombie-Britannique et la «Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest» (les Territoires du Nord-Ouest d'aujourd'hui) pourraient y adhérer plus tard⁶⁹. Les Territoires du Nord-Ouest sont devenus une partie du Canada en 1868⁷⁰, la province du Manitoba a été créée en 1870⁷¹, la Colombie-Britannique s'est jointe à la fédération en 1871⁷², et l'Île-du-Prince-Édouard, en 1873⁷³. Les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta ont été établies en 1905⁷⁴. À la suite de la modification des limites provinciales, il ne restait plus comme «territoires» au Canada⁷⁵ que les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon (détaché des T.N.-O. en 1898). Terre-Neuve a été admise dans la Confédération en 1949⁷⁶, devenant ainsi la dixième province du pays. Enfin, en 1999, le Nunavut a été créé à partir des Territoires du Nord-Ouest et doté de sa propre assemblée⁷⁷.

Les résolutions de Londres (1866) figurent dans les Actes de l'Amérique du Nord britannique 1867-1962, de M. Ollivier, p. 51-62. En 1982, la loi est devenue la Loi constitutionneille de 1867 (L.R.C. 1985, Appendice II, n° 5).

^{68.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, préambule.

^{69.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 146-147.

Acte de la Terre de Rupert, 1868, L.C. 1869, p. ili-v; et l'Acte concernant le gouvernement provisoire de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest après que ces territoires auront été unis au Canada, L.C. 1869, ch.3.

^{71.} Loi de 1870 sur le Manitoba, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 8.

^{72.} Conditions de l'adhésion de la Colombie-Britannique, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 10.

^{73.} Conditions de l'adhésion de l'Île-du-Prince-Édouard, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 12.

^{74.} Loi sur l'Alberta et Loi sur la Saskatchewan, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 20 et 21.

^{75.} Voir la Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 146.

^{76.} Loi sur Terre-Neuve, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 32.

Loi sur le Nunavut, L.C. 1993, ch. 28; Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15.

LE CADRE INSTITUTIONNEL

La Constitution

Le Canada n'a pas une constitution qui se résume à un seul document ⁷⁸. La Loi constitutionnelle de 1867 ne codifie pas toutes les nouvelles règles constitutionnelles du pays, elle indique simplement que le Canada aura une «constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni ⁷⁹». À l'exception des changements nécessités par la création de la nouvelle fédération, les anciennes règles régissant l'exercice des pouvoirs publics sont demeurées à peu près inchangées par rapport à celles des colonies au moment de la Confédération. C'est ce qui explique qu'une bonne partie du droit constitutionnel canadien ne se trouve pas dans les lois constitutionnelles. De fait, certaines de nos règles les plus importantes ne relèvent même pas du droit écrit, mais font plutôt l'objet de conventions ⁸⁰.

La Constitution énonce les pouvoirs — législatifs, exécutifs, judiciaires — qui seront exercés par tel organe de l'État, et définit les limites de cet exercice. Le Canada étant un État fédéral, la Constitution prévoit également le partage des pouvoirs entre le gouvernement national et les provinces ⁸¹. Enfin, la réforme constitutionnelle de 1982 comportait une Charte des droits et libertés, à laquelle toute nouvelle loi devrait se conformer ⁸².

^{78.} Hogg, p. 4. L'article 52(2) de la Loi constitutionnelle de 1867 indique que la Constitution du Canada comprend: (1) la Loi de 1982 sur le Canada; (2) les textes législatifs et les décrets énoncés dans l'annexe de la Loi constitutionnelle de 1867 (soit a Loi elle-même, les modifications à la Loi, les décrets en conseil et les lois visant l'adhésion ou la constitution de provinces ou modifiant les limites territoriales, et le Statut de Westminster); (3) les modifications des textes législatifs et des décrets mentionnés aux points (1) et (2). L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est une loi du Parlement britannique qui a fait du Canada une union fédérale. En 1982, elle a été rebaptisée Loi constitutionnelle de 1867. Jusque-là, sauf de rares exceptions, l'AANB ne pouvait être modifiée que par le Parlement britannique, à la demande du Parlement canadien. En 1982, le Parlement canadien a demandé à la Grande-Bretagne de modifier la loi de façon à ce que par la suite elle puisse être modifiée par le seul Parlement canadien, selon diverses formules de modification (Loi de 1982 sur le Canada et ses annexes, dont la Loi constitutionnelle de 1982, art. 38-49, qui énoncent la procédure de modification). Parmi les modifications apportées à la Loi constitutionnelle de 1867 par la Loi constitutionnelle de 1982, il y a eu la Charte des droits et libertés (McMenemy, p. 63-65).

^{79.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, préambule.

^{80.} Voir Hogg, p. 19.

^{81.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 91 et 92.

^{82.} Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, annexe B, art. 1-34.

17

La Couronne

Au Canada, l'État est couramment désigné comme «la Couronne 83 », et c'est la Couronne qui détient le pouvoir exécutif suprême au pays 84. La souveraine est par ailleurs la personne à laquelle la Couronne est conférée par la Constitution. Pour distinguer la réalité canadienne de celle des autres pays qui reconnaissent la monarchie britannique comme leur chef d'État officiel, on parle habituellement de «la Reine du chef du Canada 85 ».

L'évolution constitutionnelle de la Grande-Bretagne résulte pour l'essentiel des efforts du Parlement pour limiter ou s'approprier les pouvoirs de prérogative royale. Aujourd'hui, sauf exception, aucune décision du monarque (ou de son représentant, le gouverneur général) n'est exécutée sans l'avis et le consentement officiels du premier ministre et du Cabinet. La Couronne conserve toutefois le droit d'être consultée, d'inviter le gouvernement à agir et de le mettre en garde ⁸⁶.

Le Canada étant un État fédéral, la Couronne a un représentant dans chaque province, le lieutenant-gouverneur.

Le gouverneur général

Officiellement, c'est le monarque qui est le chef de l'État, mais presque tous ses pouvoirs sur le Canada sont attribués au gouverneur général §7, à l'exception, il va de soi, du pouvoir de nommer et de révoquer le gouverneur général. Sur l'avis du premier ministre, la Reine nomme le gouverneur général par une commission sous le grand

- Usage qui remonte à l'époque où « la monarchie était investie de tous les pouvoirs, et ceux-ci étaient exercés par délégation de la monarchie » (Hogg, p. 268).
- 84. L'article 9 de la Loi constitutionnelle de 1867 dispose qu'à «la Reine [...] sont attribués le gouvernement et le pouvoir exécutifs du Canada».
 - "Ces pouvoirs sont situés au-dessus et à l'extérieur de la structure gouvernementale et des partis politiques; ces pouvoirs leur sont confiés provisoirement par la Reine au nom de la population» (D. Michael Jackson, *The Canadian Monarchy in Saskatchewan*, 2º éd., Regina: gouvernement de la Saskatchewan, 1990, p. 12).
 - «[...] il y a une institution (le gouvernement) qui n'a pas de pouvoirs mais qui les exerce, alors que l'autre (la Couronne) a des pouvoirs mais ne les exerce pas» (Frank MacKinnon, The Crown in Canada, Calgary: Glenbow-Alberta Institute, McClelland and Stewart West, 1976).
 - «Le [gouvernement] gouverne. Il ne règne pas. La Couronne, elle, règne [...] Le pouvoir de l'État est ainsi confié à une personnalité éloignée de tout esprit de parti, qui se situe au-dessus de la polémique et qui [...] se consacre entièrement au bien public » (Jacques Monet, La monarchie au Canada, Montréal: Le Cercle du livre de France, 1979).
- 85. Hogg, p. 269. En 1953, pour tenir compte du fait que la reine est la souveraine non seulement du Royaume-Uni mais également du Canada, le Parlement canadien adoptait la Loi sur la désignation et les titres royaux (L.C. 1952-1953, ch. 9).
- 86. Walter Bagehot, The English Constitution, 4º éd., Londres: Fontana, 1965, p. 111.
- Lettres patentes constituent la charge de gouverneur général du Canada (1947), L.R.C. 1985, Appendice III, nº 31, art. II; Loi sur le gouverneur général, L.R.C. 1985, ch. G-9. (Voir aussi Mallory, p. 15-22 et 33-75.)
 Voir l'annexe 1, «Les gouverneurs généraux du Canada depuis 1867».

sceau du Canada 88. Le mandat du gouverneur général commence avec son installation dans la salle du Sénat par le juge en chef du Canada ou par un juge puîné de la Cour suprême du Canada. Son mandat est à la discrétion du monarque, il dure habituellement cinq ans; il est arrivé qu'un mandat soit prolongé jusqu'à sept ans⁸⁹. Le titulaire de la charge est désigné comme «gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada 90 ».

Le gouverneur général peut nommer un ou plusieurs suppléants — habituellement des juges de la Cour suprême — pour exercer en son nom les pouvoirs, fonctions et attributions relativement au Canada qu'il pourra juger nécessaire ou opportun de leur assigner ⁹¹. Un exemple courant est le pouvoir d'accorder la sanction royale ⁹². En cas de décès, d'incapacité, de renvoi ou d'absence du gouverneur général, le juge en chef de la Cour suprême (ou le doyen des juges s'il en est empêché ou s'il est absent pour une certaine période) devient «administrateur du gouvernement» et est investi des pouvoirs du gouverneur général ⁹³. Si le gouverneur général doit s'absenter pour moins de 30 jours, il peut désigner le gouverneur général suppléant pour exercer ses fonctions ⁹⁴. Chaque fois qu'un administrateur exerce les fonctions de gouverneur, un administrateur suppléant est désigné d'office ⁹⁵.

Jusqu'au début des années 1950, la charge de gouverneur général était détenue par un citoyen du Royaume-Uni; dans les premiers temps de la Confédération,

- 88. Le grand sceau du Canada symbolise le pouvoir et l'autorité de la Couronne. Il a une fonction à la fois protocolaire et administrative. Si le gouverneur général en est le gardien officiel, c'est le registraire général du Canada qui en a la garde effective; depuis 1967, il s'agit du ministre de l'Industrie (auparavant, le ministre de la Consommation et des Corporations). Avant 1967, cette tâche revenait au secrétaire d'État. Le sceau est apposé sur les documents officiels conformément aux dispositions de la Loi sur les sceaux, L.R.C. 1985, ch. S-6, de la Loi sur les fonctionnaires publics, L.R.C. 1985, ch. P-30, et du Règlement sur les documents officiels, Codification des règlements du Canada, 1978, vol. XIV, ch. 1331. L'utilisation du grand sceau est devenue officielle le 1* juillet 1867. (Consommation et Corporations Canada, Le grand sceau du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1988.)
- 89. Dawson's The Government of Canada, p. 181. La nomination étant faite à la discrétion du souverain, le mandat ou sa prolongation n'est pas pour une durée fixe. Des prolongations ont été faites pour le comte de Minto (1898-1904), le comte Grey (1904-1911), le vicomte Alexander (1946-1952), Vincent Massey (1952-1959), Georges Vanier (1959-1967), Roland Michener (1967-1973) et Jeanne Sauvé (1984-1989). (Voir l'annexe 1, «Les gouverneurs généraux du Canada depuis 1867».)
- Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général du Canada (1947), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31, art. I.
- Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général du Canada (1947), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31, art. VII.
- 92. Pour devenir loi, un projet de loi doit être adopté en termes identiques par les trois composantes du Parlement la Chambre des communes, le Sénat et la Couronne. La sanction royale représente le consentement de la Couronne.
- Lettres patentes constituent la charge de gouverneur général du Canada (1947), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31, art. VIII.
- 94. Jusqu'en 1947, le souverain nommait l'administrateur au besoin. Avec les lettres patentes de 1947, comme le juge en chef ou le doyen des juges de la Cour suprême est désigné d'office, cette coutume n'a plus sa raison d'être.
- 95. Il s'agit habituellement de juges de la Cour suprême, ou du secrétaire ou du sous-secrétaire du gouverneur général (ces deux derniers sont désignés pour la signature de documents).

19

c'étaient des membres de la famille royale ou de la noblesse britannique; plus tard, ce seront des officiers supérieurs à la retraite. En 1952, Vincent Massey devient le premier Canadien à occuper cette charge; depuis, le gouverneur général du Canada a toujours été un citoyen canadien.

Historique

La charge de gouverneur général est une de nos plus anciennes institutions. En Nouvelle-France, le principal dignitaire était le gouverneur, qui était nommé par le roi %. Au dix-huitième siècle, dans les colonies de l'Antérique du Nord britannique, le fonctionnaire le plus haut placé portait le titre de «capitaine général et gouverneur en chef 97». À l'époque, les guerres et les conflits étaient fréquents, de sorte que le gouverneur général exerçait des fonctions militaires en plus de ses responsabilités administratives. Avec le temps, les pouvoirs de la charge ont diminué, pour être assumés par le premier ministre et le Cabinet 98.

À l'époque de la Confédération, le gouverneur général était à la fois le représentant personnel du monarque et un agent du gouvernement britannique ⁹⁹. Ainsi, sur les questions jugées d'ordre «impérial», il devenait l'exécuteur des ordres du ministère des Colonies ¹⁰⁰. De 1887 à 1937, les principaux moyens de consultation de haut niveau entre les représentants du Royaume-Uni, du Canada et des autres territoires autonomes de l'Empire Commonwealth britannique étaient les conférences coloniales et impériales. Le rapport sur les conclusions de la Conférence de 1926 (le rapport Balfour) a abouti directement à la reconnaissance par le Statut de Westminster de l'autonomie des dominions ¹⁰¹. Le gouverneur général a cessé d'être un représentant du gouvernement britannique et sa nomination a cessé d'être faite sur l'avis du Cabinet britannique ¹⁰².

Outre les pouvoirs et compétences des gouverneurs généraux énoncés dans la Loi constitutionnelle de 1867, d'autres étaient définis dans les diverses commissions, instructions et lettres patentes ¹⁰³ délivrées par le monarque d'abord et, par la suite, par le ministère des Colonies. Les lettres patentes délivrées en 1947 — toujours en

^{95.} Cornell, Hamelin, Ouellet et Trudel, p. 67-68.

^{97.} Voir la commission désignant James Murray «capitaine général et gouverneur en chef» de la province de Québec, en date du 28 novembre 1763 (Journaux, 1907, document sessionnel n° 18, p. 126).

^{98.} Van Loon et Whittington, The Canadian Political System, p. 183.

^{99.} Mallory, p. 15-22.

^{100.} Le ministère des Colonies (Colonial Office) était le service de la fonction publique britannique qui était chargé des affaires des colonies. Le secrétaire aux Colonies était responsable devant le Parlement des colonies, protectorats et territoires sous tutelle; il était habituellement membre du Cabinet (Wilding et Laundy, p. 143-144).

M. Ollivier, The Colonial and Imperial Conferences from 1887 to 1937, Volume III, Ottawa: Imprimeur de la reine, 1954, p. 147-148 et 249-250.

^{102.} En 1931, le Statut de Westminster a donné effet au principe que la Grande-Bretagne et les dominions du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud étaient des collectivités autonomes de l'Empire britannique, jouissant d'un statut égal et en aucune façon subordonnées les unes aux autres pour quelque aspect de leurs affaires internes comme externes, et qu'elles étaient unies par une allégeance commune à la Couronne et librement associées comme membres de la Communauté des nations britanniques. Voir McMenemy, p. 288-289 et L'Encyclopédie du Canada, tome 1, p. 179-180 et 446.

^{103.} Les lettres patentes sont des textes officiels qui établissent un droit ou confèrent un pouvoir.

vigueur aujourd'hui — sont certes les plus importantes. Les Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général (1947)¹⁰⁴, qui remplaçaient toutes les commissions, instructions et lettres patentes antérieures, reconnaissaient au gouverneur général le droit d'exercer, sur l'avis du gouvernement élu, tous les pouvoirs et attributions du souverain du chef du Canada. Mais les pouvoirs conférés par ce texte n'ont pas tous été exercés dès 1947. Ce n'est que depuis 1977, par exemple, que les nominations des diplomates canadiens sont faites par le gouverneur général plutôt que par le monarque 105.

Pouvoirs législatifs et exécutifs

La Loi constitutionnelle de 1867 attribue au gouverneur général certains pouvoirs de gouvernement. Dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs, le gouverneur général agit presque toujours sur l'avis du Cabinet fédéral ¹⁰⁶. Toute mesure législative qui engage une dépense ¹⁰⁷ doit être accompagnée d'une recommandation du gouverneur général, et c'est lui qui accorde la sanction royale à toutes les lois adoptées tant par le Sénat que par la Chambre. En vertu de la Constitution, le gouverneur général (le lieutenant-gouverneur dans les provinces) peut refuser la sanction royale ¹⁰⁸.

- 104. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31.
- 105. Si le pouvoir de nommer les représentants canadiens à l'étranger a été attribué au gouverneur général par les Lettres patentes de 1947, ce n'est qu'en 1977 qu'il exercera ce pouvoir. Rien n'explique ce changement en 1977, sauf qu'il s'inscrivait dans un processus continu de transfert des pouvoirs du monarque au gouverneur général. Il a été annoncé dans un communiqué du Cabinet du premier ministre daté du 30 décembre 1977 et, par la suite, il a fait l'objet d'une question à la Chambre des communes (Débats, 23 janvier 1978, p. 2088).
- 106. Le gouverneur général est tenu pleinement informé des affaires du Cabinet et des affaires publiques, et il reçoit les comptes rendus de toutes les réunions du Cabinet. Il est très rare qu'il ne se conforme pas à l'avis reçu du premier ministre. En 1896, le gouverneur général, lord Aberdeen, a refusé de sanctionner des nominations sénatoriales et judiciaires faites par le gouvernement défait de sir Charles Tupper. Et en 1926, lord Byng, alors gouverneur général, ayant refusé la demande de dissolution du premier ministre Mackenzie King, a demandé au chef du Parti conservateur, Arthur Meighen, de former le gouvernement (voir McMenemy, p. 151).
- 107. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54. Certaines mesures législatives (les projets de loi, notamment) impliquent le prélèvement de fonds sur le Trésor. Les lois de crédits déterminent le montant des fonds que le Parlement autorise le gouvernement à dépenser. L'initiative de dépenser des fonds publics appartient exclusivement à la Couronne (voir le chapitre 18, «Les procédures financières»).
- 108. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 55, 56 et 57. En vertu de la Loi, le gouverneur général a le pouvoir de refuser la sanction royale, ou de la retarder jusqu'à ce que le Parlement britannique ait approuvé ou rejeté le projet de loi. Pareillement, le lieutenant-gouverneur a le pouvoir de réserver le projet de loi pour « la signification du bon plaisir » du gouverneur en conseil (c.-à-d. le gouverneur général agissant sur l'avis du Cabinet fédéral). Depuis 1926, il est contraire à la Constitution que le Parlement britannique intervienne dans le processus législatif canadien, de sorte que le pouvoir de réserve du gouverneur général est plutôt symbolique. Toutefois, le pouvoir de désaveu prévu à l'art. 56 demeure inchangé (voir Hogg, p. 48 et 120). Et le pouvoir du gouvernement fédéral de désavouer les lois provinciales demeure aussi, quoique des propositions de réforme constitutionnelle aient demandé son abolition (McMenemy, p. 260-261). Le gouverneur général n'a jamais refusé de sanctionner un projet de loi d'initiative gouvernementale (il lui est arrivé de le réserver), et l'usage veut que le gouverneur accorde toujours la sanction à une mesure qui a été adoptée par les deux chambres. Un refus irait clairement à l'encontre du principe du gouvernement responsable. Il est moins sûr que, par convention, le pouvoir de désaveu soit tombé en désuétude (voir Hogg, p. 253 et Mallory, p. 23).

La Constitution canadienne dispose que seul le Parlement peut autoriser des paiements sur le Trésor. Mais dans des circonstances exceptionnelles, le gouverneur général peut être appelé à délivrer un mandat spécial autorisant le gouvernement à effectuer des dépenses qui ne seraient pas autorisées en temps normal ¹⁰⁹. Cette disposition permet notamment au gouvernement de faire face à ses dépenses lorsque le Parlement est dissous en vue d'une élection générale. Le mandat «spécial» ne doit pas être confondu avec le mandat que le gouverneur général signe et délivre chaque fois que des paiements sont effectués sur le Trésor.

Le gouverneur général nomme les sénateurs à la Chambre haute ¹¹⁰ ainsi que le Président du Sénat ¹¹¹, convoque le Parlement ¹¹², et proroge et dissout le Parlement ¹¹³. Au début d'une nouvelle session, le gouverneur général fait la lecture du discours du Trône et, ce faisant, donne un aperçu du programme du gouvernement. Tous les conseillers privés ¹¹⁴, notamment les ministres, sont nommés et leure nominations peuvent être révoquées par le gouverneur général, qui nomme également les juges des cours ¹¹⁵. Le gouverneur général est d'office le commandant en chef des forces armées ¹¹⁶; il remplit certaines fonctions protocolaires et représente le Canada à l'occasion de visites d'État et d'autres manifestations internationales.

Le gouverneur général nomme les lieutenants-gouverneurs des provinces ¹¹⁷. Il peut nommer en outre divers fonctionnaires — commissaires, juges de paix, diplomates — et peut aussi les destituer ¹¹⁸. Il a également le pouvoir de présider à la prestation du serment d'allégeance et du serment d'office, de délivrer des *exequatur* (instrument qui sert à reconnaître un représentant diplomatique étranger), et le pouvoir de gracier ¹¹⁹.

Le gouverneur général jouit aussi de prérogatives ou pouvoirs discrétionnaires ¹²⁰. Il a notamment pour tâche de choisir le premier ministre. La personne

- 109. Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 30; L.C. 1997, ch. 5, art. 1.
- 110. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 24 et 26.
- 111. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 34.
- 112. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 38.
- 113. Loi constitutionnelle de 1867, art. 50. Voir aussi le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».
- 114. Le Conseil privé est l'organe officiel, institué par l'art. 11 de la Loi constitutionnelle de 1867, qui est chargé de conseiller la Couronne.
- 115. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 96.
- 116. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 15.
- 117. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 58. Le lieutenant-gouverneur n'est pas subordonné au gouverneur général ou au gouvernement fédéral; pour les besoins du gouvernement provincial, il est tout autant le représentant de Sa Majesté que le gouverneur général l'est par rapport au gouvernement fédéral. (Voir Van Loon et Whittington, The Canadian Political System, p. 180-181.)
- 118. Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général (1947), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31, art. IV et V.
- 119. Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général (1947), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 31, art. XI XIII. En vertu des Lettres patentes, le pouvoir d'exercer la prérogative de gracier est délégué au gouverneur général. Il s'agit d'une décision personnelle du gouverneur général, mais la prérogative n'est exercée que sur l'avis du solliciteur général.
- 120. Voir Hogg, p. 256-263.

choisie doit être disposée à former un gouvernement et à s'efforcer de gagner la confiance de la Chambre des communes. L'usage veut que ce soit le chef du parti politique qui, à la dernière élection générale, a obtenu la majorité des sièges à la Chambre. Si aucun parti ne détient la majorité, le gouvernement défait peut choisir de rester en poste jusqu'à ce qu'il soit renversé, ou il peut démissionner. S'il démissionne, le gouverneur général demandera au chef du parti d'opposition qui a le plus de chance d'obtenir la confiance de la Chambre de former un gouvernement ¹²¹. On peut néanmoins parler, à propos de la nomination du premier ministre, de la prérogative ou du pouvoir discrétionnaire du gouverneur général — sous réserve d'approbation par la Chambre —, étant donné que c'est une des rares décisions qu'il prend sans l'avis du gouvernement ¹²².

Un autre pouvoir discrétionnaire est celui de dissoudre le Parlement en vue d'une élection générale, ce qui se fait normalement à la demande du premier ministre. L'usage veut que si le gouvernement est majoritaire, le gouverneur général accède à la demande du premier ministre. Mais si le premier ministre est à la tête d'un gouvernement minoritaire (qui ne détient pas la majorité absolue des sièges à la Chambre), le gouverneur général peut choisir de donner ou refuser son consentement 123.

Ces prérogatives ou pouvoirs discrétionnaires sont exercés rarement, et seulement dans des circonstances très exceptionnelles. Inévitablement, l'essentiel des pouvoirs du gouverneur général s'exercent sur l'avis du premier ministre et du Cabinet.

Le pouvoir législatif

L'article 17 de la Loi constitutionnelle de 1867 dispose: «Il y aura, pour le Canada, un parlement qui sera composé de la Reine, d'une chambre haute appelée le Sénat, et de la Chambre des Communes.» De sorte que l'organe législatif du Parlement canadien est bicaméral. Si chaque chambre jouit du même statut pour ce qui est de ses privilèges, immunités et pouvoirs 124, elles sont loin d'être la réplique l'une de l'autre. C'est dans la chambre basse (seule habilitée à prendre un vote de confiance) que la confiance du gouvernement est mise à l'épreuve; selon l'usage, c'est là que

- 121. Voir Forsey, p. 4-5. Voir aussi le chapitre 2, « Les législatures et les ministères ».
- 122. Lorsqu'il était gouverneur, lord Aberdeen a été appelé à deux reprises à choisir le premier ministre. La première fois, c'était suite à la mort subite de sir John Thompson en 1894, alors que plusieurs ministres étaient considérés comme des candidats qualiflés (sir Mackenzie Bowell, sur invitation, a accepté de devenir premier ministre). La seconde fois, c'est lorsque Bowell lui-même a démissionné en 1896; lord Aberdeen a choisi sir Charles Tupper comme successeur (Dawson's The Government of Canada, p. 183-184).
 - Manifestement, le gouverneur général a également le pouvoir de destituer le premier ministre. Mais aucun gouverneur général canadien ne l'a jamais fait. En Australie, lorsque le gouverneur général a destitué le premier ministre en 1975, son pouvoir de le faire en vertu de la constitution du pays a été maintenu (voir House of Representatives Practice, 3° éd., p. 5-6).
- 123. C'est ce qui est arrivé en 1926 lorsque le gouverneur général Byng a refusé d'accéder à la demande du premier ministre Mackenzie King de dissoudre le Parlement, et a demandé au chef de l'opposition Arthur Meighen de former un gouvernement (voir McMenemy, p. 151 et Mallory, p. 52-57).
- 124. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 18.

siègent les membres du gouvernement. En outre, bien que chaque chambre doive adopter le même texte législatif avant qu'il reçoive la sanction royale, l'initiative des projets de loi «ayant pour but l'appropriation du revenu public ou la création de taxes ou d'impôts» appartient à la Chambre des communes ¹²⁵. Autre différence à noter, le Président du Sénat est nommé par le gouverneur général ¹²⁶, alors que la Chambre des communes élit son propre Président ¹²⁷. Chaque chambre fonctionne selon ses propres traditions, pouvoirs et usages.

Le Sénat

Le Sénat est la chambre haute du Parlement du Canada, dont les membres sont nommés. Il exerce tous les pouvoirs de la Chambre des communes, à l'exception de l'initiative des mesures financières ¹²⁸. Les sénateurs sont «mandés» ou nommés par le gouverneur général sur la recommandation du premier ministre. Ils doivent être âgés de 30 ans révolus, domiciliés dans la province pour laquelle ils sont nommés et détenir des propriétés mobilières et immobilières valant quatre mille «piastres», après déduction de leurs dettes et obligations ¹²⁹. Au Québec, en plus d'y être domicilié, le sénateur doit posséder sa qualification foncière dans le collège électoral où il est nommé ¹³⁰. Le sénateur qui souhaite démissionner en avise le gouverneur général par écrit ¹³¹. Le siège d'un sénateur est déclaré vacant si celui-ci est absent pendant deux sessions consécutives; s'il est déclaré en faillite ou insolvable, ou se rend coupable de concussion; s'il devient sujet ou citoyen d'une puissance étrangère; s'il est atteint

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 53. Voir aussi le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{126.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 34.

^{127.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 44.

^{128.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 53. « Mesure » ou « législation financière » désigne tout projet de loi qui entraîne la dépense de deniers publics ou la levée d'impôts. Voir le chapitre 18, « Les procédures financières ».

^{129.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 23.

^{130.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 23. Bien que le Québec compte aujourd'hui plus de 24 collèges électoraux, ou circonscriptions, la nomination des sénateurs se fait toujours à partir des 24 collèges électoraux du Bas-Canada tels qu'établis dans la Loi constitutionnelle de 1867.

^{131.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 30. En décembre 1997, le Sénat a suspendu le droit du sénateur Andrew Thompson d'utiliser les ressources du Sénat, notamment ses allocations de frais de télécommunication et de déplacement (sauf pour ses frais de déplacement entre sa résidence en Ontario et le Sénat à Ottawa), et lui a ordonné de prendre place à son fauteuil à la reprise des séances du Sénat après l'ajournement de Noël (Septième rapport du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, Journaux du Sénat, 9 décembre 1997, p. 305-306; 12 décembre 1997, p. 358-359; 15 décembre 1997, p. 369; 16 décembre 1997, p. 378-381). Le sénateur n'ayant pas obtempéré à cet ordre, le Sénat a adopté une autre motion lui ordonnant de se présenter devant le Comité permanent des privilèges, du Règlement et de la prodécure (Journaux du Sénat, 11 février 1998, p. 426-428). Le 19 février, le Sénat adoptait le deuxième rapport du comité, reconnaissant qu'il y avait outrage au Sénat, et suspendant le sénateur pour le reste de la session (Journaux du Sénat, 19 février 1998, p. 457-458). Le 3 mars suivant, le sénateur Thompson démissionnait.

de trahison ou convaincu de quelque «crime infamant»; ou s'il cesse de posséder la qualification relative à la propriété ou au domicile ¹³². Sauf les cas de décès, de démission, de perte de qualification ou de vacance de leur siège, les sénateurs occupent leur place au Sénat jusqu'à l'âge de 75 ans ¹³³.

À la Confédération, le nombre des sénateurs était fixé à 72 ¹³⁴. Depuis, il y a eu plusieurs ajouts, essentiellement avec l'entrée de nouvelles provinces ou de territoires. Pour les besoins de la représentation au Sénat, le Canada est partagé en quatre divisions: les provinces de l'Ouest, les provinces Maritimes, l'Ontario et le Québec. À ces divisions se sont ajoutés Terre-Neuve, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ¹³⁵. La Loi constitutionnelle de 1867 prévoit maintenant qu'il y aura 105 sénateurs ¹³⁶, répartis de la façon suivante:

Provinces de l'Ouest	24
Colombie-Britannique (6)	
Alberta (6)	
Saskatchewan (6)	
Manitoba (6)	
Ontario	24
Québec	24
Provinces maritimes	24
Nouveau-Brunswick (10)	
Nouvelle-Écosse (10)	
Île-du-Prince-Édouard (4)	
Terre-Neuve	6
Yukon	1
Territoires du Nord-Ouest	1
Nunavut	1

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 31. La dernière fois que le siège d'un sénateur a été déclaré vacant en conformité de l'article 31 remonte à 1915 (voir Journaux du Sénat, 13 avril 1915, p. 224-225).

^{133.} Jusqu'en 1965, ils étaient nommés à vie (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 5, art. 29). La Loi constitutionnelle de 1965 dispose que les sénateurs devront prendre leur retraite à 75 ans. Ceux nommés avant l'entrée en vigueur de cette loi peuvent demeurer en poste passé cet âge, s'ils le souhaitent (Loi constitutionnelle de 1965, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 39, art. 1).

^{134.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 21 et 22.

^{135.} Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 43(3) et 45.

^{136.} Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 43(1).

La Constitution prévoit également la nomination de quatre ou huit nouveaux sénateurs, représentant également les quatre divisions ¹³⁷. Lorsque surviennent de telles nominations, il ne peut y en avoir de nouvelles dans une division donnée jusqu'à ce que la représentation tombe à moins de 24 ¹³⁸. Le nombre des sénateurs ne peut à aucun moment dépasser 113 ¹³⁹.

La Chambre des communes

La Chambre des communes, ou chambre basse, est l'assemblée élue du Parlement du Canada. La *Loi constitutionnelle* établit le nombre et la répartition des représentants à la Chambre, et prévoit des augmentations ou de nouvelles répartitions ¹⁴⁰. Avec la nouvelle répartition de 1997 et la création du Nunavut en 1999, la Chambre compte 301 députés, répartis de la façon suivante:

Alberta	26
Colombie-Britannique	34
Île-du-Prince-Édouard	4
Manitoba	14
Nouveau-Brunswick	10
Nouvelle-Écosse	11
Nunavut	1
Ontario	103
Québec	75
Saskatchewan	14
Terre-Neuve	7
Territoires du Nord-Ouest	1
Yukon	1

On trouvera de plus amples renseignements sur la composition de la Chambre au chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».

Le pouvoir exécutif

Au Canada, le pouvoir exécutif est conféré au souverain, mais exercé par le gouverneur général en conseil 141. Officiellement, le gouverneur général agit sur l'avis et

^{137.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 26. Cette disposition a été utilisée une seule fois, en 1990. En invoquant les articles 26 à 28 de la Loi constitutionnelle de 1867, le premier ministre Brian Mulroney a recommandé la nomination de huit nouveaux sénateurs pour garantir l'adoption du projet de loi instaurant la taxe sur les produits et services.

^{138.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 27.

^{139.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 28; voir aussi la Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 43(2).

^{140.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 37 et 51; Loi sur la représentation électorale, L.C. 1986, ch. 8, art. 2; Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 30. Pour des précisions sur la représentation, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».

Voir Dawson's The Government of Canada, p. 198-199 et la Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 12 et 13.

avec le consentement du Conseil privé de la Reine pour le Canada; dans les faits, il agit sur l'avis et avec le consentement du premier ministre et du Cabinet ¹⁴². D'après la *Loi constitutionnelle de 1867*, c'est le gouverneur général qui choisit les membres du Conseil privé, pour conseiller la Couronne ¹⁴³; de fait, les nominations au Conseil privé se font sur l'avis du premier ministre. Les conseillers privés sont désignés comme «honorables», titre qui leur est conféré à vie ¹⁴⁴. Ils sont nommés « à titre amovible ¹⁴⁵ », mais en réalité il s'agit d'une nomination à vie. Le titre de «très honorable» est conféré à vie au premier ministre, dès son entrée en fonctions ¹⁴⁶.

Après sa nomination, le premier ministre choisit plusieurs conseillers particuliers (qui sont habituellement membres du parti au pouvoir), qui sont d'abord désignés membres du Conseil privé. Les conseillers choisis sont ensuite assermentés

- 142. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 9, 12 et 13; McMenemy, p. 124-125. Le Cabinet, qui se compose du premier ministre et des ministres, constitue le gouvernement. Les ministres, choisis par le premier ministre, sont à la fois conseillers « décisionnels » et responsables de l'administration des divers ministères ou organismes (McMenemy, p. 17 et 178-179). À l'époque où les colonies canadiennes sont passées sous l'autorité de la Grande-Bretagne, le monarque était à la tête d'un exécutif autonome (un groupe choisi de conseillers privés qui avaient la confiance du monarque). Au Parlement, les lords représentaient les grands propriétaires terriens, et les Communes, les intérêts des classes possédantes moyennes et des commerçants. Sous ce régime, la Couronne devait faire contrepoids au pouvoir du Parlement, et le Parlement, contrepoids au pouvoir de la Couronne. Avec les années, à mesure que les pouvoirs exécutifs du souverain passaient entre les mains des ministres (choisis le plus souvent parmi les députés les plus influents), le modèle contemporain du gouvernement de cabinet commençait à prendre forme. De fait, les pouvoirs de la Couronne étaient exercés par des ministres qui se maintenaient au pouvoir grâce à leur capacité de diriger la Chambre des communes. C'est de là que vient la notion moderne d'un cabinet qui conjugue les pouvoirs exécutifs avec ceux de l'assemblée pour donner un gouvernement qui demeure à tout moment responsable devant la Chambre élue (Mallory, p. 8-11).
- 143. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 11. À l'origine, le Conseil privé était un organe exécutif plus ou moins permanent, composé de nobles choisis par le souverain pour le conseiller. Le Conseil était distinct du corps législatif, ou Parlement, dont le souverain faisait partie intégrante. Le jour où consulter le Conseil devint peu pratique en raison de sa taille, le souverain choisit parmi les conseillers les plus fiables et les plus intimes. Cette coutume de former à partir de l'ensemble des conseillers privés un petit comité spécialisé, chargé de conseiller le souverain, s'est maintenue jusqu'à nos jours (Wilding and Laundy, p. 66 et 602-604).
- 144. Le Tableau des titres à employer au Canada, approuvé par la reine Victoria en 1868, confère à vie le titre d'«honorable» aux conseillers privés.
- 145. «À titre amovible» signifie que le conseiller privé, qui est nommé «durant le bon plaisir» du monarque ou du gouverneur général, peut être révoqué à tout moment.
- 146. Jusqu'en 1968, le premier ministre canadien était habituellement membre du Conseil privé britannique, ce qui lui conférait à vie le titre de «très honorable». Les seuls qui n'ont pas été membres du Conseil privé britannique furent: Alexander Mackenzie, John Abbott, Mackenzie Bowell et Charles Tupper. En 1967 et en 1968, le Tableau des titres à employer au Canada a été révisé, de manière à ce que le titre de «très honorable» soit maintenant conféré à vie au gouverneur général, au premier ministre et au juge en chef de la Cour suprême. Lester Pearson est le dernier premier ministre canadien à avoir été admis au Conseil privé britannique (Bibliothèque du Parlement, Origine du titre honorifique «très honorable», 1989).

comme ministres. Collectivement, on les appelle «conseil des ministres», «ministère» ou «cabinet» ¹⁴⁷. Les conseillers privés ne jouent leur rôle de conseillers auprès de la Couronne que dans le cadre d'un cabinet ¹⁴⁸. Mais les conseillers ne font pas tous partie du cabinet ou gouvernement, et certains peuvent n'avoir jamais été ministres ¹⁴⁹.

Le premier ministre choisit les ministres qu'il veut, mais il sera influencé par des considérations d'ordre politique — équilibre régional, proportion hommes/femmes, représentation des groupes ethniques. Toutefois, c'est lui qui décide seul de la taille de son conseil et de l'équilibre à respecter.

La coutume veut que les membres du conseil aient un siège au Parlement et, à l'exception du leader du gouvernement au Sénat, qu'ils siègent normalement à la Chambre des communes ¹⁵⁰. Lorsqu'un non-parlementaire est nommé au cabinet, on s'attend à ce qu'il se porte candidat à une élection à la première occasion. S'il est défait, la coutume veut qu'il démissionne du cabinet ¹⁵¹.

Les termes «ministère» et «cabinet» sont souvent employés l'un pour l'autre, mais de fait, le ministère comprend à la fois les ministres et les secrétaires d'État. La plupart de ceux qui sont nommés au Cabinet sont des ministres chargés d'un

- 147. À l'origine, le conseil des ministres désignait les ministres détenant un portefeuille à titre amovible, alors que le cabinet était l'endroit mis par le Premier ministre à la disposition du conseil pour ses réunions (Bureau du Conseil privé, La Responsabilité constitutionnelle, Approvisionnements et Services Canada, 1993, p. 26). Ministère et Cabinet ne sont pas toujours interchangeables, les ministres n'étant pas tous membres du Cabinet. Mais durant une bonne partie de l'histoire du Canada, les deux termes ont désigné la même chose (Dawson's The Government of Canada, p. 196).
- 148. Pour en savoir plus sur le Conseil privé, voir Dawson's The Government of Canada, chapitres 10 et 11.
- 149. En gros, il y a deux catégories de conseillers privés: la première comprend les anciens ministres et ceux en exercice; l'autre comprend les personnes nommées à titre honorifique, mais qui n'ont jamais été ministres. Font partie du dernier groupe les chefs des partis d'opposition, les juges en chef et des personnalités canadiennes. Il y a eu certaines exceptions: pendant la guerre du golfe Persique en 1991, la chef du Nouveau Parti démocratique, Audrey McLaughlin, a été assermentée comme conseillère privée afin qu'elle puisse prendre connaissance d'informations très secrètes; les membres du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité doivent, selon la loi, être des conseillers privés (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité, L.R.C. 1985, ch. C-23, par. 34(1)) et plusieurs ont été nommés pour cette seule raison.
- 150. Forsey, p. 40-41. Dans le passé, il y a des sénateurs qui ont été nommés au cabinet comme ministres (par ex., Robert de Cotret était ministre de l'Industrie et du Commerce dans le vingt et unième ministère) ou comme ministres sans portefeuille (par ex., Andrew Olson était ministre d'État au Développement économique dans le vingt-deuxième ministère). Mais il est exceptionnel pour un ministre responsable d'un ministère de siéger au Sénat; normalement, le seul sénateur à siéger au cabinet est le leader du gouvernement au Sénat.
- 151. Le général Andrew George McNaughton, ministre de la Défense nationale du 2 novembre 1944 au 20 août 1945, n'avait pas de siège au Parlement. N'ayant pas réussi à se faire élire d'abord à une élection partielle, et ensuite à une élection générale, il démissionna. À trois reprises, il a été autorisé à être présent à la Chambre au cours de son mandat (Forsey, p. 40). En 1975, Pierre Juneau a été nommé ministre des Communications. Après avoir contesté une élection partielle et essuyé un échec, il devait démissionner du Cabinet (Bureau du Conseil privé, Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, 1° juillet 1867 (1° février 1982, Gouvernement du Canada, Ottawa, 1982).

ministère, mais il arrive qu'ils soient chargés d'importants portefeuilles sectoriels ¹⁵². Les secrétaires d'État sont chargés d'aider les ministres dans des secteurs particuliers de leur portefeuille ¹⁵³. Ils sont membres du «conseil des ministres» (assermentés au Conseil privé), mais ne font pas partie du Cabinet ¹⁵⁴. En outre, la *Loi sur le Parlement du Canada* prévoit la nomination de secrétaires parlementaires (des députés qui secondent les ministres, mais sans faire partie du conseil des ministres) ¹⁵⁵. Enfin, en cas d'absence ou d'incapacité d'un ministre, ou de vacance, il est prévu qu'un ministre intérimaire pourra être nommé.

La durée du mandat d'un ministre dépend du « bon plaisir » du premier ministre, qui peut le remplacer ou demander sa démission à tout moment. Le gouverneur général ne peut accepter la démission d'un ministre sans le consentement du premier ministre. Dans l'ordre des préséances 156, les ministres et secrétaires d'État viennent après le premier ministre, leur rang étant fonction de leur date d'assermentation comme conseiller privé, indépendamment de leur portefeuille.

La durée d'un ministère correspond à la durée du mandat du premier ministre, qui commence avec le jour de son assermentation et prend fin avec sa démission. La démission du premier ministre entraîne la démission de l'ensemble du ministère ¹⁵⁷. Si le premier ministre démissionnaire est rétabli dans sa charge, on considère qu'il forme un nouveau ministère ¹⁵⁸.

Le gouvernement responsable et la responsabilité ministérielle

Le gouvernement responsable a longtemps été perçu comme étant un élément essentiel des systèmes de gouvernement basés sur le modèle de Westminster ¹⁵⁹. Bien que le « gouvernement responsable » soit largement reconnu comme étant le fondement du système de gouvernement canadien, le terme lui-même recouvre plusieurs sens.

- 152. Par exemple, dans le vingt-sixième ministère, des ministres ont été chargés de la « Coopération internationale » et des « Affaires intergouvernementales ». Dans le vingt-cinquième ministère, des ministres étaient responsables des « Petites entreprises » et des « Petites localités et régions rurales ». Dans le vingtième ministère, plusieurs ministres ont été nommés « sans portefeuille ». (Bureau du Conseil privé, Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, 1° juillet 1867 1° février 1982, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1982 et Supplément au Répertoire des ministères canadiens de 1980 à aujourd'hui, Bibliothèque du Parlement, mai 1998.)
- 153. Le «secrétaire d'État» a déjà fait partie du «ministère»; il était désigné comme «ministre d'État». Les ministres et secrétaires d'État émargent au Trésor conformément aux dispositions de la Loi sur les traitements (L.R.C. 1985, ch. S-3, art. 2, 4 et 5).
- 154. Voir le communiqué publié par le Cabinet du premier ministre, le 4 novembre 1993.
- 155. L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 46-47.
- 156. L'ordre de préséance des dignitaires canadiens est établi par le gouverneur général sur la recommandation du premier ministre. De son côté, le premier ministre s'appuie sur l'avis du ministre du Patrimoine canadien. C'est ce ministère qui est responsable de la Préséance — Répertoire des dignitaires canadiens, ainsi que du Tableau des titres à employer au Canada.
- 157. Voir le chapitre 2, «Les législatures et les ministères».
- 158. Il y a eu 26 ministères depuis 1867. Voir l'annexe 8, «Les ministères et premiers ministres du Canada depuis 1867».
- 159. Au Canada, le gouvernement responsable était déjà bien établi au moment de la Confédération. Voir plus haut la section "Historique — Avant la Confédération".

29

En général, gouvernement responsable signifie qu'un gouvernement doit être à l'écoute de ses citoyens, qu'il doit fonctionner de façon responsable (en faisant preuve de constance dans ses politiques et de méthode dans leur application) et que les ministres doivent rendre compte au Parlement. Les deux premiers points renvoient aux fins visées par un gouvernement responsable, tandis que le troisième — l'obligation pour les ministres de rendre des comptes — est le moyen de parvenir à ces fins ¹⁶⁰.

Le principe de la responsabilité ministérielle collective ¹⁶², qui est beaucoup moins ancienne, est apparue lorsque les ministres sont devenus, à la place du souverain, les décideurs du gouvernement. Les ministres sont censés assumer la responsabilité de toutes les décisions du Cabinet, et les défendre ¹⁶³. Ce principe apporte la stabilité dans le système du gouvernement ministériel en incorporant les responsabilités des ministres individuellement dans la responsabilité collective de l'État ¹⁶⁴.

- Voir les commentaires d'Anthony Birch dans Le gouvernement responsable, Groupe canadien d'étude des questions parlementaires, Ottawa, octobre 1989, p. 5.
- 161. "Le Parlement obligeait les ministres à rendre des comptes par une procédure quasi judiciaire. Aux yeux de la loi, le Roi ne pouvait pas mai faire [...] et il était plus pratique et rapide d'attaquer ses conseillers pour leurs mauvais conseils en les accusant de high crime and misdemeanour. L'accusation était portée par les Communes, les lords étaient les juges et la procédure était la destitution [...] Au xville siècle, la lourde procédure de destitution a été graduellement remplacée par des motions de censure contre les ministres et le gouvernement [...] La procédure n'a jamais été abolie, mais elle est tombée en désuétude. " Elle a été maintenue aux États-Unis (de Smith, cité dans Responsibility in the Constitution, p. 14-15).
- 162. Couramment appelée « solidarité ministérielle ».
- 163. Plusieurs ministres ont démissionné par suite de désaccords avec la politique du gouvernement. Par exemple, le ministre des Transports, Paul Hellyer, a démissionné parce qu'il n'était pas d'accord avec la politique du logement du gouvernement (Débats, 24 avril 1969, p. 7893; Journaux, 24 avril 1969, p. 939); Eric Kierans, ministre des Communications et des Postes, a démissionné suite d'un désaccord avec les priorités économiques du gouvernement (Débats, 29 avril 1971, p. 5339; Journaux, 29 avril 1971, p. 515, Document parlementaire n° 283-1/190B); le ministre de l'Environnement, Lucien Bouchard, a démissionné par suite d'un désaccord concernant des éléments de l'Accord du lac Meech sur la constitution (Débats, 22 mai 1990, p. 11662-11664).
- 164. Les ministres et secrétaires d'État sont tenus, par le serment de discrétion qu'ils prêtent devant le Conseil privé, de ne pas divulguer le contenu des débats du Cabinet.

Les partis politiques

Les définitions de parti politique ¹⁶⁵ sont multiples: on parlera d'un groupe qui tente de faire élire à des charges gouvernementales des candidats qui se présentent sous une étiquette ¹⁶⁶; ou d'une association de personnes qui partagent les mêmes idées et qui, ensemble, se dotent de statuts, se choisissent un chef et d'autres dirigeants et poursuivent un but commun ¹⁶⁷; ou encore, de formations qui luttent pour obtenir le pouvoir politique dans les corps législatifs et exécutifs afin de diriger le débat politique et d'y définir la politique officielle ¹⁶⁸; ou enfin, d'organisations qui ont pour but de prendre en main les leviers de gouvernement afin de mettre en œuvre leurs politiques et programmes ¹⁶⁹.

Il n'est pas question de partis politiques dans la *Loi constitutionnelle*. Mais ils sont définis dans diverses lois, à des fins administratives. Par exemple, les partis politiques peuvent demander à se faire enregistrer en vertu de la *Loi électorale du Canada* ¹⁷⁰, qui les autorise notamment à délivrer des reçus accordant aux donateurs un crédit d'impôt aux fins de la fiscalité fédérale ¹⁷¹; de faire inscrire l'affiliation politique de leurs candidats sur le bulletin de vote; d'engager des dépenses électorales; et d'obtenir des radiodiffuseurs du temps d'antenne gratuit au cours de la campagne d'une élection générale ¹⁷². Une autre disposition de la Loi établit qu'un des critères pour décider si le parti conservera son statut de parti enregistré est que le parti soit représenté à la Chambre des communes à la veille d'une élection générale ¹⁷³.

La Loi sur le Parlement du Canada et les règlements administratifs du Bureau de régie interne (l'organe administratif de la Chambre) font une distinction entre les partis politiques «reconnus» à la Chambre et ceux qui y comptent moins de 12 députés. Pour les avantages pécuniaires, la Loi sur le Parlement accorde des indemnités au chef, au whip et au leader parlementaire de chaque parti reconnu qui compte au moins 12 députés à la Chambre 174. Le Bureau de régie interne prévoit également une

- 165. À l'origine, le souverain et les nobles éminents qu'il avait choisis comme conseillers constituaient à la fois le gouvernement et le «parti» au pouvoir en permanence. Généralement, il se trouvait des factions qui s'opposaient à la Couronne; la force de l'opposition était en grande partie fonction de la personnalité du monarque, et elle pouvait varier d'un règne à l'autre. Les premiers partis politiques comme tels sont issus des guerres civiles en Angleterre, lorsque les Cavaliers et les Têtes rondes devinrent, en 1679, les conservateurs et les libéraux (whigs) (voir Wilding et Laundy, p. 545-546).
- 166. Leon D. Epstein, cité dans Van Loon et Whittington, The Canadian Political System, p. 305
- 167. Document d'information d'Élections Canada, « Enregistrement des partis politiques fédéraux », p. 1.
- 168. McMenemy, p. 214-215.
- 169. Jackson et Jackson, p. 434.
- 170. Il n'y a pas de limite au nombre de partis politiques, mais pour se faire enregistrer, ceux-ci doivent satisfaire aux conditions énoncées dans la Loi électorale du Canada (L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 25-32).
- 171. Circulaire de Revenu Canada, nº 75-2R4.
- 172. Document d'information d'Élections Canada, « Enregistrement des partis politiques fédéraux », p. 4-5.
- 173. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 28. Voir aussi le document d'information d'Élections Canada, «Enregistrement des partis politiques fédéraux».
- 174. L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 62b), d) et f). Cette disposition figurait déjà dans la version précédente de la Loi sur le Parlement, c'est-à-dire la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes.

aide financière pour le groupe de recherche de chaque « parti reconnu », qui est défini comme comptant au moins 12 députés ¹⁷⁵. Sur le plan de la procédure, les partis reconnus bénéficient aussi de certains avantages ¹⁷⁶, mais dans ce cas-ci, contrairement aux avantages pécuniaires, la définition de ce qu'est un « parti reconnu » n'est pas aussi claire. Comme le Règlement ne donne pas de définition dans ce sens, les Présidents s'en sont remis à l'usage ou à la décision de la Chambre ¹⁷⁷. Mais d'après l'usage récent, aux fins de la procédure, le terme « parti reconnu » s'entend d'un parti qui compte au moins 12 députés à la Chambre. Le chiffre 12 est devenu une sorte de référence.

Les groupes (caucus) parlementaires

Depuis que le Canada existe, les parlementaires ont presque toujours été membres d'un parti politique. De fait, notre système de responsabilité ministérielle implique que le parti au pouvoir (habituellement celui qui a le plus de sièges à la Chambre) soit en mesure de remporter les votes parlementaires. Les députés qui appartiennent au même parti, ainsi que leurs homologues au Sénat, sont désignés collectivement comme le groupe ou caucus parlementaire du parti. Le gouvernement conserve la confiance de la Chambre en grande partie grâce à l'appui du caucus.

En session, les groupes parlementaires se réunissent régulièrement, habituellement le mercredi matin, ou à tout autre moment jugé nécessaire par les responsables parlementaires du parti 178. Chaque caucus fonctionne différemment, mais la plupart restreignent la participation aux parlementaires.

Les réunions de caucus se tiennent à huis clos afin de permettre aux députés de s'exprimer librement et franchement sur ce qui les préoccupe¹⁷⁹. Les positions du parti y sont définies et, dans le cas du parti au pouvoir, les propositions législatives

- 175. Voir le Règlement administratif 302, art. 2 et 3(2), du Bureau de régie interne. En 1990, un député a soulevé une question de privilège suite au refus du Bureau de financer un parti qui comptait moins de 12 députés. Dans sa réponse, le Président Fraser a statué que la décision du Bureau était maintenue, à moins que la Chambre ne décide de l'annuler (Débats, 13 décembre 1990, p. 16703-16707).
- 176. Par exemple, l'ordre de participation au débat et à la période des questions (voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum» et le chapitre 11, «Les questions»); l'attribution de journées de l'opposition (voir le chapitre 18, «Les procédures financières»); et le report de votes par appel nominal à la demande du whip (voir l'article 45(7) du Règlement et le chapitre 12, «Les étapes du débat»).
- 177. En 1963, le Président Macnaughton observait que le statut des partis à la Chambre était une question qu'il appartenait à la Chambre de trancher (*Journaux*, 30 septembre 1963, p. 385-388). Le 18 février 1966, le Président Lamoureux était appelé à se prononcer sur le droit d'un parti de moins de douze députés à commenter une déclaration ministérielle. Dans sa décision, il concluait qu'aussi longtemps que la Chambre ne préciserait pas qui a le droit de commenter la déclaration, la présidence suivrait l'usage (*Journaux*, 18 février 1966, p. 158-160. Pour plus d'information sur les déclarations ministérielles, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien»). En 1979 et 1994, les Présidents Jerome et Parent se sont exprimés sur la question de la reconnaissance des partis à la Chambre (*Débats*, 10 octobre 1979, p. 49-51; 11 octobre 1979, p. 69; 16 juin 1994, p. 5437-5440).
- 178. Le mercredi, avec les réunions des caucus, la Chambre ne commence à siéger qu'à 14 h (voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre»).
- 179. En 1973, une question de privilège a été soulevée à la Chambre concernant la découverte d'un appareil d'écoute clandestine dans la saile de réunion d'un caucus (Débats, 17 octobre 1973, p. 6942-6944).

du gouvernement. Le caucus donne aux députés l'occasion de débattre entre eux de leurs divergences sans nuire à l'unité du parti.

Le whip assure la «discipline de parti». Ce responsable du parti veille à ce que les députés s'acquittent de leurs devoirs (comme assister aux réunions des comités et aux séances de la Chambre, voter comme le parti) 180. Le whip désigne les membres des comités, attribue les bureaux et choisit qui représentera le parti à diverses activités ou réceptions. Il est l'indispensable courroie de transmission entre la direction du parti et les simples députés 181 (ou députés de l'arrière-ban).

Outre le whip, chaque parti a un leader parlementaire 182 qui est reponsable, de concert avec les autres leaders, de coordonner les affaires quotidiennes de la Chambre. Les leaders parlementaires des partis reconnus se réunissent régulièrement pour négocier l'ordre et le déroulement des travaux parlementaires. Cette coutume, qui s'est développée avec les années, permet d'assurer la conduite méthodique des affaires de la Chambre. Si les leaders ne s'entendent pas sur le programme, le gouvernement se réserve le droit, sous réserve des règles de la Chambre, d'établir unilatéralement l'ordre de ses travaux 183.

L'opposition

Pratiquement, la Chambre est composée de trois groupes: les ministres et les secrétaires parlementaires, les députés qui appuient le gouvernement, et les opposants ¹⁸⁴. Le rôle de l'opposition est crucial dans une démocratie parlementaire comme la nôtre. Le premier ministre Wilfrid Laurier a bien résumé ce rôle: «[...] il est réellement essentiel au pays que nous placions autant que possible sur un pied d'égalité les différences d'opinion qui sont représentées des deux côtés de la Chambre; nous admettons que nous devons avoir une forte opposition pour exprimer les vues de

^{180.} Voir McMenemy, p. 214.

^{181.} On désigne ainsi les députés qui ne sont ni ministres, ni secrétaires parlementaires, ni officiels de la Chambre.

^{182.} Le leader du gouvernement à la Chambre des communes est un ministre. De 1867 à 1944, les premiers ministres s'occupaient eux-mêmes d'organiser les affaires de la Chambre, avec la collaboration des whips des autres partis. En octobre 1944, le premier ministre Mackenzie King a décidé de déléguer ces tâches et, en juillet 1946, il reconnaissait officiellement le poste de leader du gouvernement à la Chambre. En 1968, cette fonction devint un poste à plein temps. Jusqu'en 1977, les leaders du gouvernement étaient titulaires d'au moins un autre portefeuille; de 1963 à 1990, c'est le président du Conseil privé qui était leader du gouvernement à la Chambre (Bibliothèque du Parlement, Leaders du gouvernement à la Chambre des communes, liste n° 78, 21 novembre 1997). Le poste de leader parlementaire d'Opposition officielle, qui s'est développé dans les années 1950, est rémunéré depuis 1974 (Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la Loi sur les traitements et la Loi sur les secrétaires parlementaires, S.C. 1974-75-76, ch. 44, art. 3). Les leaders à la Chambre des partis ayant au moins douze députés sont rémunérés depuis 1981 (Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la Loi sur les traitements, la Loi sur les secrétaires parlementaires et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement, S.C. 1980-81, ch. 77, art. 3).

^{183.} Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

^{184.} Stewart, p. 17. Il arrive souvent que les députés ou les partis de l'opposition votent comme le gouvernement sur une question.

ceux qui ne pensent pas comme la majorité 185 ». Les députés de l'opposition peuvent appartenir à un parti inscrit ou n'être affiliés à aucun parti 186.

L'usage veut que le parti d'opposition ayant le plus grand nombre de sièges à la Chambre soit désigné comme l'Opposition officielle (et appelé «l'Opposition de Sa Majesté 187»), bien qu'il n'en soit pas fait mention dans les lois ou règlements 188. L'Opposition officielle a préséance sur les autres partis d'opposition reconnus. Sur tout projet de loi ou motion du gouvernement, après le premier orateur du gouvernement, c'est habituellement un représentant de l'Opposition officielle qui prend la parole. De façon générale, le temps de débat est réparti entre les partis de l'opposition suivant le nombre de sièges qu'ils détiennent à la Chambre 189. Lors de la présentation des rapports des comités, qui sont accompagnés d'opinions ou de recommandations complémentaires ou dissidentes, un membre du comité appartenant à l'Opposition officielle, représentant ceux qui appuient les opinions ou recommandations, peut prendre la parole pour fournir une brève explication 190.

En cas d'égalité de sièges entre les deux principaux partis d'opposition, le Président peut être appelé à décider lequel devrait être désigné l'Opposition officielle. En 1996, lorsque les deux principaux partis d'opposition se sont retrouvés à égalité en cours de session, le Président a jugé que l'antériorité était le facteur déterminant et que le statu quo devait donc être maintenu 191.

^{185.} Débats, 17 juillet 1905, col. 9954.

^{186.} Dans le cas des partis inscrits de moins de douze députés, ceux-ci peuvent demander que leur affiliation apparaisse, à côté de leur nom, à l'écran et dans les documents officiels de la Chambre. Il est également permis que leurs sièges soient regroupés à la Chambre (voir les décisions des Présidents, Débats, 13 décembre 1990, p. 16705-16706; 16 juin 1994, p. 5437-5440). Il est arrivé que des partis n'ayant pas douze députés aient réclamé le statut de parti reconnu. Dans leurs décisions, les Présidents ont fait valoir qu'il revient à la Chambre de trancher ces questions (voir les décisions des Présidents, Journaux, 30 septembre 1963, p. 385-388; 18 février 1966, p. 158-160; Débats, 11 octobre 1979, p. 69; 6 novembre 1979, p. 1009; 16 juin 1994, p. 5439).

^{187.} Voir Wilding et Laundy, p. 509-510. Aussi appelé « La loyale Opposition de sa Majesté » pour mettre en évidence la notion qu'une Opposition est loyale à la Couronne (voir Gerald Schmitz, «L'Opposition dans un régime parlementaire », publication de la Bibliothèque du Parlement, décembre 1988).

^{188.} On note une seule exception dans l'histoire de la Chambre des communes: en 1922, le Parti progressiste, classé deuxième pour le nombre de sièges, a refusé de former l'Opposition officielle (voir l'annexe 9, «Les chefs de l'Opposition officielle à la Chambre des communes depuis 1873», l'annexe 10, «Les chefs de parti à la Chambre des communes depuis 1867», et l'annexe 11, «Les résultats des élections générales depuis 1867»).

^{189.} Voir aussi le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{190.} Art. 35(2) du Règlement.

^{191.} Voir la décision du Président Parent, Débats, 27 février 1996, p. 16-20. Au Royaume-Uni, le Président est autorisé par la loi à désigner le leader de l'opposition aux Communes. Voir le Ministerial and other Salaries Act, R.-U., art. 2(2). Voir aussi la décision du Président Amerongen, Alberta Hansard, les 11 mars 1983, p. 9-11, et 6 novembre 1984, p. 1381; ainsi que la décision du Président Dysart, Journal des débats, Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 16 décembre 1994, p. 3749-3753; ainsi que la décision du Président Bruce, Votes and Proceedings of the Yukon Legislative Assembly, 9 décembre 1996, p. 15-19.

Si le chef du parti désigné comme Opposition officielle siège à la Chambre, il devient d'office chef de l'Opposition 192. S'il n'a pas de siège à la Chambre, le caucus de l'Opposition officielle peut désigner un autre député pour jouer le rôle de chef 193.

Le poste de chef de l'Opposition est officiellement reconnu depuis 1905, année où le Parlement a voté l'attribution au titulaire du poste d'une indemnité supplémentaire égale à celle des ministres ¹⁹⁴. Le chef de l'Opposition jouit de certains droits et privilèges, dont celui de siéger au Bureau de régie interne ¹⁹⁵, d'occuper un siège dans la première rangée à la Chambre, directement en face du fauteuil du premier ministre, et de bénéficier d'un temps de parole illimité dans les débats ¹⁹⁶. L'usage veut qu'à la demande du chef de l'Opposition, le Président lui accorde la parole pour poser la première question lors de la période des questions ¹⁹⁷. En outre, le Règlement autorise le chef de l'Opposition à prolonger l'étude en comité du Budget principal des dépenses de tel ministère ou organisme ¹⁹⁸.

Les chefs des autres partis d'opposition reconnus s'assoient habituellement dans la première rangée ¹⁹⁹ et, à leur demande, ils sont les premiers de leur parti à poser une question lors de la période des questions ²⁰⁰. Diverses lois exigent que le gouvernement consulte le chef de l'Opposition, ainsi que les chefs des autres partis, avant de prendre certaines décisions ou de faire des nominations qui sont particulièrement délicates ²⁰¹. En vertu du Règlement de la Chambre, les partis reconnus ont la possibilité de commenter les déclarations des ministres ²⁰², de présenter des motions les jours désignés ou de l'opposition ²⁰³ et de participer à la direction des comités permanents ²⁰⁴.

- 192. Il y a quelques chefs de parti qui, ne siégeant pas à la Chambre, ne sont pas devenus leaders de l'Opposition officielle, notamment: Robert Stanfield en 1967, Brian Mulroney en 1983 et Jean Chrétien en 1990. Ils ont dû se faire élire dans une élection partielle avant de pouvoir assumer cette charge. Voir l'annexe 9, «Les chefs de l'Opposition officielle à la Chambre des communes depuis 1873».
- 193. Voir le cas notamment des honorables Eric Nielsen et Herb Gray à l'annexe 9, «Les chefs de l'Opposition officielle à la Chambre des communes depuis 1873 ».
- 194. Acte modifiant l'Acte concernant le Sénat et la Chambre des Communes, S.C. 1905, ch. 43, art. 2; aujourd'hui, la Loi sur le Parlement du Canada, L.C. 1985, ch. P-1, art. 62a). Au sein du Commonwealth, le Parlement canadien a été le premier à rétribuer le poste de chef de l'Opposition.
- 195. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50(2).
- 196. Art. 43(1), 50(2), 74(1), 84(7) et 101(3) du Règlement.
- 197. Voir le chapitre 11, «Les questions».
- 198. Art. 81(4)a). Le Budget principal des dépenses constitue le plan annuel des dépenses prévues du gouvernement (voir le chapitre 18, «Les procédures financières»).
- Pendant quelque temps durant la 35º législature (1994-1997), le chef du Parti réformiste, Preston Manning, avait choisi de ne pas s'asseoir dans la première rangée.
- 200. Voir le chapitre 11, «Les questions».
- Voir Loi sur le service canadien de renseignement de sécurité, L.R.C. 1985, ch. 23, art. 34(1); Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, L.C. 1988, ch. 64, art. 7(2); Loi référendaire, L.C. 1992, ch. 30, art. 5(2).
- 202. Art. 33(1) du Règlement.
- 203. Art. 81(13) du Règlement.
- 204. Art. 106(2) du Règlement. Habituellement, un député de l'opposition préside le Comité permanent des comptes publics et le Comité mixte permanent de l'examen de la réglementation (voir le chapitre 20, «Les comités»).

Les législatures et les ministères



Aux États-Unis, les affrontements entre le président et le Congrès peuvent durer des années, alors que chez nous, un tel conflit entre le gouvernement et la Chambre des communes ne peut guère excéder quelques semaines. En cas de désaccord sur une question d'importance, un nouveau gouvernement est rapidement formé ou la tenue d'élections est décrétée.

EUGENE A. FORSEY

(Les Canadiens et leur système de gouvernement, 3º éd., p. 28)

a relation entre la Chambre des communes et l'exécutif peut avoir une incidence sur la durée d'un ministère et d'une législature. La fin d'un ministère a toujours un impact sur les délibérations de la Chambre des communes; les conséquences peuvent varier de la simple interruption de la séance à la dissolution du Parlement. C'est dans cette perspective que seront examinés tous les événements procéduraux entraînant la fin d'un ministère ou faisant suite à celle-ci, que cette fin soit déclenchée par un décès, par une démission consécutive à une défaite lors d'élections générales, par une démission en raison de la perte de la confiance de la Chambre des communes, par une démission pour d'autres raisons, ou par une destitution.

Le gouvernement et l'appui majoritaire

Les gouvernements doivent pouvoir compter sur l'appui de la majorité des députés à la Chambre des communes, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires. Un gouvernement majoritaire reçoit l'appui du parti ou de la coalition de partis (le Canada n'a jamais été gouverné par une coalition de partis) qui détient la majorité des sièges à la Chambre des communes tandis qu'un gouvernement minoritaire en est un où l'appui est fourni par le parti ou la coalition de partis détenant une minorité de ces sièges. Au cours de chaque législature, il arrive que le classement des partis change en raison de décès, de démissions, d'élections partielles, de députés qui changent de parti ou d'autres changements dans le statut des divers députés. Il se peut ensuite que le gouvernement puisse plus facilement ou plus difficilement conserver l'appui de la majorité des députés.

Toutes les questions soulevées à la Chambre doivent être décidées à la majorité des voix parmi les députés présents l. Même les règles qui permettent à la Chambre de régir ses propres délibérations sont adoptées par un vote à la majorité simple. Il est donc évident que le gouvernement doit pouvoir compter sur l'appui d'une majorité des députés pour exercer un contrôle sur la gestion des affaires de la Chambre et du même coup de ses comités. Les pouvoirs du gouvernement à cet égard sont contrebalancés par la responsabilité qu'il a de rendre compte de ses actions à la Chambre.

Plusieurs dispositions du Règlement régissent le rôle que le gouvernement joue dans la gestion des affaires de la Chambre en précisant que c'est le gouvernement ou un ministre qui doit prendre l'initiative de certaines procédures². De la même façon, de nombreuses dispositions du Règlement reconnaissent le rôle que la Chambre doit jouer afin de demander au gouvernement de rendre compte de ses actions³. La procédure parlementaire doit assurer un équilibre entre le pouvoir du gouvernement de gérer les affaires de la Chambre, et la responsabilité de l'opposition de tenir le gouvernement responsable de ses actions. Le pouvoir du gouvernement subit l'épreuve cruciale lors des votes de confiance, car dans la démocratie parlementaire canadienne, un gouvernement doit pouvoir jouir de la confiance de la Chambre.

La convention sur la confiance

Une caractéristique essentielle du gouvernement parlementaire est que le premier ministre et le Cabinet sont responsables ou doivent rendre compte de leurs actions

- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 49. Voir aussi le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 2. Ainsi, la majeure partie du temps de la Chambre est consacré aux affaires du gouvernement qui sont prises en considération suivant l'ordre établi par celui-ci (art. 30 et 40 du Règlement). De plus, pour ne donner que queiques exemples, c'est le gouvernement qui demande le rappel de la Chambre lorsqu'elle a ajourné ses travaux (art. 28 du Règlement); qui propose le prolongement des heures de séance en juin (art. 27 du Règlement); qui fait publier un Feuilleton spécial (art. 55 du Règlement); qui propose une attribution de temps (art. 78 du Règlement) et la clôture des travaux (art. 57 du Règlement); qui propose le renvoi aux comités du Budget des dépenses (art. 81 du Règlement); qui dépose un avis de motion des voies et moyens et qui désigne un ordre du jour en vue de son étude (art. 83 du Règlement); et qui lance le débat sur le Règlement au début de chaque législature (art. 51 du Règlement).
- Voir, par exemple, les règles régissant les subsides (art. 81), les questions (art. 37, 38 et 39), les pétitions (art. 36), et le dépôt de documents (art. 32).

devant l'ensemble de la Chambre des communes, et qu'ils doivent conserver l'appui et la confiance d'une majorité des députés de cette Chambre pour pouvoir demeurer en poste. C'est ce qu'on appelle la convention sur la confiance. Cette question constitutionnelle complexe, qui est en fait une tradition mentionnée nulle part dans les lois ou dans le Règlement de la Chambre, est analysée en profondeur dans d'autres ouvrages portant de manière plus précise sur ce sujet⁴.

En résumé, cette convention prévoit qu'un gouvernement qui est défait à la Chambre sur une question de confiance devrait normalement démissionner ou demander la dissolution du Parlement en vue de tenir des élections générales. Cette relation entre l'exécutif et la Chambre des communes peut ultimement décider de la durée de chaque législature et de chaque ministère. La convention sur la confiance s'applique que le gouvernement soit formé par le parti ou une coalition de partis détenant la majorité des sièges à la Chambre des communes, ou qu'il soit formé par un ou plusieurs partis détenant une minorité de sièges. Il arrive bien sûr plus fréquemment que le gouvernement perde la confiance de la Chambre lorsque le ou les partis au pouvoir sont minoritaires.

Ce qui constitue une question engageant la confiance à l'endroit du gouvernement varie selon les circonstances. Ces questions de confiance ne relèvent pas de la procédure parlementaire, pas plus qu'elles ne peuvent être tranchées par le Président⁵. Cependant, on reconnaît habituellement que les motions de confiance peuvent être⁶:

- des motions explicites qui énoncent de manière expresse que le gouvernement a ou n'a pas la confiance de la Chambre;
- des motions que le gouvernement désigne de manière expresse comme des questions de confiance;
- des motions de confiance implicites, c'est-à-dire des motions qui sont traditionnellement considérées comme des questions de confiance telles que les motions octroyant des crédits (mais pas nécessairement l'octroi d'un crédit en particulier⁷), les motions au sujet de la politique budgétaire du gouvernement⁸ et les motions concernant l'Adresse en réponse au discours du Trône.

^{4.} Voir en particulier l'étude intitulée « The Question of Confidence in Responsible Government » préparée par Eugene A. Forsey et G.C. Eglington pour le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Ottawa, 1985). Il vaut aussi la peine de consulter les premier et troisième rapports du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath) respectivement présentés le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211) et le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839).

Voir les décisions du Président Lamoureux, dans Journaux, 4 mai 1970, p. 742-743 et 6 mars 1973, p. 166-167. Voir également Débats, 20 octobre 1981, p. 11974, et 4 mars 1988, p. 13400.

Voir Philip Norton, «Défaites du gouvernement à la Chambre des communes britannique», Revue parlementaire canadienne, hiver 1985-1986, p. 6-9.

Voir Journaux, 26 mars 1973, p. 212-213. Certaines motions de l'opposition ont été adoptées lors de jours consacrés aux travaux des subsides, mais elles n'étaient pas présentées comme des questions de confiance; voir, par exemple, Journaux, 12 février 1992, p. 1010-1012 et 8 mars 1994, p. 220-223.

^{8.} Voir la déclaration du premier ministre Clark, Débats, 13 décembre 1979, p. 2362.

LA CONFIANCE ET LE RÈGLEMENT

Lorsque les dispositions du Règlement concernant les subsides ont été modifiées en 1968, il a été précisé que pour chacune des trois périodes des travaux des subsides, l'opposition pouvait désigner au maximum deux des motions proposées lors de jours désignés comme des motions de défiance à l'endroit du gouvernement. C'était la première fois que la notion de confiance était précisée dans le Règlement. Cette règle a été modifiée provisoirement en mars 1975 afin d'éliminer toute idée de défiance; les motions continueraient à faire l'objet d'un vote, mais celui-ci ne serait pas automatiquement considéré comme une question engageant la confiance à l'endroit du gouvernement. La disposition provisoire du Règlement s'est périmée au début de la session suivante et la notion de «défiance» est réapparue dans la version de 1977 du Règlement. Aucun autre changement n'a été apporté jusqu'en juin 1985, lorsque le Règlement a été une nouvelle fois modifié afin d'éliminer cette disposition sur les motions de défiance présentées lors des travaux des subsides.

Entre-temps, en 1984, une recommandation avait été formulée afin de changer le mode d'élection du Président ¹². Cette proposition reçut un accueil favorable et une variante de celle-ci fut adoptée par la Chambre en 1985 ¹³. L'une de ces nouvelles règles prévoit toujours que l'élection du Président ne doit pas être considérée comme une question de confiance envers le gouvernement ¹⁴.

Durée d'une législature et d'un ministère

La durée d'une législature — c'est-à-dire la période de temps entre les élections durant laquelle le Parlement exerce ses pouvoirs — s'étend de la date fixée pour le retour des brefs après les élections générales jusqu'à la dissolution du Parlement par le gouverneur général ¹⁵. La Loi constitutionnelle prévoit d'ailleurs qu'il s'écoulera un délai maximal de cinq ans entre les élections générales, ce délai étant calculé à

- 9. Journaux, 20 décembre 1968, p. 554, 557 (art. 58(9) du Règlement de 1968).
- 10. Voir le deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation présenté le 14 mars 1975 (Journaux, p. 372-376) et adopté le 24 mars 1975 (Journaux, p. 399). La Chambre a adopté pour la première fois une motion de subsides en vertu de cette règle le 12 février 1976 (Journaux, p. 1016). Voir aussi les commentaires du président du Conseil privé, Mitchell Sharp, dans Débats, 12 février 1976, p. 10902.
- Journaux, 27 juin 1985, p. 910-919. Ce changement avait été proposé dans le premier rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Journaux, 20 décembre 1984, p. 211) et le gouvernement avait appuyé cette proposition (Débats, 18 avril 1985, p. 3868-3869).
- Voir le premier rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes présenté le 20 décembre 1984 (*Journaux*, p. 211) et la réponse du gouvernement à ce premier rapport déposé le 18 avril 1985 (*Journaux*, p. 486).
- 13. Journaux, 27 juin 1985, p. 910-919. Il s'agit des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du Règlement actuel.
- 14. Art. 6 du Règlement.
- 15. Pour une description détaillée des modalités de la convocation et de la dissolution du Parlement, voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».

compter de la date fixée pour le retour des brefs d'élection, et que le Parlement devra tenir une séance au moins une fois tous les 12 mois 16.

Aucun mandat maximal n'est fixé pour un ministère, l'organe qui exerce réellement les fonctions du gouvernement. Sa durée dépend du mandat du premier ministre et elle est calculée à compter du jour où le premier ministre prête son serment d'office jusqu'au jour où il meurt, démissionne ou est destitué.

Ces deux mandats — le mandat parlementaire, qui comporte une durée maximale, et le mandat du premier ministre, qui est sans limite — ne coïncident pas toujours parfaitement.

DURÉE DES LÉGISLATURES

Environ le tiers des législatures depuis 1867 a duré entre quatre et cinq ans, un autre tiers a duré entre trois et quatre ans et le dernier tiers, moins de trois ans (voir la figure 2.1)¹⁷. Trois législatures (la septième (1891-1896), la dix-septième (1930-1935) et la dix-neuvième (1940-1945)) se sont approchées de la limite maximale de cinq ans prévue par la *Loi constitutionnelle* et il ne restait plus que quelques jours avant que le mandat de la Chambre des communes n'expire. Une législature, la douzième (1911-1917), a été prolongée ¹⁸. Quatre législatures (la quinzième (1925-1926), la vingt-troisième (1957-1958), la vingt-cinquième (1962-1963) et la trente et unième (1979)) ont duré moins d'un an.

DURÉE DES MINISTÈRES

Depuis la Confédération, il y a eu 26 ministères, même si seulement 20 personnes ont servi comme premier ministre. En effet, un premier ministre dont le parti est reporté au pouvoir au cours d'élections générales successives demeure simplement à son poste à titre de chef du même gouvernement. Ainsi, sir Wilfrid Laurier, qui est devenu premier ministre en 1896, est demeuré à son poste au cours des élections générales de 1900, 1904 et 1908 avant de démissionner après que son parti eut été défait lors des élections générales de 1911. Par contre, un premier ministre qui démissionne après la défaite électorale de son parti, mais qui est plus tard reporté au pouvoir, doit former un nouveau ministère. Par exemple, Pierre E. Trudeau, qui a été nommé pour la première fois premier ministre en 1968 et qui a alors formé le vingtième ministère, a démissionné en 1979 avant d'être ensuite réélu avec une majorité

^{16.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 50; Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 4(1), 5. La question de la durée des législatures a été discutée abondamment lors des pourparlers qui ont mené à la Confédération. Il fut ultimement décidé de suivre l'exemple de la Nouvelle-Zélande et d'adopter un mandat maximal de cinq ans. (Voir les commentaires de sir John A. Macdonald dans les Débats sur la Confédération, 1865, p. 39-40.)

^{17.} Pour les dates réelles de retour des brefs d'élection et de la dissolution du Parlement, voir l'annexe 12, « Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance ».

^{18.} On a eu recours pour ce faire à une modification à la Loi constitutionnelle (Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1916, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 24). Depuis 1949, la Constitution prévoit une prolongation s'il n'y a pas plus du tiers des députés qui s'y opposent (Acte de l'Amérique du Nord britannique (n° 2), 1949, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 33; voir également l'article 4(2) de la Loi constitutionnelle de 1982).

Figure 2.1 Durée des législatures

LÉGISLATURE	ANNÉES		DURÉE		
		ans	mois	jours	
1	1867-1872	4	9	8	
2	1872-1874	1	3	30	
3	1874-1878	4	5	26	
4	1878-1882	3	5	27	
5	1882-1887	4	5	8	
6	1887-1891	3	8	27	
7	1891-1896	4	11	29	
8	1896-1900	4	2	26	
9	1900-1904	3	9	24	
10	1904-1908	3	9	2	
11	1908-1911	2	7	26	
12*	1911-1917	5	1.1	29	
13	1918-1921	3	7	7	
14	1922-1925	3	7	22	
15	1925-1926		6	25	
16	1926-1930	3	6	28	
17	1930-1935	4	11	27	
18	1935-1940	4	2	16	
19	1940-1945	4	11	30	
20	1945-1949	3	8	21	
21	1949-1953	3	9	19	
22	1953-1957	3	6	4	
23	1957-1958		5	24	
24	1958-1962	3	11	20	
25	1962-1963		6	19	
26	1963-1965	2	4		
27	1965-1968	2	4	14	
28	1968-1972	4	1	7	
29	1972-1974	1	4	9	
30	1974-1979	4	7	26	
31	1979		6	3	
32	1980-1984	4	3	29	
33	1984-1988	4		7	
34	1988-1993	4	8	19	
35	1993-1997	3	5	12	
36	1997-				

^{*} Prolongée au moyen d'une modification constitutionnelle

l'année suivante et de redevenir ainsi premier ministre et former le vingt-deuxième ministère. Il peut aussi y avoir plusieurs ministères au cours de la même législature. Ce fut le cas lors de la 7º législature. Le premier ministre sir John A. Macdonald meurt alors à son poste peu de temps après sa réélection en 1891. De la date de son décès jusqu'aux élections générales de 1896, pas moins de quatre nouveaux ministères sont formés. La figure 2.2 illustre le caractère parfois éphémère et parfois durable des ministères 19.

Figure 2.2 Durée des ministères

MINISTÈRE	PREMIER MINISTRE	ANNÉES	DURÉE		
			ans	mois	jours
1	Macdonald	1867-1873	5	4	4
2	Mackenzie	1873-1878	4	11	30
3	Macdonald	1878-1891	12	7	20
4*	Abbott	1891-1892	1	5	8
5	Thompson	1892-1894	2		7
6*	Bowell	1894-1896	1	4	6
7	Tupper	1896		2	7
8	Laurier	1896-1911	15	2	25
9	Borden	1911-1917	6		2
10	Borden**	1917-1920	2	6	28
11	Meighen	1920-1921	1	5	19
12	King	1921-1926	4	5	30
13	Meighen	1926		2	27
14	King	1926-1930	3	10	13
15	Bennett	1930-1935	5	2	16
16	King	1935-1948	13		23
17	St-Laurent	1948-1957	8	7	6
18	Diefenbaker	1957-1963	5	10	1
19	Pearson	1963-1968	4	11	29
20	Trudeau	1968-1979	11	1	14
21	Clark	1979-1980		8	26
22	Trudeau	1980-1984	4	3	27
23	Turner	1984		2	18
24	Mulroney	1984-1993	8	9	8
25	Campbell	1993		4	10
26	Chrétien	1993-			-

^{*} Sénateur

^{**} Gouvernement unioniste

Pour les dates réelles des mandats de chaque ministère, voir l'annexe 8, «Les ministères et premiers ministres du Canada depuis 1867».

La fin d'un ministère

Un ministère prend fin lors du décès, de la démission ou de la destitution du premier ministre ²⁰. Cette fin n'entraîne pas nécessairement la dissolution de la législature. Il est vrai que la convention sur la confiance peut entraîner et a déjà entraîné la dissolution hâtive d'une législature ²¹, mais on trouve également des exemples où plusieurs ministères ont été formés durant la même législature ²². Les conséquences procédurales de la fin d'un ministère varient selon la façon dont le ministère prend fin. Bien sûr, on connaît bien les effets de la dissolution du Parlement sur le plan de la procédure : les séances cessent immédiatement et tous les travaux parlementaires sont suspendus. Le nouveau Parlement, une fois convoqué, reprend ses activités sur une base entièrement nouvelle ²³.

Décès d'un premier ministre

Le décès d'un premier ministre a peu de conséquences sur le plan de la procédure. Si le décès survient durant une session parlementaire et alors que la Chambre siège, des hommages peuvent lui être rendus à la Chambre ou celle-ci peut s'ajourner pour une période prolongée²⁴. Depuis la Confédération, seulement deux premiers ministres sont morts à leur poste: sir John A. Macdonald, en 1891, durant une session parlementaire, et sir John Thompson, en 1894, alors que le Parlement était prorogé²⁵.

Démission d'un premier ministre

La démission d'un premier ministre peut être le résultat d'une défaite lors d'élections générales, de l'application pure et simple de la convention sur la confiance, de l'application de cette convention suivie d'une défaite lors d'élections générales, ou encore être attribuable à d'autres raisons, notamment le désir de l'intéressé de se retirer de la vie publique.

- 20. Le premier ministre n'est pas tenu de démissionner lorsqu'il ne réussit pas à se faire réélire. Les premiers ministres Macdonald et King ont tous les deux essuyé une défaite personnelle alors que leur parti était réélu et se sont par la suite fait élire à l'occasion d'élections partielles. (Voir The Canadian Directory of Parliament 1867-1967, publié sous la direction de J.K. Johnson, Ottawa: Archives publiques du Canada, 1968, p. 305-306, 399.)
- 21. Voir Journaux, 13 décembre 1979, p. 345-347; 14 décembre 1979, p. 350.
- 22. Voir, par exemple, les 7º, 27º et 34º législatures.
- 23. Pour une description compiète des conséquences de la prorogation et de la dissolution sur le plan de la procédure, voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».
- 24. Journaux, 8 juin 1891, p. 208. Voir aussi la déclaration du Président devant la Chambre dans Débats, 8 juin 1891, col. 896. Conformément à une pratique ancienne, quand la Chambre s'ajourne durant une session, le Président, portant sa toge, peut faire partie du cortège funèbre ou assister aux funérailles nationales en apportant avec lui la masse s'il y a été autorisé par une résolution expresse de la Chambre ou en vertu des usages parlementaires. La masse ne peut être utilisée à cette fin lorsque le Parlement est prorogé. Voir Bourinot, 4° éd., p. 176, notes c) et e). L'organisation de manifestations d'État comme les funérailles nationales est la responsabilité du ministère du Patrimoine canadien.
- Pour une description des circonstances de ces deux décès, voir Donald Creighton, John A. Macdonald, The Old Chieftain, Toronto: MacMillan Co. of Canada, 1955, p. 564-578, et P.B. Waite, The Man From Halifax, Sir John Thompson, Prime Minister, Toronto: University of Toronto Press, 1985, p. 415-431.

· Défaite lors d'élections générales

Si le Parlement est dissous lorsque le ministère démissionne, il n'y a bien sûr aucune conséquence sur le plan de la procédure. C'est habituellement le cas pour les gouvernements majoritaires qui, au moment de leur choix, demandent la dissolution du Parlement, sont défaits lors d'élections générales et démissionnent ensuite dans les jours qui suivent ²⁶. Il incombe alors au nouveau gouvernement de convoquer la Chambre.

Une élection peut également être déclenchée par le premier ministre à la tête d'un gouvernement minoritaire, de la même façon que par le premier ministre dirigeant un gouvernement majoritaire. Ainsi, tout au long de la 16^e législature (1926-1930), le premier ministre Mackenzie King a dirigé un gouvernement minoritaire, mais a réussi à conserver l'appui du tiers parti à la Chambre et donc à gouverner pendant près de quatre ans. Il a ensuite demandé et obtenu la dissolution du Parlement de la manière habituelle, a subi une défaite électorale et a démissionné.

À la suite des élections générales de 1925, une situation inhabituelle a suscité la controverse: le gouvernement de Mackenzie King a perdu sa majorité lorsque les Lil éraux ont recueilli moins de sièges que le précédent parti de l'Opposition officielle, le Parti conservateur²⁷. Il a néanmoins décidé de convoquer la Chambre afin de tester sa confiance, et il a réussi à la conserver jusqu'en juin 1926. Pour plus de détails sur cette affaire, voir ci-après.

Application de la convention sur la confiance

La procédure joue un rôle dans l'application de la convention sur la confiance dans la mesure où celle-ci concerne le processus décisionnel à la Chambre des communes. Quand le gouvernement est défait lors d'un vote sur une question qui engage la confiance de la Chambre, le premier ministre doit démissionner le dissolution. Le Président n'a pas à décider ce qui constitue une question de confiance. Plusieurs Présidents ont déclaré qu'il n'incombait pas à la présidence d'intervenir pour empêcher les débats ou la tenue d'un vote sur une question reliée à la question de confiance, à moins que la motion présentée ne soit clairement irrégulière ou irrecevable sur le plan de la procédure 29. Naturellement, lorsque le résultat est serré, les conséquences du pairage sur le plan de la procédure et la façon dont un vote est enregistré deviennent cruciales. Les règles et usages régissant ces aspects de la procédure parlementaire sont analysés au chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{26.} Voir, par exemple, le cas des ministères Turner (1984) et Campbell (1993).

^{27.} Voir l'annexe 11, « Les résultats des élections générales depuis 1867 ». Une situation similaire s'est présentée en Ontario en 1985 lorsque le gouvernement progressiste-conservateur de Frank Miller gagna le plus grand nombre de sièges, mais démissionna en faveur des Libéraux qui s'étaient classés deuxième et qui, avec l'appui des Néo-démocrates, ont pu gouverner en conservant la confiance de l'Assemblée législative. Les résultats des élections étaient les suivants: P.-C.: 52; Lib.: 48; NPD: 25 (Guide parlementaire canadien, 1986, éditeur Pierre G. Normandin, Ottawa, p. 979, 1066-1067).

Forsey et Eglington énumèrent un grand nombre d'exemples de démissions de gouvernements provinciaux sans dissolution qui datent d'avant et d'après la Confédération (p. 253-258).

Voir, par exemple, la décision du Président Lamoureux dans Journaux, 6 mars 1973, p. 166-167. Voir aussi Débats, 20 octobre 1981, p. 11974.

Quatre gouvernements ont été défaits lors d'un vote à la Chambre sur une question de confiance claire et incontestée. En 1926, le gouvernement minoritaire de Meighen, qui ne datait que de trois jours, a perdu un vote (96-95) sur une question qui équivalait à une motion de censure à l'endroit du gouvernement ³⁰. En 1963, le gouvernement minoritaire de Diefenbaker a été clairement défait (142-111) sur une motion de subsides ³¹. En 1974, le gouvernement minoritaire de Trudeau et, en 1979, le gouvernement minoritaire de Clark ont tous les deux perdu un vote sur uz sousamendement à la motion sur le Budget (137-123 et 139-133 respectivement) ³². Ces quatre premiers ministres ont demandé et obtenu la dissolution à la suite de ces défaites à la Chambre. De ces quatre gouvernements, les gouvernements Meighen, Diefenbaker et Clark ont par la suite été défaits lors des élections générales et dans chaque cas, le premier ministre a démissionné sans rencontrer les nouveaux élus. Le gouvernement Trudeau a été reporté au pouvoir avec une majorité et a par la suite convoqué la Chambre.

Le gouvernement de Mackenzie King de 1925-1926 s'est buté à une situation plus complexe et a finalement dû démissionner sans que la Chambre ne soit dissoute. Certains ont déjà signalé qu'il s'agissait là d'un exemple de démission attribuable à l'application de la convention sur la confiance³³, même si Mackenzie King lui-même a déclaré qu'il avait démissionné parce qu'il n'avait pu obtenir la dissolution demandée³⁴. Quoi qu'il en soit, les événements qui ont mené à la démission du gouvernement montrent qu'il n'est pas toujours facile de déterminer clairement ce qui constitue une question de confiance.

Des élections générales avaient été tenues le 29 octobre 1925. Auparavant, le premier ministre Mackenzie King détenait une faible majorité, soit 118 sièges sur 235. (Le nombre de sièges qu'il détenait avait fluctué tout au long de la 14° législature et le gouvernement avait donc été parfois majoritaire, parfois minoritaire ³⁵.) Les élections de 1925 permettent d'élire 101 Libéraux (partisans du gouvernement King), 116 Conservateurs, 24 Progressistes, 2 Travaillistes et 2 indépendants ³⁶. Le Parlement se réunit le 7 janvier 1926. Le gouvernement King ne démissionne pas, mais choisit plutôt de convoquer la Chambre malgré le fait qu'il a recueilli moins de sièges que le Parti conservateur. Il conserve l'appui de la Chambre jusqu'en juin 1926 lorsque l'Opposition officielle présente un amendement à une motion d'adoption d'un rapport de comité qui équivaut à une motion de censure à l'endroit du gouvernement; à ce moment-là, le gouvernement King ne peut obtenir l'appui de la Chambre sur une série de motions de procédure visant à écarter l'amendement à la

^{30.} Journaux, 1" juillet 1926, p. 508-509.

^{31.} Journaux, 5 février 1963, p. 474-475.

^{32.} Journaux, 8 mai 1974, p. 175-176; 13 décembre 1979, p. 345-347.

^{33.} Forsey et Eglington, p. 253, 261-263.

^{34.} Journaux, 28 juin 1926, p. 483.

^{35.} Voir l'annexe 11, «Les résultats des élections générales depuis 1867», note 8.

^{36.} Voir l'annexe 11, «Les résultats des élections générales depuis 1867».

motion de censure³⁷. Avant que cet amendement ne soit même mis aux voix, le premier ministre King annonce sa démission à la Chambre dans l'après-midi du lundi 28 juin 1926. Il déclare qu'il démissionne étant donné qu'il a demandé la dissolution du Parlement, mais qu'il n'a pu l'obtenir³⁸. La Chambre s'ajourne alors après cette annonce. Le lendemain matin, le gouverneur général demande à Arthur Meighen, le chef de l'Opposition, de former un nouveau gouvernement. Lorsque la Chambre se réunit plus tard le même jour, le gouvernement et l'Opposition officielle ont changé de côté à la Chambre et le leader parlementaire intérimaire, sir Henry Drayton, fait une déclaration annonçant des changements au ministère³⁹. La Chambre reprend ensuite ses travaux. Deux jours plus tard, le gouvernement Meighen perd un vote sur une motion de censure⁴⁰.

Les défaites des gouvernements sur des votes ne sont pas toutes automatiquement considérées comme des questions de confiance⁴¹. Le 19 février 1968, une motion portant troisième lecture d'un projet de loi fiscale a été rejetée par un vote de 82 voix contre 84⁴². Le premier ministre Pearson n'était pas d'accord pour considérer cette défaite comme une motion de censure à l'endroit du gouvernement comme certains le soutenaient. Le gouvernement a présenté une motion voulant «Que la Chambre ne considère pas son vote du 19 février lors de la troisième lecture du Bill C-193, qui avait été approuvé à toutes les étapes antérieures, comme un vote de défiance à l'endroit du gouvernement ». Cette motion a été adoptée le 28 février par un vote de 138 voix contre 119⁴³. Du 20 au 28 février, la Chambre a uniquement cherché à régler cette question et elle ne s'est en fait penchée sur aucune autre affaire du 20 au 22 février⁴⁴.

De la même façon, le 20 décembre 1983, une disposition d'un projet de loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et d'autres lois a été rejetée en comité plénier par un vote de 28 voix contre 67⁴⁵. L'Opposition officielle soutenait que le résultat de ce vote constituait une défaite sur une question de confiance et exigeait que le gouvernement démissionne ou demande la dissolution du Parlement. Le

^{37.} Journaux, 18 juin 1926, p. 444-449; 22 juin 1926, p. 461-462; 23 juin 1926, p. 465; 25 juin 1926, p. 475-481.

^{38.} Journaux, 28 juin 1926, p. 483.

^{39.} Journaux, 29 juin 1926, p. 485-486.

^{40.} Journaux, 1* juillet 1926, p. 508-509.

^{41.} En 1973, le premier ministre Trudeau a déclaré que son gouvernement minoritaire ne considérait pas toute défaite sur un vote comme une question qui engage la confiance de la Chambre (*Débats*, 8 janvier 1973, p. 61). Le gouvernement a en fait perdu plusieurs votes en 1973-1974 (voir, par exemple, *Journaux*, 26 mars 1973, p. 212-213).

^{42.} Journaux, p. 702-703.

^{43.} Journaux, 28 février 1968, p. 719-721.

^{44.} Voir Journaux, 20 février 1968 au 28 février 1968, p. 705-721.

^{45.} Débats, 20 décembre 1983, p. 352.

gouvernement n'était pas de cet avis 46. Comme dans d'autres situations semblables, il ne s'agissait pas d'une question de procédure sur laquelle la présidence pouvait statuer 47.

· Démissions pour d'autres raisons

Plusieurs premiers ministres ont démissionné pour d'autres raisons que celles mentionnées jusqu'à maintenant. La plupart ont posé ce geste parce qu'ils souhaitaient se retirer de la vie publique ⁴⁸. Il y a toutefois quelques cas où ce départ est attribuable à d'autres motifs.

Ainsi, le gouvernement du premier ministre sir John A. Macdonald (2° législature, 1873), plutôt que de devoir faire face à une défaite presque certaine sur une motion de censure, a démissionné alors qu'il se trouvait mêlé à un scandale ⁴⁹. Selon un témoin, le 5 novembre 1873, «[...] sir John s'est levé et a brièvement annoncé que le gouvernement avait démissionné. Cette annonce a été faite dans le plus grand silence. Tout de suite après, l'Opposition a traversé de l'autre côté de la Chambre jusqu'à ses nouveaux pupitres ⁵⁰». Le chef de l'Opposition, Alexander Mackenzie, forma un nouveau gouvernement et le Parlement fut prorogé le 7 novembre 1873. Le 2 janvier 1874, il demanda et obtint la dissolution sans avoir présenté un programme législatif à la Chambre.

En 1896, le premier ministre, le sénateur sir Mackenzie Bowell, fait face à une sérieuse révolte de son Cabinet (démission de sept ministres) et doit finalement démissionner lui-même le 27 avril de la même année, trois jours après avoir obtenu la dissolution du Parlement⁵¹. Sir Charles Tupper lui succède et doit bientôt démissionner à son tour après une défaite électorale ⁵².

Destitution d'un premier ministre

Depuis la Confédération, aucun premier ministre n'a été destitué⁵³. On a néanmoins beaucoup débattu des circonstances qui pourraient entraîner une destitution.

Crise ministérielle

Si la Chambre siège alors que la composition du ministère est changée en raison d'une crise ministérielle, il est normal qu'elle s'ajourne d'un jour à l'autre (à moins

- 46. Voir Débats, 20 décembre 1983, à compter de la page 352, en particulier aux pages 354 à 356.
- 47. Débats, 20 décembre 1983, p. 367-368.
- 48. Voir, par exemple, Débats, 16 juin 1993, p. 20890-20894.
- Voir Débats, 5 novembre 1873, p. 781 et Forsey et Eglinton, p. 258. Voir aussi Journaux, 4-7 novembre 1873, p. 139-142.
- Marchioness of Dufferin and Ava, My Canadian Journal, 1872-1878, New York: D. Appleton and Company, 1891, p. 133. Voir également Débats, 6-7 novembre 1873, p. 783, 785.
- We Twa», Reminiscences of Lord and Lady Aberdeen, volume II, Londres: W. Collins Sons & Co.,1925, p. 32-34.
- 52. Voir « We Twa», p. 35-37, pour une description des circonstances faite par le gouverneur général.
- 53. Pour un exemple australien, voir House of Representatives Practice, 3º éd., p. 87.

qu'elle n'en décide autrement) jusqu'à ce que les changements soient terminés⁵⁴. Dans ces cas, la Chambre ne s'occupe habituellement que des affaires courantes les jours où elle se réunit et des questions peuvent être posées concernant les progrès qui sont faits dans la reconstitution du ministère ⁵⁵. Quand un nouveau ministère doit être formé à la suite du décès, de la démission ou de la destitution du premier ministre, il convient également que la Chambre s'ajourne d'un jour à l'autre (à moins encore une fois qu'elle n'en décide autrement)⁵⁶, mais aucune question ne peut être posée sur les progrès qui sont réalisés puisqu'il n'y a plus de ministère ⁵⁷. Les chefs des partis peuvent cependant faire des déclarations⁵⁸. Lorsque la crise ministérielle est résolue, l'un des dirigeants du caucus gouvernemental fait habituellement une déclaration afin d'expliquer à la Chambre les changements apportés au ministère⁵⁹.



- 54. Au début de 1896, sept ministres (la moitié du ministère) démissionnent et plusieurs jours sont nécessaires pour recomposer le ministère (voir Débats, 7-15 janvier 1896, col. 4-62). Le décès ou la révocation de plusieurs ministres pourraient placer le gouvernement dans une situation semblable et donc la Chambre pourrait aussi vouloir ajourner ses travaux, si elle devait sièger à ce moment-là.
- Voir, par exemple, Journaux, 7-15 janvier 1896, p. 7-13, et Débats, 7-15 janvier 1896, col. 4-62. Voir aussi Bourinot, 2º éd., p. 795-796.
- Voir Débats, 5-7 novembre 1873, p. 781-787, et 8 juin 1891, col. 902-905. Voir aussi Journaux, 28 juin 1926, p. 483.
- 57. Voir Débats, 5-7 novembre 1873, p. 781-787, et 28 juin 1926, p. 5128.
- 58. Voir la décision du Président, Débats, 28 juin 1926, p. 5128. Voir également Bourinot, 4º éd. p. 355.
- Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1873, p. 785-786 (à la suite de la démission de Macdonald); 16 juin 1891, col. 905 (à la suite du décès de Macdonald); et 15 janvier 1896, col. 60-62 (après le règlement de la crise du ministère Bowell); et Journaux, 29 juin 1926, p. 485-486 (après la démission de Mackenzie King).



Les privilèges et immunités



Le privilège est la disposition qui distingue les députés d'autres citoyens, leur conférant des droits dont ne jouissent pas les autres. . . À mon avis, le privilège parlementaire ne va pas beaucoup au-delà du droit de libre parole à la Chambre et du droit d'un député de s'acquitter de ses fonctions à la Chambre en tant que représentant aux Communes.

PRÉSIDENT LUCIEN LAMOUREUX (Débats, 29 avril 1971, p. 5338)

n matière de privilège parlementaire, les usages et précédents de la Chambre des communes du Canada remontent aux premiers temps de l'ère coloniale. S'inspirant de Westminster, les jeunes assemblées des colonies ne tardèrent pas à revendiquer les privilèges de la Chambre britannique, sans pouvoir toutefois se référer à une loi particulière. Avec la Confédération, les privilèges de la Chambre britannique furent transférés au Parlement du Canada en vertu de la Loi constitutionnelle de 1867¹ et, pendant de nombreuses années, la Chambre canadienne continua de prendre la Chambre britannique comme guide dans les questions du privilège parlementaire².

À la Chambre des communes du Royaume-Uni, les privilèges furent instaurés en réponse à une menace directe de la Couronne et de la Chambre des lords. Lorsque la

^{1.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 18.

^{2.} De fait, cela se reflétait dans l'article 1 du Règlement, dont le libellé, à quelques variations près, s'énonça comme suit jusqu'en 1986: « Dans tous les cas non prévus par le présent Règlement ni par des ordres de session ou autres, la Chambre suit, en tant qu'ils lui sont applicables, les usages et coutumes de la Chambre des communes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, alors en vigueur. »

menace s'atténua, le privilège évolua dans le sens d'une définition très étroite de ces droits et immunités, une indication que tous les privilèges de la Chambre et de ses députés proviennent en fin de compte de l'électorat. Heureusement, la Chambre des communes canadienne hérita de ses privilèges sans avoir à subir des épreuves ou des menaces physiques. Ils ont permis d'assurer le succès de l'institution du Parlement et, aux députés, d'exercer leurs fonctions sans entraves.

De nos jours, le terme «privilège» implique habituellement l'idée d'une «classe privilégiée», d'une personne ou d'un groupe qui jouissent d'immunités ou de droits particuliers au-delà de ce qui est normalement consenti aux autres citoyens³. Toutefois, il ne s'agit pas là du sens du privilège dans le contexte parlementaire. Le «privilège parlementaire» s'applique plutôt aux droits et immunités jugés nécessaires pour permettre à la Chambre des communes en tant qu'institution, et à ses députés en tant que représentants de l'électorat, d'exercer leurs fonctions. Il désigne également les pouvoirs dont la Chambre est investie pour se protéger ainsi que ses députés et ses procédures d'une ingérence indue et s'acquitter efficacement de ses principales fonctions — enquêter, débattre et légiférer⁴. En ce sens, on peut considérer le privilège parlementaire comme un ensemble d'avantages particuliers dont ont besoin le Parlement et ses membres pour accomplir leur travail sans entraves.

Ce chapitre retrace l'évolution du privilège au Royaume-Uni et au Canada, passe en revue les droits et immunités de la Chambre et de ses députés et décrit les procédures utilisées pour traiter des questions de privilège à la Chambre canadienne. Pour une analyse en profondeur du sujet, on se reportera à deux principales sources: Erskine May's Treatise on The Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament⁵, qui expose les usages et précédents de la Chambre des communes britannique, et Le privilège parlementaire au Canada, de Joseph Maingot⁶, qui porte sur l'histoire et l'application du privilège au Canada.

Définition du privilège parlementaire

On trouve dans Erskine May's Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament la définition classique du privilège parlementaire:

Le privilège parlementaire est la somme des droits particuliers à chaque chambre, collectivement, [...] et aux membres de chaque chambre individuellement, faute desquels il leur serait impossible de s'acquitter de leurs fonctions. Ces droits dépassent ceux dont sont investis d'autres organismes

^{3.} Le Black's Law Dictionary, 6° éd., 1990, p. 1197, définit ainsi le privilège: «Un bienfait ou un avantage particulier accordé à une personne, à une entreprise ou à une catégorie de personnes en sus des avantages accordés normalement aux autres citoyens. Un pouvoir ou une exemption de nature exceptionnelle ou extraordinaire. Un droit, un avantage, une exemption, un pouvoir ou une concession de nature particulière, ou une immunité dont bénéficie une personne ou une catégorie de personnes et que les autres citoyens ne possèdent pas en général.»

^{4.} Odgers, 8° éd., p. 27-28.

^{5.} May, 22° éd., sous la direction de sir Donald Limon et W.R. McKay, Londres: Butterworths, 1997.

^{6.} Maingot, 2ª éd., Ottawa, Chambre des communes et Les presses universitaires McGill-Queen's, 1997.

51

ou particuliers. On est donc fondé à affirmer que, bien qu'il s'insère dans l'ensemble des lois, le privilège n'en constitue pas moins, en quelque sorte, une dérogation au droit commun⁷.

On peut répartir en deux catégories les «droits particuliers» en question: ceux accordés aux parlementaires individuellement et ceux dont jouit la Chambre à titre collectif. Chaque catégorie peut à son tour être subdivisée. Par exemple, on regroupe habituellement sous les rubriques suivantes les droits et immunités accordés aux parlementaires à titre individuel:

- La liberté de parole;
- · L'immunité d'arrestation en matière civile;
- · L'exemption du devoir de juré;
- L'exemption de l'obligation de comparaître comme témoin.

Quant aux droits et pouvoirs de la Chambre en tant que collectivité, on peut les répartir ainsi:

- Le pouvoir de prendre des mesures disciplinaires, c'est-à-dire le droit de punir (par incarcération) les personnes coupables d'atteinte au privilège ou d'outrage, et le pouvoir d'expulser des députés coupables d'inconduite;
- · Le droit de réglementer ses affaires internes;
- · Le pouvoir d'assurer la présence et le service de ses députés;
- Le droit d'enquêter, de convoquer des témoins et d'exiger la production de documents:
- · Le droit de faire prêter serment aux témoins;
- Le droit de publier des documents contenant des éléments diffamatoires.

Ces deux catégories englobent tous les privilèges dévolus aux députés et à la Chambre des communes en tant que collectivité. On examinera plus en détail dans ce chapitre chacun des privilèges en question en faisant référence à des exemples précis.

La Chambre a le pouvoir d'invoquer le privilège lorsqu'on fait obstacle à l'exécution de ses fonctions ou de celles des députés. C'est uniquement dans ce contexte que le privilège peut être considéré comme une exemption par rapport à la loi générale. Les députés ne sont pas au-dessus des lois qui régissent tous les citoyens du Canada. De fait, les privilèges des Communes visent à préserver les droits de chaque électeur⁸. Par exemple, le privilège de la liberté de parole est accordé aux députés non pour leur avantage personnel, mais pour leur permettre de bien représenter leurs

^{7.} May, 22* éd., p. 65. Pour d'autres définitions du privilège, voir Maingot, 2* éd., p. 12-13.

Ce commentaire a été fait avec force par sir Barnett Cocks, Greffier de la Chambre des communes du Royaume-Uni, dans une note de service au Select Committee on Parliamentary Privilege. Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, Minutes of Evidence, 23 novembre 1966, p. 1.

électeurs sans crainte de poursuites civiles ou criminelles suite à ce qu'ils auraient déclaré à la Chambre et en comité. Lorsqu'une circonscription élit un candidat, il relève du droit des électeurs que ce représentant élu soit protégé contre toute pression indue, et en particulier contre la violence⁹.

Le trait distinctif du privilège est son caractère accessoire. Les privilèges du Parlement sont des droits « absolument indispensables à l'exercice de ses pouvoirs ». Les députés en sont bénéficiaires à titre individuel car la Chambre serait incapable de s'acquitter de ses fonctions sans disposer librement des services de ses membres. Mais chaque Chambre en est également bénéficiaire pour la protection de ses membres et l'affirmation de son autorité et de sa dignité ¹⁰.

Le privilège appartient essentiellement à la Chambre dans son ensemble; à titre individuel, les députés ne peuvent l'invoquer que dans la mesure où une atteinte à leurs droits ou des menaces risqueraient d'entraver le fonctionnement de la Chambre. En outre, les députés ne peuvent invoquer le privilège ou l'immunité pour des questions qui ne sont pas liées à leurs fonctions à la Chambre 11.

Par ailleurs, même si elle ne porte atteinte à aucun privilège particulier, toute conduite qui cause préjudice à l'autorité ou à la dignité de la Chambre est considérée comme un outrage au Parlement. L'outrage peut être un acte ou une omission. Il n'est pas nécessaire de faire réellement obstacle au travail de la Chambre ou d'un député; la tendance à produire un tel résultat suffit.

Les privilèges considérés comme «absolument nécessaires» par le Parlement ont varié au cours des siècles. Néanmoins, certains principes de base sont établis. Ni l'une ni l'autre chambre du Parlement ne peut à elle seule étendre ses privilèges, même si chacune peut, par résolution, décider de ne pas invoquer ou appliquer un privilège dont elle usait auparavant 12. Aucune chambre ne peut revendiquer pour elle-même de nouveaux privilèges, lesquels ne peuvent être établis qu'en vertu d'une

Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, Minutes of Evidence, 23 novembre 1966, p. 1.

^{10.} May, 20° éd., p. 70-71.

^{11.} Voir Griffith et Ryle, p. 85-86.

^{12.} Avec l'exception possible du renoncement à son pouvoir d'instruire des élections controversées, la Chambre des communes canadienne n'a jamais renoncé officiellement aux droits et immunités qu'elle revendique pour elle-même et ses membres. Voir Bourinot, 4º éd., p. 122-127; Maingot, 2º éd., p. 195-198; Acte des élections fédérales contestées, 1874, L.C. 1874, ch. 10. Voir également le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés». Dans la pratique britannique, les auteurs de May signalent qu'un certain nombre de privilèges ont été abandonnés ou modifiés depuis le dix-huitième siècle. May, 22º éd., p. 81-82.

loi du Parlement, tout comme l'élargissement d'anciens privilèges ¹³. L'une ou l'autre chambre peut exercer ses droits dans de nouvelles circonstances, ce qui revient parfois à créer de nouveaux cas d'outrage ¹⁴. Enfin, chaque chambre peut individuellement juger et punir les atteintes à ses privilèges.

Historique

Les privilèges parlementaires ont été revendiqués pour la première fois il y a plusieurs siècles, lorsque la Chambre des communes tentait, en Angleterre, de se donner un rôle distinct au sein du Parlement. À ses débuts, le Parlement faisait fonction de tribunal plutôt que d'assemblée législative, et c'est dans ce contexte que sont nés les privilèges parlementaires ¹⁵. On estimait à l'époque que ces privilèges étaient nécessaires afin de protéger la Chambre et ses députés, non pas du peuple, mais du pouvoir et de l'ingérence du roi ainsi que de la Chambre des lords. Avec le temps, la Chambre des communes se vit reconnaître le rôle et le pouvoir d'une assemblée délibérante, ses privilèges étant établis comme partie intégrante du droit et de la common law du royaume.

La Chambre des communes du Canada n'eut pas à s'opposer à la Couronne, à son exécutif ou à la Chambre haute de la même manière que les Communes britanniques. Les privilèges de celles-ci furent officiellement transmis au Parlement canadien au moment de la Confédération, en vertu de la Loi constitutionnelle de 1867, et entrèrent en vigueur avec l'adoption d'une loi qui est devenue la Loi sur le Parlement du Canada 16. Néanmoins, les privilèges dont jouissent la Chambre et ses députés sont extrêmement importants; de fait, ils jouent un rôle vital dans la bonne marche

- 13. Maingot, 2° éd., p. 21. Un exemple d'extension du privilège est l'adoption par le Parlement britannique du Parliamentary Papers Act, 1840, et la promulgation par le Parlement du Canada de dispositions pratiquement identiques en 1868. Le texte de loi britannique faisait suite à la fameuse affaire Stockdale v. Hansard de 1837. La loi de 1840 énonçait que la publication des rapports, documents ou procès-verbaux des deux chambres par suite d'un ordre à cet effet était un outil essentiel à l'exécution des fonctions et obligations du Parlement et bénéficiait par conséquent du privilège. On adopta les mêmes dispositions au Canada en 1868, dans la loi intitulée Acte pour définir les privilèges, immunités et attributions du Sénat et de la Chambre des communes, et pour protéger d'une manière sommaire les personnes chargées de la publication des documents parlementaires (S.C. 1868, ch. 23). Les dispositions de cette loi sont devenues les articles 7, 8 et 9 de la Loi sur le Parlement du Canada (L.R.C. 1985, ch. P-1) et correspondent exactement aux articles 1, 2 et 3 du Parliamentary Papers Act, 1840. Pour un examen complet de l'affaire et de ses répercussions, voir Maingot, 2° éd., p. 65-78, et May, 22° éd., p. 86-88.
- 14. L'avènement de la diffusion des débats de la Chambre en fournit une illustration. Dans l'affaire Donahoe dont il est question ci-dessous, la Cour suprême a déclaré qu'en exerçant son droit de contrôler ses délibérations internes et d'expulser des étrangers de la Chambre et de l'enceinte parlementaire, l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse pouvait exclure les caméras des tribunes.
- Charles H. McIlwain, The High Court of Parliament and its Supremacy, New Haven: Yale University Press, 1910, réimpression 1962; et Carl Wittke, The History of English Parliamentary Privilege, Ohio State University, 1921.
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 18; Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 4-5.

du Parlement. Cela est aussi vrai aujourd'hui qu'il y a des siècles, à l'époque où les Communes britanniques luttaient pour obtenir ces droits et privilèges.

LE PRIVILÈGE AU ROYAUME-UNI

La lutte de la Chambre des communes britannique pour faire reconnaître par le roi ses immunités et droits fondamentaux a commencé il y a plusieurs siècles ¹⁷. Les premières luttes remontent aux quatorzième et quinzième siècles, lorsque plusieurs députés et Présidents de la Chambre furent emprisonnés par un souverain se disant offensé par leur conduite au Parlement. Le roi passa outre aux objections de la Chambre qui affirmait que ces arrestations constituaient une violation de ses libertés. Sous le règne des Tudor et au début de celui des Stuart, bien que la volonté du souverain l'emportait parfois sur celle du Parlement, on continua d'affirmer l'existence de certains droits propres au Parlement et à la Chambre des communes. Élu Président des Communes en 1523, sir Thomas More fut l'un des premiers à présenter une pétition demandant au roi de reconnaître à la Chambre certains privilèges ¹⁸. À la fin du seizième siècle, la pétition présentée au roi par le Président de la Chambre avait trouvé place dans les usages ¹⁹.

Malgré les pétitions que lui adressait le Président de la Chambre, le roi n'hésitait pas à faire savoir aux Communes que leurs privilèges, et notamment la liberté de parole, s'exerçaient selon son bon plaisir. C'est ce que fit Jacques I^{er} en 1621. En guise de protestation, les Communes répliquèrent que «chaque membre de la Chambre des communes bénéficie, comme il convient en droit, de la liberté de parole [...] et de l'immunité le protégeant de la destitution, de l'emprisonnement et de la molestation (autre que les mesures de censure que la Chambre pourrait prononcer à son encontre) pour des discours, raisonnements ou déclarations sur des sujets ayant trait soit au Parlement, soit aux travaux parlementaires ²⁰ ». Pour marquer sa désapprobation, le roi Jacques I^{er} ordonna que le *Journal* de la Chambre lui soit envoyé; il

Voir F.W. Maitland, The Constitutional History of England, Cambridge: Cambridge University Press, 1908;
 et A.F. Pollard, The Evolution of Parliament, 2* éd., Londres: Longmans Green, 1926.

^{18.} On a fait valoir que sir Thomas More ne considérait pas sa pétition comme une pétition de droit, la liberté d'expression n'étant pas encore un privilège officiel. « Le Parlement est la cour du roi ; il peut être mécontent des propos tenus par ses membres et, en tant que responsable de la discipline, il peut punir ceux qui tiennent des discours trop effrontés ou irréfléchis... More réclame la liberté de parole, alors que ses prédecesseurs cherchaient à éviter une punition, c'est-à-dire qu'ils renonçaient tacitement à la liberté revendiquée par More ». John Neale, « The Commons Privilege of Free Speech in Parliament », Historical Studies of the English Parliament, Cambridge: Cambridge University Press, 1970, vol. 2, p. 157-158.

^{19.} Cette cérémonie fait également partie des usages canadiens. Lorsqu'on présente au gouverneur général le Président de la Chambre nouvellement élu, avant le discours du Trône, le Président revendique au nom des Communes «[...] la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demande que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations ». Voir, par exemple, Débats du Sénat, 23 septembre 1997, p. 3. Voir également le chapitre 8, « Le cycle parlementaire ».

^{20.} May, 22° éd., p. 70.

en déchira la page qui lui avait déplu et prononça sur-le-champ la dissolution du Parlement²¹.

Le privilège parlementaire n'empêcha pas non plus la détention ou l'arrestation de certains députés sur ordre de la Couronne. À plusieurs reprises, au début du dix-septième siècle, des députés furent emprisonnés sans procès quand la Chambre ne siégeait pas ou après dissolution du Parlement. En 1626, Charles I^{et} ordonna l'arrestation de deux députés pendant que la Chambre siégeait et, en 1629, plusieurs députés furent condamnés pour sédition. Ces outrages commis par la Couronne furent dénoncés après la Guerre civile et, en 1667, les deux chambres convinrent que le jugement rendu à l'encontre des députés arrêtés avait été illégal et contraire aux privilèges du Parlement ²².

En 1689, l'adoption du *Bill of Rights* confirma une fois pour toutes la liberté de parole, privilège fondamental du Parlement. L'article 9 dispose que « ni la liberté de parole, ni celle des débats ou procédures dans le sein du Parlement, ne peut être entravée ou mise en discussion en aucune cour ou lieu quelconque que le Parlement lui-même » ²³. C'est ainsi que fut définitivement instaurée la liberté de parole de la Chambre, liberté protégée de toute ingérence extérieure, aussi bien de la Couronne que des tribunaux.

Vers la fin du dix-septième siècle et jusqu'au milieu du dix-huitième, la Chambre poussa parfois trop loin la question de ses privilèges. Ainsi, il arriva qu'on reconnaisse l'immunité en matière civile non seulement aux députés, mais également à leurs domestiques. De plus, les députés essayèrent d'élargir aux biens leur appartenant l'immunité contre les entraves ou les mauvais traitements, allant jusqu'à faire état d'une violation de leurs privilèges en cas de braconnage ou de violation de propriété. On finit par mettre un terme à ces pratiques qui commençaient à créer de sérieux obstacles au cours ordinaire de la justice²⁴, et on reconnut que seul relevait du privilège ce qui était absolument nécessaire au fonctionnement efficace de la Chambre et à l'exercice du mandat parlementaire des députés.

Malgré des excès occasionnels, la Chambre des lords et la Chambre des communes reconnurent toutes deux qu'il fallait maintenir un équilibre entre la sauvegarde des privilèges essentiels du Parlement et la nécessité d'écarter tout ce qui risquait d'aller à l'encontre des intérêts du pays. C'est ainsi qu'en 1704, le Parlement décida que ni l'une ni l'autre de ses chambres ne pouvait, par vote ou par déclaration, s'attribuer de nouveaux privilèges non justifiés par le droit existant ou la coutume parlementaire 25. Depuis, ni l'une ni l'autre des chambres n'a, de son propre chef, revendiqué de nouveaux privilèges au-delà de ceux réclamés dans les pétitions des Présidents ou déjà établis en vertu de la loi ou d'un précédent 36.

^{21.} Godfrey Davies, The Early Stuarts, 1603-1660, Oxford: Clarendon Press, 1938, p. 26-27.

^{22.} May, 22° éd., p. 70-71.

^{23.} May, 22° éd., p. 72.

^{24.} Maitland, p. 322-323; May, 22* éd., p. 75.

^{25.} May, 22º éd., p. 81.

^{26.} May, 22° éd., p. 81.

Au dix-neuvième siècle, la question de privilège fut souvent soulevée, ce qui contribua à délimiter les droits du Parlement et la responsabilité du pouvoir judiciaire 27. Parmi les affaires portées devant les tribunaux, la plus connue est sans doute celle de Stockdale versus Hansard. En 1836, l'éditeur de la Chambre des communes, Hansard, fut poursuivi pour diffamation par l'éditeur John Joseph Stockdale, qui lui reprochait un certain compte rendu publié sur ordre de la Chambre²⁸. Malgré de nombreuses résolutions de la Chambre protestant contre cette action en justice, et sa décision d'emprisonner Stockdale, les tribunaux refusèrent de faire droit aux revendications de la Chambre. « Lord Denman refusa de reconnaître que la lex parliamenti [la Loi du Parlement] constituait un droit distinct échappant aux juges des tribunaux de common law. Individuellement, chacune des chambres ne constituait qu'un élément de la Haute Cour du Parlement, et ni l'une ni l'autre ne pouvait exercer sur une question une compétence exclusive simplement en décidant qu'il s'agissait d'une question de privilège. Toute autre issue était "incompatible avec les principes fondamentaux de la Constitution"29 ». La situation fut en partie résolue par l'adoption du Parliamentary Papers Act de 1840, qui assura une protection légale aux documents publiés sur ordre de l'une ou l'autre chambre 30.

L'usage actuel au Royaume-Uni

C'est vers la fin du dix-huitième et au dix-neuvième siècle que commence l'étude systématique du développement historique du privilège parlementaire et de l'outrage au Parlement³¹, mais les efforts en vue de mieux comprendre et élucider l'histoire constitutionnelle du Parlement atteignent leur apogée avec la publication, en 1946, de la quatorzième édition de *May*. Cette édition présente un examen approfondi et minutieux du privilège parlementaire, fondé sur une étude exhaustive des *Journaux* et des principes sur lesquels repose le droit du Parlement³². On y cite des exemples

^{27.} May, 22º éd., p. 160-162.

May, 22^a éd., p. 161-163. Pour ce qui est de l'importance de cette affaire au Canada, voir Maingot, 2^a éd., p. 65-77.

^{29.} May, 22º éd., p. 162.

^{30.} Le résultat de cette cause a été rendu applicable au Canada par la Loi sur le Parlement du Canada, dont l'article 5 énonce le droit qu'ont les tribunaux d'admettre d'office les privilèges du Parlement; « Ces privilèges, immunités et pouvoirs sont partie intégrante du droit général et public du Canada et n'ont pas à être démontrés, étant admis d'office devant les tribunaux et juges du Canada. » (Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 5.) Parallèlement, les articles 7 à 9 accordent une protection légale à toute personne ayant fait imprimer une publication sous l'autorité du Sénat ou de la Chambre des communes.

^{31.} Voir John Hatsell, Precedents of Proceedings in the House of Commons, 4 vol., Londres: 1776-1796; réimpression 1971; S.A. Ferrall, An Exposition of the Law of Parliament, as it relates to the Power and Privileges of the Commons' House, Londres: Sweet, 1837; et Thomas Erskine May, A Treatise upon the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 1rd éd., Londres: 1844, réimpression 1971 (l'ouvrage en est à sa 22rd édition).

^{32.} On y conclut que « tout acte ou omission qui nuit ou fait obstacle à l'une des chambres du Parlement dans l'exercice de ses fonctions, ou qui nuit ou fait obstacle à un membre ou dignitaire d'une de ces chambres dans l'exercice de ses fonctions, ou qui tend, de manière directe ou indirecte, à entraîner de tels résultats, peut être considéré comme un outrage au Parlement, même en l'absence de précédent correspondant à cette infraction » (May, 14° éd., p. 108).

d'inconduite de la part de témoins ou de personnes extérieures à l'institution, de désobéissance à des règles ou à des ordonnances de la Chambre ou d'un comité, ainsi que de tentatives d'intimidation, de corruption ou de «molestation» de députés ou de dignitaires de la Chambre comme autant de cas qui constituent plutôt un outrage au Parlement qu'une violation proprement dite d'un privilège.

La Chambre des communes de Grande-Bretagne applique maintenant une définition plus étroite du privilège, orientation qui est devenue manifeste en 1967 avec la publication d'un rapport du Select Committee on Parliamentary Privilege. Dans ce rapport qui fait le tour du sujet, le Comité signale que le droit, la pratique et la procédure concernant le privilège à Westminster ont été la cible de nombreuses critiques ³³.

En recommandant qu'on abandonne le mot «privilège» et qu'on le remplace par l'expression «droits et immunités», le Comité indique clairement l'orientation de sa démarche. Pour justifier sa recommandation, il explique:

Le Comité est arrivé à la conclusion que le mot «privilège» a acquis, à l'époque moderne, un sens tout à fait différent de son acception parlementaire traditionnelle. Son utilisation pourrait donc donner au grand public la fausse impression que les députés constituent, et veulent constituer, une «classe privilégiée». Cela ne cadre pas avec l'idée moderne du Parlement en tant que lieu de travail et du statut de ses députés en tant que citoyens élus pour accomplir dans ce lieu leur travail de représentation de leurs électeurs. Le Comité ne saurait trop insister sur le principe fondamental selon lequel les «privilèges» ne constituent pas une prérogative dont les députés jouissent à titre personnel. Dans la mesure où la Chambre revendique les

- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1967, (rapport réimprimé en 1971), p. vi, par. 9. Le rapport fait état de six critiques du public concernant le privilège:
 - (i) Les députés sont trop sensibles à la critique et invoquent trop facilement la compétence pénale de la Chambre; ils le font non seulement pour des incidents dont la gravité ne justifie pas un telle mesure, mais également lorsqu'ils disposent d'autres recours (p. ex., une action devant les tribunaux ou une plainte au Conseil de presse) en tant que citoyens;
 - (ii) la procédure leur permettant d'évoquer la compétence pénale encourage son utilisation à des fins de publicité, est inéquitable pour les personnes dont la conduite fait l'objet d'un examen et ne s'accorde pas avec les principes ordinaires de la justice naturelle;
 - (iii) l'étendue de la compétence pénale du Parlement est trop vaste, trop aléatoire et trop dépendante de précédents; il ne convient pas d'écarter les critiques légitimes des institutions parlementaires et de la conduite des députés par la presse et le public en leur faisant craindre des sanctions pénales;
 - (iv) il y a trop d'incertitude quant aux défenses auxquelles peuvent recourir en toute légitimité ceux qui sont soumis à cette compétence pénale; en particulier, on doute qu'une personne ayant formulé des critiques véridiques solt autorisée à témoigner de leur vérité, alors qu'il devrait s'agir d'un droit indubitable;
 - (v) il ne convient pas que le Parlement soit à la fois «juge et partie»; on devrait transférer à un autre tribunai ses pouvoirs en matière pénale;
 - (vi) les règles visant le compte rendu des débats de la Chambre et des comités permanents sont désuètes et ignorées; celles qui régissent les comptes rendus des délibérations au sein des comités restreints sont désuètes, bizarres, obscures et contraires à l'intérêt public. (Rapport, p. vi-vii, par. 10.)

droits et immunités correspondant à la description générale des «privilèges», et où les députés en bénéficient, il s'agit d'avantages dont jouit la Chambre à titre d'institution, et ses députés au nom des citoyens qu'ils représentent. Le Comité est donc persuadé qu'il convient d'abandonner le mot «privilège» au sens traditionnel qui lui est donné dans la vie parlementaire. Le Comité estime que l'abandon de la notion de «privilèges» ou «privilège» permettra de mieux comprendre et de mieux assurer les garanties essentielles qu'il convient de reconnaître à la Chambre, à ses membres et à ses officiels³⁴.

Le Comité reconnaît la nécessité d'entreprendre une réforme radicale des règles, pratiques et procédures actuelles touchant les privilèges, et notamment de tout ce qui a trait à l'outrage. Il convient que les diverses règles et procédures doivent être simplifiées et clarifiées afin de les mettre en accord avec la pensée contemporaine. Par ailleurs, il se dit persuadé que les droits et immunités reconnus à la Chambre «doivent de toute évidence être garantis par les tribunaux puisqu'ils font partie intégrante du droit britannique 35 ». Toutefois, s'agissant d'un cas d'outrage débordant largement les limites reconnues des droits et immunités, le Comité propose que la Chambre se donne pour règle d'exercer ses pouvoirs «avec un maximum de retenue et seulement dans les cas où elle estime que cela est nécessaire afin d'assurer à la Chambre, à ses membres et à ses officiels un niveau raisonnable de protection contre les entraves ou contre les tentatives ou menaces d'entrave créant, ou susceptibles de créer, un empêchement sérieux à l'exercice de leurs fonctions respectives 36 ».

En 1977, l'orientation générale et les conclusions du rapport de 1967 sont reprises dans un rapport du Comité des privilèges. Celui-ci se penche de nouveau sur le sens à donner aux notions de privilège et d'outrage et recommande, une fois encore, d'en limiter l'application aux cas d'évidente nécessité. Le rapport contient aussi une recommandation touchant l'adoption d'une nouvelle procédure pour la présentation des plaintes devant la Chambre. L'usage voulait que les questions de privilège soient soulevées le plus tôt possible, le Président devant être convaincu de leur bien-fondé de prime abord. Si ces deux conditions n'étaient pas satisfaites, l'atteinte présumée au privilège ne pouvait être étudiée en priorité par la Chambre 17. Selon la formule proposée par le Comité, le député qui a l'intention de soulever une question de privilège remet un avis écrit au Président dès que possible après que l'incident a eu lieu. Si, après examen, le Président considère qu'il est injustifié

^{34.} Rapport, p. vii, par. 12. Il est intéressant de noter que l'usage du mot «privilège» demeure controversé au Parlement britannique. Lors de la session parlementaire de 1997-1998, on a mis sur pied un comité mixte chargé d'examiner le privilège parlementaire. Le comité devait entre autres examiner s'il serait possible de remplacer l'expression « privilège parlementaire » par une expression plus moderne et plus appropriée. Voir Royaume-Uni, Chambre des communes, Débats, 30 juillet 1997, col. 423.

^{35.} Rapport, p. xiii-xiv, par. 38.

^{36.} Rapport, p. viii, par. 15.

^{37.} May, 14º éd., p. 356-357. Par suite de son intégration à la quatrième édition du Précis de Procédure parlementaire de Beauchesne, en 1958 (p. 98-99), cette pratique est devenue la façon pour la Chambre des communes canadienne de traiter les atteintes présumées au privilège.

d'examiner la plainte avant les autres affaires de la Chambre, le député en est informé par écrit et toute tentative de soulever la question à la Chambre est irrecevable. Si le Président juge que la plainte est fondée, sa décision est communiquée à la Chambre et, le jour suivant, celle-ci peut étudier une motion portant renvoi de la question à un comité³⁸.

Cette recommandation, entre autres, fut adoptée, et la nouvelle procédure modifia complètement le nombre des questions de privilège soulevées à la Chambre britannique³⁹. Étant donné que toute question de privilège doit au préalable être soumise à titre personnel au Président avant de pouvoir être portée à l'attention de la Chambre, on note en effet une baisse radicale des allégations de violation de privilège. «L'utilisation du mot «privilège» pour attirer l'attention du Président et saisir ainsi l'occasion de soulever une question d'ordre politique qui n'est pas, en réalité une question de privilège [...] est devenue rarissime 40, » Il y a donc beaucoup moins d'incidents sans importance renvoyés devant le Comité des privilèges. Depuis 1978, en particulier, on ne relève aucune question de privilège portant sur ce qu'on pourrait appeler un «outrage par déduction», c'est-à-dire des remarques grossières ou désobligeantes à l'endroit de députés. En ce sens, la nouvelle pratique a contribué à résoudre un problème exposé dans le rapport de 1967 selon lequel les députés de la Chambre des communes britannique étaient beaucoup trop sensibles aux critiques de la presse. En outre, il y a eu une diminution importante du nombre total de questions de privilège renvoyées en comité. Enfin, la plupart des rapports présentés par le Comité des privilèges sont maintenant adoptés sans débat par la Chambre. Celle-ci n'étudie le rapport que lorsque le Comité estime qu'il y a eu effectivement une faute grave et qu'il convient d'y donner suite⁴¹.

LE PRIVILÈGE AU CANADA

Dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique avant la Confédération

Dès l'établissement de la première assemblée législative en Nouvelle-Écosse, en 1758, la loi accorda à l'assemblée et à ses membres les pouvoirs nécessaires pour leur permettre d'exercer leur mandat. «C'est ainsi que les députés jouissaient de la liberté de parole dans les débats et qu'ils étaient protégés contre toute arrestation liée à un litige au civil, car l'assemblée avait droit en priorité à leur présence et à leur participation 42.» Quant au pouvoir d'une assemblée des colonies de punir et, en

Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee of Privileges, 1977, troisième rapport, p. vi-vii, par. 9. Pour plus de détails sur la façon dont les questions de privilège sont soulevées et traitées à la Chambre britannique, voir May, 22° éd., p. 144-152, et Griffith et Ryle, p. 95-98.

Griffith et Ryle, p. 98-104, examinent les résultats de la nouvelle procédure au cours des 10 premières années de son application. Voir également May, 22° éd., p. 82.

^{40.} Voir Griffith et Ryle, p. 98.

^{41.} Voir Griffith et Ryle, p. 97-98.

^{42.} Maingot, 2º éd., p. 3. Voir également p. 206-207.

particulier, d'emprisonner l'auteur d'un outrage, la situation était loin d'être claire⁴³. De fait, avant la Confédération, les droits des assemblées étaient très limités⁴⁴. Toutefois, dès 1758, la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse arrêta et détint brièvement un individu ayant proféré des menaces à l'endroit d'un député⁴⁵.

Dans le Haut et le Bas-Canada, la Loi constitutionnelle de 1791, adoptée par le Parlement britannique, restait muette sur les privilèges des assemblées législatives; en 1801, cependant, le Président de l'Assemblée législative du Haut-Canada revendiqua «au nom de l'Assemblée, la liberté de parole et, de façon générale, tous les privilèges et libertés dont bénéficie la Chambre des communes de Grande-Bretagne, notre mère patrie 46». Bien qu'elle ne possédât pas de pouvoirs légaux à cet égard, l'Assemblée du Haut-Canada se battit pour se voir reconnaître plusieurs des privilèges des Communes britanniques, comme l'immunité d'arrestation en séance et l'exemption du devoir de juré. Elle revendiqua également le pouvoir d'envoyer chercher des témoins et de leur poser des questions ainsi que de punir toute personne refusant de comparaître ou de répondre à ses questions, utilisant son pouvoir d'incarcération pour faire respecter ses ordres. Il y eut des protestations à l'occasion, mais l'Assemblée réussit à faire respecter ses privilèges, « lesquels, quoique non reconnus de jure, l'étaient à tout le moins de facto⁴⁷ ». Avant l'avènement du gouvernement responsable, l'Assemblée du Haut-Canada protégeait sa réputation en sanctionnant les libelles dont elle faisait l'objet dans les journaux et en luttant pour le droit d'initier des projets de loi de finances, c'est-à-dire des projets de loi de crédits et d'imposition 48. En règle générale, elle considérait qu'elle pouvait s'acquitter de ses fonctions grâce aux privilèges dont elle disposait 49.

Au cours de cette période, l'Assemblée du Bas-Canada revendiquait à la fois des privilèges individuels et collectifs — l'immunité d'arrestation et l'exemption de l'obligation de comparaître dans les actions civiles intentées contre des députés, ainsi que le droit de l'Assemblée d'imposer des sanctions pour outrage, quel qu'en soit l'auteur⁵⁰. L'Assemblée ne craignait pas de revendiquer ses privilèges face à la Couronne. En 1820, elle interrompit le déroulement des travaux à l'ouverture d'une nouvelle législature à cause d'un différend lié au rapport sur les résultats du scrutin, et de nouveau en 1835 par suite de commentaires faits par le gouverneur au sujet de ses privilèges ⁵¹.

^{43.} Maingot, 2º éd., p. 3, et en particulier note 8.

^{44.} Maingot, 2º éd., p. 3.

^{45.} Maingot, 2º éd., p. 207.

^{46.} O'Brien, p. 109.

^{47.} O'Brien, p. 110.

^{48.} O'Brien, p. 111. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières ».

^{49.} O'Brien, p. 112-113.

^{50.} O'Brien, p. 191-192.

^{51.} O'Brien, p. 195-196.

Avec l'adoption de l'Acte d'union de 1840, qui faisait une seule province, le Canada-Uni, des deux colonies du Haut et du Bas-Canada, et en particulier par suite de l'établissement du gouvernement responsable, les problèmes de privilège furent moins fréquents et moins graves. Avec l'avènement du gouvernement responsable, la suprématie de l'Assemblée était reconnue, de sorte qu'elle ne se sentait plus menacée de l'extérieur; partant, elle devenait moins sensible à la critique. Les députés étaient moins susceptibles de s'offusquer lorsqu'on empiétait involontairement sur leurs droits, et la plupart des infractions au privilège étaient commises par inadvertance ⁵². «En ce qui concerne les revendications individuelles, l'Assemblée prit soin davantage de ne pas utiliser le privilège afin d'obtenir pour ses membres des droits que ne possédaient pas l'ensemble des citoyens ⁵³.»

Comme cela avait été le cas dans les anciennes assemblées coloniales, le pouvoir d'incarcérer ou d'emprisonner une personne coupable d'outrage, revendiqué par l'Assemblée de la Province du Canada, demeura controversé. En 1842, « on estimait que les assemblées de la colonie n'avaient pas le pouvoir d'emprisonner l'auteur d'un outrage commis en dehors de l'assemblée et, en 1866, on considérait qu'elles n'avaient même pas le pouvoir d'emprisonner l'auteur d'un outrage commis en présence de l'assemblée ⁵⁴ ».

Depuis la Confédération

Comme il a été dit, les privilèges de la Chambre des communes britannique ont été transférés au Canada par la *Loi constitutionnelle de 1867*, dont l'article 18 limite explicitement à ceux du Parlement britannique les privilèges pouvant être revendiqués au Canada:

Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada; ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la Chambre des Communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette chambre ⁵⁵.

^{52.} O'Brien, p. 303-304, 377.

^{53.} O'Brien, p. 379.

^{54.} Maingot, 2º éd., p. 3.

^{55.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 18. L'article initial a été abrogé et remplacé par la Loi de 1875 sur le Parlement du Canada, 38-39, Vict., ch. 38 (R.-U.) (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 13):

Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat et la Chambre des communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par loi du Parlement du Canada; mais de manière à ce qu'aucune loi du Parlement du Canada définissant tels privilèges, immunités et pouvoirs ne donnera aucuns privilèges, immunités ou pouvoirs excédant ceux qui, lors de la passation de la présente loi, sont possédés et exercés par la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette Chambre.

Voir également Bourinot, 1ª éd., p. 187-188.

Les privilèges, immunités et pouvoirs de la Chambre sont également définis aux articles 4 et 5 de la Loi sur le Parlement du Canada 56.

Après la Confédération, la façon de soulever la question de privilège était bien différente de la procédure actuelle. À des dizaines de reprises entre 1867 et 1913, on procéda de la même manière. Un député prenait la parole pour exposer sa question de privilège et exhortait la Chambre à prendre certaines mesures, qui consistaient surtout à convoguer quelqu'un à la barre ou à renvoyer l'affaire au Comité permanent des privilèges et des élections, pour qu'il l'étudie et en fasse rapport. Puis, sans intervention du Président, on passait au débat sur la motion, à laquelle on pouvait proposer des amendements, après quoi la Chambre se prononçait³⁷. Elle prenait ensuite les mesures prévues dans la motion. Comme les questions de privilège étaient entendues immédiatement, bon nombre de députés se prévalaient de cette procédure pour fournir, en réalité, des explications personnelles. Les députés invoquaient l'atteinte au privilège afin d'obtenir rapidement le droit de parole de la part du Président; ils en profitaient alors pour formuler une plainte ou un grief 9. Ici encore, la présidence n'intervenait que très rarement 9. De 1913 à 1958, alors qu'on soulevait à tout propos la «question de privilège», ne fût-ce que pour signaler la présence d'un groupe scolaire à la tribune, féliciter quelqu'un, présenter des doléances, évoquer diverses questions de procédure ou encore «s'expliquer» 60, le nombre de questions légitimes marqua un net recul⁶¹.

C'est à la suite de la publication de la quatrième édition du Précis de procédure parlementaire de Beauchesne, en 1958, que la pratique moderne en matière de

56. L.R.C. 1985, ch. P-1. Les articles 4 et 5 se lisent comme suit:

- Les privilèges, immunités et pouvoirs du Sénat et de la Chambre des communes, ainsi que de leurs membres, sont les suivants:
 - (a) d'une part, ceux que possédaient, à l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1867, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni ainsi que ses membres, dans la mesure de leur compatibilité avec cette loi;
 - (b) d'autre part, ceux que définissent les lois du Parlement du Canada, sous réserve qu'ils n'excèdent pas ceux que possédaient, à l'adoption de ces lois, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni et ses membres.
- Ces privilèges, immunités et pouvoirs sont partie intégrante du droit général et public du Canada et n'ont pas à être démontrés, étant admis d'office devant les tribunaux et juges du Canada.
- 57. On en trouve un bon exemple dans Débats, 28 février 1884, p. 577-603. En deux rares occasions, le Président a décidé que l'affaire n'était pas assez urgente pour être étudiée en priorité en tant que question de privilège (Débats, 21 mars 1892, col. 294-296; 6 avril 1892, col. 1058-1061).
- 58. Beauchesne, 3º éd., p. 82-83.
- Voir, par exemple, *Débats*, 18 mai 1883, p. 1359-1362. Pour des exemples d'intervention de la présidence, voir *Débats*, 20 février 1877, p. 122-123; 11 avril 1878, p. 1890-1896; 24 avril 1883, p. 835.
- 60. Voir, par exemple, Débats, 9 juin 1936, p. 3596; 16 mai 1947, p. 3146; 7 mars 1955, p. 1859.
- Pour des exemples de questions de privilège jugées fondées, voir Journaux, 20 avril 1921, p. 199; 22 mai 1924, p. 299; 8 février 1932, p. 15-16; 30 juin 1943, p. 565-566; Débats, 7 juin 1928, p. 3823-3829.

privilège commença à s'implanter. Beauchesne y insérait un nouveau chapitre, inspiré de May, quatorzième édition, publiée en 1946, sur la manière de soulever une question de privilège 62. Ce renvoi à la procédure britannique permit rapidement à la présidence, à partir de l'époque du Président Michener, d'écarter les interventions par lesquelles les députés invoquaient à tort et à travers le privilège. On proposait deux critères de base, à savoir si la question paraissait fondée de prime abord et si elle avait été soulevée à la première occasion possible. Il appartenait au Président de répondre aux deux questions avant la tenue d'un débat⁶³. Néanmoins, la Chambre adopta à l'occasion, sans que le Président ne se soit prononcé, des motions sur des questions de privilège ⁶⁴.

Au cours des années suivantes, les Présidents successifs exercèrent un meilleur contrôle sur les «questions de privilège» malgré l'obligation qui leur était faite, en pratique, d'entendre les interventions, ne fût-ce que brièvement, avant de rendre une décision. La plupart des refus tenaient au fait que les questions n'étaient pas jugées fondées de prime abord, bien que le délai ait été invoqué dans divers cas 65. Le Président estimait parfois qu'il y avait bien matière à privilège justifiant la tenue d'un débat, de sorte qu'une jurisprudence commença à se constituer. Par exemple, dans une affaire survenue en 1959 (l'affaire Pallett), le Président décida qu'une proposition de motion faisant allusion à la conduite d'un député ne constituait pas de prime abord une atteinte au privilège et ne pouvait être étudiée en priorité car il ne s'agissait pas d'une accusation précise contre ce député⁶⁶, une décision qui a été fréquemment citée depuis 67. En 1964, le vice-président jugea que la question de privilège ne pouvait être soulevée lors du débat sur la motion d'ajournement⁶⁸ et. en 1975, la Chambre adopta un rapport recommandant que le privilège ne soit pas invoqué non plus au cours de la Période des questions⁶⁹. On décida également que les périodes de mise aux voix ne se prêtaient pas à des questions de privilège non liées aux travaux

^{62.} Beauchesne, 4º éd., p. 98-99; May, 14º éd., p. 356-357.

Pour une liste des questions de privilège jugées fondées de prime abord par le Président depuis 1958, voir l'Annexe 14.

^{64.} Voir, par exemple, la motion proposée par Stanley Knowles (Winnipeg – Centre-Nord): Débats, 27 avril 1964, p. 2706-2707; 28 avril 1964, p. 2773-2775; Journaux, 28 avril 1964, p. 251; 15 juin 1964, p. 425-426; 17 août 1964, p. 623-624; la question soulevée par Erik Nielsen (Yukon): Débats, 14 mai 1970, p. 6949-6951; Journaux, 14 mai 1970, p. 803; 3 juin 1970, p. 917-918; 10 juin 1970, p. 977; la motion proposée par Jerry Pringle (Fraser Valley Est): Débats, 14 mars 1972, p. 795; Journaux, 14 mars 1972, p. 61; 24 mai 1972, p. 321-326; la motion proposée par Allan J. MacEachen (Président du Conseil privé): Débats, 22 décembre 1976, p. 2241-2242; Journaux, 22 décembre 1976, p. 270; et la motion proposée par Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Débats, 22 avril 1980, p. 285-288; Journaux, 22 avril 1980, p. 66; 10 juillet 1980, p. 347-348.

^{65.} Voir, par exemple, Débats, 15 mai 1964, p. 3459-3462.

^{66.} Journaux, 19 juin 1959, p. 581-586.

Voir, par exemple, Journaux, 11 mars 1966, p. 279-281; 7 octobre 1970, p. 1423-1424; 16 mai 1972, p. 300-301.

^{68.} Débats, 30 avril 1964, p. 2936-2940. Voir également Débats, 17 mai 1973, p. 3903.

Le deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation a été présenté le 14 mars 1975 (Journaux, p. 373) et adopté le 24 mars 1975 (Journaux, p. 399).

en cours à la Chambre ⁷⁰. Enfin, en rejetant une question de privilège qu'elle ne trouvait pas fondée de prime abord, la présidence a parfois conseillé à l'intéressé de recourir plutôt à la procédure normale, qui est de présenter une motion de fond après en avoir donné avis, pour saisir la Chambre de l'affaire en question ⁷¹. La question de privilège comporte par définition une proposition de fond qui, parce qu'elle concerne les privilèges de la Chambre ou des députés, a priorité et n'est pas assujettie aux préavis ordinaires.

Le privilège contesté devant les tribunaux

L'examen du contexte historique canadien permet de constater que les privilèges de la Chambre garantis par la Constitution ont rarement été contestés. De fait, il n'y eut que deux poursuites importantes; l'une ayant trait à la liberté d'expression à la Chambre et l'autre concernant le droit d'une assemblée législative provinciale de contrôler ses délibérations.

Le litige touchant la liberté d'expression se produisit dans un contexte judiciaire plutôt qu'à la Chambre des communes même. En 1971, dans l'affaire Roman Corporation Limited c. Hudson's Bay Oil and Gas Co., une action était intentée contre le premier ministre et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour des déclarations faites à la Chambre. Dans son jugement, la Cour suprême de l'Ontario indiqua n'avoir aucune compétence à l'égard de déclarations faites au Parlement, en raison de l'article 9 du Bill of Right anglais de 1689⁷². Toutefois, les Présidents ont toujours exhorté les députés à ne pas abuser du privilège en raison des préjudices que leurs remarques peuvent causer vu leur large diffusion dans les documents officiels de la Chambre et par la télédiffusion des délibérations⁷³.

La seconde affaire portait sur le droit de l'Assemblée législative de la province de Nouvelle-Écosse d'exclure des étrangers de ses délibérations en vertu de la Charte des droits et libertés canadienne 74. Dans cette affaire, la Société Radio-Canada (SRC) soutenait que ses journalistes avaient le droit de filmer les travaux de l'Assemblée avec leurs propres caméras. Elle s'adressa à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse pour obtenir une ordonnance l'autorisant à filmer les délibérations conformément à l'article 2b) de la Charte, qui garantit la liberté d'expression, dont la liberté de la presse. La Division de première instance et la Cour d'appel tranchèrent toutes deux en faveur de la SRC, et le Président de l'Assemblée législative fit appel de ces décisions devant la Cour suprême du Canada 75. La Cour suprême accueillit l'appel et cassa les décisions des tribunaux inférieurs; cet arrêt confirmait

^{70.} Débats, 12 avril 1962, p. 3060-3061.

^{71.} Voir, par exemple, la décision du Président Lamoureux, Débats, 29 octobre 1970, p. 686.

^{72.} Maingot, 2º éd., p. 29-31.

Voir la décision du Président Fraser, Débats, 3 décembre 1991, p. 5681; et la décision du Président Parent, Débats, 30 septembre 1994, p. 6371. Voir aussi Débats, 1" avril 1998, p. 5653.

^{74.} Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, Annexe B.

^{75.} Il s'agit de l'affaire intitulée New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative) (appelée aussi Donahoe c. Société Radio-Canada) où les Présidents de la Chambre des communes et du Sénat ainsi que des assemblées législatives provinciales étaient au nombre des intervenants.

que les chambres du Parlement et les assemblées législatives ont toute la latitude voulue pour exercer un contrôle sur leurs délibérations, tout en réitérant l'indépendance des différents organes du gouvernement 76.

Examen des droits, immunités et privilèges

Il n'y eut que trois occasions où, par un ordre de renvoi, un comité se fit demander d'examiner les droits, immunités et privilèges de la Chambre. La première de ces études eut lieu lors de la 30º législature (1974-1979), lorsqu'on créa le Comité spécial sur les droits et immunités des députés sous la présidence du Président James Jerome. Le Comité présenta deux rapports, l'un sur le privilège, au cours de la première session⁷⁷, et l'autre sur la convention relative aux affaires en instance sub judice, au cours de la seconde 78. Dans son rapport sur le privilège, le Comité spécial déclare que le privilège parlementaire a pour objet « de permettre aux députés de la Chambre des communes de remplir sans entraves indues leurs fonctions en tant que représentants des électeurs». Reprenant la recommandation faite en 1967 par le Comité britannique, il considère que le terme «privilège» pourrait être mal interprété par le public et préfère utiliser l'expression «droits et immunités». Il souligne aussi que la question de privilège est une affaire sérieuse lorsqu'elle est soulevée à propos, mais qu'elle est souvent invoquée sans raison véritable. Il propose d'instituer un autre mécanisme pour permettre aux députés de contester les rapports ou de rectifier des déclarations. Le Comité ajoute que lorsqu'un député est mêlé à une question de privilège, il ne peut accorder toute son attention à ses fonctions parlementaires tant que la chose n'est pas réglée. Il souhaite donc que ces questions soient résolues le plus rapidement possible. Le Comité examine également la possibilité de définir d'une façon précise les expressions «enceinte parlementaire» (en particulier compte tenu du fait que les comités se réunissent parfois à l'extérieur d'Ottawa) et «délibérations du Parlement». Il propose en outre de se pencher sur la publication prématurée des rapports confidentiels des comités parlementaires et sur la convention du sub judice. Au cours de la première session, le Comité spécial n'alla pas plus loin dans l'étude de ces questions. Au cours de la suivante, il concentra ses efforts sur la convention du sub judice 79.

Le second comité chargé de l'examen des droits, immunités et privilèges de la Chambre fut le Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés. Le Comité examina la question au cours de la

^{76.} Voir Maingot, 2* éd., p. 317-368, pour une explication de la relation entre la Charte canadienne des droits et libertés et le privilège parlementaire. Voir également Diane Davidson, « Privilège parlementaire et liberté de la presse : Un commentaire sur la décision Donahoe c. Société Radio-Canada (1993) », Revue parlementaire canadienne, vol. 16, n° 2 (été 1993), p. 9-11, pour un résumé de la décision de la Cour suprême.

^{77.} Journaux, 12 juillet 1976, p. 1421-1423.

^{78.} Journaux, 29 avril 1977, p. 720-729.

^{79.} Pour en savoir plus sur cette convention, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

deuxième session (1989-1991) de la 34^e législature (1988-1993)⁸⁰, mais il ne déposa aucun rapport sur le sujet à la Chambre⁸¹.

En décembre 1989, un troisième comité fut chargé d'examiner la Loi sur le Parlement du Canada pour ce qui concerne les pouvoirs, devoirs et obligations des députés, et en ce qui touche l'autorité, les responsabilités et la compétence du Bureau de régie interne 82. Ce Comité spécial concentra son attention sur les dispositions de la Loi et, plus particulièrement, sur celles régissant l'utilisation des fonds publics sous l'autorité du Bureau de régie interne, mais il examina également, entre autres questions, le rôle et les responsabilités des députés ainsi que la nature des contrôles financiers et de la reddition des comptes⁸³. Dans son deuxième rapport, le Comité spécial dit accepter et appuyer le principe selon lequel les députés ne sont pas au-dessus des lois. «Les lois doivent s'appliquer de manière égale à tous. Les députés n'ont pas droit à un traitement particulier, mais ils méritent d'avoir l'assurance que leurs droits ne seront pas compromis ou sacrifiés. Il doit être admis que les députés et leurs activités seront soumis à un examen intensif de la part de la population 84. » Le Comité spécial recommande que la Chambre réaffirme un certain nombre de principes qui s'appliquent aux députés, entre autres « que chaque député jouit des droits et immunités applicables à sa fonction de façon qu'il puisse exercer ses activités et ses fonctions en toute indépendance, sans ingérence ou intimidation 15 ».

Dans son troisième rapport, qui porte sur l'exécution d'un mandat de perquisition dans l'enceinte du Parlement, le Comité spécial recommande entre autres ce qui suit :

L'article 18 de la Loi constitutionnelle de 1867 et l'article 4 de la Loi sur le Parlement du Canada établissent les privilèges, immunités et pouvoirs de la Chambre des communes et de ses députés. Ces privilèges visent à permettre aux députés de s'acquitter de leurs fonctions et activités et de représenter les Canadiens. Il faut prendre en considération et respecter ces privilèges, immunités et pouvoirs lors de l'exécution d'un mandat de perquisition [...]⁸⁶.

Le privilège et l'outrage

Tout acte tenant du mépris ou constituant une attaque contre les droits, pouvoirs et immunités de la Chambre et de ses membres, soit par une personne ou un organisme

- 80. Cet ordre de renvoi au comité résultait de discussions entre les leaders à la Chambre par suite de témoignages présentés au Comité permanent de la justice et du solliciteur général relativement à des enquêtes policières sur certains députés (*Débats*, 14 décembre 1989, p. 6939-6940). Voir également Comité permanent de la justice et du solliciteur général, *Procès-verbaux et témoignages*, 12 décembre 1989, fascicule n° 21, p. 5-12; 20-42.
- Voir Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, Procès-verbaux et témoignages, 30 janvier 1990, fascicule n° 20.
- 82. Débats, 14 décembre 1989, p. 6939-6940; Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011.
- 83. Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada, deuxième rapport, Procès-verbaux et témoignages, fascicule n° 7, p. 5, présenté à la Chambre le 16 février 1990 (Journaux, p. 1233) et agréé le 7 mars 1990 (Journaux, p. 1301).
- 84. Deuxième rapport, p. 6.
- 85. Deuxième rapport, p. 7.
- 86. Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada, troisième rapport, présenté à la Chambre le 29 mai 1990 et agréé le même jour (Journaux, p. 1775-1776).

67

de l'extérieur, soit par un de ses membres, est considéré comme une «atteinte au privilège» et est punissable par la Chambre 87. Il existe toutefois d'autres affronts contre la dignité et l'autorité du Parlement qui peuvent ne pas constituer une atteinte au privilège comme telle. Ainsi, la Chambre revendique le droit de punir au même titre que l'outrage tout acte qui, sans porter atteinte à un privilège précis, nuit ou fait obstacle à la Chambre, à un député ou à un haut fonctionnaire de la Chambre dans l'exercice de ses fonctions, ou transgresse l'autorité ou la dignité de la Chambre, par exemple la désobéissance à ses ordres légitimes ou des propos diffamatoires à son endroit ou à l'endroit de ses députés ou hauts fonctionnaires 88. «Le fondement du pouvoir de punir les outrages, qu'il s'agisse d'un outrage au tribunal ou aux chambres, est que les tribunaux et les chambres doivent pouvoir se prémunir contre les actes qui entravent directement ou indirectement l'exercice de leurs fonctions 89, » En ce sens, toutes les atteintes au privilège constituent des outrages à la Chambre, mais les outrages ne sont pas tous forcément des atteintes au privilège.

À la différence des «privilèges», les cas d'outrage ne peuvent être dénombrés ni classés. Comme le Président Sauvé l'expliquait dans une décision en 1980, «bien que nos privilèges soient définis, la violation de privilège n'est pas circonscrite. On aura beau inventer de nouvelles façons de s'immiscer dans nos délibérations, la Chambre pourra toujours conclure, dans les cas pertinents, qu'il y a eu violation de privilège ⁹⁰ ».

Tout comme il n'est pas possible de catégoriser ou délimiter les outrages, il n'est pas davantage possible d'en catégoriser la «gravité». Ils peuvent varier grandement à cet égard, allant du manquement mineur au décorum à l'attaque grave contre l'autorité du Parlement 91.

^{87.} May, 22° éd., p. 65.

^{88.} May, 22° éd., p. 65, 108.

^{89.} Odgers, 8º éd., p. 53.

Voir Débats, 29 octobre 1980, p. 4214. Les Présidents Fraser et Parent ont également repris cette explication. Voir Débats, 10 octobre 1989, p. 4459; 9 octobre 1997, p. 687.

^{91.} M.N. Kaul et S.L. Shakdher, Practice and Procedure of Parliament, 4° éd., publié sous la direction de Subhash C. Kashyap, New Delhi: Metropolitan Book Co., 1991 (réimpression 1995), p. 225. Pour une liste des principaux types d'outrages au Royaume-Uni, voir Griffith et Ryle, p. 93-94. Une telle liste n'existe pas pour la Chambre canadienne. Depuis 1867, en ce qui concerne les cas d'outrage jugés fondés de prime abord, la Chambre n'a adopté qu'une seule motion mentionnant la chose explicitement. Cela se produisit en 1873, lorsqu'elle déclara qu'un article publié dans le journal The Morning Freeman constituait «un mépris des privilèges et de l'autorité constitutionnelle de cette Chambre » (voir Journaux, 17-18 avril 1873, p. 167-172). En 1996, dans l'affaire Jacob, la motion présentée par Jim Hart (Okanagan - Similkameen -Merritt) qualifiait la conduite de Jean-Marc Jacob (Charlesbourg) d'«outrage au Parlement». Toutefois. dans la motion modifiée et adoptée par la Chambre, la mention de l'outrage avait disparu (Journaux, 12 mars 1996, p. 79; 13 mars 1996, p. 88-89; 14 mars 1996, p. 94-96; 18 mars 1996, p. 107-110). Dans de telles situations, la Chambre renvoie normalement la question à un comité pour qu'il se prononce sur l'existence ou non d'un outrage; elle ne veut donc pas préjuger des constatations du comité. On emploie habituellement les termes « outrage », « mépris de l'autorité » ou « manquer de respect » dans les observations en cours de débat (voir, par exemple, celles de Jesse Fils (Parkdale - High Park) pour faire comparaître lan Waddell (Port Moody - Coguitlam) à la barre de la Chambre (Débets, 31 octobre 1991, p. 4271-4272); dans les décisions du Président sur la légitimité de la question (voir Journaux, 24 octobre 1966, p. 911-913; 6 décembre 1978, p. 221-223); dans les rapports des comités sur la question (voir Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, 7º rapport, Journaux, 18 décembre 1987, p. 2016; Comité permanent des privilèges et des élections, 24° rapport, Procès-verbaux et térmoignages, 7 mars 1991, fascicule nº 39, p. 5); ou dans le libellé des motions que la Chambre a adoptées par suite d'un rapport de comité (voir Journaux, 29 septembre 1891, p. 561).

À la Chambre des communes canadienne, la plupart des atteintes au privilège ressortent à ce qui est perçu comme un outrage à l'autorité et à la dignité du Parlement et de ses membres ⁹². Parmi les autres cas, mentionnons les accusations portées par un député contre un autre ⁹³, ou les allégations des médias concernant des députés ⁹⁴. La divulgation prématurée de rapports et de délibérations de comités a souvent fait l'objet de questions de privilège ⁹⁵. Toutefois, là où il n'était pas possible d'identifier le responsable, on n'a pas donné suite à l'affaire même s'il pouvait sembler s'agir d'un outrage ⁹⁶.

- 92. Par exemple, en 1973, la police d'Ottawa et la GRC interrogèrent Flora MacDonald (Kingston et les Îles) et son personnel dans l'édifice de l'Ouest au sujet de la disparition de certains dossiers d'un ministère. On souleva une question de privilège et l'affaire fut renvoyée à un comité. Ce dernier jugea que la question de privilège était fondée et demanda au Président de rappeler aux forces de police de l'extérieur de suivre la pratique établie et d'obtenir l'autorisation préalable du Président avant de se présenter au bureau d'un député. Voir Débats, 4 septembre 1973, p. 6179-6181; Journaux, 21 septembre 1973, p. 567.
- 93. Par exemple, en mars 1996, Jim Hart (Okanagan Similkameen Merritt) accusa Jean-Marc Jacob (Charlesbourg) de sédition pour un communiqué que ce dernier avait envoyé en 1995 aux membres des Forces armées installés au Québec concernant le référendum du 30 octobre 1995 dans cette province. Le Président déclara que la question de privilège était fondée de prime abord; M. Hart présenta une motion, modifiée après débat, et la Chambre renvoya l'affaire à un comité. Voir Débats, 12 mars 1996, p. 557-567; 13 mars 1996, p. 648-674; 14 mars 1996, p. 680-703, 716-747; 18 mars 1996, p. 854-859. Le 18 juin 1996, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenta son vingt-neuvième rapport dans lequel il concluait que même si le geste de M. Jacob avait été mai inspiré, il n'y avait pas eu d'outrage à la Chambre. Le 20 juin 1996, Chuck Strahl (Fraser Valley-Est) présenta une motion d'adoption du rapport. Après débat, Don Boudria (Glengarry Prescott Russell) proposa l'ajournement du débat. On adopta cette motion, le débat fut ajourné et, conformément au Règlement, la motion d'adoption fut transférée aux ordres émanant du gouvernement. Il n'y a pas eu d'autre débat à ce sujet. Voir Journeux, 18 juin 1996, p. 565-566, 20 juin 1996, p. 592-593.
- 94. Par exemple, en 1975, le Comité permanent des privilèges et élections juges que la Gazette de Montréal avait violé les normes journalistiques reconnues en prétendant qu'un député. John Reid (Kenora - Rainy River), connaissait à l'avance le contenu du budget et avait communiqué l'information à des hommes d'affaires. Voir Débats, 24 juillet 1975, p. 7886-7889; 25 juillet 1975, p. 7937-7941, 7946-7948; Journaux, 25 juillet 1975, p. 742-743; 17 octobre 1975, p. 781-782. On arriva à une conclusion semblable en 1983, lorsque le même journal insinua que Bryce Mackasey (Verdun) avait été rémunéré comme lobbyiste à l'époque où il était encore député. Voir Débats, 16 mars 1983, p. 23834-23835; 17 mars 1983, p. 23880-23881; 22 mars 1983, p. 24027-24030; Journaux, 22 mars 1983, p. 5736; 23 novembre 1983, p. 6588. En mars 1998. Peter MacKay (Pictou - Antigonish - Guysborough) prit la parole au sujet d'un article paru le 8 de ce mois dans l'Ottawa Sun et qui attribuait à des députés des déclarations pouvant remettre en question l'intégrité de la Chambre et du Président. On jugea que la question de privilège était fondée de prime abord; M. MacKay présenta une motion et, après débat, on renvoya la question à un comité. Voir Débats, 9 mars 1998, p. 4560-4575; 10 mars 1998, p. 4592-4598, 4666-4668. Le 27 avril 1998, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenta son vingt-neuvième rapport dans lequel il concluait que les déclarations attribuées à certains députés ne mettaient pas en cause l'intégrité de la Chambre ou du Président. Le 5 mai 1998, la Chambre adopta le rapport. Voir Journaux, 27 avril 1998, p. 706; 29 avril 1998, p. 722; 5 mai 1998, p. 744-745.
- 95. Le cas le plus notable remonte à 1987, lorsque le Président détermina qu'il y avait à première vue matière à privilège parce que John Parry (Kenora Rainy River) avait divulgué le résultat d'un vote à huis clos. Voir Débats, 28 avril 1987, p. 5299, 5329-5330; 5 mai 1987, p. 5737-5742; 14 mai 1987, p. 6108-6111; 18 décembre 1987, p. 11950-11951; Journaux, 14 mai 1987, p. 917; 18 décembre 1987, p. 2014-2016.
- Par exemple, voir les décisions des Présidents Jerome et Parent, Journaux, 22 octobre 1975, p. 791-792;
 Débats, 9 décembre 1997, p. 2945; 26 novembre 1998, p. 10467.

La réticence à user des pouvoirs de la Chambre pour réprimander, admonester ou emprisonner quiconque porte atteinte à sa dignité ou son autorité, ou à celle de ses membres, semble être devenue une constante dans la façon dont les privilèges parlementaires sont abordés. Bien que la Chambre ait toujours l'option d'ordonner l'incarcération, on voit mal quelles circonstances l'obligeraient à le faire 97. Les députés semblent s'être blindés contre les critiques, même lorsqu'elles pouvaient paraître excessives ou injustifiées. Ils choisissent en général de rester stoïques devant les critiques des médias plutôt que de risquer un conflit entre l'autorité de la Chambre et la liberté de la presse 98. Il ne fait cependant aucun doute que la Chambre des communes canadienne a toujours les moyens de se protéger contre la pure malveillance.

Au Canada, il est très rare que la Chambre ou un comité ait recommandé l'adoption de sanctions. Dans un rapport de 1976, des réprimandes furent effectivement adressées à un ancien député (Auguste Choquette) pour avoir déclaré que de nombreux parlementaires touchaient des avantages pécuniaires excessifs. Devant le refus de l'ancien député de s'amender, le comité conclut qu'il avait tenu des propos immodérés et irréfléchis, mais recommanda de ne pas donner suite à l'affaire. Dans l'affaire Parry, en 1987, le Comité ne recommanda pas non plus de sanctions l'affaire Jacob, le Comité observa que les gestes du député étaient mal inspirés, mais qu'ils ne pouvaient être considérés comme un outrage ni comme une atteinte au privilège parlementaire. La même décision fut rendue en 1998 relativement à l'intégrité de la Chambre et du Président, la décision de ce dernier sur le fait d'arborer le drapeau à la Chambre ayant fait l'objet de commentaires cités dans l'*Ottawa Sun*. Dans son rapport, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concluait

Le Comité spécial sur les droits et immunités des députés fit cette observation dans son premier rapport à la Chambre, présenté le 12 juillet 1976 (Journaux, p. 1422).

^{98.} Maingot, 2º éd., p. 258-267. Voir également les décisions des Présidents, Débats, 18 juin 1964, p. 4626; 9 juin 1969, p. 9899-9900; 9 avril 1976, p. 12668; 12 août 1988, p. 18272; 24 mars 1994, p. 2705-2706. Toutefois, le Président a fait observer qu'en tant que citoyen, le député qui a à se plaindre de la façon dont les médias ont rapporté ses propos ou ses actes peut intenter une action en justice. En 1988, le Président Fraser déclarait ceci: «Par le passé, les Présidents ont systématiquement soutenu que la liberté de presse était l'un des droits fondamentaux de notre société, auquel on ne devait toucher que si l'on était clairement en présence d'un cas d'outrage à la Chambre. Les députés qui ont des plaintes à formuler au sujet de la façon dont leurs positions ou leurs activités sont rapportées devraient intenter des poursuites devant les tribunaux» (Débats, 12 août 1988, p. 18272). Voir également la décision du Président Jerome, Débats 23 juin 1977, p. 7044-7045.

Débats, 7 mai 1976, p. 13269-13271, 13280-13281; Journaux, 7 mai 1976, p. 1275; 21 mai 1976, p. 1305-1307.

Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, septième rapport, présenté le 18 décembre 1987 (Journaux, p. 2014-2016).

^{101.} Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, vingt-deuxième rapport, Procès-verbaux, 18 juin 1996, fascicule nº 1, p. 50. Ce rapport a été présenté à la Chambre le 18 juin 1996 (Journaux, p. 565-566).

que les déclarations attribuées aux députés ne mettaient pas en cause l'intégrité de la Chambre ou du Président 102.

Les types de privilèges

Les privilèges de la Chambre peuvent être examinés sous deux angles: celui des droits et immunités des députés et celui des droits de la Chambre dans son ensemble. Hiérarchiquement, les droits des députés sont subordonnés à ceux de la Chambre pour prémunir la collectivité contre le risque que des députés interprètent abusivement la portée de leurs privilèges. Par exemple, les privilèges d'un député sont réputés suspendus dès lors que la Chambre lui ordonne de comparaître de son siège pour y être interrogé. Il est toutefois extrêmement rare que la Chambre fasse primer ses droits collectifs sur ceux d'un député ^[03]. Certaines de ces immunités s'appliquent également aux fonctionnaires de la Chambre et aux personnes que la Chambre cite à comparaître dans le cadre de ses travaux ^[04].

En outre, la Chambre, collectivement, et les députés, individuellement, ont la responsabilité d'éviter de se servir abusivement de leurs droits et immunités, en particulier de leur liberté de parole ¹⁰⁵. Les députés devraient s'abstenir de conclure tout arrangement susceptible de limiter leur capacité d'exercer leurs fonctions de député en toute indépendance ¹⁰⁶; de soulever des questions futiles en prétendant qu'il y a atteinte à un privilège ou outrage; de se servir du privilège de leur liberté de parole pour formuler des critiques injustes à l'endroit d'autrui dans le cadre des débats ¹⁰⁷. La Chambre devrait exercer avec le maximum de retenue les pouvoirs qui lui sont dévolus relativement au privilège et à l'outrage et s'assurer que, dans l'exercice de son pouvoir d'imposition de sanctions pour outrage, ces sanctions sont proportionnelles à l'infraction commise.

^{102.} Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, vingt-neuvième rapport, présenté à la Chambre le 27 avril 1998 (Journaux, p. 706, Document parlementaire n° 8510-361-51).

L'exemple le plus récent de ce genre de situation a été la réprimande adressée au député lan Waddell (Port Moody – Coquitlam). Voir *Journaux*, 31 octobre 1991, p.574, 579; *Débats*, 31 octobre 1991, p. 4271-4285; 4309-4310).

^{104.} Maingot, 2* éd., p. 166-167.

Cette responsabilité, dont on trouvera une description dans le document australien intitulé House of Representatives Practice, vaut également pour la Chambre des communes canadienne. Voir House of Representatives Practice, 3° éd., p. 724-726.

^{106.} C'est pour cette raison et dans le but d'interdire aux candidats à une élection de signer des engagements que le Parlement a adopté l'article 327 de la Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2. Cet article dispose qu'il est illégal pour un candidat à l'élection d'un député de signer un document écrit qui lui est présenté sous forme de sommation ou de réclamation, si le document le contraint à suivre une ligne de conduite qui l'empêchera d'exercer sa liberté d'action au Parlement, s'il est élu, ou à démissionner comme député, s'il en est requis par les personnes qui lui proposent l'engagement en question. Voir également le chapitre 4, intitulé «La Chambre des communes et les députés».

^{107.} Voir ci-dessous la section intitulée «La liberté de parole».

Les droits et immunités des députés

Les droits, privilèges et immunités des députés sont limités, en ce sens qu'ils sont déterminés d'avance et qu'ils ne peuvent être élargis, sauf aux termes d'une loi ou, dans certains cas, d'un amendement constitutionnel, et que leur application peut être examinée par les tribunaux. De plus, leurs privilèges n'existent pas «au sens absolu du terme»; ils ne s'appliquent que dans le contexte prévu, c'est-à-dire, normalement, dans l'enceinte du Parlement et dans le cadre des délibérations du Parlement. Compte tenu de la responsabilité qu'ont les tribunaux de faire respecter la *Charte canadienne des droits et libertés* de même que la *Déclaration canadienne des droits*, les députés doivent éviter de créer inutilement des situations où leurs droits parlementaires entreraient en conflit avec les droits privés et d'amener ainsi les tribunaux à être saisis de litiges concernant l'exercice du privilège parlementaire.

LA LIBERTÉ DE PAROLE

Le droit de loin le plus important qui soit accordé aux députés est celui de l'exercice de leur liberté de parole dans le cadre des délibérations parlementaires. On l'a décrit comme:

[...] un droit fondamental, sans lequel ils [les députés] ne pourraient remplir convenablement leurs fonctions. Cette liberté leur permet d'intervenir sans crainte dans les débats de la Chambre, de traiter des sujets qu'ils jugent pertinents et de dire tout ce qui, à leur avis, doit être dit pour sauvegarder l'intérêt du pays et combler les aspirations de leurs électeurs ¹⁰⁸.

Il s'est écrit beaucoup de choses sur ce sujet au cours des siècles — en Grande-Bretagne, au Canada et dans tout le Commonwealth 109.

Dans Odgers' Australian Senate Practice, ce privilège est décrit en des termes plus larges comme étant l'immunité de mise en accusation ou d'interrogatoire devant les tribunaux pour tout ce qui a trait aux délibérations du Parlement 110. On y affirme également que c'est la seule immunité que possèdent les deux chambres du Parlement et leurs membres ainsi que les comités en ce qui touche la teneur des propos tenus dans le cours des délibérations 111. Il y a deux types d'immunité. «Il y a, premièrement, l'immunité de poursuite civile ou criminelle et l'immunité d'examen judiciaire, dont bénéficient les parlementaires, les témoins et les autres personnes qui

Comité spécial sur les droits et immunités des députés, premier rapport, présenté à la Chambre le 29 avril 1977 (Journaux, p. 720-729).

Voir, par exemple, May, 22° éd., ch. 6, p. 83-107; Maingot, 2° éd., ch. 3-5 et 7, p. 25-109, 119-128; et Redlich, vol. III, partie IX, chapitre 1, p. 42-50.

^{110.} Odgers, 8º éd., p. 30-32.

^{111.} Odgers, 8º éd., p. 30.

participent aux travaux du Parlement, [...] et, deuxièmement, l'immunité de contestation et de mise en cause judiciaires, qui protège les délibérations parlementaires proprement dites ¹¹². »

L'existence légale du privilège parlementaire relatif à la liberté de parole remonte à l'adoption du *Bill of Rights* anglais en 1689. Même s'il visait à contrecarrer les attaques de la part de la Couronne, il interdisait également toute poursuite de la part d'une personne de l'extérieur de la Chambre contre un député pour ce qu'il pouvait avoir dit ou fait au Parlement. L'article 9 de ce texte de loi établit que «l'exercice de la liberté de parole et d'intervention dans les débats et délibérations du Parlement ne peut être contesté ou mis en cause devant un tribunal quelconque ni ailleurs qu'au Parlement» 113.

Les délibérations du Parlement

Le Bill of Rights anglais ne contient aucune définition de l'expression «délibérations du Parlement» et, comme le fait remarquer May, même si les tribunaux, tant au Royaume-Uni qu'ailleurs, ont commenté cette expression, il n'est ressorti de la jurisprudence aucune orientation ou définition précise 114. Maingot a également étudié très attentivement cette expression 115. Dans un texte annexé au rapport de 1967 du Select Committee on Parliamentary Privilege du Royaume-Uni, le Greffier de la Chambre des communes britannique écrit à propos de cette expression:

Le mot « délibérations », dans le sens premier qu'on lui donne dans le langage parlementaire (on l'emploie couramment dès le dix-septième siècle), désigne une activité officielle, généralement en vue de prendre une décision, accomplie par la Chambre dans l'exercice de sa compétence collective. Cette définition englobe, naturellement, les autres formes que peuvent prendre les travaux de la Chambre ainsi que l'ensemble du processus parlementaire, au cœur duquel se situent les débats et par lequel la Chambre en arrive à prendre des décisions.

C'est généralement en s'exprimant verbalement qu'un député prend part à ces délibérations, mais également en posant divers actes officiellement reconnus, comme voter, donner avis d'une motion, etc., ou encore présenter une pétition ou un rapport de comité, la plupart de ces actes permettant de faire l'économie du temps de parole au cours des délibérations. Les fonctionnaires de la Chambre participent à ses délibérations principalement en donnant suite aux ordres de la Chambre, qu'ils soient généraux ou particuliers. Des étrangers peuvent également participer aux délibérations de la Chambre, par exemple en comparaissant devant l'un de ses comités, ou encore en soumettant des pétitions en faveur ou contre des projets de loi d'initiative privée.

^{112.} Odgers, 8º éd., p. 31.

^{113.} May, 22º éd., p. 83.

^{114.} May, 22ª éd., p. 95. Voir également les pages 95-97 pour un examen de cette expression.

^{115.} Maingot, 2º éd., p. 79-109.

En prenant part aux délibérations de la Chambre, les députés, les fonctionnaires et les étrangers sont protégés au même titre qu'ils le sont dans l'exercice de leur liberté de parole, en ce sens qu'ils ne peuvent être tenus, par quelque autre autorité que la Chambre elle-même, de rendre compte de leurs actes.

En insérant le mot « délibérations » dans le Bill of Rights, le Parlement a donné force de loi au contenu de déclarations antérieures des Communes concernant le privilège de la liberté de parole, par exemple dans la Protestation de 1621, où on soutenait:

[...] que, dans le traitement et l'examen de ces questions, tout député a et doit avoir de droit la liberté de parole pour soumettre, traiter, analyser, et contribuer à résoudre ces questions [...] et que tout député jouit également de l'immunité de mise en accusation et d'emprisonnement et de la protection contre toute attaque (à l'exception d'un blâme de la Chambre elle-même) à propos de toute intervention, argumentation ou déclaration concernant une ou des questions touchant le Parlement ou ses travaux (1 Rushworth, 53).

Dans le rapport qu'il a présenté au cours de la session 1938-1939, le Select Committee on the Official Secrets Acts donne un aperçu de ce que recouvre ce terme.

Il désigne aussi bien le fait de poser une question que celui d'en donner avis par écrit; il englobe en réalité tout ce que dit ou fait un député dans l'exercice de ses fonctions comme membre d'un comité de l'une ou l'autre des deux chambres, de même que tout ce qui se dit ou se fait à l'une ou l'autre des deux chambres dans le cadre des travaux parlementaires 116.

En Australie, le Commonwealth Parliament a adopté le Parliamentary Privileges Act 1987 qui définit les « délibérations du Parlement » en ces termes :

- [...] tout ce qui se dit ou se fait dans le cadre des travaux d'une Chambre ou d'un comité ou en relation avec ces travaux, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède:
- (a) le fait de témoigner devant une Chambre ou un comité et le témoignage lui-même;

^{116.} Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. 9. Dans son troisième rapport à la Chambre, le Select Committee on Privileges de la Chambre des communes du Royaume-Uni a recommandé, en 1976-1977, qu'une définition de « proceedings in parliament» soit insérée dans la loi, mais on ne l'a pas fait. La définition suggérée avait à l'origine été proposée par le Joint Committee on the Publication of Proceedings in Parliament (1969-1970) du Royaume-Uni. Dans son rapport présenté aux deux chambres le 30 mars 1999, le Joint Committee on Parliamentary Privilege du Royaume-Uni recommandait à nouveau qu'une définition législative soit promulguée (par. 129, p. 38).

- (b) la présentation d'un document à une Chambre ou à un de ses comités;
- (c) la préparation d'un document à ces mêmes fins ou à des fins connexes;
- (d) la rédaction, la production ou la publication d'un document, y compris un rapport, par suite d'un ordre d'une Chambre ou d'un comité et le document lui-même¹¹⁷.

Au Canada, il n'y a pas de définition légale de l'expression «délibérations du Parlement». En se fondant sur les nombreux jugements rendus par les tribunaux qui ont eu à appliquer le droit relatif au privilège parlementaire, il ressort clairement que les tribunaux ont une bonne compréhension du sens de cette expression et la considèrent comme faisant partie intégrante du droit canadien. Ils se sont toutefois montrés réticents à étendre en dehors du cadre des délibérations parlementaires la portée de l'immunité découlant de la règle de la liberté de parole. Autrement dit, bien que le rôle du député ait considérablement évolué depuis le dix-septième siècle, à l'époque où cette règle a été énoncée dans le Bill of Rights, les tribunaux ont, à quelques exceptions près, restreint l'application de cette immunité au rôle traditionnel des députés comme législateurs et participants aux débats parlementaires 118.

L'importance de la liberté de parole

La liberté de parole permet aux députés de formuler librement toute observation à la Chambre ou en comité en jouissant d'une complète immunité de poursuite 119. Cette liberté est essentielle à la conduite efficace des travaux de la Chambre. Elle permet aux députés de faire, à propos d'organismes ou de personnes de l'extérieur, des déclarations ou des allégations qu'ils hésiteraient peut-être à faire sans la protection du privilège. Bien qu'elle soit souvent critiquée, la liberté dont jouit le député de formuler des allégations qu'il croit sincèrement fondées, ou qui, selon lui, mériteraient à tout le moins de faire l'objet d'une enquête, est fondamentale. Tout comme les tribunaux, la Chambre des communes ne saurait mener efficacement ses travaux si les députés ne pouvaient pas s'y exprimer en toute liberté et y formuler des critiques sans devoir en rendre compte à des organismes de l'extérieur. Il n'y aurait pas de liberté de parole si tout devait être prouvé avant même d'être exprimé. En 1984, le Président Bosley a été appelé à se prononcer sur un cas de cette espèce en répondant

^{117.} House of Representatives Practice, 3* éd., p. 683-684.

^{118.} Voir Maingot, 2° éd., p. 90, 92-94, 101-102, pour une analyse de la portée de ce privilège au regard du rôle du député moderne, et un examen des motifs énoncés dans la décision du juge en chef adjoint Hugessen de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire Ouellet (n° 1), (1976) 67 D.L.R. (3d) 73 (version anglaise) ou [1976] C.S. 503 (version française), motifs confirmés par la Cour d'appel du Québec (1976) 72 D.L.R. (3d) 95 (version anglaise) ou [1976] C.A. 788 (version française). Voir également la décision rendue par le Président Jerome, Débats, 15 mai 1978, p. 5411.

^{119.} Voir Maingot, 2º éd., p. 33-37 pour une analyse de la liberté de parole au regard du droit pénal.

à une question de privilège ¹²⁰. Ayant jugé qu'il n'y avait pas de prime abord matière à question de privilège, le Président a affirmé: «Les députés ont le privilège absolu d'intervenir à la Chambre ou aux comités et il serait très difficile de juger qu'une déclaration faite sous le couvert de l'immunité parlementaire constitue une violation des privilèges » ¹²¹. Reprenant un point de vue déjà exprimé par le Président Michener, il a poursuivi en faisant remarquer qu'à moins qu'une telle conduite n'ait eu pour effet de nuire à d'autres députés ou à la Chambre, «la conduite d'un député, même si elle était répréhensible, ne pouvait pas donner lieu à une question de privilège bien qu'elle puisse être à la base d'une accusation par le biais d'une motion de fond… » ¹²². Il faudrait garder à l'esprit que ce droit s'étend également aux personnes sommées de comparaître devant la Chambre ou l'un de ses comités ¹²³.

Les limites de la liberté de parole

Propos tenus en dehors des délibérations

Le privilège de la liberté de parole n'est pas sans bornes, et il subsiste à cet égard des zones grises. Les députés peuvent avoir la certitude que les propos qu'ils tiennent à la Chambre et à l'occasion d'autres délibérations officielles bénéficient de l'immunité, mais ils ne peuvent savoir avec assurance jusqu'où va par ailleurs leur liberté de parole et d'action en tant que parlementaires 124. Leur privilège parlementaire de liberté de parole s'applique à ce qu'ils expriment à la Chambre et dans le cadre des autres travaux de la Chambre, mais pas nécessairement aux comptes rendus qu'en donnent les journaux ou autres sources extérieures au Parlement. Par exemple, un

^{120.} Le 7 décembre 1984, John Nunziata (York-Sud - Weston) a soulevé une question de privilège en alléguant que les observations formulées en comité par Svend Robinson (Burnaby) constituaient un outrage au Parlement. M. Robinson avait prétendu qu'il y avait infiltration de la CIA au sein de la haute direction de Petro-Canada et avait même fourni les noms de plusieurs personnes qui, selon lui, étaient des agents doubles au service de cette organisation. En rendant sa décision, le Président Bosley a signalé que les remarques formulées par M. Robinson ne constituaient pas un outrage au Parlement en ce sens que ses propos n'avaient nui ou posé entrave à aucun député ou fonctionnaire de la Chambre dans l'exercice de ses fonctions. Le 21 décembre 1984, M. Robinson a pris la parole à la Chambre pour rétracter les remarques qu'il avait formulées devant le comité. Il a dit s'être fié à une source confidentielle de renseignements et s'être servi de son immunité parlementaire pour accuser ces employés de Petro-Canada d'espionnage pour le compte de la CIA. Il a poursuivi en disant: «Bien que la tradition de l'immunité parlementaire soit importante et instituée de longue date, avec du recul, je regrette de l'avoir utilisée pour citer les noms de ces personnes. J'ai écrit à ces deux personnes pour leur faire part de mes regrets les plus sincères de les avoir nommées publiquement devant le Comité de la justice. De même, monsieur le Président, je tiens à ce moment-ci à retirer complètement et sans équivoque les allégations que j'ai faites alors et à m'excuser sans réserve auprès des deux personnes visées [...]». (Voir Débats, 7 décembre 1984, p. 1004-1007; 11 décembre 1984, p. 1114-1115; 21 décembre 1984, p. 1447.)

^{121.} Débats, 11 décembre 1984, p. 1114.

^{122.} Débats, 11 décembre 1984, p. 1115.

^{123.} Maingot, 2* éd., p. 167.

^{124.} Griffith et Ryle, p. 90.

député qui diffuse ses propos autrement que par la voie du compte rendu officiel ne bénéficie pas forcément de son privilège parlementaire ¹²⁵.

Les députés sont donc prévenus que leurs déclarations, qui sont absolument protégées par le privilège quand elles sont faites à l'occasion des délibérations parlementaires, ne le sont pas nécessairement quand elles sont reprises dans un autre contexte, comme dans un communiqué de presse, dans un envoi postal collectif, dans un télégramme, sur un site Internet, dans une entrevue télévisée ou radiodiffusée, dans une assemblée publique ou à leur bureau de circonscription. Les députés agissent également à leurs risques quand ils communiquent, autrement que dans le cadre de délibérations parlementaires, des documents susceptibles d'être considérés comme diffamatoires. C'est ainsi que les observations que formule un député lors d'une assemblée à laquelle il participe en sa qualité de représentant élu - mais ailleurs que dans l'enceinte du Parlement - ne seraient pas protégées par ce privilège spécial, même s'il ne s'agissait que de citations de ses propres propos tirées des Débats de la Chambre des communes 126. Il ne devrait donc pas se servir des moyens de télécommunication, y compris des nouvelles technologies comme le courrier électronique, le télécopieur et l'Internet, pour transmettre du matériel qui pourrait être considéré comme diffamatoire.

La publication de textes diffamatoires a été considérée par la plupart des tribunaux comme n'étant pas protégée par le privilège parlementaire dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le processus parlementaire le. Les tribunaux optent systématiquement pour une interprétation «fonctionnelle» du privilège parlementaire, en ce sens que lorsqu'ils sont appelés à examiner toute nouvelle situation dans laquelle un député peut s'être placé, ils le font selon la fonction et le but pour lesquels le privilège parlementaire avait été institué au départ, à savoir permettre aux députés de débattre sans crainte au Parlement des politiques gouvernementales. C'est ainsi que même la correspondance entre deux députés sur une politique donnée peut ne pas être considérée comme protégée par le privilège 128.

L'exercice abusif de la liberté de parole

Le privilège de la liberté de parole étant une immunité qui confère un redoutable pouvoir à ses bénéficiaires, la présidence a à l'occasion mis les députés en garde contre son utilisation abusive. Dans une décision concernant une question de privilège ¹²⁹, le Président Fraser a exhorté les députés à faire très attention lorsqu'ils formulent des questions concernant les lignes directrices sur les conflits d'intérêts.

^{125.} Pour ce qui est de la protection accordée aux médias, voir Maingot, 2º éd., p. 45-48, 52-62.

^{126.} Maingot, 2º éd., p. 40-49, 93-97.

Ce fut l'un des principaux points en litige dans la célèbre affaire Stockdale c. Hansard. Voir May, 22° éd., p. 86-87, 161-163; Maingot, 2° éd., p. 65-78.

^{128.} Maingot, 2º 6d., p. 84-97.

^{129.} Le 14 avril 1987, Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)) a soulevé une question de privilège concernant des questions orales qui avaient été posées à propos d'un présumé conflit d'intérêts dans lequel il aurait été lui-même impliqué. Le Président Fraser a alors jugé que l'incident n'avait pas compromis la capacité du ministre d'exercer ses fonctions de ministre et de député. Voir Débats, 14 avril 1987, p. 5124-5134; 5 mai 1987, p. 5785-5786.

Comme la question soulevée touchait à la nature même des droits et immunités des députés, il a longuement insisté sur l'importance de la liberté de parole et sur la nécessité pour les députés d'être prudents dans leurs propos:

Seulement deux sortes d'institutions de ce pays jouissent de ce privilège très impressionnant [celui de la liberté de parole] — le Parlement et les Assemblées législatives d'une part, les tribunaux de l'autre. Ces institutions sont protégées par le privilège absolu parce qu'il faut absolument pouvoir dire la vérité, poser n'importe quelles questions et discuter en toute liberté. Le privilège absolu permet à ceux qui assument leurs fonctions légitimes dans ces institutions très importantes de l'État de ne pas être exposés à d'éventuelles poursuites judiciaires. C'est nécessaire dans l'intérêt national: cette protection est d'ailleurs jugée nécessaire depuis des siècles dans notre régime démocratique. Il permet à notre système judiciaire et à notre système parlementaire de fonctionner en toute liberté.

Un tel privilège donne de lourdes responsabilités à ceux qu'il protège. Je songe en particulier aux députés. Les conséquences d'un abus risquent d'être terribles. Des innocents risquent d'être victimes de diffamation sans avoir aucun recours. Des réputations risquent d'être ruinées par de fausses rumeurs. Tous les députés se rendent compte qu'ils doivent exercer avec prudence le privilège absolu qui leur confère une liberté de parole totale. C'est pourquoi de vieilles traditions visent à prévenir de tels abus à la Chambre 130.

Dans une décision sur un rappel au Règlement, le Président Parent a lui aussi insisté sur la nécessité pour les députés de faire preuve d'une grande prudence en utilisant leur droit de s'exprimer librement à la Chambre: «[...] la liberté de parole est un élément fondamental de notre régime politique et parlementaire. Tout député a le droit de se lever à la Chambre et d'exprimer librement son opinion. Toutefois, lorsque le débat porte sur un sujet délicat, comme c'est souvent le cas, les députés doivent songer aux répercussions possibles de leurs déclarations et, par conséquent, être prudents dans le choix des mots et du ton employés » ¹³¹.

La présidence a parfois fait valoir que même s'il est nécessaire que les députés puissent exprimer librement et directement leurs opinions, il est également important que la réputation de citoyens ne soit pas injustement attaquée. En se prononçant

^{130.} Débats, 5 mai 1987, p. 5765-5766.

^{131.} Débats, 30 septembre 1994, p. 6371. Le 27 septembre 1994, Svend Robinson (Burnaby – Kingsway) a invoqué le Règlement à propos d'observations qu'avait formulées Roseanne Skoke (Central Nova) dans le cadre du débat en deuxième lecture du projet de loi C-41 (Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine)) le 20 septembre 1994. Le Président Parent a fait part de sa décision le 30 septembre, en affirmant que même s'il était conscient qu'il existait une profonde divergence d'opinion entre les deux députés, il estimait que les observations attribuées à M^{ms} Skoke avaient été formulées dans le feu du débat et ne visaient directement aucun député. Voir Débats, 20 septembre 1994, p. 5912-5913; 27 septembre 1994, p. 6183-6184.

sur une question de privilège ¹³², le Président Fraser s'est dit préoccupé de ce que le nom d'une personne qui n'était pas député ait été mentionné et a fait remarquer que certains des députés qui avaient participé à la discussion sur la question de privilège partageaient son malaise à cet égard. Il a poursuivi en disant: «Cependant, nous vivons à une époque où tout ce qui se dit dans cette enceinte est répété dans tout le pays, et c'est pourquoi j'ai signalé et je répète qu'il convient de se montrer prudent et de se rappeler qu'il ne faut pas abuser de ce grand privilège qui est le nôtre».

Dans une décision ultérieure sur un rappel au Règlement ¹³³, le Président Fraser a signalé que l'utilisation d'expressions imagées ou d'insinuations à l'égard de personnes ou de leur association à d'autres personnes suscitent parfois de vives réactions qui, inévitablement, sèment la pagaille à la Chambre. Il s'est dit encouragé par les observations des députés, qui dénotent généralement une volonté de maintenir un certain décorum, dans l'intérêt de la Chambre et de l'image qu'elle projette dans le public. À propos des références à des personnes à l'extérieur de la Chambre, il s'est dit d'accord avec la suggestion que la Chambre fasse preuve de considérablement de retenue «[...] lorsqu'on fait, au sujet de quelqu'un qui n'est pas à la Chambre, des observations qui seraient considérées comme diffamatoires si elles étaient faites à l'extérieur de la Chambre » ¹³⁴.

La convention du sub judice

Il existe d'autres restrictions à l'exercice du privilège de la liberté de parole, tout particulièrement la convention du sub judice 135. Il est couramment admis que l'on devrait, dans l'intérêt de la justice et du «fair play», imposer certaines limites à la liberté qu'ont les députés de se référer, dans le cours des délibérations, à des affaires en instance devant les tribunaux. On s'entend également pour dire que ces affaires ne devraient faire l'objet ni de motions ni de questions à la Chambre. L'interprétation de cette convention, par ailleurs vaguement définie, est laissée au jugement du Président. Le terme «convention» est employé à dessein, car il n'existe aucune «règle» pour interdire aux parlementaires d'aborder une affaire en instance devant les tribunaux (c'est-à-dire dont un juge ou un tribunal d'archives est saisi). La Chambre tient à s'imposer de telles limites pour empêcher que le fait de débattre publiquement de l'affaire ne cause préjudice à l'accusé ou à une partie au procès ou à l'enquête

^{132.} Le 21 mai 1987, le Président a rendu une décision sur une question de privilège qui avait été soulevée par Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations) à propos de questions qu'avait posées à son sujet lan Waddell (Vancouver – Kingsway) et qui, de l'avis du ministre, laissaient entendre qu'il s'était placé dans une situation de conflit d'intérêts. En rendant sa décision, le Président s'est dit convaincu qu'aucune accusation n'avait directement été portée contre le ministre. Voir Débats, 21 mai 1987, p. 6299-6306; 26 mai 1987, p. 6375-6376.

^{133.} Le Président a fait part de cette décision à la Chambre le 3 décembre 1991, en réponse à un rappel au Règlement qu'avait fait Nelson Riis (Kamloops) le 28 novembre 1991 au sujet de remarques formulées par Felix Holtmann (Portage – Interlake) à propos du président de l'Alliance de la fonction publique du Canada au cours de la période réservée aux « Déclarations de députés ». Voir Débats, 28 novembre 1991, p. 5498-5499, 5509-5510; 3 décembre 1991, p. 5679-5682.

^{134.} Débats, 3 décembre 1991, p. 5681.

^{135.} Pour un examen complet de la convention du sub judice, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

judiciaire 136. Bien qu'il existe une certaine jurisprudence pouvant servir de guide à la présidence, on n'a jamais pris soin de codifier cette pratique au Canada 137.

La convention du sub judice est importante dans la conduite des travaux de la Chambre. Elle protège les droits des parties à un procès devant les tribunaux et préserve et maintient la séparation et le respect mutuel entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. La convention concilie la liberté de parole avec la nécessaire existence d'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial.

De la façon dont l'usage a évolué, c'est maintenant la présidence elle-même qui établit quelle est sa compétence relativement aux affaires en instance devant les tribunaux. En 1977, le Comité spécial sur les droits et inimunités des députés a recommandé, dans son premier rapport 138, que l'imposition de la convention soit discrétionnaire et que, si la situation n'est pas claire, la présidence favorise la poursuite du débat plutôt que d'appliquer la convention. Depuis la présentation de ce rapport, la présidence a suivi ces lignes directrices dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire.

L'autorité de la présidence

La liberté de parole des députés est également limitée du fait qu'aux termes du Règlement de la Chambre, la présidence a le pouvoir de maintenir l'ordre et le décorum et, au besoin, d'ordonner à un député de regagner son siège si, par exemple, il persiste, dans le cours d'un débat, à s'éloigner du sujet ou ne fait que se répéter, ou encore de désigner par son nom un député qui passe outre à l'autorité de la présidence et de lui ordonner de se retirer¹³⁹.

L'IMMUNITÉ D'ARRESTATION DANS LES AFFAIRES CIVILES

L'immunité d'arrestation en matière civile ¹⁴⁰ est le plus ancien privilège de la Chambre des communes; au Royaume-Uni, elle a été accordée aux députés avant même la liberté de parole ¹⁴¹. Cette immunité existe du fait que la Chambre jouit d'un droit prioritaire de bénéficier de la présence et des services de ses députés, à l'abri de toute contrainte ou intimidation. Elle s'applique notamment dans le cas où un député devrait normalement faire l'objet d'une arrestation dans une affaire civile. Elle ne

- 136. Voir Comité spécial sur les droits et immunités des députés, premier rapport, Procès-verbaux et témoi-gnages, 4 avril 1977, fascicule nº 1, annexe «C», «La convention relative aux affaires en instance (Sub Judice) à la Chambre des communes du Canada», p. 1A: 11-12. Voir également Philip Laundy, «The Sub Judice Convention in the Canadian House of Commons», The Parliamentarian, vol. 57, nº3 (juillet 1976), p. 211-214.
- 137. Cette pratique a été codifiée dans certaines instances gouvernementales, soit par voie de règlement parlementaire (Alberta, Ontario, Québec, Inde (Lok Sabha), Nouvelle-Zélande), soit par voie de résolution (Chambre des communes du Royaume-Uni). Voir également May, 22* éd., p. 333, 383-384.
- 138. Le rapport en question a été présenté à la Chambre le 29 avril 1977 (voir Journaux, p. 720-729).
- 139. Articles 10 et 11 du Règlement. Voir également le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre» et le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 140. Voir Bourinot, 4° éd., p. 42-47; May, 22° éd., p. 100-107; Maingot, 2° éd., p. 157-165.
- 141. Pour connaître les origines et l'historique de l'immunité d'arrestation au Royaume-Uni et au Canada, voir May, 1º éd., p. 86-87 et Maingot, 2º éd., p. 158-162.

vaut pour prévenir l'arrestation ou l'emprisonnement que dans des affaires civiles; elle n'interfère pas avec l'administration de la justice pénale. Ce privilège ne peut être invoqué pour des incidents à caractère criminel ou de nature criminelle, par exemple dans des cas de trahison, de félonie 142, d'atteinte à l'ordre public, d'affaires comportant des infractions criminelles aux lois fédérales, d'infractions aux lois provinciales (à caractère quasi pénal) entraînant l'application d'une procédure sommaire prévue au Code criminel 143, ou d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité 144.

Il va sans dire que, si un député est accusé d'infraction à la loi, il doit, comme tout citoyen, se soumettre au processus normal d'exécution de la loi. Agir autrement équivaudrait à mépriser le système de justice. Le député qui commet un outrage au tribunal en matière civile est protégé par le privilège parlementaire d'immunité d'arrestation, mais l'immunité d'arrestation ne protège pas le député accusé d'une affaire criminelle 145. Si un député est arrêté pour une infraction criminelle ou est accusé d'outrage au tribunal, les autorités judiciaires devraient en aviser la Chambre si l'incident survient en cours de session. Si un député est accusé de haute trahison ou d'une infraction criminelle, le juge ou le magistrat en informe la Chambre au moven d'une lettre adressée à la présidence 146.

Un député jouit du privilège d'immunité d'arrestation dès qu'il devient officiellement député, c'est-à-dire à compter du moment où le directeur du scrutin fait rapport du bref de son élection. Ce privilège s'applique pendant que la Chambre siège, de même que durant les 40 jours qui précèdent ou suivent la tenue d'une session et pendant 40 jours à compter du moment de la dissolution du Parlement 147.

L'EXEMPTION DU DEVOIR DE JURÉ

Étant donné que la Chambre des communes a un droit prioritaire à bénéficier de la présence et des services de ses députés et que les tribunaux disposent d'un important bassin de personnes qu'ils peuvent appeler à agir comme jurés, il n'est pas essentiel

- 142. Pour une analyse du sens du terme «félonie», voir Edward McWhinney, «Déchéance des députés en cas de condamnation pour "acte criminel infâme". Revue parlementaire canadienne, vol. 12, nº 1 (printemps 1989), p. 2-6.
- 143. Le 16 février 1965, G.J. Moltraith (président du Conseil privé) a soulevé une question de privilège à propos des effets sur les privilèges de la Chambre de l'arrestation de Gilles Grégoire (Lapointe) à l'extérieur de l'enceinte parlementaire en vertu de deux mandats pour infraction aux règlements de la circulation. Le Président a jugé la question fondée de prime abord, et celle-ci a été par la suite renvoyée au Comité permanent des privilèges et élections. Le 19 mars 1965, le Comité a présenté son quatrième rapport, dans lequel il a conclu qu'il n'y avait pas eu, dans le cas de ce député, atteinte à son privilège d'immunité d'arrestation (Journaux, 16 février 1965, p. 1035-1036; 19 mars 1965, p. 1141-1142).
- 144. Bourinot, 4º éd., p. 43; Maingot, 2º éd., p. 157, 162-163.
- 145. Maingot, 2º éd., p. 164-165. Dans Bourinot, 4º éd., p. 44, il est mentionné qu'alors que la Chambre n'interviendra normalement pas si un député est accusé d'outrage, elle se réserve le droit d'enquêter sur la nature de l'infraction et de protéger le député au besoin.
- 146. Bourinot, 4º éd., p. 46-47. Bourinot fait également observer que, dans les usages britanniques, le défaut d'informer la présidence n'a pas été considéré comme matière à question de privilège (p. 47).
- 147. Maingot, 2º éd., p. 161.

que les députés soient obligés d'accepter de faire partie d'un jury. C'est ce que voulait la tradition au Royaume-Uni depuis bien avant la Confédération, et c'est la pratique au Canada depuis 1867¹⁴⁸. Le devoir des députés de s'acquitter de leurs fonctions de représentants élus est dans l'intérêt supérieur de la nation et est considéré comme ayant priorité sur toute obligation d'agir comme juré. Ce principe a d'ailleurs été reconnu en droit ¹⁴⁹.

L'un des droits de la Chambre est d'assurer la protection de ses fonctionnaires et de veiller à ce qu'ils puissent assister à ses délibérations. Par conséquent, les fonctionnaires de la Chambre sont dispensés de faire partie d'un jury au même titre que les parlementaires. Il en va de même des personnes sommées de comparaître devant la Chambre ou l'un de ses comités ¹⁵⁰.

LA DISPENSE DE L'OBLIGATION DE COMPARAÎTRE COMME TÉMOIN

Étant donné le droit prioritaire de la Chambre de bénéficier de la présence et des services de ses députés quand elle est en session 151, ceux-ci sont alors exemptés de l'obligation normalement imposée à tout citoyen de se conformer à une citation à comparaître comme témoin devant un tribunal 152. Cette exemption s'applique aux affaires entendues par les tribunaux civils, criminels et militaires 153. Ce privilège n'étant toutefois pas censé être utilisé pour empêcher la justice de suivre son cours, il est fréquent qu'un député renonce à l'exercer, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une poursuite pénale 154. Un député fédéral qui a reçu en cours de session une citation à comparaître devant un tribunal peut s'y rendre s'il estime que son absence risque de perturber le cours de la justice. Il demeure cependant en droit de se prévaloir de son

^{148.} Maingot, 2º éd., p. 166; May, 22º éd., p. 106.

^{149.} La sélection des jurés relève des provinces. Alors que la Chambre des communes revendique comme un droit l'exemption du devoir de juré, les lois provinciales sur les jurys désignent généralement les partementaires comme faisant partie de l'une des catégories de personnes exemptées du devoir de juré. Aux termes de certaines lois provinciales, le personnel au service des députés de l'Assemblée législative de même que les fonctionnaires de l'Assemblée en sont également exemptés. Voir, par exemple, Loi sur les jurés, Lois révisées du Nouveau-Brunswick, 1973, ch. J-3.1, art. 3; Loi sur les jurys, Lois refondues de l'Ontario, 1990, ch. J-3, art. 3; Loi sur les jurés, Lois refondues du Québec, ch. J-2, art. 4; The Jury Act, 1981, Statutes of Saskatchewan, 1980-1981, ch. J-4.1, art. 4.

^{150.} Maingot, 2º éd., p. 166-167.

^{151.} Une session est une des périodes de base qui divise une législature et qui comprend normalement plusieurs séances. Les sessions commencent par un discours du Trône et se terminent par une prorogation. Les ajournements, qu'ils soient pour quelques minutes ou pour plusieurs mois, sont réputés faire partie de la session parlementaire.

Voir Bourinot, 4*éd., p. 45-46; May, 22*éd., p. 105-106; Maingot, 2*éd., p. 165-166. Pour une discussion récente sur le sujet, voir Débats, 25 novembre 1998, p. 10453-10462.

^{153.} Maingot, 2º éd., p. 165.

^{154.} Maingot, 2* éd., p. 165-166.

privilège de refuser de témoigner devant un tribunal ¹³⁵. Un député peut témoigner de son propre gré et sans aucune formalité, même un jour de séance de la Chambre ¹³⁶, mais s'il accepte de le faire, il ne peut en aucune façon invoquer le privilège et il est tenu de livrer son témoignage ¹³⁷.

Avant de pouvoir signifier à un député, à son bureau parlementaire, une assignation à comparaître devant un tribunal, on doit d'abord en obtenir l'autorisation du Président. Telle est l'opinion qu'a exprimée très fermement le Président Fraser dans une décision qu'il a rendue en mai 1989 sur une question de privilège qu'avait soulevée David Kilgour (Edmonton-Strathcona) concernant les droits des députés qui comparaissent en justice comme témoins 158. En présentant sa question de privilège, M. Kilgour affirmait qu'en mars 1989, alors que le Parlement était prorogé, une assignation à comparaître autorisée par un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique lui avait été signifiée à son bureau de l'édifice du Centre en rapport avec une action en diffamation dont le tribunal était alors saisi. Il s'en était suivi tout un échange de correspondance, dont une lettre du légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes dans laquelle celui-ci confirmait le droit du député d'être exempté de l'obligation de témoigner devant une cour de justice. Après avoir reçu une lettre de l'un des avocats indiquant que le juge ordonnait à M. Kilgour de comparaître, le député avait donné suite à cette missive en comparaissant devant la cour de Kelowna. M. Kilgour avait toutefois refusé de se soumettre à l'interrogatoire, et, juste avant que le tribunal ne l'inculpe d'outrage au tribunal, l'avocat du demandeur avait retiré l'assignation 159.

Dans sa décision, le Président Fraser a d'abord parlé de la façon dont l'assignation avait été signifiée au député et a fait remarquer qu'étant donné qu'en l'occurrence, l'autorisation du Président n'avait été ni demandée ni obtenue, la procédure normale n'avait pas été respectée. Il a signalé aux députés qu'ils ne devraient pas, de leur propre chef, accepter qu'on leur signifie des documents dans l'enceinte du Parlement. S'ils veulent, dans un tel cas, renoncer à leur immunité parlementaire, ils ont le loisir de le faire en quittant l'enceinte du Parlement pour recevoir la signification ailleurs. Toute autre façon d'agir, a-t-il ajouté, «compromettrait nos privilèges de longue date [...] qui font partie des lois canadiennes ». Il a en outre prévenu «[...] ceux qui tentent de procéder irrégulièrement à la signification d'une assignation à témoi-

^{155.} Maingot, 2° éd., p. 166. Maingot fait également remarquer que la Chambre n'a pas à être saisie de la question, mais que l'avocat qui a autorisé la signification de la citation à comparaître doit normalement être prévenu par le député ou par l'avocat général de la Chambre de la revendication de ce privilège comme d'un droit. Au Royaume-Uni, dans certains cas où cette question avait été soulevée par un député, le Président britannique a communiqué avec le tribunal pour attirer son attention sur l'existence de ce privilège et lui demander de bien vouloir excuser le député (May, 22° éd., p. 105).

^{156.} May, 22° éd., p. 106.

Voir également David Kilgour et Jef Bowdich, «A serious question of immunity», The Parliamentarian, octobre 1989, p. 233-235.

^{158.} Débats, 19 mai 1989, p. 1951-1953.

^{159.} Débats, 4 avril 1989, p. 39.

gner qu'il se peut qu'ils agissent de façon à commettre un outrage à la Chambre » 160. Concernant le privilège d'exemption de l'obligation de comparaître comme témoin devant une cour de justice, le Président a rappelé que, d'après May et Bourinot, même si le Parlement était prorogé, le député continuait de jouir de son immunité au cours de cette période. Cependant, étant donné que M. Kilgour avait accepté de comparaître devant le tribunal, il avait, ce faisant, essentiellement renoncé à ce privilège. Sur ce point, le Président a affirmé: «Il appert qu'en renonçant à ce privilège, en comparaissant, en prêtant serment et en répondant à certaines questions, il s'est volontairement soumis à la juridiction de la cour. Une fois qu'il a renoncé à ce privilège, le député abdique la protection que celui-ci implique ». Le Président s'est dit très déconcerté du fait que l'avocat des demandeurs dans la cause en question ait mis en doute le droit de M. Kilgour «d'invoquer l'immunité parlementaire, alléguant qu'il appartenait à la cour d'en décider». Il a ensuite précisé «[...] pour mémoire, que le droit d'un député de refuser de comparaître comme témoin devant un tribunal au cours d'une session du Parlement et dans les 40 jours qui précèdent ou suivent une telle session est un droit indiscuté et inaliénable appuyé par une foule de précédents ». Il a pressé les députés «[...] de refuser à l'avenir d'accepter une assignation dans l'enceinte du Parlement et de signaler au Président toute tentative en ce sens ».

De même que dans le cas de l'exemption du devoir de juré, tout fonctionnaire de la Chambre ou toute personne tenue de comparaître comme témoin devant la Chambre ou l'un de ses comités est dispensé de cette obligation si ses services sont requis par la Chambre ¹⁶¹.

LA PROTECTION CONTRE L'OBSTRUCTION, L'INGÉRENCE, L'INTIMIDATION ET LA BRUTALITÉ

Les députés ont le droit de se livrer à leurs activités parlementaires sans être dérangés. Les voies de fait, les menaces et les insultes à l'égard d'un député sur le parquet de la Chambre ou lorsqu'il se rend à la Chambre ou en revient, ou encore à cause de son attitude au cours des délibérations du Parlement, constituent une atteinte aux droits du Parlement. Toute forme d'intimidation (« un acte de violence en vue d'intimider le Parlement du Canada est un acte criminel») envers quiconque en raison de son attitude au cours des délibérations du Parlement peut être considérée comme un outrage [62].

Les députés, de par la nature de leur fonction et la variété des travaux qu'ils sont appelés à accomplir, entrent en contact avec un large éventail de personnes et de groupes. Ils sont donc exposés à subir toutes sortes d'influences, certaines légitimes et d'autres pas. La loi traite de certaines questions de ce genre, notamment du trafic

^{160.} Débats, 19 mai 1989, p. 1952-1953. À propos de la prétention de M. Kilgour voulant que les communications entre un député et ses électeurs et le public en général bénéficient d'un privilège au même titre que celles qui interviennent entre un avocat et son client, le Président a indiqué qu'il n'existait pas de précédent à l'appui de cette prétention. Il a ensuite cité les commentaires des Présidents Lamoureux et Jerome à ce sujet, de même que sa propre décision du 17 novembre 1987 pour expliquer que la Chambre ne pouvait pas créer de nouveaux privilèges ou étendre ses privilèges existants.

^{161.} Maingot, 2º éd., p. 166-167.

^{162.} Maingot, 2º éd., p. 241.

d'influence, de l'acceptation de pots-de-vin et des tractations électorales malhonnêtes 163. Au fil des ans, des députés ont porté à l'attention de la Chambre des cas où, selon eux, il v avait eu tentative d'obstruction, de nuisance, d'ingérence, d'intimidation ou de brutalité à leur endroit ou à l'endroit de leur personnel ou de personnes qui avaient affaire à eux ou à la Chambre. Strictement parlant, de tels actes sont considérés comme des outrages à l'autorité de la Chambre et non comme des atteintes aux privilèges 164. Comme ces questions sont étroitement liées au droit de la Chambre de bénéficier des services de ses députés, elles sont toutefois souvent considérées comme des atteintes aux privilèges.

La présidence a régulièrement réaffirmé que la Chambre se devait de protéger contre toute intimidation, obstruction ou ingérence son droit de bénéficier des services de ses députés. Sur une question de privilège, le Président Lamoureux a signalé, en rendant sa décision, que, même s'il n'y avait pas de prime abord matière à soulever une question de privilège dans le cas dont il était saisi, il n'hésitait pas à affirmer que «[...] le privilège parlementaire comprend le droit pour un député de s'acquitter de ses fonctions de représentant élu sans avoir à subir aucune menace ou tentative d'intimidation » 165. Dans une décision portant sur une autre question de privilège, le Président Bosley a en outre fait observer que la menace ou tentative d'intimidation ne saurait être hypothétique: elle doit être réelle ou avoir été commise 166.

^{163.} Voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés». Pour un examen de la guestion du trafic d'influence et de l'acceptation de pots-de-vin par des députés, voir Maingot, 2º éd., p. 62-63, 261-262. Pour une analyse d'un fait survenu en 1994 au Royaume-Uni, qui impliquait des gratifications monétaires et qui a été à l'origine de l'adoption d'un code de déontologie pour les députés, voir May, 22ª éd., p. 112-115, 419-420.

^{164.} Maingot, 2º éd., p. 15. Voir également May, 22º éd., p. 121-130.

^{165.} Le 19 septembre 1973, Otto Jelinek (High Park - Humber Valley) a soulevé une question de privilège alléquant qu'un employé du réseau anglais de Radio-Canada, dans des conversations téléphoniques qu'il avait eues avec lui, l'avait averti de cesser de poser des questions à la Chambre à propos de la couverture télévisée des Jeux olympiques, sinon on présumerait que le député avait une entente contractuelle avec le réseau CTV, ce qui le plaçait en conflit d'intérêts. M. Jelinek soutenait que ces appels constituaient une tentative d'intimidation à son endroit. Comme le député ne connaissait pas le nom de l'auteur de ces appels, il était clair qu'aucune accusation ne pouvait être portée et qu'il ne pouvait par conséquent pas s'agir de prime abord d'une question de privilège (Débats, 19 septembre 1973, p. 6709).

^{166.} Le 14 mai 1986. Herb Gray (Windsor-Ouest) a soulevé une question de privilège à propos de l'enquête projetée concernant un présumé conflit d'intérêts mettant en cause l'ex-ministre de l'Expansion industrielle régionale (Sinclair Stevens). L'opposition avait soutenu que c'était à la Chambre elle-même, par l'entremise d'un de ses comités, qu'il revenait de mener une telle enquête. Le vice-premier ministre (Erik Nielsen) avait indiqué que l'enquête serait confiée à une ou des personnes de l'extérieur de la Chambre, et que l'examen de toutes les déclarations et allégations faites à la Chambre ferait partie du mandat des enquêteurs. M. Gray soutenait que le gouvernement cherchait par là à faire remettre en question par l'exécutif des déclarations faites par des députés à la Chambre, une manœuvre qui porterait atteinte au droit de parole des députés. Il accusait également le vice-premier ministre de tenter, par ses remarques, d'intimider les députés dans l'exercice de leurs fonctions. Dans sa décision, le Président a mentionné qu'aucun tribunal ou commission d'enquête ne pouvait porter un jugement sur des déclarations faites par des députés au cours des délibérations de la Chambre ou les remettre en question, même s'il doit toujours demeurer possible d'enquêter sur le fond d'une allégation qui a été faite à la Chambre. Il estimait que la présidence pouvait difficilement juger inacceptable le but d'une enquête avant même que l'enquête en question soit instituée puisqu'une atteinte à un privilège ne saurait être hypothétique. Elle ne pouvait considérer l'expression d'une intention comme une atteinte aux privilèges, à moins que l'intention exprimée ne constitue une menace en elle-même. Aucun député n'avait, selon le Président, explicitement ou implicitement, été menacé de devoir rendre compte de ses déclarations faites à la Chambre. Débats, 16 mai 1986, p. 13362. Voir également Débats, 12 mai 1986, p. 13171-13172; 13 mai 1986, p. 13225; 14 mai 1986, p. 13270-13273; 16 mai 1986, p. 13361-13362.

Obstruction par des moyens physiques, voies de fait et brutalité

Quand un député prétend avoir été, dans l'exercice de ses fonctions parlementaires, directement victime d'obstruction, d'entrave à son travail, d'ingérence ou d'intimidation, la présidence peut en déduire que de prime abord, il y a eu atteinte aux privilèges. Ce principe s'applique dans les cas d'obstruction par des moyens physiques, de voies de fait ou de brutalité.

Le 30 octobre 1989, le Président Fraser a jugé fondée de prime abord l'allégation d'atteinte aux privilèges qu'avait soulevée Herb Gray (Windsor-Ouest) à propos d'un barrage routier que la GRC avait installé sur la colline du Parlement dans le but de contenir un groupe de manifestants. Il estimait qu'en dressant un tel barrage, on avait porté atteinte aux privilèges de certains députés puisqu'on leur avait bloqué l'accès à la Chambre des communes 167.

Le 17 février 1999, un certain nombre de questions de privilège ont été soulevées pour protester contre le fait que des membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada avaient installé des piquets de grève à des endroits stratégiques donnant accès à la colline du Parlement et devant les entrées des édifices où travaillent normalement les parlementaires. En présentant sa question, Jim Pankiw (Saskatoon – Humboldt) a indiqué que des grévistes avaient eu recours à la violence et à l'intimidation pour l'empêcher de se rendre à son bureau. Sur ce point, le Président Parent a immédiatement statué que de prime abord, la question de privilège lui semblait fondée. M. Pankiw a proposé une motion demandant que la question de la brutalité dont il avait été victime soit renvoyée pour étude au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, motion qui a été adoptée sans débat 168. D'autres questions de privilège, soulevées par John Reynolds (West Vancouver – Sunshine Coast), Roy Bailey (Souris - Moose Mountain) et Garry Breitkreuz (Yorkton – Melville), faisaient état des difficultés que les députés avaient eues à se rendre à leurs bureaux. Les piquets de grève, soutenaient ces députés, les avaient empêchés d'exercer leurs fonctions et de remplir promptement leurs obligations de parlementaires. Le lendemain, après avoir rappelé que le Président était le gardien des droits des députés, le Président Parent a déclaré, en rendant sa décision, que les

^{167.} Herb Gray (Windsor-Ouest) a soulevé une question de privilège en soutenant que le fait qu'on ait bloqué l'accès à la colline du Parlement en taxi avait lésé les privilèges de certains députés. Durant une manifestation sur la colline du Parlement, à laquelle participaient des chauffeurs de taxi pour protester contre la taxe sur les produits et services, plusieurs députés sont montés à bord de taxis et ont demandé qu'on les conduise à la porte principale de l'édifice du Centre. Leur passage a toutefois été bloqué par un barrage de voitures de la GRC. Certains députés ont poursuivi leur chemin à pied, tandis que d'autres ont attendu que le barrage soit levé pour accéder à l'édifice du Centre en taxi. M. Gray a soutenu que le geste posé par la GRC portait atteinte aux privilèges des députés puisqu'il les empêchait de se rendre à la Chambre des communes. Le Président en a conclu sur-le-champ qu'il y avait de prime abord matière à question de privilège, après quoi M. Gray a déposé une motion demandant que la question soit renvoyée pour étude au Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés. La motion a été adoptée. Le comité n'a toutefois jamais fait rapport sur cette question. Voir Débats, 30 octobre 1989, p. 5298-5302; Journaux, p. 773.

^{168.} Voir Débats, 17 février 1999, p. 12011-12012; Journaux, 17 février 1999, p. 1517.

interventions des trois députés l'avaient convaincu et qu'il estimait que leurs doléances étaient suffisamment sérieuses pour inciter la présidence à intervenir. Il en était donc arrivé à la conclusion que les incidents de la veille, qui avaient empêché les députés d'accéder à l'enceinte parlementaire, constituaient de prime abord un outrage à l'autorité de la Chambre, et il a invité M. Reynolds à présenter une motion en conséquence. Le député a alors proposé que la question soit renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, et la motion a été adoptée sans débat ¹⁶⁹.

Autres exemples d'obstruction, d'ingérence et d'intimidation

Le tort injuste causé à la réputation d'un député peut également constituer un cas d'obstruction. En statuant sur une question de privilège ¹⁷⁰, le Président Fraser a déclaré: «Tout acte susceptible d'empêcher un député ou une députée de s'acquitter de ses devoirs et d'exercer ses fonctions porte atteinte à ses privilèges. Il est évident qu'en ternissant injustement la réputation d'un député, on risque de l'empêcher de faire son travail. Normalement, un député qui estime avoir été victime de diffamation a le même recours que n'importe quel autre citoyen; il peut intenter des poursuites en diffamation devant les tribunaux avec la possibilité de réclamer des dommages pour le tort qui lui a éventuellement été causé. Par contre, il ne peut pas avoir recours à de telles poursuites si la diffamation s'est produite à la Chambre » ¹⁷¹.

Le 21 mars 1978, en jugeant fondée de prime abord une question de privilège, le Président Jerome a établi que la surveillance électronique d'un député en dehors de l'enceinte parlementaire «[...] pourrait être considérée comme une forme de harcèlement, d'obstruction, de nuisance, ou encore d'intimidation à l'égard d'un député. Tous ces termes ont été utilisés dans les décisions antérieures de la présidence

^{169.} Débats, 17 février 1999, p. 12009-12012; 18 février 1999, p. 12134; Journaux, 18 février 1999, p. 1525. Le 14 avril 1999, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a présenté son soixante-sixième rapport à la Chambre (Journaux, p. 1714). Le Comité suggérait que des mesures soient prises afin de répondre à certaines préoccupations soulevées en comité. Celles-ci comprenaient une meilleure coordination entre les forces de police et le Service de sécurité de la Chambre des communes, une définition légale plus précise de l'enceinte parlementaire, et une meilleure sensibilisation du public à l'importance de l'enceinte parlementaire (par. 18-22). Le Comité concluait qu'il n'y avait aucune intention délibérée de contrevenir au privilège parlementaire, que tout outrage au Parlement qui eut lieu était « technique et non intentionnel », et qu'aucune sanction n'était nécessaire (par. 23). Le rapport ne fit l'objet d'aucune autre mesure.

^{170.} Le 14 avril 1987, Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)) a soulevé une question de privilège à propos de questions orales qui avaient été posées à la Chambre et qui comportaient des allusions à une présumée situation de conflit d'intérêts dans laquelle il aurait été impliqué. Le 5 mai 1987, le Président Fraser a statué que ces allégations n'avaient pas diminué sa capacité d'exercer ses fonctions de ministre et de député. Voir Débats, 14 avril 1987, p. 5124-5134; 5 mai 1987, p. 5765-5766.

^{171.} Débats, 5 mai 1987, p. 5766.

87

à l'appui de la position selon laquelle une telle conduite constitue un outrage à la Chambre » 172.

Le 6 mai 1985, le Président Bosley a conclu qu'il y avait de prime abord matière à question de privilège concernant une publicité parue dans un journal où l'on désignait une autre personne que le député lui-même comme étant le député en poste 173. Il a déclaré: «Il va sans dire qu'un député doit exercer ses fonctions comme il faut et que toute tentative de semer la confusion sur l'identité d'un député risque d'empêcher ce député de remplir ses fonctions comme il se doit. Toute initiative qui empêche ou vise à empêcher un député d'exercer ses fonctions est une atteinte aux privilèges. Cette opinion est corroborée par bien des commentaires et des précédents 174 ».

Le 6 décembre 1978, en constatant que de prime abord il y avait eu outrage à la Chambre, le Président Jerome a statué qu'en induisant délibérément un ministre en erreur, un représentant du gouvernement avait gêné un député dans l'accomplissement de ses fonctions et que, par conséquent, il avait entravé les travaux de la Chambre ¹⁷⁵.

- 172. Le 22 février 1978, John Rodriguez (Nickel Belt) a soulevé une question de privilège pour affirmer qu'il croyait être la cible d'activités de surveillance. Le 1" mars, disant avoir constaté qu'il faisait maintenant l'objet d'une opération d'écoute électronique, M. Rodriguez a soulevé de nouveau la question et affirmé qu'à son avis, une telle activité violait le privilège parlementaire puisqu'elle mettait en doute le caractère privé des communications entre un député et ses électeurs. Le 21 mars, après que le Président eut conclu qu'à prime abord il semblait y avoir eu atteinte aux privilèges, M. Rodriguez a déposé une motion qui a été rejetée à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir Journaux, 21 mars 1978, p. 520-522, 525-526; Débats, 22 février 1978, p. 3129; 1" mars 1978, p. 3348-3349; 2 mars 1978, p. 3384-3385; 8 mars 1978, p. 3571-3576; 9 mars 1978, p. 3607-3609; 16 mars 1978, p. 3831-3832; 21 mars 1978, p. 3975-3977, 3988-3989.
- 173. Le 25 avril 1985, Andrew Witer (Parkdale High Park) a soulevé une question de privilège à propos d'une publicité parue dans un journal ukrainien de Toronto. Dans l'annonce en question, le nom de Jesse Flis, son prédécesseur comme député de cette circonscription, ainsi que l'adresse et le numéro de téléphone de son ancien bureau figuraient comme étant ceux du député de Parkdale High Park. Dans sa décision, le Président a indiqué que, d'après les témoignages dont il avait pris connaissance, il considérait qu'il y avait là à première vue matière à question de privilège. La motion de M. Witer demandant le renvoi de la question au Comité permanent des privilèges et des élections a ensuite été adoptée. Dans son rapport, qu'il a présenté le 30 mai 1985, le Comité disait avoir pu constater que cette annonce avait été publiée par erreur et qu'aucune des parties en cause n'avait jamais eu l'intention de présenter à tort M. Flis comme étant le député en poste. Le Comité a jugé inutile de pousser l'affaire plus loin. Voir Débats, 25 avril 1985, p. 4111-4113; 6 mai 1985, p. 4439; Journaux, 30 mai 1985, p. 676-677.
- 174. Débats, 6 mai 1985, p. 4439.
- 175. Le 3 novembre 1978, Allan Lawrence (Northumberland Durham) a soulevé une question de privilège en accusant un ex-solliciteur général de l'avoir délibérément induit en erreur. En 1973, au nom d'un électeur qui avait le sentiment que son courrier avait été ouvert. M. Lawrence avait écrit au solliciteur général de l'époque, qui lui avait donné l'assurance que la GRC avait pour politique de ne jamais intercepter de courrier personnel. Pourtant, le 1e novembre 1978, dans un témoignage qu'il avait rendu devant la Commission McDonald, l'ex-commissaire de la GRC avait déclaré qu'effectivement la GRC interceptait certaines lettres, dans de très rares circonstances, et qu'on ne cachait pas cette pratique aux ministres. M. Lawrence a fait valoir que cette déclaration contredisait carrément l'information qui lui avait été transmise quelques années auparavant par le solliciteur général alors en poste. Le 6 décembre, le Président Jerome a abordé un certain nombre de points qui avaient été soulevés lors du dépôt de la question de privilège et a conclu que la question de privilège était fondée sur des présomptions suffisantes. M. Lawrence a ensuite déposé une motion demandant que le Comité permanent des privilèges et élections enquête sur la question et fasse rapport de ses conclusions. Après avoir donné lieu à un débat qui s'est étendu sur deux jours, la motion a été rejetée à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir Journaux, 9 novembre 1978, p. 125-129; 6 décembre 1978, p. 221-224; 7 décembre 1978, p. 228-229; Débats, 3 novembre 1978, p. 777-792; 8 novembre 1978, p. 924; 9 novembre 1978, p. 964-967; 6 décembre 1978, p. 1856-1877; 7 décembre 1978, p. 1892-1925.

Dans un autre cas, impliquant cette fois un fonctionnaire, le Président Francis a jugé fondée de prime abord une question de privilège concernant une allégation d'intimidation à l'endroit d'un employé d'un député. En rendant sa décision le 20 février 1984, le Président a déclaré: «Si un ministère ou une société de la Couronne menaçait un député de lui refuser des renseignements ou sa collaboration, on pourrait alors dire, sans aucun doute, qu'en agissant ainsi, on empêche ce député d'exercer ses fonctions et qu'il s'agit donc d'une atteinte aux privilèges du député. La même chose s'appliquerait dans le cas où on offrirait au député certains avantages à condition qu'il soumette toujours ses questions au service concerné avant de les poser à la Chambre... La présidence estime donc qu'il n'est pas nécessaire que le fait équivalant à une forme d'intimidation soit commis contre le député en sa personne pour constituer une violation des privilèges » 176.

Tout comme on a jugé fondées de prime abord des questions de privilège se rapportant à des cas où des députés ou leur personnel avaient été intimidés, l'intimidation d'un témoin ayant comparu devant un comité a également été considérée par le Président Fraser, le 4 décembre 1992, comme constituant de prime abord un outrage à la Chambre, et celle-ci a alors renvoyé la question pour étude au Comité permanent de la gestion de la Chambre 177. Le Comité a présenté son soixante-cinquième rapport à la Chambre le 18 février 1993, et le rapport a été adopté par la Chambre le 25 février 178. Dans son rapport, le comité a réaffirmé les principes du privilège

^{176.} Débats, 20 février 1984, p. 1560. Le 6 février 1984, Albert Cooper (Peace River) a soulevé une question de privilège à propos d'une conversation téléphonique entre un membre de son personnel et une fonctionnaire du bureau du président de la Société canadienne des postes. M. Cooper, qui était alors porte-parole de l'opposition sur les questions relatives aux postes, estimait que cette fonctionnaire avait eu une conduite abusive. Elle s'était plainte du fait que le bureau de M. Cooper ne soumettait pas à l'avance au bureau du président des postes les questions que M. Cooper voulait poser à la Chambre et avait averti l'employé du député qu'à l'avenir si on ne se conformait pas à cette procédure, M. Cooper ne devrait pas s'étonner de ne pas pouvoir trop compter sur la collaboration de Postes Canada. M. Cooper soutenait qu'il s'agissait là d'une tentative visant à le gêner dans l'exercice de sa liberté de parole, à influer sur ses interventions à la Chambre et à l'empêcher de jouer normalement son rôle de porte-parole de l'opposition officielle. Le 9 février 1984, le ministre du Travail (André Ouellet), qui était également responsable de Postes Canada, déclarait à la Chambre qu'il avait demandé des comptes à ce sujet à la fonctionnaire des Postes et qu'elle avait nié avoir fait de telles menaces. Le ministre contestait par ailleurs la validité de la question de privilège de M. Cooper puisque celle-ci reposait sur une conversation entre son adjoint et la fonctionnaire de la Société des postes et qu'elle ne concernait pas directement le député. Le 20 février 1984, le Président ayant jugé qu'à première vue il y avait là matière à question de privilège, M. Cooper a déposé une motion demandant le renvoi de la question au Comité permanent des privilèges et des élections. Après avoir été mise aux voix par appel nominal, la motion a été rejetée. Voir Débats, 6 février 1984, p. 1101-1106; 9 février 1984, p. 1234-1235; 14 février 1984, p. 1382-1384; 20 février 1984, p. 1559-1561; Journaux, 20 février 1984, p. 188-189.

^{177.} Don Boudria (Glengarry – Prescott – Russell) a soulevé une question de privilège à propos de présumées menaces à l'endroit d'un témoin qui avait comparu devant un sous-comité. M. Boudria soutenait que les témoins qui comparaissent devant un comité jouissent des mêmes privilèges que les parlementaires et bénéficient de la protection temporaire de la Chambre. Le député estimait que si on permettait sans mot dire que de telles menaces soient proférées, il en résulterait que les témoins ne pourraient plus s'exprimer en toute liberté devant un comité sans craindre d'être poursuivis ou intimidés (Débats, 4 décembre 1992, p. 14629-14631).

^{178.} Journaux, 18 février 1993, p. 2528; 25 février 1993, p. 2568.

parlementaire et de son extension aux témoins des comités. Le rapport mentionnait ce qui suit: «La protection des témoins est un élément fondamental du privilège qui s'étend aux délibérations parlementaires et aux personnes qui y participent. Il est bien établi, au Parlement du Canada comme au Parlement britannique, que les témoins entendus en comité jouissent d'une immunité et d'une liberté de parole égales à celles des députés. Les témoins qui comparaissent devant un comité parlementaire bénéficient donc automatiquement, pour tout ce qu'ils disent devant le comité, des mêmes immunités contre les poursuites au civil ou au criminel que les parlementaires... La protection des témoins s'étend aux menaces proférées contre eux et aux tentatives d'intimidation exercées sur eux relativement à leur exposé devant quelque comité parlementaire que ce soit 179 ».

Intimidation à l'endroit du Président de la Chambre ou de tout président de séance de la Chambre

Au même titre que l'intimidation d'un député ou d'un témoin, la Chambre prend très au sérieux tout acte ou tentative d'intimidation du Président ou de tout président de séance de la Chambre. À trois occasions, la Chambre a jugé que des critiques qui mettaient en doute l'impartialité de la présidence constituaient des tentatives d'intimidation et que, partant, elles portaient atteinte aux privilèges 180. Le 22 décembre 1976, la Chambre a adopté une motion estimant que les propos tenus au sujet du Président Jerome et publiés dans un article de journal étaient grossièrement diffamatoires envers la présidence, et que la publication de l'article en question représentait une violation flagrante des privilèges de la Chambre 181. Le 23 mars 1993, le Président Fraser, rappelant au passage qu'une attaque contre l'intégrité d'un dignitaire de la Chambre était une attaque contre la Chambre elle-même, a jugé fondée de prime abord une question de privilège qui avait été soulevée à propos de commentaires

^{179.} Comité permanent de la gestion de la Chambre, soixante-cinquième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fascicule nº 46, p. 9. Ce rapport citait également le passage suivant du traité de May, 21° éd., p. 131: «Toute conduite visant à dissuader des témoins éventuels de témoigner devant l'une ou l'autre des Chambres ou devant un comité constitue un outrage [au Parlement] [...] En vertu du même principe, les tracasseries ou menaces à l'égard de personnes qui ont déjà témoigné devant l'une ou l'autre Chambre ou devant un comité seront traitées par la Chambre comme un outrage. »

^{180.} Voir également le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

^{181.} La question a été soulevée par Allan MacEachen (président du Conseil privé) sur une motion d'urgence sans préavis. La motion disait ceci: « Que la phrase "Disons de James Jerome qu'il n'est pas un [Président] mais un joueur qui prend des risques incroyables pour la popularité de son parti", contenue dans l'éditorial publié dans le Globe and Mail du 22 décembre 1976, constitue une diffamation grossière de M. [le Président], et que la publication de cet article constitue une violation flagrante des privilèges de la Chambre. » Voir Débats, 22 décembre 1976, p. 2241.

mettant en doute l'impartialité d'un président de séance de la Chambre 182. Le 9 mars 1998, Peter MacKay (Pictou – Antigonish – Guysborough) a soulevé une question de privilège pour soutenir que les propos cités dans un article de journal et qui étaient attribués à certains députés constituaient une tentative d'intimidation à l'endroit de l'ensemble de la Chambre et de son Président. Le député disait craindre que ces remarques, qui avaient trait à des questions prises en délibéré par la présidence et qui donnaient à penser que des députés réclameraient la démission du Président s'il rendait sa décision dans un sens donné, ne constituent une manœuvre visant à influencer la décision du Président. Le Président Parent a jugé que la question de privilège était fondée de prime abord 183.

Incidents à caractère politique ou survenus dans la circonscription d'un député

Les fois où des députés ont allégué avoir été victimes d'obstruction ou de harcèlement, non pas directement en tant que représentants élus, mais à l'occasion d'un incident à caractère politique ou survenu dans leur circonscription, la présidence a toujours jugé qu'il n'y avait pas là matière à question de privilège.

Le 15 juillet 1980, le Président Sauvé, constatant que la question de privilège qui lui était soumise concernant le travail d'un député dans sa circonscription ne paraissait pas fondée de prime abord a déclaré: « Je connais fort bien les nombreuses responsabilités et les devoirs du député et aussi le travail qu'il doit faire pour sa circonscription, mais à titre [de Président], je dois tenir compte uniquement des questions qui touchent au travail parlementaire. Autrement dit, quels que soient les devoirs d'un député envers ses électeurs, pour être valable, la question de privilège doit avoir trait à une présumée ingérence dans les fonctions parlementaires du député. Cela veut dire que, tout comme le privilège parlementaire protège les députés des conséquences de leurs actes au cours des délibérations du Parlement, de

^{182.} Le 16 mars 1993, Gilles Bernier (Beauce) a soulevé une question de privilège à propos de commentaires formulés par Benoît Tremblay (Rosemont) et rapportés dans un journal, commentaires qui semaient le doute sur l'intégrité et l'impartialité de Charles DeBlois (Beauport – Montmorency – Ortéans), vice-président adjoint des comités pléniers. Le Président a jugé que de prime abord, il y avait là matière à question de privilège; M. Bernier a ensuite déposé une motion demandant le renvoi de la question au Comité permanent de la gestion de la Chambre. Cette motion a été adoptée. Le 25 mars 1993, M. Tremblay a pris la parole à la Chambre pour retirer les commentaires offensants qu'il avait formulés. Aucune autre action n'a été prise par la suite, et le Comité s'est abstenu de faire rapport sur la question. Voir Débats, 16 mars 1993, p. 17027; 23 mars 1993, p. 17403-17405; 25 mars 1993, p. 17537; Journaux, 23 mars 1993, p. 2688.

^{183.} M. MacKay a déposé une motion demandant le renvoi de la question au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Après avoir été débattue le jour même et le lendemain, la motion modifiée a été adoptée à l'issue d'un vote par appei nominal. Voir Débats, 9 mars 1998, p. 4560-4575; 10 mars 1998, p. 4592-4598, 4666-4668; Journaux, 9 mars 1996, p. 540; 10 mars 1998, p. 548, 550-552. Le 27 avril 1998, le Comité a présenté son vingt-neuvième rapport, que la Chambre a adopté le 5 mai 1998 (Journaux, 27 avril 1998, p. 706 (Document partementaire n° 8510-361-51); 29 avril 1998, p. 722; 5 mai 1998, p. 744-745). Dans son rapport, le Comité faisait observer que les députés en question ont maintenu catégoriquement qu'ils n'entendaient aucunement intimider ou menacer le Président, ni manquer de respect envers la Chambre ou la fonction de Président. Le Comité a établi que les déclarations attribuées aux députés «n'avaient pas pour objet de faire outrage à la Chambre des communes ou au Président» (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, vingt-neuvième rapport, 27 avril 1998, p. 5).

91

même il les protège de toute ingérence dans leurs fonctions tant que cette ingérence a trait à leur travail parlementaire » 184.

Cette opinion a été réexprimée avec encore plus de fermeté par le Président Fraser dans une décision qu'il a rendue le 17 novembre 1987 sur une question de privilège à propos d'une affaire mettant en cause un membre du personnel d'un député, un électeur et un agent des Services correctionnels. Le Président a statué que la question de privilège n'était pas fondée de prime abord, et il a justifié sa décision dans les termes suivants: «[...] Je suis sûr que les honorables députés comprendront que cette affaire ne rentre pas dans le cadre du concept étroit du privilège parlementaire [...] En fait, j'irais même jusqu'à dire que, même s'il n'y avait pas eu participation directe de l'employé du député, mais plutôt participation directe du député luimême, la question de privilège ne me serait pas parue justifiée à première vue » 185.

Importance du lien avec les fonctions parlementaires

Dans certains cas où la présidence a jugé que la question de privilège n'était pas recevable de prime abord, sa décision se fondait principalement sur le fait que l'incident n'était pas directement lié aux fonctions parlementaires du député. Même si elle a souvent reconnu que le député qui soulevait la question de privilège pouvait très

- 184. Débats, 15 juillet 1980, p. 2914-2915. Le 3 juillet 1980, Bill Domm (Peterborough) a soulevé une question de privilège pour protester contre le fait que non seulement le ministère du Secrétariat d'État avait reçu l'ordre de ne pas lui envoyer la liste des personnes de sa circonscription qui venaient d'obtenir la citoyenneté canadienne, mais que les fonctionnaires de ce ministère l'avaient en outre délibérément induit en erreur en lui fournissant des documents erronés. En statuant que de prime abord, il n'y avait pas là matière à question de privilège, la présidence a fait observer que les documents soumis par le député n'indiquaient pas clairement que le rapport était inexact. De plus, a-t-elle affirmé, même si ces relevés avaient été faux, falsifiés ou modifiés, ce qui n'était pas le cas, rien n'indiquait qu'on avait eu l'intention de tromper la Chambre. Voir également Débats, 3 juillet 1980, p. 2540-2546; 14 juillet 1980, p. 2855-2857.
- 185. Débats, 17 novembre 1987, p. 10888. Le 26 octobre 1987, John Nunziata (York-Sud Weston) a soulevé une question de privilège à propos d'une présumée interception par le Service correctionnel du Canada d'une conversation téléphonique entre le bureau du député et un de ses électeurs détenu au pénitencier de Joyceville. M. Nunziata soutenait que « par suite de cet entretien, le détenu a été transféré au pénitencier à sécurité maximum de Millhaven et placé en isolement». Le député prétendait que ce fait avait porté atteinte à ses privilèges de député, en ce qui a trait à sa capacité de s'entretenir « en toute liberté » avec ses électeurs, ainsi qu'à ses privilèges de porte-parole de l'Opposition sur les questions touchant le solliciteur général, en ce sens qu'il devrait en cette qualité pouvoir entrer en contact avec les détenus et communiquer avec eux en toute confidentialité. Le député soutenait également que, même s'il ne s'était pas entretenu personnellement avec le détenu en question, ses privilèges de député devaient valoir pour toute personne qui était à son emploi. Le 17 novembre 1987, le Président, en rendant sa décision, a fait observer que la Chambre n'avait pas le pouvoir de créer de nouveaux privilèges. Citant une décision du Président Lamoureux remontant à 1971, il a rappelé que la Chambre se devait d'exercer une grande prudence dans son interprétation des circonstances pouvant donner lieu à l'extension des privilèges reconnus depuis longtemps comme propres aux députés. Il a indiqué qu'il ne voyait pas comment il pourrait se permettre d'étendre le privilège parlementaire aux actes d'un membre du personnel d'un député. En réalité, a-t-il précisé, même si en l'espèce le député était intervenu lui-même auprès du détenu, il ne pourrait considérer que la question de privilège était fondée de prime abord. En ce qui concerne la position du député en tant que porte-parole de l'Opposition sur les questions relatives au solliciteur général, il a indiqué que ce rôle, même s'il peut comporter des responsabilités supplémentaires, ne procure à celui qui l'assume aucun privilège spécial en sus de ceux qui sont attribués à tout député. Voir Débats, 26 octobre 1987, p. 10385-10387; 27 octobre 1987, p. 10447-10449; 17 novembre 1987, p. 10887-10889.

bien avoir des motifs légitimes de se plaindre, la présidence a régulièrement conclu que l'incident n'avait pas empêché le député d'accomplir ses devoirs parlementaires. Les exemples ci-dessous l'illustrent bien.

En 1978, le Président Jerome a établi dans deux cas différents que, puisque le député n'avait pas été directement gêné dans l'exercice de ses fonctions parlementaires, il n'y avait pas lieu de considérer de prime abord que l'allégation d'atteinte au privilège était fondée. Dans le premier cas, où c'était Ron Huntington (Capilano) qui avait soulevé la question de privilège, le Président a indiqué avoir du mal à reconnaître que les difficultés que le député se plaignait d'avoir connues du fait d'avoir été poursuivi au civil constituaient un harcèlement ou une obstruction au sens étroit du terme. Il s'est par ailleurs montré peu disposé à interpréter plus largement la définition du privilège. En statuant que de prime abord, la question de privilège n'était pas fondée, le Président Jerome a signalé: «Il est évident que cette question a gêné d'une certaine manière le député dans l'accomplissement de ses devoirs parlementaires, mais je ne puis accepter que ces difficultés constituent une obstruction ou une intimidation au sens étroit auquel on peut interpréter la protection contre toute molestation, surtout dans un cas où il s'agit d'un recours normal aux tribunaux, une situation où le Parlement ne s'interposerait que pour les motifs les plus graves » 186.

Le second cas de ce genre qu'a traité la présidence en 1978 a été soulevé par Simma Holt (Vancouver – Kingsway) le 2 novembre de cette année-là. Le Président Jerome a jugé que la question de privilège n'était pas recevable de prime abord, et il a fourni l'explication que voici: «Comme l'honorable représentante n'agissait pas à titre officiel, alors qu'elle aurait eu droit à l'immunité parlementaire — cas peu fréquent —, il serait injustifié, selon moi, de rattacher aux précédents et de considérer comme atteinte à son immunité parlementaire un acte dirigé contre sa personne, en l'occurrence» 187. En rendant sa décision, le Président a fait remarquer que la société

^{186.} Débets, 15 mai 1978, p. 5411. Le 2 mai 1978, Ron Huntington (Capilano) a soulevé une question de privilège. Il a expliqué que le Syndicat des postiers du Canada de la section de Vancouver l'avait poursuivi au civil pour des remarques qu'il avait formulées à l'occasion d'une entrevue radiophonique au cours de laquelle il avait repris des propos qu'il avait tenus dans le cadre des travaux d'un comité de la Chambre. M. Huntington se plaignait d'être victime de harcèlement et de tentatives d'intimidation et que les manœuvres du syndicat avaient justement pour but de l'empêcher d'accomplir ses devoirs parlementaires. M. Huntington fondait sa question de privilège sur deux points: le droit du député d'être protégé contre toute obstruction et la notion de délibération parlementaire. Il soutenait que les propos en question, puisqu'il les avait d'abord tenus en comité, pouvaient être considérés comme une délibération parlementaire. Dans sa décision, le Président a fait remarquer que bien qu'en certaines circonstances, un incident survenu à l'extérieur de l'enceinte parlementaire puisse à juste titre être considéré comme un prolongement d'une délibération parlementaire et, partant, bénéficier de la protection du privilège, ce ne pouvait être le cas d'un entretien radiodiffusé. Voir Débats, 2 mai 1978, p. 5069-5073; 15 mai 1978, p. 5411.

^{187.} Débats, 2 novembre 1978, p. 730. Le 31 octobre 1978, Simma Holt (Vancouver – Kingsway) a soulevé une question de privilège en alléguant que, lors d'une audience du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes en Colombie-Britannique, un membre du Conseil lui avait lancé des injures et arraché de la main un macaron porteur d'un message de protestation. La députée avait assisté à cette audience du CRTC pour y témoigner au nom de ses électeurs au sujet du service de câblodistribution à Vancouver. Les gestes posés à son endroit, a-t-elle soutenu, l'ont empêchée d'exercer pleinement son droit, comme députée, de s'acquitter de ses responsabilités envers ses électeurs en comparaissant devant une commission fédérale. Elle estimait que la conduite du commissaire à son endroit constituait une atteinte à ses privilèges et un outrage au Parlement. Voir Débats, 31 octobre 1978, p. 645-650; 2 novembre 1978, p. 729-731.

exige beaucoup de ses députés, mais que toutes ces exigences n'entraînent pas forcément l'exécution de fonctions strictement parlementaires. Tout député a des obligations à remplir en sa qualité de représentant des électeurs de sa circonscription. Un député ne peut revendiquer la protection du privilège qu'en ce qui a trait à l'exercice de ses fonctions parlementaires, «notamment des fonctions primordiales qu'il remplit ici à la Chambre des communes», bien que la ligne de démarcation entre les fonctions d'un député à titre de représentant et ses fonctions parlementaires soit parfois ténue. Toutefois, comme l'a fait remarquer *Maingot*, une agression commise contre un député en dehors de l'enceinte et qui est sans rapport avec son travail parlementaire ne constitue pas un outrage, mais la même agression commise à l'intérieur de l'enceinte du Parlement fait outrage à la Chambre, même si elle est sans rapport avec les délibérations du Parlement ¹⁸⁸.

Le 15 mai 1985, Douglas Frith (Sudbury) a soulevé une question de privilège en alléguant qu'il avait été gêné dans sa capacité de bien servir ses électeurs par suite de l'émission d'une directive ministérielle restreignant la divulgation de renseignements à propos d'un programme du gouvernement. En jugeant que, même si le

188. Maingot, 2° éd., p. 267-268; voir également p. 171. Maingot cite l'exemple de voies de fait dont s'était rendu coupable Elzéar Gérin Lajoie, rédacteur en chef du journal Le Canada, à l'endroit de J.B.E. Dorion (Drummond et Arthabaska). L'incident était survenu à la Bibliothèque de l'Assemblée législative de la Province du Canada, le 31 juillet 1866, en cours de session de l'Assemblée législative. Une discussion s'était ensuivie au sujet d'un article sur M. Lajoie publié dans le journal Le Défricheur, propriété de M. Dorion. On en était venu aux coups. La question avait été soulevée à la Chambre, et cette dernière avait adopté un ordre enjoignant à son Président de charger le sergent d'armes de placer M. Lajoie sous sa garde et de le faire comparaître sur-le-champ à la barre de la Chambre (Journaux, 31 juillet 1866, p. 257). Le 1° août 1866, M. Lajoie a comparu à la barre pour expliquer sa conduite. La Chambre a ensuite adopté une résolution mentionnant que M. Lajoie s'était rendu coupable d'atteinte aux privilèges de la Chambre et ordonnant qu'il soit réprimandé par le Président et placé sous la garde du sergent d'armes tout le temps qu'il plairait à la Chambre de le garder en détention. Puis, le Président a réprimandé M. Lajoie en ces termes:

M. Gérin Lajoie — La Constitution a investi la Chambre du pouvoir de préserver la paix et l'ordre à l'intérieur de son enceinte et de mettre ses députés à l'abri d'insultes et de voies de fait. Ce pouvoir est nécessaire, pour faire en sorte que les députés jouissent non seulement de la liberté d'agir, mais de la liberté de discussion, qui est l'un de leurs droits fondamentaux.

En prétendant avoir raison de vous plaindre de la conduite d'un député de cette Assemblée, vous, Elzéar Gérin Lajoie, êtes allé chercher ce député, vous êtes amené dans l'enceinte de cet immeuble, et dans une section de cet immeuble auquel vous avez accès — non par droit mais uniquement par faveur — l'avez grossièrement insulté et mis fin à l'incident en vous attaquant sauvagement à lui. Pour ces graves atteintes aux privilèges de la Chambre, vous n'avez même pas trouvé judicieux de lui présenter des excuses; vous avez confondu vos droits et votre position par rapport aux honorables députés et à cet immeuble. L'endroit où vous avez proféré cette insulte et où vous avez commis cette agression confère une gravité encore plus grande au caractère criminel de votre conduite.

Ayant été trouvé coupable d'atteinte aux privilèges de la Chambre du fait d'avoir assailli le député Jean Baptiste Eric Dorion, vous vous êtes rendu passible de la peine que voudra bien vous imposer notre Assemblée; par ailleurs, la Chambre ayant ordonné que vous soyez réprimandé, vous êtes réprimandé en conséquence.

Conformément à l'ordre de la Chambre, vous êtes condamné à être placé sous la garde du sergent d'armes tout le temps qu'il plaira à la Chambre de vous garder sous détention (*Journaux*, 1^{et} août 1866, p. 263-266).

député avait effectivement un motif de se plaindre, sa question de privilège ne lui apparaissait pas fondée de prime abord, le Président Bosley a fait remarquer que le but du privilège parlementaire était de préserver la liberté de parole à la Chambre et de protéger l'institution contre toute menace ou tentative d'obstruction ou d'intimidation 189.

Le 1st mai 1986, le Président Bosley a de nouveau jugé qu'il n'y avait pas de prime abord matière à question de privilège dans une affaire soulevée par Sheila Copps (Hamilton-Est). Reprenant les raisons qu'il avait invoquées dans des décisions antérieures, le Président a déclaré: «Si un député est gêné ou entravé dans l'accomplissement de ses fonctions parlementaires par des menaces, des intimidations, des tentatives de corruption ou d'autres comportements inacceptables, c'est une violation de privilège. Si un député pouvait dire que quelque chose l'a empêché de remplir ses fonctions, qu'il a été menacé, intimidé ou indûment influencé, la présidence prendrait l'affaire en considération» ¹⁹⁰.

Le 9 décembre 1986, dans une décision concernant une question de privilège soulevée par Nelson Riis (Kamloops – Shuswap) où celui-ci alléguait que l'information fournie par le gouvernement lors d'une conférence de presse à propos d'un projet de loi qui n'avait pas encore été déposé à la Chambre constituait une violation de privilège, le Président Fraser a déclaré qu'en aucune façon les actions du ministre n'avaient gêné quelque député que ce soit dans l'accomplissement de ses fonctions ou l'avaient empêché de les exercer 191.

Le 24 mars 1994, le Président Parent a rendu une décision sur une question de privilège soulevée par Jag Bhaduria (Markham – Whitchurch – Stouffville) qui avait allégué avoir été victime d'intimidation de la part de médias et avoir fait l'objet de chantage à la suite de reportages journalistiques concernant l'authenticité de ses diplômes. Jugeant que de prime abord, il n'y avait pas là matière à question de privilège, le Président s'est exprimé en ces termes: « Des menaces de chantage ou d'intimidation auprès d'un député ne doivent jamais être prises à la légère. Dans de tels cas, l'essence même de la liberté d'expression est minée ou perd toute sa signification. Sans cette garantie, aucun député ne peut remplir ses fonctions comme il se doit [...] Bien que la présidence ne prenne pas à la légère les faits qui ont été soulevés,

^{189.} Débats, 15 mai 1985, p. 4768-4769.

^{190.} Le 29 avril 1986, Sheila Copps (Hamilton-Est) a soulevé une question de privilège en alléguant qu'on avait porté atteinte à ses privilèges du fait que le bureau du vice-premier ministre (Erik Nielsen) avait indûment surveillé les communications entre des députés et le sous-registraire général adjoint avec l'intention de s'ingérer dans l'exercice de leurs fonctions et de tenter de les intimider. Ces communications avec le sous-registraire général adjoint consistaient surtout en des demandes d'information de certains députés épropos de l'observance des lignes directrices sur les conflits d'intérêt. Dans sa décision, le Président a exprimé l'avis que le fait que le vice-premier ministre ait demandé si des députés avaient été en communication avec le sous-registraire général adjoint ne semblait pas constituer une interception de ces communications. Voir Débats, 29 avril 1986, p. 12756; 30 avril 1986, p. 12791; 1° mai 1986, p. 12847.

^{191.} Débats, 6 novembre 1986, p. 1147; 9 décembre 1986, p. 1903.

[...] elle ne peut conclure qu'il a fait la preuve qu'il y a eu intimidation et que cela l'empêche de remplir ses fonctions de député » ¹⁹².

Dans un autre cas, celui-là concernant les questions écrites inscrites au Feuilleton, John Williams (St-Albert) a soulevé une question de privilège en alléguant qu'un fonctionnaire non identifié du bureau du leader du gouvernement à la Chambre avait délibérément tenté de s'interposer dans ses fonctions de député en refusant de répondre à ses questions. En se fondant sur des citations tirées de comptes rendus journalistiques, le député soutenait que, de la part d'un fonctionnaire, «pareille arrogance ou insolence [...] à l'endroit du Parlement » constituait un outrage. En rendant sa décision le 6 mai 1996, le Président Parent a fait remarquer: «[...] Il est très difficile de croire aux remarques qu'aurait prétendument faites une personne non identifiée du cabinet du leader du gouvernement à la Chambre. Ainsi, je ne puis conclure que le député a été gêné dans l'exercice de ses fonctions et, en conséquence, il n'y a pas matière à soulever la question de privilège » 193.

Les droits collectifs de la Chambre

À la différence des privilèges et immunités des députés, lesquels sont limités, les privilèges et les pouvoirs collectifs de la Chambre des communes ne se prêtent pas à une définition précise. Les privilèges dont la Chambre a besoin pour pouvoir s'acquitter de ses devoirs constitutionnels doivent être assortis de pouvoirs lui permettant de se protéger et de sévir contre toute atteinte à ses privilèges ¹⁹⁴. À l'instar d'une cour de justice, la Chambre des communes peut, comme tout tribunal supérieur, exercer son pouvoir de réprimer l'outrage, ce qui lui donne une très grande latitude pour défendre sa dignité et son autorité. En d'autres termes, la Chambre peut, au moyen d'ordres, considérer toute inconduite comme étant un outrage et la traiter

- 192. Débats, 24 mars 1994, p. 2706. Jag Bhaduria (Markham Whitchurch Stouffville) avait soulevé une question de privilège le 15 février 1994 en alléguant que les reportages journalistiques concernant un différend qu'il avait eu avec le Conseil scolaire de Toronto à propos de ses titres universitaires du temps où il était à son emploi l'avaient gêné dans sa capacité d'accomplir efficacement ses fonctions de député. Il avait en outre affirmé avoir été la cible de menaces anonymes par téléphone. Le Président a jugé qu'il n'y avait pas là matière à soulever la question de privilège. Débats, 15 février 1994, p. 1387-1388; 16 février 1994, p. 1431; 17 février 1994, p. 1507-1508; 23 février 1994, p. 1728; 23 mars 1994, p. 2677; 24 mars 1994, p. 2705-2706.
- 193. Débats, 6 mai 1996, p. 2367. Le 24 avril 1996, John Williams (St-Albert) a soulevé une question de privilège. Il alléguait que les déclarations rapportées par les médias, dans lesquelles un fonctionnaire du cabinet du leader du gouvernement à la Chambre affirmait que les questions posées par le député représentaient une demande exorbitante et que le gouvernement n'arracherait pas de fonctionnaires à leurs tâches ordinaires pour répondre à ces questions, constituaient un mépris de l'autorité de la Chambre. Le 6 mai 1996, tout en faisant ressortir l'importance des questions écrites comme outil dont peuvent se servir les députés pour demander des comptes au gouvernement, le Président a jugé qu'il n'y avait pas là matière à question de privilège étant donné que le leader adjoint du gouvernement à la Chambre avait indiqué qu'on était en train de préparer les réponses aux questions du député. Voir Débats, 24 avril 1996, p. 1894-1897; 6 mai 1996, p. 2366-2367.
- 194. Maingot, 2º éd., p. 187. Pour une description complète des droits, privilèges et pouvoirs collectifs de la Chambre et du Sénat, voir Maingot, 2º éd., p. 187-225.

en conséquence. Ce volet du droit parlementaire est donc extrêmement souple, ce qui est presque essentiel pour que la Chambre des communes puisse réagir à toute situation nouvelle.

Collectivement, la Chambre dispose d'un certain nombre de droits qu'elle revendique ou qui lui ont été dévolus d'office. Par exemple, elle revendique le droit d'instituer des enquêtes sur toute question, d'obliger des témoins à comparaître et d'ordonner la production de documents; la Loi sur le Parlement du Canada lui confère le droit d'interroger des témoins sous serment 195.

Les droits et pouvoirs collectifs de la Chambre peuvent être classés dans les catégories suivantes:

- · Le pouvoir disciplinaire;
- · Le pouvoir de réglementer ses affaires internes;
- · Le droit de bénéficier de la présence et des services des députés;
- Le droit d'instituer des enquêtes, d'assigner des témoins à comparaître et d'exiger la production de documents;
- · Le droit d'entendre des témoins sous serment;
- · Le droit de publier des documents contenant des propos diffamatoires.

Ses deux droits ou pouvoirs les plus importants sont le pouvoir disciplinaire et le droit de réglementer ses affaires internes.

LE POUVOIR DISCIPLINAIRE

Qu'il s'agisse de ses députés, de son personnel ou d'«étrangers», la Chambre a le pouvoir d'imposer des sanctions à quiconque se rend coupable d'inconduite, comportement que la Chambre considère comme une violation de ses privilèges ou un outrage. L'article 9 du Bill of Rights protège les députés et les étrangers de toute ingérence extérieure lorsqu'ils participent aux travaux de la Chambre; il les assujettit par ailleurs au pouvoir disciplinaire de la Chambre pour leurs faits et gestes pendant les délibérations 196. Ce pouvoir permet à la Chambre d'imposer une grande variété de sanctions en cas d'inconduite : une personne qui n'est pas député peut être expulsée de la tribune des visiteurs ou de l'enceinte parlementaire, réprimandée ou emprisonnée; un député peut être ramené à l'ordre, se voir ordonner de mettre fin à une intervention pour s'être trop répété ou éloigné du sujet, être «désigné par son nom» pour n'avoir pas respecté l'autorité de la présidence, faire l'objet d'une suspension de son droit de participer aux travaux de la Chambre, être incarcéré, voire expulsé. Dans une certaine mesure, le pouvoir disciplinaire de la Chambre est régi par le Règlement afin que la Chambre n'ait pas à prendre position sur chaque cas lorsqu'elle veut régler une question efficacement 197. Par exemple, ce pouvoir

^{195.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 10-13.

^{196.} Maingot, 2º éd., p. 188-189.

^{197.} En vertu des articles 10, 11 et 16 du Règlement, le pouvoir disciplinaire de la Chambre est en partie délégué à la présidence, notamment en ce qui touche les incidents qui surviennent à la Chambre. Dans le cas des «étrangers», ce pouvoir est délégué au sergent d'armes aux termes des articles 157 et 158 du Règlement.

disciplinaire permet à la Chambre, par l'entremise de ses fonctionnaires, de refuser l'entrée à un étranger qui, à diverses occasions par le passé, s'est rendu coupable d'inconduite dans les tribunes du public ou les couloirs du Parlement.

Toute personne qui relève de la compétence de la Chambre, qu'il s'agisse d'un étranger, d'un membre du personnel de la Chambre ou d'un député, peut encourir des mesures disciplinaires de la Chambre pour toute forme d'inconduite non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur de l'enceinte parlementaire ¹⁹⁸. Par exemple, le pouvoir disciplinaire de la Chambre s'applique aux séances de comité qui se tiennent ailleurs que dans l'enceinte parlementaire.

Bien qu'il soit un principe fondamental des privilèges parlementaires, le pouvoir disciplinaire de la Chambre n'en est pas moins limité: la Chambre a le droit de réprimander ou d'emprisonner les fautifs, mais seulement jusqu'à la fin de la session, et elle n'a pas le pouvoir d'imposer des amendes ¹⁹⁹. Au Canada, le Parlement a hésité à se servir de ces pouvoirs, et il ne l'a fait que rarement. Avec l'adoption de la *Charte des droits et libertés*, la constitutionnalité du droit du Parlement d'imposer des peines d'emprisonnement est d'ailleurs remise en question²⁰⁰.

Le blâme, la réprimande et la citation à comparaître à la barre de la Chambre

À un certain nombre d'occasions à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, des personnes ont été citées à comparaître à la barre de la Chambre. La barre est une rampe de laiton, située devant l'entrée sud de la Chambre, au-delà de laquelle les étrangers ne sont pas admis. Les personnes qui se rendent coupables d'outrage à la Chambre — c'est-à-dire d'atteinte à la dignité ou à l'autorité du Parlement — peuvent être formellement sommées par la Chambre de comparaître à cette barre, si la Chambre adopte une motion en ce sens. Au moment de sa comparution, l'accusé se tient debout à la barre. Par le passé, la Chambre a ordonné à des députés de comparaître depuis leur siège, et à d'autres personnes, à la barre, pour répondre à des questions ou recevoir un blâme, une semonce ou une réprimande. Même si, à première vue, une telle comparution peut sembler ne pas constituer une sanction vraiment punitive, c'est un événement extraordinaire qui place le député ou la personne en question sous l'autorité de la Chambre investie de ses pleins pouvoirs disciplinaires.

En 1873, James Bell, un directeur du scrutin, fut sommé de comparaître à la barre de la Chambre pour répondre de ses actes dans une élection contestée. Rendu à la barre, après avoir demandé et obtenu la permission de se faire assister par un procureur, il répondit aux questions. La Chambre adopta une résolution critiquant les

^{198.} Maingot, 2º éd., p. 201-203.

^{199.} Dans May, 22° éd., p. 138, on mentionne que la dernière fois que la Chambre des communes britannique a imposé une amende remonte à 1666 et que ce pouvoir lui a été dénié par lord Mansfield dans l'affaire B. v. Pitt en 1762.

Pour un examen plus approfondi de cette question, voir plus loin la rubrique intitulée «Le privilège et la Constitution». Voir également Maingot, 2º éd., p. 350-357.

actes de M. Bell. Convoqué de nouveau à la barre, on lui lut la résolution en question,

puis il fut libéré 201.

Encore en 1873, l'éditeur du journal Le Courrier d'Outaouais, Elie Tassé, qui était également employé de session à la Chambre des communes, s'est vu sommé de comparaître à la barre de la Chambre pour répondre à des questions concernant un article qui jetait le discrédit sur deux députés. M. Tassé comparut à la barre, répondit à des questions, puis fut autorisé à se retirer²⁰².

En novembre 1873, le sergent d'armes reçut l'ordre de mettre sous garde John Heney, un échevin d'Ottawa, et de l'amener à la barre de la Chambre pour répondre d'une tentative de corruption d'un député. M. Heney a été sous la garde du sergent d'armes du 4 au 7 novembre 1873, mais il n'a jamais comparu à la barre, le Parle-

ment ayant été prorogé le 7 novembre 203.

Le 31 mars et le la avril 1874, Louis Riel (Provencher) reçut l'ordre de se rendre à son siège pour comparaître devant la Chambre pour s'être dérobé à la justice dans l'affaire du meurtre de Thomas Scott. Il omit de se soumettre à cet ordre et fut par la suite expulsé de la Chambre. Trois témoins furent convoqués à la barre en rapport avec l'affaire Riel (le procureur général du Manitoba et deux agents de police d'Ottawa). Les trois comparurent et répondirent à des questions²⁰⁴.

En 1879, un visiteur qui prenait place dans la tribune, John Macdonnell, avait adressé des remarques offensantes à un député. Après avoir été expulsé de la tribune, il répéta ses remarques dans une note qui fut livrée au député à son siège à la Chambre. À la suite de cet incident, il fut sommé de comparaître à la barre de la Chambre, où il présenta des excuses. On lui demanda de se retirer, puis la Chambre adopta une motion disant que M. Macdonnell avait violé les privilèges de la Chambre, mais que, compte tenu des excuses qu'il avait formulées, il ne serait pas nécessaire de prendre d'autres mesures. M. Macdonnell fut alors rappelé à la barre, où on lui lut la résolution, après quoi il fut libéré ²⁰⁵.

En mai 1887, John Dunn, un directeur du scrutin, fut sommé de comparaître à la barre de la Chambre pour répondre de sa conduite au cours d'une élection. Ayant été autorisé par la Chambre à se faire accompagner d'un procureur, il répondit à de nombreuses questions. Il fut finalement libéré, et aucune autre mesure ne fut prise contre lui ²⁰⁶.

En 1891, Michael Connolly, sommé de comparaître devant le Comité des privilèges et élections, avait accepté de témoigner, mais il avait refusé de remettre au Comité les documents qu'il avait emportés avec lui. Le Comité saisit la Chambre de la situation et lui demanda de «prendre une décision à ce sujet». La Chambre adopta

^{201.} Journaux, 10 mars 1873, p. 10-12; 26 mars 1873, p. 70-73; 27 mars 1873, p. 75-77; 28 mars 1873, p. 84.

Journaux, 7 avril 1873, p. 133-134. Selon Bourinot, 4º éd., p. 53, le Président informa subséquemment la Chambre que M. Tassé avait été suspendu.

^{203.} Journaux, 3 novembre 1873, p. 134-135; 4 novembre 1873, p. 139; 7 novembre 1873, p. 142.

Journaux, 30 mars 1874, p. 8; 31 mars 1874, p. 10-13; 1" avril 1874, p. 14, 17-18; 9 avril 1874, p. 32-39;
 15 avril 1874, p. 64-65; 16 avril 1874, p. 67-71; 17 avril 1874, p. 74.

^{205.} Journaux, 13 mai 1879, p. 423; 15 mai 1879, p. 436; 16 février 1880, p. 24; 24 février 1880, p. 58-59.

^{206.} Journaux, 12 mai 1887, p. 121; 30 mai 1887, p. 187-193.

alors une motion ordonnant à M. Connolly de comparaître à la barre de la Chambre. Il s'y présenta comme convenu, répondit aux questions, obtint l'autorisation de se faire aider par un procureur, et fut enjoint de produire les livres de compte qu'exigeait le Comité ²⁰⁷.

Encore en 1891, le Comité des comptes publics mentionna dans son rapport qu'André Senécal, un employé du Bureau de l'imprimerie du gouvernement, avait fait défaut de se soumettre à une citation à comparaître devant le Comité. La Chambre adopta une motion lui enjoignant de se présenter à la barre de la Chambre. Il omit de le faire, et la Chambre ordonna qu'il soit mis sous la garde du sergent d'armes, qui ne parvint pas à le retrouver. Les choses en sont restées là ²⁰⁸.

En 1894, deux personnes (MM. Provost et Larose) omirent de se soumettre à une citation à comparaître comme témoins devant le Comité des privilèges et élections. Le Comité fit rapport à la Chambre de la situation et lui demanda d'«agir en conséquence». La Chambre adopta alors une motion enjoignant aux deux témoins de comparaître à la barre de la Chambre. Comme ils avaient fait défaut de le faire, la Chambre ordonna au sergent d'armes de les mettre sous arrêt afin de les forcer à comparaître à la barre de la Chambre. Ils comparurent par la suite, répondirent aux questions et furent libérés ²⁽⁹⁾.

En 1906, William T. Preston, un inspecteur de l'immigration canadienne en Europe, comparut comme témoin devant le Comité d'agriculture et de colonisation de même que devant le Comité des comptes publics et refusa de répondre à certaines questions. Les deux comités firent rapport à la Chambre de la situation. Un député présenta alors à la Chambre, sur la base du rapport du Comité de l'agriculture, une motion demandant qu'on enjoigne à M. Preston de comparaître à la barre de la Chambre. Cependant, la Chambre adopta une motion d'amendement portant que M. Preston ne soit pas obligé de comparaître. La motion modifiée fut adoptée ²¹⁰.

Encore en 1906, un député s'étant plaint de la teneur d'un article de journal, on en fit lecture à la Chambre, et celle-ci adopta une motion enjoignant à son auteur, E.E. Cinq-Mars, de comparaître à la barre de la Chambre. M. Cinq-Mars se présenta comme convenu et répondit aux questions à deux séances consécutives de la Chambre. La Chambre adopta alors une motion de censure contre lui, on lui en fit lecture, puis on lui permit de se retirer²¹¹.

En 1913, R.C. Miller, qui avait comparu comme témoin devant le Comité des comptes publics, avait refusé de répondre aux questions. La Chambre ayant été saisie de l'affaire, elle adopta une motion enjoignant à M. Miller de se présenter à la barre de la Chambre pour y être interrogé. M. Miller comparut à deux reprises à la barre de la Chambre, et il obtint l'autorisation, à chacune des deux occasions, de se faire

^{207.} Journaux, 5 juin 1891, p. 205; 16 juin 1891, p. 211-212.

^{208.} Journaux, 27 août 1891, p. 454; 1* septembre 1891, p. 467.

^{209.} Journaux, 7 juin 1894, p. 242; 11 juin 1894, p. 289; 13 juin 1894, p. 299-301.

^{210.} À une date ultérieure, on présenta une motion dans le cadre des travaux des subsides visant à démettre M. Preston de ses fonctions, mais la motion n'a pas été adoptée par la Chambre. Voir *Journaux*, 30 mai 1906, p. 316, 1st juin 1906, p. 323; 4 juin 1906, p. 331-333; 3 juillet 1906, p. 475-476.

^{211.} Journaux, 6 Juin 1906, p. 342; 7 Juin 1906, p. 345-346; 14 Juin 1906, p. 370-377.

assister par un procureur. On lui ordonna de se retirer après qu'il eut refusé de fournir l'information demandée par le Comité. La Chambre adopta alors une motion précisant que M. Miller s'était rendu coupable d'outrage à la Chambre et devait être emprisonné. M. Miller fut de nouveau amené à la barre de la Chambre et on lui lut la résolution en question²¹².

En 1991, un député souleva une question de privilège pour alléguer qu'un outrage à la Chambre avait été commis au moment de l'ajournement de la séance précédente quand un député, Ian Waddell (Port Moody – Coquitlam), avait tenté de se saisir de la masse qui était sur l'épaule du sergent d'armes. Le Président jugea qu'il y avait effectivement là, de prime abord, outrage, et la Chambre adopta un ordre déclarant M. Waddell coupable d'outrage et lui enjoignant de comparaître à la barre de la Chambre pour y être réprimandé par le Président. En conséquence, le député a comparu à la barre, a été admonesté par le Président et déclaré coupable de violation des privilèges et d'outrage flagrant à la Chambre ²¹³.

La mise des coupables sous garde et l'emprisonnement

La Chambre des communes jouit du droit de réprimer l'outrage par l'emprisonnement 214. À certaines occasions, la Chambre a ordonné au sergent d'armes de mettre les coupables sous garde et, à d'autres occasions, elle a ordonné de les emprisonner. En mai 1868, un député qui avait été désigné président d'un comité spécial fit défaut de se présenter au moment où les membres du comité étaient assermentés, et une motion fut adoptée à la Chambre ordonnant au sergent d'armes de le mettre sous sa garde. Le sergent d'armes informa la Chambre qu'il avait été dans l'impossibilité de donner suite à cet ordre, et aucune autre mesure n'a été prise par la suite²¹⁵. En 1873, deux députés, sir John A. Macdonald et Frederick Pearson, étaient membres d'un comité et ont fait défaut de se présenter au moment où ils devaient être assermentés. Une motion fut adoptée à la Chambre enjoignant au sergent d'armes de les mettre sous sa garde. Lors de la comparution de M. Macdonald, un autre député fit lecture d'un affidavit établissant que, médicalement parlant, le député n'était pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions. M. Macdonald a alors été libéré. Aucune autre mesure n'a été prise contre M. Pearson, le sergent d'armes ayant informé la Chambre qu'il avait été dans l'impossibilité de donner suite à son ordre, étant donné que M. Pearson était absent de la ville²¹⁶. Dans l'affaire Heney, en novembre 1873, l'échevin a été mis sous la garde du sergent d'armes du 4 au 7 novembre ²¹⁷. En 1913,

Journaux, 14 février 1913, p. 259; 17 février 1913, p. 275; 18 février 1913, p. 286; 20 février 1913, p. 293-297.

^{213.} Journaux, 31 octobre 1991, p. 574, 579; Débats, 31 octobre 1991, p. 4271-4285, 4309-4310. Comme le député participait à ce moment-là aux travaux de la Chambre, il aurait pu recevoir cette réprimande depuis son siège, ce qui aurait été conforme à la pratique normale. Dans ce cas, toutefois, la motion précisait que le député devait comparaître à la barre de la Chambre.

^{214.} Maingot, 2º éd., p. 201-219.

^{215.} Journaux, 1* mai 1868, p. 267-268; 2 mai 1868, p. 271.

^{216.} Journaux, 10 mai 1873, p. 317-318; 12 mai 1873, p. 327-328.

^{217.} Journaux, 3 novembre 1873, p. 134-135; 4 novembre 1873, p. 139; 7 novembre 1873, p. 142.

la Chambre ordonna l'emprisonnement de R.C. Miller pour avoir refusé de répondre aux questions qui lui était posées lors de sa comparution à la barre de la Chambre. Il est demeuré en prison pendant environ quatre mois, jusqu'à la fin de la session²¹⁸.

L'expulsion

En vertu du privilège parlementaire, les députés ont la responsabilité d'agir d'une façon qui soit à la hauteur de leurs fonctions de représentants élus de la population. Toute désobéissance aux ordres de la Chambre, ou tout acte répréhensible — menaces, offre ou acceptation de pots-de-vin, intimidations — constitue une infraction pour laquelle le député peut être réprimandé ou même expulsé. En vertu de l'article 18 de la Loi constitutionnelle de 1867, qui conférait à la Chambre des communes canadienne les mêmes privilèges, immunités et pouvoirs que ceux dont jouissait la Chambre des communes britannique, la Chambre des communes canadienne possède le pouvoir d'expulsion. L'expulsion, une mesure fort sérieuse, poursuit un double but, comme l'explique May:

L'expulsion n'est pas tant une mesure disciplinaire qu'une mesure de redressement, elle ne vise pas tant à punir des députés qu'à débarrasser la Chambre de personnes qui ne sont pas aptes à en faire partie. On peut à juste titre la considérer comme un exemple du pouvoir qu'a la Chambre de réglementer sa propre constitution. Mais il est plus commode d'en traiter comme d'une méthode parmi d'autres dont dispose la Chambre pour punir²¹⁹.

Comme le fait remarquer Bourinot, ce pouvoir redoutable a toutefois ses limites:

Tout corps législatif a incontestablement le droit de suspendre ou d'expulser un de ses membres pour ce qui lui apparaît être un motif suffisant. Il a absolument besoin d'un tel pouvoir pour conserver sa dignité et son utilité comme entité. Cependant, bien que l'expulsion libère le siège d'un député, elle ne rend pas celui-ci inapte à être de nouveau élu comme député dans l'avenir²²⁰.

La Chambre peut exercer son pouvoir d'expulser un député pour des infractions commises en dehors de son rôle de représentant élu ou en dehors d'une session du Parlement. Comme l'explique *Maingot*, ce pouvoir «s'étend à tous les cas où l'infraction, de l'avis de la Chambre, rend le député inapte à s'acquitter de ses devoirs parlementaires ²²¹ ».

Journaux, 14 février 1913, p. 259; 17 février 1913, p. 275; 18 février 1913, p. 286; 20 février 1913, p. 293-297.

^{219.} May, 20° éd., p. 139.

^{220.} Bourinot, 4º éd., p. 64. Pour un examen de la question de l'expulsion, notamment du rôle que pourrait jouer à cet égard la Charte canadienne des droits et libertés, voir Gwenn Ronyk, «The Power to Expel», The Table, vol. 53 (1985), p. 43-50, et Andrew Heard, «The Expulsion and Disqualification of Legislators: Parliamentary Privilege and the Charter of Rights», Dalhousie Law Journal, vol. 18 (automne 1995), p. 380-407.

^{221.} Maingot, 2º éd., p. 221; voir également p. 222-225.

La Chambre a expulsé des députés à quatre occasions. Louis Riel (Provencher) a été expulsé de la Chambre à deux reprises. Riel s'était dérobé à la justice après avoir été accusé du meurtre de Thomas Scott. Au printemps de 1874, la Chambre ordonna à M. Riel de comparaître à son siège. Il omit de le faire, et la Chambre l'expulsa²²². À l'automne de cette même année, il a été réélu député de Provencher. La deuxième expulsion de M. Riel eut lieu en février 1875. Le 22 février, une copie du jugement prononçant sa mise hors-la-loi dans l'affaire de *La Reine c. Riel* a été déposée à la Chambre. Le 24 février, après que le document fut lu à la Chambre, celle-ci adopta deux ordres, l'un donnant avis que M. Riel avait été jugé hors-la-loi pour crime grave et l'autre enjoignant à la présidence de préparer un nouveau bref d'élection pour la circonscription électorale de Provencher, ce qui par le fait même expulsait M. Riel²²³.

En 1891, Israël Tarte (Montmorency) a accusé Thomas McGreevy (Québec-Ouest) de corruption en relation avec des travaux d'amélioration au havre de Québec, et l'affaire a été renvoyée par la Chambre au Comité permanent des privilèges et élections. Lors de sa comparution devant le Comité, M. McGreevy refusa de répondre aux questions qui lui étaient posées. Le Comité fit rapport à la Chambre le 12 août 1891, et demanda à la Chambre de prendre la décision qu'elle jugerait appropriée. Le 13 août, la Chambre ordonna à M. McGreevy d'être présent à son siège le 18 août. Constatant que M. McGreevy était absent ce jour-là, la Chambre a donné ordre que le député soit commis à la garde du sergent d'armes. Le 19 août, M. McGreevy voulut démissionner, mais la Chambre refusa d'accepter sa démission parce que son siège était alors contesté. Le 29 septembre, la Chambre adoptait une résolution déclarant que M. McGreevy s'était rendu coupable de mépris envers l'autorité de la Chambre pour avoir omis de se présenter à son siège comme on le lui avait ordonné, ainsi que de certaines autres infractions. La Chambre adopta ensuite une seconde résolution expulsant M. McGreevy 224.

Le 30 janvier 1947, la Chambre a résolu que Fred Rose (Cartier), qui avait été reconnu coupable de violation de la *Loi sur les serments officiels* et avait été condamné à une peine d'emprisonnement de six ans, était de ce fait devenu inapte à siéger ou à voter à la Chambre. La motion ordonnait également à la présidence de demander au directeur général des élections d'émettre un nouveau bref d'élection pour combler cette vacance. Même s'il n'était pas explicitement fait mention de l'expulsion dans la motion, la Chambre a déclaré son siège vacant ²²⁵.

^{222.} Journaux, 15 avril 1874, p. 64-65; 16 avril 1874, p. 67-71; 17 avril 1874, p. 74.

^{223.} Journaux, 4 février 1875, p. 42; 22 février 1875, p. 111; 24 février 1875, p. 118-125.

^{224.} Journaux, 11 mai 1891, p. 55-59; 12 août 1891, p. 402; 13 août 1891, p. 407; 18 août 1891, p. 414; 19 août 1891, p. 417, 419; 20 août 1891, p. 422; 1° septembre 1891, p. 466-467; 4 septembre 1891, p. 477; 16 septembre 1891, p. 512; 24 septembre 1891, p. 527-531; 29 septembre 1891, p. 561.

^{225.} Journaux, 30 janvier 1947, p. 4-8. La question de l'expulsion d'un député est également abordée au chapitre 4 «La Chambre des communes et les députés».

LA RÉGLEMENTATION DES AFFAIRES INTERNES DE LA CHAMBRE

Le droit exclusif de la Chambre des communes de réglementer ses affaires internes s'entend principalement de son droit d'être maître du programme de ses travaux et du déroulement de ses délibérations ²²⁶. Par exemple, les tribunaux ou d'autres institutions ne peuvent s'ingérer dans les affaires des Communes ²²⁷, même quand il peut être dans l'intérêt de la justice que les affaires en instance devant les tribunaux ne fassent pas l'objet de discussions susceptibles d'en influencer l'issue. La Chambre des communes n'est pas tenue de s'abstenir de débattre d'affaires en instance devant

- 226. Voir Maingot, 2º éd., p. 191-195. Maingot affirme: «Le droit de réglementer ses affaires et sa procédure internes sans ingérence extérieure comprend:
 - Le droit de prendre des sanctions disciplinaires contre les députés sous forme de suspension, d'emprisonnement et d'expulsion. Cependant, ces sanctions n'empêchent pas les députés de se présenter à nouveau aux élections.
 - Le droit de faire comparaître des personnes pour des questions de privilège, de délibérer et d'interroger des témoins, et de le faire à huis clos. Ce dernier élément peut à juste titre être considéré comme relevant du droit d'exclure les étrangers de l'enceinte.
 - Le droit de contrôler la publication des débats et des délibérations ainsi que ceux des comités en en interdisant la publication.
 - 4. Le droit d'appliquer les lois qui concernent sa procédure interne sans l'intervention des tribunaux.
 - Le droit d'administrer ses propres affaires dans son enceinte et à l'extérieur de la salle des débats (par exemple d'y réglementer la vente de boissons alcoolisées), et de choisir et de diriger son personnel.
 - 6. Le droit d'établir son propre code de procédure.
 - 7. Le droit de faire amener des personnes en détention.
- 227. Les députés ont contesté ce qui leur est apparu comme une ingérence indue du système judiciaire. Par exemple, le 3 février 1998, John Bryden (Wentworth - Burlington) souleva une question de privilège concernant des remarques faites par le juge Marcel Joyal de la Cour fédérale. Dans le cadre d'une instance, le juge Joyal avait critiqué le comportement des députés pendant une période des questions. (Il les avait comparés aux gens assemblés autour de la guillotine pendant la Révolution française.) Les députés avaient manifesté leur joie et applaudi lorsque Lawrence MacAulay (ministre du Travail) avait annoncé le congédiement du président du Conseil canadien des relations de travail, lequel avait rétorqué en entamant des poursuites judiciaires. M. Bryden soutint que les propos du juge Joyal constituaient un outrage au Parlement. Dans sa déclaration du 11 février 1998, le Président Parent fit observer qu'il existe une division constitutionnelle nécessaire entre les pouvoirs législatif et judiciaire. Il observa également que la Chambre avait l'habitude de considérer comme non parlementaire et comme une infraction au Règlement toute mention d'un juge ou d'un tribunal constituant une attaque personnelle ou un blâme. Puis il fit remarquer que la Chambre des communes méritait à tout le moins le même respect de la part des tribunaux. Étant donné que le Greffier de la Chambre avait reçu une correspondance du président du comité de déontologie judiclaire du Conseil canadien de la magistrature indiquant que les propos du juge Joyal faisaient l'objet d'une enquête, le Président décida d'attendre le résultat de cette enquête avant de se prononcer sur la question de privilège de M. Bryden (Débats, 11 février 1998, p. 3737-3738). Le 21 avril 1998, le Président déposa de la correspondance et de la documentation en provenance du Conseil de la magistrature. Le comité du Conseil y indiquait que les commentaires du juge Joval étaient mal à propos et inconvenants dans le contexte judiciaire. Il faisait également observer que le juge avait reconnu publiquement le caractère inadéquat de ses propos. Toutefois, le comité concluait que la conduite du juge ne justifiait pas une enquête officielle. Le Président Parent déclara qu'en déposant ces documents, il considérait que le dossier était clos (Débats, 21 avril 1998, p. 5910; Journaux, 21 avril 1998, p. 682). Voir également Robert Marleau, «Relationship Between Parliament and the Courts in Canada: The Joyal Affair », The Table, vol. 66 (1998), p. 15-21.

les tribunaux de manière à servir les intérêts de la justice. Bien qu'il soit d'usage que les parlementaires fassent preuve de prudence à cet égard par respect pour les tribunaux, ils n'y sont pas légalement tenus. La raison en est qu'il est parfois tout aussi important dans l'intérêt public de débattre publiquement de questions dont sont saisis les tribunaux ²²⁸. D'ailleurs, il n'est pas rare que l'adoption d'une loi par le Parlement vise effectivement à influencer l'issue d'affaires en instance devant les tribunaux.

Les décisions de la Chambre des communes sont normalement à l'abri des examens judiciaires quand elles sont prises en vertu du Règlement, d'un ordre sessionnel ou d'une résolution ²²⁹. Il en va de même des décisions de la présidence où celleci interprète des ordres ou des résolutions de la Chambre. Ainsi, lorsqu'un député estime que le Règlement de la Chambre n'est pas appliqué comme il le souhaiterait, il ne peut en appeler aux tribunaux ²³⁰. Seule la Chambre des communes est habilitée

- 228. Le 8 mars 1990, le Président Fraser a rendu une décision sur un rappel au Règlement fait le 5 mars 1990 par Nelson Riis (Kamloops). Le député avait alors demandé que la présidence vérifie si les délibérations sur le Budget présenté le 20 février 1990 devraient se poursuivre et si la Chambre ne devrait pas suspendre l'étude d'un projet de loi fondé sur la politique budgétaire du gouvernement et dont le gouvernement avait donné avis, compte tenu que le gouvernement de la Colombie-Britannique avait entrepris de contester devant les tribunaux la décision du gouvernement fédéral de plafonner ses contributions au Réglime d'assistance publique du Canada. Dans sa décision, le Président a fait l'observation suivante: « Comme le débat sur le budget touche généralement à une foule de questions et à tous les aspects de la politique budgétaire du pays, les députés ont le droit de discuter de n'importe quel aspect de la motion. Par conséquent, je dois décider que la convention relative aux affaires en instance ne s'applique pas» (Débats, 8 mars 1990, p. 9007). Voir aussi Débats, 5 mars 1990, p. 8767-8770; 8 mars 1990, p. 9006-9009.
- 229. Pour un examen du rôle que peuvent jouer les tribunaux à cet égard, voir Maingot, 2* éd., p. 193-195. Le 22 janvier 1999, le juge Chadwick, de la Cour de l'Ontario (Division générale), a rendu une décision sur une affaire qui avait été portée devant les tribunaux et qui découlait d'un ordre de la Chambre. Le 4 juin 1998, la Chambre avait adopté l'ordre suivant: «Que la Chambre ordonne qu'Ernst Zundel soit interdit d'accès aux locaux de la Chambre des communes pendant la session en cours » (voir Journaux, 4 juin 1998, p. 937; Débats, 4 juin 1998, p. 7608-7609, 7616). La Chambre avait adopté cet ordre pour empêcher M. Zundel de tenir une conférence de presse à la tribune de la presse parlementaire dans l'édifice du Centre. M. Zundel avait intenté une poursuite contre les partis politiques représentés à la Chambre des communes de même que contre un certain nombre de députés dans l'espoir d'obtenir un jugement statuant que les défendeurs avaient porté atteinte à sa liberté d'expression garantie par le paragraphe 2b) de la Charte canadienne des droits et libertés, atteinte qui n'était pas justifiée aux termes de l'article 1 de la Charte, ainsi que dans l'espoir d'obtenir des dommages et intérêts de la part de chacun des défendeurs notamment pour avoir injustement et malicieusement violé sa liberté d'expression avec l'intention de lui causer du tort. En rejetant cette demande, le juge Chadwick a dit estimer, entre autres choses, que la Chambre des communes avait tout au plus exercé son privilège parlementaire en interdisant l'accès à la Chambre des communes à M. Zundel, et qu'elle ne lui avait pas défendu de s'exprimer. Le juge a ajouté: «Bien que le motif de cette décision n'ait pas été mentionné, il est manifeste qu'on voulait préserver la dignité et l'intégrité du Parlement». (Ernst Zundel c. Parti libéral du Canada et al., Motifs de la décision, Cour de l'Ontario (Division générale), dossier 98-CV-7845, 22 janvier 1999.)
- 230. Par exemple, même si l'article 109 du Règlement confère à tout comité le droit d'obtenir, sur demande, en dedans de 150 jours, une réponse globale du gouvernement à un rapport qu'il lui a soumis, le «droit» en question, qui appartient au comité qui demande cette réponse et non aux députés, n'est pas un droit légal que les tribunaux peuvent admettre d'office.

à se prononcer en cette matière. D'ailleurs, les décisions de la présidence concernant le rappel au Règlement ne sont pas sujettes à examen par les tribunaux.

Le droit exclusif de la Chambre des communes de régir ses affaires internes a également été interprété comme signifiant que les règlements locaux ou provinciaux ne s'appliquent ordinairement pas dans l'enceinte parlementaire. Par exemple, il n'est pas nécessaire d'obtenir un permis des autorités compétentes pour pouvoir ouvrir un débit de boisson dans l'enceinte, et les ascenseurs n'ont pas à être reconnus sécuritaires par les autorités provinciales ²³¹. Un huissier ne peut normalement pas pénétrer dans l'enceinte pour délivrer une citation à comparaître devant un tribunal civil ²³². Bien que l'enceinte du Parlement ne constitue pas un lieu d'asile, la dignité de la Chambre des communes n'en requiert pas moins que les forces de police n'y pénètrent pas pour enquêter sur la perpétration d'infractions sans avoir obtenu pour ce faire l'autorisation de la présidence ou du sergent d'armes ²³³.

LE DROIT DE S'ASSURER DE LA PRÉSENCE ET DES SERVICES DES DÉPUTÉS

Le Règlement de la Chambre dispose que tout député est tenu d'assister aux séances de la Chambre sauf s'il est occupé à d'autres activités et fonctions parlementaires ou à un engagement public ou officiel ²³⁴. En règle générale, la présence des députés à leur siège n'est pas exigée par la Chambre, et toute allusion à la présence ou à l'absence d'un député à la Chambre est considérée comme antiréglementaire ²³⁵.

Tout ce qui touche la présence des députés relève normalement des dirigeants de chacun des partis, ordinairement du whip, ou est considéré comme une question d'obligation personnelle si le député n'est affilié à aucun parti. Dans May, il est

- 231. Maingot, 2º éd., p. 171. Maingot fait toutefois observer que « En règle générale, la législation ordinaire de la province de l'Ontario, pour le droit civil, et du Canada, pour le droit pénal, s'applique sur la colline et dans l'enceinte du Parlement comme partout ailleurs en Ontario » (p. 179).
- 232. Le 4 juin 1993, Brian Tobin (Humber Sainte-Barbe Baie Verte) a soulevé une question de privilège pour se plaindre d'avoir été victime d'intimidation et d'ingérence à un moment où il cherchait à s'acquitter de ses devoirs parlementaires. Le député a expliqué qu'on lui avait signifié un avis d'intention de le poursuivre en justice s'il ne retirait pas certains propos qu'il avait tenus concernant un nommé Raife. Le député se disait troublé du fait que le document lui avait été remis dans l'antichambre de la Chambre des communes. Le 10 juin 1993, la vice-présidente Champagne, en rendant sa décision, a rappelé la longue tradition voulant que les actes de procédure ne peuvent être signifiés dans l'enceinte de la Chambre des communes sans l'autorisation de la présidence. Elle a également fait référence à la décision rendue par le Président Fraser le 19 mai 1969 sur une question de privilège soulevée par David Kilgour (Edmonton-Sud-Est) à qui on avait signifié un document à son bureau de l'édifice du Centre. (Voir Débats, 19 mai 1989, p. 1951-1953. Voir également plus haut la rubrique intitulée « La dispense de l'obligation de comparaître comme témoin ».) La vice-présidente a fait observer que la lettre remise à M. Tobin ne tombait pas sous la définition d'acte de procédure (émanant d'une cour de justice) puisque aucune action judiciaire n'avait encore été entreprise. Elle a ajouté qu'en l'instance, il n'était pas nécessaire de prévenir la présidence et qu'il n'y avait pas non plus de motif pour que celle-ci intervienne. Voir Débats, 4 juin 1993, p. 20375-20377; 10 juin 1993, p. 20693-20694. Voir également Débats, 4 juin 1993, p. 20371-20372.
- 233. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 5.
- 234. Art. 15 du Règlement.
- 235. Voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés» et le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

mentionné que «la participation aux travaux du Parlement comprend l'obligation de s'acquitter des devoirs imposés aux députés par les ordres et le Règlement de la Chambre ²³⁶ ».

LE DROIT DE PROCÉDER À DES ENQUÊTES, D'EXIGER LA COMPARUTION DE TÉMOINS ET D'ORDONNER LA PRODUCTION DE DOCUMENTS

Le droit du Parlement de procéder à des enquêtes, d'exiger la comparution de témoins et d'ordonner la production de documents est essentiel au bon fonctionnement du Parlement. Ce droit est d'ailleurs aussi ancien que le Parlement lui-même. Dans une large mesure, ce droit est maintenant exercé par les comités en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués aux termes du Règlement²³⁷. «La seule limitation que la Chambre pourrait elle-même s'imposer serait que l'enquête doive se rapporter à un sujet relevant de la compétence législative du Parlement, en particulier lorsque des témoins doivent être entendus et qu'on envisage de recourir à la compétence pénale du Parlement. Cette restriction est conforme au droit des Chambres du Parlement de convoquer une personne et de l'obliger à témoigner sur un sujet relevant de leur compétence respective ²³⁸. »

LE DROIT D'INTERROGER DES TÉMOINS SOUS SERMENT

Le droit de la Chambre et de ses comités d'interroger des témoins sous serment ²³⁹, droit qui ne faisait anciennement pas partie des usages parlementaires, leur a été conféré par voie législative et est maintenant énoncé dans la *Loi sur le Parlement du Canada* ²⁴⁰. Les dispositions de cette loi permettent à la Chambre et à ses comités d'interroger des témoins sous serment et autorisent la présidence, les présidents de comité et toute personne désignée par le Président à faire prêter serment ou à recevoir des affirmations solennelles. Cette loi stipule également que quiconque, sous serment, fait délibérément un faux témoignage encourt les peines prévues en cas de parjure.

LE DROIT DE PUBLIER DES DOCUMENTS CONTENANT DES PROPOS DIFFAMATOIRES

La Loi sur le Parlement du Canada²⁴¹ protège la publication, sur ordre de la Chambre, de tout document parlementaire susceptible de contenir ou d'avoir en annexe des

^{236.} May, 22° éd., p. 179.

^{237.} Art. 108(1)a) du Règlement.

Maingot, 2* éd., p. 198. Voir également p. 199. Pour un examen plus approfondi du fonctionnement des comités, voir le chapitre 20, «Les comités».

^{239.} Voir Maingot, 2º éd., p. 200-201.

^{240.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 10-13.

^{241.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 7-9.

propos diffamatoires ²⁴². Cette disposition s'applique à tous les documents publiés par un comité agissant sous l'autorité de la Chambre. Ce droit ne vise pas à protéger la publication de propos diffamatoires qui pourraient être contenus dans d'autres documents, comme le bulletin parlementaire des députés.

Les limites intrinsèques du privilège

Les privilèges collectifs de la Chambre des communes et les privilèges individuels des députés sont limités. Les tribunaux ont jusqu'à un certain point le pouvoir de délimiter les droits revendiqués par le Parlement, mais certains Parlements ont codifié ces droits, immunités et privilèges. La présente section examinera le rôle que jouent les tribunaux dans la délimitation du privilège parlementaire, les conséquences de la codification du privilège et le lien entre le privilège et la Constitution.

L'IMPACT DES TRIBUNAUX SUR LE PRIVILÈGE

On affirme fréquemment que le Parlement est la plus haute cour du pays. C'est vrai, en ce sens que le Parlement est la haute cour de l'opinion publique, celle où l'électorat exprime ses préoccupations par l'intermédiaire de ses représentants élus. Il se trouve également qu'à l'époque médiévale, le Parlement anglais avait un rôle judiciaire; il était alors perçu avant tout comme une cour de justice, la Haute Cour du Parlement, une cour de dernière instance, où la juridiction suprême incombait à la Couronne et aux lords temporels ²⁴³. Ce rôle a pratiquement disparu depuis au Royaume-Uni ²⁴⁴. Le Parlement canadien, quant à lui, n'a jamais eu de rôle judiciaire ²⁴⁵.

Les privilèges dont jouit le Parlement faisant partie du droit général et public du Canada, les tribunaux peuvent les admettre d'office et les interpréter de la même manière qu'ils le font pour tout domaine du droit, comme l'indique la Loi sur le Parlement du Canada:

Ces privilèges, immunités et pouvoirs sont partie intégrante du droit général et public du Canada et n'ont pas à être démontrés, étant admis d'office devant les tribunaux et juges du Canada²⁴⁶.

^{242.} La célèbre affaire Stockdale c. Hansard dans les années 1830 a amené les tribunaux britanniques à statuer que le privilège parlementaire n'autorise pas la Chambre à publier impunément des propos diffamatoires. (Voir Maingot, 2* éd., p. 294-300.) Par suite de cette décision, les pays de l'Empire britannique ont adopté au dix-neuvième siècle des lois conférant aux assemblées législatives le droit de publier des documents contenant de tels propos.

^{243.} Maingot, 2º éd., p. 16.

^{244.} À propos du rôle de la Chambre des lords comme cour de justice, voir May, 22° éd., p. 60-63.

^{245.} Pour avoir un aperçu du rôle qu'ont joué, par le passé, les tribunaux dans la délimitation du privilège parlementaire, voir Maingot, 2° éd., p. 283-316; et May, 22° éd., p. 153-172.

^{246.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 5.

Le privilège parlementaire possède une caractéristique unique, en ce sens que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les droits et immunités revendiqués par les élus sont dans une large mesure soumis au contrôle des tribunaux. Même si le Parlement prétend au contrôle exclusif de ses privilèges, cette prétention n'a à peu près jamais été contestée, car les tribunaux comme les Parlements sont réticents à trancher ce genre de question. Cependant, les fois où les privilèges du Parlement ont été contestés, les tribunaux en ont parfois donné une définition plus restrictive, alors qu'à d'autres occasions, ils les ont confirmés. Les tribunaux peuvent donc, dans une certaine mesure, circonscrire ou valider les privilèges du Parlement ²⁴⁷.

Au Royaume-Uni, c'est, dans une certaine mesure, en se fondant sur l'analogie avec la pratique judiciaire qu'on a justifié dans le passé les privilèges du Parlement ²⁴⁸. Un tribunal jouit des privilèges voulus pour être à même d'exercer efficacement ses pouvoirs. S'il est normal de considérer que, dans une cour de justice, les témoins et les juges doivent pouvoir s'exprimer en toute liberté, être protégés contre toute brutalité et être dégagés de toute tâche ou obligation conflictuelle, le même principe devrait valoir pour «la Cour du Parlement, la première et la plus haute cour du royaume » ²⁴⁹.

Le pouvoir quasi absolu du Parlement de réprimer l'outrage a une résonance et une origine judiciaires au Royaume-Uni, même si, au vingtième siècle, le Parlement anglais n'est plus un tribunal ²⁵⁰. En Grande-Bretagne, quand la Chambre fait incarcérer ou, plus généralement, condamne un individu pour outrage sans préciser les motifs qui sous-tendent sa condamnation, l'usage veut que les tribunaux n'enquêtent pas sur la nature de l'outrage ²⁵¹. Toutefois, lorsque les faits sont exposés dans le mandat, les tribunaux ont le loisir d'enquêter sur les motifs de la condamnation et, dans certains cas, de déclarer celle-ci injustifiée parce que arbitraire ou n'ayant aucun lien avec la violation d'un privilège reconnu de la Chambre ²⁵².

LA CODIFICATION: LE CAS AUSTRALIEN

Afin de dissiper quelque peu l'incertitude traditionnellement inhérente à l'exercice de leurs privilèges, certains Parlements calqués sur le modèle de Westminster ont choisi de codifier leurs privilèges ²⁵³. En 1987, le Parlement australien a adopté une loi proclamant, clarifiant et modifiant considérablement son droit relatif au

- 247. Pour un examen plus poussé de cette question, voir Odgers, 8º éd., p. 35-38, 40-42.
- 248. May, 22° éd., p. 65-66; Maingot, 2° éd., p. 16.
- 249. Hatsell, vol. 1, p. 1.
- Geoffrey Marshall, "The House of Commons and its Privileges", The House of Commons in the Twentieth Century, publié par S.A. Walkland, Oxford: Clarendon Press, 1979, p. 205; May, 22° éd., p. 131-132.
- 251. Marshall, p. 207; May, 224 éd., p. 133.
- 252. Marshall, p. 207; May, 22° éd., p. 133, 135-136.
- Pour la liste des pays du Commonwealth qui, en 1966, avaient déjà codifié leurs privilèges parlementaires, voir Chambre des communes, Royaume-Uni, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. 184-185.

privilège parlementaire ²⁵⁴. En partie par suite de cette loi, le Sénat australien a adopté une série de résolutions codifiant bon nombre de ses usages en matière de privilège ²⁵⁵.

Le Parlement australien, jugeant que les tribunaux restreignaient grandement sa liberté d'expression, a défini dans une loi les mesures à prendre pour protéger ses délibérations. L'Australian Parliamentary Privileges Act de 1987 définit un certain nombre de concepts, dont celui d'outrage. On peut dire qu'en limitant le nombre d'actions qui peuvent être considérées comme des outrages, cette loi ou bien limite la liberté d'action de l'une et l'autre des deux chambres australiennes ou bien rend leurs actions sujettes à interprétation judiciaire. Par exemple, une personne punie pour outrage au Parlement pourrait s'adresser au tribunal pour tenter de faire établir que la conduite pour laquelle elle a été punie ne correspondait pas à la définition légale de l'outrage. C'est donc dire que le tribunal pourrait être amené à annuler une peine imposée par une chambre pour outrage au Parlement 256.

La définition légale que l'Australie a donnée au privilège a suscité un certain nombre d'inquiétudes. On a dit craindre notamment que le droit d'une chambre d'expulser un député ou d'assurer la protection des témoins comparaissant devant un comité ne soit contesté devant les tribunaux ²⁵⁷; que la loi ne restreigne indûment le droit tant des demandeurs que des défendeurs de faire référence, dans un procès, aux témoignages fournis devant les comités parlementaires; que l'interprétation des dispositions de la loi ne limite davantage les pouvoirs et immunités du Parlement; que la confirmation légale de l'existence de privilèges parlementaires ne se traduise par une remise en question du droit du public et des médias de formuler des commentaires sur ce qui se passe au Parlement ²⁵⁸; et que si des problèmes majeurs se posaient, on ne puisse y remédier qu'en modifiant la codification par voie d'amendement législatif ²⁵⁹. Les tribunaux ayant pour fonction d'examiner et d'appliquer les lois, et non d'enquêter sur le processus qui a mené à leur adoption, il n'y a pas lieu de s'étonner que les tribunaux et le Parlement aient convenu de la nécessité d'éviter les conflits d'interprétation concernant la portée du privilège parlementaire ²⁶⁰.

^{254.} Parlement d'Australie, Parliamentary Privileges Act 1987. Voir également Odgers, 8* éd., p. 27-28.

^{255.} Pour le texte des résolutions du Sénat, voir Odgers, 8° éd., p. 537-552. Voir également Harry Evans « Parliamentary Privilege: Legislation and Resolutions in the Australian Parliament», The Table, vol. 56 (1988), p. 21-22. C'est par nécessité qu'on a adopté cette codification. On l'a fait par suite de deux jugements de la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud qui ont restreint considérablement le privilège de liberté d'expression du Parlement. Comme l'a fait observer Evans, les parlements qui ont hérité leurs privilèges, usages et traditions parlementaires de la Grande-Bretagne se sont toujours montrés fort réticents à légiférer en matière de privilège parlementaire, principalement parce qu'en enchâssant dans des termes législatifs précis les privilèges et immunités des deux chambres du Parlement, ils craignaient de les restreindre indûment. On préférait s'en tenir à la common law et aux termes généraux des anciens textes législatifs, notamment du Bill of Rights.

^{256.} Evans, p. 30.

^{257.} Evans, p. 31-33.

Sylvia Song, "The Reform of Parliamentary Privilege: Advantages and Dangers", Legislative Studies, vol. 12, nº 1 (printemps 1997), p. 39.

^{259.} Evans, p. 35.

^{260.} Song, p. 31.

LA CODIFICATION: L'EXPÉRIENCE DU ROYAUME-UNI

Contrairement au Parlement australien, le Parlement du Royaume-Uni n'a pas opté pour une codification législative du privilège, quoiqu'il continue de revoir ses usages et de modifier sa façon d'aborder les questions de privilège. La portée et l'application du privilège ont été examinées à fond en 1967-1968 par le Select Committee on Parliamentary Privilege, réexaminées dans le troisième rapport du même Comité en 1976-1977 et revues par le Joint Committee on Parliamentary Privilege en 1998-1999. Avant la création du Select Committee en 1967-1968, des inquiétudes avaient été exprimées concernant le nombre d'occasions où des critiques avaient été soulevées à la Chambre à propos d'atteintes aux privilèges ou d'outrages relatifs à des questions relativement futiles 261.

Après avoir examiné tous les aspects du privilège de la Chambre, le Comité de 1967-1968 s'est opposé à toute modification majeure de la loi sur le privilège, s'élevant spécialement contre la suggestion que la compétence en matière de privilège soit transférée aux tribunaux par voie législative ²⁶². Le Comité recommanda qu'on adopte une loi visant à élargir et à clarifier la portée du privilège ²⁶³ et qu'on procède à un certain nombre de réformes importantes concernant la façon de prendre en considération les plaintes relatives au privilège ²⁶⁴. Il modifia la procédure d'examen des privilèges et, dans une certaine mesure, codifia les procédures relatives aux questions de privilège ²⁶⁵. D'autres réformes ont permis de faire mieux correspondre les règles officielles de la Chambre avec des usages remontant à près de deux siècles ²⁶⁶. Le Comité de 1976-1977 réexamina les conclusions du précédent Comité et recommanda l'application de nombre de ses recommandations ²⁶⁷.

Dans sa note adressée au *British Select Committee* en 1976-1977, le Greffier de la Chambre a fait une mise en garde contre une codification trop rigide des options de la Chambre concernant le traitement des questions de privilège. Il écrivait:

Ce serait tout d'abord une erreur, en ce sens que cela introduirait un élément de rigidité dans la façon dont la Chambre fait respecter ses privilèges et punit les outrages. Il est juste de dire qu'une simple résolution de la

- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. v-vii, viii-xi, par. 5-10, 15-24.
- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. xxxix, par. 146.
- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. xxvii, par. 87.
- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. xlli- xliv, par. 162-175.
- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967. rapport, p. xliv-xlvii, par. 176-191.
- Voir « Summary of Principal Recommendations », Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. xlix-li, par. 205.
- Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1976-1977, troisième rapport, p. ix-x, par. 16-18.

Chambre établissant les sortes de cas sur lesquels elle compte normalement intervenir ne risquerait pas de réduire ses privilèges ou pouvoirs. Mais des formules qui peuvent sembler précises et sans faille au moment où elles sont rédigées peuvent fort bien se révéler par la suite déficientes en raison de quelque échappatoire ou développement impossible à prévoir au départ. Il n'est certes pas souhaitable qu'on en vienne à devoir demander à la Chambre de modifier à tout moment ses résolutions sur les privilèges ²⁶⁸.

Dans la foulée du rapport de 1976-1977, l'attention que porte la Chambre à ce domaine semble s'être déplacée vers la conduite des députés. On s'est mis à traiter les allégations d'inconduite de la part de députés de la Chambre britannique en s'attachant au comportement des députés et aux règles qu'ils sont tenus de respecter, et non à leurs privilèges. L'établissement d'un registre des intérêts des députés a institutionnalisé cette approche, et cette évolution s'est poursuivie dans les années 1990 avec le dépôt du premier rapport du Committee of Privilèges en 1994-1995 ainsi qu'avec le rapport du Nolan Committee on Standards in Public Life qui mena à la création du Select Committee on Standards in Public Life. Ce Comité formula, à propos de la conduite des députés, un certain nombre de recommandations qui sont à l'origine de l'adoption d'un code de déontologie à l'intention des députés, de la transformation du Committee of Privilèges en Committee on Standards and Privilèges et de la nomination d'un Parliamentary Commissioner for Standards 269.

Au cours de la session de 1997-1998, le Parlement britannique créa un Joint Committee on Parliamentary Privilege et lui confia le vaste mandat de revoir le privilège parlementaire et de formuler des recommandations à cet égard. Reconduit au cours de la session de 1998-1999 avec le même mandat et la même composition, le Comité soumit son rapport aux deux chambres le 30 mars 1999 et formula toute une série de recommandations appelant la codification législative de diverses questions relatives au privilège 270. Le Comité recommanda que les expressions «en dehors du Parlement » et « délibérations du Parlement » soient définies dans la loi, que les membres des deux chambres soient visés par une future loi sur la corruption, que l'outrage au Parlement fasse l'objet d'une codification législative, qu'on retire au Parlement le pouvoir de faire incarcérer des gens pour outrage, qu'on transfère aux tribunaux le pouvoir pénal que peut exercer le Parlement à l'endroit de personnes qui ne sont pas députés, et qu'on abolisse la dispense dont bénéficient les députés de comparaître comme témoins devant les tribunaux ainsi que leur immunité d'arrestation dans des affaires civiles. Il recommanda également le remplacement de la Parliamentary Papers Act de 1840 par une loi moderne et suggéra l'adoption d'une loi sur les privilèges parlementaires qui tiendrait compte de tous les changements qu'il recommandait d'apporter dans ce domaine du droit et qui codifierait globalement le privilège parlementaire.

Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1976-1977. troisième rapport, p. xiv, par. 16.

^{269.} May, 22° éd., p. 82.

Voir «Summary of Recommendations», Royaume-Uni, Joint Committee on Parliamentary Privilege, 1998-1999, rapport, p. 1-7.

LE PRIVILÈGE ET LA CONSTITUTION 271

L'article 18 de la Loi constitutionnelle de 1867 stipule que le Parlement ne peut s'attribuer des privilèges plus étendus que ceux dont jouissait à ce moment-là la Chambre des communes du Royaume-Uni. «Il est évident que les tribunaux ne sauraient remettre en question la façon dont le Parlement a, par le passé, exercé ses privilèges, par exemple son pouvoir de réprimer l'outrage. Mais il est depuis longtemps admis que les tribunaux peuvent attester que tel privilège exercé par le Parlement est reconnu en droit. Les tribunaux pourraient donc, dans un cas approprié, examiner toute loi à la lumière de l'article 18 de la Loi constitutionnelle de 1867 pour déterminer si le privilège que telle loi confère au Parlement canadien est de ceux que celui-ci est habilité à s'attribuer. Une telle question pourrait être soulevée par procédure de renvoi ou par recours à l'habeas corpus, ou encore par la voie d'une poursuite en dommages-intérêts au nom de présumées victimes d'actes qu'aurait posés le Parlement dans l'exercice de ses prétendus privilèges 272 ».

L'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982 « a donné lieu à une avalanche de litiges constitutionnels, investi les tribunaux canadiens d'un rôle de surveillance accru à l'égard du gouvernement et modifié en profondeur la forme et le fond du débat politique. Il était donc inévitable qu'un jour ou l'autre, les assemblées législatives et les chambres du Parlement aient à trouver des accommodements avec la Charte » ²⁷³.

En tant qu'élément du droit public et général du Canada²⁷⁴, le privilège parlementaire, comme d'ailleurs toutes nos lois, est maintenant assujetti aux dispositions de la Charte²⁷⁵. En 1993, la Cour suprême du Canada, dans le pourvoi New Brunswick Broadcasting Co c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative), s'est penchée sur la question de savoir dans quelle mesure et comment la Charte s'appliquait aux assemblées législatives provinciales et à leurs délibérations, et son arrêt a eu des conséquences directes sur les pouvoirs, privilèges et immunités de la Chambre des communes²⁷⁶. Maingot résume cette décision dans les termes suivants:

D'après la majorité des juges, en refusant aux caméras de télévision l'accès à la tribune de la presse, l'Assemblée législative exerce son privilège constitutionnel inhérent d'exclure les étrangers de son enceinte. Le fondement de ce privilège est le préambule de la Loi constitutionnelle de 1867, dans le contexte de la tradition et du principe pragmatique de la nécessité: l'Assemblée doit posséder les pouvoirs constitutionnels nécessaires à son bon fonctionnement.

^{271.} Voir Maingot, 2* éd., p. 317-368.

Barry L. Strayer, The Canadian Constitution and the Courts: The Function and Scope of Judicial Review, 3° éd., Toronto: Butterworths, p. 224.

^{273.} Maingot, 2º éd., p. 317.

^{274.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 5.

^{275.} Maingot, 2º éd., p. 320.

^{276.} Maingot, 2º éd., p. 320.

Les juges formant la majorité affirment l'existence de deux catégories de privilèges: 1) le privilège constitutionnel inhérent et 2) le privilège qui n'est pas constitutionnellement inhérent. Tant la Charte que les privilèges de la première catégorie font partie de la Constitution; il s'ensuit que ces privilèges ne sont pas assujettis à un contrôle judiciaire en vertu de la Charte puisqu'une partie de la Constitution ne peut en abroger une autre. Par conséquent, s'il est établi que le privilège est constitutionnellement inhérent, comme dans l'affaire en question, l'exercice du privilège ne peut faire l'objet d'un contrôle judiciaire. Dans le cas contraire, il est sujet à un tel contrôle 277.

On est encore loin d'avoir établi clairement quand les tribunaux peuvent et devraient statuer sur des questions qui, selon la Constitution ou la loi, relèvent de la compétence d'autres instances gouvernementales. «Il va sans dire que les actes de l'exécutif comme du législatif peuvent faire l'objet d'un examen s'il est allégué que ces instances ont outrepassé leurs compétences. Il est également manifeste que le droit administratif permet l'examen des décisions de l'exécutif au regard d'une foule d'aspects d'ordre procédural; cependant, une décision de fond ne saurait faire l'objet d'un examen lorsqu'il ne fait aucun doute qu'elle est du ressort exclusif de l'exécutif. Il est par contre plus difficile d'établir dans quelle mesure les procédures internes du Parlement et l'exercice de ses privilèges historiques en ce qui concerne la détermination de sa propre composition et la conduite de ses membres peuvent faire l'objet d'un examen judiciaire 278 ».

Les privilèges des députés et le droit pénal

LE PRIVILÈGE ET LE CODE CRIMINEL

Les privilèges spéciaux des députés n'ont jamais eu pour but de les placer au-dessus de la loi; l'intention était tout au plus de les dispenser de l'application de certains volets de la loi pour qu'ils puissent dûment s'acquitter des responsabilités inhérentes à leurs fonctions. Les parlementaires sont justiciables au criminel, sauf pour ce qu'ils disent ou ce qu'ils font dans le contexte des travaux parlementaires. On peut cependant difficilement imaginer qu'on puisse commettre un acte criminel dans le cadre des délibérations du Parlement ²⁷⁹. Par conséquent, il va sans dire que, si un député est accusé d'une infraction criminelle, il doit se soumettre aux procédures judiciaires normales. Agir autrement équivaudrait à mépriser le système de justice canadien ²⁸⁰.

^{277.} Maingot, 2* éd., p. 321-322.

^{278.} Strayer, p. 224.

^{279.} Maingot, 2° éd., p. 126-127.

^{280.} À la page 128 de la 2º édition de Maingot, il est dit que « le Code criminel s'applique à la réglementation interne des Chambres du Parlement, y compris au mésusage éventuellement criminel des budgets des députés ».

En établissant s'il y a de prime abord une atteinte aux privilèges, la présidence doit distinguer entre les actes qui gênent directement les députés dans l'accomplissement de leurs devoirs parlementaires et ceux qui touchent les députés mais qui ne sont pas directement liés à l'exercice de leurs fonctions. Par exemple, si un député est sommé de comparaître devant un tribunal pour une infraction aux règlements de la circulation, ou fait l'objet d'une enquête du fisc, on peut dire au premier coup d'œil que le député peut être gêné dans l'accomplissement de ses devoirs parlementaires — car il peut être appelé à se défendre lui-même en cour au lieu d'être présent à la Chambre ou en comité. Cependant, dans ce genre de cas, la poursuite dont il fait l'objet découle non pas de ses responsabilités d'élu, mais d'un acte qu'il est présumé avoir commis en tant que citoyen ordinaire. En l'occurrence, la protection du privilège parlementaire ne saurait s'appliquer²⁸¹.

L'immunité d'arrestation se limite aux affaires civiles et ne permet pas à un député de se dérober à la justice pénale. Ce principe concorde avec celui qu'a énoncé la Chambre des communes britannique lors d'une conférence qu'elle a eue avec la Chambre des lords en 1641. On avait alors établi que « le privilège parlementaire doit

servir le Commonwealth et non l'affaiblir » 282.

L'immunité d'arrestation ne protège pas le député dans une affaire pénale ²⁸³. Le privilège parlementaire ne peut donc être invoqué dans des affaires criminelles comme la trahison, les infractions majeures, tous les actes criminels, les effractions, l'enlèvement, l'impression et la publication d'écrits diffamatoires séditieux, et l'outrage au tribunal (sauf dans une affaire civile) ²⁸⁴. Un député ne peut revendiquer l'immunité d'arrestation ou d'emprisonnement pour une accusation criminelle. Il est exactement dans la même position que tout autre citoyen s'il est soupçonné, accusé ou reconnu coupable d'un acte criminel, à moins que l'infraction en question ne soit liée aux délibérations du Parlement ²⁸⁵.

Au Canada, l'affaire Gilles Grégoire (Lapointe), en 1965, semble indiquer que, sur autorisation de la Chambre, l'arrestation d'un député peut se faire dans l'enceinte du Parlement, et qu'à cet égard, les terrains entourant les édifices du Parlement sont réputés ne pas faire partie de l'enceinte du Parlement ²⁸⁶.

Un député ne peut se servir de la Chambre des communes comme d'un lieu d'asile pour échapper à la loi. Même le parquet de la Chambre n'est pas un lieu

^{281.} Maingot, 2ª éd., p. 245.

Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. 1.

^{283.} Maingot, 2º éd., p. 162.

^{284.} Voir ci-dessus la rubrique intitulée «Les droits et immunités des députés ».

^{285.} Maingot, 2º éd., p. 162.

^{286.} Voir Comité spécial sur les droits et immunités des députés, premier rapport, présenté à la Chambre le 12 juillet 1976 (Journaux, p. 1421-1423) pour un résumé de cette affaire. Voir également Maingot, 2° éd., p. 181. Voir aussi plus haut la rubrique intitulée « Les droits et immunités des députés ». Au Royaume-Uni, un député peut même être arrêté à la Chambre, et une assignation en justice peut être signifiée à un député dans l'enceinte du palais de Westminster pourvu, dans les deux cas, que la Chambre en accorde la permission si c'est un jour de séance (May, 22° éd., p. 98, 100-101, 131n).

d'asile, et la loi, notamment en matière pénale, s'y applique comme partout ailleurs 287. Ce n'est pas l'enceinte du Parlement qui est sacrée, mais la fonction parlementaire 288. La seule procédure spéciale qui s'applique en cas d'arrestation ou d'emprisonnement d'un député, c'est que s'il est détenu pour une période relativement longue (par exemple, s'il est mis en détention préventive), la police ou le tribunal concerné doit en aviser la présidence. De même, si un député est condamné à la prison, la Chambre doit en être informée²⁸⁹. C'est donc dire que, si la police met un député sous arrêt à l'extérieur de la Chambre pour une infraction criminelle, la Chambre n'est pas habilitée à intervenir. Au Canada, l'administration de la justice relève des autorités provinciales. Il incombe donc au procureur de la Couronne du district judiciaire où une infraction au Code criminel a été commise d'engager des poursuites contre l'auteur présumé de l'infraction en question²⁹⁰. Dans son rapport de 1967, le Select Committee on Parliamentary Privilege de la Chambre des communes britannique a fait observer qu'il ne voyait rien qui puisse justifier, sauf dans des circonstances exceptionnelles, qu'un député ait le droit d'échapper au processus judiciaire normal 291.

L'EXÉCUTION DE MANDATS DE PERQUISITION DANS L'ENCEINTE DU PARLEMENT

Les privilèges de la Chambre des communes comprennent «les droits qui lui sont nécessaires pour agir en toute liberté dans son domaine de compétence, et les pouvoirs qu'il lui faut posséder pour exercer ces droits quand les circonstances l'y contraignent » ²⁹². Il est bien établi que, par extension, la Chambre a la compétence entière et exclusive de réglementer et d'administrer son enceinte, et ce, sans ingérence extérieure.

En sa qualité de gardien des droits et privilèges de la Chambre des communes et de premier responsable du bon fonctionnement de sa structure administrative, le Président supervise la gestion de l'enceinte parlementaire. Le Règlement délègue à cet égard au sergent d'armes certains devoirs et responsabilités, notamment ceux de maintenir l'ordre dans les tribunes, les corridors, les couloirs et autres endroits de la Chambre, et de mettre sous arrêt ou en détention toute personne qui se rend coupable d'inconduite dans l'enceinte parlementaire ²⁹³.

Le droit de la Chambre de contrôler son enceinte s'étend aux considérations de sécurité et de surveillance policière. La Chambre des communes possède son propre service de protection, le Service de sécurité de la Chambre des communes, dirigé par

^{287.} May, 22º éd., p. 98.

^{288.} Maingot, 2* éd., p. 170-171, 178-179.

^{289.} May, 22° éd., p. 100-102.

^{290.} Maingot, 2º éd., p. 178.

Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Parliamentary Privilege, 1966-1967, rapport, p. xvi, par. 47.

^{292.} Bourinot, 4º éd., p. 37.

^{293.} Art. 157 et 158 du Règlement.

le sergent d'armes. En dehors de l'enceinte, c'est la GRC qui est responsable de la sécurité sur les terrains de la colline du Parlement²⁹⁴, de même que de la protection du premier ministre et de tout dignitaire en visite sur la colline, et ce, jusqu'à l'entrée des édifices du Parlement. À l'intérieur des édifices, la sécurité devient la responsabilité du Service de sécurité de la Chambre des communes.

L'autorisation de la présidence

Il s'est présenté des cas où des représentants de forces policières de l'extérieur ont voulu pénétrer dans l'enceinte du Parlement afin d'y effectuer une arrestation, d'y mener un interrogatoire ou d'y exécuter un mandat de perquisition. La présidence est habilitée à permettre ou à refuser, au nom de la Chambre, à des forces policières extérieures de pénétrer dans l'enceinte, et à obliger la police à demander son autorisation avant de faire son travail.

La compétence de la présidence en cette matière a été établie à l'occasion de deux incidents distincts survenus dans les années 1970. Le premier s'est produit en 1973 et impliquait Flora MacDonald (Kingston et les Îles). Des policiers de la Ville d'Ottawa et de la GRC, qui enquêtaient à propos de la disparition de documents du ministère des Affaires indiennes, avaient envahi son bureau du Parlement sans en avoir d'abord demandé l'autorisation à la présidence. Mme MacDonald a soulevé à ce sujet une question de privilège qui a été jugée fondée de prime abord, et la question a été renvoyée au comité pour étude. Dans son rapport à la Chambre, le comité a affirmé: «Il est bien établi que des forces policières de l'extérieur, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ne pénétreront pas dans les lieux où siège le Parlement sans avoir obtenu au préalable la permission [du Président], qui est gardien des pouvoirs et privilèges du Parlement [...] Le comité doit reconnaître le bien-fondé de la question de privilège soulevée à la Chambre des communes » 295. Présumant que les forces policières avaient agi de bonne foi, le comité n'est pas allé jusqu'à conclure qu'elles s'étaient rendues coupables d'outrage à la Chambre. Il a plutôt recommandé au Président de «rappeler aux forces policières de l'extérieur et au personnel de sécurité de la Chambre des communes leurs obligations respectives à cet égard et que d'autres mesures ne soient pas prises » 296. Alors que le rapport du comité réaffirmait l'obligation pour les forces policières de l'extérieur d'obtenir l'autorisation de la présidence avant de pénétrer dans l'enceinte parlementaire, ce n'est que six ans plus tard, sous une autre législature et sous un autre Président, que la Chambre a été à même de se faire confirmer que, loin d'être une simple formalité, l'autorisation que les forces de police de l'extérieur étaient tenues d'obtenir obligeait la présidence à exercer très consciencieusement son pouvoir discrétionnaire à cet égard.

Le second incident est survenu en 1979 et impliquait Terry Sargeant (Selkirk – Interlake). Le député a soulevé une question de privilège concernant une demande

^{294.} C'est ce que la présidence a clairement fait valoir dans ses décisions au fil des ans. Voir, par exemple, Débats, 15 mai 1970, p. 7007; 25 mai 1970, p. 7255; 21 mai 1981, p. 9769-9770; 26 mai 1981, p. 9920-9921; 27 mai 1981, p. 9983-9984; 4 juin 1986, p. 13961.

^{295.} Journaux, 21 septembre 1973, p. 567.

^{296.} Journaux, 21 septembre 1973, p. 567.

que la GRC avait présentée à la présidence pour perquisitionner au bureau du député sur la colline du Parlement à la recherche de copies d'un document qui avait été dérobé. Après avoir confirmé que la GRC avait effectivement demandé l'autorisation de la présidence pour effectuer une perquisition au bureau de M. Sargeant, le Président Jerome a jugé que de prime abord, il ne lui semblait pas y avoir eu, dans ce cas, d'atteinte au privilège et a indiqué à la Chambre qu'il avait exercé son pouvoir discrétionnaire pour refuser qu'on exécute le mandat de perquisition: «Si [le Président] est libre de juger ce qu'il convient de faire dans cette situation, c'est à mon avis parce que les droits de la police, qui peuvent être légitimes, s'opposent aux droits du député, qui sont au moins aussi légitimes [...] Comme aucune accusation n'avait été portée contre un député et qu'apparemment aucune enquête n'était tenue au sujet d'une infraction dont il se serait rendu coupable, mais qu'il s'agissait plutôt d'une enquête ayant trait à d'autres circonstances, j'ai donc décidé au départ d'exercer mon pouvoir discrétionnaire en m'opposant à l'exécution du mandat de perquisition dans le bureau d'un député situé dans cette enceinte. Par ailleurs, je serais porté à croire que dans les cas extrêmes, lorsqu'il y a bel et bien allégation d'infraction contre un député, et qu'il s'agit d'appliquer la loi ou de faire enquête sur une accusation précise et officielle portée contre un député, la situation serait tout autre. Bien sûr, ma décision dépendrait alors de la nature de l'accusation et des circonstances qui 1'entourent » 297

Dans de tels cas, la présidence est toujours placée dans une position difficile: elle doit veiller à ce que les privilèges du député soient protégés, sans pour autant s'exposer à être accusée d'entrave à la justice. Cependant, comme l'expliquait le Président Jerome en 1979, si aucune accusation n'a été portée et que rien n'indique qu'une enquête est menée contre un député, la présidence peut exercer son pouvoir discrétionnaire pour empêcher l'exécution d'un tel mandat. Par contre, s'il y a allégation qu'une infraction a été commise par un député, et si les suites à donner à cette accusation nécessitent l'exécution d'un mandat de perquisition, il se peut que la présidence autorise la perquisition²⁹⁸.

En faisant cette déclaration, le Président Jerome soulignait les limites de la compétence de la présidence au regard des questions de privilège. C'est non pas à la présidence, mais à la Chambre elle-même qu'il appartient de déterminer l'étendue des privilèges des députés et d'établir s'il y a eu atteinte à un privilège. On pourrait dire à juste titre que le rôle que joue la présidence en établissant si la question de privilège est de prime abord recevable s'apparente de très près à l'exercice de son pouvoir discrétionnaire d'autoriser ou non les forces policières à pénétrer dans l'enceinte parlementaire. Dans les deux cas, la présidence doit garder à l'esprit que l'instance suprême dans ce genre d'affaire est la Chambre elle-même, qui, en statuant sur la question, se prononcera sur la décision initiale de la présidence.

^{297.} Débats, 30 novembre 1979, p. 1890-1892.

^{298.} Débats, 30 novembre 1979, p. 1891.

Les enquêtes sur la façon dont les députés utilisent les budgets et les services mis à leur disposition

En 1989, un certain nombre de mandats de perquisition ont été exécutés sur la colline du Parlement dans le cadre d'enquêtes à propos de la façon dont certains députés utilisaient les budgets qui leur étaient alloués pour leur bureau ainsi que les services qui étaient mis à leur disposition. Ces enquêtes ont donné lieu à de nombreuses spéculations dans les médias et suscité une grande inquiétude chez les députés. C'est ce qui a amené la Chambre à créer un comité spécial pour «examiner la Loi sur le Parlement du Canada en ce qui concerne les pouvoirs, devoirs et obligations des membres de la Chambre par rapport à cette loi et en ce qui concerne l'autorité, les responsabilités et la compétence du Bureau de régie interne » ²⁹⁹.

Le 29 mai 1990, la Chambre approuva à l'unanimité le troisième rapport du Comité spécial ³⁰⁰. Ce rapport portait exclusivement sur les procédures entourant l'exécution de mandats de perquisition dans l'enceinte parlementaire. En adoptant le rapport à l'unanimité, la Chambre a réaffirmé les principes suivants concernant l'exécution de mandats de perquisition:

- La tradition parlementaire bien établie veut que les mandats de perquisition ne puissent être exécutés dans l'enceinte du Parlement qu'avec le consentement du Président;
- 2. En sa qualité de gardien des privilèges, immunités et pouvoirs collectifs et individuels de la Chambre et de ses députés, le Président peut refuser de consentir à une perquisition ou en reporter l'exécution s'il détermine qu'elle constituera une violation des privilèges, immunités et pouvoirs en question du fait qu'elle nuirait au bon fonctionnement de la Chambre des communes;
- 3. Le mandat de perquisition doit être exécuté en présence d'un représentant du Président, qui veillera à ce qu'un double de ce mandat soit remis, au moment de la perquisition ou le plus tôt possible après, au député dont les affaires font l'objet de la perquisition³⁰¹.

Le 1st juin 1990, le Comité a soumis son quatrième rapport, que la Chambre a agréé le jour même ³⁰². Dans son rapport, le Comité proposait des amendements à la Loi sur le Parlement du Canada qui portaient principalement sur le Bureau de régie interne. Il recommandait en outre qu'on interdise tout acte de procédure criminelle fondé sur la façon dont un député utilise les fonds, biens ou services mis à sa disposition par la Chambre des communes, à moins que les autorités judiciaires n'aient préalablement obtenu du Bureau une décision ou un avis sur la régularité des actes

^{299.} Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011. Voir également James R. Robertson et Margaret Young, «Le Parlement et la police: la saga du projet de loi C-79», Revue parlementaire canadienne, vol. 14, nº 4 (hiver 1991-1992), p. 18-21.

Journaux, 29 mai 1990, p. 1775-1776. Voir également Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada, Procès-verbaux et témoignages, 11 mars 1990, fascicule nº 7, p. 5-9.

^{301.} Journaux, 29 mai 1990, p. 1775-1776.

^{302.} Journaux, 1e juin 1990, p. 1797-1804.

du député ³⁰³. Le Comité spécial voulait tout particulièrement s'assurer que les députés ne seraient pas exposés à des accusations ou à des poursuites qui seraient attribuables à une mauvaise compréhension de la nature de leur travail ou de la structure et des règles de la Chambre des communes.

Le 26 juin 1990, la Chambre a été saisie du projet de loi C-79, Loi modifiant la Loi sur le Parlement ³⁰⁴, qui retenait sensiblement les dispositions proposées dans le quatrième rapport. Le projet de loi C-79 visait à conférer au Bureau de régie interne la compétence exclusive pour statuer sur la régularité de l'utilisation — passée, présente ou prévue — par les députés des fonds, biens, services ou locaux mis à leur disposition. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 11 avril 1991 ³⁰⁵.

La Loi sur le Parlement du Canada donne au Bureau le pouvoir de régir, par règlement administratif, l'utilisation, par les députés, des fonds, biens, servic ou locaux mis à leur disposition pour l'exécution de leurs fonctions parlementaires ³⁰⁶. Le Bureau établit les termes et conditions de la gestion et de la comptabilisation des fonds utilisés par les députés et il a la compétence exclusive pour statuer sur la régularité de l'utilisation de ces fonds ³⁰⁷. Les députés peuvent demander au Bureau d'émettre un avis au sujet de leur utilisation des fonds ³⁰⁸.

Au cours d'une enquête menée par un agent de la paix relativement à l'utilisation par un député de fonds, biens, services ou locaux, l'agent peut demander au Bureau de lui fournir un avis au sujet de la régularité de cette utilisation ³⁰⁹. Le Bureau peut alors interpréter un règlement administratif ou une règle existant, ou, en l'absence de tel règlement ou règle, examiner la question. De même, il peut, de sa propre initiative, donner un avis à l'agent de la paix ³¹⁰. Le Bureau a la compétence explicite d'assortir ces avis de commentaires qu'il estime utiles ³¹¹. Un agent de la paix qui reçoit un avis et fait ensuite une demande de délivrance d'un acte de procédure

^{303.} Journaux, 1* juin 1990, p. 1798-1799.

^{304.} Journaux, 26 juin 1990, p. 1956.

^{305.} Ces dispositions ont été insérées dans la Loi sous les numéros d'articles 52.6 à 52.9. Voir la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2.

^{306.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.5(1)). La présidence doit déposer ces règlements administratifs dans les 30 jours suivant leur adoption (art. 52.5(2)). L'expression «fonctions parlementaires» englobe les devoirs et activités inhérents au poste de député de la Chambre des communes, quel que soit l'endroit où le titulaire les accomplit, ainsi que les affaires publiques et officielles et les activités politiques partisanes. Le Bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la régularité de l'utilisation de fonds, biens, services ou locaux (art. 52.8).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.6(1)).

^{308.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.6(2)).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.7(1)).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.7(1), 52.9(4)).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.9(1)).

criminelle est tenu de soumettre l'avis qu'il a obtenu à un juge de la cour provinciale ³¹². Le Bureau peut également, pour la gouverne des députés, publier ses avis en tout ou en partie, mais il est tenu d'en assurer la confidentialité ³¹³.

L'exécution autorisée d'un mandat de perquisition

En droit criminel canadien, c'est le *Code criminel* qui régit la procédure d'exécution des mandats de perquisition. Or, le privilège parlementaire et le droit pénal faisant tous deux partie du droit public et général du Canada, la présidence se trouve placée dans une position délicate quand la police s'amène aux édifices du Parlement pour y exécuter un mandat de perquisition. La présidence doit s'assurer que le privilège collectif de la Chambre d'administrer ses affaires dans l'enceinte parlementaire, de même que les privilèges des députés de participer en toute liberté aux délibérations de la Chambre ne sont pas violés, et ce, tout en prenant bien garde de ne pas entraver l'administration de la justice pénale.

En pratique, la police reconnaît que la loi ne lui permet pas de pénétrer dans les édifices du Parlement sans l'autorisation de la présidence. Si la police passait outre à cette exigence pour exécuter un mandat de perquisition dans l'enceinte parlementaire (même dans un cas où, selon toute vraisemblance, la présidence lui en aurait de toute façon donné l'autorisation) elle pourrait se rendre coupable d'atteinte au privilège parlementaire, voire d'outrage à la Chambre. C'est pourquoi le Président prend soin d'examiner lui-même tout mandat de perquisition que la police désire exécuter à l'intérieur de l'enceinte. Il est établi en droit que la police doit, sur demande, pouvoir produire à l'occupant d'une propriété le mandat de perquisition qu'elle entend y exécuter, pour que celui-ci puisse en vérifier la légalité ³¹⁴. L'article 29(1) du *Code criminel* prévoit en effet que: «Quiconque exécute un acte judiciaire ou un mandat est tenu de l'avoir sur soi, si la chose est possible, et de le produire lorsque demande lui en est faite».

Lorsque la police désire exécuter un mandat de perquisition, il y a une différence notable de procédure entre un cas où c'est la présidence qui agit au nom de la Chambre et des députés et un autre cas où, cette fois, c'est un simple citoyen qui fait face à une situation analogue. Alors que la police doit produire un mandat sur demande dans les cas ordinaires, la loi exige de la police qu'elle se présente à la présidence avant de pénétrer dans le bureau parlementaire d'un député en vue d'y effectuer une perquisition, pour que la présidence puisse s'assurer de la légalité de la perquisition.

Il est essentiel de comprendre que, dans tout ce processus, la présidence ne peut faire davantage que de s'assurer que le mandat de perquisition est légal «à première vue» et qu'il est exécuté conformément aux conditions qui y sont énoncées. La présidence n'a nullement le droit de critiquer la décision d'émettre le mandat. Si la

^{312.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.7(2) et 52.7(4)). «Acte de procédure criminelle» s'entend ici des autorisations d'intercepter une communication privée, des mandats de perquisition, des ordonnances de saisie ou de blocage de biens obtenus par des activités criminelles et du dépôt d'accusations criminelles (voir art. 52.7(3)).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 telle que modifiée par L.C. 1991, ch. 20, art. 2, (art. 52.9(2) et 52.9(3)).

^{314.} Ho Quong v. Cuddy (1914) 7 Western Weekly Reports, p. 797-802 (Alb. C.A).

présidence agissait de la sorte, elle pourrait se rendre coupable d'entrave à la justice et elle brouillerait assurément la distinction qu'il convient de faire entre le Parlement comme corps législatif, d'une part, et les instances judiciaires et exécutives responsables de l'émission des mandats de perquisition et de l'administration de la justice, d'autre part.

Dans l'examen d'un mandat de perquisition, la présidence prend en considération deux éléments majeurs: la conformité du mandat de perquisition sur le plan de la procédure et l'exactitude avec laquelle les documents visés ont été décrits³¹⁵. Essentiellement, la présidence doit s'en tenir à l'examen de la forme et du contenu du mandat de perquisition.

En définitive, un député n'est pas «au-dessus de la loi». Il a toutefois le droit de bénéficier de l'entière protection de la loi, y compris de l'assurance que les règles concernant les privilèges parlementaires tant collectifs qu'individuels seront appliquées, et ce, tout en étant assujetti au droit pénal et à la protection que procure ce droit. Le privilège parlementaire n'est pas le privilège d'une élite, mais plutôt un élément nécessaire de ce dont les représentants de l'électorat canadien ont besoin pour s'occuper, au nom de tous les Canadiens, de la conduite des affaires publiques à l'abri de toute ingérence ou intimidation.

La procédure relative aux questions de privilège

La Chambre des communes est sans aucun doute la plus importante institution laïque au Canada. Chacune des deux chambres du Parlement est une sorte de « cour » qui exerce un pouvoir juridictionnel sur les questions concernant ses propres privilèges, sa dignité et les privilèges de ses membres. Par conséquent, toute question de « privilège » posée dans une des chambres a théoriquement pour objet la sauvegarde du respect et de la crédibilité qui lui sont dus en ce qui concerne ses privilèges, la confirmation de ses pouvoirs et l'application des privilèges de ses membres. C'est pourquoi la véritable question de privilège est une procédure sérieuse qui ne doit pas être traitée à la légère et dont on ne doit saisir la Chambre des communes qu'en de rares occasions 316.

Un député qui estime qu'il y a eu violation de privilège ou qu'un outrage a été commis peut en saisir la Chambre en soulevant une «question de privilège». La procédure à suivre pour poser une question de privilège est régie à la fois par le Règlement et par les usages parlementaires. C'est à la Chambre qu'il incombe de déterminer s'il y a matière à question de privilège. La décision que prend la Chambre sur une question de privilège, comme sur toute autre question sur laquelle elle doit se prononcer.

Voir Bell Telephone Co. of Canada (1947), 89 C.C.C. 196, 4 C.R. 162 (Ontario H.C.), dans Canadian Criminal Procedure, 6° éd., par le juge R.E. Salhany, Aurora: Canada Law Book Inc., 1998, par. 3.1250 et 3.1330.
 Sur un plan plus général, voir Delisle et Stuart, Learning Canadian Criminal Procedure, 2° éd., Carswell, 1991, p. 57-92.

^{316.} Maingot, 2* éd., p. 227.

n'est connue qu'une fois que la question, nécessairement formulée sous forme de motion présentée par un député, a été mise aux voix par le Président de son fauteuil et a été adoptée ou rejetée.

Dans cette section, nous décrirons la manière dont la Chambre traite ces questions ³¹⁷ (voir la figure 3.1 à la fin de ce chapitre, où l'on décrit le cheminement d'une question de privilège depuis le moment où elle est soulevée jusqu'à ce qu'elle soit résolue).

FAÇON DE SOULEVER UNE QUESTION DE PRIVILÈGE

On attache une grande importance aux allégations d'atteinte au privilège parlementaire. Un député qui désire soulever une question de privilège à la Chambre doit d'abord convaincre la présidence que de prime abord, sa préoccupation peut faire l'objet d'une question de privilège. Le rôle du Président se limite à décider si la question qu'a soulevée le député est de nature à autoriser celui-ci à proposer une motion qui aura priorité sur toute autre affaire à l'ordre du jour de la Chambre, autrement dit, que le Président pourra considérer de prime abord comme une question de privilège. Le cas échéant, la Chambre devra immédiatement prendre la question en considération 318. C'est finalement la Chambre qui établira s'il y a eu atteinte au privilège ou outrage.

Une question de privilège peut également être soulevée dans le cours des travaux d'un comité permanent, spécial, législatif ou mixte, ou encore d'un comité plénier de la Chambre. La procédure qui s'applique alors diffère toutefois de la procédure générale que suit la Chambre dans ce genre de situation.

Si un député croit qu'il y a eu atteinte au privilège ou outrage, mais que la question ne mérite pas d'être débattue en priorité, il peut recourir à un autre moyen pour saisir la Chambre de l'affaire. Il peut faire inscrire un avis de motion au Feuilleton des Avis.

À la Chambre

Une plainte sur une question de privilège doit satisfaire à deux conditions pour qu'on puisse l'examiner en priorité sur toute affaire inscrite à l'Ordre du jour. Le Président doit être convaincu, premièrement, qu'il y a eu de prime abord atteinte à un privilège et, deuxièmement, que la question a été soulevée à la première occasion. Si le Président estime que ces deux conditions ont été remplies, il informe la Chambre qu'à son avis, la question peut être traitée avant de passer aux avis de motions et aux affaires de l'Ordre du jour inscrites au Feuilleton. La décision du Président ne va pas jusqu'à déterminer s'il y a eu effectivement atteinte à un privilège, car seule la Chambre est habilitée à en décider.

Moment de soulever la question et avis à donner

Une question de privilège découlant des délibérations de la séance en cours peut être soulevée sur-le-champ sans préavis. Les Présidents ont toutefois généralement

^{317.} Voir également Maingot, 2ª éd., p. 227-282.

^{318.} Art. 48(1) du Règlement.

refusé d'accueillir les questions de privilège soulevées pendant les périodes réservées aux Déclarations de députés et à la Période des questions ³¹⁹, de même que pendant le processus de la sanction royale ³²⁰, le Débat sur la motion d'ajournement ³²¹ et la tenue d'un vote ³²². Dans ces circonstances, la question de privilège peut être soulevée le jour même à la fin de la période consacrée à ces travaux ³²³, sauf dans le cas du Débat sur la motion d'ajournement, où la question de privilège ne peut être soulevée qu'à la séance suivante, après signification du préavis approprié au Président ³²⁴.

Un député qui veut soulever une question de privilège sur un sujet qui ne découle pas des délibérations de la séance en cours doit en donner avis avant de porter la question à l'attention de la Chambre. Il doit faire transmettre un avis écrit en ce sens au Président au moins une heure avant de soulever sa question de privilège à la Chambre. Sans ce préavis, le Président ne l'y autorisera pas 325. La présidence a généralement considéré qu'un préavis verbal n'était ni nécessaire ni suffisant 326. Des moments précis sont prévus pour soulever une question de privilège précédée d'un avis écrit, à savoir à l'ouverture d'une séance, après les Affaires courantes mais avant de passer à l'Ordre du jour, immédiatement après la Période des questions, et à l'occasion, durant un débat.

L'avis au Président doit contenir les quatre éléments suivants:

- Il doit indiquer que le député écrit au Président pour lui faire part de son intention de soulever une question de privilège;
- 2. Il doit mentionner que la question est soulevée à la première occasion 327;
- 319. Conformément aux recommandations du deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, présenté le 14 mars 1975 et adopté par la Chambre le 24 mars 1975. Voir Journaux, 14 mars 1975, p. 372-376; 24 mars 1975, p. 399; 14 avril 1975, p. 441. Voir également Débats, 19 avril 1983, p. 24624-24626; 20 décembre 1983, p. 355. Voir aussi le chapitre 11, «Les questions».
- 320. Débats, 17 décembre 1990, p. 16830.
- Débats, 30 avril 1964, p. 2936-2940; 25 novembre 1985, p. 8795. Voir également le chapitre 11, «Les questions».
- 322. Débats. 12 avril 1962, p. 3060.
- 323. Voir la décision du président Parent, Débats, 7 décembre 1995, p. 17392.
- 324. Par exemple, Jesse Flis (Parkdale High Park) a soulevé une question de privilège à propos de la conduite de lan Waddell (Port Moody Coquitlam) qui s'était interposé devant la masse à l'ajournement de la Chambre, le 30 octobre 1991. À la séance suivante, le 31 octobre 1991, le Président a autorisé M. Flis à soulever une question de privilège immédiatement après la prière. Voir Débats, 30 octobre 1991, p. 4269-4270; 31 octobre 1991, p. 4271.
- 325. Voir, par exemple, *Débats*, 22 mars 1971, p. 4451; 7 mars 1972, p. 591; 27 avril 1972, p. 1675; 17 décembre 1990, p. 16830.
- Voir, par exemple, Débats, 10 mars 1966, p. 2477; 18 février 1982, p. 15144; 18 mars 1982, p. 15557;
 12 mai 1982, p. 17338; 19 mai 1982, p. 17596; 31 octobre 1986, p. 955-956; 2 mars 1995, p. 10273;
 7 décembre 1995, p. 17392.
- 327. Voir, par exemple, Débats, 20 mai 1982, p. 17643.

- Il doit exposer l'essentiel des faits relatifs à la question de privilège que le député entend soulever ³²⁸:
- 4. Il doit inclure le texte de la motion que le député doit être prêt à proposer à la Chambre si le Président juge que la question est fondée de prime abord.

En exposant à la présidence le contexte dans lequel se situe la question de privilège et les mesures à prendre pour remédier au problème, le député aidera le Président à aborder la question d'une manière éclairée et expéditive. Le fait d'inclure le texte de la motion proposée permet au Président de suggérer les modifications qui s'imposent pour éviter tout vice de procédure que pourrait comporter le libellé; autrement, le député pourrait se voir empêché de proposer sa motion ou forcé de la reporter, si jamais le Président jugeait que la question de privilège est fondée de prime abord 329.

La question doit être soulevée à la première occasion

La question de privilège dont sera saisie la Chambre doit porter sur un événement survenu récemment et requérir l'attention immédiate de la Chambre. Le député devra donc convaincre le Président que la question a été soulevée à la première occasion. Les fois où des députés n'ont pas respecté cette importante exigence, la présidence a généralement statué que la question de privilège n'était pas fondée de prime abord ³³⁰. Dans les cas où la question de privilège concerne plus d'un député, le Président peut reporter la présentation des arguments jusqu'à ce que tous les députés visés puissent être présents à la Chambre ³³¹.

Avis multiples

Si le Président reçoit plus d'un avis de la même question de privilège, ou si plus d'un député demande la parole sur une question de privilège donnée, le Président déterminera l'ordre dans lequel les députés pourront intervenir³³². En règle générale, le Président donnera la parole aux députés dans l'ordre où il a reçu les avis, ou encore au premier qui aura réussi à capter son attention. Si plus d'une question de privilège est soulevée, le Président n'en examinera qu'une à la fois.

- Voir les observations formulées par la présidence, Débats, 4 avril 1973, p. 2947; 18 février 1982, p. 15144;
 mai 1982, p. 17643.
- 329. Voir, par exemple, Débats, 17 février 1999, p. 12011-12012.
- 330. May, 15° éd., p. 365. Voir, par exemple, diverses décisions où la présidence a jugé que la question de privilège était irrecevable du fait qu'elle n'avait pas été soulevée à la première occasion: Débats, 10 mai 1966, p. 4923-4924; 12 octobre 1966, p. 8553-8555; 28 novembre 1967, p. 4773-4774; 9 juin 1969, p. 9899-9900; 27 septembre 1971, p. 8174. En 1983, le Président Sauvé a autorisé un député (Bill Domm (Peterborough)) à soulever une question de privilège même si le député avait omis de le faire plus tôt bien qu'il en ait eu la possibilité (voir Débats, 4 octobre 1983, p. 27726-27727; 12 octobre 1983, p. 27944-27945).
- Voir, par exemple, Débats, 15 février 1985, p. 2398-2399; 23 avril 1990, p. 10528-10530; 12 octobre 1990, p. 14106-14110; 15 octobre 1990, p. 14148-14149; 18 octobre 1990, p. 14367-14368; 24 février 1993, p. 16393-16394; 30 septembre 1997, p. 293-295; 1* février 1999, p. 11174; 26 avril 1999, p. 14326-14327.
- 332. Voir, par exemple, les questions de privilège soulevées par John Reynolds (West Vancouver Sunshine Coast), Jim Pankiw (Saskatoon Humboldt), Garry Breitkreuz (Yorkton Melville) et Roy Bailey (Souris Moose Mountain) à propos des piquets de grève qui bloquaient l'accès à la colline du Parlement et aux entrées de certains édifices parlementaires le 17 février 1999 (Débats, p. 12009-12012).

Examen initial de la question soulevée

Un député qui est autorisé à soulever une question de privilège doit exposer brièvement et de manière concise les faits qui sont à l'origine de sa question de privilège et dire pourquoi la Chambre devrait examiner sa plainte en priorité sur tous autres travaux de la Chambre 333. En règle générale, le député s'efforcera de renvoyer la présidence aux articles du Règlement et cas de jurisprudence pertinents et de citer des passages d'ouvrages de procédure parlementaire qui font autorité. Il devra en outre démontrer que la question a été portée à l'attention de la Chambre à la première occasion. Enfin, il suggérera les mesures que la Chambre devrait prendre pour remédier à la situation et, si la présidence juge qu'il s'agit d'une question de privilège fondée de prime abord, il indiquera qu'il est prêt à proposer la motion appropriée³³⁴.

Le Président entendra l'exposé du député et permettra parfois à d'autres députés directement impliqués d'intervenir. Il pourra aussi, à sa discrétion, demander l'avis d'autres députés pour l'aider à déterminer s'il y a de prime abord matière à soulever une question de privilège qui mériterait qu'on lui accorde la priorité sur tous autres travaux de la Chambre. Une fois satisfait, le Président mettra fin à l'examen initial de la question³³⁵.

C'est à la présidence et à elle seule qu'il incombe de décider si la question de privilège est fondée de prime abord. Sauf dans les cas où sa décision coule de source, il pourra prendre la question en delibéré pour pouvoir rendre un jugement motivé. Les fois où la question de privilège exigeait une décision immédiate de la présidence, le Président a parfois, sans que personne ne s'y oppose, suspendu brièvement la séance pour délibérer sur la question, puis est revenu à la Chambre pour annoncer sa décision 336. En délibérant sur la question, la présidence prendra en considération dans quelle mesure l'atteinte au privilège a gêné le député dans l'accomplissement de ses fonctions parlementaires ou semble avoir fait outrage à la dignité du Parlement.

Si le Président est convaincu que les conditions requises sont remplies et estime qu'il y a de prime abord atteinte à un privilège ou outrage, il informe la Chambre de sa décision, et le député qui a soulevé la question est dès lors autorisé à présenter une motion en conséquence.

Dans la grande majorité des cas, la présidence établit qu'il n'y a pas de prime abord matière à soulever la question de privilège. En informant la Chambre d'une telle décision, elle explique habituellement (souvent de façon assez détaillée) les facteurs qui l'ont amenée à arriver à cette conclusion. Fréquemment, dans de tels cas, elle reconnaîtra l'existence d'un grief légitime et il lui arrivera parfois de recommander des mesures propres à redresser la situation³³⁷. Si le Président décide que la

^{333.} Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1972, p. 661; 1* février 1973, p. 850.

^{334.} Voir, par exemple, Débats, 17 février 1999, p. 12009-12010; 26 avril 1999, p. 14326-14327.

^{335.} Débats, 31 mars 1981, p. 8800-8806.

^{336.} Voir, par exemple, Débats, 7 février 1990, p. 7953; 12 mars 1996, p. 561-562.

Voir, par exemple, Débats, 23 mai 1989, p. 2051-2052; 24 septembre 1990, p. 13216-13217; 13 juin 1991,
 p. 1644-1646; 8 décembre 1992, p. 14807-14808; 10 juin 1994, p. 5160-5161; 16 novembre 1998,
 p. 10020.

que van de privilège n'est pas fondée de prime abord, l'affaire est close. Cependant, si de puveaux faits viennent à être découverts par la suite, le député qui a initialement soulevé la question de privilège, ou tout autre député, peut la soulever à nouveau 338.

Débat sur une motion de privilège

Une fois que le Président a décidé que de prime abord la question de privilège était fondée, il incombe au député qui l'a soulevée de proposer la motion appropriée ³³⁹, qui, comme toute autre motion, doit être appuyée. Il arrivera parfois que le député propose une motion immédiatement après avoir présenté ses arguments en soulevant initialement la question de privilège. Le Président peut alors, au besoin, informer le député de la forme dans laquelle la motion doit être présentée ³⁴⁰. Lorsque la teneur de la motion n'est pas connue à l'avance, le Président peut aider le député à la reformuler si son contenu diffère substantiellement de celui que le député avait initialement prévu ³⁴¹. La présidence hésiterait à permettre qu'une affaire aussi importante qu'une motion de privilège soit refusée pour un simple vice de forme ³⁴². Au Parlement canadien, l'usage veut qu'il soit généralement mentionné dans ce genre de

- 338. Voir, par exemple, les questions de privilège soulevées par Jag Bhaduria (Markham Whitchurch Stouffville) le 15 février 1994 (*Débats*, p. 1387-1388), le 23 février 1994 (question retirée par le député, *Débats*, p. 1728) et le 23 mars 1994 (question soulevée à nouveau par M. Bhaduria, *Débats*, p. 2677); voir également la décision rendue par le Président le 24 mars 1994 (*Débats*, p. 2705-2706). Voir aussi les questions de privilège soulevées par Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Centre-Nord) le 1^{er} octobre 1997 (*Débats*, p. 336-337) et les décisions rendues par le Président le 9 octobre 1997 (*Débats*, p. 689-690) et le 25 novembre 1997 (*Débats*, p. 2190-2191) et la décision rendue par le Président le 4 décembre 1997 (*Débats*, p. 2695-2696).
- 339. "Jusqu'à ce que la motion soit en fait présentée à la Chambre, celle-ci n'en est pas saisie et, par conséquent, le député peut la modifier ou la retirer sans le consentement de la Chambre ». Maingot, 2° éd., p. 273.
- 340. Dans le cas de la question de privilège soulevée par Allan Lawrence (Northumberland Durham) en décembre 1978, il y avait une différence entre la première motion proposée et celle qui a effectivement été soumise à la Chambre (voir Débats, 3 novembre 1978, p. 780; 6 décembre 1978, p. 1857). En octobre 1990, Albert Cooper (Peace River) a proposé de soumettre une motion dans laquelle il accusait un autre député d'avoir été impliqué dans une manifestation dans la tribune réservée au public. En rendant sa décision quelques jours plus tard, le Président Fraser a statué qu'il ne voyait pas là matière à soulever la question de privilège, étant donné que le député visé par l'accusation avait nié avoir su d'avance qu'il y aurait une telle manifestation. Il a toutefois accepté, pourvu qu'il n'y ait dans la motion aucune référence à la participation du député, de considérer la question de privilège comme fondée de prime abord. M. Cooper a modifié sa motion, et celle-ci a ensuite été adoptée par la Chambre. Voir Débats, 18 octobre 1990, p. 14360; 6 novembre 1990, p. 15177-15181.
- 341. Dans le cas de la question de privilège soulevée par Jim Pankiw (Saskatoon Humboldt) en février 1999 concernant l'obstruction faite à des députés par la présence de piquets de grève qui bloquaient les entrées des édifices du Parlement, le contenu de la motion qu's finalement proposée M. Pankiw, après que le Président Parent eut statué que la question de privilège était fondée de prime abord, différait substantiellement des propos que le député avait d'abord tenus en présentant sa question de privilège. Avec l'aide du Président, M. Pankiw avait reformulé sa motion, qui a ensuite été adoptée par la Chambre. Voir les Débats, 17 février 1999, p. 12011-12012.
- Débats, 19 avril 1977, p. 4766. Voir également Maingot, 2º éd., p. 272-273. Pour des exemples de motions de privilège formulées correctement, voir Maingot, 2º éd., p. 273-274.

motion que la question est renvoyée pour étude à un comité, ou que la motion initialement présentée soit modifiée de manière à prévoir un tel renvoi ³⁴³.

Une fois que la motion a été proposée à la Chambre en bonne et due forme, elle est soumise à toutes les procédures et usages relatifs au débat d'une motion de fond. Les discours ne doivent pas durer plus de 20 minutes et ils sont suivis d'une période de questions et observations d'au plus 10 minutes ³⁴⁴. Seuls le premier ministre et le chef de l'Opposition bénéficient alors d'un temps de parole illimité (sans période de questions et observations). Les députés doivent suivre les règles les obligeant à tenir des propos pertinents et à éviter de se répéter inutilement, et le Président doit s'assurer que la discussion ne s'éloigne pas du sujet sur lequel porte la motion.

Quand la motion à l'étude concerne la conduite d'un député, ce dernier peut faire une déclaration pour s'expliquer, mais il doit ensuite se retirer de la Chambre ³⁴⁵. Par le passé, la présidence a interprété le mot « conduite » comme s'entendant d'actes qui, s'il est confirmé qu'ils ont été commis, peuvent entraîner l'expulsion du député au motif qu'il n'est pas apte à être membre de la Chambre, plutôt que d'actes qui pourraient simplement amener le Président à « désigner le député par son nom » ³⁴⁶. Il ne s'est toutefois pas toujours avéré qu'un député dont la conduite faisait l'objet d'un débat à la Chambre ait été contraint de se retirer dans ces circonstances ³⁴⁷. Il peut parfois arriver qu'un député soit autorisé à retourner à la Chambre pour clarifier ou expliquer des faits.

Une fois mise en délibération, la motion de privilège a priorité sur tout point à l'Ordre du jour, y compris sur les Ordres émanant du gouvernement et les Affaires émanant des députés, mais non sur les Affaires courantes, les Déclarations de députés, la Période des questions, la sanction royale et l'ajournement de la Chambre ¹⁴⁸.

^{343.} En mars 1966, pendant l'affaire Munsinger, le Président Lamoureux, ayant statué que la question de privilège soulevée par Douglas Harkness (Calgary-Nord) était fondée de prime abord, a déclaré irrecevable la motion qu'avait proposée le député, dans laquelle il condamnait la conduite du ministre de la Justice. D'autres motions proposées par d'autres députés ont également été jugées irrecevables parce qu'elles étaient formulées en des termes trop généraux ou parce qu'il s'agissait de motions de fond qui devaient être précédées d'un avis. Le Président Lamoureux a plus d'une fois fait ressortir que, dans les usages parlementaires canadiens, les questions de ce genre étaient habituellement renvoyées à un comité pour étude et a signalé qu'à son avis, c'était la voie à suivre en l'espèce. On ne l'a quand même pas suivie, car aucune motion en ce sens n'a été présentée à la Chambre. Voir les Journaux, 10 au 15 mars 1966, p. 267-293. Voir également Maingot, 2º éd., p. 274-275.

^{344.} Art. 43 du Règlement.

^{345.} Art. 20 du Règlement.

^{346.} Débats, 25 mai 1956, p. 4505-4506.

^{347.} Voir Débats, 17 mai 1894, col. 2546-2547; 22 juillet 1903, col. 7311-7320; 6 mars 1911, col. 4864-4874; 22 mai 1924, p. 2408-2414. En 1996, Jean-Marc Jacob (Charlesbourg) était présent à la Chambre durant le débat sur la motion concernant sa conduite. Il a voté sur une motion demandant l'ajournement du débat (voir la liste du vote n°7, Débats, 12 mars 1996, p. 566-567), a formulé une observation qui a été consignée au hansard (Débats, 13 mars 1996, p. 673) et a voté sur la motion demandant que le débat ne soit plus ajourné (voir la liste du vote n°10, Débats, 14 mars 1996, p. 680-681).

^{348.} Voir, par exemple, *Débats*, 13 mars 1996, p. 635-648, 674-678; 14 mars 1996, p. 679-680, 703-716; 10 mars 1998, p. 4591-4594.

La Chambre peut modifier une motion de privilège dont elle est saisie, même si l'amendement devait se traduire par un libellé différent de celui initialement accepté par le Président et proposé à la Chambre 349.

Durant les délibérations sur une motion de privilège, les motions d'ajournement du débat, d'ajournement de la Chambre, ou portant retour à l'Ordre du jour sont recevables ³⁵⁰, au même titre que les motions visant à poser la question préalable («que cette question soit maintenant mise aux voix»), à obtenir le prolongement d'une séance, ou à donner la parole à un député («qu'un député soit maintenant entendu»). Toutefois, en cas de rejet de la question préalable ou d'adoption d'une motion demandant le retour à l'Ordre du jour, la motion de privilège est remplacée et rayée du Feuilleton. Un ministre peut également proposer la clôture du débat sur la motion de privilège ³⁵¹.

Si le débat sur la motion de privilège n'est pas terminé au moment de l'ajournement, la question aura alors priorité sur tous les autres points à l'ordre du jour à la séance suivante et figurera au *Feuilleton* avant toute autre affaire à l'Ordre du jour³⁵².

À l'issue du débat sur la motion, le Président met la question aux voix. Si la motion est adoptée, on donne suite aux instructions qu'elle contient. Si elle est rejetée, le débat sur la question est clos 353.

En comité permanent, spécial, législatif ou mixte

Puisque la Chambre n'a pas donné à ses comités le pouvoir de réprimer eux-mêmes l'inconduite, l'atteinte aux privilèges et l'outrage, les comités ne peuvent se prononcer sur ces questions; ils ne sont habilités qu'à en faire rapport à la Chambre. Seule la Chambre peut établir si une infraction a été commise ³⁵⁴. La présidence a toujours eu pour politique, sauf dans des circonstances extrêmement graves, de n'accueillir des questions de privilège découlant de délibérations de comités que sur présentation, par le comité visé, d'un rapport traitant directement de la question et non lorsqu'elles étaient soulevées à la Chambre par un député ³⁵⁵. La plupart des incidents signalés dans le passé par les comités avaient trait à la conduite de députés, de témoins ou du public. Les comités ont eu l'occasion de faire rapport à la Chambre

- 349. Durant les délibérations sur l'affaire Jacob, le 13 mars 1996, Jim Hart (Okanagan Similkameen Merritt) a contesté la recevabilité d'un amendement qui, à ses yeux, essayait « de miner l'esprit de la mo' n.«. Le Président a jugé l'amendement conforme à la procédure parlementaire (Débats, 13 mars 1996, p. 649).
- 350. Voir, par exemple, Débats, 12 mars 1996, p. 566-567.
- 351. Voir, par exemple, Débats, 13 mars 1996, p. 666; 14 mars 1996, p. 680-681.
- 352. Voir, par exemple, Feuilleton et Feuilleton des Avis, 13 mars 1996, p. 9; 10 mars 1998, p. 13.
- Voir, par exemple, Journaux, 24 octobre 1966, p. 915-916; 21 mars 1978, p. 525-526; 7 décembre 1978, p. 228-229; 20 février 1984, p. 188-189.
- 354. Pour que la Chambre puisse attribuer des pouvoirs répressifs aux comités, il faudrait étendre ses privilèges par voie législative. Voir Royaume-Uni, Chambre des communes, Select Committee on Procedure, 1977-1978, premier rapport, vol. I., annexe C, « Powers of Select Committee to Send for Persons, Papers and Records (PPR)», Memorandum by the Clerk of the House, p. 26, par. 55.
- Voir, par exemple, *Débats*, 30 juin 1987, p. 7822; 9 décembre 1987, p. 11628, 2 avril 1990, p. 10074-10076;
 28 novembre 1990, p. 15854-15855; 19 juin 1991, p. 2070; 7 novembre 1991, p. 4772-4773; 18 mai 1995, p. 12760; 16 septembre 1996, p. 4233-4234; 9 décembre 1997, p. 2945.

129

du refus de témoins de comparaître lorsqu'on les y avait convoqués ³⁵⁶; du refus de témoins de répondre à des questions ³⁵⁷; du refus de témoins de fournir des documents ou des dossiers ³⁵⁸; du refus de certaines personnes d'obéir aux ordres d'un comité ³⁵⁹; et de la divulgation de faits survenus durant une séance à huis clos ³⁶⁰. Les comités peuvent également faire rapport de cas d'outrage, par exemple de comportement irrespectueux à l'endroit de l'autorité ou des activités d'un comité, d'intimidation de députés ou de témoins, de refus de témoins de prêter serment ou de mensonge de la part de témoins devant un comité.

Contrairement au Président de la Chambre, le président d'un comité n'a pas le pouvoir de réprimer le désordre ou de statuer sur des questions de privilège. Si un député veut soulever une question de privilège au cours des délibérations d'un comité ou s'il survient en comité un incident qui s'apparente à une violation de privilège ou à un outrage, le président du comité permettra au député d'intervenir pour soulever la question de privilège, ou, dans le cas d'un incident, suggérera que le comité examine la question. Un président de comité n'est toutefois pas habilité à se prononcer sur la question de savoir s'il y a eu atteinte à un privilège ou outrage 361. Le rôle d'un président de comité, dans ces circonstances, consiste à déterminer si la question soulevée touche bel et bien au privilège parlementaire ou s'il s'agit plutôt d'un rappel au Règlement, d'un grief ou d'une question devant faire l'objet d'un débat. S'il est d'avis que l'intervention du député a trait à un rappel au Règlement, à un grief ou à une question devant faire l'objet d'un débat, ou que l'incident relève de la compétence du comité, il peut prendre une décision en conséquence, en la motivant. Le comité ne peut alors traiter l'affaire plus avant comme s'il s'agissait d'une question de privilège. Un député qui serait en désaccord avec la décision du président pourrait en appeler au comité, qui maintiendrait ou renverserait la décision du président.

Si le président du comité estime que la question concerne un privilège (ou si sa décision affirmant qu'il n'y a pas matière à privilège est renversée en appel), le

^{356.} Voir, par exemple, *Journaux*, 26 avril 1878, p. 218-220; 27 août 1891, p. 454; 1[∞] septembre 1891, p. 467; 24 septembre 1891, p. 531; 7 juin 1894, p. 242; 11 juin 1894, p. 289; 13 juin 1894, p. 299-301; 22 novembre 1990, p. 2280-2281.

^{357.} Voir, par exemple, *Journaux*, 12 août 1891, p. 402; 13 août 1891, p. 407; 18 août 1891, p. 414; 19 août 1891, p. 417; 29 septembre 1891, p. 561; 30 mai 1906, p. 316; 1" juin 1906, p. 323; 4 juin 1906, p. 331-333; 3 juillet 1906, p. 475-476; 27 mars 1907, p. 375; 4 avril 1907, p. 392-393; 14 février 1913, p. 259; 17 février 1913, p. 275; 18 février 1913, p. 286; 20 février 1913, p. 294-297.

Voir, par exemple, Journaux, 5 juin 1891, p. 205; 16 juin 1891, p. 211-212; 19 décembre 1990, p. 2508;
 28 février 1991, p. 2638; 17 mai 1991, p. 42; 29 mai 1991, p. 92-99.

Voir, par exemple, Journaux, 1st mai 1868, p. 267-268; 2 mai 1868, p. 271; 10 mai 1873, p. 317-318; 12 mai 1873, p. 327-328.

Voir, par exemple, les Journaux, 28 avril 1987, p. 791; 14 mai 1987, p. 917; 18 décembre 1987, p. 2014-2016.

^{361.} Voir le chapitre 20, «Les comités». Voir également Maingot, 2º éd., p. 231-232.

comité peut alors envisager de présenter un rapport à la Chambre sur la question ³⁶². Le président du comité recevra alors une motion qui constituera le texte du rapport. On devra y exposer clairement la situation, résumer les faits, nommer les personnes en cause, indiquer qu'il pourrait y avoir atteinte au privilège ou outrage, et demander à la Chambre de prendre les mesures qui s'imposent ³⁶³. La motion peut être débattue et modifiée, et le comité devra l'étudier en priorité. Si le comité décide qu'il y a effectivement lieu de faire rapport de la question à la Chambre, il adoptera le rapport, qu'il présentera à la Chambre au moment prévu au cours des Affaires courantes ordinaires.

Dès que le rapport lui aura été présenté, la Chambre sera officiellement saisie de la question ³⁶⁴. Après avoir transmis l'avis approprié ³⁶⁵, tout député pourra ensuite soulever une question de privilège à ce sujet. Le Président accueillera la question et pourra entendre d'autres députés, avant de décider si de prime abord les allégations constituent matière à question de privilège. Comme le Président Fraser l'a noté en rendant une décision, «[...] la présidence ne prononce pas de jugement sur cette question. Seule la Chambre peut le faire. La présidence se contente de décider en fonction des témoignages présentés si la question doit être abordée en priorité » ³⁶⁶. Si le Président décide que la question de privilège est fondée de prime abord, la prochaine étape sera, pour le député qui a soulevé la question de privilège, de proposer une motion demandant à la Chambre de prendre les mesures qui s'imposent ³⁶⁷. Si le Président juge que la question de privilège n'est pas fondée de prime abord, elle n'aura pas priorité. Tout député pourra alors demander, au cours des Affaires courantes ordinaires, l'adoption du rapport du comité en suivant la procédure habituelle prévue pour tout rapport de comité ³⁶⁸.

- 362. Dans le cas de l'affaire John Parry (Kenora Rainy River) survenue en 1987, le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord s'était réuni à huis clos pour examiner la question, comme le mentionne le troisième rapport du comité à la Chambre. Voir le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord, le troisième rapport, *Procès-verbaux et témoignages*, 28 avril 1987, fascicule n° 25, p. 3. Voir également les *Journaux*, 28 avril 1987, p. 791.
- 363. Le troisième rapport du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord, concernant la divulgation de propos tenus au cours d'une séance à huis clos, qui a été présenté à la Chambre le 28 avril 1987, constitue un excellent modèle de ce genre de rapport. Après avoir exposé les faits, le rapport conclut: « Votre Comité estime de son devoir de soumettre cette question à la Chambre afin qu'elle puisse l'étudier, car il y a peut-être eu violation de privilège. » Voir Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord, Troisième rapport, *Procès verbaux et témoignages*, 28 avril 1987, fascicule n° 25 p. 3. Voir également *Journaux*, 28 avril, p. 791.
- 364. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 14 mai 1987, p. 6108.
- 365. Art. 48(2) du Règlement. Le 28 avril 1987, le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord a présenté à la Chambre, au cours de la période réservée aux affaires courantes, son troisième rapport, concernant la divulgation de faits survenus durant une séance à huis clos du Comité. Le jour même, immédiatement après les questions orales, un député a soulevé la question de privilège en se fondant sur les faits signalés dans le rapport. Voir Débats, 28 avril 1987, p. 5299, 5329.
- 366. Débats, 14 mai 1987, p. 6110.
- 367. Voir ci-dessus la procédure d'examen des questions de privilège à la Chambre.
- 368. Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien» qui traite notamment de la procédure d'adoption des rapports de comité.

En comité plénier

Compte tenu que la Chambre se forme rarement en comité plénier et que, lorsque cela se produit, les délibérations du comité plénier ne durent habituellement que quelques minutes, les questions de privilège n'y sont pas très fréquentes³⁶⁹. La procédure relative aux questions de privilège en comité plénier est pratiquement identique à celle qui s'applique dans un comité permanent, spécial ou législatif.

Quand la Chambre est réunie en comité plénier, un député ne peut soulever une question de privilège qu'à propos de faits qui se sont produits au comité. La question de privilège doit avoir trait aux délibérations du comité. Un député ne peut pas soulever une question de privilège concernant les privilèges de la Chambre en général ou des faits survenus ailleurs qu'à la Chambre. En comité plénier, un député qui veut soulever une question de privilège à propos de faits qui ne concernent pas le comité peut présenter une motion demandant que le comité lève la séance et fasse rapport du progrès de ses travaux, afin de permettre au Président d'entendre la question de privilège 370. Si la motion est adoptée, le président du comité lèvera la séance et fera rapport au Président de la Chambre, qui accueillera ensuite la question du député 371.

Si un député soulève une question de privilège qui a trait aux délibérations en cours au comité plénier, le président du comité l'entendra. Comme dans un comité permanent, spécial ou législatif, il incombe alors au président de déterminer si la question soulevée peut vraiment être considérée comme une question de privilège ³⁷². Encore là, il est possible d'en appeler de sa décision. Dans ce cas, l'appel n'est pas adressé au président du comité plénier, mais bien au Président de la Chambre ³⁷³. Si la question soulevée par le député a trait à un privilège et à des faits survenus au comité plénier, le président du comité accueillera une motion portant qu'il soit fait rapport de ces faits à la Chambre. L'examen de cette motion, qui peut être débattue et modifiée, a dès lors priorité sur les autres travaux du comité. Si le comité accepte

^{369.} Pour une description du déroulement des travaux de la Chambre réunie en comité plénier, voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

Voir, par exemple, Débats, 30 avril 1964, p. 2917-2918; 29 octobre 1964, p. 9749-9750; 2 juin 1966, p. 5908-5909.

^{371.} Une situation de ce genre s'est présentée le 30 avril 1964. Au moment où la Chambre était formée en comité plénier, Lawrence Kindt (Macleod) a soulevé une question de privilège qui, affirmait-il, concernait l'ensemble des députés. La question de privilège avait trait à des observations qu'avait formulées le ministre des Transports (Walter Pickersgill) à l'extérieur de la Chambre, observations qui, selon le député, auraient dû être faites à la Chambre. Le président du comité plénier a fait remarquer au député qu'il ne pouvait soulever ce genre de question que lorsque le Président est au fauteuil. Un autre député, Erik Nielsen (Yukon) a alors proposé que, pour permettre à M. Kindt de poser sa question de privilège, le comité lève la séance, fasse rapport du progrès de ses travaux et reprenne ensuite ses travaux. Le comité a adopté la motion, le président a levé la séance, a fait rapport du progrès des travaux du comité, et M. Kindt a présenté sa question de privilège. Le vice-président de la Chambre a alors statué qu'il n'y avait pas de prime abord matière à question de privilège, et la Chambre s'est de nouveau formée en comité plénier. Voir Débats, 30 avril 1964, p. 2918-2919.

Voir, par exemple, Débats, 23 novembre 1970, p. 1373; 8 novembre 1971, p. 9435; 23 octobre 1974, p. 665;
 22 mai 1975, p. 6012-6013; 20 décembre 1983, p. 379-390.

^{373.} Art. 12 du Règiement. Voir également le chapitre 19, «Les comités pléniers».

de faire rapport de la question, le président du comité lève la séance, le Président de la Chambre retourne au fauteuil et le président du comité présente son rapport ³⁷⁴. Le texte du rapport à la Chambre doit inclure un résumé des faits, indiquer qu'il y a peut-être eu atteinte à un privilège et demander que le comité soit ensuite de nouveau formé pour poursuivre ses travaux ³⁷⁵.

Ce n'est qu'après que le président du comité a fait rapport à la Chambre que cette dernière peut être dûment saisie de la question et que le Président peut l'accueillir. Un député doit alors soulever la question de privilège et présenter les faits au Président, qui peut également permettre à d'autres personnes d'intervenir. Une fois satisfait des arguments présentés, le Président déterminera si de prime abord il y a matière à soulever une question de privilège. Si la question de privilège est jugée fondée de prime abord, le député pourra présenter une motion traitant de l'affaire 376. Si le Président estime que la question n'est pas fondée sur des présomptions suffisantes, la Chambre reprendra ses travaux. Au cours de la période réservée à l'examen des questions à l'Ordre du jour, la Chambre peut soit se former de nouveau en comité plénier pour reprendre l'étude de la question dont le comité avait été initialement saisi, soit passer à un autre point.

Le Président recevra une question de privilège concernant une affaire survenue en comité plénier seulement si le comité plénier en a déjà traité et s'il en a fait rapport à la Chambre 377.

Au moyen d'un avis inscrit au Feuilleton

Si un député est convaincu qu'il y a eu atteinte à un privilège ou outrage, sans pour autant estimer que l'affaire devrait être traitée en priorité dans les débats, il peut, en utilisant un moyen auquel on a très rarement recours, faire publier un avis de motion

- 374. En 1987, une question de privilège a été soulevée en comité plénier par John Nunziata (York-Sud Weston) qui est intervenu pour se plaindre du fait qu'un député l'avait assailli parce qu'il n'était pas à son siège habituel. Il lui a demandé de s'excuser, mais son collègue a refusé de le faire. Bien que le président du comité l'ait informé qu'il ferait rapport de l'incident à la Chambre, il s'est contenté, plus tard le jour même, de faire rapport du projet de loi à l'étude au comité (*Journaux*, 15 octobre 1987, p. 1688-1689). Le lendemain, M. Nunziata a soulevé sa question de privilège à la Chambre. Le député dont M. Nunziata s'était plaint s'est alors levé pour présenter ses excuses à M. Nunziata et à la Chambre, et le Président a déclaré l'affaire close (*Débats*, 15 octobre 1987, p. 10064; 16 octobre 1987, p. 10089-10090).
- 375. Bien qu'il ait été produit par un comité permanent, le troisième rapport du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord, présenté à la Chambre le 28 avril 1987, peut servir, même à un comité plénier, de modèle de rapport sur une question de privilège. Après avoir décrit les faits, le rapport concluait: « Votre comité estime de son devoir de soumettre cette question à la Chambre afin qu'elle puisse l'étudier, car il y a peut-être eu violation de privilège» (Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord, Troisième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 28 avril 1987, fascicule n° 25, p. 3). Voir également Journaux, 28 avril 1987, p. 791.
- 376. Voir plus haut la procédure relative aux questions de privilège à la Chambre.
- 377. Voir Débats, 12 juin 1980, p. 2030-2031; 20 décembre 1983, p. 364-369. Dans le cas de l'affaire survenue en 1983, un député avait soutenu que, du fait que le comité avait levé la séance et fait rapport du progrès de ses travaux, la Chambre avait été saisie des circonstances entourant la question de privilège. Le Président avait déclaré que le comité n'avait que levé la séance, fait rapport de la progression de ses travaux et demandé à ce que la Chambre soit de nouveau formée en comité plénier. Il n'avait fait rapport à la Chambre ni du projet de loi ni d'aucune autre question.

dans le Feuilleton des Avis. Dans ce cas, à la fin du délai d'avis requis, la motion est inscrite au Feuilleton sous la rubrique appropriée. Une motion parrainée par un ministre doit être précédée d'un avis de 48 heures. La Chambre l'étudiera alors sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement ³⁷⁸. Une motion parrainée par un député doit être annoncée au moyen d'un avis de deux semaines; elle sera placée sous la rubrique des Affaires émanant des députés ³⁷⁹.

Toutefois, après l'expiration du délai d'avis prévu, le député parrain de la motion peut décider de demander que la motion soit débattue en priorité (par exemple, si de nouveaux faits surviennent). Il doit alors tenter de convaincre le Président que la question sur laquelle porte la motion devrait être considérée de prime abord comme une question de privilège. Dans ce cas, il devra aviser par écrit le Président au moins une heure à l'avance de son intention de soulever la question à la Chambre ³⁸⁰.

Par le passé, il est arrivé à un certain nombre d'occasions que des députés choisissent de donner avis par écrit de leurs motions de privilège, notamment lorsque la question découlait d'incidents survenus à l'extérieur de la Chambre. En 1874, par exemple, une motion qui avait été précédée d'un avis écrit et qui n'était pas censée être soulevée un jour précis a été abordée avant son tour, déplaçant tous les autres points à l'ordre du jour³⁸¹. Dans un cas similaire, en 1886, une motion avait pris le pas sur toutes les autres affaires à la demande du député visé dans la motion³⁸². Il n'a toutefois pas toujours été aussi facile d'obtenir ce genre de traitement. Dans deux cas exceptionnels, en 1892, le Président a refusé d'accorder la priorité à des motions qui avaient été annoncées par des avis écrits, ayant jugé qu'il ne s'agissait pas vraiment de questions de privilège ³⁸³. Par ailleurs, dans les cas où la motion comporte une accusation contre un député, l'étiquette exige que le parrain de la motion informe personnellement le député visé du moment où la motion sera présentée.³⁸⁴.

On a continué de recourir à ces pratiques au vingtième siècle, et de donner avis, verbalement ou par écrit, même si on n'y était pas tenu, qu'on allait soulever une question de privilège. En 1911, par exemple, une question de privilège a été soulevée après qu'on en eut donné avis verbalement ¹⁸⁵, alors qu'en 1932, une motion concernant des accusations qui avaient été portées contre le premier ministre a été accueillie après qu'on en eut donné avis par écrit ³⁸⁶. Il est également arrivé que des questions soient soulevées sans préavis aucun ³⁸⁷.

^{378.} Art. 48(2), 54 et 56(1) du Règlement.

^{379.} Art. 48(2), 86(2) et 87 du Règlement.

^{380.} Art. 48(2) du Règlement.

^{381.} Journaux, 15 avril 1874, p. 64. Voir également Bourinot, 4* éd., p. 304-305.

^{382.} Débats, 5 avril 1886, p. 498-499.

^{383.} Débats, 18 mars 1892, col. 250-254; 21 mars 1892, col. 294-296; 6 avril 1892, col. 1058-1061.

^{384.} Voir, par exemple, Débats, 25 avril 1877, p. 1811-1812; 11 mai 1891, col. 149-150.

^{385.} Débats, 3 mars 1911, col. 4783.

^{386.} Débats, 8 février 1932, p. 7-8.

^{387.} Voir, par exemple, Débats, 22 mai 1924, p. 2408-2409.

À un moment donné, on a tenté de convaincre le Président de donner prioritairement suite à un avis de motion parce qu'il semblait y avoir eu atteinte à un privilège. En juin 1959, le chef de l'Opposition a donné avis d'une motion dans laquelle il s'élevait contre la conduite d'un député ministériel. Avant d'établir s'il y avait lieu de donner priorité à la question, le Président a demandé l'avis de la Chambre ³⁸⁸. À l'issue d'une longue discussion, il a pu, en se fondant sur les critères établis peu avant pour guider la présidence concernant la façon de traiter les questions de privilège, en arriver à conclure que de prime abord, il ne semblait pas y avoir matière à question de privilège et que, par conséquent, il ne permettrait pas que les autres affaires à l'ordre du jour soient mises de côté pour débattre de la motion ³⁸⁹. La motion est donc demeurée au *Feuilleton*, et la Chambre n'en a jamais été saisie.

Un avis de motion portant sur des allégations d'outrage à la Chambre a été inscrit au Feuilleton du 27 février 1996. Le texte de la motion, parrainée par Don Boudria (Glengarry – Prescott – Russell), accusait Ray Speaker (Lethbridge) d'avoir tenté de faire pression sur le Président pour l'inciter à donner au Parti réformiste le statut d'Opposition officielle. La motion disait en outre que la conduite du député portait outrage au Parlement, et elle exigeait que le Président réprimande le député de Lethbridge à la barre de la Chambre. La motion, qui avait été inscrite au Feuilleton sous la rubrique des Affaires émanant des députés ³⁹⁰, a par la suite été choisie, après un tirage au sort le 4 mars 1996, comme motion pouvant faire l'objet d'un débat. Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ne l'a toutefois pas retenue parmi celles qui pouvaient faire l'objet d'un vote.

Le 9 mai 1996, la veille du jour où la motion devait, selon l'ordre de priorité des Affaires émanant des députés, être mise en délibération, M. Speaker (Lethbridge) a invoqué le Règlement pour demander si on pouvait porter ainsi une accusation contre un député par la voie d'une motion ne pouvant faire l'objet d'un vote. Le Président suppléant a alors informé la Chambre que la motion ne serait pas mise en délibération le lendemain parce que M. Boudria ne pourrait être présent et qu'entretemps la présidence prendrait en délibéré le rappel au Règlement ³⁹¹.

Le 18 juin 1996, le Président Parent a statué qu'aux termes des règles qui gouvernent les Affaires émanant des députés, la motion était recevable sur le plan de la procédure. Il a déclaré: «L'honorable député a tout à fait raison lorsqu'il affirme que la conduite d'un député ne peut être examinée par la Chambre qu'en vertu d'une accusation précise contenue dans une motion de fond. Souvent, dans ces cas, les députés choisissent de soulever la question à la Chambre, sans donner l'avis de 48 heures ou de deux semaines, et demandent au Président de lui accorder priorité pour que la Chambre l'étudie immédiatement, mettant ainsi toutes les autres délibérations de la Chambre de côté [...] Dans les circonstances présentes, je conclus que les règles relatives aux Affaires émanant des députés ont été observées et que le

^{388.} Débats, 16 juin 1959, p. 4995.

^{389.} Journaux, 19 juin 1959, p. 581-586.

Voir Fauilleton et Feuilleton des Avis, 28 février 1996, p. VI. La motion de M. Boudria portait le numéro d'avis de motion émanant des députés M-1.

^{391.} Débats, 9 mai 1996, p. 2523-2524.

135

rappel au Règlement n'est pas fondé ³⁹²». Le Président a également fait remarquer qu'il n'avait pas la compétence voulue pour décréter que la motion pouvait faire l'objet d'un vote. Il a ajouté que la Chambre avait «à sa disposition des procédures lui permettant de veiller à ce que le sens de l'équité prévale dans toutes les délibérations ³⁹³». Le député de Lethbridge a soulevé sur-le-champ une question de privilège qui allait constituer un moyen de forcer une décision sur l'accusation portée contre lui en permettant que la question soit mise aux voix. Il a soutenu que si cette accusation n'était pas résolue, sa réputation en souffrirait gravement. Après avoir entendu d'autres députés, le Président a réservé sa décision ³⁹⁴.

Quand il est revenu sur la question le 20 juin 1996, le Président a rappelé à la Chambre qu'il était arrivé par le passé que des motions comportant des accusations relatives à la conduite de députés soient inscrites au *Feuilleton* sous la rubrique des Affaires émanant des députés sans jamais avoir été mises aux voix par la suite. Même s'il ne pouvait établir qu'il y avait de prime abord atteinte au privilège parlementaire, le Président a suggéré au député d'envisager de soumettre au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre la question des motions qui ne peuvent faire l'objet d'un vote ³⁹⁵.

Le 23 octobre 1996, le Président a annoncé à la Chambre que M. Boudria l'avait informé par écrit qu'il ne pouvait plus proposer de motions d'initiative parlementaire à cause de sa récente nomination au Cabinét. Le Président qui, aux termes du Règlement, doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le déroulement ordonné des Affaires émanant des députés a en conséquence demandé que la motion de M. Boudria soit retirée du Feuilleton 366.

EXAMEN D'UNE QUESTION DE PRIVILÈGE PAR UN COMITÉ

Si la motion de privilège précise que l'affaire doit être renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, son adoption par la Chambre constitue par le fait même un ordre de renvoi au Comité. Le Règlement habilite le Comité à enquêter sur toute question qui lui est renvoyée, à convoquer des personnes et à exiger la production de documents et de dossiers. Bien que le Comité soit maître du programme de ses travaux, tant le Comité que la Chambre prennent très au sérieux ce genre d'enquête. Le Comité n'a pas le pouvoir d'imposer des sanctions, ce pouvoir étant réservé à la Chambre. Il doit se borner à examiner l'affaire et à faire rapport de ses conclusions à la Chambre. Lorsqu'il enquête sur une question de privilège, le Comité adopte la même ligne de conduite que tout autre comité de la Chambre qui examine une question donnée, mais ce type d'ordre de renvoi, de par sa nature même, l'incite à procéder avec prudence ³⁹⁷.

^{392.} Débats, 18 juin 1996, p. 4028.

^{393.} Débats, 18 juin 1996, p. 4028.

^{394.} Débats, 18 juin 1996, p. 4029-4031.

^{395.} Débats, 20 juin 1996, p. 4183-4184.

^{396.} Débats, 23 octobre 1996, p. 5630. Voir également Journaux, 23 octobre 1996, p. 768.

^{397.} Voir Maingot, 2º éd., p. 279-280.

Rapport du comité

Le rapport que produit le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre lorsqu'il enquête sur une question de privilège a la même forme que tout autre rapport que produit un comité de la Chambre sur une question de fond. Il peut comprendre des recommandations concernant l'application de mesures ou de sanctions ³⁹⁸ et, si le Comité l'ordonne, il peut également comporter en annexe des opinions ou recommandations dissidentes ou complémentaires ³⁹⁹. Souvent, le rapport suffit par lui-même à clore l'affaire, et la Chambre n'a pas à prendre d'autres mesures ⁴⁰⁰. Le rapport peut également recommander au Président de veiller à ce que telle ou telle mesure, souvent d'ordre administratif, soit prise ⁴⁰¹. Comme c'est le cas pour la plupart des rapports de comité, un député peut, après en avoir dûment donné avis, proposer une motion d'adoption du rapport, motion que la Chambre pourra mettre en délibération ⁴⁰².

EXPLICATION SUR UN FAIT PERSONNEL

Il arrive parfois que la présidence autorise un député à expliquer un fait de nature personnelle sans que la Chambre soit saisie d'une question particulière 403. Une

- 398. Voir, par exemple, Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, septième rapport, présenté à la Chambre le 18 décembre 1987 (Journaux, p. 2014-2016); Comité permanent des privilèges et élections, vingt-quatrième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 7 mars 1991, fascicule n° 39, p. 3-8; Comité permanent de la gestion de la Chambre, soixante-cinquième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fasc. n° 46, p. 7-11.
- 399. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, vingt-deuxième rapport, Procès-verbaux, 18 juin 1996, fascicule n° 1, p. 46-55; Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, vingt-neuvième rapport, présenté à la Chambre le 27 avril 1998, Journaux, p. 706.
- 400. Voir, par exemple, Comité permanent des privilèges et élections, vingt-quatrième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 7 mars 1991, fascicule n° 39, p. 3-8. Dans l'affaire impliquant John Parry (Kenora Rainy River), M. Parry, après la présentation, le 18 décembre 1987, du septième rapport du Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, rapport qui avait critiqué la conduite du député sans toutefois demander de sanction, est intervenu à la Chambre pour faire amende honorable (voir Débats, 18 décembre 1987, p. 11951).
- 401. Voir, par exemple, Comité permanent de la gestion de la Chambre, soixante-cinquième rapport, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fascicule n° 46, p. 7-11, qui recommandait au Président d'écrire à la Société Radio-Canada et à une certaine personne dont le nom était mentionné pour les informer de la teneur du rapport; Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, soixante-sixième rapport, présenté à la Chambre le 14 avril 1999, Journaux, p. 1714, Document parlementaire n° 8510-361-152, qui suggérait diverses améliorations à apporter pour prévenir les incidents fâcheux lors de manifestations aux alentours de l'enceinte et dus édifices parlementaires (voir plus particulièrement les par. 16-23).
- 402. Voir, par exemple, la motion d'adoption du soixante-cinquième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre, adoptée le 25 février 1993 (Débats, p. 16440); la motion d'adoption du vingt-deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, débattue à la Chambre le 20 juin 1996, remplacée par une motion d'ajournement du débat et transférée au Feuilleton sous la rubrique des Affaires émanant du gouvernement (voir Journaux, p. 592-593); la motion d'adoption du vingt-neuvième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, adoptée à l'issue d'un vote par appel nominal (voir Journaux, 5 mai 1998, p. 744-745). Voir également Journaux, 29 avril 1998, p. 722.
- 403. Voir également le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

137

intervention de ce genre, que les députés appellent communément «une question de privilège personnelle», est normalement accueillie avec indulgence par la présidence. Il ne s'agit nullement d'une question de privilège proprement dite, et comme le Président Fraser l'a déjà fait remarquer, la présidence, en l'accueillant, ne s'appuie «sur aucune autorité juridique, règle de procédure ou précédent historique ou autre »⁴⁰⁴. En conséquence, de telles occasions ne sont pas censées être utilisées pour engager un débat de nature générale, et les députés sont invités à s'en tenir dans leurs propos au point qu'ils cherchent à faire valoir ⁴⁰⁵. Le Président a également dit que, puisqu'il s'agit généralement de déclarations personnelles et non de véritables questions de privilège, il ne permettrait à aucun autre député d'intervenir sur la question ⁴⁰⁶. Par le passé, les députés ont utilisé cette procédure pour fournir des explications personnelles ⁴⁰⁷, rectifier des erreurs commises dans les délibérations ⁴⁰⁸, présenter des excuses à la Chambre ⁴⁰⁹, remercier la Chambre ou lui témoigner de la reconnaissance ⁴¹⁰, annoncer un changement d'affiliation politique ⁴¹¹, annoncer une démission ⁴¹², ou pour quelque autre motif ⁴¹³.

^{404.} Débats, 21 novembre 1990, p. 15526.

^{405.} En 1996, le Président Parent a informé la Chambre que Jean-Marc Jacob (Charlesbourg) interviendrait pour faire une déclaration solennelle à la Chambre. Il a averti les députés que cette déclaration ne devait pas donner lieu à un débat. Il a par la suite interrompu M. Jacob et déclaré: «[...] les paroles qui sont utilisées aujourd'hui tendent plutôt vers un débat qu'à une déclaration solennelle ». Le député n'a pas été autorisé à poursuivre. (Voir Débats, 18 juin 1996, p. 4027.) Voir également Débats, 11 mai 1989, p. 1571-1573, à propos d'un cas où un ministre a pris la parole sur une question de privilège personnelle pour clarifier une déclaration qu'il avait faite la veille. Après la déclaration du ministre, le Président a autorisé le porte-parole de l'Opposition officielle à lui donner la réplique. Toutefois, quand le ministre s'est mis à engager un débat avec le député de l'Opposition, le Président a mis fin à la discussion et informé la Chambre que les députés pourraient demander des renseignements supplémentaires au ministre à une autre occasion.

^{406.} Débats, 17 mars 1997, p. 9060.

^{407.} Voir, par exemple, Débats, 13 juin 1977, p. 6584-6585; 8 octobre 1987, p. 9827; 18 juin 1996, p. 4027.

^{408.} Voir, par exemple, Débats, 11 mai 1989, p. 1571-1573.

^{409.} Voir Débats, 18 décembre 1987, p. 11950-11951; 19 mars 1991, p. 18710; 9 ectobre 1991, p. 3515-3516; 24 janvier 1994, p. 197; 31 octobre 1996, p. 5948-5949; 28 avril 1999, p. 14448.

^{410.} Voir, par exemple, Débats, 26 novembre 1992, p. 14113-14115.

^{411.} Voir, par exemple, Débats, 21 novembre 1990, p. 15526-15528; 17 mars 1997, p. 9059-9060.

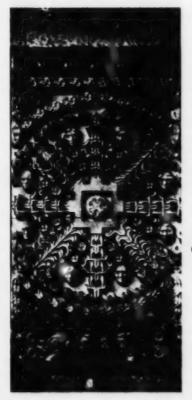
^{412.} Voir, par exemple, Débats, 15 mars 1984, p. 2138-2139; 12 mai 1986, p. 13149; 3 février 1988, p. 12581.

^{413.} Voir Débats, 26 janvier 1990, p. 7495; 12 décembre 1990, p. 16635-16636; 27 mai 1991, p. 610.

Figure 3.1 Le cheminement d'une question de privilège



La Chambre des communes et les députés



Nous nous servons très souvent de l'expression « Chambre des communes » sans bien souvent nous arrêter à méditer sur le sens de ces mots. . . . Le mot « communes » signifie le peuple. C'est ici la Chambre du peuple. De chaque côté de la Chambre, à la droite et à la gauche [du Président], siègent les représentants de toutes les circonscriptions du Canada. Collectivement, ceux de nous qui se réunissent en cette enceinte représentent tous les Canadiens. Telle est notre responsabilité, tel est notre devoir.

L'HON. GEORGE DREW, chef de l'Opposition officielle (Débats, 4 juin 1956, p. 4816)

a Chambre des communes est l'assemblée élue du Parlement du Canada. Elle compte 301 députés, dont l'élection se fait au suffrage universel au moins une fois tous les cinq ans. À cette fin, on a divisé le pays en circonscriptions électorales, ou comtés, chacun ayant droit à un siège. Le nombre de sièges à la Chambre a augmenté considérablement depuis 1867, lorsque 181 députés y furent élus pour la première fois.

Le système électoral utilisé au Canada est le scrutin uninominal majoritaire à un tour¹, en vertu duquel les citoyens canadiens de 18 ans ou plus ont le droit de voter. Les élections fédérales se déroulent simultanément à l'échelle du pays. Il s'agit d'un scrutin secret et chaque électeur ne peut déposer qu'un bulletin de vote et ne voter

^{1.} Pour une description de divers systèmes électoraux, voir Jackson et Jackson, p. 426-434.

que pour une seule des personnes inscrites sur le bulletin. Le candidat qui obtient le plus grand nombre de votes remporte la victoire même s'il a reçu moins de la moitié des votes².

Le processus électoral, les règles concernant l'éligibilité et le nombre ainsi que la répartition des sièges sont régis par diverses lois du Parlement. L'essentiel de la législation électorale canadienne se trouve dans la Loi électorale du Canada, qui fixe les conditions de participation des partis et des candidats au processus électoral et garantit la libre expression du choix politique des électeurs. D'autres lois, comme le Code criminel et la Loi sur les élections fédérales contestées, renferment également des dispositions liées au processus électoral. La Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales établissent les processus visant à déterminer le nombre de députés auxquels chaque province a droit ainsi que les limites de chaque circonscription. La Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada englobent des dispositions touchant l'éligibilité à la Chambre et les diverses responsabilités et obligations des députés. Enfin, le Règlement de la Chambre des communes et les Règlements administratifs du Bureau de régie interne établissent des règles sur la conduite et les responsabilités des députés. Le présent chapitre traite en détail de ces différentes questions.

La composition de la Chambre

Le Canada est divisé en 301 circonscriptions électorales, chacune élisant un député à la Chambre des communes³. On peut définir une circonscription électorale comme étant toute collectivité territoriale au Canada qui est habilitée à envoyer une personne pour la représenter à la Chambre des communes. Les limites des circonscriptions sont fixées par une commission de délimitation des circonscriptions électorales après chaque recensement décennal. C'est à ce moment qu'on décide de la répartition des sièges entre les provinces et territoires, la population servant de principal fondement à cet égard.

La composition de la Chambre s'est élargie considérablement depuis 1867. Au moment de la Confédération, le point de départ du calcul de la représentation était que le Québec disposait du même nombre de sièges que dans l'ancienne assemblée législative de la Province du Canada, les autres provinces se voyant attribuer des

^{2.} En fait, le nombre de députés qu'un parti fait élire n'est pas nécessairement représentatif de la proportion des votes qu'il a obtenus à l'échelle nationale, comme l'ont nettement démontré les résultats de nombreuses élections générales. Par exemple, à l'élection de 1968, le Parti libéral a obtenu 45 p. 100 des suffrages exprimés, mais 59 p. 100 des sièges à la Chambre; en 1984, le Parti progressiste-conservateur a obtenu 50 p. 100 des suffrages, mais 75 p. 100 des sièges à la Chambre. Voir Dawson's The Government of Canada, 5° éd., p. 314-315; 6° éd., p. 85.

^{3.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 40. Jusqu'à l'élection générale de 1968, quelques comtés pouvaient élire deux députés à la Chambre des communes. Dans chaque circonscription binominale, les électeurs pouvaient voter pour deux candidats; les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix étaient élus. Voir Norman Ward, « Voting in Canadian Two-Member Constituencies », Voting in Canada (John C. Courtney, éd.), Scarborough: Prentice-Hall of Canada Ltd., 1967, p. 125-129 pour un survol historique des circonscriptions binominales.

sièges en proportion de ce nombre. À l'ouverture de la 1^{re} législature, 181 députés siégeaient à la Chambre des communes, selon la représentation suivante par province: 82 pour l'Ontario, 65 pour le Québec, 19 pour la Nouvelle-Écosse et 15 pour le Nouveau-Brunswick⁴.

Peu de temps après, de nouvelles provinces demandèrent à être admises au sein de la Confédération; la représentation au Parlement était alors considérée comme négociable et, souvent, n'était pas en rapport avec la population⁵. Lorsque le Manitoba se joignit au Canada, en 1870, quatre députés firent leur entrée à la Chambre⁶. La Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard obtinrent chacune six députés au moment de leur adhésion à la Confédération, en 1871 et 1873 respectivement⁷. En 1886, les Territoires du Nord-Ouest reçurent quatre sièges et, en 1902, le territoire du Yukon en obtint un⁸. En 1905, lorsque la Saskatchewan et l'Alberta furent constituées à partir des Territoires du Nord-Ouest, elles obtinrent dix et sept députés respectivement⁹. Les Territoires du Nord-Ouest n'avaient alors plus de siège à la Chambre. Terre-Neuve adhéra à la Confédération en 1949 et obtint sept sièges 10. En 1952, le district Mackenzie des Territoires du Nord-Ouest obtint un siège et, en 1962, on modifia la Loi de la représentation afin de donner un siège à l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest 11. En 1975, le nombre de sièges pour les Territoires du Nord-Ouest augmenta à deux. Le 1er avril 1999, le territoire du Nunavut fut constitué à même la partie orientale des Territoires du Nord-Ouest 12.

À l'heure actuelle, la Chambre compte 301 députés élus dans les dix provinces et les trois territoires: 34 pour la Colombie-Britannique, 26 pour l'Alberta, 14 pour la Sackatchewan, 14 pour le Manitoba, 103 pour l'Ontario, 75 pour le Québec, 10 pour le Nouveau-Brunswick, 11 pour la Nouvelle-Écosse, quatre pour l'Île-du-Prince-Édouard, sept pour Terre-Neuve et un pour chaque territoire, soit le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. (Voir la figure 4.1 pour l'évolution de la représentation de 1867 à ce jour.)

- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 37.
- Vcir Norman Ward, «A Century of Constituencies», Canadian Public Administration 10 (1967), réimprimé dans Representation and Electoral Systems Canadian Perspectives, J. Paul Johnson et Harvey E. Pasis (éd.), Scarborough: Prentice-Hall Canada Inc., Ontario, 1990, p. 207.
- Acte pour amender et continuer l'Acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre 3, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba, L.C. 1870, ch. 3.
- 7. Voir Journaux, 31 mars 1871, p. 198; 20 mai 1873, p. 402.
- Acte de la représentation des Territoires du Nord-Ouest, 1886, L.C. 1886, ch. 24; Acte de la représentation du territoire du Yukon, 1902, L.C. 1902, ch. 37.
- Voir la Loi à l'effet de régler de nouveau la représentation des provinces de la Saskatchewan et d'Alberta dans la Chambre des communes, et de modifier la Loi de la représentation, L.C. 1907, ch. 41.
- 10. Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, L.C. 1949, ch. 1.
- Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1951) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes, L.C. 1952, ch. 15; Loi modifiant la Loi sur la députation, L.C. 1962, ch. 17.
- Loi sur le Nunavut, L.C. 1993, ch. 28; Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 25, 45.3.

Figure 4.1 Représentation depuis 1867

îPÉ. Sask. Alb. TN. T.NO. Yn					9	9	* 9	4	- +	- 01	4 10 7	3 16 12 1	4 16 12 1	4 21 16 1	4 21 17 1	4 20 17 1	4 20 17 7 1	4 17 17 7 1 1	4 13 19 7 1 1	4 13 19 7 2 1	4 14 21 7 2 1	4 14 26 7 2 1	4 14 26 7 2 1	
CB.			9	9	9	9	9	9	9	7	7	13	13	4	91	8	8	22	23	23	28	32	34	
Man.		4	4	4	*	2	S	7	7	01	0	15	IS	17	17	91	91	4	13	13	4	4	4	
NB.	15	15	15	91	91	91	91	4	4	13	13	=	=	=	0	01	0	0	0	0	0	0	0	
Z.E	61	61	6	21	12	21	21	20	20	8	8	91	91	4	12	13	13	12	=	=	=	=	=	
ŏ	65	65	99	9	65	65	9	9	9	65	9	65	9	9	9	73	73	75	74	74	75	75	75	
Ont.	82	82	82	88	88	92	92	92	92	98	98	82	82	82	82	83	83	85	88	88	98	66	103	
Canada	181	185	161	200	506	211	215	213	214	214	122	234	235	245	245	255	262	265	264	597	282	295	301	
Année	1867	1870	1871	1872	1873	1882	9881	1892	1902	1903	1905	1914	1915	1924	1933	1947	1949	1952	9961	1975	9261	1987	1997	

REPRÉSENTATION

Les Pères de la Confédération adoptèrent le principe de la représentation d'après la population. Chaque province obtenait un nombre de sièges qui était fonction de sa part de la population totale par rapport à celle de la province de Québec, qui s'était vu garantir 65 sièges, le même nombre dont elle disposait à l'assemblée législative de la Province du Canada 13. Selon ce principe, on arrêta une formule pour calculer le nombre de sièges de chaque province à la Chambre des communes. La Loi constitutionnelle de 1867 stipulait que, pour assurer une représentation juste de la population de chaque province à la Chambre, le nombre de sièges de chacune devait être recalculé à l'issue de chaque recensement décennal à compter de celui de 1871¹⁴. Pour obtenir le nombre total de sièges, on divisait le chiffre de la population de chaque province par un nombre fixe appelé «quotient électoral», lequel était établi en divisant par 65 le chiffre de la population du Québec. Il y avait une exception, la règle du «un vingtième», en vertu de laquelle une province ne perdait pas de sièges à moins que le chiffre de sa population n'ait décru d'au moins 5 p. 100 (un vingtième) par rapport à celui de la population nationale entre les deux derniers recensements.

Cette règle ne causa aucun problème pendant les 25 premières années de la Confédération à cause de la croissance de la population du pays. En 1872, la représentation à la Chambre augmenta par suite du recensement décennal de 1871: l'Ontario put élire six députés additionnels, la Nouvelle-Écosse deux, et le Nouveau-Brunswick un. Avec le rajustement de 1882, l'Ontario obtint quatre nouveaux sièges et le Manitoba, un, ce qui portait le nombre total de députés à 211. Toutefois, en 1892, les trois provinces maritimes perdirent quatre sièges au total, ce qui suscita de l'inquiétude, en particulier à l'Île-du-Prince-Édouard. Même si la population des provinces maritimes était à la hausse, elle diminuait par rapport au total national. En 1903, le rajustement de la représentation eut pour effet de réduire le nombre de sièges de l'Île-du-Prince-Édouard. Devant la Cour suprême, l'Île-du-Prince-Édouard soutint qu'elle devait pouvoir conserver les sièges qu'on lui avait attribués au moment de son entrée dans la Confédération. La Cour suprême statua néanmoins que la représentation devait être basée sur l'ensemble de la population canadienne et qu'il n'y avait pas lieu de faire une exception pour l'Île-du-Prince-Édouard l'5.

L'arrêt de la Cour suprême ne mit pas fin à la dissension parmi certaines provinces dont la population allait en diminuant. En 1914, on proposa une modification constitutionnelle qui fut adoptée l'année suivante. En vigueur encore aujourd'hui, la

^{13.} En 1865, lors des débats entourant la Confédération, le procureur général de l'époque, John A. MacDonald (qui devint le premier premier ministre du Canada), expliqua que le choix avait porté sur le Québec comme pivot du système représentatif car cette province était « la mieux choisie à cause des variations peu sensibles de sa population, et parce que le nombre de ses habitants tient la moyenne entre les populations des autres provinces [...]» (Débats parlementaires sur la question de la Confédération, 6 février 1865, p. 38).

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 51. Un recensement moins détaillé a lieu tous les cinq ans.

Voir Norman Ward, The Canadian House of Commons: Representation, Toronto: University of Toronto Press, 1950, p. 39-41.

«clause sénatoriale» garantit que le nombre de députés d'une province ne sera pas inférieur au nombre de sénateurs représentant cette province; on ajouta cette disposition à la Constitution afin que les petites provinces ne perdent pas davantage de sièges du fait de leur population en déclin 16.

Après le recensement de 1941, on adopta une modification constitutionnelle visant à reporter le remaniement de la carte électorale à la première session que tiendrait le Parlement après la fin de la guerre ¹⁷, les provinces de l'Ouest craignant que les perturbations démographiques causées par la guerre n'aient une incidence sur la représentation. En outre, il y avait beaucoup d'insatisfaction parmi les provinces quant aux règles du découpage électoral, lesquelles ne prévoyaient la représentation selon la population que pour quatre des neuf provinces; les cinq autres étaient assurées de sièges additionnels en vertu soit de la clause sénatoriale soit de la formule du un vingtième ¹⁸. Les demandes en vue d'une représentation d'après la population, en particulier de la part du Québec, entraînèrent l'abolition de la formule du un vingtième en 1946¹⁹. On fixa à 255 le nombre total de sièges, un pour le Yukon et les 254 autres répartis parmi les provinces en fonction de leur part de la population totale du pays plutôt que selon la population moyenne par circonscription électorale au Québec²⁰.

Mais, avec cette nouvelle formule, on découvrit rapidement que la représentation de certaines provinces subissait un recul en raison des taux différents de croissance démographique. La Nouvelle-Écosse, le Manitoba et la Saskatchewan devant perdre des sièges après le recensement de 1951, on modifia de nouveau la *Loi constitutionnelle de 1867* afin d'empêcher le déclin rapide du nombre de sièges de

^{16.} Loi constitutionnelle de 1867, Appendice II, nº 5, art. 51A. Cette disposition fut édictée par la Loi constitutionnelle de 1915, (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 23). Quatre sièges furent garantis à l'Île-du-Prince-Édouard, 10 à la Nouvelle-Écosse et 10 au Nouveau-Brunswick. Au moment de la Confédération, le Sénat comptait 72 membres nommés, soit 24 en provenance respectivement du Québec, de l'Ontario et des Maritimes (12 pour la Nouvelle-Écosse et 12 pour le Nouveau-Brunswick). Lorsqu'elle adhéra à la Confédération en 1870, la province du Manitoba eut droit à deux sénateurs; en 1871, la Colombie-Britannique en obtint trois, et l'Île-du-Prince-Édouard quatre (les autres provinces maritimes en perdant deux chacune; voir l'article 147 de la Loi constitutionnelle de 1867); l'Alberta et la Saskatchewan obtinrent chacune quatre sénateurs en 1905. En vertu de la Loi constitutionnelle de 1915, on reconstitua le Sénat à 96 sénateurs. On ajouta six autres sénateurs lorsque Terre-Neuve entra dans la Confédération en 1949, un sénateur pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest respectivement en 1975, et un sénateur pour le nouveau territoire du Nunavut en 1999. Le Sénat compte normalement 105 membres.

^{17.} Journaux, 5 juillet 1943, p. 582-584.

Seuls le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique auraient eu un nombre de sièges proportionnel à leur population. Voir Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 53.

Voir la Loi constitutionnelle de 1946, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 30. Pour de plus amples renseignements, voir Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 54-55.

^{20.} L'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, en 1949, porta ce total à 262.

certaines provinces ²¹. Dans ce cas, la modification stipulait qu'une province ne pouvait perdre plus de 15 p. 100 du nombre de sièges auxquels elle avait eu droit en vertu du dernier rajustement; elle stipulait également qu'une province plus populeuse qu'une autre ne pouvait avoir moins de sièges que cette dernière. Néanmoins, après le recensement de 1961, les trois mêmes provinces ainsi que le Québec perdirent des sièges et, après celui de 1971, Terre-Neuve devait en perdre également.

En 1974, on présenta un texte de loi visant à remédier à ce problème. Dans la Loi sur la représentation, 1974, on proposait une nouvelle formule, dite du fusionnement, pour faire en sorte qu'aucune province ne perde de sièges²². Comme dans la formule initiale, le Québec se vit attribuer un nombre fixe de sièges, soit 75, et on utilisa la population moyenne de ses circonscriptions pour calculer le nombre de sièges des autres provinces. À chaque rajustement subséquent, il devait y avoir une augmentation automatique de quatre sièges au Québec, afin de faire contrepoids à la croissance démographique et de diminuer la population moyenne des circonscriptions au Québec, le fondement du calcul pour l'attribution des sièges parmi les autres provinces. En outre, on créa trois catégories de provinces: les grandes provinces (population de 2,5 millions d'habitants ou plus); les provinces intermédiaires (entre 1,5 et 2,5 millions d'habitants) et les petites provinces (moins de 1,5 million d'habitants). L'attribution des sièges selon une stricte proportion par rapport au Québec ne devait avoir lieu que dans le cas des grandes provinces; des règles distinctes étaient établies pour les petites provinces et les provinces intermédiaires 23. La méthode du fusionnement ne fut appliquée qu'une seule fois, en 1976, établissant 282 sièges à la Chambre.

Après le recensement de 1981, on se rendit compte qu'il y aurait une augmentation substantielle du nombre de sièges à la Chambre, dès lors et après les recensements subséquents. De fait, on calcula qu'en 2001, il y aurait 396 députés à la Chambre. On donna donc au Comité permanent des privilèges et élections le mandat d'étudier la question de la représentation dans les 32^e (1980-1984) et 33^e (1984-1988) législatures²⁴ et, en 1986, on adopta un nouveau texte de loi sur le sujet. La

Voir la Loi constitutionnelle de 1952, L.C. 1952, ch. 15, art. 1. Il s'agissait de la première modification constitutionnelle adoptée par le Parlement du Canada après la révision de la formule de modification de la Constitution en 1949.

^{22.} L.C. 1974-1975-1976, ch. 13. Le président du Conseil privé, Mitchell Sharp, fit observer ce qui suit pendant la deuxième lecture de ce projet de loi: « On a adopté la méthode du fusionnement pour s'assurer que la population des circonscriptions du Canada ne s'accroîtrait pas au point d'empêcher un député de bien représenter ses électeurs ou d'empêcher les électeurs de communiquer facilement avec leur député. » Voir Débats, 2 décembre 1974, p. 1846. Pour de plus amples renseignements, voir Dawson's The Government of Canada, 6* éd., p. 91.

Voir Débats, 2 décembre 1974, p. 1845-1847, où Mitchell Sharp, président du Conseil privé, décrit la méthode du fusionnement.

Voir Journaux, 13 janvier 1981, p. 138-139; Comité permanent des privilèges et élections, Procès-verbaux et témoignages, 6 juillet 1982, fascicule nº 21, p. 5-7 (cinquième rapport présenté le 8 juillet 1982 (Journaux, p. 5132-5133)). Voir également Journaux, 1* octobre 1985, p. 1051; 21 novembre 1985, p. 1251.

Loi de 1985 sur la représentation électorale²⁵ établissait une nouvelle formule de calcul sur la base de 282 sièges, le nombre de députés auquel avait donné lieu le découpage précédent (voir la figure 4.2). En voici les modalités:

- Un siège est attribué aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut²⁶ et au Yukon respectivement;
- On divise la population totale des 10 provinces par 279 afin d'obtenir le quotient électoral:
- On calcule le nombre de sièges de chaque province en divisant le chiffre de sa population totale par le quotient électoral. Les résultats dont la partie décimale dépasse 0,50 sont arrondis à l'unité supérieure;
- 4. Une fois obtenu le nombre de sièges par province, on apporte des ajustements en appliquant les clauses sénatoriale et d'antériorité. En vertu de la clause sénatoriale, aucune province ne peut avoir moins de députés que de sénateurs; en vertu de la clause d'antériorité, aucune province ne peut avoir moins de sièges que ceux dont elle disposait en 1986, au moment de l'entrée en vigueur de ce texte de loi²⁷.

Avec la nouvelle formule, le nombre de sièges à la Chambre passa à 295 après l'élection fédérale de 1988, et à 301 après l'élection de 1997.

RAJUSTEMENT DES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS

L'article 51 de la Loi constitutionnelle de 1867 établit la formule pour la répartition des sièges entre les provinces après chaque recensement décennal, tandis que la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales pourvoit au tracé des limites des circonscriptions électorales ou comtés à l'intérieur de chaque province. Il y a lieu de rajuster les limites des circonscriptions lorsque la représentation d'une province change ou lorsqu'une province a subi d'importantes fluctuations démographiques, comme un mouvement de population des zones rurales aux zones urbaines. Le rajustement des limites des circonscriptions est une question de compétence fédérale qui relève du Parlement.

146

^{25.} L.C. 1986, ch. 8, art. 2.

Conformément à la Loi modifiant la Loi sur le Nunavut et la Loi constitutionnelle de 1867, L.C. 1998, ch. 15, art. 25.

^{27.} En avril 1994, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre était chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi sur le mode de révision des limites des circonscriptions électorales et d'examiner une formule en vue de plafonner ou de réduire le nombre de sièges à la Chambre des communes (Journaux, 19 avril 1994, p. 368-370). Dans son cinquante et unième rapport (présenté le 25 novembre 1994 (Journaux, p. 939), le Comité en vient à la conclusion qu'il serait impossible de plafonner ou de réduire la représentation à la Chambre des communes en raison de certaines contraintes de la Constitution, notamment la clause sénatoriale, qui ne peuvent être modifiées sans l'accord unanime des provinces. Si l'on plafonnait ou rédulsait la taille de la Chambre tout en maintenant la représentation sénatoriale, certaines provinces perdraient un nombre important de sièges alors que d'autres seraient protégées. En outre, le plafonnement nécessiterait l'abolition de la clause d'antériorité, qui garantit aux provinces dont la population est en déclin le même nombre de sièges que celui qu'elles avaient en 1986. Voir les Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 25 novembre 1994, fascicule n° 33, p. 5-11.

Figure 4.2 Calcul de la représentation à la Chambre des communes

Dans les premières années de la Confédération, le gouvernement présentait un projet de loi décrivant les limites de chaque circonscription électorale, puis le faisait adopter comme tout autre texte de loi. Cette méthode était la cible de critiques car on considérait qu'elle était très tendancieuse et visait à maximiser les succès électoraux du parti au pouvoir; on parlait souvent à cet égard de manipulation ou de découpage arbitraire des circonscriptions («gerrymandering ²⁸ »). En 1903, ce processus législatif fut modifié sur motion de sir Wilfrid Laurier; on confia alors le rajustement des circonscriptions électorales à un comité spécial de la Chambre des communes au sein duquel tous les partis étaient représentés ²⁹. Chaque fois qu'une nouvelle répartition devait avoir lieu conformément à la *Loi constitutionnelle de 1867* et au dernier recensement, le gouvernement présentait un projet de loi qui ne renfermait aucun détail sur les circonscriptions individuelles. Après la deuxième lecture, le projet de loi était renvoyé à un comité spécial chargé de «préparer des annexes devant renfermer et décrire les diverses divisions électorales ayant droit d'élire des membres pour cette Chambre ³⁰ ». Le processus demeurait très partial et il n'y avait pas de lignes

^{28.} Le «gerrymandering» est le remaniement arbitraire des circonscriptions électorales par le parti au pouvoir, de façon que le vote de l'opposition soit concentré dans un nombre aussi réduit que possible de comtés. Dans The Language of Canadian Politics, Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 1995, à la p. 122, John McMenemy explique que le terme «gerrymanderer» a pour origine une manipulation effectuée au Massachusetts en 1812 par le parti du gouverneur Elbridge Gerry, qui engendra des circonscriptions aux configurations semblables à celles d'une salamandre. Dans son livre intitulé The Canadian House of Commons: Representation, le professeur Norman Ward indique brièvement que les remaniements de 1872, 1882 et 1892 firent l'objet de ce genre de manipulation (voir les p. 26-29).

^{29.} Journaux, 14 avril 1903, p. 116.

Voir Journaux, 19 tévrier 1914, p. 151; 25 mars 1924, p. 81; 25 novembre 1932, p. 148; 24 tévrier 1947, p. 122-123; 28 juin 1952, p. 618.

directrices pour guider les députés dans leurs décisions³¹. Ce système resta en vigueur jusqu'en 1964, date où furent établies les commissions non partisanes de délimitation des circonscriptions électorales chargées de définir et de rajuster les limites en question.

Même avant la Confédération, on avait recommandé de confier à un organisme impartial et non aux députés le tracé des limites des circonscriptions électorales³². Cela demeura une préoccupation après la Confédération et, à un certain nombre d'occasions, on recommanda de retirer cette tâche aux députés et de la confier à des juges³³. En 1963, on prit la décision de faire accomplir ce travail par des commissions non partisanes chargées d'appliquer certains principes généraux; en 1964, on adopta la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* d'a l'heure actuelle, il existe une commission de délimitation des circonscriptions électorales pour chaque province, mais non pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou le Nunavut. Chaque commission comprend un président, normalement un juge de la Cour provinciale nommé par le juge en chef de la province³⁵, et deux autres personnes nommées par le Président de la Chambre des communes « parmi les personnalités de la province qui lui semblent compétentes » ³⁶. Aucun membre en exercice du Sénat ou de la Chambre des communes, ou d'une assemblée législative provinciale ou territoriale, ne peut être nommé à une commission³⁷.

Dès que possible après chaque recensement décennal, le statisticien en chef fournit au directeur général des élections, un mandataire du Parlement responsable

- Pour une chronologie plus détaillée du rajustement jusqu'aux années 1960, voir Ward, « A Century of Constituencies », p. 207-220.
- 32. Voir Ward, «A Century of Constituencies», p. 211.
- 33. Voir, par exemple, Débats, 25 mai 1933, p. 5422-5423; 21 février 1947, p. 697-698. De 1958 à 1962, le député Frank Howard (Skeena) présenta chaque année un projet de loi ayant pour objet de confier la tâche à un organisme indépendant.
- L.C. 1964-1965, ch. 31. Il fallut au Parlement plus d'un an avant de l'adopter, en raison de divergences de vues sur certaines dispositions importantes. Voir Ward, « A Century of Constituencies », p. 212-216.
- 35. Si le juge en chef de la province ne procède pas à cette nomination pour une raison quelconque, le juge en chef de la Cour suprême peut y pourvoir (Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 5). Cela s'est produit en 1993, lorsque le juge en chef de la Cour suprême a nommé le président de la commission de délimitation des circonscriptions électorales de la Colombie-Britannique. À l'origine, on nommait une quatrième personne, le commissaire à la représentation. La charge de commissaire à la représentation fut abolie en 1979 lorsque le titulaire prit sa retraite et que la plupart de ses fonctions furent transférées au directeur général des élections.
- 36. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 4-6. Après l'adoption de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, en 1964, de nombreux députés s'attendaient à ce que le Président consulte les chefs de parti avant de procéder aux nominations de membres des commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Le Président consulta plutôt le juge en chef de chaque province ainsi que le président de chaque commission et, en règle générale, nomma un professeur d'université de sciences politiques et un citoyen dont l'activité professionnelle offrait l'apparence de l'impartialité, comme le greffier d'une législature. Voir Ward, « A Century of Constituencies », p. 216.
- 37. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 10.

149

de l'administration des élections fédérales, les données pertinentes sur la population ³⁸. Le directeur général des élections calcule alors le nombre total de sièges pour la Chambre des communes et leur répartition entre les provinces et terratoires ³⁹. Cette information paraît dans la *Gazette du Canada* ⁴⁰, après quoi débute le processus de nomination du président et des membres de chaque commission. Une fois les commissions formées, le directeur général des élections fournit à chaque président les données démographiques pertinentes. Chaque commission dispose d'un an à compter de cette date pour recommander les limites des circonscriptions électorales ⁴¹.

Chaque commission doit tracer les limites des circonscriptions de façon à ce que le chiffre de la population de chacune se rapproche autant que possible du quotient obtenu en divisant le chiffre de la population provinciale par le nombre de sièges attribués à la province. Aucune circonscription ne peut avoir une population inférieure à 75 p. 100 ou supérieure à 125 p. 100 de ce chiffre, bien que les commissions puissent dépasser ces limites dans des circonstances extraordinaires. Les commissions peuvent faire varier la taille des circonscriptions à l'intérieur de cette marge compte tenu de considérations géographiques particulières, comme la densité de la population dans diverses régions de la province ainsi que l'accessibilité, la taille et la configuration de ces régions. Étant donné que les problèmes d'accessibilité, de transport et de communication constituent souvent des obstacles à une représentation efficace et au démarchage électoral, les commissions font généralement en sorte qu'il y ait moins d'électeurs dans les circonscriptions rurales que dans les circonscriptions urbaines. Il peut également y avoir des variations en raison d'une certaine communauté d'intérêts ou de la toile de fond historique d'une circonscription particulière 42.

Avant de rédiger son rapport, chaque commission publie dans la Gazette du Canada et les journaux de la province, une carte ou un dessin montrant les limites proposées des circonscriptions, et elle invite les électeurs et les députés à des réunions publiques convoquées en des endroits où pourront se rendre facilement autant de gens intéressés que possible. Les propositions de la commission doivent être publiées au moins 60 jours avant la date de la première audience. Les personnes qui veulent présenter des observations doivent soumettre un avis écrit à la commission dans les 53 jours suivant la publication de l'annonce de cette dernière 43.

Après les audiences et avant la fin de son mandat d'un an, chaque commission revoit ses propositions, rédige un rapport et le fait parvenir au directeur général des

^{38.} On examine en détail, plus loin dans le présent chapitre, les fonctions du directeur général des élections.

^{39.} Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 13-14.

La Gazette du Canada est une publication périodique du gouvernement du Canada où paraissent les décrets, les proclamations, les règlements et autres textes réglementaires ainsi que les lois du Parlement.

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 20(1), tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 4.

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 15, tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 2.

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 19, tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 3.

élections, à moins que ce dernier n'ait prolongé le mandat d'une commission de six mois au plus⁴⁴. Le directeur général des élections remet un exemplaire de tous les rapports au Président de la Chambre des communes, qui les dépose à la Chambre et fait en sorte qu'ils soient renvoyés à un comité chargé de s'occuper des questions électorales⁴⁵. S'il reçoit les rapports pendant l'intersession, le Président les fait publier dans la *Gazette du Canada* et fait adresser un exemplaire du numéro correspondant de celle-ci aux députés représentant les circonscriptions électorales de la province concernée⁴⁶.

Les députés disposent de 30 jours après le dépôt ou la publication des documents pour présenter par écrit des objections au greffier du comité chargé des questions électorales. Ils doivent préciser les dispositions auxquelles ils s'opposent et les motifs de l'opposition, qui est présentée sous forme d'une motion signée par au moins 10 députés⁴⁷. Après l'échéance de 30 jours pour les observations des députés, le comité dispose de 30 jours de séance pour les examiner⁴⁸, sauf s'il demande une prolongation à la Chambre⁴⁹. Une fois son examen terminé, le comité remet les rapports à la Chambre ainsi qu'une copie des objections et de ses procès-verbaux. Puis, le Président fait parvenir les rapports et pièces jointes au directeur général des élections pour qu'il les distribue aux différentes commissions de délimitation des

- 44. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 20(2). Lors de sa comparution devant le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre le 3 février 1994, le directeur général des élections fit remarquer qu'il n'y avait eu aucune prolongation lors du précédent découpage électoral et qu'il n'en envisageait aucune pour le remaniement de 1993-1994 (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 3 février 1994, fascicule nº 1, p. 15).
- 45. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 21(1), tel que modifié par le ch. 6 (2º suppl.), art. 5. Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1995, p. 1867. Si la Chambre ne siège pas, on dépose les rapports dans les cinq premiers jours de séance qui suivent le retour de la Chambre. Le 10 juin 1994, on a modifié le Règlement afin de désigner le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre comme responsable des questions électorales (voir Journaux, 10 juin 1994, p. 563; vingt-septième rapport, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1994, fascicule n° 16, p. 7-8). Voir également l'article 108(3)a)vi) du Règlement.
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 21(2).
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 22, tel que modifié par le ch. 6 (2º suppl.), art. 6.
- 48. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 22, tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 6. En 1995, à cause du grand nombre d'objections soulevées, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a établi quatre sous-comités régionaux chargés d'entendre les observations des députés et de lui présenter des recommandations (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 17 octobre 1995, fascicule n° 62, p. 25-26).
- Voir, par exemple, Journaux, 4 octobre 1995, p. 1990; Débats, 4 octobre 1995, p. 15222. Voir également Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 17 octobre 1995, fascicule nº 52, p. 17.

circonscriptions ⁵⁰. Ni les rapports ni les objections ne font l'objet de délibérations à la Chambre ⁵¹.

Les commissions doivent examiner les objections, mais ne sont pas obligées d'y donner suite. Chaque commission présente ensuite un rapport final, avec ou sans modification, au directeur général des élections, qui le fait parvenir au Président de la Chambre 52. Une fois déposée à la Chambre par le Président 53, la décision d'une commission est définitive et sans appel.

Après que chaque commission à présenté son rapport final, le directeur général des élections prépare un projet de décret de représentation électorale; ce document indique le nombre de députés à élire dans chaque province et territoire, partage les provinces et territoires en circonscriptions électorales et décrit les limites et populations respectives de ces dernières ainsi que le nom à leur attribuer ⁵⁴. Dans les cinq jours suivant la réception du projet de décret par le ministre que le gouverneur en conseil a chargé de la mise en œuvre de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, le gouverneur en conseil lui donne, par proclamation, force de loi ⁵⁵. Pour que les nouvelles limites soient utilisées, un an doit s'être écoulé entre la date de proclamation du décret et la date de la dissolution du Parlement aux fins d'une élection générale ⁵⁶.

La Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales oblige également le directeur général des élections à publier des cartes indiquant les nouvelles limites des circonscriptions⁵⁷.

- 50. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 22, tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 6. Voir, par exemple, Journaux, 29 novembre 1995, p. 2188. Pour le rapport final du Comité en ce qui concerne le rajustement de 1995 des limites des circonscriptions électorales, voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux, 28 novembre 1995, fascicule nº 53, p. 119-227, et en particulier les p. 121-129.
- 51. Jusqu'en 1986, la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales autorisait les députés à faire valoir à la Chambre leurs objections à un rapport d'une commission de délimitation des circonscriptions électorales. Quatre débats en 1966, 1973, 1976 et 1983 eurent lieu conformément à la Loi (L.C. 1964-1965, ch. 31, art. 20). Dans la période de 30 jours suivant le dépôt d'un tel rapport à la Chambre, une motion portant considération d'une opposition au rapport, signée par au moins 10 députés, pouvait être adressée au Président. Elle devait préciser les éléments du rapport auxquels on s'opposait ainsi que les motifs de cette opposition. Dans les 15 jours du dépôt de la motion, on devait réserver du temps sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement pour que les députés puissent exprimer leurs préoccupations. Une fois l'examen des objections terminé, le Président devait envoyer celles-ci de mêmr que les pages pertinentes des Débats à la commission. En 1986, on modifia la Loi pour y substituer la procédure actuelle (Loi sur la représentation électorale, 1985, L.C. 1986, ch. 8, art. 9-10).
- 52. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 23(1).
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 23(2). Voir, par exemple, Journaux, 4 mars 1996, p. 36.
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 24, tel que modifié par le ch. 6 (2° suppl.), art. 7.
- 55. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 25(1).
- 56. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 25(1).
- 57. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 28.

Suspension du processus

À chaque décennie depuis les années 1960, le Parlement a adopté des textes de loi visant soit à suspendre soit à modifier le processus de rajustement. Après les recensements de 1971 et de 1981, on a suspendu le processus afin d'apporter des modifications à l'article 51 de la *Loi constitutionnelle de 1867* établissant la formule de représentation à la Chambre et pour modifier le processus de rajustement luimême⁵⁸. Depuis le recensement de 1991, on l'a suspendu deux fois.

En 1992, à la lumière des modifications proposées à la Loi électorale du Canada par la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, et comme il semblait probable que le processus de rajustement ne serait pas terminé avant la prochaine élection fédérale, le Parlement décida que la Loi devait être suspendue⁵⁹. En 1994, devant l'insatisfaction exprimée par les députés sur certains aspects du processus et compte tenu de l'augmentation continuelle du nombre de sièges à la Chambre après chaque recensement, le gouvernement estima qu'il était temps de revoir la Loi en profondeur⁶⁰. En vertu de la Loi de 1994 sur la suspension de la révision des limites des circonscriptions électorales, le processus fut donc suspendu jusqu'à la première de ces deux dates: le jour de l'édiction d'une nouvelle loi sur la révision des limites des circonscriptions ou le 22 juin 1995. En outre, les commissions existantes furent relevées temporairement de leurs fonctions à compter du jour de la remise de leur rapport⁶¹. Entre-temps, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre recevait le mandat d'élaborer un projet de loi sur le mode de révision des limites des circonscriptions électorales. 62 On demanda également au Comité d'étudier l'opportunité de plafonner ou de réduire au moyen d'une formule le nombre de sièges à la Chambre et d'examiner le mode de sélection des membres des commissions, les manières de procéder de ces dernières et les règles régissant leurs pouvoirs ainsi que la participation du public et de la Chambre des communes à leurs travaux.

Loi sur la représentation (1974), L.C. 1974-1975-1976, ch. 13; Loi de 1985 sur la représentation électorale, L.C. 1986, ch. 8.

^{59.} Voir Débats, 1* mai 1992, p. 9995-9998. Le projet de loi C-67, Loi sur la suspension de la révision des limites des circonscriptions électorales, recevait la sanction royale le18 juin 1992.

^{60.} Voir Débats, 21 mars 1994, p. 2518-2520.

^{61.} Initialement, lorsque la Chambre adopta en troisième lecture le projet de loi C-18, Loi de 1994 sur la suspension de la révision des limites des circonscriptions électorales, les commissions de délimitation des circonscriptions devaite être suspendue pour 24 mois le jour de la sanction. Toutefois, le Sénat modifia le projet de loi afin de permettre aux commissions de tenir des audiences publiques sur leurs propositions, et il arrêta le 6 février 1995 comme date de fin de la suspension (Journaux, 25 mai 1994, p. 478). La Chambre souscrivit aux amendements du Sénat, sauf pour la date du 6 février 1995. Celle-ci fut reportée au 22 juin de la même année, et le texte de loi fut finalement adopté par les deux chambres et sanctionné le 15 juin 1994. Voir Journaux, 3 juin 1994, p. 528; 9 juin 1994, p. 557; 14 juin 1994, p. 585. Voir également Débats, 3 juin 1994, p. 4811-4812.

^{62.} Journaux, 19 avril 1994, p. 368-370.

Le 25 novembre 1994, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre déposa son rapport accompagné d'un avant-projet de loi visant l'abrogation de la loi existante et l'abolition des commissions de délimitation des circonscriptions électorales 63. Le Comité ne recommanda ni une autre manière d'attribuer les sièges parmi les provinces après chaque recensement décennal ni une formule pour plafonner le nombre de sièges à la Chambre, mais il proposa une nouvelle méthode de délimitation des circonscriptions électorales. Le gouvernement donna suite au rapport en présentant, le 16 février 1995, le projet de loi C-69, Loi de 1995 sur la révision des limites des circonscriptions électorales 64. Ce texte de loi visait à mettre fin aux plans de découpage électoral et à reprendre le processus à zéro; il prévoyait en outre que les élections suivantes se dérouleraient suivant le découpage de 1981. Par ailleurs, il y aurait eu une révision tous les cinq ans dans les provinces où les variations de la population l'auraient justifié, un nouveau mécanisme de déclenchement du remaniement décennal qui aurait éliminé les révisions inutiles dans les provinces sans variations démographiques importantes, et un contrôle parlementaire des nominations aux commissions de délimitation des circonscriptions. Toutefois, les amendements proposés par le Sénat puis rejetés par la Chambre empêchèrent l'adoption du projet de loi65. Puisqu'on n'adopta pas de nouvelle loi avant l'échéance du 22 juin 1995, le Président déposa à la Chambre les rapports de toutes les commissions de délimitation des circonscriptions électorales, comme cela était exigé, et on rajusta les limites en conséquence⁶⁶. L'élection générale de 1997 se tint sur la base du découpage et de la révision des limites des circonscriptions d'après 1991.

Désignation des circonscriptions

Au début de la Confédération, la *Loi constitutionnelle de 1867* établit les circonscriptions électorales de chacune des provinces ⁶⁷. À l'époque, les circonscriptions électorales portaient le nom de comtés, de villes, de quartiers et de villages de la province. Entre 1872 et 1964, c'est dans la loi de découpage et de révision des limites des circonscriptions électorales que l'on nommait ces dernières.

- Journaux, 25 novembre 1994, p. 939. Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 25 novembre 1994, fascicule n° 33, p. 5-40.
- 64. Journaux, 16 février 1995, p. 1141.
- 65. Journaux, 8 juin 1995, p. 1600-1601; 14 juin 1995, p. 1748-1749; 19 juin 1995, p. 1786-1788; 20 juin 1995, p. 1817-1821. Voir également Débats, 14 juin 1995, p. 13854-13855. Le Sénat s'opposa à la disposition prévoyant qu'on n'établirait pas de commission dans une province où cela ne serait pas justifié par les variations de la population, à la réduction de 25 p. 100 à 15 p. 100 de l'écart maximal par rapport au quotient électoral, au contrôle par le Parlement des nominations aux commissions ainsi qu'à la définition proposée de «communauté d'intérêts». Il s'opposa également à ce que les élections suivantes aient lieu sur la base des limites tracées après le recensement de 1981 putôt que de celles devant être tracées après le recensement de 1991. Voir aussi les Procès-verbaux du Sénat, 8 juin 1995, p. 998-1001; Débats du Sénat, 8 juin 1995, p. 1725-1727, 1730-1735.
- 66. Journaux, 22 juin 1995, p. 1867.
- 67. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 40. Voir aussi les annexes 1 à 4.

Depuis l'adoption, en 1964, d'une procédure plus moderne d'établissement des limites des circonscriptions électorales, ce sont les commissions de délimitation des circonscriptions électorales qui nomment les circonscriptions qu'elles établissent. Les noms figurent dans les rapports des commissions et dans le décret de représentation qui leur donne force de loi. La modification du nom d'une circonscription électorale après la publication du décret de représentation peut se faire par l'adoption d'un projet de loi d'initiative parlementaire. En règle générale, un député propose un projet de loi visant à modifier le nom d'une circonscription électorale quand ses électeurs lui signalent que le nom ne reflète pas fidèlement les limites de la circonscription éle circonscription électorale de loi porte typiquement le titre «Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de (circonscription électorale)». Quand la Chambre est saisie du projet de loi à l'étape de la deuxième lecture, le projet de loi est normalement lu une deuxième fois, examiné par un comité plénier qui en fait rapport sans amendement, adopté à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté à la même séance par consentement unanime én.

Les conditions d'éligibilité à la Chambre

Sauf quelques exceptions, toute personne ayant qualité d'électeur peut se faire élire à la Chambre des communes. Les critères d'éligibilité et d'inéligibilité des candidats à une élection fédérale se trouvent dans la Loi électorale du Canada⁷⁰, la Loi sur le Parlement du Canada⁷¹ et la Loi constitutionnelle de 1982⁷².

Par ailleurs, la Charte canadienne des droits et libertés prescrit que «tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales 3 ». Ainsi, tout citoyen canadien âgé d'au moins 18 ans le jour du scrutin, qui a qualité d'électeur, peut être candidat à l'élection 4. Un candidat doit résider au Canada mais pas nécessairement dans la circonscription où il brigue les

- 68. Voir, par exemple, Débats, 27 juin 1989, p. 3730-3733.
- 69. Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1989, p. 468-470; 16 septembre 1992, p. 2000-2001. Voir aussi Journaux, 8 novembre 1996, p. 856 et 12 décembre 1996, p. 1007, 1010 où l'on voit qu'un projet de loi modifia le nom de 22 circonscriptions électorales (Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales, L.C. 1996, ch. 36). En 1998, un simple député proposa un projet de loi semblable visant à modifier le nom de certaines circonscriptions électorales. Par consentement unanime, le projet de loi fut réputé avoir été déposé, lu une première fois et imprimé, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier, avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement, avoir été adopté à l'étape du rapport et lu une troisième fois, et enfin adopté sans débat ni amendement. Voir Journaux, 28 mai 1998, p. 902; Débats, 28 mai 1998, p. 7317-7318.
- L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 76.1-78 tels que modifiés par L.C. 1989, ch. 28, art. 1; et L.C. 1993, ch. 19, art. 34-35.
- 71. L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 21-24.
- 72. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 3.
- 73. Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 3.
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 76.1 tel que modifié par L.C. 1989, ch. 26, art. 1(1). Voir aussi l'article 50.

suffrages ⁷⁵. Il est interdit de briguer les suffrages dans plus d'une circonscription électorale à la fois ⁷⁶.

HISTORIQUE

Les critères d'éligibilité à la Chambre des communes ont été révisés à maintes reprises et ont toujours été étroitement liés au droit de vote. Quand certains citoyens étaient privés du droit de vote, ils étaient aussi inéligibles⁷⁷. La *Loi constitutionnelle de 1867* stipulait que toutes les lois provinciales régissant l'éligibilité et l'inéligibilité des candidats aux élections provinciales continueraient de s'appliquer à l'élection des députés à la Chambre des communes jusqu'à ce que le Parlement édicte sa

- 75. Le cas se présente habituellement quand il faut trouver un siège pour un chef de parti qui n'est pas député. Dans de tels cas, le député en place démissionne, son siège est déclaré vacant et une élection partielle a lieu. Par exemple, en 1983, Brian Mulroney fut choisi chef du Parti progressiste-conservateur du Canada. Plus tard cette année-là, Elmer McKay, député de Central Nova, démissionna et M. Mulroney remporta l'élection partielle dans la circonscription. En 1990, Jean Chrétien fut élu chef du Parti libéral du Canada. Fernand Robichaud, député de Beauséjour, démissionna peu après et M. Chrétien remporta le siège lors de l'élection partielle.
- 76. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 21, Jusqu'en 1919, les candidats pouvaient tenter de se faire élire dans plus d'une circonscription lors des élections générales (Loi modifiant la Loi de la Chambre des communes, L.C. 1920, ch. 18, art. 1). Si un candidat était déclaré élu dans deux circonscriptions, il devait renoncer officiellement à l'un des deux sièges. Les chefs de parti avaient pour pratique de se présenter comme candidat dans deux circonscriptions électorales. Lors des élections générales de 1878, à une époque où le scrutin ne se déroulait pas en un seul jour en raison de facteurs géographiques et autres, sir John A. Macdonald brigua les suffrages dans trois circonscriptions. Il fut défait à Kingston (Ontario) le 17 septembre mais fut élu, deux jours plus tard, dans Marquette (Manitoba). Comme le voulait la loi à l'époque, dès qu'il accepta le poste de premier ministre, il se démit de son mandat et fut par la suite élu député de Victoria (Colombie-Britannique) le 21 octobre. En 1896, sir Wilfrid Laurier remporta aisément son siège de Québec-Est et arracha aussi à l'opposition le siège de Saskatchewan (T.N.-O.), Il se démit de ce dernier mandat. En 1908, sir Robert Borden remporta aisément la victoire dans Carleton et se fit élire avec plus de mal dans Halifax. Il se démit de son mandat comme député de Carleton. Les chefs de partiqui se portèrent candidat à l'élection dans plus d'une circonscription ne se démirent immédiatement de l'un de leurs mandats que dans six des quatorze cas où cela s'est produit. Voir Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 81-82. Or, si l'une des élections était contestée, le député ne pouvait se démettre d'aucun mandat. C'est ce qui arriva à sir John A. Macdonald en 1882, et à sir Wilfrid Laurier qui détint deux sièges de 1911 à 1917. Là où deux candidats étaient déclarés élus, quand le directeur du scrutin n'arrivait pas à déterminer lequel des candidats était élu, chacun des députés élus pouvait être assermenté mais ni l'un ni l'autre ne pouvait siéger à la Chambre ni voter jusqu'à ce que l'affaire soit réglée. Voir Bourinot, 4º éd., p. 135-140 pour une description des déclarations d'élection spéciale ou double. Voir aussi les Journaux, 27 mars 1871, p. 152; 19 avril 1872, p. 27; 25 avril 1872, p. 44-46; 13 mai 1872, p. 104; 18 mai 1872, p. 124-125.
- 77. Entre 1867 et 1885, il y eut cinq élections générales fédérales où la qualité d'électeur variait selon la loi provinciale en vigueur. On retrouvait toutefois dans toutes les provinces trois qualités essentielles: les électeurs devaient être de sexe masculin, avoir atteint l'âge de 21 ans et être sujets britanniques, de naissance ou par naturalisation (voir L'histoire du vote au Canada, Ottawa: ministre des Travaux publics et services gouvernementaux Canada pour le directeur général des élections du Canada, 1997, p. 48). En 1885, le gouvernement fédéral récupéra le pouvoir d'édicter des règles régissant le droit de vote (Acte concernant le cens électoral, L.C. 1885, ch. 40) mais les provinces le retrouvèrent en 1898 (Acte du cens électoral de 1898, L.C. 1898, ch. 14). Ce n'est qu'en 1920 que le Parlement reprit le contrôle (voir p. 41).

propre loi 78. Même si la Loi constitutionnelle de 1867 stipulait, comme d'ailleurs les lois provinciales, que les candidats devaient être de sexe masculin, sujets britanniques et propriétaires fonciers, et avoir atteint l'âge de 21 ans 79, les critères d'éligibilité variaient d'une province à l'autre et il n'y avait pas non plus d'uniformité dans les règles d'éligibilité des premiers députés élus à la Chambre des communes. En fait, les candidats n'étaient pas tenus de résider au pays. Lors de la première législature, certains députés siégèrent, pendant plus d'une session, à la Chambre des communes et dans les assemblées législatives de l'Ontario et du Québec 80. En 1873, un simple député réussit à parrainer un projet de loi rendant illégale la pratique de la double représentation 81. En 1874, le Parlement adopta sa propre loi gouvernant l'élection des députés. La Loi des élections fédérales (Acte concernant l'élection des membres de la Chambre des communes) abolit la qualification foncière exigée des candidats et déclara éligible tout sujet britannique, de naissance ou par naturalisation, de Grande-Bretagne, d'Irlande, et du Canada ou de l'une de ses provinces 82. En 1919, les femmes obtinrent le droit de vote et le droit de se porter candidates à

- 78. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 41. Voir les Débats parlementaires sur la question de la Confédération, 6 février 1865, p. 39 où sir John A. Macdonald dit: «Si nous avions entrepris de régler immédiatement la question du cens d'éligibilité nous aurions rencontré des difficultés insurmontables».
- 79. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 41. Au moment de la Confédération, il fallait pour être éligible posséder des biens fonciers d'une valeur de 100\$ au Nouveau-Brunswick, 150\$ en Nouvelle-Écosse et 300\$ en Ontario et au Québec. Les citoyens étaient habilités à voter dans chacune des régions où ils possédaient des biens fonciers. Voir Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 63-65.
- Voir Bourinot, 1º éd., p. 124-128. Vingt-cinq députés de l'Ontario et du Québec siégeaient aussi à l'assemblée législative provinciale et, dans les deux provinces, la majorité des ministres siégeaient aussi au fédéral.
- 81. Acte à l'effet de déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des communes du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada, L.C. 1873, ch. 2. Deux députés de l'assemblée de l'Île-du-Prince-Édouard se firent élire à la Chambre des communes après que fut interdit le cumul de mandats: S.F. Perry en 1874 et J.E. Robertson en 1883. M. Perry conserva son siège à la Chambre alors que cette dernière désavoua l'élection de M. Robertson. Pour un survoi historique, voir Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 65-69.
- 82. Loi sur les élections fédérales, L.C. 1873-1874, ch. 9, art. 20. Ces dispositions avaient été accueillies si favorablement qu'elles n'ont été intégrées à la Loi que quand le Sénat exigea qu'elle soit modifiée pour prescrire que les candidats soient sujets britanniques de naissance ou par naturalisation.

l'élection 83. En 1948, les lois électorales furent modifiées pour exiger que les candidats soient résidents canadiens et aient qualité d'électeurs; les modifications supprimèrent aussi toute incapacité de voter en raison de la race (sauf pour les Indiens inscrits), ce qui permit aux candidats d'origine orientale, et en particulier aux Canadiens japonais, de briguer les suffrages 84. En 1955, la loi fut de nouveau révisée de façon à accorder le droit de vote à divers groupes religieux, et plus particulièrement aux Doukhoubors, qui en avaient été privés 85. C'est en 1960 que les Autochtones obtinrent le droit de vote et le droit de se porter candidats 86. En 1970, l'âge de voter fut ramené à 18 ans et, par extension, l'âge requis pour se porter candidat 87.

INÉLIGIBILITÉ

La Loi électorale du Canada précise les conditions d'inéligibilité. Toute personne purgeant une peine de deux ans ou plus dans un établissement pénitentiaire est inéligible ⁸⁸. Jusqu'en 1993, les personnes souffrant de maladie mentale étaient

- Loi des élections partielles fédérales, L.C. 1919, ch. 48, art. D. Voir aussi Loi des élections fédérales, L.C. 1920, ch. 46, art. 38 qui instaura le suffrage universel sans mention de propriété foncière. En 1917, quand le Parlement sanctionna la Loi des électeurs militaires (L.C. 1917, ch. 34), quelque 2 000 infirmières militaires obtinrent le droit de vote. La Loi des élections en temps de guerre (L.C. 1917, ch. 39) conféra le droit de vote aux épouses, aux veuves, aux mères, aux sœurs et aux filles de toute personne qui était en service ou avait servi dans les forces militaires canadiennes, à condition qu'elles possèdent les qualifications d'âge, de race et de résidence requises des électeurs de leur province respective ou du Yukon. Les femmes obtinrent le droit de vote dans les élections provinciales dans l'ordre qui suit: Manitoba (28 janvier 1916); Saskatchewan (14 mars 1916); Alberta (19 avril 1916); Colombie-Britannique (5 avril 1917); Nouvelle-Écosse (26 avril 1918); Ontario (24 avril 1919); Île-du-Prince-Édouard (3 mai 1922); Terre-Neuve (13 mai 1925); Nouveau-Brunswick (9 mars 1934); Québec (24 avril 1940). Les élections générales de 1921 ont été les premières où purent voter tous les Canadiens, hommes et femmes, de plus de 21 ans. Quatre femmes se portèrent candidates mais une seule fut élue. Agnes Campbell MacPhail devint la première femme élue à la Chambre des communes en remportant, comme candidate indépendante, la circonscription de Grey Sud-Est en Ontario. Elle fut réélue quatre fois. Entre 1920 et 1945, seulement cinq femmes siégèrent à la Chambre (voir Fraser, p. 70). Ellen Louks Fairclough fut la première femme à entrer au Cabinet quand elle fut nommée secrétaire d'État le 21 juin 1957. Pour de plus amples renseignements sur les femmes et le droit de vote, voir L'histoire du vote au Canada, p. 62, 63-72.
- 84. Loi des élections fédérales, L.C. 1948, ch. 46, art. 6, 12. Pour de plus amples renseignements sur les exclusions fondées sur la race, voir L'histoire du vote au Canada, p. 84-87. Le critère de la résidence préoccupe depuis longtemps la Chambre. Voir, par exemple, Débats, 11 avril 1890, col. 3267-3268 où un député expliqua à la Chambre que, même s'il résidait dorénavant en Angleterre, il n'avait nullement l'intention de se démettre de son mandat.
- Loi modifiant la Loi électorale du Canada, L.C. 1955, ch. 44, art. 4(1). Pour de plus amples renseignements sur les exclusions fondées sur la religion, voir L'histoire du vote au Canada, p. 87-91.
- 86. Loi modifiant la Loi électorale du Canada, L.C. 1980, ch. 7, art. 1. Le premier Autochtone d'Amérique du Nord élu à la Chambre des communes fut Leonard S. Marchand (Kamloops Cariboo), le 25 juin 1968. Peter Ittinuar (Nunatsiaq) fut le premier Inuit élu à la Chambre des communes lors des élections générales du 22 mai 1979. Pour de plus amples renseignements sur les Autochtones et le droit de vote, voir L'histoire du vote au Canada, p. 89-93.
- 87. Loi électorale du Canada, L.C. 1969-1970, ch. 49, art. 14.
- 88. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 77 tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 34(5)/).

inéligibles pendant la durée de leur internement ou pendant qu'elles se trouvaient sous la protection et la surveillance d'un tuteur⁸⁹. Est aussi inéligible toute personne qui occupe la charge de shérif, de greffier de la paix ou de procureur de la Couronne dans un comté ou un district judiciaire⁹⁰. Les juges nommés par le gouvernement fédéral, à l'exception des juges de la citoyenneté, et les fonctionnaires électoraux sont inhabiles à voter et inéligibles⁹¹. Les membres des assemblées législatives provinciales et des conseils territoriaux ne peuvent être candidats aux élections fédérales⁹². Un sénateur ne peut être député; cette règle n'a jamais été violée mais quelques sénateurs se sont démis de leur mandat pour se porter candidats à la Chambre des communes⁹³.

En vertu de la *Loi électorale du Canada*, toute personne reconnue coupable de manœuvre frauduleuse, et notamment d'avoir fait une fausse déclaration concernant les dépenses d'élection, d'avoir exercé une influence indue sur un électeur pendant une élection, ou d'avoir tenté d'inciter quelqu'un à voter ou à s'abstenir de voter en lui promettant une contrepartie pécuniaire, de la nourriture ou de la boisson, ne peut se porter candidat à une élection pendant les cinq années qui suivent la date où elle a été trouvée coupable ⁹⁴. Toute personne qui dépasse sciemment le plafond des dépenses d'élection, qui omet de remettre un rapport de dépenses, ou qui, se sachant inéligible, consent à être candidat, est coupable d'un acte illégal et inhabile à être candidat pendant les cinq années qui suivent la date où elle a été condamnée ⁹⁵.

L'indépendance du Parlement

Selon le professeur Norman Ward: « Pour être fidèle à l'idéal démocratique, la représentation doit être indépendante de toute pression indésirable capable d'infléchir son jugement sur les questions d'intérêt public. Plus particulièrement, elle doit être distanciée de l'exécutif et, à tout le moins, n'espérer de lui aucun bénéfice pécuniaire direct[%]». Le Parlement du Canada, afin de préserver son indépendance, réédicta une loi de 1857 de la Province du Canada, laquelle rendait inéligible à l'assemblée ou

- 89. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 511), 77h) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 23(3).
- 90. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 77e).
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, art. 51d), 77h) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 23(1), 34(5).
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 77d), g). Cette interdiction se retrouve aussi dans la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 22.
- Loi constitutionnelle de 1867, art. 39. À titre d'exemple, Robert de Cotret fut nommé au Sénat le 5 juin 1979.
 Il démissionna le 14 janvier 1980 pour se porter candidat à l'élection générale du 18 février 1980; il fut détait.
- 94. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 269. Voir aussi l'article 77, tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 34. Toute personne trouvée coupable d'une manœuvre frauduleuse est inhabile à voter ou à remplir une charge dont la Couronne ou le gouverneur en conseil nomme le titulaire.
- 95. Loi électorale du Canada L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 269. Voir aussi l'article 77, tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 34. Toute personne reconnue coupable d'un acte illégal est inhabile à être élue ou à siéger à la Chambre des communes, à remplir une charge dont la Couronne ou le gouverneur en conseil nomme le titulaire ou à voter à une élection pendant cinq ans.
- 96. Ward, The Canadian House of Commons: Representation, p. 83.

139

pour siéger ou voter, toute personne qui avait accepté ou occupé «une charge, commission ou emploi au service du gouvernement du Canada, à la nomination de la Couronne, auquel un traitement annuel ou un honoraire, allocation, ou émolument au lieu d'un salaire annuel venant de la Couronne est attaché » 97. Ceci rendait inéligibles les députés nommés au Cabinet: les ministres devaient démissionner de leur siège et se faire réélire afin d'obtenir l'approbation de leurs commettants. Étaient également inéligibles les entrepreneurs gouvernementaux et les officiers de la marine et de la milice. En 1878, la Loi fut modifiée afin de rendre éligibles les députés qui occupaient déjà un poste ministériel et pour rendre inéligibles les shérifs, conservateurs des titres de propriété, greffiers de la paix, et procureurs de la Couronne des comtés 98. En 1931, une modification apportée à la Loi du Sénat et de la Chambre des communes libéra les ministres nommés après une élection de l'obligation de se démettre de leur mandat pour tenter de se faire réélire 99.

En 1992, la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, la Commission Lortie, recommanda que l'on retire de la Loi électorale du Canada 100, la clause visant l'inéligibilité des titulaires d'une charge rétribuée puisque les fonctionnaires et les titulaires de charges publiques ont le droit de demander un congé pour solliciter une investiture ou un siège 101. La personne occupant un poste dont le titulaire est nommé par la Couronne cesserait d'occuper ce poste dès son élection à la Chambre des communes afin d'éviter toute question relative au conflit d'intérêts. Quant à l'éligibilité d'un candidat lié par contrat au gouvernement, la Commission Lortie recommanda de supprimer ce critère d'inéligibilité puisqu'une personne ainsi élue serait tenue de rendre ses rapports contractuels avec le gouvernement conformes aux règles parlementaires applicables aux députés. En 1993, ces recommandations furent incluses dans un projet de loi qui fut présenté, subséquemment adopté, et qui modifiait la Loi électorale du Canada 102.

Acte pour mieux assurer l'Indépendance du Parlement, L.C. 1867, ch. 25. En 1871, les mots «, permanent ou temporaire, » furent ajoutés après la phrase «charge, une commission ou un emploi» (Acte pour mieux assurer l'Indépendance du Parlement, L.C. 1871, ch. 19).

Acte pour mieux assurer l'Indépendance du Parlement, L.C. 1878, ch. 5. Pour un survoi historique, voir Bourinot, 1^{er} éd., p. 128-137.

^{99.} Loi du Sénat et de la Chambre des communes, L.C. 1931, ch. 52.

^{100.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 77c), f).

^{101.} En novembre 1989, le gouvernement fédéral chargea les cinq membres de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis d'enquêter et de présenter un rapport sur les principes et les procédures qui devraient régir l'élection des députés et le financement des partis politiques et des campagnes des candidats. Le rapport que la Commission déposa à la Chambre des communes le 13 février 1992 renfermait 267 recommandations et un avant-projet de loi. Voir Journaux, 13 février 1992, p. 1016.

^{102.} En 1992, le Comité spécial sur la réforme électorale, chargé de faire un examen approfondi du rapport de la Commission Lortie et de formuler des propositions de modifications à la Loi électorale du Canada, présenta son rapport. Ce rapport comprenait un avant-projet de loi qui renfermait ces propositions de changements (voir Comité spécial sur la réforme électorale, Procès-verbaux et témoignages, 11 décembre 1992, fascicule nº 7, p. 3-5, 29). Le projet de loi C-114, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, reçut la sanction royale le 6 mai 1993 (Journaux, p. 2935).

Toutefois, la Loi sur le Parlement du Canada stipule toujours que toute personne qui accepte ou exerce, au service du gouvernement fédéral, une charge, une commission ou un emploi, auxquels sont attachés un traitement ou des avantages quelconques, et toute personne liée par contrat au gouvernement, est inéligible à siéger et à voter à la Chambre des communes 103.

Le directeur général des élections

Le directeur général des élections est un haut fonctionnaire du Parlement nommé par résolution de la Chambre des communes. Il est responsable de l'administration des élections et des référendums fédéraux, et de l'enregistrement des partis politiques et des électeurs. Ce haut fonctionnaire fournit également un soutien aux commissions de délimitation des circonscriptions électorales indépendantes responsables de la révision périodique des limites des circonscriptions électorales. Le directeur général des élections dirige Élections Canada, organisme indépendant, non partisan, responsable, entre autres choses, de la conduite des élections fédérales et des référendums.

Le poste de directeur général des élections fut créé en 1920 en vertu de la Loi des élections fédérales 104. La création de ce poste avait essentiellement pour but d'empêcher que la conduite des élections ne soit entachée de partisanerie. (Avant 1920, les fonctionnaires électoraux étaient nommés par le gouvernement en place.) Le premier titulaire du poste fut nommé expressément dans la Loi: Oliver Mowat Biggar fut directeur général des élections jusqu'en 1927 105. En 1927, quand M. Biggar annonça son intention de se démettre de son mandat, la loi fut modifiée pour supprimer toute mention expresse d'un titulaire du poste et pour établir que le directeur général des élections serait nommé par résolution de la Chambre plutôt que par le gouvernement au pouvoir 106. Depuis, le titulaire du poste est indépendant du gouvernement et des partis politiques et relève directement de la Chambre des communes. Le directeur général des élections communique avec le gouverneur en conseil par l'entremise d'un membre du Conseil privé de la Reine nommé à cette fin par le gouverneur en conseil 107.

Voir Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 32-34 tels que modifiés par ch. 1 (4° suppl.), art. 29.

^{104.} Loi des élections fédérales, L.C. 1920, ch. 46, art. 18-19. Avant 1920, la Loi des élections fédérales de 1874 (L.C. 1874, ch. 9, art. 64-67) confiait au Greffier de la Couronne en chancellerie certaines fonctions qu'exécute maintenant le directeur général des élections. Le Greffier de la Couronne en chancellerie était toujours présent au Bureau de la Chambre des communes à l'ouverture d'une nouvelle législature afin de remettre au Greffier de la Chambre le registre ou le rapport d'élection renfermant la liste des députés élus. Il délivrait les brefs d'élection, présentait à la Chambre les attestations d'élection des députés et exécutait d'autres fonctions liées aux élections. Pour de plus amples renseignements sur le rôle du Greffier de la Couronne en chancellerie, voir Bourinot, 4° éd., p. 188-189.

^{105.} Loi des élections fédérales, L.C. 1920, ch. 46, art. 19.

^{106.} Loi modifiant la Loi des élections fédérales, L.C. 1927, ch. 53, art. 1. Voir aussi Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 6(2). Le Sénat ne joue aucun rôle dans cette procédure de nomination.

^{107.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 4(3).

Cinq titulaires ont occupé ce poste¹⁰⁸. À l'exception de M. Biggar, nommé par le gouvernement, tous les titulaires ont été choisis par résolution de la Chambre après consultation des divers partis¹⁰⁹. En 1927 et en 1949, le premier ministre proposa la nomination à la Chambre après publication de l'avis dans le *Feuilleton*¹¹⁰. Une motion fut proposée par consentement unanime au nom du premier ministre en 1966¹¹¹ et par le ministre de la Justice et procureur général en 1990¹¹². Dans les quatre cas, la motion fut adoptée par tous les partis après un bref débat.

Le mandat du directeur général des élections est illimité. Le titulaire occupe le poste jusqu'à l'âge de 65 ans à moins qu'il ne démissionne avant ou qu'il soit démis de ses fonctions pour un motif déterminé par le gouverneur général suite à une adresse du Sénat et de la Chambre des communes¹¹³.

RESPONSABILITÉS

Le directeur général des élections a le rang et tous les pouvoirs d'un sous-ministre 114. S'il devait au départ assurer la conduite et la surveillance des élections fédérales, le directeur général des élections administre aussi aujourd'hui les référendums fédéraux, apporte son soutien aux commissions chargées de la révision des limites des circonscriptions électorales, contrôle les dépenses d'élection des candidats et des partis politiques, examine et rend public leurs rapports financiers et rembourse leurs dépenses, veille à l'enregistrement des partis politiques et à la création et à la mise à jour d'un registre informatisé de Canadiens ayant la qualité d'électeurs 115. Par ailleurs, le directeur général des élections surveille le travail du commissaire aux élections fédérales, lequel voit à ce que toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada et de la Loi référendaire soient respectées 116, et le travail de l'arbitre en matière de radiodiffusion, chargé de répartir le temps d'antenne gratuit et payé entre les partis politiques pendant une campagne électorale et parmi les comités référendaires pendant une campagne référendaire 117.

- 108. Oliver Mowat Biggar (1920-1927), Jules Castonguay (1927-1949), Nelson J. Castonguay (1949-1966), Jean-Marc Hamel (1966-1990) et Jean-Pierre Kingsley (1990 à aujourd'hui).
- 109. Voir, par exemple, Débats, 12 avril 1927, p. 2304-2305; 14 avril 1927, p. 2489; 4 octobre 1949, p. 499-501; 6 juin 1966, p. 6049-6051; 16 février 1990, p. 8453-8456.
- 110. Journaux, 14 avril 1927, p. 560; 4 octobre 1949, p. 61.
- 111. Journaux, 6 juin 1966, p. 615.
- 112. Journaux, 16 février 1990, p. 1234.
- 113. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 6(1).
- 114. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 4(2). Il touche un traitement égal à celui d'un juge de la Cour fédérale et ce traitement ne peut être augmenté ou réduit que par voie législative (Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 5(1)).
- 115. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 8, 71 tels que modifiés par L.C. 1996, ch. 35, art. 22.
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 255. Le commissaire est nommé par le directeur général des élections.
- 117. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 304.

Le directeur général des élections préside un comité consultatif composé de représentants de tous les partis politiques enregistrés et de fonctionnaires d'Élections Canada. Ce comité consultatif favorise le partage d'information, les bonnes relations de travail et le règlement de problèmes d'ordre administratif qui ne nécessitent pas de changements législatifs mais qui pourraient avoir des conséquences pour les partis et les candidats.

Responsabilités au moment d'une élection générale ou d'une élection partielle

Le directeur général des élections surveille la conduite des élections fédérales et des élections partielles quand survient une vacance dans la députation. Dès que la date de l'élection est connue, il délivre un bref d'élection à chaque directeur du scrutin qui est en définitive responsable de la conduite de l'élection dans sa circonscription électorale ¹¹⁸. Le directeur général des élections enjoint chaque directeur du scrutin d'embaucher du personnel et de faire le nécessaire pour préparer l'élection.

Le lendemain du scrutin, quand le directeur général des élections reçoit d'un directeur du scrutin le bref d'élection d'un député, il consigne le résultat dans un registre qu'il tient à cette fin et fait immédiatement paraître le nom du candidat dans la livraison ordinaire ou dans une livraison spéciale de la *Gazette du Canada* 119.

Dans les 60 jours de la date fixée pour le retour des brefs d'élection, le directeur général des élections prépare à l'intention du Parlement un rapport narratif sur la conduite de l'élection et des recommandations quant aux modifications qui permettraient d'améliorer le système électoral ¹²⁰. Le Président de la Chambre reçoit le rapport et le dépose ¹²¹. Le rapport est ensuite renvoyé en permanence au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ¹²². Le directeur général des élections prépare un rapport similaire dans les 60 jours de la date fixée pour le retour des brefs après une élection partielle ¹²³.

Après chaque élection générale, le directeur général des élections prépare et publie un rapport officiel indiquant, par sections de vote, le nombre de votes obtenus par chaque candidat, le nombre de bulletins rejetés et le nombre de noms figurant sur la liste électorale, de même que tout autre renseignement qu'il peut juger utile d'inclure ¹²⁴. Il fait paraître un rapport semblable sur les élections partielles tenues au cours de l'année ¹²⁵.

^{118.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(3).

^{119.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 192(1) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 100.

Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 195(1) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 101(1) et (2).

Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 195(3). Voir, par exemple, Journaux, 19 janvier 1994, p. 28; 24 septembre 1997, p. 19.

^{122.} Art. 32(5) et 108(3)a)(vi) du Règlement.

Voir, par exemple, *Journaux*, 24 avril 1995, p. 1350; 16 septembre 1996, p. 619; 20 novembre 1998, p. 1281; 31 mai 1999, p. 1968.

^{124.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 193a) tel que modifié par L.C. 1998, ch. 35, art. 49.

^{125.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 193b).

Un candidat peut demander au directeur général des élections le remboursement de tous les frais qu'aurait pu lui occasionner un recomptage automatique. Le directeur général des élections détermine le montant des frais effectivement engagés par le candidat et soumet une attestation des frais au receveur général qui rembourse le candidat sur le Trésor 126.

Relations avec les députés

Le directeur général des élections apporte son aide et ses conseils au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui a pour mandat d'examiner toutes les questions touchant à l'élection des députés et de faire rapport de ses conclusions ¹²⁷. Le directeur général des élections et son personnel fournissent au Comité des documents de recherche et, à sa demande, l'aident à rédiger des projets de modifications de la *Loi électorale du Canada* ¹²⁸ et de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* ¹²⁹. Lorsqu'il est invité, il comparaît aussi devant le Comité dans le cadre de l'examen du Budget principal des dépenses d'Élections Canada ¹³⁰ et des rapports sur les élections générales ¹³¹.

Le bref d'élection

Le bref est un ordre écrit officiel ordonnant au directeur du scrutin de chaque circonscription électorale de tenir une élection pour élire un député. Le bref précise la date limite de la présentation des candidats, la date du scrutin et la date à laquelle doit être retourné au directeur général des élections le bref portant au dos le nom du candidat élu. (Voir la figure 4.3.) Le directeur du scrutin veille à la conduite de l'élection dans la circonscription électorale. Le gouverneur en conseil nomme un directeur du scrutin pour chaque circonscription. Le directeur du scrutin relève du directeur général des élections et occupe sa charge tant qu'il réside dans la circonscription pour laquelle il est nommé, qu'il s'acquitte de façon compétente de ses fonctions sans partialité politique, ou jusqu'à ce que les limites de la circonscription électorale soient modifiées.

Les procédures électorales ont évolué considérablement depuis 1867. En 1867 et en 1872, le scrutin se déroula des jours différents selon l'endroit et sur une période de plusieurs semaines afin que le gouvernement puisse contrôler le moment de

- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 171(3)-171(5) tels que modifiés par L.C. 1993, ch. 19, art. 96(2) et art. 98.
- 127. Article 108(3)a)(vi) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 14 décembre 1995, fascicule n° 54, p. 18.
- 128. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 3 octobre 1995, fascicule nº 52, p. 30-31.
- Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 24 mars 1994, fascicule n° 6, p. 7-8; 7 juin 1994, fasc. n° 15, p. 5-6.
- 130. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 mai 1995, fascicule nº 50, p. 4-5; Procès-verbaux, 28 avril 1998, réunion nº 22.
- 131. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux, 20 novembre 1997, réunion nº 6; 26 tévrier 1998, réunion nº 14.

Figure 4.3 Le bref d'élection

ELIZABETH DEUX, par la Grâ-

royaumes et territoires, Chef du (

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Suppléant du gouverneur général
ce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres
Commonwealth, Défenseur de la Foi.

SALUT:

CONSIDÉRANT QUE, sur l'avis de NOTRE PREMIER MINISTRE DU CANADA, Nous avons ordonné qu'un PARLEMENT SOIT TENU À OTTAWA, le jour de prochain. (Omettre le précambule précédent s'il s'agit d'une élection partielle.)

BREE D'ÉLECTION

NOUS VOUS ORDONNONS, après qu'avis du jour et du lieu en aura été dûment donné,

DE POURVOIR à l'élection, selon la loi, d'un député à la Chambre des communes du Canada, pour ladite circonscription, dans la province susmentionnée (s'il s'agit d'une élection partielle: pour remplacer.....);

ET DE POURVOIR à la présentation des candidats le;

Et, si la tenue d'un scrutin est nécessaire, de tenir ce scrutin le ;

ET DE FAIRE RAPPORT du nom de ce député, lorsqu'il sera ainsi élu, qu'il soit présent ou absent, à Notre directeur général des élections, selon que le prescrit la loi (s'il s'agit d'une élection partielle, omettre ce qui suit) aussitôt que possible et au plus tard le jour de 19. . . .

Témoin:....., Suppléant de Notre très fidèle et bien-aimé......, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire à qui Nous avons décerné Notre Décoration des Forces canadiennes, GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET COMMANDANT EN CHEF DU CANADA.

En Notre ville d'Ottawa, le en la . . . année de Notre règne.

PAR ORDRE,

Directeur général des élections

Source: Loi électorale du Canada, ch. E-2.

l'élection dans chaque région ¹³². Par exemple, en 1867, l'élection générale se déroula à des dates différentes dans des circonscriptions différentes sur une période de six semaines. Durant l'élection suivante, tenue en 1872, le processus dura trois mois ¹³³. En 1874, le Parlement adopta une loi stipulant que le scrutin devait avoir lieu le même jour dans toutes les circonscriptions électorales ¹³⁴. Depuis 1929, le scrutin a toujours lieu un lundi ou, si le lundi tombe un jour férié, le lendemain ¹³⁵. Des amendements apportés à la *Loi électorale du Canada* en 1996 mirent fin à une pratique dont se plaignaient depuis longtemps les électeurs de l'Ouest, à savoir qu'ils apprenaient les résultats de l'élection dans l'est et le centre du Canada avant même la fermeture des bureaux de scrutin dans l'Ouest. Maintenant, le scrutin est échelonné dans les six fuseaux horaires du Canada et les bureaux de vote sont ouverts pendant 12 heures dans chaque région ¹³⁶.

ÉMISSION DU BREF POUR UNE ÉLECTION GÉNÉRALE

Le premier ministre lance le processus électoral en présentant au gouverneur général un instrument d'avis recommandant la dissolution de la Chambre des communes. Le gouverneur général émet alors une proclamation portant dissolution du Parlement ¹³⁷. Le premier ministre présente ensuite un décret au directeur général des élections l'enjoignant de délivrer les brefs d'élection, et le gouverneur général émet une proclamation pour que soient délivrés les brefs d'élection ¹³⁸.

Dès qu'il est averti du déclenchement des élections par le premier ministre, le directeur général des élections délivre un bref d'élection à chaque directeur du scrutin 139. Les brefs ne peuvent être adressés après le trente-sixième jour précédant le jour du scrutin ni porter une date postérieure à ce jour, de sorte que la durée minimale

- 132. Voir Jackson et Jackson, p. 435. Ce système permettait même à un candidat qui avait perdu dans une circonscription de se présenter à nouveau dans une autre circonscription. Voir L'histoire du vote au Canada, p. 45.
- 133. Voir L'histoire du vote au Canada, p. 45. Voir aussi l'annexe 11, «Les résultats des élections générales depuis 1867».
- 134. Acte concernant l'élection des membres de la Chambre des communes, L.C. 1874, ch. 9.
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 79(3). Voir aussi Loi modifiant la Loi des élections fédérales, L.C. 1929, ch. 40, art. 15.
- 136. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 105(5) tel que modifié par L.C. 1996, ch. 35, art. 44.1. Toutefois, il y eut un problème en Saskatchewan au cours de la 36º élection générale quand les bureaux de vote ont dû rester ouverts plus tard qu'ailleurs car la province reste à l'heure normale pendant l'été. Voir L'histoire du vote au Canada, p. 104.
- 137. Voir, par exemple, Journaux, deuxième session, 35° législature (tévrier 1996 avril 1997), p. 1561. Pour de plus amples renseignements sur les pouvoirs discrétionnaires du gouverneur général, voir le chapitre 1, «Les institutions parlementaires ».
- 138. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(2) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 3. Voir, par exemple, Journaux, première session, 35° législature (janvier 1994 février 1996), p. v.
- 139. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(3) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 3.

d'une campagne électorale fédérale est de 36 jours 140. Quand le directeur du scrutin reçoit le bref, il prépare une proclamation publique pour faire connaître aux électeurs les dates importantes et les autres détails relatifs à l'élection, et notamment la date limite des présentations de candidats, et l'heure et la date du recensement des votes 141. (Voir la figure 4.4.)

Au plus tard à 14 heures le jour des présentations, c'est-à-dire le lundi vingt et unième jour avant le jour du scrutin 142, chaque candidat doit avoir fait parvenir au directeur du scrutin divers documents, dont un bulletin de présentation, une déclaration signée par le candidat indiquant qu'il accepte l'investiture, une déclaration d'acceptation signée par l'agent officiel du candidat et une déclaration d'acceptation signée par le vérificateur du candidat. Pour confirmer son intention de briguer les suffrages le candidat doit aussi faire un dépôt de 1 000 \$143. Les candidats ont jusqu'à 17 heures le jour des présentations pour se désister 144.

Lorsqu'un seul candidat a été officiellement présenté dans une circonscription, le directeur du scrutin doit présenter immédiatement au directeur général des élections son rapport attestant que le candidat est dûment élu pour la circonscription 145.

Avant le jour du scrutin, chaque directeur du scrutin émet une proclamation annonçant, entre autres choses, l'heure et la date du recensement des votes ¹⁴⁶ qui doit se faire au plus tard dans les sept jours suivant la date du scrutin ¹⁴⁷. Normalement, au plus tard six jours après la date fixée pour le dénombrement des votes, le directeur du scrutin doit remplir le formulaire au dos du bref afin de déclarer un candidat

- 140. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(4) tel que modifié par L.C. 1996, ch. 35, art. 2. Jusqu'en 1982, la Loi électorale du Canada ne prévoyait pas de durée minimum pour une campagne électorale, même si les campagnes duraient en moyenne 60 jours. Depuis 1982, la durée minimum des campagnes électorales est passée de 50 jours (Loi électorale du Canada, L.C. 1980-1981-1982, ch. 96, ch. 2) à 47 jours (Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(4) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 3), puis à 36 jours. Voir aussi le Rapport final de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, vol. 2, 1991, p. 79. Avant l'adoption des amendements de 1996, l'énumération ou la collecte des noms des électeurs se faisait après le déclenchement des élections. Comme l'énumération de mi-campagne n'est plus nécessaire suite à la création d'un registre permanent des électeurs, il deveneit possible de limiter la durée de la campagne électorale à 36 jours.
- 141. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 12(5), 73(1)c).
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 79(5), 85 tels que modifiés par L.C. 1996, ch. 35, art.
 41.
- 143. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 81(1)/j) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 38(4). Le candidat récupérera 50 p. 100 du dépôt si ses dépenses d'élection et les reçus officiels non utilisés sont présentés dans les délais prescrits. Les 50 p. 100 restants seront rendus au candidat s'il recueille au moins 15 p. 100 des votes valides dans sa circonscription électorale (Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 84(2) et 84(3) tels que modifiés par L.C. 1993, ch. 19, art. 41).
- 144. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 88 tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 42.
- 145. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 92.
- 146. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 73(1)b) tel que modifié par L.C. 1996, ch. 35, art. 40.
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 73(1)c) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 32(1) et L.C. 1996, ch. 35, art. 40.

entraînant des peines sévères.

Figure 4.4 Proclamation publique du directeur du scrutin

PROCLAMATION

of which all persons are asked to take notice and to dont chacun est requis de prendre connaissance et d'agir govern themselves accordingly and in obedience to Her Majesty's writ of election directed to me for the electoral en conséquence. En conformité avec le bref de Sa Majesté m'ordonnant de tenir une élection pour la circonscription district of for the purpose of electing a person to serve in the House of Commons of Canada, public notice is hereby given of d'un député pour sièger à la Chambre des communes du Canada, un avis public est par les présentes donné de ce the following. qui suit: **HOMINATIONS OF CANDIDATES WILL BE RECEIVED BY ME AT** JE RECEVRAI LES PRÉSENTATIONS DES CANDIDATS À ADDRESS DATE DATE TIME HEURE IF A POLL IS GRANTED SI UN SCRUTIN EST OCTROYÉ POLLING DAY WILL BE LE SCRUTIN SE TIENDRA LUNDI MONDAY DATE HOURS HEURES AT LOCATIONS TO BE PUBLISHED BY ME AT A LATER DATE AUX ENDROITS DONT JE DONNERAI SUBSÉQUEMMENT AVIS I HAVE ESTABLISHED MY OFFICE for the conduct of the J'AI ÉTABLI MON BUREAU pour la conduite de l'élection à election at the following location, where I shall add up the votes cast for each candidate as taken from the l'endroit suivant où j'additionnerai les votes déposés en faveur de chaque candidat d'agrès les relevés du scrutin statements of the poll and declare the name of the et déclareral le nom du candidat ayant obtenu le plus person who obtained the largest number of votes as grand nombre de votes. noted. ADDRESS **ADRESSE** DATE DATE HEURE DESCRIPTION OF INDIQUER LES URBAN OR RURAL **ENDROITS URBAINS** OU RURAUX AREAS **GIVEN UNDER MY HAND** DONNÉ SOUS MON SEING DATE RETURNING OFFICER/PRÉSIDENT D'ÉLECTION OFFENCE: It is an offence with severe penalties to take, INFRACTION: Quiconque enlève, détériore ou altère de quelque façon un avis d'élection affiché deface or otherwise tamper, with any publicly posted election notice. publiquement commet une infraction

Source: Loi électorale du Canada, ch. E-2.

élu 148. Le directeur du scrutin présente au directeur général des élections les résultats du scrutin, de même qu'un rapport post-électoral et d'autres documents 149.

Le directeur du scrutin demande automatiquement qu'il y ait recomptage judiciaire s'il y a égalité des votes entre deux candidats ou plus ayant récolté le plus grand nombre de votes, ou si l'avance du candidat qui semble avoir obtenu le plus grand nombre de votes représente moins de un millième du total des votes exprimés ¹⁵⁰. Il peut aussi y avoir recomptage quand, dans les quatre jours suivant le dénombrement officiel des votes, une requête d'un témoin du dénombrement officiel des votes allègue, auprès d'un juge, qu'il y a eu des irrégularités commises lors du dénombrement ¹⁵¹. Un juge procède au recomptage judiciaire dans les quatre jours suivant la réception de la requête ¹⁵².

Une fois terminé le recomptage ¹⁵³, le directeur du scrutin indique au dos du bref le nom du candidat élu et retourne le bref au directeur général des élections ¹⁵⁴.

Le directeur général des élections doit faire publier les résultats de l'élection dans la Gazette du Canada 155, fournir au Parlement un rapport sur l'élection 156, et conserver tous les documents d'élection au cas où il y aurait contestation de l'élection 157. Il remet aussi au Greffier de la Chambre la liste attestée des députés élus à la Chambre des communes. Le Greffier dépose cette liste à la Chambre des communes au début de la première session de la nouvelle législature et elle est publiée dans les Journaux 158.

ÉMISSION DU BREF POUR UNE ÉLECTION PARTIELLE

Quand survient une vacance dans la députation à la Chambre des communes, pour quelque raison que ce soit, le Président adresse un mandat (une autorisation écrite) au directeur général des élections l'enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection

- 148. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 189. Si la date fixée pour le dénombrement des votes tombait le lendernain du jour du scrutin, les brefs ne pourraient être retournés, au plus tôt, que sept jours après l'élection générale. Quand le directeur du scrutin n'a pas reçu, pour quelque raison que ce soit, tous les renseignements voulus, le dénombrement peut être reporté pour une période d'au plus deux semaines (art. 172).
- 149. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 189-190.
- 150. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 171(1) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 96(1).
- 151. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 177.
- 152. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 177-185.
- Advenant une égalité des votes après un recomptage judiciaire, le directeur du scrutin doit donner un vote prépondérant (Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 184(2)).
- 154. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 189.
- 155. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 192(1)b) tel que modifié par L.C. 1993, ch. 19, art. 100.
- 156. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 195.
- 157. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 196(1).
- 158. Voir, par exemple, Journaux, 17 janvier 1994, p. 2-9; 22 septembre 1997, p. 1-7.

pour pourvoir à cette vacance ¹⁵⁹. Le bref relatif à une élection partielle doit être émis entre le onzième jour et le cent quatre-vingtième jour suivant la réception, par le directeur général des élections, du mandat ¹⁶⁰. Bien que la *Loi sur le Parlement du Canada* stipule que l'élection partielle doit être déclenchée dans les six mois à compter du jour où un siège devient vacant, il n'existe aucune date limite pour la tenue de l'élection partielle. C'est le gouverneur en conseil qui fixe la date de l'élection partielle ¹⁶¹.

Un bref ordonnant la tenue d'une élection partielle à une date postérieure à la dissolution du Parlement et au déclenchement d'élections générales serait annulé et retiré 162.

Les dépenses d'élection

C'est en 1974 que furent ajoutées à la Loi électorale du Canada les premières dispositions régissant les dépenses d'élection los. Les dépenses d'élection sont définies comme étant celles engagées «dans le but de favoriser ou de contrecarrer directement, en période électorale, un parti enregistré en particulier ou l'élection d'un candidat en particulier » los les candidats et de tous les partis politiques fédéraux enregistrés et de tous les candidats qu'ils divulguent les détails du financement de leur campagne électorale los La Loi plafonne les dépenses d'élections des partis et des candidats selon une formule basée sur le nombre de noms figurant sur les listes électorales préliminaires de chaque circonscription los Les dépenses d'élection d'un candidat ou d'un parti politique sont plafonnées afin qu'aucun candidat ne puisse être avantagé par sa richesse et pour que tout Canadien éligible puisse envisager de se porter candidat. En vertu de la Loi, seul le candidat et son agent officiel peuvent payer les dépenses personnelles du candidat tandis que toutes les autres dépenses liées à la campagne électorale doivent être payées par l'agent officiel.

- 159. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 28(1). Voir, par exemple, Journaux, 12 décembre 1988, p. 7-8; 6 février 1995, p. 1075; 1° juin 1999, p. 2033. En l'absence du Président, deux députés peuvent adresser le mandat au directeur général des élections (voir art. 28(2)). Voir aussi la section «Les sièges vacants».
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 31(1) tel que modifié par L.C. 1996, ch. 35, art. 87.1.
- 161. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 79(1).
- Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 329. Voir aussi Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 31(3).
- 163. Loi sur les dépenses d'élection, L.C. 1973-1974, ch. 51.
- 164. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 2.
- 165. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 208-247, tels que modifiés par L.C. 1993, ch. 19, art. 106-108 et L.C. 1996, ch. 35, art. 53-54. Voir ausai les sections 14 et 15 du 35° Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté à la Chambre le 18 juin 1998 (Journaux, 21 septembre 1998, p. 1039) qui traitent des dépenses d'élection et des limites de dépense.
- 166. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 210.

Dans les quatre mois suivant le jour du scrutin, tous les candidats, élus ou défaits, doivent présenter un rapport et une déclaration concernant les dépenses d'élection ¹⁶⁷. Un député élu qui ne remettrait pas son rapport et sa déclaration concernant les dépenses d'élection dans le délai prescrit ne pourrait ni siéger ni voter comme député à la Chambre des communes jusqu'à transmission de la déclaration ¹⁶⁸. Le candidat qui obtient au moins 15 p. 100 des votes validement exprimés dans la circonscription où il était candidat obtient le remboursement, pris sur le Trésor, de 50 p. 100 du plafond de ses dépenses d'élection autorisées ¹⁶⁹.

En 1974, on créa un poste de commissaire pour veiller à ce que les dispositions de la *Loi sur les dépenses d'élection* soient respectées et appliquées ¹⁷⁰. En décembre 1977, la loi fut modifiée afin que le mandat du commissaire englobe toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada* ¹⁷¹. Le commissaire veille à ce que les candidats et leurs agents officiels s'acquittent de leurs obligations aux termes de la loi et notamment, qu'ils transmettent leurs déclarations concernant les dépenses d'élection et leurs reçus officiels dans les délais prévus, et qu'ils prennent les mesures correctives qui s'imposent en cas de transgressions mineures. Le directeur général des élections peut aussi ordonner au commissaire de faire enquête lorsqu'on allègue que des fonctionnaires électoraux ont commis des infractions ¹⁷².

La corruption dans les élections

Au fil des ans, le Parlement a adopté plusieurs lois relatives à la corruption dans les élections et a habilité les tribunaux à trancher dans les affaires de corruption 173. Ces

- 167. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 228, 230(1).
- 168. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 236(1). En 1966, un député souleva une question de privilège pour contester la validité des votes d'un député qui n'avait pas transmis à temps sa déclaration concernant les dépenses d'élection. Quelques jours plus tard, le tribunal rendit une décision excusant le député de n'avoir pas transmis le rapport de ses dépenses électorales. Par la suite, le Président Lamoureux jugea que la Chambre reste l'unique juge quant à sa procédure peu importe toute ordonnance rendue par un tribunal. Le Président ajouta qu'il appartient à la Chambre, et non pas au Président, de prendre des décisions quant à l'exercice des droits d'un député (Débats, 21 février 1966, p. 1509-1511; 28 février 1966, p. 1843-1844; 1^{ex} mars 1966, p. 1939-1940).
- 169. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 241-243. Le candidat obtient aussi le remboursement de 50 p. 100 de son dépôt s'il obtient 15 p. 100 des votes valablement exprimés dans sa circonscription électorale.
- 170. Loi sur les dépenses d'élection, L.C. 1973-1974, ch. 51, art. 11.
- 171. Loi modifiant la Loi électorale du Canada, L.C. 1977-1978, ch. 3, art. 45.
- 172. Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 257.
- 173. La principale loi est la Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39. Il y a aussi la Loi relative aux enquêtes sur les manœuvres frauduleuses, L.R.C. 1985, ch. C-45, la Loi sur la privation du droit de vote, L.R.C. 1985, ch. D-3, la Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2. La Loi relative aux enquêtes sur les manœuvres frauduleuses fut adoptée en 1876 et prévoit la création d'une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur les allégations de manœuvres frauduleuses ou illégales entourant l'élection des députés de la Chambre des communes (voir L.C. 1876, ch. 9 et 10). La Loi sur la privation du droit de vote, promulguée en 1894, prévoit la présentation aux tribunaux d'une pétition alléguant qu'il y a eu corruption lors d'une élection et prévoit que soient privée de leur droit de vote les électeurs qui acceptent des pots-de-vin (voir L.C. 1894, ch. 14).

lois ont pour but de garantir un processus électoral juste et équitable, libre de toute corruption, intimidation ou autre manœuvre susceptible d'influencer un électeur, un candidat ou un fonctionnaire électoral. Quand un candidat offre ou accepte un pot-de-vin ou s'adonne à une autre forme de corruption pour favoriser son élection, de lourdes sanctions sont prévues, notamment: déclaration d'inhabilité à être élu, à siéger ou à voter pendant plusieurs années; amende ou peine d'emprisonnement, ou les deux à la fois; élection déclarée nulle; perte du droit de siéger ou de voter à la Chambre des communes ¹⁷⁴. Malgré tout, la Chambre n'a jamais renoncé à l'autorité qu'elle a d'agir dans toute affaire touchant aux droits des députés, sauf celles liées à des élections contestées. En outre, la Chambre a toujours le loisir de «recevoir des pétitions demandant le redressement d'un grief, à condition qu'elles ne remettent pas en question l'élection d'un député ¹⁷⁵...».

Depuis 1926, la Chambre n'a jamais été priée officiellement de demander la tenue d'une enquête sur l'existence de manœuvres frauduleuses ou illégales, même si, à l'occasion, une suggestion a été faite en ce sens ¹⁷⁶. La tenue d'un débat d'urgence sur la corruption lors d'une élection donnée fut autorisée au moins une fois ¹⁷⁷.

La Loi sur les élections fédérales contestées

Les résultats d'une élection peuvent être contestés si la marge des voix qui sépare le vainqueur de son plus proche adversaire est trop mince, en raison d'irrégularités dans le déroulement du scrutin ou le dénombrement des bulletins de vote ou pour cause de

Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 269; Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 50, 51, 54, 57; Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 750 tel que modifié par L.C. 1995, ch. 22, art. 6.

^{175.} Bourinot, 4° éd., p. 134. Voir aussi la Loi relative aux enquêtes sur les manœuvres frauduleuses, L.R.C. 1985, ch. C-45. La Loi prévoit qu'au moins 25 électeurs d'une circonscription peuvent signer une pétition affirmant qu'aucune pétition alléguant l'existence de manœuvres frauduleuses ou illégales n'a été présentée en vertu de la Loi sur les élections fédérales contestée et que des manœuvres frauduleuses ou illégales ont été pratiquées, ou qu'il y a lieu de croire qu'elles l'ont été, à l'élection d'un député (art. 3b)). Cette pétition doit être présentée à la Chambre des communes dans les 60 jours qui suivent la publication dans la Gazette du Canada de l'avis du rapport du bref d'élection par le directeur général des élections, si le Parlement siège à l'expiration de cette période de 60 jours, ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 14 premiers jours de séance ultérieurs (art. 4). C'est un député qui présente la pétition. Si la Chambre reconnaît que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou qu'il y a lieu de croire qu'elles l'ont été, et qu'il y a lieu de faire enquête, la Loi stipule que la Chambre, par voie d'adresse, expose au gouverneur général qu'une pétition en bonne et due forme a été présentée à la Chambre et qu'elle lui demande de faire tenir une enquête par l'une des personnes énumérées dans la Loi (art. 3).

^{176.} Voir, par exemple, Débats, 2 février 1938, p. 107.

^{177.} Débats, 20 juillet 1943, p. 5239-5250.

manœuvres frauduleuses ou illégales. Une requête en contestation d'élection 178 peut être présentée par un candidat ou par un électeur qui allègue que l'élection a été entachée d'irrégularités ou de manœuvres frauduleuses susceptibles de rendre le vainqueur inhabile à siéger comme député à la Chambre des communes. La Loi sur les élections fédérales contestées régit l'instruction de ces requêtes 179. Les requêtes sont instruites, sans jury, par deux juges d'une cour supérieure de la province dans laquelle s'est déroulée l'élection contestée. Le rapport des juges instructeurs est transmis au Président de la Chambre des communes et il peut en résulter qu'un autre candidat soit déclaré élu à la place de celui déclaré élu par le directeur du scrutin; il se peut aussi que l'élection soit annulée ou encore que le tribunal rejette la requête.

Avant la Confédération, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Province du Canada suivaient l'exemple du Parlement britannique pour régler les affaires électorales touchant à leurs propres assemblées législatives. Après la Confédération, entre 1867 et 1873, le Président de la Chambre des communes nommait régulièrement six députés au Comité général des élections afin qu'ils statuent sur les élections contestées ¹⁸⁰. Ce Comité trancha régulièrement des cas de manœuvres frauduleuses ou illégales et ses décisions étaient habituellement motivées par des considérations partisanes plutôt que par la preuve de l'existence de manœuvres frauduleuses. D'ailleurs, une seule élection fut annulée ¹⁸¹. En 1873, la Chambre transféra aux tribunaux provinciaux la compétence exclusive pour juger de toute question touchant à l'élection des députés ¹⁸². En vertu d'une loi adoptée l'année suivante, les cours suprêmes des provinces se virent attribuer la compétence en matière d'élections contestées ¹⁸³. L'instauration du scrutin secret, la tenue des élections simultanément dans tout le pays et la promulgation de nouvelles lois électorales firent diminuer

^{178.} Une requête en contestation d'élection est une « pétition dans laquelle le pétitionnaire se plaint d'un rapport irrégulier ou de l'élection irrégulière d'un député, de l'absence d'un rapport ou d'un rapport double, de choses contenues dans un rapport spécial ou de quelque acte illicite commis par un candidat non déclaré élu, en raison duquel il est allégué que ce candidat est devenu inéligible à siéger à la Chambre des communes » (Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 2(1)). Voir la section ci-après, « Requête en contestation d'élections ».

^{179.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39. Voir aussi le 35° Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre déposé à la Chambre le 18 juin 1998 (Journaux, 21 septembre 1998, p. 1039). Le Comité recommande que la Loi soit abrogée et que ses dispositions soient incorporées à la Loi électorale du Canada (voir la section 10 du rapport).

Voir Journaux, 21 novembre 1867, p. 26-27; 4 mai 1869, p. 57; 1st mars 1871, p. 39; 27 octobre 1873, p. 120-121.

^{181.} Pour l'historique des élections contestées, voir Bourinot, 1ⁿ éd., p. 117-123 et Norman Ward, «Electoral Corruption and Controverted Elections», Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 15, nº 1, février 1949, p. 74-86.

^{182.} Acte des élections contestées, L.C. 1873, ch. 28.

^{183.} Acte des élections fédérales contestées, 1874, L.C. 1874, ch. 10.

graduellement le nombre d'élections contestées ¹⁸⁴. Depuis 1949, cinq élections seulement ont été annulées pour cause, dans tous les cas, de votes donnés illégalement ¹⁸⁵.

REQUÊTE EN CONTESTATION D'ÉLECTIONS

Tout candidat ou toute personne ayant qualité d'électeur peut contester les résultats d'une élection en déposant une requête en contestation d'élections auprès du greffier du tribunal provincial ou territorial compétent à instruire une telle requête en vertu de la *Loi sur les élections fédérales contestées* ¹⁸⁶. La requête en contestation d'élections énonce les raisons de la plainte, à savoir un rapport irrégulier, ou illégal, l'élection irrégulière d'un député ¹⁸⁷, l'absence de rapport ¹⁸⁸, des rapports doubles ¹⁸⁹, un

- 184. Patrick Boyer note dans Election Law in Canada, vol. 2, Toronto: Butterworths, 1987, p. 1067: "Les infractions qui motivaient le plus souvent les requêtes en contestation d'élections pots-de-vin, offre de boire et de manger, transport des électeurs jusqu'aux bureaux de scrutin et autres pratiques du genre existent depuis fort longtemps déjà et ceux qui participent au processus électoral en sont venus à savoir jusqu'où elles sont tolérées dans le cadre de campagnes électorales, et à connaître les limites de la loi à cet égard."
- 185. En 1949: Annapolis-Kings, Nouvelle-Écosse (Journaux, 6 mars 1950, p. 68-84); en 1957: Yukon (Journaux, 23 octobre 1957, p. 37-44); en 1962: Saint-Jean-Ouest, Terre-Neuve (Journaux, 8 novembre 1962, p. 231-246); en 1968: Comox-Alberni, Colombie-Britannique (Journaux, 14 février 1969, p. 701-706); en 1988, York-Nord, Ontario (Journaux, 7 juin 1990, p. 1850-1851). Dans ce dernier cas, le candidat progressiste-conservateur, Michael O'Brien, avait d'abord été déclaré élu dans la circonscription de York-Nord dans l'élection fédérale de 1988. Trois jours plus tard, après un recomptage, le candidat libéral, Maurizio Bevilacqua, fut déclaré vainqueur. M. O'Brien demanda un recomptage judiciaire et fut déclaré élu par 99 voix, fut assermenté et participa aux débats sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis pendant la courte première session de la 34* Législature. M. Bevilacqua en appela du résultat du recomptage et fut par la suite déclaré élu par 77 voix (voir Journaux, 3 avril 1989, p. 2-3). M. O'Brien présenta alors une requête en contestation d'élections. Deux juges de la Cour suprême de l'Ontario jugèrent que le nombre de votes exprimés illégalement dans l'élection de 1988 était supérieur à la majorité de 77 voix obtenue par M. Bevilacqua sur M. O'Brien. L'élection fut annulée. M. Bevilacqua fut déclaré vainqueur lors de l'élection partielle du 10 décembre 1990.
- 186. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 5(1), 11. Voir aussi l'article 2(1) pour la liste des tribunaux désignés. Nulle requête en contestation d'élections ne peut être retirée sans l'autorisation du tribunal ou des juges instructeurs (voir art. 78).
- 187. Cela englobe toute irrégularité ou toute absence de capacité légale dont la conséquence pourrait être l'annulation de l'élection (Boyer, Election Law in Canada, p. 1062).
- 188. Il arriva que le directeur du scrutin ne présente pas le rapport du bref d'élection. Il est peu probable qu'un tel cas se présente aujourd'hui parce que la Loi électorale du Canada stipule que le directeur du scrutin doit établir le rapport du bref d'élection.
- 189. Quand il y a égalité des voix entre deux candidats, le directeur du scrutin établit le rapport du bref en attestant les deux noms au verso. Cela s'est produit dans les premières années de la Confédération quand le directeur du scrutin n'avait pas de voix prépondérante en cas d'égalité des voix. Aujourd'hui, le directeur du scrutin a le droit de donner un vote prépondérant.

rapport spécial ¹⁹⁰, ou des manœuvres frauduleuses ou illégales en vertu de la *Loi* électorale du Canada ¹⁹¹. Le pétitionnaire doit signer la requête et fournir un cautionnement de 1 000 \$ au tribunal au moment de la présentation de la requête ¹⁹².

La Loi sur le Parlement du Canada stipule qu'un député qui a été déclaré élu ne peut démissionner tant que son élection est contestée ¹⁹³. Toutefois, si le député fait savoir au tribunal ou au juge instructeur qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à la requête en contestation d'élections, il ne peut ni siéger ni voter à la Chambre des communes tant que les juges instructeurs n'ont pas remis le rapport au Président ¹⁹⁴.

INSTRUCTION DE LA REQUÊTE EN CONTESTATION D'ÉLECTIONS

Toute requête en contestation d'élections est instruite par deux juges de la cour supérieure de la province et de la circonscription dont l'élection est contestée ¹⁹⁸. L'instruction de la requête a pour but de déterminer si un député a été dûment élu, si un autre candidat aurait dû l'être à sa place ou encore si l'élection doit être annulée. Dans le cadre de leur instruction, les juges vérifient les bulletins pour y déceler toute irrégularité et examinent toute allégation d'acte illégal ou de manœuvre électorale frauduleuse. Ils peuvent aussi assigner des témoins et les interroger.

Une fois terminée l'instruction d'une requête en contestation d'élections, les juges instructeurs rendent une décision, certifiée par écrit, au Président de la Chambre des communes dans les 12 jours 196. Si une partie n'est pas satisfaite de la décision

- 190. Patrick Boyer note dans Election Law in Canada (p. 1065) que les lois sont muettes sur ce qui constitue un rapport spécial. Il dit: «On peut supposer qu'un rapport spécial comporte le retour du bref d'élection dans des circonstances inhabituelles, où le directeur du scrutin atteste le nom du député étu au verso du bref après le dénombrement des votes et l'envoie au directeur général des élections. Il y a trois cas qui pourraient nécessiter la présentation d'un rapport spécial: 1) décès du candidat officiellement désigné; 2) retard dans le dénombrement des voix en raison de la perte des urnes ou de l'incapacité à obtenir le relevé du scrutin; ou 3) le résultat indiqué au verso du rapport original du bref a été modifié à la suite d'un recomptage officiel. »
- 191. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 9(2).
- Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 12. Le cautionnement garantit le paiement de tous les frais, charges et dépenses que le pétitionnaire pourrait devoir payer.
- 193. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 27(2). En 1981, le Président Sauvé fit savoir à la Chambre qu'elle avait reçu le certificat de la décision des juges instructeurs chargés de l'instruction de la requête en contestation d'élections au sujet d'une élection tenue dans la circonscription électorale de Spadina. Les juges instructeurs jugèrent que la pétition était annulée, le siège du représentant de la circonscription électorale de Spadina étant devenu vacant, et le Président ordonna au directeur général des élections de délivrer un bref pour la tenue d'une élection partielle. Dans ce cas, le député (Peter Stollery) avait démissionné dès sa nomination au Sénat. Voir Journaux. 14 octobre 1981, p. 2875-2876.
- 194. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 82.
- 195. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. 39, par. 37(1) et (2). Avis du moment et de l'endroit où doit se faire l'instruction de la requête en contestation d'élections est donné au moins 14 jours avant celui où elle doit avoir lieu (art. 37(3)).
- 198. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 58(1).

du tribunal, appel peut être interjeté à la Cour suprême du Canada dans les huit jours qui suivent la date où a été rendue la décision des juges instructeurs 197.

Si les juges instructeurs concluent qu'il y a eu manœuvres frauduleuses ou actes illégaux, ils font parvenir au Président un rapport décrivant les actes illégaux commis et nommant les personnes mises en cause; ils peuvent en même temps présenter un rapport spécial sur toutes les questions qui devraient être soumises à la Chambre des communes 198. Il appartient alors à la Chambre des communes de prendre les mesures qu'elle juge appropriées. Il n'est pas délivré de nouveau bref d'élection sauf par ordre de la Chambre des communes 199.

RÔLE DU PRÉSIDENT

Lorsque le Président a reçu les certificats et les rapports des juges instructeurs, ou de la Cour suprême du Canada si un appel a été interjeté, il doit faire connaître la décision à la Chambre ²⁰⁰. Le Président prend alors toutes les mesures requises pour la confirmation ou la modification du rapport ou pour l'émission d'un nouveau bref d'élection ²⁰¹.

Si les juges instructeurs concluent qu'il n'y a eu aucune irrégularité et que le député est dûment élu, le Président informe la Chambre de la décision et le certificat de la décision est publié dans les *Journaux* du jour ²⁰². Si le tribunal a déclaré élu un autre candidat, le Président doit prendre toutes les mesures requises pour modifier le rapport ²⁰³ et l'autre candidat doit faire le nécessaire pour tenter de retrouver son siège. Si les juges instructeurs concluent que le candidat élu ou son agent se sont rendu coupables d'un acte illégal ou d'une manœuvre frauduleuse, ils déclarent l'élection nulle ²⁰⁴. Le siège devient vacant quand le Président reçoit le certificat de décision des juges instructeurs ou la décision de la Cour suprême. Dans l'intervalle, la personne déclarée élue obtient d'office les prestations, services et indemnités auxquels a droit tout député. Le Président demande au directeur général des élections

^{197.} Voir Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 64-69.

^{198.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 60 et 61.

^{199.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 72.

^{200.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 71.

^{201.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 70.

^{202.} Voir, par exemple, Journaux, 12 décembre 1968, p. 517-527; 23 février 1976, p. 1043-1044.

^{203.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 70.

Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 50, 57. Notez également les articles 52-54.

d'émettre un nouveau bref d'élection pour la circonscription en question ²⁰⁵. En cas de vacance, le premier ministre doit annoncer la date de l'élection partielle dans les six mois de la date à laquelle le directeur général des élections reçoit l'ordre du Président ²⁰⁶.

Le serment ou l'affirmation solennelle d'allégeance

Avant de pouvoir prendre son siège à la Chambre des communes et de voter, le député dûment élu doit prêter un serment ou faire une affirmation solennelle d'allégeance ou de loyauté au souverain et signer le registre de prestation (un livre dont les pages portent en en-tête le texte du serment ou de l'affirmation). Quand un député prête allégeance à Sa Majesté la Reine en sa qualité de souveraine du Canada, il prête aussi allégeance aux institutions qu'elle représente et notamment au principe de la démocratie. Le député s'engage ainsi à servir les meilleurs intérêts du pays. Le serment qu'il prête ou l'affirmation solennelle qu'il fait sert à lui rappeler tout le poids des obligations et des responsabilités qu'il assume.

La Loi constitutionnelle de 1867 fait obligation à tous les députés de prêter et souscrire le serment d'allégeance dont le texte se trouve à la cinquième annexe de la Loi 207. La Loi stipule: «Les membres... de la Chambre des communes du Canada devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur général ou quelque personne à ce par lui autorisée... Le serment d'allégeance énoncé dans la cinquième annexe de la présente loi...» Voici le texte du serment: «Je, (nom du député), jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la reine Elizabeth Deux 208. » Plutôt que de prêter serment, le député qui le souhaite, peut faire une affirmation solennelle en déclarant simplement 209 : «Je, (nom du député), déclare et affirme solennellement, sincèrement et véritablement que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la reine Elizabeth Deux.»

^{205.} Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 70. Voir, par exemple, Journaux, 7 juin 1990, p. 1850-1851. En 1877, en réponse à certaines questions concernant le pouvoir de la Chambre d'ordonner l'émission d'un nouveau bref d'élection en cas de vacance résultant d'une décision des tribunaux, le Président Anglin a rendu une décision confirmant que le Président a le devoir exprès d'émettre un bref d'élection (Journaux, 1* mars 1877, p. 84-86; Débats, 5 mars 1877, p. 430).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 31(1) tel que modifié par L.C. 1996, ch. 35, art. 87.1.

^{207.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 128.

^{208.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, cinquième annexe. Une note au bas de la cinquième annexe précise que: «Le nom du Roi ou de la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, alors régnant, devra être inséré, au besoin, en termes appropriés.»

^{209.} L'affirmation n'est pas mentionnée dans la Constitution. Voir Beauchesne, 4º éd., p. 13-14.

HISTORIQUE

Grande-Bretagne

Au Moyen Âge, la prestation du serment d'allégeance n'était pas obligatoire au Parlement britannique 210. Au seizième siècle, la Grande-Bretagne vécut des conflits politiques et religieux, particulièrement la scission de l'Église d'Angleterre et la lutte de pouvoir entre les protestants et les catholiques, qui furent à l'origine de la prestation de serment des députés en tant que préalable légal. C'est l'Act of Supremacy adopté en 1563 sous le règne de la Reine Elizabeth I qui imposa le premier serment aux députés. Cette loi désignait la souveraine chef de l'Église: avant d'occuper leur siège dans la Chambre des communes, les députés étaient tenus d'affirmer que la souveraine détenait le pouvoir suprême dans tout le royaume pour toutes les affaires d'ordre ecclésiastique et temporel²¹¹. En fait, le serment de suprématie avait pour but premier d'empêcher les catholiques romains d'occuper une charge publique. En 1678, on y adjoint une déclaration contre la transsubstantiation dans le but d'empêcher les catholiques romains de siéger au Parlement ²¹².

En 1701, espérant ainsi renforcer le protestantisme et faire échec à la tentative des jacobites, partisans de Jacques II, de rétablir le catholicisme en Angleterre, les autorités anglaises instaurèrent trois serments d'État dans le but d'empêcher les catholiques et les jacobites d'accéder à des charges publiques. Le premier était un serment d'allégeance au roi d'Angleterre; le deuxième, dit serment de suprématie, dénonçait le catholicisme et l'autorité papale; et enfin, le serment d'abjuration par lequel étaient répudiés tous les droits de Jacques II et de ses descendants au trône d'Angleterre ²¹³.

Plus de cent ans plus tard, le Parlement britannique adopta le Roman Catholic Relief Act of 1829, loi qui remplaçait la déclaration contre la transsubstantiation par une simple déclaration d'allégeance et un libellé de serment que pouvaient agréer les membres de l'Église catholique romaine. En 1858, les serments de suprématie, d'allégeance et d'abjuration furent remplacés par un serment unique pour les protestants et, plus tard au cours de la même année, le Parlement britannique adopta une

^{210.} Voir R.W. Perceval et P.D.G. Hayter, «The Oath of Allegiance», The Table, vol. XXXIII, 1964, p. 85-90. Les auteurs constatent l'absence de liens historiques entre le serment d'allégeance que prononçaient les barons au Moyen Âge et celui que doit prêter aujourd'hui un député avant de prendre sa place à la Chambre des communes.

^{211.} Redlich, vol. II, p. 62.

^{212.} Redlich, vol. II, p. 63. Selon l'Église catholique romaine, la transsubstantiation désigne l'eucharistie, c'est-à-dire le changement de toute la substance du pain et du vin en toute la substance du corps et du sang de Jésus-Christ, où ne reste que l'apparence du pain et du vin. Voir An Act for the More Effectual Preserving the King's Person and Government by Disabling Papists from Sitting in Either House of Parliament dans English Historical Documents 1660-1714, éd. Andrew Browning, Londres: Eyre and Spottiswoode, 1953, p. 391-394.

^{213.} A History of the Vote in Canada, p. 7. Le serment d'abjuration renfermait par ailleurs les mots « la vraie foi d'un chrétien », ce qui empêchait les Juifs de prêter serment. Voir Wilding et Laundy, p. 503. Voir May, 1^{re} éd., p. 461-463 pour le texte complet des trois serments.

autre loi qui permettait aux Juifs de siéger comme députés ²¹⁴. Dès 1866, le Parlement britannique adopta un serment unique pour les députés de toutes les confessions religieuses et, dès 1888, il autorisa ceux qui s'objectaient à la prestation du serment pour des raisons d'ordre religieux à faire une affirmation solennelle ²¹⁵.

Canada

Le serment d'allégeance que doivent prêter les députés avant de prendre leur place à la Chambre des communes est d'inspiration britannique; cependant, le serment que l'on prêtait dans les colonies canadiennes était fort différent du serment antipapauté que prononçaient les députés de la Chambre des communes britannique.

C'est en 1758 que fut élue la première assemblée populaire en Nouvelle-Écosse ²¹⁶; les catholiques et les juifs n'avaient pas droit de vote et ne pouvaient briguer les suffrages. Ils obtinrent le droit de vote en 1789 quand l'Assemblée législative révisa les critères d'éligibilité et interdit toute discrimination pour des motifs d'ordre religieux ²¹⁷. En 1823, l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse adopta une résolution qui accordait aux catholiques le droit de siéger à l'Assemblée sans avoir à prononcer la déclaration contre la transsubstantiation ²¹⁸. L'Acte de Québec de 1774, adopté par le Parlement britannique, prévoyait, entre autres, que les catholiques romains étaient dorénavant dispensés du serment de suprématie et pouvaient, s'ils désiraient occuper une charge publique, prêter serment d'allégeance ²¹⁹. La Loi constitutionnelle de 1791 scindait la province originale de Québec en deux provinces, soit le Bas-Canada et le Haut-Canada. Chacune avait son propre conseil législatif et une assemblée élective; les députés devaient prêter allégeance au roi avant de siéger au Conseil législatif ou à l'Assemblée ²²⁰. Quand la Province du Canada fut créée, les dispositions de la Loi constitutionnelle de 1791 touchant au

- 214. Redlich, vol. II, p. 63. Vingt-sept ans plus tôt, en 1831, l'Assemblée législative du Bas-Canada avait adopté un projet de loi qui permettait aux Juifs qui étaient nés sujets britanniques de se faire élire à des fonctions officielles et l'année suivante, la mesure était approuvée par le Parlement britannique. Voir O'Brien, p. 139-142.
- 215. Redlich, vol. II, p. 63-64. Selon Wilding et Laundy, c'est le Promissory Oaths Act, 1868 qui conférait le droit de faire une affirmation solennelle. Cependant, certains protestèrent quand un nouveau député, Charles Bradlaugh, voulut, sous prétexte d'athéisme, faire une affirmation solennelle plutôt que de prêter serment sur la bible. Le député fut exclu de la Chambre. Il fut réélu trois reprises à la Chambre et fut subséquemment exclu lorsqu'il tenta de faire une affirmation. La cinquième fois, en 1886, le Président jugea irrecevable toute objection lorsque le député prêta serment de la manière habituelle. En 1888, le député réussit à faire adopter le Oaths Act. Voir Wilding et Laundy, p. 10-11, 53-54.
- Voir John Garner, The Franchise and Politics in British North America 1755-1867, Toronto: University of Toronto Press, 1969, p. 131-132.
- 217. Voir L'histoire du vote au Canada, p. 10-11.
- Voir Garner, p. 141-143. Voir aussi J. Murray Beck, The Government of Nova Scotia, Toronto: University of Toronto Press, 1957, p. 51-52. Voir aussi Journals and Proceedings of the House of Assembly, Nouvelle-Écosse, 3 avril 1823, p. 292-293.
- 219. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 2, art. 7. La Loi ne faisait aucunement mention d'une assemblée élue; la gouverne des affaires était conflée à un gouverneur et à un conseil législatif tous deux nommés par la Couronne.
- 220. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. 29.

serment d'allégeance furent reprises dans l'Acte d'union de 1840²²¹. La Loi constitutionnelle de 1867, adoptée au début de la Confédération, exigeait des députés, des sénateurs et des députés des assemblées législatives provinciales la prestation d'un serment d'allégeance.

Dans la Province du Canada, l'Acte d'union de 1840²²² autorisait l'affirmation solennelle, comme plus tard l'article 5 de l'Acte concernant les Commissions et les Serments d'allégeance et d'office ²²³ adopté en 1867, mais ces dispositions ne s'appliquaient pas aux membres de la Chambre des communes et du Sénat. Ce n'est qu'en 1905 que les députés purent faire une affirmation solennelle quand le gouverneur général s'est vu conférer « le pouvoir de recevoir le serment d'allégeance ou la déclaration de personnes qui doivent occuper des postes de confiance au Canada, sous la forme prescrite par une loi adoptée au cours des trente et unième et trente-deuxième années du règne de la reine Victoria, et qui a pour titre: Loi tendant à modifier la Loi sur les serments promissoires » ²²⁴.

ASSERMENTATION

Après une élection générale, le directeur général des élections dépose auprès du Greffier de la Chambre des communes la liste attestée des députés qui ont été déclarés élus pour la nouvelle législature. Dès que le Greffier de la Chambre reçoit cette attestation, les députés peuvent prêter le serment d'allégeance ²²⁵.

L'article 128 de la Loi constitutionnelle de 1867 autorise le gouverneur général «ou quelque personne à ce par lui autorisée» à recevoir le serment d'allégeance. Jusqu'au mois d'août 1949, des commissaires étaient nommés à cette fin par décret mais depuis, pour éviter d'avoir à émettre des décrets à nouveau, cette fonction a plutôt été confiée d'office au Greffier, au sous-greffier et au greffier adjoint de la

^{221.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. 35.

^{222.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. 36.

^{223.} L.C. 1867-1868, ch. 36. L'article 3 de la Loi précise que dans le cas des députés, la formule du serment énoncée dans la Loi ne l'emporte pas sur le serment que renferme la Loi constitutionnelle de 1867. L'article 5 précise par ailleurs que dans les affaires civiles, la loi permet d'affirmer au lieu de jurer. Il n'y est nullement question d'une affirmation d'allégeance dans le cas des députés. Voir aussi Loi sur les serments d'allégeance, L.R.C. 1985, ch. O-1.

^{224.} Beauchesne, 4° éd., p. 13.

^{225.} Lorsque la Chambre se réunit la première fois pour l'expédition des affaires, le Greffier dépose sur le Bureau la liste des députés dûment élus attestée par le directeur général des élections. L'attestation et la liste sont imprimées dans les Journaux (voir, par exemple, Journaux, 22 septembre 1997, p. 1-7). Jusqu'en 1888, les députés pouvaient prêter serment et occuper leur siège moyennant production de l'attestation du directeur du scrutin avant que ne soit reçue l'attestation du Greffier de la Couronne en chancellerie, mais cette pratique fut abandonnée en raison de la possibilité de problèmes d'ordre juridique (voir Bourinot, 4° éd., p. 149).

Chambre des communes et au sergent d'armes, mais c'est normalement le Greffier qui recoit les serments d'allégeance²²⁶.

L'actuelle procédure d'assermentation de la Chambre des communes tient non pas de règles mais plutôt de la pratique et du précédent. Depuis toujours, les députés sont assermentés individuellement plutôt que collectivement ²²⁷. Le Greffier invite chaque député à prendre rendez-vous, avant l'ouverture de la nouvelle législature, pour être assermenté et signer le registre de prestation, registre dont les pages portent en en-tête le texte du serment ou de l'affirmation solennelle d'allégeance. Les députés signent le registre dès qu'ils ont prêté le serment d'allégeance ou fait l'affirmation solennelle d'allégeance conformément à la Loi constitutionnelle de 1867²²⁸.

La plupart des députés prêtent serment soit dans le bureau du Greffier ou dans une autre pièce de la cité parlementaire aménagée pour la cérémonie. Leurs invités peuvent assister à la courte cérémonie privée et la prise de photos est autorisée. Les députés qui n'auraient pas été assermentés avant l'ouverture de la nouvelle législature peuvent prêter serment le premier jour de séance. La cérémonie se déroule alors dans l'enceinte de la Chambre des communes, au Bureau, avant l'heure à laquelle les députés doivent se réunir pour l'ouverture de la législature. Toutefois, à ce moment-là, la cérémonie se déroule sans invités et sans prise de photos. Les députés assermentés après le premier jour de séance d'une nouvelle législature le sont dans le bureau du Greffier. Les nouveaux députés élus lors d'élections partielles prêtent serment et signent le registre de prestation dans le bureau du Greffier.

Voir Journaux, 22 septembre 1997, p. 1, pour un exemple récent de commissaires nommés pour faire prêter serment aux députés.

^{227.} Après la 36° élection générale et avant l'ouverture de la nouvelle législature, trois des partis d'opposition, à savoir le Parti réformiste, le Nouveau Parti démocratique et le Parti progressiste-conservateur, ont demandé que leurs députés puissent être assermentés collectivement. Chaque cérémonie d'assermentation se déroula dans l'une des salles des comités de l'édifice du Centre. Le chef du parti fut assermenté en premier puis tous les autres députés prêtèrent le serment d'allégeance ou firent une affirmation solennelle d'allégeance. Le Greffier invita ensuite chaque député à signer le registre de prestation. Les cérémonies furent diffusées sur le canal parlementaire. En juin 1985, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes avait recommandé que la cérémonie d'assermentation des députés soit télédiffusée à l'échelle nationale comme cela se fait lors de l'assermentation d'un nouveau cabinet. Les députés devaient aussi être tenus de prêter serment individuellement. (Voir p. 59-60 du troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes présenté le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839)). Dans sa réponse au rapport du Comité, le gouvernement suggéra que la Chambre renvoie l'affaire au Bureau de régie interne et lui laisse le soin de prendre une décision (voir p. 10 de la Réponse du gouvernement du Canada aux recommandations des deuxième et troisième rapports du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Journaux, 9 octobre 1985, p. 1082)). Aucune suite n'a été donnée à cette recommandation.

^{228.} L'assermentation de Louis Riel a donné lieu à une anecdote intéressante. Louis Riel fut dûment élu dans la circonscription électorale de Provencher, d'abord lors d'une élection partielle en 1873 puis lors des élections générales de 1874. Tout en évitant l'arrestation, il se rendit à Ottawa et réussit à prêter le serment d'allégeance et à signer le registre de prestation avant que le Greffier ne remarque sa signature. Voir Marc Bosc (éd.), The Broadview Book of Canadian Parliamentary Anecdotes, Peterborough: Broadview Press Ltd., 1988, p. 22-23.

Si un député ne peut prêter serment ou faire l'affirmation solennelle d'allégeance, ou refuse de le faire, il ne peut prendre son siège à la Chambre et pourrait être privé de toutes allocations ²²⁹. Ainsi, ce sont le serment d'allégeance et l'affirmation solennelle d'allégeance qui permettent à un député d'occuper son siège à la Chambre des communes et de voter ²³⁰.

VIOLATION DU SERMENT D'ALLÉGEANCE

La violation du serment d'allégeance constitue un manquement grave et si la Chambre jugeait qu'un député avait violé son serment, elle sévirait contre lui²³¹. Même si aucun député n'a jamais été jugé coupable de violation de son serment d'allégeance, le Président dut, en 1990, se prononcer sur la sincérité de l'affirmation solennelle d'un député ²³². Le Président Fraser jugea que le Président «n'est pas autorisé à porter

- 229. Beauchesne, 4º éd., p. 14. Il semblerait qu'aucun député n'a jamais refusé de prêter serment. En 1988, après la 34º élection générale, un député nouvellement élu, John Dahmer (Beaver-River) a dû être hospitalisé. Le greffier adjoint devait se rendre à son chevet pour recevoir son serment d'allégeance. Malheureusement, le nouveau député est décédé avant que n'ait lieu la cérémonie d'assermentation.
 - À la Chambre des communes britannique, le 14 mai 1997, la Présidente Betty Boothroyd nota, en parlant de l'élection de députés du Sein Fein: «Les députés qui n'ont pas pris leur siège faute d'avoir prêté serment ou d'avoir fait une affirmation solennelle ne pourront se prévaloir des services offerts à tous les autres députés des six départements de la Chambre et au-delà ». Voir British House of Commons Debates, 14 mai 1997, col. 35-36. Voir aussi May, 22° éd. (p. 242-243) qui précise qu'un député qui n'aurait pas prêté serment ne peut ni prendre son siège ni voter à la Chambre, est mis à l'amende et son siège est déclaré vacant comme si le député était décédé. En outre, le député ne touche aucune rémunération.
- 230. En 1875, le Président fit savoir à la Chambre qu'un député dûment élu lors d'une élection complémentaire avait siégé et voté à la Chambre sans avoir d'abord prêté serment (Débats, 22 février 1875, p. 272). George Turner Orton (Wellington-Centre) avait d'abord été élu lors des élections générales et il avait été assermenté. Son élection fut par la suite déclarée nulle. Le député expliqua qu'il n'avait pas cru devoir prêter serment à nouveau après sa réélection (Bourinot, 4° éd., p. 150-151). L'affaire fut renvoyée au Comité permanent des privilèges et élections (Journaux, 25 février 1875, p. 129). Voir Débats, 24 février 1875, p. 339-340; 25 février 1875, p. 342-343). Dans le rapport qu'il déposa le 8 mars 1875, le Comité nota que ni l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ni aucune autre loi ne prévoyait de sanctions advenant qu'un député omette de prêter le serment d'allégeance et que l'élection du député n'était pas remise en question du seul fait d'un tel oubli. Toutefois, le Comité recommanda que le nom du député soit rayé de la liste des mises aux voix auxquelles il aurait participé avant d'avoir prêté serment (Journaux, 8 mars 1875, p. 176). Le rapport ne fut jamais étudié par la Chambre.
- 231. Beauchesne, 4º éd., p. 14. Beauchesne précise par ailleurs que si, en temps de guerre, un député devait, en dehors ou sur le parquet de la Chambre, faire des déclarations nuisibles au Canada et favorables à l'ennemi, la Chambre pourrait décider de le suspendre, voire de l'expulser. D'ailleurs, la Chambre a effectivement, en 1947, expulsé un député reconnu coupable de trahison (Journaux, 30 janvier 1947, p. 4-8). Les expulsions de la Chambre des communes sont mentionnées plus loin dans ce chapitre et dans le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- 232. Cette année-là, un nouveau parti politique, le Bloc québécois, vit le jour et son premier député fut élu lors d'une élection partielle. Comme il le devait, Gilles Duceppe (Laurier Sainte-Marie) fit une affirmation solennelle et signa le registre de prestation avant de prendre son siège à la Chambre; il fit aussi, à l'extérieur de la Chambre, une déclaration similaire au serment que prêtent les députés à l'Assemblée nationale du Québec, exprimant sa loyauté envers le peuple du Québec. Jesse Flis (Parkdale High Park) souleva une question de privilège portant sur la signification du serment d'allégeance et sur les devoirs et les obligations des députés qui prêtent ce serment. Voir Débats, 3 octobre 1990, p. 13736-13742.

un jugement sur les circonstances dans lesquelles, ou la sincérité avec laquelle, un député dûment élu prête le serment d'allégeance. L'importance que revêt ce serment pour chaque député est affaire de conscience et il doit en être ainsi». Comme le député avait dit très clairement à la Chambre qu'il ne s'était «jamais moqué du Parlement canadien ni de la Reine», le Président conclut qu'il n'y avait pas eu de violation de privilège puisque la convention veut que la Chambre accepte la parole d'un député. Il ajouta toutefois que «seule la Chambre peut examiner la conduite de ses membres et elle peut prendre des mesures, si elle décide que des mesures s'imposent ²³³». L'affaire en est restée là.

Présentation à la Chambre

Un nouveau député peut occuper son siège à la Chambre dès que le Greffier a reçu le rapport de son élection, qu'il a prêté serment ou fait une affirmation solennelle et signé le registre de prestation. Les députés, nouvellement élus ou réélus, ne sont pas présentés officiellement à la Chambre lors de l'ouverture d'une nouvelle législature. Selon la coutume, seuls les députés élus lors d'une élection partielle sont présentés officiellement à la Chambre ²³⁴. La présentation d'un député est purement cérémonielle ²³⁵, c'est une convention que n'impose aucune loi du Canada ni aucune règle

- 233. Débats, 1º novembre 1990, p. 14969-14970. À maintes reprises depuis 1990, de simples députés ont déposé des projets de loi d'initiative parlementaire demandant que les députés nouvellement élus soient tenus de prêter serment au Canada, à la Constitution et à la Reine (voir, par exemple, Débats, 16 octobre 1990, p. 14189; 18 septembre 1991, p. 2320; 12 février 1993, p. 15850; 20 janvier 1994, p. 72; 18 juin 1996, p. 3989; 25 septembre 1997, p. 57).
- 234. Voir Bourinot, 4* éd. p. 149-153. Pour des exemples de présentations de députés à la Chambre des communes, voir Débats, 22 février 1995, p. 9941; 21 avril 1998, p. 5901. Par dérogation à cette tradition, un député nouvellement élu des Territoires du Nord-Ouest fut présenté officiellement à la Chambre le quatrième jour de séance de la première session de la 34* législature. Étant donné que la Chambre avait repris ses travaux plus tôt que prévu après une élection générale, le rapport d'élection du député n'était pas parvenu au bureau du directeur général des élections avant le début de la législature (voir Débats, 15 décembre 1988, p. 92-93). En 1980, lorsque le rapport d'élection d'un autre député des Territoires du Nord-Ouest est parvenu très tard au Greffier, le député ne fut pas présenté à la Chambre, bien que l'avis du rapport d'élection figure dans les Journaux (18 avril 1980, p. 47). Le premier jour de séance de la deuxième session de la 34* législature qui s'est ouverte en 1989, le Président fit savoir à la Chambre que le Greffier avait reçu un nouveau rapport d'élection. Le candidat déclaré élu fut par la suite présenté à la Chambre (Journaux, 3 avril 1989, p. 2-3; Débats, p. 1).
- C'est une très ancienne pratique qui remonte au dix-septième siècle en Angleterre (voir Hatsell, vol. II, p. 85).

de la Chambre des communes ²³⁶. Le député peut prendre son siège et voter à la Chambre des communes même s'il n'est pas présenté officiellement à la Chambre ²³⁷.

En règle générale, la présentation se fait au début d'une séance ou avant la Période des questions. Lorsqu'il s'agit de présenter un nouveau député, le Président dit d'abord à la Chambre: «J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Greffier a reçu du directeur général des élections le certificat d'élection de (nom du député), député de la circonscription électorale de (nom de la circonscription du député) ». Le nouveau député, escorté par deux députés (en général le chef du parti du député et le député le plus ancien de sa province), emprunte alors l'allée centrale pour se rendre de la barre de la Chambre jusqu'au Bureau²³⁸. À ce moment, le chef du parti du nouveau député dit: «Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous présenter (nom du député), député de la circonscription électorale de (nom de la circonscription du député) qui a prêté serment (ou fait une affirmation solennelle d'allégeance), a signé le registre et réclame maintenant le droit de siéger». Le Président dit: «Le député peut maintenant gagner son siège». C'est alors que le député s'approche du Président et échange quelques mots avec lui. Le whip du parti lui indique alors son siège 239. La procédure est répétée si d'autres députés doivent être présentés au cours de la même séance 240. Par tradition, si le député que l'on présente est le chef d'un parti, il est escorté par deux des députés les plus en vue du parti et la Chambre permet aux autres chefs de parti de prononcer quelques mots de bienvenue 241.

L'attribution des sièges à la Chambre

Le Président, sur avis des whips des partis reconnus (habituellement ceux qui comptent 12 députés ou plus ²⁴²) qui se seront consultés au préalable, attribue à chaque

- 236. Voir Beauchesne, 4º éd., p. 17.
- 237. En 1878, le Président Anglin démissionna au cours de l'intersession. Il fut réélu lors d'une élection partielle tenue avant l'ouverture de la nouvelle session. Quand cette dernière s'est ouverte, M. Anglin en même temps que plusieurs autres députés, prêta serment, signa le registre et occupa son siège pour l'élection du Président. Quand le premier ministre, Alexander Mackenzie, proposa que M. Anglin occupe le fauteuil en qualité de Président, le chef de l'Opposition, sir John A. Macdonald protesta, en déclarant que M. Anglin n'avait pas été présenté et ne pouvait l'être avant l'élection du Président, et que, par conséquent, il n'était pas encore député et ne pouvait être élu au poste de Président. M. McKenzie soutint que, contrairement à la pratique britannique, au Canada, quand un député est assermenté et qu'il a signé le registre, il peut pénétrer dans l'enceinte de la Chambre et occuper son siège. On lui donna raison et la motion portant que M. Anglin occupe le fauteuil en qualité de Président fut adoptée peu après (voir Débats, 7 février 1878, p. 2-12).
- 238. Lors de la présentation d'un député indépendant, ce sont les députés de l'un des partis d'opposition qui jouent ce rôle cérémoniel.
- 239. Voir. par exemple. Débats. 16 septembre 1996, p. 4222; 21 avril 1998, p. 5901.
- Voir, par exemple, Débats, 15 avril 1996, p. 1461. Les députés sont normalement présentés selon l'ordre alphabétique.
- 241. Voir, par exemple, Débats, 20 février 1989, p. 5741-5743; 15 janvier 1991, p. 16981-16983.
- 242. Pour de plus amples renseignements sur les partis reconnus, voir le chapitre 1, « Les institutions parlementaires ».

184

député un siège et un pupitre. S'il souhaite que le Président lui donne la parole ou s'il veut participer à un vote par appel nominal, le député doit le faire de sa place²⁴³.

L'usage réserve au parti au pouvoir les sièges à la droite du Président, le premier ministre et les autres membres du Conseil des ministres ayant leur place dans les premiers rangs. Les simples députés, communément appelés députés d'arrière-ban, obtiennent habituellement des places en fonction de leur ancienneté à la Chambre des communes ou au sein de leur caucus. Si la majorité possède plus de députés qu'il n'y a de sièges à la droite du Président, le surplus obtient des sièges de l'autre côté de l'allée centrale. Le Président peut, à son gré, décider que ces sièges seront situés près du fauteuil du Président ou tout au fond de la Chambre 244.

Les députés appartenant à des partis d'opposition occupent des sièges à la gauche du fauteuil du Président ²⁴⁵. Le chef de l'Opposition officielle siège immédiatement en face du premier ministre et il est entouré des députés de son parti. Les députés des autres partis d'opposition sont regroupés et occupent les sièges restants : le deuxième parti d'opposition en importance a le premier choix des sièges après l'Opposition officielle, le troisième parti en importance choisissant après, et ainsi de suite ²⁴⁶. Les leaders des partis d'opposition, les whips et les principaux porte-parole occupent les premiers rangs du bloc de sièges qui leur est attribué ²⁴⁷.

Les députés indépendants, ou ceux qui représentent un parti qui n'est pas reconnu par la Chambre occupent, au gré du Président, les sièges restants. En règle générale, ils occupent les pupitres placés aux derniers rangs à la gauche du Président mais pas nécessairement à l'extrémité la plus éloignée. Le Président attribue à ces

^{243.} Cette règle ne s'applique pas quand la Chambre siège en comité plénier où rien n'oblige le député à être à sa place s'il veut prendre la parole. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 13, « Le maintien de l'ordre et le décorum » et le chapitre 19, « Les comités pléniers ».

^{244.} Par exemple, au cours de la 35° législature (1994-1997), certains députés ministériels ont dû occuper des places immédiatement à la gauche du Président. Pendant la 24° législature (1958-1962), l'excédent de députés ministériels occupaient des sièges à la gauche du Président près de la barre de la Chambre. Pendant la 33° législature (1964-1988), le parti ministériel comptait 211 députés et certains d'entre eux se sont vu attribuer des sièges immédiatement à la gauche du Président ou encore dans les rangs situés tout au fond du côté gauche de la Chambre, ce qui fait que le surplus de députés ministériels se trouvait des deux côtés des partis d'opposition.

^{245.} Au cours de la 25° législature, 1962-1963, 19 députés du Nouveau Parti démocratique siégeaient du coté de la majorité à la Chambre près de la barre. À la deuxième session de la 27° législature (1967-1968), deux députés indépendants siégeaient du côté de la majorité près de la barre. Pendant la 31° législature (1979), les cinq députés du Parti Crédit social siégeaient du côté de la majorité tout au fond de la Chambre.

En réponse à un rappel au Règlement, le Président Parent a expliqué la procédure à suivre dans l'attribution des sièges aux différents partis (Débats, 30 septembre 1998, p. 8584-8585).

^{247.} En 1994, au début de la 35° législature (1994-1997), le chef du Parti réformiste (Preston Manning) choisit d'occuper un siège dans la deuxième rangée; il choisit par la suite un siège au premier rang.

députés des sièges en fonction de leur ancienneté comme députés, tout en se donnant toute latitude pour leur disposition²⁴⁸.

Immédiatement à la gauche du Président, trois sièges sont réservés au viceprésident et aux autres présidents de séance, où ils peuvent s'asseoir lorsqu'ils ne dirigent pas les séances. Aucun pupitre n'est réservé au Président²⁴⁹.

L'attribution des sièges est modifiée fréquemment au cours d'une législature en raison de changements au sein d'un parti ou parfois à la suite de négociations entre les partis. Tout changement dans l'attribution des sièges aux députés d'un parti est décidé par le whip qui en avise ensuite le Président. Si un député est expulsé de son parti ou s'il choisit de siéger comme indépendant, le Président attribue alors un nouveau siège au député ²⁵⁰.

- 248. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 24 septembre 1990, p. 13216-13217. En 1963, un certain nombre de députés du Parti Crédit social du Québec forment un nouveau parti, le Ralliement des Créditistes. Par conséquent, le Président Macnaughton doit se prononcer sur certaines questions dont la reconnaissance des partis et l'attribution des sièges à la Chambre des communes. Le 30 septembre 1963, le Président fait savoir à la Chambre qu'à son avis le Président ne devrait pas être appelé à trancher des questions touchant à la nature ou à l'existence d'un parti de crainte que ses décisions ne soient perçues comme étant politiques. Il conclut que la Chambre elle-même doit trancher les diverses questions que soulève l'arrivée sur la scène d'un nouveau parti. Par la suite, la Chambre adopte une motion portant renvoi de ces questions au Comité permanent des privilèges et élections (Journaux, 30 septembre 1963, p. 385-388). Dans son deuxième rapport à la Chambre, le Comité recommande que le Nouveau Parti démocratique, troisième parti en importance à la Chambre, prenne place à côté de l'Opposition officielle; que le Parti Crédit social prenne place à la gauche du Nouveau Parti démocratique; et que le nouveau parti occupe les fauteuils à la gauche du Parti Crédit social (Journaux, 9 octobre 1963, p. 423). Le rapport est agréé le 21 octobre 1963 (Journaux, p. 465-466). Au début de la 35* législature (1994-1997), les «députés indépendants» incluent neuf députés néo-démocrates, deux députés progressistes-conservateurs, et les députés sans affiliation dont le nombre passa de un à quatre pendant la législature. Le Président attribue à chaque député indépendant un siège selon son ancienneté à la Chambre. Dans sa décision en réponse à un rappel au Règlement sur le statut de parti du NPD, le Président modifie l'attribution des fauteuils afin que les députés des caucus néo-démocrates et progressistes-conservateurs puissent être regroupés et identifiés comme tel. Les autres députés indépendants se voient attribuer les fauteuils restants en fonction de leur ancienneté. Voir Débats, 16 juin 1994, p. 5437-5440, et particulièrement p. 5439.
- 249. Il semble, d'après des plans de salle pour la Chambre, que le Président, normalement un député du partiministériel, occupait habituellement un pupitre à la droite du fauteuil du Président. Aucun pupitre n'a été assigné à un Président depuis la 31º législature (1979) quand, après un changement de gouvernement, le Président Jerome, élu pour un deuxième mandat, devint le premier député de l'opposition à se voir confier la présidence de la Chambre par le partiministériel. Voir Beauchesne, 6º édition, p. 39.
- 250. Voir, par exemple, Débats, 18 février 1965, p. 11457; 29 août 1966, p. 7731-7732; 3 décembre 1969, p. 1532; 4 mai 1971, p. 5470; 27 juin 1978, p. 6777-6778; 21 novembre 1990, p. 15526-15529. Dans bien des cas, on ne retrouve dans les Débats ou les Journaux aucune mention du changement d'affiliation ou de statut. Les changements sont signalés au Président par écrit ou par un communiqué publié par le député. Au cours de la 33º législature (1984-1988), un député du parti ministériel est devenu député indépendant, a ensuite rallié les rangs du Nouveau Parti démocratique pour ensuite sièger de nouveau comme député indépendant (voir Débats, 14 mai 1986, p. 13268; 16 décembre 1986, p. 2152; 26 octobre 1987, p. 10384). Pendant la 34º législature (1988-1993), un simple député du parti ministériel, Gilbert Chartrand (Verdun Saint-Paul), choisit de sièger comme indépendant aux côtés d'autres députés qui avaient formé un nouveau parti, le Bloc québécois; un an plus tard, ce même député reçoit l'autorisation de réintégrer le caucus progressiste-conservateur et de sièger parmi ses membres (voir Débats, 22 mai 1990, p. 11631; 9 avril 1991, p. 19231-19232).

CHANGEMENT D'AFFILIATION

Si la plupart des députés sont affiliés à un parti (une très faible proportion d'entre eux se font élire comme indépendants), ils ne sont pas tenus de le rester jusqu'à la fin de leur mandat. On dit d'un député qui décide de rompre tous les liens qui l'unissent à un parti politique qu'il «traverse la Chambre» 251. Le député qui change de parti n'est pas tenu de démissionner ou de briguer de nouveau les suffrages des électeurs; l'affiliation politique n'est pas une condition préalable du droit de siéger comme député. Quand un député décide de traverser la Chambre et de s'associer à un autre parti, le whip du nouveau parti du député lui attribue un fauteuil.

Les responsabilités et la conduite des députés

Les députés siègent à la Chambre des communes en qualité de représentants de ceux qui les ont élus. Ils assument de vastes responsabilités dont ils s'acquittent à la Chambre des communes, dans les comités, dans leur circonscription électorale et au sein de leur parti politique respectif. Selon le professeur C.E.S. Franks:

C'est à la Chambre des communes que le député représente sa circonscription. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il passe le plus clair de son temps à la Chambre ni même que le temps qu'il y passe est l'aspect le plus important de son travail. En effet, l'emploi du temps d'un député l'amène à travailler plus souvent qu'autrement à l'extérieur de la Chambre. [...] Le député doit se mettre au service des gens, être ouvert aux idées, aux propositions et aux plaintes et savoir en parler, maîtriser l'art de la conciliation, expliquer la politique du parti ou du gouvernement aux citoyens et transmettre leurs commentaires au parti et au gouvernement, obtenir du gouvernement qu'il apporte des solutions aux problèmes des électeurs et scruter la façon dont le gouvernement use ou abuse du pouvoir qu'il exerce au nom des Canadiens²⁵².

^{251.} Pour des exemples de députés qui ont changé d'affiliation politique, voir Débats, 13 mars 1972, p. 745; 7 mars 1979, p. 3910. Le 20 avril 1977, Jack Horner (Crowfoot) député de l'opposition, traverse la Chambre pour siéger avec le parti ministériel et est nommé ministre sans portefeuille le lendemain. Depuis le début de la Confédération, à trois reprises au moins, des députés quittent le parti sous la bannière duquel ils s'étaient fait élire pour former un nouveau groupe parlementaire. En février 1943, trois députés du Québec quittent le Parti libéral et forment le Bloc populaire canadien pour protester contre la conscription (voir Débats, 10 février 1943, p. 309-313; 18 février 1943, p. 532-537, 542-545). En 1963, certains députés de l'aille québécoise du Parti Crédit social firent défection et fondèrent un nouveau groupe parlementaire appelé Ralliement des Créditistes (voir Journaux, 30 septembre 1963, p. 385-388). En 1990, motivés par l'échec de l'Accord du lac Meech, huit députés de partis politiques différents formèrent un nouveau parti, le Bloc québécois (voir Débats, 18 mai 1990, p. 11615-11617; 22 mai 1990, p. 11631, 11662-11664; 26 juin 1990, p. 13087-13088, 13121-13123).

^{252.} Franks, p. 87. Pour de plus amples renseignements sur le rôle du député, voir Fraser, p. 60-65 et Au service de la démocratie, Commission d'étude des indemnités des parlementaires, Ottawa: ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, vol. 2, 1998, p. 61-88.

En plus de participer aux délibérations de la Chambre et des comités, de se faire le porte-parole des électeurs auprès du gouvernement et de défendre leurs intérêts, les députés assument aussi de nombreuses autres responsabilités:

- Ils agissent comme ombudsmans en fournissant de l'information à leurs électeurs et en les aidant à régler des problèmes;
- Ils font office de législateurs en proposant leurs propres projets de loi ou en proposant des amendements aux projets de loi émanant du gouvernement ou d'autres députés;
- Ils acquièrent des connaissances spécialisées dans un ou plusieurs dossiers dont est saisi le Parlement et formulent des recommandations à l'intention du gouvernement:
- Ils représentent le Parlement du Canada au pays et à l'étranger en participant à des conférences internationales et à des missions officielles.

Une fois élus et assermentés, les députés sont tenus d'observer certaines règles de conduite dans l'exercice de leurs fonctions parlementaires. Bien qu'aucune loi n'impose un code de conduite aux parlementaires fédéraux, il existe dans le Règlement de la Chambre²⁵³, dans la *Loi sur le Parlement du Canada*²⁵⁴ et dans le *Code criminel*²⁵⁵ des dispositions régissant la conduite des députés et les conflits d'intérêts. Le Cabinet du premier ministre a aussi mis en place à l'intention des membres du Conseil des ministres et des secrétaires parlementaires le *Code régissant la conduite des titulaires de charges publiques en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*. Certaines de ces dispositions sont examinées ci-après.

ASSIDUITÉ

Assister aux séances de la Chambre lorsqu'elle siège est l'une des principales responsabilités du député sauf s'il est occupé à d'autres activités et fonctions parlementaires dont les séances des comités, le travail lié à la circonscription ou les échanges

^{253.} Voir les articles 15 à 23 du Règlement. Certains articles du Règlement exigent des députés qu'ils assistent aux séances de la Chambre, qu'ils consignent certains déplacements officiels à l'extérieur du Canada et qu'ils s'abstiennent de voter sur une question dans laquelle ils ont un intérêt pécuniaire. Certaines autres exigences, dont le code vestimentaire et le décorum, sont traitées plus longuement au chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{254.} L.R.C. 1985, ch. P-1, modifié par les ch. 31, 42 (1" suppl.), ch. 38 (2" suppl.), ch. 1 (4" suppl.), L.C. 1991, ch. 20 et ch. 30, L.C. 1993, ch. 13 et 28, L.C. 1994, ch. 18, L.C. 1996, ch. 16 et 35, et L.C. 1997, ch. 32. Par exemple, la Loi sur le Parlement du Canada interdit aux députés de passer un contrat directement avec le gouvernement du Canada ou de recevoir un quelconque avantage en vertu d'un contrat avec le gouvernement du Canada.

^{255.} L.R.C. 1985, ch. C-46 tel que modifié par L.C. 1995, ch. 22, art. 6. Les plus graves manquements à l'éthique, soit la corruption, le trafic d'influence et l'abus de confiance, constituent des infractions au Code criminel.

parlementaires ²⁵⁶. Le Président a d'ailleurs toujours rappelé aux députés qu'ils ne doivent pas signaler l'absence d'un autre député car « les députés doivent être à bien des endroits, afin de bien remplir les devoirs de leur charge » ²⁵⁷.

La Loi sur le Parlement du Canada prévoit qu'une somme soit déduite de l'indemnité de session d'un parlementaire en cas d'absence 258. Chaque député doit, à la fin de chaque mois et à la fin de chaque session, remettre au Greffier de la Chambre un état signé indiquant le nombre de jours de présence, au cours du mois ou de la session, pour lesquels il a droit à l'indemnité 259. Aux fins de cet état, sont comptés comme jours de présence chaque jour où le parlementaire était absent pour cause de maladie ou d'ajournement, parce qu'il était en service comme militaire ou en raison d'un «engagement public ou officiel » 260. Comme il n'existe aucun mécanisme officiel pour vérifier l'assiduité des députés, l'indemnité de session est calculée en fonction de l'état des présences, et une somme est déduite pour chaque absence au-delà de 21 jours 261.

^{256.} Article 15 du Règlement: «Vu les dispositions de la Loi sur le Parlement du Canada, tout député est tenu d'assister aux séances de la Chambre sauf s'il est occupé à d'autres activités et fonctions parlementaires ou à un engagement public ou officiel ». Avant 1994, l'article 15 du Règlement stipulait: «Sauf lorsqu'autrement prévu par le présent Règlement, tout député doit assister aux séances de la Chambre, à moins qu'elle ne lui ait accordé un congé ». Cet article du Règlement était resté inchangé depuis 1867. Au début de la Confédération, un député qui souhaitait s'absenter de la Chambre demandait l'autorisation de le faire par l'entremise d'un autre député qui proposait la motion à la Chambre. La maladie était habituellement le motif invoqué pour justifier l'absence, mais d'autres raisons familiales ou personnelles étaient régulièrement avancées (voir, par exemple, Journaux, 8 mai 1868, p. 301; 15 février 1871, p. 10; 13 avril 1877, p. 257). La dernière fois qu'un député s'est vu accorder officiellement la permission de s'absenter, par voie de résolution, remonte à 1878 (Journaux, 26 avril 1878, p. 220). Après 1878, la règle cessa de s'appliquer; la Chambre édicta plutôt des dispositions prévoyant des sanctions monétaires pour détaut d'assiduité (voir Acte concernant le Sénat et la Chambre des communes, L.R.C. 1884, ch. 10, art. 26). En 1994, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre examina cet article du Règlement. Les membres du Comité le jugèrent désuet car il ne tenait pas compte du fait que les députés sont souvent incapables d'assister à une séance de la Chambre en raison de leur participation aux travaux des comités ou s'ils sont retenus par d'autres obligations parlementaires ou dans leur circonscription. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 24 mars 1994, fascicule nº 5, p. 32-34; 24 mai 1994, fasc. nº 12, p. 6. Voir aussi le compte rendu de la séance du 3 mai 1994, p. 1-10. Le 10 juin 1994, la Chambre adopta le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui incluait notamment le libellé modifié de l'article 15 du Règlement (Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563). Voir aussi Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1994, fasc. nº 16, p. 3.

Débats, 3 avril 1987, p. 4875. Voir aussi Débats, 18 février 1994, p. 1553-1554; 21 juin 1994, p. 5674;
 5 décembre 1995, p. 17207-17208.

^{258.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 57(1).

^{259.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 65(1).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 57(3), 58 tels que modifiés par ch. 31(1[∞] suppl.), art. 61.

^{261.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 57(1).

La Loi sur le Parlement du Canada autorise la Chambre à prendre des règlements pour renforcer les exigences relatives à la présence des députés ou aux déductions à effectuer sur l'indemnité de session 262, mais la présence des députés à la Chambre est largement motivée par des raisons d'ordre politique plutôt que par la loi ou une quelconque règle de procédure. Par conséquent, il appartient aux whips de veiller à ce qu'il y ait un nombre suffisant de députés à la Chambre pour assurer le bon déroulement du débat et des mises aux voix. Ainsi, les whips des partis contrôlent la présence des députés à la Chambre, aux séances des comités et à d'autres fonctions parlementaires grâce à un tableau de service et à divers autres mécanismes.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Dès leur élection, les députés de la Chambre des communes deviennent les dépositaires de la confiance publique. Ils doivent faire preuve d'impartialité et ne tirer de leurs fonctions aucun avantage ou gain personnel. Depuis 25 ans, on a tenté à maintes reprises de définir le conflit d'intérêts et d'édicter des règles relatives au trafic d'influence, aux transactions d'initié et à la recherche d'avantages personnels.

Historique

Le gouvernement fédéral publie, en 1973, un livre vert sur les parlementaires et les conflits d'intérêts 263, lequel est renvoyé au Comité permanent des privilèges et des élections au cours de la législature suivante 264. Le rapport du Comité à la Chambre comporte de nombreuses recommandations 265. En 1978, le gouvernement dépose le projet de loi C-6, Loi concernant l'indépendance du Parlement et les conflits d'intérêts des sénateurs et des députés et modifiant en conséquence certaines autres lois, qui élargit en conséquence la portée du livre vert et intègre certaines des recommandations du Comité 266. Le projet de loi est renvoyé au Comité permanent des privilèges et élections après l'étape de la deuxième lecture 267, mais la dissolution du Parlement intervient avant que le Comité n'ait fait rapport à la Chambre.

En 1983, le gouvernement crée le Groupe de travail sur les conflits d'intérêts et le charge d'élaborer un code relatif aux conflits d'intérêts afin de rehausser la confiance du public et préserver l'intégrité du processus politique. En mai 1984, le Groupe de travail dresse la liste de neuf activités susceptibles de créer un conflit d'intérêts et recommande l'adoption d'un code de déontologie assorti de sanctions en proportion avec la gravité du conflit. 266.

^{262.} L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 59.

^{263.} Journaux, 17 juillet 1973, p. 485.

^{264.} Journaux, 27 novembre 1974, p. 149; 10 décembre 1974, p. 183-184.

^{265.} Journaux, 10 juin 1975, p. 615 à 618.

^{266.} Journaux, 16 octobre 1978, p. 22.

^{267.} Journaux, 8 mars 1979, p. 454-455.

^{268.} Voir le rapport du Groupe de travail sur les confilts d'intérêts intitulé: L'éthique dans le secteur public (rapport Starr-Sharp) déposé le 28 mai 1984 (Journaux, p. 484).

190

En 1985, le Comité permanent de la gestion et des services aux députés reçoit le mandat d'examiner les questions relatives à l'établissement d'un registre des intérêts des députés ²⁶⁹. Le Comité conclut que rien ne justifie la création d'un tel registre car les lois concernant les conflits d'intérêts déjà en vigueur sont suffisantes ²⁷⁰.

C'est à la fin de 1987 que paraît le rapport de la Commission Parker sur les conflits d'intérêts chargée d'examiner les allégations de conflit d'intérêts mettant en cause l'honorable Sinclair Stevens. M. le juge Parker formule plusieurs recommandations et notamment l'ajout dans le code de déontologie de l'obligation pour un ministre de déclarer publiquement ses avoirs, ses intérêts et ses activités. En 1988, le gouvernement dépose le projet de loi C-114, Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, lequel est renvoyé à un comité législatif après la deuxième lecture²⁷¹, mais la dissolution du Parlement intervient avant que le comité ne puisse déposer son rapport.

Un autre projet de loi sur les conflits d'intérêts (projet de loi C-46, Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge) est présenté au cours de la deuxième session (avril 1989 - mai 1991) de la 34e législature 272, mais il n'est jamais adopté. Deux autres projets de loi similaires sont déposés au cours de la troisième session (mai 1991 - septembre 1993): le projet de loi C-43, Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge 273; et le projet de loi C-116, Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des titulaires de charge publique et les devoirs de leur charge 274. Le projet de C-116 franchit l'étape de la deuxième lecture et il est renvoyé au Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes relatif aux conflits d'intérêts le 30 mars 1993 275. Le 3 juin 1993, le Comité mixte spécial recommande à la Chambre qu'elle abandonne l'étude du projet de loi 276. La 34e législature est dissoute peu de temps après.

Tous les projets de loi sur les conflits d'intérêts exigeaient des sénateurs, des députés, de leurs conjoints et de leurs enfants à charge qu'ils fassent une déclaration annuelle de leurs intérêts privés à une commission indépendante de trois personnes. Les projets de loi comportaient aussi des règles interdisant l'utilisation de renseignements confidentiels à des fins personnelles et toute tentative d'influencer d'autres personnes à des fins personnelles; des règles relatives à l'acceptation de cadeaux ou autres avantages et à la conduite pendant l'après-mandat; ainsi que des règles

^{269.} Journaux, 25 novembre 1985, p. 1266-1267.

Journaux, 26 mars 1986, p. 1926. Voir aussi Comité permanent de la gestion et des services aux députés, Procès-verbaux et témoignages, 19 mars 1986, fascicule nº 4, p. 5-7.

^{271.} Journaux, 1* septembre 1988, p. 3508.

^{272.} Journaux, 9 novembre 1989, p. 842.

^{273.} Journaux, 22 novembre 1991, p. 715-716, 717-718; 10 juin 1992, p. 1677. Voir aussi le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes relatif aux conflits d'intérêts, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1992, fascicule nº 17.

^{274.} Journaux, 11 mars 1993, p. 2618-2619.

^{275.} Journaux, 30 mars 1993, p. 2742-2743.

^{276.} Journaux, 3 juin 1993, p. 3107.

spéciales concernant les activités des ministres en marge de leur mandat. C'est à la Chambre des communes ou au Sénat que revenait la responsabilité d'imposer des sanctions pouvant aller de l'amende à la destitution.

Au cours de la première session (janvier 1994 - février 1996) de la 35° législature, un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes est chargé d'élaborer un code d'éthique destiné à aider les sénateurs et les députés à concilier leurs responsabilités officielles et leurs intérêts personnels, y compris leurs relations avec les lobbyistes²⁷⁷. Le comité, reconstitué au cours de la deuxième session (février 1996 - avril 1997)²⁷⁸, dépose à la Chambre le 20 mars 1997²⁷⁹ un rapport dans lequel il recommande que le Sénat et la Chambre des communes adoptent un «code de déontologie » ²⁸⁰. Au moment de la dissolution de la 35° législature, un mois plus tard, le rapport n'a toujours pas été agréé.

Interdictions

Il existe à l'heure actuelle des dispositions législatives et des directives applicables aux conflits d'intérêts. La Loi sur le Parlement du Canada comporte plusieurs interdictions liées aux conflits d'intérêts. Elle précise notamment que le mandat d'un député est incompatible avec l'acceptation ou l'exercice, au service du gouvernement fédéral, d'une charge, d'une commission ou d'un emploi, sous réserve d'exceptions pour les ministres, les secrétaires parlementaires ou tout membre des Forces armées en service actif en temps de guerre 281. Quiconque exécute un contrat avec le gouvernement fédéral ou travaille pour un tel entrepreneur est inéligible et ne peut ni siéger ni voter à la Chambre des communes bien qu'un député puisse être actionnaire d'une personne morale liée par contrat avec le gouvernement fédéral, sauf dans le cas d'exécution de travaux publics 282. Quand un député contrevient à ces dispositions, son siège est déclaré vacant, son élection est déclarée nulle et le député se voit imposer une amende de 200\$ pour chaque jour où il continue à siéger ou voter 283.

Tous les titulaires de charge publique sont assujettis aux dispositions générales du *Code criminel* sur la corruption, le trafic d'influence et l'abus de confiance ²⁸⁴. Par exemple, il y a abus de confiance quand un député verse une rémunération à une personne pour un travail qu'elle n'a pas exécuté, lorsqu'il accepte d'embaucher une

^{277.} Journaux, 19 juin 1995, p. 1801-1803.

^{278.} Journaux, le 12 mars 1996, p. 83-84.

^{279.} Journaux, 20 mars 1997, p. 1325.

^{280.} Voir le deuxième rapport du Comité mixte spécial sur un code de conduite (Procès-verbaux et témoignages, 20 mars 1997, fascicule nº 6, p. 7-21).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P.-1, art. 32-33 tels que modifiés par L.R.C. 1985, ch. 1 (4* suppl.), art. 29.

^{282.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 34-35, 38, 40. Les dispositions relatives aux contrats dans la Loi sur le Parlement du Canada remontent à l'époque où la construction d'immeubles publics constituait l'une des principales activités du gouvernement.

^{283.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 34-36(1).

^{284.} L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 121, 122, 124, 125.

192

personne comme employeur ou entrepreneur moyennant contrepartie et lorsqu'il utilise des fonds publics pour des déplacements privés. Quiconque est reconnu coupable de l'une de ces infractions est condamné à une peine d'emprisonnement de plus de deux ans et est incapable d'être élu, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ²⁸⁵. La Chambre est néanmoins investie du droit de fixer ses propres règles de procédure et notamment de se prononcer sur le droit d'un député de prendre son siège, et cela sans aucune ingérence de la part des tribunaux. Elle peut notamment prononcer la suspension ou l'expulsion des députés. Même quand un député a été reconnu coupable de corruption ou d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement plus longue que la durée d'une législature, le député ne peut être privé de son droit de siéger sauf par une décision de la Chambre elle-même ²⁸⁶.

Divers premiers ministres ont mis en place, en plus des interdictions législatives, des directives en matière de conflits d'intérêts applicables aux ministres et aux autres titulaires de charge publique (Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat)²⁸⁷. Il s'agit d'un code volontaire qui s'applique aux ministres, aux secrétaires d'État, aux secrétaires parlementaires et aux autres titulaires de charge publique, c'est-à-dire les personnes nommées à une charge à plein temps par le gouverneur en conseil. Il stipule que les titulaires de ces charges publiques doivent, dès leur nomination, prendre les mesures nécessaires pour éviter, dans la gestion de leurs affaires privées, toute possibilité de conflit d'intérêts, réel ou perçu²⁸⁸. Il leur est interdit de solliciter ou d'accepter de l'argent ou des cadeaux; d'outrepasser leurs fonctions officielles pour

- 285. Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 748 tel que modifié par L.C. 1995, ch. 22, art. 6.
- 286. Voir Maingot, 2* éd., p. 196-198. Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités». Depuis 1960, un certain nombre de députés ont été accusés de fraude, de corruption, de trafic d'influence ou d'abus de confliance en vertu du Code criminel dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Dans de nombreux cas, l'accusation a été retirée, le député a été acquitté ou reconnu non coupable. Un seul des quelques députés reconnus coupables de l'une de ces infractions (dans certains cas uniquement après la dissolution de la législature au cours de laquelle l'accusation avait été portée) a démissionné (voir Débats, 30 mai 1989, p. 2321); dans les autres cas, les députés ont décidé de ne pas briguer de nouveau les suffrages ou ont été défaits lors des élections générales suivantes. Voir aussi Débats, 24 mai 1989, p. 2095-2097.
- 287. C'est au début des années 1970 que le premier ministre Pierre Trudeau met en place le premier code relatif aux conflits d'intérêts et le premier ministre Joe Clark en propose une nouvelle version en 1979. On doit au premier ministre Brian Mulroney le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat de septembre 1985 (voir Débats, 9 septembre 1985, p. 6399-6402), qui fut modifié par le premier ministre Jean Chrétien en 1994.
- 288. En 1994, un député du Parti réformiste, Ed Harper (Simcoe Centre), allègue à la Chambre qu'un secrétaire partementaire, Herb Dhaliwal (Vancouver-Sud), a enfreint les directives sur les conflits d'intérêts applicables aux titulaires de charge publique puisqu'une société dont il est copropriétaire est adjudicataire de marchés publics. M. Dhaliwal nie les allégations et affirme avoir démissionné comme administrateur et dirigeant de la société dès sa nomination au poste de secrétaire parlementaire du ministre des Péches et des Océans. Dans sa décision, le Président Parent juge qu'il s'agit d'une divergence d'opinion quant aux faits et qu'il n'y a pas là matière à une question de privilège. Voir Débats, 13 juin 1994, p. 5217–5218; 16 juin 1994, p. 5437.

venir en aide à des personnes dans leurs rapports avec le gouvernement; d'utiliser à leur propre avantage ou bénéfice des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions officielles; et, à l'expiration de leur mandat, de tirer un avantage indu de la charge publique qu'ils ont occupée. À l'expiration de leur mandat, il est interdit aux ministres, pendant deux ans, et aux autres titulaires de charges publiques, pendant un an, d'exercer certaines activités afin de garantir leur impartialité dans l'exercice de leurs fonctions officielles et pour éviter tout traitement préférentiel à l'expiration de leur mandat. Ces directives sont administrées par un conseiller en éthique, fonctionnaire qui relève directement du premier ministre 289.

Corruption

La corruption, forme la plus extrême de conflit d'intérêts, est une infraction au *Code criminel*. La liberté de s'acquitter de leurs fonctions parlementaires sans crainte d'intimidation ou d'ingérence est l'un des privilèges parlementaires des députés. Toute tentative de corruption pouvant porter atteinte à ce privilège mine l'indépendance des députés et, par extension, celle de la Chambre elle-même. Le Règlement dispose que le fait d'offrir de l'argent ou quelque autre avantage à un député à la Chambre des communes, en vue de favoriser toute opération pendante ou devant être conduite au Parlement, constitue un délit qualifié de «high crime and misdemeanour» et «tend à la subversion de la Constitution» 290.

Il existe peu de cas avérés de tentative de corruption. En 1873, un député affirma à la Chambre que quelqu'un avait tenté d'acheter son vote. La Chambre ordonna immédiatement que l'accusé soit placé en détention, mais le Parlement fut prorogé avant que cette personne puisse être interrogée à la barre de la Chambre des communes et l'affaire en resta là ²⁹¹. En 1964, on allégua qu'un député s'était vu offrir certains avantages à la condition qu'il change d'affiliation politique en traversant la Chambre. Le Comité permanent des privilèges et élections fut chargé d'examiner les allégations et de faire rapport de ses conclusions. Il conclut que les allégations étaient sans fondement et l'affaire en resta là ²⁹².

Le Règlement de la Chambre est muet sur la procédure à suivre advenant qu'un député exerce autrement ses fonctions parlementaires du fait qu'il a reçu ou sollicité un pot-de-vin. Cependant, de nombreux députés firent l'objet de motions de la part de collègues les accusant d'avoir accepté des pots-de-vin pour obtenir certaines

^{289.} Voir communiqué de presse du Cabinet du premier ministre, 16 juin 1994. À compter de juin 1994, le conseiller en éthique assume les fonctions jusqu'alors exercées par le sous-registraire général adjoint.

^{290.} Art. 23(1) du Règlement.

^{291.} Journaux, 3 novembre 1873, p. 134-135; 7 novembre 1873, p. 142.

^{292.} Débats, 27 avril 1964, p. 2706-2707; 28 avril 1964, p. 2773-2775; Journaux, 15 juin 1964, p. 425-426. Pour un autre exemple, voir Débats, 20 février 1984, p. 1559-1561, date à laquelle le Président rend sa décision sur une question de privilège soulevée par un député qui alléguait qu'une employée de la Société canadienne des postes avait tenté d'influencer son comportement à la Chambre en usant de menaces et d'insultes. Enquête faite, le ministre du Travail conclut que l'allégation n'est pas fondée. Comme il y a divergence d'opinion quant aux faits, le Président juge qu'il y a de prime abord matière à question de privilège. La motion portant que l'affaire soit renvoyée au Comité permanent des privilèges et élections est rejetée par la suite.

faveurs ou tirer profit de certaines influences ²⁹³. La *Loi sur le Parlement du Canada* interdit à un député de recevoir une rémunération pour des services rendus relativement à quelque affaire devant le Sénat ou la Chambre des communes ou devant un de leurs comités ²⁹⁴. En vertu de cette Loi, un député reconnu coupable d'une telle infraction est passible d'une amende de 500 à 2 000 \$, il est déchu de son mandat et ne peut occuper de poste dans l'administration publique fédérale pendant la période de cinq ans qui suit sa déclaration de culpabilité ²⁹⁵. En outre, un parlementaire qui accepte ou tente d'obtenir une contrepartie de valeur à l'égard d'une chose qu'il a faite ou omise en sa qualité officielle s'expose, en vertu du *Code criminel*, à une peine d'emprisonnement de 14 ans ²⁹⁶.

Intérêts pécuniaires

Aucune loi n'oblige un député à divulguer ses intérêts financiers mais le Règlement de la Chambre prescrit qu'aucun député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et que le vote de tout député ainsi intéressé doit être rejeté²⁹⁷. L'intérêt pécuniaire doit être immédiat et personnel et appartenir en propre à la personne dont le vote est contesté. Les questions de politique publique dont la portée est très vaste n'entrent pas généralement dans cette catégorie. Même si un député vote en faveur d'une augmentation de la rémunération des députés, cela ne constitue pas un intérêt pécuniaire direct puisque la mesure s'applique à l'ensemble des députés ²⁹⁸.

Le député qui a un intérêt pécuniaire direct dans une affaire s'abstient tout simplement de voter faute de quoi la validité du vote peut être contestée et le vote rejeté. Quand son droit de vote est contesté, le député est normalement cru sur parole²⁹⁹,

- 294. L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 41(1).
- 295. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 41(2).
- 296. L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 119.
- 297. Art. 21 du Règlement. Cette question est aussi traitée au chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 298. Bourinot, 4° éd., p. 387-388.
- 299. Voir, par exemple, Débats, 4 juin 1900, col. 6607-6608.

^{293.} Voir, par exemple, Journaux, 5 avril 1886, p. 112-115; 28 mai 1886, p. 322; 11 mai 1891, p. 55-59; 20 août, 1891, p. 422-424. Dans tous ces cas, les allégations furent renvoyées à un comité. Dans le premier cas, le comité fit rapport, mais le rapport ne fut jamais imprimé (voir Journaux, 18 mai 1986, p. 283); dans le deuxième cas, le Parlement fut dissous avant que le Comité ne dépose son rapport; l'allégation du 20 août 1891 ne fut jamais prouvée (voir Journaux, 15 septembre 1891, p. 507-511). Dans l'affaire du 11 mai 1891, Thomas McGreevy (Québec Ouest) fut expuisé de la Chambre des communes (voir Journaux, 29 septembre 1891, p. 561). Cette affaire est traitée de façon plus détaillée plus loin dans ce chapitre. En 1976, on cita un ancien député qui aurait dit devant un tribunal qu'un nombre considérable de députés avait reçu des pots-de-vin. Un député souleva une question de privilège, le Président jugea qu'il y avait de prime abord matière à question de privilège et la Chambre adopta une motion portant renvoi de cette affaire au Comité permanent des privilèges et élections (voir Débats, 7 mai 1976, p. 13269-13271 et 13280-13281). Le Comité invita l'ancien député à comparaître. Dans son rapport à la Chambre, le Comité conclut que les commentaires de l'ancien député étaient «immodérés et irréfléchis». Le Comité recommanda « qu'il serait préférable, pour la dignité de la Chambre, de ne pas poursuivre l'affaire». Voir Journaux, 21 mai 1976, p. 1305-1307.

mais une motion portant que son vote soit rejeté peut aussi être présentée ³⁰⁰. Bien qu'on n'ait jamais désavoué le vote d'un député sous prétexte qu'il avait un intérêt pécuniaire direct dans une affaire, plusieurs députés se sont abstenus volontairement de voter ³⁰¹ ou leur droit de vote a été contesté ³⁰².

Registre des déplacements à l'étranger

Il arrive que les députés soient appelés à voyager à l'étranger dans l'exercice de leurs fonctions. Quand des visites s'effectuent à l'extérieur du Canada et que les dépenses ne sont pas à la charge du Trésor (c'est-à-dire qu'elles sont prises en charge par des personnes ou des organisations autres que le député lui-même, un parti politique canadien inscrit, ou encore une association interparlementaire ou un groupe d'amitié reconnu par la Chambre des communes), le député doit enregistrer le voyage et le nom de la personne ou de l'organisation qui le parraine auprès du Greffier de la Chambre qui tient un registre public où sont consignés ces renseignements ³⁰³. Le député peut faire enregistrer le déplacement à l'avance ou après coup en faisant parvenir au Greffier de la Chambre une lettre portant sa signature ³⁰⁴ et le Greffier consigne les renseignements au registre. Le député ne peut demander à un membre de son personnel ou à un autre représentant de transmettre à sa place cette information au Greffier pour consignation au registre.

La rémunération, les pensions et les allocations

La rémunération des députés de la Chambre des communes comporte trois éléments principaux: une indemnité de session (aussi appelée indemnité sessionnelle ou traitement), une indemnité de fonctions et un régime de retraite. Les députés reçoivent aussi d'autres indemnités et allocations pour les frais de déplacement entre Ottawa

- La seule fois où l'on a tenté de le faire, la motion n'a pas été proposée à la Chambre (Débats, 22 mai 1956, p. 4399-4401).
- 301. Voir, par exemple, Débats, 10 septembre 1985, p. 6473; 25 novembre 1985, p. 8794; 27 mai 1996, p. 3041. En décembre 1997, le ministre des Finances (Paul Martin) invoqua le Règlement pour signaler que, comme on avait appliqué le résultat d'une mise aux voix à une autre motion dont était saisie la Chambre, il se trouvait inscrit comme ayant voté en faveur d'un projet de loi à l'étape de la troisième lecture (projet de loi C-9, Loi maritime du Canada). Il demanda le consentement unanime de la Chambre pour que son nom soit rayé de la liste de ceux ayant voté pour le projet de loi. La Chambre donna son consentement. Voir Débats, 9 décembre 1997, p. 3007-3009, 3011.
- 302. Voir, par exemple, Débats, 3 mai 1886, p. 1027-1028; 21 juin 1982, p. 18708-18709.
- 303. Art. 22 du Règlement. Cet article du Règlement fut adopté le 3 février 1986 après un discours du leader du gouvernement à la Chambre sur l'opportunité de tenir un registre des déplacements des députés à l'étranger. Voir Débats, 4 novembre 1985, p. 8323-8327; Journaux, 6 février 1986, p. 1664; 13 février 1986, p. 1710.
- 304. En mars 1986, cinq députés se rendirent en Corée du Sud aux frais de ce pays. Certains députés contestèrent cette pratique quand on apprit que certains des voyageurs n'avaient pas enregistré leurs déplacements avant le départ. Le débat entourant cette affaire fit ressortir que le Règlement ne disait pas quand l'enregistrement devait être fait et on laissa aux leaders parlementaires le soin d'en décider. Voir Débats, 18 mars 1986, p. 11618, 11624-11627.

et leur circonscription et pour les déplacements à l'intérieur de la circonscription, un budget pour l'embauche de personnel pour le bureau de la Colline du Parlement et les bureaux de circonscription, ainsi que des biens et services.

INDEMNITÉ DE SESSION ET INDEMNITÉ DE FONCTIONS

L'indemnité de session est l'équivalent d'un salaire annuel versé mensuellement ³⁰⁵. Les députés qui remplissent certaines fonctions reçoivent des indemnités supplémentaires. Sur cette liste figurent le premier ministre, les ministres, le Président et les autres présidents de séance de la Chambre, les leaders des partis d'opposition reconnus, les leaders parlementaires, les whips et les secrétaires parlementaires ³⁰⁶. Les députés reçoivent aussi une indemnité de fonctions exonérée d'impôt et non soumise à justification, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas à fournir de pièces justificatives. Les députés qui représentent des circonscriptions éloignées ou difficiles d'accès figurant sur la liste de la *Loi électorale du Canada* reçoivent une indemnité de fonctions légèrement plus élevée ³⁰⁷.

En 1990, une indemnité de déplacement à justifier (souvent appelée indemnité de logement) fut instaurée pour indemniser les députés du coût des repas, des faux frais et des dépenses de logement occasionnés par l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils se trouvent à plus de 100 kilomètres de leur résidence principale. Cette indemnité à justifier aide à compenser les députés des coûts d'entretien de deux résidences, l'une dans leur circonscription et l'autre à Ottawa. Le montant des dépenses déclarées au titre de l'indemnité de déplacement à justifier ne peut dépasser le montant fixé par le Bureau de régie interne ¹⁰⁸.

PENSION

La création du régime de retraite des députés remonte à 1952. À l'époque, le premier ministre Louis St-Laurent s'est dit inquiet de la réticence de certains à briguer un siège à la Chambre des communes par crainte que de longues années passées au service du pays ne les empêchent de s'assurer un revenu de retraite suffisant. Le premier

- 305. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 55, 56 telc que modifiés par L.R.C. 1985, ch. 38 (2° suppl.), art. 1; L.C. 1991, ch. 30, art. 23; L.C. 1993, ch. 13, art. 11; L.C. 1994, ch. 16, art. 10; et L.C. 1998, ch. 23, art. 1. En 1999, les députés recevaient une indemnité de session de 66 900 \$ et une indemnité de fonctions exonérée d'impôt de 22 100 \$ à 29 200 \$, selon la taille de la circonscription représentée. En 1867, les députés recevaient une indemnité de session de 6\$ par jour si la session ne durait pas plus de 30 jours; si la session durait plus longtemps, les députés recevaient une indemnité de session de 600 \$ (voir Bourinot, 4° éd. p. 153-156). Pour de plus amples renseignements sur l'évolution de l'indemnité de session, voir Au service de la démocratie, vol. 2, p. 32-33.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 60-62 tels que modifiés par L.C. 1998, ch. 23, art. 2-4. Le montant de l'indemnité varie selon le poste.
- 307. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 63(3).
- 308. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50-4 tel que modifié par L.C. 1998, ch. 20, art. 2 (art. 52.5(1)). En 1998, le Bureau de régie interne fait passer la limite de l'indemnité de déplacement des députés de 6 000 à 12 000 \$ pour l'exercice financier 1998-1999. Voir le Règlement administratif 501, Règlements administratifs du Bureau de régie interne.

ministre croyait que la création d'un régime de retraite renforcerait l'institution parlementaire et attirerait les meilleurs candidats aux fonctions publiques ³⁰⁹. Aux termes de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, une allocation de retraite (pension) est payable aux anciens parlementaires qui ont cotisé au régime de retraite pendant au moins six ans et qui ont atteint l'âge de 55 ans ³¹⁰. Un député qui souhaite prendre sa retraite sans avoir accumulé six années de service reçoit une somme forfaitaire à titre d'indemnité de retrait ³¹¹.

L'ancien député qui n'a pas droit à la pension et qui était député le jour de la dissolution, s'il n'a pas été réélu ou s'il n'a pas brigué de nouveau les suffrages, a droit à une indemnité de départ égale à 50 p. 100 du total de l'indemnité de session annuelle de base et à tout autre traitement annuel payable aux députés qui occupent certains postes (par exemple, ministres, leaders parlementaires, whips ou secrétaires parlementaires) 312. L'indemnité de départ peut aussi être versée à un député qui n'a pas droit à la pension, et qui a démissionné pendant une période électorale, après la dissolution du Parlement, ou qui a démissionné pendant une législature en raison d'une maladie ou d'une invalidité permanente qui, de l'avis du Président, empêchait le député de s'acquitter de ses fonctions 313.

Les dispositions de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires continuent de s'appliquer entre le jour de la dissolution et le jour de l'élection. Les députés qui ne sont pas réélus cessent de cotiser à compter du jour de l'élection.

COMMISSION SUR LES SALAIRES ET LES INDEMNITÉS DES DÉPUTÉS

Depuis 1975, la loi oblige le gouverneur en conseil à nommer, dans les deux mois suivant le jour fixé pour rapporter les brefs d'élection générale, une commission chargée d'étudier dans quelle mesure les variations annuelles des indemnités de session ou autres payables aux députés et sénateurs se révèlent satisfaisantes et de lui

^{309.} Voir Débats, 25 juin 1952, p. 3921-3922.

^{310.} L.R.C. 1985, ch. M-5 tel que modifié par L.C. 1992, ch. 46, art. 81 et L.C. 1995, ch. 30, art. 11. Normalement, les cotisations aux termes de la Loi sont obligatoires mais elles sont devenues facultatives pour les députés élus à la 35° législature (1994-1997) (voir L.C. 1995, ch. 30, art. 2). En 1998, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires est modifiée afin de permettre aux députés qui ont décidé de ne pas adhérer au régime de retraite au cours de la 35° législature d'y adhérer (L.C. 1998, ch. 23, art. 10). Les députés qui décident de ne pas adhérer au régime ont droit à une indemnité de départ supplémentaire. Pour de plus amples renseignements, voir Manuel des allocations et services, chapitre F-2, «Prestations de retraite».

Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R.C. 1985, ch. M-5, art. 15 tel que modifié par L.C. 1992, ch. 46, art. 81.

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 70(1), 70(4), 71, tels que modifiés par L.C. 1998, ch. 23, art. 6.

^{313.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 70(2).

présenter son rapport, avec les recommandations qu'elle estime appropriées, dans les six mois suivants 314.

La Commission sur les indemnités des députés est généralement désignée par le nom de son président ou de ses membres. Depuis 1979, il y a eu les rapports de la Commission Hales (1979)³¹⁵, la Commission McIsaac-Balcer (1980)³¹⁶, la Commission Clarke-Campbell (1985)³¹⁷, la Commission St-Germain-Fox (1989)³¹⁸, la Commission Lapointe (1994)³¹⁹, et la Commission Blais (1998)³²⁰. Le rapport de la Commission d'étude des indemnités parlementaires est déposé à la Chambre par un ministre, en règle générale le leader du gouvernement à la Chambre ³²¹, et fait l'objet d'un renvoi permanent au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ³²².

Toutes les commissions ont recommandé une augmentation de l'indemnité de session mais il n'y avait pas unanimité sur la façon de l'augmenter ou sur le montant de l'augmentation. Chaque commission a pris une position différente sur l'indemnité de fonction, son montant, sa nature et la façon de la modifier. Par ailleurs, chaque commission a recommandé des changements au montant des autres indemnités et services mais les recommandations variaient d'une commission à l'autre ³²³.

- 314. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 68(1). Cette disposition est ajoutée à la Loi sur le Parlement du Canada comme suite aux recommandations formulées en 1970 par un comité consultatif chargé d'étudier les salaires et les dépenses des parlementaires. Pour l'historique de ces commissions depuis 1979 et un survoi de leurs recommandations, voir Au service de la démocratie, vol. 2, p. 7-18. Le Bureau de régie interne rajuste tous les ans le montant des budgets et des autres indemnités.
- 315. Rapport de la Commission chargée d'étudier les traitements et indemnités des députés et des sénateurs, Ottawa, 1979. Alfred D. Hales fut le seul commissaire chargé d'entreprendre cette étude.
- 316. Rapport de la Commission chargée d'étudier les traitements et indemnités des députés et des sénateurs, Ottawa, 1980. Les deux commissaires étaient Cliff McIsaac et Léon Balcer.
- 317. Rapport de la Commission chargée d'étudier les traitements et indemnités des députés et des sénateurs, Ottawa, 1985. William H. Clarke et Coline Campbell, anciens députés de la Chambre des communes, furent nommés à cette Commission.
- 318. Rapport de la Commission chargée d'étudier les traitements et indemnités des députés et des sénateurs, Ottawa, 1989. Deux anciens ministres, Gerry St. Germain et Francis Fox, siégèrent à cette Commission.
- 319. Idéaux démocratiques et réalités financières, Commission d'étude des indemnités des parlementaires, Ottawa: ministre des Approvisionnements et Services, 1994. Cette commission se composait de Charles Lapointe (président), Jean Pigott (ancienne députée) et C.E.S. Franks (professeur d'études politiques à l'Université Queen).
- 320. Au service de la démocratie, 1998. La Commission se composait de Jean-Jacques Blais (président et ancien ministre), Monique Jérôme-Forget (politicologue) et Ray Speaker (ancien député).
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 68(2). Voir, par exemple, Journaux, 14 mai 1985,
 p. 614; 13 octobre 1989, p. 623; 19 septembre 1994, p. 690; 4 février 1998, p. 413.
- 322. Art. 32(5) du Règlement. Conformément à l'article 108(3)a)(i) du Règlement qui confie au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le mandat d'étudier l'administration de la Chambre et la prestation de services et d'installations aux députés, le Comité examine le rapport Blais en 1998 et dépose son rapport à la Chambre. Voir le trente-quatrième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, déposé à la Chambre le 3 juin 1998 et agréé plus tard le même jour (Journeux, p. 929).
- 323. Voir Au service de la démocratie, vol. 2, p. 14-16.

199

Depuis 1980, après le dépôt du rapport de chacune des commissions, le gouvernement a déposé un projet de loi relatif aux traitements et aux indemnités des parlementaires ³²⁴.

Les allocations budgétaires

La Loi sur le Parlement du Canada autorise le Bureau de régie interne à prendre des règlements administratifs pour régir l'utilisation, par les députés, des fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition 325. Le Manuel des allocations et services, produit conformément aux Règlements administratifs du Bureau de régie interne, renferme des directives administratives sur l'obtention et l'utilisation des fonds, biens, services et locaux auxquels ont droit les députés.

C'est au cours de la 35º législature (1993-1997) que fut utilisé pour la première fois le jeu complet de règlements administratifs. En effet, en 1993, le Bureau de régie interne prit pour la première fois des règlements administratifs et mit en place une série de directives régissant l'utilisation par les députés des fonds publics mis à leur disposition dans l'exercice de leurs fonctions parlementaires. L'expression «fonctions parlementaires » désigne les obligations et activités qui se rattachent à la fonction de député, où qu'elles soient exécutées, y compris les affaires publiques ou officielles et les questions partisanes. Sont exclues des fonctions parlementaires les activités relatives aux intérêts commerciaux privés du député ou de sa proche famille 326. Chaque année, le Bureau de régie interne publie un règlement de finances (Règlement administratif 501) qui fixe les dispositions financières pour l'exercice (1^{et} avril au 31 mars). Ces dispositions financières comprennent les budgets des députés (et notamment le budget des bureaux de députés, l'allocation d'ameublement et de matériel du bureau de circonscription et l'indemnité de déplacement remboursable des députés), les budgets des agents supérieurs de la Chambre³²⁷, et les budgets des comités 328. Les autres règlements administratifs fixent les modalités

^{324.} Voir Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la Loi sur les secrétaires parlementaires et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement, L.C. 1980-1981-1982-1983, ch. 77; Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, L.C. 1986, ch. 50; Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada, L.C. 1991, ch. 20; Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires et prévoyant le rétablissement d'une disposition, L.C. 1995, ch. 30; Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires et la Loi sur les traitements, L.C. 1998, ch. 23. Voir aussi Débats, 9 juillet 1981, p. 11370-11376; 19 novembre 1986, p. 1337-1339; 4 mai 1995, p. 12151-12156; 11 juin 1998, p. 8060-8062.

L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.3 et 52.5(1)b)). Pour de plus amples renseignements sur le Bureau de régie interne, voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».

Règlement administratif 101 des Règlements administratifs du Bureau de régie interne de la Chambre des communes.

Les agents supérieurs de la Chambre sont les chefs de partis, les leaders parlementaires, les whips, le Président et les vice-présidents de la Chambre.

Voir le Règlement administratif 501 des Règlements administratifs du Bureau de régle interne de la Chambre des communes.

d'utilisation par les députés de leur budget et des autres services fournis par la Chambre, y compris les points de déplacement, les services d'imprimerie, le personnel et les acquisitions.

Le Bureau fixe les modalités de gestion et de comptabilité des fonds utilisés par les députés, et a compétence exclusive pour statuer sur la régularité de l'utilisation des fonds ³²⁹. En cas d'infraction aux règlements administratifs, le Bureau de régie interne peut notamment ordonner la retenue de sommes d'argent sur tout budget ou indemnité d'un député ou le blocage de tout budget, indemnité, allocation ou autre paiement pouvant être mis à la disposition du député ³³⁰.

Tout député a droit à un bureau dans l'enceinte parlementaire ainsi qu'à des meubles, des fournitures et du matériel de bureau 331. Tout député a aussi le droit d'obtenir des meubles et du matériel de bureau pour un ou plusieurs bureaux dans sa circonscription. Les meubles et autres fournitures mis à la disposition des députés appartiennent à la Chambre des communes. Chaque député reçoit plusieurs budgets dont un budget de bureau et une allocation d'ameublement et de matériel de bureau de circonscription 332. Les députés peuvent dépenser leurs budgets à leur gré à condition de respecter les règlements du Bureau de régie interne. Le budget de bureau d'un député doit servir à payer les dépenses du bureau du député dans l'enceinte parlementaire, y compris la rémunération des employés. Ce budget doit ainsi couvrir les dépenses liées aux bureaux de circonscription et notamment la rémunération du personnel, le loyer et les services publics, l'ameublement, les fournitures et le matériel de bureau 333.

- 329. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.6(1)). Dans son quatrième rapport, présenté et adopté le 1st juin 1990, le Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada propose des amendements à la Loi sur le Parlement du Canada afin de mieux définir les pouvoirs et attributions du Bureau de régie interne (Journaux, 1st juin 1990, p. 1797-1804). Le Comité spécial souhaite plus particulièrement que les députés puissent vaquer à leurs occupations officielles sans être exposés à des accusations et à des poursuites qui seraient attribuables à une mauvaise compréhension de la nature de leur travail ou de la structure et des règles de la Chambre des communes.
- Voir l'article 7 du Règlement administratif 102 des Règlements administratifs du Bureau de régie interne de la Chambre des communes.
- 331. En 1991, Louis Plamondon (Richelieu) soulève une question de privilège pour se plaindre du fait que la porte de son bureau de l'enceinte parlementaire a été forcée et qu'on a transporté dans un autre immeuble, sans son consentement, tous ses documents, dossiers et effets personnels et ceux de ses employés. Le Président juge qu'il s'agit d'une question administrative qui doit être réglée ailleurs qu'à la Chambre des communes (*Débats*, 8 avril 1991, p. 19126-19127). Voir aussi *Débats*, 9 avril 1991, p. 19232-19233; 11 avril 1991, p. 19340.
- 332. Certains députés ont droit à un supplément par électeur et à un supplément géographique, selon le cas, lesquels sont intégrés au budget de bureau du député. Le supplément par électeur est un supplément variable versé pour certaines circonscriptions où le nombre d'électeurs inscrits est supérieur à 70 000. Le supplément géographique est aussi variable et versé pour les circonscriptions dont la superficie dépasse les 8 000 km carrés. Voir la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 63(3)b). Voir aussi le Règlement administratif 501 des Règlements administratifs du Bureau de régie interne de la Chambre des communes.
- Voir le Règlement administratif 301 des Règlements administratifs du Bureau de régle interne de la Chambre des communes.

Chaque député a qualité d'employeur et peut à son gré recruter, embaucher, promouvoir et congédier ses employés ³³⁴. Les députés ont toute discrétion quant aux tâches exécutées pour leur compte par leurs employés sous réserve seulement de l'autorité du Bureau de régie interne de la Chambre des communes. Il appartient aux députés de décider des tâches à exécuter, des heures de travail, de la classification des postes et des échelles de traitement, et ils sont responsables des relations de travail. Sous réserve de certaines modalités précises, les députés peuvent retenir les services d'entrepreneurs — particuliers, organismes ou entreprises — et imputer le coût de ces services au budget de leur bureau. Il est interdit aux députés de passer un contrat de services de conseil et de services professionnels avec des membres de leur famille immédiate (conjoint et enfants) ou de les embaucher.

La Chambre assume les frais d'impression des lettres de nouvelles, communément appelées «envois collectifs», que les députés envoient à tous leurs électeurs. Les députés peuvent transmettre en franchise ces envois collectifs et d'autres envois 335. Ce privilège signifie que les députés de la Chambre des communes peuvent apposer leur signature à un envoi postal adressé qui sera ensuite livré, en franchise, n'importe où au pays. Ce privilège ne vaut que pour le courrier portant une adresse au Canada et ne peut être utilisé pour les colis, les envois exprès ou les autres services spéciaux offerts par la Société canadienne des postes. Le courrier adressé aux députés est aussi livré en franchise s'il porte une adresse de la Colline du Parlement. Ce privilège de la franchise postale prend effet le jour où l'avis de l'élection du député à la Chambre des communes est publié dans la Gazette du Canada, et prend fin à l'expiration des 10 jours civils qui suivent soit la dissolution du Parlement ou 10 jours après la cessation des fonctions du député 336.

La Chambre des communes met à la disposition des députés un matériel de bureau moderne et divers services: appels interurbains, courrier électronique et

^{334.} En 1913, les députés obtinrent d'avoir accès pendant quelques jours à la fois à des services de secrétariat. À compter de 1916, les députés eurent à leur disposition un service central de secrétariat qu'ils se partageaient et dont les employés étaient mis à pied pendant les ajournements et après la dissolution. En 1958, les députés obtinrent des secrétaires qui leur étaient attitrées. En 1968, chaque député fut autorisé à embaucher une secrétaire à plein temps puis, en 1974, une deuxième secrétaire à plein temps. La même année, les bureaux de circonscription furent créés. En 1978, chaque député reçut un budget de 58 000 \$ pour la rémunération du personnel, dont au moins 12 000 \$, répartis à son gré, pour le personnel du bureau de la circonscription. Pour l'exercice 1999-2000, le budget de bureau de base a été établi à 190 000 \$.

^{335.} Loi sur la Société canadienne des postes, L.R.C. 1985, ch. C-10, art. 35.

^{336.} Pour de plus amples renseignements, voir le Manuel des allocations et services aux députés. De temps à autre, certains ont soulevé des questions de privilège pour alléguer qu'un député avait abusé de ces privilèges. Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1987, p. 3958-3966; 13 avril 1989, p. 458. Le Président jugea qu'une infraction aux règles en matière de franchise postale et d'envois collectifs n'empêche nullement un député d'assumer les fonctions pour lesquelles il a été élu (Débats, 18 mars 1987, p. 4301-4302; 13 avril 1989, p. 458). Le Président indiqua toutefois qu'il pourrait y avoir des cas où le recours à la franchise postale pourrait donner lieu à une question de privilège, notamment «si la teneur de l'envoi portait atteinte aux droits des députés de s'exprimer librement et de s'acquitter de leurs obligations » (Débats, 16 octobre 1986, p. 405-406). Voir aussi Débats, 23 avril 1990, p. 10522-10528 et 17 mai 1990, p. 11561-11563 où une question de privilège fut soulevée pour alléguer qu'un ancien député avait utilisé à mauvais escient le papier à en-tête de la Chambre des communes. Le Président jugea qu'il s'agissait en fait d'un cas d'outrage et non de violation de privilège.

accès Internet, courrier interne, messagers, imprimerie, sécurité et formation linguistique. Les Services de recherche et d'information de la Bibliothèque du Parlement fournissent aux députés, sur demande, des documents de recherche, des notes d'information et des coupures de presse.

Les députés ont le droit d'effectuer des voyages aller-retour réguliers entre Ottawa et la circonscription, et à l'occasion, ailleurs au Canada³³⁷. Les députés ou leurs représentants peuvent se faire rembourser leurs frais de déplacement dans la circonscription ou à l'intérieur de la province ou du territoire où se trouve la circonscription, jusqu'à concurrence du maximum fixé par le Bureau de régie interne³³⁸. Les frais doivent être justifiés par un reçu et le montant remboursé est déduit du budget de bureau du député.

À la dissolution du Parlement, les députés ne sont plus tenus d'assister aux séances de la Chambre et cessent d'être des députés. Toutefois, la Loi sur le Parlement du Canada prévoit le maintien de certains droits et avantages après la dissolution. Aux fins des indemnités et allocations payables, un député est réputé demeurer membre de la Chambre des communes jusqu'à la date des élections générales suivantes³³⁹. Entre la date de la dissolution du Parlement et le jour des élections, les députés doivent utiliser les fonds budgétaires, les biens, les services et les locaux fournis par la Chambre uniquement pour remplir leurs fonctions parlementaires.

Les députés qui décident de ne pas se représenter aux élections, ou qui ne sont pas réélus, peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de déplacement pour venir à Ottawa fermer leur bureau. Si un député démissionne avant la dissolution du Parlement, il cesse d'avoir droit aux frais de déplacement remboursables dès la date de sa démission. Les frais de déménagement de la circonscription à Ottawa et vice versa sont remboursables une fois par législature.

Le Président, au nom du Bureau de régie interne, dépose à la Chambre un rapport annuel des dépenses des députés. Les députés reçoivent une copie de l'état de leurs dépenses annuelles avant que le rapport ne soit rendu public³⁴⁰.

^{337.} Depuis la Confédération, les dispositions relatives aux déplacements ont énormément changé. En 1867, les frais de déplacement étaient autorisés à raison de 0,10\$ le mille pour un voyage aller-retour, une fois par session, entre Ottawa et la circonscription. En 1903, les députés, leurs conjoints et leurs enfants à charge obtinnent le droit de voyager par rail gratuitement et sans restrictions. L'accès au transport ferroviaire gratuit prit fin le 1" juillet 1996 quand la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada fut abrogée. Cependant, selon la politique de VIA Rail Canada, les députés, leur conjoint et leurs personnes à charge peuvent voyager gratuitement dans les trains de VIA partout au Canada. Pour plus d'information sur les dispositions relatives au transport aérien, qui furent autorisées dès 1948, voir Commission d'étude des indemnités des parlementaires, Idéaux démocratiques et réalités financières, 1994, p. 57-59.

^{338.} Voir le Règlement administratif 303 des Règlements administratifs du Bureau de régle interne de la Chambre des communes.

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 69. Voir aussi le Règlement administratif 305 des Règlements administratifs du Bureau de régle interne de la Chambre des communes.

^{340.} Voir, par exemple, Journaux, 10 octobre 1997, p. 105.

Les sièges vacants

Normalement, un député siège pendant toute la durée d'une législature mais il arrive souvent que des sièges deviennent vacants. Une personne cesse d'être député quand:

- · elle meurt;
- · elle démissionne;
- elle accepte une charge lucrative au service du gouvernement fédéral;
- elle est élue député d'une assemblée législative provinciale;
- son élection est déclarée nulle en vertu de la Loi sur les élections fédérales contestées;
- la Chambre a adopté un ordre déclarant que le siège est vacant et a ordonné au Président d'enjoindre le directeur général des élections d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un nouveau député³⁴1.

DÉCÈS D'UN DÉPUTÉ

Lorsqu'un député meurt en exercice, le Président est informé de la vacance par un député qui se lève de sa place pour annoncer le décès à la Chambre³⁴² ou encore par deux députés qui lui adressent un avis par écrit ³⁴³. Typiquement le Président fait savoir à la Chambre, en début de séance, qu'il a reçu avis d'une vacance dans la députation et qu'il a demandé au directeur général des élections d'émettre un bref pour l'élection d'un député afin de pourvoir à cette vacance ³⁴⁴.

Si la présidence est vacante ou si le Président est absent, deux députés peuvent signaler la vacance au directeur général des élections, lequel est alors habilité à émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance ³⁴⁵.

Décès d'un député après une élection générale

Si, entre la tenue d'élections générales et le début de la première session d'une nouvelle législature, et avant l'élection d'un Président, une vacance survient dans la

^{341.} Maingot, 2º éd., p. 23.

Voir, par exemple, *Débats*, 19 septembre 1994, p. 5811-5814; 20 septembre 1994, p. 5900; 3 février 1997, p. 7581-7583; 4 février 1997, p. 7615.

^{343.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 28(1).

^{344.} Voir, par exemple, Débats, 23 novembre 1989, p. 6067; 26 février 1993, p. 16511. Le 9 décembre 1998, Shaughnessy Cohen (Windsor – St. Clair) s'effondre à la Chambre des communes et son décès est constaté plus tard à l'hôpital. Le lendemain, des hommages lui sont rendus (Débats, 10 décembre 1998, p. 11123-11126) et un message annonçant la vacance est publié dans les Journaux (10 décembre 1998, p. 1431). Quatre députés sont décédés dans l'enceinte parlementaire: Bowman Law (en 1916 lors de l'incendie qui a détruit l'édifice du Centre; voir Débats, 7 février 1916, p. 611-613), John L. MacDougali (Débats, 6 juin 1956, p. 4962-4963), Owen Trainor (Débats, 28 novembre 1956, p. 117-118), et Joseph Gour (Débats, 24 mars 1959, p. 2306; 25 mars 1959, p. 2311-2313).

^{345.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C., 1985, ch. P-1, art. 28(2).

députation à la Chambre des communes en raison du décès d'un député, n'importe quel député peut informer par écrit le directeur général des élections de cette vacance ³⁴⁶. Le directeur général des élections est alors habilité à émettre un bref pour l'élection d'un nouveau député pour pourvoir à cette vacance. Le premier jour de la première session de la législature, après l'élection d'un Président et le retour à la Chambre des députés allés entendre le discours du Trône au Sénat, le Président fait part à la Chambre des vacances de sièges ³⁴⁷.

DÉMISSION D'UN DÉPUTÉ

Un député peut annoncer son intention de démissionner en faisant une déclaration à la Chambre ³⁴⁸. Dès que l'avis est publié dans les *Journaux* de la Chambre, le Président adresse au directeur général des élections l'ordre officiel d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir au remplacement du démissionnaire ³⁴⁹. Tout député peut se démettre de ses fonctions en faisant parvenir au Président une déclaration écrite signée devant deux témoins. Le Président, sur réception de celle-ci, adresse au directeur général des élections l'ordre officiel d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir au remplacement du démissionnaire ³⁵⁰.

Le député qui souhaite démissionner alors qu'il y a vacance du poste de Président ou que ce dernier est absent du Canada, peut faire parvenir à deux députés une déclaration signée de son intention de démissionner. La procédure reste la même lorsque l'intéressé est le Président³⁵¹. Dès réception de la déclaration, les deux députés adressent au directeur général des élections l'ordre officiel d'émettre un bref d'élection en vue de l'élection d'un nouveau député ³⁵².

Quand un député remet sa démission, son siège est réputé vacant et il perd sa qualité de député ³⁵³. Toutefois, il est interdit à un député de démissionner tant que son élection est contestée ou avant l'expiration du délai légal durant lequel elle peut l'être pour d'autres motifs que ceux de corruption ³⁵⁴.

- 346. Depuis la Confédération, 10 députés sont décédés après leur élection mais avant l'ouverture de la législature: Adelbert Edward Hanna (1918); Peter McGibbon (1921); Joseph Marcile (1925); Benoit Michaud (1949); John Ernest McMillan (1949); Gordon Graydon (1953); Azra Clair Casselman (1958); Colin Cameron (1968); le très hon. John Diefenbaker (1979); et John Dahmer (1988).
- 347. Voir, par exemple, Débats, 9 octobre 1979, p. 7; 12 décembre 1988, p. 11.
- 348. Voir, par exemple, *Débats*, 24 septembre 1990, p. 13215.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 25(1)a). Voir, par exemple, Journaux, 24 septembre 1990, p. 1975-1976.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 25(1)b). Voir, par exemple, Journaux, 3 février 1997, p. 1025; 1* octobre 1997, p. 55.
- 351. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 26(1).
- 352. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 26(2). Voir, par exemple, Débats, 1* octobre 1986, p. 15; Journaux, p. 25.
- 353. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 27(1).
- 354. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 27(2).

Acceptation d'émoluments ou d'une charge lucrative au service du gouvernement fédéral

Le mandat de député est incompatible avec l'acceptation ou l'exercice, au service du gouvernement fédéral, d'une charge à laquelle sont rattachés des avantages quelconques, pécuniaires ou en nature. Ainsi, le siège d'un député devient automatiquement vacant s'il accepte une nomination au Sénat, le poste de gouverneur général, la fonction de juge ou toute autre charge publique du genre 355. L'incompatibilité ne s'étend pas aux députés qui occupent des postes de ministres ou qui sont nommés ministres au cours d'une session 356. Un député fédéral élu député d'une assemblée législative provinciale doit démissionner 357. Si un député accepte une charge quelconque entre la tenue d'élections générales mais avant l'ouverture de la législature, tout autre député peut faire savoir au directeur général des élections qu'il y a vacance. Le directeur général des élections peut alors émettre un bref d'élection pour pourvoir à cette vacance 358.

RÉSULTAT D'UNE ÉLECTION CONTESTÉE

Une vacance dans la députation à la Chambre peut se produire comme résultat d'une élection contestée. En effet, un candidat déclaré élu peut perdre son siège en raison d'une décision judiciaire déclarant nulle une élection contestée. En pareil cas, le Président fait part à la Chambre de la décision puis envoie un ordre officiel au directeur général des élections pour qu'il émette un nouveau bref d'élection ³⁵⁹.

EXPULSION

Il n'existe aucune disposition constitutionnelle ou législative permettant d'expulser un député régulièrement élu. Les dispositions législatives qui rendent un député inhabile à voter ou à siéger n'entraînent pas automatiquement la vacance de son siège ³⁶⁰. Par ailleurs, un député inculpé d'une infraction criminelle ne perd pas du

^{355.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 28(1), 32(2). Voir, par exemple, Débats, 1" octobre 1986, p. 15 (nomination au poste de lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve); 1" juin 1988, p. 16010 (acceptation d'une charge publique); 23 novembre 1994, p. 8165 (nomination au Sénat). En 1984, le président Sauvé démissionna dès qu'elle fut nommée gouverneur général. Elle adressa sa lettre de démission au Greffier de la Chambre (Journaux, 16 janvier 1984, p. 72). Dès l'élection de Lloyd Francis au poste de Président, la vacance dans la députation fut annoncée à la Chambre (Journaux, 16 janvier 1984, p. 74).

^{356.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C., 1985, ch. P-1, art. 33(2).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 23(1). Voir, par exemple, Débats, 1* février 1993, p. 15167.

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 29. Voir, par exemple, Journaux, 9 octobre 1979, p. 17-18.

Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 70-71. Voir, par exemple, Débats,
 7 juin 1990, p. 12459.

^{360.} Voir Maingot, 2º éd., p. 23.

même coup sa qualité de député. En raison de ses privilèges parlementaires, la Chambre jouit du droit de trancher toute question touchant au droit de siéger des députés: elle a l'autorité de décider si un député doit être autorisé à siéger aux comités, à toucher un salaire ou même à conserver sa qualité de député³⁶¹. Le pouvoir d'expulser un député tient de l'autorité traditionnelle qu'a la Chambre de décider si les députés sont habiles à siéger. Il n'est pas nécessaire qu'un député soit reconnu coupable d'une infraction criminelle pour être expulsé de la Chambre; en effet, la Chambre peut juger qu'un député s'est rendu coupable d'une conduite indigne d'un député. Même s'il est condamné pour un acte criminel, le député ne peut être privé de son siège que par une résolution formelle de la Chambre ³⁶². L'expulsion met fin au mandat du député: la Chambre déclare le siège vacant et ordonne au Président d'adresser un ordre officiel au directeur général des élections pour qu'il émette un nouveau bref d'élection ³⁶³.

La question de savoir si un député est inhabile à siéger et à voter peut être posée sans avis préalable et elle a priorité sur toute autre affaire ³⁶⁴. Chaque fois qu'un député a été reconnu coupable d'un acte criminel, la Chambre des communes s'est refusée à agir avant que n'aient été déposés tous les éléments de preuve nécessaires, à savoir les décisions des tribunaux condamnant le député et les jugements en appel confirmant la peine ³⁶⁵. Tout député peut proposer que soit examinée la conduite d'un autre député, et celui dont la conduite est contestée peut faire une déclaration puis se retirer durant la discussion de la motion portant qu'il soit expulsé ³⁶⁶.

Depuis la Confédération, quatre députés de la Chambre des communes ont été expulsés pour avoir commis de graves infractions ³⁶⁷. Trois cas de condamnation étaient relatifs à des actes criminels: Louis Riel (Provencher), étant fugitif de la

Maingot, 2º éd., p. 196-197, 258. Voir aussi la décision du Président Lamoureux, Débats, 1º mars 1966, p. 1939-1940.

Maingot, 2º éd., p. 196. Voir aussi le Code criminel, L.R.C. 1985, ch. 46, art. 750 tel que modifié par L.C. 1995, ch. 22, art. 6.

Voir, par exemple, Journaux, 16 avril 1874, p. 71; 24 février 1875, p. 124-125; 29 septembre 1891, p. 561;
 30 janvier 1947, p. 8.

^{364.} Maingot, 2º éd. p. 258.

Voir Maingot, 2* éd. p. 197-198, 221-222. Voir, par exemple, Journaux, 22 février 1875, p. 111; 30 janvier 1947, p. 4-8. En 1874, seul le mandat d'arrestation de Riel fut déposé (Journaux, 31 mars 1874, p. 11-12).

^{366.} Art. 20 du Règlement.

^{367.} Pour plus d'information, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités». Le dernier cas d'expulsion d'une assemblée législative canadienne remonte à 1986, en Nouvelle-Écosse. Le député en question fut reconnu coupable de quatre chefs d'accusation pour usage de faux documents en ce qui a trait à des sommes qu'il avait reçues en sa qualité de député. Dans cette affaire, le tribunal jugea que l'Assemblée législative pouvait expulser le député par voie de résolution et qu'une telle décision ne fait pas normalement l'objet d'un examen judiciaire. Il conclut aussi que l'adoption et l'application de normes de déontologie pour les députés de l'Assemblée législative n'est pas contraire à l'article 3 de la Charte cans. Jienne des droits et libertés (MacLean c. P.G. de la Nouvelle-Écosse (1987) 35 D.L.R. (4*) 306 (N.S.S.C.)).

207

justice, fut expulsé une première fois en 1874 ³⁶⁸ et de nouveau en 1875 ³⁶⁹; et Fred Rose (Cartier) fut expulsé en 1947 après avoir été reconnu coupable de complot aux termes de la *Loi sur les secrets officiels* ³⁷⁰. En 1891, Thomas McGreevy (Québec-Ouest) fut expulsé après avoir été reconnu coupable d'outrage à l'autorité de la Chambre ³⁷¹.

L'expulsion ne crée aucune incapacité de servir de nouveau au Parlement à moins que les motifs justifiant l'expulsion ne rendent eux-mêmes le député inhabile à siéger et à voter à la Chambre (par exemple, condamnation pour acte illégal ou manœuvre électorale frauduleuse)³⁷². D'ailleurs, à deux reprises, un député expulsé de la Chambre des communes a brigué de nouveau les suffrages: après sa première expulsion de la Chambre en avril 1874, Louis Riel fut réélu dans une élection partielle en septembre 1874; Thomas McGreevy fut réélu à la Chambre lors de l'élection partielle du 17 avril 1895³⁷³.

- 368. En avril 1874, la Chambre ordonne que Louis Riel «ayant été accusé de meurtre, l'accusation portée contre lui pour ladite offense ayant été trouvée fondée, un mandat ayant été émis pour son arrestation, ledit Louis Riel s'étant soustrait aux poursuites de la justice, et ayant désobéi à l'ordre de la Chambre lui enjoignant de comparaître à son siège, jeudi, le 9* jour d'avril 1874, il soit expulsé de cette Chambre». La Chambre adopte par la suite une deuxième motion ordonnant de donner l'ordre officiel pour que soit délivré un nouveau bref d'élection. Voir Journaux, 15 avril 1874, p. 64-65; 16 avril 1874 p. 67-71. Voir aussi Journaux, 31 mars 1874, p. 10-13; 1 "avril 1874, p. 17-18; 8 avril 1874, p. 25-26; 9 avril 1874, p. 32-39.
- 369. Louis Riel fut réélu lors de l'élection partielle tenue pour combier la vacance créée par son expulsion. Le 22 février 1875, le premier ministre déposa la décision d'un tribunal déclarant M. Riel coupable de meurtre (Journaux, p. 111). Deux jours plus tard, des motions furent adoptées afin d'expulser M. Riel. D'abord, le premier ministre proposa la lecture de la décision du tribunal déposée deux jours plus tôt. Après l'adoption de la motion, la décision fut lue par le greffier et consignée au compte rendu officiel (Journaux, 24 février 1875, p. 118-122). Le premier ministre proposa alors «qu'il appert par ledit document, que Louis Riel, membre de cette Chambre, a été mis hors la loi pour félonie». La Chambre adopta la motion. Une deuxième motion ordonnait au Président de donner l'ordre officiel pour que soit délivré un nouveau bref d'élection (Journaux, 24 février 1875, p. 122-125).
- 370. Le 30 janvier 1947, le Président déposa les décisions du tribunal, y compris des copies des décisions de la Cour d'appel relatives à l'emprisonnement de Fred Rose (Cartier). Le premier ministre proposa alors que le député soit jugé incapable de s'acquitter de ses fonctions parlementaires, et qu'il soit ordonné au Président de demander au directeur général des élections d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un nouveau député. La motion fut adoptée. Voir Journaux, 30 janvier 1947, p. 4-8.
- 371. Dans ce cas, aucun tribunal ne prononça la condamnation. En 1891, un simple député proposa que soit nommé un comité spécial pour faire enquête sur les allégations de corruption visant le député de Québec-Ouest, Thomas McGreevy (Journaux, 11 mai 1891, p. 55-60). Le député refusa de répondre aux questions du comité et ce dernier le déclara coupable des faits qui lui étaient reprochés (Journaux, 16 septembre 1891, p. 512). Après adoption du rapport du comité (Journaux, 21 septembre 1891, p. 522-523; 22 septembre 1891, p. 523; 24 septembre 1891, p. 527-531), la Chambre prononça l'expulsion de Thomas McGreevy le 29 septembre 1891. Dans un deuxième temps, la Chambre adopta une motion ordonnant au Président d'émettre son mandat pour un nouveau bref d'élection (Journaux, 29 septembre 1891, p. 561).
- Toute incapacité prononcée en vertu du Code criminel prend fin une fois purgée la peine ou obtenue la réhabilitation. Voir Maingot, 2º éd., p. 222.
- 373. Thomas McGreevy, au contraire de Louis Riel, ne fut pas expulsé de nouveau, mais il fut défait lors des élections générales de 1896.



La procédure parlementaire



L'autorité du Président n'est pas plus considérable que ne le veulent les députés. Lorsque les règles sont claires et régissent parfaitement les décisions du Président, son autorité est absolue et incontestée, car elle représente la volonté de la Chambre. Par ailleurs, lorsque rien ne le guide, le Président s'impose la plus grande prudence. Tout au plus, il est autorisé à renvoyer le problème à la Chambre pour que la Chambre elle-même crée le nouveau précédent.

> PRÉSIDENT JEANNE SAUVÉ (Débats, 18 mars 1982, p. 15556)

a procédure parlementaire a été décrite comme étant une « méthode qui permet de décider quand et comment le pouvoir doit être exercé¹». En vertu d'une telle définition, la procédure apparaît d'emblée comme le «moyen» servant à circonscrire l'usage du pouvoir, en même temps qu'un « processus » qui légitimise l'exercice du pouvoir et sa contestation. On a aussi dit qu'elle était « une combinaison de deux éléments, le traditionnel et le démocratique²». Autrement dit, la procédure parlementaire fondée sur le modèle britannique non seulement dérive d'une compréhension et d'une acceptation de la façon dont les choses se sont déroulées par le passé, mais s'inscrit dans une culture particulière qui évolue selon des principes démocratiques. Ces principes, qui forment le «droit parlementaire³», ont été résumés de la

^{1.} Franks, p. 116.

^{2.} Wilding et Laundy, p. 605.

Le Black's Law Dictionary, St. Paul, Minn.: West Publishing Co., 6* éd., 1990, p. 1005, définit le droit parlementaire comme étant «l'ensemble général de règles édictées et d'usages reconnus qui régissent la procédure des assemblées législatives [...]».

manière suivante par John George Bourinot, un expert en procédure parlementaire et Greffier de la Chambre des communes du Canada de 1890 à 1902:

Les grands principes qui sont à la base du droit parlementaire anglais n' ont jamais été perdus de vue par les assemblées législatives canadiennes. Ce sont: protéger la minorité et restreindre l'imprévoyance et la tyrannie de la majorité, régler les affaires d'intérêt public de manière convenable et ordonnée, donner à chaque parlementaire la possibilité d'exprimer son avis dans les limites du décorum et éviter les pertes de temps inutiles, accorder la latitude voulue pour l'examen de chaque mesure et faire en sorte qu'aucune décision législative ne soit prise à la légère ou sur une impulsion soudaine⁴.

Des analystes de l'histoire parlementaire canadienne ont fait observer que l'idéal de «protéger la minorité» a nécessité une adaptation aux impératifs d'efficacité d'un corps législatif dans le monde moderne⁵. Depuis l'adoption de règles touchant la clôture et l'attribution de temps, en 1913 et 1969 respectivement, ainsi que d'autres règles décrétées par la Chambre, la majorité au pouvoir est mieux en mesure de faire avancer son programme législatif malgré les objections de la minorité. Il demeure que la procédure parlementaire vise à établir un équilibre entre la volonté du gouvernement de faire approuver ses mesures par la Chambre, et la responsabilité de l'opposition d'en débattre sans paralyser complètement le déroulement des travaux. Bref, le débat à la Chambre est nécessaire, mais il doit conduire à une décision dans un délai raisonnable.

Les délibérations de la Chambre des communes sont régies par un vaste ensemble de règles et d'usages parlementaires — les usages (ou pratiques) représentent la partie de la procédure qui s'est imposée spontanément et qui est devenue la manière normale d'agir, bien qu'elle ne soit pas inscrite dans les règles officielles (le Règlement)⁶. Comme on l'indique au chapitre 1, bon nombre de ces règles et usages prirent naissance au Royaume-Uni, tandis que d'autres trouvèrent leur origine dans les assemblées législatives antérieures à la Confédération⁷ et furent adoptés par la suite au Canada. D'après Erskine May, certains de ces usages virent sans doute le jour au Parlement lui-même, mais d'autres peuvent être rattachés à des pratiques analogues dans les cours de justice médiévales et les conseils de l'Église⁸. Certaines

^{4.} Bourinot, 2º éd., p. 258-259.

^{5.} Selon C.E.S. Franks, trois réalités modernes ont engendré un système de règles plus rigides: le volume toujours plus grand d'affaires soumises à la Chambre, la transformation des fonctions de députés en occupation à plein temps, et l'empressement toujours plus grand de l'opposition à utiliser des tactiques dilatoires (Franks, p. 128-129).

^{6.} May, 22º éd., p. 4.

^{7.} En témoignage de la validité des expériences antérieures à la Confédération, on nomma, dès les premiers jours de la première législature, un comité spécial chargé d'aider le Président à préparer des règles et règlements permanents pour la Chambre; dans ses délibérations, ce comité devait étudier les «règles et ordres permanents de la Chambre des communes impériale, de l'Assemblée législative de la ci-devant Province du Canada et des chambres d'assemblée des provinces de la Nouvelle Écosse et du Nouveau-Brunswick» (Journaux, 15 novembre 1867, p. 16).

^{8.} May, 22º éd., p. 4.

211

règles sont demeurées pratiquement les mêmes pendant les quatre cents dernières années⁹, tandis que d'autres ont évolué pour devenir, avec le temps, l'usage normal. Enfin, l'origine de certaines pratiques parmi les plus anciennes se perd dans la nuit des temps ¹⁰.

Comme on le verra dans le présent chapitre, les procédures et usages des Communes canadiennes se fondent sur la Constitution et les lois, le Règlement et la pratique de la Chambre ainsi que sur les décisions des Présidents.

La Constitution et les lois

Les institutions parlementaires canadiennes prirent forme il y a bien au-delà de deux cents ans. Des lois anglaises adoptées spécialement pour les colonies du futur Canada en vinrent à prescrire plusieurs procédures de base avec de plus en plus de précision ¹¹. Bon nombre de ces dispositions furent plus tard incorporées à la *Loi constitutionnelle de 1867*, où l'on stipule que le Canada aura une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni, ce qui était le cas dans chacune des provinces fondatrices avant la Confédération.

Les articles de la *Loi constitutionnelle de 1867* qui remontent à d'anciens documents constitutionnels stipulent qu'à sa première réunion, la Chambre doit élire un Président ¹², qu'elle doit procéder à l'élection d'un autre Président en cas de vacance dans cette charge par suite du décès ou de la démission du titulaire ou pour une autre raison ¹³, que le Président présidera à toutes les séances de la Chambre ¹⁴, que le quorum sera de 20 députés ¹⁵ et que toute demande en vue de prélever ou de dépenser des fonds doit émaner de la Chambre des communes en plus d'être recommandée à celle-ci par le gouverneur général ¹⁶. Ces dispositions se trouvent également dans l'*Acte d'union*, 1840 ¹⁷. D'autres articles de la *Loi constitutionnelle de 1867* ont une origine encore plus lointaine. Les dispositions stipulant que toutes les questions soulevées à la Chambre doivent être décidées à la majorité simple, le Président ayant un

- Voir l'ouvrage « De Republica Anglorum » rédigé par sir Thomas Smith aux environs de 1560, qui contient une liste impressionnante de règles et pratiques ayant à peine changé après plus de 430 ans. L'ouvrage est cité dans Redlich, vol. I, p. 26-51.
- 10. Griffith et Ryle, p. 176.
- En particulier l'Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, n

 3, et l'Acte d'union, 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, n

 4.
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 44. Pour de plus amples renseignements sur l'élection du Président, voir le chapitre 7, « Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».
- 13. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 45.
- 14. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 46.
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 48. Pour de plus amples renseignements sur le quorum, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre ».
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 17. Acte d'union, 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. XXXIII-XXXIV, LVII.

vote prépondérant en cas d'égalité des voix ¹⁸, et que tous les députés doivent, avant de pouvoir occuper leur siège à la Chambre, prêter le serment d'allégeance ¹⁹, remontent à la *Loi constitutionnelle de 1791* ²⁰.

Dans certains cas, l'inclusion d'une disposition constitutionnelle fut précédée d'un usage déjà établi. Par exemple, à partir de 1758, et malgré l'absence d'une disposition constitutionnelle à cet effet, la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse élut un Président au début d'une nouvelle législature avant de passer à d'autres travaux²¹. Les assemblées législatives du Haut et du Bas-Canada adoptèrent le même usage pour l'élection d'un Président²²; en outre, leurs règlements comportaient des dispositions sur le quorum avant que l'Acte d'union, 1840, ne vienne fixer légalement le quorum à 20 députés²³.

Dans d'autres cas, des difficultés éprouvées lors de travaux antérieurs entraînèrent l'adoption de dispositions constitutionnelles précises. Par exemple, l'article 47 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, prévoyant l'élection par la Chambre d'un autre de ses députés pour exercer les fonctions de Président en l'absence de ce dernier, visait à empêcher la répétition d'une situation s'étant produite à au moins une occasion entre 1840 et 1866, lorsque l'Assemblée de la Province du Canada avait dû s'ajourner parce que son Président était malade²⁴.

Toutefois, la partie de la Loi constitutionnelle de 1867 qui a peut-être le plus d'importance sur le plan de la procédure est celle qui donne un fondement législatif aux privilèges de la Chambre. La Loi constitutionnelle prévoit en effet que «les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront» la Chambre et ses députés seront «prescrits [...] par loi du Parlement du Canada», sous réserve que ces privilèges, immunités ou pouvoirs ne puissent excéder ceux de la Chambre des communes britannique et de ses députés ²⁵. Ainsi, la Chambre des communes canadienne

^{18.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 49. Pour de plus amples renseignements sur le vote prépondérant, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

^{19.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 128. Pour de plus amples renseignements sur le serment d'allégeance prêté par les députés, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés ».

^{20.} Loi constitutionnelle de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. XXVIII-XXIX.

^{21.} À la première séance de la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse, le 2 octobre 1758, on procéda au choix d'un Président comme premier point à l'ordre du jour, avant la lecture du discours du Trône (Votes of the House of Assembly, p. 1). La même chose se répéta à la législature suivante (Votes of the House of Assembly, 1st juillet 1861, p. 1). Il ne fut jamais octroyé de constitution formelle à la colonie de Nouvelle-Écosse; la constitution fut toujours considérée comme étant dérivée des termes des commissions royales délivrées aux gouverneurs (voir Journaux, 1883, Documents de la Session, nº 70 (chartes des provinces), p. 7-8).

^{22.} Journaux du Bas-Canada, 18 décembre 1792, p. 10-14; Upper Canada Journais, 17 septembre 1792, p. 1.

^{23.} Journaux du Bas-Canada, 11 janvier 1793, p. 86-90; Upper Canada Journals, 18 septembre 1792, p. 3.

^{24.} Bourinot, 2º éd., p. 210.

L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 18. Pour de plus amples renseignements sur le privilège parlementaire, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».

a acquis, parmi ses privilèges fondamentaux, le droit exclusif de réglementer ses affaires internes et de contrôler son emploi du temps et ses délibérations.

La Constitution investit donc le Parlement du Canada de la compétence voulue non seulement pour réglementer ses délibérations internes et établir ses règles de procédure, mais également pour adopter un grand nombre de dispositions législatives importantes du point de vue de la procédure, dont beaucoup se trouvent dans la Loi sur le Parlement du Canada 26, entre autres: le pouvoir de la Chambre et de ses comités de faire prêter serment à des témoins qui comparaissent soit à la barre de la Chambre soit devant un comité²⁷; les procédures à suivre lorsque des députés démissionnent ou lorsque des sièges deviennent vacants pour d'autres raisons 28 : les règles sur les conflits d'intérêts applicables aux députés²⁹; la suppléance du Président lorsque celui-ci doit s'absenter³⁰; la nomination et la rémunération des secrétaires parlementaires³¹; la rémunération des parlementaires³²; l'existence et la gestion de la Bibliothèque du Parlement³³; et la constitution du Bureau de régie interne chargé de régler toutes les questions financières et administratives concernant la Chambre 34. Outre la Loi sur le Parlement du Canada, il existe des dizaines d'autres lois qui obligent la Chambre à prendre certaines mesures ou qui régissent certains aspects de ses délibérations 35.

Le Règlement

Le Règlement est constitué des règles écrites qui régissent les travaux de la Chambre ³⁶. Étant permanentes, elles ne cessent pas d'être valides à la fin d'une session ou d'une législature; elles demeurent en vigueur jusqu'à ce que la Chambre elle-même décide de les suspendre, de les modifier ou de les abroger. À l'heure actuelle, il y a plus de 150 articles du Règlement, chacun constituant un ordre permanent de la Chambre pour la conduite de ses travaux. Le Règlement traite de différents sujets,

- 26. L.R.C. 1985, ch. P-1. La Loi a fait l'objet de modifications majeures en 1991. Voir les L.C. 1991, ch. 20.
- 27. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 10.
- 28. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 25.
- 29. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 32.
- 30. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 42.
- 31. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 46.
- 32. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 55.
- 33. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 73.
- 34. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50. Pour de plus amples renseignements sur le Bureau, voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».
- 35. Voir, entre autres, la Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, ch. A-1; la Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2; la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité, L.R.C. 1985, ch. 23; la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3; la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, L.C. 1988, ch. 64; la Loi sur les langues officielles, L.R.C. 1985, ch. 31 (4* suppl.); la Loi référendaire, L.C. 1992, ch. 30.
- 36. Voir l'annexe 15, «Le Règlement de la Chambre des communes».

entre autres les détails du processus législatif, le rôle du Président, la nature du calendrier parlementaire ainsi que les règles qui régissent l'activité des comités et les affaires émanant des députés. Lorsqu'elle adopte officiellement ces règles permanentes, la Chambre déclare qu'elles font partie du Règlement; la Chambre publie périodiquement ce dernier pour l'usage de tous les députés.

Lorsque la Chambre des communes se réunit pour la première fois en 1867, les règles qu'elle adopta correspondaient dans une large mesure à celles de l'Assemblée législative de la Province du Canada, elle-même créée en 1840³⁷. S'il est vrai que l'Assemblée législative de la Province du Canada obtint son règlement des assemblées du Haut et du Bas-Canada, créées en 1791, la grande majorité des articles émanaient de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada ³⁸. Parmi les nombreux articles adoptés par l'Assemblée du Bas-Canada dans les premières années de son existence, notamment en 1793³⁹, plus de 35 n'ont subi pratiquement aucune modification et sont encore en vigueur aujourd'hui à la Chambre des communes. Une quarantaine d'autres sont également antérieurs à la Confédération ⁴⁰.

Depuis 1867, on a apporté d'innombrables modifications au Règlement⁴¹. De nouveaux articles ont été adoptés alors que d'autres ont été modifiés en profondeur ou supprimés, ce qui a changé, à l'occasion, la numérotation de façon substantielle. En outre, au fil du temps, on a adapté les interprétations données aux anciennes règles pour tenir compte du contexte moderne⁴². À l'occasion, l'adoption d'un nouvel article ne fait que codifier un usage de longue date de la Chambre⁴³ ou rendre permanent un ordre provisoire, sessionnel ou spécial. À d'autres moments, on a modifié

- 37. La Chambre adopta la motion suivante: « Que jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, les règles, règlements et ordres permanents de l'Assemblée législative de la ci-devant Province du Canada, soient ceux de cette Chambre » (Journaux, 7 novembre 1867, p. 5, et Débats, 6 novembre 1867, p. 4). Voir également Journaux, 20 décembre 1867, p. 115-125, et Débats, 20 décembre 1867, p. 333, pour les premières règles écrites de la Chambre des communes.
- 38. Voir les Débats de la Province du Canada, 15 juin 1841, p. 22-23, et 19 juin 1841, p. 72-81. L'analyse de ces règles confirme qu'elles proviennent du Bas-Canada. Voir O'Brien, p. 255-256. Pour une description de la façon dont les coutumes et usages du Haut et du Bas-Canada furent transformés en dispositions constitutionnelles, voir David Hoffman et Norman Ward, Bilingualism and Bilculturalism in the House of Commons, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1970, p. 2-20.
- 39. Journaux du Bas-Canada, janvier 1793.
- On trouvera une analyse comparative des règlements des différentes assemblées dans O'Brien, tableau 6.1, p. 439-445.
- On a adopté les premières modifications quatre mois seulement après l'adoption du premier Règlement (Journaux, 19 mars 1868, p. 144).
- 42. Par exemple, en réponse à un rappel au Règlement d'un député qui soutenait que la motion « Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la deuxième fois? » était une motion à mettre aux voix, le Président Fraser a déclaré qu'il ne serait pas indiqué d'appliquer à l'heure actuelle ce qui pouvait fort bien convenir il y a cent ans (Débats, 24 mai 1988, p. 15706, 15719-15723).
- 43. Par exemple, afin de terminer ou de faire progresser ses travaux, la Chambre a pendant longtemps pris des dispositions ponctuelles en vue de prolonger ses heures de séance avant le début de l'ajournement pour l'été. En 1982, elle a codifié cette pratique en adoptant un article qui prévoit la prolongation des heures pendant les 10 derniers jours en juin. Voir l'article 27 du Règlement.

215

ou ajouté un article par suite d'un incident ou d'un événement ayant convaincu la Chambre de la nécessité d'éviter sa répétition⁴⁴.

Compte tenu de l'importance que la Chambre attache à l'examen du Règlement, un débat doit avoir lieu au début de chaque législature sur la motion suivante: «Que cette Chambre prenne en considération le Règlement et la procédure de la Chambre et de ses comités 45 ». En outre, le mandat du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre 46 comprend «la revue du Règlement ainsi que de la procédure et des pratiques de la Chambre et de ses comités et la présentation de rapports à ce sujet 47 ». Le Comité peut présenter des recommandations de modification au Règlement en vertu de son mandat permanent ou d'un ordre de renvoi précis 48.

Bien que la Chambre dispose d'un grand nombre de moyens pour revoir le Règlement, il est possible d'ajouter, de modifier ou de retrancher des articles seulement suite à une décision de sa part, prise par consensus ou par simple vote majoritaire, sur une motion proposée par n'importe quel député⁴⁹.

- 44. Deux exemples méritent d'être cités. En décembre 1912, lorsque le gouvernement de sir Robert Borden présenta une résolution sur le projet de loi d'aide à la marine, il s'ensuivit l'un des débats les plus acerbes qu'ait connu le Parlement. Après deux semaines de séances ininterrompues et particulièrement acrimonieuses dans le cadre d'une obstruction systématique au projet de loi, le gouvernement présenta, le 9 avril 1913, une motion portant modification du Règlement. Le premier incident entraîna donc l'adoption de nouvelles règles qui, entre autres, instituaient la clôture. Après un débat particulièrement long sur la motion, on adopta celle-ci le 23 avril 1913 (*Journaux*, 9 avril 1913, p. 492; 23 avril 1913, p. 546-548; *Débats*, 9 avril 1913, col. 7605-7632). Des décennies plus tard, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'épisode des «cioches», on modifia le Règlement afin d'empêcher la répétition d'un incident qui se produisit en mars 1982, lorsque la sonnerie d'appel retentit sans arrêt pendant deux semaines. Pour un compte rendu détaillé des causes politiques de cet épisode et de ses répercussions sur le plan de la procédure, voir Charles Robert, «Ringing in Reform: An Account of the Canadian Bells Episode of March 1982», *The Table*, vol. LI, 1983, p. 46-53.
- 45. Art. 51 du Règlement. Pour un exemple d'un tel débat, voir Débats, 21 avril 1998, p. 5863. Pour de plus amples renseignements au sujet de cette procédure, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 46. Le Comité permanent de la procédure et de l'organisation, comme on l'appela à l'origine, fut créé le 20 décembre 1968 (*Journaux*, 20 décembre 1968, p. 554-574). Jusqu'alors, il n'était pas rare que le premier ministre, le chef de l'Opposition et le Président siègent à un comité spécial créé pour réviser les règles ou présider ledit comité. Par exemple, le premier ministre Alexander Mackenzie siègea à un tel comité spécial en 1876, tout comme le premier ministre sir Wilfrid Laurier en 1906 et 1909 (*Journaux*, 14 février 1876, p. 58; 16 mars 1906, p. 61; 14 décembre 1909, p. 126). Il arrivait aussi fréquemment que le premier ministre joue un rôle actif dans le processus de modification du Règlement (voir, par exemple, *Journaux*, 11 février 1938, p. 60; 18 septembre 1945, p. 52).
- 47. Art. 108(3)a)(iii) du Règlement.
- 48. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1989, p. 340. Le 4 novembre 1998, la Chambre a adopté un rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant des modifications aux Affaires émanant des députés (Journaux, p. 1238). Le jour suivant, on a soulevé une objection relativement à la mise en œuvre de ces recommandations. Le Président Parent a statué que certaines recommandations du rapport seraient mises en œuvre immédiatement car il s'agissait de questions de pratique ou d'administration, mais que les autres nécessitaient d'importantes modifications au Règlement qui exigeaient des interprétations techniques. Il a dit que lorsque la Chambre se serait prononcée sur un texte précis, la présidence agirait en conséquence (Débats, 5 novembre 1998, p. 9923). La Chambre a adopté une telle motion portant modification du Règlement le 30 novembre 1998 (Journaux, p. 1327-1329).
- 49. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 9 avril 1991, p. 19236-19237.

À maintes occasions, on a établi un comité spécial chargé de proposer des modifications et de soumettre ses recommandations à la Chambre. Ces recommandations, présentées à la Chambre sous forme de rapport, ont souvent été débattues dans le cadre d'une motion d'adoption du rapport. Si la Chambre approuvait le rapport, le Règlement était immédiatement modifié. Parfois, on a utilisé le contenu du rapport comme point de départ de nouvelles discussions sur certaines modifications. ⁵⁰.

Dans d'autres cas, on a modifié le Règlement en adoptant à l'unanimité une motion du gouvernement, une telle motion pouvant s'apparenter aux recommandations d'un comité de la procédure⁵¹. La motion peut également être une initiative gouvernementale préalablement mise en avis et figurant au *Feuilleton*, à la rubrique «Affaires émanant du gouvernement »⁵². Le plus souvent, cependant, les modifications résultent d'un vaste consensus parmi les députés de tous les partis et sont adoptées rapidement sans débat⁵³. Par contre, depuis 1867, des propositions controversées ont aussi entraîné de longs débats, et le gouvernement a dû utiliser sa majorité pour modifier le Règlement⁵⁴.

Enfin, il est arrivé que des modifications au Règlement aient été faites par l'adoption d'une motion d'un député 55 et par l'adoption d'un rapport présenté par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes 56.

Outre le Règlement permanent, la Chambre peut adopter d'autres règles écrites pour des périodes limitées. Entre autres, les articles provisoires du Règlement sont valides pour une période déterminée qui ne correspond pas à la durée d'une législature

- 50. Voir le cas du Comité spécial de la procédure, Journaux, 24 septembre 1968, p. 67-68 (établissement du Comité), et 20 décembre 1968, p. 554-579 (adoption des quatrième et cinquième rapports), ainsi que du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, Journaux, 5 décembre 1984, p.153-154 (établissement du Comité) et 27 juin 1985, p. 903 et 910-919 (adoption des modifications au Règlement).
- 51. Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1985, p. 910-919, et Débats, 27 juin 1985, p. 6325-6327. Cette motion du gouvernement, adoptée à l'unanimité, était inspirée du premier rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211).
- 52. Voir, par exemple, Journaux, 7 février 1994, p. 112-120; 12 juin 1998, p. 1027-1028.
- Pour des exemples de modifications adoptées à l'unanimité, sans débat, voir Journaux, 10 octobre 1997, p. 107; 10 mars 1998, p. 549; 30 novembre 1998, p. 1327.
- 54. Entre autres: l'adoption de la clôture en 1913 (Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548), les dispositions visant l'attribution du temps en 1969 (Journaux, 24 juillet 1969, p. 1393-1402) et une série de modifications à la procédure en 1991 (Journaux, 11 avril 1991, p. 2898-2932). Dans les exemples de 1969 et 1991, on a imposé la clôture pour mettre fin au débat et forcer la Chambre à prendre une décision. En 1913, on a posé la question préalable, ce qui a eu pour effet d'exclure les amendements et de limiter le débat sur la motion principale.
- Voir, par exemple, Journaux, 9 avril 1997, p. 1366-1368.
- Voir les Journaux du Sénat, 3 juin 1903, p. 156, et les Journaux de la Chambre des communes, 11 juin 1903, p. 270; 10 octobre 1903, p. 644.

217

ou d'une session⁵⁷. Ils peuvent être adoptés à titre expérimental⁵⁸, prolongés à titre provisoire, retirés ou transformés en articles permanents.

Les ordres sessionnels sont à caractère temporaire et demeurent en vigueur uniquement pour le reste de la session en cours. Bien entendu, ils peuvent être renouvelés d'une session à l'autre et certains finissent par devenir des articles du Règlement.

9.

En plus du Règlement, des articles provisoires du Règlement et des ordres sessionnels, qui forment l'ensemble des règles écrites, la Chambre peut également adopter des ordres spéciaux. Fréquemment utilisés pour la conduite des travaux de la Chambre, les ordres spéciaux ne modifient pas le Règlement «écrit». Étant donné qu'ils concernent habituellement les travaux de la Chambre et sont souvent proposés sans avis, après consultation, on les adopte, fréquemment, sans débat à l'unanimité. Ils peuvent s'appliquer à une seule occasion ou pour une période dont on précise la durée ⁶⁰. Certains ordres spéciaux sont devenus, avec le temps, des articles du Règlement ⁶¹.

Enfin, certains articles du Règlement permettent explicitement à la Chambre de suspendre l'application d'autres articles 62. Et il arrive fréquemment que la Chambre décide à l'unanimité des députés présents de mettre de côté ses règles afin d'aborder une affaire d'une façon qui autrement serait incompatible avec le Règlement 63. Par exemple, elle procède de la sorte lorsqu'un projet de loi franchit toutes les étapes en

- 57. Voir, par exemple, Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- 58. Au sujet d'une motion portant adoption d'articles provisoires en 1982, le président du Conseil privé a résumé ainsi la nature de la réforme proposée: «Je voudrais inviter tous les parlementaires à faire de cette expérience un succès, et non pas à chercher les anomalies ou les failles dans le projet proposé, parce qu'il est imparfait, nous le reconnaissons. Et je pense que nos amis d'en face et les membres du Comité le reconnaissent également. Il y a des lacunes dans les règlements suggérés à cette Chambre, il y a des points obscurs, et je pense que pour un esprit destructeur il serait très simple, il serait voire enfantin d'empêcher l'expérience d'être positive, d'être concluante. J'en appelle donc à la bonne foi de tous les députés, et je veux les assurer de la bonne foi du gouvernement dans la mise en application des changements suggérés. J'en appelle à la bonne foi, dis-je, de tous les parlementaires pour que cette expérience soit menée à terme et qu'elle résulte effectivement dans des changements permanents peut-être ajustés » (Débats, 29 novembre 1982, p. 21072).
- 59. À titre d'exemple, de 1867 à 1876, on proposait à titre d'ordre sessionnel au début de chaque session l'actuel article 23 du Règlement, concernant la corruption dans les élections, avant de le transformer finalement en article permanent. Voir Débats, 10 février 1876, p. 3.
- 60. Voir Journaux, 2 février 1994, p. 96.
- L'article 86.1 du Règlement concernant le rétablissement de projets de loi d'initiative parlementaire, adopté en novembre 1998, correspond essentiellement à l'ordre spécial adopté en mars 1996 (voir *Journaux*, 4 mars 1996, p. 34-35; 30 novembre 1998, p. 1327-1329).
- 62. Par exemple, l'article 53 du Règlement stipule ce qui suit: «Au sujet de toute question que le gouvernement juge de nature urgente, un ministre de la Couronne peut, à tout moment où l'Orateur occupe le fauteuil, présenter une motion en vue de la suspension de tout article du Règlement ou de tout ordre de la Chambre ayant trait à la nécessité d'un préavis de même qu'aux heures et jours de séance.»
- 63. Normalement, une motion visant à passer outre aux dispositions du Règlement est libeliée comme suit: "Que, nonobstant tout article du Règlement et toute pratique normale de la Chambre [...] ». Voir Journaux, 22 juin 1994, p. 657; 8 juin 1998, p. 947-948; 2 février 1999, p. 1457.

une journée, une procédure qui autrement contreviendrait aux règles établies 64. Par ailleurs, la Chambre peut adopter un ordre spécial qui remplace et annule un ordre spécial adopté auparavant 65. Le Règlement prévoit également que la Chambre puisse aller de l'avant dans des situations où le consentement unanime a été refusé, mais où la très grande majorité des députés sont d'accord pour mettre en œuvre la mesure envisagée 66.

Dans la hiérarchie de la procédure parlementaire, tout comme les dispositions constitutionnelles l'emportent sur les dispositions législatives, le droit législatif l'emporte sur le Règlement. Seul le Parlement peut adopter ou modifier des dispositions législatives; la Chambre des communes peut adopter ses propres règles tant et aussi longtemps qu'elles respectent le droit constitutionnel et législatif.

Les décisions du Président

De par ses fonctions, le Président a toujours décidé des questions de procédure, et ce depuis l'établissement des premières assemblées représentatives dans les colonies qui allaient devenir le Canada⁶⁷. À l'instar de la jurisprudence qui forme une partie importante du système de la «common law», le droit parlementaire constitué par les décisions des Présidents occupe une place importante dans notre système parlementaire. Au fil des ans, l'ensemble des décisions des Présidents a contribué à asseoir le mode de fonctionnement de la Chambre⁶⁸. L'un après l'autre les Présidents ont dû déterminer quelles règles devaient s'appliquer et, ce faisant, ont soit réglé les problèmes, soit encouragé la Chambre⁶⁹, le gouvernement⁷⁰ ou le Bureau de régie interne⁷¹ à prendre des mesures pour y remédier. Avant 1965, les décisions des

- Art. 71 du Règlement. Voir Journaux, 1^{er} octobre 1997, p. 56; 24 novembre 1997, p. 249; 28 mai 1998, p. 902.
- 65. Par exemple, en juin 1998, la Chambre a adopté un ordre spécial afin d'annuler un ordre spécial déjà adopté et, ce faisant, rétablir les dispositions du Règlement. La motion se lisait comme suit: «Que, nonobstant l'ordre spécial du lundi 9 février 1998, la durée des discours et la rotation entre les partis durant l'étude des travaux des subsides le mardi 9 juin 1998 seront telles que prévues dans le Règlement et dans la pratique habituelle de la Chambre lorsqu'elle étudie les Ordres émanant du gouvernement» (Journaux, 8 juin 1998, p. 948).
- 66. Art. 56.1 du Règlement. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 14, «La limitation du débat».
- 67. Art. 10 du Règlement. L'origine de cet article remonte aux règles de l'Assemblée législative du Bas-Canada, en 1793: «Que l'Orateur fera observer l'ordre et le décorum, et décidera toutes questions d'ordre, sauf appel à la Chambre » et « Quand l'Orateur sera requis d'expliquer un point d'ordre ou de pratique, il doit citer la règle applicable au cas, sans argument ni commentaire ».
- 68. Bien qu'il n'y ait pas eu de compilation systématique des décisions des Présidents depuis 1867, on publie depuis 1866 un recueil de décisions choisies pour chacun. Il y a dans cette collection des décisions des Présidents Lamoureux, Jerome, Sauvé, Francis, Bosley et Fraser.
- Voir Débats, 1" mars 1966, p. 1939-1940; 1" décembre 1986, p. 1647; 16 juin 1994, p. 5437-5440; 16 mars 1998, p. 4902-4903.
- Voir Débats, 2 février 1982, p. 14899; 16 novembre 1982, p. 20702-20703; 12 octobre 1983, p. 27944-27945.
- 71. Voir Débats, 2 mai 1995, p. 12072-12074; 23 avril 1998, p. 6035-6037; 3 décembre 1998, p. 10826-10831.

219

Présidents étaient sujettes à appel et pouvaient être annulées par la Chambre⁷²; depuis, les députés ne peuvent remettre en cause une décision de la présidence⁷³.

Il faut faire une distinction entre les «décisions» et les «déclarations» du Président. Les décisions portent sur la recevabilité, du point de vue de la procédure, d'une affaire dont la Chambre est saisie; sauf indication contraire, les décisions servent de précédents pour les délibérations futures. Le plus souvent, elles ont trait à des questions de procédure soulevées dans le cadre d'un rappel au Règlement ou d'une question de privilège, et ont pour objet de montrer à la Chambre la marche à suivre. D'autre part, les déclarations ont pour objet de communiquer des renseignements ou des clarifications aux députés ⁷⁴. Les déclarations ne sont pas toujours des décisions et les Présidents ont souvent dit sans ambiguïté que, bien qu'elles soient autorisées dans certaines circonstances, certaines procédures ne doivent pas être considérées comme des précédents ⁷⁵. Le Président Fraser a résumé ainsi l'équilibre délicat qu'implique souvent l'adaptation d'anciennes règles à de nouvelles situations: «En interprétant les règles de la procédure, la présidence doit tenir compte non seulement de leur lettre mais aussi de leur esprit, et elle doit se guider sur la règle la plus fondamentale entre toutes, celle du bon sens ⁷⁶».

Pour en arriver à une décision sur une question de procédure, le Président peut compter sur une gamme complète d'ouvrages traitant de procédure ainsi que sur les précédents afin de déterminer de quelle façon on a interprété et appliqué le Règlement par le passé. Bien que constituant une référence cruciale, le Règlement ne représente qu'une partie relativement modeste de l'ensemble beaucoup plus vaste de renseignements sur les procédures, pratiques et usages de la Chambre que le Président consulte au moment de rédiger une décision. Les principaux comptes rendus des travaux de la Chambre, les *Journaux* et les *Débats*, forment l'assemblage le plus riche et le plus fiable à cet égard ⁷⁷. Enfin, bien que les Présidents doivent prendre en

^{72.} Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».

^{73.} Art. 10 du Règlement.

^{74.} Voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

^{75.} En 1987, au sujet de la recevabilité d'une motion proposée pendant les Affaires courantes, le Président a statué qu'elle était recevable, mais a ajouté que sa décision ne devrait pas être « considérée comme un précédent immuable et que la présidence pourrait, dans d'autres circonstances, juger une telle motion irrecevable» (Débats, 14 avril 1987, p. 5119-5124). Pour d'autres exemples, voir Débats, 1* octobre 1987, p. 9528; 16 octobre 1987, p. 10091-10092; 14 mars 1988, p. 13685; 17 février 1999, p. 12048.

^{76.} Débats, 14 avril 1987, p. 5121.

^{77.} Dans la préface de 1781 à la première édition de son recueil de précédents du Parlement britannique (Collection of Precedents), Hatsell écrit: «Il est inutile de rappeler au lecteur que cet ouvrage, de même que l'ancien 'Cases of Privilege of Parliament', doivent être considérés uniquement comme des index qui le renvoient aux Journaux en général et aux autres dossiers historiques; ce n'est qu'à partir de là qu'on peut développer une parfaite connaissance du droit et des délibérations du Parlement» (Hatsell, 1971, p. v). Joseph Redlich écrit: «Ce n'est pas par hasard qu'on a commencé, à partir de la fin du seizième siècle, à compiler avec de plus en plus de soin et de minutie les journaux de la Chambre. Les Communes voulaient à tout prix garder trace de la pratique suivie dans chaque cas particulier et, par-dessus tout, préserver pour le bénéfice des générations futures les précédents quant à la procédure et aux privilèges » (Redlich, vol. I, p. 44).

compte la Constitution et les lois au moment de rédiger une décision, nombre d'entre eux ont expliqué qu'il n'appartient pas à la présidence de se prononcer sur la «constitutionnalité» ou la «légalité» des mesures dont la Chambre est saisie ⁷⁸.

Un bon travail sur le plan de la procédure implique qu'il y a cohérence entre l'interprétation de la pratique et l'application du Règlement⁷⁹; à cet égard, les Présidents n'ont jamais craint d'établir de nouveaux précédents lorsqu'ils se sont trouvés devant une incompatibilité apparente du Règlement et des valeurs contemporaines. Il est donc arrivé que des Présidents déclarent redondants certaines règles ou certains articles du Règlement⁸⁰, et ils ont souvent invité la Chambre à réfléchir aux conséquences que pourraient avoir sur les privilèges des députés des facteurs comme les nouvelles technologies⁸¹.

Pour en arriver à une décision, les Présidents examinent également des événements clés du passé, les précédents, qu'il peut être utile d'invoquer dans une nouvelle situation. Un précédent a été défini comme étant «une décision antérieure de la présidence, ou une procédure bien établie ou un usage qui sert de référence ou de guide lorsqu'une question ou une circonstance surgit au Parlement ⁸² ». Il n'est pas toujours simple de déterminer ce qui constitue ou ne constitue pas un précédent. Le Président Fraser a déjà dit «un précédent est un fait qui s'est produit un jour et que tout le monde a décidé de prendre en exemple. Dans le domaine juridique, il découle habituellement d'une décision que la présidence [...] a rendue sur un point après

- 78. Dans une décision datant de 1991, le Président Fraser l'a exprimé de façon très claire: «La présidence n'a pas pour rôle d'interpréter les questions d'ordre constitutionnel ou juridique.» Voir Débats, 9 avril 1991, p. 19233-19234. Voir également Débats, 8 juillet 1969, p. 10955 et 1* octobre 1990, p. 13620.
- 79. Bien qu'il appartienne à la Chambre de déterminer en quoi consiste une «bonne» règle, une bonne procédure doit être obligatoire et «avoir un effet exécutoire sur les personnes ou partis auxquels elle s'applique»; elle doit être «prévisible, c'est-à-dire que la Chambre ne devrait être saisie d'aucune affaire sans préavis adéquat»; enfin, elle doit être «claire et facilement compréhensible pour tous les intéressés, y compris ceux chargés de son interprétation et de sa mise en vigueur» (Griffith et Ryle, p. 172-174).
- 80. Dans une décision concernant le recours à l'article 39(6) du Règlement, relatif aux questions écrites, le Président Fraser a émis l'opinion que l'article en question avait peut-être « survécu tout ce temps sans modification parce qu'on n'y a pas fait appel durant les soixante dernières années; que son utilisation dans le contexte actuel ne correspondrait peut-être pas à l'intention de ses auteurs; et qu'il n'est plus adapté aux conditions de fonctionnement de la Chambre des communes actuelle ». Il a poursuivi en disant que de nouveaux éléments « récemment incorporés dans [le] Règlement [...] ont pratiquement éliminé le genre d'abus » auquel on voulait remédier par l'article 39(6). Voir Débats, 14 juin 1989, p. 3023-3026, et en particulier p. 3025.
- 81. Par exemple, au cours des dernières années, il y a eu un certain nombre de rappels au Règlement et de questions de privilège concernant des écarts entre les comptes rendus imprimés et les comptes rendus électroniques officiels. Dans un cas, le Président a jugé que la différence entre les versions imprimée et électronique du hansard était attribuable à une erreur de rédaction et ne ressortissait pas aux privilèges; toutefois, il a aussi indiqué que, comme la Chambre n'avait jamais arrêté le statut du hansard électronique, il convenait de soumettre la question à l'examen du Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure. Voir Débats, 6 juin 1986, p. 14055-14056. Le Président a également rendu une décision sur l'utilisation des téléphones cellulaires à la Chambre; voir Débats, 27 avril 1993, p. 18495.
- 82. Wilding et Laundy, p. 570.

avoir entendu des arguments pour et contre ⁸³ ». Il ne suffit pas qu'un événement se produise pour qu'il devienne un précédent et les Présidents ont à l'occasion statué qu'une circonstance spéciale justifie une déviation d'un précédent connu ⁸⁴.

À certains moments, le Président permet aux députés de s'exprimer sur la question soulevée et leur donne l'occasion de présenter des faits susceptibles d'éclairer la situation. À d'autres moments, la décision est rendue sur-le-champ sans que les députés n'interviennent. Il appartient au Président de déterminer la méthode appropriée dans chaque situation.

Bien que les décisions et déclarations précédentes fournissent toujours des indications importantes et fiables, et même si les Présidents se réfèrent invariablement aux décisions de leurs prédécesseurs, chaque nouvelle situation est différente et examinée selon ses propres paramètres. Beaucoup d'usages demeurent non codifiés, mais certains sont fréquemment définis et explicités dans les décisions et déclarations des Présidents.

La pratique

Les manières de procéder souvent uniques de la Chambre résultent de siècles de pratique 85 — les règles de procédure non écrites qui se sont développées au fil du temps et ont été acceptées comme manière normale de procéder. Les premières assemblées représentatives en sol canadien s'inspiraient largement de la tradition parlementaire britannique 86 et, dans une moindre mesure, de la pratique américaine 87. Jusqu'à tout

- 83. Débats, 6 novembre 1986, p. 1153.
- 84. Souvent, du consentement unanime, la Chambre convient de procéder d'une façon qui serait normalement jugée inadmissible par le Président (voir Débats, 1^{ex} octobre 1997, p. 9528; 14 mars 1988, p. 13685). À l'occasion, le Président rend une décision incompatible avec des décisions passées, mais qui ne doit pas devenir un précédent (par exemple, voir la décision du Président Fraser dans Débats, 14 avril 1987, p. 5119-5124, et en particulier p. 5120-5122).
- 85. May distingue entre les pratiques moderne et ancienne et décrit de la façon suivante le rapport qui les unit: «La fonction de la pratique moderne, outre l'application des règles de l'usage ancien dans des contextes nouveaux, est d'apporter un complément aux articles du Règlement et de les harmoniser entre eux de même qu'avec l'ensemble de la pratique » (May, 22° éd., p. 5).
- 86. Peu de temps après leur établissement, les assemblées du Bas et du Haut-Canada décidèrent de s'en remettre à la pratique britannique dans les situations imprévues. Voir les *Journaux du Bas-Canada*, 22 décembre 1792, p. 49, et 16 janvier 1793, p. 124, ainsi que les *Upper Canada Journals*, 22 juin 1802, p. 286.
- 87. En ce qui concerne l'influence américaine dans le Haut-Canada, O'Brien explique: «Le Manuel de Jefferson, rebaptisé Manuel de Thomson, devint le principal guide de procédure de l'Assemblée en 1828. Le Président ne portait pas de perruque, comme en Grande-Bretagne, mais plutôt un bicorne. » D'autres éléments témoignent de l'influence américaine, entre autres l'utilisation de pages dans la Chambre, le vote par appel nominal et les pupitres des députés (O'Brien, p. 114; voir également p. 62-64 et 407-408). Il importe de noter qu'en 1793, lorsque l'Assemblée du Bas-Canada adopta 71 articles pour son Règlement, la Chambre britannique n'en comptait que six pour les affaires d'intérêt public, dont un seul fut adopté tel quel par l'Assemblée. Les articles en question ne furent pas copiés à partir d'une source quelconque; ils furent plutôt inspirés de textes faisant autorité comme les Precedents (britannique) de Hatsell, le Manual (américain) de Jefferson et la Lex Parlementaria (britannique) de Petyt (voir O'Brien, chapitre 3, note 40).

récemment, le Règlement reconnaissait explicitement l'influence britannique 88 et, à ce jour, dans les situations où les précédents internes ne sont d'aucune utilité, le Président a toute la latitude pour aller au-delà de la jurisprudence de la Chambre «dans tous les cas non prévus par le présent Règlement 89 ». Le Président peut donc se référer à des précédents provinciaux ou étrangers, normalement ceux d'organes législatifs du Commonwealth, «dans la mesure où ils sont applicables à la Chambre » 90.

Dans certains domaines (par exemple, le déroulement de la période des questions), presque toutes les procédures découlent de la pratique, appuyée par les décisions de la présidence 91; dans d'autres, certaines pratiques s'instaurent sans la participation active du Président 92.

La Chambre a tendance à codifier dans le Règlement de nombreuses procédures qui voient le jour et évoluent en tant que pratiques non écrites. À bien des égards, cela a permis de régler des problèmes sur lesquels le Président devait revenir périodiquement depuis bon nombre d'années. La procédure touchant les déclarations ministérielles constitue un exemple. Même si les représentants des partis reconnus ont eu droit de réplique pendant de nombreuses années, ce n'est qu'en 1964 qu'on a fait de cette pratique un article du Règlement⁹³. Un exemple plus récent est l'adoption d'un article décrivant une pratique remontant aux premiers jours de la Confédération: le pairage de députés ne pouvant être présents à la Chambre pour un vote par appel nominal ⁹⁴.

Ouvrages faisant autorité

Les règles et procédures de la Chambre sont beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît à première vue. Cette complexité, dont témoignent l'augmentation du nombre d'articles du Règlement, les décisions et déclarations toujours plus nombreuses des Présidents et le vaste ensemble des usages non écrits, a donné lieu au fil des ans à la publication de différents ouvrages de procédure parlementaire qui font maintenant

- 88. Jusqu'en 1986, l'article 1 du Règlement se lisait comme suit: « Dans tous les cas non prévus par le présent Règlement ni par des ordres de session ou autres, la Chambre suit, en tant qu'ils lui sont applicables, les usages et coutumes de la Chambre des communes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, alors en vigueur. »
- 89. Art. 1 du Règlement.
- 90. Art. 1 du Règlement. En mars 1998, dans le cadre d'une décision sur une question de privilège, le Président Parent a déclaré: «J'ai soigneusement pris connaissance de la pratique en cette Chambre, de celle d'autres assemblées législatives au Canada, de celle de la Chambre des communes du Royaume-Uni et de celle d'autres parlements de type britannique. » Voir Débats, 16 mars 1998, p. 4902.
- 91. Voir le chapitre 11, «Les questions».
- 92. La répartition du temps de parole entre deux députés constitue une bonne illustration d'une pratique qui s'est muée en article du Règlement sans que le Président n'ait eu beaucoup à intervenir. Voir Débats, 14 mars 1991, p. 18439. On a adopté le 11 avril 1991 (Journaux, p. 2910) l'article 43(2) du Règlement.
- Voir le Comité spécial de la procédure et de l'organisation, troisième rapport, adopté le 7 mai 1964 (Journaux, p. 297, et Débats, p. 3007-3010, en particulier les observations de Stanley Knowles).
- Voir l'article 44.1 du Règlement, adopté par la Chambre le 11 avril 1991 (Journaux, p. 2910-2911). Pour des renseignements historiques sur l'ancienne pratique du pairage, voir Dawson, p. 188-190.

autorité. Ces ouvrages ont, à différentes époques, recensé et articulé les traditions, précédents et procédures de notre Parlement. La Chambre utilise principalement la Jurisprudence parlementaire de Beauchesne ainsi que l'ouvrage intitulé Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada (publié pour la dernière fois en 1916) de sir John George Bourinot. D'autres documents s'avèrent également utiles pour comprendre les procédures de la Chambre, notamment Procedure in the Canadian House of Commons de William F. Dawson, The Parliament of Canada de C.E.S. Franks, Le privilège parlementaire au Canada de Joseph Maingot, The Canadian House of Commons: Procedure and Reform de John B. Stewart, et Dawson's The Government of Canada de Norman Ward. Lorsque ces différentes sources ne permettent pas de régler un problème, on peut aussi consulter le Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament d'Erskine May, concernant les procédures britanniques courantes.

La relation entre les sources de la procédure

Dans la pratique parlementaire, il convient de faire une distinction entre les procédures que la Chambre peut et celles qu'elle ne peut modifier. Elle ne peut modifier de son propre chef les dispositions touchant la procédure que renferme la Loi constitutionnelle et différentes autres lois. Toute modification des dispositions constitutionnelles ayant une incidence sur une partie quelconque de la Chambre doit être conforme à la formule de modification énoncée dans la Loi constitutionnelle de 1982 et exige à tout le moins l'adoption d'une loi du Parlement 95. De même, seul le Parlement peut adopter ou modifier une disposition législative qui influe sur la procédure de la Chambre. Par conséquent, là où elle produit un effet sur la Chambre, la Constitution l'emporte sur les dispositions législatives qui s'y appliquent également. Par contre, on ne peut écarter des dispositions législatives en faveur de règles ou ordres arrêtés uniquement par la Chambre. Quant aux ordres permanents, sessionnels et spéciaux, ils l'emportent nécessairement sur les pratiques et précédents, à condition qu'ils soient toujours interprétés dans le contexte de leur application passée et non de façon isolée. Là où il n'existe pas de règles ou d'ordres explicites, la Chambre se tourne vers sa propre jurisprudence, telle qu'interprétée par le Président, lequel examine dans les Journaux et Débats les décisions d'anciens Présidents ou les précédents et usages qui peuvent s'appliquer en l'occurrence. Dans les situations où les pratiques et précédents de la Chambre ne sont d'aucun secours, le Règlement autorise le Président à se référer aux pratiques et précédents d'autres juridictions, au Canada et ailleurs, dans la mesure où ils sont applicables 6. De plus en plus, le Président et les conseillers en procédure parlementaire se tournent vers les pratiques des provinces, du Royaume-Uni et des pays qui possèdent des parlements de type britannique, en particulier l'Australie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande.

^{95.} Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, partie V.

^{96.} Art. 1 du Règlement.



Le cadre physique et administratif



Il n'y a pas de mauvais emplacement à la Chambre.

PRÉSIDENT GILBERT PARENT (Débats, 30 septembre 1998, p. 8585)

a Chambre des communes conduit ses travaux conformément à des usages et procédures établis, mais dans un cadre physique particulier et selon des structures administratives qu'elle s'est données. Ce sont deux caractéristiques importantes dans le fonctionnement de la Chambre. Il sera question dans ce chapitre d'Ottawa en tant que siège du gouvernement, des édifices du Parlement, de la salle des séances des Communes et de la structure administrative qui assure toute une gamme de services axés sur les activités de la Chambre et les besoins des députés.

Ottawa, siège du gouvernement

En 1857, la reine Victoria choisissait Ottawa comme siège du gouvernement de la Province du Canada. Cette décision survenait après des années de rivalité intense entre les représentants élus des colonies du Bas et du Haut-Canada d'avant la Confédération, qui ne parvenaient pas à s'entendre sur un lieu permanent. L'Assemblée législative itinérante de la Province du Canada s'est réunie à divers endroits, à commencer par Kingston en 1841. En 1844, elle s'installait à Montréal jusqu'en 1849, année où l'édifice législatif

Pour en savoir plus sur le choix d'Ottawa comme capitale, voir Wilfrid Eggleston, Choix de la Reine, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1961, chapitre 5.

a été brûlé par des émeutiers². Par la suite, il était décidé que l'assemblée siégerait en alternance à Québec et à Toronto, avant que le choix ne se fixe en permanence sur Ottawa, où elle s'est réunie pour la première fois en 1866. Avec l'institution de la Confédération l'année suivante, la capitale de la Province du Canada devint la capitale nationale, en application de l'article 16 de la *Loi constitutionnelle de 1867* qui dispose que «Ottawa sera la siège du gouvernement du Canada³». C'est ainsi que le Parlement du Canada s'est réuni à Ottawa le 6 novembre 1867 pour la première session de la première législature.

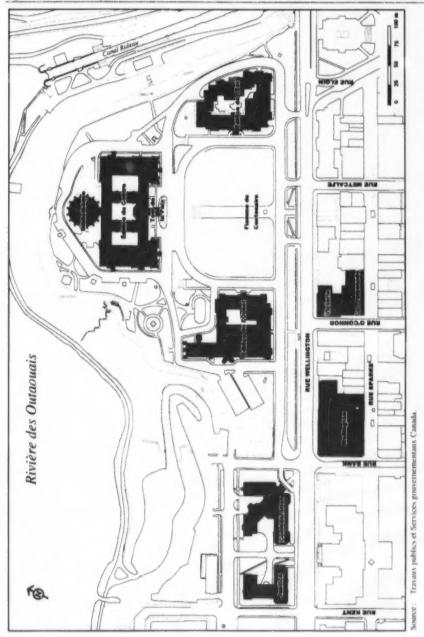
Les édifices du Parlement et les terrains

SITE ET BÂTIMENTS

Les édifices du Parlement sont situés sur une colline qui était recouverte à l'origine d'une forêt de hêtre et de pruche, bordée au sud de marécages de cèdres (thuya) et d'une prairie à castors. Sur ce site⁴, qui surplombe l'Outaouais, se trouvaient autrefois des casernes. Borné au sud par la rue Wellington (le mur Wellington, érigé en 1872, se trouve au nord de la rue du même nom; il sépare les terrains et les édifices de la Colline de la rue), à l'est par le canal Rideau, au nord par l'Outaouais et à l'ouest par la rue Bank, le site est officiellement désigné comme la colline du Parlement⁵. (Voir figure 6.1, la cité parlementaire.) À l'origine, l'ensemble des bâtiments comprenait l'édifice du Parlement — avec une tour devant et la bibliothèque du Parlement derrière (structure polygonale à seize côtés) — et deux bâtiments qui existent toujours, l'édifice de l'Est et l'édifice de l'Ouest. Le Parlement et la tour ont été détruits par le feu le 3 février 1916⁶. Seule la bibliothèque a échappé aux

- 2. En cette période de crise politique et économique, il se fit une levée de boucliers contre la sanction par le gouverneur du projet de loi d'indemnité (dit «bill des pertes de la rébellion») pour dédommager ceux qui avaient subi des pertes lors de la rébellion de 1837 au Bas-Canada. Au cours des journées d'émeute, une foule en colère pénétra dans la Chambre d'assemblée. Le 25 avril 1849, l'édifice était presque complètement ravagé par le feu. (Voir J.M.S. Careless, The Union of the Canadas, Toronto: McClelland and Stewart Limited, 1967, p. 122-126.)
- 3. Le choix d'Ottawa comme capitale est évoqué dans les résolutions de Québec de 1864, adoptées par les délégués des provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les colonies de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Édouard et dans les résolutions de Londres de 1866, adoptées par les délégués des provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. (On trouvera le texte des ces résolutions dans les Actes de l'Amérique du Nord britannique et statuts connexes, 1867-1962 de Maurice Ollivier, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1962, p. 48 (art. 52) et p. 59 (art. 51).)
- 4. Eggleston donne un aperçu du site original (p. 83).
- 5. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 80.
- 6. La Commission royale chargée d'enquêter sur l'origine du feu déposait son rapport à la Chambre quelques mois plus tard (*Journaux*, 16 mai 1916, p. 416). Les commissaires étaient « d'avis qu'il y a plusieurs circonstances qui inclinent fortement au soupçon que le feu est l'œuvre d'un incendiaire », mais comme l'enquête n'a pas été poussée plus loin, on en ignore toujours la cause véritable. Le rapport note que le feu a pris naissance dans la salle de lecture, dont l'ameublement était en bois blanc « très inflammable » et où étaient conservées des liasses de journaux. Voir aussi Jane Varkaris et Lucile Finsten, Fire on Parliament Hill! The Boston Mills Press, 1988.

Figure 6.1 La cité parlementaire



flammes, grâce à un employé qui a fermé les portes de métal qui communiquaient avec le reste de l'édifice. Au cours des quatre ans qui suivirent, les deux chambres du Parlement se réunirent quelques rues plus au sud dans le Musée commémoratif Victoria, baptisé depuis le Musée canadien de la nature. En 1920, les chambres commençaient à siéger dans le nouvel édifice du Centre, construit au même endroit que l'ancien. Une nouvelle tour a également été construite, appelée la tour de la Paix pour souligner la contribution humaine et matérielle du Canada à la Première Guerre mondiale.

Si les édifices du Centre, de l'Est et de l'Ouest étaient assez grands à l'origine pour loger l'ensemble de l'appareil parlementaire et gouvernemental, ils devinrent trop étroits avec l'augmentation de la taille du Parlement et du gouvernement et la multiplication et le développement de leurs fonctions. Aujourd'hui, les ministères sont logés dans des édifices tant dans la région de la capitale nationale qu'ailleurs au pays. La cité ou enceinte parlementaire — soit les « locaux qu'occupent la Chambre des communes et le Sénat pour s'acquitter de leurs fonctions 10 » — s'est élargie pour comprendre plusieurs autres bâtiments dans le voisinage immédiat de la Colline 11.

La Chambre des communes et le Sénat sont logés dans l'édifice du Centre. Les bureaux des députés sont situés dans les édifices du Centre, de l'Est et de l'Ouest, ainsi que dans les édifices de la Confédération, de la Justice et Wellington. Il y a des salles de comité dans les édifices du Centre, de l'Est et de l'Ouest, et dans les édifices La Promenade et Wellington. On trouve des bureaux du personnel et des services parlementaires dans ces édifices et ailleurs dans la capitale.

Les terrains autour de la Colline ont changé plusieurs fois de forme depuis la Confédération, mais il y a toujours eu une large allée centrale qui mène de la porte sud de l'enceinte à l'entrée principale au pied de la tour. Vers le début de l'allée, il y a une fontaine où brûle la flamme du Centenaire : allumée en 1966, la veille du jour de l'An, elle marque le premier centenaire de la Confédération (1867-1967)¹². La fontaine est une pyramide tronquée à 12 côtés; sur chacun se trouve un écusson en

^{7.} Des dispositions ont été prises très rapidement de sorte que la Chambre a pu siéger dans l'auditorium du Musée le lendemain de l'incendie (*Journaux*, 4 février 1916, p. 51). Le Sénat, qui ne siégeait pas au moment de l'incendie, a été logé dans les locaux évacués par le « département de la Géologie » (*Débats du Sénat*, 8 février 1916, p. 54).

^{8.} À l'ouverture de la session le 26 février 1920, la salle du Sénat n'était pas prête. Le Sénat s'est réuni dans la Chambre des communes, où se fit la lecture du discours du Trône, et la Chambre s'est réunie dans la Salle des chemins de fer; par la suite, jusqu'à ce que la salle du Sénat soit prête, la Chambre s'est réunie dans sa propre salle et le Sénat, dans la Salle des chemins de fer (Débats du Sénat, 26 février 1920, p. 1; 27 février 1920, p. 3; voir aussi p. 5 et 6 du Rapport annuel du ministre des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1919, déposé le 10 mars 1920 (Journaux, p. 38)).

^{9.} Lors de son occupation en 1920, l'édifice était inachevé. Il sera terminé en 1922 et la tour, en 1927.

^{10.} Maingot, 2* éd., p. 169.

^{11.} Notamment les édifices de la Confédération, de la Justice, Wellington, Victoria et La Promenade,

^{12.} La fontaine a été conçue et construite par le ministère des Travaux publics de l'époque. La flamme était d'abord un projet de l'année du Centenaire et devait s'éteindre à la fin de 1987. Mais elle a connu une telle faveur auprès du public, que le gouvernement a décidé de la garder pour toujours (*Débats*, 11 décembre 1967, p. 5260; 12 décembre 1967, p. 5358-5359).

bronze portant les armoiries d'une province ou d'un territoire. L'eau circule de façon continue autour des écussons et la flamme, nourrie au gaz naturel, brûle à travers l'eau, donnant ainsi l'impression d'une flamme qui danse sur l'eau. Les pièces de monnaie jetées dans la fontaine sont récupérées pour le Fonds des bourses de recherche de la flamme du Centenaire ¹³.

Les terrains de la Colline sont ponctués de 14 statues de bronze, installées entre 1885 et 1992 la Y sont représentés sept anciens premiers ministres (John A. Macdonald, Alexander Mackenzie, Wilfrid Laurier, Robert Borden, William Lyon Mackenzie King, John Diefenbaker, Lester B. Pearson), cinq pères de la Confédération (George-Étienne Cartier, un double monument commémoratif de Robert Baldwin et Louis-Hippolyte Lafontaine, George Brown et Thomas D'Arcy McGee) et deux monarques (les reines Victoria et Élizabeth II) ls.

Titre de propriété, administration, entretien et gestion

Le Parlement ayant le droit de mener ses propres affaires sans ingérence aucune — y compris la supervision des lieux servant à l'exercice des fonctions parlementaires — les Présidents des deux Chambres exercent depuis toujours autorité et contrôle sur les locaux et les services compris dans l'enceinte parlementaire ¹⁶. Au moment de la Confédération, la colline du Parlement (y compris le terrain où se trouve aujourd'hui l'édifice de la Confédération) a été cédée au Canada par le gouvernement impérial comme « propriété de l'artillerie » ¹⁷. Ainsi, la gestion des terrains et la construction, la réparation et l'entretien des bâtiments relevaient du mandat général de ministère chargé des édifices et des biens fédéraux ¹⁸. La Commission de la Capitale nationale, dont le mandat prévoit l'aménagement et l'embellissement de la

- 13. Loi sur la bourse de recherches de la flamme du centenaire, L.C. 1991, ch. 17. Il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire présenté par Patrick Boyer (Etobicoke-Lakeshore), qui établit un fonds administré par un comité parlementaire, qui est aussi chargé des questions concernant les personnes handicapées. Le fonds permet d'accorder des bourses à des personnes handicapées pour mener des recherches et établir des rapports sur l'apport des personnes handicapées aux affaires publiques du Canada. Ces rapports sont présentés à la Chambre par le président du comité. Voir Journaux, 14 juin 1993, p. 3204; 13 décembre 1994, p. 1043; 23 avril 1997, p. 1515-1516; 12 mai 1998, p. 775; 10 juin 1999, p. 2090.
- 14. La statue de Louis Saint-Laurent (premier ministre de 1948 à 1957), destinée au départ à la Colline, a été installée en 1975 devant la Cour suprême du Canada; elle est tournée vers le Parlement. Il a été jugé que cet emplacement correspondait bien à la remarquable carrière d'avocat de Louis Saint-Laurent, et à ses années comme ministre de la Justice et procureur général, avant de devenir premier ministre. Pour en savoir plus sur les statues des environs de la Colline, on consultera le document de la Commission de la Capitale nationale, Statues de la Colline du Parlement (1986).
- 15. Le monument de la reine Élizabeth II est le seul érigé du vivant du sujet. Il a été inauguré en 1992, l'année du guarantième anniversaire du couronnement de la reine.
- 16. Pour en savoir plus sur la Colline et l'enceinte parlementaires, voir Maingot, 2° éd., p. 169-185.
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 108, troisième annexe, point 9. Voir Maingot, 2º éd., p. 175.
- Il s'agissait au départ du ministère des Travaux publics, réorganisé et rebaptisé en 1993-1994; voir la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16.

région de la capitale nationale ¹⁹, est chargée de l'aménagement et de l'entretien des terrains de la Colline.

L'ÉDIFICE DU CENTRE

De style néogothique moderne, l'édifice du Centre est un rectangle de 144 mètres sur 75, comptant six niveaux 20. Plus de 25 sortes de pierre et de marbre ont servi à la construction du bâtiment, mais l'extérieur est essentiellement en grès de Nepean, tiré d'une carrière près d'Ottawa, et les murs intérieurs sont lambrissés de calcaire de Tyndall provenant du Manitoba. À l'intérieur, de nombreuses sculptures de pierre — l'œuvre d'une soixantaine de sculpteurs — rappellent l'histoire et les traditions du Canada; les premières remontent à 1916, et d'autres sont en cours.

L'entrée principale de l'édifice se trouve au pied de la tour de la Paix, où de larges marches mènent sous une imposante voûte d'entrée de style gothique. Les portes principales donnent sur un escalier qui débouche sur le Hall de la Confédération qu'on appelle aussi la rotonde et qui est de forme octogonale et le Hall d'honneur qui mène à la Bibliothèque du Parlement (voir figure 6.2, plan de l'édifice du Centre). Au centre de la rotonde se dresse une immense colonne de pierre, avec une inscription à la mémoire des soldats canadiens qui ont combattu au cours de la Première Guerre. Au bout de l'édifice, côté est, se trouve la salle du Sénat, et du côté ouest, celle de la Chambre des communes. Chaque chambre a son entrée reservée aux parlementaires.

LA TOUR DE LA PAIX

Avec son horloge à quatre côtés, la tour de la Paix est le point de mire des édifices du Parlement. La tour rappelle la participation du Canada à la Première Guerre. Au troisième niveau se trouve la Chapelle du Souvenir, où est exposé le livre du souvenir; y figurent les noms des Canadiens et Canadiennes qui ont donné leur vie dans chacune des guerres auxquelles le Canada a participé. Autour de l'horloge, un observatoire protégé donne une vue panoramique sur la région de la Capitale nationale. Haute de 92,2 mètres, la tour est surmontée d'un mât où flotte le drapeau canadien 21.

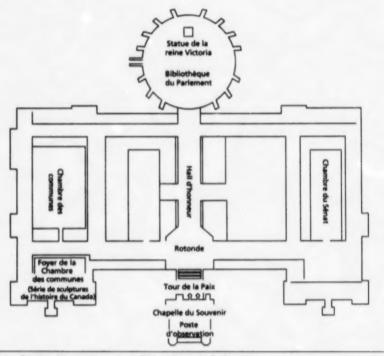
La tour renferme aussi un carillon de 53 cloches, inauguré le 1^{et} juillet 1927 à l'occasion des 60 ans de la Confédération. Le carillonneur y donne fréquemment des récitals. Un mécanisme relié à l'horloge fait sonner les cloches aux quarts d'heure.

^{19.} Loi sur la Capitale nationale, L.R.C. 1985, ch. N-4, art. 10.

Arthur Beauchesne, Canada's Parliament Buildings: The Senate and House of Commons, Ottawa, Ottawa: 1948, p. 24. Chiffres convertis en mesures métriques.

^{21.} Lorsque la souveraine ou le gouverneur général se rend sur la Colline pour une cérémonie officielle, le drapeau canadien est remplacé par le pavillon canadien de la Reine ou le pavillon du gouverneur général (Les armoiries, drapeaux et emblèmes du Canada, Approvisionnements et Services Canada, 1981).

Figure 6.2 Plan de l'édifice du Centre



Source: Service de renseignements, Bibliothèque du Parlement.

LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Du côté nord du Hall d'honneur, à l'opposé de l'entrée principale, s'ouvrent les portes de la bibliothèque du Parlement. L'architecture est néogothique de la grande époque victorienne; de forme circulaire, l'intérieur est richement décoré de lambris de pin blanc sculpté. La bibliothèque a échappé au terrible incendie de 1916, mais celui de 1952 qui a pris naissance dans la coupole a fait des dégâts considérables, dus surtout à la fumée et à l'eau. Pour servir le Parlement, la bibliothèque utilise une technologie de l'information de pointe; sa riche collection dépasse de beaucoup le million de documents (livres, périodiques, brochures, microfiches), dont plus de 400 000 sont catalogués dans le système unifié de la bibliothèque. Les parlementaires, leur personnel, les comités, les associations et délégations parlementaires, et

les officiels des deux chambres peuvent compter sur des services complet d'information, de recherche et d'analyse. La bibliothèque fournit également au grand public des renseignements sur le Parlement²². Outre la bibliothèque principale et la Salle de lecture, on trouve aussi des succursales de la bibliothèque dans d'autres bâtiments utilisés par le Parlement²³.

La salle des séances

Le couloir sud, tapissé de portraits d'anciens premiers ministres, relie le Hall de la Confédération à la Chambre des communes. Au bout du couloir, côté ouest, on aboutit au spacieux foyer de la Chambre, avec son plafond haut. Les députés y ont aussi accès depuis leur entrée du côté ouest de l'édifice du Centre. Les quatre murs du foyer, à hauteur du muret du balcon qui en fait le tour, sont décorés de 10 bas-reliefs qui racontent 25 000 ans de l'histoire canadienne, depuis l'arrivée des peuples autochtones à celle des Loyalistes à la fin du dix-huitième siècle ²⁴. À partir du foyer, des portes donnent sur le vestibule, qui conduit à la salle des séances ²⁵. Les portes sont en chêne blanc, avec des ornements de fer forgé. Les députés ont tendance à emprunter les petites portes latérales plutôt que la porte principale; elles mènent au vestibule et, de là, aux antichambres du gouvernement et de l'opposition, derrière les bancs du gouvernement et de l'opposition; ces portes donnent également accès à la Chambre.

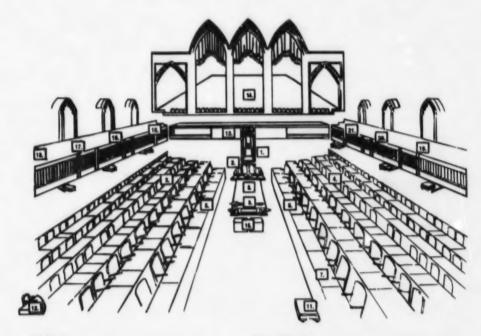
Tous les jours de séance, le défilé du Président 26 quitte les appartements du Président, traverse les halls de l'édifice du Centre, pénètre dans le vestibule par la porte principale et, après avoir franchi une porte à deux battants, entre dans la salle des séances.

La salle des séances est rectangulaire, mesurant 21 mètres sur 16. Les murs sont aussi lambrissés de calcaire de Tyndall et de chêne blanc; comme au parlement de Westminster, le vert prédomine²⁷. (Voir figure 6.3, la salle de la Chambre des

- Pour en savoir plus sur les services de la bibliothèque, voir Bibliothèque du Parlement Guide des services, décembre 1997.
- Pour en savoir plus sur l'histoire de la bibliothèque, voir d'Audrey Dubé et Mike Graham, Chronology of a Building, the Library of Parliament, 1995, et de Kenneth Binks, Bibliothèque du Parlement, Canada, KCB Publications, 1979.
- 24. La série « Histoire du Canada », commencée en 1962 par Eleanor Milne et son équipe de sculpteurs, a été terminée en 1974. Les Loyalistes de l'Empire-Uni sont des colons américains d'origines diverses qui étaient partisans de la cause britannique lors de la Révolution américaine; ils ont quitté les États-Unis à la fin de la Guerre d'indépendance ou peu après. (Pour en savoir plus sur les Loyalistes, voir Wallace Brown et Hereward Senior, Victorious in Defeat: The Loyalists in Canada, Methuen Publications, 1984.)
- 25. Le plan du nouveau Parlement construit à la suite de l'incendie de 1916 comporte un vestibule et pour les Communes et pour le Sénat; il n'y en avait pas dans l'ancien édifice.
- 26. Pour en savoir plus sur le déflié du Président, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».
- 27. La prédominance du rouge dans la salle du Sénat et de la Chambre des lords s'explique historiquement par le fait que c'était la couleur royale de la salle où le souverain rencontrait sa cour et ses nobles, dès les premiers temps du Parlement. Le lien du vert avec les Communes est moins évident. C'est la couleur qui est associée aux lieux de réunion des Communes depuis au moins 1663 (date de la première référence officielle au vert à la Chambre des communes). Voir J.M. Davies, «Red and Green» dans The Table, vol. XXXVII de 1968, p. 33-40, ainsi que la fiche d'information n° 13, «House of Commons Green», Public Information Office, Chambre des communes, Londres, 1987.

Figure 6.3 La salle de la Chambre des communes

Chambre des communes



- 1. Président
- 2. Pages
- 3. Membres du gouvernement
- 4. Membres de l'opposition
- 5. Premier ministre
- 6. Chef de l'opposition
- 7. Chef du tiers parti
- 8. Greffier et Bureau
- 9. Masse
- 10. Sténographes du hansard
- 11. Sergent d'armes

- 12. Interprètes
- 13. Tribune des journalistes
- 14. Tribune du public
- 15. Tribune officielle
- 16. Tribune réservée
- 17. Tribune des députés
- 18. Tribune spéciale
- 19. Tribune des députés
- 20. Tribune du président
- 21. Tribune du Sénat

Source: Service de renseignements, Bibliothèque du Parlement.

234

communes.) Le plafond de 14,7 mètres est couvert d'une tapisserie de lin, ornée des armoiries des provinces et des territoires peintes à la main.

Douze verrières sur trois murs de la salle (est, ouest et nord) représentent les emblèmes floraux des dix provinces et de deux territoires ²⁸. Sur les murs est et ouest, au-dessus de la tribune des députés et entre les vitraux, on voit la célèbre série de sculptures illustrant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il s'agit de douze bas-reliefs en calcaire d'Indiana; chacun représente, par des symboles et des événements, les rôles et attributions conférés au gouvernement par l'AANB (devenu la Loi constitutionnelle de 1867)²⁹.

DISPOSITION DES SIÈGES

La salle des Communes est partagée par une large allée centrale, avec de chaque côté des gradins de pupitres et de fauteuils faisant face au centre. Les députés du parti ministériel siègent à la droite du Président et les députés de l'opposition, à la gauche. Le premier ministre et son conseil occupent les premières rangées des banquettes ministérielles; directement en face du premier ministre se trouve le chef de l'Opposition, entouré de membres de son parti. Le second parti d'opposition en importance et tous les partis reconnus à la Chambre ainsi que leur chef s'assoient habituellement à la gauche de l'Opposition officielle, plus près de la barre de la Chambre. Par tradition, les premières rangées à la gauche du Président sont réservées aux principaux députés de l'opposition; les partis de l'opposition ont droit à des fauteuils dans les premières rangées en fonction de leur nombre à la Chambre 30. La distance qui sépare les fauteuils du gouvernement et de l'opposition est de 3,96 mètres, soit la longueur de deux épées³¹. Si les députés ministériels sont trop nombreux pour tous prendre place à la droite du Président, il y en a qui s'assoiront à sa gauche, habituellement assez près du Président. Les députés de partis non reconnus et les députés indépendants se voient attribuer des places au choix du Président, habituellement au fond de la salle et à sa gauche.

- 28. Il s'agit d'un projet spécial entrepris en 1967 par le Président Lamoureux pour marquer le centenaire du Canada. Conçu par Eleanor Milne, sculpteure parlementaire, le projet a été terminé en 1973. Voir Les vitraux de la Chambre des communes du Canada, publié avec l'autorisation du Président de la Chambre des communes; voir aussi Débats, 7 septembre 1971, p. 7545.
- 29. Terminé en 1985, ce projet de 11 ans est l'œuvre d'Eleanor Milne et de son équipe. Le mur est représente le droit civil, la liberté de parole, le Sénat, le gouverneur général, la Confédération et le vote; le mur ouest évoque la bilinguisme, l'éducation, la Chambre des communes, la fiscalité, le droit pénal et les communications. R. Eleanor Milne, The British North America Act Series, Ottawa: ministère des Travaux publics, 1983.
- 30. Cette tradition coïnciderait avec la formation des partis politiques et du gouvernement de parti. D'après Redlich, dans les parlements britanniques du dix-septième siècle, la division entre gauche et droite était inconnue. Pour en savoir plus sur les origines de traditions semblables associées à la disposition des sièges aux Communes britanniques, voir Redlich, vol. II, p. 23-27.
- 31. Cela remonte aux premiers temps des Communes britanniques; les députés ne portent plus l'épée, mais des lignes rouges sur le tapis, à une distance de deux épées, rappellent la nécessité de rechercher des solutions pacifiques.

L'attribution des sièges est la responsabilité du Président, qui s'en acquitte avec la collaboration des whips des partis³². La disposition des sièges peut varier à l'occasion, mais le premier ministre et le chef de l'Opposition occupent toujours les mêmes places. Il est d'usage d'attribuer des places près du Président au vice-président et à d'autres personnes appelées à occuper le fauteuil lorsqu'ils ne président pas; rien de tel n'est prévu pour le Président³³.

LE FAUTEUIL DU PRÉSIDENT

Le fauteuil du Président est installé sur une estrade³⁴ du côté nord de la salle; le drapeau est déployé à la droite et à la gauche du fauteuil ³⁵. Depuis la Confédération, il était d'usage que les présidents emportent leur fauteuil avec eux, de sorte qu'il fallait en fabriquer un autre pour le nouveau président ³⁶; cet usage a été abandonné en 1916, le fauteuil ayant été détruit par les flammes. En 1921, la section britannique de ce qui est devenu l'Association parlementaire du Commonwealth faisait don d'un fauteuil au Canada³⁷. Le fauteuil est la fidèle reproduction de celui du président de Westminster, fabriqué vers 1849, et qui a été détruit lors des bombardements de la Chambre des communes en 1941. Mesurant environ quatre mètres, le fauteuil est placé sous un dais en bois sculpté surmonté des armoiries royales. Le chêne dans lequel les armoiries ont été sculptées provient du toit du palais de Westminster, bâti en 1397.

Ces dernières années, certaines améliorations ont été apportées au fauteuil, comme l'installation de microphones et de haut-parleurs, ainsi que des lumières fixées au dais. Les accoudoirs sont munis d'une écritoire et d'un petit espace de rangement, ainsi que d'un porte-copie où fixer le plan des sièges. Un élévateur hydraulique a été installé pour le confort des divers occupants du fauteuil ³⁸. Deux écrans — que l'occupant est seul à voir — se trouvent au pied du fauteuil. Le premier, installé

- 32. En réponse à un recours au Règlement, le Président Parent a expliqué la méthode d'attribution des sièges aux partis, pour conclure qu'il « n'y a pas de mauvais emplacement à la Chambre » (Débats, 30 septembre 1998, p. 8584-8585). Pour en savoir plus sur l'attribution des sièges, voir le chapitre 4, « La Chambre des communes et les députés ».
- 33. Les anciens plans d'attribution des sièges montrent que le Président, qui est député d'un parti, avait une place de réservée du côté ministériel près du fauteuil. Cet usage aurait été abandonné avec la 31° législature (1979); après le changement de gouvernement, le Président Jerome a été élu pour un second mandat, devenant ainsi le premier député de l'opposition à être nommé par le parti ministériel pour présider aux travaux de la Chambre.
- 34. Cet élément du décor tient sans doute au fait que le fauteuil est une reproduction du fauteuil du palais de Westminster, qui est aussi sur une estrade. Dans la chapelle de Saint Stephen où logeaient les Communes de 1547 à 1834 le fauteuil du Président était sur la dernière marche de l'escalier de l'autel.
- 35. En 1973, la Chambre a adopté une motion autorisant le Président à déployer le drapeau canadien aux Communes « à l'endroit qu'il aura lui-même choisi» (Journaux, 14 février 1973, p. 119). Pendant plusieurs années, le drapeau était déployé à la droite du Président. Depuis la 35° législature (1994-1997), il est déployé de chaque côte du fauteuil.
- 36. Débats, 20 mai 1921, p. 3750.
- 37. Journaux, 8 juin 1920, p. 322; voir Débats, 20 mai 1921, p. 3748-3756.
- 38. L'élévateur a été installé en 1981 au cours de la présidence de Mme Sauvé.

lors de la 34^e législature (1988-1993), est un écran de télévision qui donne au Président l'image de la Chambre vue par la caméra. L'autre est un écran d'ordinateur, installé au cours de la législature suivante (1994-1997), qui permet au Président de recevoir des messages du Bureau, qui est équipé d'ordinateurs bloc-notes. Au cours du débat, par exemple, ou lorsqu'il y a des contraintes de temps, un greffier au Bureau activera le «compteur à rebours » et le Président pourra contrôler la durée des discours et interventions.

Au pied de l'estrade, il y a un banc où les pages de la Chambre peuvent s'asseoir au cours des séances. Ce sont des étudiants d'université embauchés par la Chambre pour porter des messages et des documents aux députés ³⁹.

Derrière le fauteuil, il y a une porte qui donne sur un couloir, appelé le couloir du Président, qui mène aux appartements du Président. Aux murs du couloir sont suspendus des portraits d'anciens présidents de la Chambre⁴⁰.

LE BUREAU

En face du fauteuil, à quelques pas de l'estrade, il y a une longue table en chêne — appelée le Bureau — où le Greffier de la Chambre — le principal conseiller du Président en matière de procédure — est assis avec d'autres greffiers au Bureau 41. Le Greffier s'assoit au bout nord de la table, et les autres greffiers prennent place de part et d'autre de la table. Le fauteuil du Greffier a été fabriqué en 1873. En 1902, à la mort du Greffier de l'époque, sir John Bourinot, le fauteuil a été offert à sa veuve. En 1940, la famille en a fait don à la Chambre. Le Bureau est équipé de microphones, de petits écrans de télévision et d'ordinateurs bloc-notes. Les ordinateurs permettent de tenir le compte rendu 42, de transmettre des messages au fauteuil et, comme ils sont en réseau avec la Chambre, de communiquer avec les autres services de la Chambre. La masse est posée au bout sud de la table. On trouve aussi sur la table une série de documents de référence, pour les besoins des députés et des greffiers, ainsi que des appuie-livres, un calendrier, un encrier et un sceau 43.

- Voir les observations du Président Jerome sur le programme des pages, Débats, 22 mars 1978, p. 4026-4027; 10 octobre 1978, p. 6953.
- 40. Les portraits sont habituellement commandés avant que le Président quitte sa charge, mais ils ne sont suspendus qu'après son départ. Il y a une cérémonie d'accrochage chaque fois qu'un portrait s'ajoute à la collection.
- La table, avec sa base richement sculptée, est l'œuvre de J.A. Pearson, un des architectes du nouvel édifice du Centre.
- 42. Le plumitif est le compte rendu manuscrit des délibérations établi par les greffiers, qui sert de base aux Journaux. Le relevé chronologique, tenu aussi par les greffiers, donne le résumé de l'utilisation du temps à la Chambre.
- 43. Le calendrier, l'encrier et le sceau sont l'œuvre de l'artiste ferronnier Paul Beau; ils ont été placés sur la table en 1926 pour remplacer les articles détruits par le feu de 1916 (Débats, 26 mai 1926, p. 3758). Pour une description, voir Journaux, 28 mai 1926, p. 364. On doit à M. Beau plusieurs des articles en fer forgé qui se trouvent dans l'édifice du Centre (voir Paul Beau de Rosalind Pepall, Musée des beaux-arts de Montréal, 1982).

LA MASSE

La masse est un bâton richement orné qui symbolise l'autorité du Président; au cours des séances de la Chambre, elle est posée sur le Bureau. Au Moyen Âge, la masse était l'arme d'un officier; faite de métal, avec une tête garnie de pointes ou évidée en ailettes, elle servait à perforer les cottes de mailles et les armures⁴⁴. Au douzième siècle, les sergents d'armes du cortège du roi étaient armés de masses. Les masses, frappées des armoiries royales et portées par les sergents d'armes lorsqu'ils procédaient à une arrestation sans mandat, devinrent reconnues comme le symbole de l'autorité du roi. Elles étaient aussi portées par des dignitaires civils.

C'est au début du quinzième siècle qu'on commença à affecter les sergents d'armes du roi aux Communes. À la fin du seizième siècle, d'arme de guerre, la masse était devenue l'emblème richement orné de la charge de sergent. Grâce au pouvoir d'arrestation sans mandat du sergent d'armes, les Communes pouvaient faire arrêter ou mettre en prison les personnes qui les offensaient, sans avoir à passer par les tribunaux ordinaires 45. Cette juridiction pénale est à la base du privilège parlementaire, et comme l'exercice du privilège dépendait des pouvoirs dont le sergent d'armes du roi était investi, la masse — l'emblème de sa charge — était identifiée aux privilèges grandissants des Communes; elle devint reconnue comme le symbole de l'autorité de la Chambre et, par voie de conséquence, de son Président 46.

Au moment de la Confédération, la masse adoptée par la Chambre des communes était celle de l'ancienne Assemblée législative de la Province du Canada⁴⁷. Après avoir échappé à l'incendie de l'édifice du Parlement à Montréal en 1849⁴⁸, ainsi qu'aux deux incendies de Québec en 1854⁴⁹, la masse devait être perdue dans le terrible incendie du 3 février 1916. Lorsque la Chambre s'est réunie au Musée commémoratif Victoria (ainsi qu'il s'appelait) au surlendemain de l'incendie, le Sénat lui prêta sa masse. Au cours des trois semaines qui suivirent, on se servit de la masse de

^{44.} La masse est la forme perfectionnée de l'antique massue et du bâton (vieux symbole d'âge, de sagesse et d'autorité). Voir Erskine Grant-Dalton, «The Mace», The Table, vol. XXV de 1956, p. 15-20. Voir aussi Peter Thorne, «Maces: Their Use and Significance», The Parliamentarian, vol. 44, 1963, p. 25-30. C'est la masse plutôt que l'épée qu'auraient portée au combat les évêques guerriers du Moyen Âge, le droit canonique interdisant aux prêtres de verser le sang (Beauchesne, Canada's Parliament Buildings, p. 55).

^{45.} May, 22º éd., p. 136-137.

^{46.} À l'époque, les Communes en étaient au début de leur combat séculaire pour obtenir et affirmer les privilèges essentiels à l'établissement de leur rôle distinct au Parlement. Dans le cas de Ferrers en 1543, la Chambre des communes défia avec succès les autorités de la ville de Londres et obtint la libération du député arrêté (Ferrers) « par le sergent sans mandat, mais sur la seule présentation de sa masse, laquelle était son mandat ». Voir le compte rendu dans Hatsell, vol. I, p. 53-59. Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités ».

^{47.} Les assemblées de autres provinces qui se sont jointes à la Confédération n'utilisaient pas la masse (Bourinot, 2º éd., p. 277-278, note 5). La masse fut adoptée par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick en 1930 et 1937 respectivement. Dans le Haut et le Bas-Canada (Ontario et Québec), la masse était en usage dans les chambres d'assemblée depuis les premières séances en 1792.

^{48.} Bourinot, 2º éd., p. 277-278, note 5.

John McDonough, «Historique des masses des Parlements britannique et canadien», Revue parlementaire canadienne, vol. II, nº 2, juin 1979, p. 29.

l'Assemblée législative de l'Ontario jusqu'à ce qu'une masse temporaire, en bois, soit fabriquée. La masse actuelle, fabriquée sur le modèle de l'original, est faite d'argent et de vermeil; elle mesure 1,47 mètre et pèse 7,9 kilos. C'est un don du lord-maire et des shérifs de Londres, reçu en mai 1917⁵⁰. La masse de bois a été conservée; elles est exposée dans le foyer de la Chambre des communes et est utilisée le jour de l'anniversaire de l'incendie ⁵¹.

La masse fait partie intégrante du fonctionnement de la Chambre; depuis la fin du dix-septième siècle, il est acquis que la masse doit être présente pour que la Chambre soit correctement constituée 52. La garde de la masse est confiée au sergent d'armes 53, qui la porte sur l'épaule droite à son arrivée et à sa sortie de la Chambre, au début et à la fin de chaque séance. Au début d'une séance, la masse est déposée au pied de la table, la couronne tournée dans la direction du parti ministériel. Lorsque la Chambre se forme en comité plénier, la masse est placée sur un support à un niveau plus bas de la table 54; lors de l'élection du Président, elle est posée sur un coussin sous la table. Hors séance, la masse est gardée dans les appartements du Président. Au cours des longues périodes d'ajournement ou en intersession, elle est exposée à la Chambre ou à proximité.

LA BARRE DE LA CHAMBRE

La barre est une tige de laiton installée à l'horizontale à l'entrée sud de la Chambre. C'est un obstacle que ne doivent pas franchir les représentants de la reine qui ne sont pas invités (ainsi que tout non-parlementaire)⁵⁵. Lorsque la Chambre se forme en

- Journaux, 16 mai 1917, p. 211. Pour une description détaillée de la masse, voir Débats, 16 mai 1917, p. 1511-1512. Wilding et Laundy, p. 455-456, donnent des détails sur les masses d'autres parlements du Commonwealth.
- 51. Cela se fait chaque année depuis 1977 (voir, par exemple, Débats, 3 février 1994, p. 847). C'est une tradition qui remonte à 1961 au cours de la présidence de M. Michener (Débats, 3 février 1961, p. 1769); elle a été reprise par le Président Jerome en 1977 (Débats, 3 février 1977, p. 2665).
- «The Mace in the House of Commons», document n
 ^o 3 de la bibliothèque des Communes britanniques, Londres: Her Majesty's Stationery Office, 1957, p. 7. Voir aussi Hatsell, vol. II, p. 141.
- 53. Art. 157(1) du Règlement. ,
- 54. Cet usage séculaire remonterait à la période élisabéthaine, lorsque les comités nombreux commencèrent à se réunir dans la Chambre, plutôt que dans des endroits moins commodes à l'extérieur de l'enceinte. Selon que la masse se trouvait sur ou sous la table, cela servait à indiquer que les députés siégeaient comme Chambre ou en comité plénier («The Mace in the House of Commons», document n° 3 de la bibliothèque des Communes, p. 9-10).
- 55. En 1642, dans un différend sur l'autorité et les droits respectifs du monarque et du Parlement britannique, Charles l'é délivra un mandat pour l'arrestation de cinq députés des Communes. Le roi lui-même se rendit aux Communes, franchit la barre il fut le premier et le dernier monarque à le faire —, prit le fauteuil du Président et demanda à voir les cinq députés recherchés. Mais les intentions du roi furent contrecarrées par la fameuse réplique du Président Lenthall («Qu'il plaise à Sa Majesté, je n'ai ni yeux pour voir, ni langue pour parler en cet endroit, mais je fais ce qu'il plaît à la Chambre de m'ordonner de faire, car je suis son serviteur ici, et je demande humblement pardon à Sa Majesté de ne pouvoir lui donner d'autre réponse que celle-ci à ce qu'il a plu à Sa Majesté de me demander.»), qui devait établir la préséance des privilèges des Communes sur l'autorité de la Couronne (Wilding et Laundy, p. 708-709).

239

comité plénier, des fonctionnaires ministériels peuvent se présenter sur le parquet de la Chambre pour aider le ministre. Le sergent d'armes, ou son adjoint, s'assoit à un pupitre du côté de l'opposition et en deçà de la barre.

Des particuliers sont parfois convoqués à la barre pour rendre des comptes devant la Chambre ou répondre à des questions. La personne qui est jugée coupable d'outrage à la Chambre — c'est-à-dire qui a porté atteinte à la dignité ou à l'autorité du Parlement — peut être convoquée à comparaître et la Chambre peut ordonner qu'elle soit réprimandée par le Président au nom et avec la pleine autorité de la Chambre. À plusieurs occasions à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, des personnes ont été convoquées à la barre de la Chambre. Depuis 1913, il est arrivé une seule fois que la Chambre convoque quelqu'un à la barre 56. Les témoins convoqués par la Chambre se tiennent aussi à la barre pour répondre aux questions posées par les députés 57.

LES TRIBUNES

Tout autour de la salle des séances, en surplomb, courent des tribunes pouvant accueillir plus de 500 personnes. (Voir figure 6.3, la salle de la Chambre des communes.) Dans celle faisant face au fauteuil du Président, appelée la tribune des dames 58, les premières rangées sont réservées au corps diplomatique et aux autres dignitaires; les autres sont à la disposition du grand public. À l'autre bout de la Chambre, au-dessus du fauteuil du Président, se trouve la tribune de la presse. L'accès en est réservé aux membres de la tribune de la presse parlementaire 59 (il est permis d'y prendre des notes). Tout juste derrière, il y a une autre tribune du public. Du côté de la salle face aux banquettes ministérielles se trouvent trois tribunes: une pour les invités des députés ministériels, une autre pour les sénateurs et leurs invités et la dernière, pour les invités du premier ministre et du Président. Seuls les invités de marque (chefs d'État, chefs de gouvernement, délégations parlementaires invités au Canada) qui se trouvent dans la tribune du Président sont salués et présentés à la Chambre par le Président. De l'autre côté de la Chambre, en face des banquettes

- 56. Le 30 octobre 1991, furieux d'avoir raté un vote, lan Waddell (Port Moody-Coquitlam) tenta de s'emparer de la masse au moment où le sergent d'armes quittait la salle à la fin de la séance. Ce geste a été jugé comme une tentative de faire obstruction à la Chambre, ainsi qu'un défi au pouvoir du Président de suspendre la séance. Après avoir constaté qu'il y avait, de prime abord, atteinte au privilège, une motion a été adoptée voulant que le député soit appelé à la barre et admonesté par le Président (Débats, 30 octobre 1991, p. 4269-4270; 31 octobre 1991, p. 4271-4285 et 4309-4310). En tant que député, il aurait pu être réprimandé à sa place, ce qui aurait été la coutume. Mais dans ce cas, la motion adoptée par la Chambre précisait que le député devait se présenter à la barre.
- 57. Pour en savoir plus, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités ».
- Autrefois, la Tribune des dames était réservée aux femmes (habituellement, les femmes et les filles des députés), comme la «Ladies' Gallery» des Communes britanniques. Voir Wilding et Laundy, p. 424; et Redlich, vol. II, p. 22, 35.
- 59. La Tribune de la presse parlementaire est une association sans but lucratif dont les membres sont des journalistes affectés par les médias à la couverture des activités parlementaires.
- 60. Pour en savoir plus sur cet usage, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

de l'opposition, une tribune est réservée aux fonctionnaires des ministères (c'est la seconde tribune où la prise de notes est permise), une autre pour les invités du chef de l'Opposition et deux autres pour les invités des députés des autres partis d'opposition.

Les portes des tribunes sont ouvertes au début de chaque séance, après lecture de la prière. Pour des raisons de décorum et de sécurité, il n'est pas permis de prendre des photos, de lire, de dessiner ou de prendre des notes dans les tribunes (sauf les deux cas évoqués). Aussi, les manteaux, porte-documents, bloc-notes, matériel photographique et ainsi de suite sont interdits dans les tribunes ⁶¹. Les invités dans les tribunes privées doivent être vêtus correctement ⁶².

Les étrangers

«Étranger» est un terme de procédure qui désigne depuis longtemps toute personne autre que les députés et les officiels de la Chambre (sénateurs, diplomates, fonctionnaires, journalistes, grand public). Il fait ressortir la distinction entre députés et non-députés et souligne le fait que c'est seulement avec l'autorisation de la Chambre que les étrangers sont admis dans les tribunes ou l'enceinte parlementaire⁶³. Les étrangers ne sont pas admis sur le parquet lorsque la Chambre est en séance⁶⁴.

Le droit de la Chambre de conduire ses délibérations «en privé», c'est-à-dire sans la présence d'étrangers, est séculaire. Jusqu'en 1845, le Parlement britannique adoptait des ordres sessionnels pour interdire aux étrangers l'accès à l'enceinte parlementaire (de fait, on en vint à tolérer leur présence dans les endroits non réservés aux députés) 65. Au Canada, lors de la Confédération, la Chambre a adopté une règle

- 61. En mars 1997, on a signalé à la Chambre qu'un visiteur autochtone portant une plume d'aigle s'était vu refuser l'entrée aux tribunes du public. La Chambre prit note du caractère sacré de la plume d'aigle pour les peuples autochtones et le Président déclara qu'il est permis à un autochtone d'entrer dans la Chambre avec une telle plume (Débats, 12 mars 1997, p. 8946 et 8954-8955).
- 62. Par tradition, cela signifie une tenue classique: pour les hommes, par exemple, le veston et la cravate. Les costumes nationaux et traditionnels appropriés sont aussi permis. Ce code vestimentaire ne s'applique pas aux tribunes du public.
- 63. Pour en savoir plus sur l'autorité de la Chambre sur l'enceinte parlementaire, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités ». En juin 1998, lorsqu'il a été porté à l'attention de la Chambre qu'on avait autorisé Ernst Zundel (bien connu pour avoir nié publiquement l'existence de l'holocauste) à utiliser des locaux gérés par la Tribune de la presse parlementaire pour une conférence de presse (Débats, 4 juin 1998, p. 7608-7609), la Chambre a décidé d'interdire à M. Zundel l'accès aux locaux de la Chambre pendant la session en cours (Journaux, 4 juin 1998, p. 937).
- 64. Il arrive qu'on fasse exception. En 1944, à deux reprises, la Chambre a permis au ministre de la Défense nationale, qui venait d'être nommé et n'était pas encore élu, de prendre la parole devant la Chambre en cours de séance (*Journaux*, 23 novembre 1944, p. 926; 24 novembre, p. 927-928). La Chambre a aussi tenu une séance secrète à laquelle le ministre participait (*Journaux*, 28 novembre 1944, p. 931; *Débats*, 28 novembre 1944, p. 6863).
 - En 1996 et 1998, la Chambre s'est formée en comité plénier pour rendre hommage aux médaillés des Jeux olympiques et paralympiques d'été de 1996 et d'hiver de 1998; les athlètes furent accueillis sur le parquet de la Chambre (Journaux, 1* octobre 1996, p. 699; Débats, 1* octobre 1996, p. 4944-4946; Journaux, 22 avril 1998, p. 691; Débats, 22 avril 1998, p. 5959-5960).
- Pour un aperçu historique de cet usage, voir May, 1^{nt} éd., p. 163-164; 5th éd., p. 238-240; et Redlich, vol. II, p. 34-35.

241

autorisant les députés à demander que les tribunes soient évacuées ⁶⁶. En 1876, la règle a été modifiée ⁶⁷, les députés devant se contenter de présenter une motion demandant que les étrangers reçoivent l'ordre de se retirer; la motion ne pouvant être ni débattue ni modifiée, il revenait à la Chambre de trancher ⁶⁸. La règle actuelle, adoptée en 1994 ⁶⁹, dispose que le Président peut enjoindre les étrangers de se retirer et que, lorsqu'un député signale la présence d'étrangers, le Président «peut » mettre la motion aux voix, sans débat ni amendement. La Chambre conserve ainsi le droit d'expulser les étrangers et de se réunir en privé ⁷⁰. Dans les faits, cela se produit rarement, et les étrangers sont les bienvenus tant qu'il y a de la place pour eux et que le décorum est respecté.

Désordre à la tribune

Le sergent d'armes, un des principaux officiels de la Chambre, est responsable du maintien du décorum et de l'ordre dans les tribunes ⁷¹. Il y a eu quelques cas de mauvaise conduite dans les tribunes, et le sergent d'armes et les responsables de la sécurité ont dû expulser les manifestants ou les étrangers qui se conduisaient de façon désordonnée. Dans les cas de désordre grave, le Président a dû ordonner que les tribunes soient évacuées ⁷². En outre, s'il arrive que la Chambre adopte la motion «Que les étrangers reçoivent l'ordre de se retirer», le sergent d'armes et les agents de sécurité sont tenus d'évacuer les tribunes.

LES ANTICHAMBRES

Derrière les banquettes du gouvernement et de l'opposition, de part et d'autre de la Chambre, il y a une grande pièce étroite appelée antichambre. Celle du côté gouvernemental est réservée aux députés ministériels et l'autre, aux députés des partis de

- Voir Constitutions, Règles et Règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle 6; Débats, 27 mars 1871, col. 655, pour un exemple de son application.
- 67. Débats, 29 mars 1876, p. 924.
- 68. Aucune motion dans ce sens n'a jamais été adoptée, mais il y en a eu quelques-unes (voir, par exemple, Journaux, 7 septembre 1950, p. 38; Débats, 4 avril 1990, p. 10186-10187). Dans le cas de 1990, le Président Fraser a jugé qu'un député ne pouvait invoquer le Règlement pour présenter la motion.
- 69. Art. 14 du Règlement (Journaux, 10 juin 1994, p. 563).
- 70. Voir la partie sur les séances secrètes dans le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».
- 71. Art. 157(2) et 158 du Règlement.
- 72. Voir Débats, 11 mai 1970, p. 6796; 28 novembre 1989, p. 6342-6343. Le 18 octobre 1990, était soulevée une question de privilège accusant un député de complicité dans une manifestation à la tribune le jour précédent, au cours de laquelle une vingtaine de manifestants, identifiés comme étudiants, avaient poussé des cris et bombardé les députés de macaronis et de messages de protestation avant de se faire expulser par les agents de sécurité (Débats, 18 octobre 1990, p. 14359-14368). Le Président a écarté l'accusation de complicité, mais a jugé qu'il y avait, de prime abord, atteinte au privilège. La question a été renvoyée à un comité, qui a recommandé que les participants à la manifestation soient punis ou mis en accusation pour leurs actions (Débats, 6 novembre 1990, p. 15177-15181; Journaux, 6 novembre 1990, p. 2228; 6 mars 1991, p. 2666-2667). Pour le texte du rapport, voir Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des privilèges et élections, 6 mars 1991, fascicule n° 39, p. 3-8. Le rapport n'a pas été débattu par la Chambre.

l'opposition. Ces antichambres, dont les portes communiquent avec la Chambre, sont équipées de tables et de fauteuils, de téléphones, de fax, de photocopieurs, de terminaux d'ordinateur, etc., pour les besoins des députés. Dans les antichambres, les députés peuvent converser, discuter, faire des appels, s'occuper de leur correspondance et ainsi de suite, et retourner immédiatement dans la salle des séances. Les whips des partis affectent du personnel dans l'antichambre et des pages s'y tiennent à disposition pour prendre des appels ou livrer des messages. Les antichambres sont interdites au public. Le personnel de sécurité de la Chambre en contrôle l'accès, conformément aux consignes établies par les whips.

SONORISATION ET INTERPRÉTATION SIMULTANÉE

En 1951, un comité spécial de la Chambre recommandait l'installation d'un système d'amplification du son «semblable à celui qui existe à la Chambre des communes de Westminster 3. Depuis plusieurs années, on se plaignait de l'acoustique de la Chambre et du fait que des députés et les gens dans les tribunes avaient de la peine à suivre les délibérations. Concevoir un système d'amplification du son pour une assemblée où les membres parlent de leur siège (plutôt que d'une tribune) et seulement lorsque le Président leur a accordé la parole, posait un véritable défi. Le rapport du comité a été adopté et le système installé au cours de l'intersession. Il devait être utilisé pour la première fois à la session qui s'est ouverte le 20 novembre 1952 4. Les pupitres des députés, ainsi que le fauteuil du Président, sont équipés d'un microphone. Devant la tribune du côté sud de la salle, il y a un pupitre de contrôle des microphones, occupé par les «pupitreurs». Dès qu'un député obtient la parole, son microphone est activé par le pupitreur. Seul le Président peut activer son propre microphone (ainsi que le pupitreur) et, lorsqu'il est ouvert, les microphones des députés ne fonctionnent pas.

En 1958, la Chambre approuvait l'installation dans la salle des séances d'un système d'interprétation simultanée dans les deux langues officielles 75. Les députés étaient d'avis que cela réaffirmait l'esprit de la Constitution, qui prévoit l'égalité des deux langues officielles et leur usage dans les débats du Parlement 76.

Les cabines des interprètes sont situées aux deux coins de la Chambre du côté opposé au fauteuil du Président. Les pupitres des députés sont équipés d'un dispositif qui leur permet d'écouter l'interprétation simultanée des délibérations en français

L'évolution du système au Parlement britannique était suivie avec intérêt; voir les rapports déposés par le Président dans Journaux, 5 décembre 1947, p. 7, 30-32; 15 mars 1951, p. 177-179. Le rapport du comité spécial a été présenté et adopté le 19 juin 1951 (Journaux, p. 517-518).

^{74.} Voir Journaux, 29 février 1952, p. 9 (dépôt d'un arrêté en conseil autorisant le ministre des Travaux publics à conclure un contrat pour la livraison, l'installation et l'utilisation d'un système d'amplification du son); Débats, 25 juin 1952, p. 3978-3979 (Interrogation du ministre en comité des subsides); Débats, 21 novembre 1952, p. 12; 26 novembre 1952, p. 133 (commentaires de députés sur le nouveau système).

^{75.} Journaux, 11 août 1958, p. 402.

Voir les échanges en séance lorsque la décision a été prise (Débats, 11 août 1958, p. 3497-3507) et, plus tôt, lorsque la motion demandant la mise en place de l'interprétation simultanée a été débattue (Débats, 25 novembre 1957, p. 1535-1578).

ou en anglais. Les visiteurs dans les tribunes ont aussi accès au système d'amplification du son; ils peuvent aussi, grâce au système d'interprétation simultanée, suivre les délibérations dans la langue officielle de leur choix.

TÉLÉDIFFUSION DES DÉLIBÉRATIONS

En 1977, la décision était prise de télédiffuser les délibérations de la Chambre des communes⁷⁷; il fallait donc équiper la salle en conséquence. Au cours de l'ajournement d'été, la Chambre est devenue un véritable chantier: la sonorisation a été modernisée, l'éclairage amélioré, des caméras ont été installées (manuelles au début, elles ont été remplacées par des caméras actionnées à distance), et une salle de contrôle a été aménagée au-dessus de la tribune des dames, du côté sud de la Chambre⁷⁸. (La question d'un «hansard électronique» est examinée dans le chapitre 24, «Le registre parlementaire».)

Photographie de la Chambre

Avant la télédiffusion des délibérations, des photographies pouvaient être prises en cours de séance, mais seulement avec la permission de la Chambre ⁷⁹. À la fin des années 1970, la question de la télédiffusion ayant été réglée, celle de la photographie se posa. Les textes ne prévoyaient pas que la presse écrite puisse photographier des séances de la Chambre, sauf entente expresse, alors que la presse électronique avait accès à toutes les séances ⁸⁰. À titre d'essai — ce qui allait devenir l'usage ⁸¹ —, on permit la présence au cours de la période des questions de deux photographes, placés derrière les rideaux de chaque côté de la Chambre. Les photographes sont embauchés par une agence de presse qui, en vertu d'une entente, alimente d'autres médias. Les photographes sont tenus de se conformer aux principes établis pour l'usage des caméras de télévision, dont il est question dans le chapitre 24, «Le registre parlementaire».

AUTRES ACTIVITÉS TENUES DANS LA CHAMBRE

À l'occasion, la salle de la Chambre sert à d'autres fins qu'aux séances parlementaires. Parmi les activités qui reviennent périodiquement, il y a les allocutions de

^{77.} Journaux, 25 janvier 1977, p. 287.

Voir la déclaration du Président lors du début de la diffusion des délibérations de la Chambre (Débats, 17 octobre 1977, p. 8201-8202).

^{79.} Voir, par exemple, l'ordre spécial adopté par la Chambre le 11 mai 1961 (Journaux, p. 535). À une autre occasion, un député s'étant opposé à ce qu'on prenne des photos, le Président demanda le consentement de la Chambre (Débats, 27 novembre 1964, p. 10785; 17 décembre 1964, p. 11451). En janvier 1967, le Président écrivit à tous les députés pour les informer des dispositions prises en concertation avec les leaders à la Chambre pour permettre la photographie de la Chambre en séance.

^{80.} Voir Débats, 24 octobre 1979, p. 557.

^{81.} Voir Débats, 25 janvier 1983, p. 22194.

dignitaires invités ⁸², des séances d'accueil et d'information pour les nouveaux députés ⁸³ et des activités annuelles ⁸⁴. La Chambre a aussi servi à des cérémonies spéciales ⁸⁵. Comme il ne s'agissait pas de séances de la Chambre, la masse n'était pas sur le Bureau.

Les salles de réunion des comités

La Chambre des communes délègue une bonne partie de son travail à des comités, qui se composent de députés (et de sénateurs, dans le cas des comités mixtes)⁸⁶. À l'exception des comités pléniers, qui se tiennent dans la salle des séances⁸⁷, les comités se réunissent à l'extérieur de la Chambre, souvent pendant que la Chambre est en séance. Les salles de comité se trouvent essentiellement dans les édifices suivants: du Centre, de l'Est, de l'Ouest, Wellington et La Promenade. Elles sont équipées d'un système de sonorisation, ainsi que de l'équipement nécessaire pour enregistrer les délibérations et assurer l'interprétation simultanée dans les deux langues officielles. Une salle est équipée de caméras de télévision, qui sont «télécommandées» à partir de la salle de contrôle adjacente. Bien que désignées et équipées comme salles de réunion des comités, certaines salles servent à d'autres activités. Les comités

- 82. De temps à autre, la salle des séances accueille un dignitaire qui s'adresse à l'ensemble des députés et des sénateurs. La Chambre adopte alors une motion à cet effet (voir Journaux, 9 juin 1992, p. 1660-1661). Dans le cas d'une adresse commune, un protocole spécial s'applique. Il ne s'agit pas d'une séance de la Chambre et la Chambre ne siège pas. Pour en savoir plus sur l'adresse commune, voir le chapitre 9, « Les séances de la Chambre ».
- 83. Des séances d'accueil, données habituellement après une élection générale et avant l'ouverture de la législature, ont été tenues dans la salle de la Chambre à la suite des élections générales de 1993 et 1997.
- 84. Par exemple: le Forum des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne, séminaire de perfectionnement professionnel qui se tient chaque année depuis 1996; les rencontres annuelles du Forum pour jeunes Canadiens, activité organisée par une association sans but lucratif, la Fondation pour l'étude des processus de gouvernement au Canada: il s'agit d'initier les élèves du niveau secondaire aux rouages du gouvernement et aux devoirs du citoyen; et la cérémonie annuelle d'assermentation des pages du Parlement.
- 85. En 1921, les députés et sénateurs se sont réunis dans la salle des séances pour la cérémonie de réception du fauteuil du Président, donné en remplacement du fauteuil détruit par l'incendie de 1916. Il ne s'agissait pas d'une séance de la Chambre, de sorte que la masse n'était pas sur le Bureau. Lorsque la Chambre s'est réunie ce jour-là, un ordre spécial a été adopté pour que les interventions faites à la cérémonie soient publiées en préface aux Débats (Journaux, 20 mai 1921, p. 305-306).

Des délibérations ont été tenues dans la salle des séances lorsque le Parlement canadien a accueilli en 1980 et 1991 les XI* et XVIII* Assemblées générales de l'Association internationale des parlementaires de langue française (rebaptisée Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)) et, en 1999, la XXV* Assemblée générale de l'APF.

En 1996, députés et sénateurs (dont des anciens) se réunirent dans la salle et les tribunes de la Chambre pour l'inauguration d'une série de plaques soulignant la contribution de parlementaires depuis la Confédération. Il ne s'agissait pas d'une séance de la Chambre. (La cérémonie a été télévisée, mais il n'en est pas fait mention dans les documents officiels; voir certains commentaires dans Débets, 29 mai 1996, p. 3124, 3133.)

- 86. Pour en savoir plus, voir le chapitre 20, « Les comités ».
- 87. Voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

peuvent se réunir n'importe où à l'intérieur de la cité parlementaire, à condition que l'enregistrement et l'interprétation simultanée des délibérations soient possibles.

Généralement, une salle de réunion comprend plusieurs tables disposées en rectangle. Le président s'assoit au centre à un bout avec le greffier et les autres conseillers du comité. Les députés s'assoient de chaque côté; comme à la Chambre, les députés ministériels s'assoient habituellement à la droite du président et les députés de l'opposition, à sa gauche. Les témoins s'assoient à l'autre bout, face au président. Il y a des tables pour les représentants de la presse, normalement derrière les chaises des témoins; il y a aussi des places pour les particuliers qui assistent aux délibérations.

Si certains comités semblent préférer se réunir dans une salle plutôt qu'une autre, aucune salle n'est attribuée à un comité en particulier. Dans les premières années après la Confédération, il y avait moins de comités, qui comptaient plus de membres, et une bonne partie des travaux se faisait en comités pléniers. Certaines salles étaient réservées aux réunions des comités. Par exemple, celle appelée couramment Salle des chemins de fer (qui accueillait divers comités) était baptisée ainsi parce que c'était le «quartier général» du comité permanent chargé des chemins de fer⁸⁸. Les comités réservent les salles au fur et à mesure, mais il arrive que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre établisse des priorités ⁸⁹.

Bureaux des députés

Les députés sont logés dans des bureaux situés dans divers édifices: du Centre, de l'Est, de l'Ouest, de la Confédération, de la Justice et Wellington. Les ministres ont des bureaux sur la Colline et dans leur ministère. Les bureaux des députés leur sont attribués après consultation du whip de leur parti 40. Ensuite, le Président attribue un bureau aux députés de partis non officiellement reconnus par la Chambre et aux députés sans affiliation (appelés députés indépendants) 91.

À la Confédération, le nouvel édifice du Centre — qu'on appelait l'édifice du Parlement — logeait le Parlement du Canada au complet. Les édifices de l'Est et de l'Ouest, appelés «édifices ministériels», étaient occupés par les ministères; on y

- 88. Le Comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques a existé de 1867 à 1965, alors qu'il a changé de nom. La Salle des chemins de fer, qui donne sur le Hall d'honneur, est une des plus grandes; elle est équipée pour la télédiffusion des délibérations.
- 89. Art. 115(4) du Règlement. Les priorités sont établies conformément au rapport du Comité (voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 10 juin 1994, fascicule nº 16, p. 9-10), adopté par la Chambre le 19 septembre 1994 (Journaux, p. 682). Voir aussi le chapitre 20, «Les comités».
- 90. Manuel des allocations et services, Chambre des communes, mars 1998, vol. I, chap. B-1, p. 1.
- 91. En 1991, Louis Plamondon (Richelieu), député d'un parti non reconnu, a soulevé une question de privilège concernant la réattribution de son bureau par le Président sans son consentement. Le Président a jugé qu'il s'agissait d'une question administrative plutôt que de procédure (Débats, 8 avril 1991, p. 19126-19127; 9 avril 1991, p. 19232-19233; 11 avril 1991, p. 19340). Avant l'ouverture de la 36* législature en 1997, John Nunziata (York South Weston), ancien membre d'un parti reconnu qui avait été réélu comme député indépendant, s'est vu attribuer un autre bureau par le Président, contre sa volonté.

trouvait des bureaux pour les ministres. Le Président était le seul à avoir un bureau dans l'édifice du Parlement. Les députés avaient leur pupitre dans la salle des séances, une armoire-vestiaire tout près, et un endroit où s'habiller, lire ou fumer. Vu la nature du travail des députés et la durée des sessions, on considérait que cela suffisait à leurs besoins ⁹².

L'édifice du Centre était destiné à l'Assemblée législative de la Province du Canada, qui comptait 130 députés. À la Confédération, il devait loger les 181 députés de la Chambre. Dès les années 1880, tous les sous-sol et les greniers étaient occupés, et les parlementaires commencèrent à demander d'être mieux logés. En 1916, l'année où l'édifice a été détruit par le feu, certains députés avaient obtenu des bureaux privés (le Président, les ministres, les principaux députés de l'opposition), alors que d'autres partageaient des bureaux. Avec la construction du nouvel édifice du Centre, les choses se sont améliorées, mais pas au point de fournir à chaque député son propre bureau⁹³. Avec le temps, le nombre des députés augmenta, ainsi que leurs besoins de locaux et de personnel, à cause de l'évolution du rôle et des travaux du Parlement et de ses représentants élus. Graduellement, il se créa plus d'espace à mesure que des services administratifs déménageaient ailleurs et que d'autres édifices étaient affectés aux besoins de la Chambre des communes ⁹⁴.

Structure et services administratifs

La Chambre des communes est une des trois parties constitutives du Parlement du Canada⁹⁵. Les deux autres sont le Sénat et la souveraine, représentée au Canada par le gouverneur général. La Chambre n'est pas un département ministériel du gouvernement, bien que sa structure administrative soit généralement comparable à celle d'un ministère. Un des privilèges de la Chambre est son droit de réglementer ellemême ses affaires internes⁹⁶. La Chambre peut suivre les politiques administratives

- 92. À l'époque, une session moyenne ne durait même pas six mois; voir l'annexe 12, «Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance».
- 93. Dans l'ancien édifice, il y avait des appartements pour le Président et le sergent d'armes, ainsi que pour les femmes de ménage, les domestiques et les messagers. Dans le nouvel édifice, qui comptait deux étages de plus, on avait aménagé plus d'espace en éliminant les appartements, mais le Président conservait une suite de pièces pour ses réceptions habituelles (J.D. Livermore, «Historique des installations parlementaires au Canada, 1841-1974», publié comme l'annexe III du Rapport de la Commission consultative des locaux parlementaires, déposé le 17 décembre 1976 (Journaux, p. 254)).
- 94. Une fois rénové, l'édifice de l'Ouest accueillit des députés en 1963; ce fut au tour de l'édifice de la Confédération en 1973. À compter de 1980, des députés commencèrent à s'installer dans l'édifice de l'Est (réservé jusqu'ici au premier ministre). Les députés disposent aussi de locaux dans l'édifice Wellington, que la Chambre a commencé à occuper en 1977 (Maingot, 2º éd., p. 176). Les députés auront aussi des locaux dans l'édifice de la Justice.
- 95. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 17.
- 96. Maingot, 2º éd., p. 191-193. Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».

du gouvernement, mais elle n'est pas obligée de le faire; elle peut aussi se doter de ses propres politiques et programmes⁹⁷.

L'administration de la Chambre a pour but d'appuyer les activités des députés, individuellement et collectivement, dans leurs rôles de législateurs à la Chambre et aux comités, de représentants de leurs électeurs et de membres de leur groupe parlementaire. Outre son appui aux députés élus pour la durée de la législature, l'administration est également au service de la Chambre en tant qu'institution 98.

En 1964, une importante étude de la structure administrative de la Chambre notait que la nature, le volume et la complexité des services de la Chambre avaient beaucoup changé, et recommandait une réorganisation administrative ⁹⁹. La structure actuelle de la Chambre remonte à une vérification exhaustive réalisée par le vérificateur général en 1979 et 1980. En 1978, se prononçant en faveur du programme d'austérité fiscale entrepris par le gouvernement, le Président demandait au Comité permanent de la gestion et des services aux députés de proposer des mesures d'économie pour la Chambre ¹⁰⁰. Le Comité devait recommander un examen exhaustif et indépendant de l'administration de la Chambre ¹⁰¹.

À la demande du Président, le vérificateur général a examiné l'administration de la Chambre et déposé un rapport intérimaire en octobre 1979 et son rapport définitif en 1981 102. Le vérificateur notait que les services fournis aux députés sont d'une grande qualité, mais il relevait des faiblesses majeures et plusieurs lacunes importantes 103. Ces constatations ont mené à une véritable réforme de la structure administrative de la Chambre, qui a continué d'évoluer pour s'adapter aux circonstances et aux besoins. Une autre vérification exhaustive menée par le vérificateur en 1990-1991 constatait que l'administration générale et financière s'était beaucoup améliorée 104.

^{97.} Le programme baptisé « La Colline verte », lancé en 1990 par le Président Fraser, en est un exemple. Destinée à l'ensemble de la Chambre, cette initiative de sensibilisation et de protection de l'environnement était très en avance sur les initiatives semblables dans le secteur public.

^{98.} Voir le Rapport sur les plans et les priorités 1998-1999 (p. 3), déposé le 25 mars 1998 (Journaux, p. 620).

Voir le Sixième Rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation, présenté le 20 mai 1964 (Journaux, p. 331-337).

Pour plus de détails sur cette étude administrative, voir les observations du Président dans Débats, 1* novembre 1979, p. 841-843.

^{101.} Voir la correspondance entre le Président et le vérificateur général, déposée le 1* novembre 1979 (Journaux, p. 162) et imprimée par ordre de la Chambre (Journaux, 2 novembre 1979, p. 168) en annexe au compte rendu des Débats (Débats, 2 novembre 1979, p. 922-926).

^{102.} Le rapport intérimaire a été déposé à la Chambre (Journaux, 1° et 2 novembre 1979, p. 162, 168) et un rapport sommaire est paru dans le rapport du vérificateur général (chapitre 5) pour l'exercice terminé le 31 mars 1980 (déposé le 11 décembre 1980; voir Journaux, p. 840). Le rapport complet a été déposé comme pièce auprès du Comité permanent des comptes publics (Procès-verbaux, 10 tévrier 1981, fascicule n° 21, p. 3).

Voir les paragraphes 5.8 à 5.10 du Rapport du vérificateur pour l'exercice terminé le 31 mars 1980.

^{104.} Voir p. 9 du Rapport sur la vérification de l'administration de la Chambre des communes, déposé le 21 novembre 1991 (*Journaux*, p. 703; *Débats*, p. 5158-5159).

La structure administrative de la Chambre n'est pas définie dans un document ou un texte législatif unique. L'organisation d'appui qui est nécessaire aux activités de la Chambre a évolué et s'est développée au fil des années pour répondre aux besoins d'un système gouvernemental de plus en plus complexe. Les divers aspects de ces services sont définis dans des lois ¹⁰⁵, le Règlement ¹⁰⁶, des règlements administratifs adoptés par le Bureau de régie interne, des manuels de politique interne et dans les usages qui se sont établis avec les années.

ÉTENDUE DE L'AUTORITÉ DU PRÉSIDENT

Élu par l'ensemble des députés, le Président occupe un poste d'autorité et représente les Communes dans l'exercice de l'ensemble de ses pouvoirs, ses actes et sa dignité ¹⁰⁷. Il est le gardien des droits et privilèges de la Chambre et son porte-parole dans ses rapports avec le Sénat, la souveraine et les autorités à l'extérieur du Parlement; lorsqu'il occupe le fauteuil, il est responsable du déroulement du débat et du maintien de l'ordre conformément aux règles de la Chambre ¹⁰⁸.

Outre ses fonctions plus visibles de représentant de la Chambre et de président des séances, le Président est à la tête de l'administration de la Chambre; à ce titre, il exerce d'importantes responsabilités. Il est responsable de la gouverne et de la gestion de l'ensemble de l'administration de la Chambre 109, à peu près comme un ministre est responsable de son ministère.

Le fonctionnement et la gestion de la Chambre sont tributaires de caractéristiques qui lui sont uniques. Au titre de ses droits et privilèges institutionnels, la Chambre, dans la personne de son Président, jouit d'une autorité exclusive dans son enceinte et sur ceux qui s'y trouvent. Les activités administratives de la Chambre sont aussi nombreuses que diverses. Toutes les questions de finances et d'administration relèvent d'un organisme établi par la loi, le Bureau de régie interne, qui se compose de députés. Le gros des services de la Chambre sont logés dans des édifices historiques, qui sont autant de symboles nationaux. Ces caractéristiques, et d'autres encore, produisent inévitablement un processus de prise de décision fort complexe.

Par exemple, la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1; la Loi sur les traitements, L.R.C. 1985, ch. S-3; la Loi sur les langues officielles, L.R.C. 1985, ch. 31 (4° suppl.); la Loi sur la société canadienne des postes, L.R.C. 1985, ch. C-10, art. 35.

^{106.} Voir, par exemple, les articles 22, 107, 121, et 148-159 du Règlement.

^{107.} May, 22° éd., p. 188.

^{108.} Pour en savoir plus sur le rôle du Président, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

^{109.} En 1998-1999, l'administration de la Chambre, sous l'autorité du Président, comptait queique 1340 années-personnes (personnel des députés exclu), avec un budget de 235,2 millions de dollars. Les chiffres des années-personnes ont été fournis au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre par le Greffier le 30 avril 1998 (voir le fascicule 23 des délibérations du Comité). Pour les chiffres du budget, voir le Budget des dépenses 1998-1999, Parties I et II: Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses, p. 18-2, déposé à la Chambre le 26 février 1998 (Journaux, p. 534).

LE BUREAU DE RÉGIE INTERNE

Le Bureau de régie interne est l'organisme responsable de la Chambre des communes. Il existe depuis longtemps, son existence remontant à une loi de 1868, l'Acte concernant l'Économie intérieure de la Chambre des communes et pour d'autres fins 110.

Les membres

Le Bureau se compose du Président de la Chambre, qui préside les réunions, de deux ministres (nommés par le gouverneur en conseil), du chef de l'Opposition ou de son représentant, et d'autres membres nommés de façon à assurer l'égalité entre le gouvernement et l'opposition (en exceptant le Président). Tous les partis reconnus à la Chambre (c'est-à-dire qui détiennent au moins 12 sièges) sont représentés au sein du Bureau. S'il n'y a qu'un seul parti d'opposition reconnu, son groupe parlementaire ou caucus nomme deux membres au Bureau, et le groupe gouvernemental en nomme un. S'il y a plusieurs partis d'opposition reconnus, chaque caucus nomme un membre au Bureau; le caucus du parti gouvernemental y nomme un membre de moins que le nombre total de membres nommés par les partis d'opposition^[11]. Dans les 15 jours de séance suivant une nomination, le Président en informe la Chambre ^[12]. Chaque membre est tenu de prêter un serment «de fidélité et de discrétion», devant le Greffier de la Chambre ^[13].

Le Greffier est le secrétaire du Bureau de régie interne 114. À la dissolution du Parlement, les membres du Bureau demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement 115. Cela assure la continuité dans l'administration de la Chambre; l'usage veut qu'après une dissolution du Parlement, le Bureau ne prenne que des décisions de gestion interne.

- 110. S.C. 1867-1868, ch. 27.
- 111. Jusqu'en novembre 1997, avec l'entrée en vigueur de ces dispositions (le projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (composition du Bureau de régie interne), a reçu la sanction royale le 27 novembre 1997), le vice-président était d'office membre du Bureau. Peter Milliken (Kingston et les Îles), qui était vice-président à l'époque, a été par la suite nommé au Bureau comme représentant du gouvernement (Journaux, 11 décembre 1997, p. 391).

Après l'adoption de ces dispositions, au début de la première session de la 36° législature (1997-1999), le Bureau se composait des membres suivants: le Président, deux ministres, la personne nommée par le chef de l'Opposition, un représentant de chacun des quatre partis d'opposition (Parti réformiste, Bloc québécois, Nouveau Parti démocratique, Parti progressiste-conservateur), et trois membres nommés par le parti gouvernemental.

- 112. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50 tel que modifié par ch. 42 (1" suppl.), art. 2 et L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 50(4)). Voir Journaux, 18 janvier 1994, p. 18 (nomination de plusieurs membres en début de législature); 18 septembre 1995, p. 1882 (nomination d'un membre en remplacement d'un autre).
- 113. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2. Le texte du serment figure en annexe de la Loi (« Modèle 3 »).
- 114. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 51 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par ch. 42 (1st suppl.), art. 2 et L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 53).

Le président du Bureau

Les réunions du Bureau sont présidées par le Président de la Chambre. Cinq membres, le Président compris, forment le quorum¹¹⁶. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence du Président, cinq membres du Bureau forment le quorum, mais l'un d'entre eux doit être ministre. Les membres présents désignent l'un d'entre eux pour présider la réunion¹¹⁷.

Mission et autorité

Le Bureau tire sa mission et son autorité des dispositions de la Loi sur le Parlement du Canada, du Règlement de la Chambre et de la Loi sur les relations de travail au Parlement. En vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, le Bureau est officiellement «chargé des questions financières et administratives intéressant la Chambre des communes, ses locaux, ses services et son personnel; et les députés 118 ». Le Bureau examine et approuve les prévisions budgétaires de la Chambre avant que le Président les transmette au président du Conseil du Trésor, qui les dépose devant la Chambre avec les prévisions budgétaires du gouvernement 119. Tous les crédits votés par le Parlement à l'intention de la Chambre sont débloqués par ordre du Bureau. Autrement dit, le Bureau gère toutes les dépenses de fonctionnement et d'administration de la Chambre, y compris les traitements des employés et les sommes versées aux députés (indemnités parlementaires et de fonction, frais de déplacement et de communication). Administrativement, le Bureau est responsable de la gestion des locaux, des services et du personnel de la Chambre, ainsi que des biens, services et locaux mis à la disposition des députés dans l'exercice de leurs fonctions parlementaires.

Conformément au Règlement de la Chambre, le Bureau approuve et contrôle les dépenses budgétaires des comités de la Chambre, et il dépose un rapport financier annuel indiquant les dépenses engagées par chaque comité ¹²⁰. Le Règlement prévoit également que lorsque le Bureau a pris une décision sur un budget qui lui a été présenté, le Président dépose à la Chambre la décision en question ¹²¹.

En vertu de la Loi sur les relations de travail au Parlement, le Bureau est réputé l'employeur du personnel de la Chambre des communes au sens de la loi (la principale exception étant le personnel des députés, qui est réputé employé par les

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50 tel que modifié par ch. 42 (1* suppl.), art. 2 et L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.1).

^{117.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 et L.C. 1997, ch. 32, art. 2 (art. 52(2)). Auparavant, le vice-président ou une personne désignée par lui ou par le Président devait présider la réunion.

^{118.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.3).

^{119.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.4).

^{120.} Art. 121 du Règlement.

^{121.} Art. 148(2) du Règlement.

députés) ¹²². En tant qu'employeur, le Bureau approuve l'échelle des salaires des employés non syndiqués et autorise les cadres supérieurs de la Chambre à négocier le renouvellement des conventions collectives des employés syndiqués, et ratifie les ententes.

Conformément au Règlement, un membre du Bureau est désigné pour répondre aux questions concernant l'administration de la Chambre qui peuvent être posées lors de la période des questions ¹²³.

Règlements administratifs et décisions du Bureau

Le Bureau est autorisé par la *Loi sur le Parlement du Canada* à prendre des règlements administratifs pour régir l'utilisation des fonds, biens, services et locaux mis à la disposition des députés. Tout règlement ainsi adopté doit être déposé devant la Chambre dans les 30 jours suivant son adoption, ou déposé auprès du Greffier si la Chambre ne siège pas ¹²⁴.

Le Règlement dispose qu'au début de chaque session du Parlement, le Président doit déposer sur le bureau de la Chambre le compte rendu des décisions du Bureau de régie interne prises au cours de la session précédente¹²⁵. Assez tôt dans la 35^c législature (1994-1997), l'usage a été adopté de déposer les décisions du Bureau (généralement sous forme de procès-verbaux) à la Chambre dès qu'elles sont approuvées ¹²⁶.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité exécutif est responsable de la politique d'orientation et des grandes décisions en matière d'administration, de sécurité, de finances et de personnel pour l'ensemble de la Chambre. Présidé par le Président, il se compose du vice-président, du Greffier, du sergent d'armes et d'un cadre supérieur responsable des services financiers et des ressources humaines.

LE COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre exerce certaines fonctions qui ont trait à l'administration de la Chambre. Il a notamment pour mandat

- 122. L.R.C. 1985, ch. 33 (4° suppl.), art. 3 et 4(2). Le Bureau de régie interne établit des lignes directrices à l'intention des députés sur leur rôle en tant qu'employeurs (Manuel des allocations et services, Chambre des communes, janvier 1999).
- 123. Art. 37(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 5 février 1986, p.10473. Voir aussi le chapitre 11, «Les questions».
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 52.5(3)).
- 125. Art. 148(1) du Règlement.
- 126. Voir Débats, 17 février 1994, p. 1507. Voir, par exemple, le compte rendu des réunions du Bureau du 5 novembre 1996, déposé le 6 décembre 1996 (Journaux, p. 975); 18 mars 1997, déposé le 25 avril 1997 (Journaux, p. 1557); 26 mai 1998, déposé le 11 juin 1998 (Journaux, p. 1021).

d'étudier les questions ci-après et d'en faire rapport à la Chambre et au Bureau de régie interne :

- L'administration de la Chambre et la prestation de services et de locaux aux députés;
- L'efficacité et la gestion des activités qui relèvent à la fois de la Chambre des communes et du Sénat;
- · La radio-télédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités ;
- Toute question relative à l'élection des députés.

En outre, le Comité étudie les prévisions budgétaires de la Chambre, y compris le Rapport sur les plans et les priorités et le Rapport sur le rendement, comme d'autres comités examinent les prévisions des ministères ¹²⁷.

LE GREFFIER DE LA CHAMBRE

Les députés sont appuyés dans leurs fonctions parlementaires par les services fournis par le Greffier 128; en tant que grand responsable de l'administration de la Chambre, il relève directement du Président. Nommé par arrêté en conseil 129, il est le plus haut fonctionnaire de la Chambre. Le Greffier conseille et assiste le Président, la Chambre et les comités sur toutes les questions de procédure et d'administration; il fait aussi fonction de secrétaire auprès de la Régie interne. Il est responsable du personnel et de l'administration de la Chambre 130. Les dispositions du Règlement qui définissent les fonctions procédurales et administratives du Greffier sont restées à peu près inchangées depuis la Confédération, mais les responsabilités de la charge

- 127. Art. 108(3)a) du Règlement. Pour en savoir plus, voir le chapitre 20, «Les comités». Voir, par exemple, les commentaires du Président devant le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre, Procèsverbaux et témoignages, 12 avril 1994, fascicule n° 7, p. 5-10; 4 avril 1995, fasc. n° 48, p. 6-11; 26 octobre 1995, fasc. n° 91; 30 mai 1996, fasc. n° 16; 8 avril 1997, fasc. n° 39; 30 avril 1998, fasc. n° 23; 11 mars 1999, fasc. n° 54.
- 128. Depuis la Confédération, la Chambre des communes a connu 10 Greffiers (voir l'annexe 6, «Les Greffiers de la Chambre des communes depuis 1867»). La charge de Greffier a une longue tradition dans le parlementarisme britannique. La première nomination officielle d'un Greffier remonte à 1363, mais depuis fort longtemps les rois chargeaient des officiers d'enregistrer leurs décisions et celles de leurs conseillers. Le terme anglais «clerk» (greffier) vient du français «clerc», qui désignait à l'époque une personne instruite. Les premiers Greffiers de la Chambre étaient des employés de la Couronne nommés pour aider les Communes. Ils étaient notamment chargés de lire les pétitions et les projets de loi. À mesure que les Communes gagnèrent en autorité et en réputation, le Greffier fut davantage associé à l'institution. Vers le milieu du seizième siècle, les Greffiers commencèrent à prendre des notes sur les délibérations, qui devalent devenir les Journaux. Lors des séances orageuses du Long Parlement (1649-1653), le Greffier vit son rôle prendre de l'importance; il en vint à conseiller le Président et la Chambre sur la procédure (Wilding et Laundy, p. 134-135). Voir le tableau historique brossé par Philip Marsden, The Officers of the Commons 1363-1978, Londres: Her Majesty's Stationery Office, 1979.
- Pour des exemples de nominations récentes, voir Journaux, 9 octobre 1979, p. 18; 18 septembre 1987, p. 1485. La nomination du Greffier est régie par la Loi sur l'emploi dans la fonction publique (L.R.C. 1985, ch. P-33, art. 40 d)).
- 130. Art. 151 du Règlement.

ont beaucoup évolué à cause du développement de l'appareil administratif de la Chambre.

Le Greffier est responsable de la tenue des délibérations de la Chambre et de la garde de ses documents et des archives de la Chambre ¹³¹. Le Règlement dispose aussi que le Greffier doit déposer sur le bureau du Président, avant l'ouverture de la séance, l'ordre du jour officiel de la journée, publié sous le titre de Feuilleton et Feuilleton des Avis ¹³². L'usage veut qu'on interprète cette règle comme signifiant que le Président doit avoir en main le Feuilleton et Feuilleton des Avis pour que les travaux de la journée puissent commencer.

Toutes les décisions de la Chambre sont authentifiées par la signature du Greffier. Au début d'une législature, le Greffier recueille le serment d'allégeance de tous les députés régulièrement élus. Il fait également prêter serment aux députés nommés au Bureau de régie interne ¹³³. Enfin, le Greffier est chargé de faire prêter le serment d'allégeance à tout le personnel de l'administration de la Chambre ¹³⁴.

Le Greffier a sous ses ordres des hauts fonctionnaires qui sont responsables de divers services de l'administration de la Chambre (par ex., la cité parlementaire, la procédure, les services corporatifs). Le sergent d'armes, le sous-greffier et les greffiers adjoints, en plus de leurs tâches administratives, exercent tous des fonctions dans la salle des séances lorsque la Chambre siège.

Le sergent d'armes ¹³⁵ assiste le Greffier en tant que responsable des services de la cité parlementaire, remplit certaines fonctions protocolaires et est chargé de la sécurité et de l'entretien des édifices. Dans son rôle protocolaire, en tant que porteur de la masse, il accompagne le Président dans toutes ses fonctions parlementaires ¹³⁶. Lorsqu'il participe à des cérémonies ou assiste aux séances de la Chambre, il porte un uniforme à queue noir et un bicorne, ainsi qu'une épée, qui est le symbole de l'autorité de sa charge ¹³⁷.

^{131.} Art. 151 du Règlement.

^{132.} Art. 152 du Règlement.

^{133.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 50(5)).

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 49(1). Cet article dispose que le Greffier doit prêter serment devant le Président.

^{135.} La charge de sergent d'armes remonte aux premiers temps du Parlement britannique, lorsque des membres de la garde royale, portant une masse, étaient chargés d'accompagner le Président aux séances de la Chambre des communes. Grâce au sergent d'armes et à sa masse, les Communes pouvaient exercer leurs pouvoirs d'arrestation, de jugement et d'emprisonnement et mener leur longue lutte pour faire reconnaître leurs droits et privilèges. (Voir la section de ce chapitre sur la masse. On trouvera l'historique de cette charge dans Marsden.) Voir à l'annexe 7 la liste des sergents d'armes de la Chambre des communes depuis la Confédération.

^{136.} Par exemple, lorsque le cortège du Président se rend à la Chambre ou en revient, ou encore lorsqu'il se rend au Sénat pour la lecture du discours du Trône.

^{137.} En 1849, lorsque des émeutiers pénétrèrent dans l'édifice du Parlement à Montréal, le sergent d'armes aurait tiré son épée pour protéger la masse (Beauchesne, Canada's Parliament Buildings, p. 56-57).

En outre, le sergent d'armes est responsable de la protection et de la sécurité des députés, des employés, des visiteurs et des biens à l'intérieur de la cité parlementaire ¹³⁸. Cela comprend la protection de la personne du premier ministre dans l'enceinte parlementaire et le maintien de l'ordre dans la salle des séances et dans tous les édifices parlementaires. Le sergent d'armes est enfin chargé du contrôle du stationnement sur la Colline, en vertu d'une entente avec la Gendarmerie royale du Canada, et de l'entretien des locaux destinés aux députés et au personnel de la Chambre des communes.

Depuis la Confédération, le Greffier est souvent assisté par un sous-greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints ¹³⁹, qui font fonction de greffiers au Bureau et exercent diverses responsabilités dans l'administration de la Chambre ¹⁴⁰. Selon le cas, les nominations au poste de greffier adjoint ont été faites par le Président ¹⁴¹, par décret en conseil ¹⁴² ou, plus recemment, quelques nominations ont été faites en vertu de l'autorité administrative du Comité exécutif sur la recommandation du Greffier de la Chambre.

^{138.} Depuis 1920, la Chambre dispose de son propre service de sécurité sous l'autorité du sergent d'armes. Jusque-là, la sécurité relevait de la Police fédérale, qui devait fusionner en 1920 avec la Royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest pour former un nouveau corps national, la Gendarmerie royale du Canada (GRC). (Pour en savoir plus, voir L'Histoire des Services de sécurité de la Chambre des communes 1920-1995, Direction du service de sécurité, Chambre des communes, 1995.) Avec l'autorisation du Président, d'autres corps policiers (comme la GRC, ou la police municipale d'Ottawa) peuvent entrer dans les édifices en mission officielle (Maingot, 2* éd., p. 178-180).

^{139.} La nomination au poste de sous-greffier se fait par arrêté en conseil (Mary Anne Griffith: voir Journaux, 18 septembre 1987, p. 1485; Camille Montpetit: voir Gazette du Canada, Partie I, 7 novembre 1998, p. 3036; Journaux, 11 février 1999, p. 1498). En Grande-Bretagne, le poste de greffier adjoint vient après celui du Greffier; il date de 1640, année de la nomination du premier greffier adjoint (May, 22º éd., p. 198; pour l'historique de cette charge, voir Maraden, p. 45-48).

^{140.} Les greffiers au Bureau font partie d'un groupe d'employés affectés à la procédure et formés selon une structure de gestion des carrières qui permet d'acquérir de l'expérience dans un ensemble de tâches reliées à la procédure. Voir C.S. Koester, The Clerkship as a Profession, dans The Table, vol. LVII de 1989, p. 35-43.

Voir, par exemple, les nominations de John George Bourinot (Journaux, 17 février 1879, p. 8; Débats,
 17 février 1879, col. 5) et d'Arthur Beauchesne (Journaux, 15 février 1916, p. 79-80; 17 février 1916, p. 85).

^{142.} Voir, par exemple, les nominations de Thomas Munro Fraser (*Journaux*, 5 février 1925, p. 1), de Charles Beverley Koester (*Journaux*, 14 octobre 1975, p. 754), de Philip A.C. Laundy (*Journaux*, 4 mars 1983, p. 5672), de Robert Marleau (*Journaux*, 4 mars 1983, p. 5672) et de Mary Anne Griffith (*Journaux*, 21 janvier 1985, p. 224).

Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre



Vous savez ce que nous exigeons de vous, monsieur le Président. La perfection! Nous exigeons de l'équité, de l'indépendance, de l'esprit de décision, de la patience, de la logique, un bon sens de l'humour, le maintien des traditions de la Chambre, la connaissance des règles et la capacité de sentir nos changements d'humeurs et de ton à mesure que nos journées avancent.

> JOHN N. TURNER, chef de l'Opposition (Débats, 30 septembre 1986, p. 9)

e Président de la Chambre des communes occupe une fonction qui non seulement revêt une grande importance historique, mais comporte aussi d'importantes responsabilités. Le titulaire de cette charge remplit plusieurs fonctions, réparties en trois grandes catégories. Premièrement, il préside les débats de la Chambre des communes; à ce titre, il est responsable de l'application et de l'interprétation de toutes les règles et pratiques de la Chambre, de même que du maintien de l'ordre et du décorum au cours de ses séances. Deuxièmement, il fait office d'administrateur principal de la Chambre des communes. Troisièmement, il sert de représentant et de porte-parole de la Chambre dans ses rapports avec les autorités et les personnes de l'extérieur du Parlement. Le présent chapitre donne une description générale de la présidence, de même qu'une énumération plus détaillée des pouvoirs, des fonctions et des responsabilités qui s'y rattachent.

Le Président de la Chambre

HISTORIQUE

La présidence de la Chambre des communes est étroitement liée, plus encore que toute autre charge parlementaire, à l'histoire de cette institution. Elle remonte à 600 ans au moins, presque aux origines du Parlement lui-même.

Grande-Bretagne

C'est sir Thomas Hungerford qui a été le premier président de séance à porter le titre de «Speaker», en 1377¹. Son prédécesseur, sir Peter de la Mare, élu en 1376, semble être le premier représentant des Communes à avoir été choisi par les membres de l'assemblée². À l'origine, le Président servait d'abord et avant tout de porte-parole de la Chambre des communes dans ses rapports avec la Chambre des lords et la Couronne³. À une époque où le roi jouissait d'une influence et d'un pouvoir considérables et où les prérogatives de la Chambre étaient encore mal définies, et subordonnées à celles du souverain, le Président était tout autant le représentant des intérêts royaux (il était d'ailleurs perçu comme «l'homme du roi») que le serviteur de la Chambre 4. L'année 1642 marque la fin de l'influence de la Couronne sur le Président; c'est à ce moment-là en effet que Charles Ia, accompagné d'une escorte armée, a traversé la barre de la Chambre, s'est assis dans le fauteuil du Président et a réclamé la reddition de cinq leaders parlementaires accusés de trahison. Tombant à genoux, le Président William Lenthall lui a répondu par ces paroles désormais célèbres, qui définissent depuis lors le rôle de la présidence par rapport à la Chambre et à la Couronne:

Qu'il plaise à Votre Majesté, je n'ai d'yeux pour voir et de langue pour parler que selon le bon plaisir de la Chambre, dont je suis ici le serviteur; et j'implore humblement le pardon de Votre Majesté si je ne puis Lui fournir d'autre réponse à ce qu'Elle juge bon de me demander⁵.

En même temps qu'ils sonnaient le glas de l'influence de la Couronne sur la présidence, les propos du Président Lenthall marquaient le début de l'autorité du gouvernement sur cette dernière. La présidence est devenue dès lors une charge très

Le président de séance des Communes portait jusque-là le titre de «parlour», de «prolocutor» ou de «procurator» (Wilding et Laundy, p. 707).

^{2.} May, 22° éd., p. 9.

^{3.} La transmission des résolutions des Communes au roi n'était pas une tâche enviable; au moins neuf Présidents des Communes ont en effet péri de mort violente, dont quatre pendant la difficile période de la guerre des Deux Roses (au milieu du quinzième siècle) (Philip Laundy, The Office of Speaker in the Parliaments of the Commonwealth, Londres: Quiller Press, 1984, p. 19-20).

^{4.} Le Président Finch a déclaré par exemple en 1629 à la Chambre mécontente, qui refusait d'ajourner ses travaux comme le lui ordonnait le souverain: « J'ai beau être votre serviteur, je n'en suis pas moins celui du roil » (*Laundy*, p. 31).

^{5.} Laundy, p. 34.

convoitée par les membres du parti au pouvoir, et utilisée pour promouvoir la politique de ce parti. La Chambre autorisait le Président, qui occupait souvent un poste au gouvernement, à participer couramment aux débats et à fixer l'ordre du jour des séances en choisissant les projets de loi qui devaient être étudiés, de même que le moment où ils le seraient. À son entrée en fonction, le Président Arthur Onslow (1728-1761) a toutefois desserré les liens entre la présidence et le gouvernement, et établi les normes d'indépendance et d'impartialité qui sont aujourd'hui associées à cette charge. Estimant que la corruption généralisée parmi les membres du gouvernement minait la dignité du Parlement, il appliquait à la lettre les règles de procédure et arbitrait avec impartialité les travaux des Communes. Dès le milieu du dixneuvième siècle et le mandat du Président Shaw-Lefevre (1839-1857), le principe selon lequel le Président devait s'abstenir de toute activité politique était bien établi. Tout au long du dix-neuvième siècle et même après le début du vingtième, la Chambre a modifié périodiquement ses règles pour investir le Président de pouvoirs considérables visant à empêcher les incidents d'obstruction et de désordre, établissant ainsi solidement la tradition d'une présidence non partisane.

C'est également pendant le mandat du Président Shaw-Lefevre que le principe de la continuité de la présidence a commencé à s'appliquer. Dès son élection, le Président renonce à toute affiliation partisane; lorsqu'il cherche à se faire réélire, il se présente à titre de Président de la Chambre. Aucun Président de la Chambre des communes britannique qui cherchait à se faire réélire dans sa circonscription n'a été battu; il est arrivé que des Présidents affrontent un ou plusieurs adversaires nommés par d'autres partis⁶. À sa retraite, le Président est nommé à la Chambre des lords et reçoit une pension en guise de dédommagement pour son renoncement à la vie politique active⁷.

Canada

Comme dans le système parlementaire britannique, le Président de la Chambre des communes du Canada fait office de porte-parole et de président de séance de la Chambre. La situation historique et les attributs de la présidence sont toutefois nettement différents dans les deux pays.

Au Canada, les relations entre la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes étaient clairement établies dès la Confédération. Contrairement à ce qui s'est passé en Grande-Bretagne pendant plusieurs siècles, le Président de la Chambre n'a donc pas été mêlé ici à de longues discussions constitutionnelles sur son rôle. Le mode de nomination et le rôle du Président ont été définis clairement dans la Loi constitutionnelle de 1867 et, plus tard, dans la Loi sur le Parlement du Canada et le

^{6.} Laundy, p. 68-71.

^{7.} Dans la tradition canadienne, le Président n'est pas assuré d'avoir un poste à la retraite. Ces dernières années, les Présidents Lamoureux (1966-1974) et Francis (1984) ont été nommés ambassadeurs; le Président Michener (1957-1962) est devenu haut-commissaire en Inde et, en 1967, gouverneur général; le Président Macnaughton (1963-1966) a été nommé sénateur, le Président Sauvé (1980-1984), gouverneur général, et le Président Jerome (1974-1980), juge de la Cour fédérale; le Président Bosley (1984-1986) est redevenu simple député, et le Président Fraser (1986-1994) a été nommé ambassadeur du Canada pour l'Environnement.

Règlement de la Chambre des communes[§]. En outre, les partis politiques et le gouvernement de parti ont toujours figuré dans le paysage de la Chambre, au Canada, tandis que les Communes britanniques ont vu le système de gouvernement de parti évoluer pendant 150 ans, depuis la fin du dix-septième siècle[§]. Dès la fin du dix-neuvième siècle, elles avaient conféré à leur Président des pouvoirs discrétionnaires qui lui permettaient de mettre fin aux manœuvres dilatoires des groupes minoritaires à la Chambre.

Contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne, où le principe de la continuité de la présidence est solidement établi, le mandat du Président de la Chambre se limite généralement ici à une ou deux législatures ¹⁰. Cette question a toutefois été soulevée à maintes reprises au Canada, tant à la Chambre que devant ses comités ¹¹; sur la trentaine de Présidents qui se sont succédé depuis la Confédération, deux seulement sont demeurés en fonction pendant plus de deux législatures (le Président Lemieux, de 1922 à 1930, et le Président Lamoureux, de 1966 à 1974, ont tous deux assuré la présidence de trois législatures ¹²). Le record de longévité à la présidence appartient au Président Lamoureux, qui a assumé cette charge pendant neuf ans.

Le Président vient presque toujours des rangs du parti ministériel ¹³ et, bien qu'il évite toute activité politique partisane, il ne coupe pas complètement les liens avec son parti. Seul le Président Lamoureux (1966-1974) a choisi de se libérer de toute affiliation partisane; après avoir démissionné du Parti libéral, il a remporté les élections générales de 1968 et de 1972 à titre de candidat indépendant. En 1968, ni le Parti libéral ni le Parti progressiste-conservateur n'ont présenté de candidats contre lui; le Nouveau Parti démocratique avait toutefois déjà nommé un candidat avant

- 8. Voir la partie qui suit, « Dispositions habilitantes ».
- 9. On trouvera une description de cette évolution dans Redlich, vol. I, p. 52-72.
- 10. Voir l'annexe 2, «Les Présidents de la Chambre des communes depuis 1867».
- 11. Il faut mentionner, par exemple, la proposition récurrente pour l'établissement d'une circonscription réservée au Président de la Chambre, qui serait désignée sous le nom de «Colline du Parlement» et dont les députés seraient les électeurs. Un projet de loi d'initiative parlementaire déposé à cette fin le 20 octobre 1970 (Journaux, p. 40) a fait l'objet d'un débat le 29 octobre 1971 (Débats, p. 9186-9192). Voir aussi le 4º rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 3 décembre 1982 (Journaux, p. 5420), et le paragraphe 11 du 1º rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211).
- Sept Présidents sont demeurés en fonction pendant deux législatures: les Présidents Cockburn (1867-1874), Anglin (1874-1879), Rhodes (1917-1922), Michener (1957-1962), Jerome (1974-1980), Fraser (1986-1994) et Parent, élu pour la première fois en 1994 (voir l'annexe 2, «Les Présidents de la Chambre des communes depuis 1867»).
- 13. Le Président Jerome (1974-1980), reconduit à la présidence pendant le gouvernement minoritaire du premier ministre Clark, en 1979, est le premier député de l'opposition et le seul à ce jour à avoir occupé cette charge. Avant 1986, le Président était élu sur la proposition du premier ministre, et la pratique de l'alternance entre anglophones et francophones était bien établie (voir l'annexe 2, «Les Présidents de la Chambre des communes depuis 1867»). Après l'adoption de nouvelles règles en 1985 (voir Journaux, 27 juin 1985, p. 910-919), l'élection du Président se fait par scrutin secret. Voir la partie du présent chapitre initiulée «L'élection du Président comme président de séance».

l'annonce de sa décision de se présenter comme indépendant. En 1972, il a cependant dû affronter des candidats du Nouveau Parti démocratique et du Parti progressiste-conservateur.

Ces dernières années, certains changements ont contribué à consolider et à rehausser le prestige de la présidence de la Chambre. En 1968, l'ordre de préséance officiel des dignitaires canadiens ¹⁴ a été modifié de manière à porter le Président de la Chambre des communes de la dixième à la septième position, immédiatement après le gouverneur général, le premier ministre, le juge en chef du Canada, les anciens gouverneurs généraux, les anciens premiers ministres et le Président du Sénat ¹⁵. Depuis le milieu des années 1970, la rémunération et les indemnités associées à la présidence sont comparables à celles d'un ministre ¹⁶. Par ailleurs, la règle qui permettait depuis longtemps de porter les décisions du Président en appel devant la Chambre a été retirée du Règlement en 1965 ¹⁷. Des règles provisoires adoptées le 27 juin 1985 et rendues permanentes en juin 1987 prévoient en outre l'élection du Président par scrutin secret ¹⁸.

DISPOSITIONS HABILITANTES

La Loi constitutionnelle de 1867 établit la charge de Président de la Chambre des communes, précise le mode d'élection de son titulaire et certaines de ses fonctions, et prévoit que celui-ci n'a le droit de voter que s'il y a égalité des voix, auquel cas il bénéficie d'un « vote prépondérant » ¹⁹.

La Loi sur le Parlement du Canada fixe le traitement du Président et énumère certaines de ses responsabilités administratives, par exemple la présidence du Bureau de régie interne, l'organisme auquel la loi confie la responsabilité de toutes les questions de politique financière et administrative touchant la Chambre des communes 20. La Loi stipule également que le vice-président, ou tout autre député désigné par le Président, peut assurer la présidence de la Chambre en l'absence de ce dernier 21. Elle prévoit en outre que le Président et les autres membres du Bureau de régie interne demeurent en fonction à la dissolution du Parlement, pour assurer l'administration de la Chambre, jusqu'à l'ouverture de la nouvelle législature 22.

- 14. L'ordre de préséance (c'est-à-dire le droit de précéder les autres dans la hiérarchie) dans les cérémonies et pour les questions de protocole est régi par le Tableau de la préséance pour le Canada. Voir les diverses éditions du Guide parlementaire canadien.
- Décret approuvé le 19 décembre 1968.
- 16. Voir la Loi sur les traitements au sujet de la rémunération des ministres et la Loi sur le Parlement du Canada au sujet de celle du Président.
- 17. Journaux, 11 juin 1965, p. 224.
- 18. Voir les articles 2, 3, 4, 5 et 6 du Règlement.
- 19. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 44-47 et 49.
- Voir la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 13(1), 23(2), 25(1), 28, 42-44, 50-53, 60, 70(2) et (3), 74.
- 21. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 42, 43.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 53 tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 53).

Un certain nombre d'autres lois ont aussi une incidence sur le rôle et les responsabilités du Président de la Chambre. Par exemple, la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales établit le rôle du Président dans la nomination de deux commissaires à la Commission de délimitation des circonscriptions électorales de chaque province²³, dans le dépôt des rapports de ces commissions et dans la présentation d'oppositions éventuelles²⁴. La Loi sur les langues officielles stipule par ailleurs que, en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire aux langues officielles, le gouverneur en conseil peut lui nommer un remplaçant après consultation des Présidents des deux chambres par le premier ministre²⁵.

Certaines lois imposent en outre au Président la responsabilité de recevoir des rapports et autres documents et de les déposer à la Chambre 26. D'autres, comme la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, la Loi sur les mesures d'urgence, la Loi sur l'administration de l'énergie, la Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières) et la Loi sur les mesures économiques spéciales, qui autorisent le Parlement à confirmer, à révoquer ou à modifier les décrets-lois par voie de résolution adoptée après un débat à la Chambre, imposent également au Président certaines obligations spécifiques à cet égard 27.

Le Règlement de la Chambre précise les fonctions du Président à titre de président de séance de la Chambre des communes et énumère d'autres tâches administratives, dont la plupart sont assumées, sous sa direction, par le Greffier et le sergent d'armes ²⁸.

RÔLE DE LA PRÉSIDENCE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE

La Chambre fixe ses propres règles, établit ses propres pratiques et décide elle-même de ses travaux. C'est d'elle que la présidence tient son autorité, et le titulaire du poste de Président peut, à juste titre, être considéré comme son représentant et son conseiller spécialisé sur toutes les questions de forme et de procédure²⁹. Il faut faire la distinction entre la fonction de Président et le titulaire du poste, lequel exige le soutien et l'estime de la Chambre pour s'acquitter de sa charge. L'autorité et les responsabilités du Président en tant que président de séance de la Chambre des communes découlent en bonne partie de la Constitution et des règles écrites de la Chambre.

Les fonctions du Président de la Chambre des communes consistent à concilier les droits et les intérêts de la majorité et de la minorité à la Chambre afin de veiller

- 23. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 6.
- 24. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, 2* suppl., ch. 6, art. 5, 6.
- 25. Loi sur les langues officielles, L.R.C. 1985, 4° suppl., ch. 31, art. 49(4).
- 26. Pour de plus amples détails, voir la partie du présent chapitre intitulée «Le dépôt de documents».
- Pour des exemples et d'autres renseignements, voir la partie intitulée « Débats prescrits par la loi » du chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 28. Voir, par exemple, les articles 9 à 14 et l'article 19 du Règlement. Pour des exemples des responsabilités administratives énoncées dans le Règlement, voir les articles 22, 107, 121 et 148 à 159 du Règlement.
- 29. Redlich, vol. II, p. 143-144.

à la conduite efficiente des affaires publiques, de même qu'à la défense et à la protection des intérêts de toutes les parties de la Chambre contre l'application d'un pouvoir arbitraire 30. C'est dans cet esprit que le Président, à titre de principal serviteur des Communes, doit appliquer les règles en vigueur. En effet, le Président est au service non pas d'une partie de la Chambre ou d'une majorité de ses députés, mais de l'institution tout entière et de ses meilleurs intérêts, fixés dans ses pratiques au fil des générations.

Malgré l'autorité considérable que détient le Président, il ne peut exercer que les pouvoirs que lui confère la Chambre, dans les limites établies par cette dernière. Lorsqu'il rend ses décisions sur les questions de procédure, le Président s'en tient strictement à ce principe, qui établit les paramètres de son autorité et fournit dans certains cas une indication des questions que la Chambre peut juger bon d'examiner³¹.

Protection des droits et privilèges

Le Président est le gardien des droits et privilèges de la Chambre des communes, en tant qu'institution, et des députés qui la composent³². À l'ouverture de chaque légis-lature, la Chambre est convoquée dans la salle du Sénat, et le Président nouvellement élu s'adresse à la Couronne ou à son représentant afin de réclamer pour les Communes la reconnaissance de tous leurs droits et privilèges³³. Ceux-ci demeurent valables jusqu'à la dissolution du Parlement, et un nouveau Président élu pendant une législature n'a pas à les réclamer de nouveau³⁴. La liberté de parole est sans doute le plus important des privilèges accordés aux députés; elle constitue:

[...] un droit fondamental, sans lequel ils ne pourraient remplir convenablement leurs fonctions. Cette liberté leur permet d'intervenir sans crainte dans les débats de la Chambre, de traiter des sujets qu'ils jugent pertinents et de dire tout ce qui, à leur avis, doit être dit pour sauvegarder l'intérêt du pays et combler les aspirations de leurs électeurs³⁵.

Ce droit n'est toutefois pas absolu; il est assujetti à certaines restrictions issues de la pratique, de la convention et des règles adoptées par la Chambre. Par exemple, le Règlement fixe certaines limites quant à la durée des discours; de plus, en vertu de

Redlich, vol. II, p. 149-150. Voir aussi la décision du Président Fraser, Débats, 14 avril 1987, p. 5119-5124.

Voir, par exemple, Débats, 26 janvier 1967, p. 12271-12272; 11 octobre 1979, p. 69; 3 mai 1990, p. 10941-10942; 25 octobre 1995, p. 15812-15813.

^{32.} Le privilège parlementaire est « la somme des droits particuliers accordés collectivement à chacune des chambres en tant que partie constituante de la haute cour du Parlement, et individuellement aux membres de ces chambres, sans lesquels ceux-ci ne pourraient pas s'acquitter de leurs fonctions et qui excèdent ceux des autres organes ou individus » (May, 22° éd., p. 65). Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités ».

^{33.} Voir, par exemple, Débats du Sénat, 23 septembre 1997, p. 3.

^{34.} Bourinot, 4º éd., p. 49-50. Voir plus loin dans ce chapitre l'information concernant l'élection du Président dans le courant d'une législature.

Voir le paragraphe 3 du 1^{er} rapport du Comité spécial sur les droits et immunités des députés, présenté le 29 avril 1977 (*Journaux*, p. 720-729).

la convention relative aux affaires en instance judiciaire, il est convenu que les députés évitent de discuter de questions soumises à la considération d'un juge ou d'un tribunal 36. Il incombe au Président de protéger la liberté de parole de tous les députés et de leur permettre de l'exercer dans toute la mesure du possible; pour ce faire, il doit notamment veiller à l'application des règles et pratiques de la Chambre, de même qu'au maintien de l'ordre et du décorum³⁷. Chaque fois qu'un député signale à la Chambre une atteinte possible à l'un des droits ou privilèges, le Président doit déterminer s'il s'agit d'une question de privilège fondée de prime abord³⁸. Dans la pratique, lorsqu'on lui soumet une question de privilège, le Président peut intervenir pour rappeler au député le rôle que doit jouer la présidence et pour lui demander de se limiter à la présentation des faits nécessaires pour prouver que la question soulevée est effectivement une question de privilège fondée de prime abord 39. D'autres députés peuvent être autorisés à participer à la discussion si le Président le juge opportun, et la question n'est prise en considération par la Chambre que quand celui-ci déclare qu'il s'agit bel et bien d'une question de privilège fondée de prime abord 40.

Maintien de l'ordre et du décorum

En tant qu'arbitre des travaux des Communes, le Président a pour fonction de préserver l'ordre et le décorum à la Chambre et de régler toutes les questions de procédure qui peuvent s'y poser. Le Règlement prévoit que, lorsqu'il rend une décision sur une question d'ordre ou de procédure, le Président doit indiquer l'article du Règlement ou l'autorité applicable en l'espèce⁴¹.

Il peut arriver que le Président rende sa décision rapidement, en ne fournissant qu'un minimum d'explications ⁴². Mais, à d'autres moments, les circonstances ne lui permettent pas de le faire immédiatement. Il peut permettre la discussion sur le rappel au Règlement avant de trancher ⁴³, tout comme il peut réserver sa décision et en faire part à la Chambre ultérieurement ⁴⁴. Une fois cette décision rendue, la question

- 36. Pour plus d'information, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- Le Président Fraser a déjà déclaré qu'il ne saurait y avoir de liberté de parole sans ordre à la Chambre (Débats, 24 mars 1993, p. 17486-17488).
- 38. Maingot définit cette notion comme suit: « En termes parlementaires, une question de privilège est fondée à première vue, lorsque les faits, tels qu'exposés par le député, sont suffisamment graves pour que la Chambre soit invitée à discuter de l'affaire et à la renvoyer à un comité, qui sera chargé de faire enquête pour déterminer s'il y a eu outrage ou atteinte aux privilèges de la Chambre, et d'en faire rapport. » (2° éd., p. 231).
- 39. Maingot, 2º éd., p. 230.
- 40. Art. 48(1) du Règlement. Le libellé de cette règle n'a pas changé depuis la Confédération. Pour un complément d'information sur le rôle du Président dans les décisions relatives aux questions de privilège, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- 41. Art. 10 du Règlement.
- 42. Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1992, p. 7840-7841.
- 43. Art. 19 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 16 octobre 1986, p. 402-406.
- 44. Voir, par exemple, Débats, 27 octobre 1986, p. 767-768; 29 octobre 1986, p. 864.

ne peut plus faire l'objet d'un débat. Il est cependant déjà arrivé que le Président décide de modifier ou de clarifier une décision antérieure⁴⁵.

L'obligation de maintenir l'ordre et le décorum à la Chambre 46 s'assortit de vastes pouvoirs concernant par exemple la tenue vestimentaire et le comportement des députés à la Chambre, la conduite des affaires de la Chambre, les règles du débat, et les perturbations sur le parquet de la Chambre et dans les tribunes. Le Président dispose d'un certain nombre de moyens pour veiller au maintien de l'ordre et du décorum:

- Les règles relatives à la conduite du débat autorisent le Président à rappeler un député à l'ordre si celui-ci persiste à répéter un argument déjà présenté dans le cours du débat, ou à s'éloigner du sujet de la discussion⁴⁷. Le Président peut s'adresser directement au député fautif ou à l'ensemble de la Chambre⁴⁸; il peut également répondre à un rappel au Règlement invoqué par un autre député ⁴⁹. Il peut aussi rappeler à l'ordre tout député dont la conduite trouble l'ordre de la Chambre. Par exemple, lorsqu'un député tient des propos non parlementaires, le Président réclame le retrait pur et simple du mot ou de l'expression en cause ⁵⁰.
- Si le Président juge nécessaire d'intervenir pour rappeler un député à l'ordre, il peut décider de donner la parole à quelqu'un d'autre, empêchant ainsi le député pris en faute de poursuivre⁵¹. Il peut arriver qu'un député rappelé à l'ordre par le Président ne se conforme pas immédiatement aux directives de ce dernier; le Président peut alors lui laisser le temps de reconsidérer sa position et de réfléchir au rôle de la présidence en exerçant sa prérogative de ne pas le «voir» s'il demande la parole⁵².
- La sanction disciplinaire la plus grave dont le Président dispose pour maintenir l'ordre à la Chambre consiste à désigner par son nom un député qui persiste à ne pas respecter son autorité³³. Si un député refuse de se comporter selon les règles et les pratiques de la Chambre lorsque le Président lui enjoint de le faire, celui-ci peut désigner ce député par son nom (plutôt que par son titre ou par le nom de sa circonscription, comme le veut la coutume) et, sans mettre la question aux voix, lui ordonner de quitter la Chambre jusqu'à la fin de la journée de séance⁵⁴. Pendant le débat en comité plénier, si un député persiste, malgré les avertissements

Voir, par exemple, Journaux, 28 mars 1916, p. 205-206; 1" juin 1956, p. 678-679; Débats, 13 mai 1999, p. 15108-15109.

^{46.} Art. 10 du Règlement. On trouvera de plus amples détails sur les questions d'ordre et de décorum au chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{47.} Art. 11(2) du Règlement.

^{48.} Voir, par exemple, *Débats*, 25 septembre 1989, p. 3818; 26 septembre 1996, p. 4715.

^{49.} Voir, par exemple, *Débats*, 11 août 1988, p. 18232; 22 avril 1997, p. 10103, 10106.

^{50.} Voir, par exemple, *Débats*, 22 mars 1971, p. 4467-4469; 26 octobre 1998, p. 9396.

^{51.} Voir, par exemple, *Débats*, 4 décembre 1998, p. 10914-10915, 10922.

^{52.} Voir, par exemple, Débats, 18 novembre 1987, p. 10927-10928.

^{53.} Art. 11(1) du Règlement.

^{54.} Art. 11(1)a) du Règlement. On trouvera un complément d'information sur la désignation des députés par leur nom au chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

- du président, à troubler l'ordre et refuse de mettre fin à une conduite non parlementaire, le président du comité se lève et fait rapport de ce comportement au Président de la Chambre; il peut agir de sa propre initiative et n'a pas besoin d'une motion du comité pour le faire 55. Le Président suit ensuite la procédure prévue pour désigner le député par son nom 56. Le pouvoir du président à cet égard s'étend également au vice-président et au Président suppléant 57.
- Le Président dispose également d'un autre moyen pour maintenir l'ordre à la Chambre; il s'agit du pouvoir discrétionnaire d'ordonner aux étrangers c'est-à-dire à toute personne qui n'est ni député ni fonctionnaire de la Chambre des communes (par exemple les sénateurs, les diplomates, les fonctionnaires du gouvernement, les journalistes et les membres du public) de se retirer⁵⁸. Cette disposition a déjà été appliquée pour obliger des gens dont la présence causait du désordre à quitter les tribunes ⁵⁹. Il est également arrivé que le Président juge bon de rappeler aux spectateurs dans les tribunes le comportement qu'ils devaient adopter⁶⁰. En outre, les règles stipulent que, lorsqu'un député note la présence d'étrangers (ou lorsque la Chambre souhaite siéger à huis clos⁶¹), le Président peut mettre aux voix la motion suivante: «Que les étrangers reçoivent l'ordre de se retirer⁶² ». Cette motion ne peut pas faire l'objet d'un débat ni d'un amendement et, si elle est adoptée, le Président (avec l'aide du sergent d'armes au besoin) veille à l'évacuation des tribunes ⁶³.
- 55. Art. 11(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 16 mars 1962, p. 1981-1983.
- 56. On trouvera de plus amples détails sur la désignation des députés par leur nom en comité plénier au chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 57. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 44. Pour des exemples de cas où le vice-président a désigné des députés par leur nom, voir Débats, 23 février 1981, p. 7586-7588; 20 mai 1983, p. 25628-25631. Pour des exemples de cas où le Président suppléant a eu recours à ce moyen, voir Débats, 24 mars 1983, p. 24109-24110; 25 mai 1984, p. 4078-4079.
- 58. Art. 14 du Règlement.
- 59. Voir, par exemple, *Débats*, 11 mai 1970, p. 6796. Le Président a alors ordonné l'expulsion des visiteurs et a ensuite obtenu l'assentiment de la Chambre pour suspendre la séance, qui a repris 34 minutes plus tard. Dans un autre cas, les tribunes ont été entièrement évacuées sur ordre du Président et rouvertes au public moins de 10 minutes plus tard (*Débats*, 28 novembre 1989, p. 6339, 6342-6343). Il arrive également, lorsqu'il se produit du désordre dans les tribunes, que le personnel de sécurité expulse les responsables du chahut sans que la séance en soit véritablement perturbée (voir, par exemple, *Débats*, 7 mai 1974, p. 2114; 14 avril 1986, p. 12188; 26 novembre 1992, p. 14108).
- Voir, par exemple, *Débats*, 10 mai 1899, col. 2923; 12 septembre 1983, p. 26987; 17 novembre 1992, p. 13501.
- 61. Voir la partie du chapitre 9, « Les séances de la Chambre », consacrée aux séances secrètes.
- 62. Art. 14 du Règlement. En 1990, Nelson Riis (Kamloops) a tenté de déposer une motion de cette nature, mais elle a été déclarée irrecevable parce qu'elle ne pouvait pas être présentée par un député qui a obtenu la parole en invoquant le Règlement (Débats, 4 avril 1990, p. 10186-10187). On trouvera un complément d'information sur cette règle au chapitre 6, «Le cadre physique et administratif ».
- 63. Traditionnellement, et conformément aux articles 157(2) et 158 du Règlement, le sergent d'armes est chargé du maintien de l'ordre et du décorum dans les tribunes et les autres endroits de la Chambre, ainsi que de l'expulsion des étrangers qui « n'observent pas le décorum ». Pour de plus amples détails sur le rôle du sergent d'armes, voir le chapitre 6, « Le cadre physique et administratif ».

Décisions sans appel

Le Règlement actuel interdit tout débat sur les décisions du Président, de même que tout appel de ces décisions à la Chambre 64. Jusqu'en 1965, toutefois — et ce, depuis la Confédération —, tout député mécontent d'une décision du Président sur une question d'ordre pouvait en appeler immédiatement à la Chambre (en présentant une motion non sujette à débat sur la question de savoir si la Chambre confirmait ou non la décision du Président⁶⁵). Cette disposition était rarement invoquée dans les premières années de la Confédération66. Après le début du siècle, cependant, les députés ont commencé à exercer plus souvent leur droit d'appel à la Chambre⁶⁷ et, à partir des années 1920, il se passait rarement une session sans qu'au moins une décision du Président soit portée en appel⁶⁸. Cette pratique a atteint un sommet lors de la session de 1956, avec 11 appels, principalement durant le très litigieux «débat sur le pipeline » 69. Les chiffres sont à peu près similaires pour les législatures de 1962-1963 et de 1963-1965⁷⁰. Ce droit d'en appeler des décisions de la présidence a été aboli en 1965, en même temps qu'une série d'autres modifications étaient apportées au Règlement 71. L'ancien Président Lambert appuyait l'abolition de ce droit d'appel parce qu'« une des principales difficultés en ce qui concerne les travaux du Parlement au cours des 10 dernières années découlait de l'usage étourdi du droit d'appel de la décision [du Président], non sur des points de jurisprudence ou de procédure, mais à des fins politiques » 72.

Avant 1965, il est arrivé à plusieurs reprises qu'une décision portée en appel ne soit pas maintenue par la Chambre. Dans le premier cas de ce genre, en 1873, la Chambre a renversé une décision du Président sur la recevabilité d'une pétition⁷³. Une deuxième décision a été rejetée en 1926, et trois autres en 1963⁷⁴. Le vote relatif à la quatrième décision portée en appel en 1963 ayant entraîné l'égalité des voix, le

- 64. Art. 10 du Règlement.
- 65. Voir le Règlement de 1867, règle 8, et de 1962, article 12(1).
- 66. Voir, par exemple, Débats, 20 mai 1868, p. 750; Journaux, 24 mars 1873, p. 58-59. Même s'ils les critiquaient parfois ouvertement, les députés contestaient rarement officiellement les décisions de la présidence (voir les commentaires de sir John A. Macdonald, Débats, 5 mars 1877, p. 477).
- 67. Entre 1907 et 1917, par exemple, six décisions ont été portées en appel (*Journaux*, 3 avril 1907, p. 385; 6 avril 1910, p. 436-437; 12 mai 1913, p. 618; 25 mars 1914, p. 296-297; 10 mai 1916, p. 381-383; 8 septembre 1917, p. 640-641, 642).
- 68. Voir les index des Journaux sous la rubrique « Orateur ».
- 69. Pour le texte des décisions et des votes sur ces appels, voir les *Journaux* de 1956 aux dates suivantes: 21 mars, p. 323-328; 10 mai, p. 517-523; 14 mai, p. 536-543; 15 mai, p. 554-557; 17 mai, p. 568-570; 23 mai, p. 602-604, 604-609; 25 mai, p. 628-632; 31 mai, p. 662-669; 1* juin, p. 675-677; 5 juin, p. 705-710.
- 70. Voir les index des Journaux pour cette période.
- 71. Journaux, 11 juin 1965, p. 224.
- 72. Débats, 8 juin 1965, p. 2140.
- 73. Journaux, 24 mars 1873, p. 58-59.
- 74. Journaux, 25 juin 1926, p. 477; 31 janvier 1963, p. 462-463 (deux décisions); 28 octobre 1963, p. 493.

Président s'est abstenu d'accorder un vote prépondérant et a décrété sa décision maintenue «vu [qu'elle n'avait] pas été rejetée » 75.

Impartialité de la présidence

Lorsqu'il occupe le fauteuil, le Président incarne le pouvoir et l'autorité associés à sa charge, et confirmés par le Règlement et les précédents. Il doit en tout temps faire preuve, de façon manifeste, de l'impartialité requise pour conserver la confiance et le soutien de la Chambre. Ses actions ne doivent pas être critiquées dans le cours du débat, ni d'aucune autre manière, sauf par la voie d'une motion de fond. Il est arrivé en de rares occasions que des motions de ce genre soient présentées contre le Président ⁷⁶ ou d'autres présidents de séance ⁷⁷. Les réflexions sur la personnalité ou les actions du Président, par exemple les allégations de partialité, peuvent toutefois être interprétées par la Chambre comme des atteintes à son privilège et sanctionnées en conséquence.

À deux reprises, des éditoriaux publiés dans les journaux ont été jugés diffamatoires à l'endroit du Président; la Chambre a déclaré qu'il s'agissait, dans le premier cas, d'un mépris de ses privilèges 78 et, dans le deuxième, d'une grave violation de ses privilèges 79.

En 1981, une ministre s'est plainte d'un commentaire qu'avait fait le chef de l'Opposition à l'endroit du Président Sauvé, et qui constituait d'après elle une attaque contre l'autorité et l'impartialité de la présidence. La ministre a déposé le lendemain une motion à la Chambre réclamant le renvoi de la question au Comité permanent

^{75.} Journaux, 4 décembre 1963, p. 621-622.

^{76.} En juin 1956, pendant le «débat sur le pipeline», le Président Beaudoin a rendu une décision ayant pour effet de ramener la Chambre à la situation dans laquelle elle se trouvait 24 heures auparavant. Le 4 juin, le chef de l'opposition a déposé contre lui une motion de censure visant ses actions et ses décisions du 1" juin. La motion a été rejetée le 8 juin 1956. Voir Débats, 1" juin 1956, p. 4703-4706; Journaux, 4 juin 1956, p. 692-693; 8 juin 1956, p. 725-726.

^{77.} Le 13 mars 1964, le premier ministre a présenté sans préavis une motion sur l'envoi de forces canadiennes de maintien de la paix à Chypre. Même si cette motion semblait avoir le soutien général de la Chambre, des membres de l'opposition se sont opposés au fait qu'elle avait été présentée sans préavis. Affirmant que le premier ministre avait obtenu la «permission» appropriée, le vice-président Lamoureux a rejeté ces objections et ordonné à la Chambre d'examiner la motion. Le 18 mars 1964 un député a déposé une motion de défiance contre le vice-président, alléguant qu'il avait violé les dispositions du Règlement et privé certains députés de leurs droits et privilèges. La motion, mise aux voix le 19 mars 1964, p. 4été rejetée (Débats, 13 mars 1964, p. 954-971; Journaux, 18 mars 1964, p. 103-104; 19 mars 1964, p. 106-107).

Le 4 mai 1992, un député a déposé une motion de défiance (publiée sous la rubrique « Motions » dans le Feuilleton et Feuilleton des Avis du 4 mai 1992) contre le Président suppléant (le vice-président des comités pléniers, Steve Paproski), parce qu'il n'avait pas alioué le 30 avril 1992 tout le temps prévu pour le débat portant sur un projet de loi. Ce débat a donné lieu à une question de privilège le 1 « mai 1992. Le Président a décrété qu'il n'y avait « pas matière à soulever la question de privilège » (Débats, 30 avril 1992, p. 9945; 1 « mai 1992, p. 9963-9972, 9990-9991). Le 12 février 1993, à la demande du député qui l'avait présentée, cette motion de défiance a été retirée (Débats, 12 février 1993, p. 15851).

^{78.} Journaux, 25 avril 1894, p. 108-109.

^{79.} Journaux, 22 décembre 1976, p. 270.

des privilèges et élections. Le chef de l'Opposition ayant retiré son commentaire, l'affaire n'est toutefois pas allée plus loin 80.

Lors d'un autre incident survenu en 1993, une question de privilège a été soulevée à la suite de remarques désobligeantes d'un député au sujet de l'impartialité du vice-président adjoint des comités pléniers. Le député en question ayant refusé de retirer ses paroles, le Président a décrété que ces commentaires «se rapport[aient] à la dignité de [la] Chambre» et constituaient «une attaque contre l'intégrité» d'un officier de la Chambre. Il a établi qu'il s'agissait donc d'une question de privilège fondée de prime abord et la question a été renvoyée à un comité. Le député s'est rétracté deux jours plus tard à la Chambre⁸¹.

En 1996, une motion d'initiative parlementaire publiée dans le *Feuilleton* accusait un député et son parti d'outrage à la Chambre pour avoir tenté de mobiliser l'opinion publique dans le but d'influencer une décision que devait rendre le Président. La motion a été retenue pour faire l'objet d'un débat à la Chambre, mais a été retirée par la suite sans avoir été examinée 82.

En 1998, un député a soulevé une question de privilège en alléguant que des déclarations attribuées à d'autres députés dans un article de journal (au sujet d'une décision que devait rendre la présidence) constituaient une tentative d'intimidation du Président et de la Chambre elle-même. Le Président a décrété qu'il s'agissait d'une question de privilège fondée de prime abord et renvoyé l'affaire à un comité, qui a examiné la question et conclu que les déclarations attribuées à ces députés «n'avaient pas pour objet de faire outrage à la Chambre des communes ou au Président » et qu'elles n'avaient «pas mis en cause l'intégrité de la Chambre des communes et de son serviteur, le Président » § 3.

Afin de garantir l'impartialité de sa charge, le Président s'abstient de toute activité politique partisane (par exemple, en n'assistant pas aux réunions de son groupe parlementaire). Il ne participe pas aux débats et ne vote qu'en cas d'égalité des voix; son vote est alors prépondérant⁸⁴.

Depuis 1979, le Président, à l'opposé de tous les autres députés, n'a pas de place assignée à la Chambre; cela constitue une indication de plus du fait que dans la pratique, le Président n'a aucun rôle dans les débats, que ce soit à la Chambre ou dans un comité plénier⁸⁵.

Bien que la règle selon laquelle le Président doit garder le silence pendant les débats existe depuis 1867, elle n'a pas toujours été appliquée quand la Chambre se réunissait en comité plénier. Pendant les 60 premières années de la Confédération, il est arrivé souvent que le Président participe aux débats dans ces circonstances 66. En

^{80.} Débats, 21 janvier 1981, p. 6410; 22 janvier 1981, p. 6455-6457.

^{81.} Débats, 16 mars 1993, p. 17027; 23 mars 1993, p. 17403-17405; et 25 mars 1993, p. 17537.

^{82.} Feuilleton et Feuilleton des Avis, 5 mars 1996, p. 15; Journaux, 23 octobre 1996, p. 768.

^{83.} Débats, 9 mars 1998, p. 4560-4575; 10 mars 1998, p. 4592-4598, 4666-4668. Voir aussi le vingt-neuvièrne rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté le 27 avril 1998 (Journaux, p. 706) et adopté par la Chambre le 5 mai 1998 (Journaux, p. 744-745).

^{84.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 49; art. 9 du Règlement.

^{85.} Voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif ».

Le Président Anglin (1874-1878), par exemple, participalt activement aux travaux en comité plénier. Voir, par exemple, Débats, 26 avril 1878, p. 2241; 3 mai 1878, p. 2428-2429.

1927, cette pratique se faisait toutefois de plus en plus rare, et les députés se sont opposés à ce que le Président Lemieux prenne la parole en comité⁸⁷. Par la suite, les Présidents ne sont intervenus qu'exceptionnellement en comité plénier, pour défendre leurs prévisions budgétaires ⁸⁸. Depuis 1968, les prévisions budgétaires sont soumises à l'examen des comités permanents, et c'est à cette tribune que le Président continue, à titre de témoin, à défendre les prévisions budgétaires de la Chambre des communes ⁸⁹.

Il est déjà arrivé que le Président comparaisse devant des comités de la Chambre, ou même qu'il les préside, habituellement lorsque ceux-ci étudiaient des questions touchant la procédure et la réforme du Règlement 90. Il se contente toutefois depuis quelques années de témoigner devant les comités permanents qui étudient des questions relevant de sa compétence, par exemple les prévisions budgétaires de la Chambre.

Vote prépondérant

Le Président ne participe pas aux débats et ne vote que s'il est nécessaire de briser l'égalité des voix⁹¹.

En théorie, il est libre de voter selon sa conscience, tout comme les autres députés; cependant, l'exercice de cette responsabilité pourrait l'obliger à se mêler à un débat partisan, ce qui risquerait d'amener la Chambre à mettre son impartialité en doute. Par conséquent, certaines conventions ont été établies afin de guider le Président (et le président d'un comité plénier) dans les rares cas où il doit user de son droit de vote prépondérant ⁹². Plus spécifiquement, le Président vote normalement de manière à maintenir le statu quo, c'est-à-dire que:

- dans la mesure du possible, il laisse la question en suspens pour que la Chambre puisse l'examiner à nouveau et en discuter plus longuement;
- 87. Débats, 7 avril 1927, p. 2027-2030.
- 88. Le dernier à le faire a été le Président Macnaughton, le 27 novembre 1964 (Débats, p. 10811-10817).
- 89. Voir, par exemple, les témoignages du Président Parent devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre au sujet des prévisions budgétaires de la Chambre des communes, le 12 avril 1994, le 4 avril 1995, le 30 mai 1996, le 8 avril 1997 et le 30 avril 1998.
- 90. Par exemple, le Président Bosley (1984-1986) a comparu devant le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes le 22 janvier 1985, et le Président Fraser (1986-1994), devant le Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés le 29 novembre 1989, devant le Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Premerent du Canada le 25 septembre 1990 et devant le Comité permanent de l'environnement le 5 novembre 1991. Cette dernière comparution portait sur le programme « La Colline Verte », un programme de conservation de l'environnement lancé par le Président. En 1977-1978, le Président Jerome (1974-1980) a présidé pour sa part le Comité spécial de la radiotélédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités.
- 91. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 49; art. 9 du Règlement.
- 92. Il est très rare qu'il y ait égalité des voix; le cas ne s'est présenté que cinq fois à la Chambre: le 6 mai 1870 (Journaux, p. 311; Débats, col. 1401-1402); le 28 février 1889 (Journaux, p. 113-114; Débats, p. 379); le 31 mars 1925 (Journaux, p. 180-182; Débats, p. 1701-1702); le 11 mars 1930 (Débats, p. 489-490, 514); le 4 décembre 1963 (Journaux, p. 621-622; Débats, p. 5709-5710); et quatre fois en comité plénier: Débats, 20 juin 1904, col. 5230; 15 avril 1920, p. 1295; 23 juin 1922, p. 3490; 26 mars 1928, p. 1673.

- lorsque cette option n'est pas applicable, il tient compte du fait que la question pourrait toujours, d'une façon ou d'une autre, revenir à la Chambre et être réglée par une majorité des députés;
- il laisse le projet de loi tel quel plutôt que de voter de telle sorte qu'il soit modifié⁹³.

L'Assemblée législative de la Province du Canada a confirmé ces conventions en 1863; son Président, appelé à exercer son droit de vote prépondérant, a alors fait valoir que la pratique, en cas d'égalité des voix, voulait qu'il garde la question devant la Chambre le plus longtemps possible afin de permettre à cette dernière d'exprimer à nouveau son opinion sur le sujet⁹⁴. Ces conventions n'ont cependant pas toujours été appliquées avec constance, et il existe quelques rares cas où le Président ou le président d'un comité plénier a expliqué les motifs de son vote. Par exemple, il est arrivé que le Président vote pour un amendement de renvoi⁹⁵ proposé à la motion portant troisième lecture d'un projet de loi, afin de garder celui-ci devant la Chambre⁹⁶; dans un autre cas, le Président a voté contre l'amendement de renvoi pour la même raison («afin de laisser la question devant la Chambre⁹⁷ »).

Le Président suit la procédure suivante lorsqu'il use de son droit de vote prépondérant: normalement, un député demande le vote par appel nominal et le Président vote lorsque l'annonce des résultats révèle une égalité des voix; il peut exposer ses raisons, qui sont alors consignées dans les *Journaux*. Il est déjà arrivé que l'égalité des voix ait été annoncée, que le Président vote et qu'on se rende compte plus tard qu'en réalité, il n'y avait pas eu d'égalité. Le Président a donc fait une brève déclaration le lendemain afin d'invalider son vote ⁹⁸. Dans un autre cas, avant l'abolition du droit d'appel des décisions du Président, une motion visant à maintenir une décision de la présidence a obtenu l'égalité des voix. Le Président a refusé de voter, en indiquant: «Vu que la décision n'a pas été rejetée, je déclare que ma décision est maintenue.» Ce qui n'a pas été contesté⁹⁹.

On trouvera un complément d'information sur ces conventions dans le contexte britannique dans May, 22º éd., p. 357-361.

^{94.} Journals of the Legislative Assembly, 19 août 1863, p. 33. Voir aussi Bourinot, 4° éd., p. 384.

^{95.} S'il est adopté, l'armendement de renvoi entraîne le rejet du projet de loi. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{96.} Débats, 6 mai 1870, col. 1401; dans ce cas, aucun motif n'a été inscrit dans les Journaux.

^{97.} Débats, 28 février 1899, p. 379.

^{98.} Débats, 11 mars 1930, p. 489-490; 12 mars 1930, p. 514. Le vote prépondérant n'a pas été consigné dans les Journaux (voir Journaux, 11 mars 1930, p. 83-84). Le sort de la motion n'a pas été modifié puisque celleci avait en fait été rejetée par une voix avant que le Président ne vote contre. Le contraire s'est déjà produit en Nouvelle-Zélande: alors qu'on avait cru une motion adoptée par une voix, on a découvert qu'il y avait eu en fait égalité des voix; le Président a donc exercé son droit de vote prépondérant et déclaré la motion rejetée (McGee, 2* éd., p. 71, 180-182).

^{99.} Journaux, 4 décembre 1963, p. 621-622.

Fonctions spécifiques

Des fonctions spécifiques du Président de la Chambre des communes sont décrites ci-dessous; bon nombre des questions de procédure évoquées ici font l'objet d'un examen plus détaillé dans d'autres chapitres.

L'ouverture de la séance: C'est le Président qui est chargé d'ouvrir les séances de la Chambre une fois le quorum établi 100. Il prend alors place dans le fauteuil, appelle la Chambre à l'ordre, lit une prière, donne instruction d'ouvrir les portes des tribunes au public et passe à la première affaire du jour. S'il est absent à l'ouverture de la séance, comme cela se produit parfois, la Chambre en est informée par le Greffier, et le vice-président prend place au fauteuil 101.

La lecture de motions, la mise aux voix et l'annonce des résultats des votes: Avant qu'il y ait débat sur une affaire, le Président propose la question en lisant la motion sur laquelle la Chambre aura à se prononcer. Lorsque plus aucun député ne se lève pour demander la parole, le Président demande à la Chambre si elle est «prête à se prononcer», afin de déterminer si le débat est clos. Si tel est le cas, le Président met la question aux voix, c'est-à-dire soumet la motion à la décision des députés, et annonce ensuite à la Chambre le résultat du vote 102.

La répartition du temps de parole: Aucun député ne peut prendre la parole à la Chambre sans y avoir été invité par le Président, que ce soit pendant les débats, les périodes réservées aux questions et observations, la Période des questions ou les autres étapes des travaux de la Chambre. Il existe diverses conventions et ententes officieuses visant à permettre aux députés de tous les partis de participer aux débats; c'est cependant au Président que revient la décision ultime relativement à la répartition du temps de parole 103.

Les décisions relatives aux questions d'ordre et de privilège: À titre de président des délibérations des Communes, le Président règle les questions d'ordre et de privilège, et veille au respect des règles et des pratiques de la Chambre 104. Il doit trancher les questions d'ordre et de privilège au fur et à mesure qu'elles se posent; il ne peut pas le faire par anticipation 105. Ces questions peuvent lui être soumises par un député, tout comme il peut intervenir lui-même s'il constate une irrégularité 106. Lorsqu'il rend ses décisions à cet égard, il cite l'article du Règlement ou l'autorité applicable

^{100.} Il faut un quorum de 20 députés, ce qui inclut le Président, pour que la Chambre puisse siéger (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 48; art. 29(1) du Règlement). Pour de plus amples détails sur le quorum, voir le chapitre 9, « Les séances de la Chambre ».

Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 43(1). Voir, par exemple, Journaux, 7 décembre 1998, p. 1401.

^{102.} On trouvera un complément d'information à ce sujet au chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{103.} Bourinot, 4º éd., p. 334. Voir aussi Débats, 20 mai 1986, p. 13443; 5 mai 1994, p. 3925. Pour de plus amples détails, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{104.} Art. 10 du Règlement. Voir ci-dessus la partie intitulée « Maintien de l'ordre et du décorum » et le chapitre 3, «Les privilèges et immunités ».

^{105.} Bourinot, 4º éd., p. 178.

^{106.} Bourinot, 4º éd., p. 178.

en l'espèce ¹⁰⁷. Il peut arriver qu'il soit appelé à se prononcer sur des situations qui ne sont pas prévues dans le Règlement de la Chambre; il est alors autorisé à fonder ses décisions sur la tradition parlementaire ailleurs qu'à la Chambre des communes du Canada ¹⁰⁸.

Les décisions relatives aux motions : Le Règlement de la Chambre confère au Président certaines responsabilités relatives aux motions soumises à la considération de la Chambre. Le Président doit intervenir lorsqu'il juge une motion «contraire aux règles et privilèges du Parlement 100 ». Il doit alors en informer la Chambre le plus tôt possible, avant que la motion soit mise aux voix, et citer l'article du Règlement ou l'autorité applicable en l'espèce. Il ne faut pas confondre cette responsabilité avec le pouvoir général que détient le Président de rendre des décisions faisant autorité sur les questions de procédure. Bien que celui-ci soit le gardien des règles et privilèges de la Chambre, il en est également le serviteur; les députés demeurent donc libres de leurs décisions collectives. Dès lors, si le Président les informe qu'une motion proposée, bien que correcte dans sa forme, est contraire aux principes, aux coutumes ou aux privilèges parlementaires établis, ils sont en mesure de prendre une décision éclairée sur la question en se fondant sur l'information que leur fournit le Président et les sources qu'il leur cite. Cette règle a été adoptée peu après la Confédération¹¹⁰ et n'a jamais été invoquée par le Président, malgré diverses tentatives pour l'en persuader 111.

Les règles de la Chambre permettent également au Président de choisir !es amendements qui seront soumis à la Chambre à l'étape du rapport, et de les combiner pour les besoins du débat et du vote ¹¹². En outre, lorsqu'on a donné préavis de plus d'une motion d'opposition à l'occasion d'un jour réservé aux travaux des subsides, le Président doit déterminer quelle motion la Chambre examinera en priorité ce jour-là ¹¹³.

La conduite des affaires émanant des députés: Le Président a la responsabilité générale de prendre toutes les dispositions nécessaires pour veiller au bon déroulement de l'heure réservée aux Affaires émanant des députés chaque jour où la Chambre siège 114. Il doit alors s'assurer que la Chambre a reçu un préavis de 24 heures sur

^{107.} Art. 10 du Règlement.

^{108.} Art. 1 du Règlement. On trouvera au chapitre 5, «La procédure parlementaire», un complément d'information sur les règles et pratiques relatives aux cas qui ne sont pas prévus par le Règlement.

^{109.} Art. 13 du Règlement.

^{110.} Journaux, 20 décembre 1867, p. 115-123.

^{111.} Voir, par exemple, le rappel au Règlement, Débats, 8 décembre 1968, p. 3639-3643 et la décision du Président Lamoureux, Journaux, 10 décembre 1968, p. 511-513; le rappel au Règlement, Débats, 24 juillet 1969, p. 11551-11568 et la décision du Président Lamoureux, Journaux, 24 juillet 1969, p. 1398-1399.

^{112.} Art. 76(5) et 76.1(5) du Règlement. Le texte de ces règles inclut des directives à l'intention du Président quant au choix des amendements. Voir également le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{113.} Art. 81(14)b) du Règlement. Voir le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{114.} Art. 94(1)a) du Règlement. Pour de plus amples détails, voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

l'affaire inscrite à l'Ordre du jour de chaque séance¹¹⁵, voir à l'organisation des échanges nécessaires dans le cas où le parrain d'une motion ne peut pas être présent lorsque son affaire doit être prise en considération¹¹⁶ et refuser tout préavis portant sur une affaire émanant d'un député s'il juge celle-ci substantiellement identique à une autre¹¹⁷.

Les projets de loi d'intérêt privé: Lorsque le Parlement est saisi de projets de loi d'intérêt privé¹¹⁸, les personnes qui veulent servir d'agents parlementaires (c'està-dire s'employer à promouvoir ces projets de loi ou à s'y opposer) doivent y être autorisés par le Président¹¹⁹. Celui-ci a également le pouvoir d'imposer une interdiction temporaire ou absolue pour empêcher une personne de faire office d'agent parlementaire lorsqu'elle n'a pas respecté les règles et les pratiques parlementaires¹²⁰. Le dépôt de documents: En vertu des dispositions de certaines lois et du Règlement de la Chambre, le Président reçoit et dépose certains rapports et documents à la Chambre; il peut soit les déposer en cours de séance¹²¹, soit les remettre au Greffier¹²². Dans les deux cas, le dépôt est consigné dans les Journaux, et le document déposé est réputé renvoyé en permanence au comité permanent compétent¹²³. Plus précisément, le Président dépose les documents suivants:

À titre de président du Bureau de régie interne (l'organe responsable de toutes les questions financières et administratives touchant la Chambre des communes), le Président doit déposer le compte rendu des délibérations du Bureau 124, à savoir les procès-verbaux de ses séances tels qu'approuvés par le Bureau 125. Le Président est également responsable du dépôt des rapports annuels dans lesquels sont consignées les décisions du Bureau concernant les budgets des comités parlementaires 126. En outre, la Loi sur le Parlement du Canada exige qu'il dépose,

- 115. Art. 94(1)a) du Règlement.
- 116. Art. 94(2)a) du Règlement.
- 117. Art. 86(5) du Règlement.
- 118. On trouvera plus d'information à ce sujet au chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».
- 119. Art. 146(1) du Règlement.
- 120. Art. 146(4) du Règlement.
- 121. Cela se fait normalement pendant la période réservée aux affaires courantes, sous la rubrique « Dépôt de documents » (voir, par exemple, Débats, 15 avril 1986, p. 12221; Journaux, 5 avril 1989, p. 26; 12 mars 1990, p. 1323). Le Président a également déposé des documents immédiatement avant les Déclarations de députés (voir, par exemple, Débats, 11 décembre 1984, p. 1102; 26 septembre 1996, p. 4740).
- 122. Voir, par exemple, Journaux, 21 septembre 1998, p. 1056.
- 123. Art. 32(5) du Règlement. Pour de plus amples renseignements sur le dépôt de documents en général, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».
- 124. Art. 148(1) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 27 janvier 1994, p. 71.
- 125. Le Règlement exige que le Président dépose, dans les 10 jours suivant l'ouverture de la session, le compte rendu des délibérations du Bureau pendant la session précédente; la pratique voulant qu'il dépose des rapports plus fréquents tout au long de la session a commencé pendant la 35° législature (voir Débats, 17 février 1994, p. 1507).
- 126. Art. 148(2) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 30 septembre 1994, p. 758.

- généralement auprès du Greffier, tous les règlements administratifs pris par le Bureau dans les 30 jours suivant leur adoption 127;
- La loi prévoit par ailleurs que certains hauts fonctionnaires du Parlement ¹²⁸ et de la Commission canadienne des droits de la personne transmettent au Président leurs rapports annuels, de même que tous leurs rapports spéciaux et rapports d'enquête, pour qu'il les dépose à la Chambre ¹²⁹;
- Au cours du processus décennal de révision des limites des circonscriptions électorales, le directeur général des élections transmet les rapports des commissions provinciales et territoriales de délimitation des circonscriptions électorales au Président, qui les dépose quand la Chambre siège ¹³⁰;
- Lorsque les résultats d'une élection sont contestés en vertu de la Loi sur les élections fédérales contestées, le Président en est informé et doit transmettre cette information à la Chambre, généralement en début de séance ou peu après ^[3]. La loi oblige également le Président à informer la Chambre des modifications apportées aux règles des cours suprêmes des provinces, qui font office de cours d'appel pour les affaires de ce genre ^[32]. Par ailleurs, la Loi relative aux enquêtes sur les manœuvres frauduleuses (qui porte sur les enquêtes concernant les allégations ou les soupçons de corruption ou de pratiques illégales en période électorale) prévoit la création de commissions d'enquête qui doivent présenter leurs rapports au Parlement en l'occurrence aux Présidents des deux chambres —, et il incombe alors au Président d'en informer la Chambre ^[33].
- Loi sur le Parlement du Canada, L.C. 1991, ch. 20, art. 52.5(2), (3). Voir, par exemple, Journaux, 4 décembre 1998, p. 1399.
- 128. Il s'agit du vérificateur général, du directeur général des élections, du commissaire aux langues officielles, du commissaire à l'information et du commissaire à la protection de la vie privée.
- 129. Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 7(3), 8(2), 19(2); Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 195(3); Loi sur les langues officielles, L.R.C. 1985, 4* suppl., ch. 31, art. 65(3), 66, 67(1), 69(1); Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, ch. A-1, art. 38, 39(1), 40; Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R.C. 1985, ch. P-21, art. 38, 39(1), 40(1); Loi canadienne sur les droits de la personne, L.C. 1998, ch. 9, art. 32.
- 130. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. E-3, art. 21; Loi modifiant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. 1985, ch. 6 (2° suppl.), art. 5. Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1995, p.1867. La loi impose au Président une autre procédure lorsqu'il reçoit un rapport en période d'intersession. On trouvera un complément d'information sur le rôle de la Chambre des communes dans le processus de redistribution des circonscriptions électorales au chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».
- 131. Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 58(1), 60, 61, 71. Pour des exemples de cas où le Président a informé la Chambre de situations de ce genre, voir Débats, 6 mars 1950, p. 480; 23 février 1976, p. 11139; 14 octobre 1981, p. 11731. Pour de plus amples renseignements sur les élections contestées, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».
- Loi sur les élections fédérales contestées, L.R.C. 1985, ch. C-39, art. 84(3). Le cas se présente rarement, mais en 1950, par exemple, le Président a déposé à la Chambre une modification de cette nature (*Journaux*, 5 juin 1950, p. 471).
- 133. Loi concernant les enquêtes sur les manœuvres frauduleuses, L.R.C. 1985, ch. C-45, art. 30. Aucune commission d'enquête de ce genre n'a été constituée à ce jour, et aucun rapport n'a jamais été présenté jusqu'ici aux termes de cette Loi.

Les débats d'urgence: Lorsqu'un député demande l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la tenue d'un débat sur une affaire dont l'étude s'impose d'urgence (un débat d'urgence), c'est le Président qui doit décider s'il y a lieu ou non d'accéder à sa requête ¹³⁴. Si le débat d'urgence est autorisé, il doit normalement se tenir le jour même, mais le Président peut également, à sa discrétion, le reporter au jour de séance suivant, à une heure donnée ¹³⁵. Le débat d'urgence prend fin aux heures prévues dans le Règlement, mais là encore, le Président peut déclarer la motion adoptée et suspendre les travaux de la Chambre jusqu'au jour de séance suivant s'il juge que le débat s'est terminé avant le moment prévu ¹³⁶. Une fois en cours, le débat d'urgence a priorité sur toutes les autres affaires; en cas de conflit ou d'incompatibilité avec d'autres règles ou d'autres affaires de la Chambre, la résolution de la question est laissée à l'entière discrétion du Président ¹³⁷.

Le rappel de la Chambre: Lorsque la Chambre est ajournée en cours de session, le Président peut rappeler les Communes avant la date prévue pour leur retour 138. Il revient toujours à un ministre de prendre l'initiative de demander le rappel de la Chambre (habituellement le leader du gouvernement à la Chambre) et le Président n'a pas l'autorité d'examiner une telle demande provenant de tout autre député. Dans ces circonstances (ou encore durant une prorogation du Parlement ou avant la première session d'une nouvelle législature), et sur réception d'une requête écrite du gouvernement, le Président fait publier un Feuilleton spécial afin d'informer les députés des mesures que le gouvernement souhaite soumettre immédiatement à la Chambre 139. L'avis de rappel de la Chambre n'est normalement pas retiré; mais il est déjà arrivé que le Président, après avoir reçu une requête de tous les partis reconnus représentés à la Chambre, fasse une déclaration officielle annulant un avis de rappel antérieur 140. Les publications parlementaires: Les documents officiels de la Chambre des communes sont publiés sous l'autorité du Président. Il s'agit notamment des Journaux et de leurs index, des Débats et de leurs index, de même que du Feuilleton et Feuilleton des Avis, du Règlement de la Chambre des communes, des projets de loi et des procès-verbaux et rapports des comités parlementaires 141.

- 136. Art. 52(12) du Règlement.
- 137. Art. 52(15) du Règlement.
- 138. Art. 28(3) du Règlement.
- 139. Art. 55(1) du Règlement. Pour plus d'information sur le rappel de la Chambre et la publication d'un Feuilleton spécial, voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire», et le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 140. L'avis original avait été donné le 26 juin 1992, et la Chambre devait se réunir le 15 juillet 1992; l'avis d'annulation a été publié le 11 juillet et déposé à la reprise de la session, le 8 septembre, et le Président a fait ce jour-là une déclaration à la Chambre à ce sujet (voir, *Journaux*, 8 septembre 1992, p. 1924; *Débats*, 8 septembre 1992, p. 12709).

^{134.} Art. 52(4) du Règlement. Pour de plus amples renseignements sur les débats d'urgence, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

^{135.} Art. 52(9) du Règlement. Par exemple, une demande présentée le vendredi 27 novembre 1998 a été agréée par le Président, qui a décrété que le débat aurait lieu le lundi 30 novembre à 20 heures (*Journaux*, 27 novembre 1998, p. 1323).

^{141.} On trouvera de plus amples renseignements sur les publications parlementaires au chapitre 24, «Le registre parlementaire».

La présidence des comités législatifs: Le Président a également certaines responsabilités touchant la présidence des comités législatifs ¹⁴². Au début de chaque session, et au besoin par la suite, il doit désigner les députés qui formeront un comité des présidents. Il bénéficie d'une certaine latitude à cet égard; le Règlement précise seulement que ces députés doivent être choisis en nombre proportionnel parmi les membres du parti ministériel et des partis d'opposition, et que les autres présidents de séance de la Chambre font partie de ce comité ¹⁴³. Chaque fois que la Chambre autorise la création d'un comité législatif, le Président doit en choisir le président parmi les membres du comité ¹⁴⁴.

RÔLE ADMINISTRATIF

Le Président est l'administrateur en chef de la Chambre des communes, dont il assure la direction et la gestion générales ¹⁴⁵. Les services administratifs de la Chambre appuient les députés dans l'exercice de leurs fonctions parlementaires, individuellement et collectivement, tout comme l'institution de la Chambre elle-même.

Un des privilèges fondamentaux de la Chambre est qu'elle est autorisée à réglementer elle-même ses affaires internes et qu'elle a compétence exclusive sur ses locaux et les personnes qui s'y trouvent 146. En vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, toutes les questions de politique administrative et financière touchant la Chambre des communes relèvent du Bureau de régie interne 147, composé de députés du parti ministériel et des partis d'opposition, et présidé par le Président de la Chambre.

L'administration courante du personnel de la Chambre des communes est confiée au Greffier 148 et aux hauts fonctionnaires relevant du Greffier et est sujette aux ordres de la Chambre ou du Président 149. Ce dernier, à titre de président du Bureau de régie interne et principal responsable de la gestion de la Chambre, conserve un rôle primordial dans la gestion des ressources humaines.

Les prévisions budgétaires 150 de la Chambre des communes sont établies à la demande du Bureau de régie interne; une fois que celui-ci les a approuvées, il incombe au Président de les transmettre au président du Conseil du Trésor pour que ce dernier les dépose avec les prévisions budgétaires des ministères pour l'année financière.

^{142.} Voir les articles 112 et 113 du Règlement. Pour plus d'information sur les comités législatifs, voir le chapitre 20, "Les comités ».

^{143.} Art. 112 du Règlement.

^{144.} Art. 113(2) du Règlement.

^{145.} Voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».

^{146.} Maingot, 2º éd., p. 191-193.

^{147.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 52.3.

^{148.} Le Greffier de la Chambre agit comme secrétaire du Bureau de régle interne, comme prévu dans la Loi sur le Parlement du Canada.

^{149.} Art. 151 du Règlement.

^{150.} Voir le chapitre 18, «Les procédures financières».

Le Président de la Chambre préside également le comité exécutif, établi par le Bureau de régie interne. Ce comité est responsable de l'application de la politique de gestion et prend toutes les grandes décisions touchant les pratiques administratives générales, la sécurité, et l'administration des ressources humaines et financières ^[5].

Le droit dont bénéficie chacune des chambres du Parlement de régler elle-même ses affaires internes s'étend également à la gestion des locaux «dans son enceinte et à l'extérieur de la salle des débats ¹⁵²». En tant que gardien des droits et privilèges des Communes, le Président doit veiller à ce que ceux-ci soient respectés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre ¹⁵³. C'est donc lui qui est responsable de la sécurité et du maintien de l'ordre aux alentours de la Chambre. La sécurité à l'intérieur des immeubles occupés par les députés et le personnel de la Chambre est assurée par le sergent d'armes, qui relève du Président ¹⁵⁴ et qui peut compter pour ce faire sur le service de sécurité de la Chambre. C'est cependant la Gendarmerie royale du Canada (GRC), en vertu des dispositions prises avec le service de sécurité de la Chambre, qui s'occupe de la sécurité sur les terrains entourant les édifices parlementaires. Il peut arriver que le personnel de sécurité de la Chambre demande — et reçoive — l'aide de forces policières de l'extérieur, que ce soit la GRC ou la police locale. Si celles-ci veulent entrer dans les locaux du Parlement, elles doivent cependant y être autorisées par le Président, qui exerce sa discrétion exclusive à cet égard ¹⁵⁵.

À titre d'administrateur en chef de la Chambre, le Président supervise tous les rapports de cette dernière avec les ministères au sujet des questions administratives. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est le principal ministère chargé de fournir des services centraux et communs au gouvernement et au Parlement du Canada. Les fonctionnaires de la Chambre des communes, sous la direction du Président, travaillent en étroite collaboration avec son personnel pour la prestation de services professionnels et techniques comme la traduction et l'interprétation, l'impression et l'édition, de même que la gestion des édifices du Parlement et des propriétés louées. Par ailleurs, la Commission de la capitale nationale (CCN) est une société de la Couronne qui a pour mission «d'établir des plans d'aménagement,

^{151.} Le comité exécutif est constitué aux termes de l'article 201 du Règlement administratif du Bureau de régle interne. Ce dernier est autorisé à prendre des règlements administratifs en vertu de l'article 52.5(1) de la Loi sur le Parlement du Canada.

^{152.} Maingot, 2º éd., p. 191.

^{153.} Un incident survenu en 1998 illustre les pouvoirs du Président au sujet de l'accès aux alentours de la Chambre. Le 26 février 1998, un employé d'un député, portant un grand drapeau, a accosté une députée dans le foyer de la Chambre des communes, et le personnel de sécurité est intervenu. Après avoir fait enquête sur l'incident, le Président a ordonné à l'employé en question de limiter ses déplacements dans l'édifice du Centre, pendant un an, à l'entrée du public et à l'étage de l'immeuble où se trouvaient les bureaux de son parti.

^{154.} Art. 157 et 158 du Règlement.

^{155.} Voir, par exemple, le 2* rapport du Comité permanent des privilèges et élections, présenté le 21 septembre 1973 (*Journaux*, p. 567). Voir aussi les commentaires du Président dans *Débats*, 30 novembre 1979, p. 1890-1892; 19 mai 1989, p. 1951-1953. Pour plus d'information, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».

de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale ¹⁵⁶ ». C'est la CCN qui est chargée de l'entretien des terrains de la colline du Parlement ¹⁵⁷, et elle parraine beaucoup d'autres activités organisées dans ce lieu historique. Le Président est tout naturellement intéressé à veiller à ce que toutes ces activités tiennent compte de la dignité et de l'autorité de l'institution qu'il représente ainsi que des privilèges des députés, tel le droit d'accès en tout temps à la Chambre des communes et à l'enceinte parlementaire.

RÔLE CÉRÉMONIAL ET DIPLOMATIQUE

Certaines des responsabilités du Président peuvent être considérées comme étant de nature traditionnelle, cérémoniale ou diplomatique, ce qui met en relief son rôle de représentant des Communes. Le Président est en effet le représentant et le porteparole de la Chambre des communes dans ses rapports avec le Sénat, la Couronne et les autres organes extérieurs. C'est lui qui communique à la Chambre les messages, la correspondance et les documents qui lui sont adressés ¹⁵⁸.

Lorsqu'il arrive à la Chambre ou qu'il la quitte, le Président est toujours précédé du sergent d'armes, qui porte la masse ¹⁵⁹. L'ouverture de chaque séance de la Chambre est précédée d'une cérémonie appelée «défilé du Président », au cours de laquelle le Président parcourt en cortège les corridors de l'édifice du Centre pour se rendre à la Chambre des communes ¹⁶⁰.

Le Président ouvre également la marche chaque fois que la Chambre est convoquée à la salle du Sénat pour y rencontrer la reine, le gouverneur général ou son représentant, c'est-à-dire à l'ouverture de la législature ou de la session ¹⁶¹, et chaque fois qu'a lieu la cérémonie de la sanction royale ¹⁶². À l'ouverture d'une nouvelle législature ou d'une nouvelle session, le discours du Trône est lu dans la salle du Sénat et est ensuite communiqué officiellement aux Communes par le Président. Une fois que la Chambre a terminé son débat sur l'Adresse en réponse au discours

^{156.} Loi sur la capitale nationale, L.R.C. 1985, ch. N-4, art. 10(1).

^{157.} Loi sur la capitale nationale, L.R.C. 1985, ch. N-4, art. 10(2)d).

^{158.} Par exemple les messages du Sénat à la Chambre, que le Président lit en cours de séance (voir, par exemple, Débats, 3 décembre 1998, p. 10888).

^{159.} Bourinot, 4º éd., p. 176. Pour plus d'information sur la masse, voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».

^{160.} En l'absence du Président, c'est le président désigné pour la séance du jour qui le remplace dans le défilé. On trouvera de plus amples détails sur ce défilé au chapitre 9, «Les séances de la Chambre».

^{161.} On trouvera un complément d'information sur l'ouverture des législatures et des sessions au chapitre 8, « Le cycle parlementaire ».

^{162.} Pour de plus amples renseignements sur la cérémonie de la sanction royale, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

du Trône, celle-ci est grossoyée, signée par le Président et présentée en personne au gouverneur général 163.

Le Parlement du Canada entretient également des liens avec les assemblées législatives provinciales et territoriales, de même qu'avec la plupart des parlements étrangers. Dans bien des cas, ces rapports sont assurés par le Président de la Chambre des communes et le Président du Sénat, ou en leur nom. Ces contacts avec les autres parlements et assemblées législatives peuvent prendre la forme d'échanges de lettres, de visites officielles réciproques, ou de séances de formation et de perfectionnement à l'intention du personnel parlementaire.

Le Parlement du Canada participe activement aux échanges internationaux d'idées, d'information et d'expériences entre les parlements du monde, et il est membre de plusieurs groupes d'amitié et associations interparlementaires ¹⁶⁴. Le Président de la Chambre est président honoraire de toutes ces organisations et, avec le Président du Sénat, autorise les crédits budgétaires qui leur sont alloués ¹⁶⁵. Les parlementaires (en tant que délégués, membres ou participants) assistent à des rencontres, à des conférences et à des colloques nationaux, bilatéraux et internationaux organisés par l'entremise de ces associations parlementaires et de ces groupes d'amitié.

En dehors du cadre des associations interparlementaires, le Parlement du Canada participe en outre à divers programmes d'échanges et de coopération avec d'autres parlements du monde, avec l'autorisation et sous la supervision des Présidents des deux chambres. Les programmes d'échanges permettent aux parlementaires d'élargir leurs connaissances, et de discuter de questions d'intérêt mutuel et de sujets d'actualité. Le rôle du Président à cet égard peut consister par exemple à accepter les invitations des autres parlements, à accueillir les délégations de parlementaires en visite, et à participer aux rencontres des présidents d'assemblées légis-latives du Canada et d'ailleurs.

Pendant une séance, le Président peut attirer l'attention de la Chambre sur la présence de distingués visiteurs à la tribune 166. En général, il fait cette annonce immédiatement après la Période des questions, bien qu'il l'ait déjà faite avant ou

- 163. On trouvera plus d'information sur l'Adresse en réponse au discours du Trône au chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 164. Ce sont l'Association législative Canada-Chine, l'Association interparlementaire Canada-France, le Groupe interparlementaire Canada-Japon, l'Association interparlementaire Canada-Royaume-Uni, le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, l'Association parlementaire de la Francophonie, l'Association parlementaire du Commonwealth, l'Union interparlementaire et l'Assomblée de l'Atlantique Nord (Association parlementaire canadienne de l'OTAN).
 - Il faut ajouter à ces associations le Groupe d'amitié Canada-Allemagne, le Groupe d'amitié Canada-Israël et le Groupe d'amitié Canada-Israël et le Groupe d'amitié Canada-Israël
- 165. Les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont membres du Conseil interparlementaire mixte, qui est chargé de répartir les budgets entre les diverses associations.
- 166. Diverses tentatives d'autres députés pour faire de même ont toutefois été jugées contraires au Règlement (voir, par exemple, Débats, 6 février 1992, p. 6550). Voir également les commentaires du Président Fraser, Débats, 5 octobre 1990, p. 13867-13868. Il y a cependant déjà eu des exceptions à cette règle (voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1989, p. 6359).

même pendant ¹⁶⁷. Dans la plupart des cas, il salue des visiteurs se trouvant à la tribune du Président ¹⁶⁸. Il n'existe pas de règles écrites ni de lignes directrices officielles visant à définir quel type de visiteurs le Président doit saluer. En pratique, ce sont:

- les chefs d'État et de gouvernement étrangers, de même que les invités officiels du gouverneur général ou du premier ministre;
- les délégations parlementaires, les présidents de séance et les ministres des assemblées législatives provinciales et territoriales, ou ceux de pays étrangers;
- les Canadiens qui se sont distingués dans n'importe quel domaine par des réalisations, des actes ou des réussites d'envergure nationale ou internationale 164.

Il arrive à l'occasion qu'un visiteur éminent (habituellement un chef d'État ou de gouvernement) s'adresse aux députés et aux sénateurs réunis dans l'enceinte de la Chambre des communes. À titre d'hôte, le Président joue un rôle de premier plan lors de ces cérémonies, dont le déroulement suit un protocole bien établi¹⁷⁰.

L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT COMME PRÉSIDENT DE SÉANCE

L'élection du Président de la Chambre des communes est prévue dans la Constitution ¹⁷¹. Elle doit se tenir au début de la première session de chaque législature, la présidence de la Chambre étant alors vacante. Une nouvelle élection doit également avoir lieu si le Président démissionne ou annonce son intention de démissionner en cours de législature, ou s'il se produit une vacance pour une autre raison ¹⁷². Cette exigence constitutionnelle sert de fondement aux articles du Règlement qui précisent à quel moment et dans quelles circonstances cette élection doit se dérouler ¹⁷³. La plupart des Présidents ont été élus à l'ouverture de la première session d'une nouvelle législature, mais plusieurs autres l'ont été en cours de session, ou encore à

^{167.} Voir, par exemple, *Débats*, 13 décembre 1994, p. 9003 (annonce après la Période des questions); 23 mars 1994, p. 2666 (annonce avant la Période des questions); 3 juin 1992, p. 11294 (annonce pendant la Période des questions).

^{168.} Le Président a cependant déjà signalé la présence d'un groupe d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale assis à la tribune du corps diplomatique (Débats, 6 juin 1994, p. 4858).

^{169.} En 1996 et 1998, la Chambre s'est constituée en comité plénier pour des cérémonies organisées en l'honneur des équipes olympiques et paralympiques nationales aux Jeux d'été de 1996 et aux Jeux d'hiver de 1998; les athlètes avaient été invités pour ces occasions sur le parquet de la Chambre (Journaux, 1^{er} octobre 1996, p. 699; Débats, 1^{er} octobre 1996, p. 4944-4946; Journaux, 22 avril 1998, p. 691; Débats, 22 avril 1998, p. 5959-5960).

^{170.} Pour plus de renseignements sur les adresses aux deux chambres du Parlement, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».

^{171.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 44.

^{172.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 45.

^{173.} Art. 2(1) et (2) du Règlement.

l'ouverture de la deuxième session de la législature ou d'une session subséquente¹⁷⁴. Dans tous les cas, l'élection a priorité sur toutes les autres affaires de la Chambre et ne doit pas être considérée comme une question de confiance envers le gouvernement ¹⁷⁵. Le scrutin peut au besoin se poursuivre après l'heure normale de l'ajournement quotidien, jusqu'à ce qu'un Président soit déclaré élu. La Chambre ne peut être saisie d'aucune autre affaire tant que le scrutin n'est pas terminé et que le nouveau Président n'a pas pris place au fauteuil ¹⁷⁶.

Bien que la Constitution prévoie à quel moment doit se tenir l'élection du Président, le Règlement ne précisait pas avant 1985 par quels moyens cela devait se faire. Entre 1867 et 1985, c'est le Greffier de la Chambre qui présidait à l'élection. En règle générale, le premier ministre proposait un candidat à la présidence en présentant une motion sujette à débat, qui était généralement appuyée par un ministre de premier plan ou, depuis 1953, par le chef de l'Opposition 177. Après le débat sur cette motion, le Greffier mettait la question aux voix, et le candidat désigné était élu à la majorité des députés présents ou, le plus souvent, à l'unanimité 178. Le Président élu, affichant une feinte réticence, était ensuite escorté vers le fauteuil par les députés ayant proposé et appuyé la motion visant son élection, après quoi il acceptait sa nomination et la masse était placée sur le Bureau. La coutume voulant que le Président élu se montre hésitant remonte à l'époque des premiers Présidents des Communes britanniques, qui acceptaient leurs nouvelles fonctions avec une réelle réticence 179.

En 1982, le Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure (le Comité Lefebvre, du nom de son président) recommandait une nouvelle procédure visant l'élection du Président par scrutin secret ¹⁸⁰. Cette recommandation a été mise en œuvre en 1985, après que le gouvernement eut accueilli favorablement une

^{174.} Sur les 33 Présidents qui ont servi la Chambre depuis la Conférération, 26 ont été élus à l'ouverture d'une législature; deux autres ont été réélus dans ces circonstances, après avoir été élus pour la première fois pendant la législature précédente. Voir l'annexe 2, «Les Présidents de la Chambre des communes depuis 1867».

^{175.} Art. 2 et 6 du Règlement.

^{176.} Art. 2(3) du Règlement.

^{177.} Depuis 1953, le chef de l'Opposition a appuyé la nomination de huit des Présidents qui ont été élus en début de législature (par opposition à ceux qui l'ont été en cours de session).

^{178.} L'élection du Président Michener, le 14 octobre 1957, est un exemple typique de cette façon de procéder (Journaux, p. 7-8; Débats, p. 1-4). Il n'y a jamais eu plus d'un candidat proposé, mais il est arrivé que celuici ne fasse pas l'unanimité. Par exemple, en 1878, le Président Anglin a été élu après un vote par appel nominal (Journaux, 7 février 1878, p. 9-10). En 1936, le Président Casgrain a été élu avec dissidence (Journaux, 6 février 1936, p. 8). La Chambre était « divisée » sur la question, mais personne n'a demandé le vote par appel nominal.

^{179.} Wilding et Laundy, p. 706-707. Laundy (p. 14, 64) impute à sir Richard Waldegrave l'origine de cette tradition, en 1381: «Il anticipait selon toute probabilité un conflit entre le Roi et les Communes, ce qui risquaît de le mettre dans l'embarras. Il était loin de se douter qu'en exprimant ainsi sa propre réticence — bien réelle — à assumer la présidence de la Chambre, il instaurait une tradition qui devait durer des siècles, longtemps après qu'elle eut perdu toute signification. »

Voir le 4º rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 3 décembre 1982 (Journaux, p. 5420).

nouvelle recommandation présentée en ce sens par le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (le Comité McGrath, du nom de son président)¹⁸¹. Le gouvernement avait toutefois suggéré, dans sa réponse au rapport de ce Comité, certains changements qui se sont reflétés plus tard dans les modifications proposées au Règlement et adoptées en juin 1985¹⁸². Le nouveau mode de scrutin est entré en vigueur en septembre de la même année, à titre temporaire, et a été appliqué pour la première fois en 1986 lors de la démission du Président Bosley; après 11 tours de scrutin, la Chambre a alors élu John Fraser à la présidence¹⁸³. La longueur de cette élection a suscité des demandes de modification de la nouvelle procédure; c'est ainsi que le Règlement a été modifié de nouveau en 1987, de manière à exclure du tour suivant les candidats ayant reçu 5 p. 100 ou moins des suffrages exprimés. C'est également à ce moment-là que le mode de scrutin secret est devenu permanent l¹⁸⁴. En 1988, le Président Fraser a été réélu au premier tour. Le Président Parent a pour sa part été élu au sixième tour en 1994 et réélu au quatrième tour en 1997.

L'élection du Président par scrutin secret

Lorsque la Chambre se réunit à l'ouverture d'une nouvelle législature, les Communes sont convoquées à la salle du Sénat par un message que leur transmet l'huissier du bâton noir 185. Précédés du Greffier de la Chambre, les députés se rendent donc au Sénat où un suppléant du gouverneur général 186 les informe que les motifs de leur convocation ne seront pas divulgués (c'est-à-dire que le discours du Trône ne sera pas lu) «avant que le Président de la Chambre des communes n'ait été choisi conformément à la loi ». Les députés retournent alors à la Chambre et procèdent immédiatement à l'élection du Président.

Tous les députés, à l'exception des ministres et des chefs de parti, sont considérés d'office comme candidats à la présidence 187. Le Règlement détermine qui doit présider à l'élection du Président 188 mais ne précise pas si le député qui préside peut aussi être candidat. Lors des quatre élections tenues à ce jour, le député qui présidait

- 181. Voir le 1* rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 20 décembre 1984 (*Journaux*, p. 211) et la réponse du gouvernement à ce rapport, déposée le 18 avril 1985 (*Journaux*, p. 486).
- Les modifications proposées au Règlement ont été déposées le 27 juin 1985 et adoptées le même jour (Journaux, p. 910-919).
- 183. Journaux, 30 septembre 1986, p. 2-8; voir également Débats, 30 septembre 1986, p. 1-10.
- 184. Journaux, 3 juin 1987, p. 1016. Après la refonte et la renumérotation des articles du Règlement, en 1988, la disposition originale portant sur l'élection du Président a été scindée et correspond maintenant aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 du Règlement.
- 185. L'huissier du bâton noir est un fonctionnaire du Sénat qui a notamment pour fonction de transmettre les messages aux Communes lorsque le gouverneur général ou son suppléant les convoque au Sénat. (Il portait jusqu'en novembre 1997 le titre de gentilhomme huissier de la Verge noire. Voir Débats du Sénat, 6 novembre 1997, p. 333-343.)
- 186. Le suppléant du gouverneur général exerce les pouvoirs de ce dernier en certaines occasions; il s'agit généralement d'un des juges de la Cour suprême.
- 187. Art. 5 du Règlement.
- 188. Art. 3 du Règlement.

s'est volontairement retiré de la liste des candidats de la façon prescrite. Tout député éligible qui ne souhaite pas se porter candidat doit en informer le Greffier par écrit avant 18 heures la veille de la date prévue pour le scrutin 189 et signer un avis de désistement 190. Après l'expiration de ce délai, le Greffier établit la liste alphabétique des députés qui ne souhaitent pas se porter candidats ou qui ne sont pas éligibles du fait qu'ils sont ministres ou chefs de parti. Un député qui s'est désisté peut, avant l'expiration du délai, annuler son avis de désistement et rétablir ainsi sa candidature 191.

Les règles régissant l'élection du Président par scrutin secret passent sous silence bien des aspects du processus électoral. En 1986, quand ont commencé les préparatifs en vue de la première élection par scrutin secret, les questions qui n'étaient pas prévues dans les règles écrites ont été résolues par le Greffier, en consultation avec les leaders parlementaires, et les décisions prises à cette occasion font maintenant partie de la pratique associée à l'élection du Président 192.

La disposition de la Chambre est légèrement modifiée pour la circonstance. Le Bureau est vidé des objets qui s'y trouvent d'habitude et, bien que le fauteuil du Greffier demeure à sa place, ceux des greffiers au Bureau sont retirés. Une urne est déposée sur une petite table au bout du Bureau, et des isoloirs portatifs sont placés de chaque côté sur le Bureau. Pendant la tenue du scrutin, la masse reste sous le Bureau puisque la présidence est vacante.

Quand l'élection du Président a lieu à l'ouverture d'une législature, elle est présidée par le «doyen de la Chambre», c'est-à-dire le député qui compte le plus d'années de service ininterrompu parmi ceux qui ne sont pas ministres et qui n'occupent aucune charge à la Chambre 193. Lorsque les députés reviennent du Sénat, le Greffier invite le doyen de la Chambre à s'installer dans le fauteuil à titre de président d'élection. Toutefois, quand l'élection a lieu pendant une législature afin de remplacer un Président qui a annoncé son intention de démissionner, comme cela s'est produit en 1986, c'est le Président sortant qui préside à l'élection 194. En son absence, lors d'une élection en cours de législature, la tâche revient au vice-président et président des comités pléniers 195. Le député qui préside à l'élection est investi de tous les pouvoirs de la présidence et a le droit de voter; son vote n'est toutefois pas prépondérant en cas d'égalité des voix 196.

^{189.} Art. 4(1) du Règlement.

Voir, par exemple, Débats, 30 septembre 1986, p. 2. En pratique, le Greffier envoie à tous les députés un rappel écrit de ces dispositions.

^{191.} La chose s'est produite en 1986; le député en question, John A. Fraser, a finalement été élu à la présidence.

^{192.} Voir Philip Laundy, « Electing a Speaker — Canadian Style», The Table, vol. LV pour 1987, p. 42-50. L'auteur était un greffier adjoint de la Chambre des communes au moment où le Président a été élu pour la première fois par scrutin secret.

^{193.} Art. 3(1)a) du Règlement. Le nombre d'années de service est établi selon la Gazette du Canada, où sont publiés les noms des députés élus dans l'ordre où les brefs d'élections sont communiqués au directeur général des élections.

^{194.} Art. 3(1)b) du Règlement.

^{195.} Art. 3(1)c) du Règlement.

^{196.} Art. 3(2) du Règlement.

Comme le prévoit le Règlement, le président d'élection annonce à la Chambre que la liste des députés qui ne souhaitent pas se porter candidats à la présidence ou qui n'y sont pas éligibles peut être consultée au Bureau 197. Il doit le faire avant le début du scrutin; en même temps, il lit à haute voix la liste des candidats au premier tour (par ordre alphabétique) et indique aux députés qu'ils peuvent consulter cette liste dans tous les isoloirs. Ces deux listes leur ont d'ailleurs déjà été distribuées à leur siège. Il est déjà arrivé que des députés qui ne souhaitaient pas poser leur candidature aient cherché à la retirer après le début du scrutin. Le président d'élection avait alors répondu que, le délai prévu (18 heures la veille) étant expiré, il était impossible de modifier la liste des candidats au moment du premier tour de scrutin, mais que la Chambre tiendrait certainement compte de leur requête 198. Le scrutin commence quand le président d'élection demande aux députés qui souhaitent voter de quitter leur siège, de se diriger vers le fauteuil du Président en empruntant les corridors situés derrière les rideaux et de se présenter au Bureau en passant par les entrées se trouvant à la gauche et à la droite du fauteuil, selon le côté de la Chambre où ils siègent.

À ces entrées, les greffiers au Bureau qui assistent le Greffier de la Chambre inscrivent les noms des députés et leur remettent un bulletin de vote ¹⁹⁹. Les députés doivent passer par l'entrée située du côté de la Chambre où se trouve leur siège. Une fois en possession de leur bulletin de vote, ils se dirigent vers l'isoloir placé du côté approprié du Bureau. Ils inscrivent en majuscules le prénom et le nom de famille d'un candidat sur le bulletin ²⁰⁰, déposent celui-ci dans l'urne ²⁰¹ et quittent le secteur pour permettre aux autres députés de voter en toute confidentialité.

Lorsque le président d'élection juge que tous les députés qui souhaitaient voter l'ont fait, le Greffier se retire de la Chambre vers une salle voisine afin de compter les votes avec l'aide d'autres greffiers au Bureau. Le sergent d'armes porte l'urne et s'arrête devant le fauteuil pour permettre au président d'élection d'y déposer son bulletin de vote. Le président d'élection annonce alors que les travaux sont suspendus pendant le dépouillement.

Ce dépouillement se fait en secret. Lorsque le Greffier est satisfait de l'exactitude du compte, tous les bulletins de vote et les documents relatifs au vote sont
détruits. Le Règlement interdit au Greffier de divulguer par quelque moyen que ce
soit le nombre de voix recueillies par chaque candidat²⁰². Une fois le dépouillement
terminé, la cloche sonne pendant quelques minutes pour convoquer les députés, et le
Greffier revient à la Chambre.

^{197.} Art. 4(3) du Règlement.

^{198.} Voir, par exemple, Débats, 12 décembre 1988, p. 1-2, et du 17 janvier 1994, p. 1.

^{199.} Art. 4(2) du Règlement.

^{200.} Art. 4(4) du Règlement.

^{201.} Art. 4(5) du Règlement.

Art. 4(6) du Règlement. Les personnes qui aident le Greffler à dépouiller les votes font serment de garder le secret.

Si un député a recueilli une majorité de voix, le Greffier communique son nom au président d'élection, qui déclare alors le nouveau Président élu 203. Autrement, le Greffier fournit au président d'élection une liste alphabétique des candidats en lice pour le prochain tour de scrutin, qu'il établit comme suit : à partir de la liste originale des candidats, il retire le nom du candidat (ou des candidats, en cas d'égalité) ayant recueilli le moins de voix, de même que de ceux qui n'ont obtenu que 5 p. 100 des voix ou moins 204. La règle prévoit cependant qu'aucun nom n'est rayé de la liste si tous les candidats ont obtenu le même nombre de voix. Le président d'élection annonce alors qu'un deuxième tour de scrutin sera nécessaire et lit à haute voix les noms des candidats. Tous ceux qui désirent se désister à cette étape peuvent se lever et retirer leur candidature, en expliquant leurs motifs 205. Le Greffier raye alors leur nom de la liste. Lorsque la liste alphabétique des députés éligibles est prête et placée dans chacun des isoloirs, le président d'élection invite les députés qui souhaitent voter à le faire de la même manière qu'au premier tour.

Le deuxième tour se déroule selon la même procédure que le premier, sauf que les bulletins de vote sont d'une autre couleur. Lorsque le président d'élection juge que tous les députés qui souhaitaient voter l'ont fait, il donne au Greffier l'ordre de procéder au dépouillement du deuxième tour de scrutin. Lorsque le compte est terminé, le Greffier détruit tous les bulletins de vote et les documents qui s'y rattachent, encore une fois pour s'assurer que le décompte reste secret tel qu'exigé par le Règlement.

Le président d'élection convoque alors les députés et leur annonce soit le nom du nouveau Président, soit la tenue d'un troisième tour de scrutin, auquel cas il donne lecture de la liste des candidats éligibles, établie par le Greffier. Les députés qui souhaitent retirer leur candidature à ce moment-là, ou pendant un tour subséquent, peuvent le faire et n'ont pas à donner leurs raisons 206. Les noms des candidats qui se sont désistés sont alors rayés de la liste des candidats éligibles et, lorsque cette liste est prête, les députés procèdent au vote.

Le scrutin se poursuit ainsi jusqu'à ce qu'un candidat obtienne la majorité des voix ou qu'il n'en reste plus qu'un. Au besoin, la Chambre peut prolonger sa séance au-delà de l'heure normale de l'ajournement, jusqu'à ce qu'un Président soit déclaré élu²⁰⁷.

Après avoir annoncé le nom du Président élu, le président d'élection invite ce dernier à prendre place au fauteuil. Il quitte alors l'estrade et escorte le Président élu de son siège jusqu'à l'estrade. Le Président élu peut lui opposer une résistance symbolique ²⁰⁸.

^{203.} Art. 4(7) du Règlement.

^{204.} Art. 4(8)a) du Règlement.

^{205.} Art. 4(8)b) du Règlement. En 1986 (la seule élection pendant laquelle des candidats se sont désistés après le premier tour), trois députés ont fait rayer leur nom de la liste (Débats, 30 septembre 1986, p. 3).

^{206.} Art. 4(9) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 30 septembre 1986, p. 4. Jusqu'ici, c'est la seule fois qu'un candidat s'est désisté après le deuxième tour de scrutin ou un tour subséquent.

^{207.} Art. 2(3) du Règlement. Le cas s'est présenté une fois: en 1986, la Chambre s'est réunie à 15 heures et n'a suspendu ses travaux qu'à 2 h 30 le lendemain matin, après 11 tours de scrutin.

^{208.} Pour connaître l'historique de cette pratique, voir Laundy, p. 14, 64.

Le premier geste officiel de chaque Président élu depuis la Confédération a toujours consisté à remercier la Chambre, du haut de l'estrade, pour l'honneur qu'elle vient de lui faire. Ces remerciements commencent par une formule bien établie: «Honorables députés, je tiens à exprimer à la Chambre mes humbles remerciements pour le grand honneur qu'elle a bien voulu me faire en me choisissant comme Président.»

Le Président poursuit généralement en s'engageant à s'acquitter de ses devoirs avec fermeté et impartialité, en soulignant les importantes responsabilités liées à sa charge, en demandant à la Chambre de continuer à lui manifester son appui et sa bonne volonté, et en offrant ses compliments et ses félicitations à ses prédécesseurs, aux autres candidats (lorsqu'il a été élu par scrutin secret), à ses électeurs, à sa famille et à ses collègues députés 200. Il prend ensuite place au fauteuil. Une fois les isoloirs et l'urne enlevés, le sergent d'armes va chercher la masse (symbole de l'autorité de la Chambre) sous le Bureau, où elle est demeurée tout au long du scrutin, et la pose sur le Bureau, ce qui signifie que la Chambre est dûment constituée maintenant que le fauteuil de la présidence est occupé.

Depuis que le Président est élu par scrutin secret, il est arrivé que des chefs de parti se lèvent pour lui offrir leurs félicitations, leurs bons vœux et leur appui une fois qu'il a pris place au fauteuil et que la masse a été déposée sur le Bureau²¹⁰. Avant 1986, à l'époque où le Président était nommé sur une motion présentée par le premier ministre et déclaré élu lorsque la Chambre adoptait cette motion, le premier ministre et le chef de l'Opposition avaient coutume de faire son éloge dans leurs discours de nomination, mais il ne recevait généralement pas de félicitations après son élection²¹¹.

Une fois que le nouveau Président a pris place au fauteuil et qu'il a écouté les félicitations de ses collègues, il peut arriver que la Chambre ait dépassé l'heure prévue dans le Règlement pour son ajournement; le Président lève alors la séance

- 209. Voir, par exemple, les remarques du Président Sutherland, le premier à faire cette déclaration dans les deux langues officielles (Débats, 11 janvier 1905, col. 3-4); voir aussi celles du Président Lamoureux (Débats, 18 janvier 1966, p. 5-6) et du Président Fraser (Débats, 30 septembre 1986, p. 7-8). Cette convention existe aussi au Parlement britannique, où le Président élu doit en outre obtenir l'approbation du souverain (May, 22* éd., p. 239). Redlich décrit l'ancienne couturne selon laquelle le Président élu se répandait en protestations exagérées au sujet de son peu de valeur; cette couturne a subsisté longtemps, avant l'instauration d'une présidence non partisane, à une époque où la présidence était une charge politique et dépendante de la Couronne et où l'attitude de son titulaire était souvent qualifiée de « servile » (Redlich, vol. II, p. 156-158).
- 210. La chose s'est produite en 1986, en 1988 et en 1994; dans ce dernier cas, le Président a également reçu les félicitations d'un simple député représentant les députés indépendants, du président d'élection et d'un autre simple député (*Débats*, 30 septembre 1986, p. 8-10; 12 décembre 1988, p. 5-7; 17 janvier 1994, p. 6-7). En 1997, un député a obtenu le consentement unanime de la Chambre pour déclarer le Président élu à l'unanimité (*Journeux*, 22 septembre 1997, p. 9; *Débats*, 22 septembre 1997, p. 4).
- 211. En 1963 et 1966, le premier ministre a félicité brièvement le Président nouvellement élu (les Présidents Macnaughton et Lamoureux, respectivement) avant de faire la suggestion habituelle de suspendre la séance (Débats, 16 mai 1963, p. 5; 18 janvier 1966, p. 6). En 1874, après l'élection du Président Anglin, le chef de l'Opposition lui a offert ses félicitations, mais a ensuite exprimé des réserves quant au choix du gouvernement. En 1878, dans ses commentaires sur la motion visant à faire élire le Président Anglin (qui avait assuré la présidence plus tôt au cours de la même législature, avait donné sa démission comme député et avait été réélu, le chef de l'Opposition a encore une fois mis en doute le choix du gouvernement et a lancé une longue discussion dans laquelle le premier ministre et un autre député sont intervenus au sujet du droit, pour M. Anglin, de prendre son siège à la Chambre avant l'élection du Président (Débats, 7 février 1878, p. 2-11).

jusqu'au lendemain²¹². C'est ce qui s'est produit en 1986; la Chambre a alors siégé jusqu'à 2 h 30 du matin et a été convoquée de nouveau quelques heures plus tard, dans la même journée, en vue de l'ouverture de la session²¹³. En 1988, le Président a été élu après un seul tour de scrutin, et la séance a été suspendue pendant quelques heures jusqu'à l'ouverture de la législature plus tard dans la même journée²¹⁴. À d'autres moments, le Président a été élu avant l'heure normale d'ajournement de la Chambre, qui a suspendu ses travaux jusqu'au lendemain à l'heure prévue pour l'ouverture de la législature²¹⁵.

Pendant l'élection du Président, aucun débat n'est permis, aucune motion n'est acceptée, et aucune question de privilège ne peut être soumise au président d'élection 216. Il est toutefois déjà arrivé qu'un député invoque le Règlement et que la présidence lui réponde 217.

À l'heure fixée pour l'ouverture officielle de la législature et la lecture du discours du Trône, la Chambre reçoit la visite de l'huissier du bâton noir et se rend en cortège au Sénat. Le nouveau Président s'avance à la barre du Sénat, prend place sur une petite plate-forme, enlève son tricorne et se fait reconnaître par le gouverneur général, qui est assis sur le Trône. Il s'adresse à lui selon une formule établie:

Qu'il plaise à Votre Excellence,

La Chambre des communes m'a élu Président, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés. Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive jamais de faire une erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur et qui, en vue de s'acquitter le mieux possible de leurs devoirs envers la Reine et le pays, réclament humblement, par ma voix, la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans les débats ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demandent que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations 218.

Ce à quoi le Président du Sénat, au nom du gouverneur général, fait la réponse traditionnelle:

Monsieur/Madame le Président,

Son Excellence le/la gouverneur(e) général(e) me charge de vous dire que, ayant pleine confiance dans le loyalisme et l'attachement de la Chambre

Art. 2(3) du Règlement. Pour les heures normales de séance et d'ajournement, voir l'article 24 du Règlement.

^{213.} Journaux, 30 septembre 1986, p. 8-9.

^{214.} Journaux, 12 décembre 1988, p. 3.

^{215.} Voir Journaux, 17 janvier 1994, p. 11; 22 septembre 1997, p. 9.

^{216.} Art. 4(10) du Règlement.

^{217.} Débats, 30 septembre 1986, p. 2.

^{218.} Voir, par exemple, Débats du Sénat, 23 septembre 1997, p. 3.

des communes envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, il/elle lui accorde et, en toutes occasions, saura reconnaître ses privilèges constitutionnels. J' ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Son Excellence et que leurs délibérations ainsi que vos paroles et vos actes seront toujours interprétés par lui/elle de la manière la plus favorable²¹⁹.

Le nouveau Président se présente toujours au gouverneur général. Cependant, il ne réclame les privilèges des Communes, en leur nom, qu'à l'ouverture d'une nouvelle législature; ces privilèges ne sont pas renouvelés lorsqu'un nouveau Président est élu avant la fin de la législature ²²⁰.

L'élection du Président en cours de session

Lorsqu'ils doivent élire un Président pendant une session, les députés se réunissent à la Chambre à l'heure habituelle du début de la séance. Le fauteuil est occupé soit par le Président qui a déjà annoncé son intention de se démettre de sa charge ²²¹, soit, en son absence, par le vice-président et président des comités pléniers ²²². Comme la présidence est vacante, la masse n'est pas sur le Bureau ²²³. Le premier ministre informe les députés que le gouverneur général a autorisé la Chambre à se choisir un Président. L'occupant du fauteuil préside alors à l'élection selon la procédure habituelle. Une fois le scrutin terminé, le Président élu est escorté de son siège et fait quelques brèves remarques sur l'estrade avant de prendre place au fauteuil pour la première fois. La masse est alors posée sur le Bureau, et la séance est suspendue quelques minutes jusqu'à l'arrivée de l'huissier du bâton noir. La Chambre est convoquée et se rend à la salle du Sénat, où le Président se présente et se fait reconnaître par le gouverneur général selon la formule traditionnelle ²²⁴. À son retour du Sénat, la Chambre reprend les travaux prévus pour la séance du jour.

Deux seulement des 33 Présidents élus depuis la Confédération l'ont été en cours de session²²⁵, dans les deux cas avant l'adoption des règles actuelles prévoyant l'élection du Président par scrutin secret. Le Président Bain a succédé en 1899 au

^{219.} Voir, par exemple, Débats du Sénat, 23 septembre 1997, p. 4.

^{220.} Bourinot, 4º éd., p. 49-50. Voir, par exemple, la présentation du Président Francis, élu pendant la 2º session de la 32º législature, et du Président Fraser, élu à l'ouverture de la 2º session de la 33º législature (Journaux, 16 janvier 1984, p. 72-73; 1º octobre 1986, p. 12).

^{221.} Art. 3(1)b) du Règlement.

^{222.} Art. 3(1)c) du Règlement.

^{223.} En 1984, la masse était demeurée sur le Bureau et a été placée en-dessous après que le Greffier eut donné lecture de la lettre de démission du Président.

^{224.} Il ne réclame pas de privilèges pour la Chambre à ce moment-là, puisque cela ne se fait qu'au début d'une législature.

^{225.} Au sujet de l'élection du Président Bain, voir Journaux, 1" août 1899, p. 496-497; Débats, 1" août 1899, col. 9063-9065. Au sujet de celle du Président Francis, voir Journaux, 16 janvier 1984, p. 72-73; Débats, 16 janvier 1984, p. 421-424.

Président Edgar, le seul Président mort en exercice, et est demeuré en fonction jusqu'à la fin de la 8' législature, en 1901. Le Président Francis a été élu pour sa part pendant la 32' législature (en 1984) pour succéder au Président Sauvé, qui avait remis sa démission après avoir accepté le poste de gouverneur général du Canada. Les Présidents Bain et Francis ont tous deux présidé la Chambre jusqu'à la fin de la session et de la législature pendant lesquelles ils avaient été élus.

L'élection du Président à l'ouverture de la deuxième session d'une législature ou d'une session subséquente

Lorsqu'elle doit procéder à l'élection d'un Président dès l'ouverture de la deuxième session d'une législature ou d'une session subséquente, la Chambre se réunit à la date fixée par proclamation. Comme pour l'élection d'un Président en cours de session, le fauteuil est occupé soit par le Président qui a déjà annoncé son intention de se démettre de sa charge, soit par le vice-président, et la masse n'est pas posée sur le Bureau. Le premier ministre demande la parole et annonce que le gouverneur général consent à ce que la Chambre élise un nouveau Président ²²⁶, ce qu'elle fait ensuite selon la procédure établie. Le Président élu est escorté de son siège vers l'estrade, où il fait les remarques et les remerciements habituels avant de prendre place au fauteuil pour la première fois. La masse est ensuite posée sur le Bureau. La séance est normalement levée à ce moment-là, ou peu après, la présentation du Président au gouverneur général et la lecture du discours du Trône ayant lieu le lendemain ²²⁷.

Il est arrivé à six reprises, depuis 1867, que le Président soit élu le premier jour de la deuxième session d'une législature ou d'une session subséquente²²⁸, chaque fois à la suite de la démission du Président. La dernière fois, en 1986, la démission du Président Bosley est entrée en vigueur le jour de l'ouverture de la deuxième

^{226.} En 1986, lorsqu'il a fallu élire un Président à l'ouverture de la 2° session de la 33° législature, la Chambre s'est réunie, la prière a été lue, et le premier ministre a obtenu la parole après quelques remarques du Président sortant, qui devait présider à l'élection de son successeur (Débats, 30 septembre 1986, p. 1-10).

^{227.} En 1904, le chef de l'Opposition a posé une question au premier ministre avant la levée de la séance (Débats, 10 mars 1904, col. 1-4). En 1916, un nouveau député a pris son siège après que la masse eut été déposée sur le Bureau (Débats, 12 janvier 1916, p. 1-4); dans d'autres cas, cela s'est fait avant l'élection d'un Président (Débats, 7 février 1878, p. 1-2; 10 mars 1904, col. 1-3). En 1917, le Président a annoncé la nomination d'un sergent d'armes adjoint, des députés ont prononcé l'éloge funèbre de collègues décédés, et le premier ministre a déposé des décrets et s'est fait poser une question avant la levée de la séance (Débats, 18 janvier 1917, p. 1-6). En 1935, la seule fois où le discours du Trône a été lu pendant la même journée que l'élection, la masse a été déposée sur le Bureau et le Président a immédiatement donné lecture de la lettre informant la Chambre de l'arrivée du gouverneur général au Sénat (Débats, 17 janvier 1935, p. 1-2).

^{228.} Le Président Anglin, qui avait démissionné plus tôt de son siège de député et de la présidence, a repris son siège à l'occasion d'une élection partielle et a été réélu Président à l'ouverture de la 5° session de la 3° législature (Journaux, 7 février 1878, p. 9-10). Le Président Belcourt a été élu à l'ouverture de la 4° session de la 9° législature (Journaux, 10 mars 1904, p. 10), le Président Sévigny, à l'ouverture de la 6° session de la 12° législature (Journaux, 12 janvier 1916, p. 6), le Président Rhodes, à l'ouverture de la 7° session de la 12° législature (Journaux, 18 janvier 1917, p. 6-7), le Président Bowman, à l'ouverture de la 6° session de la 17° législature (Journaux, 30 septembre 1986, p. 2-8).

session de la 33° législature, et le Président Fraser est devenu le premier Président élu par scrutin secret, en vertu des nouvelles règles.

Dans ces six cas, la Chambre s'est réunie pour l'ouverture de la session à la date fixée par proclamation. Les cinq fois où la chose s'est produite avant 1986, la Chambre a été immédiatement convoquée au Sénat et informée (comme à l'ouverture d'une législature) qu'elle devait se choisir un Président avant que le discours du Trône puisse être lu ²²⁹. À son retour du Sénat, la Chambre a donc procédé à l'élection d'un Président: le premier ministre, appuyé par un ministre de premier plan, a proposé la nomination d'un député, et (à une exception près ²³⁰) le candidat proposé a été élu à l'unanimité après une brève intervention du chef de l'Opposition.

La sollicitation des votes

Les règles régissant l'élection du Président par scrutin secret ne contiennent aucune disposition sur le processus de mise en candidature, ni sur la sollicitation des votes ²³¹. Le comité spécial de la procédure qui avait recommandé la tenue d'un scrutin secret cherchait à donner à la Chambre et à ses députés le plein contrôle sur le choix du Président (pour le soustraire à ce qu'il qualifiait de «contrôle exclusif» du premier ministre), en soulignant que le Président ne relevait pas du gouvernement ou de l'opposition, mais de la Chambre ²³². Le Président Bosley, lorsqu'il a comparu devant le comité en 1985, a exprimé des réserves quant aux chances de succès du système de scrutin secret si l'élection était précédée d'une campagne de style politique ²³³.

Certains candidats ont fait campagne à chacune des élections qui se sont tenues jusqu'ici par scrutin secret (1986, 1988, 1994 et 1997), mais toujours officieusement, à l'extérieur de la Chambre, parce que le Règlement n'autorise pas le débat pendant le processus électoral²³⁴. Ces dernières années, certains députés ont fait valoir que, quand vient le temps d'élire un Président, les nouveaux venus à la Chambre n'ont guère eu le temps ou l'occasion de prendre des renseignements sur tous les

- 229. En 1878, le gentilhomme huissier de la Verge noire a apporté aux Communes un message du suppléant du gouverneur général les convoquant immédiatement à la salle du Sénat. En 1904, 1916, 1917 et 1935, l'arrivée du gentilhomme huissier a été précédée de la lecture, par le Greffier, d'une lettre informant la Chambre de la date et de l'heure de l'arrivée du suppléant du gouverneur général au Sénat pour l'ouverture de la session. Pour des exemples antérieurs à la Confédération et des précédents établis au Parlement britannique, voir Bourinot, 4° éd., p. 172-173.
- En 1878, l'opposition n'a pas appuyé la nomination du Président Anglin. C'est le seul Président à avoir été étu à la suite d'un vote par appel nominal (Débats, 7 février 1878, p. 2-12).
- 231. Tous les députés sont considérés comme candidats, à l'exception des chefs de parti et des ministres, à moins qu'ils prennent les mesures prescrites pour se désister (articles 4(1) et 5 du Règlement).
- 232. Voir les paragraphes 8-16 du 1* rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211).
- Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, Procès-verbaux et témoignages, 22 janvier 1985, p. 3:14-7.
- 234. Art. 4(10) du Règlement. Pour de plus amples renseignements sur la sollicitation des votes, voir Marcel Danis, «La Présidence: vers une tradition d'indépendance», Revue parlementaire canadienne, vol. 10, nº 2, été 1987; John Holtby, «Secret Ballot in the Canadian Commons elects new Speaker», The Parliamentarian, vol. LXVIII, nº 1. Certains observateurs ont souligné également que, comme l'élection de 1986 avait eu lieu pendant une législature, les députés avaient déjà eu le temps de connaître les candidats.

candidats ²³⁵. En 1994, certains des partis représentés à la Chambre ont organisé des réunions de groupes parlementaires avant l'élection du Président et y ont invité les divers candidats ²³⁶. Par ailleurs, avant l'élection de 1997, on a suggéré que les intéressés se portent officiellement candidats et participent à une séance de questions et réponses organisée par un des quatre partis d'opposition à l'intention des députés de tous les partis ²³⁷.

MANDAT

Le Président est élu dès le début de la législature, avant l'examen de toute autre affaire, et préside les travaux de la Chambre pendant toute la durée de la législature ²³⁸. À la dissolution du Parlement, il est réputé demeurer en fonction, à des fins administratives, jusqu'à ce qu'une nouvelle élection ait lieu ²³⁹. S'il se produit une vacance à la présidence en cours de législature, la Chambre doit élire un nouveau Président sans délai ²⁴⁰ et ne peut être saisie d'aucune autre affaire tant qu'elle ne l'a pas fait.

Il peut se produire une vacance à la présidence à la suite d'un décès ou d'une démission. Le Président Edgar (1896-1899) est mort en fonction, en juillet 1899, pendant une session. Il était déjà absent de la Chambre depuis quelque temps, pour cause d'indisposition, et le vice-président occupait le fauteuil²⁴¹. Son décès a été annoncé à la Chambre le 31 juillet 1899 par le premier ministre, qui a ensuite proposé une motion d'ajournement de la Chambre. Après une brève intervention d'un député de l'opposition, la motion a été adoptée et la séance a été levée²⁴². La Chambre s'est réunie le lendemain à l'heure habituelle et a procédé immédiatement à l'élection d'un nouveau Président²⁴³.

La présidence peut aussi se libérer lorsque son titulaire annonce son intention de démissionner ou si la Chambre prend les mesures nécessaires pour le relever de ses fonctions. La chose s'est déjà produite également parce que le Président avait accepté un poste qui l'obligeait automatiquement à abandonner son siège à la Chambre.

- 235. Voir Débats, 21 avril 1998, p. 5867-5868, 5876. Les élections générales de 1993 ont entraîné des changements sans précédent dans la composition de la Chambre; 205 des 295 députés élus à la Chambre des communes étaient nouveaux, et par conséquent appelés pour la première fois à élire un Président. (Voir le Rapport sur l'administration de la Chambre des communes pour la 35° législature, p. 7, déposé le 23 octobre 1997 (Journaux, p. 139).)
- 236. La presse a rapporté que certains candidats avaient assisté à ces réunions, mais pas tous; voir par exemple le *Times-Colonist* du 15 janvier 1994.
- 237. Voir Débats, 21 avril 1998, p. 5867-5868.
- 238. Loi constitutionnelle de 1867, art. 44, 46.
- 239. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 53.
- 240. Loi constitutionnelle de 1867, art. 45.
- 241. Voir, par exemple, Journaux, 13 juillet 1899, p. 434.
- 242. Débats, 31 juillet 1899, col. 9061-9063.
- Journaux, 1st août 1899, p. 496-497. Voir également le compte rendu de l'événement dans Bourinot, 4st éd., p. 171-172.

Il est arrivé trois fois qu'il y ait une vacance à la présidence après que le Président eut signifié par écrit son intention de se démettre de sa charge; il s'agissait du Président Black, en 1935, du Président Sauvé, en 1984, et du Président Bosley, en 1986.

Le Président Black (1930-1935) a informé le premier ministre qu'il comptait quitter la présidence dans une lettre datée du 15 janvier 1935, pendant une prorogation. Le premier ministre en a fait l'annonce à la Chambre à son retour le 17 janvier, à la date prévue pour l'ouverture de la session, et la Chambre a alors procédé à l'élection d'un nouveau Président²⁴⁴.

Le Président Sauvé (1980-1984), après avoir accepté le poste de gouverneur général du Canada, a pour sa part annoncé dans une lettre adressée le 6 janvier 1984 au Greffier de la Chambre qu'elle quitterait son poste de députée et la présidence de la Chambre à minuit, le 15 janvier 1984. La Chambre, qui s'était ajournée le 21 décembre, a repris ses travaux le 16 janvier, et le Greffier a lu cette lettre. La Chambre a alors procédé à l'élection du Président Francis²⁴⁵.

Le Président Bosley (1984-1986) a quitté la présidence en 1986. Ses préoccupations touchant l'érosion du respect de la population pour le Parlement étaient bien connues, et il était d'avis qu'il serait mieux placé pour contribuer à la réforme de cette institution en tant que simple député, laissant ainsi la Chambre tout à fait libre de se choisir un Président selon le nouveau mode d'élection par scrutin secret²⁴⁶. Il a donc écrit au Greffier le 5 septembre 1986, pendant une prorogation du Parlement, pour lui annoncer son intention de démissionner dès l'élection de son successeur à la date fixée par proclamation pour l'ouverture de la session suivante. Lorsque la Chambre a repris ses travaux, le 30 septembre, il a déposé des copies de cette correspondance et remercié les députés de lui avoir fait l'honneur de les servir à la présidence. Puis, comme le prévoit le Règlement, il a présidé à l'élection du Président Fraser par scrutin secret²⁴⁷.

Trois autres Présidents ont accepté des postes qui les obligeaient à renoncer à leur siège de député (et par conséquent à la présidence). Les Présidents Brodeur (1901-1904) et Sévigny (1916-1917) ont été nommés au Cabinet²⁴⁸, et le Président

^{244.} Journaux, 17 janvier 1935, p. 1-2; Débats, 17 janvier 1935, p. 1. Il semble que le Président Black ait dû démissionner pour raisons de santé. Il a continué à siéger comme simple député, mais a été hospitalisé plus tard et ne s'est pas porté candidat aux élections générales d'octobre 1935; en 1940, ayant récupéré, il a été réélu à son ancien siège, qu'il a occupé jusqu'en 1949 (Gary Levy, Les présidents de la Chambre des communes, Ottawa: Bibliothèque du Parlement, 1996, p. 60-62). Voir aussi «Vacancy in the Office of Presiding Officer», The Table, vol. XXIV pour 1955, en particulier aux p. 31-33.

^{245.} Journaux, 16 janvier 1984, p. 72; Débats, 16 janvier 1984, p. 421.

^{246.} Il a fait part de ces vues aux chefs des trois partis reconnus à la Chambre dans des lettres datées du 5 septembre 1986.

^{247.} Débats, 30 septembre 1986, p. 1; Journaux, 30 septembre 1986, p. 2. L'ex-président Bosley est demeuré simple député jusqu'à la fin de la 34º législature.

^{248.} Jusqu'en 1931, en vertu des dispositions de la Loi du Sénat et de la Chambre des communes, les députés qui acceptaient certains postes au Cabinet devaient remettre leur siège en jeu (Loi du Sénat et de la Chambre des communes, S.R.C. 1927, ch. 147, art. 13, 14). Cette Loi (maintenant appelée Loi sur le Parlement du Canada) a été modifiée afin de supprimer cette exigence (S.R.C. 1930, ch. 52, art. 1).

Sproule (1911-1915), au Sénat²⁴⁹. Dans chaque cas, leur nomination a eu lieu dans l'intervalle entre deux sessions, et c'est pourquoi la Chambre n'a reçu aucun avis officiel concernant les intentions de démission de son Président. À la reprise de ses travaux, la Chambre n'avait donc plus de Président. La lettre l'informant de l'arrivée du suppléant du gouverneur général pour l'ouverture de la nouvelle session, lue normalement par le Président, a été lue par le Greffier. Plus tard, suivant la pratique établie, quand celui-ci a annoncé quelles étaient les circonscriptions électorales pour lesquelles des avis de vacance avaient été reçus, il a mentionné celles des Présidents Brodeur, en 1904 ²⁵⁰, Sproule, en 1916 ²⁵¹, et Sévigny, en 1917 ²⁵².

Il faut également citer l'exemple inhabituel du Président Anglin, élu deux fois à la présidence au cours de la 3º législature (1874-1878). Après son élection à l'ouverture de la législature, en 1874, il a quitté son siège à la Chambre pendant l'intersession ²⁵³ et l'a repris à l'occasion d'une élection partielle. C'est ainsi qu'à l'ouverture de la nouvelle session, le 7 février 1878, la Chambre a été informée en même temps de la vacance dans la circonscription représentée par l'ancien Président et de la réélection de ce dernier à la Chambre ²⁵⁴. M. Anglin a alors été proposé comme candidat à la présidence et réélu ²⁵⁵.

Il n'est pas arrivé souvent, au Canada, qu'un Président doive remettre sa démission à la suite de mesures prises en ce sens par un organe législatif²⁵⁶. En 1875, la Chambre d'assemblée de la province de Nouvelle-Écosse a été saisie d'une motion

- 249. Le Président de la Chambre est un député élu; or, l'article 39 de la Loi constitutionnelle de 1867 stipule ce qui suit: « Un sénateur ne pourra ni être élu, ni siéger, ni voter comme membre de la Chambre des communes. »
- 250. Journaux, 10 mars 1904, p. 1-2, 5. L'avis de vacance est daté du 19 janvier 1904; M. Brodeur a été réélu à l'occasion d'une élection partielle et a repris son siège à la Chambre, en tant que ministre, le 10 mars 1904 (Journaux, p. 10).
- Journaux, 12 janvier 1916, p. 1-2, 5. L'avis de vacance est daté du 3 décembre 1915, date de la nomination de M. Sproule au Sénat (Journaux du Sénat, 12 janvier 1916, p. 1-2).
- 252. Journaux, 18 janvier 1917, p. 2, 6. L'avis de vacance est daté du 8 janvier 1917. M. Sévigny a été réélu à l'occasion d'une élection partielle et a repris son siège à la Chambre, en tant que ministre, le 19 avril 1917 (Journaux, p. 97).
- 253. L'avis de vacance est daté du 5 juin 1877. Il était de notoriété publique que le Président Anglin avait des relations d'affaires avec le gouvernement en place, et la question avait été soumise à un comité des privilèges. Le 28 avril 1877, dernier jour de la session, le comité a présenté un rapport indiquant que, à son avis, le Président était en contravention à l'Acte pour mieux assurer l'indépendance du Parlement et que son élection était donc nulle. (La Loi stipulait que les personnes occupant une charge lucrative au service du gouvernement du Canada ne pouvaient pas siéger à la Chambre des communes, non plus que les entrepreneurs publics ayant des liens avec le gouvernement (31 Vict., ch. 25, Loi modifiée en 1871 par 34 Vict., ch. 19). On trouvera un historique de la question dans Bourinot, 4º éd., p. 140-148.) La Chambre n'a pas examiné ce rapport (Journaux, 28 avril 1877, p. 357; pour le texte du rapport, voir l'appendice n° 8 des Journaux de la quatrième session de la 3º législature).
- 254. Journaux, 7 février 1878, p. 2, 5.
- Malgré les objections de l'opposition, qui a réclamé un vote par appel nominal sur la question (voir Journaux, 7 février 1878, p. 9-10).
- 256. Il est arrivé à deux reprises, au dix-septième siècle, que les Communes britanniques se prononcent sur le maintien en fonction de leur Président. En 1673, une motion de destitution du Président Seymour a été rejetée (Hatsell, vol. II, p. 214-215). En 1694, un comité parlementaire ayant jugé qu'il avait accepté un pot-de-vin, le Président Trevor a dû démissionner après avoir été déclaré coupable par la Chambre (Laundy, p. 39-40).

proposant que le Président soit invité à se démettre de sa charge et qu'un nouveau Président soit élu²⁵⁷. La motion a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal, et l'assemblée a suspendu ses travaux jusqu'au lendemain; à ce moment-là, comme premier point à l'ordre du jour, le Président s'est levé, a remis sa démission et a quitté le fauteuil ²⁵⁸. L'assemblée a alors adopté une motion, présentée par un membre du Cabinet, proposant que la démission du Président soit acceptée et qu'un comité ministériel soit constitué afin d'informer le lieutenant-gouverneur que l'assemblée n'avait plus de Président ²⁵⁹. À la séance suivante, le comité a annoncé qu'il avait communiqué avec le lieutenant-gouverneur, et l'assemblée a élu un nouveau Président ²⁶⁰.

En juillet 1956, à la Chambre des communes, le Président Beaudoin (1953-1957) a offert sa démission — mais la Chambre ne l'a pas considérée — dans le sillage de la controverse politique et des disputes de procédure qui ont marqué ce qu'on a appelé le débat sur le pipeline 261. L'examen du projet de loi sur le pipeline a donné lieu à de nombreux rappels au Règlement, et le Président a été fortement contesté. Vingt-cinq de ses décisions ont été portées en appel (ce qui était permis en vertu des règles en vigueur à l'époque), mais elles ont toutes été confirmées 262. Il a également fait l'objet d'une motion de censure, qui a été rejetée 263; c'est la seule fois qu'un Président de la Chambre des communes du Canada a fait l'objet d'une motion de ce genre. Trois semaines après l'adoption du projet de loi par la Chambre, une

- 257. Journal and Proceedings of the House of Assembly of the Province of Nova Scotia, 30 avril 1875, p. 109. La motion comprenait un préambule dans lequel il était précisé, premièrement, que les anciens Présidents de l'assemblée avaient toujours été choisis en fonction de leur expérience parlementaire; deuxièmement, que le titulaire en poste n'avait aucune expérience parlementaire, ni aucune formation permettant de croire qu'il était en mesure d'assumer les fonctions « lourdes et parfois complexes » de la présidence; et, troisièmement, que « l'état actuel des choses ne contribuait pas à élever la dignité et à préserver le décorum de cette assemblée ». Voir également le compte rendu de Bourinot, 4° éd., p. 177.
- Journal and Proceedings of the House of Assembly of the Province of Nova Scotia, 30 avril 1875, p. 109-110; 1* mai 1875, p. 110.
- 259. Journal and Proceedings of the House of Assembly of the Province of Nova Scotia, 1st mai 1875, p. 110-111.
- 260. Journal and Proceedings of the House of Assembly of the Province of Nova Scotia, 3 mai 1875, p. 111-112.
- 261. En mai et juin de cette année-là, le gouvernement (qui s'était engagé à fournir son aide le 7 juin au plus tard pour la construction d'un pipeline) cherchait à faire adopter le projet de loi n° 298, Loi établissant la société de la Couronne «Northern Ontario Pipe Line». L'opposition était contre le projet de loi et, pour la première fois en 24 ans, le gouvernement a eu recours à la clôture; qui plus est, la procédure a été appliquée à chacune des étapes de l'adoption du projet de loi. Le débat a été fort houleux et ponctué de discussions de procédure (pour un exposé plus détaillé de la question, voir J. Gordon Dubroy, «Canada: House of Commons: Relations between Chair and Opposition in 1956», The Table, vol. XXV pour 1956, p. 39-53).
- 262. Sur ces 25 appels, 11 portaient sur des décisions rendues par le Président de la Chambre, et les autres, sur des décisions rendues par le président du comité plénier. Le droit d'appel des décisions du Président a été aboli en 1965.
- 263. Le 1" juin 1956, baptisé plus tard « vendredi noir », le Président a ordonné que la Chambre soit placée exactement dans la même situation que la veille (pour ses délibérations concernant le projet de loi sur le pipeline); sa décision a été confirmée en appel (Journaux, 1" juin 1956, p. 678-680). Le lundi 4 juin, le chef de l'Opposition a déposé contre lui une motion de censure (Journaux, p. 692-693), qui a été rejetée le 8 juin (Journaux, p. 725-726). Voir aussi Débats, 4 juin 1956, p. 4815-4833; 6 juin 1956, p. 4959-4963; 7 juin 1956, p. 4970-5008; 8 juin 1956, p. 5021-5046.

question de privilège mettant en doute l'impartialité du Président a été soulevée ²⁶⁴. Le 2 juillet, à l'ouverture de la séance, le Président a fait une déclaration et remis sa démission à la Chambre, pour qu'elle entre en vigueur quand il lui plairait ²⁶⁵. La Chambre n'a toutefois été saisie d'aucune résolution en ce sens, et personne n'a soulevé d'objection quand le Président Beaudoin a continué d'assumer ses fonctions officielles. Il est demeuré en poste jusqu'à la fin de la 22° législature.

Il existe d'autres exemples de motions de censure déposées contre des Présidents du Sénat ou d'assemblées législatives canadiennes, mais aucune n'a jamais été adoptée ²⁶⁶.

Les autres présidents de séance

HISTORIQUE

À la Confédération, le Président assumait seul la responsabilité constitutionnelle de la présidence de «toutes les séances» de la Chambre des communes²⁶⁷, puisqu'il n'existait aucune disposition autorisant un autre député à prendre le fauteuil²⁶⁸.

- 264. Le 29 juin 1956, le chef de l'Opposition a soulevé une question de privilège en alléguant que le Président avait, de façon inadmissible, prêté des motifs à certains députés; cette allégation était fondée sur des extraits de la correspondance privée du Président, qui avaient été publiés dans un journal (Débats, p. 5703-5710).
- 265. Journaux, 2 juillet 1956, p. 838. Pour le texte intégral des remarques du Président, voir p. 835-838.
- Pour des exemples de motions de censure contre des Présidents du Sénat et d'autres assemblées législatives canadiennes, voir : au Sénat, contre le Président Charbonneau (Journaux du Sénat, 30 décembre 1990, p. 1997); en Colombie-Britannique, contre le Président Smith (Journals of the Legislative Assembly of British Columbia, 21 juillet 1977, p. 213-214; 22 juillet 1977, p. 214); au Manitoba, une contre le Président Walding (Journals of the Legislative Assembly of Manitoba, 13 décembre 1982, p. 27-28) et six contre le Président Dacquay (Journals of the Legislative Assembly of Manitoba, 2 novembre 1995, p. 379-380; 3 juin 1996, p. 339; 21 novembre 1996, p. 874-877; 3 mars 1977, p. 16-17; 1ed décembre 1997, p. 19-20; 3 décembre 1997, p. 33); en Nouvelle-Écosse, contre le Président MacLean (Nova Scotia Assembly Debates, 14 mars 1975, p. 1270; 18 mars 1975, p. 1350-1356) et contre le Président Donahoe (Journals of the Legislative Assembly of Nova Scotia, 9 mars 1981, p. 77-80); en Ontario, contre le Président Turner (16 novembre 1981, Journals of the Legislative Assembly of Ontario, p. 187-188; Debates of the Legislative Assembly of Ontario, p. 3531-3546); au Québec, deux contre le Président Lavoie (Débats, 20 mars 1974, p. 69-84; 21 décembre 1974, p. 3935-3973), et une contre le Président Bertrand (Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 3 février 1995, p. 1353-1373; 14 mars 1995, p. 1381-1385); en Saskatchewan, contre le Président Agar (Journals of the Legislative Assembly of Saskatchewan, 15 mars 1944, p. 125-127), contre le Président Brockelbank (Journals of the Legislative Assembly of Saskatchewan, 29 avril 1980, p. 421) et contre le Président Rolfes (Journals of the Legislative Assembly of Saskatchewan, 21 juillet 1992, p. 160); et au Yukon, contre le Président Bruce (1e avril 1998, Votes and Proceedings of the Yukon Legislative Assembly, p. 215-216; Debates of the Yukon Legislative Assembly, p. 2657-2660).
- 267. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 46.
- 268. L'article 47 de la Loi constitutionnelle de 1867 prévoyait l'élection d'un Président suppléant seulement en cas d'absence du Président pendant plus de 48 heures. Cette disposition avait été incluse dans la Constitution parce que l'assemblée législative de la Province du Canada avait déjà été empêchée de se réunir pendant plusieurs jours, en raison du fait que son Président était malade et incapable de se présenter à son poste (voir Journals, 22 mars 1858, p. 161); dans un autre cas, cette fois après la Confédération, la Chambre a commencé ses travaux en retard parce que le Président avait manqué son train et n'était pas là à l'heure prévue pour l'ouverture de la séance (Débats, 19 avril 1870, p. 1085).

Après quelques mois à peine, la 1^{re} législature a adopté une loi permettant au Président de désigner le député de son choix pour occuper le fauteuil s'il était absent pendant une séance²⁶⁹. Quand la Chambre se formait en comité plénier, le Président pouvait aussi désigner un député comme président de séance²⁷⁰. De nombreux députés ont été appelés à remplir cette tâche²⁷¹, mais rien ne garantissait que ceux qui étaient ainsi désignés de façon ponctuelle pour présider les travaux de la Chambre ou d'un comité plénier connaissaient les règles en vigueur ou étaient en mesure de résoudre les questions d'ordre de manière satisfaisante. Il n'y avait pas d'heure prévue pour l'ajournement des séances quotidiennes, et il arrivait souvent que la Chambre siège tard en soirée. Toutes ces circonstances venaient ajouter au fardeau des responsabilités du Président.

En 1885, citant en exemple la pratique britannique, le premier ministre a présenté à la Chambre une résolution selon laquelle celle-ci serait mieux servie si la présidence de la Chambre et des comités pléniers était scindée en deux, de manière à créer une charge permanente de président des comités pléniers. Le titulaire de cette charge, qui recevrait une rémunération, pourrait également remplacer le Président si celui-ci était absent au début d'une séance, ou pendant celle-ci 272. Le Président conserverait le droit de demander à un autre député d'occuper le fauteuil temporairement dans le courant d'une séance et serait quand même tenu, en l'absence du président des comités pléniers, de désigner un autre député pour le remplacer. La Chambre n'était pas entièrement convaincue de la nécessité de cette disposition 273, mais le premier ministre a tenu bon. Après discussion, la Chambre a adopté une résolution créant la charge de président des comités pléniers, qui devait agir à ce titre pour toute la durée de la législature 274; plus tard la même année, elle a adopté un projet de loi autorisant ce président à remplacer le Président de la Chambre en l'absence

- 270. Voir le Règlement de 1867, règle 76.
- 271. Voir, par exemple, Journaux, 14 mai 1868, p. 353-364.
- Débats, 10 février 1885, p. 67-68. Au Parlement britannique, la charge de vice-président a été créée en 1855 (voir May, 22° éd., p. 194-195).
- 273. L'opposition a soulevé des objections, soulignant que la Constitution ne prévoyait pas de charge de ce genre et alléguant que la résolution visait à créer un poste rémunéré afin de récompenser des amis du régime; la question des exigences linguistiques a également été soulevée (*Débats*, 10 février 1885, p. 68-70).
- 274. Journaux, 10 février 1885, p. 53-55; voir aussi Débats, 10 février 1885, p. 70-76. Une modification, intégrée plus tard au Règlement (à l'actuel article 7(2)), a été proposée au sujet des exigences linguistiques liées à ce poste. Malachy B. Daly, nommé président des comités pléniers le 10 février 1885, est devenu le premier titulaire de cette nouvelle charge (Journaux, p. 55).

^{269.} Acte concernant la charge d'orateur de la chambre des communes de la Puissance du Canada, S.C. 1867, ch. 2. Ces dispositions se retrouvent aujourd'hui dans la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 42. Le Président a exercé ce nouveau pouvoir pour la première fois le 30 mars 1868 (voir Journaux, p. 167). Les substitutions de cette nature ne sont pas consignées dans les Journaux depuis 1870, même si elles ont continué de se produire.

de ce dernier²⁷⁵. Les dispositions de cette loi se retrouvent aujourd'hui dans la *Loi sur le Parlement du Canada* et ont servi de fondement aux changements apportés par la suite au Règlement dans le but de conférer au vice-président et président des comités pléniers tous les pouvoirs que la loi accorde au Président, lorsque celui-ci est absent de la Chambre.

Au cours des années qui ont suivi, il est arrivé assez souvent que le viceprésident délègue ses pouvoirs à d'autres députés ²⁷⁶. En 1938, lorsqu'il est apparu que le vice-président et président des comités pléniers serait absent de la Chambre pendant un certain temps, la Chambre a apporté à son Règlement une modification visant à permettre la désignation d'un vice-président des comités pléniers, investi des mêmes pouvoirs que le président des comités pléniers 277. La nouvelle règle confirmait également que ce dernier pouvait ouvrir les séances de la Chambre en l'absence du Président, qui détenait jusque-là ce pouvoir en exclusivité 278. Il avait été suggéré que cette nouvelle charge ne soit pas permanente, mais qu'elle soit comblée uniquement si nécessaire²⁷⁹; la règle prévoyait que le poste de vice-président des comités pléniers serait doté pour la durée de la session ou de temps à autre selon le besoin. Après une première nomination pour la session de 1938, le poste a été laissé vacant pendant neuf ans, jusqu'en 1947²⁸⁰. Entre 1947 et 1953, diverses nominations ont été faites au fur et à mesure des besoins 281. En nommant un vice-président des comités pléniers en 1953, le premier ministre a indiqué qu'il voulait ainsi «terminer l'organisation du personnel de la Chambre²⁸² » et, par la suite, la pratique voulant

- 275. L'opposition a fait valoir que la présidence de la Chambre était régie par une mesure législative (la Constitution) et que, même si le Parlement pouvait modifier les dispositions en vigueur à cet égard, il devait le faire par voie législative et non au moyen d'une résolution de la Chambre. Le premier rinnistre s'est rendu à cet argument, et le projet de loi Acte à l'effet de pourvoir à la nomination d'un Orateur suppléant de la Chambre des communes, S.C. 1885, ch. 1, a reçu la sanction royale le 1st mai 1885. (Voir Débats, 10 février 1885, p. 76-77). Malachy B. Daly a occupé le fauteuil pour la première fois, à titre de vice-président, le 2 mai 1885 (Journaux, p. 357). Voir également l'annexe 3, «Les vice-présidents et présidents des comités pléniers de la Chambre des communes depuis 1885».
- 276. Cette pratique avait au départ suscité la controverse (voir, par exemple, Débats, 26 avril 1888, p. 1033-1034; 8 avril 1896, col. 5017-5022, pour des exemples d'objections soulevées quand un député occupait le fauteuil en l'absence du vice-président et président des comités pléniers; Débats, 6 juin 1899, col. 4462-4475, et 7 juin 1899, col. 4567-4568, au sujet d'un cas où, lors du dépôt du rapport d'un comité plénier, le président des comités pléniers a remplacé le Président, qui était absent, et désigné un autre député pour présenter le rapport; et Débats, 15 juillet 1903, col. 6843-6850, au sujet d'un cas où le député désigné comme président du comité plénier a occupé le fauteuil pour recevoir le rapport de ce comité et a ensuite levé la séance); il semble toutefois qu'aucune autre objection de ce genre n'ait été soulevée après 1903 et que la pratique soit bien acceptée depuis lors.
- 277. Journaux, 11 février 1938, p. 60.
- 278. Le chef de l'Opposition a dit douter que la loi autorise vraiment cette délégation de pouvoir, mais n'a pas soulevé de nouvelle objection quand le ministre de la Justice lui a répondu que la formule proposée représentait une solution satisfaisante en l'occurrence (Débats, 11 février 1938, p. 380).
- 279. Débats, 11 février 1938, p. 380.
- 280. Débats, 28 mars 1947, p. 1821-1822.
- 281. Voir l'annexe 4, «Les vice-présidents des comités pléniers depuis 1938».
- 282. Débats, 16 décembre 1953, p. 1024.

qu'un vice-président des comités pléniers soit désigné pour la durée de chaque session s'est établie.

Cependant, sa charge de travail et la longueur de ses sessions ne cessant d'augmenter, la Chambre a ressenti le besoin de s'assurer les services d'un autre président de séance. Le poste de vice-président adjoint des comités pléniers a donc été créé en 1967, par suite d'une proposition de modification du Règlement soumise par un comité spécial chargé d'examiner la procédure ²⁸³. Encore là, la règle autorisait le titulaire de ce poste à exercer tous les pouvoirs confiés au président des comités pléniers, dont ceux de vice-président de la Chambre, en l'absence du Président. Rien n'indiquait que ce poste devait être temporaire; il a d'ailleurs été comblé sans interruption depuis 1971 ²⁸⁴.

Les règles écrites concernant les présidents de séance autres que le Président de la Chambre ont très peu changé au fil des années. En 1906, la règle qui obligeait le Président à désigner un député à la présidence de tout comité plénier a été assouplie pour en supprimer l'élément d'obligation 285. À partir de 1927, la notion de vice-président, appelé «Orateur suppléant» — terme que les députés employaient couramment depuis un certain temps pour désigner le président des comités pléniers — a commencé à apparaître dans les règles écrites 286. Les règles originales régissant la désignation du vice-président et président des comités pléniers prévoyaient expressément que celui-ci serait choisi au début de chaque législature, après l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du Trône. Cette règle n'était toutefois pas toujours respectée 287 et elle a été modifiée en 1955 de manière à ce que la désignation puisse se faire à n'importe quel moment au début de la législature, que l'Adresse ait ou non été adoptée 288. En 1968, la référence aux précédents britanniques a été retirée de la règle portant sur la nomination du vice-président de la Chambre 289.

^{283.} Ce comité spécial avait notamment pour mandat de faire part à la Chambre des changements qu'il pourrait juger «opportuns et propres à favoriser une expédition plus rapide des affaires de la Chambre». Dans son 1 rapport, présenté le 20 mars 1967 (*Journaux*, p. 1549) et adopté sans débat le 26 avril 1967 (*Journaux*, p. 1769; *Débats*, p. 15489), le comité indiquait que la nomination d'un vice-président adjoint des comités pléniers lui semblait souhaitable et recommandait de modifier le Règlement en conséquence.

^{284.} Voir l'annexe 5, «Les vice-présidents adjoints des comités pléniers depuis 1967».

^{285.} Voir le Règlement de 1906, règle 13(4).

^{286.} Journaux, 22 mars 1927, p. 324-325.

^{287.} En 1887, par exemple, le vice-président a été désigné près d'un mois après l'adoption de l'Adresse (Journaux, 11 mai 1887, p. 373-374); en 1891, l'Adresse a été adoptée le 4 mai (Journaux, p. 17), et le vice-président a été désigné le 22 mai (Journaux, p. 159). En 1949 et 1953, la Chambre a accepté de passer outre à la règle, et le vice-président a été choisi avant l'adoption de l'Adresse (Journaux, 15 septembre 1949, p. 17; 12 novembre 1953, p. 16).

^{288.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 920-921.

^{289.} Journaux, 20 décembre 1968, p. 572. Jusque-là, le Règlement établissait les fonctions du titulaire de cette charge « en conformité des usages qui régissent les attributions d'un titulaire du même genre, généralement désigné sous le nom de président du comité des voies et moyens, à la Chambre des communes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord».

POUVOIRS

Tout ce que fait le vice-président, lorsqu'il remplace le Président, a le même effet et la même validité que si le Président l'avait fait; autrement dit, comme le précise la Loi sur le Parlement du Canada:

Les actes accomplis par le président suppléant dans le cadre des activités de la Chambre des communes ont le même effet et la même validité que s'ils émanaient du Président²⁹⁰.

La Loi sur le Parlement du Canada prévoit en outre que, lorsque le Greffier informe la Chambre de l'absence forcée du Président au début de la séance, c'est le vice-président qui prend le fauteuil ²⁹¹. Si le Président est toujours absent au début de la séance suivante, le vice-président assume encore son rôle et peut le conserver chaque jour jusqu'au retour du Président. Si la Chambre ajourne ses travaux pour plus de 24 heures, le vice-président ne continue cependant à remplacer le Président que pendant les 24 heures suivant l'ajournement ²⁹².

Il arrive de temps à autre que le Président soit absent au début d'une séance, mais il est plus rare qu'il le soit pendant plusieurs séances consécutives ²⁹³. Il est déjà arrivé qu'en l'absence du Président et du vice-président, le vice-président des comités pléniers et le vice-président adjoint des comités pléniers, en tant que suppléants du vice-président et président des comités pléniers, ouvrent des séances de la Chambre ²⁹⁴. Ils sont alors investis de tous les pouvoirs conférés au vice-président de la Chambre en l'absence du Président ²⁹⁵.

- 290. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 44(2). Voir aussi Débats, 4 juin 1985, p. 5387.
- 291. En général, le Greffier de la Chambre fait cette annonce avant la lecture de la prière; il y a toutefois déjà eu des exceptions à cette règle. Par exemple, le vice-président adjoint des comités pléniers a déjà annoncé l'absence forcée du Président après le début de la séance (Journaux, 3 mars 1995, p. 1999; Débats, 3 mars 1995, p. 10313).
- 292. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 43.
- 293. Par exemple, en 1885, le Président a dû être remplacé pendant trois séances en raison d'une maladie dans sa famille (Journaux, 2, 4 et 5 mai, p. 357-359); en 1899, le Président Edgar est tombé malade et a été remplacé pendant 16 séances (voir la version anglaise de l'index des Journaux pour 1899, sous la rubrique «Deputy Speaker»). Dans deux cas plus récents, le Président (le Président Sauvé en 1983 et le Président Fraser en 1993) a dû s'absenter de la Chambre pendant un certain temps, pour raisons de santé, et a été remplacé pendant plusieurs séances consécutives.
- 294. En 1983, par exemple, le vice-président des comités pléniers et le vice-président adjoint des comités pléniers ont chacun fait office de Président suppléant et ouvert des séances de la Chambre (Journaux, 28 juin 1983, p. 6098 (vice-président adjoint des comités pléniers), et 20 décembre 1983, p. 60 (vice-président des comités pléniers)). Le Président étant tombé malade cette année-là, le vice-président de la Chambre et le vice-président adjoint des comités pléniers ont ouvert la séance en alternance. Pour des exemples plus récents, voir Journaux, 24 octobre 1997, p. 145 (vice-président adjoint des comités pléniers); 26 octobre 1998, p. 1183 (vice-président des comités pléniers).
- 295. Art. 8 du Règlement.

RÔLE

Le principal rôle du vice-président et des autres présidents de séance consiste à appuyer le Président de la Chambre pour assurer la présidence des séances, occuper le fauteuil lorsque la Chambre se constitue en comité plénier et, à l'occasion, présider les comités législatifs. Le vice-président de la Chambre assume en outre certaines responsabilités administratives.

À la Chambre, le Président occupe généralement le fauteuil à certains moments précis: à l'ouverture de la séance et pendant les périodes réservées aux Déclarations de députés, aux Questions orales et aux Affaires courantes ordinaires. Le reste du temps, le vice-président et les autres présidents de séance se partagent le fauteuil 206. À l'occasion, le Président ou un des autres présidents de séance peut désigner un autre député pour le remplacer momentanément.

Quand la Chambre se constitue en comité plénier, c'est le président des comités pléniers qui prend le fauteuil s'il est présent à la Chambre 297. Le fait que le Règlement prévoie maintenant la désignation d'un vice-président des comités pléniers et d'un vice-président adjoint des comités pléniers n'empêche pas le Président, en théorie, de demander à un autre député de présider la séance en comité plénier en l'absence du vice-président 298; cependant, conformément à la pratique établie dès le début du vingtième siècle, c'est généralement le député occupant le fauteuil du Président qui fait office de président suppléant des comités pléniers 299. Le Président a rarement eu à désigner un autre député.

Sur le plan administratif, le vice-président de la Chambre peut être appelé à siéger au Bureau de régie interne 300 et il est habituellement membre du Comité exécutif. Avec le vice-président des comités pléniers et le vice-président adjoint des comités pléniers, le vice-président de la Chambre fait partie du Comité des présidents des comités législatifs; il peut donc être nommé par le Président à la présidence d'un comité législatif ou à la place du Président, nommer les députés pour présider les comités législatifs 301. Il est arrivé également à une occasion que la Chambre adopte

^{296.} Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 42.

^{297.} Art. 7(1) du Règlement. Voir aussi le chapitre 19, «Les comités pléniers».

^{298.} Art. 7(4) du Règlement.

^{299.} Voir, par exemple, Débats, 11 mars 1971, p. 4177-4178; le vice-président de la Chambre avait alors demandé à un autre député (M. Richard) de présider un comité plénier.

^{300.} Anciennement, la Loi sur le Parlement du Canada incluait expressément le vice-président de la Chambre dans la liste des membres du Bureau de régie interne (L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 50(2)). Lorsqu'elle a été modifiée en 1997 (L.C. 1997, ch. 32) afin d'assurer une meilleure représentation des partis d'opposition au sein du Bureau, le vice-président de la Chambre a été retiré de la liste; le gouvernement l'a cependant nommé parmi ses représentants au Bureau (Journaux, 11 décembre 1997, p. 391).

^{301.} Art. 112 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 11 mars 1988, p. 2280; 23 novembre 1989, p. 78 (nomination du vice-président de la Chambre à la présidence de comités législatifs); 24 mars 1988, p. 2416 (nomination du vice-président des comités pléniers à la présidence d'un comité législatif); 23 février 1990, p. 1278 (nomination du vice-président adjoint des comités pléniers à la présidence d'un comité législatif); 25 mai 1993, p. 2999 (nomination de députés à la présidence de comités législatifs par le vice-président de la Chambre).

un ordre spécial établissant un comité spécial dont la présidence a été confiée au vice-président de la Chambre 302.

Alors que le Règlement établit l'impartialité et l'indépendance du Président, en l'enjoignant de s'abstenir de participer aux débats de la Chambre³⁰³, il n'existe rien d'aussi clair au sujet de ce que doivent faire le vice-président et les autres présidents de séance. Jusque dans les années 1930, il n'était pas rare que le vice-président se mêle activement aux débats³⁰⁴, et la question de savoir jusqu'à quel point les occupants du fauteuil (outre le Président) devaient se tenir loin de toute politique partisane a suscité la controverse à quelques reprises³⁰⁵.

En 1931, quand a été soulevée la question de la participation du vice-président aux débats, le sentiment général était que celui-ci devait s'en remettre à «son tact et à son jugement personnel 306 ». Depuis lors, en l'absence de règles ou de lignes directrices touchant l'activité politique des présidents de séance de la Chambre ou limitant leur participation aux débats et aux votes, le degré de participation de chacun a été laissé à sa discrétion. En 1993, le vice-président Champagne a accepté de coprésider le congrès à la direction de son parti, ce qui a donné lieu à une question de privilège à la Chambre. La question a été posée par un député qui estimait que cette décision nuisait à l'apparence d'impartialité associée à la charge de vice-président et que M^{ne} Champagne était par conséquent coupable d'outrage à la Chambre. Le Président Fraser a fait remarquer que, compte tenu de la pratique acceptée et de l'absence de directives claires de la Chambre, les vice-présidents avaient fait preuve par le passé de plus ou moins de retenue dans leur participation aux activités de leur parti. Il a précisé qu'ils demeuraient membres d'un parti politique et que, contrairement au Président, ils pouvaient assister aux réunions de leur groupe parlementaire, participer aux débats et voter. Il a donc décrété que le vice-président n'était pas

Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011. Lorsque le vice-président de la Chambre (Marcel Danis) a, par la suite, été nommé au Cabinet, la Chambre a accepté qu'il demeure à la présidence de ce comité spécial (Journaux, 6 mars 1990, p. 1290).

^{303.} Art. 9 du Règiement.

^{304.} Un jour qu'on lui reprochait de faire de la politique, le vice-président LaVergne a déclaré: «Un [Président] suppléant n'est pas censé être impartial lorsqu'il ne préside pas. La vérité a plus de poids dans cette Chambre que les opinions de mon honorable ami » (Débats, 19 juin 1931, p. 2808).

^{305.} En 1914, par exemple, la participation de Pierre-Édouard Blondin (vice-président) à la campagne lors d'une élection partielle a incité sir Wilfrid Laurier (alors chef de l'Opposition) à déposer à la Chambre la motion suivante: « Que cette Chambre est d'avis que dans l'accomplissement de ses fonctions et dans l'acquittement de ses devoirs vis-à-vis de cette Chambre, [le Président] suppléant est soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent [au Président], et qu'en conséquence il lui est interdit de prendre part active aux élections. » (*Débats*, 5 mars 1914, p. 1427). Le premier ministre Borden s'est opposé à la motion, en soutenant que le statut du Président et celui du vice-président étaient fondés sur la coutume et que, si la Chambre jugealt nécessaire d'établir des règles visant le vice-président, elle devrait sûrement faire de même au sujet du Président. La motion, n'ayant fait l'objet d'aucune décision, a été retirée (*Débats*, 5 mars 1914, p. 1427-1436).

^{306.} Débats, 20 mars 1931, p. 171-177.

«assujetti aux mêmes exigences que le Président lui-même» et que, par conséquent, il n'y avait pas, de prime abord, présomption suffisante d'atteinte aux privilèges 307.

Conformément à la pratique récente, le vice-président et les autres présidents de séance évitent généralement de participer aux débats, mais ils conservent la plupart du temps le droit de voter lorsqu'ils n'occupent pas le fauteuil 308. En 1985, un député a soulevé une objection quand le vice-président adjoint des comités pléniers a participé au débat sur un projet de loi soumis à la Chambre 309. Divers présidents de séance (à l'exception du Président) ont déjà présenté des pétitions 310 et pris la parole pendant la période réservée aux Déclarations de députés 311, sans que personne n'y trouve à redire. Il est même déjà arrivé que le président de séance fasse un commentaire pendant qu'il occupait le fauteuil, encore une fois sans que cela soulève d'objection 312. En règle générale, les occupants du fauteuil s'abstiennent toutefois de parrainer ou de défendre des projets de loi ou des motions d'initiative parlementaire 313, ou d'inscrire des questions au Feuilleton 314.

- 307. Débats, 8 mars 1993, p. 16577-16581; 9 mars 1993, p. 16685.
- 308. Voir, par exemple, Débats, 12 octobre 1979, p. 134. Certains occupants récents du fauteuil ont pris la décision de s'abstenir complètement de voter (David Kilgour, vice-président et président des comités pléniers pendant la 35° législature, de 1994 à 1997, et lan McClelland, vice-président des comités pléniers pendant la première session (1997-1999) de la 36° législature.
- 309. Débats, 25 novembre 1985, p. 8777-8781. Jean Charest, qui était alors vice-président adjoint des comités pléniers, avait pris part au débat et une question de privilège a été soulevée le lendemain. Le Président a déclaré qu'aucune règle n'interdisait à un président de séance (autre que le Président) de prendre la parole : «On laisse le choix aux intéressés de décider si oui ou non il convient d'intervenir et certains vice-présidents ont usé de ce privilège de diverses façons » (Débats, 26 novembre 1985, p. 8821-8824).
- Voir, par exemple, Journaux, 26 octobre 1994, p. 829 (pétition présentée par le vice-président adjoint des comités pléniers); 19 juin 1995, p. 1784 (pétition présentée par le vice-président des comités pléniers).
- Voir, par exemple, Débats, 27 février 1985, p. 2542 (vice-président adjoint des comités pléniers); 25 février
 1993, p. 16461 (vice-président de la Chambre); 21 avril 1997, p. 9986 (vice-président des comités pléniers).
- 312. À une occasion, après l'adoption d'un projet de loi, le vice-président de la Chambre a émis un bref commentaire sans quitter le fauteuil (Débats, 11 juin 1992, p. 11870-11871).
- 313. Il y a cependant eu des exceptions. Au cours de la session 1976-1977, le vice-président de la Charmbre, Gérald Laniel, a parrainé un projet de loi d'initiative parlementaire touchant la révision des limites des circonscriptions électorales; comme plusieurs autres projets de loi de même nature, il a franchi les diverses étapes du processus législatif à la Charmbre sans faire l'objet d'un débat, ce qui permet de croire que son contenu n'était pas partisan (*Journaux*, 29 juin 1977, p. 1267; 30 juin 1977, p. 1279-1280; *Débats*, 30 juin 1977, p. 7236). Peter Milliken a été nommé vice-président des comités pléniers en cours de session (*Journaux*, 29 octobre 1996, p. 785-789); le 28 novembre, un projet de loi d'initiative parlementaire qu'il avait parrainé avant sa nomination a été sournis à l'examen de la Chambre à l'étape du rapport. Ce projet de loi, qui modifiait la *Loi sur la gestion des finances publiques*, a été agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté sans débat (*Journaux*, 28 novembre 1996, p. 935; *Débats*, 28 novembre 1996, p. 6889-6890). Avec l'assentiment de la Chambre, le parrainage d'un autre projet de loi par M. Milliken a été confiée après sa nomination à l'une de ses collègues (*Journaux*, 19 février 1997, p. 1151).
- 314. Le 6 février 1997, le vice-président des comités pléniers, Peter Milliken, a inscrit une question au Feuilleton; il a obtenu une réponse le 15 avril 1997 (Débats, p. 9702).

MODE DE SÉLECTION

Le Règlement de la Chambre établit le mode de sélection du vice-président et président des comités pléniers³¹⁵. Celui-ci est choisi au début de chaque législature, pour toute la durée de la législature, habituellement après la transmission du discours du Trône par le Président à l'ouverture de la première session³¹⁶. Un député (en général le premier ministre³¹⁷) présente une motion proposant qu'un certain député assume la charge de vice-président et président des comités pléniers. À quelques exceptions près, ce député a toujours appartenu au parti ministériel³¹⁸, et la motion a toujours été appuyée par un député de ce parti³¹⁹. Le Règlement prévoit que le vice-président doit connaître à fond la langue officielle qui n'est pas celle du Président « à l'époque considérée ³²⁰ ». Les noms proposés soulèvent rarement des objections ³²¹.

Le Règlement établit des règles similaires au sujet de la sélection du viceprésident des comités pléniers et du vice-président adjoint des comités pléniers pour la durée de la session ³²². Ces nominations se font au début de chaque session, ou à d'autres moments au besoin, par la voie d'une motion présentée et appuyée par des

- 315. Art. 7 du Règlement.
- 316. Pour de plus amples renseignements sur l'ouverture de la législature, voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».
- 317. En 1891, 1896, 1901 et 1935, la motion a été présentée par un autre ministre de premier plan, plutôt que par le premier ministre. Voir *Journaux*, 22 mai 1891, p. 159; 27 août 1896, p. 15; 11 février 1901, p. 20; 11 mars 1935, p. 209.
- 318. Trois vice-présidents de la Chambre venaient de l'opposition: George Henry Boivin (*Débats*, 21 mars 1918, p. 77-78), Robert McCleave (*Débats*, 4 janvier 1973, p. 11-12) et Gérald Laniel (qui est demeuré en fonction pendant deux législatures, sous deux gouvernements différents, de 1974 à 1979 et en 1979; voir *Débats*, 9 octobre 1979, p. 15).
- 319. Les nominations de Robert McCleave (un député de l'opposition) et de Gérald Laniel (un député de l'opposition qui entamait son deuxième mandat comme vice-président de la Chambre) ont toutefois été appuyées par le chef de l'Opposition (*Journaux*, 4 janvier 1973, p. 13; 9 octobre 1979, p. 20), et celle d'Andrée Champagne (une députée du parti ministériel), par le leader parlementaire de l'Opposition (*Journaux*, 15 mai 1990, p. 1705).
- 320. Art. 7(2) du Règlement. Cette exigence linguistique a été respectée pendant chaque législature depuis 1885. En 1918, le premier ministre Borden a nommé un député de l'opposition (George Henry Boivin) à ce poste, soulignant dans ses remarques la pénurie de députés francophones expérimentés sur les banquettes ministérielles (voir Débats, 21 mars 1918, p. 77-78). Depuis la fin des années 1950, le choix du viceprésident des comités pléniers et du vice-président adjoint des comités pléniers suit également cette règle d'alternance linguistique, bien que ce ne soit pas obligatoire.
- 321. La motion de nomination de Malachy Daly, en 1885, a été adoptée avec dissidence (Débats, 10 février 1885, p. 72-73). En 1911, la motion de nomination de Pierre Blondin a fait l'objet d'un débat avant d'être adoptée à l'unanimité (Débats, 29 novembre 1911, col. 526-532). En 1918, un député s'est opposé à la nomination de George Henry Boivin, mais là encore, la motion a été adoptée à l'unanimité (Débats, 21 mars 1918, p. 77-79). Il n'est arrivé qu'une seule fois que la motion de nomination d'un vice-président et président des comités pléniers fasse l'objet d'un vote par appel nominal; il s'agissait de Paul Martineau, en 1962 (Journaux, 18 janvier 1962, p. 6-7; Débats, 18 janvier 1962, p. 5-6).
- 322. Art. 8 du Règlement.

députés du parti ministériel ³²³. Dans quelques cas récents, l'adoption de la motion a été précédée d'un débat et d'un vote par appel nominal ³²⁴.

À une seule exception près, les députés désignés pour occuper les postes de vice-président des comités pléniers et de vice-président adjoint des comités pléniers ont toujours appartenu au parti ministériel 325.

MANDAT

Le vice-président et président des comités pléniers est nommé pour toute la durée de la législature; en cas de vacance à ce poste, «par décès, démission ou autrement», la Chambre doit procéder «sans retard» au choix de son successeur 326.

Il est arrivé que le poste de vice-président se libère entre deux sessions, ou encore en cours de session. La chose s'est produite quatre fois entre deux sessions (en 1889, 1914, 1959 et 1961) parce que le député qui occupait le fauteuil à titre de vice-président avait été nommé au Cabinet. Il s'agissait dans les deux premiers cas de Charles Carroll Colby et de Pierre-Édouard Blondin, respectivement en 1889 et 1914. Comme le stipulait la loi de l'époque, ils ont dû remettre leur siège de député

- 323. Cette motion a presque toujours été présentée par le premier ministre; les seules exceptions ont eu lieu lors de la nomination, à la vice-présidence des comités pléniers, de William Henry Golding en 1947 (Journaux, 28 mars 1947, p. 258) et de Peter Milliken en 1996 (Journaux, 28 octobre 1996, p. 778), et de la nomination de Charles DeBlois au poste de vice-président adjoint des comités pléniers en 1990 (Journaux, 2 octobre 1990, p. 2050). Dans la plupart des cas, la motion est également appuyée par un député du parti ministériel; elle a cependant déjà été appuyée par des députés de l'opposition, lors de la nomination de Gérald Laniel au poste de vice-président des comités pléniers en 1973 (la quatrième de ses cinq nominations pour une session Journaux, 4 janvier 1973, p. 13) et de lan McClelland au poste de vice-président des comités pléniers en 1997 (M. McClelland étant lui-même député de l'opposition Journaux, 23 septembre 1997, p. 13); la nomination de Charles DeBlois comme vice-président adjoint des comités pléniers a été appuyée conjointement par deux députés de l'opposition (Journaux, 2 octobre 1990, p. 2050).
- 324. La motion de nomination du vice-président adjoint des comités pléniers a fait l'objet à deux reprises d'un vote par appel nominal. En 1990, une objection a été soulevée parce qu'un parti d'opposition, le Bloc québécois, n'avait pas été consulté (*Débats*, 2 octobre 1990, p. 13657-13658; *Journaux*, 2 octobre 1990, p. 2050). En 1996, les partis d'opposition ont soutenu que cette charge devait être confiée à un député de l'opposition; la motion de nomination de Pierrette Ringuette-Maltais a fait l'objet d'un débat et a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 27 février 1996, p. 4; 28 février 1996, p. 9-10; *Débats*, 27 février 1996, p. 9-16; 28 février 1996, p. 70-71). Toujours en 1996, la motion de nomination du vice-président des comités pléniers a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal, après que les députés de l'opposition eurent fait valoir qu'au moins un des occupants du fauteuil devrait être choisi dans l'opposition; c'est finalement un député ministériel, Robert Kilger, qui a été désigné (*Journaux*, 27 février 1996, p. 3; *Débats*, 27 février 1996, p. 6-9). Plus tard au cours de la même session, la nomination de Peter Milliken à la vice-présidence des comités pléniers a suscité un long débat et a été adoptée par la force de la clôture, après un vote par appel nominal; l'opposition a en outre proposé une modification (qui a été rejetée) visant à faire nommer un de ses membres à ce poste (*Journaux*, 28 octobre 1996, p. 778-779; 29 octobre 1996, p. 785-789).
- 325. En 1997, lan McClelland est devenu le premier député de l'opposition à occuper le poste de vice-président des comitée pléniers (Journaux, 23 septembre 1997, p. 13).
- 326. Art. 7(3) du Règlement.

en jeu, libérant ainsi le poste de vice-président et président des comités pléniers ³²⁷. Ils ont tous deux été réélus dans le cadre d'élections partielles tenues pendant l'intersession et, dans les deux cas, le Président a annoncé en même temps à la Chambre, dès le premier jour de la nouvelle session, la vacance dans leur circonscription, leur élection et leur retour à leur siège ³²⁸. Un nouveau vice-président a alors été désigné, respectivement au quatrième et au troisième jour de séance de la nouvelle session ³²⁹; conformément aux règles en vigueur à ce moment-là, cela n'a pas pu se faire avant l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du Trône ³³⁰. Pierre Sévigny et Jacques Flynn ont pour leur part été nommés au Cabinet en 1959 et 1961 respectivement. Dans chaque cas, dès le premier jour de la nouvelle session, après le discours du Trône, le premier ministre a informé la Chambre des changements apportés à son Cabinet et présenté une motion visant la nomination d'un vice-président et président des comités pléniers ³³¹. Les documents officiels ne mentionnent dans aucun de ces quatre cas la transmission à la Chambre d'un avis ou d'une lettre de démission des députés en question.

Il s'est déjà produit également des vacances en cours de session (en 1935, 1952, 1970, 1984 et 1990). Armand La Vergne est le seul vice-président décédé en exercice, en 1935 332. Son successeur a été choisi quatre jours de séance après que la Chambre eut appris la nouvelle de son décès 333. J.A. Dion a pour sa part été nommé juge en 1952 et a dû abandonner son siège de député, libérant ainsi le poste de vice-président 334. Hugh Faulkner a été nommé secrétaire parlementaire en 1970, et c'est le Président qui a annoncé sa démission à la Chambre 335. Lloyd Francis, nommé vice-président à l'ouverture de la 32^e législature, en 1980 336, a dû quitter son poste après avoir été élu à la présidence par suite de la démission du Président Sauvé au cours de la deuxième session de cette législature 337. Dans ces trois derniers cas, le nouveau vice-président a été choisi le jour même où la Chambre était informée du changement de statut des députés concernés. Le cas du vice-président Mai cel Danis

^{327.} Jusqu'en 1931, les députés qui acceptaient certains postes au Cabinet étaient tenus, conformément à la Loi du Sénat et de la Chambre des communes, de remettre leur siège en jeu (Loi du Sénat et de la Chambre des communes, S.R.C. 1927, ch. 147, art. 13, 14). Cette loi (maintenant appelée Loi sur le Parlement du Canada) a été modifiée en 1931 de manière à supprimer cette exigence (voir S.R.C. 1930, ch. 52, art. 1).

^{328.} Journaux, 16 janvier 1890, p. 2-4; 4 février 1915, p. 2, 4.

^{329.} Journaux, 21 janvier 1890, p. 15; 9 février 1915, p. 20.

La référence à l'Adresse a été supprimée dans cette partie de la règle en juillet 1955 (Journaux, 12 juillet 1955, p. 920-921).

^{331.} Débats, 14 janvier 1960, p. 3-5; 18 janvier 1962, p. 4-6.

^{332.} La Chambre a été informée de son décès le 5 mars 1935 (Débats, p. 1412-1414).

^{333.} Journaux, 11 mars 1935, p. 209.

^{334.} Journaux, 9 avril 1952, p. 197-198.

^{335.} Journaux, 5 octobre 1970, p. 1192.

^{336.} Journaux, 14 avril 1980, p. 22.

^{337.} Journaux, 16 janvier 1984, p. 72.

est un peu plus inusité: après avoir été nommé au Cabinet le 23 février 1990, il a cessé de présider les séances de la Chambre, mais est demeuré vice-président et président des comités pléniers jusqu'au 15 mai 1990; sa démission officielle a alors été annoncée à la Chambre, et un nouveau vice-président a été élu 338.

Le vice-président des comités pléniers et le vice-président adjoint des comités pléniers peuvent être désignés «au commencement de chaque session, ou de temps à autre selon que les circonstances l'exigent ³³⁹ ». Il peut donc arriver que ces postes ne soient pas comblés immédiatement, ou même qu'il ne le soient pas du tout, si une vacance se produit en cours de session. Par exemple, après la nomination du premier vice-président des comités pléniers pour une seule session, en 1938, le poste est demeuré vacant jusqu'en 1947 ³⁴⁰. En décembre 1967, à la suite du décès du vice-président des comités pléniers, Maurice Rinfret, le poste est demeuré vacant jusqu'à la fin de la session. Cependant, depuis 1974 (première session de la 30° législature), la Chambre a toujours fonctionné avec le contingent complet des présidents de séance prévus par la loi et le Règlement, et l'usage veut que ces postes soient comblés le plus rapidement possible ³⁴¹.

Les vacances aux postes de vice-président des comités pléniers et de viceprésident adjoint des comités pléniers peuvent avoir diverses causes. Dans plus d'un cas, les députés qui occupaient ces postes ont été désignés pour remplacer d'autres présidents de séance ³⁴² ou ont accepté des postes d'une autre nature ³⁴³. En 1961, le premier ministre a informé la Chambre que le vice-président des comités pléniers souhaitait être remplacé pour raisons de santé et a présenté immédiatement une

- 338. Journaux, 15 mai 1990, p. 1704-1705. En sa capacité de vice-président de la Chambre, M. Danis avait été nommé président du Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada (Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011). Après sa nomination au Cabinet, il a continué à présider ce comité avec l'assentiment de la Chambre; le comité a poursuivi ses travaux jusqu'en novembre 1990 (Journaux, 6 mars 1990, p. 1290).
- 339. Art. 8 du Règlement.
- 340. Débats, 28 mars 1947, p. 1821-1822.
- 341. Voir l'annexe 4, «Les vice-présidents des comités pléniers depuis 1938» et l'annexe 5, «Les vice-présidents adjoints des comités pléniers depuis 1967».
- 342. En 1952, Louis-René Beaudoin, alors vice-président des comités pléniers, est devenu vice-président de la Chambre et président des comités pléniers. En 1980, Rod Blaker, alors vice-président adjoint des comités pléniers, a été nommé vice-président des comités pléniers. En 1990, Andrée Champagne a quitté son poste de vice-président adjoint des comités pléniers pour accéder à la vice-présidence de la Chambre et à la présidence des comités pléniers, comme Eymard Corbin l'avait fait en 1984.
- 343. En 1970, Albert Béchard a été nommé secrétaire parlementaire, et le Président a annoncé à la Chambre qu'il démissionnait de son poste de vice-président des comités pléniers; le premier ministre a immédiatement présenté une motion visant à nommer un autre député pour le remplacer (Débats, 5 octobre 1970, p. 8705; Journaux, 5 octobre 1970, p. 1192). Le 30 juin 1986, Jean Charest, qui était vice-président adjoint des comités pléniers, a été nommé ministre d'État à la Jeunesse; aucun avis de démission officiel n'a été communiqué à la Chambre, et le remplaçant de M. Charest a été choisi à la session suivante. En 1996, le vice-président des comités pléniers, Robert Kilger, a été nommé whip en chef du gouvernement et remplacé le 29 octobre; là encore, aucun avis officiel n'a été communiqué à la Chambre.

motion visant à lui désigner un successeur³⁴⁴. En 1996, le vice-président des comités pléniers a été nommé au Sénat et a dû quitter son siège à la Chambre, libérant ainsi son poste³⁴⁵. Dans d'autres cas, les vacances se sont produites à la suite d'une démission³⁴⁶; à l'occasion, c'est le Président qui en a fait l'annonce à la Chambre³⁴⁷.

Certains présidents, vice-présidents et vice-présidents adjoints des comités pléniers ont été reconduits dans leurs fonctions d'une législature à l'autre, ou d'une session à l'autre ³⁴⁸. Il est arrivé également que certains passent d'un poste de président de séance à un autre, soit à la suite d'une vacance en cours de session, soit parce qu'ils avaient été choisis pour occuper de nouvelles fonctions à l'ouverture d'une nouvelle session; il ne semble toutefois pas que ces postes soient un tremplin vers la présidence de la Chambre. Sur les 33 Présidents qui ont occupé le fauteuil depuis la Confédération, huit seulement avaient assumé d'autres fonctions de présidents de séance à la Chambre des communes ³⁴⁹.

- 344. Le premier ministre a indiqué à la Chambre que le vice-président des comités pléniers (Charles Edward Rea) était sérieusement malade et que sa femme avait demandé en son nom qu'il soit remplacé (Débats, 8 juin 1961, p. 6015). La motion proposait la nomination de Gordon Campbell Chown, « en remplacement de Charles Edward Rea, [...] qui est incapable d'exercer cette fonction par suite de maladie » (Journaux, 8 juin 1961, p. 640).
- 345. Shirley Maheu a été nommée au Sénat le 1" février 1996, pendant l'intersession.
- 346. En 1982, le vice-président des comités pléniers, Denis Ethier, a démissionné pour protester contre les tactiques procédurières employées par l'opposition officielle (*Débats*, 8 juillet 1982, p. 19164-19165; 14 juillet 1982, p. 19321-19326; 21 juillet 1982, p. 19555) et, en 1990, le vice-président adjoint des comités pléniers, Denis Pronovost, a fait de même après avoir émis des commentaires controversés (*Débats*, 31 mai 1990, p. 12110, 12123-12124; 1^{er} juin 1990, p. 12163).
- 347. Keith Penner et Rod Blaker ont été nommés secrétaires parlementaires le 10 octobre 1975 et le 13 janvier 1984 respectivement. Le Président a informé la Chambre de leur démission le 14 octobre 1975 (Débats, p. 8091; Journaux, p. 754) et le 16 janvier 1984 (Débats, p. 443; Journaux, p. 74).
- 348. Voir l'annexe 3, «Les vice-présidents et présidents des comités pléniers de la Chambre des communes depuis 1885», l'annexe 4, «Les vice-présidents des comités pléniers depuis 1938» et l'annexe 5, «Les vice-présidents adjoints des comités pléniers depuis 1967».
- 349. Les Présidents Brodeur, Marcil, Sévigny, Rhodes, Macdonald, Beaudoin, Lamoureux et Francis avaient tous été vice-présidents de la Chambre et présidents des comités pléniers avant d'accéder à la présidence de la Chambre. Le Président Beaudoin avait en outre été vice-président des comités pléniers. En 1942, Thomas Vien était vice-président de la Chambre quand il a été nommé au Sénat, dont il est devenu Président peu après.

Le cycle parlementaire



Je pense que nous [...] devons [au calendrier parlementaire] le bon ordre dans lequel se déroulent nos travaux et qu'il a encouragé et favorisé la négociation et le compromis entre les partis lors de la période qui a précédé l'ajournement automatique. À défaut de cette collaboration, des négociations et des compromis qu'il nous faut faire en tout temps, notre régime de gouvernement cesse de tourner rondement.

Président John A. Fraser (Débats, 13 juin 1988, p. 16379)

e cycle de la vie parlementaire est réglé par des dispositions constitutionnelles aussi bien que par le Règlement. Les textes les plus importants sont les Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 qui édictent que seule la Couronne «convoquera [...] la Chambre des communes¹»; elles limitent en outre à cinq ans, sous réserve de sa dissolution, le mandat maximal de la Chambre d'une élection générale à l'autre², et exigent que «le Parlement tienne une séance au moins une fois tous les 12 mois³».

Par ailleurs, les besoins financiers du gouvernement sont tels qu'une réunion annuelle du Parlement est une nécessité pratique pour autoriser les crédits de chaque exercice financier (du 1^{et} avril d'une année au 31 mars de

^{1.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 38.

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 50; Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 4(1).

^{3.} Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 5.

l'année suivante)⁴. La date d'ouverture de chaque nouvelle législature après une élection générale et de chaque nouvelle session d'une législature peut varier, sous réserve des restrictions constitutionnelles, selon les priorités politiques et budgétaires du gouvernement.

C'est dans ce contexte que le Règlement de la Chambre⁵ fixe un calendrier annuel de ses séances, appelé calendrier parlementaire, qui ne s'applique que lorsque la Chambre siège. On sait ainsi longtemps d'avance, pendant chaque session, à quels jours la Chambre est susceptible de se réunir, ce qui permet de mieux planifier les travaux.

L'enchevêtrement complexe des procédures et pratiques qui entourent les questions financières est abordé au chapitre 18, «Les procédures financières». Le présent chapitre se limite aux étapes d'une législature et de ses sessions, à savoir l'ouverture et la fermeture d'une législature et d'une session, et les périodes pendant lesquelles, selon le calendrier parlementaire, la Chambre siège ou ne siège pas.

Terminologie

Il y a lieu, pour plus de clarté, d'expliquer certains termes et expressions qui, faisant partie intégrale du cycle parlementaire, reviennent souvent.

Législature

Une législature est une période pendant laquelle le Parlement (composé du souverain, du Sénat et de la Chambre des communes) exerce ses pouvoirs. Une législature commence par la proclamation du gouverneur général qui réclame la formation d'un nouveau Parlement et fixe la date d'une élection générale. Une législature prend fin à la dissolution du Parlement. La durée d'une législature est limitée à un maximum de cinq ans par la Constitution⁶.

Session

Une session, qui est une des divisions de base d'une législature, se compose habituellement de nombreuses séances distinctes. Elle commence par la lecture du discours du Trône, lorsque le Parlement est convoqué par proclamation du gouverneur général, et se termine par la prorogation ou la dissolution du Parlement. Le nombre de sessions, dont la durée n'est pas fixe, peut varier énormément; il a varié d'une à sept dans le passé⁷.

Séance

Une séance est une réunion de la Chambre des communes au cours d'une session. Le Règlement fixe les heures et jours de séance de la Chambre⁸. Une séance ne

- 4. L'article 53 de la Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, et l'article 81(1) du Règlement prescrivent que toutes les mesures financières doivent prendre naissance à la Chambre des communes. L'exercice financier est défini dans la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 2.
- 5. Art. 28(2) du Règlement.
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 50; Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 4(1).
- 7. Voir l'annexe 12, «Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance».
- 8. Art. 24 du Règlement.

correspond pas nécessairement à une «journée». Si certaines sont très courtes, d'autres se sont prolongées pendant plus d'une journée⁹.

Ajournement

L'ajournement met fin à une séance de la Chambre (en vertu du Règlement, d'un ordre spécial ou d'une motion). L'interruption va de la fin d'une séance au début de la suivante, et sa durée peut varier de quelques heures à une nuit, d'une fin de semaine à une semaine ou même davantage ¹⁰. Alors que la prorogation et la dissolution sont la prérogative de la Couronne, le pouvoir d'ajourner n'appartient qu'à la Chambre.

Calendrier parlementaire

Le calendrier parlementaire établit, selon les dispositions du Règlement, les périodes fixes de séance et d'ajournement pour toute l'année civile¹¹. Une fois la session commencée, en effet, les *périodes de séance* et les *périodes d'ajournement* (ou d'*interruption*) se succèdent à dates fixes pendant l'année. Chaque année comprend sept périodes de séance d'environ trois à cinq semaines, et sept périodes d'ajournement de durée variable.

Prorogation

La prorogation du Parlement met fin à une session par une cérémonie spéciale qui se déroule dans la salle du Sénat ou par une proclamation du gouverneur général en ce sens. Le terme peut aussi désigner la période pendant laquelle le Parlement est prorogé.

Intersession

Période comprise entre la fin d'une session et le début de la suivante. Dans la langue courante, ce terme sert à désigner une longue période d'interruption ou d'ajournement.

Dissolution

Acte officiel par lequel le gouverneur général met fin, par proclamation, à une législature. Cela s'est toujours produit avant l'échéance de cinq ans établie par la Constitution pour le mandat de la Chambre des communes. La dissolution est suivie d'une élection générale.

^{9.} Le 30 mars 1973, par exemple, il y a eu deux séances le même jour (*Journaux*, 30 mars 1973, p. 229). Pour un exemple de cas où une séance de la Chambre s'est étalée sur deux jours, voir *Journaux*, 18 et 19 décembre 1980, p. 951-1130. Pour un exemple de cas où une séance s'est prolongée pendant plusieurs jours, voir *Journaux*, 10-15 mars 1913, p. 345-359. En 1982, la sonnerie d'appel s'est fait entendre continuellement, et la séance s'est prolongée pendant deux semaines (*Journaux*, 2-17 mars 1982, p. 4608).

L'article 24 du Règlement permet d'ajourner au lendemain et pour les fins de semaine, tandis que l'article 28
permet des interruptions périodiques d'une semaine ou plus. Il arrive que la période d'interruption ne soit
que pour quelques heures. Voir, par exemple, *Journaux*, 9 septembre 1992, p. 1957; 15 juin 1995, p. 1768.

^{11.} Art. 28(2) du Règlement.

Ouverture d'une législature et d'une session

CONVOCATION DU PARLEMENT

L'article 38 de la *Loi constitutionnelle de 1867* autorise la convocation du Parlement: «Le gouverneur général convoquera, de temps à autre, la Chambre des Communes au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau du Canada.»

Cet «instrument» prend la forme de deux types de proclamation du gouverneur général faites sur la recommandation du premier ministre ¹² qui paraissent dans la Gazette du Canada. La première fixe la date à laquelle le Parlement est convoqué (cette date peut être devancée ou retardée par la suite). Conformément au principe de la continuité du Parlement, selon lequel une session se termine en prenant des dispositions pour la suivante, la proclamation se fait à la fin d'une session. La deuxième confirme la date et fixe l'heure à laquelle le Parlement est convoqué pour entreprendre ses travaux. Avant l'ouverture de la première session de la 36 législature, par exemple, il y a eu une série de proclamations pour convoquer le Parlement: d'abord pour le 23 juin 1997, puis pour le 1^{et} août et, plus tard, pour le 29 août. Le 27 août, une dernière proclamation convoquait une réunion du Parlement «pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES» à 11 heures le 22 septembre 1997 ¹³.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

L'ouverture d'une législature coıncide avec celle de sa première session. Deux choses — l'assermentation des députés et l'élection du Président — distinguent cette cérémonie de l'ouverture des sessions suivantes.

Assermentation des députés

Après une élection générale, le Greffier de la Chambre reçoit du directeur général des élections la liste des députés élus à la Chambre des communes¹⁴. Avant de pouvoir prendre leur place à la Chambre, les députés élus doivent, selon la *Loi*

^{12.} Voir la décision du Conseil privé, C.P. 3374 du 25 octobre 1935, un «Mémorandum concernant certaines des fonctions du Premier ministre» qui faisait état du fait que les recommandations (à la Couronne) relativement à la convocation et la dissolution du Parlement sont des «prérogatives spéciales» du premier ministre.

Voir les proclamations dans la Gazette du Canada, Partie II, vol. 131, édition spéciale nº 3 (28 avril 1997), édition spéciale nº 5 (20 juin 1997), édition spéciale nº 6 (31 juillet 1997) et édition spéciale nº 7 (28 août 1997).

^{14.} Lorsque la Chambre se réunit pour l'expédition des affaires, le Greffier dépose sur le Bureau une liste des députés élus attestée par le directeur général des élections. L'attestation et la liste sont publiées dans les Journaux. Voir, par exemple, les Journaux du 17 janvier 1994, p. 2-9.

constitutionnelle de 1867, prêter le serment d'allégeance 15. Ils peuvent cependant, s'ils préfèrent, remplacer le serment d'allégeance par une affirmation solennelle 16.

L'assermentation ou l'affirmation solennelle se fait devant le Greffier de la Chambre ou un commissaire désigné¹⁷. Les députés qui viennent d'être assermentés signent alors le registre d'assermentation, dont chaque page porte au haut le texte du serment ou de l'affirmation solennelle. De nos jours, il est de pratique courante d'assermenter les députés avant la journée d'ouverture, une fois que le Greffier a reçu du directeur général des élections les certificats des rapports d'élection ¹⁸.

Le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés», examine de plus près tout ce qui touche le serment, l'affirmation solennelle et la signature du registre d'assermentation.

Élection du Président

L'article 44 de la *Loi constitutionnelle de 1867* dispose que l'élection du Président est le premier point à l'ordre du jour lorsque les députés s'assemblent après une élection générale. Le Règlement précise le mode d'élection du Président¹⁹. Le jour fixé par proclamation pour l'ouverture d'une nouvelle législature, la sonnerie d'appel invite les députés à s'assembler dans la Chambre, où ils accueillent l'huissier du bâton noir²⁰, qui lit un message sollicitant la présence immédiate des députés dans la salle du Sénat.

- 15. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 128. Cette condition découle d'un usage britannique qui remonte au xvi* siècle. Au milieu des conflits politiques et religieux de l'époque, l'Act of Supremacy, qui oblige tous les députés à déclarer leur foi dans le souverain en tant qu'arbitre suprême des questions tant temporelles qu'ecclésiastiques, a été adopté. Voir Redlich, vol. II, p. 62-64.
- 16. L'affirmation solennelle ne figure pas dans la Constitution. Des instructions établies par la Couronne en 1905 permettaient aux députés de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle. Voir Beauchesne, 4° éd., p. 13. Pour plus d'information sur l'affirmation, voir le chapitre 4, « La Chambre des communes et les députés ».
- 17. L'article 128 de la Loi constitutionnelle de 1867 précise que le serment doit être prêté « devant le gouver-neur-général et quelques personnes à ceux par lui autorisées ». Pour la 36º législature, le Greffier de la Chambre, le sous-greffier et le sergent d'armes avaient reçu cette autorisation (Journaux, 22 septembre 1997, p. 1).
- 18. Pour l'ouverture de la 36° législature en 1997, des cérémonies d'assermentation collective ont été organisées pour les députés du Parti réformiste, du Nouveau Parti démocratique et du Parti progressiste-conservateur. En 1985, le Comité McGrath recommandait, pour mieux faire connaître les institutions parlementaires, une cérémonie télévisée d'assermentation collective de tous les députés en plus de l'habituelle cérémonie privée d'assermentation individuelle (voir les pages 59 et 60 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, juin 1985).
- 19. Art. 2 du Règlement.
- 20. L'huissier du bâton noir est un officiel du Sénat dont l'une des responsabilités consiste à livrer des messages à la Chambre des communes lorsque la présence des députés est requise au Sénat par le gouverneur général ou son suppléant. (Le 6 novembre 1997, son titre de «gentilhomme huissier de la Verge noire» a été remplacé par «huissier du bâton noir». Voir Journaux du Sénat, p. 165-167; Débats du Sénat, p. 333-343.)

Les députés forment un cortège derrière le Greffier de la Chambre et se rendent au Sénat où un suppléant du gouverneur général²¹ est assis au pied du Trône, et le Président du Sénat s'adresse aux députés de la part du suppléant pour les informer que «le suppléant [...] ne juge pas indiqué d'annoncer les raisons pour lesquelles il (elle) a convoqué le présent Parlement du Canada tant que le Président de la Chambre n'aura pas été élu conformément à la Loi [...]²² ». Il s'ensuit que le discours du Trône ne sera pas lu tant qu'un Président n'aura pas été élu. Les députés retournent alors à la Chambre et engagent le processus d'élection d'un président de séance. (Pour plus de détails sur l'élection du Président, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».)

Présentation du Président au gouverneur général

Après l'élection du Président, à l'heure prévue pour assister à l'ouverture officielle de la législature par la lecture du discours du Trône, la Chambre accueille à nouveau l'huissier du bâton noir, qui transmet le message du gouverneur général invitant la Chambre à se rendre au Sénat ²³. Un cortège se forme, l'huissier du bâton noir en tête, suivi du sergent d'armes (qui porte la masse), du Président, du Greffier et des députés. Arrivé à la barre du Sénat, le Président nouvellement élu monte sur une petite estrade, enlève son chapeau et reçoit les hommages du gouverneur général, assis sur le Trône ²⁴. Le Président s'adresse au gouverneur général selon une formule établie:

Qu'il plaise à Votre Excellence,

La Chambre des communes m'a élu Président, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés. Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive jamais de faire une erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur et qui, en vue de s'acquitter le mieux possible de leurs devoirs envers la Reine

- 21. Le suppléant du gouverneur général est celui, habituellement un juge de la Cour suprême, qui exerce les pouvoirs du gouverneur général dans certaines situations (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 14. Voir aussi la partie VII des Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général du Canada, entrées en vigueur le 1^{er} octobre 1947).
- 22. Depuis l'ouverture de la cinquième session de la 3º législature en 1878, c'est un suppléant du gouverneur général, plutôt que le gouverneur général en personne, qui reçoit la Chambre au Sénat avant l'élection du Président (Bourinot, 2º éd., p. 274-275). Voir aussi Beauchesne, 4º éd., p. 19.
- 23. Ce message peut être livré le jour même de l'élection du Président, ou un autre jour. Voir Journaux, 12 décembre 1988, p. 3-4 (la séance a été suspendue après l'élection du Président pour reprendre quelques heures plus tard) et 22 septembre 1997, p. 9 (après l'élection du Président, la Chambre s'est ajournée jusqu'au lendemain).
- 24. La tradition qui consiste à se réunir au Sénat concorde avec la pratique établie au Royaume-Uni selon laquelle la place légitime du souverain au Parlement se trouve à la Chambre haute, puisque aucun monarque, ni son représentant, n'a pénétré dans la Chambre des communes britannique depuis le Roi Charles le en 1642. (Voir Redlich, vol. II, p. 89-90.) Pendant la reconstruction du Parlement canadien, après le grand incendie de 1916, l'ouverture de la première session tenue dans le nouvel édifice a eu lieu le 26 février 1920. Comme la salle du Sénat n'était pas prête, le Sénat s'est réuni dans la Chambre des communes pour la cérémonie d'ouverture, pour ensuite déménager à la salle des chemins de fer ailleurs dans l'édifice (Débats du Sénat, 26 février 1920, p. 2).

313

et le pays, réclament humblement, par ma voix, la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demandent que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations²⁵.

Au nom du gouverneur général, le Président du Sénat fait la réponse traditionnelle 26 :

Monsieur le Président, Son Excellence, le(la) Gouverneur(e) général(e), me charge de vous dire que, ayant pleine confiance dans le loyalisme et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, il(elle) lui accorde et, en toutes occasions, saura reconnastre ses privilèges constitutionnels. J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Son Excellence, et que leurs délibérations ainsi que vos paroles et vos actes seront toujours interprétés par lui(elle) de la manière la plus favorable²⁷.

La revendication des privilèges par le Président au nom de la Chambre ne se produit qu'à l'ouverture de la législature, et n'est pas répétée lorsqu'un nouveau Président est élu en cours de législature ²⁸. Après la revendication des privilèges, la lecture du discours du Trône ouvre officiellement la session.

OUVERTURE D'UNE SESSION

L'assermentation des députés et l'élection du Président sont ce qui distingue la convocation d'une nouvelle législature pour l'ouverture de sa première session; il n'y a pas de cérémonies préliminaires à la Chambre lors des sessions subséquentes. La lecture du discours du Trône marque l'ouverture d'une session, qu'il s'agisse de la première ou d'une session subséquente. À chaque ouverture d'une session, la Chambre se réunit en assemblée et, le Président installé dans le fauteuil, elle accueille

^{25.} Voir, par exemple, les Débats du Sénat du 23 septembre 1997, p. 3.

^{26.} Voir aussi le chapitre 3, « Les privilèges et immunités ». Il n'est plus maintenant question de faire approuver, confirmer ou ratifier par la Couronne le choix de Président de la Chambre. Mais dans les législatures du Haut et du Bas-Canada d'avant 1841, la coutume voulait que le nouveau Président obtienne l'approbation du gouverneur. En 1827, le gouverneur général du Bas-Canada, lord Dalhousie, a refusé d'accepter Louis-Joseph Papineau comme Président de l'Assemblée législative. L'assemblée a alors adopté des résolutions pour déclarer cet acte inconstitutionnel et retrancher ces délibérations de ses Journaux. Le gouverneur général a alors prorogé le Parlement et, à la session suivante, M. Papineau a reçu l'agrément de sir James Kempt, qui avait succédé à lord Dalhousie. Comme l'Acte d'union n'en faisait pas état, cette pratique de ratification du choix de l'assemblée pour un Président a été abandonnée lors de la première session après l'union de 1841 (Bourinot, 4º éd. p. 92-93).

^{27.} Voir, par exemple, les Débats du Sénat du 23 septembre 1997, p. 4.

^{28.} Bourinot, 4º éd., p. 49-50.

l'huissier du bâton noir et se rend en temps utile au Sénat pour la lecture du discours du Trône.

Le discours, avant lequel aucune des deux chambres ne peut amorcer ses travaux, expose les raisons pour lesquelles le Parlement a été convoqué²⁹. Il marque la première fois où les trois organes du Parlement — la Chambre des communes, le Sénat et le souverain ou son représentant — se trouvent réunis.

Ouverture par le souverain

Lorsque le souverain ouvre une session, comme en 1957 et en 1977, le message communiqué à la Chambre par l'huissier du bâton noir se lit ainsi: «Monsieur (Madame) le Président, la Reine (le Roi) ordonne à cette honorable assemblée de se rendre immédiatement auprès de Sa Majesté dans la salle de l'honorable Sénat³⁰ ».

Ouverture par le gouverneur général

Lorsque le gouverneur général donne lecture du discours du Trône ³¹, comme cela se fait d'habitude, l'huissier du bâton noir porte un message comme quoi Son Excellence le gouverneur général du Canada exprime le désir que les Communes se rendent immédiatement au Sénat ³².

Ouverture par l'administrateur

En cas de décès, d'incapacité, de renvoi ou d'absence du pays du gouverneur général, le juge en chef du Canada exerce les pouvoirs de sa charge. Celui-ci devient alors l'administrateur du gouvernement du Canada 33. Il est arrivé que l'administrateur lise le discours du Trône 34. Le message transmis à la Chambre par l'huissier du bâton

- 29. Voir la décision du Président concernant le premier jour d'une session, Journaux, 24 mars 1873, p. 58. Dans sa décision, le Président s'est appuyé sur Hatsell, Dwarris, May et Todd, qui font autorité en matière de procédure. Une exception à la procédure établie s'est produite en octobre 1995 lorsque, la première session de la 55° législature du Nouveau-Brunswick ayant été convoquée par proclamation, l'administrateur a fait une courte déclaration après l'élection du Président; l'Assemblée est ensuite passée à l'examen d'une résolution sur le statut de société distincte du Québec. Une fois l'examen de cette question terminée, l'on a fait lecture d'un message invitant l'Assemblée à l'ouverture officielle de la session le 6 février 1996, date à laquelle le lieutenant-gouverneur a fait lecture du discours du Trône (Journaux de l'Assemblée législative, 25 octobre 1995, p. 1-6; 6 février 1996, p. 7-27).
- 30. Journaux, 14 octobre 1957, p. 8; 18 octobre 1977, p. 2.
- 31. L'épouse du gouverneur général a participé, deux fois, à la lecture du discours du Trône. Après son entrée en fonction en janvier 1974, Jules Léger a été frappé, au mois de juin, d'une crise d'apoplexie qui a affecté son élocution. Il y a eu quatre cérémonies d'ouverture de sessions du Parlement durant son mandat: le 30 septembre 1974, le discours du Trône a été lu par l'administrateur; le 18 octobre 1977, la souveraine en a donné lecture; le 12 octobre 1976 et le 11 octobre 1978, le gouverneur général et M^{ne} Léger se sont partagé la tâche.
- 32. Voir, par exemple, les Journaux du 23 septembre 1997, p. 11.
- Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général du Canada (1947), L.R C. 1985, Appendice II, nº 31, art. VIII.
- Voir, par exemple, les *Journaux* des 12 mars 1931, p. 3; 16 mai 1940, p. 9; 16 mai 1963, p. 9; et 30 septembre 1974, p. 8.

noir est alors le suivant: «Son Excellence l'Administrateur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Sénat³⁵ ».

DISCOURS DU TRÔNE ET DÉLIBÉRATIONS À LA CHAMBRE

Le discours du Trône expose habituellement de façon assez détaillée les vues du gouvernement sur l'état du pays et donne une indication de son programme législatif. Après avoir entendu le discours, le Président et les députés retournent à la Chambre. S'il s'agit de la première session d'une nouvelle législature, le Président qui vient d'être élu aura prononcé la déclaration traditionnelle par laquelle il réclame au nom de la Chambre ses «droits et privilèges incontestables». Le Président en fait rapport à la Chambre dès son retour du Sénat³⁶, puis l'on passe à l'ordre du jour de la séance.

La Chambre règle normalement certaines affaires le premier jour d'une session; les voici présentées dans l'ordre où elles sont normalement abordées. On remarquera qu'il se produit parfois des exceptions.

Formalités

Projet de loi fictif: Avant d'entreprendre l'examen du discours du Trône, la Chambre passe à la première lecture du projet de loi fictif C-1, Loi concernant la prestation de serments d'office³⁷. Habituellement déposé par le premier ministre, projet de loi n'est pas repris après la première lecture. Il a pour objet d'affirmer l'indépendance de la Chambre des communes et son droit de choisir ses propres affaires et de délibérer sans se préoccuper des raisons de sa convocation exposées dans le discours du Trône ³⁸.

- 35. Voir, par exemple, les Journaux du 30 septembre 1974, p. 8.
- 36. Voir, par exemple, les Journaux du 23 septembre 1997, p. 11.
- 37. Voir, par exemple, les Journaux du 23 septembre 1997, p. 11. On trouve l'exemple d'un cas où la pratique n'a pas été respectée dans les Journaux du 29 août 1950, p. 4. La Chambre avait alors été rappelée en session extraordinaire d'un jour pour régler, entre autres, un conflit de travail. Au lieu du projet de loi fictif (aussi appelé pro forma) habituel, le gouvernement a déposé une mesure législative de retour au travail qui a été lue une première fois; la Chambre a ensuite ordonné la deuxième lecture plus tard le même jour. Voir aussi Débats, 29 août 1950, p. 1-2.
- 38. L'acte rituel d'indépendance que représente le dépôt d'un projet de loi fictif est une pratique antérieure à la Confédération. Née à la Chambre des communes britannique en 1571, cette pratique a été confirmée par une résolution adoptée le 22 mars 1603: « Que le premier jour de séance de chaque législature, un projet de loi quelconque, et un seul, reçoive la première lecture pour la forme » (Hatsell, vol. II, p. 81). Cette couturne est respectée par d'autres parlements où, dans la plupart des cas, le projet de loi est lu une première fois puis disparaît jusqu'au début de la session suivante: pour la Chambre des représentants australienne, il s'agit d'un projet de loi « de pure forme » ou « de privilège » (House of Representatives Practice, 3° éd., p. 234-235); à la Chambre britannique, il s'agit du « projet de loi des prescriptions » (May, 22° éd., p. 245). À l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, le projet de loi fictif est le Projet de Loi 1, Loi visant à assurer la primauté du Parlement (voir, par exemple, Procès-verbaux des 17 mars 1992 et 26 mars 1998).

316

Rapport sur le discours du Trône: Le Président fait rapport à la Chambre sur le discours du Trône et l'informe que pour «éviter les erreurs» il en a obtenu le texte, qui paraît dans les Débats ³⁹. Une motion est ensuite proposée, habituellement par le premier ministre, et adoptée en vue d'examiner le discours du Trône «plus tard dans la journée» ou à une date ultérieure ⁴⁰, et le débat s'engage alors sur une motion relative à une adresse en réponse au discours du Trône (pour plus d'information sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux»).

Motions et annonces habituelles de la Journée d'ouverture

La Chambre s'occupe traditionnellement d'autres affaires après le discours du Trône. En voici un aperçu, dans l'ordre où elles sont habituellement abordées.

Bureau de régie interne: Le Président peut annoncer à la Chambre le nom des députés nommés pour la durée de la législature au Bureau de régie interne, l'organisme chargé de toutes les questions de politique administrative et financière qui concernent la Chambre⁴¹.

Composition des comités permanents: Au début de la première session de chaque législature, les membres du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre sont nommés et chargés de choisir les membres de tous les comités permanents et comités mixtes permanents⁴². Cela se fait au moyen d'une motion proposée

Le texte du discours du Trône était imprimé auparavant à la fois dans les Journaux et dans les Débats.
 Depuis 1996, à l'ouverture de la deuxième session de la 35° législature, le texte est maintenant déposé et imprimé dans les Débats, mais pas dans les Journaux (Débats, 27 février 1996, p. 1-6; 23 septembre 1997, p. 5-12; Journaux, 27 février 1996, p. 1-2; 23 septembre 1997, p. 12).

^{40.} Cette motion peut faire l'objet d'un débat et d'amendements. En 1988, par exemple, la motion a été adoptée, après débat, à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 12 décembre 1988, p. 6-7). En 1926, la Chambre a finalement rejeté, après un long débat et un vote par appel nominal, un amendement qui avait été proposé (*Journaux*, 8 janvier 1926, p. 12-13; 15 janvier 1926, p. 28-29).

^{41.} Voir les Journaux du 12 décembre 1988, p. 8. L'annonce est faite en vertu du par. 50(4) de la Loi sur le Parlement du Canade, L.R.C., ch. P-1, tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2. Pour plus d'information sur le rôle et les fonctions du Bureau de régle interne, voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif.».

^{42.} Art. 104(1) du Règlement. Voir les Journaux du 18 janvier 1994, p. 18. Le Règlement prévoyait autrefois la nomination d'un Comité de sélection de sept membres au début de la première session de chaque législature. Cette règle a été modifiée en 1991 (voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2904-2905, 2922) de manière à confier la sélection des membres des comités à un nouveau comité permanent, qui a depuis pris le nom de Comité de la procédure et des affaires de la Chambre. La pratique actuelle consiste à proposer une motion portant nomination d'un comité pour désigner les membres des comités permanents et mixtes et d'en disposer dès le premier jour de la législature. En 1962, cette motion a toutefois été présentée et adoptée par consentement unanime le 11* jour de séance (Journaux, 12 octobre 1962, p. 63).

317

sans préavis par un ministre, qui est habituellement le leader parlementaire du gouvernement 43.

Élection des autres présidents de séance: Au début d'une législature, le président des comités pléniers (qui est également vice-président de la Chambre) est choisi pour la durée de la législature⁴⁴. Un membre du parti ministériel (habituellement le premier ministre) propose sans préavis qu'un député donné, qui est habituellement de la même formation⁴⁵, soit président des comités pléniers. Les vice-président et vice-président adjoint des comités pléniers sont aussi choisis de cette manière⁴⁶; leur mandat s'étend pour la durée de la session en cours (pour plus d'information sur les rôles et fonctions des présidents de séance, voir le chapitre 7, «Le Président et les

- 43. Selon une pratique bien établie, la journée d'ouverture d'une session, les ministres proposent certaines motions sans préavis et la Chambre se prononce sur elles. En temps normal, il n'y a ni Feuilleton, ni Feuilleton des Avis le premier jour d'une session. La première édition du Bourinot (1884) décrit la pratique qui consiste à proposer une résolution en bonne et due forme pour la nomination des membres des comités sans préavis (p. 231-232).
 - L'article 55(1) du Règlement pern ut de publier un Feuilleton spécial pendant une prorogation ou lorsque la Chambre ne siège pas si le gouvernement souhaite qu'une affaire pour laquelle un préavis est requis soit examinée lorsque la Chambre reprend ses travaux. Un Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial a été publié pour l'ouverture de la deuxième session de la 35° législature le 27 février 1996 et pour l'ouverture de la 36° législature le 23 septembre 1997; il renfermait des préavis d'affaires d'initiative gouvernementale. En 1997, ces avis englobaient entre autres la composition proposée du comité chargé de choisir les membres des comités.

En Australie, il n'y a pas de Feuilleton des Avis pour la première journée des séances et les affaires prises en considération le premier jour exigent en temps normal un préavis, mais il existe des exemples de cas où des affaires ont été examinées avec la permission de la Chambre ou après suspension des règles (House of Representatives Practice, 3° éd., p. 235-236). En Nouvelle-Zélande, un Feuilleton paraît et un préavis est requis pour les motions présentées le jour de l'ouverture (McGee, 2° éd., p. 99).

- Art. 7(1) du Règlement. L'article 7(3) établit la procédure de sélection d'un successeur lorsqu'une vacance se produit pendant la législature.
- En 1974 et 1979, par exemple, les vice-présidents (Robert McCleave et Gérald Laniel) ont cependant été cholsis parmi les députés de l'Opposition officielle.
- 46. Ils viennent habituellement du parti au pouvoir; cependant, en 1997, par exemple, le vice-président des comités pléniers (lan McClelland) a été sélectionné parmi les députés de l'Opposition officielle.

autres présidents de séance de la Chambre 47 »). En général, ces motions sont adoptées sans dissidence 48.

Ordre des subsides: Le Règlement exige qu'au début de chaque session la Chambre établisse par motion un Ordre du jour permanent pour l'étude des travaux des subsides 49. Cela donne suite au passage habituel du discours du Trône par lequel les députés sont informés qu'ils auront également «à voter les crédits nécessaires pour financer les services et les dépenses autorisés par le Parlement 50 ». La motion est habituellement libellée ainsi: «Que cette Chambre prenne en considération à sa prochaine séance les travaux des subsides ». Une fois la motion adoptée, un ordre permanent d'examen des subsides est inscrit au Feuilleton sous la rubrique des «Ordres émanant du gouvernement » et toute question de crédits sur laquelle la Chambre doit se pencher pendant la session apparaîtra sous cette rubrique au Feuilleton.

Autres affaires

À l'occasion, d'autres affaires ont été abordées un jour d'ouverture. Par exemple, en 1996, le premier jour d'une nouvelle session, une fois terminées toutes les autres questions habituelles, le Président Parent a répondu à un rappel au Règlement sou-levé au cours de la session antérieure⁵¹.

- 47. Voir aussi l'anneixe 3, «Les vice-présidents et présidents des comités pléniers de la Chambre des communes depuis 1885 »; l'anneixe 4, «Les vice-présidents des comités pléniers depuis 1938 »; l'anneixe 5, «Les vice-présidents adjoints des comités pléniers depuis 1967 ».
- 48. Des exceptions se sont produites: en 1962 la motion de sélection du vice-président a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 18 janvier 1962, p. 6-7); en 1990, la motion de sélection du vice-président adjoint des comités pléniers a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 2 octobre 1990, p. 2050); en 1996, la motion de sélection du vice-président des comités pléniers a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 27 février 1996, p. 3) et la motion de sélection du vice-président adjoint des comités pléniers a également été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 27 février 1996, p. 4; 28 février 1996, p. 9-10). Lorsque plus tard au cours de la session le poste de vice-président des comités pléniers est devenu vacant et qu'une motion de sélection d'un successeur a été proposée, un débat s'est engagé, un amendement a été proposé puis rejeté après un vote par appel nominal, et la motion a ensuite été adoptée, après imposition de la clôture, à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 28 octobre 1996, p. 778-779; 29 octobre 1996, p. 784-789).
- 49. Art. 81(1) du Règlement. Un «ordre du jour» est un point à l'ordre du jour de la Chambre (le Feuilleton). Par «permanent» on entend que l'ordre des travaux des subsides sera inscrit au Feuilleton à chaque séance de la session par la suite.
- 50. Voir, par exemple, les Journaux des 13 mai 1991, p. 11; 18 janvier 1994, p. 17. Pour plus d'information sur le processus d'approbation des crédits, voir le chapitre 18, « Les procédures financières ». Il est arrivé que le discours du Trône ne renferme pas ce passage (voir Journaux, 8 septembre 1930, p. 9; 25 janvier 1940, p. 8; 9 octobre 1951, p. 2-4; 12 décembre 1988, p. 5-6; 3 avril 1989, p. 3-12). Dans une décision rendue le 2 mai 1989, le Président a décrété que le Règlement n'exige pas spécifiquement que le discours du Trône renferme une demande de crédits (Débats, p. 1175-1177).
- 51. Débats, 27 février 1996, p. 16-20. Le rappel au Règlement portait sur la désignation de l'Opposition officielle, les deux principaux partis d'opposition se trouvant à égalité de sièges à la Chambre. Bien que la prorogation mette normalement un terme à toute affaire en cours, le Président a jugé que la récente égalité des sièges changeait tout et exigeait une déclaration immédiate à ce sujet. Pour plus d'information sur ce rappel au Règlement et sur la décision du Président, voir le chapitre 1, «Les institutions parlementaires».

Vacances: Le Président est informé, lorsque le cas se présente, qu'un député a abandonné son siège à la Chambre. Lorsque cela se produit avant l'ouverture de la session (qu'il s'agisse de la première session d'une législature ou d'une session ultérieure), le Président en informe la Chambre au cours des délibérations de la journée ⁵².

Nouveaux députés: Il est arrivé que des députés élus lors d'élections partielles avant l'ouverture d'une session fassent leur entrée à la Chambre le premier jour d'une nouvelle session⁵³.

Hommages: Lorsqu'un député, un ancien député ou une personnalité distinguée est morte pendant que la Chambre ne siégeait pas, on lui a rendu hommage le premier jour de la nouvelle session, le plus souvent juste après l'adoption de la motion visant l'étude du discours du Trône ⁵⁴. De tels hommages ont aussi été rendus au début d'une session, mais pas dans le cadre des délibérations de la journée d'ouverture ⁵⁵. Nomination des hauts fonctionnaires de la Chambre: Lorsque des hauts fonctionnaires de la Chambre sont nommés pendant l'intersession, le Président a coutume d'en informer la Chambre le premier jour d'une nouvelle session ⁵⁶.

SESSIONS «SPÉCIALES»

Un petit nombre de sessions (voir figure 8.1) ont été qualifiées de «spéciales» dans les *Débats* ou *Journaux* de la Chambre des communes. Du point de vue de la procédure, une session dite «spéciale» n'a rien de spécial. Les éléments d'ouverture et de clôture requis sont les mêmes. Si la session spéciale est la première d'une législature (comme cela s'est produit en 1930), la Chambre doit d'abord élire un Président.

On remarquera que les sessions «spéciales» ont été de courte durée. Elles ont aussi eu quelques caractéristiques en commun. Pourtant, d'autres sessions de courte durée, bien que non désignées officiellement comme «spéciales» dans les *Débats* ou

- 52. Voir, par exemple, les Journaux des 15 septembre 1949, p. 10-13; 9 octobre 1979, p. 17-18; 1* octobre 1986, p. 24-25; 12 décembre 1988, p. 7-8; et 27 février 1996, p. 2. Pour plus d'information à ce sujet, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».
- 53. Voir, par exemple, les Journaux des 29 août 1950, p. 4; et 3 avril 1989, p. 3. Pour les questions relatives à l'entrée et à la présentation de nouveaux députés à la Chambre, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés».
- 54. Le jour d'ouverture de la troisième session de la 21º législature, par exemple, la Chambre a rendu hommage à la mémoire de l'ancien premier ministre W.L. Mackenzie King, de deux députés (M. Mitchell et M. Belzile) et de l'ancien Président Casgrain (*Débats*, 29 août 1950, p. 5-11). D'autres exemples d'hommages rendus le jour de l'ouverture d'une session se trouvent dans les *Débats* du 12 septembre 1968, p. 10-11; du 4 janvier 1973, p. 8-11; du 30 septembre 1974, p. 8-9; du 12 octobre 1976, p. 4-5; du 9 octobre 1979, p. 7-8; et du 12 décembre 1988, p. 11-12.
- 55. Voir, par exemple, les hornmages rendus le deuxième jour de la session dans les Débats du 5 janvier 1973, p. 14; du 14 mai 1991, p. 55-58; et les quatrième et cinquième jours de la session dans les Débats du 20 janvier 1994, p. 108-112; du 21 janvier 1994, p. 157-158; du 25 septembre 1997, p. 104-106; du 26 septembre 1997, p. 153-156.
- Voir, par exemple, les annonces faites pour informer la Chambre de la nomination d'un nouveau Greffier (*Journaux*, 5 février 1925, p. 1; 9 octobre 1979, p. 18) et d'un nouveau sergent d'armes (*Journaux*, 18 mars 1918, p. 7; 14 janvier 1960, p. 8).

Figure 8.1 Sessions désignées comme « spéciales » dans les Débats ou Journaux de la Chambre des communes

Législature, session	Jour d'ouverture	Dernier jour de séance	Nombre de jours de séance	Objet précis
12,4	1914-08-18	1914-08-22	5	Déclenchement de la Première Guerre mondiale
17,1	1930-09-08	1930-09-22	12	Conditions économiques exceptionnelles
18,5	1939-09-07	1939-09-13	6	Déclenchement de la Seconde Guerre mondiale
21,3	1950-08-29	1951-01-29	17	Perturbation du transport ferroviaire et guerre de Corée
22,4	1956-11-26	1957-01-18	5	Hostilités au Moyen-Orient et événements en Hongrie

Journaux de la Chambre des communes, ont partagé également les mêmes caractéristiques:

- Le Parlement a été convoqué dans un but précis, qui était le thème principal de ce qui a été dans chaque cas un discours du Trône relativement bref ⁵⁷;
- Les cinq sessions «spéciales» ont eu lieu à une époque où de manière générale les sessions étaient plus courtes et alternaient à un rythme assez imprévisible avec les intersessions; elles ont toutes été convoquées à la fin de l'été ou à l'automne, à des moments de l'année où la Chambre ne siégeait pas d'habitude⁵⁸;

^{57.} Journaux, 18 août 1914, p. 2-3; 8 septembre 1930, p. 9-10; 7 septembre 1939, p. 2; 25 janvier 1940, p. 8; 19 mars 1945, p. 2-3; 29 août 1950, p. 4-5; 26 novembre 1956, p. 2; 12 décembre 1988, p. 5-6.

^{58.} Au moment de la première session écourtée de la 34° législature qui n'est pas spécifiquement désignée comme « spéciale » dans les *Débats* et les *Journaux* de la Chambre des communes, la situation avait changé au point que le Parlement se réunissait toute l'année. Rappelons que dans ce cas le Parlement avait été rappelé trois semaines seulement après l'élection générale du 21 novembre 1988. Le Parlement s'est réuni le 12 décembre 1988, le jour même fixé pour le retour des brefs d'élections. En l'occurrence, la liste des députés élus et le certificat du directeur général des élections qui l'accompagne, que le Greffier dépose habituellement dès que la Chambre se réunit pour l'expédition des affaires, n'a été déposé que le quatrième jour de séance de la session, le 15 décembre 1988 (*Journaux*, p. 26-33). L'objet de la session était de donner suite au projet de loi de mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. La Chambre a adopté la mesure le 23 décembre puis s'est ajournée conformément à un ordre spécial, s'est réunie à nouveau pour la sanction royale le 30 décembre pour ensuite s'ajourner jusqu'au 6 mars 1989. Le Parlement a été prorogé par proclamation le 28 février 1989.

 À chacune des sessions «spéciales», la Chambre a approuvé la suspension temporaire de certains articles du Règlement afin d'accélérer ses travaux⁵⁹.

Le calendrier parlementaire

Selon les prescriptions du Règlement, tel que reproduit à la figure 8.2, le calendrier parlementaire établit une série d'ajournements d'une semaine ou plus et fixe ainsi les jours ou périodes de séance pour toute l'année⁶⁰. Le calendrier entre en vigueur une fois la session amorcée; autrement dit, le gouvernement n'est pas lié par le Règlement lorsqu'il détermine les dates et la durée des sessions⁶¹. Ce calendrier va de pair avec les autres articles du Règlement qui déterminent l'heure des séances et de l'ajournement quotidien⁶² et qui fixent les jours où la Chambre ne siège pas, ces jours étant, dans la plupart des cas, des jours fériés ou des congés divers⁶³.

HISTORIQUE

À la fin de 1982, la Chambre a convenu pour la première fois d'adopter un calendrier parlementaire fixe qui précise exactement les périodes d'ajournement prolongées et détermine quand la Chambre siégera au cours d'une session⁶⁴. La Chambre a toute-fois fonctionné autrement pendant une grande partie de son histoire. Aucune règle écrite ne précisait alors quand la Chambre ne siégerait pas. Si elle souhaitait suspendre ses travaux pendant un certain temps au cours d'une session, la Chambre devait adopter une motion d'ajournement spéciale, même pour un jour férié⁶⁵.

Jusqu'en 1940, les sessions étaient habituellement assez brèves, de janvier ou février à mai ou juin de la même année civile. Pendant la Seconde Guerre mondiale,

- 59. Journaux, 18 août 1914, p. 3; 8 septembre 1930, p. 10; 7 septembre 1939, p. 5; 29 août 1950, p. 5; 26 novembre 1956, p. 3. Des articles du Règlement ont aussi été suspendus lors de deux autres sessions de courte durée non désignées comme «spéciales» dans les Débats ou les Journaux de la Chambre des communes: en 1945 (sixième session de la 19° législature), la Chambre a convenu de donner la priorité aux affaires émanant du gouvernement pendant le reste de la session et de traiter les mercredis (où la séance finissait tôt à l'époque) comme des jours de séance ordinaires (Journaux, 19 mars 1945, p. 3); en 1988 (première session de la 34° législature), une motion visant à prolonger les heures de séance et à suspendre l'application de certains articles du Règlement a été adoptée (et réputée abrogée une fois terminées les affaires en cours) (Journaux, 16 décembre 1988, p. 46-49; 30 décembre 1988, p. 87).
- 60. Art. 28(2) du Règlement.
- 61. En 1986, par exemple, la Chambre a été rappelée pour une journée pendant le congé d'été (le 24 juillet) afin d'étudier un amendement du Sénat à un projet de loi de la Chambre. Le Parlement a été prorogé le 28 août et la nouvelle session n'a commencé que le 30 septembre, environ trois semaines après la date prévue au calendrier pour la reprise des travaux.
- 62. Art. 24 du Règlement.
- 63. Art. 28(1) du Règlement.
- 64. Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- Voir, par exemple, les Journaux du 19 mars 1894, p. 15; et les Débats du 19 mars 1894, col. 78-79 (congé de Pâques).

la charge de travail du gouvernement s'est accrue et les sessions se sont prolongées; un rythme de sessions prolongées mais de durée variable s'est établi⁶⁶.

En 1964, la Chambre a ajouté au Règlement un article pour préciser les jours (des jours fériés pour la plupart) au cours d'une session où la Chambre ne siégerait pas ⁶⁷. Malgré cela, les sessions continuaient de s'éterniser et les dates d'ajournement et de prorogation demeuraient imprévisibles.

L'idée de périodes d'ajournement fixes a refait surface au début des années 1980 lorsque la motion d'ajournement pour l'été a suscité de longs et amers débats⁶⁸. En novembre 1982, conformément aux recommandations d'un comité spécial sur la procéque (le Comité Lefebvre), la Chambre a adopté une série de mesures en vue de mieux organiser le temps de la Chambre et des députés qui, en plus de leurs responsabilités à la Chambre, devaient participer aux travaux des comités et s'occuper de leur circonscription. Le calendrier parlementaire, qui fixait pour la première fois les dates de séance et d'ajournement de la Chambre et ajoutait une certaine prévisibilité à l'ordonnancement des périodes de travail et d'ajournement, était au cœur de ces mesures⁶⁹.

Dans sa forme adoptée en 1982, le calendrier partageait la session en trois (en supposant que la Chambre siégeait pendant toute l'année civile), en la divisant par des ajournements à Noël, à Pâques et pendant l'été. Depuis son entrée en vigueur, le calendrier a été modifié. Les ajournements de Noël et d'été ont été prolongés légèrement en 1991 et, à l'intérieur des trois principales périodes de séance, d'autres interruptions de courte durée ont été ajoutées en 1983 et 1991 70. Ces dernières sont regroupées pour la plupart autour des jours fériés actuels où la Chambre ne siège pas, de sorte que chaque trimestre se trouve divisé en deux ou trois périodes de travail.

- 66. L'annexe 12, «Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance», donne les dates de chaque session. En 1947, à la suite de plaintes «que les sessions traînent en longueur à cause de certaines faiblesses dans les règles de procédure», le Président a présenté un Rapport sur la procédure qui proposait, entre autres, que les sessions soient divisées en trois parties, ou périodes de séance (Journaux, 5 décembre 1947, p. 7, 24-25). Cette recommandation n'a pas eu de suites, et d'autres propositions analogues ont par la suite connu le même sort. (Voir l'Appendice «J» du Rapport du Sous-comité sur l'emploi du temps, Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Procès-verbaux et témoignages, 30 septembre 1976, fascicule 20, p. 53-55. Voir aussi les pages 4 et 5 de l'« Énoncé de principes: La réforme parlementaire», déposé le 23 novembre 1979 (Journaux, p. 260)).
- 67. Journaux, 9 octobre 1964, p. 780-781.
- Journaux, 18 juillet 1980, p. 488; 21 juillet 1980, p. 492-495; 22 juillet 1980, p. 498-499; 10 juillet 1981,
 p. 2848-2850; 16 juillet 1981, p. 2864-2865 (avis de clôture); 17 juillet 1981 p. 2868-2871.
- 69. Voir la partie II du troisième Rapport du Comité spécial du Règlement et de la procédure, présenté le 5 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5328). Les recommandations ont été adoptées le 29 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5400). Pour avoir un échantillon des observations formulées au sujet de l'incidence prévue du nouveau calendrier parlementaire, voir les *Débats* du 29 novembre 1982, p. 21069-21070. Voir également certaines interventions dans les *Débats* de juin 1988, lorsque le gouvernement a voulu présenter une motion visant à suspendre temporairement certains articles du Règlement, dont le calendrier parlementaire (*Débats*, 9 juin 1988, p. 16296-16297, 16301; 10 juin 1988, p. 16322-16323; 13 juin 1988, p. 16379 (décision du Président), 16389; 20 juin 1988, p. 16626).
- Journaux, 19 décembre 1983, p. 55-56 (voir aussi le premier Rapport du Comité spécial du Règlement, présenté le 15 décembre 1983, Journaux, p. 47); 11 avril 1991, p. 2902-2907.

PÉRIODES DE SÉANCE ET D'INTERRUPTION

Tel qu'il apparaît dans le Règlement, le calendre de la Chambre, reproduit à la figure 8.2, fixe les périodes d'ajournement et donc de séance pour l'année civile 71. Chaque période d'ajournement commence à la fin de la séance le jour indiqué dans la colonne A. Si cette séance se poursuit jusqu'au lendemain, l'interruption prend quand même effet à la fin de la séance. Dans chaque cas, la session reprend le jour correspondant qui figure dans la colonne B. Pour que les dispositions d'ajournement soient appliquées, il faut que la Chambre siège le jour indiqué dans la colonne A, à moins que la Chambre ait pris auparavant des dispositions spéciales 72.

La Chambre peut être rappelée ou le Parlement convoqué pour l'ouverture d'une nouvelle session pendant ce qui est normalement une période d'ajournement. La Chambre traite alors ses affaires de la manière habituelle et, à moins qu'une motion d'ajournement spéciale ne soit adoptée, continue de siéger pendant les jours qui restent de cette période d'ajournement et jusqu'à la période de séance suivante prévue au calendrier parlementaire. La prochaine période d'ajournement commence alors à la fin de cette période de séance indiquée dans la colonne A.

Figure 8.2 Le calendrier de la Chambre (article 28(2) du Règlement)

Lorsque la Chambre se réunit un jour figurant dans la normale du début de la séance un tel jour, puis s'ajour dans la colonne B.		
A	В	
Le vendredi précédant le jour d'Action de grâces	Le deuxième lundi suivant ledit vendredi	
Le vendredi précédant le jour du Souvenir	Le deuxième lundi suivant ledit vendredi	
Le deuxième vendredi précédant le jour de Noël	Le premier lundi de février	
Le vendredi précédant la semaine marquant le milieu de la période comprise entre le premier lundi de février et le vendredi précédant le Vendredi saint	Le deuxième lundi suivant ledit vendredi	
Le vendredi précédant le Vendredi saint	Le lundi suivant le lundi de Pâques	
Le vendredi précédant la semaine marquant le milieu de la période comprise entre le lundi suivant le lundi de Pâques et le 23 juin	Le deuxième lundi suivant ledit vendredi ou, si ce lundi est le jour fixé pour la célébration de l'anniversaire du souverain, le mardi suivant ce lund	
Le 23 juin ou le vendredi précédent si le 23 tombe un samedi, un dimanche ou un lundi	Le deuxième lundi suivant la fête du Travail	

^{71.} Art. 28(2) du Règlement.

^{72.} Voir, par exemple, les Journaux du 21 avril 1994, p. 380.

324

La Chambre siège cinq jours par semaine du lundi au vendredi ⁷³. Lorsqu'elle siège continuellement pendant toute l'année civile, le calendrier parlementaire prévoit environ 135 jours de séance et 7 périodes d'ajournement à dates fixes au cours de l'année. Cela crée trois périodes de séance distinctes: de septembre à décembre, de février à Pâques, et de Pâques à juin. Trois grandes périodes d'ajournement sont prévues: à Noël (environ 7 semaines), Pâques (2 semaines) et durant les mois d'été (environ 12 semaines). Quatre autres périodes d'ajournement, chacune d'une semaine environ, sont prévues à la mi-octobre, à la mi-novembre et au milieu du deuxième et du troisième trimestre.

Même si le calendrier parlementaire fixe n'est en place que depuis peu de temps, l'expérience révèle qu'il a été plutôt bien respecté depuis son adoption. Il est toutefois possible de s'en écarter, comme cela arrive. Sa présence ne compromet en rien, par exemple, les prérogatives royales de la prorogation et de la dissolution. Il est arrivé que la Chambre soit rappelée, conformément au Règlement, alors qu'elle était ajournée ⁷⁴. La Chambre a aussi convenu, par consentement unanime ⁷⁵ ou par l'adoption d'une motion, après en avoir donné avis et après débat, de déroger au calendrier ⁷⁶.

JOURS FÉRIÉS ET AUTRES CONGÉS

Pendant la plus grande partie de l'histoire de la Chambre, aucune règle écrite ne fixait les jours où elle ne siégerait pas au cours d'une session. Cela a donné lieu, en pratique, à des ajournements irréguliers, sinon aléatoires, surtout à l'occasion des jours fériés. La question de savoir si la Chambre s'ajournerait un jour donné pouvait dépendre de plusieurs choses.

La durée des sessions et l'époque de l'année

Dans les premières années après la Confédération, les sessions commençaient le plus souvent vers le milieu ou la fin de l'hiver pour se terminer vers la fin du printemps; en conséquence, la question d'ajourner pour Noël, par exemple, ne se posait pas ⁷⁷.

^{73.} Article 24(1) du Règlement. La Chambre ne siège que rarement et dans des circonstances exceptionnelles en fin de semaine. En 1995, par exemple, elle s'est réunie, en vertu d'un ordre spécial, un samedi et un dimanche pour examiner une mesure de retour au travail (*Journaux*, 23 mars 1995, p. 1265).

^{74.} L'article 28(3) du Règlement permet de rappeler la Chambre alors qu'elle est ajournée. L'annexe 13, «Les rappels de la Chambre des communes pendant des périodes d'ajournement depuis 1867», en donne des exemples.

^{75.} Voir, par exemple, les Journaux du 10 décembre 1991, p. 909-910.

^{76.} Journaux, 20 juin 1988, p. 2925-2927. Après la publication de l'avis donné par le gouvernement d'une motion visant à suspendre l'application de certains articles du Règlement, dont le calendrier parlementaire, l'admissibilité d'une telle motion a fait l'objet d'un rappel au Règlement. Voir la décision du Président dans les Débats du 13 juin 1988, p. 16376-16379.

^{77.} Voir l'annexe 12, «Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance».

La prise de dispositions pour les jours fériés

À défaut de règles écrites, la Chambre avait tendance à prendre ses propres décisions concernant les jours fériés et autres congés (la fête du Dominion⁷⁸, par exemple, est un jour férié depuis 1879, ce qui n'a pas empêché la Chambre de siéger ce jour-là)⁷⁹.

Les usages courants

Dans les années qui ont suivi la Confédération, la Chambre s'ajournait jusqu'au lendemain à l'annonce du décès d'un député en fonction pendant la session; dès la fin du XIX^e siècle, cette pratique n'avait plus guère cours⁸⁰ et dans les années 1970 et 1980, il était de pratique courante d'ajourner pour le reste de la journée lorsque la Chambre apprenait le décès d'un député en fonction au cours d'une séance⁸¹. Un autre exemple d'un usage pratique veut que la Chambre ne siège pas certains jours pour permettre aux députés de participer à un congrès d'orientation ou d'investiture de leur formation politique⁸².

Le Règlement a été modifié en 1964 afin d'ajouter une liste des jours où la Chambre ne siégerait pas durant une session⁸³. Il y en a neuf: le jour de l'An, le Vendredi saint, la fête de la Reine (jour de célébration de l'anniversaire du souverain), la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada (fête du Dominion), la fête du Travail, le jour d'Action de grâces, le jour du Souvenir et le jour de Noël)⁸⁴. Sauf pour la Saint-Jean-Baptiste, ce sont tous des jours fériés au sens de la *Loi d'interprétation*⁸⁵. Le Règlement précise en outre que lorsque la Saint-Jean-Baptiste (le 24 juin) et la fête du Canada (1^{et} juillet) tombent un mardi, la Chambre ne siège pas la veille; de même, lorsque ces jours tombent un jeudi, la Chambre ne siège pas le lendemain. Comme ces jours tombent presque toujours au cours de périodes d'ajournement prolongées,

^{78.} Acte pour faire du premier juillet un jour de fête publique sous le nom de jour anniversaire de la Confédération, S.C. 1879, ch. 47. La fête du Dominion a pris le nom de fête du Canada à la suite d'une modification de la Loi établissant des jours fériés (S.C. 1980-83, ch. 124), qui a reçu la sanction royale le 27 octobre 1982 (Journaux, p. 5288).

^{79.} Voir, par exemple, les Journaux du 1et juillet 1891, 1819, 1931, 1947, 1958 et 1981.

Bourinot, 4º éd. p. 211-212. Voir aussi les Débats du 3 juin 1872, col. 947-949, concernant l'évolution de cette pratique.

^{81.} Débats, 17 novembre 1970, p. 1228. En 1976, par exemple, alors que la Chambre siégeait souvent en soirée, un député est décédé à «l'heure du dîner» et lorsque la séance a repris, une motion d'ajournement a été présentée et adoptée immédiatement (Journaux, 16 décembre 1976, p. 251; Débats, 16 décembre 1976, p. 2088-2089).

^{82.} Voir, par exemple, les *Débats* du 11 janvier 1958, p. 3141 et *Journaux* du 11 janvier 1958, p. 337; *Débats*, 27 octobre 1977, p. 324 et *Journaux*, 27 octobre 1977, p. 42; *Débats*, 7 juin 1993, p. 20462 et *Journaux*, 7 juin 1993, p. 3136; *Débats*, 17 février 1998, p. 4033; 26 février 1998, p. 4505, 4512-4513 et *Journaux*, 17 février 1998, p. 497.

^{83.} Journaux, 9 octobre 1964, p. 780-781.

^{84.} Art. 28(1) du Règlement.

^{85.} Loi d'interprétation, L.R.C. 1985, ch. I-21.

cet article du Règlement est rarement invoqué 86. Ce serait bien sûr le cas cependant si la Chambre se réunissait en dehors du calendrier parlementaire.

EXCEPTION AU CALENDRIER

Il peut arriver que la Chambre soit rappelée pendant une période d'ajournement prévue au calendrier dans le seul but de participer à la cérémonie de la sanction royale d'un ou plusieurs projets de loi 87. (Pour plus d'information, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre»; pour plus de détails sur la sanction royale, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».)

Rappel de la Chambre alors qu'elle est ajournée

Lorsque la Chambre est ajournée, le Règlement permet qu'elle soit rappelée avant la date prévue pour poursuivre ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à la date du rappel 88. La décision de rappeler la Chambre est prise par le Président, de concert avec le gouvernement, s'il a la conviction que c'est dans l'intérêt public 89. L'intérêt public est le seul critère dont le Règlement fait mention. Si le Président est convaincu de la nécessité de rappeler la Chambre, il doit en outre donner avis du jour et de l'heure de la reprise des travaux. En temps normal, il demande une période de temps après la parution de l'avis (la pratique veut un minimum de 48 heures) pour lui permettre de prévenir les députés en personne et leur laisser le temps de se rendre. Si la situation l'exige, un Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial (en plus du Feuilleton et Feuilleton des Avis habituel) pourra être publié à la demande du gouvernement.

- 86. À l'intérieur du calendrier parlementaire, le seul jour qui ne tombe pas toujours au cours d'une période d'ajournement prolongée serait la fête du souverain (jour de la célébration de l'anniversaire du souverain).
- 87. Art. 28(4) du Règlement. Voir, par exemple, les Journaux du 7 juillet 1994, p. 672-673. Cette règle, adoptée le 10 juin 1994, reprend une pratique antérieure en vertu de laquelle la Chambre adoptait un ordre pour lui permettre de se réunir à la seule fin d'accorder la sanction royale (voir, par exemple, les Journaux du 23 juin 1992, p. 1833-1834).
- 88. Art. 28(3) du Règlement. Voir aussi l'annexe 13, « Les rappels de la Chambre des communes pendant des périodes d'ajournement depuis 1867 ».
- 89. Voir, par exemple, les Journaux du 8 septembre 1992, p. 1924. Le gouvernement a fait valoir la présence de mesures législatives pressantes au Sénat pour demander le rappel de la Chambre le 3 juillet 1987. La Chambre n'a pas été rappelée; les journaux ont fait état de discussions entre le gouvernement et le Sénat quant à la suite à donner aux projets de loi en question. Le 7 août 1987, le gouvernement a de nouveau demandé le rappel de la Chambre en invoquant d'autres raisons; le Président a acquiescé et la Chambre a été rappelée le 11 août (Journaux, p. 1308). Durant la crise de 1991 dans le Golfe persique, la Chambre a adopté une motion permettant à deux de ses comités permanents de demander au Président de rappeler la Chambre et prévoyant de modifier temporairement l'article 28(3) du Règlement de manière à accepter un préavis de 12 heures (Journaux, 21 janvier 1991, p. 2587-2588).
- 90. Art. 55 du Règlement. Voir aussi le chapitre 12, «Les étapes du débat».

Pendant les 70 premières années de la Confédération, il était de pratique courante de mettre fin à la session par prorogation plutôt que par une longue période d'ajournement⁹¹. En 1940, cependant, étant donné les incertitudes de la guerre, on a jugé plus sage d'ajourner la session au lieu d'y mettre fin par prorogation afin de pouvoir rappeler la Chambre rapidement au besoin. La Chambre a adopté une motion d'ajournement qui autorisait le Président à la rappeler si, après consultation du gouvernement, il jugeait que c'était dans l'intérêt public⁹². Des motions semblables ont été adoptées lors des sessions suivantes et c'est devenu la pratique lorsque la Chambre s'ajournait pour une période prolongée.

La Chambre a été rappelée une première fois en pareille situation en 1944, le gouvernement voulant l'informer de la situation découlant de la démission du ministre de la Défense nationale⁹³. La Chambre a été rappelée plusieurs fois avant 1982⁹⁴; un nouvel article du Règlement libellé de manière semblable aux motions d'ajournement utilisées jusqu'en 1982 a alors fait de cette pratique une règle⁹⁵. L'article prévoit en outre que si le Président ne peut agir, pour cause de maladie ou pour une autre raison, les présidents de séance adjoints peuvent le remplacer aux fins de cet article précis du Règlement.

Les consultations entre le Président et le gouvernement au sujet du rappel de la Chambre commencent habituellement avec une demande écrite du gouvernement au Président, lui expliquant pourquoi il serait dans l'intérêt public de rappeler la Chambre. La demande peut être formulée à tout moment . Une fois prise la décision de rappeler la Chambre, le Président en avise le Greffier de la Chambre et lui demande de prendre les mesures nécessaires pour la reprise des travaux. Le Greffier s'assure alors que tout est prêt pour que les séances reprennent.

^{91.} Voir l'annexe 12, «Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance ».

^{92.} Journaux, 3 août 1940, p. 325.

Journaux, 22 novembre 1944, p. 921. Voir aussi les Débats du 22 novembre 1944, p. 6730. Il s'agissait du premier rappel en vertu d'un ordre de la Chambre.

^{94.} Elle a été rappelée en période d'ajournement en 1951, 1966, 1972, 1973, 1977 et 1980.

^{95.} Art. 55 du Règlement. Voir la page 12 du troisième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure présenté le 5 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5328). Cet article est entré en vigueur le 22 décembre 1982 (*Journaux*, 29 novembre 1982, p. 5400). La Chambre a par la suite été rappelée en vertu du Règlement en 1986, 1987, 1991 (deux fois) et 1992. Voir à l'annexe 13 la liste des rappels et des motifs.

En 1991, par exemple, la lettre demandant le rappel de la Chambre en janvier était datée du samedi
 janvier (Journaux, 15 janvier 1991, p. 2556).

Les modalités de la reprise, y compris la communication avec les députés et la publication du Feuilleton et Feuilleton des Avis (ainsi qu'un Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial, si le gouvernement le demande), incombent aux officiels de la Chambre 97.

ANNULATION DE L'ORDRE DE RAPPEL

Il n'existe aucun mécanisme d'annulation d'un ordre de rappel de la Chambre. Le Président a toutefois, à une occasion, après en avoir reçu la demande de tous les partis reconnus à la Chambre, fait une déclaration officielle annulant un avis de rappel antérieur. L'avis initial, convoquant la Chambre pour le 15 juillet 1992, avait été donné le 26 juin; l'avis d'annulation a été donné le 11 juillet et déposé le 8 septembre, le jour où le Président a fait une déclaration à la Chambre 98.

DÉPÔT DE DOCUMENTS PAR LE PRÉSIDENT

Lorsque la Chambre se réunit après un rappel, il est de pratique courante pour le Président d'informer la Chambre des motifs du rappel, des diverses mesures prises pour y donner suite et, si le gouvernement a demandé qu'on publie un *Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial*, les mesures prises pour sa publication et sa diffusion ⁹⁹. Depuis 1980, le Président dépose aussi les messages reçus du gouvernement au sujet du rappel ¹⁰⁰.

ORDRE DES TRAVAUX À LA REPRISE

Une reprise n'a aucune incidence sur l'ordre habituel des travaux de la Chambre. Lorsque la Chambre se réunit pour la première fois après un rappel, elle procède comme d'habitude aux affaires courantes, à la période de questions et aux délibérations selon

97. Un message est adressé à tous les députés sous la signature du Président pour les informer de la date et de l'heure de la reprise. Depuis 1986, ces messages sont envoyés par courrier électronique; voir, par exemple, les Débats du 24 juillet 1986, p. 15011; et les Journaux du 15 janvier 1991, p. 2556. On se servait jusque-là de télégrammes (voir, par exemple, les Débats du 22 novembre 1944, p. 6729; du 9 août 1977, p. 8129). Lorsque des moyens de transport spéciaux s'imposent, les officiels de la Chambre peuvent collaborer avec le ministère de la Défense nationale; ils doivent alors ajouter aux avis adressés aux députés des détails sur l'itinéraire et l'horaire des vols. En 1977, par exemple, lorsque la Chambre a été rappelée à la suite d'une grève nationale qui paralysait l'industrie du transport aérien commercial, le transport a été assuré par un avion militaire.

Le bureau du whip de chaque parti est aussi prévenu du rappel et, le cas échéant, de toute mesure spéciale de transport. Les mesures nécessaires sont également prises pour s'assurer que les députés en mission parlementaire au moment du rappel en sont informés et qu'on leur facilite la rentrée à Ottawa.

Autrefois, un avis de rappel était publié sous la signature du Président dans un numéro spécial ou « extra » de la Gazette du Canada. Cette pratique, qui ne répond à aucune exigence législative, a été abandonnée lors du rappel de février 1991. Voir aussi l'annexe 13.

- 98. Journaux, 8 septembre 1992, p. 1924; Débats, 8 septembre 1992, p. 12709.
- Voir, par exemple, les Débats des 22 novembre 1944, p. 6729; 29 janvier 1951, p. 785; 30 août 1973, p. 6059; 15 janvier 1991, p. 16981A.
- Journaux, 6 octobre 1980, p. 504; 24 juillet 1986, p. 2474; 11 août 1987, p. 1308; 15 janvier 1991, p. 2556;
 25 février 1991, p. 2602; 8 septembre 1992, p. 1924.

l'heure de la séance, qui est fixée dans l'avis de rappel ¹⁰¹. Sauf adoption d'une motion d'ajournement à une date ultérieure, ou interruption de la session par prorogation, la Chambre poursuit simplement les jours suivants ses séances comme si elle avait ajourné à la date de son rappel. La Chambre peut très bien, dans de telles situations, poursuivre ses travaux en dehors du calendrier parlementaire pendant quelque temps, comme elle l'a fait en 1987 lorsque, rappelée au début d'août, elle n'a ajourné pour une période prolongée qu'à la pause de décembre prévue au calendrier ¹⁰².

«Rappel» pendant une prorogation

Lorsque le Parlement est prorogé, la proclamation que le gouverneur général fait sur la recommandation du premier ministre et du Cabinet indique la date de l'ouverture d'une nouvelle session. Cette date peut être modifiée par une nouvelle proclamation, ce qui donne lieu non pas à un rappel comme tel mais à l'ouverture anticipée de la session par rapport à la date fixée dans la proclamation officielle. La nouvelle session commence et se déroule comme une session ordinaire ¹⁰³. Il est aussi possible de proroger le Parlement et de mettre fin à une session par proclamation après un ajournement ¹⁰⁴. Le Parlement se réunit alors pour une nouvelle session de façon normale à la date fixée par la proclamation.

Prorogation et dissolution

PROROGATION

La prorogation du Parlement met fin à une session. Le Parlement reste alors prorogé jusqu'à l'ouverture de la prochaine session. Tout comme la convocation et la dissolution du Parlement, la prorogation est la prérogative de la Couronne, qui agit sur la recommandation du premier ministre ¹⁰⁵. Le Parlement est en fait prorogé soit par le gouverneur général (ou son suppléant) dans la salle du Sénat, soit par proclamation

- 101. Les lundis, par exemple, l'heure habituelle de la séance est 11 heures (article 24(1) du Règlement); lorsque la Chambre a été rappelée à 14 heures le lundi 25 février 1991, le Président a fait la déclaration habituelle au sujet du rappel et la Chambre est passée au programme du lundi après-midi fixé par le Règlement (Journaux, 25 février 1991, p. 2602-2621).
- 102. Journaux, 11 août 1987, p. 1308; 18 décembre 1987, p. 2018-2019.
- 103. Voir, par exemple, les sessions «spéciales» dont il a été question plus haut.
- 104. Au cours de la première session de la 33° législature, par exemple, la Chambre a ajourné du 24 juillet 1986 au 8 septembre 1986. Le 28 août 1986, la session a pris fin par prorogation et la date d'ouverture de la deuxième session a été fixée au 1" octobre 1986. Le 25 septembre 1986, une nouvelle proclamation est venue fixer au 30 septembre 1986 la date d'ouverture de la nouvelle session.
- 105. Voir la décision du Conseil privé, C.P. 3374 du 25 octobre 1935, un « Mémorandum concernant certaines des fonctions du Premier ministre » qui faisait état du fait que les recommandations (à la Couronne) relativement à la convocation et à la dissolution du Parlement sont des « prérogatives spéciales » du premier ministre.

publiée dans la Gazette du Canada. Lorsque le Parlement est prorogé jusqu'à une date donnée, il est possible de devancer ou de retarder cette date par voie de proclamation(s) 106.

Incidences de la prorogation

La principale incidence de la prorogation mettant fin à une session est de faire table rase de tous les travaux. Les députés sont libérés de leurs fonctions parlementaires jusqu'à ce que le Parlement soit rappelé. Toutes les affaires non complétées sont abandonnées ou expirent au *Feuilleton* et tous les comités perdent leur mandat, permettant ainsi un nouveau départ à la session suivante. Aucun comité ne peut siéger pendant une prorogation ¹⁰⁷. Les projets de loi qui n'ont pas reçu la sanction royale avant la prorogation disparaissent totalement et, pour qu'ils puissent aller de l'avant, ils doivent être représentés à la session suivante comme s'ils n'avaient jamais vu le jour ¹⁰⁸.

Il est toutefois arrivé que des projets de loi soient rétablis, par voie de motion au début de la nouvelle session, à l'étape où ils en étaient à la fin de la session précédente; les travaux de comité ont de même été réactivés. Cela s'est fait de diverses manières:

- La Chambre a adopté par consentement unanime une motion visant à reprendre durant la nouvelle session l'étude d'un projet de loi, à l'étape d'avant la prorogation 109:
- La Chambre a modifié son Règlement pour pouvoir reporter des mesures législatives à la session suivante, après une prorogation¹¹⁰;
- En 1991, une prorogation d'un jour a mis fin à la deuxième session de la 34^e légis-lature et la troisième s'ouvrait un jour plus tard. Deux comités permanents ont alors été réactivés par consentement unanime afin de leur permettre de terminer leurs mandats de la session précédente, à condition de cesser d'exister une fois leurs rapports présentés. Un comité mixte spécial a de même été relancé, et deux projets de loi ont été rétablis¹¹¹. Lorsque le consentement unanime a été refusé pour le rétablissement de six autres projets de loi, le gouvernement l'a toutefois obtenu par l'adoption d'une motion, après avis ¹¹²;

^{106.} L'ouverture de la cinquième session de la 24° législature, initialement fixée au 7 novembre 1961, par exemple, a été reportée au moyen de proclamations successives au 16 décembre 1961, puis au 25 janvier 1962 et enfin au 18 janvier 1962.

^{107.} Pour plus de détails, voir le chapitre 20, « Les comités ».

^{108.} Bourinot, 4º éd., p. 102-103.

^{109.} Voir, par exemple, les Journaux des 21 octobre 1970, p. 46; 9 mai 1972, p. 281; 8 mars 1974, p. 25-26; 3 octobre 1986, p. 47-48. En 1986, l'ordre spécial comportait une disposition visant à récupérer les témoignages recueillis et les documents reçus par les comités à l'égard des projets de loi rétablis. Un projet de loi a même été rétabli après la dissolution; voir les Journaux du 1° octobre 1997, p. 56 et les Débats du 1° octobre 1997, p. 338.

^{110.} Journaux, 22 juillet 1977, p. 1432; 22 mars 1982, p. 4626-4628.

^{111.} Journaux, 17 mai 1991, p. 42-45; 23 mai 1991, p. 59.

^{112.} Débats, 28 mai 1991, p. 702-703; 29 mai 1991, p. 733-735; Journaux, 29 mai 1991, p. 102-109.

Lors de la deuxième session de la 35° législature (1996-1997), une motion visant
à «faciliter le déroulement des délibérations de la Chambre» et qui comprenait
un mécanisme de rétablissement des projets de loi tant d'initiative parlementaire
que d'initiative ministérielle, formait le premier point (énoncé dans un Feuilleton
et Feuilleton des Avis spécial) des affaires émanant du gouvernement 113.

Pour plus d'information au sujet du rétablissement de projets de loi au début d'une nouvelle session, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

Le Règlement renferme aussi une disposition à l'égard des ordres ou adresses de la Chambre portant production de rapports ou de documents; ces ordres ou adresses sont réputés reconduits au début de la nouvelle session, sans motion en ce sens ¹¹⁴. Selon une décision du Président, les réponses du gouvernement aux rapports de comité et aux pétitions en suspens ont aussi le statut de documents dont le dépôt a été ordonné par la Chambre et doivent donc être déposées pendant la nouvelle session ¹¹⁵.

La prorogation dans la pratique

En matière de prorogation, l'usage a varié dans le temps et deux méthodes ont été utilisées. Au cours des dernières années, le Parlement a été prorogé par proclamation après un ajournement de la Chambre, la date d'ouverture de la nouvelle session étant fixée par proclamation ¹¹⁶. Il est également arrivé qu'après avoir ajourné pour une certaine période, la Chambre soit rappelée et que le Parlement soit prorogé peu de temps après en fixant à brève échéance la date d'ouverture de la nouvelle session ¹¹⁷. Il est même arrivé plusieurs fois que l'on mette fin à la session par prorogation le matin et que la nouvelle session s'ouvre dans l'après-midi ¹¹⁸.

Selon la tradition, la Chambre peut être convoquée au Sénat pour entendre le gouverneur général (ou son suppléant) prononcer un discours faisant état des

^{113.} Si à l'époque, au moment de proposer une motion portant première lecture d'un projet de loi pendant les 30 premiers jours de la nouvelle session, le motionnaire affirmait que ce projet de loi était dans le même état où était un projet de loi au moment de la prorogation et que le Président en était convaincu, le projet de loi était réputé avoir atteint la même étape que le projet de loi antérieur au moment de la prorogation. La motion, proposée le deuxième jour de séance de la session, a été adoptée le troisième jour après imposition de la clôture (Journaux, 1st mars 1996, p. 23-25; 4 mars 1996, p. 33-35, 39-41).

^{114.} Art. 49 du Règlement.

^{115.} Débats, 27 juin 1986, p. 14969.

^{116.} Au cours de la première session de la 34º législature, par exemple, la Chambre a suspendu ses travaux le 30 décembre 1988 pour les reprendre le 6 mars 1989; le Parlement a été prorogé le 28 février 1989 et la date d'ouverture de la deuxième session était fixée au 3 avril 1989. Au cours de la deuxième session de la 34º législature, la Chambre a ajourné jusqu'à nouvelle convocation de la présidence le 8 mai 1991. Lorsque le Parlement a été prorogé le 12 mai 1991, l'ouverture de la troisième session était fixée au 13 mai 1991.

^{117.} Par exemple, les sessions de 1940-1942, 1942-1943, 1943-1944, 1977-1978 et 1978-1979 (les quatre premières sessions de la 19° législature et les deuxième, troisième et quatrième de la 30° législature) ont toutes, après ajournement et rappel, pris fin par prorogation en fixant au lendemain l'ouverture de la nouvelle session.

^{118.} Voir, par exemple, les Journaux des 8 janvier 1957, 8 mai 1967 et 12 octobre 1976.

réalisations de la session, puis écouter le Président du Sénat lire un message indiquant la date d'ouverture de la nouvelle session. À la fin de la cérémonie, la délégation de la Chambre des communes quitte la salle du Sénat, mais le cortège ne retourne pas à la Chambre. Le Président retourne dans ses appartements et les autres députés se dispersent simplement. La cérémonie de la prorogation est une convention et n'est requise ni par le Règlement ni par un texte législatif ¹¹⁹.

La prérogative du choix du mode de prorogation appartient à la Couronne, sur recommandation du premier ministre.

DISSOLUTION

La dissolution met fin au mandat du Parlement et est suivie d'une élection générale ¹²⁰. La date de l'élection est fixée conformément aux dispositions de la *Loi électorale du Canada* ¹²¹. Tout comme la convocation et la prorogation du Parlement, la dissolution est une prérogative de la Couronne, normalement exercée sur recommandation du premier ministre et proclamée sous le grand sceau du Canada par le gouverneur général ¹²².

Trois proclamations sont habituellement faites au moment de la dissolution. La première, qui a trait à la dissolution proprement dite, affirme que le Parlement est dissous et que «les sénateurs et les députés sont libérés de l'obligation de se réunir et de se présenter». Une deuxième proclamation, habituellement simultanée, convoque le nouveau Parlement et renseigne sur la publication des brefs d'élection, la date du scrutin et la date du rapport des brefs d'élection. La troisième proclamation fixe la date à laquelle le Parlement est convoqué, quelque temps après le rapport des brefs d'élection ¹²³. La date de cette convocation peut être modifiée par une nouvelle proclamation ¹²⁴.

Un Parlement peut être dissous à n'importe quel moment. Si la Chambre siège et qu'aucune cérémonie de prorogation au Sénat n'est prévue, la dissolution est

La prorogation ne s'est pas faite ainsi depuis 1983, la fin de la première session de la 32º législature (Journaux, 30 novembre 1983, p. 6632-6646).

^{120.} La Constitution donne un mandat maximal de cinq ans à la Chambre et exige que le Parlement se réunisse au moins une fois tous les 12 mois (voir la Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 5, art. 50; la Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 44, art. 4(1), art. 5). On trouvera des observations sur cette question dans J. Patrick Boyer, Election Law in Canada, vol. 1, Toronto: Butterworths, 1987, p. 164-166.

^{121.} Loi électorale du Canada, L.R.C. 1985, ch. E-2, art. 79.

^{122.} En juin 1926, le gouverneur général Byng a refusé de dissoudre le Parlement, sur quoi le premier ministre Mackenzle King a démissionné et le chef de l'Opposition, Arthur Meighen, a été invité à former un gouvernement (*Journaux*, 28-29 juin 1926, p. 483-486; *Débats*, 28-29 juin 1926, p. 5127-5128). Pour plus de détails, voir le chapitre 2, «Les législatures et les ministères».

^{123.} Bourinot, 4º éd., p. 104-105.

^{124.} En 1997, par exemple, la proclamation du 27 avril, qui convoquait le Parlement pour le 23 juin, a été remplacée par des proclamations reportant la date de convocation au 1st août, puis au 29 août et enfin au 22 septembre.

habituellement annoncée à la Chambre par le premier ministre ou un autre ministre ¹²⁵. Le Président quitte alors le fauteuil sans plus de cérémonie.

La transmission de la Couronne n'a pas pour effet de dissoudre le Parlement ¹²⁶. Selon l'ancienne pratique britannique, et jusqu'en 1843 au Canada, la transmission de la Couronne entraînait la dissolution automatique du Parlement. Comme la convocation du Parlement est une prérogative royale et que le Parlement siège pendant le bon plaisir de la Couronne, la transmission de celle-ci entraînait la péremption de la convocation et, partant, la dissolution ¹²⁷. En 1843, une loi adoptée par la Province du Canada énonçait qu'un parlement existant au moment de la transmission de la Couronne devrait poursuivre ses travaux comme d'habitude, à moins d'être dissous par la Couronne ¹²⁸. D'autres provinces avaient des lois semblables avant la Confédération ¹²⁹. Cette loi a été réadoptée au cours de la première session de la première législature du Canada ¹³⁰.

Incidences de la dissolution

La dissolution met fin à tous les travaux à la Chambre. Le Président, le vice-président et les membres du Bureau de régie interne demeurent à leur poste pour s'occuper de certaines tâches administratives en attendant que le nouveau Parlement les remplace ¹³¹. En ce qui concerne certaines indemnités qui leur sont dues, les députés en fonction au moment de la dissolution sont réputés conserver cette qualité jusqu'à la date de l'élection générale ¹³².

Échéance du mandat de la Chambre

La Constitution énonce que «le mandat maximal de la Chambre des communes [...] est de cinq ans ¹³³ ». Conscients de cette échéance, tous les gouvernements depuis la Confédération ont eu recours à la dissolution. Dans certains cas, la dissolution s'est

- 125. Voir, par exemple, les Journaux du 1^{er} février 1958, p. 398, et les Débats du 1^{er} février 1958, p. 4403-4405; Journaux, 14 décembre 1979, p. 350 et Débats, 14 décembre 1979, p. 2363 (annoncée par le premier ministre); Journaux, 26 mars 1979, p. 594 et Débats, 26 mars 1979, p. 4517 (annoncée par le vice premier ministre et président du Conseil privé).
- 126. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 2. La transmission de la Couronne peut être entraînée par le décès, la déposition ou l'abdication du souverain, et le royaume est alors transmis à un successeur.
- 127. Wilding et Laundy, p. 202-203.
- 128. An Act for continuing the Provincial Parliament, in case of the demise of the Crown, L.C. 1843, ch. 3.
- 129. Bourinot, 4º éd., p. 103-104.
- Un Acte pour continuer le Parlement du Canada, au cas du décès du Souverain régnant, L.C. 1867-68, ch. 22. Voir aussi Bourinot, 4° éd., p 103-104.
- 131. Loi sur le Parlement du Canade, L.R.C. 1985, ch. P-1, tel que modifié par L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (art. 53).
- 132. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 69.
- Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44, art. 4(1). Voir aussi la Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 50.

334

produite à quelques jours de la date à laquelle la Chambre serait arrivée à l'expiration de son mandat ¹³⁴.

Prolongation du mandat de la Chambre

Depuis 1949, la Constitution précise que, en temps de guerre, d'invasion ou d'insurrection, le «Parlement du Canada peut prolonger» le mandat de la Chambre des communes si pas plus d'un tiers des députés s'y opposent ¹³⁵. Une telle prolongation exigeait, dans le passé, une modification constitutionnelle, ce à quoi l'on n'a eu recours qu'une fois. À cause de la situation créée par la Première Guerre mondiale, la 12^e législature (1911-1917) a vu son mandat prolongé d'un an, de 1916 à 1917 ¹³⁶.



134. Les 7º et 17º législatures ont presque atteint l'échéance de cinq ans. Dans le premier cas, la date fixée pour le rapport des brefs d'élection était le 25 avril 1891 (*Journaux*, vol. XXV (1891), p. x) et la dissolution a eu lieu le 24 avril 1896 (*Journaux*, vol. XXXI (1896), p. v). Dans le second cas, le rapport des brefs d'élection était dû le 18 août 1930 (*Journaux*, vol. LXVIII, session extraordinaire (1930), p. iv) et le Parlement a été dissous le 15 août 1935 (*Journaux*, vol. LXXIV (1936), p. iii).

En Australie, la dernière séance de la 3° législature (le seul cas où le mandat de la Chambre des représentants est arrivé à échéance) s'est tenue le 8 décembre 1909, avant que le Parlement soit prorogé au 26 janvier 1910, puis prorogé à nouveau le 18 janvier jusqu'au 19 février 1910, date à laquelle son mandat expirait. Les brefs d'élection ont été délivrés le 28 février 1910 (House of Representatives Practice, 3° éd., p. 238).

En Nouvelle-Zélande, l'expiration du mandat de la 27° législature en 1946 est passée inaperçue à cause d'une dérogation antérieure au calendrier électoral habituel du pays, et on a donné suite à une proclamation ordonnant la dissolution du Parlement. En 1990, la 42° législature a été dissoute le jour même où son mandat arrivait à expiration. Selon la pratique qui a cours en Nouvelle-Zélande, lorsqu'une législature arrive à échéance, les procédures qui régissent la tenue d'une élection générale sont les mêmes que s'il y avait eu dissolution à la date d'expiration du mandat (*McGee*, 2° éd., p. 128-130).

- Acte de l'Amérique du Nord britannique (n° 2), 1949, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 33; voir aussi la Loi constitutionnelle de 1982, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 44, art. 4(2).
- 136. Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1916, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 24. La date fixée pour le rapport des brefs de l'élection générale tenue pour élire les députés de la 12º législature était le 7 octobre 1911 (Journaux, vol. XLVI (1910-1911), p. 563). La dissolution s'est produite le 6 octobre 1917 (Journaux, vol. LIV (1918), p. iii). Cette Loi a été révoquée par la Loi de 1927 sur la révision du droit statutaire.

Les séances de la Chambre



... il n'y [a] absolument rien de mal à songer à procurer un mode de vie plus humain à des parlementaires qui sont des hommes et femmes avec des obligations familiales dans bien des cas. ... le fait de ne pas siéger le soir va revaloriser le rôle du député en ce sens qu'il ... sera libre d'organiser son programme, de s'occuper des affaires de sa circonscription, de siéger aux comités permanents de la Chambre, de participer activement aux caucus spéciaux de son parti, et d'aller s'adresser à la population canadienne dans bien des endroits à une distance raisonnable de la ville d'Ottawa.

YVON PINARD, Président du Conseil privé (Débats, 29 novembre 1982, p. 21070)

haque réunion ou «séance» de la Chambre commence lorsque le Président occupe le fauteuil et, constatant que le quorum est atteint, déclare la séance ouverte. Elle prend fin lorsque la Chambre ajourne. Les jours où elle siège, la Chambre le fait conformément à un programme ou un horaire quotidien préétabli¹. Elle conserve, dans ce contexte, beaucoup de souplesse concernant l'horaire et la durée des séances, et il lui arrive de déroger au programme quotidien habituel.

Ce chapitre décrit la façon dont une séance débute, la nature du quorum, et la façon de fixer ou de modifier les heures de séance, puis examine les séances inhabituelles ou spéciales de la Chambre.

^{1.} Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

Ouverture d'une séance

Avant le début d'une séance, le Président quitte ses appartements et se rend, en passant par le Hall d'honneur, à la Chambre des communes en cortège d'honneur appelé «défilé du Président». La procession est ouverte par le sergent d'armes, muni de la masse², suivi du Président, d'un page qui porte les documents dont le Président se sert pendant la séance, du Greffier de la Chambre et des autres greffiers au Bureau. À l'entrée du cortège, les députés se lèvent pendant que le Président se rend au fauteuil. Le sergent d'armes s'arrête au bout du Bureau et attend que le Président s'assoie, puis pose la masse sur le Bureau, fait une révérence et va prendre place à la barre de la Chambre. Une fois le quorum constaté, le Président lit la prière et ouvre la séance.

Lorsque le Président s'absente, le président de séance le remplace dans le cortège³. Dès que le président de séance est entré, le Greffier informe la Chambre de l'absence inévitable du Président et le président de séance assume la présidence. Lorsqu'il y a quorum, le président de séance lit ensuite la prière⁴ et ouvre la séance.

À la fin d'une séance, le Président ajourne la Chambre puis quitte la salle, précédé du sergent d'armes muni de la masse, en empruntant cette fois les portes situées derrière le fauteuil.

Quorum

La Loi constitutionnelle de 1867 exige un quorum de 20 députés, dont le Président, « pour constituer une assemblée de la Chambre dans l'exercice de ses pouvoirs » 5. Cette exigence constitutionnelle est réitérée dans le Règlement, qui énonce également la procédure à suivre faute de quorum 6. Malgré plusieurs tentatives pour l'accroître, le nombre de députés requis pour former le quorum est demeur 6 inchangé depuis la Confédération 7. La charge de travail des députés est telle aujourd'hui que la présence à la Chambre ne constitue qu'une de leurs nombreuses fonctions. Il incombe donc traditionnellement aux whips de chaque parti de s'assurer,

- Lorsqu'il pénètre dans la Chambre ou la quitte, le Président est toujours précédé du sergent d'armes, muni de la masse. Bourinot, 4º éd., p. 176.
- Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 43(1). Le président de séance serait le viceprésident de la Chambre, le vice-président des comités pléniers ou le vice-président adjoint des comités pléniers.
- Pour plus d'information sur la prière, voir le chapitre 10, « Le programme quotidien ».
- Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, annexe II, nº 5, art. 48. Le quorum de l'Assemblée législative de la Province du Canada avait aussi été fixé à 20 députés (voir l'Acte d'Union de 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. xxxiv).
- 6. Art. 29 du Règlement.
- 7. Il y a eu, dans le passé, plusieurs tentatives de porter le quorum de 20 à 30 et même à 50 députés (voir, par exemple, Journaux, 29 mai 1925, p. 348). Entre 1952 et 1980, Stanley Knowles (député de 1942 à 1958 et de 1962 à 1984) a par ailleurs déposé de façon répétée des projets de loi d'initiative parlementaire visant à porter le quorum à 30 et à 50 députés. Aucune de ces mesures n'a été adoptée.

au moyen de tableaux de service, de la présence du nombre requis de députés pour qu'il y ait quorum⁸.

QUORUM AVANT LE DÉBUT D'UNE SÉANCE

S'il ne semble pas y avoir quorum au moment où la Chambre doit se réunir, le Président compte les députés présents. S'il y en a moins de 20, il reporte les travaux de la Chambre au jour de séance suivant⁹. Le Président ne peut prendre ce genre d'initiative que si la séance n'a pas encore été déclarée ouverte¹⁰. Une fois la séance ouverte, «le pouvoir que le Président exerce sur la compétence de la Chambre revient à la Chambre. [...] Le Président ne peut pas clore une séance à sa guise¹¹ ». Il semble que cela ne se soit jamais produit au début d'une séance et, en pratique, la sonnerie d'appel des députés déclenchée au début d'une séance persiste jusqu'à ce que le quorum soit atteint, même plusieurs minutes après l'heure prévue de la séance¹².

QUORUM PENDANT UNE SÉANCE

Pendant une séance, tout député peut signaler au Président l'absence de quorum et demander que l'on compte les députés présents. Cela peut se faire pendant qu'un autre député a la parole. S'il y a manifestement quorum, le Président peut l'annoncer simplement, se dispenser de compter les députés présents et poursuivre les travaux. En cas de doute au sujet du quorum, le Président compte les députés. S'il y a quorum, les travaux reprennent 13. Si le premier dénombrement montre toutefois qu'il n'y a pas quorum, le Président ordonne que la sonnerie retentisse pendant au plus 15 minutes. Si, pendant ce temps, un deuxième dénombrement révèle que le quorum est atteint, le Président ordonne que la sonnerie cesse et la Chambre reprend ses

- 8. En 1990, Nelson Riis (Kamloops) a fait valoir, entre autres, qu'il incombait au gouvernement de maintenir le quorum lorsque la Chambre étudie les crédits (voir Débats, 2 avril 1990, p. 10083). Dans sa décision subséquente, le Président Fraser a affirmé que la présidence pouvait difficilement conclure que le gouvernement doit être tenu seul responsable de l'ajournement de la Chambre faute de quorum (voir Débats, 3 avril 1990, p. 10119).
- 9. Art. 29(2) du Règlement.
- 10. Le 16 novembre 1982, lorsque la Chambre a repris sa séance après l'interruption pour le repas du soir, le président de séance, constatant qu'il n'y avait pas quorum, a pris l'initiative de faire retentir la sonnerie d'appel. Cela n'ayant pas produit de quorum, il a ajourné la Chambre (voir Débats, 16 novembre 1982, p. 20729; Journaux, 16 novembre 1982, p. 5353).
- 11. Redlich, vol. II, p. 74.
- 12. En pratique, la sonnerie d'appel des députés déclenchée au début d'une séance continue jusqu'à ce que le quorum soit atteint, parfois cinq à dix minutes après l'heure prévue de la séance. Le mercredi, l'usage est de déclencher la sonnerie quelques minutes avant l'heure prévue de la séance afin de pouvoir lire la prière plus tôt sans empiéter sur le temps consacré aux déclarations de députés et à la période des questions (voir *Débats*, 27 mars 1991, p. 19068 et 4 décembre 1991, p. 5762).
- 13. Voir, par exemple, Débats, 6 décembre 1984, p. 969.

travaux ¹⁴. Si après 15 minutes un deuxième dénombrement révèle qu'il n'y a toujours pas quorum, le Président reporte les travaux de la Chambre au jour de séance suivant ¹⁵; les noms des députés présents sont consignés dans les *Journaux* ¹⁶.

En comité plénier, le quorum est aussi, comme à la Chambre, de 20 députés. Si un député signale l'absence de quorum dans un comité plénier, le président compte les députés. S'il n'y a pas quorum, le comité lève sa séance et la Chambre reprend ses travaux 17. Lorsque le président du comité fait rapport, le Président compte les députés présents à la Chambre. S'il n'y a pas quorum, la sonnerie retentit pendant au plus 15 minutes.

D'habitude, le quorum est vite rétabli afin que la Chambre puisse poursuivre ses travaux ¹⁸. Si la Chambre doit lever la séance faute de quorum, tout point à l'ordre du jour qui est alors à l'étude, à l'exception d'une initiative parlementaire qui n'a pas été sélectionnée pour faire l'objet d'un vote, garde son rang au Feuilleton pour la séance suivante ¹⁹.

Diverses pratiques visent la façon de déterminer s'il y a quorum. Le député qui signale l'absence de quorum n'est pas tenu de rester à la Chambre²⁰. Qui plus est, un député qui, alors qu'il a la parole, signale l'absence de quorum puis quitte la Chambre peut, vérification faite qu'il y a quorum, revenir poursuivre son intervention²¹.

- Art. 29(3) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 25 août 1987, p. 1378; 24 mai 1990, p. 1755;
 6 décembre 1990, p. 2390; 11 juin 1991, p. 163; 2 avril 1993, p. 2790; 11 avril 1994, p. 323; 15 juin 1995, p. 1756; 29 octobre 1996, p. 786; 24 avril 1997, p. 1537; 26 mai 1998, p. 892.
- 15. Art. 29(3) du Règlement.
- 16. Art. 29(4) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 30 mars 1990, p. 1477; 19 octobre 1995, p. 2032.
- 17. Voir Journaux, 6 juin 1899, p. 239. Voir aussi le chapitre 19, « Les comités pléniers ».
- 18. Jusqu'en décembre 1982, si le premier dénombrement demandé au cours d'une séance confirmalt l'absence de quorum, le Président était tenu d'ajourner la Chambre. Le 29 novembre 1982, la Chambre a adopté le texte actuel de l'article 29(3) du Règlement conformément à la recommandation du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure de ne laisser retentir la sonnerie que pendant au plus 15 minutes. Cet article du Règlement est entré en vigueur à la fin de la période réservée aux Affaires émanant du gouvernement le 22 décembre 1982. Voir Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400. Il est arrivé depuis 1867 que la Chambre soit ajournée en cours de séance faute de quorum: voir Journaux, 14 juin 1869, p. 244; 29 juin 1917, p. 395; 11 mars 1919, p. 49; 9 juin 1938 (Comité des subsides), p. 434; 10 juillet 1969, p. 1329-1330; 17 décembre 1974, p. 217-218; 23 mars 1979, p. 588, 590; 5 mai 1982, p. 4797; 16 novembre 1982, p. 5353; 30 mars 1990, p. 1477-1478; 19 octobre 1995, p. 2032.
- 19. Art. 41(2) du Règlement. Avant l'adoption de cet article le 13 mai 1991, toute affaire à l'étude au moment de l'ajournement faute de quorum était rayée du Feuilleton; l'on pouvait cependant demander à la Chambre, à une séance subséquente, de rétablir toute affaire rayée faute de quorum. Voir, par exemple, Journaux, 30 mars 1990, p. 1477; 3 avril 1990, p. 1486. Voir également Débats, 2 avril 1990, p. 10076-10089; 3 avril 1990, p. 10119-10121. Depuis l'adoption de l'article 41(2) du Règlement, la Chambre n'a levé qu'une fois la séance faute de quorum, le 19 octobre 1995. La Chambre en était alors à la deuxième heure de débat sur une affaire d'initiative parlementaire susceptible de faire l'objet d'un vote. L'affaire a été reportée au bas de la liste de priorité au Feuilleton (voir Feuilleton, 20 octobre 1995, p. 22-23). L'absence de quorum n'entraînait que l'ajournement de la Chambre pour la journée.
- 20. Voir, par exemple, Débats, 13 décembre 1990, p. 16724.
- 21. Voir, par exemple, Débats, 19 avril 1982, p. 16368-16370.

D'autre part, les députés n'ont pas besoin d'être à leur place pour être comptés²². Pendant le dénombrement, la présidence n'accueillera aucun rappel au Règlement ni aucune question de privilège ²³.

Lorsque le Président lève la séance faute de quorum, que ce soit au début ou au cours d'une séance, les députés présents sont priés de passer au Bureau et de signer le plumitif afin que leurs noms soient consignés dans les *Journaux*. Seuls les noms des députés comptés devraient logiquement figurer au plumitif, mais cela n'a pas toujours été le cas puisque les députés peuvent entrer ou sortir de la Chambre à volonté pendant et après le dénombrement. La liste des députés publiée dans les *Journaux* peut donc renfermer plus de 20 noms²⁴. C'est donc le compte qui est décisif pour l'ajournement de la Chambre, et non pas la liste des noms²⁵.

ABSENCE DE QUORUM LORS DES VOTES

Si l'on signale au Président, lors d'un vote par appel nominal, que le nombre de voix exprimées et le nombre de députés présents qui n'ont pas voté (dont le Président) n'égalent pas au moins 20, le vote est annulé et la procédure habituelle de vérification du quorum est déclenchée. Si aucune objection n'est exprimée au moment où la Chambre est informée du résultat du vote, le Président confirme simplement le résultat et les travaux se poursuivent comme s'il y avait quorum ²⁶.

QUORUM LORSQUE LA CHAMBRE EST CONVOQUÉE AU SÉNAT

Le quorum est réputé atteint, quel que soit le nombre de députés présents, lorsque la Chambre reçoit un message la priant de se rendre au Sénat²⁷. Comme la Chambre ne fait que servir de témoin aux délibérations qui vont se dérouler à la Chambre haute et n'exerce aucun de ses pouvoirs en répondant à cette convocation, l'obligation constitutionnelle d'atteindre le quorum de 20 députés ne s'applique pas.

La plupart des messages sollicitant la présence de la Chambre au Sénat sont, en vertu d'ententes préalables, livrés par l'huissier du bâton noir à des moments où la Chambre siège et est donc susceptible d'avoir atteint le quorum. Dans ces cas, le Président prend connaissance du message dès réception et la Chambre se rend,

- 22. Voir, par exemple, Débats, 12 février 1997, p. 8022-8023.
- 23. Voir, par exemple, Débats, 5 mai 1982, p. 17067.
- Pour des exemples de cas où la liste des députés publiée dans les Journaux renferme plus de 20 noms, malgré l'ajournement de la Chambre faute de quorum, voir Journaux, 5 mai 1982, p. 4797 et 16 novembre 1982, p. 5353.
- 25. Journaux, 10 juillet 1969, p. 1329-1330.
- 26. Pour des exemples de cas où le nombre de voix exprimées lors de votes par appel nominal était inférieur à 20 sans qu'aucune objection ne soit formulée à la Chambre, voir Journaux, 15 juin 1988, p. 2893 et 26 mai 1989, p. 274. Voir aussi la décision rendue le 12 juillet 1982, où le Président Sauvé affirme que puisque personne n'a demandé, d'après le compte rendu des délibérations, que l'on vérifie l'absence de quorum: «Je dois donc en conclure que le quorum était atteint» (Débats, 9 juillet 1982, p. 19201; 12 juillet 1982, p. 19214-19215).
- 27. Art. 29(5) du Règlement.

Président en tête, au Sénat ²⁸. Il arrive cependant que, lorsqu'elle est convoquée pour donner la sanction royale, la Chambre soit en période d'ajournement. Le Président peut alors, à la demande du gouvernement, convoquer la Chambre pendant cette période dans le seul but de donner la sanction royale à un ou plusieurs projets de loi, après quoi la Chambre ajourne de nouveau²⁹. Dans ces cas, lorsqu'on sait que la Chambre sera invitée à se rendre au Sénat, le Président convoque la Chambre à l'heure convenue. Lorsque l'huissier du bâton noir arrive, le Président reçoit le message et se dirige, accompagné des députés présents (en nombre souvent inférieur au quorum), vers le Sénat.

Séance quotidienne

La Chambre tient habituellement chacune de ses séances un jour différent. Au dixneuvième siècle, il est toutefois arrivé qu'on tienne deux ou plusieurs séances un même jour pour tenter d'accélérer les travaux de la Chambre en contournant la règle interdisant qu'un projet de loi ne fasse l'objet de plus d'une «lecture» le même jour 30. En général, quelque temps avant la prorogation ou la dissolution du Parlement, la Chambre adoptait un ordre stipulant qu'il y aurait deux séances par jour, en précisant l'heure du début et de l'ajournement de chacune 31. La prolongation des séances, l'habitude de prolonger les heures de séance en juin juste avant l'ajournement pour l'été, et la limitation du débat sur certaines mesures législatives par l'attribution de temps ou la négociation d'accords en vue de suspendre les règles ont entraîné l'abandon de cette pratique. Au vingtième siècle, c'est pour de tout autres raisons, comme la fin et l'ouverture de sessions successives d'une législature 32, et pour permettre aux députés de participer à des cérémonies spéciales 33, qu'il y a eu deux séances le même jour.

- 28. Voir, par exemple, Journaux, 12 mai 1994, p. 459-460; Débats, 12 mai 1994, p. 4300.
- 29. Art. 28(4) du Règlement. Les délibérations à la Chambre ont, à l'occasion, fait l'objet de rappels au Règlement lorsque les députés se sont regroupés dans l'attente d'une convocation au Sénat pour une cérémonie de sanction royale pendant l'ajournement de la Chambre. Le 30 décembre 1988 et le 29 juin 1989, Marcel Prud'homme (Saint-Denis) s'est levé pour faire observer que, puisque la Chambre n'était convoquée que pour attendre l'arrivée du Gentilhomme huissier de la Verge noire qui convoquerait la Chambre au Sénat, la Chambre n'aurait pas dû faire la prière et le Président n'aurait pas dû occuper le fauteuil avant que le sergent d'armes n'annonce l'arrivée du Gentilhomme huissier (voir *Débats*, 30 décembre 1988, p. 851-852 et 29 juin 1989, p. 3803-3806. Voir aussi, par exemple, *Débats*, 13 juillet 1995, p. 14499).
- 30. Art. 71 du Règlement.
- Voir, par exemple, Journaux, 18 juillet 1895, p. 300. Le 21 juin 1869, la Chambre a tenu trois séances distinctes le même jour. C'est le seul cas connu du genre (Journaux, p. 292-308).
- Voir, par exemple, Journaux, 9 octobre 1951; 20 novembre 1952; 8 janvier 1957; 8 mai 1967; 12 octobre 1976.
- Voir, par exemple, Journaux, 8 mars 1955, p. 245-247 (dévoilement d'un monument commémoratif d'Agnes MacPhail, la première femme élue députée à la Chambre des communes); Débats, 29 mars 1973, p. 2726-2727; Journaux, 30 mars 1973, p. 229 (allocution du président du Mexique devant les deux chambres).

Le Règlement stipule que la Chambre doit se réunir le lundi à 11 heures, le mardi, le jeudi et le vendredi à 10 heures, et le mercredi à 14 heures³⁴. Une fois qu'elle est réunie et a amorcé ses travaux, la Chambre n'ajourne habituellement pas avant l'heure d'ajournement fixée, c'est-à-dire 18 h 30 le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi, et 14 h 30 le vendredi³⁵. Le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi, une motion d'ajournement de la Chambre est réputée avoir été présentée et appuyée. Cette motion peut faire l'objet d'un débat, appelé débat ou délibérations sur la motion d'ajournement, également connu sous le nom de «late show³⁶», d'au plus 30 minutes après quoi le Président la considère adoptée et ajourne la Chambre jusqu'au prochain jour de séance³⁷. Le vendredi, aucune motion d'ajournement de la Chambre n'est présentée, et le Président lève la séance sans mise aux voix.

MODIFICATION DES JOURS ET HEURES DE SÉANCE

Par dérogation aux règles, la Chambre peut modifier les jours ou les heures de séance au moyen d'ordres spéciaux. Diverses raisons ont motivé de tels ordres: pour annuler une séance afin de permettre à des députés de participer à un congrès politique³⁸; pour amorcer une séance plus tôt certains jours afin d'étudier des affaires émanant du gouvernement³⁹; pour retarder le début d'une séance afin qu'une personnalité étrangère ou un chef d'État en visite puisse prendre la parole devant les deux chambres⁴⁰; pour ne pas siéger certains jours où une séance serait autrement prévue⁴¹; et pour siéger certains jours où autrement la Chambre ne siégerait pas, dont le samedi et le dimanche⁴². Si l'ordre spécial adopté en vue de siéger un samedi

^{34.} Art. 24(1) du Règlement.

^{35.} Art. 24(2) du Règlement. Jusqu'en 1906, la Chambre n'était tenue d'ajourner automatiquement aucun jour de séance. Elle a alors convenu de lever la séance à 18 heures le mercredi afin de laisser une soirée libre par semaine (Débats, 9 juillet 1906, col. 7673-7676). Ce n'est qu'en 1927 que la Chambre a fixé une heure d'ajournement obligatoire pour chaque jour de séance (Journaux, 22 mars 1927, p. 318-319).

^{36.} Comme le débat sur la motion d'ajournement se tient normalement en fin de séance, il était désigné par le vocable anglais de «late show» à l'époque où la Chambre siégeait tard le soir.

Art. 38 du Règlement. Pour plus d'information au sujet des délibérations sur la motion d'ajournement, voir le chapitre 11, «Les questions».

^{38.} Voir, par exemple, Débats, 7 juin 1993, p. 20462.

^{39.} Voir, par exemple, Journaux, 30 mai 1977, p. 874.

^{40.} Voir, par exemple, Débats, 9 juin 1992, p. 11622.

^{41.} Voir, par exemple, Débats, 22 juin 1994, p. 5767.

^{42.} Voir, par exemple, Journaux, 19 décembre 1975, p. 970; 20 décembre 1975, p. 971; 23 mars 1995, p. 1265.

ou un dimanche ne le précise pas, l'ordre du jour est celui d'une séance du vendredi ⁴³. À une époque, il était assez courant que la Chambre siège le samedi en fin de session ou juste avant l'ajournement pour l'été lorsque le gouvernement voulait accélérer l'adoption de mesures législatives. Depuis l'entrée en vigueur d'articles du Règlement qui permettent de prolonger les heures de séance sans déroger au calendrier parlementaire habituel, il est toutefois rare que la Chambre siège le samedi ou le dimanche ⁴⁴.

SUSPENSION D'UNE SÉANCE

Même si les travaux de la Chambre se poursuivent sans interruption du début d'une séance jusqu'à l'ajournement, la Chambre peut s'entendre pour faire une pause. De telles «suspensions» se font couramment et pour diverses raisons, car cette procédure fort simple permet à la Chambre de gérer son emploi du temps comme elle l'entend. Dès la suspension d'une séance, le Président quitte le fauteuil, mais la masse demeure sur le Bureau pour indiquer que la Chambre reste en exercice. Les séances de la Chambre sont souvent suspendues avec l'intention de reprendre les travaux plus tard dans la journée. Aucun article du Règlement ne régit explicitement la suspension d'une séance. Le libellé d'une motion ou d'un ordre spécial de la Chambre peut entraîner une suspension de la séance⁴⁵; ou la Chambre peut suspendre ses travaux simplement par consentement unanime⁴⁶.

Les séances sont le plus souvent suspendues lorsque, ayant terminé l'étude d'une question, la Chambre arrête ses travaux jusqu'à la convocation de la présidence ou jusqu'à l'heure prévue du prochain point à l'ordre du jour. Cela se fait soit sur l'initiative d'un député, qui demande si la Chambre consent à l'unanimité à

- 43. Une situation inusitée s'est produite en 1961 lorsque la Chambre, après avoir adopté un amendement de l'opposition à une motion ministérielle visant à prolonger les heures de séances, a convenu de siéger le samedi sans préciser l'ordre du jour (*Journaux*, 24 avril 1961, p. 468). Le gouvernement a tenté de déposer une motion pour remédier à l'oubli, mais n'a pu obtenir le consentement requis de la Chambre (*Débats*, 5 mai 1961, p. 4612-4613). Le *Feuilleton* du samedi 6 mai comprenait en conséquence ce sur quoi la Chambre pouvait délibérer dans l'ordre prévu pour une séance du vendredi. (Voir la décision du Président Michener, *Journaux*, 6 mai 1961, p. 511-514.) Le 23 mars 1995, la Chambre a adopté un ordre prévoyant des séances à 9 heures le samedi 25 mars 1995 et à 13 heures le dimanche 26 mars 1995 pour étudier les ordres émanant du gouvernement et assister à une cérémonie de sanction royale. Pendant ces deux jours, la Chambre s'est penchée sur le projet de loi C-77, *Loi prévoyant le maintien des services ferroviaires et des services auxiliaires*, aux étapes du rapport et de la troisième lecture. La cérémonie de sanction royale a eu lieu le dimanche. (Voir *Journaux*, 23 mars 1995, p. 1265; 25 mars 1995, p. 1277-1288; 26 mars 1995, p. 1289-1291.)
- 44. La dernière fois que la Chambre a siégé une série de samedis consécutifs remonte à 1961, avant l'ajournement pour l'été. La Chambre a siégé chaque samedi de mai, juin et juillet avant d'ajourner pour l'été le 13 juillet 1961 conformément à un ordre sessionnel adopté en ce sens le 24 avril 1961 (*Journaux*, 24 avril 1961, p. 467-468). La Chambre n'a siégé qu'une fois le dimanche, le 26 mars 1995 (*Journaux*, p. 1289-1291).
- Voir, par exemple, Journaux, 7 novembre 1990, p. 2239-2240; 10 octobre 1991, p. 471; 19 février 1992, p. 1042.
- 46. Voir, par exemple, Journaux, 21 novembre 1994, p. 905; 9 février 1995, p. 1109.

suspendre la séance ⁴⁷, soit par une intervention du Président qui, voyant que le débat sur une affaire est terminé, suspend la séance ⁴⁸. Il est généralement entendu, dans ce dernier cas, que le Président agit avec l'assentiment de la Chambre.

Au cours des dernières années, la Chambre a suspendu ses séances pour diverses raisons: pour attendre l'heure fixée par la Chambre pour un vote par appel nominal ⁴⁹; pour permettre la tenue éventuelle d'une cérémonie de sanction royale ⁵⁰; pour permettre au Président de délibérer sur une décision ⁵¹; pour attendre l'heure fixée pour la présentation d'un Budget ⁵²; à cause d'une alerte d'incendie ⁵³; pour permettre la présence de députés particuliers à la Chambre en vue d'un débat ⁵⁴; pour attendre un message du Sénat concernant un amendement à un projet de loi ⁵⁵; pour permettre aux partis de tenir des négociations sur une mesure législative ⁵⁶; pour permettre la reproduction de motions déposées sans préavis ⁵⁷; pour attendre une déclaration anticipée du premier ministre ⁵⁸; pour permettre aux députés d'assister aux

- 47. Comme pour les motions visant à ajourner plus tôt que prévu, les propositions de suspendre la séance viennent souvent des agents supérieurs de la Chambre comme les leaders parlementaires, les whips ou leurs adjoints. Cela se fait soit après consultation avec les autres partis, pour faciliter les négociations sur un sujet, soit parce que les partis se sont entendus sur les travaux de la Chambre. Voir, par exemple, Débats, 2 décembre 1991, p. 5627; 21 avril 1994, p. 3340; 20 juin 1994, p. 5597; 7 février 1995, p. 9299.
- 48. C'est le cas particulièrement pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires. Comme la Chambre ne peut être saisie d'autres questions lorsque l'étude d'une affaire émanant des députés se termine avant la fin de la période établie par le Règlement, la pratique s'est établie de suspendre la séance jusqu'au moment prévu de passer aux Ordres émanant du gouvernement (le lundi) ou au débat sur la motion d'ajournement (le mardi, le mercredi ou le jeudi). La proposition en est venue tant des députés que de la présidence, ou le Président a suspendu la séance avec le consentement tacite de la Chambre. Voir, par exemple, Débats, 23 octobre 1989, p. 5026; 24 octobre 1989, p. 5074; 23 avril 1990, p. 10508; 28 octobre 1991, p. 4070; 4 février 1992, p. 6406; 6 février 1992, p. 6530; 7 décembre 1992, p. 14701; 1° juin 1993, p. 20192; 21 mars 1994, p. 6218; 26 septembre 1994, p. 6116; 3 octobre 1994, p. 6416; 17 octobre 1994, p. 6753. De plus, les députés proposent souvent que la Chambre passe immédiatement, par consentement unanime, sans suspension, au prochain point à l'ordre du jour, si la Chambre y est encline. Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1991, p. 2867; 28 octobre 1991, p. 4121; 4 décembre 1991, p. 5806; 19 novembre 1992, p. 13676; 3 juin 1993, p. 20341; 21 avril 1994, p. 3340; 24 mai 1994, p. 4377; 3 mars 1995, p. 10346.
- 49. Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1991, p. 2130-2131.
- Voir, par exemple, Débats, 26 novembre 1986, p. 1551-1552; 10 octobre 1991, p. 3618; 29 octobre 1991, p. 4203-4204.
- Voir, par exemple, *Débats*, 7 février 1990, p. 7953; 31 octobre 1991, p. 4277-4279; 12 mars 1996, p. 651-652.
- Voir, par exemple, Débats, 23 mai 1985, p. 5011-5012; 26 février 1986, p. 10979; 25 février 1992, p. 7593;
 26 avril 1993, p. 18464, 18470.
- Voir, par exemple, *Débats*, 25 mai 1990, p. 11910; 6 avril 1992, p. 9359; 15 mars 1993, p. 16964; 29 septembre 1994, p. 6348; 25 avril 1997, p. 10218.
- 54. Voir, par exemple, Débats, 11 mars 1993, p. 16893.
- 55. Voir, par exemple, Débats, 24 juillet 1986, p. 15011-15012, 15061.
- 56. Voir, par exemple, Débats, 11 décembre 1989, p. 6784.
- 57. Voir, par exemple, Débats, 14 juin 1990, p. 12788.
- 58. Voir, par exemple, Débats, 17 janvier 1991, p. 17268-17270.

funérailles d'un député⁵⁹; pour permettre aux députés d'assister au dévoilement d'une statue sur la colline du Parlement⁶⁰; pour réparer le système d'interprétation simultanée de la Chambre⁶¹; et parce qu'une députée s'est effondrée à la Chambre⁶².

Pour reprendre la séance, le Président prend place au fauteuil et fait retentir la sonnerie brièvement. Les travaux de la Chambre reprennent sans vérifier s'il y a quorum, soit conformément à l'ordre spécial adopté par la Chambre ou soit selon l'entente conclue par la Chambre avant la suspension.

POURSUITE OU PROLONGATION D'UNE SÉANCE

Dans certaines situations, tout député peut, sans préavis, proposer une motion visant à poursuivre ou à prolonger une séance au-delà de l'heure normale d'ajournement quotidien afin de poursuivre l'étude d'une affaire particulière à une ou à plusieurs étapes ⁶³. Depuis l'entrée en vigueur de l'heure d'ajournement fixe en 1927 jusqu'en 1965, une multitude de motions visant à poursuivre ou à prolonger les séances pendant l'heure des repas ou au-delà de l'heure habituelle d'ajournement quotidien ont été adoptées, souvent par consentement unanime. Au début des années 1960, il devenait toutefois de plus en plus difficile d'obtenir l'accord des députés en vue de prolonger une séance au-delà de l'heure d'ajournement obligatoire à la fin d'un jour donné ⁶⁴. Ce genre de rigidité a sans doute contribué à la création d'un autre mécanisme de prolongation des séances par l'adoption, en 1965, d'un nouvel article du Règlement ⁶⁵.

Depuis lors, une motion visant à poursuivre ou à prolonger une séance de la Chambre peut être proposée, pourvu que la Chambre soit en train d'examiner l'affaire en cause⁶⁶ et que ce soit dans l'heure qui précède celle à laquelle l'étude de cette affaire serait normalement interrompue par les Affaires émanant des députés ou l'heure fixée pour l'ajournement quotidien⁶⁷. Une telle motion, qui ne peut faire l'objet ni d'un débat ni d'un amendement⁶⁸, ne peut être proposée pendant la période

- 59. Voir, par exemple, Débats, 20 novembre 1989, p. 5853; Journaux, 21 novembre 1989, p. 862.
- Voir, par exemple, Débats, 26 septembre 1990, p. 13452-13453, 13455.
- 61. Voir, par exemple, Débats, 24 janvier 1994, p. 246.
- 62. Voir, par exemple, Débats, 9 décembre 1998, p. 11122.
- 63. Art. 26(1) du Règlement.
- 64. Le refus du consentement unanime à la prolongation d'une séance pour terminer l'étude d'une affaire a entraîné directement, une fois, la tenue d'une séance le Vendredi saint (voir *Journaux*, 27 mars 1964, p. 137).
- 65. Voir l'article 6(2) du Règlement dans les Journaux, 11 juin 1965, p. 224.
- 66. Le 7 novembre 1986, une motion fut adoptée afin de siéger au-delà de l'heure habituelle de l'ajournement quotidien pour poursuivre avec la rubrique « Présentation de projets de loi » des Affaires courantes ordinaires. Voir *Journaux*, 7 novembre 1986, p. 190.
- Art. 26(1)a) et b) du Règlement. Voir, par exemple, la décision du président suppléant Milliken, Débats, 27 novembre 1996, p. 6813-6814.
- 68. Voir l'article 26(1)c) du Règlement. Il est arrivé une fois qu'une motion soit amendée, avec le consentement unanime, en vue de prévoir une pause-repas. Voir Débats, 31 août 1966, p. 7862-7863.

des Affaires émanant des députés⁶⁹ Tout député peut en faire la proposition au cours du débat, mais il ne doit le faire ni en invoquant le Règlement⁷⁰, ni pendant la période de questions et observations qui suit un discours de député⁷¹, ni lorsque la Chambre est engagée dans des délibérations qui doivent prendre fin à une heure précise. Une motion visant à prolonger la séance au-delà de l'heure normale d'ajournement ne peut, par exemple, être proposée lorsque des votes sont prévus les jours réservés aux travaux des subsides, pendant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône ou sur le Budget, lorsqu'un projet de loi ou une motion fait l'objet d'une motion d'attribution de temps ou de clôture, ou lorsqu'un ordre spécial de la Chambre lui fixe une échéance précise pour disposer d'une affaire.

Lorsqu'une motion visant à poursuivre ou à prolonger une séance est présentée, le Président met la question aux voix et demande spécifiquement aux députés qui s'y opposent de se lever. Si 15 députés ou plus se lèvent, la motion est réputée retirée; autrement, elle est adoptée ⁷². Il est arrivé que la même motion soit proposée plus d'une fois durant la même heure ⁷³.

Lorsque la Chambre s'est formée en comité plénier, le comité doit lever brièvement la séance afin que la motion puisse être présentée dans les règles et que la Chambre puisse en disposer alors que le Président occupe le fauteuil 74. Lorsqu'une motion visant à prolonger une séance est adoptée le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi avant de passer aux Affaires émanant des députés, le débat sur l'affaire en cause se poursuit après l'heure consacrée aux initiatives parlementaires.

Lorsqu'une motion visant à poursuivre ou à prolonger la session a été adoptée, le Président ne peut lever la séance qu'une fois terminées les délibérations de la Chambre sur l'affaire en cause ou, si l'étude de l'affaire en cause n'est pas terminée, après l'adoption d'une motion d'ajournement proposée par un ministre⁷⁵.

SÉANCES PROLONGÉES EN JUIN

Depuis l'établissement, en 1982, du calendrier parlementaire fixe, le Règlement permet de prolonger les heures de séance au cours des 10 derniers jours de séance en

- 69. Le 3 juin 1987, la Chambre a interdit de proposer de telles motions pendant la période des Affaires émanant des députés (*Journaux*, p. 1016-1028, et p. 1017 en particulier). Voir, par exemple, *Débats*, 14 décembre 1990, p. 16797-16798. De 1965 à 1985 six motions visant à prolonger la séance sur les Affaires émanant des députés ont été proposées et deux ont été adoptées. Voir *Journaux*, 13 février 1976, p. 1021; 9 février 1983, p. 5587; 16 février 1983, p. 5612; *Débats*, 23 février 1983, p. 23153-23154; *Journaux*, 7 février 1984, p. 149; 18 mars 1985, p. 387.
- Voir, par exemple, Débats, 14 février 1969, p. 5560; 5 novembre 1991, p. 4513-4514; 20 mai 1992, p. 10968; 8 juin 1992, p. 11596-11597; 9 mars 1993, p. 16747.
- 71. Voir, par exemple, *Débats*, 17 février 1987, p. 3541; 26 mars 1991, p. 19010-19011.
- 72. Art. 26(2) du Règlement.
- 73. Voir, par exemple, Débats, 1" juin 1993, p. 20176-20177, 20181-20182.
- Art. 26(1)a) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 13 mars 1969, p. 6606; 17 novembre 1970, p. 1270.
 Voir aussi le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 75. Art. 25 du Règlement.

juin ⁷⁶. La Chambre n'a fait qu'officialiser une pratique de longue date par laquelle, avant une prorogation du Parlement ou l'ajournement pour l'été, elle prolongeait les heures de séance afin de terminer ou de faire avancer ses travaux. Cette prolongation des heures de séance se faisait le plus souvent par l'ajout d'une séance le samedi ⁷⁷; l'ouverture des séances plus tôt dans la journée ⁷⁸; l'ajout de séances les soirs où il n'était pas prévu par ailleurs que la Chambre siège ⁷⁹; ou la suspension des pauses-repas le midi et le soir ⁸⁰.

Pour prolonger les heures de séance en juin, un ministre doit, pendant les Affaires courantes, le dixième jour de séance qui précède le 23 juin, présenter une motion qui n'exige pas de préavis 81. La motion, qui doit proposer de prolonger les séances jusqu'à une heure donnée, sans que cela s'applique nécessairement chaque jour durant cette période 82, peut faire l'objet d'un débat d'au plus deux heures avant que le Président ne mette la question aux voix 83.

Même si l'article du Règlement qui permet de prolonger les heures de séance en juin est en vigueur depuis 1982, on n'y a pas fait appel chaque année. Dans certains cas, des ordres spéciaux ont plutôt été proposés et adoptés, habituellement par consentement unanime ⁸⁴.

- 76. Art. 27 du Règlement.
- 77. Voir. par exemple. Journaux. 24 avril 1961, p. 467-468.
- 78. Au dix-neuvième siècle, la Chambre se réunissait parfois plus tôt chaque jour, habituellement à 11 heures, et s'organisait pour tenir deux séances distinctes par jour. Cela lui permettait de faire progresser certains travaux, et notamment de faire franchir plusieurs étapes à un projet de loi le même jour. Dès 1900, toutefois, la prolongation des séances se faisait presque toujours en commençant les réunions plus tôt. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1897, p. 222; 22 juin 1900, p. 359.
- 79. Voir, par exemple, Journaux, 20 juillet 1956, p. 911.
- 80. Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1950, p. 600.
- 81. Jusqu'en 1991, le Règlement permettait à tout député de proposer une motion de ce genre. Le 15 juin 1988, le leader parlementaire du Parti néo-démocrate, Nelson Riis (Kamloops Shuswap), a proposé une motion visant à prolonger les heures de séance conformément au Règlement, comme il était permis de le faire alors. Le débat sur la motion a été ajourné avant la fin des deux heures permises. Voir *Journaux*, 15 juin 1988, p. 2894. Voir aussi *Débats*, 15 juin 1988, p. 16498-16501. L'article du Règlement a été modifié le 11 avril 1991 de manière à faire de ces motions une prérogative des ministres (*Journaux*, p. 2906).
- 82. En juin 1991, la motion visant à prolonger les heures de séance omettait deux jours de séance, à savoir le mercredi 12 juin et le vendredi 14 juin 1991 (Journaux, 10 juin 1991, μ. 157). En juin 1992, la motion ne faisait pas mention de la journée de séance du mardi 16 juin 1992 (Journaux, 9 juin 1992, p. 1661). En juin 1994, la motion omettait deux jours de séance: le vendredi 10 juin et le vendredi 17 juin 1994 (Journaux, 9 juin 1994, p. 557). En juin 1996, la motion omettait quatre jours de séance: le jeudi 13 juin, le vendredi 14 juin, le jeudi 20 juin, et le vendredi 21 juin 1996 (Journaux, 5 juin 1996, p. 490). Les jours en question, les heures de séance normales demeuralent en vigueur.
- 83. Art. 27 du Règlement.
- 84. Lorsque les heures de séance ont été prolongées au moyen d'ordres spéciaux en juin, c'était le plus souvent avant la date à laquelle de telles motions pouvaient être présentées en vertu de l'article du Règlement. Voir Journaux, 14 juin 1984, p. 566; 13 juin 1985, p. 803-804; 11 juin 1986, p. 2301; 12 juin 1987, p. 1089; 13 juin 1989, p. 360-361; 31 mai 1990, p. 1791; 5 juin 1990, p. 1821. Le 20 juin 1988, la Chambre a adopté une motion ministérielle prolongeant à la fois les jours et les heures de séance de la Chambre pendant l'été (voir Journaux, p. 2925-2927).

SÉANCES DE PLUS D'UN JOUR

Une séance de la Chambre ne se limite pas nécessairement à un seul jour. Avant l'adoption, en 1927, d'heures d'ajournement fixes pour chaque jour de la semaine 85, les séances s'étendaient souvent sur plus d'un jour 86. Devenues rares depuis lors, de telles séances ont découlé surtout d'événements comme: le retentissement prolongé de la sonnerie d'appel 87; la prolongation d'une séance au-delà de l'heure normale d'ajournement quotidien en vue d'étudier une affaire précise 88; la poursuite d'un débat d'urgence au-delà de l'heure normale d'ajournement stipulée par le Règlement 89; et la décision de faire franchir à un projet de loi toutes les étapes qui restent 90 ou de permettre à tous les députés qui le souhaitent de prendre la parole sur une question 91. À la fin d'une séance prolongée, la Chambre ajourne jusqu'à l'heure normale du début de la prochaine séance, qui est soit plus tard le même jour si l'heure n'a pas encore été dépassée, ou le lendemain si la séance s'est prolongée au-delà 92.

MODIFICATION DES HEURES D'AJOURNEMENT

Il peut arriver que la Chambre veuille avancer ou retarder provisoirement l'heure d'ajournement prescrite par le Règlement. Elle peut le faire par l'adoption d'un ordre spécial en ce sens ⁹³. La Chambre peut aussi, lorsque le débat sur une affaire prend fin peu de temps avant l'heure d'ajournement normale, ajourner avant l'heure habituelle par consentement unanime si des députés demandent au Président de

- 85. Débats, 22 mars 1927, p. 318-319.
- 86. Les exemples de séances étalées sur plusieurs jours sont nombreux (voir Bourinot, 4° éd., p. 213-214).
- 87. Un cas notable s'est produit en 1982, lorsque la sonnerie a retenti sans interruption pendant plusieurs jours, donnant ainsi lieu à une séance de deux semaines (voir *Journaux*, 2-17 mars 1982, p. 4608). Voir, par exemple, *Journaux*, 19 mars 1984, p. 260-263; 28 mars 1984, p. 314-316.
- Voir, par exemple, Journaux, 31 octobre 1983, p. 6383; 3 février 1987, p. 433, 443; 28 novembre 1990,
 p. 2312, 2316; 18 juin 1991, p. 216, 223; 19 février 1992, p. 1043-1044; 25 mai 1993, p. 2993, 3004.
- 89. Art. 52 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 4 avril 1989, p. 23-24; 18 décembre 1989, p. 1304-1035; 5 mai 1992, p. 1398-1399; 22 juin 1992, p. 1825, 1829. Pour plus d'information sur les débats d'urgence, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 90. Voir, par exemple, Journaux, 23 mars 1999, p. 1650-1653, 1656-1657.
- 91. Voir, par exemple, Journaux, 16 janvier 1991, p. 2571.
- 92. Voir, par exemple, Journaux, 28-29 avril 1987, p. 796-797.
- 93. On trouvera des exemples d'ordres spéciaux adoptés par la Chambre en vue d'ajourner plus tôt que l'heure normale d'ajournement quotidien dans les *Journaux*, 19 février 1992, p. 1042 et 19 juin 1992, p. 1811. Des exemples d'ordres spéciaux adoptés par la Chambre en vue de siéger plus longtemps et d'ajourner plus tard que l'heure normale d'ajournement quotidien se trouvent dans les *Journaux*, 25 janvier 1994, p. 62; 1st février 1994, p. 89; 21 avril 1994, p. 381-382; 6 mai 1994, p. 435.

«déclarer qu'il est 18 h 30 » («14 h 30 » le vendredi). Comme la Chambre acquiesce habituellement à cette demande, la nécessité d'une motion d'ajournement est évitée 4.

La Chambre peut aussi ajourner dans d'autres circonstances. Tout député peut proposer une motion d'ajournement de la Chambre sans préavis sauf lorsque le Règlement l'interdit spécifiquement ⁹⁵; une motion demandant «Que la Chambre s'ajourne maintenant» ne peut faire l'objet ni d'un débat ni d'un amendement. Son adoption met fin immédiatement à la séance.

Lorsque la Chambre a prolongé ses heures de séance au-delà de l'heure d'ajournement normale pour terminer une affaire précise %, seul un ministre peut, d'autre part, présenter une motion d'ajournement de la Chambre avant d'en terminer l'étude 7. Une fois que la Chambre en a terminé de l'affaire pour laquelle ses délibérations ont été prolongées au-delà de l'heure d'ajournement normale, le Président lève la séance jusqu'au jour de séance suivant de la façon habituelle . Lorsqu'une séance a été prolongée pour un débat exploratoire, le Président ajourne la Chambre quand plus aucun député ne demande la parole, à moins que l'ordre spécial en vertu duquel le débat se tient stipule un mécanisme particulier d'ajournement 9.

Séances spéciales ou inhabituelles

La Chambre ajuste parfois l'horaire normal de ses séances en fonction d'activités ou de cérémonies spéciales. Elle a organisé des séances «spéciales» ou «inhabituelles» à diverses fins: dans le seul but d'assister à une cérémonie de sanction royale; pour élire un Président; pour tenir une séance secrète; et pour entendre les allocutions de visiteurs de marque.

- 94. Ces suggestions viennent habituellement du parti ministériel, soit du whip en chef du gouvernement ou du secrétaire parlementaire du leader parlementaire du gouvernement. Voir, par exemple, Débats, 4 février 1994, p. 956; 4 novembre 1994, p. 7697; 2 décembre 1994, p. 8604; 5 décembre 1994, p. 8658; 13 février 1995, p. 9562. Il arrive que, lorsque l'étude d'une affaire est terminée, la présidence, sensible à l'humeur de la Chambre, prenne l'initiative de suggérer qu'on déclare qu'il est 18 h 30 ou 14 h 30 (voir, par exemple, Débats, 11 mars 1994, p. 2188).
- 95. Art. 60 du Règlement. Une telle motion est interdite, par exemple, pendant l'élection du Président (art. 2(3) du Règlement). Pour plus d'information sur les restrictions qui entourent le recours à cet article du Règlement, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 96. Par exemple, en vertu d'un ordre spécial ou des articles 26 ou 57 du Règlement.
- 97. Art. 25 du Règlement. Des ministres ont rarement proposé l'ajournement de la Chambre avant la fin des délibérations en invoquant cet article. Voir, par exemple, Journaux, 31 octobre au 1* novembre 1983, p. 6383, 6388-6389. Des motions d'ajournement de la Chambre ont toutefois été refusées plusieurs fois lorsqu'un ordre spécial ou un article du Règlement exigeait de terminer les délibérations sur une ou plusieurs affaires ou d'en disposer. Voir, par exemple, Débats, 31 janvier 1983, p. 22341; 1* février 1983, p. 22400-22401; 23 mai 1985, p. 4984, 5011-5012; 7 décembre 1990, p. 16470.
- Art. 24(2) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 20 octobre 1997, p. 119, 122; 17 février 1998, p. 497;
 18 février 1998, p. 503; 8 juin 1998, p. 947-948, 951.
- Voir, par exemple, Journaux, 12 avril 1999, p. 1687. Pour plus d'information sur les débats exploratoires, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

SÉANCE DANS LE SEUL BUT D'ASSISTER À UNE CÉRÉMONIE DE SANCTION ROYALE

À la fin des années 1980, la Chambre avait comme pratique d'adopter des ordres spéciaux qui permettaient au Président, pendant les périodes d'ajournement, de rappeler la Chambre dans le seul but d'assister à une cérémonie de sanction royale ¹⁰⁰. L'article du Règlement qui autorise le Président à rappeler la Chambre s'il juge que c'est dans l'intérêt public a aussi été invoqué pour rappeler la Chambre dans le seul but d'assister à une cérémonie de sanction royale ¹⁰¹. En 1994, la Chambre a intégré au Règlement la pratique du rappel de la Chambre à la demande du gouvernement dans le seul but de donner la sanction royale ¹⁰².

Même si la Chambre n'est rappelée que pour donner la sanction royale, il s'agit d'un rappel en bonne et due forme et le préavis requis doit être respecté afin de permettre au Président de prendre les mesures nécessaires pour la réouverture. Le quorum n'est pas nécessaire pour que le Président occupe le fauteuil lorsque l'huissier du bâton noir se présente à la Chambre pour inviter les députés à se rendre au Sénat 103. Lorsqu'elle répond à une convocation de la Couronne, la Chambre est invitée simplement à attester un geste, plutôt qu'à prendre une décision. À la fin de la cérémonie, le Président revient à la Chambre et, après avoir pris place au fauteuil, fait connaître à la Chambre qu'il a plu au gouverneur général de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale à certains projets de loi. Il ajourne alors immédiatement la Chambre 104 sans autre délibération 105.

ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT

Tant qu'un Président n'a pas été élu à la première séance d'une nouvelle législature ou à tout autre moment au cours d'une législature où la présidence devient vacante, la Chambre ne peut se livrer à aucune autre tâche ni accueillir aucune motion, J'ajournement ou autre. L'élection du Président a priorité sur tout le reste. La

- Voir, par exemple, Journaux, 23 décembre 1988, p. 80; 27 juin 1989, p. 463; 20 décembre 1989, p. 1060;
 19 décembre 1990, p. 2513-2515; 16 juin 1993, p. 3321-3322.
- Art. 28(3) du Règlement. Voir aussi Débats, 23 juin 1994, p. 5781-5782. Pour plus d'information sur les rappels de la Chambre, voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».
- 102. Art. 28(4) du Règlement. Voir le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 8 juin 1994, fasc. nº 16, p. 3, adopté par la Chambre le 10 juin 1994 (*Journaux*, p. 563).
- 103. Art. 29(5) du Règlement. Même si une «séance» convoquée dans le seul but de donner la sanction royale n'est pas une séance normale, la pratique s'est établie de procéder au déflié du Président et de lire la prière avant de recevoir le message du gouverneur général priant la Chambre de se rendre au Sénat. Voir aussi plus haut la section intitulée « Quorum lorsque la Chambre est convoquée au Sénat».
- 104. Voir, par exemple, Journaux, 10 décembre 1998, p. 1440.
- 105. Cela exclut aussi le dépôt de tout autre document auprès du Greffier de la Chambre et la lecture de tout message du Sénat sauf ceux qui ont trait à la sanction royale. Voir, par exemple, *Journaux*, 23 juin 1994, p. 668-670; 7 juillet 1994, p. 672-673; 13 juillet 1995, p. 1877-1879; 15 décembre 1995, p. 2267-2268; 2 février 1996, p. 2269; 18 décembre 1997, p. 399-400; 18 juin 1998, p. 1029-1032; 10 décembre 1998, p. 1439-1440.

Chambre peut, au besoin, siéger au-delà de l'heure d'ajournement normale jusqu'à ce qu'un député soit déclaré élu. Dans ce cas, le Président, une fois qu'il est élu et a pris place au fauteuil, ajourne la Chambre jusqu'au jour de séance suivant ¹⁰⁶.

SÉANCES SECRÈTES

Même si le Règlement ne le prévoit pas explicitement, la Chambre a le droit et l'autorité de mener ses travaux en privé. L'expression « séance secrète » a été utilisée pour les désigner. La Chambre peut tenir toute une séance ou une partie de séance où les «étrangers» (quiconque à l'exception d'un député ou d'un officiel de la Chambre des communes) soit ne sont pas admis, soit sont priés de se retirer des tribunes ¹⁰⁷. Considérées comme des séances, ces réunions sont consignées comme telles dans les documents de la Chambre. Pour siéger en secret, la Chambre a soit adopté un ordre spécial en ce sens ¹⁰⁸, soit n'a simplement pas ouvert ses portes au public après la prière au début d'une séance ¹⁰⁹.

La Chambre s'est réunie en secret à quatre reprises, toujours en temps de guerre ¹¹⁰. Pendant les premières années après la Confédération, la Chambre tenait aussi, au début d'une séance, avant d'ouvrir les portes au public, une partie de ses séances à huis clos pour discuter de questions internes ou d'intendance ¹¹¹.

ALLOCUTIONS DE VISITEURS DE MARQUE

La salle de la Chambre des communes sert parfois de tribune où des visiteurs de marque (habituellement un chef d'État ou de gouvernement) s'adressent aux deux chambres réunies. Depuis le début des années 1940, un grand nombre de visiteurs de marque y ont prononcé des discours aux sénateurs et députés réunis (voir la figure 9.1).

^{106.} Art. 2 du Règlement. L'élection de John Fraser à la présidence en septembre 1986 est un excellent exemple du fonctionnement de cet article. La Chambre s'est réunie à 15 heures le mardi 30 septembre et a procédé à l'élection. Après 11 tours de scrutin, John Fraser a été élu Président et, une fois installé dans le fauteuil, a ajourné la Chambre à 2 h 30 du matin le 1^{er} octobre (voir *Journaux*, 30 septembre 1986, p. 1-9). Pour plus d'information sur l'élection du Président, voir le chapitre 7, « Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».

^{107.} Pour plus d'information sur les «étrangers», voir le chapitre 6, «Le cadre physique et administratif».

^{108.} Journaux, 15 avril 1918, p. 151.

^{109.} Journaux, 28 novembre 1944, p. 931. Avant l'ajournement de la Chambre la veille de la séance secrète, les députés ont envisagé diverses façons par lesquelles la Chambre pourrait tenir une séance en secret. Il fut décidé que, comme le suggérait le Président, au début de la séance le lendemain la prière serait lue, après quoi les portes resteraient fermées. Le Président a alors indiqué qu'il laisserait ensuite la Chambre décider de procéder comme elle le jugerait bon (Débats, 27 novembre 1944, p. 6861-6863).

Voir Journaux, 17 avril 1918, p. 165; 24 février 1942, p. 93; 18 juillet 1942, p. 553; 28 novembre 1944, p. 931.

^{111.} Voir, par exemple, Débats, 6 décembre 1867, p. 199; 19 décembre 1867, p. 317.

351

Figure 9.1 Allocutions prononcées devant les chambres du parlement réunies depuis 1940

30 décembre 1941	Winston Churchill, premier ministre, Grande-Bretagne
16 juin 1943	Madame Chiang Kai-shek
I" juin 1944	John C. Curtin, premier ministre, Australie
30 juin 1944	Peter Fraser, premier ministre, Nouvelle-Zélande
19 novembre 1945	Clement R. Attlee, premier ministre, Grande-Bretagne
11 juin 1947	Harry S. Truman, président, États-Unis
24 octobre 1949	Pandit Jewaharlal Nehru, premier ministre, Indes
31 mai 1950	Liaquat Alî Khân, premier ministre, Pakistan
5 avril 1951	Vincent Auriol, président, République française
14 novembre 1953	Dwight D. Eisenhower, président, États-Unis
6 février 1956	Sir Anthony Eden, premier ministre, Royaume-Uni
5 mars 1956	Giovanni Gronchi, président, République d'Italie
5 juin 1956	Achmed Sukarno, président, République d'Indonésie
4 mars 1957	Guy Mollet, premier ministre, République française
2 juin 1958	Theodor Heuss, président, République fédérale d'Allemagne
13 juin 1958	Harold Macmillan, premier ministre, Royaume-Uni
9 juillet 1958	Dwight D. Eisenhower, président, États-Unis
21 juillet 1958	Kwame Nkrumah, premier ministre, Ghana
17 mai 1961	John F. Kennedy, président, États-Unis
26 mai 1964	U Thant, secrétaire général, Nations Unies
14 avril 1972	Richard M. Nixon, président, États-Unis
30 mars 1973	Luis Echeverria, président, Mexique
19 juin 1973	Indira Gandhi, premier ministre, Indes
5 mai 1980	Masayoshi Ohira, premier ministre, Japon
26 mai 1980	José Lopez Portillo, président, Mexique
11 mars 1981	Ronald W. Reagan, président, États-Unis
26 septembre 1983	Margaret Thatcher, premier ministre, Royaume-Uni
17 janvier 1984	Zhao Ziyang, premier ministre, Conseil des affaires d'État, République populaire de Chine
8 mai 1984	Miguel de la Madrid, président, Mexique

Figure 9.1 Allocutions prononcées devant les chambres du parlement réunies depuis 1940 (suite)

7 mars 1985	Javier Perez de Cuellar, secrétaire général, Nations Unies
13 janvier 1986	Yasuhiro Nakasone, premier ministre, Japon
6 avril 1987	Ronald W. Reagan, président, États-Unis
25 mai 1937	François Mitterand, président, République française
10 mai 1988	Sa Majesté la Reine Beatrix des Pays-Bas
16 juin 1988	Helmut Kohl, chancelier, République fédérale d'Allemagne
22 juin 1988	Margaret Thatcher, premier ministre, Royaume-Uni
27 février 1989	Chaïm Herzog, président, État d'Israël
II octobre 1989	Sa Majesté le Roi Hussein Bin Talal, Royaume hachémite de Jordanie
18 juin 1990	Nelson Mandela, vice-président, Congrès national africain
8 avril 1991	Carlos Salinas de Gortari, président, Mexique
19 juin 1992	Boris Eltsine, président, Fédération de Russie
23 février 1995	William J. Clinton, président, États-Unis
11 juin 1996	Ernesto Zedillo, président, Mexique
24 septembre 1998	Nelson Mandela, président, République sud-africaine
29 avril 1999	Vaclav Havel, président, République tchèque

Depuis les années 1970, la pratique normale de la Chambre consiste à adopter une motion, sans débat, portant réunion des deux chambres pour entendre un discours ¹¹². En plus d'ordonner d'imprimer l'allocution et les discours connexes en annexe des *Débats* ¹¹³, la motion précise parfois aussi la date et l'heure d'ajournement de la Chambre, en plus d'assortir d'autres conditions l'ordre des travaux le jour de l'allocution. Dès 1980, la motion autorisait en outre la transmission de l'allocution et des discours connexes par les médias ¹¹⁴.

Lorsqu'une allocution est prononcée devant les chambres réunies, les sénateurs et les députés se regroupent dans la salle de la Chambre des communes. L'assemblée ne tient cependant pas une séance et la masse n'est pas posée sur le Bureau. Un cérémonial est respecté néanmoins.

^{112.} Voir, par exemple, Journaux, 29 mars 1972, p. 232; 11 mars 1999, p. 1593. Avant cette époque, les motions visant l'impression en annexe du texte de l'allocution, des discours de présentation et autres discours connexes étaient habituellement adoptées à la séance qui suivait l'allocution (voir Journaux, 21 janvier 1942, p. 654; 18 mai 1961, p. 561).

^{113.} L'allocution prononcée par le secrétaire général des Nations Unies, U Thant, le 26 mai 1964, devant les deux chambres réunies n'a pas été imprimée dans les Débats.

^{114.} Voir, par exemple, Journaux, 29 avril 1980, p. 94; 1st avril 1987, p. 689; 11 mars 1999, p. 1593.

353

L'attribution des places à la Chambre n'est pas celle d'une séance normale. Le Président de la Chambre occupe le fauteuil, et le Président du Sénat s'assoit à sa droite. Un lutrin est placé à l'extrémité du Bureau, qui est débarrassé de tout ce qu'on y trouve d'habitude. Le premier ministre et le visiteur de marque prennent place du côté du Bureau qui se trouve à la droite du Président, en face du Greffier du Sénat et du Greffier de la Chambre des communes. Des places sont prévues, sur le parquet de la Chambre, devant le Bureau, pour le reste de la suite officielle, les juges de la Cour suprême et les sénateurs.

À son arrivée à l'édifice du Centre, le visiteur de marque est accueilli dans la rotonde par le premier ministre et les Présidents des deux chambres, et signe les livres des visiteurs du Sénat et de la Chambre des communes. À l'heure fixée, la suite officielle pénètre dans la salle de la Chambre des communes. Le premier ministre accueille officiellement le visiteur et l'invite à s'adresser à l'assemblée. Une fois l'allocution terminée, le Président du Sénat remercie le visiteur, suivi du Président de la Chambre des communes, qui lève ensuite l'assemblée. La suite officielle quitte alors la Chambre pour se rendre aux appartements du Président de la Chambre des communes.





10

Le programme quotidien



Les Affaires courantes constituent un aspect essentiel des travaux de la Chambre et, si l'on n'en assure pas la protection, les intérêts de la Chambre et du public qu'elle sert risquent d'en souffrir gravement.

Président John A. Fraser (Débats, 14 avril 1987, p. 5120)

lors que le chapitre 8 traite du calendrier parlementaire et le chapitre 9 des heures de séance de la Chambre, ce chapitre-ci décrit le déroulement habituel des travaux à chaque séance, c'est-à-dire l'ordre quotidien des travaux, et examine en détail les grandes catégories de travaux quotidiens.

Les travaux quotidiens de la Chambre suivent l'ordre prescrit par le Règlement¹. En 1867, les travaux de la Chambre variaient d'un jour à l'autre de la semaine². Des changements ont par la suite été apportés au déroulement des travaux pratiquement à chaque révision en profondeur du Règlement. La plupart des modifications découlaient de la nature changeante des questions dont la Chambre était saisie, du volume croissant des affaires gouvernementales et des changements apportés à l'horaire des séances.

Toutes les questions qui peuvent être abordées au cours d'une journée donnée figurent au Feuilleton quotidien, qui est l'ordre du jour officiel de la Chambre. L'ordre des travaux de chaque jour est exposé à la figure 10.1. Les

^{1.} Art. 30(6) du Règlement.

^{2.} Voir Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, art. nº 19.

Figure 10.1 Ordre quotidien des travaux

Heure	Lundi	Mardi	Mercredi	Jendi	Vendredi	Heure
10400-11400		Affires courantes ordinalites		Affilies courantes ordinaires	Ondres émenant du gouvernemen	10 h 00-11 h 00
11100-11115	Akinden	1			Déclarations de députés	11 h 00-11 h 15
11 h 15-12 h 00	-	di selement (I)		do government (2)	Questions orales	11 h 15-12 h 00
12400-13400	The Land Street of the Land Street	F 100 100 100 100 100 100 100 100 100 10			Affaires courantes	12100-13100
13 h 00-13 h 30	11		Examen des décrets-lois (5)		Orders denamed du governement (2)	13 h 06-13 h 30
13430-14400	はいるのでは、					13 h 30-14 h 00
14h00-14h15	Dark store of the st	Déstambles de décurte	Déclarations de dépusés	Déclarations de dépusés	Affaires émanant	14h00-14h15
14h 15-14h 30	Ometon order	Question orales	Questions orales	Questions orales	(a) sendero se	14h 15-14h 30
14 h 30-15 h 00	のではいるという					14h30-15h00
15h 00-17h 30		S1 000	After con and other con and ot	Orders demande de generalemen (3)		15 h 00-17 h 30
17h 30-18h 30		12	100	10000		17h 30-18h 30
18h 30-19h 00		100	Office of the second of the se	Outhernor (s)		18h 30-19h 00

(1) Prolongation possible des Affaires courantes ordinaires afin de compléter les délibérations sous «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement.» conformément à l'article 30(4) du Réglement.

Prolongation possible conformément à l'article 33(2) du Réglement concernant les déclarations ministérielles.
 Déla possible conformément à l'article 33(2) du Réglement concernant les déclarations ministérielles.
 Délai ou reprise possible conformément à l'article 30(7) du Réglement, pour un délai ou une interruption de plus de 30 minutes, et conformément à l'article 33(2)

du Ragiement concernant les déclarations ministérielles. (5) S'il y a lieu, la Chambre se réunit à 13 h 00 pour l'examen des décrets-lois conformément à l'article (26(1) du Règlement.

délibérations quotidiennes de la Chambre se classent, de manière générale, en cinq catégories:

- · Activités quotidiennes;
- Affaires courantes;
- · Affaires émanant du gouvernement;
- Affaires émanant des députés;
- Débat sur la motion d'ajournement.

Les activités quotidiennes englobent trois éléments du programme quotidien: la prière (suivie de l'hymne national le mercredi), les déclarations de députés et les questions orales. Les affaires courantes ordinaires, plus communément appelées Affaires courantes, regroupent plusieurs catégories de travaux (rubriques) dont le dépôt de documents, les déclarations de ministres et le dépôt de projets de loi parrainés soit par le gouvernement, soit par de simples députés. Les Ordres émanant du gouvernement englobent toute question proposée par un ministre dont la Chambre a ordonné l'étude. Une heure, pendant laquelle la Chambre examine les projets de loi et motions présentés par des députés qui ne sont pas ministres, est réservée chaque jour aux Affaires émanant des députés. Le débat sur la motion d'ajournement forme la dernière catégorie de travaux abordés lors d'un jour de séance (sauf le vendredi).

Activités quotidiennes

Chacun des trois éléments des activités quotidiennes de la Chambre — la prière, les déclarations de députés et les questions orales — est traité séparément dans le Règlement. (L'hymne national s'y ajoute le mercredi.)

PRIÈRE

Avant d'ouvrir les portes au public au début de chaque séance de la Chambre, le Président prend place au fauteuil et lit la prière après s'être assuré de la présence d'un quorum de 20 députés, lui compris, avant que la Chambre n'entame ses travaux³. Pendant la lecture de la prière, le Président, les députés et les greffiers au Bureau se tiennent tous debout. Une fois la prière terminée, la Chambre observe un moment de silence pour permettre à chacun de se recueillir et de méditer en privé. À la fin de ce moment de silence, le Président ordonne l'ouverture des portes et la Chambre

^{3.} Art. 30(1) du Règlement. La lecture de la prière est considérée comme la phase initiale des travaux de la Chambre (Débats, 19 février 1877, p. 94). Certains ont fait valoir à la Chambre que la lecture d'une prière est contraire à la Charte des droits et libertés. Le Président a répliqué qu'il ne lui appartenait pas de porter un jugement sur la constitutionnalité de cette pratique ou de rendre des décisions au sujet des lois du pays. Il ajoutait que sa compétence se limite aux décisions relatives aux règles de procédure et qu'il appartient non pas à la présidence mais à la Chambre de décider de tout changement éventuel à la pratique de la prière (Débats, 19 juin 1990, p. 12927-12929).

amorce ses travaux. C'est alors que la télédiffusion des travaux commence et que le public est admis dans les tribunes⁴.

Même si la lecture de la prière au début de chaque session n'est exigée par le Règlement que depuis 1927⁵, cela fait partie des activités quotidiennes de la Chambre depuis 1877. La Chambre avait alors chargé un comité d'examiner l'opportunité d'utiliser une forme de prière à la Chambre ⁶. Ce comité recommandait, dans son rapport, que les travaux de la Chambre commencent chaque jour par la lecture d'une prière et en proposait même la forme ⁷. Au cours de la discussion qui a suivi l'adoption du rapport du comité, il a été décidé que la lecture de la prière aurait lieu avant l'ouverture des portes de la Chambre comme c'était déjà la pratique au Sénat du Canada et à la Chambre des communes britannique ⁸.

Certains ont suggéré, beaucoup plus tard, de récrire ou de reformuler la prière dans un esprit œcuménique et d'en confier la lecture à un chapelain plutôt qu'au Président. On a aussi recommandé de changer la façon dont la Chambre procède à la prière. Bon nombre de députés ont exprimé le vœu, au cours des ans, que le public soit admis avant la lecture de la prière lo. La Chambre a adopté, en 1976, une motion recommandant de modifier le Règlement de manière à admettre le public aux tribunes avant la lecture de la prière. La motion prenait cependant la forme non pas d'un ordre mais d'une recommandation, et ne comportait aucune instruction de mise en œuvre du changement. C'est pourquoi le Président a décidé de maintenir la pratique qui consiste à lire la prière avant d'admettre le public tant que le Comité permanent de la procédure et de l'organisation n'aurait pas examiné la question et fait

- 5. Journaux, 22 mars 1927, p. 330, 333.
- 6. Journaux, 13 février 1877, p. 26. Voir aussi Débats, 12 février 1877, p. 26-28.
- 7. Journaux, 19 février 1877, p. 42.
- Débats, 19 février 1877, p. 93. Même si ce rapport ne le précise pas, la lecture de la prière doit, lorsque deux séances ont lieu le même jour, précéder l'ouverture de chaque séance (voir Bourinot, 4° éd., p. 216).
- Voir Débats, 12 novembre 1957, p. 1041; 21 avril 1978, p. 4734; par. 16 et 17 du dixième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 30 septembre 1983 (Journaux, p. 6250); par. 7.12 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839).
- 10. Voir Débats, 1º février 1944, p. 68; par. 15 du dixième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 30 septembre 1983 (Journaux, p. 6250); par. 7.12 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes présenté le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839).

^{4.} L'article 30(2) du Règlement précise que: «Les travaux de la Chambre débuteront au plus tard deux minutes après la lecture des prières ». Cela exclut toute affaire privée dont il faudrait s'occuper à huis clos avant l'ouverture des portes au public. Entré en vigueur en 1975, cet article du Règlement n'a pas été modifié depuis (voir le point 9 du deuxième Rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation présenté le 14 mars 1975 (Journaux, p. 399)). Il est arrivé, mais pas récemment, que la Chambre se réunisse à huis clos après la prière, mais avant d'admettre le public dans les tribunes, pour discuter de questions internes ou de questions de privilège (Bourinot, 4° éd., p. 219). Voir aussi Débats, 19 février 1877, p. 93. Des discussions à huis clos sont mentionnées dans Débats, 6 décembre 1867, p. 199; 19 décembre 1867, p. 317; Journaux, 16 avril 1929, p. 245. Voir une discussion connexe dans Débats, 12 avril 1929, p. 1488-1491.

rapport à la Chambre; l'affaire n'a cependant pas eu de suites¹¹. Il est toutefois arrivé, en de rares occasions, que le public entende la prière¹².

La forme de la prière n'a subi aucun changement important jusqu'en 1994¹³, sauf pour les mentions du monarque et de la famille royale¹⁴. La Chambre a adopté, en 1994, un rapport recommandant une nouvelle formule de prière qui tient davantage compte des différents cultes pratiqués au Canada¹⁵. Cette prière a été lue pour

- 11. Débats, 9 novembre 1976, p. 881; 10 novembre 1976, p. 939.
- 12. Le 19 mars 1984, par exemple, la séance a été suspendue pour reprendre le lendemain. Lorsque la séance a pris fin, à 11 h 30 le 20 mars, l'ouverture de la séance suivante a eu lieu immédiatement. Le public était dans les tribunes lors de la lecture de la prière puisque les tribunes étaient restées ouvertes (voir *Débats*, 19 mars 1984, p. 2219-2221; 20 mars 1984, p. 2223). Voir aussi *Débats*, 21 février 1994, p. 1581, lorsque le Président a demandé la «permission» de la Chambre de lire la prière en public.
- 13. Voici l'ancien texte de la prière:
 - « Ó Seigneur!, notre Père Céleste, Haut et Puissant, Roi des rois, Seigneur des seigneurs, le seul Souverain des princes, qui contemplez de Votre trône tous les habitants de la terre; nous Vous supplions du fond de nos cœurs de regarder avec faveur Notre très gracieuse Dame Souveraine, la Reine Elizabeth, et de la remplir tellement de la grâce de Votre Saint-Esprit qu'elle fasse toujours Votre volonté et qu'elle marche dans Vos voies; donnez-lui l'abondance de Vos dons célestes; donnez-lui la santé et le bonheur d'une longue vie; fortifiez-la afin qu'elle triomphe de tous ses ennemis, et finalement, après cette vie, qu'elle jouisse de la joie et de la félicité éternelles, par Jésus-Christ Notre-Seigneur, Arnen.
 - «Dieu tout-puissant, source de toute bonté, nous Vous prions humblement de bénir la Reine Mère Elizabeth, le Prince Philip, duc d'Edimbourg, Charles, Prince de Galles, et toute la famille royale; remplissez-les de Votre Saint-Esprit; remplissez-les de Votre grâce céleste; favorisez-les de tout le bonheur possible, et introduisez-les dans Votre royaume éternel, par Jésus-Christ Notre-Seigneur. Amen.
 - "Dieu plein de grâces, nous Vous implorons humblement en faveur du Royaume-Uni, du Canada et des autres royaumes et territoires de Sa Majesté, spécialement du Canada, et plus particulièrement du Gouverneur général, du Sénat et de la Chambre des communes, assemblés en ce moment pour légiférer; qu'il Vous plaise de diriger et de faire fructifier leurs délibérations, pour Votre plus grande gloire, la sécurité, l'honneur et le bien-être de notre Souveraine et de ses royaumes et territoires; que toutes choses soient par leurs travaux si bien ordonnées et établies sur les fondements les plus solides, que la paix et bonheur, la vérité et la justice, la religion et la piété puissent régner parmi nous pendant toutes les générations. Pour eux et pour nous, nous Vous demandons ces faveurs et toutes les autres qui sont nécessaires, au nom et par l'intercession de Jésus-Christ, Notre Divin Seigneur et Sauveur. Amen.
 - « Notre Père qui es aux Cieux, que ton nom soit sanctifié, que ton règne vienne, que ta volonté soit faite sur la terre comme au ciel; donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour; pardonne-nous nos offenses comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés, et ne nous sournets pas à la tentation, mais délivrenous du mai. — Amen. »
 - À l'initiative du Président Sauvé, une version abrégée de la prière fondée sur le texte original a été adoptée au début des années 1980; ni les *Journaux* ni les *Débats* ne font état du changement, et rien n'indique que quiconque s'y soit opposé.
- Pour des exemples de cas où la Chambre est informée de changements aux mentions du monarque et de la famille royale, voir Journaux, 22 mars 1957, p. 303; 28 juillet 1958, p. 311.
- 15. La Chambre a adopté, le 18 février 1994, le sixième Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui renfermait le texte de la nouvelle prière. Voir Procès-verbaux et témoignages, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 15 mars 1994, fascicule nº 3, p. 5, 12; Débats, 18 février 1994, p. 1559-1560, 1563-1565.

la première fois lorsque la Chambre s'est réunie pour amorcer ses travaux le 21 février 1994 16:

Dieu tout-puissant, nous te remercions des nombreuses grâces que tu as accordées au Canada et à ses citoyens, dont la liberté, les possibilités d'épanouissement et la paix. Nous te prions pour notre Souveraine, la Reine Elizabeth, et le Gouverneur général. Guide-nous dans nos délibérations à titre de députés et aide-nous à bien prendre conscience de nos devoirs et responsabilités. Accorde-nous la sagesse, les connaissances et la compréhension qui nous permettront de préserver les faveurs dont jouit notre pays afin que tous puissent en profiter, ainsi que de faire de bonnes lois et prendre de sages décisions. Amen.

La prière est suivie d'un moment de silence pour permettre à chacun de se recueillir et de méditer.

Rien n'a été explicité au sujet de l'usage du français et de l'anglais pour la prière. Lorsque la lecture de la prière a d'abord été approuvée en 1877, il a été convenu que la prière serait lue dans la langue dans laquelle le Président était le plus à l'aise ¹⁷. Ce n'est que deux ans plus tard que le Président Blanchet, le premier Président bilingue des Communes, a lancé la pratique d'alterner entre le français et l'anglais pour la lecture de la prière ¹⁸. Bon nombre de Présidents ont fait de même, s'ils étaient à l'aise dans les deux langues, jusque dans les années 1970. Depuis lors, plusieurs Présidents ont fait alterner les deux versions, alors que d'autres ont adopté une version bilingue.

Lorsque la Chambre se réunit le premier jour d'une nouvelle législature ou tout autre jour où elle doit élire un Président, la prière n'est lue qu'après l'élection du Président ¹⁹. Dans ces cas, premier point à l'ordre du jour, l'élection du Président a préséance sur toutes les autres affaires ³⁰. La Chambre n'est dûment constituée pour entreprendre ses travaux qu'après avoir élu un Président ²¹. Lorsque la Chambre se réunit après l'élection du Président, la prière est lue avant que l'assemblée se rende au Sénat pour informer le gouverneur général de son choix ²².

^{16.} Débats, 21 février 1994, p. 1581.

^{17.} Débats, 19 février 1877, p. 93-95.

^{18.} Bourinot, 4º éd., p. 215-216.

^{19.} Bourinot, 4º éd., p. 216.

^{20.} Art. 2 du Règlement.

^{21.} Bourinot, 4º éd., p. 88-89.

^{22.} Voir, par exemple, Journaux, 9 octobre 1979, p. 11; 14 avril 1980, p. 11; 5 novembre 1984, p. 10. Ni les Journaux, ni les Débats ne font mention de la prière avant que la Chambre ne se rende au Sénat pour l'ouverture du Parlement le 12 décembre 1988. En 1994 et 1997, le Président a été étu la veille de l'ouverture du Parlement; la prière a été lue le jour de l'ouverture du Parlement (Journaux, 18 janvier 1994, p. 14; 23 septembre 1997, p. 11).

HYMNE NATIONAL

Sans que le Règlement l'exige, la pratique de chanter l'hymne national chaque mercredi à l'ouverture de la séance s'est établie à la Chambre des communes. Après la lecture de la prière, mais avant d'ouvrir les portes au public, le Président donne la parole à un député afin qu'il entonne l'hymne national ²³.

La pratique qui consiste à chanter l'*Ô* Canada au début de la séance chaque mercredi est née pendant la 35^e législature (1994-1997). Les députés avaient discuté de la possibilité de chanter l'hymne national à la Chambre et la question a été soulevée devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Dans un rapport présenté à la Chambre le 10 novembre 1995, le Comité recommandait qu'un député entonne l'hymne national au début de la séance chaque mercredi; la Chambre a adopté le rapport du Comité au cours de la séance²⁴.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Les «Déclarations de députés» constituent le deuxième volet des activités quotidiennes. À 14 h le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi et à 11 h le vendredi, le Président passe aux «Déclarations de députés» ²⁵. Lorsque le Président leur donne la parole, les députés qui ne sont pas ministres peuvent parler pendant au plus une minute de pratiquement tout sujet d'intérêt international, national, provincial ou local ²⁶. Le Président applique rigoureusement la limite de temps.

- 23. Les députés qui désirent entonner l'hymne national en informent le Président par le biais du whip de leur parti et le Président donne la parole à l'un deux (voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 novembre 1995, fascicule nº 95, p. 2). Le 4 décembre 1996, une chorale de passage a entonné l'hymne à la Chambre. Après la lecture de la prière, le sergent d'armes a été prié de faire entrer la chorale dans la tribune qui fait face au Président avant l'ouverture des portes au public (Débats, 4 décembre 1996, p. 7077). Le 10 décembre 1997 et le 9 décembre 1998, une chorale scolaire a de nouveau pris part au chant de l'hymne national (Débats, 10 décembre 1997, p. 3021; 9 décembre 1998, p. 11107). Le 23 avril 1997, le Président a invité les pages à entonner l'hymne à la Chambre (Débats, 23 avril 1997, p. 10111).
- 24. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 10 novembre 1995, fascicule n° 53, p. 10; Journaux, 10 novembre 1995, p. 2124-2125. Le chant de l'hymne national est télévisé. Les membres du Comité avaient convenu que la télédiffusion devrait commencer immédiatement après la lecture de la prière. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 novembre 1995, p. 1-6. La députée de Beaver River, M™ Deborah Grey, a entonné l'hymne national en Chambre pour la première fois le 22 novembre 1995. Voir Débats, 22 novembre 1995, p. 16659. Voir également Débats, 30 octobre 1995, p. 15975-15976.
- 25. Art. 30(5) du Règlement.
- 26. Lorsque les «Déclarations de députés» ont commencé en 1983, le Président Sauvé a affirmé que cette période visait à donner aux députés l'occasion «d'exposer des questions graves d'intérêt international, national ou local» (Débats, 17 janvier 1983, p. 21873). Il est arrivé, au cours de cette période, que des députés fassent leur déclaration, en tout ou en partie, dans une langue autre que l'anglais ou le français (l'inuktitut, le cri, le slavey, l'italien, l'hébreu, le créole, le croate et l'arménien, par exemple). Voir, par exemple, Débats, 2 octobre 1991, p. 3134; 26 mars 1992, p. 8856; 10 avril 1992, p. 9644; 8 février 1993, p. 15550; 31 mars 1993, p. 17837, 17840; 10 mars 1994, p. 2120; 27 mai 1998, p. 7269. Une députée s'est aussi servie du langage des signes pour faire une déclaration (Débats, 13 mai 1998, p. 6918-6919). Lorsqu'ils utilisent une autre langue, les députés fournissent habituellement aux interprètes une version anglaise ou française du texte. Voir aussi le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

Si les «Déclarations de députés» commencent à 14 h précises (11 h le vendredi)²⁷, les 15 minutes prévues pour ces interventions sont utilisées intégralement; d'habitude, au moins 15 députés peuvent intervenir. En cas de retard, le temps est réduit d'autant et il se pourrait même que la période des déclarations soit éliminée totalement pour la séance. La période des questions commence à 14 h 15 précises (11 h 15 le vendredi), que les «Déclarations de députés» aient duré ou non les 15 minutes prévues. Si trop peu de députés demandaient la parole pour absorber tout le temps prévu, le Président passerait simplement aux «Questions orales», mais cela ne s'est pas encore produit ²⁸.

Historique

C'est l'adoption de changements provisoires au Règlement en 1982 qui a donné naissance aux procédures des «Déclarations de députés» 29. La formule utilisée maintenant pour permettre aux députés de faire des déclarations sur des questions d'actualité découle cependant d'un autre article grâce auquel les députés pouvaient, pendant les 60 premières années de la Confédération, solliciter le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion sans préavis 30. En 1925, un comité spécial faisait observer dans un rapport que «Le consentement unanime de la Chambre est d'ordinaire octroyé avec un tel empressement et si peu de débat, que plus d'une fois les motions passent sans que la Chambre ait eu le temps de s'y reconnaître » et recommandait de modifier l'article en cause afin d'obtenir une explication acceptable des raisons pour lesquelles la Chambre devrait renoncer au préavis 31. La Chambre a finalement accepté, en 1927, la recommandation de modifier le Règlement de manière qu'on ne puisse plus solliciter son consentement unanime que dans les cas «d'urgence et moyennant des explications préalables de la part du proposeur³²». Le recours à cet article n'a pris de l'ampleur qu'à partir de 1968 quand de plus en plus de députés ont alors commencé à l'invoquer chaque jour avant la période

- 27. À l'occasion, pour accommoder la Chambre, le Président est passé aux « Déclarations de députés » avant 14 h (ou 11 h le vendredi) (voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1997, p. 2432; 9 juin 1998, p. 7803). La Chambre a aussi convenu à l'unanimité de passer aux « Déclarations de députés » avant l'heure prévue (voir, par exemple, Débats, 30 novembre 1990, p. 16031; 27 mars 1992, p. 8923).
- 28. Il est arrivé à l'occasion, lorsque les travaux étaient retardés, que la période réservée aux « Déclarations de députés» et la période des questions soient prolongées en conséquence afin que les députés disposent de tout le temps prévu (voir *Débats*, 18 septembre 1991, p. 2300; 16 juin 1995, p. 14011; 1* novembre 1995, p. 16063; 29 novembre 1996, p. 6903). À une occasion, avant l'ajournement pour Noël, le Président a laissé les « Déclarations de députés » dépasser de cinq minutes la limite prévue (*Débats*, 19 décembre 1990, p. 16939). La période des questions a aussi été prolongée en conséquence. La Chambre a convenu à l'unanimité, plus récemment, de sauter cette étape et de passer directement à la période des questions lorsque les députés avaient rendu hommage pendant plus de 30 minutes au très hon. Brian Mulroney (voir *Débats*, 24 février 1993, p. 16379-16383).
- 29. Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- L'article du Règlement en question se lisait ainsi: « Une motion peut être présentée, du consentement unanime de la Chambre, sans avis préalable ». Voir aussi Bourinot, 4º éd., p. 301-302.
- 31. Journaux, 29 mai 1925, p. 357.
- 32. Journaux, 22 mars 1927, p. 334-335.

363

des questions, souvent à l'égard de questions qui ne semblaient présenter aucune «urgence».

Cette tendance s'est maintenue jusqu'à l'imposition, en 1975, d'une nouvelle restriction limitant à une période restreinte, avant de passer aux «Ouestions orales». la présentation de ce genre de motions par les députés autres que les ministres³³. Malgré la perte de temps occasionnée par cet usage abusif, c'est cependant devenu, tout au long des années 1970 et au début des années 1980, un aspect courant des travaux de la Chambre 34. En 1982, un comité spécial sur la procédure est arrivé à la conclusion que «[...] l'article 43 sert à des fins autres que celles auxquelles il a été prévu. Il suscite également des objections parce que le refus de la Chambre de consentir unanimement à débattre des motions qui s'inspirent des meilleurs sentiments peut souvent être interprété comme un rejet de ces motions». La Chambre a entériné la recommandation du comité d'abolir cet article du Règlement et adopté sa proposition de le remplacer par un nouvel article qui «permettrait aux députés de faire des déclarations au sujet de questions d'actualité chaque jour pendant les 15 premières minutes de la séance » 35. Alors que les députés pouvaient, à l'origine, prendre la parole pendant au plus 90 secondes, l'article a été modifié en 1986 de manière à réduire la durée des interventions à une minute maximum³⁶.

Directives

Les Présidents se sont fondés, pour présider au déroulement de cette activité quotidienne, sur des interdictions claires. Lorsque la procédure des «Déclarations de députés» a été introduite, en 1983, le Président Sauvé a précisé que³⁷:

- les questions soulevées doivent être importantes, mais pas nécessairement urgentes;
- les attaques personnelles ne seront pas tolérées³⁸;
- les messages de félicitations, les déclamations de poèmes et les plaisanteries sont inacceptables.

Ces directives demeurent en vigueur, mais les Présidents ferment souvent les yeux dans le dernier cas³⁹.

- 33. Journaux, 14 mars 1975, p. 373; 24 mars 1975, p. 399.
- 34. Voir Jerome, p. 104-106. Voir aussi la décision du Président dans Débats, 13 février 1979, p. 3164-3166.
- 35. Troisième Rapport du Comité spécial sur le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 4 novembre 1982, fascicule n° 7, p. 19, présenté à la Chambre le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328) et adopté le 29 novembre 1982 (Journaux, p. 5400).
- 36. Journaux, 6 février 1986, p. 1648; 13 février 1986, p. 1709-1710.
- 37. Débats, 17 janvier 1983, p. 21873-21874.
- 38. Dans une décision rendue en 1990, le Président Fraser a précisé qu'une observation au sujet de la position politique d'un autre député serait acceptable, mais pas une attaque personnelle contre un député (*Débats*, 26 novembre 1990, p. 15717-15718). Le Président Parent a ajouté dans une décision rendue en 1996 que «une fois qu'elles [les paroles] ont été prononcées, il est très difficile de les rétracter et l'impression qu'elles laissent n'est pas toujours facile à dissiper» (*Débats*, 29 novembre 1996, p. 6899). Voir aussi *Débats*, 22 septembre 1994, p. 6032-6033; 3 décembre 1997, p. 2646.
- Voir, par exemple, Débats, 26 novembre 1990, p. 15705; 8 mars 1994, p. 1992; 29 septembre 1997, p. 204;
 11 décembre 1997, p. 3107-3108.

Ces déclarations ont été frappées d'autres restrictions depuis 1983. Il est arrivé que le Président interrompe un député et le prie de se rasseoir pour avoir:

- utilisé des propos offensants⁴⁰;
- critiqué le comportement d'un sénateur⁴¹;
- critiqué les actions du Sénat⁴²;
- dénoncé la décision d'un tribunal 43 : et
- · porté atteinte à la réputation d'un juge 44.

Le Président a aussi mis en garde les députés de ne pas profiter de l'occasion pour faire des observations diffamatoires au sujet de membres du public⁴⁵, de ne pas citer les propos d'un simple citoyen comme point de départ d'une déclaration⁴⁶, ni de faire des déclarations à caractère commercial⁴⁷.

L'occasion d'intervenir pendant les «Déclarations de députés » est répartie entre les simples députés de tous les partis. Pour donner la parole aux députés, le Président se fonde sur les listes établies par les whips de chaque parti et tente de répartir le temps équitablement entre les députés du parti ministériel et ceux de l'opposition⁴⁸. S'il n'est pas permis aux ministres de profiter de cette période pour s'adresser à la

- 40. Voir, par exemple, Débats, 20 octobre 1986, p. 510; 25 mars 1987, p. 4541; 29 octobre 1997, p. 1278. Le Président Fraser a jugé inacceptable qu'un député profite de l'occasion pour s'en prendre à un autre député auquel la présidence a déjà reproché d'avoir utilisé des propos offensants (Débats, 29 octobre 1986, p. 864).
- Voir, par exemple, Débats, 1st octobre 1990, p. 13607, 13621-13622; 3 octobre 1997, p. 456-457. Voir aussi Débats, 13 février 1998, p. 3853; 19 février 1998, p. 4156.
- Voir, par exemple, Débats, 20 décembre 1989, p. 7247-7248; 8 juin 1990, p. 12522; 22 septembre 1994, p. 6031-6032, 6040.
- 43. Voir, par exemple, Débats, 19 novembre 1986, p. 1315; 1* décembre 1986, p. 1636, 1651-1652. Le Président Fraser faisait observer, dans la dernière décision, que «les députés ont souvent le devoir de critiquer une loi. Toutefois, [...] il ne leur incombe pas de stigmatiser un tribunal ou un juge ni la décision rendue conformément à une loi [...] « (p. 1636).
- 44. Voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1996, p. 6853-6854.
- Voir, par exemple, Débats, 3 décembre 1991, p. 5679-5682. Voir aussi Débats, 28 novembre 1991, p. 5509-5510.
- 46. Voir, par exemple, Débats, 27 avril 1995, p. 11878.
- 47. Voir, par exemple, Débats, 16 septembre 1996, p. 4221-4222; 17 septembre 1996, p. 4309-4310.
- 48. Au début de la 35º législature (1994-1997), le Président a informé la Chambre que les whips de parti s'étaient entendus, après consultations, sur une formule concernant la représentation des partis et le nombre de députés autorisés à intervenir pendant cette période: neuf interventions par des députés du parti ministériel, trois par ceux de l'Opposition officielle (Bloc québécois), et trois par ceux du Parti réformiste, alors que les députés indépendants auraient la parole aux moments opportuns (Débats, 19 janvier 1994, p. 17). Cinq mois plus tard, le président Parent faisait remarquer que des députés affiliés à aucun parti reconnu étaient intervenus presque chaque jour pendant les «Déclarations de députés» (Débats, 16 juin 1994, p. 5439). Au début de la 38º législature en 1997, la répartition était la suivante: huit interventions par des députés du parti ministériel, trois par des députés de l'Opposition officielle (Parti réformiste), deux par ceux du Bloc québécois, et une chacune par les députés du Nouveau Parti démocratique et du Parti progressiste-conservateur.

Chambre, les secrétaires parlementaires peuvent le faire 49. Les chefs des partis de l'opposition en ont profité pour faire des interventions 50. Il est aussi arrivé que des présidents de séance autres que le Président fassent, en leur qualité de députés, des déclarations 51.

En temps normal, les rappels au Règlement découlant des «Déclarations de députés » sont reportés à la fin de la période des questions ⁵², mais dans certains cas l'utilisation de propos non parlementaires est examinée sur-le-champ ⁵³.

L'acceptabilité de chaque déclaration est laissée à la discrétion du Président qui peut ordonner à tout député qui abuse de cet article du Règlement de se rasseoir. Comme l'indiquait toutefois le Président Parent, dans une décision rendue en 1996, «la présidence est souvent coincée entre le respect de la liberté de parole et le débit rapide des déclarations de 60 secondes. 38 ». Il est souvent difficile pour la présidence de voir ce à quoi un député veut en venir et de déterminer si ses observations sont acceptables ou non avant que la déclaration ne soit terminée.

QUESTIONS ORALES

Les «Questions orales» constituent la troisième phase des activités quotidiennes. À chaque séance, la période des questions commence, après les «Déclarations de députés», au plus tard à 14 h 15 (11 h 15 le vendredi) 56. Elle dure au plus 45 minutes. Les députés peuvent alors essayer d'obtenir de l'information des ministres en posant des questions sur des sujets relevant de la compétence du gouvernement fédéral. La période des questions est examinée de plus près au chapitre 11, «Les questions».

Affaires courantes

Les Affaires courantes forment une partie du programme quotidien pendant laquelle certains travaux essentiels sont abordés, ce qui donne aux députés l'occasion de porter diverses questions à l'attention de la Chambre, le plus souvent sans débat. La

- 49. Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1994, p. 2036-2037.
- 50. Voir, par exemple, Débats, 27 novembre 1997, p. 2379; 26 février 1998, p. 4495; 9 juin 1998, p. 7807.
- 51. Voir, par exemple, Débats, 27 février 1985, p. 2542; 25 février 1993, p. 16461.
- Art. 47 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1991, p. 5509-5510; 25 février 1998, p. 4406-4407
- 53. Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1992, p. 12437, 12448; 19 mars 1998, p. 5126.
- 54. Art. 31 du Règlement. Il est arrivé au moins une fois que le Président autorise un député qu'il avait d'abord prié de se rasseoir de réviser sa déclaration et d'en présenter une version acceptable à la fin de la période des « Déclarations de députés » (Débats, 8 décembre 1992, p. 14849-14851).
- 55. Débats, 29 novembre 1996, p. 6899.
- 56. Art. 30(5) du Règlement. Il est arrivé que le début de la période des questions soit retardé lorsque les «Déclarations de députés» avaient été retardées ou prolongées, ou que le Président ait rendu une décision susceptible d'avoir une incidence sur la période des questions. Dans ces cas, le Président prolonge habituellement la période réservée aux «Questions orales». Voir, par exemple, Débats, 2 mai 1994, p. 3762-3763; 19 septembre 1994, p. 5811.

Chambre passe aux Affaires courantes à l'ouverture de la séance le mardi et le jeudi (dès que le Président a lu la prière et ordonné l'ouverture des portes), à 15 h le lundi et le mercredi, et à midi le vendredi (juste après la période des questions)⁵⁷.

Cette portion du programme quotidien regroupe diverses rubriques qui sont chaque jour abordées l'une après l'autre lorsque le Président les appelle. En voici la liste:

- Dépôt de documents;
- · Déclarations de ministres;
- Présentation de rapports de délégations interparlementaires;
- · Présentation de rapports de comités;
- · Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement;
- · Dépôt de projets de loi émanant des députés;
- Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat;
- Motions;
- Présentation de pétitions;
- · Questions inscrites au Feuilleton.

Après les Affaires courantes le mercredi, la Chambre passe aux «Avis de motions portant production de documents» immédiatement après les «Questions inscrites au Feuilleton». (Voir la partie pertinente de ce chapitre pour plus de détails.) Les demandes de débats d'urgence sont aussi examinées après les Affaires courantes, avant de passer à l'ordre du jour. (Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux», pour plus d'information.)

Au fur et à mesure que le Président appelle les différentes rubriques des Affaires courantes, les députés qui souhaitent intervenir se lèvent à leur place et obtiennent la parole. En général, ils auront au préalable signalé à la présidence ou au Bureau leur désir de soulever une affaire ⁵⁸. La durée des Affaires courantes varie d'un jour à l'autre selon le nombre d'affaires soulevées sous chaque rubrique.

Chacune des cinq premières rubriques, y compris le «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement», doit être appelée chaque jour de séance. C'est ainsi que, à 14 h le mardi et le jeudi, les «Déclarations de députés» viennent interrompre les Affaires courantes si la Chambre n'en a pas terminé du «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement». Le déroulement ordinaire des travaux reprend alors à 15 h, juste après la Période des questions, jusqu'à l'épuisement des points inscrits sous «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement», en empiétant autant que

^{57.} Art. 30(3) du Règlement. Les Affaires courantes peuvent être retardées si le Président doit rendre une décision ou examiner une question de privilège ou un rappel au Règlement.

^{58.} Il arrive qu'un ministre ou un député, absent, ne puisse pas intervenir sous une rubrique donnée pendant les Affaires courantes, ou qu'un document ne puisse pas être déposé au moment voulu. Plus tard au cours de la séance, le ministre ou le député peut demander à revenir, avec le consentement unanime de la Chambre, à une rubrique précise des Affaires courantes pour déposer un document ou présenter un rapport de comité, faire une déclaration, présenter une pétition ou proposer une motion. Voir, par exemple, Débats, 9 février 1995, p. 9390; 19 septembre 1995, p. 14622-14623.

nécessaire sur l'heure réservée aux Affaires émanant des députés ⁵⁹. Ce n'est évidemment pas le cas le lundi, le mercredi et le vendredi, puisque les «Déclarations de députés » et la Période des questions précèdent alors les Affaires courantes. Si les délibérations ne sont pas terminées à l'heure habituelle d'ajournement à la fin d'une journée de séance, la Chambre continue de siéger jusqu'à ce que les cinq premières rubriques des Affaires courantes, y compris le «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement», aient été appelées et épuisées. Le Président lève alors la séance jusqu'au jour de séance suivant ⁶⁰. Les jours où il reste du temps pour les Affaires courantes une fois terminées les délibérations sur le «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement», les Affaires courantes pourraient se poursuivre jusqu'à ce que l'heure normale d'ajournement de la séance le lundi ⁶¹, les «Déclarations de députés » le mardi et le jeudi ⁶², ou les Affaires émanant des députés le mercredi et le vendredi ⁶³ viennent les interrompre.

Historique

Le Règlement exige depuis la Confédération que la Chambre aborde chaque jour les affaires courantes. Les rubriques qui les composent, le moment auquel la Chambre y passe chaque jour et les catégories de sujets admissibles sous chaque rubrique ont cependant varié avec le temps. Pendant près de 40 ans après la Confédération, il n'y avait que quatre rubriques: la «Présentation des pétitions», la «Lecture et réception des pétitions», la «Présentation de rapports par les comités permanents et spéciaux» et les «Motions» ⁶⁴. En 1906, celle de la «Présentation de bills» a été ajoutée après les «Motions» (le dépôt des projets de loi se faisait jusque-là sous les «Motions») ⁶⁵. Quelques années plus tard, en 1910, une autre rubrique libellée «Première lecture des bills du Sénat» est venue s'ajouter après le «Dépôt de bills», pendant que les deux rubriques ayant trait aux pétitions disparaissaient ⁶⁶. L'ordre des rubriques des Affaires courantes est ensuite resté inchangé jusqu'en 1955, date à laquelle celle des «Avis de motions émanant du gouvernement» a été ajoutée ⁶⁷. Vingt ans plus tard, en

- 60. Art. 30(4)b) du Règlement.
- 61. Art. 24(2) du Règlement.
- 62. Art. 30(5) du Règlement.
- 63. Art. 30(6) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 23 avril 1997, p. 1519.
- 64. Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes, 1868, art. nº 19.
- 65. Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes, 1906, art. nº 25.

^{59.} Art. 30(4)a) du Règlement. Le 25 septembre 1989, une question de privilège a été soulevée au début de la séance. La Chambre n'a pu procéder aux Affaires courantes qu'après la période de questions, plus tard dans l'après-midi. La Chambre a terminé les premières rubriques des Affaires courantes, y compris le « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement », avant de passer aux Ordres émanant du gouvernement. Voir Débats, 25 septembre 1989, p. 3842; Journaux, p. 492-505.

^{66.} Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1910, art. n° 25. Malgré la disparition de la rubrique visant la présentation de pétitions, tout député qui souhaitait présenter une pétition à la Chambre (au lieu d'en saisir le Greffier) pouvait le faire à tout moment au cours des Affaires courantes, avant le dépôt des projets de loi (voir Règlement, art. n° 75). Voir aussi Débats, 29 avril 1910, col. 8784-8786.

^{67.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 886-887. «Les «Avis de motions émanant du gouvernement» figuraient jusque-là à l'ordre des travaux auquel la Chambre passait après les affaires courantes ordinaires.

1975, le «Dépôt de documents» et les «Déclarations de ministres» ont été ajoutés aux Affaires courantes pour reprendre des pratiques établies de longue date sous la rubrique des «Motions» ⁶⁸. En 1986, une nouvelle rubrique, la «Présentation de rapports de délégations interparlementaires», a été ajoutée et celle de la «Présentation de pétitions» a été rétablie ⁶⁹.

À la fin de 1986 et au début de 1987, la proposition de motions demandant «que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour» ⁷⁰ et «passe maintenant à l'article suivant des affaires courantes» ⁷¹ au cours des Affaires courantes conjuguée aux demandes de vote par appel nomal sur ce qui, en temps normal, aurait constitué des délibérations de pure forme ⁷², empêchaient non seulement à l'occasion la Chambre de se rendre aux Ordres émanant du gouvernement, mais aussi le gouvernement de déposer ses projets de loi ⁷³. À l'automne de 1986, un projet de loi d'initiative ministérielle visant à modifier la *Loi sur les brevets* a été inscrit au *Feuilleton*. L'opposition féroce à la mesure a entraîné le recours à de telles motions pendant les Affaires courantes pour retarder le dépôt, la première lecture et la deuxième lecture

- 68. Journaux, 14 mars 1975, p. 373; 24 mars 1975, p. 399. L'ordre des rubriques des Affaires courantes a été remanié ainsi: «Présentation de rapports des Comités permanents et spéciaux», «Dépôt de documents», «Déclarations de ministres», «Dépôt de bills», «Première lecture de bills publics émanant du Sénat», «Avis de motions émanant du gouvernement», et «Motions».
- 69. Journaux, 6 février 1986, p. 1663, 1665; 13 février 1986, p. 1710.
- 70. L'article 59 du Règlement stipule qu'une telle motion a la priorité sur toute autre motion dont la Chambre est saisie. On trouvera des exemples de pareilles motions proposées sous différentes rubriques dans Débats, 24 novembre 1986, p. 1437 (proposée sous «Présentation de pétitions»); 20 mars 1997, p. 9241-9242 (proposée sous «Dépôt de documents»); 19 mars 1997, p. 9230-9231; 1« avril 1998, p. 5649-5650; 2 juin 1998, p. 7452-7456 (proposée au cours du débat sur une motion d'adoption d'un rapport de comité sous «Motions»). Le 30 janvier 1990, une motion visant à passer à l'ordre du jour a été proposée sous «Dépôt de documents». Lorsqu'une question de privilège a été soulevée concernant le recours à cette motion pour empêcher les députés de présenter des pétitions, la présidence a jugé que ce n'était pas là une question de privilège (Débats, p. 7588-7589).
- 71. Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1986, p. 1192-1193; 25 novembre 1986, p. 1485-1488; 8 avril 1987, p. 4983; 9 avril 1987, p. 4996-4997. Dans ces quatre cas, la motion a été proposée sous « Présentation de pétitions » qui précédait alors le « Dépôt de projets de loi ».
- 72. À l'époque, par exemple, les motions visant le dépôt et la première lecture d'un projet de loi d'intérêt public, bien que ne pouvant pas faire l'objet d'un débat, pouvaient faire l'objet d'un vote et des votes par appel nominal étaient souvent demandés.
- 73. Le dépôt de ces motions pendant les Affaires courantes est une tactique dont se servent à la fois le gouvernement et les partis d'opposition soit pour retarder la progression d'une affaire (le dépôt de projets de loi ou l'adoption d'un rapport de comité, par exemple), soit pour accélérer l'étude d'un point en mettant fin subitement aux Affaires courantes afin que la Chambre puisse passer immédiatement à l'ordre du jour. En fait, le gouvernement se sert souvent de motions du genre pour passer aussi rapidement que possible aux Ordres émanant du gouvernement tandis que l'opposition s'en sert pour retarder le dépôt de certains projets de loi d'initiative ministérielle, ou la présentation de motions du gouvernement sous la rubrique « Motions », voire pour empêcher de passer à l'ordre du jour.

369

du projet de loi ⁷⁴. Lorsque le comité législatif chargé d'examiner la mesure en a fait rapport à la Chambre en y proposant des amendements ⁷⁵, le gouvernement a donné avis d'une motion d'attribution de temps pour l'étude du projet de loi à l'étape du rapport ⁷⁶. Le gouvernement entendait proposer cette motion d'attribution de temps lorsque les «Motions» seraient appelées à la rubrique des Affaires courantes; mais le recours aux tactiques dilatoires a empêché la Chambre d'atteindre cette rubrique ⁷⁷. Le 13 avril 1987, pour tenter d'escamoter certaines rubriques des Affaires courantes, le secrétaire parlementaire du vice-premier ministre a proposé que la Chambre passe du «Dépôt de documents» aux «Motions», ce qui aurait eu pour effet, si la motion avait été adoptée, de faire tomber toutes les autres rubriques des Affaires courantes. Le Président avait déclaré une motion semblable irrecevable à peine quelques mois plus tôt ⁷⁸. Un débat s'est ensuite engagé sur un rappel au Règlement et le Président a reporté sa décision ⁷⁹.

Dans sa décision 80, le Président Fraser s'inquiétait de ce que ces tactiques d'obstruction ne perturbent le déroulement des Affaires courantes et de ce que l'abus des règles de procédure ne se substituent au débat: «Cette pratique peut empêcher la présentation de pétitions, retarder indéfiniment le dépôt de projets de loi émanant tant des députés que du gouvernement et bloquer complètement le débat sur les motions d'adoption des rapports de comité ou d'attribution de temps 81 ». Selon lui, compte tenu des diverses tactiques d'obstruction utilisées par les partis d'opposition depuis

- 75. Journaux, 16 mars 1987, p. 586-591.
- 76. Journaux, 7 avril 1987, p. 719.
- 77. Voir Débats, 8 avril 1987, p. 4983-4988; 9 avril 1987, p. 4990-4997.
- 78. Débats, 24 novembre 1986, p. 1435. Le Président avait jugé qu'il n'était pas dans les règles de proposer une motion qui empêcherait, lors d'une journée de séance donnée, d'aborder certaines rubriques (par exemple, faire passer la Chambre du «Dépôt de documents» aux « Motions »).
- 79. Débats, 13 avril 1987, p. 5071-5082.
- 80. Voir Débats, 14 avril 1987, p. 5119-5122.
- 81. Débats, 14 avril 1987, p. 5120.

^{74.} Le 6 novembre 1986, à la fin de la « Présentation de pétitions », un député de l'opposition a proposé que la Chambre passe à l'ordre du jour. Lorsque la motion a été rejetée à la suite d'un vote par appel nominal, un ministre a proposé le dépôt du projet de loi, et la motion a été adoptée lors d'un vote par appel nominal. Le lendemain, pendant la « Présentation de pétitions », un député de l'opposition a de nouveau proposé que la Chambre passe à l'ordre du jour, et la motion a de nouveau été rejetée à la suite d'un vote par appel nominal. Un député de l'opposition a alors proposé une motion demandant « qu'on donne maintenant la parole à un député », laquelle a été adoptée sans procéder à un vote par appel nominal. Le gouvernement a par la suite proposé que «la Chambre passe maintenant à l'article suivant des Affaires courantes» (« Dépôt de projets de loi »); et la motion a été adoptée suivant un vote par appel nominal. Après le rejet, par vote par appel nominal, de motions visant le dépôt de deux projets de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-22, Loi modifiant la Loi sur les brevets, a finalement franchi l'étape de la première lecture et la Chambre en a ordonné l'impression à la suite d'un vote par appel nominal. Voir Journaux, 6 novembre 1986, p. 180-182; 7 novembre 1986, p. 188-191. Voir aussi Débats, 7 novembre 1986, p. 1187-1202. Avant la deuxième lecture du projet de loi, le 8 décembre 1987, il y a eu, pendant les Affaires courantes, huit autres votes par appel nominal portant pour la plupart sur ces deux motions. Voir Journaux, 21 novembre 1986, p. 224; 24 novembre 1986, p. 229-230; 25 novembre 1986, p. 234-235; 3 décembre 1986, p. 269-270; 5 décembre 1986, p. 280; 8 décembre 1986, p. 286-288.

quelques semaines pour bloquer une mesure législative controversée, empêchant ainsi tout débat sur la mesure et sur d'autres projets de loi d'initiative ministérielle, il serait dans le meilleur intérêt de la Chambre de laisser, en l'instance, le gouvernement déposer sa motion, qui aurait pour effet d'estomper certaines rubriques des Affaires courantes. Il soulignait toutefois le besoin d'étudier toute la question du recours à des motions visant à passer outre à des rubriques des Affaires courantes et «qu'il ne faudrait sanctionner aucune procédure qui permette de bloquer complètement et indéfiniment les travaux de la Chambre ¹² ». Il précisait aussi que sa décision s'insérait dans une série d'événements auxquels les règles de procédure n'offraient aucune solution et ne devait pas faire jurisprudence.

En juin 1987, le Règlement a été modifié de manière à placer les éléments des Affaires courantes dans leur ordre actuel, à scinder la rubrique du « Dépôt des projets de loi » en deux entités distinctes pour le dépôt des projets de loi d'initiative ministérielle et ceux d'initiative parlementaire, en plus d'adopter une procédure pour l'achèvement des délibérations sous la rubrique « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » ⁸³. La rubrique des « Questions inscrites au Feuilleton » a été ajoutée à la liste, tandis que les « Avis de motions du Gouvernement » étaient éliminés des Affaires courantes.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

La première rubrique appelée par le Président lors des Affaires courantes est celle du «Dépôt de documents», qui y a été ajoutée en 1975⁸⁴. Avant cette date, aucun moment n'était fixé aux ministres pour le dépôt de documents, ce qu'ils faisaient habituellement pendant les Affaires courantes, à l'étape des «Motions». Les changements apportés en 1975 ne faisaient qu'entériner une pratique déjà établie pour le dépôt de documents.

Le dépôt des rapports et états ⁸⁵ est une des façons par lesquelles la Chambre obtient de l'information. Pendant longtemps, lorsqu'un ordre ou une adresse de la Chambre ou une mesure législative exigeait le dépôt de documents, le ministre n'avait qu'à se lever, habituellement pendant les Affaires courantes, et présenter le document à la Chambre en bonne et due forme. Son dépôt était consigné aux Journaux. Lorsque le gouvernement voulait déposer un document que la Chambre n'avait pas exigé, il fallait adopter une motion pour en autoriser le dépôt ⁸⁶. Pour parer au temps toujours croissant que l'étude de ces motions lui prenait, la Chambre a adopté, en 1910, une nouvelle règle sur leur utilisation ⁸⁷. Les ministres n'avaient plus qu'à demander à la Chambre l'autorisation de déposer ces documents, qui leur

^{82.} Débats, 14 avril 1987, p. 5121.

^{83.} Journaux, 3 juin 1987, p. 1017-1018.

^{84.} Journaux, 14 mars 1975, p. 373; 24 mars 1975, p. 399.

^{85.} Documents dont la Chambre a ordonné le dépôt, ou qui sont exigés par une loi.

^{86.} Voir, par exemple, Débats, 9 mai 1892, col. 2328; Journaux, 5 juin 1899, p. 227-228.

^{87.} Journaux, 29 avril 1910, p. 555-556.

était habituellement accordée ⁸⁸. En 1968, le Règlement a été modifié pour permettre à un ministre, ou son secrétaire parlementaire, de déposer tout rapport ou document, pourvu qu'on y traite de ce qui relève des responsabilités administratives du gouvernement ⁸⁹. Le gouvernement est aussi tenu, depuis 1982, de déposer une réponse globale à un rapport de comité lorsque ce dernier en fait la demande ⁹⁰, et depuis 1986 de déposer une réponse à toutes les pétitions qui lui sont renvoyées ⁹¹ ainsi que les annonces de nomination par décret ⁹².

Outre les documents administratifs que les ministres peuvent déposer à la Chambre, des lois, ordres de la Chambre, ou articles du Règlement exigent le dépôt, chaque année ou chaque session, de certains états, rapports et autres documents⁹³. Plusieurs lois précisent les conditions de dépôt; certaines obligent, par exemple, les ministres à déposer des rapports annuels des ministères, organismes et commissions qui relèvent de leur responsabilité administrative⁹⁴.

Un ministre ou un secrétaire parlementaire, au nom du ministre, dépose ces documents à la Chambre pendant les Affaires courantes à l'étape du « Dépôt de documents » ⁹⁵. En anglais, cette forme de dépôt se dit souvent « by the front door ».

Le Règlement permet aussi, comme solution de rechange, qu'un ministre dépose auprès du Greffier de la Chambre ces documents exigés par une loi, un ordre de la Chambre, ou un article du Règlement. C'est ce qu'on appelle en anglais un dépôt «back-door». Le choix de la méthode de dépôt utilisée pour les documents exigés reste entièrement à la discrétion du ministre; un ministre ne peut cependant

- 88. Voir, par exemple, Débats, 2 mars 1920, p. 88-89; 4 décembre 1968, p. 3472.
- 89. Art. 32(2) du Règlement. Voir aussi Journaux, 20 décembre 1968, p. 569-570.
- 90. Art. 109 du Règlement. Voir Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- 91. Art. 36(8) du Règlement. Voir Journaux, 6 février 1986, p. 1665 et 13 février 1986, p. 1709-1710.
- 92. Art. 110 du Règlement. Voir Journaux, 6 février 1986, p. 1664; 13 février 1986, p. 1709-1710.
- 93. En avrii 1993, le Président a décidé que, à défaut de produire à temps un document dont le dépôt est exigé par la loi, le gouvernement avait, à première vue, porté atteinte au privilège. La question a par la suite été renvoyée au Comité permanent de la gestion de la Chambre. (Voir Débats. 24 février 1993, p. 16393-16394; 29 mars 1993, p. 17722; 19 avril 1993, p. 18104-18106.) Dans son rapport à la Chambre, le Comité estimait que: «[...] les délais réglementaires et procéduraux doivent être respectés. Si un document ne peut être déposé dans le délai prescrit, le ministre responsable devrait en informer la Chambre avant la date limite fixée; il est inacceptable que l'on ne tienne pas compte de la date limite ». Voir Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 15 juin 1993, fascicule nº 56, p. 13-15 (cent-unième rapport), présenté le 8 septembre 1993 (Journaux, p. 3338). La 34º législature (1988-1993) a été dissoute avant que la Chambre puisse étudier le rapport. Voir aussi Débats, 3 février 1992, p. 6289-6293; 5 février 1992, p. 6425-6428 lorsqu'une question de privilège connexe a été soulevée et tranchée.
- 94. Art. 153 du Règlement. Au début de chaque session du Parlement, le Greffier de la Chambre fait imprimer et porter à chaque député une liste de tous les rapports et autres états périodiques que certains fonctionnaires, ministères et sociétés privées doivent déposer ou faire déposer à la Chambre.
- Souvent, un ministre déposera un document à cette étape, et prendra ensuite la parole sur la question en cause à l'étape suivante, les « Déclarations de ministres » (voir, par exemple, Journaux, 25 mai 1994, p. 472-473).
- Art. 32(1) du Règlement. Cet article a été adopté en 1955 pour sauver du temps (voir Journaux, 12 juillet 1955, p. 916-917).

déposer qu'à la Chambre, pendant les Affaires courantes, un document dont le dépôt n'est pas exigé. Les *Journaux* font état, chaque jour de séance, des documents présentés à la Chambre ou déposés auprès du Greffier⁹⁷.

Lorsqu'un ministre dépose à la Chambre un rapport, un état ou tout autre document exigé, un décret de nomination ou un certificat proposant une nomination, il le renvoie automatiquement au comité permanent approprié de la Chambre, habituellement en fonction du sujet traité⁹⁸. Comme ces renvois sont permanents, il n'y a pas d'échéance précise pour l'étude des documents par les comités⁹⁹.

Tous les documents déposés à la Chambre par un ministre ou un secrétaire parlementaire, selon le cas, que ce soit en cours de séance ou auprès du Greffier, doivent être présentés dans les deux langues officielles ¹⁰⁰. Il est aussi arrivé que, en plus d'être déposés dans les deux langues officielles, les documents exigés le soient aussi sous d'autres formes (disquettes, audio-cassettes, vidéo-cassettes ou cédéroms, ou imprimés en braille ou en gros caractères) ¹⁰¹.

Tout document dont un ministre cite un extrait au cours du débat ou en réponse à une question doit être déposé ¹⁰². Cette pratique est examinée de plus près au chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{97.} Art. 32(3) du Règlement.

Art. 32(5) et (6) du Règlement. Il est arrivé que des motions renvoyant un rapport à plus d'un comité soient adoptées, par dérogation aux ordres ou pratiques de la Chambre (voir, par exemple, Débats, 27 juin 1990, p. 13172-13173; 27 février 1991, p. 17715).

^{99.} Pour plus de détails, voir le chapitre 20, «Les comités».

^{100.} Art. 32(4) du Règlement. En 1988, une motion d'initiative parlementaire, proposée par Jean-Robert Gauthier (Ottawa – Vanier), priant la Chambre d'exiger que les documents officiels qui sont déposés ou distribués à la Chambre le soient en anglais et en français a été adoptée, d'où l'ajout de cet article au Règlement de la Chambre (Journaux, 16 septembre 1988, p. 3556). Voir aussi Débats, 8 juin 1989, p. 2812-2813; 17 décembre 1990, p. 16824.

Voir, par exemple, *Journaux*, 8 novembre 1990, p. 2244 (audio-cassette); 12 mai 1992, p. 1445 (résumé en braille et audio-cassette); 11 décembre 1996, p. 991 (cédéroms). Voir aussi *Débats*, 8 novembre 1990, p. 15289-15290; 19 novembre 1992, p. 13604-13605 (disquette).

^{102.} Voir, par exemple, Débats, 17 octobre 1995, p. 15488; 2 octobre 1997, p. 415; 29 octobre 1997, p. 1287; 29 avril 1998, p. 6293. Voir aussi Débats, 19 février 1998, p. 4125, où le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a soillicité le consentement unanime au dépôt d'un article de journal cité par un ministre qui n'existait qu'en anglais. Le consentement a été donné.

Dépôt de documents par les députés

Selon une pratique établie de longue date à la Chambre, les simples députés ne peuvent pas déposer de documents, officiels ou non 103, même avec le consentement unanime de la Chambre 104. Contrairement aux ministres qui doivent déposer les documents exigés par une loi ou découlant de leurs responsabilités administratives 105, aucune disposition du Règlement n'autorise le dépôt de document par les simples députés. La difficulté de les produire dans les deux langues officielles, comme l'exige le Règlement 106, est une autre raison invoquée contre cette éventualité. Des députés ont parfois été autorisés cependant, depuis le milieu des années 1980, à déposer des documents avec le consentement unanime de la Chambre 107; ces documents ne sont déposés le plus souvent que dans une seule langue 108. Des députés ont, à l'occasion, déposé sur le Bureau de la documentation à l'intention de leurs collègues, mais ce n'est pas considéré comme un dépôt officiel 109. Le chapitre 13,

- 103. Journaux, 6 avril 1971, p. 475-476. Le Président Lamoureux a indiqué que, s'il est vrai que les ministres doivent déposer les documents officiels cités au cours d'un débat pour étayer leur argumentation, cette règle n'a jamais été interprétée de façon à l'étendre à un document, officiel ou non, mentionné par un simple député. Lorsqu'un député a sollicité, en 1974, le consentement unanime de la Chambre en vue de déposer un document, le Président Lamoureux a déclaré que « le Règlement ne prévoit aucune disposition qui permettrait à un simple député de déposer ou de produire des documents d'une manière ou d'une autre », puis a suggéré que les députés pourraient «probablement les rendre publics par divers autres moyens» (Débats, 3 décembre 1974, p. 1882). Voir aussi Débats, 1* février 1985, p. 1914; 14 mai 1985, p. 4744; 28 janvier 1987, p. 2821.
- 104. Il est arrivé que le Président refuse d'en saisir la Chambre lorsqu'un simple député sollicite le consentement unanime en vue de déposer un document. Voir, par exemple, *Débats*, 25 mars 1985, p. 3326-3327; 27 juin 1986, p. 15006.
- 105. Art. 32(1) et (2) du Règlement.
- 106. Art. 32(4) du Règlement.
- 107. Voir, par exemple, Débats, 8 juin 1989, p. 2812-2813; 5 décembre 1990, p. 16330; 30 novembre 1992, p. 14276; 1st février 1994, p. 690; 16 mars 1994, p. 2369; 2 octobre 1997, p. 415; 13 février 1998, p. 3866. En vertu d'un ordre spécial de la Chambre, des députés ont déposé des documents sur le débat constitutionnel en 1992 (Journaux, 5 février 1992, p. 975; Débats, p. 6429-6430). Un simple député a été autorisé, une première fois, à solliciter le consentement unanime de la Chambre en vue de déposer un document le 15 novembre 1978, mais il semble qu'il y ait eu des consultations ou un accord préalables en ce sens avec le parti ministériel (Débats, p. 1160-1161). Le Président Sauvé a tenté à deux reprises de dissuader les députés de déposer des documents avec le consentement unanime de la Chambre, tout en acceptant de saisir la Chambre de leur demande (Débats, 18 janvier 1983, p. 21954-21955; 6 mai 1983, p. 25229). Le Président Francis a permis à deux reprises à des députés de solliciter le consentement unanime (Débats, 14 février 1984, p. 1362-1363; 18 avril 1984, p. 3185). Le Président Bosley a constamment refusé de telles requêtes (voir, par exemple, Débats, 13 février 1985, p. 2313; 23 septembre 1985, p. 6864). En 1986, en autorisant un député à solliciter le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document, le Président Fraser a indiqué à la Chambre qu'il respecterait sa décision car « la Chambre a manifestement décidé de déroger à la pratique habituelle » (Débats, 24 octobre 1986, p. 709-710).
- 108. Voir, par exemple, Journaux, 5 décembre 1990, p. 2379; 30 novembre 1992, p. 2254; 1° février 1994, p. 88; 16 mars 1994, p. 260; 2 octobre 1997, p. 70.
- Voir, par exemple, Débats, 13 juin 1991, p. 1646. Voir aussi les observations du Président, Débats, 24 février 1992, p. 7531.

«Le maintien de l'ordre et le décorum», traite aussi du dépôt de documents par les simples députés.

Dépôt de documents par le Président

Le Président dépose des documents qui ont trait aux fonctions administratives ou cérémonielles de sa charge ou qui ont trait à la procédure et aux affaires de la Chambre 110. En sa qualité de président du Bureau de régie interne, il dépose également:

- · les procès-verbaux du Bureau de régie interne 111;
- des rapports annuels sur les activités et dépenses des comités ¹¹²;
- le règlement administratif du Bureau de régie interne et les modifications qui y sont apportées ¹¹³;
- le Rapport sur les plans et priorités annuel de l'Administration de la Chambre des communes tel qu'approuvé par le Bureau de régie interne¹¹⁴; et
- le Rapport sur le rendement annuel de l'Administration de la Chambre des communes tel qu'approuvé par le Bureau de régie interne¹¹⁵.

Le Président dépose également le rapport annuel du bibliothécaire parlementaire 116.

- 110. Voir, par exemple, Journaux, 5 avril 1989, p. 26 (Règlement annoté de la Chambre des communes); 4 février 1992, p. 970 (rapport d'une visite officielle); 8 septembre 1992, p. 1924 (documentation concernant le rappel de la Chambre); 1" juin 1993, p. 3091 (rapport sur les initiatives prises par la Chambre pour servir les Canadiens avec un handicap); 23 septembre 1997, p. 11-12 (lettre du gouvernement au sujet de l'avis de deux motions émanant du gouvernement concernant un Feuilleton spécial; copie du discours du Trône); 24 septembre 1997, p. 19 (Règlement de la Chambre des communes); 1" octobre 1997, p. 56 (Budget des dépenses de la Chambre des communes); 23 octobre 1997, p. 139 (Rapport sur l'administration de la Chambre pour la 35" législature).
- 111. L'article 148(1) du Règlement exige que le Président dépose, dans les 10 jours qui suivent l'ouverture de chaque session, un rapport renfermant le compte rendu des réunions tenues par le Bureau au cours de la session précédente (voir, par exemple, *Journaux*, 16 mai 1991, p. 36; 27 janvier 1994, p. 71). Depuis juin 1994, les comptes rendus sont déposés dès que le Bureau les approuve (voir, *Débats*, 8 juin 1994, p. 5030). Ils sont habituellement déposés auprès du Greffier de la Chambre et consignés dans les *Journaux* (voir, par exemple, *Journaux*, 10 octobre 1997, p. 109; 13 février 1998, p. 464).
- 112. Art. 121(4) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 30 septembre 1994, p. 758; 18 septembre 1995, p. 1908; 10 octobre 1997, p. 109; 9 octobre 1998, p. 1145. L'article 148(2) du Règlement exige en outre que le Président dépose toute décision du Bureau de régle interne concernant les budgets des comités. Voir, par exemple, Journaux, 15 janvier 1991, p. 2560-2561; 10 juin 1993, p. 3197. Depuis la 35° législature (1994-1997), ces décisions figurent dans les comptes rendus des réunions du Bureau qui sont maintenant déposés à la Chambre dès leur approbation.
- 113. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. (1985), ch. P-1, telle que modifiée par la L.C. 1991, ch. 20, art. 2 (par. 52.5(2)). Toute modification au règlement administratif adoptée par le Bureau doit être déposée dans les 30 jours qui suivent. Ces documents sont habituellement déposés auprès du Greffier de la Chambre et consignés dans les Journaux (voir, par exemple, Journaux, 2 décembre 1996, p. 950; 10 octobre 1997, p. 109; 13 février 1998, p. 464).
- 114. Voir, par exemple, Journaux, 25 mars 1998, p. 620; 5 mars 1999, p. 1561.
- 115. Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1998, p. 1271.
- 116. Voir, par exemple, Journaux, 2 février 1999, p. 1455.

Diverses lois désignent en outre le Président comme celui par l'entremise duquel les rapports doivent être déposés à la Chambre 117. Des dispositions législatives obligent en particulier cinq mandataires du Parlement — le directeur général des élections, le vérificateur général, le commissaire aux langues officielles, le commissaire de l'accès à l'information et le commissaire à la protection de la vie privée — à transmettre leurs rapports annuels et tout rapport spécial d'enquête au Président qui les dépose ensuite à la Chambre 118. Le Président dépose également le rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne 119 et les rapports des commissions provinciales et territoriales de délimitation des circonscriptions électorales dans le cadre du processus décennal de rajustement des limites des circonscriptions lorsqu'il les reçoit du directeur général des élections 120.

Dépôt de documents pendant les périodes d'ajournement ou de prorogation

Depuis 1994, des dispositions du Règlement permettent aux ministres, pendant les périodes d'ajournement, de déposer une fois par mois auprès du Greffier de la Chambre, le mercredi qui suit le quinzième jour du mois d'une période d'ajournement, tout état, rapport ou autre document qu'une loi, un ordre spécial, ou le Règlement de la Chambre les oblige à déposer à la Chambre, y compris les réponses aux pétitions et aux rapports de comités ¹²¹. Le premier jour de séance après l'ajournement, ces documents sont consignés dans les *Journaux* et réputés avoir été déposés le mercredi en cause ¹²². Même si en principe le dépôt d'un document vient a échéance pendant une période d'ajournement, un ministre a toutefois la possibilité d'attendre le premier jour de séance qui suit pour le déposer à la Chambre ou auprès du Greffier ¹²³.

- Voir, par exemple, Journaux, 24 septembre 1997, p. 20 (Délibérations de la Société royale du Canada pour 1995); 26 mai 1998, p. 891 (Rapport du Commissaire à l'environnement et au développement durable pour l'année 1998).
- 118. Loi électorale du Canada, L.R.C. (1985), ch. E-2, art. 195(3); Loi sur le vérificateur général, L.R.C. (1985), ch. A-17, art. 7(3), 8(2), 19(2) modifiée par la L.C. 1994, ch. 32; Loi sur les langues officielles, L.R.C. (1985), quatrième supplément, ch. 31, art. 65(3), 66, 67(1), 69(1); Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. (1985), ch. A-1, art. 38, 39(1), et 40; Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R.C. (1985), ch. P-21, art. 38, 39(1) et 40(1). Voir, par exemple, Journaux, 26 novembre 1996, p. 918; 8 avril 1997, p. 1351; 24 septembre 1997, p. 19-20; 29 septembre 1997, p. 40.
- Loi canadienne sur les droits de la personne, L.C. 1998, ch. 9, art. 32. Voir, par exemple, Journaux, 23 mars 1999, p. 1649.
- 120. Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, L.R.C. (1985), ch. E-3, art. 21(1), telle que modifiée par le ch. 6 (deuxième supplément), art. 5. Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1995, p. 1867. Si le Parlement ne siège pas, les rapports sont déposés au cours des cinq premiers jours de séance à la reprise. Voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés» pour plus d'information.
- 121. Art. 32(1) du Règlement. Voir le vingt-septième Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté le 8 juin 1994 (*Journaux*, p. 545) et adopté le 10 juin 1994 (*Journaux*, p. 563). Voir aussi Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbaux et témolgnages*, fascicule nº 16, 9 juin 1994, p. 3-4.
- Voir, par exemple, Journaux, 18 septembre 1995, p. 1894, 1904; 3 février 1997, p. 1034; 2 février 1998, p. 404; 21 septembre 1998, p. 1040, 1053.
- 123. Voir, par exemple, Journaux, 18 septembre 1995, p. 1908 (documents déposés auprès du Greffier le premier jour de séance).

En règle générale, la prorogation met un terme à toutes les délibérations en cours au Parlement. Il est parfois impossible, cependant, de produire divers rapports et documents exigés par la Chambre de manière à les déposer pendant la même session où ils sont réclamés. Comme ces rapports et documents sont obtenus au moyen d'un ordre direct de la Chambre ou d'une adresse au gouverneur général, la prorogation aurait habituellement pour effet d'obliger à renouveler, la session suivante, les ordres et adresses qui n'ont pas encore été exécutés. Ceux-ci sont cependant considérés, conformément au Règlement de la Chambre, comme ayant été réadoptés au début de la nouvelle session sans motion en ce sens ¹²⁴. Selon une décision rendue par le Président, les réponses qui n'ont pas encore été données aux rapports de comités et aux pétitions sont assimilables aux documents dont le dépôt a été ordonné par la Chambre; elles doivent donc être déposées au cours de la nouvelle session ¹²⁵.

Dépôt de documents après la dissolution

Après la dissolution, le Greffier de la Chambre n'accepte d'avance, en vue de les déposer devant le prochain Parlement, aucun état, rapport ou autre document dont le dépôt est exigé par une loi du Parlement, une résolution de la Chambre ou son Règlement. Les ministres ou les ministères peuvent cependant, pendant la période où le Parlement est dissous, autoriser la diffusion de tout état, rapport ou autre document qu'ils doivent déposer à la Chambre. Le jour d'ouverture de la nouvelle législature, ces documents sont déposés, conformément aux exigences, par les membres du conseil des ministres ¹²⁶.

DÉCLARATIONS DE MINISTRES

Les « Déclarations de ministres » constituent la deuxième rubrique des Affaires courantes. Les ministres peuvent alors faire des annonces ou des déclarations qui ont trait à la politique gouvernementale ou à des questions d'intérêt national ¹²⁷. Après une déclaration d'un ministre, un porte-parole de chaque parti reconnu de l'opposition peut répliquer ¹²⁸.

- 124. Art. 49 du Règlement.
- 125. Débats, 27 juin 1986, p. 14969.
- 126. Voir, par exemple, Journaux, 18 janvier 1994, p. 19-26; 23 septembre 1997, p. 15-17.
- 127. Dans bien des cas, un ministre dépose d'abord un document sous la rubrique « Dépôt de documents». Il exposera ensuite, dans sa déclaration, le contexte dans lequel le document est déposé (voir, par exemple, Journaux, 25 mai 1994, p. 472-473; Débats, p. 4395-4400). Les premiers ministres se sont aussi prévalus de cette procédure pour faire des annonces à la Chambre (voir, par exemple, Débats, 27 novembre 1989, p. 6229, 6234-6239 (visite en URSS); 11 juin 1990, p. 12590, 12604-12610 (Accord du Lac Meech); 24 septembre 1991, p. 2585-2591 (propositions de renouvellement da l'édération canadienne); 8 février 1994, p. 1029-1032 (contrebande du tabac); 16 juin 1994, p. 5395-5397 (intégrité dans l'appareil gouvernemental); 22 novembre 1994, p. 8097 (nomination d'un nouveau gouverneur général); 10 juin 1999, p. 16195-16196 (Kosovo)). Les chefs des partis reconnus de l'opposition répondent habituellement à la déclaration du premier ministre.
- 128. Art. 33(1) du Règlement.

Historique

Bien que la pratique d'accueillir les déclarations de ministres soit établie depuis longtemps, cette rubrique est de création récente. Au moment de la Confédération, les règles écrites ne renfermaient rien sur le genre de déclaration que les ministres peuvent désormais faire. Dès 1867 toutefois, des ministres se levaient parfois, juste avant de passer à l'ordre du jour, pour parler de questions de politique gouvernementale ou d'intérêt public ¹²⁹. D'autre part, jusqu'en 1915 au moins, les premiers ministres faisaient souvent des déclarations pour expliquer les remaniements ministériels ¹³⁰. Des représentants des partis d'opposition répliquaient d'habitude aux énoncés de politique, tandis que les remaniements ministériels appelaient traditionnellement des remarques du chef de l'Opposition.

La pratique s'est précisée avec la multiplication des énoncés de politique; l'usage s'était établi, au début des années 1950, de limiter aux chefs de parti le droit de réplique. En 1959, non seulement était-on revenu à la pratique de laisser un porteparole de chaque parti de l'opposition répliquer au lieu de réserver ce privilège aux chefs de parti, mais les déclarations se faisaient, non plus juste avant de passer à l'ordre du jour, mais à l'étape des «Motions» durant les Affaires courantes. La pratique a de nouveau changé, la même année, lorsque le Président a signalé à la Chambre qu'il jugeait inacceptable, de la part de l'opposition, une «observation plus longue que l'exposé lui-même ¹³¹».

Un article a été ajouté au Règlement en 1964, tant pour officialiser la tradition des déclarations faites à l'étape des «Motions» que pour établir des lignes directrices visant à régir la procédure. La nouvelle règle permettait d'énoncer des éléments de politique gouvernementale sans provoquer de débat. Elle entérinait en outre la pratique établie de laisser les partis d'opposition répliquer¹³². Ce dernier aspect a provoqué par la suite un débat sur la définition d'un parti au sens du Règlement; des députés ont cité dans ce contexte la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes (devenue la Loi sur le Parlement du Canada), qui faisait des concessions additionnelles aux chefs de partis comptant plus de 12 députés. En définitive, le Président est arrivé à la conclusion que, tant que la Chambre n'aura pas mieux précisé qui peut répliquer à une déclaration de ministre, la présidence se laisserait guider par l'usage qui permet depuis longtemps à chaque parti, mais pas aux députés indépendants, de répliquer aux déclarations de ministres ¹³³.

Voir, par exemple, Débats, 12 décembre 1867, p. 257-263; 12 septembre 1919, p. 246-263; 19 avril 1932, p. 2136-2140; 4 juin 1940, p. 497-500.

^{130.} Voir, par exemple, Débats, 12 février 1877, p. 32-33; 16 février 1915, p. 218-219.

^{131.} Débats, 24 mars 1959, p. 2273-2274.

^{132.} Voir le troisième Rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation, adopté le 7 mai 1964 (Journaux, p. 297); voir aussi Débats, 7 mai 1964, p. 3153-3156, et notamment les observations de Stanley Knowles (Winnipeg Nord Centre).

Voir Journaux, 18 février 1966, p. 158-160. Voir aussi Débats, 15 février 1966, p. 1224-1227; Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, S.C. 1963, ch. 14, art. 3.

378

Ces directives sont restées en vigueur jusqu'en 1975, date à laquelle, sur la recommandation d'un comité de la procédure, la façon de répliquer aux déclarations de ministres a été modifiée de manière à permettre aux représentants de l'opposition de faire des observations, puis aux députés de poser des questions. Le Président obtenait, par la même occasion, toute latitude pour limiter la durée de ces délibérations, qui se dérouleraient désormais à une nouvelle étape des Affaires courantes, celle des «Déclarations de ministres» 134. Après avoir bien fonctionné au début, cette nouvelle façon de procéder est vite devenue interminable et difficile à régir, à telle enseigne que l'habitude de faire des énoncés de politique et des annonces à la Chambre est tombée en désuétude afin, semble-t-il, de ne pas gaspiller le temps précieux de la Chambre et de le consacrer à d'autres affaires gouvernementales 135. Suivant les recommandations de deux comités spéciaux chargés d'examiner les réformes de la procédure au début et au milieu des années 1980, la Chambre a modifié sensiblement le déroulement des «Déclarations de ministres». Pour encourager les ministres à annoncer à la Chambre toute nouvelle politique gouvernementale, des modifications éliminant la «mini période de questions» qui s'engageait habituellement après une déclaration et limitant les observations à ce sujet à un représentant de chaque parti de l'opposition ont été proposées 136. Finalement adoptés à titre provisoire en juin 1985 et en février 1986, ces changements sont devenus permanents en juin 1987 137. Les nouvelles règles modifiaient aussi l'horaire de la séance de manière à préserver le temps réservé aux Ordres émanant du gouvernement et aux Affaires émanant des députés, en prolongeant au besoin la séance, au-delà de l'heure habituelle d'ajour-

Lignes directrices

Pendant les «Déclarations de ministres», les ministres sont censés faire des déclarations concises et concrètes sur la politique gouvernementale ou des annonces d'intérêt national ¹³⁹. Seuls les porte-parole de partis reconnus par la Chambre

nement quotidien, d'une période équivalente à celle consacrée à la déclaration 138.

- 134. Voir le deuxième Rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation présenté le 14 mars 1975 (*Journaux*, p. 373) et adopté le 24 mars 1975 (*Journaux*, p. 399). Voir aussi dans *Journaux*, 18 avril 1975, p. 459-460, une déclaration du Président sur le fonctionnement de cette nouvelle règle.
- 135. Voir Débats, 10 février 1983, p. 22716-22717.
- 136. Voir Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 29 septembre 1983, fascicule n° 24, p. 3-5 et Journaux, 30 septembre 1983, p. 6250; Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, Procès-verbaux et témoignages, 19 décembre 1984, fascicule n° 2, p. 18-19 et Journaux, 20 décembre 1984, p. 211.
- Journaux, 27 juin 1985, p. 912-913, 919; 6 février 1986, p. 1647; 13 février 1986, p. 1710; 3 juin 1987, p. 1018-1019.
- 138. Jusqu'en 1994, le prolongement de la séance pouvait avoir lieu pendant la pause du midi (voir, par exemple, Débats, 27 février 1992, p. 7682; 14 mai 1992, p. 10695). Au besoin, toute période additionnelle s'ajoutait à la fin de la journée (voir, par exemple, Débats, 12 mars 1987, p. 4085, 4098; 24 septembre 1991, p. 2605-2606).
- 139. Art. 31(1) du Règlement. À une occasion, deux ministres ont fait une déclaration commune (voir Débats, 24 mars 1999, p. 13442-13444).

peuvent intervenir en réponse à une déclaration de ministre ¹⁴⁰. Il est cependant arrivé que d'autres députés soient autorisés à intervenir avec le consentement unanime de la Chambre ¹⁴¹. Les députés ne peuvent pas, dans leur réplique, engager un débat ou poser des questions au ministre ¹⁴². Les répliques ne peuvent pas dépasser, en durée, la déclaration du ministre; s'ils la dépassent, les députés se voient interrompre par le Président ¹⁴³. Les règles ne précisent pas la limite de temps dont le ministre dispose ou que ces délibérations peuvent prendre, mais la présidence a toute latitude pour en limiter la durée ¹⁴⁴.

Rien n'oblige un ministre à faire une déclaration à la Chambre. La décision d'un ministre d'annoncer quelque chose en dehors de la Chambre au lieu de faire une déclaration à la Chambre pendant les Affaires courantes a donné lieu à des questions de privilège, mais la présidence a toujours jugé sans fondement les allégations d'atteinte au privilège ¹⁴⁵.

La coutume veut que, par courtoisie, un ministre prévienne les porte-parole de l'opposition de son intention de faire une déclaration à la Chambre. Rien n'interdit cependant au ministre de faire une déclaration sans donner un tel avertissement 146.

La durée de la déclaration d'un ministre et des répliques de l'opposition s'ajoute à la période réservée aux Ordres émanant du gouvernement ce jour-là. L'heure réservée aux Affaires émanant des députés, s'il y a lieu, et l'heure habituelle d'ajournement quotidien, y compris les délibérations sur la motion d'ajournement, peuvent être retardées en conséquence 147.

PRÉSENTATION DE RAPPORTS DE DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

La troisième rubrique des Affaires courantes, la «Présentation de rapports de délégations interparlementaires», a été ajoutée en 1986 sur recommandation d'un comité

- Voir, par exemple, Débats, 25 octobre 1990, p. 14665-14669. Voir aussi Débats, 19 juin 1991, p. 2084;
 juin 1992, p. 11166; 3 juin 1992, p. 11306-11307.
- 141. Voir, par exemple, Débats, 10 mars 1992, p. 7883-7884; 24 novembre 1992, p. 13905-13906; 8 février 1994, p. 1034; 27 avril 1995, p. 11843; 8 mars 1996, p. 489. Le président d'un comité permanent a obtenu, une fois, le consentement unanime pour répliquer à une déclaration de ministre (Débats, 16 mars 1994, p. 2364). Des députés d'arrière-ban du parti ministériel ont aussi obtenu le consentement unanime pour répliquer à des déclarations de ministres (Débats, 8 février 1994, p. 1035; 12 mars 1997, p. 8955).
- 142. Voir, par exemple, Débats, 11 avril 1994, p. 2867.
- 143. Art. 33(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 mai 1994, p. 4400; 9 juin 1994, p. 5059.
- 144. Art. 33(1) du Règlement.
- 145. Voir, par exemple, *Débats*, 1* novembre 1974, p. 957; 2 mars 1977, p. 3578-3579; 17 février 1978, p. 2972; 8 février 1982, p. 14755; 2 décembre 1985, p. 9027; 4 octobre 1989, p. 4309; 18 février 1998, p. 4073; 3 décembre 1998, p. 10826-10831.
- Voir, par exemple, Débats, 18 mars 1987, p. 4305; 2 avril 1987, p. 4810; 8 avril 1987, p. 4982; 12 avril 1988, p. 14357-14362; 11 avril 1994, p. 2867; 27 octobre 1994, p. 7273-7274.
- 147. Art. 33(2) du Règlement. Il est arrivé que la prise en considération des Ordres émanant du gouvernement soit prolongée de plus de 60 minutes: Débats, 12 mars 1987, p. 4085, 4098 (71 minutes); 24 septembre 1991, p. 2605-2606 (107 minutes); 29 octobre 1991, p. 4141 (67 minutes); 7 février 1995, p. 9253 (80 minutes).

spécial afin de donner aux délégations interparlementaires un moyen de faire rapport de leur travail à la Chambre ¹⁴⁸.

Les députés font souvent partie de délégations interparlementaires officielles qui voyagent à l'étranger ou au Canada, où ils représentent à la fois la Chambre et le Parlement. Une délégation interparlementaire officielle est une délégation, composée en tout ou en partie de députés, qui est nommée et financée soit par le Président, soit par une association parlementaire reconnue, pour représenter la Chambre ou l'association en cause lors d'une activité interparlementaire officielle au Canada ou à l'étranger.

Une association parlementaire est une association internationale, dont la section canadienne est composée à la fois de députés et de sénateurs, qui permet des échanges d'idées et d'information et la mise en commun de connaissances et d'expériences par les contacts personnels ¹⁴⁹. Les échanges, conférences et colloques sur divers sujets forment les principales activités de ces associations. Le Parlement canadien participe à 10 associations parlementaires officielles:

- · Les Échanges législatifs Canada-Chine;
- · Le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis;
- · L'Association interparlementaire Canada-France;
- · Le Groupe interparlementaire Canada-Japon;
- · L'Association parlementaire Canada-Royaume-Uni;
- L'Assemblée de l'Atlantique Nord (Association parlementaire canadienne de l'OTAN);
- · L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF);
- · L'Association parlementaire Canada-Europe;
- · L'Association parlementaire du Commonwealth (APC);
- · L'Union interparlementaire (UI).

^{148.} Voir la page 47 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839). Déposées le 6 février 1986 (Journaux, p. 1663), les modifications proposées au Règlement ont été adoptées le 13 février 1986 (Journaux, p. 1710). Des préoccupations semblables avaient été exprimées dès 1973 lorsqu'un député a proposé une motion destinée à «signaler à la Chambre des communes et au Sénat quelques-unes des délibérations des diverses réunions de la Conférence interparlementaire» (Débats, 1^{ex} mars 1973, p. 1803-1809). L'idée a aussi été évoquée en 1977 (Débats, 20 décembre 1977, p. 2054).

^{149.} L'annonce par un ministre de la création d'une nouvelle association parlementaire a donné lieu, une fois, à une question de privilège. Le député qui soulevait cette question a fait valoir que la création de groupes interparlementaires n'est pas une question administrative qui relève du Cabinet. Dans sa décision, le Président Parent a convenu que le ministre avait outrepassé ses pouvoirs. Il a fait ressortir que la création des associations parlementaires est régie par certains organismes administratifs de la Chambre des communes et du Sénat. Voir Débats, 21 avril 1998, p. 5910-5914; 23 avril 1998, p. 6035-6037.

Ces associations forment des délégations pour participer à des réunions, des colloques et des conférences internationales avec leurs homologues ou pour organiser pareilles activités au Canada. Chaque association, qui est régie par une constitution, élit certains de ses membres pour former son comité exécutif. Le Sénat et la Chambre des communes assurent le soutien administratif et le financement.

Outre ces associations parlementaires, le Parlement canadien participe à trois groupes d'amitié officiels dont le volet canadien est composé à la fois de députés et de sénateurs; ces groupes visent à renforcer la compréhension mutuelle entre le Canada et un autre pays par les échanges bilatéraux. Les trois groupes d'amitié en question sont:

- · le Groupe d'amitié Canada-Allemagne;
- le Groupe d'amitié Canada-Israël;
- le Groupe d'amitié Canada-Italie.

La Chambre et le Sénat leur apportent de l'aide administrative, mais n'assument pas le coût des réunions et voyages. Les frais d'adhésion des parlementaires qui en font partie constituent leur seule source de revenu.

À la suite de tout voyage effectué dans le cadre de ses fonctions, au Canada ou à l'étranger, chaque délégation interparlementaire est tenue de présenter un rapport d'activité à la Chambre dans les 20 jours de séance qui suivent son retour ¹⁵⁰. Le rapport renferme habituellement le nom des députés qui formaient la délégation, les dates de voyage, et de l'information sur les activités de la délégation et le coût du voyage. Lorsque le Président appelle la «Présentation de rapports de délégations interparlementaires » au cours des Affaires courantes, le chef de la délégation, ou un député agissant en son nom, se lève et présente le rapport ¹⁵¹. Le député peut alors traiter brièvement du contenu du rapport, mais aucun débat n'est permis ¹⁵². Il est aussi arrivé que le Président présente des rapports de visites officielles à l'étranger lorsqu'il s'agissait de délégations parlementaires dirigées par un président de séance ¹⁵³. Le rapport est consigné comme document parlementaire de sorte que le public y a accès ¹⁵⁴. Aucune autre mesure n'est prise.

PRÉSENTATION DE RAPPORTS DE COMITÉS

Toute information que des comités permanents, spéciaux ou législatifs et des comités mixtes permanents ou spéciaux de la Chambre désirent communiquer à celle-ci

^{150.} Art. 34(1) du Règlement. Cet article a été modifié en 1987 de façon à porter de 10 à 20 le nombre de jours de séance dont disposent les délégations pour présenter leur rapport (*Journaux*, 3 juin 1987, p. 1026).

^{151.} Il est arrivé que des députés obtiennent le consentement unanime afin de déposer un rapport d'une délégation non officielle (voir, par exemple, *Débats*, 25 février 1998, p. 4407; 5 mars 1999, p. 12504; 21 avril 1999, p. 14162).

^{152.} Art. 34(2) du Règlement.

^{153.} Voir, par exemple, Débats, 4 février 1992, p. 6376; 16 mai 1996, p. 2851; 10 mars 1997, p. 8842.

^{154.} Un numéro de document parlementaire est attribué à tout document déposé à la Chambre ou déposé auprès du Greffier au cours d'une session de la législature. Tous les documents ainsi déposés sont à la disposition du public.

doit l'être sous forme de rapports. Les comités présentent des rapports sur divers sujets, dont:

- · les projets de loi;
- · les prévisions budgétaires;
- · les enquêtes thématiques;
- les questions qui touchent le mandat, la gestion et le fonctionnement des ministères dont ils sont chargés;
- · les nominations par décret;
- · les décrets-lois; et
- les dispositions de lois exigeant un examen.

Cela se fait à la quatrième étape des Affaires courantes, la «Présentation de rapports de comités», l'une des quatre rubriques qui figuraient au départ, au moment de la Confédération, dans le Règlement de la Chambre. Lorsque le Président appelle cette rubrique et donne la parole au président du comité, ou à un membre du comité en son absence, celui-ci se lève à sa place pour présenter le rapport et en «expliquer brièvement le sujet» 155. Si le comité a adopté une motion demandant au gouvernement de répondre à son rapport, cette demande est alors transmise oralement 156. Pourvu qu'un rapport en version imprimée soit déposé dans les deux langues officielles, il peut aussi l'être sous d'autres formes comme une disquette, une audio-

- 155. Art. 35(1) du Règlement. En 1985, un comité spécial a recommandé de permettre aux députés qui présentent des rapports à la Chambre d'en fournir une brève explication afin de les porter à l'attention de la Chambre (voir la page 22 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 18 juin 1985 (Journaux, p. 839)). L'article actuel du Règlement a été adopté le 13 février 1986 (voir Journaux, 6 février 1986, p. 1663; 13 février 1986, p. 1710). Si les observations du président de comité dépassent la portée du rapport, le Président peut l'interrompre (voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1992, p. 14654-14655). Il est arrivé qu'un député de l'opposition soit autorisé, par consentement unanime, à formuler des observations sur un rapport (Débats, 18 octobre 1994, p. 6816; 31 octobre 1994, p. 7430). Jusqu'en 1955, chaque rapport présenté à la Chambre était lu intégralement par un greffier au Bureau et le texte était reproduit dans les Journaux du jour. Dans le cas d'un long rapport, on se dispensait souvent de la lecture. Cette pratique a été abandonnée en 1955, après quoi seuls les rapports dont le député avait, en le présentant, déclaré l'intention d'en proposer l'adoption le jour même étaient lus (Journaux, 12 juillet 1955, p. 944). Le texte de tous les rapports, qu'ils aient été lus ou non, continuait cependant de paraître dans les Journaux. Les choses ont continué ainsi jusqu'à ce que la Chambre décide, en 1981, de ne plus publier dans les Journaux que le texte des rapports sur les projets de loi et les prévisions budgétaires (voir Débats, 11 décembre 1981, p. 13973-13974). La lecture, par un greffier au Bureau, des rapports dont le présentateur déclarait son intention de proposer l'adoption le jour même s'est poursuivie dans les années 1980. Maintenant, l'usage veut qu'un greffier au Bureau ne fasse la lecture d'un rapport qu'à la demande du Président avant de solliciter le consentement unanime de la Chambre pour passer immédiatement à la motion d'adoption. Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1991, p. 2848.
- 156. Art. 109 du Règlement. Le gouvernement est tenu de déposer sa réponse dans les 150 jours qui suivent la présentation du rapport. Le Président a décidé que, même si un comité peut demander une réponse à une partie seulement de son rapport, le gouvernement peut se livrer à des commentaires sur l'ensemble du rapport (Débats, 13 mai 1986, p. 13232).

cassette, une vidéo-cassette ou un cédérom, voire en braille ou en gros caractères 157. Tous les *Procès-verbaux* pertinents du comité doivent accompagner le rapport.

Le Règlement ne renferme aucune disposition au sujet du dépôt de rapports minoritaires ¹⁵⁸, mais on permet aux comités, depuis avril 1991, d'annexer des opinions ou recommandations supplémentaires ou dissidentes à leurs rapports ¹⁵⁹. Un des membres du comité qui représente l'opposition officielle peut, au nom de ceux qui appuient les opinions exprimées en annexe, en donner une brève explication après la présentation du rapport et toute déclaration du président ou du présentateur ¹⁶⁰. Aucun autre député ne peut se livrer à des commentaires sur le rapport à cette étape ¹⁶¹.

- 157. Voir, par exemple, Journaux, 14 juin 1993, p. 3204; 16 juin 1993, p. 3318; 8 septembre 1993, p. 3338-3339.
- Voir Journaux, 24 juillet 1969, p. 1397-1399; 16 mars 1972, p. 194-195; Débats, 24 novembre 1994, p. 8252-8253.
- 159. Art. 108(1)a) du Règlement. Les comités permanents sont autorisés « à faire rapport à ce sujet à l'occasion et à joindre en appendice à leurs rapports, à la suite de la signature de leur président, un bref énoncé des opinions ou recommandations dissidentes ou complémentaires présentées, le cas échéant, par certains de leurs membres ». Ce genre d'appendice n'est ajouté qu'après l'adoption d'une motion en ce sens par le comité avant la présentation du rapport à la Chambre. En 1994, l'impression d'opinions dissidentes dans un rapport du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada a suscité un rappel au Règlement à la Chambre. Les opinions dissidentes figuralent dans un deuxième volume, au lieu de s'insérer après la signature du président. Tout en décidant que la Chambre accepterait le rapport tel que présenté, le Président a rappelé que les opinions dissidentes auraient dû être insérées après la signature du président comme le précise le Règlement. Le Président Parent a en outre mis les comités en garde de s'en tenir rigoureusement aux dispositions de l'article 108(1)a) du Règlement à l'avenir. Voir Débats, 24 novembre 1994, p. 8252-8253. Bien que cet article du Règlement ne vise que les comités permanents, la Chambre a adopté comme pratique courante de l'appliquer également aux comités spéciaux (voir Débats, 24 novembre 1994, p. 8252). Voir aussi le chapitre 20, «Les comités», pour plus d'information sur la forme des rapports de comités.
- 160. Art. 35(2) du Règlement. Le membre du comité qui est député de l'Opposition officielle dispose d'autant de temps que celui qui a présenté le rapport du comité (*Débats*, 18 octobre 1994, p. 6816; 7 novembre 1997, p. 1715-1716). L'application de cette règle n'a pas été uniforme depuis son adoption en avril 1991 (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2905, 2908). Les députés appellent souvent les «opinions dissidentes » des rapports minoritaires, et il est arrivé que des députés demandent et soient autorisés à présenter des «rapports minoritaires» après la présentation du principal rapport du comité (voir, par exemple, *Débats*, 12 décembre 1991, p. 6171-6172; 16 juin 1993, p. 20921). Comme le Président Parent l'a cependant fait observer dans une décision rendue en 1994: «Quelle que soit l'appellation que les médias ou les députés eux-mêmes utilisent pour une telle dissidence, la Chambre n'a jamais reconnu l'existence ni permis le dépôt de rapports minoritaires. Le Président Lamoureux a, à deux reprises, condamné l'idée de rapports minoritaires. Il a expliqué à la Chambre que ce qui lui était présenté par un comité était le rapport du comité et non le rapport de la majorité du comité ». Voir *Débats*, 24 novembre 1994, p. 8252.
- 161. Des députés qui n'étaient pas de l'Opposition officielle ont toutefois, à l'occasion, demandé et obtenu le consentement unanime pour intervenir (voir, par exemple, Débats, 13 avril 1994, p. 2980; 7 novembre 1997, p. 1716; 1st décembre 1997, p. 2503). Lorsque deux opinions dissidentes sont annexées à un rapport, un membre d'un parti autre que l'Opposition officielle ne peut faire des observations sur les annexes qu'avec le consentement de la Chambre (voir Débats, 14 mai 1992, p. 10692). Si l'Opposition officielle n'annexe pas d'opinion dissidente, mais qu'un troisième parti le fait, un membre de ce parti ne peut fournir une explication de sa position qu'avec le consentement unanime de la Chambre (voir Débats, 18 juin 1992, p. 12322; 21 juin 1995, p. 14322).

Une motion d'adoption d'un rapport de comité peut être présentée à l'étape des « Motions » pendant les Affaires courantes s'il en a été donné avis par écrit depuis 48 heures. Après avoir présenté un rapport, habituellement sur une question peu controversée, le président de comité peut toutefois indiquer son intention de proposer l'adoption du rapport plus tard au cours de la séance avec le consentement unanime de la Chambre. Lorsque les « Motions » sont appelées, il se lève et demande la permission de la Chambre de proposer l'adoption du rapport. Un greffier au Bureau fera, sur demande, la lecture à haute voix du rapport surtout parce qu'il n'est pas facile pour les députés d'obtenir des copies papier du rapport à la Chambre 162. L'adoption du rapport se fait souvent sans débat.

Le chapitre 20, «Les comités», donne plus d'information sur les rapports de comités.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » suit immédiatement la présentation de rapports de comités. Jusqu'en juin 1987, tous les projets de loi d'intérêt public parrainés par le gouvernement ou de simples députés étaient déposés à l'étape du «Dépôt de projets de loi ». À la suite de modifications au Règlement, cette étape a été divisée en «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » et «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » et «Dépôt de projets de loi émanant des députés » ¹⁶³.

C'est à cette étape que la Chambre est d'abord saisie des mesures législatives d'initiative ministérielle. Après un préavis d'au moins 48 heures ¹⁶⁴, tout projet de loi d'intérêt public parrainé par le gouvernement est inscrit au Feuilleton en respectant l'ordre chronologique. Lorsque le Président appelle le « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement », tout ministre qui désire déposer un projet de loi signale son intention d'aller de l'avant (la présidence ayant été prévenue que le ministre souhaitait déposer un projet de loi), ce sur quoi le Président propose la motion visant à autoriser le dépôt du projet de loi selon la formule suivante: « (nom du ministre), appuyé par (nom du député), demande la permission de déposer un projet de loi intitulé "Loi..." ¹⁶⁵». Une motion demandant l'autorisation de déposer un projet de loi est

^{162.} Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1991, p. 2848.

^{163.} Voir Journaux, 3 juin 1987, p. 1016, 1018.

^{164.} Art. 54(1) du Règlement. Il est arrivé que, du consentement unanime de la Chambre, le préavis de 48 heures ne soit pas exigé (voir, par exemple, *Débats*, 19 décembre 1990, p. 16951; 10 octobre 1991, p. 3557, 3559; 14 février 1992, p. 7056; 5 mai 1992, p. 10145-10146; 8 février 1994, p. 1035). La dérogation à cette exigence a aussi été consentie conformément à l'article 53 du Règlement (*Journaux*, 15 mars 1995, p. 1219). Voir le chapitre 12, «Les étapes du débat» pour plus d'information sur les préavis requis.

^{165.} Art. 68(1) du Règlement. Cet article est resté inchangé depuis son adoption en 1867. Voir l'article 39 de Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868. Voir le chapitre 16, "Le processus législatif", pour plus d'information sur le dépôt et la première lecture des projets de loi d'initiative ministérielle.

réputée adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁶⁶. Une fois la motion adoptée, le ministre peut fournir une explication succincte du projet de loi ¹⁶⁷.

Immédiatement après l'adoption d'une motion demandant l'autorisation de déposer un projet de loi, le Président propose que le projet de loi soit lu une première fois et imprimé ¹⁶⁸. Cette motion est aussi réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁶⁹. Un greffier au Bureau se lève alors et déclare: « Première lecture de ce projet de loi / First reading of this bill » ¹⁷⁰. Le Président complète le processus

- 166. Art. 68(2) du Règlement. De 1867 à 1913, une motion demandant la permission de déposer un projet de loi pouvait faire l'objet d'un débat et d'amendements. En avril 1913, le Règlement a été modifié pour tenter de définir les motions susceptibles de faire l'objet d'un débat et d'en réduire le nombre. La motion demandant l'autorisation de déposer un projet de loi figurait parmi celles qu'on écartait (*Journaux*, 23 avril 1913, p. 546-548). Les députés pouvaient cependant encore rejeter une motion demandant l'autorisation de déposer une mesure, ce qui ne se produisait ordinairement que pour les projets de loi d'initiative parlementaire (voir, par exemple, *Débats*, 22 février 1932, p. 377-382; 3 août 1964, p. 6473; 13 novembre 1967, p. 4165-4166; 5 décembre 1967, p. 5035-5036; 7 novembre 1968, p. 1193). En avril 1991, le Règlement a été modifié de manière à ce qu'une motion demandant l'autorisation de déposer un projet de loi soit réputée adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2913).
- 167. Art. 68(2) du Règlement. Les ministres profitent rarement de cette occasion pour expliquer le but de la mesure, préférant attendre l'étape de la deuxième lecture du projet de loi. Il est cependant arrivé qu'un ministre donne une explication succincte d'un projet de loi (voir *Débats*, 1^{ec} décembre 1987, p. 11343-11344; 27 septembre 1990, p. 13481-13482; 27 février 1992, p. 7681; 10 avril 1992, p. 9655; 18 juin 1992, p. 12323; 5 février 1998, p. 3402-3403).
- 168. Art. 69(1) du Règlement. Dans sa version initiale, adoptée en décembre 1867, cet article du Règlement ne parlait que de la première lecture des projets de loi. Un comité spécial de la procédure a recommandé, en 1968, de libeller ainsi la motion portant première lecture: «Que le projet de loi soit lu la première fois et imprimé ». Dans l'esprit du comité, l'adoption de cette motion signifierait que la Chambre accepte le dépôt du projet de loi sans s'engager davantage, si ce n'est de permettre que le texte soit porté à la connaissance du Parlement et du public (voir les par. 10 et 11 du troisième Rapport du Comité spécial de la procédure de la Chambre, présenté le 6 décembre 1968 (Journaux, p. 432-433)).
- 169. Le libellé de la version initiale du Règlement interdisait de débattre de la motion principale ou d'y proposer des amendements, mais pas sa mise aux voix. Les Présidents appliquaient la règle rigoureusement et veillaient à ce qu'il n'y ait aucun débat à l'étape de la première lecture, à moins d'avoir le consentement unanime de la Chambre; ils étaient aussi fermement d'avis que la Chambre ne pouvait qu'accepter ou rejeter le projet de loi à l'étape de la première lecture (voir, par exemple, les remarques formulées par le Président dans Débats, 27 février 1912, col. 3985-3986; 13 février 1933, p. 2002-2003; 26 février 1934, p. 923-924; 2 avril 1962, p. 2501; 6 avril 1982, p. 16202). Au cours de la deuxième session de la 34° législature (avril 1989 mai 1991), les partis d'opposition ont souvent exigé, comme tactique d'ilatoire, des votes par appel nominal sur les motions de dépôt et de première lecture de projets de loi tant d'initiative ministérielle que d'initiative parlementaire. Comme chaque vote par appel nominal pouvait prendre jusqu'à 45 minutes, cela réduisait le temps réservé aux Ordres émanant du gouvernement. En avril 1991, le Règlement a été modifié de façon à ce que ces motions soient réputées adoptées sans mise aux voix (voir *Journaux*, 11 avril 1991, p. 2913-2914).
- 170. L'ancienne pratique qui avait cours au Parlement britannique de lire intégralement les projets de loi était déjà désuète au moment de la Confédération. Dès la première législature canadienne, la lecture du titre du projet de loi en anglais et en français était jugée suffisante à l'étape de la première lecture (Bourinot, 1[∞] éd., p. 518). En avril 1878, à la demande d'un député, le greffier adjoint a lu intégralement un projet de loi à l'étape de la première lecture. Dans ses remarques à ce sujet, le Président a souligné que, même si rien ne l'interdit, la lecture du texte des projets de loi est une coutume entièrement tombée en désuétude (Débats, 2 avril 1878, p. 1604-1606).

en demandant « Quand le projet de loi sera-t-il lu une deuxième fois? » et en répondant « À la prochaine séance de la Chambre. » La Chambre en convient sans l'adoption d'une motion 171. Lorsqu'elle désigne à quelle étape une question sera inscrite au Feuilleton, l'expression « prochaine séance de la Chambre » signifie que le projet de loi est inscrit à l'endroit voulu au Feuilleton pour faire l'objet de la deuxième lecture à une séance ultérieure selon la priorité que lui donne le Règlement, le soin de déterminer l'ordre dans lequel les mesures législatives d'initiative ministérielle sont appelées étant laissé au gouvernement. Aucun projet de loi ne peut faire l'objet de la deuxième lecture le jour même où il est déposé et lu pour la première fois sans un ordre spécial ou le consentement unanime de la Chambre 172. Après la première lecture, le projet de loi est inscrit au Feuilleton, parmi les « Ordres du jour », en vue de sa deuxième lecture à une séance ultérieure de la Chambre. Seule l'adoption des projets de loi de crédits à chacune des étapes le dernier jour désigné d'une période de subsides peut faire exception à cette règle 173.

Seul un ministre peut déposer un projet de loi du gouvernement. Puisqu'elle est considérée comme une initiative de l'ensemble du conseil des ministres, une telle mesure qui est inscrite au *Feuilleton* au nom d'un ministre peut être proposée, en son nom, par un autre ministre 174. Si le ministre ne souhaite pas déposer le projet de loi lorsqu'il y est invité, la mesure reste au *Feuilleton* en vue de procéder au dépôt et à la première lecture à une date ultérieure. Le gouvernement demande habituellement à un autre ministre d'appuyer la motion de dépôt d'un projet de loi d'initiative ministérielle, mais ce n'est pas obligatoire 175; un autre député peut en être chargé.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Tout projet de loi d'intérêt public parrainé par un député qui n'est pas ministre peut être déposé à cette étape, qui a été créée en juin 1987 par la scission de la rubrique du Dépôt des projets de loi en «Dépôt des projets de loi émanant du gouvernement» et «Dépôt de projets de loi émanant des députés » ¹⁷⁶. La procédure est identique à celle des projets de loi déposés par le gouvernement à l'étape précédente : le préavis

- 171. Un député a fait valoir, une fois, que cette question était en réalité une motion susceptible d'être mise aux voix. Le Président a toutefois décidé que cette pratique était tombée en désuétude et que, à moins de recevoir de la Chambre des indications claires du contraire, il serait inopportun d'appliquer aux pratiques actuelles une décision qui était sans doute pertinente il y a plus d'un siècle (Débats, 24 mai 1988, p. 15706, 15719-15723).
- 172. Voir, par exemple, Journaux, 8 février 1994, p. 130-132; 29 octobre 1997, p. 166. Notons aussi que l'article 71 du Règlement permet la lecture d'un projet de loi à plusieurs étapes le même jour en cas d'urgence ou de circonstances extraordinaires, ce qui se ferait par consentement unanime ou par un ordre spécial. Voir aussi le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 173. Art. 81(17) et (18)c) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 8 décembre 1994, p. 1008-1009.
- 174. Au sujet des rappels au Règlement soulevés lorsqu'un ministre a déposé des mesures relatives aux responsabilités administratives d'un autre ministre, le président Jerome a décidé que rien n'interdisait cette pratique (Débats, 20 juillet 1977, p. 7836-7837).
- 175. Voir, par exemple, Débats, 31 janvier 1985, p. 1845; 28 octobre 1991, p. 4070-4072, 4076.
- 176. Journaux, 3 juin 1987, p. 1016, 1018.

requis est le même ¹⁷⁷; le Président appelle le « Dépôt des projets de loi émanant des députés » qui figurent au *Feuilleton*; tout député qui désire déposer un projet de loi signale alors qu'il est prêt à aller de l'avant. Si le député n'est pas présent ou n'est pas prêt à déposer la mesure, celle-ci reste inscrite au *Feuilleton*. Si la Chambre donne son consentement unanime, un autre député que le parrain de la mesure peut toutefois proposer le dépôt du projet de loi au nom de ce dernier ¹⁷⁸. Une fois que le Président a repéré un appuyeur, la motion demandant l'autorisation de déposer la mesure est adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁷⁹. Contrairement au ministre qui renonce habituellement à l'occasion qui lui est donnée de parler brièvement du projet de loi à cette étape, les simples députés font invariablement des commentaires ¹⁸⁰. Le Président peut interrompre les explications données si le député se lance dans un débat ¹⁸¹.

Après les brèves explications du député sur le projet de loi, le Président propose à la Chambre que la mesure soit lue une première fois et imprimée. Cette motion est également réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁸². Un greffier au Bureau se lève alors et déclare «Première lecture de ce projet de loi / First reading of this bill». Le projet de loi est alors inscrit au Feuilleton, à la rubrique des «Affaires émanant des députés», en vue de la deuxième lecture ¹⁸³.

PREMIÈRE LECTURE DES PROJETS DE LOI PUBLICS ÉMANANT DU SÉNAT

Durant les Affaires courantes, la «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat» s'insère entre le «Dépôt des projets de loi émanant des députés» et les «Motions». Jusqu'en 1910, la première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat se faisait à l'étape des motions. L'étape de la «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat» a été ajoutée, juste après celle du «Dépôt de projets de loi», en avril 1910¹⁸⁴.

Lorsque le Sénat adopte un projet de loi public émanant du Sénat, un message est adressé à la Chambre pour l'en informer et lui demander de l'adopter. Ce message est reçu par le Greffier de la Chambre, et le Président en annonce le contenu dès que l'occasion se présente 185. Le Président donne lecture du message: «J'ai

^{177.} Les mesures sont inscrites par ordre chronologique au Feuillieton après en avoir donné, par écrit, un préavis de 48 heures. Le consentement unanime de la Chambre permet de déroger à cette exigence (voir, par exemple, Débats, 22 avril 1993, p. 18278-18279).

^{178.} Voir, par exemple, Débats, 27 janvier 1981, p. 6616; 15 juin 1993, p. 20795.

^{179.} Art. 68(2) du Règlement.

^{180.} Art. 68(2) du Règlement. Le 22 avril 1997, un député a déposé 29 projets de loi et fait des commentaires sur chacun (voir *Journaux*, 22 avril 1997, p. 1502-1506). Le même député a déposé 38 projets de loi le 13 février 1998 (*Journaux*, p. 458-463).

^{181.} Voir, par exemple, Débats, 28 mars 1996, p. 1329; 22 octobre 1997, p. 974; 7 novembre 1997, p. 1717.

^{182.} Art. 69(1) du Règlement.

^{183.} Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés», pour un exposé détaillé de l'étude et de l'adoption des projets de loi d'initiative parlementaire.

^{184.} Journaux, 29 avril 1990, p. 556.

^{185.} Bourinot, 4° éd., p. 272.

l'honneur d'informer la Chambre qu'un message a été reçu du Sénat informant la Chambre qu'il a adopté le projet de loi suivant et lui demande d'y donner son agrément: Loi...». Une motion demandant l'autorisation de déposer le projet de loi est inutile puisqu'il existe déjà sous forme imprimée. Le projet de loi est alors inscrit au Feuilleton sous la rubrique «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat» des Affaires courantes ¹⁸⁶.

Si le député ou le ministre 187 qui parraine le projet de loi à la Chambre des communes signale qu'il souhaite aller de l'avant lorsque le Président appelle la «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat» pendant les Affaires courantes, la motion «Que ce projet de loi soit lu une première fois» est réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix 188. Comme ces projets de loi sont déjà imprimés au moment de leur dépôt à la Chambre, il est inutile d'en ordonner la réimpression. Si le député ou le ministre qui le parraine à la Chambre n'est pas présent ou prêt à en proposer la première lecture lorsque la Chambre passe à cette rubrique, le projet de loi reste au Feuilleton en vue de sa première lecture à une séance ultérieure. Dans le cas des projets de loi d'initiative parlementaire, un député autre que le parrain de la mesure peut, avec le consentement unanime de la Chambre, proposer la première lecture du projet de loi au nom de ce dernier; dans le cas des

- 186. Voir, par exemple, Feuilleton, 10 juin 1998, p. 10; 11 juin 1998, p. 11. Il est arrivé une fois que l'avis de motion portant première lecture d'un projet de loi public émanant du Sénat ait été rayé du Feuilleton lorsqu'on a constaté que le projet de loi emplétait sur la prérogative royale en matière financière (Journaux, 12 novembre 1969, p. 79-80). En 1998, en réponse à un rappel au Règlement sur la recevabilité d'un projet de loi public émanant du Sénat qui avait été lu une première fois, le Président a décidé que, comme il imposait une taxe, le projet de loi aurait dû émaner de la Chambre des communes et être précédé par l'adoption d'une motion de voies et moyens. Les délibérations sur le projet de loi à l'étape de la première lecture ont été déclarées nulles et non avenues, et le projet de loi a été rayé du Feuilleton. Voir Débats, 2 décembre 1998, p. 10788-10791. Voir aussi le chapitre 16, «Le processus législatif» et le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».
- 187. Plusieurs projets de loi du Sénat ont été parrainés par le conseil des ministres. Voir, par exemple, *Journaux*, 18 juin 1992, p. 1793; 19 novembre 1992, p. 2079; 10 mars 1993, p. 2611; 23 mars 1994, p. 296; 14 juin 1995, p. 1723; 26 novembre 1997, p. 270; 2 février 1998, p. 403; 11 février 1998, p. 444; 25 mars 1998, p. 622; 28 mai 1998, p. 901; 3 juin 1998, p. 929.
- 188. Art. 69(2) du Règlement. Jusqu'en septembre 1994, la motion portant première lecture d'un projet de loi public émanant du Sénat était mise aux voix et il est arrivé que des projets de loi du Sénat soient rejetés à cette étape à la suite d'un vote par appel nominal (voir, par exemple, Journaux, 20 décembre 1989, p. 1059-1060; 18 juin 1990, p. 1920-1921). Cet article du Règlement a été modifié en juin 1994 lorsque la Chambre a adopté un rapport de comité qui recommandait divers changements aux règles de la Chambre (voir Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563; Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1994, fascicule nº 16, p. 5).

De 1968 à 1998, de simples députés se sont, à trois reprises, livrés à des commentaires sur un projet de loi public émanant du Sénat à l'étape de la première lecture (voir *Débats*, 21 septembre 1971, p. 8029; 29 juin 1987, p. 7715; 18 novembre 1998, p. 10145).

projets de loi du gouvernement, un projet de loi inscrit au nom d'un ministre peut être proposé en son nom par un autre ministre. Si aucun député n'est disposé à parrainer un projet de loi émanant du Sénat, aucune autre mesure n'est prise après la lecture du message reçu du Sénat. Le projet de loi reste au Feuilleton sous la rubrique «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat».

Une fois la motion portant première lecture adoptée, le Président demande chaque fois: «Quand le projet de loi sera-t-il lu une deuxième fois? À la prochaine séance de la Chambre? » La Chambre acquiesce sans motion en bonne et due forme et l'ordre portant deuxième lecture est inscrit au Feuilleton à la rubrique des Ordres émanant du gouvernement si le projet de loi est parrainé par un ministre 189, ou à la fin de la liste de priorité sous celle des «Affaires émanant des députés» si le projet de loi est parrainé par un simple député 190.

MOTIONS

La rubrique «Motions» est l'une des quatre rubriques qui formaient les Affaires courantes au moment de la Confédération¹⁹¹. Avec les années, divers types de motions, jadis examinées à cette étape, ont été catégorisées et ont obtenu leur propre créneau au programme quotidien, dont les motions d'initiative parlementaire, les motions portant dépôt de projets de loi, et les motions d'ajournement aux termes de l'article 52 du Règlement (débats d'urgence). Jusqu'en 1906, par exemple, les projets de loi étaient déposés à cette étape ¹⁹². Ce n'est qu'en 1964 que la Chambre a modifié le Règlement de manière à créer une étape distincte pour les déclarations de ministres, qui se faisaient jusqu'alors à l'étape des «Motions» ¹⁹³. En 1975, les «Avis de motions émanant du gouvernement ¹⁹⁴» et les «Motions» constituaient les deux derniers points abordés chaque jour. En plaçant les «Motions» au bas de la liste, les débats prolongés ne pouvaient plus empêcher la Chambre d'atteindre les autres

^{189.} Un projet de loi public émanant du Sénat parrainé par un ministre a déjà fait l'objet d'une première lecture pour ensuite franchir toutes les étapes au cours d'un même jour de séance (voir *Journaux*, 18 juin 1992, p. 1793, 1803).

^{190.} Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

^{191.} Voir Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, art. nº 19.

^{192.} Voir Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1906, art. nº 25.

^{193.} Journaux, 7 mai 1964, p. 297.

^{194.} Jusqu'en 1955, les avis de motions émanant du gouvernement formaient un point distinct à l'ordre du jour et étalent examinés en dehors des Affaires courantes à condition que les délibérations se rendent jusque-là. En 1955, le Règlement a été modifié de façon à permettre le transfert automatique aux Ordres émanant du gouvernement de tout avis de motion du gouvernement appelé par le Président pendant les Affaires courantes. Le Président pouvait ainsi les appeler chaque jour, en tant qu'élément des Affaires courantes, et ils ne faisaient plus, comme le Règlement l'indiquait clairement, l'objet d'un débat car ils étaient transférés immédiatement au Feuilleton et inscrits parmi les Ordres émanant du gouvernement pour examen ultérieur (Journaux, 12 juillet 1955, p. 886-887, 900).

affaires courantes 195. En 1987, l'étape des «Avis de motions émanant du gouvernement» a été supprimée et les autres rubriques ont été placées dans l'ordre actuel 196.

Diverses catégories de travaux se sont créées au cours des ans devant la nécessité de s'adapter à l'organisation du travail de la Chambre. Si certaines sont maintenant réservées au parti ministériel, ou à l'opposition, d'autres sont l'apanage des simples députés et d'autres encore sont limitées à ce qui touche le déroulement des affaires courantes de la Chambre. De manière générale, les motions portant sur des questions de fond ou de politique gouvernementale sont proposées soit par des ministres à l'étape des Ordres émanant du gouvernement, soit par de simples députés à celle des Affaires émanant des députés. Le genre de motions admissibles à l'étape des « Motions » a été limité essentiellement aux motions d'adoption des rapports de comités et aux motions visant les séances et délibérations de la Chambre 197.

La présidence a toujours maintenu que le leader parlementaire du gouvernement doit présenter toute motion concernant l'organisation des travaux de la Chambre 198 et que ces motions peuvent être abordées à l'étape soit des «Motions», soit des Ordres émanant du gouvernement, selon le bon vouloir du ministre qui en donne

^{195.} Paragraphe 9 du deuxième Rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, présenté le 14 mars 1975 (Journaux, p. 373) et adopté le 24 mars 1975 (Journaux, p. 399). Jusqu'en 1965, si le débat engagé à l'étape des «Motions» n'était pas terminé en une séance, il reprenait à la séance suivante (et éventuellement aux séances ultérieures) lorsqu'on atteignait cette étape. Cela empéchait donc la Chambre d'aborder d'autres affaires courantes après l'étape des Motions, ni les Ordres du jour ni la Période des questions. Le débat à la Chambre sur la motion d'adoption du rapport du Comité spécial sur un drapeau canadien a duré deux semaines avant d'arriver à une décision (seulement après l'imposition de la clôture), par exemple. Pendant 11 jours, la Chambre n'a pas franchi l'étape des Motions et il n'y a pas eu de Période des questions. (Voir Stewart, p. 63-64.) Le Règlement a été modifié de façon à ce que l'ordre portant reprise du débat amorcé à l'étape des Motions soit transféré à la rubrique des Ordres du jour inscrits au nom du gouvernement le lendemain et soit le premier point à l'ordre du jour (Journaux, 11 juin 1965, p. 224, 226). En 1968, le Règlement a de nouveau été modifié pour permettre au gouvernement de déterminer, sans restriction, l'ordre dans lequel ces travaux sont abordés (Journaux, 20 décembre 1968, p. 571).

^{196.} Journaux, 3 juin 1987, p. 1017-1018. Les avis de motions émanant du gouvernement susceptibles de faire l'objet d'un débat sont maintenant inscrits au Feuilleton parmi les Ordres émanant du gouvernement après le préavis normal de 48 heures (art. 56(1) du Règlement). Ils deviennent alors des ordres du jour, comme toute autre affaire d'initiative ministérielle dont la Chambre ordonne l'étude.

Bourinot, 4*éd., p. 219; Beauchesne, 4*éd., p. 79. Voir aussi Journaux, 2 mai 1961, p. 494; Débats, 13 juillet 1988, p. 17506; 18 juin 1996, p. 3981-3982.

Voir, par exemple, diverses décisions de Présidents: Journaux, 30 mai 1928, p. 476; 11 mai 1944, p. 365;
 2 mai 1961, p. 493-495; et les observations du Président dans Débats, 28 avril 1982, p. 16701.

avis ¹⁹⁹. Elle a aussi décrété que même si la «rubrique "Motions" englobe habituellement les questions reliées à l'administration des affaires de la Chambre et de ses comités, [...] elle n'est pas de la compétence exclusive du gouvernement, malgré sa prérogative indiscutable d'arrêter le programme des travaux dont la Chambre est saisie ²⁰⁰ ». La présidence accepte par conséquent certaines motions dont de simples députés donnent avis pour examen à l'étape des «Motions», comme des motions d'instructions à un comité ou d'adoption d'un rapport de comité ²⁰¹. Lorsque des députés donnent avis par écrit d'autres motions de fond, celles-ci sont inscrites au Feuilleton sous «Affaires émanant des députés » ²⁰².

Lorsque le Président appelle les «Motions» pendant les Affaires courantes, n'importe quel député ou ministre peut se lever et proposer une motion, à condition de l'avoir inscrite au Feuilleton 48 heures au préalable. Autrement, le député ou le ministre doit solliciter le consentement unanime de la Chambre pour la proposer²⁰³. Si le député ou le ministre qui a donné avis d'une motion n'est pas présent ou ne souhaite pas la présenter, la motion reste inscrite au Feuilleton jusqu'à une séance ultérieure.

Les motions examinées à cette étape sont souvent présentées sans préavis, avec le consentement unanime de la Chambre, et adoptées sans débat. Parmi les motions présentées sous cette rubrique, on peut signaler celles qui visent à:

- organiser les délibérations et les travaux de la Chambre ou de ses comités ²⁰⁴;
- modifier l'ordre des travaux de la Chambre ²⁰⁵;
- 199. Voir Débats, 16 mai 1985, p. 4821-4822 où le Président Bosley a été appelé à décider si une motion d'attribution de temps devait être proposée à l'étape des « Motions », pendant les Affaires courantes, ou plutôt inscrite parmi les « Avis de motions émanant du gouvernement », puis transférée aux Ordres émanant du gouvernement. Le Président a décidé que le gouvernement pouvait procéder comme bon lui semblait. Le Président Fraser a expliqué en 1988: « On se demande alors quelle est la distinction entre un avis de motion du gouvernement et une motion? J'estime qu'un avis de motion du gouvernement est toute motion dont le gouvernement donne préavis. En somme, ce qui distingue un avis de motion du gouvernement, ce n'est pas la teneur de la motion mais plutôt le motionnaire. Dans bien des cas, par conséquent, un avis de motion peut s'inscrire sous plus d'une rubrique et il appartient au ministre qui le donne de choisir la rubrique qui convient. De toute évidence, un avis de motion du gouvernement ne peut être proposé que par le gouvernement, mais ce dernier a la possibilité de le placer soit sous la rubrique "Motions" soit sous la rubrique "Avis de motions du gouvernement"» (Débats, 13 juin 1988, p. 16376-16379, et notamment p. 16377).
- 200. Débats, 13 juillet 1988, p. 17506.
- 201. Voir la décision du Président Fraser. Débats, 13 juillet 1988, p. 17504-17509. On a permis à un simple député d'inscrire à cette rubrique un avis de motion concernant la décision d'un comité de ne pas faire rapport à la Chambre d'un projet de loi d'initiative parlementaire (voir les décisions du Président Parent, Débats, 23 septembre 1996, p. 4560-4562; 21 novembre 1996, p. 6519-6520).
- 202. Voir la décision du Président Parent, Débats, 18 juin 1996, p. 3981-3982.
- 203. Bourinot, 4º éd.: «Ces motions exigent normalement un préavis, mais certaines sont tellement de pure forme que d'un commun accord personne n'insiste pour qu'on en donne avis » (p. 301).
- Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1989, p. 463; 5 février 1992, p. 975; 11 mars 1992, p. 1124; 24 novembre 1994, p. 927-928.
- 205. Voir, par exemple, Journaux, 4 novembre 1987, p. 1831; 2 juin 1988, p. 2778-2779; 6 mai 1994, p. 435.

- organiser les heures ou jours de séance de la Chambre 206;
- modifier le Règlement 207;
- suspendre le Règlement²⁰⁸;
- révoquer un ordre de la Chambre ²⁰⁹;
- adopter un rapport de comité²¹⁰;
- autoriser un comité à se déplacer²¹¹;
- créer un comité spécial²¹²;
- ordonner à un comité de faire quelque chose ²¹³;
- modifier la composition d'un comité²¹⁴;
- nommer des hauts fonctionnaires qui relèvent de la Chambre (comme le commissaire aux langues officielles, le commissaire à la protection de la vie privée, le directeur général des élections, et le commissaire à l'information)²¹⁵;
- adresser des messages à d'autres pays²¹⁶; et
- censurer des occupants du fauteuil²¹⁷.

- 206. Voir, par exemple, Journaux, 21 avril 1994, p. 380; 6 mai 1994, p. 435.
- 207. Voir, par exemple, Journaux, 5 avril 1989, p. 40-42; 23 mars 1990, p. 1397; 25 janvier 1994, p. 58-61.
- 208. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1994, p. 545.
- 209. Voir, par exemple, Journaux, 10 juin 1992, p. 1678; 5 avril 1995, p. 1334.
- 210. Voir, par exemple, Journaux, 29 avril 1992, p. 1336-1337; 13 avril 1994, p. 339.
- 211. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 27 septembre 1995, p. 1959.
- 212. Voir, par exemple, Journaux, 18 septembre 1991, p. 363; 30 octobre 1991, p. 568; 14 février 1992, p. 1026.
- 213. Voir, par exemple, Journaux, 16 octobre 1985, p. 1107; 13 juillet 1988, p. 3174-3175; 22 juin 1994, p. 655.
- 214. Voir, par exemple, Journaux, 17 mai 1991, p. 45; 27 septembre 1995, p. 1959; 23 septembre 1996, p. 666.
- 215. Voir, par exemple, Journaux, 19 juin 1991, p. 239; 2 décembre 1997, p. 313; 22 avril 1998, p. 692-693. Voir aussi Débats, 6 juin 1990, p. 12339-12340, où le Président Fraser a décidé que les motions visant la nomination du commissaire à l'information et celle du commissaire à la protection de la vie privée pouvaient être inscrites soit sous la rubrique « Motions » soit sous celle des « Avis de motions du gouvernement ». En 1998, la nomination du commissaire à l'information a fait l'objet d'un débat à l'étape des Ordres émanant du gouvernement (Journaux, 10 juin 1998, p. 999-1000).
- Voir, par exemple, *Journaux*, 28 novembre 1990, p. 2311; 30 octobre 1991, p. 568; 10 décembre 1991, p. 908.
- 217. Voir, par exemple, Journaux, 4 juin 1956, p. 691-693; 6 juin 1956, p. 713-714; 7 juin 1956, p. 719, 723; 8 juin 1956, p. 725-726; 18 mars 1964, p. 103-104; 19 mars 1964, p. 106-107; Feuilleton et Feuilleton des Avis, 4 mai 1992, p. 11, III-IV. Voir aussi Journaux, 28 mai 1956, p. 645-647 où le Président donne instruction au Greffier d'inscrire toute motion de censure qu'il reçoit à l'endroit de la présidence sous « Motions » parmi les Affaires courantes.

Bien que des motions de félicitations aient été présentées sous cette rubrique, le Président a mis en garde contre cette pratique ²¹⁸.

Une fois que la présidence a donné lecture d'une motion à la Chambre, le débat s'engage et il est permis d'y proposer des amendements; les règles normales du débat s'appliquent. Si, au cours du débat, une motion demandant de passer aux Ordres du jour est proposée et adoptée, la motion à l'étude est remplacée et rayée du Feuilleton²¹⁹. Lorsque le débat sur toute motion examinée pendant les Affaires courantes est ajourné²²⁰ ou interrompu (par l'ajournement normal de la séance le lundi, par les «Déclarations de députés» le mardi et le jeudi, ou par les Affaires émanant des députés le mercredi et le vendredi)²²¹, l'ordre de reprise du débat est transféré aux Ordres émanant du gouvernement²²². La motion ne sera remise en délibération qu'à l'étape des Ordres émanant du gouvernement dans l'ordre que le gouvernement jugera bon²²³.

Motions d'adoption des rapports de comités

Les motions demandant l'adoption des rapports de comités sont inscrites à la rubrique des «Motions», au Feuilleton, après un préavis de 48 heures. N'importe quel député peut donner avis d'une telle motion et plus d'un député peut donner avis d'une motion visant à faire adopter le même rapport ²²⁴. En général, c'est le président du comité qui donne avis d'une motion d'adoption du rapport de son comité et la présente. Comme pour toute motion qui n'est pas parrainée par un ministre, le député qui inscrit l'avis au Feuilleton est toutefois le seul qui puisse la proposer. En l'absence du motionnaire, un autre député ne peut la proposer en son nom qu'avec le consentement unanime de la Chambre ²²⁵.

- 218. Le 1" février 1993, au cours des Affaires courantes, un député a présenté, avec le consentement de la Chambre, une motion de félicitations à l'endroit d'une artiste canadienne du disque qui avait reçu un prix d'interprétation musicale (Journaux, p. 2422). Plus tard au cours de la même séance, un autre député s'est levé pour demander si ce genre de motion était recevable et s'il fallait les soulever sans préavis à l'étape des «Motions». Le Président a répondu que la motion aurait pu, si elle avait porté sur un sujet plus contesté, poser un problème et le mettre dans une situation difficile. Le Président Fraser s'est engagé à porter la question à l'attention du Comité permanent de la gestion de la Chambre (Débats, 1" février 1993, p. 15213, 15220-15222).
- Voir, par exemple, Journaux, 25 mars 1993, p. 2720; 22 juin 1994, p. 655; 1* avril 1998, p. 659; 2 juin 1998, p. 920-921.
- Voir, par exemple, Journaux, 13 décembre 1994, p. 1026-1027; 20 juin 1996, p. 592-593; 26 mars 1998, p. 633-634.
- 221. Voir, par exemple, Journaux, 23 avril 1997, p. 1518-1519; 26 avril 1999, p. 1766-1767.
- 222. Art. 66 du Règlement.
- 223. Art. 40(2) du Règlement. Il est rare que le gouvernement reprenne, à l'étape des Ordres émanant du gouvernement, le débat sur une motion présentée initialement par un simple député pendant les Affaires courantes.
- 224. Journaux, 20 janvier 1970, p. 327-329, et en particulier p. 328.
- 225. Débats, 17 octobre 1983, p. 28078-28079. Le consentement unanime de la Chambre n'est pas requis dans le cas des motions parrainées par un ministre. Une motion dont l'avis a été donné par un ministre peut être proposée par tout autre membre du Cabinet.

Comme mentionné précédemment, une telle motion peut être proposée sans préavis avec le consentement unanime de la Chambre pendant la séance au cours de laquelle le rapport de comité est déposé ²²⁶. Le député qui présente le rapport déclare normalement qu'il sollicitera la permission de la Chambre de proposer l'adoption du rapport plus tard dans la journée, à l'étape des «Motions»; le rapport du comité peut alors, avec l'autorisation de la Chambre, être examiné. Ces rapports portent souvent sur les pouvoirs, les séances ou la composition d'un comité et sont d'habitude adoptés sans débat.

Motions pour affaire courante auxquelles le consentement unanime a été refusé

Une règle adoptée en avril 1991 permet à la Chambre d'examiner toute motion pour affaire courante dont on n'a pas donné avis et dont la présentation exige le consentement unanime, qui lui a été refusé ²²⁷. Le Règlement définit une motion pour affaire courante comme étant toute motion qui «peut être requise pour l'observation du décorum de la Chambre, pour le maintien de son autorité, pour l'administration de ses affaires, pour l'agencement de ses travaux, pour la détermination des pouvoirs de ses comités, pour l'exactitude de ses archives et pour la fixation des jours où elle tient ses séances, ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne ²²⁸ ». Lorsque le consentement a été refusé à la proposition d'une telle motion, un ministre peut se lever à l'étape des « Motions » pendant les Affaires courantes pour demander au Président de saisir la Chambre de la question ²²⁹. Le Président met alors la question aux voix sans débat ni amendement ²³⁰. Si, lorsqu'il demande à ceux qui s'y opposent de se lever à leur place, 25 députés ou plus se lèvent pour indiquer leur opposition, la motion est réputée retirée ²³¹; autrement, elle est adoptée ²³². Depuis 1991, des

- 226. Voir, par exemple, Journaux, 6 février 1995, p. 1080-1081. Dans un cas, en 1985, le député qui présentait le rapport a expliqué que celui-ci renfermait une recommandation visant à modifier le nom du comité et qu'il avait l'intention de solliciter l'adoption du rapport plus tard au cours de la séance. Le Président a signifié à la Chambre que le rapport semblait dépasser le mandat du Comité et qu'il ne serait pas réglementaire de donner suite à la motion d'adoption. Le député a fait valoir que la motion pourrait être adoptée avec le consentement unanime. Le Président a décidé sur-le-champ que la Chambre ne saurait adopter un rapport jugé irrecevable (Débats, 28 février 1985, p. 2602-2604). Plus tard au cours de la séance, à l'étape des «Motions», le député a demandé l'autorisation de proposer une motion visant simplement à modifier le Règlement, de manière à effectuer le changement qu'il souhaitait initialement dans le rapport jugé irrecevable. La Chambre a donné son consentement et la motion a été adoptée (Débats, p. 2604-2605).
- 227. Voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2912-2913. Cette règle est également examinée au chapitre 12, «Les étapes du débat», et au chapitre 14, «La limitation du débat».
- 228. Art. 56.1(1)b) du Règlement.
- 229. Art. 56.1(1)a) du Règlement.
- 230. Art. 56.1(2) du Règlement.
- Voir, par exemple, Journaux, 30 septembre 1994, p. 756-757; 9 juin 1998, p. 954; 19 mars 1999, p. 1640;
 22 mars 1999, p. 1645.
- Art. 56.1(3) du Règlement. Voir, par exemple, *Journaux*, 10 décembre 1992, p. 2387-2388; 7 octobre 1994, p. 780; 16 mars 1995, p. 1226; 8 juin 1995, p. 1594; 15 juin 1995, p. 1754; 24 avril 1997, p. 1524-1525; 1*décembre 1997, p. 290-291; 9 février 1998, p. 430; 12 avril 1999, p. 1687.

motions proposées conformément à cet article du Règlement ont servi à déterminer les heures de séance de la Chambre, à s'entendre sur l'ajournement de la Chambre et la gestion de ses travaux, et à autoriser certains comités à se déplacer.

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

Un député qui désire présenter des pétitions à la Chambre peut s'y prendre de deux façons: il peut, à tout moment au cours d'une séance de la Chambre, déposer une pétition auprès du Greffier de la Chambre qui l'inscrit aux *Journaux* de la journée de séance ²³³; il peut aussi la présenter à la Chambre pendant les Affaires courantes lorsque le Président appelle la «Présentation de pétitions » ²³⁴. Le greffier des pétitions doit examiner au préalable chaque pétition et les juger conformes quant à la forme et au contenu ²³⁵. Si une pétition répond aux exigences du Règlement, un député la présente, lorsque le Président lui donne la parole à cette étape des Affaires courantes, et fait une courte déclaration pour informer la Chambre de son contenu.

Pendant la période de présentation des pétitions, qui ne doit pas dépasser 15 minutes ²³⁶, le Président ne donne la parole qu'une fois à un député; s'il veut en présenter plusieurs, le député doit les présenter toutes lorsqu'il a la parole ²³⁷. Il peut, dans sa déclaration, résumer l'objet de la pétition, indiquer de qui elle est et le nombre de signatures qu'elle porte ²³⁸. Le député ne peut cependant pas faire de discours ou se lancer dans un débat sur la pétition ou à son sujet ²³⁹. La pétition ellemême n'est pas lue ²⁴⁰.

Historique

Pendant les 40 premières années de la Confédération, la seule façon pour les députés de présenter une pétition était de se lever pendant les Affaires courantes à l'appel de la rubrique «Présentation de pétitions». En 1910, les règles concernant les pétitions ont été modifiées en profondeur. La rubrique «Présentation de pétitions» a été retirée des Affaires courantes et les députés qui souhaitaient présenter des pétitions de leur place devaient le faire avant le «Dépôt de bills». Une deuxième procédure, reprise du Parlement britannique, a aussi été adoptée pour permettre aux députés de déposer simplement leurs pétitions auprès du Greffier de la Chambre pendant les heures de séance ²⁴¹. Les règles concernant la présentation de pétitions sont restées inchangées jusqu'en 1986, où la rubrique de la «Présentation de pétitions» a été rajoutée aux

- Art. 36(5) du Règlement.
- 234. Art. 36(6) du Règlement.
- 235. Art. 36(1) du Règlement.
- 236. Art. 36(6) du Règlement.
- 237. Voir la décision du Président Sauvé, Débats, 28 octobre 1983, p. 28457-28458.
- 238. Voir, par exemple, *Débats*, 10 juin 1998, p. 7935.
- 239. Art. 36(7) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 février 1998, p. 4408-4409; 2 octobre 1998, p. 8709.
- 240. Voir, par exemple, Débats, 24 octobre 1997, p. 1103; 13 février 1998, p. 3867; 18 mars 1998, p. 5055.
- 241. Journaux, 29 avril 1910, p. 554-555.

Affaires courantes ²⁴². La présentation de pétitions cependant prenait parfois beaucoup de temps à la Chambre et l'empêchait de procéder à autre chose ²⁴³. C'est ce qui a motivé, en partie, le réagencement des rubriques des Affaires courantes en 1987; la «Présentation de pétitions» est maintenant l'avant-dernière rubrique abordée ²⁴⁴. En 1991, pour empêcher les députés de se servir des pétitions pour retarder le passage à d'autres affaires courantes et à l'ordre du jour, la période de présentation des pétitions a été limitée à 15 minutes ²⁴⁵.

Diverses conditions, conventions et pratiques s'appliquent à l'attestation et à la présentation des pétitions. Ces questions, ainsi que l'historique de la présentation de pétitions à la Chambre, sont examinées en détail au chapitre 22, «Les pétitions d'intérêt public».

QUESTIONS INSCRITES AU FEUILLETON

Il s'agit de la dernière rubrique des affaires courantes. Les règles de la Chambre ont toujours comporté un mécanisme pour obtenir réponse aux questions écrites²⁴⁶. Cependant, de 1867 à 1975, la Chambre ne passait pas nécessairement chaque jour à la rubrique des «Questions inscrites au *Feuilleton*», et ce pour deux raisons. À une époque, cette rubrique n'avait priorité sur l'ordre du jour que certains jours de la semaine et la Chambre ne s'y rendait habituellement pas les autres jours. À d'autres époques, le Règlement limitait l'appel de cette rubrique à certains jours de la semaine, le lundi et le mercredi par exemple. À partir de 1975, une modification du Règlement garantissait que la Chambre atteindrait chaque jour cette rubrique; c'était même le premier point abordé chaque jour après les Affaires courantes et avant de passer à l'ordre du jour²⁴⁷. En juin 1987, à la suite de modifications du Règlement, la rubrique des «Questions inscrites au *Feuilleton*» a été ajoutée aux Affaires courantes ²⁴⁸.

Les députés peuvent inscrire en même temps au Feuilleton au plus quatre questions «sur quelque affaire publique» adressées à un ministre²⁴⁹. Un député peut demander au gouvernement de répondre à une question particulière dans les 45 jours s'il l'indique au moment du dépôt²⁵⁰; il peut aussi demander une réponse orale en

- 242. Journaux, 6 février 1986, p. 1646, 1665; 13 février 1986, p. 1710.
- Voir, par exemple, Journaux, 19 mai 1983, p. 5910-5911; 27 octobre 1983, p. 6356-6359; 28 octobre 1983, p. 6362-6367; 19 décembre 1985, p. 1444-1448.
- 244. Journaux, 3 juin 1987, p. 1017-1018.
- 245. Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2906, 2908-2909.
- 246. En effet, de 1867 à 1964, date à laquelle certaines procédures relatives aux questions orales ont été arrêtées, les règles de la Chambre ne contenaient des dispositions que pour les questions écrites.
- 247. Journaux, 14 mars 1975, p. 372-376 (en particulier p. 373-374); 24 mars 1975, p. 399.
- 248. Journaux, 3 juin 1987, p. 1017-1018.
- 249. Art. 39(4) du Règlement.
- 250. Art. 39(5)a) du Règlement.

marquant d'un astérisque au plus trois questions ²⁵¹. Lorsque le préavis requis est écoulé, la question paraît au Feuilleton.

Lorsque le Président appelle les «Questions inscrites au Feuilleton» pendant les Affaires courantes, un ministre, ou le plus souvent le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre, se lève à sa place pour annoncer à quelles questions le gouvernement se propose de répondre ce jour-là. Le gouvernement peut répondre aux questions écrites de deux manières. D'abord, le secrétaire parlementaire peut indiquer simplement à la Chambre le numéro de la question à laquelle le gouvernement répond²⁵² et le texte de la réponse apparaît dans les Débats du jour comme si le ministre auquel la question est adressée s'était levé à la Chambre pour donner une réponse intégrale 253. Si une réponse orale est sollicitée, le secrétaire parlementaire peut répondre oralement, ou demander à la Chambre de considérer qu'il a répondu à la question sans lire à haute voix le texte de la réponse, laquelle sera imprimée dans les Débats 254. L'autre façon serait que le gouvernement demande à la Chambre de transformer une question donnée en un « ordre de dépôt de documents »; c'est-à-dire que la Chambre ordonne au gouvernement de déposer un document qui servira de réponse à la question. Cela se fait habituellement lorsque la réponse est trop longue pour l'intégrer facilement aux Débats. Si la Chambre convient de procéder ainsi, la réponse est déposée auprès du Greffier sous forme de document parlementaire auquel le public a accès: le texte de la réponse ne paraît pas dans les Débats 255. À défaut d'entente, le gouvernement ferait lecture de la réponse dans le cas d'une question marquée d'un astérisque; s'il s'agit d'une demande de dépôt de documents, le gouvernement peut décider de ne pas donner suite à la question le jour même 256 ou faire en sorte que le ministre dépose la réponse à l'étape du « Dépôt de documents».

Après avoir indiqué les questions auxquelles il sera répondu un jour donné, le secrétaire parlementaire ou le ministre désigné demande à la Chambre que les autres questions restent au *Feuilleton*. Ces questions, qui en seraient autrement rayées, gardent ainsi leur rang ²⁵⁷.

^{251.} Art. 39(3)a) du Règlement.

^{252.} Cette procédure est née le 17 juillet 1963 (voir Débats, 17 juillet 1963, p. 2403). Avant cette date, la procédure prenaît beaucoup de temps: pendant que le Président débitait la liste complète des questions le lundi et le mercredi, le ministre ou le secrétaire parlementaire l'interrompait à l'occasion pour dire « Répondue » lorsqu'il souhaitait déposer une réponse (voir Stewart, p. 65).

Voir, par exemple, Débats, 16 juin 1992, p. 12116-12117; 14 mars 1995, p. 10430-10431; 2 février 1998, p. 3195-3196; 28 octobre 1998, p. 9522-9523.

Voir, par exemple, Débats, 15 mai 1989, p. 1694; 14 mai 1990, p. 11372-11373; 2 février 1998, p. 3196;
 21 septembre 1998, p. 8174-8177; 30 avril 1999, p.14549.

Art. 39(7) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1994, p. 725; 13 décembre 1996, p. 1018-1019. Voir Journaux, 2 avril 1998, p. 664 pour un exemple de dépôt de document révisé.

^{256.} Voir, par exemple, Débats, 13 mars 1995, p. 10397; 17 mars 1995, p. 10671.

^{257.} Art. 42(1) du Règlement.

C'est pour les députés le moment de soulever toute inquiétude qu'ils pourraient avoir au sujet de leurs questions et de se renseigner sur ce qu'il en est. Si un député a demandé que l'on réponde à sa question dans les 45 jours et qu'on n'y a toujours par répondu après ce délai, il peut se lever à l'étape des «Questions inscrites au Feuilleton» et donner avis de son intention de reporter la question aux délibérations sur la motion d'ajournement et de la soulever alors ²⁵⁸. La question est alors rayée du Feuilleton.

Les procédures concernant les questions écrites et les réponses qui leur sont données sont examinées plus en détail au chapitre 11, «Les questions».

AVIS DE MOTIONS PORTANT PRODUCTION DE DOCUMENTS

La rubrique des « Avis de motions portant production de documents » n'est appelée que le mercredi. On la tient même comme le dernier point des Affaires courantes, après les « Questions inscrites au Feuilleton ». Des dispositions législatives obligent les ministres à déposer divers documents qui ont trait à leurs responsabilités ministérielles (voir la section sur le « Dépôt de documents »). Il arrive toutefois qu'un député veuille prendre connaissance de documents dont le dépôt n'est pas exigé par une loi. Dans ce cas, le député peut donner avis, dans le Feuilleton des Avis, d'un type spécial de motion priant le gouvernement de réunir ou de produire certains documents ou rapports et de les déposer à la Chambre. Après le préavis obligatoire de 48 heures, ces avis de motions sont reportés au Feuilleton sous la rubrique « Avis de motions portant production de documents ».

Historique

Au début de la Confédération, les demandes de documents étaient traitées exactement comme les autres motions d'initiative parlementaire. Elles n'étaient appelées que les jours réservés aux simples députés et n'avaient priorité que selon la date de leur inscription au Feuilleton. Comme la Chambre abordait rarement ces motions, la coutume s'est établie de les mettre en délibération avec le consentement de la Chambre et de les adopter en bloc.

En 1910, une nouvelle façon d'obtenir des documents a été adoptée ²⁵⁹. Le mécanisme permettait à tout député de présenter une motion de dépôt de documents sans débat. Cela se faisait à l'étape des «Avis de motions portant production de documents» qui avait priorité sur la rubrique déjà établie des «Avis de motions». La Chambre décidait sur-le-champ des avis de motions portant production de documents appelés. Si un député ou un ministre souhaitait un débat à son sujet, la motion était reportée au Feuilleton sous la rubrique «Avis de motions» à cette fin.

Le Règlement a été modifié en 1955 afin d'ajouter au programme quotidien des travaux une rubrique distincte des « Avis de motions portant production de documents ».

Cela garantissait en outre que l'on se rendrait jusqu'aux « Avis de motions portant production de documents » les jours réservés aux députés ²⁶⁰.

Des changements provisoires apportés au Règlement en 1961 261 et devenus permanents en 1962 262 limitaient au mercredi, à la fin des Affaires courantes, l'appel des « Avis de motions portant production de documents». Une nouvelle catégorie particulière, celle des « Avis de motions (documents)», où seraient inscrits les avis de motions portant production de documents reportés en vue d'un débat, a aussi été ajoutée aux Affaires émanant des députés. Cette procédure existe toujours, mais il est rare que des députés inscrivent des avis de motions (documents) à l'ordre de priorité des Affaires émanant des députés à la suite du tirage au sort 263.

Façons d'appeler les avis

Les avis de motions portant production de documents ressemblent à des questions écrites en ce sens qu'ils visent à obtenir de l'information du gouvernement. Toutes ces motions prennent la forme soit d'un ordre de la Chambre («Qu'un ordre de la Chambre soit donné...») ou d'une adresse à la Couronne («Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre...»). Une motion devient ainsi, une fois adoptée, soit un ordre demandant au gouvernement de déposer («produire») certains documents à la Chambre, soit une adresse au gouverneur général demandant que certains documents soient transmis à la Chambre. Les ordres de la Chambre sont réservés aux documents portant sur des questions liées directement aux ministères fédéraux. Les adresses sont des messages formels par lesquels la Chambre demande à la Couronne de produire des documents en sa possession, comme la correspondance échangée entre l'administration fédérale et d'autres gouvernements, les décrets et des documents concernant l'administration de la justice, la conduite des juges en tant que tels et l'exercice des prérogatives de la Couronne 264. Les motions portant dépôt de documents doivent être rédigées soigneusement et indiquer de facon claire et précise l'information requise 265. Il appartient au Président de s'assurer que la motion dont la Chambre est saisie respecte la forme prescrite, c'est-à-dire que la motion correspond aux fins visées 266.

^{260.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 888-889.

^{261.} Journaux, 26 septembre 1961, p. 949-950, 953; 27 septembre 1961, p. 957.

^{262.} Journaux, 10 avril 1962, p. 338-339; 12 avril 1962, p. 350.

^{263.} Pour des exemples d'avis de motions (documents) qui, inscrits à l'ordre de priorité des Affaires émanant des députés, ont fait l'objet d'un débat et ont été adoptés, voir Journaux, 2 octobre 1998, p. 1115; 2 novembre 1998, p. 1221. Voir aussi le chapitre 21, « Les affaires émanant des députés ».

Jusqu'en 1876, toutes les motions portant dépôt de documents prenaient la forme d'adresses au gouverneur général (Bourinot, 4* éd., p. 245).

^{265.} Bourinot, 4º éd., p. 249.

^{266.} Journaux, 15 février 1960, p. 137-140, en particulier p. 138.

Lorsque le Président appelle cette rubrique le mercredi, l'issue de chacun des avis de motions appelés peut différer 267:

1. Motion jugée acceptable par le gouvernement

Un ministre ou un secrétaire parlementaire (habituellement le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre) ²⁶⁸ se lève et déclare que le gouvernement juge l'avis de motion acceptable. Le Président demande alors à la Chambre si elle convient que la motion soit réputée adoptée. Si la Chambre accepte, la motion est adoptée sans débat ni amendement. Elle devient alors un ordre donné au gouvernement de produire un document soit immédiatement, soit à une date ultérieure ²⁶⁹. Si la Chambre refuse, la motion est soit reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat ²⁷⁰, soit mise aux voix sur-le-champ sans débat ni amendement.

2. Motion que le gouvernement accepte avec des réserves

Un ministre ou un secrétaire parlementaire se lève et déclare que le gouvernement accepte un avis de motion sous certaines réserves (la confidentialité, p. ex.). Le Président demande alors à la Chambre si elle convient que la motion soit réputée adoptée. Si la Chambre accepte, la motion est adoptée sans débat ni amendement. Elle devient alors un ordre donné au gouvernement de produire immédiatement ou plus tard les documents qui ne sont pas visés par la réserve ²⁷¹. Si la Chambre refuse, la

- 267. Jusqu'en avril 1964, lorsqu'il appelait la rubrique «Avis de motions portant production de documents», le Président allait de motion en motion dans l'ordre. Lorsqu'une motion portant dépôt de documents était adoptée, le gouvernement rassemblait (« produisait ») l'information qu'il avait reçu l'ordre de présenter à une date ultérieure à la Chambre. Voir Bourinot, 4° éd., p. 248-249. En 1964, un comité de la procédure a proposé que les «Avis de motions portant production de documents» soient appelés le mercredi et traités de manière semblable aux questions écrites, à savoir par une déclaration indiquant que certains sont acceptés, que d'autres le sont sous réserve, que d'autres peuvent être appelés et que les autres sont réservés (Journaux, 15 avril 1964, p. 213-214; 20 avril 1964, p. 223-226).
- 268. Comme pour le dépôt de documents et les réponses aux questions inscrites au Feuilleton, la pratique actuelle veut que ce soit habituellement le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre qui réponde au nom de ce dernier.
- 269. Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, *Débats*, 10 décembre 1980, p. 5594; 4 février 1981, p. 6888-6889; 15 juin 1983, p. 26414. Un vote par appel nominal a été demandé au moins une fois après que le gouvernement eut accepté de produire un document (voir *Débats*, 14 décembre 1994, p. 9072), et dans un autre cas un document révisé a été déposé (*Débats*, 28 octobre 1981, p. 12281).
- 270. La procédure relative au débat sur ces motions est examinée au chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».
- 271. Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 4 février 1981, p. 6888; 2 février 1983, p. 22431; 18 février 1998, p. 4078; 25 février 1998, p. 4409; 22 avril 1998, p. 5964. La réserve du ministre au sujet de la production de certains documents, étant donné leur caractère confidentiel, est consignée au compte rendu (voir Journaux, 27 février 1961, p. 295-297). En 1981, le Président Sauvé a fait remarquer, en rendant une décision, que l'expression «documents confidentiels» n'avait jamais été définie et qu'il ne lui appartenait pas de tenter de le faire. Elle a fait ressortir qu'il appartenait au gouvernement de décider si certains documents revêtent un caractère confidentiel (Débats, 18 juin 1981, p. 10738).

motion est soit reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat²⁷², soit mise aux voix surle-champ sans débat ni amendement.

3. Motion rejetée par le gouvernement, que le député est prié de retirer Un ministre ou un secrétaire parlementaire se lève et déclare que le gouvernement juge la motion inacceptable et demande au député de la retirer. Si le député accepte, la motion est retirée 273. Sinon, le motionnaire ou un ministre peut demander que la motion soit reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat²⁷⁴. Il est arrivé souvent qu'on demande le retrait d'un avis de motion même en l'absence du motionnaire. Il serait cependant logique qu'une telle demande ne se fasse qu'en présence du motionnaire. En son absence, une autre façon de procéder serait qu'un ministre demande immédiatement, lorsqu'un avis de motion est appelé, de le reporter à l'ordre du jour en vue d'un débat. Lorsqu'une telle demande est formulée, la motion est reportée, sans débat ni amendement, aux Affaires émanant des députés, au Feuilleton, sous la rubrique «Avis de motions (documents)» dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité. Elle peut faire l'objet d'un débat à une date ultérieure si le député la retient après le tirage au sort en vue d'établir l'ordre de priorité. Si, une fois appelée, personne ne demande qu'elle soit reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat, la motion doit être mise aux voix sur-le-champ sans débat ni amendement 275.

4. Un député demande d'appeler un avis

Un député se lève et demande au Président d'appeler son avis de motion. Le député ou un ministre peut demander que l'avis soit reporté à l'ordre du jour en vue d'un débat à l'étape des Affaires émanant des députés²⁷⁶. La motion est alors reportée, sans débat ni amendement, aux Affaires émanant des députés, au *Feuilleton*, sous la rubrique « Avis de motions (documents)» dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité. Elle peut faire l'objet d'un débat à une date ultérieure si le député la retient après le tirage au sort en vue d'établir l'ordre de priorité. Si, une fois appelée, personne ne demande qu'elle soit reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat, la motion doit être mise aux voix sur-le-champ sans débat ni amendement. Si la motion est adoptée, elle se transforme en ordre de la Chambre demandant que le document soit produit immédiatement ou à une date ultérieure²⁷⁷.

^{272.} La procédure régissant le débat sur cette motion est examinée au chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

^{273.} Voir, par exemple, Débats, 17 décembre 1980, p. 5854; 18 mars 1981, p. 8377-8378.

^{274.} Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 17 février 1982, p. 15107-15108; 14 juillet 1982, p. 19331; 4 février 1998, p. 3328; 2 décembre 1998, p. 10793. Voir aussi la décision du vice-président Milliken, Débats, 25 novembre 1998, p. 10436-10437. La procédure régissant le débat sur ces motions est examinée au chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

^{275.} Voir, par exemple, Débats, 6 mai 1992, p. 10239.

^{276.} Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 9 décembre 1981, p. 13891; 16 décembre 1981, p. 14129-14130; 24 février 1982, p. 15350; 31 mars 1982, p. 16015-16016; 4 août 1982, p. 20020-20021; 1* décembre 1982, p. 21175; 30 mai 1984, p. 4197-4198; 29 avril 1998, p. 6297; 6 mai 1998, p. 6608; 3 juin 1998, p. 7537-7538; 25 novembre 1998, p. 10436-10437. La procédure régissant le débat sur ces motions est examinée au chapitre 21, « Les affaires émanant des députés ».

^{277.} Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 31 mars 1982, p. 16015.

5. Avis réservés

Un ministre ou un secrétaire parlementaire se lève et demande que tous les avis de motions soient réservés et gardent leur rang au Feuilleton²⁷⁸. Si certains avis ont été expédiés, le ministre ou le secrétaire parlementaire demande que les autres soient reservés.

Réponses aux ordres de production de documents

En 1973, le gouvernement a communiqué à la Chambre des communes sa vision des principes généraux régissant les «Avis de motions portant production de documents » ²⁷⁹. Sans que la Chambre ne les ait approuvés en bonne et due forme, ces principes sont suivis depuis lors ²⁸⁰:

Principe général

Pour permettre aux députés d'obtenir des renseignements concrets sur l'activité du gouvernement afin de remplir leurs fonctions parlementaires et pour rendre public le plus de renseignements possible tout en respectant les conditions d'une administration efficace et de la sécurité de l'État, le droit au secret et d'autres impératifs analogues, les documents du gouvernement et les rapports d'experts-conseils seront déposés sur avis de motion portant production de documents à moins qu'ils n'appartiennent à l'une des catégories ci-après, auquel cas on demandera que soit faite une exception.

Exemptions

Les critères suivants serviront à établir si des documents du gouvernement doivent être soustraits à la règle générale:

- 1. Les avis juridiques fournis pour l'usage du gouvernement;
- 2. Les documents dont la publication serait préjudiciable à la sécurité de l'État;
- 3. Les documents portant sur les relations internationales dont la publication pourrait nuire à la poursuite des relations du Canada avec l'étranger (la publication de documents reçus d'autres pays ne peut se faire qu'avec la permission du pays expéditeur);
- 4. Les documents dont la publication pourrait nuire aux relations fédéralesprovinciales ou interprovinciales; (la publication de documents reçus des provinces ne peut se faire qu'avec la permission de la province expéditrice);
- 5. Les documents qui contiennent des renseignements dont la publication permettrait ou entraînerait une perte ou un gain financiers directs pour une personne ou un groupe de personnes;

^{278.} Art. 42(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 mars 1998, p. 5341; 10 juin 1998, p. 7936.

^{279.} Journaux, 15 mars 1973, p. 187.

^{280.} Débats, 15 mars 1973, p. 2288. Ce document a été renvoyé au Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires le 29 mars 1973 (Journaux, p. 226). Voir aussi Débats, 29 mars 1973, p. 2745-2750. En 1974, le président du Conseil privé a de nouveau déposé ces principes directeurs qui furent par la suite renvoyés au même comité (Journaux, 19 décembre 1974, p. 229, 231). Le Comité n'a, ni dans l'un ni dans l'autre cas, fait rapport à la Chambre sur cette question.

- Les documents où la compétence ou les mœurs d'une personne sont mises en doute;
- Les documents volumineux ou dont la préparation entraînerait des frais excessifs ou demanderait trop de temps;
- 8. Les documents qui portent sur les affaires du Sénat;
- Les documents dont la publication serait personnellement embarrassante pour Sa Majesté, pour la famille royale ou pour les représentants officiels de Sa Majesté;
- 10. Les documents portant sur des négociations devant aboutir à un contrat, jusqu'à ce que le contrat soit conclu ou que les négociations aient abouti;
- 11. Les documents dont la loi interdit la divulgation;
- Les documents du Cabinet et les documents classés confidentiels par le Conseil privé;
- Toute procédure introduite devant un tribunal judiciaire ou toute enquête judiciaire;
- Les documents privés ou confidentiels n'ayant pas de caractère public ou officiel;
- 15. Les notes de service ministérielles :
- 16. Les documents demandés, soumis ou reçus confidentiellement par le gouvernement de sources extragouvernementales.

Correspondance ministérielle

La correspondance des ministres de caractère personnel, portant sur leur circonscription ou sur des questions politiques d'ordre général ne doit pas être assimilée à des documents gouvernementaux et ne doit donc pas être produite en Chambre.

Expertises

Dans le cas d'études faites par des experts-conseils, il faut s'en tenir aux directives suivantes:

- 1. Les expertises dont la nature est identifiable et comparable aux travaux exécutés au sein de la fonction publique doivent être considérées comme telles (les rapports ainsi que les mandats) lorsqu'on envisage de les publier;
- Les expertises dont la nature est identifiable et comparable au genre d'enquête publique pouvant être remplacée par une commission royale d'enquête doivent être considérées comme telles; le mandat s'y rapportant et les rapports qui en résultent doivent être produits;
- Avant de recourir aux services d'un expert, les ministres doivent décider de la catégorie à laquelle appartient l'étude et, en cas de doute, demander l'avis de leurs collègues;
- 4. Indépendamment de la catégorie (1 ou 2 ci-dessus) à laquelle appartiendra le rapport d'expert, le mandat et le contrat d'expertise doivent être tels que le rapport résultant comprenne au moins deux volumes, le premier contenant les recommandations et les autres, les faits et l'analyse de l'étude. L'objet de cette distinction est de faciliter la publication des faits et de l'analyse (à condition

qu'ils ne soient pas au nombre des exceptions ci-dessus), et de permettre une étude distincte des recommandations (qui, dans le cas des études de catégorie 1, ne seraient pas produites) par les ministres.

Malgré ces principes formulés par le gouvernement, il n'appartient pas à la présidence de décider quels documents doivent être déposés ou si les documents déposés sont complets. Si un député n'est pas heureux du résultat, il peut revenir à la charge avec une autre motion ²⁸¹.

Même si les ordres portant production de documents ne fixent pas d'échéance, il faut s'y conformer dans un délai raisonnable²⁸². Le Président n'est toutefois pas habilité à décider quand les documents doivent être déposés²⁸³. D'autre part, la prorogation n'annule pas un ordre de dépôt de documents²⁸⁴.

Ordres émanant du gouvernement

La Chambre consacre passablement de temps chaque jour de séance à l'étude des Ordres émanant du gouvernement. Cela comprend toute affaire dont un ministre propose l'étude un jour donné.

Le Règlement stipule que les Ordres émanant du gouvernement sont abordés le lundi, de midi à 14 h, puis repris après les Affaires courantes jusqu'à 18 h 30. Le mardi et le jeudi, après les Affaires courantes à 10 h, la Chambre passe à cette rubrique jusqu'à 14 h et y revient après la période des questions, de 15 h à 17 h 30, avant de passer aux Affaires émanant des députés. Le mercredi, après les Affaires courantes et les «Avis de motions portant production de documents», la Chambre passe aux Ordres émanant du gouvernement jusqu'à 17 h 30, puis aborde les Affaires émanant des députés. Le vendredi, les Ordres émanant du gouvernement sont examinés de 10 h à 11 h, après quoi la Chambre passe aux Déclarations de députés. Après les Affaires courantes, les Ordres émanant du gouvernement sont repris jusqu'à 13 h 30, puis la Chambre passe aux Affaires émanant des députés ²⁸⁵. Voir le déroulement quotidien des travaux à la figure 10.1.

^{281.} Voir, par exemple, la décision du Président Sauvé, Débats, 16 novembre 1982, p. 20702-20703.

^{282.} Voir, par exemple, Débats, 21 novembre 1979, p. 1557-1558.

^{283.} Voir, par exemple, Débats, 15 juillet 1982, p. 19361-19362.

^{284.} Art. 49 du Règlement.

^{285.} Art. 30(5) et (6) du Règlement. Le temps consacré aux Ordres émanant du gouvernement peut être prolongé si un député propose, sans préavis, une motion en vue de continuer ou de prolonger la séance au-delà de l'heure ordinaire d'ajournement quotidien afin de poursuivre l'étude d'un ordre donné du gouvernement et que la motion est adoptée (voir l'article 26 du Règlement). D'autre part, lorsque l'ajournement pour l'été approche, un ministre peut proposer, pendant les Affaires courantes, une motion en vue de prolonger les heures de séance de la Chambre pendant les 10 derniers jours de séance de juin (voir l'article 27 du Règlement). Cet ajout est habituellement consacré à l'étude des Ordres émanant du gouvernement. Voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre.»

Historique

Au fil du temps, le Règlement de la Chambre a subi beaucoup de changements en vue d'accroître le temps dont dispose le gouvernement et de réduire la proportion du temps consacré aux projets de loi d'intérêt privé ou aux initiatives parlementaires. En 1867, les projets de loi d'intérêt privé étaient examinés le lundi et pendant une heure en soirée le mercredi et le vendredi, tandis que les avis de motions et les projets de loi d'intérêt public étaient étudiés le mercredi et le jeudi. Seuls le mardi et le vendredi étaient réservés aux Ordres émanant du gouvernement 286.

De 1867 à 1962, le Règlement donnait la priorité aux Affaires émanant des députés certains jours de chaque semaine. Les gouvernements successifs constataient toutefois que cette répartition ne leur permettait pas de mener à bien leur programme législatif et donnait périodiquement, au moyen d'ordres spéciaux ou sessionnels, la priorité à leurs propres affaires. En 1962, la Chambre a modifié son Règlement de manière à aborder les Ordres émanant du gouvernement chaque jour de séance, alors qu'un nombre limité d'heures étaient réservées chaque semaine aux Affaires émanant des députés ²⁸⁷. Cet horaire est demeuré plus ou moins inchangé jusqu'à ce que la Chambre décide, en 1982, de réserver le mercredi aux Affaires émanant des députés ²⁸⁸. En 1983, la Chambre est revenue à la pratique antérieure d'aborder chaque jour les Ordres émanant du gouvernement ²⁸⁹. Aujourd'hui, 23,5 heures sont réservées chaque semaine aux délibérations sur les Ordres émanant du gouvernement pendant les heures normales de séance ²⁹⁰.

Ordre du jour

Lorsque le Président appelle l'«Ordre du jour», un greffier au Bureau se lève et lit la motion que la Chambre doit examiner²⁹¹. L'Ordre du jour paraît dans le Feuilleton.

L'ordre dans lequel les Ordres émanant du gouvernement figurent dans le Feuilleton n'est pas indicatif de leur priorité: il s'agit plutôt d'un regroupement administratif qui révèle, par ordre chronologique, les différentes catégories d'initiatives ministérielles actuelles ou prévues. Tous les ordres donnés par la Chambre lors de séances antérieures au sujet d'initiatives ministérielles dont la Chambre était alors

- 286. Voir Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, art. nº 19.
- 287. Journaux, 10 avril 1962, p. 338-339; 12 avril 1962, p. 350.
- 288. Voir le troisième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 14 novembre 1982, fascicule n°7, p. 14-15, présenté le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328) et la motion adoptée par la Chambre le 29 novembre 1982 (Journaux, p. 5400).
- 289. Voir le premier Rapport du Comité spécial chargé d'étudier le Règlement, Procès-verbaux et témoignages, 15 décembre 1983, fascicule n°2, p. 3-4, présenté le 15 décembre 1983 (Journaux, p. 47) et la motion adoptée par la Chambre le 19 décembre 1983 (Journaux, p. 55-56).
- 290. Le nombre d'heures dont le gouvernement dispose chaque jour pour l'étude de ses initiatives a fluctué au cours des ans selon les heures de séance et d'ajournement de la Chambre. Alors que 18 heures par semaine étaient réservées aux Ordres émanant du gouvernement en 1990, par exemple, ce chiffre est passé à 25 heures l'année suivante. En 1994, le temps réservé aux Ordres émanant du gouvernement a été rajusté lorsque la Chambre a modifié l'heure ordinaire d'ajournement quotidien et supprimé l'interruption quotidienne pour la pause repas au milieu de la journée.
- 291. Voir l'historique de l'expression « Ordre du jour » dans Stewart, p. 71-72.

saisie (notamment les projets de loi déposés et inscrits en vue de la deuxième lecture, les motions qui satisfont au préavis requis, et tout ordre de reprise du débat sur une affaire) peuvent être abordés à l'étape des Ordres émanant du gouvernement. Ces affaires sont inscrites au *Feuilleton* sous les rubriques suivantes: Travaux des subsides; Les voies et moyens; Projets de loi émanant du gouvernement (Communes); Projets de loi émanant du gouvernement (Sénat); et Affaires émanant du gouvernement. L'on trouvera une description détaillée de chacune (sauf les Affaires émanant du gouvernement) au chapitre 16, «Le processus législatif», et au chapitre 18, «Les procédures financières».

Tout sujet d'étude proposé par un ministre en dehors des travaux des subsides, des voies et moyens et des projets de loi apparaît à la rubrique des «Affaires émanant du gouvernement». On y trouve habituellement, par exemple, des motions visant à créer des comités spéciaux, à renvoyer des questions aux comités, à proposer une résolution exprimant une opinion, ou à prendre des dispositions concernant le déroulement des travaux de la Chambre. Lorsque le débat sur des motions présentées à l'étape des «Motions» pendant les Affaires courantes est interrompu ou ajourné, ces motions, dont les motions d'adoption des rapports de comités font souvent partie, sont aussi reportées aux «Affaires émanant du gouvernement» ²⁹².

Lorsque les Ordres émanant du gouvernement sont appelés, la Chambre peut être saisie de toute affaire qui y figure. Une fois que le débat s'engage sur une affaire appelée, il doit se poursuivre jusqu'à ce qu'il soit ajourné ou interrompu, ou que la Chambre se prononce. Si le débat est ajourné ou interrompu, l'affaire reste inscrite au Feuilleton 293. Si la Chambre se prononce, l'affaire est rayée du Feuilleton, quel que soit le résultat de la décision.

Le choix de ce que la Chambre abordera pendant les Ordres émanant du gouvernement appartient exclusivement à ce dernier²⁹⁴. Lorsque l'opposition s'est insurgée

^{292.} Art. 66 du Règlement. Jusqu'en 1965, la reprise du débat sur les motions présentées pendant les Affaires courantes se faisait à cette même étape le jour de séance suivant. Le débat sur des motions d'adoption de rapports de comités s'est, à plusieurs reprises, prolongé pendant plusieurs jours, empêchant ainsi la Chambre d'aborder toute autre affaire inscrite au Feuilleton. En 1985, le Règlement a été modifié de façon à obliger le gouvernement à reprendre, comme premier point des Ordres émanant du gouvernement dès le jour de séance suivant, le débat sur les motions ajournées ou interrompues. Ce changement visait à éviter que la poursuite du débat sur une motion n'empêche la Chambre d'aborder d'autres questions pendant les Affaires courantes ou de procéder à la Période des questions (Journaux, 11 juin 1965, p. 224, 226). Trois ans plus tard, la Chambre a adopté le rapport d'un comité spécial qui recommandait de laisser le gouvernement appeler, sans restriction, ces affaires dans l'ordre qu'il juge bon (Journaux, 20 décembre 1968, p. 571).

^{293.} Voir l'article 41 du Règlement.

^{294.} Art. 40(2) du Règlement. Pour être abordée, toute initiative ministérielle doit toutefois satisfaire au préavis requis (art. 54 du Règlement). Cette disposition a été insérée initialement en 1906 (*Débats*, 9 juillet 1906, col. 7689-7692; *Journaux*, 10 juillet 1906, p. 580).

contre un changement à l'ordre des travaux prévus pour un jour de séance donné, la présidence a rappelé aux députés la prérogative du gouvernement ²⁹⁵.

L'intention du gouvernement d'aborder un point précis de l'ordre du jour est communiquée au Bureau par le leader parlementaire du gouvernement qui établit un ordre projeté des travaux ou des affaires (projets de loi et motions) que la Chambre doit aborder ce jour-là. Le leader du gouvernement s'entretient périodiquement, à titre confidentiel, avec les leaders des autres partis reconnus à la Chambre au sujet du programme des travaux pour chaque jour de la semaine. Une déclaration hebdomadaire au sujet de l'ordre projeté des travaux se fait traditionnellement le jeudi, après la Période des questions ²⁹⁶. Tout changement ou ajout de dernière minute au programme établi par le gouvernement est communiqué directement au Bureau par le leader parlementaire du gouvernement ou son secrétaire parlementaire.

Sans choisir ce sur quoi le débat doit porter lorsque la Chambre examine une motion présentée un jour désigné dans le cadre des travaux des subsides, le gouvernement décide quel jour ce sera ²⁹⁷. L'affaire est examinée à l'étape des Ordres émanant du gouvernement étant donné que, lorsqu'il propose la motion, le député de l'opposition le fait en vertu de l'ordre permanent des travaux des subsides que le gouvernement propose au début de chaque session. En vertu de cet ordre, les travaux des subsides peuvent ensuite rester au programme de chaque journée de séance de la session ²⁹⁸. Lors d'un jour désigné, le gouvernement ne peut pas mettre les travaux des subsides de côté pour passer à d'autres éléments des Ordres émanant du gouvernement tant que la liste des travaux des subsides inscrits au Feuilleton de la séance n'a pas été épuisée ²⁹⁹.

^{295.} En 1987, le Président a cité cet article du Règlement lorsque l'opposition a contesté le droit du gouvernement d'appeler un projet de loi en vue d'un débat même si, selon elle, son texte était défectueux dans sa forme. Maigré l'accusation, le Président a accepté de laisser le débat se dérouler sans porter préjudice à toute décision qu'il pourrait rendre car, comme il l'a affirmé, le gouvernement était en droit, aux termes du Règlement, d'aller de l'avant. Voir Débats, 23 janvier 1987, p. 2651-2653. Voir aussi Débats, 29 octobre 1987, p. 10508-10509; 25 mai 1988, p. 15773-15775; 2 avril 1993, p. 18002; 1^{er} juin 1994, p. 4709-4710.

^{296.} Voir la section intitulée « Déclaration hebdomadaire » ci-après.

^{297.} Lors des travaux des subsides, le caractère hybride des motions qui, bien que formulées par les membres de l'opposition, sont examinées à l'étape des Ordres émanant du gouvernement, a donné lieu à l'un des rares cas où le Président a invoqué, ces dernières années, l'article 40(2) du Règlement pour résoudre un conflit. Le 11 février 1982, le leader du gouvernement à la Chambre a annoncé qu'une journée de l'opposition prévue pour le lendemain serait reportée d'une semaine. Devant les protestations de l'opposition, le Président a décidé que les motions reliées aux travaux des subsides font partie des Ordres émanant du gouvernement et que ceux-ci peuvent être « appelés et examinés dans l'ordre établi par le gouvernement». (Débats, p. 14896-14899).

^{298.} Art. 81(1) du Règlement.

^{299.} Art. 81(2) du Règioment.

Affaires émanant des députés

La Chambre examine séparément les projets de loi et motions parrainés par des députés une fois remplies plusieurs exigences particulières. (Ces procédures sont examinées de plus près au chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».) D'habitude, elle consacre une heure de chaque journée de séance à l'étude des Affaires émanant des députés ³⁰⁰. Cette période commence à 11 h le lundi, à 17 h 30 le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 13 h 30 le vendredi ³⁰¹.

Historique

De 1867 à 1906, les Affaires émanant des députés avaient priorité sur les Ordres émanant du gouvernement certains jours de la semaine ³⁰². La Chambre donnait toutefois assez souvent la priorité aux travaux du gouvernement au moyen d'ordres spéciaux ou sessionnels. En 1906, à la suite d'une modification officielle du programme hebdomadaire des travaux, le jeudi a cessé d'être une journée consacrée aux Affaires émanant des députés quatre semaines après le début d'une session pour donner la priorité aux initiatives ministérielles ³⁰³.

Peu de changements ont été apportés au déroulement quotidien des travaux jusqu'en 1955, et le recours aux ordres spéciaux et sessionnels a continué d'absorber une grande partie du temps réservé aux Affaires émanant des députés. En 1955, le Règlement a été modifié afin de consacrer la pratique de donner la priorité aux initiatives ministérielles et garantir aux députés six lundis et deux jeudis par session pour s'occuper de leurs affaires 304. La Chambre a abandonné, en 1962, l'idée de consacrer un certain nombre de jours aux initiatives parlementaires pendant chaque session, leur réservant plutôt une heure par jour 305. Après avoir consacré une heure aux Affaires émanant des députés 40 fois par session le lundi, le mardi et le mercredi, cette disposition serait suspendue et ces affaires ne seraient plus examinées que le jeudi et le vendredi. En 1968, les Affaires émanant des députés ont été retirées du programme des travaux le mercredi; le nombre maximum de 40 jours par session consacrés aux Affaires émanant des députés a été maintenu mais limité aux lundis et mardis, après quoi cette rubrique n'est appelée que le jeudi et le vendredi 306. Ce programme de travail est resté tel quel jusqu'à ce que la pratique de discuter des Affaires émanant des députés une heure chaque jour sauf le mercredi soit remplacée, en 1982,

Au début d'une session, la période des Affaires émanant des députés est escamotée jusqu'à ce que l'ordre de priorité soit établi (art. 91 du Règlement).

^{301.} Art. 30(6) du Règlement.

Voir l'article 19, Règles, ordres et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, 1873, 1876, 1880, 1884, 1890, 1893, 1896, 1901, 1904 et 1905.

^{303.} Voir Débats, 9 juillet 1906, col. 7686-7690.

^{304.} Voir Journaux, 12 juillet 1955, p. 889-893.

^{305.} Journaux, 10 avril 1962, p. 338-339; 12 avril 1962, p. 350.

^{306.} Voir Journaux, 6 décembre 1968, p. 436-437; 20 décembre 1968, p. 563-565.

par une journée réservée à l'étude des initiatives parlementaires, le mercredi 307. Cela réduisait d'une heure par semaine le temps consacré à ces questions, qui était ramené de quatre heures à trois. À la fin de 1983, la Chambre est revenue à l'examen des Affaires émanant des députés pendant une heure chaque jour le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi, sans la limite antérieure du nombre de fois où ces délibérations figuraient au programme le lundi et le mardi 308; il en résultait une augmentation du temps consacré aux initiatives parlementaires. La situation est restée inchangée jusqu'en 1991 lorsque le Règlement a été modifié afin de prolonger la séance d'une heure le mercredi de manière à consacrer une heure de plus aux Affaires émanant des députés, portant ainsi le nombre d'heures qui leur étaient consacrées chaque semaine de quatre à cinq 309.

Suspension de l'heure réservée aux Affaires émanant des députés

Les Affaires émanant des députés peuvent être suspendues à certaines occasions, à savoir:

- les jours désignés pour la reprise du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône 310;
- le jour désigné pour la présentation de l'exposé budgétaire, si elle est prévue avant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés³¹¹;
- les jours désignés pour la reprise du débat sur le Budget³¹²;
- les jours où un débat d'urgence a lieu avant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés 313;
- lorsqu'un ministre présente une motion sur une question que le gouvernement juge urgente et que le débat se déroule pendant la période normalement réservée aux Affaires émanant des députés ³¹⁴; et
- 307. Voir le troisième Rapport du comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, Procèsverbaux et témoignages, 4 novembre 1982, fascicule nº 7, p. 14-15, présenté le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328) et la motion adoptée le 29 novembre 1982 (Journaux, p. 5400).
- 308. Voir le premier Rapport du Comité spécial chargé d'étudier le Règlement, Procès-verbaux et témoignages, 15 décembre 1983, fascicule n° 2, p. 3-4, présenté le 15 décembre 1983 (Journaux, p. 47) et la motion adoptée par la Chambre le 19 décembre 1983 (Journaux, p. 55-56). Dans son dixième Rapport, présenté à la Chambre le 30 septembre 1983 (Journaux, p. 6250), le Comité signalait que l'idée de réserver une journée entière aux Affaires émanant des députés inquiétait certains députés parce que cela perturbait le déroulement des travaux à la Chambre. Il recommandait d'approfondir la question pour déterminer quel jour réserver à l'étude des Affaires émanant des députés afin d'accommoder le plus grand nombre possible de députés et de favoriser leur participation. Voir Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 29 septembre 1983, fascicule n° 24, p. 7.
- 309. Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2906, 2908.
- 310. Art. 50(4) du Règlement.
- 311. Art. 83(2) du Règlement.
- 312. Art. 99(1) du Règlement.
- 313. Art. 52(14) du Règlement. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 314. Art. 99(1) du Règlement. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

 le dernier jour désigné de la période des subsides qui se termine le 23 juin, sauf le lundi, où les Affaires émanant des députés sont abordées au début de la séance³¹⁵.

Comme les députés doivent savoir d'avance quand il est prévu d'aborder des affaires particulières, le Règlement oblige le Président à s'assurer qu'ils aient au moins 24 heures d'avis de ce qui sera discuté pendant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés le jour de séance suivant 316. Cet avis doit apparaître dans le Feuilleton des Avis.

S'il lui est impossible d'être présent pour présenter la motion le jour où l'examen de sa motion ou de son projet de loi est prévu pendant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés, le député peut en avertir le Président par écrit 48 heures d'avance. Le Président est habilité à organiser, avec la permission des députés en cause, un échange avec une autre affaire qui figure sur la liste de priorité et l'heure réservée aux Affaires émanant des députés se déroule comme d'habitude³¹⁷. Si un tel échange est impossible, la période des Affaires émanant des députés est suspendue pour la journée et la Chambre poursuit l'examen des affaires dont elle était saisie au préalable ³¹⁸. Si cela se produit un lundi, la Chambre passe aux Ordres émanant du gouvernement à 11 heures plutôt qu'à midi ³¹⁹.

Le Règlement stipule aussi que si le Président ne peut prévenir la Chambre au moins 24 heures d'avance des affaires qui seront abordées, l'heure réservée aux Affaires émanant des députés est suspendue et que la Chambre poursuit l'étude de ce dont elle était alors saisie ³²⁰. Si cela se produit un lundi, la séance commence alors à 11 heures par les Ordres émanant du gouvernement.

Lorsque la Chambre passe aux Affaires émanant des députés, si un député est incapable de proposer l'affaire inscrite en son nom qui figure à l'ordre du jour, les Affaires émanant des députés sont suspendues pour la journée. Le lundi, la séance est alors suspendue jusqu'à midi et la Chambre commence ses délibérations par les

^{315.} Art. 99(1) du Règlement.

^{316.} Art. 94(1)a) du Règlement.

^{317.} Art. 94(2)a) du Règlement.

^{318.} Art. 94(2)b) du Règiement. Depuis l'entrée en vigueur de cet article du Règiement, la présidence a ordonné, dans ces cas, que l'affaire soit reportée au bas de la liste de priorité (voir, par exemple, Débats, 23 mars 1994, p. 2694; 27 avril 1995, p. 11911; 9 mai 1996, p. 2580; 4 février 1997, p. 7680; 26 mars 1998, p. 5442). Cette pratique a cours depuis 1986, lorsqu'on a demandé au Président de clarifier l'article du Règiement au sujet du sort d'une initiative parlementaire lorsqu'un député n'est pas en mesure de présenter la motion le jour prévu. Voir Débats, 24 avril 1986, p. 12624-12626; 25 avril 1986, p. 12671-12673; 9 mai 1986, p. 13146-13147; 28 mai 1986, p. 13727; 17 novembre 1986, p. 1215-1216.

Art. 99(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 18 novembre 1994, p. 8004; 25 novembre 1994, p. 8303; 10 mars 1997, p. 8805; 8 mai 1998, p. 6736.

^{320.} Art. 94(1)b) du Règlement. Cette disposition a été ajoutée au Règlement en cas de situation imprévue et inattendue. En pratique, il est peu probable qu'elle soit invoquée puisque le Président dispose d'un mécanisme qui lui permet d'en donner avis lorsqu'un échange n'est pas possible (art. 94(2) du Figlement) et qu'il existe un mécanisme pour établir l'ordre de priorité au début d'une session (art. 87(1) du Règlement) et le maintenir pendant la session (art. 87(2) du Règlement).

Ordres émanant du gouvernement ³²¹. Le mardi, le mercredi et le jeudi, la séance est suspendue jusqu'aux délibérations sur la motion d'ajournement. Lorsque cela se produit un vendredi, le Président lève la séance ³²².

Enfin, l'heure réservée aux Affaires émanant des députés est suspendue le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi le temps nécessaire pour permettre à la Chambre de poursuivre les Affaires courantes tant que le «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » n'est pas terminé ³²³.

Les Affaires émanant des députés peuvent être retardées ou interrompues pour diverses raisons. Lorsque cela se produit, le débat sur l'affaire à l'étude est prolongé ou reporté à un autre moment 324. Lorsque, par exemple, les Affaires émanant des députés sont retardées à cause d'un vote par appel nominal 325, d'une déclaration de ministre 326, d'une cérémonie de sanction royale, ou du déclenchement d'une sonnerie d'alarme, l'heure consacrée aux Affaires émanant des députés est prolongée d'une période équivalente 327. Si le retard ou l'interruption dépasse de 30 minutes ou plus l'heure à laquelle la période réservée aux Affaires émanant des députés se termine normalement, le Président ajoute le temps qui restait ou l'heure intégrale à une autre séance 328. Le débat reporté se tient dans les 10 jours de séance, habituellement après l'heure normale d'ajournement quotidien; un préavis de 24 heures est donné 329.

- 323. Art. 30(4)a) du Règlement.
- 324. Art. 30(7) du Règlement.
- 325. Voir Journaux, 9 mai 1996, p. 346.
- 326. Voir, par exemple, *Débats*, 24 septembre 1991, p. 2657; 1" novembre 1991, p. 4412; 18 avril 1994, p. 3131; 17 mai 1996, p. 2953, 2963; 6 novembre 1997, p. 1666, 1684.
- 327. Jusqu'à ce que l'article 30(7) du Règlement soit modifié en février 1994 de manière à tenir compte des retards ou interruptions pour quelque raison que ce soit de l'heure réservée aux Affaires émanant des députés, la prise en considération de celles-ci ne pouvait être prolongée qu'avec le consentement unanime de la Chambre (voir, par exemple, Débats, 2 octobre 1991, p. 3190; 4 juin 1992, p. 11438).
- 328. Art. 30(7) du Règlement.
- 329. Le mardi 23 avril 1996, par exemple, l'heure réservée aux Affaires émanant des députés était prévue de 17 h 30 à 18 h 30. À cause d'une déclaration de ministre, la période des Ordres émanant du gouvernement a été prolongée de 72 minutes. Elle a en outre été suivie d'un vote par appel nominal. La Chambre n'a donc été prête à procéder aux Affaires émanant des députés qu'à 19 h 15, soit 45 minutes après la fin normale de la période qui leur est réservée. Conformément au Règlement, le Président a été contraint de reporter le débat à une autre séance. Voir *Journaux*, 23 avril 1996, p. 244-251; *Débats*, p. 1880. Voir aussi *Débats*, 14 juin 1995, p. 13853; 19 juin 1995, p. 14104; 20 juin 1995, p. 14297; 2 mai 1996, p. 2283; 1st décembre 1998, p. 10773; 7 décembre 1998, p. 10945.

Voir, par exemple, Débats, 22 février 1993, p. 16247; 17 mars 1997, p. 9060; Feuilleton des Avis, 17 mars 1997, p. III.

Voir, par exemple, Débats, 12 avril 1991, p. 19464-19465, 19477; 13 mars 1992, p. 8236; 23 avril 1993, p. 18413.

Délibérations sur la motion d'ajournement

Les Délibérations sur la motion d'ajournement constituent la dernière catégorie de travaux au programme d'une journée de séance. Une période de 30 minutes est réservée pour permettre aux députés de chercher à obtenir du gouvernement plus d'information sur les questions soulevées. (Pour plus de détails, voir le chapitre 11, «Les questions».)

Lors d'une révision du Règlement en 1964, la Chambre a adopté la proposition d'un comité chargé d'examiner la procédure d'y ajouter pour la première fois un article visant la Période des questions. La Chambre a aussi accepté, au même moment, la suggestion du comité d'adopter, en plus de l'article du Règlement concernant la Période des questions, une règle concernant les délibérations sur la motion d'ajournement. Le comité proposait une formule selon laquelle tout député qui n'était pas satisfait de la réponse fournie par le gouvernement à la question qu'il avait posée pendant la Période des questions pouvait donner avis qu'il souhaitait revenir à la charge lors du débat d'ajournement³³⁰. D'autre part, tout député qui s'inquiète du fait qu'une question écrite et inscrite au Feuilleton reste sans réponse après 45 jours peut, depuis 1991, donner avis de son intention de reporter la question aux délibérations sur la motion d'ajournement³³¹. La question est alors rayée du Feuilleton et le nom du député est inscrit sur une liste, avec ceux des autres députés qui ont donné avis de leur intention d'intervenir à l'ajournement.

À la fin de la séance, de 18 h 30 à 19 h le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi, on tient pour acquis qu'une motion d'ajournement de la Chambre a été présentée et appuyée, et un débat qui ne doit pas dépasser 30 minutes s'engage 332. Cinq sujets peuvent être soulevés pendant cette période. Le Président doit avoir indiqué à la Chambre, au plus tard à 17 h, le ou les sujets qui seront abordés 333; le débat est limité à six minutes sur chacun 334. Pendant ces six minutes, le député qui soulève la question peut parler pendant au plus quatre minutes et la réponse du ministre ou du secrétaire parlementaire qui lui donne la réplique ne peut durer plus de deux minutes 335. Il n'est pas permis de soulever de rappel au Règlement ou de question de privilège pendant cette période. Au bout de 30 minutes ou, si cela se produit avant, à la conclusion du débat, la motion d'ajournement est réputée avoir été adoptée et la Chambre suspend ses travaux jusqu'au jour de séance suivant 336. (Le vendredi et les

^{330.} Art. 37(3) du Règlement. Voir aussi Journaux, 20 avril 1964, p. 224-225; Débats, p. 2457.

Art. 39(5)b) du Règlement. Voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2909-2910. Pour un exemple de député qui demande que sa question écrite soit reportée à l'ajournement, voir Débats, 20 novembre 1992, p. 13720-13721; 25 septembre 1995, p. 14819.

^{332.} Art. 38(1) du Règlement. Comme les délibérations sur la motion d'ajournement ont habituellement lieu à la fin de la journée de séance, cette portion de la journée est appelée, officieusement, «late show».

^{333.} Art. 38(4) du Règlement.

^{334.} Art. 38(2) du Règlement.

^{335.} Art. 38(5) du Règlement.

^{336.} Art. 38(5) du Règlement.

jours où aucune question n'est inscrite pour le débat d'ajournement, le Président ajourne les travaux de la Chambre à la fin de la séance.)

Suspension ou retardement des délibérations

Les délibérations sur la motion d'ajournement peuvent être suspendues dans certains cas, notamment lorsque la séance a été prolongée pour un débat d'urgence 337, le jour désigné pour la présentation du Budget 338, ou lorsque la Chambre continue de siéger au-delà de l'heure normale d'ajournement quotidien en vue d'élire un Président 339. Elles peuvent être retardées lorsqu'une séance est prolongée à cause d'une déclaration de ministre 340 ou lorsque les Affaires émanant des députés ont été prolongées le deuxième jour de séance réservé à l'étude d'un projet de loi à l'étape du rapport et de la troisième lecture³⁴¹. Elles peuvent aussi être retardées le dernier jour désigné des périodes de subsides se terminant le 10 décembre, le 26 mars et le 23 juin 342. Si une motion visant à prolonger les heures de séance pendant les 10 derniers jours de séance de juin a été adoptée, les délibérations sur la motion d'ajournement n'ont lieu qu'à l'heure d'ajournement convenue 43. Si une motion prolongeant la séance a été adoptée conformément à l'article 20 du Règlement, les délibérations sur la motion d'ajournement ont lieu à la fin de la séance 344. La Chambre a décidé, dans d'autres cas, lorsque la séance avait été prolongée pour étudier une mesure législative ou pour un débat spécial, de procéder au débat sur la motion d'ajournement à l'heure normale; une fois ce débat terminé, au lieu d'être adoptée automatiquement, la motion d'ajournement a été réputée retirée 345. Il est arrivé que, interrompu par une cérémonie de sanction royale, le débat sur la motion d'ajournement reprenne après le retour à la Chambre, une fois la cérémonie terminée au Sénat³⁴⁶.

Déclaration hebdomadaire

Chaque jeudi, après la Période des questions, le Président donne la parole au leader parlementaire de l'Opposition officielle, ou son représentant, pour interroger le

- 337. Art. 52(12) du Règlement.
- 338. Art. 83(2) du Règlement.
- 339. Art. 2(3) du Règlement.
- 340. Art. 33(2) du Règlement.
- 341. Art. 98(3) et (5) du Règlement.
- 342. Art. 81(17) et (18)b) du Règlement.
- 343. Art. 27(1) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 5 juin 1996, p. 490; 12 juin 1996, p. 546.
- 344. Voir, par exemple, Journaux, 11 mai 1998, p. 772-774. Comme l'heure à laquelle ce débat doit commencer est inconnue, il n'est toutefois pas toujours possible aux députés qui doivent intervenir dans ce débat d'être présents lorsqu'une séance est prolongée conformément à l'article 26 du Règlement. Voir la transcription de la réunion du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 3 mai 1994, p. 12:18. Le Président peut annoncer le nom des intervenants, mais le débat est annulé si les députés ne soulèvent pas leurs questions (voir Débats, 13 mars 1997, p. 9036; Journaux, p. 1277-1278, 1281).
- 345. Voir, par exemple, Journaux, 26 novembre 1992, p. 2242; 18 mars 1996, p. 104, 111.
- 346. Voir, par exemple, Débats, 6 novembre 1990, p. 15236.

leader parlementaire du gouvernement, ou son représentant, au sujet des initiatives ministérielles dont la Chambre sera saisie au cours des prochains jours ou de la semaine suivante. Le leader parlementaire du gouvernement expose alors à la Chambre ce que le gouvernement entend mettre de l'avant³⁴⁷. Cette pratique est communément appelée la «Déclaration hebdomadaire» ou la «Déclaration du jeudi». Il n'en est pas question dans le Règlement et il est laissé à la discrétion de la présidence de permettre cette déclaration hebdomadaire, mais le gouvernement n'est aucunement tenu, par la procédure, d'annoncer d'avance à la Chambre quelles affaires il entend appeler ni à quel moment ³⁴⁸. Ce qui plus est, il n'est pas tenu de faire ce qui est dit dans la déclaration hebdomadaire ³⁴⁹.

La pratique des déclarations hebdomadaires remonte au 23 septembre 1968, lorsque le président du Conseil privé de l'époque a annoncé ce que le gouvernement entendait mettre en délibération le lendemain en ajoutant que, selon une nouvelle pratique, le gouvernement exposerait tous les jeudis ses projets pour la semaine suivante puis répondrait aux questions 350. Le leader parlementaire du gouvernement avait coutume, jusque-là, d'annoncer à la fin de chaque journée de séance les travaux prévus pour le lendemain 351.

La présidence a toutefois fait ressortir à maintes reprises que les députés ne devraient pas profiter de la période prévue pour cette déclaration pour engager des négociations ou un débat³⁵². Elle n'a pas eu tendance, par ailleurs, à accueillir à d'autres moments que le jeudi la question des travaux de la Chambre au cours d'une semaine de séance normale³⁵³. Il est arrivé que le leader parlementaire du gouvernement profite de cette période pour demander si la Chambre consentirait à l'unanimité qu'il propose, sans préavis, des motions relatives aux travaux de la Chambre ³⁵⁴.

- 348. Art. 40(2) du Règlement.
- 349. Voir Débats, 1* juin 1994, p. 4709-4710.
- 350. Débats, 23 septembre 1968, p. 383.
- 351. Le texte de l'article 38(6) du Règlement fait encore référence à cette vieille pratique de fournir, à la fin d'une séance, de l'information sur les futurs travaux de la Chambre.
- Voir, par exemple, Débats, 11 octobre 1990, p. 14048; 8 novembre 1991, p. 4838; 2 avril 1992, p. 9262-9264; 7 mai 1992, p. 10328-10329.
- 353. Débats, 7 avril 1984, p. 3144. En jugeant qu'un député qui tentait de se renseigner sur les travaux de la Chambre un jour autre que le jeudi enfreignait le Règlement, le Président a affirmé: «Il existe une façon traditionnelle de discuter des travaux de la Chambre. Les voies habituelles permettent de communiquer l'information et de discuter des travaux de la Chambre. » Voir aussi Débats, 23 mai 1984, p. 3962-3963.
- 354. Voir, par exemple, Débats, 21 avril 1994, p. 3335-3336; 30 mars 1995, p. 11300-11301.

^{347.} À la suite des observations du leader du gouvernement à la Chambre, d'autres députés (normalement, mais pas seulement, les leaders parlementaires des autres partis d'opposition) peuvent obtenir la parole pour poser de brèves questions sur des affaires précises ou demander des éclaircissements (voir Débats, 9 novembre 1995, p. 16443). Bien que tous les députés puissent participer en posant des questions au leader parlementaire du gouvernement, le Président a donné à entendre que les députés de l'opposition devraient faire connaître leurs opinions à la Chambre par le biais de leur leader respectif à la Chambre (Débats, 14 février 1985, p. 2359). Voir aussi Débats, 3 juin 1999, p. 15814–15815.

Les questions



Si la responsabilité du gouvernement constitue l'essence du Parlement, alors, la période des questions constitue certainement l'essence de cette responsabilité à la Chambre des communes du Canada.

> PRÉSIDENT JAMES JEROME (Mr. Speaker, p. 51)

e droit d'obtenir des renseignements du gouvernement et le droit de le tenir responsable de ses actes sont deux des principes fondamentaux du gouvernement parlementaire. Les députés exercent ces droits principalement en posant des questions à la Chambre. On ne saurait trop insister sur l'importance des questions dans le système parlementaire. En effet, obtenir des renseignements ou des explications au moyen de questions constitue un aspect vital des fonctions des députés!. Ces questions peuvent être posées oralement et sans préavis, ou être soumises par écrit à la suite d'un avis.

Chaque jour de séance, une période est réservée aux questions orales. Celles-ci constituent une partie distincte des travaux quotidiens de la Chambre. Les députés qui ne sont pas satisfaits de la réponse qu'ils reçoivent peuvent y revenir au cours du débat sur la motion d'ajournement, tenu à la fin de la séance, tous les jours sauf le vendredi.

Les questions écrites, habituellement plus détaillées que les questions orales, sont inscrites au Feuilleton après réception de l'avis. Les réponses sont fournies durant les affaires courantes, à la rubrique « Questions inscrites au Feuilleton ».

 [«]Rien ne pourrait affaiblir davantage le contrôle du Parlement sur l'exécutif que l'abolition ou la limitation du droit du député de poser des questions [...].» Wilding et Laundy, p. 627.

Ce chapitre examine les règles et pratiques de la Chambre concernant les questions orales et écrites, leurs caractéristiques, les textes et les usages correspondants, les lignes directrices suivies par la Chambre, ainsi que le rôle du Président.

Les questions orales

Plus que toute autre division de la journée parlementaire, la période des questions fournit un instantané quotidien de la scène politique nationale et est suivie de près par les députés, la presse et le public. C'est au cours de cette période de la journée parlementaire que le gouvernement doit rendre des comptes sur ses politiques administratives et sur la conduite de ses ministres, tant individuellement que collectivement². Comme on l'a dit, «La période des questions est l'occasion pour les parlementaires de donner libre cours à leur spontanéité et à leur dynamisme. Les principaux sujets abordés correspondent souvent aux manchettes des grands journaux ou aux bulletins de nouvelles des chaînes nationales de télévision³.» Tout député peut poser une question, même si la période est presque exclusivement réservée aux partis d'opposition, pour attaquer le gouvernement et le tenir responsable de ses actions, et pour souligner ses manquements. «La période des questions, dans sa forme actuelle, sert bien l'opposition et dans une moindre mesure le gouvernement [...]. Elle n'est pas faite d'interventions subtiles ou intelligentes, mais elle permet aux deux parties de faire valoir leurs points de vue⁴.»

HISTORIQUE

Pendant la majeure partie de l'histoire du gouvernement parlementaire au Canada, il n'existait pas de règles écrites autorisant à poser des questions orales, bien que cette pratique existât. Avant la Confédération, les questions orales étaient essentiellement posées avec le consentement de la Chambre, mais elles sont devenues plus fréquentes au fur et à mesure qu'évoluait le gouvernement responsable⁵. Les premières règles adoptées par la Chambre des communes en décembre 1867 ne traitaient que des questions écrites⁶. Et pourtant, dès le 29 novembre 1867, la pratique des questions orales avait débuté, quand trois semaines après l'ouverture de la première session du Parlement, une question orale était posée non pas à un ministre, mais au président du Comité des impressions, avant l'appel de l'ordre du jour ⁷.

En 1878, les questions orales étaient devenues fréquentes, au point où le Président Anglin dut se prononcer: «Les honorables députés ont coutume de demander au gouvernement toutes informations spéciales entre les différents appels des divers ordres du jour que fait [le Président] avant les avis de motion ou les ordres du jour.

^{2.} Stewart, p. 56.

^{3.} Franks, p. 146.

^{4.} Franks, p. 155.

^{5.} O'Brien, p. 362.

^{6.} Constitutions, Règles et Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle nº 29.

^{7.} Débats, 29 novembre 1867, p. 157.

Je ne sache pas qu'aucun honorable membre ait un droit positif même d'agir ainsi; mais je crois qu'il doit se restreindre simplement à demander l'information au gouvernement, et il ne doit pas commencer à faire des commentaires sur la conduite du gouvernement⁸. » Dans les années qui ont suivi, la pratique de poser des questions orales concernant des questions jugées urgentes⁹ s'est transformée en un droit par convention. Cette pratique se maintiendra jusqu'en 1964, sans réglementation véritable.

Avec le temps, des normes et des règles informelles se sont développées et, dans les années 1940, les questions orales (c'est-à-dire les «questions posées à l'appel de l'ordre du jour» comme on les appelait à l'époque) faisaient partie intégrante de la journée parlementaire. Mais elles n'étaient toujours pas régies par des règles écrites. Les déclarations faites à la Chambre par les Présidents afin de donner des orientations, des interprétations ou des avis sur les questions et réponses acceptables, ont accru la légitimité de cette convention 10. Toujours dans les années 1940, des comités de la procédure ont commencé à examiner la pratique des questions orales en vue de la réglementer pour en reconnaître officiellement l'existence.

La première tentative de la Chambre pour codifier les questions orales remonte à 1944, lorsqu'un comité spécial a noté ce qui suit: «La coutume de poser des questions avant d'aborder l'ordre du jour s'est développée à un point tel qu'elle fait maintenant partie de notre pratique parlementaire. Il n'est ni possible ni opportun de la supprimer¹¹.» Ce comité proposait qu'une règle officielle soit adoptée afin de permettre que des questions orales soient posées avec un préavis minimal d'une heure et qu'elles soient suivies d'au plus trois questions supplémentaires chacune¹²; mais le rapport recommandant cette nouvelle règle n'a jamais été adopté. Par la suite, d'autres comités proposeront des règles similaires, mais aucun de ces rapports ne sera adopté par la Chambre¹³. Entre-temps, en 1947, la rubrique «Demandes de renseignements au gouvernement» apparaît dans les *Débats* lorsque des questions orales sont posées à la Chambre.

L'absence de règles régissant les questions orales a obligé la présidence à se prononcer de nouveau sur la période des questions et a entraîné, en 1955, la modification de la procédure suivie pour les questions marquées d'un astérisque (questions écrites exigeant des réponses orales). Cela visait à réduire le nombre de questions

^{8.} Débats, 20 mars 1878, p. 1285-1286.

^{9.} Bourinot, 4º éd., p. 315.

Voir, par exemple, Journaux, 15 juillet 1940, p. 216-218; 15 mars 1943, p. 161-162; Débats, 16 février 1944, p. 574-575.

^{11.} Journaux, 3 mars 1944, p. 151.

^{12.} Journaux, 3 mars 1944, p. 151. Le texte de la disposition proposée est le suivant: «Une question d'un caractère urgent peut être posée verbalement à un ministre, à l'appel de l'ordre du jour, pourvu qu'une copie de cette question ait été fournie au ministre et au Greffier de la Chambre au moins une heure avant la séance de la Chambre. Une telle question ne doit pas être précédée d'une lecture de télégrammes, d'extraits de journaux, de lettres ni de préambules d'aucune sorte. La réponse sera orale et peut être immédiatement suivie de questions supplémentaires au nombre de trois au plus, sans débat ni commentaires, pour tirer au clair les renseignements fournis par le ministre. »

^{13.} Journaux, 5 décembre 1947, p. 17-20; 25 juin 1948, p. 680.

orales inscrites à l'ordre du jour 14, mais en fait, la période des questions n'a cessé de prendre de l'ampleur. Au début des années 1960, elle devait brièvement se transformer lorsque la présidence commença à appliquer diverses règles anciennes et non écrites sur le contenu des questions, dont bon nombre étaient désuètes 15. Le tollé que cela a provoqué devait mener à l'adoption, en 1964, de la première série de règles sur la période des questions 16.

Le critère de l'urgence est ajouté dans les articles du Règlement adoptés par la Chambre en 1964 17. Il est également établi que la Chambre entendra les questions orales à la fin des affaires courantes, immédiatement avant l'appel de l'ordre du jour. À l'époque, toutes les séances commençaient à 14 h 30, avec les affaires courantes, de sorte que la période des questions s'amorçait toujours à la même heure environ, même si cela dépendait du temps consacré aux affaires courantes. Le vendredi faisait toutefois exception puisque la séance débutait à 11 heures avec les affaires courantes. Une limite de 30 minutes a été introduite pour les questions orales du mercredi (aucune limite pour les autres jours), probablement parce que la séance du mercredi était plus courte, la Chambre ne siégeant pas en soirée 18. D'autre part, une nouvelle procédure était établie : les députés, mécontents de la réponse reçue lors de la période des questions ou qui n'avaient pu obtenir de réponse parce que le Président avait jugé leur question non urgente, étaient dorénavant autorisés à soulever ces questions au moment de l'ajournement de la Chambre.

En plus de ces modifications au Règlement, la Chambre approuvait simultanément des lignes directrices sur le contenu des questions orales et des réponses¹⁹. Ces lignes directrices s'inspiraient de précédents jugés encore valables, mais qui n'avaient pas été codifiés. Ainsi, les questions devaient porter sur des sujets suffisamment importants pour exiger une réponse immédiate, brève et non détaillée; elles ne devaient pas concerner des déclarations faites dans un journal, un avis juridique ou une affaire en instance devant un tribunal. Enfin, on ne devait pas soulever de points trop vastes pour être traités dans le cadre d'une réponse à une question. Les réponses

^{14.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 912. Voir également Dawson, p. 151.

^{15.} Journaux, 31 octobre 1963, p. 509-513.

^{16.} Journaux, 20 avril 1964, p. 224-225.

^{17.} Journaux, 20 avril 1964, p. 224. Voici un extrait de la disposition correspondante: «Avant que la Chambre aborde l'ordre du jour, des questions portant sur des sujets urgents peuvent être adressées oralement aux ministres de la Couronne; toutefois, si M. l'Orateur estime qu'une question ne comporte aucune urgence il peut ordonner qu'il n'y soit pas donné suite et qu'elle soit inscrite au Feuilleton; de plus, le temps accordé, chaque mercredi, à la période des questions avant l'appel de l'ordre du jour ne doit pas excéder 30 minutes.»

^{18.} Cette limite a été modifiée l'année suivante avec l'adoption de dispositions pour limiter la période des questions orales à au plus 30 minutes chaque jour à l'exception du lundi, où elle ne devait pas durer plus d'une heure (*Journaux*, 11 juin 1965, p. 226). Ces changements ont également autorisé le Président à faire inscrire au *Feuilleton* les questions orales qu'il juge non urgentes. En 1966, la période des questions a été prolongée à 40 minutes les mardi, jeudi et vendredi (*Journaux*, 21 janvier 1966, p. 34). En 1968, le Règlement a été de nouveau modifié afin de réserver une période de 40 minutes par jour aux questions orales (*Journaux*, 20 décembre 1968, p. 568).

^{19.} Journaux, 20 avril 1964, p. 225.

devaient être aussi concises que possible, s'en tenir à la question et ne pas entraîner de débat. Les autres aspects, notamment le nombre de questions supplémentaires, étaient laissés à l'entière discrétion du Président, qui pouvait décider de refuser une question ou de l'inscrire au *Feuilleton* après l'avis requis.

En 1975, une période de temps précise était fixée pour les questions orales. Au départ, la période des questions suivait les affaires courantes et pouvait commencer n'importe quand après 14 heures. Avec l'adoption par la Chambre d'un rapport du Comité permanent de la procédure en mars 1975, la période des questions est déplacée avant les affaires courantes, et doit alors débuter sans faute à 14 h 15 tous les jours ²⁰.

Lorsque ces changements ont été apportés, le Président Jerome a fait une déclaration à la Chambre qui a encore aujourd'hui une incidence sur le déroulement de la période des questions. Comme il l'explique dans son autobiographie, Mr. Speaker, lorsqu'il a accepté le fauteuil présidentiel en 1974, il ne pouvait s'inspirer pour diriger la période des questions que de précédents où les questions avaient été jugées irrecevables²¹. Il établira que les questions orales constituent un droit et non un privilège des députés et il précisera plusieurs principes devant régir le déroulement de la période des questions²². Il réaffirmera que les exigences relatives au contenu des questions et des réponses continueront de s'appliquer et il en ajoutera de nouvelles qui s'étaient imposées depuis 1964.

Cependant, après 1975, la période des questions devient de plus en plus une tribune ouverte où toutes sortes de questions peuvent être posées, souvent sans tenir compte des lignes directrices existantes ni du critère d'urgence figurant dans le Règlement. De plus, les divers Présidents qui se sont succédé ont apparemment hésité à utiliser leurs pouvoirs discrétionnaires afin d'ordonner que les questions non urgentes soient inscrites au *Feuilleton*. Enfin, l'arrivée de la télévision à la Chambre en 1977 modifiera en outre le comportement des députés durant la période des questions:

On a par ailleure avancé que la télévision a également ses côtés négatifs, la plainte la plus fréquente étant peut-être que la période des questions a pris trop d'importance par rapport à l'ensemble des travaux. Certains estiment aussi que les députés ont tendance à poser pour la caméra dans l'espoir de paraître 15 secondes sur l'écran aux nouvelles du soir²³.

En 1986, à la suite d'une série de périodes des questions particulièrement houleuses et virulentes durant lesquelles plusieurs députés sont désignés par leur nom et suspendus pour le reste de la séance, le Président Bosley fera une déclaration

^{20.} Journaux, 14 mars 1975, p. 373; 24 mars 1975, p. 399.

^{21.} Jerome, p. 54.

^{22.} Journaux, 14 avril 1975, p. 439-441.

 [«]Pleins feux sur les travaux de la Chambre», neuvième rapport du Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, décembre 1989, p. 7 (présenté à la Chambre le 22 janvier 1990 (Journaux, p. 1078)).

similaire à celle du Président Jerome en 1975²⁴. Comme on l'explique plus loin dans ce chapitre, le Président Bosley énoncera quatre principes et des lignes directrices correspondantes qui sont encore aujourd'hui largement suivis.

En 1997, un autre changement est apporté aux lignes directrices sur la période des questions. Le Président Parent signale à la Chambre qu'il n'appliquera plus la convention voulant qu'on juge irrecevables les questions anticipant sur l'ordre du jour. Auparavant, les questions anticipant sur l'ordre du jour ont été rejetées afin que la Chambre ne perde pas de temps à discuter des sujets qui seraient débattus plus tard au cours de la séance 25. En 1975, le Président Jerome incorpore cette restriction dans la liste des lignes directrices relatives à la période des questions 26. Toutefois, durant le débat sur le Budget et celui sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, la présidence permet un certain assouplissement à la règle pourvu que les questions sur ces sujets n'occupent pas toute la période des questions²⁷. En 1983, le Président Sauvé statue que les questions relatives aux motions présentées par l'opposition lors de journées réservées aux travaux des subsides sont également recevables 28. En 1997, suite à un rappel au Règlement concernant cette ligne directrice²⁹, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présente un rapport dans lequel il recommande que le Président «n'applique plus cette directive et que les questions qui anticipent sur l'ordre du jour ne soient pas jugées irrecevables à partir de ce seul critère 30 ». Le 7 avril 1997, le Président Parent informe la Chambre que la présidence suivra l'avis du Comité 31.

LE RÔLE DU PRÉSIDENT DURANT LA PÉRIODE DES QUESTIONS

Diriger la période des questions quotidienne est considéré comme une des tâches les plus exigeantes du Président ³². Le Président veille à ce que la période des questions se déroule d'une manière civilisée, à ce que les questions et réponses ne se

- 24. Débats, 24 février 1986, p. 10878-10879.
- Beauchesne, 1º éd., p. 98 (version anglaise seulement); Beauchesne, 4º éd., p. 151-152. Voir, par exemple, Débats, 12 février 1970, p. 3508; 7 mai 1974, p. 2096.
- 26. Journaux, 14 avril 1975, p. 441.
- 27. Journaux, 26 juin 1975, p. 665.
- 28. Débats, 24 février 1983, p. 23181-23183.
- 29. Débats, 4 mars 1997, p. 8594-8595. John Williams (St-Albert) demande au Président de conseiller la Chambre et en particulier les partis d'opposition quant à la façon dont les questions devraient être formulées pour respecter cette ligne directrice. Le Président Parent répond que «lorsqu'une question est de nature générale et ne porte pas directement sur le projet de loi », il est porté à l'autoriser.
- 30. Journaux, 21 mars 1997, p. 1334. Dans son témoignage devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, le Greffier de la Chambre, Robert Marleau, signale que le gouvernement a le pouvoir de changer l'ordre du jour sans préavis et que le Président n'est pas toujours au courant des questions dont la Chambre débattra après la période des questions. Par conséquent, le Président peut involontairement juger irrecevable une question parce qu'elle anticipe sur l'ordre du jour (voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Témoignages, 18 mars 1997, fascicule n° 37, p. 9-10).
- 31. Débats, 7 avril 1997, p. 9377.
- 32. Voir Laundy, p. 129; Jerome, p. 51-69; Fraser, p. 54.

transforment pas en débat et à ce que les deux côtés de la Chambre puissent participer. Comme le Président Fraser le signale dans La Chambre des communes en action:

La période des questions exige beaucoup du Président de la Chambre des communes. Il doit demeurer très attentif et vigilant, promener un regard perspicace sur toute l'assemblée, être très sensible à l'humeur de la Chambre, connaître les événements nationaux ou internationaux qui risquent d'alimenter la période des questions. Il doit, autant que possible, être au courant des tensions qui existent entre les partis au sujet d'un incident donné³³.

Le Président a implicitement le pouvoir de rejeter toute question posée pendant la période des questions s'il croit qu'elle contrevient au respect de l'ordre, du décorum et de la procédure de la Chambre ³⁴. Lorsqu'il juge une question irrecevable, le Président peut suggérer au député de la reformuler afin qu'elle soit acceptable à la Chambre ³⁵ ou encore demander à un autre député de poser la question suivante ³⁶. Dans le passé, lorsqu'une telle question a été posée et que le ministre souhaitait y répondre, le Président lui a permis de le faire afin d'être équitable.

Il est arrivé que le Président ordonne que certaines questions posées pendant la période des questions soient inscrites au Feuilleton³⁷. Il s'agit habituellement de questions qui, de l'avis du Président, ne sont pas urgentes ou qui sont si techniques ou détaillées qu'elles requièrent une réponse en conséquence. Au cours des dernières années, le Président n'a pas eu recours à cette procédure, choisissant plutôt de suggérer au député qu'il serait peut-être plus approprié de poser sa question sous forme écrite ³⁸.

Comme seulement 45 minutes sont réservées chaque jour à la période des questions, le Président a souvent rappelé que des questions et réponses plus brèves permettraient à un plus grand nombre de députés de participer. Le Président étant le seul à déterminer le temps que prendront les diverses questions et réponses, il peut interrompre quiconque prend trop de temps à poser une question ou à y répondre³⁹. Il n'appartient pas au Président de déterminer la longueur des réponses⁴⁰, mais il a déjà signalé à la Chambre que, par souci d'équité, les questions devraient être aussi concises que possible pour encourager des réponses tout aussi brèves et donc

^{33.} Fraser, p. 133.

^{34.} Voir, par exemple, Débats, 10 février 1994, p. 1184; 12 février 1997, p. 8014; 18 novembre 1997, p. 1846.

^{35.} Voir, par exemple, Débats, 2 octobre 1997, p. 407.

^{36.} Voir, par exemple, Débats, 25 novembre 1997, p. 2181; 26 mai 1999, p. 15258.

Art. 37(1) du Règlement. Ce pouvoir a été incorporé dans le Règlement en 1964 (Journaux, 20 avril 1964, p. 224).

^{38.} Voir, par exemple, Débats, 11 février 1993, p. 15784-15785; 18 mars 1994, p. 2487; 1e octobre 1997, p. 334.

^{39.} En réponse à un rappel au Règlement d'un député qui ne parvenait pas à poser une question en raison de la longueur des préambules, le Président Fraser a signalé qu'il incombait à la Chambre de changer cette pratique et de raccourcir les préambules (Débats, 21 novembre 1991, p. 5157).

^{40.} Débats, 13 juin 1980, p. 2084-2085.

permettre à la présidence d'accorder la parole au plus grand nombre possible de députés⁴¹.

DÉROULEMENT DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

Chaque jour de séance, la période de 45 minutes réservée aux questions orales commence au plus tard à 14 h 15 (11 h 15 le vendredi)⁴². À ce moment-là, le Président donne la parole au chef de l'Opposition, ou au premier député de son parti qui posera des questions, pour une série de trois questions. Du début de la 31^e législature en 1979 jusqu'à la fin de la 35^e législature en 1997, l'usage était d'autoriser le chef de tout autre parti officiellement reconnu par la Chambre, ou son représentant, à poser une question initiale suivie de deux autres questions supplémentaires à la première⁴³. Au début de la 36^e législature en 1997, de nouvelles modalités ont été établies par le Président pour le déroulement de la période des questions après consultation des leaders parlementaires des cinq partis officiellement reconnus à la Chambre. Le premier intervenant de l'Opposition officielle pose une question initiale qui est suivie de deux questions. Les premiers intervenants des autres partis officiellement reconnus sont ensuite autorisés à poser une question initiale suivie d'une seule question additionnelle. Pendant tout le reste de la période des questions, la même formule⁴⁴ est suivie pour les autres députés représentant les partis d'opposition⁴⁵.

Les députés représentant le parti ministériel peuvent également poser des questions, mais moins souvent que les députés des partis d'opposition. Durant les dernières minutes de la période des questions, le Président ne tolérera normalement pas de questions additionnelles pour permettre au plus grand nombre de députés possible de poser une question ce jour-là 46.

La participation à la période des questions est l'affaire en grande partie des divers caucus et de leurs whips et peut donner lieu à des négociations entre les partis 47.

^{41.} Débats, 3 février 1997, p. 7580-7581. Au début de la 36° législature en 1997, le Président a annoncé son intention de raccourcir la durée des questions et des réponses afin de permettre un plus grand nombre de questions (Débats, 24 septembre 1997, p. 23). Comme les députés disposent d'environ 35 secondes pour poser des questions et les ministres d'environ 35 secondes pour y répondre (voir Débats, 30 octobre 1997, p. 1366-1367), entre 38 et 45 questions sont posées quotidiennement comparativement aux 22 à 24 questions quotidiennes durant la 35° législature (1994-1997) (voir Débats, 18 novembre 1997, p. 1848-1849). Voir également Débats, 24 février 1998, p. 4370-4371; 6 mai 1998, p. 6604.

^{42.} Art. 30(5) du Règlement.

Voir, par exemple, Débats, 10 octobre 1979, p. 21-22; 15 avril 1980, p. 15-17; 28 novembre 1995, p. 16901-16903.

^{44.} Le Président Parent a autorisé des questions additionnelles qui n'étaient pas considérées comme des questions supplémentaires par rapport à la question initiale. Pour des exemples de modifications à la formule, voir *Débats*, 28 octobre 1997, p. 1235; 29 octobre 1997, p. 1284-1285; 5 novembre 1997, p. 1580; 6 novembre 1997, p. 1660.

^{45.} Voir, par exemple, Débats, 23 octobre 1997, p. 1042-1046; 26 février 1998, p. 4496-4499. Une entente est intervenue qui prévoit que le Bloc québécois sera autorisé à poser une seule question lors de la douzième série de questions (voir Débats, 30 septembre 1997, p. 289; 28 novembre 1997, p. 2441).

^{46.} Voir, par exemple, Débats, 11 octobre 1991, p. 3649; 12 décembre 1994, p. 8944.

^{47.} Fraser, p. 133. Voir également Débats, 19 janvier 1994, p. 17.

Chaque parti décide quotidiennement des députés qui participeront à la période des questions et remet au Président la liste des noms de ces députés dans l'ordre dans lequel il serait souhaitable de les entendre 48. La liste de chaque parti est habituellement préparée par le whip ou par le ou les députés chargés de définir la stratégie du parti pour la période des questions. Le Président n'est pas tenu de suivre ces listes, mais cette pratique est passée dans l'usage 49. Avec cette liste comme guide, le Président décide lui-même à quels députés il accordera la parole pour poser des questions. La démarche qu'il suit dépend du nombre de partis représentés à la Chambre et du nombre de députés de chaque parti. Ces facteurs déterminent souvent le nombre de députés qui seront autorisés à poser des questions et le nombre de questions que chaque parti pourra poser. Depuis le début de la 31º législature (1979), les Présidents permettent à un député représentant l'Opposition officielle d'entreprendre la deuxième série de questions, immédiatement après le chef de l'Opposition 50.

Les députés représentant un parti politique qui n'est pas officiellement reconnu à la Chambre et les députés indépendants peuvent poser des questions, mais moins fréquemment que les députés des partis reconnus. Durant la 35° législature (1994-1997), alors que jusqu'à 17 de ces députés ont siégé à la Chambre, le Président a tenté d'accorder la parole à l'un d'entre eux une journée sur deux, sinon tous les jours, habituellement vers la fin de la période des questions ³¹.

Les règles n'imposent aucune restriction quant à qui peut poser des questions durant la période des questions, mais les conventions veulent que seuls les simples députés le fassent. Les députés doivent être à leur place pour pouvoir poser une question ⁵². Il est arrivé que des députés obtiennent la parole plus d'une fois pour poser des questions durant la même période des questions ⁵³. Les ministres ne posent pas de questions orales au nom d'autres ministres ou au nom de simples députés. Comme les secrétaires parlementaires doivent parfois répondre aux questions au

^{48.} Voir Jerome, p. 53-54 et p. 61-63; Fraser, p. 133.

^{49.} L'origine de ces listes est expliquée dans l'ouvrage autobiographique Mr. Speaker, p. 61-62, du Président James Jerome. Au cours des dernières années, les simples députés se sont souvent plaints de l'utilisation de ces listes, croyant qu'elles limitaient leur chance d'obtenir la parole durant la période des questions (Débats, 19 juin 1991, p. 2071-2072).

^{50.} Voir, par exemple, Débats, 12 octobre 1979, p. 122.

^{51.} Débats, 16 juin 1994, p. 5437-5440, en particulier p. 5439; 7 novembre 1996, p. 6269-6272. À une occasion, des députés se sont plaints qu'un député indépendant pose une question alors que la parole aurait dû être donnée à un député d'un parti reconnu. Voir Débats, 12 décembre 1996, p. 7470-7473 pour une discussion à ce sujet.

^{52.} Débats, 10 octobre 1997, p. 784-785; 24 octobre 1997, p. 1101.

Voir, par exemple, Débats, 30 octobre 1996, p. 5885-5886; 6 novembre 1996, p. 6186, 6188-6189; 16 avril 1997, p. 9796-9799.

RAPPELS AU RÈGLEMENT ET QUESTIONS DE PRIVILÈGE PENDANT LA PÉRIODE DES QUESTIONS

Habituellement, le Règlement ne peut être invoqué et une question de privilège ne peut être soulevée pendant la période des questions 56. Dans une déclaration faite en 1975 sur le déroulement de la période des questions, le Président Jerome a indiqué que les rappels au Règlement et les questions de privilège liés à la période des questions devraient être soulevés à la fin de cette période⁵⁷. Malgré cette directive, il est arrivé que le Règlement soit invoqué ou qu'une question de privilège soit soulevée pendant la période des questions, mais le Président a alors demandé que ces affaires soient reportées après la période des questions⁵⁸. Toutefois, si le Président juge qu'une situation survenue pendant la période des questions est suffisamment grave pour justifier qu'on s'en occupe immédiatement, par exemple lorsque des propos non parlementaires sont tenus, l'affaire est alors examinée sur-le-champ 59.

LES PRINCIPES ET LIGNES DIRECTRICES RÉGISSANT LES QUESTIONS **ORALES**

Les lignes directrices qui régissent la forme et le contenu des questions orales sont fondées sur les conventions, usages et traditions. Les règles écrites précisent uniquement que les questions orales doivent porter sur des «sujets urgents⁶⁰» et qu'une période doit leur être réservée chaque jour de séance. Officiellement, les questions orales ne nécessitent pas d'avis, mais certains députés informent par courtoisie le ministre concerné de la question qu'ils souhaitent lui poser. La pratique, les précédents et les déclarations des divers Présidents ont contribué avec le temps à fixer le

- 54. Durant de nombreuses années, avant qu'une décision définitive soit rendue à ce sujet par le Président Jerome, les secrétaires parlementaires pouvaient poser des questions orales (Débats, 5 novembre 1974, p. 1059-1064). Lorsqu'il a statué que les secrétaires parlementaires avaient le droit de poser des questions orales, le Président Lamoureux a néanmoins émis des doutes sur cette procédure étant donné que les secrétaires parlementaires pourraient être amenés «à la fois à répondre à des questions et à en poser, si bien qu'à la limite, un secrétaire parlementaire pourrait poser une question à un autre secrétaire parlementaire » (Débats, 6 mars 1973, p. 1932-1933). Le Président Fraser a reconnu qu'un secrétaire parlementaire avait pu poser des questions pendant la période des questions uniquement en raison d'une erreur ou d'un oubli de sa part (Débats, 1# octobre 1991, p. 3001).
- 55. Beauchesne, 4° éd., p. 322.
- 56. L'article 47 du Règlement précise que les rappels au Règlement ne sont pas pris en considération pendant la période des questions.
- 57. Journaux, 14 avril 1975, p. 441.
- 58. Voir, par exemple, Débats, 4 avril 1989, p. 32; 9 février 1993, p. 15637.
- 59. Voir, par exemple, Débats, 24 mars 1993, p. 17482. L'affaire a par la suite été réglée à la fin de la période des questions (voir Débats, p. 17486-17488).
- 60. Art. 37(1) du Règlement.

déroulement de la période des questions. Si les règles régissant les questions orales et la période des questions n'ont pas changé depuis 1975, ce n'est pas le cas des lignes directrices qui concernent la forme et le contenu de ces questions. Même l'interprétation de la notion d'«urgence» qu'on trouve dans le Règlement a évolué. Ainsi, chaque Président a jugé nécessaire de préciser comment il entendait diriger la période des questions.

À cet égard, il existe tout un éventail de lignes directrices, dont bon nombre ne sont plus valables ou sont tombées en désuétude⁶¹. Parce qu'il était difficile de distinguer les précédents valables des autres, le Président Bosley s'est penché sur cette question en 1986⁶², et il a déclaré que les règles relatives à la période des questions devraient être basées sur les principes suivants:

- Le temps est précieux et il devrait donc être utilisé de façon aussi profitable que possible et par le plus grand nombre de députés possible;
- Beaucoup de citoyens suivent la période des questions à la télévision et comme cette période donne souvent lieu à des échanges animés, la Chambre devrait se montrer sous son meilleur jour;
- Si les députés participant à la période des questions peuvent avoir d'autres visées,
 l'objectif principal doit être de demander des renseignements au gouvernement et de l'amener à rendre compte de ses actes;
- Les députés devraient pouvoir poser des questions de la façon la plus libre possible, tout en respectant les autres principes.

Reprenant en partie la déclaration du Président Jerome de 1975, le Président Bosley apportera des précisions:

Dans la déclaration qu'il a faite il y a 11 ans, le Président Jerome a très bien exposé le principe de la brièveté; je me contenterai par conséquent de citer ses propos que voici:

Il ne fait absolument aucun doute que le pire ennemi de la période des questions est le député qui ne respecte pas ce principe capital. Le député qui pose une question sur un sujet quelconque a peut-être besoin d'une explication, mais il n'a aucune raison de faire un préambule dépassant les limites d'une phrase.

Je me propose de demander à tous les députés d'y faire très attention et de les rappeler à l'ordre s'ils ne le font pas. Je répète qu'un long préambule ou une longue question absorbe une trop grande partie du temps; le fait que cela provoque invariablement le même genre de réaction ne fait qu'augmenter la difficulté.

^{61.} Le 1^{er} avril 1993, le Comité permanent de la gestion de la Chambre a recommandé l'adoption d'une nouvelle série de lignes directrices sur la période des questions pour remplacer les anciennes. Le rapport n'a jamais été étudié par la Chambre (voir le quatre-vingt-unième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre, p. 15-17, présenté le 1^{er} avril 1993 (*Journaux*, p. 2774)).

^{62.} Débats, 24 février 1986, p. 10878-10879.

Je suis d'accord sur ce point et j'ajouterai que cela s'applique également aux réponses des ministres. À l'instar du Président Jerome, je trouve que les questions supplémentaires ne nécessitent pas de préambule, elles devraient découler de la réponse du ministre et elles ne devraient pas être précédées d'une déclaration ou d'un argument; elles devraient être précises et directes. La présidence trouve que, compte tenu du premier principe, le temps est précieux, les députés devraient essayer d'éviter de répéter purement et simplement des questions qui ont déjà été posées. Je ne veux pas dire — comme certains semblent l'avoir compris — que l'on ne doit pas poser d'autres questions sur le même sujet, mais que les questions suivantes doivent être différentes de celles qui ont déjà été posées.

Pour les mêmes raisons, depuis toujours, les questions posées aux ministres doivent respecter une règle fondamentale, à savoir que leur objet doit tomber sous la compétence globale du gouvernement ou la compétence particulière de l'un de ses ministres. C'est le seul critère en vertu duquel les ministres doivent répondre aux questions⁶³.

Ces deux déclarations, avec certaines lignes directrices adoptées par la Chambre en 1965, sont maintenant utilisées par le Président pour diriger la période des questions. En résumé, lorsqu'un député obtient la parole durant la période des questions, il devrait:

- · poser une question;
- · être bref:
- chercher à obtenir des renseignements⁶⁴;
- poser une question qui relève de la responsabilité administrative du gouvernement ou du ministre concerné⁶⁵.

De plus, une question ne devrait pas:

consister à présenter une déclaration, des démarches, un argument ou une opinion⁶⁶;

^{63.} Débats, 24 février 1986, p. 10879.

^{64.} Voir, par exemple, Débats, 12 février 1992, p. 6860.

^{65.} Voir, par exemple, Débats, 13 juin 1996, p. 3824; 17 juin 1996, p. 3926; 3 octobre 1997, p. 459-460; 25 mai 1999, p. 15254-15255. En 1986, des députés de l'opposition ont tenté de poser des questions concernant un prétendu conflit d'intérêts au ministre de l'Expansion industrielle régionale (Sinclair Stevens). Le Président a jugé ces questions irrecevables parce qu'elles ne concernaient pas les responsabilités ministérielles de M. Stevens. Il a ensuite précisé que les questions strictement personnelles sont irrecevables, même si la frontière entre ce qui relève de la personne et du ministre n'est pas toujours évidente (Débats, 8 mai 1986, p. 13081-13082).

^{66.} Voir, par exemple, Débats, 5 novembre 1990, p. 15127.

- être hypothétique⁶⁷;
- · chercher à obtenir une opinion juridique ou autre 68;
- demander des renseignements de nature secrète, comme les délibérations du Cabinet ou les avis fournis à la Couronne par des conseillers juridiques⁶⁹;
- porter atteinte à la réputation des occupants du fauteuil, des députés, des sénateurs ou des membres de la magistrature ou commenter leur conduite 70;
- discréditer le gouverneur général⁷¹;
- porter sur les délibérations du Sénat⁷²;
- porter sur des déclarations publiques de ministres concernant des questions qui ne sont pas directement liées à leurs fonctions ministérielles⁷³;
- porter sur un ancien portefeuille ou d'autres fonctions présumées du ministre, comme des responsabilités politiques au sein de son parti ou d'une région⁷⁴;
- traiter d'une affaire devant les tribunaux 75;
- porter sur une question de privilège déjà soulevée et que le Président a prise en délibéré ⁷⁶;
- créer du désordre ⁷⁷;
- lancer une accusation au moyen d'un préambule 78;
- · avoir été formulée par un électeur 79.

Enfin, toutes les questions et réponses doivent être adressées à la présidence 80.

- 67. Le Président a parfois jugé irrecevables des questions hypothétiques (voir, par exemple, *Débats*, 16 mai 1995, p. 12681), mais il a aussi souvent demandé aux députés de reformuler leur question (voir, par exemple, *Débats*, 29 novembre 1990, p. 15980). Il est également arrivé que le Président laisse à un ministre le choix de répondre ou non à la question (voir, par exemple, *Débats*, 7 octobre 1991, p. 3387; 14 avril 1994, p. 3048; 3 décembre 1997, p. 2652).
- 68. Voir, par exemple, Débats, 21 septembre 1995, p. 14726.
- 69. Voir, par exemple, Débats, 5 juin 1991, p. 1201.
- Art. 18 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 juillet 1988, p. 17914; 5 octobre 1990, p. 13858;
 13 décembre 1990, p. 16693; 19 septembre 1991, p. 2401.
- 71. Art. 18 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1990, p. 13513; 24 février 1994, p. 1799-1800.
- 72. Voir, par exemple, Débats, 3 février 1994, p. 892-893; 16 octobre 1995, p. 15399.
- 73. Voir, par exemple, Débats, 2 mai 1994, p. 3762-3763.
- Voir, par exemple, *Débats*, 28 février 1983, p. 23278-23279; 10 juin 1993, p. 20692; 2 mai 1994, p. 3762-3763; 3 novembre 1997, p. 1474; 28 septembre 1998, p. 8469.
- Voir, par exemple, Débats, 6 avril 1995, p. 11618-11619; 13 février 1998, p. 3854. Cette question est examinée plus en détail dans les pages qui suivent.
- 76. Voir, par exemple, Débats, 14 avril 1987, p. 5144.
- 77. Voir, par exemple, Débats, 22 août 1988, p. 18615-18616.
- 78. Voir, par exemple, Débats, 26 septembre 1988, p. 19618.
- 79. Au début de 1994, Randy White (Fraser Valley-Ouest) posa une question au ministre des Finances (Paul Martin) au nom d'un de ses électeurs. Le Président Parent informa le député que les questions ne devraient pas provenir d'autres personnes que les députés (Débats, 24 janvier 1994, p. 234-235).
- 80. Voir, par exemple, Débats, 29 avril 1996, p. 2067; 30 septembre, 1997, p. 289.

La convention relative aux affaires devant les tribunaux

Au fil des ans, l'usage s'est établi à la Chambre d'éviter de discuter de questions soumises aux tribunaux ou faisant l'objet d'un examen judiciaire afin de protéger les gens concernés contre toute influence indue que pourrait avoir la discussion de cette affaire. Cet usage, qu'on désigne comme la convention relative aux affaires en instance (ou règle du sub judice), s'applique aux débats, aux déclarations et à la période des questions^{§1}. Il est donc jugé inopportun pour un député, dans sa question, ou pour un ministre, dans sa réponse à une question, de commenter une affaire en instance.

En décembre 1976, un comité spécial est établi afin d'examiner les droits et immunités des députés 82. Le Comité décide d'étudier comment la convention relative aux affaires en instance restreint la liberté de parole des députés. Son premier rapport demeure la meilleure étude de cette convention 83. Le Comité écrit: «Le Comité est d'avis qu'au cours de la période des questions, la présidence devrait s'abstenir d'intervenir en ce qui a trait à l'application de la convention, et qu'il incomberait plutôt au député qui pose la question ainsi qu'au ministre à qui elle est adressée de faire preuve de discernement 4 ». Le comité précise en outre que tous les députés doivent faire preuve de retenue, mais que c'est au Président de déterminer si une affaire soulevée durant les questions orales est en instance devant un tribunal. Comme le Président Parent l'a signalé dans une décision en 1995, la plupart des Présidents ont plutôt eu tendance à décourager les députés de commenter les affaires devant les tribunaux plutôt que de leur permettre d'explorer les limites de la convention et de tester le pouvoir discrétionnaire du Président, étant donné qu'on ne peut juger à l'avance de l'incidence qu'un commentaire peut avoir sur une affaire devant les tribunaux 85. Même si les députés observent habituellement d'eux-mêmes la convention durant la période des questions, le Président a jugé irrecevables des questions concernant les affaires criminelles, en signalant que la présidence avait le devoir de s'assurer que ce droit légitime de la Chambre n'aille pas à l'encontre des droits et intérêts du citoyen qui est traduit en justice 86. Toutefois, comme le comité l'a signalé en 1977, si une question adressée à un ministre porte sur une affaire en

Toutefois, la Chambre se réserve le droit de discuter de toute question qu'elle juge nécessaire de soulever.
 Voir Débats, 6 avril 1995, p. 11618.

^{82.} Journaux, 13 décembre 1976, p. 230.

^{83.} Journaux, 29 avril 1977, p. 720-729. La convention relative aux affaires en instance est examinée de manière plus détaillée au chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{84.} Journaux, 29 avril 1977, p. 728.

^{85.} Débats, 6 avril 1995, p. 11618-11619. Un député avait invoqué le Règlement en soutenant que le ministre de la Justice avait contrevenu à la convention relative aux affaires en instance durant la période des questions en commentant une affaire en appel devant les tribunaux de l'Alberta. Le Président avait conclu que le ministre n'avait pas enfreint la convention en déclarant que le gouvernement fédéral était en désaccord avec la décision du tribunal et projetait de la contester. Voir également Débats, 20 octobre 1997, p. 829-830.

^{86.} Débats, 7 novembre 1989, p. 5654-5657. Bob Kaplan (York-Centre) avait demandé au Président de suspendre l'application de la convention pour une affaire criminelle concernant la fuite de documents budgétaires survenue en 1989, en soutenant que ces questions n'étaient pas pertinentes dans l'affaire criminelle en instance. La présidence n'a pas accepté qu'on divise les poursuites criminelles en deux groupes et que la convention ne s'applique qu'à l'un d'entre eux.

instance, il est probable que le ministre disposera de plus de renseignements concernant cette affaire que le Président et pourra déterminer si le fait de répondre à la question pourrait causer un préjudice. Le ministre pourrait alors refuser de répondre à la question comme il en a le droit⁸⁷.

Les questions concernant l'administration de la Chambre

Le Président occupe le poste de président du Bureau de régie interne, l'organisme qui supervise l'administration de la Chambre. Il a été établi qu'aucune question traitant de l'administration de la Chambre ne pouvait être posée au Président durant la période des questions même s'il est également président du Bureau. On présumait que les questions à ce sujet pouvaient être adressées directement au Président. En juin 1985, la Chambre a adopté une nouvelle règle permettant que des questions sur la politique financière ou administrative de la Chambre soient posées non pas au Président, mais à un membre du Bureau de régie interne désigné par celui-ci pour répondre à ces questions. Expliquant la procédure à suivre aux députés nouvellement élus de la 35° législature (1994-1997), le Président a donné ces précisions: «Toutes les questions portant sur la gestion interne et financière de la Chambre des communes relèvent, selon la loi, du Bureau de régie interne [...]. Il ne s'agit pas d'une responsabilité administrative du gouvernement. C'est pour cette raison que les députés ne peuvent pas poser ces questions à des ministres.

Les questions concernant les travaux d'un comité

Les questions visant à obtenir de l'information sur l'horaire ou le programme de travail des comités peuvent être posées aux présidents des comités ⁹¹. On ne peut toutefois pas demander de renseignements à un ministre ou au président d'un comité
concernant les délibérations ou les travaux d'un comité ⁹². Ainsi, une question sera
jugée irrecevable si elle porte sur un vote tenu dans un comité ⁹³, sur les membres
présents à une séance d'un comité ⁹⁴, ou sur le contenu du rapport d'un comité ⁹⁵. Les
questions posées à un ministre sur un projet de loi ou une question dont un comité
est saisi sont normalement recevables lorsqu'elles sont posées de la manière convenable et pourvu qu'elles ne constituent pas une ingérence dans les travaux du comité

^{87.} Journaux, 29 avril 1977, p. 728. Voir, par exemple, Débats, 18 décembre 1990, p. 16901, 16905-16906.

^{88.} Beauchesne, 4º éd., p. 322.

L'article 37(2) du Règlement a été adopté le 27 juin 1985 (*Journaux*, p. 914, 919). Pour des exemples de questions adressées au Bureau de régie interne, voir *Débats*, 11 mars 1992, p. 7979; 19 novembre 1992, p. 13654; 2 février 1994, p. 791-792.

^{90.} Débats, 31 janvier 1994, p. 637.

Débats, 20 mai 1970, p. 7126-7127; 4 novembre 1981, p. 12499; 9 mars 1987, p. 3955; 20 mai 1992, p. 10934.

^{92.} Débats, 30 mai 1990, p. 12048; 4 juin 1991, p. 1148; 16 mars 1994, p. 2361; 27 avril 1994, p. 3574; 19 septembre 1994, p. 5816; 2 octobre 1998, p. 8700-8701; 3 juin 1999, p. 15807.

^{93.} Voir, par exemple, Débats, 18 avril 1985, p. 3865-3866; 17 janvier 1986, p. 9881.

^{94.} Voir, par exemple, Débats, 20 septembre 1983, p. 27295-27296.

^{95.} Voir, par exemple, Débats, 27 novembre 1989, p. 6263, 6266.

ou qu'elles n'anticipent pas sur son rapport%. Dans le cas des questions qui portent sur les délibérations d'un comité, le Président encourage habituellement les députés à reformuler leurs questions 97.

Les questions supplémentaires

Les députés peuvent tenter de clarifier la réponse à une question ou d'obtenir d'autres renseignements en posant des questions supplémentaires. La question supplémentaire est posée immédiatement après la réponse à une première question. Conformément à la tradition parlementaire, le Président demeure libre d'autoriser une question supplémentaire ou non ⁹⁸. Les questions supplémentaires sont assujetties aux mêmes lignes directrices que les questions initiales. La question supplémentaire, «qui sert à obtenir des précisions sur la réponse donnée, doit être une question précise, posée directement et immédiatement au ministre, et sans préambule d'aucune sorte ⁹⁹ ». Dans le passé, les Présidents ont utilisé leur pouvoir discrétionnaire pour exiger qu'une question supplémentaire porte sur le même sujet et soit habituellement posée au même ministre ¹⁰⁰. Toutefois, au début de la ^{36°} législature en 1997, le Président Parent a permis de rompre avec cet usage en n'exigeant pas qu'une question additionnelle soit toujours une question supplémentaire par rapport à la question principale ¹⁰¹. Il a indiqué qu'il accepterait qu'un parti permette à deux députés de poser une question différente à deux ministres ¹⁰².

Comme une question supplémentaire est habituellement fondée sur l'information fournie à la Chambre dans la réponse que le ministre ou le secrétaire parlementaire a donnée à la question initiale ou précédente, le Président a indiqué qu'aucune question supplémentaire ne devrait être autorisée lorsqu'un ministre ou secrétaire parlementaire informe la Chambre, dans sa réponse, que la question sera prise en délibéré ¹⁰³. Toutefois, même dans ces circonstances, les députés sont parfois autorisés à poser une question supplémentaire ¹⁰⁴.

Historique

Les lignes directrices sur les questions supplémentaires ont connu à peu près la même évolution que celles relatives aux questions orales. C'est au début des années 1940 que sont apparues les questions supplémentaires, malgré la désapprobation du

- 96. Voir, par exemple, Débats, 4 juin 1991, p. 1148; 17 mai 1995, p. 12725.
- 97. Voir, par exemple, Débats, 5 juin 1984, p. 4378; 17 janvier 1986, p. 9881.
- 98. Débats, 15 janvier 1986, p. 9793.
- 99. Débats, 14 avril 1975, p. 440. Voir aussi Débats, 25 mars 1991, p. 18936; 21 octobre 1994, p. 7033.
- 100. Débats, 9 mai 1984, p. 3552-3554.
- Voir, par exemple, Débats, 28 octobre 1997, p. 1235; 29 octobre 1997, p. 1284-1285; 5 novembre 1997, p. 1580; 6 novembre 1997, p. 1660.
- 102. Débats, 6 novembre 1997, p. 1662.
- 103. Débats, 4 mars 1986, p. 11168. Dans une décision sur la recevabilité des questions supplémentaires, le Président a indiqué que «quand on prend note d'une question, la présidence a pour coutume, et je crois que c'est raisonnable, de dire que cela étant, il n'y a guère de raison d'autoriser une question supplémentaire».
- Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1994, p. 6217-6218.

Président ¹⁰⁵. En 1943, le Président Glen déclara que les questions supplémentaires ne seraient autorisées que «lorsqu'il y avait lieu de demander des déclarations ou des explications aux ministres et dans les cas où le ministre désirait sans doute que la réponse donnée soit la plus claire possible ¹⁰⁶ ». En 1944, un comité de la procédure recommanda que le nombre de questions supplémentaires soit limité à trois pour chaque question initiale; cette proposition fut étudiée en comité plénier, mais aucune décision n'a été prise ¹⁰⁷. En 1948, un autre comité sur la procédure recommanda qu'une question orale soit suivie d'autant de questions supplémentaires que nécessaire pour clarifier la réponse donnée par le ministre, mais le rapport du comité n'a pas été étudié par la Chambre ¹⁰⁸.

Durant les années 1950 et au début des années 1960, l'absence de toute règle régissant les questions orales a amené divers occupants du fauteuil à faire un certain nombre de déclarations comportant des remarques sur les questions supplémentaires. Certains occupants du fauteuil autorisaient jusqu'à deux questions supplémentaires pour chaque question initiale, d'autres pouvaient autoriser ou refuser une question supplémentaire selon leur jugement 109. En 1964, quand on a finalement codifié les règles régissant la période des questions, certains aspects, notamment le nombre de questions supplémentaires, sont demeurés à la discrétion du Président.

En 1975, le Président Jerome déclara que les questions supplémentaires ne devraient pas comporter de préambule, qu'elles devraient découler de la réponse du ministre, et qu'elles devraient être posées d'une manière précise et directe, sans autre déclaration ou argumentation¹¹⁰. Dans une décision rendue en 1984, le Président Francis rappelle ces remarques¹¹¹ et en 1986, le Président Bosley précise en outre que les députés devraient éviter de répéter purement et simplement des questions qui ont déjà été posées, étant donné que le temps dont on dispose pour la période des questions est précieux ¹¹².

LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES

Aucune règle précise ne régit la forme ou le contenu des réponses aux questions orales. Habituellement, ces réponses doivent être les plus brèves possible, traiter de la question soulevée et être formulées de manière à ne pas provoquer de désordre à

^{105.} Débats, 8 mai 1941, p. 2711-2712.

^{106.} Débats, 28 mai 1943, p. 3204-3205.

^{107.} Journaux, 3 mars 1944, p. 151.

^{108.} Journaux, 25 juin 1948, p. 680.

Journaux, 16 mars 1956, p. 299-305; 26 février 1959, p. 172; 31 octobre 1963, p. 509-513 (en particulier p. 513).

^{110.} Journaux, 14 avril 1975, p. 440.

^{111.} Débats, 17 mai 1984, p. 3832.

^{112.} Débats, 24 février 1986, p. 10879.

la Chambre. Comme le Président Jerome l'a résumé dans la déclaration qu'il a faite en 1975 sur la période des questions, plusieurs types de réponses sont possibles. Les ministres peuvent:

- · répondre à la question;
- · prendre la question en délibéré;
- · considérer la question comme un préavis;
- expliquer brièvement pourquoi ils ne peuvent répondre immédiatement à la question;
- ne rien dire du tout¹¹³.

Les questions, même si elles sont habituellement adressées à un ministre, sont en fait posées à l'ensemble du gouvernement. Celui-ci peut donc désigner le ministre qui répondra à une question donnée ¹¹⁴. Le premier ministre (ou le vice-premier ministre ou un ministre agissant au nom du premier ministre) peut répondre à l'une ou à la totalité des questions posées durant la période des questions ¹¹⁵. Un seul ministre peut répondre à une question, et il n'est pas nécessaire que ce soit celui auquel la question est posée qui y réponde ¹¹⁶. Dans certaines circonstances, un autre ministre peut répondre à une question supplémentaire ¹¹⁷. Le Président ne peut obliger un ministre en particulier à répondre à une question ¹¹⁸.

Comme tous les députés sont tenus, par les règles, d'assister aux séances de la Chambre sauf s'ils sont occupés à d'autres activités et fonctions parlementaires ou à un engagement public ou officiel 119, aucune liste n'est établie pour déterminer les ministres qui seront présents un jour donné 120. En général, la plupart des ministres sont présents durant la période des questions. Si une question est posée concernant le portefeuille d'un ministre absent de la Chambre, le premier ministre, un autre

^{113.} Journaux, 14 avril 1975, p. 439. Voir également Débats, 6 mai 1986, p. 13002; 13 mars 1992, p. 8189, 8192.

^{114.} Débats, 6 mai 1986, p. 13002; 3 novembre 1997, p. 1463.

Débats, 6 mai 1986, p. 13001. Voir Débats, 4 juin 1982, p. 18105, pour un exemple d'une question adressée au remplaçant du premier ministre.

^{116.} Voir Fraser, p. 133.

^{117.} Le Président Francis a déclaré en 1984 qu'un autre ministre peut répondre à une question supplémentaire si le ministre auquel a été posée la première question est d'avis que la question concerne un autre membre du Cabinet; dans ce cas, il faut que la nature de la réponse à la première question le justifie (*Débats*, 17 mai 1984, p. 3832).

^{118.} Débats, 8 mai 1986, p. 13081-13082.

^{119.} Art. 15 du Règlement.

^{120.} Durant la 28º législature (1968-1972), le gouvernement Trudeau a tenté d'établir la liste des ministres présents pendant la période des questions en s'inspirant vaguement du modèle en vigueur à la Chambre des communes britannique. L'expérience ne s'est pas révélée concluante et a été abandonnée lors de la 29º législature (1973-1974) (voir Stewart, p. 57).

ministre ou un secrétaire parlementaire peut y répondre ¹²¹. Toutefois, si le ministre auquel la question est adressée est présent, son secrétaire parlementaire ne peut y répondre ¹²².

Les députés ne peuvent insister pour obtenir une réponse ¹²³ ni pour qu'un ministre en particulier réponde à leur question ¹²⁴. Le refus d'un ministre de répondre à une question ne peut être contesté ou faire l'objet d'un rappel au Règlement ou d'une question de privilège ¹²⁵.

Le Président veille à ce que les réponses respectent les règles relatives à l'ordre, au décorum et au langage parlementaire. Il n'est toutefois pas responsable de la qualité ou du contenu des réponses ¹²⁶. Dans la plupart des cas où on a invoqué le Règlement ou soulevé une question de privilège concernant une réponse à une question orale, le Président a statué qu'il y avait désaccord entre les députés sur les faits relatifs à la question ¹²⁷. Ces différends constituent habituellement des divergences d'opinion plutôt qu'une violation des règles ou des privilèges des parlementaires.

DÉBAT SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

Tout député mécontent d'une réponse obtenue durant la période des questions ou dont la question a été refusée par le Président parce qu'elle n'était pas urgente peut donner avis qu'il souhaite parler sur le fond de sa question durant la période réservée pour ce faire à la fin de la plupart des séances. On appelle cette période des travaux de la Chambre «débat sur la motion d'ajournement», ou plus communément «late show 128». De plus, le député dont la question écrite, qui était inscrite au *Feuilleton*, n'a pas obtenu de réponse dans le délai de 45 jours peut donner avis qu'il a l'intention de soulever cette question lors du débat sur la motion d'ajournement 129. Le nom

- 122. Débats, 26 août 1987, p. 8429.
- 123. Débats, 10 octobre 1962, p. 367-368.
- 124. Débats, 8 mai 1986, p. 13081-13082.
- 125. Débats. 10 mars 1976, p. 11669-11670.
- 126. Débats, 9 octobre 1997, p. 735; 25 mars 1999, p. 13513.
- Voir, par exemple, Débats, 4 mars 1988, p. 13420; 12 février 1992, p. 6859-6860; 27 mars 1992, p. 8937-8938; 6 octobre 1994, p. 6597-6598.
- 128. Art. 37(3) du Règlement. Comme le débat sur la motion d'ajournement se tient habituellement à la fin de la séance, on utilise l'expression anglaise «late show» qui date de l'époque où la Chambre siégeait en soirée, ce qu'elle ne fait plus depuis 1982.
- 129. Art. 39(5)b) du Règlement. On examinera cette procédure plus en détail plus loin dans le chapitre.

^{121.} Dans le passé, des députés ont signalé l'absence de ministres et le Président a alors rappelé à la Chambre qu'il est interdit de signaler la présence ou l'absence de députés. Des députés ont soulevé des questions de privilège concernant l'absence de ministres durant la période des questions. Le 31 janvier 1986, John Nunziata (York-Sud – Weston) soulève une question de privilège après la période des questions parce qu'il estime que l'absence du premier ministre a porté atteinte à ses privilèges puisqu'il a été incapable de poser des questions au gouvernement sur un sujet particulier. Le Président statuera que le gouvernement répond aux questions en assumant «ses responsabilités ministérielles de façon collégiale» et qu'étant donné que le gouvernement était présent durant la période des questions, ses privilèges n'ont pas été lésés (voir Débats, 31 janvier 1986, p. 10348).

434

du député est alors inscrit sur une liste avec les noms des autres députés qui ont transmis un avis semblable. Au début de cette période de 30 minutes, soit de 18 h 30 à 19 h du lundi au jeudi (il n'y a pas de débat sur la motion d'ajournement le vendredi), une motion d'ajournement de la Chambre est réputée avoir été présentée et appuyée ¹³⁰. Après le débat, la motion d'ajournement est considérée comme adoptée et la Chambre s'ajourne.

Le débat d'ajournement permet de brefs échanges (questions de députés suivies de réponses de ministres ou de secrétaires parlementaires) sur des sujets choisis à l'avance. On peut ainsi débattre de plusieurs sujets découlant de questions posées pendant la période des questions ou de questions inscrites au *Feuilleton* qui ont été reportées. Une question jugée irrecevable pour toute autre raison que son caractère non urgent ne peut être débattue au moment du débat sur la motion d'ajournement ¹³¹. Les questions adressées à des présidents de comité au cours de la période des questions ne peuvent pas elles non plus être abordées durant le débat d'ajournement ¹³².

Historique

Lors de la refonte du Règlement en 1964, la Chambre a adopté la recommandation d'un comité de la procédure, d'inclure pour la première fois dans le Règlement un article sur la période des questions. La Chambre retenait également la suggestion du comité d'adopter une disposition relative au débat sur la motion d'ajournement afin de compléter l'article sur la période des questions ¹³³.

Le comité avait justifié sa recommandation concernant le débat sur la motion d'ajournement de la manière suivante:

[...] imposer simplement des restrictions à la période des questions à l'appel de l'ordre du jour, en soi, [...] ne sauvegarderait pas les droits que reflète cette période. Nous proposons donc [...] que trois fois par semaine, le lundi, mardi et jeudi, il y ait une période d'une demi-heure pendant laquelle on pourrait soulever brièvement trois sujets différents. Si pendant la période des questions un député n'est pas satisfait de la réponse du gouvernement [...] nous recommandons que ce député puisse donner avis qu'il désire soulever sa question lors de l'ajournement¹³⁴.

Dans les années 1970, le débat sur la motion d'ajournement était devenu un outil utile pour les députés qui souhaitaient discuter davantage de sujets abordés durant la

^{130.} Art. 38(1) du Règlement. Il est arrivé qu'aucun député ne se lève pour participer au débat sur la motion d'ajournement et que la présidence ajourne la Chambre jusqu'au lendemain (voir, par exemple, Débats, 28 février 1995, p. 10181). Il est également arrivé que des députés invoquent le Règlement après que la motion d'ajournement eut été présentée d'office pour traiter d'autres questions ou pour demander de prolonger un débat. La présidence a alors statué qu'une fois que le débat sur la motion d'ajournement est commencé, il ne peut être interrompu (voir, par exemple, Débats, 2 février 1993, p. 15313). Voir aussi Débats, 19 mai 1992, p. 10914; 20 mai 1992, p. 10935.

^{131.} Débats, 27 avril 1964, p. 2705-2706.

^{132.} Débats, 7 mai 1986, p. 13048.

^{133.} Journaux, 20 avril 1964, p. 223-225.

^{134.} Débats, 20 avril 1964, p. 2457.

période des questions. Comme le nombre de députés souhaitant participer à ce débat était beaucoup trop élevé par rapport au temps disponible, plusieurs suggestions furent périodiquement faites: couper de moitié le temps de parole de chaque député participant au débat sur la motion d'ajournement 135; prolonger la période de temps consacré au débat d'ajournement, afin de faire passer de 3 à 5 le nombre de sujets discutés, et déclarer périmées les questions non appelées après 20 jours de séance 136; et tenir le débat sur la motion d'ajournement à 18 heures, même si l'heure d'ajournement était fixée à 22 heures 137. Par la suite, en 1982, lorsqu'on a décidé d'éliminer les séances en soirée, le débat d'ajournement a été déplacé à 18 heures 138 et, en 1991, le Règlement a été modifié afin de permettre de débattre un maximum de 5 sujets 139.

Avis

Les députés qui souhaitent discuter, au moment du débat d'ajournement, du fond d'une question déjà posée pendant la période des questions doivent fournir au Bureau un avis écrit au plus tard une heure après la fin de la période des questions, le jour où la question a été soulevée ¹⁴⁰.

Un député peut également faire inclure son nom dans la liste des intervenants pour le débat d'ajournement en donnant un avis oral à la Chambre concernant une question inscrite au *Feuilleton* pour laquelle aucune réponse n'a été fournie dans le délai de 45 jours prévu ¹⁴¹. Cet avis est habituellement donné lors de l'appel de la rubrique «Questions inscrites au *Feuilleton*», durant les affaires courantes.

Si, pour une raison quelconque, le sujet d'une question n'a pas été débattu durant le débat d'ajournement dans les 45 jours de séance qui suivent l'avis fourni par un député, l'avis est réputé avoir été retiré 142.

Sélection des questions à débattre

Habituellement, le Président reçoit plus d'avis de questions à débattre au cours du débat d'ajournement que ne le permet le temps réservé à ce débat. Ainsi, il peut arriver que la question pour laquelle on a donné avis ne puisse être débattue durant le débat d'ajournement de la même journée. Il va de soi que le débat sur la motion d'ajournement n'a pas lieu lorsqu'aucun avis n'a été transmis au Bureau, ou qu'un jour donné aucun député n'est prêt à intervenir.

^{135.} Débats, 9 mars 1973, p. 2075-2076.

Voir l'annexe «J», Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Procès-verbaux et témoignages,
 septembre 1976, fascicule n° 20, p. 57-58; Journaux, 1* novembre 1976, p. 90-91.

^{137.} Débats, 8 novembre 1979, p. 1081.

Voir l'article 45(1) du Règlement de la Chambre des communes, Articles permanents et provisoires, 1982.

^{139.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2909. À l'origine, le Règlement permettait de débattre chaque sujet pendant au plus dix minutes. Seulement trois sujets pouvaient alors être discutés au cours du débat. Les députés pouvaient prendre la parole pendant au plus six minutes et le ministre ou le secrétaire parlementaire pendant quatre minutes au maximum.

^{140.} L'article 37(3) du Règlement spécifie qu'un avis oral n'est pas suffisant (voir Débats, 30 mai 1990, p. 12052).

^{141.} Voir, par exemple, Journaux, 20 novembre 1992, p. 2096.

^{142.} Art. 37(3) du Règlement.

Le Président a le pouvoir de déterminer les questions qui seront débattues et l'ordre dans lequel elles le seront. Dans sa décision, il tient compte de l'ordre suivant lequel les avis ont été donnés, de l'urgence des questions soulevées et de la répartition des occasions d'en discuter parmi les membres des divers partis à la Chambre ¹⁴³. Le Président peut également consulter les représentants des partis pour déterminer l'ordre dans lequel les avis reçus seront étudiés ¹⁴⁴. Dans la pratique, c'est le personnel des services de la procédure qui organise le débat sur la motion d'ajournement au nom du Président.

Au plus tard à 17 heures, les lundi, mardi, mercredi et jeudi, le Président se lève pour faire part à la Chambre de la ou des questions à débattre ce jour-là, au moment de l'ajournement ¹⁴⁵. Le Président demeure libre de modifier au besoin l'ordre des intervenants lors du débat sur la motion d'ajournement ¹⁴⁶.

Durée du débat

Durant cette période de 30 minutes, les sujets peuvent être débattus, et ce, pendant au plus 6 minutes chacun¹⁴⁷. Pendant ces six minutes, le déput qui soulève la question peut parler pendant quatre minutes au plus et le ministre ou le secrétaire parlementaire dispose d'au plus deux minutes pour lui répondre ¹⁴⁸. Toutefois, le ministre ou le secrétaire parlementaire n'est pas obligé de répondre aux questions soulevées lors de ce débat. Tout ministre ou secrétaire parlementaire peut répondre au nom du gouvernement et sa réponse, ou son refus de répondre, ne peut habituellement pas donner lieu à un rappel au Règlement ou à une question de privilège ¹⁴⁹.

Les limites de temps de ce débat sont appliquées de manière stricte par la présidence et aucune prolongation n'est demandée ou accordée. Il n'est pas non plus nécessaire d'utiliser toute la période de 30 minutes ¹⁵⁰. Lorsque c'est le cas, le temps qui reste s'annule et la Chambre s'ajourne. Après 30 minutes ou à la fin du débat, selon le cas, la motion d'ajournement est adoptée d'office et la Chambre s'ajourne jusqu'à la prochaine séance ¹⁵¹. Si le député ne soulève pas la question qu'il avait demandé de débattre durant le débat sur la motion d'ajournement de la séance prévue, le temps alloué est réduit en conséquence.

^{143.} Art. 38(3) du Règlement.

 ^{144.} Art. 38(3) du Règlement.

^{145.} Art. 38(4) du Règlement.

^{146.} Débats, 11 mai 1993, p. 19297.

^{147.} Art. 38(2) du Règlement.

^{148.} Art. 38(5) du Règlement.

^{149.} Voir la décision du Président, Débats, 11 février 1970, p. 3465-3466.

^{150.} Débats, 15 mai 1964, p. 3461.

^{151.} Art. 38(5) du Règlement. En décembre 1997, la Chambre a adopté une motion afin de prolonger le débat sur la motion d'ajournement de 12 minutes pour permettre de discuter de 7 sujets (voir *Journaux*, 9 décembre 1997, p. 366; Débats, p. 2954-2955).

Suspension ou report du débat sur la motion d'ajournement

Jusqu'en 1994, le débat sur la motion d'ajournement était annulé chaque fois qu'il fallait terminer ou poursuivre l'étude d'une question précise au cours de la séance ou au-delà de l'heure habituelle de l'ajournement. Cette exigence a été retirée du Règlement en juin 1994 ¹⁵². Depuis, les débats sur la motion d'ajournement sont suspendus conformément au Règlement seulement lorsque la séance est prolongée pour un débat d'urgence ¹⁵³, le jour désigné pour la présentation du Budget ¹⁵⁴, et le jour où la Chambre continue de sièger, au-delà de l'heure habituelle de l'ajournement quotidien, pour l'élection d'un Président ¹⁵⁵.

Le débat d'ajournement peut être reporté à plus tard le même jour lorsque la séance est prolongée en raison d'une déclaration ministérielle 156 ou lorsque la période des initiatives parlementaires a été prolongée lors du deuxième jour réservé aux étapes du rapport et de la troisième lecture d'un projet de loi 157. De la même façon, le débat d'ajournement peut être retardé lors du dernier jour désigné des périodes de subsides se terminant le 26 mars, le 23 juin et le 10 décembre 158. Si une motion prolongeant les heures de séance durant les dix derniers jours de séance de juin a été adoptée, le débat sur la motion d'ajournement est retardé jusqu'à l'heure d'ajournement établi 159. Si une motion a été adoptée afin de poursuivre une séance conformément à l'article 26 du Règlement, le débat d'ajournement est tenu à la fin de cette période 160. Dans certains cas, lorsque l'ajournement de la Chambre a été reporté pour étudier une mesure législative ou tenir un débat spécial, la Chambre a décidé que le débat d'ajournement se tiendrait à l'heure habituelle et que la motion d'ajournement serait réputée avoir été retirée après le débat ¹⁶¹. Le débat sur la motion d'ajournement a déjà été interrompu pour la sanction royale d'un projet de loi et a repris au retour des députés à la Chambre après la cérémonie au Sénat 162.

Voir Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p 563. Voir également le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté à la Chambre le 8 juin 1994.

^{153.} Art. 52(12) du Règlement.

^{154.} Art. 83(2) du Règlement.

^{155.} Art. 2(3) du Règlement.

^{156.} Art. 33(2) du Règlement.

^{157.} Art. 98(3) et (5) du Règlement. Cet article n'a jamais été invoqué depuis son adoption en 1986.

^{158.} Art. 81(17) et 81(18)b) du Règlement.

^{159.} Art. 27(1) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 5 juin 1996, p. 490; 12 juin 1996, p. 546.

^{160.} Voir la transcription de la réunion du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre du 3 mai 1994, p. 18. L'heure du début du débat sur la motion d'ajournement est inconnue dans ces cas-là. Le Président annoncerait tout de même les questions qui seraient débattues ce jour-là (ou cette annonce peut avoir déjà été faite), mais le débat sur la motion d'ajournement est annulé si les députés ne sont pas là pour discuter de leurs questions. Voir, par exemple, Débats, 4 mai 1995, p. 12211, 12216, 12235; 13 mars 1997, p. 9036, 9044, 9058.

^{161.} Voir, par exemple, Journaux, 26 novembre 1992, p. 2242; 18 mars 1996, p. 104.

^{162.} Voir, par exemple, Débats, 6 novembre 1990, p. 15236.

Les rappels au Règlement et les questions de privilège

Le Règlement ne peut être invoqué et une question de privilège ne peut être soulevée pendant le débat sur la motion d'ajournement 163. Les seules affaires qui peuvent être étudiées durant cette période de 30 minutes sont les questions déjà soulevées à la période des questions ou celles inscrites au *Feuilleton* qui ont été reportées pour débat; la Chambre continue alors à siéger sans qu'il y ait quorum. Les Présidents hésitent à examiner des rappels au Règlement ou des questions de privilège lors de cette période, de telles questions pouvant concerner l'ensemble de la Chambre. Pour la même raison, le Président refuserait de proposer à la Chambre une motion présentée du consentement unanime. Mis à part les cas de propos non parlementaires, qui ont parfois donné lieu à des interventions immédiates du Président sans que le Règlement soit invoqué 164, la présidence a statué que l'étude d'affaires découlant du débat sur la motion d'ajournement doit être reportée au prochain jour de séance 165. Il est néanmoins arrivé que les Présidents autorisent des députés à invoquer le Règlement 165.

Les questions écrites

Alors que les questions orales sont posées sans préavis sur des sujets jugés urgents, les questions écrites sont inscrites au Feuilleton, après avis, dans le but d'obtenir du gouvernement des renseignements détaillés ou techniques concernant «quelque affaire publique» ¹⁶⁷. La règle précise que les députés peuvent poser des questions à d'autres députés sur un projet de loi, une motion ou une autre affaire publique relative aux travaux de la Chambre qui peuvent les intéresser. Nonobstant cette règle, ces demandes de renseignements transmises par écrit sont habituellement adressées aux ministres. Le Règlement semble plutôt muet sur la façon dont on devrait répondre aux questions adressées aux députés. En fait, il n'est jamais arrivé qu'une question écrite soit adressée à un député. Toute tentative de ce genre irait à l'encontre des usages établis et du but même des questions posées au gouvernement.

Voir, par exemple, Débats, 17 novembre 1969, p. 920; 29 juin 1981, p. 11070; 5 décembre 1991, p. 5892;
 2 juin 1992, p. 11283; 6 octobre 1997, p. 567; 10 décembre 1997, p. 3064-3065.

Débats, 13 juin 1986, p. 14372; 5 mars 1987, p. 3882; 9 décembre 1997, p. 3018. Voir également Débats, 12 avril 1998, p. 5743.

^{165.} Débats, 30 avril 1964, p. 2936-2940.

^{166.} En 1983, la présidence a permis à un député d'invoquer le Règlement pour s'excuser de s'être involontairement attaqué à la réputation d'un autre député (Débats, 19 juillet 1982, p. 19490-19491). En 1986, le Président a permis à un député d'invoquer le Règlement parce qu'il y avait confusion quant à la question à laquelle on devait répondre ce jour-là (Débats, 3 novembre 1986, p. 1033).

^{167.} Art. 39(1) du Règlement.

HISTORIQUE

Dès 1867, les règles de la Chambre des communes permettaient de poser des questions écrites au gouvernement et aux députés ¹⁶⁸. La règle d'alors, qui était pratiquement identique à la disposition actuelle du Règlement, précisait, comme c'est encore le cas, que les questions peuvent être adressées aux députés comme aux ministres, mais on constate que les questions ont été dès le début adressées aux ministres ¹⁶⁹. Cet usage, qui s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui, a été périodiquement renforcé par des ajouts au Règlement mentionnant la façon de répondre aux questions inscrites au Feuilleton; dans chaque cas, on semble supposer que ces questions s'adressent à des ministres ¹⁷⁰.

Entre 1867 et 1896, lorsqu'une question écrite était mise en délibération, le député qui l'avait fait inscrire au *Feuilleton* se levait pour la lire et le ministre responsable donnait ensuite une réponse. Quand la question était mise en délibération et une réponse était fournie, l'échange était imprimé au complet dans les *Débats*; aucune question supplémentaire n'était permise ¹⁷¹. Toute question mise en délibération et restant sans réponse était automatiquement rayée du *Feuilleton* et le député devait la faire inscrire de nouveau s'il souhaitait toujours obtenir une réponse ¹⁷².

En 1896, la pratique a été modifiée afin de raccourcir la période de temps consacrée à l'étude des questions écrites. Un processus de numérotation des questions a été mis en place pour que le député n'ait plus à lire la question au complet lorsqu'elle est appelée 173. En 1906, les questions écrites nécessitant de longues réponses pouvaient être reportées sans débat à une autre rubrique du Feuilleton comme avis de motion 174. Cette règle a été adoptée parce que l'on croyait que la Chambre consacrait beaucoup trop de temps à la lecture des réponses aux diverses questions. À l'époque, les questions qui avaient été mises en délibération, mais auxquelles on n'avait pas répondu pouvaient, à la demande du gouvernement et avec le consentement des députés concernés, demeurer inscrites au Feuilleton et y garder leur rang plutôt que d'en être automatiquement rayées 175. En 1910, les règles ont été modifiées afin de permettre aux ministres de faire paraître leurs réponses dans les Débats comme si elles avaient été lues à la Chambre; les députés qui souhaitaient obtenir une réponse orale à une question écrite pouvaient le faire en marquant leurs questions d'un astérisque. En outre, une nouvelle règle permettait au gouvernement de déposer des réponses longues ou détaillées. Ces réponses ont été appelées «ordres de dépôt de

^{168.} Constitutions, Règles et Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle nº 29.

^{169.} Bourinot, 1th éd., p. 321.

^{170.} Voir les articles 39(3), (5), (6) et (7) du Règlement.

^{171.} Débats, 31 mai 1895, coi. 1632-1633.

^{172.} Constitutions, Règles et Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1876, règle nº 25.

^{173.} Débats, 16 septembre 1896, col. 1129-1130. Ce changement a été apporté par le Président et n'a pas été inclus officiellement dans les règles. Une question écrite ne serait dorénavant lue que si un député le demandait (Débats, 21 mars 1900, col. 2349-2380).

^{174.} Débats, 10 juillet 1906, col. 7819-7823.

^{175.} Constitutions, Règles et Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1906, règle nº 31.

440

documents ¹⁷⁶». Dans la plupart des cas, les documents étaient déposés immédiatement après l'adoption de l'ordre. Ces réponses devenaient des documents parlementaires et n'étaient pas imprimées dans les *Débats*.

La façon de répondre aux questions écrites a changé relativement peu jusqu'en 1963, lorsque le processus a été une autre fois amélioré afin de permettre à la Chambre d'examiner précisément les questions pour lesquelles le gouvernement était prêt à répondre publiquement. La Chambre pouvait dorénavant examiner seulement les questions auxquelles le gouvernement répondrait ce jour-là plutôt que de procéder à l'appel de toutes les questions écrites inscrites au *Feuilleton*. Une fois que cela était fait, le gouvernement demandait que toutes les autres questions demeurent inscrites au *Feuilleton* 177. En 1986, la Chambre a convenu de limiter à quatre le nombre de questions que chaque député pouvait faire inscrire au *Feuilleton* en même temps 178, dont trois auxquelles on pouvait répondre oralement à la Chambre 179, tout en codifiant le droit des députés d'exiger une réponse à une question écrite dans les 45 jours civils suivant son dépôt 180. En 1991, les règles ont été une nouvelle fois modifiées afin de permettre aux députés dont les questions étaient demeurées sans réponse après le délai de 45 jours de soulever ce sujet au moment du débat d'ajournement 181.

LIGNES DIRECTRICES SUR LES QUESTIONS ÉCRITES

En général, les questions écrites sont assez longues, souvent de deux paragraphes ou plus, et elles visent à obtenir des renseignements détaillés ou techniques d'un ou de plusieurs ministres ou organismes gouvernementaux. Ce sont à la fois les règles et les coutumes et usages de la Chambre qui régissent la forme et le contenu des questions écrites. Plusieurs lignes directrices et restrictions remontent à la Confédération. Au fil des ans et à la suite de décisions de la présidence, la liste des restrictions s'est considérablement allongée ¹⁸². Pendant ce temps, certaines restrictions sont devenues désuètes ou inopérantes. Ainsi, c'est le Greffier qui est devenu dans une très grande mesure responsable de la recevabilité des questions écrites. Mis à part une déclaration du Président en 1965, dans laquelle il indiquait que certaines restrictions ne

^{176.} Débats, 29 avril 1910, col. 8786-8789.

^{177.} Débats, 17 juillet 1963, p. 2403. Auparavant, lorsque la Chambre arrivait à l'étape des « Questions inscrites au Feuilleton», le Président devait faire l'appel de chaque question et le ministre ou le secrétaire parlementaire l'interrompait au besoin pour préciser qu'il souhaitait déposer une réponse sur le Bureau (Stewart, p. 65).

^{178.} Art. 39(4) du Règlement.

^{179.} Art. 39(3)a) du Règlement.

^{180.} Art. 39(5)a) du Règlement. Voir Journaux, 6 tévrier 1986, p. 1653-1654; 13 tévrier 1986, p. 1710. Cette disposition visait à empêcher les députés d'inscrire de nombreuses questions au Feuilleton, ce qui retardait d'autant les réponses.

^{181.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2909-2910.

^{182.} Voir la liste des restrictions publiée dans les éditions successives du Bourinot et du Beauchesne.

s'appliquaient plus¹⁸³, il n'existe aucune liste définitive des restrictions qui sont toujours valables ¹⁸⁴. Toutefois, comme l'a reconnu la présidence, bon nombre de ces restrictions sont devenues inopérantes avec le temps ¹⁸⁵.

Une question écrite est jugée recevable si elle respecte les lignes directrices générales relatives aux questions orales et les restrictions prévues dans les règles. Une question écrite vise à obtenir des renseignements et non à en fournir à la Chambre. Les questions doivent être cohérentes et concises, et porter sur «quelque affaire publique»; il n'est cependant pas acceptable «d'avancer des arguments ou des opinions, ou d'énoncer des faits, autres que ceux qui sont indispensables pour expliquer la question ou la réponse 186».

Le Greffier, qui agit au nom du Président, dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour s'assurer que les questions inscrites au Feuilleton des Avis respectent les règles et coutumes de la Chambre 187. Comme une question écrite vise à obtenir une réponse précise et détaillée, il incombe au député qui fait inscrire une question au Feuilleton des Avis « de veiller à ce qu'elle soit soigneusement formulée pour susciter les renseignements recherchés 188». Le Greffier peut ordonner qu'une question soit divisée en deux ou plusieurs questions s'il la juge trop vaste 189. Si une question présente des irrégularités, le Greffier en informe le député qui peut alors la modifier 190.

Un avis de 48 heures est exigé pour l'inscription d'une question écrite au Feuilleton¹⁹¹. Un député peut indiquer qu'il souhaite recevoir une réponse orale à une question durant les affaires courantes en marquant la question écrite d'un astérisque lorsqu'il la soumet ¹⁹². C'est ce que la Chambre appelle les «questions marquées d'un astérisque». Les députés ne peuvent marquer ainsi d'un astérisque que trois des quatre questions qu'ils sont autorisés à faire inscrire au Feuilleton ¹⁹³. Un numéro est attribué à chaque question.

^{183.} Journaux, 30 mars 1965, p. 1191-1194, en particulier p. 1193-1194.

^{184.} La 6º édition du Beauchesne, p. 127-129, donne une longue liste des restrictions relatives à la forme et au contenu des questions.

^{185.} Journaux, 30 mars 1965, p. 1193-1194.

^{186.} Art. 39(1) et (2) du Règlement.

^{187.} Art. 39(2) du Règlement.

^{188.} Voir Débats, 9 février 1995, p. 9425-9427 (en particulier p. 9426). Le Président Parent répondait à une question de privilège concernant la réponse à une question écrite qu'un député jugeait inexacte. Le Président a statué qu'il s'agissait là d'un problème d'interprétation du texte de la question inscrite au Feuilleton.

Art. 39(2) du Règlement. Voir la décision du Président Parent, Débats, 8 février 1999, p. 11531-11533, en particulier p. 11532.

^{190.} Bourinot, 4º éd., p. 313.

^{191.} Art. 54 du Règlement.

^{192.} Art. 39(3)a) du Règlement.

^{193.} Art. 39(3)a) du Règlement.

Retrait d'une question écrite

Un député peut retirer une question écrite inscrite au Feuilleton en le demandant par écrit au Greffier de la Chambre. Il peut également, en séance, demander au Président de retirer la question 194.

LES RÉPONSES

Les réponses aux questions écrites sont présentées à chaque séance, durant les affaires courantes, à la rubrique «Questions inscrites au Feuilleton 195». Un député, habituellement le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre, se lève pour indiquer les numéros des questions auxquelles on répondra ce jour-là et pour fournir des réponses orales aux questions marquées d'un astérisque 1%. Le secrétaire parlementaire peut aussi demander le consentement de la Chambre pour qu'il soit considéré qu'on a répondu oralement à une question marquée d'un astérisque sans lire à haute voix le texte de la réponse, ou pour fournir une réponse très longue à une question, en déposant la réponse sous forme de document ; cela s'appelle transformer une réponse en un ordre de dépôt de document 197. Pour ce faire, le Président demande à la Chambre si elle est d'accord 198. Si le gouvernement ne peut obtenir le consentement de la Chambre, il lira la réponse dans le cas d'une question marquée d'un astérisque, ou il choisira soit de ne pas répondre à la question ce jour-là 199, soit de demander à un ministre de déposer la réponse dans le cas d'une demande de dépôt de document. Enfin, le secrétaire parlementaire demandera ensuite que les autres questions auxquelles on n'a pas répondu demeurent inscrites au Feuilleton et y gardent leur rang. De telles demandes sont présentées et approuvées régulièrement²⁰⁰. Le Président a indiqué qu'étant donné que cette procédure est devenue automatique,

^{194.} Journaux, 13 janvier 1910, p. 1899. Voir, par exemple, Débats, 14 mars 1956, p. 2190-2191; 3 mai 1993, p. 18822-18823; 11 février 1998, p. 3740. Les responsables de la coordination des réponses au Bureau du Conseil privé sont informés des questions qui sont retirées.

^{195.} Art. 30(3) du Règlement.

^{196.} Voir, par exemple, Débats, 15 mai 1989, p. 1694; 14 mai 1990, p. 11372-11373. Le texte de la question et de la réponse figure dans les Débats de ce jour-là.

^{197.} On demande presque toujours qu'une réponse orale soit réputée avoir été fournie à une question marquée d'un astérisque, mais le Président, à la suite d'un rappel au Règlement, a indiqué qu'à strictement parler, la règle exige que des réponses orales soient fournies aux questions écrites et que cette règle doit être observée à moins que la Chambre n'en convienne autrement (*Débats*, 24 mai 1989, p. 2102). Lorsqu'on considère qu'une réponse orale a été fournie à une question marquée d'un astérisque, le texte de la réponse est imprimé dans les *Débats* comme si le ministre auquel la question était adressée avait réellement pris la parole à la Chambre pour lire la réponse en entier.

^{198.} Voir, par exemple, Débats, 12 décembre 1991, p. 6181; 7 décembre 1994, p. 8760.

^{199.} Voir, par exemple, Débats, 13 mars 1995, p. 10397; 17 mars 1995, p. 10671.

^{200.} Voici le texte de l'article 42(1) du Règlement: «Les questions des députés et les avis de motion qui ne sont pas abordés lorsqu'ils sont appelés peuvent rester au Feuilleton et y garder leur rang, à la demande du gouvernement; sinon, ils en sont rayés. On peut toutefois les renouveler. » Voir Débats, 28 février 1977, p. 3473; 27 mai 1977, p. 6015.

cette requête ne peut donner lieu à un débat²⁰¹. Si le consentement est refusé par un député, sa ou ses questions seront rayées du *Feuilleton* exactement comme si le gouvernement n'avait pas formulé cette demande. Le député devrait alors soumettre de nouveau les questions en présentant les avis requis. Si on ne répond à aucune question au cours d'une séance, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre demande que toutes les questions demeurent inscrites au *Feuilleton*.

Les lignes directrices sur la forme et le contenu des questions écrites s'appliquent également aux réponses fournies par le gouvernement. Ainsi, aucun argument ou opinion ne doit être présenté et seule l'information nécessaire à la réponse doit être fournie afin que le processus demeure un échange de renseignements plutôt que de devenir une occasion de débat²⁰². Le gouvernement peut, en réponse à une question écrite, indiquer à la Chambre qu'il ne peut y répondre²⁰³. Il est arrivé que le gouvernement fournisse des réponses supplémentaires à des questions auxquelles il avait déjà répondu²⁰⁴. Le Président a toutefois statué qu'il n'est pas acceptable pour le gouvernement d'indiquer dans une réponse à une question écrite le temps et les coûts liés à la préparation de la réponse²⁰⁵.

Aucune disposition du Règlement ne permet au Président de contrôler les réponses que le gouvernement donne aux questions. S'il est arrivé à plusieurs reprises que des députés soulèvent une question de privilège à la Chambre concernant l'exactitude des renseignements fournis en réponse à des questions écrites, dans aucun cas on a jugé qu'il y avait de prime abord atteinte au privilège ²⁰⁶. Le Président a jugé qu'il ne lui incombe pas de déterminer si le contenu des documents déposés à la Chambre est exact ou encore «de décider dans quelle mesure un député peut savoir ou non si les renseignements contenus dans un document sont exacts ²⁰⁷ ».

^{201.} Débats, 12 mai 1971, p. 5733

^{202.} Art. 39(1) du Règlement.

^{203.} Débats, 5 mai 1971, p. 5515. Voir également Débats, 25 février 1991, p. 17590; 8 mars 1991, p. 18237.

Voir, par exemple, *Débats*, 18 novembre 1994, p. 7993-7994; 13 décembre 1994, p. 9003-9006; 15 décembre 1994, p. 9116-9118.

^{205.} Débats, 2 octobre 1991, p. 3147. Le gouvernement a contourné cette contrainte procédurale en chargeant un député ministériel de faire inscrire au Feuilleton une question demandant le coût de la préparation des réponses aux questions écrites pour des périodes déterminées (voir, par exemple, Débats, 7 avril 1992, p. 9410-9411; 8 mai 1992, p. 10435; 19 juin 1992, p. 12455; 26 avril 1993, p. 18462).

²⁰⁶ Débats, 21 février 1990, p. 8618; 15 mai 1991, p. 100; 9 février 1995, p. 9425-9427; 27 mai 1998, p. 7281-7283; 8 février 1999, p. 11531-11533. Dans le cas de 1995, John Cummins (Delta) soulève une question de privilège le 13 décembre 1994 concernant l'exactitude de la réponse qu'il avait reçue à une question écrite soumise le 18 novembre (Débats, 18 novembre 1994, p. 7993-7994; 13 décembre 1994, p. 9003-9006). Deux jours plus tard, le gouvernement fournit au député une réponse supplémentaire pour cette question (Débats, 15 décembre 1994, p. 9116-9118). Plus tard au cours de la journée, M. Cummins soulève une question de privilège pour protester contre les contradictions contenues dans la réponse supplémentaire (Débats, 15 décembre 1994, p. 9153-9155). Le 9 février 1995, le Président statue qu'un problème d'interprétation du texte de la question inscrite au Feuilleton a entraîné un désaccord sur certains faits dans la réponse fournie par le gouvernement (Débats, p. 9425-9427).

^{207.} Débats, 28 février 1983, p. 23278.

Les questions restées sans réponse dans le délai de quarante-cinq jours civils

Lorsqu'il dépose une question, le député peut demander que le gouvernement y réponde dans les 45 jours civils ²⁰⁸. Mais aucune disposition du Règlement n'oblige le gouvernement à répondre dans ce délai et les députés se sont souvent plaints à la Chambre que le gouvernement n'avait pas répondu à des questions écrites dans les 45 jours. Le gouvernement a expliqué que le volume et la complexité des questions l'empêchent parfois de respecter ce délai ²⁰⁹. Lors de ces discussions, la présidence a souligné que le Règlement ne lui permettait pas d'ordonner au gouvernement de produire une réponse dans les 45 jours prévus ²¹⁰. Néanmoins, le Président a exhorté «ceux qui sont chargés de préparer ces réponses à réfléchir à cet article du Règlement et à se rendre compte que lorsqu'ils tardent trop à fournir la réponse à leur ministre, ils nous placent tous dans une situation extrêmement difficile et font perdre le temps des députés ²¹¹ [...]». Si le gouvernement n'a pas répondu à une question écrite dans les 45 jours prévus, les députés peuvent soulever cette question lors du débat sur la motion d'ajournement ²¹².

Ordres de dépôt de documents

Dans certains cas, les questions longues et complexes qui exigent la collecte de renseignements auprès de plusieurs ministères, ou des réponses trop longues pour être imprimées dans les *Débats*, sont transformées en ordres de dépôt de documents (c.-à-d. des documents qui doivent être fournis suite à un ordre adopté par la Chambre). Même si la règle précise que c'est le ministre qui doit décider que la réponse devrait prendre la forme d'un document et que c'est lui qui doit indiquer qu'il est prêt à déposer le document sur le Bureau²¹³, dans la pratique, c'est le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre qui se charge d'en informer la Chambre. Le consentement de la Chambre est demandé et habituellement accordé²¹⁴. Le document est alors déposé et devient un document parlementaire²¹⁵. Tous les députés peuvent ainsi le consulter en s'adressant au Greffier, mais

^{208.} Art. 39(5)a) du Règlement.

^{209.} Le fait de modifier le Règlement pour limiter à quatre le nombre de questions peut avoir contribué à élargir les questions, ce qui nécessite des recherches plus étendues et donc un plus long délai de réponse.

Débats, 18 mai 1989, p. 1891; 10 mars 1992, p. 7938; 6 mai 1996, p. 2366-2367; 8 février 1999, p. 11531-11533.

^{211.} Débats, 18 mai 1989, p. 1890.

^{212.} Art. 39(5)b) du Règlement. Le débat sur la motion d'ajournement a été traité de façon détaillée plus tôt dans le texte.

^{213.} Art. 39(7) du Règlement.

Ce consentement a été parfois refusé (Débats, 1* juin 1992, p. 11169-11170; 13 mars 1995, p. 10397). La même demande, formulée plus tard, a été accordée (Débats, 5 juin 1992, p. 11477; 17 mars 1995, p. 10671).

Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1994, p. 725; 13 décembre 1996, p. 1018-1019. Le gouvernement a aussi présenté un document révisé (voir Journaux, 2 avril 1998, p. 664).

il n'est pas imprimé dans les *Débats*. Il n'est pas nécessaire que le document déposé réponde à toutes les parties de la question initiale²¹⁶.

Les règles permettent également au Président de transformer une question écrite en avis de motion s'il estime qu'une question nécessiterait une longue réponse ou si le gouvernement le lui demande²¹⁷. Un tel avis de motion ne pourrait alors être pris en considération que pendant les « Affaires émanant des députés ». Cependant, dans une décision rendue en 1989, le Président Fraser a refusé de transformer une question écrite en avis de motion ²¹⁸. En choisissant de ne pas donner suite à la demande du gouvernement, le Président a indiqué qu'il ne saurait «donner effet aux dispositions du paragraphe du Règlement invoqué dans notre contexte actuel sans porter préjudice au droit des simples députés de contrôler pleinement leurs affaires en choisissant eux-mêmes la meilleure façon de rechercher l'information: soit en faisant inscrire des questions au Feuilleton, et peut-être en demandant que le gouvernement y réponde dans le délai de quarante-cing (45) jours; soit en présentant un avis de motion qui, s'il est choisi après un tirage au sort, sera débattu au cours de l'étude des affaires émanant des députés». Le Président a signalé que la règle, adoptée par la Chambre en 1906, n'avait pas été utilisée pendant de nombreuses années et que son application des décennies plus tard irait à l'encontre des réformes qui avaient été apportées depuis à la procédure des questions écrites. Le Président a indiqué que lorsque le gouvernement répond à une question écrite nécessitant une réponse longue ou détaillée, il peut la transformer en un ordre de dépôt de document, une pratique acceptable et fréquente. La présidence a également souligné que le gouvernement peut refuser de répondre à une question écrite tout en donnant, s'il le souhaite, la raison de ce refus. De la même façon, le gouvernement peut expliquer pourquoi la réponse ne peut être donnée dans le délai de 45 jours.

Transfert au débat d'ajournement des questions écrites restées sans réponse

Comme on l'a déjà vu, si une question écrite inscrite au Feuilleton (pour laquelle on a demandé une réponse dans les 45 jours) reste sans réponse à l'expiration du délai, le député qui a fait inscrire la question peut intervenir durant les affaires courantes, à l'appel de la rubrique «Questions inscrites au Feuilleton» pour donner avis qu'il a l'intention de soulever cette question lors du débat sur la motion d'ajournement ²¹⁹. La question est alors rayée du Feuilleton et mise en délibération au moment du débat d'ajournement. Cette règle a été adoptée par la Chambre le 11 avril 1991, les députés étant de plus en plus frustrés de ne pas recevoir de réponses aux questions écrites

^{216.} Journaux, 16 novembre 1962, p. 285-287, en particulier p. 286. Voir également Débats, 22 novembre 1994, p. 8077-8078; un député ayant invoqué le Règlement pour se plaindre que le gouvernement n'avait déposé qu'une partie de la réponse à sa question, le gouvernement a répondu que le reste de la réponse ne serait pas fourni parce que cela nécessiterait des dépenses substantielles. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a proposé que le député inscrive de nouveau cette question au Feuilleton s'il insistait pour obtenir ces renseignements.

^{217.} Art. 39(6) du Règlement. Invoqué une seule fois, le 16 février 1923 (Débats, p. 338-340).

^{218.} Débats, 14 juin 1989, p. 3023-3026. Voir aussi Débats, 30 mai 1989, p. 2333-2344.

Art. 39(5)b) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 20 novembre 1992, p. 13720; 25 septembre 1995, p. 14819.

dans le délai prévu²²⁰. Cette procédure permet également aux députés qui ont déjà fait inscrire au *Feuilleton* les quatre questions prévues, de débattre une ou plusieurs de ces questions à la Chambre afin de pouvoir en faire inscrire d'autres ²²¹.

INCIDENCES DE LA PROROGATION SUR LES QUESTIONS ÉCRITES

La prorogation du Parlement élimine tout ce qui est inscrit au Feuilleton, annulant ainsi toute demande de renseignements sous la rubrique «Questions inscrites au Feuilleton». Les députés qui souhaitent obtenir ces renseignements doivent présenter de nouveau leurs questions afin qu'elles soient réexaminées au cours de la nouvelle session²²².



^{220.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2904-2910, en particulier p. 2909-2910.

^{221.} Pour une analyse de cette question, voir Débats, 10 mars 1992, p. 7936-7938.

^{222.} Débats, 12 avril 1991, p. 19459.

12

Les étapes du débat



Le principe sous-tendant la procédure parlementaire est que la minorité doit pouvoir s'exprimer et que la majorité doit pouvoir se manifester.

PHILIP LAUNDY

(Les parlements dans le monde contemporain, p. 132)

e débat s'amorce lorsque le Président, après avoir reçu une motion par écrit dûment appuyée, la soumet à la Chambre et lui demande si elle souhaite l'adopter. Si la motion est sujette à débat, les députés peuvent ensuite prendre la parole. Le débat se termine une fois qu'on a fini l'étude de la motion, et de tout amendement et sous-amendement. La motion initiale ou modifiée est alors lue une nouvelle fois par le Président et la question est mise aux voix afin d'obtenir la décision de la Chambre. Les composantes de base de ce processus sont la «motioa» et la «question» — la motion étant une proposition que la Chambre fasse quelque chose ou exprime une opinion sur une affaire quelconque; la «question» étant le mécanisme utilisé pour demander à la Chambre si elle adopte ou non la motion, tout d'abord lorsqu'elle est proposée par le Président et ensuite lorsqu'elle est soumise à la Chambre pour une décision à la fin du débat.

Comme pour toutes les assemblées délibérantes, les discussions tenues à la Chambre des communes doivent toujours porter sur une proposition précise (ou motion)¹. La Chambre se prononce sur ces propositions spécifiques en prenant une décision sur les questions mises aux voix par le Président. En l'absence de motion et de question à

^{1.} Stewart, p. 34.

mettre aux voix, il ne peut y avoir de débat². Une fois qu'une question a été proposée par le Président, le débat peut s'amorcer. Le Président dispose de vastes pouvoirs pour appliquer les règles du débat — qui établissent de manière générale ce qui peut être dit, à quel moment, par qui et pendant combien de temps — afin d'orienter les discussions et d'empêcher les débordements³.

Durant le débat, la Chambre suit des étapes fondamentales: présentation d'un avis de motion, présentation et appui de la motion, proposition de la question par la présidence, débat sur la motion, mise aux voix de la motion et décision. Le présent chapitre décrira ces différentes étapes et notamment les règles et usages de la Chambre pour chacune d'elles.

Les motions

Une motion est nécessaire pour présenter une proposition à la Chambre et obtenir une décision à son sujet⁴. Une motion est une proposition formulée par un député, en conformité de certaines règles bien établies, tendant à ce que la Chambre fasse quelque chose ou ordonne que quelque chose se fasse, ou exprime une opinion à propos d'une affaire quelconque⁵. Une motion amorce une discussion et fournit la question sur laquelle devra se prononcer la Chambre⁶. C'est le processus que suit la Chambre pour ses travaux.

Plusieurs affaires peuvent être inscrites au Feuilleton afin d'être étudiées par la Chambre, mais une seule motion peut être débattue à la fois? Une fois qu'une motion a été proposée à la Chambre par le Président, les députés en sont officiellement saisis. Une motion peut être débattue, modifiée, remplacée, adoptée, rejetée ou retirée.

Une motion est adoptée si elle reçoit l'appui de la majorité des députés présents à la Chambre lorsqu'elle est mise aux voix. Une fois adoptées, toutes les motions se transforment en ordres ou résolutions de la Chambre. Par ses ordres, la Chambre régit ses délibérations ou transmet une instruction aux députés ou à ses officiels, ou encore à l'un de ses comités. Une résolution de la Chambre exprime une opinion ou une intention⁹; elle n'entraîne pas nécessairement la prise d'une mesure, pas plus qu'elle ne lie la Chambre. La Chambre s'est souvent penchée sur des résolutions afin d'appuyer une cause 10.

- 2. Redlich, vol. III, p. 51.
- 3. Voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 4. Bourinot, 4° éd., p. 292.
- Beauchesne, 4º éd., p. 167.
- 6. Stewart, p. 35.
- Les motions d'amendement d'un projet de loi à l'étape du rapport font exception. Le Président a le pouvoir de les regrouper pour le débat et la prise de décision (articles 76(5) et 76.1(5) du Règlement).
- 8. Bourinot, 4° éd., p. 297.
- 9. May, 22° éd., p. 365.
- 10. Voir, par exemple, Débats, 30 septembre 1998, p. 8582-8583.

449

Une motion doit être rédigée de manière à ce qu'elle «se transforme automatiquement en résolution... ou en ordre» ¹¹ si elle est adoptée par la Chambre. Ainsi, une motion commence habituellement par le mot «Que». On peut trouver des exemples de motions contenant des préambules, mais cette procédure n'est pas conforme à l'usage habituel ¹². Les motions adoptent habituellement la forme affirmative. Elles ne devraient pas renfermer de termes répréhensibles ou irrecevables. De plus, elles ne devraient avoir ni la nature de l'argumentation ni le style d'un discours ¹³.

LES MOTIONS SUJETTES À DÉBAT ET LES MOTIONS NON SUJETTES À DÉBAT

Avant 1913, les règles prévoyaient qu'un nombre limité d'affaires devaient être résolues sans débat; toutefois, jusqu'alors, l'usage voulait que toute motion puisse faire l'objet d'un débat à moins qu'une règle ou une coutume parlementaire ne prescrive le contraire l4. En 1913, le Règlement est modifié afin de préciser que toutes les motions doivent être résolues sans débat ni amendement, à moins d'être expressément reconnues comme sujettes à débat par le Règlement 15. Le Règlement énumère donc les motions pouvant faire l'objet d'un débat et énonce que toutes les autres, sauf disposition contraire, sont résolues sans débat ni amendement 16.

Parmi les motions pouvant faire l'objet d'un débat, figurent généralement les suivantes:

- Les motions pour lesquelles un avis écrit est exigé;
- Toute question inscrite à l'Ordre du jour, à l'exception de l'adoption d'une motion de voies et moyens;
- Les motions étudiées durant les Affaires courantes, sous la rubrique des «Motions»:
- · Les motions d'ajournement présentées afin de tenir un débat d'urgence.

^{11.} Bourinot, 4º éd., p. 316.

^{12.} Bourinot, 4º éd., p. 317.

^{13.} Beauchesne, 4º éd., p. 170.

^{14.} Ces affaires devant être résolues sans débat étaient par exemple des motions portant qu'un député soit maintenant entendu, des appels d'une décision du Président (disposition abolie en 1965), et des demandes de permission pour la présentation d'une motion d'ajournement de la Chambre en vue de discuter d'une question urgente (voir les règles 17, 18 et 39 de 1912).

^{15.} Lorsqu'il a proposé l'adoption du nouveau texte le 9 avril 1913, le premier ministre Borden soutenait que son objectif était de permettre tous les débats possibles sur les motions de fond et de faire en sorte que les motions qui devraient être considérées de pure forme ne seraient plus sujettes à débat (voir Débats, 9 avril 1913, col. 7622-7626). Ce changement a été apporté dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour se tirer d'une impasse créée par l'obstruction systématique de l'opposition à l'endroit d'un projet de loi du gouvernement; ces changements furent adoptés le 23 avril 1913 après un débat passionné qui s'est étendu sur plusieurs séances (voir Débats, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 22 et 23 avril 1913).

^{16.} Art. 67 du Règlement.

En règle générale, toutes les questions sujettes à débat peuvent faire l'objet d'un amendement. Font exception les motions d'ajournement de la Chambre pour tenir un débat d'urgence et la question préalable (la motion « Que cette question soit maintenant mise aux voix »).

Les motions décidées sans débat ni amendement comprennent généralement les suivantes:

- · Les motions proposant que la Chambre s'ajourne;
- · Les motions visant à passer à l'Ordre du jour;
- Les motions proposant que la Chambre passe à une autre affaire;
- Les motions proposant que le débat soit ajourné;
- Les motions proposant que l'étude de la question soit reportée à une date spécifique.

CLASSIFICATION DES MOTIONS

Il n'existe pas de méthode précise pour classer les motions ¹⁷. De façon générale, on peut les regrouper en motions qui sont autonomes et qui exigent un avis, et en motions qui découlent d'une autre procédure ou motion et qui n'exigent aucun avis. Les motions de fond font partie du premier groupe. Dans le second, on trouve les motions subsidiaires (ou auxiliaires) et les motions privilégiées. (Voir la figure 12.1, Classification des motions.)

LES MOTIONS DE FOND

Les motions de fond constituent des propositions indépendantes qui sont complètes en elles-mêmes et qui ne découlent pas ou ne sont pas dépendantes d'une autre délibération devant la Chambre. Elles sont utilisées pour obtenir une opinion ou une action de la Chambre. Elles peuvent être modifiées et elles doivent être rédigées de manière à permettre à la Chambre d'exprimer son accord ou son désaccord avec ce qui est proposé. Ces motions exigent normalement un préavis écrit avant de pouvoir être présentées à la Chambre. Elles comprennent par exemple les motions des députés, les motions de l'Opposition présentées lors des jours réservés aux travaux des subsides et les motions du gouvernement.

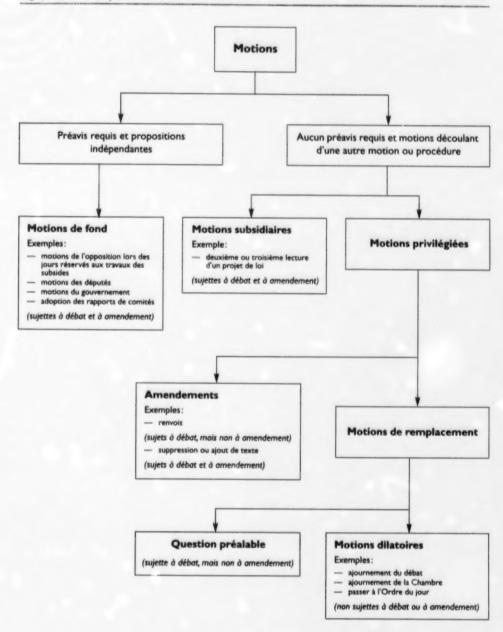
LES MOTIONS SUBSIDIAIRES

Les motions subsidiaires, aussi appelées motions auxiliaires, sont par nature procédurales, dépendantes d'un ordre déjà pris par la Chambre, et utilisées pour faire progresser l'étude d'une question déjà soumise à la Chambre¹⁸. Ainsi, les motions de

^{17.} Beauchesne (6° éd., p. 179-180) classe les motions en motions de fond, privilégiées, accessoires ou subsidiaires. May (22° éd., p. 328-329) divise les motions en deux catégories; les motions de fond et les motions subsidiaires. Les motions subsidiaires sont à leur tour réparties en trois catégories; les motions auxiliaires, les motions de remplacement et les motions découlant d'autres motions (comme les amendements).

^{18.} Beauchesne, 4º éd., p. 170; voir également May, 22º éd., p. 328-329.

Figure 12.1 Classification des motions



deuxième et de troisième lecture des projets de loi et les motions visant à renvoyer une question à un comité plénier ou à un autre comité sont des motions subsidiaires qui sont sujettes à débat et à amendement ¹⁹. Comme les motions privilégiées, elles peuvent être présentées sans préavis ²⁰.

LES MOTIONS PRIVILÉGIÉES

Une motion privilégiée (à ne pas confondre avec une motion fondée sur une question de privilège) diffère d'une motion de fond en ce sens qu'elle découle et est dépendante du sujet qui est débattu. Une motion privilégiée peut être présentée sans préavis lorsqu'une motion sujette à débat est à l'étude, la motion privilégiée ayant alors priorité sur la motion originale dans le débat. Les motions privilégiées peuvent être des motions d'amendement ou de remplacement. Ces deux types de motions cherchent à mettre de côté la question à l'étude et ne peuvent être présentées que lorsque cette question fait l'objet d'un débat.

Les amendements

Une motion d'amendement découle d'un débat et est proposée afin de modifier la motion originale pour la rendre plus acceptable à la Chambre ou encore afin d'offrir un nouveau texte susceptible de remplacer la proposition originale. Elle ne requiert aucun préavis 21 et elle est présentée par écrit au Président. On exige que la motion soit présentée par écrit afin de s'assurer que si elle est jugée recevable, elle soit proposée à la Chambre dans les termes exacts utilisés par le motionnaire. Une fois que l'amendement a été présenté, appuyé et jugé recevable, le Président le soumet à la Chambre. Le débat sur la motion principale est mis de côté et l'amendement est débattu jusqu'à ce qu'il soit tranché. Le débat reprend ensuite sur la motion principale et sur les autres amendements qui peuvent être proposés. Tout comme le texte d'une motion principale, le texte d'un amendement peut lui aussi être modifié. Un sous-amendement est un amendement qu'on propose d'apporter à un amendement. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de limite au nombre d'amendements qui peuvent être proposés; toutefois, seulement un amendement et un sous-amendement peuvent être étudiés par la Chambre en même temps²².

19. Voir l'article 63 du Règlement.

- 20. La motion visant à demander la permission de présenter un projet de loi exige un préavis, mais les motions subséquentes du processus législatif, à l'exception des amendements à l'étape du rapport, n'exigent aucun préavis de la part des députés elles sont automatiquement insérées dans le Feuilleton (voir les articles 54(1), 76(2) et 76.1(2) du Règlement).
- 21. Si un député a indiqué son intention de proposer un amendement, on ne lui accorde pas pour autant la parole en priorité et il doit attendre de l'obtenir lors du débat pour présenter son amendement (Bourinot, 4° éd., p. 316).
- 22. Dans certains cas, comme pour le débat sur le Budget et le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, le Règlement fixe des limites quant au nombre d'amendements et de sous-amendements qui peuvent être présentés. Il existe également des dispositions spéciales permettant de regrouper des motions d'amendement d'un projet de loi à l'étape du rapport aux fins du débat. Pour plus d'information sur les amendements possibles dans ces situations, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux», le chapitre 16, «Le processus législatif», et le chapitre 18, «Les procédures financières».

Un amendement doit porter sur la motion principale. Il ne doit pas déborder de son cadre, mais plutôt viser à en préciser le sens et l'objectif ²³. Un amendement devrait prendre la forme d'une motion visant à:

- · retrancher certains mots et à les remplacer par d'autres;
- · retrancher certains mots;
- ajouter d'autres mots à la motion principale.

Un amendement devrait être rédigé de façon telle que, si la Chambre l'accepte, la motion principale soit intelligible et cohérente²⁴.

Un amendement est irrecevable dans les cas suivants:

- S'il ne se rapporte pas à la motion principale²⁵ (c'est-à-dire, s'il porte sur une question étrangère à la motion principale ou s'il déborde du sujet de la motion²⁶, ou s'il introduit une nouvelle proposition qui devrait plutôt faire l'objet d'une motion de fond avec préavis²⁷);
- S'il soulève une question à peu près identique à une question que la Chambre a tranchée au cours de la même session ou s'il contredit un amendement déjà adopté ²⁸;
- S'il anticipe sur un avis de motion inscrit au Feuilleton 29;
- S'il rejette directement la motion principale ou s'il entraînerait le même résultat que le rejet de la motion principale³⁰;
- Si une partie de l'amendement est irrecevable³¹.

Lorsqu'un amendement est débattu, le motionnaire ne peut présenter un amendement à son propre amendement. Si le député souhaite modifier son amendement, il doit demander le consentement de la Chambre pour retirer l'amendement original et en proposer un nouveau³².

- 23. Voir la décision du Président Parent, Débats, 5 décembre 1995, p. 17197.
- 24. «Toutes les motions devraient normalement commencer par le mot «Que». De cette façon, si une motion est approuvée par la Chambre, elle peut se transformer tout de suite en résolution, vote ou ordre» (Bourinot, 4º éd., p. 316). Voir également Débats, 9 mars 1998, p. 4566, 4571-4572.
- 25. Voir, par exemple, Débats, 17 juin 1996, p. 3944-3945.
- 26. Voir, par exemple, Débats, 29 avril 1988, p. 14985, 14988; 26 mars 1992, p. 8876-8877.
- 27. Voir, par exemple, Débats, 6 mai 1966, p. 4795; 17 décembre 1987, p. 11882-11883.
- Voir, par exemple, Journaux, 13 février 1913, p. 256; 17 mai 1954, p. 616-620; voir également les commentaires du Président Lamoureux, Journaux, 6 mars 1973, p. 165-167, où il fut décidé d'accorder une certaine latitude pour les motions de l'opposition présentées lors des jours des subsides.
- Bourinot, 4º éd., p. 301, 320. Voir aussi Journaux, 1" avril 1889, p. 214; Débats, 23 février 1905, col. 1704;
 Journaux, 21 novembre 1966, p. 1000-1001 et le renvoi inclus dans cette décision, Journaux, 7 février 1955, p. 119-120.
- Ces amendements équivalent à un rejet général supprimant tous les mots après « Que » afin de les remplacer par une proposition aboutissant à une conclusion opposée à la motion originale. (Voir, par exemple, Journaux, 6 juin 1923, p. 437-438; 16 octobre 1970, p. 28; Débats, 11 août 1988, p. 18192, 18212-18213; 29 octobre 1991, p. 4189, 4192.)
- 31. Voir, par exemple, Journaux, 29 avril 1970, p. 732.
- 32. Voir, par exemple, Débats, 3 novembre 1989, p. 5541; 26 mai 1993, p. 19858.

Les sous-amendements

La plupart des règles régissant les amendements s'appliquent également aux sousamendements. Les sous-amendements doivent porter de manière stricte sur l'amendement et tenter de le modifier, et non sur la question originale³³. Ils ne peuvent déborder du sujet de l'amendement, introduire de nouvelles questions étrangères à celui-ci ou différer de manière substantielle de l'amendement³⁴. Ils ne peuvent consister à éliminer tout le texte de l'amendement et donc à le rejeter; le Président a statué qu'il faudrait dans ces cas que la Chambre rejette plutôt l'amendement³⁵. Le débat sur le sous-amendement se limite aux mots ajoutés ou supprimés de la motion originale au moyen de l'amendement. Comme les sous-amendements ne peuvent être modifiés, un député souhaitant en modifier un en cours de débat doit attendre qu'il soit rejeté pour ensuite en présenter un nouveau.

Les motions de remplacement

Une motion de remplacement est une motion présentée afin de remplacer la question à l'étude à la Chambre. Il existe deux types de motions de remplacement: la question préalable ³⁶ et plusieurs autres motions appelées motions dilatoires. Le texte d'un amendement dépend de la motion principale, mais le texte d'une motion de remplacement est déterminé au préalable et proposé dans le but d'empêcher la poursuite des discussions sur la question à l'étude à la Chambre.

Les motions de remplacement peuvent être présentées sans préavis quand une motion sujette à débat est étudiée par la Chambre. Le député souhaitant présenter une motion de remplacement ne peut le faire qu'après que le Président lui a accordé la parole dans le cours du débat. Une telle motion ne peut être présentée lorsque le député obtient la parole pour un rappel au Règlement ou durant la période des questions et observations ³⁷. À l'exception de la question préalable, les motions de remplacement ne sont pas sujettes à débat et ne peuvent s'appliquer les unes aux autres.

La question préalable

Lorsque le débat sur une motion prend fin (c'est-à-dire qu'aucun autre député ne souhaite prendre la parole ou que la Chambre a ordonné la fin du débat), la motion est mise aux voix par le Président, ce qui permet à la Chambre de se prononcer sur la proposition à l'étude. La mise aux voix suppose que la Chambre a fini de débattre de la proposition et souhaite se prononcer. Normalement, ce processus est implicite puisque le Président demande si la Chambre «est prête à se prononcer», mais on peut aussi demander à la Chambre de décider officiellement si la question devrait

^{33.} Voir, par exemple, Journaux, 18 janvier 1973, p. 48-49; Débats, 10 février 1998, p. 3650, 3653, 3656. Le Président a statué que dans le cas d'un sous-amendement jugé équivalent à un amendement à la motion principale, le parrain doit attendre que le premier amendement soit rejeté avant de représenter la motion sous la forme d'un autre amendement (Journaux, 29 novembre 1944, p. 933-935).

Voir, par exemple, Journaux, 8 mars 1937, p. 208-208A; Débats, 21 avril 1986, p. 12500; 12 juin 1987, p. 7060-7082; 16 janvier 1991, p. 17124-17125; 24 octobre 1996, p. 5659.

^{35.} Voir, par exemple, Journaux, 14 mars 1947, p. 198.

^{36.} Voir l'article 61 du Règlement.

^{37.} Voir, par exemple, Journaux, 30 décembre 1971, p. 1014; Débats, 20 novembre 1996, p. 6503.

455

être mise aux voix ou non. Dans ce cas, il faut prendre une décision avant de se prononcer sur la motion principale. Pour ce faire, on propose «Que cette question soit maintenant mise aux voix », une motion appelée la question préalable³⁸.

La question préalable a été peu utilisée depuis la Confédération. On ne relève que quatre cas au cours du dix-neuvième siècle ³⁹. En 1913, un événement intéressant se produit en rapport avec la question préalable lorsque le gouvernement, cherchant un moyen de mettre un terme au long débat sur son projet de loi d'aide à la marine, présente une motion introduisant trois nouvelles dispositions du Règlement — dont la règle sur la clôture — et empêche ensuite tout amendement en proposant la question préalable immédiatement après ⁴⁰. Ces règles furent adoptées après un débat acrimonieux qui dura plusieurs jours ⁴¹, ce qui eut pour effet immédiat d'appliquer la règle de la clôture au projet de loi d'aide à la marine ⁴². À la fin des années 1920 et, plus tard, durant les années 1940 et au début des années 1950, la question préalable était utilisée assez régulièrement et, après une période de près de 19 ans où elle n'a pas été utilisée du tout ⁴³, elle recommença à être utilisée plus fréquemment dans les années 1980 et 1990 ⁴⁴.

La motion proposant «Que cette question soit maintenant mise aux voix » remplit deux fonctions:

- Remplacer une question qui fait l'objet d'un débat puisque si elle est rejetée, c'est-à-dire que la question n'est pas maintenant mise aux voix, le Président se trouve dans l'impossibilité de mettre aux voix la motion principale à ce momentlà et la Chambre passe au prochain point à l'ordre du jour;
- Limiter le débat puisque, tant qu'elle n'est pas tranchée, elle exclut tout amendement à la question principale⁴⁵. Si elle est adoptée, c'est-à-dire que la question est maintenant mise aux voix, elle force la Chambre à se prononcer immédiatement sur la question principale⁴⁶.

^{38.} Art. 61(1) du Règlement. Le texte de la question préalable n'a pas été modifié depuis son introduction dans les règles de la Chambre en 1867. À la Chambre des communes britannique, la question préalable est libellée sous la forme négative: « Que cette question ne soit pas mise aux voix maintenant ». Si celle-ci est adoptée, la question débattue est laissée de côté (mais peut être réexaminée un autre jour) et la Chambre passe au prochain point à l'ordre du jour; si elle est rejetée, la question originale doit être mise aux voix immédiatement, sans autre débat. Voir May, 22° éd., p. 341-342.

^{39.} Journaux, 31 mai 1869, p. 163-164; 28 avril 1870, p. 254-255; 11 mars 1879, p. 77; 12 mars 1886, p. 45.

^{40.} Journaux, 9 avril 1913, p. 492-493.

^{41.} Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548.

^{42.} Pour une description de ces événements survenus à la Chambre, voir Dawson, p. 122-123.

La question préalable a été proposée en 1964 (voir Journaux, 16 décembre 1964, p. 1016), puis seulement en 1963 (voir Journaux, 9 février 1983, p. 5587).

^{44.} Dans un grand nombre de ces situations datant d'après 1980, la question préalable était proposée à l'égard d'un projet de loi du gouvernement, souvent en deuxième lecture, apparemment dans le but de limiter le débat (voir le chapitre 14, «La limitation du débat»).

^{45.} Art. 61(1) du Règlement.

^{46.} Art. 61(2) du Règlement.

La question préalable a été proposée pour de nombreuses motions de fond soumises à la Chambre. Ainsi, on y a déjà eu recours pour l'Adresse en réponse au discours du Trône⁴⁷, pour diverses étapes d'un projet de loi⁴⁸, pour des motions d'adoption de rapports de comités⁴⁹ et pour des motions parrainées par des députés⁵⁰ et le gouvernement⁵¹.

La question préalable ne peut être proposée par le parrain de la motion principale, pas plus que par un député qui obtient la parole sur un rappel au Règlement. Elle ne peut être proposée que par un député qui obtient la parole dans le cours normal d'un débat. La question préalable est une motion de remplacement sujette à débat ⁵² qui est étudiée en priorité lorsqu'elle est proposée au cours d'un débat. Les mêmes limites de temps qui s'appliquent aux discours et aux questions et observations durant le débat sur la motion principale s'appliquent au débat sur la question préalable. Cette dernière ne peut être proposée lorsqu'un amendement à la question principale est à l'étude, mais elle peut l'être une fois que la Chambre a terminé l'étude de l'amendement et que le débat reprend sur la motion principale, modifiée ou non ⁵³. La question préalable peut faire l'objet d'un débat, mais non d'un amendement ⁵⁴. De plus, elle ne peut être retirée qu'avec le consentement unanime de la Chambre ⁵⁵. La question préalable ne peut être proposée en comité plénier ni pendant une séance d'un comité de la Chambre ⁵⁶.

Une caractéristique unique de la question préalable est qu'elle ne fait rien pour gêner le débat sur la motion originale. Ce qui se rapporte à la question préalable se rapporte également à la motion originale. Néanmoins, une fois que la question préalable a été proposée, c'est une nouvelle question qui est soumise à la Chambre et les députés peuvent participer au débat même s'ils ont déjà pris la parole sur la motion principale ou sur tout amendement qui a été mis aux voix ⁵⁷. Comme la question

- 47. Journaux, 16 février 1926, p. 98-99; 5 juillet 1943, p. 583-584.
- 48. Journaux, 9 mai 1928, p. 371-372 (troisième lecture d'un projet de loi d'intérêt privé); 9 février 1983, p. 5587 (deuxième lecture d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député); 28 août 1987, p. 1397 (amendements du Sénat à un projet de loi du gouvernement); 26 novembre 1998, p. 1316 (deuxième lecture d'un projet de loi du gouvernement).
- 49. Journaux, 17 décembre 1964, p. 1016.
- 50. Journaux, 4 mars 1907, p. 229-230; 6 avril 1959, p. 289.
- Journaux, 9 avril 1913, p. 492-493; 27 mars 1990, p. 1420; 16 janvier 1991, p. 2571; 11 décembre 1992, p. 2394.
- 52. Art. 67(1)c) du Règlement.
- 53. Bourinot, 4º éd., p. 327. Voir aussi Débats, 21 novembre 1986, p. 1413, 1415. Ainsi, la question préalable a été proposée après qu'on eut proposé un amendement de renvoi de six mois et que la Chambre se soit prononcée (Journaux, 16 novembre 1998, p. 1260; 26 novembre 1998, p. 1316).
- 54. Bourinot, 4º éd., p. 326.
- Voir, par exemple, Journaux, 4 mai 1948, p. 536; 17 décembre 1964, p. 1016; 9 février 1983, p. 5587;
 10 mai 1990, p. 1685.
- 56. Bourinot, 4º éd., p. 328. Voir Débats, 11 décembre 1979, p. 2246, alors qu'un député a tenté de proposer la question préalable en comité plénier et que son intervention a été jugée irrecevable par la présidence.
- 57. Voir, par exemple, *Débats*, 6 avril 1959, p. 2388.

457

préalable ne constitue pas une motion de fond, le motionnaire ne bénéficie pas d'un droit de réplique 58.

Le débat sur la question préalable peut être remplacé par une motion d'ajournement du débat, une motion d'ajournement de la Chambre ou une motion proposant de passer à l'Ordre du jour⁵⁹; toutefois, ces motions ne sont pas recevables une fois que la Chambre a adopté la motion sur la question préalable⁶⁰. Si le débat sur la question préalable est ajourné ou interrompu par l'ajournement de la Chambre ou autrement, le débat sur la question préalable et sur la motion originale cesse et ces deux affaires demeurent inscrites au Feuilleton⁶¹. Dans certains de ces cas, la motion principale et la question préalable ont été de nouveau soumises à la Chambre et mises aux voix; dans d'autres cas, il n'y a pas eu d'autre débat ou décision et les motions sont devenues caduques à la fin de la session⁶².

Lorsque le débat sur la motion présentant la question préalable est terminé, la question est mise aux voix 63. Lorsqu'un vote par appel nominal a été tenu sur la question préalable, les députés qui l'ont proposée ont voté en faveur de celle-ci, ont voté contre ou n'ont pas voté du tout 64. Si la question préalable est adoptée, la

- 58. Art. 44(2) du Règlement.
- 59. Voir les commentaires du Président Lemieux dans Débats, 26 mai 1928, p. 3381-3382; la question préalable avait été proposée et une motion subséquente d'ajournement du débat avait été rejetée. En 1995, après que la question préalable eut été proposée, une motion d'ajournement du débat a été présentée et rejetée (Journaux, 9 mai 1995, p. 1449; 10 mai 1995, p. 1459-1460).
- 60. Bourinot, 4º éd., p. 327-328.
- 61. Art. 41 du Règlement. En 1980, par exemple, le débat sur la question préalable a été interrompu par l'expiration de la période réservée aux Affaires émanant des députés (Journaux, 13 mai 1980, p. 163) et les deux motions sont demeurées inscrites au Feuilleton (Feuilleton et Feuilleton des Avis, 20 mai 1980, p. 58). En 1998, un débat sur la question préalable a été interrompu lorsque la période réservée aux Ordres émanant du gouvernement a expiré; de la même façon, les deux motions figuraient au Feuilleton du lendemain (Journaux, 2 octobre 1998, p. 1115; Feuilleton et Feuilleton des Avis, 5 octobre 1998, p. 16). Si un vote par appel nominal est demandé sur la motion présentant la question préalable et que la Chambre décide de reporter le vote, les deux motions demeurent inscrites au Feuilleton (voir, par exemple, Journaux, 29 octobre 1998, p. 1214; Feuilleton et Feuilleton des Avis, 30 octobre 1998, p. 15).
- 62. C'est ce qui est arrivé en 1928 (troisième lecture d'un projet de loi d'intérêt privé Journaux, 26 mai 1928, p. 461-462); en 1949 (deuxième lecture d'un projet de loi d'intérêt privé Journaux, 2 décembre 1949, p. 319-320); en 1959 (motion émanant d'un député Journaux, 6 avril 1959, p. 289); en 1963 (deuxième lecture d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député Journaux, 1 novembre 1963, p. 516); et en 1980 (deuxième lecture d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député Journaux, 13 mai 1980, p. 163).
- 63. Il est arrivé à trois reprises qu'on ait recours à des motions de clôture pour limiter le débat sur la question préalable (*Journaux*, 2 mars 1926, p. 123; 29 mars 1932, p. 177; 26 octobre 1989, p. 754-755). Dans chaque cas, la motion de clôture a été adoptée.
- 64. Bourinot précise que les députés « proposant et appuyant la question préalable votent généralement en sa faveur, mais que rien ne les empêche de voter contre leur propre motion » si leur intention est de remplacer la question (4° éd., p. 327, passage qui traite des remarques du Président, Débats, 13 mars 1879, p. 414-416). Voir, par exemple, Journaux, 31 mai 1869, p. 163-164 (motionnaire votant contre); 10 mars 1950, p. 96; 17 avril 1950, p. 236-237 (motionnaire et appuyeur non inscrits parmi les personnes qui ont voté); 1rd décembre 1998, p. 1342 (motionnaire et appuyeur votant pour).

présidence met immédiatement aux voix la motion originale sans autre débat ni amendement 65. Si elle est rejetée 66, la Chambre décidant que la question n'est pas maintenant mise aux voix, le Président se doit de ne pas mettre aux voix la question principale à ce moment-là; la motion principale est remplacée par la prochaine affaire à l'ordre du jour et elle est rayée du Feuilleton.

Un vote par appel nominal sur la question préalable peut être différé 67. Toutefois, quand un vote différé est tenu sur la question préalable et que la motion est adoptée, la motion principale est mise aux voix immédiatement et le vote ne peut être une nouvelle fois différé 68.

Les motions dilatoires

Les motions dilatoires sont des motions de remplacement destinées à différer provisoirement ou indéfiniment l'étude de la question originale. On a souvent recours à elles dans le but exprès de retarder les travaux de la Chambre, mais elles peuvent également être utilisées pour en accélérer le déroulement. Ainsi, les motions dilatoires sont utilisées tant par le gouvernement que par l'opposition.

Les motions dilatoires ne peuvent être présentées que par un député auquel la présidence a accordé la parole dans le cours d'un débat et non sur un rappel au Règlement⁶⁹. Les motions dilatoires comprennent les motions visant ⁷⁰:

- à passer à l'Ordre du jour;
- · à passer à une autre affaire;
- · à reporter l'étude d'une question à une date ultérieure;
- à ajourner la Chambre⁷¹;
- · à ajourner le débat.

Le Règlement indique que les motions dilatoires sont recevables «lorsqu'une question fait l'objet d'un débat» 72; toutefois, de telles motions ont aussi été présentées lorsqu'aucune question ne faisait l'objet d'un débat, durant les Affaires

^{65.} Art. 61(2) du Règlement. Voir aussi Bourinot, 4* éd., p. 327-328 et Débats, 26 novembre 1998, p. 10472.

La question préalable a été rejetée à quatre reprises (*Journaux*, 31 mai 1869, p. 163-164; 28 avril 1870, p. 254-255; 1* juin 1928, p. 489; 15 avril 1929, p. 242).

^{67.} Voir, par exemple, Journaux, 26 mai 1988, p. 2730, 2732.

^{68.} Art. 45(5)d) du Règlement. Une exception, le 27 mars 1991, un vote sur la motion principale a été reporté à un moment ultérieur de la séance avec le consentement unanime de la Chambre (Journaux, p. 2839).

^{69.} Voir, par exemple, Débats, 25 octobre 1989, p. 5097; 21 juin 1994, p. 5698.

^{70.} Art. 58 du Règlement.

^{71.} Une motion d'ajournement devient une motion dilatoire seulement lorsqu'elle est utilisée pour mettre fin à un débat et remplacer la question originale étudiée par la Chambre (Beauchesne, 6º éd., p. 180). Voir plus ioin la section «La motion d'ajournement de la Chambre».

^{72.} Art. 58 du Règlement.

courantes ⁷³. Le présidence a jugé recevables des motions proposant que la Chambre passe au point suivant des Affaires courantes ⁷⁴, et que la Chambre passe à l'Ordre du jour ⁷⁵. Toutefois, une motion proposant de passer à un autre point des Affaires courantes que le point suivant a été jugée irrecevable parce que la Chambre devait procéder à l'étude des Affaires courantes point par point, dans l'ordre habituel ⁷⁶. Contrairement à la question préalable, les motions dilatoires peuvent être proposées lors d'un débat sur un amendement à une motion ⁷⁷.

Lorsqu'une motion dilatoire est présentée et appuyée, le texte de celle-ci doit être transmis à la présidence par écrit 78. Les motions dilatoires n'exigent pas de préavis, ne sont pas sujettes à débat ou à amendement, et sont mises aux voix immédiatement par la présidence lorsqu'elles sont jugées recevables. Jusqu'en 1913, les motions dilatoires étaient sujettes à débat et l'étude de la question à remplacer était retardée par ce débat et par la décision à prendre sur cette motion dilatoire 79. Aujourd'hui, lorsqu'une motion dilatoire est présentée, un vote par appel nominal est habituellement demandé et le débat sur les autres affaires à l'étude à la Chambre n'est retardé que par la période de temps utilisée pour convoquer les députés et prendre le vote. Évidemment, lorsqu'une motion d'ajournement de la Chambre est adoptée, le temps qu'il reste du jour de séance est également perdu.

Bien qu'elle soit classée dans les motions dilatoires, une motion proposant qu'on passe à l'Ordre du jour ou qu'on passe à une autre affaire est souvent utilisée par le gouvernement durant les Affaires courantes afin de contrer des tactiques dilatoires ou d'accélérer les travaux de la Chambre. L'adoption d'une motion proposant qu'on passe à l'Ordre du jour entraîne le remplacement de l'affaire à l'étude à la

^{73.} Voir l'article 30(3) du Règlement pour la liste des rubriques des Affaires courantes et le chapitre 10, «Le programme quotidien» pour plus de renseignements sur les Affaires courantes. Il y a de nombreux exemples de motions présentées durant les Affaires courantes (voir les événements survenus durant les Affaires courantes des 6, 7, 19, 20, 21, 24 et 25 novembre 1986 de même que celles d'avril 1987, lorsque la Chambre débattait d'un projet de loi littigleux visant à modifier la Loi sur les brevets (projet de loi C-22)). Le 13 avril 1987, le gouvernement a tenté de présenter une motion afin de remplacer certaines affaires inscrites sous les Affaires courantes (Débats, p. 5071-5082). Le lendemain, le Président Fraser a jugé la motion recevable, mais dans ce cas seulement, soulignant que sa décision ne devait pas être interprétée comme un précédent. Le Président a convenu qu'à la lumière de sa décision du 24 novembre 1986 (Débats, p. 1435), le remplacement d'affaires inscrites sous les Affaires courantes n'était pas acceptable. Néanmoins, il estima que l'intérêt de la Chambre serait mieux servi (compte tenu des diverses tactiques d'obstruction utilisées depuis plusieurs semaines et qui avaient bloqué le débat sur le projet de loi) si le gouvernement était autorisé à présenter sa motion (Débats, 14 avril 1987, p. 5119-5124).

^{74.} Voir, par exemple, *Débats*, 25 novembre 1986, p. 1485-1488.

^{75.} Voir, par exemple, Débats, 24 novembre 1986, p. 1435-1437; 30 janvier 1990, p. 7588-7589.

^{76.} Voir, par exemple, Débats, 24 novembre 1986, p. 1435.

^{77.} Voir, par exemple, Journaux, 9 mars 1998, p. 540.

^{78.} Voir, par exemple, Débats, 21 juin 1994, p. 5698.

^{79.} Voir, par exemple, Journaux, 9 avril 1913, p. 492-493; 23 avril 1913, p. 546-547.

Chambre et force celle-ci à passer immédiatement à l'Ordre du jour, en écartant toute autre affaire prévue dans les travaux du jour ⁸⁰.

· Les motions proposant de passer à l'Ordre du jour

La motion «Que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour» peut être présentée par un député avant l'appel de l'Ordre du jour; toutefois, une fois que la Chambre a atteint cette étape, la motion devient superflue 81. La présidence a déjà statué qu'une motion proposant de passer à l'Ordre du jour est recevable durant les Affaires courantes 82, seule période où elle a été proposée dans les dernières années 83. Si la motion est adoptée, l'affaire alors à l'étude (et toutes les autres affaires inscrites sous les Affaires courantes) et les demandes de débats d'urgence sont remplacées et reportées à la prochaine séance, et la Chambre passe immédiatement à l'Ordre du jour 84. De plus, si une motion est débattue lorsque la motion proposant de passer à l'Ordre du jour est présentée et adoptée, cette première motion sera rayée du Feuilleton. Si la motion proposant de passer à l'Ordre du jour est rejetée, la Chambre poursuit ses travaux là où elle les avait interrompus quand la motion a été proposée. Dans le passé, cette motion a été présentée tant par le gouvernement que par l'opposition, sous forme de tactique dilatoire ou pour contrer des tactiques dilatoires 85.

· Les motions proposant de passer à une autre affaire

L'adoption de la motion «Que la Chambre passe à (une autre affaire)» entraîne le remplacement de la question alors à l'étude à la Chambre. Les députés entreprennent immédiatement l'étude de l'autre affaire mentionnée dans la motion. Si cette motion est rejetée, le débat sur la motion principale ou la question à l'étude se poursuit.

Lorsque la Chambre étudie les Ordres émanant du gouvernement, une motion proposant de passer à un autre ordre émanant du gouvernement n'est pas recevable si elle est présentée par un simple député puisque c'est le gouvernement qui

^{80.} Art. 59 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 13 décembre 1988, p. 14-15; 15 décembre 1988, p. 33-34; 20 décembre 1988, p. 60-61; 21 décembre 1988, p. 66-67. La même motion a été utilisée par le gouvernement dans le débat sur le pipeline de 1956, alors que le débat sur une motion d'adoption d'un rapport de comité a été remplacé de manière à ce que l'étude du projet de loi du gouvernement sur le pipeline puisse se poursuivre (Journaux, 5 juin 1956, p. 696-699).

^{81.} Voir, par exemple, Journaux, 29 juin 1971, p. 759.

^{82.} Voir, par exemple, Débats, 24 novembre 1986, p. 1437; 30 janvier 1990, p. 7587-7589.

^{83.} Une motion proposant de passer à l'Ordre du jour a déjà été présentée durant les Affaires courantes, à l'étape de la «Présentation de pétitions» (Journaux, 6 novembre 1986, p. 180-181); à l'étape du «Dépôt de documents» (Journaux, 30 janvier 1990, p. 1132-1133); à l'étape de la «Présentation de rapports de comités» (Journaux, 5 février 1993, p. 2461-2462); à l'étape des « Motions» (durant le débat sur une motion d'adoption d'un rapport de comité, Journaux, 22 juin 1994, p. 655); et quand aucune question n'était à l'étude à la Chambre (Journaux, 20 mars 1997, p. 1321-1322). Le 9 février 1987, une motion de ce type a été présentée au début de la séance (Journaux, p. 464).

^{84.} Voir, par exemple, Débats, 13 décembre 1988, p. 23; 6 mars 1990, p. 8844-8846.

Les exemples sont nombreux. Voir, entre autres, *Journaux*, 24 novembre 1986, p. 229-230; 9 avril 1987, p. 730; 2 juin 1998, p. 920-921.

détermine l'ordre dans lequel il mettra en délibération ses ordres 86. Il est arrivé une fois qu'une motion soit présentée durant l'étude des ordres émanant du gouvernement afin de proposer que la Chambre passe à l'étude d'une affaire émanant des députés. Le Président a alors statué que la Chambre pouvait passer d'un point à un autre à l'intérieur de la même rubrique, mais qu'une motion proposant de passer d'une rubrique (les Ordres émanant du gouvernement dans le cas en question) à une autre du Feuilleton (dans ce cas-ci, les Affaires émanant des députés) équivalait à suspendre le cours normal des travaux de la Chambre et constituait donc une motion de fond qui ne pouvait être présentée qu'après avoir transmis un avis en ce sens 87.

On a déjà interprété qu'une motion proposant de passer à une autre affaire permettait à la Chambre de passer d'une rubrique ou d'un point des Affaires courantes à la suivante ou au suivant, même s'il se peut qu'il n'y ait aucune motion de fond à l'étude à la Chambre⁸⁸. On n'a plus recours à cette motion pour les points inscrits ailleurs que sous les Affaires courantes puisque l'ordre des affaires étudiées durant les périodes réservées aux Ordres émanant du gouvernement et aux Affaires émanant des députés est maintenant régi par diverses dispositions du Règlement. La Chambre a plutôt tendance à exiger le consentement unanime des députés lorsqu'elle souhaite s'écarter de l'ordre des travaux prévu dans le Règlement.

- Les motions visant à reporter l'étude d'une question à une date ultérieure La motion «Que l'étude de la question soit reportée à (date)» est une motion non sujette à débat qui vise à retarder l'étude de la question jusqu'au jour précisé dans la motion. Cette procédure provient d'une ancienne pratique de la Chambre qui voulait que chaque point de l'Ordre du jour soit appelé chaque jour et qu'on en reporte l'étude à plus tard s'il n'était pas étudié ce jour-là. Ce type de motion a été rarement utilisé à la Chambre des communes ⁸⁰ et est maintenant devenu totalement désuet.
- La motion d'ajournement de la Chambre
 La Ràclement préssit que la Chambre s'a

Le Règlement prévoit que la Chambre s'ajourne chaque jour à une heure précise⁹⁰. Toutefois, un député peut présenter une motion proposant «Que la Chambre s'ajourne maintenant» à un autre moment durant la séance. Si la motion est adoptée, la Chambre s'ajourne immédiatement jusqu'à la séance suivante. Sauf s'il s'agit d'une affaire émanant d'un député non votable, la motion à l'étude par la Chambre à ce moment-là n'est pas rayée du Feuilleton, mais y reste simplement inscrite en vue de la séance suivante, où on pourra alors en reprendre l'étude⁹¹.

Art. 40(2) du Règlement. Voir aussi les décisions des Présidents, Journaux, 14 mai 1956, p. 543; 18 avril 1967, p. 1733-1734; 23 octobre 1968, p. 156-157.

^{87.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 29 mars 1966, p. 363-364.

^{88.} Voir, par exemple, Débats, 24 novembre 1986, p. 1435; 25 novembre 1986, p. 1488.

^{89.} Voir, par exemple, Journaux, 29 avril 1874, p. 133; 3 avril 1875, p. 350; 28 et 29 avril 1930, p. 240, 246.

^{90.} Art. 24(2) du Règlement.

Art. 41(2) du Règlement. Jusqu'en avril 1991, l'adoption d'une motion dilatoire d'ajournement de la Chambre entraînait le remplacement de la motion à l'étude et celle-ci était alors rayée du Feuilleton (Bourinot, 4° éd., p. 323).

Les motions d'ajournement sont appelées des motions dilatoires lorsqu'elles sont utilisées comme tactique dilatoire pour remplacer la question à l'étude et retarder les travaux de la Chambre. Cependant, les motions d'ajournement ne sont pas appelées motions dilatoires quand elles sont utilisées par le gouvernement pour gérer le déroulement des travaux de la Chambre. Une motion d'ajournement de la Chambre peut être proposée par le gouvernement simplement pour mettre fin à une séance 92. Ainsi, le gouvernement a déjà eu recours à cette motion afin d'ajourner à la fin de la séance, mais avant l'heure prévue de l'ajournement plutôt que de devoir entreprendre l'étude d'une autre affaire 93 : ou pour ajourner en raison de circonstances extraordinaires 4. Une motion d'ajournement de la Chambre n'est pas sujette à débat. Mais la Chambre a néanmoins utilisé cette motion, avec le consentement unanime des députés ou en vertu d'un ordre spécial, pour pouvoir débattre d'une question jugée importante, mais pas nécessairement liée à une affaire à l'étude à la Chambre 95. De plus, la motion d'ajournement de la Chambre est sujette à débat lorsqu'elle est utilisée pour tenir un débat d'urgence ou, à la fin d'une séance, pour le débat sur la motion d'ajournement 97.

Une motion d'ajournement de la Chambre set recevable lorsqu'elle est présentée par un député auquel le Président a accordé la parole dans le cadre d'un débat sur une motion à l'étude à la Chambre s, ou de l'étude d'un point inscrit sous les Affaires courantes 100. Une motion d'ajournement de la Chambre n'est pas recevable si elle est

^{92.} May, 22° éd., p. 318-319.

^{93.} Voir, par exemple, Journaux, 30 octobre 1995, p. 2063.

^{94.} Ainsi, une motion d'ajournement de la Chambre est habituellement présentée et adoptée lorsque les députés sont informés du décès d'un de leurs collègues durant une séance (Débats, 17 novembre 1970, p. 1228; voir, par exemple, Journaux, 16 décembre 1976, p. 251). En 1998, une députée s'est écroulée en pleine séance et la Chambre s'est ajournée avec le consentement unanime des députés; le lendemain, la Chambre s'est réunie pour les Affaires courantes et une motion d'ajournement a par la suite été présentée et adoptée «par respect pour la mémoire» de la députée décédée (Journaux, 9 décembre 1998, p. 1430; 10 décembre 1998, p. 1438). Des motions d'ajournement de la Chambre ont aussi été adoptées, en 1896, après la démission de plusieurs ministres (Débats, 7-15 janvier 1896, col. 5-71); en 1926, quand le premier ministre Mackenzie King a présenté sa démission à titre de premier ministre (Journaux, 28 juin 1926, p. 483); et en 1968, suite au rejet d'un projet de loi fiscale à l'étape de la troisième lecture (Journaux, 20 février 1968, p. 705; 21 février 1968, p. 707).

^{95.} En 1954, par exemple, la Chambre a convenu qu'une motion d'ajournement serait présentée afin de permettre la tenue d'un débat général sur la politique étrangère (*Débats*, 28 janvier 1954, p. 1667; 29 janvier 1954, p. 1673-1713). En 1971, un autre débat de ce genre eut lieu en vertu d'un ordre spécial de la Chambre et a été tenu de la même façon qu'un débat d'urgence (*Journaux*, 14 octobre 1971, p. 870-871; et *Débats*, 14 octobre 1971, p. 8659-8660, 8688-8734).

Art. 52 du Règlement. Pour plus d'information sur les débats d'urgence, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

Art. 38 du Règlement. Pour plus d'information concernant le débat sur la motion d'ajournement, voir le chapitre 11, « Les questions ».

^{98.} Art. 60 du Règlement.

Voir, par exemple, Journaux, 19 février 1998, p. 506, lorsque la motion d'ajournement de la Chambre a été présentée durant le débat à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi du gouvernement.

Voir, par exemple, Journaux, 19 novembre 1986, p. 212-213; 22 janvier 1988, p. 2051-2052, alors que cette motion a été présentée sous la rubrique « Présentation de pétitions » des Affaires courantes.

463

assortie de conditions (par exemple, lorsqu'elle prévoit une heure précise d'ajournement), puisque ces conditions la transforment en une motion de fond qui ne peut être présentée sans préavis ¹⁰¹. De plus, une motion d'ajournement de la Chambre ne peut être présentée dans les circonstances suivantes:

- Durant les déclarations des députés ou la Période des questions 102;
- Durant la période des questions et d'observations suivant un discours 103;
- Sur un rappel au Règlement ¹⁰⁴;
- Par un député présentant une motion dans le cadre d'un débat (le même député ne peut présenter deux motions en même temps) 105;
- Durant l'élection du Président 106 ;
- Durant les débats d'urgence ou le débat sur la motion d'ajournement puisque la Chambre est alors déjà en train d'étudier une motion d'ajournement 107;
- Lors du dernier jour désigné d'une période des subsides ¹⁰⁸;
- Durant un débat sur une motion à laquelle est appliquée la clôture 109;
- Lorsqu'un ordre permanent ou spécial de la Chambre prévoit la fin des délibérations sur une affaire à l'étude à la Chambre, sauf lorsque la motion d'ajournement est présentée par un ministre 110;
- Durant les délibérations sur une motion proposée par un ministre en rapport avec une affaire que le gouvernement juge urgente¹¹¹.

Si une motion d'ajournement est rejetée, une deuxième motion semblable ne peut être présentée que si la Chambre a, dans l'intervalle, procédé à une autre opération ou étudié une autre affaire 112. Le députés peuvent présenter à plusieurs reprises et tour

^{101.} Voir, par exemple, Débats, 23 mai 1985, p. 4992. Voir également Bourinot, 4º éd., p. 324.

^{102.} Voir, par exemple, Débats, 21 février 1979, p. 3457; 7 décembre 1979, p. 2132-2134.

^{103.} Voir, par exemple, Débats, 14 mars 1985, p. 3029-3030.

^{104.} Voir, par exemple, Débats, 20 décembre 1978, p. 2320.

^{105.} Voir, par exemple, Débats, 21 juin 1994, p. 5698.

^{106.} Art. 2(3) du Règlement.

^{107.} Voir les articles 38 et 52 du Règlement.

^{108.} Art. 81(17) et (18) du Règiement. Le 5 juin 1984, qui était le dernier jour désigné de la période de subsides en cours, le Président a rejeté une motion d'ajournement de la Chambre (Débats, p. 4381).

^{109.} Art. 57 du Règlement.

^{110.} Art. 25 du Règlement. Il est arrivé une fois que la présidence statue qu'une motion d'ajournement était irrecevable parce que la Chambre avait convenu de la présentation du Budget plus tard au cours de la séance (*Débats*, 23 mai 1985, p. 4984). D'autres fois, le Président a refusé de mettre aux voix la motion d'ajournement parce qu'un ordre avait été adopté pour prolonger la séance (*Débats*, 7 décembre 1990, p. 16470; 20 octobre 1997, p. 866).

^{111.} Art. 53(3)d) du Règlement.

^{112.} Art. 60 du Règiement. «Autre opération» s'entend «d'une délibération qui peut à juste titre faire l'objet d'une inscription aux *Journaux*» (*Bourinot*, 4° éd., p. 322-323). Voir, par exemple, *Journaux*, 10 mars 1966, p. 274-276.

à tour les motions d'ajournement du débat et d'ajournement de la Chambre puisque ces motions ne produisent pas le même effet et sont considérées comme une «autre opération» 113.

· La motion d'ajournement du débat

Le but d'une motion d'ajournement du débat est de mettre temporairement de côté l'étude d'une motion. On peut y avoir recours comme tactique dilatoire ou pour la gestion des travaux de la Chambre. Si la Chambre adopte la motion «Que le débat soit maintenant ajourné», le débat sur la motion initiale cesse alors et la Chambre passe au prochain point à l'Ordre du jour. Toutefois, la motion initiale n'est pas rayée du Feuilleton, elle demeure à l'Ordre du jour et elle peut être remise en délibération à la prochaine séance. Ainsi, l'adoption d'une motion d'ajournement du débat a pour effet de reporter tout autre débat qui aurait pu être tenu sur une motion ce jour-là 114. Si la motion d'ajournement du débat est rejetée, le débat sur la motion originale se poursuit.

Une motion d'ajournement du débat est recevable lorsqu'elle est présentée par un député auquel le Président a donné la parole dans le cadre d'un débat sur une question à l'étude à la Chambre 115 (mais contrairement à une motion d'ajournement de la Chambre, elle ne peut être présentée durant les Affaires courantes sauf au cours du débat sur les motions proposées sous la rubrique «Motions»). Les autres restrictions qui s'appliquent aux motions d'ajournement de la Chambre s'appliquent également aux motions d'ajournement du débat 116.

Les avis de motion

Pour pouvoir soumettre une proposition de fond à la Chambre, un avis de motion doit habituellement être transmis. Cette procédure vise à prévenir les députés et la Chambre de manière à ce qu'ils ne soient pas appelés à se pencher sur une question à l'improviste 117.

Dans la plupart des cas, les avis de motion doivent être soumis par écrit et sont imprimés dans le Feuilleton des Avis 118. Habituellement, les avis de motion écrits

- 113. Voir Bourinot, 4º éd., p. 323.
- 114. En comité plénier, la motion proposant que le comité fasse maintenant rapport constitue l'équivalent de la motion d'ajournement du débat. Voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 115. Voir, par exemple, Journaux, 21 juin 1994, p. 633-634, 637-638, alors qu'une motion d'ajournement du débat avait été proposée durant l'étape du rapport d'un projet de loi pour lequel du temps avait été attribué en vertu de l'article 78 du Règlement; 12 mars 1996, p. 79-80, et 9 mars 1998, p. 540, alors que cette motion avait été proposée durant le débat sur une motion en rapport avec une question de privilège; 26 mars 1998, p. 633-634, alors que cette motion avait été proposée durant les Affaires courantes, pendant un débat sur une motion d'adoption d'un rapport de comité.
- 116. Voir plus haut la section intitulée «La motion d'ajournement de la Chambre».
- 117. Le Règlement exige des avis depuis la Confédération. Pour une description du fonctionnement de ces avis à la Chambre des communes britannique et de la façon dont elle a développé des règles et principes pour organiser la présentation, le traitement et la résolution du très grand nombre d'affaires qui lui sont soumises, voir Redlich, vol. III, p. 8-26.
- 118. Art. 54 du Règlement. Pour plus d'information sur le Feuilleton des Avis, voir le chapitre 24, «Le registre parlementaire».

imprimés dans le Feuilleton des Avis visent des motions de fond, c'est-à-dire des motions autonomes qui ne dépendent pas d'une autre question à l'étude à la Chambre. D'autres dispositions du Règlement prévoient simplement des avis de motion donnés oralement durant une séance 119. Toutefois, il existe aussi d'autres types de motions qui n'exigent aucun avis 120.

Selon le type de motion et la personne qui la présente, le délai de préavis peut varier d'une heure à deux semaines ¹²¹. Il est également possible de présenter plus d'un avis sur le même sujet (sauf pour les Affaires émanant des députés ¹²²); mais une fois qu'une des motions est présentée et que la Chambre s'est prononcée, on ne peut plus discuter des autres ou se prononcer sur celles-ci ¹²³.

AVIS ÉCRIT

Un avis écrit est exigé pour les motions ou affaires suivantes:

- Les motions demandant la permission de présenter un projet de loi émanant du gouvernement ou d'un député ¹²⁴;
- Les motions portant création d'un comité 125;
- Les motions d'adoption de rapports de comités (notamment des rapports qui, une fois adoptés, se transformeront en un ordre de la Chambre abrogeant un règlement ou un autre texte réglementaire) 126;
- Les motions de l'opposition présentées lors des jours réservés aux travaux des subsides ¹²⁷;
- Les avis d'opposition à un poste du Budget des dépenses 128;
- Les motions d'adoption des crédits provisoires, d'un Budget principal ou supplémentaire des dépenses, ou les motions visant à rétablir un poste du Budget¹³⁹;
- Les motions d'amendement des projets de loi présentées à l'étape du rapport¹³⁰;
- Les motions d'instruction à un comité;
- 119. Par exemple, les avis de motion de clôture (article 57 du Règlement) et les avis de motion d'attribution de temps lorsque les représentants des partis ne parviennent pas à s'entendre (article 78(3) du Règlement).
- 120. C'est le cas d'une motion d'ajournement du débat ou d'une motion d'amendement d'une autre motion.
- 121. Voir plus loin la section intitulée « Délais de préavis spécifiques ».
- 122. Le Président dispose d'un pouvoir discrétionnaire (article 86(5) du Règlement) lui permettant de refuser l'avis le plus récent, d'en informer le député concerné et de lui renvoyer l'affaire en question (voir Débats, 2 novembre 1989, p. 5474-5475); voir également le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».
- 123. Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 14 septembre 1973, p. 6589-6590.
- 124. Art. 54 du Règiement.
- 125. Art. 54 du Règlement.
- 126. Art. 123(4) du Règlement.
- 127. Art. 81(14)a) du Règlement.
- 128. Art. 81(14)a) du Règlement.
- 129. Art. 81(14)a) du Règlement.
- 130. Art. 76(2) et 76.1(2) du Règlement.

- Les motions concernant des amendements du Sénat à des projets de loi 131;
- Les affaires à étudier durant la période réservée aux affaires émanant des députés ¹³²;
- Les motions concernant la conduite des députés, des présidents de séance de la Chambre, des juges ou du gouverneur général ¹³³.

Lorsque la Chambre siège, un député désirant transmettre un avis doit le déposer à la Chambre (c'est-à-dire le présenter à un greffier au Bureau dans l'enceinte de la Chambre) ou le remettre au Greffier (c'est-à-dire le soumettre à la Direction des journaux) avant 18 heures, du lundi au jeudi, ou avant 14 heures, le vendredi, pour que ce dépôt soit jugé avoir été fait lors de ce jour de séance; l'affaire paraîtra alors dans le Feuilleton des Avis (qui est annexé au Feuilleton) de la séance suivante 134. Le dernier jour de séance précédant toute période d'ajournement, les délais de 18 heures et de 14 heures ne s'appliquent pas. Les avis pour ce jour peuvent être remis au Greffier à n'importe quel moment avant 18 heures le jeudi précédant la prochaine séance de la Chambre prévue. Ces avis sont ensuite imprimés dans le Feuilleton des Avis du jour où la Chambre reprend ses séances 135. Si le délai quotidien pour la transmission de l'avis n'est pas respecté, l'avis devient valable pour la séance suivante.

Les députés doivent signer les avis qu'ils soumettent pour inclusion dans le Feuilleton des Avis afin d'empêcher l'utilisation non autorisée de leur nom et afin de certifier leurs intentions. Un avis transmis par télécopieur ou courrier électronique sera considéré comme un signe des intentions du député, mais il devra être suivi de l'avis officiel portant la signature originale du député et ce, avant l'expiration du délai, afin de pouvoir être inclus dans le Feuilleton des Avis 136.

Au besoin, le personnel de la procédure relevant du Greffier de la Chambre communiquera avec le député concerné si des modifications doivent être apportées au

^{131.} Art. 77(1) du Règlement.

^{132.} Art. 94(1)a) du Règlement.

^{133.} Bourinot, 4º éd., p. 300-301.

^{134.} Voir l'article 54(1) du Règlement. Le Feuilleton et Feuilleton des Avis est publié quotidiennement lorsque la Chambre siège; le Feuilleton des Avis énumère tous les avis de projets de loi, motions et questions que les députés souhaitent soumettre à la Chambre. Le Feuilleton est l'ordre du jour officiel de la Chambre; il énumère toutes les affaires qui peuvent être examinées lors d'un jour donné. Jusqu'en 1971, le Feuilleton des Avis était annexé aux Procès-verbaux (maintenant devenus les Journaux quotidiens), de telle sorte que chaque avis donné par un député était imprimé dans les Procès-verbaux de la séance où l'avis était donné. Voir le chapitre 24, « Le registre parlementaire ».

^{135.} Art. 54(2) du Règlement. Les périodes d'ajournement sont établies en fonction de l'article 28(2) du Règlement.

^{136.} En 1993, un avis concernant une motion d'un député (visant à amender un projet de loi à l'étape du rapport) n'a pu être inclus dans le Feuilleton des Avis du lendemain parce qu'il avait été télécopié. Le député a alors invoqué le Règlement à ce sujet et le Président l'a informé dans sa décision que l'avis avait non seulement été reçu après le délai de 18 h, mais qu'il était irrecevable parce que les avis soumis en vue d'être inclus dans le Feuilleton des Avis ne sont considérés officiels qu'après réception d'un document original portant la signature du député (Débats, 15 février 1993, p. 15899-15900).

texte de la motion afin de le rendre conforme aux règles et usages de la Chambre ¹³⁷. Le Président a rarement eu à intervenir ¹³⁸. L'avis est placé sous la rubrique appropriée du Feuilleton des Avis. Lorsque plusieurs avis sont reçus pour la même rubrique, ils sont placés dans le Feuilleton des Avis dans l'ordre où ils sont reçus.

Il est depuis longtemps permis à un député de donner avis d'une motion et de demander qu'il soit frappé d'embargo — c'est-à-dire que le parlementaire donne instruction aux greffiers au Bureau de ne fournir aucun renseignement précis sur le contenu de la motion jusqu'au délai fixé pour le dépôt des avis pour le jour concerné, ou jusqu'à la publication de l'avis le lendemain matin, dans le Feuilleton et Feuilleton des Avis. En 1990, après qu'un embargo eut été demandé concernant un avis d'une motion votable devant être débattue et tranchée lors d'un jour réservé aux travaux des subsides tombant un vendredi, une objection a été soulevée parce que cet embargo avait pour effet de réduire le délai de préavis de 48 heures exigé dans les circonstances ¹³⁹. Dans sa décision, le Président Fraser a passé en revue les précédents concernant les embargos et il a conclu que les exigences en matière de préavis avaient été dans ce cas-là respectées, que l'imposition d'un embargo pouvait avoir de sérieuses conséquences, mais que la décision revenait au parrain de la motion et que la présidence et les greffiers au Bureau se devaient de suivre l'usage habituel ¹⁴⁰.

Des députés ont déjà invoqué le Règlement au sujet de la recevabilité des motions inscrites au Feuilleton des Avis; parfois, la présidence a refusé de se prononcer tant que les motions n'avaient pas été réellement soumises à la Chambre (c'est-à-dire mises en délibération)¹⁴¹; à d'autres moments, elle a rendu une décision avant que la motion ne soit présentée à la Chambre ¹⁴².

Retrait d'un avis

Tant que la motion n'a pas été proposée à la Chambre, elle demeure un avis de motion et le parrain peut décider de le retirer, sans demander le consentement de la Chambre l'43. Pour ce faire, le député demande par écrit que le Greffier le retire ou il se lève à la Chambre pour retirer l'avis oralement l'44. L'affaire est alors rayée du Feuilleton des Avis ou du Feuilleton. Autrement, si le parrain refuse de présenter la motion lorsqu'elle est mise en délibération, elle sera rayée du Feuilleton l'45. Des avis ont également été

^{137.} Cette procédure est suivie depuis la Confédération (voir Bourinot, 1^{et} éd., p. 308-309).

^{138.} Voir, par exemple, Journaux, 14 janvier 1953, p. 127.

^{139.} Voir Débats, 22 mars 1990, p. 9613-9624, 9628-9629.

^{140.} Débats, 26 mars 1990, p. 9758-9761.

^{141.} Voir, par exemple, Débats, 24 mai 1988, p. 15697-15703.

^{142.} Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1990, p. 12963-12967; 28 mai 1991, p. 702-703.

^{143.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 7 décembre 1989, p. 6584.

^{144.} Voir, par exemple, *Débats*, 12 février 1993, p. 15851.

^{145.} Art. 42(1) du Règlement.

rayés du Feuilleton et Feuilleton des Avis à la demande du Président, à la suite du décès ou de la démission de leur parrain 146.

On juge que la Chambre est saisie d'une motion ou d'un avis de motion dans les conditions suivantes:

- · Une fois qu'une motion a été présentée;
- Une fois qu'une motion émanant d'un député a été placée à l'ordre de priorité après un tirage au sort 147;
- Une fois qu'est inscrit à l'Ordre du jour un avis d'une motion du gouvernement 148 ou un avis d'une motion de voies et moyens 149.

La motion ou l'avis de motion ne peut alors être rayé du Feuilleton sans le consentement de la Chambre. Le député ou le ministre qui parraine l'affaire doit demander son retrait et la Chambre doit y consentir à l'unanimité ¹⁵⁰.

Modification d'un avis

Il est permis de modifier un avis de motion inscrit au Feuilleton des Avis si ces changements visent uniquement la forme et non le fond ou la portée de l'avis original ¹⁵¹. Pour modifier le fond d'un avis, il est nécessaire de le remplacer par un nouvel avis qui est alors assujetti aux exigences habituelles en matière de préavis ¹⁵².

AVIS ORAL

Certaines affaires n'exigent pas un avis écrit de 48 heures, mais seulement un avis oral durant une séance de la Chambre. Ainsi, un avis oral d'au moins 24 heures est requis pour autoriser un ministre à présenter une motion de clôture 153, ou une motion d'attribution de temps lorsque les partis ne sont pas parvenus à s'entendre 154.

- 146. Ainsi, les avis transmis par Jean-Claude Malépart (Laurier Sainte-Marie) (décédé le 16 novembre 1989), par Catherine Calibeck (Malpèque) (qui a démissionné le 25 janvier 1993), et par Stephen Harper (Calgary-Ouest) (qui a démissionné le 14 janvier 1997) ont été rayés du Feuilleton. Il s'agissait d'avis de motions visant des affaires émanant des députés, d'avis de questions écrites et d'avis de motions portant production de documents. Des projets de loi émanant des députés non encore présentés et des avis de motions inscrits sous la rubrique « Affaires courantes » seraient aussi retirés dans ces circonstances.
- 147. Art. 87 du Règlement. Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».
- 148. Art. 56(1) du Règlement.
- 149. Art. 83(2) du Règlement.
- Bourinot, 4* éd., p. 296-297. Voir aussi l'article 64 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 12 mars 1993, p. 16925-16926; 11 mai 1994, p. 4211.
- 151. May, 22° éd., p. 332. Voir également Bourinot, 4° éd., p. 299.
- 152. Voir la décision du Président Lemieux, Journaux, 26 mars 1928, p. 200-201.
- 153. Art. 57 du Règlement. Pour plus d'information sur la clôture, voir le chapitre 14, «La limitation du débat».
- 154. Art. 78(3) du Règlement. Pour plus d'information sur l'attribution de temps, voir le chapitre 14, «La limitation du débat».

AUCUN AVIS EXIGÉ

En règle générale, aucun avis n'est exigé pour les motions qui découlent d'une affaire déjà à l'étude à la Chambre (ce qu'on appelle les motions «subsidiaires»). D'autres motions n'exigent pas non plus d'avis en raison des usages de la Chambre ou en vertu d'une disposition précise du Règlement. En voici des exemples:

- Les motions traitant de la progression d'un projet de loi après sa présentation 155;
- · Les motions de renvoi d'une question à un comité plénier ou à un autre comité;
- Les motions concernant la question préalable 156;
- Les motions d'ajournement de la Chambre 157;
- · Les motions d'ajournement du débat;
- Les motions portant qu'un autre député « ait maintenant la parole » 158;
- Les motions proposant de passer à l'Ordre du jour 159;
- · Les motions d'amendement d'une question déjà soumise à la Chambre;
- Les motions de renvoi d'une question à une date spécifique 160;
- · Les motions proposant de passer à une autre affaire;
- Les motions d'attribution de temps pour l'étude d'un projet de loi lorsqu'il y a entente avec tous les représentants des partis ou avec la majorité d'entre eux 161;
- Les motions nécessaires pour la fixation des jours de séance et des heures d'ouverture 162 ou d'ajournement de la Chambre;
- Les motions visant à prolonger une séance 163;
- Les motions du gouvernement visant à suspendre les règles régissant les avis et les heures de séance en vue de l'étude d'une question de nature urgente 164;
- Les motions du gouvernement concernant des affaires courantes pour lesquelles le consentement unanime exigé a été refusé 165;
- Les motions concernant une question de privilège jugée fondée de prime abord 166;

^{155.} Art. 54 du Règlement. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{156.} Art. 61 du Régiement.

^{157.} Art. 60 du Réglement.

^{158.} Art. 62 du Règlement.

^{159.} Art. 59 du Règlement.

^{160.} Art. 58 du Règlement.

^{161.} Art. 78(1) et (2) du Règlement.

Art. 54 du Règlement. Voir les décisions des Présidents, Débats, 21 mai 1920, p. 2680-2681; Journaux, 20 décembre 1951, p. 345-347.

^{163.} Art. 26(1) du Règlement. Voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».

^{164.} Art. 53 du Règlement. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

^{165.} Art. 56.1 du Règlement.

^{166.} Art. 48 du Règlement. Voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».

- · Les motions visant à corriger les comptes rendus de la Chambre;
- Les motions traditionnelles expédiées par la Chambre le jour d'ouverture d'une session 167;
- Les motions de sélection d'un vice-président de la Chambre, d'un vice-président des comités pléniers, et d'un vice-président adjoint des comités pléniers;
- · Les motions nécessaires à l'observation du décorum de la Chambre.

PUBLICATION D'UN FEUILLETON ET FEUILLETON DES AVIS SPÉCIAL

Avant le début d'une session ou lorsque la Chambre est ajournée, le gouvernement peut souhaiter que les députés, lorsqu'ils reprendront leurs travaux parlementaires, se penchent immédiatement sur une ou des questions pour lesquelles un avis aura déjà été transmis. Dans ces circonstances, le gouvernement communique ses intentions au Président qui fera alors publier un Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial qui contiendra des avis des mesures que le gouvernement entend faire étudier de manière immédiate par la Chambre 168. Le Président s'assure également que ce Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial est distribué à tous les députés au moins 48 heures avant le début de la séance. Un tel Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial a été imprimé et distribué à plus de 12 reprises 169.

DÉLAIS DE PRÉAVIS SPÉCIFIQUES

Le délai de préavis (c'est-à-dire la période de temps qui doit s'écouler avant que l'affaire ne puisse être étudiée par la Chambre) varie selon le type de motion. La plupart des avis paraissent dans le *Feuilleton des Avis*; mais certains peuvent être transmis au Président par écrit ou fournis à la Chambre oralement. Dans la plupart des cas, un délai de préavis de 48 heures est exigé ¹⁷⁰, mais ce délai peut varier d'une heure à deux semaines.

Avis de quarante-huit heures

Dans les faits, le préavis de 48 heures ne constitue pas exactement une période de 48 heures consécutives, mais signifie plutôt une première publication de l'avis dans le *Feuilleton des Avis* et son transfert le lendemain dans le *Feuilleton*. Ainsi, un député peut donner avis d'une affaire à 18 heures un mardi et pouvoir présenter sa motion dès 10 heures le jeudi (l'avis ayant paru dans le *Feuilleton des Avis* le

^{167.} Voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire ».

^{168.} Art. 55(1) du Règlement. Voir, par exemple, le Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial publié avant l'ouverture de la deuxième session de la 35° législature (1996-1997). Cette procédure a également été suivie lorsque la Chambre a été rappelée (voir le chapitre 8, «Le cycle parlementaire»). Pour plus d'information sur le Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial, voir le chapitre 24, «Le registre parlementaire».

^{169.} Pour des exemples d'un Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial publié durant la période de rappel de la Chambre, voir l'annexe 13, «Les rappels de la Chambre des communes pendant des périodes d'ajournement depuis 1867». Depuis 1991, on précise l'heure de réception de l'avis dans le Feuilleton et Feuilleton des Avis spécial, de manière à montrer que le préavis de 48 heures a été transmis.

^{170.} Art. 54 du Règlement.

mercredi et dans le *Feuilleton* le jeudi)¹⁷¹. De plus, un député donnant avis d'une motion un vendredi avant 14 heures peut proposer la motion à la Chambre le lundi suivant, puisque le délai de préavis minimal (48 heures) s'est écoulé au cours de la fin de semaine ¹⁷².

Un avis écrit de 48 heures est exigé pour:

- la présentation d'un projet de loi, d'une résolution ou d'une adresse; la création d'un comité ou l'inscription d'une question au Feuilleton¹⁷³;
- les avis d'opposition à tout poste du Budget des dépenses durant la période des subsides se terminant le 23 juin¹⁷⁴;
- les motions d'amendement présentées à l'étape du rapport d'un projet de loi n'ayant pas encore franchi la deuxième lecture l'75;
- les motions d'adoption d'un rapport de comité (notamment les rapports demandant l'adoption d'un ordre afin d'abroger un règlement ou un texte réglementaire 176);
- les motions d'adoption des crédits provisoires, du Budget principal des dépenses et des Budgets supplémentaires, ou les motions visant à rétablir un poste du Budget¹⁷⁷.

Avis de vingt-quatre heures

Certaines affaires exigent un délai de préavis de 24 heures. Comme pour les avis de 48 heures, il ne s'agit pas d'un délai réel de 24 heures. Pour les avis écrits, ce délai de 24 heures signifie simplement qu'une motion peut être proposée une fois qu'elle a paru dans le *Feuilleton des Avis* et dans le *Feuilleton* (le texte de la motion paraît simultanément dans ces deux publications). Ainsi, si la motion est déposée à 18 heures le lundi, elle peut être mise en délibération à 10 heures le mardi. Pour les avis oraux, s'ils sont déposés à n'importe quel moment durant une séance de la Chambre, la motion peut être étudiée lors de la séance suivante.

Un avis écrit de 24 heures est exigé pour:

 les motions de l'opposition présentées lors des jours réservés aux travaux des subsides ¹⁷⁸;

^{171.} Voir Journaux, 6 octobre 1970, p. 1417-1420.

^{172.} Le même raisonnement s'applique lorsque la Chambre siège le samedi. Les avis déposés un samedi paraissent dans le Feuilleton du lundi (voir Bourinot, 4º éd., p. 296; et la décision du Président Michener, Journaux, 8 mai 1961, p. 516).

^{173.} Art. 54(1) du Règlement.

^{174.} Art. 81(14)a) du Règlement. Un délai de préavis de 24 heures est exigé pour les autres périodes. Voir aussi le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{175.} Art. 76(2) du Règlement.

^{176.} Art. 123(4) du Règlement. Voir aussi le chapitre 17, «Les décrets-lois».

^{177.} Art. 81(14)a) du Règlement.

^{178.} Art. 81(14)a) du Règlement.

- les motions concernant des amendements à un projet de loi apportés par le Sénat¹⁷⁹:
- les motions d'amendement à un projet de loi présentées à l'étape du rapport, après la deuxième lecture ¹⁸⁰:
- les avis d'opposition à un poste du Budget des dépenses, sauf pour les avis présentés durant la période des subsides se terminant le 23 juin 181;
- l'affaire incluse dans l'ordre de priorité qui doit être étudiée durant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés 182;
- les réunions d'un comité étudiant un projet de loi d'intérêt privé présenté au Sénat en premier 183.

Un avis oral de 24 heures est exigé pour:

- les motions de clôture 184 ;
- les motions d'attribution de temps pour l'étude d'un projet de loi lorsque les représentants des partis ne parviennent pas à s'entendre 185.

Avis de deux semaines

Les motions émanant des députés exigent un avis écrit d'au moins deux semaines. Un député ne peut proposer la motion que si elle est placée à l'ordre de priorité après un tirage au sort et après l'expiration de ce délai de deux semaines ¹⁸⁶. Les projets de loi d'intérêt public présentés par les députés exigent comme les autres projets de loi un avis écrit de 48 heures avant que le parrain ne puisse demander à la Chambre la permission de le présenter. Une fois que le projet de loi a franchi la première lecture et est imprimé, la mesure législative doit également être placée à l'ordre de priorité après un tirage au sort et faire l'objet d'un avis de deux semaines pour l'étape de la deuxième lecture ¹⁸⁷.

Avis d'une semaine

Un avis écrit d'une semaine est exigé pour la réunion d'un comité étudiant un projet de loi d'intérêt privé présenté en premier à la Chambre des communes 188.

^{179.} Art. 77(1) du Règlement.

^{180.} Art. 76.1(2) du Règlement.

^{181.} Art. 81(14)a) du Règlement. Durant la période des subsides se terminant le 23 juin, un délai de préavis de 48 heures est exigé. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{182.} Art. 94(1)a)(i) du Règlement. Voir aussi le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

^{183.} Art. 141(2)a) du Règlement.

^{184.} Art. 57 du Règlement. Voir le chapitre 14, «La limitation du débat».

^{185.} Art. 78(3) du Règlement. Voir le chapitre 14, «La limitation du débat».

^{186.} Art. 86(2) du Règlement. Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

^{187.} Art. 88 du Règlement.

^{188.} Art. 141(2)a) du Règlement.

Avis d'une heure

Les députés doivent fournir un avis écrit d'au moins une heure au Président dans deux situations, c'est-à-dire lorsqu'ils souhaitent:

- soulever au cours d'une séance une question de privilège concernant une affaire qui ne découle pas des délibérations de la Chambre¹⁸⁹;
- demander la permission de présenter une motion d'ajournement de la Chambre afin de débattre «d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence» (demande d'un débat d'urgence) ¹⁹⁰.

La présentation d'une motion

Un député amorce le processus de débat à la Chambre en proposant une motion. Lorsqu'un avis de motion a été donné, le Président commence par vérifier si le député désire bien présenter sa motion. Si le parrain d'une motion choisit de ne pas la présenter (soit en étant absent ¹⁹¹, soit en refusant simplement de la présenter), la motion est rayée du *Feuilleton* à moins que le gouvernement ne demande qu'elle y reste inscrite ¹⁹². Si le parrain désire aller de l'avant et le signale au Président par un signe de tête affirmatif, ce dernier vérifie si la motion est appuyée. Toutes les motions présentées à la Chambre doivent être appuyées ¹⁹³; s'il n'y a pas d'appuyeur, le Président ne propose pas la question à la Chambre et aucune inscription à ce sujet ne figure dans les *Journaux* car la Chambre n'en est pas saisie ¹⁹⁴. Tout député peut agir comme appuyeur, même pour les motions du gouvernement qui, elles, ne peuvent être présentées que par des ministres ¹⁹⁵. Une motion peut être présentée et appuyée, mais la Chambre n'en est pas véritablement saisie — elle ne peut en débattre — tant que le Président ne l'a pas proposée et n'en a pas donné lecture ¹⁹⁶.

Pour les cas où il n'est pas nécessaire de fournir un avis, le député présente normalement sa motion à la fin de son intervention. Avant d'accorder la parole à un autre député aux fins du débat, le Président demande d'abord s'il y a un appuyeur. Le cas échéant, et après réception de la motion par écrit, le Président en donne lecture à la Chambre.

- 189. Art. 48(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 21 avril 1989, p. 799-800; 22 février 1990, p. 8663. Une question de privilège peut être soulevée sans préavis lorsqu'elle découle des délibérations de la Chambre. Un député désirant soulever une question de privilège peut également faire paraître un avis dans le Feuilleton des Avis conformément à l'article 54 ou 86(2) du Règlement. Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- 190. Art. 52(2) du Règlement. Voir aussi le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 191. Voir, par exemple, Débats, 1" mai 1985, p. 4313-4314; 4 mai 1992, p. 10011.
- 192. Art. 42(1) du Règlement.
- 193. Art. 65 du Règlement. L'obligation d'appuyer une motion ne s'applique pas au sein des comités de la Chambre (voir l'article 116 du Règlement).
- 194. Bourinot, 4º éd., p. 297.
- 195. Débats, 25 janvier 1983, p. 22176; 28 octobre 1991, p. 4070-4072, 4076.
- 196. Art. 65 du Règlement.

L'exigence que la motion soit présentée par écrit s'applique à toutes les motions, qu'elles exigent un préavis ou non, de même qu'aux amendements et sous-amendements présentés à la Chambre et en comités. Lorsqu'un avis de motion a été transmis, la motion est automatiquement présentée par écrit puisque le texte de la motion paraît dans le *Feuilleton*. Dans tous les cas où la motion ne paraît pas dans le *Feuilleton* ou n'a pas été imprimée et distribuée aux députés, le Président doit recevoir une copie écrite de la motion pour la proposer à la Chambre avant le débat. Le député signera également le texte de la motion.

Avant de lire une motion à la Chambre, le Président veille au respect de la procédure. Il s'assure donc qu'on a satisfait à l'exigence (le cas échéant) quant à l'avis; que le libellé de la motion correspond à l'avis; et que celle-ci ne contient pas de termes inacceptables. Si une partie quelconque de la motion est irrecevable, l'ensemble de la motion le devient ¹⁹⁷. S'il considère que la forme ne convient pas, le Président a l'autorité voulue pour medifier la motion afin de la rendre conforme à l'usage de la Chambre ¹⁹⁸, ce qui se fait habituellement avec l'approbation du motionnaire ¹⁹⁹. Si une motion est jugée irrecevable, le député intéressé peut la présenter de nouveau après y avoir apporté les corrections nécessaires et avoir satisfait aux exigences quant à l'avis. On considère alors qu'il s'agit d'une nouvelle motion.

Lorsqu'il déclare une motion irrecevable, le Président informe la Chambre de ses motifs et cite l'article du Règlement ou le texte faisant autorité en l'espèce 200. La motion n'est pas proposée à la Chambre et est rayée du Feuilleton.

Si la motion est recevable, qu'elle a été présentée et appuyée, le Président en saisit la Chambre. Une fois que le Président a lu la motion dans les termes choisis par le motionnaire, la Chambre en est saisie officiellement. Chaque motion considérée comme recevable et proposée par la présidence est inscrite dans les *Journaux* (voir la figure 12.2, Présentation d'une motion).

Le Président donne lecture de la motion en anglais et en français; s'il n'est pas familier avec les deux langues, il la lit dans une langue et charge le Greffier de la lire dans l'autre 201. Dans la pratique, en particulier dans le cas des longues motions, on n'applique pas à la lettre la disposition prévoyant la lecture intégrale de toutes les motions. Le Président lit alors les premiers mots et demande s'il peut «être dispensé de la lecture de la motion», ce à quoi les députés répondent habituellement par l'affirmative 202. De même, compte tenu de l'interprétation simultanée des débats de la Chambre et de la disponibilité immédiate du texte en français et en anglais dans

^{197.} Journaux, 21 mai 1954, p. 674-675; voir également May, 22° éd., p. 337.

^{198.} Journaux, 28 avril 1924, p. 186-187; 31 mai 1954, p. 674-675.

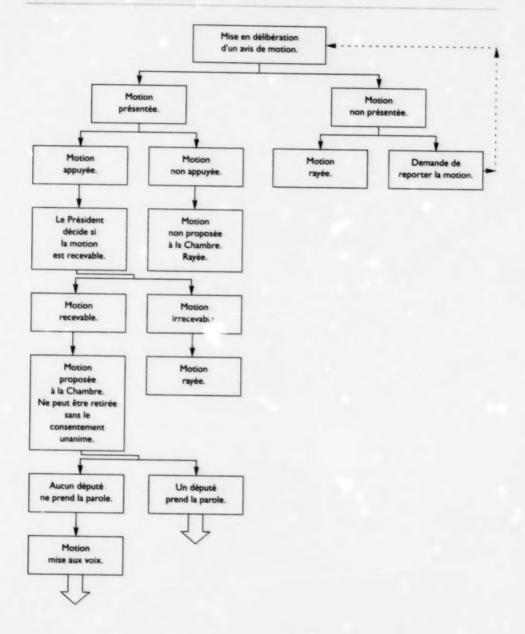
^{199.} Des députés voulant modifier la substance de motions qu'ils avaient eux-mêmes proposées ont demandé à cette fin le consentement unanime de la Chambre (Bourinot, 4º éd., p. 299); voir, par exemple, Journaux, 28 octobre 1998, p. 1206.

Art. 10 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 5 décembre 1995, p. 17197, 17217-17218.

^{201.} Art. 65 du Règlement.

Il est arrivé que les députés ne consentent pas unanimement à dispenser le Président de la lecture d'une motion (voir, par exemple, *Débats*, 2 juin 1987, p. 6618; 3 avril 1990, p. 10156; 26 mars 1991, p. 19025-19027; 2 juin 1992, p. 11249-11251).

Figure 12.2 Présentation d'une motion



le Feuilleton ou le Feuilleton des Avis, il arrive régulièrement qu'on ne tienne pas compte de la disposition portant que toutes les motions doivent être lues dans les deux langues. Lorsqu'une motion ne figure pas dans le Feuilleton ni n'a été imprimée et distribuée, les députés peuvent demander à n'importe quel moment en cours de débat que le Président lise la question à haute voix, dans la mesure cependant où cela n'interrompt pas un député s'exprimant sur le sujet²⁰³.

Après qu'une motion a été proposée à la Chambre, le Président donne d'abord la parole au motionnaire. S'il décide de ne pas parler, le motionnaire est néanmoins réputé avoir parlé (on considère qu'en faisant un signe de tête affirmatif, le député a dit «je propose», ce qui équivaut à une intervention dans le débat) ²⁰⁴. Le député qui appuie une motion n'est pas obligé d'intervenir sur le sujet à ce moment, mais il peut le faire plus tard au cours du débat. La seule exception à cette règle se produit pendant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône; selon l'usage, l'appuyeur prend la parole immédiatement après le motionnaire ²⁰⁵

LA RÈGLE INTERDISANT D'ANTICIPER

À une certaine époque, la présentation d'une motion était assujettie à la «règle interdisant d'anticiper», qui n'est plus strictement observée. D'après cette règle, qui s'appliquait également à d'autres travaux, une motion ne pouvait anticiper sur une affaire inscrite au Feuilleton, qu'il s'agisse d'un projet de loi ou d'une motion, et s'inscrivant dans une démarche plus opportune²⁰⁶. (Par exemple, un projet de loi ou tout autre article de l'Ordre du jour est plus opportun qu'une motion, laquelle a priorité par rapport à un amendement, lequel est plus opportun qu'une question écrite ou orale.) En autorisant une telle motion, on pourrait effectivement retarder ou bloquer une décision à l'égard d'une affaire déjà inscrite au Feuilleton.

Alors que l'interdiction d'anticiper fait partie du règlement de la Chambre des communes britannique, cela n'a jamais été le cas à la Chambre des communes canadienne. En outre, les mentions des tentatives faites pour appliquer cette règle britannique à la pratique canadienne restent plutôt vagues ²⁰⁷.

La règle découle du principe qui interdit de soulever deux fois la même question dans la même session. Toutefois, elle ne s'applique pas aux motions ou projets de loi similaires ou identiques qui sont inscrits au Feuilleton des Avis avant d'être mis en délibération 208. La règle interdisant d'anticiper entre en jeu uniquement lorsqu'on examine l'une de deux motions similaires inscrites au Feuilleton 209. Par exemple,

^{203.} Art. 46 du Règlement.

Débats, 19 mars 1992, p. 8479-8480, 8490-8491. Voir également le chapitre 13, « Le maintien de l'ordre et le décorum ».

^{205.} Pour de plus amples renseignements sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

^{206.} May, 22° éd., p. 334-335; Beauchesne, 4° éd., p. 116-117.

^{207.} Beauchesne, 6º éd., p. 161.

^{208.} Voir, par exemple, Journaux, 13 mars 1959, p. 238; 3 juillet 1969, p. 1289-1290; 7 juillet 1969, p. 1316-1318.

^{209.} Voir, par exemple, Journaux, 24 février 1936, p. 67-68; 23 janvier 1961, p. 176-177.

deux projets de loi portant sur le même sujet peuvent être inscrits au Feuilleton, mais un seul sera débattu. Si on retire le premier, on peut aller de l'avant avec le second. Si on rend une décision sur le premier, on ne peut aller de l'avant avec le second. On peut soulever une objection lorsque la présidence propose la seconde motion dans la mesure où la première a déjà été proposée à la Chambre et est devenue un point à l'Ordre du jour.

On a cependant admis une exception dans le cas d'une motion de l'opposition présentée un jour des subsides et portant sur le sujet d'un projet de loi déjà soumis à la Chambre. En temps normal, le Président refuserait la motion parce qu'elle doit céder le pas à un projet de loi. Néanmoins, le Président a statué que l'opposition a une plus grande latitude un jour désigné, latitude qu'il n'y a pas lieu d'entamer sauf pour des raisons de procédure des plus évidentes et des plus impérieuses²¹⁰.

À une certaine époque, les députés ne pouvaient non plus, pendant la Période des questions, poser une question qui anticipait sur un point à l'Ordre du jour; on voulait ainsi éviter que le temps de la Chambre ne serve à l'examen de questions devant être examinées plus tard au cours de la séance²¹¹. En 1975, on a assoupli la règle lorsque le sujet figurant à l'Ordre du jour était soit le débat sur le Budget soit celui sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, sous réserve que les questions à cet égard n'occupent pas toute la Période des questions²¹². En 1983, le Président a statué que les questions liées à une motion de l'opposition présentée un jour des subsides pouvaient également être posées pendant la Période des questions²¹³. En 1997, dans un rapport à la Chambre, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a recommandé que les questions ne soient pas déclarées irrecevables pour ce seul motif²¹⁴. Par la suite, le Président a informé la Chambre qu'il suivrait le conseil du Comité²¹⁵.

LE RETRAIT D'UNE MOTION

Après qu'une motion a été proposée par le Président, la Chambre en est saisie et elle peut être débattue. Un député qui a présenté une motion peut demander qu'on la retire, mais cela ne se fait qu'avec le consentement unanime de la Chambre ²¹⁶. Si un député s'y oppose ou demande à intervenir sur la motion initiale, le Président considère qu'il n'y a pas consentement unanime. À l'inverse, si personne ne s'oppose, le

^{210.} Toutefois, le Président a indiqué à la Chambre que l'étude de la motion de l'opposition ou le vote pris sur cette motion ne pouvait en aucun cas entraver la marche du projet de loi ayant un sujet analogue; voir Journaux, 14 novembre 1975, p. 861-862.

Beauchesne, 4º éd., p. 151-152. Voir également la décision du Président sur la conduite de la Période des questions, Journaux, 14 avril 1975, p. 439-441, et en particulier p. 441.

^{212.} Voir la décision du Président, Journaux, 26 juin 1975, p. 665.

^{213.} Débats, 24 février 1983, p. 23181-23183.

^{214.} Débats, 4 mars 1997, p. 8594-8595; Journaux, 21 mars 1997, p. 1334.

^{215.} Débats, 7 avril 1997, p. 9377. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 11, «Les questions».

Art. 64 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 25 novembre 1992, p. 2213 (retrait d'une motion d'initiative parlementaire); 11 mars 1999, p. 1594 (retrait d'une motion portant production de documents).

Président déclare la motion retirée et une inscription à cet effet est entrée dans les Journaux. Toute motion ainsi retirée peut être de nouveau mise en avis et présentée à une date ultérieure ²¹⁷; elle sera alors traitée comme une nouvelle motion. On peut également retirer de la même manière un amendement et un sous-amendement²¹⁸.

De même, un député qui désire retirer sa motion, son amendement ou son sousamendement, y apporter des modifications ou y substituer un nouveau texte, doit d'abord obtenir le consentement unanime de la Chambre²¹⁹. Toutefois, aucune motion ni aucun amendement ne peut être retiré si la Chambre est saisie d'un amendement ou d'un sous-amendement à leur égard. Des députés ont aussi obtenu le consentement de la Chambre pour le retrait de motions (ou d'amendements) présentées par d'autres députés²²⁰.

On utilise couramment le terme «retirer» lorsque les députés demandent la suppression d'une motion déjà présentée et pour laquelle on a ordonné un plus ample examen (comme dans le cas des projets de loi en attente de la deuxième lecture). Dans ces cas, étant donné qu'il s'agit d'un ordre de la Chambre, le retrait est impossible avant que l'ordre ne soit révoqué ²²¹. La Chambre doit d'abord consentir à la révocation de l'ordre, puis au retrait de l'affaire en question.

LA DIVISION D'UNE MOTION

Lorsqu'on présente à la Chambre une motion complexe (par exemple, une motion contenant deux parties ou davantage, chacune pouvant constituer une motion distincte), le Président a le pouvoir de la modifier et, partant, de faciliter le processus décisionnel de la Chambre. Un député qui s'oppose à une motion contenant deux propositions distinctes ou davantage peut demander que la motion soit divisée et que chaque proposition fasse l'objet d'un débat et d'un vote. Toutefois, la décision finale revient à la présidence. Sur une question semblable, le Président a déclaré que la

- 217. Voir, par exemple, Journaux, 7 avril 1941, p. 260.
- 218. Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1988, p. 2950 (retrait d'amendements à une motion du gouvernement).
- 219. Voir, par exemple, Débats, 29 avril 1980, p. 542; 28 mai 1993, p. 19858; 5 mai 1994, p. 3958. Même pour la correction d'erreurs évidentes, le consentement unanime est nécessaire (voir, par exemple, Débats, 3 mai 1993, p. 18783-18784; 24 novembre 1994, p. 8255), sauf si la rectification est apportée au moyen d'un amendement présenté par un autre député.
- 220. Bourinot indique qu'on ne peut retirer une motion en l'absence du député qui l'a proposée; dans la pratique actuelle, c'est plutôt par courtoisie qu'on le fait en présence du député parrain. Voir, par exemple, Débats, 3 mars 1997, p. 8482 (un député a demandé et obtenu le consentement unanime pour retirer des motions à l'étape du rapport au nom de députés de son parti); 4 mars 1997, p. 8843 (un député a demandé et obtenu le consentement unanime pour retirer la motion d'un autre député dans le cadre des Affaires émanant des députés); 16 février 1999, p. 11982 (le leader du gouvernement à la Chambre, avec l'assentiment de la députée ayant présenté la mesure, a demandé et obtenu le consentement unanime pour retirer le projet de loi d'initiative parlementaire de cette dernière). Selon un autre usage, un ministre peut demander le retrait d'une motion en l'absence du ministre parrain (Bourinot, 4° éd., p. 300); voir, par exemple, Débats, 13 novembre 1981, p. 12743).
- 221. Voir, par exemple, Journaux, 12 mars 1993, p. 2627 (consentement unanime pour révoquer l'ordre portant deuxième lecture et renvoi à un comité d'un projet de loi d'initiative parlementaire, et pour retirer le projet de loi).

pratique consistant à diviser les motions de fond n'a jamais été étendue aux projets de loi et que la présidence n'est pas habilitée à prendre de telles mesures²²².

La question de la division d'une motion complexe a fait surface à au moins trois reprises au sein de la Chambre. En 1964, on a divisé et reformulé un avis de motion du gouvernement lorsque le Président a constaté que la motion contenait deux propositions que de nombreux députés ne voulaient pas étudier simultanément²²³. En 1966, le Président n'a pas acquiescé à une demande semblable et a déclaré qu'il ne pouvait prendre une telle décision de sa propre initiative que dans des circonstances exceptionnelles²²⁴. En 1991, comme on avait réclamé la division d'une motion traitant de modifications proposées au Règlement, le Président a tenu des discussions avec les dirigeants des trois partis à la Chambre, puis a décidé que la motion serait divisée en trois parties aux fins du vote, outre les paragraphes portant sur l'entrée en vigueur de la motion²²⁵.

Les décisions de la Chambre

La volonté de la Chambre s'exprime au moyen d'un vote. À la fin du débat sur une motion, le Président met la question aux voix et la Chambre se prononce sur la motion ²²⁶. Une simple majorité des députés qui sont présents et qui votent suffit pour qu'une question soit acceptée ou rejetée. En vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*:

Les questions soulevées dans la Chambre des communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celle [du Président] mais lorsque les voix seront également partagées — et en ce cas seulement — [le Président] pourra voter ²²⁷.

La Chambre peut s'exprimer sans voix dissidentes au sujet d'une motion, auquel cas celle-ci est adoptée sans qu'un vote ne soit nécessaire ²²⁸. Lorsque des voix dissidentes

- 222. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 223. Journaux, 15 juin 1964, p. 427-431.
- 224. Journaux, 23 mars 1966, p. 334.
- 225. Débats, 10 avril 1991, p. 19312.
- 226. Certains types de motions n'entraînent pas un vote; le débat les concernant se termine à la fin de la période prévue sans que le Président mette la question aux voix. Par exemple: les motions non votables de l'opposition les jours des subsides (article 81(19) du Règlement); les affaires non votables dans le cadre des Affaires émanant des députés (article 96(1) du Règlement).
- 227. L.R.C. 1985, Annexe II, nº 5, art. 49.
- 228. Bien qu'elle ne soit plus utilisée, l'expression nemine contradicente a déjà servi à indiquer qu'une motion était adoptée sans voix dissidentes. De 1867 à 1909 et de 1916 à 1917, on utilisait couramment l'expression dans les Journaux relativement à l'élection du Président (voir, par exemple, Journaux, 6 novembre 1867, p. 2; 12 janvier 1916, p. 6). De 1891 à 1980, on l'a également utilisée dans les Débats pour les inscriptions relatives au Président (voir Débats, 29 avril 1891, col. 3; 14 avril 1980, p. 2). Voir également les Journaux du 21 novembre 1979, où l'on indique que la Chambre a adopté nemine contradicente une résolution visant l'ex-premier ministre Trudeau (p. 244).

se font entendre, on procède alors à un vote. Il peut s'agir d'un vote par oui ou non ou d'un vote par appel nominal ²²⁹, la Chambre étant alors appelée à se répartir selon les «voix pour» et les «voix contre» ²³⁰.

LA FIN DU DÉBAT

Lorsque le débat sur une motion semble terminé (lorsqu'aucun autre député ne veut prendre la parole), le Président demande si la Chambre est prête à se prononcer. Si aucun autre député ne souhaite intervenir, le Président met la question aux voix.

Certains articles du Règlement fixent des délais à l'intérieur desquels le Président peut ou doit mettre la question aux voix pour des affaires précises, sauf si le débat concernant la motion a déjà pris fin ou si aucun débat n'est prévu. Par exemple:

- Les motions visant la prolongation des heures de séance au cours des 10 derniers jours de séance, en juin²³¹;
- Les sous-amendements, les amendements et la motion principale pour une Adresse en réponse au discours du Trône²³²;
- Les motions de clôture ²³³ ;
- Une fois adoptée la motion touchant la question préalable, la question principale doit aussitôt être mise aux voix sans amendement ni débat²³⁴;
- Les motions visant l'attribution de temps²³⁵;
- Les motions de l'opposition et les motions de subsides le dernier jour désigné de chaque période des subsides ²³⁶;
- La motion principale concernant le Budget et tout amendement ou sousamendement ²³⁷:
- Les affaires votables dans le cadre des Affaires émanant des députés ²³⁸; et
- Les motions portant production de documents²³⁹.
- 229. Art. 45(1) du Règlement. Lorsqu'elle choisit un Président, la Chambre procède par scrutin secret (article 4 du Règlement); voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».
- 230. À la Chambre des communes britannique, le vote entraîne la séparation physique en deux groupes distincts: ceux qui votent pour et ceux qui votent contre; voir May, 22* éd., p. 350-352.
- 231. Art. 27(2) du Règlement. Voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».
- 232. Art. 50(5), (6) et (8) du Règlement. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 233. Art. 57 du Règlement. Voir également Journaux, 14 décembre 1964, p. 1000. Pour de plus amples renseignements sur la règle de clôture, voir le chapitre 14, «La limitation du débat».
- 234. Art. 61 du Règlement.
- 235. Art. 78 du Règlement. Voir également le chapitre 14, «La limitation du débat».
- 236. Art. 81(17) et (18) du Règlement. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 237. Art. 84(4), (5) et (6) du Règlement. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 238. Art. 93 et 98(4) du Règlement. Voir également le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».
- 239. Art. 97(2) du Règlement. Voir également le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

En outre, le Président peut être tenu, en vertu d'ordres spéciaux, de mettre une question aux voix à un moment précis.

LA MISE AUX VOIX

Lorsque la Chambre semble prête à trancher, le Président pose la question suivante : «La Chambre est-elle prête à se prononcer?» Si aucun député ne demande la parole, le Président conclut alors que le débat est clos et met la question aux voix. Si le débat doit prendre fin à un moment prédéterminé, le Président interrompt les délibérations pour mettre la question aux voix conformément aux termes du Règlement ou de l'ordre spécial.

Pour «mettre la question aux voix», le Président lit la motion principale, puis les propositions d'amendement ou de sous-amendement dans l'ordre approprié²⁴⁰. Le Président demande ensuite: «Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?» Si personne ne s'y oppose, le Président déclare la motion adoptée; ainsi, on peut prendre une décision sans recourir au vote. Si quelqu'un exprime une objection, le Président peut d'abord vérifier si la Chambre souhaite que la motion soit déclarée adoptée ou rejetée simplement «avec dissidence». Comme alternative, le Président procède à un vote par oui ou non, puis, s'il est exigé, à un vote par appel nominal. (Voir la figure 12.3, La mise aux voix.)

Lorsqu'une motion, un amendement et un sous-amendement ont été proposés, c'est d'abord le sous-amendement qui est mis aux voix:

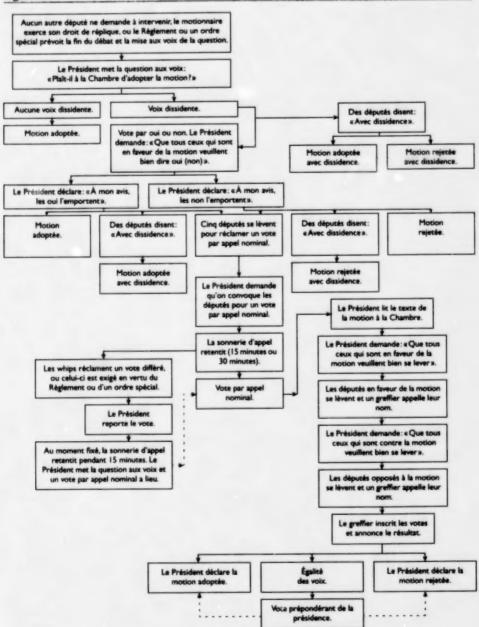
- Si le sous-amendement est rejeté, le débat peut reprendre sur l'amendement; un autre sous-amendement peut être présenté et débattu, ou encore l'amendement est mis aux voix;
- Si le sous-amendement est adopté, le débat peut reprendre sur l'amendement tel que modifié; un autre sous-amendement peut être présenté et débattu, ou encore l'amendement modifié est mis aux voix.

L'amendement (ou l'amendement modifié) est ensuite mis aux voix:

- Si l'amendement (ou l'amendement modifié) est rejeté, le débat peut reprendre sur la motion principale; un nouvel amendement et sous-amendement peuvent être présentés et débattus, ou encore la motion principale est mise aux voix;
- Si l'amendement (ou l'amendement modifié) est adopté, le débat peut reprendre sur la motion principale telle que modifiée; un nouvel amendement et sousamendement peuvent être présentés et débattus, ou encore la motion principale telle que modifiée est mise aux voix.

Lorsque tous les sous-amendements et amendements ont été réglés et que le débat sur la motion principale (ou la motion principale modifiée) prend fin, cette dernière est mise aux voix.

Figure 12.3 La mise aux voix



Avec dissidence

Les députés qui ne veulent pas qu'une motion soit adoptée ou rejetée à l'unanimité, mais qui ne veulent pas non plus d'un vote par appel nominal, peuvent le signaler en déclarant simplement « avec dissidence » après que le Président a demandé s'il plaît à la Chambre d'adopter la motion. Le Président indiquera alors que la motion est adoptée ou rejetée avec dissidence.

Le vote par oui ou non

Lorsqu'il est évident que la Chambre désire voter sur la question (c'est-à-dire qu'une dissidence est exprimée lorsque le Président demande s'il plaît à la Chambre d'adopter la motion), le Président procède à un vote par oui ou non. Il demande à la Chambre de prendre une décision en disant: «Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui»; puis: «Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non». Le Président écoute les deux réponses, prend le pouls de la Chambre et exprime son avis quant au résultat: «À mon avis, les oui (non) l'emportent». S'il n'y a pas d'objection, le Président déclare la motion adoptée ou rejetée, selon le cas; mais si cinq députés ou plus se lèvent pour indiquer qu'ils veulent un vote par appel nominal, le Président dit: «Convoquez les députés» 241. Si moins de cinq députés se lèvent, le Président conclut que son évaluation initiale est juste et déclare la motion adoptée ou rejetée à la majorité. Il arrive parfois qu'après le vote par oui ou non des députés disent «avec dissidence», afin d'indiquer, sans toutefois réclamer un vote par appel nominal, que la décision n'a pas été prise à l'unanimité 242.

L'obligation de voter

Rien n'oblige un député à voter ²⁴³. Un député peut s'abstenir de voter simplement en restant assis pendant le vote. Ces abstentions sont de caractère officieux et ne sont pas consignées, même si à l'occasion, des députés se sont levés à la suite d'un vote pour expliquer pourquoi ils s'étaient abstenus ²⁴⁴ ou comment ils auraient voté s'ils avaient été présents lors de la mise aux voix ²⁴⁵.

- 241. Art. 45(1) du Règlement. Lorsqu'on a demandé si les députés se levant pour réclamer un vote par appel nominal devaient le faire à partir de leur propre siège à la Chambre, le vice-président a déclaré que le Règlement ne l'exige pas (Débats, 23 juin 1992, p. 12686).
- 242. Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1997, p. 1721.
- 243. Pendant les 60 premières années qui ont suivi la Confédération, les députés étaient tenus de voter s'ils se trouvaient à la Chambre pendant un vote (Bourinot, 4° éd., p. 381). En 1928, le Président Lemieux a d'abord statué que les députés devaient voter, puis il s'est ravisé et a déclaré qu'il était acceptable de ne pas voter (Débats, 27 mars 1928, p. 1745; 26 mai 1928, p. 3382; 19 février 1929, p. 263). En 1931, on a mis sur pied un comité chargé d'examiner la question du vote, mais il n'a fait aucune recommandation touchant le vote obligatoire (Débats, 26 juin 1931, p. 3042). En 1944, un comité de la procédure a proposé de rendre le vote obligatoire en l'indiquant explicitement dans le Règlement, mais la Chambre n'a pas adopté son rapport (Journaux, 3 mars 1944, p. 149). Au cours des années subséquentes, la présidence a déclaré que les députés n'étaient pas obligés de voter (voir, par exemple, Débats, 28 septembre 1945, p. 558; 24 juin 1963, p. 1596-1597; 26 mars 1965, p. 13047).
- 244. Voir, par exemple, Débats, 5 décembre 1990, p. 16325 (acte de protestation); 24 février 1993, p. 16425 (abstention du député parce qu'il présidait le comité législatif auquel le projet de loi était renvoyé).
- 245. Voir, par exemple, Débats, 4 novembre 1997, p. 1557.

484

L'intérêt pécuniaire direct

Aucun député n'a le droit de voter sur une affaire dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote de tout député qui a lieu dans ces circonstances doit être rejeté ²⁴⁶. Pour être exclu du vote, un député doit avoir un intérêt financier direct et personnel dans l'affaire examinée. On ne remet pas en question les intérêts personnels d'un député lorsqu'il s'agit de politiques d'intérêt public, qui sont d'application générale. Une augmentation de rémunération que les députés se votent eux-mêmes ne constitue pas non plus un intérêt financier direct car elle s'applique à tous les députés plutôt qu'à un seul, et non à certains députés plutôt qu'à d'autres ²⁴⁷.

Lorsqu'il a un intérêt pécuniaire direct dans une question, un député s'abstient simplement de voter ²⁴⁸. Si le vote d'un député est contesté, il est d'usage d'accepter sa parole ²⁴⁹. Si la Chambre ne veut pas en rester là, il faut donner avis d'une motion distincte en vue de rejeter le vote du député ²⁵⁰. Bien que plusieurs députés se soient volontairement abstenus de voter et que des votes aient été contestés, aucun vote n'a jamais été rejeté pour cause d'intérêt pécuniaire direct.

LE VOTE PAR APPEL NOMINAL

Une fois que le Président a ordonné la convocation des députés aux fins d'un vote par appel nominal, la sonnerie d'appel se fait entendre et les whips rassemblent leurs collègues députés. Il incombe au sergent d'armes de faire retentir la sonnerie d'appel dans tous les édifices de l'enceinte parlementaire. Pendant que la sonnerie se fait entendre, le président de séance demeure au fauteuil en attendant que les députés prennent place. Les travaux de la Chambre sont alors effectivement suspendus; il n'y a plus de débat et la présidence ne peut donner la parole à aucun député, pour quelque raison que ce soit. Les comités peuvent volontairement suspendre leurs réunions afin que les députés se rendent à la Chambre pour voter ²⁵¹.

^{246.} Art. 21 du Règlement. Cet article, dérivé de la pratique britannique, n'a pas été modifié depuis 1867. Voir Débats, 27 mai 1996, p. 3041, où l'on a informé la Chambre que le vote d'un député sur une question ne serait pas appliqué à une autre affaire dans laquelle il avait un intérêt personnel.

^{247.} Bourinot, 4* éd., p. 387-388. Voir Débats, 9 juillet 1906, col. 7682-7684, pour une discussion générale sur ce sujet.

^{248.} Voir, par exemple, Débats, 10 septembre 1985, p. 6473; 25 novembre 1985, p. 8794.

^{249.} Voir, par exemple, Débats, 3 mai 1886, p. 1027; 4 juin 1900, col. 6639-6640.

^{250.} Voir la décision du Président Beaudoin, Débats, 22 mai 1956, p. 4399-4401; à cette occasion, on a contesté le vote d'un député, mais la Chambre n'y a pas donné suite.

^{251.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 20 mars 1990, p. 9512-9513.

La durée de la sonnerie d'appel

Selon le genre de motion à l'étude et des conditions entourant le vote, la sonnerie d'appel peut retentir pendant au plus 15 ou 30 minutes 252 :

- Sonnerie de 15 minutes lorsqu'en vertu du Règlement ou d'un ordre spécial, le Président est tenu de mettre une ou des questions aux voix à un moment précis et qu'un vote par appel nominal a été réclamé, la sonnerie d'appel retentit pendant au plus 15 minutes²³³;
- Sonnerie de 30 minutes la sonnerie d'appel retentit pendant au plus 30 minutes dans le cas d'un vote sur une motion ne pouvant faire l'objet d'un débat, ou d'un vote non prévu sur une motion sujette à débat²⁵⁴.

Par exemple, la sonnerie retentit pendant 15 minutes pour les votes devant être tenus pendant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, pendant le débat sur le Budget et à la fin du débat sur une motion visée par un ordre d'attribution du temps. La durée de la sonnerie est également d'au plus 15 minutes dans le cas des votes par appel nominal réclamés à l'égard de motions de l'opposition lors des jours des subsides. Si on doit tenir successivement deux ou plusieurs votes par appel nominal, sans débat dans l'intervalle, la sonnerie d'appel ne se fait entendre qu'une fois ²⁵⁵.

L'arrivée des whips

Après avoir conclu que leurs collègues députés sont prêts pour le vote, les whips du gouvernement et de l'Opposition reviennent à la Chambre et la sonnerie d'appel cesse de retentir. Ils entrent ensemble, remontent l'allée face au fauteuil, s'inclinent devant le Président, se saluent mutuellement, puis reprennent leur siège. Cette convention constitue pour le Président le signal que la Chambre est prête à voter. Il rappelle donc la Chambre à l'ordre et met immédiatement la question aux voix.

Les whips peuvent revenir à la Chambre avant le moment fixé pour l'interruption de la sonnerie. À l'occasion, cela s'est produit avec le consentement préalable de la Chambre 256; à d'autres occasions, on a tenu le vote avant la fin de la durée

^{252.} Les règles concernant la durée de la sonnerie d'appel découlent de l'épisode des «cloches» survenu en mars 1982. À cette époque, le Règlement ne prévoyait aucune limite pour la durée de la sonnerie en ce qui touche les votes non prévus. Dans ce cas précis, on demanda un vote par appel nominal sur une motion d'ajournement. Le whip de l'Opposition refusa d'accompagner le whip du gouvernement à la Chambre afin d'indiquer au Président qu'ils étaient prêts à passer au vote; le gouvernement et les partis d'opposition étaient en conflit au sujet d'un projet de loi controversé, et on exigeait de part et d'autre des concessions avant de permettre le vote. La sonnerie d'appel se fit donc entendre sans interruption pendant plus de 14 jours (*Débats*, 2 mars 1982, p. 15539-15541; 18 mars 1982, p. 15555-15557). Par suite de cet incident, on modifia le Règlement.

^{253.} Art. 45(3) du Règlement.

^{254.} Art. 45(4) et (5)a)(i) du Règlement.

^{255.} Art. 45(8) du Règlement.

^{256.} Voir, par exemple, *Débats*, 22 janvier 1991, p. 17567.

maximum prévue pour la sonnerie, et des députés ont protesté en invoquant le Règlement ²⁵⁷. Le Président a déclaré qu'en vertu du Règlement, la sonnerie d'appel doit se faire entendre « au plus » 15 ou 30 minutes, selon le cas, et qu'il est donc possible qu'elle retentisse moins longtemps ²⁵⁸. Dans un cas, la sonnerie de 15 minutes a duré 30 minutes parce que les whips n'arrivaient pas, ce qui a fait l'objet d'un rappel au Règlement. À cette occasion, le Président a déclaré que, sans porter atteinte au rôle traditionnel des whips, la Chambre devait maintenir un équilibre délicat qui respecte l'esprit du Règlement relativement à la durée des sonneries d'appel ²⁵⁹. À l'occasion, un vote a eu lieu malgré l'absence d'un des whips après que la sonnerie se soit fait entendre pendant la durée maximum prévue ²⁶⁰. Dans chaque cas, le whip du gouvernement est revenu à la Chambre, mais le whip de l'Opposition (parfois avec l'ensemble du caucus) est demeuré à l'extérieur en guise de protestation.

Le Président a également déclaré que la présidence est habilitée à intervenir pendant la sonnerie d'appel si la motion pour laquelle se tient le vote par appel nominal n'est plus applicable ou devient sans objet. Par exemple, si on a proposé une motion en vue d'ajourner la Chambre, d'ajourner le débat ou de passer à l'Ordre du jour et qu'on a réclamé un vote par appel nominal qui n'a pas encore eu lieu à l'heure normale d'ajournement, le Président peut alors ordonner qu'on fasse cesser la sonnerie et ajourner la Chambre car les motions en question sont sans objet au-delà de l'heure normale d'ajournement. 261.

Les votes différés

Il n'est pas nécessaire de tenir immédiatement un vote par appel nominal réclamé à l'égard d'une motion sujette à débat; on peut le reporter ultérieurement en vertu de diverses dispositions du Règlement ou d'un ordre spécial de la Chambre.

À la seule demande du whip en chef du gouvernement ou du whip en chef de l'Opposition, on peut reporter à un moment déterminé un vote par appel nominal sur une motion sujette à débat 262. Après la mise aux voix de la question et pendant que la sonnerie d'appel se fait entendre, l'un des whips peut s'approcher du Président et demander le report du vote. Le Président fait interrompre la sonnerie et informe ensuite la Chambre que le vote par appel nominal est différé au moment demandé

^{257.} Voir, par exemple, Débats, 11 décembre 1991, p. 6164-6166; 13 mars 1997, p. 8995-8996. Le 30 octobre 1991, un député s'est levé pour contester et a physiquement cherché à empêcher qu'on sorte la masse de la Chambre à la fin de la séance (Débats, p. 4269-4270).

^{258.} Débats, 20 mars 1990, p. 9512-9513; voir l'article 45 du Règlement.

Débats, 15 septembre 1987, p. 8958-8959. Dans sa décision, le Président a fait allusion à un incident semblable survenu le 2 novembre 1982 (voir Débats, p. 20332-20333).

^{260.} Blen que cela n'ait pas été inscrit dans les Débats, des votes ont eu lieu en l'absence d'un des whips les 1* juin 1956; 3 février 1987; 8 octobre 1997; 1* mars 1999.

Voir la décision du Président Fraser, Débats, 15 avril 1987, p. 5187-5188.

^{262.} Art. 45(5)a)(ii) du Règlement. Toutefois, si le vote concerne une motion portant adoption d'un rapport ou abrogation d'un texte réglementaire, il est automatiquement reporté à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien de la séance en cours (Art. 126(1)c) et (2) du Règlement). Voir le chapitre 17, « Les décrets-lois ».

par le whip — plus tard au cours de la même séance ou à un moment déterminé ne dépassant pas l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien du jour de séance suivant, qui n'est pas un vendredi ²⁶³. Si les deux whips demandent le report du vote à des moments différents, le Président tranche ²⁶⁴.

Par ailleurs, pendant que la sonnerie d'appel retentit aux fins d'un vote par appel nominal, le whip en chef du gouvernement peut, avec l'accord des whips de tous les partis reconnus, s'approcher du Président et lui demander de reporter le vote à un moment convenu qui peut être au-delà de l'heure ordinaire d'ajournement du jour de séance suivant ²⁶⁵. Si le vote porte sur une affaire dans le cadre des Affaires émanant des députés, le parrain de l'affaire doit également être d'accord. En outre, les votes par appel nominal déjà reportés à un moment déterminé peuvent l'être de nouveau.

Les votes par appel nominal réclamés un vendredi sur des motions sujettes à débat sont automatiquement différés jusqu'à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien du jour de séance suivant; de même, lorsqu'un vote par appel nominal réclamé un jeudi est reporté au vendredi, il est automatiquement reporté de nouveau au prochain jour de séance — normalement le lundi suivant — à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien 266.

Les jours réservés aux travaux des subsides, un vote par appel nominal sur une motion de l'opposition à mettre aux voix et présentée par un député d'un parti reconnu autre que celui de l'Opposition officielle peut également être reporté à la demande du whip de ce parti ²⁶⁷. Toutefois, on ne peut reporter les votes par appel nominal sur des motions votables de l'opposition le dernier jour désigné d'une période des subsides ²⁶⁸, sauf si les whips de tous les partis reconnus sont d'accord ²⁶⁹. Les votes par appel nominal sur des motions de l'opposition sont reportés du vendredi au lundi si le vendredi n'est pas le dernier jour désigné de la période des subsides ²⁷⁰. À une occasion, la Chambre a fait une exception et adopté un ordre spécial prévoyant le report de votes sur les travaux des subsides le dernier jour désigné de la période des subsides, qui était un vendredi ²⁷¹.

À l'étape du rapport d'un projet de loi, les votes par appel nominal sur des motions d'amendement peuvent être différés à la discrétion du Président, si nécessaire de séance en séance, jusqu'à ce que la Chambre ait étudié toutes les motions

^{263.} Art. 45(5)a)(ii) et (6)a) du Règlement.

^{264.} Le jeudi 15 juin 1995, le whip du gouvernement a demandé le report d'un vote plus tard au cours de la journée et le whip de l'Opposition voulait qu'il ait lieu à 17 h 30 le jour suivant. Le Président a demandé aux deux parties de s'entendre, mais comme elles n'y arrivaient pas, il a déclaré que le vote serait reporté au lundi suivant (*Débats*, 15 juin 1995, p. 13905-13906, 13908, 13927). En 1996, ayant à trancher dans un cas semblable, le Président a reporté le vote au jour suivant (*Débats*, 24 septembre 1996, p. 4639).

^{265.} Art. 45(7) du Règlement.

^{266.} Art. 45(6)a) du Règlement. Voir la décision du Président, Débats, 23 octobre 1995, p. 15706.

^{267.} Art. 45(5)a)(iii) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 10 mars 1997, p. 8868.

^{268.} Art. 45(5)b) et (6)a) du Règlement.

^{269.} Art. 45(7) du Règlement.

^{270.} Voir, par exemple, Journaux, 8 mai 1992, p. 1424; 20 novembre 1992, p. 2096.

^{271.} Journaux, 6 décembre 1995, p. 2215-2216; 8 décembre 1995, p. 2224.

ou un certain nombre d'entre elles²⁷². Lorsqu'on a examiné toutes les motions présentées à l'étape du rapport, la Chambre passe aux votes différés. Le whip en chef du gouvernement ou le whip en chef de l'Opposition peut de nouveau reporter le vote, mais au plus tard à l'heure ordinaire de l'ajournement du jour de séance suivant. Le vendredi seulement, le vote par appel nominal sur une motion tendant à l'adoption d'un projet de loi à l'étape du rapport est automatiquement différé, même si cette motion ne peut faire l'objet d'un débat ²⁷³.

À la fin de la période prévue pour l'examen d'une affaire votable dans le cadre des Affaires émanant des députés, on ne peut reporter le vote par appel nominal sauf s'il y a accord entre les whips de tous les partis reconnus et le parrain de l'affaire en question ²⁷⁴. Si le débat prend fin avant le moment prévu par le Règlement, le whip en chef du gouvernement ou le whip en chef de l'Opposition peut reporter le vote.

Un vote par appel nominal sur un projet de loi visé par un ordre d'attribution du temps ne peut être reporté par le whip en chef du gouvernement ou le whip en chef de l'Opposition que si le débat prend fin avant le moment fixé dans l'ordre d'attribution du temps.

En vertu des règles de la Chambre, un vote par appel nominal ne peut être différé plus d'une fois ²⁷⁵, sauf avec l'accord des whips de tous les partis reconnus ²⁷⁶. Après qu'un vote est différé, la Chambre poursuit l'étude des affaires dont elle est saisie ²⁷⁷.

Lorsque vient le temps de tenir un ou plusieurs votes différés, le Président interrompt les délibérations au moment fixé dans le Règlement ou ordonné par la Chambre, informe celle-ci que le ou les votes différés vont maintenant avoir lieu et demande qu'on convoque les députés. La sonnerie d'appel se fait entendre pendant au plus 15 minutes ²⁷⁸. Une fois que les whips sont entrés à la Chambre, le Président met immédiatement la question aux voix. S'il y a plusieurs votes à tenir, la Chambre peut d'abord s'entendre sur la séquence, sinon les questions sont mises au voix selon l'ordre dans lequel elles ont été soumises à la Chambre et différées ²⁷⁹.

Un pourcentage important de votes par appel nominal sont maintenant différés; on a tendance à les grouper et à les tenir successivement les mardis et mercredis, à la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement ou à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien ²⁸⁰.

^{272.} Art. 76(8) et 76.1(8) du Règlement.

^{273.} Art. 45(6)b) du Règlement.

^{274.} Art. 45(7) du Règlement.

^{275.} Art. 45(5)c) du Règlement.

^{276.} Art. 45(7) du Règlement.

^{277.} Art. 45(5)c) du Règlement.

^{278.} Art. 45(5)a)(ii), (6)a) et (7) du Règlement.

Voir, par exemple, Débats, 21 avril 1998, p. 5931; la Chambre a alors convenu d'une séquence pour cinq votes par appel nominal différés.

^{280.} Au cours de la 35º législature (1994-1997), il y a eu 1 294 votes par appel nominal; 73 p. 100 d'entre eux ont été différés, et plus de 63 p. 100 de tous les votes par appel nominal ont été tenus le mardi ou le mercredi.

LE DÉROULEMENT DU VOTE ET L'ANNONCE DES RÉSULTATS

Lorsque les whips sont revenus à la Chambre et que la sonnerie d'appel a cessé de retentir, le Président rappelle la Chambre à l'ordre, se lève, lit la motion et ajoute: «Le vote porte maintenant sur la motion principale (ou sur l'amendement). Que ceux qui appuient la motion (ou l'amendement) veuillent bien se lever.» Les votes affirmatifs sont consignés en premier. Les députés se lèvent un à un et s'inclinent en direction du Président tandis qu'un greffier au Bureau appelle les noms et qu'un autre les consigne. Les députés se rassoient après avoir voté. Une fois les votes affirmatifs consignés, le Président dit: «Que ceux qui sont opposés à la motion (ou à l'amendement) veuillent bien se lever.» On procède alors de la même façon pour les votes négatifs.

Il y a deux possibilités en ce qui concerne les votes par appel nominal: le vote de parti et le vote par rangée. En règle générale, on procède à un vote de parti ²⁸¹ pour les affaires émanant du gouvernement et à un vote par rangée pour les affaires émanant des députés.

Le vote de parti

Lors d'un vote de parti, les votes sont inscrits par parti, selon l'ordre correspondant à la représentation de chaque parti à la Chambre et selon l'attribution des sièges au sein du parti, à commencer par les dirigeants. Un député qui désire voter contrairement à la ligne de parti doit se lever lorsqu'on demande à ceux qui sont «pour» (ou «contre», selon le cas) de se lever.

Le vote par rangée

Dans ce cas, le vote par appel nominal ne s'exprime pas en fonction des partis, mais plutôt par rangée de sièges à la Chambre 282. Le Président demande d'abord aux députés du premier rang, à sa droite, qui sont en faveur de la motion, de se lever ensemble. Un greffier au Bureau appelle les noms, en commençant par le député qui est le plus près du fauteuil; après avoir entendu leur nom, les députés se rassoient. Puis les députés du deuxième rang qui sont en faveur de la motion se lèvent. Après que tous les députés se trouvant à la droite du fauteuil et qui sont en faveur de la motion ont voté de cette façon, ceux qui se trouvent à gauche et qui sont en faveur se lèvent également par rangée, peu importe leur affiliation politique. La même procédure est suivie pour les députés qui sont contre la motion. Dans le cas d'un vote par appel nominal sur une initiative parlementaire, on inscrit d'abord le vote du député qui parraine le projet de loi ou la motion, s'il est présent à ce moment, puis les votes des autres députés du même côté de la Chambre qui sont en faveur, en commençant par

^{281.} Parfois appelé «whipped vote» en anglais, une allusion au fait que les whips donnent à leurs députés la directive de voter en bloc conformément à la ligne de parti. Dans l'usage britannique, les whips informent leurs députés des travaux à venir de la Chambre et leur indiquent quand leur présence est demandée («one-line whip»), quand elle est requise en raison d'un vote («two-line whip») et quand elle est exigée pour des questions d'importance vitale («three-line whip»); voir Griffith et Ryle, p. 113; Wilding et Laundy, p. 785-786. Cette terminologie n'a pas cours dans l'usage canadien.

Le Président a expliqué la façon de procéder à ce vote; voir, par exemple, Débats, 23 novembre 1967, p. 4605; 22 juin 1976, p. 14740-14741; 29 juin 1987, p. 7817-7818.

la dernière rangée; on inscrit ensuite le vote des députés de l'autre côté de la Chambre qui sont en faveur de l'initiative, en commençant par la dernière rangée. On procède de la même manière pour les votes contre l'initiative ²⁸³.

Le vote libre

Aucune règle ni aucun article du Règlement ne définit ce qui constitue un vote libre à la Chambre des communes. De façon simple, on peut dire qu'un vote libre a lieu lorsqu'un parti décide que ses députés ne sont pas tenus de respecter la ligne du parti sur une question particulière, ou que celle-ci ne relève pas de la politique du parti et que ses députés sont libres de voter comme ils l'entendent. Un vote libre peut être permis par un ou plusieurs partis, ou encore par tous les partis 234. Lorsque tous les partis proposent un vote libre, le vote par appel nominal peut s'exprimer par rangée ou selon la procédure normale du vote de parti. Il ne saurait être question pour le Président de se prononcer sur les décisions des partis à cet égard (quant à savoir si une question doit faire l'objet d'un vote libre).

Dans le système canadien de gouvernement responsable, les votes libres ont un lien particulier avec la convention de confiance. Le principe qui sous-tend cette convention est simplement que le gouvernement doit bénéficier de l'appui de la majorité des députés de la Chambre et rendre compte de ses actes devant cette assemblée élue. Suivant cette convention, lorsqu'une motion ne condamne pas explicitement le gouvernement, que celui-ci n'a pas déclaré qu'un vote particulier constitue un vote de confiance ou qu'il n'y a pas implicitement un vote de censure (comme dans le cas d'une motion visant l'adoption du Budget ou l'Adresse en réponse au discours du Trône, ou d'accorder des crédits), le gouvernement peut interpréter le résultat du vote comme il l'entend ²⁸⁵. Par conséquent, lorsque le gouvernement déclare dans ces conditions que tel vote sera un vote libre, la convention veut qu'un résultat négatif n'équivale pas à un vote de censure à son égard ²⁸⁶.

- 283. Voir le treizième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté le 26 novembre 1997 et adopté le 4 novembre 1998 (*Journaux*, 4 novembre 1998, p. 1238). Avant l'adoption de ce rapport, on inscrivait les votes de la même façon, mais en commençant par la première rangée. Voir le vingt-quatrième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre présenté le 14 février 1992 et adopté le 29 avril 1992 (*Journaux*, 14 février 1992, p. 1025; 29 avril 1992, p. 1337; voir également Comité permanent de la gestion de la Chambre, *Procès-verbaux et témoignages*, 14 février 1992, fascicule n° 24, p. 17). Avant 1992, les votes étaient exprimés selon les partis; pour qu'on tienne un vote par rangée, un député devait en faire la demande et la Chambre devait y consentir à l'unanimité.
- 284. Pour une plus ample analyse des votes libres à la Chambre des communes, voir «Un rôle élargi pour la Chambre des communes, Partie 2 Les votes», par Peter Dobell et John Reid, Le gouvernement parlementaire, n° 40, avril 1992, p. 13-19; et «Free Votes in the House of Commons: A Problematic Reform», par C.E.S. Franks, Policy Options, novembre 1997, vol. 18, p. 33-36.
- 285. Pour de plus amples renseignements sur cette question, voir « Origines de la convention de la confiance » par Gary O'Brien, Revue parlementaire canadienne, automne 1984, p. 11-14; « Défaites du gouvernement à la Chambre des communes britannique » par Philip Norton, Revue parlementaire canadienne, hiver 1985-1986, p. 6-9. Voir également le chapitre 1, « Les institutions parlementaires », et le chapitre 2, « Les législatures et les ministères ».
- 286. Il y a également eu des situations où le gouvernement a laissé libres les simples députés, mais exigé la soll-darité ministérielle. Cela s'est produit lors du débat et du vote sur le projet de loi C-43, Loi concernant l'avortement, pendant la deuxième session de la 34º législature. Voir Débats, 28 novembre 1989, p. 6343-6344.

On ne sait pas exactement quand a eu lieu le premier vote libre à la Chambre des communes. Toutefois, depuis celui de 1946 sur les subventions au lait ²⁸⁷, on a tenu plusieurs de ces votes sur des mesures d'initiative gouvernementale, entre autres sur le choix d'un drapeau national ²⁸⁸, la peine de mort ²⁸⁹, l'avortement ²⁹⁰, l'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ²⁹¹ et les modifications constitutionnelles ²⁹².

L'annonce des résultats

Peu importe la manière dont se déroule un vote par appel nominal, on annonce toujours les résultats de la même façon. Lorsque les votes ont été inscrits et qu'on a fait le compte des voix «pour» et «contre», le Greffier se lève et annonce le résultat au Président. Le Président déclare alors la motion ou l'amendement adopté ou rejeté.

Il incombe au Greffier de la Chambre d'enregistrer tous les votes. Le Greffier est assis au bout du Bureau. Un greffier au Bureau se tient debout à droite du Greffier, face à la Chambre, prêt à appeler les noms des députés au fur et à mesure qu'ils se lèvent pour voter. D'autres greffiers sont assis de chaque côté du Greffier de la Chambre et inscrivent le nombre de députés qui votent «pour» et «contre». Tout écart de pointage doit être réglé avant que le Greffier n'annonce le résultat du vote au Président.

Pendant un vote par appel nominal, si on attire l'attention du Président sur le fait que la somme des votes et du nombre de députés présents qui n'ont pas voté (y compris le Président) n'atteint pas au moins 20, la question demeure en suspens; la procédure normale relative au quorum est alors enclenchée ²⁹³. Si aucune objection n'est soulevée au moment où on annonce le résultat du vote à la Chambre, le Président confirme simplement ce résultat et les travaux se poursuivent comme s'il y avait quorum ²⁹⁴.

Les votes tenus successivement

Lorsque les députés sont prêts à voter sur plus d'une question, la Chambre, après la tenue du premier vote, passe immédiatement à la question suivante. Cela se produit

- Il s'agissait de décider si on allait continuer à consentir les subventions au lait instituées pendant les années de guerre; voir Débats, 27 août 1946, p. 5451.
- 288. Voir Débats, 21 août 1964, p. 7297-7301.
- Voir Débats, 23 mars 1966, p. 3067-3069 (mesure parrainée par quatre députés représentant trois partis);
 9 novembre 1967, p. 4077; 26 janvier 1973, p. 687; 19 février 1976, p. 11120-11121; 27 avril 1987, p. 5212.
- 290. Voir Débats, 25 février 1969, p. 5912, 5919; 26 juillet 1988, p. 17966; 7 novembre 1989, p. 5639- 5650.
- 291. Voir les références dans Débats, 9 mai 1996, p. 2565.
- 292. Voir Débats, 31 mai 1996, p. 3246, 3268; Journaux, 18 novembre 1997, p. 229-230.
- 293. Pour de plus amples renseignements sur le quorum, voir le chapitre 9, « Les séances de la Chambre ».
- 294. Pour des exemples de situations où le nombre de députés n'atteignait pas 20 et où le vote n'a fait l'objet d'aucune objection, voir *Journaux*, 15 juin 1988, p. 2893, et 26 mai 1989, p. 274. Voir également la décision rendue le 12 juillet 1982 par le Président Sauvé; en vertu de cette décision, étant donné que personne, d'après le procès-verbal de la journée, n'avait demandé qu'on vérifie le quorum, «le quorum était atteint » (*Débats*, 9 juillet 1982, p. 19201; 12 juillet 1982, p. 19214-19215).

habituellement lorsque des votes ont été reportés à un moment particulier ²⁹⁵. Ces dernières années, on a fait revivre un usage ancien selon lequel les résultats d'un vote sont appliqués à d'autres ²⁹⁶. Normalement, le whip en chef du gouvernement demande le consentement unanime de la Chambre pour qu'on applique directement les résultats d'un vote — ou, à l'occasion, qu'on les applique dans l'ordre inverse — aux votes subséquents et qu'on les enregistre séparément ²⁹⁷. Normalement, les whips des autres partis et les députés indépendants se lèvent pour indiquer qu'ils sont d'accord. Le Président déclare alors que les motions sont soit adoptées, soit rejetées. On considère que cette façon de procéder entraîne des économies de temps appréciables pour la Chambre ²⁹⁸.

Depuis le début de la 35° législature (1994-1997), lorsqu'il faut régler plusieurs motions au cours d'une séance, on a souvent recours à une autre pratique de concert avec le vote appliqué. Après un vote par appel nominal ayant établi quels députés sont présents et comment ils ont voté, le whip en chef du gouvernement se lève pour demander que la Chambre accepte à l'unanimité d'inscrire les noms des députés qui ont voté sur la motion précédente comme ayant voté sur la motion suivante, les députés du parti ministériel étant inscrits «pour» ou «contre» la mesure. Les whips des autres partis se lèvent alors et déclarent comment leur parti désire voter sur la motion ²⁹⁹, puis vient le tour des députés sans appartenance politique. Tout député qui désire voter différemment de son parti peut demander la parole pour indiquer de quelle façon il veut que son vote soit inscrit. Après que les greffiers au Bureau ont consigné les résultats du nouveau vote, le Greffier se lève et communique les résultats au Président, qui déclare la motion adoptée ou rejetée. Encore une fois, on considère que cette façon de procéder entraîne des économies de temps appréciables pour la Chambre.

Le pairage des députés

Il y a pairage lorsque les whips prennent des dispositions pour qu'un député s'entende avec un député du parti opposé afin de s'abstenir de voter à une occasion particulière, l'un ou l'autre ou les deux pouvant alors s'absenter de la Chambre. Leurs votes sont alors neutralisés et le poids relatif de leur parti à la Chambre demeure identique ³⁰⁰. Jusqu'à tout récemment, le pairage n'avait pas un caractère officiel; on le considérait comme une entente privée entre députés ³⁰¹.

- 295. Voir, par exemple, les articles 45, 76(8) et 76.1(8) du Règlement.
- 296. Il est question de cet usage ancien dans Dawson, p. 184.
- 297. Voir Débats, 24 mars 1994, p. 2772. En 1984, lors de l'examen d'un texte de loi controversé, on a refusé le consentement unanime pour l'application des résultats d'un vote à d'autres votes, de sorte que le processus de mise aux voix a par la suite duré plus de huit heures (Débats, 20 juin 1984, p. 4918-4983).
- 298. Par exemple, pendant la 35º législature (1994-1997), 1 294 questions ont fait l'objet d'un vote par appel nominal; dans 70 p. 100 de ces cas, on a appliqué à la question le résultat d'un autre vote.
- 299. Voir, par exemple, Débats, 15 décembre 1994, p. 9106-9111.
- Redlich, vol. II, p. 110-111. Il semblerait que le pairage ait pris naissance en Grande-Bretagne à l'époque de Cromwell (Wilding et Laundy, p. 515).
- Bourinot, 4º éd., p. 382. À l'occasion d'un vote tenu en 1946, 124 députés ont été inscrits comme étant pairés dans les Débats (Débats, 24 mai 1946, p. 1895).

En 1991, on a quelque peu officialisé ces arrangements. À l'heure actuelle, le Règlement prévoit la tenue au Bureau d'un registre des députés pairés ³⁰². Afin d'indiquer qu'ils ne participeront pas aux votes par appel nominal prévus pour une date donnée, les députés y font inscrire leur nom ensemble par leur whip respectif. Les députés indépendants signent le registre eux-mêmes. Les noms des députés pairés sont imprimés dans les *Débats* et les *Journaux* à la suite de l'inscription relative à tout vote par appel nominal tenu ce jour-là ³⁰³.

Le Règlement demeure muet en ce qui touche la rupture de paires, c'est-à-dire lorsqu'un député pairé vote. Comme l'a observé le Président Fraser en 1992, malgré les nouvelles dispositions officielles à cet égard, les accords de pairage demeurent des ententes privées entre députés, à propos desquelles ni le Président ni la Chambre ne peuvent intervenir ³⁰⁴. Un député pairé qui participe au scrutin par inadvertance doit demander le consentement unanime de la Chambre pour annuler son vote.

Le vote prépondérant

Le Président ne peut participer aux débats de la Chambre, mais, à voix égales, son vote est prépondérant ³⁰⁵. Lorsqu'il use de son vote prépondérant, le Président peut expliquer brièvement pourquoi il vote de telle ou telle façon. Ses motifs sont alors consignés dans les *Journaux*. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

Le décorum pendant un vote

Les débats cessent dès que les députés sont appelés à la Chambre pour un vote ³⁰⁶. À partir du moment où le Président met la question aux voix et jusqu'à ce que les résultats soient annoncés, les députés ne peuvent entrer à la Chambre ni en sortir ni la traverser, ni faire du bruit ou du désordre ³⁰⁷.

Pour que leurs votes soient enregistrés, les députés doivent se trouver à leur siège à la Chambre et avoir entendu la lecture de la motion ³⁰⁸. Un député qui entre à la Chambre pendant que la question est mise aux voix ou après coup ne peut voter ³⁰⁹. Les députés doivent demeurer à leur siège jusqu'à ce que le Greffier annonce le résultat du vote ³¹⁰. On a contesté le vote de députés parce que ceux-ci avaient quitté

- 302. Art. 44.1(1) du Règlement.
- 303. Art. 44.1(2) du Règlement.
- 304. Débats, 11 juin 1992, p. 11789.
- 305. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Annexe II, nº 5, art. 49; voir également l'article 9 du Règlement.
- 306. Art. 45(2) du Règlement.
- 307. Art. 16(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 22 juin 1988, p. 16731-16732; 9 avril 1990, p. 10390; 27 novembre 1991, p. 5458. Voir également le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 308. Voir, par exemple, Débats, 31 mars 1924, p. 882; Journaux, 27 octobre 1949, p. 168-169.
- 309. Voir, par exemple, Débats, 14 février 1983, p. 22822-22823; 9 juin 1986, p. 14140. Le vote de députés a été annulé après qu'on eut signalé qu'un député avait quitté son siège immédiatement après avoir voté (Débats, 25 juin 1986, p. 14830) et lorsqu'un député était entré à la Chambre pendant le déroulement du vote (Débats, 29 mai 1990, p. 12011).
- 310. Voir les décisions des Présidents, Journaux, 18 avril 1956, p. 416; Débats, 28 octobre 1997, p. 1258.

la Chambre immédiatement après le vote et avant que les résultats ne soient annoncés, ou parce qu'ils n'étaient pas demeurés à leur siège pendant le vote ³¹¹. Toutefois, si la présence d'un député est mise en doute et que ce député affirme avoir été là au moment de la lecture de la motion, il est d'usage que la Chambre accepte la parole du député ³¹².

Lorsqu'on a porté à sa connaissance des manquements au décorum, le Président a rappelé aux députés qu'ils devaient agir de façon ordonnée à la Chambre pendant la tenue des votes ³¹³. S'il y a du désordre dans les tribunes, le Président peut interrompre les travaux et les faire évacuer, puis poursuivre la tenue du vote ³¹⁴.

Les rappels au Règlement et les questions de privilège

Bien que le Règlement n'interdise pas expressément les rappels au Règlement et les questions de privilège pendant les votes, la pratique habituelle consiste à tenir le vote et à en annoncer les résultats avant que ne soient soulevées des objections ou des questions de privilège³¹⁵. Des députés ont parfois cherché à attirer l'attention de la présidence sur une question pendant la tenue d'un vote (après la convocation des députés et avant l'annonce des résultats), mais le Président a refusé d'interrompre le processus pour entendre un rappel au Règlement ou une question de privilège³¹⁶. Toutefois, il est arrivé récemment que des rappels du Règlement portant sur l'inscription du vote soient admis et réglés pendant le processus de vote³¹⁷. Parfois,

- 311. Débats, 27 janvier 1881, p. 769; 3 mai 1951, p. 2724; 6 octobre 1971, p. 8495; 20 juin 1984, p. 4939-4940. En 1959, on a officiellement accordé à un député l'autorisation de quitter les lieux avant que le résultat ne soit annoncé (Débats, 21 avril 1959, p. 3057). Voir également Débats, 13 mars 1990, p. 9265-9266, et 9 juin 1998, p. 7890; à ces occasions, des votes n'ont pas été comptés parce que les députés étaient entrés à la Chambre ou l'avaient quittée pendant le déroulement du vote.
- 312. Voir, par exemple, Débats, 28 avril 1988, p. 14942-14943; 2 avril 1990, p. 10116.
- 313. Voir, par exemple, Débats, 20 juin 1984, p. 4940 (on procédait alors à une série de votes et un député a invoqué le Règlement pour signaler que d'autres députés avaient quitté leur siège avant que ne soient annoncés les résultats du vote précédent); le 9 avril 1990, p. 10390 (un député s'est plaint que d'autres députés se déplaçaient dans la Chambre pendant les votes). Plus récemment, le Président a interrompu la procédure de vote pour demander que le chef d'un parti d'opposition retire un accessoire qui créait du désordre à la Chambre (Débats, 22 juin 1995, p. 14465-14466).
- Voir, par exemple, les travaux entourant la mise aux voix de la motion portant troisième lecture du projet de loi C-43, Loi concernant l'avortement (Débats, 29 mai 1990, p. 12009-12011).
- 315. Beauchesne, 4º éd., p. 53.
- Voir, par exemple, *Débats*, 19 février 1929, p. 262-263; 7 décembre 1945, p. 3202-3203; 4 avril 1946, p. 584;
 avril 1962, p. 3060-3061; 26 novembre 1996, p. 6770.
- 317. Voir, par exemple, Débats, 9 août 1977, p. 8173 (on a alors pris un député pour un autre pendant le déroulement du vote; la question a été soulevée et réglée après la tenue du vote, mais avant l'annonce du résultat); 14 juin 1995, p. 13853 (après la tenue du vote et avant l'annonce du résultat, on a réglé la question de savoir si le vote d'un député avait ou non été inscrit); 20 novembre 1996, p. 6502 (une question touchant l'admissibilité d'un député à voter a été soulevée et réglée après la convocation des députés et avant la tenue du vote). À deux occasions récentes, le vote a été interrompu pour régler des rappels au Règlement quant aux intentions de vote (Débats, 10 février 1997, p. 7918, des députés ayant voté «oui» alors qu'ils avaient l'intention de voter «non»; 9 mars 1998, p. 4586, des députés ayant voté «non» alors qu'ils avaient l'intention de voter «oui»).

immédiatement après l'annonce du résultat d'un vote, des députés n'ayant pu être présents demandent la parole pour expliquer comment ils auraient voté s'ils avaient été là ³¹⁸.

Les rectifications

Après avoir été enregistré, un vote devient une décision de la Chambre, et le vote d'un député ne peut être modifié. Toutefois, il arrive que des députés se lèvent après un vote pour signaler une erreur ou demander une rectification, soit parce qu'ils ont par inadvertance voté contrairement à leur intention, soit parce qu'ils ont voté tout en étant pairés. Dans certains cas, le vote a été rectifié ³¹⁹; dans d'autres cas, la demande a été refusée ³²⁰.

Un député dont le nom n'a pas été appelé ou qui a été appelé incorrectement peut faire corriger l'erreur avant l'annonce du résultat, si elle est notée pendant la tenue du vote, ou après-coup dès que l'erreur est notée³²¹. Si la correction est faite après l'impression des *Journaux*, un rectificatif est inséré dans les *Journaux* de la séance suivante.

Une décision doit être maintenue

On ne peut remettre en question une décision déjà prise, laquelle représente le jugement de la Chambre ³²². Par exemple, on ne peut ranimer une motion ou un projet de loi ayant été rejeté au cours de la même session ³²³. On veut ainsi éviter que le temps de la Chambre ne serve à discuter de motions de même nature, avec la possibilité d'arriver à des décisions contradictoires au cours d'une même session. Il ne convient pas que les députés «critiquent» les votes de la Chambre (c'est-à-dire les reconsidérer ou y revenir) et, lorsque cela s'est produit, la présidence s'est empressée d'y

- 318. Voir, par exemple, Débats, 29 octobre 1991, p. 4176; 23 février 1994, p. 1729.
- 319. Voir, par exemple, Débats, 26 mars 1930, p. 936; 23 mai 1946, p. 1813; 1" février 1994, p. 751. Le 1" juin 1954, le Président a même pris l'initiative et fait rectifier le vote d'un député avant que le Greffier n'annonce les résultats du vote (Débats, 1" juin 1954, p. 5662).
- 320. Voir, par exemple, Débats, 15 octobre 1919, p. 1018; 1^{er} juillet 1926, p. 5344-5345; 9 juin 1998, p. 7907. Dans l'exemple de 1926, un député a voté par inadvertance alors qu'il était pairé, et le Président a décidé que le vote serait valide. Le nouveau gouvernement du premier ministre Meighen a alors été défait sur une question importante, et la 15º législature a été dissoute le 2 juillet 1926.
- 321. Voir, par exemple, Débats, 19 mars 1992, p. 8532, 8534. En 1993, un député a invoqué le Règlement immédiatement après l'annonce des résultats afin d'indiquer qu'il y avait eu une erreur d'interprétation quant aux votes de certains députés. Le jour suivant, le même député a soulevé une question de privilège afin de contester le comptage du vote et son inscription dans les Débats. Le Président a par la suite déclaré qu'il produirait une rectification pour corriger le vote (voir Débats, 20 avril 1993, p. 18183-18184; 21 avril 1993, p. 18226-18227; 22 avril 1993, p. 18323-18324).
- 322. Art. 18 du Règlement; Bourinot, 4º éd., p. 328-329.
- 323. Bourinot fait également observer qu'une motion rejetée ne peut être proposée plus tard en tant qu'amendement à une question, pas plus qu'un amendement ayant été rejeté ne peut être proposé lors d'une séance future (Bourinot, 4* éd., p. 330).

mettre un terme 324. À l'occasion, des députés ont également attiré l'attention sur cette règle 325.

La Chambre peut discuter de nouveau d'une décision antérieure (une résolution ou un ordre de la Chambre) seulement si elle a l'intention de la révoquer ³²⁶; cela nécessite un avis de motion portant révocation de la résolution ou de l'ordre, selon le cas ³²⁷. De cette façon, la Chambre peut reconsidérer une résolution ou un ordre antérieur et, si la mesure initiale est révoquée, la Chambre peut ensuite rendre une deuxième décision sur la même question. Dans un certain nombre de cas où des ordres de la Chambre ont été révoqués, il s'agissait d'arrangements concernant la tenue des séances ³²⁸ ou le retrait de projets de loi et de motions ³²⁹.

La question du vote électronique

Au fil des ans, on a proposé à différentes reprises d'installer un système de vote électronique pour améliorer la gestion du temps de la Chambre³³⁰. En 1985, dans le deuxième Rapport du Comité McGrath, on recommandait l'adoption d'un tel système qui permettrait, de l'avis du Comité, de réduire le temps consacré par la Chambre aux votes par appel nominal³³¹. Dans sa réponse au rapport, le gouvernement acceptait en principe la recommandation, mais la Chambre n'y a pas donné suite³³². En 1995, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a observé que les modalités des votes par appel nominal avaient modifié de façon importante le contexte de l'examen du vote électronique (il faisait allusion aux pratiques consistant à reporter plusieurs votes à un moment déterminé ainsi qu'à appliquer le résultat de votes à des votes subséquents, pratiques qui de l'avis du Comité ont «grandement accéléré le processus de scrutin»). Le Comité recommandait que la Chambre ne procède pas tout de suite à l'enregistrement électronique des votes ³³³.

- 324. Voir, par exemple, Journaux, 1st juin 1955, p. 654-657; Débats, 19 mai 1960, p. 4099; 20 octobre 1970, p. 402; 11 mai 1983, p. 25363-25366; 3 novembre 1983, p. 28661; 24 septembre 1996, p. 4656; 7 mai 1998, p. 6690. Bien que cette règle vise les décisions de la Chambre plutôt que les votes des différents députés, la présidence a également averti les députés de ne pas commenter la façon de voter de leurs collègues (voir, par exemple, Débats, 22 mai 1991, p. 385; 4 mai 1993, p. 18921; 6 avril 1995, p. 11612).
- 325. Voir, par exemple, Débats, 1" juin 1982, p. 17973; 1" mars 1996, p. 187-188.
- 326. Art. 18 du Règlement.
- 327. En décembre 1988, cependant, la Chambre a adopté un ordre spécial dont une disposition autorisait un ministre à proposer sans avis une motion portant «révocation de l'ordre» (voir Journaux, 16 décembre 1988, p. 48-49; 23 décembre 1988, p. 80).
- 328. Voir, par exemple, *Journaux*, 27 mai 1898, p. 269; 1* août 1942, p. 708; 22 novembre 1944, p. 923; 24 novembre 1944, p. 927.
- 329. Voir, par exemple, Journaux, 7 mai 1987, p. 890; 6 juin 1988, p. 2796; 11 mars 1999, p. 1594.
- 330. Voir, par exemple, Débats, 10 février 1959, p. 939; 31 mars 1960, p. 2763-2764; 26 mai 1965, p. 1623-1624.
- 331. Voir les pages 123 et 124 du deuxième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 26 mars 1985 (Journaux, p. 420).
- 332. Voir les pages 1 et 2 de la Réponse au deuxième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, déposée le 9 octobre 1985 (*Journaux*, p. 1082).
- 333. Voir le soixante-neuvième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté le 24 mars 1995 (Journaux, p. 1274). La Chambre n'a pas donné suite au rapport.

Lors de la première session (1997-1999) de la 36' législature, le Comité s'est penché brièvement sur la question, mais il n'a pas présenté de rapport à la Chambre³³⁴.

Le consentement unanime

À certains moments, la Chambre peut choisir de s'écarter des règles qu'elle s'est données, de les modifier ou de les simplifier. Pour apporter des modifications importantes ou permanentes à ses procédures ou pratiques, la Chambre a normalement recours à une motion précédée d'un avis; toutefois, on s'entend souvent sur des changements ad hoc en obtenant le consentement de tous les députés présents au moment où il est proposé de s'écarter des règles ou pratiques habituelles. Les règles ou pratiques en question sont suspendues avec ce qui est appelé «le consentement unanime» de la Chambre 335. Lorsqu'on demande le consentement unanime, la présidence prend soin de vérifier qu'il n'y a absolument aucune opposition; si une seule voix exprime sa dissidence, il ne peut y avoir unanimité 336. Lorsque la Chambre prend une telle décision à l'unanimité, le fait est consigné dans le compte rendu officiel 337.

Selon toute apparence, c'est pour passer outre aux exigences du Règlement en matière d'avis qu'on a recours le plus fréquemment au consentement unanime³³⁸. Par exemple, on le demande pour déroger à l'obligation de fournir un avis pour les motions de fond³³⁹, lesquelles peuvent ensuite être soumises à la décision de la Chambre. On a présenté des projets de loi sans avoir déposé l'avis requis³⁴⁰; de même, après avoir obtenu le consentement unanime, on a présenté et réglé des motions autorisant des comités à voyager ou à modifier leur composition (ce qu'on appelle les questions d'ordre administratif)³⁴¹. Il n'est pas rare non plus qu'un rapport de comité soit présenté et adopté le même jour avec le consentement unanime

- 334. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal et Témoignages du 6 novembre 1997.
- 335. Bourinot, 4º éd., p. 203.
- 336. Voir, par exemple, Débats, 11 décembre 1997, p. 3139.
- 337. Dans les Journaux, on note simplement que telle ou telle manière de procéder a fait l'objet du consentement unanime; il peut être nécessaire de se reporter aux Débats si on veut connaître la règle ou pratique à laquelle on s'est soustrait grâce au consentement unanime.
- 338. À une certaine époque, une règle énonçait qu'on pouvait, avec le consentement unanime de la Chambre, présenter sans avis des motions (voir l'article 43 du Règlement de 1978); cette règle a été supprimée en 1982 (Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400). Pour de plus amples renseignements sur la façon dont l'ancien article 43 du Règlement a ouvert la voie aux déclarations de députés conformément à l'actuel article 31 du Règlement, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».
- 339. Art. 54 du Règlement.
- 340. Voir, par exemple, Journaux, 14 juin 1977, p. 1128.
- 341. Voir, par exemple, Débats, 12 février 1999, p. 11843 (consentement unanime pour modifier la composition d'un comité); 19 décembre 1990, p. 6952-6953 (consentement unanime refusé pour le déplacement d'un comité); 19 mai 1995, p. 12850, 12862 (consentement unanime pour le déplacement d'un comité, accordé lors de la deuxième demande).

de la Chambre ³⁴². On a aussi demandé le consentement unanime pour présenter sans avis une motion visant à modifier le Règlement; le consentement a été accordé, et la motion adoptée sans débat ³⁴³.

En règle générale, on obtient le consentement unanime pour accélérer les affaires courantes ou pour permettre des échanges de politesses à la Chambre. En cours de débat, on a demandé le consentement unanime pour prolonger brièvement la durée des discours ou la durée de la période des questions et observations après les discours ³⁴⁴; pour autoriser le partage du temps de parole ³⁴⁵; pour autoriser un député étant déjà intervenu sur une question à faire des observations additionnelles ³⁴⁶; et même pour modifier l'ordre habituel d'intervention des députés ³⁴⁷.

Il arrive fréquemment qu'on organise les travaux de la Chambre en ayant recours au consentement unanime. Il peut s'agir d'une modification de l'ordre des travaux ³⁴⁸, de la suspension de séances ³⁴⁹, du réaménagement des heures d'ajournement ou des jours de séance ³⁵⁰ et d'ordres spéciaux concernant la procédure à suivre pour des événements particuliers ³⁵¹. On modifie souvent l'ordre établi des travaux quotidiens de la Chambre, notamment en ce qui concerne la séquence des Affaires courantes, en demandant le consentement unanime pour revenir à une rubrique des Affaires courantes ³⁵². Ainsi, les députés qui, par inadvertance, ont laissé passer l'occasion d'intervenir sous les rubriques «Dépôt de documents», «Présentation de rapports de comités», «Dépôt de projets de loi émanant des députés» et «Présentation de pétitions» demandent régulièrement et obtiennent souvent le consentement unanime pour revenir à la rubrique en question.

- 342. Voir, par exemple, Débats, 21 juin 1985, p. 6093; 5 novembre 1997, p. 1583-1584.
- 343. Journaux, 30 novembre 1998, p. 10620.
- 344. Voir, par exemple, Débats, 25 octobre 1990, p. 14704-14705.
- 345. En 1991, on a codifié dans le Règlement une pratique existante selon laquelle une période d'intervention de 20 minutes peut être partagée en deux si le whip du parti l'indique à la Chambre (art. 43(2) du Règlement). On a aussi demandé le consentement unanime pour des partages semblables du temps de parole (voir, par exemple, Débats, 2 novembre 1989, p. 5461; 12 février 1992, p. 6864-6865).
- 346. Voir, par exemple, *Débats*, 18 mai 1983, p. 25550.
- 347. Voir, par exemple, Débats, 17 mars 1998, p. 5009.
- 348. Voir, par exemple, Débats, 14 août 1987, p. 8081-8082 (pour l'examen d'un projet de loi à la deuxième lecture, y compris le vote et la suspension des Affaires émanant des députés pour cette séance); Journaux, 5 juin 1998, p. 942 (pour ajourner le débat, considérer qu'il était l'heure des Affaires émanant des députés, et passer aux Affaires émanant des députés).
- 349. Voir, par exemple, Débats, 9 mai 1994, p. 4086-4087.
- 350. Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1986, p. 1202 (pour ne pas sièger un jour de séance normal); 28 octobre 1994, p. 7386 (pour passer aux Affaires émanant des députés avant l'heure habituelle).
- 351. Voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1985, p. 9120 (dispositions spéciales pour l'examen d'un projet de loi); 12 juin 1998, p. 8109 (dispositions pour l'allocution du président de la République d'Afrique du Sud devant les sénateurs et les députés).
- 352. Voir, par exemple, Débats, 8 novembre 1990, p. 15336 (pour revenir aux «Déclarations des ministres»); 11 février 1999, p. 11788 (pour revenir à la «Présentation de rapports de comités»).

Avec le consentement unanime de la Chambre, on a fait franchir à des projets de loi plus d'une étape en une seule journée et on les a renvoyés à un comité plénier plutôt qu'à un comité permanent 353; on a même obtenu le consentement unanime pour modifier un projet de loi 354.

Pendant des votes par appel nominal, on a demandé le consentement unanime pour appliquer les résultats d'un vote à un autre vote ³⁵⁵, pour procéder au vote par rangée ³⁵⁶ ou pour appliquer les votes des députés à des votes subséquents ³⁵⁷. Du consentement unanime, des votes par appel nominal ont été réputés demandés et différés ³⁵⁸. Un député peut aussi demander le consentement unanime afin de déposer un document dont il a été question au cours du débat, une pratique interdite en temps normal ³⁵⁹.

Il y a également eu des utilisations plus inhabituelles du consentement unanime. Par exemple, au début de la troisième session (1991-1993) de la 34º législature, on a obtenu le consentement unanime pour réinscrire au *Feuilleton* deux projets de loi de la session précédente, à l'étape où ils en étaient lors de la prorogation du Parlement ³⁶⁰; on a aussi reconstitué des comités avec le consentement unanime de la Chambre à seule fin de mener à terme des projets entrepris au cours de la session précédente ³⁶¹.

Deux articles du Règlement traitent explicitement du consentement unanime. Le premier stipule qu'«un député qui a fait une motion ne peut la retirer qu'avec le consentement unanime de la Chambre » 362. Cette obligation existe depuis la Confédération et est fondée sur le principe selon lequel toute motion devient, une fois présentée, la propriété de la Chambre. Cela s'applique également aux amendements et aux sous-amendements.

- 353. Pendant un conflit de travail, en 1966, on a rappelé la Chambre lors d'un ajournement; avec le consentement unanime, on a présenté sans avis un texte de loi forçant le retour au travail, lequel a été étudié en deuxième lecture plus tard au cours de la même séance (*Journaux*, 29 août 1966, p. 785-789). Voir également *Journaux*, 7 décembre 1998, p. 1402, 1404-1405, où l'on a accordé le consentement unanime pour l'examen d'un projet de loi d'intérêt public du Sénat à toutes les étapes.
- Voir, par exemple, Débats, 23 juin 1987, p. 7534-7535; voir également les observations du Président, Débats, 10 juin 1985, p. 5593.
- 355. Voir, par exemple, Débats, 24 mars 1994, p. 2771-2773.
- 356. Voir, par exemple, Débats, 8 juin 1987, p. 6864-6865.
- 357. Voir, par exemple, Débats, 6 décembre 1994, p. 8726-8727.
- 358. Voir, par exemple, Journaux, 2 avril 1998, p. 666.
- Voir, par exemple, Débats, 27 janvier 1983, p. 22274; 4 juin 1996, p. 3427-3428. Voir également le chapitre 10,
 Le programme quotidien ».
- 360. Journaux, 17 mai 1991, p. 44-45; 23 mai 1991, p. 59. On a refusé le consentement unanime pour la réinscription de cinq autres projets de loi de la session précédente. Ils ont cependant été réinscrits par la suite en vertu d'un ordre de la Chambre, suivant l'adoption d'une motion du gouvernement (Journaux, 29 mai 1991, p. 102-109).
- 361. Journaux, 17 mai 1991, p. 42-43.
- 362. Art. 64 du Règlement.

En vertu du second article, si, au cours d'une séance, le consentement unanime est refusé pour la présentation d'une «motion pour affaire courante», un ministre peut, pendant les Affaires courantes, demander de proposer la question à la Chambre ³⁶³. Cette demande peut être présentée plus tard au cours de la même séance ou lors d'une séance ultérieure de la Chambre ³⁶⁴. Lorsque la demande est présentée, la motion est mise aux voix sur-le-champ, sans débat ni amendement ³⁶⁵. Si 25 députés ou plus se lèvent pour indiquer qu'ils s'y opposent, la motion est considérée comme retirée; sinon, elle est adoptée ³⁶⁶. Les motions pour affaires courantes auxquelles ce processus s'applique portent, entre autres, sur les questions suivantes:

- L'observation du décorum de la Chambre;
- Le maintien de son autorité:
- L'administration de ses affaires;
- · L'agencement de ses travaux;
- La détermination des pouvoirs de ses comités;
- · L'exactitude de ses archives; et
- La fixation des jours où elle tient ses séances ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne 367.

Cet article du Règlement a été contesté avant son adoption en 1991 368 et les deux premières fois où on l'a invoqué 369. Depuis, on l'a invoqué à différentes reprises après

- 365. Art. 56.1(2) du Règlement.
- 366. Art. 56.1(3) du Règlement.
- 367. Art. 56.1(1)b) du Règlement.

^{363.} Art. 56.1 du Règlement. Cette règle a été introduite dans le cadre d'une série de modifications au Règlement parrainées par le gouvernement. Ces modifications ont été apportées en avril 1991, par suite de l'application de la clôture (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2898-2932). Voir également le chapitre 14, «La limitation du débat».

^{364.} Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1995, p. 1594 (motion adoptée après que le consentement unanime a été refusé le jour précédent; voir Débats, 7 juin 1995, p. 13375); Journaux, 12 avril 1999, p. 1687 (motion adoptée après que le consentement unanime a été refusé plus tôt au cours de la séance; voir Débats, 12 avril 1999, p. 13552, 13573).

^{368.} La modification proposée a fait l'objet d'un long rappel au Règlement (Débats, 26 mars 1991, p. 19042-19046). Dans sa décision, le Président a signalé que l'article ne s'appliquait qu'à un éventail limité de motions et que le Règlement édictait des procédures semblables pour d'autres types de motions. Compte tenu de cela et reconnaissant que la Chambre est habilitée à établir ses propres règles exécutoires en matière de procédure, le Président a refusé de déclarer irrecevable la modification proposée (Débats, 9 avril 1991, p. 19233-19237).

^{369.} Dans les deux cas, il s'agissait de motions autorisant des comités à voyager. On s'est opposé à ce que soit invoqué « cet article extrêmement draconien du Règlement de cette façon plutôt désinvolte », car, soutenaiton, il y aurait eu amplement de temps pour soumettre les avis de motion de la façon habituelle (Débats, 12 décembre 1991, p. 6173-6175).

que des motions pour affaires courantes ont été refusées du consentement unanime 370.

Les limites du consentement unanime

Malgré la variété des usages dont il a fait l'objet, il ne faut pas présumer que le consentement unanime permet de contourner n'importe quelle règle ou pratique de la Chambre. Il y a des limites à son application. Par exemple, on ne peut recourir au consentement unanime pour faire fi des dispositions de la *Loi constitutionnelle* ou d'un autre texte législatif. Une disposition législative a préséance sur tout ordre de la Chambre auquel elle s'applique³⁷¹. Les députés ont maintes fois pu observer en cours de débat que la Chambre ne peut recourir au consentement unanime pour agir illégalement ³⁷².

La procédure liée à la recommandation royale met en relief le fonctionnement de cette interdiction. L'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* stipule qu'il doit y avoir une recommandation royale ³⁷³ pour chaque vote, résolution, adresse ou projet de loi visant l'affectation de deniers publics. Cette disposition constitutionnelle est reprise dans le Règlement ³⁷⁴. Le Règlement est un ensemble de règles créées par la Chambre pour sa propre gouverne; elle peut donc passer outre à certains articles si elle y consent à l'unanimité, ce qu'elle ne peut faire dans le cas d'une disposition constitutionnelle. Cela a été exposé dans un certain nombre de décisions du Président ³⁷⁵.

Le rôle du Président

La façon de demander et d'accorder le consentement unanime obéit à une procédure stricte. La présidence doit donc faire preuve de méticulosité lorsqu'il s'agit de l'appliquer. Par exemple, un député désirant passer outre à l'avis requis pour présenter une motion de fond demande le consentement unanime de la Chambre « pour la motion suivante », qui est alors lue *in extenso*. Le Président demande ensuite si la Chambre consent unanimement à ce que le député présente sa motion. Si une voix dissidente s'exprime, le Président conclut qu'il n'y a pas consentement unanime et l'affaire ne va pas plus loin, bien qu'il soit possible de faire d'autres tentatives en vue

^{370.} Voir, par exemple, Journaux, 12 décembre 1991, p. 935 (déplacement d'un comité — deux motions); 16 mars 1995, p. 1226 (suspension d'une séance pour la sanction royale); 23 mars 1995, p. 1265 (heures de séance); 1^{et} décembre 1997, p. 290-291 (lectures d'un projet de loi au cours d'une seule séance; ajournement de la séance); 9 février 1998, p. 430 (motion sujette à débat en vue d'ajourner la Chambre); 9 juin 1998, p. 954 (révocation d'un ordre de la Chambre — réputé retiré); Débats, 22 mars 1999, p. 13231-13232 (examen d'un projet de loi — réputé retiré); Journaux, 12 avril 1999, p. 1687 (débat sur une affaire émanant du gouvernement).

^{371.} Bourinot, 4º éd., p. 204.

^{372.} Voir, par exemple, *Débats*, 24 avril 1985, p. 4067; 28 octobre 1986, p. 823; 26 mars 1991, p. 19044-19045.

^{373.} Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{374.} Art. 79(1) du Règlement.

^{375.} Voir, par exemple, Journaux, 9 novembre 1978, p. 130-133; Débats, 3 novembre 1983, p. 28655.

d'obtenir le consentement unanime ³⁷⁶. Si aucune dissidence n'est exprimée, le Président conclut qu'il y a consentement unanime pour la présentation de la motion, puis demande s'il plaît à la Chambre de l'adopter. À ce moment, il est d'usage que la Chambre rende une décision sur la motion; techniquement, toutefois, un débat sur la motion est encore possible ³⁷⁷.

Lorsque les intentions de la Chambre ne sont pas claires, le Président demande de nouveau s'il y a consentement unanime³⁷⁸. Si le Président l'entend, une seule voix dissidente suffit pour empêcher le consentement unanime; le Président a d'ailleurs rappelé aux députés de manifester clairement leurs intentions lorsqu'ils ne veulent pas accorder ce consentement³⁷⁹. La présidence veille uniquement à déterminer s'il y a ou non unanimité; lorsqu'une dissidence s'exprime, il ne convient pas de spéculer au sujet de sa source ni d'essayer de l'identifier³⁸⁰.

Une décision ne constitue pas un précédent

Aucune décision prise à l'unanimité par la Chambre ne constitue un précédent. Toutefois, les ordres ou résolutions présentés ou adoptés avec le consentement unanime traduisent la volonté de la Chambre et sont tout aussi exécutoires que les autres ordres ou résolutions de la Chambre. Le consentement unanime offre à la Chambre un moyen d'agir sans délai; par exemple, après avoir consenti unanimement à la présentation d'une motion sans avis, elle doit rendre une décision sur la motion de la même façon qu'elle le ferait pour toute autre motion dont elle est saisie.

^{376.} Voir, par exemple, Débats, 23 mars 1999, p. 13367-13369; dans ce cas, après quatre tentatives, on a consenti unanimement à permettre, malgré le Règlement, une période de questions et observations à la suite du discours d'un ministre pour la présentation d'un ordre émanant du gouvernement. Voir également les observations du Président Fraser, Débats, 30 octobre 1991, p. 4221-4222.

^{377.} Débats, 11 juin 1985, p. 5650; 11 décembre 1997, p. 3071.

^{378.} Voir Débats, 17 novembre 1975, p. 9101; 19 décembre 1990, p. 16952. À une occasion, en 1966, il semblait qu'on avait accordé le consentement unanime pour qu'un projet de loi soit présenté sans avis et qu'on passe à la deuxième lecture plus tard au cours de la même séance (Journaux, 29 août 1966, p. 786-787); des députés ont par la suite déclaré qu'ils n'avaient pas été entendus et qu'il n'y avait pas eu consentement unanime pour passer à la deuxième lecture; après plus ample discussion, on est parvenu à une entente (voir Débats, 29 août 1966, p. 7766-7770).

^{379.} Voir, par exemple, Débats, 15 mars 1996, p. 787. Voir également Débats, 8 mars 1993, p. 16631, le Président ayant alors indiqué que la dissidence pouvait être exprimée de manière non verbale.

^{380.} Débats, 27 juillet 1973, p. 6056; 23 mars 1999, p. 13369.

Le maintien de l'ordre et le décorum



Indépendamment de l'écart qui peut séparer nos points de vue et de la passion avec laquelle nous tenons à certaines convictions que nos opposants politiques ne partagent pas, la politesse est de mise à la Chambre des communes. Cela signifie que chaque député a le droit de prendre la parole et que chaque député peut raisonnablement espérer être écouté, que les autres soient d'accord ou non avec ce qu'il dit ou ce qu'il croit.

> PRÉSIDENT GILBERT PARENT (Débats, 16 mars 1998, p. 4902)

'un des principes fondamentaux de la procédure parlementaire est que les délibérations de la Chambre des communes se déroulent à la manière d'une conversation libre et polie. Pour que les débats sur les questions de politique publique aient ce caractère, la Chambre a adopté des règles d'ordre et de décorum qui régissent la conduite des députés les uns envers les autres ainsi qu'à l'égard de l'institution dans son ensemble. Les députés doivent se respecter les uns les autres, et respecter les points de vue différents des leurs; le comportement et le langage injurieux ou grossier ne sont pas tolérés. Ils doivent traduire leurs émotions en paroles plutôt qu'èn actes et exprimer leurs opinions poliment et librement, sans craindre de punition ni de représailles!

^{1.} Franks, p. 124-125.

La liberté de parole est l'un des plus importants privilèges que possèdent les députés². Cette liberté est toutefois subordonnée à la nécessité de maintenir l'ordre et le décorum lorsqu'un débat se déroule. Par conséquent, le droit de parole est tempéré par les règles écrites de la Chambre qui, en général, imposent des limites quant à la nature, au moment et à la durée des interventions ainsi qu'aux personnes autorisées à les faire.

Le Président est chargé de maintenir l'ordre à la Chambre en assurant le respect de ses règles et usages³. Il s'assure qu'on y observe les règles régissant la tenue convenable, la citation et le dépôt de documents au cours d'un débat, l'application de la convention relative aux affaires en instance sub judice aux débats et aux questions posées à la Chambre, et la politesse des remarques visant les deux chambres du Parlement, les députés et les sénateurs, les représentants de la Couronne, les juges et les cours. Il incombe en outre au Président de s'assurer que les débats se déroulent de façon disciplinée en réprimant le désordre lorsqu'il survient soit sur le parquet de la Chambre soit dans les tribunes, et en se prononçant sur les rappels au Règlement faits par des députés. Ses pouvoirs disciplinaires garantissent que le débat ne dévie pas de son objet et lui permettent d'expulser les députés qui persistent à se conduire de manière inconvenante. Cependant, même s'il appartient au Président de maintenir la dignité et le décorum de la Chambre, les députés eux-mêmes doivent assumer la responsabilité de leur comportement et conduire leurs affaires de manière convenable.

Le présent chapitre traite des règles et usages relatifs aux débats à la Chambre et des pouvoirs du Président de faire respecter l'ordre et le décorum en cas d'infraction.

Attribution du droit de parole

À quelques exceptions près, un député peut prendre la parole sur toute motion qui a été présentée à la Chambre et qui peut faire l'objet d'un débat⁴. Dans la gestion du débat relatif à une motion, le Président a la responsabilité de déterminer l'ordre dans lequel les députés se voient accorder la parole et d'appliquer les règles du débat se rapportant à des questions comme la règle d'une seule intervention sur une motion, le droit de réplique et les interventions injustifiées.

- 2. La liberté de parole permet aux députés de s'exprimer sans contrainte à la Chambre (et au sein de ses comités), de faire mention de toute affaire ou de formuler toute opinion qu'ils jugent à propos, et de dire ce qu'ils estiment devoir dire pour promouvoir l'intérêt national et les aspirations de leurs commettants, sans craindre de poursuites judiciaires. Pour de plus amples renseignements sur la liberté de parole, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- Art. 10 et 11 du Règlement. Voir également le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».
- 4. Il existe en outre certaines procédures selon lesquelles les députés peuvent se voir accorder la parole par le Président sans qu'une motion ait été présentée à la Chambre (par exemple, les Déclarations de députés, la Période des questions, les Affaires courantes (y compris les Déclarations de ministres) et les questions de privilège). Au cours du débat sur la motion d'ajournement, seuls les députés informés plus tôt au cours de la séance et les ministres ou les secrétaires parlementaires qui répondent en leur nom se voient accorder la parole. Pour des renseignements sur les motions sujettes à débat et les motions ne pouvant faire l'objet d'un débat, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».

ORDRE DE PAROLE HABITUEL

Le Règlement n'établit pas d'ordre officiel pour l'attribution du droit de parole aux députés; le Président s'en remet à cet égard à l'usage et aux précédents de la Chambre. Le Règlement autorise seulement celui-ci à donner la parole au député qui la demande en se levant de son siège⁵. Le député que le Président «aperçoit » le premier obtient la parole. On parle communément, dans ce cas, d'«attirer l'attention du Président ». Cette expression, qui remonte aux premiers temps de la procédure britannique⁶, s'est implantée dans la terminologie parlementaire. Les whips des divers partis fournissent chacun au Président une liste de députés qui souhaitent prendre la parole, mais celle-ci sert seulement de guide7. Par tradition, on donne souvent une certaine priorité de parole à certains députés, comme les chefs de parti, les ministres lorsque c'est à propos⁸ et, souvent, les porte-parole de l'opposition. Le Règlement accorde des droits spéciaux à un nombre limité de députés, dont le premier ministre et le chef de l'Opposition, mais ces droits ont seulement trait à la durée de leurs discours⁹. Le Président a toute latitude de donner la parole aux députés 10, mais il peut observer les dispositions non officielles éventuellement prises 11, ou encore être lié par un ordre de la Chambre établissant un ordre de parole précis¹².

Dans l'ordre de parole habituel, après qu'une motion a été présentée à la Chambre, le Président donne la parole au motionnaire en premier. Si celui-ci choisit de ne pas intervenir, il est néanmoins réputé avoir eu la parole; il est réputé avoir dit «je propose» en faisant simplement un signe de tête, et l'on considère qu'il est intervenu

- 5. Art. 17 et 62 du Règlement.
- 6. Comme mentionné dans Wilding et Laundy, p. 81: «Jusqu'en 1625, lorsque plusieurs députés se levaient, la Chambre elle-même avait déterminé qui elle voulait entendre, mais elle résolut au cours de cette année-là que, «si deux députés se lèvent en même temps, le Président décide. Celui qu'il a aperçu le premier se voit accorder la priorité».
- Voir les remarques de la présidence, Débats, 5 mai 1994, p. 3925; 29 novembre 1994, p. 8406-8407.
- 8. Des Présidents ont jugé à de nombreuses occasions que l'on donne la priorité de parole à un ministre lorsqu'il se lève en même temps qu'un autre député pour être reconnu (voir, par exemple, Débats, 16 mai 1984, p. 3784; 15 avril 1987, p. 5191 et 5201; 19 décembre 1990, p. 16954). Voir également Bourinot, 4° éd., p. 334. Par ailleurs, Beauchesne (4° éd.) déclare: «Selon d'anciens usages parlementaires, un député qui veut prononcer son premier discours a le privilège d'être aperçu le premier par le [Président] s'il se lève en même temps que d'autres députés» (p. 113-114).
- 9. L'article 43 du Règlement stipule que le premier ministre, le chef de l'Opposition, le ministre qui propose un ordre émanant du gouvernement et le député répliquant immédiatement après ce ministre peuvent parler pendant plus de 20 minutes au cours de n'importe quel débat. En réponse à un rappel au Règlement fait par un député indépendant qui avait siégé à la Chambre pendant nombre d'années en tant que membre d'un parti reconnu, le Président a jugé que la longueur du service à la Chambre n'est pas un critère pour se voir accorder le droit de parole (Débats, 22 février 1993, p. 16283).
- Ce fait est appuyé par les décisions de nombreux Présidents (voir, par exemple, *Débats*, 27 octobre 1970, p. 635; 27 janvier 1983, p. 22303; 20 mai 1986, p. 13443).
- 11. Voir, par exemple, Débats, 17 mai 1991, p. 291-292; 8 septembre 1992, p. 12723.
- 12. Voir, par exemple, Journaux, 11 juin 1991, p. 164; 18 juin 1991, p. 217; 17 septembre 1992, p. 2011-2012.

au cours du débat¹³. Le député qui appuie une motion n'est pas tenu de prendre la parole sur celle-ci à ce moment-là, mais il peut le faire plus tard au cours du débat¹⁴.

Le Président «aperçoit» ensuite les députés des côtés opposés de la Chambre selon une rotation raisonnable, en tenant compte du nombre de membres des divers partis reconnus qui siègent à la Chambre 15, du droit de réplique 16 et de la nature des travaux. Par exemple, au cours de la première ronde du débat sur les Ordres émanant du gouvernement, le Président donne la parole à un représentant du gouvernement et à un député de chacun des partis d'opposition reconnus s'ils se lèvent pour intervenir. Lors des rondes suivantes du débat, il alterne entre les députés du gouvernement et ceux de l'opposition. Par le passé, le Président a donné la parole à des députés indépendants et à des députés de partis non reconnus seulement après que les députés des partis reconnus avaient participé au débat proportionnellement à leur nombre à la Chambre 17. Lors de l'étude des Affaires émanant des députés, le Président redouble de prudence lorsqu'il donne la parole aux députés et s'assure que tous les partis et tous les groupes représentés à la Chambre se font entendre et que tous les points de vue sur la question soumise au débat sont exprimés. Les jours réservés aux travaux des subsides, le Président peut donner plus souvent la parole aux députés du parti qui parraine la motion de l'opposition 18.

Au cours de la période de questions et d'observations de 10 minutes qui suit la plupart des discours ¹⁹, les députés peuvent poser des questions au député qui vient de terminer son discours, ou faire de brèves remarques sur ce discours. Au moment de donner la parole aux députés, le Président accorde alors la préférence à ceux qui appartiennent à des partis autres que celui de l'orateur initial, sans toutefois exclure les députés du parti de ce dernier ²⁰. Si la période de questions et d'observations est interrompue par d'autres travaux, lors de la reprise du débat sur la motion, cette période se poursuit seulement si le député qui a prononcé le discours initial est présent ²¹. Comme aucun temps précis n'est réservé pour la durée de chaque question ou observation, le Président détermine parfois combien de députés souhaitent participer à la période de questions et d'observations, puis répartit le temps alloué à chaque intervention en conséquence. Les députés qui se voient accorder la parole au cours de la période de questions et d'observations n'ont pas le droit de présenter des

^{13.} Débats, 19 mars 1992, p. 8479-8480, 8490-8491.

^{14.} La tradition veut que, au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, l'appuyeur se voie accorder la parole après que le motionnaire a parlé. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».

^{15.} Pour une définition de parti reconnu aux fins de la procédure, voir le chapitre 1, «Les institutions parlementaires ».

^{16.} Art. 44(2) du Règlement. On traite en détail du droit de réplique plus loin dans le présent chapitre.

^{17.} Voir, par exemple, Débats, 22 février 1993, p. 16282-16283; 14 mars 1995, p. 10446.

Pour des renseignements supplémentaires, voir le chapitre 18, « Les procédures financières ».

Art. 43(1) du Règlement. La Chambre a adopté cette disposition en 1982 (Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400).

Voir, par exemple, *Débats*, 22 mai 1992, p. 11108; 20 février 1995, p. 9851; 9 juin 1998, p. 7842; 5 novembre 1998, p. 9925.

^{21.} Voir, par exemple, Débats, 28 octobre 1985, p. 8075; 11 février 1986, p. 10688; 3 mars 1986, p. 11126.

motions dilatoires²², de proposer des amendements²³, ou de présenter des motions tendant à prolonger les heures de séance²⁴.

Motion portant qu'un député soit maintenant entendu

La décision du Président sur la question de savoir qui a le droit de parole au cours d'un débat peut être modifiée par la Chambre sur une motion portant qu'un autre député «soit maintenant entendu». La décision prise sur cette motion règle immédiatement l'ordre du débat.

Lorsque deux députés se lèvent en même temps pour «attirer l'attention du Président», celui-ci donne la parole à l'un d'eux. En invoquant le Règlement, un autre député peut proposer que le député qui ne s'est pas vu accorder la parole l'obtienne²⁵. La présentation de la motion portant «qu'un député soit maintenant entendu» est une exception à la règle selon laquelle une motion ne peut être proposée sur un rappel au Règlement. Cette motion ne peut être présentée si le député à qui le Président a donné la parole en premier lieu a déjà commencé à parler²⁶. Si le Président déclare la motion recevable, celle-ci est mise aux voix aussitôt sans débat. Un vote par appel nominal peut avoir lieu. Si la motion est adoptée, le député qui y est désigné peut prendre la parole²⁷. Si elle est rejetée, le député qui avait obtenu la parole à l'origine conserve son droit de parole²⁸. Une deuxième motion portant «qu'un député soit maintenant entendu» peut seulement être présentée après que celui qui a obtenu la parole a terminé son discours²⁹. Il est donc impossible de présenter une série de ces motions dans le but d'empêcher un député particulier de prendre la parole. De plus, la motion ne peut être présentée:

- si la Chambre n'est saisie d'aucune motion sujette à débat³⁰;
- si personne ne s'est encore vu donner la parole³¹;
- 22. Voir, par exemple, Débats, 14 mars 1985, p. 3029. Voir également le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 23. Voir, par exemple, *Débats*, 9 juin 1986, p. 14128.
- 24. Voir, par exemple, *Débats*, 17 février 1987, p. 3541.
- 25. Art. 62 du Règlement. Cette motion a été utilisée comme tactique dilatoire (voir, par exemple, Débats, 3 février 1987, p. 3086-3087; 3 octobre 1990, p. 13755-13757, 13761-13762). À une occasion, le Président ayant donné la parole à un député sur une question de privilège, un autre député a demandé la parole pour présenter cette motion. Le Président a refusé la motion portant «qu'un député soit maintenant entendu» parce que cette motion est traditionnellement proposée au cours d'un débat, et qu'une question de privilège a la priorité sur toute autre affaire. Voir Débats, 27 avril 1989, p. 1003.
- 26. Voir, par exemple, Débats, 18 juin 1987, p. 7305; 26 janvier 1990, p. 7528-7529; 12 mai 1995, p. 12528. À une occasion, après qu'une motion portant deuxième lecture d'un projet de loi eut été présentée à la Chambre, un député a proposé qu'un député particulier « soit maintenant entendu ». Le Président ne permit pas de mettre la motion aux voix parce que seul le motionnaire pouvait obtenir la parole à ce moment-là (Débats, 20 novembre 1986, p. 1368).
- 27. Voir, par exemple, Débats, 28 octobre 1987, p. 10497; 19 mars 1997, p. 9227-9229.
- 28. Voir, par exemple, *Débats*, 26 janvier 1990, p. 7528-7529; 20 novembre 1997, p. 6503-6505.
- 29. Voir, par exemple, *Débats*, 28 octobre 1987, p. 10497.
- Voir, par exemple, Débats, 31 janvier 1990, p. 7660. Il y a cependant des cas où le Président a accepté de telles motions pendant les Affaires courantes lorsqu'aucune motion ne faisait l'objet d'un débat (*Journaux*, 7 novembre 1986, p. 188-189; 8 avril 1987, p. 722-723).
- 31. Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1986, p. 1191.

- si le député désigné dans la motion ne s'est pas levé à l'origine pour demander la parole ³²;
- pour donner la parole à un député dont le discours aurait pour effet de clore le débat³³:
- au cours de la période de questions et d'observations consécutive à un discours 34;
- si la Chambre a adopté un ordre précisant l'ordre des interventions au cours du débat³⁵.

Octroi de la parole lors du rappel d'un ordre

Un député dont le discours est interrompu soit en vertu d'un article du Règlement ou d'un ordre spécial 36, soit par l'adoption d'une motion d'ajournement du débat, peut poursuivre son intervention jusqu'à l'expiration du temps qui lui est alloué, lors de la reprise du débat sur la motion. De même, si les travaux sont suspendus, le député qui a la parole à ce moment-là conserve le droit d'intervenir lors de la reprise des travaux 37. Si ce député n'est pas présent à la Chambre lorsque celle-ci reprend le débat, il est réputé avoir perdu la parole et avoir terminé son intervention 38. Ce principe s'applique également à la période de questions et d'observations, à savoir que, si le député qui a prononcé le discours n'est pas présent au moment de la reprise du débat, la période de questions et d'observations ne se poursuit pas, et un autre député obtient la parole 39.

Conservation du droit de parole après une cérémonie de sanction royale

Si l'huissier du bâton noir se présente à la Chambre muni d'un message du gouverneur général convoquant celle-ci au Sénat pour une cérémonie de sanction royale,

- 32. Voir, par exemple, *Débats*, 31 janvier 1990, p. 7€61; 24 septembre 1990, p. 13244-13245.
- 33. Voir, par exemple, Débats, 5 décembre 1963, p. 5780.
- 34. Voir, par exemple, Débats, 30 octobre 1991, p. 4231.
- 35. Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1991, p. 2109. En 1979, après que les chefs des trois partis reconnus eurent pris la parole sur une motion de l'opposition, le Président Jerome a expliqué pourquoi il avait ensuite donné la parole à Fabien Roy, chef du parti du Crédit social, qui n'avait que cinq sièges à la Chambre. Au moment où Fabien Roy commençait à parler, Yvon Pinard (Drummond) a invoqué le Règlement pour proposer qu'un autre député «soit maintenant entendu». Le Président a déclaré que le député n'avait pas la parole pour présenter sa motion. Le lendemain, en réponse à une question de privilège, le Président Jerome a précisé qu'il avait interprété la présentation de la motion comme un appel de la décision qu'il venait de donner. Voir Débats, 6 novembre 1979, p. 1008-1010; 7 novembre 1979, p. 1048-1049.
- 36. Par exemple, lorsque le discours d'un député est interrompu par les Déclarations de députés et la Période des questions, ou que le débat est interrompu en raison des Affaires émanant des députés ou de l'heure normale d'ajournement. Voir Débats, 17 mars 1997, p. 9091-9092; à cette occasion, un député s'est plaint qu'on le privait du droit de poursuivre son discours parce que le gouvernement avait appelé un Ordre différent après la Période des questions.
- Voir, par exemple, Débats, 25 mai 1990, p. 11910; 29 mai 1990, p. 12011; 6 avril 1992, p. 9359-9360;
 29 septembre 1994, p. 6348; 22 septembre 1995, p. 14759.
- 38. Voir, par exemple, Débats, 18 décembre 1990, p. 16906.
- Voir, par exemple, *Débats*, 28 octobre 1985, p. 8075-8076; 11 décembre 1986, p. 2025-2026; 3 février 1994, p. 896; 27 février 1995, p. 10084; 17 février 1998, p. 4033.

les travaux de la Chambre sont interrompus⁴⁰. Aucun député ne se voit accorder la parole pour faire un rappel au Règlement ou pour soulever une question de privilège⁴¹. À son retour du Sénat, la Chambre reprend ses travaux là où elle les avait laissés, et la séance continue; le député dont le discours a été interrompu par l'arrivée de l'huissier du bâton noir obtient la parole pour poursuivre son discours⁴².

Octroi de la parole avant et après les votes

Une fois que le Président a mis une question aux voix, aucun autre débat n'est permis. Ni les rappels au Règlement ni les questions de privilège ne sont admis⁴³. En fait, les députés doivent rester assis jusqu'à l'annonce du résultat du vote. Toutefois, il est arrivé que des députés invoquent le Règlement après l'annonce d'un vote par appel nominal pour expliquer pourquoi ils s'étaient abstenus de voter⁴⁴, ou comment ils auraient voté s'ils avaient été présents à la Chambre lors de la mise aux voix⁴⁵, ou comment ils souhaitaient voir leur vote inscrit lors de votes subséquents auxquels on devait appliquer les résultats⁴⁶. À l'occasion, des députés ont invoqué le Règlement après un vote afin de solliciter le consentement unanime de la Chambre pour modifier leur vote⁴⁷. Toutefois, un député ne doit pas faire un rappel au Règlement pour commenter la façon dont un autre député a voté⁴⁸.

UNE SEULE INTERVENTION SUR UNE MOTION

Pour accélérer la conduite des travaux de la Chambre, le Règlement prévoit qu'aucun député ne peut intervenir deux fois au cours du débat sur quelque motion que ce soit ⁴⁹. Si, par inadvertance, un député demande la parole une seconde fois, le Président l'interrompt et donne la parole à un autre député ⁵⁰.

Une motion, un amendement et un sous-amendement constituent trois questions distinctes et sont traités comme tels aux fins de la règle d'une seule intervention par

- 40. Bourinot, 4° éd., p. 353.
- 41. Débats, 17 décembre 1990, p. 16829-16830.
- Voir, par exemple, Débats, 15 juin 1994, p. 5364-5365; 24 novembre 1994, p. 8255-8257; 11 mars 1999, p. 12775-12776.
- 43. Voir, par exemple, Débats, 20 mars 1990, p. 9557-9558.
- Voir, par exemple, Débats, 22 juin 1988, p. 16729; 24 février 1992, p. 7546; 19 mars 1992, p. 8522;
 24 février 1993, p. 16425.
- 45. Voir, par exemple, Débats, 16 juin 1994, p. 5403; 21 juin 1994, p. 5665; 1e novembre 1994, p. 7539.
- 46. Voir, par exemple, Débats, 18 octobre 1994, p. 6883; 15 décembre 1994, p. 9104.
- 47. Voir, par exemple, Débats, 1* février 1994, p. 751; 9 décembre 1997, p. 3011.
- 48. Voir, par exemple, Débats, 4 mai 1993, p. 18921.
- 49. Art. 44(1) du Règlement. «Il est essentiel à l'expédition des travaux que la règle et l'ordre de la Chambre, selon lesquels aucun député ne peut prendre la parole deux fois sur une même question, soient rigoureusement respectés; le Président a le devoir d'assurer l'observation de cette règle sans attendre que la Chambre intervienne, car les appels à l'ordre produisent rarement autre chose que le désordre » (Hatsell, vol. II, p. 105).
- Voir, par exemple, Débats, 16 mars 1993, p. 17091-17092; 3 février 1998, p. 3288; 12 mai 1998, p. 6826;
 mai 1998, p. 7107. En comité plénier, les députés peuvent prendre la parole aussi souvent qu'ils le désirent (art. 101(1) du Règlement).

question⁵¹. Toutefois, un amendement n'est pas une question distincte avant que le Président le présente à la Chambre. Par conséquent, le député qui propose un amendement est réputé avoir pris la parole non seulement sur l'amendement, mais aussi sur la motion principale⁵². De même, le député qui propose un sous-amendement est réputé être intervenu aussi sur l'amendement et ne peut intervenir de nouveau, mais cela ne touche pas son droit de prendre la parole sur la motion principale⁵³. Après qu'un amendement (ou un sous-amendement) a été proposé, appuyé et présenté à la Chambre, tout député qui demande la parole intervient sur l'amendement (ou le sous-amendement). Une fois qu'un amendement (ou un sous-amendement) a été adopté ou rejeté, tout député qui n'est pas encore intervenu sur la motion principale (ou l'amendement) peut le faire. Une motion principale modifiée n'est pas considérée comme une nouvelle question; seuls les députés qui ne sont pas encore intervenus sur la motion principale peuvent prendre la parole sur la motion modifiée ⁵⁴.

Tout député qui demande la parole pour présenter une motion sujette à débat doit donner le nom d'un deuxième député qui appuie officiellement celle-ci. Un ordre émanant du gouvernement doit être présenté par un ministre, mais il peut être appuyé par n'importe quel député 55. Si le motionnaire choisit de ne pas prendre la parole immédiatement après la présentation de la motion à la Chambre, il perd son droit d'intervenir sur celle-ci, sauf en réplique 56. L'appuyeur peut se voir accorder le droit d'intervenir sur la motion plus tard au cours du débat 57.

Si un député présente une motion dans le cadre de son discours (par exemple, un amendement ou une motion d'ajournement du débat), cela met automatiquement fin à son discours ⁵⁸. Un député qui est déjà intervenu sur une question ne peut demander la parole de nouveau pour proposer ou appuyer un amendement ou pour présenter une motion d'ajournement du débat ou de la Chambre, mais il peut intervenir sur un amendement proposé par un autre député ⁵⁹. Si la Chambre rejette une motion d'ajournement du débat, le motionnaire est réputé avoir épuisé son droit de parole sur la question principale ⁶⁰. Toutefois, si la motion est adoptée, le motionnaire

- 51. Journaux, 14 mars 1928, p. 154-155.
- 52. Voir, par exemple, Journaux, 10 février 1953, p. 232; Débats, 5 novembre 1991, p. 4609. Voir également Bourinot, 4° éd., p. 345. La même règle s'applique à la question préalable (« Que la question soit maintenant mise aux voix »): le député qui propose la question préalable est réputé avoir pris la parole à la fois sur celleci et sur la motion initiale. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 53. Voir, par exemple, Journaux, 30 mai 1960, p. 514-515.
- 54. Beauchesne, 4° éd., p. 140-141.
- 55. Voir, par exemple, *Débats*, 25 janvier 1983, p. 22176; 31 janvier 1985, p. 1845. Lorsqu'on entreprend le débat en deuxième ou en troisième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, un secrétaire parlementaire prend souvent la parole au nom du ministre après que celui-ci a présenté la motion. Voir, par exemple, *Débats*, 6 octobre 1997, p. 495.
- 56. Voir, par exemple, Débats, 26 septembre 1967, p. 2484, 2486; 18 novembre 1997, p. 1824; 19 mars 1998, p. 5138.
- 57. C'est seulement au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône que l'appuyeur prend la parole immédiatement après le motionnaire. Voir le chapitre 15, «Les débats spéciaux».
- 58. Voir, par exemple, Débats, 11 décembre 1990, p. 16563; 11 mai 1998, p. 6814.
- 59. Bourinot, 4° éd., p. 345-346.
- 60. Bourinot, 4° éd., p. 346.

est autorisé à intervenir en premier lors du prochain rappel de l'Ordre. S'il ne prend pas la parole à ce moment-là, il perd l'occasion d'intervenir⁶¹.

De temps à autre, la Chambre autorise par consentement unanime un député à intervenir une seconde fois sur une motion⁶². Le Règlement prévoit en outre des exceptions à la règle d'une seule intervention par question. Premièrement, bien que cela se produise rarement depuis l'instauration, en 1982, de la période de questions et d'observations de 10 minutes⁶³, un député peut être autorisé à intervenir une seconde fois afin d'expliquer une partie importante de son discours pouvant avoir été mal citée ou mal interprétée⁶⁴. Le député doit pour cela invoquer le Règlement et se borner à expliquer la citation ou l'interprétation présumée erronée; il ne peut introduire aucun élément nouveau ⁶⁵. Deuxièmement, le Règlement accorde en outre aux auteurs de certains genres de motions le droit d'intervenir une seconde fois lorsqu'aucun autre député ne souhaite prendre la parole⁶⁶. C'est ce qu'on appelle le «droit de réplique».

LE DROIT DE RÉPLIQUE

Tout député qui a présenté une motion de fond a le droit d'intervenir une seconde fois pour clore le débat⁶⁷. La coutume s'est établie d'accorder également ce droit au député qui propose la deuxième lecture d'un projet de loi, mais il ne s'applique pas à ceux qui proposent des amendements, la question préalable, des instructions destinées à un comité, ni la troisième lecture d'un projet de loi⁶⁸. Le droit de réplique fournit à l'auteur d'une motion de fond une occasion de réfuter les critices et

- 61. Bourinot, 4º éd., p. 346.
- Voir, par exemple, *Débats*, 24 septembre 1991, p. 2672; 28 novembre 1991, p. 5481-5482; 18 novembre 1997, p. 1824.
- 63. Art. 43(1) du Règlement.
- 64. Art. 44(1) du Règlement.
- 65. Voir, par exemple, *Débats*, 1* mars 1991, p. 17872-17873; 27 novembre 1991, p. 5433. Par le passé, les députés ont souvent abusé de ce droit en outrepassant les dispositions du Règlement qui leur interdisaient d'apporter quelque « nouvel élément » que ce soit lorsqu'ils donnaient une explication. Voir *Bourinot*, 4* éd., p. 350-351, pour une énumération des nombreux genres de violations de cette règle.
- 66. Art. 44(2) du Règlement.
- 67. Art. 44(2) du Règlement. Une motion de fond est une proposition autonome qui ne dépend d'aucune autre motion ni délibération. Il faut normalement donner avis d'une telle motion avant de pouvoir la présenter à la Chambre. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat». Voir également les observations de la présidence dans Débats, 4 octobre 1994, p. 6548; 17 octobre 1994, p. 6752.
- 68. Art. 44(2) du Règlement. Jusqu'en 1906, le Règlement accordait le droit de réplique seulement aux députés qui avaient présenté des motions de fond. Cette année-là, la règle fut modifiée pour accorder également ce droit à celui qui proposait la deuxième lecture d'un projet de loi, même s'il était bien entendu que cette motion n'était pas une motion de fond. Le premier ministre Wilfrid Laurier justifia cette décision comme suit: «Lorsqu'on propose l'adoption d'un bill en première délibération, le député qui présente le bill peut formuler ses observations sur la mesure. La pratique généralement suivie veut que ces explications se fassent à l'occasion de la deuxième délibération. » L'exception constituait donc un moyen d'assurer au motionnaire d'un projet de loi deux occasions d'intervenir au cours du débat en deuxième lecture. Voir Débats, 9 juillet 1906, col. 7678-7682. Le droit de réplique ne s'applique pas à la motion portant troisième lecture (Débats, 4 mai 1990, p. 11034).

arguments formulés à l'encontre de sa motion et a pour effet de clore le débat. Afin qu'aucun député désireux de participer à un débat ne soit empêché de le faire par l'exercice subit et non annoncé du droit de réplique, le Président doit informer la Chambre que la réplique de l'auteur de la motion initiale clôt le débat⁶⁹.

Si un député présente une motion au nom d'un autre député, un discours prononcé plus tard par l'un ou l'autre clôt le débat ⁷⁰. Toutefois, au cours du débat sur la motion portant deuxième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, un secrétaire parlementaire ne peut clore le débat au nom du ministre qui a présenté la motion qu'avec le consentement unanime de la Chambre ⁷¹.

Bien que les ministres puissent exercer le droit de réplique⁷², habituellement seuls les simples députés s'en prévalent. En effet, ce droit est inscrit dans deux autres articles du Règlement qui ont trait aux affaires émanant des députés. Le motionnaire d'une mesure d'initiative parlementaire ne pouvant faire l'objet d'un vote a le droit de prendre la parole pour répliquer pendant au plus cinq minutes à la fin du débat⁷³. Au cours de la période réservée aux Affaires émanant des députés, lorsque le débat sur une motion portant production de documents sous la rubrique « Avis de motions (documents)» a duré une heure et demie au total, un ministre peut parler pendant au plus cinq minutes, qu'il ait déjà pris la parole ou non, après quoi le motionnaire peut clore le débat après avoir parlé pendant au plus cinq minutes⁷⁴.

INTERVENTIONS

Lorsqu'un député prend la parole à la Chambre, aucun autre député ne peut l'interrompre, sauf pour soulever une question de privilège qui surgit soudainement ou pour faire un rappel au Règlement 75. Avant 1982 et l'instauration de la période de questions et d'observations consécutive à la plupart des discours 76, si un député souhaitait poser une question au cours d'un débat, il devait d'abord obtenir le

- Art. 44(3) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 28 mai 1984, p. 4122-4123; 4 octobre 1994, p. 6548;
 4 avril 1995, p. 11516-11517; 15 février 1999, p. 11866; 19 février 1999, p. 12201.
- 70. Voir, par exemple, Journaux, 7 février 1961, p. 226.
- Voir, par exemple, Débats, 7 novembre 1957, p. 922; 11 février 1985, p. 2219-2220. Cette règle a varié dans le temps et, pas plus tard qu'en 1984, un secrétaire parlementaire avait le droit de réplique pour clore le débat sans solliciter le consentement unanime de la Chambre (Débats, 8 juin 1984, p. 4492).
- 72. Si un ministre exerçait son droit de réplique, le temps qui lui serait accordé pour son intervention dépendrait des règles appliquées à ce moment-là. Par exemple, si un ministre choisissait de clore le débat au cours des cinq premières heures du débat en deuxième lecture, le temps de parole auquel il aurait droit serait de 20 minutes. Si, par contre, il choisissait de clore le débat après les cinq premières heures, on lui accorderait 10 minutes pour répliquer. Pour un exemple de clôture, par un ministre, du débat sur la motion portant deuxième lecture d'un projet de loi, voir Débats, 25 janvier 1971, p. 2726.
- Art. 95(2) du Règlement. Cet article a été adopté le 10 octobre 1997 (Journaux, p. 107). Voir, par exemple, Débats, 31 octobre 1997, p. 1433.
- 74. Art. 97(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 2 novembre 1998, p. 9676-9677.
- 75. Art. 16(2) et 48 du Règlement.
- 76. Art. 43(1) du Règlement.

consentement de celui qui parlait⁷⁷. Le député qui admettait l'interruption n'était pas tenu de répliquer, et il hésitait souvent à le faire, car le temps ainsi employé était soustrait de son temps de parole.

Protocole des interventions

PLACE ASSIGNÉE

Tout député désireux de participer aux délibérations doit se lever à la place qui lui est assignée pour demander la parole et pour intervenir ⁷⁸. Il n'a été fait exception à cette règle que rarement et dans des circonstances exceptionnelles, par exemple lorsqu'un député était incapable de se lever par suite d'une blessure ou d'une maladie ⁷⁹. Lorsque le Président se lève, le député doit s'asseoir ⁸⁰. Les députés sont incités à ne pas s'asseoir sur les bras de leurs fauteuils ou sur leurs bureaux, le dos tourné à la Chambre. Lorsque celle-ci siège en comité plénier, les députés peuvent se lever et prendre la parole à partir de n'importe quelle place.

OBSERVATIONS ADRESSÉES AU PRÉSIDENT

Tout député qui participe à un débat doit s'adresser au Président, et non pas à la Chambre, à un ministre ou un député particulier, aux personnes présentes dans les tribunes, ni aux téléspectateurs. Comme l'un des principes de base de la procédure de la Chambre veut que ses délibérations se déroulent à la manière d'une conversation libre et polie⁸¹, les députés sont moins enclins à se lancer dans des échanges vifs et directs et des attaques personnelles lorsque leurs observations sont adressées au Président plutôt qu'à un autre député. Si un député adresse des observations à un autre député et non au Président, on le rappelle à l'ordre et on peut lui demander de les reformuler⁸². En comité plénier, les députés doivent adresser leurs observations à la présidence⁸³.

^{77.} Beauchesne, 4°éd., p. 115-116.

^{78.} Art. 17 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 24 janvier 1994, p. 251; 29 novembre 1994, p. 8406-8407; 10 octobre 1997, p. 784-785. On a permis à des députés de prendre la parole à partir d'une place autre que la leur, mais seulement avec le consentement de la Chambre (voir, par exemple, Débats, 9 avril 1962, p. 2761).

Voir, par exemple, *Débats*, 24 novembre 1992, p. 13977; 24 janvier 1994, p. 215, 218; 2 février 1998, p. 3181; 21 octobre 1998, p. 9229.

^{80.} Voir, par exemple, Débats, 24 février 1993, p. 16404.

^{81.} Franks, p. 124.

^{82.} Voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1991, p. 5475; 18 avril 1996, p. 1628-1629; 19 mars 1998, p. 5115.

^{83.} Voir, par exemple, Débats, 8 février 1994, p. 1083, 1084.

TENUE CONVENABLE

Aucun article du Règlement n'établit une norme vestimentaire à l'intention des députés qui participent à un débat ⁸⁴, mais les Présidents ont déclaré que la tradition et l'usage exigent que, pour obtenir la parole au cours d'un débat, sur les rappels au Règlement ou pendant la Période des questions, tous les députés, homme ou femme, se présentent à la Chambre en tenue de ville contemporaine ⁸⁵. L'usage et la convention actuels veulent par conséquent que les députés de sexe masculin portent un veston, une chemise et une cravate. Les cols de pasteur ont été permis, mais les lavallières et les tricots à col roulé ont été déclarés non convenables pour les députés de sexe masculin participant à un débat ⁸⁶. Le Président a même déclaré que le port du kilt est permis à certaines occasions (par exemple, le jour de la fête de Robert Burns) ⁸⁷. Les députés qui font partie des Forces armées ont été autorisés à porter leur uniforme à la Chambre ⁸⁸.

Dans certaines circonstances, habituellement pour des raisons médicales, le Président a accepté de relâcher les normes vestimentaires et permis, par exemple, à un député de sexe masculin qui avait un bras dans le plâtre de porter un chandail plutôt qu'un veston à la Chambre 89.

^{84.} Jusqu'en 1994, le Règlement renfermait une règle relative à la tenue, à savoir que les députés qui participaient à quelques travaux que ce soient étaient tenus de se lever, « la tête découverte », c'est-à-dire d'enlever leur chapeau. Le Président permettait aux députés de porter un chapeau pourvu qu'ils l'enlèvent avant de se lever pour prendre la parole. Voir *Débats*, 17 mars 1971, p. 4338; 20 juin 1983, p. 26564-26566; 3 juin 1992, p. 11348-11349. Toutefois, comme les députés n'ont plus l'habitude de porter un chapeau à la Chambre, cet aspect du Règlement était devenu anachronique et a finalement été supprimé en 1994. Voir le 27º rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (*Procès-verbaux et témoignages*, 9 juin 1994, fascicule nº 16, p. 3), présenté le 8 juin 1994 (*Journaux*, p. 545) et adopté le 10 juin 1994 (*Journaux*, p. 563).

^{85.} Voir, par exemple, *Débats*, 19 octobre 1979, p. 405-406; 10 décembre 1981, p. 13920-13921; 12 septembre 1983, p. 26977-26978; 10 août 1988, p. 18176; 11 août 1988, p. 18208-18209; 5 avril 1990, p. 10206; 3 juin 1992, p. 11348-11349; 20 novembre 1992, p. 13745; 19 avril 1996, p. 1703.

Voir, par exemple, Débats, 29 novembre 1974, p. 1795; 19 février 1990, p. 8485-8486, et la décision du Président Fraser, Débats, 3 mai 1990, p.10941-10942. À l'occasion, des députés de sexe masculin qui ne portaient pas de cravate ont été autorisés à voter. Voir, par exemple, Débats, 31 mars 1987, p. 4726-4727; 5 avril 1990, p. 10206.

^{87.} Voir, par exemple, Débats, 25 janvier 1985, p. 1685-1686.

^{88.} Voir, par exemple, Débats, 4 février 1943, p. 163.

^{89.} Voir, par exemple, Débats, 5 avril 1990, p. 10242-10243.

LANGUE DU DÉBAT

La Loi constitutionnelle de 1867 garantit que les députés peuvent s'adresser à la Chambre en français ou en anglais 90. Vu le caractère bilingue de la Chambre et l'existence de services d'interprétation simultanée 91, les députés ont rarement de la difficulté à exprimer leurs avis et à les faire comprendre à la Chambre. De plus, toutes les publications du Parlement, comme les Journaux, les Débats, le Feuilleton et Feuilleton des Avis, sont imprimées dans les deux langues officielles.

On emploie parfois d'autres langues dans les débats, mais pas longuement 92, et les députés qui le font fournissent quelquefois au rédacteur des *Débats* une traduction de leurs observations 93. Comme l'a signalé le Président, toutefois, on pourrait éprouver de sérieuses difficultés à maintenir l'ordre au cours des débats (et, par extension, à tenir des comptes rendus exacts des travaux de la Chambre) si on devait y employer dans une large mesure des langues autres que le français et l'anglais 94. Un député a en outre utilisé un langage par signes pour faire une déclaration et pour poser une question au cours de la Période des questions 95.

- 90. L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 133. La Loi constitutionnelle de 1982 précise en outre que le français et l'anglais « ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada» (art. 16(1)) et que chacun a « le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement» (art. 17(1)). Les seules mentions des exigences linguistiques faites dans le Règlement se trouvent aux articles 7(2), 32(4) et 65. L'article 7(2) précise que le vice-président doit connaître à fond la langue officielle qui n'est pas celle du Président. L'article 32(4) exige que les documents distribués ou déposés à la Chambre soient dans les deux langues officielles. L'article 65 prévoit que les motions qui sont appuyées doivent être lues en français et en anglais. Voir également Débats, 25 novembre 1998, p. 10432-10433.
- 91. En 1958, la Chambre a donné son accord à l'installation dans son enceinte d'un système d'interprétation simultanée dans les deux langues officielles (*Journaux*, 11 août 1958, p. 402). Voir également *Débats*, 11 août 1958, p. 3497-3507. À l'occasion, ce système a été perturbé par des problèmes mécaniques mineurs; ceux-ci n'ont cependant pas trop entravé le débat (voir, par exemple, *Débats*, 1* novembre 1994, p. 7473; 23 mars 1999, p. 13311; 29 avril 1999, p. 14503).
- 92. À une occasion, un député a invoqué le Règlement pour se plaindre d'un autre député qui s'était exprimé en inuktitut. Le Président a répondu qu'il n'existait aucune règle empêchant un député d'utiliser une langue autre que le français ou l'anglais (*Débats*, 12 juin 1995, p. 13605). Voir également *Débats*, 13 juin 1995, p. 13702; dans ce cas, le Président a demandé à un député qui avait prononcé un discours en inuktitut s'il voudrait bien répondre aux questions dans l'une des langues officielles, ce à quoi il a acquiescé. Parmi les autres langues employées dans les débats figurent le dené-esclave du Nord (voir, par exemple, *Débats*, 21 octobre 1991, p. 3699, 3702), l'italien (voir, par exemple, *Débats*, 10 septembre 1992, p. 12928; 15 septembre 1992, p. 13164), le pendjabi (voir, par exemple, *Débats*, 19 novembre 1991, p. 5067), le cri (voir, par exemple, *Débats*, 19 novembre 1991, p. 5067), le cri (voir, par exemple, *Débats*, 5 novembre 1998, p. 9893) et le salishan (voir, par exemple, *Débats*, 5 novembre 1998, p. 9893). À une occasion, deux députés ont échangé des propos en latin et en grec (*Débats*, 18 février 1983, p. 22983).
- Voir, par exemple, *Débats*, 4 juin 1993, p. 20356-20361; 13 juin 1995, p. 13700; 18 mars 1998, p. 5041;
 24 mars 1998, p. 5278; 9 juin 1998, p. 7806.
- 94. Débats, 8 décembre 1964, p. 11114.
- 95. Voir, par exemple, Débats, 13 mai 1998, p. 6918-6919; 6 mai 1999, p. 14381.

LECTURE DE DISCOURS

Bien que le Règlement ne l'interdise pas officiellement, l'usage veut que, lorsque les députés s'adressent à la Chambre, ils ne lisent pas un texte écrit et préparé à l'avance. Ils peuvent toutefois utiliser des notes de discours. Cette règle, qui découle de l'usage britannique, a pour but d'entretenir la vivacité du débat, qui dépend du fait que les intervenants successifs répliquent jusqu'à un certain point dans leur discours aux arguments mis en avant par les orateurs précédents.

La tradition consistant à ne pas lire les discours existait lors de la Confédération, mais la Chambre a adopté, en 1886, la résolution suivante:

L'habitude de plus en plus fréquente, dans la Chambre des Communes du Canada, de prononcer de longs discours, ayant le caractère de volumineux essais, écrits et préparés avec soin, et de faire de longues citations, souvent étrangères au sujet, [ce qui] est de nature à nuire à la discussion légitime et appropriée des questions publiques, constitue une perte de temps, prolonge d'une manière déraisonnable les sessions du Parlement, menace d'entraîner l'abolition du rapport officiel des débats en augmentant leur volume et leur coût, et tend à favoriser des débats oiseux et diffus plutôt qu'une argumentation serrée ou concise; [...] cette coutume forme un contraste frappant avec la méthode suivie dans la Chambre des communes en Angleterre, et [...] dégoûte le public de l'étude approfondie et intelligente des délibérations du Parlement⁹⁸.

Malgré cette résolution, plusieurs Présidents ont dit s'inquiéter, au cours des années, du fait que les députés ne prononçaient pas de discours impromptus. Les tentatives faites pour appliquer cette règle ayant échoué, un certain nombre de Présidents ont finalement fait des déclarations et rendu des décisions à ce sujet⁹⁹. En 1956, le Président Beaudoin a obtenu le consentement de la Chambre pour faire imprimer dans les *Journaux* une déclaration sur la règle relative à la lecture de discours. Il y examinait la règle établie par les autorités en matière de procédure (*May, Bourinot, Beauchesne* et divers Présidents) et l'usage suivi par la Chambre en vertu de cette règle. Il résumait ensuite l'usage que l'on suit encore aujourd'hui, soit:

Le député qui prononce un discours à la Chambre peut consulter des notes. Le premier ministre, les membres du Cabinet, le chef de l'Opposition, les chefs d'autres partis, ou les députés qui parlent en leur nom, peuvent donner lecture d'importants discours portant sur des questions de ligne de

^{96.} La seule exception notable à cet usage est la présentation d'un budget par le ministre des Finances.

^{97.} May, 22º éd., p. 372. Voir également Bourinot, 4º éd., p. 335. En 1947, le Président Fauteux a fait remarquer: «Autrement, [les députés] pourraient lire [des] discours rédigés par d'autres et la Chambre consacrerait son temps à entendre les arguments de personnes qui ne sont pas les représentants élus de la nation. » Débats, 29 mai 1947, p. 3560.

^{98.} Journaux, 19 avril 1886, p. 167-168.

Voir, par exemple, *Débats*, 14 juin 1940, p. 804; 20 février 1942, p. 762-763; 11 septembre 1945, p. 69;
 29 mai 1947, p. 3560; 20 février 1951, p. 507; 29 mai 1951, p. 3582-3583.

conduite. Les nouveaux députés peuvent donner lecture de leur [premier] discours. Les députés qui s'expriment dans une langue autre que leur langue maternelle, les députés qui participent à des débats comportant des sujets d'ordre technique ou à des débats sur l'Adresse en réponse au discours du Trône et sur l'exposé budgétaire peuvent s'appuyer sur des notes complètes ou, s'ils le désirent, donner lecture de leurs discours 100.

Sauf dans les cas les plus flagrants, les Présidents se sont montrés peu enclins à insister pour que les députés s'abstiennent de lire un discours écrit d'avance et ont préféré attendre qu'on attire l'attention sur la transgression au moyen d'un rappel au Règlement, auquel cas ils déclarent régulièrement qu'il est permis à un député de consulter des notes ¹⁰¹.

UTILISATION D'UN LUTRIN

Les députés ne sont pas autorisés à utiliser un lutrin lorsqu'ils prononcent un discours à la Chambre; la seule exception à cette règle est faite pour le ministre des Finances, lors de la présentation du Budget. Les Présidents ont toutefois signalé qu'il est acceptable que les députés posent leurs notes sur des livres 102.

CITATION DE DOCUMENTS

Aucun article du Règlement ne régit la citation de documents; la Chambre est guidée à cet égard par l'usage et les précédents. De façon générale, l'usage admet qu'un député cite des articles de journaux ou des extraits de livres ou d'autres documents au cours d'un débat, et cette pratique n'est pas déclarée irrecevable pourvu que les citations ainsi faites ne discréditent pas des délibérations passées de la Chambre ¹⁰³, ne fassent pas allusion à des choses dites par un député ni ne les commentent ou les nient ¹⁰⁴, et qu'elles ne soient pas formulées dans un langage qui serait déclaré inadmissible de la part d'un député ¹⁰⁵.

Un discours ne devrait pas consister en une longue citation ou en une série de citations reliées au moyen de quelques phrases originales ¹⁰⁶. Les députés ne peuvent citer les «bleus» (version préliminaire non révisée du hansard) ni de la correspondance quand il n'y a aucun moyen de vérifier l'authenticité de la signature qui y figure ¹⁰⁷. Ils peuvent citer des extraits de correspondance d'origine privée à condition

Voir la déclaration du Président sur la lecture des discours, Journaux, 31 janvier 1956, p. 92-102, en particulier p. 98.

Voir, par exemple, Débats, 21 septembre 1983, p. 27358; 20 novembre 1990, p. 15456; 18 juin 1991, p. 1931; 22 mai 1992, p. 11117; 9 décembre 1992, p. 14934.

^{102.} Voir, par exemple, Débats, 16 avril 1970, p. 5937; 4 décembre 1990, p. 16245-16246.

^{103.} Bourinot, 4º éd., p. 336. Voir également Journaux, 21 juin 1960, p. 675.

^{104.} Bourinot, 4° éd., p. 336.

^{105.} Bourinot, 4º éd., p. 336. Voir, par exemple, Débats, 25 février 1998, p. 4407; 22 avril 1999, p. 14202.

^{106.} Voir, par exemple, Débats, 23 juillet 1963, p. 2674.

^{107.} Voir, par exemple, Débats, 31 mai 1928, p. 3563.

Chapitre 13 LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET LE DÉCORUM

519

d'en nommer l'expéditeur ou d'assumer la pleine responsabilité de leur contenu ¹⁰⁸. Enfin, ils ne peuvent citer d'extraits des délibérations d'un comité avant que celui-ci ait fait rapport à la Chambre ¹⁰⁹.

DÉPÔT DE DOCUMENTS ET DE DISCOURS

Tout document cité par un ministre au cours d'un débat ou en réponse à une question posée pendant la Période des questions doit être déposé 110. En effet, un ministre n'est pas libre de lire une dépêche (message officiel sur les affaires du gouvernement) ni un autre document officiel, non plus que d'en citer des extraits, s'il n'est pas prêt à les déposer si cela peut être fait sans nuire à l'intérêt public 111. Comme l'a mentionné le Préside... Glen dans une décision rendue en 1941, «un honorable député ne peut citer un comme ge d'une lettre s'il n'est pas prêt à en déposer le texte sur le Bureau de la Chambre. La décision se fonde sur le principe que, lorsque des renseignements sont communiqués à la Chambre, celle-ci a droit aux mêmes renseignements que peut avoir l'honorable député qui cite le document 112 ». Il n'est pas nécessaire de déposer un document public auquel un ministre fait allusion sans le citer; seul le document qu'il cite doit être déposé 113. Si un ministre cite une lettre d'origine privée dans un débat, celle-ci devient un document public et doit être déposée sur demande 114. Le ministre n'est cependant pas tenu de déposer les notes personnelles qu'il a consultées au cours du débat ou pendant la Période des questions 115. Tous les documents déposés à la Chambre par un ministre doivent l'être dans les deux langues officielles 116.

- 108. Voir, par exemple, Débats, 16 mai 1928, p. 3042; 14 mai 1973, p. 3724-3726; 9 avril 1976, p. 12683; 14 février 1984, p. 1361-1363. Voir également Débats, 1^{er} février 1954, p. 1737-1738 et 1741, où le Président donne une définition d'une lettre non signée ou anonyme.
- 109. Débats, 14 avril 1943, p. 2230; 29 septembre 1994, p. 6314.
- 110. Bourinot, 4º éd., p. 337; Beauchesne, 4º éd., p. 137. Voir, par exemple, Débats, 2 octobre 1997, p. 415; 29 octobre 1997, p. 1287; 5 novembre 1997, p. 1582-1583, 1586; 6 février 1998, p. 3499-3500; 23 février 1998, p. 4289; 29 avril 1998, p. 6293. Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien», pour de plus amples renseignements sur le dépôt de documents exigés par la loi et sur les responsabilités administratives des ministres pendant les Affaires courantes, sous la rubrique «Dépôt de documents».
- Beauchesne, 4º éd., p. 137. Voir également Débats, 28 octobre 1983, p. 28455-28456; 2 novembre 1983, p. 28627-28631; 17 octobre 1995, p. 15488.
- 112. Journaux, 7 mars 1941, p. 171-172.
- Voir, par exemple, *Journaux*, 16 novembre 1971, p. 922; *Débats*, 4 mars 1975, p. 3755; 11 février 1983, p. 22755; 14 novembre 1984, p. 219-220; 4 février 1992, p. 6376.
- 114. Voir, par exemple, Journaux, 22 février 1972, p. 15.
- 115. Voir, par exemple, Débats, 13 octobre 1987, p. 9898-9899.
- 116. Art. 32(4) du Règlement. Il y a eu des occasions où un document a été déposé dans une seule langue. Voir, par exemple, *Journaux*, 24 février 1998, p. 526; 17 mars 1998, p. 574; 16 mars 1999, p. 1618. Voir également *Débats*, 19 février 1998, p. 4125; à cette occasion, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a demandé le consentement unanime de celle-ci pour déposer un article de journal qui avait été cité par un ministre et qui existait seulement en anglais. La Chambre a donné son consentement.

Selon un usage de longue date à la Chambre, les simples députés ne peuvent déposer de documents, officiels ou non 117. Le Président Lamoureux a exprimé l'avis que, si les ministres doivent déposer les documents officiels cités à l'appui d'un argument au cours d'un débat, cette règle n'a jamais été interprétée comme s'appliquant aux documents, officiels ou non, mentionnés par de simples députés. En 1974, lorsqu'un député a tenté d'obtenir le consentemen nanime de la Chambre pour déposer un document, le Président Lamoureux a déclaré que « le Règlement ne prévoit aucune disposition qui permettrait à un simple député de déposer ou de produire des documents d'une manière ou d'une autre ». Le Président a conclu en donnant à entendre que les députés «[pourraient] probablement les rendre publics par divers autres moyens 118 ». Toutefois, depuis le milieu des années 1980, on permet parfois aux députés de déposer des documents ou de la documentation auxquels ils peuvent s'être reportés dans leurs discours ou pendant la Période des questions, avec le consentement unanime de la Chambre 119. Ces documents (qui sont souvent des copies de lettres ou d'annonces publicitaires) sont habituellement déposés dans une seule langue 120. Les simples députés placent parfois de la documentation sur le Bureau à l'intention de tous les députés, mais cela n'est pas considéré comme un dépôt officiel 121.

Pour que les *Débats* constituent un compte rendu aussi exact que possible de ce qui s'est dit à la Chambre, les députés ne sont pas autorisés à déposer leurs discours pour les faire imprimer dans le hansard ¹²². En de rares occasions, un député a obtenu

- 118. Débats, 3 décembre 1974, p. 1882.
- 119. Voir, par exemple, Débats, 8 juin 1989, p. 2812-2813; 5 décembre 1990, p. 16330; 30 novembre 1992, p. 14276; 1* février 1994, p. 690; 17 octobre 1995, p. 15488; 2 octobre 1997, p. 415; 4 décembre 1997, p. 2706-2707; 13 février 1998, p. 3866; 17 mars 1998, p. 5029; 24 novembre 1998, p. 10388; 16 février 1999, p. 11980. Le 15 novembre 1978 a marqué la première fois où l'on a permis à un simple député de solliciter le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document (Débats, p. 1160-1161). Au cours de la 32* législature (1980-1984), le Président a découragé les députés de déposer des documents avec le consentement unanime de la Chambre, mais il leur a permis d'en faire la demande (Débats, 18 janvier 1983, p. 21954-21955; 6 mai 1983, p. 25229-25230; 14 février 1984, p. 1362-1363; 18 avril 1984, p. 3185). En 1986, en permettant à un député de déposer un document avec le consentement unanime de la Chambre, le Président Fraser a informé celle-ci qu'il se conformerait à ses désirs: «la Chambre [...], de toute évidence, a décidé de s'écarter de notre façon de procéder habituelle » (Débats, 24 octobre 1986, p. 709-710).
- 120. Voir, par exemple, Journaux, 5 décembre 1990, p. 2379; 30 novembre 1992, p. 2254; 1" février 1994, p. 88; 16 mars 1994, p. 260; 20 mars 1997, p. 1325; 2 octobre 1997, p. 70; 16 février 1999, p. 1514; 11 mars 1999, p. 1596.
- 121. Voir, par exemple, Débats, 13 juin 1991, p. 1646. Voir également les remarques du Président, Débats, 24 février 1992, p. 7531. En 1992, la Chambre a adopté un ordre spécial autorisant les députés à déposer des documents à titre de documents parlementaires au cours d'un débat sur des propositions de réforme de la Constitution (Journaux, 5 février 1992, p. 975).
- Voir, par exemple, Débats, 3 juin 1971, p. 6359; 3 décembre 1990, p. 16085. Voir également House of Representatives Practice, 3º éd., p. 466-469.

^{117.} Journaux, 6 avril 1971, p. 475-476. Pour les cas où le Président a rejeté les demandes de simples députés qui cherchaient à obtenir le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document, voir Débats. 1^{et} février 1985, p. 1914; 13 février 1985, p. 2313; 25 mars 1985, p. 3326-3327; 23 septembre 1985, p. 6864; 27 juin 1986, p. 15006.

le consentement de la Chambre pour faire imprimer de longues listes, statistiques ou données semblables dans les *Débats* en tant que partie intégrante d'un discours ¹²³. Il y a également eu des cas où la Chambre a consenti à faire imprimer des documents ou des échanges de correspondance sous forme d'annexe officielle des *Débats* pour l'information de la Chambre ¹²⁴.

ÉTALAGES, PIÈCES ET ACCESSOIRES

Les Présidents ont systématiquement déclaré irrecevables les étalages et les manifestations de toutes sortes employés par des députés pour illustrer leurs interventions ou pour souligner leurs positions. De même, les accessoires de quelque sorte que ce soit, utilisés comme moyen de commenter silencieusement des questions, ont toujours été jugés inacceptables à la Chambre. Les députés peuvent avoir des notes en main, mais le Président les interrompra et les réprimandera s'ils utilisent des papiers, des documents ou d'autres objets pour illustrer leurs observations ¹²⁵. L'exhibition d'objets a également été déclarée inadmissible ¹²⁶. Au cours du débat sur le drapeau, en 1964, le Président a dû rappeler aux députés, à maintes reprises, qu'il n'était pas permis d'exhiber des modèles de drapeaux en concurrence ¹²⁷. Les petits drapeaux canadiens et les drapeaux de bureau n'ont pas été admis lorsqu'ils ont été utilisés pour susciter du désordre à la Chambre dans le but d'interrompre le discours d'un

- 123. Voir, par exemple, Débats, 8 décembre 1997, p. 2851-2852.
- 124. Voir, par exemple, Débats, 8 février 1994, p. 1030, 1095; 25 mars 1994, p. 2812, 2821-2822. Le Président a refusé de demander le consentement unanime de la Chambre pour insérer, en annexe au hansard, le texte d'un discours prononcé hors de son enceinte (Débats, 2 avril 1981, p. 8876). Néanmoins, la Chambre a consenti à annexer aux Débats un discours prononcé par le premier ministre au Sénat à l'occasion de l'installation d'un gouverneur général (Débats, 8 février 1995, p. 9334, 9367-9370) et le texte de l'éloge prononcé par le gouverneur général lors des funérailles d'un ancien député (Débats, 20 janvier 1994, p. 112, 133-135).
- 125. Voir, par exemple, *Débats*, 11 février 1986, p. 10687; 9 février 1993, p. 15637; 23 mars 1994, p. 2671, 2674; 8 décembre 1995, p. 17444; 7 mai 1999, p. 14886. Parmi les exemples d'imprimés brandis et déclarés irrecevables figurent des annonces publicitaires, des journaux, des livres et de l'argent (*Débats*, 26 avril 1989, p. 994-995; 14 mars 1990, p. 9277; 6 mars 1991, p. 18111; 25 mai 1993, p. 19679; 1^{er} novembre 1994, p. 7497; 24 avril 1996, p. 1889).
- 126. Ces objets comprennent des produits d'alimentation, des échantillons de céréales, des boîtes de détersif, des boîtes de lettres et de pétitions, une perruque et une plume (voir, par exemple, *Débats*, 16 juin 1969, p. 10156; 29 octobre 1969, p. 237; 10 juin 1980, p. 1967; 2 juin 1982, p. 18022; 15 février 1985, p. 2387, 2404; 5 mai 1987, p. 5763; 13 mars 1995, p. 10383; 5 mars 1997, p. 8649). À une occasion, une députée, qui avait obtenu la parole pour poser une question au ministre de la Santé, a brandi un jouet. Le Président l'a réprimandée et a déclaré la question irrecevable (*Débats*, 18 novembre 1997, p. 1846). À une autre occasion, une pétition présentée sous la forme d'une carte d'anniversaire a été considérée comme un objet, et le Président a ordonné de l'enlever (*Débats*, 5 juillet 1982, p. 18990). À une autre occasion encore, un député a brandi une pancarte pendant que le ministre des Finances faisait une déclaration au cours des Déclarations de ministres; le député n'ayant pas obéi à la demande du Président d'enlever la pancarte, il a été suspendu pour le reste de la séance de la journée (*Débats*, 27 juin 1985, p. 6270).
- Voir, par exemple, Débats, 12 mai 1984, p. 3317-3318; 12 juin 1964, p. 4429; 16 juin 1964, p. 4544-4545;
 17 août 1964, p. 7114.

député ¹²⁸. Les macarons politiques et les épingles de revers ne sont pas considérés comme des pièces exhibées tant qu'ils n'occasionnent pas de désordre ¹²⁹, mais le Président a déjà interrompu un vote pour demander à certains députés d'enlever des «accessoires» de leur revers de veston ¹³⁰.

PREMIER DISCOURS

La tradition veut que la Chambre fasse certaines concessions ou politesses à un député qui prononce son premier discours. À ces occasions, le Président peut donner la parole à ce député plutôt qu'à d'autres qui se lèvent en même temps que lui; ce privilège n'est cependant accordé que s'il est demandé au cours de la législature suivant la première élection du député ¹³¹. Celui-ci est autorisé à lire son discours ¹³² et, par courtoisie, on ne l'interrompt pas. Le Président lui accorde parfois du temps en sus de celui qui lui est alloué par les règles pour terminer son discours ¹³³. Comme l'étude de l'Adresse en réponse au discours du Trône constitue normalement le premier débat important d'une nouvelle session, beaucoup de nouveaux députés en profitent pour prononcer leur premier discours ¹³⁴.

Règles relatives à la substance des discours

ALLUSIONS AUX DÉPUTÉS

Pendant les débats, les députés ne doivent pas s'appeler par leur nom; ils doivent plutôt désigner leurs collègues par leur titre, leur poste ou le nom de leur circonscription pour éviter toute tendance à personnaliser le débat¹³⁵. Il faut désigner un ministre par le ministère qu'il dirige¹³⁶. D'ordinaire, on appelle les chefs des deux

- 128. Voir, par exemple, Débats, 14 décembre 1994, p. 9057. Le 26 février 1998, certains députés ont utilisé des drapeaux de bureau pour manifester leur opposition à certaines remarques faites précédemment par Suzanne Tremblay (Rimouski Mitis). Le Président a jugé qu'un tel usage du drapeau créait du désordre à la Chambre et a demandé aux députés que les drapeaux soient rangés dans leur pupitre (Débats, p. 4488). Lorsque la présidence a donné la parole à M[∞] Tremblay plus tard durant la séance, des députés ont entonné l'hymne national (Débats, p. 4503). Le Règlement a été invoqué (Débats, p. 4509-4512) et, dans sa décision subséquente, le Président Parent a souligné que celle-ci portait non pas sur le drapeau ni sur l'hymne national, mais plutôt sur «l'ordre et le décorum et l'obligation pour le Président d'appliquer les règles et les pratiques de la Chambre ». Il a conclu en disant que, tant que la Chambre n'en aurait pas décidé autrement, aucun étalage d'aucune sorte ne serait autorisé (Débats, 16 mars 1998, p. 4902-4903).
- 129. Voir, par exemple, Débats, 10 décembre 1984, p. 1064; 18 octobre 1995, p. 15537-15538.
- Débats, 22 juin 1995, p. 14465-14466. Voir également Débats, 18 septembre 1995, p. 14508; 2 octobre 1995, p. 15108-15109.
- 131. Beauchesne, 3º éd., p. 91-92.
- 132. Voir la section intitulée «Lecture de discours», plus haut.
- 133. Voir, par exemple, Débats, 25 février 1994, p. 1882; 14 avril 1994, p. 3027.
- 134. Voir, par exemple, Débats, 25 septembre 1997, p. 69-71; 26 septembre 1997, p. 164-166.
- 135. Beauchesne, 4º éd., p. 128. Voir, par exemple, Débats, 10 mars 1994, p. 2101; 30 octobre 1997, p. 1388; 23 février 1998, p. 4312; 2 avril 1998, p. 5685.
- 136. Beauchesne, 4º éd., p. 128. Voir, par exemple, Débats, 6 octobre 1997, p. 530.

principaux partis le très honorable premier ministre et l'honorable chef de l'Opposition et on identifie les chefs d'autres partis par leur parti 137. On désigne également par le titre de très honorable les anciens premiers ministres qui siègent à la Chambre et les autres députés à qui il a été conféré. On désigne habituellement les secrétaires parlementaires, les leaders à la Chambre et les whips des partis par la charge dont ils sont titulaires.

Le Président ne saurait autoriser un député à en appeler un autre par son nom même lorsqu'il cite un document comme un article de journal. Comme la présidence l'a fait observer, «on ne peut pas faire indirectement ce qu'on ne peut pas faire directement 138 ».

Il est inacceptable de faire allusion à la présence ou à l'absence d'un député ou d'un ministre à la Chambre ¹³⁹. Le Président a traditionnellement découragé les députés de faire remarquer l'absence d'un autre député à la Chambre parce que « les députés doivent être à bien des endroits, afin de bien remplir les devoirs de leur charge ¹⁴⁰ ».

Les remarques adressées directement à un autre député qui mettent en doute son intégrité, son honnêteté ou sa réputation sont antiréglementaires ¹⁴¹. Un député sera prié de retirer toute remarque injurieuse, allégation ou accusation d'irrégularité dirigée contre un autre député ¹⁴². Le Président n'est pas habilité à rendre des décisions au sujet de déclarations faites en dehors de la Chambre des communes par un député contre un autre ¹⁴³.

CRITIQUES DE LA CHAMBRE ET DU SÉNAT

Les remarques irrévérencieuses au sujet du Parlement, ou de la Chambre et du Sénat, ne sont pas permises ¹⁴⁴. Cette règle protège également les députés et sénateurs. Dans les débats, on utilise ordinairement les expressions «l'autre endroit» et «les membres de l'autre endroit» pour désigner le Sénat et les sénateurs ¹⁴⁵. Les allusions aux

- 137. Beauchesne, 4º éd., p. 128.
- Débats, 29 novembre 1985, p. 8991. Voir aussi Débats, 26 janvier 1988, p. 12282-12285; 26 octobre 1990, p. 14767-14768; 17 mars 1998, p. 4960; 1er mars 1999, p. 12262.
- Voir, par exemple, Débats, 18 février 1994, p. 1553-1554; 21 juin 1994, p. 5674; 5 décembre 1995, p. 17207-17208; 6 février 1998, p. 3479; 16 février 1999, p. 11941; 22 avril 1999, p. 14214; 5 mai 1999, p. 14715.
- 140. Débats, 3 avril 1987, p. 4875.
- 141. Art. 18 du Règlement.
- 142. Bourinot, 4º éd., p. 361; Beauchesne, 4º éd., p. 117-118. Voir, par exemple, Débats, 15 juin 1994, p. 5377; 29 septembre 1994, p. 6311; 9 juin 1995, p. 13517; 29 octobre 1996, p. 5868-5869, 5875; 6 octobre 1998, p. 8832. Voir aussi Débats, 4 novembre 1987, p. 10741; 30 septembre 1994, p. 6371; 10 février 1999, p. 11727. L'utilisation de propos non parlementaires est examinée en détail plus loin dans le chapitre.
- 143. Débats, 11 février 1993, p. 15792-15793.
- Art. 18 du Règlement. Voir aussi Bourinot, 4°éd., p. 360-361. Voir, par exemple, Débats, 20 décembre 1989,
 p. 7247-7248; 8 juin 1990, p. 12522-12523, 12533-12534; 13 juin 1995, p. 13734-13735; 14 juin 1995,
 p. 13872; 24 septembre 1998, p. 8354; 5 février 1999, p. 11515-11516.
- 145. Voir, par exemple, Débats, 21 janvier 1994, p. 170; 8 juin 1994, p. 5015-5017.

débats et aux délibérations du Sénat sont déconseillées ¹⁴⁶ et il n'est pas acceptable de mettre en doute l'intégrité, l'honnêteté ou la réputation d'un sénateur ¹⁴⁷. Cela «prévient les disputes inutiles entre les membres de deux organismes distincts qui ne peuvent pas se donner la répartie et protège contre la récrimination et les propos injurieux en l'absence de l'autre partie ¹⁴⁸ ».

CRITIQUES DE LA PRÉSIDENCE

Il est interdit à quiconque, au cours d'un débat, de critiquer la conduite du Président ou d'autres présidents de séance ¹⁴⁹. Il est inacceptable que l'intégrité et l'impartialité d'un président de séance soient mises en doute et, si cela se produit, le Président interviendra et pourra demander au député de se rétracter ¹⁵⁰. Seule une motion de fond dont avis écrit a été donné 48 heures à l'avance permet de contester, de critiquer et de débattre les actes de la présidence ¹⁵¹. Les critiques à l'encontre de la réputation ou des actes du Président ou d'autres présidents de séance sont considérées comme des atteintes au privilège ¹⁵².

ALLUSIONS AU SOUVERAIN, À LA FAMILLE ROYALE, AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET AUX MAGISTRATS

Il est interdit aux députés de parler irrévérencieusement du souverain, de la famille royale, du gouverneur général ou de la personne qui administre le gouvernement du Canada (en l'absence du gouverneur général)¹⁵³. De même, une allusion à l'une

- 146. Bourinot, 4º éd., p. 357. Voir, par exemple, Débats, 5 décembre 1985, p. 9204-9205. Il est permis de faire allusion aux documents officiels du Sénat même s'ils n'ont pas été officiellement demandés et communiqués à la Chambre.
- 147. Voir, par exemple, Débats, 1e octobre 1990, p. 13607, 13621-13622; 12 mars 1993, p. 16913.
- 148. May, 22° éd., p. 381.
- 149. Beauchesne, 4º éd., p. 117.
- 150. Voir, par exemple, Débats, 17 janvier 1991, p. 17294-17295, 17304-17305; 25 mai 1993, p. 19709.
- 151. Voir, par exemple, Débats, 1^{et} juin 1956, p. 4703-4706; Journaux, 4 juin 1956, p. 692-693; 8 juin 1956, p. 725-726; Débats, 13 mars 1964, p. 960; Journaux, 18 mars 1964, p. 103-104; 19 mars 1964, p. 106-107; Débats, 9 mars 1993, p. 16685. Pour plus d'information sur les motions de blâme contre le Président, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».
- 152. En 1981, le chef de l'Opposition a fait des remarques qui ont été assimilées à une attaque contre l'autorité et l'impartialité du Président. Le lendemain, un ministre a soulevé une question de privilège à ce sujet. Le chef de l'Opposition a par la suite retiré ses remarques et l'affaire a été déclarée close (Débats, 21 janvier 1981, p. 6410; 22 janvier 1981, p. 6455-6457). En 1993, il a été décide qu'une question de privilège était fondée sur des présomptions suffisantes lorsqu'un député a refusé de retirer ses remarques désobligeantes au sujet d'un occupant du fauteuil (Journaux, 23 mars 1993, p. 2688; Débats, p. 17403-17405). Deux jours plus tard, le député s'est excusé et l'affaire a été déclarée close (Débats, 25 mars 1993, p. 17537). Voir aussi Débats, 14 mai 1996, p. 2721.
- 153. Art. 18 du Règlement. Pour des exemples de remarques irrévérencieuses à l'endroit du gouverneur général, voir Débats, 23 mai 1958, p. 424; 12 mars 1959, p. 1953-1954; 27 septembre 1990, p. 13509, 13513; 24 février 1994, p. 1799-1800. Enfreignent également le Règlement les députés qui font des remarques irrévérencieuses à l'endroit des lieutenants gouverneurs (voir, par exemple, Débats, 20 juin 1958, p. 1540-1541; 12 mars 1959, p. 1954).

quelconque de ces personnes est interdite lorsqu'elle semble avoir pour objet d'influencer les travaux de la Chambre¹⁵⁴. Comme May le faisait observer: «On ne peut supposer à Sa Majesté une opinion personnelle, à part celle de ses conseillers, et toute tentative d'utilisation de son nom au cours d'un débat pour influencer le jugement du Parlement est immédiatement réfrénée et censurée. Cette règle s'applique également aux autres membres de la famille royale, mais elle n'est pas appliquée rigoureusement lorsqu'un de ses membres a fait une déclaration publique sur une question d'actualité dans la mesure où il s'est exprimé en des termes corrects ¹⁵⁵ ».

De tout temps, les attaques personnelles et les blâmes dirigés contre les magistrats et les tribunaux par des députés au cours d'un débat ont été considérés comme une infraction au Règlement ¹⁵⁶. Comme le Président suppléant McClelland l'a expliqué à la Chambre, «[...] une tradition de longue date de la Chambre veut que l'on fasse preuve de prudence quand on attaque des personnes ou des groupes, notamment au sein de la magistrature, ou des personnes qui ne peuvent venir à la Chambre et [jouir du] même droit de parole dont nous jouissons en toute impunité dans cette enceinte ¹⁵⁷ ». Même s'il est permis de parler de la magistrature en général ou de critiquer une loi, il ne convient pas de critiquer un juge en particulier ou de lui prêter des intentions ni de critiquer la décision rendue par un juge conformément à la loi ¹⁵⁸.

ALLUSION PAR LEUR NOM À DES PARTICULIERS

Les députés doivent s'abstenir de nommer par leur nom des personnes qui ne sont pas parlementaires et qui ne jouissent donc pas de l'immunité parlementaire, sauf lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, dans l'intérêt national. Le Président a jugé qu'il incombe aux députés de protéger les innocents, non seulement contre les calomnies pures et simples, mais également contre toute attaque directe ou indirecte et il a insisté sur le fait que les députés devraient s'abstenir dans la mesure du possible de nommer par leur nom des gens qui ne sont pas à la Chambre et qui ne peuvent donc pas répliquer et se défendre 159.

ALLUSION À DES DÉLIBÉRATIONS ET À DES DÉBATS ANTÉRIEURS

Dans le passé, on encourageait habituellement les députés à ne pas faire allusion aux débats de la session en cours pour les empêcher de revenir sur un débat clos et économiser le temps de la Chambre, à moins que leurs remarques n'aient rapport à la

^{154.} Bourinot, 4e éd., p. 338-339. Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1910, col. 5383-5384.

^{155.} May, 22° éd., p. 382.

^{156.} Beauchesne, 4° éd., p. 131; 6° éd., p. 157-158. Voir, par exemple, Débats, 16 mai 1986, p. 13353; 19 septembre 1991, p. 2401; 28 novembre 1996, p. 6854; 8 juin 1998, p. 7680, 7691; 9 juin 1998, p. 7835. Cependant, il n'est pas interdit aux députés de donner avis d'une motion de fond au sujet de la conduite d'un juge (Débats, 18 février 1926, p. 1117).

^{157.} Débats, 1" avril 1998, p. 5653-5654. Voir aussi Débats, 2 avril 1998, p. 5743.

^{158.} Voir, par exemple, Débats, 1et décembre 1986, p. 1636; 4 juin 1998, p. 7575.

Voir, par exemple, Débats, 26 mai 1987, p. 6375-6376; 28 novembre 1991, p. 5509-5510; voir aussi Débats, 21 décembre 1984, p. 1447.

question débattue ¹⁶⁰. Aujourd'hui, il arrive rarement, sinon jamais, que l'attention du Président soit attirée sur des infractions à cette règle. De manière générale, les députés ne devraient pas citer des déclarations faites par leurs collègues ou eux-mêmes pendant la session en cours ¹⁶¹, mais cette règle ne s'applique pas aux allocutions à différentes étapes d'un projet de loi ¹⁶². Une allusion directe est permise, cependant, si un député désire se plaindre de ce qui a été dit, rectifier une déformation des faits ou s'expliquer sur un fait personnel ¹⁶³.

Les députés ne peuvent pas se dresser contre ou critiquer une décision de la Chambre ¹⁶⁴. Cela découle de la règle bien établie selon laquelle une question, lorsqu'elle a été mise aux voix, ne peut pas être posée de nouveau, que la motion ait été adoptée ou rejetée. De telles critiques n'ont pas leur place parce que le député est lié par la décision de la majorité ¹⁶⁵. Le Président n'a jamais hésité à attirer l'attention sur les critiques au sujet des votes ¹⁶⁶. Toutefois, si un député donne avis de son intention de proposer qu'un vote soit rescindé, la Chambre peut reconsidérer une résolution ou un ordre antérieur ¹⁶⁷.

PROPOS NON PARLEMENTAIRES

Les délibérations de la Chambre sont fondées sur une longue tradition de respect de l'intégrité de tous les députés. Par conséquent, l'utilisation de propos injurieux, provocants ou menaçants à la Chambre est strictement interdite. Les attaques personnelles, les insultes et les propos ou mots obscènes sont antiréglementaires ¹⁶⁸. Une accusation directe ne peut être portée contre un député que par la voie d'une motion de fond dont avis doit être donné ¹⁶⁹.

Si le langage utilisé au cours d'un débat est douteux, le Président interviendra. Néanmoins, tout député qui se sent blessé par une remarque ou une allégation peut aussi porter immédiatement la question à l'attention du Président en invoquant le Règlement. Il ne peut pas y avoir de rappels au Règlement durant les Déclarations

^{160.} Bourinot, 4º éd., p. 357. Il ne convient pas non plus de faire référence aux discussions tenues en comité plénier.

^{161.} Voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1984, p. 896. Dans la pratique, il arrive souvent que le Président ne tienne aucun compte de cette règle.

^{162.} Bourinot, 4º éd., p. 358.

^{163.} Beauchesne, 6º éd., p. 146.

^{164.} Art. 18 du Règlement.

^{165.} May, 22º éd., p. 380.

Voir, par exemple, Journaux, 1* juin 1955, p. 654-657, en particulier p. 656; Débats, 19 mai 1960, p. 4199-4200; 20 octobre 1970, p. 402; 11 mai 1983, p. 25363-25366; 3 novembre 1983, p. 28661; 4 mai 1993, p. 18921; 14 mai 1993, p. 19470-19471; 6 avril 1995, p. 11608, 11612; 24 septembre 1996, p. 4656; 7 mai 1998, p. 6690; 11 mai 1999, p. 15001.

^{167.} Art. 18 du Règlement. Cette question est examinée aussi au chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{168.} Art. 18 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 février 1998, p. 4401-4402; 28 octobre 1998, p. 9512.

Voir la décision du Président Michener, Journaux, 19 juin 1959, p. 581-586; voir également la décision du Président Fraser, Débats, 11 décembre 1991, p. 6141-6142.

de députés ou la Période des questions ¹⁷⁰. Néanmoins, le Président peut intervenir sur-le-champ s'il estime que l'affaire est suffisamment grave pour qu'il lui accorde son attention immédiate ¹⁷¹. Normalement, la question est réglée à la fin de la Période des questions ¹⁷². Étant donné que le Président doit prendre une décision en fonction du contexte dans lequel le langage a été utilisé, le Règlement doit être invoqué le plus tôt possible après que les propos ont été tenus ¹⁷³.

Si le Président n'a pas entendu les propos prétendus non parlementaires ou s'il y a un différend quant aux mots vraiment utilisés, la présidence peut laisser la question de côté en attendant un examen du compte rendu des délibérations et, si nécessaire, reporter sa décision à plus tard 174. Le Président a également déclaré que si la présidence n'avait pas entendu l'expression ou le mot injurieux et que si ces propos n'avaient pas été retranscrits dans les *Débats*, on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'elle tranche 175.

Lorsqu'il doit décider si des propos sont non parlementaires, le Président tient compte du ton, de la manière et de l'intention du député qui les a prononcés, de la personne à qui ils s'adressaient, du degré de provocation et, ce qui est plus important, de la question de savoir si oui ou non les remarques faites ont semé le désordre à la Chambre ¹⁷⁶. Ainsi, des propos jugés non parlementaires un jour pourraient ne pas nécessairement l'être le lendemain. La codification du langage non parlementaire s'est révélée impossible, car c'est du contexte dans lequel les mots ou phrases sont utilisés dont le Président doit tenir compte lorsqu'il décide s'ils devraient ou non être retirés ¹⁷⁷. Même si une expression peut être considérée comme acceptable, selon le Président, il faut se garder d'utiliser toute expression qui pourrait semer le désordre à la Chambre. Les expressions qui sont considérées comme non parlementaires lorsqu'elles s'appliquent à un député ne sont pas toujours considérées de la sorte lorsqu'elles s'appliquent de manière générale ou à un parti ¹⁷⁸.

^{170.} Art. 47 du Règlement.

^{171.} Voir, par exemple, Débats, 24 mars 1993, p. 17482; 22 octobre 1997, p. 964.

Voir, par exemple, Débats, 24 mars 1993, p. 17486-17488; 22 octobre 1997, p. 971-972; 22 avril 1999, p. 14225, 14229.

Voir, par exemple, *Débats*, 26 mars 1986, p. 11899; 13 juin 1986, p. 14370-14372; 5 mars 1987, p. 3882;
 9 décembre 1997, p. 3018.

^{174.} Voir, par exemple, Débats, 5 février 1997, p. 7716-7717; 17 février 1999, p. 12000-12001.

^{175.} Débats, 12 décembre 1991, p. 6218-6219. Voir aussi Débats, 10 février 1998, p. 3714-3715, lorsqu'un député en a accusé un autre d'avoir fait un geste grossier. Le Président a indiqué qu'il lui serait difficile de vérifier, car ce genre de chose n'est pas consigné et il n'a rien vu. Il a demandé au député de s'abstenir de tout geste qui pourrait choquer certains collègues.

Voir les remarques du Président Parent, Débats, 17 février 1997, p. 8200-8201; 25 septembre 1997, p. 103-104; 30 septembre 1997, p. 256; 8 juin 1998, p. 7707; 7 octobre 1998, p. 8885; 5 novembre 1998, p. 9917-9918; 18 mars 1999, p. 13092-13093.

Des listes d'expressions jugées non parlementaires ont été incluses dans l'index des Débats, dans Bourinot (4° éd., p. 361-364) et dans Beauchesne (6° éd., p. 147-157).

Voir, par exemple, *Débats*, 4 novembre 1987, p. 10741; 18 novembre 1987, p. 10927-10928; 14 décembre 1987, p. 11761-11762; 26 octobre 1998, p. 9379; 18 février 1999, p. 12094.

Si le Président juge que des propos injurieux ou contraires à l'usage ont été utilisés, il demandera au député qui les a tenus de les retirer. Celui-ci doit se lever pour se rétracter sans équivoque. Les excuses du député sont acceptées de bonne foi et l'affaire est dès lors considérée comme close¹⁷⁹. Toutefois, si le député persiste dans son refus d'obéir au Président et de se rétracter, la présidence peut refuser de lui accorder la parole jusqu'à ce qu'il ait retiré ses propos¹⁸⁰ ou peut le «désigner par son nom» pour mépris de l'autorité de la présidence et lui ordonner de se retirer de la Chambre pour le reste de la séance¹⁸¹.

En 1991, après que des propos non parlementaires eurent été tenus à plusieurs reprises ¹⁸², le gouvernement présentait à la Chambre une motion se rapportant au décorum et à la civilité. La motion a été débattue à trois reprises, mais n'a jamais été mise aux voix ¹⁸³.

RÉPÉTITIONS ET DIGRESSIONS

Les règles relatives aux digressions et aux répétitions ¹⁸⁴ s'entrecroisent et se renforcent mutuellement. La règle de la pertinence est nécessaire pour que la Chambre puisse exercer son droit d'arriver à une décision et d'exclure du débat toute discussion qui n'y contribue pas. La règle interdisant les répétitions fait en sorte que lorsque tout ce qui se rapporte au débat a été dit, la question est réglée une fois pour toutes, du moins pour la session en cours. L'une ne saurait exister sans l'autre, car cela limiterait grandement la capacité de la Chambre d'utiliser efficacement le temps réservé à ses travaux.

Les règles relatives aux digressions et aux répétitions sont quelque peu difficiles à définir et à appliquer. Le Président peut invoquer la règle interdisant les répétitions pour empêcher un député de reprendre des arguments déjà présentés au cours du débat, que ce soit par d'autres députés ou par lui-même 185. Quant à la règle de la pertinence, elle est utilisée pour empêcher un député de s'éloigner de la question dont la Chambre ou un comité a été saisi. Il n'est pas toujours possible de juger de la pertinence (ou du caractère répétitif) des remarques d'un député avant qu'il ait fini de

Voir, par exemple, *Débats*, 18 septembre 1991, p. 2299-2300; 9 octobre 1991, p. 3515; 25 septembre 1998, p. 8401; 30 octobre 1998, p. 9641; 16 février 1999, p. 11972-11973; 25 mars 1999, p. 13483-13484.

^{180.} À un moment donné, lorsque Jim Fulton (Skeena), a refusé de retirer ses remarques, le Président Fraser a choisi de ne pas lui accorder la parole jusqu'à ce qu'il se rétracte trois semaines plus tard (*Débats*, 29 octobre 1987, p. 10542-10543; 30 octobre 1987, p. 10583-10584; 18 novembre 1987, p. 10927-10928).

^{181.} Voir, par exemple, *Débats*, 12 février 1997, p. 8016-8017; 1^{ec} octobre 1997, p. 332, 334-335; 2 octobre 1997, p. 367; 1^{ec} décembre 1998, p. 10726-10727, 10730-10731. Voir également la section intitulée «La désignation d'un député par son nom», plus loin.

Voir, par exemple, Débats, 17 septembre 1991, p. 2235-2236, 2261-2263; 18 septembre 1991, p. 2299-2300; 23 septembre 1991, p. 2522-2523; 9 octobre 1991, p. 3515-3516; 10 octobre 1991, p. 3560-3564.

^{183.} Voir Journaux, 23 octobre 1991, p. 521-522; 25 octobre 1991, p. 535-536; 21 novembre 1991, p. 703-704.

^{184.} Art. 11(2) du Règlement.

^{185.} Dawson a signalé la difficulté d'appliquer cette règle en faisant valoir que «toute la procédure repose sur l'hypothèse de la répétition» et il a fait allusion aux trois lectures d'un projet de loi (p. 108).

dire ce qu'il avait à dire ¹⁸⁶. Dans la pratique, le Président permet une certaine latitude — si les règles sont appliquées trop rigoureusement, elles risquent d'écourter grandement le débat; si elles sont appliquées trop librement et font perdre un temps précieux, elles peuvent empêcher d'autres députés de participer au débat. Les circonstances, l'humeur de la Chambre et l'importance relative du sujet à l'étude dicteront la rigueur avec laquelle le Président interprétera ces règles.

Dans l'exercice de son pouvoir d'application des règles se rapportant aux digressions et aux répétitions, le Président peut rappeler un député à l'ordre et, si c'est nécessaire, l'avertir qu'il risque de devoir mettre un terme à son discours. De tels avertissements suffisent habituellement. Cependant, si le député persistait à s'éloigner du sujet ou à répéter des choses déjà dites, le Président pourrait donner la parole à un autre député ou, si aucun autre député ne souhaite prendre la parole, mettre la question aux voix. Si le député faisait fi des instructions ou directives du Président, ce dernier pourrait le «désigner par son nom» 187.

Historique

Nul ne sait au juste quand la Chambre des communes britannique a adopté la pratique consistant à restreindre les discours répétitifs ou hors de propos. Il semblerait cependant qu'elle ait déjà été bien établie à la fin du seizième siècle. Un manuel de procédure remontant à l'époque des parlements élizabéthains énonce parmi les pouvoirs du Président celui de rappeler un député à l'ordre lorsqu'il «intervient dans un débat sur un projet de loi et est hors de propos 188 ». Durant la même période, le Président Popham demandait, au moment de son élection à la présidence en 1580, que les députés «s'en tiennent au sujet [...] et ne consacrent pas trop de temps à des motions inutiles ou des arguments superflus 189 ». Les Journaux de 1604 donnent à penser que la règle de la pertinence a été adoptée cette année-là sur l'ordre de la Chambre et Hatsell l'a définie en ces termes: «Que si un homme parle sans pertinence, ou qu'il est en dehors du sujet, le Président peut l'interrompre conformément aux ordres de la Chambre et décider, selon le bon plaisir de la Chambre, si elle continuera à l'entendre 190 ». Peu après, la Chambre a également adopté une règle interdisant les répétitions 191. Les deux règles étaient difficiles à appliquer, notamment celle de la pertinence qui obligeait le Président à obtenir l'appui de la Chambre pour

Bourinot, 1ⁿ éd., p. 349. Voir aussi les remarques de la présidence, Débats, 17 juin 1992, p. 12297; 23 juin 1992, p. 12641.

^{187.} Art. 11(2) du Règlement. Pour des exemples de cas où le Président a ordonné à un député de mettre fin à son discours, voir *Débats*, 26 mai 1947, p. 3441-3443; 25 août 1958, p. 4277. Si un député persiste dans son manquement à la règle relative aux répétitions ou aux digressions en comité plénier, le président le dénoncera à la Chambre à la demande du comité. Pour des renseignements supplémentaires, voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

Vernon F. Snow, Parliament in Elizabethan England: John Hooker's Order and Usage, New Haven: Yale University Press, 1977, p. 169.

^{189.} Hatsell, Vol. II, p. 232.

^{190.} Hatsell, Vol. II, p. 230.

L'inscription dans les Journaux se lit comme suit: «[...] si une motion superflue ou un discours ennuyeux est présenté à la Chambre, l'intéressé doit être interrompu par M. le Président ». Voir Hatsell, vol. II, p. 230.

ordonner à un député de s'en tenir au sujet du débat. Au dix-huitième siècle, les interventions des Présidents étaient tellement rares qu'elles déplaisaient parfois fortement aux députés. Même un personnage aussi formidable que le Président Arthur Onslow n'arrivait pas à faire respecter la règle de sa propre autorité ¹⁹².

Lorsque la Chambre des communes canadienne a adopté ses règles en 1867, aucune allusion n'a été faite aux répétitions durant un débat et la règle de la pertinence n'a été mentionnée que dans le contexte d'un ordre général donné aux députés de «s'en tenir à la question débattue ¹⁹³ ». Mis à part le fait qu'il pouvait conseiller à un député de s'en tenir au sujet, le Président devait presque s'en remettre à la Chambre et à la bonne volonté des députés pour faire respecter la règle.

Lors d'une révision des règles en 1910, les pouvoirs du Président ont été accrus. La présidence a été habilitée à signifier à un député de discontinuer son discours si elle le jugeait hors de propos ou répétitif après avoir attiré l'attention de la Chambre sur la question ¹⁹⁴. Lorsqu'il a proposé l'adoption de cette règle, le premier ministre Wilfrid Laurier a fait observer que c'était « mot pour mot le texte du règlement de la Chambre des communes d'Angleterre ¹⁹⁵ ». Il n'en était pas moins vrai de la règle se rapportant à la pertinence des propos tenus en comité plénier qui a été adoptée au même moment: «Les discours en Comité plénier se rapportent rigoureusement au poste ou à la disposition à l'étude ¹⁹⁶ ».

Lorsque les règles ont été révisées en 1927, le rôle du Président a été davantage précisé. Au cas où un député refuserait d'obéir au Président, un comité spécial de la procédure a conféré à ce dernier le pouvoir de «désigner» le député récalcitrant par son nom ou, dans le cas d'un comité, permis au président du comité de le dénoncer à la Chambre. Ces modifications ont été adoptées par la Chambre sans amendement ni débat et sont demeurées inchangées depuis 197.

La règle interdisant les répétitions

La règle interdisant les répétitions vise principalement à sauvegarder le droit de la Chambre d'en arriver à une décision et à prévenir l'utilisation inefficace de son temps. Même si le principe est clair et logique, il n'a pas été toujours facile à appliquer 198. Le champ d'application de cette règle confère une grande latitude au

- P.D.G. Thomas, The House of Commons in the Eighteenth Century, Oxford: Clarendon Press, 1971, p. 217-218.
- 193. Règles, Ordres et Règlements de la Chambre des communes du Canada, 1876, règle nº 13.
- 194. Règles de la Chambre des communes du Canada, 1910, règle nº 19.
- 195. Débats, 29 avril 1910, col. 8797.
- 196. Règles de la Chambre des communes du Canada, 1910, règle nº 13(5).
- 197. Débats, 18 mars 1927, p. 1346-1347.
- 198. Dans des cas plus flagrants, le Président a pu citer la date à laquelle le même discours avait été prononcé, et la page. Dans un cas, le Président a pu prédire que le député s'apprétait à entamer le sixième paragraphe de son discours et, dans un autre, il a cité cinq cas où le même appel avait été fait (*Débats*, 9 juin 1955, p. 4836; 19 avril 1956, p. 3188). En une autre occasion, lorsqu'un député a indiqué qu'il allait répéter certaines des choses qu'il avait dites au cours du même débat, le Président l'en a empêché (*Débats*, 17 février 1956, p. 1336). Voir également les remarques du Président Beaudoin, *Débats*, 24 mai 1955, p. 4266.

Président. La présidence peut l'utiliser pour écourter un débat qui se prolonge en limitant les interventions des députés aux remarques qui n'ont pas déjà été faites ¹⁹⁹. Dans le contexte du processus législatif, cette dernière restriction s'applique aux remarques des députés à la même étape uniquement de l'étude d'un projet de loi. Les arguments présentés à une étape peuvent légitimement l'être de nouveau à une autre. L'objet de la règle est de préserver le droit de la Chambre d'arriver à une décision. La liberté de parole dont jouissent les députés ne s'étend pas au droit de faire de nouveau valoir des arguments qui ont déjà été entendus ²⁰⁰.

Enfin, le Président s'est servi de la règle de diverses autres façons pour aider la Chambre à utiliser efficacement le temps qui lui est alloué. Des Présidents ont déclaré inadmissibles la lecture ennuyeuse de lettres même pour appuyer un argument ²⁰¹; la présentation durant la Période des questions d'une question semblable à une autre qui avait déjà été posée le même jour ²⁰²; et la répétition de questions de privilège sur le même sujet ²⁰³.

La règle de la pertinence

La Chambre dispose maintenant de règles limitant la durée des discours, mais il fut un temps où il y avait peu de restrictions et où il arrivait souvent que le débat déborde le cadre du sujet à l'étude. En 1882, Bourinot a jugé nécessaire d'ajouter le commentaire qui suit à son étude de la procédure parlementaire:

Le respect des privilèges et de la dignité du Parlement exige qu'il ne gaspille pas inutilement son temps en de vaines discussions; par conséquent, tout député qui s'adresse à la Chambre devrait essayer de serrer le plus près possible la question à l'étude²⁰⁴.

Ce conseil vaut toujours aujourd'hui puisque la conduite des affaires de l'État est beaucoup plus complexe et que le temps de la Chambre est limité. Donc, dès qu'un député s'éloigne de la question dont la Chambre a été saisie, le Président invoque la règle de la pertinence. Il l'a fait, dans bien des cas, en indiquant à un député qui avait été rappelé à l'ordre quel était au juste le sujet et en quoi ses remarques n'étaient pas pertinentes ²⁰⁵. En particulier, durant la période des questions et observations de

- 199. Voir, par exemple, Débats, 9 juin 1955, p. 4835-4836. Il est arrivé qu'un député soit réprimandé parce que ses remarques n'étaient « guère qu'une répétition des observations formulées par d'autres collègues ». Par conséquent, le Président lui a ordonné d'abréger son discours afin que la Chambre puisse « discuter convenablement la question ». Voir Débats, 31 août 1917, p. 5408.
- 200. Voir, par exemple, Débats, 24 mai 1955, p. 4266.
- 201. Voir, par exemple, *Débats*, 19 avril 1922, p. 952.
- 202. Voir, par exemple, Débats, 21 novembre 1977, p. 1063. En 1986, le Président Bosley a établi que, compte tenu du fait que le temps est précieux durant la Période des questions, les députés devraient essayer d'éviter de répéter purement et simplement des questions qui ont déjà été posées quoiqu'ils puissent en poser d'autres sur le même sujet (Débats, 24 février 1986, p. 10879).
- 203. Débats, 27 juin 1978, p. 6769.
- 204. Bourinot, 1" éd., p. 349.
- Voir, par exemple, Débats, 5 novembre 1990, p. 15159-15160; 4 février 1992, p. 6343; 28 avril 1999, p. 14450; 29 avril 1999, p. 14492, 14497.

10 minutes qui suit la plupart des discours, si un député ne limite pas ses remarques aux arguments avancés dans le discours, la présidence invoquera la règle de la pertinence ²⁰⁶. Malgré tout, les Présidents ont tendance à être conscients de la nécessité d'une certaine souplesse dans l'application de la règle ²⁰⁷. Ils ont fermé les yeux sur des allusions à d'autres questions au cours d'un débat si elles étaient faites en passant et n'étaient pas le thème principal du discours ²⁰⁸.

La règle de la pertinence s'applique non seulement au débat sur une motion principale, mais aussi à tout amendement proposé à la motion principale. Si un amendement est proposé à une motion, la règle de la pertinence veut que le débat soit limité à cet amendement jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée²¹⁰. Les arguments jugés hors de propos au cours d'un débat sur une motion principale demeurent hors de propos s'ils sont présentés sous la forme d'un amendement. Même si l'amendement propose de remplacer tous les mots de la motion principale après «que» et d'y substituer une proposition de rechange, le débat est limité à la motion principale et à l'amendement; toutes les autres propositions de rechange sont hors de propos ²¹¹. Lorsque la Chambre s'est prononcée sur un amendement, il lui est alors possible de débattre la motion principale en entier ou d'envisager un autre amendement.

La question préalable a un caractère exceptionnel en ce qui concerne la règle de la pertinence. «Que la question soit maintenant mise aux voix » ne gène en rien le débat sur la motion initiale. Au contraire, les députés qui ont déjà participé au débat peuvent de nouveau exprimer leur avis sur la motion, après que la question préalable a été proposée ²¹². Toutefois, il faut prendre garde d'éviter les répétitions.

Projets de loi

La pertinence du débat à une motion dont la Chambre a été saisie vaut notamment pour l'examen des projets de loi aux différentes étapes qui précèdent leur adoption. D'après la pratique qui a son origine à la Chambre des communes britannique, « chacune de ces étapes a sa propre fonction particulière et, jusqu'à un certain point, sa gamme plus ou moins limitée de débats²¹³ ». Cette fonction guide le Président et la

- Voir, par exemple, Débats, 6 février 1987, p. 3195-3196, où la présidence a jugé les observations irrecevables et donné la parole à un autre député. Voir aussi Débats, 17 septembre1992, p. 13307-13308; 7 juin 1994, p. 4930.
- Voir, par exemple, Débats, 19 mai 1992, p. 10910-10911; 8 février 1993, p. 15520, 15523.
- 208. Voir, par exemple, Débats, 9 avril 1919, p. 1381; 4 mai 1920, p. 1999; 22 mars 1921, p. 1220. En revanche, il est parfois arrivé que des Présidents se disent d'avis qu'une question débordant le cadre du sujet à l'étude « formerait par elle-même le sujet d'une motion principale ». Voir Débats, 27 mars 1923, p. 1546.
- 209. May, 22° éd., p. 346: «De manière générale, aucune discussion ne devrait être soulevée au cours d'un débat au sujet d'une question qui ne serait pas pertinente si elle était proposée comme amendement, et aucun amendement ne devrait être utilisé pour présenter des arguments qui ne seraient pas pertinents à la question principale.»
- 210. Voir, par exemple, Débats, 2 juin 1914, p. 4828.
- 211. May, 22º éc., p. 346.
- 212. Pour une discussion de la question préalable, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat», et le chapitre 14, «La limitation du débat».
- 213. May, 20° éd., p. 527.

Chambre dans l'application de la règle de la pertinence. Ainsi, par exemple, l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi se limite à la discussion de son principe tandis que l'étape du rapport ne porte que sur les motions d'amendement à un projet de loi. En dépit des nombreuses occasions offertes à la Chambre de discuter d'un projet de loi, la portée du débat est censée être différente à chaque étape.

· Deuxième lecture

Au cours du débat en deuxième lecture, on est souvent tenté d'étudier à fond les articles d'un projet de loi au lieu d'examiner le principe du projet de loi. Un tel débat contrevient à la règle de la pertinence. La plupart des interventions du Président ont habituellement pour objet d'empêcher les députés de discuter de dispositions du projet de loi plutôt que de son principe²¹⁴. Une décision du Président à ce sujet est assez claire: «À l'étape de la deuxième lecture, il ne convient pas de débattre des articles du [projet de loi]²¹⁵ ». Lorsque la Chambre songe à adopter un projet de loi modificative, la règle exige, en deuxième lecture, que ce soit le principe du projet de loi même, et non celui de la loi existante, qui constitue le sujet à l'étude²¹⁶.

· L'étape de l'examen en comité

Le renvoi d'un projet de loi à un comité prépare le terrain à une étude approfondie de son contenu, article par article. Aujourd'hui, la plupart des projets de loi sont renvoyés à des comités permanents pour être étudiés, mais, dans le passé, l'examen des projets de loi était plus souvent confié à un comité plénier et c'est dans cette enceinte plus nombreuse que la pratique régissant l'examen des projets de loi s'est développée. Conformément au Règlement, les discours prononcés en comité plénier doivent se rapporter rigoureusement au poste ou à la disposition à l'étude²¹⁷. Les présidents ont fréquemment cité cette règle et demandé que les députés l'observent ²¹⁸. La même pratique s'applique à l'étude des projets de loi par les comités permanents, spéciaux ou législatifs.

Une exception importante à la règle de la pertinence en comité est celle du débat général qui est permis relativement à l'article 1, ou l'article qui suit l'article sur le titre abrégé. Même si le Règlement ne contient aucune disposition au sujet de cette pratique, elle est acceptée depuis au moins les années 1930²¹⁹. Au fil des ans, les présidents se sont colletés avec les règles de débat se rapportant à l'article 1 et ont établicertaines limites. Celles-ci incluent la proscription de la répétition du débat en

^{214.} Voir, par exemple, Débats, 2 avril 1913, col. 7225; 25 mars 1920, p. 754, 770-771; 26 mai 1978, p. 5795.

^{215.} Débats, 16 février 1979, p. 3321. Voir aussi Débats, 28 octobre 1991, p. 4085.

Beauchesne, 6º éd., p. 206. C'est une position qui a été maintenue par le Président à plusieurs reprises (Journaux, 14 novembre 1949, p. 237-238; Débats, 6 mai 1959, p. 3569-3570; Journaux, 15 octobre 1962, p. 76-77).

^{217.} Art. 101(2) du Règlement. Pour plus d'information, voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

Débats, 30 novembre 1977, p. 1418-1420; 30 novembre 1978, p. 1657, 1665-1666; 10 décembre 1979, p. 2213; 11 décembre 1979, p. 2239, 2244; 30 septembre 1991, p. 2937, 2979.

^{219.} Personne ne sait quand au juste cette pratique est née, mais plusieurs députés prétendent qu'elle a été implantée durant les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale. Voir *Débats*, 6 juin 1947, p. 3869-3870; 30 juin 1947, p. 4845-4846; 14 juillet 1947, p. 5572.

deuxième lecture et de l'anticipation de l'étude article par article ²²⁰. En outre, le débat général sur l'article 1 ne peut pas s'écarter de l'objet du projet de loi ²²¹. Une autre limite surgit lorsqu'un amendement a été proposé à l'article 1. Pour reprendre les propos d'un président qui a rendu une décision à ce sujet: « Une fois qu'un amendement a été proposé, j'estime que la discussion devrait se limiter à cet amendement jusqu'à ce que l'affaire ait été réglée, après quoi on peut formuler à nouveau des observations d'ordre général ²²². » Ce jugement a été confirmé par la pratique et par une décision ultérieure ²²³.

· L'étape du rapport

D'après Beauchesne, «l'étape du rapport d'un projet de loi d'intérêt public est consacrée à la révision de ce qui s'est fait en comité. Il s'agit d'une réédition, sous une forme moins libre, de l'étude en comité, les règles applicables à la circonstance étant celles qui régissent les délibérations de la Chambre, le Président étant au fauteuil ²²⁴ ». Les motions à l'étape du rapport sont des amendements à des articles d'un projet de loi visant à les modifier, à les supprimer ou à les rétablir. Pour éviter les répétitions excessives, le Président a le pouvoir de choisir ou de combiner les modifications proposées ²²⁵. Le Président peut aussi contrôler les délibérations en utilisant la règle de la pertinence telle qu'elle s'applique au débat sur les articles d'un projet de loi. Bien que le débat à l'étape du rapport ressemble à celui de l'étape de l'examen en comité, les dépatés n'ont pas toute latitude pour discuter d'un projet de loi comme le veut la pratique à l'étape de l'étude en comité de l'article 1 ²²⁶.

· Troisième lecture

Le débat en troisième lecture consiste à revoir la mesure législative dans sa forme définitive et est strictement confiné au contenu du projet de loi ²²⁷. Si un amendement est proposé, le débat devrait porter sur cet amendement jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée ²²⁸.

Débats sur l'Adresse en réponse au discours du Trône et sur le Budget

Les us et coutumes de la Chambre permettent que la règle de la pertinence soit quelque peu relâchée au cours du débat sur la motion pour une Adresse en réponse au discours du Trône. Le débat sur cette motion «constitue pour le simple député

- 220. Débats, 11 mai 1960, p. 3948-3949, 3953-3954.
- 221. Débats, 23 mars 1965, p. 12883.
- 222. Débats, 2 août 1960, p. 7733.
- 223. Voir, par exemple, Débats, 30 novembre 1978, p. 1657, 1665.
- 224. Beauchesne, 6º éd., p. 218.
- 225. Art. 76(5) et 76.1(5) du Règlement.
- 226. Voir, par exemple, Débats, 4 juin 1981, p. 10263.
- 227. Beauchesne, 6º éd., p. 222; May, 22º éd., p. 544.
- 228. Il est arrivé que le Président reprenne un député qui avait supposé qu'il pouvait prendre la parole au sujet de l'amendement comme s'il s'agissait de la motion portant troisième lecture: «Ma décision est qu'un membre doit se limiter à la dernière question soumise à la Chambre [...] Le fait qu'un député n'a pas parlé, lors de la troisième lecture du bill, ne donne pas raison à ce député de parcourir le même terrain qu'il aurait parcouru, s'il avait parlé lors de la troisième lecture du bill.» (Débats, 2 juin 1914, p. 4828).

l'une des occasions qui lui sont offertes de traiter librement des sujets de son choix ²²⁹». Par conséquent, le débat a tendance à être très général et le Président ne fait habituellement aucun effort pour appliquer la règle de la pertinence. Ce n'est pas le cas, toutefois, lorsque la Chambre tient un débat sur le Budget. Les remarques des députés doivent être pertinentes à la motion dont la Chambre a été saisie. Il reste que l'énoncé de la motion (c'est-à-dire que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement) est suffisamment vaste pour assurer aux députés une grande latitude dans leurs propos sans transgresser le principe de la règle ²³⁰.

LA CONVENTION RELATIVE AUX AFFAIRES EN INSTANCE SUB JUDICE

Au cours d'un débat, des restrictions sont imposées à la liberté de parole des députés qui ne peuvent faire allusion à des affaires en instance dans l'intérêt de la justice et de l'équité. De telles affaires ne peuvent pas non plus faire l'objet de motions ou de questions à la Chambre. Même s'il existe des précédents qui peuvent guider la présidence, on n'a jamais tenté de codifier la pratique connue sous le nom de «convention relative aux affaires en instance sub judice²³¹». L'interprétation de cette convention est laissée au Président étant donné qu'il n'existe aucune «règle» pour empêcher le Parlement de discuter d'une affaire en instance sub judice, c'est-à-dire «en instance devant un juge ou un tribunal».

La convention relative aux affaires en instance sub judice est avant tout une restriction que la Chambre s'impose volontairement pour protéger un accusé, ou une autre partie à des poursuites en justice ou à une enquête judiciaire, de tout effet préjudiciable d'une discussion publique de la question 232. La convention existe également, comme le faisait observer le Président Fraser, pour «maintenir la séparation et la bonne entente entre le législatif et le judiciaire 233». Ainsi, la perception et la réalité de l'indépendance du pouvoir judiciaire doivent être jalousement protégées. Cependant, comme le Président Sauvé l'a expliqué, la convention relative aux affaires en instance n'a jamais empêché la Chambre d'étudier une affaire en cours d'instance lorsque cette affaire, considérée comme une question de privilège fondée de prime abord, était vitale pour le pays et pour la bonne marche de la Chambre 234.

- 229. Beauchesne, 6º éd., p. 84.
- 230. Voir, par exemple, Débats, 10 mars 1992, p. 7949-7950.
- 231. Le 13 décembre 1976, la Chambre a nommé un comité spécial « pour examiner les droits et immunités des députés à la Chambre des communes et les méthodes suivies par la Chambre pour traiter de ces questions et pour faire rapport des changements qui seraient éventuellement souhaitables » (Journaux, p. 230). Le Comité a tenu trois réunions durant lesquelles il a étudié comment la convention relative aux affaires en instance sub judice influe sur les droits et immunités des députés. Le premier rapport à la Chambre du Comité spécial sur les droits et immunités des députés présenté le 29 avril 1977 (Journaux, p. 720-729) demeure l'étude définitive de la convention relative aux affaires en instance sub judice au Canada et continue à être utilisé aujourd'hui par le Président lorsqu'il est question de telles affaires à la Chambre.
- Voir Philip Laundy, "The Sub Judice Convention in the Canadian House of Commons", The Parliamentarian, vol. 57, n° 3, juillet 1976, p. 211-214.
- 233. Débats, 8 mars 1990, p. 9007.
- 234. Débats, 22 mars 1983, p. 24027-24028.

Il y a des situations où l'application de la convention relative aux affaires en instance sub judice n'a posé aucun problème. Elle a été appliquée à des motions, des allusions au cours de débats, des questions et des questions supplémentaires ²³⁵. Elle a aussi été appliquée régulièrement dans des affaires criminelles. Cependant, la convention ne s'applique pas aux projets de loi puisqu'on ne peut pas limiter le droit du Parlement de légiférer ²³⁶. Si la convention relative aux affaires en instance sub judice devait s'appliquer aux projets de loi, tout le processus législatif pourrait s'arrêter du simple fait du dépôt d'un bref ou de poursuites judiciaires devant un tribunal ou l'autre au Canada.

Affaires au criminel et au civil

Aucune distinction n'a jamais été faite au Canada entre les tribunaux criminels et les tribunaux civils aux fins de l'application de la convention et elle s'est appliquée également à certains tribunaux autres que des cours de justice. La convention relative aux affaires en instance sub judice est là pour garantir à chacun un juste procès et empêcher toute influence indue qui pourrait préjudicier à une décision judiciaire ou au rapport d'un tribunal d'enquête. En fait, de l'avis du Comité spécial des droits et immunités des députés, «la question du préjudice se pose surtout lorsqu'il s'agit de procès en diffamation devant un jury, au criminel et au civil 237 ».

Dans les affaires criminelles, les précédents ont consisté à ne pas faire allusion à la cause avant qu'une décision n'ait été rendue et durant tout appel. On s'attend des députés à ce qu'ils s'abstiennent de discuter des affaires qui sont devant un tribunal criminel, non seulement pour protéger les personnes qui subissent un procès et risquent d'en souffrir peu importe son issue, mais aussi parce que le procès pourrait se trouver faussé par un débat à la Chambre ²³⁸. Il a été établi que la convention cesse de s'appliquer, en ce qui concerne les affaires au criminel, lorsqu'un jugement a été rendu ²³⁹. Le Président a confirmé qu'une affaire est de nouveau sub judice si la décision rendue fait l'objet d'un appel ²⁴⁰.

Voir, par exemple, Débats, 5 mars 1984, p. 1765-1766; 6 décembre 1990, p. 16411; 3 février 1993, p. 15368.

Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 4 octobre 1971, p. 8395-8396; et la décision du Président Sauvé, 31 mars 1981, p. 8793-8794.

^{237.} Journaux, 29 avril 1977, p. 728.

Voir les décisions du Président Fraser, Débats, 1^{et} juin 1989, p. 2419; 7 novembre 1989, p. 5655; et la décision du vice-président Milliken, Débats, 16 mars 1999, p. 12911.

^{239.} Voir la décision du Président Lemieux, Débats, 10 février 1928, p. 358-359.

^{240.} Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 2 mai 1966, p. 4583-4584. En 1995, un député a invoqué le Règlement pour affirmer qu'un ministre avait enfreint la convention durant la Période des questions en commentant une affaire en appel devant les tribunaux de l'Alberta. Le ministre a soutenu qu'il y a une différence entre commenter les faits d'une affaire en instance devant les tribunaux et énoncer l'avis du gouvernement sur une décision prononcée par les tribunaux. Dans sa réponse, le Président a indiqué qu'il ne pouvait pas conclure qu'en disant que le gouvernement fédéral était en désaccord avec la décision d'un tribunal et projetait de la contester, le ministre avait enfreint la convention relative aux affaires en instance devant les tribunaux (Débats, 6 avril 1995, p. 11618-11619).

Les précédents varient en ce qui concerne les affaires au civil. La convention a été appliquée dans certains cas²⁴¹, mais pas dans d'autres²⁴². Toutefois, en 1976, le Président a jugé que rien ne devrait restreindre le droit d'un député de poser des questions au sujet d'une affaire devant les tribunaux, notamment au civil, à moins et jusqu'à ce que l'affaire passe en jugement²⁴³. Bien qu'il n'y ait pas de pratique établie dans le cas des affaires civiles, la présidence a en de nombreuses occasions fait allusion à la nécessité de faire preuve de prudence dans les allusions aux affaires en instance judiciaire, peu importe la nature du tribunal²⁴⁴.

Cours d'archives et commissions royales

D'après les précédents, il est clair que l'application de la convention est limitée aux tribunaux définis par la loi comme étant des cours d'archives ²⁴⁵. (Une cour d'archives est définie comme suit: «Une cour qui doit tenir un compte rendu de ses délibérations et qui peut imposer une amende ou une peine d'emprisonnement. Un tel compte rendu est digne de foi et ne peut pas être contesté ²⁴⁶. ») La convention relative aux affaires en instance sub judice ne s'applique pas, cependant, aux questions renvoyées à des commissions royales quoique la présidence ait fait une mise en garde contre les allusions aux délibérations, témoignages ou constatations d'une commission royale avant qu'elle n'ait présenté son rapport ²⁴⁷.

Le rôle du Président

Étant donné que la convention relative aux affaires en instance sub judice n'est pas codifiée et est d'application volontaire, la compétence du Président dans de telles affaires est un peu difficile à définir. Le pouvoir discrétionnaire du Président à l'égard des affaires en instance sub judice découle de son rôle de gardien de la liberté d'expression à la Chambre. Le Président a le devoir de mettre en équilibre les droits

- 241. Voir, par exemple, Débats, 7 juin 1938, p. 3703.
- 242. Voir, par exemple, Débats, 22 mai 1973, p. 3990-3991; 9 juillet 1973, p. 5402-5403.
- 243. Voir la décision du Président Jérome, Débats, 11 février 1976, p. 10844. Ce point de vue a été réitéré dans une décision rendue en 1987, quoique le Président Fraser ait indiqué que cela n'empêcherait quand même pas la présidence de trancher en sens contraire si elle estimait que la question porterait préjudice à l'une des parties ou à l'autre (Débats, 7 décembre 1987, p. 11542). Voir aussi Débats, 11 avril 1991, p. 19316-19317.
- 244. Voir, par exemple, Débats, 6 avril 1995, p. 11618-11619; 16 mars 1999, p. 12911.
- 245. Voir les décisions des Présidents, Débats, 5 mars 1947, p. 1046; 12 juin 1951, p. 4078-4079; 2 novembre 1951, p. 696. En 1933, un député a essayé de discuter des accusations portées contre un juge d'une cour de comté dont la conduite avait été déférée à une commission d'enquête. Le Président Black n'a pas autorisé la discussion même si la commission n'était pas définie comme étant une cour d'archives. Voir Débats, 30 mars 1933, p. 3535-3536.
- 246. Black's Law Dictionary, 5*éd., St. Paul, Minnesota: West Publishing Co., 1979, p. 319.
- 247. Débats, 21 mars 1950, p. 983-984; 17 octobre 1957, p. 123; 2 mai 1966, p. 4589-4590; Journaux, 9 novembre 1978, p. 128. Le Président Jerome a fait observer que «l'organisme chargé [de l'enquête] est un organisme d'enquête qui doit rendre un jugement et non un organisme judiciaire [...] En l'occurrence les discussions ou les débats qui se dérouleront ici n'influenceront pas la décision de l'organisme concerné » (Débats, 31 octobre 1977, p. 433).

de la Chambre et les droits et intérêts du citoyen ordinaire qui subit un procès. En fait, le Président n'exerce son pouvoir discrétionnaire que dans des cas exceptionnels où il est clair qu'en agissant autrement, il léserait des intérêts particuliers. Le problème qui se pose pour un Président tient à ce qu'il ne peut déterminer si un commentaire aura une incidence quelconque avant que les observations aient été faites.

Dans son rapport, le Comité spécial des droits et immunités des députés a recommandé que si la situation n'est pas claire, le Président accorde le bénéfice du doute au député qui désire soulever une question à la Chambre et s'abstienne de se servir de son pouvoir discrétionnaire en ce qui a trait à l'application de la convention ²⁴⁸. Le Comité a conclu que sans vouloir remettre en question le pouvoir discrétionnaire de la présidence, il n'en demeure pas moins que les députés de la Chambre devraient eux-mêmes s'abstenir de toute déclaration ²⁴⁹. Un député qui croit que le fait d'intervenir pourrait léser des intérêts particuliers, lors d'un procès ou d'une enquête, devrait s'abstenir de toute déclaration. En outre, tout député qui demande au Président d'empêcher une discussion pour motif de *sub judice* se verrait obligé de démontrer, à la satisfaction du Président, l'existence d'une raison valable de croire qu'un préjudice pourrait résulter de cette discussion ²⁵⁰.

Le Comité s'est dit d'avis également qu'au cours de la Période des questions, la présidence devrait s'abstenir d'intervenir en ce qui a trait à l'application de la convention, et qu'il incomberait plutôt au député qui pose la question ainsi qu'au ministre à qui elle est adressée de faire preuve de discernement. Un ministre est mieux placé que le Président pour juger si une question qui lui est adressée concerne une affaire en instance sub judice. Le ministre peut alors décider de lui-même si sa réponse peut léser les intérêts d'une partie; auquel cas, il pourrait refuser de répondre, en se prévalant de sa prérogative de répondre ou non à une question. D'après les précédents, il semblerait que ce soit l'approche adoptée par la présidence²⁵¹. Le Président n'est intervenu que lorsqu'il croyait qu'il y avait manquement à la convention relative aux affaires en instance sub judice²⁵².

EXPLICATIONS SUR UN FAIT PERSONNEL

La présidence peut à l'occasion autoriser un député à donner des explications sur un fait personnel même si la Chambre n'a été saisie d'aucune question. C'est ce que les députés appellent communément «une question de privilège personnel» et il s'agit d'une indulgence de la présidence à leur égard. Il n'y a aucun lien avec la question de privilège et, comme un Président le faisait observer, «Je ne m'appuie sur aucune

^{248.} Journaux, 29 avril 1977, p. 728. Pour un exemple du moment où le Président a appliqué ce principe, voir Débats, 8 juin 1987, p. 6817-6820 (motion de l'opposition un jour des subsides).

^{249.} Journaux, 29 avril 1977, p. 728.

^{250.} Voir la décision du Président Bosley, Débats, 27 janvier 1986, p. 10194.

Voir, par exemple, Débats, 14 février 1986, p. 10828-10829; 18 décembre 1990, p. 16901, 16905-16906;
 11 octobre 1991, p. 3643; 4 décembre 1996, p. 7087.

Voir, par exemple, Débats, 1st juin 1989, p. 2422; 7 novembre 1989, p. 5654-5656; 12 juin 1996, p. 3711;
 octobre 1997, p. 829-830; 13 février 1998, p. 3854.

autorité juridique, aucune règle de procédure ni aucun précédent historique ou autre ²⁵³ ». Par conséquent, de telles occasions ne doivent pas donner lieu à un débat général et les députés savent qu'ils doivent s'en tenir à l'essentiel ²⁵⁴. Lorsque la présidence les y autorise, les députés peuvent notamment annoncer une démission ²⁵⁵ ou expliquer des changements dans l'appartenance politique, des faits les touchant qui se sont produits à l'extérieur de la Chambre ou des déclarations mal interprétées ²⁵⁶.

Les rappels au Règlement

Lorsqu'un député juge que les règles ou les coutumes de la Chambre, en ce qui concerne par exemple la pertinence des interventions ou les répétitions, les remarques non parlementaires ou le quorum, ont été transgressées ou mal appliquées pendant une séance, il peut invoquer le Règlement afin de porter la chose à l'attention de la présidence ²⁵⁷. Il peut le faire à peu près à n'importe quel moment, à condition de formuler son objection et de présenter brièvement ses arguments ²⁵⁸ dès qu'il constate l'irrégularité ²⁵⁹. Les rappels au Règlement touchant les questions de procédure doivent être faits promptement, avant que le débat n'en soit rendu à un stade où une telle intervention serait déplacée. Comme ces rappels portent sur l'interprétation des règles de procédure, il appartient au Président d'en déterminer le bien-fondé et de résoudre la question qu'ils soulèvent ²⁶⁰.

Il est fréquent que des députés fassent des interventions de cette nature, mais les véritables rappels au Règlement sont rares. En fait, les députés ont souvent recours à cette manœuvre simplement pour tenter d'obtenir la parole et de participer au débat en cours; dans les cas de ce genre, le Président ne leur permet pas de poursuivre 261.

- 253. Débats, 21 novembre 1990, p. 15526.
- 254. En 1996, le Président Parent a informé la Chambre que le député de Charlesbourg (Jean-Marc Jacob) prendrait la parole pour faire une déclaration solennelle à la Chambre. Le Président a averti les députés que la déclaration n'avait pas pour objet d'inciter au débat. Par la suite, il a interrompu M. Jacob en lui disant que les paroles utilisées tendaient «ptutôt vers un débat qu'à une déclaration solennelle». Le député n'a pas pu poursuivre. Voir Débats, 18 juin 1996, p. 4027. En 1989, un ministre a soulevé une question de privilège personnel pour clarifier une déclaration qu'il avait faite la veille. Après la déclaration du ministre, le Président Fraser a accordé la parole au porte-parole de l'Opposition officielle en la matière pour qu'elle y réponde. Toutefois, lorsque le ministre a entamé un débat avec la députée de l'opposition, le Président l'a interrompue en disant à la Chambre que les députés auraient une autre occasion d'obtenir des éclaircissements du ministre. Voir Débats, 11 mai 1989, p. 1571-1573.
- Voir, par exemple, Débats, 15 mars 1984, p. 2138-2139; 2 mai 1986, p. 13149; 3 février 1988, p. 12581;
 24 septembre 1990, p. 13215.
- Voir, par exemple, Débats, 21 novembre 1990, p. 15526-15528; 9 avril 1991, p. 19231-19232; 18 février 1992, p. 7205; 26 novembre 1992, p. 14113-14115; 24 janvier 1994, p. 197.
- 257. Voir, par exemple, Débats, 17 mars 1998, p. 4970.
- 258. Redlich, vol. II, p. 146.
- 259. Voir la décision du Président Marcil, Journaux, 20 février 1911, p. 197.
- 260. Art. 10 du Règlement.
- Voir, par exemple, Débats, 30 mars 1992, p. 9036-9037; 17 novembre 1994, p. 7951; 23 octobre 1997, p. 1031; 16 février 1998, p. 3947; 16 mars 1999, p. 12913.

Chaque rappel au Règlement doit être réglé avant qu'il soit possible d'en faire un nouveau. En outre, lorsqu'un député invoque le Règlement pendant l'examen d'une question de privilège, le rappel au Règlement a préséance jusqu'à ce que le Président ait déterminé s'il y a effectivement eu contravention à une règle et qu'il ait tranché la question ²⁶². Il est déjà arrivé toutefois que le président refuse d'entendre une objection pendant l'examen d'une question de privilège ²⁶³. Par ailleurs, en cas de désordre sur le parquet ou dans les tribunes, la nécessité de rétablir l'ordre obligerait là encore le Président à mettre temporairement de côté un rappel au Règlement.

LES RÈGLES RELATIVES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT

N'importe quel député peut interrompre le député qui a la parole pendant un débat et porter une irrégularité de procédure à l'attention de la présidence dès qu'elle se produit; le député qui avait la parole doit alors reprendre son siège jusqu'à ce que l'affaire ait été réglée d'une manière ou d'une autre ²⁶⁴. Lorsqu'il obtient la parole à son tour, le député qui a soulevé l'objection doit se contenter d'indiquer sur quelle pratique ou quel article du Règlement porte son intervention; autrement, le Président peut lui demander de le faire.

En vertu du Règlement, un rappel au Règlement peut faire l'objet d'un bref débat si le Président y consent 265. Cette règle, déjà en vigueur à l'Assemblée législative de la Province du Canada, a été maintenue au moment de la Confédération 266. De nombreux députés croyaient d'ailleurs que la règle prévoyait la tenue d'un débat sur tout rappel au Règlement avant que le Président ne rende sa décision. En fait, la règle et la pratique ne concordaient pas avant 1906, l'année où la règle a été modifiée dans le but de légitimer la coutume voulant que les rappels au Règlement puissent faire l'objet d'un débat à la discrétion du Président 267. Au début des années 1980, les rappels au Règlement suscitaient des discussions de plus en plus longues, et les occupants du fauteuil se sentaient obligés d'intervenir; il est même arrivé qu'ils

^{262.} Voir, par exemple, Débats, 27 avril 1989, p. 1003; 4 juin 1992, p. 11372.

^{263.} Voir Débats, 23 mars 1999, p. 13372.

^{264.} Art. 19 du Règlement. Dans les premières années de la Confédération, il n'existait pas de règle spécifique au sujet des personnes autorisées à invoquer le Règlement; les députés se rappelaient donc mutuellement à l'ordre (voir, par exemple, Débats, 23 mars 1868, p. 387-388; 7 mars 1878, p. 812), mais cette pratique a évolué graduellement vers la méthode actuelle, moins directe, selon laquelle les députés peuvent invoquer eux-mêmes le Règlement, mais doivent laisser à la présidence la décision à prendre. Ce n'est qu'en 1925 qu'un comité spécial a reconnu que «[c]et article semble dire qu'un membre peut être rappelé au règlement par un autre membre » (Journaux, 29 mai 1925, p. 353) et recommandé que la règle soit précisée. Celle-ci a finalement pris sa forme actuelle en 1927 (Journaux, 22 mars 1927, p. 326-327).

^{265.} Art. 19 du Règlement.

^{266.} La règle se lisait comme suit: « Un membre appelé à l'ordre doit s'asseoir, mais peut ensuite s'expliquer. La Chambre, s'il en est appelé à sa décision, règle la question, mais sans débat. S'il n'y a pas appel, la décision [du Président] est définitive. » (Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle nº 12.)

^{267.} Voir Débats, 9 juillet 1906, col. 7676-7678.

refusent d'accorder la parole à des députés qui soulevaient une objection ²⁶⁸. Malgré les pressions des députés, les Présidents successifs ont appliqué le Règlement avec de plus en plus de rigueur et, tout en autorisant le débat sur certains rappels au Règlement, ils en limitent considérablement la longueur. Par ailleurs, lorsqu'un député invoque le Règlement pendant un discours, le Président décide si l'intervention est incluse ou non dans le temps alloué pour cette étape du débat²⁶⁹.

Il existe de nombreuses exceptions à la règle selon laquelle le rappel au Règlement doit se faire dès que l'irrégularité de procédure se produit. Par exemple, les objections soulevées pendant le débat sur la motion d'ajournement sont examinées le jour de séance suivant ²⁷⁰.

Les rappels au Règlement qui se produisent pendant la Période des questions ou les Déclarations de députés sont habituellement reportés à la fin de la Période des questions ²⁷¹. Entre la Confédération et 1975, la coutume voulait que les rappels au Règlement soient faits dès que se produisaient les irrégularités de procédure sur lesquelles ils portaient, même pendant la Période des questions²⁷². La Chambre a toutefois décidé en 1975, dans le cadre de la réforme touchant l'ordre de ses travaux et le déroulement de la Période des questions, qu'il ne devait pas y avoir de rappels au Règlement pendant cette période 273. La décision prise par la Chambre à cet égard ne constituait qu'une entente provisoire, mais les Présidents successifs en ont maintenu l'esprit, malgré l'opposition véhémente des députés, même après que l'entente eut cessé d'être en vigueur en octobre 1977, la Chambre n'ayant pas donné de statut permanent à certains ordres de session. Le Président a continué malgré tout d'appliquer cette nouvelle pratique 274, qui a été étendue en 1982 aux Déclarations de députés 275 et a finalement été codifiée dans le Règlement de 1986²⁷⁶. Si un député invoque le Règlement pendant la Période des questions ou les Déclarations de députés, le Président indique qu'il l'entendra après la Période des questions²⁷⁷.

Voir, par exemple, *Débats*, 11 février 1982, p. 14899-14904; 12 février 1982, p. 14969-14970; 2 mars 1982, p. 15532-15539; 14 février 1983, p. 22816; 27 octobre 1983, p. 28361-28377. Dans un cas, un député a été désigné par son nom et expulsé de la Chambre (*Débats*, 31 octobre 1983, p. 28591-28594).

^{269.} Voir, par exemple, Débats, 8 décembre 1995, p. 17446; 16 mars 1999, p. 12913.

^{270.} Pour de plus amples renseignements sur les rappels au Règlement pendant le débat sur la motion d'ajournement, voir le chapitre 11, «Les questions».

^{271.} Art. 47 du Règlement.

^{272.} Voir, par exemple, *Débats*, 14 janvier 1971, p. 2401.

^{273.} Voir les points 3, 4 et 5 du deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, déposé le 14 mars 1975 (*Journaux*, p. 373) et adopté le 24 mars 1975 (*Journaux*, p. 399). Voir aussi la décision du Président Jerome dans les *Journaux* du 14 avril 1975, p. 439-441.

^{274.} Voir, par exemple, Débats, 7 décembre 1977, p. 1649-1652; 7 décembre 1979, p. 2134-2135.

^{275.} Voir, par exemple, Débats, 19 avril 1983, p. 24624-24626.

^{276.} Journaux, 6 février 1986, p. 1648; 13 février 1986, p. 1710.

Voir, par exemple, Débats, 4 avril 1989, p. 32; 19 juin 1992, p. 12437, 12448-12449; 9 février 1993, p. 15637.

Toute question faisant l'objet d'un rappel au Règlement doit en principe être portée à l'attention du Président après les Affaires courantes (à 10 heures le mardi et le jeudi, à 15 heures le lundi et le mercredi, et à midi le vendredi)²⁷⁸ quoique, de nos jours, le Président invite généralement les députés à soulever ces questions après la Période des questions.

Les députés ne peuvent pas faire de commentaires à la Chambre ou participer au débat en soulevant une question sous prétexte d'un rappel au Règlement 279. Ils ne peuvent pas invoquer le Règlement pour proposer l'ajournement de la Chambre 280, l'ajournement du débat ou la prolongation d'une séance 281, ou encore pour passer à l'Ordre du jour 282, et ils ne peuvent pas le faire non plus pendant la vérification du quorum 283. Malgré la règle voulant que les députés ne puissent pas avoir recours à ce moyen pour proposer une motion de fond 284, ils s'en servent souvent pour demander le consentement unanime de la Chambre au dépôt d'une motion de ce genre 285. Pendant les Affaires courantes, il est arrivé que des députés soient autorisés à invoquer le Règlement pour demander où en était rendue l'étude d'une question figurant au Feuilleton 286 ou d'un avis de motion portant production de documents 287. Il est déjà arrivé également qu'ils invoquent le Règlement pour obtenir le consentement unanime de la Chambre afin de prolonger la période réservée aux questions et observations à la suite d'un discours 288 ou de passer aux Affaires émanant des députés avant l'heure prévue 289.

Un ministre peut invoquer le Règlement à n'importe quel moment d'une séance pour déposer un avis de motion de voies et moyens, quoique le Président ait déjà laissé entendre que ces avis devraient être déposés à la fin des Ordres émanant du gouvernement, avant le début de l'heure réservée aux Affaires émanant des députés, ou encore entre le moment où un député reprend son siège après une intervention et celui où un autre obtient la parole pour poursuivre le débat ²⁹⁰. Les ministres peuvent

- 278. Art. 47 du Règlement.
- Voir, par exemple, Débats, 27 septembre 1990, p. 13481; 16 mars 1999, p. 12913; 30 avril 1999, p. 14552;
 3 mai 1999, p.14628; 4 mai 1999, p. 14680.
- 280. Voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1992, p. 14633; 21 juin 1994, p. 5698.
- 281. Voir, par exemple, Débats, 14 février 1969, p. 5560; 9 mars 1993, p. 16747. Pour un complément d'information, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre», au sujet de la prolongation des séances et le chapitre 12, «Les étapes du débat», au sujet de la présentation de motions dilatoires.
- 282. Voir, par exemple, Débats, 15 juin 1983, p. 26394-26395.
- 283. Voir, par exemple, Débats, 5 mai 1982, p. 17067.
- 284. Voir, par exemple, Débats, 24 septembre 1998, p. 8350.
- 285. Voir, par exemple, Débats, 3 mai 1999, p. 14573; 4 mai 1999, p. 14689.
- 286. Voir, par exemple, Débats, 3 mai 1999, p. 14603.
- 287. Voir, par exemple, Débats, 18 février 1998, p. 4079; 24 mars 1999, p. 13449.
- 288. Voir, par exemple, Débats, 3 mai 1999, p. 14608.
- 289. Voir, par exemple, Débats, 30 avril 1999, p. 14550.
- 290. Voir, par exemple, Débats, 11 septembre 1985, p. 6498.

également invoquer le Règlement à n'importe quelle étape du débat pour donner préavis oral d'une motion d'attribution de temps ²⁹¹ ou de clôture ²⁹².

Les rappels au Règlement peuvent se faire une fois le débat terminé, soit avant, soit après la tenue d'un vote, mais il est interdit d'interrompre le Président lorsque celui-ci met la question aux voix ²⁹³. Il est déjà arrivé que la présidence doive refuser d'entendre un rappel au Règlement, soit parce qu'elle avait déjà convoqué les députés pour un vote, soit parce que le résultat du vote n'avait pas encore été annoncé ²⁹⁴. Si un député signale une infraction au Règlement pendant la tenue d'un vote, celuici est mené à terme avant que le rappel au Règlement ne soit examiné ²⁹⁵. Les rappels au Règlement se rattachant à un vote sont généralement faits immédiatement après l'annonce du résultat de ce vote ²⁹⁶.

LES DÉCISIONS RELATIVES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT

Le Président a pour fonction de maintenir l'ordre et le décorum, et de décider de toutes les questions de procédure qui peuvent se poser²⁹⁷. Il doit immédiatement porter à l'attention de la Chambre toute irrégularité dans le débat ou la procédure, sans attendre l'intervention d'un député. Il doit en outre régler les questions d'ordre une fois qu'elles se sont posées, et non par anticipation. Par ailleurs, même si elles sont présentées comme des rappels au Règlement, le Président ne peut pas répondre aux questions hypothétiques touchant la procédure, ni aux questions de nature juridique ou constitutionnelle ²⁹⁸.

Lorsqu'un député invoque le Règlement, le Président tente de régler la question immédiatement. Cependant, il peut au besoin prendre l'affaire en délibéré et revenir plus tard devant la Chambre pour rendre sa décision officielle 299. En cas de doute, il peut également autoriser la tenue d'un débat sur le rappel au Règlement avant de rendre sa décision, mais il n'accepte alors que les commentaires se rapportant

- 291. Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1992, p. 12472-12473; 5 mars 1999, p. 12508; 23 avril 1999, p. 14287.
- 292. Voir, par exemple, Débats, 25 octobre 1989, p. 5096; 19 juin 1995, p. 14150; 13 mars 1996, p. 666.
- 293. Voir, par exemple, Débats, 26 novembre 1996, p. 6770.
- Voir, par exemple, Débats, 19 février 1929, p. 262-263; 7 décembre 1945, p. 3202-3204; 4 avril 1946, p. 584-585; 12 avril 1962, p. 3060. Pour un exemple d'exception à cette règle, voir Débats, 9 mars 1998, p. 4586.
- 295. Beauchesne, 4* éd., p. 55.
- 296. Il est arrivé que le Président se prononce sur un rappel au Règlement avant d'annoncer le résultat du vote (voir, par exemple, Débats, 10 juillet 1956, p. 6054; 20 juin 1995, p. 14259-14260). Les députés qui n'ont pas pu se présenter à la Chambre pour un vote invoquent parfois le Règlement après le vote pour expliquer comment ils auraient voté s'ils avaient été là (voir, par exemple, Débats, 29 octobre 1991, p. 4176; 23 février 1994, p. 1729). Pour de plus amples renseignements sur la question, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 297. Art. 10 du Règlement.
- 298. Voir, par exemple, Journaux, 8 juillet 1969, p. 1319-1320.
- 299. Voir, par exemple, Débats, 4 octobre 1995, p. 15219-15221; 23 octobre 1995, p. 15671-15672.

strictement à la question soulevée ³⁰⁰. Lorsqu'il rend sa décision, le Président indique l'article du Règlement ou l'autorité applicable en l'espèce, ou cite tout simplement le numéro de l'article pertinent ³⁰¹. Cette décision est sans appel et clôt la discussion ³⁰². Les députés ne peuvent pas invoquer le Règlement pour discuter d'une question dont le Président a déjà dit qu'il ne s'agissait pas d'une question de privilège ³⁰³, ou pour soulever une objection en tant que question de privilège après que le Président eut statué que la question ne pouvait pas faire l'objet d'un rappel au Règlement ³⁰⁴.

Les règles du décorum

Le Président applique un certain nombre de règles et de traditions touchant le décorum afin de veiller à ce que le débat se déroule de façon courtoise et ordonnée. Les députés doivent être à leur place s'ils veulent prendre part aux travaux de la Chambre et adresser leurs commentaires à la présidence 305. Pour éviter toute interruption inutile quand un député a la parole, aucun autre député ne peut passer entre le Président et lui 306. Les rappels au Règlement sont les seules interruptions permises 307.

Comme rien ni personne ne doit s'interposer entre le Président et le symbole de son autorité (la masse), les députés ne doivent pas passer entre le fauteuil de la présidence et le Bureau, ni entre le fauteuil et la masse lorsque celle-ci est retirée du Bureau par le sergent d'armes 308. Ils doivent en outre s'asseoir lorsque l'occupant du fauteuil se lève 309. Lorsqu'ils traversent le parquet de la Chambre ou qu'ils quittent leur place pour une autre raison, ils doivent s'incliner devant le Président. À l'ajournement de la Chambre, ils doivent en outre demeurer à leur place jusqu'à ce que le Président ait quitté le fauteuil; dans la pratique, cependant, la plupart d'entre eux se contentent de faire une pause, qu'ils soient debout ou assis, pendant que celui-ci sort de la Chambre 310.

- 300. Art. 19 du Règlement.
- Art. 10 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 10 février 1998, p. 3647-3648; 12 février 1998, p. 3765-3766; 27 mai 1998, p. 7276-7277, 7283.
- 302. Art. 10 du Règlement. Les discussions sur les décisions du Président touchant les questions d'ordre n'ont jamais été pratique courante, mais elles étaient autorisées jusqu'en 1965; le député qui s'opposait à une décision du Président pouvait la porter immédiatement en appel devant la Chambre. Pour une analyse détaillée de la question, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».
- 303. Voir, par exemple, Débats, 7 mai 1998, p. 6674-6676.
- 304. Voir, par exemple, Débats, 3 octobre 1995, p. 15186.
- 305. Art. 17 du Règlement.
- 306. Art. 16(2) du Règlement. Le Président peut réprimander un député si celui-ci distrait son collègue qui a la parole en passant entre lui et le fauteuil. Voir Débats, 16 octobre 1970, p. 219; 25 janvier 1984, p. 738; 30 avril 1985, p. 4269, 4273; 26 août 1987, p. 8431; 27 septembre 1991, p. 2825.
- 307. Art. 16(2) du Règlement.
- 308. Art. 16(3) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 29 octobre 1997, p. 1309.
- 309. Voir, par exemple, Débats, 24 février 1993, p. 16404.
- 310. Art. 16(4) du Règlement.

Lorsqu'ils sont à la Chambre, les députés peuvent boire de l'eau pour se désaltérer pendant les débats, mais ils n'ont pas le droit de boire autre chose ni de manger³¹¹, et ils n'ont jamais été autorisés à fumer. L'utilisation de téléphones cellulaires est également interdite à la Chambre³¹². Depuis 1994, les députés sont autorisés à s'y servir d'ordinateurs portatifs, à condition que cela ne cause pas de désordre et ne nuise pas au député qui a la parole.

Le Président ferme généralement les yeux sur les nombreuses interruptions mineures, applaudissements ³¹³, exclamations d'approbation ou de désapprobation, chahut ³¹⁴, qui peuvent ponctuer les discours, dans la mesure où l'ordre est maintenu ³¹⁵. Il est cependant déjà arrivé qu'il rappelle à l'ordre des députés qui sifflaient ou qui chantaient pendant le discours d'un de leurs collègues ³¹⁶. Le Président met rapidement un frein aux interruptions excessives, surtout si le député qui a la parole demande l'assistance de la présidence ³¹⁷. Il tente toujours de décourager les conversations privées à voix haute et invite les auteurs de ces échanges verbaux à les poursuivre à l'extérieur de la Chambre ³¹⁸.

LE DÉCORUM PENDANT LES VOTES

Pendant la tenue d'un vote, aucun député n'est autorisé à entrer dans la Chambre, à en sortir ou à la traverser, ni à faire du bruit ou à troubler l'ordre, entre le moment où le Président met la question aux voix et celui où le résultat du vote est annoncé ³¹⁹.

- 311. Voir, par exemple, Débats, 5 octobre 1990, p. 13892; 30 septembre 1997, p. 320.
- 312. Voir, par exemple, Débats, 27 avril 1993, p. 18495; 23 mars 1999, p. 13311.
- 313. Dans le passé, les députés avaient l'habitude de frapper sur leurs pupitres pour manifester leur approbation, mais en 1977, quand les débats de la Chambre ont commencé à être télédiffusés et que le public a protesté contre cette pratique, ils ont opté plutôt pour les applaudissements.
- 314. Il est arrivé que le Président demande à des députés de cesser leur chahut (voir, par exemple, Débats, 16 septembre 1991, p. 2190; 7 mars 1994, p. 1887; 5 avril 1995, p. 11552); dans d'autres cas, toutefois, il a déclaré que les interpellations faisaient partie du débat (voir, par exemple, Débats, 1° avril 1992, p. 9193).
- Voir Débats, 19 février 1998, p. 4156; le Président Parent a alors réprimandé des députés parce que leurs applaudissements d'appui à leurs collègues empêchaient les autres d'entendre les déclarations. Voir aussi Débats, 21 décembre 1988, p. 554-555.
- 316. Débats, 10 octobre 1990, p. 14010-14011; 30 septembre 1994, p. 6373. Le 26 février 1998, Suzanne Tremblay (Rimouski-Mitis) a été empêchée de parler par des députés qui chantaient l'hymne national (Débats, p. 4503). Le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, a invoqué le Règlement pour se plaindre de ce désordre (Débats, p. 4509-4512). Le Président Parent a décrété le 16 mars 1998 (Débats, p. 4902-4903) qu'il s'agissait d'un comportement contraire au Règlement: «Notre droit garantit le droit de parole à tout député dûment élu. Nos pratiques lui garantissent le droit d'être entendu. Il est du devoir du Président de garantir que ces droits soient respectés en garantissant que les règles et les pratiques de la Chambre soient respectées.»
- 317. Voir, par exemple, Débats, 1st avril 1992, p. 9193; 20 mars 1996, p. 986.
- Voir, par exemple, Débats, 3 février 1994, p. 1147; 10 juin 1994, p. 5169; 28 novembre 1994, p. 8384-8385;
 9 février 1995, p. 9446.
- 319. Art. 16(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 22 juin 1988, p. 16731-16732; 9 avril 1990, p. 10390; 27 novembre 1991, p. 5458; 28 octobre 1997, p. 1258; 9 juin 1998, p. 7884. Pour de plus amples renseignements sur le déroulement des votes, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».

Les députés doivent être à leur place s'ils veulent voter et doivent demeurer assis jusqu'à l'annonce du résultat ³²⁰. Ceux qui entrent à la Chambre pendant que la question est mise aux voix, ou après, ne peuvent pas faire enregistrer leur vote ³²¹. D'autre part, comme c'est le cas à la Chambre pendant un vote par appel nominal, aucun député ne peut entrer dans la Chambre pendant qu'un comité plénier tient un vote ³²².

Il y a déjà eu un cas où le Président a interrompu la tenue d'un vote pour demander au chef d'un parti d'opposition d'enlever un accessoire qui suscitait du désordre à la Chambre 323. En outre, il a déjà demandé à des députés debout dans l'allée centrale de regagner leur siège ou de quitter la Chambre pour que celle-ci puisse procéder à un vote 324.

Les pouvoirs du Président visant le maintien de l'ordre et le décorum

Le Président doit veiller à ce que le débat soit conforme aux règles et aux pratiques que la Chambre a adoptées pour se protéger des excès. Bien que la Chambre soit maîtresse de ses travaux et que le Président n'en soit que le serviteur, celui-ci dispose de vastes pouvoirs pour faire respecter les règles du débat et pour maintenir l'ordre de manière à ce que la Chambre puisse effectuer ses travaux dans l'harmonie. En fait, le Règlement prévoit expressément que le Président doit maintenir l'ordre et le décorum, de même que régler les questions d'ordre 325. Il l'autorise également à rappeler un député à l'ordre si celui-ci persiste à répéter un argument déjà présenté au cours du débat ou à s'éloigner du sujet dont la Chambre a été saisie 326.

Le maintien de l'ordre et du décorum fait partie des fonctions du Président depuis 1867, mais cette tâche n'a jamais été aussi difficile que pendant les premières années de la Confédération. Les Présidents de l'époque devaient régulièrement faire face à des comportements grossiers et désordonnés, auxquels ils étaient souvent incapables de mettre fin. Les députés qui lançaient du papier³²⁷, des livres ³²⁸ ou

^{320.} Voir, par exemple, Journaux, 18 avril 1956, p. 416, Débats, 16 février 1976, p. 10986. Les députés ne sont toutefois pas tenus de s'asseoir à leurs places assignées pendant les votes en comité plénier.

Voir, par exemple, Débats, 14 février 1983, p. 22822-22823; 9 juin 1986, p. 14140. En cas de doute, le Président demande au député s'il a entendu la question et il le croit sur parole (voir, par exemple, Débats, 28 avril 1988, p. 14942-14943; 9 juin 1998, p. 7890).

^{322.} Pour un complément d'information, voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

^{323.} Débats, 22 juin 1995, p. 14466. Juste avant la tenue du vote sur un projet de loi du gouvernement, le Président Parent avait demandé aux députés de ne pas utiliser d'accessoires, en l'occurrence des macarons de protestation portant sur le régime de retraite des députés (Débats, p. 14465).

^{324.} Débats, 1" mars 1999, p. 12212-12213.

^{325.} Art. 10 du Règlement.

^{326.} Art. 11(2) du Règlement. Voir ci-dessus la section intitulée « Répétitions et digressions ».

^{327.} Voir, par exemple, Débats, 9 mai 1883, p. 1152.

^{328.} Voir, par exemple, *Débats*, 25 avril 1892, col. 1683.

d'autres missiles, y compris des pétards dans un cas ³²⁹, qui imitaient des chats ³³⁰ ou qui faisaient de la musique ³³¹ et des bruits de toutes sortes faisaient de la Chambre un endroit plutôt tumultueux ³³². La Chambre est devenue beaucoup plus calme et plus austère au début du vingtième siècle, quoique le Président en ait presque perdu le contrôle au moment du débat sur le projet de loi relatif aux forces navales, en 1913 ³³³. Par la suite, les épisodes de turbulence ont été peu fréquents, et la plupart se sont produits dans des cas où le gouvernement cherchait à imposer la clôture des débats ³³⁴. Sauf en 1956, à l'occasion du débat sur le pipeline, le Président n'a guère eu de mal à préserver l'ordre à la Chambre durant cette période ³³⁵. Par la suite, la succession de gouvernements minoritaires pendant les années 1960 et les débuts de la télédiffusion des séances à la fin des années 1970 ont toutefois entraîné d'autres difficultés. Les Présidents Jerome, Sauvé, Francis et Bosley ont tous eu à sanctionner de nombreux écarts de langage et d'autres manquements à l'ordre et au décorum ³³⁶. Et, pendant les années 1990, les Présidents Fraser et Parent ont tous deux été appelés à régler un certain nombre de cas d'indiscipline ³³⁷.

- 329. Voir, par exemple, Débats, 13 mai 1882, p. 1625.
- 330. Voir, par exemple, Débats, 27 avril 1885, p. 1469.
- 331. Voir, par exemple, Débats, 17 avril 1878, p. 2085-2086.
- 332. On a souvent laissé entendre, ce qui n'était d'ailleurs pas tout à fait faux, que la racine de ce problème de maintien de l'ordre et du décorum se trouvait au sous-sol de l'Édifice du Parlement, juste en-dessous de la Chambre, où une buvette publique très fréquentée dispensait des «liqueurs enivrantes» aux députés qui désiraient des «rafraîchissements» pendant les longs débats en soirée. La Chambre a adopté en 1874 une résolution ordonnant au Président de faire fermer cette buvette, mais cette décision n'a jamais été appliquée. Une nouvelle tentative dans le même sens, en 1881, a échoué elle aussi. Pour de plus amples détails sur la fermeture de cette buvette, voir *Débats*, 28 février 1881, p. 1243-1249. L'établissement a finalement été fermé quand Wilfrid Laurier est devenu premier ministre (*Débats*, 15 septembre 1896, col. 1043-1044). Voir également Norman Ward, «The Formative Years of the House of Commons, 1867-91», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 18, n° 4, novembre 1952, p. 432-434.
- 333. Voir. par exemple, Débats, 15 mars 1913, col. 6214-6220.
- 334. Voir, par exemple, Débats, 12 septembre 1917, p. 5967-5970.
- 335. Voir, par exemple, Débats, 24 mai 1956, p. 4448-4470.
- 336. La scène la plus disgracieuse des temps modernes est sans doute celle qui s'est déroulée en 1980, quand le gouvernement a cherché à clore le débat sur une motion qui visait à créer un comité chargé d'étudier une résolution constitutionnelle. Plusieurs députés, mécontents de cette motion de clôture, se sont rués sur le fauteuil de la présidence en exigeant de se faire entendre. Devant le désordre qui en a résulté sur le parquet, le sergent d'armes a ordonné au personnel de sécurité d'entrer dans l'enceinte de la Chambre, en restant toutefois derrière les rideaux. Voir Débats, 23 octobre 1980, p. 4049-4051; 24 octobre 1980, p. 4065, 4068; 6 novembre 1980, p. 4499; 7 novembre 1980, p. 4553-4554. La Chambre a été le théâtre d'un autre incident particulièrement sérieux le 16 octobre 1985; après avoir posé une question sur l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique un député a alors déposé un saumon mort sur le pupitre du premier ministre (Débats, p. 7678).
- 337. Voir en particulier la réprimande du Président Fraser à l'endroit de lan Waddell (Port Moody Coquitlam), qui a été convoqué à la barre de la Chambre pour s'être interposé physiquement afin d'empêcher que la masse sorte de la Chambre (Débats, 31 octobre 1991, p. 4271-4278, 4279-4285, 4309-4310), et la décision rendue par le Président Parent le 16 mars 1998 au sujet du désordre survenu à la Chambre le 26 février 1998 quand une députée du Bloc québécois (Suzanne Tremblay) avait tenté de prendre la parole (Débats, 16 mars 1998, p. 4902-4903).

Les conventions acceptées relativement aux comportements parlementaires et au respect de l'autorité de la présidence suffisent normalement à garantir le maintien de l'ordre et du décorum pendant les débats et les autres travaux de la Chambre. Cependant, en cas de manquement aux règles du débat³³⁸, le Président intervient directement pour avertir le député fautif ou la Chambre en général, et pour rappeler à l'ordre le député dont le comportement perturbe la séance³³⁹. Il fait généralement ses déclarations sur les manquements à l'ordre ou au décorum dès qu'ils se produisent, avant toute discussion.

Il est rare que des députés défient l'autorité du Président ou prennent le risque d'encourir ses sanctions disciplinaires. Toutefois, si un député conteste l'autorité de la présidence en refusant de tenir compte d'un rappel à l'ordre du Président, de retirer des paroles non parlementaires, de mettre fin à des propos non pertinents ou répétitifs, ou de cesser d'interrompre le député qui a la parole, le Président a un certain nombre d'options à sa disposition. Il peut accorder la parole à un autre député³⁴⁰ ou refuser de l'accorder au député fautif jusqu'à ce que celui-ci ait retiré ses paroles offensantes et présenté ses excuses³⁴¹. En dernier recours, il peut désigner le député par son nom; c'est la sanction la plus lourde qu'il puisse imposer.

LA DÉSIGNATION D'UN DÉPUTÉ PAR SON NOM

Le député qui persiste à défier l'autorité de la présidence peut faire l'objet d'une mesure disciplinaire qui consiste à le désigner par son nom. S'il refuse de se plier aux injonctions du Président lorsque celui-ci lui demande de se conformer aux règles et pratiques de la Chambre, le Président peut le désigner par son nom, plutôt que par son titre ou par le nom de sa circonscription comme le veut l'usage, et lui ordonner de se retirer de la Chambre pour le reste de la journée de séance³⁴². Le Président peut aussi laisser à la Chambre le soin de prendre les mesures disciplinaires supplémentaires de son choix. Dans un cas comme dans l'autre, la désignation d'un député par son nom est une mesure cœrcitive de dernier ressort.

Historique

Jusqu'en 1927, la pratique britannique à ce chapitre s'appliquait déjà à l'Assemblée législative de la Province du Canada, avant la Confédération, et à la Chambre des communes par la suite ³⁴³. Bien que la mesure ait été appliquée à quelques reprises

- Voir, par exemple, Débats, 25 septembre 1989, p. 3818; 26 septembre 1996, p. 4715; 6 février 1997, p. 7790; 24 septembre 1998, p. 8354.
- Voir, par exemple, Débats, 14 février 1992, p. 7039-7040; 15 février 1993, p. 15918-15919; 4 février 1997, p. 7645-7646.
- Voir, par exemple, Débats, 26 septembre 1991, p. 2773; 24 mars 1994, p. 2738; 6 novembre 1995, p. 16238; 8 mai 1996, p. 2482.
- Voir, par exemple, Débats, 30 octobre 1987, p. 10583-10584; 18 novembre 1987, p. 10927-10928; 17 janvier 1991, p. 17294-17295, 17304-17305.
- 342. Art. 11(1)a) du Règlement.
- 343. Pour un bref examen de la pratique britannique, voir May, 6° éd., p. 323; May, 22° éd., p. 394-395, 397-399. Voir aussi Hatsell, vol. II, p. 230-238, en particulier aux p. 237-238.

avant la Confédération³⁴⁴, la chose ne s'est produite qu'une fois entre 1867 et 1927. En 1913, le Président Sproule, qui avait pris le fauteuil pour mettre fin au désordre qui régnait en comité plénier, a invoqué une règle britannique et désigné M. Clark (Red Deer) par son nom parce qu'il avait « méconnu l'autorité [du Président] et violé délibérément les règles parlementaires³⁴⁵». Le député ainsi désigné par son nom a présenté ses excuses, la Chambre a jugé ses explications satisfaisantes, et aucune motion n'a été proposée en vue de sa suspension³⁴⁶. Il y a certes eu des moments, pendant les 46 ans d'intervalle entre la Confédération et l'incident de 1913, puis entre 1914 et 1927, où le Président aurait été justifié de recourir à cette pratique contre des députés qui refusaient de tenir compte de ses rappels à l'ordre, mais il ne l'a pas fait³⁴⁷.

Lorsque cette sanction a été inscrite officiellement dans le Règlement, en 1927³⁴⁸, la disposition à cet égard stipulait simplement que le Président était autorisé à désigner par son nom un député qui persistait à s'éloigner du sujet de la discussion ou à répéter des choses déjà dites ³⁴⁹; le Règlement ne faisait aucune allusion à la possibilité de désigner par son nom un député qui refusait de retirer des propos non parlementaires ou de se soumettre à l'autorité de la présidence. Il ne précisait pas non plus la procédure à suivre après la désignation d'un député ³⁵⁰. Ce n'est que 15 ans plus tard, en 1942, que le nouveau Règlement a été invoqué une première fois pour désigner un député par son nom. Après que le Président Glen eut désigné M. Lacombe (Laval – Deux Montagnes), le ministre des Finances a immédiatement déposé une motion visant sa suspension, motion qui a été adoptée par une confortable

^{344.} Journaux de l'Assemblée législative du Canada, 9 septembre 1852, p. 125-127; 9 mai 1861, p. 270.

^{345.} Débats, 15 mars 1913, col. 6217.

^{346.} Débats, 15 mars 1913, col. 6214-6220.

^{347.} Voir, par exemple, Débats, 5 mars 1877, p. 475-478; 9 mai 1890, col. 4821-4822; 28 septembre 1903, col. 12817; 18 janvier 1910, col. 2199. Il est également arrivé une fois que le Président prenne une sanction sans désigner un député par son nom: «Pendant la session de 1875, le député de King's (N.-B.), M. Domville, a fait certaines remarques qui semblaient extrêmement insultantes pour l'ensemble de la Chambre. Le Président l'a rappelé à l'ordre, mais le député a persisté en répétant ses paroles offensantes; le Président a donc ordonné immédiatement au sergent d'armes de l'emmener et de le mettre sous garde. M. Domville s'est alors excusé en disant que, dans le feu de l'action il ne semblait pas s'être rendu compte de ce qu'il disait. Quelques jours plus tard, à huis clos, le Président a déclaré franchement qu'il avait outrepassé ses pouvoirs en ordonnant que le député soit mis sous garde. » (Note manuscrite ajoutée par Bourinot à la fin de son exemplaire personnel de May, 6° éd., p. 330d.)

^{348.} Journaux, 22 mars 1927, p. 326-327.

^{349.} Art. 11(2) du Règlement.

^{350.} Le Greffier de la Chambre, Arthur Beauchesne, avait proposé la même année son interprétation de ces deux éléments; il écrivait en effet que l'utilisation persistante de langage non parlementaire par un député (en plus des répétitions ou des remarques non pertinentes) constituait un motif suffisant pour que le Président désigne ce député par son nom (Beauchesne, 2° éd., p. 89). Quant à la procédure à suivre après la désignation, Beauchesne citait un article du règlement britannique selon lequel le Président mettait immédiatement aux voix une motion visant à retirer temporairement le député fautif du service de la Chambre (Beauchesne, 2° éd., p. 92).

majorité ³⁵¹. C'est ainsi que s'est implantée graduellement la pratique selon laquelle un ministre, habituellement le leader du gouvernement à la Chambre, dépose une motion visant à suspendre un député qui vient d'être désigné par son nom, généralement pour le reste de la journée de séance. D'autres députés ont été désignés par leur nom en 1944 (à deux reprises), 1956, 1961, 1962 (à deux reprises également) et 1964 ³⁵².

La fréquence des cas de ce genre s'est accrue considérablement à partir de 1978, après l'arrivée de la télévision à la Chambre 353. Et, fait plus important encore que l'augmentation du nombre de ces incidents, la Chambre semblait de moins en moins encline à adopter à l'unanimité la motion subséquente visant la suspension du député fautif. Cette situation plaçait le Président dans une position potentiellement vulnérable en ce sens que, une fois le député désigné par son nom, il incombait ensuite à un ministre (habituellement le leader du gouvernement à la Chambre) de proposer une motion visant à le suspendre; comme cette motion pouvait être mise aux voix, elle pouvait nécessairement être rejetée. Ainsi, l'autorité du Président dépendait

Débats, 24 mars 1942, p. 1660-1667. Le ministre a apparemment suivi la procédure décrite dans Beauchesne (2° éd., p. 92).

^{352.} Journaux, 4 juillet 1944, p. 526; 31 juillet 1944, p. 761-762; 25 mai 1956, p. 625-634; 10 février 1961, p. 238; 16 mars 1962, p. 241-242; Débats, 5 octobre 1962, p. 249; Journaux, 19 juin 1964, p. 456-457. L'incident survenu le 4 juillet 1944 est le seul cas où un député désigné par son nom a été suspendu pour plus d'une journée (sept jours en l'occurrence). Le 31 juillet 1944, le président des comités pléniers a jugé non parlementaires certaines remarques faites par un député et a demandé à ce dernier de retirer ses paroles. Le député a porté la décision en appel devant la Chambre, le Président Glen a repris le fauteuil, et la Chambre a confirmé la décision du président des comités pléniers. Le Président a donc demandé au député de se retirer en attendant que la Chambre décide de son sort. En son absence, la Chambre a adopté une motion visant à le suspendre pour le reste de la journée de séance. Toutes ces mesures ont été prises sans que le député ait été désigné par son nom. Voir Débats, 31 juillet 1944, p. 5882-5889. Un incident similaire s'est produit en 1956; le président des comités pléniers a alors dénoncé à la Chambre un député qui n'avait pas repris son siège quand il avait été enjoint de le faire. Voir Débats, 25 mai 1956, p. 4497-4509.

^{353.} La télédiffusion des débats de la Chambre a débuté en octobre 1977. Un député a été désigné par son nom en 1978 (*Débats*, 16 mai 1978, p. 5455-5458), un autre en 1979 (*Débats*, 21 mars 1979, p. 4382-4385), deux en 1981 (*Débats*, 23 février 1981, p. 7586-7588; 3 décembre 1981, p. 13685-13687) et deux également en 1982 (*Débats*, 19 mai 1982, p. 17593-17596; 16 juin 1982, p. 18523-18525). Quatre incidents du même genre se sont produits en 1983 (*Débats*, 24 mars 1983, p. 24109-24110; 20 mai 1983, p. 25628-25631; 19 octobre 1983, p. 28129-28131; 31 octobre 1983, p. 28593-28594), en 1984 (*Débats*, 25 mai 1984, p. 4078-4079; 8 juin 1984, p. 4482-4483; 17 décembre 1984, p. 1292-1293; 19 décembre 1984, p. 1363-1364) et en 1985 (*Débats*, 22 mai 1985, p. 4966-4967; 19 juin 1985, p. 5973-5974; 27 juin 1985, p. 6270; 11 octobre 1985, p. 7589-7591), et cinq en 1986 (*Débats*, 24 février 1986, p. 10889; 23 avril 1986, p. 12568-12569; 21 mai 1986, p. 13478-13479; 28 mai 1986, p. 13713-13714; 11 juin 1986, p. 14242-14245).

dans chaque cas du bon vouloir du gouvernement, qui devait proposer la motion, et de l'appui subséquent de la Chambre, qui pouvait ou non l'adopter 354.

En 1985, devant l'augmentation constante du nombre d'incidents de cette nature, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (le Comité McGrath) s'est demandé «s'il faudrait préciser et renforcer les pouvoirs disciplinaires de la présidence³⁵⁵ ». Le Comité a recommandé dans son rapport final que le Président soit «habilité à ordonner à un député de se retirer de la Chambre pour le reste de la séance [et que] la procédure relative au rappel à l'ordre et à la désignation d'un député [soit] consignée au Règlement 356 ». En février 1986, le gouvernement a proposé des modifications au Règlement qui allaient au-delà de cette recommandation du comité et incluaient des mesures permettant au Président, lorsqu'il devait ordonner à un député de se retirer de la Chambre plus d'une fois au cours de la même session, de le suspendre durant cinq jours sans avoir besoin d'une motion 357. Pendant le débat sur la motion relative à l'adoption de ces nouvelles dispositions, les députés étaient tout à fait d'accord pour accorder au Président le pouvoir d'ordonner la suspension d'un député pour la durée d'une séance, mais ils se sont montrés très réticents à l'idée d'étendre davantage ce pouvoir, préférant laisser les sanctions subséquentes à la discrétion de la Chambre elle-même 358. En février 1986, la Chambre a accepté certains amendements aux modifications proposées, et le nouveau Règlement est entré en vigueur le même mois 359. Les changements adoptés laissaient tel quel l'article qui existait à l'égard de cette pratique depuis 1927 360, mais y ajoutaient un nouvel article autorisant le Président à ordonner la suspension d'un député

- 355. Voir le troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, p. 39, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839).
- Voir le troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, p. 40, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839).
- 357. Journaux, 6 février 1986, p. 1645-1646.
- 358. Voir, par exemple, *Débats*, 11 février 1986, p. 10668.
- Journaux, 13 février 1986, p. 1710. Ces changements sont devenus permanents le 3 juin 1987 (Journaux, p. 1016).
- 360. Art. 11(2) du Règlement.

^{354.} Beauchesne semble avoir anticipé ce problème dès 1927: «Le vote sur une motion visant à retirer temporairement du service de la Chambre un député que le Président a désigné par son nom est une simple formalité puisque le rejet de cette motion entraînerait la démission immédiate du Président, ce qui, vu que celui-ci est complètement libéré de tout lien partisan, serait fâcheux même pour les partis de l'opposition. » (Beauchesne, 2* éd., p. 92.) Entre 1944 et 1986, il y a eu 19 cas où un député a été suspendu après que la motion à cet effet eut fait l'objet d'un vote par appel nominal. À plusieurs reprises, le député en faute s'est retiré de lui-même de la Chambre après avoir été désigné par son nom, et la Chambre n'a pas pris d'autres mesures (Débats, 5 octobre 1962, p. 249; 23 février 1981, p. 7586-7588; 20 mai 1983, p. 25628-25631; 25 mai 1984, p. 4078-4079; 19 décembre 1984, p. 1364). Il est déjà arrivé également que le député deputé par son nom se retire sans qu'une motion officielle ne soit présentée pour exiger sa suspension. Le chef de l'Opposition a insisté pour qu'll y en ait une, afin que son parti puisse s'y opposer, mais le premier ministre a refusé de la déposer. La Chambre n'a cependant pas pu y échapper quand le député en question est rentré et a regagné son siège. Il a quitté à nouveau la Chambre après qu'une motion visant sa suspension eut finalement été déposée et adoptée à la majorité. Voir Débats, 19 juin 1964, p. 4681-4686, 4713-4717.

jusqu'à la fin de la séance ³⁶¹. Bien que la pratique de la désignation suivie d'une motion pouvant faire l'objet d'un vote et portant sur la suspension du député fautif pour une période d'une durée déterminée n'ait pas été appliquée depuis octobre 1985 ³⁶², elle demeure à la disposition du Président et de la Chambre.

La procédure de désignation

En règle générale, le Président demande à un député qui a transgressé les règles du décorum de retirer les paroles offensantes ou de s'excuser sans réserve. Si le député hésite ou refuse d'obtempérer, le Président répète habituellement sa demande, souvent en avertissant le fautif qu'il sera désigné par son nom s'il persiste dans cette attitude. Ces échanges peuvent se poursuivre plus longtemps, selon le bon vouloir du Président, mais s'il est clair que le député ne reviendra pas sur sa position, le Président le désigne par son nom et lui ordonne de se retirer pour le reste de la journée de séance. Lorsqu'il désigne ainsi un député, le Président lui dit:

(Nom du député), je dois vous nommer pour ne pas avoir respecté l'autorité de la présidence et je vous ordonne de vous retirer de la Chambre pour le reste de la séance d'aujourd'hui.

Dans certaines circonstances, après avoir désigné un député par son nom, mais avant de lui ordonner de se retirer de la Chambre, le Président peut aussi laisser la Chambre décider des sanctions disciplinaires à lui imposer. Cette option exige une motion, habituellement proposée par le leader du gouvernement à la Chambre, visant à retirer temporairement du service de la Chambre, pour une période déterminée, le député qui a été désigné par son nom. Cette motion ne peut ni faire l'objet d'un débat, ni être modifiée. Elle entraîne une peine plus lourde que le simple retrait de la Chambre pour la journée puisque cette suspension interdit au député non seulement de se présenter à la Chambre, mais également de participer aux travaux des comités, et qu'elle peut se prolonger au-delà de la fin de la journée de séance. En outre, les avis inscrits au nom d'un député qui est sous le coup d'une suspension sont rayés du Feuilleton de chaque jour tant que dure la suspension ³⁶³. Le Président peut également ordonner au sergent d'armes de prendre les moyens nécessaires pour emmener un député qui refuse de quitter la Chambre après en avoir reçu l'ordre ³⁶⁴.

^{361.} Art. 11(1) du Règlement.

^{362.} Journaux, 11 octobre 1985, p. 1094. Le Président Fraser (1986-1993) n'a désigné qu'un seul député par son nom (Débats, 24 mars 1993, p. 17482, 17486-17488). Le Président Parent en a désigné six, dont deux le même jour, pendant la 35° législature (1994-1997) (Débats, 30 septembre 1994, p. 6386-6387; 29 mai 1995, p. 12900-12903; 2 novembre 1995, p. 16144-16145; 24 avril 1996, p. 1894; 12 février 1997, p. 8016-8017), et deux pendant la 1° session de la 36° législature (1997-1999) (Débats, 1° octobre 1997, p. 334-335; 1° décembre 1998, p. 10730-10731).

^{363.} Beauchesne, 4° éd., p. 45-47.

^{364.} Art. 11(1)b) du Règlement. Aucun député n'a jamais été emmené de force à l'extérieur de la Chambre après avoir été désigné par son nom par le Président. Il est cependant déjà arrivé que le Président demande au sergent d'armes d'escorter un député hors de la Chambre. Voir Débats, 4 juillet 1944, p. 4686; 19 mai 1982, p. 17596.

Pendant un débat en comité plénier, le président des comités pléniers peut signaler au Président de la Chambre la conduite d'un député qui refuse de tenir compte de ses avertissements et de mettre fin à un comportement non parlementaire. Il peut le faire de sa propre initiative, sans avoir besoin d'une motion du comité ³⁶⁵. Le Président s'occupe alors de l'affaire comme si l'incident s'était produit à la Chambre ³⁶⁶.



^{365.} Art. 11(2) du Règlement.

^{366.} Voir, par exemple, Débats, 25 mai 1956, p. 4496-4509; 16 mars 1962, p. 1961-1983. Voir aussi le chapitre 19, «Les comités pléniers». Le président d'un comité permanent, spécial ou mixte, ou d'un sous-comité, ne peut pas prendre de mesures de ce genre. Le comité ne peut que décider de signaler les infractions de cette nature à la Chambre.

La limitation du débat



... depuis des années, voire des dizaines d'années, toute l'étude de la procédure parlementaire se ramène à la recherche du juste milieu entre le droit de parler aussi longuement qu'il semble opportun de le faire et le droit du Parlement de prendre des décisions.

STANLEY KNOWLES, député (Winnipeg-Nord-Centre) (Débats, 20 mai 1965, p. 1530)

'un des principes fondamentaux de la procédure parlementaire est que le débat à la Chambre des communes doit pouvoir aboutir librement à une décision dans un délai raisonnable¹. Ce qui peut sembler raisonnable à un parti peut fort bien être injuste aux yeux d'un autre, mais rares sont les parlementaires qui contestent l'idée que, à un moment donné, le débat doit prendre fin². La très grande majorité des travaux de la Chambre sont menés à bien sans qu'il faille recourir à des procédures spéciales pour limiter le débat ou y mettre fin, mais il existe des dispositions permettant de le restreindre lorsqu'on estime que, sans cette intervention, aucune décision ne sera prise, en tout cas pas dans des délais raisonnables. Malgré le fait que les modifications apportées au Règlement aient rendu l'obstruction systématique de la part de l'opposition moins fréquente, une solide connaissance

Pour de plus amples renseignements sur les débats à la Chambre des communes, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat», et le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{2.} Ce n'est pas d'hier qu'on cherche à limiter le débat sur certaines questions, bien que cette pratique soit plus fréquemment condamnée de nos jours. Dawson écrit que « le débat sans restrictions n'a jamais existé au Canada, et, depuis plusieurs siècles, il n'existe pas au Royaume-Uni non plus » (Dawson, p. 3). Voir aussi Franks, p. 128-132.

de la procédure permet encore aux députés de prolonger considérablement le débat sur une affaire donnée.

Davantage que ne le prévoient les règles normales, les règles touchant la limitation du débat permettent à la Chambre en son entier de se prononcer sur la proposition qui vise à limiter les délibérations sur une affaire. Une distinction s'impose toutefois entre la «liberté de parole» et la possibilité donnée au député de participer au «débat». La question de la liberté de parole du député, privilège parlementaire fondamental, ne se pose pas dans ce contexte. (Au sens parlementaire, la «liberté de parole» désigne l'immunité accordée au député, qui ne peut être poursuivi pour aucun propos tenu à la Chambre ni dans ses comités, plutôt que l'idée générale d'une possibilité illimitée de prendre la parole.) Lorsqu'on lui demande de se prononcer sur la recevabilité d'une motion tendant à limiter le débat, le Président n'a pas à juger de l'importance de l'affaire à l'étude ni du caractère «raisonnable» de la période consentie pour le débat, mais uniquement de la recevabilité de la procédure. Des Présidents ont statué qu'une motion recevable tendant à limiter la participation des députés au débat sur une motion dont la Chambre est saisie ne constitue pas de prime abord une atteinte au privilège parlementaire.

À l'époque de la Confédération, peu de règles permettaient de limiter le débat, mais, même alors, il était reconnu qu'un débat sans limites n'était pas possible et qu'il fallait faire preuve d'une certaine retenue ou trouver quelque arrangement pour que la Chambre puisse expédier ses travaux avec une célérité raisonnable⁵. Pendant les 45 premières années de la Confédération, le seul moyen à la disposition du gouvernement était la question préalable⁶. Non seulement n'y avait-il aucun autre moyen de mettre fin à un débat dans des délais raisonnables, mais aucune disposition formelle ne restreignait la durée des débats, et les interventions n'étaient aucunement limitées. Les relations concernant les travaux de la Chambre étaient largement fondées sur un esprit de fair-play mutuel et les arrangements officieux ou la «clôture

^{3.} Le Président Fraser, traitant de l'exercice des pouvoirs discrétionnaires de la présidence pour protéger le droit des députés de parler librement de questions d'intérêt national a rendu la décision suivante: « En ce qui touche la procédure, à titre de Président, je ne peux intervenir [...] lorsqu'on utilise le Règlement conformément aux usages et aux pratiques reconnus » (Débats, 29 juin 1987, p. 7713-7714).

Le Président s'est prononcé sur cette question à de nombreuses occasions. Voir, par exemple, Débats, 30 décembre 1971, p. 10846-10847; 24 octobre 1980, p. 4066-4067; 29 juin 1987, p. 7713-7714; 8 octobre 1997, p. 662-666.

^{5.} Au cours de la première session de la 1º législature, un comité a été chargé de s'enquérir si « on ne pourrait pas donner plus de facilités à l'expédition des affaires publiques » (Journaux, 31 mars 1888, p. 168-169). En 1889, une motion a été adoptée au sujet de la période où le Partement devait être convoqué; au cours du débat, on a exprimé la crainte que d'importants travaux ne soient expédiés avec précipitation à la fin de la session (Journaux, 14 juin 1869, p. 241; Débats, 14 juin 1869, p. 779-780). Une motion semblable a été adoptée en 1873 (Journaux, 12 mai 1873, p. 330). En 1886, une motion a été adoptée au sujet de la durée des interventions; au cours du débat sur la motion, il a été dit que, pour que les travaux de la Chambre réçoivent l'attention voulue, il faudrait adopter un plan quelconque pour économiser du temps (Débats, 19 avril 1886, p. 804-807).

^{6.} Pour de plus amples renseignements sur la question préalable, voir la section qui suit.

par consentement» régissaient le déroulement des débats. Pour reprendre les propos du premier ministre Robert Borden:

...à une certaine phase du débat, lorsque, de l'avis des principaux membres de toute la députation, la discussion était rendue assez loin, il a été d'usage de s'entendre et de fixer un jour, et les députés qui ne pouvaient pas attirer l'attention de monsieur [le Président] dans le délai prescrit étaient empêchés de prendre part aux débats par les arrangements des deux partis et la question était tranchée de cette manière.

Les premières règles régissant les travaux de la Chambre réservaient une bonne part des délibérations aux projets de loi d'intérêt privé et à d'autres travaux proposés par de simples députés. Comme le rôle du gouvernement dans l'économie était modeste, les affaires du gouvernement ne représentaient qu'une faible partie de la charge de travail de la Chambre⁸. Après 1900, l'évolution de la nature des affaires dont la Chambre était saisie, et notamment le volume croissant des mesures d'initiative ministérielle, ont provoqué une augmentation constante de la proportion du temps de la Chambre réservée aux Ordres émanant du gouvernement. Le temps de la Chambre est devenu une denrée précieuse, ce qui a donné lieu à des affrontements partisans parfois féroces. C'est ainsi que l'opposition a été de plus en plus portée à faire obstacle à l'adoption des projets de loi du gouvernement en retardant le débat et en recourant à des tactiques d'obstruction⁹.

Cette évolution de l'attitude des parlementaires et de la charge de travail du gouvernement a amené la Chambre à adopter des règles et des usages qui allaient, d'une part, faciliter la gestion courante de son temps ¹⁰ et, d'autre part, limiter le débat et accélérer le cours des choses dans les cas jugés importants ou urgents. Le présent chapitre porte sur ce dernier aspect et explique comment le débat peut être limité par le recours à la question préalable, à la clôture et à l'attribution de temps, et au moyen

^{7.} Débats, 9 avril 1913, col. 7610.

À propos des changements dans la charge de travail du gouvernement et de leurs répercussions sur la répartition du temps et les règles régissant la clôture à la Chambre des communes, voir Stewart, p. 238-239.

Cet aspect de l'évolution de la procédure a été largement commenté; voir, par exemple, les observations et les analyses de Dawson, p. 127-133; Franks, p. 128-132; et Stewart, p. 239-241.

^{10.} En avril 1913, la Chambre a adopté des modifications à l'article 17 du Règlement d'alors qui limitait le nombre de motions pouvant faire l'objet d'un débat et prévoyait que, deux jours par semaine, certaines motions pouvant normalement faire l'objet d'un débat (plus précisément les motions portant que la Chambre se forme en Comité des subsides ou en Comité des voies et moyens) ne donneraient lieu à aucun débat (Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548). En 1927, la Chambre a adopté une règle limitant la durée des interventions de la majorité des députés à 40 minutes pour chacun (Journaux, 22 mars 1927, p. 328-329). D'autres restrictions ont été adoptées en 1955; des limites ont été imposées à la durée des débats sur l'Adresse en réponse au discours du Trône et sur le Budget, aux débats en comité plénier et au débat sur la motion portant que la Chambre se forme en Comité des subsides (Journaux, 12 juillet 1955, p. 908-909, 922-929). Des modifications permanentes apportées au Règlement en octobre 1962 ont limité davantage les débats sur l'Adresse et sur le Budget ainsi que les débats durant les Affaires émanant des députés (Journaux, 12 avril 1962, p. 350). En 1968, le Règlement a de nouveau été modifié pour limiter la durée des interventions en comité plénier (Journaux, 20 décembre 1968, p. 573).

d'une «motion pour affaire courante» proposée par un ministre pour passer outre à l'exigence du consentement unanime¹¹ et d'une motion visant à suspendre l'application de certains articles du Règlement relativement à une affaire jugée urgente¹².

Question préalable

Il arrive que des députés proposent, au cours du débat sur une motion dont la Chambre est saisie, «Que cette question soit maintenant mise aux voix ¹³». Cette motion, appelée couramment la question préalable, peut être proposée pour les motions de fond pouvant faire l'objet d'un débat dont la Chambre est saisie. Il existe des restrictions à l'usage de la question préalable. Celles-ci sont discutées plus en détail dans le chapitre 12, «Les étapes du débat». Une fois que la question préalable a été proposée, le débat sur la motion à l'étude reprend. La question préalable ne met pas immédiatement fin au débat, mais elle le restreint et accélère la mise aux voix de deux manières.

Tout d'abord, la question préalable empêche la présentation d'amendements à la motion principale et donc tout débat qui aurait pu être consacré à ces amendements. Si la Chambre se prononce favorablement sur la question préalable, le Président est tenu de mettre immédiatement aux voix la motion principale ¹⁴. Les députés qui sont déjà intervenus dans le débat sur la motion principale ou sur des amendements proposés antérieurement peuvent de nouveau prendre la parole sur la question préalable. En ce sens, la question préalable est au mieux un moyen aux résultats imprévisibles de limiter le débat. Il est arrivé que la Chambre se prononce en faveur de la question préalable sans débat ¹⁵, après un bref débat ¹⁶ ou après plusieurs jours de délibérations ¹⁷. Dans des cas où la question préalable a semblé inutile pour amener la Chambre à se prononcer sur une motion, une motion tendant à ajourner le

- 11. Art. 56.1 du Règlement.
- 12. Art. 53 du Règlement.
- 13. Art. 61 du Règlement. Au Canada, le libellé de la question préalable est resté inchangé depuis que cette disposition a été adoptée à la Chambre des communes, en 1867. Dans la version de Westminster, le libellé de la motion a été modifié: «That the question be not now put» (Que la question ne soit pas maintenant mise aux voix) en 1888 de façon à éviter toute confusion avec la motion de clôture, qui emploie la même formulation (May, 19º éd., p. 378).
- 14. Voir Journaux, 22 janvier 1991, p. 2592-2593.
- 15. Journaux, 5 décembre 1996, p. 968-969.
- En 1990, la question préalable, proposée par un ministre au cours d'une mesure d'initiative ministérielle, a donné lieu à un débat d'une quarantaine de minutes avant d'être adoptée (*Débats*, 27 mars 1990, p. 9849-9855). Pour un autre exemple de débat bref, voir *Journaux*, 25 mars 1993, p. 2598.
- 17. Le 23 septembre 1991, par exemple, la question préaiable a été proposée au sujet d'une motion portant deuxième lecture d'un projet de loi du gouvernement; le débat s'est poursuivi au cours de la même séance et des séances des 24, 25 et 27 septembre avant que la question ne soit mise aux voix, et le vote a été reporté au 30 septembre (Journaux, 23 septembre 1991, p. 378, 380; 24 septembre 1991, p. 388; 25 septembre 1991, p. 394-395; 27 septembre 1991, p. 402; 30 septembre 1991, p. 414-415).

débat ¹⁸ ou une motion de clôture ¹⁹ ont été proposées pour mettre fin au débat sur la question préalable. Lorsqu'un vote par appel nominal est exigé sur la question préalable, le vote peut être reporté à la demande du whip en chef du gouvernement ou du whip en chef de l'Opposition²⁰; cependant, une fois la question préalable adoptée, le vote par appel nominal sur la motion principale ne peut être reporté²¹.

Deuxièmement, la question préalable peut avoir pour effet de remplacer la motion à l'étude, car, si le vote est négatif, le Président est tenu de ne pas mettre la motion principale aux voix à ce moment. En d'autres termes, si la motion: «Que cette question soit maintenant mise aux voix» n'est pas adoptée, la motion à l'étude est rayée du Feuilleton. À moins que la Chambre n'y revienne un autre jour et que la motion soit rétablie au Feuilleton²², elle ne sera pas débattue à nouveau. Dans les faits, lorsque la question préalable a reçu une réponse négative, la motion a été rétablie dans la majorité des cas et adoptée avec ou sans amendement. Comme moyen de limiter le débat en faisant en sorte qu'un article soit rayé du Feuilleton, la question préalable n'a pas eu beaucoup de succès. Depuis la Confédération, la motion: «Que cette question soit maintenant mise aux voix» a été rejetée quatre fois ²³. Il est arrivé aussi qu'elle soit retirée avec le consentement unanime ²⁴.

Les députés ministériels et les députés de l'opposition peuvent poser la question préalable ²⁵, mais celle-ci est utilisée par certains dans l'espoir d'accélérer le vote sur la motion principale et par d'autres dans l'espoir d'empêcher le Président de mettre une motion ou un projet de loi aux voix maintenant. Bien que la question préalable puisse être un moyen de forcer la Chambre à se prononcer sur une motion ou, au contraire, de retarder la décision, elle a été utilisée, ces dernières années, presque exclusivement par le gouvernement pour limiter le débat.

Par le passé, il n'y a rien eu de prévisible dans le recours à la question préalable. Des ministres l'ont proposée au sujet de motions émanant de députés ²⁶ et de motions

^{18.} Voir, par exemple, Journaux, 10 mai 1995, p. 1458-1459.

Besuchesne, 6* éd., p. 166, Voir, par exemple, Journaux, 2 mars 1926, p. 123.

^{20.} Art. 45(5) du Règlement.

^{21.} Art. 61(2) du Règlement.

^{22.} Beauchesne, 6º éd., p. 166.

^{23.} En 1869, la motion principale n'a pas été présentée à nouveau à la Chambre, mais elle l'a été à trois autres occasions. En 1870 et en 1929, les motions ainsi rétablies ont été adoptées et, en 1928, aucune décision n'a été prise. (Journaux, 31 mai 1869, p. 163-164; 28 avril 1870, p. 254-255; 1" juin 1928, p. 489; 15 avril 1929, p. 242.) Il est question de la fréquence du recours à la question préalable au chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{24.} Il est arrivé que la question préalable soit retirée, lorsque des négociations ont abouti à une entente entre les partis. En 1983, par exemple, le député qui a posé la question préalable l'a retirée, avec le consentement unanime, pour qu'on puisse renvoyer l'objet du débat à un comité permanent (*Débats*, 9 février 1983, p. 22682-22686). Voir également *Journaux*, 10 mai 1990, p. 1685.

^{25.} En 1985, le Président Bosley a rendu la décision suivante: «[...] il ne fait aucun doute dans mon esprit, à la lecture du Règlement, que la présentation de cette motion n'est soumise à aucune restriction et qu'un simple député, tout aussi bien qu'un ministre ou un secrétaire parlementaire, peut la proposer à la Chambre » (Débats, 28 janvier 1985, p. 1708).

^{26.} Journaux, 31 mai 1869, p. 163.

et projets de loi émanant du gouvernement. Pour leur part, des simples députés l'ont proposée au sujet de motions émanant d'autres députés ²⁷ et de motions émanant du gouvernement ²⁸. Peut-être à cause des nombreuses restrictions qui en encadrent l'usage, la question préalable a été décrite comme le moyen « le plus inefficace » de limiter le débat ²⁹.

Clôture

La clôture est une procédure qui permet de conclure le débat sur une question donnée par «une décision majoritaire de la Chambre, même si tous les députés qui voulaient prendre la parole ne l'ont pas fait 30 ». L'article du Règlement portant sur la clôture 31 donne au gouvernement le moyen d'empêcher tout nouvel ajournement du débat sur une question donnée et d'exiger qu'elle soit mise aux voix à la fin de la séance au cours de laquelle la motion de clôture a été adoptée. Mis à part des modifications de forme portant sur l'heure de la fin du débat 32, la règle est restée à peu près inchangée depuis son adoption en 1913.

La clôture peut viser toute affaire faisant l'objet d'un débat, projets de loi et motions compris. La règle a été conçue pour s'appliquer à un comité plénier³³ aussi bien qu'à la Chambre, mais non aux travaux des comités permanents, spéciaux, législatifs ou mixtes de la Chambre. Lorsque ces comités étudient des projets de loi, la Chambre peut utiliser la règle relative à l'attribution de temps³⁴ afin d'imposer une date butoir à l'étape de l'examen en comité ou pour forcer un comité à présenter à la Chambre un rapport sur le projet de loi.

HISTORIQUE

Adoptée à Westminster en 1881 et à la Chambre des représentants de l'Australie en 1905, la règle relative à la clôture ne l'a été à la Chambre des communes du Canada

- 27. Journaux, 6 avril 1959, p. 289.
- 28. Journaux, 5 décembre 1996, p. 968. Les motivations du recours à la question préalable n'ont pas toujours été les mêmes et il ne s'agit pas toujours de limiter le débat. Ainsi, des députés de l'opposition qui appuyaient une motion du gouvernement ont proposé la question préalable non pour faire rayer la motion du Feuilleton, mais pour signifier leur appui à l'initiative du gouvernement et limiter le débat « avec consentement ». En 1992, juste avant de proposer la question préalable au sujet de la motion du gouvernement portant modification de la Constitution, le chef de l'Opposition, Jean Chrétien, a déclaré: « [...] c'est avec grand plaisir que j'appuie cette motion. » (Débats, 11 décembre 1992, p. 15086-15087.)
- 29. Dawson, p. 119.
- 30. Wilding et Laundy, p. 139.
- 31. Art. 57 du Règlement.
- 32. Au départ, l'heure fixée pour mettre aux voix toutes les questions nécessaires pour disposer des travaux visés par la motion de clôture était 2 heures du matin (*Journaux*, 23 avril 1913, p. 546-548). En 1955, elle est passée à 1 heure du matin (*Journaux*, 12 juillet 1955, p. 881, 910-911, 945) et, en 1991, à 23 heures (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2905, 2913).
- 33. Voir, par exemple, Débats, 21 décembre 1988, p. 541.
- 34. Art. 78 du Règlement.

qu'en 191335. L'idée de la clôture avait été discutée à quelques reprises, mais la Chambre n'avait jamais été en mesure d'adopter une règle qui soit satisfaisante à la fois pour le gouvernement et pour l'opposition. En 1913, une opposition vigoureuse et bien organisée avait réussi à retarder l'adoption de mesures législatives du gouvernement à au moins quatre occasions 36. Des interventions de cette époque font allusion au fait que, parfois, la Chambre est incapable de se prononcer sur une question, et, en 1911, au cours d'un de ces débats prolongés, un député de l'opposition a parlé de la possibilité de «discussions sans fin³⁷». Le chef de l'Opposition, Robert Borden, qui allait un jour proposer la nouvelle règle, avait lui-même dit de la règle sur la clôture qu'il «faudrait bien [s'en] garder38», mais une discussion de près de deux ans sur la politique navale l'a convaincu de la nécessité de présenter une motion qui prévoyait, entre autres choses, une règle sur la clôture. Ces modifications, vigoureusement combattues par l'opposition, ont été débattues pendant près d'un mois avant d'être adoptées 39. Le gouvernement a immédiatement mis à l'essai la nouvelle règle, quelques jours à peine après son adoption, pendant le débat sur le projet de loi relatif aux forces navales, à l'étape de l'examen en comité plénier 40.

Invoquée neuf fois entre 1913 et 1932, la règle sur la clôture n'a pas été invoquée, par la suite, pendant 24 ans. En mai et juin 1956, au cours du débat sur le pipeline, elle a été invoquée à chacune des étapes du processus législatif ⁴¹. Cet épisode

- 35. Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548. Bien qu'il existe à Westminster et à la Chambre des communes du Canada des règles sur la clôture, il vaut la peine de signaler quelques différences. Tout d'abord, la version britannique a un tour affirmatif: « Que la question soit mise aux voix maintenant. » Deuxièmement, au Royaume-Uni, la motion de clôture est proposée sans préavis, elle doit être tranchée immédiatement et, si elle est adoptée, elle met fin au débat sur-le-champ. Troisièmement, à la différence de ce qu'on observe au Canada, le Président peut refuser de mettre la motion aux voix s'il semble « que la motion est un abus du règlement de la Chambre ou une atteinte aux droits de la minorité ». Quatrièmement, au moins 100 députés doivent appuyer la motion de clôture pour que celle-ci soit adoptée. Voir les articles 35 et 36 du règlement de la Chambre des communes britannique. La Chambre des représentants de l'Australie établit une distinction entre la clôture qui s'applique à un député et est ainsi libellée: « Que le député de... ne soit plus entendu » (art. 94 du règlement) et celle qui vise une question particulière et dit: « Que la question soit mise aux voix maintenant » (art. 93 du règlement).
- Ce sont le projet de loi sur le cens électoral, en 1885, la loi scolaire manitobaine, en 1896, le projet de loi sur le cens électoral, en 1908, et le débat sur la réciprocité, en 1911. Voir Dawson, p. 121.
- 37. «Il est donc absolument probable que le projet de loi sera adopté, si le gouvernement réussit à le faire mettre aux voix. D'un autre côté, si elle le juge bon, l'opposition peut probablement empêcher qu'il ne soit mis aux voix. Il y a 300 articles qui permettront des discussions sans fin » (Débats, 28 avril 1911, coi. 8407).
- 38. Débats. 14 décembre 1909, col. 1523.
- Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548. Pour obtenir un compte rendu détaillé de l'épisode du projet de loi relatif aux forces navales, voir Robert Laird Borden: His Memoirs, vol. I, édités par Henry Borden, Toronto/Montréal: McClelland and Stewart, 1969, p. 186-199; et Dawson, p. 122-124.
- 40. Débats, 9 mai 1913, col. 9717.
- 41. Entre le 15 mai et le 5 juin 1956, on a eu recours à la clôture aux quatre étapes du processus législatif ainsi qu'il existait à l'époque : résolution (*Débats*, 15 mai 1956, p. 4039); deuxième lecture (*Débats*, 22 mai 1956, p. 4317); comité plénier (*Débats*, 31 mai 1956, p. 4662) et troisième lecture (*Débats*, 5 juin 1956, p. 4863).

largement analysé et commenté a eu des répercussions durables sur la perception que les députés peuvent avoir du fonctionnement de la Chambre 42.

La règle a fait l'objet d'examens et de discussions à de nombreuses reprises. En décembre 1957, le nouveau gouvernement Diefenbaker a fait inscrire au Feuilleton un avis de motion portant abrogation de la règle sur la clôture, mais la motion n'a jamais été débattue 43. En juillet 1960, le premier ministre Diefenbaker a formulé le souhait «que le comité du Règlement de la Chambre étudie l'opportunité de supprimer le recours à la clôture 4 ». Le Comité n'a jamais donné suite. En mars 1962, un autre comité spécial a été chargé d'étudier la procédure de la Chambre et plus particulièrement «d'examiner s'il est souhaitable d'abroger» la règle relative à la clôture 45; le comité n'a pas fait rapport sur la question. Le discours du Trône prononcé en septembre 1962 indiquait que la Chambre serait invitée à abolir la clôture, mais cette proposition est également restée lettre morte 46. Au cours de la 30º législature (1974-1979), un sous-comité du Comité permanent de la procédure et de l'organisation a recommandé dans son rapport sur l'emploi du temps qu'un nouvel article inspiré de la règle relative à la clôture des Communes britanniques soit adopté 47, mais cette proposition n'a jamais été recommandée à la Chambre. L'abrogation de la règle sur la clôture est une question qui refait surface périodiquement 48.

AVIS DE CLÔTURE

Avant de proposer une motion de clôture, un ministre doit en avoir donné avis verbalement lors d'une séance antérieure de la Chambre ou d'un comité plénier. L'article n'est pas très précis au sujet du moment où cet avis peut être donné; aussi existe-t-il des précédents divers. L'avis de motion de clôture a été donné dans les circonstances suivantes: lorsque la Chambre n'était saisie d'aucune autre question⁴⁹; lorsque la motion visée par la motion de clôture était à l'étude⁵⁰; lorsque la question à l'étude n'avait aucun lien avec l'avis⁵¹. L'avis a été donné dès le premier jour de

^{42.} Certains auteurs ont fait observer que l'application de la clôture pendant le débat sur le pipeline a suscité une répugnance durable à l'égard de la règle relative à la clôture, déjà assez mal considérée. Voir, par exemple, Stewart, p. 242-246; Laundy, p. 112-119.

^{43.} Journaux, 9 décembre 1957, p. 255.

^{44.} Débats, 21 juillet 1960, p. 6956.

^{45.} Journaux, 26 mars 1962, p. 277.

^{46.} Journaux, 27 septembre 1962, p. 15.

Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Procès-verbaux et témoignages, 30 septembre 1976, fascicule nº 20, p. 57.

^{48.} En 1998, l'opposition a réussi à abroger temporairement la règle (Journaux, 12 juin 1998, p. 1027-1028).

^{49.} Voir, par exemple, Débats, 22 octobre 1980, p. 3934 (durant les Affaires courantes).

^{50.} Voir, par exemple, Débats, 1st mars 1926, p. 1446; 16 juillet 1981, p. 11629.

^{51.} Voir, par exemple, Débats, 6 avril 1981, p. 9014.

débat sur la motion visée ⁵² et après un ou plusieurs jours de débat ⁵³. Quoi qu'il en soit, le débat sur l'affaire visée par l'avis de clôture doit avoir débuté avant que l'avis ne puisse être donné ⁵⁴.

Rien n'exige que l'avis de motion soit donné plus d'une fois, mais des ministres ont donné le même avis à plusieurs séances pour prévenir toute objection voulant que l'avis n'ait pas été donné au cours de la séance précédente⁵⁵. Par ailleurs, il n'y a pas obligation de proposer la motion même si avis en a été donné; il y a eu des cas où aucune suite n'a été donnée à l'avis⁵⁶. À une occasion, le gouvernement a donné avis de la motion de clôture sur quatre projets de loi distincts en même temps: trois projets à l'étape de la deuxième lecture et un à l'étape de la troisième lecture⁵⁷; cependant, il a fallu présenter quatre motions de clôture distinctes, une pour chaque projet de loi.

MOTION DE CLÔTURE

Une fois que l'avis a été donné de l'intention de proposer une motion de clôture, la motion peut être proposée au cours d'une séance subséquente, que ce soit le lendemain ou plus tard. La motion de clôture doit être proposée par un ministre, et le débat sur la motion ou le projet de loi visé doit avoir été ajourné au moins une fois avant que la motion de clôture ne puisse être proposée ⁵⁸. Elle doit être proposée immédiatement avant l'appel de l'Ordre du jour portant reprise du débat sur l'article visé, soit à la Chambre, soit dans un comité plénier.

Les motions de clôture ne peuvent être ni débattues, ni modifiées, et, une fois qu'elles ont été proposées, le Président de la Chambre ou le président du comité plénier met immédiatement la question aux voix: «Que le débat ne soit plus ajourné» (ou, en comité plénier, «Que le débat ne soit plus différé»). La durée du débat que le gouvernement permet sur une mesure avant de proposer la motion de clôture dépend de facteurs politiques. Il est arrivé que le Président soit prié de faire

- 52. Voir, par exemple, Journaux, 29 août 1917, p. 603-604; en décembre 1988, l'avis de clôture a été donné le premier jour du débat pour les étapes de la deuxième lecture, de l'examen en comité plénier et de la troisième lecture du projet de loi C-2, Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique (Journaux, 15 décembre 1988, p. 36-37; 20 décembre 1988, p. 61; Débats, 20 décembre 1988, p. 500; Journaux, 22 décembre 1988, p. 72-73).
- 53. Le 1" mars 1926, après quelque 25 jours de débat, le gouvernement a donné avis qu'il allait proposer la clôture sur la motion de l'Adresse en réponse au discours du Trône; la motion a été proposée et adoptée le 2 mars (*Journaux*, p. 121, 123).
- 54. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 15 décembre 1988, p. 78.
- 55. En 1969, trois avis de clôture ont été donnés à l'égard d'une motion d'adoption du rapport d'un comité de procédure (*Journaux*, 22 juillet 1969, p. 1383; 23 juillet 1969, p. 1386; 24 juillet 1969, p. 1393). La motion de clôture a été proposée le 24 juillet 1969 (*Journaux*, p. 1396). En 1987, deux avis de clôture ont été donnés sur une motion concernant la peine capitale (*Journaux*, 18 juin 1987, p. 1200; 26 juin 1987, p. 1263). La motion de clôture a été proposée à la séance suivante (*Journaux*, 29 juin 1987, p. 1274).
- 56. Journaux, 4 décembre 1986, p. 272, 274; 26 août 1987, p. 1384, et 28 août 1987, p. 1396-1397.
- 57. Débats, 16 juin 1989, p. 3146-3148.
- 58. Voir la décision du Président Fraser, 15 décembre 1988, p. 76-78.

usage de son pouvoir discrétionnaire pour refuser de mettre une motion de clôture aux voix au motif que la mesure visée n'avait pas encore été débattue assez long-temps. Invariablement, la présidence a refusé d'intervenir dans l'application de l'article, jugeant chaque fois que la présidence n'avait pas le pouvoir d'intervenir dans le processus lorsque la règle de la clôture est appliquée correctement.

Lorsqu'une motion de clôture a été adoptée, le débat reprend sur la mesure visée, ce qui donne le plus souvent lieu à une séance qui se prolonge dans la soirée. Le débat est soumis aux restrictions imposées par la règle sur la clôture⁶⁰. Aucun député (pas même le premier ministre ni le chef de l'Opposition) ne peut prendre la parole plus d'une fois ni pendant plus de 20 minutes. Un député qui a participé au débat sur la motion principale avant l'adoption de la motion de clôture peut prendre la parole à nouveau si un amendement ou un sous-amendement est proposé pendant le débat régi par la motion de clôture, mais un député qui traite de la motion principale après l'adoption de la motion de clôture ne peut intervenir dans le débat sur quelque amendement ou sous-amendement subséquent. Toutes les affaires émanant des députés qui peuvent avoir été prévues ont lieu au moment qui leur est normalement réservé.

Toutes les questions nécessaires pour disposer de l'affaire visée par la motion de clôture doivent être mises aux voix au plus tard à 23 heures ou le plus tôt possible après cette heure, une fois que le député qui a pu obtenir la parole avant 23 heures a terminé son intervention⁶¹. Aucun député ne peut prendre la parole après 23 heures ⁶², heure à laquelle le Président de la Chambre ou le président du comité plénier met aux voix toutes les questions nécessaires pour disposer de l'affaire visée par la motion de clôture, y compris tout amendement ou sous-amendement⁶³. Si un vote par appel nominal est exigé à la Chambre, la sonnerie se fera entendre pendant au plus 15 minutes⁶⁴. Si le débat prend fin avant 23 heures, la sonnerie d'appel au vote par appel nominal se fait entendre pendant au plus 30 minutes⁶⁵. Le libellé de l'article du Règlement établit très clairement qu'une motion de clôture doit être mise

- 59. Donnant suite à une question de privilège soulevée pour protester contre l'intention du gouvernement d'imposer la clôture au sujet de la motion de rétablissement de la peine capitale, le Président Fraser a jugé que le moment choisi pour imposer la clôture dans un débat n'est pas une question de procédure, que la présidence ne possède aucun pouvoir discrétionnaire lui permettant de refuser la motion, et qu'elle n'a aucun pouvoir pour intervenir lorsqu'un article du Règlement est utilisé conformément aux règles et aux usages de la Chambre (Débats, 29 juin 1987, p. 7713-7714). Voir également Journaux, 24 juillet 1969, p. 1397-1399; Débats, 7 février 1990, p. 7953-7954.
- 60. Art. 57 du Règlement.
- 61. Journaux, 14 décembre 1984, p. 1000.
- 62. Débats, 13 avril 1921, p. 2140-2141; 23 octobre 1980, p. 4049-4053.
- 63. En 1969, le Président Lamoureux a rendu une décision dans laquelle il a passé les précédents en revue et conclu que, si l'ensemble du débat est visé par la motion de clôture, tout amendement et toute autre motion se rattachant à la motion principale est englobée dans les délais fixés par la règle relative à la clôture (Journaux, 24 juillet 1969, p. 1393-1396).
- 64. Art. 45(3) du Règlement.
- 85. Il est arrivé que le débat sur un article soumis à la citure se termine avant l'expiration du délai. Voir, par exemple, Journaux, 26 juin 1989, p. 450-453; 4 mars 1996, p. 33-35, 39-42; et Débats, 4 mars 1996, p. 270-273.

aux voix «immédiatement». Un vote par appel nominal, s'il est demandé, a donc lieu immédiatement, à moins qu'il ne soit reporté à une date ultérieure avec le consentement unanime de la Chambre, comme cela s'est fait à l'occasion⁶⁶, ou par accord entre les whips de tous les partis reconnus⁶⁷.

En comité plénier, il n'est pas nécessaire que tous les articles du projet de loi aient été appelés et différés avant que la clôture ne soit invoquée 68. En outre, après l'adoption de la motion de clôture, un article est automatiquement à l'étude dès qu'il a été appelé par la présidence 69. Si l'étude d'un article se termine et que le débat commence sur l'article suivant, les députés ont 20 autres minutes pour traiter de cet article 70. L'adoption d'une motion de clôture au cours d'une séance fait en sorte que l'étape de l'examen en comité se termine pendant la même séance 71.

Attribution de temps

La règle relative à l'attribution de temps prévoit la possibilité d'attribuer une période précise à l'étude d'une ou de plusieurs étapes d'un projet de loi d'intérêt public⁷². L'expression «attribution de temps» évoque une idée de gestion du temps plutôt que de clôture, mais le gouvernement peut se servir d'une motion d'attribution de temps comme d'une guillotine. En fait, même si le Règlement permet au gouvernement de négocier avec les partis d'opposition en vue d'adopter un calendrier pour faire étudier par la Chambre un projet de loi à une ou à plusieurs étapes (y compris l'étude des amendements apportés par le Sénat)⁷³, il lui permet aussi d'imposer au débat des limites de temps strictes⁷⁴. Alors que l'attribution de temps est devenue le mécanisme le plus largement utilisé pour limiter le débat, elle demeure en soi un moyen de réunir les partis pour négocier une répartition acceptable du temps de la Chambre.

HISTORIQUE

Comme dans le cas de la clôture, les dispositions sur l'attribution de temps ont vu le jour au lendemain d'une controverse. Au cours du débat sur le pipeline, en 1956⁷⁵,

- 66. Voir Journaux, 6 décembre 1995, p. 2214-2216; 14 mars 1996, p. 94-96.
- 67. Art. 45(7) du Règlement.
- Voir, par exemple, Débats, 1^{et} avril 1932, p. 1599-1600; 31 mai 1956, p. 4681-4683; 21 décembre 1988, p. 539-541.
- 69. Débats, 24 mai 1956, p. 4442-4449.
- 70. Débats, 28 avril 1919, p. 1873.
- 71. Débats, 15 mai 1956, p. 4115-4119.
- 72. Art. 78 du Règlement.
- 73. Voir, par exemple, Journaux, 28 novembre 1996, p. 930.
- Comme l'attribution de temps peut servir à limiter le débat, elle est souvent qualifiée de «clôture » au cours du débat.
- 75. Entre le 15 mai et le 5 juin 1956, on a eu recours à la clôture aux quatre étapes du processus législatif ainsi qu'il existait à l'époque : résolution (*Débats*, 15 mai 1956, p. 4039); deuxième lecture (*Débats*, 22 mai 1956, p. 4717); comité plénier (*Débats*, 31 mai 1956, p. 4862) et troisième lecture (*Débats*, 5 juin 1956, p. 4863).

la clôture était pour le gouvernement le seul recours pour faire progresser l'étude de ses mesures législatives. Or, la clôture était alors perçue comme un moyen trop peu souple, compte tenu des exigences de la démocratie parlementaire moderne, et comme un outil inadéquat pour diriger les affaires de la Chambre. Tant à la Chambre que dans les comités, les parlementaires se sont mis à la recherche de moyens pour allouer le temps de la Chambre à l'étude de mesures législatives particulières et pour planifier les travaux de la session, ce que les dispositions sur la clôture ne permettaient pas de faire, car le processus comprenant l'avis, la présentation de la motion et le vote devait être repris à chacune des étapes d'un projet de loi donné ⁷⁶.

Tout au long de la période pendant laquelle des gouvernements minoritaires se sont succédé, dans les années 1960, la Chambre a tenté, mais en vain, d'établir une procédure qui aurait structuré le temps de la Chambre pour faciliter la conduite efficace des débats. Les députés étaient conscients que le volume et la complexité des travaux de la Chambre augmentaient et que des mesures s'imposaient pour expédier les travaux dans des délais raisonnables. Tout au long de ces années, la Chambre a accepté de créer des comités spéciaux chargés d'étudier la procédure de la Chambre et de proposer des moyens de faciliter l'étude des mesures d'intérêt public.

Dès le tout début, les comités ont étudié des mesures qui devaient permettre la coopération entre les partis. Dans le dixième rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation, présenté à la Chambre en 1964, il est fait mention de la difficulté de parvenir à un accord entre tous les partis sur une proposition portant sur la question fondamentale de l'attribution de temps 79. Le Comité a écrit : « Nous continuerons de rechercher comment le Parlement peut utiliser le temps dont il dispose », mais il n'a pas présenté d'autre rapport sur la question. Très tôt au cours de la session suivante, le gouvernement a pris l'initiative en proposant une motion qui, entre autres propositions, traitait de l'attribution de temps. La motion prévoyait un nouvel article du Règlement qui établissait un «comité des travaux de la Chambre» composé d'un représentant de chacun des partis à la Chambre. À la demande d'un ministre, ce comité devait examiner la possibilité d'attribuer une certaine période à l'étude d'une affaire ou à une étape de son étude et, s'il parvenait à une entente, présenter une recommandation dans un rapport présenté à la Chambre dans les trois jours de séance. Le ministre pouvait alors présenter sans préavis une motion d'adoption du rapport, motion sur laquelle la Chambre devait se prononcer sans débat ni

Comme des interventions de l'époque donnent à le penser, les députés souhaitaient ardemment que le temps de la Chambre soit utilisé plus efficacement. Voir, par exemple, Débats, 9 mai 1960, p. 3847, 3854;
 janvier 1961, p. 1215; 26 mars 1962, p. 2269-2273.

^{77.} Voir les observations du ministre des Finances, Donald Fleming (Débats, 9 mai 1960, p. 3847, 3849); du chef de l'Opposition, Lester B. Pearson, et du chef du CCF, Hazen Argue (Débats, 18 janvier 1961, p. 1216-1217); du chef de l'Opposition, John G. Diefenbaker (Débats, 23 octobre 1963, p. 4126-4132) et de Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Débats, 20 mai 1965, p. 1530-1531).

Des motions établissant des comités spéciaux ont été adoptées le 9 mai 1960 (Journaux, p. 434); 18 janvier
 1961 (Journaux, p. 163); 26 mars 1962 (Journaux, p. 277); 23 octobre 1963 (Journaux, p. 482); 9 mars
 1964 (Journaux, p. 76-77); 25 janvier 1967 (Journaux, p. 1227-1228); 8 mai 1967 (Journaux, p. 12).

^{79.} Journaux, 19 août 1964, p. 633.

565

amendement. Toutefois, si le Comité des travaux de la Chambre était incapable de parvenir à un accord unanime ou s'il ne présentait pas son rapport dans un délai de trois jours, un ministre pouvait, pendant les Affaires courantes, donner avis que, à la séance suivante, il proposerait une motion attribuant une certaine période à l'étude de l'affaire ou de l'étape visée 80.

La motion a été débattue à la Chambre pendant 12 jours⁸¹, et, tout au long du débat, des préoccupations précises se sont exprimées au sujet de la proposition visant le comité des travaux de la Chambre. La proposition a donc été retirée de la motion principale et renvoyée à un comité spécial pour plus ample examen⁸². Le comité spécial a recommandé dans son rapport à la Chambre une autre version de la proposition d'attribution de temps. Le rapport ayant été agréé, un article provisoire du Règlement, le 15-A, a été adopté¹³. L'article n'a été invoqué que trois fois entre 1965 et 1968, mais il est devenu évident que les partis d'opposition en étaient mécontents, et il y a eu de nombreux rappels au Règlement au sujet de l'interprétation de certaines de ses dispositions. En 1967, par exemple, le Président a statué qu'un avis verbal suffisait aux fins de l'application de l'article sur l'attribution de temps et qu'il n'était pas nécessaire que cet avis soit publié au Feuilleton des Avis⁸⁴.

Lorsque la 28° législature a été convoquée, en septembre 1968, la Chambre a décidé que l'article provisoire 15-A du Règlement ne serait plus en vigueur⁸⁵. Peu après, un comité spécial de la procédure était mis sur pied⁸⁶ pour étudier, entre autres choses, la question de l'attribution de temps. Dans son quatrième rapport, ce comité recommandait une nouvelle règle sur l'attribution de temps⁸⁷. Le 20 décembre 1968, la Chambre décidait de renvoyer encore une fois la question au nouveau Comité permanent de la procédure et de l'organisation pour plus ample examen⁸⁸.

Les tensions subsistaient entre gouvernement et opposition au sujet de l'équilibre à trouver entre un débat prolongé et la limitation du débat que semblaient permettre les règles provisoires. Ce n'est qu'en 1969 que la Chambre a adopté un rapport recommandant une mesure d'attribution de temps, précurseur des dispositions actuelles. Dans sa forme la plus simple, le nouvel article prévoyait trois possibilités d'attribution de temps, allant d'un accord entre tous les partis à une décision

^{80.} Journaux, 19 mai 1965, p. 128-129.

^{81.} Voir les Journaux des 19, 20, 21, 25, 26 et 27 mai et des 1", 2, 3, 4, 7 et 8 juin 1965.

^{82.} Journaux, 8 juin 1965, p. 210-211.

^{83.} Journaux, 11 juin 1965, p. 219-223.

^{84.} Le Président Lamoureux signalait que l'article provisoire «ne dispense pas uniquement d'un préavis de 48 heures à l'égard d'une motion sur la répartition du temps, mais il suspend aussi l'application de la procédure habituelle exigeant avis au Feuilleton» (Débats, 20 avril 1967, p. 15120-15121).

^{85.} Journaux, 20 septembre 1968, p. 58.

^{86.} Journaux, 24 septembre 1968, p. 68.

^{87.} Journaux, 6 décembre 1968, p. 439-440.

^{88.} Journaux, 20 décembre 1968, p. 579.

^{89.} Le troisième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation a été présenté le 20 juin 1969 (*Journaux*, p. 1211-1212) et adopté le 24 juillet 1969 (*Journaux*, p. 1393-1402) après un débat qui s'est étalé sur 12 jours de séance et a été interrompu au moyen d'une motion de clôture.

unilatérale du gouvernement, les négociations n'ayant pas permis d'obtenir le soutien de quelque autre parti. Les députés de l'opposition ont exprimé plus tard leur mécontentement devant l'interprétation qui était faite de cet article du Règlement ⁹⁰. Le fait que des négociations devaient se dérouler entre les partis, ce qui avait pour effet d'écarter les députés indépendants, a également été soulevé ⁹¹.

En novembre 1975, le président du Conseil privé a signifié son intention de soumettre au Comité permanent de la procédure et de l'organisation des propositions qui touchaient l'attribution de temps 92. Le Comité n'a pas fait rapport à la Chambre, mais il a mis sur pied un sous-comité chargé d'étudier l'utilisation du temps qui a examiné entre autres choses un nouveau texte de l'article portant sur l'attribution de temps 93.

Le libellé de l'article suscitait toujours des inquiétudes au plan de la procédure. En décembre 1978, en réponse à un rappel au Règlement, le Président Jerome statuait qu'il était possible de proposer une motion d'attribution de temps visant à la fois l'étape du rapport et la troisième lecture, même si la troisième lecture n'avait pas encore commencé. Un énoncé de principes sur la réforme parlementaire déposé par le gouvernement en novembre 1979 signalait l'ambiguïté du libellé de l'article du Règlement et proposait qu'on le révise. En mars 1983, le Président Sauvé confirmait que l'avis de motion d'attribution de temps pouvait être donné à tout moment au cours de la séance. En octobre 1983, elle statuait que, une fois la motion d'attribution de temps mise à l'étude, la Chambre devait passer au vote deux heures après le début des délibérations et que toutes les motions de remplacement proposées pendant cette période devaient être tranchées à la fin des deux heures de débat et avant le vote sur la motion d'attribution de temps.

À compter de mai 1985, un nouvel usage s'est implanté: les motions d'attribution de temps étaient présentées et débattues à la suite de l'inscription, par le gouvernement, d'avis de motions sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement. Cet avis écrit s'ajoutait à l'avis donné verbalement de l'intention de proposer une motion

- 90. Le 1" décembre 1971, des rappels au Règlement ont été soulevés au sujet du libellé et de l'interprétation de l'article 78(3) du Règlement. Le Président Lamoureux a statué que l'avis écrit de 48 heures n'était pas exigé pour la présentation d'une motion d'attribution de temps et que, en outre, il était conforme au Règlement de proposer cette motion pour achever les délibérations à l'étape en cours à la Chambre (Journaux, p. 947-948).
- 91. En 1971, le Président Lamoureux a rendu comme décision que, essentiellement, les droits des députés indépendants ne seraient pas reconnus au même titre que ceux des députés représentés par un porteparole de leur parti, selon le libellé de l'article 78(1) du Règlement (Journaux, 30 décembre 1971, p. 1013-1014).
- 92. Débats, 13 novembre 1975, p. 9022.
- Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Procès-verbaux et témoignages, 30 septembre 1976, fascicule nº 20, p. 59-63.
- 94. Débats, 20 décembre 1978, p. 2317-2320.
- Voir la page 22 du document « Énoncé de principes: la réforme parlementaire », déposé le 23 novembre 1979 (Journaux, p. 260).
- 96. Débats, 7 mars 1983, p. 23510-23511.
- 97. Débats, 26 octobre 1983, p. 28357-28358.

de cette nature, pour satisfaire aux exigences du Règlement. Le Président Bosley a confirmé que c'était là une façon acceptable de procéder⁹⁸.

En juin 1987, des modifications étaient adoptées prévoyant que les motions d'attribution de temps, après avis donné verbalement seulement, seraient proposées sous la rubrique des «Ordres émanant du gouvernement» plutôt que sous celle des «Motions», pendant les Affaires courantes, comme le voulait l'usage jusque-là. Les révisions prévoyaient également que le débat sur l'affaire à l'étude au moment de la proposition de la motion serait automatiquement ajourné⁹⁹.

En août 1988, le Président Fraser a jugé que l'avis verbal devait seulement signifier l'intention de proposer la motion et non donner le texte même de la motion. Dans la même décision, le Président a ajouté que l'initiative d'annoncer un accord (ou l'absence d'accord) sur l'attribution de temps revenait à un ministre, qui devait être partie à cet accord ¹⁰⁰.

En 1991, après une nouvelle modification du Règlement, la motion d'attribution de temps proposée sans l'accord de tous les partis a cessé de faire l'objet de débat ou d'amendements [10]. Jusque-là, cette motion pouvait être modifiée et débattue pendant un maximum de deux heures, après quoi la présidence devait mettre aux voix toutes les questions nécessaires pour en disposer.

TROIS OPTIONS

La règle sur l'attribution de temps se subdivise en trois parties distinctes. Chacune précise les conditions qui s'appliquent à l'attribution de temps, dépendant du degré de soutien recueilli auprès des représentants des partis reconnus à la Chambre 102.

- 1. Accord de tous les partis: La première partie porte sur les cas où il y a entente entre les représentants de tous les partis reconnus à la Chambre pour attribuer un certain temps à l'une des étapes de l'étude d'un projet de loi public, ou à toutes les étapes ¹⁰³. Aucun avis n'est nécessaire. En proposant la motion, le ministre dit tout d'abord qu'il y a eu accord ¹⁰⁴ et il précise ensuite les dispositions de l'accord, indiquant le nombre de jours ou d'heures de débat ainsi attribués ¹⁰⁵. Le Président soumet alors la question à la Chambre, qui se prononce sans débat ni amendement.
- 98. Débats, 16 mai 1985, p. 4821-4822.
- 99. Journaux, 3 juin 1987, p. 1026-1027.
- Débats, 15 août 1988, p. 18309-18311; 16 août 1988, p. 18352-18355, 18380-18381.
- 101. Journaux, 11 avril 1991, p. 2915-2916.
- On trouvera une définition de l'expression «parti reconnu» au sens de la procédure au chapitre 1, «Les institutions parlementaires». Voir également Journaux, 30 décembre 1971, p. 1013-1014; Débats, 2 avril 1993, p. 18052.
- 103. Art. 78(1) du Règlement.
- 104. Voir, par exemple, Débats, 22 juillet 1977, p. 7916.
- 105. Il arrive que, au lieu de s'en remettre aux règles écrites, les représentants des partis s'entendent sur une attribution de temps, que la Chambre adopte ensuite par consentement unanime. Voir, par exemple, Journaux, 26 octobre 1978, p. 69-70 (échéancier de l'étude d'un projet de loi, y compris le nombre de séances de comité, des instructions sur des amendements à apporter et le délai de présentation du rapport); 10 mars 1987, p. 588 (accord pour achever l'étude de deux projets de loi à toutes les étapes); 20 mars 1992, p. 1192 (accord pour étudier un projet de loi à toutes les étapes).

- 2. Accord de la majorité des partis: La deuxième partie porte sur le cas où il y a accord entre la majorité des représentants des partis reconnus à la Chambre¹⁰⁶. Dans ces circonstances, comme dans le cas des accords entre tous les partis, le gouvernement doit être partie à l'accord¹⁰⁷. La motion ne peut viser plus d'une étape du processus législatif. Elle peut toutefois s'appliquer à la fois à l'étape du rapport et à la troisième lecture, pourvu que soit respectée la règle exigeant une journée distincte pour le débat à l'étape de la troisième lecture lorsqu'un projet de loi a été débattu ou modifié à l'étape du rapport ¹⁰⁸. Aucun avis n'est exigé là non plus. Avant de proposer la motion, le ministre déclare que la majorité des représentants des partis se sont entendus sur une attribution de temps ¹⁰⁹. La motion précise le nombre de jours ou d'heures affectés au débat. Le jour où la motion est adoptée compte alors comme un jour de séance, si la motion a été proposée et adoptée au début des Ordres émanant du gouvernement ¹¹⁰.
- 3. Aucun accord: La troisième partie permet au gouvernement de proposer unilatéralement une attribution de temps ¹¹¹. Cette fois, il faut donner verbalement avis de l'intention de proposer la motion ¹¹². La motion ne peut proposer l'attribution de temps que pour une étape du processus législatif, soit l'étape qui est en cours. Elle peut toutefois porter à la fois sur l'étape du rapport et la troisième lecture, pourvu que soit respectée la règle exigeant une journée distincte pour le débat de troisième lecture lorsqu'un projet de loi a été débattu ou modifié à l'étape du rapport ¹¹³. La période attribuée à une étape ne peut être inférieure à un jour de séance.

AVIS

Un avis verbal est exigé lorsque le gouvernement souhaite imposer son propre échéancier, en l'absence d'accord d'attribution de temps entre les représentants de la totalité ou de la majorité des partis reconnus¹¹⁴. L'avis ne peut être donné qu'après que le débat a débuté sur l'étape du projet de loi visé par la motion d'attribution de

- 106. Art. 78(2) du Règlement.
- 107. Débats, 16 août 1988, p. 18380-18381. À cette occasion, les deux partis d'opposition ont soutenu qu'un accord avait été conclu aux termes de l'article du Règlement, et que le gouvernement n'y était pas partie; la présidence a statué que l'initiative de l'annonce de tout accord ou de l'absence d'accord revient clairement au gouvernement (c'est-à-dire à un ministre), qui doit être partie à tout accord et dont l'appui est signifié par le fait qu'il intervient aux termes de cet article du Règlement.
- 108. Art. 76.1(10) du Règlement.
- 109. Art. 78(2)a) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 21 juin 1994, p. 633-637; pas moins de quatre motions ont été proposées et adoptées pour attribuer du temps à l'étude de quatre projets de loi.
- 110. Art. 78(2)b) du Règlement.
- 111. Art. 78(3) du Règlement.
- 112. Voir, par exemple, Débats, 1st décembre 1971, p. 10050-10051.
- 113. Art. 76.1(10) du Règlement.
- Un avis écrit de motion d'attribution de temps est acceptable lorsqu'il est donné en plus de l'avis verbal (voir la décision du Président Bosley, Débats, 16 mai 1985, p. 4821-4822).

temps ¹¹⁵. C'est un ministre qui, de son siège à la Chambre, doit donner cet avis ¹¹⁶, à n'importe quel moment de la séance ¹¹⁷; la motion d'attribution de temps peut alors être proposée au cours de toute séance ultérieure de la Chambre, même plusieurs jours ou semaines plus tard.

L'avis stipule qu'il a été impossible de parvenir à un accord aux termes des autres dispositions de l'article et que le gouvernement entend donc proposer une motion d'attribution de temps à l'égard d'une étape donnée d'un projet de loi particulier ¹¹⁸. Il suffit que l'avis signifie l'intention du gouvernement; il n'a pas à donner le contenu de la motion à venir ¹¹⁹. Une fois donné, l'avis de motion peut être retiré; de la même manière, l'avis peut être donné sans qu'une motion soit proposée par la suite.

MOTION D'ATTRIBUTION DE TEMPS

Le libellé d'une motion d'attribution de temps doit préciser les conditions de l'attribution de temps. Dans la plupart des cas, c'est un certain nombre de jours ou d'heures de séance qui est attribué, mais il est arrivé au moins une fois qu'une durée établie en fractions d'heure soit attribuée à chaque étape du projet de loi visé ¹²⁰. Dans tous les cas, la motion d'attribution de temps doit être proposée par un ministre à la Chambre, et elle ne peut faire l'objet d'aucun débat ni amendement ¹²¹.

Quand il y a accord entre les représentants des partis, il a été d'usage que la motion soit proposée à la rubrique des «Motions», pendant les Affaires courantes. Lorsque l'appui de la majorité a été obtenu pour l'attribution, ou qu'il n'y a pas eu accord, la motion est proposée sous les Ordres émanant du gouvernement. Quelle que soit l'affaire à l'étude, le débat interrompu par la proposition d'une motion d'attribution de temps est réputé ajourné¹²². La motion est mise aux voix aussitôt proposée.

Après l'adoption de la motion d'attribution de temps, le débat à l'étape ou aux étapes de l'étude du projet de loi en question est soumis aux limites de temps prévues par la motion. Le jour où la motion est adoptée peut alors être compté comme un jour de séance, mais seulement si la motion est proposée et adoptée au début des Ordres

- 115. Voir, par exemple, Débats, 2 avril 1990, p. 10102-10103; 3 avril 1990, p. 10124.
- 116. Art. 78(3) du Règlement. Le Président a jugé que l'avis de l'intention de proposer une motion d'attribution de temps n'était pas visé par la règle régissant les avis (art. 54(1) du Règlement) et que, par conséquent, l'avis écrit de 48 heures n'était pas nécessaire (*Journaux*, 1^{xx} décembre 1971, p. 948).
- Voir, par exemple, Débats, 7 mars 1983, p. 23511; 19 octobre 1983, p. 28127-28129; 3 juin 1988, p. 16127-16128.
- Art. 78(3) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 1^{et} décembre 1982, p. 21172; Journaux, 1^{et} décembre 1982, p. 5408.
- 119. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 16 août 1988, p. 18380-18381.
- Dans ce cas, 0,1 heure a été attribuée à l'étape du rapport et 0,25 heure à la troisième lecture (accord entre tous les partis) (Journaux, 2 avril 1993, p. 2791-2792).
- 121. Art. 78 du Règlement.
- 122. Art. 78(2)a) et 78(3)a) du Règlement.

570

émanant du gouvernement et si l'étude du projet de loi est entamée immédiatement 123. L'étude du projet de loi peut aussi être entamée à une séance ultérieure de
la Chambre 124. Les règles normales du débat s'appliquent. À l'expiration de la
période prévue pour une étape donnée, la présidence interrompt les délibérations et
met aux voix toutes les questions nécessaires pour disposer du projet de loi à cette
étape. Si un vote par appel nominal est exigé, la sonnerie d'appel convoquant les
députés ne peut durer plus de 15 minutes 125. Normalement, les votes par appel nominal sur les projets de loi soumis à l'attribution de temps ne sont pas reportés, mais
ils peuvent l'être en vertu d'un ordre spécial 126, par report automatique du vote conformément aux règles de la Chambre 127, ou par accord entre les whips de tous les partis reconnus 128. Lorsque le débat se termine avant la fin de la période attribuée et si
un vote par appel nominal est exigé, la sonnerie d'appel retentit pendant un maximum de 30 minutes, et le vote peut être reporté par le whip en chef du gouvernement
ou le whip en chef de l'Opposition 129.

Il est arrivé que des objections s'élèvent au sujet des circonstances dans lesquelles un accord avait été conclu ou de la nature des consultations menées par le gouvernement. Comme dans le cas de la clôture, la présidence a statué qu'elle ne possédait aucun pouvoir discrétionnaire lui permettant de refuser de mettre à l'étude une motion d'attribution de temps si toutes les exigences de la procédure avaient été respectées ¹³⁰. Le Président a déclaré que le libellé de la règle ne définissait pas la nature des consultations que devaient avoir le ministre et les représentants des autres partis; il a ajouté que la présidence n'avait pas le pouvoir d'établir si des consultations avaient eu lieu ou non ni de se prononcer sur ce qui constitue une consultation entre les représentants des partis ¹³¹.

^{123.} Art. 78(3)b) du Règlement.

^{124.} Par exemple, l'étude du projet de loi C-85 (Loi sur la société Canagrex) a été entamée plusieurs mois après que la motion d'attribution de temps pour l'étape du rapport et la troisième lecture fût adoptée par la Chambre (Journaux, 13 décembre 1982, p. 5458 (avis d'attribution de temps donné); 16 décembre 1982, p. 5470-5471 (motion d'attribution de temps adoptée); 7 juin 1983, p. 5972-5987 (étape du rapport); 13 juin 1983, p. 6000-6002 (troisième lecture)).

^{125.} Art. 45(3) du Règlement.

^{126.} En 1987, par exemple, le vote sur la motion tendant à la troisième lecture d'un projet de loi visé par un ordre d'attribution de temps adopté le 15 juin (*Journaux*, p. 1094-1095) a été proposé le 17 juin et reporté au 18, en vertu d'un ordre spécial adopté le 16 juin (*Journaux*, p. 1175).

Art. 45(6)a) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 27 novembre 1992, p. 2252; 1^{et} décembre 1995, p. 2199; 12 mars 1999, p. 1601.

^{128.} Art. 45(7) du Règlement.

^{129.} Art. 45(5) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 29 novembre 1996, p. 939.

^{130.} Débats, 4 avril 1990, p. 10183-10185; 9 décembre 1992, p. 14917-14923; 31 mars 1993, p. 17854-17862.

Débats, 6 juin 1988, p. 16149, 16142-16149; 16 août 1988, p. 16380-18381; 29 mars 1990, p. 9916-9917;
 1 octobre 1990, p. 13622.

«Motion pour affaire courante» proposée par un ministre

Si, à un moment quelconque au cours d'une séance de la Chambre, le consentement unanime est refusé pour la présentation d'une «motion pour affaire courante», un ministre peut demander à la présidence, pendant les Affaires courantes, de mettre la motion aux voix ¹³². À ces fins, l'expression «motion pour affaire courante» désigne les motions qui peuvent s'imposer pour l'observation du décorum de la Chambre, le maintien de son autorité, l'administration de ses affaires, l'agencement de ses travaux, la détermination des pouvoirs de ses comités, l'exactitude de ses archives ou la fixation des jours où elle tient ses séances ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne ¹³³. La motion, qui ne peut être ni débattue ni modifiée, est immédiatement mise aux voix par le Président. Si 25 députés ou plus s'opposent à la motion, elle est réputée retirée ¹³⁴; sinon, elle est adoptée ¹³⁵.

S'il a semblé au départ que la gamme des motions auxquelles ce dispositif pouvait s'appliquer serait limitée, la règle a fini, au fil des ans, par être utilisée pour prolonger une séance afin que la Chambre siège pendant le week-end l'36; pour prolonger la séance afin d'étudier des initiatives ministérielles l'37; pour traiter d'une motion particulière sous la rubrique des Affaires émanant du gouvernement l'38; pour adopter un projet de loi du gouvernement à toutes les étapes l'39; pour fixer la durée des interventions au cours d'un débat exploratoire l'40; et pour tenter de révoquer un ordre de la Chambre l'41. Le gouvernement peut recourir à cette règle un nombre illimité de fois au cours d'une même séance.

Adoptée en 1991 142, cette procédure a été relativement peu utilisée jusqu'à la 36e législature (1997-) 143. Avant son adoption, on soutenait que la nouvelle règle limiterait la capacité des députés de débattre les motions du gouvernement et permettrait de «faire fi du consentement unanime 144 ». Le 9 avril 1991, le Président Fraser, tout en faisant observer que l'éventail des motions auxquelles la procédure

- 132. Art. 56.1 du Règlement.
- 133. Art. 56.1(1)b) du Règlement.
- 134. Voir, par exemple, Journaux, 22 mars 1999, p. 1645.
- 135. Voir, par exemple, Journaux, 16 mars 1995, p. 1226; 24 avril 1997, p. 1524-1525.
- 136. Voir, par exemple, Journaux, 23 mars 1995, p. 1265.
- 137. Voir, par exemple, Journaux, 15 juin 1995, p. 1754.
- 138. Voir, par exemple, Journaux, 12 avril 1999, p. 1687.
- 139. Voir, par exemple, Journaux, 1* décembre 1997, p. 290-291.
- 140. Voir, par exemple, Journaux, 12 avril 1999, p. 1687.
- 141. Voir, par exemple, Journaux, 9 juin 1998, p. 954.
- 142. Journaux, 11 avril 1991, p. 2913.
- 143. À peu près inutilisé au cours de la 35º législature, l'article 56.1 du Règlement a été invoqué six fois entre septembre 1997 et juin 1999. On pourrait soutenir que, étant donné l'opposition de 25 députés nécessaire pour faire retirer la motion, l'article 56.1 est particulièrement intéressant lorsqu'il y a de nombreux partis d'opposition officiellement reconnus.
- 144. Voir, par exemple, Débats, 26 mars 1991, p. 19044.

proposée s'appliquerait était très limité, a exprimé l'idée que le nouvel article du Règlement devait s'interpréter comme un autre mécanisme, acceptable au plan de la procédure, pour limiter le débat: «Il y a aussi d'autres ressemblances entre la proposition et l'actuel article 78 du Règlement, relatif à l'attribution de temps, en ce que les deux font appel à une approche par échelons, dépendant du degré d'accord possible, pour garantir le droit de présenter une motion [45].»

Suspension d'articles du Règlement pour des questions de nature urgente

Lorsque surgit une situation que le gouvernement estime urgente, un ministre peut proposer que la Chambre suspende l'application de certains articles du Règlement relatifs aux préavis et aux heures et jours de séance pour étudier la question 146. Ainsi, cette disposition peut être invoquée pour annuler le préavis de présentation d'un projet de loi ou de toute autre étape pour laquelle un préavis est normalement exigé 147. En proposant la motion, le ministre expose les raisons qui rendent la situation urgente et, une fois que la motion a été appuyée, le Président saisit immédiatement la Chambre de la question 148. Le Président peut permettre un débat ininterrompu d'au plus une heure 149. Les interventions sont limitées à 10 minutes chacune, et la motion ne peut faire l'objet d'un amendement, à moins qu'il ne soit proposé par un autre ministre. Pour mettre la question aux voix, le Président est tenu de demander aux députés qui s'y opposent de se lever. Si moins de 10 députés le font, la motion est automatiquement adoptée 150; si 10 ou plus le font, elle est considérée comme retirée 151. L'ordre découlant de la motion adoptée s'applique uniquement aux délibérations qui y sont précisées.

Cet article du Règlement est relativement récent, et il a rarement été invoqué depuis son adoption en 1968. Les motifs de son adoption remontent à 1964, année où le premier ministre Pearson a proposé une motion sans préavis en vue de dépêcher des forces canadiennes de maintien de la paix à Chypre. Même si la motion semblait recueillir l'assentiment de toute la Chambre, certains députés ont élevé des objections contre l'absence de préavis, soutenant qu'un préavis de 48 heures s'imposait avant qu'on ne puisse discuter d'une affaire aussi importante. Faisant observer

^{145.} Débats, 9 avril 1991, p. 19233-19237, et surtout p. 19236.

^{146.} Art. 53 du Règlement.

^{147.} En 1992, l'article 53(1) du Règlement a été invoqué pour annuler l'exigence de préavis de 48 heures avant le début de l'étape du rapport d'un projet de loi du gouvernement (Journaux, 1* juin 1992, p. 1560-1561).

^{148.} En 1992, la vice-présidente Champagne a déclaré la motion irrecevable parce que le ministre, dérogeant aux exigences de l'article 53(2) du Règlement, n'avait pas énoncé les raisons expliquant l'urgence de la motion lorsqu'il l'avait présentée à la Chambre. Voir Débats, 11 décembre 1992, p. 15132-15133.

^{149.} Voir, par exemple, Débats, 10 juin 1999, p. 16227-16230.

^{150.} Voir, par exemple, Journaux, 15 mars 1995, p. 1219.

^{151.} Voir, par exemple, Journaux, 20 mars 1995, p. 1240; 10 juin 1999, p. 2097.

que le premier ministre avait obtenu la permission de la Chambre, le vice-président a rejeté ces objections et permis à la Chambre de passer à l'étude de la motion¹⁵².

Puis, en 1966, lorsqu'il a été demandé à la Chambre de se saisir d'urgence de la grève des contrôleurs de la circulation aérienne, le ministre des Travaux publics a proposé une procédure permettant au gouvernement de s'attaquer à des affaires urgentes. Il a donné l'explication suivante: «[...] un simple député a le droit de proposer l'ajournement de la Chambre pour permettre l'étude d'une question urgente et d'importance publique pressante. [...] Mais, anomalie curieuse, le gouvernement n'est pas habilité par une disposition correspondante à saisir la Chambre de mesures analogues sans préavis ¹⁵³. » Même si des députés de l'opposition estimaient qu'il fallait agir, la proposition du ministre a été retirée ¹⁵⁴.

Lorsque la règle actuelle a été adoptée, deux ans plus tard, en 1968, il était évident, d'après son libellé, que les événements de 1966 avaient été pris en considération. Le nouveau texte était semblable à celui proposé en 1966. En proposant l'ajout de cette règle, le Comité spécial de la procédure a écrit: «[...] il semble raisonnable de surseoir à l'obligation ordinaire de présenter un avis de motion pour mettre une affaire en délibération [...] lorsque presque tous les députés en reconnaissent la nécessité. Le Comité estime intolérable qu'une seule voix dissidente puisse frustrer l'espoir de tous les autres députés liss [...]» La règle est restée inchangée depuis, abstraction faite de modifications mineures apportées en 1982 concernant la désignation des deux sexes.

Cet article, conçu pour surseoir aux exigences de préavis et établir les heures et les jours de séance, a été utilisé pour encadrer le débat d'une manière qui s'apparente à l'attribution de temps 156.



^{152.} Débats, 13 mars 1964, p. 955, 965, 966-967.

^{153.} Débats, 16 décembre 1966, p. 11230-11231.

^{154.} Voir Débats, 16 décembre 1966, p. 11229-11234.

Voir le troisième rapport du Comité spécial de la procédure, présenté le 6 décembre 1968 (Journaux, p. 435).

^{156.} Voir, par exemple, Journaux, 16 septembre 1991, p. 270-271.



15

Les débats spéciaux



Le débat n'est ni un péché, ni une faute, ni une erreur, ni quelque chose dont il faut s'accommoder au Parlement. Le débat est l'essence même du Parlement.

STANLEY KNOWLES, député (Winnipeg-Nord-Centre) (Débats, 10 décembre 1968, p. 3763)

es événements parlementaires ou des situations d'urgence amèneront parfois la Chambre à laisser de côté ses délibérations normales pour discuter de questions visées par des règles spéciales regroupées dans un chapitre du Règlement consacré aux «Débats spéciaux». Ce chapitre traite entre autres du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône (ou débat sur le discours du Trône), des débats d'urgence, des débats visant à suspendre certains articles du Règlement pour examiner des questions urgentes, et du débat de prise en considération du Règlement. Ces débats et les articles pertinents du Règlement feront ici l'objet d'un examen.

Deux autres types de débats, que le Règlement ne prévoit pas comme tels mais qui se déroulent parfois selon des procédures spéciales, seront également examinés. Le gouvernement a, à l'occasion, lancé des débats sur diverses questions pour permettre aux députés d'exprimer leurs points de vue avant de prendre une décision. C'est le cas en particulier depuis le début de la 35° législature en 1994. Outre ces débats exploratoires, la Chambre tient parfois des débats prescrits par une disposition législative qui demande un débat à la Chambre sur un décret, un règlement, une déclaration, une instruction ou tout autre instrument de décrets-lois.

Adresse en réponse au discours du Trône

DÉSIGNATION D'UNE JOURNÉE D'ÉTUDE

La tradition veut que, au début d'une session, lorsque la Chambre revient du Sénat après le discours du Trône, une journée soit désignée pour discuter du discours. Le premier ministre présente une motion pour la tenue d'un tel débat plus tard dans la journée ou à la séance suivante de la Chambre¹. Aucun préavis n'est requis et, bien qu'elle soit en général proposée et adoptée sans débat, la motion peut faire l'objet d'un débat et d'amendements².

LANCEMENT DU DÉBAT

Le jour précisé dans la motion concernant l'étude du discours du Trône, un député d'arrière-ban du parti ministériel propose qu'une adresse soit envoyée au gouverneur général (ou, selon la personne qui aura prononcé le discours, au souverain ou à l'administrateur du gouvernement du Canada) pour «prier respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu' Elle a adressé...». En plus de permettre un débat de portée générale sur les politiques annoncées par le gouvernement dans le discours du Trône, cela donne aux députés l'occasion, rarissime, d'aborder tout sujet qui leur tient à cœur.

De 1867 à 1893, la motion sur l'Adresse en réponse au discours du Trône comportait habituellement plusieurs paragraphes, lesquels étaient examinés séparément. Pris globalement, ces paragraphes formaient une résolution qui était adoptée et renvoyée à un comité spécial. Celui-ci faisait ensuite rapport de l'Adresse à la Chambre qui, après adoption, se chargeait de la faire grossoyer (c'est-à-dire de la faire

- 1. Voir les Journaux, 23 septembre 1997, p. 6. Selon Bourinot (4*éd., p. 95), en l'absence du premier ministre, un autre ministre peut présenter la motion. Quoique peu fréquent, cela est arrivé. Le ministre des Finances et receveur général dans le Cabinet du premier ministre Mackenzie Bowell, George Eulas Foster, l'a fait le 18 avril 1895 (voir les Journaux, 18 avril 1895, p. 5), et le ministre de la Justice et procureur général dans le Cabinet du premier ministre William Lyon Mackenzie King, Ernest Lapointe, a fait de même (voir les Journaux, 8 janvier 1926, p. 12). Depuis les années 1950, le premier ministre présente la motion. De 1896 à 1956, la motion fixait le jour où commencerait le débat sur le discours du Trône. En 1940, lors de la sixième session de la 18* législature, il n'y a pas eu de débat sur l'Adresse. La session n'a duré qu'un jour, le 25 janvier, le gouvernement s'étant servi du discours du Trône pour informer le Parlement de son intention de le dissoudre afin de tenir une élection générale. La dissolution a eu lieu le jour même (voir les Journaux, 25 janvier 1940, p. 1, 8, 23-25).
- 2. Il y a eu débat à au moins trois occasions. Le 8 janvier 1926, lorsqu'un amendement a été proposé à la motion visant à prendre en considération le discours du gouverneur général, le débat sur la motion d'amendement s'est étendu sur deux séances et la motion a été rejetée à la suite d'un vote par appel nominal (voir les Journaux, 8 janvier 1926, p. 12-13; 14 janvier 1926, p. 28-29). Le 17 février 1972, un amendement à la motion visant la prise en considération du discours du gouverneur général a été proposé afin de permettre une période de questions orales de 40 minutes. La motion d'amendement étant une motion de fond qui ne se rapportait à aucune motion dont la Chambre était saisie, le Président l'a jugée irrecevable. Il a cependant précisé que la motion pourrait être modifiée si on proposait un amendement conforme au Règlement (voir les Journaux, 17 février 1972, p. 5-6). Le troisième cas de débat sur la motion de prise en considération se trouve dans les Journaux, 12 décembre 1988, p. 6.

transcrire sur parchemin) et de la présenter au gouverneur général. Cette lourde procédure a été modifiée en 1893, lorsque la Chambre a adopté comme pratique d'étudier elle-même l'Adresse, qui prend la forme d'une présentation au gouverneur général³. Ce n'est qu'en 1903 que la motion sur l'Adresse en réponse a été ramenée à un court paragraphe de remerciements pour le discours du Trône⁴.

Après le discours du motionnaire, un deuxième député d'arrière-ban du parti ministériel (habituellement parlant la langue officielle qui n'est pas celle du motionnaire) obtient la parole pour traiter de la motion et l'appuyer. D'habitude, le motionnaire et l'appuyeur sont choisis parmi les députés élus le plus récemment⁵. Leurs interventions n'ont pas été suivies, dans le passé, par la période usuelle de questions et observations de 10 minutes et, lorsque l'appuyeur a terminé, le chef de l'Opposition ajourne normalement le débat⁶. D'habitude, le premier ministre ou un autre ministre — le leader parlementaire du gouvernement ou le président du Conseil privé le plus souvent — propose ensuite l'ajournement de la Chambre⁷.

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

Le Règlement prévoit six jours additionnels de débat sur la motion et sur tout amendement qui y est proposé⁸. Ces journées sont désignées par un ministre, habituellement le leader parlementaire du gouvernement, et ne sont pas nécessairement consécutives. Depuis 1955, le Règlement stipule que lorsque la reprise du débat sur la motion concernant l'Adresse figure à l'ordre du jour, ce point a priorité sur tous les autres travaux de la Chambre, sauf les affaires courantes ordinaires, les déclarations

- 3. Journaux, 30 janvier 1893, p. 33.
- 4. Journaux, 13 mars 1903, p. 25.
- 5. Bourinot, 4º éd., p. 97.
- Le chef de l'Opposition a toujours ajourné le débat depuis 1935 (voir, par exemple, les Débats, 27 février 1996, p. 26; 23 septembre 1997, p. 17).
- 7. Voir, par exemple, les Débats, 23 septembre 1997, p. 18. À quelques exceptions près, de 1904 à 1979, le premier ministre proposait alors que la Chambre s'ajourne. Depuis 1980, sauf dans un cas, un ministre a proposé l'ajournement de la Chambre. En 1983, c'est le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé qui a proposé l'ajournement de la Chambre (voir les Journaux, 8 décembre 1983, p. 21). Le 4 avril 1989, la Chambre n'a pas ajourné comme d'habitude. Le Président a accepté une demande de débat d'urgence sur le déversement de pétrole qui s'était produit au large du port de Valdez, en Alaska. En l'occurrence, la motion d'ajournement du débat sur l'Adresse a été proposée par le chef de l'Opposition, la séance a été suspendue jusqu'à 20 heures, et le débat d'urgence s'est déroulé conformément au Règlement. À 2 h 05 du matin, le Président a déclaré que la motion était adoptée et la Chambre a ajourné (voir les Journaux, 4 avril 1989, p. 22-23). En 1996, à nouveau, la Chambre n'a pas ajourné de la façon habituelle : après la présentation de la motion d'ajournement du débat par le chef de l'Opposition, la Chambre est passée aux ordres émanant du gouvernement. Un député de l'opposition (Gilles Duceppe (Laurier - Sainte-Marie)) a par la suite invoqué le Règlement pour contester la recevabilité de la motion du gouvernement visant à rétablir certains articles restés en plan à la fin de la session précédente. Le débat sur ce rappel au Règlement s'est poursuivi jusqu'à l'heure habituelle d'ajournement quotidien; le vice-président a alors levé la séance et ajourné le débat au lendemain (voir les Débats, 27 février 1996, p. 26-30).
- 8. Art. 50(1) du Règlement.

de députés et les questions orales⁹. Les affaires émanant des députés sont suspendues ces jours-là ¹⁰.

RÈGLES DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

lournée des chefs

Le premier jour de la reprise du débat est appelé la «journée des chefs». Selon la tradition, le chef de l'Opposition parle le premier et propose un amendement à la motion principale. En temps normal, le premier ministre prend ensuite la parole, suivi du chef du deuxième parti d'opposition en importance, qui peut proposer un amendement à l'amendement. La parole est ensuite donnée à tour de rôle aux autres chefs des partis qui sont reconnus officiellement à la Chambre ¹¹, mais les chefs de partis qui détiennent moins de 12 sièges n'obtiennent pas automatiquement la parole ¹².

Bien que ce soit l'ordre traditionnel, aucune règle précise ne fixe l'ordre dans lequel les chefs de parti prennent la parole lors du débat sur l'Adresse. Au cours de ce débat en 1989, le chef du deuxième parti d'opposition en importance a pris la parole après le chef de l'Opposition, et le premier ministre a prononcé son discours le lendemain la Lorsque, en 1991, le premier ministre ne s'est de nouveau pas levé pour prendre la parole après le discours du chef de l'Opposition, le leader parlementaire de l'opposition a porté plainte auprès du Président. Celui-ci a décrété que, à défaut de disposition en ce sens dans le Règlement, les députés ne sont pas tenus de respecter un ordre d'intervention particulier la Le lendemain, le premier ministre s'est adressé à la Chambre, suivi immédiatement de la chef du deuxième parti d'opposition en importance.

^{9.} Art. 50(3) du Règlement. Voir aussi les Journaux, 12 juillet 1955, p. 881-945. Noter en particulier les p. 908-909. À partir des années 1890 et jusqu'en 1950, la Chambre acceptait comme allant de soi que le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône prenne la priorité, à des degrés divers, sur d'autres travaux (voir, par exemple, les Journaux, 7 février 1898, p. 23; 8 décembre 1947, p. 40). Aucune motion du genre n'a été présentée en 1903, ni en 1905, lors d'aucune des deux sessions en 1906, en 1910, à la première session de 1914, en 1930, lors d'aucune des deux sessions en 1932, en 1934, en 1935, à la deuxième session de 1939 ou en 1945.

^{10.} Art. 50(4) du Règlement.

En 1997, la Chambre a adopté une motion faisant en sorte que la Chambre ne puisse ajourner avant que tous les chefs des partis reconnus n'aient pris la parole au cours du débat sur l'Adresse (voir les *Journaux*, 23 septembre, 1997, p. 9).

^{12.} Débats, 10 octobre 1979, p. 47-51; 11 octobre 1979, p. 69.

^{13.} Voir les Débats, 5 avril 1989, p. 131, lorsque le chef du Nouveau Parti démocratique, Edward Broadbent, prit la parole après le chef de l'Opposition, John Turner; et les Débats, 6 avril 1989, p. 145, lorsque le premier ministre Brian Mulroney prit la parole.

^{14.} Débats, 14 mai 1991, p. 24.

Durée du débat sur l'Adresse

Jusqu'en 1955, la durée du débat sur l'Adresse en réponse n'était limitée d'aucune façon; le débat a ainsi varié d'un jour au nombre record de 28¹⁵. La Chambre l'a alors limité pour la première fois en acceptant, selon les recommandations d'un comité spécial sur la procédure, de le restreindre à 10 jours et d'ajouter des séances en matinée (qui ne faisaient pas alors partie des séances normales) pour la durée du débat ¹⁶. Cette durée a ensuite été ramenée à huit jours en 1960¹⁷ et le Règlement a de nouveau été modifié en 1991 pour le limiter à six jours ¹⁸.

À plusieurs reprises cependant la Chambre s'est prononcée sur la motion sans que le débat ait duré le nombre maximum de jours prévu par le Règlement 19. Il est aussi arrivé qu'une prorogation ou une dissolution vienne interrompre le débat : en 1988, seuls le motionnaire et l'appuyeur ont pris la parole avant que la session ne prenne fin par la prorogation après seulement 11 séances, sans reprise du débat sur l'Adresse; en 1997, lorsque la session a pris fin quand le Parlement fut dissous pour des élections générales après 164 séances, la Chambre n'avait consacré que 5 des 6 jours prévus au débat sur l'Adresse 20.

Comme l'indique le Règlement, toute journée inutilisée peut être ajoutée, si la Chambre donne son aval, au nombre des jours désignés de la période des subsides dont ils font partie, mais cette règle n'a jamais été appliquée depuis son entrée en vigueur en 1968²¹.

Durée des interventions lors du débat sur l'Adresse

À l'exception du premier ministre et du chef de l'Opposition (leur temps de parole est illimité, mais leur intervention n'est pas suivie de questions et d'observations), les députés peuvent parler pendant au plus 20 minutes, et une période de questions

- 15. En 1926, le gouvernement a imposé la clôture le 28° jour du débat pour mettre fin aux délibérations afin d'ajourner brièvement la Chambre de manière à pouvoir préparer les travaux de la session (voir les Journaux, 2 mars 1926, p. 123-127). L'opposition conservatrice qui, sous la direction d'Arthur Meighen, contestait le droit du gouvernement King de convoquer le Parlement et de rester au pouvoir vu les résultats de l'élection générale du 29 octobre 1925, était à l'origine de ce long débat. Voir le discours d'Ernest Lapointe (leader parlementaire) dans les Débats, 2 mars 1926, p. 1449-1453.
- 16. Journaux, 12 juillet 1955, p. 881, 908-909.
- 17. Journaux, 25 juillet 1960, p. 825; 8 août 1960, p. 898.
- 18. Art. 50(1) du Règlement. Voir aussi les Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2912.
- Voir, par exemple, les débats sur l'Adresse de 1956 (les deux sessions), de 1960 (2* session), de 1965, de 1968 et de 1978.
- 20. Cela s'est produit une autre fois, mais avant que la durée du débat ne soit limitée. En 1873, la deuxième session de la 2º législature s'est terminée par la prorogation avant que le sous-amendement, l'amendement et la motion principale ne soient mis aux voix.
- 21. Art. 81(11) du Règlement. Cela aurait pu se produire pour la première fois en 1978 lorsque le débat sur l'Adresse a pris fin après seulement six jours de débat. À l'époque, le Règlement prévoyait huit jours à la reprise du débat. Le 20 octobre 1978, la Chambre a toutefois adopté un ordre spécial pour faire du 30 octobre 1978 le sixième et dernier jour désigné (voir les Journaux, 20 octobre 1978, p. 42). Au cours de la discussion à la Chambre, il a été signalé et convenu que les deux jours retranchés du débat ne seraient pas ajoutés au nombre de jours désignés (voir les Débats, 20 octobre 1978, p. 312-313).

et d'observations de 10 minutes peut ensuite s'engager²². La Chambre a parfois donné l'occasion à d'autres chefs de parti de parler pendant plus de 20 minutes sans période subséquente de questions et d'observations²³. Tout député peut intervenir dans ce débat, mais l'ordre des intervenants suit l'ordre général de la représentation des partis à la Chambre. Une tendance soit à réduire la durée des interventions, y compris la période de questions et d'observations, soit à supprimer complètement celle-ci, s'est manifestée par moments au cours du débat afin de permettre au plus grand nombre possible de députés d'intervenir²⁴.

MISE AUX VOIX DES AMENDEMENTS ET CONCLUSION DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

Aux premiers temps de la Confédération, certains estimaient qu'on ne devrait pas chercher à modifier la motion sur l'Adresse en réponse au discours du Trône ²⁵. En 1873, les premiers amendements à la motion sur l'Adresse ont été proposés lorsqu'on a formulé une motion de blâme envers le gouvernement pour sa conduite dans le «scandale du Pacifique». Bien qu'un sous-amendement l'ait par la suite transformée en vote de confiance à l'égard du gouvernement ²⁶, le Parlement a été prorogé à la suite d'un changement de gouvernement avant que les amendements ne soient mis aux voix. Des amendements ont de nouveau été proposés en 1893 et 1899 ²⁷. Au cours des 40 années qui ont suivi, des amendements ont souvent été proposés, mais pas de façon systématique. Ce n'est qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale que la pratique de proposer des amendements à la motion sur l'Adresse s'est enracinée.

Jusqu'en 1955, le Règlement ne régissait aucunement la présentation des motions d'amendement ou leur mise aux voix. Comme pour tout amendement proposé à une motion, la question n'était mise aux voix que lorsque plus un seul député ne se levait pour demander la parole. Un nouvel article fixant la façon de disposer des propositions d'amendement a alors été adopté²⁸.

- 22. Art. 50(2) du Règlement. La durée des discours sur la motion sur l'Adresse est limitée depuis que la Chambre a adopté, en 1980, des modifications au Règlement limitant les interventions à 30 minutes à l'exception des 40 minutes accordées aux auteurs d'amendements et de sous-amendements (voir les Journaux, 25 juillet 1980, p. 825-826; 8 août 1960, p. 898). Les limites de temps actuelles ont été fixées en 1982 (voir les Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400, et le Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, troisième rapport, Procès-verbaux et témoignages, le 5 novembre 1982, p. 3, 16-17).
- 23. Voir, par exemple, les Débats, 7 novembre 1984, p. 31; 3 octobre 1986, p. 52; 15 mai 1991, p. 114.
- Voir, par exemple, les Débats, 12 avril 1989, p. 404-405; 22 mai 1991, p. 433; 28 janvier 1994, p. 594;
 3 octobre 1997, p. 484, 486. Les dispositions de l'article 43(2) du Règlement ont également été appliquées au débat sur l'Adresse (voir, par exemple, les Débats, 20 janvier 1994, p. 72).
- Cela reprenait la pratique britannique. Voir les Débats, 5 février 1875, p. 13; 11 février 1878, p. 36;
 17 février 1879, p. 23.
- 26. Journaux, 27 octobre 1873, p. 126; 28 octobre 1873, p. 128.
- 27. Journaux, 30 janvier 1893, p. 34-35; 13 avril 1899, p. 55; 18 avril 1899, p. 64-65.
- 28. Journaux, 12 juillet 1955, p. 881-945, en particulier p. 908-909.

Sans indiquer quand les amendements doivent être présentés ou même s'il en faut, le Règlement renferme des dispositions sur la mise aux voix de tous les amendements proposés avant que la Chambre ne se prononce sur la motion principale: le deuxième jour de la reprise du débat, la Chambre se prononce sur tout sous-amendement dont elle est saisie; elle fait de même, le quatrième jour du débat, pour tout amendement et sous-amendement qui subsistent. La présentation d'amendements pendant les deux derniers jours du débat est interdite.

Selon la pratique récente, le chef de l'Opposition propose un amendement le premier jour de la reprise du débat. En temps normal, un sous-amendement est ensuite proposé par le chef du deuxième parti en importance. Il n'est cependant pas rare qu'un autre député de ce parti s'en charge.

La Chambre doit se prononcer sur le premier sous-amendement le deuxième jour désigné; le Président interrompt alors le débat 15 minutes avant l'heure habituelle d'ajournement pour le mettre aux voix 30. Il est permis de proposer d'autres sous-amendements le troisième ou le quatrième jour. Le Président interrompt le débat 30 minutes avant l'heure habituelle d'ajournement le quatrième jour pour mettre aux voix tout amendement ou sous-amendement à l'étude 31. Aucun autre amendement à la motion principale n'est autorisé les cinquième et sixième jours 32. À moins que le débat ne soit déjà terminé, le Président interrompt enfin les délibérations 15 minutes avant l'heure habituelle d'ajournement le sixième jour pour mettre aux voix toutes les questions nécessaires afin de pouvoir statuer sur la motion principale 33. Depuis qu'à la suite des modifications de 1991 le Règlement limite le débat sur le discours du Trône à six jours, la Chambre s'est prononcée à trois reprises sur un sous-amendement le deuxième jour et sur un sous-amendement et un amendement le quatrième jour 34.

Étant donné la nature générale de la motion, la règle de la pertinence ne s'applique pas rigoureusement à l'amendement proposé (contrairement aux sous-amendements). La jurisprudence indique toutefois qu'un amendement doit ajouter un élément distinct, tandis qu'un sous-amendement doit, pour être pertinent, viser l'amendement sans rien soulever de nouveau³⁵. Un sous-amendement qui aurait pour

^{29.} Voir, par exemple, les Journaux, 14 mai 1991, p. 20.

^{30.} Art. 50(5) du Règlement.

^{31.} Art. 50(6) du Règlement.

^{32.} Art. 50(7) du Règlement.

Art. 50(8) du Règlement. Bien que rarement, il est arrivé que l'on tienne un vote par appel nominal sur la motion principale (voir les Journeux, 2 mars 1926, p. 126-127; 23 janvier 1957, p. 69-70; 11 octobre 1962, p. 60-61; 1" février 1994, p. 89-91).

^{34.} Deux sous-amendements ont été proposés, dont l'un par un député indépendant, à la motion sur l'Adresse au cours de la troisième session de la 34° législature (voir les Journaux, 14 mai 1991, p. 20; 16 mai 1991, p. 36). Deux sous-amendements ont été proposés par des députés réformistes lors de la deuxième session de la 35° législature (voir les Journaux, 26 février 1996, p. 8-9; 5 mars 1996, p. 47). Au cours de la première session de la 36° législature, un sous-amendement fut proposé par un député du Bloc québécois (Journaux, 24 septembre 1997, p. 20) et un autre par un député du Nouveau Parti démocratique (Journaux, 29 septembre 1997, p. 39).

^{35.} Voir, par exemple, les Journaux, 19 février 1942, p. 61-63; 24 janvier 1966, p. 43-44; 11 janvier 1973, p. 28.

résultat, en y ajoutant des mots, de faire de l'amendement une motion de défiance envers l'Opposition officielle a été jugé irrecevable parce que « les votes de confiance ne sont dirigés que vers le gouvernement du jour ³⁶ ». Le Président a jugé irrecevables des amendements qui ne lui semblaient pas contester directement les politiques gouvernementales ³⁷ ou qui visaient à augmenter les dépenses, ce qui exige une recommandation royale ³⁸. Un amendement semblable à un autre sur lequel la Chambre s'était déjà prononcée au cours du débat a également été rejeté ³⁹.

L'Adresse en réponse au discours du Trône a été modifiée par un amendement en deux occasions seulement. Dans chaque cas, l'amendement d'un député de l'opposition avait été modifié par un sous-amendement proposé par un député du parti ministériel 40.

GROSSOIEMENT DE L'ADRESSE

Immédiatement après l'adoption de la motion sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, la Chambre adopte, sans débat ni amendement, une motion priant les Présidents de la Chambre des communes et du Sénat, une fois l'Adresse grossoyée (transcrite sur parchemin), de la présenter en personne au gouverneur général⁴¹. Habituellement, les Présidents sont accompagnés de quelques députés invités (dont le motionnaire et l'appuyeur de l'Adresse, ainsi que les leaders parlementaires et les whips des différents partis) et les Greffiers des deux chambres.

- 36. Journaux, 6 février 1934, p. 51.
- Journaux, 30 janvier 1959, p. 56-57. L'amendement en cause demandait au gouvernement de créer un comité pour examiner certains éléments qui y étaient précisés.
- 38. Journaux, 5 mars 1948, p. 223-225.
- 39. Journaux, 12 avril 1965, p. 34. Plus tard au cours de la session, si des amendements comparables à ceux sur lesquels la Chambre s'est prononcée pendant le débat sur l'Adresse sont proposés à d'autres motions, ils pourraient de même être jugés irrecevables (Journaux, 3 mai 1955, p. 545-546).
- 40. Journaux, 18 avril 1899, p. 64-65; 5 décembre 1951, p. 258-262; 12 décembre 1951, p. 305-306. Dans les deux cas, les sous-amendements étaient favorables au gouvernement. Même si cela peut paraître contraire à l'objet de ce genre d'amendements, les conséquences étaient minimes. Dans le premier cas, qui s'est produit en 1899, l'Adresse comportait neuf paragraphes. L'amendement ajoutait un dixième paragraphe réclamant la création d'une commission judiciaire indépendante chargée de faire enquête sur l'administration du Territoire du Yukon. Le sous-amendement faisait état de la célérité avec laquelle le gouvernement avait donné suite aux plaintes et vantait l'intégrité du commissaire désigné. Le deuxième cas s'est produit en 1951. Un député du parti ministériel a proposé, à un amendement reprochant au gouvernement d'avoir négligé de verser un paiement aux producteurs de céréales, un sous-amendement félicitant le gouvernement de l'attention constante qu'il apportait aux problèmes des agriculteurs. Un député a invoqué le Règlement pour demander que la proposition de sous-amendement, comme ce n'était pas vraiment un amendement, mais plutôt une autre motion d'approbation du gouvernement, soit déclarée irrecevable. Dans sa décision, le Président Macdonaid a jugé le sous-amendement pertinent en précisant qu'il ne constituait pas « une négation soit directe, soit amplifiée, de l'amendement principal ». Il a donc accueilli la proposition de sous-amendement.
- 41. Voir, par exemple, les Journaux, 3 octobre 1997, p. 76.

Règlement et procédure

Le Règlement exige un débat spécial d'un jour sur le Règlement et la procédure de la Chambre et de ses comités au début de chaque législature⁴². C'est sur la recommandation d'un comité spécial d'examen de la procédure, qui jugeait bon de donner aux députés l'occasion de s'exprimer à ce sujet, que la Chambre a adopté cette mesure en 1982⁴³.

LANCEMENT DU DÉBAT

Le Règlement prévoit un débat automatique sur la motion voulant «Que cette Chambre prenne en considération le Règlement et la procédure de la Chambre et de ses comités» lors d'un jour désigné par un ministre entre le 60° et le 90° jour de séance de la première session d'une législature. Si aucun jour n'est désigné, le débat a lieu le 90° jour de séance⁴⁴.

Après l'adoption de cet article du Règlement en 1982, la première fois que l'occasion s'est présentée de tenir un tel débat sur les règles et procédures de la Chambre, en 1984, la Chambre a toutefois convenu à l'unanimité, bien avant le soixantième jour, de suspendre l'article en question⁴⁵. L'occasion de tenir un tel débat s'est de nouveau présentée en 1988, mais la première session de la 34^e législature s'est terminée après seulement 11 jours de séance, coupant ainsi court à l'application de l'article 51. En 1994, lors de la première session de la 35^e législature, la Chambre a convenu de suspendre cet article en même temps qu'elle adoptait plusieurs modifications au Règlement et renvoyait plusieurs questions de procédure au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre⁴⁶. Un premier débat a donc eu lieu aux termes de cet article en 1998, lors de la première session de la 36^e législature⁴⁷.

^{42.} Art. 51 du Règlement.

Journaux, 5 novembre 1982, p. 5328; 29 novembre 1982, p. 5400; Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 4 novembre 1982, fascicule nº 7, p. 23.

^{44.} Art. 51(1) du Règlement. Lors de la première session de la 36° législature (1997-1999), le jour a été désigné par le leader parlementaire du gouvernement (voir les *Débats*, 26 mars 1998, p. 5421-5422; 2 avril 1998, p. 5724). L'ordre a été inscrit au *Feuilleton* sous la rubrique de l'Ordre du jour avant les Ordres émanant du gouvernement (voir le *Feuilleton* du 21 avril 1998, p. 13).

Journaux, 7 décembre 1984, p. 164. Un comité spécial avait été chargé, le 5 décembre 1984, d'examiner entre autres les procédures et pratiques de la Chambre (Journaux, 5 décembre 1984, p. 153-154).

^{46.} Journaux, 7 février 1994, p. 112-120.

^{47.} Journaux, 21 avril 1998, p. 681-682.

RÈGLES DU DÉBAT

Le débat sur la motion a priorité sur tout le reste et dure au maximum un jour de séance; à moins qu'il ne se termine plus tôt, les délibérations sur la motion prennent fin à l'heure normale d'ajournement quotidien⁴⁸. La motion est réputée avoir été proposée⁴⁹ et, pour favoriser une large participation, aucun député ne peut prendre la parole plus d'une fois ni pendant plus de 10 minutes⁵⁰.

Débats d'urgence

Le Règlement donne aux députés l'occasion d'examiner immédiatement une question urgente en proposant une motion d'ajournement qui peut faire l'objet d'un débat. Un député peut demander au Président l'autorisation de «proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence⁵¹ ». Il doit cependant s'agir d'une question qui se rapporte «à une véritable urgence⁵² » et, si le Président accueille la demande, la Chambre peut renoncer au préavis habituel de 48 heures pour en débattre sans tarder.

Jusqu'au tournant du siècle, tout député pouvait, à pratiquement n'importe quel moment des délibérations, lancer la discussion sur un nouveau sujet en proposant une motion d'ajournement de la Chambre. Comme ce genre de motion pouvait être proposée n'importe quand et devait toujours faire l'objet d'un débat, il en résultait une interruption des travaux de la Chambre qui perturbait souvent le programme de toute la journée. En 1906, le gouvernement a décidé de remédier à la situation par l'adoption d'une nouvelle règle, l'ancêtre de l'article actuel du Règlement, selon laquelle seules les motions d'ajournement portant sur des affaires déterminées et dont l'étude s'impose d'urgence pourraient faire l'objet d'un débat⁵³.

De 1906 à 1968, une fois acceptées, les motions demandant un débat d'urgence étaient examinées immédiatement. Les autres travaux étaient alors mis de côté. En décembre 1968, la Chambre a modifié la règle de façon à ce que le débat commence à 20 heures (15 heures le vendredi) lorsque la question est mise à l'étude le jour même ⁵⁴. En plus de perturber les travaux habituels de la Chambre, cela occasionnait

- 48. Art. 51(1) et (2) du Règlement. Le 21 avril 1998, le débat s'est terminé à la fin de la période réservée aux ordres émanant du gouvernement et la Chambre est passée aux votes différés, aux affaires émanant des députés et au débat sur la motion d'ajournement. Voir les Journaux, 21 avril 1998, p. 682-690.
- Art. 51(1) du Règlement. Voir, par exemple, les Journaux, 21 avril 1998. p. 681. La parole a d'abord été donnée au leader parlementaire du gouvernement lors du débat (voir les Débats, 21 avril 1998, p. 5863-5864).
- Art. 51(3) du Règlement. Le 20 avril 1998, un ordre permettant au porte-parole de chaque parti reconnu de prendre la parole pendant au plus 20 minutes a été adopté par consentement unanime (*Journaux*, 20 avril 1998, p. 677).
- 51. Art. 52(1) du Règlement.
- 52. Art. 52(6)a) du Règlement.
- Journaux, 10 juillet 1906, p. 580. Le premier débat d'urgence tenu conformément aux nouvelles règles, le 25 février 1907, portait sur le canal de la vallée de la Trent (voir les Débats, col. 3744-3745).
- 54. Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579, en particulier p. 555.

toujours un conflit. Après l'abolition, en 1982, des séances normales de travail en soirée 55, le conflit entre les débats d'urgence et les travaux courants de la Chambre a été éliminé sauf le vendredi.

Comme un Président l'a fait remarquer, un débat d'urgence doit porter sur un sujet «présentant un intérêt immédiat pour toute la population⁵⁶ ». Il s'ensuit que des problèmes chroniques, comme la situation économique, le chômage et les affaires constitutionnelles, ont été rejetés le plus souvent, tandis qu'on jugeait que des sujets comme les arrêts de travail et les grèves, les catastrophes naturelles, ainsi que les crises et événements internationaux exigeaient une attention immédiate. D'autres sujets comme la pêche, l'exploitation forestière, l'agriculture et le commerce des fourrures ont été jugés acceptables à divers moments; plusieurs débats d'urgence ont porté, par exemple, sur des questions relatives aux céréales depuis 1968, et il y a eu quatre débats d'urgence sur l'industrie canadienne de la pêche depuis 1984. Les questions jugées très partisanes ne sont pas agréées aussi volontiers ⁵⁷.

LANCEMENT DU DÉBAT

Qu'il soit simple député ou ministre 58, tout député qui désire proposer l'ajournement de la Chambre afin de discuter d'une question précise et importante sur laquelle il est urgent de se pencher doit en aviser le Président par écrit au moins une heure avant de se lever à la Chambre pour en faire la demande officiellement 59. À la fin des affaires courantes ordinaires 60, tout député qui en a prévenu le Président peut se lever pour demander l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre afin de débattre du sujet précisé dans l'avis 61. Le député fait alors une brève déclaration, qui se résume d'habitude à lire simplement le texte de la demande déposée auprès du Président 62. La présentation ne doit s'accompagner d'aucune discussion ou argumentation 63 car, comme un Président l'a souligné, un long exposé risque de provoquer un

- 55. Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- 56. Débats, 22 février 1978, p. 3128.
- 57. De 1984 à 1988, par exemple, l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis a fait l'objet de 21 demandes de débats d'urgence; aucun n'a été autorisé.
- 58. Des ministres ont été autorisés à proposer l'ajournement de la Chambre à deux reprises: le 14 octobre 1971 (*Débats*, p. 8688) et le 18 novembre 1991 (*Débats*, p. 4920). Le 2 avril 1924, le premier ministre a proposé la motion d'ajournement (*Débats*, p. 938).
- 59. Art. 52(2) du Règlement.
- 60. Art. 52(1) du Règlement. Si l'examen des demandes de débats d'urgence a été reporté à la fin des affaires courantes, c'était au départ afin «d'assurer que la Chambre se libère d'abord de tous les travaux qui ne présentent rien de litigieux» (Journaux, 5 avril 1951, p. 247; voir aussi les Débats, 11 janvier 1956, p. 21).
- 61. En 1988, le chef du Nouveau Parti démocratique a donné avis qu'il demanderait un débat d'urgence sur les droits des minorités linguistiques et le leader parlementaire du NPD en a fait la demande à la fin des affaires courantes. Lorsqu'on a invoqué le Règlement à ce sujet, le Président a décidé que, bien qu'en temps normal la même personne doive donner le préavis et motiver sa demande, le leader parlementaire pouvait présenter la motion étant donné le sulet en cause (Débats, 11 avril 1988, p. 14309).
- 62. Voir, par exemple, les Débats, 11 décembre 1987, p. 11726-11727.
- 63. Art. 52(3) du Règlement.

débat⁶⁴. À l'occasion, toutefois, un député sera autorisé à étoffer sa demande si la présidence indique qu'un supplément d'information pourrait l'aider à prendre sa décision⁶⁵.

Lorsqu'il reçoit plus d'un avis, le Président donne la parole aux députés dans l'ordre où les demandes lui sont parvenues⁶⁶. Si l'on n'atteint pas, dans les affaires à l'ordre du jour, la période réservée à l'audition des demandes, ou si la Chambre décide de passer à autre chose en adoptant, par exemple, une motion visant à passer à l'ordre du jour pendant les affaires courantes, la présidence ne peut pas entendre les demandes de débats d'urgence. Ces demandes doivent être représentées à la prochaine séance à moins que la Chambre n'autorise, par consentement unanime, le Président à les entendre à un autre moment durant la séance⁶⁷.

Il est bien important de déposer l'avis de motion au bon moment. En une occasion, le Président a prié un député qui s'était levé pour présenter une motion dont il avait donné avis quelques jours plus tôt d'en redonner avis 68. Même si la Chambre peut, par consentement unanime, autoriser un député à présenter une motion dont avis n'a pas été donné le jour même 69, la présidence a exprimé des réserves au sujet du report des avis de motion. Un Président a maintenu qu'une question qui exige des mesures urgentes un jour n'exigera pas nécessairement la même attention le lendemain ou peut, au contraire, devenir encore plus critique, ce qu'il faut laisser au motionnaire le soin de déterminer 70. À une occasion, les avis de motion ont été déposés pendant une longue interruption des travaux de la Chambre et ont été pris en considération à la fin des affaires courantes ordinaires le premier jour où la Chambre a repris ses travaux 71.

^{64.} Débats, 24 septembre 1990, p. 13229.

^{65.} Voir, par exemple, les Débats, 9 mai 1989, p. 1501-1502.

^{66.} Voir, par exemple, les Débats, 20 avril 1998, p. 5829-5830.

^{67.} Voir, par exemple, les Débats, 23 janvier 1990, p. 7363-7365.

^{68.} Voir, par exemple, les Débats, 29 janvier 1990, p. 7559.

^{69.} Voir, par exemple, les Débats, 4 février 1992, p. 6337.

^{70.} Débats, 6 mars 1990, p. 8845.

^{71.} Voir, par exemple, les Débats, 24 septembre 1990, p. 13229-13232.

LATITUDE DU PRÉSIDENT

Après avoir entendu une demande de débat d'urgence, le Président décide, sans discussion aucune, si la question est suffisamment déterminée et importante pour justifier son étude urgente à la Chambre 72. Il se fonde sur le Règlement, les textes faisant autorité et la pratique, pour décider s'il y a lieu ou non d'autoriser la demande.

Le Président n'est pas tenu de motiver sa décision d'accueillir ou de rejeter une demande de débat d'urgence⁷³. Il arrive cependant que des raisons soient données, même si la présidence cherche à s'en garder pour éviter d'ajouter à la jurisprudence qui est elle-même susceptible de susciter un débat à la Chambre⁷⁴.

Critères de décision

Bien que le Règlement lui laisse passablement de latitude pour décider si une question doit être portée d'urgence devant la Chambre, le Président doit tenir compte de certains critères. Pour décider si une question a trait à une urgence réelle dont il ne serait pas possible de saisir la Chambre dans un délai raisonnable par d'autres moyens, comme à l'occasion d'un jour réservé aux travaux des subsides 75, le Président prend dûment en considération, outre l'importance et la nature précise de la

- 72. Art. 52(4) du Règlement. De 1906 à 1927, le Règlement obligeait le Président à statuer pas tant sur l'urgence que sur la recevabilité de la question, si bien que la plupart des demandes étaient accueillies. En 1927, le Règlement a été modifié de manière à obliger le Président à statuer aussi sur l'urgence de la question soulevée. Ce nouveau pouvoir n'a toutefois pas empêché les députés de contester les décisions de la présidence et cette pratique n'a cessé qu'après l'interdiction, à la suite d'une modification du Règlement en 1965, d'en appeler à la Chambre des décisions du Président. Le droit d'appel était remplacé par un processus selon lequel, si le Président contestait l'urgence d'une demande, les députés en examineraient d'abord les mérites, ce qui entraînait une perte de temps précieux pour la Chambre. De nouvelles modifications du Règlement ont éliminé cette étape du processus en 1968, mais la nécessité, pour l'auteur de l'avis de motion, d'obtenir l'autorisation de la Chambre pour proposer la motion d'ajournement une fois celle-ci acceptée par le Président était maintenue. L'obligation d'obtenir l'autorisation de la Chambre a été supprimée complètement en 1987.
- 73. Art. 52(7) du Règlement. De 1927 à 1968, il fallait satisfaire à plusieurs conditions, découlant de décisions antérieures, avant que le Président n'acquiesce à une demande de débat d'urgence. En 1968, le Règlement a été modifié de manière à ne plus obliger le Président à s'appuyer sur ces décisions antérieures pour trancher, même si des conditions tirées de la jurisprudence étaient incorporées au Règlement (voir les Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579, en particulier p. 554-556).
- 74. En 1985, le gouvernement a appuyé la recommandation d'un comité spécial d'adopter comme pratique de ne pas motiver les décisions (voir les p. 47-48 du troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, juin 1985, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839); *Journaux*, 9 octobre 1985, p. 1082). Voir également les *Débats*, 22 septembre 1987, p. 9172.
- 75. Plusieurs Présidents ont refusé des demandes de débat d'urgence pendant l'examen de l'Adresse en réponse au discours du Trône du fait que le débat sur l'Adresse permet de discuter de toute une gamme de sujets (voir, par exemple, les *Débats*, 18 février 1972, p. 18; 4 avril 1989, p. 41; 25 septembre 1997, p. 60). Une demande de débat d'urgence sur des allégations de divulgation prématurée du Budget a de même été rejetée car les députés auraient amplement l'occasion d'en discuter au cours du débat sur la motion d'adoption du Budget (voir les *Débats*, 20 avril 1983, p. 24685).

question ⁷⁶, la mesure dans laquelle celle-ci relève des responsabilités administratives du gouvernement ou pourrait relever de la compétence ministérielle ⁷⁷.

Le Président vérifie ensuite si la demande répond à d'autres critères. La motion proposée doit porter sur une seule question 78. La motion d'ajournement de la Chambre en vue d'un débat d'urgence ne saurait relancer la discussion sur une question qui a déjà fait l'objet de pareils débats au cours de la même session 79 ni soulever une question de privilège 80. Elle ne peut, d'autre part, porter sur une question qui exige normalement, pour faire l'objet d'un débat, une motion de fond dont avis a été donné et sur laquelle la Chambre doit se prononcer 81.

D'autres conditions découlant de décisions antérieures sont également examinées. La présidence a établi comme principe que, en temps normal, le sujet proposé ne doit pas être uniquement d'intérêt local ou régional, se rapporter uniquement à un groupe ou à une industrie en particulier⁸², ni concerner l'administration d'un ministère du gouvernement⁸³. Des demandes de débat sur des situations chroniques⁸⁴, sur des questions découlant des travaux de la session en cours 85 ou des délibérations du Sénat 6, sur des questions dont des tribunaux ou d'autres organismes administratifs sont saisis 87 et sur des motions de défiance ou de censure 88 ont été rejetées. La présidence a par ailleurs décrété qu'il ne saurait y avoir de débat d'urgence sur l'interprétation d'un article du Règlement⁸⁹ et que ce mécanisme ne saurait «servir de véhicule pour exposer les déclarations et les allégations faites en dehors de la Chambre par des organismes ou des personnes qui ne doivent pas y répondre de leurs actes 90 ». Un Président a décrété par ailleurs qu'on ne peut pas se servir des dispositions relatives aux débats d'urgence pour discuter de choses «qui, dans un programme législatif de la Chambre des communes et au cours de l'étude normale des textes législatifs, peuvent être présentées à la Chambre sous forme de modifications

^{76.} Voir, par exemple, les Débats, 23 janvier 1985, p. 1599.

^{77.} Art. 52(5) du Règlement.

^{78.} Art. 52(6)b) du Règlement.

^{79.} Art. 52(6) d) du Règlement. Voir, par exemple, les Débats, 23 janvier 1990, p. 7390-7391.

^{80.} Art. 52(6)e) du Règlement.

Art. 52(6)f) du Règlement. Voir, par exemple, les Débats, 20 avril 1983, p. 24685; 11 février 1985, p. 2210-2211.

Voir, par exemple, les *Débats*, 13 février 1978, p. 2785-2787; 18 décembre 1984, p. 1351; 19 décembre 1984, p. 1366-1367; 6 février 1985, p. 2064; 3 février 1986, p. 10381; 14 février 1986, p. 10830; 11 juin 1987, p. 6974; 22 juin 1987, p. 7418.

^{83.} Voir, par exemple, les Débats, 27 mars 1974, p. 906.

^{84.} Voir, par exemple, les Débats, 13 décembre 1989, p. 6875-6876.

^{85.} Voir, par exemple, les Débats, 27 septembre 1990, p. 13485-13486; 6 février 1992, p. 6464, 6505.

^{86.} Voir, par exemple, les Débats, 5 octobre 1990, p. 13871-13872.

^{87.} Voir, par exemple, les Débats, 5 mars 1981, p. 7928; 20 novembre 1989, p. 5834.

^{88.} Voir, par exemple, les Débats, 3 mai 1971, p. 5425; 29 juin 1971, p. 7434-7435; 12 juin 1973, p. 4658.

^{89.} Débats, 16 avril 1974, p. 1454-1455.

^{90.} Débats, 13 décembre 1971, p. 10393.

589

à des lois existantes ou lui seront de toute façon présentées sous une forme différente 91 ».

Dans un cas exceptionnel, un débat d'urgence a toutefois été autorisé à cause «de la révélation soudaine et imprévue d'événements qui, faute d'intervention, pourrait précipiter l'adoption de mesures que l'on pourrait incontestablement qualifier d'urgentes % ».

Si la Chambre manifeste le désir de tenir un débat d'urgence, le Président peut enfin en tenir compte pour acquiescer à une demande en ce sens⁹³. La présidence a de même autorisé périodiquement des débats d'urgence sur des questions qui n'étaient pas nécessairement urgentes au sens de l'article du Règlement, mais dont le calendrier parlementaire empêchait de discuter en temps opportun⁹⁴.

La responsabilité de décider si une question constitue un sujet acceptable de débat d'urgence est parfois retirée à la présidence. Il est arrivé que la Chambre décide elle-même, à l'unanimité, de tenir un débat d'urgence, parfois au moyen d'un ordre spécial. En une occasion notable, le Président n'a pas eu à rendre de décision sur plusieurs demandes semblables, la Chambre ayant, plus tard au cours de la séance, donné son consentement unanime à la présentation d'un projet de loi sur le même sujet et décidé de passer immédiatement au débat sur la motion visant la deuxième lecture du projet de loi.

Le Président diffère dans bien des cas sa décision sur une demande de débat d'urgence pour y revenir plus tard dans la journée; il interrompt alors les travaux de la Chambre pour annoncer sa décision 97. Dans un cas exceptionnel, le Président n'est revenu en Chambre pour rendre sa décision que le lendemain 98.

Le Règlement interdit la présentation de plus d'une motion d'ajournement de la Chambre en vue d'un débat d'urgence au cours d'une même séance⁹⁹; il est toutefois possible de déposer plus d'un avis de motion, auquel cas il appartient au Président de déterminer lequel est recevable, le cas échéant. Si plusieurs demandes de débat d'urgence sur un même sujet sont présentées au cours d'une même séance et jugées recevables, le Président autorise l'auteur du premier avis de motion jugé recevable à proposer l'ajournement de la Chambre 100.

^{91.} Débats, 30 avril 1975, p. 5340. Voir aussi les Débats, 9 juillet 1980, p. 2711; 4 mai 1984, p. 3419.

^{92.} Il s'agissait de révélations faites à la Chambre par le solliciteur général le 28 octobre 1977 au sujet d'actes illégaux commis par le service de sécurité nationale de la GRC en 1973. La question a été renvoyée à la commission McDonald et au procureur général du Québec. Voir les Débats, 28 octobre 1977, p. 393-396; 31 octobre 1977, p. 433-434.

^{93.} Voir, par exemple, les Débats, 1* juin 1988, p. 15993.

^{94.} Voir, par exemple, les Journaux, 9 avril 1974, p. 108-109; les Débats, 18 décembre 1980, p. 5888-5889.

Voir, par exemple, les *Journaux*, 14 octobre 1971, p. 870; 27 octobre 1983, p. 6356; 21 janvier 1991, p. 2588; 5 mai 1992, p. 1391; 2 février 1998, p. 402.

^{96.} Débats, 19 janvier 1987, p. 2346-2347, 2370.

^{97.} Art. 52(8) du Règlement. Voir, par exemple, les Débats, 18 mars 1999, p. 13049, 13079.

^{98.} Débats, 30 janvier 1990, p. 7589-7590; 31 janvier 1990, p. 7658.

^{99.} Art. 52(6)c) du Règlement.

^{100.} Voir, par exemple, les Débats, 5 juin 1989, p. 2523-2524, 2591.

HEURE ET JOUR DU DÉBAT

Le Règlement stipule qu'un débat d'urgence doit se tenir entre 20 heures et minuit le jour où une demande en ce sens est accueillie, à moins que le Président n'ordonne que la motion soit examinée à une heure qu'il reste à préciser le jour de séance suivant ¹⁰¹. La Chambre a également adopté périodiquement des ordres spéciaux fixant l'heure d'un débat d'urgence ¹⁰². Dans un cas, une demande de débat d'urgence a été accordée à un moment où la Chambre avait prolongé ses heures de séance en juin ¹⁰³.

Lorsqu'un débat d'urgence est prévu pour 20 heures, la séance est suspendue à l'heure normale d'ajournement; la Chambre reprend ses travaux à 20 heures et le député dont la demande a été autorisée propose «Que cette Chambre s'ajourne maintenant 104 ». Lorsqu'un débat d'urgence est prévu pour 20 heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, les délibérations sur la procédure normale d'ajournement sont éliminées puisque la motion dont la Chambre est saisie est identique. Il est toutefois arrivé que, par consentement unanime, cette procédure soit suivie; dans ces cas, après le débat sur la motion d'ajournement, celle-ci a été réputée retirée et la séance suspendue jusqu'à 20 heures 105. Il est aussi arrivé à l'occasion, par consentement unanime, que la séance soit suspendue avant l'heure habituelle d'ajournement afin de permettre aux députés de se préparer pour le débat d'urgence 106.

Les débats d'urgence se tiennent habituellement en dehors des heures de séance normales, sauf le vendredi. Le Règlement donne toutefois la priorité aux débats d'urgence le vendredi ou lorsque le Président en fixe l'heure pendant les heures normales de la séance suivante. Il appartient alors au Président de décider quand toute question laissée de côté en vue du débat d'urgence sera reprise ou mise aux voix 107.

- 101. Art. 52(9) du Règlement. Voir, par exemple, les Journaux, 18 février 1992, p. 1037. Avant 1968, en cas d'approbation d'une demande de débat d'urgence, les travaux de la Chambre étaient immédiatement interrompus et l'auteur de la demande était autorisé à proposer l'ajournement de la Chambre. En 1968, le Règlement a été modifié de manière à stipuler que, s'il a lieu le même jour, le débat d'urgence commence à 20 heures, ou à 15 heures le vendredi. Le Règlement ne limite pas la durée de ces débats et les députés ont souvent profité de l'occasion pour les prolonger, pendant plus de 35 heures dans un cas (voir les Journaux, 4-5 mai 1982, p. 4796-4800; 6 mai 1982, p. 4802-4804).
- 102. Voir, par exemple, les *Journaux*, 21 janvier 1991, p. 2588; 18 mars 1999, p. 1636. À l'occasion, la Chambre a convenu à l'unanimité de tenir un débat d'urgence de 18 h 30 à 22 h 30 (voir, par exemple, les *Journaux*, 29 mai 1995, p. 1509-1510; 30 novembre 1998, p. 1325-1326).
- 103. Un ordre d'attribution du temps pour l'examen d'un projet de loi avait également été invoqué le même jour. Le Président a fixé l'heure du débat d'urgence à 22 heures, alors que la mise aux voix du projet de loi à l'étude était prévue pour 21 h 45. La Chambre a par la suite décidé, par consentement unanime, de prolonger le débat au-delà de minuit (Journaux, 22 juin 1992, p. 1823, 1825-1826; Débats, p. 12527-12528).
- 104. Article 52(10) du Règlement. Un autre député peut présenter la motion à la place du député qui a demandé le débat (voir, par exemple, les Débats, 18 novembre 1991, p. 4946).
- 105. Voir, par exemple, les Journaux, 5 mai 1992, p. 1397; 18 mars 1999, p. 1637.
- Voir, par exemple, les Journaux, 21 janvier 1991, p. 2589; les Débats, p. 17523.
- 107. Art. 52(15) du Règlement. Cette situation pourrait se produire si un débat d'urgence devait avoir lieu le même jour que les travaux des subsides le dernier jour désigné d'une période de subsides. Le Président doit alors résoudre le conflit entre les articles 52 et 81 du Règlement.

Le vendredi, les débats d'urgence commencent dès que le Président juge la demande recevable ¹⁰⁸. Si la demande est présentée et accueillie immédiatement après les affaires courantes, le débat commence à environ 12 h 15 et se poursuit jusqu'à 16 heures, heure à laquelle la motion «Que cette Chambre s'ajourne maintenant» est réputée adoptée. Lorsqu'un débat d'urgence se tient le vendredi, où l'heure habituelle d'ajournement est 14 h 30, environ deux heures ou deux heures et demie de travaux de la Chambre sont donc déplacées. Depuis l'entrée en vigueur de cet article du Règlement en 1987 ¹⁰⁹, aucun débat d'urgence n'a eu lieu le vendredi, mais le Président a dans deux cas reporté un tel débat à 20 heures le lundi suivant ¹¹⁰.

RÈGLES DU DÉBAT

Au cours d'un débat d'urgence, aucun député ne peut prendre la parole pendant plus de 20 minutes ¹¹¹ et il n'y a pas de période de questions et observations ¹¹². Toutefois, pour permettre au plus grand nombre possible de députés de participer, la durée des interventions a souvent été réduite par consentement unanime à 10 ou 15 minutes ¹¹³. Les règles établies pour les débats s'appliquent aux débats d'urgence ¹¹⁴. Une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question importante dont l'étude s'impose d'urgence ne peut, comme toute autre motion d'ajournement, faire l'objet d'amendements ¹¹⁵.

INTERRUPTION ET CONCLUSION DU DÉBAT

Comme mentionné plus haut, une fois lancé, un débat d'urgence a priorité sur tout le reste. Du lundi au jeudi, le débat ne devrait, s'il se tient après l'heure d'ajournement habituelle, causer aucun conflit. S'il a lieu un vendredi, en plus des quelque 90 minutes réservées aux affaires émanant du gouvernement, le débat supplante également une heure des affaires émanant des députés. En effet, le Règlement interdit expressément toute interruption pour les affaires émanant des députés ¹¹⁶.

^{108.} Art. 52(11) du Règlement.

^{109.} Journaux, 3 juin 1987, p. 1020.

Journaux, 15 décembre 1989, p. 1022; 27 novembre 1998, p. 1323. Le dernier débat d'urgence tenu un vendredi remonte à juin 1986 (voir les Journaux, 13 juin 1986, p. 2317-2319).

Art. 52(13) du Règlement. Les députés peuvent partager la durée de leur intervention (voir Débats, 30 novembre 1998, p. 10648).

^{112.} Débats, 30 novembre 1998, p. 10683.

^{113.} Voir, par exemple, les *Journaux*, 5 novembre 1973, p. 619; 9 avril 1974, p. 109; 31 octobre 1974, p. 98; 4 avril 1989, p. 23; 22 juin 1992, p. 1825.

^{114.} Voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{115.} Débats, 16 juillet 1942, p. 4427.

^{116.} Article 52(14) du Règlement.

Comme la motion visant la tenue d'un débat d'urgence est libellée simplement «Que cette Chambre s'ajourne maintenant», la Chambre n'a pas à prendre de décision sur le sujet débattu à la fin du débat ¹¹⁷. À minuit (16 heures le vendredi) ou lorsqu'aucun député ne se lève pour prendre la parole, la motion est déclarée adoptée par le Président et la Chambre s'ajourne jusqu'au jour de séance suivant ¹¹⁸. Si le débat se tient pendant les heures de séance normales de la Chambre et prend fin avant l'heure d'ajournement habituelle, la motion est réputée retirée et la Chambre passe à d'autres questions ¹¹⁹.

Le Règlement autorise un député, dans l'heure qui précède l'heure normale d'ajournement du débat, c'est-à-dire entre 23 heures et minuit (15 heures et 16 heures le vendredi), à présenter une motion en vue de poursuivre le débat au-delà de minuit (16 heures le vendredi) ¹²⁰. Si moins de 15 députés se lèvent pour signifier leur opposition, la motion est réputée adoptée. Un petit nombre seulement de débats ont été prolongés au-delà de minuit en application du Règlement ¹²¹, alors que plusieurs ont été prolongés par consentement unanime ¹²².

Il est arrivé que la Chambre veuille s'exprimer sur le thème d'un débat d'urgence par l'adoption d'une motion ou d'une résolution. En 1970, la Chambre a tenu un débat d'urgence sur le conflit nigérian-biafrais; selon un ordre spécial donné plus tôt au cours de la séance, le débat a été interrompu à 22 h 30, la Chambre a adopté une motion sur le même sujet puis elle a ajourné sans mettre la question aux voix ¹²³. En 1983, après un débat d'urgence sur l'incident de l'avion civil sud-coréen abattu par l'Union soviétique, la motion d'ajournement de la Chambre a été réputée retirée, la Chambre a adopté une résolution dénonçant les actes du gouvernement soviétique, puis elle a ajourné par consentement unanime jusqu'au jour de séance

^{117.} Débats, 20 avril 1983, p. 24685.

^{118.} La Chambre a disposé de ces motions de diverses façons depuis 1906. Jusqu'en 1917, les motions étaient rejetées pour la plupart après un bref débat et la Chambre passait à d'autres questions; à partir de 1918, les motions étaient retirées à la fin du débat et la Chambre passait à autre chose. Après que la Chambre a convenu, en 1927, de clore les séances du soir au plus tard à 23 heures, les motions d'ajournement en vue de débats d'urgence étaient retirées si le débat prenait fin avant 23 heures ou la Chambre ajournait sans mettre la question aux voix à l'heure d'ajournement habituelle. Des motions ont été rejetées à la suite de votes par appel nominal en 1916, 1942, et 1957 (Journaux, 5 mai 1916, p. 362-363; 16 juillet 1942, p. 544-545; 25 février 1957, p. 181-182) et «rejetées sur division» en 1961 et 1967 (Journaux, 14 juin 1961, p. 668-669; 24 novembre 1967, p. 534-535). Depuis janvier 1969, à la fin du débat, le Président déclare toute motion d'ajournement de ce genre «adoptée».

^{119.} Art. 52(12) du Règlement.

^{120.} Art. 52(12) du Règlement.

^{121.} Voir les Journaux, 28 janvier 1987, p. 413; 28-29 avril 1987, p. 796; 19 février 1992, p. 1043-1044. Dans un cas, un débat d'urgence a duré plus de 20 heures. À la séance suivante, la Chambre ayant convenu à l'unanimité de reprendre le débat, celui-ci a continué pendant 14 heures encore (Journaux, 28-29 avril 1987, p. 796-797; 30 avril 1987, p. 800-802). Depuis 1987, un seul débat d'urgence s'est terminé à minuit (voir les Débats, 18 novembre 1991, p. 4986).

^{122.} Voir les Journaux, 27 avril 1987, p. 785; 1" juin 1988, p. 2773; 4 avril 1989, p. 23; 5 juin 1989, p. 315; 18 décembre 1989, p. 1034; 21 janvier 1991, p. 2589-2590; 5 mai 1992, p. 1398; 22 juin 1992, p. 1825.

^{123.} Journaux, 12 janvier 1970, p. 291-293.

suivant ¹²⁴. En 1989, un débat d'urgence sur le massacre de la Place Tiananmen à Beijing, en Chine, a été interrompu pour permettre à la Chambre d'adopter une résolution condamnant cet acte ¹²⁵.

Motion de suspension de certains articles du Règlement

La Chambre peut suspendre certains articles du Règlement à l'égard de toute question que le gouvernement juge urgente, mais seulement dans des conditions bien déterminées ¹²⁶. Un ministre peut notamment proposer une motion (en tout temps où le Président occupe le fauteuil) en vue de suspendre l'application du Règlement concernant la nécessité d'un préavis et l'horaire des séances. En présentant sa motion, le ministre donne les raisons qui expliquent l'urgence de la situation. Une fois que la motion a été appuyée, le Président la soumet à la Chambre. Ce faisant, il peut permettre jusqu'à une heure de débat ininterrompu, auquel cas les affaires dont la Chambre est alors saisie sont laissées de côté temporairement et un débat «spécial » s'engage sur la motion. Si aucun député ne se lève, le Président met immédiatement la question aux voix ¹²⁷.

LANCEMENT DU DÉBAT

Lorsqu'il propose de suspendre le Règlement, le ministre doit informer la Chambre des raisons qui expliquent l'urgence de sa motion 128. Une fois que la motion est dûment présentée et appuyée, le Président en saisit la Chambre 129.

De telles motions n'ont été proposées que rarement. En 1991, une motion a été proposée visant à suspendre l'application du Règlement concernant les heures de séance de la Chambre afin que celle-ci siège pendant trois soirées jusqu'à 22 heures pour faire franchir toutes les étapes à une mesure de retour au travail. La motion a été retirée après discussion lorsque plus de 10 députés se sont levés pour indiquer leur opposition ¹³⁰. En 1992, une motion a été adoptée qui demandait de renoncer au

- 124. Journaux, 12 septembre 1983, p. 6134-6135, 6140.
- 125. Journaux, 5 juin 1989, p. 314-315.
- 126. Art. 53(1) du Règlement.
- 127. Le 15 mars 1995, le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, l'hon. Marcel Massé, a proposé une motion concernant le préavis requis pour le dépôt d'un projet de loi visant à régler un débrayage dans les ports de la côte ouest et les heures de séance de la journée. Le Président a immédiatement mis la question aux voix sans débat et, moins de 10 députés s'étant levés pour signifier leur opposition, la motion a été adoptée. Cela a donné lieu à un rappel au Règlement parce qu'aucun débat n'avait été autorisé. Le Président a fait remarquer qu'il n'avait pas ouvert de débat parce qu'il n'avait vu aucun député se lever pour demander la parole (voir les Débats, 15 mars 1995, p. 10524-10526).
- 128. Art. 53(2) du Règlement. En une occasion, le débat sur la motion était déjà amorcé lorsqu'un député a informé la présidence que le ministre n'avait pas exposé les raisons de l'urgence. La motion a été déclarée irrecevable et le débat a repris sur l'ordre du jour (Débats, 11 décembre 1992, p. 15131-15133).
- Voir, par exemple, les Débats, 9 août 1977, p. 8177; 16 septembre 1991, p. 2179; 1" juin 1992, p. 11172;
 mars 1995, p. 10697.
- 130. Journaux, 16 septembre 1991, p. 270-271.

préavis de 48 heures requis pour entreprendre l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi prévoyant des référendums sur la Constitution¹³¹. En mars 1995, la Chambre a adopté sans débat une motion lui demandant de renoncer au préavis de 48 heures requis pour déposer un projet de loi destiné à mettre fin à un arrêt de travail et fixant les heures de séance pour en discuter¹³². Plus tard au cours du même mois, une motion semblable a été discutée et réputée retirée lorsque plus de 10 députés se sont levés pour s'y opposer¹³³. En juin 1999, une motion proposant que la Chambre continue de siéger, pour étudier un projet de loi et pour suspendre le préavis requis pour une motion de clôture, a été débattue et rétirée lorsque plus de 10 députés se sont levés pour s'y opposer¹³⁴.

RÈGLES DU DÉBAT

Les débats sur les motions de ce genre durent au plus une heure et ne peuvent être interrompus ou ajournés par d'autres travaux ou ordres de la Chambre ¹³⁵. Les députés ne peuvent prendre la parole qu'une fois et ce, pendant au plus 10 minutes ¹³⁶. Aucun amendement n'est permis, à moins d'être proposé par un ministre autre que le motionnaire ¹³⁷.

CONCLUSION DU DÉBAT

Lorsque le débat est terminé, ou au bout d'une heure, selon le cas, le Président met la motion aux voix et doit, ce faisant, demander aux députés qui s'y opposent de se lever ¹³⁸. Si au moins 10 députés se lèvent pour s'y opposer, la motion est réputée retirée ¹⁵⁹; autrement, la motion est adoptée ¹⁴⁰ et devient un ordre de la Chambre restreint aux délibérations qui y sont précisées ¹⁴¹.

- 132. Journaux, 15 mars 1995, p. 1219.
- 133. Journaux, 20 mars 1995, p. 1240.
- 134. Journaux, 10 juin 1999, p. 2097.
- 135. Art. 53(3)a) du Règlement.
- Art. 53(3)c) du Règlement. À une occasion, le Président a accordé 10 minutes à chaque parti pour prendre la parole (voir Débats, 10 juin 1999, p. 16227, 16230).
- 137. Art. 53(3)b) du Règlement. Aucun amendement n'a été proposé au cours des débats tenus jusqu'ici.
- 138. Art. 53(4) du Règlement.
- 139. Art. 53(4) du Règlement. Voir, par exemple, les Journaux, 16 septembre 1991, p. 271.
- 140. Art. 53(4) du Règlement. Voir, par exemple, les Journaux, 1" juin 1992, p. 1561.
- 141. Art. 53(5) du Règlement.

^{131.} Journaux, 1" juin 1992, p. 1560-1561. Le gouvernement affirmait qu'il était urgent que la Chambre adopte cette mesure le plus rapidement possible pour donner à Élections Canada le temps de se préparer en conséquence.

Débats exploratoires

Au cours des dernières années, plusieurs motions invitant la Chambre à «prendre note» de certains éléments ont fait l'objet de débats à la Chambre. Un ministre propose une motion où figure l'expression «Que la Chambre prenne note de » ou «Que la Chambre prenne en considération» pour solliciter l'avis des députés sur un aspect donné de la politique gouvernementale. Comme le premier ministre l'indiquait à la Chambre le 25 janvier 1994, ces débats permettent aux députés de participer à la formulation de la politique gouvernementale, et de donner leur opinion avant que le gouvernement ne prenne une décision 142. Ces motions ne sont habituellement pas mises aux voix.

Depuis le début de la 35° législature en 1994, il y a eu beaucoup de débats de ce genre; ils portaient pour la plupart sur les engagements du Canada en matière de maintien de la paix à divers points chauds du globe ¹⁴³ et sur la politique budgétaire du gouvernement ¹⁴⁴. D'autres ont porté sur les essais du missile de croisière, le NORAD, la violence contre les femmes, la réforme des programmes canadiens de sécurité sociale, et la guerre au Kosovo ¹⁴⁵.

LANCEMENT DU DÉBAT

Un ministre peut amorcer un débat exploratoire en donnant l'habituel avis de 48 heures avant de pouvoir proposer une motion de fond à la Chambre. Une fois inscrite au Feuilleton sous la rubrique des affaires émanant du gouvernement, la motion est mise en délibération au moment choisi par le gouvernement pendant la période réservée aux ordres émanant du gouvernement. À plusieurs reprises, il est cependant arrivé que l'on renonce à l'exigence du préavis de 48 heures lorsque la Chambre a adopté à l'unanimité un ordre spécial invitant ses membres à «prendre note» et précisant les règles du débat ¹⁴⁶. Dans bien des cas, la séance a été prolongée afin que le débat puisse avoir lieu après l'heure habituelle d'ajournement ¹⁴⁷.

- 142. Débats, 25 janvier 1994, p. 261-262. Une pratique semblable existe à la Chambre des communes britannique, où un ministre peut proposer une motion demandant « Que cette Chambre s'ajourne maintenant » afin de s'engager dans un débat général sur un sujet qui n'oblige pas la Chambre à se prononcer. À la fin du débat, la motion est habituellement retirée avec le consentement de la Chambre. Voir May, 22* éd., p. 275-276.
- Voir les Journaux, 21 septembre 1994, p. 714; 29 mars 1995, p. 1310; 28 février 1996, p. 10; 28 avril 1998, p. 717-718; 17 février 1999, p. 1519.
- 144. Voir les Journaux, 28 novembre 1994, p. 943; 9 décembre 1996, p. 977; 10 décembre 1997, p. 384; 11 décembre 1997, p. 393-394, 395.
- 145. Voir, par exemple, les *Journaux*, 26 janvier 1994, p. 67 (essais du missile de croisière); 6 octobre 1994, p. 774 (programmes de sécurité sociale); 6 décembre 1994, p. 983 (violence contre les femmes); 11 mars 1996, p. 75 (NORAD); 12 avril 1999, p. 1688 (Kosovo).
- Voir les Journaux, 21 avril 1994, p. 381-382; 24 novembre 1994, p. 927-928; 29 mars 1995, p. 1308;
 28 février 1996, p. 9; 24 avril 1998, p. 701-702; 7 octobre 1998, p. 1132; 16 février 1999, p. 1514-1515.
- Voir les Journaux, 21 avril 1994, p. 381-382; 29 mars 1995, p. 1308; 28 février 1996, p. 9; 6 décembre 1996, p. 973; 24 avril 1998, p. 701-702; 7 octobre 1998, p. 1132; 16 février 1999, p. 1514-1515.

RÈGLES DU DÉBAT

Sauf indication contraire dans un ordre spécial ¹⁴⁸, les règles normales concernant la durée des interventions, du débat et des amendements ¹⁴⁹ s'appliquent. La Chambre a toutefois convenu plusieurs fois, à l'unanimité, de siéger au-delà de l'heure habituelle d'ajournement pour poursuivre le débat ¹⁵⁰. Dans chaque cas, l'ordre spécial stipulait qu'aucune motion dilatoire ou intervention visant à signaler l'absence de quorum ne serait permise.

CONCLUSION DU DÉBAT

La pratique a voulu jusqu'ici que le débat sur ce genre de motion dure un jour de séance, pendant soit les heures normales, soit la prolongation de la séance. Il n'est arrivé que trois fois à la Chambre de reprendre un débat exploratoire un jour de séance suivant¹⁵¹. À une exception près, aucune décision n'a été prise sur une motion proposant ce genre de débat¹⁵². La motion reste au *Feuilleton* à la rubrique des affaires émanant du gouvernement¹⁵³.

Débats prescrits par la loi

Le Parlement a jugé bon, dans plusieurs mesures législatives, d'exiger des débats spéciaux. Ces débats constituent une forme de surveillance et d'examen parlementaires de dispositions législatives particulières. Dans certains cas, celles-ci laissent une certaine latitude; dans d'autres, elles sont exécutoires ¹⁵⁴.

- Voir les Journaux, 21 avril 1994, p. 381-382; 29 mars 1995, p. 1308; 28 février 1996, p. 9; 6 décembre 1996, p. 973; 24 avril 1998, p. 701-702; 7 octobre 1998, p. 1132; 16 février 1999, p. 1514-1515; 12 avril 1999, p. 1687.
- 149. Voir les Débats, 12 avril 1999, p. 13581-13582, 13593-13594.
- Voir les Journaux, 25 janvier 1994, p. 62; 1" février 1994, p. 89; 6 mai 1994, p. 435; 20 septembre 1994, p. 708-709; 5 octobre 1994, p. 769; 4 décembre 1995, p. 2203.
- 151. Le débat sur la réforme des programmes de sécurité sociale du Canada s'est étendu sur cinq jours (les 6 et 7 octobre et les 17, 18 et 21 novembre 1994). Un « débat exploratoire » sur les consultations budgétaires s'est étendu à trois reprises sur deux jours (les 28 et 30 novembre 1994; les 9 et 11 décembre 1996; et les 10 et 11 décembre 1997).
- 152. Les 28 et 30 novembre 1994, la Chambre a étudié la motion suivante: « Que la Chambre prenne note des opinions exprimées par les Canadiens sur la politique budgétaire du gouvernement et, nonobstant les dispositions de l'article 83.1 du Règlement, qu'elle autorise le Comité permanent des finances à présenter un ou des rapports sur cette question au plus tard le 7 décembre 1994 ». La motion à été adoptée à la majorité (Journaux, 30 novembre 1994, p. 957-959).
- 153. Au cours de la première session de la 35° législature, ces motions étaient systématiquement retirées du Feuilleton avec le consentement unanime de la Chambre (voir, par exemple, les Journaux, 18 février 1994, p. 174; 7 février 1995, p. 1095).
- 154. Pour les dispositions facultatives, voir la Loi sur l'administration de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. E-6, art. 72-78; la Loi d'aide au développement international (institutions financières), L.R.C. (1985), ch. I-18, art. 5-11 et la Loi de la convenilon sur la sécurité des conteneurs, L.R.C. (1985), ch. S-1, art. 8-12.

Les débats exigés par la loi peuvent se classer en deux grandes catégories, bien que les procédures relatives aux débats soient similaires. La première catégorie requiert l'examen global d'une loi ou l'examen d'un de ses éléments. La seconde, qui est la plus commune, prévoit un débat en vue de ratifier, de révoquer ou de modifier un décret, un règlement, une déclaration, une proclamation, une instruction ou tout autre instrument de décrets-lois qui découle de la loi en question. Les règlements pris en vertu de certaines de ces lois le sont sous réserve d'une résolution affirmative du Parlement, ce qui oblige les deux chambres à les adopter, selon toute vraisemblance après débat, avant qu'ils n'entrent en vigueur liss. À l'inverse, les règlements qui doivent faire l'objet d'une résolution négative du Parlement restent en vigueur tant qu'ils n'ont pas été révoqués par une résolution des deux chambres, vraisemblablement après débat également lise.

Depuis les années 1960, il y a eu plusieurs débats de ce genre. En 1971, par exemple, la Chambre a adopté, après délibérations, une motion portant création du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie en vertu de la Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement 157. En 1974, la Chambre a discuté d'une motion priant le ministre des Affaires des anciens combattants de proroger la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dont la date d'expiration était le 31 mars 1975 158. Un autre a eu lieu en 1977 pour tenter de devancer la date d'expiration de la Loi anti-inflation 159. Deux autres se sont produits coup sur coup à la fin de 1980 lorsque des députés ont tenté de faire révoquer deux proclamations déposées par le gouvernement à l'égard de la Loi sur l'administration du pétrole: l'une avait trait au règlement limitant la hausse des prix de diverses qualités et variétés de pétrole, l'autre, au règlement fixant le prix du gaz naturel 160. Un autre s'est déroulé en 1985 lorsque des députés ont invoqué une disposition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pour proposer une motion visant à utiliser une journée réservée au gouvernement pour examiner un rapport provisoire sur la Loi et toute question en suspens intéressant les agriculteurs de l'Ouest 161. L'adoption par la Chambre, en vertu de la Loi référendaire, d'une motion portant approbation de la question référendaire

^{155.} Voir, par exemple, la Loi sur l'assurance-chômage, L.R.C. (1985), ch. U-1, par. 4(2), 6(7).

^{156.} Voir, par exemple, la Loi de la convention sur la sécurité des conteneurs, L.R.C. (1985), ch. S-1, art. 12. Plusieurs lois précisent en outre que les rapports, décrets, règlements ou préavis doivent être renvoyés à un comité parlementaire pour examen (voir, par exemple, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, L.C. 1988, ch. 22, art. 139).

Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement, L.R.C. (1970) (2º suppl.), ch. 14, par. 18(2). Journaux, 21 juin 1971, p. 712.

Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, S.C. 1974, ch. 3, par. 1(3). Journaux, 5 novembre 1974, p. 104; 6 novembre 1974, p. 106.

^{159.} Loi anti-inflation, S.C. 1974-75-76, ch. 98, par. 11(1). Journaux, 16 juin 1977, p. 1144.

Loi sur l'administration du pétrole, S.C. 1974-75-76, ch. 47, art. 36 et par. 52(1). Journaux, 12 novembre 1980, p. 690; 21 novembre 1980, p. 769; 26 novembre 1980, p. 784.

Loi sur le transport du grain de l'Ouest, S.C. 1980-81-82-83, ch. 168, par. 62(6). Journaux, 4 décembre 1985, p. 1315-1317.

a donné lieu à un autre débat prescrit en septembre 1992 los de un lieu en décembre 1992 lorsque des députés ont voulu modifier le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant les navires (Haïti) conformément aux dispositions de la Loi sur les mesures économiques spéciales visant à modifier ou annuler les décrets ou règlements concernant les programmes de sanctions économiques los.

Jusqu'en 1986, la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales renfermait des dispositions permettant aux députés de discuter à la Chambre de leurs objections à tout rapport d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales. Quatre débats ont eu lieu en vertu de ces dispositions, soit en 1966, 1973, 1976 et 1983 ¹⁶⁴. À la suite d'une modification apportée en 1986, ces rapports sont maintenant déposés à la Chambre et renvoyés automatiquement à un comité parlementaire chargé des questions électorales ¹⁶⁵. Les objections sont adressées au comité qui les examine.

LANCEMENT DU DÉBAT

Le déclenchement des débats prescrits par des textes législatifs dépend des dispositions de chacun. Pour ceux qui autorisent un débat, l'initiative peut être prise par un ministre qui, dans les limites de temps établies, adresse au Président un avis de motion visant la ratification d'un décret, d'un règlement, d'une déclaration, d'une proclamation, d'une instruction ou de tout autre instrument de décrets-lois pris conformément à la loi 166.

Loi référendaire, S.C. 1992, ch. 30, art. 5. Journaux, 9 septembre 1992, p. 1956-1957; 10 septembre 1992, p. 1960-1962.

Loi sur les mesures économiques spéciales, L.C. 1992, ch. 17, art. 7. Journaux, 8 décembre 1992, p. 2308-2309.

^{164.} Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, S.C. 1964-65, ch. 31, art. 20. Dans les 30 jours du dépôt d'un tel rapport à la Chambre, une motion portant considération d'une opposition au rapport signée par au moins 10 députés pouvait être adressée au Président. La motion devait préciser les éléments du rapport et les motifs de l'opposition. Dans les 15 jours dépôt de la motion, une période de temps devait être réservée pendant les ordres émanant du gouvernement pour permettre aux députés d'exprimer leurs précocupations. Une fois l'étude des motifs d'opposition terminée, le Président devait renvoyer à la Commission les oppositions soulevées et les pages correspondantes des Débats.

^{165.} Loi de 1985 sur la représentation électorale, L.C. 1986, ch. 8, art. 9, 10. Le 10 juin 1994, le Règlement a été modifié de manière à faire du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le comité parlementaire responsable des questions électorales (voir les Journaux, 10 juin 1994, p. 563; le 27° rapport, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1994, fascicule n° 16, p. 7-8). Pour plus d'Information sur les questions électorales, voir le chapitre 4, «La Chambre des communes et les députés ».

Voir, par exemple, la Loi d'aide au développement international (institutions financières), L.R.C. (1985), ch. l-18, alinéa 5(2)a).

Il faut habituellement, pour engager un débat en vue de révoquer de tels instruments, adresser au Président un avis de motion signé par un nombre minimal de députés ou de sénateurs ¹⁶⁷. Lorsqu'un texte législatif exige la tenue d'un débat sur l'utilisation d'un instrument de délégation du pouvoir législatif, les dispositions applicables stipulent habituellement qu'une motion de ratification signée par un ministre doit être déposée devant le Parlement dans un délai donné ¹⁶⁸.

Une fois qu'a été donné l'avis conformément au Règlement de la Chambre et qu'il est paru au Feuilleton sous la rubrique «Ordre statutaire 169 », le débat doit se tenir dans le délai fixé par le texte législatif en cause. En 1974, par exemple, le débat sur la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants devait avoir lieu dans un délai de 15 jours et la Chambre a adopté une motion fixant les dates du débat 170. En 1977, le débat exigé par la Loi anti-inflation devait se dérouler dans un délai de 15 jours après le dépôt de l'avis 171, tandis qu'en 1980 le débat requis par la Loi sur l'administration du pétrole devait se tenir dans un délai de 4 jours de séance 172. Il semble que dans les deux cas les dates du débat ont été fixées après consultation de tous les partis. En 1985, le Président a fixé la date du débat en application du paragraphe 62(6) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest qui stipule que le débat doit se tenir dans les 60 jours du dépôt de l'avis 173. En septembre 1992, le débat sur le texte de la question référendaire s'est déroulé, en application de la Loi référendaire, 24 heures après le dépôt de l'avis de motion¹⁷⁴. En décembre 1992, après l'inscription au Feuilleton d'une motion en vue d'un débat conformément à la Loi sur les mesures économiques spéciales, la présidence a été appelée à rendre une décision sur sa recevabilité. L'ayant jugée recevable, le Président a décidé que, aux termes de la Loi, la Chambre devait l'étudier dans les six jours de séance suivants 175. La Chambre a convenu de tenir le débat plus tard dans la journée 176.

^{167.} Même si la plupart des textes législatifs qui exigent de tels débats prévoient un débat dans l'une ou l'autre chambre, certains n'en exigent pas au Sénat. Voir, par exemple, la Loi sur les mesures économiques spéciales (par. 7(2)); la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (par. 1(3)); et la Loi sur l'administration du pétrole (par. 35(3)).

^{168.} Voir, par exemple, la Loi sur les mesures d'urgence, L.C. 1988, ch. 29, par. 58(1).

^{169.} En 1974, la motion a été publiée sous la rubrique « Ordre spécial » après l'adoption d'un ordre spécial de la Chambre précisant l'heure et les jours où la motion serait étudiée (voir les *Journaux*, 31 octobre 1974, p. 97; *Feuilleton*, 5 novembre 1974, p. 4).

^{170.} Voir la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, par. 1(3); les Journaux, 31 octobre 1974, p. 97.

^{171.} Voir la Loi anti-inflation, S.C. 1974-75-76, ch. 75, par. 46(6).

^{172.} Voir la Loi sur l'administration du pétrole, par. 35(3), 52(4).

^{173.} Voir le Fauilleton, 4 décembre 1985, p. XXIII. En application de la Loi, le Président Bosley a fixé au 4 décembre 1985 la date du débat.

^{174.} Voir la Loi référendaire, S.C. 1992, ch. 30, par. 5(4). Voir aussi le Feuilleton, 9 septembre 1992, p. vi.

Voir la Loi sur les mesures économiques spéciales, par. 7(3); les Débats, 8 décembre 1992, p. 14862-14864.

^{176.} Journaux, 8 décembre 1992, p. 2308.

RÈGLES DU DÉBAT

Durée du débat

Lorsqu'un texte législatif exige un débat, il en fixe habituellement la durée, qu'il s'agisse d'un ou plusieurs jours de séance ou de seulement quelques heures. La Chambre a, à quelques reprises, adopté des motions en vue d'ajouter des précisions 177. Le paragraphe 1(3) de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants stipulait, par exemple, que le débat devait s'étaler sur deux jours sans interruption conformément au Règlement de la Chambre; la Chambre a cependant adopté une motion fixant les jours du débat et suspendant les affaires émanant des députés le premier jour 178. Les débats tenus aux termes de la Loi anti-inflation et de la Loi sur l'administration du pétrole ont duré quatre et trois jours respectivement conformément à leurs dispositions respectives ¹⁷⁹. Comme le paragraphe 62(6) de la Loi sur le transport des grains de l'Ouest stipule que le rapport doit faire l'objet d'un débat sans interruption pendant «une période qui ne dépasse pas la durée des heures normales de travail de la Chambre ce jour-là», la Chambre a adopté une motion en ce sens 180. La motion précisait en outre que l'ordre serait le premier point à l'ordre du jour. Le débat tenu en vertu de la Loi référendaire en septembre 1992 a nécessité deux jours de séance. La Loi stipule que la motion doit être mise aux voix avant la fin du troisième jour de séance consacré à ce débat 181. La Chambre a adopté, par consentement unanime, une motion visant à disposer de la motion après deux jours de débat 182. La longueur du débat prescrit de 1992 fut établie selon le paragraphe 7(4) de la Loi sur les mesures économiques spéciales qui limite le débat à une durée maximale de trois heures, à moins que la Chambre ne le prolonge avec le consentement unanime des députés. En l'occurrence, la Chambre a adopté un ordre spécial mettant un terme au débat après seulement deux heures 183.

La Loi sur les mesures d'urgence présente, au sujet de la durée du débat qu'elle prescrit, une exception notable. Elle n'impose de durée limite ni au débat sur une motion de ratification ou de prorogation d'une déclaration de situation de crise, ni au débat sur une motion d'abrogation ou de modification d'un règlement ou d'un décret. La loi stipule simplement que le débat doit se poursuivre sans interruption jusqu'à ce que la Chambre soit prête à se prononcer¹⁸⁴.

^{177.} À partir du moment où les procédures de la Chambre sont prescrites par des textes législatifs, il faut normalement recourir à une modification de la loi pour les changer.

^{178.} Journaux, 31 octobre 1974, p. 97.

Voir la Loi anti-inflation, S.C. 1974-75-76, ch. 75, par. 46(7); la Loi sur l'administration du pétrole, par. 35(4), 52(5).

^{180.} Journaux, 4 décembre 1985, p. 1315-1316.

^{181.} Loi référendaire, S.C. 1992, ch. 30, par. 5(5).

^{182.} Journaux, 9 septembre 1992, p. 1944.

Journaux, 8 décembre 1992, p. 2308. La motion stipulait également que toute demande de vote par appel nominal serait différée au lendemain.

^{184.} Voir la Loi sur les mesures d'urgence, L.C. 1988, ch. 29, par. 58(6), 60(5), 61(8).

Durée des interventions

Sauf indication contraire dans le texte législatif applicable, la durée des discours pendant un débat prescrit est déterminée par le Règlement de la Chambre ¹⁸⁵. Deux exceptions se sont produites: en 1977 et 1985, la Chambre a adopté des motions limitant la durée des discours ¹⁸⁶.

INTERRUPTION DU DÉBAT

La plupart des textes législatifs qui exigent un débat à la Chambre stipulent également que le débat sera ininterrompu. À l'exception de la Loi sur l'administration du pétrole 187, les lois aux termes desquelles la Chambre a tenu des débats prescrits précisaient que le débat serait ininterrompu. En 1977, le débat sur la motion présentée en vertu de la Loi anti-inflation, qui s'est étendu sur quatre jours, a été interrompu à trois reprises pour le débat sur la motion d'ajournement, après quoi la motion d'ajournement a été réputée retirée et le débat a repris selon l'ordre de la Chambre adopté le 30 mai 1977 188. En 1985, le débat tenu aux termes de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest a été interrompu pour permettre au ministre des Finances de faire une déclaration en vertu d'un ordre de la Chambre 189.

CONCLUSION DU DÉBAT

Un débat prescrit prend fin conformément aux dispositions de la loi applicable. En général, si le débat n'est pas déjà terminé, le Président doit interrompre les délibérations à la fin d'un jour de séance donné ou d'une heure prescrite et mettre la motion aux voix ¹⁹⁰. Si une motion de ratification est adoptée par la chambre devant laquelle elle a été déposée, la mesure législative exigera normalement qu'un message soit adressé à l'autre chambre pour demander son agrément. Une fois que la motion est adoptée par l'autre chambre, le règlement ou le décret se trouve ratifié, modifié ou

- 185. Art. 43(1) du Règlement.
- 186. Journaux, 16 juin 1977, p. 1144; 4 décembre 1985, p. 1315.
- 187. Même si la Loi sur l'administration du pétrole ne précisait pas que le débat serait «ininterrompu», les rnotions dont la Chambre a été saisie en vertu de cette loi étaient toujours le premier point à l'ordre du jour sous la rubrique des ordres émanant du gouvernement et le débat n'était interrompu que par les affaires émanant des députés.
- 188. Voir les Journaux, 30 mai 1977, p. 874; 16 juin 1977, p. 1145; 20 juin 1977, p. 1156; 21 juin 1977, p. 1177. Lors de deux des quatre jours qu'a duré le débat, la motion à l'étude n'était pas le premier point à l'ordre du jour sous la rubrique des ordres émanant du gouvernement.
- 189. Journaux, 4 décembre 1985, p. 1316. Le débat s'est également déroulé un mercredi où moins de temps était prévu pour les ordres émanant du gouvernement.
- 190. La Loi sur l'administration du pétrole précisait que, 15 minutes avant l'expiration de la période des affaires émanant du gouvernement, le Président devait interrompre les délibérations et mettre la motion aux voix (par. 35(4) et 52(5)). Lors des deux débats tenus en application de cette loi, la Chambre a toutefois convenu à l'unanimité de différer la mise aux voix jusqu'à l'expiration de la période réservée aux affaires émanant du gouvernement, et a alors différé le vote (voir les Journaux, 25 novembre 1980, p. 779; 28 novembre 1980, p. 794).

abrogé ¹⁹¹. Si une motion d'abrogation n'est pas adoptée par la chambre devant laquelle elle a été déposée ou par la chambre à laquelle elle a été adressée pour obtenir son agrément, le règlement ou le décret entre en vigueur ou demeure inchangé selon le cas ¹⁹².

En temps normal, toutes les motions présentées et étudiées pour satisfaire une exigence législative sont mises aux voix à la fin du débat ¹⁹³. En 1985, les délibérations ont pris fin à l'heure habituelle d'ajournement, et ni la motion, ni l'amendement qui y était proposé n'a été mis aux voix ¹⁹⁴.



^{191.} Voir, par exemple, la Loi sur les mesures économiques spéciales, par. 7(7).

^{192.} Voir, par exemple, la Loi sur les mesures économiques spéciales, par. 7(8).

Voir, par exemple, les Journaux, 6 novembre 1974, p. 106; 21 juin 1977, p. 1177-1178; 26 novembre 1980, p. 785-786; 1" décembre 1980, p. 799; 10 septembre 1992, p. 1961-1962; 8 décembre 1992, p. 2309.

^{194.} Journaux, 4 décembre 1985, p. 1317.

Le processus législatif



L'homme de la rue, désorienté et impuissant devant le fatras de milliers de lois et de règlements qui l'oppressent et restreignent de plus en plus sa liberté, son droit à ses propres décisions, se trouverait sans défense s'il n'avait pas un Parlement fort, actif et vigoureux, comme il doit l'être.

G.W. BALDWIN, député (Peace River) (Débats, 10 décembre 1968, p. 3791)

'étude et l'adoption de mesures législatives sont souvent considérées comme la principale fonction du Parlement. Il n'est donc pas étonnant que le processus législatif occupe la majeure partie de son temps¹. Mais en quoi consiste le processus législatif? Certains l'ont défini comme une série d'actions qui aboutissent à la proclamation d'une loi. Les étapes parlementaires, qui forment l'objet de ce chapitre, sont les derniers chaînons d'un processus beaucoup plus long qui commence par la proposition, la formulation et la rédaction d'un projet de loi, habituellement par des organismes extraparlementaires.

Au Parlement du Canada, comme dans toutes les assemblées législatives qui s'inspirent du modèle britannique, le mode d'adoption des lois est bien défini. Un projet de loi doit franchir diverses étapes bien précises à la Chambre des communes et au Sénat avant d'avoir force de loi. Dans le jargon parlementaire, ces étapes forment ce qu'on appelle le processus législatif. En adoptant un projet de loi, la Chambre des communes et le Sénat demandent à

Gregory Tardi, The Legal Framework of Government: A Canadian Guide, Aurora, Ont.: Canada Law Book Inc., 1992, p. 122.

la Couronne de proclamer que ce texte énonce la loi du pays. Une fois que la sanction royale lui est donnée, le projet de loi change de nature et devient un texte législatif. Comme le processus par lequel une proposition législative devient d'abord un projet de loi, puis une loi, se déroule au Parlement, il s'ensuit que le résultat — le texte législatif — est souvent appelé «loi du Parlement»².

Le processus commence traditionnellement par le dépôt d'un projet de loi dans l'une ou l'autre chambre et se termine par la cérémonie de la sanction royale qui réunit les trois composantes du Parlement, à savoir la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes. Le processus est complexe, mais la validation d'une loi vient de l'approbation du même texte par les trois composantes du Parlement.

Ce chapitre examinera les étapes qu'un projet de loi d'intérêt public doit franchir avant de devenir loi. Les projets de loi d'intérêt privé franchissent essentiellement les mêmes étapes, mais ils doivent reposer sur une pétition et sont assujettis à certaines règles spéciales³.

Historique

604

GRANDE-BRETAGNE

L'origine du processus législatif remonte à l'ère médiévale. Dans les premiers temps de la formation du Parlement britannique, les requêtes des Communes en matière de législation étaient adressées au roi sous la forme de pétitions⁴. Lorsque le roi convoquait le Parlement pour obtenir des crédits, les Communes lui transmettaient alors, par écrit ou de vive voix, les pétitions pour lesquelles, en retour, elles souhaitaient obtenir son assentiment. Les pétitions accueillies favorablement par le roi⁵ étaient ensuite rédigées par ses conseillers sous forme de statuts⁶ consignés dans un registre (le Statute Roll). Ces statuts devaient exprimer le libellé de la pétition et la réponse du roi, mais il arrivait souvent que le roi et ses conseillers prennent l'initiative de

- 2. Stewart, p. 79.
- Les étapes relatives aux projets de loi d'intérêt privé sont décrites au chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé ».
- 4. Voir A. R. Myers, «Parliamentary Petitions in the Fifteenth Century», The English Historical Review, vol. LII, 1937, p. 590-613. Pour un aperçu historique du processus législatif en Grande-Bretagne, on pourra consulter les ouvrages suivants: sir William R. Anson, The Law and Custom of the Constitution, 4° éd., édition révisée (1911), Oxford: Clarendon Press, vol. I, p. 240-254; Sheila Lambert, «Procedure in the House of Commons in the early Stuart period», The English Historical Review, vol. XCV, 1980, p. 753-781.
- 5. Une réponse favorable était exprimée par les mots le roy le veult, une réponse négative par les mots le roy s'avisera. Jusqu'à la dernière partie du règne d'Edouard III (1327-1377), toutes les procédures parlementaires étaient conduites en français. L'usage de l'anglais fut extrêmement rare jusqu'au règne d'Henri IV (1399-1413). Depuis le règne d'Henri VII (1485-1509), l'anglais est utilisé pour toutes les procédures, à l'exception de la formule de la sanction royale qui est toujours exprimée en français normand (May, 11* éd., tome deux, p. 145-146 (version française); 22° éd., p. 565).
- 6. Le terme «statut» ne se dit au sens de «loi» qu'en parlant de la Grande-Bretagne et, par extension, des autres monarchies constitutionnelles du Commonwealth. Au Canada, on utilise cependant le terme «loi».

modifier le libellé de la pétition de façon substantielle et, dans certains cas, ne respectent pas la réponse donnée⁷.

Une étape importante du processus fut franchie en 1414 lorsque les Communes demandèrent à Henri V (1413-1422) d'être considérées «autant comme partie consentante que comme pétitionnaires» et demandèrent également que leurs pétitions, lorsque formulées sous forme de statut, ne soient plus modifiées sans leur consentement⁸. Quelques années plus tard, sous le règne d'Henri VI (1422-1461; 1470-1471), les Communes réussirent à faire instaurer la pratique voulant que leurs requêtes en matière de législation soient présentées au roi sous la forme de projets de loi et elles obtinrent du roi l'assurance que ceux-ci ne seraient pas modifiés sans leur consentement⁹.

L'évolution du rôle des Communes dans le processus législatif a aussi été marquée par les changements qui furent apportés à la formule d'édiction des statuts. Depuis le début du règne d'Edouard III (1327-1377), les mots «à la demande des Communes» étaient utilisés comme formule d'édiction. Sous le règne d'Henri VI, les mots «par autorité du Parlement» firent leur apparation dans les textes de loi, consacrant ainsi l'influence grandissante des Communes dans le processus législatif ¹⁰.

À partir du moment où il fut admis que les statuts devaient refléter fidèlement les requêtes des Communes en matière de législation, il devint nécessaire d'établir des règles de procédure devant guider la présentation et l'adoption des projets de loi. À la fin du règne d'Elizabeth I (1558-1603), la pratique des trois lectures, sans débat à l'étape de la première lecture, et du renvoi du projet de loi à un comité après la deuxième lecture, était déià bien établie 11.

CANADA

Avant la Confédération

Dans les années précédant la Confédération, les assemblées des colonies canadiennes s'appuyaient sur les traditions parlementaires britanniques pour la conduite de leurs délibérations. Les assemblées législatives du Haut et du Bas-Canada qui

^{7.} Une réponse affirmative ne signifiait pas nécessairement que les Communes avaient obtenu du roi ce qu'elles voulaient en matière de législation. Il arrivait parfois que l'affaire était oubliée ou, intentionnellement, mise de côté jusqu'à la dissolution du Parlement. Voir Ronald Butt, A History of Parliament: The Middle Ages, Londres: Constable, p. 271; Anson, p. 247.

^{8.} Anson, p. 248.

Bien qu'à l'occasion, Henri VI et Edouard IV (1461-1470 et 1471-1483) ajoutèrent de nouvelles clauses aux statuts sans avoir consuité le Parlement, la manière de légiférer, telle que nous la connaissons de nos jours, trouve son origine à l'époque d'Henri VI (May, 11° éd., tome deux, p. 87-88, version française).

^{10.} Anson, p. 249.

J.E. Neale, The Elizabethan House of Commons, Hammondsworth: Penguin Books, 1th éd. (1949), édition révisée (1963), p. 356.

furent instituées par l'Acte constitutionnel de 1791 s'inspirèrent de la procédure parlementaire britannique¹². Le processus législatif de l'Assemblée du Haut-Canada n'était cependant pas aussi élaboré que celui de l'Assemblée du Bas-Canada qui avait, dès 1792, adopté un plus grand nombre de règles de procédure pour l'adoption de ses projets de loi ¹³.

Le premier code de procédure canadien, qui parut en mars 1793 sous le titre Règles et règlements de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada¹⁴, prévoyait des dispositions devant régir autant la présentation que l'adoption des projets de loi de cette assemblée. À cette époque, on confiait souvent à des comités le soin d'élaborer un projet de loi ¹⁵. Tout projet de loi devait être présenté par voie de motion, recevoir trois lectures dans les deux langues ¹⁶ et ne pouvait faire l'objet d'amendements ni être renvoyé à un comité avant d'avoir subi l'étape de la deuxième lecture ¹⁷. Tout projet de loi devait également avoir été imprimé avant la deuxième lecture. Après avoir été adoptés par l'Assemblée, les projets de loi étaient transmis au Conseil législatif pour recevoir l'assentiment des membres du Conseil et, éventuellement, la sanction royale ¹⁸.

Lors de l'union du Haut.et du Bas-Canada en 1840, les législateurs durent s'entendre sur une même procédure. La plupart des règles adoptées à ce moment-là furent celles qui étaient en vigueur à l'Assemblée du Bas-Canada¹⁹. La procédure relative à l'adoption des projets de loi d'intérêt public demeura essentiellement la même ²⁰. On adopta cependant plusieurs dispositions pour traiter des projets de loi d'intérêt privé ²¹.

^{12.} Bourinot, 1" éd., p. 19.

^{13.} O'Brien, p. 86-89, 113-114, 173-174.

^{14.} Il s'agissait alors d'un document de 73 pages qui avait été préparé par un comité de l'Assemblée, sous la direction du Président, Jean-Antoine Panet.

^{15.} O'Brien, p. 174.

^{16.} Afin de conserver l'uniformité des textes, les projets de loi relatifs aux lois criminelles de la Grande-Bretagne étaient présentés en anglais. Ils étaient ensuite traduits. Ceux relatifs aux lois, coutumes et droits civils étaient présentés en français et étaient par la suite traduits. Il pouvait donc y avoir un intervalle de quelques jours entre le moment du dépôt de la motion visant à la présentation du projet de loi et la motion de première lecture (O'Brien, p. 174).

^{17.} À cette époque, les projets de loi étaient renvoyés à un comité plénier ou à un comité restreint. Voir au chapitre 19, «Les comités pléniers», la section qui donne un aperçu historique des comités pléniers au Canada.

^{18.} Tout projet de loi devait, dans un premier temps, être soumis au gouverneur, ou à son représentant, qui pouvait donner ou retenir l'approbation de Sa Majesté ou la lui faire parvenir pour son bon plaisir. Sa Majesté pouvait, dans les deux années suivant la réception du projet de loi, déclarer son désaveu (Acte constitutionnel de 1791, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 3, art. XXX et XXXI).

^{19.} O'Brien, p. 134.

^{20.} O'Brien, p. 279-280.

^{21.} O'Brien, p. 279.

Depuis la Confédération

Lorsque la Chambre des communes du Canada s'est réunie la première fois, le 6 novembre 1867, elle entreprit ses travaux sous le régime des règlements de l'Assemblée législative de la Province du Canada, lesquels comprenaient déjà des dispositions relatives aux délibérations sur les projets de loi. Le 20 décembre 1867, elle entérinait le rapport d'un comité spécial qui avait été chargé d'aider le Président à établir des règles de procédure pour la Chambre. Le seul changement important qui fut alors apporté aux règles de l'ancienne Assemblée législative du Canada visait principalement le processus d'examen des projets de loi d'intérêt pri vé ²². Conséquemment, les articles qui figuraient dans le Règlement de l'ancienne Assemblée législative du Canada, sous la rubrique «Délibérations sur les Bills » ²³, furent reproduits intégralement dans la première édition du Règlement de la Chambre des communes.

Quelques-unes des règles relatives au processus législatif en vigueur à la Confédération le sont encore de nos jours. On peut citer notamment les articles du Règlement visant à interdire la présentation de projets de loi en blanc ou dans une forme incomplète, et ceux qui stipulent que tout projet de loi doit être soumis à trois lectures en des jours différents, être imprimé dans les deux langues officielles et être certifié par le Greffier de la Chambre à chacune des lectures²⁴.

Depuis 1867, les règles de procédure qui régissent le processus législatif ont fait l'objet de nombreuses modifications visant à faciliter l'examen des projets de loi d'intérêt public, à élargir le rôle des comités et à permettre une plus grande participation des députés. Par exemple, jusqu'en 1913, un député devait solliciter l'autorisation de la Chambre s'il souhaitait présenter un projet de loi. Cette motion pouvait faire l'objet d'un débat et d'amendements 25. En avril 1913, la Chambre décida que les motions d'autorisation n'étaient plus sujettes à débat ni à amendements 26. De plus, en 1955, elle ajouta à son Règlement une autre disposition afin de préciser la pratique voulant que le député qui proposait une telle motion soit autorisé à donner une brève description du projet de loi 27. En 1991, la Chambre modifia à nouveau le Règlement pour faire en sorte que les motions d'autorisation soient réputées adoptées sans débat ni amendement ni mise aux voix 28.

Certaines règles de procédure furent également modifiées afin de permèttre à la Chambre d'expédier ses affaires. De la Confédération jusqu'en 1927, il n'y avait

^{22.} Débats, 20 décembre 1867, p. 333.

^{23.} Pendant plusieurs années, on a eu recours au terme «Bill» pour désigner, aussi bien en français qu'en anglais, les projets de loi. Ce n'est que depuis 1982 que le terme «projet de loi» figure dans la version française du Règlement de la Chambre.

Voir les articles 40, 43, 44, 48 et 93 de la première édition du Règlement de la Chambre qui a été adoptée le 20 décembre 1867.

^{25.} Voir, par exemple, Journaux, 4 mars 1884, p. 184-185.

^{26.} Journaux, 23 avril 1913, p. 546-548.

^{27.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 930-931.

^{28.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2913.

pratiquement aucune limite de temps pour la durée des discours des députés. Les débats sur les projets de loi pouvaient parfois s'étendre sur plusieurs jours²⁹. En 1927, la Chambre adopta une règle qui imposait une limite aux discours de la majorité des députés²⁰. Cette règle fondamentale fut maintenue sans modification jusqu'en 1982, année où la Chambre incorpora au processus législatif des dispositions spécifiques devant régir la durée des discours et la période des questions et observations³¹.

Au fil des ans, divers comités spéciaux se sont penchés sur les règles de procédure devant régir le processus législatif³². En 1968, la Chambre confiait au Comité spécial de la procédure et de l'organisation de la Chambre le soin de réviser en profondeur le processus législatif³³. Dans son troisième rapport, le Comité recommanda des changements tendant à supprimer les pratiques désuètes³⁴, à donner davantage aux députés l'occasion de prendre part de façon significative à l'étude et à la mise en forme des projets de loi, et à définir les étapes décisives de l'adoption d'un projet de loi ³⁵. Parmi les principales dispositions qui furent alors adoptées, on compte notamment le renvoi aux comités permanents ou spéciaux des projets de loi autres que ceux fondés sur des motions de subsides et de voies et moyens, le rétablissement de l'étape du rapport comme stade de délibérations dans le processus législatif et, lors de l'étude menée à cette étape, la réduction de la durée maximale de la majorité des discours ainsi que l'autorisation accordée au Président de choisir et de regrouper les amendements ³⁶.

- 29. Voir les commentaires dans Débats, 19 avril 1886, p. 803-804.
- Journaux, 22 mars 1927, p. 328-329. Jusqu'en 1982, c'est l'actuel article 43 qui régissait la durée des discours pendant l'étude des projets de loi.
- Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400. Voir aussi le troisième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328).
- 32. Voir, en particulier, le Rapport du Comité mixte qui, en 1923, avait été constitué pour étudier diverses questions dont la forme des projets de loi (*Journaux*, 14 juin 1923, p. 469-470). Voir également le paragraphe 2 du Rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation de la Chambre, présenté le 19 décembre 1963 (*Journaux*, p. 705-706), et le paragraphe 9 du premier Rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation de la Chambre, présenté le 25 mars 1964 (*Journaux*, p. 125).
- 33. Journaux, 24 septembre 1968, p. 68; 20 décembre 1968, p. 554-562. Voir également le quatrième Rapport du Comité spécial de la procédure de la Chambre qui avait été présenté le 13 mars 1968 (Journaux, p. 761-767), soit avant la dissolution de la 27* législature.
- 34. Voir Journaux, 6 décembre 1968, p. 432.
- 35. Par exemple, la première version de l'article 69, adoptée en décembre 1887, se lisait comme suit: « Que ce Bill soit maintenant lu une première fois ». Le texte de cet article est demeuré inchangé jusqu'à ce que des modifications adoptées en décembre 1988 lui confèrent son libellé actuel: « Que le projet de loi soit lu une première fois et imprimé ». Par cette modification, le comité visait à ce que l'adoption de la motion signifie uniquement que la Chambre consente à la présentation du projet de loi, sans s'engager à autre chose qu'à le faire porter à la connaissance du Parlement et du public. Le nouveau texte donnait suite à certains des objectifs du Comité qui souhaitait que soient définies les étapes décisives de l'adoption d'un projet de loi. S'il recommandait de maintenir les trois étapes de lecture, le Comité proposait de reformuler les trois motions afférentes de manière à mettre en lumière les principes sous-jacents de ces étapes du processus législatif (Journaux, 6 décembre 1968, p. 432-433; 20 décembre 1968, p. 576).
- 36. Journaux, 6 décembre 1968, p. 432-434; 20 décembre 1968, p. 554-562.

Au début des années 1980, des comités spéciaux ayant comme mandat d'examiner la procédure de la Chambre se sont de nouveau penchés sur le double enjeu de l'accélération et de l'approfondissement de l'examen des projets de loi et de l'élargissement du mandat des comités. En mars 1983, une étude recommandait la création de comités législatifs qui seraient chargés d'examiner à fond les projets de loi ³⁷. Bien que les recommandations émanant de cette étude n'aient pas été adoptées, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre proposa, en 1984, une recommandation visant la création de comités législatifs et recommanda de plus que les projets de loi fondés sur des motions de voies et moyens soient également renvoyés à des comités législatifs. Ce comité fit valoir que l'étude de projets de loi complexes, en petits comités constitués d'un groupe de députés spécialisés, était préférable à leur examen en comité plénier ³⁸. Ces deux recommandations furent intégrées aux modifications que l'on apporta au Règlement le 27 juin 1985 ³⁹.

Quelques années plus tard, en avril 1991, la Chambre apporta des changements substantiels à son Règlement dans le but notamment de permettre l'adoption automatique des motions de dépôt et de première lecture des projets de loi, de renvoyer, sur proposition d'un ministre après consultation, un projet de loi à un comité permanent ou spécial plutôt qu'à un comité législatif, d'exiger un délai de deux jours de séance plutôt que de 48 heures entre le moment où il a été fait rapport d'un projet de loi et celui du début de l'étude à l'étape du rapport, et d'exiger un préavis écrit de 24 heures pour toute motion relative à des amendements apportés à un projet de loi par le Sénat 40.

Au début de la 35^e législature en 1994, le Règlement fut à nouveau modifié pour apporter une plus grande souplesse au processus législatif ⁴¹. On y ajouta de nouvelles dispositions relatives à l'élaboration et au dépôt de projets de loi par des comités et on offrit l'option de déférer les projets de loi à des comités permanents, spéciaux, ou législatifs. L'obligation de déférer à un comité plénier tout projet de loi fondé sur une motion de subsides était cependant maintenue. Par ailleurs, il devenait possible pour un ministre de proposer le renvoi d'un projet de loi d'initiative ministérielle à un comité avant la deuxième lecture.

Bien que la Chambre soit revenue depuis à la pratique antérieure qui consistait à renvoyer l'examen de projets de loi uniquement à des comités permanents ou spéciaux, les dispositions relatives au renvoi des projets de loi à des comités législatifs n'ont pas été modifiées. Elles sont toujours en vigueur, mais n'ont jamais été utilisées depuis les changements au Règlement en 1994.

Voir le sixième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 29 mars 1983 (Journaux, p. 5765), fascicule nº 19, p. 19:3-12.

^{38.} Voir les pages 7 à 10 et la page 21 du premier Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211), fascicule n° 2.

^{39.} Journaux, 27 juin 1985, p. 918-919.

^{40.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2898-2932.

^{41.} Journaux, 25 janvier 1994, p. 58, 61; 7 février 1994, p. 112-120.

Types de projets de loi

Il existe deux principales catégories de projets de loi, les projets de loi d'intérêt public et les projets de loi d'intérêt privé. Alors que les projets de loi d'intérêt public portent sur des questions d'intérêt national⁴², les projets de loi d'intérêt privé visent à accorder des pouvoirs, des droits spéciaux ou des dérogations à une ou plusieurs personnes, y compris à des personnes morales⁴³.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

Les projets de loi d'intérêt public peuvent être d'origine ministérielle; on les désigne alors comme étant des «projets de loi émanant du gouvernement» ou des «projets de loi d'initiative ministérielle». Ils peuvent également émaner de simples députés; on dit alors que ce sont des «projets de loi émanant des députés» ou des «projets de loi d'initiative parlementaire».

Projets de loi d'initiative ministérielle

Le projet de loi d'initiative ministérielle est un texte que le gouvernement soumet au Parlement en vue d'être approuvé et possiblement modifié avant de devenir loi. Il porte sur une question d'intérêt public et peut inclure des dispositions d'ordre financier.

Projets de loi d'initiative parlementaire

Le projet de loi d'initiative parlementaire est un texte qui est soumis au Parlement par un député qui n'est pas ministre en vue d'être approuvé (et possiblement modifié) avant de devenir loi. La plupart des projets de loi de ce type émanent de la Chambre des communes, mais un certain nombre d'entre eux sont transmis aux Communes par le Sénat.

L'étude des projets de loi d'initiative parlementaire ne peut avoir lieu que pendant l'heure réservée aux «Affaires émanant des députés » ⁴⁴. Avant qu'un tel projet de loi puisse être étudié par la Chambre, il doit avoir été choisi à la suite d'un tirage au sort comme le prévoit le Règlement ⁴⁵. Au moins deux semaines doivent s'écouler entre la première et la deuxième lecture de ce type de projet de loi ⁴⁶.

Voir, par exemple, le projet de loi C-15, Loi modifiant la législation sur les institutions financières et édictant une nouvelle loi (Journaux, 8 mars 1996, p. 69).

^{43.} Voir, par exemple, le projet de loi C-1001, Loi concernant Bell Canada (Journaux, 12 avril 1978, p. 638).

^{44.} Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

^{45.} Art. 87 à 99 du Règlement.

^{46.} Art. 88 du Règlement.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Le projet de loi d'intérêt privé a pour but de soustraire une personne ou un groupe de personnes, y compris une personne morale, à l'application d'une loi⁴⁷. Il ne peut pas être présenté par un ministre et doit être fondé sur une pétition qui aura été signée par les intéressés. La distinction entre un projet de loi d'intérêt public et un projet de loi d'intérêt privé est principalement basée sur l'objet du projet de loi.

La plupart des projets de loi d'intérêt privé sont présentés au Sénat, mais peuvent aussi, bien que ce soit plus rare, être déposés à la Chambre des communes. Une fois devant la Chambre, ils sont alors traités dans le cadre des affaires émanant des députés puisqu'ils sont proposés par des députés qui n'occupent pas de fonctions ministérielles. Même si les projets de loi d'intérêt privé doivent franchir les étapes communes aux mesures législatives, d'autres étapes précèdent leur dépôt⁴⁸.

Les projets de loi qui semblent être à la fois d'intérêt public et d'intérêt privé sont désignés comme étant des projets de loi hybrides ou «projets de loi mixtes». Bien que l'usage parlementaire britannique accepte ce genre de projet de loi, il n'en est pas ainsi au Parlement canadien 49. La procédure parlementaire canadienne exige en effet que tous les projets de loi soient classés dans la catégorie des projets de loi d'intérêt public ou dans celle des projets de loi d'intérêt privé 50. Lorsque se trouvent réunies dans un même projet de loi des considérations d'intérêt public et d'intérêt privé, ce projet de loi est alors traité comme un projet de loi d'intérêt public 51.

Forme de projet de loi

L'adoption d'une loi par le Parlement est l'aboutissement d'un long processus qui commence par la proposition, la formulation et la rédaction d'un projet de loi. La rédaction d'un projet de loi, en particulier, est l'une des étapes les plus importantes du processus. Les décideurs et les rédacteurs doivent alors prendre en considération certaines contraintes qui, si non respectées, peuvent avoir des conséquences sur l'interprétation et l'application de la loi et sur le bon déroulement du processus législatif.

- 47. La loi d'intérêt privé peut être définie comme étant une loi « d'une nature toute particulière, [ayant] pour objet de conférer à certaines personnes ou à certains groupes, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, des pouvoirs ou des avantages exceptionnels [...] qui même peuvent aller à l'encontre des règles du droit commun» (Beauchesne, 6° éd., p. 295-296).
- 48. Voir le chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».
- 49. Dans une décision du 22 février 1971, le Président Lamoureux déclarait que: «[...] le fait que [le projet de loi incluant des caractéristiques d'ordre privé et public] puisse correspondre à ce qu'on appelle un [projet de loi] hybride [...] au Parlement britannique ne signifie pas que nous devions le considérer sous cet aspect » (Journaux, p. 351).
- 50. Dans une décision du 12 mars 1875, le Président Anglin a clairement établi qu'un projet de loi ayant des considérations d'ordre privé ne pouvait être présenté à titre de projet de loi d'intérêt public (*Journaux*, p. 213). Voir également *Journaux*, 23 octobre 1975, p. 795-796.
- 51. Journaux, 22 février 1971, p. 352; Débats, 15 avril 1985, p. 3699-3700.

CADRE DE L'INTERVENTION LÉGISLATIVE

La Constitution du Canada fournit un certain nombre des règles qui définissent le cadre de l'intervention législative et imposent au gouvernement et au Parlement des limites ⁵². La dualité juridique, qui constitue l'une des spécificités du Canada, pourra avoir des répercussions différentes sur l'application d'une loi fédérale et son interprétation selon que l'on vise un territoire qui est régi par la common law ou par le droit civil ⁵³.

Les projets de loi doivent être adoptés, publiés et imprimés simultanément en français et en anglais. Suivant l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, ceuxci doivent être établis dans les deux langues dans l'ensemble du processus législatif, y compris à l'étape de la première lecture⁵⁴. L'article 18 de la *Loi constitutionnelle de 1982* stipule en outre que les deux versions des lois ont également force de loi.

RÉDACTION DES PROJETS DE LOI

Projets de loi d'initiative ministérielle

La production d'une mesure ministérielle s'amorce lorsque le gouvernement décide de transformer une initiative politique en proposition législative 55. Le ministère de la Justice rédige alors un avant-projet de loi selon les instructions du Conseil des ministres 56. Le ministre de la Justice est tenu d'examiner tous les projets de loi d'initiative ministérielle et d'en vérifier la compatibilité avec la Déclaration canadienne des droits et la Charte canadienne des droits et libertés 57.

Lorsque la rédaction du projet de loi dans les deux langues officielles est terminée, celui-ci doit être approuvé par le Cabinet avant son dépôt au Parlement. Le leader du gouvernement aux Communes est responsable de l'examen du projet de loi

- 52. Par exemple, les articles 91 et 92 de la Loi constitutionnelle de 1867 établissent l'autorité législative du Parlement du Canada et celle des législatures provinciales. Les articles 53 à 57 édictent des règles relatives à la législation fiscale et à la sanction royale des projets de loi. La Charte canadienne des droits et libertés impose au Parlement certaines prescriptions et restrictions, notamment en matière des droits et libertés fondamentaux.
- 53. Deux systèmes juridiques coexistent au Canada. Le droit fédéral et celui des provinces autres que le Québec sont réglis par la common law de tradition anglo-saxonne. Le droit du Québec obéit aux règles d'inspiration romano-germanique et forme ce qu'on appelle le «droit civil».
- 54. Voir la décision de la Cour suprême du Canada dans Renvoi: Droits linguistiques au Manitoba (1985) (1 R.C.S. 721-783) qui donne une interprétation de l'article 33 de la Loi constitutionnelle de 1867. Voir également l'article 6 de la Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, L.C. 1988, ch. 38.
- 55. Pour de plus amples renseignements sur les mécanismes par lesquels s'élaborent les lois fédérales, ainsi que sur le rôle des principaux intervenants, voir le document intitulé Lois et Règiements: L'Essentiel (ci-après cité L'Essentiel) du ministère de la Justice.
- 56. Avant 1948, il revenait à chaque ministère ou autre organisme de rédiger les projets de loi gouvernementaux relevant de sa compétence. Ceux-ci étaient ensuite examinés et révisés et souvent réécrits sous la direction du légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes. En 1948, leur rédaction a été confiée à la Section de la législation du ministère de la Justice.
- 57. Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1985 (1" suppl.), ch. 31, art. 93. Voir aussi L'Essentiel, p. 26-29.

et de la recommandation quant à son dépôt au Parlement. Généralement, il demande au Cabinet de lui déléguer cette tâche ⁵⁸.

Projets de loi d'initiative parlementaire

Les députés qui ne font pas partie du Cabinet peuvent présenter des projets de loi qui seront étudiés dans le cadre des affaires émanant des députés. Les députés ont accès aux services législatifs, placés sous l'autorité du Président de la Chambre, pour la rédaction de leurs projets de loi. Avant qu'un projet de loi soit déposé à la Chambre, les services législatifs de la Chambre des communes en vérifient la forme et la conformité aux conventions législatives et parlementaires ⁵⁹.

Projets de loi d'intérêt privé

Parrainé par un simple député, le projet de loi d'intérêt privé repose sur une pétition qui doit, dans un premier temps, avoir fait l'objet d'un rapport favorable par l'examinateur des pétitions ou par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre⁶⁰. Bien que la forme de ce type de projet de loi soit identique à celle du projet de loi d'intérêt public, le projet de loi d'intérêt privé doit cependant comporter un préambule, ce qui n'est pas obligatoire pour le projet de loi d'intérêt public⁶¹. Le Règlement de la Chambre prévoit également certaines règles de rédaction qui visent en particulier les projets de loi ayant pour objet une loi de constitution en corporation et ceux portant modification ou abrogation de lois existantes⁶².

Rédaction par un comité

Un comité peut se voir confier le mandat d'élaborer et de déposer un projet de loi⁶³. Un comité peut aussi être créé à cette fin précise. La motion tendant à l'élaboration d'un projet de loi par un comité peut être proposée par un ministre ou par un simple député. Le comité qui aura été chargé d'élaborer un projet de loi devra recommander, dans son rapport à la Chambre, les principes, l'étendue et les dispositions générales

- 58. Voir L'Essentiel, p. 131-132.
- 59. Une recommandation royale, que seul un ministre peut présenter, est requise avant l'adoption des projets de loi qui contiennent des dispositions entraînant expressément une affectation des crédits. De plus, les députés ne peuvent déposer des projets de loi qui augmenteront les impôts, car ce genre de projet de loi doit être précédé d'une motion de voies et moyens proposée par un ministre.
- 60. Les dispositions relatives à ce type de projet de loi sont décrites aux articles 129 à 147 du Règlement. Voir également le chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».
- 61. Beauchesne, 6º éd., p. 297.
- 62. Voir en particulier les paragraphes 2 à 5 de l'article 136 du Règlement. Voir également, au chapitre 23 («Les projets de loi d'intérêt privé»), la section qui traite de la forme des projets de loi d'intérêt privé.
- 63. Art. 68 (4)a) et b) du Règlement. En février 1994, la Chambre a ajouté à son Règlement de nouvelles dispositions relatives à l'élaboration et au dépôt de projets de loi par des comités (*Journaux*, 7 février 1994, p. 115-116). Cette possibilité a toujours existé, mais la Chambre n'y a eu recours que très rarement. Voir, -par exemple, la motion de G.W. Baldwin (Peace River) au *Feuilleton et Ordre du jour* (10 novembre 1969, p. 31); la motion proposée par Geoff Wilson (Swift Current Maple Creek) sous la rubrique des Affaires émanant des députés (*Journaux*, 13 décembre 1985, p. 1390); et la motion de Don Mazankowski (vice-premier ministre) (*Journaux*, 27 avril 1987, p. 783-785).

du projet de loi et, s'il le juge à propos, son libellé⁶⁴. Si la Chambre adopte le rapport du comité, la motion d'adoption constituera l'ordre de dépôt du projet de loi fondé sur ce rapport.

Autres caractéristiques de rédaction

Les projets de loi peuvent aussi, selon le but visé par la mesure législative, revêtir d'autres caractéristiques de rédaction.

- Textes nouveaux: Projets de loi résultant d'une décision politique ou, dans certains cas, de traités, de conventions, d'accords, de l'acceptation de recommandations figurant dans un rapport de groupe de travail ou de commission royale d'enquête, de l'exécution de mesures administratives ou de situations d'urgence⁶⁵.
- Textes portant refonte: Projets de loi résultant de l'application d'une disposition de réexamen d'une loi (certaines lois stipulent qu'elles doivent être révisées après un certain temps) ou de l'évolution de la conjoncture économique ou sociale⁶⁶.
- Textes modificatifs de lois en vigueur: Projets de loi visant à modifier des lois en vigueur. Les modifications peuvent être de fond ou simplement de nature formelle ou administrative.
- Projets de lois correctives: Une initiative ayant pour but d'éliminer dans les lois en vigueur les anomalies, les contradictions, les archaïsmes ou erreurs qu'elles peuvent contenir et de leur apporter certaines modifications mineures⁶⁷.
- Projets de loi de voies et moyens: Une initiative fondée sur des motions de voies et moyens et ayant pour objet l'imposition d'une nouvelle taxe ou d'un nouvel impôt, le maintien d'une taxe ou d'un impôt qui expire, l'augmentation d'une taxe ou d'un impôt existant ou l'élargissement du champ d'application d'une taxe ou

^{64.} Art. 68(5) du Règlement.

^{65.} Voir, par exemple, la Loi sur Investissements Canada qui constituait l'aboutissement d'une initiative politique, L. R. C. 1985, ch. 28 (1st suppl.); la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (L.R.C. 1985, ch. 23), qui faisait suite à un rapport de commission royale d'enquête; la Loi de 1984 sur la Convention Canada – États-Unis en matière d'impôts (L.C. 1984, ch. 20), qui résultait d'un traité; la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique (L.C. 1984, ch. 24), qui faisait suite à un accord; la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions (L.R.C. 1985, ch. G-2), qui constituait une mesure administrative (Ministère de la Justice du Canada, La réalisation des lois fédérales du Canada, 1989, p. 6).

Voir, par exemple, la Loi sur les jeunes délinquants (L.R.C. 1970, ch. J-3), qui a été remplacée par la Loi sur les jeunes contrevenants (L.R.C. 1985, ch. Y-1) (La réalisation des lois fédérales du Canada, p. 6).

^{67.} Les propositions doivent être conformes aux critères suivants: ne pas être sujettes à controverse; ne pas comporter de dépenses de fonds publics; ne pas porter atteinte aux droits de la personne; ne pas créer d'infraction ni assujettir une nouvelle catégorie de justiciables à une infraction existante (La réalisation des lois fédérales du Canada, p. 7).

- d'un impôt. Ces projets de loi sont alors régis par des dispositions spécifiques du Règlement⁶⁸. Seul un ministre peut présenter un projet de loi de voies et moyens⁶⁹.
- Projets de loi de crédits: Une initiative présentée à la Chambre suite à l'adoption du Budget des dépenses principal ou supplémentaire ou de crédits provisoires.
 Ces projets de loi sont aussi régis par des dispositions spécifiques du Règlement ⁷⁰.
 Seul un ministre peut présenter un projet de loi de crédits.
- Projets de loi portant pouvoir d'emprunt: Une initiative visant à autoriser l'émission d'emprunts lorsque les recettes de l'État n'arrivent pas à couvrir les dépenses du gouvernement⁷¹.
- Projet de loi fictif: Un projet de loi fictif ou pro forma est présenté par le premier ministre au début de chaque session. Il vise à affirmer le droit de la Chambre de délibérer et de légiférer quels que soient les motifs de convocation énoncés dans le discours du Trône. Intitulé Loi concernant la prestation des serments d'office, il porte le numéro C-1 et n'est pas imprimé. Il reçoit une première lecture, mais ne fait pas l'objet d'une deuxième lecture⁷².
- Avant-projet de loi: Ce terme est utilisé pour désigner l'ébauche d'un projet de loi qui n'a pas encore été déposé dans l'une ou l'autre chambre. À l'occasion, il arrive que l'ébauche d'un projet de loi d'initiative ministérielle soit soumise à un comité pour étude. L'étape de la première lecture n'ayant pas encore eu lieu, le comité peut ainsi en étudier les dispositions législatives, sans être restreint par les règles du processus législatif, et recommander les changements qui devraient y être apportés. Le gouvernement pourra ainsi tenir compte du rapport du comité lorsqu'il finalisera l'ébauche du projet de loi.
- Projets de loi omnibus: Malgré l'utilisation fréquente de l'expression, il n'existe pas de définition précise d'un projet de loi omnibus, aussi appelé «projet de loi composite». En général, un projet de loi omnibus vise à modifier, à abroger ou à adopter plus d'une loi et il se caractérise par diverses parties indépendantes, mais ayant néanmoins un lien entre elles⁷³. Tout en cherchant à créer ou à modifier
- 68. Art. 83 du Règlement. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 69. Aussi appelés «projets de loi fiscale». Les plus importants d'entre eux sont ceux qui découlent du discours du Budget, notamment les textes modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (La réalisation des lois fédérales du Canada, p. 6). Les dispositions relatives à ce type de projet de loi sont décrites en détail au chapitre 18, «Les procédures financières».
- 70. Art. 73(4), 81 et 82 du Règlement. Voir également le chaptire 18, «Les procédures financières».
- 71. Art. 73(5) du Règlement. Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 72. Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1997, p. 11. Cette coutume est respectée par d'autres parlements où, dans la plupart des cas, le projet de loi est lu une première fois puis disparaît jusqu'au début de la session suivante: pour la Chambre des représentants australienne, il s'agit d'un projet de loi « de pure forme » ou « de privilège » (House of Representatives Practice, 3° éd., p. 234-235); à la Chambre bitannique, il s'agit du «projet de loi des prescriptions» (May, 22° éd., p. 245). À l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, le projet de loi fictif est le projet de loi 1, Loi visant à assurer la primauté du Parlement (voir, par exemple, Procès-verbaux des 17 mars 1992, et 26 mars 1998). Voir aussi le chapitre 8, « Le cycle parlementaire ».
- 73. Voir la décision du Président Parent, Débats, 11 avril 1994, p. 2861.

plusieurs lois disparates, le projet de loi omnibus a cependant «un seul principe de base et un seul objet fondamental qui justifie toutes les mesures envisagées et qui rend le projet de loi intelligible à des fins parlementaires » 74. Une des raisons invoquées projet de loi toutes les modifications législatives découlant de l'adoption d'une politique afin de faciliter le débat parlementaire 75.

L'utilisation des projets de loi omnibus est propre au Canada. Le Parlement britannique adopte de tels projets de loi, mais sa pratique législative est différente, notamment en raison d'un contrôle beaucoup plus rigoureux qui est exercé sur la durée des débats. Au Parlement australien, la pratique semble contraire (la procédure permet de regrouper les projets de loi connexes aux fins du débat et de la mise aux voix)⁷⁶.

On ne sait exactement à quelle époque les premiers projets de loi omnibus ont fait leur apparition, mais comme en témoigne le dépôt d'un projet de loi d'intérêt privé visant à confirmer deux accords ferroviaires distincts, l'usage semble remonter à 1888⁷⁷. Plusieurs projets de loi omnibus ont été déposés et adoptés sans que leur forme soulève, de la part des députés, la moindre objection sur le plan de la procédure ⁷⁸.

Il est en effet tout à fait admissible, sur le plan de la procédure, qu'un projet de loi modifie, abroge ou édicte plusieurs lois à condition d'en donner le préavis requis, de l'assortir de la recommandation royale (au besoin) et de respecter la

^{74.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 8 juin 1988, p. 16255.

^{75.} Voir Débats, 1* mars 1982, p. 15485-15486.

House of Representatives Practice, 3^e éd., p. 415-416. Fait intéressant, à deux occasions la Chambre des communes canadienne a eu recours à cette procédure lors de l'étude de projets de loi (*Journaux*, 25 septembre 1991, p. 394-395; 26 novembre 1991, p. 758).

^{77.} Journaux, 26 mars 1888, p. 135-136.

^{78.} La première fois que cette procédure a suscité des réactions, le 2 avril 1953, l'hon. Brooke Claxton, alors ministre de la Défense nationale, a donné l'explication suivante à propos des raisons qui avaient incité le gouvernement à vouloir modifier trois lois au moven d'un seul projet de loi: « Nous avons décidé, avec l'approbation de la Chambre jusqu'à présent, que les honorables députés accepteraient, tout comme l'armée l'accepte très volontiers, que toutes les modifications apportées aux lois actuelles relatives à l'armée soient chaque année contenues dans un seul projet de loi. C'est ainsi qu'ont été adoptées les lois sur les forces canadiennes de 1950, 1951 et 1952. Elles ont toutes apporté des modifications à diverses lois et la mesure à l'étude s'inspire de ce précédent « (Débats, p. 3757). L'adoption des projets de loi suivants confirme bien que les députés ne se sont pas toujours opposés aux projets de loi omnibus; projet de loi C-125 modifiant la Loi de l'assistance-vieillesse, des invalides et des aveugles (L.C. 1963, ch. 26); projet de loi C-40 modifiant les Lois sur les pensions, l'indemnisation et les allocations de guerre aux militaires et aux invalides (L.C. 1980-1983, ch. 19); projet de loi C-42 sur la Société canadienne des postes (L.C. 1980-1983, ch. 54); projet de loi C-43 modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence (L.C. 1995, ch. 12); projet de loi C-41 modifiant la Loi sur le divorce, la Loi sur les ordonnances et les ententes familiales, la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et la Loi sur la marine marchande du Canada (L.C. 1997, ch. 1). Les députés ont parfois émis des commentaires favorables à l'endroit de certains projets de loi omnibus. Voir Débats, 1º mars 1982, p. 15482.

forme exigée ⁷⁹. Pour ce qui est, toutefois, d'amener la présidence à diviser un projet de loi simplement parce qu'il est complexe ou de caractère composite, nombre de précédents permettent de conclure que la pratique canadienne n'autorise rien de tel ⁸⁰.

Refusant les raisons invoquées par le gouvernement, les députés ont souvent maintenu que certains projets de loi omnibus n'étaient pas recevables. Ils ont souvent invoqué leur «ancien privilège» de voter séparément sur chacune des propositions que présente une question complexe. Cependant, les Présidents de la Chambre ont précisé que leur pouvoir de diviser les questions complexes ne devait viser que les motions de fond, et non pas les motions ayant trait à la progression des projets de loi ⁸¹. Les députés font parfois valoir, pour en réclamer la division, que les projets de loi omnibus renferment plus d'un principe ⁸². À l'occasion, les députés soutiennent aussi que le titre long d'un projet de loi omnibus devrait faire mention de toutes les lois qu'il tend à modifier. Sur ce point, la présidence a jugé qu'il n'était pas nécessaire qu'il en soit ainsi⁸³.

- 79. Lorsque certains articles ou parties du Code criminel font l'objet de modifications, il est souvent nécessaire de devoir également modifier d'autres lois. Ce fut le cas du projet de loi C-55 (à propos des délinquants présentant un risque élevé de récidive) qui modifiait aussi la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la Loi sur le casier judiciaire, la Loi sur les prisons et maisons de correction et la Loi sur le Solliciteur général et le ministère (L.C. 1997, ch. 17). Ce fut aussi le cas du projet de loi C-95 (sur les gangs) qui modifiait d'autres lois en conséquence (L.C. 1997, ch. 23).
- 80. Voir, par exemple, les décisions qui ont été rendues par le Président Sauvé (Débats, 2 mars 1982, p. 15532 et 20 juin 1983, p. 26537-26538) et par le Président Fraser (Débats, 8 juin 1988, p. 16255-16257 et 1° avril 1992, p. 9147-9149). Le 8 juin 1988, alors qu'il faisait savoir à la Chambre qu'il ne pouvait procéder à la division du projet de loi C-130, Loi de mise en œuvre de l'accord de libre échange Canada États-Unis d'Amérique, le Président Fraser a déclaré ce qui suit : «Tant que la Chambre n'aura pas adopté de règles précises concernant les projets de loi omnibus, le Président n'a aucun recours, il doit d'abstenir d'intervenir dans le débat et laisser la Chambre régler la question» (Débats, 8 juin 1988, p. 16257).
- 81. Comme le Président Jerome l'a expliqué dans une décision: «[...] une motion contenant au moins deux dispositions de fond est tout à fait différente d'une motion de procédure ou d'une motion qui concerne uniquement la progression d'un bill. La pratique relative aux motions de fond n'a jamais été appliquée aux motions concernant la progression d'un bill. Le recours à un bill modificatif omnibus est bien consacré dans nos usages, et je ne vois aucune raison de rejeter cette pratique ou le raisonnement fort clair et judicieux de mon prédécesseur. Je ne trouve non plus aucune autorité à invoquer qui permettrait à la présidence d'ordonner que le bill soit divisé à cette étape de la deuxième lecture » (Débats, 11 mai 1977, p. 5522). Cette conclusion, que le Président Lamoureux avait tiré le 23 janvier 1969 (Journaux, p. 617), a été reprise par le Président Sauvé le 20 juin 1983 (Débats, p. 26537-26538), et le Président Fraser le 8 juin 1988 (Débats, p. 16256-16257).
- B2. Voir, par exemple, la décision du Président Parent, Débats, 11 avril 1994, p. 2860.
- 83. Voir, par exemple, la décision du Président Fraser, Débats, 8 juin 1988, p. 16257. Le Président avait alors invité les députés à consulter l'ouvrage d'Elmer A. Driedger, The Composition of Legislation: Legislative Forms and Precedents (2° éd., Ottawa: ministère de la Justice, 1976). Voir les pages 153 et 154 de cet ouvrage où l'auteur explique l'usage canadien en ce qui concerne les titres longs. Selon le Président, cet auteur démontre clairement qu'il n'est pas nécessaire de mentionner dans le titre chacune des lois que le projet de loi tend à modifier et que la pratique canadienne a évolué différemment de la pratique britannique par l'usage des termes génériques.

Des motions portant division de projets de loi omnibus ont parfois été proposées en comité. Les présidents de comité ont jugé irrecevables les motions visant à diviser un projet de loi. À moins d'avoir reçu une instruction de la Chambre, un comité n'est autorisé qu'à faire rapport du projet de loi avec ou sans amendement ⁸⁴. Les présidents de comité ont aussi rejeté des motions visant à permettre à un comité de présenter deux rapports sur un même projet de loi, chacun devant porter sur des sujets distincts, ce qui aurait eu pour effet de diviser le projet de loi ⁸⁵. Toutefois, les présidents ont jugé recevables les motions visant à permettre à un comité de demander à la Chambre une instruction l'autorisant à diviser un projet de loi ⁸⁶.

Malgré son refus à diviser les projets de loi omnibus, la présidence a exprimé de profondes inquiétudes quant au droit des députés de bien se faire entendre 87. Aussi a-t-elle parfois senti le besoin de leur suggérer les recours dont ils disposent pour parer au dilemme créé par le fait de devoir approuver en même temps plusieurs dispositions législatives 88.

Il n'est jamais arrivé que la présidence ait décidé qu'un projet de loi devait être divisé en raison de sa complexité. Trois cas présentent cependant un intérêt particulier. En 1981, durant l'étude du projet de loi C-54 visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et à renouveler le pouvoir d'emprunt, le Président Sauvé a ordonné que la partie 1 du projet de loi, relative au pouvoir d'emprunt, soit radiée, parce que le préavis requis faisait défaut 89. Plus tard au cours de la même session, un autre projet de loi modificatif qui englobait à la fois des questions fiscales et le pouvoir d'emprunt fut déposé (le projet de loi C-93). Devant l'insistance de l'opposition, le gouvernement décida de retirer le projet de loi le 7 mai 1982 et présenta deux mesures législatives distinctes le 10 mai 198290. La division du projet de loi omnibus fut le résultat, dans ce cas-ci, du processus politique et non pas du recours à la procédure. Le cas le plus notable est celui du projet de loi C-94 sur la sécurité énergétique. Le 2 mars 1982, suite à un rappel au Règlement qui avait été soulevé la veille pour que la présidence procède à la division du projet de loi, le Président Sauvé déclara qu'il n'existait aucun précédent lui permettant de diviser le projet de loi⁹¹. C'est à ce moment que se produisit l'épisode des «cloches» qui poussa par la suite le gouvernement à proposer, et la Chambre à

Cornité permanent des prévisions budgétaires en général, Procès-verbaux et témoignages, 27 juin 1975, fascicule 39, p. 106.

Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 6 mai 1976, fascicule 45, p. 5-7.

Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord, Procès-verbaux et témoignages, 2 juin 1970, fascicule 23, p. 40.

^{87.} Voir Journaux, 26 janvier 1971, p. 284-285; Débats, 11 mai 1977, p. 5522-5523.

^{88.} Voir, par exemple, Journaux, 26 janvier 1971, p. 284; Débats, 11 mai 1977, p. 5523-5524.

^{89.} Débats, 19 janvier 1981, p. 6319.

^{90.} Journaux, 7 mai 1982, p. 4806-4807; 10 mai 1982, p. 4810.

^{91.} Débats, 2 mars 1982, p. 15532.

adopter, une motion portant division du projet de loi en huit mesures législatives distinctes 92. La division du projet de loi omnibus fut le résultat, encore une fois, de l'interaction politique.

Blancs et forme incomplète

Depuis la Confédération, la présidence a établi que la présentation de projets de loi comprenant des passages en blanc ou dans une forme incomplète est manifestement contraire au Règlement⁹³. Un projet de loi en blanc ou dans une forme incomplète est un projet de loi qui n'a qu'un titre ou dont la rédaction n'est pas terminée⁹⁴. Bien que cette disposition mette l'accent sur les erreurs relevées au moment de la présentation, des députés ont porté ces défauts ou ces anomalies à l'attention de la présidence à diverses étapes de l'étude des projets de loi. Le Président a déjà donné instruction d'annuler l'ordre de deuxième lecture de certains projets de loi après avoir découvert qu'on ne leur avait pas donné leur forme finale et qu'ils n'étaient donc pas prêts à être présentés ⁹⁵.

À l'occasion, certains projets de loi comportent des dispositions qui font référence à des mesures législatives n'ayant pas encore été adoptées. En avril 1970, des députés ont soutenu qu'un projet de loi devait être considéré comme incomplet et ne devait pas être étudié parce qu'il incorporait des dispositions relatives à deux propositions de loi qui n'avaient pas encore été adoptées. Bien que le Président Lamoureux ait jugé le projet de loi conforme, il a précisé que cette question pourrait être à nouveau

- 92. Journaux, 22 mars 1982, p. 4626-4628. À cette époque, le Règlement ne prévoyait aucune limite pour la durée de la sonnerie en ce qui touche les votes non prévus. Dans ce cas précis, on demanda un vote par appel nominal sur une motion d'ajournement. Le whip de l'Opposition refusa d'accompagner le whip du gouvernement à la Chambre afin d'indiquer au Président qu'ils étaient prêts à passer au vote; le gouvernement et les partis d'opposition exigeaient de part et d'autre des concessions avant de permettre le vote. La sonnerie d'appel se fit donc entendre sans interruption pendant plus de 14 jours (Débats, 2 mars 1982, p. 15539-15541; 18 mars 1982, p. 15555-15557).
- 93. Art. 68(3) du Règlement. Voir la décision du Président Anglin, Débats, 2 avril 1878, p. 1605. Le 16 mai 1923, la Chambre constituait avec le Sénat un comité mixte chargé d'étudier diverses questions dont la forme des projets de loi et les moyens à prendre pour faciliter, dans l'une ou l'autre chambre, l'accessibilité des textes législatifs à toutes les étapes du processus (Journaux, p. 373). Même si le texte actuel de l'article 68(3) du Règlement n'a pas été modifié à l'époque, le Comité a indiqué dans son rapport, ce dont la Chambre a convenu, que certains renseignements très précis devaient figurer dans le texte imprimé des projets de loi (Journaux, 14 juin 1923, p. 469-470). Les recommandations que renferme le rapport ont été intégrées au Règlement du Sénat. Elles n'ont toutefois jamais été incorporées au Règlement de la Chambre. Au fil des ans, les députés ont parfois invoqué les lignes directrices contenues dans ce rapport pour contester la recevabilité de certains projets de loi (Débats, 12 mai 1931, p. 1504-1505; Journaux, 10 mai 1938, p. 322).
- 94. En avril 1943, le chef de l'Opposition officielle, Gordon Graydon, s'est élevé contre la première lecture d'un projet de loi qui n'avait pas encore été rédigé. Il a déclaré que l'on demandait ainsi aux députés d'adopter ce qui n'était encore «qu'une feuille blanche» (Débats, 16 avril 1943, p. 2329-2331).
- 95. Débats, 16 mai 1978, p. 5461; 15 décembre 1980, p. 5746. Par ailleurs, dans une décision du 17 mai 1956, la présidence a indiqué qu'il fallait qu'un projet de loi comporte des blancs lors de sa présentation et de sa première lecture pour qu'il soit déclaré en blanc ou dans une forme incomplète. Le Président Beaudoin avait alors jugé recevable un projet de loi faisant référence à une entente non incluse in extenso dans le libellé du projet de loi (Journaux, p. 567-569).

soulevée à l'étape de la troisième lecture si, à cette étape, la Chambre était appelée à entériner un texte qui dépendait de l'adoption d'autres mesures législatives ⁹⁶.

Impression et réimpression des projets de loi

Après que le projet de loi a subi l'étape du dépôt et de la première lecture, il est imprimé dans les heures qui suivent et distribué aux députés. Tout projet de loi doit être imprimé dans les deux langues officielles 97. Le projet de loi sera réimprimé après l'étape de l'examen en comité, si celui-ci a fait l'objet d'amendements et que le comité en a ordonné la réimpression. Il servira alors de document de travail à l'usage de la Chambre à l'étape du rapport. Après adoption à l'étape de la troisième lecture, il sera réimprimé à l'intention du Sénat, tel qu'adopté par la Chambre dans sa forme finale. Enfin, il sera réimprimé sous forme de loi après avoir reçu la sanction royale. Il paraîtra ensuite dans la Gazette du Canada et, à la fin de l'année, dans le Recueil des lois annuelles 98.

Changements rédactionnels

Dans le passé, la présidence a clairement établi que lorsque la Chambre est saisie d'un projet de loi, celui-ci devient sa propriété et ne peut subir de modifications importantes, à moins qu'elles ne soient faites par la Chambre elle-même. Seuls les «simples changements de rédaction» sont autorisés ⁹⁹. Au moyen d'une rectification au projet de loi, le Président ¹⁰⁰ peut faire corriger toute erreur d'impression ou faute de copiste évidente, à n'importe quelle étape de l'étude du projet de loi ¹⁰¹. Par contre, aucun changement de fond ne peut être apporté au libellé qu'avait un projet de loi au moment de sa présentation ou lorsqu'un comité en a fait rapport, sauf au moyen d'un amendement adopté par la Chambre ¹⁰².

- Débats, 20 avril 1970, p. 6046-6048. Des décisions semblables ont été rendues par le Président Lamoureux (Débats, 24 février 1971, p. 3712) et par le Président Fraser (Débats, 8 juin 1988, p. 16252-16259 et particulièrement p. 16257-16258; 28 novembre 1991, p. 5513-5514).
- 97. Art. 70 du Règlement. Voir la décision du Président Michener, Journaux, 19 janvier 1960, p. 28.
- 98. Le ministère de la Justice est responsable de la publication des lois fédérales dans la Gazette du Canada et le Recueil des lois annuelles.
- 99. Journaux, 6 mai 1882, p. 405-406.
- 100. À la Chambre des communes britannique, beaucoup de latitude est accordée au Président pour rectifier les erreurs d'importance secondaire dans les motions ou les projets de loi (May, 22° éd., p. 332, 336 et 502). Voir également Kaul et Shakdher, p. 518.
- 101. May, 22° éd., p. 502. En juin 1984, la présidence a établi que la présence de blancs dans un projet de loi émanant d'un député était attribuable à une erreur d'impression, et la Chambre a consenti à procéder à la deuxième lecture (Débats, 26 juin 1984, p. 5139). En janvier 1987, on a invoqué le Règlement pour prétendre qu'un projet de loi émanant du gouvernement comportait deux imperfections, à savoir qu'il y avait un blanc là où aurait dû se trouver un numéro de document parlementaire et qu'un mémorandum d'entente n'y figurait pas. Le Président Fraser a jugé que ces anomalies ne rendaient pas le projet de loi défectueux aux termes de l'article 68(3) du Règlement, et a ordonné au Greffier de modifier le projet de loi pour en corriger les erreurs. Le Président a précisé que de telles erreurs devaient «être étudiées en fonction de leurs conséquences sur la législation alors devant la Chambre et des suites qui en découleront » (Débats, 26 janvier 1987, p. 2667-2669).
- 102. May, 22º éd., p. 544-545.

Structure des projets de loi

Divers éléments composent le projet de loi. Certains sont essentiels ou fondamentaux, comme le titre; d'autres sont facultatifs, comme le préambule. Voici une description des divers éléments constitutifs d'un projet de loi:

NUMÉRO

Lorsqu'un projet de loi est déposé à la Chambre au cours d'une session, un numéro lui est attribué afin d'en faciliter la référence et la classification ¹⁰³. Les projets de loi d'initiative ministérielle sont numérotés consécutivement de C-2 à C-200 ¹⁰⁴. Les projets de loi d'initiative parlementaire sont, pour leur part, numérotés consécutivement de C-201 à C-1000. Bien qu'ils émanent rarement de la Chambre, les projets de loi d'intérêt privé sont numérotés à partir de C-1001. Afin de pouvoir différencier les projets de loi déposés dans l'une ou l'autre des deux chambres du Parlement, le numéro attribué aux projets de loi présentés au Sénat commence par un «S» plutôt que par un «C». Ceux-ci sont numérotés consécutivement à partir de S-1, qu'ils soient d'initiative ministérielle, d'initiative parlementaire ou d'intérêt privé, et ne sont pas renumérotés ou réimprimés lorsqu'ils sont transmis aux Communes.

TITRE

Le titre est un élément essentiel du projet de loi. Un projet de loi peut comporter deux titres: un titre intégral et un titre abrégé 105. Le titre intégral apparaît à la fois sur la page couverture du projet de loi, sous le numéro attribué au projet de loi, et au haut de la première page du document. Il expose en termes généraux l'objet du projet de loi et doit en refléter correctement le contenu. Le titre abrégé est surtout utilisé aux fins de citation et ne couvre pas nécessairement tous les aspects du projet de loi 106. L'article premier du projet de loi énonce habituellement le titre abrégé (sauf dans le cas des projets de loi modifiant d'autres lois qui ne comportent pas de titre abrégé).

- 103. Le 12 mars 1974, le Président Lamoureux annonçait à la Chambre la mise en place du système de numérotation actuellement en vigueur (*Journaux*, p. 31-32). Au début de chaque nouvelle session, la numérotation reprend du début.
- 104. Le numéro C-1 est réservé au projet de loi fictif ou pro forma qui est traditionnellement déposé au début de chaque nouvelle session.
- 105. Le titre intégral du projet de loi C-44 (1998), par exemple, est le suivant: Loi autorisant la prise de mesures correctives et disciplinaires à l'égard des membres de tribunaux administratifs, portant réorganisation et dissolution de certains organismes fédéraux et modifiant certaines lois en conséquence. Le titre abrégé se lit comme suit: Loi sur les tribunaux administratifs (mesures correctives et disciplinaires).
- 106. Voir l'ouvrage de Ruth Sullivan, intitulé Driedger on the Construction of Statutes, 3° éd., (Toronto: Butterworths, 1994), p. 253-258 (ci-après cité Driedger, 3° éd.). De plus en plus d'assemblées législatives, dont certaines au Canada, auraient tendance à abandonner l'usage des titres intégraux (Driedger, 3° éd., p. 257, note 51).

PRÉAMBULE

Le projet de loi comporte parfois un préambule qui expose les buts visés et les motifs de la présentation du projet de loi ¹⁰⁷. Le préambule figure entre le titre long et la formule d'édiction.

FORMULE D'ÉDICTION

Partie essentielle du projet de loi, la formule d'édiction indique sous quelle autorité la loi est établie. Elle consiste en un bref paragraphe qui suit le titre intégral et précède les dispositions du projet de loi: «Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:». En cas de préambule, le formule d'édiction s'y rattache ¹⁰⁸.

ARTICLE

Élément fondamental du projet de loi, l'article se subdivise parfois en paragraphes, puis en alinéas et même en sous-alinéas ¹⁰⁹. Un projet de loi peut ou non comporter des parties, des sections ou des sous-sections, mais la numérotation des articles sera continue d'un bout à l'autre du texte. L'article ne devrait comporter qu'une seule idée, laquelle sera le plus souvent exprimée par une seule phrase. Plusieurs idées voisines seront quant à elles regroupées en autant de paragraphes sous un même article ¹¹⁰.

DISPOSITION INTERPRÉTATIVE

Un projet de loi comprend parfois des définitions ou des règles interprétatives ¹¹¹. Celles-ci donnent la définition légale des termes clés utilisés dans le texte, et leur application, et figurent souvent parmi les premiers articles d'un projet de loi. Rien n'exige cependant que le texte comporte des dispositions interprétatives.

DISPOSITION D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Une disposition d'entrée en vigueur peut préciser à la fin du projet de loi quand celui-ci ou certaines de ses dispositions entreront en vigueur. Il arrive parfois qu'une

- Loi d'interprétation, S.R.C. (1985), ch. I-21, art. 13. Les préambules peuvent aider les tribunaux dans leur compréhension et interprétation des textes de loi et il arrive parfois que les juges se réfèrent au préambule pour rendre leur jugement (voir *Driedger*, 3º éd., p. 259-263).
- 108. Loi d'Interprétation, L.R.C. 1985, ch. I-21, art. 4.
- 109. En anglais, l'usage veut que l'on désigne un article de projet de loi par le terme «clause» jusqu'à ce que le texte devienne loi, et ensuite on utilise le terme «section». La langue française ne fait pas une telle distinction.
- 110. Bien qu'il n'existe aucune règle précise sur le contenu des projets de loi, il doit cependant y avoir un lien logique entre les diverses questions abordées dans le projet de loi. Celles-ci doivent en effet traiter du même objet et s'inscrire dans le cadre général défini par le titre intégral du projet de loi. Voir la décision de la présidence, Journaux, 6 mai 1971, p. 531-532.
- 111. Loi d'interprétation, L.R.C. 1985, ch. I-21, art. 15.

mesure soit adoptée par les deux chambres du Parlement, reçoive la sanction royale, et n'entre pas immédiatement en vigueur si le texte précise qu'elle n'entrera en vigueur qu'à une date donnée (autre que la date de la sanction royale) ou à une date fixée par décret. Sinon, le projet de loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXES

Un projet de loi peut comporter des annexes qui apportent des précisions essentielles à certaines dispositions du projet de loi. Il existe deux types d'annexes 112; celles qui comprennent des éléments ne pouvant être transposés sous forme d'articles comme, par exemple, les tableaux, les graphiques, les listes, les cartes géographiques 113, et celles qui renferment le libellé d'un accord qui relève des prérogatives de la Couronne comme, par exemple, les traités et les conventions 114.

NOTES EXPLICATIVES

Lorsqu'un projet de loi vise à modifier une loi existante, les rédacteurs insèrent des notes qui servent à expliquer les modifications apportées par le projet de loi. Ces notes fournissent entre autres le texte original des dispositions visées par le projet de loi. Elles sont considérées comme ne faisant pas partie du projet de loi et disparaissent après la première impression du projet de loi ¹¹⁵.

SOMMAIRE

Le sommaire est un résumé général du contenu du projet de loi. Il consiste en «un résumé clair, factuel et impartial de l'objet du projet de loi et de ses principales dispositions ¹¹⁶» et vise à améliorer la compréhension du texte. Il ne fait pas partie du texte mais figure séparément au début du projet de loi. Une fois que le projet de loi aura été adopté, il figurera également sur une page précédant le texte de loi ¹¹⁷.

^{112.} Voir Driedger, 3º éd., p. 279-284.

Voir, à titre d'exemple, la Loi concernant l'assurance-emploi au Canada, L.C. 1996, ch. 23; la Loi de crédits nº 4 pour 1995-1996, L.C. 1996, ch. 4.

^{114.} Voir, à titre d'exemple, la Loi sur les conventions de Genève, L.C. 1990, ch. 14.

^{115.} Il est déjà arrivé que des députés se soient opposés à un projet de loi dont les notes explicatives semblaient insuffisantes. Le Président Lamoureux a rejeté l'objection, indiquant que le Règlement ne stipulait pas que les projets de loi devaient être accompagnés de notes explicatives (*Débats*, 29 mars 1972, p. 1267-1268).

^{116.} L'Essentiel, p. 122.

Voir, à titre d'exemple, la Loi modifiant la Loi électorale du Canada (remboursement des dépenses d'élection), L.C. 1996, ch. 26.

NOTES MARGINALES

Les notes marginales consistent en une courte explication inscrite dans la marge du projet de loi. Elles ne font pas partie du projet de loi, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information 118.

SOULIGNEMENTS ET TRAITS VERTICAUX

Dans un projet de loi modifiant une loi en vigueur, le nouveau texte est signalé par un soulignement, lorsqu'il s'agit de longs passages, ou au moyen d'un trait vertical (dans la marge à gauche des nouveaux articles, paragraphes ou alinéas). Lors de la réimpression d'un projet de loi qui a fait l'objet de modifications en comité, seuls les ajouts apportés depuis la dernière impression sont signalés de cette façon.

RUBRIQUES

Pour faciliter la tâche du lecteur, les rédacteurs législatifs insèrent des rubriques ici et là dans le texte. Ces rubriques ne sont toutefois pas considérées comme faisant partie du projet de loi et ne sauraient donc faire l'objet d'amendements 119.

TABLE DES MATIÈRES

Les rédacteurs législatifs ajoutent parfois, au début ou à la fin d'un projet de loi, une table des matières qui n'est pas considérée comme faisant partie du projet de loi.

RECOMMANDATION ROYALE

Les projets de loi qui entraînent la dépense de deniers publics requièrent une recommandation royale ¹²⁰. Celle-ci est donnée par le gouverneur général. Elle est généralement communiquée à la Chambre avant le dépôt du projet de loi et doit être publiée dans le *Feuilleton des Avis* et dans le projet de loi ou annexée à celui-ci ¹²¹. Elle ne fait pas partie du projet de loi, mais y figure séparément au début ¹²². Après la première lecture du projet de loi, elle est reproduite dans les *Journaux*. La recommandation royale ne peut être obtenue que par le gouvernement.

^{118.} Loi d'interprétation, L.R.C. 1985, ch. I-21, art. 14. Traditionnellement, les tribunaux ont préféré ignorer les notes marginales pour leur interprétation des lois. Cette attitude est cependant en train de changer puisque dans un de ses jugements, la Cour suprême s'est appuyée sur les notes marginales (voir *Driedger*, 3º éd., p. 273-275).

^{119.} Voir Driedger, 3* éd., p. 268-273.

^{120.} Cette exigence est conforme à l'article 79(1) du Règlement et à l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867. En voici le texte: «Son Excellence le(la) gouverneur(e) général(e) recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée [titre intégral du projet de loi]». Voir également le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{121.} Art. 79(2) du Règlement.

^{122.} À titre d'exemple, voir le projet de loi C-2, Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, (1st session, 36st législature, 1997-1999).

Étapes du processus législatif

Un projet de loi franchit toutes les étapes du processus législatif par «une longue série de motions normalisées» sur lesquelles la Chambre doit se prononcer favorablement avant que le projet de loi puisse devenir loi ¹²³. C'est sur ces motions, et non pas sur le projet de loi, que portent les décisions et les débats de la Chambre. Ces étapes «constituent un processus simple et logique où chaque étape transcende la précédente, de sorte que même si les principales motions — que le projet de loi soit lu une première (une deuxième ou une troisième) fois — sont semblables en apparence, et semblent répétitives, leurs sens diffèrent grandement ¹²⁴». D'autre part, la Chambre ne se prononce définitivement en faveur du projet de loi qu'à la dernière étape, lorsqu'elle décide de laisser le projet de loi sortir de son enceinte ¹²⁵.

Le Règlement de la Chambre exige que tout projet de loi fasse l'objet de trois lectures, en des jours différents, avant d'être adopté 126. La coutume qui consiste à soumettre tout projet de loi à trois lectures distinctes découle d'une ancienne pratique parlementaire qui trouve ses origines au Royaume-Uni 127. À l'époque où la technologie ne permettait pas encore de reproduire les documents en grand nombre et à peu de frais, les projets de loi étaient présentés sous forme manuscrite, et donc en un seul exemplaire. Afin que les députés puissent prendre connaissance de leur contenu, le Greffier leur faisait lecture du texte. La «lecture» d'un projet de loi était donc prise au sens littéral 128.

De nos jours, le texte d'un projet de loi n'est plus lu, mais la forme d'une lecture est encore conservée. Lorsque le Président déclare que la motion portant première lecture a été adoptée, un greffier au Bureau se lève et prononce les mots « Première

^{123.} Stewart, p. 81.

^{124.} Stewart, p. 81.

^{125.} Stewart, p. 84.

^{126.} Art. 71 du Règlement. L'interdiction de donner deux lectures le même jour figurait dans le Règlement de l'Assemblée législative de la Province du Canada (art. 43, version de 1866). Ce même texte est devenu à la Confédération l'une des règles de la nouvelle Chambre des communes du Canada. Les paragraphes (17) et (18) de l'article 81 du Règlement permettent une dérogation à la règle des trois lectures en des jours distincts dans le cas des projets de loi de crédits; lorsque ceux-ci sont pris en considération le dernier jour désigné d'une période des subsides, ils doivent être adoptés au cours de la même séance.

^{127.} Lord Campion, An Introduction to the Procedure of the House of Commons, 3° éd., Londres: MacMillan & Co. Ltd., 1958, p. 22-23. Même s'il en est fait mention dans les premiers Journaux de la Chambre des communes du Royaume-Uni, la pratique consistant à procéder aux trois lectures en des jours différents n'a jamais été consignée dans le Règlement britannique (Stewart, p. 80).

^{128.} Avant le règne de la Reine Elizabeth I, il n'était pas rare qu'un projet de loi soit lu quatre, cinq, voire six fois à la Chambre afin de tenir les députés au courant de son contenu au fur et à mesure que des amendements étaient apportés. À la fin du règne d'Elizabeth I, la pratique de s'en tenir à trois lectures était déjà bien établie, et chaque lecture répondait à un besoin précis. La première lecture d'un projet de loi visait à en divuiguer le contenu à la Chambre, qui prenait habituellement connaissance de son objet pour la première fois. La deuxième lecture permettait aux députés intéressés d'entendre le texte une nouvelle fois afin de s'engager dans un débat éclairé. Si la Chambre, tout en approuvant globalement la mesure, jugeait que des amendements s'imposaient, le projet de loi pouvait être renvoyé à un comité à ce stade. L'étude en comité n'était cependant ni essentielle, ni obligatoire. La troisième lecture permettait à la Chambre d'entendre le texte définitif et officiel du projet de loi, dont les amendements adoptés par la Chambre. Voir Neale, p. 356-361.

lecture du projet de loi», indiquant ainsi que l'ordre de la Chambre a été respecté. Le même scénario est répété lorsque la Chambre ordonne la deuxième puis la troisième lecture du projet de loi.

Une attestation de lecture doit être apposée à tout projet de loi à chacune des trois lectures, au moment de son adoption. Le Greffier de la Chambre assume la responsabilité d'attester chacune des lectures et d'indiquer la date d'adoption des projets de loi le loi le loi demeure sous la garde du Greffier. Aucune modification de fond n'y est permise sans l'autorisation expresse de la Chambre ou d'un comité, toute modification prenant alors la forme d'un amendement. Les originaux des projets de loi portant les attestations prescrites font partie des archives de la Chambre 130.

Tous les projets de loi doivent franchir les mêmes étapes du processus législatif, mais pas nécessairement en suivant tous le même cheminement. Depuis que la Chambre a adopté de nouvelles règles visant à assouplir son processus législatif¹³¹, il existe maintenant trois voies que le législateur peut emprunter pour faire adopter un projet de loi (voir la figure 16.1):

- Un ministre ou un simple député, après en avoir donné avis, dépose un projet de loi qui reçoit immédiatement la première lecture. Le projet de loi fait ensuite l'objet d'un débat de portée générale à l'étape de la deuxième lecture. Par la suite, il est renvoyé à un comité pour une étude article par article.
- Un ministre ou un simple député peut proposer qu'un comité soit chargé de l'élaboration du projet de loi. Celui-ci sera alors déposé par le comité et franchira l'étape de la deuxième lecture sans débat ni amendement.
- Un ministre peut proposer qu'un projet de loi soit renvoyé à un comité aux fins d'examen avant la deuxième lecture.

Quelle que soit la voie que le législateur décidera d'emprunter, le projet de loi devra ensuite passer par l'étape du rapport, être lu une troisième fois et transmis au Sénat aux fins d'adoption avant de recevoir la sanction royale. Au début d'une nouvelle session, un projet de loi d'intérêt public, s'il s'agit du même projet de loi que celui déposé au cours de la session précédente, peut être rétabli à l'étape où il était rendu au moment de la prorogation. Cette procédure est possible soit par l'adoption d'une motion à cet effet ¹³², soit, dans le cas d'un projet de loi d'initiative parlementaire, par une nouvelle disposition du Règlement adoptée en 1998 ¹³³.

^{129.} Art. 72 du Règlement.

^{130.} Beauchesne, 3º éd., p. 239-240.

^{131.} Voir Journaux, 7 février 1994, p. 112-118.

^{132.} On a eu recours à cette procédure au début de la deuxième session de la 35° législature (voir Journaux, 4 mars 1996, p. 34-35; 39-41). Au total. 14 projets de loi d'initiative ministérielle et 11 projets d'initiative pariementaire, qui avaient été présentés au cours de la première session de la 35° législature et avaient déjà franchi certaines étapes du processus législatif, ont été rétablis. Le projet de loi C-7, sur les drogues et autres substances, et le projet de loi C-22, sur l'Aéroport international Lester B. Pearson, dont le Sénat était saisi au moment de la prorogation, furent réputés avoir été adoptés à toutes les étapes. Ils ont donc été transmis directement au Sénat (Journaux, 6 mars 1996, p. 51; 19 avril 1996, p. 235). Voir également le chapitre 8, «Le cycle parlementaire».

^{133.} Art. 86.1 du Règlement. Voir Journaux, 30 novembre 1998, p. 1327-1328.

En cas d'urgence et de circonstances extraordinaires, et si la Chambre en décide ainsi, un projet de loi peut, le même jour, faire l'objet de deux ou trois lectures ou encore franchir deux étapes ou plus¹³⁴. Cette disposition du Règlement ne fait référence qu'aux étapes de lecture¹³⁵. C'est à la Chambre elle-même, et non à la présidence, de déterminer s'il y a urgence en la matière ¹³⁶.

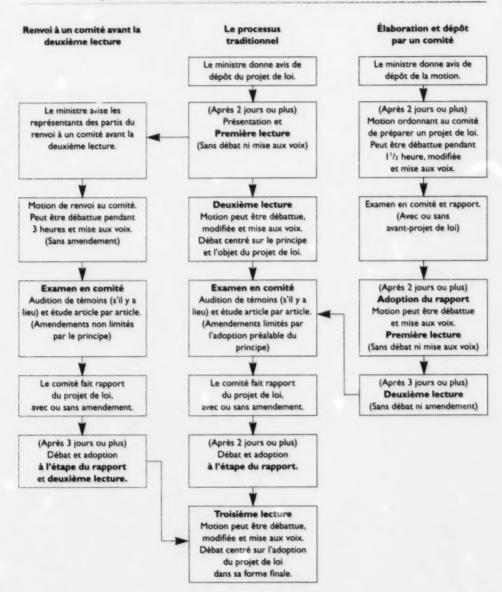
Voici donc les étapes qu'un projet de loi est appelé à franchir lorsqu'il est déposé à la Chambre des communes:

- · Avis de présentation et inscription au Feuilleton;
- Élaboration d'un projet de loi par un comité (le cas échéant);
- · Dépôt et première lecture;
- Renvoi à un comité avant la deuxième lecture (le cas échéant);
- Deuxième lecture et renvoi à un comité;
- · Examen en comité;
- Étape du rapport;
- · Troisième lecture (et adoption);
- · Étude et adoption par le Sénat;
- Adoption par les Communes des amendements du Sénat (le cas échéant);
- · Sanction royale;
- · Entrée en vigueur.

Un projet de loi présenté au Sénat doit franchir essentiellement les mêmes étapes, sauf que la mesure est d'abord étudiée au Sénat puis à la Chambre des communes ¹³⁷. La plupart des projets de loi peuvent être présentés dans l'une ou l'autre chambre, à l'exception de ceux qui entraînent des dépenses ou qui touchent les impôts. Ceux-ci doivent alors être impérativement présentés à la Chambre des communes.

- 134. Art. 71 du Règlement. Par exemple, le projet de loi C-24, Loi prévoyant la reprise et le maintien des services postaux, a franchi les étapes de la deuxième lecture, de l'examen en comité plénier, du rapport et de la troisième lecture le même jour (Journaux, 2 décembre 1997, p. 314-319). Même s'il semble que la pratique usuelle et correcte ait consisté à laisser s'écouler une journée ou deux entre les différentes étapes d'examen d'un projet de loi, la Chambre, dès la première législature, acceptait souvent d'expédier l'adoption de projets de loi en passant outre à l'interdiction consignée dans le Règlement. (Voir les observations d'Edward Blake dans les Débats, 1^{er} juin 1886, p. 1732. Au cours des trois premières législatures, entre 1867 et 1878, l'adoption de projets de loi a été expédiée de la sorte à 27 reprises.)
- 135. En rendant des décisions sur l'application de cette disposition du Règlement, les Présidents qui se sont succédés ont constamment signalé que celle-ci s'appliquait aux « lectures » des projets de loi, et non aux étapes de leur étude (*Débats*, 15 avril 1878, p. 2027-2028; 24 avril 1878, p. 2181; 11 octobre 1949, p. 677-680; 24 février 1969, p. 5893-5894). En février 1969, à la suite d'un rappel au Règlement mettant en doute qu'un projet de loi puisse être lu pour la troisième fois le jour même où il avait été adopté à l'étape du rapport, le Président Lamoureux a réaffirmé que l'étape du rapport n'était pas une étape de lecture. L'article 72, a-t-il souligné, (devenu depuis l'article 71) « l'emporte toujours. Il ne peut pas y avoir deux lectures le même jour » (*Journaux*, 24 février 1969, p. 738-739). À moins, bien entendu que la Chambre en décide autrement.
- 136. Bourinot, 4º éd., p. 540.
- 137. En 1997, un député a soulevé une question de privilège au sujet de la présentation de projets de loi d'initiative ministérielle au Sénat. Le Président a déclaré que cette question ne pouvait être considérée comme une question de privilège puisque le Règlement de la Chambre autorise la présentation de projets de loi émanant du Sénat (Débats, 9 octobre 1997, p. 732-735).

Figure 16.1 Les trois options du processus législatif (Projets de loi ministériels déposés à la Chambre des communes)



AVIS DE PRÉSENTATION ET INSCRIPTION AU FEUILLETON

La présentation de tout projet de loi d'intérêt public doit être annoncée au moyen d'un avis de 48 heures ¹³⁸. L'avis de présentation est une condition préalable du processus législatif. Une fois présenté, le projet de loi ne requiert aucun autre avis aux autres étapes de son étude (à l'exception des motions d'amendement lors de l'étape du rapport). Les projets de loi d'intérêt privé sont assujettis, en matière d'avis, à des exigences qui leur sont propres ¹³⁹.

Un simple député ou un ministre qui a l'intention de présenter un projet de loi à la Chambre des communes doit d'abord en donner avis au Greffier de la Chambre avant 18 heures (14 heures le vendredi)¹⁴⁰. Le titre du projet de loi qui doit être présenté est alors inscrit au Feuilleton des Avis. Le surlendemain, le titre apparaîtra au Feuilleton selon l'ordre de réception des avis, pour présentation éventuelle à la Chambre. Ainsi, l'avis de 48 heures exigé par le Règlement aura été donné. Le titre du projet de loi restera inscrit ainsi au Feuilleton jusqu'au jour où le simple député ou le ministre décidera de déposer son projet de loi.

Les projets de loi qui entraînent des dépenses publiques et les projets de loi de voies et moyens ont des dispositions spéciales relatives à leur présentation. Cellesci sont décrites au chapitre 18, «Les procédures financières».

^{138.} Art. 54 du Règlement. Pour de plus amples renseignements au sujet des avis, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{139.} Voir le chaptire 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».

^{140.} Art. 54 du Règlement. Un député qui souhaite présenter un projet de loi d'initiative parlementaire doit s'assurer qu'aucun autre député n'a déjà donné avis d'un projet de loi ou d'une motion substantiellement identique. Si tel était le cas, le député pourrait alors donner son appui à ce projet de loi en demandant à être inscrit à titre d' «appuyeur ». Jusqu'à 20 députés peuvent appuyer conjointement une affaire d'initiative parlementaire (art. 86(3), (4) et (5) du Règlement).

ÉLABORATION D'UN PROJET DE LOI PAR UN COMITÉ

Le Règlement prévoit qu'une motion tendant à l'élaboration d'un projet de loi par un comité ¹⁴¹ peut être proposée par un ministre ¹⁴² ou par un simple député ¹⁴³. Cependant, les procédures à suivre pour chaque initiative ne sont pas tout à fait les mêmes.

Un ministre qui souhaite charger un comité de produire et de déposer un projet de loi doit donner un préavis de 48 heures de la motion qu'il entend proposer à cette fin 144. Une fois ce délai écoulé, la motion sera inscrite au *Feuilleton* sous les Ordres émanant du gouvernement. Lorsqu'elle sera appelée par le gouvernement, elle pourra faire l'objet d'un débat d'au plus 90 minutes, après quoi le Président interrompra les délibérations et mettra aux voix toute question nécessaire pour en disposer 145.

Si un simple député souhaite charger un comité de produire et de déposer un projet de loi, il doit donner un préavis d'au moins deux semaines de la motion qu'il entend proposer ¹⁴⁶. Une fois ce délai écoulé, la motion sera inscrite au *Feuilleton* sous les «Affaires émanant des députés». Par la suite, elle sera visée par toutes les règles gouvernant les affaires émanant des députés (c'est-à-dire qu'elle sera soumise à la procédure du tirage au sort, devra être choisie comme affaire pouvant faire l'objet d'un vote et sera étudiée pendant l'heure réservée aux Affaires émanant des députés ¹⁴⁷).

L'adoption par la Chambre d'un rapport d'un comité chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi constitue un ordre de déposer le projet de loi luis Si, au moment de présenter la motion portant première lecture du projet de loi, le ministre

^{141.} Art. 68(4), (5), (6), (7) et (8) du Règlement.

^{142.} Le 19 avril 1994, suite à une motion proposée par un ministre, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre était chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi sur le mode de révision des limites des circonscriptions électorales pour la Chambre des communes (Journaux, p. 363). Quelques mois plus tard, le Comité présentait à la Chambre un rapport comprenant un avant-projet de !oi (Débats, 25 novembre 1994, p. 8299). La première lecture du projet de loi C-69, Loi portant sur la création de commissions de délimitation des circonscriptions électorales et la révision des limites des circonscriptions électorales, eut lieu le 16 février 1995 (Journaux, p. 1141). Le projet de loi fut adopté en troisième lecture par la Chambre le 25 avril 1995 (Journaux, p. 1368-1369), mais n'a pas été adopté par le Sénat.

^{143.} Le 30 octobre 1997, suite à une motion proposée par un simple député, le Comité permanent de la justice et des droits de la personne se voyait confier le mandat d'élaborer et de déposer, avant le 15 mai 1998, un projet de loi visant à modifier les articles du Code criminel qui traitent de la conduite avec facultés affaiblies (Journaux, p. 174-175). Le 15 mai 1998, le Comité déposait à la Chambre un rapport dans lequel il expliquait à la Chambre qu'il n'avait pas été en mesure de respecter l'échéance et qu'en conséquence, cette question était reportée à l'automne (Débats, p. 7067). Le 22 octobre 1998, le Comité déposait à la Chambre un autre rapport comprenant un aperçu de ses activités pour les prochains mois et un engagement à terminer ses travaux au plus tard le 15 mai 1999 (Débats, p. 9304-9305). Le 25 mai 1999, le Comité présentait à la Chambre un rapport comprenant un avant-projet de loi (Journaux, p. 1905).

^{144.} Art. 54(1) du Règlement.

^{145.} Art. 68(4)a) du Règlement.

^{146.} Art. 86(2) du Règlement.

^{147.} Art. 68(4)b) du Règlement. Voir également le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

^{148.} Art. 68(6) du Règlement.

ou le député déclare que le projet de loi est fondé sur le rapport du comité, le projet de loi franchira plus tard l'étape de la deuxième lecture sans débat ni amendement. L'étude en deuxième lecture d'un projet de loi d'initiative ministérielle ne pourra commencer avant le troisième jour de séance suivant la première lecture ¹⁴⁹. Une période d'au moins deux semaines devra s'écouler entre la première et la deuxième lecture d'un projet de loi d'initiative parlementaire ¹⁵⁰. Après sa deuxième lecture, le projet de loi franchira ensuite les autres étapes communes aux mesures législatives d'intérêt public.

DÉPÔT ET PREMIÈRE LECTURE

La première véritable étape du processus législatif est le dépôt du projet de loi à la Chambre et sa première lecture. Lorsque la période d'avis est écoulée et que le député ou le ministre est prêt à déposer son projet de loi, il manifeste à la présidence son intention de procéder durant les Affaires courantes à l'appel de la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement» ou de la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant des députés», selon le cas. L'autorisation de déposer un projet de loi est accordée automatiquement, et la motion est réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁵¹. Le ministre ne fournit habituellement aucune explication lorsqu'il demande l'autorisation de déposer un projet de loi, mais il lui est loisible de le faire ¹⁵². Par contre, le simple député fournit habituellement une brève explication du projet de loi qu'il présente à la Chambre ¹⁵³.

Le but de la première lecture est de permettre la présentation du projet de loi, puis son impression et sa distribution à tous les députés. C'est à ce moment-là qu'un numéro spécifique lui est attribué. L'adoption de la motion de première lecture signific simplement que la Chambre accepte que le projet de loi soit présenté sans s'engager davantage, si ce n'est qu'elle permet que le texte soit porté à la connaissance du Parlement et du public 154. Aucune discussion ne peut avoir lieu à cette étape. Dès que l'autorisation de dépôt du projet de loi a été accordée, le Président propose à la Chambre la motion portant: « Que ce projet de loi soit maintenant lu une première fois et imprimé». Cette motion est réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix 155. Le Président demande ensuite: « Quand ce projet de loi

^{149.} Art. 68(7)a) du Règlement.

^{150.} Art. 88 du Règlement.

^{151.} Art. 68(2) du Règlement.

Voir les observations du Président Fraser, Débats, 1^{et} décembre 1987, p. 11343-11344; 7 avril 1989, p. 228-229.

^{153.} L'article 68(2) du Règlement dispose que tout député doit être admis à fournir une explication. Ce paragraphe a été incorporé dans le Règlement en 1955 afin de «préciser la pratique existante» (*Journaux*, 12 juillet 1955, p. 930-931). Dans le passé, il arrivait parfois que la Chambre, après avoir entendu l'explication d'un député, décide de rejeter la motion d'autorisation (*Débats*, 22 février 1932, p. 377-382; 3 août 1964, p. 6473; 13 novembre 1967, p. 4165-4166; 5 décembre 1967, p. 5035-5036; 7 novembre 1986, p. 1193). Depuis 1991, cette motion est réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2913-2914).

Rapport du Comité spécial de la procédure de la Chambre, Journaux, 6 décembre 1968, p. 432-433.

^{155.} Art. 69(1) du Règlement.

sera-t-il lu pour la deuxième fois?», et répond: «À la prochaine séance de la Chambre». Cette demande n'est en fait qu'une simple formalité qui permet d'inscrire le projet de loi au *Feuilleton* sous la rubrique des «Ordres émanant du gouvernement» ou sous celle des «Affaires émanant des députés» ¹⁵⁶.

Les projets de loi qui émanent du Sénat sont déjà imprimés lorsqu'ils sont transmis à la Chambre des communes. Conséquemment, cela permet de passer outre à la demande d'autorisation de dépôt du projet de loi. La motion de première lecture est réputée adoptée sans débat ni amendement ni mise aux voix ¹⁵⁷. Les projets de loi du Sénat franchissent ensuite les mêmes étapes que ceux de la Chambre des communes.

RENVOI À UN COMITÉ AVANT LA DEUXIÈME LECTURE

Traditionnellement, lorsque la Chambre procède à la deuxième lecture d'un projet de loi, elle est alors appelée à se prononcer sur le principe du projet de loi. L'adoption du principe à cette étape du processus législatif a cependant pour effet de limiter la portée des amendements qui pourront être apportés lors de l'examen en comité et de l'étape du rapport. Voulant offrir une plus grande flexibilité aux législateurs, la Chambre a donc instauré, lorsqu'elle a modifié son Règlement en 1994 l'58, une nouvelle procédure qui permet à un ministre de proposer le renvoi d'un projet de loi d'initiative ministérielle à un comité avant la deuxième lecture l'59. Les législateurs peuvent ainsi examiner le principe d'un projet de loi avant l'étape de la deuxième lecture et proposer des amendements visant à en modifier la portée l'60. Cette procédure s'applique également aux projets de loi fondés sur des motions de voies et moyens l'61.

- 156. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 24 mai 1988, p. 15722-15723.
- 157. Art. 69(2) du Règlement.
- 158. Voir Journaux, 7 février 1994, p. 112. En 1991, le Comité permanent de la consommation, des corporations et des opérations gouvernementales avait été chargé de procéder, avant l'étape de la deuxième lecture, à une étude préalable du projet de loi C-22, Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence (Journaux, 19 juin 1991, p. 242). C'était la première fois que la Chambre avait recours à une telle procédure, et cette initiative reçut un accueil des plus favorables auprès des députés de l'opposition (voir Débats, 7 octobre 1991, p. 3388). Par la suite, en 1993, dans son étude sur la réforme parlementaire, le Comité permanent de la gestion de la Chambre recommandait que les projets de loi émanant du gouvernement soient renvoyés à un comité après l'étape de la première lecture. Le Comité fit valoir que ce «processus permettrait aux députés et à la Chambre de jouer un rôle plus significatif dans l'élaboration et l'adoption des lois » (voir les pages 23-24 du 81° Rapport du Comité, *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule n° 53, 1 « avril 1993).
- 159. Art. 73(1) du Règlement. À ne pas confondre avec la procédure d'étude préalable du Sénat qui est appliquée avant l'étape de la première lecture d'un projet de loi. Pour un aperçu des différences qui existent entre la procédure appliquée à la Chambre des communes et celle du Sénat, voir Roméo LeBlanc, sénateur, et Gilbert Parent, député, « Parliament of Canada: Pre-study of legislation in the Canadian Parliament», The Parliamentarian, vol. LXXV, n° 3, juillet 1994 (Supplément canadien), p. C3-C6.
- 160. Au cours de la 35° législature (1994-1997), 25 projets de loi ont été renvoyés à des comités avant l'étape de la deuxième lecture, par exemple, le projet de loi C-43, Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes (Journaux, 17 juin 1994, p. 608, 611) et le projet de loi C-12, Loi concernant l'assurance-emploi au Canada (Journaux, 7 mars 1996, p. 59). Pendant la première session de la 36° législature (1997-1999), cette procédure n'a pas été aussi fréquemment utilisée.
- 161. Voir la décision de la présidence, Débats, 10 avril 1997, p. 9531.

À l'appel de l'ordre du jour portant deuxième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, un ministre peut ¹⁶², après en avoir avisé les représentants des partis de l'opposition, présenter une motion tendant au renvoi immédiat du projet de loi à un comité avant la deuxième lecture. Le Règlement ne précise pas de quelle façon les représentants des partis de l'opposition doivent en être avisés. Cependant, la pratique qui a été suivie depuis 1994 veut qu'un ministre en informe la Chambre au moment du dépôt et de la première lecture du projet de loi. La motion de renvoi immédiat à un comité ne peut faire l'objet d'aucun amendement et le débat est limité à trois heures. Au bout des trois heures, ou lorsque plus aucun député ne se lève pour prendre la parole, le Président met la question aux voix ¹⁶³. Si la motion est adoptée, le projet de loi est renvoyé à un comité permanent, spécial ou législatif aux fins d'examen.

En général, dans son étude article par article du projet de loi, le comité se conforme aux mêmes règles et procédures qui régissent l'étude des projets de loi en comité après la deuxième lecture ¹⁶⁴. Il peut entendre des témoins et recevoir des mémoires. La portée des amendements dont la mesure peut faire l'objet est toutefois beaucoup plus vaste étant donné que l'étude en comité n'est pas restreinte au principe du projet de loi, celui-ci n'ayant pas encore été approuvé par la Chambre. À la fin de son étude, le comité fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec ou sans amendement. L'étude de la mesure à l'étape du rapport ne peut commencer avant le troisième jour de séance suivant la présentation du rapport ¹⁶⁵.

Lorsque le comité fait rapport du projet de loi à la Chambre, l'étape suivante est essentiellement la conjugaison de l'étape du rapport et de la deuxième lecture. À cette étape, les députés peuvent proposer des amendements après en avoir donné avis par écrit deux jours de séance avant que le projet de loi ne soit appelé léé. Lorsque l'étude à l'étape du rapport est terminée, une motion portant «Que le projet de loi, avec ses modifications, soit agréé à l'étape du rapport et lu une deuxième fois» ou «Que le projet de loi soit agréé à l'étape du rapport et lu une deuxième fois» est mise aux voix immédiatement et la Chambre en dispose sans débat ni amendement lé7. Une fois adopté à l'étape du rapport et lu une deuxième fois, le projet de loi est inscrit en vue de la troisième lecture et de son adoption à la séance suivante de la Chambre.

^{162.} En 1994, le Président Parent a statué que seuls les ministres peuvent renvoyer des projets de loi à un comité et que ces prérogatives ne peuvent être étendues aux simples députés (Débats, 11 mai 1994, p. 4226-4227; 1° juin 1994, p. 4710-4711). Par la suite, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre recommanda dans son 53° Rapport, présenté à la Chambre le 9 décembre 1994 (Journaux, p. 1014), que le Règlement soit modifié pour préciser que seulement un projet de loi émanant du gouvernement peut être renvoyé à un comité avant la deuxième lecture (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 8 décembre 1994, fascicule n° 36, p. 5). La Chambre a adopté le Rapport et le changement au Règlement le 6 février 1995 (Journaux, p. 1081).

^{163.} Art. 73(1)b), c) et d) du Règlement.

^{164.} Voir plus loin la section intitulée « Examen en comité ».

^{165.} Art. 76(1) du Règlement.

^{166.} Art. 76(2) du Règlement. Un préavis d'un jour de séance est requis pour les amendements proposés à l'étape du rapport des projets de loi qui ont déjà franchi l'étape de la deuxième lecture (art. 76.1(2) du Règlement).

^{167.} Art. 76(9) du Règlement.

DEUXIÈME LECTURE ET RENVOI À UN COMITÉ

L'étape de la deuxième lecture fournit aux législateurs l'occasion de tenir une discussion générale sur le principe ¹⁶⁸ du projet de loi. Le Règlement de la Chambre ne prévoit aucune disposition spécifique à ce sujet, mais la tradition et la pratique veulent que le débat sur la portée générale d'un projet de loi ait lieu à cette étape du processus législatif ¹⁶⁹. Conséquemment, le débat doit porter sur le principe du projet de loi et non sur les dispositions particulières de celui-ci ¹⁷⁰.

L'importance que l'on doit accorder à cette étape du processus législatif a évolué au cours des ans. Traditionnellement, on considérait que la deuxième lecture constituait l'étape la plus importante du processus législatif¹⁷¹. En 1968, le Comité spécial de la procédure de la Chambre, après avoir examiné les étapes du processus, déclarait dans son rapport que l'importance de l'étape de la deuxième lecture avait été exagérée dans le passé et que, dans le procédé d'adoption d'un projet de loi, l'étape décisive devait s'inscrire après l'étape de l'examen en comité¹⁷². Selon le Comité, l'adoption de la motion de deuxième lecture signifie simplement que la Chambre a amorcé l'étude du projet de loi et que, sans s'engager à l'adopter en définitive, elle en autorise le renvoi à un comité qui l'étudiera en détail¹⁷³.

La deuxième lecture d'un projet de loi et le renvoi à un comité sont proposés dans la même motion. La motion précise à quel comité (permanent, spécial, législatif) le projet de loi est renvoyé l'¹⁴. Le Règlement exige aussi, dans des cas précis, qu'un projet de loi soit renvoyé à un comité plénier l'¹⁵.

Le débat en deuxième lecture commence lorsque, à l'appel de l'ordre du jour portant deuxième lecture du projet de loi, le ministre ou député, selon le cas, se lève et propose « Que le projet de loi ... soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité ... »

- 168. D'autres termes peuvent être utilisés pour désigner le «principe» d'un projet de loi. On a parfois recours aux termes «portée», «portée générale» ou «objectifs généraux». Le terme «principe» s'entend également au pluriel. Un projet de loi peut comporter des «principes généraux» (voir May, 22° éd., p. 468).
- 169. Bourinot, 4º éd., p. 509. Le Règlement du Sénat renferme une disposition stipulant que le débat sur le principe du projet de loi «a lieu d'habitude à la deuxième lecture».
- Voir, par exemple, Débats, 24 mars 1970, p. 5434; 27 avril 1970, p. 6334; 10 juin 1970, p. 7973; voir également les décisions du Président, Journaux, 14 novembre 1949, p. 237-238; 15 octobre 1962, p. 76-77.
- 171. May, 13º éd., p. 389.
- 172. Voir Journaux, 6 décembre 1968, p. 433. La question de l'importance que l'on doit accorder à l'étape de la deuxième lecture est également soulevée dans la troisième édition du House of Representatives Practice (Australie), p. 364.
- 173. Journaux, 6 décembre 1968, p. 433.
- 174. Voir le chapitre 20, «Les comités». Bien que le Règlement prévole depuis 1985 (Journaux, 27 juin 1985, p. 918) la mise sur pied de comités législatifs, la pratique a été, depuis l'ouverture de la première session de la 35° législature, de déférer les projets de loi aux comités permanents.
- 175. C'est le cas des projets de loi de crédits (art. 73(4) du Règlement). Avec le consentement unanime de la Chambre, les projets de loi urgents ou non controversés, qui franchissent souvent plus d'une étape du processus législatif au cours d'une même séance, sont généralement renvoyés à un comité plénier. Voir également le chapitre 19, «Les comités pléniers».

Le Règlement prévoit des dispositions concernant la durée des interventions pendant le débat ¹⁷⁶. Il n'y a pas de limite de temps pour le Premier ministre et le chef de l'Opposition officielle. Cependant, aucun autre député ne doit parler pendant plus de 40 minutes s'il est le premier, le deuxième ou le troisième député à prendre la parole. De plus, durant les cinq heures de débat qui suivent les trois premiers députés, aucun député ne peut parler pendant plus de 20 minutes et une période n'excédant pas 10 minutes est ensuite réservée pour les questions et observations. S'il n'y a pas de questions ou d'observations ou si la période de temps n'a pas été entièrement utilisée, un autre député peut alors prendre la parole. Les questions et observations doivent avoir trait au discours du député¹⁷⁷. Après les cinq heures de débat, tout autre député peut prendre la parole pendant au plus 10 minutes, mais aucune période n'est réservée pour les questions et observations. Le whip d'un parti peut, à n'importe quel moment du débat, indiquer à la présidence qu'une ou plusieurs des périodes d'intervention d'une durée de 20 ou 10 minutes, allouées aux membres de son parti, seront partagées en deux 178. La coutume veut que le droit de réplique accordé à tout député qui propose une motion de fond soit également accordé au député qui propose une motion portant deuxième lecture d'un projet de loi. Dans le cas des projets de loi émanant du gouvernement, un secrétaire parlementaire ne peut exercer ce droit au nom du ministre qu'avec le consentement unanime de la Chambre 179.

Le Règlement de la Chambre offre au gouvernement un mécanisme qui permet de limiter la durée du débat à l'étape de la deuxième lecture, ainsi qu'aux autres étapes du processus législatif, par des motions d'attribution de temps ¹⁸⁰. Elles permettent au gouvernement d'établir un échéancier pour l'étude d'un projet de loi d'intérêt public ¹⁸¹. De plus, le gouvernement dispose d'un autre mécanisme, que l'on appelle «la clôture», pour forcer la Chambre à rendre une décision ¹⁸². Cependant, cette dernière procédure est rarement utilisée dans le cas des projets de loi ¹⁸³.

À la fin du débat, le Président met aux voix la motion «Que le projet de loi soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité». Il demande à la Chambre

^{176.} Art. 74 du Règlement. Ces dispositions s'appliquent également à l'étape de la troisième lecture. Suivant l'article 73(5) du Règlement, un maximum de deux jours de séance est réservé à l'étude d'un projet de loi relatif à un pouvoir d'emprunt à l'étape de la deuxième lecture. Quinze minutes avant la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement, le Président interrompt les délibérations et met aux voix sur-le-champ et successivement, sans autre débat ni amendement, toutes les questions nécessaires pour compléter l'étape de la deuxième lecture du projet de loi.

^{177.} Art. 43(1) du Règlement.

^{178.} Art. 74(2) du Règlement. Cette disposition s'applique à la durée des discours et, s'il y a lieu, à la période réservée aux questions et observations.

^{179.} Art. 44(2) du Règlement. Voir également le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{180.} Art. 78 du Règlement.

^{181.} Voir le chapitre 14, «La limitation du débat».

^{182.} Art. 57 du Règlement.

^{183.} Voir, par exemple, Journaux, 19 décembre 1988, p. 52; 23 décembre 1988, p. 78. Voir également le chapitre 14, «La limitation du débat».

si elle est prête à se prononcer et s'il lui plaît d'adopter la motion. La tenue d'un vote par appel nominal peut être exigée ¹⁸⁴. Le rejet d'une motion de deuxième lecture entraîne l'abandon du projet de loi; on estime en effet que la Chambre n'en est plus saisie, et aucune date n'est fixée pour la reprise de son étude ¹⁸⁵. Une fois la motion adoptée, le projet de loi est renvoyé au comité concerné.

Amendements à la motion de lecture

Un projet de loi d'intérêt public, qui n'a pas été renvoyé à un comité avant sa deuxième lecture, ne peut faire l'objet d'un amendement avant d'avoir franchi l'étape de la deuxième lecture et avoir été renvoyé à un comité i.o. La motion portant deuxième lecture d'un projet de loi peut cependant faire l'objet d'un amendement l87. Seuls trois types d'amendement peuvent toutefois être présentés, et ceux-ci le sont sans préavis: le renvoi à trois mois ou à six mois; l'amendement motivé; et le renvoi de l'objet du projet de loi à un comité.

L'amendement de renvoi

Le renvoi est une motion d'amendement qui peut être proposée à la motion de lecture d'un projet de loi. Il a pour effet d'empêcher qu'un projet de loi soit lu maintenant une deuxième fois, et d'en différer la lecture à trois mois ou à six mois ¹⁸⁸. S'il est adopté, il entraîne l'abandon du projet de loi pour la durée de la session en cours. S'il ne l'est pas, cette procédure a néanmoins comme résultat de prolonger le débat et de permettre aux députés d'intervenir une seconde fois.

L'amendement de renvoi trouve ses origines dans l'usage britannique. Cette procédure est apparue au cours du dix-huitième siècle lorsqu'elle permit à la Chambre des communes de remettre à plus tard la reprise de l'étude d'un projet de loi. Il fut par la suite admis que l'adoption d'un tel amendement par la Chambre équivalait au rejet du projet de loi, puisque l'échéance du renvoi était délibérément fixée à une date postérieure à la fin de la session. Normalement, si la session se poursuivait audelà de la date du renvoi, le projet de loi n'était pas réinscrit au Feuilleton 189.

Ce sont donc les circonstances historiques qui ont fixé à trois mois ou à six mois la période du renvoi. Il y a une centaine d'années, les sessions duraient rarement plus de six mois. On proposait donc un renvoi à six mois lorsqu'on se trouvait en début de session, et un renvoi à trois mois lorsque la session en était à ses dernières semaines. De nos jours, les sessions de la Chambre des communes du Canada sont plus longues, mais leur durée n'est ni régulière ni fixée d'avance.

^{184.} Si au moins cinq députés en font la demande (art. 45(1) du Règlement).

Une question, une fois posée et tranchée par la Chambre, ne peut être à nouveau soulevée au cours de la même session (Bourinot, 4* éd., p. 328-329; May, 22* éd., p. 560-561).

^{186.} Art. 73(2) du Règlement. Débats, 28 octobre 1991, p. 4085.

^{187.} Beauchesne, 6* éd., p. 206. Un amendement à une motion de lecture ne touche pas aux dispositions du projet de loi mais vise plutôt à faire en sorte que la Chambre ne se prononce pas sur celui-ci ou que l'étude en soit retardée.

Un rervoi à un mois a été jugé recevable, ayant été considéré globalement comme un amendement de renvoi (Débats, 4 novembre 1985, p. 8331).

^{189.} May, 10° éd., p. 446; 22° éd., p. 504.

Une analyse des amendements de renvoi qui ont été présentés à la Chambre des communes depuis la Confédération révèle que les cas d'utilisation de cette procédure se regroupent en deux périodes distinctes. La première s'étend de 1867 aux environs de 1920 et la seconde, de 1920 à nos jours.

Le premier amendement de renvoi aurait été proposé le 28 novembre 1867 ¹⁹⁰. Au cours de cette première période, ce fut le gouvernement, et non l'opposition, qui utilisa le plus souvent le renvoi ¹⁹¹. Comme la Chambre n'avait que peu de temps à consacrer aux affaires du gouvernement pendant les courtes sessions de cette époque, le gouvernement se sentait parfois obligé de disposer d'un grand nombre de projets de loi de députés par la procédure du renvoi afin d'avoir plus de temps à consacrer à ses propres mesures législatives.

Depuis 1920, la période réservée aux affaires émanant du gouvernement occupe la plus grande partie du temps des travaux de la Chambre et, progressivement, l'amendement de renvoi a été presque exclusivement utilisé par l'opposition. L'examen de plusieurs précédents indique très clairement que des motions de deuxième et de troisième lecture ont fait l'objet d'un amendement de renvoi à des époques où il y avait de fortes tensions entre les partis. Ces amendements ont rarement été adoptés: sur la centaine de cas qui ont été consignés dans les *Journaux*, il n'y en a que quatre qui ont abouti. Et il s'agissait alors, pour chacun d'entre eux, d'un renvoi qui avait été proposé par le gouvernement et qui visait à faire échouer un projet de loi émanant d'un député.

L'amendement de renvoi doit répondre à certains critères pour être jugé recevable. Le renvoi à plusieurs mois doit viser à neutraliser le mot «maintenant» dans la motion de lecture. Il doit ainsi modifier la motion de lecture en supprimant tous les mots après le mot «Que» et en les remplaçant par la proposition suivante: «le projet de loi (numéro et titre) ne soit pas lu pour la deuxième fois maintenant, mais qu'il soit lu une deuxième fois dans trois mois (ou six mois) à compter d'aujourd'hui». L'amendement de renvoi n'exige pas d'avis, est soumis à débat et ne peut être modifié ¹⁹².

Lorsqu'un amendement de renvoi est rejeté, le débat se poursuit sur la motion principale; il est cependant interdit de proposer plus d'un amendement de renvoi à la même motion de lecture ¹⁹³. L'adoption d'un amendement de renvoi (que ce soit à trois mois ou à six mois) équivaut à un renvoi de l'étude du projet de loi pour une durée indéfinie ¹⁹⁴. Par conséquent, celui-ci est rayé du Feuilleton et ne peut plus être

^{190.} Journaux, 28 novembre 1867, p. 40.

^{191.} Sur les 62 amendements de renvoi consignés dans les Journaux de cette première période, pas moins de 44 furent proposés par le gouvernement et adoptés par la Chambre.

^{192.} Beauchesne, 5º éd., p. 230. Débats, 20 novembre 1986, p. 1381; 21 novembre 1986, p. 1413.

^{193.} Redlich, vol. I, p. 195: « Si la Chambre a rejeté une motion visant à différer de trois ou six mois la deuxième ou troisième lecture d'un projet de loi, aucun autre amendement portant sur des dates n'est recevable ».

^{194.} À l'Assemblée nationale du Québec, un amendement de renvoi à 20 ans a été jugé irrecevable (Journal des Débats, Assemblée nationale du Québec, 14 décembre 1977, p. 4750-4753).

présenté de nouveau, même à l'issue de la période de renvoi 195. Le projet de loi est ainsi rejeté de façon indirecte. Il n'est plus possible d'invoquer l'ordre de nouveau, car une telle mesure serait jugée contraire à la décision de la Chambre. Il est arrivé que des députés aient essayé de faire appliquer le renvoi à une résolution 196 ou de l'inclure dans le texte d'un amendement motivé 197, mais ces tentatives ont été jugées irrecevables.

L'amendement motivé

L'amendement motivé, autre type d'amendement pouvant être proposé à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi, permet à un député d'exprimer les raisons pour lesquelles il s'oppose à la deuxième lecture d'un projet de loi, en présentant à la Chambre une autre proposition pertinente pour remplacer la question initiale ¹⁹⁸. Présenté sous forme de motion, l'amendement motivé porte suppression de tous les mots dans la motion principale suivant le mot «Que» et leur remplacement par d'autres mots.

Il est difficile de déterminer avec exactitude quand un amendement motivé a été pour la première fois proposé à la Chambre; on croit cependant que le premier aurait été présenté en 1882 ¹⁹⁹. Une analyse des amendements motivés qui ont été proposés depuis la Confédération montre qu'une première période, qui va à peu près de 1882 à 1930, est remarquable pour la latitude qui était alors accordée dans la formulation des amendements motivés. À cette époque, les députés ne se préoccupaient pas trop de débattre de la recevabilité des amendements motivés et la présidence n'intervenait que rarement. Au début des années 1930, on commença à demander régulièrement aux Présidents de statuer sur la recevabilité des amendements motivés et durant cette seconde période, qui dura jusqu'au milieu des années 1960, un certain nombre de précédents furent établis. À partir des années 1970, il devint de plus en plus difficile pour les députés de proposer des amendements motivés acceptables sur le plan de la

^{195.} Il semble que la Chambre des communes ait toujours respecté le principe du renvoi, pour une durée indéfinie, sauf dans un cas. On trouve en effet dans les annales parlementaires canadiennes le cas ancien d'un projet de loi qui a été inscrit de nouveau au Feuilleton après l'expiration du délai du renvoi (Journaux, 2 mars 1882, p. 96-97). La durée du renvoi n'était que d'un mois. Les incertitudes entourant ces conséquences sont sans doute à l'origine de la réinscription de ce projet de loi au Feuilleton un mois plus tard (en avril) (Bourinot, 4° éd., p. 510). Avant et après ce cas unique, l'adoption d'un amendement de renvoi a toujours entraîné l'abandon du projet de loi, qui n'était pas réinscrit au Feuilleton par la suite.

^{196.} Voir, par exemple, Journaux, 20 mars 1924, p. 67. Un député proposa d'ajouter à une motion du gouvernement portant création d'un comité spécial des mots tendant à ce que le comité soit institué « dans huit mois à compter de ce jour ». En rendant sa décision, le Président a déclaré: « Puisque nous ne savons pas s'il sera possible d'instituer ce comité dans huit mois, nous obtiendrions le même résultat si la motion primitive était simplement rejetée » (Journaux, 21 juin 1960, p. 673-674).

^{197.} Voir, par exemple, Journaux, 24 février 1970, p. 485-487.

^{198.} Voir, par exemple, Débats, 21 octobre 1996, p. 5492.

^{199.} Journaux, 8 mai 1882, p. 410-414.

procédure ²⁰⁰. La présidence est donc maintenant en mesure de se reporter à un plus grand nombre de précédents canadiens pour déterminer si un amendement motivé est recevable ou non.

Le Règlement de la Chambre des communes ne prévoit aucune disposition sur les amendements motivés ²⁰¹. Cependant, des règles de procédure, que des précédents ont établies au fil des ans, en régissent autant la forme que la teneur. De nos jours, l'amendement motivé prend généralement la forme d'une demande à la Chambre de refuser de procéder à la deuxième lecture d'un projet de loi pour un motif précis ²⁰². Seulement deux grandes catégories de raisons sont maintenant invoquées:

- L'amendement motivé peut constituer une déclaration de principe qui va à l'encontre ou s'écarte des principes, des objectifs ou des dispositions du projet de loi; ou
- L'amendement motivé peut exprimer une opinion quant aux circonstances se rattachant à la présentation ou à l'étude du projet de loi ou à toute autre initiative s'opposant au progrès de l'étude du projet de loi.

Pour être recevable, un amendement motivé doit respecter les règles suivantes:

- Il doit être pertinent et se rapporter strictement au projet de loi à l'étude²⁰³. Un amendement motivé n'est pas pertinent si, par exemple, il se rattache à un autre projet de loi ²⁰⁴, vise à scinder le projet de loi ²⁰⁵, propose le retrait du projet de loi et son remplacement par un autre²⁰⁶, se rattache à la loi existante plutôt qu'au
- 200. Déjà, en 1958, le Président Michener avouait à la Chambre qu'il n'était pas toujours facile « de faire la distinction entre un amendement qui est la simple négation du principe dont s'inspire une mesure et un amendement qui énonce un principe» (Débats, 2 septembre 1958, p. 4698). De la même façon, au début des années 1970, le Président Larnoureux rappelait aux députés qu'ils avaient eux-mêmes admis qu'il était «fort difficile pour la présidence de se prononcer sur l'aspect procédural des amendements motivés» (Débats, 13 septembre 1971, p. 7771). Quelques mois plus tard, le 19 mai 1972 (Débats, p. 2433), le Président suppléant déclarait aussi qu'il ne faisait pas de doute que, pour la présidence, « un amendement motivé à l'étape de la deuxième lecture d'un [projet de loi] présente les plus grandes difficultés de procédure pour le Parlement».
- 201. À un certain nombre d'occasions dans le passé, la présidence a exprimé le vœu qu'un comité se penche sur cette question (voir Débats, 19 mai 1972, p. 2433; 19 octobre 1978, p. 284).
- Pour des exemples d'amendements motivés ayant été jugés recevables, voir Débats, 9 février 1990, p. 81-48-8147; 14 février 1990, p. 8329-8330; 17 septembre 1991, p. 2227; 20 mai 1992, p. 10955-10956.
- 203. Voir, par exemple, Journaux, 20 novembre 1962, p. 298-299; 14 mai 1964, p. 323. Au début des années 1970, un certain nombre de députés ont essayé en vain de proposer des amendements motivés qui, dans bien des cas, n'étaient que des motions de fond proposées « sous le couvert de prétendus arnendements motivés» (Débats, 18 mai 1972, p. 2412). Certains d'entre eux, invoquant une refonte du Règlement et les modifications apportées au processus législatif, ont alors essayé de présenter des amendements qui, bien souvent, n'avaient aucun rapport direct et de fond avec le principe du projet de loi (Débats, 19 mai 1972, p. 2428-2434).
- 204. Voir, par exemple, Débats, 9 février 1990, p. 8109-8110, 8134-8135.
- 205. Voir, par exemple, Journaux, 7 mai 1971, p. 534.
- 206. Journaux, 14 mai 1971, p. 554-555.

projet de loi ²⁰⁷, dépasse la portée du projet de loi ²⁰⁸, comporte une dépense d'argent ou propose des changements dépassant la portée de la recommandation royale ²⁰⁹;

- Il ne doit pas être un rejet pur et simple du principe du projet de loi. La procédure à suivre lorsqu'un député n'est pas d'accord avec le principe d'un projet de loi et veut le rejeter est tout simplement de voter contre la motion principale portant deuxième lecture du projet de loi²¹⁰;
- Il ne doit pas porter sur des dispositions précises du projet de loi²¹¹, si ce qui est recherché peut être accompli au moyen d'amendements qui pourraient être présentés lors de l'étude en comité²¹²;
- Il ne doit pas poser une condition à l'adoption de la motion portant deuxième lecture du projet de loi ²¹³.

Un amendement motivé qui n'est qu'une déclaration d'opposition à certaines parties du projet de loi est irrecevable ²¹⁴. Par ailleurs, un amendement motivé ne doit pas obligatoirement contester le principe d'un projet de loi pour être jugé recevable. La contestation du principe du projet de loi n'est qu'une des conditions possibles à la recevabilité d'un amendement motivé ²¹⁵.

Lorsqu'un amendement motivé est jugé recevable, la Chambre doit se prononcer à son sujet. À ce jour, il n'est jamais arrivé que la Chambre se soit déclarée en faveur d'un amendement motivé. Si tel était le cas, cela signifierait à coup sûr la fin des délibérations sur le projet de loi et la Chambre devrait renoncer à en reprendre ultérieurement l'étude en deuxième lecture ²¹⁶. L'ordre relatif au projet de loi disparaîtrait du Feuilleton.

Renvoi de l'objet d'un projet de loi à un comité

Au cours du débat sur la motion de deuxième lecture, un député peut proposer un amendement visant à renvoyer l'objet d'un projet de loi à un comité pour qu'il en discute et en fasse rapport à la Chambre. Ce type d'amendement remplace tous les mots après le mot «Que» par des mots qui proposent que le projet de loi ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, que l'ordre de deuxième lecture soit révoqué, le projet de loi retiré du Feuilleton et que seul l'objet du projet de loi soit renvoyé à un comité²¹⁷.

- 207. Journaux, 13 mai 1959, p. 436-437; 15 octobre 1962, p. 76-77.
- 208. Journaux, 5 juin 1972, p. 354.
- 209. Journaux, 5 juin 1972, p. 354.
- 210. Voir, par exemple, Débats, 11 août 1988, p. 18212-18213; 3 octobre 1989, p. 4265, 4272.
- Voir, par exemple, Journaux, 2 février 1954, p. 257; 13 février 1969, p. 697-698; 26 janvier 1971, p. 285-286.
- 212. Voir, par exemple, Débats, 9 février 1990, p. 8109-8110, 8134-8135.
- 213. Voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1984, p. 689, 707. Voir aussi May, 22° éd., p. 505.
- 214. Voir la décision du Président Jerome, Débats, 6 février 1975, p. 2971-2972.
- 215. Voir, par exemple, Débats, 30 août 1966, p. 7808; 13 mars 1995, p. 10363.
- 216. Voir May, 22º éd., p. 506.
- 217. Voir Journaux, 13 février 1992, p. 1018; 24 février 1992, p. 1085; 26 septembre 1995, p. 1952. Ce type d'amendement n'existe pas dans les parlements britannique et australien (May, 22° éd., p. 504; House of Representatives Practice, 3° éd., p. 368).

Certaines conditions doivent cependant être remplies pour permettre la présentation de ce type d'amendement. Premièrement, l'objet du projet de loi ne peut pas être renvoyé à divers comités ²¹⁸ ou à un organisme inexistant ²¹⁹. Deuxièmement, un amendement qui vise à poser une condition à l'adoption de la motion de lecture d'un projet de loi est irrecevable ²²⁰. Troisièmement, les dispositions mêmes du projet de loi ne peuvent pas être renvoyées à un comité, ce qui équivaudrait à transmettre à un comité une instruction portant étude de certaines dispositions d'un projet de loi avant même que le projet de loi ait franchi les étapes de la deuxième lecture et du renvoi à un comité ²²¹.

Motions d'instruction

Une fois qu'un projet de loi a été renvoyé à un comité, la Chambre peut donner une instruction à ce comité au moyen d'une motion l'habilitant à faire ce qu'il ne pourrait pas faire autrement, comme, par exemple, examiner une partie d'un projet de loi et en faire rapport séparément ²²², examiner certaines questions en particulier ²²³, diviser une mesure en plusieurs projets de loi ²²⁴, regrouper plusieurs projets de loi en un seul ²²⁵, élargir ou rétrécir la portée ou l'application d'un projet de loi ²²⁶. Par ailleurs, un comité peut, s'il le souhaite, solliciter une instruction de la Chambre ²²⁷.

La Chambre peut donner des instructions à un comité plénier ou à n'importe lequel de ses comités. Il est permis de proposer, pour le même projet de loi, plus d'une instruction à un comité, mais chaque motion doit cependant être proposée séparément ²²⁸. Les motions d'instruction relatives aux projets de loi ne sont pas impératives mais facultatives ²²⁹. Il appartient en effet au comité de décider s'il exercera ou non les pouvoirs que lui confère la Chambre ²³⁰.

- 218. Journaux, 26 janvier 1971, p. 285-286.
- 219. Journaux, 21 janvier 1971, p. 273-274.
- 220. Le 17 février 1970, le Président Lamoureux jugea irrecevable un amendement visant à ce que le projet de loi ne soit pas lu une deuxième fois, mais que la teneur du projet de loi fasse d'abord l'objet d'un référendum (Journaux, p. 454-455). Voir également Journaux, 22 novembre 1967, p. 525-526.
- 221. Beauchesne, 6º éd., p. 208-209.
- 222. May, 22º éd., p. 517.
- 223. Voir, par exemple, Journaux, 6 mai 1982, p. 4803.
- Voir, par exemple, Journaux, 19 mars 1948, p. 269 (motion rejetée); 30 juillet 1956, p. 942-943 (motion rejetée).
- 225. Voir, par exemple, Journaux, 15 avril 1920, p. 144.
- 226. Voir, par exemple, Journaux, 15 mars 1948, p. 255 (motion rejetée).
- 227. Beauchesne, 4º éd., p. 187.
- 228. Bourinot, 4º éd., p. 516.
- Beauchesne, 3* éd., p. 152; Débats, 18 décembre 1990, p. 16916-16917. Une instruction impérative est une instruction qui vise à orienter les travaux d'un comité.
- 230. Beauchesne, 4º éd., p. 187. Dans une décision, la présidence a clairement établi que peu importe l'effet qu'une instruction facultative puisse avoir sur le comité, c'est à celui-ci qu'il revient de décider ce qu'il doit en faire. L'importance morale qu'il convient d'accorder à une instruction facultative est l'affaire du comité et, à son avis, la présidence n'a pas à intervenir à ce niveau (Débats, 13 juillet 1988, p. 17508).

Les motions d'instruction émanent d'une pratique britannique qui s'est développée au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Elles ont été incorporées aux usages de la Chambre des communes canadienne, bien qu'on n'y ait eu recours qu'en de rares occasions. Presque tous les précédents sur les instructions relatives aux projets de loi se situent à une époque où les projets de loi étaient renvoyés à un comité plénier après la deuxième lecture. Au moment du débat sur la motion «Que le Président quitte le fauteuil maintenant», il était alors possible pour un député de proposer un amendement dont le but était de donner une instruction au comité. De nos jours, lorsqu'un projet de loi est renvoyé à un comité plénier²³¹, la Chambre précise ses instructions, le cas échéant, au moyen d'un ordre spécial ²³².

Les motions d'instruction ne sont pas recevables comme amendement à la motion de deuxième lecture d'un projet de loi et ne peuvent être proposées tant que la Chambre est toujours saisie du projet de loi à l'étude²³³. Elles peuvent être proposées immédiatement après la motion de deuxième lecture lorsqu'elle porte renvoi à un comité plénier²³⁴. Aucun avis n'est alors exigé. Présentée à cette étape du processus législatif, la motion d'instruction ne peut cependant faire l'objet d'un débat ou d'amendements²³⁵.

Une motion d'instruction peut également être proposée sous forme de motion indépendante ²³⁶. Un avis de 48 heures est alors exigé ²³⁷ et la motion, lorsque soumise à la Chambre, peut faire l'objet d'un débat et d'amendements ²³⁸. Le débat sur une motion d'instruction doit porter sur l'objet de l'instruction et non sur le contenu du projet de loi. ²³⁹. Une motion d'instruction indépendante peut être proposée même une fois qu'un comité a commencé son étude du projet de loi ²⁴⁰.

- 231. La motion portant «Que le Président quitte le fauteuil maintenant » ne s'applique plus puisque l'article 100 du Règlement prévoit que le Président quitte le fauteuil d'office. Voir également le chapitre 19, « Les comités pléniers ».
- 232. Voir, par exemple, Journaux, 2 décembre 1997, p. 313-314; 9 juin 1999, p. 16123, 16140-16141.
- 233. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17505.
- Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17505. Voir, par exemple, Journaux, 19 mars 1948, p. 269. Voir également la décision du Président Beaudoin, Journaux, 23 mai 1956, p. 602-603; 30 juillet 1956, p. 942.
- Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17505. Voir également l'article 56(2) du Règlement.
- Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17505. Voir, par exemple, Journaux, 26 mars 1888, p. 135-136.
- 237. En 1956, le Président, après avoir jugé qu'un avis n'était pas nécessaire, est par la suite revenu sur sa décision pour reconnaître qu'un avis était bel et bien requis (*Débats*, 28 mai 1956, p. 4529; *Journaux*, 30 juillet 1956, p. 942).
- 238. Bourinot, 4º éd., p. 516. Les amendements doivent cependant être rédigés de manière à ne pas modifier la forme ou l'effet d'une instruction s'ils sont adoptés (May, 22º éd., p. 518).
- 239. May, 22° éd., p. 518.
- 240. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 15706-15707.

Une telle motion, qu'elle ait été soumise en avis par un ministre ou un député, peut être inscrite au Feuilleton sous la rubrique «Motions (Affaires courantes)» ²⁴¹. Autrement, elle est placée sous les Affaires émanant du gouvernement, si elle est soumise par un ministre, ou sous les Affaires émanant des députés, si elle est soumise par un simple député. Lorsqu'elle est appelée durant la période quotidienne consacrée aux «Affaires courantes», la motion d'instruction est alors traitée comme une motion de fond indépendante, même si elle ne prend son sens que par rapport au projet de loi dont le comité est saisi. Si le débat sur la motion est ajourné ou interrompu avant la fin de la séance, la motion est reportée à la rubrique des Ordres émanant du gouvernement et le moment de la reprise ultérieure du débat est laissé au gré du gouvernement.

Plusieurs raisons peuvent amener la présidence à juger irrecevable une motion d'instruction. On ne peut se servir d'une motion d'instruction pour traiter dans un projet de loi d'une affaire qui pourrait constituer une mesure distincte ou pour chercher à s'immiscer dans les travaux d'un comité dont le rapport n'a pas encore été présenté 243. Est aussi irrecevable une motion d'instruction qui n'est pas présentée dans la forme voulue ou qui n'est pas libellée de façon à ce que le comité comprenne clairement ce que la Chambre désire 244. Une motion d'instruction est irrecevable si elle ne se rapporte pas au contenu du projet de loi, si elle déborde la portée du projet de loi, en y insérant, par exemple, un principe qui lui est étranger ou en proposant de modifier des lois qui n'ont rien à voir avec celui-ci, si elle n'est pas suffisamment précise, ou si elle tente de supprimer une partie du projet de loi 245. Enfin, elle est irrecevable si elle tente d'accorder à un comité des pouvoirs qu'il a déjà 246, si elle autorise un comité à scinder un projet de loi qui ne s'y prête pas 247 ou si elle étend les prérogatives financières de la Couronne sans la recommandation royale requise 248.

Consentement royal

Repris des pratiques britanniques, le consentement royal (à ne pas confondre avec la sanction royale ou la recommandation royale) fait partie des règles et des usages tacites de la Chambre des communes du Canada. Toute mesure législative qui touche les prérogatives, les revenus héréditaines, les biens ou les intérêts de la Couronne exige le consentement royal, c'est-à-dire le consentement du gouverneur général en sa qualité de représentant du Souverain ³⁴⁹. Ce consentement est donc nécessaire pour

^{241.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17506.

^{242.} Art. 66 du Règlement. Voir également la décision du Président Fraser, Débats, 13 juillet 1988, p. 17506.

^{243.} Beauchesne, 6º éd., p. 211.

^{244.} May, 22º éd., p. 517.

^{245.} May, 22º éd., p. 517.

^{246.} Bourinot, 4º éd., p. 513. Voir, par exemple, Journaux, 2 mai 1872, p. 79; 23 mai 1956, p. 598-603.

^{247.} May, 22º éd., p. 516.

^{248.} May, 22º éd., p. 517.

^{249.} Bourinot, 4º éd., p. 413; May, 22º éd., p. 603.

reporter, aliéner ou céder des droits de propriété de la Couronne, ou pour renoncer à l'une de ses prérogatives ²⁵⁰. C'est ainsi qu'il a été exigé pour des projets de loi relatifs à des chemins de fer sur lesquels la Couronne avait un droit de servitude ²⁵¹, à des droits de propriété de la Couronne (sur les parcs nationaux et les réserves indiennes ²⁵²), à la saisie-arrêt et à la distraction de pensions ²⁵³ et à des modifications à la *Loi sur l'administration financière* ²⁵⁴.

Le consentement royal n'est cependant pas requis lorsque le projet de loi vise des biens que la Couronne détient pour ses sujets ²⁵⁵. Le fait que la Couronne accepte de dorner son consentement ne signifie toutefois pas qu'elle approuve la teneur du projet de loi, mais simplement qu'elle accepte d'enlever un obstacle à sa progression afin que les deux chambres puissent l'examiner et demander, en fin de compte, la sanction royale ²⁵⁶.

Bien que le consentement royal soit souvent donné à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi ²⁵⁷, il peut être signifié à n'importe quelle étape précédant son adoption définitive ²⁵⁸. Il peut prendre la forme d'un message spécial ²⁵⁹, mais est habituellement transmis par un ministre ²⁶⁰ qui se lève à la Chambre et déclare que: «Son Excellence le(la) gouverneur(e) général(e) a été informé(e) de la teneur de ce projet de loi et consent, dans la mesure où les prérogatives de Sa Majesté sont touchées, à ce que le Parlement étudie le projet de loi et fasse à cet égard ce qu'il juge approprié». À défaut de consentement préalable, le Président refusera de mettre la motion d'adoption de troisième lecture aux voix ²⁶¹. Si, par mégarde, un projet de loi exigeant le consentement royal devait franchir toutes les étapes à la Chambre sans l'avoir obtenu, les délibérations pertinentes seraient déclarées nulles et non avenues ²⁶².

- 250. May, 11° éd., p. 448, 561 (cité par le Président Sévigny, Journaux, 29 mars 1916, p. 211).
- 251. Bourinot, 4º éd., p. 414-415 et notes.
- 252. Journaux, 21 avril 1955, p. 418; 14 juillet 1959, p. 706-707.
- 253. Journaux, 25 novembre 1983, p. 6598.
- 254. Journaux, 13 juin 1961, p. 664.
- 255. Journaux, 14 décembre 1970, p. 201-202.
- 256. Bourinot, 4º éd., p. 413.
- Bourinot, 4º éd., p. 414. Le consentement royal peut aussi être exigé pour une modification à une loi existante (Journaux, 26 avril 1978, p. 696).
- 258. Bourinot, 4º éd., p. 413.
- 259. Bourinot, 4º éd., p. 413.
- 280. Un secrétaire parlementaire ne peut pas remplir cette fonction au nom d'un ministre (voir Débats, 9 avril 1992, p. 9606; 18 juin 1992, p. 12424; Journaux, 18 juin 1992, p. 1801). Lorsqu'un simple député désire obtenir le consentement royal, il doit alors demander à la Chambre de bien vouloir adopter une adresse autorisant la présentation de son projet de loi (Bourinot, 4º éd., p. 413-414).
- Bourinot, 4º éd., p. 414. Voir également la décision du Président Lamoureux, Journaux, 25 avril 1986, p. 434-435.
- 262. Bourinot, 4º éd., p. 414; Journaux, 25 avril 1966, p. 434-435.

EXAMEN EN COMITÉ

À l'étape de l'examen en comité, les députés étudient en détail les articles du projet de loi. C'est lors de cette étude qu'ils peuvent pour la première fois proposer des modifications au texte du projet de loi. C'est aussi à cette étape que des témoins peuvent être invités à présenter leur point de vue et à comparaître devant le comité pour répondre aux questions des députés. Un projet de loi est renvoyé pour étude à un comité permanent, spécial ou législatif²⁶³, normalement *après* avoir franchi l'étape de la deuxième lecture à la Chambre, mais aussi parfois *avant* de l'avoir franchie ²⁶⁴. À l'occasion, des projets de loi sont déférés à un comité plénier. Tout projet de loi fondé sur une motion des subsides est obligatoirement renvoyé à un comité plénier ²⁶⁵. De même, du consentement unanime de la Chambre, un projet de loi de nature urgente ou un projet de loi qui ne suscite pas de controverse peut être déféré à un comité plénier ²⁶⁶, le plus souvent après avoir franchi plus d'une étape du processus législatif au cours d'une même séance ²⁶⁷. Enfin, la Chambre peut décider, par l'adoption d'un ordre spécial, de renvoyer un projet de loi à un comité plénier ²⁶⁸.

Mandat du comité

Le projet de loi qui est déféré à un comité constitue l'ordre de renvoi du comité. Le mandat du comité consiste uniquement à examiner le projet de loi et à en faire rapport à la Chambre, avec ou sans amendement ²⁶⁹. Si le projet de loi a déjà été lu une deuxième fois, le comité est lié par la décision de la Chambre et ne peut apporter au projet de loi des modifications qui en contredisent le principe ²⁷⁰. Évidemment, il n'en est pas ainsi lorsque le comité est saisi d'un projet de loi qui n'a pas encore reçu la deuxième lecture ²⁷¹.

- 263. Art. 73(3) du Règlement. Bien que le Règlement prévoie la création de comités législatifs, la pratique a été, depuis l'ouverture de la première session de la 35° législature en 1994, de déférer les projets de loi aux comités permanents. Des projets de loi ont aussi été déférés à des comités mixtes. Voir, par exemple, le projet de loi C-136 (Régime de pension du Canada) (Journaux, 16 novembre 1964, p. 876); le projet de loi C-170 (Relations de travail dans la Fonction publique) (Journaux, 25 avril 1966, p. 437; 9 mai 1966, p. 519); et le projet de loi C-70 (Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique) (Journaux, 15 juillet 1975, p. 711). Au cours de la troisième session de la 34º législature (1988-1993), un comité mixte spécial a été constitué pour examiner le projet de loi C-116 (Loi sur les conflits d'intérêts chez les titulaires d'une charge publique). Dans son rapport à la Chambre présenté le 3 juin 1993, le comité a convenu que l'étude du projet de loi soit abandonnée (Journaux, 30 mars 1993, p. 2742-2743; 3 juin 1993, p. 3107).
- 264. Art. 73(1) du Règlement.
- 265. Art. 73(4) du Règlement.
- 266. Voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 267. Voir, par exemple, le projet de loi C-10, Loi portant maintien des opérations portuaires de la côte ouest (Journaux, 8 février 1994, p. 131-132) et le projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (Journaux, 29 octobre 1997, p. 166-167).
- 268. Voir, par exemple, Journaux, 23 mars 1999, p. 1649-1663.
- 269. Art. 75(2) du Règlement. Voir également la décision du Président Fraser, Débats, 28 avril 1992, p. 9801.
- 270. May, 22° éd., p. 519.
- 271. Art. 73(1) du Règlement.

Durant l'étude d'un projet de loi, un comité peut recevoir certaines précisions de la Chambre quant à son ordre de renvoi. Les «instructions» de la Chambre peuvert avoir pour effet d'élargir le mandat du comité en lui donnant des pouvoirs additionnels ²⁷².

Un comité peut être saisi d'un nouveau renvoi de la Chambre pour étudier un projet de loi dont il a déjà fait rapport. Le renvoi est normalement proposé sous forme d'amendement à la motion portant troisième lecture du projet de loi. La Chambre peut renvoyer de nouveau un projet de loi à un comité afin de le modifier ou de revoir certains articles; elle peut renvoyer le projet de loi plusieurs fois et elle peut le faire avec ou sans limitation. Dans ce dernier cas, le projet de loi tout entier peut être réexaminé. Dans le cas d'un renvoi avec limitation, le comité ne peut examiner que les articles ou les amendements qui lui sont renvoyés ²⁷³.

Rôle du comité dans l'étude d'un projet de loi

Le rôle du comité à cette étape du processus législatif consiste à examiner le projet de loi article par article et, si nécessaire, mot par mot, et d'en approuver le libellé ou de le modifier pour donner suite aux intentions du comité ²⁷⁴.

Le comité a le pouvoir de modifier les dispositions du projet de loi à un point tel que lorsqu'il en est fait rapport à la Chambre, il peut être à toutes fins pratiques complètement différent de ce qu'il était avant que le comité en ait été saisi²⁷⁵. Par exemple, le comité peut, s'il en décide ainsi, rejeter un ou plusieurs articles du projet de loi (si bien qu'il ne reste plus rien du texte de ce projet de loi) et en faire rapport à la Chambre avec amendements; il peut également rejeter tous les articles du projet de loi et les remplacer par d'autres dans la mesure où ils respectent les règles relatives à la recevabilité ²⁷⁶.

Durée des interventions

Tout membre d'un comité peut prendre la parole aussi souvent qu'il le désire et parler aussi longtemps qu'il le souhaite, sous réserve de la pratique que le comité adopte à ce sujet²⁷⁷. Il arrive souvent qu'un comité adopte des motions pour gouverner ses travaux, comme des motions visant à réglementer la durée des interventions, à établir l'ordre des interventions des membres du comité (habituellement selon l'affiliation politique) et à imposer des délais régissant la présentation de certains types de motions ou d'amendements²⁷⁸. De même, la durée des interventions

^{272.} Par exemple, l'autorité de voyager, de télédiffuser les séances ou de scinder un projet de loi. Voir la section intitulée «Motions d'instruction» plus haut.

^{273.} Beauchesne, 4º éd., p. 294.

^{274.} May, 22° éd., p. 519.

^{275.} Beauchesne, 5° éd., p. 236.

^{276.} May, 22° éd., p. 520.

^{277.} L'article 116 du Règlement prévoit que les comités doivent observer le Règlement de la Chambre dans la mesure où il leur est applicable, à l'exception de certaines dispositions dont celles relatives à la durée des interventions.

^{278.} Pour plus d'information, voir le chapitre 20, «Les comités».

peut être assujettie aux contraintes imposées par un ordre de la Chambre ²⁷⁹ ou par le Règlement dans le cas d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député ²⁸⁰.

Un comité peut aussi limiter lui-même le temps qu'il entend consacrer à l'étude d'un projet de loi en adoptant une motion à cet effet. Une telle motion peut faire l'objet d'un débat et d'amendements. Il arrive qu'un comité adopte l'équivalent d'une motion d'attribution de temps, c'est-à-dire que le temps accordé pour l'examen de chaque article est déterminé par motion²⁸¹, ou encore que l'étude d'un projet de loi prend fin à une heure ou à une date fixées par les termes d'une motion²⁸².

- 279. La Chambre peut adopter une motion d'attribution de temps (art. 78 du Règlement) qui s'applique à l'étape de l'examen en comité d'un projet de loi (voir, par exemple, *Journaux*, 22 mars 1995, p. 1259-1260; 25 avril 1996, p. 260-261). La Chambre peut aussi adopter un ordre spécial à cet effet (voir, par exemple, *Journaux*, 22 mars 1982, p. 4626-4628).
- 280. Art. 97.1 du Règlement.
- 281. Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 23 mars 1999, séance nº 104.
- 282. Comité permanent de la justice et des questions juridiques. Procès-verbal, 4 décembre 1995, fascicule nº 115, p. 16; Comité permanent du développement des ressources humaines, Procès-verbal, 28 novembre 1996, fasc. nº 36, p. 33; Comité permanent des finances, Procès-verbal, 15 octobre 1997, séance nº 3; 2 avril 1998, séance nº 67; 5 mai 1998, séance nº 80. Il arrive parfois que l'examen de projets de loi en comité devienne particulièrement acrimonieux et que le comité se retrouve dans une impasse. Le 19 mars 1990, alors que le Comité permanent des finances étudiait le projet de loi C-62, Loi visant à mettre en œuvre la taxe sur les produits et services, une motion en vue d'établir un calendrier pour terminer l'examen du projet de loi a donné lieu à un débat qui s'est déroulé sans arrêt pendant 31 heures. Le président a alors pris la décision de mettre fin au débat et d'imposer une forme de clôture. Son geste se fondait sur un cas qui s'était présenté en 1984 au Comité permanent de la justice et des questions juridiques, alors que le président avait rendu une décision à peu près identique dans des circonstances semblables (voir Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 6 juin 1984, fasc. nº 36, p. 3-7). Le droit du président de rendre une telle décision a été contesté et porté en appel, mais il a été maintenu par la majorité du Comité. Le Comité des finances a ensuite abordé la discussion du projet de loi, conformément à la décision du président (Comité permanent des finances, Procès-verbaux et témoignages, 19 mars 1990, fasc, nº 103, p. 665-669). Lorsque le geste de ce dernier a été contesté à la Chambre, le Président de la Chambre a statué qu'il s'agissait là d'une question relevant du Comité des finances et indiqué qu'il n'était pas en mesure de superviser les présidents de comités (Débats, 26 mars 1990, p. 9756-9758). Par la suite, le Comité permanent des finances a présenté à la Chambre un rapport dans lequel il demandait que le Comité permanent des privilèges et des élections examine les règles de procédure ayant trait à la limitation des débats lorsque les travaux d'un comité sont dans une impasse. La Chambre a adopté ce rapport et, conséquemment, le Comité des privilèges et des élections a entrepris l'étude en question (Journaux, 30 avril 1990, p. 1612-1613; Comité permanent des finances, Procès-verbaux et témoignages, 30 avril 1990, fasc. r.º 111, p. 3-7). Dans son vingt-cinquième Rapport présenté à la Chambre le 20 mars 1991, le Comité permanent des privilèges et des élections a indiqué que l'article 78 du Règlement portant sur l'attribution de temps était le moyen approprié à utiliser pour proposer de limiter l'étude d'un projet de loi lorsqu'il y a impasse dans un comité. Le Rapport n'a jamais été adopté par la Chambre (Journaux, 20 mars 1991, p. 2727; Comité permanent des privilèges et des élections, Procès-verbaux et témoignages, 14 mars 1991, fasc. nº 41, p. 3-15).

Audition de témoins

Un comité saisi d'un projet de loi choisit normalement de tenir des audiences publiques ²⁸³. Le comité directeur du comité, appelé le sous-comité du programme et de la procédure, peut discuter d'un calendrier de séances et d'une liste des témoins que les membres souhaitent inviter à comparaître et peut présenter ses recommandations au comité entier sous forme de rapport. Le comité devra ensuite adopter le rapport, après l'avoir modifié, s'il le juge nécessaire. Le comité peut décider de se prévaloir des services des attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement ²⁸⁴, ou d'embaucher tout autre spécialiste qu'il considère nécessaire pour l'appuyer dans son travail ²⁸⁵.

Avant de procéder à l'examen du projet de loi article par article, le président du comité met en délibération l'article 1 (ou l'article 2, si l'article 1 vise le titre abrégé²⁸⁶) afin de permettre aux membres du comité de tenir une discussion d'ordre général et d'interroger des témoins, s'il y a lieu. La pratique veut que le premier témoin à comparaître devant le comité soit, selon le cas, le parrain du projet de loi ou le ministre qui en est responsable (ou son secrétaire parlementaire). D'autres témoins peuvent ensuite être invités à se prononcer sur le projet de loi. Ils peuvent être des particuliers, des experts ou des représentants d'organisations qui seraient touchées par la mesure législative. À ce stade, la discussion est très libre et porte à la fois sur le principe général et les détails du projet de loi. Plus tard, lorsque le comité entreprendra l'étude du projet de loi article par article, le ministre responsable, ou son secrétaire parlementaire, pourra revenir devant le comité ²⁸⁷. Les fonctionnaires du ministère se rendent aussi disponibles durant cette phase afin de fournir des explications sur certains aspects complexes ou techniques de la mesure législative ²⁸⁸.

- 283. Pour diverses raisons, certains comités n'ont pas procédé à l'audition de témoins autres que le ministre et ses fonctionnaires et ont entamé immédiatement l'étude article par article du projet de loi qui leur avait été déféré (voir, par exemple, Comité législatif sur le projet de loi C-124, Procès-verbaux et témoignages, 9 mai 1988, fascicule n° 1, p. 5; Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants, Procès-verbal, 18 février 1999, séance n° 90). Il arrive aussi qu'un projet de loi non controversé soit étudié en une seule séance (voir, par exemple, Comité permanent des finances et des affaires économiques, Procès-verbaux et témoignages, 27 juin 1984, fasc. n° 24, p. 5-7; 29 mars 1988, fasc. n° 149, p. 5; 28 avril 1988, fasc. n° 159, p. 5; Comité législatif sur le projet de loi C-91, Procès-verbaux et témoignages, 15 décembre 1987, fasc. n° 1, p. 5).
- 284. En plus d'offrir des services d'attachés de recherche, la Bibliothèque du Parlement produit des «résumés législatifs». Ces documents servent à fournir aux parlementaires des informations explicatives sur la plupart des projets de loi du gouvernement. De plus, les ministères fournissent souvent aux membres du comité et au personnel intéressé des cahiers d'information très détaillés sur le projet de loi.
- 285. Art. 120 du Règlement.
- 286. Dans ce cas, l'examen de l'article 1 est reporté tel que le prescrit l'article 75(1) du Règlement.
- 287. Voir, par exemple, pour la comparution d'un ministre lors de l'étude article par article: Comité spécial sur la réforme électorale, *Procès-verbaux et témoignages*, 15 mars 1993, fascicule n° 16, p. 3, 7; pour la comparution du secrétaire parlementaire d'un ministre lors de l'étude article par article: Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, *Procès-verbal*, 6 novembre 1997, séance n° 9.
- 288. En général, les fonctionnaires qui sont spécialisés dans les questions visées par le projet de loi assistent régulièrement à toutes les séances du comité consacrées à l'étude du projet de loi.

Il est arrivé, dans le passé, que des comités aient étudié plus d'un projet de loi au cours d'une même séance afin de profiter de la présence d'un ministre et de témoins pour les interroger à cette occasion ²⁸⁹. Il s'agissait alors de projets de loi qui avaient des points communs de sorte qu'il était pratique d'entreprendre leur étude simultanément. Les projets de loi ont cependant été examinés séparément à l'étape de l'étude article par article ²⁹⁰. Il est également arrivé qu'un comité ait étudié en même temps un projet de loi qui lui avait été déféré ainsi que la teneur d'un autre projet de loi ²⁹¹.

Étude article par article

L'audition des témoins terminée, le comité procède à l'étude article par article du projet de loi. C'est au cours de cette phase que les membres du comité peuvent proposer des modifications au projet de loi.

Ordre d'examen des éléments constitutifs du projet de loi

À moins que le comité en décide autrement, l'étude article par article du projet de loi se fait dans l'ordre suivant:

- · Articles;
- · Articles réservés (le cas échéant);
- · Annexes:
- Article 1 (titre abrégé);
- · Préambule (le cas échéant);
- · Titre.

Les éléments constitutifs d'un projet de loi doivent être étudiés selon un ordre prescrit: l'étude du préambule, si le projet de loi en comporte un, est reportée à la fin de l'examen article par article ²⁹²; celle de l'article 1, si celui-ci ne vise que le titre

- 289. En 1987, le Comité permanent des transports, du consentement unanime et en prévision de l'audition des témoignages, étudia en même temps les projets de loi C-18 et C-19, le premier projet portant sur les transports en général et le second sur les transports routiers (*Procès-verbal*, 17 février 1987, fascicule n° 11, p. 4). Toujours en vue de l'audition des témoins, le Comité permanent des finances et des affaires économiques, du consentement unanime, entreprit la même année l'étude simultanée du projet de loi C-42, Loi concernant les institutions financières et le système d'assurance-dépôts, et du projet de loi C-56, Loi modifiant certaines lois concernant les institutions financières (*Procès-verbal*, 2 juin 1987, fasc. n° 59, p. 4).
- 290. Voir, par exemple, Comité législatif sur le projet de loi C-66 et le projet de loi C-67, Procès-verbaux et témoignages, 22 mai 1990, fascicule n° 1, p. 7; 11 juin 1990, fasc. n° 6, p. 3; 12 juin 1990, fasc. n° 7, p. 5; Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 24 novembre 1994, fasc. n° 65, p. 3; 15 mars 1995, fasc. n° 89, p. 3; 16 mars 1995, fasc. n° 91, p. 3.
- Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbal, 17 juin 1996, fascicule nº 32, p. 1-2.
- 292. Le Comité permanent de l'environnement et du développement durable, lors de son étude du projet de loi C-32, Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1998), a décidé d'examiner le préambule avant de passer aux articles. Le Comité avait préalablement décidé, du consentement unanime, de réserver les articles et les annexes. Il s'agissait d'une discussion générale du préambule et aucun amendement n'a été proposé. Le préambule a, par la suite, été réservé et son examen a été repris à la fin du processus alors que l'on y a proposé des amendements (Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 3 novembre 1998, séance n° 79).

abrégé, est également reportée; les autres articles et les annexes sont étudiés dans l'ordre dans lequel ils figurent sur la version imprimée du projet de loi ²⁹³. Les nouveaux articles et les nouvelles annexes sont mis en discussion suivant l'ordre dans lequel ils apparaîtraient dans le projet de loi. Bien que certains ouvrages en matière de procédure parlementaire préconisent un ordre différent pour leur examen ²⁹⁴, de fait les comités ont adopté depuis plusieurs années la pratique d'aborder l'examen des nouveaux articles et des nouvelles annexes de la même manière que les propositions d'amendements aux articles, c'est-à-dire dans l'ordre où ils paraîtraient dans le projet de loi. Les comités jugent que cette pratique facilite l'étude article par article. Ils l'ont suivie à tel point qu'elle est maintenant solidement établie dans les usages de la Chambre des communes ²⁹⁵. Une fois qu'il a disposé de tous les articles et annexes, le comité revient à l'étude de l'article 1 (si celui-ci a été reporté), du préambule et, enfin, du titre ²⁹⁶.

Articles mis en délibération

Chaque article du projet de loi constitue une question distincte et doit être étudié séparément. Le président du comité appelle successivement chaque article par son numéro et, après débat et si aucun amendement n'est proposé, met l'article aux voix. Si un amendement est proposé, le président donne la parole au député qui fait lecture de son amendement. Une nouvelle question est ainsi mise en délibération et un nouveau débat s'engage. Une fois la discussion terminée, le président met aux voix l'amendement visant à modifier l'article, puis l'article lui-même, tel que modifié (le cas échéant). Une fois l'article adopté, celui-ci ne peut être remis en discussion, sauf du consentement unanime ²⁹⁷.

Le comité peut, sur adoption d'une motion à cet effet, procéder à la division d'un article dans le but de débattre des parties de l'article ou de les mettre aux voix séparément ²⁹⁸.

^{293.} Art. 75(1) du Règlement. Voir aussi Journaux, 9 octobre 1964, p. 780.

^{294.} Beauchesne, 5° éd., p. 236, 240; May, 22° éd., p. 520, 531-532.

Voir, par exemple, Comité permanent des transports, Procès-verbal, 7 mai 1996, fascicule nº 10, p. 3-4,
 9-13; Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 26 mars 1998, séance nº 47.

^{296.} Lors de son étude du projet de loi C-32, Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1998), le Comité permanent de l'environnement et du développement durable a examiné le préambule et, après l'avoir adopté, a entrepris l'étude d'un élément du projet de loi que l'on a appelé « déclaration » ; il a ensuite passé à l'examen du titre (*Procès-verbal*, 25 mars 1999, séance n° 116).

^{297.} Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal, 19 novembre 1997, séance nº 8; Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 19 novembre 1998, séance nº 83.

^{298.} Voir, par exemple, Comité permanent des prévisions budgétaires en général, Procès-verbaux et témoignages, 29 septembre 1983, fascicule nº 132, p. 8, 48.

Articles réservés

Le comité peut décider, par voie de motion, de reporter l'examen d'un article à condition que l'article en question n'ait pas déjà fait l'objet d'une proposition d'amendement qui aurait été adoptée ou rejetée par le comité²⁹⁹. Si, par contre, la proposition d'amendement a été retirée, l'étude de l'article peut être reportée. Dans la pratique cependant, les comités décident souvent, du consentement unanime, de reporter l'examen d'un article même si un amendement y a déjà été proposé. Le comité peut aussi différer l'examen d'une partie du projet de loi ou, en bloc, d'une série d'articles qui se suivent. Toutefois, une motion qui propose de reporter une partie d'un article ou de reporter, jusqu'après l'examen des articles secondaires, l'examen d'un article d'un projet de loi qui ne comporte qu'un seul article principal est irrecevable ³⁰⁰.

Le débat sur une motion qui propose de reporter l'examen d'un article doit se limiter à la seule question du report et non s'étendre aux dispositions du projet de loi ou de l'article visé. À moins que la motion de report en dispose autrement, un article dont l'examen aura été différé sera étudié après que tous les autres articles du projet de loi auront été examinés 301.

Amendements

Proposé lors du débat sur un article, l'amendement vise soit à modifier le texte de l'article en discussion de telle manière qu'il paraisse plus acceptable, soit à proposer au comité un nouveau texte. L'amendement doit absolument se rattacher à l'article qu'il cherche à modifier 302 et donc viser un seul des articles du projet de loi et non deux ou plusieurs à la fois 303. Toutefois, le président peut, pour des raisons d'ordre pratique, autoriser que la discussion porte à la fois sur plusieurs autres amendements qui sont reliés entre eux et qui concernent différents aspects de l'amendement dont le comité est saisi 304. Le sous-amendement a pour objet de modifier un amendement dans le but de le rendre plus précis. Le sous-amendement doit se rapporter à l'amendement; il ne doit pas en élargir la portée en soulevant une question qui lui est étrangère 305. Le comité ne peut être saisi que de deux amendements à la fois, c'est-à-dire un amendement à l'article et un sous-amendement à l'armendement. Une fois proposé, un amendement ne peut être retiré qu'à la demande du député qui le propose et du consentement unanime des membres du comité 306.

Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 8 avril 1982, fascicule nº 75, p. 13-14.

^{300.} May, 22° éd., p. 521.

^{301.} May, 22° éd., p. 522.

^{302.} May, 22° éd., p. 346.

^{303.} Beauchesne, 5* éd., p. 238.

^{304.} May, 22° éd., p. 524-525.

Voir, par exemple, Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 14 mai 1985, fascicule nº 12, p. 6.

May, 22º éd., p. 524. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procèsverbal. 26 mars 1998, séance nº 47.

Seul un membre du comité ou son substitut dûment désigné³⁰⁷ a le droit de proposer une modification au projet de loi ou de voter sur une telle proposition³⁰⁸. Le président du comité, comme le Président de la Chambre, ne propose pas de motion et ne vote qu'en cas d'égalité des voix ³⁰⁹. Il est généralement admis qu'en cas d'égalité des voix, un président de comité devrait se prononcer de façon à permettre la poursuite de la discussion. Le président de comité n'est pas obligé de donner les motifs de son vote prépondérant ni de l'expliquer³¹⁰. Lorsqu'un comité est saisi d'un projet de loi d'intérêt privé cependant, le président vote sur toute question et dispose

Des services de rédaction législative sont disponibles pour les membres du comité qui souhaitent proposer des modifications au projet de loi. Chaque proposition d'amendement doit être présentée par écrit au président du comité et peut être proposée dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Contrairement aux règles qui s'appliquent aux motions présentées à la Chambre, il n'est pas nécessaire qu'une motion proposée en comité soit appuyée³¹².

Bien que le député qui entend faire des propositions d'amendement au projet de loi n'ait pas à en donner avis, l'usage veut qu'il les communique au président et au greffier du comité afin d'en assurer la traduction, la compilation et la diffusion aux autres membres du comité ³¹³. Prévenu à l'avance, le président du comité pourra par conséquent veiller à ce qu'une proposition d'amendement soit abordée au bon endroit durant l'étude du projet de loi. Dans le but de voir au déroulement ordonné de l'étude article par article, un comité peut adopter une motion dictant une heure de tombée pour la réception des propositions d'amendement ³¹⁴.

Ordre de prise en considération des amendements

même d'un vote prépondérant en cas d'égalité des voix 311.

Trois types d'amendements peuvent être proposés lors de l'étude de chaque article du projet de loi 315:

- 307. Art. 114 du Règlement.
- Art. 119 du Règlement. Voir, par exemple, Comité législatif sur le projet de loi C-6, Procès-verbaux et témoignages, 29 octobre 1986, fascicule nº 1, p. 95; Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 18 mars 1993, fasc. nº 33, p. 18-19.
- 309. Art. 9 du Règlement.
- 310. Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 16 mars 1999, séance nº 109. Pour plus d'information au sujet du vote prépondérant, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».
- 311. Art. 141(3) du Règlement.
- 312. Art. 116 du Règiement.
- 313. Beauchesne, 5° éd., p. 237. Voir également May, 22° éd., p. 522.
- 314. Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 26 novembre 1998, séance nº 86. Il peut aussi s'agir tout simplement d'une exhortation émise par le président du comité (voir, par exemple, Comité législatif sur le projet de loi C-126, Procès-verbaux et témolgnages, 27 mai 1993, fascicule nº 3, p. 29).
- 315. May, 22° éd., p. 345.

- L'amendement visant à retrancher certains mots en les remplaçant par d'autres mots:
- · L'amendement visant à retrancher un ou plusieurs mots; ou
- L'amendement visant à insérer ou à ajouter d'autres mots, ou à ajouter un nouvel article ou une nouvelle annexe au projet de loi.

Le président du comité met en délibération les propositions d'amendement selon l'ordre dans lequel ils apparaîtraient dans le projet de loi. Cependant, dans le cas où plus d'une proposition d'amendement viserait le même article, l'amendement qui a pour effet de substituer certains mots à d'autres aura préséance sur l'amendement qui vise à la suppression de certains mots. Le président peut décider qu'un amendement n'est pas présenté au bon endroit ou qu'il y aurait lieu de le présenter sous forme d'un nouvel article 316.

Les amendements doivent être proposés dans un ordre qui suit le texte à modifier. Si une partie d'un article a déjà été modifiée par le comité, un député ne peut proposer un amendement visant à modifier une partie antérieure à la partie modifiée ³¹⁷.

Recevabilité des amendements

Les amendements et les sous-amendements qui sont proposés en comité doivent se conformer à certaines règles de recevabilité. Il incombe au président du comité de décider de leur recevabilité. Un amendement doit d'abord être proposé par le député avant que le président rende une décision sur sa recevabilité; celui-ci n'a pas à se prononcer sur une proposition hypothétique. Lorsque le président doit rendre une décision sur la recevabilité d'un amendement, il s'appuie sur des règles de procédure que des précédents ont établies au fil des ans et sur les autorités en matière de procédure et de pratique parlementaires.

Contrairement à la Chambre où les décisions du Président sont sans appel³¹⁸, la décision d'un président de comité peut faire l'objet d'un appel au comité par voie de motion³¹⁹. Par contre, ni la décision du président du comité ni la motion d'appel ne peuvent faire l'objet d'un débat. La décision du président ne peut être renversée qu'à la majorité des voix. Par conséquent, s'il y a égalité des voix lors d'un vote sur une motion demandant que la décision du président soit maintenue, sa décision est maintenue³²⁰.

^{316.} Beauchesne, 5° éd., p. 238.

Beauchesne, 5º éd., p. 238. Voir, par exemple, Comité législatif sur le projet de loi C-55, Procès-verbaux et témoignages, 11 septembre 1987, fascicule nº 10, p. 24.

^{318.} Art. 10 du Règlement.

^{319.} Art. 117 du Règlement. Pour des exemples de décisions relatives à la recevabilité d'amendements qui ont fait l'objet d'appel, voir Comité permanent des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, *Procès-verbal*, 30 avril 1998, séance n° 33; Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales, *Procès-verbal*, 24 novembre 1998, séance n° 47.

Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages,
 18 mai 1995, fascicule n° 47, p. 7.

Si, au cours du débat, le président constate qu'une proposition d'amendement dont on a accepté la présentation (mais qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision) est irrégulière, il en informe le comité et arrête l'étude de la proposition par le comité ³²¹.

Règles

Les règles concernant la recevabilité des amendements sont essentiellement les mêmes, que ce soit pour un projet de loi renvoyé à un comité avant ou après la deuxième lecture, ou étudié à l'étape du rapport³²². Toutefois, les règles qui traitent du principe ou de la portée d'un projet de loi ne s'appliquent pas lorsqu'un projet de loi n'a pas encore franchi l'étape de la deuxième lecture, étant donné que le principe du projet de loi n'a pas été au préalable entériné par la Chambre.

Les règles qui gouvernent la recevabilité des amendements proposés aux articles d'un projet de loi peuvent être regroupées en fonction des caractéristiques et des éléments suivants:

Principe et portée: Un amendement à un projet de loi renvoyé à un comité après la deuxième lecture est irrecevable s'il en dépasse la portée et le principe 323. (Cette règle ne s'applique pas à un projet de loi renvoyé à un comité avant la deuxième lecture, étant donné que le principe du projet de loi n'a pas encore été entériné par la Chambre.) De même, un amendement qui équivaut à une simple négation du projet de loi ou en contredit le principe tel qu'adopté en deuxième lecture 324 est irrecevable. Pertinence: Tout amendement à un projet de loi doit nécessairement être pertinent, c'est-à-dire toujours avoir rapport à l'objet du projet de loi ou de l'article à l'étude. En ce qui concerne un projet de loi renvoyé à un comité après la deuxième lecture, un amendement est irrecevable s'il vise à modifier un texte législatif dont le comité n'est pas saisi 325 ou s'il vise à modifier un article de la loi existante qui n'est pas précisément visé par un article du projet de loi 326. Un tel amendement serait par ailleurs recevable dans le cas d'un projet de loi renvoyé à un comité avant la deuxième lecture, en autant qu'il soit toujours pertinent. En effet, dans ce cas, le principe et la portée du projet de loi ne sont pas encore définis, ce qui en permet une étude plus vaste.

^{321.} May, 22° éd., p. 529.

^{322.} Pour plus d'information au sujet de l'étape du rapport, voir la section intitulée « Étape du rapport » plus loin.

^{323.} May, 22° éd., p. 525-526; voir, par exemple, la décision du président: Comité législatif sur le projet de loi C-144, Procès-verbaux et témoignages, 9 septembre 1988, fascicule n° 7, p. 8, 10.

^{324.} May, 22° éd., p. 526; voir, par exemple, la décision du président Comité permanent de la santé, du bienêtre social et des affaires sociales, Procès-verbaux et témoignages, 13 décembre 1982, fascicule n° 52, p. 5, 82-83; Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 31 août 1983, fasc. n° 124, p. 8-9; 14 septembre 1983, fasc. n° 134, p. 5; 19 septembre 1983, fasc. n° 138, p. 3-4.

^{325.} Beauchesne, 5° éd., p. 239; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 8 septembre 1983, fascicule n° 129, p. 4; Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, 20 novembre 1985, fasc. n° 29, p. 3-4, 29-30; Comité législatif sur le projet de loi C-58, Procès-verbaux et témoignages, 5 juillet 1988, fasc. n° 3, p. 9.

^{326.} Beauchesne, 5° éd., p. 239; voir, par exemple, la décision du président: Comité législatif sur le projet de loi C-84. Procès-verbaux et témoignages, 25 août 1987, fascicule n° 9, p. 9.

Cohérence: Les décisions du comité à l'égard d'un projet de loi doivent être cohérentes; elles doivent être compatibles avec les décisions prises antérieurement par le comité. Un amendement est donc irrecevable s'il va à l'encontre ou s'écarte des dispositions du projet de loi adoptées jusque-là par le comité, s'il contredit une décision que le comité a rendue au sujet d'un amendement antérieur³²⁷, s'il s'inspire d'amendements déjà rejetés ³²⁸ ou s'il en dépend ³²⁹.

Prérogative de la Couronne en matière financière: Un amendement ne doit pas empiéter sur la prérogative de la Couronne en matière financière. Un amendement est donc irrecevable s'il entraîne une imputation sur le Trésor³³⁰, s'il étend l'objet ou le but de la recommandation royale ou s'il en assouplit les conditions et les réserves³³¹. Est également irrecevable un amendement qui dépasse la portée de la motion des voies et moyens sur laquelle est fondé un projet de loi, de même qu'un amendement qui impose à la population une nouvelle charge fiscale³³²qui n'a pas été sanctionnée au préalable par l'adoption d'une motion des voies et moyens ou qui n'est pas englobée dans les termes d'une motion des voies et moyens déjà adoptée³³³.

- 327. May, 22° éd., p. 526; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et térnoignages, 21 novembre 1985, fascicule n° 30, p. 5-6; Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et térnoignages, 28 avril 1992, fasc. n° 50, p. 8-9.
- 328. May, 22° éd., p. 526; voir, par exemple, la décision du président: Comité législatif sur le projet de loi C-62, Procès-verbaux et témoignages, 23 janvier 1986, fascicule n° 13, p. 3, 6-7; 28 janvier 1986, fasc. n° 14, p. 7; Comité législatif sur le projet de loi C-144, Procès-verbaux et témoignages, 9 septembre 1988, fasc. n° 7, p. 8, 11.
- 329. May, 22º éd., p. 526; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent de l'expansion économique régionale, Procès-verbaux et témoignages, 17 avril 1985, fascicule nº 24, p. 15-16.
- 330. Beauchesne, 5° éd., p. 238-239; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 10 juillet 1980, fascicule n° 12, p. 11; Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, Procès-verbaux et témoignages, 13 mars 1984, fasc. n° 20, p. 5; Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 5 juin 1995, fasc. n° 111, p. 64-66; Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbaux et témoignages, 8 octobre 1996, fasc. n° 36, p. 2; 27 novembre 1996, fasc. n° 50, p. 3; 12 décembre 1996, fasc. n° 6, p. 5; Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants, Procès-verbal, 18 février 1999, séance n° 90.
- 331. Voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages, 2 février 1982, fascicule n° 19, p. 6; Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 19 septembre 1983, fasc. n° 138, p. 4; Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, Procès-verbaux et témoignages, 13 mars 1984, fasc. n° 19, p. 6; Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, Procès-verbaux et témoignages, 18 avril 1985, fasc. n° 27, p. 3-4; Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbaux et témoignages, 22 octobre 1996, fasc. n° 4, p. 10.
- 332. Voir le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 333. May, 22° éd., p. 527. Voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des consommateurs et des sociétés et de l'administration gouvernementale, Procès-verbaux et témoignages, 3 décembre 1991, fascicule n° 29, p. 4-6, 16-32.

Forme: Un amendement est irrecevable s'il ne vise qu'à supprimer un article, puisqu'il suffit dans ce cas de voter contre l'adoption de l'article en question³³⁴. Un amendement est aussi irrecevable s'il est présenté au mauvais endroit du projet de loi, s'il est présenté au comité dans un esprit de dérision, ou s'il est vague ou futile³³⁵. De même, un amendement est irrecevable s'il se rapporte à des amendements ou à des annexes qui devront être présentés par la suite, s'il est incompréhensible sans eux, ou s'il est incomplet pour d'autres motifs³³⁶. Enfin, un amendement qui rend inintelligible ou grammaticalement incorrect l'article qu'il vise à modifier est également irrecevable ³³⁷.

Disposition interprétative: La disposition interprétative d'un projet de loi n'est pas l'endroit pour proposer une modification de fond au projet de loi ³³⁸. De plus, un amendement à la disposition interprétative d'un projet de loi qui a été renvoyé à un comité après la deuxième lecture doit toujours se rapporter au projet de loi, sans en dépasser la portée et sans en contredire le principe. Cette dernière règle ne s'applique pas à un projet de loi qui a été renvoyé à un comité avant la deuxième lecture ³³⁹.

- 334. May, 22° éd., p. 526-527; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 8 juillet 1980, fascicule n° 11, p. 8; Comité législatif sur le projet de loi C-144, Procès-verbaux et témoignages, 9 septembre 1988, fasc. n° 7, p. 20; Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoignages, 7 novembre 1991, fasc. n° 12, p. 18, 29-30; Comité permanent des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, Procès-verbal, 30 avril 1998, séance n° 33; Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales, Procès-verbal, 24 novembre 1998, séance n° 47. Voir aussi la décision du président: Comité permanent du travail, de la main d'œuvre et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages, 13 décembre 1978, fasc. n° 20, p. 5-6.
- 335. Beauchesne, 5* éd., p. 238; May, 22* éd., p. 527; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 7 juillet 1982, fascicule n° 75, p. 4; Comité législatif sur le projet de loi C-79, Procès-verbaux et témoignages, 7 novembre 1985, fasc. n° 7, p. 4; Comité législatif sur le projet de loi C-45, Procès-verbaux et témoignages, 10 juin 1986, fasc. n° 8, p. 7-8.
- 336. May, 22° éd., p. 526; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent de la santé, du bienêtre social et des affaires sociales, Procès-verbaux et témoignages, 13 mars 1984, fascicule nº 19, p. 4-5.
- 337. May, 22° éd., p. 527; voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, 18 mars 1986, fascicule n° 40, p. 7.
- 338. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 21 mai 1970, p. 835-837. Voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 31 août 1983, fascicule nº 124, p. 5; 21 septembre 1983, fasc. nº 143, p. 14-15; Comité législatif sur le projet de loi C-45, Procès-verbaux et témoignages, 10 juin 1986, fasc. nº 8, p. 5-6; Comité législatif sur le projet de loi C-37, Procès-verbaux et témoignages, 21 mars 1987, fasc. nº 10, p. 4; Comité législatif sur le projet de loi C-55, Procès-verbaux et témoignages, 10 septembre 1987, fasc. nº 9, p. 3-4; Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 4 décembre 1997, séance nº 16.
- Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbaux et térnoignages, 28 novembre 1996, fascicule nº 51, p. 1.

Notes marginales et en-têtes: Parce qu'elles ne font pas partie du texte de loi, les notes marginales rattachées à chacune des dispositions d'un projet de loi ne peuvent faire l'objet d'amendements, ni les en-têtes des diverses parties d'un projet de loi ³⁴⁰. Disposition d'entrée en vigueur: Un amendement qui vise à modifier l'article concernant l'entrée en vigueur d'un projet de loi en la faisant dépendre d'une condition est irrecevable ³⁴¹. Ce type d'amendement dépasse en effet la portée du projet de loi en tentant d'y apporter un élément nouveau.

Annexes: Un amendement peut généralement être proposé à une annexe et il est également possible de proposer de nouvelles annexes 342. Cependant, on fait exception dans le cas d'un projet de loi dont l'objet est de ratifier un accord (soit un traité ou une convention) qui relève des prérogatives de la Couronne. Si l'annexe d'un tel projet de loi renferme le libellé de l'accord, elle ne peut alors faire l'objet d'amendements. Il est toutefois permis de proposer des amendements aux articles du projet de loi, en autant qu'ils ne touchent pas au libellé de l'accord en annexe et même s'ils ont comme effet de neutraliser la portée législative de l'accord ou de ses parties 343. Préambule: Dans le cas d'un projet de loi renvoyé à un comité après la deuxième lecture, un amendement de fond au préambule n'est recevable que s'il est rendu nécessaire par l'adoption de modifications au projet de loi 344. De plus, un amendement au préambule est recevable lorsqu'il s'agit de rendre le texte plus précis ou d'en uniformiser les versions française et anglaise 345. Si le projet de loi ne contient pas de préambule, il n'est pas possible au comité d'en ajouter un³⁴⁶. Dans le cas d'un projet de loi renvoyé à un comité avant la deuxième lecture, un préambule, s'il n'en existe pas déjà un, peut être présenté dans la mesure où la proposition est pertinente au

^{340.} May, 22° éd., p. 525; Beauchesne, 5° éd., p. 224; Journaux, 17 mai 1956, p. 568; Débats, 13 juillet 1981, p. 11463. Voir, par exemple, la décision du président: Sous-comité (du Comité permanent des communications et de la culture) sur le projet de loi C-62, Procès-verbaux et témoignages, 12 mai 1993, fascicule n° 9, p. 51-53. Néanmoins, ce genre de changement rédactionnel d'ordre technique peut être fait lors d'une réimpression subséquente du projet de loi, afin de tenir compte des armendements qui y ont été apportés et des changements effectués dans l'ordre des articles et des annexes (May, 22° éd., p. 525). Les modifications de nature éditoriale et technique ne relèvent pas du législateur. Cette tâche incombe plutôt aux réviseurs législatifs qui s'assureront de l'exactitude des notes marginales et des en-têtes avant la publication éventuelle du texte de loi.

^{341.} Voir la décision du Président suppléant, Journaux, 14 mai 1970, p. 807; la décision du Président Jerome, Journaux, 16 octobre 1975, p. 772-773; la décision du Président Fraser, Débats, 15 août 1988, p. 18308; la décision du président, Comité permanent du travail, de la main d'œuvre et de l'immigration, Procèsverbaux et témoignages, 13 décembre 1978, fascicule n° 20, p. 5-6.

^{342.} Beauchesne, 5* éd., p. 237.

^{343.} Beauchesne, 5° éd., p. 240.

^{344.} May, 22° éd., p. 533.

^{345.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 19 janvier 1970, p. 322-323.

^{346.} May, 22º éd., p. 533. Voir, par exemple, la décision du président: Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, Procès-verbaux et témoignages, 25 juin 1981, fascicule nº 69, p. 82-83; Comité législatif sur le projet de loi C-18, Procès-verbaux et témoignages, 14 décembre 1989, fasc. nº 11, p. 4-5.

projet de loi; par surcroît, sont recevables des amendements de fond à un préambule existant 347.

La formule d'édiction: La formule d'édiction n'est pas soumise à l'approbation du comité ou de la Chambre et ne peut donc faire l'objet de débat ou d'amendements ³⁴⁸. Le titre: L'étude du titre intégral est reportée à la fin de l'examen du projet de loi ³⁴⁹. Le titre ne peut être modifié que si les amendements apportés au projet de loi le justifient ³⁵⁰. Tout changement apporté à un titre par un comité sera effectué au moment où la Chambre adoptera le projet de loi à l'étape du rapport ³⁵¹.

Mise aux voix des amendements

Lorsque le comité est saisi d'une proposition d'amendement et d'un sous-amendement, le président du comité met d'abord aux voix le sous-amendement. S'il est rejeté, l'amendement est ensuite mis aux voix; si le sous-amendement est adopté, l'amendement, tel que modifié, est alors mis aux voix. Le comité peut parfois, du consentement unanime, faire en sorte qu'un groupe d'amendements soit mis aux voix comme si chacun d'eux avait été proposé et avait fait l'objet d'un vote séparé 352.

Adoption du projet de loi

Une fois que le comité a terminé son étude article par article, le projet de loi dans son ensemble, avec ou sans modification, est soumis à l'approbation du comité.

Autorisation de faire rapport à la Chambre

Après l'adoption du projet de loi, le président demande au comité l'autorisation d'en faire rapport à la Chambre. La formule d'usage est la suivante: « Dois-je faire rapport du projet de loi (tel que modifié) à la Chambre?». Si le comité acquiesce, le président doit faire rapport du projet de loi à la Chambre dans les plus brefs délais. En revanche, un comité qui n'accepte pas de faire rapport immédiatement devra le faire plus tard.

Voir, par exemple, Comité permanent des transports, Procès-verbaux et témoignages, 7 mai 1996, fascicule n° 10, p. 14.

^{348.} Beauchesne, 6* éd., p. 199-200. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 11 juin 1973, p. 394-395 et la décision du président, Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, Procès-verbaux et témoignages, 15 mai 1973, fascicule nº 11, p. 3.

^{349.} Art. 75(1) du Règlement. Ce n'est qu'en 1984 que la Chambre adopta une règle visant à ce que le titre soit mis aux voix à la fin de l'étude du projet de loi (*Journaux*, 9 octobre 1984, p. 780).

^{350.} Beauchesne, 6° éd., p. 217. Voir, par exemple, Journaux, 13 février 1970, p. 433-434. Voir aussi la décision du Président Sauvé, Débats, 30 juillet 1982, p. 19866; 3 août 1982, p. 19958-19959; la décision de la présidence, 7 juillet 1988, p. 17287; la décision du président, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal, 1° décembre 1998, séance n° 57.

^{351.} Beauchesne, 6º éd., p. 217. Voir Journaux, 20 février 1970, p. 477.

^{352.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 5 novembre 1998, séance n° 70; Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 17 novembre 1998, séance n° 81.

Réimpression du projet de loi

Si le nombre de modifications apportées par le comité le justifie, le comité ordonne généralement la réimpression du projet de loi à l'intention des députés qui auront à le consulter à l'étape du rapport 333.

Rapport à la Chambre

Le comité doit s'en tenir à l'ordre de renvoi que constitue le projet de loi et faire rapport du projet de loi à la Chambre, avec ou sans modification ³⁵⁴. Il ne peut faire rapport que du projet de loi et, par conséquent, ne peut inclure dans son rapport des recommandations de fond ³⁵⁵. À plusieurs occasions à la Chambre, le Président a déclaré irrecevable un rapport qui contenait des recommandations ³⁵⁶ ou une motion portant adoption d'un tel rapport ³⁵⁷. En 1973, le Président Lamoureux déclarait «[...] qu'il n'y a pas d'autorité qu'on puisse invoquer pour soutenir qu'étudiant un [projet de loi] un comité de la Chambre peut lui faire rapport d'autre chose que le [projet de loi] lui-même ³⁵⁸».

Par ailleurs, en vertu du mandat permanent que lui confère le Règlement, rien n'empêche un comité permanent, après avoir fait rapport d'un projet de loi, de présenter un autre rapport dans lequel il expose ses recommandations de fond à l'égard du même projet de loi ³⁵⁹.

Obligation de faire rapport

Tout comité doit faire rapport à la Chambre du projet de loi et des amendements qui y sont apportés ³⁶⁰ et la Chambre doit recevoir tout projet de loi dont un comité aura fait rapport, qu'il ait été modifié ou non ³⁶¹. Un comité n'est cependant pas habilité à soumettre à la Chambre deux rapports sur un seul projet de loi, ce qui aurait pour effet de diviser le projet de loi ³⁶². Un comité peut rejeter tous les articles, le titre et

- 353. Voir Débats, 6 avril 1970, p. 5520; Beauchesne, 6° éd., p. 217.
- 354. Beauchesne, 6º éd., p. 242.
- 355. Voir, par exemple, Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, Procès-verbaux et témoignages, 13 avril 1976, fascicule nº 99, p. 4; Comité législatif sur le projet de loi C-79, Procès-verbaux et témoignages, 7 novembre 1985, fasc. nº 7, p. 13-15, 19-20; Comité permanent des finances et des affaires économiques, Procès-verbaux et témoignages, 10 décembre 1986, fasc. nº 17, p. 26-30; Comité législatif sur le projet de loi C-130, Procès-verbaux et témoignages, 4 août 1988, fasc. nº 23, p. 19-20.
- 356. Voir, par exemple, Débats, 29 juin 1983, p. 26943; 13 juin 1984, p. 4624.
- 357. Voir, par exemple, Journaux, 20 décembre 1973, p. 774-775; 9 décembre 1974, p. 179-181.
- 358. Journaux, 20 décembre 1973, p. 774. Voir aussi Journaux, 13 décembre 1973, p. 745.
- 359. Art. 108(2) du Règlement. Voir, par exemple, les huitième et neuvième Rapports du Comité permanent de l'industrie sur le projet de loi C-20, Loi modifiant la Loi sur la concurrence et d'autres lois en conséquence (Journaux, 27 mai 1998, p. 896).
- 360. Bourinot, 4º éd., p. 520-521.
- 361. Art. 75 du Règlement.
- Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 6 mai 1976, fascicule n° 45, p. 5-7.

le projet de loi même. Le comité fait alors rapport du projet de loi avec amendements bien qu'il n'en reste que le numéro ³⁶³.

Par ailleurs, à moins qu'un ordre de la Chambre 364 ou une disposition du Règlement 365 n'impose au comité une date limite pour faire rapport du projet de loi à la Chambre, il appartient au comité de déterminer à quel moment en faire rapport 366. La Chambre conserve tout de même le droit de modifier les termes de l'ordre de renvoi d'un projet de loi à un comité. Si un ministre ou un député estime qu'un comité chargé de l'examen d'un projet de loi fait fi de l'autorité de la Chambre en refusant de faire l'examen du projet de loi ou d'en faire rapport à la Chambre, il peut choisir de porter le fait à l'attention de la Chambre et proposer d'imposer une limite de temps au comité. Ceci peut se faire en donnant avis d'une motion tendant à exiger du comité qu'il fasse rapport au plus tard à une date donnée. Cet avis peut être inscrit, le cas échéant, sous les «Ordres émanant du gouvernement» ou les «Affaires émanant des députés». La présidence pourrait aussi accepter qu'un tel avis de motion soit inscrit sous la rubrique «Motions» et que la motion soit débattue au cours des Affaires courantes, à condition qu'elle porte strictement sur les termes de l'ordre de renvoi du projet de loi au comité et ne constitue pas une tentative d'ingérence dans les délibérations du comité. Ainsi, la Chambre aurait l'occasion de décider si le projet de loi doit demeurer au comité ou faire l'objet d'un rapport³⁶⁷.

· Projet de loi d'intérêt public émanant d'un député

Tout comité saisi d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député est tenu, dans un délai de 60 jours de séance à partir de la date du renvoi en comité, soit de faire rapport à la Chambre du projet de loi avec ou sans amendement, soit de présenter à la Chambre un rapport dans lequel il recommande de ne pas poursuivre l'étude du projet de loi 368 ou dans lequel il demande une seule prolongation de 30 jours de séance pour l'examiner, tout en y déclarant ses raisons. Si aucun projet de loi ni rapport n'est présenté au plus tard à la fin des 60 jours de séance ou de la

^{363.} Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 24 mars 1999, séance n° 130; Journaux, 19 avril 1999, p. 1733. Voir aussi Comité législatif chargé du projet de loi C-289, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fasc. n° 3, p. 4-5; Journaux, 23 février 1993, p. 2546 (le Comité fait rapport uniquement pour informer la Chambre qu'il a rejeté tous les articles, le titre et le projet de loi même); Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 7 décembre 1995, fasc. n° 115, p. 20-22 (le Comité décide de ne pas faire rapport d'un projet de loi qu'il a rejeté avec tous ses articles et son titre).

^{364.} Par exemple, un ordre établi à la suite de l'adoption d'une motion d'attribution de temps s'appliquant à l'étape de l'étude en comité d'un projet de loi (art. 78 du Règlement).

^{365.} Art. 97.1 du Règlement.

^{366.} Voir la décision du Président Parent, Débats, 23 septembre 1996, p. 4561.

^{367.} Voir la décision du Président Parent, Débats, 23 septembre 1996, p. 4561.

^{368.} Voir, par exemple, le vingtième Rapport du Comité permanent de la justice et des droits de la personne, présenté à la Chambre le 12 mai 1999 (Journaux, p. 1864).

prolongation de 30 jours de séance si elle a été approuvée par la Chambre, le projet de loi est réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement³⁶⁹.

· Abandon de l'étude du projet de loi

Il est arrivé à quelques reprises qu'un comité présente un rapport à la Chambre soit pour recommander que l'étude d'un projet de loi soit abandonnée³⁷⁰ ou soit tout simplement pour informer la Chambre du fait que le comité avait convenu d'en abandonner l'étude ³⁷¹. De même, à l'occasion, un comité décide de ne plus poursuivre l'étude d'un projet de loi sans en faire rapport à la Chambre ³⁷².

En de pareilles circonstances, la décision finale quant au sort à accorder à un projet de loi appartient à la Chambre dans son ensemble et non seulement au comité dont la fonction est d'exécuter le mandat qu'il a reçu de la Chambre et d'en faire rapport. Seule la Chambre a le pouvoir d'empêcher l'adoption d'un projet de loi ou d'en ordonner le retrait ³⁷³. Tout en rappelant à la Chambre qu'il n'incombe pas à la présidence de se mêler de questions internes touchant un comité, le Président Fraser a bien précisé que rien n'empêchait tout député ou ministre, par l'entremise d'une motion, de faire intervenir la Chambre pour qu'elle exerce son autorité en ordonnant au comité de reprendre effectivement ses travaux et de faire rapport à la Chambre ³⁷⁴.

Rapport contenant des amendements irrecevables

Étant donné qu'un comité peut en appeler de la décision de son président ³⁷⁵ et la renverser, il se peut qu'un comité fasse rapport d'un projet de loi auquel ont été apportés des amendements déclarés initialement irrecevables par le président. L'admissibilité de ces amendements, ainsi que de tous autres amendements apportés par un comité, peut donc faire l'objet d'une contestation sur le plan de la procédure au moment où

Art 97.1 du Règlement. Cette version de l'article est entrée en vigueur le premier jour de séance de 1999 (Journaux, 30 novembre 1998, p. 1329).

Voir, par exemple, Journaux, 20 avril 1909, p. 318; 16 mars 1915, p. 140; 26 juin 1919, p. 466; 16 mai 1929, p. 415; 4 avril 1939, p. 297.

^{371.} Voir, par exemple, Comité mixte spécial chargé du projet de loi C-116 – Conflits d'intérêts, Procès-verbaux et témoignages, 2 juin 1993, fascicule n° 5, p. 4; Journaux, 3 juin 1993, p. 3107; Débats, 3 juin 1993, p. 20292.

^{372.} Voir, par exemple, Comité législatif H sur le projet de loi C-203, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1992, fascicule n° 10, p. 3 (le Comité suspend ses travaux sine die); Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Procès-verbaux et témoignages, 14 mai 1996, fasc. n° 17, p. 2-4; 16 mai 1996, fasc. n° 18, p. 1; 18 juin 1996, fasc. n° 35, p. 1-2; 21 octobre 1996, fasc. n° 54, p. 34; 4 décembre 1996, fasc. n° 89, p. 26-27 (le Comité décide de ne pas faire rapport à la Chambre).

^{373.} Bourinot, 4* éd., p. 520-521.

Débats, 26 février 1992, p. 7624. Voir aussi la décision du Président Parent, Débats, 23 septembre 1996, p. 4560-4562.

^{375.} Art. 117 du Règlement.

la Chambre reprend l'étude du projet de loi à l'étape du rapport³⁷⁶. La recevabilité des amendements est alors examinée par le Président de la Chambre, qu'il soit invité à le faire à la suite d'un rappel au Règlement³⁷⁷ ou qu'il le fasse de sa propre initiative³⁷⁸.

Dans une décision rendue en 1992, le Président Fraser a déclaré: «Lorsqu'un projet de loi est renvoyé à un comité permanent ou législatif de la Chambre, ce comité est autorisé uniquement à adopter, à modifier ou à rejeter les dispositions qui se trouvent dans le projet de loi et à faire rapport du projet de loi à la Chambre avec ou sans proposition d'amendement. Dans ses travaux, le comité doit respecter un certain nombre de contraintes. Il ne peut empiéter sur la prérogative financière de la Couronne, il ne peut aller au-delà de la portée du projet de loi adopté à l'étape de la deuxième lecture, et il ne peut toucher à la loi originale en y apportant des amendements qui ne sont pas envisagés dans le projet, aussi tentant que cela puisse être ³⁷⁹.»

Présentation du rapport

Le rapport du comité qui a complété l'examen d'un projet de loi est présenté à la Chambre par le président du comité³⁸⁰, pendant les Affaires courantes, à l'appel de la rubrique «Présentation de rapports de comités» ³⁸¹. Aucun débat ne peut avoir lieu à ce moment-là.

ÉTAPE DU RAPPORT

Après qu'un projet de loi a été examiné en comité, il fait l'objet d'une étude par la Chambre. C'est à cette étape, appelée l'étape du rapport, que les députés, particulièrement ceux qui n'étaient pas membres du comité, qui veulent apporter des modifications au texte du projet de loi tel que présenté par le comité peuvent proposer des motions d'amendement après en avoir donné avis par écrit. Ces motions font alors l'objet d'un débat.

- 376. En 1993, les membres d'un comité ont rejeté la décision de leur président qui avait jugé irrecevables trois amendements proposés à un projet de loi (Comité permanent de l'agriculture, Procès-verbaux et térnoignages, 31 mars 1992, fascicule n° 35, p. 4-5, 38-43, 48). Ces amendements ont été par la suite adoptés par le Comité et inclus dans son rapport à la Chambre. À la suite d'un rappel au Règlement soulevé à la Chambre à ce sujet, le Président a appuyé la décision rendue par le président du Comité et ordonné que ces trois amendements soient rayés du projet de loi. Par la suite, la Chambre a adopté, du consentement unanime, deux de ces trois amendements (Journaux, 28 avril 1992, p. 1326-1327; Débats, 28 avril 1992, p. 9801-9802).
- 377. En 1975, un rappel au Règlement fut soulevé à la Chambre au sujet de la recevabilité de l'un des amendements à un projet de loi contenus dans le Rapport du Comité permanent des prévisions budgétaires en général (Débats, 22 avril 1975, p. 5072-5078). Le Président Jerome déclara l'amendement irrecevable, du fait qu'il outrepassait la recommandation royale initiale qui accompagnait le projet de loi, et ordonna que l'amendement soit supprimé du projet de loi, et que ce dernier soit réimprimé (Journaux, 23 avril 1975, p. 467-469).
- 378. En 1981, le vice-président Francis, de sa propre initiative (c'est-à-dire, sans que n'ait été soulevé un rappel au Règlement à cet effet), déclara irrecevable un amendement adopté par le Comité permanent des prévisions budgétaires en général, amendement qui dépassait le cadre de la recommandation royale originale et portait atteinte à la prérogative financière de la Couronne (Journaux, 7 avril 1981, p. 1671).
- 379. Débats, 28 avril 1992, p. 9801.
- Un membre du comité peut être désigné à cette fin par le président du comité. Voir, par exemple, Journaux,
 30 octobre 1998, p. 1218.
- 381. Voir, par exemple, Journaux, 5 mars 1999, p. 1562; 15 avril 1999, p. 1720.

Historique

Déjà, à la Confédération, le Règlement de la Chambre exposait la marche à suivre pour l'étude des projets de loi en comité et la présentation des rapports à la Chambre. Même si les projets de loi pouvaient être déférés à un comité permanent ou spécial, ils devaient ensuite faire l'objet d'un examen par un comité plénier ³⁸². Les amendements apportés en comité devaient être communiqués à la Chambre qui les recevait immédiatement. De plus, les règles prévoyaient que les projets de loi, s'ils faisaient l'objet de rapports avec amendements par un comité plénier, pouvaient faire l'objet d'un débat et d'amendements avant que la Chambre en ordonne la troisième lecture. Si les projets de loi n'avaient pas fait l'objet de modifications lors de l'étude en comité plénier, la troisième lecture était aussitôt fixée à un moment déterminé par la Chambre.

Au fil des ans, on constata que les amendements n'étaient proposés qu'en comité et que, lorsque présentés à la Chambre, une motion portant adoption de ceux-ci était présentée et mise aux voix immédiatement ³⁸³. Ce constat amena la Chambre, en 1955, à modifier son règlement pour refléter la pratique établie. On convint que les amendements devaient être présentés à la Chambre et que la motion tendant à les approuver devait être décidée immédiatement avant qu'une troisième lecture soit ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre ³⁸⁴. Ces modifications au Règlement eurent pour effet d'éliminer ce qui pouvait alors constituer l'étape du rapport. En 1968, la Chambre effectua une révision en profondeur de son processus législatif. Dorénavant, tous les projets de loi, sauf ceux fondés sur des motions de subsides ou de voies et moyens, seraient renvoyés à des comités permanents ou spéciaux et ne feraient plus l'objet d'un réexamen par un comité plénier. De plus, la Chambre rétablit l'étape du rapport et accorda au Président le pouvoir de choisir et de regrouper les amendements. Elle adopta aussi des dispositions relatives à la présentation des avis d'amendements et à la durée des discours à cette étape du processus législatif ³⁸⁵.

En recommandant le rétablissement de l'étape du rapport, le Comité spécial sur la procédure de 1968 jugea cette étape essentielle si l'on voulait permettre à tous les députés, et non seulement aux membres du comité, de se prononcer sur les projets de loi à l'étude et, s'il y a lieu, d'y proposer des amendements. Dans l'esprit du Comité, cette étape ne devait toutefois pas constituer une reprise de l'étape de l'examen en comité. Contrairement à l'étape de l'examen en comité où le projet de loi est étudié article par article, à l'étape du rapport, il ne doit y avoir débat que lorsque préavis a été donné que des amendements seront présentés, et le débat doit porter uniquement sur les amendements proposés.

Voir, par exemple, Débats, 26 mai 1954, p. 5416; voir aussi Stewart, p. 85, et le chapitre 19, «Les comités pléniers».

^{383.} Dawson, p. 234.

^{384.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 932-933.

^{385.} Journaux, 6 décembre 1968, p. 432-434; 20 décembre 1968, p. 554-562.

Depuis 1968, les dispositions relatives à l'étape du rapport ont été légèrement modifiées. La Chambre a apporté des changements à la durée des interventions ³⁸⁶ et précisé le but de l'étape du rapport et les critères devant guider le Président dans le choix et le regroupement des motions d'amendement ³⁸⁷. D'autres changements ont également été apportés, en 1994, pour tenir compte de la nouvelle procédure qui permet à un ministre de proposer le renvoi d'un projet de loi d'initiative ministérielle à un comité avant la deuxième lecture ³⁸⁸.

Avis de modification

Pour qu'une motion portant modification d'un projet de loi ³⁸⁹ puisse être examinée à l'étape du rapport, il faut en donner avis, par écrit ³⁹⁰, au moins un jour de séance avant le début de l'étude à l'étape du rapport s'il s'agit d'un projet de loi renvoyé à un comité après la deuxième lecture ³⁹¹, et deux jours de séance s'il s'agit d'un projet de loi renvoyé à un comité avant la deuxième lecture ³⁹². Les avis doivent être reçus par le Greffier avant 18 heures du lundi au jeudi et avant 14 heures le vendredi afin de paraître dans le *Feuilleton des Avis* du jour de séance suivant ³⁹³. Lorsque la Chambre est en période d'ajournement, l'heure de tombée pour les avis est 18 heures le jeudi

^{386.} Entre 1968 et 1982, l'article 76(7) du Règlement imposait une limite de 20 minutes aux discours à l'étape du rapport, mais stipulait certaines exemptions. En 1982, la Chambre décidait de limiter tous les discours à 10 minutes à cette étape (*Journaux*, 5 novembre 1982, p. 5328; 29 novembre 1982, p. 5400; voir aussi le troisième Rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté à la Chambre le 5 novembre 1982, fascicule n° 7, p. 3, 18).

^{387.} Journaux, 6 février 1986, p. 1665-1666; 13 février 1986, p. 1710.

^{388.} Journaux, 7 février 1994, p. 112. Les paragraphes 1 à 10 de l'actuel article 76 furent alors ajoutés au Règlement.

^{389.} C'est-à-dire toute «[...] motion tendant à modifier (voir, par exemple, Journaux, 25 mai 1998, p. 841), biffer (voir, par exemple, Journaux, 2 décembre 1998, p. 1360), insérer (voir, par exemple, Journaux, 17 novembre 1998, p. 1264) ou rétablir (voir, par exemple, Journaux, 26 mai 1999, p. 1917-1919) un article d'un projet de loi « (art. 76(2) et 76.1(2) du Règlement).

^{390.} Un avis transmis par télécopieur ne constitue pas un avis recevable. En 1993, le Président Fraser a déclaré:
[...] tout avis soumis pour publication dans le Fouilleton des Avis et transmis par télécopieur [...] peut être accepté à titre d'information mais ne peut être tenu pour authentique. L'avis en bonne et due forme doit porter la signature originale du député [...] » (Débats, 15 février 1993, p. 15899-15900).

^{391.} Art. 76.1(2) du Règlement.

^{392.} Art. 76(2) du Règlement.

^{393.} Art. 54(1) du Règlement.

précédant la reprise des travaux de la Chambre ³⁹⁴. Aucun avis ne peut être déposé le jour du début de l'étude du projet de loi à cette étape, ni les jours suivants ³⁹⁵.

Modification relative à la forme

Le Règlement prévoit une exception aux exigences en matière de préavis. Un ministre peut proposer un amendement sans avis si cet amendement ne vise que la forme d'un projet de loi du gouvernement ³⁹⁶. Dans un tel cas, le débat doit porter uniquement sur l'amendement. Le but de cette règle est de faire en sorte qu'il soit plus facile d'apporter à un projet de loi les modifications rendues nécessaires par l'adoption d'autres modifications. Il appartient alors à la présidence de déterminer si l'amendement n'est que la simple conséquence de l'adoption d'un autre amendement ou s'il tend à changer le sens du projet de loi.

Avis de recommandation royale

Dans le cas d'une modification à caractère financier qui requiert une recommandation royale ³⁹⁷, le Règlement stipule qu'il faut donner avis de la recommandation royale au plus tard le jour de séance précédant celui où doit commencer l'étude à l'étape du rapport. Cet avis doit paraître au *Feuilleton des Avis*, accompagné de la modification visée ³⁹⁸.

Recevabilité des motions d'amendement

Il revient au Président de décider quels amendements seront étudiés à l'étape du rapport. Le Président n'a pas à décider si l'objet ou le fond de l'amendement mérite une discussion. Il lui incombe seulement de décider si, dans le cadre des règles de procédure s'appliquant à la recevabilité des amendements présentés à l'étape du rapport, l'amendement proposé est recevable ³⁹⁹.

À l'étape du rapport, le projet de loi est examiné dans son ensemble et non pas article par article comme c'est le cas lors de l'examen en comité. Sauf indication contraire, les règles relatives à la recevabilité des amendements présentés à l'étape de l'examen en comité s'appliquent également aux motions d'amendement

^{394.} Art. 28(2) et 54(2) du Réglement.

^{395.} Cela peut poser un problème d'ordre pratique aux députés car, exception faite du délai minimum de deux ou trois jours de séance prescrit par les articles 76(1) et 76.1(1) du Règlement, le jour du début de l'étude à l'étape du rapport est normalement inconnu. Pour surmonter cette difficulté, on dépose la plupart des avis dès que possible après la présentation du Rapport du Comité. En 1970, lorsqu'un député a tenté de proposer une motion d'amendement dans les jours qui avaient suivi le début de l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi, la présidence a refusé de recevoir la motion, faisant état, en particulier, de la tâche de choisir et de regrouper les motions d'amendement à l'étape du rapport, tâche qui serait «pratiquement impossible» si la présidence était «saisie quelques jours plus tard d'une autre série de motions semblables» (Journaux, 2 juin 1970, p. 908-909).

^{396.} Art. 76(4) et 76.1(4) du Règlement. Voir aussi la décision de la présidence, Débats, 30 décembre 1971, p. 10886-10887.

^{397.} Voir le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{398.} Art. 76(3) et 76.1(3) du Règlement. Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 3 mars 1997, p. XXVI.

^{399.} Voir les décisions du Président Fraser, Débats, 21 septembre 1987, p. 9142; 2 juin 1992, p. 11247.

proposées à l'étape du rapport. ⁴⁰⁰ Par ailleurs, certaines règles sont propres à l'étape du rapport. Ainsi, depuis l'entrée en vigueur en 1968 des règles relatives à l'étape du rapport, une motion d'amendement visant à biffer un article d'un projet de loi a toujours été jugée recevable par la présidence, même si cette motion tendait à modifier ou à aller à l'encontre du principe du projet de loi tel qu'adopté en deuxième lecture ⁴⁰¹; une motion d'amendement qui vise plusieurs articles du projet de loi n'est pas recevable ⁴⁰².

À l'étape du rapport, le Président a donc déclaré irrecevable une motion d'amendement qui empiétait sur la prérogative de la Couronne en matière financière 403; qui visait à modifier un accord relevant des prérogatives de la Couronne 404; et qui visait à modifier le titre intégral sans que des changements importants justifiant une telle modification aient été apportés au contenu du projet de loi 405.

Ont également été jugées irrecevables des motions d'amendement à un projet de loi qui avait été renvoyé à un comité après la deuxième lecture, alors que ces mêmes motions d'amendement auraient été recevables si le projet de loi avait été renvoyé à un comité avant la deuxième lecture. Par exemple, le Président a déclaré irrecevable une motion d'amendement qui dépassait la portée du projet de loi ou de l'article visé 606; qui était contraire au principe du projet de loi adopté en deuxième lecture 407; qui proposait, au moyen d'un changement à la disposition interprétative, une modification de fond qui dépassait la portée du projet de loi 408; qui tendait à modifier une loi non visée par le projet de loi 409; qui visait à modifier non pas un article du projet

- 400. Voir plus haut la section «Règles».
- Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 11 juin 1999, p. V-IX. Voir aussi la décision du Président Jerome, Débats, 29 juin 1976, p. 14961-14965.
- 402. Débats, 20 juin 1969, p. 10497.
- 403. Une motion d'amendement qui entraîne une dépense additionnelle de fonds publics sans être accompagnée d'une recommandation royale est irrecevable (*Débats*, 15 août 1988, p. 18307; 2 mai 1996, p. 2214). Est également irrecevable un amendement qui tend de façon quelconque à modifier les objectifs, les buts, les conditions et les réserves de la recommandation royale (*Débats*, 5 février 1973, p. 957-956; 31 mars 1987, p. 4744-4745) ou à imposer à la population une charge fiscale qui n'a pas été sanctionnée au préalable par l'adoption d'une motion des voies et moyens ou qui en dépasse la portée ou les limites (*Débats*, 19 décembre 1984, p. 1380). Dans le passé, il est arrivé qu'avec le consentement unanime de la Chambre, une nouvelle motion de voies et moyens ait été adoptée, et qu'un ministre ait proposé des amendements à des projets de loi qui dépassaient les dispositions prévues dans la motion initiale de voies et moyens. Pour un exemple où la Chambre a eu recours au consentement unanime à l'étape du rapport, voir *Débats*, 26 mai 1981, p. 9931-9932, 9948.
- 404. Débats, 15 août 1988, p. 18306.
- 405. Débats, 3 octobre 1983, p. 27675.
- Voir, par exemple, Débats, 16 avril 1969, p. 7604-7605; 16 octobre 1975, p. 8290; 23 juin 1977, p. 7052-7053; 15 juillet 1977, p. 7717, 7727; 15 juillet 1988, p. 17617; 9 décembre 1997, p. 2947.
- 407. Voir, par exemple, Débats, 20 juillet 1973, p. 5841-5842; 29 juin 1976, p. 14960-14961.
- Voir, par exemple, Débats, 21 mai 1970, p. 7166-7167; 27 septembre 1971, p. 8189-8190; 15 août 1988, p. 18306.
- 409. Voir, par exemple, Débats, 7 juin 1971, p. 6435-6436; 19 mars 1993, p. 17290; 2 avril 1993, p. 18003.

de loi qui modifiait une loi existante mais plutôt un article de la loi même⁴¹⁰; et qui équivalait à une simple négation du projet de loi ⁴¹¹.

La présidence a également déclaré que, l'étape du rapport n'étant pas une étape de lecture, il n'est donc pas permis de présenter des motions d'amendement sous la forme d'amendements motivés, ce qui est strictement réservé aux étapes des deuxième et troisième lectures d'un projet de loi⁴¹².

Puisque les motions d'amendement à l'étape du rapport peuvent faire l'objet d'un débat, elles font partie de la catégorie des motions de fond susceptibles de faire l'objet d'un amendement et d'un sous-amendement⁴¹³. Un amendement à une motion d'amendement à l'étape du rapport doit strictement se rapporter à cette motion⁴¹⁴ et le débat qui s'ensuit doit se limiter à l'amendement même. Un amendement qui visait le même objectif qu'une autre motion à l'étape du rapport a été jugé irrecevable, parce qu'il était, en réalité, une nouvelle motion de fond dont avis préalable aurait dû être donné avant le début de l'étape du rapport⁴¹⁵.

Pouvoir du Président de choisir les modifications

En 1968, le Comité spécial de la procédure, craignant que des députés profitent de l'étape du rapport pour proposer des amendements similaires, sans grande importance ou de nature dilatoire 416, recommanda dans son rapport l'adoption d'une règle habilitant le Président «à déterminer et à fusionner les amendements dont il aurait été donné avis » 417. Une telle règle fut alors adoptée 418.

En 1985, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath) déplora le fait que les «Présidents qui se sont succédés à la Chambre depuis 1968 ne se sont jamais prévalus de leur pouvoir de choisir les amendements, même s'ils ont exercé le pouvoir de les regrouper en vertu du Règlement⁴¹⁹». Le Comité recommanda spécifiquement que le Président exerce le pouvoir de choisir les motions d'amendement à l'étape du rapport. En 1986, la Chambre décida d'ajouter une note en ce sens à l'article du Règlement en question⁴²⁰.

- 410. Voir, par exemple, Débats, 19 juin 1970, p. 8368-8369; 11 juin 1973, p. 4624-4625.
- 411. Voir, par exemple, Débats, 2 avril 1974, p. 1101-1102.
- Voir les décisions du Président Lamoureux, Débats, 16 avril 1969, p. 7601-7602; 25 avril 1969, p. 7963.
- Art. 76(6) et 76.1(6) du Règlement. Voir les décisions de la présidence, *Débats*, 28 avril 1969, p. 8068;
 novembre 1973, p. 8233. Voir, par exemple, *Journaux*, 15 juin 1995, p. 1766; 4 novembre 1996, p. 818;
 décembre 1997, p. 365-366.
- 414. Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 29 avril 1969, p. 8147-8148.
- 415. Voir la décision de la présidence, Débats, 11 juin 1973, p. 4647-4648.
- 416. Stewart, p. 86.
- 417. Journaux, 6 décembre 1968, p. 434.
- 418. Voir l'actuel article 76.1(5) du Règlement.
- 419. Voir le troisième Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté à la Chambre le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839), p. 40-42 et plus particulièrement p. 41.
- 420. Journaux, 13 février 1986, p. 1710. Voir aussi Journaux, 6 février 1986, p. 1665-1686; la page 6 de la Réponse du gouvernement aux deuxième et troisième Rapports du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, déposée le 9 octobre 1985 (Journaux, p. 1082).

En vertu du Règlement, le Président a donc le pouvoir de combiner ou de choisir les motions d'amendement proposées à l'étape du rapport⁴²¹. Depuis les années 1970, le processus de sélection et de regroupement des motions d'amendement a évolué. Dans les premières années d'application de cette nouvelle règle, le Président Lamoureux consultait régulièrement la Chambre avant de rendre une décision finale sur la recevabilité et le regroupement des amendements 422. Au fil des ans, les Présidents en vinrent toutefois à consulter la Chambre seulement lorsqu'ils éprouvaient des difficultés à se prononcer sur la recevabilité d'un amendement. Comme le Président Fraser l'a expliqué dans une décision, la présidence applique un processus d'examen dans le cadre duquel les motions d'amendement font l'obiet de discussions, parfois très approfondies, entre le député qui en est l'auteur et le personnel du Greffier 423. Jusqu'en 1994, toutes les motions d'amendement proposées par les députés figuraient au Feuilleton des Avis, même celles qui étaient jugées irrecevables. En juin 1994, le Règlement fut modifié pour faire en sorte que seules les motions avant été jugées recevables par la présidence soient publiées au Feuilleton des Avis 424. Lorsqu'une motion est jugée irrecevable, on informe le député par lettre des raisons ayant motivé cette décision.

Normalement, le Président ne choisit pas une motion d'amendement déjà déclarée irrecevable en comité, sauf si elle y a été rejetée parce qu'elle exigeait la recommandation royale 425. De plus, le Président ne devrait choisir que les motions d'amendement qui n'ont pas été ou n'ont pu être présentées en comité 426. Il ne choisit une motion déjà rejetée en comité que s'il juge qu'elle a une importance telle qu'elle mérite d'être examinée de nouveau à l'étape du rapport 427. Enfin, il regroupe aux fins du débat les motions qui ont le même objet et qui sont interreliées. En agissant ainsi, il tient compte de la possibilité pour les députés intéressés de pouvoir se faire entendre durant le débat sur une autre motion.

Par ailleurs, le Président peut, s'il le juge à propos, demander à un député qui a donné un avis de modification de fournir suffisamment d'explications pour lui permettre de porter un jugement sur l'objet de l'amendement. Lorsqu'un amendement choisi a été présenté par plus d'un député, le Président désigne, après consultation, quel député le proposera (normalement, celui qui aura donné avis de la motion en premier)⁴²⁸.

^{421.} Art. 76(5) et 76.1(5) du Règlement (voir plus particulièrement les notas qui accompagnent ces articles).

^{422.} Voir, par exemple, Débats, 21 mai 1970, p. 7166-7167; 11 juin 1973, p. 4624-4625.

^{423.} Débats, 6 décembre 1990, p. 16357.

^{424.} Art. 76(2) et 76.1(2) du Règlement. Voir aussi Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et térnoignages, 9 juin 1994, fascicule nº 16, p. 6; Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563.

^{425.} Dans ce cas, l'amendement peut être choisi si la recommandation a fait l'objet d'un avis conformément aux articles 76(3) ou 76.1(3) du Règlement.

^{426.} Nota des articles 76(5) et 76.1(5) du Règlement.

^{427.} Nota des articles 76(5) et 76.1(5) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 28 août 1987, p. 8559; 15 août 1988, p. 18306 (motions rejetées en comité et non choisies par le Président).

Les articles 76(5) et 76.1(5) du Règlement ont été modifiés en ce sens le 7 février 1994 (Journaux, p. 113-114).

La décision que rend le Président sur le regroupement des motions d'amendement à l'étape du rapport est composée de deux volets: le regroupement aux fins du

débat et le regroupement pour les mises aux voix.

Aux fins du débat, les motions d'amendement sont regroupées en fonction de deux critères: le contenu et l'endroit d'insertion dans le projet de loi. Les motions sont regroupées selon le contenu si elles peuvent faire l'objet d'un même débat, si elles produisent une fois adoptées le même effet à des endroits différents du projet de loi ou si elles visent la même disposition ou des dispositions semblables du projet de loi. Les motions d'amendement sont regroupées selon l'endroit d'insertion dans le projet de loi lorsqu'elles visent la même ligne (ou les mêmes lignes). Ces motions d'amendement feront alors partie d'un même schéma de mise aux voix.

Lorsqu'il choisit et combine les motions d'amendement, le Président décide également de leur regroupement pour leur mise aux voix, c'est-à-dire qu'il détermine l'ordre dans lequel ces motions seront mises aux voix et les conséquences d'un vote sur les autres. Le schéma de mise aux voix a pour objet d'éviter que la Chambre

ne doive se prononcer deux fois sur la même question.

Le Président rend sa décision sur le regroupement des motions d'amendement après qu'il est donné lecture de l'ordre relatif à l'étude à l'étape du rapport du projet de loi. Il informe la Chambre des motions d'amendement qu'il a choisies et regroupées pour débat ainsi que des modalités de leur mise aux voix 429 et, le cas échéant, des motions d'amendements qui n'ont pas été choisies en indiquant les raisons 430.

Débat

À l'appel de l'Ordre du jour portant étude à l'étape du rapport d'un projet de loi, la Chambre aborde alors l'étude de toute modification dont on a donné avis, chacune pouvant faire l'objet d'un débat et de modifications ⁴³¹. Il n'y a cependant pas de débat si aucun avis de modification n'a été donné à l'étape du rapport ⁴³².

L'étape du rapport d'un projet de loi qui a déjà franchi l'étape de la deuxième lecture ne peut commencer avant le deuxième jour de séance suivant la présentation du rapport du comité ⁴³³. Celle d'un projet de loi qui n'a pas encore franchi l'étape de la deuxième lecture ne doit pas commencer avant le troisième jour de séance suivant la présentation du rapport ⁴³⁴. Le nombre minimum de jours de séance devant s'écouler entre la présentation du rapport du comité et le débat à l'étape du rapport doit être strictement observé ⁴³⁵.

^{429.} Voir, par exemple, Débats, 17 novembre 1998, p. 10055-10056; 2 décembre 1998, p. 10794.

^{430.} Voir, par exemple, Débats, 12 décembre 1996, p. 7435 (la recommandation royale n'a pas été obtenue pour une motion d'amendement qui l'exigeait); 28 avril 1999, p. 14454 (les mêmes amendements ont été rejetés en comité).

^{431.} Art. 76(6) et 76.1(6) du Règlement.

^{432.} Voir les décisions de la présidence, *Débats*, 3 février 1969, p. 5084-5085; 17 novembre 1982, p. 20746.

^{433.} Art. 76.1(1) du Règlement.

^{434.} Art. 76(1) du Règlement.

Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 6 octobre 1970, p. 1417-1420; les décisions du Président Jerome, Débats, 15 juillet 1977, p. 7712; 9 mars 1979, p. 3999-4000.

Après avoir rendu sa décision sur le regroupement des motions aux fins du débat, la présidence donne lecture des motions du premier groupe (ou de la motion de ce groupe s'il n'y en a qu'une). Les modifications proposées et appuyées sont ainsi mises en discussion. Une fois proposée, une motion ne peut être retirée que du consentement unanime 436.

En l'absence du député qui a soumis l'avis, une motion d'amendement ne peut être mise en délibération que si elle est proposée par un autre député avec le consentement unanime de la Chambre 437. Lorsqu'une motion d'amendement est mise en avis par le gouvernement, elle peut, en l'absence du ministre responsable, être proposée par tout autre ministre.

Au cours du débat à cette étape, aucun député ne peut prendre la parole plus d'une fois ou plus de 10 minutes au sujet d'une modification ou groupe de modifications 438. Contrairement aux étapes de la deuxième lecture et de la troisième lecture, les discours des députés ne sont pas suivis d'une période de questions et observations 439. Bien entendu, les délibérations à l'étape du rapport sont assujetties aux règles générales du débat, telle la règle de la pertinence 440.

Report des votes par appel nominal

Lorsqu'un vote par appel nominal est demandé sur une motion d'amendement pendant l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi, le Président peut attendre qu'on ait débattu de quelques-uns ou de tous les amendements proposés au projet de loi avant de convoquer les députés pour tenir le vote. La pratique veut que le Président diffère tous les votes par appel nominal qui sont demandés jusqu'à la fin de l'étude à l'étape du rapport. On remet ainsi de séance en séance un ou plusieurs votes par appel nominal 441. Lorsqu'il y a un nombre exceptionnel d'amendements à étudier à l'étape du rapport, le Président peut, après consultation des représentants des partis, ordonner que les votes par appel nominal différés aient lieu avant que tous les amendements aient été étudiés 442.

- 436. Voir, par exemple, Débats, 14 juin 1995, p. 13847.
- 437. Voir, par exemple, Débats, 12 février 1993, p. 15828; 5 juin 1995, p. 13267; 26 novembre 1998, p. 10525. Pour des exemples de motions qui n'ont pas été mises en délibération en l'absence du député, voir Débats, 23 mars 1992, p. 8592; 27 novembre 1995, p. 16846; 4 mars 1997, p. 8603, 8613. Pour des exemples de motions qui n'ont pas été mises en délibération en l'absence du député et pour lesquelles la Chambre n'a pas consenti à ce qu'elles soient proposées par un autre député, voir Débats, 3 juin 1992, p. 11366; 24 avril 1997, p. 10156-10157.
- 438. Art. 76(7) et 76.1(7) du Règlement.
- 439. Voir, par exemple, Débats, 12 avril 1994, p. 2912, 2940.
- 440. Voir les décisions de la présidence, Débats, 17 mai 1972, p. 2360; 1° avril 1974, p. 1039. Pour plus d'information sur les règles du débat, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 441. Art. 76(8) et 76.1(8) du Règlement.
- 442. Nota de l'article 76(8) et Nota de l'article 76.1(8) du Règlement. Au cours des années 1970, on a quelquefois procédé aux votes par appel nominal sur un certain nombre de motions d'amendement à l'étape du rapport avant d'avoir terminé l'étude de toutes les motions d'amendement proposées à cette étape. Voir, par exemple, *Journaux*, 8 juillet 1976, p. 1410-1415; 9 juillet 1976, p. 1417-1419; 13 juillet 1977, p. 1350-1363; 14 juillet 1977, p. 1371-1378.

Adoption à l'étape du rapport

L'étape du rapport d'un projet de loi qui n'a pas encore franchi l'étape de la deuxième lecture fait partie intégrante de l'étape de la deuxième lecture du projet de loi ⁴⁴³. Ainsi, à la fin de l'étape du rapport, une motion portant «Que le projet de loi, avec ses modifications, soit agréé à l'étape du rapport et lu une deuxième fois» ou «Que le projet de loi soit agréé à l'étape du rapport et lu une deuxième fois» est proposée, puis mise aux voix immédiatement et la Chambre en dispose sans débat ni amendement ⁴⁴⁴.

À la fin de l'étape du rapport d'un projet de loi qui a déjà franchi l'étape de la deuxième lecture, la motion d'adoption à l'étape du rapport est également mise aux voix immédiatement, sans débat ni amendement. Le libellé de la motion d'adoption varie selon que le projet de loi original a été modifié ou non, et selon l'étape à laquelle les amendements ont été apportés. Si, par exemple, un projet de loi n'est modifié ni en comité ni à l'étape du rapport, la motion est alors la suivante: «Que le projet de loi soit agréé à l'étape du rapport, la motion se lira alors comme suit: «Que le projet de loi, tel que modifié, soit agréé à l'étape du rapport». Lorsque le projet de loi est modifié à l'étape du rapport, mais non en comité, la motion est la suivante: «Que le projet de loi soit agréé à l'étape du rapport, avec amendements». Enfin, si le projet de loi est modifié en comité et à l'étape du rapport, on présente la motion suivante: «Que le projet de loi, tel que modifié, soit agréé à l'étape du rapport, avec d'autres amendements».

Si aucune motion d'amendement n'est proposée à l'étape du rapport d'un projet de loi qui a été lu une deuxième fois, il ne peut y avoir de débat et l'étude à l'étape du rapport ne devient qu'une simple formalité précédant la troisième lecture 445. Un projet de loi qui a fait l'objet d'un rapport d'un comité plénier, avec ou sans amendement, ne peut faire l'objet d'un débat ni être modifié à l'étape du rapport 446. La Chambre doit en disposer à l'étape du rapport dès sa réception du comité plénier 447.

TROISIÈME LECTURE (ET ADOPTION)

La troisième lecture est la dernière étape qu'un projet de loi doit franchir à la Chambre des communes. C'est à ce moment-là que les législateurs doivent décider si le projet de loi doit être adopté et devenir éventuellement une loi. Bien qu'elle soit souvent considérée comme une simple formalité, la troisième lecture n'en constitue pas moins une étape décisive du processus législatif. Dans le cas d'un projet de loi fort controversé, elle peut en effet fournir aux législateurs l'occasion de tenir un grand débat⁴⁴⁸.

^{443.} Art. 76(10) du Règlement.

^{444.} Art. 76(9) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 25 mars 1996, p. 1207.

^{445.} Art. 76.1(11) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 11 mars 1999, p. 1595.

^{446.} Art. 76.1(12) du Règlement.

^{447.} Voir, par exemple, Journaux, 6 octobre 1998, p. 1125-1126.

^{448.} Le Comité spécial de la procédure (1968) estimait fort important qu'un débat puisse avoir lieu à cette étape du processus législatif (*Journaux*, 6 décembre 1968, p. 433).

La troisième lecture et l'adoption d'un projet de loi sont formulées dans la même motion. Elles peuvent avoir lieu à la même séance que l'étape du rapport si aucune modification n'a été proposée à cette étape ou si le projet de loi a fait l'objet d'un rapport, avec ou sans amendement, par un comité plénier⁴⁴⁹. Lorsqu'un projet de loi a fait l'objet d'un débat à l'étape du rapport, il ne peut être présenté en vue de la troisième lecture et de son adoption finale avant la prochaine séance de la Chambre ⁴³⁰. De même, lorsqu'un projet de loi a été examiné par un comité avant la deuxième lecture et qu'il a ensuite franchi les étapes combinées du rapport et de la deuxième lecture, la troisième lecture ne peut se tenir qu'à la prochaine séance de la Chambre ⁴⁵¹.

Le débat en troisième lecture commence lorsque, à l'appel de l'ordre du jour portant troisième lecture et adoption du projet de loi, le ministre ou le député, selon le cas, propose «Que le projet de loi soit maintenant lu une troisième fois et adopté 452». Les règles relatives à la durée des interventions pendant le débat sont les mêmes que celles qui régissent la durée des discours et des questions et observations à l'étape de la deuxième lecture 453.

Le débat à cette étape du processus législatif est centré sur la forme finale du projet de loi. Les amendements recevables à cette étape sont tout à fait semblables à ceux qui étaient recevables à l'étape de la deuxième lecture 454. Il est donc permis de proposer le renvoi du projet de loi à trois ou six mois 455, de même que proposer des amendements motivés 456. Ceux-ci doivent cependant, à l'étape de la troisième lecture, se rapporter strictement au projet de loi et ne pas aller à l'encontre de son principe tel qu'adopté en deuxième lecture 457.

L'amendement visant, à l'étape de la deuxième lecture, à renvoyer l'objet d'un projet de loi à un comité devient, à l'étape de la troisième lecture, un amendement de renvoi du projet de loi à un comité en le chargeant de réexaminer certains articles pour une raison précise 458. Le but d'un tel amendement est notamment de permettre

^{449.} Art. 76.1(11) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 5 octobre 1995, p. 2002. Voir aussi la décision du Président Lamoureux, Journaux, 24 février 1969, p. 738-739. L'interprétation de cette disposition doit cependant tenir compte de l'interdiction imposée par l'article 71 du Règlement selon laquelle les trois lectures d'un projet de loi doivent survenir en des jours différents.

^{450.} Art. 76.1(10) du Règlement.

^{451.} Art. 76(10) du Règlement.

^{452.} Voir, par exemple, Journaux, 16 avril 1997, p. 1474.

^{453.} Art. 74 du Règlement.

^{454.} Beauchesne, 4º éd., p. 296.

^{455.} Voir, par exemple, Débats, 19 septembre 1996, p. 4467-4468.

^{456.} Voir, par exemple, *Débats*, 9 novembre 1995, p. 16402.

^{457.} Beauchesne, 4* éd., p. 295-296. Voir, par exemple, les décisions de la présidence, Débats, 2 mars 1967, p. 13658; 24 mars 1969, p. 7055; 12 mai 1969, p. 8595; 11 décembre 1969, p. 1858-1860; 16 décembre 1971, p. 10545-10547.

^{458.} Voir, par exemple, Débats, 24 novembre 1970, p. 1416-1417; Journaux, 23 avril 1993, p. 2854.

au comité d'ajouter un nouvel article, de réexaminer un article précis du projet de loi ou de réexaminer des amendements antérieurs ⁴⁵⁹. Un amendement visant à renvoyer un projet de loi à un comité ne doit pas cependant constituer une instruction impérative ⁴⁶⁰. De plus, un amendement à la motion de troisième lecture visant à renvoyer le projet de loi à un comité autre que celui qui l'a déjà examiné a été jugé irrecevable par la présidence ⁴⁶¹. Si l'amendement portant renvoi au comité est adopté, le comité ne peut se pencher que sur la partie du projet de loi précisée dans l'ordre de renvoi.

Une fois que la motion de troisième lecture a été adoptée, le Greffier de la Chambre en atteste le fait au bas de la copie originale du projet de loi et y indique la date ⁴⁶². Le projet de loi est ensuite transmis au Sénat pour approbation. Le rejet d'une motion de troisième lecture entraîne l'abandon du projet de loi ⁴⁶³.

ÉTUDE ET ADOPTION PAR LE SÉNAT

Une fois que la Chambre des communes a adopté un projet de loi, un message est adressé au Sénat pour lui demander de bien vouloir adopter à son tour le même projet de loi 464. Lorsqu'il étudie un projet de loi, le Sénat suit un processus législatif très semblable à celui de la Chambre des communes. Dès qu'il adopte un projet de loi, le Sénat en informe la Chambre des communes par voie de message.

Comme la plupart des projets de loi d'initiative ministérielle naissent à la Chambre des communes, il arrive parfois que l'on demande au Sénat d'accélérer son processus d'examen. Le Règlement du Sénat prévoit une procédure, l'étude préalable, qui consiste à renvoyer à un comité permanent l'objet d'un projet de loi qui a été présenté à la Chambre des communes mais qui n'a pas encore franchi l'étape de la première lecture au Sénat 465. Le Sénat peut ainsi examiner le projet de loi et arrêter son opinion avant même qu'il soit transmis par la Chambre des communes. Sur réception du projet de loi, le Sénat est alors en mesure de l'adopter ou de le modifier en très peu de temps.

- 459. Débats, 20 décembre 1966, p. 11427; 1st mars 1967, p. 13636-13637.
- 460. Débats, 18 décembre 1990, p. 16916-16917.
- 461. Journaux, 9 mars 1999, p. 1580-1581; Débats, 9 mars 1999, p. 12646.
- 462. Art. 72 du Règlement.
- 463. En 1968, un projet de loi fiscale du gouvernement Pearson fut rejeté en troisième lecture (Journaux, 19 février 1968, p. 702-703). Voir aussi Journaux, 23 février 1968, p. 713; Débats, 23 février 1968, p. 6923; Journaux, 28 février 1968, p. 719-721.
- 464. Voir, par exemple, Journaux du Sénat, 31 octobre 1995, p. 1235. Le Sénat peut rejeter un projet de loi (voir, par exemple, le projet de loi C-43, Loi concernant l'avortement, Débats du Sénat, 31 janvier 1991, p. 5307) et même, bien que ce soit rare, refuser d'étudier un projet de loi (voir le projet de loi C-280, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (pension d'invalidité), Journaux du Sénat, 13 février 1992, p. 528-531; Journaux de la Chambre des communes, 13 février 1992, p. 1020).
- 465. Art. 74(1), Règlement du Sénat. Cette procédure a vu le jour dans les années 1940 lorsque les prévisions budgétaires étaient examinées par le Comité sénatorial des finances avant même que les projets de loi de crédits ultérieurs n'aient été renvoyés au Sénat. Dans les années 1970, cette pratique a été étendue aux autres projets de loi à l'initiative du sénateur Hayden et, depuis, elle est également désignée par le terme «formule Hayden».

ADOPTION PAR LES COMMUNES DES AMENDEMENTS DU SÉNAT (LE CAS ÉCHÉANT)

Lorsque le Sénat adopte un projet de loi sans amendement, un message est adressé à la Chambre des communes pour l'en informer 466 et la sanction royale est habituel-lement accordée peu de temps après ou dans les jours qui suivent. Le projet de loi lui-même n'est renvoyé à la Chambre que s'il s'agit d'un projet de loi de crédits 467. Cependant, lorsqu'il apporte des amendements au projet de loi, le Sénat en fait part à la Chambre dans le message qu'il lui adresse 468, et il lui renvoie le projet de loi. Le Sénat transmet parfois à la Chambre des messages qui contiennent des observations ou des recommandations du comité sénatorial qui a examiné le projet de loi 469. Les messages du Sénat sont inscrits dans les Journaux dès leur réception par la Chambre.

Lorsque la Chambre reçoit du Sénat des amendements à un projet de loi, ceuxci sont alors soumis à la Chambre pour étude. Il n'appartient pas au Président de la Chambre des communes de juger de la recevabilité, sur le plan de la procédure, des travaux menés au Sénat et des amendements qu'il apporte aux projets de loi⁴⁷⁰. C'est plutôt à la Chambre même qu'il revient de décider si elle accepte ou rejette les amendements proposés par le Sénat, tout en invoquant, si elle le désire, les raisons qui motivent un rejet ou une modification. Une motion pour l'étape de l'étude des amendements du Sénat requiert un préavis écrit de 24 heures 471. Au moyen de cette motion, le parrain du projet de loi propose alors à la Chambre que les amendements apportés par le Sénat soient adoptés 472, modifiés ou rejetés 473. Dans la même motion, certains amendements du Sénat peuvent être rejetés, tandis que d'autres peuvent être adoptés et d'autres modifiés. La motion doit porter exclusivement sur les amendements du Sénat et non pas sur d'autres dispositions du projet de loi qui ne sont pas visées par les amendements. La Chambre peut vouloir rejeter les amendements du Sénat pour diverses raisons, notamment parce qu'elle juge qu'ils vont à l'encontre du principe du projet de loi 474 ou qu'ils empiètent sur les prérogatives de la Couronne et de la Chambre des communes en matière financière 475.

La motion figurera au Feuilleton des Avis sous la rubrique «Motions relatives aux amendements du Sénat à des projets de loi». L'étude de la motion aura lieu

^{466.} Voir, par exemple, Journaux, 9 avril 1997, p. 1369.

^{467.} Bourinot, 4º éd., p. 446; May, 22º éd., p. 485. Voir aussi le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{468.} Voir, par exemple, Journaux, 16 avril 1997, p. 1479-1480.

^{469.} Voir, par exemple, Journaux, 23 janvier 1990, p. 1091-1101.

Voir les décisions du Président Fraser, Débats, 11 juillet 1988, p. 17382-17385; 26 avril 1990, p. 10719-10726. Voir aussi la décision du Président Parent, Débats, 19 novembre 1996, p. 6410-6411, et la décision du vice-président Milliken, Débats, 9 juin 1999, p. 16104-16105.

^{471.} Art. 77(1) du Règlement. Ce n'est qu'en 1991 qu'une disposition relative à l'examen des amendements apportés par le Sénat a été incorporée au Règlement (Journaux, 11 avril 1991, p. 2915).

^{472.} Voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1998, p. 10901.

^{473.} Voir, par exemple, Débats, 21 août 1987, p. 8283-8284.

^{474.} Voir, par exemple, Débats, 21 août 1987, p. 8283-8284.

^{475.} Voir, par exemple, Journaux, 18 juillet 1959, p. 750-751; 8 mai 1990, p. 1661.

pendant les Ordres émanant du gouvernement, s'il s'agit d'un projet de loi d'initiative ministérielle, ou pendant la période des Affaires émanant des députés, s'il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire.

Le Sénat apporte assez souvent des amendements aux projets de loi et la Chambre se montre habituellement tout a fait disposée à les accepter puisque les modifications consistent généralement à corriger des erreurs de rédaction ou à apporter des améliorations administratives 476. Lorsqu'un débat s'engage sur des amendements du Sénat, les intervenants doivent s'en tenir aux amendements à l'étude et ne peuvent traiter d'autres aspects du projet de loi, ni de l'ensemble du projet de loi 477. La motion portant sur les amendements du Sénat peut elle-même, au cours du débat, faire l'objet d'amendements et de sous-amendements 478. À l'exception du premier ministre et du chef de l'Opposition, aucun député ne peut parler pendant plus de 20 minutes 479. Après chaque intervention de 20 minutes, une période n'excédant pas 10 minutes est réservée aux questions et observations. Des motions d'attribution de temps 480 et de clôture 481 peuvent être proposées par le gouvernement pour limiter le débat ou y mettre fin.

Lorsque la Chambre accepte les amendements du Sénat, un message est adressé au Sénat en conséquence et le projet de loi lui est renvoyé en attendant de recevoir la sanction royale. Si la Chambre modifie ou rejette les amendements du Sénat, elle en informe le Sénat également par voie de message. Le Sénat peut alors réexaminer ses amendements à la lumière du message de la Chambre. Il peut décider soit d'accepter la décision de la Chambre, soit de la refuser en insistant pour maintenir ses amendements, soit encore de modifier ce que la Chambre a proposé. Peu importe la décision du Sénat, il transmet un autre message à la Chambre pour l'en informer. Cette communication entre les deux chambres se continue jusqu'au moment où, finalement, elles arrivent à s'entendre sur un même texte. S'il s'avère impossible d'arriver à une entente par l'échange de messages, la chambre qui est saisie de la mesure peut alors demander la tenue d'une conférence.

Conférence entre les chambres

Lorsque survient un désaccord entre la Chambre des communes et le Sénat sur les amendements devant être apportés à un projet de loi, deux manières de procéder peuvent être suivies: on peut communiquer le désaccord au moyen d'un message (il s'agit normalement du premier recours), ou tenter de le résoudre en tenant une

^{476.} Voir, par exemple, Débats, 11 juin 1996, p. 3642.

^{477.} Bourinot, 4° éd., p. 535.

^{478.} Voir, par exemple, Journaux, 12 juillet 1988, p. 3160; 8 mai 1990, p. 1663. Le Président Parent a jugé irrecevable un sous-amendement visant à demander au Sénat de répondre à un message de la Chambre dans un délai précis parce qu'il dépassait la portée de l'amendement (Débats, 19 novembre 1996, p. 6452).

^{479.} Art. 43(1) du Règlement.

Art. 78 du Règlement. Voir Débats, 28 novembre 1996, p. 6831-6832; Journaux, 20 mars 1997, p. 1322-1323.

^{481.} Art. 57 du Règlement. Voir Journaux, 13 mars 1990, p. 1331-1332; 20 juin 1995, p. 1817-1818.

conférence. Bien que cette pratique soit tombée en désuétude 482, une conférence peut être demandée par l'une des deux chambres dans les cas suivants: pour communiquer une résolution ou une adresse que l'une des chambres souhaite faire approuver par l'autre chambre; pour discuter des privilèges du Parlement; pour discuter de toute question justifiant le recours à cette procédure; pour obtenir ou communiquer des renseignements qui ont servi de base à l'adoption d'un projet de loi; pour exposer ses motifs de refuser des amendements ou pour insister sur des amendements apportés à un projet de loi 483.

L'une ou l'autre des deux chambres peut demander la tenue d'une conférence, en autant qu'elle est alors saisie du projet de loi à l'étude ou de toute autre affaire devant faire l'objet de la conférence 484. Le Règlement de la Chambre stipule que la Chambre est tenue de préparer et d'adopter un exposé des motifs qu'elle entend faire valoir, avant que le message demandant la tenue d'une conférence soit envoyé au Sénat 485. Les modalités visant le consentement à la tenue de conférences et leur préparation, de même que le déroulement des délibérations lors des conférences, ne sont toutefois pas régies par le Règlement mais par les coutumes et la tradition 486.

Jusqu'en 1906, le processus relatif à la tenue des conférences était assez lourd. Le rôle des représentants à la conférence se bornait à lire l'exposé des motifs aux représentants de l'autre chambre. Aucune discussion ne pouvait s'ensuivre. En octobre 1903, trois conférences, dont une seule constituait une conférence libre, furent tenues pour résoudre un différend sur des amendements que le Sénat voulait apporter à un projet de loi de la Chambre 487. On trouva le processus si lourd que de nouvelles règles furent incorporées au Règlement en 1906 488, suite à l'adoption l'année précédente d'une résolution conjointe des deux chambres 489. Cette modification au Règlement visait à rendre «libres» 490 les conférences en vue de faciliter la conclusion d'une entente. Les représentants (appelés «délégués», «mandataires» ou

^{482.} La dernière conférence s'est tenue en 1947 (Journaux, 14 juillet 1947, p. 905).

^{483.} Bourinot, 4º éd., p. 274.

^{484.} Bourinot, 4º éd., p. 278.

^{485.} Art. 77(4) du Règlement.

^{486.} Voir May, 1ⁿ éd., p. 249-258; Campion, 3^s éd., p. 227-232; Hatsell, vol. IV, p. 1-55; Redlich, vol. II, p. 79-88; Bourinot, 4^s éd., p. 274-280; F.A. Kunz, The Modern Senate of Canada 1925-1963, A Re-Appraisal, Toronto: University of Toronto Press, 1965, p. 347-365; Biair Armitage, «Les conférences parlementaires», Revue parlementaire canadienne, été 1990, p. 29-30.

^{487.} La première conférence, tenue à l'initiative de la Chambre, eut lieu à 20 h 30 le 22 octobre 1903 (*Journaux*, p. 717); la deuxième, à l'initiative du Sénat, eut lieu un peu plus tard dans la soirée, à 23 heures (*Journaux*, p. 724). Après avoir entendu le rapport des représentants à leur retour de la deuxième conférence, la Chambre demanda qu'une troisième conférence, *libre*, soit tenue «immédiatement» (*Journaux*, 22 octobre 1903, p. 728). Les représentants à cette dernière conférence firent rapport à la Chambre le 23 octobre (*Journaux*, 23 octobre 1903, p. 759) et la question fut résolue le 24 (*Journaux*, 24 octobre 1903, p. 760).

^{488.} Journaux, 10 juillet 1906, p. 580. À la Confédération, seul figurait dans le Règlement une disposition portant que lorsque la Chambre jugeait nécessaire de demander la tenue d'une conférence au Sénat, les raisons du désaccord devaient d'abord être « par elle préparées et adoptées avant de les confier à un messager ».

^{489.} Journaux, 12 juillet 1905, p. 500-501.

^{490.} Art. 77(3) du Règlement.

«gérants») pouvaient ainsi avoir la liberté de parler et de négocier comme ils le jugeaient bon 491.

Même si les deux chambres se transmettent de nombreux messages, elles sont rarement entrées en conférence. Aucune conférence n'a eu lieu depuis 1947 et l'on en relève uniquement seize depuis 1903 492. De ce nombre, on en compte treize depuis l'entrée en vigueur, en 1906, des dispositions relatives à la tenue des conférences libres 493. Ces conférences «libres» ont toutes été tenues à la demande de la Chambre des communes et toutes avaient pour objet de régler des différends sur des projets de loi.

Au fil des ans, l'échange de messages et la comparution de ministres devant les comités de la Chambre et du Sénat ont considérablement réduit la nécessité de recourir à cette procédure 494. Toutefois, si les deux chambres devaient se trouver dans une impasse en raison d'un désaccord sur des amendements devant être apportés à un projet de loi, un député, habituellement celui qui est responsable du projet de loi, pourrait proposer qu'un message soit envoyé au Sénat pour lui demander de participer à une conférence libre sur l'amendement ou les amendements litigieux 495. Une fois le message adopté et transmis au Sénat, celui-ci transmettrait à son tour un message à la Chambre pour lui faire part de sa réponse. Si le Sénat acceptait de participer à la conférence, un message serait aussi envoyé à la Chambre des communes pour l'informer du moment et de l'endroit choisis pour la conférence ainsi que des noms des sénateurs (appelés «représentants») qui agiraient

^{491.} Bourinot, 4º éd., p. 280.

^{492.} Un examen des index des Journaux révèle qu'aucune conférence n'a été tenue entre 1867 et 1902.

^{493.} Ces 13 conférences ont eu lieu aux dates suivantes: *Journaux*, 4 mai 1910, p. 658-659; 18 juin 1919, p. 384; 4 juillet 1919, p. 519; 27 mai 1921, p. 382 et 28 mai 1921, p. 385; 27 juin 1922, p. 518-519 (deux conférences); 16 juillet 1924, p. 572; 25 juin 1925, p. 532; 27 mai 1933, p. 650; 29 juin 1934, p. 562; 24 juin 1938, p. 522; 31 juillet 1940, p. 307; 14 juillet 1947, p. 905. Dans une circonstance, le Sénat a refusé une invitation à tenir une conférence libre (*Journaux*, 19 juillet 1924, p. 652-653).

^{494.} Au Parlement britannique, l'échange de messages entre les Communes et la Chambre des Lords a rendu inutile le recours aux conférences (May, 22° éd., p. 610, note 4). Au Canada, ces dernières années, à deux occasions le Sénat a tenté de faire revivre cette procédure. Le 18 novembre 1987, le Sénat adoptait une motion portant que le leader du gouvernement au Sénat demande à ses collègues du Cabinet s'ils accepteraient la tenue d'une conférence relativement au projet de loi C-22, Loi modifiant la Loi sur les brevets. Le 19 novembre, le leader du gouvernement au Sénat informait les sénateurs que le gouvernement ne recommanderait pas la tenue d'une telle conférence à la Chambre des communes (Débats du Sénat, 18 novembre 1987, p. 2179-2184; 19 novembre 1987, p. 2212-2213). Le 22 mai 1990, lorsque le Sénat examinait la possibilité d'envoyer à la Chambre un message relativement à des amendements qu'il souhaitait voir apporter au projet de loi C-21, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage, le Sénateur Allan MacEachen proposa que la motion à l'étude soit référée à une conférence entre les deux chambres du Parlement. L'amendement du sénateur MacEachen fut rejeté le 22 octobre 1990 (Journaux du Sénat, 22 mai 1990, p. 991-992; 22 octobre 1990, p. 1848-1849).

^{495.} En 1995, suite à un échange de messages entre la Chambre et le Sénat relativement au projet de loi C-69, Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a fait connaître, dans son 108° Rapport à la Chambre, la profonde préoccupation que lui inspirait la conduite du Sénat dans l'étude du projet de loi par le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, fascicule n° 54, p. 8-9; Débats, 8 décembre 1995, p. 17445).

au nom du Sénat. Une motion semblable serait présentée à la Chambre des communes pour désigner les représentants de celle-ci (qui inclut habituellement le responsable du projet de loi)⁴⁹⁶ et ordonner qu'un message à ce sujet soit transmis au Sénat.

Au moment convenu, les représentants se rencontreraient pour tenter de sortir les deux chambres de l'impasse. Les comptes rendus montrent qu'advenant le cas où la Chambre siégerait au moment choisi pour la conférence, le Président se lèverait et annoncerait que le moment est venu de tenir la conférence, et le Greffier donnerait les noms des représentants qui se rendraient alors au Sénat 497. Une fois les représentants de la Chambre arrivés au Sénat, le Président du Sénat annoncerait les noms des représentants du Sénat et ceux-ci quitteraient la salle du Sénat. Étant donné qu'aucun rapport ou procès-verbal officiel n'a été préparé sur ces conférences, on dispose de peu de renseignements sur la façon dont ont été tenues les conférences libres dans le passé et sur les autres personnes qui y ont assisté en plus des représentants des deux chambres.

La conférence libre consiste à discuter jusqu'à ce qu'une entente soit conclue, mais trois issues sont possibles: la conférence est un échec; on parvient à un compromis; la Chambre accepte les amendements du Sénat ou, selon le cas, le Sénat accepte les amendements de la Chambre. Si la conférence se révèle un échec, l'affaire est close et le projet de loi reste simplement au Feuilleton où il expirera à la fin de la session ¹⁹⁸. Pendant ce temps, il n'est pas possible de déposer à la Chambre un nouveau projet de loi se rapportant au même sujet et renfermant des dispositions analogues. Si l'on parvient à un compromis, l'un des représentants de la Chambre présente aux députés un rapport sur la conférence et propose l'adoption du rapport et l'envoi au Sénat d'un message l'en informant. Enfin, si la Chambre décide de ne pas insister pour faire approuver ses amendements, elle adopte les amendements du Sénat et envoie un message à celui-ci pour l'en aviser.

SANCTION ROYALE

La sanction royale fait intervenir les trois éléments constitutifs du Parlement (la Couronne, le Sénat et la Chambre des communes). Partie intégrante du processus législatif, elle constitue l'étape que doit franchir un projet de loi avant de devenir officiellement une loi du Parlement. Une version du projet de loi, identique à celle adoptée par les deux chambres, est alors approuvée par un représentant de la Couronne pour recevoir «l'achèvement et la perfection d'une loi» 499. Cette procédure, essentiellement cérémonielle, se déroule en présence des députés et des sénateurs,

^{496.} Le nombre de délégués a varié à chaque conférence. Aux conférences tenues en 1903, le rapport députés/ sénateurs était de 12 à 6. Aux conférences tenues en 1919, il était de 11 à 8; en 1922, de 8 à 5 et en 1924, de 5 à 3. Lors de chacune des autres conférences, il y avait un nombre égal de députés et de sénateurs. À cinq des quatorze conférences libres, on a envoyé trois délégués de chaque chambre.

^{497.} Les comptes rendus montrent que la Chambre n'a suspendu ses travaux que pour quatre des 14 conférences libres. Dans les autres cas, la Chambre a continué à siéger, n'avait pas encore été convoquée ou avait interrompu ses travaux pour le dîner.

^{498.} Bourinot, 4º éd., p. 275.

^{499.} May, 224 éd., p. 563.

les députés ayant été convoqués par l'huissier du bâton noir du Sénat à se rendre au Sénat pour assister à la cérémonie de la sanction royale.

L'origine de la sanction royale remonte à l'époque d'Henri VI (1422-1461; 1470-1471)³⁰⁰. L'habitude fut prise sous le règne de ce roi d'introduire dans les deux chambres des projets de loi sous forme de statuts complets, et non plus sous la forme de pétitions comme c'était le cas depuis les premiers temps de la constitution du Parlement britannique. La sanction royale fut octroyée par le souverain en personne jusqu'en 1541, année où, pour épargner au roi Henri VIII l'indignité de devoir octroyer la sanction royale au projet de loi portant exécution de son épouse, Katharine Howard, la tâche fut confiée pour le première fois à une commission royale 501. La nomination de lords commissaires chargés d'octroyer la sanction royale au nom du souverain est par la suite devenue pratique courante. La dernière fois que le monarque a en personne octroyé la sanction royale en Grande-Bretagne remonte au 12 août 1854, sous la reine Victoria 502. En 1967, le Parlement britannique a adopté le Royal Assent Act qui permet depuis qu'un projet puisse recevoir force de loi sur simple notification de la sanction royale par les Présidents respectifs des deux chambres 503. Cette procédure élimine donc la nécessité de devoir tenir une cérémonie 504.

^{500.} May, 11° éd. (version française), torne deux, p. 88.

^{501.} Hayter, P.D.G., «Royal Assent: A New Form», The Table, vol. XXXVI, 1967, p. 53-54.

^{502.} Pour une description de la cérémonie en présence d'un monarque, voir May, 22ª éd., p. 565, note 4. Le roi George VI a octroyé en personne la sanction royale à des projets de loi du Parlement canadien (*Journaux*, 8 mai 1939, p. 437; 19 mai 1939, p. 525-526).

^{503.} May, 22º éd., p. 564-565. En 1965, il est survenu au Parlement britannique un incident qui a conduit à l'abolition de la cérémonie de la sanction royale. Alors que la Chambre était engagée dans un débat passionné, le gentilhomme huissier de la verge noire a frappé à la porte de la Chambre des communes. Un certain nombre de députés ont protesté et se sont rués à la barre de la Chambre pour l'empêcher d'entrer. Ils ont refusé d'assister à la cérémonie et ont poursuivi le débat même après que le Président eut quitté le fauteuil (Hayter, p. 54).

^{504.} L'adoption de cette procédure n'a cependant pas entraîné l'abolition de la cérémonie traditionnelle, à laquelle le Parlement britannique a toujours recours au moment de la prorogation. Elle ne porte pas non plus atteinte aux prérogatives de la reine à cet égard (Hayter, p. 55-57).

À la Chambre des communes canadienne, la cérémonie de la sanction royale a parfois fait l'objet de critiques ⁵⁰⁵, mais le Parlement est cependant demeuré fidèle aux conventions de la sanction royale dont les règles découlent directement de celles qui étaient en vigueur en Grande-Bretagne à l'époque de la Confédération ⁵⁰⁶. Ni le Règlement de la Chambre ni la *Loi constitutionnelle* ne font cependant mention de la manière précise selon laquelle cette procédure doit se dérouler. Initialement, la pratique voulait que la sanction royale soit réservée à la fin d'une session parlementaire, au moment où le gouverneur général était présent pour la prorogation du Parlement. Cette pratique est graduellement disparue avec le temps, la sanction royale étant de nos jours octroyée à des projets de loi n'importe quand au cours d'une session ⁵⁰⁷. De plus, pendant un

- 505. Débats, 30 mars 1933, p. 3528; 29 mars 1984, p. 2544. Depuis une quinzaine d'années, la procédure d'octroi de la sanction royale a fait l'objet de propositions de réforme. En 1985, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath) recommandait l'adoption d'une formule selon laquelle la sanction royale serait donnée par écrit (voir le deuxième Rapport du Comité, p. 122, présenté à la Chambre le 26 mars 1985 (Journaux, p. 420)). Dans sa réponse au Rapport du Comité, le gouvernement de l'époque faisait savoir qu'il souhaitait moderniser la procédure d'octroi de la sanction royale, en consultation avec le Sénat (Journaux, 9 octobre 1985, p. 1082). La recommandation du Comité fut appuyée par le Bureau de régie interne à sa réunion du 11 juin 1986 (Journaux, 10 octobre 1986, p. 72). En 1993, le Comité permanent de la gestion de la Chambre déposait un rapport sur la réforme parlementaire. Dans ce 81º Rapport, le Comité convenait de donner suite à la recommandation du rapport McGrath (Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, fascicule nº 53, 1e avril 1993, p. 33). Le Sénat a également manifesté de l'intérêt pour une réforme de la sanction royale. En 1985, dans son quatrième Rapport, le Comité sénatorial permanent du règlement et de la procédure recommandait l'adoption d'une procédure simplifiée (Débats du Sénat, 6 novembre 1985, p. 1448, 1469). Ce rapport a donné lieu à un débat (Débats du Sénat, 7 novembre 1985, p. 1480-1482; 22 janvier 1986, p. 1860-1862; 23 janvier 1986, p. 1873-1875), puis a été suivi par la présentation d'un projet de loi d'initiative ministérielle, le projet de loi S-19, Loi sur la sanction royale, qui a fait l'objet d'un débat en deuxième lecture en juillet et en septembre 1988, soit quelques jours avant la dissolution de la 33º législature (Débats du Sénat, 26 juillet 1988, p. 4122-4123; 20 septembre 1988, p. 4463-4464). Le 2 avril 1998, un autre projet de loi (le projet de loi S-15) portant réforme de la sanction royale était déposé au Sénat, mais cette fois-ci par le leader de l'opposition au Sénat, le sénateur Lynch-Staunton (Journaux du Sénat, p. 576). Après avoir fait l'objet d'un débat en deuxième lecture, le projet de loi a été renvoyé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles le 9 juin 1998 (Journaux du Sénat, p. 788). Le Comité en a fait rapport avec amendements le 18 juin 1998 (Journaux du Sénat, p. 862-863; 898-899). Le 8 décembre 1998, après avoir fait l'obiet d'un débat, le projet de loi a été retiré (Journaux du Sénat, p. 1170-1172). Le 10 mars 1999, le sénateur Lynch-Staunton a déposé un nouveau projet de loi (S-26) presque identique à l'ancien projet de loi S-15, modifié par le Comité (Journaux du Sénat, p. 1334).
- 506. Selon certains observateurs, la cérémonie canadienne semble être celle qui ressemble le plus à la cérémonie originale (Wilding et Laundy, 3° éd., 1968, p. 642). La plupart des pays dotés d'un système parlementaire de type britannique ont abandonné la cérémonie de la sanction royale. Au Parlement australien, elle n'a pas eu lieu depuis les débuts du Commonwealth australien. L'usage veut que la chambre qui a initié le projet de loi en transmette des copies à la résidence du gouverneur général qui y appose sa signature. En Nouvelle-Zélande, depuis 1875, le gouverneur général ne se déplace pas pour octroyer la sanction royale aux projets de loi. Il signe tout simplement les deux copies qui lui sont envoyées et les retourne à la Chambre avec un message en ce sens.
- 507. Normalement, il n'y a qu'une seule sanction par séance. Le 17 juillet 1980, on a dérogé à cette pratique lorsque la Chambre, ayant été convoquée au Sénat à midi ce jour-là, l'a été plus tard à 21 heures afin que d'autres projets de loi puissent également recevoir la sanction royale (*Débats*, 17 juillet 1980, p. 2998, 3044-3045, 3051).

ajournement de la Chambre, le Président peut, à la demande du gouvernement, faire connaître par avis que la Chambre se réunira plus tôt que prévu pour l'octroi de la sanction royale; étant convoquée à «cette seule fin», la Chambre ne peut alors aborder aucune autre affaire 508.

Lorsque la Chambre siège et que des projets de loi doivent recevoir la sanction royale, la Chambre peut suspendre ses travaux jusqu'à une certaine heure ⁵⁰⁹, jusqu'à nouvelle convocation du Président ⁵¹⁰ ou jusqu'à ce que la sonnerie d'appel se fasse entendre ⁵¹¹. À défaut d'arrangements spéciaux pour continuer la séance, les travaux sont interrompus à l'heure normale de l'ajournement et la Chambre s'ajourne jusqu'au prochain jour de séance ⁵¹². S'il arrive que le moment de la cérémonie soit prévu en même temps que d'autres points à l'ordre du jour, une décision doit être prise pour savoir quelle affaire aura alors préséance ⁵¹³.

Au Parlement canadien, c'est habituellement le gouverneur général qui proclame en personne la sanction royale dans le cas des lois de grande importance et lorsqu'il y a prorogation du Parlement. En d'autres temps, elle est proclamée par un suppléant: le juge en chef de la Cour suprême du Canada ou un des autres juges de la Cour suprême.

La cérémonie

Dès qu'un projet de loi a été adopté par les deux chambres du Parlement et qu'il est prêt à recevoir la sanction royale, on en imprime une copie spéciale sur papier parchemin. Le Greffier de la Chambre et le Greffier du Sénat y apposent leur signature au dos. La résidence du gouverneur général informe ensuite le Président de la Chambre que le gouverneur général ou son suppléant se rendra au Sénat pour donner la sanction royale à des projets de loi. Le Président de la Chambre transmet ensuite le message aux députés ⁵¹⁴.

- 508. Art. 28(4) du Règlement. Cette disposition a été ajoutée au Règlement en juin 1994 (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 27° rapport, 9 juin 1994, fascicule n° 16, p. 3; Débats, 8 juin 1994, p. 4997; 10 juin 1994, p. 5183).
- 509. Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1966, p. 2472-2473; 27 février 1969, p. 6034.
- 510. Volr, par exemple, Débats, 12 juillet 1940, p. 1644; 29 mars 1985, p. 3547; 27 juin 1986, p. 14997.
- Voir, par exemple, Débats, 9 mars 1966, p. 2472; 14 juillet 1966, p. 7728; 24 mars 1975, p. 4446; 20 décembre 1975, p. 10257; 22 octobre 1976, p. 390-391; 27 juin 1985, p. 6331-6332; 19 décembre 1986, p. 2337-2338.
- 512. Par exemple, le 14 décembre 1990, le vice-président Champagne a ajourné la Chambre à l'heure normale d'ajournement quotidien même si la Chambre avait déjà été informée que la cérémonie de la sanction royale était sur le point d'avoir lieu et que l'huissier du bâton noir était en route pour convoquer les députés (Débats, p. 16787, 16797-16799).
- 513. Le 23 juin 1971, un vote par appel nominal et la sanction royale avaient tous les deux été prévus en même temps, à 17 h 45. Un député ayant invoqué le Règlement, il fut décidé de passer d'abord au vote, puis de se rendre ensuite à la cérémonie de la sanction royale (Débats, 23 juin 1971, p. 7265).
- 514. Voir, par exemple, *Débats*, 28 mars 1996, p. 1386.

À l'heure dite, l'huissier du bâton noir du Sénat informe la Chambre que le gouverneur général ou son suppléant lui demande de se rendre au Sénat. Avant de pénétrer dans l'enceinte des Communes, il frappe trois coups à la porte⁵¹⁵. Les délibérations en cours, le cas échéant, sont interrompues par le Président⁵¹⁶. Le quorum n'est pas requis pour recevoir le message de l'huissier du bâton noir⁵¹⁷. Le sergent d'armes annonce au Président et à la Chambre que le messager du Sénat désire entrer. Le Président répond: «Faites entrer le messager», après quoi les portes sont ouvertes pour laisser entrer l'huissier du bâton noir. La Chambre ne pouvant pas toujours faire en sorte que le programme de ses travaux coïncide avec le moment de la sanction royale, elle doit parfois faire attendre le messager. Cette situation a engendré bien des discussions au sujet de l'emploi du temps de la Chambre, notamment concernant l'à-propos de passer à d'autres travaux pendant que la Chambre attendait le messager du Sénat⁵¹⁸.

Une fois entré et après avoir salué trois fois, l'huissier du bâton noir se présente au Bureau et avise le Président que le gouverneur général ou son suppléant désire que la Chambre se rende immédiatement au Sénat⁵¹⁹. Il conduit ensuite la Chambre au Sénat, suivi, dans l'ordre, du sergent d'armes qui porte la masse, du Président, du Greffier et de ses adjoints, de même que des députés.

Pendant que le Président et les députés s'assemblent à la barre du Sénat, l'huissier du bâton noir se dirige vers l'extrémité de la salle du Sénat. Il s'incline devant le gouverneur général ou son suppléant et dit: «À l'ordre!» Sur ce, le Président de la Chambre lève son chapeau et s'incline pour saluer le gouverneur général (ou son suppléant). Un greffier au Bureau du Sénat lit ensuite, en anglais et en français, le titre des projets de loi qui doivent recevoir la sanction royale, à l'exception des projets de loi de crédits. Le Greffier du Sénat exhibe les projets de loi et déclare: «Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le(la) Gouverneur(e) général(e) (l'honorable Gouverneur général suppléant) sanctionne ces projets de loi».

Si un projet de loi de crédits doit être sanctionné, le Président de la Chambre des communes l'aura apporté avec lui dans la salle du Sénat et lira, dans les deux langues officielles, un message demandant qu'il reçoive la sanction royale, en utilisant la formule suivante:

^{515.} Les origines de cette pratique remontent à 1641 lorsque le gentilhomme huissier de la Grande-Bretagne reçut une semonce pour être entré à la Chambre avant d'y avoir été expressément invité (*The Table*, vol. XLVI, 1978, p. 129).

À l'occasion, l'interruption des délibérations a suscité des réactions parmi les députés (Débats, 16 décembre 1953, p. 1075-1078; 31 mars 1954, p. 3757).

^{517.} Art. 29(5) du Règlement.

^{518.} Débats, 19 février 1981, p. 7483-7487; 31 mars 1982, p. 16029-16032; 3 novembre 1982, p. 20383-20385. Il est arrivé que des députés aient contesté la coutume voulant que l'huissier soit immédiatement admis dans la Chambre (voir Débats, 16 février 1972, p. 10959-10960).

^{519.} Selon la coutume, la Chambre des communes ne doit pas se rendre au Sénat pour la sanction royale tant qu'elle n'y a pas été invitée par l'huissier du bâton noir. Cependant, il est arrivé que les Communes se soient présentées à la barre du Sénat sans être accompagnées de l'huissier. Un tel cas s'est produit le 12 juin 1925 lorsque le poste d'huissier était vacant (Débats, 12 juin 1925, p. 438).

Qu'il plaise à Votre Excellence (Honneur⁵²⁰): les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses publiques. Au nom des Communes, je présente à Votre Excellence (Honneur) le projet de loi suivant: (titre), Que je prie humblement Votre Excellence (Honneur) de sanctionner.

Un greffier au Bureau du Sénat se rendra à la barre où le Président de la Chambre des communes lui remettra le projet de loi de crédits, puis il retournera au Bureau. Après avoir donné lecture dans les deux langues officielles du titre du projet de loi de crédits, le Greffier du Sénat prononcera la formule de la sanction royale dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le(la) Gouverneur(e) général(e) (l'honorable Gouverneur général suppléant) remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce projet de loi.

Le représentant de la Couronne donne son consentement à l'adoption de tous les projets de loi en faisant un signe de la tête. C'est par ce geste que la sanction royale est officiellement octroyée et c'est à partir de ce moment que les projets de loi ont force de loi, à moins qu'il soit fait mention d'une autre date pour leur entrée en vigueur 521. L'huissier du bâton noir se tourne ensuite pour faire face à la sortie du Sénat, marquant ainsi la fin de la cérémonie. Le Président de la Chambre lève son chapeau, s'incline pour saluer le représentant de la Couronne, et se retire avec les députés à la Chambre des communes.

Une fois de retour à la Chambre, le Président prend place au fauteuil et informe les députés que le gouverneur général a eu la bienveillance, au nom de Sa Majesté, d'octroyer la sanction royale à certains projets de loi. La Chambre reprend ses travaux qui avaient été interrompus, ou s'ajourne si l'heure de l'ajournement est déjà passée. La cérémonie ne dure normalement pas plus de 20 minutes⁵²².

Un projet de loi ne peut pas recevoir la sanction royale s'il n'a pas franchi dans les deux chambres toutes les étapes du processus législatif. Un projet de loi peut cependant subir les trois lectures et recevoir la sanction royale au cours de la même séance 523. La *Loi constitutionnelle de 1867* traite, sans en préciser la procédure à suivre, des circonstances dans lesquelles la sanction royale peut être désavouée ou refusée 524.

^{520.} On utilise « Votre Honneur » pour désigner le suppléant du gouverneur général.

^{521.} Cette autre date, fixée par le gouverneur en conseil, est publiée dans la Partie II de la Gazette du Canada.

^{522.} Après la cérémonie, le Greffier du Sénat, qui est aussi greffier des Parlements, inscrit sur chaque loi immédiatement après son titre, la date de la sanction au nom de Sa Majesté. L'inscription fait partie de la loi, conformément à l'article 5.1 de la Loi d'interprétation, L.R.C. 1985, ch. I-21. Dès qu'un projet de loi a été paraphé, il est envoyé à la résidence du gouverneur général pour être signé au dos par le gouverneur général. Après cela, il est renvoyé au Sénat où il est gardé dans une voûte. Comme il s'agit d'un document bilingue unique, la nouvelle loi ne porte qu'une seule signature. Le Greffier du Sénat informe ensuite la Gazette du Canada que des projets de loi ont reçu la sanction royale.

^{523.} Voir, par exemple, Journaux, 9 août 1977, p. 1542-1547; 23 octobre 1978, p. 50-53.

^{524.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 55-57.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Il faut faire une distinction entre la date d'adoption d'une mesure législative par le Parlement et son entrée en vigueur. Les dispositions relatives à l'entrée en vigueur des lois sont régies par la *Loi d'interprétation* ⁵²⁵. Un projet de loi devient loi après avoir été adopté par les deux chambres sous la même forme, mais la loi entre en vigueur soit au moment de recevoir la sanction royale si aucune disposition de la loi n'en précise la date d'entrée en vigueur ⁵²⁶, soit à une autre date, telle que prévue dans la loi. L'entrée en vigueur peut se faire ainsi à une ou plusieurs dates précisées par la loi elle-même ou fixées par décret émis par le gouverneur en conseil.



Les décrets-lois



... Le problème central que pose l'examen, par le Parlement, de la législation qui provient de l'exécutif ou de l'administration, c'est la mesure où le Parlement doit tenter d'influencer et de contrôler la marche de l'administration. S'il va trop loin et s'engage trop à fond dans l'administration quotidienne, il va à l'encontre des raisons profondes qui l'ont poussé tout d'abord à cette délégation de pouvoirs législatifs...

COMITÉ SPÉCIAL SUR LES INSTRUMENTS STATUTAIRES, troisième rapport (*Journaux*, 22 octobre 1969, p. 1482)

ertaines lois du Parlement délèguent aux ministres, ministères, conseils, commissions ou autres organismes le pouvoir d'établir et d'appliquer des mesures législatives subordonnées. Le terme «décret-loi» est utilisé pour désigner ces règlements, décrets, règles, règlements administratifs et autres instruments. Le Parlement examine la plupart des décrets-lois pour s'assurer que leurs dispositions ne débordent pas les pouvoirs qu'il a lui-même approuvés.

La tâche d'examiner les décrets-lois est confiée au Comité mixte permanent d'examen de la réglementation. Outre le mandat fixé par la Chambre même, le mandat plus général de ce comité est fixé en partie par une loi du Parlement¹. Ses activités l'amènent parfois à invoquer des procédures spéciales pour demander l'abrogation d'un règlement lorsqu'il fait rapport à la Chambre.

^{1.} Loi sur les textes réglementaires, L.R.C. 1985, ch. S-22, art.19.

Le présent chapitre traitera du mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation et des procédures suivies à la Chambre pour adopter ou rejeter un rapport qui recommande l'abrogation d'un texte réglementaire.

Historique

L'examen systématique des décrets-lois par le Parlement est relativement récent. Au début de la Confédération cet examen se résumait à obtenir l'information nécessaire, au moyen d'«adresses» portant dépôt de documents, à laquelle le Parlement pouvait donner suite s'il le jugeait bon². Ce manque de surveillance suivie est peut-être compréhensible puisque, pour reprendre l'expression d'un expert, «sauf pendant la période de guerre allant de 1914 à 1919, on ne saurait dire qu'avant 1939 le champ d'activité du gouvernement fédéral était tel que le Parlement manquait de temps pour tenir l'exécutif à l'œil³». Il ne faut pas en conclure qu'il y avait peu de décrets-lois. En réalité, le nombre de règlements et de décrets était suffisant pour justifier en 1889 la publication d'un ouvrage de 1126 pages, en deux volumes, The Consolidated Orders in Council of Canada⁴. En 1914, le Parlement adopte la Loi sur les mesures de guerre, un cas qui fait figure d'extrême dans la délégation de pouvoirs législatifs au Cabinet. Cette loi autorise le gouverneur en conseil à proclamer l'état de guerre, d'invasion ou d'insurrection réel ou appréhendé et «de faire de temps à autre tels ordres et règlements qu'il peut, à raison de l'existence réelle ou appréhendée de la guerre, d'une invasion ou insurrection, juger nécessaires ou à-propos pour la sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien-être du Canada⁵». Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, le nombre de décisions à prendre rapidement est considérable et le pouvoir de prendre des décisions réglementaires est donc donné de plus en plus aux ministres, ministères, conseils et autres organismes de la Couronne⁶. C'est à cette période qu'a d'abord fait surface l'idée de déposer périodiquement à la Chambre les décrets du conseil ayant effet de loi et de les renvoyer à un comité parlementaire pour examen puisque le Parlement a pour rôle d'appuyer et de régir l'exécutif de manière à ce qu'il demeure responsable.

L'après-guerre est marqué par l'expansion de l'appareil gouvernemental et le recours croissant aux décrets pour gérer les affaires publiques. Bien que la pratique de déposer les règlements à la Chambre soit maintenue après la guerre, le «gouvernement par décrets» suscite beaucoup de critiques. La Loi sur les règlements adoptée en 1950 exige que «tous les décrets, ordonnances, règlements et proclamations,

Bourinot, 2º éd., p. 332-333, 808-810.

J.R. Mallory, "Delegated Legislation in Canada: Recent Changes in Machinery", Economics and Political Science: The Journal of the Canadian Political Science Association, vol. 19, no 4, novembre 1953, p. 462.

Harris H. Bligh, c.r., The Consolidated Orders in Council of Canada, Ottawa, 1889 (publication autorisée et dirigée par le gouverneur général). Voir aussi les décrets publiés en avant-propos des lois pendant cette période.

^{5.} Loi sur les mesures de guerre, S.C. 1914, ch. 2, art. 6.

Mallory, p. 462-463. Voir également Dawson's The Government of Canada, p. 224.

^{7.} Débats, 9 février 1943, p. 299.

faits ou émis en vertu de pouvoirs législatifs délégués par le Parlement» soient publiés et déposés à la Chambre de manière systématique et uniforme⁸. Même si les règlements et décrets sont alors examinés par le Bureau du Conseil privé pour en assurer l'uniformité et la clarté, aucune disposition de cette loi ne vise à tenir l'exécutif responsable devant le Parlement des décrets-lois qu'il prend.

En 1964, le Comité spécial de la procédure et de l'organisation recommande de charger un comité parlementaire d'examiner les règlements pris en vertu d'une délégation de pouvoirs législatifs et de signaler au Parlement tout règlement ou instrument qui, à son avis, outrepasse le pouvoir délégué par la loi9. Sa recommandation n'a cependant pas de suite. En 1968, le Comité spécial sur les instruments statutaires reçoit comme mandat de «faire rapport sur les procédures de révision, par la Chambre, des actes établis en vertu d'une loi quelconque du Parlement du Canada 10 ». Après un examen approfondi de la Loi sur les règlements et des procédures d'examen d'autres parlements du Commonwealth, le comité présente son troisième Rapport en octobre 1969¹¹. En plus de reprendre sa recommandation de charger un comité parlementaire d'examiner les décrets-lois, il préconise plusieurs modifications à la Loi sur les règlements et de nouvelles procédures pour la rédaction et la publication des règlements. En 1970, le gouvernement annonce les suites qu'il entend donner au rapport, à savoir le remplacement de la Loi sur les règlements par la Loi sur les textes réglementaires, la publication de nouvelles directives du Cabinet sur la rédaction et la publication des règlements et la modification du Règlement de la Chambre en vue de créer un comité d'examen 12.

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

En 1971, conformément à la Loi sur les textes réglementaires ¹³, la Chambre et le Sénat créent le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation ¹⁴. Celui-ci se réunit à quelques reprises à des fins d'organisation en 1973 et 1974, avant de

- 8. Débats, 31 mai 1950, p. 3136. Voir aussi la Loi sur les règlements, S.C. 1950, ch. 50.
- Voir Comité spécial de la procédure et de l'organisation, quinzième rapport, Journaux, 14 décembre 1964, p. 988.
- 10. Journaux, 30 septembre 1968, p. 82.
- 11. Journaux, 22 octobre 1969, p. 1411-1508.
- 12. Débats, 16 juin 1970, p. 8155-8156.
- 13. Loi sur les textes réglementaires, S.C. 1970-1971-1972, ch. 38, art. 26.
- 14. Journaux, 14 octobre 1971, p. 870. Ce comité s'appelait au départ Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, puis s'est appelé brièvement Comité mixte permanent d'examen réglementaire en 1987 (Journaux, 7 décembre 1987, p. 1934; 18 décembre 1987, p. 2017), avant de prendre son nom actuel en juin 1988 (Journaux, 2 juin 1988, p. 2778). La Chambre a adopté une modification au nom anglais en janvier 1994 (Journaux, 25 janvier 1994, p. 58-61). Cependant, comme le Sénat n'a pas adopté la même modification, le nom du comité est resté inchangé.

commencer à examiner sérieusement les textes réglementaires en 1974, pendant la première session de la 30° législature (septembre 1974 à octobre 1976)¹⁵.

MANDAT

Le mandat du Comité est fixé par la Loi sur les textes réglementaires, la Loi sur la révision des lois et le Règlement de la Chambre. Aux termes de la Loi sur les textes réglementaires, le Comité peut examiner tout texte réglementaire pris à compter du 1^{et} janvier 1972¹⁶. Un texte réglementaire est tout «règlement, décret, ordonnance, proclamation, arrêté, règle, règlement administratif, résolution, instruction ou directive, formulaire, tarif de droits, de frais ou d'honoraires, lettres patentes, commission, mandat ou autre texte pris [...] dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale¹⁷ ». Cette loi exige en outre que les règlements (à certaines exceptions près) paraissent dans la Gazette du Canada et soient renvoyés au comité parlementaire chargé d'examiner les textes réglementaires¹⁸.

La Loi sur la révision des lois autorise le Comité à examiner tout règlement qui figure dans la Codification des règlements du Canada de 1978, ou d'autres codifications de règlements établies en application de cette loi, y compris les règlements pris avant l'entrée en vigueur de la Loi sur les textes réglementaires en 1972 ¹⁹. Le Règlement de la Chambre étend les mandats énoncés dans ces deux lois en autorisant le Comité à examiner toute autre question qui lui est renvoyée par les deux chambres ²⁰.

Depuis 1979, la Chambre et le Sénat renouvellent systématiquement au début de chaque session un ordre de renvoi permanent qui autorise le Comité à:

[...] effectuer une étude approfondie des moyens par lesquels le Parlement peut mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement et notamment:

^{15.} Le Comité s'occupait également d'autres questions. Le 29 mars 1973, la Chambre a renvoyé au comité un document sur les directives relatives à la production de documents. Le Comité devait déterminer si les directives étaient valables en principe et comment elles seraient appliquées (voir Journaux, p. 226; Débats, p. 2745-2750). La question a été renvoyée au Comité le 19 décembre 1974, en même temps que l'objet d'un projet de loi concernant l'accès à l'information (Journaux, p. 231). Le Comité a fait rapport à la Chambre le 16 décembre 1975 (Journaux, p. 943).

^{16.} Loi sur les textes réglementaires, L.R.C. (1985), ch. S-22, art. 19. Le 29 juin 1988, le Comité a informé la Chambre qu'il ne réviserait et n'examinerait pas les textes réglementaires pris par la Cour suprême du Canada ou la Cour canadienne de l'impôt car il estimait que les tribunaux créés par voie législative jouissent de la même indépendance que celle garantie aux cours supérieures par la Loi constitutionnelle de 1867. Le Comité continue toutefois d'examiner les règles de pratique et les procédures des tribunaux dont les membres ne sont pas nommés à titre inamovible, comme l'Office national des transports ou le Conseil des relations de travail (voir Journaux, 29 juin 1988, p. 3017; Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, 23 juin 1988, fascicule n° 28, p. 9-10).

^{17.} Loi sur les textes réglementaires, L.R.C. (1985), ch. S-22, art. 2.

^{18.} Loi sur les textes réglementaires, L.R.C, (1985), ch. S-22, par. 11(1) et art. 19.

^{19.} Loi sur la révision des lois, L.R.C. (1985), ch. S-20, par. 19(3).

^{20.} Art. 108(4)c) du Règlement.

- 1) des principes et usages à observer dans
 - a) la définition des pouvoirs permettant aux délégués du Parlement de faire des règlements;
 - b) l'adoption des textes réglementaires;
 - c) l'utilisation de la réglementation administrative, notamment des pouvoirs délégués et des textes réglementaires;
 - et la façon dont le Parlement devrait contrôler ces fonctions;
- des rôles, fonctions et pouvoirs du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation²¹.

COMPOSITION

Le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation compte huit sénateurs et un nombre proportionnel de députés ²². La présidence est assurée par deux coprésidents. La tradition veut que l'un des coprésidents représente le parti ministériel au Sénat et l'autre l'Opposition officielle à la Chambre ²³. D'habitude, le vice-président est un député du parti ministériel.

POUVOIRS

Le Comité jouit des mêmes pouvoirs que les autres comités permanents. Il peut siéger pendant que la Chambre siège 24 et pendant les périodes d'ajournement, ordonner l'impression de documents et de témoignages, convoquer des témoins, exiger la production de dossiers et de documents, et déléguer ses pouvoirs en tout ou en partie (sauf celui de faire rapport directement à la Chambre) à des sous-comités. Il peut aussi déposer des rapports à la Chambre et demander que le gouvernement y réponde 25. Le Comité peut non seulement «obtenir les services d'experts, de

- 21. Voir, par exemple, Journaux, 16 février 1979, p. 382; 21 février 1979, p. 401; 20 novembre 1979, p. 237; 24 avril 1996, p. 254; 29 mai 1996, p. 457; 4 novembre 1997, p. 185. Le Comité a fait rapport à la Chambre à deux reprises à ce sujet, en 1980 et 1984 (Journaux, 17 juillet 1980, p. 396-467 et 17 avril 1984, p. 386). Le 20 novembre 1980, la Chambre a renvoyé la question des dispositions habilitantes de la Loi sur la Société canadienne des postes au Comité (Journaux, p. 762; voir aussi Journaux, 15 décembre 1980, p. 852-865).
- 22. Art. 104(3)c) du Règlement de la Chambre et art. 86(1)d) du Règlement du Sénat. Durant le 35° législature (1994-1997), huit députés ont été nommés au Comité (voir, par exemple, les Journaux du 1" mars 1996, p. 30). Durant la première session de la 36° législature (1997-1999), 17 députés ont été nommés au Comité (voir les Journaux, 30 septembre 1997, p. 51; 1" octobre 1998, p. 1109).
- 23. En 1997, deux membres de l'Opposition officielle ont refusé la nomination comme coprésident du Comité; un membre du parti ministériel a par la suite été élu coprésident. Un membre de l'opposition officielle a été élu au poste de vice-président. Voir Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procèsverbaux et témoignages, 23 octobre 1997.
- 24. Dans le premier rapport qu'il dépose à chaque session, le Comité ajoute un paragraphe au texte du rapport déposé au Sénat pour demander l'autorisation de siéger pendant que le Sénat siège. L'article 95(4) du Règlement du Sénat stipule qu'aucun comité « particulier » ne peut siéger pendant une séance du Sénat.
- 25. Voir, par exemple, Journaux, 22 mars 1999, p. 1644-1645; 7 juin 1999, p. 2060. Lorsque le comité présente au Sénat un rapport auquel il demande une réponse du gouvernement, l'exemplaire présenté au Sénat précise que cette demande a été formulée dans la version déposée à la Chambre.

sténographes et de commis, selon les besoins²⁶ », mais aussi prendre l'initiative de faire abroger un texte réglementaire²⁷. Ce pouvoir sera examiné plus en détail dans les pages qui suivent.

CRITÈRES D'EXAMEN

Le Comité n'examine que la légalité et les aspects procéduraux des textes réglementaires; il ne fait aucun cas de leur bien-fondé ni des principes dont ils découlent ²⁸.

Le Comité se fonde, pour examiner les textes législatifs qui lui sont renvoyés, sur les 13 critères qu'il communique aux deux chambres dans son premier rapport au début de chaque session²⁹. En voici le texte ³⁰:

Votre comité fait part aux deux chambres du Parlement des critères d'étude et de contrôle des textes réglementaires qu'il utilisera:

Si un règlement ou autre texte réglementaire relevant de sa compétence, de l'avis du comité,

- n'est pas autorisé par les dispositions de la législation habilitante ou n'est pas conforme à toute condition prescrite dans la législation³¹;
- 26. En 1974, le Comité a demandé l'autorisation de retenir les services de juristes et de personnel de bureau supplémentaires à cause du volume de textes réglementaires qu'il devait examiner (Journaux, 30 avril 1974, p. 151). Cette autorisation lui a été accordée le 3 mai 1974 (Journaux, p. 161); depuis lors, le Comité demande et obtient systématiquement une autorisation semblable au début de chaque session, même si, en ce qui concerne la Chambre, cette autorisation est conférée par l'article 120 du Règlement. Voir, par exemple, Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, premier rapport, présenté à la Chambre le 24 avril 1996 (Journaux, p. 254).
- 27. Art. 123(1) du Règlement.
- 28. À diverses reprises, le Comité a demandé à la Chambre d'étendre son mandat à l'examen du bien-fondé des décrets-lois et de leurs principes ainsi qu'à l'examen des dispositions habilitantes des projets de loi après la deuxième lecture (voir, par exemple, Journaux, 17 juillet 1980, p. 435; 17 avril 1984, p. 386; Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 12 avril 1984, fascicule nº 4, p. 11, 37, 45).
- 29. La Chambre a adopté ces 13 critères pour la première fois le 17 décembre 1986 (*Journaux*, p. 337). Le Comité a souvent recommandé que ces critères d'examen soient consignés dans le Règlement, mais la Chambre n'a pas acquiescé à sa demande. Les critères d'examen ont cependant été annexés, une fois, aux *Débats* au moyen d'une motion (voir *Journaux*, 21 novembre 1978, p. 170; *Débats*, p. 1323-1324).
- Voir, par exemple, Comité mixte permanent de la réglementation, premier rapport, présenté le 24 avril 1996 (Journaux, p. 254).
- 31. Les membres du Comité ont constaté, lors de l'examen des premiers décrets-lois, que les textes réglementaires ne précisaient pas en vertu de quelle loi ils étaient pris. Les ministères et autres organismes donnent maintenant cette information de façon systématique. L'un des vices les plus communs que le Comité relève maintenant est celui de la subdélégation: « une personne à qui le Pariement a délégué des pouvoirs législatifs ne peut déléguer l'exercice de ces pouvoirs à une autre » (voir Journaux, 27 mars 1991, p. 2833; Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, 26 mars 1991, fascicule n° 25, p. 9).

- n'est pas conforme à la Charte canadienne des droits et libertés ou à la Déclaration canadienne des droits ³²;
- 3. a un effet rétroactif en l'absence d'autorisation formelle dans la législation habilitante³³;
- 4. impose des frais au Trésor ou exige qu'un paiement soit versé à la Couronne ou à toute autre autorité, ou prescrit le montant de l'un quelconque de ces frais ou paiements, en l'absence d'autorisation formelle dans la législation habilitante³⁴;
- impose une amende, un emprisonnement ou autre pénalité en l'absence d'autorisation formelle dans la législation habilitante;
- tend directement ou indirectement à exclure la juridiction des tribunaux en l'absence d'autorisation formelle dans la législation habilitante;
- 7. ne s'est pas conformé à la Loi sur les textes réglementaires sur le plan de la transmission, de l'enregistrement ou de la publication;
- paraît pour une raison quelconque enfreindre le principe de la légalité³⁵;
- 9. empiète indûment sur les droits et libertés de la personne 36;
- assujettit indûment les droits et libertés de la personne au pouvoir discrétionnaire de l'Administration ou n'est pas conforme aux règles de justice naturelle³⁷;
- utilise de manière inhabituelle ou inattendue les pouvoirs que confère la législation habilitante³⁸;
- 32. Ce critère, qui découle de l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 (Journaux, 26 mai 1982, p. 4876; Comité mixte permanent d'examen des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 20 mai 1982, fascicule n° 64, p. 3), a été cité dans le rapport du Comité rejetant le Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics (Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, 19 novembre 1992, fascicule n° 17, p. 8-22).
- Voir, par exemple, le septième rapport du Comité, Journaux, 26 juin 1986, p. 2433; Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 26 juin 1986, fascicule n° 33, p. 4-5.
- 34. Voir, par exemple, le sixième rapport du Comité, Journaux, 7 juin 1999, p. 2060.
- 35. Voir, par exemple, le neuvième rapport du Comité, Journaux, 3 juin 1993, p. 3113; Débats, p. 20293.
- Voir, par exemple, le sixième rapport du Comité, Journaux, 19 novembre 1992, p. 2078; Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, 19 novembre 1992, fascicule nº 17, p. 8-22.
- Voir, par exemple, le sixième rapport du Comité, Journaux, 16 avril 1986, p. 1996-1997; Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 15 avril 1986, fascicule nº 29, p. 3-5. Voir aussi Débats, 22 avril 1986, p. 12507-12522.
- 38. Il s'agit du critère le plus souvent cité dans les rapports du Cornité. Voir, par exemple, Journaux, 27 février 1992, p. 1084; Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, 9 avril 1992, fascicule nº 11, p. 6-9.

- représente l'exercice d'un pouvoir législatif de fond qui devrait faire l'objet d'une loi par le Parlement³⁹;
- est défectueux dans sa rédaction ou pour toute autre raison nécessite des éclaircissements quant à sa forme ou son objet⁴⁰.

Ces critères d'examen ressemblent de très près à ceux dont se sert le greffier du Conseil privé pour vérifier les avant-projets de règlement⁴¹ et à ceux recommandés par le Comité spécial sur les instruments statutaires en 1969⁴².

Abrogation d'un texte réglementaire

Pendant les 15 premières années de son existence, le Comité avait le pouvoir d'examiner les décrets-lois, mais pas de les abroger. Le Comité spécial sur les instruments statutaires n'a pas proposé de procédure générale d'abrogation⁴³, et la *Loi sur les textes réglementaires* ne renferme aucune disposition semblable. Ainsi, lorsque le Comité demandait à des ministères ou organismes de modifier ou d'abroger des règlements parce qu'il les jugeait non conformes à la loi, sa demande restait souvent lettre morte. La seule façon pour le Comité de lancer un débat public sur ces règlements était de présenter des rapports à la Chambre et d'en proposer l'adoption⁴⁴.

En 1985, le Comité a proposé au Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes des recommandations concernant la révocation de textes réglementaires ⁴⁵. Il proposait entre autres choses que tout texte réglementaire non soumis à une procédure de ratification par la loi puisse être révoqué par résolution des deux chambres, et que le pouvoir exécutif ne puisse réadopter aucun règlement ainsi révoqué pendant une période de six mois. Le Comité spécial a recommandé que «la

- Voir, par exemple, le troisième rapport du Comité, Journaux, 17 avril 1984, p. 386; Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 12 avril 1984, fascicule nº 4, p. 12-13.
- Depuis la parution des Directives sur les présentations soumises au gouverneur en conseil et les textes réglementaires du Bureau du Conseil privé, ce critère a été rarement invoqué.
- Voir Débats, 25 janvier 1971, p. 2735. Voir également la Loi sur les textes réglementaires, L.R.C. 1985, ch. S-22, art. 3.
- 42. Journaux, 22 octobre 1969, p. 1507-1508.
- Voir Comité spécial sur les instruments statutaires, troisième rapport, Journaux, 22 octobre 1969, p. 1508 (recommandation nº 21).
- 44. Les propositions de réforme déposées à la Chambre en 1979 comportaient des changements au Règlement en vue d'accroître les occasions de confirmer ou d'infirmer les décrets-lois (voir *Journaux*, 23 novembre 1979, p. 260; *Enoncé de principes: la réforme parlementaire*, p. 18-20). Le Parlement a toutefois été dissous avant que ces réformes ne soient discutées à la Chambre.
- 45. Voir Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, pages 85 et 86, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839). Le Comité avait déjà recommandé à la Chambre à plusieurs reprises d'établir une procédure de désaveu (voir, par exemple, *Journaux*, 3 février 1977, p. 407; 17 juillet 1980, p. 435-437; 17 avril 1984, p. 386; voir aussi Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, *Procès-verbaux et témoignages*, 12 avril 1984, fascicule nº 4, p. 45-47).

Chambre des communes [adopte] une procédure obligatoire de ratification ou de révocation des décrets-lois et des règlements adoptés en vertu d'une loi du Parlement⁴⁶». Dans sa réponse, le gouvernement proposait une solution de rechange, à savoir le pouvoir d'abroger par un ordre de la Chambre⁴⁷. La Chambre a adopté cette formule en 1986 et le Règlement a été modifié en conséquence⁴⁸. Elle dispose maintenant de procédures qui lui permettent d'adopter ou de rejeter un rapport présenté par le Comité portant abrogation d'un texte réglementaire qui n'est pas conforme aux intentions de la loi dont il découle. Le gouvernement a également pris l'engagement politique de «se considérer lié par un rapport du Comité» et, par conséquent, de donner suite à l'abrogation⁴⁹.

RAPPORT DU COMITÉ

Lorsque le Comité décide qu'un règlement ou un autre texte réglementaire n'est pas conforme à l'intention d'une loi du Parlement, il peut en faire rapport à la Chambre. Un tel rapport ne doit comporter qu'une résolution qui, si le rapport est adopté, constituera un ordre de la Chambre enjoignant au gouvernement d'abroger le règlement ou le texte réglementaire en question ⁵⁰. Chaque règlement ou texte réglementaire que le Comité veut faire abroger par un ordre de la Chambre doit faire l'objet d'un rapport distinct, mais un seul rapport semblable peut être présenté à la Chambre au cours d'une même séance ⁵¹.

Lorsqu'un député présente un tel rapport, il doit prévenir la Chambre de sa nature, dire de quel texte réglementaire il s'agit et signaler que le rapport renferme l'extrait correspondant du texte en question⁵².

- Voir Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, p. 38, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839) (recommandation n° 6.1).
- 47. Journaux, 9 octobre 1985, p. 1082 (p. 5 de la Réponse du gouvernement).
- 48. Journaux, 6 février 1986, p. 1652-1653; 13 février 1986, p. 1710.
- Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 15 avril 1986, fascicule n° 29, p. 11, 22.
- 50. Depuis que l'article 123(1) a été amendé, le 18 décembre 1987 (Journaux, 18 décembre 1987, p. 2017), le rapport contient un court texte qui comprend une « résolution » portant abrogation d'un texte réglementaire, suivi de deux annexes. L'annexe A reproduit le texte de la disposition à révoquer et l'annexe B donne les raisons invoquées par le Comité à l'appui de cette recommandation (voir, par exemple, Journaux, 11 mai 1995, p. 1462-1463; Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbaux et témoignages, jeudi 11 mai 1995, fascicule n° 20, p. 9-15).
- 51. Art. 123(2) du Règlement. Voir les Journaux, 11 février 1999, p. 1500 et 12 février 1999, p. 1504 pour un exemple du Comité présentant deux rapports de révocation en deux jours consécutifs afin de se conformer à cette règle.
- 52. Art. 123(3) du Règlement. Débats, 19 février 1987, p. 3584 (Règlement sur les fruits, les légumes et le miel); 10 octobre 1991, p. 3557 (Décret sur les prêts aux expositions agricoles); 19 novembre 1991, p. 4987 (Règlement sur la santé des Indiens); 19 novembre 1992, p. 13605 (Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics); 11 mai 1995, p. 12445 (Règlement sur les propriétés de la Commission de la Capitale nationale et la circulation sur ces dernières); 11 février 1999, p. 11788 (Règlement sur les stupéfiants); 12 février 1999, p. 11843 (Règlement des aliments et drogues).

Dès qu'un tel rapport est présenté à la Chambre, un avis de motion d'adoption du rapport est automatiquement inscrit au Feuilleton des Avis par le Greffier de la Chambre au nom du député qui l'a présenté³³. Un seul avis de motion d'adoption peut paraître au Feuilleton des Avis pour chaque rapport. Après 48 heures, l'avis de motion est porté au Feuilleton sous la rubrique «Motions».

ADOPTION DU RAPPORT

La motion d'adoption du rapport est soit adoptée automatiquement, soit mise aux voix après examen.

Adoption automatique

Le Règlement dispose qu'une motion d'adoption de rapport est réputée avoir été proposée et adoptée le quinzième jour de séance après son inscription au Feuilleton (à moins qu'un ministre ne demande un débat)⁵⁴. La motion est réputée avoir été proposée et adoptée juste avant l'ajournement de la Chambre à la fin de la séance, et un ordre de la Chambre est automatiquement adressé à l'autorité compétente (habituellement le gouverneur en conseil) abrogeant le décret-loi en question⁵⁵. Si la Chambre ajourne avant l'heure habituelle d'ajournement, le rapport n'en est pas moins réputé adopté ⁵⁶.

Examen de la motion d'adoption

À la demande d'un ministre, la motion d'adoption est prise en considération. S'écartant tout à fait des pratiques habituelles de la Chambre, le Règlement énonce qu'une telle motion ne peut être prise en considération qu'à la demande d'un ministre (n'importe lequel), et que n'importe quel député peut proposer la motion au nom de

^{53.} Article 123(4) du Règlement.

^{54.} Art. 125 du Règlement.

^{55.} Ont été abrogés sans débat des articles du Décret sur les prêts aux expositions agricoles (Journaux, 18 novembre 1991, p. 677), du Règlement sur la santé des Indiens (Journaux, 12 décembre 1991, p. 938), du Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics (Journaux, 12 février 1993, p. 2426), du Règlement sur les propriétés de la Commission de la Capitale nationale et la circulation sur ces dernières (Journaux, 12 juin 1995, p. 1709), du Règlement sur les stupfaints et du Règlement des aliments et drogues (Journaux, 15 mars 1999, p. 1614). Dans le cas du Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics, le texte a été abrogé avant l'expiration des 15 jours de séance. Ce règlement désignait des zones précises sur la colline du Parlement pour la tenue de manifestations et d'autres activités, et permettait au ministre des Travaux publics ou à un agent de la paix d'interdire ou d'évincer toute personne qui ne s'y conformait pas. Il visait à mieux contrôler les bruits pouvant perturber les séances de la Chambre et l'accès aux édifices du Parlement. Le Comité s'est opposé au règlement, le jugeant contraire à la Charte canadienne des droits et libertés. Bien que le ministre des Travaux publics ait affirmé devant le Comité que le règlement n'était pas appliqué, ce n'est que lors du dépôt du rapport de révocation à la Chambre que le texte a été abrogé (voir les Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, 18 mars 1993, fascicule n° 24, p. 8).

^{56.} Voir, par exemple, Journaux, 12 décembre 1991, p. 938; Débats, p. 6215-6216.

son parrain⁵⁷. La façon dont la motion est prise en considération et examinée par la Chambre comporte plusieurs conditions particulières.

D'abord, le ministre doit en demander l'examen dans les 15 jours de séance qui suivent l'inscription de l'avis de motion d'adoption au Feuilleton en en donnant avis par écrit au moins 48 heures d'avance ⁵⁸. Une fois cette exigence remplie, un avis de débat est immédiatement inscrit au Feuilleton ⁵⁹. L'examen de la motion est automatiquement prévu pour 13 heures le premier mercredi après l'expiration du délai de 48 heures qui suit l'avis écrit ⁶⁰. Toutefois, si le débat n'a pas lieu avant la fin du quinzième jour de séance, le rapport est automatiquement réputé adopté. L'échéancier du débat varie donc considérablement selon le jour de la semaine où tombe le quinzième jour de séance. Comme le débat doit avoir lieu un mercredi, le délai qui est laissé au ministre pour agir peut être bien inférieur à 15 jours.

Même si un seul rapport peut être présenté au cours d'une séance et qu'une seule motion d'adoption de ce rapport peut être inscrite au *Feuilleton*, il peut arriver que, lorsque plusieurs rapports sont présentés des jours successifs, plus d'une motion d'adoption soit examinée le même mercredi. L'ordre de prise en considération est établi par un ministre et toutes les motions sont regroupées pour les fins du débat puis mises aux voix l'une après l'autre⁶¹.

Qu'une ou plusieurs motions d'adoption soient examinées un mercredi donné, seulement une heure leur est réservée, de 13 heures à 14 heures, et les délibérations ne peuvent porter que sur elles 62. Les députés qui participent au débat ne peuvent prendre la parole qu'une fois pendant au plus dix minutes 63. Il n'est permis d'en appeler au Règlement de la recevabilité d'un rapport qu'une fois que le Président a saisi la Chambre de tous les avis de motion d'adoption. Si un rapport est jugé irrecevable par la suite, la motion d'adoption est réputée avoir été retirée 64.

^{57.} Art. 124 du Règlement.

^{58.} Art. 54(1) et 124 du Règlement.

^{59.} Voir, par exemple, le Feuilleton du 17 mars 1987, p. 8.

^{60.} Art. 128(1) du Règlement.

^{61.} Art. 127 du Règlement.

^{62.} Art. 126(1) et 128(2) du Règlement.

^{63.} Art. 126(1)a) du Règlement.

^{64.} Art. 126(1)b) du Règlement. En 1987, le Président Fraser a mis en doute le libellé du premier rapport de révocation (Règlement sur les fruits, les légumes et le miel) présenté à la Chambre avant que la motion d'adoption soit mise aux voix. Il a signalé en particulier qu'en adoptant la motion d'adoption telle quelle, la Chambre ne ferait que convenir que le Comité peut proposer une motion portant abrogation d'un règlement, formule qui n'est pas prévue dans le Règlement, au lieu d'ordonner au ministère d'abroger le règlement. Le Président a toutefois indiqué qu'il accepterait pour cette fois que l'adoption du rapport entraîne un ordre de la Chambre enjoignant le ministère d'abroger le règlement. Il a aussi demandé au Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure de se pencher sur l'ambiguîté du Règlement (voir Débats, 18 mars 1987, p. 4285). L'article 123(1) du Règlement a été modifié par la suite de façon à spécifier que le rapport ne renferme qu'une résolution qui, si elle est adoptée, constituera un ordre de la Chambre demandant l'abrogation d'un texte réglementaire (voir Journaux, 18 décembre 1987, p. 2017).

À moins qu'on n'ait disposé de la ou des motions lorsque l'heure réservée à leur examen est écoulée (ou un peu plus tôt afin de ne pas empiéter sur la période réservée aux déclarations de députés), le Président doit interrompre les délibérations et mettre aux voix toute question nécessaire pour mettre fin aux délibérations à ce sujet⁶⁵. Si une motion d'adoption est agréée, la résolution formulée dans le rapport constitue un ordre de la Chambre demandant l'abrogation d'un décret-loi donné. Si la motion est rejetée, l'affaire en reste là 66. Les votes par appel nominal qui sont demandés sont automatiquement différés à l'heure habituelle d'ajournement, et la sonnerie d'appel ne se fait entendre que pendant au plus 15 minutes 67. Une fois différés, les votes ne peuvent plus être différés davantage par un whip de parti 68 et les dispositions du Règlement concernant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien sont suspendues jusqu'à ce que la Chambre ait disposé de toutes les questions 69. Lorsque les délibérations sur une ou plusieurs motions d'adoption prennent fin avant 14 heures, le Président suspend la séance jusqu'à 14 heures 70.



- 65. Art. 128(2)b) du Règlement.
- 66. En 1986, le Comité a obtenu du ministre responsable des Affaires réglementaires l'assurance que les votes pris en vertu de l'article 126(1) du Règlement ne seraient pas considérés comme des votes de défiance à l'égard du gouvernement (voir Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procès-verbaux et témoignages, 15 avril 1986, fascicule n° 29, p. 27).
- 67. Art. 126(1)c) du Règlement.
- Art. 126(2) du Règlement. Tous les whips ensemble ont toutefois le loisir de reporter les votes aux termes de l'art. 45(7) du Règlement.
- 69. Art. 126(3) du Règlement.
- 70. Art. 128(2)a) du Règlement. Il n'est arrivé qu'une fois, en mars 1987, qu'une motion d'adoption d'un tel rapport de comité fasse l'objet d'un débat. À la suite d'un bref débat, un amendement portant renvoi du rapport au Comité pour un examen plus approfondi a été adopté. La motion principale a ensuite été adoptée dans sa forme modifiée et la séance a été suspendue à 13 h 25. Voir Journaux, 18 mars 1987, p. 610; Débats, p. 4285-4288.

Les procédures financières



Pour que l'examen du Budget des dépenses soit mieux fait, il faut donner aux comités de plus nombreuses occasions d'influer sur les dépenses, de plus grands pouvoirs et une meilleure information. Une fois ces améliorations effectuées, les comités devraient être à même de voir d'un autre œil l'étude du Budget des dépenses.

COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE, cinquante et unième rapport (L'étude des crédits: boucler la boucle du contrôle) présenté à la Chambre le 10 décembre 1998 (Journaux, p. 1435)

e développement de la procédure parlementaire est étroitement associé à l'évolution des rapports financiers entre le Parlement et la Couronne. En tant que pouvoir exécutif ¹, la Couronne est responsable de la gestion de toutes les recettes de l'État, y compris les coûts des services publics ². La Couronne, sur l'avis des ministres, fait connaître les besoins financiers du gouvernement à la Chambre des communes qui, de son côté, autorise les «aides» (impôts) et les «crédits» (sommes allouées) nécessaires. Aucune taxe ne peut être levée ni aucun paiement effectué sans le consentement du Parlement.

Il a été dit du contrôle direct des finances nationales qu'il s'agissait de la «grande tâche du gouvernement

^{1.} La Loi constitutionnelle de 1867 attribue «le gouvernement et le pouvoir exécutifs du Canada» à la Couronne, à son gouverneur général et au Conseil privé pour le Canada (art. 9-11) et aux lieutenants-gouverneurs agissant sur l'avis du Conseil exécutif de chaque province (art. 58-67). Nommé par le représentant de la Couronne, le Cabinet fédéral constitue, de fait, l'exécutif fédéral. Mais il n'a d'existence juridique ou légale qu'en tant que partie effective du Conseil privé pour le Canada (McMenemy, p. 105).

^{2.} May, 6° éd., p. 546.

parlementaire moderne³». Ce contrôle s'exerce en deux temps. D'abord, le Parlement doit approuver toutes les mesures législatives donnant application à la politique gouvernementale et la Chambre des communes autorise à la fois le montant et l'objet ou la fin de toute dépense publique. Ensuite, par un examen des rapports annuels des ministères sur leur rendement, des Comptes publics et des rapports du vérificateur général, la Chambre s'assure que seules ont été effectuées les dépenses qu'elle avait autorisées⁴.

Les pratiques et procédures qui régissent l'emploi que fait le gouvernement des finances du pays sont pour l'essentiel définies dans la Loi constitutionnelle de 1867⁵, la Loi sur la gestion des finances publiques⁶, les conventions tacites et les règles de la Chambre des communes et du Sénat.

ÉLÉMENTS-CLÉS DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE

Les principaux éléments de la procédure financière du Parlement peuvent se résumer à ceux-ci:

Trésor: compte où sont déposés les impôts, tarifs, taxes d'accise et autres recettes perçus et ou puise le gouvernement pour trouver les fonds nécessaires à ses dépenses⁷. Recommandation royale: instrument par lequel la Couronne avise le Parlement de son intention de présenter une mesure législative qui aura un effet sur le Trésor⁸. Aux termes de la Constitution, seule la Couronne a l'initiative de telles mesures qui doivent d'abord être présentées à la Chambre des communes.

Subsides: processus par lequel le gouvernement soumet à l'approbation du Parlement ses prévisions de dépenses annuelles (le Budget des dépenses).

Pouvoir d'emprunt: autorisation que le gouvernement doit obtenir lorsque les recettes ne couvrent pas les dépenses.

Voies et moyens: processus par lequel le gouvernement expose sa politique économique (le Budget) et obtient l'autorité dont il a besoin pour augmenter les recettes par des taxes ou impôts.

Comptes publics: le rapport et l'examen annuels des dépenses du gouvernement.

Redlich, vol. III, p. 160. On trouvera une analyse détaillée des pratiques et institutions canadiennes en matière de contrôle parlementaire des finances dans Norman Ward, The Public Purse, A Study in Canadian Democracy, Toronto: University of Toronto Press, 1962.

^{4.} May, 22º éd., p. 732-733. Voir également Ward, p. 3-10.

^{5.} L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5.

^{6.} L.R.C. 1985, ch. F-11.

^{7.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 103.

^{8.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54.

LE CYCLE FINANCIER

L'année financière du gouvernement du Canada commence le 1^{et} avril et se termine le 31 mars⁹. Cependant, la planification de l'exercice commence bien avant avec la préparation des plans de dépenses des ministères, qui sont établis en fonction de la politique et des priorités budgétaires du gouvernement, et les consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances ¹⁰. Les plans de dépenses sont regroupés et soumis à la Chambre comme «Budget des dépenses principal». En même temps, le ministère des Finances rassemble l'information recueillie au moyen des consultations prébudgétaires et prépare ses prévisions économiques. Le Budget est le résultat des efforts du gouvernement pour concilier ses obligations de dépenses et ses prévisions de recettes.

Le Budget fait état des politiques et des priorités budgétaires, sociales et économiques du gouvernement, alors que le Budget des dépenses indique le détail des dépenses prévues pour la prochaine année financière. L'usage veut que le Budget soit présenté dans la seconde moitié de février, bien que le gouvernement n'y soit pas tenu¹¹. Normalement, le Budget des dépenses principal est déposé à la Chambre au plus tard le 1^{et} mars et soumis à l'approbation de la Chambre au plus tard le 23 juin¹².

En l'absence ou en attendant la rentrée de recettes provenant de taxes, d'impôts ou d'autres sources, si le gouvernement a besoin de fonds, il demandera l'autorisation d'emprunter. Si les besoins du gouvernement changent par rapport au Budget des dépenses principal, il sera demandé au Parlement d'approuver un Budget des dépenses « supplémentaire ».

Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 2. Jusqu'en 1906, l'exercice allait du 1st juillet au 30 juin. (Voir Débats, 10 mai 1906, col. 3140; Journaux, 19 juin 1906, p. 400; Débats, 13 juillet 1906, p. 7918.)

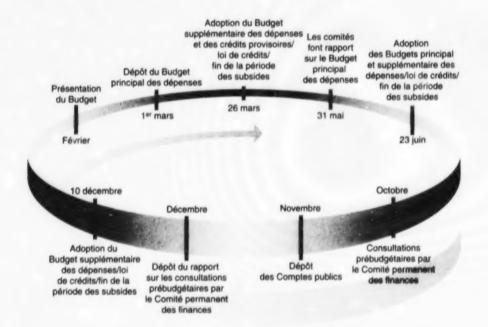
^{10.} Voir l'article 83.1 du Règlement.

^{11.} Le gouvernement n'est pas obligé de déposer un budget annuel, mais c'est l'usage suivi depuis le milieu des années 1980. Dans le but d'introduire une certaine régularité dans la présentation du Budget, les gouvernements s'efforcent dans la mesure du possible de présenter leur budget vers la mi-février, avant le dépôt du Budget principal des dépenses. (Michael Wilson, ministre des Finances, Le processus budgétaire canadien: propositions d'amélioration, Ottawa, ministère des Finances, mai 1985, p. 1-8; et Conseil du Trésor du Canada, Le système de gestion des dépenses du gouvernement du Canada, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1995, p. 5.) Voir ci-après la partie sur le « Budget ».

^{12.} Art. 81(4) et 81(18) du Règlement. L'article 81 prévoit des échéances précises pour l'examen et l'expédition par la Chambre des travaux des subsides. Si l'échéance du 1^{ex} mars est respectée, généralement la Chambre termine son examen du Budget des dépenses pour l'année avant le congé d'été. Si, en raison d'un ajournement imprévu ou d'une prorogation ou dissolution du Parlement, le délai du 1^{ex} mars n'est pas respecté ou que le Budget des dépenses n'est pas approuvé avant la fin de juin, le gouvernement, habituellement après avoir négocié avec les partis d'opposition, soumet un nouveau calendrier des travaux des subsides à l'approbation de la Chambre. (Voir, par exemple, *Journaux*, 29 avril 1980, p. 95-96; 4 avril 1989, p. 20-21; 4 mars 1996, p. 34-35 et 39-41; 23 septembre 1997, p. 14.)

Le dépôt des *Comptes publics du Canada* et du *Rapport annuel* du vérificateur général, suivi de leur examen par le Comité permanent des comptes publics, complète le cycle annuel des activités financières du gouvernement ¹³.

Figure 18.1 Le cycle financier



HISTORIQUE

Le système de finances publiques au Canada découle de la procédure parlementaire britannique, telle qu'elle existait à l'époque de la Confédération ¹⁴. Les procédures financières adoptées par la Chambre des communes canadienne en 1867 s'inspiraient des principes suivants:

- Que seul le Parlement peut lever des taxes et autoriser l'usage de fonds publics, mais qu'il ne peut le faire qu'au moyen d'une recommandation de la Couronne (recommandation royale), représentée au Canada par le gouverneur général;
- Qu'il doit être tenu compte des doléances de la Chambre des communes avant qu'elle examine et approuve les demandes budgétaires de la Couronne;
- Que la Chambre des communes a le contrôle exclusif des questions de finances publiques (impôts et dépenses) et que cette initiative appartient à la chambre basse ¹⁵; et
- Que toute mesure législative sanctionnant une dépense ou créant un impôt doit faire l'objet de l'examen le plus complet possible, tant à la Chambre qu'en comité 16.

Précédents britanniques

Tout le droit des finances, et par conséquent toute la constitution britannique, est fondé sur un principe fondamental, établi dès l'origine de l'histoire parlementaire anglaise et confirmé par trois cents ans ponctués de conflits

- 14. Comme l'indique le Préambule de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui énonce que le Canada aura une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni. C'est ainsi que les règles de procédure parlementaire en usage en Grande-Bretagne à l'époque serviront de guide dans les délibérations des chambres du Parlement canadien. En 1982, l'Acte deviendra la Loi constitutionnelle de 1867. (Voir également le chapitre 1, «Les institutions parlementaires».)
- 15. Depuis 1625, le droit exclusif des Communes britanniques à verser des sommes d'argent est pleinement reconnu et, depuis 1678, les Communes revendiquent également le droit exclusif de décider de l'usage de ces sommes (Redlich, vol. III, p. 115-116). Ce principe fondamentai a été bien établi en 1860 lorsque les Communes se sont opposées au refus des lords d'accepter un projet de loi de finances. La Chambre devait adopter par la suite une résolution affirmant son droit exclusif d'accorder des crédits. (Redlich, vol. III, p. 116-119. Voir également ci-après la section « Revendication par la Chambre de sa prérogative en matière de finances ».)
- 16. La règle des Communes qui veut que toute mesure sanctionnant une dépense ou créant un impôt découle de résolutions votées en comité piénier a été adoptée par le Parlement britannique en 1667. Au cours des guerres civiles, ces discussions se faisaient par des comités restreints pour éviter les pressions et le contrôle exercés par le Président, qui agissait au nom du roi. Les Communes devaient revenir aux comités pléniers, les comités restreints étant jugés trop facilement influençables par les conseillers privés et d'autres députés influents. La règle de 1667 se lisait ainsi: «Lorsqu'une motion est présentée à la Chambre pour obtenir des crédits ou prélever un impôt sur la population, l'examen et le débat sur la question ne devraient pas être entrepris immédiatement, mais devraient être ajournés à une date fixée par la Chambre; et un comité plénier devrait en être saisi et son avis communiqué à la Chambre avant qu'une résolution ou un vote soit pris par celle-ci» (Stewart, p. 99). Au moment de la Confédération, la règle avait été révisée: «Lorsqu'une motion est présentée à la Chambre pour obtenir des crédits ou faire un prélèvement sur les recettes publiques, qu'ils soient imputables au fonds consolidé ou payés à partir de crédits fournis par le Parlement, ou prélever un impôt sur la population [...]» (May, 6° éd., p. 549).

avec la Couronne et d'évolution tranquille. Toute taxe ou charge publique imposée à la nation pour les besoins de l'État, de quelque nature, doit être accordée par les représentants des citoyens et contribuables, c'est-à-dire par le Parlement ¹⁷.

La règle voulant qu'une loi sanctionne toute dépense ou taxe publique remonte loin dans l'histoire constitutionnelle ¹⁸. En Angleterre, au Moyen Âge, le roi devait payer la plupart des dépenses publiques (la cour, le clergé et l'armée) avec sa cassette personnelle. Si cela était impossible, il était obligé de demander des fonds en s'adressant au conseil commun du royaume, ou au Parlement, pour discuter des subsides (taxes et tarifs) à fournir pour les besoins de la Couronne. Dès les premières assemblées, il était généralement admis que lorsque le roi avait besoin de «subsides» ou «crédits», il devait non seulement demander le consentement à l'imposition d'une taxe, mais également quant à la manière d'en dépenser le produit. En 1295, le décret de convocation à un conseil, qui devait devenir le «Parlement modèle», proclamait que «ce qui tous concerne devrait être par tous approuvé».

Les premiers Parlements britanniques n'étaient pas des corps législatifs au sens moderne, mais plutôt des corps pétitionnaires. Ils présentaient des pétitions au roi et approuvaient les impôts (c'est-à-dire l'argent accordé à la Couronne) à condition que certains problèmes (ou doléances) énoncés dans les pétitions soient réglés ou que le roi fasse des concessions. Dès 1400, les Communes exigeaient que le roi réponde à leurs pétitions avant de lui accorder quelque argent que ce soit. Si le roi refusait, elles adoptaient la pratique d'en retarder l'attribution jusqu'au dernier jour de la session.

Avec le temps, les «conseils» devaient se diviser en deux «chambres» en fonction de leurs intérêts propres: la Chambre des lords et la Chambre des communes. En principe, chaque chambre prélevait ses propres impôts; aussi, il n'était pas considéré comme convenable que les lords décident de ce que les Communes devaient contribuer. D'autre part, comme la majeure partie de la charge fiscale incombait aux Communes, celles-ci en vinrent à accorder des crédits au monarque «sur l'avis et le consentement» des lords. La primauté des Communes en matière de taxation a été établie dès le début du quinzième siècle, lorsque Henri IV reconnut que toute décision d'accorder des crédits au Souverain devait être approuvée et par les lords et par les Communes et communes à la Couronne par le Président de la Chambre des communes.

Au départ, les Communes étaient satisfaites d'avoir l'initiative de l'attribution des subsides et crédits. Au fil du temps, les lords en vinrent toutefois à ajouter des dispositions aux projets de loi de finances des Communes, par le biais d'amendements. Aux yeux de la Chambre, il s'agissait d'une atteinte à sa prérogative de présenter toute mesure imposant une taxe ou une charge publique, ce qui donna lieu en 1678 à la résolution suivante:

^{17.} Redlich, vol. III, p. 114.

Le gros de cet historique est tiré d'un article d'Elmer A. Driedger, «Money Bills and the Senate», Ottawa Law Review, vol. 3 (automne 1968), p. 25-46. Voir aussi May, 6° éd.

^{19.} Ordonnance de 1407 sur l'indemnité des lords et des Communes (citée dans Driedger, p. 31).

Il appartient à la Chambre des communes seule d'attribuer des subsides et crédits, et toute aide à Sa Majesté au Parlement, et tout projet de loi prévoyant de tels subsides et crédits devrait prendre naissance aux Communes, car elles ont indiscutablement le droit d'y déterminer et désigner les objets, destinations, motifs, conditions, limitations et emplois de ces crédits, sans que la Chambre des lords puisse y apporter des modifications²⁰.

Vers la fin du dix-septième siècle, les principes de la procédure financière moderne — notamment l'examen annuel des finances par la Chambre des communes et la notion d'un contrôle effectif et permanent de la Chambre sur toutes les dépenses publiques — étaient bien établis. Leur évolution, qui s'est étirée sur plusieurs siècles, était tributaire de l'avènement et de l'abolition graduelle de la Liste civile, de la création d'un Fonds consolidé (maintenant appelé le Trésor) et du développement d'un système budgétaire par lequel le gouvernement reçoit du Parlement des crédits annuels de fonctionnement.

La Liste civile

La Liste civile ²¹ était à l'origine la liste du personnel non militaire au service de la Couronne dont la rémunération était payée par le Parlement ²². Il s'agissait du personnel au service du souverain, comme les domestiques, du personnel du service diplomatique et de divers officiers publics et de fonctionnaires. Jusque-là, ces dépenses étaient imputées aux revenus héréditaires du souverain et à certains impôts qui lui étaient votés à vie par le Parlement.

Au départ, le Parlement ne se préoccupait pas de la façon dont ces fonds étaient dépensés. Il était généralement admis que si la Couronne ne pouvait pas augmenter ses revenus sans le consentement du Parlement, elle était tout à fait libre de faire ce qu'elle voulait des fonds légitimes dont elle disposait. Cependant, comme les sommes votées par le Parlement étaient fréquemment insuffisantes, la Chambre était de plus en plus souvent appelée à accorder des fonds additionnels pour payer les dettes contractées par le souverain. De là vient l'usage d'attribuer à la Couronne des crédits à des fins précises.

Avec l'arrivée de la reine Victoria sur le trône en 1837, la Liste civile fut réduite aux seules dépenses nécessaires aux besoins personnels de la souveraine et de sa famille. Toute autre dépense civile était assumée par le trésor national et imputée sur le Fonds consolidé.

Le Fonds consolidé

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, la collecte et la dépense des deniers publics étaient étroitement liées. Les demandes de fonds de la Couronne, selon certains

^{20.} Hatsell, vol. III, p. 122-123. C'est de là que vient l'article 80(1) du Règlement de la Chambre des communes du Canada: «Il appartient à la Chambre des communes seule d'attribuer des subsides et crédits parlementaires au Souverain. Les projets de loi portant ouverture de ces crédits doivent prendre naissance à la Chambre des communes, qui a indiscutablement le droit d'y déterminer et désigner les objets, destinations, motifs, conditions, limitations et emplois de ces allocations législatives, sans que le Sénat puisse y apporter des modifications ».

Le terme «liste civile» était aussi en usage dans les colonies canadiennes.

^{22.} Fiedlich, vol. III, p. 161-162.

montants et à des fins précises, étaient examinées et approuvées par un comité plénier. Ensuite, un autre comité plénier examinait les « voies et moyens » recommandés pour trouver l'argent nécessaire pour couvrir les sommes approuvées. Les travaux du premier comité, qui allait devenir le Comité des subsides, menaient directement aux travaux du second, le Comité des voies et moyens. C'est seulement une fois prise la décision du Comité des voies et moyens qu'était présenté un projet de loi autorisant la Couronne à réunir des fonds, selon les montants et de la manière approuvés par ledit comité, et à les dépenser dans les limites et aux fins approuvées par le Comité des subsides.

Ce mariage de la taxation et des dépenses a duré jusqu'en 1786, lorsque la création d'un fonds consolidé ²³ devait éliminer la nécessité de faire correspondre telle dépense à telle recette ²⁴. Une fois que le Comité des subsides avait consenti à la dépense de certaines sommes, le Comité des voies et moyens se tournait vers le Fonds consolidé pour couvrir les dépenses approuvées. L'idée d'un projet de loi portant «affectation de crédits» a été introduite pour affecter à partir du Fonds les sommes nécessaires aux fins prévues. Un tel projet de loi ne fait qu'affecter des fonds, il n'oblige en rien la Couronne à dépenser, en entier ou en partie, les fonds ainsi réservés. En outre, les crédits sont toujours prévus pour une période donnée; le pouvoir de dépenser se termine avec la fin de l'année financière à laquelle le projet de loi s'applique ²⁵.

Ainsi, deux processus financiers gouvernementaux se mirent en place: les travaux des subsides, processus par lequel les dépenses à des fins précises étaient approuvées, ce qui signifiait l'adoption de projets de loi de crédits; et les travaux des voies et moyens, processus qui aboutissait aux projets de loi d'imposition permettant de réunir les fonds nécessaires pour renflouer le Fonds consolidé.

Depuis la mise en place du Fonds consolidé, toutes les dépenses de l'État sont autorisées soit par une loi précise (permanente) soit par un crédit annuel. Ce sont les crédits annuels que la Chambre est appelée à examiner chaque année.

Le Budget des dépenses

Vers la fin du dix-septième siècle, avec les interminables différends coloniaux de l'Angleterre avec la France et l'Espagne et les leçons tirées de deux guerres civiles, la nécessité de maintenir une armée nationale permanente sous le contrôle du Parlement devint évidente. Auparavant, le monarque se contentait de lever une armée chaque fois qu'il fallait faire la guerre.

L'établissement de forces militaires permanentes nécessitait des crédits pour couvrir le coût du personnel, des guerres et des fortifications ²⁶. En 1689, le Parlement britannique adopta le *Mutiny Act*, une loi qui devait être adoptée chaque année.

^{23.} Au Canada, ce fonds (appelé hier encore Fonds du revenu consolidé) s'appelle le Trésor.

^{24.} En 1715, un «fonds collectif» — qui devait être alimenté à partir de sources bien précises et servir à couvrir des charges de nature permanente — était institué sous George I[∞]. Toutefois, ce n'est qu'avec la création du Fonds consolidé en 1786 que toutes les recettes de l'État aboutiraient à la même caisse, sur laquelle toutes les dépenses de l'État seraient imputées (Redlich, vol. III, p. 163-164).

^{25.} Stewart, p. 109.

^{26.} Redlich, vol. III, p. 165.

La loi limitait le recours à la loi martiale et fixait le nombre du personnel militaire. Elle autorisait également l'attribution de crédits suffisants pour couvrir la solde des militaires, le coût du matériel militaire et de la construction de navires pour cette année-là. C'est ainsi que le Parlement britannique régularisa l'exercice annuel des crédits pour l'armée et la marine, ce qui devait donner naissance à l'usage parlementaire d'autoriser des crédits annuels pour les activités du gouvernement. Les principes de cette procédure obligent le gouvernement à ne dépenser pour les affaires publiques que les sommes (prévisions) approuvées par le Parlement, et lui interdisent d'employer les crédits prévus pour un certain usage à d'autres fins (c'est-à-dire de faire des virements)²⁷. Avec la croissance du gouvernement civil, plusieurs postes de dépenses civiles finirent par être financés uniquement par des crédits parlementaires annuels ²⁸.

Les procédures financières dans les colonies canadiennes

À la fin du dix-huitième siècle, la plupart des colonies britanniques d'Amérique du Nord s'étaient dotées d'institutions politiques représentatives ¹⁹. Pen lant des années, l'administration coloniale sera victime de dissensions, en raison des intérêts souvent irréconciliables des gouverneurs nommés et des représentants élus. L'essentiel du différend tenait à la question de savoir qui gérerait les deniers publics ³⁰. Dès la Confédération, les assemblées populaires de l'Amérique du Nord britannique avaient cependant affirmé leur droit de décider des impôts à lever et de leur usage, répondant ainsi au principe de la responsabilité gouvernementale, qui suppose que pour gouverner l'exécutif doit avoir la confiance ou l'appui de la Chambre des communes. Les droits et le rôle du Parlement en matière d'imposition et de dépenses trouvent leur origine dans les règles et procédures des assemblées qui l'ont précédé³¹. En 1867, la Chambre des communes canadienne a adopté les règles de l'ancienne Assemblée législative de la Province du Canada, y compris celles régissant la fiscalité et les dépenses³².

Le Haut-Canada

À l'origine, le coût de l'administration coloniale du Haut-Canada était entièrement payé par le Parlement britannique. Cependant, en 1817, l'exécutif de l'Assemblée demanda un crédit pour couvrir certains frais administratifs dépassant la somme autorisée par Westminster. Jusque-là, la Grande-Bretagne avait épongé ces dépassements, mais vu la richesse croissante et la relative prospérité de la colonie, il fut demandé à la population locale de financer ces dépenses. Il n'est donc pas surprenant que les représentants élus demandèrent à avoir leur mot à dire dans la façon de dépenser cet argent. Ils exigèrent en outre que le gouverneur et le Conseil exécutif

^{27.} Redlich, vol. III, p. 167-168.

^{28.} Redlich, vol. III, p. 165.

^{29.} Voir le chapitre 1, «Les institutions parlementaires».

^{30.} Bourinot, 4º éd., p. 8.

^{31.} Voir O'Brien, p. 89-93, 175-180, 286-292 et 361-363; et Bourinot, 4º éd., p. 9-11.

^{32.} Journaux, 7 novembre 1867, p. 5.

ne fasse aucune dépense qui n'aurait pas été approuvée par l'Assemblée, et que les

crédits ne servent qu'aux fins pour lesquelles ils étaient prévus.

Les crédits (ou autorisations de dépenser) furent rarement refusés³³. Même lorsque cela se produisit (en 1818, 1825 et 1836), ce fut sans conséquence. De fait, la Couronne semblait se soucier assez peu des sommes votées par la Chambre. Celle-ci n'en continua pas moins à prendre la procédure des crédits au sérieux, jugeant qu'un détournement des crédits parlementaires était un «grand crime» et affirmant le droit indiscutable de la chambre élue à déterminer le comment et le combien des dépenses publiques.

Vers 1840, la procédure des crédits à l'Assemblée était à peu près en place. Une fois présentées, les prévisions étaient renvoyées à un comité restreint permanent des finances. Le rapport du comité était transmis au Comité des subsides (un comité plénier)³⁴, qui à son tour faisait rapport à la Chambre sur diverses résolutions, chacune étant une recommandation d'accorder de l'argent pour un article donné. Une fois adoptées, les résolutions étaient transmises à un comité spécial de deux députés, chargé de rédiger les projets de loi correspondants. Plusieurs projets étaient ensuite présentés.

Le Bas-Canada

Avant 1818, le Conseil exécutif ne demandait aucun crédit à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, de sorte qu'aucun Budget des dépenses n'était déposé. La Chambre tentait néanmoins d'exercer un certain contrôle par son examen annuel des comptes publics. Jusqu'en 1812, les comptes publics étaient examinés par un comité plénier, après quoi un comité spécial de cinq membres en était saisi. À partir de 1818, le Budget des dépenses était aussi renvoyé à ce comité. Les nombreuses critiques qu'il adressait à l'administration pour avoir dépensé des sommes sans le consentement de la Chambre d'assemblée incitèrent la Chambre à statuer que l'emploi de deniers publics sans l'autorisation d'une loi était «une atteinte aux privilèges de la Chambre et sapait les fondements du gouvernement de la province, tel qu'établi par la loi ». La Chambre devait aussi mettre en garde qu'elle tiendrait le receveur général responsable de toutes les sommes perçues 35.

Dans ses tentatives de contrôler l'administration, la Chambre d'assemblée utilisa d'autres moyens, comme le refus de voter les crédits, le refus d'examiner les mesures législatives avant que ses doléances soient satisfaites, l'ajout d'articles aux projets de loi portant affectation de crédits en l'absence d'une loi habilitante; ce dernier moyen obligea l'exécutif à choisir entre voter les articles annexés ou perdre les crédits.

La Province du Canada

En 1840, le Parlement britannique adoptait l'Acte d'Union qui réunissait le Haut et le Bas-Canada³⁶. Cette loi posait en principe qu'un gouvernement doit avoir la

^{33.} O'Brien, p. 92-93.

^{34.} L'Assemblée qui se forme en comité. Voir également le chapitre 19, « Les comités pléniers ».

^{35.} O'Brien, p. 176.

^{36.} Acte d'Union (1840), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4.

confiance des représentants du peuple ³⁷. C'est également par l'Acte d'Union que la prérogative royale sur les mesures financières a été introduite dans le droit parlementaire canadien. Avant 1840, tout élu d'une assemblée législative du Canada pouvait soumettre à l'examen de l'assemblée un projet de loi ayant des implications pécuniaires. Les gouverneurs voyaient cette pratique d'un mauvais œil, jugeant que cela nuisait au bon fonctionnement du gouvernement ³⁸. Pour sa part, lord Durham croyait sincèrement que «la prérogative de la Couronne, qui est constamment exercée en Grande-Bretagne pour la vraie protection du peuple, n'aurait jamais dû être délaissée dans les colonies; et que si [on l'y] introduisait [...], on pourrait sagement l'appliquer à protéger l'intérêt public, souvent sacrifié maintenant dans la mêlée pour la répartition des fonds publics qui sert surtout à donner une influence indue à certains individus ou partis ³⁹ ».

Il fut établi un Fonds du revenu consolidé auquel seraient imputées toutes les dépenses liées à la perception, la gestion et le recouvrement des recettes, tous les intérêts sur la dette publique et la rémunération du clergé et des officiels inscrits sur la Liste civile 40. Une fois ces charges déduites, tout excédent pouvait servir aux services publics, de la manière jugée convenable par le Parlement 41. Tout vote, résolution ou projet de loi nécessitant la dépense de fonds publics devait d'abord être recommandé par le gouverneur général 42.

Les différends sur le contrôle des crédits ne disparurent pas pour autant, mais aucun ministère ne fut défait sur une loi de crédits. De fait, même lorsqu'il y avaun changement de gouvernement, le projet de loi de crédits était souvent repris et appliqué par la nouvelle administration ⁴³. Ainsi, en 1867, le vote de confiance avait pratiquement remplacé le refus d'accorder des crédits comme le moyen préféré de l'Assemblée pour contrôler l'administration du gouvernement.

Les procédures financières à la Chambre des communes canadienne

La Loi constitutionnelle de 1867 dispose que tout projet de loi portant affectation d'une partie des revenus publics ou créant une taxe ou un impôt doit émaner de la Chambre des communes⁴⁴. Elle interdit à la Chambre d'adopter une mesure portant affectation des revenus publics ou créant une taxe ou un impôt qui n'aurait pas d'abord été recommandée par le gouverneur général pendant la session où la résolution a été

^{37.} Bourinot, 4º éd., p. 12. Bourinot rappelle qu'en 1849 le gouverneur de la Nouvelle-Écosse, sir John Harvey, fut avisé par le ministère des colonies qu'il n'était « ni possible ni souhaitable de gouverner l'une ou l'autre des provinces britanniques d'Amérique du Nord en opposition aux opinions des habitants ».

^{38.} Bourinot, 1^{rt} éd., p. 463.

Le Rapport Durham, Montréal, Les Éditions Sainte-Marie. 1969, p. 117. Traduction de Denis Bertrand et André Lavallée.

^{40.} Acte d'Union (1840), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. L-LVI.

^{41.} Acte d'Union (1840), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. LVII.

^{42.} Acte d'Union (1840), L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. LVII.

^{43.} O'Brien, p. 361.

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 53. L'origine de cet article dans les textes constitutionnels remonte à l'Acte d'Union de 1840, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4, art. LVII.

proposée⁴⁵. D'autres articles prévoient la création d'un fonds du revenu consolidé et son utilisation pour les services publics⁴⁶.

Le Règlement de 1867 à 1968

Les premières éditions du Règlement de la Chambre des communes codifiaient les règles des usages et procédures parlementaires consacrées par l'histoire parlementaire britannique et, par la suite, les règles et procédures des différentes assemblées législatives des colonies.

Le principe capital régissant l'examen des mesures financières par le Parlement voulait qu'on leur accorde le plus large examen possible, en comité et à la Chambre. Le but était «d'éviter que le Parlement, par un vote imprévu ou hâtif, n'engage des dépenses ou n'approuve des mesures pouvant entraîner des dépenses lourdes et permanentes pour le pays 47 ». Pour les besoins du débat, le règlement de 1867 disposait que les mesures financières devaient d'abord être examinées par un comité plénier avant d'être discutées à la Chambre 48. En 1874, la Chambre convenait de nommer désormais au début de chaque session un comité des subsides et un comité des voies et moyens⁴⁹. Le Comité des subsides approuvait le Budget des dépenses annuel du gouvernement, alors que le Comité des voies et moyens examinait les propositions de recettes du gouvernement et approuvait les prélèvements sur le Fonds du revenu consolidé pour couvrir les mesures contenues dans le Budget des dépenses. Pour prémunir la Chambre contre des décisions financières hâtives, une règle disposait qu'une motion «pour une aide publique, ou charge sur le public» ne pouvait être prise en considération immédiatement, mais devait être ajournée à une autre séance 50. Il s'agissait «d'éviter que les députés soient poussés à prendre une décision trop vite et de donner à chacun tout le loisir d'exposer ses raisons pour appuyer ou rejeter la mesure 51 ».

La première édition du Règlement, sous la rubrique « Aides et Subsides », comportait une référence à la *Loi constitutionnelle de 1867* selon laquelle seule la Couronne avait l'initiative de proposer des recettes ou dépenses. La règle prévoyait en outre qu'une mesure décrétant une « aide publique » (dépense) ou une « charge sur le

^{45.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54.

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 102 à 106. À l'époque de la Confédération, la Province du Canada disposait d'une formule semblable.

^{47.} Bourinot, 4º éd., p. 404-405.

^{48.} Constitutions, règles et règlements de la Chambre des Communes, 1868, règle 88.

^{49.} Journaux, 31 mars 1874, p. 10; voir la règle 87 de 1876 de la Chambre. Jusqu'en 1874, la Chambre devait d'abord adopter une motion portant «que les subsides soient accordés à Sa Majesté». Suivant immédiatement l'ordre d'ouvrir le débat sur le discours du Trône, la motion permettait de désigner un comité des subsides et d'inscrire l'examen des crédits à l'ordre du jour. (Voir aussi Bourinot, 1º éd., p. 477.)

^{50.} Constitutions, règles et règlements de la Chambre des Communes, 1868, règle 88.

^{51.} Bourinot, 1º éd., p. 462-463.

public » (impôt) devait d'abord être présentée à la Chambre; autrement dit, seule la Chambre pouvait accorder des crédits ⁵².

En gros, les procédures financières instaurées par ces règles demeureront inchangées pendant 100 ans 53. Toutefois, les partis d'opposition finiront par recourir aux procédures financières pour retarder, voire empêcher l'adoption par le gouvernement de mesures financières. C'est ainsi que vers la fin des années 1960, ces procédures — qui étaient demeurées à peu près inchangées pendant un siècle — seront révisées en profondeur et rationalisées. Cette réforme devait respecter et garantir deux principes contradictoires: le droit pour le gouvernement de faire adopter ses mesures financières par le Parlement et le droit pour l'opposition d'attirer l'attention sur les éléments qui méritent examen, d'en retarder l'adoption et de les mettre en discussion.

LA RECOMMANDATION ROYALE

Dans le régime canadien, seule la Couronne a l'initiative des dépenses publiques et le Parlement peut seulement autoriser les dépenses recommandées par le gouverneur général ⁵⁴. Cette prérogative, appelée «initiative financière de la Couronne», est la pierre d'assise du système de la responsabilité ministérielle et prend la forme d'une «recommandation royale». Par cette prérogative, le gouvernement a l'obligation de présenter un budget complet et d'indiquer comment les fonds seront dépensés, et il est également responsable de l'utilisation effective de ces fonds. La *Loi constitutionnelle de 1867* dispose qu'«il ne sera pas loisible à la Chambre des communes d'adopter aucune résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, qui n'aura pas, au préalable, été recommandé à la chambre par un message du gouverneur général durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé ⁵⁵». Cet article de la Constitution a son pendant dans le Règlement de la Chambre ⁵⁶.

Pour les cent premières années de la Confédération, toute mesure portant affectation de crédits devait être précédée d'une résolution de la Chambre, dont le libellé devait définir avec précision le montant et le but du crédit demandé. La résolution était proposée par un ministre et recommandée par le gouverneur général ⁵⁷. Dans le projet de loi qui suivait, chaque article impliquant une dépense devait être conforme aux dispositions de la résolution et aucun député ne pouvait y proposer des amendements qui auraient eu pour effet d'accroître le montant prévu dans la résolution ou

^{52.} Constitutions, règles et règlements de la Chambre des Communes, 1868, règle 89.

En 1968, la Chambre modifiait son règlement pour annualiser l'examen des crédits. Voir ci-après les sections sur « Les travaux des subsides ».

Bourinot, 1th éd., p. 462. Une dépense publique est réputée imputée au budget public. Voir également la décision du Président Parent, Débats, 12 février 1998, p. 3765.

^{55.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54.

^{56.} Art. 79(1) du Règlement.

Voir, par exemple, Journaux, 24 avril 1873, p. 205-206; 8 mai 1873, p. 302-304; 20 mai 1873, p. 396-399;
 2 juin 1960, p. 527-528; 7 juin 1960, p. 539-540.

d'en modifier le but tel qu'autorisé par la résolution ⁵⁸. Pour modifier un article portant affectation de crédits, le gouvernement devait d'abord obtenir une nouvelle résolution de la Chambre, toujours recommandée par le gouverneur général, renfermant la modification proposée.

Vu que le débat sur la résolution financière était souvent repris à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi, la Chambre a supprimé l'étape de la résolution en 1968⁵⁹. Désormais, la recommandation de la Couronne serait transmise à la Chambre sous forme d'avis imprimé paraissant dans le Feuilleton des Avis, et de nouveau dans les Journaux une fois le projet de loi présenté; elle serait aussi imprimée et annexée au texte du projet de loi ⁶⁰. Cette modification ne change pas l'obligation constitutionnelle d'une recommandation royale, ni sa forme, mais seulement la procédure à suivre.

En 1994, le Règlement a de nouveau été modifié pour éliminer l'obligation de transmettre une recommandation royale à la Chambre avant la présentation d'un projet de loi ⁶¹. La recommandation royale peut désormais suivre la présentation du projet de loi à la Chambre, à condition que ce soit avant la troisième lecture et l'adoption du texte. Cependant, le gouvernement a conservé la pratique de joindre la recommandation royale à ses propres projets de loi à l'étape de l'avis de présentation à la Chambre ⁶². La recommandation royale qui accompagne un projet de loi doit toujours paraître dans le *Feuilleton des Avis*, figurer dans le projet de loi ou y être annexée et paraître dans les *Journaux*.

En général, il y a deux types de mesures qui autorisent le Parlement à dépenser et qui nécessitent de ce fait une recommandation royale⁶³:

- 58. Voir, par exemple, Journaux, 11 avril 1939, p. 325.
- Voir le cinquième rapport du Comité spécial de la procédure de la Chambre, Journaux, 20 décembre 1968, p. 562, 573 et 579.
- 60. La règle est la suivante: «Le message et la recommandation du Gouverneur général à l'égard de tout projet de loi comportant l'affectation d'une taxe ou de tout impôt doivent être imprimés au Feuilleton des Avis et dans les Procès-verbaux au moment où ladite mesure est sur le point d'être présentée, et le texte de ladite recommandation doit figurer dans ledit projet de loi ou y être annexé. » (Voir l'article 61(2) du Règlement de 1968, Journaux, 20 décembre 1968, p. 573.)
- 61. Art. 79(2) du Règlement. Voir le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 9 juin 1994, réunion n° 16, p. 6-7. Voir aussi Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563.
- 62. Voir, par exemple, les projets de loi C-14, Loi concernant la sûreté et l'efficacité des produits entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine ou utilisés pour la traiter (Journaux, 30 octobre 1997, p. 173), et C-15, Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada et d'autres lois en conséquence (Journaux, 30 octobre 1997, p. 173). À l'occasion, le gouvernement a produit la recommandation royale après la première lecture. Voir, par exemple, le projet de loi C-45, Loi modifiant le Code criminel (révision judiciaire de l'inadmissibilité à la libération conditionnelle) et une autre loi en conséquence, dont le dépôt et la première lecture le 11 juin 1996 (Journaux, p. 510) précédèrent la recommandation royale, produite à l'étape de la deuxième lecture le 14 juin 1996 (Journaux, p. 553).
- 63. Pour un examen de la recommandation royale, voir R.R. Walsh, «Quelques commentaires sur l'article 54 et l'initiative de la Couronne en matière financière», Revue parlementaire canadienne, été 1994, p. 22. Depuis quelques années, les projets de loi portant pouvoir d'emprunt sont accompagnés d'une recommandation royale (voir, par exemple, Journaux, 23 février 1994, p. 188; 27 février 1995, p. 1174; 6 mars 1996, p. 55).

- Les projets de loi de crédits qui autorisent les prélèvements sur le Trésor selon les montants approuvés dans le Budget des dépenses;
- Les projets de loi qui autorisent de nouveaux prélèvements à des fins non prévues dans le Budget des dépenses⁶⁴. Le prélèvement ainsi créé doit être «nouveau et distinct»; autrement dit, il ne doit pas être prévu autrement par une autorisation générale⁶⁵.

Un crédit accompagné d'une recommandation royale, bien qu'il puisse être réduit, ne peut être augmenté ni redistribué sans une nouvelle recommandation 66. Vu que la Chambre des communes a seule l'initiative des mesures législatives financières, aucun projet de loi nécessitant une recommandation royale ne peut être présenté au Sénat 67.

En plus de fixer le montant du prélèvement, la recommandation royale en définit l'objet, les fins et les conditions. Un amendement qui augmente le montant du prélèvement ou qui en élargit l'objet, les fins, les conditions ou les réserves est irrecevable du fait qu'il empiète sur l'initiative financière de la Couronne⁶⁸. Toutefois, la recommandation royale n'est pas nécessaire si l'amendement a pour effet de réduire des impôts qui sont normalement exigibles⁶⁹.

Les règles de la recommandation royale s'appliquent aussi aux projets de loi parrainés par les députés ⁷⁰. Par le passé, lorsqu'un projet de loi empiétait sur l'initiative financière de la Couronne, le Président ne permettait pas qu'il suive son cours ⁷¹. Cependant, depuis que la règle a été modifiée en 1994, on permet que des projets de loi de députés impliquant des dépenses publiques soient présentés et suivent la filière législative, en supposant qu'un ministre produira une recommandation royale avant la troisième lecture et l'adoption du projet de loi ⁷². Si la recommandation royale

- 64. May, 22º éd., p. 733. Voir également Comité sénatorial permanent des finances nationales, Délibérations, 21 mars 1990, fascicule nº 20, p. 6.
- 85. May, 22° éd., p. 763. Le Président Parent a statué que dans le cas du paiement d'indemnisations pour une chose dont le gouvernement est autorisé à assumer la responsabilité, une recommandation royale n'est pas requise pour étendre cette responsabilité (*Débats*, 12 février 1998, p. 3766). « S'il existe déjà une autorisation d'effectuer les paiements auxquels le projet de loi se rapporte, nulle autre résolution ni recommandation n'est requise» (May, 21° éd., p. 717). Voir aussi la décision du Président Parent, *Débats*, 10 février 1998, p. 3647-3648.
- 66. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 21 juin 1972, p. 396-
- 67. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, n° 5, art. 53 et art. 80(1) du Règlement. Voir, par exemple, les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 12 novembre 1969, p. 79-80; 12 juin 1973, p. 401-402. Voir aussi la décision du Président Parent, Débats, 12 février 1998, p. 3765.
- Voir Journaux, 11 avril 1939, p. 325. Voir aussi les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 21 juin 1972, p. 396 et 5 février 1973, p. 93.
- 69. Voir la décision du Président Parent, Débats, 16 octobre 1995, p. 15410.
- 70. Pour en savoir plus sur les projets de loi des députés, voir le chapitre 16, «Le processus législatif», et le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».
- Pour des exemples de projets de loi de députés jugés irrecevables pour empiétement sur l'initiative financière de la Couronne, voir Débats, 20 avril 1971, p. 5093-5094, 5096-5097; 6 février 1973, p. 1018; 18 septembre 1973, p. 6690.
- 72. Voir, par exemple, Journaux, 6 décembre 1994, p. 997; Débats, 6 décembre 1994, p. 8734.

n'arrive pas à temps pour la troisième lecture, le Président devra mettre un terme aux délibérations et juger la mesure irrecevable. Il est du devoir du Président de s'assurer que les dispositions du Règlement sur la recommandation royale, ainsi que la prescription constitutionnelle, sont respectées. Aucune règle de la procédure financière ne permet au Président de laisser la Chambre décider ou de s'en remettre à son consentement unanime ⁷³.

REVENDICATION PAR LA CHAMBRE DE SA PRÉROGATIVE EN MATIÈRE DE FINANCES

La Constitution et le Règlement de la Chambre prévoient qu'un projet de loi portant affectation de crédits (une diminution des recettes publiques) ou imposant une taxe ou un impôt (un prélèvement sur les contribuables) doit d'abord être présenté et adopté à la Chambre des communes 74. Le Président a déjà jugé qu'un projet de loi du Sénat portant affectation de deniers publics ne pouvait être présenté à la Chambre et ordonné que l'avis de première lecture soit rayé du Feuilleton 75. Le Président a aussi statué qu'un projet de loi du Sénat, qui avait franchi l'étape de la première lecture à la Chambre, imposait de fait une taxe et aurait dû provenir de la Chambre; la procédure entreprise a été déclarée nulle et sans effet et il a été ordonné que le projet de loi soit rayé du Feuilleton 76.

De l'avis de la Chambre, une mesure financière ne peut être modifiée par le Sénat ⁷⁷. Régulièrement depuis la Confédération le Sénat a réaffirmé le droit de modifier les projets de loi de finances ⁷⁸. La plupart des différends entre les deux chambres tournent autour de la question du pouvoir du Sénat de modifier les mesures financières. Certains soutiennent que le Sénat doit se limiter à adopter ou rejeter ces mesures ⁷⁹. D'autres prétendent que le Sénat a tous les pouvoirs pour les modifier, à condition qu'il n'augmente pas le montant du crédit ou de l'impôt ⁸⁰. La question est de savoir si un projet de loi de finances est une mesure qui contient toute disposition financière ou dont l'objet premier ou exclusif est financier et, par voie de conséquence, si les restrictions au pouvoir du Sénat de le modifier devraient s'étendre à

Voir la décision du vice-président Laniel, Débats, 9 novembre 1978, p. 975-977. Voir également la décision du vice-président Francis, Débats, 3 novembre 1983, p. 28655-28657.

^{74.} Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 53. Art. 80(1) du Règlement.

^{75.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 12 novembre 1969, p. 79-80.

^{76.} Voir la décision du Président Parent sur le projet de loi S-13, Débats, 2 décembre 1998, p. 10788-10791.

^{77.} Art. 80(1) du Règlement.

^{78.} En 1918, le Sénat chargea un comité spécial de déterminer ses droits relatifs aux projets de loi de finances, sous la présidence du sénateur Ross. Le Comité remit son rapport au Sénat le 15 mai 1918. Voir le deuxième rapport du Comité spécial sur les droits du Sénat en matière de législation financière (mesures financières) (rapport Ross), Journaux du Sénat, 15 mai 1918, p. 193-205. Voir aussi James Robertson, La législation financière et le Sénat, Bibliothèque du Parlement, 19 avril 1990.

L'argument veut qu'un projet de loi de finances qui a été modifié par le Sénat n'est plus le même texte qui a été présenté à la Chambre des communes (*Dreidger*, p. 41).

Voir le rapport Ross présenté au Sénat le 15 mai 1918 (Journaux du Sénat, p. 193-205) et adopté le 22 mai 1918 (Journaux du Sénat, p. 241). Voir aussi Robertson, p. 10-12.

l'ensemble du projet de loi ou uniquement à ses aspects financiers. Une autre question est de savoir si le Sénat peut proposer des amendements à un projet de loi qui modifie une loi financière existante 81. Dans certains cas, la Chambre des communes a rejeté les amendements du Sénat et revendiqué son privilège financier 82. Mais dans d'autres cas, la Chambre a renoncé à son privilège et accepté les amendements du Sénat⁸³. Lorsque les Communes acceptent des amendements du Sénat (à un projet de loi portant affectation de crédits ou créant un impôt), elles renoncent habituellement à leur privilège financier, tout en insistant sur le fait que la décision en l'espèce ne constitue pas un précédent 84. Il est cependant arrivé à l'occasion que la Chambre accepte ou rejette des amendements sans invoquer ses privilèges 85. En deux occasions au moins, le Président a refusé d'écarter des amendements du Sénat à une mesure financière, en maintenant que c'est à la Chambre et non au Président qu'il appartient d'invoquer ses privilèges ou d'y renoncer 86. Bien que le Président ait reconnu son devoir d'attirer l'attention de la Chambre sur un projet de loi ou un amendement du Sénat qui empiète sur ses privilèges 87, il ne se prononce pas sur le droit du Sénat de modifier une mesure financière, étant donné qu'il s'agit d'une question constitutionnelle 88. Par contre, des projets de loi du Sénat ont été écartés pour le motif qu'ils contrevenaient au principe constitutionnel voulant que les mesures financières émanent de la Chambre et soient présentées à l'initiative de la Couronne 89.

- La question s'est posée au sujet du projet de loi C-21, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage (deuxième session (1989-1991), 34º législature).
- Voir, par exemple, Journaux, 23 mai 1873, p. 429-430; 18 juillet 1959, p. 750-751; 6 juillet 1961, p. 812;
 18 juillet 1988, p. 3210 et 3223-3224; et 9 mai 1990, p. 1668-1670.
- 83. Voir, par exemple, Journaux, 23 mai 1874, p. 335; 15 septembre 1917, p. 663-664; 23 mai 1918, p. 351; 11 juin 1941, p. 491-492; 20 mars 1997, p. 1326-1327. La prescription qu'un projet de loi portant affectation de crédits ou créant un impôt doit être présentée en premier à la Chambre des communes figure dans la Constitution et ne peut être écartée par la Chambre, alors que le principe selon lequel de telles mesures ne peuvent être modifiées par le Sénat est un privilège revendiqué par la Chambre (art. 80(1) du Règlement); de ce fait, la Chambre peut y renoncer.
- 84. Le Président a statué que pour renoncer à son privilège en matière financière la Chambre doit suspendre l'article 80(1) du Règlement. Cela se fait habit ellement avec le consentement de la Chambre. Mais s'il n'y a pas consentement, une motion portant suspension doit être proposée et décidée, après qu'il en a été donné avis selon la procédure (voir la décision du Président Michener, Journaux, 14 juillet 1959, p. 708-710; voir aussi Débats, 14 juillet 1959, p. 6266-6274).
- 85. Voir, par exemple, Journaux, 15 mai 1989, p. 222-223.
- Voir les décisions du Président Fraser, Débats, 11 juillet 1988, p. 17384, et 26 avril 1990, p. 10723. Voir aussi la décision du Président Rhodes, Journaux, 15 septembre 1917, p. 663-664.
- 87. Voir la décision du Président Michener, Journaux, 14 juillet 1959, p. 708.
- Voir les décisions de Présidents: Journaux, 15 septembre 1917, p. 663; 14 juillet 1959, p. 708; Débats,
 11 juillet 1988, p. 17384; 26 avril 1990, p. 10722.
- Voir les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 12 novembre 1969, p. 80; 12 juin 1973, p. 402; et la décision du Président Parent, Débats, 2 décembre 1998, p. 10788-10791.

La Chambre permet toutefois au Sénat d'introduire ou de modifier des peines pécuniaires contenues dans des projets de loi lorsque ces peines ont pour seul objet de punir ou prévenir des crimes et délits et ne visent pas à créer une dépense publique ou imposer des charges aux contribuables ⁹⁰.

Les travaux des subsides

Les travaux des subsides permettent au gouvernement de demander au Parlement d'april ver les fonds requis pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations finanche es et de mettre en œuvre les programmes déjà approuvés par le Parlement. La Couronne, agissant sur l'avis des ministres responsables, transmet à la Chambre des communes les prévisions annuelles de dépenses du gouvernement, soit son «Budget des dépenses», pour étude et approbation. Seules les Communes ont le pouvoir d'accorder les «crédits» nécessaires pour combler les besoins du gouvernement. Tous les projets de loi d'ordre financier (ce qui inclut toutes les dépenses du gouvernement) doivent être présentés en premier à la Chambre des communes 91. Une fois les crédits accordés, le gouvernement peut puiser dans le Trésor pour s'acquitter de ses obligations financières 92.

HISTORIQUE

La procédure relative aux travaux des subsides établie en 1867 est demeurée fondamentalement inchangée pendant le premier siècle suivant la Confédération. S'inspirant d'une ancienne règle de la Chambre des communes britannique⁹³, les travaux des subsides étaient confiés à un comité plénier appelé Comité des subsides⁹⁴.

De la Confédération à 1968

Avant 1968, les travaux des subsides nécessitaient que la Chambre se constitue d'abord en comité des subsides pour ensuite y étudier le Budget annuel des dépenses, c'est-à-dire les dépenses proposées par le gouvernement. Avant que le Comité des subsides ne puisse entreprendre ses travaux, le ministre des Finances devait déposer

- 90. Art. 80(2) du Règlement.
- 91. Loi constitutionnelle de 1867, L.R. 1985, Appendice II, nº 5, art. 53; art. 80(1) du Règlement.
- La Loi sur la gestion des finances publiques précise que tout paiement sur le Trésor est subordonné à l'autorisation du Parlement (L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 26).
- Voir May, 5º éd., p. 547; l'article 88 des Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868 ainsi que le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 94. À partir de 1874, le Comité des subsides et le Comité des voies et moyens sont constitués en même temps. (Journaux, 31 mars 1874, p. 10; art. 87 des Règles, ordres et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1876.) Avant 1874, le Comité des subsides était formé durant le débat sur le discours du Trône (voir, par exemple, Journaux, 19 et 20 novembre 1867, p. 25; 20 avril 1869, p. 25, 1° et 3 mars 1870, p. 31; et 19 avril 1872, p. 28). Le Comité des voies et moyens n'était pas établi tant que la Chambre n'avait pas adopté une ou plusieurs résolutions ayant fait l'objet d'un rapport par le Comité des subsides. (Voir, par exemple, Journaux, 11 décembre 1867, p. 64; 4 mai 1869, p. 58; 5 avril 1870, p. 150; et 29 avril 1872, p. 60.) Voir aussi le chapitre 19, «Les comités pléniers».

le Budget des dépenses avec le message du gouverneur général signifiant la recommandation de la Couronne⁹⁵. Le ministre proposait ensuite que le message et la recommandation soient renvoyés, avec le Budget des dépenses, au Comité des subsides⁹⁶.

Lorsque l'ordre du jour prévoyait que la Chan es e forme en comité des subsides 97, la motion «Que le Président quitte maintenant le fauteuil» était présentée à la Chambre 98. Il s'agissait de la première étape des travaux des subsides; les députés avaient alors l'occasion de débattre cette motion et de l'amender. Les règles relatives à la pertinence étaient assouplies et les députés avaient recours à des amendements pour soulever différentes questions et les débattre à la Chambre. De plus, l'opposition pouvait menacer de retarder l'examen des crédits pour obtenir des concessions de l'exécutif. Cette pratique de permettre toutes sortes d'amendements 99, de même que la grande latitude accordée pour les débats et l'absence de limites de temps étaient des reliquats d'un ancien principe du gouvernement parlementaire qui voulait que la Couronne réponde aux griefs de la population avant que celle-ci ne lui accorde des crédits 100.

Une fois que la Chambre avait adopté cette motion, elle se formait en comité des subsides. Chaque poste budgétaire était étudié sous forme de résolution ou de motion distincte proposant «qu'une certaine somme soit accordée à Sa Majesté pour...». Les amendements étaient permis et le débat n'était assujetti à aucune limite. Si elles étaient adoptées, les résolutions étaient renvoyées à la Chambre pour qu'elle les entérine. Pour ce faire, on procédait à deux «lectures» de la résolution. La première était purement formelle tandis que la motion de deuxième lecture pouvait donner lieu à un débat et à des amendements. Les rapports du Comité des subsides n'étaient habituellement pas étudiés par la Chambre le même jour où ils étaient transmis, mais on ordonnait plutôt qu'ils soient reçus à une prochaine séance de la Chambre. Après

Toutes les mesures financières doivent émaner de la Couronne (Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54).

^{96.} Bourinot, 11º éd., p. 477.

^{97.} Aucune motion visant à accorder des crédits ne pouvait être étudiée en comité des subsides durant la séance où elle avait été proposée (May, 5° éd., p. 547; art. 88 des Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868).

^{98.} C'est la même motion qui est présentée chaque fois que la Chambre souhaite se constituer en comité plénier puisque ce dernier n'est pas présidé par le Président. Toutefois, depuis 1968, lorsque l'ordre du jour prévoit que la Chambre se forme en comité plénier, le Président quitte le fauteuil sans procéder à une mise aux voix. (Voir Journaux, 20 décembre 1968, p. 562 et 572; et l'article 100 du Règlement. Voir également le chapitre 19, «Les comités pléniers».)

On autorisait un amendement à la motion, mais si cet amendement était retiré, un autre pouvait être présenté. Aucun sous-amendement n'était accepté (Bourinot, 1^{re} éd., p. 478-479).

^{100.} Cette « présentation des griefs » s'effectue dorénavant au moyen de ce que l'on appelle « jours consacrés à l'étude des subsides », « jours désignés » ou « jours réservés à l'opposition », lorsque l'opposition choisit le sujet qui sera débattu ce jour-là.

avoir fait rapport, le Comité demandait la permission «de siéger de nouveau», sans quoi le Comité des subsides aurait cessé d'exister [0].

Lorsqu'on donnait lecture de l'ordre du jour portant qu'il soit fait rapport des résolutions adoptées en comité, une motion officielle tendant à la première lecture de ces résolutions était proposée. La motion ne faisait jamais l'objet d'un débat ou d'amendements. Si la Chambre y consentait, chaque résolution était lue séparément pour la deuxième fois, après quoi le Président la mettait aux voix. Tout amendement ou débat devait avoir trait directement à la résolution 102.

Lorsque l'ensemble du Budget des dépenses avait franchi l'étape du Comité des subsides, le ministre des Finances proposait une motion portant que la Chambre se forme en comité des voies et moyens pour étudier les résolutions officielles d'octroi de certaines sommes à prélever du Trésor ¹⁰³. Une fois de plus, chaque poste budgétaire était proposé sous forme de résolution distincte, puis étudié et enfin renvoyé à la Chambre après son adoption. Une fois que les résolutions avaient franchi l'étape de la deuxième lecture, elles constituaient le fondement d'un projet de loi de crédits qui visait à puiser les sommes voulues dans le Trésor pour financer les programmes et activités approuvés dans le Budget des dépenses. Il arrivait souvent que les projets de loi de crédits étaient présentés et franchissaient deux étapes législatives ou plus au cours d'une même journée ¹⁰⁴. Après son adoption par la Chambre, le projet de loi de crédits était envoyé au Sénat où il devait franchir trois lectures avant d'être adopté et renvoyé à la Chambre.

Le débat sur la motion voulant «Que le Président quitte maintenant le fauteuil » faisait souvent en sorte que les crédits étaient étudiés à la toute fin de la session et souvent tard en soirée. Par conséquent, lorsque le Budget des dépenses était examiné en comité, cet examen avait tendance à être relativement court, ce qui provoquait fréquemment des plaintes concernant l'absence de méthodes efficaces de surveillance parlementaire des dépenses gouvernementales ¹⁰⁵.

En 1913, le Règlement de la Chambre était modifié: dorénavant, lorsque l'ordre du jour prévoyait que la Chambre se forme en comité des subsides le jeudi et le vendredi, la motion voulant «Que le Président quitte maintenant le fauteuil» serait adoptée d'office ¹⁰⁶. C'était la première fois qu'on limitait le droit des députés de présenter des griefs avant l'étude des besoins financiers du gouvernement. À la suite de ce changement, seulement 132 amendements à la motion ont été présentés de 1913 à 1955 alors que 271 l'avaient été entre 1867 et 1913. Cette nouvelle disposition

^{101.} La Chambre se formait en comité des subsides pour pouvoir étudier les subsides ou crédits. De nos jours, elle adopte un « ordre permanent pour les travaux des subsides » au début de chaque session, ce qui l'autorise à étudier les crédits à n'importe quel moment. (Voir *Journaux*, 13 mai 1991, p. 13; 18 janvier 1994, p. 19; 27 février 1996, p. 4; et 23 septembre 1997, p. 14.)

^{102.} Bourinot, 1" éd., p. 491.

^{103.} Bourinot, 1" éd., p. 496-497.

^{104.} Voir Bourinot, 1th éd., p. 497-498

^{105.} Voir, par exemple, Débats, 10 juillet 1905, col. 9302-9321.

Journaux, 9 avril 1913, p. 492; Débats, 9 avril 1913, col. 7628-7629; Journaux, 23 et 24 avril 1913, p. 546-548.

constitua la première limitation réelle de la capacité de l'opposition de retarder l'examen des crédits puisqu'elle garantissait au gouvernement que la Chambre pourrait se pencher au moins deux jours par semaine sur ses besoins financiers. Aucune autre modification n'a été apportée jusqu'en 1927 107, alors que la Chambre accepta de permettre un sous-amendement à la motion proposant que le Président quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens lorsque la motion est présentée un autre jour que le jeudi ou le vendredi 108.

Des divergences d'opinions apparurent vite quant à la tribune à utiliser pour étudier le Budget des dépenses: un comité plénier ou un comité permanent ¹⁰⁹. En 1955, la Chambre acceptait de créer un Comité spécial des prévisions budgétaires ¹¹⁰. Au départ, ce comité ne disposait pas du pouvoir d'assigner des témoins ni d'ordonner la production de documents et de dossiers; des changements apportés au Règlement en 1958 allaient toutefois lui conférer les pouvoirs nécessaires ¹¹¹.

D'autres changements approuvés provisoirement en 1967 permirent aux comités permanents d'examiner le Budget des dépenses et limitèrent à quatre le nombre d'occasions au cours d'une session où la Chambre pourrait débattre de la motion proposant qu'elle se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens ¹¹². Au cours de chaque session, un maximum de 30 jours devaient être consacrés aux trayaux des subsides ¹¹³.

- Des propositions d'amélioration aux travaux des subsides ont été débattues à plusieurs reprises entre 1913 et 1927 (voir, par exemple, Débats, 18 avril 1921, p. 2242-2260; Journaux, 6 juin 1922, p. 301-305; et Débats, 5 mars 1923, p. 850-851; 19 mars 1923, p. 1297-1304).
- 108. Journaux, 22 mars 1927, p. 342-343.
- 109. En 1925, un comité spécial a été chargé de réviser l'ensemble du Règlement. Pendant le débat sur la motion visant à créer le comité, les députés ont exprimé des inquiétudes concernant le droit de regard des parlementaires sur les dépenses publiques, l'étude du Budget des dépenses en comité et les règles régissant les amendements aux motions portant que le Président quitte le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides ou des voies et moyens (Débats, 23 février 1925, p. 413-430). La question du renvoi du Budget des dépenses aux comités permanents a refait surface en 1930, 1933 et 1936 et, tout au long de la Seconde Guerre mondiale, on a continué de s'élever contre le fait que d'énormes montants étaient dépensés tous les ans sans que le Parlement ne puisse se livrer à un examen approfondi de ces crédits. (Voir, par exemple, Journaux, 15 février 1933, p. 227; Débats, 23 juin 1936, p. 4201-4204; 24 juillet 1943, p. 5538-5542; Journaux, 3 mars 1944, p. 146-153; 10 avril 1946, p. 125-126; 5 décembre 1947, p. 13-17.)
- 110. Journaux, 8 février 1955, p. 127-128.
- 111. Journaux, 30 mai 1958, p. 71.
- 112. Journaux, 26 avril 1967, p. 1769-1774. Ces modifications temporaires reflétaient un consensus qui s'était dégagé à la suite de décisions prises à la Chambre et de recommandations formulées par des comités de la procédure de 1964 à 1967. Voir, par exemple, le quinzième rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation, présenté à la Chambre le 14 décembre 1964 (Journaux, p. 985-996); le dix-neuvième rapport du Comité spécial de la procédure et de l'organisation présenté le 26 mars 1965 (Journaux, p. 1176-1177); et la motion concernant les travaux des subsides adoptée le 8 juin 1965 (Journaux, p. 210-211).
- 113. Pour cette règle des 30 jours, les travaux des subsides comprenaient «les prévisions budgétaires principales, les crédits provisoires et les prévisions budgétaires supplémentaires additionnelles, sauf les prévisions budgétaires supplémentaires ou additionnelles présentées après l'approbation des prévisions budgétaires principales et sauf, en toutes circonstances, les dernières prévisions budgétaires supplémentaires ou additionnelles » (Journaux, 8 juin 1965, p. 210).

Les travaux des subsides depuis 1968

En 1968, des changements ont été recommandés par le Comité spécial de la procédure. Le Comité estimait que les travaux des subsides étaient «parmi les choses qui prennent le plus de temps au Parlement canadien, qui donnent lieu à plus de répétitions et qui s'inspirent de méthodes archaïques». Il était d'avis qu'ils ne permettaient pas un examen efficace des prévisions budgétaires, qu'ils ne fournissaient pas à la Chambre les moyens d'organiser un débat significatif sur des sujets prévus à l'avance, qu'ils n'avaient pas permis au Parlement d'exercer un contrôle efficace sur les dépenses, non plus que d'assurer une décision rapide sur les projets de loi des crédits. Le Comité estimait que la méthode qui avait été léguée par l'histoire ne tenait pas compte des réalités contemporaines de la marche du gouvernement 114. La Chambre convint de modifier substantiellement ses procédures financières 115. Le Comité des subsides et le Comité des voies et moyens furent tous les deux abolis. Tous les Budgets des dépenses seraient dorénavant transmis aux comités permanents avant d'être soumis à la Chambre. Les nouvelles règles prévoyaient que le Budget principal des dépenses serait déposé et renvoyé aux comités au plus tard le 1er mars de chaque année. Pour leur part, les comités devaient faire rapport ou seraient réputés avoir fait rapport au plus tard le 31 mai 116.

La Chambre convint d'établir, au début de chaque session, un ordre du jour permanent pour les travaux relatifs aux subsides sous la rubrique des Affaires émanant du gouvernement 117. Contrairement à l'ordre prévoyant que la Chambre se transforme en comité des subsides, qui était annulé une fois que le comité avait renvoyé le Budget des dépenses à la Chambre, l'ordre permanent demeure un élément des Affaires émanant du gouvernement qui peut être mis en délibération à tout moment selon le bon vouloir du gouvernement.

Les nouvelles règles divisèrent le calendrier parlementaire en trois périodes durant lesquelles 25 jours seraient consacrés aux travaux des subsides. Cinq jours désignés furent réservés à la période de subsides se terminant le 10 décembre, sept à la période se terminant le 26 mars et treize autres à la période se terminant le 30 juin. Des motions de l'opposition ou de subsides ne pourraient être présentées

^{114.} Voir Journaux, 6 décembre 1968, p. 429-431.

^{115.} Voir Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-573.

^{116.} Art. 81(4) du Règlement. En mars 1975, la Chambre adopta un article provisoire du Règlement permettant aux députés de l'opposition de choisir certains postes du Budget des dépenses qui seraient étudiés en comité plénier lors de jours désignés. (Voir le deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation présenté à la Chambre le 14 mars 1975 (*Journaux*, p. 372-376) et adopté le 24 mars 1975 (*Journaux*, p. 399).) Même si cette procédure a été utilisée à neuf reprises au cours des quinze mois qui ont suivi, la disposition se périma et l'expérience ne fut pas renouvelée après la fin de la session. L'examen de postes particuliers des Budgets des dépenses principal et supplémentaire a eu lieu en comité plénier les 9, 12, 13, 22 et 28 mai, et les 5 et 17 juin 1975, ainsi que les 20 et 21 mai 1976.

^{117.} Art. 81(1) du Règlement.

que par des députés de l'opposition et pourraient porter sur toute question relevant de la compétence du Parlement du Canada 118.

De plus, les nouvelles règles stipulaient qu'au cours de chaque période, l'opposition pouvait demander que jusqu'à deux de ces motions présentées lors d'un jour désigné fassent l'objet d'un vote et soient considérées comme des motions de «défiance» à l'endroit du gouvernement. Comme les conventions veulent que l'exécutif conserve la «confiance» de la Chambre, de nombreux intervenants se sont demandés pourquoi les motions de l'opposition votables devaient être appelées motions de «défiance» 119. En mars 1975, le Règlement était provisoirement modifié de manière à ce que les votes sur les motions de crédits de l'opposition ne soient plus d'office considérés comme une question de confiance à l'endroit du gouvernement 120. Les règles provisoires n'ont pas été renouvelées au début de la deuxième session et le concept de défiance a refait son apparition dans la version de 1977 du Règlement. De nouvelles modifications apportées au Règlement en juin 1985 supprimaient une fois de plus la disposition de «défiance» des règles régissant les motions de l'opposition 121.

En 1986, des changements étaient apportés pour permettre au chef de l'Opposition de demander le prolongement de l'étude en comité du Budget des dépenses d'un

- 118. Art. 81(13) du Règlement. Il est arrivé une fois que la Chambre étudie des postes de dépense spécifiques du Budget des dépenses durant une journée réservée aux travaux des subsides. (Voir la décision du Président Lamoureux, *Journaux*, 26 juin 1973, p. 435-436.)
- 119. La question de ce qui constitue un manque de confiance à l'endroit du gouvernement revêt un caractère politique et ne devrait pas être tranchée par le Président. (Voir, par exemple, la décision rendue par le Président Lamoureux, Journaux, 4 mai 1970, p. 742-743. Voir aussi la décision rendue par le vice-président Champagne, Débats, 19 septembre 1991, p. 2374-2376.) Bon nombre d'intervenants considèrent que cette convention sur la confiance et la stricte discipline de parti constituent l'une des principales raisons de la faiblesse des mécanismes d'examen des dépenses gouvernementales de la Chambre des communes canadienne. (Voir le 51° rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (L'étude des crédits: boucler la boucle du contrôle) et en particulier la partie IX, «Le principe de la confiance et l'étude des crédits », présenté à la Chambre le 10 décembre 1998 (Journaux, p. 1435). Dans sa réponse au cinquante et unième rapport, déposée le 7 mai 1999 (Journaux, p. 1839, document parlementaire n° 8512-361-131), le gouvernement s'est dit d'avis que «la proposition de n'invoquer que rarement le principe de la confiance pour les questions de crédits ne serait pas conforme à notre tradition et serait extrêmement difficile à mettre en œuvre.»)
- 120. Voir le deuxième rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Journaux, 14 mars 1975, p. 372 et 375, et 24 mars 1975, p. 399. La Chambre a adopté la première motion de l'opposition présentée un jour désigné le 12 février 1976 (Journaux, p. 1016 et Débats, p. 10883). À l'époque, le gouvernement jugea le libellé de la motion acceptable (Débats du 11 février 1976, p. 10842).
- 121. Journaux, 27 juin 1985, p. 910, 914-915 et 919. Ce changement a été recommandé dans le premier rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath), présenté à la Chambre le 20 décembre 1984 (Journaux, p. 211). Le gouvernement avait répondu qu'il appuyait la proposition parce qu'elle permettait tant au gouvernement qu'à l'opposition de discuter de diverses politiques sans être assujetti à la restriction parfois stricte que constitue la motion de défiance (Débats, 18 avril 1985, p. 3869). Cette modification a été rendue permanente deux ans plus tard (Journaux, 3 juin 1987, p. 1016 et 1023). Un député a déjà proposé une motion précisant qu'elle ne devait pas être considérée comme une question de confiance à l'égard du gouvernement e Règlement a alors été invoqué, le vice-président a déclaré que la question de confiance à l'égard du gouvernement ne relève pas du domaine de la procédure et, conséquemment, ne peut faire l'objet d'une décision du Président (Débats, 19 septembre 1991, p. 2374-2376).

ministère ou organisme au-delà du délai du 31 mai, pour une période ne dépassant pas 10 jours de séance 122. De plus, les nouvelles règles réservaient le dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 30 juin afin de débattre de la motion d'adoption du Budget principal des dépenses plutôt que de la motion habituelle de l'opposition, et permettaient le prolongement de la séance jusqu'à 22 heures. En 1991, la date où cette période se termine a été ramenée au 23 juin et, à la suite d'une réduction du nombre de jours de séance dans l'année, le nombre total de jours désignés est passé de 25 à 20 sur l'ensemble d'une année 123. Des changements ont également été apportés pour augmenter ou réduire le nombre de jours désignés au cours d'une période de subsides en fonction du nombre total de jours de séance de cette période 124, et pour limiter le nombre de jours désignés tombant un mercredi et un vendredi 125. Enfin, en 1998, le nombre total de jours désignés a été porté à 21 et on doit de nouveau étudier une motion de l'opposition lors du dernier jour désigné de iuin ¹²⁶. Toutefois, l'étude de cette motion de l'opposition ne doit pas se prolonger audelà de 18 h 30 et doit être suivie de l'étude des motions requises pour adopter le Budget principal des dépenses.

L'ORDRE PERMANENT DES TRAVAUX DES SUBSIDES

Dans le discours du Trône, qui inaugure chaque nouvelle session du Parlement, le gouverneur général annonce habituellement aux députés qu'on leur demandera de voter les crédits (c'est-à-dire d'affecter les sommes) nécessaires pour financer les services et les dépenses approuvés par la Parlement 127.

Parmi les premiers travaux qu'elle entreprend après le discours du Trône, la Chambre étudie donc une motion habituellement proposée par le ministre présidant le Conseil du Trésor: «Que la Chambre étudie les travaux des subsides à la prochaine séance » 128. En vertu d'un usage bien établi, la motion ne donne pas lieu à un débat et est habituellement adoptée à l'unanimité. Une fois adoptée, la motion

- 122. Journaux, 6 février 1986, p. 1644 et 1655-1656; et 13 février 1986, p. 1710. Voir l'article 81(4) du Règlement. Cette modification au Règlement avait été recommandée dans le troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath), juin 1985, p. 22.
- 123. Journaux, 11 avril 1991, p. 2917.
- 124. Journaux, 11 avril 1991, p. 2917.
- 125. Journaux, 7 février 1994, p. 112 et 117.
- 126. Journaux, 12 juin 1998, p. 1027-1028. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1999, p. 2064-2066.
- 127. Voir, par exemple, Journaux, 18 janvier 1994, p. 17; et Débats, 27 février 1996, p. 6. Il est arrivé que cette demande traditionnelle de crédits ne soit pas incluse dans le discours du Trône: 8 septembre 1930; 25 janvier 1940; 9 octobre 1951; 12 décembre 1988; et 3 avril 1989. À cette dernière occasion, un député a soulevé une question de privilège et soutenu qu'étant donné que la Couronne n'avait pas demandé de crédits, la Chambre n'était nullement tenue de les étudier (Débats, 6 avril 1989, p. 177). Dans sa décision, le Président Fraser a signalé que le Règlement n'exigeait pas qu'une demande de crédits soit incluse dans le discours du Trône, que l'inclusion de cette formule relevait de la tradition et qu'il ne s'agissait pas d'une prescription du Règlement (Débats, 2 mai 1989, p. 1177).
- Art. 81(1) du Règlement. Voir, par exemple, *Journaux*, 13 mai 1991, p. 13; 18 janvier 1994, p. 19; 27 février 1996, p. 4; et 23 septembre 1997, p. 14.

devient un ordre de la Chambre prévoyant l'ajout des travaux des subsides au *Feuilleton* pour le reste de la session 129. Ce processus entraîne l'établissement d'un ordre du jour permanent pour les travaux des subsides, ce qui permet au gouvernement de mettre à l'étude les subsides lors de toute séance, compte tenu des dispositions du Règlement.

Les travaux des subsides comprennent l'étude des motions:

- · portant adoption des crédits provisoires;
- · portant adoption du Budget principal et du Budget supplémentaire des dépenses;
- visant à rétablir tout poste du Budget des dépenses;
- visant à présenter ou à adopter à toutes les étapes tout projet de loi fondé sur le Budget des dépenses;
- proposées par l'opposition lors des jours désignés 130.

Dans une même année civile, le Règlement réserve 21 jours aux travaux des subsides et ces travaux ont alors préséance sur toute autre affaire du gouvernement [31]. Les travaux des subsides peuvent être divisés en deux étapes: l'étape des débats généraux et l'étape législative. L'étape des débats généraux a lieu lors de l'étude des motions de l'opposition proposées lors des jours désignés [32]. Durant l'étape législative, la Chambre se penche et vote sur les plans de dépenses annuels proposés par le gouvernement (les budgets principal et supplémentaire des dépenses) [33] et sur les projets de loi (projets de loi de crédits) nécessaires pour autoriser tous les prélèvements sur le Trésor.

^{129.} Le 30 mars 1990, lors d'un jour désigné, la Chambre s'est ajournée faute de quorum. À ce moment-là, l'absence de quorum et l'ajournement subséquent de la séance ont mis un terme aux travaux des subsides alors en cours (Débats, p. 10050). L'ordre permanent des travaux des subsides a été supprimé du Feuilleton. Le Président Fraser a par la suite statué que le retrait de l'ordre relatif aux subsides n'avait pas pour effet d'invalider toutes les décisions antérieures de la Chambre concernant les travaux des subsides. L'ordre pouvait être rétabli au moyen d'une motion proposée par un ministre et ne donnant pas lieu à un débat (Débats, 3 avril 1990, p. 10119-10121). Une motion visant à désigner l'ordre permanent pour la prise en consideration des subsides a donc été présentée et adoptée (voir Journaux, 3 avril 1990, p. 1486). En 1991, le Règlement a été modifié pour que l'absence de quorum n'ait plus pour effet de mettre un terme aux délibérations en cours à la Chambre (Journaux, 11 avril 1991, p. 2910). Pour plus de renseignements sur le quorum et le remplacement des ordres, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre», et le chapitre 12, «Les étapes du débat».

^{130.} Art. 81(3) du Règlement.

^{131.} Art. 81(2) et (10)a) du Règlement.

^{132.} Art. 81(3) du Règlement.

^{133.} L'article 81(7) du Règlement permet également aux comités permanents de la Chambre d'étudier les prévisions de dépenses des ministères pour les exercices à venir. Ces travaux étaient auparavant possibles en vertu des dispositions de l'article 108(2) concernant le mandat général des comités permanents, mais l'article 81(7) mentionne explicitement, sous les travaux relatifs aux subsides, l'examen des plans de dépenses futurs du gouvernement.

L'ÉTAPE DES DÉBATS GÉNÉRAUX

Les jours désignés

La mise de côté d'un nombre spécifié de jours de séance où l'opposition choisit le sujet du débat vient d'une tradition voulant que le Parlement n'accorde pas de crédits tant que l'opposition n'a pas eu l'occasion de démontrer pourquoi ces crédits devraient être refusés. Des vingt et un jours que la Chambre réserve aux travaux des subsides au cours de chaque cycle annuel des subsides, sept sont désignés durant la période se terminant le 10 décembre, sept durant la période se terminant le 26 mars et sept durant la période se terminant le 23 juin. De ces vingt et un jours, quatre au plus peuvent tomber un mercredi et quatre au plus un vendredi (les jours de séance les plus courts de la semaine) 134. Ces vingt et un jours sont appelés «jours désignés ». Lors de chacun d'eux, la Chambre débattra d'une motion de l'opposition 135.

Le cycle normal des subsides peut être bouleversé par une période d'ajournement prolongé, ou encore une prorogation ou une dissolution du Parlement. Le nombre de jours de l'opposition de chaque période peut alors être augmenté ou diminué. Si le nombre de jours de séance d'une période de subsides est pour une raison ou une autre inférieur au nombre prescrit par le calendrier parlementaire, le nombre de jours désignés de cette période sera réduit proportionnellement au nombre de jours de séance où la Chambre n'a pas siégé. C'est le Président qui détermine alors le nombre de jours désignés que comptera cette période et qui l'annonce à la Chambre 136. À l'inverse, si la Chambre siège plus de jours que le nombre prescrit, le nombre total de jours désignés sera augmenté d'un jour pour chaque période de cinq jours supplémentaires où la Chambre a siégé 137. La Chambre peut également décider que tout jour inutilisé parmi les six jours réservés au débat sur l'Adresse en réponse

^{134.} Art. 81(10)a) du Règlement. Quand les nouvelles procédures sur les subsides ont été adoptées en 1969, les règles prévoyaient 25 jours désignés: cinq pour la période se terminant le 10 décembre, sept pour la période se terminant le 26 mars et treize pour la période se terminant le 30 juin (Journaux, 20 décembre 1968, p. 554 et 557). À compter du 8 juin 1987, cette distribution a été changée pour six, neuf et dix jours respectivement (Journaux, 3 juin 1987, p. 1016 et 1023). En 1991, la date où se termine la troisième période est passée du 30 juin au 23 juin, le nombre de jours a été réduit de 25 à 20 et leur distribution a été changée pour cinq, sept et huit jours à compter du 13 mai 1991 (Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2906, 2917 et 2931). À partir du 21 septembre 1998, le nombre total de jours a été porté à 21 afin de tenir compte de la présence de quatre partis d'opposition, soit sept jours pour chacune des trois périodes (Journaux, 12 juin 1998, p. 1028).

^{135.} Des changements apportés au Règlement en 1998 (Journaux, 12 juin 1998, p. 1027-1028) ont permis de discuter d'une motion de l'opposition lors du dernier jour de subsides de la période se terminant le 23 juin. Auparavant, ce jour était réservé entièrement à l'étude d'une ou de plusieurs motions d'adoption du Budget principal des dépenses.

Art. 81(10)b) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 16 novembre 1992, p. 2053, et 27 février 1996, p. 4.

^{137.} Art. 81(10)c) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 16 septembre 1992, p. 1999, et 4 février 1994, p. 107. Le nombre de jours où la Chambre siège est déterminé par le calendrier parlementaire établi en vertu de l'article 28(2) du Règlement.

au discours du Trône ou les quatre jours réservés au débat sur le Budget est ajouté au nombre de jours désignés de la période de subsides où ces débats étaient prévus 138.

Si on propose l'adoption du Budget supplémentaire des dépenses de l'exercice précédent au cours de la période de subsides se terminant le 23 juin, trois jours de séance supplémentaires seront réservés au cours de cette période à l'étude d'une motion d'adoption de ce budget et à l'adoption à toutes les étapes du projet de loi de crédits connexe ¹³⁹. Il est parfois arrivé que la Chambre consente à modifier la durée d'une période de subsides ou le nombre de jours désignés. Ainsi, la Chambre a déjà accepté de prolonger une période de subsides ¹⁴⁰, d'ajouter des jours désignés ¹⁴¹, et de transférer des jours désignés inutilisés d'une période à la suivante ¹⁴². Elle a également déjà accepté qu'un jour désigné d'une période de subsides soit réputé avoir été utilisé et qu'un jour supplémentaire soit ajouté à la période de subsides suivante ¹⁴³.

L'annonce d'un jour désigné

Le gouvernement désigne les jours réservés aux travaux des subsides. L'usage veut qu'un ministre, habituellement le leader du gouvernement à la Chambre, prenne la parole afin d'annoncer que le lendemain ou un jour subséquent sera un jour désigné l'4; les jours désignés peuvent également être annoncés au cours de la «Déclaration du jeudi » sur les travaux parlementaires l'45 pour la semaine suivante. Cependant, cette désignation ne lie pas le gouvernement et peut être révisée à n'importe quel moment comme tout autre ordre du gouvernement l'46. Si le gouvernement ne désigne pas le nombre prescrit de jours désignés, les jours restants de cette période seront désignés par défaut l'47. Lorsque la séance d'un jour désigné se termine avant que la Chambre n'ait passé à l'ordre du jour, on considère que le jour désigné

- 138. Art. 81(11) du Règlement.
- 139. Art. 81(12) du Règlement.
- 140. Voir, par exemple, Journaux, 30 novembre 1970, p. 164; Débats, 30 novembre 1970, p. 1598.
- Voir, par exemple, Journaux, 14 mars 1975, p. 376; 17 juin 1975, p. 641; 30 avril 1993, p. 2884; et 23 septembre 1997, p. 14.
- Voir, par exemple, Journaux, 2 juin 1971, p. 600; 4 décembre 1975, p. 911. Voir également Débats, 14 mars 1975, p. 4115; 17 juin 1975, p. 6829.
- 143. Journaux, 3 juin 1991, p. 132.
- 144. Voir, par exemple, Débats, 26 octobre 1983, p. 28349. Il est déjà arrivé que des jours consacrés à l'étude des subsides soient désignés par un ministre sur un rappel au Règlement (voir, par exemple, Débats, 15 octobre 1990, p. 14165; 21 septembre 1998, p. 8189). Il est arrivé à une occasion que la Chambre ait accepté de se consacrer aux travaux des subsides même si le jour n'avait pas été désigné au préalable (voir Débats, 28 mai 1987, p. 6467).
- 145. Voir, par exemple, Débats, 28 mai 1998, p. 7362; 1* octobre 1998, p. 8656. Dans la « Déclaration du jeudi», le leader du gouvernement à la Chambre répond à une question du leader de l'Opposition officielle à la Chambre afin d'informer les députés des travaux que le gouvernement a l'intention de réaliser au cours de la semaine suivante. (Voir également le chapitre 10, «Le programme quotidien».)
- Voir la décision du Président Sauvé, Débats, 11 février 1982, p. 14899-14900; la décision du vice-président Francis, Débats, 27 octobre 1983, p. 28375. Voir également la décision du Président Fraser, Débats, 26 mars 1990, p. 9759.
- 147. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 22 mars 1990, p. 9628.

n'a pas été entrepris et que la séance ne compte donc pas dans les jours désignés pour l'étude d'une motion de l'opposition ¹⁴⁸. D'un autre côté, une fois que l'ordre relatif aux subsides a été mis en délibération, un jour désigné est réputé terminé si les délibérations sont par la suite interrompues ¹⁴⁹.

Les motions de l'opposition

Les motions de l'opposition ont priorité sur toutes les motions de subsides du gouvernement les jours désignés ¹⁵⁰. Toutefois, lors du dernier jour désigné de la période se terminant le 23 juin, le Président interrompt les délibérations sur la motion de l'opposition au plus tard à 18 h 30 et met aux voix, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de la motion. Tout vote par appel nominal demandé est reporté à la fin des travaux des subsides de la séance, mais au plus tard à 22 heures. Entre-temps, la Chambre entreprend l'étude d'une ou de plusieurs motions d'adoption du Budget principal des dépenses ¹⁵¹.

Les députés de l'opposition peuvent proposer des motions pour débattre toute question relevant de la compétence du Parlement du Canada ainsi que les rapports de comité portant sur le Budget des dépenses ¹⁵². Le Règlement donne énormément de latitude aux députés pour les motions de l'opposition présentées lors des jours consacrés à l'étude des subsides et à moins que la motion ne soit nettement et indubitablement irrégulière (c'est-à-dire qu'on ne puisse réellement pas soutenir, du point de vue de la procédure, qu'elle est recevable), la présidence n'intervient pas ¹⁵³.

Avis requis

Un avis écrit de 24 heures doit être donné d'une motion de l'opposition avant qu'elle puisse être débattue lors d'un jour désigné ¹⁵⁴. Cet avis doit être déposé au plus tard à 18 heures (ou à 14 heures le vendredi) le jour précédant un jour désigné pour pouvoir paraître dans le *Feuilleton* du lendemain ¹⁵⁵. Un député peut donner avis d'une motion de l'opposition même si un jour désigné n'a pas encore été annoncé ¹⁵⁶. De plus, il ne suffit pas que le gouvernement décide de ne pas tenir un jour désigné prévu pour que la présidence fasse supprimer un avis d'une motion de l'opposition du *Feuilleton des*

^{148.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 4 décembre 1986, p. 1811-1812.

^{149.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 3 avril 1990, p. 10119-10120.

^{150.} Art. 81(15) du Règlement.

^{151.} Art. 81(15) et (18) du Règlement.

^{152.} Art. 81(13) du Règlement.

Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 6 mars 1973, p. 166-167; la décision du Président Jerome, Journaux, 14 novembre 1975, p. 862; la décision du Président Fraser, Débats, 8 juin 1987, p. 6820.

^{154.} Art. 81(14)a) du Réglement. La suspension d'une séance, contrairement à un ajournement, n'empêche pas les députés de déposer des avis de motion. (Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 27 janvier 1969, p. 4813.)

^{155.} La Chambre a déjà consenti à ce qu'une motion de l'opposition qui n'avait pas été déposée à temps pour paraître dans le Feuilleton soit mise en délibération. (Voir Feuilleton, 5 octobre 1998, p. 13; Débats, 5 octobre 1998, p. 8729.)

^{156.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 7 décembre 1989, p. 6583-6584.

Avis ¹⁵⁷. Cet avis peut demeurer au Feuilleton des Avis tant qu'on n'aura pas étudié la motion ou qu'elle n'aura pas été retirée par son parrain. Seul ce dernier peut demander le retrait de cet avis et le consentement de la Chambre n'est pas requis pour ce faire ¹⁵⁸.

Le pouvoir de sélection du Président

Le Règlement ne précise pas la méthode à suivre pour répartir les jours désignés entre les divers partis de l'opposition quand celle-ci est formée de deux partis reconnus ou plus. Le gouvernement désigne les jours qui seront consacrés aux travaux des subsides, mais ce sont les partis de l'opposition qui déterminent entre eux quel parti présentera la motion et si cette motion sera assujettie à un vote, compte tenu des dispositions du Règlement. Les jours désignés sont habituellement répartis entre les partis de l'opposition reconnus en fonction des sièges qu'ils détiennent à la Chambre. Il n'appartient pas à l'Opposition officielle de déterminer unilatéralement qui peut proposer une motion lors d'un jour désigné 159. Des avis de plus d'une motion peuvent être donnés par un ou plusieurs partis de l'opposition 160. Lorsque des avis de deux motions de l'opposition ou plus figurent dans le Feuilleton pour étude lors d'un jour désigné et que les partis de l'opposition ne s'entendent pas sur la motion à débattre, le Président doit déterminer la motion qui aura la priorité [6]. Pour ce faire, il tiendra habituellement compte des facteurs suivants: la représentation des partis à la Chambre, le nombre de motions parrainées par les divers partis jusqu'à maintenant, une certaine équité à l'égard des petits partis, la date de l'avis, le parrain de la motion, le sujet de celle-ci, son caractère votable ou non, et les ententes conclues par les partis au cours des dernières périodes de subsides 162.

^{157.} Voir la décision du Président Sauvé, Débats, 15 février 1982, p. 14997-14998.

^{158.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 7 décembre 1989, p. 6584.

Voir la décision du Président suppléant, Débats, 22 novembre 1983, p. 29061, et la décision du Président Francis, Débats, 31 mai 1984, p. 4223-4224.

^{160.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 7 décembre 1989, p. 6584.

^{161.} Art. 81(14)b) du Règlement. Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 3 mars 1969, p. 6121; et Journaux, 10 décembre 1973, p. 734. Voir également la décision du Président suppléant, Débats, 22 novembre 1983, p. 29061, et la décision du Président Francis, Débats, 31 mai 1984, p. 4223-4224.

Voir la décision du Président Fraser, Débats, 7 décembre 1989, p. 6584. Voir également la décision du Président suppléant, Débats, 22 novembre 1983, p. 29061, et la décision du Président Francis, Débats, 31 mai 1984, p. 4223-4224.

Les motions votables

Au pius 14 motions de l'opposition étudiées lors de jours désignés peuvent faire l'objet d'un vote au cours de chaque cycle annuel des subsides ¹⁶³. Aux fins du calcul des motions votables, on considère que la période se terminant le 10 décembre est la première période du cycle des subsides ¹⁶⁴. Les partis de l'opposition s'entendent de manière informelle pour se diviser les 14 motions votables ¹⁶⁵. La présidence ne peut déterminer si une motion devrait être votable ou non sauf lorsqu'on a atteint la limite des motions votables autorisées pour une période de subsides ou une année donnée ¹⁶⁶. Il est déjà arrivé, bien que rarement, que certaines motions de l'opposition étudiées lors de jours désignés soient adoptées par la Chambre ¹⁶⁷.

Les délibérations sur une motion de l'opposition

Les délibérations sur les motions de l'opposition non votables se terminent à la fin du débat ou à l'expiration de la période réservée aux ordres émanant du gouvernement ¹⁶⁸. Une motion peut toutefois être présentée afin de prolonger la séance au-delà de l'heure habituelle d'ajournement ¹⁶⁹. Dans le cas des motions votables, le Président interrompra le débat 15 minutes avant l'expiration de la période réservée aux ordres émanant du gouvernement et mettra aux voix, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour mettre un terme à l'étude de la motion¹⁷⁰. Lorsqu'un vote par appel nominal sur une motion de l'opposition votable est demandé un vendredi, il est automatiquement reporté jusqu'à l'heure habituelle de l'ajournement quotidien

- 163. Art. 81(16) du Règlement. Au début, seulement deux motions étaient votables au cours de chaque période de subsides. Des changements ont été apportés en 1987 afin de prévoir un maximum de huit motions votables au cours de chaque cycle budgétaire annuel, mais au plus quatre au cours de chaque période de subsides (Journaux, 3 juin 1987, p. 1016 et 1023). Ces dispositions ont été modifiées de nouveau en 1991 afin de réduire à trois le nombre maximal de motions de l'opposition votables qui pouvaient être étudiées au cours de toute période de subsides (Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2906 et 2918). La Chambre a déjà accepté d'augmenter le nombre de motions de l'opposition votables au cours d'une période de subsides. (Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1997, p. 14.) Lorsque les dispositions du Règlement relatives aux subsides ont été modifiées en 1968, le texte qui traitait des motions de l'opposition votables les désignait comme des motions « de défiance » à l'endroit du gouvernement. Ce n'est plus le cas maintenant. En juin 1985, la Chambre a adopté des changements au Règlement qui en modifiaient le texte afin d'éliminer les mentions de motions « de défiance » de l'opposition, voir la section intitulée « Les travaux des subsides depuis 1968 ».
- 164. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 26 mars 1990, p. 9760.
- Le Président a statué qu'il n'incombe pas à l'opposition officielle de décider quel parti peut présenter un avis de motion votable (Débats, 31 mai 1984, p. 4223-4224).
- 166. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 4 mai 1970, p. 742-743.
- Voir, par exemple, Journaux, 12 février 1992, p. 1010-1012; 8 mars 1994, p. 220-222; 28 octobre 1997,
 p. 155-157; 30 octobre 1997, p. 175; 9 février 1999, p. 1482-1483; 8 juin 1999, p. 2064-2066, 2069-2071.
- 168. Art. 81(19) du Règlement. Il est déjà arrivé qu'une motion non votable soit mise aux voix avec le consentement unanime de la Chambre et adoptée. (*Journaux*, 14 mai 1987, p. 917-918; 24 novembre 1989, p. 880-882; *Débats*, 14 mai 1987, p. 6093. Voir également la décision du Président Fraser, *Débats*, 14 mai 1987, p. 6112.)
- Voir, par exemple, Journaux, 18 mars 1969, p. 807 (motion réputée retirée); 23 juin 1969, p. 1222-1223 (motion réputée retirée); 19 mars 1976, p. 1134 (motion adoptée).
- 170. Art. 81(16) du Règlement.

de la séance suivante; toutefois, un vote par appel nominal demandé lors du dernier jour désigné d'une période de subsides ne peut être reporté 171.

Les délibérations sur une motion de l'opposition votable peuvent se poursuivre pendant plus d'un jour désigné ¹⁷²; habituellement, ces délibérations s'étendent sur deux jours de séance consécutifs lorsque ces deux jours ont été tous les deux choisis jours désignés ¹⁷³. La durée de ces délibérations doit être précisée dans l'avis relatif à ce ou ces jours désignés ¹⁷⁴.

Le parrain de la motion, qui est un député de l'opposition, prend la parole en premier lors d'un jour de l'opposition. Aucun député ne peut intervenir pendant plus de vingt minutes; une période de dix minutes est également prévue pour les questions et observations 175. Il arrive souvent que deux députés du même parti conviennent de partager cette période de vingt minutes, chacun se voyant alors accorder une période de cinq minutes pour les questions et observations 176. Lors des jours désignés, le parti dont est membre le parrain de la motion peut obtenir la parole plus fréquemment que son importance relative à la Chambre ne le justifierait habituellement.

Seuls un amendement et un sous-amendement peuvent être présentés aux motions de l'opposition étudiées lors d'un jour désigné ¹⁷⁷. Les amendements visant à lancer un débat entièrement différent ne sont pas recevables ¹⁷⁸. Lorsqu'on attribue à un parti un jour désigné et qu'un sujet est proposé pour le débat au moyen d'une

^{171.} Art. 45(6)a) du Règlement.

^{172.} Art. 81(16) du Règlement.

Voir, par exemple, Débats, 23 janvier 1969, p. 4716; Journaux, 29 janvier 1969, p. 637; 30 janvier 1969, p. 646; Débats, 17 novembre 1970, p. 1250; Journaux, 18 novembre 1970, p. 113; 19 novembre 1970, p. 116-117; Débats, 20 avril 1989, p. 739-740, 760; Journaux, 21 avril 1989, p. 124, 128; 24 avril 1989, p. 132, 134-135.

^{174.} Art. 81(16) du Règlement. (Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 21 avril 1989, p. V.)

^{175.} Pour la période de subsides se terminant le 10 décembre 1997, alors que cinq partis reconnus étaient présents à la Chambre, le temps alloué à tous les premiers intervenants de chaque parti, à l'exception du député qui présentait la motion, a été réduit à dix minutes avec une période de cinq minutes pour les questions et observations (*Journaux*, 26 septembre 1997, p. 30). Par la suite, la Chambre a convenu de maintenir cet ordre pour le reste de la session (*Journaux*, 9 février 1998, p. 427).

^{176.} Voir, par exemple, Débats, 2 février 1990, p. 7755; 8 février 1990, p. 8070; 15 mars 1990, p. 9315; 20 octobre 1998, p. 9136; 26 octobre 1998, p. 9372; 19 novembre 1998, p. 10174-10177. Souvent, lorsqu'un partia indiqué à la Chambre que des députés souhaitaient partager leur temps de parole, le député prenant la parole après le parrain de la motion a proposé un amendement. (Voir, par exemple, Débats, 20 octobre 1998, p. 9136-9139; 26 octobre 1998, p. 9372-9376; 15 mars 1999, p. 12839.)

^{177.} Art. 85 du Règlement.

Voir, par exemple, Débats, 16 mars 1971, p. 4306; 3 novembre 1971, p. 9303-9306; 12 octobre 1989, p. 4588; 1" février 1990, p. 7731; 12 mars 1991, p. 18378.

motion de l'opposition, ce jour ne devrait pas lui être retiré par le truchement d'un amendement ¹⁷⁹. La Chambre a consenti, malgré les règles, à autoriser des amendements qui avaient été jugés irrecevables par la présidence ¹⁸⁰.

L'ÉTAPE LÉGISLATIVE

Le Budget principal des dépenses

Le Budget principal des dépenses fournit une ventilation, par ministère et organisme, des dépenses gouvernementales prévues pour l'exercice qui vient. Ce budget prend la forme d'une série de «crédits», ou de résolutions, qui résument les besoins financiers estimatifs d'une catégorie de dépenses particulière comme les dépenses de fonctionnement, les immobilisations ou les subventions [8]. Les crédits sont chiffrés en dollars et ces montants totaux, une fois adoptés, devraient permettre de combler tous les besoins budgétaires d'un ministère ou organisme dans cette catégorie de dépenses, à l'exception des dépenses assumées en vertu d'autres autorisations législatives. Chaque poste budgétaire, ou crédit, comporte deux éléments essentiels: un montant et une destination (une description de l'utilisation qu'on fera de cette somme). Si le gouvernement souhaite modifier le montant ou la destination approuvés pour un crédit, il doit le faire au moyen d'un budget «supplémentaire», d'une nouvelle loi ou d'une loi modificative.

Le Budget principal des dépenses est composé de deux parties. La Partie I, le Plan de dépenses du gouvernement, donne un aperçu des dépenses totales que le gouvernement prévoit pour le nouvel exercice. La Partie II contient le Budget principal des dépenses, qui résume les dépenses budgétaires et législatives de tous les ministères et organismes gouvernementaux pour la même période. Il comprend également une introduction, qui explique les différents types de crédits 182 et les autres éléments qui composent le Budget des dépenses, de même que tout changement apporté au contenu de ce document par rapport aux exercices précédents. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Elle renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux

Voir, par exemple, Débats, 16 mars 1971, p. 4306; 3 novembre 1971, p. 9303-9306; 10 décembre 1984, p. 1071; 26 mars 1992, p. 8877.

^{180.} Voir, par exemple, Débats, 12 février 1992, p. 6878; 2 avril 1992, p. 9268.

^{181.} Dans le Budget des dépenses, un crédit est synonyme de «poste». Les crédits de chaque ministère ou organisme sont numérotés consécutivement (1, 5, 10, 15, etc.). Les crédits supplémentaires qui viendront modifier un crédit autorisé dans le Budget principal des dépenses porteront le même numéro suivi d'une lettre qui correspondra au Budget supplémentaire des dépenses en question (habituellement «a», «b» et «c»). Les crédits entièrement nouveaux inclus dans le Budget supplémentaire seront numérotés de 2 à 4, de 6 à 9, de 11 à 14, etc., pour chaque ministère ou organisme.

^{182.} Le Budget principal des dépenses comprend les types de crédits suivants: crédit pour dépenses de programmes, crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital, crédit pour subventions et contributions, crédit non budgétaire (identifié par la lettre L), crédits spéciaux: déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes, crédits spéciaux: crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'Administration centrale. (Voir le Budget des dépenses 1998-1999, Partie II, Budget principal des dépenses, «Préface».)

pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder ¹⁸³. L'information fournie dans la Partie II complète directement l'annexe de la *Loi de crédits*. Les postes législatifs sont des dépenses autorisées en vertu d'autres lois et, parce qu'ils ont déjà été approuvés par des lois, ils ne requièrent pas une nouvelle approbation du Parlement. Ils sont identifiés dans le Budget des dépenses par un «(L)» et n'y sont inclus qu'à titre d'information ¹⁸⁴. La Partie I est maintenant combinée avec la Partie II pour former un volume qu'on appelle habituellement «Livre Bleu» ¹⁸⁵.

La forme et le contenu du Budget principal des dépenses n'ont été modifiés qu'à quatre reprises depuis la Confédération: en 1938, en 1970, en 1981 et la dernière fois en 1997 lisé. Chaque fois, ces réformes étaient entreprises afin d'améliorer la qualité et l'utilité des renseignements fournis aux parlementaires. En 1938, le ministre des Finances incluait pour la première fois dans le Budget des dépenses une ventilation des dépenses de fonctionnement des ministères par fonction list. Une plus grande précision a été atteinte en 1970 lorsque les dépenses des ministères ont été regroupées selon les programmes et activités. Un préambule explicatif clarifiant les termes techniques utilisés a été ajouté et le Livre Bleu a été pour la première fois publié en un seul volume bilingue liss.

Au fur et à mesure que les activités du gouvernement fédéral se diversifiaient et que les opérations gouvernementales se complexifiaient, il devint de plus en plus difficile de rassembler toute l'information sur les dépenses gouvernementales en un seul document. En 1981, après une étude exhaustive du cadre de gestion et de responsabilisation financière du gouvernement fédéral, deux nouveaux documents ont fait leur apparition. L'ancien Livre Bleu devint la Partie II, le Budget des dépenses, et de nouvelles Partie I et Partie III ont été ajoutées ¹⁸⁹. La Partie I fournissait un aperçu des dépenses du gouvernement fédéral de même que des renseignements sur les activités futures prévues qui ne pouvaient être inclus avec les crédits annuels et les dépenses législatives énoncés dans le Livre Bleu. La Partie II énumérait toujours

- 183. Voir le Budget des dépenses 1998-1999, Parties I et II, Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses, verso de la page couverture.
- 184. Les postes législatifs sont des dépenses qui ont été autorisées par d'autres lois que des lois de crédits, c'est-à-dire qu'ils visent des programmes qui bénéficient d'une autorisation permanente de dépenser et qui ne requièrent pas l'approbation de crédits annuels par le Parlement. (Voir le neuvième rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, 21 mars 1990, fascicule n° 20, p. 15.) Toutefois, comme ces postes législatifs ne sont pas renvoyés aux comités pour étude, ils ne peuvent faire l'objet d'une motion, d'un vote ou d'une recommandation. Les questions visant à obtenir des renseignements sur les postes législatifs sont néanmoins autorisées.
- 185. Jusqu'en 1997, chaque ministère et organisme déposait également, avec son Budget principal des dépenses, un plan de dépenses individuel connu sous le nom de Partie III. Ce document était renvoyé avec les divers postes du Budget des dépenses aux comités permanents concernés.
- Voir Rapport du vérificateur général du Canada à la Chambre des communes, 1992, Approvisionnements et Services Canada, novembre 1992, chapitre 6, p. 187-188.
- 187. Voir Débats, 3 février 1938, p. 151-152.
- 188. Débats, 11 février 1970, p. 3468.
- Pour des commentaires sur ces nouveaux documents, voir, par exemple, Débats, 26 février 1981, p. 7721-7722.

de manière détaillée les ressources dont les divers ministères et organismes avaient besoin pour l'exercice à venir. Enfin, la Partie III, le *Plan de dépenses du ministère*, constituait en fait une série de documents distincts fournissant chacun des renseignements supplémentaires sur les programmes et activités d'un seul ministère ou organisme. Ces premiers plans de dépense formant la Partie III ont été déposés avec le Budget des dépenses principal de 1982-1983¹⁹⁰.

Dans le chapitre 6 de son Rapport annuel au Parlement de 1992, le vérificateur général traite de la question des rapports ministériels. Il signale qu'une bonne partie des activités financières du gouvernement ne s'effectue pas par le truchement de dépenses et ne sont donc pas incluses dans l'information transmise aux parlementaires pour l'étude et l'approbation des crédits ¹⁹¹. De l'avis du vérificateur général, l'information transmise au Parlement devrait comprendre une description de la mission de l'organisation, de ses principaux secteurs d'activité, de sa structure, des instruments qu'elle utilise, des buts et des objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés pour accomplir sa mission, et des résultats qu'elle a obtenus et qui montrent dans quelle mesure les objectifs ont été atteints ¹⁹². En 1997, la Chambre a décidé d'entreprendre un projet pilote afin de diviser les plans de dépenses des ministères de la Partie III en deux documents: le Rapport sur les plans et les priorités et le Rapport sur le rendement. À compter de l'exercice 1997-1998, les documents de la Partie III ont été remplacés par ces deux rapports, le premier devant être déposé au plus tard le 31 mars et le second à l'automne ¹⁹³.

Le Rapport sur les plans et les priorités décrit le mandat du ministère (ou de l'organisme), sa mission et ses objectifs stratégiques, et il fournit des renseignements détaillés sur la structure de ses secteurs d'activité, sur les résultats prévus et sur sa stratégie de mesure du rendement 194. Ces rapports sont déposés au Parlement par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables 195. Le

- 190. Débats, 23 février 1982, p. 15289. Le 22 février 1990, le président du Conseil du Trésor déposait à la Chambre les Parties I et II du Budget des dépenses ainsi que 73 des 87 plans de dépenses de la Partie III tout en promettant que les 14 autres plans seraient déposés au plus tard le 12 mars (Débats, p. 8651-8653). Un député invoqua alors le Règlement afin de soutenir que l'adoption par la Chambre du douzième rapport du Comité permanent des comptes publics (Journaux, 17 décembre 1981, p. 4460, et 23 juin 1982, p. 5075) obligeait le président du Conseil du Trésor à déposer tous les plans de dépenses des ministères (Partie III) au plus tard le 1st mars. Le Président Fraser statua que le Règlement exigeait simplement que la Partie II du Budget des dépenses soit déposée au plus tard le 1st mars (Débats, 16 mars 1990, p. 9381-9383). Néanmoins, il ajouta qu'étant donné que les comités permanents avaient besoin de la Partie III pour bien comprendre les crédits de la Partie III, la Partie III devrait être déposée en même temps que la Partie II.
- Rapport du vérificateur général du Canada à la Chambre des communes, 1992, paragr. 6.21 à 6.23, p. 189-190.
- Rapport du vérificateur général du Canada à la Chambre des communes, 1992, paragr. 6.26, p. 190.
- 193. Voir Journaux, 24 avril 1997, p. 1533. Voir également le cinquante et unième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (L'étude des crédits: boucler la boucle du contrôle), et en particulier la Partie IV, «Boucler la boucle: une nouvelle procédure d'étude des crédits», présenté à la Chambre le 10 décembre 1998 (Journaux, p. 1435).
- Budget des dépenses 1998-1999: Parties I et II, Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses, p. vii.
- 195. Voir, par exemple, Journaux, 25 mars 1998, p. 617-620.

Rapport sur le rendement rend compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans le Rapport sur les plans et les priorités ¹⁹⁶. Ces documents sont eux aussi déposés par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables et renvoyés aux comités permanents concernés ¹⁹⁷. Pour ce qui est de l'administration de la Chambre des communes, ces deux types de rapport annuel sont déposés à la Chambre par le Président ¹⁹⁸.

Le Budget principal des dépenses de l'exercice à venir doit être renvoyé aux comités permanents au plus tard le 1^{et} mars de l'exercice en cours. Le Budget des dépenses est présenté par un ministre, normalement le président du Conseil du Trésor, et est accompagné d'une recommandation du gouverneur général, que le Président lit à haute voix devant la Chambre 199. Le Budget principal des dépenses est habituellement renvoyé aux comités permanents dès son dépôt 200. N'importe quel ministre peut présenter une motion durant les affaires courantes afin de proposer qu'un ou des postes du Budget principal soient renvoyés à un ou des comités permanents; la Chambre se prononce alors sur la motion sans tenir de débat 201.

Les crédits provisoires

Comme l'exercice commence le 1^{ex} avril et que le cycle normal des subsides prévoit que la Chambre ne se prononcera sur le Budget principal des dépenses qu'en juin, le gouvernement devrait en théorie se retrouver sans fonds pendant cet intervalle de trois mois. La Chambre autorise donc une avance sur les fonds demandés dans le Budget principal des dépenses afin de combler les besoins des services publics du début du nouvel exercice jusqu'à la date d'adoption de la loi de crédits fondée sur le Budget principal des dépenses de l'exercice. C'est cette avance qu'on appelle «crédits provisoires ²⁰²», c'est-à-dire une autorisation de dépenser accordée au gouvernement en attendant l'approbation du Budget principal des dépenses.

Budget des dépenses 1998-1999: Parties I et II, Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses, p. vii.

^{197.} Voir, par exemple, Journaux, 6 novembre 1997, p. 199-202; 29 octobre 1998, p. 1207-1211.

^{198.} Voir, par exemple, Journaux, 25 mars 1998, p. 620; 18 novembre 1998, p. 1271; 5 mars 1999, p. 1561. Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre se charge habituellement de l'examen du Budget des dépenses de la Chambre.

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 54; art. 79 du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 14 mai 1991, p. 54; 26 février 1998, p. 4456.

^{200.} Voir, par exemple, Journaux, 26 février 1998, p. 534-535. Il est déjà arrivé que le dépôt et le renvoi du Budget des dépenses se fassent des jours différents. (Voir, par exemple, Journaux, 23 février 1972, p. 17; 28 février 1972, p. 29-31.) Pour d'autres renseignements sur l'étude du Budget des dépenses en comité, voir plus loin la section intitulée « L'étude du Budget des dépenses en comité ».

^{201.} Art. 81(6) du Règlement.

Voir, par exemple, Journaux, 20 mars 1996, p. 122-123; 12 mars 1997, p. 1262-1263; 17 mars 1998, p. 581-583; 16 mars 1999, p. 1626-1628.

Le gouvernement donne avis d'une motion précisant les sommes d'argent dont il aura besoin, exprimées en douzièmes des crédits qui doivent être adoptés dans le Budget principal des dépenses ²⁰³. La plupart de ces sommes équivalent aux trois douzièmes du montant total, ce qui correspond à l'intervalle de trois mois entre le début de l'exercice et la date d'adoption définitive du Budget principal, mais le gouvernement peut demander davantage ²⁰⁴. La motion sur les crédits provisoires est étudiée lors du dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 26 mars. L'adoption de la motion est suivie de l'étude et de l'adoption à toutes les étapes d'un projet de loi de crédits fondé sur les crédits provisoires et autorisant les retraits prescrits du Trésor ²⁰⁵. L'approbation des crédits provisoires ne signifie pas nécessairement que la Chambre approuve immédiatement les programmes auxquels ils s'appliquent dans le Budget principal des dépenses.

Le Budget supplémentaire des dépenses

Si les montants votés dans le Budget principal des dépenses se révèlent insuffisants, ou s'il faut voter de nouveaux fonds ou réaffecter les fonds entre les crédits ou programmes durant un exercice, le gouvernement peut demander au Parlement d'approuver des dépenses additionnelles exposées dans un budget supplémentaire des dépenses. Le gouvernement peut présenter autant de budgets supplémentaires qu'il juge nécessaire au cours d'un exercice, mais l'usage veut qu'il se limite à deux ou trois.

Le Budget supplémentaire des dépenses est déposé sous la forme d'un document semblable à la Partie II du Budget principal des dépenses. Cependant, plutôt que d'être présenté comme une série de crédits sommaires (c'est-à-dire où chaque crédit résume tous les débours prévus dans une catégorie donnée de dépenses), chaque crédit supplémentaire porte sur un programme ou une opération financière spécifique. Les renseignements inclus dans le Budget supplémentaire deviendront une annexe de la loi de crédits qui sera ensuite adoptée pour autoriser les retraits prescrits du Trésor.

Comme dans le cas du Budget principal, le Budget supplémentaire est habituellement présenté par le président du Conseil du Trésor et s'accompagne d'une recommandation du gouverneur général que le Président lit à haute voix à la Chambre ²⁰⁶. Le Budget supplémentaire est renvoyé aux comités permanents concernés, immédiatement après son dépôt à la Chambre ²⁰⁷. La motion de renvoi est présentée par un ministre durant les affaires courantes et ne donne lieu à aucun débat ²⁰⁸. Le Budget supplémentaire doit faire l'objet d'un rapport à la Chambre ou est réputé avoir fait

Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 20 mars 1996, p. IV-V; 12 mars 1997, p. IV; 17 mars 1998, p. IV-V;
 16 mars 1999, p. V.

Voir, par exemple, Débats, 20 mars 1975, p. 4357-4358; Journaux, 20 mars 1996, p. 122-123; 12 mars 1997, p. 1262-1263.

^{205.} Art. 81(17) du Règlement.

Voir, par exemple, Journaux, 29 octobre 1998, p. 1211-1212.

^{207.} Art. 81(5) du Règlement.

^{208.} Voir, par exemple, Journaux, 29 octobre 1998, p. 1212-1214.

l'objet d'un rapport au plus tard trois jours de séance avant le dernier jour désigné, ou encore le dernier jour de séance de la période de subsides où il a été déposé ²⁰⁹.

Dernier Budget supplémentaire des dépenses

Lorsque le dernier Budget supplémentaire des dépenses ne peut être adopté avant le 31 mars de l'exercice qu'il vise, le Règlement prévoit qu'on en demandera l'approbation au cours de la prochaine période de subsides, c'est-à-dire la première période de subsides de l'exercice subséquent. Dans ces cas, trois jours sont ajoutés à la période de subsides se terminant au plus tard le 23 juin pour étudier la motion d'adoption de ce dernier budget supplémentaire de l'exercice précédent et adopter à toutes les étapes le projet de loi de crédits y afférent ²¹⁰.

Les crédits d'un dollar

Les Budgets supplémentaires comprennent souvent ce qu'on appelle des «crédits d'un dollar» afin de demander de modifier la répartition des fonds autorisée dans le Budget principal. Ces crédits d'un dollar ne visent pas à obtenir de fonds nouveaux ou supplémentaires, mais plutôt à affecter différemment des crédits déjà autorisés. Comme ces «crédits» sont des postes budgétaires, on doit leur attribuer une valeur en dollar. Toutefois, étant donné qu'aucuns nouveaux fonds ne sont requis, cette somme d'«un dollar» revêt uniquement une valeur symbolique. Les crédits d'un dollar peuvent être utilisés pour réaffecter des fonds d'un programme à un autre²¹¹; pour radier des créances²¹²; pour modifier des garanties d'emprunt²¹³; pour autoriser des subventions²¹⁴; ou encore pour modifier des lois de crédits antérieures²¹⁵.

L'inclusion de crédits d'un dollar dans le Budget des dépenses a également posé la question de l'utilisation du Budget des dépenses pour «légiférer» (c'est-à-dire non seulement pour affecter des fonds, mais également pour tenter d'obtenir de nouvelles autorisations législatives qui auraient normalement exigé l'adoption d'une loi habilitante distincte dans le cadre du processus législatif habituel, à l'extérieur de la procédure des subsides)²¹⁶.

- 209. Art. 81(5) du Règlement.
- 210. Art. 81(12) du Règlement.
- Voir, par exemple, la Loi de crédits nº 4 pour 1996-1997 (L.C. 1997, ch. 7, p. 13), Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (B)), Patrimoine canadien, crédits 5b et 40b.
- Voir, par exemple, la Loi de crédits nº 4 pour 1996-1997 (L.C. 1997, ch. 7, p. 5), Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (B)), Affaires indiennes et du Nord canadien, crédit 36b.
- Voir, par exemple, la Loi de crédits nº 3 pour 1996-1997 (L.C. 1996, ch. 29, p. 14), Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (A)), Transports, crédit 33a.
- Voir, par exemple, la Loi de crédits nº 4 pour 1996-1997 (L.C. 1997, ch. 7, p 15), Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (B)), Santé, crédit 25b.
- 215. Voir la décision du Président Jerome, Journaux, 7 décembre 1977, p. 185; la décision du Président Sauvé, Débats, 25 mars 1981, p. 8601; 12 juin 1981, p. 10546. Voir aussi, par exemple, la Loi de crédits n° 3 pour 1996-1997 (L.C. 1996, ch. 29, p. 15), Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (A)), Travaux publics et Services gouvernementaux, crédit 19a.
- Voir, par exemple, Débats, 31 mars 1952, p. 1025-1034; 27 mars 1961, p. 3501-3509; 1st avril 1964, p. 1764-1783.

Avant 1968, les procédures relatives aux subsides donnaient amplement l'occasion à la Chambre de débattre des divers postes du Budget des dépenses. Les postes de nature législative (pratiquement toujours des «crédits d'un dollar») étaient régulièrement inclus dans les lois de crédits 217. Toutefois, cette pratique n'était pas acceptée facilement par la Chambre et les députés n'hésitaient pas à remettre en question la recevabilité de ces crédits²¹⁸. Les changements apportés en 1968 aux règles régissant les subsides, qui entraînèrent l'abolition du Comité des subsides et le renvoi du Budget des dépenses aux comités permanents pour étude détaillée, eurent pour effet de réduire de manière importante le temps que la Chambre consacre à l'étude du Budget supplémentaire (où figurent la plupart des crédits d'un dollar). De plus, le Budget supplémentaire étant souvent déposé assez tard au cours de la période de subsides, cela laisse relativement peu de temps aux comités pour l'étudier. Par conséquent, peu de temps après les changements de 1968, le Président fut de plus en plus appelé à se prononcer sur la recevabilité des crédits d'un dollar 219. Les décisions des Présidents de la Chambre à l'égard des crédits d'un dollar ont donc clarifié ce qui est acceptable sur le plan de la procédure et ce qui ne l'est pas.

Les Présidents ont souvent souligné aux députés qu'ils devraient prendre l'initiative de porter à l'attention de la présidence toute irrégularité du Budget des dépenses sur le plan de la procédure ²²⁰. Ils leur ont également demandé à de nombreuses reprises de soulever le plus tôt possible ces questions sur la recevabilité du

^{217.} Dans certains cas, le libellé du crédit d'un dollar spécifiait la loi qu'il visait à modifier ou à remplacer. Voir, par exemple, la Loi des subsides n° 5 de 1963, Annexe B (Budget supplémentaire des dépenses (A) de 1963-1964), Finances, crédits 58a, 59a et 64a, et Annexe E (Budget supplémentaire des dépenses (D) de 1963-1964), Travaux publics, crédit 178d (L.C. 1963, ch. 42, p. 44-46 et 60); la Loi des subsides n° 10 de 1964, Annexe B (Budget supplémentaire des dépenses (A) de 1964-1965), Travail, crédit 7a et Annexe D (Budget supplémentaire des dépenses (C) de 1964-1965), Finances, crédit L18c (L.C. 1964-1965, ch. 34, p. 34 et 48); et la Loi des subsides n° 2 de 1965, Annexe (Budget supplémentaire des dépenses (D) de 1964-1965), Affaires extérieures, crédit 33d et Transports, crédit 73d (L.C. de 1964-1965, ch. 50, p. 5 et 13).

^{218.} Des crédits ont été contestés par des députés de l'opposition (voir, par exemple, le débat sur le crédit « d'un dollar » concernant la Loi sur l'assurance-chômage (Débats, 1« avril 1964, p. 1764-1783)). Le 2 avril 1965, trois crédits « d'un dollar » visant à modifier la Loi sur la pension de la fonction publique ont été contestés à la Chambre et ensuite retirés par le gouvernement (voir Débats, 2 avril 1965, p. 13315-13322), même si des crédits similaires avaient été approuvés dans des lois de crédits antérieures (voir, par exemple, la Loi des subsides nº 5 de 1963, Annexe B (Budget supptémentaire des dépenses (A) de 1963-1964), Finances, crédits 58a et 64a (L.C. 1963, ch. 42, p. 44, 46). Voir également la décision du Président Lamoureux, Journaux, 10 mars 1971, p. 395-397. En 1969, le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a exprimé son inquiétude au sujet de l'emploi très répandu des crédits d'un dollar pour des modifications législatives (voir le quatrième rapport du Comité, Journaux, 28 février 1969, p. 756).

Voir les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 10 mars 1971, p. 396; du Président Jerome, Journaux, 22 mars 1977, p. 604-608 et 7 décembre 1977, p. 184; et du Président Sauvé, Débats, 25 mars 1981, p. 8600-8601.

^{220.} Voir, par exemple, la décision du Président Jerome, Journaux, 22 mars 1977, p. 606-607.

Budget des dépenses de manière à ce que la présidence ait le temps de rendre une décision «intelligente » ²²¹.

La présidence a maintenu que les crédits ayant un objectif législatif direct et spécifique (les crédits visant clairement à modifier une loi existante) devraient être présentés à la Chambre au moyen d'un projet de loi modificatif ²²². Le Président Jerome a déclaré dans une décision ce qui suit: «[...] j'estime que le Parlement autorise le gouvernement à agir en adoptant des lois et lui alloue l'argent pour financer les programmes autorisés en adoptant une loi portant affectation de crédits. À mon avis, il ne faudrait donc pas qu'un crédit serve à obtenir une autorisation qui doit normalement faire l'objet d'une loi ²²³». Dans une décision subséquente, il a également déclaré: «[...] les travaux des subsides se déroulent strictement en fonction du but recherché, c'est-à-dire que le gouvernement prévoit les sommes dont il a besoin, puis la Chambre lui vote ces crédits [...] les mesures législatives et les changements de fond d'ordre législatif ne sont pas censés faire partie des subsides, mais relèvent plutôt du processus législatif ordinaire qui comporte trois lectures, l'étape de l'étude en comité, et qui offrent, autrement dit, aux députés toutes les occasions voulues pour participer au débat et proposer des amendements ²²⁴».

L'étude du Budget des dépenses en comité

Lorsque le Budget des dépenses est déposé à la Chambre, il est renvoyé aux comités permanents pour étude ²²⁵. Quand un comité décide de se pencher sur le Budget des dépenses, chaque poste budgétaire ou «crédit» est mis à l'étude, proposé et débattu sous forme de motion distincte. Un crédit peut être adopté (le poste budgétaire est approuvé), réduit ²²⁶ (mais jamais au-dessous du montant approuvé sous forme de crédit provisoire) ou rejeté ²²⁷ (le poste budgétaire n'est pas approuvé) ²²⁸. Lorsqu'il

- 221. La suggestion formulée par le Président Jerome que ces rappels au Règlement soient présentés à l'avantdernier jour désigné d'une période de subsides a été reprise par le Président Sauvé. (Voir la décision du Président Jerome, *Journaux*, 22 mars 1977, p. 607-608 et la décision du Président Sauvé, *Débats*, 21 juin 1982, p. 18646-18647.) Voir également la décision du Président Parent, *Débats*, 25 novembre 1997, p. 2208.
- 222. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 10 décembre 1973, p. 737. Même quand il existe une autorisation législative, le Président a indiqué qu'il était préférable qu'une mesure concernant non seulement des sommes d'argent, mais aussi une question de principe soit portée à l'intention de la Chambre sous la forme d'un projet de loi distinct (voir la décision du Président Jerome, Journaux, 22 juin 1976, p. 1368).
- Journaux, 22 mars 1977, p. 607. Voir également les décisions du Président Sauvé, Débats, 25 mars 1981, p. 8601; 12 juin 1981, p. 10546; 21 juin 1982, p. 18646; 21 mars 1983, p. 23968; la décision du Président Francis, Débats, 21 mars 1984, p. 2308; la décision du Président Fraser, Débats, 20 mars 1991, p. 18731-18732, et la décision du Président Parent, Débats, 25 novembre 1997, p. 2208.
- 224. Journaux, 7 décembre 1977, p. 184.
- 225. Art. 81(4) et (5) du Règlement.
- Voir, par exemple, Journaux, 31 mai 1973, p. 359. Un crédit ne devrait pas être réduit d'un montant dérisoire (Beauchesne, 5°éd., comm. 497(3), p. 174).
- 227. Voir, par exemple, Journaux, 21 mars 1973, p. 200; et 7 décembre 1979, p. 324.
- 228. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 18 juin 1973, p. 420.

entreprend l'étude d'un crédit, le comité lance le débat sur les dépenses de programmes auxquelles ce crédit s'applique. Les comités étudiant le Budget peuvent convoquer des témoins; ainsi, ils entendent habituellement le témoignage du ministre, de fonctionnaires du ministère ou de l'organisme concerné, ainsi que de citoyens ou groupes intéressés.

Normalement, l'étude du crédit 1 du Budget des dépenses (généralement les dépenses de fonctionnement ou l'administration du ministère) donne lieu à une vaste discussion. Les questions sur la politique du ministère sont habituellement posées au ministre responsable; ce dernier peut toutefois renvoyer les questions plus techniques ou administratives aux fonctionnaires du ministère. Les Présidents font normalement preuve d'une très grande souplesse quant à la nature des questions permises lors de ces travaux ²²⁹.

Un comité ne peut majorer le montant d'un crédit, changer la destination d'une subvention ou modifier l'objectif d'un crédit puisque cette décision outrepasserait la recommandation royale et empiéterait sur les pouvoirs de la Couronne en matière d'initiative financière ²³⁰. Un comité peut proposer de réduire un crédit d'un montant égal à celui prévu dans le Budget des dépenses pour un programme ou une activité auquel il s'oppose ²³¹. Les députés ne peuvent cependant pas proposer une motion visant à réduire un crédit de son montant total; il faut simplement voter contre la question: «Le crédit est-il adopté?»

Les dépenses législatives sont autorisées de manière permanente par d'autres lois que la loi de crédits et ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information 232. Les motions ou recommandations concernant les dépenses législatives énumérées dans le Budget principal ne sont donc pas autorisées, mais les demandes d'information le sont. Les postes législatifs ne peuvent être modifiés que par une loi modificative.

Rapport à la Chambre

Les comités ne sont nullement tenus de faire rapport à la Chambre sur le Budget des dépenses; toutefois, dans le cas du Budget principal des dépenses, les comités qui ne font pas rapport sont réputés l'avoir fait le 31 mai et, dans le cas du Budget supplémentaire des dépenses, ils sont réputés l'avoir fait le troisième jour de séance avant le dernier jour désigné ou le dernier jour de séance de la période de subsides²³³. Lorsqu'un comité choisit de faire rapport sur le Budget des dépenses, le président ou un membre du comité agissant en son nom se lève durant les « Affaires courantes », lorsque le Président annonce la « Présentation de rapports de comités », afin de présenter le rapport.

^{229.} Voir aussi le chapitre 20, « Les comités ».

Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 24 mars 1970, p. 637. Voir également Bourinot, 4° éd., p. 427.

^{231.} Voir, par exemple, Journaux, 31 mai 1973, p. 359.

Voir « Préface », Budget des dépenses 1998-1999: Parties I et II, Pian de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses, p. 1-2.

^{233.} Art. 81(4) et (5) du Règlement.

Pour le Budget principal des dépenses, les règles prévoient une exception au délai du 31 mai. Le chef de l'Opposition peut, au plus tard le troisième jour de séance avant le 31 mai, donner avis d'une motion visant à prolonger l'étude en comité du Budget principal d'un ministère ou organisme précis ²³⁴. La motion est réputée adoptée à l'appel des « Motions » durant les « Affaires courantes », lors du dernier jour de séance avant le 31 mai ²³⁵. L'adoption de la motion permet au comité de poursuivre l'étude du Budget principal de ce ministère ou organisme et de retarder la présentation de son rapport d'une période pouvant atteindre 10 jours de séance, mais sans dépasser l'heure habituelle de l'ajournement quotidien du jour de séance précédant immédiatement le dernier jour désigné de la période de subsides ²³⁶. Si le comité n'a pas fait rapport à ce moment-là, il est réputé l'avoir fait. Lorsque le comité choisit de faire rapport, le président ou un membre du comité agissant en son nom peut invoquer le Règlement n'importe quand avant le délai prévu et la Chambre reviendra immédiatement à la rubrique « Présentation de rapports de comités » pour recevoir le rapport ²³⁷.

Le rapport d'un comité sur le Budget des dépenses doit correspondre, tant par sa forme que par son contenu, aux pouvoirs dont le comité avait été investi ²³⁸. Comme c'est le Budget des dépenses qui avait été renvoyé au comité par la Chambre, c'est également ce budget (tel qu'adopté, réduit ou rejeté) qui devrait faire l'objet du rapport à la Chambre. Lorsqu'il présente d'autres recommandations de fond, le comité dépasse nettement les limites de son ordre de renvoi, qui visait l'étude du Budget des dépenses ²³⁹. Le Président a exprimé de sérieuses réserves au sujet de l'inclusion de recommandations de fond dans des rapports de comité sur le Budget des dépenses ²⁴⁰. Un comité permanent souhaitant formuler des recommandations de fond sur le Budget des dépenses qu'il a étudié peut le faire en vertu de son pouvoir permanent de mener des études et de faire rapport sur toutes les questions relatives au mandat, à l'administration et au fonctionnement des ministères ou organismes dont il a la charge ²⁴¹. Une motion d'adoption du rapport d'un comité sur le Budget des dépenses ne peut être examinée qu'un jour désigné pour les travaux des subsides ²⁴².

^{234.} Art. 81(4)a) du Règlement. Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 26 mai 1998, p. III. En 1999, le chef de l'Opposition a choisi de ne pas donner un tel avis (voir le rappel au Règlement du député Peter MacKay (Pictou – Antigonish – Guysborough), Débats, 27 mai 1999, p. 15351-15352, et la décision du Président suppléant, Débats, 28 mai 1999, p. 15429-15430).

^{235.} Voir, par exemple, Journaux, 28 mai 1998, p. 902.

^{236.} Art. 81(4)b) du Règlement.

^{237.} Art. 81(4)c) du Règlement.

^{238.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 18 juin 1973, p. 420.

^{239.} Voir la décision du Président Jerome, Débats, 10 décembre 1979, p. 2189.

^{240.} Voir la décision du Président Jerome, Débats, 10 décembre 1979, p. 2189.

^{241.} Art. 108(2) du Règlement.

^{242.} Art. 81(9) du Règlement. Voir les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 18 juin 1973, p. 420, et 6 décembre 1973, p. 725; et la décision du Président Jerome, Débats, 10 décembre 1979, p. 2189. Pour des exemples d'un rapport de comité sur le Budget des dépenses ayant fait l'objet d'une motion de l'opposition présentée lors d'un jour désigné, voir Journaux, 3 mars 1969, p. 762; Débats, 19 juin 1969, p. 10410.

Un comité peut également faire rapport sur les plans de dépenses et priorités futurs des ministères et organismes dont il examine le Budget principal des dépenses ²⁴³. Ces rapports doivent toutefois être présentés à la Chambre au plus tard le dernier jour de séance de juin, comme le prévoit le calendrier parlementaire, et toute motion d'adoption ne peut être étudiée par la Chambre que durant un jour désigné ²⁴⁴.

Adoption du Budget des dépenses

Une fois qu'il a fait l'objet d'un rapport ou qu'il est réputé avoir fait l'objet d'un rapport par les comités permanents, le Budget des dépenses doit être adopté par la Chambre pour que le gouvernement puisse présenter le projet de loi de crédits autorisant les retraits nécessaires du Trésor. Toutes les motions d'adoption du Budget des dépenses sont proposées lors du dernier jour désigné d'une période de subsides, une fois qu'on a terminé les délibérations sur une motion de l'opposition. Dans un cycle normal des subsides, les motions d'adoption sont étudiées de la manière suivante 245:

- Le dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 10 décembre, une ou des motions d'adoption du Budget supplémentaire des dépenses sont étudiées si le gouvernement en a déposé durant la période;
- Le dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 26 mars, une ou des motions d'adoption du Budget supplémentaire des dépenses sont étudiées en premier, si le gouvernement en a déposé durant la période, puis la Chambre se penche sur une motion d'adoption des crédits provisoires pour le prochain exercice:
- Le dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 23 juin, une ou des motions d'adoption du Budget principal des dépenses sont examinées en premier, suivies par une ou des motions d'adoption du dernier Budget supplémentaire des dépenses de l'exercice précédent et une ou des motions d'adoption du Budget supplémentaire des dépenses de l'exercice en cours, si le gouvernement en a déposé durant la période.

Une motion d'adoption du Budget principal ou supplémentaire des dépenses est une motion visant à faire adopter le Budget des dépenses sur lequel les comités permanents ont fait rapport ou sont réputés avoir fait rapport. Le gouvernement, habituellement par l'entremise du président du Conseil du Trésor, donnera un préavis écrit de 48 heures lorsqu'il souhaite présenter une ou plusieurs motions d'adoption du Budget des dépenses 246. Si un comité a réduit ou rejeté un ou plusieurs crédits du

^{243.} Art. 81(7) du Règlement.

^{244.} Art. 81(8) du Règlement.

^{245.} Art. 81(17) et (18) du Règlement.

^{246.} Art. 81(14) a) du Règlement. Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 27 novembre 1998, p. III.

Budget des dépenses, le gouvernement peut proposer leur rétablissement ²⁴⁷. Un préavis écrit de 48 heures est aussi requis pour toutes les motions visant à rétablir des crédits réduits ou rejetés en comité ²⁴⁸.

De plus, tout député peut donner avis de son intention de s'opposer à tout poste du Budget des dépenses soumis à la Chambre: ces postes sont ensuite désignés comme des «postes qui font l'objet d'opposition» dans le Budget. Le délai de préavis pour les postes qui font l'objet d'opposition est de 24 heures pour les périodes de subsides se terminant le 10 décembre et le 26 mars, et de 48 heures pour la période de subsides se terminant le 23 juin 249. Les députés présentent de tels avis afin de s'opposer au montant total d'un crédit²⁵⁰ ou à une portion précise de ce montant²⁵¹. Un avis d'opposition à un poste du Budget des dépenses ne constitue pas une motion 252. Étant donné que le gouvernement peut proposer dans une même motion l'adoption de tous les crédits du Budget des dépenses²⁵³, l'avis d'opposition à un poste constitue en fait un moyen pour les députés de forcer le gouvernement à proposer une motion distincte pour l'adoption de chaque crédit qui fait l'objet d'opposition en partie ou en totalité²⁵⁴. Le texte de la motion générale d'adoption est alors modifié afin d'exclure ces crédits 255. À une occasion, des députés qui avaient signifié leur intention de s'opposer à des postes du Budget ont informé le Greffier qu'ils ne souhaitaient pas y donner suite. C'est ainsi que les motions distinctes n'ont pas été mises aux voix et que les postes qui faisaient l'objet d'opposition ont été réintégrés dans la motion d'adoption générale 256.

- 247. Par exemple, le Comité permanent de la justice et des questions juridiques avait réduit le crédit 1, sous SOLLICITEUR GÉNÉRAL, dans le Budget principal des dépenses 1973-1974 (Journaux, 31 mai 1973, p. 358-359). Ce crédit a été uitérieurement rétabli par la Chambre (Journaux, 26 juin 1973, p. 438-439) et le montant complet a été inclus dans l'Annexe de la Loi n° 4 de 1973 portant affectation de crédits (Journaux, 28 juin 1973, p. 447; L.C. 1973-1974, ch. 16, Annexe, p. 45). À une occasion, le gouvernement a choisi de ne pas proposer le rétablissement du crédit 16b, sous FINANCES, dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) de 1972-1973, crédit qui avait été rejeté par le Comité permanent des prévisions budgétaires en général (voir Journaux, 21 mars 1973, p. 199-200, et 26 mars 1973, p. 214; Loi n° 2 de 1973 portant affectation de crédits, L.C. 1973-1974, ch. 4, Annexe, p. 13).
- 248. Art. 81(14)a) du Règlement. Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 14 décembre 1979, p. 'X-X.
- 249. Art. 81(14)a) du Règlement.
- Voir, par exemple, l'avis d'opposition au montant total du crédit 1, sous JUSTICE, d'un montant de 193 805 000 \$ (Feuilleton des Avis, 9 juin 1998, p. III).
- Voir, par exemple, l'avis d'opposition à un montant de 3 765 000 \$ dans le crédit 1, sous AFFAIRES INDIEN-NES ET DU NORD CANADIEN, d'un montant total de 63 272 000 \$ (Feuilleton des Avis, 9 juin 1998, p. VIII).
- Voir, par exemple, les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 22 juin 1972, p. 401-402; 7 février 1973, p. 102; 10 décembre 1973, p. 736-737.
- 253. Art. 81(20) du Règlement.
- Voir la décision du Président Jerome, Journaux, 24 mars 1976, p. 1144-1145. Un crédit d'un Budget supplémentaire des dépenses pour lequel un avis d'opposition avait été déposé a déjà été rejeté à la Chambre (voir Débats, 26 mars 1973, p. 2620-2626).
- Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 18 septembre 1996, p. VI et Journaux, 18 septembre 1996, p. 639-640.
- 256. Voir Feuilieton des Avis, 8 juin 1999, p. VII-LIV; Débats, 8 juin, p. 16069 et 16079-16081.

Lors du dernier jour désigné de chaque période de subsides, une fois les délibérations sur la motion de l'opposition terminées, les motions visant à rétablir les crédits du Budget des dépenses sont étudiées en premier, puis les motions d'adoption de chacun des crédits pour lesquels un avis d'opposition a été donné, et enfin la motion d'adoption de l'ensemble des crédits qui ne font pas l'objet d'opposition²⁵⁷; la Chambre passe ensuite au projet de loi de crédits fondé sur le Budget des dépenses. Pour ces travaux, la Chambre peut siéger au-delà de l'heure habituelle d'ajournement²⁵⁸.

En principe, toutes les motions peuvent être débattues et amendées ²⁵⁹. Toutefois, dans la pratique, lors du dernier jour désigné de chacune des périodes de subsides se terminant le 10 décembre et le 26 mars, le débat sur la motion de l'opposition, qui a priorité sur toutes les autres motions du gouvernement visant à terminer les travaux des subsides, se poursuit toute la journée et est interrompu par le Président 15 minutes avant l'expiration de la période réservée aux ordres émanant du gouvernement. À ce moment-là, toutes les motions, en commençant par la motion de l'opposition, sont mises aux voix consécutivement, sans autre débat ni amendement ²⁶⁰.

Lors du dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 23 juin, le Président interrompt les délibérations sur la motion de l'opposition à 18 h 30 à moins que la Chambre en ait terminé l'étude auparavant. Si la motion de l'opposition n'est pas une motion à mettre aux voix, les délibérations sur la motion se terminent à la fin du débat et la Chambre passe à l'étude de toute motion relative au Budget principal des dépenses 261. Si la motion de l'opposition est une motion à mettre aux voix, le Président met aux voix sur-le-champ et sans autre débat ni amendement toute question nécessaire pour mettre un terme aux délibérations et tout vote par appel nominal demandé est reporté à la fin de l'étude de toute motion relative au Budget principal des dépenses 262. À 22 heures, le Président interrompt les délibérations, procède tout d'abord à tous les votes reportés ou nécessaires pour trancher la motion de l'opposition 263, s'il y a lieu, et ensuite met immédiatement aux voix, sans autre débat ni amendement, toute autre question nécessaire pour terminer l'étude de toute motion relative au Budget principal des dépenses. Tout de suite après, le Président met aux voix successivement et sans débat toute question nécessaire pour terminer l'étude des affaires relatives au dernier Budget de l'exercice précédent ou à tout Budget supplémentaire, au rétablissement de tout crédit du dernier Budget ou d'un budget supplémentaire, ou à tout poste du dernier Budget ou d'un Budget supplémentaire qui fait l'objet d'opposition.

^{257.} Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1994, p. 551, et 18 septembre 1996, p. 639-640.

^{258.} Art. 81(17) et (18) d) du Règlement.

^{259.} Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1994, p. 546-547.

Art. 81(17) du Règiement. Voir également la décision du Président Lamoureux, Journaux, 10 décembre 1973, p. 736.

^{261.} Art. 81(18)a) du Règlement.

^{262.} Art. 81(18)b) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1999, p. 2064-2066.

^{263.} Voir, par exemple, Journaux, 8 juin 1999, p. 2066, 2069-2071.

Le projet de loi de crédits

Une fois entérinée, la motion d'adoption du Budget des dépenses ou des crédits provisoires devient un ordre de la Chambre de présenter un ou plusieurs projets de loi de crédits pour donner suite à l'autorisation de dépenser (montants et destinations) que la Chambre a approuvée ²⁶⁴. Cette mesure législative vise à autoriser le gouvernement à puiser dans le Trésor des montants pouvant atteindre mais non dépasser les sommes précisées dans le Budget des dépenses pour poursuivre les objectifs spécifiés dans les crédits.

Les projets de loi de crédits doivent être fondés sur le Budget des dépenses ou les crédits provisoires adoptés par la Chambre 265. Ils portent tous le titre suivant : Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars (année) 266. Ils commencent par un préambule qui cite à la fois le message du gouverneur général recommandant le Budget des dépenses à la Chambre, et l'objet du Budget des dépenses, qui est de «couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale [pour un exercice donné] auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs». La présidence a déjà averti les députés qu'une loi de crédits n'accorde des pouvoirs que pour une seule année et ne convient donc pas pour les dépenses qui doivent se poursuivre pendant une période de temps plus longue ou indéfiniment 267. À une occasion, le Président Parent a exprimé de sérieuses réserves au sujet de la mention de deux années financières dans le long titre d'un projet de loi de crédits 268. Il a parlé d'une mention «à la fois inutile et trompeuse». Bien qu'une loi distincte puisse autoriser un organisme gouvernemental à reporter la portion non dépensée d'un crédit d'une année financière à la fin de l'année suivante 269, le crédit est et doit être accordé pour une seule année et ne doit pas être qualifié de crédit pluriannuel.

Les destinations et les montants attribués à chaque poste de dépenses ou crédit sont précisés dans les annexes du projet de loi. Il s'agit en fait des conditions régissant l'engagement des dépenses. Ces annexes présentent les crédits des divers

^{264.} Art. 81(21) du Règlement.

^{265.} Art. 81(21) du Règlement.

Voir, par exemple, le projet de loi C-45, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1999 (Journaux, 9 juin 1998, p. 984-985).

^{267.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 10 décembre 1973, p. 737; la décision du Président Fraser, Débats, 20 mars 1991, p. 18732; et la décision du Président Parent, Débats, 8 juin 1999, p. 16065. Voir également Bourinot, 4° éd., p. 417; Débats, 30 avril 1879, p. 1684; Journaux, 30 avril 1879, p. 335; et 6 mai 1879, p. 367.

^{268.} Voir le rappel au Règlement du député John Williams (St. Albert) au sujet du projet de loi C-86 (Loi portant octroi à sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pour les exercices se terminant le 31 mars 2000 et le 31 mars 2001) et la décision du Président Parent (Débats, 8 juin 1999, p. 16053, 16065-16066).

^{269.} Voir Débats, 8 juin 1999, p. 16082.

ministères classés par ordre alphabétique français ou anglais, selon la version du projet de loi 270.

Les projets de loi de crédits sont étudiés le dernier jour désigné de chaque période de subsides, à la fin de la journée, après que le Président a interrompu les délibérations sur la motion de l'opposition ou sur le Budget principal des dépenses, selon le cas, afin que la Chambre puisse franchir toutes les autres étapes pour terminer les travaux des subsides pour cette période. La Chambre doit alors se prononcer sur toutes les motions relatives au Budget des dépenses, aux crédits provisoires et aux projets de loi de crédits sans autre débat ni amendement²⁷¹. Comme tous les projets de loi ne sont imprimés et distribués qu'après la première lecture, les députés ne devraient normalement prendre connaissance du contenu des projets de loi de crédits qu'à la toute fin de la journée, au moment où les délibérations s'accélèrent à la Chambre. Pour éviter ce problème, on a pris l'habitude au cours des dernières années de permettre la distribution aux députés de l'ébauche de ces projets de loi dès le début des travaux des subsides de ce jour-là. La Chambre donne toujours son consentement pour cette mesure spéciale ²⁷².

Comme tous les projets de loi publics, les projets de loi de crédits sont «lus» deux fois, étudiés en comité et lus une troisième fois avant d'être transmis au Sénat²⁷³. Étant donné que la motion d'adoption du Budget des dépenses ou des crédits provisoires devient ensuite un ordre de la Chambre de présenter un projet de loi de crédits, la première lecture s'effectue sur-le-champ, sans que le projet de loi ne doive être présenté, et une motion est proposée afin qu'il soit lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier²⁷⁴.

En théorie, un projet de loi de crédits peut faire l'objet d'un débat et donc d'amendements, mais une fois la première lecture terminée, il franchit habituellement toutes les autres étapes sans débat ni amendement, lors du dernier jour désigné ²⁷⁵.

- 271. Art. 81(17) et (18) du Règlement.
- 272. Voir, par exemple, Débats, 9 juin 1998, p. 7795.
- 273. Voir également le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 274. Art. 81(21) et 73(4) du Règlement. Voir aussi le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 275. Parfois, par des ordres spéciaux, la Chambre a convenu de débattre d'un projet de loi de crédits en deuxième lecture (voir, par exemple, *Journaux*, 21 mars 1977, p. 598; 24 mars 1977, p. 621; 22 juin 1989, p. 431; 27 juin 1989, p. 467) et à l'étape de l'étude en comité plénier (voir, par exemple, *Débats*, 23 octobre 1974, p. 639; *Journaux*, 23 octobre 1974, p. 82; 24 octobre 1974, p. 83; 25 octobre 1974, p. 86).

^{270.} De 1867 à 1939, le Budget des dépenses était publié dans des versions française et anglaise distinctes et non classées par ordre alphabétique. De 1939 à 1970, le Budget a continué à être publié dans deux versions distinctes, mais chaque version énumérait les ministères suivant leur ordre alphabétique anglais. En 1970, la première édition bilingue du Budget des dépenses a été publiée en format tête-bêche et suivant l'ordre alphabétique de chacune des deux langues. Seules les annexes des projets de loi de crédits ont continué à énumérer les ministères par ordre alphabétique du côté anglais avec la traduction française de ces annexes dans les pages opposées. Après des plaintes de députés (voir, par exemple, Débats, 16 février 1973, p. 1385-1386; 26 juin 1973, p. 5098; 10 décembre 1973, p. 8609; 6 décembre 1989, p. 6581-6582), on a commencé à énumérer les ministères suivant l'ordre alphabétique propre à chaque langue. Le premier de ces projets de loi a été la Loi de crédits n° 2 pour 1990-1991, L.C. 1990, ch. 33 (voir les remarques de Marcet Prud'homme (Saint-Denis), Débats, 6 juin 1990, p. 12420-12421).

Toutefois, s'il reste du temps pour ce débat ce jour-là et qu'un débat est entrepris à l'étape de la deuxième ou de la troisième lecture, les discours sont limités à 20 minutes et sont suivis par une période de questions et d'observations d'au plus 10 minutes ²⁷⁶. En comité plénier, le projet de loi est étudié article par article et il en est ensuite fait rapport à la Chambre ²⁷⁷. C'est habituellement à l'étape de l'étude en comité plénier qu'un député de l'opposition demande au président du Conseil du Trésor de lui fournir des garanties que le projet de loi de crédits est dans la forme habituelle ²⁷⁸. Les projets de loi dont un comité plénier a fait rapport sont adoptés sans débat ni amendement ²⁷⁹. Une fois que le projet de loi a été lu une troisième fois, il est envoyé au Sénat où il doit franchir trois autres lectures avant de recevoir la sanction royale et de devenir loi.

Normalement, les projets de loi adoptés dans les deux chambres du Parlement sont conservés par le Greffier des Parlements (Greffier du Sénat) jusqu'à ce que le gouverneur général (ou un suppléant) leur donne la sanction royale. Toutefois, étant donné que l'autorisation des crédits est une prérogative de la Chambre des communes, les projets de loi de crédits sont toujours retournés à la Chambre pour que le Président puisse les apporter au Sénat afin qu'ils reçoivent la sanction royale. Le Président, agissant à titre de porte-parole de la Chambre, se rend avec des députés à la barre du Sénat et s'adresse au représentant de la Couronne dans les termes suivants:

«Qu'il plaise à Votre Excellence (Honneur 280): les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses publiques. Au nom des Communes, je présente à Votre Excellence (Honneur) le projet de loi suivant: (titre), Que je prie humblement Votre Excellence (Honneur) de sanctionner.»

Le Président présente le projet de loi au Greffier du Sénat qui en lit le titre à haute voix et le gouverneur général (ou un suppléant) donne son consentement d'un signe de la tête. La sanction royale est ensuite prononcée par le Greffier du Sénat dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le (la) Gouverneur(e) général(e) (l'honorable Gouverneur général suppléant) remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce projet de loi. »

^{276.} Art. 81(22) du Règlement.

^{277.} Voir également le chapitre 19, «Les comités pléniers».

^{278.} Voir Débats, 9 juin 1998, p. 7908; 8 juin 1999, p. 16082.

^{279.} Art. 76.1(12) du Règiement.

^{280.} On utilise «Votre Honneur» pour désigner le suppléant du gouverneur général.

744

Les *Journaux* de la Chambre des communes publient l'adresse du Président et la réponse du représentant de la Couronne signifiant la sanction royale, de même que le titre du projet de loi ²⁸¹.

LES DÉROGATIONS AU CYCLE DES SUBSIDES

De temps à autre, les circonstances peuvent exiger qu'on déroge aux processus et cycle habituels. Par exemple, à la suite d'un ajournement imprévu, d'une prorogation ou d'une dissolution du Parlement, il peut arriver que le Budget principal des dépenses ne soit pas déposé et renvoyé aux comités permanents avant la date limite du 1^{er} mars, ou que les crédits provisoires ou le Budget principal des dépenses ne soient pas adoptés avant la date limite du 23 juin. Dans ces cas, les dispositions du Règlement relatives aux travaux des subsides (comme celles sur l'échéancier pour le dépôt du Budget des dépenses, son renvoi aux comités permanents, son retour à la Chambre, les motions d'adoption et les projets de loi de crédits) ne s'appliquent plus.

On peut faire face à ces situations en suspendant temporairement les dispositions pertinentes du Règlement. Une entente peut être conclue entre le gouvernement et les partis d'opposition afin de terminer les travaux des subsides le plus rapidement possible. Habituellement, il faut adopter un ordre spécial ²⁸² qui, selon le cas, traite des aspects suivants: la durée de la période de subsides ²⁸³; le nombre de jours désignés dans la période de subsides ²⁸⁴; le nombre de motions de l'opposition votables ²⁸⁵; le renvoi aux comités du Budget principal ou supplémentaire des dépenses et la date des rapports ²⁸⁶; la date d'adoption du Budget des dépenses ²⁸⁷; et le temps alloué pour le débat sur le projet de loi de crédits ²⁸⁸.

Lorsque le gouvernement juge qu'il y a urgence et qu'il ne peut attendre la fin de la période de subsides, il peut se servir du temps de la Chambre mis à sa propre disposition pour étudier le Budget des dépenses. Le Règlement prévoit un mécanisme spécifique permettant qu'une motion d'adoption du Budget des dépenses et du projet de loi de crédits connexe soit présentée à l'étape des «Ordres émanant du

^{281.} Voir, par exemple, Journaux, 10 décembre 1998, p. 1440. Le 17 mai 1995, la Chambre a adopté le 77° rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre exigeant que les Journaux reproduisent les formules utilisées par le Président et le Greffier du Sénat (voir le 77° rapport présenté à la Chambre le 10 mai 1995 (Journaux, p. 1456) et adopté le 17 mai 1995 (Journaux, p. 1492)).

Voir, par exemple, Journaux, 29 avril 1980, p. 95-96; 4 avril 1989, p. 20-21; 23 mai 1991, p. 59; 4 mars 1996, p. 34-35, 39-41; 23 septembre 1997, p. 14.

^{283.} Voir, par exemple, Journaux, 4 avril 1989, p. 20.

^{284.} Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1997, p. 14.

^{285.} Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1997, p. 14.

Voir, par exemple, Journaux, 4 avril 1989, p. 20-21; 23 mai 1991, p. 59; 4 mars 1996, p. 34-35; 23 septembre 1997, p. 14.

^{287.} Voir, par exemple, Journaux, 4 avril 1989, p. 21; 23 septembre 1997, p. 14.

^{288.} Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1989, p. 431.

gouvernement» et non lors des jours désignés pour les travaux des subsides ²⁸⁹. La motion d'adoption et le projet de loi sont alors traités comme toute autre affaire émanant du gouvernement et peuvent donc faire l'objet d'un débat. Ce débat n'est assujetti à aucune limite et les jours utilisés à cette fin ne sont pas considérés comme des jours désignés et ne peuvent être déduits du nombre de jours désignés pour les travaux des subsides ²⁹⁰. Mis à part ces deux exceptions, les règles régissant l'étude des crédits sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement sont identiques à celles qui s'appliquent aux délibérations lors d'un jour désigné ²⁹¹.

Le pouvoir d'emprunt

Le gouvernement a besoin de pouvoir emprunter lorsque ses recettes n'arrivent pas à couvrir ses dépenses. Il le fait principalement en émettant des bons du Trésor, des obligations négociables et des obligations d'épargne du Canada sur les marchés canadien et étranger. La Loi sur la gestion des finances publiques précise ce qui suit: «Les emprunts de fonds et l'émission de titres par Sa Majesté ou pour son compte sont subordonnés à l'autorisation du Parlement ²⁹² ». Ce pouvoir d'emprunter suffisamment de nouveaux fonds pour couvrir les besoins financiers estimés et se réserver une marge de manœuvre en cas d'urgence est normalement demandé et obtenu au début du cycle financier de chaque nouvel exercice ²⁹³. Ces demandes visent de nouveaux pouvoirs d'emprunt puisque la Loi sur la gestion des finances publiques autorise déjà le gouvernement à emprunter de l'argent pour refinancer des titres de créance arrivant à échéance ²⁹⁴. Un pouvoir d'emprunt inutilisé à la fin de l'exercice est périmé et une nouvelle requête doit être présentée.

Le gouvernement emprunte lorsque ses dépenses, qui sont autorisées par le Parlement dans les Budgets principal et supplémentaire des dépenses et les crédits provisoires, sont supérieures à ses recettes dont les niveaux prévus sont également approuvés par le Parlement. Avant 1975, on avait l'habitude d'inclure des demandes de pouvoir d'emprunt dans l'un des premiers projets de loi de crédits du nouvel exercice. Lorsque les circonstances exigeaient un accroissement de ce pouvoir d'emprunt, ces accroissements étaient demandés au moyen des projets de loi de crédits subséquents comme par exemple ceux relatifs aux Budgets supplémentaires des dépenses ou aux crédits provisoires. Pour justifier cette inclusion de nouveaux pouvoirs d'emprunt dans une loi de crédits, on soutenait que ces pouvoirs d'emprunt pour couvrir toute insuffisance des recettes par rapport aux dépenses devaient être autorisés de manière assez automatique étant donné que cette insuffisance, comme

^{289.} Art. 82 du Règiement.

Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 7 février 1973, p. 102-103. Voir aussi Débats, 7 février 1973, p. 1052-1061.

^{291.} Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 7 février 1973, p. 103.

^{292.} L.C. 1985, ch. F-11, art. 43.

^{293.} Voir Débats, 16 décembre 1975, p. 10054-10055.

^{294.} L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 46. Voir également Débats, 24 mars 1977, p. 4298.

les besoins d'emprunt, étaient la conséquence de mesures déjà approuvées par le Parlement.

Les changements apportés en 1968 aux procédures sur les subsides ont rendu problématique l'inclusion du pouvoir d'emprunt dans les projets de loi de crédits ²⁹⁵. La nouvelle procédure ne permettait habituellement pas aux députés de débattre des dispositions sur le pouvoir d'emprunt; la clause sur les emprunts ne faisait pas partie du Budget des dépenses examiné par les comités permanents et les projets de loi de crédits contenant les dispositions sur les emprunts étaient habituellement adoptés sans débat. En 1975, le Président a ordonné de rayer d'un projet de loi de crédits relatif à un budget supplémentaire une disposition sur le pouvoir d'emprunt parce que son inclusion dans ce projet de loi fondé sur un budget supplémentaire empêcherait pratiquement toute discussion de cet article, compte tenu des dispositions du Règlement ²⁹⁶. Quelques années plus tard, en 1981, le Président ne voyait aucune objection à inclure une demande de pouvoir d'emprunt dans un projet de loi fiscal fondé sur une motion de voies et moyens, pourvu que le gouvernement ait également donné le préavis habituel de 48 heures pour la présentation d'un projet de loi afin de viser les dispositions sur le pouvoir d'emprunt ²⁹⁷.

Le pouvoir d'emprunt est maintenant demandé au moyen d'un projet de loi qui suit le processus législatif normal, sauf que le débat en deuxième lecture est limité à un maximum de deux jours de séance²⁰⁸. Les derniers gouvernements ont pris l'habitude de présenter les projets de loi portant pouvoir d'emprunt lors de la présentation du Budget ou peu de temps après²⁹⁹. En théorie, si d'autres emprunts se révélaient nécessaires afin de faire face à des circonstances imprévues, un projet de loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire serait alors présenté.

Voir Débats, 10 décembre 1974, p. 2138-2139; 11 décembre 1974, p. 2143; 20 mars 1975, p. 4357-4362;
 21 mars 1975, p. 4364-4365.

^{296.} Voir la décision du Président Jerome, Journaux, 9 décembre 1975, p. 924. Voir aussi Débats, 9 décembre 1975, p. 9880-9883. En 1977, la Chambre a convenu de tenir un débat à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi de crédits fondé sur des crédits provisoires et qui contenait une disposition sur le pouvoir d'emprunt. (Voir Débats, 24 mars 1977, p. 4298; Journaux, 21 mars 1977, p. 598; 22 mars 1977, p. 610-611; 24 mars 1977, p. 621.)

Voir la décision du Président Sauvé, Débats, 19 janvier 1981, p. 6319. Voir également la décision du Président Sauvé, Débats, 16 février 1982, p. 15053.

^{298.} Art. 73(5) du Règlement. Voir Journaux, 27 février 1995, p. 1174; 2 mars 1995, p. 1199 et 1202. Pour plus d'information, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{299.} En 1985, le ministre des Finances a déposé un document formulant des recommandations afin d'améliorer le processus d'emprunt en se fondant sur le principe fondamental voulant que le gouvernement ne sollicite pas un pouvoir d'emprunt pour l'exercice sans avoir tout d'abord fourni au Parlement tous les renseignements voulus sur ses besoins financiers. (Voir Journaux, 23 mai 1985, p. 648-649. Voir également Le processus budgétaire canadien — Propositions d'amélioration, p. 11-14.)

Les mandats spéciaux du gouverneur général

Dans des circonstances exceptionnelles, la Loi sur la gestion des finances publiques autorise le gouverneur en conseil à demander au gouverneur général de délivrer un mandat spécial 300 pour autoriser le gouvernement à effectuer des paiements sur le Trésor qui n'ont pas été autorisés par le Parlement, pourvu que les conditions suivantes soient remplies 301:

- · Le Parlement est dissous:
- Un ministre a remis un rapport attestant l'urgence du paiement et sa nécessité dans l'intérêt public;
- Le président du Conseil du Trésor a remis un rapport attestant l'absence de tout crédit pouvant autoriser le paiement.

Cette disposition de la *Loi* permet au gouvernement de poursuivre ses activités durant une période où le Parlement est dissous. Les mandats spéciaux ne peuvent être utilisés que depuis la date de la dissolution jusqu'au soixantième jour suivant la date fixée pour le retour des brefs après une élection générale. De plus, aucun mandat spécial ne peut être établi durant cette période si le Parlement est prorogé ³⁰².

La Loi sur la gestion des finances publiques exige que tous les mandats spéciaux soient publiés dans la Gazette du Canada dans les 30 jours suivant leur établissement.

^{300.} Il est important de distinguer les mandats du gouverneur général des mandats spéciaux du gouverneur général. Chaque fois qu'un projet de loi de crédits reçoit la sanction royale, le gouverneur général doit signer un mandat avant que le gouvernement ne puisse effectuer les retraits autorisés dans le Trésor; c'est ce qu'on appelle les mandats du gouverneur général. (Voir la décision du Président Fraser, Débats, 2 mai 1989, p. 1177.) C'est la Loi du revenu consolidé et de l'audition de 1878 qui a été la première à autoriser l'utilisation des mandats spéciaux du gouverneur général. L'objectif était alors de permettre les paiements urgents et inattendus lorsque la Chambre ne siège pas. Au cours des premières années de la Confédération, lorsque le Parlement ne siégeait que pendant quelques semaines ou mois par année, il était difficile de le convoquer rapidement et un tel mécanisme était donc absolument nécessaire. Pendant la majeure partie de leur histoire, les mandats spéciaux ont donc été utilisés uniquement pour autoriser des dépenses urgentes, habituellement lorsque le Parlement était dissous pour des élections générales. Toutefois, en 1988, la Chambre des communes reprit ses activités en décembre à la suite d'élections générales et s'ajourna par la suite. Elle n'eut pas le temps de procéder aux travaux des subsides durant cette brève période. Le Parlement a ensuite été prorogé et une nouvelle session s'amorça le 3 avril 1989, en même temps qu'un nouvel exercice. Durant la période d'ajournement et après la prorogation subséquente, le gouvernement eut recours à trois reprises aux mandats spéciaux. Le Président conclut que le gouvernement avait respecté toutes les exigences — les mandats avaient été déposés à la Chambre dans les 15 jours suivant le début de la session suivante et rétroactivement inclus dans la loi de crédits suivante — mais certains continuaient à douter de la légitimité de cette pratique. (Voir Débats, 6 avril 1989, p. 175-183. Voir également la décision du Président Fraser, Débats, 2 mai 1989, p. 1175-1179.) En 1997, un projet de loi d'initiative parlementaire parrainé par Peter Milliken (Kingston et les Îles) a été adopté afin de modifier la Loi sur la gestion des finances publiques et de ne permettre l'utilisation des mandats spéciaux que durant les périodes où le Parlement est dissous (Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques (session du Parlement), L.C. 1997, ch. 5).

^{301.} Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 30, modifié, L.C. 1997, ch. 5.

Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 30(1.1), modifié, L.C. 1997, ch. 5, art. 1. Voir aussi le chapitre 8 «Le cycle parlementaire».

Un avis précisant le montant autorisé en vertu d'un tel mandat doit également être déposé à la Chambre dans les 15 jours suivant le début de la prochaine session du Parlement ³⁰³ et une autorisation doit être rétroactivement incluse dans la première loi de crédits adoptée au cours de cette session.

Les travaux des voies et moyers

Dans le cadre des «voies et moyens», le gouvernement établit sa politique économique en présentant un budget et obtient l'approbation du Parlement pour prélever les fonds nécessaires grâce à des mesures fiscales. À cet égard, les lois les plus importantes (c'est-à-dire celles qui permettent de regarnir le Trésor) sont la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accise et le Tarif des douanes.

L'un des principes fondamentaux de la procédure des voies et moyens est que les projets de loi d'imposition et de taxation doivent émaner de la Chambre des communes. En vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, «tout bill ayant pour but l'appropriation d'une portion quelconque du revenu public, ou la création de taxes ou d'impôts, devra originer dans la Chambre des communes ³⁰⁴ »; une exigence de même nature est inscrite dans le Règlement de la Chambre ³⁰⁵.

Les travaux des voies et moyens se répartissent en deux catégories :

- Le débat sur une motion en vue d'approuver de façon générale la politique budgétaire du gouvernement (la présentation du Budget suivie d'un débat de quatre jours sur le sujet); et
- L'examen des mesures législatives (les projets de loi fondés sur les motions de voies et moyens déjà approuvées par la Chambre) qui imposent une taxe, un impôt ou d'autres charges aux contribuables.

Une motion de voies et moyens propose que la Chambre examine une mesure financière particulière. Pour le Budget, la motion vise l'approbation de la politique budgétaire du gouvernement; pour les textes législatifs, elle fixe les modalitée des mesures proposées, notamment les taux et l'incidence de la taxation. Alors qu'un budget est normalement suivi d'un projet de loi de voies et moyens, un tel projet de loi n'a pas à être précédé d'un exposé budgétaire. En règle générale, on peut présenter des mesures fiscales à n'importe quel moment d'une session, la seule condition préalable étant l'adoption d'une motion de voies et moyens.

La Couronne, sur l'avis des ministres responsables, est à l'origine de toutes les demandes visant à percevoir ou à augmenter une taxe ou un impôt, la Chambre accordant ou refusant son consentement ³⁰⁶. Par conséquent, seul un ministre peut

Voir, par exemple, Journaux, 12 avril 1989, p. 88-89, et Loi de crédits nº 1 de 1989-1990, L.C. 1989, ch. 1, art. 3.

^{304.} L.R.C., 1985, Appendice II, nº 5, art. 53.

^{305.} Article 80(1) du Règlement: « Il appartient à la Chambre des communes seule d'attribuer des subsides et crédits parlementaires au Souverain. Les projets de loi portant ouverture de ces subsides et crédits doivent prendre naissance à la Chambre des communes, qui a indiscutablement le droit d'y déterminer et désigner les objets, destinations, motifs, conditions, limitations et emplois de ces allocations législatives, sans que le Sénat puisse y apporter des modifications. »

^{306.} May, 22º éd., p. 732.

présenter une motion de voies et moyens. Une fois adoptée, une telle motion barre la voie à tout amendement qui contreviendrait à l'initiative financière de la Couronne 307.

LA PROCÉDURE DES VOIES ET MOYENS (DE 1867 À 1968)

À l'origine, les travaux des voies et moyens consistaient à étudier et à autoriser des mesures visant à produire des recettes ainsi qu'à affecter ou à mettre de côté, à même le Trésor, les fonds approuvés dans le Budget des dépenses par le Comité des subsides ³⁰⁸. Pendant les cent premières années qui suivirent la Confédération, les procédures des voies et moyens demeurèrent pratiquement inchangées. Les mesures étaient proposées sous forme de résolutions, chacune devant être débattue et adoptée officiellement au sein du Comité des voies et moyens, puis on en faisait rapport à la Chambre. Elles étaient ensuite lues une première et une seconde fois, puis adoptées, avant d'être incorporées à un ou plusieurs projets de loi qui franchissaient ensuite les mêmes étapes législatives que tous les autres projets de loi ³⁰⁹.

Au fil des ans, la principale activité des voies et moyens devint l'examen et l'adoption des résolutions découlant du discours du Budget. Toutefois, l'exposé financier du ministre des Finances et les réactions de l'opposition pouvaient difficilement être qualifiées de débat. Lors d'un jour désigné, le ministre des Finances prenait la parole à la Chambre afin de décrire la «situation financière du Dominion». Après avoir entendu la réaction de l'opposition, la Chambre se réunissait en comité des voies et moyens afin d'étudier les résolutions sur la fiscalité ou les tarifs proposés par le ministre dans le Budget. Au départ, l'examen du discours du Budget et des résolutions annexes des voies et moyens ne représentait qu'une petite partie du travail du Comité; il consacrait la majorité de son temps à imputer les fonds votés dans le cadre des travaux des subsides. Toutefois, avec le temps, l'exposé financier se mua en événement politique majeur. Le débat sur le Budget commença à occuper davantage de place lorsque l'opposition se mit à l'utiliser pour contester la politique financière du gouvernement et, grâce aux amendements, pour attirer l'attention sur des mesures et programmes gouvernementaux particuliers.

Pendant un bon nombre d'années après la Confédération, le ministre des Finances ne suivit aucune procédure établie pour la présentation de son Budget. Parfois, l'exposé avait lieu sur motion de la Chambre en vue de se constituer en comité des subsides 310 et, à d'autres occasions, lorsque la Chambre siégeait en tant que comité

May, 22* éd., p. 776. La recommandation royale a le même effet restrictif sur les amendements liés aux dépenses. (Voir plus haut la section intitulée «La recommandation royale».)

^{308.} Le Comité des subsides et le Comité des voies et moyens étaient des comités pléniers de la Chambre. Les règles prévoyaient que toutes les mesures financières — pour percevoir des taxes ou impôts et dépenser — devaient faire l'objet de l'examen le plus exhaustif possible, tant en comité qu'au sein de la Chambre (Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes du Canada (1868), art. 88).

^{309.} Bourinot, 1ª éd., p. 495.

^{310.} Cela s'est produit en 1867, 1868, 1875, 1878, 1889, 1892, 1896 et 1911.

des voies et moyens³¹¹. De 1912 à 1968, l'exposé budgétaire était présenté sur la motion portant que la Chambre se constitue en comité des voies et moyens. Comme dans le cas des subsides, la motion portant que le Président quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des voies et moyens était sujette à débat, modifiable et non assujettie à une limite de temps. Par conséquent, les propositions budgétaires étaient d'abord débattues sur la motion portant formation de la Chambre en comité des voies et moyens, débattues sous forme de résolutions au sein du Comité, débattues lorsque celles-ci étaient rapportées et lues à la Chambre, puis débattues de nouveau lorsque les projets de loi passaient par les étapes normales du processus législatif. Cette pratique demeura inchangée jusqu'en 1913, date où la Chambre décida que, sur lecture de l'ordre visant les voies et moyens un jeudi ou un vendredi, la motion portant que le Président quitte le fauteuil ferait l'objet d'une décision sans débat ni amendement.

Par suite de modifications apportées au Règlement en 1955³¹², il n'y eut plus aucun débat sur la motion portant que le Président quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des voies et moyens, sauf lors de la présentation d'un budget. À ces occasions, la motion et tous les amendements connexes pouvaient être débattus pendant huit jours de séance au total. On se prononçait sur le sous-amendement au cinquième jour du débat, et sur l'amendement au septième³¹³. Au début des années 1960, la Chambre limita de nouveau le débat sur le Budget, cette fois à six jours³¹⁴, le sous-amendement et l'amendement devant être réglés le deuxième et le quatrième jour respectivement. À l'exception de ceux prononcés par le ministre des Finances, le premier ministre, le chef de l'Opposition et le député qui s'exprimait le premier au nom de l'opposition, les discours étaient limités à 30 minutes; le député proposant le sous-amendement pouvait s'exprimer pendant 40 minutes³¹⁵.

Avant les modifications apportées au Règlement en 1968, les modifications au régime fiscal devaient obligatoirement être présentées dans le cadre d'un exposé budgétaire. La plupart des observateurs jugeaient que cette procédure était mal

^{311.} Cela s'est produit en 1870, 1874 et 1879.

^{312.} Voir Journaux, 12 juillet 1955, p. 881, 922-927. Voir également Débats, 1" juillet 1955, p. 5823-5829.

^{313.} Les critiques concernant les travaux des voies et moyens se sont polarisées autour de deux thèmes: le droit de proposer des sous-amendements à la motion portant formation en comité et la durée des délibérations sur la motion relative à l'exposé budgétaire. La première question a été résolue en 1927, lorsque la Chambre a souscrit au droit de proposer un sous-amendement (*Journaux*, 22 mars 1927, p. 316-368). La deuxième — ceile de la durée des délibérations — était plus complexe. La restriction de la durée de chaque discours et l'abrègement de l'ensemble des travaux ont fait l'objet de nombreuses discussions dans le contexte de l'attribution de temps aux délibérations en général. (Voir, par exemple, la résolution débattue et adoptée le 19 avril 1886 (*Journaux*, p. 167-168). En 1927, une nouvelle règle limitait à 40 minutes la durée des discours dans la plupart des circonstances et pour la plupart des intervenants (*Journaux*, 22 mars 1927, p. 328-329), bien que certains députés aient tenté, sans succès, de faire exempter le débat sur le Budget de l'application de ces restrictions (*Débats*, 18 mars 1927, p. 1347-1352, 1360-1367).

^{314.} Journaux, 25 juillet 1960, p. 826; 8 août 1960, p. 898.

^{315.} On a adopté ces modifications d'abord à titre provisoire, puis à titre permanent le 12 avril 1962 (voir Journaux, 12 avril 1962, p. 350). Elles sont demeurées en vigueur jusqu'en 1968.

751

adaptée au contexte moderne, dans lequel le gouvernement considérait la politique fiscale comme son principal moyen d'influer sur l'activité économique et devait avoir les coudées franches pour réagir rapiden ent à l'évolution de la conjoncture³¹⁶.

LA PROCÉDURE DES VOIES ET MOYENS (DE 1968 À CE JOUR)

En 1968, la Chambre décida d'abolir le Comité des voies et moyens 317 afin de supprimer le rôle de ce dernier dans l'examen des résolutions autorisant des prélèvements sur le Trésor par suite de l'adoption des crédits, et afin d'éliminer le processus répétitif des débats sur les propositions budgétaires, lesquels avaient lieu d'abord sur la motion portant formation du Comité des voies et moyens, et ensuite au sein du Comité des voies et moyens, puis de nouveau aux diverses étapes des projets de loi connexes 318. Néanmoins, les projets de loi des voies et moyens continuèrent d'être examinés au sein d'un comité plénier jusqu'en 1985 319.

À la suite de ces modifications, le débat sur le Budget porte sur une motion très générale concernant la politique budgétaire du gouvernement. Les motions des voies et moyens (des propositions visant à modifier les recettes du gouvernement) résultant du Budget sont présentées à la Chambre, après que le débat sur le Budget est terminé, et sont réglées sans débat ni amendement. L'examen détaillé des mesures de voies et moyens a lieu uniquement dans le cadre du débat sur les projets de loi ayant pour objet de les concrétiser 320.

En 1982, on réduisait de 30 à 20 minutes la limite imposée aux discours de tous les députés sur la motion relative au Budget, sauf pour le ministre des Finances, le député s'exprimant le premier au nom de l'Opposition, le premier ministre et le chef de l'Opposition, et on réservait une période de 10 minutes pour les questions et observations après chaque intervention de 20 minutes ³²¹. En 1991, on réduisait de six à quatre le nombre total de jours de séance consacrés au débat sur le Budget ³²².

^{316.} Voir Stewart, p. 102-104.

^{317.} Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579, et en particulier p. 559-560.

^{318.} Dans son troisième rapport, présenté à la Chambre le 6 décembre 1968, le Comité spécial de la procédure de la Chambre déclare que la méthode appliquée dans le cas des voies et moyens est «si l'on peut dire, encore plus incompréhensible que celle qui a trait aux subsides » et que «son but primitif semble se perdre dans la nuit des temps » (Journaux, 6 décembre 1968, p. 429, 431-432). Voir également Stewart, p. 102-104.

^{319.} En 1985, on modifia le Règlement afin que les projets de loi des voles et moyens ne soient plus étudiés au sein d'un comité plénier, mais soient plutôt renvoyés à un comité législatif après la deuxième lecture (*Journaux*, 27 juin 1985, p. 919). En 1994, on modifia de nouveau l'article 73 du Règlement afin que tous les projets de loi, sauf les projets de loi de crédits, puissent être renvoyés à un comité permanent, spécial ou législatif après la deuxième lecture (*Journaux*, 7 février 1994, p. 112-120).

Voir le quatrième rapport du Comité spécial de la procédure de la Chambre, Journaux, 20 décembre 1968, p. 559-560.

^{321.} Voir Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.

^{322.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2919.

LE BUDGET

Le mot anglais «budget» vient de l'ancien français bougette, diminutif de bouge, désignant un petit sac. Dans un pamphlet paru en 1733, intitulé The Budget Opened, on montre sir Robert Walpole, alors premier ministre britannique et chancelier de l'Échiquier, en train d'ouvrir son sac ou sa bourse comme un charlatan ouvrant une besace de remèdes miraculeux et d'attrape-nigauds ³²³. Le mot — au sens actuel — serait passé dans l'usage anglais aux environs de cette époque, et immédiatement après en français.

Selon la tradition, le ministre des Finances présente chaque année un exposé budgétaire officiel dans lequel il fait une évaluation détaillée de la position financière du gouvernement tout en donnant un aperçu de la situation économique du pays³²⁴. Le ministre précise alors en quoi le fardeau fiscal du contribuable sera augmenté ou réduit.

Le discours du Budget

Lorsque le gouvernement désire présenter un exposé budgétaire, un ministre ³²⁵ intervient à la Chambre pour demander qu'un ordre du jour soit désigné à cette fin; le ministre précise également la date et l'heure de l'exposé ³²⁶. Normalement, le ministre des Finances fait l'annonce pendant les «Questions orales», en réponse à une question d'un député de l'Opposition officielle ³²⁷. Toutefois, l'annonce peut avoir lieu à n'importe quel moment où la Chambre siège. Elle est considérée comme la demande portant qu'une journée soit désignée conformément au Règlement, et aucun avis n'est nécessaire. L'ordre du jour est aussi réputé être un ordre de la Chambre portant que celle-ci siégera, au besoin, au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien ³²⁸.

- 323. Wilding et Laundy, p. 61.
- 324. Au Royaume-Uni, on doit adopter annuellement une loi générale de finances parce que certains impôts, en particulier l'impôt sur le revenu, ne sont autorisés que pour un an. Étant donné qu'il n'est pas nécessaire de renouveler les lois fiscales canadiennes d'une année à l'autre, le gouvernement n'est nullement obligé de présenter un budget, bien qu'il le fasse normalement une fois par année. (Pour de plus amples détails, voir Stewart, p. 101.) En 1987, le ministre des Finances a annoncé que, dorénavant, le Budget serait présenté chaque année au millieu de février, juste avant le début du nouvel exercice financier (Débats, 30 janvier 1987, p. 2924). Il y a eu des exceptions à cet engagement: le 27 avril 1989 (Journaux, p. 150), le 26 avril 1993 (Journaux, p. 2859) et le 6 mars 1996 (Journaux, p. 54).
- Il n'est pas nécessaire que ce soit le ministre des Finances; voir, par exemple, Débats, 19 avril 1989, p. 690;
 24 février 1992, p. 7522;
 23 avril 1993, p. 18385.
- 326. Art. 83(2) du Règlement.
- Voir, par exemple, Débats, 11 février 1994, p. 1235; 21 février 1995, p. 9901; 28 février 1996, p. 42; 3 février 1997, p. 7579; 10 février 1998, p. 3686. Il est également arrivé qu'un député du parti ministériel pose la question (Débats, 5 février 1999, p. 11508).
- 328. Art. 83(2) du Règlement. C'est en 1991 qu'on a ajouté au Règlement la disposition prévoyant que la Chambre pourrait siéger au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien pour un exposé budgétaire (Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2918-2919); ainsi, il n'était plus nécessaire que la Chambre adopte un ordre spécial pour suspendre le cours normal de ses travaux et permettre au ministre des Finances de présenter le Budget (voir, par exemple, Journaux, 30 janvier 1987, p. 425; 8 février 1988, p. 2158-2159; 19 avril 1989, p. 116).

Au moment prévu du jour désigné, normalement à la fin de l'après-midi après la fermeture des marchés financiers, le Président interrompt les travaux en cours, qui sont réputés ajournés ³²⁹, et la Chambre passe à l'examen de l'ordre du jour visant la présentation de l'exposé budgétaire. Le ministre des Finances se lève alors pour proposer une motion de voies et moyens portant «que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement » ³³⁰ et pour présenter le discours du Budget. Le ministre peut également déposer des avis de motions de voies et moyens établissant les différentes mesures fiscales et autres qui seront nécessaires pour donner suite au Budget, et demander qu'on désigne un ordre du jour pour l'examen de chaque motion. Toutefois, on ne peut proposer d'adopter l'une ou l'autre de ces motions, ou des motions de voies et moyens présentées à tout autre moment pendant la session, avant que les délibérations des voies et moyens sur le Budget lui-même ne soient terminées. La Chambre se prononce donc sur la politique budgétaire du gouvernement avant de passer à l'étude des mesures fiscales ³³¹.

Par convention, les propositions fiscales entrent en vigueur dès que le ministre dépose un avis d'une motion de voies et moyens, et ce même si les plans fiscaux du gouvernement n'ont pas encore été adoptés officiellement en vertu d'un texte de loi ³³².

Le secret budgétaire

En vertu d'une longue tradition, le contenu du Budget est gardé secret jusqu'à ce que le ministre des Finances le présente officiellement à la Chambre. Dans les cas de « fuites », on a souvent invoqué l'incidence du Budget sur les marchés financiers pour soulever une question de privilège ou pour contester la validité des délibérations au moyen d'un rappel au Règlement ³³³. Toutefois, les Présidents des Communes canadiennes ont jugé que le secret tenait davantage à une convention parlementaire qu'au privilège ³³⁴. Le Président Sauvé a fait observer qu'une violation du secret budgétaire

- 329. Art. 83(2) du Règlement.
- 330. Art. 84(1) du Règlement.
- 331. Art. 83(3) du Règlement.
- 332. Depuis longtemps le gouvernement du Canada a l'habitude de faire entrer en vigueur les mesures fiscales dès que sont déposés à la Chambre des communes les avis des motions de voies et moyens sur lesquelles elles sont fondées; les impôts sont donc perçus à compter de la date de l'avis, même s'il s'écoule parfois des mois, voire des années, avant que la loi de mise en œuvre ne soit officiellement adoptée par le Parlement (Le processus budgétaire canadien: Propositions d'amélioration, p. 17).
- 333. En 1989, la Chambre a adopté un ordre spécial pour que le Budget soit prononcé à 17 heures, le 27 avril. À cause d'une fuite importante survenue en fin d'après-midi du 26 avril, l'essentiel du discours du Budget a été présenté lors d'une conférence de presse télévisée le soir même, alors que la Chambre s'était déjà ajournée malgré les tentatives du leader du gouvernement de faire prolonger la séance au-delà de l'heure de l'ajournement quotidien (Débats, 26 avril 1989, p. 1001). Le lendemain l'opposition a alors essayé sans succès de retirer son consentement à l'ordre spécial autorisant l'exposé budgétaire, pour le motif qu'il avait déjà été présenté. Toutefois, le Président a décidé que la présidence était liée par l'ordre de la Chambre tei que convenu (voir la décision du Président Fraser, Débats, 27 avril 1989, p. 1060).
- Voir, par exemple, la décision du Président Jerome, Débats, 17 avril 1978, p. 4549; du Président Sauvé, Débats, 18 novembre 1981, p. 12898; du Président Fraser, Débats, 18 juin 1987, p. 7315.

«[...] peut avoir des répercussions néfastes sur les affaires ou la bourse [et] peut rapporter à des gens des revenus qu'ils n'auraient pas obtenus autrement [mais cela n'a] cependant aucune incidence sur les privilèges des députés. [Ces conséquences] peuvent causer un tort parfois irréparable, à des personnes ou à des établissements, mais elles ne concernent en rien les privilèges. Elles concernent la conduite d'un ministre dans l'exercice de ses fonctions parlementaires 335. » Afin que les députés et journalistes puissent réagir au discours du Budget, des représentants du ministère des Finances tiennent habituellement à leur intention une séance d'information à huis clos plusieurs heures avant que l'exposé budgétaire comme tel n'ait lieu à la Chambre 336. Bien qu'on ait invoqué le privilège relativement à ces séances à huis clos, le Président a décidé qu'il ne lui revenait pas de statuer sur leur nature ni sur l'admission dans la salle 337.

Les consultations prébudgétaires

L'accent étant mis de plus en plus sur la consultation, bon nombre des dispositions financières du Budget ont déjà fait l'objet de discussions publiques avant le début de la rédaction du document ³³⁸. Depuis 1994, le Comité permanent des finances est officiellement habilité à tenir des consultations «prébudgétaires » ³³⁹. Auparavant, seuls le ministre et le ministère des Finances consultaient les partenaires économiques et sociaux du gouvernement pendant le processus préparatoire. Le Comité des finances était déjà habilité à réaliser ce genre d'études consultatives ³⁴⁰, mais l'ajout d'un article précis au Règlement signale que la Chambre tient à recevoir et à examiner un rapport sur le sujet. Conformément au Règlement, le Comité peut soumettre un rapport à la Chambre au plus tard 10 jours de séance avant le dernier jour ordinaire de séance, en décembre, tel que stipulé dans le calendrier parlementaire ³⁴¹. Même si elle n'a aucune obligation à cet égard, la Chambre a, chaque fois qu'on lui a soumis un

- 335. Voir Débats, 18 novembre 1981, p. 12898.
- 336. On informe à l'avance les journalistes qu'ils ne pourront quitter la saile avant le début de l'exposé. Toutefois, on ne peut empêcher les députés présents de quitter les lieux pour se consacrer à leurs activités officielles (voir la décision du président Jerome, Débats, 27 novembre 1978, p. 1515).
- Voir la décision du Président Jerome, Débats, 27 novembre 1978, p. 1518-1519; du Président Sauvé, Débats, 25 février 1981, p. 7670; du Président Francis, Débats, 19 janvier 1984, p. 563; du Président Parent, Débats, 6 mars 1997, p. 8693.
- Voir, par exemple, les observations du Président Francis, Débats, 19 janvier 1984 p. 563; et du Président Parent, Débats, 6 mars 1997, p. 8693.
- 339. Art. 83.1 du Règlement. (Voir Journaux, 7 février 1994, p. 117 et 119-120.) Seion le libellé de l'article, le Comité est autorisé à examiner les propositions concernant les politiques budgétaires du gouvernement et à faire rapport à ce sujet. (Pour des exemples de rapports présentés à la Chambre, voir Journaux, 8 décembre 1994, p. 1004; 12 décembre 1995, p. 2241; 5 décembre 1996, p. 967; 1* décembre 1997, p. 290; 4 décembre 1998, p. 1397.)
- En vertu de l'article 108(2) du Règlement, qui l'autorise à examiner le mandat et le fonctionnement du ministère des Finances.
- Art. 83.1 du Règlement. Dans certains cas, la Chambre a autorisé le Comité à présenter son rapport après la date limite (voir *Journaux*, 30 novembre 1994, p. 957-958; 8 décembre 1994, p. 1004; 21 novembre 1995, p. 2135-2136; 12 décembre 1995, p. 2239; 2 février 1996, p. 2273; 23 novembre 1998, p. 1288; 25 novembre 1998, p. 1313; 4 décembre 1998, p. 1397).

rapport, tenu un débat soit sur le rapport comme tel soit sur l'objet des consultations. Il s'agit d'un débat «exploratoire» spécial tenu sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement quelque temps avant la présentation du Budget ^{3/2}.

L'exposé économique

À l'occasion, le ministre des Finances présente aussi à la Chambre un exposé économique qu'on appelle généralement un «mini-budget». Contrairement à ce qui se passe dans le cas du Budget, ces exposés sont présentés sans avis et ne sont pas suivis d'un débat sur le Budget. Des avis de motions des voies et moyens sont également déposés en pareilles occasions. Jusqu'ici, le ministre a présenté de tels exposés pendant l'examen de l'Adresse en réponse au discours du Trône ³⁴³, sur une motion portant ajournement de la Chambre afin de tenir un débat d'urgence ³⁴⁴, pendant les Affaires courantes sous les «Déclarations de ministres» ³⁴⁵ et au moment de présenter la motion pour la deuxième lecture d'un projet de loi portant pouvoir d'emprunt ³⁴⁶. Les règles du débat applicables à chaque situation ont été respectées ³⁴⁷.

Le débat sur le Budget

À la fin de l'exposé budgétaire ³⁴⁸, le Président donne la parole à un représentant de l'Opposition officielle, habituellement le porte-parole en matière de finances, lequel, après une brève intervention, propose une motion d'ajournement du débat qui est alors réputée adoptée. Ce faisant, le député se réserve le droit d'intervenir le premier à la reprise du débat sur la motion, lors de la prochaine séance. Le Président ajourne ensuite la Chambre jusqu'au prochain jour de séance³⁴⁹.

^{342.} Voir Journaux, 28 novembre 1994, p. 943; 30 novembre 1994, p. 957; 14 décembre 1995, p. 2262-2264; 9 décembre 1996, p. 977-979; 11 décembre 1996, p. 996; 10 décembre 1997, p. 384-385; 11 décembre 1997, p. 393-395; 1" février 1999, p. 1442, 1446; 2 février 1999, p. 1461.

Journaux, 20 octobre 1977, p. 19; 21 avril 1980, p. 61-62. Voir également Débats, 20 octobre 1977, p. 98-102; 21 avril 1980, p. 242-248.

^{344.} Journaux, 14 octobre 1971, p. 870-871; Débats, 14 octobre 1971, p. 8688-8691.

^{345.} Débats, 27 octobre 1982, p. 20077.

^{346.} Voir, par exemple, Débats, 2 décembre 1992, p. 14417-14427.

^{347.} Le 7 novembre 1984, cependant, la Chambre a adopté un ordre spécial permettant au ministre des Finances de présenter un exposé économique, puis aux représentants des partis reconnus d'y répondre, suivant l'exemple des déclarations ministérielles (voir *Journaux*, 7 novembre 1984, p. 32-33; 8 novembre 1984, p. 37-38).

^{348.} En 1990, par suite d'un rappel au Règlement sur la question de savoir si les députés pouvaient interroger le ministre après le discours du Budget, le Président a déclaré que, depuis 1984, la Chambre n'avait pas accordé de périodes de 10 minutes pour les questions et observations des députés (voir Débats, 20 février 1990, p. 8578-8579).

Art. 83(2) du Règlement. Voir également, par exemple, *Journaux*, 18 février 1997, p. 1147; 24 février 1998, p. 527.

Durée du débat

Une fois le Budget présenté, le Règlement prévoit que les délibérations sur la motion afférente et sur tout amendement ne doivent pas dépasser quatre jours de séance additionnels 350. Il n'est pas nécessaire que les quatre jours de débat soient consécutifs 351 et, si un petit nombre de députés désirent prendre la parole, le débat peut durer moins de quatre jours. Si la Chambre en convient, les jours non utilisés peuvent être ajoutés au nombre des jours de l'opposition de la même période de subsides, comme le stipule le Règlement 352.

Depuis les modifications apportées en 1955, il s'est produit sept occasions où le débat sur le Budget n'a pas occupé tout le temps prévu dans le Règlement³⁵³. En 1962, le Budget a été présenté, mais on a dissous le Parlement avant que n'ait lieu le débat sur le Budget³⁵⁴. En 1966 et 1969, la Chambre a adopté des ordres spéciaux réduisant le nombre de jours de débat 355. Dans deux autres cas (en 1974 et 1979), on a coupé court au débat lorsque le premier ministre a demandé et obtenu la dissolution du Parlement après l'adoption des sous-amendements 356. Au début de 1991, alors que six jours de débat étaient prévus au Règlement, le débat sur le Budget présenté le 26 février n'a duré que quatre jours; tant l'amendement que le sous-amendement ont été rejetés, et le débat sur la motion principale n'a pas repris avant la prorogation, en mai 357. En 1993, il n'y a eu que deux jours de débat sur le Budget présenté le 26 avril; on a rejeté le sous-amendement, et le débat sur l'amendement et la motion principale n'a pas repris avant la dissolution de septembre 1993³⁵⁸.

Priorité du débat

En 1955, la Chambre a décidé que le débat sur la motion sur le Budget devait avoir préséance sur tous les autres ordres émanant du gouvernement 359. Conformément au Règlement, lorsqu'un ordre du jour portant reprise du débat sur le Budget est appelé, il devient le premier ordre du jour de la séance et aucun autre ordre émanant du

- 350. Art. 84(2) du Règlement. Voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2919.
- 351. Art. 40(2) du Règlement.
- 352. Art. 81(11) du Règlement. Cela ne s'est jamais produit.
- 353. Avant 1955, un seul débat sur le Budget ne s'est pas achevé par une décision de la Chambre. Le 30 avril 1949, on a dissous la 20ª législature sans avoir voté sur le sous-amendement, l'amendement ou la motion principale.
- 354. Journaux, 10 avril 1962, p. 344.
- 355. Journaux, 21 avril 1966, p. 428; 5 juin 1969, p. 1121.
- 356. Le 8 mai 1974, après l'adoption du sous-amendement (Journaux, p. 175-176), le premier ministre Trudeau a demandé la dissolution; le jour suivant, la 29° législature était dissoute. Le 13 décembre 1979, après l'adoption du sous-amendement (Journaux, p. 345-346), le premier ministre Clark a demandé la dissolution; le jour suivant, la 31° législature était dissoute.
- 357. Journaux, 28 février 1991, p. 2639-2640; 4 mars 1991, p. 2653-2654.
- 358. Journaux, 28 avril 1993, p. 2874-2875.
- 359. Journaux, 12 juillet 1955, p. 926.

gouvernement ne peut être étudié pendant cette séance, à moins que les délibérations sur la motion sur le Budget ne soient terminées 360.

Durée des discours

Le ministre des Finances, le premier ministre, le premier député qui prend la parole au nom de l'Opposition et le chef de l'Opposition disposent d'une période illimitée et leurs discours ne sont pas suivis d'une période de questions et d'observations de 10 minutes ³⁶¹. Tous les autres députés peuvent s'exprimer pendant au plus 20 minutes, leurs discours pouvant être suivis d'une période d'au plus 10 minutes pour des questions et observations. La motion sur le Budget étant de nature générale, il en va de même pour le débat, pendant lequel on relâche normalement la règle de pertinence.

Mise aux voix des amendements et fin du débat

Un seul amendement et un seul sous-amendement peuvent être proposés à la motion sur le Budget 362. Cela est contraire aux règles habituelles du débat, qui permettent aux députés de proposer un nombre illimité d'amendements et de sous-amendements à condition que chacun soit réglé avant qu'on ne passe au suivant. Le premier jour de la reprise du débat sur la motion sur le Budget, le député de l'Opposition qui a proposé l'ajournement du débat sur le Budget poursuit son discours et, habituellement, propose un amendement avant de reprendre son siège. Le prochain intervenant, un député du deuxième parti d'opposition, propose normalement un sous-amendement à la fin de son intervention. Il arrive qu'aucun sous-amendement ne soit proposé 363. Aucune règle n'interdit qu'on propose l'amendement ou le sous-amendement après le premier jour de la reprise du débat (même si cela ne s'est pas produit depuis qu'on a réduit à quatre, en 1991, le nombre de jours consacrés à la poursuite du débat) 364.

Le Règlement définit l'exacte procédure à suivre en ce qui touche l'amendement et le sous-amendement. Le deuxième jour de la reprise du débat, si on a proposé un sous-amendement, le Président interrompt les délibérations 15 minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement et met aux voix ledit sous-amendement 365. Le troisième jour de la reprise du débat, le Président interrompt les délibérations de la même manière qu'au deuxième jour et met aux voix l'amendement à l'étude 366. Enfin, le quatrième jour, à moins que le débat n'ait pris

^{360.} Art. 84(3) du Règlement.

^{361.} Art. 84(7) du Règlement. Voir également Débats, 20 février 1990, p. 8578-8579.

^{362.} Art. 85 du Règlement.

Voir, par exemple, les débats sur les Budgets présentés le 13 juin 1963 et le 29 mars 1966.

^{364.} Il est rare que des amendements à la motion sur le Budget soient jugés irrecevables; l'exemple le plus récent s'est produit en 1978, lorsqu'un sous-amendement tendait à « modifier entièrement la première proposition» (voir Débats, 17 novembre 1978, p. 1250). Les autres amendements jugés irrecevables comprennent ceux qui touchent des affaires dont la Chambre est saisie ou sur lesquelles elle s'est déjà prononcée (voir, par exemple, Journaux, 15 mai 1934, p. 332-334; 1" juillet 1942, p. 454-456), ou qui sont étudiées par l'un de ses comités (voir, par exemple, Journaux, 7 mai 1934, p. 311-312), et ceux qui ne se rapportent pas à la motion qui en fait l'objet (voir, par exemple, Journaux, 8 mars 1937, p. 208).

^{365.} Art. 84(4) du Règlement.

^{366.} Art. 84(5) du Règlement.

fin antérieurement, le Président interrompt de la même manière les délibérations et met aux voix la motion principale ³⁶⁷. Pendant les années 1970, la motion principale a souvent été adoptée avec dissidence ³⁶⁸, mais depuis les années 1980, sauf une exception ³⁶⁹, les députés ont demandé un vote par appel nominal.

LE BUDGET: PRÉSENTATION ET DÉBAT

Présentation du Budget	Débat sur le Budget Maximum de quatre jours			
	In journée	2º journée	3º journée	4º journée
Normalement, le ministre des Finances présente son budget à la fin de l'après-midi.	Normalement, un amendement et un sous-amendement sont proposés.	Le sous- amendement est mis aux voix 15 min. avant la fin des Ordres émanant du gouvernement.	L'amendement est mis aux voix 15 min, avant la fin des Ordres émanant du gouvernement.	La motion principale est mise aux voix 15 min. avant la fin des Ordres émanant du gouvernement.

Comme pour les amendements à l'Adresse en réponse au discours du Trône, les amendements proposés à la motion sur le Budget constituent des occasions de faire valoir que le gouvernement a perdu la confiance de la Chambre. À plusieurs reprises depuis 1930, les amendements proposés à la motion sur le Budget ont été explicitement libellés comme des blâmes à l'endroit du gouvernement³⁷⁰. Dans les années 1970, le premier ministre a demandé à deux occasions la dissolution du Parlement après l'adoption des amendements³⁷¹.

L'ÉTAPE LÉGISLATIVE

Le texte de loi nécessaire pour mettre en vigueur les propositions fiscales, qu'elles soient énoncées dans un budget ou présentées indépendamment du processus budgétaire en cours de session, doit franchir une étape préliminaire unique dans le processus législatif. La Chambre doit d'abord adopter une motion de voies et moyens avant qu'on puisse déposer un projet de loi obligeant le contribuable à assumer une charge fiscale. Dans ce contexte, la motion vise à imposer une nouvelle taxe ou un nouvel impôt, à maintenir une taxe ou un impôt qui expire, à augmenter le taux d'une taxe ou d'un impôt existant ou à élargir à une nouvelle catégorie de contribuables le champ d'application d'une taxe ou d'un impôt. Les prélèvements sur une industrie et les frais administratifs exigés par des ministères ne constituent pas des charges

^{367.} Art. 84(6) du Règlement.

Voir Journaux, 23 avril 1970, p. 711; 27 novembre 1974, p. 150; 4 juillet 1975, p. 685; 10 juin 1976, p. 1341;
 avril 1978, p. 668; 24 novembre 1978, p. 184.

^{369.} Journaux, 7 mars 1986, p. 1777.

Journaux, 15 mai 1930, p. 318; 11 avril 1933, p. 401; 27 mai 1948, p. 485; 31 mars 1949, p. 290 (il y a eu dissolution avant que l'amendement ne fasse l'objet d'un vote); 21 décembre 1960, p. 138; 22 juin 1961, p. 707-708; 7 mai 1974, p. 169; 19 avril 1977, p. 680; 29 juin 1982, p. 5101; 16 février 1984, p. 180.

^{371.} Journaux, 8 mai 1974, p. 175-176; 13 décembre 1979, p. 345-346.

imposées aux contribuables dans le contexte des voies et moyens ³⁷². Il n'est pas nécessaire de faire précéder d'une motion de voies et moyens les propositions législatives qui ne visent pas à prélever des fonds, mais plutôt à réduire les charges fiscales ³⁷³.

Les motions de voies et moyens

Avant qu'un projet de loi fiscale ne puisse être lu une première fois, un ministre doit d'abord déposer à la Chambre un avis de motion de voies et moyens, ce qu'il peut faire à n'importe quel moment pendant une séance³⁷⁴. Le jour du dépôt de l'avis ou à un autre moment pendant la session, un ministre peut demander au Président qu'on désigne un ordre du jour pour l'examen de la motion à une séance ultérieure, c'est-à-dire pour qu'on l'inscrive au Feuilleton³⁷⁵. Bien qu'il n'y ait pratiquement aucune restriction quant au moment où l'avis peut être déposé, on ne peut présenter la motion pendant la même séance³⁷⁶, ni avant que le débat sur le Budget ne soit terminé³⁷⁷. Lorsque l'ordre du jour est appelé, un ministre propose que la motion soit adoptée. La motion d'adoption doit alors faire l'objet d'une décision immédiate, sans débat ni amendement³⁷⁸. L'adoption d'une motion de voies et moyens constitue un ordre de la Chambre en vue du dépôt d'un ou de plusieurs projets de loi fondés sur les dispositions de cette motion, ou du dépôt d'un ou de plusieurs amendements à un projet de loi déjà soumis à la Chambre³⁷⁹.

- May, 22* éd., p. 777-782. Voir également les décisions du Président Parent, Débats, 12 février 1998, p. 3765, et 2 décembre 1998, p. 10789-10791.
- Voir la décision du Président Michener, Journaux, 9 décembre 1957, p. 254; la décision du Président Lamoureux, Journaux, 27 mars 1972, p. 223. Voir également May, 22° éd., p. 781.
- 374. Art. 83(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 30 janvier 1985, p. 1832. Bien que le Règlement autorise explicitement la présentation d'avis de motions de voies et moyens en tout temps pendant une séance, peu importe le sujet à l'étude, le Président a clairement indiqué qu'il est préférable de le faire à certains moments plutôt qu'à d'autres. Par exemple, il ne conviendrait pas de présenter un tel avis pendant la période des questions ou lorsqu'un autre député est en train de s'exprimer, sauf si la Chambre est sur le point de s'ajourner. (Voir la décision du Président Bosley, Débats, 11 septembre 1985, p. 6498.) Avant 1968, les avis de motions de voies et moyens n'étaient présentés que pendant le discours du Budget. On accepte maintenant qu'un ministre présente une motion de voies et moyens fondée sur des propositions budgétaires déposées lors d'une session précédente. (Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 20 mars 1972, p. 202, et Débats, 20 mars 1972, p. 963-965.)
- Art. 83(2) du Règlement. Voir, par exemple, 7 octobre 1997 (Débats, p. 569, et Journaux, p. 83) et 2 décembre 1998 (Débats, p. 10791, et Journaux, p. 1357).
- Art. 83(1) du Règlement. Cette restriction peut être levée avec le consentement de la Chambre. (Voir, par exemple, Débats, 19 janvier 1987, p. 2368-2370.)
- 377. Art. 83(3) du Règlement.
- 378. Voir, par exemple, Journaux, 22 octobre 1997, p. 136.
- 379. Art. 83(4) du Règiement. (Voir, par exemple, Journaux, 8 avril 1997, p. 1354-1355, et 9 avril 1997, p. 1362-1363.) Il est arrivé à l'occasion qu'on adopte deux motions de voies et moyens ou davantage et qu'on présente un seul projet de loi. (Voir, par exemple, Journaux, 16 février 1971, p. 334, et 3 avril 1973, p. 237.)

On peut libeller les motions de voies et moyens en termes très généraux 380 ou de facon très précise, par exemple sous forme d'avant-projet de loi 381. Dans l'un ou l'autre cas, elles fixent des limites à la portée — plus précisément, les taux d'imposition et leur application — des mesures législatives qu'elles proposent. Ni le projet de loi de voies et moyens ni les amendements proposés par la suite ne peuvent dépasser les limites fixées dans la motion de voies et moyens. En particulier, ils ne peuvent accroître le montant d'un impôt ni élargir l'incidence fiscale ou l'assiette de l'impôt applicable 382. Si cela se produisait, on devrait soit adopter une nouvelle motion de voies et moyens autorisant les exceptions avant que ces dispositions ne puissent être étudiées en comité, soit modifier les dispositions fautives pour qu'elles concordent avec la résolution sur laquelle le projet de loi est fondé 383. En procédant différemment, on contreviendrait à l'initiative financière de la Couronne sur le plan fiscal. «Les termes de la motion de voies et moyens sont l'expression soigneusement établie de l'initiative financière de la Couronne et de fréquentes déviations ne pourraient que conduire à la détérioration de ce très important pouvoir 344. » Lorsqu'une nouvelle motion de voies et moyens est requise, elle doit également être adoptée et non simplement déposée 385. Si on constate qu'un projet de loi n'est pas conforme à la motion de voies et moyens pertinente, une nouvelle motion est requise avant qu'on puisse examiner les dispositions fautives et prendre une décision à cet égard 386.

Une motion de voies et moyens se rapporte souvent à plus d'une proposition législative; elle peut s'appliquer à plus d'une disposition d'un projet de loi et peut viser la présentation de plus d'un projet de loi ou d'un projet de loi modifiant plus d'une loi. Essentiellement, aucune restriction ne s'applique au libellé ou au contenu de la motion 387.

LES PROJETS DE LOI DE VOIES ET MOYENS

L'adoption d'une motion de voies et moyens constitue un ordre en vue du dépôt d'un ou de plusieurs projets de loi fondés sur les dispositions de la motion ³⁸⁸. Un projet de loi de voies et moyens doit être «fondé sur» les dispositions de la motion connexe,

- 380. Voir, par exemple, Journaux, 11 décembre 1996, p. 992 (Document parlementaire 8570-352-14).
- 381. Voir, par exemple, Journaux, 23 octobre 1996, p. 763 (Document parlementaire 8570-352-8).
- 382. May, 22° éd., p. 794.
- Voir, par exemple, la décision du Président Jerome, *Journaux*, 15 juillet 1975, p. 710; 19 mai 1978, p. 786;
 Débats, 7 juin 1978, p. 6155.
- Président Jerome, Journaux, 18 décembre 1974, p. 224. Voir aussi Journaux, 14 juillet 1975, p. 707; 19 mai 1978, p. 784.
- 385. Voir la décision du Président Jerome, Débats, 7 juin 1978, p. 6155.
- 386. Voir la décision du Président Jerome, Journaux, 19 mai 1978, p. 786.
- Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 13 décembre 1973, p. 746-747; la décision du Président Fraser, Débats, 29 janvier 1990, p. 7546-7549.
- 388. Art. 83(4) du Règlement. Cela permet de faire débuter le débat sur les projets de loi de voies et moyens une journée de séance plus tôt que le débat sur les autres projets de loi émanant du gouvernement.

761

mais son libellé n'a pas à être «identique» 389. Le projet de loi peut alors franchir l'étape de la première lecture et être envoyé à l'impression immédiatement après l'adoption de la motion ou lors d'une séance ultérieure de la Chambre 390. À partir de là, les étapes du projet de loi de voies et moyens sont exactement les mêmes que celles suivies pour d'autres projets de loi d'intérêt public 391. Comme toutes les mesures fiscales, les projets de loi qui imposent une charge au contribuable, et qui par conséquent nécessitent une motion de voies et moyens, doivent émaner de la Chambre des communes 392.

Les amendements en comité et à l'étape du rapport

On ne peut proposer aucun amendement au libellé d'un projet de loi avant que le comité n'en soit saisi. Les amendements aux projets de loi de voies et moyens sont assujettis aux règles normales touchant les mesures législatives ³⁹³. Un amendement qui dépasse la portée de la motion sur laquelle le projet de loi est fondé est irrecevable, sauf si on adopte une nouvelle motion de voies et moyens avant de le présenter ³⁹⁴. Étant donné que seul un ministre peut proposer une motion de voies et moyens et que, normalement, les ministres ne siègent pas aux comités, tout amendement dépassant la portée de la motion de voies et moyens habilitante ne peut être proposé et étudié qu'à l'étape du rapport. Si la Chambre a adopté la motion de voies et moyens requise avant que le projet de loi n'atteigne l'étape du rapport, le ministre peut donner avis d'amendements qui seront étudiés avec les autres amendements de l'étape du rapport. Si le débat à l'étape du rapport a commencé avant l'adoption de la motion de voies et moyens requise, le ministre a besoin du consentement de la Chambre pour mettre en délibération la motion de voies et moyens et passer à l'étude des amendements.

- Voir, par exemple, les décisions du Président Jerome, Journaux, 18 décembre 1974, p. 224-225; 14 juillet 1975, p. 706-707; 19 mai 1978, p. 784-786.
- 390. À une occasion, on a déposé et lu pour la première fois un projet de loi de voies et moyens alors que la motion pertinente n'avait pas encore été adoptée; les délibérations relatives au projet de loi ont été déclarées nulles et non avenues. (Voir la décision du Président Fraser, Débats, 9 octobre 1986, p. 246.)
- 391. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 392. Le Président Parent a déclaré qu'un projet de loi du Sénat imposait une taxe et aurait donc dû être précédé d'une motion de voies et moyens. Il a conclu que ce projet de loi n'avait pas été valablement présenté à la Chambre et que l'étape de la première lecture était nulle et non avenue. (Voir Débats, 2 décembre 1998, p. 10791, et Journaux, 2 décembre 1998, p. 1360.)
- 393. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 394. Voir, par exemple, Débats, 19 décembre 1984, p. 1380; Comité permanent des consommateurs et des sociétés et de l'administration gouvernementale, Procès-verbaux et témoignages, 3 décembre 1991, Fascicule nº 29, p. 16-35, et en particulier p. 30-31. Avec le consentement unanime de la Chambre, il est arrivé qu'on adopte une nouvelle motion de voies et moyens, et qu'un ministre propose des amendements à des projets de loi dépassant la portée de la motion de voies et moyens initiale. En règle générale, on demande l'autorisation de présenter ces amendements en comité plénier ou à l'étape du rapport. (Pour des exemples de situations où la Chambre a accordé son consentement unanime en comité plénier, voir Débats, 9 avril 1973, p. 3121, et 7 janvier 1974, p. 9115. Pour un exemple de situation où la Chambre a accordé son consentement unanime à l'étape du rapport, voir Débats, 26 mai 1981, p. 9931-9932, 9948.)

762

Les projets de loi de voies et moyens qui exigent une recommandation royale

Un projet de loi fondé sur une motion de voies et moyens et qui renferme des dispositions visant des dépenses publiques exige en outre une recommandation royale ³⁹⁵. Dans ces cas, avant de passer à la première lecture du projet de loi, la Chambre doit adopter la motion de voies et moyens autorisant le gouvernement à aller de l'avant avec les mesures fiscales et, après la période d'avis normale de 48 heures, accorder l'autorisation de présenter les dispositions de dépenses nécessitant la recommandation royale ³⁹⁶.

Si l'avis requis n'est pas donné pour un projet de loi exigeant la recommandation royale, ce dernier doit être retiré et l'ordre tendant à sa deuxième lecture doit être révoqué et rayé du *Feuilleton*; cela ne compromet pas la validité de toute motion de voies et moyens déjà adoptée par la Chambre ³⁹⁷.

Les comptes du Canada

Le rôle financier de la Chambre des communes ne se termine pas avec le vote de crédits ou de mesures autorisant la création de recettes. La Chambre veille également à ce que les fonds fédéraux soient dépensés selon les montants et les fins autorisés par le Parlement ³⁹⁸. Cette fonction de contrôle (souvent appelée «boucler la boucle») est essentiellement assurée par le Comité permanent des comptes publics, qui examine les *Comptes publics du Canada*, ainsi que tous les rapports du vérificateur général du Canada, et qui fait rapport de ses constatations ³⁹⁹.

LES COMPTES PUBLICS DU CANADA

En vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques, le receveur général 400 doit s'assurer que des comptes sont tenus pour chaque ministère et organisme du gouvernement. Ces comptes doivent indiquer toutes les dépenses effectuées au titre de chaque crédit, les recettes de l'État et les autres versements portés au crédit ou au

- 395. Voir, par exemple, Journaux, 5 novembre 1976, p. 114; 20 octobre 1976, p. 42; 9 avril 1997, p. 1362-1363.
- 396. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 8 juin 1988, p. 16254-16255. Même si deux procédures différentes sont utilisées, de tels projets de loi sont acceptables à condition que l'avis requis ait été donné (voir les décisions du Président Sauvé, Débats, 19 janvier 1981, p. 6319, et 16 février 1982, p. 15053; la décision du Président Francis, Débats, 18 janvier 1984, p. 526).
- 397. Voir la décision du Président Francis, Débats, 18 janvier 1984, p. 526.
- Dès 1341, Édouard III avait reconnu le principe que les sommes accordées à la Couronne devraient être contrôlées pour s'assurer qu'elles étaient dépensées à bon escient (*Draidger*, p. 30).
- 399. Art. 108(3)e) du Règlement. Voir également le rapport final de la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité (Commission Lambert), mars 1979 (Approvisionnements et Services Canada), et en particulier la Partie V, «Le Parlement: L'alpha et l'omega de l'imputabilité», p. 421-476.
- 400. Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux fait aussi fonction de receveur général du Canada (Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16, art. 3(3)).

débit du Trésor⁴⁰, ainsi que les ressources, les charges et les réserves correspondantes qui sont jugées nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière du Canada⁴⁰². Les comptes de chaque ministère et organisme sont consolidés dans les comptes du Canada.

Chaque année, le président du Conseil du Trésor dépose un rapport détaillé des opérations financières de tous les ministères et organismes, qui s'intitule les Comptes publics du Canada. Le rapport doit être déposé 403 au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice visé par les comptes; ou si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre 404. Par pure tradition, les Comptes publics sont adressés au gouverneur général.

La raison d'être des Comptes publics du Canada est de fournir au Parlement — et partant au public — l'information qui lui permettra de comprendre et d'évaluer la position financière et les activités du gouvernement. Deux principes constitutionnels sont à la base du système de comptabilité publique: tous les droits et recettes qui échoient au gouvernement forment le Trésor et le solde de celui-ci, après diverses imputations préalables, est approprié par le Parlement du Canada pour les services publics 408.

La forme et le contenu des *Comptes publics* sont la responsabilité du président du Conseil du Trésor 406 et du ministre des Finances 407. Les états financiers sont établis sous la direction commune du président du Conseil, du ministre des Finances et du receveur général du Canada 408. La loi dispose que les comptes doivent comporter, pour l'exercice visé, les états de toutes les opérations financières du gouvernement, les états de toutes les dépenses et recettes; les états des ressources et charges directes

^{401.} Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 63(1).

^{402.} Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 63(2).

^{403.} Les Comptes publics du Canada sont habituellement déposés auprès du Greffier de la Chambre, avec mention du dépôt dans les Journaux. (Voir, par exemple, Journaux, 18 octobre 1994, p. 801; 22 octobre 1996, p. 761-762; 28 octobre 1997, p. 163.) Il est cependant arrivé que le rapport soit déposé par un ministre à la Chambre même. (Voir, par exemple, Journaux, 31 octobre 1978, p. 94; 11 décembre 1979, p. 336.) Pour en savoir plus sur le dépôt de documents, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

^{404.} Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 64(1).

Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 102-106. Voir également « Préface des états financiers du gouvernement du Canada », Comptes publics du Canada 1998, p. 1.2.

^{406.} Le Conseil du Trésor est un comité du Cabinet, présidé par le ministre désigné comme le président du Conseil du Trésor. Le Conseil, qui comprend cinq autres ministres, dont celui des Finances, est responsable de la gestion des services publics, notamment de la politique administrative et des pratiques de gestion financière. Le Conseil est également l'employeur fédéral, et il représente le gouvernement dans toutes les questions concernant les fonctionnaires fédéraux. Le Secrétariat du Conseil du Trésor est l'organisme d'étatmajor central, au service du Conseil. Son responsable s'appelle le secrétaire du Conseil du Trésor (McMenemy, p. 304-305). Depuis 1993, le secrétaire fait aussi fonction de contrôleur général du Canada. À ce titre, il est l'officiel fédéral responsable des normes de contrôle financier, des procédures de rapport et de l'évaluation des programmes des ministères et organismes fédéraux (McMenemy, p. 52).

^{407.} Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 64(2).

^{408. «}Énoncé de responsabilité», Comptes publics du Canada 1998, p. 1.4.

ou éventuelles du Canada; l'avis du vérificateur général sur les comptes, conformément à la *Loi sur le vérificateur général*; et tout compte et toute information que le président du Conseil et le ministre des Finances jugent nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière du Canada à la fin de l'exercice ⁴⁰⁹.

Les Comptes publics se divisent en deux volumes, publiés sous forme de trois documents distincts. Le Volume I renferme l'avis du vérificateur général; les états financiers sur lesquels il donne son avis; un résumé des opérations financières du Canada depuis 10 ans; une analyse des recettes et dépenses, et des ressources et des charges; et divers résumés de recettes, dépenses, prêts et investissements à l'échelle du gouvernement. Le Volume II se divise en deux parties: la première donne le détail des opérations financières du gouvernement, réparties par ministère; la seconde fournit des informations et des analyses complémentaires, comme les états financiers des fonds renouvelables, des paiements de transfert et des frais de la dette publique 410.

Jusqu'en 1993, les Comptes publics comprenaient un troisième volume renfermant des informations financières sur les sociétés d'État. Le Volume III a été remplacé par le Rapport annuel au Parlement: les sociétés d'État et les autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts; il s'agit d'un rapport consolidé des activités et des opérations de toutes les sociétés d'État et de celles dans lesquelles le gouvernement du Canada a des intérêts⁴¹¹. Le rapport annuel est établi par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour le président du Conseil du Trésor, qui le dépose à la Chambre 412.

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Le vérificateur général du Canada est un mandataire du Parlement, nommé par le gouverneur en conseil en vertu de la *Loi sur le vérificateur général*, pour vérifier les comptes du Canada et enquêter sur les activités financières du gouvernement fédéral ⁴¹³. Il est nommé pour un mandat de 10 ans ou jusqu'à l'âge de 65 ans, selon le cas. Le mandat n'est pas renouvelable. Le poste a été créé par l'*Acte des comptes*

- Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 64(2); Loi sur le vérificateur général,
 L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 6.
- Introduction aux Comptes publics du Canada: Nature des Comptes publics du Canada», Comptes publics du Canada 1998, vol. II, partie I.
- 411. Une société d'État a la structure d'une entreprise privée, mais elle est créée par une loi et appartient à l'État. Bien qu'elles fassent rapport au Parlement par l'entremise d'un ministre désigné à cet effet, les sociétés d'État ne sont pas sous l'autorité directe d'un ministre (McMenemy, p. 73).
- 412. Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 151-152. Comme les Comptes publics, ce repport est habituellement déposé auprès du Greffier de la Chambre, et mention du dépôt est faite dans les Journaux. Voir, par exemple, Journaux, 20 janvier 1994, p. 43; 15 décembre 1994, p. 1074; 7 décembre 1995, p. 2222; 10 décembre 1996, p. 989; 11 décembre 1997, p. 396.
- 413. McMenemy, p. 6-7. Un mandataire du Parlement est un fonctionnaire nommé, qui est responsable devant le Parlement de l'exécution de fonctions conférées par une loi. Pour la nomination et le mandat du vérificateur, voir la Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 3.

publics de 1878⁴¹⁴. Cette loi a été remplacée en 1886 et en 1931 par l'Acte du revenu consolidé et de l'audition⁴¹⁵ qui a été remplacé à son tour par la Loi sur l'administration financière⁴¹⁶ en 1951. À l'origine, le vérificateur n'était responsable que de la vérification des dépenses, avant qu'elles ne soient faites (vérification avant paiement) et une fois qu'elles l'étaient (vérification après paiement). En 1977, le Parlement a adopté l'actuelle Loi sur le vérificateur général, qui élargit le mandat du vérificateur au-delà du simple contrôle de l'exactitude des états financiers du gouvernement, l'autorisant à vérifier si le gouvernement gère bien ses activités financières⁴¹⁷.

En tant que vérificateur des Comptes du Canada, le vérificateur général examine les états financiers du gouvernement afin de s'assurer que l'information est présentée fidèlement, conformément aux conventions comptables énoncées et de façon cohérente par rapport à l'année comptable précédente. La Loi sur la gestion des finances publiques ⁴¹⁸ établit des responsabilités additionnelles dans le cas d'examens spéciaux concernant les sociétés d'État. Le vérificateur général a le pouvoir d'entreprendre les examens et enquêtes qui lui paraissent nécessaires pour lui permettre de faire rapport comme il est prévu par la Loi sur le vérificateur général⁴¹⁹.

Le Bureau du vérificateur général effectue trois types de vérifications — soit d'attestation, de conformité et d'optimisation des ressources. La vérification d'attestation a

- 414. Acte pour pourvoir à la meilleure audition des comptes publics, S.C. 1878, ch. 7, art. 11-56.
- Acte concernant le revenu public, l'opération des emprunts autorisés par le parlement, et l'audition des comptes publics, S.R. 1886, ch. 29, art. 21-59; Loi du revenu consolidé et de la vérification, 1931, S.C. 1931, ch. 27.
- Loi pourvoyant à l'administration financière du gouvernement du Canada, à la vérification des comptes publics et au contrôle financier des corporations de la Couronne, S.C. 1951, ch. 12, art. 65-75.
- 417. Loi sur le vérificateur général du Canada, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 7(2)b) à e). En 1995, un rappel au Règlement a été invoqué à la Chambre à propos de la recevabilité du rapport annuel du vérificateur général au motif que le vérificateur avait outrepassé son mandat (défini dans la Loi sur le vérificateur général) en faisant des «déclarations tendancieuses» sur le rôle du Parlement relativement à la dette nationale (Débats, 18 octobre 1995, p. 15530-15532). Le Président Parent a répondu qu'il n'avait pas d'autorité en matière de droit et qu'il ne pouvait donc pas décider si le contenu du rapport était conforme ou non aux prescriptions de la loi et, par voie de conséquence, statuer que le rapport était irrecevable (Débats, 25 octobre 1995, p. 15812-15813).
- 418. Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 134(1) à (4). Outre la vérification financière annuelle des sociétés d'État, le vérificateur peut aussi faire des examens spéciaux pour vérifier que les systèmes et pratiques des sociétés d'État donnent une assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que la gestion des ressources est économique et que les opérations se déroulent efficacement (Bureau du vérificateur général; Budget des dépenses 1998-1999; Partie III Rapport sur les plans et les priorités, p. 5).
- Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 5 et 6; Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, art. 64.

pour but de vérifier que le gouvernement tient les dossiers nécessaires et qu'il présente fidèlement sa situation financière globale 420. Les vérifications de conformité examinent si le gouvernement perçoit et dépense seulement les crédits autorisés par le Parlement et aux seules fins approuvées par celui-ci. Enfin, les vérifications de l'optimisation des ressources vérifient si les programmes du gouvernement ont été exécutés de manière économique et avec le souci de leurs effets sur l'environnement. Elles confirment aussi au Parlement que le gouvernement dispose des moyens voulus pour mesurer l'efficacité de ses programmes 421. Depuis 1995, il est aussi chargé de vérifier dans quelle mesure les activités des ministères atteignent les objectifs en matière d'environnement et de développement durable 422.

Si cela ne fait pas entrave aux attributions principales du Bureau, le gouverneur en conseil peut demander au vérificateur général de faire enquête et rapport sur toute question liée aux affaires financières du Canada ou aux biens publics, ainsi que sur toute personne ou organisation qui a reçu ou sollicite l'aide financière du gouvernement 423.

Le Rapport annuel

Chaque année, le vérificateur doit remettre un rapport à la Chambre des communes dans lequel il porte à son attention les cas où il a constaté que:

- les comptes n'ont pas été tenus d'une manière régulière ou qu'il n'a pas été correctement rendu compte des deniers publics;
- les procédures comptables appliquées ont été insuffisantes pour assurer un contrôle efficace du recouvrement et de la dépense des deniers publics;
- des sommes ont été dépensées sans souci d'économie ou d'efficience ou à d'autres fins que celles approuvées par le Parlement;
- des procédures adéquates pour mesurer et faire rapport sur l'efficacité des programmes n'ont pas été mises en place 424.

La Loi sur le vérificateur général dispose que le rapport annuel doit être remis au Président de la Chambre des communes au plus tard le 31 décembre de l'année à

^{420.} Bureau du vérificateur général du Canada; Budget des dépenses 1998-1999; Partie III — Rapport sur les plans et les priorités, p. 5. Voir, par exemple, «Opinion du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada», Comptes publics du Canada 1998, p. 1.5.

^{421.} Bureau du vérificateur général du Canada; Budget des dépenses 1998-1999; Partie III — Rapport sur les plans et les priorités, p. 5. La vérification de l'optimisation des ressources est parfois appelée vérification du rendement.

^{422.} Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général, L.C. 1995, ch. 43. Cette loi crée le poste de commissaire à l'environnement et au développement durable au sein du Bureau du vérificateur général. (« Création du poste de commissaire à l'environnement et au développement durable », communiqué du Bureau du vérificateur général, 15 décembre 1995.)

^{423.} Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 11. Pour entreprendre une vérification qui n'entre pas dans le mandat légal du Bureau, le vérificateur doit obtenir une telle autorisation. Le pouvoir prévu à l'article 11 est conféré par décret.

^{424.} Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 7(2).

laquelle il se rapporte et que, dès réception du rapport, le Président le dépose sans délai. Si la Chambre ne siège pas, le rapport est déposé dans les 15 jours de séance qui suivent sa réception 425. À la demande du vérificateur général, le Président a souvent accepté de déposer le rapport à une heure précise, soit juste avant les « Déclarations de députés », mais il n'existe aucune obligation à cet égard 426. Une fois déposé, le rapport est automatiquement renvoyé au Comité permanent des comptes publics 427. Avant le dépôt du rapport à la Chambre, le vérificateur donne habituellement une séance d'information, à huis clos, sur le contenu du rapport aux membres du Comité des comptes publics. En outre, le président du Comité invite habituellement les députés à un huis clos 428, qui leur permet d'examiner le rapport qui sera déposé plus tard ce jour-là et d'obtenir des explications des responsables. Normalement, il se tient aussi un huis clos semblable pour les médias.

La Loi a été révisée en 1994 pour autoriser le vérificateur général à présenter jusqu'à trois rapports par année en sus de son rapport annuel, de tout rapport spécial sur une affaire très importante ou urgente ou de tout rapport spécial sur le financement du Bureau du vérificateur général 429. Avant le dépôt d'un rapport supplémentaire, le Président doit être informé par écrit du sujet du rapport, et le rapport luimême est remis au Président le trentième jour suivant le préavis ou à l'expiration d'un délai plus long, indiqué dans l'avis 430. Le Président doit déposer le rapport sans

^{425.} Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général (rapports), L.C. 1994, ch. 32.

^{426.} Du lundi au jeudi, la période réservée aux « Déclarations de députés » est à 14 h et le vendredi, à 11 h (art. 30(6) du Règlement). Voir, par exemple, Journaux, 7 octobre 1997, p. 85; 2 décembre 1997, p. 314; et 28 avril 1998, p. 711.

^{427.} Art. 108(3)e) du Règlement.

^{428.} Un «huis clos» est une séance d'information qui a lieu immédiatement avant la présentation d'un document important, comme le Budget ou le rapport du vérificateur général. Comme le contenu du document est confidentiel jusqu'à son dépôt à la Chambre, il n'est pas permis de le sortir de la salle où se tient le huis clos avant qu'il soit déposé. Les députés sont libres de quitter la salle à tout moment, mais ils doivent s'engager à ne pas accorder d'entrevues et à ne pas divuiguer le contenu du rapport avant son dépôt. Le personnel de recherche des députés peut aussi assister au huis clos, mais il doit être parrainé par un député et doit demeurer dans la salle jusqu'au moment du dépôt du rapport. Le 27 novembre 1978, un député a prétendu que les conditions de participation au huis clos violaient ses privilèges parlementaires. (Voir Débats, 27 novembre 1978, p. 1514-1517.) Le Président a statué alors — et chaque fois depuis — que les huis clos ne sont pas une obligation faite aux députés pour participer aux délibérations de la Chambre ou des comités; l'accès ou non à un huis clos ne saurait justifier une question de président Sauvé, Débats, 25 février 1981, p. 7670 et 26 février 1981, p. 7714; et la décision du Président Parent, Débats, 6 mars 1997, p. 8693.) Par ailleurs, on ne saurait interdire à un député de quitter la salle d'un huis clos. (Voir la décision du Président Jerome, Débats, 27 novembre 1978, p. 1515.)

^{429.} Loi sur le vérificateur général, L.R.C. 1985, ch. A-17, art. 7(1), 8(1) et 19(2). Le droit de présenter plusieurs rapports est conféré par la Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général (rapports), L.C. 1994, ch. 32. Le Bureau du vérificateur général voit cette autorisation comme l'occasion de fournir au Parlement une information plus actuelle et pertinente. Le vérificateur général s'efforce de remettre ses rapports un mois avant une période prévue d'ajournement de la Chambre et au plus tôt deux semaines après la rentrée de la Chambre («Avant-propos», Rapport du vérificateur général du Canada, mai 1995, p. 5).

^{430.} Loi sur le vérificateur général, L.C. 1994, ch. 32, art 2(4) et (5).

délai ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 jours de séance suivant la réception

du rapport.

Depuis l'entrée en vigueur des dispositions de 1994, le rapport annuel du vérificateur général est déposé en plusieurs volumes, le premier étant déposé au printemps, le second à l'automne et le dernier en novembre ou décembre ⁴³¹. Le dernier volume déposé, qui est toujours désigné comme le rapport «annuel», renferme les parties portant sur les «Questions d'une importance particulière», ainsi qu'un suivi des rapports précédents. Chaque volume comprend un avant-propos du vérificateur général, ainsi que des chapitres, numérotés individuellement ⁴³², sur les diverses études effectuées et les vérifications d'optimisation des ressources des ministères et organismes. Au besoin, des notes de vérification peuvent être incluses dans l'un ou l'autre volume.

LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS

Aux termes du Règlement, tous les rapports du vérificateur général, ainsi que les Comptes publics du Canada, sont automatiquement renvoyés au Comité permanent des comptes publics dès qu'ils sont déposés à la Chambre 433. Depuis 1987, le Comité est également chargé de l'examen du budget annuel du Bureau du vérificateur général.

Depuis 1958, le Comité est présidé par un député de l'Opposition officielle, les partis y étant représentés proportionnellement à leur nombre à la Chambre 434. Le Comité a comme fonctions principales de s'assurer que les deniers publics sont dépensés aux fins approuvées par le Parlement, que les dépenses de luxe et le gaspillage sont strictement limités et que de saines méthodes de gestion sont appliquées dans les prévisions, les contrats et l'administration en général. Le Comité ne s'interroge pas sur le bien-fondé de la politique du gouvernement, mais il se préoccupe plutôt des aspects économiques et efficaces de son administration. Le Comité fait régulièrement part de ses constatations à la Chambre. Ses rapports renferment habituellement des conclusions et des recommandations sur des questions visant l'amélioration des méthodes et contrôles financiers et de gestion des ministères, des organismes et des sociétés d'État.

^{431.} Voir, par exemple, le rapport de 1995, Journaux, 11 mai 1995, p. 1463; 5 octobre 1995, p. 2002; 21 novembre 1995, p. 2136; et le rapport de 1996, Journaux, 7 mai 1996, p. 307; 26 septembre 1996, p. 683; 26 novembre 1996, p. 918. En 1997, l'élection générale a retardé le dépôt du volume du printemps, de sorte que les volumes d'avril et d'octobre ont été déposés à l'automne comme le Volume 1. Le Volume 2 a été déposé en décembre (Journaux, 7 octobre 1997, p. 85; 2 décembre 1997, p. 314).

^{432.} Les chapitres sont numérotés par ordre de parution pour l'année en cours, et non par volume.

^{433.} Art. 108(3) e) du Règlement. Voir également le chapitre 20, «Les comités».

^{434.} C'est dans le discours du Trône de 1958 qu'a été pris l'engagement de faire présider le Comité des comptes publics par un député de l'Opposition officielle (voir Débats, 12 mai 1958, p. 7). Voir également les observations du premier ministre, John Diefenbaker, Débats, 13 mai 1958, p. 35. Voir aussi Ward, p. 218-219.

19

Les comités pléniers



Il est aussi peu réaliste de déférer une question à un comité de soixante membres qu'à un comité plénier qui en compte 265; il est illusoire de s'attendre à ce qu'un comité aussi nombreux accomplisse quoi que ce soit d'utile.

W.F. DAWSON

(Procedure in the Canadian House of Commons, p. 209)

orsque l'ensemble des députés de la Chambre des communes se réunissent en comité, ils forment un comité plénier. Chaque fois que la Chambre se constitue en comité plénier pour étudier une question précise, un nouveau comité est créé. Une fois que le comité a terminé ses travaux, il cesse d'exister. Au cours d'une session, plusieurs comités pléniers peuvent donc être mis sur pied.

Une réunion d'un comité plénier se tient sous la présidence du vice-président, en sa qualité de président des comités pléniers, ou encore du vice-président² ou du vice-président adjoint des comités pléniers. Le président de séance prend place au Bureau et occupe le fauteuil du Greffier, tandis que le fauteuil du Président reste inoccupé; la masse est retirée du dessus du Bureau pour indiquer que la Chambre elle-même ne siège pas. Elle est placée sur le support situé sous l'une des extrémités du Bureau pendant tout le temps où la Chambre siège en comité plénier.

^{1.} Voir Wilding et Laundy, p. 149-152.

^{2.} M^{mo} Shirley Maheu (Saint-Laurent – Cartierville) a demandé qu'on l'appelle « Deputy Chairperson » plutôt que « Chairman » lorsqu'elle a été nommée vice-présidente des comités pléniers lors de la première session de la 35° législature (1994-1996). Cette difficulté ne se pose pas en français.

«Le comité plénier a pour fonction de délibérer, non d'enquêter³.» Contrairement aux comités permanents qui sont habilités à entreprendre des études sur des questions d'intérêt courant pour la Chambre, un comité plénier ne peut se pencher que sur des questions et des projets de loi que la Chambre décide d'examiner dans ce cadre. À une époque, la Chambre se constituait fréquemment en comité plénier pour examiner le Budget des dépenses⁴, les projets de loi de crédits⁵ et tous les projets de loi fiscaux⁶ à l'étape de l'étude en comité. De plus, pratiquement tous les projets de loi adoptés en deuxième lecture étaient renvoyés à un comité plénier pour examen. Aujourd'hui, bien que le Règlement charge toujours un comité plénier d'examiner les projets de loi de crédits¹ et parfois, par ordre spécial ou avec le consentement unanime des députés, d'autres projets de loi qui sont renvoyés à un comité plénier pour examen, la Chambre consacre moins de temps à se constituer en comité plénier. En fait, de nos jours, l'étape du comité plénier sert surtout à accélérer l'adoption des projets de loi .

Comme la composition d'un comité plénier est identique à celle de la Chambre, on pourrait s'attendre à ce que les règles des deux assemblées soient les mêmes. Malgré des similarités, les règles en comité plénier sont moins solennelles que celles qui s'appliquent lorsque la Chambre siège et que le Président occupe le fauteuil. Les députés peuvent par exemple intervenir plus d'une fois sur une même question ¹⁰. Ce chapitre traitera du rôle des comités pléniers en décrivant les règles et procédures qui régissent leurs délibérations.

^{3.} Beauchesne, 6º éd., p. 257.

^{4.} Le Budget des dépenses représente les plans de dépense de tous les ministères de l'État; il comprend le Budget principal des dépenses, déposé une fois l'an, et les Budgets supplémentaires des dépenses, déposés au besoin. L'examen du Budget des dépenses est un élément important de l'étude des crédits. Voir le chapitre 18, «Les procédures financières» pour plus d'information.

^{5.} Un projet de loi de crédits vise à autoriser des dépenses gouvernementales; il est déposé à la Chambre par un ministre après l'adoption du Budget principal ou supplémentaire des dépenses ou des crédits provisoires.

Un projet de loi fiscal est un projet de loi d'intérêt public déposé à la Chambre par un ministre et qui autorise le gouvernement à lever des fonds.

^{7.} Art. 73(4) du Règlement. Voir les Journaux du 12 mars 1997, p. 1262-1263.

^{8.} Voir les Journaux du 20 avril 1994, p. 375-376; du 22 juin 1994, p. 680; et du 17 avril 1997, p. 1485.

^{9.} Depuis 1980, bien qu'un nombre considérable de projets de loi aient été renvoyés à des comités pléniers pour examen après la deuxième lecture, les comités pléniers y ont consacré très peu de temps, à l'exception de l'étude du projet de loi C-2, Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, en décembre 1988 (voir les Débats du 20 décembre 1988, p. 408-419, 433-517; et du 21 décembre 1998, p. 532-587).

^{10.} Voir l'article 101(1) du Règlement.

Historique

GRANDE-BRETAGNE

Le Parlement britannique voit se développer deux formes de comités au cours du seizième siècle: des petits comités d'au plus 15 personnes, appelés «comités restreints » et de grands comités composés de 30 à 40 membres, appelés «comités permanents». Les projets de loi étaient souvent examinés en détail par les comités restreints et seuls leurs membres pouvaient participer aux délibérations. Mais il devint courant au sein des comités permanents de permettre à toutes les personnes présentes d'intervenir. Avec le temps, les comités permanents se sont transformés en comités «généraux» ou «grands comités» dont tous les députés faisaient partie. C'est sous le règne de Jacques I^{et} (1603-1625) et de Charles I^{et} (1625-1649) que l'appellation de comité plénier est passée dans l'usage¹¹. Créés en vue de discuter de projets de loi particulièrement importants (projets de loi visant à imposer une taxe, ou concernant des questions constitutionnelles, ce qui était fréquent dans les Parlements des Stuart), ces comités permettaient aux députés de s'exprimer aussi souvent qu'ils le souhaitaient 12. Une autre raison d'étudier les projets de loi dans ce cadre était que le débat était plus ouvert en raison de l'absence «du Président, une présence contraignante, dont on attendait à l'époque qu'il veille aux intérêts du Roi 13 ». Dès le début du dix-huitième siècle, il était devenu courant de renvoyer tous les projets de loi à de grands comités pour une étude détaillée après la deuxième lecture 14. Ce fut là une façon efficace d'examiner les questions en détail et, pour la Chambre, d'établir son emprise sur les questions financières au cours de la deuxième moitié du siècle 15.

CANADA

Au Canada, les assemblées législatives coloniales ont calqué leurs procédures sur celles de la Chambre des communes britannique. En 1792, les Assemblées du Haut et du Bas-Canada ont adopté l'usage britannique de se constituer en comité plénier pour examiner des mesures législatives, ou des questions procédurales et constitutionnelles. Le système de comités restreints de l'Assemblée du Haut-Canada était même plus utilisé qu'en Grande-Bretagne, et bon nombre de projets de loi étaient renvoyés à ces comités après la deuxième lecture lé. À partir de 1817, dans le Bas-Canada, quatre comités dont tous les députés faisaient partie étaient créés au début

Voir Bourinot, 4º éd., p. 391-392. C'est sous le règne d'Elizabeth l^{et} que l'on parle pour la première fois de comités généraux et de grands comités dont font partie tous les députés de la Chambre (Wilding et Laundy, p. 152).

^{12.} Redlich, vol. II, p. 208.

Lord Campion, An Introduction to the Procedure of the House of Commons, 3º éd., Londres: MacMillan & Co. Ltd., 1958, p. 27. Voir aussi Griffith et Ryle, p. 269.

^{14.} Redlich, vol. II, p. 210.

^{15.} Campion, p. 28-29.

^{16.} O'Brien, p. 103.

de chaque session et chargés par l'Assemblée de siéger certains jours de la semaine. Ils portaient le nom de grands comités des griefs, des tribunaux, de l'agriculture et du commerce. En 1840, après l'union du Haut et du Bas-Canada, la plupart des règles parlementaires en usage au Bas-Canada ont été conservées¹⁷, et l'Assemblée législative de la Province du Canada a continué de mener une bonne partie de ses travaux en comité plénier¹⁸.

Au moment de la Confédération en 1867, la Chambre des communes a adopté les règles de l'ancienne Assemblée législative de la Province du Canada, notamment les procédures et pratiques relatives aux comités pléniers ¹⁹. De sorte que les questions concernant le commerce, la fiscalité ou les recettes publiques devaient d'abord être examinées en comité plénier avant que la Chambre des communes puisse adopter une résolution ou un projet de loi ²⁰. En outre, les adresses à la Couronne étaient souvent fondées sur des résolutions d'abord examinées en comité plénier ²¹.

De 1867 à 1968, trois types de comités étaient composés de l'ensemble des députés: le Comité des subsides, le Comité des voies et moyens et les comités pléniers. Le Comité des subsides examinait, poste par poste, chaque demande de crédits (crédits provisoires, Budget principal et Budget supplémentaire des dépenses)²². Quand le Comité recommandait à la Chambre que les crédits demandés soient accordés et que la Chambre était d'accord, les députés se constituaient en Comité des voies et moyens²³. Le Comité des voies et moyens étudiait ensuite les résolutions visant à autoriser les dépenses à partir du Fonds du revenu consolidé (le Trésor)24; une fois que ces résolutions avaient fait l'objet d'un rapport et avaient été adoptées par la Chambre, un projet de loi de crédits fondé sur ces résolutions était déposé²⁵. Le Comité des voies et moyens autorisait également de façon préliminaire les propositions fiscales énoncées dans le budget du ministre des Finances 26. Un comité plénier discutait habituellement des résolutions préalables aux projets de loi prévoyant la dépense de fonds publics²⁷. Il ne discutait que de l'opportunité de la mesure proposée, puisque les détails n'en étaient pas encore connus. Le débat pouvait s'éterniser. Une fois la résolution approuvée, la Chambre procédait au dépôt et à la première

- 18. Bourinot, 1ª éd., p. 414.
- 19. Bourinot, 1th éd., p. 212.
- 20. Bourinot, 1" éd., p. 416.
- 21. Bourinot, 1ª éd., p. 416.
- 22. Voir les Journaux du 27 octobre 1967, p. 418-420.
- 23. Voir les Journaux du 26 mars 1964, p. 133-134.
- 24. Voir les Journaux du 26 mars 1964, p. 134; et du 18 juin 1965, p. 278.
- 25. Voir les Journaux du 26 mars 1964, p. 134. Pour plus d'information sur le Comité des subsides et le Comité des voies et moyens, voir le chapitre 18, «Les procédures financières».
- 26. Voir les Journaux du 29 avril 1964, p. 267-271; et du 14 décembre 1967, p. 595-600.
- 27. Des résolutions concernant l'opportunité de déposer un projet de loi prévoyant la dépense de fonds publics étalent formulées en termes généraux, présentées à la Chambre et renvoyées à un comité plénier pour étude.

O'Brien, p. 256. O'Brien fait remarquer que la procédure parlementaire était plus compiète et mieux adaptée à une plus grande assemblée dans le Bas que dans le Haut-Canada.

lecture du projet de loi ²⁸. Un comité plénier examinait également en détail la plupart des projets de loi après la deuxième lecture ²⁹, ainsi que des questions comme les résolutions relatives aux traités et conventions internationales ³⁰ et les rapports de comités chargés d'étudier les règles et procédures de la Chambre ³¹. Peu de projets de loi du gouvernement (des mesures ne prêtant pas à controverse) étaient renvoyés à des comités permanents ou spéciaux pour étude. À l'époque, les comités permanents et spéciaux ne s'occupaient pas de travaux législatifs; ils approfondissaient plutôt certaines questions. Les comités permanents n'étaient pas habilités à adopter les articles d'un projet de loi. Une fois qu'un comité permanent ou spécial avait déposé son rapport, un comité plénier devait réexaminer, article par article, le texte du projet de loi. C'était le rapport du comité plénier que la Chambre adoptait à l'étape du rapport ³².

Au cours des cent premières années de la Confédération, seuls des changements mineurs ont été apportés aux délibérations en comité plénier. En 1910, la Chambre a modifié le Règlement pour imposer la règle de la pertinence et autoriser le Président à ordonner à un député qui persiste à tenir des propos non pertinents ou répétitifs de mettre fin à son discours; cette règle était reprise telle quelle du Règlement de la Chambre des communes britannique³³. En 1955, la Chambre a adopté le rapport d'un comité recommandant de restreindre la durée des débats en comité plénier et la durée des débats sur la motion invitant la Chambre à se former en comité des subsides³⁴. En octobre 1964, des règles sont adoptées pour limiter le débat sur les résolutions préalables aux projets de loi prévoyant la dépense de fonds publics, et réorganiser l'ordre d'examen des articles d'un projet de loi en comité plénier³⁵.

En 1968, un comité spécial chargé de réviser les règles de la Chambre ³⁶ critiquait entre autres l'étude des mesures législatives en comité plénier. Il faisait valoir que ce processus était trop lourd et inefficace pour faire face à l'accroissement du volume et de la complexité des mesures législatives et des dépenses publiques. Le

- 28. Voir les Journaux du 3 juillet 1961, p. 795-796; et du 13 juillet 1964, p. 526-527.
- 29. Voir les Journaux du 13 novembre 1964, p. 872; et du 27 novembre 1967, p. 537-538.
- 30. Voir les Journaux du 29 avril 1910, p. 554-557; et du 12 juillet 1955, p. 881.
- 31. Voir les Journaux du 1e mai 1925, p. 234-236; et du 8 juin 1942, p. 367.
- Voir Stewart, p. 85. Voir aussi les Journaux du 6 octobre 1966, p. 833-834; du 1* mars 1967, p. 1459-1460;
 du 15 mars 1967, p. 1538; du 16 mars 1967, p. 1540, 1542; du 17 mars 1967, p. 1546; du 20 mars 1967, p. 1556; et du 21 mars 1967, p. 1584.
- Journaux, 29 avril 1910, p. 554-556 et p. 556 en particulier. Voir aussi l'article 42 du Règlement de la Chambre des communes britannique.
- 34. Journaux, 12 juillet 1955, p. 881, 920, 922-923, 928-929. Les interventions étaient limitées à 30 minutes (sauf pour le premier ministre et le chef de l'Opposition qui n'avaient aucune limite) et aucun débat ou amendement n'était permis à la motion invitant le Président à quitter le fauteuil.
- 35. Journaux, 9 octobre 1964, p. 779-780. Le débat sur ce genre de résolution a été limité à un jour. D'autre part, la durée des discours a été ramenée à 20 minutes uniquement pendant l'examen de ces résolutions en comité plénier. L'étude de l'article 1 d'un projet de loi a été reportée après l'examen de tous les autres articles si cet article ne renfermait que le titre abrégé de la loi.
- 36. Journaux, 24 septembre 1968, p. 68.

comité spécial recommandait l'élimination de l'étape préliminaire de la résolution en comité plénier pour les mesures fiscales, et le renvoi de tous les projets de loi, sauf ceux fondés sur des motions de crédits et de voies et moyens, à des comités permanents qui pourraient les étudier en détail. Il recommandait également que les projets de loi renvoyés à des comités permanents ne soient pas réexaminés en comité plénier, que ceux qui sont étudiés en comité plénier ne fassent pas l'objet d'un débat à l'étape du rapport, et que toutes les interventions dans ce forum soient limitées à 20 minutes ³⁷. La Chambre a par la suite adopté un nouveau Règlement incorporant ces recommandations ³⁸.

En 1975, des modifications provisoires ont été apportées au Règlement concernant les travaux des subsides de manière à permettre que des postes précis du Budget des dépenses soient étudiés en comité plénier plutôt que déférés à des comités permanents ³⁹. Cet article provisoire a été reconduit d'un commun accord pour la session suivante ⁴⁰, mais n'a pas été renouvelé par la suite. Les procédures des comités pléniers ont été changées de nouveau en 1985, la Chambre ayant modifié son Règlement de façon provisoire suite à une recommandation du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes. Celui-ci recommandait que les projets de loi fondés sur des motions de voies et moyens soient renvoyés à des comités législatifs créés spécifiquement pour l'examen en détail des projets de loi, plutôt qu'à un comité plénier. Seuls les projets de loi fondés sur une motion de crédits portant adoption de prévisions budgétaires ou de crédits provisoires seraient renvoyés à un comité plénier ⁴¹. Cette modification est devenue permanente en 1987 ⁴². De nos jours, tout projet de loi d'intérêt public, sauf s'il est fondé sur une telle motion de crédits, est automatiquement renvoyé à un comité permanent, spécial ou législatif ⁴³.

Présidents de séance

Un comité plénier n'est pas présidé par le Président. C'est plutôt le président des comités pléniers qui s'en charge. En son absence, la présidence est assurée par le

- Journaux, 6 décembre 1968, p. 429-464 et en particulier p. 432-433 et 436. La durée des interventions du premier ministre et du chef de l'Opposition demeurait illimitée.
- 38. Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579 et en particulier p. 560, 562 et 572-573.
- 39. Journaux, 14 mars 1975, p. 372-376; 24 mars 1975, p. 399. Dans son deuxième rapport, le Comité permanent de la procédure et de l'organisation avait exprimé l'opinion que l'étude en comité plénier d'affaires choisies dans le Budget des dépenses permettrait à la Chambre de fonctionner plus efficacement.
- 40. Journaux, 12 octobre 1976, p. 12.
- 41. Voir Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (le Comité McGrath), Procès-verbaux et témoignages, 19 décembre 1984, fascicule n° 2, p. 3-23 et en particulier p. 21. Voir aussi les Journaux du 20 décembre 1984, p. 211; et du 27 juin 1985, p. 918-919.
- 42. Journaux, 3 juin 1987, p. 1002-1003 et 1016.
- 43. Pour plus d'information sur le renvoi des projets de loi, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

vice-président ou le vice-président adjoint des comités pléniers; le Président peut aussi demander à tout autre député de présider les travaux d'un comité plénier⁴⁴.

SÉLECTION

Au début de chaque législature, la Chambre choisit un député comme président des comités pléniers, qui agit aussi comme vice-président de la Chambre en l'absence du Président de la Chambre en l'absence du Président des comités pléniers un député, habituellement le premier ministre, propose qu'un député, habituellement un membre du parti ministériel, soit désigné président des comités pléniers La motion, qui est proposée une fois que le Président a fait rapport à la Chambre sur le discours du Trône, est souvent adoptée sans débat ou dissidence Le député choisi remplit cette fonction jusqu'à la fin de la législature, mais en cas de vacance, un successeur est désigné La sélection du vice-président ou vice-président adjoint se déroule de la même manière, sauf que leur mandat se termine à la fin de la session durant laquelle ils sont nommés de la même manière.

POUVOIRS

Le Règlement habilite le président des comités pléniers à maintenir l'ordre et le décorum en comité, tout comme le Président le fait à la Chambre, et à décider de toutes les questions d'ordre 50. Le président n'est cependant pas habilité à désigner un député par son nom et à lui ordonner de quitter la Chambre pour le reste de la journée. Seul le Président de la Chambre peut exercer ce pouvoir sur réception d'un rapport du président des comités pléniers 51. Le vice-président et le vice-président adjoint des comités pléniers ont les mêmes pouvoirs que le président 52.

- 44. Art. 7(4) du Règlement. Dans la pratique, la personne qui préside les travaux de la Chambre (sauf le Président) présidera également le comité lorsque la Chambre se forme en comité plénier (voir les Débats du 15 mars 1995, p. 10559; et du 21 avril 1997, p. 10000).
- 45. Art. 7(1) du Règlement. Pour plus d'information sur la sélection des présidents de séance, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre ».
- Le vice-président et président des comités pléniers doit parler couramment la langue officielle qui n'est pas celle du Président. Voir l'article 7(2) du Règlement.
- 47. Voir les Journaux du 18 janvier 1994, p. 18; et du 23 septembre 1997, p. 13.
- 48. Art.7(3) du Règlement. Voir Journaux, 15 mai 1990, p. 1704-1705.
- 49. Art. 8 du Règlement. Ces motions de nomination ont parfois fait l'objet d'un débat et d'un vote par appel nominal (voir les *Journaux* du 2 octobre 1990, p. 2050; du 27 février 1996, p. 3-4; du 28 février 1996, p. 9-10; du 28 octobre 1996, p. 778-779; et du 29 octobre 1996, p. 784-789).
- 50. Art. 12 du Règlement.
- 51. Art. 11 du Règlement. Voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre » et le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum ». La question du désordre en comité plénier est discutée plus loin sous le titre « Déroulement des débats en comité plénier ».
- 52. Art. 8 du Règlement.

APPEL DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

Les députés peuvent en appeler d'une décision du président des comités pléniers au Président de la Chambre 53. (Ils ne peuvent plus, depuis 1965, en appeler à la Chambre des décisions de ce dernier 54.) Lorsque le président du comité plénier a rendu une décision, un député peut invoquer le Règlement pour en appeler de la décision au Président 55. Un tel appel ne peut faire l'objet d'un débat. Le président du comité quitte immédiatement sa place au Bureau, la masse est remise en place et le Président reprend son fauteuil. (En l'absence du Président, le président du comité peut occuper le fauteuil et trancher l'appel interjeté de sa propre décision 56.) Le président du comité se tient debout devant le fauteuil du Président et fait rapport de l'incident et de la décision dont on a fait appel 57. Le Président de la Chambre peut entendre d'autres députés à ce sujet avant de trancher la question 58.

Comme c'est toujours le cas, la décision du Président ne peut, une fois rendue, faire l'objet d'un appel ou d'un débat⁵⁹. Les décisions du président du comité n'ont été que très rarement infirmées⁶⁰. Comme le comité n'a pas levé la séance ni fait rapport, le Président de la Chambre quitte le fauteuil dès que les délibérations sur l'appel sont terminées, la masse est retirée du Bureau et le comité plénier reprend ses travaux ⁶¹.

^{53.} Art. 12 du Règlement.

Voir les Journaux du 11 juin 1965, p. 224. Pour un exemple d'appels à la Chambre antérieurs à 1965, voir les Débats du 31 mai 1956, p. 4498-4534; et du 1" juin 1956, p. 4537-4539, 4551-4570, 4576-4582.

^{55.} Voir les Débats du 21 décembre 1988, p. 541.

^{56.} Le vice-président ou Président suppléant prend connaissance du rapport par un député qu'il a désigné à cette fin. Voir les Journaux du 25 juin 1965, p. 303-304. Dans ce cas-ci, le vice-président a maintenu sa propre décision. En février 1971, dans un appel auprès du Président d'une décision du président du comité, ce dernier a informé le comité que le Président ne se trouvait pas dans l'édifice et qu'il ne voulait pas entendre l'appel interjeté de sa propre décision. Le comité a alors convenu à l'unanimité de continuer son étude de la mesure législative dont il était saisi jusqu'à ce que le Président puisse entendre l'appel. Le Président a par la suite maintenu la décision du président du comité. Voir les Débats du 17 février 1971, p. 3495-3496, 3498-3501.

^{57.} Pour des raisons pratiques, le rapport se fait oralement au Président. Pour des exemples d'appels récents des décisions rendues par le président d'un comité plénier, voir les *Journaux* du 6 avril 1971, p. 475-476; et du 21 décembre 1998, p. 67-68.

En 1971, le Président a permis aux députés de lui exposer leurs arguments avant de trancher la question (Débats du 6 avril 1971, p. 4969-4971).

^{59.} Art. 10 et 12 du Règlement.

Lorsque le Règlement permettait d'interjeter appel devant la Chambre, au moins trois décisions du président d'un comité plénier ont été infirmées (*Journaux* du 6 mars 1913, p. 341; du 22 mars 1948, p. 275-276; et du 13 décembre 1957, p. 270).

^{61.} Voir les Débats du 6 avril 1971, p. 4971; et du 21 décembre 1988, p. 541.

Constitution en comité plénier

Lorsque l'ordre du jour prévoit que la Chambre se constituera en comité plénier pour examiner une résolution ou une motion⁶², ou qu'il est ordonné qu'un projet de loi soit étudié en comité plénier⁶³, cette procédure est enclenchée sans autre formalité⁶⁴. Le Président quitte le fauteuil et la Chambre⁶⁵. Le président, le vice-président ou le vice-président adjoint des comités pléniers assume la présidence du comité. Le président s'assoit à la place du Greffier, au bout du Bureau, et les greffiers au Bureau prennent place à sa droite et à sa gauche. L'un des greffiers au Bureau agit comme greffier du comité⁶⁶.

Si le comité plénier discute d'un projet de loi, le ministre ou le secrétaire parlementaire responsable de la mesure prend place au premier rang du côté ministériel de la Chambre. Il agit à la fois comme témoin, pour répondre aux questions des députés, et comme membre du comité puisqu'il peut participer au débat et aux votes et proposer des amendements au projet de loi s'il le désire. Le ministre peut s'adjoindre un ou deux représentants du ministère qui prennent place à une petite table, sur le parquet de la Chambre, devant le ministre. Avant le début des travaux, un page principal les escorte jusqu'à leur place; il les raccompagne ensuite jusqu'à la sortie dès que le comité lève la séance et avant que le Président ne réintègre le fauteuil.

- 62. Voir les Débats du 9 mai 1975, p. 5646; et du 28 janvier 1988, p. 12362.
- 63. Voir les Débats du 24 novembre 1997, p. 2105.
- 64. Art. 100 du Règlement. De plus, conformément à l'article 56(2) du Règlement, toute motion du gouvernement demandant que la Chambre se constitue en comité plénier le jour de séance suivant est mise aux voix sans débat ni amendement. Jusqu'en 1955, en règle générale, chaque fois que la Chambre voulait se constituer en comité plénier, la motion demandant « que le Président quitte maintenant le fauteuil » était proposée. Dans certains cas, si la motion prévoyait que la Chambre se constitue en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, elle pouvait faire l'objet d'un débat; dans d'autres cas, la Chambre se constituait en comité sans mise aux voix. (Une modification des règles de la Chambre adoptée en 1913 stipulait que si l'ordre du jour prévoit la formation de la Chambre en comité des subsides ou en comité des voies et moyens un jeudi ou un vendredi, le Président quitte le fauteuil d'office (Journaux du 23 avril 1913, p. 546-548).) En 1955, le comité spécial chargé d'examiner les procédures de la Chambre a recommandé de modifier le Règlement de manière à préciser ce qui était alors devenu «pratique courante». La Chambre a adopté une règle prévoyant que, à l'exception des circonstances particulières qui entourent les motions proposant la formation de la Chambre en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, toutes les motions proposant la formation de la Chambre en comité plénier pour toute autre question soient décidées sans débat ni amendement (Journaux du 12 juillet 1955, p. 920-921). Le libellé de cette règle est resté inchangé jusqu'en décembre 1968. Comme les comités des subsides et des voies et moyens ont alors été abolis, l'article a été récrit de manière à préciser qu'il n'y aurait pas de mise aux voix après la lecture d'un ordre du jour prévoyant la formation de la Chambre en comité plénier ou lorsqu'il est ordonné qu'un projet de loi soit étudié en comité plénier. Le Président quitterait simplement le fauteuil dès la lecture de l'ordre (Journaux du 20 décembre 1968, p. 572).
- 65. Bien que le Président ait déjà participé aux débats en comité plénier (voir les Débats du 7 avril 1927, p. 2027-2030), ce n'est pas la pratique actuelle.
- 66. Selon Beauchesne, 4° éd. (p. 199), le Greffier quitte également la Chambre en même temps que le Président pour revenir lorsque le comité lève la séance. En fait, le Greffier quitte la Chambre en même temps que le Président, mais peut revenir prendre la place d'un des greffiers au Bureau.

C'est le seul cas où des personnes autres que les députés et les membres du personnel de la Chambre sont admises sur le parquet de la Chambre lorsque la Chambre siège.

Déroulement des débats en comité plénier

Les travaux des comités pléniers sont régis par le Règlement, dans la mesure où il est applicable, et par les usages établis de longue date⁶⁷. Bien que les députés doivent attendre que le président leur donne la parole avant d'intervenir ou de proposer une motion, les discussions sont moins solennelles. Ainsi, les députés peuvent s'asseoir ailleurs qu'à la place qui leur est attribuée 68 pour prendre la parole et voter, et ils peuvent intervenir plus d'une fois sur une même question⁶⁹, mais ils ne sont pas autorisés à partager leur temps de parole 70. La durée des interventions du premier ministre et du chef de l'Opposition n'est pas limitée⁷¹. Les députés disposent chaque fois de 20 minutes pour faire un discours, poser des questions ou obtenir des réponses 72. Le président doit faire respecter la limite de 20 minutes de manière à laisser au ministre ou au parrain la possibilité de répondre à une dernière question à l'intérieur de ce délai. Comme à la Chambre, où les députés doivent s'adresser au Président, les intervenants doivent aussi s'adresser au président du comité⁷³. Dans la pratique, toutefois, les députés s'adressent souvent les uns aux autres, posent des questions et recoivent des réponses directement 74. Au cours de ces échanges, les députés devraient toujours néanmoins se désigner par le nom de leur circonscription comme il est d'usage à la Chambre 75.

De manière générale, les règles et pratiques qui régissent les motions présentées à la Chambre s'appliquent aussi en comité plénier, sauf qu'il n'est pas nécessaire que les motions soient appuyées ⁷⁶. Les motions proposant «que la président se lève et

- 67. Les règles en comité plénier sont similaires à celles des comités permanents, spéciaux et législatifs. Le Règlement s'applique, sauf en ce qui a trait à l'appui des motions, à la limitation des interventions et à la durée des discours. Voir les articles 101 et 116 du Règlement. Voir aussi le chapitre 20, «Les comités».
- 68. Débats du 15 octobre 1987, p. 10064; et du 16 octobre 1987, p. 10089-10090.
- 69. Art. 101(1) du Règlement.
- 70. L'article 43(2) du Règlement précise que les députés peuvent partager leur temps de parole seulement lorsque le Président occupe le fauteuil, ce qui n'est pas le cas quand la Chambre se constitue en comité plénier.
- 71. Art. 101(3) du Règlement.
- 72. Art. 101(3) du Règlement. Voir également les Débats du 26 mai 1982, p. 17802; du 8 mars 1983, p. 23550; du 30 septembre 1991, p. 2946; et du 21 mars 1996, p. 1068. Cette situation est différente de celle où le Président occupe le fauteuil. Dans ce cas, conformément à l'article 43(1) du Règlement, aucun député ne peut parler pendant plus de 20 minutes; après chaque intervention de 20 minutes, les députés disposent d'une période de 10 minutes pour poser des questions et faire des observations.
- 73. Voir l'article 17 du Règlement. Voir aussi les Débats du 8 février 1994, p. 1084.
- 74. Voir les Débats du 21 avril 1997, p. 10001.
- 75. Voir les Débats du 2 décembre 1997, p. 2613.
- 76. Art. 101(1) du Règlement.

fasse rapport de l'état de la question⁷⁷ » et «que le président quitte le fauteuil⁷⁸ », qui sont propres à un comité plénier, sont adoptées ou rejetées sans débat ou amendement. Une fois proposées, les motions ne peuvent être retirées que par le motionnaire et qu'avec le consentement unanime du comité⁷⁹. Lorsqu'un amendement est proposé, le débat doit porter sur l'amendement tant que le comité ne s'est pas prononcé sur celui-ci.

QUORUM

La Loi constitutionnelle de 1867 et le Règlement de la Chambre fixent un quorum de 20 députés, le Président compris, pour «constituer une assemblée de la Chambre dans l'exercice de ses pouvoirs 80 ». Le quorum d'un comité plénier est également de 20 députés 81. Si un député porte à l'attention du président qu'il n'y a pas quorum en comité plénier, le président compte les députés présents 82. S'il n'y a pas 20 députés présents, le président se lève sans demander l'autorisation de faire rapport et de siéger à nouveau. Le Président de la Chambre reprend le fauteuil 83, la Chambre reprend ses travaux, le président du comité signale qu'il n'y a pas quorum et le Président compte le nombre de députés à la Chambre. Si le Président constate qu'il y a quorum, le comité reprend ses travaux⁸⁴. S'il n'y a pas quorum, on actionne la sonnerie jusqu'à ce qu'il y ait quorum et le comité reprend alors ses travaux. Si la sonnerie marche toujours au bout de 15 minutes, le Président suspend les travaux jusqu'au prochain jour de séance 85. Toute question dont l'examen est interrompu par l'absence de quorum reste au Feuilleton et y garde son rang pour la séance suivante, lorsque la Chambre sera appelée à se constituer en comité plénier . Le comité reprend alors ses travaux où il les avait interrompus.

- 78. Voir l'article 102(1) du Règlement.
- 79. Voir les Débats du 2 décembre 1997, p. 2615.
- 80. Loi constitutionnelle de 1867, L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5, art. 48; art. 29(1) du Règlement.
- 81. Bourinot, 4* éd., p. 218; Beauchesne, 6* éd., p. 258.
- 82. Voir les Débats du 19 mai 1966, p. 5323; et du 14 mars 1967, p. 13993-13994.
- Le président du comité peut aussi occuper le fauteuil en sa qualité de vice-président de la Chambre (voir les Débats du 6 juin 1899, col. 4478).
- Voir les Débats du 6 juin 1899, col. 4478; du 30 mars 1915, p. 1896; du 13 mai 1919, p. 2462-2463; du 29 février 1968, p. 7131-7132; et du 29 octobre 1968, p. 2180.
- Art. 29(3) du Règlement. Voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre» pour plus d'information sur le quorum.
- 86. Art. 41(2) du Règlement. Depuis l'adoption de cette règle en 1991, les travaux d'un comité plénier n'ont pas été interrompus faute de quorum. Le 9 juin 1938, la Chambre ajourne ses travaux faute de quorum en comité des subsides (voir les *Journaux* du 9 juin 1938, p. 434; et les *Débats*, p. 3704). Le lendemain, le premier ministre propose une motion portant formation de la Chambre en comité des subsides. La motion est adoptée et la Chambre se constitue en comité des subsides. Voir les *Journaux* du 10 juin 1938, p. 436; et les *Débats*, p. 3766.

Voir les Débats du 8 novembre 1919, p. 1992-1993; du 17 mars 1966, p. 2825; et du 30 novembre 1978, p. 1679.

LA RÈGLE DE LA PERTINENCE ET LE DÉSORDRE EN COMITÉ PLÉNIER

Les discours en comité plénier doivent porter précisément sur la question ou l'article à l'étude ⁸⁷. Si le discours d'un député est sans rapport avec le débat, le président peut rappeler le député à l'ordre et, au besoin, le prévenir qu'il risque d'être dénoncé à la Chambre ⁸⁸. Le débat général sur l'article 1 (ou l'article 2 si cet article se résume au titre abrégé de la loi) constitue une exception à la règle de la pertinence qui s'est établie avec le temps ⁸⁹. Certaines restrictions ont néanmoins été imposées pour l'étude de l'article 1, dont l'interdiction de reprendre le débat en deuxième lecture et d'anticiper sur le débat article par article ⁹⁰. Le débat doit en outre se limiter au contenu du projet de loi ⁹¹. Une autre restriction s'applique lorsqu'un amendement est proposé à l'article 1: les interventions doivent se limiter à l'amendement tant que la Chambre ne s'est pas prononcée ⁹².

Le président est habilité à maintenir l'ordre en comité plénier et à trancher toutes les questions d'ordre 93. Cependant, si un député persiste à s'éloigner du sujet de la discussion ou à répéter des choses déjà dites, s'il refuse de retirer des propos non parlementaires ou de se rasseoir lorsqu'il est prié de le faire, ou si les délibérations deviennent désordonnées et que le président est incapable de rétablir le décorum en comité, le président peut se lever et faire rapport de l'incident au Président de la Chambre sans demander la permission du comité 94. Le Président reprend alors le fauteuil, reçoit le rapport du président du comité, traite la question comme si l'incident s'était produit à la Chambre et peut subséquemment désigner le député par son

- 90. Voir la décision du président, Débats du 11 mai 1960, p. 3948-3949, 3953-3954.
- 91. Voir la décision du président, Débats du 23 mars 1965, p. 12883.
- 92. Voir les décisions du président, Débats du 2 août 1960, p. 7733; et du 11 décembre 1979, p. 2239.
- 93. Art. 12 du Règlement.
- 94. Art. 11(2) du Règlement. Voir les Débats du 31 juillet 1944, p. 5886-5887; du 25 mai 1956, p. 4497-4498; et du 16 mars 1962, p. 1981-1982. L'article 12 précise que seule la Chambre peut censurer le désordre en comité plenier, une fois que le président du comité a fait rapport au Président à ce sujet. En fait, depuis 1986, le Président est autorisé à désigner un député par son nom sans mettre la motion aux voix; le président du comité plénier lui n'est pas habilité à désigner un député par son nom en comité plénier. Voir les Journaux du 6 février 1986, p. 1644-1666 et en particulier p. 1645-1646; du 13 février 1986, p. 1710; du 3 juin 1987, p. 1016. Voir également le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum » pour plus d'information sur la désignation d'un député par son nom. Voir aussi Bourinot, 4* éd., p. 397.

^{87.} Art. 101(2) du Règlement.

Art. 11(2) du Règlement. Voir les Débats du 30 septembre 1991, p. 2937, 2979; et du 15 mars 1995, p. 10566.

^{89.} Le Règlement ne traite pas de cette pratique, mais elle s'est néanmoins établie avec les ans. Voir les Débats du 30 novembre 1978, p. 1657, 1665. Voir aussi le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum» pour plus d'information sur la pertinence des débats.

nom⁹⁵. Dans le cas de propos non parlementaires, le Président peut demander au député de retirer ses paroles. Une fois la question réglée, le comité reprend ses travaux sans qu'une motion ne soit proposée. Dans les cas d'un grave désordre en comité plénier, il est arrivé que le Président de la Chambre reprenne le fauteuil sans attendre que le président en fasse rapport³⁶.

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

La Chambre siège rarement en comité plénier, mais lorsqu'elle le fait, les délibérations ne prennent habituellement que quelques minutes; il est donc rare de nos jours que des questions de privilège soient soulevées en comité plénier. La procédure suivie est néanmoins la même que dans tout comité permanent, législatif ou spécial. Le président du comité n'est pas habilité à décider s'il y a eu atteinte au privilège 97. Il entend la question de privilège et peut accepter qu'on présente une motion lui demandant de faire rapport à la Chambre de certains événements qui se sont produits en comité 98. Si le comité décide qu'il faut faire rapport à ce sujet, le président se lève,

- 95. Art. 11(2) du Règlement. Il n'est jamais arrivé qu'un député soit désigné par son nom pour avoir persisté dans ses digressions ou répétitions en comité plénier. En 1944, le président du comité a fait rapport au Président qu'un député refusait de retirer l'expression «pot-de-vin». Après avoir refusé d'obtempérer à la demande du Président de se rétracter, en vertu des règles en vigueur à l'époque, le député a été désigné par son nom et a reçu l'ordre de se retirer de la Chambre (voir les Débats du 31 juillet 1944, p. 5884-5889). En 1956, alors que le président s'adressait au comité, un député a soulevé une question de privilège. Lorsque le président lui a demandé de se rasseoir, le député a refusé. Le président a alors fait rapport de l'incident au Président de la Chambre. Selon la procédure en vigueur à l'époque, la Chambre s'est prononcée, après débat, en faveur de la suspension du député pour le reste de la séance (voir les Débats du 25 mai 1956, p. 4496-4509). En 1962, alors que la Chambre s'était formée en comité des subsides, un député a laissé entendre que le président ne donnait pas la parole aux députés de façon impartiale. Le président l'ayant prié de retirer ses propos, le député a refusé et le président en a fait rapport au Président de la Chambre. En vertu de la procédure en vigueur à l'époque, la Chambre a encore une fois ordonné au député de se retirer de la Chambre pour le reste de la séance (voir les Débats du 16 mars 1962, p. 1981-1983). Un cas de désordre s'est produit lorsqu'un député a refusé de se rasseoir parce que le président refusait, à cause de l'heure (les règles en vigueur à l'époque interdisaient au président de donner la parole à quiconque après 1 heure du matin), d'entendre son rappel au Règlement. Le président a fait rapport de l'incident au Président de la Chambre, qui a demandé à la Chambre de régler elle-même la question. Après débat, la Chambre s'est formée à nouveau en comité plénier et a entendu le rappel au Règlement du député (voir les Débats du 15 mai 1956, p. 4114-4116).
- 96. En 1913, des désordres graves en comité ont poussé deux fois le Président à reprendre le fauteuil sans entendre le rapport du président du comité (*Débats* du 15 mars 1913, col. 6213-6222). Sur le plan de la procédure, cet incident était unique en ce sens que le Président de la Chambre a repris le fauteuil de sa propre initiative, avant que le comité ne fasse rapport. Sans avoir reçu d'instruction de la Chambre, le Président a désigné un député par son nom pour avoir fait fi de l'autorité du président du comité. Le député en cause a par la suite retiré ses paroles et présenté des excuses au président du comité et à la Chambre. C'était la première fois qu'un député était désigné par son nom à la Chambre des communes.
- 97. Voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités». Voir aussi Maingot, 2º éd., p. 231-232.
- 98. Lorsqu'un député soulève une question de privilège en comité piénier, le président décide souvent qu'il s'agit plutôt d'un rappel au Règlement ou d'une question à débattre. Voir les Débats du 23 novembre 1970, p. 1373; du 8 novembre 1971, p. 9435; du 23 octobre 1974, p. 665; du 22 mai 1975, p. 6012-6013; et du 20 décembre 1983, p. 379-390.

le Président de la Chambre prend le fauteuil et le président du comité fait rapport sur la question de privilège⁹⁹. Le Président examine alors la question. S'il juge que la question de privilège paraît fondée de prime abord, un député peut présenter une motion à ce sujet ¹⁰⁰.

Le Président acceptera d'entendre une question de privilège à l'égard d'une affaire qui s'est produite en comité plénier seulement si ce dernier l'a d'abord examinée et en a fait rapport à la Chambre 101.

Lorsque la Chambre est constituée en comité plénier, aucun député ne peut soulever une question de privilège qui a trait aux privilèges de la Chambre dans son ensemble; un député peut toutefois proposer une motion demandant au comité de suspendre ses travaux et de faire rapport afin que le Président de la Chambre puisse être saisi de la question de privilège ¹⁰².

INTERRUPTIONS

Lorsque les travaux d'un comité plénier sont interrompus pour que la Chambre puisse passer aux affaires inscrites à l'ordre du jour quotidien (par exemple, à 14 heures les lundi, mardi et jeudi, et à 11 heures le vendredi, pour les déclarations des députés et la période des questions, ou encore pour donner suite à un vote par appel nominal prévu), ou s'il est impossible au comité de terminer ses travaux avant la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles [103], le président du comité interrompt les travaux et lève la séance. Le Président réintègre le fauteuil et le comité fait rapport à la Chambre sur ses travaux en demandant l'autorisation de les reprendre plus tard dans la journée ou à la prochaine séance. La Chambre reçoit alors le rapport et autorise le comité à siéger à nouveau plus tard dans la journée ou à sa

- 99. Beauchesne, 4º éd., p. 98. Voir aussi le chapitre 3, «Les privilèges et immunités». Une question de privilège a été soulevée en comité plénier en 1987 lorsque John Nunziata (York-Sud—Weston) s'est plaint qu'un député l'avait agressé parce qu'il n'était pas assis à sa place. Il a demandé qu'on lui présente des excuses, mais le député a refusé. Le président l'a assuré qu'il ferait rapport de l'incident à la Chambre, mais il n'a fait rapport que du projet de loi modifié, plus tard dans la journée (Journaux du 15 octobre 1987, p. 1688-1689). Le lendemain, M. Nunziata a soulevé une question de privilège à la Chambre. Le député a présenté des excuses et le Président a déclaré l'affaire close (Débats du 15 octobre 1987, p. 10064; et du 16 octobre 1987, p. 10089-10090).
- 100. Pour plus d'information, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- 101. Voir les Débats du 12 juin 1980, p. 2030-2031; et du 20 décembre 1983, p. 364-369. Dans ce dernier cas, un député a fait valoir que le comité ayant ajourné ses travaux et fait rapport de l'état de la question, la Chambre devait être au courant du contexte de sa question de privilège. Le Président a décidé que le comité n'avait que suspendu ses travaux, fait rapport sur l'état de la question et demandé l'autorisation de siéger à nouveau. Le comité n'avait pas fait rapport à la Chambre sur le projet de loi ou sur un problème quelconque.
- Voir les Débats du 30 avril 1964, p. 2917-2918; du 29 octobre 1964, p. 9749-9750; et du 2 juin 1966, p. 5908-5909.
- 103. Voir les Débats du 20 décembre 1988, p. 419, 517.

prochaine séance 104. Le comité peut reprendre ses travaux après l'interruption si l'ordre est remis en délibération 105.

Si une affaire qui exige l'attention de la Chambre surgit (par exemple, une cérémonie de sanction royale), le Président reprend le fauteuil immédiatement sans attendre que le comité interrompe ses travaux et fasse rapport ¹⁰⁶. Lorsque cette affaire est réglée, le comité reprend ses travaux. Ces derniers ne sont pas interrompus par les messages reçus du Sénat, puisque le Président ne fera rapport à la Chambre à ce sujet qu'une fois que le comité aura levé la séance et fait rapport, mais avant de passer à tout autre point de l'ordre du jour ¹⁰⁷.

PROLONGATION DU DÉBAT

Un député peut proposer, sans préavis, une motion visant à prolonger la séance audelà de l'heure habituelle d'ajournement quotidien pour poursuivre l'étude d'une affaire précise, seulement si le Président occupe le fauteuil ¹⁰⁸. Lorsque la Chambre siège en comité plénier, un député doit signaler son intention de proposer une telle motion; le président interrompt alors les travaux et, sans faire rapport de l'état de la question, se lève afin que la motion puisse être présentée selon les règles et que la Chambre puisse se prononcer pendant que le Président occupe le fauteuil ¹⁰⁹. La motion ne peut faire l'objet d'un débat ou d'un amendement ¹¹⁰. Elle est adoptée automatiquement à moins que 15 députés qui s'y opposent se lèvent à leur place lorsque le Président met la question aux voix, auquel cas la motion est réputée retirée ¹¹¹. Il est arrivé que la Chambre adopte des ordres spéciaux visant à prolonger une séance afin de terminer l'étude d'un projet de loi en comité plénier ¹¹².

- Voir les Journaux du 30 septembre 1991, p. 412, 414; et du 21 avril 1997, p. 1494; les Débats du 20 décembre 1988, p. 419, 517; du 30 septembre 1991, p. 2904, 2950; et du 21 avril 1997, p. 9984.
- 105. Voir les Débats du 30 septembre 1991, p. 2924, 2954; et du 21 avril 1997, p. 10000.
- 106. Bourinot, 4* éd., p. 397. Voir les Journaux du 9 mai 1933, p. 536-538; et du 20 juin 1951, p. 582-583.
- 107. Bourinot, 4º éd., p. 401-402.
- 108. Art. 26(1) du Règlement. La motion doit être proposée durant l'heure qui précède l'interruption de l'étude de l'affaire inscrite à l'ordre du jour, soit par le début de la période réservée aux affaires émanant des députés, soit par la pause-repas, soit par l'heure normale d'ajournement.
- 109. Art. 26(1)a) du Règlement. Voir les Débats du 13 mars 1969, p. 6606-6607; du 20 mars 1969, p. 6933; du 9 novembre 1970, p. 1030-1031; du 16 novembre 1970, p. 1222-1223; et du 17 novembre 1970, p. 1270. En 1992, une telle motion a été présentée et adoptée, mais soulement après que le président se soit levé, ait fait rapport de l'état de la question et demandé l'autorisation d'examiner un projet de loi à la prochaine séance de la Chambre. Après la période réservée aux affaires émanant des députés, la Chambre s'est à nouveau formée en comité plénier pour étudier le projet de loi (voir les Débats du 11 décembre 1992, p. 15145; et les Journaux, p. 2400-2401).
- 110. Art. 26(1)c) du Règlement.
- 111. Art. 26(2) du Règlement.
- Voir les Journaux du 8 juin 1987, p. 1052; du 15 octobre 1987, p. 1687; et du 17 septembre 1991, p. 354-355.

CLÔTURE

Le Règlement prévoit une procédure qui permet au gouvernement d'obliger la Chambre à se prononcer sur n'importe quel projet de loi ou motion à l'étude. Ce mécanisme s'appelle la clôture 113. Si la clôture est moins fréquente aujourd'hui parce que la procédure du comité plénier est peu utilisée, il est encore possible de l'invoquer. Une fois qu'un débat est amorcé en comité plénier, la clôture peut être imposée à l'égard d'une motion, de l'ensemble de l'étude d'un projet de loi à l'étape du comité, de son titre, de son préambule ou de ses articles, pris séparément ou regroupés, ou encore des amendements ou sous-amendements. La clôture peut en outre être proposée pour les articles d'un projet de loi dont on n'a pas encore entre-pris l'étude 114.

Avant qu'on puisse proposer la clôture des débats sur une question à l'étude en comité plénier, un ministre doit en avoir donné un avis oralement lors d'une séance antérieure, normalement mais pas nécessairement pendant l'étude de la question en comité plénier ¹¹⁵. Si l'avis est donné à un autre moment, on attend habituellement le début du débat sur cette question, que ce soit lors d'une séance antérieure ou plus tôt au cours de la même séance. Quand l'avis a été donné oralement, un ministre peut alors proposer «que le comité procède en premier lieu au nouvel examen de toute résolution ou tout article, paragraphe, préambule ou titre, et que cet examen ne soit pas différé davantage ¹¹⁶». Une telle motion de clôture est proposée avant que le comité ne reprenne l'étude de la question visée par cette motion.

^{113.} Art. 57 du Règlement. Utilisée pour la première fois en 1913 (Journaux du 23 avril 1913, p. 546-548), la clôture a été imposée lors de l'étude en comité plénier du projet de loi sur les aides navales (Débats du 9 mai 1913, col. 9717). Voir le chapitre 14, «La limitation du débat» pour plus d'information sur la clôture.

^{114.} À quatre reprises — en 1913, en 1917 (deux fois) et en 1919 —, l'étude de tous les articles a été entreprise et reportée avant que la clôture soit proposée (*Débats* du 9 mai 1913, col. 9717; du 28 août 1917, p. 5180; du 12 septembre 1917, p. 5902; et du 28 avril 1919, p. 1873). Dans trois autres cas, soit en 1932, en 1956 et en 1988, la clôture a été imposée à l'égard d'articles qui n'avaient pas encore été mis en délibération (*Débats* du 1st avril 1932, p. 1600; du 31 mai 1956, p. 4662-4696; du 1st juin 1956, p. 4721-4723; et du 21 décembre 1988, p. 541). Lorsque la clôture a été proposée en 1988, au cours du débat en comité plénier sur le projet de loi C-2, *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique*, Peter Milliken (Kingston et les Îles) a invoqué le Règlement pour mettre en doute la forme de la motion en faisant valoir que, sur le plan de la procédure, la motion de clôture était irrecevable parce qu'elle tentait d'imposer la clôture à des parties du projet de loi qui n'avaient pas fait l'objet d'un débat ou dont l'étude n'avait pas été reportée. Le président des comités pléniers a invoqué les précédents de 1932 et de 1956 pour statuer que la clôture peut être imposée en comité plénier à des éléments d'un projet de loi qui n'ont pas encore fait l'objet d'un débat. On a interjeté appel de cette décision et le Président de la Chambre l'a maintenue (*Débats* du 21 décembre 1998, p. 532-541; *Journaux*, p. 67-68).

^{115.} Art. 57 du Règlement. L'article ne précise pas quand l'avis oral doit être donné. Pour des exemples d'avis de ce genre donnés en comité plénier, voir les *Débats* du 8 mai 1913, col. 9715-9716; du 27 août 1917, p. 5180; du 11 septembre 1917, p. 5897; du 25 avril 1919, p. 1865; du 31 mars 1932, p. 1595; du 30 mai 1956, p. 4626-4627; et du 20 décembre 1988, p. 500.

^{116.} Art. 57 du Règlement.

785

Une fois proposée, une motion de clôture est décidée sans débat ni amendement ¹¹⁷. La motion est mise aux voix, et le vote peut être tenu. Si la motion est adoptée, la durée des interventions des députés est limitée: chacun ne peut prendre la parole qu'une fois sur la question, et ce, pendant au plus 20 minutes ¹¹⁸. La séance peut être prolongée, mais le débat prend fin au plus tard à 23 heures le même jour, et le président met alors aux voix toutes les questions nécessaires pour terminer l'étude de la question ¹¹⁹.

Une fois achevée l'étude du projet de loi frappé de clôture, le président en fait rapport à la Chambre avec ou sans amendement. Puis, une motion d'adoption du projet de loi à l'étape du rapport est proposée et mise aux voix sans débat ¹²⁰. Si le projet de loi est adopté à l'étape du rapport et que la période normalement réservée aux initiatives ministérielles n'est pas terminée, la Chambre peut alors procéder immédiatement à la troisième lecture ¹²¹. Si le projet de loi est adopté à l'étape du rapport et que la séance s'est prolongée au-delà de l'heure normale d'ajournement quotidien, la troisième lecture est alors fixée à la prochaine séance et la Chambre suspend ses travaux ¹²².

ATTRIBUTION DE TEMPS

Le Règlement prévoit un mécanisme, appelé attribution de temps, pour limiter la durée des débats sur les projets de loi 123. L'attribution de temps ressemble sous certains rapports à la clôture; elle permet au parti ministériel de négocier avec les partis de l'opposition en vue d'établir à l'avance un échéancier pour l'étude d'un projet de loi d'intérêt public à une ou plusieurs étapes du processus législatif, dont celle du débat en comité plénier. Le recours à l'attribution de temps est rare en comité plénier, car les projets de loi qui lui sont renvoyés ne prêtent généralement pas à controverse et suscitent habituellement peu de débats, ou encore ils portent sur des questions

- 117. Art. 57 du Règlement. Voir les Débats du 9 mai 1913, col. 9717; du 28 août 1917, p. 5180; du 12 septembre 1917, p. 5902; du 28 avril 1919, p. 1873; du 1* avril 1932, p. 1600; et du 15 mai 1956, p. 4039. Il est arrivé à deux reprises que le Règlement soit invoqué immédiatement après la présentation de la motion de clôture, mais cette dernière a été mise aux voix dans les deux cas, après qu'on en eut appelé de la décision du président du comité auprès du Président et que celui-ci l'eut maintenue. Voir les Débats du 31 mai 1956, p. 4662-4693; du 1* juin 1956, p. 4721-4723; et du 21 décembre 1988, p. 532 et 541.
- 118. Art. 57 du Règlement. Voir les Débats du 21 décembre 1998, p. 573 et 575.
- 119. Voir les Débats du 21 décembre 1988, p. 586. En 1988, l'article 57 du Règlement précisait que le débat devait prendre fin au plus tard à 1 heure du matin. Cette limite a été ramenée à 23 heures en 1991.
- 120. Art. 76.1(12) du Règlement. Voir les Débats du 21 décembre 1988. p. 587-589.
- 121. Art. 76.1(11). En 1932, un projet de loi frappé de clôture en comité plénier a franchi l'étape de la troisième lecture au cours de la même séance, le comité en ayant fait rapport à la Chambre avant l'heure normale d'ajournement (Débats du 1" avril 1932, p. 1599-1625).
- 122. Voir les Journaux du 1" juin 1956, p. 689; et du 21 décembre 1988, p. 68-69.
- 123. Voir l'article 78 du Règlement. Voir le chapitre 14, « La limitation du débat » pour plus d'information sur l'attribution de temps.

politiques importantes qui ont donné lieu à des ententes sur l'aménagement du temps de la Chambre 124.

INTERDICTION DE PROPOSER LA QUESTION PRÉALABLE

On appelle «question préalable» une motion proposant «que cette question soit maintenant mise aux voix». Elle vise, lorsque proposée et débattue à la Chambre, à bloquer tout amendement à la motion principale et à provoquer un vote direct sur celle-ci, ou à retarder la mise aux voix de la motion principale en prolongeant le débat ¹²⁵.

Il est interdit de proposer la question préalable en comité plénier, comme dans tout autre comité ¹²⁶. Comme un projet de loi est renvoyé à un comité plénier pour étude article par article, la proposition de la question préalable empêcherait les députés de proposer des amendements et de consacrer à l'examen du texte tout le temps nécessaire.

AJOURNEMENT DU DÉBAT

Un comité plénier n'est pas habilité à ajourner sa propre séance ou à reporter l'étude d'une question à une autre séance 127. S'il n'a pas terminé l'étude d'une question à l'heure habituelle d'ajournement quotidien, ou si l'ordre du jour prévoit que la Chambre passe aux affaires émanant des députés ou au débat sur la motion d'ajournement, le président interrompt les travaux et se lève. Le Président reprend le fauteuil et le comité fait rapport de l'état de la question à la Chambre et lui demande de poursuivre ses travaux à la prochaine séance 128. Le Président déclare alors, pour la

- 124. De 1971 à 1997, on a eu recours huit fois à la procédure d'attribution de temps à l'étape de l'étude en comité plénier. Dans six de ces cas, le débat était déjà amorcé en comité plénier lorsqu'un ministre a informé la Chambre que, devant l'impossibilité d'en arriver à une entente sur un échéancler, il donnait avis qu'une motion d'attribution de temps serait proposée à la prochaine séance de la Chambre. Voir les *Débats* du 1st décembre 1971, p. 1046-10047; du 28 janvier 1977, p. 2495-2496; du 2 décembre 1977, p. 1498; du 12 juin 1978, p. 6298; du 5 décembre 1979, p. 2040; et du 14 mars 1983, p. 23750. À la séance suivante, le ministre proposait une motion d'attribution de temps pendant les affaires courantes. Voir les *Débats* du 2 décembre 1971, p. 10076-10077; du 31 janvier 1977, p. 2534; du 5 décembre 1977, p. 1545; du 13 juin 1978, p. 6355; du 7 décembre 1979, p. 2148; et du 15 mars 1983, p. 23798. Dans les deux autres cas, une motion d'attribution de temps a été proposée visant à mettre un terme au débat sur un projet de loi à toutes les étapes, y compris à l'étape de l'étude en comité plénier, au cours de la même séance. Voir les *Journaux* du 27 juin 1980, p. 310 et 312; et du 15 mars 1995, p. 1219-1223. Avec le consentement unanime des députés, la Chambre a déjà adopté des motions limitant le débat en comité plénier à un nombre fixe d'heures ou de jours de séance. Voir les *Journaux* du 7 mai 1982, p. 4808-4807; et du 17 septembre 1991, p. 354-355. Voir aussi les *Débats* du 30 septembre 1991, p. 2902-2904; et du 10 juin 1998, p. 7941.
- 125. Voir l'article 61 du Règlement. Voir aussi le chapitre 12, «Les étapes du débat» et le chapitre 14, «La limitation du débat» pour plus d'information sur la «question préalable».
- 126. Voir Bourinot, 1ⁿ éd., p. 421. Cette règle figurait déjà dans la première édition de May (p. 225). Voir aussi May, 22° éd., p. 691; et Bourinot, 4° éd., p. 328. Voir les Journaux du 7 mai 1913, p. 600-601; et les Débats, col. 9599-9610.
- 127. Bourinot, 4º éd., p. 399.
- 128. Voir les Débats du 20 décembre 1988, p. 517; et du 11 décembre 1992, p. 15145.

forme: «Quand le rapport sera-t-il reçu? Maintenant. Quand le comité pourra-t-il siéger de nouveau? À la prochaine séance de la Chambre. Il en est ainsi ordonné.»

Pendant l'étude d'un projet de loi ou d'une motion en comité plénier, un député peut se lever et proposer que le président se lève et fasse rapport de l'état de la question 129. Une motion demandant que «le président fasse rapport de l'état de la question » équivaut à une motion d'ajournement du débat 130. Autrement dit, si la motion est adoptée, elle met un terme au débat sur l'affaire à l'étude ce jour-là. Si elle est rejetée, le comité continue de siéger et une nouvelle motion dans ce sens ne peut être proposée que si le comité procède, dans l'intervalle, à une autre opération 131.

Après qu'un comité plénier a interrompu ses travaux, fait rapport de l'état de la question et obtenu l'autorisation de siéger à nouveau à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier quand l'ordre est appelé à nouveau et le comité reprend ses travaux ¹³².

CONCLUSION DU DÉBAT

Un député peut mettre immédiatement fin aux délibérations en comité plénier s'il propose une motion demandant «que le président quitte maintenant le fauteuil» et que la motion est adoptée. Une telle motion est toujours recevable; elle ne peut faire l'objet d'un débat et, si elle est adoptée, elle remplace la question dont le comité est saisi 133. Si la motion est mise aux voix et adoptée, le comité lève la séance sans faire

^{129.} Voir les Débats des 8 novembre 1919, p. 2016; 17 mars 1966, p. 2825; et 30 novembre 1978, p. 1679.

^{130.} Bourinot, 4º éd., p. 399.

^{131.} Bourinot, 4° éd., p. 400. Selon la 4° édition du Beauchesne, « les mots "dans l'intervalle, procédé à une autre opération" signifient une opération qui peut à juste titre être consignée dans les journaux. Le vrai critère c'est que, s'il y a opération parlementaire, la deuxième motion est régulière; le greffier doit donc inscrire ce qui s'est passé, afin d'indiquer que la motion en question est régulière» (p. 91). En comité plénier, la proposition d'un amendement, la mise aux voix d'un article ou la présentation d'une motion demandant « que le président quitte maintenant le fauteuil » pourrait constituer une telle opération.

^{132.} Bourinot, 4º éd., p. 397.

^{133.} Art. 102(1) du Règlement. Pendant les 45 premières années de la Confédération, il arrivait plus souvent que les députés proposent simplement « que le comité lève maintenant la séance ». La motion, qui pouvait faire l'objet d'un débat, avait pour effet de remplacer la question, quelle qu'elle soit, dont le comité était saisi (voir les Débats du 19 mai 1869, p. 393-394; du 5 mars 1884, p. 714; et du 9 mai 1892, col. 2354-2365). En 1913, la Chambre a adopté un nouvel article du Règlement qui tentait d'énumérer toutes les motions pouvant faire l'objet d'un débat (voir l'actuel article 67). Les omissions ont provoqué beaucoup de discussions sur les motions pouvant effectivement faire l'objet d'un débat; en 1916, la motion « que le président quitte maintenant le fauteuil » a notamment fair l'objet d'un débat. La décision du président, selon lequel la motion avait été omise avec raison de la liste et qu'elle ne pouvait donc faire l'objet d'un débat, précisait en outre que la bonne motion à proposer était « que le président quitte maintenant le fauteuil » et non pas « que le comité lève la séance ». Voir les Débats du 3 avril 1916, p. 2567, 2572-2573. En 1927, le Règlement a été officiellement modifié de manière à interdire le débat (voir le Règlement de la Chambre des communes, 1927, article 59).

rapport à la Chambre et l'affaire dont le comité était saisi disparaît du *Feuilleton* ¹³⁴. Si le comité la rejette, la question ne peut être mise aux voix de nouveau si le comité n'a pas, dans l'intervalle, procédé à une autre opération ¹³⁵.

VOTES

Lorsque le président met aux voix un projet de loi, un article ou une motion, le ou les opposants peuvent demander un vote par assis et debout 136; autrement, le président déclare que le projet de loi, l'article ou la motion est adopté avec dissidence ou rejeté à la majorité (signalant ainsi qu'il y a opposition sans demander un vote par assis et debout) 137. Il n'est pas nécessaire que cinq députés se lèvent pour exiger un vote par assis et debout comme c'est le cas à la Chambre 138. En comité plénier, les noms des députés qui votent pour ou contre une mesure ne sont pas consignés, et la sonnerie n'est pas actionnée pour convoquer les députés 139. Les députés présents se lèvent simplement par rangée et un greffier au Bureau les compte. Il n'est pas nécessaire que les députés soient à leur place. Comme c'est le cas à la Chambre, pendant le déroulement du vote en comité plénier, aucun député ne peut entrer dans la salle 140, et le président n'accepte aucun rappel au Règlement 141. Les députés en faveur de la motion qui sont assis à la droite du président se lèvent en premier et le président leur demande de se rasseoir une fois que leur rangée a été comptée. La même procédure est suivie pour les députés assis à la gauche du président et on procède ensuite d'une manière identique pour les opposants. Après le dénombrement, un greffier se place à l'extrémité du Bureau et annonce le nombre de «oui» et de «non» au président.

- 134. Bourinot, 4* éd., p. 400 et 527. Il est arrivé à plusieurs reprises, au cours des premières années de la Confédération, que des comités pléniers lèvent la séance sans faire rapport de l'étude d'un projet de loi, ou encore adoptent des motions demandant au président de quitter maintenant le fauteuil (voir les Journaux du 19 mai 1869, p. 106; du 23 mai 1874, p. 326; du 29 mars 1883, p. 157; et du 7 avril 1886, p. 126). L'affaire à l'étude était alors rayée du Feuilleton. En 1883, le Président a décidé qu'un comité ne pouvait pas supprimer un projet de loi et qu'un projet de loi rayé du Feuilleton de cette manière pouvait y être réinscrit par une motion, proposée sans préavis, demandant que le projet de loi soit examiné en comité à une date ultérieure (Journaux du 30 mars 1863, p. 159-160; et Débats, p. 352-353).
- 135. Art. 102(2) du Règlement.
- 136. Voir les Débats du 20 décembre 1983, p. 352.
- 137. Voir les Débats du 21 décembre 1988, p. 586.
- 138. Voir l'article 45(1) du Règlement.
- 139. Voir les Débats du 30 septembre 1991, p. 2952.
- 140. Débats, 17 avril 1962, p. 3242-3243. Cette règle a été difficile à appliquer parce que la procédure est moins rigoureuse dans le cas des votes tenus lorsque la Chambre siège en comité plénier: aucune sonnerie ne se fait entendre pour convoquer les députés, les whips ne signalent pas à la présidence que les députés sont prêts à voter, et les députés n'ont pas à se lever à leur fauteuil. Voir, par exemple, les Débats du 1* décembre 1971, p. 10072-10074; du 2 décembre 1971, p. 10075-10076; et du 20 décembre 1983, p. 352-354; 382-383, 388, 390.
- 141. Débats, 20 décembre 1983, p. 352.

785

Celui-ci déclare alors la motion adoptée ou rejetée¹⁴². Il n'y a pas de pairage des députés pour les votes en comité plénier étant donné qu'on ne note pas les noms de ceux qui ont voté dans un sens ou dans l'autre ¹⁴³.

Le président ne vote pas en comité plénier, mais il dispose d'une voix prépondérante lorsqu'il y a égalité; il doit alors suivre les règles prévues pour le Président de la Chambre en pareille situation 144. Le président d'un comité plénier vote habituellement de manière à permettre aux députés de se prononcer une nouvelle fois sur la question (c'est-à-dire de façon à maintenir le statu quo) 145.

Étude des projets de loi en comité plénier

Une fois qu'un projet de loi a franchi la deuxième lecture, la Chambre peut ordonner son renvoi à un comité plénier pour étude en vertu du Règlement ¹⁴⁶ avec le consentement unanime de la Chambre ¹⁴⁷ ou à la suite de l'adoption d'un ordre spécial de la Chambre ¹⁴⁸.

Après l'adoption des budgets principal et supplémentaire des dépenses et des crédits provisoires, tous les projets de loi de crédits (autorisant l'affectation de fonds du Trésor pour les dépenses du gouvernement) sont automatiquement renvoyés à un

- 142. Des votes par assis et debout ont été tenus en comité plénier à plusieurs reprises. Voir les Débats du 21 décembre 1998, p. 585-587; et du 30 septembre 1991, p. 2997. Pour des cas d'application des résultats d'un vote à un autre vote en comité plénier, voir les Débats du 21 décembre 1988, p. 587; et du 2 décembre 1997, p. 2617.
- 143. Débats, 8 mars 1935, p. 1539-1540. Le pairage est une entente entre deux députés de partis opposés qui conviennent de ne pas voter pour une période déterminée. Cela leur permet de s'absenter pour vaquer à d'autres occupations. L'entente est conclue par les whips ou par les députés eux-mêmes. Pour plus d'information sur le pairage, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 144. Art. 9 du Règlement. Voir Bourinot, 4° éd., p. 398. Voir aussi les Débats du 20 juin 1904, col. 5230; du 15 avril 1920, p. 1295; du 23 juin 1922, p. 3490; et du 26 mars 1928, p. 1673. Comme le signale Dawson à la page 183, cette procédure n'a pas toujours été suivie à la lettre. En 1904, un président a voté contre une motion visant à faire rapport sur l'état de la question et à demander la permission de siéger à nouveau. En 1920 et 1928, le président a voté contre des amendements à une disposition d'un projet de loi afin qu'on puisse en débattre ultérieurement. En 1922, le président a voté pour un amendement sans fournir de raisons. La question de la voix prépondérante du président est examinée au chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre» et au chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 145. Bourinot, 4º éd., p. 384.
- 146. Art. 73(4) du Règlement. Voir également le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 147. Voir les Journaux du 20 juin 1994, p. 617-618; et du 17 avril 1997, p. 1485-1486. Il est arrivé à quelques reprises que deux résolutions ou projets de loi publics soient, avec le consentement unanime de la Chambre, renvoyés à un comité plénier et étudiés ensemble au cours de la même séance (voir les Journaux du 29 juin 1934, p. 565; du 23 mars 1942, p. 182-183; du 26 mai 1954, p. 658; et du 9 mars 1978, p. 468).
- 148. Par exemple, en 1988, la Chambre a adopté une motion visant à suspendre pour la durée de la première session de la 34° législature certains articles du Règlement, notamment les dispositions concernant l'étude des projets de loi en comité. Cet ordre précisait également que le projet de loi C-2 (Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique) devrait être renvoyé à un comité plénier après la deuxième lecture (Journaux du 16 décembre 1988, p. 46-49). Voir également les Journaux du 1* décembre 1997, p. 290-291; et du 2 décembre 1997, p. 314.

comité plénier 149. Ces projets de loi sont habituellement étudiés à la fin de la séance lors du dernier jour désigné de la période des subsides quand il ne reste que peu ou plus de temps pour le débat. Le Règlement prévoit que le Président de la Chambre interrompe les délibérations à ce moment-là et mette aux voix toutes les questions nécessaires pour mettre un terme à toutes les étapes de l'étude de tout projet de loi de crédits sans plus de débat. Par conséquent, l'étape en comité est habituellement très brève et quelques minutes suffisent pour renvoyer les projets de loi à la Chambre sans amendement 150.

Souvent, un comité plénier étudie des projets de loi non controversés ou qui portent sur des questions politiquement importantes, pour lesquels l'emploi du temps de la Chambre a déjà été décidé. De plus, avec le consentement unanime des députés ou par ordre spécial, la Chambre a déjà examiné en comité plénier des projets de loi urgents, par exemple pour mettre fin à une grève ¹⁵¹. Bon nombre de ces projets de loi franchissent au cours de la même séance deux étapes ou plus du processus législatif avec le consentement unanime de la Chambre.

L'étude d'un projet de loi en comité plénier se fait à peu près de la même façon qu'en comité permanent, spécial ou législatif¹⁵². L'étude du préambule et du titre (de même que de l'article 1 s'il se résume au titre abrégé de la loi) est reportée à plus tard ¹⁵³. Chaque disposition, débattue séparément et suivant l'ordre numérique, fait l'objet d'un vote distinct. Habituellement, lorsque l'article 1 (ou l'article 2 si l'article 1 se résume au titre abrégé de la loi ¹⁵⁴) est mis en délibération, le comité tient un débat général (semblable à celui qui est tenu en deuxième lecture) sur les principes et les détails du projet de loi. Une fois terminée l'étude de l'article 1 (ou de l'article 2), le débat doit porter strictement sur l'article mis en délibération ¹⁵⁵. Cette procédure tend à raccourcir les débats sur les autres articles. Des amendements et des

^{149.} Art. 73(4) du Règlement. Toute motion d'adoption du Budget des dépenses ou des crédits provisoires qui est adoptée devient un ordre de la Chambre en vue de la présentation d'un ou de plusieurs projets de loi dans ce sens. Voir l'article 81(21) du Règlement. Voir aussi le chapitre 18, «Les procédures financières».

^{150.} Art. 81(17) et (18) du Règlement. Voir les Débats du 25 novembre 1997, p. 2217.

^{151.} Voir l'adoption du projet de loi C-74, Loi concernant la supervision du débardage et des opérations connexes dans les ports de la côte ouest (Journaux, 15 mars 1995, p. 1219-1222). Voir aussi les Journaux du 17 septembre 1991, p. 354-355; et du 30 septembre 1991, p. 414, 417-419.

^{152.} Voir le chapitre 16, «Le processus législatif» et le chapitre 20, «Les comités».

^{153.} Cette pratique remonte aux débuts de la Confédération, alors qu'on reportait l'étude du préambule et que chacune des dispositions était étudiée dans l'ordre où elle se présentait, le préambule et le titre étant examinés en dernier (voir Constitutions, Règles et Règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle n° 46).

^{154.} Dans son treizième rapport, le Comité spécial de la procédure et de l'organisation a recommandé que l'étude de l'article 1 soit remis à plus tard lorsqu'il ne contient que le titre abrégé. Voir les Journaux du 7 octobre 1964, p. 771-773. La recommandation a été adoptée à titre provisoire le 9 octobre 1964 (Journaux, p. 777-780) et les changements provisoires ont été maintenus durant la 27* législature (1966-1968) (Journaux, 21 janvier 1966, p. 34; 26 avril 1967, p. 1769-1774). Des changements permanents au Règlement ont été adoptés en décembre 1968 (Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-562; voir en particulier p. 560).

^{155.} Voir les Débats du 30 septembre 1991, p. 2968-2969.

sous-amendements peuvent être proposés. S'ils sont jugés recevables par le président, ils sont débattus et mis aux voix avant l'examen de l'article suivant ¹⁵⁶. Une fois qu'un article a été étudié, le président demande si on doit l'adopter ¹⁵⁷. L'article qui a fait l'objet d'un vote ne peut être débattu de nouveau durant l'étude d'un autre article. Les nouveaux articles, les annexes, les nouvelles annexes, l'article 1 (s'il se résume au titre abrégé de la loi), le préambule et le titre sont les derniers éléments qui sont étudiés ¹⁵⁸. Comme pour les comités permanents, spéciaux ou législatifs, le comité peut décider de reporter ou de réserver l'étude de certains articles ¹⁵⁹.

Étant donné que la Chambre n'est pas censée être informée des délibérations d'un comité sur un projet de loi avant le dépôt du rapport, les députés ne peuvent parler du projet de loi ou des délibérations à ce sujet durant l'étude d'autres questions tant que le comité plénier est saisi du projet de loi 160. Quand le comité plénier a terminé son étude, le président demande la permission de faire rapport. Cette permission est souvent accordée de manière automatique, mais il n'est pas rare qu'un vote soit tenu sur la motion 161. Une fois la permission accordée, la masse est replacée sur le Bureau, le Président reprend le fauteuil et le président du comité plénier fait rapport à la Chambre du projet de loi, avec ou sans amendement 162. Le rapport est alors reçu par la Chambre et le Président met immédiatement aux voix la motion d'adoption

^{156.} Voir les Débats du 16 avril 1997, p. 9843-9844; et du 24 novembre 1997, p. 2105-2113. Il est arrivé une fois qu'un comité plénier s'entende pour proposer des amendements à l'une ou l'autre des dispositions du projet de loi à l'étude au moment de l'examen de l'article 2. Un débat général a alors été tenu sur tous les amendements, mais ceux-ci n'ont été mis aux voix qu'à la mise en délibération de chacune des dispositions. Voir les Débats du 15 mars 1995, p. 10559 et 10561.

^{157.} Par consentement unanime, on a déjà permis au président de regrouper plusieurs articles afin de les étudier en même temps et d'accélérer les travaux. Voir les Débats du 20 avril 1994, p. 3291, 3294; et du 25 mai 1994, p. 4416.

^{158.} Voir les Débats du 6 octobre 1998, p. 8854-8855.

^{159.} Voir les Débats du 24 novembre 1997, p. 2107, 2112.

^{160.} Beauchesne, 6º éd., p. 217, 258.

^{161.} Voir les Débats du 30 septembre 1991, p. 2996-2997.

^{162.} Dans la pratique, si la personne qui a présidé le comité plénier prend le fauteuil à titre de Président de la Chambre, elle précise simplement, pour la forme, qu'un autre député a présenté le rapport du comité plénier.

du projet de loi à l'étape du rapport 163. Aucun amendement ou débat n'est permis à cette étape 164.

Si le projet de loi est adopté à l'étape du rapport, la motion de troisième lecture peut être proposée au cours de la même séance 165. Toutefois, si le projet de loi a franchi l'étape de la deuxième lecture au cours de la séance, la motion de troisième lecture ne peut être présentée qu'avec le consentement unanime de la Chambre puisque le Règlement exige que les trois lectures d'un projet de loi se fassent «en des jours différents 166 ». Si la Chambre y consent, la motion de troisième lecture peut être proposée immédiatement, ce qui est la pratique habituelle 167, ou plus tard au cours de la même séance. La troisième lecture peut aussi avoir lieu lors de la prochaine séance de la Chambre 168.

Lors de l'étude d'une motion de troisième lecture, on peut présenter un amendement proposant que le projet de loi soit renvoyé à un comité plénier ¹⁶⁹. L'amendement limite habituellement l'étude en comité à certaines dispositions ou à de nouveaux amendements ¹⁷⁰. Parfois, il ne comporte aucune restriction ¹⁷¹. Une fois adoptée, cette motion devient une instruction à l'intention du comité ¹⁷².

- 163. Art. 76.1(12) du Règlement. Voir les Débats du 20 avril 1994, p. 3291; et du 2 décembre 1997, p. 2618.
- 164. Voir les Journaux du 20 avril 1994, p. 375-376; du 20 juin 1994, p. 617-618 et du 12 mars 1997, p. 1262. Cet usage diffère beaucoup de celui suivi pour l'adoption des rapports sur des projets de loi publics des comités permanents, spéciaux ou législatifs. Le Règlement exige que tous les projets de loi étudiés par un comité soient mis en délibération à l'étape du rapport. Lorsqu'un comité permanent, spécial ou législatif fait rapport d'un projet de loi public, l'étape du rapport ne peut commencer avant le deuxième jour suivant le dépôt du rapport (voir l'article 76.1(1) du Règlement). Au début de la Confédération, le président du comité plénier faisait rapport sur les amendements et la Chambre les recevait immédiatement (voir Constitutions, Règles et Règlements de la Chambre des communes du Canada, 1868, règle n° 47). Les règles prévoyaient ensuite un débat et la possibilité de présenter des amendements avant la troisième lecture. Si le projet de loi n'avait pas été amendé en comité, on ordonnait alors sa troisième lecture à un moment choisi par la Chambre. Ce n'est qu'en 1955 que le Règlement a été modifié de façon à ce que la Chambre reçoive un rapport du président d'un comité plénier et se prononce immédiatement sur la motion d'adoption des amendements (Journaux du 12 juillet 1955, p. 932-933).
- 165. Art. 76.1(11) du Règiement.
- 166. Voir l'article 71 du Règlement et les Journaux du 24 février 1969, p. 738-739.
- 167. Voir les Débats du 20 avril 1994, p. 3291; et du 18 juin 1996, p. 4039.
- 168. Voir les Débats du 21 décembre 1998, p. 589; et du 30 septembre 1991, p. 2998.
- 169. Un amendement visant à renvoyer à un comité plénier un projet de loi qui avait déjà été étudié par un comité permanent, a été déclaré irrecevable (voir Débats, 9 mars 1999, p. 12645-12646). Pour un exemple d'un projet de loi qui a été étudié par un comité permanent et renvoyé à un comité plénier par consentement unanime, voir les Journaux du 11 février 1977, p. 464; et du 25 juillet 1977, p. 1441. Voir aussi le chapitre 16, «Le processus législatif».
- Voir les Journaux du 3 avril 1882, p. 248-249; du 27 mars 1933, p. 343-344; du 25 avril 1952, p. 231-232;
 du 27 juin 1952, p. 604-605; du 1^{er} mars 1962, p. 182-183; et du 25 juillet 1977, p. 1441.
- 171. Voir les Journaux du 17 février 1928, p. 82; et du 10 avril 1957, p. 445.
- 172. Une instruction est une directive de la Chambre à un comité qui a déjà reçu un ordre de renvoi; elle oriente les travaux du comité ou lui confère des pouvoirs additionnels. Pour plus d'information, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

MOTIONS D'INSTRUCTION

Les motions d'instruction nous viennent d'un usage britannique qui a vu le jour dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et qui a par la suite été intégré aux usages canadiens. C'est une procédure qui est rarement utilisée. Les instructions à un comité plénier saisi d'un projet de loi sont facultatives plutôt qu'impératives, c'està-dire que le comité peut décider d'exercer le pouvoir qui lui est conféré par la Chambre et qu'il ne détient normalement pas 173. Mais si le comité souhaite lui-même élargir ses pouvoirs, il doit demander à la Chambre de lui donner une instruction 174. De nos jours, étant donné que la Chambre renvoie habituellement un projet de loi à un comité plénier pour en accélérer l'adoption, elle convient de définir les travaux du comité, normalement au moyen d'un ordre spécial 175.

Lorsque la Chambre souhaite donner une instruction à un comité plénier, une motion d'instruction peut être présentée sans préavis, immédiatement après la deuxième lecture d'un projet de loi et son renvoi au comité, mais avant que la Chambre ne se soit constituée en comité ¹⁷⁶. Il est arrivé qu'une instruction à un comité plénier soit présentée sous forme de motion de fond, sous la rubrique «motions» des affaires courantes, alors que le comité était déjà saisi d'un projet de loi ¹⁷⁷. Une motion d'instruction peut faire l'objet d'un débat et d'amendements ¹⁷⁸. Les députés ont déjà présenté des motions d'instruction demandant à un comité plénier de diviser un projet de loi ¹⁷⁹, de regrouper plusieurs projets de loi en un seul ¹⁸⁰, ou d'y insérer de nouvelles dispositions ¹⁸¹. Une motion d'instruction sera jugée irrecevable si elle cherche à conférer au comité des pouvoirs dont il dispose déjà comme celui d'amender un projet de loi ¹⁸². Plusieurs motions d'instruction peuvent être présentées au sujet d'un projet de loi renvoyé à un comité plénier, mais chacune d'entre elles est tout à fait distincte ¹⁸³. Une fois adoptée, la motion d'instruction devient un ordre de renvoi du comité.

^{173.} Bourinot, 4º éd., p. 395, 517. Une instruction impérative précise les mesures qu'un comité doit prendre. Voir aussi le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{174.} Bourinot, 4º éd., p. 398.

^{175.} Voir les Journaux du 20 mai 1971, p. 569; du 30 mars 1984, p. 324; et du 2 décembre 1997, p. 313-314.

^{176.} Voir les Journaux du 19 mars 1948, p. 268; et du 30 juillet 1956, p. 942-943.

^{177.} Voir les Journaux du 15 avril 1920, p. 144.

^{178.} Le débat sur la motion d'instruction doit porter sur l'instruction même et non sur le contenu du projet de loi. Les amendements doivent être rédigés de manière à ce que la question conserve la forme et l'effet d'une instruction s'ils sont adoptés (May, 22° éd., p. 518-519).

Voir les Journaux du 19 mars 1948, p. 269 (motion rejetée); et du 30 juillet 1956, p. 942-943 (motion rejetée).

^{180.} Voir les Journaux du 15 avril 1920, p. 144.

^{181.} Voir les Journaux du 15 mars 1948, p. 255 (motion rejetée).

^{182.} Bourinot, 4º éd., p. 513. Voir les Journaux du 2 mai 1872 p. 79; et du 23 mai 1956, p. 598-603.

^{183.} Beauchesne, 6* éd., p. 211.

Étude de motions en comité plénier

De nos jours, la Chambre se constitue en comité plénier surtout pour l'étude de mesures législatives, mais elle l'a déjà fait pour examiner des questions comme des motions, des résolutions ou des adresses ¹⁸⁴. En fait, le mandat d'un comité plénier est pratiquement illimité puisqu'il peut étudier toute motion de fond que la Chambre lui renvoie ¹⁸⁵. Dans le passé, mis à part les mesures législatives, les comités pléniers ont surtout étudié des résolutions sur des projets de loi prévoyant l'affectation de fonds publics ¹⁸⁶ ou l'imposition d'une taxe; il est également arrivé que d'autres questions soient débattues en comité plénier ¹⁸⁷.

Lorsqu'un comité plénier est saisi d'une motion ou d'une résolution, le président présente la motion et demande au comité s'il souhaite l'adopter 188. Le parrain de la résolution ou de la motion lance le débat et les députés prennent la parole pour y participer ou poser des questions. Les règles qui régissent les débats en comité plénier s'appliquent. Ainsi, des amendements et sous-amendements peuvent être proposés. À la fin du débat, le président met aux voix la résolution ou la motion. Si elle est adoptée, il demande la permission de faire rapport à la Chambre. Si cette permission est accordée, le président se lève, la masse est remise sur le Bureau, le Président de la Chambre reprend le fauteuil et le président du comité plénier fait rapport de la résolution ou de la motion 189.

- 184. Une résolution est une motion que la Chambre adopte pour exprimer son avis ou ses intentions. Une adresse est un message officiel à la Couronne en vue soit d'exprimer une opinion ou un souhait, soit de présenter une demande. Les adresses sont utilisées, par exemple, pour transmettre des félicitations à la famille royale, de même que pour demander la production de documents détenus par la Couronne.
- 185. En 1991, un député a proposé que la Chambre se constitue en comité plénier durant le débat sur la crise du Golfe persique afin de favoriser le plus possible les échanges entre les députés. Il n'y a pas eu consentement. Voir les Débats du 15 janvier 1991, p. 16984.
- 186. Pendant une brève période, de 1975 à 1977, grâce à des modifications provisoires des dispositions du Règlement traitant des travaux des subeides, la Chambre a recommencé à renvoyer certains postes du Budget des dépenses à un comité plénier, qui adoptait une résolution et la renvoyait à la Chambre pour adoption (*Journaux*, 14 mars 1975, p. 372-376; 24 mars 1975, p. 399). Il a ensuite été convenu de maintenir ces dispositions provisoires pendant une autre session (*Journaux*, 12 octobre 1976, p. 12), mais l'entente n'a pas été renouvelée par la suite. Voir les *Journaux* du 9 mai 1975, p. 533-534. On a de nouveau eu recours à cette procédure en 1988 (*Journaux*, 28 janvier 1988, p. 2076).
- 187. Des comités pléniers ont déjà débattu de motions traitant entre autres de la naturalisation d'étrangers (*Journaux*, 10 avril 1873, p. 147; 5 avril 1875, p. 355), de l'établissement de frontières provinciales (*Journaux*, 29 avril 1889, p. 383-385), de la classification et de l'organisation du personnel de la Chambre des communes (*Journaux*, 5 juin 1913, p. 839-843), et de la ratification d'accords, de conventions et de traités (*Journaux*, 20 mars 1925, p. 148-149; 8 juin 1942, p. 367).
- 188. Voir les Débats du 9 mai 1975, p. 5646; et du 28 janvier 1988, p. 12362. Voir Bourinot, 4° éd., p. 425-428 pour une description de l'étude des résolutions au Comité des subsides.
- 189. Voir les Débats du 9 mai 1975, p. 5870; et du 28 janvier 1988, p. 12371.

Lorsqu'un comité plénier fait rapport d'une résolution, le Président de la Chambre met immédiatement aux voix la motion d'adoption de la résolution, sans débat ni amendement ¹⁹⁰. Comme la Chambre exprime son avis et ses intentions par des résolutions ¹⁹¹, si elle sanctionne la motion d'adoption, elle approuve le contenu de la résolution; dans le cas contraire, elle le rejette.

Compte rendu des délibérations

JOURNAUX

Les Journaux n'enregistrent pas les délibérations ou décisions des comités pléniers ¹⁹². Comme la Chambre n'est pas officiellement informée des délibérations en comité plénier tant que le comité n'a pas fait rapport, les Journaux ne font que noter quand la Chambre se constitue en comité plénier, quand le comité fait rapport sur l'état de ses travaux et quand il fait rapport d'un projet de loi, avec ou sans amendement. Si des amendements à un projet de loi sont adoptés en comité plénier, ils sont imprimés dans les Journaux quand le comité fait rapport du projet de loi à la Chambre ¹⁹³.

- 190. Art. 103 du Règlement. Cette disposition a été adoptée en 1955 afin d'officialiser une pratique que la Chambre suivait depuis plusieurs années pour les délibérations sur les questions financières. Pour un exemple récent de l'application de cette disposition, voir les *Journaux* du 28 janvier 1988, p. 2076. Pour un historique des procédures relatives à des résolutions qui ont fait l'objet d'un rapport par un Comité des subsides et un Comité des voies et moyens, voir *Bourinot*, 4° éd., p. 433-439; pour des rapports d'un comité plénier, voir *Bourinot*, 4° éd., p. 402-403. Voir aussi *Beauchesne*, 4° éd., p. 211-212.
- 191. Beauchesne, 5° éd., p. 152.
- 192. Bourinot, 4º éd., p. 399. Des amendements et des notes ont été enregistrés dans les Journaux, mais cette pratique est exceptionnelle. Pour prendre connaissance des délibérations d'un comité plénier chargé d'étudier un projet de loi dans les premières années de la Confédération, voir les Journaux du 22 avril 1870, p. 230-231. Avant 1968, quand des résolutions étaient adoptées avant la première lecture d'un projet de loi, les délibérations concernant ces résolutions débattues en comité plénier étaient également notées dans les Journaux (voir les Journaux du 21 juin 1965, p. 284). Les Journaux faisaient état des délibérations des comités des subsides et des voies et moyens tout comme des résolutions prévoyant l'affectation de fonds publics ou l'imposition d'une taxe. Voir les Journaux du 19 octobre 1962, p. 124-125; et du 28 mai 1965, p. 161. Voir également les Journaux du 28 janvier 1988, p. 2076: quand la Chambre s'est constituée en comité plénier afin d'étudier un poste du Budget supplémentaire des dépenses.
- 193. Voir les Journaux du 27 août 1987, p. 1392-1394; du 30 septembre 1991, p. 418-419; du 16 avril 1997, p. 1478-1479; du 2 décembre 1997, p. 316; et du 6 octobre 1998, p. 2025. En 1971, des amendements à un projet de loi proposés par le gouvernement ont été déposés et imprimés en annexe aux Procès-verbaux (Journaux, 13 octobre 1971, p. 868; 28 octobre 1971, p. 895). Ces amendements ont été par la suite présentés et imprimés dans les Débats du lendemain (Débats, 22 octobre 1971, p. 8934-8961; 29 octobre 1971, p. 9157-9170). Il est arrivé que des recommandations royales portant sur des amendements devant être proposés en comité plénier soient publiés dans les Journaux (2 juin 1983, p. 5954-5957).

DÉBATS ET TÉLÉDIFFUSION

Les délibérations des comités pléniers sont enregistrées textuellement dans les Débats de la Chambre. De plus, un compte rendu audiovisuel (hansard électronique) des délibérations des comités pléniers est disponible dans les enregistrements des délibérations de la Chambre des communes.



20

Les comités



On a été à même de constater, après expérience, que des comités plus petits ayant plus de latitude, et à qui on confie des sujets intéressants, peuvent d'une façon très positive faire évoluer le système parlementaire, revaloriser le rôle des députés, les rendre plus intéressés, et permettre ultimement à cette institution de présenter des mesures beaucoup plus éclairées et qui correspondent beaucoup plus aux vœux de la population canadienne.

YVON PINARD, Président du Conseil privé (Débats, 29 novembre 1982, p. 21071)

omme d'autres grandes assemblées délibérantes, la Chambre des communes a profité de la souplesse que permettent les comités pour remplir des fonctions auxquelles des petits groupes se prêtent mieux. Ces fonctions comprennent, par exemple, l'audition de témoins et l'étude détaillée de mesures législatives, de budgets des dépenses et de questions de nature technique. Les travaux des comités procurent aux parlementaires une information fouillée sur des questions qui préoccupent les électeurs et provoquent souvent d'importants débats publics. En outre, étant donné que les comités communiquent directement avec le public, ils constituent un lien immédiat et visible entre les représentants élus et les Canadiens. En ce qui regarde la procédure lors de leurs délibérations, les comités sont des microcosmes et des prolongements de la Chambre, mais leurs pouvoirs sont limités à l'autorité qui leur a été déléguée. Le présent chapitre traitera de l'histoire des comités de la Chambre des communes, de leurs règles de procédure et des travaux qu'ils accomplissent.

Historique

PRÉCÉDENTS BRITANNIQUES

Les comités du Parlement britannique existent sous une forme ou une autre depuis le quatorzième siècle ¹. Les précurseurs des premiers comités parlementaires ont été les personnes chargées de vérifier et d'examiner les pétitions², et la première tâche des comités tels que nous les connaissons a été de rédiger des mesures législatives pour donner suite aux pétitions accueillies favorablement par la Couronne. Dès le milieu du seizième siècle, les comités faisaient partie des rouages du système parlementaire, modifiant ou «améliorant» les mesures législatives dont la Chambre des communes avait approuvé le principe. Les comités avaient leurs propres salles de réunion au palais de Westminster et leurs usages revêtaient déjà un grand nombre de leurs caractéristiques modernes, notamment des règles plus souples pour régir les débats, le droit de nommer des sous-comités et celui de convoquer des témoins. La Chambre a cependant toujours pris soin de conserver le contrôle et la responsabilité à l'égard des travaux qu'elle renvoyait aux comités.

À l'époque, on distinguait deux types de comités: les grands comités de 30 à 40 membres et les petits, qui en comptaient 15 au plus. Les grands comités, souvent composés de différentes classes de députés (selon la profession, la région et les fonctions), étaient chargés d'étudier les questions de fond. Au début, ils étaient toujours classés comme des comités «spéciaux», c'est-à-dire des entités créées pour une fin particulière et dissoutes aussitôt leur travail accompli. Avec le temps, certains de ces grands comités ont reçu des ordres de renvoi (ou mandats) qui valaient pour toute la durée d'une session. À titre de comités «permanents», ils étaient chargés d'un champ de responsabilité, comme l'étude d'une catégorie de projets de loi ou un domaine particulier des travaux de la Chambre³. Au milieu du dix-septième siècle,

tème est resté à peu près inchangé pendant les deux siècles qui ont suivi⁴.

Les comités plus petits, auxquels n'étaient nommés que des députés expressément désignés par la Chambre, ont fini par s'appeler les comités «restreints» («select» en anglais). Bien que n'importe quel député ait pu assister aux délibérations

un système de comités permanents passablement élaboré était en place, et ce sys-

Pour une description complète de l'évolution des comités du Parlement britannique, voir Redlich, vol. II, chapitre VII, p. 203-214.

^{2.} Voir le chapitre 22, «Les pétitions d'intérêt public».

^{3.} Pour la première fois, en 1571, des comités de cette nature ont été nommés pour « les subsides », les griefs et pétitions, la religion et les élections contestées. À compter de 1592, un seul comité sessionnel étudiait les questions d'élection et de privilège. En 1621, la Chambre a mis sur pied un grand comité permanent du commerce et un autre chargé de l'administration de la justice. Ces comités, avec les comités de la religion et des griefs et le comité restreint des privilèges et élections, plus petit, ont constitué le système de comités permanents tel qu'il allait exister pendant deux siècles (Redlich, vol. II, p. 206-208).

^{4.} Redlich, vol. II, p. 208.

d'un comité restreint, seuls les personnes nommées membres de ce comité par la Chambre pouvaient participer aux délibérations⁵.

Par contre, dans les grands comités, il est devenu courant qu'on permette à tous les députés présents de prendre part aux échanges. Cette pratique autorisant tous les députés à prendre la parole dans ces comités a évolué, et on a commencé à parler de comités «généraux» ou de «grands» comités. Ultimement, la composition de ces comités est devenue identique à celle de la Chambre même, et ils ont été appelés «comités pléniers». Les grands comités sont devenus l'instance de prédilection pour étudier les «projets de loi de grande préoccupation et surtout les projets de loi levant des impôts ou autres recettes sur les contribuables [...] pour qu'il soit possible de tenir des débats plus exhaustifs, car, dans un comité, les députés ont la liberté de parler d'une même question aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire [...]⁷».

Le Long Parlement révolutionnaire (1640-1660)⁸, qui a assumé tous les pouvoirs de l'administration et du gouvernement pour le Commonwealth, a écarté les grands comités et a gouverné au moyen de petits comités. Les comités pléniers semblaient «fort peu commodes», car ils accordaient à l'opposition des droits égaux de participation aux débats⁹.

À la Restauration¹⁰, le Parlement est revenu en 1661 aux grands comités pour les travaux les plus importants et, dès 1700, il était de pratique courante d'étudier les projets de loi en comité plénier après la deuxième lecture¹¹. Au fil des ans, divers comités de réforme ont continué de proposer que les projets de loi soient de nouveau renvoyés aux petits comités, mais la Chambre a préféré la plus grande transparence que permettait le comité plénier.

PROCÉDURE DES COMITÉS AVANT LA CONFÉDÉRATION

Contrairement à la pratique du Royaume-Uni au dix-neuvième siècle, où la majorité des travaux des comités était confiée à des comités pléniers, les assemblées législatives du Haut et du Bas-Canada renvoyaient régulièrement les projets de loi pour étude à des comités restreints ¹². En réalité, le système de comités permanents des deux Canada, ainsi qu'il a évolué, s'apparentait davantage à la structure de comités des assemblées législatives coloniales américaines et du Congrès des États-Unis

- 5. Redlich, vol. II, p. 207.
- Voir également le chapitre 19, «Les comités pléniers». En 1628, tous les comités permanents sauf celui des privilèges étaient devenus des comités pléniers. Le Comité des privilèges est resté un comité restreint (Redlich, vol. II, p. 209).
- 7. Scobell cité dans Redlich, vol. II, p. 208.
- Le Long Parlement a siégé pendant la période de la Guerre civile et du Commonwealth en Grande-Bretagne. Voir The Oxford History of England: The Early Stuarts, 1603-1660, p. 97 et 172.
- 9. Redlich, vol. II, p. 210.
- Charles II a été réinstallé sur le trône de Grande-Bretagne en 1660. Voir The Oxford History of England: The Early Stuarts, 1603-1660, Oxford University Press, 1937, p. 256-258.
- 11. Redlich, vol. II, p. 210-211.
- 12. Pour avoir une description plus étoffée des comités au cours de cette période, voir O'Brien, p. 103.

qu'à celle du Parlement britannique 13. Au cours des années 1830, un système de comités passablement évolué a fait son apparition.

En 1831, le Bas-Canada a commencé à nommer un certain nombre de comités permanents (c'est-à-dire des comités ayant un mandat permanent) au début de chaque session. Un peu plus tard, en 1836, l'Assemblée du Haut-Canada a nommé 12 comités restreints et permanents chargés d'à peu près tous les domaines d'activité du gouvernement, rompant avec la pratique usuelle, qui voulait qu'on nomme des comités spéciaux ou ad hoc au gré des besoins ¹⁴.

Les comités donnaient aux députés des assemblées législatives une certaine indépendance par rapport à l'exécutif et traduisaient leur volonté de s'occuper plus directement des affaires du gouvernement. Pour cette raison, le Conseil exécutif du Haut-Canada a arrêté de nommer des comités permanents après la rébellion de 1837¹⁵. De la même façon, le gouvernement de la Province unie du Canada (1841-1866) a tout d'abord refusé de créer un système de comités permanents, soutenant que cela compromettrait le principe de gouvernement responsable ¹⁶.

ÉLABORATION DES RÈGLES RÉGISSANT LES COMITÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

La Chambre des communes du nouveau Dominion du Canada a hérité de la Province du Canada les règles régissant ses comités. Elles étaient essentiellement identiques à celles appliquées à l'Assemblée législative du Bas-Canada avant l'*Acte d'Union* de 1840¹⁷. Les efforts de réforme, tant avant qu'après la Confédération, ont continué de refléter la volonté de rendre l'Assemblée législative plus efficace ou encore l'interminable lutte en vue de modifier l'équilibre des pouvoirs entre l'assemblée législative et le pouvoir exécutif.

Dans le premier Règlement adopté en 1867, fort peu d'articles traitaient directement des comités permanents ou spéciaux. Le Règlement n'énumérait pas les comités qui devaient être mis sur pied, ne donnait aucune précision sur leurs pouvoirs, leur procédure ou l'autorité de la présidence. Il interdisait cependant à un député qui s'était prononcé contre la question renvoyée à un comité de faire partie de ce comité 18. Cette règle, caractéristique de la pratique parlementaire britannique depuis au moins l'époque d'Elizabeth 1^{re}, n'a été abrogée au Canada qu'en 1955 19.

^{13.} O'Brien, p. 106.

^{14.} O'Brien, p. 105.

^{15.} O'Brien, p. 107-108.

O'Brien, p. 301-302. Pour des renseignements sur le principe de gouvernement responsable, voir le chapitre 1, « Les institutions parlementaires ».

L'Acte d'Union a réuni le Haut-Canada et le Bas-Canada en une seule Province du Canada. Voir L.R.C. 1985, Appendice II, nº 4.

Le député devait s'être déclaré opposé au principe plutôt que mécontent de certains aspects. Voir Redlich, vol. II, p. 205.

^{19.} Journaux, 12 juillet, 1955, p. 930-931.

De 1867 à 1906, la liste des comités permanents de la Chambre ²⁰ était établie par l'adoption d'une motion à chaque session de chaque législature, d'habitude dans les premiers jours suivant le discours du Trône ²¹. En 1906, la Chambre ajoutait pour la première fois au Règlement une liste des comités «permanents» qui devaient, selon la décision de la Chambre, être constitués à toutes les sessions, même si ces comités n'étaient actifs que lorsque la Chambre leur ordonnait expressément d'étudier une question donnée ²². Les comités spéciaux et mixtes, dont le nombre et le mandat variaient d'une année à l'autre, étaient également établis dans le cours de chaque session. Également en 1906, la Chambre a créé un comité de sélection chargé de nommer les membres des comités permanents ²³.

Vu la taille considérable de la plupart des comités dans les premières années de la Confédération (certains comptaient plus d'une centaine de membres) et la règle fixant le quorum à la majorité des membres, les grands comités avaient beaucoup de mal à rassembler assez de membres régulièrement pour pouvoir siéger et s'acquitter de leurs travaux²⁴. C'est pourquoi, au fil des ans, la taille des comités permanents a diminué, si bien que, à la 26° législature (1963-1965), le maximum n'était pas supérieur à 15 membres; au cours de la 36° législature, le maximum est remonté à

- 20. Pendant toute cette période, la liste des comités permanents est restée à peu près inchangée. Elle comprenait les comités suivants: privilèges et élections; lois expirantes; chemins de fer, canaux et télégraphes; bills privés; ordres permanents; impressions; comptes publics; banques et commerce; et immigration et colonisation (appelé par la suite agriculture et colonisation). De 1867 à 1906 aussi, la Chambre acceptait toujours, par l'adoption de motions distinctes, la formation de comités mixtes permanents de la Bibliothèque du Parlement et des impressions du Parlement. Voir Journaux, 19 novembre 1867, p. 21-22; 4 décembre 1867, p. 48; 14 avril 1887, p. 5-6; 14 mars 1906, p. 46.
- 21. En 1867, 1883 et 1891, le discours du Trône a été lu le deuxième jour de séance (voir Journaux, 7 novembre 1867, p. 5; 9 février 1883, p. 15; 30 avril 1891, p. 5). Dans tous les autres cas, les comités ont été établis dès le premier jour de la session.
- À l'époque, les mesures législatives étaient étudiées par un comité plénier. Voir le chapitre 19, « Les comités pléniers ».
- 23. Auparavant, la composition des comités permanents était arrêtée par un comité spécial, qui en faisait rapport, «formé d'hommes de premier plan du ministère et de l'opposition». Les députés avaient généralement un ou deux jours pour étudier les listes avant d'approuver le rapport, mais il était souvent nécessaire de demander l'approbation immédiate pour que le Comité permanent des Ordres permanents puisse étudier les pétitions de projets de loi privés, pétitions qui ne pouvaient être reçues que pendant une période limitée après le début de la session. La liste des membres comprenait les comités établis régulièrement depuis la Confédération, à l'exception du Comité des lois expirantes, qui est disparu, et des comités de la Bibliothèque du Parlement et sur les Débats de la Chambre, qui se sont ajoutés. (Bourinot, 2º éd., p. 493-494. Voir, par exemple, Journaux, 21 janvier 1884, p. 22; 12 mars 1903, p. 22.)
- 24. En 1887, le Comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes de télégraphe comptait 147 membres et son quorum, aux termes du Règlement, était donc de 74; le Comité permanent des banques et du commerce avait 104 membres et, aux termes du Règlement, un quorum de 53. Cette annéelà, la Chambre comptait 215 députés. Voir Journaux, 18 avril 1887, p. 17-19.

16 ou 18 membres ²⁵. Par ailleurs, le nombre de comités permanents de la Chambre est passé de 10 en 1867 à 25 en 1986, pour être ramené à 17 au cours de la 36^e législature (1997-)²⁶.

Malgré le fait qu'une structure de comités permanents fut établie à la Confédération, pendant les 100 premières années, en fait la plupart des comités ne se réunissaient pas d'une session à l'autre et la plupart des travaux de la Chambre se sont faits sur le parquet même de la Chambre, souvent en comité plénier²⁷. À maintes reprises, la Chambre a envisagé de renforcer le rôle des comités permanents, surtout pour l'étude du Budget des dépenses. À plusieurs occasions, les députés ont exprimé des inquiétudes parce que le Budget des dépenses ne faisait pas l'objet d'une étude détaillée à la Chambre et ils ont avancé l'idée que l'étude serait plus efficace si les prévisions de dépenses étaient tout d'abord renvoyées pour examen à des comités permanents ou spéciaux. Une proposition à cet effet a été déférée à un comité spécial en février 1925²⁸. Le comité n'a pas retenu la proposition, mais on a continué de soulever la question à la Chambre. En juillet 1955, la Chambre adoptait une motion permettant de retirer au Comité des subsides l'étude du Budget des dépenses pour la confier à des comités permanents ou spéciaux²⁹. En 1958, la Chambre ajoutait un Comité permanent des prévisions de dépenses³⁰. En 1964, un Comité spécial de la procédure et de l'organisation proposait également que le Budget principal des dépenses soit automatiquement renvoyé, dès son dépôt, aux comités permanents31.

En 1965, le Règlement a été modifié de façon provisoire pour permettre aux comités permanents d'examiner les prévisions de dépenses ³², mais ce n'est qu'en 1968 que la Chambre a accepté une restructuration et une réorientation permanentes du système de comités. Aux termes des nouvelles dispositions du Règlement, le Budget principal des dépenses était déposé et renvoyé aux comités permanents au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, le rapport des comités devant être présenté à la Chambre (ou réputé présenté à la Chambre) au plus tard le 31 mai. En outre, il était prévu que tous les projets de loi (autres que ceux découlant des motions de

^{25.} En 1927, les dispositions du Règlement sur les comités ont été révisées. Le nombre de membres de chaque comité permanent a été en gros divisé par deux et c'est le Règlement qui le fixait. Le quorum de chaque comité était arrêté individuellement. (Voir Journaux, 22 mars 1927, p. 320-323.) D'autres modifications, en décembre 1968 (voir Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579), ont fixé le nombre de membres des comités entre 20 et 30 députés, à l'exception du Comité de la procédure, limité à 12 membres. La légère augmentation du nombre des membres, au début de la 36* législature, a permis aux comités de mieux refléter la composition de la Chambre qui comptait cinq partis. Voir Journaux, 23 septembre 1997, p. 12-13; 1* octobre 1997, p. 56.

Journaux, 7 novembre 1867, p. 5; 6 février 1986, p. 1656-1657; 4 novembre 1987, p. 1831; 23 septembre 1997, p. 12-13.

^{27.} Voir Franks, p. 162-163. Voir aussi le chapitre 19, «Les Comités pléniers ».

^{28.} Journaux, 25 février 1925, p. 66.

^{29.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 881, 926-927.

^{30.} Journaux, 30 mai 1958, p. 71.

^{31.} Journaux, 4 décembre 1964, p. 985-996.

^{32.} Journaux, 11 juin 1965, p. 229-230.

subsides et de voies et moyens) seraient étudiés par un comité permanent après la deuxième lecture 33.

En 1982, la Chambre a de nouveau mis sur pied un comité spécial chargé de revoir le Règlement 4 et a mis en œuvre de façon provisoire plusieurs de ses recommandations. Parmi les modifications les plus importantes, figurent celles prévoyant le renvoi d'office des rapports annuels des ministères, organismes et sociétés d'État aux comités permanents et autorisant les comités à entreprendre de leur propre initiative des études ou enquêtes fondées sur l'information fournie dans ces rapports³⁵. Au début de la législature suivante (1984-1988), la Chambre a accepté de conserver les modifications provisoires 36 et a chargé un autre comité spécial d'étudier l'efficacité de tous les aspects de la procédure et de l'administration de la Chambre³⁷. Ce comité a recommandé d'élargir la portée des mandats des comités, de leur accorder un large pouvoir leur permettant d'étudier, pour en faire rapport à la Chambre, toute question se rapportant aux ministères qui relèvent de leur compétence; de créer une structure de comités qui correspond autant que faire se peut à la structure de l'administration publique 38; et d'établir un comité de liaison regroupant les présidents de tous les comités permanents et les présidents ou vice-présidents appropriés des comités mixtes, chargé d'attribuer les budgets aux comités 39. Des modifications provisoires apportées au Règlement en 1986 ont repris la majorité des recommandations du Comité concernant les comités, et ces modifications ont été rendues permanentes l'année suivante 40. La structure des comités permanents de la Chambre a été rajustée en 1991 et 1994 pour tenir compte des changements survenus dans l'administration publique 41.

Mis à part ces réorganisations du système des comités, il y a eu deux autres modifications d'importance dans les pratiques des comités depuis les réformes du Comité McGrath, et elles tendent surtout à mettre davantage en évidence les comités et les simples députés et à améliorer leur efficacité. En avril 1991, la Chambre a convenu d'autoriser les comités à diffuser leurs délibérations dans le cadre de lignes directrices arrêtées par le Comité permanent de la gestion de la Chambre⁴²; en

- 33. Journaux, 20 décembre 1968, p. 554-579.
- Le Comité spécial du Règlement et de la procédure. Voir Journaux, 31 mai 1982, p. 4892-4893. Ce comité, présidé par Tom Lefebvre, est couramment désigné comme le Comité Lefebvre.
- 35. Troisième rapport du Comité spécial du Règlement et de la procédure (réforme parlementaire et modifications du Règlement). Voir Procès-verbaux et témoignages, 4 novembre 1982, fascicule n° 7, p. 3-41; Journaux, 5 novembre 1982, p. 5328; 29 novembre 1982, p. 5400.
- 36. Journaux, 7 décembre 1984, p. 164.
- Le Comité spécial de la réforme de la Chambre des communes. Ce comité, présidé par James McGrath, est couramment désigné comme le Comité McGrath (voir Journaux, 5 décembre 1984, p. 153-154).
- 38. Le Comité spécial de la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, juin 1985, p. 18-29.
- 39. Le Comité spécial de la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, juin 1985, p. 24-27.
- Journaux, 6 février 1986, p. 1644-1666; 11 février 1986, p. 1696; 13 février 1986, p. 1710; 1" juin 1987, p. 968-980; 2 juin 1987, p. 984-997; 3 juin 1987, p. 1002-1028.
- 41. Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2932, et surtout p. 2922-2923; 25 janvier 1994, p. 58-59.
- 42. Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2932, et surtout p. 2929.

1994⁴³, le Règlement a de nouveau été modifié pour autoriser la Chambre à charger un comité d'élaborer un projet de loi et de le déposer ou à renvoyer des projets de loi à un comité avant la deuxième lecture⁴⁴. Le but visé par ces modifications était de donner aux simples députés l'occasion de participer à l'élaboration d'une politique avant que le gouvernement n'arrête sa position sur une initiative législative donnée⁴⁵.

Dispositions régissant les comités

Les comités, qui sont une émanation de la Chambre des communes, ont seulement les pouvoirs, la structure et les mandats qui leur ont été délégués par la Chambre et qu'on trouve dans le Règlement et les ordres spéciaux que la Chambre a adoptés à l'égard des comités. La Chambre a précisé: «Un comité permanent, spécial ou législatif observe le Règlement de la Chambre dans la mesure où il est applicable, sauf les dispositions relatives à l'élection du Président, à l'appui des motions, à la limite du nombre d'interventions et à la durée des discours » ⁴⁶.

À ces exceptions près, les comités sont tenus de se conformer à la procédure prévue par le Règlement⁴⁷ ainsi qu'à tout ordre sessionnel ou ordre spécial que la Chambre leur a donné. Par ailleurs, les comités ont toute liberté pour organiser leurs travaux. En ce sens, on dit que les comités sont « maîtres de leurs délibérations » ⁴⁸.

EFFET DE LA PROROGATION SUR LES COMITÉS

Les mandats et les pouvoirs des comités peuvent découler du Règlement ou d'ordres spéciaux, mais ils ne valent que pendant la durée de la session. Lorsque le Parlement est prorogé, les députés sont dégagés de leur responsabilité de se présenter à la Chambre (et à ses comités), tous les ordres de renvoi tombent, et les comités cessent d'exister. Le seul aspect des travaux des comités qui survit à la prorogation est la demande de réponse à un rapport de comité adressée au gouvernement.

- 43. Voir Journaux, 7 février 1994, p. 112-118.
- 44. Art. 68 et 73 du Règlement.
- 45. Voir Débats, 7 février 1994, p. 957-962. Il était déjà arrivé auparavant que des comités soient autorisés par leur ordre de renvoi à rédiger des propositions législatives ou à présenter un projet de loi. Voir, par exemple, le Comité mixte spécial chargé du projet de loi C-43, Loi sur les conflits d'intérêts chez les parlementaires, Journaux, 22 novembre 1991, p. 717-718.
- 46. Art. 116 du Règlement.
- 47. Le chapitre XIII du Règlement traite expressément de la procédure concernant les comités.
- 48. Voir, par exemple, la décision rendue par le Président Parent, Débats, 20 juin 1994, p. 5582-5583.
- 49. Art. 109 du Règlement. Voir la décision rendue par le Président Bosley, Débats, 27 juin 1986, p. 14989. Alors qu'une demande de réponse du gouvernement à un rapport de comité survit à la prorogation, elle perd tout effet à la dissolution.

La Chambre peut décider de reconstituer un comité spécial ou de réadopter, au début de la nouvelle session, un ordre de renvoi spécial qui avait été donné à un comité permanent pour qu'il puisse achever les travaux. À cette fin, la Chambre adopte un ordre de renvoi qui contient les mêmes éléments que l'ordre initial et prévoit que les témoignages recueillis au cours de la session précédente sont renvoyés au comité reconstitué ⁵⁰.

Lorsque des projets de loi ont été rétablis au cours d'une nouvelle session, il est arrivé que la Chambre renvoie les témoignages et documents reçus durant la session précédente au nouveau comité législatif ou comité permanent auquel elle a renvoyé les projets de loi reconstitués ⁵¹.

Structure et mandat des comités

Mis à part les comités pléniers, étudiés en détail au chapitre 19, on disting e plusieurs types de comités: permanents, législatifs, spéciaux, mixtes et sous-comités. Tous sont des comités «restreints», en ce sens que la Chambre a choisi pour chacun d'eux, parmi tous les députés, un nombre limité de membres⁵². Les comités permanents sont prévus par le Règlement; les changements permanents dans la liste des comités ne peuvent se faire que par modification du Règlement. Les comités législatifs et spéciaux sont nommés au gré des besoins par une motion afin de se charger de tâches particulières, et ils cessent d'exister dès qu'ils ont déposé leur rapport final. Les comités mixtes, permanents ou spéciaux, se composent de députés et de sénateurs. Les sous-comités sont créés par les comités eux-mêmes pour des raisons diverses. Ils peuvent exister aussi longtemps que le comité principal, ou disparaître dès que leur tâche précise est achevée.

COMITÉS PERMANENTS

Les comités permanents sont des comités établis par le Règlement de façon durable ⁵⁵. Ils sont chargés par la Chambre de surveiller un ou plusieurs ministères ou d'examiner certains domaines de la politique fédérale, ou bien ils assument des responsabilités de l'ordre de la procédure et de l'administration concernant le Parlement. Certains comités peuvent être chargés à la fois d'un ministère et d'un domaine de la politique. Outre les mandats permanents prévus par le Règlement pour les comités permanents, d'autres questions sont régulièrement renvoyées à ces comités

Voir, par exemple, Journaux, 17 mai 1991, p. 42. La motion portant reconstitution d'un comité peut aussi comprendre des dispositions budgétaires, attribuant au comité reconstitué le solde du budget non dépensé par le comité précédent. Voir, par exemple, Journaux, 17 mai 1991, p. 43.

^{51.} Voir. par exemple, Journaux, 3 octobre 1986, p. 48: 1" mars 1996, p. 23-24; 4 mars 1996, p. 39-41.

Par opposition, les membres d'un comité plénier ne sont pas spécialement choisis; le comité comprend tous les députés.

^{53.} Art. 104(2)a) à q) et (3)a) à c) du Règlement.

804

pour examen: projets de loi ⁵⁴, Budget des dépenses ⁵⁵, nominations par décret ⁵⁶, documents déposés à la Chambre en vertu d'une loi ⁵⁷ et questions particulières que la Chambre souhaite faire étudier ⁵⁸. La Chambre renvoie des études particulières aux comités en adoptant une motion à cet effet. La motion adoptée devient un ordre de la Chambre au comité (ordre de renvoi). Outre l'énoncé de la question à étudier, l'ordre de renvoi peut aussi préciser des conditions auxquelles il doit se plier pour s'acquitter de sa tâche ou lui accorder des pouvoirs supplémentaires dont le comité peut avoir besoin pour accomplir son travail.

La majorité des comités permanents ont pour rôle de surveiller un ou plusieurs ministères ⁵⁹. Ces comités doivent étudier les textes législatifs pertinents, les activités et les dépenses du ministère et voir si ses politiques et programmes sont efficaces ⁶⁰. La Chambre modifie le nombre et les responsabilités des comités permanents chargés de ministères à la lumière des changements dans la structure de l'administration publique.

Le Règlement prévoit qu'un certain nombre de comités ont soit des responsabilités à l'égard d'une politique qui s'applique dans toute l'administration fédérale⁶¹, soit la responsabilité de questions qui se rattachent aux procédures et à l'administration

- 54. Art. 68 et 73 du Règlement. Conformément à l'article 73(4) du Règlement, les projets de loi de crédits sont étudiés en comité plénier. Outre les projets de loi qui leur sont renvoyés pour étude, les comités peuvent être appelés à élaborer des projets de loi pour présentation à la Chambre. Au cours de la première session de la 35° législature (1994-1996), le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre a été chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi « sur le mode de révision des limites des circonscriptions électorales pour la Chambre des communes suivi par les commissions de délimitation des circonscriptions électorales [...]» (Journaux, 19 avril 1994, p. 369-370). Au cours de la première session de la 36° législature (1997-1999), le Comité de la justice et des droits de la personne a été chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi « aux fins de modifier les articles du Code criminel qui traitent de la conduite avec facultés affaibiles » (Journaux, 30 octobre 1997, p. 175).
- 55. Art. 81(4) et (5) du Règlement.
- 56. Art. 32(6) et 110 du Règlement.
- 57. Art. 32(5) du Règlement. Avant 1982, les comités ne pouvaient, sans ordre de renvoi précis, étudier un rapport ou autre document déposé à la Chambre. En 1982, le renvoi de ces documents est devenu automatique, et le renvoi a été rendu permanent, de façon à ne pas forcer le comité à limiter son étude à une période précise. À l'heure actuelle, peu d'études sont entreprises en vertu de cette disposition; les comités invoquent le mandat plus large qui leur est conféré par les articles 108(2) ou 108(3) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbal*, 20 novembre 1997, séance nº 6.
- 58. Art. 108(1)a) du Règlement.
- 59. Art. 108(2) du Règlement.
- 60. Art. 108(2)a) à e) du Règlement.
- 61. Art. 108(3)b) à e) et 108(4)b) et c). Les mandats particuliers des comités mixtes permanents chargés de la Bibliothèque du Parlement, des langues officielles et d'examen de la réglementation sont abordés plus loin sous la rubrique « Comités mixtes permanents ».

de la Chambre et de ses comités ⁶². Ces comités peuvent être également chargés de surveiller un ministère donné. Les mandats actuels sont les suivants :

- Le mandat du Comité permanent du patrimoine canadien comprend la surveillance de la politique fédérale de multiculturalisme dans l'ensemble du gouvernement du Canada afin de contribuer à préserver et à favoriser le patrimoine multiculturel du Canada et d'encourager les ministères et organismes fédéraux à refléter ce patrimoine⁶³.
- Le mandat du Comité permanent des finances comprend l'étude, pour en faire rapport, des propositions concernant la politique budgétaire du gouvernement⁶⁴.
- Le mandat du Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées comprend la formulation, la promotion, le contrôle et l'évaluation des initiatives visant l'intégration sociale des personnes handicapées 65.
- Le mandat du Comité permanent de la justice et des droits de la personne comprend l'étude des rapports de la Commission canadienne des droits de la personne⁶⁶.
- Le mandat du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre 67 comprend l'étude de l'administration de la Chambre et des services et installations destinés aux députés ainsi que des services relevant de l'administration des deux chambres. Il s'occupe aussi de l'étude du Règlement, des procédures et des pratiques de la Chambre, de tout ce qui concerne l'élection des députés, de la télé-diffusion des délibérations et du choix des Affaires émanant des députés pouvant faire l'objet d'un vote 68. C'est d'habitude à ce comité que la Chambre renvoie les questions relatives au privilège parlementaire. Le Comité doit nommer les membres des comités de la Chambre, ainsi que les députés faisant partie des comités mixtes permanents, et dresser la liste des membres associés 69. En outre, le Comité

^{62.} Art. 108(3)a) du Règlement.

^{63.} Art. 108(3)b) du Règlement.

^{64.} Art. 83.1 du Règlement. Cette disposition, ajoutée au Règlement en 1994 (voir Journaux, 7 février 1994, p. 112-118, et surtout p. 117, et p. 119-120), élargit le mandat permanent du Comité des finances au-delà de la surveillance du ministère des Finances et de Revenu Canada afin d'y ajouter, pour reprendre les propos que le leader du gouvernement à la Chambre a tenus en proposant le nouvel article, «une consultation publique annuelle sur les mesures qui devraient figurer dans le prochain budget » (Débats, 7 février 1994, p. 962).

^{65.} Art. 108(3)c) du Règlement.

^{66.} Art. 108(3)d) du Règlement.

^{67.} Art. 108(3)a) du Règlement.

^{68.} La responsabilité des Affaires émanant des députés a été déléguée à un sous-comité mis sur pied à cette fin. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 29 septembre 1997, séance nº 1. Au sujet des Affaires émanant des députés, y compris les travaux du sous-comité, voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

Art. 104 et 107(5) du Règlement. Le choix des membres des comités est habituellement délégué aux whips des partis reconnus. Voir la rubrique « Composition » plus loin.

est expressément chargé d'établir les priorités dans l'utilisation des salles de réunion des comités ⁷⁰.

 Le mandat du Comité permanent des comptes publics comprend l'étude, pour en faire rapport, des Comptes publics du Canada et de tous les rapports du vérificateur général du Canada⁷¹.

Pouvoirs

Autrefois, le Règlement ne contenait aucune disposition sur les pouvoirs des comités permanents. Les pouvoirs étaient accordés dans la motion établissant le comité en question 2 ou, après l'ajout d'une liste des comités permanents dans le Règlement, par une motion distincte. Parmi les pouvoirs habituellement accordés, figuraient le pouvoir d'étudier toute question que pouvait lui renvoyer la Chambre, celui de faire rapport périodiquement et celui d'«envoyer quérir personnes, papiers et documents » 73. En 1965, le Règlement a été modifié pour donner des pouvoirs permanents à ces comités. Outre les pouvoirs énumérés plus haut, on a ajouté celui de faire imprimer au jour le jour les documents et les témoignages dont ils peuvent ordonner l'impression 74. Par la suite, la liste s'est encore allongée pour englober le pouvoir de siéger pendant les séances de la Chambre ou ses ajournements, de déléguer des pouvoirs aux sous-comités (sauf celui de faire rapport directement à la Chambre) 75, de tenir des séances communes avec d'autres comités de la Chambre et de joindre en annexe aux rapports les opinions dissidentes ou complémentaires 76. Les comités permanents sont aussi autorisés à télédiffuser leurs délibérations conformément aux lignes directrices établies par le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre 77. Ils peuvent retenir les services de spécialistes et d'un personnel professionnel, technique et de soutien78. Le Bureau de régie interne leur accorde un pouvoir de dépenser provisoire 79. Enfin, les comités permanents peuvent se réunir sans quorum pour entendre des témoignages et en autoriser la publication, mais ils ne peuvent alors voter, adopter des résolutions ni prendre d'autres décisions 80.

^{70.} Art. 115(4) du Règlement.

^{71.} Art. 108(3)e) du Règlement.

^{72.} Voir, par exemple, Journaux, 7 novembre 1867, p. 5; 6 avril 1868, p. 184; 12 janvier 1905, p. 9.

^{73.} Voir, par exemple, Journaux, 28 novembre 1910, p. 27.

^{74.} Journaux, 11 juin 1965, p. 228.

^{75.} Journaux, 20 décembre 1968, p. 562-579, et surtout p. 575.

Journaux, 26 mars 1991, p. 2801-2827, et surtout p. 2819-2820; 11 avril 1991, p. 2904; 23 mai 1991, p. 61-62.

Art. 119.1(2) du Règlement. Les lignes directrices ont été approuvées par la Chambre le 27 mars 1992. Voir Journaux, 14 février 1992, p. 1024; 27 mars 1992, p. 1230.

^{78.} Art. 120 du Règlement.

^{79.} Art. 121(1) du Règlement.

^{80.} Art. 118(2) du Règlement.

Si un comité permanent a besoin de pouvoirs supplémentaires pour faire une étude particulière, ces pouvoirs supplémentaires peuvent être conférés par la Chambre soit par l'adoption d'un rapport du comité contenant la demande des pouvoirs 81, soit par l'adoption d'une motion conférant le pouvoir souhaité 82. Il incombe à chaque comité permanent de décider dans quelle mesure il exercera les pouvoirs que la Chambre lui accorde.

Comité de liaison

Le Comité de liaison est un comité établi en vertu du Règlement et dont l'existence est permanente, mais il ne s'agit pas d'un comité permanent. Il est composé d'office des présidents de tous les comités permanents et des députés qui coprésident les comités permanents mixtes. Il incombe au Comité de liaison de répartir entre les comités permanents les fonds prévus à cette fin par le Bureau de régie interne 83. Il se réunit à huis clos pour discuter des questions administratives concernant le système des comités permanents. Son quorum est fixé à sept membres 84. Il a le pouvoir de faire périodiquement rapport à la Chambre, et il a déjà réalisé des études sur l'efficacité des comités de la Chambre 85.

Le Président du Comité de liaison a le pouvoir de demander au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre de dresser une liste de membres associés pour le Comité de liaison et de la présenter à la Chambre 86. Ces membres associés sont considérés comme des membres du Comité de liaison pour la formation de souscomités 87. Ces membres associés du Comité de liaison ne sont pas des présidents de comité et il peut se trouver parmi eux des membres de tous les partis 88. D'habitude, le Comité de liaison met sur pied un sous-comité du budget qui est chargé de répartir les fonds accordés par le Bureau de régie interne pour les divers comités permanents.

COMITÉS LÉGISLATIFS

Les comités législatifs sont un type à part de comités, expressément chargés d'étudier des mesures législatives. Ils ont été créés en 1985 par modification du Règlement pour donner suite aux recommandations des Comités Lefebvre et

- 81. Voir, par exemple, Journaux, 24 avril 1985, p. 506; 10 mai 1985, p. 602.
- 82. Voir, par exemple, Journaux, 11 décembre 1997, p. 394. Aux termes de l'article 108(1)a) du Règlement, tout pouvoir supplémentaire accordé à un comité permanent peut être délégué par lui à un sous-comité.
- 83. Art. 107(1) du Règlement.
- 84. Art. 107(4) du Règlement. L'article 118(1) du Règlement fixe le quorum des comités permanents, spéciaux et législatifs à la majorité simple des membres du comité. Si cette règle s'appliquait au Comité de liaison, celui-ci aurait un quorum de 11 et non de 7, comme le prévoit l'article 107(4).
- 85. Art. 107(3) du Règlement. Voir Journaux, 2 avril 1993, p. 2784. Un rapport sur l'efficacité des comités rédigé par le Comité de liaison dans les dernières semaines de la 35° législature (1994-1997) n'a pas été déposé à la Chambre, mais il a été communiqué directement aux parties intéressées. Voir Le gouvernement parlementaire, n° 4, septembre 1997.
- 86. Art. 107(5) du Règlement.
- 87. Art. 107(6) du Règlement.
- 88. Voir Journaux, 8 décembre 1997, p. 358; 10 décembre 1997, p. 382.

McGrath⁸⁹. On estimait à l'époque que les comités permanents, à cause de leur mandat élargi leur permettant d'entreprendre des études sans renvoi exprès de la Chambre, ne pourraient pas se charger facilement de l'étude des projets de loi. La solution proposée a été la création de comités législatifs nommés uniquement pour étudier des projets de loi ⁹⁰. Ils sont nommés par la Chambre selon les besoins ⁹¹, pour étudier certains projets de loi, et ils cessent d'exister dès que leur rapport est présenté à la Chambre.

Les comités législatifs doivent être formés une fois qu'a débuté le débat sur la deuxième lecture des projets de loi qui doivent être renvoyés à ces comités, ou une fois qu'a commencé le débat sur une motion portant création d'un comité législatif. Le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre doit présenter un rapport contenant une liste de membres dans les cinq jours de séance suivant le début du débat ⁹². Le rapport est réputé adopté dès son dépôt à la Chambre. Le Président nomme alors un président, choisi parmi les membres du comité des présidents ⁹³. Le comité législatif se réunit pour organiser ses travaux une fois que la Chambre lui a renvoyé le projet de loi. Cette séance d'organisation doit avoir lieu dans les deux jours suivant la nomination du président et l'adoption de la motion renvoyant le projet de loi au comité ou nommant le comité ⁹⁴.

Pouvoirs

Un comité législatif est autorisé à examiner un projet de loi qui lui a été renvoyé se à en faire rapport avec ou sans propositions d'amendement. Il n'a pas le pouvoir de présenter un rapport contenant des recommandations de fond au sujet du projet de loi s. Il est également possible de charger un comité législatif d'élaborer et de

- 89. Voir Journaux, 27 juin 1985, p. 910-919, et surtout p. 915-916. Voir également le sixième rapport du Comité spécial du Règlement et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 28 avril 1983, fascicule n° 19, p. 3-11, et le premier rapport du Comité spécial de la réforme de la Chambre des communes, Proces-verbaux et témoignages, 19 décembre 1984, fasc. n° 2, p. 3-23, et surtout p. 7-10.
- Les comités législatifs ont été actifs de 1985 à 1993, mais aucun projet de loi ne leur a été renvoyé entre 1994 et 1999.
- 91. Une modification du Règlement, le 11 avril 1991 (voir Journaux, p. 2904-2932, et surtout les p. 2922-2927), prévoyait un système de huit comités législatifs permanents, répartis également entre quatre des cinq secteurs qui regroupaient les comités permanents. Les projets de loi étaient renvoyés à l'un des deux comités du secteur approprié et un président distinct était nommé pour diriger l'étude de chaque projet de loi. Le 25 janvier 1994, la Chambre a modifié le Règlement pour supprimer le système de secteurs et rétablir les comités législatifs créés selon les besoins (voir Journaux, p. 58-61, et surtout les p. 60-61).
- 92. Art. 113(1) du Règlement.
- 93. Art. 113(2) du Règlement. Le comité des présidents est un groupe composé du président, du vice-président et du vice-président adjoint des comités pléniers et d'autres députés nommés par le Président.
- 94. Art. 113(3) du Règlement.
- 95. Habituellement, un seul projet de loi est renvoyé à un comité législatif donné. À quatre occasions, deux projets de loi liés entre eux ont été renvoyés simultanément à un seul comité législatif ou un deuxième projet de loi lié au premier a été renvoyé à un comité législatif existant. Voir Journaux, 23 septembre 1985, p. 1015; 26 mai 1986, p. 2208; 25 novembre 1987, p. 1882; et 17 mai 1990, p. 1715-1716.
- 96. Voir la décision du Président Lamoureux au sujet du rapport des projets de loi, Journaux, 20 décembre 1973, p. 774-775. Un comité législatif a présenté à la Chambre un rapport lui demandant la permission de se déplacer, mais la Chambre n'a pas donné suite à ce rapport (voir Journaux, 3 février 1988, p. 2130).

déposer un projet de loi ⁹⁷. Pour étudier un projet de loi, le comité peut convoquer des fonctionnaires ou représentants de ministères ou organismes gouvernementaux ou de sociétés d'État ainsi que des personnes compétentes en matière technique ⁹⁸. Il peut également exiger la production de documents et de dossiers, siéger pendant les séances de la Chambre ⁹⁰ et pendant les ajournements de la Chambre ¹⁰⁰ et faire imprimer des documents et des témoignages ¹⁰¹. Un comité législatif peut également déléguer à un sous-comité du programme et de la procédure le pouvoir d'établir le calendrier des séances, de convoquer des témoins et d'exiger la production de documents et de dossiers, sous réserve de l'approbation de l'ensemble du comité ¹⁰². Le Bureau de régie interne peut accorder aux comités législatifs un pouvoir de dépenser ¹⁰³, et ils peuvent retenir les services des spécialistes et du personnel professionnel, technique et de soutien jugés nécessaires ¹⁰⁴.

Si un comité législatif a besoin de pouvoirs supplémentaires, il ne peut les obtenir que par adoption d'une motion à cet effet à la Chambre 105.

COMITÉS SPÉCIAUX

Les comités spéciaux sont chargés par la Chambre d'enquêtes, d'études ou d'autres tâches particulières auxquelles elle attache une importance spéciale 106. Chaque

- 97. Art. 68(4) à (5) du Règlement.
- 98. Les comités législatifs sont limités à la convocation de témoins sur les questions techniques depuis une modification du Règlement en 1991 (voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2904-2932, et surtout p. 2927). À l'époque, le leader du gouvernement à la Chambre a déclaré: «[...] une fois une mesure législative adoptée en deuxième lecture à la Chambre, le principe est adopté. Le rôle du comité n'est pas d'en débattre de nouveau l'à-propos dans le cadre d'une tournée pancanadienne pour entendre des groupes exprimer leur point de vue sur le principe. Son rôle est d'examiner la mesure législative dans ses moindres détails » (Débats, 8 avril 1991, p. 19137-19138). Par contre, le Règlement n'impose aux comités permanents aucune restriction en ce qui concerne les types de témoins (voir l'article 108(1)a) du Règlement).
- 99. L'article115(2) du Règlement donne la priorité, pendant les heures de séance de la Chambre, aux comités qui examinent des projets de loi ou le Budget des dépenses.
- 100. Pendant les périodes où la Chambre ne siège pas, l'article 115(3) du Règlement donne la priorité aux séances des comités permanents et spéciaux par rapport à celles des comités législatifs.
- 101. Art. 113(5) du Règlement.
- 102. Art. 113(6) du Règlement. Lors de l'adoption des premières dispositions du Règlement sur les comités législatifs, ceux-ci n'ont pas été autorisés à créer des sous-comités. Le pouvoir de créer un sous-comité du programme et de la procédure a été ajouté au Règlement en 1986. Voir *Journaux*, 6 février 1986, p. 1644-1666, et surtout p. 1659; 13 février 1986, p. 1710.
- 103. Art. 121(1) du Règlement.
- 104. Art. 120 du Règlement.
- 105. Voir, par exemple, Journaux, 10 février 1988, p. 2166.
- 106. Voir, par exemple, Journaux, 25 janvier 1977, p. 286-287; 30 mars 1993, p. 2742-2743; 18 novembre 1997, p. 224-225. Entre 1979 et 1985, la Chambre a eu recours à une variante du comité spécial, le «groupe de travail »; ses membres étaient peu nombreux, aucun remplacement n'était permis et une période limitée lui était accordée pour accomplir son travail. Le lecteur trouvera une analyse détaillée de l'expérience des groupes de travail à la Chambre dans Audrey O'Brien, «Parliamentary task forces in the Canadian House of Commons: A new approach to committee activity», The Parliamentarian, janvier 1985, vol. LXVI, nº 1, p. 28-32.

comité spécial est créé par une motion de la Chambre (ou des deux chambres, dans le la sa des comités mixtes spéciaux 107). Cette motion définit le mandat du comité et exprend habituellement d'autres dispositions sur ses pouvoirs, sa composition et le délai de présentation du rapport final. La teneur de la motion varie d'un cas à l'autre selon la tâche particulière confiée au comité par la Chambre.

Les comités spéciaux cessent d'exister lorsqu'ils présentent leur rapport final ¹⁰⁸. Si un comité spécial n'a pas terminé son travail à la fin d'une session, il cesse d'exister au moment de la prorogation, mais il peut être reconstitué à la session suivante ¹⁰⁹.

Pouvoirs

Les comités spéciaux ne possèdent que les pouvoirs qui leurs sont attribués par la Chambre dans l'ordre de renvoi qui les établit ¹¹⁰ ou dans une motion subséquente. Selon que le mandat porte sur un sujet particulier ou sur l'étude d'un projet de loi, le comité spécial peut obtenir les pouvoirs d'un comité permanent ¹¹¹ ou législatif ¹¹². La Chambre peut accorder aux comités spéciaux des pouvoirs supplémentaires comme celui de se déplacer ¹¹³, des pouvoirs spéciaux de télédiffusion ¹¹⁴ ou tout autre pouvoir exceptionnel jugé nécessaire ¹¹⁵. Le Bureau de régie interne peut accorder aux comités spéciaux un pouvoir de dépenser ¹¹⁶. Lorsqu'un comité spécial a besoin de pouvoirs supplémentaires pour mener à bien une étude, il peut, lorsqu'il a obtenu le pouvoir de présenter des rapports périodiques, demander ces pouvoirs en déposant un rapport à la Chambre. La Chambre accorde les pouvoirs demandés en approuvant le rapport du comité ¹¹⁷. Elle peut aussi simplement adopter une motion pour conférer au comité les pouvoirs dont il a besoin ¹¹⁸.

- 107. Voir, par exemple, Journaux, 5 novembre 1997, p. 196-197; 18 novembre 1997, p. 224-225.
- 108. Un amendement à la motion d'approbation du rapport final visant à renvoyer de nouveau le rapport au comité peut être apporté sans qu'il faille une motion portant reconstitution du comité. Voir la décision du Président Macnaughton, Journaux, 1° décembre 1964, p. 941-947.
- 109. Voir, par exemple, le Comité mixte spécial sur un code de conduite de la première session (1994-1996) et de la deuxième session (1996-1997) de la 35° législature, *Journaux*, 19 juin 1995, p. 1801-1802; 12 mars 1996, p. 83-84.
- 110. Voir, par exemple, Journaux, 29 janvier 1988, p. 2092-2093.
- 111. Voir, par exemple. Journaux, 29 octobre 1990, p. 2183.
- 112. Voir, par exemple, Journaux, 10 octobre 1990, p. 2094.
- 113. Voir, par exemple, Journaux, 23 février 1994, p. 186.
- 114. Voir, par exemple, Journaux, 16 mars 1994, p. 263. L'article 119.1(1) du Règlement limite les comités aux installations de télédiffusion fournies par la Chambre.
- 115. Voir, par exemple, le pouvoir de demander le soutien du gouvernement pour la rédaction (*Journaux*, 22 novembre 1991, p. 717); le pouvoir d'utiliser le canal parlementaire de télévision pour diffuser des messages (*Journaux*, 6 avril 1990, p. 1511).
- 116. Art. 121(1) du Règlement.
- 117. Voir, par exemple, Journaux, 25 février 1994, p. 206; 7 mars 1994, p. 214.
- 118. Voir, par exemple, Journaux, 6 avril 1990, p. 1511.

COMITÉS MIXTES

Les comités mixtes, qui peuvent être permanents ou spéciaux, sont composés de députés et de sénateurs. Les comités mixtes permanents sont établis en vertu du Règlement de la Chambre des communes et du Règlement du Sénat¹¹⁹. Ils s'occupent soit de questions administratives intéressant les deux chambres, soit de domaines qui concernent toute la sphère fédérale.

Les comités mixtes spéciaux sont mis sur pied par une motion des deux chambres pour étudier des questions d'intérêt public d'une grande importance. La chambre qui souhaite prendre l'initiative d'un comité mixte spécial adopte une motion tendant à établir ce comité et y joint une disposition invitant l'autre chambre à participer aux travaux du comité proposé 120. Outre l'objet de l'étude, la motion comprend toutes les indications que la chambre d'où émane la motion peut décider de donner au comité, et la liste des pouvoirs qui lui sont délégués. Elle peut également nommer les membres du comité ou préciser les modalités du choix des membres. Les décisions de la première chambre au sujet de la composition, du mandat et des pouvoirs du comité mixte proposé sont communiquées par message à l'autre chambre. Bien que chacune des chambres conserve le contrôle à l'égard de ses propres membres au sein du comité, toutes deux doivent s'entendre sur le mandat et les pouvoirs du comité pour que celui-ci puisse entamer ses travaux. Une fois reçue la demande de participer à un comité mixte, l'autre chambre adopte, si elle le souhaite, une motion tendant à établir le comité et y ajoute une disposition à renvoyer à la chambre d'origine signifiant qu'elle accède à la demande. Une fois la première chambre informée de l'accord de la deuxième chambre, le comité peut être organisé. Un comité mixte spécial cesse d'exister lorsqu'il a présenté son rapport final aux deux chambres ou lorsqu'il y a prorogation.

Mandat

Comités mixtes permanents

Le Règlement prévoit trois comités mixtes permanents: Bibliothèque du Parlement, langues officielles et examen de la réglementation ¹²¹. Il incombe au Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement d'examiner l'efficacité, l'administration et le fonctionnement de la Bibliothèque du Parlement, qui est au service de la

^{119.} Voir l'article 104(3) du Règlement de la Chambre et les articles 86(1) a) à e) du Règlement du Sénat.

^{120.} Typiquement, la motion se termine sur une demande qui prend cette forme: «qu'un message soit envoyé au Sénat le priant de se joindre à la Chambre pour les fins susmentionnées ». Voir, par exemple, Journaux, 16 mars 1994, p. 263.

^{121.} Art. 104(3) du Règlement. Depuis 1867, il y a eu deux autres comités mixtes permanents, celui des impressions et celui du restaurant du Parlement. Il est toujours fait mention de ces comités à l'article 86(1) du Règlement du Sénat. La mention du Comité mixte permanent des impressions est disparue du Règlement de la Chambre des communes en 1986 (voir *Journaux*, 6 février 1986, p. 1644-1666, surtout p. 1657, et 13 février 1986, p. 1710). Le Règlement n'a jamais parlé du Comité mixte permanent du restaurant du Parlement, mais la Chambre a commencé à y nommer des membres en 1909 (voir *Journaux*, 10 février 1909, p. 69). C'est au cours de la première session de la 30^a législature que des membres ont été nommés pour la dernière fois à ce comité (voir *Journaux*, 14 mars 1980, p. 168-170).

814

Chambre des Communes et du Sénat ¹²². Le mandat de ce comité découle d'une disposition législative qui fait relever la Bibliothèque du Parlement de l'autorité des Présidents de la Chambre et du Sénat, précisant qu'ils doivent se faire assister par un comité mixte ¹²³.

Le Comité mixte permanent des langues officielles est chargé d'étudier, pour en faire rapport, les politiques et les programmes de langues officielles, y compris les rapports annuels du commissaire aux langues officielles, qui sont renvoyés d'office au Comité dès leur dépôt à la Chambre ¹²⁴. Le mandat de ce comité découle d'une disposition législative exigeant qu'un comité d'une des deux chambres ou des deux soit chargé spécialement de suivre l'application de la *Loi sur les langues officielles* et la mise en œuvre des rapports présentés en vertu de cette loi ¹²⁵.

Le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation ¹²⁶ a pour mandat l'étude et l'examen des textes réglementaires ¹²⁷. Ce mandat est énoncé en partie dans le Règlement ¹²⁸ et en partie dans la *Loi sur la révision des lois* et la *Loi sur les textes réglementaires* ¹²⁹. Au début de chaque session, le Comité présente un rapport sur l'étude du processus de réglementation, proposant un mandat plus détaillé. Lorsque le rapport est approuvé, le mandat ainsi proposé devient un ordre de renvoi au Comité pour le reste de la session ¹³⁰.

Comités mixtes spéciaux

Le mandat d'un comité mixte spécial est contenu dans l'ordre de renvoi qui établit le comité. Ces dernières années, les comités mixtes spéciaux ont été mis sur pied pour étudier des questions comme la garde des enfants ¹³¹, la défense ¹³² et la politique étrangère ¹³³, un code de conduite pour les députés et sénateurs ¹³⁴ et la réforme du Sénat ¹³⁵. Des questions constitutionnelles ont souvent été confiées à des comités mixtes spéciaux ¹³⁶. Il est arrivé aussi qu'on charge des comités mixtes spéciaux

- 122. Art. 108(4)a) du Règlement.
- 123. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 74(1).
- 124. Art. 108(4)b) du Règlement.
- 125. L.R.C. 1985, ch. 31 (4° supp.), art. 88, tel que modifié par L.C. 1995, ch. 11, art. 30.
- 126. La nature et le rôle du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation sont exposés en détail au chapitre 17, «Les décrets-lois».
- 127. Un texte réglementaire est une règle, un décret, un règlement ou autre texte, selon la définition de l'article 2(1) de la Loi sur les textes réglementaires, L.R.C. 1985, ch. S-22.
- 128. Art. 108(4)c) du Règlement.
- 129. L.R.C. 1985, ch. S-20, art. 19(3) et ch. S-22, art. 19.
- 130. Voir, par exemple, Journaux, 24 avril 1996, p. 254; 29 mai 1996, p. 457.
- 131. Journaux, 18 novembre 1997, p. 224-225.
- 132. Journaux, 23 février 1994, p. 186-187.
- 133. Journaux, 16 mars 1994, p. 262-265.
- 134. Journaux, 12 mars 1996, p. 83-84.
- 135. Journaux, 22 décembre 1982, p. 5493-5494.
- 136. Journaux, 23 octobre 1980, p. 601-603; 16 juin 1987, p. 1100-1102; 17 décembre 1990, p. 2488-2490; 17 mai 1991, p. 43; 19 juin 1991, p. 226-227; 1^{et} octobre 1997, p. 59-61; 28 octobre 1997, p. 158-161.

d'étudier des mesures législatives, soit en les autorisant à élaborer un projet de loi 137, soit en leur renvoyant un projet de loi après la deuxième lecture 138.

Pouvoirs

Comme un comité mixte n'existe qu'en vertu d'un ordre des deux chambres, les pouvoirs conférés par la Chambre des communes à un comité ne peuvent être exercés que si des pouvoirs semblables sont accordés par le Sénat¹³⁹. Chacune des chambres accorde certains pouvoirs à ses comités selon les règles qu'elle s'est données; si des pouvoirs supplémentaires sont nécessaires, ils doivent être accordés par ordre spécial. Les motions donnant ces pouvoirs à un comité mixte peuvent varier dans leur libellé, étant donné les différences entre les règlements des deux chambres, mais, pour qu'un comité mixte puisse exercer un pouvoir, il doit avoir reçu le pouvoir d'ordres émanant des deux chambres. Ainsi, le Règlement du Sénat interdit aux comités de siéger pendant les séances du Sénat¹⁴⁰. Si l'on veut qu'un comité mixte puisse siéger à tout moment (comme la Chambre le permet), le Sénat doit adopter un ordre spécial¹⁴¹.

Comités mixtes permanents

Les pouvoirs accordés par la Chambre aux comités mixtes permanents sont identiques à ceux consentis aux autres comités permanents de la Chambre:

- Étudier toutes les questions que la Chambre peut leur renvoyer et faire enquête à cet égard;
- · Faire rapport périodiquement;
- · Convoquer des témoins et exiger la production de documents et dossiers;
- · Siéger lorsque la Chambre siège et pendant ses ajournements;
- Tenir des séances communes avec d'autres comités de la Chambre;
- Faire imprimer des documents et des témoignages;
- Déléguer à des sous-comités tous ses pouvoirs sauf celui de faire rapport directement à la Chambre 142.

^{137.} Journaux, 22 novembre 1991, p. 717-718.

^{138.} Journaux, 20 mars 1993, p. 2742-2743.

^{139.} L'article 90 du Règlement du Sénat dispose qu'un comité permanent « est autorisé à faire enquête et rapport sur toute question que le Sénat lui soumet de temps à autre, à envoyer chercher, au besoin, des personnes, documents et dossiers, et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont l'impression s'impose. »

^{140.} Art. 95(4) du Règlement du Sénat.

^{141.} Voir, par exemple, Journaux du Sénat, 30 mai 1991, p. 59; 10 mai 1994, p. 253.

^{142.} Art. 108(1) du Règlement. Cette disposition ne fait aucune distinction entre les comités permanents de la Chambre et les comités mixtes permanents de la Chambre et du Sénat.

Comités mixtes spéciaux

En outre, le Règlement accorde aux comités mixtes permanents une autorisation de dépenser limitée ¹⁴³ et le pouvoir de télédiffuser ses délibérations ¹⁴⁴, de retenir les services de spécialistes et de personnel professionnel, technique et de soutien ¹⁴⁵, de fixer un quorum réduit ¹⁴⁶ pour l'audition de témoignages ¹⁴⁷ et de demander au gouvernement de donner une réponse globale à tout rapport remis à la Chambre ¹⁴⁸.

Les comités mixtes spéciaux ont seulement les pouvoirs prévus dans l'ordre de renvoi qui les établit. Les pouvoirs accordés à ces comités dépendent du mandat qui leur est donné. Ils peuvent se voir accorder des pouvoirs semblables à ceux que le Règlement confère aux comités mixtes permanents ¹⁴⁹. On leur accorde souvent des pouvoirs supplémentaires en ce qui concerne les déplacements ¹⁵⁰ et la télédiffusion de leurs délibérations ¹⁵¹.

SOUS-COMITÉS

Les sous-comités sont aux comités ce que ceux-ci sont à la Chambre; l'entité principale est soulagée d'une partie de sa charge de travail en déléguant une partie de son mandat ou une tâche particulière à un petit groupe. Les comités ne peuvent établir des sous-comités que si ce pouvoir leur a été accordé. Il est arrivé à l'occasion que la Chambre établisse directement un sous-comité ou ordonne qu'une étude soit effectuée par un sous-comité ¹⁵². Les délibérations des sous-comités ont un caractère collégial et sont dépourvues de toute formalité. Souvent, leur composition n'est pas à l'image de la représentation des partis au sein du comité principal, et il est arrivé que des membres n'appartenant pas au parti ministériel les président.

- 143. Art. 121 du Règlement. Le Guide des politiques financières des comités de la Chambre des communes prévoit que les budgets de chacun des comités mixtes permanents doivent être partagés entre les deux chambres du Parlement au prorata des députés et des sénateurs que compte chaque comité. Voir Guide des politiques financières des comités, septembre 1997, paragraphe A-2.3.
- 144. Art. 119.1 du Règlement.
- 145. Art. 120 du Réglement.
- 146. L'article 118(1) du Règlement réserve à la Chambre le pouvoir de déterminer en consultant le Sénat le quorum des comités mixtes permanents. Le quorum est le nombre de membres qui doivent être présents pour que le comité mixte permanent puisse s'adonner à ses travaux. Le quorum réduit est le nombre de membres, inférieur au quorum, autorisé par le comité pour des fins autres que la prise de décisions.
- 147. Art. 118(2) du Règiement.
- 148. Art. 109 du Règlement.
- 149. Voir, par exemple, Journaux, 22 novembre 1991, p. 717.
- 150. Voir, par exemple, Journaux, 23 février 1994, p. 186; 16 mars 1994, p. 263; 18 novembre 1997, p. 225.
- 151. Voir, par exemple, Journaux, 26 mars 1996, p. 84; 5 novembre 1997, p. 196; 18 novembre 1997, p. 225.
- 152. Voir, par exemple, Journaux, 4 août 1982, p. 5266-5267; 28 mai 1984, p. 665-666; 9 octobre 1986, p. 66.

Les comités permanents (y compris, en ce qui concerne la Chambre, les comités mixtes permanents) ont le pouvoir d'établir des sous-comités. Pour constituer des sous-comités, les comités permanents peuvent faire appel non seulement aux membres en titre, mais aussi aux membres associés. Les comités spéciaux peuvent établir des sous-comités seulement s'ils y sont autorisés par leur ordre de renvoi. Le Comité de liaison est autorisé, malgré son mandat limité, à créer des sous-comités en faisant appel aux membres du comité et aux députés qui figurent sur la liste des membres associés. 155.

Les comités législatifs ne peuvent mettre sur pied qu'un sous-comité du programme et de la procédure, auquel ils peuvent déléguer le pouvoir d'établir le calendrier des séances, de convoquer des fonctionnaires du gouvernement et des témoins experts et de faire produire des documents et dossiers, sous réserve de l'approbation du comité principal ¹⁵⁶. Comme les comités législatifs ont un mandat très précis (soit l'étude d'un projet de loi), ils n'ont pas besoin de sous-comités, sinon pour assurer la planification. Dépendant de la charge de travail, les comités législatifs n'ont pas toujours estimé nécessaire d'établir un sous-comité.

La plupart des comités permanents et spéciaux jugent également commode d'établir un sous-comité du programme et de la procédure, aussi appelé comité de direction ou comité directeur, pour planifier les travaux ¹⁵⁷. Les décisions prises par le sous-comité du programme et de la procédure doivent être ratifiées par le comité dans son ensemble, ce qui se fait par adoption d'un rapport du sous-comité contenant ses recommandations sur l'organisation des travaux du comité ¹⁵⁸.

Mandat

Les sous-comités tiennent leur mandat de l'ordre de renvoi adopté par le comité principal. Dans les faits, certains sous-comités sont créés à chaque session et demeurent actifs jusqu'à la fin de la session, tels le sous-comité du programme et de la procédure 159 et les sous-comités chargés d'un aspect particulier du mandat global du comité 160. Des sous-comités peuvent également être formés pour se charger d'une

^{153.} Art. 108(1)a) du Règlement.

^{154.} Art. 108(1)b). Pour de plus amples renseignements sur les membres associés, voir plus loin la section «Substituts — Membres associés».

^{155.} Art. 107(6) du Règlement.

^{156.} Art. 113(6) du Règlement.

^{157.} Des comités peuvent décider de se passer d'un sous-comité du programme et de la procédure. Voir, par exemple, Comité permanent de la santé nationale et du bien-être social, Procès-verbaux et témoignages, 21 octobre 1986, fascicule nº 1, p. 3.

^{158.} Voir, par exemple, Comité permanent des affairas étrangères et du commerce international, Procès-verbal. 23 octobre 1997, séance nº 4.

^{159.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 7 octobre 1997, séance nº 1.

^{160.} Par exemple, le Sous-comité des droits de la personne et du développement international (Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 23 octobre 1997, séance n° 4); le Sous-comité des affaires émanant des députés (Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 21 mai 1991, fascicule n° 1, p. 5; 3 février 1994, fasc. n° 1, p. 9; Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 29 février 1996, séance n° 1; 29 septembre 1997, séance n° 1).

étude précise ¹⁶¹; ces sous-comités cessent d'exister dès qu'ils ont remis leur rapport final au comité principal. Si leur travail est interrompu par la prorogation, le comité principal peut décider de les reconstituer au cours de la session suivante ¹⁶².

Pouvoirs

Les sous-comités ne possèdent que les pouvoirs qui leur sont conférés par le comité principal. Habituellement, les sous-comités auxquels a été déléguée une partie du mandat permanent du comité ou ceux qui effectuent des études spéciales reçoivent l'ensemble des pouvoirs du comité principal ¹⁶³. Lorsque la Chambre accorde des pouvoirs supplémentaires à un comité permanent par ordre spécial, le comité peut accorder ces pouvoirs à ses sous-comités. Les comités spéciaux peuvent déléguer à un sous-comité tout pouvoir qui leur est accordé par leur ordre de renvoi, y compris celui de se déplacer et des pouvoirs spéciaux de télédiffusion ¹⁶⁴. Les sous-comités ne peuvent toutefois pas faire rapport directement à la Chambre ¹⁶⁵.

Dépendant de sa vocation, un sous-comité peut avoir une liste de pouvoirs plus restreinte que celle du comité principal 166. D'ordinaire, comme leur fonction est uniquement de préparer les travaux du comité principal, les sous-comités du programme et de la procédure n'ont pas le pouvoir de convoquer des témoins ni d'exiger la production de documents.

Lorsqu'un sous-comité a besoin de pouvoirs supplémentaires, il peut présenter sa demande sous la forme d'un rapport au comité principal. Si les pouvoirs demandés vont au-delà de ce que le comité principal peut déléguer, ce dernier peut les demander en adressant un rapport à la Chambre, ou celle-ci peut adopter une motion pour les accorder directement ¹⁶⁷.

^{161.} Voir, par exemple, Sous-comité de l'étude des sports au Canada (Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal, 5 novembre 1997, séance n° 5).

^{162.} Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbal, 7 mars 1996, séance nº 1.

Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal, 5 novembre 1997, séance nº 5.

^{164.} Voir, par exemple, Journaux, 27 mars 1990, p. 1417.

^{165.} L'article 108(1)a) du Règlement ne permet pas aux comités permanents de déléguer à un sous-comité le pouvoir de faire directement rapport à la Chambre. Une restriction semblable figure habituellement dans l'ordre de renvoi établissant un comité spécial. Il est arrivé à l'occasion que la Chambre accorde à un sous-comité le pouvoir de faire rapport directement. Voir Journaux, 17 février 1993, p. 2523; 23 février 1993, p. 2546 (Sous-comité sur la recodification de la partie générale du Coc criminel du Comité permanent de la justice et du solliciteur général); et Journaux, 19 avril 1993, p. 2796; 20 avril 1993, p. 2812-2814; 28 mai 1993, p. 3057-3071 (Sous-comité du projet de loi C-62 (Loi concernant les télécommunications) du Comité permanent des communications et de la culture).

^{166.} Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 23 octobre 1997, séance nº 4.

^{167.} Voir, par exemple, Journaux, 24 avril 1985, p. 506; 10 mai 1985, p. 602; 5 décembre 1995, p. 2208.

Composition

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les comités ne peuvent assumer les responsabilités qui leur sont confiées tant que leurs membres n'ont pas été nommés. Au début de la première session d'une légis-lature 168, le leader du gouvernement à la Chambre propose habituellement une motion 169 tendant à nommer le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui agit comme comité de sélection 170, c'est-à-dire qu'il dresse la liste des membres qui feront partie des comités permanents de la Chambre (ou, dans le cas des comités mixtes permanents, la liste des représentants de la Chambre au sein de ces comités). Il incombe également au Comité de nommer les membres des comités législatifs et d'apporter des modifications à la composition des comités permanents. Il peut aussi être appelé à proposer la liste des membres d'un comité spécial. Les membres du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre restent en poste de session en session pendant toute la durée d'une législature. Le Comité a décidé de déléguer aux whips des partis reconnus le pouvoir d'établir la composition des comités 171.

La composition des comités reflète généralement la représentation relative des divers partis reconnus à la Chambre. Lorsque le parti au pouvoir est majoritaire à la Chambre, il a aussi la majorité dans tous les comités de la Chambre. D'ordinaire, les députés indépendants n'ont pas fait partie des comités ¹⁷².

Les comités doivent se composer de députés, qui peuvent faire partie de plus d'un comité. Aucune règle n'interdit que n'importe quel député soit nommé à un comité, mais les pratiques qui ont cours écartent normalement certains députés qui

- 168. Art. 104(1) du Règlement. À au moins une occasion, la Chambre n'a pas constitué les comités pendant la première session de la législature; le comité de sélection a été mis sur pied au début de la deuxième session. Voir *Journaux*, 6 avril 1989, p. 50.
- 169. Voir, par exemple, Journaux, 23 septembre 1997, p. 12-13.
- 170. Autrefois, la Chambre établissait un comité uniquement pour agir comme comité de sélection. Cela s'est fait pour la dernière fois en 1989 (voir *Journaux*, 6 avril 1989, p. 50). En 1991, le rôle du comité de sélection a été ajouté au mandat du Comité de la gestion de la Chambre (*Journaux*, 11 avril 1991, p. 2905-2932, et surtout p. 2922), et il fait maintenant partie du mandat du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre (*Journaux*, 25 janvier 1994, p. 58-61).
- 171. Dans les faits, la Chambre nomme les whips de tous les partis au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre. Le Comité adopte à sa séance d'organisation une motion libellée à peu près comme il suit: «Que l'autorité du Comité en tant que Comité de sélection conformément aux articles 104, 113 et 114 du Règlement soit déléguée aux cinq whips et, s'il y a unanimité et qu'un exemplaire du rapport a été signé par les cinq whips ou leurs représentants, que leurs recommandations soient soumises directement au président du Comité, qui les présentera à la Chambre au nom du Comité » (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 29 septembre 1997, séance n° 1). Le nombre de whips figurant dans la motion varie d'une législature à l'autre selon le nombre de partis reconnus à la Chambre.
- 172. Un député indépendant, Anthony Roman (York-Nord), a été membre de deux comités (voir Comité permanent des comptes publics, *Procès-verbaux et témoignages*, 18 mars 1986, fascicule n° 32, p. 10; Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, *Procès-verbaux et témoignages*, 5 février 1987, fasc. n° 4, p. 4).

ont d'autres fonctions parlementaires: le Président ¹⁷³ et les autres députés qui occupent le fauteuil de la présidence ¹⁷⁴, les ministres ¹⁷⁵ (y compris le premier ministre ¹⁷⁶) et les chefs des partis reconnus. Les secrétaires parlementaires sont normalement nommés aux comités permanents qui ont un mandat se rapportant à leur domaine de responsabilité ¹⁷⁷. Les listes des membres des comités permanents, législatifs et spéciaux, des sous-comités et du Comité de liaison sont publiées chaque semaine dans les *Débats* et se trouvent également sur le site Web du Parlement ¹⁷⁸.

Seuls les membres d'un comité (ou les substituts officiellement désignés) peuvent proposer des motions, voter et faire partie du quorum. Les autres députés peuvent assister aux séances, interroger les témoins et participer aux délibérations publiques du comité, à moins que la Chambre ou le comité n'en dispose autrement. Ils ne peuvent toutefois pas proposer des motions, voter ni faire partie du quorum 179. La question de la présence des députés aux réunions à huis clos relève du comité; cependant, ceux-ci se retirent habituellement lorsque le comité délibère sur un rapport à la Chambre.

- 173. Le Président était autrefois nommé d'office coprésident des Comités mixtes de la Bibliothèque du Parlement et du restaurant du Parlement. Le Président peut à l'occasion présider un comité spécial. Le Président Jerome a présidé le Comité spécial des droits et immunités des députés et le Comité spécial de la radiotélédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités. Voir Journaux, 13 décembre 1976, p. 230 et 25 janvier 1977, p. 287-288.
- 174. Les députés qui occupent le fauteuil de la présidence, en dehors du Président, peuvent être appelés à présider des comités législatifs, conformément à l'article 112 du Règlement. Le vice-président Danis a été président du Comité spécial chargé d'examiner la Loi sur le Parlement du Canada (voir Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011).
- 175. Le dernier ministre qui ait été nommé membre d'un comité a été Alan MacEachen, qui a été appelé à remplacer Mitchell Sharp au Comité de sélection pendant la deuxième session de la 30° législature (1976-1977) (voir Journaux, 1" novembre 1976, p. 92). En 1990, Marcel Danis, qui, à titre de vice-président, avait été nommé président du Comité spécial d'examen de la Loi sur le Parlement du Canada, a conservé la présidence du Comité même après sa nomination au Cabinet (Journaux, 6 mars 1990, p. 1290).
- 176. Dans les premières années de la Confédération, le premier ministre a fait partie de divers comités permanents (voir, par exemple, Journaux, 15 novembre 1867, p. 16 et 21-22). Le dernier premier ministre qui ait été nommé à un comité permanent a été William Lyon Mackenzie King, qui a fait partie du Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement jusqu'en 1926 (voir Journaux, 16 mars 1926, p. 152).
- 177. Pour donner suite à une recommandation du Comité spécial de la réforme de la Chambre (Comité McGrath), il a été interdit aux secrétaires parlementaires de faire partie des comités permanents de leur domaine de responsabilité (voir le troisième rapport, juin 1985, p. 20, recommandation 4.5; Journaux, 6 février 1986, p. 1644-1666, et surtout p. 1657). L'absence des secrétaires parlementaires a privé le gouvernement d'un représentant officiel aux comités et a été considérée par certains comme un obstacle au travail des comités (voir Débats, 9 avril 1991, p. 19194-19197). L'interdiction de la participation des secrétaires parlementaires a été levée en 1991 (voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2932, et aurtout p. 2923).
- 178. Voir, par exemple, Débats, 20 novembre 1998, annexe, p. 17-25. L'adresse du site Web est «http://www.parl.gc.ca/».
- 179. Art. 119 du Règlement.

821

Comités permanents

Le Règlement dispose que les comités permanents se composent de 16 à 18 membres ¹⁸⁰. Dans les 10 jours de séance suivant sa nomination, au début de la législature, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre est tenu de communiquer à la Chambre la liste des membres des comités permanents ¹⁸¹. La liste doit être révisée chaque année dans les 10 jours de séance suivant l'ajournement pour la période estivale prévu au calendrier parlementaire et de nouveau au début de chaque session, étant entendu que le Comité présente un seul rapport de cette nature entre le troisième lundi de septembre et le 31 décembre ¹⁸².

La composition des comités permanents devient officielle lorsque la Chambre approuve le rapport du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre 183. Jusqu'à l'approbation du rapport, les listes préalablement approuvées par la Chambre, s'il en existe, restent en vigueur 184.

Comités législatifs

Il appartient également au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre de nommer les membres des comités législatifs, qui sont établis au gré des besoins. Dans les cinq jours de séance suivant le début du débat sur une motion tendant à établir un comité législatif ou à renvoyer un projet de loi à un comité législatif, le Comité doit se réunir pour dresser la liste des membres, dont le nombre est limité à 15 ¹⁸⁵. La liste ne comprend pas le président, qui est nommé séparément par le Président de la Chambre à partir du comité des présidents ¹⁸⁶. Le rapport, qui doit être présenté à la Chambre au plus tard le jeudi suivant ¹⁸⁷, est adopté d'office à sa présentation.

Comités spéciaux

Le Règlement dispose que les comités spéciaux ne peuvent compter plus de 15 membres 188. La composition de ces comités peut être arrêtée de plusieurs façons:

- 180. Art. 104(2) du Règlement.
- 181. Art. 104(1) du Règlement.
- 182. La situation ne s'est pas présentée depuis l'ajout au Règlement, en 1987, de la disposition interdisant la présentation d'un deuxième rapport (voir Journaux, 3 juin 1987, p. 1016-1028, et surtout p. 1023-1024).
- 183. Voir, par exemple, Journaux, 30 septembre 1997, p. 45-52.
- 184. Le 49° rapport du Comité, présenté le 5 octobre 1990 (voir Journaux, p. 2074-2078), a proposé de nouvelles listes de membres pour tous les comités permanents et mixtes permanents. Aucune motion d'approbation du 49° rapport n'a été proposée avant la prorogation, le 12 mai 1991, et les comités ont poursuivi leurs travaux jusqu'à la prorogation avec leur composition qui existait avant la présentation du rapport.
- 185. Art. 113(1) du Règlement.
- 186. Art. 113(2) du Règlement. Pour de plus amples renseignements sur le comité des présidents, voir plus loin la rubrique « Présidents et vice-présidents ».
- 187. Par exemple, le débat sur la deuxième lecture du projet de loi C-79 (Loi modifiant la Loi électorale du Canada) a débuté le mercredi 16 mars 1988. Le rapport sur la composition du comité a été présenté le jeudi 24 mars 1988. Voir Journaux, 16 mars 1988, p. 2303; 24 mars 1988, p. 2412-2413.
- 188. Art. 105 du Règlement.

l'ordre de renvoi qui établit le comité peut préciser quels députés en sont membres l¹⁸⁹; les membres peuvent être nommés par un ordre distinct de la Chambre l¹⁹⁰; ou encore l'ordre de renvoi établissant le comité spécial peut donner instruction à un comité de sélection d'établir et produire une liste de députés l¹⁹¹. Le rapport du comité de sélection doit recevoir l'approbation de la Chambre.

Comités mixtes

Les comités mixtes, qu'ils soient permanents ou spéciaux, ont une composition qui reflète le rapport numérique qui existe entre les deux chambres ¹⁹². La représentation de la Chambre dans les comités mixtes est établie selon la procédure prévue pour le même type de comité (permanent ou spécial) à la Chambre. La liste des députés membres des comités mixtes permanents est arrêtée par l'approbation d'un rapport du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre ¹⁹³. La liste des députés membres des comités mixtes spéciaux peut figurer dans l'ordre de renvoi qui établit le comité ¹⁹⁴; les députés peuvent aussi être nommés plus tard, par l'adoption d'une motion de la Chambre ¹⁹⁵ ou d'un rapport du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre ¹⁹⁶. Dans tous les cas, la Chambre doit communiquer par message au Sénat la liste des députés qui la représenteront. La Chambre peut communiquer l'ordre de renvoi (s'il contient la liste des membres) ¹⁹⁷ ou un message distinct ¹⁹⁸.

- 189. Voir, par exemple, le Comité spécial sur les pluies acides (Journaux, 9 octobre 1986, p. 64-65).
- Voir, par exemple, le Comité spécial sur la réforme des pensions (Journaux, 1st mars 1983, p. 5654; 9 mars 1983, p. 5684).
- 191. Voir, par exemple, Journaux, 30 mars 1993, p. 2742; 2 avril 1993, p. 2784-2785. On a essayé de s'écarter d'un ordre exigeant la présentation d'une liste de députés en présentant un rapport prévoyant un mécanisme par lequel le whip d'un parti désignerait des membres de temps à autre, mais cette procédure a été déclarée irrecevable (voir Journaux, 19 juin 1991, p. 226-227; 25 septembre 1991, p. 393; Débats, 25 septembre 1991, p. 2712-2718; 27 septembre 1991, p. 2823-2825). Il est arrivé au moins une fois que l'instruction ait prévu que le rapport du comité de sélection serait adopté d'office à son dépôt à la Chambre (Journaux, 30 mars 1993, p. 2742).
- 192. L'article 104(3) du Règlement stipule que la composition des comités mixtes permanents est proportionnelle, mais le Règlement est muet, à cet égard, en ce qui concerne les comités mixtes spéciaux. Vu la représentation des partis dans les deux chambres à tel moment donné, la représentation proportionnelle au sein d'un comité mixte peut n'être qu'approximative. Voir, par exemple, Journaux, 19 juin 1991, p. 226-227.
- 193. Art. 104(3) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 30 septembre 1997, p. 45-52.
- 194. L'ordre de renvoi peut nommer directement les membres (*Journaux*, 13 décembre 1983, p. 37) ou cela peut se faire par référence. Ainsi, les membres du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ont été désignés pour représenter la Chambre au Comité mixte spécial sur un code de conduite (*Journaux*, 12 mars 1996, p. 83).
- 195. Voir, par exemple, Journaux, 5 décembre 1997, p. 353-354.
- 196. Voir, par exemple, Journaux, 30 mars 1993, p. 2742; 2 avril 1993, p. 2784-2785.
- 197. Voir, par exemple, Journaux, 13 décembre 1983, p. 37-38.
- 198. Voir, par exemple, Journaux, 2 avril 1993, p. 2784-2785.

Sous-comités

D'habitude, la composition des sous-comités est déterminée par le comité principal. Leurs membres peuvent être nommés directement par l'ordre de renvoi que le comité principal adopte ¹⁹⁹ ou par le président du comité principal, après consultation des whips des partis ²⁰⁰. Ils peuvent être choisis parmi les membres du comité ou dans la liste des membres associés dressée par le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre ²⁰¹. Il est arrivé que la Chambre nomme directement les membres d'un sous-comité ²⁰². Le comité principal peut modifier la composition d'un sous-comité si c'est lui qui a nommé les membres, mais non si c'est la Chambre qui l'a fait ²⁰³.

Lorsque des comités ont décidé de se doter d'un sous-comité du programme et de la procédure (comité de direction), la composition du sous-comité a varié considérablement selon les besoins propres aux comités. Le plus souvent, le sous-comité comprend le président du comité, les vice-présidents, des représentants de chacun des autres partis reconnus et, dans le cas des comités chargés d'un ministère, le secrétaire parlementaire en cause ²⁰⁴.

La composition d'un sous-comité ne doit pas nécessairement refléter la représentation des partis au comité principal ou à la Chambre. Ainsi, le Sous-comité des affaires émanant des députés est présidé par un député ministériel et compte uniquement un représentant de chaque parti reconnu²⁰⁵.

Substituts

En 1985, le Comité McGrath a recommandé que les députés soient eux-mêmes responsables de trouver leurs propres substituts lorsqu'il leur est impossible d'assister

- 199. Voir, par exemple, le Sous-comité des affaires émanant des députés (Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbal*, 29 septembre 1997, séance nº 1).
- 200. La motion tendant à nommer les membres précise habituellement «après la consultation habituelle des whips ». Les membres de comité de chaque parti consultent au besoin le whip de leur parti et communiquent ensuite au président le nom de leur(s) membre(s) au sein du sous-comité (voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal*, 23 octobre 1997, séance n° 4, et Comité permanent du patrimoine canadien, *Procès-verbal*, 5 novembre 1997, séance n° 5). Cette procédure permet par la suite d'apporter des modifications à la composition du sous-comité à la discrétion du whip, sans que le comité doive adopter un ordre.
- 201. Art. 108(1)b) du Règlement. Un comité a été autorisé à nommer au sein d'un sous-comité des députés qui n'étaient ni membres du comité ni membres associés (*Journaux*, 9 mars 1983, p. 5684).
- 202. Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1985, p. 907.
- 203. Voir, par exemple, Journaux, 1st octobre 1985, p. 1052.
- 204. Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 7 octobre 1997, séance nº 1.
- 205. Voir également, par exemple, le Sous-comité des séances de la Chambre et le Sous-comité sur les services aux députés du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (Comité de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbal*, 28 octobre 1997, séance n° 3). Voir également le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés ».

à des séances de leur comité ²⁰⁶. Lorsque les membres d'un comité permanent ou mixte permanent sont incapables d'assister aux séances de leur comité, le Règlement prévoit leur remplacement par des substituts désignés ²⁰⁷. Le substitut a les mêmes droits et privilèges que le membre en titre qu'il remplace. Sa présence compte pour le calcul du quorum, il peut participer au débat, proposer des motions et voter ²⁰⁸. Le remplacement ne peut se faire en la présence du député en titre qu'il s'agit de remplacer. Ainsi, un membre, par exemple le secrétaire parlementaire, qui est convoqué comme témoin devant un comité dont il est membre ne peut se faire remplacer à cette séance, mais il conserve son droit de participer et celui de voter sur toutes les décisions que le comité peut prendre pendant cette séance ²⁰⁹.

Les membres d'un comité permanent peuvent déposer auprès du greffier du comité une liste comprenant au plus 14 députés de leur parti qui peuvent agir comme substituts au besoin. La liste doit être déposée dans les cinq jours de séance suivant la séance d'organisation du comité, et les modifications à la liste peuvent être déposées plus tard au besoin²¹⁰. L'avis d'un remplacement par un substitut de la liste doit être communiqué la veille par le député au whip du parti. Après avoir signé l'avis, le whip le transmet au greffier du comité²¹¹. Si aucune liste de substituts n'est déposée auprès du greffier et si celui-ci ne reçoit aucun avis, le whip peut prendre l'initiative d'un remplacement en déposant un avis auprès du greffier du comité²¹². Aux fins d'un remplacement, le whip peut choisir n'importe quel député de son parti ou des députés indépendants figurant dans la liste des membres associés du comité²¹³.

- 206. Voir Comité spécial de la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, juin 1985, p. 20-21. Après la présentation du rapport, une disposition a été ajoutée au Règlement exigeant que les membres de comités permanents déposent une liste de substituts. Ceux qui négligeaient de le faire étaient retirés du comité. (Voir Journaux, 6 février 1986, p. 1644-1666, et surtout p. 1659-1660, et 3 février 1986, p. 1710. On trouvera un exemple de l'application de cette disposition dans Journaux, 29 mai 1986, p. 2234-2235.) En 1994, le dépôt de la liste des substituts a été rendu facultatif et la disposition excluant les députés qui ne le faisaient pas a été supprimée (voir Journaux, 25 janvier 1994, p. 58-61, et surtout p. 61).
- 207. Au besoin, une série de substituts peut remplacer un membre donné pendant une séance, mais un seul remplacement s'applique à la fois. Voir, par exemple, Comité permanent des finances, *Procès-verbal*, 7 mai 1998, séance nº 82.
- 208. Voir la décision du Président Parent, Débats, 7 novembre 1996, p. 6225-6226.
- Voir, par exemple, Comité permanent des consommateurs et des sociétés, Procès-verbaux et témoignages,
 novembre 1991, fascicule n° 28, p. 3, 39-40.
- 210. Art. 114(2)a) du Règiement.
- 211. Dans les faits, un remplacement s'applique pour n'importe quelle séance ou pour toutes les séances du comité qui ont lieu à la date indiquée sur l'avis plutôt que pour une seule séance donnée. Les députés indépendants sont tenus de faire parvenir leurs avis au whip en chef de l'Opposition officielle, aux termes de l'article 114(2)b) du Règlement.
- 212. L'avis doit être conforme aux exigences. Un avis non conforme a été considéré comme un motif pour invalider une substitution et le vote du substitut a été annulé. Voir Comité des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, fascicule nº 50, 17 juin 1992, p. 6, 44-45.
- 213. Art. 114(2)c) du Règlement. En 1994, Audrey McLaughlin (Yukon), qui n'était pas membre associée, a remplacé un membre en titre du Comité des affaires autochtones et du développement du Grand Nord et elle a voté. Appelé à se prononcer sur la question, le Président Parent a déclaré que le vote devait être annulé (Débats, 20 juin 1994, p. 5582, 5584).

Le Règlement ne prévoit pas de substitutions aux comités législatifs, mais les députés qui ne peuvent s'acquitter de leurs fonctions dans un comité législatif peuvent déposer auprès du greffier du comité un changement dans la composition du comité, signé par le whip du parti²¹⁴. Comme il n'y a aucune limite au nombre et à la fréquence de ces changements, ceux-ci servent aussi bien pour remplacer des membres sur une base permanente que pour permettre de simples substitutions.

Les remplacements ne sont permis dans les comités spéciaux que si ce pouvoir est prévu dans leur ordre de renvoi, et seulement de la manière stipulée. La Chambre a permis les substitutions dans ces comités de la même manière que dans les comités permanents ²¹⁵ et elle a aussi permis que la composition des comités spéciaux soit changée avec un avis signé par le whip en chef d'un parti, comme cela se fait dans les comités législatifs ²¹⁶. Étant donné que d'habitude, l'ordre de renvoi d'un comité spécial ne limite ni le nombre, ni la fréquence de ces changements, ceux-ci servent aussi bien pour les remplacements permanents que pour de simples substitutions.

Normalement, les comités ne prennent aucune disposition explicite au sujet des substitutions lorsqu'ils établissent des sous-comités. La composition d'un sous-comité se résume souvent à une indication du nombre des députés de chaque parti qui en feront partie, au lieu d'une désignation explicite de députés expressément nommés. Cela permet à n'importe quel membre en titre ou membre associé d'un parti, au comité principal, d'assister à une séance donnée du sous-comité, jusqu'à concurrence du nombre maximum fixé par l'ordre de renvoi ²¹⁷.

MEMBRES ASSOCIÉS

Outre les membres en titre des comités, le Règlement prévoit aussi des membres associés. Ceux-ci peuvent être nommés membres de sous-comités et agir comme substituts des membres en titre qui ne peuvent assister à certaines séances. Lorsqu'ils siègent à des sous-comités ou remplacent des membres en titre, ils ont tous les droits des membres en titre: leur présence compte pour le quorum, ils peuvent participer au débat, proposer des motions et voter²¹⁸. Le recours aux membres associés pour former des sous-comités aide à alléger la charge de travail des membres en titre des comités²¹⁹. Cela permet aussi aux députés qui ont un intérêt spécial

^{214.} Art. 114(3) du Règlement. Voir Journaux, 10 décembre 1990, p. 2434-2435.

^{215.} Voir, par exemple, Journaux, 21 septembre 1994, p. 712-713.

^{216.} Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1997, p. 224-225.

^{217.} Voir, par example, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 23 octobre 1997, séance nº 4.

^{218.} Voir la décision du Président Parent, Débats, 7 novembre 1996, p. 6225-6226.

^{219.} Pour s'acquitter de leur mandat, certains comités ont opté pour une formule différente de celle des sous-comités, avec la participation des membres associés. Ces comités se divisent en « groupes », donc chacun est chargé d'une partie du mandat du comité. Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international s'est divisé en deux groupes » qui accueilleront [les délégations étrangères] à tour de rôle [...] » (Comité des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal*, séance n° 1, 8 octobre 1997). Le Comité des finances s'est divisé en deux groupes pour tenir simultanément des audiences à plusieurs endroits dans le cadre de ses consultations prébudgétaires (Comité permanent des finances, *Procès-verbal*, 7 octobre 1997, séance n° 2).

pour un domaine étudié par le sous-comité ou possèdent des compétences particulières dans ce domaine de participer aux travaux sans être obligés de devenir membres en titre du comité principal.

Il appartient au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre, en sa qualité de comité de sélection, de dresser et de présenter une liste des membres associés des comités permanents et mixtes permanents ²²⁰.

MEMBRES D'OFFICE

Certains comités ont nommé des «membres d'office», qui n'étaient pas des députés, pour participer à certaines de leurs études. Ces personnes, qui représentaient des groupes expressément visés par les études, pouvaient poser des questions aux témoins, participer aux délibérations et à la rédaction des rapports. Ils ne pouvaient ni proposer des motions ni voter, et leur présence ne comptait pas pour le quorum²²¹.

MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION

Il est généralement accepté qu'un député est tenu d'être présent aux séances du comité auquel il a été dûment nommé ²²². Autrefois, les membres ne pouvaient s'absenter que s'ils pouvaient alléguer une raison quelconque ²²³. Comme les députés sont nommés par la Chambre, ils ne peuvent pas simplement démissionner. Ils ne peuvent quitter leur poste que s'il y a modification de la composition du comité ou si la Chambre prend une décision en ce sens. Les comités eux-mêmes n'ont pas le pouvoir de modifier leur propre composition. Il faut, pour que soit préservée l'importance relative de la représentation de chaque parti au comité, que le retrait d'un membre s'accompagne de la nomination d'un remplaçant.

Lorsqu'un député souhaite démissionner d'un comité permanent, il peut signifier son intention par un avis écrit au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre. Le Comité fait rapport à la Chambre, donnant le nom du député qui souhaite se retirer du comité permanent et celui du député nommé à sa place. Le changement entre en vigueur lorsque la Chambre approuve le rapport du Comité ²²⁴.

- 220. Art. 104(4) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 2 octobre 1998, p. 1114-1115. Les membres du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre sont nommés directement par une motion de la Chambre; ses membres associés sont nommés de la même manière. Voir, par exemple, Journaux, 28 septembre 1998, p. 1086.
- 221. Voir le Sous-comité sur l'autonomie politique des Indiens, Procès-verbaux et témoignages, 6 octobre 1982, fascicule nº 1, p. 8-9, 11; 18 novembre 1982, fasc. nº 6, p. 3; et Sous-comité sur les femmes indiennes et la Loi sur les Indiens, Procès-verbaux et témoignages, 8 septembre 1982, fasc. nº 1, p. 8. En plus des membres d'office, le Sous-comité sur l'autonomie politique des Indiens a nommé des «membres de liaison», qui n'étaient pas députés non plus; ils pouvaient interroger les témoins à la discrétion de la présidence et participer à la rédaction du rapport du Sous-comité.
- 222. Bourinot, 4º 6d., p. 462.
- 223. Les membres étaient autorisés à s'absenter par ordre de la Chambre pour des motifs comme des problèmes de santé ou un âge avancé. Voir, par exemple, Journaux, 24 mars 1873, p. 60.
- 224. Art. 114(2)d) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 15 juin 1989, p. 377. La composition du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, dont les membres sont nommés directement par une motion de la Chambre, ne peut être modifiée que par une autre motion de la Chambre. Voir, par exemple, Journaux, 28 septembre 1998, p. 1086.

Les changements dans la composition des comités législatifs sont apportés au moyen d'un avis à cet effet remis au greffier du comité et signé par le whip en chef du parti du député visé. L'avis indique aussi bien le nom du député qui est retiré du comité que celui du député qui le remplace ²²⁵.

Lorsque la Chambre prend des dispositions à l'égard des modifications de la composition d'un comité spécial dans l'ordre de renvoi créant le comité, ces dispositions sont habituellement semblables à celles qui s'appliquent aux comités législatifs ²²⁶.

En ce qui concerne la représentation de la Chambre au sein des comités mixtes, elle est modifiée selon les procédures utilisées dans le type correspondant de comité de la Chambre (permanent ou spécial)²²⁷.

Comme la composition des sous-comités se résume souvent à une indication du nombre des députés de chaque parti qui en feront partie, au lieu d'une désignation explicite de députés expressément nommés, aucune disposition spéciale ne s'impose pour la modifier.

Présidents et vice-présidents

RÔLE DES PRÉSIDENTS

Le président d'un comité accorde la parole aux députés et aux témoins qui souhaitent intervenir et veille à faire respecter les règles établies par le comité concernant la répartition du temps de parole. En outre, la présidence est également responsable du respect de l'ordre dans les délibérations du comité. Elle n'a toutefois pas le pouvoir de censurer le désordre ni de se prononcer sur une question de privilège; seule la Chambre peut le faire, sur réception d'un rapport du comité ²²⁸.

A aitre de président de séance, le président ne propose pas de motions. Il ne vote pas non plus, sauf dans deux situations: lorsque le comité étudie un projet de loi d'intérêt privé, le président peut voter comme tous les autres membres du comité; et, dans tous les cas, il a une voix prépondérante s'il y a égalité des voix.

Le président signe les rapports du comité à la Chambre et s'assure que le texte présenté à la Chambre est bien celui qui a été accepté par le comité. C'est encore lui, d'habitude, qui présente les rapports du comité à la Chambre²²⁹. Au cours de la Période des questions orales à la Chambre, le président peut répondre à des

^{225.} Art. 114(3) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 8 avril 1991, p. 2848.

^{226.} Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1997, p. 225.

^{227.} Voir, par exemple, Journaux, 12 mars 1996, p. 83-84; 9 février 1998, p. 430.

Art. 117 du Règlement. Le rôle du Président à cet égard est prévu à l'article 10 du Règlement.

^{229.} L'article 35(1) du Règlement permet à tout député de présenter un rapport de comité, mais les usages veulent que cela soit normalement réservé aux membres du comité en cause. Habituellement, les comités adoptent une motion ordonnant au président de présenter le rapport en son nom (voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 3 décembre 1998, séance n° 45). Le président d'un sous-comité chargé d'une étude spéciale a présenté à la Chambre le rapport sur cette étude émanant du comité principal (voir, par exemple, Débats, 3 décembre 1998, p. 10825).

questions, pourvu que celles-ci portent sur les délibérations ou le programme du comité, mais non sur le fond de ses travaux 230.

N'importe quel député peut être appelé à présider un comité pourvu que, sauf dans le cas des comités législatifs, il en soit membre. Le Président et le vice-président de la Chambre ont présidé divers comités étudiant des questions se rapportant à la Chambre ²³¹. À titre de membre d'office du comité des présidents, il est arrivé que le vice-président soit appelé à présider des comités législatifs²³². Normalement, les ministres ²³³, les chefs de parti et les députés indépendants ²³⁴ ne siègent pas aux comités; ils ne peuvent donc en être présidents.

Il est fréquent que les présidents de comités permanents et spéciaux jouent un rôle de leader dans la planification et la coordination du travail des comités et dans la conduite de leurs études.

Les présidents de comités permanents (et coprésidents pour la Chambre des comités mixtes permanents) sont membres d'office du Comité de liaison, chargé de répartir les fonds entre les comités permanents²³⁵.

Les présidents des comités législatifs ont un rôle analogue à celui du président des comités pléniers de la Chambre. Choisis par le Président de la Chambre dans un comité des présidents où tous les partis sont représentés, ils président les délibérations sans participer au débat sur les questions de fond. Les Comités Lefebvre et McGrath ont tous deux parlé de la nécessité de cette impartialité pour justifier la création du comité de présidents pour diriger les comités législatifs 236. Certains présidents de comité législatif ont invoqué ce principe d'impartialité comme motif pour s'abstenir de voter à la Chambre sur le projet de loi dont ils devaient présider l'étude au comité 237. À la différence des présidents d'autres comités, le président d'un comité législatif n'est pas considéré comme un membre du comité, et sa présence ne compte pas aux fins du quorum 238.

- 230. Voir, par exemple, Débats, 24 octobre 1985, p. 7965; 9 mars 1987, p. 3955.
- 231. Le Président de la Chambre a présidé le Comité spécial sur les droits et immunités des députés (voir Journaux, 9 mars 1978, p. 467) et le Comité spécial de la radio-télédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités (voir Journaux, 18 octobre 1977, p. 11). Le vice-président a présidé le Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada (voir Journaux, 14 décembre 1989, p. 1011). Après sa nomination au poste de ministre d'État (Jeunesse, Condition physique et Sport amateur) et sa démission de la vice-présidence, Marcel Danis a conservé la présidence de ce comité (voir Journaux, 6 mars 1990, p. 1290).
- 232. Voir, par exemple, Journaux, 23 novembre 1989, p. 878.
- 233. Le dernier ministre élu à la présidence d'un comité a été Mitchell Sharp. Voir Comité permanent de la procédure et de l'organisation, Procès-verbaux et témoignages, 17 octobre 1974, fascicule nº 1, p. 5.
- Anthony Roman (York-Nord), député indépendant, a été président d'un comité législatif en 1987. Voir Journaux, 4 novembre 1987, p. 1835-1836.
- 235. Art. 107 du Règlement.
- 236. Voir Comité spécial du Règlement et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 28 avril 1983, fascicule nº 19, p. 5-6, et Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, juin 1985, p. 106.
- 237. Voir, par exemple, Débats, 26 juin 1989, p. 3645.
- 238. Art. 118(1) du Règlement.

Le président d'un sous-comité a le même rôle que le président du comité principal. L'usage veut que le président du comité principal préside le sous-comité du programme et de la procédure (comité de direction).

RÔLE DES VICE-PRÉSIDENTS

Les vice-présidents des comités président les séances en remplacement du président, lorsqu'il doit s'absenter. Tous les pouvoirs du président peuvent être délégués au vice-président, mais celui-ci ne peut présider une séance de comité lorsque le poste de président est vacant ²³⁹. Normalement, les vice-présidents font aussi partie du sous-comité du programme et de la procédure.

PRÉSIDENTS SUPPLÉANTS

En l'absence du président et des vice-présidents d'un comité, un président suppléant peut être choisi pour présider une séance. Avec le consentement du comité, le président d'un comité permanent ou spécial désignera souvent un membre comme président suppléant. Lorsque aucun président suppléant n'a été désigné, le greffier du comité préside à l'élection d'un président suppléant au début de la séance. Le Règlement autorise le président d'un comité législatif à désigner un membre du comité comme président suppléant a tous les pouvoirs et toutes les fonctions du président lorsqu'il préside une séance, mais il ne peut convoquer des séances ni présider le comité lorsque le poste de président est vacant.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

L'élection du président est le premier article à l'ordre du jour d'un comité. Les présidents et les vice-présidents sont élus au début de la session et, au besoin, pendant la session. L'élection du président, que préside le greffier du comité, se fait par la présentation de motions et non par scrutin, comme c'est le cas pour l'élection du Président de la Chambre²⁴. Lorsque plusieurs motions sont proposées, le greffier peut considérer celles qui ont été reçues après la première comme des avis de motion²⁴. Les motions sont proposées l'une après l'autre au comité jusqu'à ce que l'une d'entre elles soit adoptée. Seul un membre en titre du comité peut être proposé pour le poste de président, mais le député dont la candidature est proposée n'a pas à être présent à la séance. Lorsqu'un président de comité est élu en son absence, le greffier

Voir, par exemple, Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages, 11 juin 1987, fascicule nº 40, p. 4.

^{240.} Art. 113(4) du Règlement.

^{241.} Les comités n'ont pas à suivre les règles qui régissent l'élection du Président de la Chambre, aux termes de l'article 116 du Règlement. Pour un exemple d'élection de président de comité, voir Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal* et *Témoignages*, 8 octobre 1997, séance n° 1.

^{242.} Voir, par exemple, Comité permanent des transports, Témoignages, 12 mars 1996, séance nº 1.

passe immédiatement à l'élection d'un président suppléant, qui préside le reste de la séance 243.

Lorsqu'une motion tendant à l'élection de la présidence est proposée, le greffier demande pour commencer si le comité accepte la motion de mise en candidature et, au besoin, il met la motion aux voix. Les membres sont libres de demander un vote par appel nominal, c'est-à-dire que les noms des membres votant pour ou contre la motion soient consignés dans le procès-verbal²⁴⁴. À l'occasion, des comités ont voté par scrutin secret ²⁴⁵. Cela ne se fait que lorsqu'il y a unanimité pour procéder de cette manière ²⁴⁶. Comme la séance est convoquée aux termes du Règlement uniquement pour élire un président et que le comité n'est pas constitué comme il se doit avant d'avoir élu son président, le greffier qui préside l'élection n'a pas le pouvoir d'entendre des rappels au Règlement ni d'accueillir quelque motion que ce soit hormis celles qui tendent à élire un président, pas même une motion sur le choix des modalités d'élection. Et en cas d'égalité des voix, le greffier n'a pas non plus de voix prépondérante.

Si aucune motion proposant l'élection d'un membre au poste de président n'est adoptée, le comité ne peut se livrer à d'autres travaux. Lorsque l'impasse est évidente, les membres quittent la séance et le greffier doit les convoquer de nouveau ultérieurement, et c'est de nouveau l'élection du président qui sera le premier article à l'ordre du jour²⁴⁷.

Si le président démissionne du comité ou en est retiré, il faut élire un nouveau président avant que le comité ne puisse se livrer à d'autres travaux ²⁴⁸. Cette procédure est semblable à celle de la Chambre, où, si le poste de Président devient vacant, il faut immédiatement en élire un nouveau avant que l'assemblée ne puisse étudier quelque autre question ²⁴⁹. Lorsque le président annonce sa démission comme président à une séance du comité, celui-ci passe immédiatement à l'élection d'un nouveau président ²⁵⁰.

Un comité permanent doit se réunir pour élire son président dans les 10 jours suivant l'approbation du rapport du Comité de la procédure et des affaires de la

^{243.} Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal, 7 octobre 1997, séance nº 1.

^{244.} Voir, par exemple, Comité permanent des pêches et des océans, Procès-verbaux et Témoignages, 7 octobre 1997, séance nº 1.

^{245.} Voir, par exemple, Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, 4 juin 1991, fascicule nº 1, p. 5.

^{246.} Voir, par exemple, Comité permanent des pêches et des océans, Témoignages, 7 octobre 1997, séance nº 1.

^{247.} Art. 106(1) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent des comptes publics, Procès-verbaux et témoignages, 12 décembre 1995, fascicule n° 36, p. 20-21.

^{248.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'industrie, Procès-verbaux et témoignages, 9 février 1995, fascicule nº 32, p. 3.

^{249.} Voir l'article 2(2) du Règlement et le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».

Voir, par exemple, Comité permanent des prévisions budgétaires en général, Procès-verbaux et témoignages, 9 décembre 1982, fascicule nº 100, p. 3.

Chambre établissant la composition des comités ²⁵¹. Cela se produit normalement au début de chaque session et après la présentation d'un rapport proposant une nouvelle composition des comités, en septembre. Les élections ont lieu après le rapport de septembre, qu'il y ait eu ou non modification de la composition du comité ²⁵².

Chaque comité permanent élit un président et deux vice-présidents, dont deux doivent être des députés ministériels et le troisième un membre de l'opposition²⁵³. Bien que le Règlement ne l'exige pas, l'usage veut que le représentant de l'opposition appartienne à l'Opposition officielle²⁵⁴. En outre, la tradition veut que les présidents des comités permanents soient des députés ministériels, à l'exception de celui du Comité permanent des comptes publics²⁵⁵ et du coprésident pour la Chambre du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation²⁵⁶, comités qui choisissent leur président parmi les membres de l'Opposition officielle²⁵⁷.

Le président du comité (ou, en son absence, le président suppléant) préside l'élection des vice-présidents. Lorsqu'un comité élit deux vice-présidents, l'un du parti ministériel et l'autre de l'opposition, il n'y a pas d'ordre particulier à suivre et chaque comité a la liberté d'organiser ses délibérations comme il l'entend. Lorsqu'un scrutin secret est demandé pour l'élection d'un vice-président, la décision est prise par adoption ou rejet d'une motion à cet effet. Étant donné que, après l'élection du président, le comité est constitué comme il se doit, toutes les décisions sur le déroulement des délibérations sont prises par vote majoritaire au comité ²⁵⁸. Si un vice-président est élu en son absence, il n'est pas nécessaire d'élire un vice-président suppléant ²⁵⁹.

Le comité des présidents des comités législatifs est mis sur pied au début de chaque session, et il se compose de 12 députés nommés par le Président selon la

- 251. Art. 106(1) du Règlement.
- L'élection, après le rapport de septembre, a été suspendue par ordre spécial de la Chambre, et les présidents ont pu demeurer en poste. Voir Journaux, 27 septembre 1991, p. 408.
- 253. Art. 106(2) du Règlement.
- 254. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbaux et témoignages, 7 mars 1996, fascicule nº 1, p. 1.
- 255. Dans le cas du Comité des comptes publics, la pratique de choisir un président de l'opposition s'inscrivait dans l'intention initiale que le gouvernement avait en mettant le comité sur pied. L'engagement de faire présider ce comité par un député de l'opposition a été pris dans le discours du Trône de 1958. Voir Débats, 12 mai 1958, p. 7.
- 256. Le Comité de l'examen de la réglementation a été proposé comme un comité qui devrait être avant tout impartial, ce que favorisait une proposition voulant qu'il ne soit pas présidé uniquement par des députés ministériels. Voir Débats, 14 octobre 1971, p. 8679-8681.
- 257. On s'est écarté de cette pratique à la première session de la 36° législature (1997-1999), car les membres de l'Opposition officielle au Comité d'examen de la réglementation ont refusé toute nomination au poste de coprésident. C'est donc un député ministériel qui a été élu. Voir Comité permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbal et Témoignages, 23 octobre 1997, séance n° 1.
- Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbaux et témoignages, 8 février 1994, fascicule nº 1, p. 5.
- 259. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 8 octobre 1997, séance nº 1.

représentation proportionnelle des partis à la Chambre, du vice-président et président des comités pléniers, du vice-président des comités pléniers et du vice-président adjoint des comités pléniers ²⁶⁰. À la différence de ce qui se passe dans le cas des comités permanents et spéciaux, le président d'un comité législatif peut être membre de n'importe quel parti à la Chambre ²⁶¹. Comme le président d'un comité législatif est désigné par le Président de la Chambre plutôt que d'être élu par le comité, il lui est plus facile d'agir comme arbitre impartial des délibérations ²⁶². Le Président choisit le président d'un comité législatif lorsque sa composition a déjà été établie ²⁶³. Les comités législatifs n'élisent pas de vice-présidents. Lorsque le président doit se faire remplacer à une séance donnée, il désigne un membre du comité à cette fin ²⁶⁴.

Les présidents des comités spéciaux sont élus suivant la procédure utilisée dans les comités permanents ²⁶⁵. L'élection est le premier article à l'ordre du jour de la première séance du comité, convoquée à cette fin par le greffier ²⁶⁶.

Dans les comités mixtes permanents, deux coprésidents sont élus, un pour chaque chambre. Le coprésident du Sénat est élu le premier, suivi par le coprésident des Communes. L'élection de chacun est présidée par le cogreffier de la chambre en cause. Tous les membres du comité ont le droit de voter pour les coprésidents de chaque chambre ²⁶⁷. Les coprésidents des comités mixtes spéciaux sont élus selon la procédure utilisée dans les comités mixtes permanents ²⁶⁸.

Quant à l'élection des vice-présidents, la pratique varie selon les comités mixtes: ils peuvent décider de ne pas avoir de vice-présidents, de n'en élire qu'un ou

- 260. Art. 112 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 19 mai 1989, p. 248.
- 261. Voir, par exemple, Journaux, 18 octobre 1990, p. 2143.
- 262. La conception du président de comité législatif comme président de séance impartial découle d'une recommandation du sixième rapport du Comité Lefebvre, reprise dans le premier rapport du Comité McGrath, au sujet de la mise en place d'un système de comités législatifs: « Votre Comité estime que les comités législatifs doivent être considérés comme des versions réduites du comité plénier [...] [Le] président de séance [est] impartial. Nous croyons que la création d'un groupe de présidents ajouterait ces atouts à l'étude en comité de tout texte législatif. En tant que présidents neutres, les membres du groupe seraient en mesure de se familiariser avec les règles de procédure de la Chambre et de se réunir à l'occasion pour garantir le recours à des pratiques de présidence cohérentes. » Voir Comité spécial du Règlement et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 28 avril 1983, fascicule nº 19, p. 5, et Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, Procès-verbaux et témoignages, 20 décembre 1984, fasc. nº 2, p. 8.
- Art. 113(1) et (2) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 7 décembre 1990, p. 2399; 11 décembre 1990, p. 2438; 12 décembre 1990, p. 2447.
- 264. Art. 113(4) du Règlement.
- Les présidents peuvent être désignés dans l'ordre de renvoi qui établit le comité spécial. Voir, par exemple, Journaux, 27 juin 1989, p. 472.
- 266. Voir, par exemple, Comité spécial chargé de la réforme électorale, Procès-verbaux et témoignages, 26 février 1992, fascicule nº 1, p. 4.
- Voir, par exemple, Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement, Procès-verbal, 28 octobre 1997, séance nº 1.
- 268. Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur la garde et le droit de visite des enfants, Procès-verbal, 11 décembre 1997, séance nº 1.

d'en élire deux, qui viennent d'une chambre ou l'autre ou des deux²⁶⁹. Dans les comités mixtes permanents, lorsque le coprésident de la Chambre appartient au parti ministériel, le comité choisit habituellement un membre de l'Opposition officielle à la Chambre comme vice-président. L'inverse est également vrai. Ainsi, au Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, dont le coprésident de la Chambre est, selon la tradition, un député de l'Opposition officielle, un député ministériel est habituellement élu comme vice-président²⁷⁰. Les comités mixtes spéciaux élisent rarement un vice-président²⁷¹.

Lorsqu'il établit un sous-comité, le comité principal peut soit désigner un président dans son ordre de renvoi initial ²⁷² soit laisser les membres du sous-comité élire eux-mêmes leur président ²⁷³. S'il est vrai que la plupart des sous-comités sont présidés par des députés ministériels, il est arrivé que des présidents soient choisis parmi les députés de l'opposition ²⁷⁴, et notamment dans des partis autres que celui de l'Opposition officielle ²⁷⁵. Étant donné qu'ils comptent peu de membres et qu'ils ont un mandat limité, les sous-comités ne jugent pas nécessaire, habituellement, d'élire des vice-présidents ²⁷⁶.

DÉMISSIONS

Lorsque le président élu par un comité démissionne ou, pour quelque raison, est incapable de s'acquitter de ses fonctions, le comité doit avant toute chose élire un nouveau président. Comme le comité cesse d'être constitué en bonne et due forme tant qu'un nouveau président n'a pas été choisi, c'est le greffier du comité qui préside l'élection. Le vice-président n'intervient pas dans l'élection d'un nouveau

- 269. Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur la garde et le droit de visite des enfants, Procès-verbal, 11 décembre 1997, séance n° 1; Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement, Procès-verbal, 28 octobre 1997, séance n° 1; Comité mixte permanent des langues officielles, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance n° 1; Comité mixte spécial sur un code de conduite, Procès-verbaux et témoignages, 20 mars 1997, fascicule n° 1, p. 71.
- Voir, par exemple, Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Témoignages, 22 octobre 1998, séance nº 13.
- Au sujet d'une exception récente, voir Comité mixte spécial sur un code de conduite, 20 mars 1997, fascicule nº 1, p. 71.
- 272. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 28 octobre 1997, séance nº 3.
- 273. Voir, par exemple, Sous-comité des droits de la personne et du développement international du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal*, 3 novembre 1997, séance nº 1.
- 274. Par exemple, le Sous-comité des services aux députés du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a été présidé par un député de l'Opposition officielle. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbal*, 28 octobre 1997, séance n° 3.
- Voir, par exemple, Comité permanent des finances, Procès-verbaux et témoignages, 24 mars 1992, fascicule nº 40, p. 3.
- 276. Au sujet d'une exception récente, voir Sous-comité des services aux députés du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 9 avril 1997, séance n° 1.

président. Lorsqu'un vice-président est élu président d'un comité, il démissionne du poste de vice-président 277.

Lorsque démissionne un président qui a été désigné par le Président (dans le cas d'un comité législatif) ou par la Chambre (dans le cas de certains comités spéciaux), un nouveau président doit être désigné avant que le comité ne puisse poursuivre ses travaux ²⁷⁸.

Le président d'un comité préside à l'élection rendue nécessaire par la démission d'un vice-président ²⁷⁹.

Personnel des comités

Chaque comité est normalement secondé, dans l'exercice de ses fonctions, par un greffier et un attaché de recherche; le greffier reçoit à son tour l'aide des services de soutien de la Chambre.

GREFFIER DE COMITÉ

Le greffier est le conseiller en matière de procédure du président et de tous les membres du comité; il fait également fonction d'agent administratif du comité. Son rôle correspond à celui qu'exerce le Greffier de la Chambre auprès du Président et des députés. En sa qualité d'agent non partisan et indépendant, le greffier sert également tous les membres du comité, de même que les représentants de tous les partis; il s'acquitte de ses fonctions et responsabilités en consultation avec le président du comité. Il fait en outre fonction d'agent de liaison avec les autres directions et services de la Chambre des communes.

ATTACHÉS DE RECHERCHE

La Bibliothèque du Parlement fournit des attachés de recherche à tous les comités sur demande. Ces agents procurent des documents d'information et d'autre documentation de base aux membres du comité. Ils peuvent repérer des témoins éventuels, proposer des questions pouvant leur être posées lors des audiences du comité, et apporter leur concours à la rédaction des rapports à la Chambre. Les comités sont libres d'obtenir du personnel de recherche supplémentaire ou plus spécialisé à l'extérieur de la Bibliothèque du Parlement s'ils en ont besoin. Lorsqu'ils le font, c'est sur une base ponctuelle, et ils sont tenus de rémunérer les attachés de recherche de l'extérieur à même leur propre budget.

Voir, par exemple, Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, Procèsverbaux et témoignages, 17 novembre 1983, fascicule nº 156, p. 3.

^{278.} Voir, par exemple, Journaux, 12 juin 1989, p. 358; 15 juin 1989, p. 379.

^{279.} Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 4 octobre 1994, fascicule nº 24, p. 6, 8.

AUTRE PERSONNEL

À l'occasion, les comités peuvent retenir par contrat les services de consultants de l'extérieur pour les aider dans une étude qui exige une expertise particulière. Ils peuvent aussi embaucher du personnel de soutien supplémentaire, au besoin²⁸⁰. Pour engager du personnel par contrat, ils doivent adopter une motion précisant le mandat et la durée du contrat ainsi que le taux ou le montant maximum de la rémunération²⁸¹. Le personnel de l'extérieur embauché par un comité est rémunéré à même son budget, conformément aux lignes directrices établies par le Bureau de régie interne²⁸².

Séances

Les comités procèdent à leurs délibérations et prennent leurs décisions dans le cadre de séances. Compte tenu de la grande variété des sujets qu'ils peuvent être appelés à aborder, ils ont une grande latitude quant à la forme de ces séances. Mais ils doivent observer un certain nombre de règles et d'usages dans la conduite de leurs travaux.

Les séances de comités ont habituellement lieu dans des salles spécialement équipées des édifices du Parlement, mais elles peuvent se tenir ailleurs au Canada. Les salles de séance sont ordinairement disposées en rectangle ouvert. Le président du comité occupe un fauteuil à une extrémité et a à ses côtés le greffier et les attachés de recherche. Les députés ministériels siègent à sa droite, et ceux de l'opposition à sa gauche. Les témoins, le cas échéant, prennent place à l'extrémité du rectangle opposée au fauteuil du président. Le personnel attaché aux membres du comité prend place derrière ceux-ci, des deux côtés de la salle, et des fauteuils sont prévus pour les membres du public et les journalistes au fond de la salle, derrière les témoins. (Voir la figure 20.1, Configuration d'une salle de comité.)

Les séances des comités sont ordinairement ouvertes au public et aux représentants des médias. Des services d'interprétation simultanée sont offerts dans tous les cas aux membres des comités ainsi qu'aux témoins et au grand public. Les séances publiques sont diffusées sur le réseau audio interne de la Chambre des communes à l'intention de tous les députés et membres de la tribune de la presse parlementaire, et peuvent en outre être télévisées sur le réseau CPaC ²⁸³.

TYPES DE SÉANCES

On peut dire de la plupart des séances de comité qu'elles consistent à recueillir des témoignages. Elles débutent traditionnellement par les exposés des témoins, qui sont suivis d'une période de questions au cours de laquelle les membres du comité peuvent examiner plus en détail des aspects particuliers d'une question. Ces dernières années, on a eu de plus en plus tendance à recueillir des témoignages d'autres manières pour

^{280.} Art. 120 du Règlement.

^{281.} Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur la garde et le droit de visite des enfants, Procès-verbal, 23 février 1998, séance nº 5.

^{282.} Voir Guide des politiques financières des comités, chapitre C-3, Contrats.

^{283.} Art. 119.1 du Règlement.

Figure 20.1 Configuration d'une salle de comité

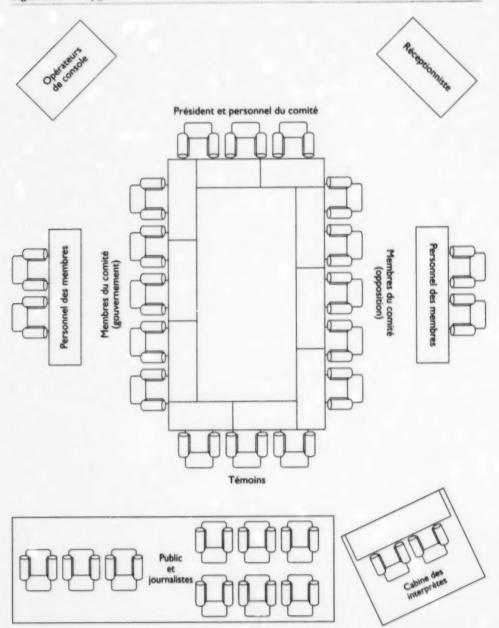


Figure 20.2 Une salle de comité



répondre aux besoins nouveaux des membres des comités et tirer le meilleur parti possible des nouveaux moyens techniques. Ainsi, les comités peuvent tenir des séances pour échanger des opinions avec des groupes de témoins représentant différents points de vue, dans le cadre de «tables rondes» 284. Ils peuvent également organiser des assemblées publiques à l'occasion desquelles les membres du grand public peuvent exprimer leurs avis sans présenter un exposé officiel au comité 285. Des comités ont en outre tiré parti de la technologie nouvelle des vidéoconférences pour recueillir des témoignages de toutes les régions du pays ainsi que sur la scène internationale 286. Lorsqu'un sujet intéresse deux ou plusieurs comités permanents, ceux-ci peuvent décider de tenir une séance conjointe 287. Le recours à ces formules

^{284.} Voir, par exemple, Comité permanent des ressources naturelles, Procès-verbaux et témoignages, 14 avril 1994, fascicule nº 10, p. 3.

^{285.} On tient notamment des assemblées publiques lorsque les comités se réunissent hors de la cité parlementaire. Voir, par exemple, Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants, Procèsverbal et Témolgnages, 28 mai 1998, séance nº 68.

^{286.} Pour de plus amples renseignements sur le système de vidéoconférences, voir cette rubrique, plus loin.

^{287.} Art. 108(1)a) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal*, 9 février 1999, séance n° 89, et Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants, *Procès-verbal*, 9 février 1999, séance n° 88.

s'est fait, dans la plupart des cas, dans le cadre de la procédure existante, mais il a fallu modifier quelque peu le Règlement ²⁸⁸.

À l'occasion, un comité peut décider de siéger à huis clos pour régler des questions administratives, étudier une ébauche de rapport ou recevoir l'habituelle séance d'information de base. Les comités se réunissent également à huis clos pour étudier des questions qui exigent la confidentialité, comme la sécurité nationale 289. Souvent, un comité qui a plusieurs questions à son ordre du jour tient une partie d'une séance en public et l'autre à huis clos. Ni le public ni les médias ne sont admis aux séances à huis clos, et il n'y a aucune diffusion des délibérations. Le comité décide, sur une base ponctuelle ou en tant que règle générale, s'il conservera une transcription de ses délibérations à huis clos 290. Les procès-verbaux des séances à huis clos sont mis à la disposition du public, mais certains renseignements qui se trouvent habituellement dans les procès-verbaux des séances de comités en sont exclus 291. Les députés qui ne font pas partie d'un comité doivent normalement se retirer lorsque celui-ci siège à huis clos 292. Cependant, le comité peut décider de les autoriser à rester dans la salle 293. Le Président a jugé que la divulgation de quelque partie que ce soit des délibérations d'une séance à huis clos d'un comité constituait une question de privilège fondée de prime abord²⁹⁴.

- 288. Autrefois, les comités devaient obtenir une permission spéciale de la Chambre pour se réunir conjointement. Après le Forum partementaire de 1990 sur les changements climatiques dans le monde, à l'occasion duquel plusieurs comités ont été autorisés à tenir des séances conjointes ainsi qu'une séance plénière et à publier un compte rendu unique de leurs délibérations, on a modifié le Règlement pour permettre la tenue de séances conjointes de ce genre. (Voir Journaux, 28 mars 1990, p. 1424; Comité permanent des privilèges et des élections, Procès-verbaux et témoignages, 19 mars 1991, fascicule n° 42, p. 3-4; Journaux, 20 mars 1991, p. 2728; 12 avril 1991, p. 2943.)
- 289. Voir, par exemple, Journaux, 1* août 1940, p. 310-316.
- Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbaux et témoignages, 22 juin 1988, fascicule nº 45, p. 3.
- 291. Le texte de toutes les motions adoptées figure dans les procès-verbaux des séances à huis clos, mais non le nom des motionnaires, et l'on n'y donne aucun renseignement sur le résultat des votes, ni sur le nom des membres du comité ayant voté pour ou contre une motion. Voir, par exemple, Comité permanent des langues officielles, *Procès-verbal*, 11 février 1999, séance n° 19. On peut demander au greffier du comité de conserver un procès-verbal confidentiel plus détaillé à l'usage exclusif du comité. Celui-ci, qu'on appelle souvent procès-verbal in extenso, ne fait pas partie du dossier public des délibérations du comité.
- 292. En l'absence de toute autre instruction de la Chambre ou du comité, l'article 119 du Règlement permet aux députés qui ne font pas partie d'un comité de participer seulement à ses délibérations publiques.
- 293. Voir, par exemple, Comité permanent de l'expansion industrielle régionale, Procès-verbaux et témoignages, 28 avril 1987, fascicule nº 13, p. 3.
- 294. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 14 mai 1987, p. 6108-6111, et le septième rapport du Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, Journaux, 18 décembre 1987, p. 2014-2016. L'affaire en question avait trait à la divulgation par John Parry (Kenora Rainy River) des résultats d'un vote par appel nominal tenu lors d'une séance à huis clos du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord. Voir Débats, 25 mars 1987, p. 4540; 28 avril 1987, p. 5329-5330; 5 mai 1987, p. 5737-5742. Un comité peut décider lui-même qu'une séance tenue à huis clos devrait être déclarée séance publique. Voir, par exemple, Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, Procèsverbal, 5 novembre 1998, séance n° 15.

Les comités se réunissent en outre officieusement avec des parlementaires et des représentants du gouvernement d'autres pays ²⁹⁵. Comme une réunion officieuse n'est pas, à strictement parler, une séance de comité, elle peut se tenir dans une atmosphère beaucoup plus détendue. Les membres des comités ne sont alors pas astreints aux règles et pratiques qui régissent ordinairement leurs séances. Les délibérations ne sont ni enregistrées ni transcrites, et le comité n'a pas non plus le droit de se prévaloir des privilèges liés aux travaux parlementaires, ni celui d'exercer les pouvoirs que la Chambre lui a conférés.

Séances hors de la cité parlementaire

Les comités se réunissent ordinairement sur la Colline du Parlement, dans les installations mises à leur disposition par la Chambre des communes. Ils se déplacent en outre de temps à autre afin de recueillir des témoignages, de tenir des consultations ou de visiter des lieux liés à leur étude. Pour tenir de telles séances hors de la cité parlementaire, ils doivent d'abord faire approuver les fonds nécessaires par le Comité de liaison, puis obtenir de la Chambre la permission de se déplacer²⁹⁶. La Chambre peut leur accorder cette permission en adoptant soit une motion à cet effet, soit un rapport recommandant qu'elle leur soit donnée²⁹⁷.

Les comités autorisés à tenir des audiences en d'autres endroits du Canada le font de la même manière que sur la Colline du Parlement. Les témoignages qu'ils reçoivent et leurs délibérations sont consignés et rendus publics, ils conservent tous les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu d'ordres permanents ou spéciaux, et leurs membres ainsi que les témoins sont protégés par le privilège parlementaire.

Lorsqu'ils se déplacent à l'extérieur du Canada, les comités ont l'occasion de consulter des groupes et des particuliers et de visiter des installations. Ils ne tiennent pas d'audiences officielles à l'extérieur du pays ²⁹⁶. Les pouvoirs que la Chambre leur

- 295. Les comités peuvent également se réunir en séance régulière avec ces délégations. Même dans ces cas, toutefois, la formule habituelle est détendue. Les délibérations prennent davantage la forme d'un échange de vues que celle de l'audition des dépositions de témoins. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 19 mars 1998, séance n° 40.
- 296. Le Règlement n'accorde pas le pouvoir de se déplacer aux comités permanents ni aux comités législatifs. Ils obtiennent ce pouvoir par motion de la Chambre ou, plus rarement, en faisant adopter par celle-ci un rapport recommandant l'octroi de cette permission. Voir, par exemple, Journaux, 6 février 1986, p. 1644; 11 décembre 1997, p. 394. Lorsqu'il paraît probable qu'un comité spécial aura besoin de ce pouvoir, celuici est souvent inclus dans l'ordre de renvoi qui établit le comité. Si un comité spécial désire solliciter l'autorisation de se déplacer, il peut le faire en insérant une recommandation à cet effet dans un rapport à la Chambre. Celle-ci peut également adopter une motion autorisant un comité à se déplacer. Ce pouvoir a en outre été accordé directement à un sous-comité. Voir, par exemple, Journaux, 29 juin 1983, p. 6116.
- 297. La motion précise ordinairement les dates auxquelles le comité est autorisé à se déplacer, les lieux où il peut se rendre, et s'il sera accompagné par du personnel. Voir, par exemple, *Journaux*, 21 juin 1994, p. 629-630; 2 avril 1998, p. 667.
- 298. En 1996, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire a tenu une séance officielle à l'ambassade du Canada à Washington. Voir Procès-verbai, 28 mai 1996, séance n° 23. Lorsqu'un comité décide de tenir des séances officielles hors du Canada, celles-ci ont habituellement lieu à huis clos, mais il peut faire établir une transcription de ses délibérations à son propre usage. Voir, par exemple, Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, Procès-verbaux et témoignages, 14 mai 1985, fascicule n° 13, p. 5.

délègue sont sans effet lorsqu'ils se trouvent hors du Canada, et leurs délibérations ne sont pas non plus protégées par le privilège parlementaire.

Vidéoconférences

Au lieu de se déplacer, ou de faire voyager des témoins, les comités se prévalent de temps à autre du système de vidéoconférences pour entendre des témoins de l'extérieur d'Ottawa, que ceux-ci se trouvent ailleurs au Canada ou dans d'autres pays²⁹⁹. Ce système assure une communication auditive et visuelle directe entre une salle de comité de la Colline du Parlement et un témoin qui se trouve dans un autre lieu. À occasion, plusieurs témoins se trouvant dans des lieux différents sont en communication simultanée avec le comité. Les comités n'ont pas besoin d'une permission spéciale de la Chambre pour tenir des séances par voie de vidéoconférence ³⁰⁰.

JOURS ET HEURES DES SÉANCES ET ATTRIBUTION DES SALLES

Les comités permanents et législatifs sont autorisés à siéger pendant que la Chambre siège ou lorsqu'elle est ajournée, et les comités spéciaux se voient habituellement accorder des pouvoirs semblables dans leurs ordres de renvoi 301. Les comités ne peuvent cependant pas siéger lorsque le Parlement est prorogé 302. Pendant les périodes où la Chambre siège, la plupart des séances de comités ont lieu les mardis, mercredis et jeudis. La durée moyenne des séances est de deux heures, mais un comité peut se réunir pendant une période plus courte ou plus longue selon qu'il le juge à propos 303. Les comités ajournent ou suspendent habituellement leurs travaux lorsque la sonnerie d'appel convoque les députés à la Chambre pour un vote, mais ils peuvent continuer de siéger pendant la tenue de celui-ci 304.

Il est interdit aux comités permanents de siéger en même temps qu'un comité législatif qui étudie un projet de loi émanant du ministère dont ils ont la responsabilité ou le touchant principalement ³⁰⁵. Aucune disposition semblable ne leur interdit

Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal,
 iuin 1998, séance nº 61.

^{300.} Quoique les vidéoconférences présentent un certain nombre d'avantages par rapport aux déplacements du point de vue des coûts et de la commodité des membres des comités et des témoins, les comités peuvent décider dans certains cas qu'un contact direct leur permettra de mieux recueillir les témoignages.

^{301.} Les sénateurs membres de comités mixtes doivent, pour y siéger pendant que le Sénat siège, obtenir une permission spéciale de celui-ci. Voir, par exemple, Comité mixte permanent des langues officielles, Procèsverbal, 21 octobre 1997, séance n° 1.

^{302.} Voir Bourinot, 4º éd. p. 467-468.

^{303.} Voir, par exemple, Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Procèsverbaux et témoignages, 3 février 1983, fascicule nº 77, p. 3; Comité permanent du développement des ressources humaines, Procès-verbaux et témoignages, 25 avril 1996, fasc. nº 4, p. 22-24.

^{304.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 20 mars 1990, p. 9512-9513.

^{305.} Art. 115(1) du Règlement.

de siéger pendant que la Chambre elle-même étudie un tel projet de loi 306. Lorsque la Chambre siège, les comités qui étudient des mesures législatives ou le Budget des dépenses ont la priorité sur tous les autres comités 307. Lorsqu'elle ne siège pas, on donne la priorité aux séances des comités permanents, spéciaux et mixtes conformément à un calendrier établi par le whip en chef du gouvernement en consultation avec les autres partis 308.

Les salles de séances de comité fournies par la Chambre des communes sont attribuées selon un système de priorité établi au moyen d'un rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre 309. En règle générale, celui-ci donne à chaque comité la priorité d'accès à des salles de séance à usages multiples à des moments déterminés 310. Il peut réviser de temps à autre le système d'attribution des salles selon que la structure des comités change, ou pour tenir compte des demandes de comités particuliers 311. Les comités spéciaux se voient accorder la priorité pendant les périodes autres que celles allouées aux comités permanents. Les comités peuvent se réunir pendant n'importe quelle période, même s'ils n'ont pas la priorité d'accès aux salles de séance, à condition que celles-ci soient libres. Les comités qui n'ont pas la priorité au cours d'une période donnée ont accès aux salles de séance selon la règle du premier arrivé premier servi, après ceux qui ont le droit de se réunir à ce moment-là.

Les comités qui se réunissent dans des lieux autres que les salles de séance de la Colline du Parlement ne sont pas assujettis aux priorités d'attribution des locaux établies par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Toutefois, ils doivent toujours respecter la disposition du Règlement touchant les conflits entre comités permanents et comités législatifs³¹². De plus, toute séance non tenue dans les locaux fournis par le Parlement occasionne des frais devant être acquittés à même le budget du comité et doit être autorisée par la Chambre³¹³.

CONVOCATION DES SÉANCES

Les membres des comités sont convoqués, c'est-à-dire appelés à se réunir, par le président de leur comité agissant soit conformément à une décision prise par celui-ci³¹⁴,

- 306. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 20 mars 1990, p. 9512-9513.
- 307. Art. 115(2) du Règlement.
- 308. Art. 115(3) du Règlement.
- 309. Voir l'article 115(4) du Règlement et Journaux, 10 juin 1994, p. 563; 19 septembre 1994, p. 682.
- 310. Les comités mixtes peuvent se réunir dans les salles de séance mises à leur disposition soit par la Chambre, soit par le Sénat.
- 311. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 20 novembre 1997, séance nº 6.
- 312. Voir Art. 115(1) du Règlement.
- 313. Voir, par exemple, Journaux, 5 décembre 1995, p. 2208.
- 314. La décision peut être prise par l'adoption d'une motion en comité ou par l'adoption des recommandations d'un comité de direction. Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance nº 2.

soit de son propre chef³¹⁵. À de rares occasions, la Chambre elle-même peut ordonner à un comité de se réunir à un moment précis³¹⁶. Le greffier du comité envoie, sur les instructions du président, un avis de chacune des séances à venir à tous les membres du comité. Dans les cas où un comité n'a pas pris de décision officielle touchant la convocation de ses membres, en adoptant soit un plan de travail soit un rapport d'un comité de direction, le président consulte habituellement ses membres officieusement au sujet des séances futures possibles.

Lorsqu'un comité décide de siéger conjointement avec un ou plusieurs autres comités, chacun est convoqué séparément par son président ³¹⁷. Les réunions des comités mixtes sont habituellement convoquées par l'un des coprésidents ³¹⁸. Un sous-comité est appelé à se réunir conformément à la décision de ses membres, ou par son président, de la même manière que le comité principal. Les réunions peuvent être convoquées sur les instructions du président d'un comité lorsque celui-ci ne peut se libérer, mais le vice-président n'a pas le pouvoir d'appeler le comité à se réunir lorsque le poste de président est vacant.

Avis de séance

On convoque une séance de comité au moyen d'un avis envoyé à ses membres par le greffier, conformément aux instructions du président. Cet avis est envoyé par voie électronique au bureau des membres du comité sur la Colline du Parlement, par le truchement du réseau local de la Chambre des communes³¹⁹. On y indique le sujet de la réunion et l'autorité en vertu de laquelle le comité se réunira³²⁰, ainsi que le lieu et l'heure de la séance. L'avis renferme en outre d'autres renseignements pertinents, soit le numéro de la séance³²¹, si elle se tiendra en public ou à huis clos, si elle sera diffusée sur le réseau de télévision CPaC, et les noms de tous les témoins attendus. On y précise en outre si les témoins comparaîtront en personne ou par voie de vidéo-

- 315. Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 6 novembre 1997, séance nº 9. Le président agit toujours avec le consentement implicite du comité. Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 3 mars 1967, p. 13704. L'exception à la convocation du comité par son président est la réunion d'organisation d'un comité permanent ou spécial, qui est convoquée par le Greffier de la Chambre.
- 316. Voir, par exemple, Journaux, 2 avril 1957, p. 362; 18 avril 1957, p. 421.
- Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal,
 4 février 1999, séance nº 87.
- 318. Un comité mixte peut, s'il le désire, adopter une motion pour régir le mode de convocation ou d'annulation de ses séances, selon le cas. Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur les langues officielles, Procèsverbaux et témoignages, 9-11 mars 1982, fascicule n° 37, p. 3-4 et 6-13.
- 319. Avant février 1996, des avis imprimés étaient envoyés par le truchement du service de courrier interne de la Chambre des communes ou livrés en mains propres par messager.
- 320. Le sujet annoncé sur l'avis de réunion ne lie pas le comité, qui peut décider d'aborder toute question relevant de son mandat à n'importe laquelle de ses séances. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 18 décembre 1989, p. 7059-7060; voir également Débats, 20 octobre 1989, p. 4927-4933.
- 321. On attribue des numéros consécutifs aux séances de chaque comité, en commençant par la première séance de chaque session. Un comité peut tenir plus d'une séance par jour, parfois sur des sujets qui n'ont aucun rapport entre eux.

conférence, et on y donne les radiofréquences sur lesquelles les séances publiques seront diffusées sur le réseau interne de la Chambre des communes³²². Outre qu'il informe les membres du comité de la réunion prochaine, cet avis sert à avertir les divers services administratifs de la Chambre qui assurent le soutien logistique des séances, soit entretien, transcription, interprétation, sécurité et messagers. Il est également envoyé à la Tribune de la presse parlementaire.

Séance convoquée à la demande de quatre membres

Un comité ne peut être appelé à se réunir par un de ses membres, sauf s'il s'agit de son président ³²³. Le Règlement prévoit cependant que quatre membres d'un comité permanent peuvent demander par écrit que le comité se réunisse. Cette demande doit préciser les raisons pour lesquelles la réunion doit être convoquée, après quoi le président doit appeler le comité à se réunir dans un délai de 10 jours de séance suivant sa réception. Il faut donner aux membres du comité un préavis de 48 heures de la tenue d'une telle réunion ³²⁴.

Le comité étudie alors la question de savoir s'il souhaite aborder le sujet demandé, plutôt que de délibérer sur celui-ci. Il n'est pas tenu de conclure le débat sur la proposition d'étudier le sujet particulier, ni de prendre une décision sur celui-ci. Le président du comité peut accepter d'étudier la question lors d'une séance déjà prévue au lieu d'en convoquer une à cette seule fin 325.

ANNULATION D'UNE SÉANCE

Certaines circonstances obligent parfois à annuler une séance de comité après l'envoi de l'avis de convocation. Lorsqu'un comité a convenu de s'ajourner jusqu'à nouvelle convocation de son président, celui-ci ordonne au greffier d'envoyer à ses membres une modification de l'avis de convocation pour les informer de l'annulation. Lorsque la réunion a été convoquée sur l'ordre du comité, le président consulte les représentants des divers partis avant d'envoyer l'avis d'annulation. S'il s'agit d'un comité mixte, le comité peut décider si l'un des coprésidents peut convoquer ou annuler les réunions, ou si les deux doivent agir de concert 326.

^{322.} Les avis de toutes les séances de comité à venir sont affichés sur le site Web du Parlement, à l'adresse «http://www.parl.gc.ca».

^{323.} Voir la décision du Président Macnaughton, Débats, 28 octobre 1963, p. 4071-4072.

^{324.} Art. 106(3) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 3 décembre 1997, séance nº 19. Dans ce cas, l'avis avait été envoyé dans le délai prescrit de 10 jours de séance, et la réunion a eu lieu le onzième jour suivant la réception de la lettre des quatre membres du comité.

Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 11 mars 1998, séance nº 14.

Voir, par exemple, Cornité mixte spécial sur les langues officielles, Procès-verbaux et témoignages, 11 mars 1982, fascicule nº 37, p. 4.

AJOURNEMENT

Les comités s'ajournent le plus souvent jusqu'à nouvelle convocation de la présidence; autrement dit, la détermination du moment exact de la prochaine séance est laissée à la discrétion de leur président ³²⁷. Ils procèdent ainsi même lorsqu'ils ont adopté un plan de travail qui expose dans le détail le calendrier de leurs séances. De cette manière, le président du comité dispose de la souplesse voulue pour réagir efficacement à l'évolution des événements et à la disponibilité ou la non-disponibilité imprévue de témoins possibles. Les comités peuvent aussi s'ajourner jusqu'à un moment déterminé ³²⁸, ce qu'ils font habituellement lorsque leur séance suivante est prévue pour le proche avenir, comme le lendemain ou plus tard le même jour. À l'occasion, ils peuvent s'ajourner sans prévoir de prochaine réunion, c'est-à-dire indéfiniment ³²⁹.

QUORUM

Le Règlement exige qu'un comité ait un quorum lors de ses séances pour pouvoir exercer les pouvoirs que la Chambre lui a conférés. Le quorum est le nombre minimum de membres du comité qui doivent être présents pour que celui-ci prenne des décisions. Dans le cas des comités permanents, législatifs et spéciaux, la majorité des membres constitue le quorum³³⁰. On ne compte pas le président d'un comité législatif, qui est désigné par le Président parmi les membres du comité des présidents, dans le calcul du quorum. On ne compte pas non plus les députés présents aux séances de comités, à moins qu'ils n'en soient membres ou ne soient des membres substituts dûment désignés. À titre de courtoisie, la plupart des comités ne commencent pas leurs séances avant qu'au moins un député de l'opposition ne soit présent, même si le quorum est atteint. Ils peuvent toutefois se réunir et adopter des motions en l'absence de représentants d'un ou de tous les partis de l'opposition³³¹.

Le quorum des comités mixtes n'est pas prévu par le Règlement, mais on l'établit séparément. Les comités mixtes permanents présentent habituellement aux deux chambres des rapports dans lesquels ils recommandent le nombre de membres devant constituer leur quorum. Celui-ci est fixé lorsque les deux chambres approuvent le rapport 322. Le quorum d'un comité mixte spécial est habituellement fixé dans

^{327.} Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 17 novembre 1998, séance nº 41.

Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 29 octobre 1998, séance nº 39.

^{329.} Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada, Procès-verbaux et témoignages, 13 novembre 1991, fascicule nº 19, p. 3. Bien que ces ajournements indéfinis puissent avoir pour effet d'interrompre une étude de comité ordonnée par la Chambre, le Président a refusé d'intervenir. Voir Débats, 26 février 1992, p. 7620-7624.

^{330.} Art. 118(1) du Règlement.

Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 4 décembre 1997, séance nº 26.

^{332.} Voir, par exemple, Journaux, 29 octobre 1997, p. 165; 25 novembre 1997, p. 257.

l'ordre de renvoi qui l'établit³³³. Dans le cas des comités mixtes, on précise communément que le quorum nécessite la présence de membres des deux chambres³³⁴.

Séance sans quorum

Le Règlement permet aux comités permanents et aux comités législatifs d'autoriser leur président à tenir des séances lorsque le quorum n'est pas atteint, pour entendre des témoignages 335. Une disposition semblable figure souvent dans l'ordre de renvoi établissant un comité spécial 336. Lorsqu'ils accordent la permission de tenir des séances sans quorum, les comités précisent ordinairement le nombre de membres dont ils souhaitent la présence pour qu'elles aient lieu. D'habitude, la motion accordant à un comité la permission de se réunir avec ce qu'on appelle un «quorum réduit» énonce en outre toute autre condition qu'il souhaite voir remplie 337. Aucune motion ne peut être proposée ni aucun vote tenu lors de ces séances. Les comités conservent cependant le pouvoir de publier les témoignages entendus lors des séances tenues avec un quorum réduit 338.

RÉUNION D'ORGANISATION

Avant de pouvoir commencer à envisager ses travaux, un comité doit être dûment constitué, c'est-à-dire que ses membres doivent avoir été nommés et son président, choisi³³⁹. Lorsque celui-ci n'a pas été nommé par la Chambre ni désigné par le Président, il est élu lors de la première séance du comité³⁴⁰, qu'on appelle la réunion «d'organisation».

L'avis relatif à la réunion d'organisation d'un comité permanent est envoyé par son greffier conformément aux dispositions du Règlement, qui exigent que le comité se réunisse dans un délai de 10 jours de séance suivant l'adoption du rapport établissant la composition des comités permanents ³⁴l. Les membres du comité doivent être

- 333. Voir, par exemple, Journaux, 28 octobre 1997, p. 158-162; 5 novembre 1997, p. 196-197.
- 334. Le quorum des comités mixtes est habituellement inférieur à la majorité des membres. Par exemple, dans le cas du Comité mixte permanent des langues officielles, le quorum est fixé à 7 membres, alors qu'une majorité simple de ceux-ci exigerait un quorum de 13. Voir Comité mixte permanent des langues officielles, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance nº 1.
- 335. Art. 118(2) du Règlement.
- 336. Voir, par exemple, Journaux, 5 novembre 1997, p. 196.
- 337. Dans le cas des comités de la Chambre, il est souvent stipulé qu'un député de l'opposition doit être présent. Dans le cas des comités mixtes, il faut habituellement que les deux chambres soient représentées au sein du quorum réduit. Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance n° 2; Journaux, 5 novembre 1997, p. 196.
- 338. Art. 118(2) du Règlement.
- 339. Le mode de sélection des membres des divers types de comités est exposé plus haut, sous la rubrique «Composition».
- 340. La méthode utilisée pour élire le président d'un comité est exposée plus haut, sous la rubrique « Élection du président et du vice-président ».
- 341. Art. 108(1) du Règlement.

avisés de cette réunion au moins 48 heures d'avance 342. Le greffier peut seulement convoquer une réunion d'organisation d'un comité permanent aux fins de l'élection de son président 343. Les comités peuvent limiter leurs réunions d'organisation à l'élection de leur président, mais il arrive souvent qu'ils procèdent ensuite immédiatement à l'élection de leurs vice-présidents 344. Ils peuvent ensuite étudier une série de motions administratives, dites motions «de régie interne», afin de faciliter leurs trayaux au cours de la session.

Les comités législatifs ne sont pas obligés de tenir une réunion d'organisation vu que leurs présidents sont désignés par le Président parmi les membres du comité des présidents. Toutefois, ils doivent entreprendre leurs travaux dans un délai de deux jours de séance suivant la désignation de leur président et la nomination de leurs membres par la Chambre ou le renvoi d'un projet de loi ³⁴⁵. L'avis de la première séance d'un comité législatif est donc envoyé au nom de son président.

Le Règlement est muet quant au moment où un comité spécial doit tenir sa première séance, et on n'inclut habituellement pas de disposition à cet égard dans l'ordre de renvoi qui l'établit. Dans les cas où le président d'un comité spécial n'est pas désigné dans l'ordre de renvoi, la réunion d'organisation est convoquée par le Greffier de la Chambre à la suite de consultations officieuses entre les partis, et l'avis est envoyé par le greffier du comité. Lorsque le président est désigné dans l'ordre de renvoi, c'est lui qui convoque la réunion de la manière habituelle.

MOTIONS DE RÉGIE INTERNE

Au moment d'entreprendre leurs travaux, les comités trouvent utile d'adopter une série de motions pour traiter les affaires courantes. Les comités étant libres d'organiser leur travail comme ils le jugent à propos, il n'existe pas de liste uniforme de motions «de régie interne» devant être adoptées par chacun. On trouvera ci-après une liste des principales motions de régie interne que les comités ont jugées utiles. Dans de nombreux cas, les comités adaptent ces motions à leur situation particulière.

Des exemples de chaque type de motion de régie interne figurent dans les cases qui suivent leur description. Ces exemples sont donnés à titre indicatif seulement.

- 342. En pratique, on entend par là que l'avis est envoyé l'avant-veille de la réunion. La Chambre a, à l'occasion, suspendu cette disposition à l'égard de tous les comités ou de certains d'entre eux pour leur permettre de se réunir à moins de 48 heures d'avis. Voir, par exemple, Journaux, 18 septembre 1995, p. 1891; 1° octobre 1998, p. 1109.
- 343. Bien que les comités permanents soient tenus d'élire des vice-présidents, le Règlement n'autorise pas le greffler à faire mention de ces élections dans l'avis de convocation du comité. Voir l'article 106(1) du Règlement. Toute décision de traiter de questions autres que l'élection du président lors d'une réunion d'organisation est prise par le comité sous la direction du président (ou du président suppléant).
- 344. Seuls les comités permanents sont tenus d'élire des vice-présidents. Voir la rubrique intitulée « Élection du président et du vice-président », plus haut.
- 345. Art. 113(3) du Règlement. Lorsque le Comité législatif chargé d'étudier le projet de loi C-72, Loi sur les langues officielles, ne s'est pas réuni dans le délai prescrit, le Président Fraser a déclaré qu'il ne serait pas approprié pour lui de fixer une date pour la première séance de ce Comité. Voir Débats, 14 mars 1988, p. 13706-13707.

Sous-comité du programme et de la procédure

La plupart des comités affectent un certain nombre de leurs membres à un souscomité du programme et de la procédure habituellement appelé «comité de direction» ou «comité directeur». Celui-ci recommande la façon dont le comité devrait
procéder pour étudier ses ordres de renvoi et donne des conseils sur des questions
comme le choix des témoins et le calendrier des séances. La composition de ce souscomité peut varier d'un comité à l'autre sinsi que d'une législature à l'autre. Il comprend habituellement le président, les vice-présidents, des représentants de chacun
des autres partis et, dans le cas des comités qui ont la responsabilité d'un ministère,
le secrétaire parlementaire. Comme le comité de direction se réunit habituellement
à huis clos pour discuter des travaux futurs du comité, aucun pouvoir précis ne lui
est délégué au moment où on l'établit. Et, comme il fait rapport de ses recommandations au comité principal, qui les intègre à son *Procès-verbal*, il n'a pas besoin du
pouvoir de faire imprimer son propre procès-verbal et ne le publie pas.

Que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé du président, du viceprésident ministériel, du secrétaire parlementaire, de deux députés libéraux, d'un député du Parti réformiste, d'un député du Bloc québécois, d'un député du Nouveau Parti démocratique et d'un député du Parti progressiste-conservateur³⁴.

Aide à la recherche

Les comités demandent le concours de spécialistes en recherche de la Bibliothèque du Parlement afin d'accomplir leur travail. La motion habituelle laisse à leur président le contrôle et la coordination de ce personnel.

Que le Comité retienne les services d'un ou de plusieurs attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement, au besoin, pour l'aider dans ses travaux, à la discrétion du président ¹⁴⁷.

Séance sans quorum

Les comités peuvent autoriser leur président à tenir des séances à la seule fin d'entendre des témoignages lorsque le quorum n'est pas atteint³⁴⁸. Le Règlement permettrait aux présidents d'entendre des témoignages en l'absence de tous les autres membres, mais, en règle générale, les comités précisent qu'un nombre minimum de membres doivent être présents pour que des témoins soient entendus³⁴⁹. On parle alors de «quorum réduit». La question de savoir si un représentant de l'un quelconque ou de

^{346.} Comité permanent des transports, Procès-verbal, 7 octobre 1997, séance nº 1.

^{347.} Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 8 octobre 1997, séance nº 1.

^{348.} Art. 118(2) du Règlement.

^{349.} Voir, par exemple, Comité permanent des finances, Procès-verbal, 2 octobre 1997, séance nº 1.

tous les partis de l'opposition doivent être présents est un autre élément dont les comités tiennent compte lorsqu'ils établissent un quorum réduit 350.

Que le président soit autorisé à tenir des réunions et à recevoir des témoignages en l'absence de quorum, pourvu que cinq députés, dont deux membres de l'opposition, soient présents³⁵¹.

Temps alloué pour les déclarations préliminaires et l'interrogation des témoins Lorsqu'ils entendent des témoins, les comités limitent normalement le temps accordé à chaque groupe ou particulier pour présenter son exposé initial. Ils fixent en outre la durée de la période qui sera consacrée aux questions de leurs membres et sa répartition entre les divers partis qui y sont représentés. La répartition du temps consacré à l'interrogation des témoins peut changer d'une législature à l'autre en fonction de la variation du nombre des partis représentés au sein des comités. Chaque comité cherche à réaliser le meilleur équilibre possible pour permettre aux représentants de tous les partis de poser des questions. Certains comités adoptent en outre des règles spéciales pour l'interrogation de ministres 352.

Que cinq minutes soient allouées aux témoins pour leur déclaration préliminaire.

Que cinq minutes soient accordées à chaque intervenant, dans l'ordre suivant: lors de la première ronde de questions, cinq minutes au Parti réformiste et au Bloc québécois, cinq minutes au Parti libéral et cinq minutes également au NPD et au Parti conservateur. Lors de la deuxième ronde de questions: cinq minutes par parti, en alternance entre le parti ministériel et les partis de l'opposition.

Que les cinq minutes allouées pour poser des questions s'appliquent à tous les témoins, ministres compris ³⁵³.

Dépenses des témoins

Qu'ils assistent aux séances des comités sur la Colline du Parlement ou à celles qu'ils tiennent pendant leurs déplacements au Canada, de nombreux témoins engagent des dépenses importantes pour venir comparaître devant les comités. Comme aucun débours ne peut être fait à même les fonds d'un comité sans son approbation, celui-ci doit adopter une motion établissant les conditions auxquelles les dépenses des témoins seront remboursées. Le Bureau de régie interne a établi des lignes

^{350.} Dans le cas des comités mixtes, la motion exige habituellement que les deux chambres soient représentées. Voir, par exemple, Comité mixte permanent des langues officielles, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance nº 1.

^{351.} Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance nº 2.

^{352.} Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 28 octobre 1998, séance nº 38, et 17 novembre 1998, séance nº 41.

^{353.} Comité permanent de la santé, Procès-verbal, 30 octobre 1997, séance nº 2.

directrices prévoyant les niveaux de remboursement acceptables, mais il appartient à chaque comité de déterminer dans quels cas il acceptera de défrayer les témoins ³⁵⁴.

Que, conformément aux règles établies par le Bureau de régie interne et sur demande, les témoins qui sont invités à comparaître devant le Comité soient remboursés de leurs frais de déplacement, d'hébergement et de repas jugés raisonnables, à raison d'au plus deux représentants par organisme, et qu'il soit laissé à la discrétion du président, dans des circonstances exceptionnelles, de décider de rembourser les frais de plus de deux représentants¹⁵⁵.

Distribution des documents

Les députés ont le droit de recevoir des documents dans la langue officielle de leur choix. De même, les membres du public ont le droit de communiquer avec un comité parlementaire dans l'une ou l'autre des langues officielles 356. Cela mène souvent à la situation où un document est présenté dans une seule langue officielle à un comité, alors que ses membres ont le droit de le recevoir dans la langue officielle de leur choix. Les comités doivent mettre en équilibre le droit de leurs membres à être traités également et les avantages qu'ils tirent de la réception de documents en temps opportun. Chaque comité doit décider si les documents qui lui sont soumis dans une seule langue officielle seront distribués aux membres immédiatement ou une fois la traduction disponible.

Que le greffier du Comité soit autorisé à distribuer les documents reçus seulement lorsqu'ils ont été traduits dans les deux langues officielles³⁵⁷.

ou

Que le greffier du Comité soit autorisé à distribuer les documents aux membres du Comité dans la langue reçue, et à s'assurer que ces documents soient traduits et distribués aussi rapidement que possible³⁵⁸.

^{354.} Les comités paient régulièrement les frais de déplacement, d'hébergement et de repas des témoins (voir Guide des politiques financières des comités, chapitre C-6, Dépenses des témoins).

^{355.} Comité permanent de la santé, Procès-verbal, 30 octobre 1997, séance nº 2.

^{356.} L'article 32(4) du Règlement exige que tous les documents du gouvernement soient déposés dans les deux langues officielles. L'article 4 de la Loi sur les langues officielles (L.R.C. 1985, ch. 31 (4* supp.)) et l'article 17 de la Loi constitutionnelle de 1982 (L.R.C. 1985, Appendice II, n° 44, annexe B) donne à toute personne le droit d'employer le français ou l'anglais dans ses rapports avec le Parlement.

^{357.} Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 novembre 1997, séance nº 5.

^{358.} Comité permanent des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, Procès-verbal, 8 octobre 1997, séance nº 1.

Transcriptions des séances à huis clos

On ne produit aucun compte rendu public des délibérations à huis clos, mais les comités trouvent souvent utile d'en faire la transcription à l'usage privé de leurs membres et de leur personnel. En plus de trancher la question de savoir s'ils garderont ou non des transcriptions de leurs séances à huis clos, les comités doivent déterminer ce que l'on fera de ces transcriptions à la fin de la session (c'est-à-dire si elles seront versées à leurs archives permanentes à des fins historiques ou si elles seront détruites). Les comités préfèrent parfois régler cette question de façon ponctuelle 359.

Que soit produite une transcription des séances à huis clos; que celle-ci soit conservée au bureau du greffier pour consultation par les membres du Comité; et que ces transcriptions soient détruites à la fin de la session 360.

Présence de personnel aux séances à huis clos

Les comités n'admettent normalement aux séances à huis clos que leurs membres, leur personnel et les témoins invités ³⁶¹. Toutefois, les députés trouvent souvent utile de modifier cette règle en permettant à des membres de leur propre personnel d'être présents. Cela dit, on reconnaît que les comités peuvent, de temps à autre, vouloir opter pour une interprétation plus stricte de la règle du huis clos ³⁶².

Que chaque membre puisse se faire accompagner d'un(e) collaborateur(trice) aux séances à huis clos, à moins que le Comité n'en décide autrement. ³⁶³.

Nominations par décret

Le renvoi des nominations par décret aux comités et leur examen par ceux-ci sont régis par le Règlement. Comme certains comités sont saisis d'un grand nombre de nominations au cours d'une année, chacun doit déterminer comment il s'acquittera

^{359.} Voir, par exemple, Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, 17 décembre 1987, fascicule nº 73, p. 4.

^{360.} Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 2 octobre 1997, séance nº 1.

^{361.} Les députés qui ne sont pas membres du comité se retirent ordinairement, mais ils peuvent rester dans la salle si le comité y consent. Voir, par exemple, Comité permanent de l'expansion industrielle régionale, Procès-verbaux et témoignages, 6 mai 1987, fascicule nº 13, p. 3.

Voir, par exemple, Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, Procès-verbaux et témoigrages, 26 janvier 1988, fascicule nº 49, p. 3.

^{363.} Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 novembre 1997, séance nº 5.

de la responsabilité de prendre en considération les nominations et d'examiner la documentation se rapportant à chacune 364.

Que, conformément à l'article III(4) du Règlement, chaque fois que le comité est saisi d'un décret de nomination ou d'un certificat annonçant une nomination, le greffier se procure le curriculum vitae du nouveau titulaire et en remette une copie aux membres du comité ³⁴⁵.

Avis de motion

Ni le Règlement ni la pratique habituelle des comités n'exigent que l'on donne un avis avant de présenter une motion en comité. Toutefois, pour mieux équilibrer leur charge de travail et employer leur temps efficacement, les comités jugent parfois à propos d'adopter des règles concernant les avis. De cette manière, lorsqu'un de leurs membres désire soumettre une nouvelle question à leur examen, ses collègues ont la chance d'y réfléchir d'avance au lieu de se voir saisis de la motion sans préavis. Cela évite en outre d'interrompre une séance ou une série de séances déjà planifiées ³⁶⁶. Les comités peuvent aussi décider de soumettre ces avis à l'examen du comité de direction qui propose un plan de travail pour le comité. Un tel examen n'empêche pas le membre qui a donné un avis de présenter sa motion à la fin de la période de préavis.

Lorsqu'ils instaurent une telle règle, les comités doivent envisager quels types de motions devront faire l'objet d'avis, comment ceux-ci devront être donnés (verbalement ou par écrit) et à qui ils devront l'être (le président ou le greffier). Ils doivent en outre déterminer comment leurs autres membres seront informés de la motion projetée, car ils ne produisent pas de Feuilleton des Avis.

Qu'un avis écrit de 48 heures soit présenté pour l'étude de toute motion de fond par le Comité, mais que cette règle ne s'applique pas aux motions d'amendement d'un projet de loi étudié par le Comité [...]

Que la motion soit déposée auprès du greffier du Comité et distribuée à tous les membres dans les deux langues officielles. Dès réception de cet avis, le greffier l'inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité de direction. 347.

^{364.} L'article 111(4) du Règlement prévoit que le ministre qui propose la nomination d'une personne à un poste rempli par décret fournit sur demande le curriculum vitae du candidat au comité saisi de la nomination.

^{365.} Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbal, 21 octobre 1997, séance nº 2.

^{366.} Les comités ont utilisé les règles concernant les avis de manières variées. Dans certains cas, ils ont exigé un avis pour toute motion de fond et, dans d'autres, seulement pour les nouvelles affaires sans rapport avec le sujet à l'étude au comité à quelque moment que ce soit. Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, *Procès-verbal*, 21 octobre 1997, séance n° 2, et Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement, *Procès-verbal*, 28 octobre 1997, séance n° 1.

^{367.} Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 novembre 1997, séance nº 5.

Outre les motions de régie interne énumérées précédemment, les comités peuvent adopter de temps à autre un grand nombre de motions liées à la procédure et à l'administration. Certaines se limitent à des comités particuliers, tandis que d'autres portent sur des aspects précis des travaux d'un comité, comme l'établissement d'un rapport à la Chambre. Certains comités adoptent régulièrement des motions qui se rapportent expressément à leur mandat ou à leurs méthodes de travail et qui n'intéressent pas les autres comités 368.

BUDGETS

Un bon nombre des dépenses de fonctionnement courantes des comités sont supportées directement par l'administration de la Chambre des communes 369. Les budgets des comités permanents sont établis par projet 370 et chaque budget doit être adopté par le comité avant d'être soumis à l'approbation du Comité de liaison 371. Les comités disposent d'un pouvoir de dépenser provisoire limité 372, mais ils doivent faire approuver toutes les dépenses dépassant le montant qui leur a été alloué à l'origine 373. En plus des crédits destinés aux projets, ils doivent prévoir et demander un budget distinct pour leurs déplacements, tout comme ils doivent solliciter expressément l'autorisation de la Chambre pour se déplacer 374.

- 368. D'autres motions utilisées à l'occasion portent notamment sur les sujets suivants: l'achat de documents (voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, *Procès-verbal*, 6 novembre 1997, séance n° 5); la tenue de réunions par voie de vidéoconférence (voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, *Procès-verbal*, 30 octobre 1997, séance n° 2); l'adoption du calendrier général des séances d'un comité (voir, par exemple, Comité permanent des comptes publics, *Procès-verbal*, 21 octobre 1997, séance n° 3); et les dispositions prises en prévision de longues réunions, comme la fourniture de repas (voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, *Procès-verbal*, 6 novembre 1997, séance n° 5). Les comités mixtes doivent régler un certain nombre de questions de régie interne qui ne s'appliquent pas aux comités permanents, législatifs ni spéciaux, comme le quorum, le moment de leurs séances (voir Comité mixte permanent des langues officielles, *Procès-verbal*, 21 octobre 1997, séance n° 1) et le mandat (voir Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, *Procès-verbaux et témoignages*, 24 mars 1994, fascicule n° 1, p. 4-6 et 9-10).
- 369. Ces dépenses comprennent, par exemple, les traitements du personnel des comités, les frais liés aux salles de séance de comité et la production des *Procès-verbaux* et des *Témoignages*. Les services de traduction et d'interprétation sont fournis aux comités par l'entremise du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux. Les attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement affectés aux comités sont rémunérés par celle-ci (sauf ceux qui sont affectés en permanence au Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, qui sont payés par celui-ci).
- 370. Les budgets de projet couvrent des articles de dépense comme les frais des témoins, la production des rapports, les contrats de consultation, la publicité et les relations avec les médias, les salaires du personnel de soutien administratif temporaire, les vidéoconférences et d'autres articles divers, dont les frais d'accueil. On trouvera des précisions complètes sur l'établissement du budget dans le Guide des politiques financières des comités, chapitre B-2, «Établissement du plan de travail et du budget».
- Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbal, 17 novembre 1997, séance nº 5.
- 372. Art. 121(1) du Règlement.
- 373. Art. 107(1) et 121(2) du Règlement.
- 374. Voir, par exemple, Comité permanent des finances, Procès-verbal, 7 octobre 1997, séance nº 2.

Les comités spéciaux et les comités législatifs présentent leurs demandes de budget directement au Bureau de régie interne³⁷⁵. Les budgets des comités mixtes sont fournis par les deux chambres en proportion de la taille de chaque chambre. Les comités mixtes permanents doivent, pour faire approuver leurs budgets, les présenter à la fois au Comité de liaison et au Comité sénatorial de la régie interne³⁷⁶. Et les comités mixtes spéciaux doivent faire approuver leurs budgets par le Bureau de régie interne et par le Comité sénatorial de la régie interne³⁷⁷.

ORDRES DE RENVOI ET INSTRUCTIONS

L'ordre de renvoi est la formalité par laquelle la Chambre charge un comité d'étudier une question ou définit la portée de ses délibérations. Les comités reçoivent des ordres de renvoi lors de leur établissement et peuvent en recevoir d'autres de temps à autre.

Le Règlement attribue des ordres de renvoi permanents aux comités permanents en leur confiant des responsabilités relatives à des ministères ainsi qu'à des domaines de politique ³⁷⁸. Il prévoit en outre qu'un certain nombre d'autres affaires doivent être soumises régulièrement à l'examen des comités permanents, soit: les rapports et autres documents déposés à la Chambre conformément à des lois ³⁷⁹, le Budget des dépenses ³⁸⁰, les nominations par décret ³⁸¹ et les projets de loi ³⁸². La Chambre doit toutefois désigner dans une motion distincte le comité auquel chaque affaire sera déférée ³⁸³. Dans le cas des documents, dont les certificats de nomination par décret, le comité auquel ils sont renvoyés est précisé lors de leur dépôt. Outre les ordres de renvoi prévus au Règlement, la Chambre se réserve le droit de déférer d'autres

- 379. Art. 32(5) du Règlement.
- 380. Art. 81(4) et (5) du Règiement.
- 381. Art. 110 et 32(6) du Règlement.
- 382. Art. 73(1) à (3) et 141(1) du Règlement.

Règlement administratif 401 du Bureau de régie interne, Règlement administratif concernant les finances et l'administration des comités.

Voir, par exemple, Comité mixte permanent des langues officielles, Procès-verbal, 11 février 1999, séance nº 19.

^{377.} Voir, par exemple, Comité mixte spécial sur la garde et le droit de visite des enfants, Procès-verbal, 23 février 1998, séance nº 5.

^{378.} Art. 108 du Règlement. Avant 1986, le Règlement ne confiait aucun mandat général aux comités permanents. Ils se réunissaient et entreprenaient leurs travaux une fois que la Chambre leur avait renvoyé une question particulière. Voir *Journaux*, 6 février 1986, p. 1644-1666, en particulier p. 1660-1662; 13 février 1986, p. 1710.

^{383.} Voir, par exemple, *Journaux*, 1* octobre 1997, p. 57-59; 2 octobre 1997, p. 67-68; 1* mars 1999, p. 1545-1546; 5 mars 1999, p. 1563-1564; 10 mars 1999, p. 1592.

questions à ses comités lorsqu'elle le juge à propos. Les comités peuvent également recevoir des ordres de renvoi découlant de lois auparavant adoptées par le Parlement 384.

Lorsqu'un projet de loi est déféré à un comité, il constitue en soi l'ordre de renvoi. Et, lorsqu'un comité spécial est constitué, l'ordre de renvoi est contenu dans la motion l'établissant 385. Les comités mixtes reçoivent leurs ordres de renvoi des deux chambres. Le Règlement de la Chambre des communes prévoit le mandat des trois comités mixtes permanents 366, mais le Règlement du Sénat ne renferme aucune disposition semblable 387.

Les comités sont liés par leurs ordres de renvoi et ne peuvent entreprendre d'études ni présenter à la Chambre des recommandations allant au-delà des limites établies par ceux-ci 388. En particulier, un comité qui étudie un projet de loi peut en faire rapport avec ou sans amendement, mais il ne peut insérer aucune remarque ni recommandation que ce soit dans son rapport 389. Grâce aux pouvoirs généraux qu'ils possèdent depuis 1986 390, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre concernant un projet de loi qui leur a été renvoyé. Ces recommandations doivent toutefois être présentées dans un rapport distinct de celui qui a trait au projet de loi 391.

Outre l'ordre de renvoi initial d'un comité, la Chambre peut lui donner d'autres directives une fois qu'il a entrepris une étude particulière. On appelle celles-ci «instructions»; elles sont parfois impératives, mais habituellement facultatives. Une instruction impérative ordonne à un comité de traiter une question particulière ou de mener son étude d'une certaine manière ³⁹². Une instruction facultative donne au comité le pouvoir de faire quelque chose qu'il ne pourrait pas faire autrement, mais

- 384. Un certain nombre de lois renferment des dispositions prévoyant leur examen par des comités. Voir Bureau des conseillers législatifs, Liste des rapports et états devant être présentés à la Chambre des communes, 1997, p. 58-59. À l'instar du Règlement, les lois ne désignent pas le comité particulier devant être chargé de l'examen; il appartient à la Chambre de prendre cette décision au moment où l'examen est entrepris. Voir, par exemple, Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, L.C. 1994, ch. 24, art. 33, et Journaux, 1° octobre 1997, p. 55.
- 385. La motion établissant un comité spécial règle habituellement, outre le sujet de son étude, un certain nombre d'autres questions telles que ses pouvoirs, sa composition et son quorum. Voir, par exemple, Journaux, 1° octobre 1997, p. 59-61.
- 386. Art. 108(4) du Règlement.
- 387. L'article 86(1) du Règlement du Sénat prévoit seulement la constitution des comités mixtes permanents et précise le nombre des sénateurs qui devraient être nommés à chacun. Il ne renferme aucune indication quant au mandat de chaque comité.
- Les Présidents ont déclaré irrecevables les rapports de comités qui allaient au delà de leur ordre de renvoi.
 Voir, par exemple, Débats, 29 juin 1983, p. 26943-26944; 28 février 1985, p. 2602-2603.
- 389. Voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 20 décembre 1973, p. 774-775.
- 390. Art. 108(2) du Règlement.
- Voir, par exemple, Journaux, 21 juin 1995, p. 1827 (rapport formel sur l'équité en matière d'emploi) et 25 septembre 1995, p. 1940 (Projet de loi C-64, Loi concernant l'équité en matière d'emploi).
- 392. Voir, par exemple, Journaux, 29 Juin 1983, p. 6116.

elle ne l'oblige pas à exercer ce pouvoir. Par exemple, la Chambre peut adopter une motion accordant au comité le pouvoir de se déplacer ou de faire rapport à une date postérieure à celle prévue dans son ordre de renvoi initial ³⁹³. Le Règlement renferme des dispositions destinées à permettre à un ministre ou à un simple député de proposer une motion tendant à charger un comité permanent, spécial ou législatif d'élaborer et de déposer un projet de loi ³⁹⁴.

Le déroulement des travaux

De façon générale, les règles régissant les étapes des débats en comité sont identiques à celles de la Chambre des communes ³⁹⁵. Toutefois, le Règlement soustrait les comités à certaines règles qui s'appliquent à la Chambre, soit celles qui régissent l'élection du Président et l'appui des motions et celles qui limitent le nombre d'interventions qu'un député peut faire au sujet d'une question ainsi que la durée des discours ³⁹⁶. Cette exemption a un caractère facultatif; chaque comité peut établir ses propres règles sur ces points, à condition de ne pas outrepasser les pouvoirs que la Chambre lui a délégués ³⁹⁷.

Les délibérations en comité se déroulent souvent de manière informelle. La taille réduite des comités par rapport à celle de la Chambre et les mandats précis qui leur sont confiés les ont amenés à adapter certaines des procédures de la Chambre afin d'accroître l'efficacité de leurs délibérations.

En général, il appartient aux comités de décider du temps qu'ils consacreront à un sujet particulier. Le comité peut faire cela officiellement, en adoptant un plan de travail, ou en permettant simplement à ses membres de discuter d'une question jusqu'à ce qu'ils soient prêts à prendre une décision 398. Les comités limitent régulièrement le temps mis à la disposition des témoins pour présenter leurs exposés, et ils répartissent précisément le temps alloué pour l'interrogation des témoins par leurs membres 399. Comme le nombre d'interventions et la durée des discours n'y sont

^{393.} Voir, par exemple, Journaux, 22 juin 1994, p. 655.

^{394.} Art. 68(4)a) et b) du Règlement. Voir, par exemple, *Journaux*, 30 octobre 1997, p. 175. Pour de plus amples renseignements sur les instructions, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{395.} Voir le chapitre 12, «Les étapes du débat», et le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».

^{396.} Art. 116 du Règlement.

^{397.} Le Président n'intervient normalement pas dans les affaires des comités en l'absence de rapports de ceux-cl, mais cela ne s'applique pas aux situations où des comités outrepassent les pouvoirs qui leur ont été délégués. Au cours de la première session de la 35° législature (1994-1996), le président du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord avait permis à un député qui n'était ni un membre ni un membre associé du comité de remplacer l'un de ses membres associés. Le Président Parent a jugé qu'un comité permanent n'a pas le pouvoir de déterminer ni de modifier sa composition, qu'il s'agisse de ses membres réguliers ou de ses membres associés; la Chambre conserve ce pouvoir en vertu de l'article 104(4) du Règlement. Voir cette décision dans *Débats*, 20 juin 1994, p. 5582-5584.

^{398.} Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 19 octobre 1998, séance nº 87.

^{399.} Voir la rubrique « Motions de régle interne », plus haut.

soumis à aucune limite, ils peuvent décider de limiter leurs propres délibérations 400. Toutefois, certaines questions renvoyées régulièrement aux comités permanents en vertu du Règlement s'assortissent de limites quant à la durée de l'examen qu'ils peuvent en faire. Le Règlement fixe des limites à l'examen d'un certain nombre de questions par les comités, soit: le Budget des dépenses, les consultations prébudgétaires du Comité des finances, les projets de loi d'initiative parlementaire et les nominations par décret. Dans le cas du Budget des dépenses et des projets de loi d'initiative parlementaire, les comités doivent faire rapport dans un certain délai, faute de quoi ils sont réputés l'avoir fait et ne sont par conséquent plus saisis de la question. L'examen des nominations par décret est limité à 10 jours de séance consécutifs de la Chambre, mais les comités ne sont pas tenus d'en faire rapport à la Chambre. Dans le cas des consultations préalables au Budget, les rapports doivent être présentés dans un délai déterminé, mais le comité n'est pas obligé de faire rapport 401. La Chambre peut également fixer, de temps à autre, des limites à l'étude par un comité de questions qui lui sont déférées 402.

POUVOIRS DU PRÉSIDENT

Le président dirige les délibérations du comité, donne la parole aux intervenants 403 et s'assure que les délibérations se déroulent conformément aux pratiques et règles

- 400. Voir, par exemple, Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 23 mars 1999, séance nº 104. En 1990, à la suite d'un examen prolongé du projet de loi C-62, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, le président du Comité des finances a mis fin unilatéralement au débat sur une motion tendant à limiter tout autre débat sur ledit projet de loi et a établi un calendrier prévoyant l'attribution du temps pour le reste de son étude par le Comité. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, elle fut maintenue par le Comité. (Voir Comité permanent des finances, Procèsverbaux et témoignages, 19 mars 1990, fascicule nº 103, p. 6-9.) Dans une décision portant sur une question de privilège liée à la démarche du président du Comité, le Président Fraser a refusé d'intervenir dans les affaires du Comité et a signalé que, lorsqu'ils fixent des limites à leurs délibérations, les comités ont la responsabilité de s'en tenir à la procédure normale et ne devraient pas se comporter de façon arbitraire. (Voir la décision du Président Fraser, Débats, 26 mars 1990, p. 9756-9758.) Le Comité a par la suite présenté à la Chambre un rapport exposant ses préoccupations au sujet de la façon dont le débat avait été limité et demandant que la question soit déférée au Comité permanent des privilèges et des élections. La Chambre a approuvé ce rapport. (Voir Journaux, 30 avril 1990, p. 1612-1613.) Après avoir étudié la question, le Comité des privilèges et des élections a indiqué que l'article 78 du Règlement (attribution de temps) était le moyen approprié à utiliser pour proposer de limiter l'étude d'un projet de loi par un comité. Voir Comité permanent des privilèges et des élections, Procès-verbaux et témolgnages, 14 mars 1991, fascicule nº 41, p. 3-18, et Journaux, 20 mars 1991, p. 2727.
- 401. Voir les articles 81(4) et (5), 83.1, 97.1 et 111(3) du Règlement.
- 402. Les délais de rapport sont souvent inclus dans les ordres établissant les comités spéciaux. Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1997, p. 224-225. La Chambre peut imposer une limite à l'examen d'un projet de loi par un comité en recourant aux dispositions relatives à l'attribution de temps prévues à l'article 78 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 22 mars 1995, p. 1259-1260. Cependant, elle peut tout simplement adopter une motion ordonnant à un comité de faire rapport avant une certaine date. Voir, par exemple, Journaux, 3 mai 1994, p. 419-420.
- 403. Les membres des comités n'ont pas de siège fixe ni désigné. Les députés ministériels prennent habituellement place à la droite du président et ceux de l'opposition à sa gauche, mais le président peut leur donner la parole où qu'ils solent.

établies ainsi qu'à toute autre exigence particulière que le comité peut s'être imposé à lui-même ou avoir imposé à ses membres. L'ordre de parole des intervenants peut être laissé à la discrétion du président, mais les comités adoptent normalement une motion pour régir la rotation des intervenants, par parti, lorsque des témoins comparaissent devant eux 404. Le président met en outre la question aux voix sur toutes les motions dont le comité est saisi et annonce les résultats de tout vote éventuel.

Le président peut, à sa discrétion, interrompre un membre dont les observations ou les questions sont répétitives ou n'ont aucun rapport avec l'affaire dont le comité est saisi. Si le membre en question continue de faire des remarques répétitives ou hors de propos, le président peut donner la parole à un autre membre. Si le membre en faute refuse de céder la parole et continue de parler, le président peut suspendre la séance ou l'ajourner. Tout membre du comité peut invoquer le Règlement pour attirer l'attention sur un écart à celui-ci ou à la façon dont le comité mène habituellement ses délibérations, à n'importe quel moment. Dans les cas douteux ou non prévus au Règlement, le président peut prendre sa décision en délibéré⁴⁰⁵.

Les décisions du président ne peuvent faire l'objet d'un débat, mais il peut en être fait appel au comité 406. Pour ce faire, un membre demande au comité de voter sur la motion suivante: «Que la décision du président soit maintenue » 407. En cas d'égalité des voix, celle-ci est maintenue 408. L'annulation d'une décision n'est pas nécessairement considérée comme une question de confiance à l'endroit du président. Les décisions que celui-ci prend lient le comité, mais elles ne constituent pas des précédents liant les autres comités, non plus que les futurs présidents du même comité.

DROIT DE PAROLE

Les membres d'un comité doivent se voir accorder la parole par le président avant d'intervenir. À l'occasion, les comités limitent rigoureusement le temps qui sera consacré à l'étude d'une question donnée 409. Dans d'autres cas, les membres des comités sont libres de discuter d'un sujet pendant aussi longtemps qu'ils le jugent à

- 404. La motion peut comprendre le temps alloué à chaque intervenant. Voir la rubrique « Motions de régie interne », plus haut.
- Voir, par exemple, Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, Procès-verbaux et témoignages, 27 novembre 1979, fascicule nº 6, p. 3.
- 406. Art. 117 du Règiement. Cela diffère de la procédure applicable aux comités pléniers, selon laquelle il peut être fait appel des décisions du président non pas au comité, mais au Président de la Chambre. Voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».
- 407. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des affaires juridiques, Procès-verbaux et témoi-gnages, 17 octobre 1985, fascicule nº 47, p. 3-4; Comité permanent des finances, Procès-verbaux et témoi-gnages, 19 mars 1990, fasc. nº 103, p. 5 et 9.
- Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages,
 18 mai 1995, fascicule n° 47, p. 7.
- 409. Ces motions, qui visent la question à l'étude plutôt que le membre du comité qui a la parole, ont pour effet de fixer des limites aux discours. Voir, par exemple, Comité permanent de l'industrie, Procès-verbal, 23 mars 1999, séance n° 104.

propos. Les députés qui assistent aux séances d'un comité sans en être membres ni membres associés peuvent, à la discrétion du comité, participer aux délibérations, mais ils n'ont pas le droit de proposer des motions, ni de voter, ni de faire compter leur présence aux fins du quorum⁴¹⁰. Ils se retirent ordinairement lorsque le comité siège à huis clos, mais on leur permet parfois de rester dans la salle⁴¹¹.

DÉSORDRE ET INCONDUITE

Le désordre et l'inconduite au sein d'un comité peuvent résulter du non-respect de ses règles et usages ou de l'autorité de son président. L'emploi d'un langage non parlementaire, le défaut de céder la parole et l'interruption continuelle des délibérations de quelque manière que ce soit constituent également des formes de désordre et d'inconduite. En cas de désordre, le président peut suspendre la séance jusqu'à rétablissement de l'ordre ou, si la situation est jugée sérieuse au point d'empêcher le comité de poursuivre ses travaux, il peut l'ajourner. Ni les comités ni leurs présidents n'ont le pouvoir de censurer les actes de désordre ou d'inconduite⁴¹². Si un comité désire que des mesures quelconques soient prises à l'encontre des personnes qui perturbent les délibérations, il doit signaler la situation dans un rapport à la Chambre⁴¹³. Celle-ci peut prendre une décision en la matière sur réception de ce rapport.

PROCESSUS DÉCISIONNEL

Les décisions des comités font suite à l'adoption de motions par la majorité des membres présents. Sauf décision contraire d'un comité, aucun avis n'est requis pour proposer une motion⁴¹⁴. Un comité ne peut prendre aucune décision s'il n'y a pas quorum⁴¹⁵. À l'issue du débat sur les motions pouvant faire l'objet d'un débat, ou lorsqu'une motion ne pouvant pas faire l'objet d'un débat a été proposée, le président lit la motion et demande au comité s'il est d'accord⁴¹⁶. S'il y a manifestement désaccord entre les membres, il leur demande de se prononcer individuellement soit en faveur ou soit contre la motion. Les membres votent alors à main levée. Dans un tel cas, le nombre de ceux qui votent pour ou contre la question est consigné dans le *Procès-verbal*. Si un membre demande la tenue d'un vote par appel nominal, le greffier lit les noms des membres dans l'ordre alphabétique, et chacun répond à son tour par «oui» ou «non». Le greffier annonce ensuite les résultats du vote, et le

^{410.} Art. 119 du Règlement.

Voir, par exemple, Comité permanent de l'expansion industrieile régionale, Procès-verbaux et térnoignages, 5 mai 1987, fascicule nº 13, p. 3.

^{412.} Art. 117 du Règlement.

^{413.} En l'absence de rapport des comités, les Présidents se sont régulièrement abstenus d'intervenir dans leurs travaux. Voir, par exemple, Journaux. 1° juillet 1919, p. 498; 31 mars 1969, p. 673-674.

^{414.} Voir la rubrique « Motions de régie interne — Avis de motion », plus haut.

^{415.} Art. 118(2) du Règlement.

^{416.} Vu l'atmosphère généralement moins formelle dans laquelle se déroulent les séances des comités, les propositions, notamment celles qui ont trait à leurs affaires internes, sont parfois adoptées sans que le président en donne lecture ou sans la tenue d'un vote formel.

président déclare la motion adoptée ou rejetée, selon le cas. Les noms des membres qui ont voté pour la motion et de ceux qui ont voté contre sont inscrits au *Procèsverbal*. Contrairement à la procédure de la Chambre, selon laquelle les députés sont convoqués par la sonnerie d'appel, il n'existe pas de disposition pour convoquer les membres absents d'un comité à un vote par appel nominal 417.

Lorsqu'un vote se tient dans le cadre d'une séance à huis clos, seul le fait qu'une motion a été adoptée est consigné au *Procès-verbal*, car les motions adoptées deviennent des ordres ou des résolutions du comité; ni le nom ni le nombre des membres ayant voté pour ou contre la motion ne sont consignés. Les motions rejetées lors de séances à huis clos ne sont pas consignées au *Procès-verbal*, non plus que le nom ni le nombre des membres ayant voté pour ou contre ces motions; cette pratique vise à préserver la confidentialité des délibérations des comités 418. Toutefois, des questions traitées lors de séances à huis clos peuvent être consignées au *Procès-verbal* si un comité le décide expressément.

Vote prépondérant

Comme le Président de la Chambre, le président d'un comité vote seulement pour rompre l'égalité des voix, sauf lorsque le comité étudie un projet de loi d'intérêt privé, auquel cas le président vote à titre de membre régulier et dispose, en cas d'égalité des voix, d'une voix prépondérante ⁴¹⁹. Le président n'est pas tenu de donner de raisons pour voter. Par convention, il vote normalement de manière à maintenir le statu quo ou, lorsqu'il n'est plus possible de discuter la question, pour la laisser ouverte à des discussions plus poussées au comité ou lors de travaux subséquents à la Chambre ⁴²⁰. Lorsqu'il y a égalité des voix touchant un appel d'une décision du président, la tradition veut que celui-ci ne vote pas, mais déclare la décision maintenue ⁴²¹.

Témoignages

L'étude des questions qui leur sont renvoyées par la Chambre ou qu'ils examinent dans le cadre de leur mandat général amène les comités à solliciter des renseignements et des observations auprès d'un grand nombre de sources. Leurs attachés de recherche et les ministères leur fournissent régulièrement des séances d'information et de la documentation de base. Les comités déploient en outre énormément d'efforts

- 417. Contrairement à la Chambre, il n'existe aucune procédure établie aux comités pour différer un vote, mais un comité peut décider de reporter une question pour plus ample examen au lieu de la mettre aux voix à un moment particulier.
- Voir la décision du Président Fraser sur une question de privilège relative à la divulgation d'un vote tenu lors d'une séance à huis clos, Débats, 14 mai 1987, p. 6108-6111.
- 419. Art. 141(3) du Règlement. Voir également le chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».
- 420. Pour de plus amples renseignements sur le vote prépondérant, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».
- 421. Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et térnoignages, 18 mai 1995, fascicule nº 47, p. 7.

pour recueillir les avis de personnes qui connaissent bien les questions dont ils sont saisis ou qui sont directement intéressées par elles. Cette consultation peut aller d'un groupe relativement restreint d'experts techniques à la population canadienne dans son ensemble.

Les comités recueillent généralement ces renseignements et observations en entendant directement des témoins et en recevant des mémoires. Le pouvoir qui leur est accordé de convoquer des témoins et d'exiger des documents 422 les autorise non seulement à inviter des personnes à comparaître et des parties intéressées à leur adresser des mémoires, mais aussi à ordonner, par voie de sommation, que des personnes se présentent devant eux ou que certains documents leur soient remis.

Au début d'une étude, un comité peut prendre des mesures pour informer les membres du public de ses activités et solliciter leurs opinions. Il peut se servir à cette fin de communiqués de presse, d'annonces dans les journaux et d'avis publiés sur le réseau de télévision CPaC ou sur le site Web du Parlement 423.

TÉMOINS

Un comité peut souhaiter entendre les témoignages de particuliers, de représentants de groupes ou de fonctionnaires concernant la question qu'il étudie. Il peut choisir ces témoins de différentes manières. Normalement, ceux-ci sont proposés par ses membres. Le comité peut également inviter des témoins potentiels à manifester leur intérêt à comparaître. Souvent, le choix des témoins est délégué au sous-comité du programme et de la procédure, sous réserve de ratification par le comité dans son ensemble 424. De plus, les groupes ou particuliers qui sont au courant d'une étude prochaine d'un comité peuvent signaler leur intérêt de comparaître sans y être invités par le comité. Enfin, lorsqu'ils tiennent des séances prenant la forme d'assemblées publiques, les comités réservent souvent une période au cours de laquelle les membres de l'auditoire peuvent poser des questions et formuler de brèves remarques sans avoir pris au préalable de dispositions officielles pour comparaître.

Il appartient au comité dans son ensemble de déterminer quels témoins il entendra. Des considérations pratiques, comme le temps qui leur est attribué pour une

^{422.} Dans le cas des comités permanents et des comités législatifs, ce pouvoir est prévu par le Règlement (art. 108(1) et 113(5)). Les comités permanents peuvent déléguer leur pouvoir de convoquer des personnes à des sous-comités. Les comités législatifs peuvent seulement convoquer des fonctionnaires et des experts techniques. Une disposition autorisant les comités spéciaux à convoquer des personnes figure habituellement dans l'ordre de renvoi les établissant. Voir, par exemple, Journaux, 1º octobre 1997, p. 59-61. Les comités qui s'occupent exclusivement de questions administratives internes ne peuvent recevoir le pouvoir de convoquer des témoins. Ce pouvoir n'est pas attribué au Comité de liaison, ni aux comités de direction. Voir l'article 107 du Règlement. Le pouvoir de convoquer des personnes remonte au moins à la première moitié du dix-septième siècle. Voir Redlich, vol. II, p. 207.

^{423.} Voir, par exemple, Comité spécial d'examen de la Loi constituant le Service canadien du renseignement de sécurité et de la Loi sur les infractions en matière de sécurité, Procès-verbaux et témoignages, 28 septembre 1989, fascicule nº 1, p. 7, et Comité spécial chargé d'examiner le projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du lac Meech, Procès-verbaux et témoignages, 9 avril 1990, fascicule nº 1, p. 8-9.

Voir, par exemple, Comité permanent des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, Procés-verbal, 21 octobre 1997, séance n° 2.

étude, limitent le nombre de témoins qu'il pourra accueillir. Tout membre d'un comité peut proposer des témoins, mais c'est le comité qui décide en dernier ressort qui il entendra. Les témoins se voient habituellement rembourser les dépenses raisonnables qu'ils engagent afin de comparaître devant un comité 425.

Convocation de témoins

Dans la grande majorité des cas, les comités peuvent obtenir les témoignages qu'ils recherchent simplement en invitant des témoins à comparaître devant eux. Toutefois, certains témoins peuvent ne pas consentir à comparaître de leur plein gré. Lorsqu'un témoin potentiel a refusé une invitation à comparaître, un comité peut l'assigner en adoptant une motion à cet effet 426. Si le témoin n'obtempère pas, le comité peut faire rapport de ce fait à la Chambre, qui prend alors les mesures qu'elle juge appropriées 427.

Les comités n'ont pas le pouvoir d'assigner des députés ni des sénateurs. Si un député refuse de témoigner à la demande d'un comité, celui-ci peut faire rapport de ce fait à la Chambre, qui décide alors quelle mesure il y a lieu de prendre éventuellement. Les sénateurs peuvent comparaître volontairement devant les comités de la Chambre, mais on ne peut les y obliger. Si un comité désire que l'on demande officiellement à un sénateur de comparaître devant lui, il doit obtenir le consentement de la Chambre. Si celle-ci est d'accord avec le comité, elle envoie au Sénat un message demandant que le sénateur comparaisse devant le comité 428.

Assermentation des témoins

Tout témoin comparaissant devant un comité peut être tenu de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle 429; cependant, en temps normal, les témoins n'ont pas à prêter serment. La décision de faire prêter serment aux témoins est entièrement

- 425. Les comités sont autorisés à défrayer les témoins, à l'exception de ceux qui résident dans la région de la Capitale nationale. Le montant du remboursement, établi de temps à autre par le Bureau de régie interne, est exposé dans le Guide des politiques financières des comités. Ceux-ci limitent habituellement le nombre de représentants d'une organisation donnée qu'ils sont disposés à défrayer. Voir, par exemple, Comité permanent de la santé, Procès-verbal, 30 octobre 1997, séance n° 2. Les comités peuvent rembourser les dépenses des témoins qui comparaissent devant eux à Ottawa ou lorsqu'ils se déplacent. Voir, par exemple, Comité permanent des pêches et des océans, Procès-verbal, 27 novembre 1997, séance n° 11.
- 426. Le comité n'est pas obligé d'envoyer une invitation à comparaître avant d'assigner des témoins, mais c'est la façon normale de procéder. Voir, par exemple, Comité permanent de la consommation, des corporations et des opérations gouvernementales, Procès-verbaux et témoignages, 29 mai 1990, fascicule n° 67, p. 4. Avant qu'une modification soit apportée au Règlement, en 1994, il fallait dépose auprès du président du comité un certificat indiquant que la déposition d'un témoin était pertinente et importante avant que l'assignation soit délivrée. Depuis lors, ce certificat n'est plus requis. Voir Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563, et Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 9 juin 1994, fasc. n° 16, p. 3-8, en particulier p. 8.
- 427. Voir, par exemple, Journaux, 27 août 1891, p. 454.
- 428. Voir, par exemple, Journaux, 9 mai 1996, p. 341-342. Lorsque la Chambre leur demande officiellement de comparaître, les sénateurs ne peuvent le faire qu'avec la permission du Sénat. Voir l'article 124 du Règlement du Sénat.
- 429. Voir la Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 10(3), 11. La formule du serment ou de l'affirmation solennelle est définie par l'article 13(2) de la Loi, et exposée à l'annexe qui y est jointe.

à la discrétion du comité⁴³⁰. Un témoin qui refuse de prêter serment pourrait être accusé d'outrage⁴³¹. De même, un témoin, assermenté ou non, qui refuse de répondre à des questions ou qui ne donne pas des réponses véridiques pourrait être accusé d'outrage à la Chambre⁴³². De plus, les témoins assermentés qui mentent peuvent être accusés de parjure⁴³³.

Dépositions

On demande habituellement aux témoins qui comparaissent devant un comité de faire une courte déclaration préliminaire résumant leur point de vue, ou celui de l'organisation qu'ils représentent, sur le sujet qu'étudie le comité. Cette déclaration est suivie d'une période de questions ⁴³⁴. Tout membre du comité peut poser des questions, et le président peut également participer, à l'occasion, à l'interrogation des témoins ⁴³⁵. Il peut aussi être permis aux autres députés qui assistent aux séances du comité de poser des questions ⁴³⁶. Cela dépend en partie du temps que le comité a prévu pour examiner chaque témoin et du nombre de ses membres qui désirent poser des questions. On donne habituellement la priorité à ceux-ci lors de l'interrogation des témoins.

Les témoins qui comparaissent devant un comité jouissent de la même liberté de parole que les parlementaires et de la même protection contre l'arrestation et la brutalité ⁴³⁷. À la discrétion du comité, ils peuvent être autorisés à témoigner à huis clos

- 430. À diverses occasions, les comités ont fait prêter serment au premier ministre, au vérificateur général (qui est un haut fonctionnaire du Parlement) et à des hauts fonctionnaires. Voir, par exemple, Comité spécial sur certaines accusations et allégations faites par George N. Gordon, *Procès-verbal*, 3 mars 1932; Comité permanent des comptes publics, *Procès-verbaux et témoignages*, 16 mai 1996, fascicule n° 15, p. 1; Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, *Procès-verbaux et témoignages*, 28 janvier 1987, fasc. n° 20, p. 3-4, 9-14, et la décision du Président Fraser, *Débats*, 17 mars 1987, p. 4265-4266.
- 431. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 17 mars 1987, p. 4265-4266.
- 432. À l'instar des autres questions de privilège, les comités ne sont pas autorisés à résoudre eux-mêmes les cas d'outrage présumé; ils doivent en faire rapport à la Chambre.
- 433. Loi sur le Parlement du Canada, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 12.
- 434. La longueur de la période de questions et l'ordre dans lequel celles-ci sont posées sont des points qui doivent être déterminés par le comité. Voir la rubrique « Motions de régle interne », plus haut. Vu l'atmosphère moins formelle qui règne en comité, on fait souvent preuve d'une grande latitude sur ces points.
- 435. Des comités ont, à l'occasion, autorisé leur personnel à interroger des témoins. Les cas de ce genre tendent à se présenter lorsqu'une question technique est à l'étude. Voir, par exemple, Comité permanent des communications et de la culture, *Procès-verbaux et témoignages*, 3 décembre 1986, fascicule n° 8, p. 3.
- 436. L'article 119 du Règlement autorise les députés qui ne sont pas membres du comité à participer à ses délibérations publiques.
- 437. Comme dans le cas des députés, la liberté de parole s'étend aux dépositions faites par les témoins devant les comités et a été considérée comme englobant la protection contre toute poursuite possible. La Chambre peut renoncer à cette protection si elle le juge à propos. Voir, par exemple, Journaux, 12 avril 1892, p. 234-235. Il revient à chaque comité de voir à ce qu'aucun témoin ne prenne avantage de cette protection pour proférer des remarques diffamatoires qui pourraient donner lieu à des poursuites légales si elles étaient faites ailleurs. Voir la décision du Président Fraser, Débat, 16 mars 1993, p. 17071-17072. Voir également le chapitre 3, « Les privilèges et immunités ».

lorsqu'ils traitent d'affaires d'État confidentielles ou de renseignements commerciaux délicats ⁴³⁸. Dans des circonstances spéciales, il a été permis à des témoins de comparaître anonymement ⁴³⁹. Le fait de soudoyer un témoin ou de chercher de quelque manière que ce soit à le décourager de témoigner à une séance de comité peut constituer une atteinte au privilège. De même, toute intervention auprès de témoins qui ont déjà présenté leur déposition ou toute menace dirigée contre eux peuvent être traitées par la Chambre comme des atteintes au privilège ⁴⁴⁰.

Les témoins qui font une déposition peuvent se faire aider d'un avocat, mais en demandent rarement la permission⁴⁴¹. Les avocats, lorsqu'ils sont admis, jouent strictement un rôle consultatif; ils ne peuvent poser de questions ni répondre au nom des témoins.

Compte tenu de la protection accordée aux témoins par le Parlement, on s'attend à ce que ceux-ci fassent preuve de jugement et de modération lorsqu'ils présentent leurs opinions aux comités. Le témoignage de ceux qui persistent à faire des remarques jugées inopportunes par un comité peut être rayé du compte rendu⁴⁴².

La nature des questions pouvant être posées aux témoins qui comparaissent devant les comités n'est assujettie à aucune règle précise à part le fait qu'elles doivent se rapporter à la question à l'étude⁴⁴³. Les témoins doivent répondre à toutes les questions que leur pose le comité⁴⁴⁴. Un témoin peut élever une objection contre une question posée par un membre du comité. Toutefois, si le comité est d'accord pour que la question soit posée au témoin, celui-ci doit y répondre⁴⁴⁵. On a exhorté les membres à traiter les témoins « avec courtoisie et équité ». Néanmoins, un témoin qui refuse de répondre aux questions peut faire l'objet d'un rapport à la Chambre⁴⁴⁶.

Une attention particulière a été accordée à l'interrogation de fonctionnaires 47. L'obligation faite aux témoins de répondre à toutes les questions posées par un comité doit être mise en équilibre avec le rôle que jouent les fonctionnaires lorsqu'ils

- 438. Voir, par exemple, Comité spécial sur la garde d'enfants, Procès-verbaux et témoignages, 13 juin 1986, fascicule nº 46, p. 6.
- 439. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des affaires juridiques, Procès-verbaux et témoi-gnages, 3 juin 1996, fascicule n° 24, p. 1; 6 juin 1996, fasc. n° 27, p. 1.
- 440. Voir, par exemple, Journaux, 4 décembre 1992, p. 2284; 18 février 1993, p. 2528; 25 février 1993, p. 2568, et Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fascicule nº 46, p. 7-11.
- 441. Voir, par exemple, Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 23 février 1988, fascicule nº 24, p. 4.
- 442. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 16 mars 1993, p. 17071-17072.
- 443. Voir, par exemple, Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 3 février 1988, fascicule nº 20, p. 3, 25-28.
- 444. Voir, par exemple, Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 3 février 1988, fascicule nº 20, p. 25-28.
- 445. Débats, 11 décembre 1986, p. 1999.
- 446. Voir Journaux, 17 février 1913, p. 275.
- Pour un examen de cette question, voir Report on Witnesses Before Legislative Committees, Ontario Law Reform Commission, 1981, p. 25-45.

donnent des avis confidentiels à leur ministre. La tradition veut qu'on envisage ce rôle par rapport à la mise en œuvre et à l'exécution de la politique gouvernementale, plutôt qu'à la détermination de celle-ci. En conséquence, on a dispensé les fonctionnaires de commenter les décisions stratégiques prises par le gouvernement. En outre, les comités acceptent ordinairement les raisons données par un fonctionnaire pour refuser de répondre à une question précise ou à une série de questions supposant l'expression d'un avis juridique, pouvant être considérées comme en conflit avec leur responsabilité envers leur ministre, débordant leur domaine de responsabilité, ou pouvant influer sur des opérations commerciales 448.

Les comités respectent, comme la Chambre, la convention relative aux affaires devant les tribunaux 449. Cette convention s'applique non seulement aux discussions que tiennent les membres des comités entre eux, mais aussi à l'interrogation des témoins 450.

MÉMOIRES ET AUTRES DOCUMENTS

La plupart des documents demandés par les comités sont fournis volontairement. Il peut s'agir de rapports du gouvernement, de statistiques, de correspondance, de notes et d'ententes de toutes sortes, tout comme de mémoires. Aux fins des comités, on entend par mémoire tout document présentant la position d'un particulier, d'un groupe, d'une organisation ou d'un ministère sur une question particulière. D'ordinaire, les comités peuvent obtenir les documents nécessaires à leurs travaux en en faisant simplement la demande⁴⁵¹. Lorsqu'un comité se heurte à un refus de fournir un document qu'il juge essentiel à ses travaux, il peut adopter une motion en ordonnant le dépôt⁴⁵². Si les intéressés n'obtempèrent pas à cet ordre, le comité n'a pas le

- 448. Voir, par exemple, Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, Procès-verbaux et témoignages, 27 novembre 1979, fascicule n° 6, p. 4; Comité permanent des communications et de la culture, Procès-verbaux et témoignages, 4 tévrier 1988, fasc. n° 73, p. 7, 45; Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbaux et témoignages, 18 juin 1996, fasc. n° 2, p. 7. Il a été convenu que l'on ne devrait pas poser de questions personnelles aux candidats à des postes remplis par décret. Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages, 3 novembre 1994, fasc. n° 26, p. 4.
- 449. Pour une description de la convention relative aux affaires devant les tribunaux, voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 450. Voir, par exemple, Comité permanent des prévisions budgétaires en général, Procès-verbaux et témoi-gnages, 10 mai 1982, fascicule nº 84, p. 30, 34. La Chambre n'est pas empêchée de renvoyer une affaire à un comité parce qu'elle est devant les tribunaux. Voir la décision du Président Sauvé, Débats, 22 mars 1983, p. 24027-24029.
- 451. Voir, par exemple, Comité permament de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoi-gnages, 29 mai 1990, fascicule nº 39, p. 3.
- 452. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoignages, 4 décembre 1990, fascicule nº 56, p. 3.

pouvoir de les obliger à déposer le document, mais il peut faire rapport de ce fait à la Chambre et lui demander de prendre les mesures qui s'imposent⁴⁵³.

La Chambre n'a fixé aucune limite au pouvoir d'exiger le dépôt de documents et de dossiers, mais il peut ne pas être opportun d'insister pour qu'ils soient déposés dans tous les cas. En 1991, le Comité permanent des privilèges et des élections a fait remarquer ce qui suit:

La Chambre des communes reconnaît qu'elle ne doit pas exiger la production de documents dans tous les cas. Ainsi, des considérations ayant trait à la politique officielle, notamment la sécurité nationale, les relations extérieures et d'autres facteurs, influent sur la décision d'exiger ou non la production de ces documents ¹⁵⁴.

En cas de préoccupations au sujet de la confidentialité de documents, un comité peut accepter que ceux-ci soient déposés lors d'une séance à huis clos 455. Les transcriptions de séances à huis clos et les autres documents confidentiels des comités doivent être classés en tant que dossiers secrets par les Archives nationales pour une période de 30 ans à compter de la fin de la session au cours de laquelle ils ont été créés. Ces documents restent à la disposition des députés pendant cette période 456.

Un document présenté à un comité devient sa propriété et fait partie de ses dossiers. Les ministères sont tenus de présenter leurs documents aux comités dans les deux langues officielles. Toute autre personne, y compris les députés, peut présenter des documents écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles. Chaque comité doit décider si les documents qui lui ont été présentés dans une seule langue officielle seront distribués à ses membres immédiatement ou seulement une fois qu'ils auront

^{453.} Le solliciteur général ayant refusé de fournir deux rapports au Comité permanent de la justice et du solliciteur général, soi-disant pour protéger des renseignements personnels, le Comité a signalé l'affaire à la Chambre. Par la suite, Derek Lee (Scarborough - Rouge River) a soulevé une question de privilège relativement au refus du ministre de fournir les rapports demandés par le Comité. Aucune décision n'a été rendue sur la question de savoir si l'affaire constituait de prime abord une atteinte au privilège, mais la question a été renvoyée au Comité permanent des privilèges et des élections. Le Parlement fut prorogé avant que le Comité ait achevé ses délibérations, mais le renvoi fut ressuscité au cours de la session suivante pour lui permettre de terminer son travail. Le Comité présenta un rapport dans lequel il concluait que le Comité permanent de la justice et du solliciteur général avait été en droit d'insister pour que les deux rapports soient déposés et recommandait que la Chambre ordonne au solliciteur général de se conformer à l'ordre de dépôt. La Chambre adopta par la suite une motion dans ce sens, à condition que les rapports soient présentés lors d'une séance à huis clos du Comité permanent de la justice et du solliciteur général. Voir Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoignages, 29 mai 1990, fascicule nº 39, p. 3; 4 décembre 1990, fasc. nº 56, p. 3; 18 décembre 1990, fasc. nº 57, p. 4-6; Journaux, 19 décembre 1990, p. 2508; 28 février 1991, p. 2638; Débats, 28 février 1991, p. 17745-17746; Journaux, 17 mai 1991, p. 42; 29 mai 1991, p. 92-99; 18 juin 1991, p. 216-217, et Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoignages, 19 juin 1991, fasc. nº 4, p. 5-6.

^{454.} Journaux, 29 mai 1991, p. 95. La Chambre a pris acte du rapport du Comité et l'a renvoyé au Comité permanent de la gestion de la Chambre pour plus ample examen. Voir Journaux, 18 juin 1991, p. 216-217.

^{455.} Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et du solliciteur général, Procès-verbaux et témoignages, 26 novembre 1992, fasc. nº 71, p. 4.

^{456.} L'entente avec les Archives nationales est consignée aux Journaux du 13 avril 1994, p. 339-340.

866

été traduits 457. Le droit de présenter un document ne comporte cependant pas celui de le voir étudié sur-le-champ.

À l'occasion, un comité juge un document suffisamment important pour le traiter comme une «annexe» ou une «pièce». On appelle annexe un document que le comité a ordonné de publier en annexe aux *Témoignages* entendus lors d'une séance particulière ⁴⁵⁸. Une pièce est tout document ou article classé comme tel par le comité et fait par conséquent partie de ses dossiers permanents ⁴⁵⁹. Les pièces ne sont ni publiées ni distribuées aux membres du comité; elles sont conservées par le greffier aux fins de consultation. Lorsqu'un comité décide de désigner un document comme une annexe ou une pièce, ce fait est consigné à son *Procès-verbal*. On se sert des annexes et des pièces, entre autres, pour conserver des parties d'un exposé à un comité qui, autrement, ne seraient pas incluses dans les *Témoignages*. On peut, par exemple, conserver sous forme d'annexes ou de pièces des copies de diapositives ou de tableaux utilisés dans le cadre d'un exposé.

PUBLICATIONS DES COMITÉS

À l'instar de la Chambre, les comités publient un certain nombre de documents à l'usage de leurs membres, de leur personnel et du grand public 460. À de nombreux égards, ces publications font pendant à celles de la Chambre 461. Elles procurent un dossier permanent des témoignages reçus, des décisions prises et des résultats des études effectuées. Chaque comité publie des Procès-verbaux, des Témoignages et, de temps à autre, des rapports à la Chambre. Les Procès-verbaux constituent le compte rendu officiel de leur travail et sont établis et signés par le greffier du comité. Ils représentent l'équivalent des Journaux de la Chambre. Les Témoignages sont le compte rendu transcrit, révisé et corrigé de ce qui a été dit au comité, tant par ses membres que par les témoins qui ont comparu devant lui. Les rapports à la Chambre peuvent être de courts documents de moins d'une page ou des ouvrages beaucoup plus volumineux imprimés et reliés séparément. Toutes les publications des comités sont établies dans les deux langues officielles.

Tous les documents publiés par les comités étaient autrefois disponibles sous forme d'imprimés. En 1994, la Chambre a commencé à diffuser ses publications par voie électronique. Auparavant, les comités produisaient un document intitulé

^{457.} Les comités règlent habituellement cette question en adoptant une motion relative à la distribution générale des documents. Voir la rubrique « Motions de régie interne », plus haut.

^{458.} Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbaux, 19 novembre 1998, séance nº 43.

^{459.} Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 5 novembre 1997, séance nº 4.

^{460.} Le Règlement autorise les comités permanents et les comités législatifs à publier au jour le jour les documents et témoignages qu'ils peuvent ordonner de faire imprimer. Voir les articles 108(1) et 113(5) du Règlement. Une disposition semblable est habituellement incluse dans l'ordre de renvoi portant établissement des comités spéciaux. Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1997, p. 224-225.

^{461.} Pour une description des documents produits par la Chambre, voir le chapitre 24, «Le registre parlementaire».

Procès-verbaux et témoignages, qui renfermait la matière maintenant fournie séparément dans deux documents, soit le Procès-verbal et les Témoignages. Les rapports à la Chambre qui étaient jugés trop courts pour qu'il vaille la peine de les publier séparément étaient également inclus dans les Procès-verbaux et témoignages. Depuis septembre 1998, les Procès-verbaux et les Témoignages, qui sont des documents distincts, sont seulement disponibles en version électronique. Comme la Chambre distribue désormais ses publications sous forme électronique, on a en grande partie cessé d'imprimer les documents des comités. Ceux-ci sont maintenant disponibles en version électronique sur le site Web du Parlement, Parliamentary Internet Parlementaire 462. Les comités peuvent tout de même publier les rapports de fond importants sous forme d'imprimés 463.

Procès-verbaux

Le greffier rédige un *Procès-verbal* de chacune des séances d'un comité et signe l'original pour en attester l'exactitude et l'authenticité. Le greffier conserve les copies originales de tous les Procès-verbaux et les verse aux archives avec les autres documents du comité à la fin de chaque session. Les délibérations et décisions du comité sont consignées dans ce Procès-verbal à peu près comme la Chambre le fait dans ses Journaux. On y indique également le numéro de la séance 464, l'heure et le lieu où elle s'est tenue; si elle a eu lieu en public ou à huis clos; qui l'a présidée; quels membres et substituts étaient présents, qu'ils aient assisté à la totalité ou seulement à une partie de la séance. Dans ce dernier cas, si le membre a été remplacé par un substitut pour le reste de la séance, le Procès-verbal indiquera à la fois que ce membre était présent et qu'un autre membre lui a servi de substitut⁴⁶⁵. Le Procèsverbal comprend également le nom des autres députés et sénateurs qui y ont assisté; le nom des membres du personnel présents; le nom des témoins, le cas échéant, accompagné de leur titre et du nom de leurs organisations; les ordres de renvoi abordés; et l'heure de l'ajournement. Le Procès-verbal peut en outre renfermer le texte des décisions rendues par le président du comité touchant l'acceptabilité, sur le plan de la procédure, des motions proposées pendant la séance.

Témoignages

Les *Témoignages* sont le compte rendu de ce qui a été dit au cours d'une séance de comité; ils correspondent aux *Débats* de la Chambre des communes. On y consigne non seulement les remarques faites par les membres du comité, mais aussi les paroles des témoins. On publie les *Témoignages* uniquement dans le cas des séances

- 462. L'adresse du site Web est «http://www.parl.gc.ca».
- 463. Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 7 décembre 1998, séance nº 69.
- 464. Les séances sont numérotées consécutivement à partir du début de chaque session. Un comité peut se réunir plusieurs fois au cours d'une même journée ou tenir une séance qui s'étale sur plus d'une journée. Voir, par exemple, Comité permanent des finances, Procès-verbal, 11 juin 1998, séances nº 97 à 100, et Comité permanent du développement des ressources humaines, Procès-verbaux et témoignages, 25 avril 1996, fascicule nº 4, p. 22-24.
- 465. Voir, par exemple, Comité permanent des finances, Procès-verbal, 23 novembre 1998, séance nº 162.

publiques ou des parties d'une séance tenues en public⁴⁶⁶. Ce document est établi sous forme bilingue suivant un processus qui correspond à la production des *Débats* de la Chambre à partir des «bleus». Comme il a été décidé que le pouvoir d'un comité de faire imprimer des documents comprend également celui de décider de ne pas les publier, si un comité juge un témoignage offensant, il peut le faire radier des *Témoignages*⁴⁶⁷.

Lorsqu'un comité est d'avis que des documents qui lui ont été présentés au cours d'une séance ont une importance suffisante, il peut les faire ajouter aux *Témoignages* relatifs à cette séance sous forme d'annexe ou les faire consigner à titre de pièce de son *Procès-verbal* 68.

Rapports

Les observations et recommandations des comités sont communiquées à la Chambre au moyen de rapports ⁴⁶⁹. Ces rapports sont disponibles sous forme électronique et, de temps à autre, on peut aussi obtenir une version imprimée des rapports de fond volumineux. Les rapports sont numérotés consécutivement pour chaque comité durant une session. Outre les observations et recommandations des comités, on y trouve la mention de l'autorité en vertu de laquelle l'étude a été effectuée, un renvoi aux *Procès-verbaux* pertinents des séances tenues sur le sujet, et la signature du président. Le cas échéant, après la signature du président, les opinions ou recommandations dissidentes ou complémentaires y sont jointes ⁴⁷⁰.

TÉLÉDIFFUSION

Les comités sont autorisés à téléviser leurs audiences conformément aux dispositions du Règlement ⁴⁷¹, à l'aide des installations fournies par la Chambre ⁴⁷². Autrefois, un comité devait obtenir une permission spéciale de la Chambre pour téléviser ses délibérations. En 1991, la procédure d'obtention du consentement de la Chambre pour utiliser ses installations de télédiffusion a été officialisée dans le Règlement.

- 466. Il appartient à chaque comité de déterminer s'il se réunira en public ou non. Des comités ont parfois décidé de rendre publiques des délibérations qui s'étaient tenues à l'origine à huis clos. Voir, par exemple, Comité permanent d'examen de la réglementation, Procès-verbal, 5 novembre 1998, séance n° 15.
- 467. Comme les témoins comparaissant devant un comité sont protégés par le privilège parlementaire, il incombe au comité de veiller à ce qu'ils ne profitent pas de cette protection pour tenir des propos diffamatoires qui pourraient susciter des poursuites judiciaires s'ils étaient formulés ailleurs. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 16 mars 1993, p. 17071-17072.
- 468. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbal, 19 novembre 1998, séance n° 43. Voir la rubrique «Mémoires et autres documents», plus haut.
- 469. Pour de plus amples renseignements sur les rapports, voir la rubrique « Rapports à la Chambre », plus loin.
- 470. Art. 108(1)a) du Règlement.
- 471. Art. 119.1 du Règlement.
- 472. À l'heure actuelle, une salle de séance de comité est équipée en permanence aux fins de la télédiffusion. Les services de télédiffusion de la Chambre peuvent installer de l'équipement mobile pour permettre de téléviser des délibérations à partir d'une autre salle, au besoin.

Une autre modification apportée à celui-ci en 1994 a permis aux comités de téléviser leurs délibérations en utilisant les installations de la Chambre sans devoir solliciter sa permission chaque fois ⁴⁷³. Lorsqu'un comité désire se servir d'autres installations pour téléviser ses travaux, il doit obtenir une permission spéciale ⁴⁷⁴.

La télédiffusion des séances des comités est régie par des lignes directrices établies par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre et qui sont très semblables à celles qui s'appliquent à la télédiffusion des travaux de la Chambre 475. Seule la personne à qui le président a donné la parole apparaît sur l'écran, et il est interdit de filmer les réactions de l'auditoire.

La Chambre met en outre à la disposition des comités des installations pour la radiodiffusion interne de toutes leurs séances publiques. Ces transmissions sont offertes à tous les députés dans leurs bureaux de la Colline du Parlement ainsi qu'à la Tribune de la presse parlementaire.

Études effectuées par les comités

Les comités ont pour rôle d'examiner des questions choisies de manière plus approfondie qu'on ne peut le faire à la Chambre et de faire rapport à celle-ci de leurs conclusions et recommandations. Ils effectuent des études dans quatre domaines généraux, soit: le Budget des dépenses, les mesures législatives, les nominations par décret, et des questions précises (dont l'examen des rapports annuels des ministères). Les comités permanents effectuent couramment des études dans les quatre domaines, mais on établit normalement des comités spéciaux pour l'examen de questions précises, et les comités législatifs sont chargés uniquement d'examiner des mesures législatives.

- 473. Voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2932, en particulier p. 2929; Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 6 juin 1994, fascicule nº 16, p. 7; Journaux, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563.
- 474. Cela vaut lorsqu'il siège tant sur la Colline du Parlement qu'à l'extérieur de la cité parlementaire. Voir, par exemple, Journaux, 28 novembre 1995, p. 2167; 21 novembre 1996, p. 880. En plus de se voir accorder des pouvoirs de télédiffusion supplémentaires par la Chambre, le comité peut devoir obtenir une autorisation budgétaire additionnelle du Comité de liaison. Les crédits destinés à la télédiffusion des délibérations des comités ne sont pas compris dans leur budget ordinaire.
- 475. Des lignes directrices provisoires relatives à la télédiffusion des travaux des comités ont été déposées dans le cadre du 23° rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre et approuvées par celle-ci. Elles sont devenues permanentes par suite de l'adoption par la Chambre du 83° rapport du Comité de la gestion de la Chambre. Procès-verbaux et témoignages, 11 février 1992, tascicule n° 24, p. 6-13; Journaux, 14 février 1992, p. 1024; 27 mars 1992, p. 1230; Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 2 avril 1993, fasc. n° 53, p. 145-147; Journaux, 2 avril 1993, p. 2784; 28 avril 1993, p. 2873. En 1998, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a présenté un rapport dans lequel il recommandait de permettre aux membres de la Tribune de la presse, plutôt qu'aux services de radiotélédiffusion de la Chambre, de filmer les séances des comités. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbaux, 3 décembre 1998, séance n° 45, et Journaux, 8 décembre 1998, p. 1424; 26 avril 1999, p. 1768-1767.

Certains sujets d'étude, comme le Budget principal des dépenses et les rapports annuels des ministères, doivent être déposés à la Chambre chaque année à un moment déterminé et renvoyés aux comités. D'autres questions, dont le Budget supplémentaire des dépenses, les nominations par décret et les mesures législatives, sont renvoyées aux comités seulement lorsqu'elles sont déposées ou présentées à la Chambre. Le nombre de ces questions varie d'année en année en fonction d'une grande variété de facteurs, dont le programme législatif du gouvernement et les événements extraparlementaires.

Lorsqu'un comité reçoit un ordre de renvoi ou décide d'entreprendre une étude particulière, le comité de direction est habituellement chargé d'établir un plan de travail pour chaque étude et de coordonner l'examen, par le comité intéressé, des divers sujets dont il est saisi. Les comités permanents étudient ordinairement plusieurs questions de front 476. Les comités peuvent dans certains cas traiter des affaires importantes les unes à la suite des autres, mais les délais imposés par le Règlement pour l'examen du Budget principal des dépenses et des nominations par décret nécessitent une planification soigneuse pour garantir l'efficacité de leurs travaux 477. Les comités qui ont une lourde charge de travail choisissent souvent de confier l'étude d'une ou de plusieurs questions à des sous-comités 478. Cela leur permet de partager leur travail en faisant appel aux membres associés du comité pour constituer les sous-comités.

BUDGET DES DÉPENSES

Le Budget principal des dépenses renferme les prévisions de dépenses du gouvernement, réparties par ministère et par programme, pour l'année financière à venir 479. Il se présente sous la forme d'une série de postes budgétaires, ou «crédits», dont chacun indique le montant d'argent requis par le gouvernement pour un programme ou une activité. Normalement, un seul crédit du Budget principal des dépenses couvre l'ensemble d'une catégorie de dépenses, comme les activités ou les coûts en capital d'un ministère, et résume toutes les dépenses d'activité ou de programme prévues pour le ministère ou l'organisme dans cette catégorie. Lorsqu'il faut obtenir des fonds supplémentaires ou réaffecter des crédits au cours d'une année financière, le gouvernement peut déposer un Budget supplémentaire des dépenses.

Le Règlement prévoit que le Budget principal et le Budget supplémentaire des dépenses doivent être examinés dans le détail par les comités permanents 480. Chaque comité se voit confier l'étude des crédits des ministères et des organismes qui

Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal,
 23 octobre 1997, séance nº 4.

^{477.} Voir les articles 81(4) et 110 du Règlement.

La Chambre a parfois ordonné qu'une étude particulière soit effectuée par un sous-comité. Voir, par exemple, Journaux, 29 juin 1983, p. 6116.

^{479.} Pour de plus amples renseignements sur le processus d'examen des prévisions de dépenses dans son ensemble, voir le chapitre 18, « Les procédures financières ».

^{480.} Art. 81 du Règlement.

relèvent de son mandat. Les programmes dont le financement et le niveau de financement sont déjà prescrits par une loi sont inclus dans le Budget des dépenses et affectés de la lettre «(L)» ou du mot «législatif». Ces dépenses ayant déjà été approuvées par l'adoption de la loi correspondante, elles ne sont pas renvoyées à un comité pour examen; elles figurent au Budget à titre d'information seulement.

Le Budget des dépenses de chaque année financière à venir doit être déposé à la Chambre et renvoyé aux comités permanents au plus tard le 1er mars de chaque année 481. Le Règlement n'oblige pas ceux-ci à l'étudier, Toutefois, lorsqu'un comité choisit de procéder à cette étude, il doit en faire rapport au plus tard le 31 mai de l'année financière à laquelle le Budget s'applique. S'il n'en a pas fait rapport à cette date, il est réputé l'avoir fait, qu'il ait étudié le Budget principal des dépenses ou non 482. Le chef de l'Opposition peut, au plus tard le troisième jour de séance précédant le 31 mai, demander que l'on prolonge le délai de rapport relatif à l'étude du Budget principal des dépenses d'un ministère ou d'un organisme précis 483. Le comité qui étudie le Budget principal des dépenses de ce ministère ou organisme devra en faire rapport, ou sera réputé l'avoir fait, soit 10 jours de séance après le 31 mai, soit le jour de séance précédant le dernier jour désigné au cours de cette période de subsides, selon la plus rapprochée de ces deux dates 484. Lorsqu'ils étudient le Budget principal des dépenses, les comités sont également autorisés à examiner les plans et priorités de dépenses d'années futures des ministères et organismes 485. Le délai de présentation du rapport relatif à ces plans et priorités est le dernier jour de séance du mois de juin 486.

Dès son dépôt à la Chambre, le Budget supplémentaire des dépenses est renvoyé aux comités permanents compétents 487. Dans ce cas, le rapport doit être présenté au plus tard le troisième jour de séance précédant soit le dernier jour de séance, soit le dernier jour désigné, de la période de subsides en cours, selon la plus rapprochée de ces deux dates. Comme dans le cas du Budget principal des dépenses, si un comité n'a pas fait rapport dans le délai prescrit, il est réputé l'avoir fait 488.

^{481.} Art. 81(4) du Règlement. Depuis 1968, toutes les prévisions de dépenses sont renvoyées aux comités permanents pour être examinées dans le détail avant que la Chambre ne les étudie.

^{482.} Art. 81(4) du Règlement. Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 23 avril 1998, séance n° 34, et 28 avril 1998, séance n° 36. Le comité n'a tenu aucune autre séance au sujet du Budget principal des dépenses de cette année-là et n'a pas présenté de rapport.

^{483.} Art. 81(4)a) du Règlement.

^{484.} Art. 81(4)b) du Règlement.

^{485.} Art. 81(7) du Règlement.

^{486.} Art. 81(8) du Règlement.

^{487.} Art. 81(5) du Règlement. Comme le Budget supplémentaire des dépenses traite seulement des coûts dépassant les montants prévus dans le Budget principal des dépenses, il y est uniquement question des ministères ou programmes particuliers qui ont des dépenses nouvelles ou additionnelles. Il est par conséquent renvoyé seulement aux comités permanents intéressés par les crédits qui y figurent. Voir, par exemple, Journaux, 15 mai 1998, p. 835-836.

^{488.} Art. 81(5) du Règlement.

Les comités étudient chaque crédit séparément en tant que motion distincte, en commençant par le premier crédit, qui couvre l'administration ou les activités générales des ministères. Habituellement, ils entendent d'abord le ministre ou le secrétaire parlementaire compétent, qui est accompagné de hauts fonctionnaires du ministère 489. Les questions posées et la discussion qui se déroule au cours de cette séance sont généralement de grande envergure, quoique la règle de la pertinence s'y applique. Les hauts fonctionnaires des ministères responsables des secteurs et des programmes visés précisément par chaque crédit assistent normalement aux séances subséquentes, le cas échéant 490.

Une fois achevé l'examen du Budget des dépenses au sein d'un comité, chaque crédit est mis aux voix séparément. Le pouvoir des comités de modifier le Budget des dépenses est limité. Ils peuvent proposer des modifications tendant à réduire le montant d'un crédit ⁴⁹¹, mais il est antiréglementaire de proposer une modification visant à ramener le montant d'un crédit à néant, car la procédure correcte consiste à voter contre la motion «Le crédit est-il adopté?». Il est également irrecevable de proposer d'augmenter un crédit, car une telle proposition empiète sur le pouvoir de dépenser de la Couronne ⁴⁹². De même, il n'est pas permis de chercher à modifier le mode d'affectation des fonds en transférant de l'argent d'un poste à un autre ⁴⁹³. Les postes législatifs figurant dans le Budget des dépenses à des fins d'information ne peuvent être modifiés par les comités ⁴⁹⁴. Enfin, ceux-ci ne peuvent inclure de recommandations de fond dans leurs rapports sur le Budget des dépenses ⁴⁹⁵.

MESURES LÉGISLATIVES

Les comités jouent un rôle important dans le processus législatif. Selon le Règlement, toutes les mesures législatives doivent être étudiées en comité. Le renvoi à un comité peut avoir lieu après la deuxième lecture ou avant celle-ci 496, et le comité en

- 489. Voir, par exemple, Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, Procès-verbal, 5 mai 1998, séance nº 34.
- Voir, par exemple, Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées. Procès-verbal. 14 mai 1998, séance nº 37.
- 491. Lorsqu'on propose de réduire un crédit, il faut tenir compte du fait qu'une partie du montant total peut déjà avoir été approuvée par la Chambre lors de l'octroi de crédits provisoires. Voir, par exemple, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et témolgnages, 18 mai 1995, fascicule nº 47, p. 9. Lorsqu'on propose de réduire un montant, la réduction ne doit pas être insignifiante.
- 492. Voir, par exemple, Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, Procès-verbaux et témoignages, 27 novembre 1979, fascicule nº 6, p. 3. Voir aussi Bourinot, 4* éd., p. 427.
- 493. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 24 mars 1970, p. 636-637.
- Voir, par exemple, Comité permanent de l'expansion industrielle régionale, Procès-verbaux et témoignages,
 7 mai 1986, fascicule nº 1, p. 8.
- 495. Voir les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 24 mars 1970, p. 636-637; 18 juin 1973, p. 419-420, et la décision du Président Jerome, Débats, 10 décembre 1979, p. 2189. Lorsqu'un comité souhaite présenter des recommandations de fond touchant le Budget des dépenses, il peut le faire en se réclamant du mandat prévu à l'article 108(2) du Règlement.
- 496. Art. 73(1) et (2) du Règlement.

question peut être législatif, permanent ou spécial 497, ou encore plénier 498. À de rares occasions, la Chambre a renvoyé des projets de loi à des comités mixtes 499. Un projet de loi renvoyé à un comité constitue en soi l'ordre de renvoi de celui-ci. Un ministre ou un simple député peuvent également proposer une motion tendant à charger un comité de rédiger et de présenter un projet de loi 500.

L'adoption d'une motion portant deuxième lecture d'un projet de loi manifeste l'approbation de son principe par la Chambre. Le comité est chargé d'examiner le libellé et l'effet de chaque article du projet de loi à la lumière de son principe; il peut proposer toute modification jugée nécessaire ou utile pour optimiser la réalisation de son objet ⁵⁰¹. Lorsqu'un projet de loi a été renvoyé à un comité après la deuxième lecture, il est antiréglementaire de proposer des amendements visant à élargir sa portée ou à modifier son principe. Il est également irrecevable de proposer des amendements à des lois ou articles de loi qui ne sont pas touchés par le projet de loi luimême ⁵⁰². Dans le cas où un projet de loi a été renvoyé à un comité avant la deuxième lecture, celui-ci n'est pas assujetti aux mêmes restrictions, car la Chambre n'en a pas encore approuvé le principe. Des amendements de nature à modifier le principe peuvent être proposés, mais ils doivent avoir un rapport avec le projet de loi ⁵⁰³.

Ordre de l'examen

Lorsqu'un comité étudie un projet de loi, l'examen du préambule, s'il en comporte un, est reporté, tout comme celui du premier article, si celui-ci renferme seulement un titre abrégé ⁵⁰⁴. Après l'appel de l'article 1 par le président (ou de l'article 2, si le premier ne renferme que le titre abrégé du projet de loi), le comité peut commencer à entendre des témoins, le parrain du projet de loi étant habituellement le premier de ceux-ci. Un comité législatif peut seulement entendre des témoins sur des questions techniques liées au projet de loi ⁵⁰⁵. Le comité peut en outre recevoir des mémoires se rapportant au projet de loi. À l'issue des témoignages, le comité peut inviter le parrain du projet de loi à comparaître de nouveau pour répondre à des préoccupations soulevées par les autres témoins.

Le comité passe ensuite à l'examen du projet de loi article par article. Il étudie alors chaque article individuellement et, au besoin, chaque ligne du projet de loi. À

^{497.} Art. 73(3) du Règlement.

^{498.} Tous les projets de loi fondés sur des motions de subsides sont étudiés par un comité plénier (art. 73(4) du Règlement). Voir le chapitre 19, «Les comités pléniers».

Voir Journaux, 16 novembre 1964, p. 876; 22 juin 1965, p. 290-291; 31 mai 1966, p. 594; 15 juillet 1975, p. 711; 30 mars 1993, p. 2742-2743.

^{500.} Art. 68(4)a) et b) du Règlement.

^{501.} Pour plus de détails sur les amendements aux projets de loi en comité, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{502.} Voir la décision du Président Fraser, Débats, 28 avril 1992, p. 9801.

^{503.} Voir, par exemple, Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées, Procès-verbaux et témoignages, 30 avril 1995, fascicule nº 47, p. 35.

^{504.} Art. 75(1) du Règlement.

^{505.} Art. 113(5) du Règlement.

cette étape, chaque article constitue une question distincte sur laquelle le comité doit prendre une décision. C'est également à ce moment-là que les membres du comité peuvent proposer des amendements au projet de loi. Ils peuvent proposer d'ajouter des mots, d'en remplacer certains par d'autres, ou simplement de supprimer certains mots ⁵⁰⁶. Il est normal, à cette étape, que les fonctionnaires des ministères restent à la disposition du comité comme témoins pour fournir des explications techniques à propos de l'effet d'articles particuliers du projet de loi et des incidences techniques des amendements proposés ⁵⁰⁷.

Aucun avis n'est nécessaire dans le cas des motions visant à amender un article d'un projet de loi. Pour la commodité, les amendements proposés sont habituellement envoyés au greffier du comité avant le début de l'examen article par article. Le greffier peut alors les classer dans l'ordre approprié pour que le comité les étudie au fur et à mesure de l'examen du projet de loi. Les amendements proposés reçus par le greffier sont habituellement distribués aux membres du comité avant le début de l'examen article par article, à des fins d'information. À cette étape, le comité n'en est pas saisi officiellement, et les membres du comité peuvent les proposer ou non au moment où celui-ci parvient à l'endroit approprié du projet de loi.

Délais d'examen des projets de loi

Le Règlement ne prévoit pas de délais pour l'examen en comité des projets de loi émanant du gouvernement. Cependant, la Chambre peut fixer un délai pour la présentation du rapport au moyen d'un ordre spécial ⁵⁰⁸ ou invoquer les dispositions du Règlement relatives à l'attribution de temps ⁵⁰⁹.

Les comités sont tenus de présenter un rapport portant sur les projets de loi d'intérêt public d'initiative parlementaire dans un délai de 60 jours de séance 510. Ils doivent soit faire rapport du projet de loi à la Chambre avec ou sans amendement, soit solliciter une prolongation de 30 jours du temps alloué pour son examen, ou présenter un rapport recommandant de ne pas poursuivre l'étude du projet de loi. Si un comité n'a pas fait rapport à la fin de la période de 60 jours (ou de 30 jours dans le cas d'une prolongation), le projet de loi est réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement.

Les projets de loi d'intérêt privé doivent être renvoyés aux comités législatifs après la deuxième lecture 511. Toutefois, ces projets de loi sont souvent examinés, par

^{506.} Pour des précisions sur le processus de modification à l'étape de l'examen en comité, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{507.} Voir, par exemple, Comité permanent du patrimoine canadien, Procès-verbal et Témoignages, 13 avril 1999, séance nº 90.

^{508.} Voir, par exemple, Journaux, 3 mai 1994, p. 419.

Voir, par exemple, Journaux, 25 avril 1996, p. 260. Pour plus d'information, voir le chapitre 14, « La limitation du débat ».

Art. 97.1 du Règlement. Autrefois, aucune limite de temps n'était fixée à l'examen des projets de loi d'initiative parlementaire. Cette disposition a été ajoutée au Règlement en 1998. Voir Journaux, 30 novembre 1998, p. 1327-1329.

^{511.} Art. 141(1) du Règlement.

consentement unanime, par un comité plénier. La procédure particulière applicable à l'examen des projets de loi d'intérêt privé est exposée au chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».

Adoption et rapport

Une fois qu'un comité a achevé l'examen des articles d'un projet de loi, une motion tendant à l'adopter tel quel (ou dans sa version modifiée) est proposée⁵¹². Le comité adopte ensuite une motion ordonnant à son président d'en faire rapport à la Chambre⁵¹³. Si le comité a modifié-le projet de loi, il ordonne en outre habituellement de le faire réimprimer à l'usage de la Chambre à l'étape du rapport⁵¹⁴.

Élaboration et dépôt d'un projet de loi par un comité

Un comité peut être chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi ⁵¹⁵. La motion à cet effet est prise en considération sous la rubrique des Ordres émanant du gouvernement si elle est proposée par un ministre, ou sous celle des Affaires émanant des députés si elle est proposée par un simple député ⁵¹⁶. Le rapport du comité recommande les principes, la portée et les dispositions générales du projet de loi et peut comprendre des propositions relatives à son libellé ⁵¹⁷.

NOMINATIONS PAR DÉCRET

Le gouvernement est tenu de déposer à la Chambre des copies certifiées de tous les décrets relatifs aux nominations à des postes non judiciaires, au plus tard cinq jours de séance après leur publication dans la Gazette du Canada⁵¹⁸. Les nominations entrent en vigueur le jour où elles sont annoncées par le gouvernement, et non à la date de publication ou de dépôt des certificats à la Chambre. Le Règlement prévoit le renvoi automatique des copies certifiées au comité permanent mentionné au

- 512. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 mai 1999, séance n° 140. Si le projet de loi n'est pas adopté, le comité doit décider s'il recommandera à la Chambre dans son rapport de ne pas poursuivre l'étude du projet de loi ou s'il adoptera une autre ligne de conduite. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif».
- 513. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 mai 1999, séance nº 140.
- 514. Voir, par exemple, Comité permanent de la justice et des droits de la personne, Procès-verbal, 6 mai 1999, séance nº 140.
- Art. 68(4) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 30 octobre 1997, p. 175. Cette disposition a été ajoutée au Règlement en 1994. Voir Journaux, 7 février 1994, p. 112-120, en particulier p. 115-116.
- 516. Art. 68(4)a) et b) du Règlement.
- 517. Art. 68(5) du Règlement.
- 518. Art. 110(1) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 25 avril 1997, p. 1551-1552. Le Comité McGrath avait recommandé, dans son troisième rapport, d'examiner les nominations par décret. Les articles du Règlement donnant effet aux recommandations ont été adoptés provisoirement en 1986 et établis en permanence en 1987. La procédure d'examen vise uniquement les nominations à des postes non judiciaires. Voir le troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, juin 1985, p. 31-36; Journaux, 6 février 1986, p. 1644-1666, en particulier p. 1664; 13 février 1986, p. 1710; 3 juin 1987, p. 1016-1028; Débats, 30 octobre 1986, p. 889.

moment du dépôt, soit normalement le comité chargé de surveiller l'organisation à laquelle la personne a été nommée.

Un ministre peut aussi déposer un certificat de nomination à un poste non judiciaire ⁵¹⁹. Les avis de ce genre sont également renvoyés aux comités permanents mentionnés lors de leur dépôt. Les comités disposent de 30 jours de séance après celui du dépôt pour étudier les nominations ou propositions de nomination ⁵²⁰. Au cours de cette période, ils peuvent convoquer la personne nommée ou qu'on propose de nommer à comparaître durant au plus 10 jours de séance ⁵²¹ pour répondre à des questions au sujet de ses qualités et de sa compétence pour remplir les fonctions du poste auquel on l'a nommée ou on propose de la nommer ⁵²². Rien n'oblige les comités à examiner les nominations ou propositions de nomination par décret qui leur sont renvoyées ⁵²³.

Sur demande écrite du greffier d'un comité, le cabinet du ministre doit fournir le curriculum vitae de toute personne nommée ou qu'on propose de nommer par décret à un poste relevant du mandat du comité permanent en question 524.

La portée de l'examen par le comité des personnes nommées ou qu'on propose de nommer par décret est strictement limitée à leurs qualités et à leur compétence pour remplir les fonctions du poste en question 525. Le président peut interrompre l'interrogatoire des membres du comité s'ils cherchent à aborder des questions qu'il juge sans rapport avec cet examen. Parmi les domaines habituellement considérés comme débordant la portée de celui-ci figurent: l'affiliation politique de la personne nommée ou qu'on propose de nommer, ses contributions à des partis politiques, et la nature du processus de nomination 526. Toute question peut être admise s'il peut

- 519. Art. 110(2) du Règlement. Les propositions de nomination à des postes non judiciaires au sein d'organismes réglementaires comme le CRTC sont faites par les ministres. Comme l'indique le libellé de l'article, le dépôt des certificats annonçant les propositions de nomination est laissé à la discrétion des ministres.
- 520. Art. 110 du Règlement. Dans les cas où des nominations par décret ont été retirées de certains comités et renvoyées à d'autres, la période de 30 jours prévue pour leur examen par le comité est réputée avoir débuté au moment de l'adoption du nouvel ordre de renvoi. Voir, par exemple, Débats, 30 octobre 1986, p. 889. Les comités ont invoqué les dispositions de l'article 108(2) du Règlement pour examiner les nominations par décret. Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1993, fascicule n° 56, p. 3-4; Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales, Procès-verbal, 4 juin 1998, séance n° 36.
- 521. Art. 111(1) du Règlement.
- 522. Art. 111(2) du Règlement.
- 523. Voir la décision du Président Fraser, Débats, 11 décembre 1986, p. 1998.
- 524. Art. 111(4) du Règlement.
- 525. Les comités ont examiné des moyens d'utiliser le processus le plus efficacement possible. Voir, par exemple, le deuxième rapport du Comité permanent de la santé, Procès-verbaux et témoignages, 29 septembre 1994, fascicule n° 13, p. 3-9.
- 526. Voir, par exemple, Comité permanent des opérations gouvernementales, Procès-verbaux et témoignages, 27 novembre 1986, fascicule n° 4, p. 4-7; Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, Procès-verbaux et témoignages, 13 février 1997, fasc. n° 6, p. 2. Voir également la décision du Président Fraser, Débats, 11 décembre 1986, p. 1998.

877

être prouvé qu'elle a un rapport direct avec l'aptitude de la personne à remplir le poste auquel elle a été nommée ou on propose de la nommer.

Les comités n'ont pas le pouvoir d'annuler une nomination ou proposition de nomination et peuvent seulement signaler qu'ils ont examiné la personne intéressée et donner leur avis sur la question de savoir si elle possède les qualités et la compétence voulues pour remplir les fonctions du poste auquel elle a été nommée ou on propose de la nommer ⁵²⁷.

ÉTUDES DE OUESTIONS PRÉCISES

La plupart des comités permanents sont autorisés à étudier de leur propre initiative toute question relative aux activités et politiques des ministères visés par leur mandat et à en faire rapport. Ces études peuvent porter sur les questions suivantes: les textes législatifs pertinents; les objectifs d'un ministère ou d'un organisme; leurs plans de dépenses immédiats ainsi qu'à moyen et à long terme; l'évaluation de leurs activités par rapport à leurs objectifs; toute autre question liée au mandat ou aux activités du ministère ou de l'organisme 528. Certains d'entre eux, dont les comités mixtes permanents, ont un mandat précis les autorisant à entreprendre des études dans des domaines de responsabilité bien définis mentionnés dans le Règlement 529.

Un certain nombre de comités ont des ordres de renvoi permanents en vertu desquels ils effectuent des études de questions précises qui ont un effet particulier. Ainsi, le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation peut présenter des rapports qui mettent en train une procédure menant à l'abrogation de règlements gouvernementaux 530. Et le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre fait rapport à celle-ci sur les questions choisies parmi les affaires émanant des députés qui ont été désignées comme faisant l'objet d'un vote 531.

De même, la Chambre peut former un comité spécial⁵³² ou, de concert avec le Sénat, un comité mixte spécial⁵³³ chargé d'étudier une question particulière. Dans ces cas, l'ordre de renvoi au comité est habituellement compris dans l'ordre qui l'établit, quoique la Chambre puisse lui renvoyer des questions supplémentaires ultérieurement.

La Chambre peut en outre déférer des questions précises aux comités permanents pour étude⁵³⁴. Elle peut notamment renvoyer les questions découlant d'une

^{527.} Art. 111(2) du Règiement.

^{528.} Art. 108(2) du Règlement. Le pouvoir d'entreprendre de leur propre chef des études de questions précises a été accordé aux comités permanents par suite des recommandations du Comité McGrath. Voir le troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, juin 1985, p. 18-19; Journaux, 6 février 1986, p. 1644-1666, en particulier p. 1660-1661; 13 février 1986, p. 1710.

^{529.} Art. 108(3) et (4) du Règlement.

^{530.} Art. 123 du Règlement. Voir le chapitre 17, «Les décrets-lois».

^{531.} Art. 92 et 108(3)a)(iv) du Règlement. Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

^{532.} Voir, par exemple, Journaux, 29 octobre 1990, p. 2182-2183.

^{533.} Voir, par exemple, Journaux, 23 février 1994, p. 186-187.

^{534.} Voir, par exemple, Journaux, 8 février 1994, p. 132-134.

plainte d'atteinte au privilège au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre 535. Celui-ci effectue alors une enquête, convoque les témoins et demande les documents qu'il juge à propos. Comme dans le cas des affaires liées au privilège qui se présentent dans tout autre comité, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre n'a pas lui-même le pouvoir de régler la question directement en imposant quelque sanction que ce soit. À l'issue de son enquête, il fait rapport à la Chambre et lui signale si, à son avis, la plainte d'atteinte au privilège était bien fondée. Il précise en outre quelle mesure il juge appropriée, le cas échéant 536.

Une loi peut aussi préciser que ses dispositions ou son application doivent être examinées après un certain temps par un comité parlementaire, auquel cas la Chambre doit désigner ou établir un comité à cette fin 537.

Les comités tiennent parfois des audiences non pas afin d'élaborer des recommandations à l'intention de la Chambre, mais simplement pour se tenir au courant d'un sujet important se rapportant à leur mandat ⁵³⁸. Dans la plupart des cas, toute-fois, ils présentent à la Chambre un rapport exposant les témoignages qu'ils ont reçus, résumant leurs délibérations et présentant leurs recommandations.

L'exécution des études de questions précises varie considérablement selon le sujet et la méthode choisie par les comités. En règle générale, un comité reçoit d'abord une séance d'information de base de ses attachés de recherche ou de fonctionnaires du ministère concerné ⁵³⁹. Il invite ensuite les parties intéressées à témoigner devant lui et à lui communiquer des mémoires. Pendant l'audition des témoignages, il peut se déplacer afin d'entendre un plus grand nombre de témoins et de visiter des lieux et installations ayant un rapport avec son étude. Une fois cette étape achevée, il donne les instructions nécessaires au personnel chargé de rédiger son rapport. L'ébauche du rapport est ensuite distribuée aux membres du comité, après quoi celui-ci se réunit afin de l'étudier et de proposer toutes les révisions nécessaires pour refléter exactement ses opinions. Les comités étudient souvent les ébauches de rapport à huis clos ⁵⁴⁰, mais ils le font aussi en séance publique ⁵⁴¹. Une fois qu'un comité a approuvé la version définitive de son rapport, celui-ci est présenté à la Chambre ⁵⁴².

^{535.} Voir, par exemple, Journaux, 10 mars 1998, p. 551-552.

^{536.} Voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».

Voir, par exemple, Loi modifiant la Loi sur les sociétés par action de régime fédéral et certaines autres lois en conséquence, L.C. 1994, ch. 24, art. 33; Journaux, 1º octobre 1997, p. 55.

^{538.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 22 octobre 1998, séance nº 50.

^{539.} Voir, par exemple, Comité permanent de la santé, Procès-verbal et Témoignages, 27 novembre 1997, séance nº 7.

^{540.} Voir, par exemple, Comité permanent de la santé, Procès-verbal, 28 octobre 1998, séance nº 51.

^{541.} Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 15 avril 1999, séance nº 61.

^{542.} Voir la rubrique « Présentation à la Chambre », plus loin.

Rapports à la Chambre

Les comités communiquent leurs opinions et recommandations à la Chambre au moyen de rapports. Ceux-ci peuvent être de plusieurs types, notamment: rapports traitant d'affaires ordinaires qui touchent le fonctionnement d'un comité (par exemple, demande de prolongation d'un délai ou de permission de se déplacer, ou indication à la Chambre d'irrégularités dans leurs travaux); rapports sur des projets de loi, des prévisions budgétaires ou des personnes nommées ou qu'on propose de nommer par décret; et rapports consécutifs à l'achèvement de l'étude d'une question qui leur a été renvoyée par la Chambre, ou d'une question liée soit au mandat, à la gestion ou au fonctionnement du ministère dont ils s'occupent, soit à leur secteur de responsabilité. Cela comprend les études portant non seulement sur des questions précises, mais encore sur des sujets comme les comptes publics du Canada, la législation par délégation et des questions de procédure particulières, comme les questions de privilège, qui leur ont été renvoyées par la Chambre.

POUVOIR DE FAIRE RAPPORT

Pour jouer efficacement leur rôle, les comités doivent pouvoir faire rapport de leurs constatations à la Chambre. Le Règlement attribue aux comités permanents le pouvoir de faire rapport «à l'occasion», ce qui leur permet de présenter des rapports à la Chambre aussi souvent qu'ils le jugent à propos⁵⁴³. L'ordre de renvoi établissant un comité spécial comporte habituellement une disposition semblable⁵⁴⁴. Les comités législatifs, pour leur part, sont seulement autorisés à faire rapport du ou des projets de loi qui leur ont été renvoyés, avec ou sans amendement⁵⁴⁵.

Le droit des comités de faire rapport à la Chambre s'étend uniquement aux questions relevant de leur mandat. Ils doivent alors indiquer en vertu de quelle autorité (Règlement ou ordre de renvoi) l'étude a été effectuée. Par le passé, dans les cas où le rapport d'un comité avait dépassé son ordre de renvoi ou abordé des questions non comprises dans celui-ci, le Président a déclaré le document complet, ou la partie incriminée, irrecevable 546.

Des comités ont déjà tenu des audiences à la seule fin de se renseigner sur une question donnée⁵⁴⁷, mais la plupart des études de comité débouchent sur un rapport à la Chambre. Une même étude peut donner lieu à un ou plusieurs rapports. Outre les rapports administratifs traitant de questions comme les demandes de pouvoirs

^{543.} Art. 108(1)a) du Règlement.

^{544.} Voir, par exemple, Journaux, 18 novembre 1997, p. 224-225.

^{545.} Art. 113(5) du Règlement. Un comité législatif a présenté un rapport révisé afin de corriger des erreurs techniques ou des omissions dans le rapport initial qu'il avait fait à la Chambre au sujet d'un projet de loi. Voir Journaux, 19 novembre 1990, p. 2260-2261; 21 novembre 1990, p. 2274-2275; Débats, 21 novembre 1990, p. 15529.

Voir, par exemple, Débats, 13 juin 1984, p. 4624; Journaux, 13 décembre 1984, p. 188; 14 décembre 1984,
 p. 192; Débats, 14 décembre 1984, p. 1242-1243; 28 février 1985, p. 2602-2603.

^{547.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Procès-verbal, 26 mars 1998, séance n° 29.

supplémentaires ou de prolongation du délai de présentation de leur rapport définitif ⁵⁴⁸, les comités peuvent présenter des rapports provisoires ou une série de rapports traitant de divers aspects de la question dont ils sont saisis ⁵⁴⁹.

Les sous-comités présentent leurs rapports au comité principal⁵⁵⁰. Celui-ci peut simplement les adopter tels quels, ou les modifier d'abord⁵⁵¹. Ces rapports sont ensuite présentés à la Chambre en tant que rapports du comité principal⁵⁵².

Un comité peut recevoir un ordre de renvoi prévoyant un délai pour la présentation de son rapport. Un comité est réputé avoir fait rapport du Budget principal et du Budget supplémentaire des dépenses ainsi que des projets de loi d'initiative parlementaire s'il ne présente pas son rapport sur ces questions dans les délais prévus par le Règlement 553. Aucun délai n'est fixé pour les projets de loi d'intérêt privé, mais le Règlement exige qu'il en soit fait rapport à la Chambre dans tous les cas 554. Dans certains cas, des délais sont aussi prévus pour la présentation des rapports d'examen de lois particulières 555. Les comités font habituellement rapport de toute question qui leur a été renvoyée par la Chambre, mais, à moins que celle-ci ne leur fixe un délai précis, il leur est loisible de le faire lorsqu'ils le jugent à propos 556.

Une fois que les membres d'un comité ont convenu du contenu d'un rapport, ils l'adoptent officiellement au moyen d'une motion. Le comité en détermine ensuite la forme clairement et explicitement dans une motion 557. Puis il adopte une autre motion ordonnant à son président d'en faire rapport à la Chambre 558. Comme des

- 548. Voir, par exemple, Journaux, 3 février 1988, p. 2130 (comité législatif demandant l'autorisation de se déplacer); 17 novembre 1998, p. 1263 (comité spécial demandant une prolongation du délai de rapport); 11 mars 1999, p. 1593 (comité permanent demandant l'autorisation de se déplacer).
- 549. Par exemple, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes a présenté trois rapports de fond au cours de son mandat. Voir *Journaux*, 20 décembre 1984, p. 211; 26 mars 1985, p. 420; 18 juin 1985, p. 839.
- 550. L'article 108(1)a) du Règlement interdit expressément aux comités permanents de déléguer à un sous-comité le pouvoir de faire rapport directement. Une disposition semblable est habituellement incluse dans l'ordre de renvoi des comités spéciaux. La Chambre a, à l'occasion, donné à un sous-comité le pouvoir de faire rapport directement. Voir, par exemple, Journaux, 19 avril 1993, p. 2796.
- 551. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Procès-verbal, 9 décembre 1997, séance n° 20.
- 552. Voir, par exemple, Journaux, 11 décembre 1997, p. 393.
- 553. Voir les articles 81(4) et (5) et 97.1 du Règlement.
- 554. Art. 141(5) du Règlement.
- 555. Voir, par exemple, Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants, L.C. 1991, ch. 43, art. 36. L'ordre de renvoi désignant le comité aux fins de l'examen de la loi ne fait habituellement pas mention explicitement du délai. Voir, par exemple, Journaux, 4 février 1997, p. 1044.
- 556. Voir, par exemple, Débats, 26 février 1992, p. 7620-7624.
- 557. Voir la décision du Président Parent, Débats, 24 novembre 1994, p. 8252-8253.
- 558. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Procès-verbal*, 24 novembre 1998, séance nº 81. La motion ordonnant au président du comité de faire rapport à la Chambre peut être combinée avec la motion portant adoption du rapport. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, *Procès-verbal*, 4 mai 1999, séance nº 62.

modifications de dernière minute ont pu être apportées au rapport au cours de la séance qui a précédé son adoption, on adopte en outre habituellement une motion conférant le pouvoir rédactionnel au président afin de garantir que son texte définitif dans les deux langues officielles est conforme aux décisions prises par le comité, à condition qu'il ne fasse l'objet d'aucune modification de fond⁵⁵⁹. Le comité peut également adopter une motion demandant au gouvernement de répondre à son rapport ⁵⁶⁰. Il peut enfin décider de tenir une conférence de presse après la présentation de celui-ci afin de rendre publics les résultats de son étude ⁵⁶¹.

CONTENU ET FORME

Les rapports à la Chambre peuvent se présenter sous diverses formes selon le sujet étudié et les conclusions auxquelles le comité parvient. Outre des versions imprimées de leurs rapports, les comités ont présenté ceux-ci en braille, sur audiocassette, sur disquette et sous forme imprimée en gros caractères ⁵⁶². Les rapports de fond sont tous publiés en version électronique sur le site Web de chaque comité. Tous les rapports font mention de l'autorité en vertu de laquelle l'étude a été effectuée (ordre de renvoi de la Chambre ou article pertinent du Règlement) et sont signés par le président du comité. Le *Procès-verbal* relatif à un rapport est déposé au moment où celui-ci est présenté à la Chambre.

Les rapports relatifs à certaines questions, comme le Budget des dépenses et les nominations par décret, sont assujettis à certaines limites quant au genre de recommandations qui peuvent y être formulées. Dans le cas du Budget des dépenses, le comité signale à la Chambre qu'il l'a adopté, réduit ou rejeté. Les rapports relatifs aux nominations par décret indiquent que le comité a examiné celles-ci et exposent l'opinion du comité sur les qualités et la compétence des personnes nommées. En raison de leur portée limitée, les rapports portant sur ces questions sont courts et suivent une forme établie. Les comités chargés d'étudier un projet de loi, pour leur part, font rapport du projet de loi à la Chambre, avec ou sans amendement. Lorsqu'un projet de loi est renvoyé à un comité, l'exemplaire qui en a été déposé à la Chambre est remis au greffier du comité. Si celui-ci l'adopte sans amendement, cet exemplaire est renvoyé à la Chambre, dûment signé, en tant que rapport du comité. Dans les cas où le comité ordonne que le projet de loi soit réimprimé pour y intégrer les amendements qu'il y a apportés, un exemplaire de la version réimprimée est déposé en

^{559.} Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbal, 4 mai 1999, séance nº 62. En 1968, le Président Lamoureux avait jugé que le fait de ne pas rapporter exactement ce qu'un comité avait adopté pouvait de prime abord faire l'objet d'une question de privilège. Voir Journaux, 10 décembre 1968, p. 513; 13 février 1969, p. 695-696.

^{560.} Art. 109 du Règlement. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique «Réponse du gouvernement», plus loin.

Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 13 mai 1998, séance nº 52.

^{562.} Voir, par exemple, Journaux, 16 juin 1993, p. 3318. Des comités ont en outre traduit des rapports dans des langues autres que le français et l'anglais à l'intention de publics particuliers. Voir, par exemple, Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Procès-verbal, 4 mai 1999, séance nº 62.

même temps que l'exemplaire initial de la Chambre. La version réimprimée indique clairement les amendements apportés au projet de loi par le comité.

Les comités présentent en outre de temps à autre divers rapports administratifs ou de procédure dans lesquels ils sollicitent des pouvoirs non prévus dans leurs ordres de renvoi permanents ou spéciaux. En cas d'atteinte possible au privilège liée au travail d'un comité, celui-ci n'est pas autorisé à s'occuper de la question luimême, mais il peut signaler l'incident à la Chambre 563.

Rapports de fond

Les rapports de fond, en particulier ceux qui sont longs, sont souvent imprimés et revêtus d'une couverture spéciale. Les comités ont une grande latitude quant à la forme de ces rapports, mais ceux-ci comportent généralement un certain nombre d'éléments. Le texte du rapport suit la citation de l'autorité en vertu de laquelle l'étude a été effectuée. Il expose la ou les questions étudiées et renvoie souvent aux parties appropriées des dépositions verbales et mémoires reçus par le comité. Dans le cas des études importantes, le texte est habituellement divisé en chapitres traitant des divers aspects de la question. Les recommandations du comité suivent le texte. La liste des témoins entendus et celle des mémoires présentés au cours de l'étude figurent habituellement en annexe. Si le comité a décidé de demander au gouvernement de répondre au rapport, cette demande est insérée à la fin du rapport, avant la signature de son président. Toute opinion dissidente ou complémentaire que le comité a accepté d'annexer figure après cette signature. Le procès-verbal se rapportant à l'adoption du rapport par le comité est reproduit à la fin du document ⁵⁶⁴.

Opinions complémentaires et opinions dissidentes

Le rapport d'un comité reflète l'opinion de celui-ci, et non pas celle de ses membres à titre individuel. Les membres du comité qui se trouvent en désaccord avec la décision de la majorité ne peuvent pas présenter un rapport distinct. Ni le Règlement de la Chambre ni ses usages ne prévoient la présentation de rapports minoritaires ⁵⁶⁵. Lorsqu'un ou plusieurs membres d'un comité permanent se trouvent en désaccord avec son rapport ou souhaitent formuler des observations complémentaires, le

^{563.} Les comités ont signalé des cas de révélation de délibérations à huis clos et de non-comparution de témoins ou de non-dépôt par ceux-ci de documents qu'ils avaient demandés. Voir, par exemple, *Journaux*, 28-29 avril 1987, p. 791; 13 mai 1987, p. 909.

Des exemplaires des Procès-verbaux de toutes les réunions relatives au rapport sont déposés à la Chambre avec celui-ci. Voir, par exemple, Journaux, 31 mai 1999, p. 1968.

^{565.} Dans une décision rendue en 1994, le Président Parent a souligné: «Quelle que soit l'appellation que les médias ou les députés eux-mêmes utilisent pour une telle dissidence, la Chambre n'a jamais reconnu l'existence ni permis le dépôt de rapports minoritaires. Le Président Lamoureux a, à deux reprises, condamné l'idée de rapports minoritaires. Il a expliqué à la Chambre que ce qui lui était présenté par un comité était le rapport du comité et non le rapport de la majorité du comité. » Voir Débats, 24 novembre 1994, p. 8252.

883

comité peut décider de présenter ces opinions en annexe au rapport ⁵⁶⁶, après la signature du président ⁵⁶⁷. N'importe quel membre d'un comité peut présenter des opinions dissidentes ou complémentaires ⁵⁶⁸. Même si les comités ont le pouvoir d'annexer ces opinions à leurs rapports, ils ne sont pas tenus de le faire ⁵⁶⁹. Lorsqu'un comité accepte d'annexer une opinion dissidente ou complémentaire, il précise souvent la longueur maximale du texte, le délai de présentation de celui-ci au greffier et si le texte doit être présenté dans les deux langues officielles ⁵⁷⁰.

PRÉSENTATION À LA CHAMBRE

Les rapports des comités sont présentés à la Chambre sous la rubrique des Affaires courantes ordinaires, lorsque le Président passe à la «Présentation de rapports de comités » 571. Ils sont ordinairement présentés par le président du comité, sur

- 566. Art. 108(1)a) du Règlement. Avant que cette disposition ne soit ajoutée au Règlement, en 1991, seul le rapport du comité pouvait être présenté à la Chambre, et rien ne permettait d'annexer les opinions de ceux de ses membres qui se trouvaient en désaccord avec la majorité. Voir Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2932, en particulier p. 2924. À l'occasion, la Chambre a consenti à la présentation d'opinions dissidentes. Voir, par exemple, Journaux, 16 juin 1993, p. 3318; Débats, 16 juin 1993, p. 20921. Bien que le libellé actuel de cet article du Règlement en limite l'application aux comités permanents, le Président Parent a décidé que, sauf ordre explicite contraire de la Chambre, l'usage permettant à celle-ci de l'appliquer aux comités spéciaux continuera d'être admis. Voir Débats, 24 novembre 1994, p. 8252.
- 567. Le 16 novembre 1994, Michel Gauthier (Roberval) a formulé une objection touchant la recevabilité du rapport du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada. Les opinions dissidentes avaient été imprimées dans un volume distinct du rapport lui-même et ne suivaient par conséquent pas la signature du président du Comité. Le député a soutenu que, en l'absence d'une décision du Comité, celui-ci n'était pas autorisé à faire imprimer le rapport sous cette forme. Le Président Parent a décidé que la forme du rapport ne contrevenait pas à l'esprit de l'article du Règlement, mais a exprimé l'avis que les comités devraient, à l'avenir, «[veiller], en vertu de motions explicites et soigneusement formulées conformément aux dispositions de l'alinéa 108(1)a), à ce que leurs membres connaissent parfaitement la forme en laquelle leurs rapports seront présentés à la Chambre. » Voir Débats, 16 novembre 1994, p. 7859-7862; 24 novembre 1994, p. 28252-28253.
- 568. Des opinions dissidentes ont été présentées par des présidents de comité et des secrétaires parlementaires. Voir, par exemple, le septième rapport du Comité permanent des comptes publics, 31 mars 1998, et le premier rapport du Comité permanent des pêches et des océans, 23 mars 1998.
- 569. Des comités ont rejeté des motions tendant à annexer des opinions dissidentes. Voir, par exemple, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, Procès-verbal, 25 novembre 1997, séance n° 7.
- 570. Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 13 mai 1998, séance n° 52.
- 571. Art. 30(3) et 35 du Règlement. Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien». Si le rapport a trait au Budget principal des dépenses d'un ministère ou d'un organisme dont le délai d'examen a été prolongé à la demande du chef de l'Opposition, la Chambre peut, le dernier jour prévu pour la présentation du rapport, interrompre ses délibérations et revenir à la «Présentation de rapports de comités» à cette fin (article 81(4)c) du Règlement). La Loi sur la bourse de recherche de la flamme du centenaire, adoptée en 1991, prescrit le dépôt annuel du rapport de recherche du bénéficiaire de la bourse de l'année précédente. Le rapport est déposé par le président du comité responsable de l'application de la Loi (à l'heure actuelle, le Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées), mais il n'est pas considéré comme un rapport dudit comité. Comme le Règlement ne contient aucune disposition prévoyant le dépôt de document par des députés autres que des ministres et le Président, la présentation du rapport annuel a varié. Il a été présenté sous les rubriques « Dépôt de documents » et « Présentation de rapports de comités », et il a aussi été déposé auprès du Greffier conformément à l'article 32(1) du Règlement. Voir L.C. 1991, ch. 17, art. 7(1) et Journaux, 14 juin 1993, p. 3204; 13 décembre 1994, p. 1043; 23 avril 1997, p. 1515-1516; 12 mai 1998, p. 775; 10 juin 1999, p. 2090.

l'instruction du comité ⁵⁷² ou, en son absence, par un autre membre du comité. Le membre du comité qui présente un rapport peut en expliquer brièvement le sujet ⁵⁷³. Lorsqu'un rapport comporte des opinions complémentaires ou dissidentes en annexe, un membre du comité appartenant à l'Opposition officielle peut en fournir une explication succincte ⁵⁷⁴. Le Règlement n'autorise aucun autre membre du comité à commenter le rapport à ce stade. Lorsque le rapport ne comporte aucune opinion dissidente ni complémentaire, aucun autre membre du comité ne peut le commenter au moment de sa présentation. À l'occasion, la Chambre a permis à des députés d'autres partis de faire une brève déclaration touchant soit une opinion dissidente, soit le rapport lui-même ⁵⁷⁵.

La Chambre prévoit parfois que les rapports de comités seront présentés pendant des périodes d'ajournement, en les faisant déposer auprès du Greffier. Cela a été fait dans le cas de rapports particuliers ainsi qu'à titre général pour tout rapport de comité achevé pendant une période d'ajournement ⁵⁷⁶.

Les rapports de comités doivent être présentés à la Chambre avant de pouvoir être rendus publics. La majorité des rapports de comités sont étudiés et adoptés lors de séances à huis clos. Même lorsqu'un rapport est adopté en séance publique, il est considéré comme confidentiel jusqu'à sa présentation à la Chambre. De plus, lorsqu'un rapport de comité a été étudié et approuvé pendant des séances à huis clos du comité, toute divulgation de son contenu avant sa présentation, par des membres ou des non-membres, peut être jugée comme une atteinte au privilège. Des Présidents ont jugé que les questions de privilège relatives à des rapports ayant fait l'objet d'une fuite ne seraient pas prises en considération à moins qu'une accusation précise ne soit portée contre une personne, une organisation ou un groupe, cette accusation devant non seulement viser les personnes de l'extérieur de la Chambre qui ont rendu

^{572.} Voir, par exemple, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, Procès-verbal, 2 décembre 1997, séance n° 23, et Journaux, 4 décembre 1997, p. 332. Les comités mixtes présentent leurs rapports aux deux chambres. Voir, par exemple, Journaux, 7 juin 1999, p. 2060, et Journaux du Sénat, 3 juin 1999, p. 1669.

^{573.} Art. 35(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 7 mai 1999, p. 14885. Cette règle a été le fruit d'une recommandation du Comité McGrath portant qu' « il y aurait lieu d'améliorer la manière dont [les rapports] sont présentés à la Chambre des communes. » Voir Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, juin 1985, p. 24.

^{574.} Art. 35(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 14 mai 1992, p. 10691-10692.

^{575.} Voir, par exemple, Débats, 1et décembre 1997, p. 2503-2504; 31 octobre 1994, p. 7430.

^{576.} Voir, par exemple, Journaux, 30 juin 1987, p. 1298; 18 juin 1991, p. 219; 11 juin 1999, p. 2102. En autorisant leur présentation de cette manière, la Chambre permet aux comités de rendre leurs rapports publics dès leur achèvement sans porter atteinte à ses privilèges ni à ceux des députés. La Chambre a, à l'occasion, prévu expressément qu'un rapport serait rendu public avant qu'il ne lui soit présenté. Voir, par exemple, Journaux, 22 décembre 1982, p. 5495-5496.

publics des documents étudiés à huis clos, mais encore désigner la source de la fuite au sein de la Chambre elle-même⁵⁷⁷.

Il est antiréglementaire pour des députés de faire allusion, à la Chambre, aux délibérations de comités ou à des témoignages reçus par eux avant qu'ils n'aient présenté leur rapport à la Chambre. Cette interdiction s'applique aux allusions faites par des députés au cours d'un débat tout comme pendant la Période des questions ora-les ⁵⁷⁸. S'il se produit une irrégularité dans les travaux d'un comité, la Chambre peut seulement en être saisie au moment où il lui en est fait rapport ⁵⁷⁹.

Adoption

Tout député peut proposer l'adoption d'un rapport de comité, moyennant un préavis de 48 heures, pendant la période réservée aux Affaires courantes ordinaires. La motion à cet effet est proposée sous la rubrique «Motions» 580 et peut faire l'objet d'un débat 581.

Une motion portant adoption d'un rapport relatif au Budget des dépenses peut seulement être débattue un jour désigné lors de la période réservée aux travaux des subsides ⁵⁸². Le Règlement prévoit en outre une procédure spéciale pour l'adoption des rapports relatifs à l'abrogation d'un Règlement, contenue dans un rapport du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation ⁵⁸³. Lorsqu'un comité a fait rapport d'un projet de loi, celui-ci est assujetti aux règles et pratiques régissant le processus législatif, plutôt qu'à celles qui visent les rapports de comités en général ⁵⁸⁴.

La Chambre consent souvent à renoncer au préavis de 48 heures exigé par le Règlement 585 afin d'adopter un rapport relatif à certaines questions administratives, comme la modification de la composition des comités. Les rapports relatifs au choix des affaires votables parmi les Affaires émanant des députés et à la composition

^{577.} Voir, par exemple, les décisions du Président Parent, Débats, 26 novembre 1998, p. 10467-10468, et 3 décembre 1998, p. 10866. Compte tenu des préoccupations soulevées par les fuites concernant les rapports de comités, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a étudié la question de la confidentiaité touchant les délibérations à huis clos et les documents confidentiels des comités. Il a recommandé dans son 73° rapport que les comités usent de discernement lorsqu'ils décident de se réunir à huis clos. Il a en outre recommandé que les raisons du huis clos soient rendues publiques soit dans l'avis de tenue de la réunion, soit par le président du comité en séance publique, et que le Règlement soit modifié de manière à réaffirmer que les rapports de comité adoptés iors de séances à huis clos sont confidentiels jusqu'à leur présentation à la Chambre. Voir Journaux, 29 avril 1999, p. 1785.

^{578.} Voir, par exemple, Débats, 29 septembre 1994, p. 6314; 19 avril 1996, p. 1711.

^{579.} Voir les décisions de Présidents, Journaux, 1^{er} juillet 1919, p. 498; 31 mars 1969, p. 873-874.

^{580.} Voir, par exemple, Journaux, 26 avril 1999, p. 1766.

^{581.} Art. 67(1)b) du Règlement.

^{582.} Art. 81(9) du Règlement.

^{583.} Voir le chapitre 17, « Les décrets-lois ».

^{584.} Voir le chapitre 16, «Le processus législatif», et le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

^{585.} Voir, par exemple, Journaux, 1er juin 1999, p. 2032.

des comités législatifs sont réputés adoptés au moment de leur présentation à la Chambre 586.

Les recommandations contenues dans les rapports de comités sont rédigées sous la forme de motions de telle sorte que, une fois les rapports adoptés, elles deviennent des ordres clairs ou des résolutions de la Chambre ⁵⁸⁷. Lorsqu'ils formulent leurs recommandations, les comités ne peuvent outrepasser l'autorité de la Chambre. Pardessus tout, lorsqu'il est question de dépenser des fonds ou de présenter des projets de loi, ils peuvent seulement recommander que le gouvernement «envisage l'opportunité» de telles mesures ⁵⁸⁸.

Lorsque la Chambre est saisie d'une motion portant adoption d'un rapport, elle étudie l'adoption du rapport dans son ensemble. Aucun amendement ne peut être proposé au texte de celui-ci ⁵⁸⁹. On peut proposer une motion visant à renvoyer le rapport au comité pour réexamen ⁵⁹⁰.

Réponse du gouvernement

Lorsqu'un comité permanent ou un comité spécial présente un rapport à la Chambre, il peut demander que le gouvernement dépose, dans un délai de 150 jours ³⁹¹, une réponse globale à l'ensemble du rapport ou à l'une ou plusieurs de ses parties ³⁹². La demande de réponse partielle n'empêche pas le gouvernement de répondre au rapport intégral. Les Présidents ont systématiquement refusé de définir «globale» dans ce contexte et soutenu que la nature de la réponse doit être laissée à la discrétion du gouvernement ⁵⁹³. Lorsque la Chambre siège, la réponse peut être déposée par un ministre ou par un secrétaire parlementaire pendant la période consacrée aux affaires courantes, sous la rubrique «Dépôt de documents», ou remise au Greffier ⁵⁹⁴. Lorsque la Chambre est ajournée, elle peut être remise au Greffier, ou le ministre

- 586. Art. 92(2) et 113(1) du Règlement.
- 587. Les recommandations ne prenant pas clairement la forme de motions peuvent nécessiter la prise de mesures supplémentaires pour assurer leur mise à exécution. Voir la décision du Président Parent, Débats, 5 novembre 1998, p. 9923.
- 588. Voir les décisions du Président Lamoureux, Journaux, 31 mars 1969, p. 873-874; 10 avril 1973, p. 257-258.
- 589. Voir la décision du Président Bosley, Débats, 13 décembre 1985, p. 9476.
- 590. Voir, par exemple, Journaux, 18 mars 1987, p. 610. Après la Confédération, il était parfois permis de modifier le texte des rapports de comités à la Chambre. Voir, par exemple, Journaux, 21 juin 1869, p. 304; 26 mars 1884, p. 285. En 1919, le Président Rhodes a décidé qu'il était antiréglementaire que la Chambre modifie le rapport elle-même. Voir Journaux, 22 mai 1919, p. 291. On trouvera au chapitre 16, «Le processus législatif», des précisions sur le renvoi de projets de loi aux comités pour réexamen.
- 591. Art. 109 du Règlement. Cette disposition a été ajoutée au Règlement par suite d'une recommandation formulée dans le troisième rapport du Comité Lefebvre. Voir Comité spécial sur le Règlement et la procédure, Procès-verbaux et témoignages, 4 novembre 1982, fascicule n° 7, p. 21, 29; Journaux, 29 novembre 1982, p. 5400.
- 592. Voir Débats, 13 mai 1986, p. 13232.
- Voir, par exemple, Débats, 21 avril 1986, p. 12480; 29 juin 1987, p. 7749-7750; 24 septembre 1987, p. 9266-9268.
- 594. Art. 32(1) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 26 mars 1998, p. 636; 5 octobre 1998, p. 118.

peut attendre que la Chambre reprenne ses travaux pour la déposer⁵⁹⁵. Le Président a jugé qu'une demande de réponse du gouvernement survit à une prorogation de la même manière que les ordres de dépôt de documents⁵⁹⁶. Le Règlement ne prévoit aucune sanction pour le cas où le gouvernement ne se conformerait pas à l'exigence de présenter une réponse⁵⁹⁷.



^{595.} Voir, par exemple, Journaux, 24 septembre 1990, p. 1976; 21 septembre 1998, p. 1054. Pour plus de précisions sur le dépôt de documents, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

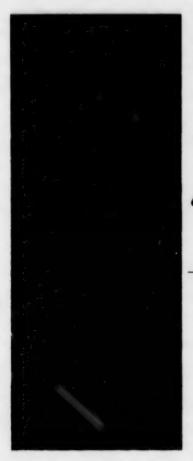
^{596.} Voir Débats, 27 juin 1986, p. 14969. Voir également l'article 49 du Règlement. Toutefois, la demande se périme lors de la dissolution d'une législature. Les comités ont redemandé une réponse au gouvernement en présentant un rapport à cet effet au cours de la législature suivante. Voir, par exemple, Journaux, 27 novembre 1997, p. 275.

^{597.} Voir, par exemple, Débats, 10 septembre 1992, p. 12977.



21

Les affaires émanant des députés



Si l'on veut que le député compte pour quelque chose, il doit y avoir correspondance entre ce que le député et le Parlement peuvent faire et ce que les électeurs attendent d'eux ou pensent qu'ils peuvent faire.

> TROISIÈME RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LA RÉFORME DE LA CHAMBRE DES COMMUNES (Comité McGrath), juin 1985, p. 2

ar «député», on entend généralement les membres de la Chambre des communes qui ne font pas partie du Cabinet¹. Même si aucune règle n'exclut de manière spécifique les secrétaires parlementaires, l'usage veut qu'ils s'abstien-

nent de parrainer des affaires émanant des députés². En

Pour des renseignements sur le Cabinet, voir le chapitre 1, «Les institutions pariementaires». Le 23 octobre 1996, après que Don Boudria (Glengarry – Prescott – Russell) eut été nommé au Cabinet, le Président Parent demanda au Greffier de rayer du Feuilleton une motion inscrite au nom de M. Boudria qui figurait dans l'ordre de priorité pour les affaires émanant des députés (Débats, p. 5630).

Après avoir été nommés secrétaires parlementaires, des députés ont retiré des affaires émanant des députés qui avaient été soumises à la Chambre avant leur nomination ou ils ont demandé que ces affaires soient parrainées par un autre député (voir, par exemple, *Débats*, 19 avril 1988, p. 14634; 19 septembre 1988, p. 19402; *Journaux*, 28 octobre 1998, p. 1205).

général, les présidents de séance de la Chambre ont également renoncé à parrainer

des projets de loi ou motions émanant des députés3.

À chaque jour de séance, une heure est réservée à l'étude des affaires émanant des députés, c'est-à-dire à l'examen des projets de lois et motions présentés et parrainés par de simples députés. Ces derniers peuvent utiliser cette période pour mettre de l'avant leurs propres propositions législatives et politiques de même que pour exprimer leur opinion sur toute une gamme de sujets⁴. Les propositions des députés peuvent prendre la forme d'un projet de loi (d'intérêt public ou privé), d'une motion, ou d'un avis de motion portant production de documents.

Un projet de loi émanant d'un député (ou d'initiative parlementaire) est le texte d'une proposition législative parrainée par un simple député. Fondés sur leurs propres idées et rédigés avec l'aide d'un conseiller législatif, ces projets de loi sont présentés par les députés qui les parrainent. Comme les projets de loi du gouvernement, les projets de loi émanant des députés deviennent des lois une fois qu'ils ont reçu la sanction royale⁵. La plupart des projets de loi émanant des députés sont des projets de loi d'intérêt public présentés tout d'abord à la Chambre des communes, mais certains projets de loi d'intérêt public et parfois même d'intérêt privé parrainés par de simples députés sont étudiés aux Communes après avoir été présentés au Sénat⁶.

Une motion émanant d'un député propose habituellement que la Chambre exprime son opinion sur une question donnée ou qu'elle ordonne que des mesures soient prises soit par elle-même, soit par l'un de ses comités ou hauts fonctionnaires.

Un avis de motion portant production de documents est une requête adressée au gouvernement afin qu'il compile ou prépare certains documents et qu'il les produise à la Chambre?

^{3.} Pour des exemples de projets de loi émanant des députés parrainés par des présidents de séance, voir Journaux, 29 octobre 1970, p. 65 (Gérald Laniel était vice-président des comités pléniers); 31 octobre 1977, p. 52-53 (Charles Turner était vice-président des comités pléniers); 24 octobre 1979, p. 109, 111, 119 (William C. Scott était vice-président adjoint des comités pléniers); 28 novembre 1996, p. 935 (Peter Milliken était vice-président des comités pléniers). M. Milliken a aussi demandé à ce qu'un autre projet de loi inscrit à son nom soit dorénavant parrainé par un autre député (Débats, 19 février 1997, p. 8318).

^{4.} Certains dossiers importants soulevés pour la première fois par de simples députés ont été ultérieurement étudiés sous forme de projets de loi du gouvernement. Voir, par exemple, le projet de loi C-279, Loi tendant à modifier la Loi sur les langues officielles (dépôt de documents) présenté par Jean-Robert Gauthier (Ottawa – Vanier), Débats, 6 juin 1988, p. 16179-16181.

^{5.} À l'exception des projets de loi proposant des changements dans les noms des circonscriptions électorales, relativement peu de ces projets de loi reçoivent la sanction royale. Entre 1945 et 1993, 127 ont reçu la sanction royale et seulement 31 d'entre eux ne concernaient pas les noms des circonscriptions électorales.

^{6.} Les projets de loi d'intérêt public parrainés par des députés et présentés tout d'abord à la Chambre des communes sont numérotés de manière consécutive de C-201 à C-1000 selon leur.ordre de présentation, tandis que les projets de loi présentés en premier au Sénat sont numérotés à partir de S-1 sans qu'on fasse la distinction entre les projets de loi du gouvernement et ceux des députés.

^{7.} Pour plus d'information à ce sujet, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

Historique

DE 1867 À 1984

Temps réservé aux affaires émanant des députés

Au début de la Confédération, une grande proportion du temps de la Chambre était consacrée aux projets de loi d'intérêt privé ou aux mesures proposées par de simples députés. En 1867, le Règlement donnait la priorité aux affaires émanant des députés certains jours de la semaine⁸. Cependant, les gouvernements considéraient que cette répartition du temps ne leur permettait pas de mener à bien leurs propres programmes législatifs, et ils faisaient régulièrement étudier leurs affaires en priorité par le biais d'ordres spéciaux ou d'ordres sessionnels.

Au fil des ans, des changements ont été apportés au Règlement afin de donner au gouvernement plus de temps pour l'étude de ses propres affaires. En 1906, cette manière de procéder s'était à ce point implantée que l'ordre hebdomadaire des travaux était officiellement modifié, de sorte qu'après les quatre premières semaines de chaque session, l'un des trois jours réservés aux affaires émanant des députés — le jeudi — était cédé aux affaires émanant du gouvernement.

Entre 1906 et 1955, en raison du recours aux ordres spéciaux et sessionnels, les affaires émanant du gouvernement ont progressivement accaparé la presque totalité du temps restant pour les affaires émanant des députés. En 1955, des modifications apportées au Règlement officialisaient de nouveau la pratique d'accorder la priorité aux affaires émanant du gouvernement: le nombre de jours réservés aux députés, à savoir tous les lundis, tous les mercredis et quatre jeudis par session, était réduit à six lundis et à deux jeudis par session¹⁰. Selon la longueur de chaque session, cette modification garantissait à tout le moins que les huit jours prévus ne seraient pas davantage invalidés par une suspension au moyen d'un ordre spécial ou sessionnel.

En 1962, la Chambre abandonne l'affectation d'un nombre déterminé de jours par session aux affaires émanant des députés pour réserver plutôt une heure par jour à cette fin. Cependant, une fois cette heure utilisée à 40 reprises au cours d'une session, elle cesse d'être réservée aux affaires émanant des députés le lundi, le mardi et le mercredi et elle continue à l'être le jeudi et le vendredi ¹¹. En 1968, les affaires émanant des députés étaient supprimées de l'ordre des travaux du mercredi et la règle établissant un maximum de 40 prises en considération par session ne valait plus que pour le lundi et le mardi; par la suite, les affaires émanant des députés n'étaient étudiées que le jeudi et le vendredi ¹².

En 1982, l'examen des affaires émanant des députés pendant une heure certains jours de la semaine était remplacé par l'attribution d'un seul jour, soit le mercredi, à

Seuls les mardis et vendredis étaient réservés aux affaires du gouvernement. Voir Constitutions, règles et règlements de la Chambre des communes, 1868, règle nº 19.

Débats, 9 juillet 1906, col. 7687-7689.

^{10.} Journaux, 12 juillet 1955, p. 889, 893, 945.

^{11.} Journaux, 10 avril 1962, p. 338-339; 12 avril 1962, p. 350.

^{12.} Journaux, 6 décembre 1968, p. 429, 436-437; 20 décembre 1968, p. 554, 563-565.

ce type d'affaires. Ainsi, le temps accordé pour les délibérations était réduit d'une heure par semaine, passant de quatre à trois heures 13. Cependant, à la fin de 1983, la Chambre revenait à l'étude des affaires émanant des députés une heure par jour le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi, sans fixer comme auparavant un maximum pour le nombre de prises en considération le lundi et le mardi 14. Par suite de l'omission de cette partie de l'ancienne règle, la quantité de temps réservée aux députés se trouvait en réalité accrue. (À la suite d'autres changements au Règlement adoptés en avril 1991, le nombre de jours par semaine où des affaires émanant des députés étaient mises en délibération passait de quatre à cinq, la séance du mercredi étant prolongée d'une heure 15.)

Priorité des affaires

De la Confédération jusqu'à la fin des années 1950, les deux critères qui déterminaient l'ordre dans lequel on étudiait les affaires émanant des députés étaient la date de l'avis et, dans le cas des projets de loi, l'étape atteinte dans le processus législatif. Au cours de cette période également, des critères secondaires, essentiellement destinés à distinguer les divers types d'affaires l'un de l'autre, ont pris de l'importance.

En 1910, par exemple, une modification apportée au Règlement ¹⁶ accordait un degré de priorité plus élevé aux avis de motions portant production de documents qui ne faisaient l'objet d'aucune opposition. En revanche, les motions du même genre auxquelles on s'opposait ont continué d'être prises en considération avec les autres avis de motions jusqu'en 1961, année où l'on a créé à leur intention une rubrique distincte (Avis de motions (documents)) dans l'ordre des travaux et à partir de laquelle elles ont été mises en délibération lors de jours précisés ¹⁷.

De même, des changements adoptés en 1927 interdisaient à tout député de faire inscrire plus d'un avis de motion au *Feuilleton* à la fois. Cet avis serait aussi rayé si l'on en faisait appel à deux reprises sans y donner suite ¹⁸. En outre, d'autres règles permettaient la mise en suspens des projets de loi ou avis de motions émanant des députés et leur report au lendemain ¹⁹. Ce genre de dérogations à l'ordre chronologique habituel, fondé sur les diverses étapes de l'étude, qui se doublaient de changements fréquents dans l'ordre quotidien des travaux, ont par la suite conduit à l'adoption d'un ordre fixe pour tous les types d'affaires émanant des députés ²⁰.

^{13.} Le troisième rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, qui a recommandé ces changements, a été présenté à la Chambre le 5 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5328) et la motion mettant en œuvre ces changements a été adoptée le 29 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5400).

^{14.} Le premier rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement, qui a recommandé ces changements, a été présenté à la Chambre le 15 décembre 1983 (*Journaux*, p. 47) et la motion visant à mettre en œuvre ces changements a été adoptée le 19 décembre 1983 (*Journaux*, p. 55-56).

Journaux, 11 avril 1991, p. 2905-2906, 2908.

^{16.} Journaux, 29 avril 1910, p. 554-556.

^{17.} Journaux, 26 septembre 1961, p. 950, 953; 27 septembre 1961, p. 957.

^{18.} Journaux, 22 mars 1927, p. 340-341.

^{19.} Voir, par exemple, l'article 27 du Règlement de 1927.

^{20.} Voir, par exemple, l'Ordre quotidien des travaux de 1955 et de 1962.

Tout au long de cette période, le volume des affaires émanant des députés s'est accru, ce qui a engendré d'autres innovations dans la procédure. En 1958, le Président Michener instituait un système de tirage au sort pour les avis de motion²¹. Chaque député pouvait soumettre un avis au début de la session. Ces avis étaient placés dans un récipient. Puis, en présence du Président, du Greffier et des représentants des partis, on les tirait au sort pour établir l'ordre dans lequel ils seraient étudiés. Les avis donnés après le tirage au sort étaient inscrits au Feuilleton après ceux qui avaient été tirés au sort.

Au début d'une session subséquente, cette manière de procéder a été appliquée aux projets de loi d'intérêt public émanant des députés. On procédait ainsi à deux tirages au sort: l'un pour les avis de motions et l'autre pour les projets de loi. Cependant, dans ce dernier cas, un député pouvait donner avis de plusieurs projets de loi, car contrairement aux avis de motions, aucune limite n'était imposée. Dans les deux cas, lorsqu'une affaire avait été prise en considération, mais qu'on en n'avait pas terminé l'étude, elle tombait au bas de la liste. Les avis de motions appelés à deux reprises et non étudiés étaient rayés du Feuilleton comme auparavant.

Les députés ont bientôt compris qu'en donnant avis de plusieurs projets de loi, ils amélioraient leurs chances lors du tirage au sort. Forcément, cette manière de procéder a eu pour conséquence que certains députés ont obtenu davantage de temps que d'autres à la Chambre. Pour permettre une répartition plus équitable, les whips des partis ont limité chaque député à un projet de loi parmi les cinquante premiers à être tirés. Par ailleurs, à partir des années 1970, l'organisation concrète de la période réservée aux affaires émanant des députés était confiée au bureau du leader du gouvernement à la Chambre, une pratique critiquée par certains députés qui croyaient qu'elle constituait une ingérence indue du gouvernement. Par la suite, le Greffier de la Chambre est devenu responsable de l'organisation de ce volet des travaux de la Chambre ²².

Le dernier grand changement apporté avant l'adoption du système utilisé actuellement pour établir l'ordre de priorité est survenu en 1982, lorsque toutes les catégories d'affaires émanant des députés (à l'exception des projets de loi d'intérêt privé) ont été combinées en un seul groupe pour lequel on procédait à un seul tirage au sort des noms des députés au début de chaque session. Une limite analogue à celle qui s'appliquait antérieurement aux projets de loi était maintenue pour les cinquante premières affaires à être tirées; parallèlement à cela, on supprimait la limite d'un avis de motion par député ²³.

DEPUIS 1984

Les règles actuelles sur le déroulement des affaires émanant des députés découlent en grande partie des recommandations du Comité spécial sur la réforme de la Chambre

^{21.} Cette manière de procéder avait déjà été proposée en 1925 (Journaux, 29 mai 1925, p. 359-360).

^{22.} Débats, 28 novembre 1979, p. 1794.

^{23.} Le troisième rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, qui a recommandé ces changements, a été présenté à la Chambre le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328) et la motion mettant en œuvre ces changements a été adoptée le 29 novembre 1982 (Journaux, p. 5400).

des communes (le «Comité McGrath») établi en décembre 1984. Dans son rapport final présenté à la Chambre en 1985, le Comité formulait les observations suivantes:

La procédure actuelle est telle que la Chambre n'attache pas une grande importance à ces mesures [...] Aussi les députés sont-ils peu enclins à se prévaloir du droit qui leur échoit par suite du tirage au sort qui détermine l'ordre des affaires émanant des députés. Ce manque d'intérêt tient surtout au fait que ces projets de loi et ces motions se rendent rarement à l'étape de la mise aux voix ²⁴.

Les recommandations subséquentes du Comité entraînèrent des modifications au Règlement. Adoptées à titre provisoire en février 1986, après un long débat à la Chambre 25, ces modifications constituèrent le fondement des règles actuelles sur les affaires émanant des députés — l'établissement de l'ordre de priorité, le processus de détermination des affaires votables, et la façon dont ces affaires seraient débattues. Depuis février 1986, d'autres modifications ont été apportées au Règlement.

En réaction aux problèmes causés par l'absence des députés dont les affaires devaient faire l'objet d'un débat, un ordre spécial a été adopté en décembre 1986 afin d'autoriser le Président à procéder à un échange d'affaires non votables lorsqu'un député l'avise qu'il ne pourra être présent à la Chambre au moment où l'étude de son affaire est prévue 26.

En juin 1987, les dispositions provisoires du Règlement deviennent permanentes et d'autres changements sont adoptés en ce qui touche à l'ordre dans lequel les affaires émanant des députés sont étudiées ²⁷. Le Président a le pouvoir de procéder à un échange entre une affaire non votable d'un député qui ne peut être présent et une affaire similaire d'un député qui peut être présent à la Chambre. De plus, le *Feuilleton* est changé pour présenter tous les types d'affaires dans une même liste, y compris les projets de loi d'intérêt privé et les projets de loi d'intérêt public des députés qui sont présentés en premier au Sénat.

En 1989, la Chambre adopte une motion ordonnant au Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés de procéder à une étude et de faire rapport sur diverses méthodes et procédures relatives à la conduite des affaires émanant des députés ²⁸. Le 6 décembre 1989, le Comité présente son septième rapport qui comprend plusieurs recommandations concernant entre autres le choix des affaires à inclure dans l'ordre de priorité, la sélection des affaires votables, et la durée du débat sur celles-ci ²⁹. Le rapport n'est pas adopté, mais il suscite quand même des modifications au Règlement qui seront entérinées le 10 mai 1990 ³⁰.

Voir Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, troisième rapport, p. 42. Ce rapport a été présenté à la Chambre le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839).

^{25.} Journaux, 6 février 1986, p. 1648-1652; 13 février 1986, p. 1710.

^{26.} Journaux, 18 décembre 1986, p. 351.

^{27.} Journaux, 3 juin 1987, p. 1020-1022.

^{28.} Journaux, 26 octobre 1989, p. 752.

^{29.} Journaux, p. 927-934.

^{30.} Journaux, p. 1685-1687.

Plusieurs changements significatifs sont ainsi apportés au Règlement, comme le recommandait le Comité permanent: on tirera au sort les noms des députés plutôt que les diverses affaires, ce qui signifie que les députés n'ayant soumis qu'une motion ou un projet de loi auront les mêmes chances que ceux qui en ont soumis plusieurs; des listes distinctes de projets de loi et de motions sont établies et le nombre d'affaires votables est fixé à trois projets de loi et à trois motions. La durée du débat sur les affaires votables passe de cinq à trois heures, et l'heure réservée aux affaires émanant des députés est suspendue lors des jours réservés aux travaux des subsides. Ces modifications sont adoptées de manière provisoire, jusqu'à la dernière journée de séance de décembre 1990.

En décembre 1990, le Comité permanent des privilèges et des élections, après avoir constaté que les dispositions provisoires du Règlement approuvées en mai 1990 avaient donné de bons résultats, recommande dans son vingt et unième rapport qu'on les rendent permanentes³¹. Il propose ensuite un certain nombre d'autres changements, notamment concernant l'échange d'affaires votables, l'heure réservée aux affaires émanant des députés le lundi, et le report des votes par appel nominal sur des affaires émanant des députés à la demande des whips. D'autres changements aux dispositions du Règlement régissant les affaires émanant des députés, adoptés le 11 avril 1991 et en grande partie fondés sur le vingt et unième rapport du Comité, permettent de clarifier la procédure à suivre lors du tirage au sort pour le choix des affaires à débattre, réduisent le nombre d'heures de débat sur une affaire, augmentent le nombre de jours par semaine où les affaires émanant des députés sont étudiées, et améliorent enfin le processus à suivre pour procéder à un échange d'affaires qui seront débattues pendant l'heure réservée aux affaires émanant des députés ³².

Le 29 avril 1992, deux rapports du Comité permanent de la gestion de la Chambre sont adoptés, ce qui permet de modifier le Règlement afin d'accroître le nombre d'affaires votables et le nombre total d'affaires incluses dans l'ordre de priorité, et de clarifier la marche à suivre pour le report des votes par appel nominal sur des affaires émanant des députés³³. À la suite de l'adoption du vingt-quatrième rapport³⁴ concernant les votes par appel nominal sur des projets de loi ou motions émanant des députés, l'habitude est prise d'enregistrer tout d'abord le vote du parrain et ensuite le reste des votes du même côté de la Chambre avant de passer de l'autre côté. Après l'adoption du vingt-septième rapport, l'ordre de priorité passe de 20 à 30 affaires, les tirages sont tenus lorsque la liste contient moins de 15 affaires plutôt que moins de 10, et le nombre maximal d'affaires votables passe de trois projets de loi et trois motions à cinq projets de loi et cinq motions³⁵.

^{31.} Journaux, 6 décembre 1990, p. 2385-2388.

^{32.} Journaux, 11 avril 1991, p. 2919-2922.

^{33.} Journaux, 29 avril 1992, p. 1337-1338.

Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 11 et 13 février 1992, fascicule nº 24, p. 17.

Comité permanent de la gestion de la Chambre, Procès-verbaux et témoignages, 12 mars 1992, fascicule nº 26, p. 3.

En 1998, le Règlement est modifié afin que ce maximum ne soit plus de cinq projets de loi et de cinq motions, mais plutôt de simplement dix affaires votables, et afin d'établir une nouvelle procédure pour permettre l'ajout d'une affaire à l'ordre de priorité lorsqu'elle bénéficie de l'appui de 100 députés ³⁶.

Les projets de loi émanant des députés

Les projets de loi parrainés par des députés se divisent en deux catégories: les projets de loi d'intérêt public et ceux d'intérêt privé. Les projets de loi d'intérêt public portent sur des politiques publiques de compétence fédérale tandis que les projets de loi d'intérêt privé traitent de questions présentant un intérêt particulier ou spécial pour des personnes ou sociétés précises et visent à accorder à leurs bénéficiaires un pouvoir particulier ou à les exempter d'une obligation légale. Les procédures relatives aux projets de loi d'intérêt public sont décrites dans le présent chapitre tandis que celles qui sont liées aux projets de loi d'intérêt privé sont expliquées au chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé ».

Un projet de loi émanant d'un député est habituellement rédigé avec l'aide d'un conseiller législatif qui s'assure que le texte est conforme aux règles du droit législatif si jamais il doit recevoir la sanction royale. Pour rédiger une proposition législative, le conseiller législatif utilise les instructions écrites précises des députés quant aux motifs et objectifs de la loi proposée, et il s'assure que le projet de loi est d'une forme acceptable et qu'il respecte les conventions législatives et parlementaires. Le conseiller législatif doit certifier qu'un projet de loi émanant d'un député est présenté dans une forme correcte. Une fois cette étape franchie, le projet de loi est retourné au député.

Les députés peuvent également proposer une motion demandant qu'un projet de loi soit préparé par un comité permanent, spécial ou législatif³⁷. Si cette motion est choisie après le tirage au sort tenu pour établir l'ordre de priorité, elle sera débattue durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés. Si elle est désignée votable et plus tard adoptée, elle se transformera en ordre demandant à un comité d'élaborer

^{36.} Journaux, 30 novembre 1998, p. 1327-1329.

^{37.} Art. 68(4)b) du Règlement. Avant que cette disposition ne soit adoptée le 7 février 1994 (Journaux, p. 112-120) et n'entre en vigueur le 14 février 1994, de simples députés ont bien proposé des motions afin de demander à un comité d'élaborer des projets de loi (voir la décision du Président Lamoureux, Débats, 10 novembre 1969, p. 665-666). Pour des exemples de motions émanant des députés demandant à un comité d'élaborer un projet de loi, voir Feuilleton des Avis, 24 septembre 1997, p. XI (M-15); 29 septembre 1997, p. IV (M-168); 5 novembre 1997, p. III (M-260). Quelques-unes de ces motions ont été incluses dans l'ordre de priorité (Feuilleton, 2 octobre 1997, p. 19 (M-24); 1st mai 1998, p. 21 (M-251)). Certaines ont également été désignées votables (Feuilleton, 23 octobre 1997, p. 16 (M-123); 3 mai 1999, p. 30 (M-265)). Aucun comité n'a déjà préparé un projet de loi à la suite d'une motion émanant d'un député adoptée conformément à l'article 68(4)b) du Règlement. Toutefois, il est déjà arrivé que l'adoption d'une motion émanant d'un député (peines pour conduite avec facultés affaiblies) durant les affaires émanant des députés (Journaux, 7 février 1997, p. 1092-1093) mène par la suite à l'adoption d'une motion présentée par un ministre afin de demander à un comité d'élaborer un projet de loi conformément à l'article 68(4)a) du Règlement (Journaux, 30 octobre 1997, p. 175). Quand le comité a finalement présenté son rapport à la Chambre, un avant-projet de loi était inclus (Journaux, 25 mai 1999, p. 1905).

et de déposer un projet de loi. Si le comité élabore un projet de loi et le renvoie à la Chambre, une motion d'adoption de ce rapport du comité peut être présentée par un simple député durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés si la motion d'adoption a également été choisie après le tirage au sort visant à établir l'ordre de priorité. Toutefois, si c'est un ministre qui propose l'adoption du rapport, la motion sera étudiée pendant les Ordres émanant du gouvernement ³⁸. L'adoption du rapport du comité devient un ordre de dépôt d'un projet de loi fondé sur le rapport du comité. Si le projet de loi est parrainé par un député et qu'il est par la suite désigné affaire votable, lorsque la motion de deuxième lecture est proposée à la Chambre, le Président mettra immédiatement aux voix toutes les questions nécessaires pour disposer de l'étape de la deuxième lecture sans débat ni amendement ³⁹. Si le projet de loi n'est pas désigné votable, il est débattu pendant une heure et rayé du *Feuilleton*. Si un ministre décide de parrainer le projet de loi, il est étudié pendant les Ordres émanant du gouvernement et toutes les questions nécessaires pour disposer de l'étape de la deuxième lecture sont également mises aux voix sans débat ni amendement.

LIMITATIONS FINANCIÈRES

La Loi constitutionnelle exige que les projets de loi proposant la dépense de fonds publics soient accompagnés d'une recommandation royale qui ne peut être obtenue que par le gouvernement et présentée que par un ministre. Comme un ministre ne peut proposer d'affaires émanant des députés, un projet de loi émanant des députés ne devrait donc pas contenir de dispositions prévoyant l'engagement de fonds publics. Toutefois, depuis 1994, un député peut présenter un projet de loi d'intérêt public contenant des dispositions entraînant la dépense de fonds publics pourvu qu'une recommandation royale soit obtenue par un ministre avant que le projet de loi ne franchisse la troisième lecture et ne soit adopté⁴⁰. Avant 1994, la recommandation royale devait accompagner le projet de loi au moment de sa présentation.

^{38.} Art. 68(4)a) du Règlement.

^{39.} Art. 68(6) et 68(7)b) du Règlement.

^{40.} Art. 79(2) du Règlement. Voir le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre adopté par la Chambre le 10 juin 1994 (Journaux, p. 563). Pour un exemple de projet de loi émanant d'un député auquel a été joint une recommandation royale avant l'étape de la troisième lecture, voir Journaux, 6 décembre 1994, p. 997. Le projet de loi C-216, Loi modifiant la Loi sur l'assurancechômage (fonctions du juré), avait été renvoyé à la Chambre après l'examen en comité le 16 juin 1994 et le débat en troisième lecture commença le 6 décembre 1994. Le projet de loi reçut la sanction royale le 26 mars 1995. Plusieurs décisions ont été rendues par des Présidents concernant les projets de loi et la recommandation royale qui doit parfois les accompagner si le projet de loi nécessite l'affectation de fonds publics (voir, par exemple, Journaux, 9 novembre 1978, p. 130-133; 20 février 1979, p. 393-395; 6 juin 1980, p. 244-245). Voir également Débats, 1et novembre 1991, p. 4410-4414, où la présidence entend des arguments concernant la recevabilité d'un projet de loi émanant d'un député qui nécessite l'engagement de fonds publics. Un député soutient alors qu'en raison d'une décision rendue en 1912 (Journaux, 16 janvier 1912, p. 157-158), des dispositions pouvaient être insérées dans des projets de loi afin d'empêcher que des fonds ne soient dépensés à moins que le Parlement n'affecte les sommes nécessaires aux fins précisées dans le projet de loi. Comme le projet de loi n'est pas désigné votable, les délibérations à son sujet se terminent à la fin de l'heure réservée aux affaires émanant des députés et le Président ne rend jamais de décision définitive à ce sujet.

C'est le Président qui détermine si un projet de loi exige une recommandation royale et il est autorisé à refuser de mettre aux voix des projets de loi qui exigent une telle recommandation, mais qui n'en sont pas accompagnés⁴¹.

En ce qui touche à la fiscalité, un député ne peut présenter de projet de loi qui impose des taxes. Ce pouvoir de taxation appartient uniquement au gouvernement et toute mesure législative visant à accroître les taxes doit être précédée d'une motion de voies et moyens 42. Or, seul un ministre peut présenter une telle motion. Toutefois, les projets de loi émanant des députés qui visent à réduire les taxes, à réduire l'incidence d'une taxe, ou encore à imposer ou à accroître une exemption d'une taxe sont acceptables 43.

AVIS

Une fois qu'un projet de loi a été rédigé, le député doit transmettre un préavis de 48 heures de son intention de le présenter et y préciser le comité auquel le projet de loi sera renvoyé après la deuxième lecture. Le titre du projet de loi et le nom de son parrain sont alors publiés dans le *Feuilleton des Avis*. Une fois le délai de préavis de 48 heures expiré, le projet de loi peut alors être présenté durant les Affaires courantes et franchir l'étape de la première lecture lorsque le député est prêt⁴⁴.

AFFAIRES SEMBLABLES

Si un député transmet un préavis concernant un projet de loi jugé substantiellement identique à une autre affaire émanant des députés déjà soumise, le Président peut refuser l'avis le plus récent. Dans ce cas-là, le député qui parraine la mesure en est informé et le projet de loi lui est retourné⁴⁵. Cette procédure vise à empêcher qu'un certain nombre d'affaires semblables soient choisies à la suite du tirage au sort en vue de l'établissement de l'ordre de priorité. Dans une décision rendue en 1989, le Président Fraser a précisé que deux affaires ou plus sont substantiellement identiques si elles ont le même but et si elles visent à atteindre ce but par les mêmes moyens ⁴⁶. Ainsi, plusieurs projets de loi peuvent porter sur le même sujet, mais si leur optique est différente, la présidence pourrait juger qu'ils sont suffisamment distincts.

On s'est déjà demandé si un projet de loi émanant d'un député semblable à un projet de loi émanant du gouvernement pouvait être inscrit au Feuilleton et débattu. Selon les ouvrages faisant autorité et les décisions passées, rien n'empêche que des affaires semblables ne soient inscrites au Feuilleton en même temps. Toutefois,

Pour plus d'information sur la recommandation royale, voir le chapitre 16, «Le processus législatif», et le chapitre 18, «Les procédures financières».

Beauchesne, 6º éd., p. 274. Voir aussi la décision du Président Parent, Débats, 2 décembre 1998, p. 10788-10791.

^{43.} May, 21° éd., p. 716; Beauchesne, 6° éd., p. 276.

^{44.} Pour plus d'information sur les avis, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat ».

^{45.} Art. 86(5) du Règlement.

^{46.} Débats, 2 novembre 1989, p. 5474-5475.

899

comme la Chambre ne peut prendre plus d'une décision sur une affaire donnée durant une session, la prise d'une décision sur l'un de ces projets de loi (par exemple, l'adoption ou le rejet de la motion de deuxième lecture) empêchera de débattre de tout autre projet de loi semblable⁴⁷. L'étude de projets de loi non votables, s'ils sont rayés du *Feuilleton* après débat, n'empêche pas l'examen d'autres projets de loi similaires ou même identiques puisque la Chambre n'a pas à se prononcer sur les affaires non votables⁴⁸.

APPUYEURS

Un député qui aimerait appuyer un projet de loi déjà inscrit au *Feuilleton* peut en informer le Greffier de la Chambre par écrit. Son nom sera ajouté à la liste des appuyeurs dans le *Feuilleton des Avis* ⁴⁹. Une fois que l'ordre portant deuxième lecture a été proposé à la Chambre, aucun autre nom ne peut toutefois être ajouté ⁵⁰. Au plus 20 députés peuvent appuyer conjointement une affaire inscrite sous les affaires émanant des députés ⁵¹. Le député qui appuie les motions de présentation et de première lecture du projet de loi à la Chambre de même qu'au cours des étapes subséquentes n'a pas à être l'un des appuyeurs énumérés dans le *Feuilleton*.

PRÉSENTATION ET PREMIÈRE LECTURE DES PROJETS DE LOI ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Pour pouvoir être choisis à la suite du tirage au sort en vue de l'établissement de l'ordre de priorité, les projets de loi émanant des députés doivent avoir été présentés et avoir franchi la première lecture à la Chambre avant le tirage. Le jour où le député choisit de présenter son projet de loi, il se lève durant les Affaires courantes, lorsque le Président appelle la rubrique « Dépôt de projets de loi émanant des députés » 52. Le Président annonce ensuite le titre du projet de loi et la motion demandant la permission de présenter le projet de loi est automatiquement adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix 33. Le député est autorisé à donner une brève explication afin

Bourinot, 4º éd., p. 547-548. Voir aussi les décisions du Président Michener, Journaux, 29 octobre 1957, p. 64; 13 mars 1959, p. 238.

^{48.} Par exemple, le projet de loi C-321, qui était identique au projet de loi C-274, a été présenté le 20 juin 1996 après que le projet de loi C-274 eut été débattu en deuxième lecture et rayé du Feuilleton le 4 juin 1996 (Journaux, 4 juin 1996, p. 486-487; 20 juin 1996, p. 592).

La liste des 20 appuyeurs ne doit pas être confondue avec les 100 signatures de députés qui appuient une affaire afin qu'elle soit inscrite dans l'ordre de priorité (art. 87(6) du Règlement).

^{50.} Art. 86(4) du Règlement.

^{51.} Art. 86(3) du Règlement.

^{52.} Afin de faciliter les travaux, les députés préviennent habituellement le Président ou les greffiers au Bureau qu'ils souhaitent présenter un ou des projets de loi lors d'une séance donnée.

^{53.} Art. 68(2) du Règlement.

de décrire les motifs du projet de loi⁵⁴. Comme aucun débat n'est permis à cette étape, le député se contente souvent de lire la note explicative incluse dans le projet de loi. Ce dernier est ensuite adopté d'office en première lecture et son impression est ordonnée, toujours sans débat ni amendement ni mise aux voix ⁵⁵.

Le projet de loi est ensuite placé dans la liste des « Affaires émanant des députés — Affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité». Cette liste, qui peut être consultée au Bureau à la Chambre ou dans la version électronique du Feuilleton, ne figure pas dans la version imprimée du Feuilleton. Une fois sur cette liste, le projet de loi attend la deuxième lecture et son renvoi à un comité. Lorsqu'il soumet un projet de loi pour inclusion dans le Feuilleton des Avis, le parrain doit indiquer le comité permanent, spécial ou législatif auquel le projet de loi doit être renvoyé après la deuxième lecture. Une période de deux semaines doit s'écouler entre la première et la deuxième lecture du projet de loi 6.

PROJETS DE LOI PUBLICS ÉMANANT DU SÉNAT ET PARRAINÉS PAR DES DÉPUTÉS

Certains projets de loi d'intérêt public présentés par des députés sont déposés en premier au Sénat et sont ensuite envoyés aux Communes après leur adoption au Sénat. Lorsque le Président appelle la rubrique «Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat », sous les Affaires courantes, le député parrainant ce projet de loi à la Chambre a le droit d'expliquer brièvement les motifs de la mesure sans toutefois s'engager dans un débat. La motion de première lecture est ensuite adoptée d'office sans débat ni amendement ni mise aux voix, et le projet de loi est automatiquement ajouté au bas de l'ordre de priorité pour les affaires émanant des députés sans être assujetti à la procédure du tirage au sort⁵⁷.

Les motions émanant des députés

Les motions émanant des députés sont utilisées pour soulever une vaste gamme de questions et sont rédigées sous forme d'ordres ou de résolutions, selon leur objectif⁵⁸. Les motions visant à exprimer une opinion ou un objectif sans ordonner ou

^{54.} On a toujours considéré qu'une brève explication devait durer entre 30 et 60 secondes, mais les députés ont pris plus fréquemment la parole pendant plus de 60 secondes depuis le début de la 35° législature (1994-1997).

^{55.} Art. 69(1) du Règlement.

^{56.} Art. 88 du Règlement.

Depuis le début de 1990, seulement deux projets de loi d'intérêt public du Sénat parrainés par des députés ont reçu la sanction royale (*Journaux*, 17 décembre 1990, p. 2475; 22 juin 1995, p. 1871).

^{58.} Les motions émanant des députés peuvent également servir à proposer des modifications constitutionnelles. Voir, par exemple, la motion M-8 qui proposait une modification à la Loi constitutionnelle afin d'inclure des droits de propriété (Journaux, 2 mai 1988, p. 2602-2603).

exiger la prise d'une mesure particulière sont considérées comme des résolutions⁵⁹. Par conséquent, ces motions suggérant simplement que le gouvernement prenne une certaine mesure sont généralement formulées de la manière suivante: «Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager...». Le gouvernement n'est pas tenu d'adopter une politique précise ou de prendre des mesures particulières à la suite de l'adoption de ce genre de résolution puisque la Chambre ne fait qu'exprimer une opinion ou déclarer une intention⁶⁰. Ces motions tranchent avec celles qui visent à donner des directives à des comités, à des députés ou à des officiels de la Chambre, ou encore à régir les travaux de la Chambre, qui se transforment elles en ordres une fois adoptées par la Chambre⁶¹.

Aucune motion parrainée par un député qui n'est pas également ministre ne peut contenir de dispositions prévoyant de lever des impôts ou d'engager des dépenses à moins qu'elle ne soit rédigée de manière à simplement suggérer cette mesure au gouvernement. Plutôt que de présenter un projet de loi qui pourrait nécessiter une recommandation royale ne pouvant être obtenue que par un ministre, un député peut choisir de présenter une motion proposant d'engager des fonds publics pourvu que le texte de la motion ne fasse que suggérer cette mesure au gouvernement sans lui ordonner de le faire ou exiger qu'il le fasse 62. Ces motions sont habituellement rédigées de manière à demander au gouvernement «d'envisager l'opportunité de...».

AVIS

Un député doit donner un avis d'au moins deux semaines lorsqu'il a l'intention de présenter une motion⁶³. Les avis de motions émanant des députés paraissent dans le *Feuilleton des Avis* le jour où l'avis est donné et sont par la suite inclus dans la liste des « Affaires émanant des députés — Affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité» qui peut être consultée au Bureau à la Chambre ou dans la version électronique

- 59. Pour des exemples de telles motions, voir Journaux, 15 juin 1994, p. 592-593 (M-89, motions de censure); 25 octobre 1995, p. 2049 (M-273, Jour des grands-parents); 5 novembre 1996, p. 831 (M-30, crédit d'impôt pour les personnes restant à la maison afin de s'occuper d'enfants); 4 décembre 1996, p. 964 (M-241, matières dangereuses); 25 mai 1998, p. 887-889 (M-261, programme national « bon départ »). Voir également les décisions rendues par le Président Parent sur la motion M-266 qui exigeait une conférence avec le Sénat, Débats, 18 juin 1996, p. 3981-3982; et sur la motion M-1, contenant des allégations d'outrage de la part d'un député envers un autre (Débats, 18 juin 1996, p. 4028-4031; 20 juin 1996, p. 4183-4184).
- 60. Même si le gouvernement n'est peut-être pas lié par une simple déclaration d'opinion, ces motions, une fois adoptées, constituent tout de même des décisions de la Chambre. Dans la deuxième moitié des années 1980, trois statues ont été érigées sur la colline du Parlement à la suite de l'adoption de motions émanant de députés qui avaient été rédigées sous forme de résolutions (voir *Journaux*, 28 février 1985, p. 340 (très hon. John G. Diefenbaker); 10 février 1987, p. 469 (très hon. Lester B. Pearson); 22 mars 1988, p. 2320 (Sa Majesté la Reine Elizabeth II)).
- 61. Pour des exemples de motions rédigées sous forme d'ordres, voir Journaux, 9 avril 1997, p. 1366 (M-267, modification du Règlement de la Chambre); et Feuilleton des Avis, 24 septembre 1997, p. XII, XXVI (motions M-24 et M-123 pour demander à un comité d'élaborer et de déposer un projet de loi).
- Voir, par exemple, la motion M-555 qui proposait le rétablissement du financement consenti au Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail et qui a été adoptée le 23 avril 1990 (Journeux, p. 1572).
- 63. Art. 86(2) du Règlement.

du Feuilleton. Le député qui parraine la motion ne peut la présenter que si l'affaire a été choisie à la suite du tirage au sort en vue de l'établissement de l'ordre de priorité et seulement une fois qu'une période de préavis de deux semaines s'est écoulée.

AFFAIRES SEMBLABLES

Si un député soumet un avis de motion que le Président juge substantiellement semblable à une affaire déjà soumise, le Président peut refuser l'avis le plus récent, en informer le député et lui retourner la motion⁶⁴.

APPUYEURS

Un député qui souhaite appuyer une motion déjà inscrite au Feuilleton peut en informer par écrit le Greffier de la Chambre 65. Jusqu'à 20 députés peuvent appuyer une motion, même si le nombre d'appuyeurs n'a aucune incidence sur les chances de la motion d'être choisie comme affaire votable 66. Les noms de ces appuyeurs apparaissent avec la motion dans le Feuilleton. Une fois la motion proposée à la Chambre, aucun autre nom ne peut être ajouté 67. Le député qui appuie la motion à la Chambre n'a pas à être l'un des appuyeurs mentionnés dans le Feuilleton.

Avis de motions portant production de documents

Les députés peuvent décider de donner avis d'une motion demandant que certains documents soient compilés ou produits par le gouvernement et déposés à la

- 64. Art. 86(5) du Règlement. En 1961, un débat a été tenu à la Chambre afin de déterminer si une motion émanant d'un député qui était semblable à deux projets de loi émanant de députés pouvait être débattue. Même si le Président formula de sérieuses réserves parce qu'il ne voulait pas établir un précédent, le débat fut autorisé (Journaux, 23 janvier 1961, p. 176-177). Dans un autre cas, le Président statua que la Chambre pouvait débattre d'une motion substantiellement identique à un projet de loi sur lequel elle s'était déjà prononcée au cours de la même session puisqu'il était peu probable qu'un projet de loi et une motion puisse soulever substantiellement la même question quand la motion se contente d'affirmer qu'il serait souhaitable d'adopter une mesure législative tandis que le projet de loi contiendra probablement des dispositions et des conditions précises (Débats, 29 mai 1984, p. 4175-4176). En 1985, avant l'étude d'une motion semblable à un projet de loi adopté en deuxième lecture et renvoyé à un comité permanent, la présidence a prévenu les députés de s'abstenir de parler des dispositions du projet de loi ou des délibérations du comité durant le débat sur la motion (Débats, 18 avril 1985, p. 3884). En 1992, un député invoqua le Règlement afin de soutenir qu'il était superflu de tenir un débat sur une motion émanant d'un député qui portait sur une question dont traitait déjà un projet de loi du gouvernement qui avait été renvoyé à un comité spécial pour étude préliminaire. La présidence statua que les deux affaires n'étaient pas identiques et que le débat pouvait se poursuivre compte tenu que la motion n'était pas votable. À la fin de sa décision, le Président signala que le droit légitime d'un député « de présenter une initiative parlementaire pourrait être [...] affaibli par une interprétation trop stricte [de la règle qui interdit] de discuter d'un projet de loi qui est déjà à l'étude dans un comité » (Débats, 1e avril 1992, p. 9204-9206, 9208-9209).
- 65. Art. 86(3) du Règlement.
- 66. Cette liste de 20 appuyeurs ne doit pas être confondue avec les 100 signatures de députés qui appuient une affaire afin qu'elle soit incluse dans l'ordre de priorité (art. 87(6) du Règlement).
- 67. Art. 86(4) du Règlement.

Chambre 68. Les avis de motion portant production de documents ressemblent à des questions écrites puisqu'elles constituent des demandes de renseignements adressées au gouvernement. Toutes ces motions sont rédigées sous la forme d'un ordre de la Chambre («Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de ...») ou d'une adresse à la Couronne, un message officiel demandant la production de documents que la Couronne a en sa possession («Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre des communes ... »). Ainsi, ce type de motion, une fois adoptée, se transforme soit en un ordre que le gouvernement produise certains documents à la Chambre, soit en une adresse au gouverneur général lui demandant que certains documents soient transmis à la Chambre. On a recours à un ordre de la Chambre pour les documents portant sur des questions directement liées aux ministères fédéraux ou aux travaux de la Chambre. Une adresse est requise pour la correspondance entre les gouvernements fédéral et provinciaux, entre les gouvernements fédéral et étrangers, entre le gouvernement fédéral et tout particulier, société ou corporation, pour les décrets, et pour les documents concernant les commission royales, l'administration de la justice, la conduite des juges ou l'exercice des prérogatives de la Couronne. Il incombe au Président de s'assurer que la motion proposée est rédigée comme il se doit afin d'obtenir les résultats souhaités 69.

Bien qu'un certain nombre de motions portant production de documents aient été reportées à l'ordre du jour en vue d'un débat au cours des dernières années, on a rarement débattu d'une affaire de cette nature depuis 1986^{70} . Lorsque la Chambe décide de se pencher sur de telles motions, le débat se limite à la question de la ρ , oduction des documents et ne porte pas sur le sujet de ces documents 71 .

AVIS

Les députés doivent transmettre un avis écrit de 48 heures dans le cas d'une motion portant production de documents, après quoi la motion est déplacée du *Feuilleton des Avis* au *Feuilleton*, où elle est inscrite sous la rubrique « Avis de motions portant production de documents » le mercredi suivant, seul jour de la semaine où ces avis de motions peuvent être étudiés ⁷².

^{68.} Pour une description détaillée des règles et procédures concernant les avis de motions portant production de documents, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

^{69.} Journaux, 15 février 1960, p. 137-140.

^{70.} En 1986, deux motions portant production de documents ont été débattues et adoptées (voir *Journaux*, 6 juin 1986, p. 2261; 16 juin 1986, p. 2326; *Débats*, 16 juin 1986, p. 14479-14480). Depuis, deux motions portant production de documents ont été débattues et adoptées (*Journaux*, 2 octobre 1998, p. 1115; 2 novembre 1998, p. 1221) et une a été débattue et rejetée (*Journaux*, 20 avril 1999, p. 1739).

^{71.} Voir Débats, 31 mars 1966, p. 3676-3677.

Art. 30(6) du Règlement. Voir aussi Débats, 24 avril 1998, p. 6087; 28 septembre 1998, p. 8474-8475;
 15 février 1999, p. 11893; 13 avril 1999, p. 13721.

REPORT À L'ORDRE DU JOUR EN VUE D'UN DÉBAT

Lorsqu'un avis de motion portant production de documents est mis en délibération un mercredi, après les Affaires courantes, on doit en disposer immédiatement, sans débat ni amendement, ou le reporter à l'ordre du jour en vue d'un débat à la demande du député qui le parraine ou d'un ministre 73. (Pour plus de détails, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».) Une fois reportée à l'ordre du jour en vue d'un débat, la motion est inscrite au *Feuilleton* sous la rubrique « Avis de motions (documents) », dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité. Elle peut faire l'objet d'un débat à un moment ultérieur si elle est choisie par le député qui la parraine à la suite du tirage au sort visant à établir l'ordre de priorité.

L'ordre de priorité

Les projets de loi et motions du gouvernement sont étudiés dans l'ordre établi par celui-ci, mais les affaires émanant des députés sont mises en délibération suivant un ordre de priorité; seules les affaires figurant dans cet ordre de priorité peuvent être étudiées durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés ⁷⁴. L'ordre de priorité est en fait une liste d'affaires parrainées par des députés qui est établie à la suite du tirage au sort de noms. Un député est inscrit au tirage si l'ordre de priorité ne compte pas déjà une affaire qu'il a parrainée et pourvu qu'au moins une affaire soit inscrite à son nom dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité. Aux fins du tirage au sort, on considère que les affaires qui suivent sont incluses dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité:

- Un projet de loi, s'il a été présenté, s'il a été lu une première fois et si l'ordre a été donné en vue de la deuxième lecture au moment du tirage;
- Un avis de motion, s'il a été inscrit au Feuilleton des Avis au plus tard le jour précédant le tirage au sort;
- Un avis de motion (documents), s'il a été reporté à l'ordre du jour en vue d'un débat avant le tirage au sort.

Toute affaire pour laquelle un vote par appel nominal a été différé et qui serait retirée de l'ordre de priorité après la tenue du vote n'est pas considérée comme une affaire faisant partie de l'ordre de priorité aux fins du tirage au sort⁷⁵.

Art. 97(1) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 4 février 1981, p. 6888-6889; 14 décembre 1994, p. 9072; 15 décembre 1994, p. 9103; 6 mai 1998, p. 6608; 30 septembre 1998, p. 8586; 25 novembre 1998, p. 10436.

^{74.} Art. 87(5) du Règlement. La Chambre peut décider à l'unanimité de permettre un débat et même un vote sur une affaire qui ne fait pas partie de l'ordre de priorité (voir, par exemple, Débats, 18 juin 1987, p. 7345-7347).

Voir le treizième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre adopté par la Chambre le 4 novembre 1998 (Journaux, p. 1238).

LE TIRAGE AU SORT

Le tirage au sort est organisé par le Greffier de la Chambre et est habituellement présidé par le vice-président ou l'un des autres présidents de séance de la Chambre. Au moins 48 heures avant la tenue du tirage, le Greffier de la Chambre informe les députés de la date, de l'heure et du lieu de ce tirage ⁷⁶. Les députés ou des membres de leur personnel peuvent assister au tirage même si leur présence n'est pas requise. Le tirage ne constitue pas comme tel une délibération officielle de la Chambre; par conséquent, aucune inscription n'est faite dans les *Journaux* du jour. Les nouvelles affaires inscrites dans l'ordre de priorité paraîtront dans le *Feuilleton* de la séance suivante sous la rubrique «Affaires émanant des députés — Affaires dans l'ordre de priorité».

Premier tirage au sort d'une session

Au début d'une session, les députés sont prévenus du premier tirage au sort au plus tard deux jours de séance après que 30 députés ou plus aient chacun fait inscrire au *Feuilleton* au moins une affaire émanant des députés admissible⁷⁷. Le tirage est mené de manière à ce que l'ordre de priorité contienne un nombre égal de projets de loi d'intérêt public présentés en premier aux Communes et de motions (notamment des niotions (documents)), à la condition qu'on dispose d'un nombre suffisant de projets de loi et de motions admissibles ⁷⁸. Les noms des députés ayant soumis des projets de lois admissibles sont tirés en premier, suivis des noms des députés ayant soumis des motions admissibles, un total de 30 noms étant tirés au sort. Si le nom d'un député est tiré pour un projet de loi et pour une motion, il est rejeté la deuxième fois puisque aucun député ne peut compter plus d'une motion ou d'un projet de loi en

^{76.} Art. 87(1) et (2) du Règlement.

^{77.} Art. 87(1)a) du Règlement. En décembre 1989, dans son septième rapport, le Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés a recommandé que l'ordre de priorité soit établi par le tirage au sort de noms de députés parmi les parrains des motions et projets de loi admissibles plutôt que par le tirage au sort de motions et de projets de loi. Il a également recommandé que les noms des députés parrainant des projets de loi admissibles soient tirés au sort séparément des noms des députés parrainant des motions admissibles (notamment des avis de motion (documents)) et que leurs noms ne soient pas inclus dans le tirage plus d'une fois pour chaque type d'affaire, indépendamment du nombre de projets de loi ou de motions qu'un député parraine. Ainsi, les députés n'auraient aucun avantage à soumettre un grand nombre de projets de loi ou de motions (Journaux, 6 décembre 1989, p. 927-934). Voir aussi le vingt et unième rapport du Comité permanent des privilèges et des élections (Journaux, 6 décembre 1990, p. 2385-2388) et la motion visant à apporter de vastes changements au Règlement qui a été adoptée par la Chambre le 11 avril 1991 (Journaux, p. 2919-2920).

^{78.} Art. 87(1)b) du Règlement. Idéalement, le premier ordre de priorité devrait comprendre 15 projets de loi et 15 motions. Toutefois, si, par exemple, seulement quatre députés ont soumis des projets de loi admissibles, les noms de ces députés seraient automatiquement choisis et les projets de loi inscrits au Feuilleton. Les 26 autres places disponibles dans l'ordre de priorité seraient attribuées à des motions.

même temps dans l'ordre de priorité ⁷⁰. On procède ensuite à un nouveau tirage parmi ces 30 noms afin d'établir un ordre de priorité pour ces affaires ⁸⁰.

Lorsque le nom d'un député est tiré au sort et que celui-ci compte plus d'une affaire admissible inscrite à son nom au Feuilleton, il lui faut choisir laquelle sera placée dans l'ordre de priorité. Le député doit alors informer le Greffier de la Chambre de l'affaire qu'il a choisie avant la fin de la deuxième séance suivant le tirage au sort. Si le député ne l'en informe pas dans le délai prévu, la première affaire inscrite au Feuilleton au nom du député sera placée dans l'ordre de priorité. Le nombre de députés appuyant conjointement une affaire n'a aucune incidence sur les chances d'un projet de loi ou d'une motion d'être inscrit à l'ordre de priorité ou d'être choisi comme «affaire votable» 82. On considère que les projets de loi d'intérêt privé et ceux d'intérêt public qui ont été présentés tout d'abord au Sénat, dont on a ordonné la deuxième lecture à la Chambre et qui ont été placés au bas de l'ordre de priorité au moment du tirage au sort, n'occupent aucune des 30 places dans l'ordre de priorité.

Tirages subséquents

L'ordre de priorité ne peut pas contenir plus de 30 motions et projets de loi d'intérêt public présentés tout d'abord à la Chambre et rendus à l'étape de la deuxième leture, ni moins de 15 affaires ⁸³. D'autres tirages visant à ajouter au maximum 15 autres affaires à l'ordre de priorité sont tenus durant la session chaque fois que le nombre de ces affaires se rapproche de 15 ⁸⁴. Le nombre de projets de loi et de motions choisis à la suite de chaque tirage dépend du nombre de projets de loi et de motions figurant toujours dans l'ordre de priorité au moment du tirage. Ainsi, si l'ordre de priorité compte dix motions, mais seulement cinq projets de loi lors du tirage au sort, cinq autres motions et dix autres projets de loi seront choisis. Si une affaire admissible d'un député fait déjà partie de l'ordre de priorité au moment du tirage, il ne pourra participer au tirage à moins qu'il ne s'agisse d'une affaire pour laquelle un vote par appel nominal a été différé et qui serait rayée du Feuilleton à la suite de ce vote ⁸⁵.

^{79.} Toutefois, il peut arriver qu'un député ait plus d'une affaire dans l'ordre de priorité à un moment donné. Le projet de loi C-270, inscrit au nom de Peter Milliken (Kingston et les Îles) figurait dans l'ordre de priorité lorsque le projet de loi S-8, un projet de loi d'intérêt privé inscrit également en son nom, a été ajouté à l'ordre de priorité en vertu de l'article 89 du Règlement (voir Feuilleton, 19 juin 1996, p. 17, 22). Une autre fois, le projet de loi C-235, qui était inscrit au nom de Dan McTeague (Pickering – Ajax – Uxbridge) a été renvoyé à la Chambre après examen en comité et a réintégré l'ordre de priorité le même jour que le projet de loi C-440, également inscrit à son nom dans l'ordre de priorité, était renvoyé à un comité (voir Journaux, 16 avril 1999, p. 1728-1730).

^{80.} Art. 87(1)c) du Règlement.

^{81.} Art. 87(1)d) du Règlement.

^{82.} Art. 92(1) du Règlement.

^{83.} Art. 87(3) du Règlement.

^{84.} Art. 87(2) du Règlement.

Art. 87(2) du Règlement. Voir aussi le treizième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre adopté par la Chambre le 4 novembre 1998 (Journaux, p. 1238).

RETRAIT D'UNE AFFAIRE

Si un député souhaite qu'on ne tienne plus compte d'un avis de motion inclus dans la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité, ou d'un projet de loi qui n'a pas encore franchi la première lecture, et qu'il ne veut donc pas que l'affaire en question soit placée dans l'ordre de priorité, il peut demander le retrait de l'affaire du *Feuilleton* en s'adressant par écrit au Greffier de la Chambre. Si un député souhaite retirer un projet de loi qui a franchi la première lecture, il doit demander le consentement unanime de la Chambre puisque celle-ci en a ordonné la deuxième lecture, en est donc saisie et est la seule à pouvoir prendre une décision à son sujet ⁸⁶.

Puisque l'ordre de priorité est établi par le Règlement, un député souhaitant retirer une affaire qui y est déjà inscrite doit tout d'abord demander le consentement unanime de la Chambre ⁸⁷.

LES AFFAIRES NON CHOISIES

Les affaires non choisies à la suite du tirage au sort visant à établir l'ordre de priorité demeurent sur une liste qui peut être consultée au Bureau à la Chambre ou dans la version électronique du *Feuilleton*, sous la partie intitulée « Affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité». Ces affaires demeurent admissibles aux autres tirages qui seront tenus au cours de la session⁸⁸. À moins qu'elles ne soient choisies à la suite d'un tirage subséquent, les affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité ne sont pas étudiées durant la période réservée aux affaires émanant des députés. Il n'y a pas de limite au nombre de projets de loi et de motions qui peuvent être inscrits au nom d'un député sur la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité.

AFFAIRES AUTOMATIQUEMENT PLACÉES DANS L'ORDRE DE PRIORITÉ

Certaines affaires émanant des députés sont automatiquement placées au bas de l'ordre de priorité indépendamment des résultats du tirage au sort ou du nombre d'affaires figurant déjà sur cette liste 89. Ces affaires comprennent:

- les ordres concernant des étapes subséquentes de l'étude d'un projet de loi déjà débattu durant les affaires émanant des députés (notamment les projets de loi dont un comité a fait rapport ou est réputé avoir fait rapport)⁹⁰;
- Voir, par exemple, Journaux, 15 septembre 1988, p. 3538; Débats, 12 mars 1997, p. 8957; 2 juin 1998, p. 7470; 2 février 1999, p. 11305; 11 mars 1999, p. 12715.
- 87. Voir, par exemple, Journaux, 1st septembre 1988, p. 3509; 18 septembre 1995, p. 1891. Il est arrivé une fois qu'un député, après avoir obtenu le consentement unanime de la Chambre, retire une motion inscrite à son nom dans l'ordre de priorité et la remplace par une autre motion inscrite à son nom dans le Feuilleton des Avis du jour (Journaux, 5 mai 1994, p. 430). Une autre fois, la Chambre a consenti à l'unanimité à ce qu'une motion d'un député soit retirée de l'ordre de priorité et remplacée par une motion inscrite au nom d'un autre député (Journaux, 2 octobre 1995, p. 1972).
- 88. Art. 87(4) du Règlement.
- 89. Art. 89 du Règlement.
- 90. Art. 97.1 et 98(1) du Règlement.

- les projets de lci placés dans l'ordre de priorité lors d'une session précédente et qui ont été rétablis⁹¹;
- l'étude des amendements apportés par le Sénat à des projets de loi;
- · toutes les étapes de l'étude d'un projet de loi d'intérêt privé;
- les projets de loi d'intérêt public émanant des députés et présentés en premier au Sénat.

Une affaire appuyée par 100 députés dont au moins 10 députés de chacun des partis formant une majorité des partis reconnus à la Chambre peut également être ajoutée à l'ordre de priorité si ce dernier ne contient pas déjà une affaire parrainée par le même député ⁹². L'ordre de priorité ne peut jamais comprendre plus d'une de ces affaires. Ainsi, il est possible que le nombre total d'affaires figurant dans l'ordre de priorité dépasse 30 puisque ce chiffre ne s'applique qu'aux motions et aux projets de loi d'intérêt public présentés tout d'abord à la Chambre et rendus à l'étape de la deuxième lecture.

Le choix des affaires votables

MANDAT DU COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Dès que possible après que l'ordre de priorité a été établi au début de chaque session, mais au plus tard 10 jours de séance après cette date, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre doit se réunir pour choisir jusqu'à 10 affaires qui seront désignées «affaires votables» parmi les affaires incluses dans l'ordre de priorité à la suite du tirage au sort⁹³. Le fait qu'une affaire soit désignée votable ne garantit pas que la Chambre adoptera le projet de loi ou la motion en question.

Certaines affaires qui peuvent être désignées votables ne sont néanmoins pas incluses dans la liste des 10 affaires votables puisqu'elles n'ont pas été placées dans l'ordre de priorité à la suite du tirage au sort:

- Les projets de loi conjointement appuyés par 100 députés⁹⁴;
- · Les projets de loi d'intérêt public présentés tout d'abord au Sénat;

Art. 86.1 du Règlement. Pour un exemple de projet de loi rétabli tel qu'il en avait été fait rapport avec un amendement, voir Journaux, 22 mars 1996, p. 146.

Art. 87(6) du Règlement. Le premier projet de loi à être ainsi placé dans l'ordre de priorité fut le projet de loi C-306, Loi modifiant la Loi sur les banques (frais bancaires), le 1st février 1999 (voir Feuilleton, 2 février 1999, p. 26-27).

^{93.} Art. 92(1) du Règlement. Dans la pratique, un sous-comité du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre est créé afin de procéder à la sélection des affaires votables. Les rapports de ce sous-comité doivent être approuvés par l'ensemble du Comité avant d'être présentés à la Chambre. Ce sous-comité se réunit après chaque tirage au sort pour examiner les affaires votables.

Voir, par exemple, le projet de loi C-306, Loi modifiant la Loi sur les banques (frais bancaires), Journaux, 8 février 1999, p. 1478.

 Les projets de loi rétablis à l'étape de la deuxième lecture qui avaient été déposés lors d'une session précédente.

De même, toute affaire pour laquelle on a différé le vote par appel nominal et qui serait rayée de l'ordre de priorité après la tenue de ce vote ne doit pas être incluse dans la liste des 10 affaires votables.

De plus, d'autres affaires sont automatiquement placées dans l'ordre de priorité et désignées votables, mais elles ne doivent pas être incluses dans la liste des 10 affaires votables:

- Toutes les étapes de l'étude d'un projet de loi d'intérêt privé 95;
- Les avis de motions (documents)⁹⁶;
- Les projets de loi dont un comité fait rapport (ou est réputé avoir fait rapport);
- Les projets de loi à l'étape de la troisième lecture;
- L'étude des amendements apportés par le Sénat à des projets de loi.

CONSULTATION DES DÉPUTÉS

Depuis 1986, le Comité consulte habituellement les parrains de chaque projet de loi ou motion figurant dans l'ordre de priorité avant de procéder à la sélection des affaires votables. Chaque député parrainant une affaire se trouvant dans l'ordre de priorité est invité à comparaître devant le Comité lors d'une audience publique afin de venir expliquer brièvement pourquoi son affaire justifie la tenue d'un débat plus poussé et d'un vote à la Chambre. Chaque exposé peut être suivi d'une brève période de questions et réponses. Le Comité choisit habituellement les affaires votables par voie de consensus plutôt que par votes ⁹⁷.

Un député peut demander que le Comité ne désigne pas votable une affaire inscrite en son nom en s'adressant au greffier du Comité. L'affaire demeurera dans l'ordre de priorité et sera débattue à titre d'affaire non votable.

CRITÈRES DE SÉLECTION

Depuis 1986, le Comité choisit les affaires votables en se fondant sur des critères spécifiques qui ont parfois changé au fil des ans 98. La liste la plus récente, incluse

- 95. Art. 92(3) du Règlement.
- 96. Art. 97(2) du Règlement.
- 97. Voir le soixante-dixième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté à la Chambre le 20 avril 1999 (*Journaux*, p. 1737). Un député a déjà présenté le même projet de loi trois fois avant qu'il ne soit désigné votable (voir *Journaux*, 4 juin 1996, p. 486-487 (projet de loi C-274); 3 décembre 1996, p. 955 (projet de loi C-321); 22 avril 1998, p. 692 (projet de loi C-251)).
- Voir Journaux, 23 mai 1986, p. 2200-2201; 21 octobre 1987, p. 1717-1718. Des objections ont déjà été soulevées concernant les affaires votables choisies par le Comité (voir Débats, 19 novembre 1986, p. 1325-1334, et la décision du Président Fraser, Débats, 4 décembre 1986, p. 1759-1760; voir aussi Débats, 18 avril 1997, p. 9919-9920; 4 novembre 1998, p. 9836-9837).

dans le soixante-dixième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre en avril 1999%, contenait les critères suivants:

- En plus d'être complets, les projets de loi et les motions doivent être rédigés dans des termes clairs et efficients;
- Les projets de loi et les motions doivent respecter la Constitution et porter sur des domaines de compétence fédérale;
- Le projets de loi et les motions devraient porter sur des questions d'un intérêt public manifeste;
- Les prifets de loi et les motions devraient viser des questions qui ne figurent pas au p. es mme législatif actuel du gouvernement et sur lesquelles la Chambre des communes ne s'est pas prononcée ou ne s'est pas penchée par ailleurs pendant la session parlementaire en cours;
- Toutes choses étant égales par ailleurs, les affaires qui transcendent un intérêt purement local, qui ne sont pas exprimées en termes partisans, ou que la Chambre ne saurait examiner autrement seront jugées prioritaires.

PRÉSENTATION DU RAPPORT

Après avoir consulté les députés parrainant des affaires dans l'ordre de priorité, le Comité se réunit à huis clos afin de prendre une décision finale. Il prépare ensuite un rapport contenant la liste des affaires sélectionnées et les noms de leurs parrains. Une fois présenté à la Chambre, ce rapport est adopté d'office sans débat ni amendement ¹⁰⁰.

AUTRES SÉLECTIONS D'AFFAIRES VOTABLES

D'autres réunions peuvent parfois être tenues durant la session pour sélectionner des affaires votables, habituellement lorsque l'ordre de priorité a été regarni par des tirages subséquents. Le nombre d'affaires votables que le Comité peut sélectionner après un tirage dépendra du nombre d'affaires demeurant toujours sur la liste

^{99.} Journaux, 20 avril 1999, p. 1737.

^{100.} Art. 92(2) du Règlement. C'est dans le premier rapport du Comité permanent des affaires émanant des députés présenté à la Chambre le 23 avril 1986 qu'a été présentée la première sélection d'affaires votables (*Journaux*, p. 2064-2065). Pour d'autres exemples, voir *Journaux*, 19 juin 1986, p. 2366-2367; 22 octobre 1997, p. 133-134; 4 novembre 1998, p. 1236; 17 novembre 1998, p. 1263-1264. En 1994, John Nunziata (York Sud – Weston) soulève une question de privilège à propos d'un rapport sur une sélection d'affaires votables du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Le député soutient que le processus suivi par le Comité pour la sélection des projets de loi émanant des députés empiète sur son «droit de député de faire progresser l'étude de mesures d'initiatives parlementaires ». Il ajoute qu'il incombe au Président de s'assurer que le processus suivi pour la sélection des projets de loi sur lesquels la Chambre sera appelée à se prononcer est juste pour tous les députés. Le Président statue que la question de privilège n'est pas fondée et informe le député que le rapport du Comité ne l'empêche nullement de soumettre de nouveau son projet de loi en vue d'un tirage ultérieur (*Débats*, 10 mars 1994, p. 2129-2131).

préalablement établie, mais l'ordre de priorité ne peut jamais compter plus de 10 affaires sélectionnées pour être désignées votables ¹⁰¹.

L'heure réservée aux affaires émanant des députés

Une heure est réservée à chaque séance pour l'étude des affaires émanant des députés ¹⁰². Au début d'une session, les affaires émanant des députés sont suspendues jusqu'à ce qu'un ordre de priorité et une liste des affaires votables aient été établis ¹⁰³. Une fois cette étape franchie, l'étude des affaires émanant des députés s'amorce le lendemain.

Le Président doit donner aux députés un avis d'au moins 24 heures avant qu'une affaire figurant dans l'ordre de priorité ne puisse être étudiée. Cet avis est publié dans le Feuilleton des Avis 104. Durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés, les affaires sont étudiées suivant l'ordre de priorité établi et seulement une affaire est habituellement débattue chaque jour 105.

ÉCHANGE D'AFFAIRES

Si le parrain d'une affaire est incapable de présenter sa motion le jour prévu dans l'ordre de priorité et qu'il a donné au Président un préavis écrit d'au moins 48 heures, le Président peut organiser un échange de positions dans l'ordre de priorité avec un autre député après avoir obtenu la permission des députés concernés ¹⁰⁶. Le Président consulte alors les députés et trouve une date qui convient aux deux députés. Les députés parrainant des affaires sur lesquelles le débat a déjà été entrepris ne peuvent demander un échange, mais peuvent accepter une demande d'échange provenant d'un autre député. Si aucun échange n'est possible, l'heure réservée aux affaires émanant des députés est suspendue ce jour-là, la Chambre poursuit ses travaux

- Art. 92(1) du Règlement. Voir aussi la décision du Président Parent, Débats, 5 décembre 1997, p. 2787-2788.
- 102. Voici l'horaire hebdomadaire actuel pour la période réservée aux affaires émanant des députés: le lundi, de 11 h à midi; le mardi, le mercredi et le jeudi, de 17 h 30 à 18 h 30; et le vendredi, de 13 h 30 à 14 h 30. Cet horaire est entré en vigueur le 14 février 1994 après l'adoption de modifications au Règlement le 7 février 1994 (Journaux, 7 février 1994, p. 112-120).
- 103. Art. 91 du Règlement.
- 104. Art. 94(1)a) du Règlement.
- 105. Le député est informé au préalable du jour où son affaire sera débattue. Il est parfois arrivé que la Chambre consente à l'unanimité à ce que deux affaires ou plus soient examinées durant cette période (voir, par exemple, Journaux, 21 juillet 1988, p. 3250-3251; 27 juin 1989, p. 468-470; 7 juin 1990, p. 1852-1855; 18 juin 1992, p. 1800-1801; 28 novembre 1996, p. 935; 28 avril 1999, p. 1780-1781). Il est aussi arrivé que la Chambre prolonge de 30 minutes l'heure réservée aux affaires émanant des députés afin de se pencher sur deux affaires (Journaux, 18 mars 1997, p. 1310 et 19 mars 1997, p. 1319-1320).
- 106. Art. 94(2)a) du Règlement. Au cours de la première session (1997-1999) de la 36° législature, beaucoup de temps a été perdu avec les affaires émanant des députés parce que les députés n'arrivaient pas à s'entendre sur des échanges de positions. Cette question a fait l'objet de discussions au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (voir Témoignages, 15 et 20 avril 1999).

912

normalement ¹⁰⁷, et l'affaire du député tombe par conséquent au bas de l'ordre de priorité ¹⁰⁸. Le lundi, la Chambre se penche sur les Ordres émanant du gouvernement durant cette heure ¹⁰⁹.

ANNULATIONS ET SUSPENSIONS

Une heure est habituellement réservée aux affaires émanant des députés chaque jour où la Chambre siège, mais cette période est parfois annulée ou suspendue. L'annulation ou la suspension de cette heure a toujours constitué une source de préoccupations pour la Chambre depuis l'adoption des plus récentes règles sur les affaires émanant des députés en 1986¹¹⁰.

L'étude des affaires émanant des députés peut être annulée ou suspendue pour un certain nombre de raisons:

- Si le parrain d'une affaire devant être étudiée n'est pas présent pour proposer l'affaire ou s'il refuse de la proposer, l'heure réservée aux affaires émanant des députés est annulée ce jour-là et cette période ne peut être utilisée à d'autres fins sans le consentement unanime de la Chambre;
- Si les députés ne reçoivent pas un avis de 24 heures concernant une affaire devant être étudiée durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés, le Président informera la Chambre que cette période sera suspendue ce jour-là, et la Chambre poursuivra ses travaux normalement¹¹¹. Si le député qui devait présenter une affaire transmet le préavis écrit de 48 heures qui est exigé afin d'informer la présidence qu'il sera incapable de proposer son affaire le jour prévu et qu'aucun échange de positions n'est possible, la Chambre reviendra également aux travaux dont elle était saisie avant le début de la période réservée aux affaires émanant des députés¹¹². Dans les deux cas, lorsque cette période est suspendue le

^{107.} Art. 94(2)b) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 23 mars 1994, p. 2694.

^{108.} En 1986, la présidence a expliqué à plusieurs reprises la procédure à suivre lorsque les députés étaient incapables d'être présents pour proposer leur affaire le jour prévu (voir Débats, 24 avril 1986, p. 12624-12626; 25 avril 1986, p. 12671-12673; 9 mai 1986, p. 13146-13147; 28 mai 1986, p. 13727; 17 novembre 1986, p. 1215-1216).

Art. 99(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 18 novembre 1994, p. 8004; 7 mars 1997, p. 8790;
 8 mai 1998, p. 6736.

^{110.} Ainsi, dans son troisième rapport à la Chambre présenté en juin 1986, le Comité permanent des affaires émanant des députés soulignait les problèmes engendrés par la suspension de l'heure réservée à l'étude des affaires émanant des députés: «Depuis que les débats ont commencé à se dérouler conformément au nouveau Règlement, 32 heures ont été réservées, en principe, aux affaires émanant des députés, mais seulement 15 y ont vraiment été consacrées. En effet, 10 ont été suspendues pour faire place aux jours désignés et sept ont été perdues parce que les députés au nom desquels les motions étaient inscrites ne pouvaient être présents à la Chambre » (Journaux, 19 juin 1986, p. 2365).

^{111.} Art. 94(1)b) du Règlement. Lorsque cette situation se présente, la motion émanant du député est rayée Feuilleton (art. 42(1) du Règlement) ou, s'il s'agit d'un projet de loi émanant d'un député, celui-ci tombe au bas de l'ordre de priorité (art. 42(2)). Voir, par exemple, Journaux, 13 mars 1992, p. 1140; 1° février 1993, p. 2416.

^{112.} Art. 94(2)b) du Règlement.

- lundi, la Chambre se saisit des Ordres émanant du gouvernement durant cette heure 113;
- Le mardi et le jeudi, lors de l'étude des Affaires courantes, lorsque les délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » ne sont pas terminées avant les Déclarations de députés, la Chambre poursuit l'étude des Affaires courantes immédiatement après la Période des questions et jusqu'à l'achèvement des délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement », l'heure réservée à l'étude des affaires émanant des députés étant alors écourtée ou suspendue, selon le cas 114;
- La période réservée aux affaires émanant des députés est annulée lors des jours désignés pour la suite du débat sur le Budget ou sur l'Adresse en réponse au discours du Trône 115;
- Lors du dernier jour des subsides en juin, la période réservée aux affaires émanant des députés est annulée afin de donner plus de temps pour terminer l'étude du Budget principal des dépenses ¹¹⁶;
- La période réservée aux affaires émanant des députés sera annulée lorsqu'un ministre présente une motion concernant une question que le gouvernement juge de nature urgente et que le débat qui s'ensuit est tenu durant cette période li7. Si une telle motion est présentée durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés, seule la période de temps restante qui devait être consacrée à l'étude de l'affaire alors débattue est suspendue. Si le débat d'une durée maximale d'une heure qui est autorisé pour cette motion se prolonge jusqu'au début de la période réservée aux affaires émanant des députés, le début de cette période est alors retardé 118;
- Comme aucun débat d'urgence ne peut être interrompu pour l'étude des affaires émanant des députés, l'heure réservée à cette fin serait annulée si un débat d'urgence devait être entrepris avant le début de cette période ¹¹⁹;

^{113.} Art. 99(2) du Règlement.

^{114.} Art. 30(4)a) du Règlement.

^{115.} Art. 50(4) et 99(1) du Règlement. La période réservée aux affaires émanant des députés est annuiée lors du jour désigné pour la présentation du Budget s'il est prévu que celle-ci s'amorce avant le début de cette période. Conformément à l'article 83(2) du Règlement, si la Chambre est en train d'étudier les affaires émanant des députés au moment choisi pour la présentation du Budget, le Président interrompra les délibérations et celles-ci seront dès lors réputées ajournées.

^{116.} Art. 99(1) du Règlement. Voir aussi le chapitre 18, «Les procédures financières ».

^{117.} Art. 53 et 99(1) du Règlement. Aucun débat de cette nature n'a déjà entraîné l'annulation de l'heure réservée aux affaires émanant des députés. Pour plus d'information, voir le chapitre 15, « Les débats spéciaux ».

^{118.} Art. 30(7) du Règlement.

^{119.} Art. 52(14) du Règlement. Ainsi, quand un débat d'urgence est tenu le vendredi, l'heure réservée aux affaires émanant des députés est annulée (voir, par exemple, Débats, 13 juin 1986, p. 14388).

- L'heure réservée aux affaires émanant des députés est suspendue jusqu'à ce qu'un ordre de priorité et une liste des affaires votables soient établis au début de la session¹²⁰;
- L'heure réservée aux affaires émanant des députés est suspendue lorsque, au cours d'une session, la Chambre doit procéder à l'élection d'un nouveau Président ¹²¹;
- La période réservée aux affaires émanant des députés, ou ce qu'il en reste, est suspendue lorsque la Chambre s'ajourne faute de quorum 122.

RETARDS ET INTERRUPTIONS

Si le début de l'heure réservée aux affaires émanant des députés est retardé ou si cette période est interrompue pour quelque motif que ce soit, le débat doit alors être prolongé en conséquence ou le temps perdu être repris ultérieurement ¹²³. Ainsi, si le début de l'heure réservée aux affaires émanant des députés est retardée en raison de la tenue de votes différés, ou si l'étude de ces affaires est interrompue afin de permettre aux députés d'assister à une cérémonie de sanction royale dans la chambre du Sénat, cette heure est prolongée d'une période de temps équivalente. De la même façon, lorsque la période réservée aux Ordres émanant du gouvernement est prolongée de 90 minutes ou moins en raison d'une déclaration ministérielle, le début de l'heure réservée aux affaires émanant des députés est retardé d'une période de temps équivalente ¹²⁴. Si le débat sur les affaires émanant des députés ne commence pas ou ne reprend pas dans les 30 minutes suivant l'heure où se termine habituellement la période réservée à cette fin, toute cette période ou la fraction qui en reste est ajoutée à une autre séance ¹²⁵.

REPRISE DU DÉBAT

C'est le Président, après avoir consulté le député concerné, qui déterminera quand sera reprise toute fraction inutilisée de l'heure réservée aux affaires émanant des députés en raison d'un retard ou d'une interruption, et ce, dans les 10 jours de séance qui suivent ¹²⁶, mais sans qu'intervienne plus d'une période d'ajournement prévue dans le calendrier parlementaire. Ces affaires reportées seront examinées durant une période supplémentaire d'une heure réservée aux affaires émanant des députés qui viendra s'ajouter au programme quotidien de la Chambre.

- 120. Art. 91 et 99 du Règlement.
- 121. Art. 2(3) du Règlement.
- 122. Art. 29(3) du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 19 octobre 1995, p. 2032.
- 123. Art. 30(7) du Règlement.
- 124. Art. 33(2) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 1e novembre 1991, p. 4412.
- 125. Art. 30(7) du Règlement. Voir, par exemple, Débats, 14 juin 1995, p. 13853; 1° décembre 1998, p. 10773.
- Art. 30(7) du Règlement. Voir, par exemple, Feuilleton, 15 juin 1995, p. 21; Débats, 19 juin 1995, p. 14104;
 Feuilleton, 2 décembre 1998, p. 25; Débats, 7 décembre 1998, p. 10945.

L'avis habituel de 24 heures concernant l'affaire à étudier est transmis à la Chambre et imprimé dans le *Feuilleton des Avis* le jour où le débat supplémentaire doit avoir lieu ¹²⁷. L'inscription dans le *Feuilleton*, précisant la reprise d'un débat ou qu'un débat doit éventuellement être repris, est placée au tout début de la liste des «Affaires dans l'ordre de priorité» ¹²⁸. Le Règlement ne permet pas un échange de positions entre un député dont l'affaire doit être débattue dans le cadre d'une reprise et un autre député ayant une affaire inscrite dans l'ordre de priorité.

Les jours où il y a reprise d'un débat sur une affaire émanant des députés, le débat sur la motion d'ajournement est retardé de la période de temps requise pour terminer le débat sur les Affaires émanant des députés.

Les limites de temps pour les débats

AFFAIRES NON VOTABLES

Une affaire émanant des députés qui n'est pas désignée votable est débattue pendant au plus une heure et est ensuite rayée du *Feuilleton* une fois le débat terminé ou la période de temps prévue pour celui-ci expirée ¹²⁹. Ce débat ne dure pas toute l'heure réservée aux affaires émanant des députés si aucun autre député ne souhaite prendre la parole, si l'absence de quorum est signalée ou si une motion d'ajournement est adoptée.

La radiation d'une affaire émanant des députés du Feuilleton ne constitue pas une décision puisque la Chambre n'a pas eu à se prononcer¹³⁰. Ainsi, un député dont une affaire non votable a été rayée du Feuilleton peut la soumettre de nouveau en transmettant l'avis habituel. L'affaire demeure inscrite au Feuilleton, sur la liste des affaires qui ne font pas partie de l'ordre de priorité, jusqu'à ce qu'elle soit choisie de nouveau pour être incluse dans l'ordre de priorité¹³¹.

AFFAIRES VOTABLES

Une affaire émanant des députés qui est désignée votable peut être débattue pendant au plus trois heures avant que la question pour en disposer soit mise aux voix 132. Les

- 127. Voir, par exemple, Feuilleton des Avis, 20 juin 1995, p. IV-V; 8 décembre 1998, p. IV.
- 128. Voir, par exemple, Feuilleton, 15 juin 1995, p. 21; 8 décembre 1998, p. 21.
- 129. Art. 96(1) du Règlement. Il est parfois arrivé que la Chambre consente à l'unanimité à ce que l'ordre de deuxième lecture d'un projet de loi d'intérêt public non votable soit annulé et à ce que l'objet de ce projet de loi soit renvoyé à un comité pour étude (voir, par exemple, Journaux, 7 juin 1994, p. 51-542; 17 juin 1994, p. 611-612). Il est aussi arrivé qu'une affaire non votable étudiée lors de l'heure réservée aux affaires émanant des députés soit désignée votable avec le consentement unanime de la Chambre (voir, par exemple, Journaux, 11 mai 1994, p. 453; 1^{er} juin 1994, p. 519; 4 octobre 1996, p. 716) et qu'une décision soit prise à la fin de la période prévue pour le débat.
- 130. Art. 96(2) du Règlement.
- Voir, par exemple, Journaux, 18 juin 1991, p. 215-216; 23 septembre 1991, p. 379. Le projet de loi est renuméroté lorsqu'il est présenté une nouvelle fois.
- 132. Art. 93 du Règlement.

affaires votables remontent dans l'ordre de priorité de la même façon que toutes les autres affaires, mais le jour où l'une d'entre elles est mise en délibération, si le débat n'est pas terminé à la fin de l'heure réservée aux affaires émanant des députés, elle tombe au bas de l'ordre de priorité plutôt que d'être rayée du Feuilleton 133. L'affaire remonte au haut de la liste une fois de plus, est débattue et retombe ensuite au bas de l'ordre de priorité. À moins que le débat ne prenne fin plus tôt, ce processus se poursuit pendant exactement 2 heures et 45 minutes, après quoi le Président interrompt les délibérations et met aux voix toutes les questions nécessaires pour mettre un terme à l'étude de l'affaire.

Si l'affaire votable est une motion rédigée sous forme de résolution, la Chambre prend une décision en se prononçant pour ou contre et l'examen de l'affaire se termine ainsi. Aucune autre mesure n'est requise puisque la motion ne constitue que l'expression d'une opinion ou une déclaration d'intention. Si l'affaire votable est une motion rédigée sous forme d'ordre adressé à la Chambre elle-même, à ses comités, ou à ses membres ou hauts fonctionnaires, encore là, les députés se prononcent pour ou contre la motion et, si celle-ci est adoptée, d'autres mesures devront être prises pour exécuter l'ordre.

Si l'affaire votable est un projet de loi et qu'il est adopté en deuxième lecture par la Chambre, la mesure législative est ensuite renvoyée à un comité pour étude ¹³⁴. Dans les 60 jours de séance qui suivent la date du renvoi du projet de loi au comité, ce dernier est alors tenu de faire rapport du projet de loi avec ou sans amendement, ou de présenter à la Chambre un rapport recommandant de ne pas poursuivre l'étude du projet de loi ou demandant une seule prolongation de 30 jours de séance pour l'examiner. Le comité doit motiver sa recommandation. S'il ne fait pas rapport à la Chambre tel qu'exigé, le projet de loi est réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement ¹³⁵.

^{133.} Art. 90 du Règlement.

^{134.} Pour plus d'information, voir le chapitre 16, «Le processus législatif».

^{135.} Art. 97.1 du Règlement. Jusqu'en 1997, aucune limite de temps n'était fixée pour l'examen en comité d'un projet de loi émanant d'un député. Ainsi, en 1992, un projet de loi émanant d'un député (le projet de loi C-203) est mort au Feuilleton quand le comité législatif auquel il avait été renvoyé a adopté une motion pour ajourner l'étude du projet de loi pendant une période indéfinie (Comité législatif H sur le projet de loi C-203, Procès-verbaux et témoignages, 18 février 1992, fascicule nº 10, p. 3; Débats, 26 février 1992, p. 7620-7624). À une autre occasion, le Président Parent a statué que la décision prise par un comité de ne pas faire rapport à la Chambre sur un projet de loi ne constituait pas une question de privilège (Débats, 23 septembre 1996, p. 4560-4562) et a ultérieurement jugé recevable une motion présentée par un député pendant les Affaires courantes pour demander que le même projet de loi fasse l'objet d'un rapport à la Chambre dans un délai précis (Débats, 21 novembre 1996, p. 6519-6520). En avril 1997 et de nouveau en novembre 1998, le Règlement a été modifié afin d'exiger de manière précise que les comités étudiant des projets de loi d'intérêt public émanant des députés fassent rapport à la Chambre dans un délai donné (Journaux, 9 avril 1997, p. 1366-1368; 30 novembre 1998, p. 1327-1329). Certains projets de loi ont depuis été renvoyés à la Chambre amputés de leur titre et de leurs articles (Débats, 16 avril 1999, p. 13965; 19 avril 1999, p. 14026).

ÉTAPE DU RAPPORT ET TROISIÈME LECTURE

Lorsqu'un comité fait rapport à la Chambre d'un projet de loi émanant d'un député ou qu'il est réputé en avoir fait rapport, l'ordre portant prise en considération de l'étape du rapport tombe au bas de l'ordre de priorité 136. Deux heures réservées à des affaires émanant des députés lors de deux séances distinctes sont allouées pour les étapes du rapport et de la troisième lecture¹³⁷. Le premier jour, si aucune motion d'amendement à l'étape du rapport n'est inscrite au Feuilleton des Avis, la motion d'adoption à l'étape du rapport est mise aux voix immédiatement et si elle est adoptée, la motion de troisième lecture est présentée et le débat s'amorce en troisième lecture ¹³⁸. Si des motions d'amendement à l'étape du rapport ont été présentées et que le débat sur ces motions se termine durant la première heure, toutes ces motions sont mises aux voix afin de mettre un terme à l'étape du rapport. Si le projet de loi est adopté à cette étape, la Chambre entreprend immédiatement la troisième lecture 139. À la fin de la première heure réservée aux affaires émanant des députés et à moins que l'étude du projet de loi n'ait pris fin autrement, la mesure législative tombe au bas de l'ordre de priorité. Elle devra remonter au haut de celui-ci avant d'être de nouveau étudiée par la Chambre à l'occasion de la deuxième heure réservée aux affaires émanant des députés qui est prévue. Quinze minutes avant la fin de la période de temps réservée à cette deuxième partie du débat, toutes les questions nécessaires pour mettre un terme à l'étude du projet de loi à toutes les étapes qui restent sont mises aux voix et, s'il est adopté, le projet de loi est transmis au Sénat pour étude 140.

La période de temps réservée à l'étude d'un projet de loi émanant d'un député à l'étape du rapport et en troisième lecture peut être prolongée d'un maximum de cinq heures lors du deuxième jour de débat. Si l'on n'a pas terminé l'étude d'un projet de loi dans les 30 premières minutes du débat lors du premier jour où il est étudié, un député peut à tout moment au cours du temps qui reste pour ce débat ce jour-là proposer une motion visant à prolonger le débat d'au plus cinq heures consécutives lors du deuxième jour¹⁴. Cette motion non sujette à débat et à amendement est retirée d'office si moins de 20 députés se lèvent pour l'appuyer¹⁴. La motion peut par

^{136.} Art. 98(1) du Règlement. Le projet de loi est inscrit au Feuilleton pour étude à l'étape du rapport même si le comité le renvoie à la Chambre amputé de son titre et de ses articles (Débats, 16 avril 1999, p. 13965; Feuilleton, 19 avril 1999, p. 34; Débats, 19 avril 1999, p. 14026; Feuilleton, 20 avril 1999, p. 32).

^{137.} Art. 98(2) du Règlement.

^{138.} Voir, par exemple, Journaux, 11 mai 1992, p. 1428.

^{139.} Voir, par exemple, Journaux, 13 juin 1994, p. 568.

^{140.} Il arrive que la Chambre consente à l'unanimite à renvoyer un projet de loi à un comité pour étude plus approfondie durant l'étude d'un projet de loi émanant d'un député à l'étape du rapport (voir, par exemple, Journaux, 11 mars 1993, p. 2623; Débats, 8 mars 1999, p. 12523). Des projets de loi ont également été retirés avec le consentement unanime de la Chambre à l'appel de l'ordre prévoyant leur étude à l'étape du rapport (voir, par exemple, Débats, 11 août 1988, p. 18223) ou de l'ordre prévoyant l'étude des amendements du Sénat (voir, par exemple, Débats, 14 septembre 1987, p. 8922-8923).

^{141.} Art. 96(3) du Règlement.

^{142.} Art. 98(3)a) du Règlement.

la suite être proposée de nouveau durant le temps qui reste pourvu qu'il y ait eu une autre opération entre-temps ¹⁴³. Si la motion est adoptée et la période de temps réservée au débat est prolongée lors du deuxième jour, les dispositions du Règlement relatives à l'heure normale d'ajournement sont suspendues ¹⁴⁴. Au plus tard 15 minutes avant la fin de la période de temps prévue pour le débat lors du deuxième jour, le Président met aux voix toutes les questions nécessaires pour mettre un terme aux autres étapes de l'étude du projet de loi ¹⁴⁵. Le lundi, cette période supplémentaire d'au plus cinq heures commence à l'heure normale de l'ajournement quotidien ¹⁴⁶.

AMENDEMENTS APPORTÉS PAR LE SÉNAT À UN PROJET DE LOI ÉMANANT D'UN DÉPUTÉ

L'ordre portant étude des amendements apportés par le Sénat à un projet de loi émanant d'un député est inscrit au bas de l'ordre de priorité lorsque le message est reçu du Sénat ¹⁴⁷. Le Règlement ne prévoit pas de limite de temps pour l'étude d'une motion concernant des amendements apportés par le Sénat. Lorsque l'affaire atteint le haut de l'ordre de priorité, elle est étudiée durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés et, si l'on n'a pas terminé son étude à la fin de cette heure, elle tombe ensuite au bas de l'ordre de priorité. Ce processus se poursuit jusqu'à ce que le débat se termine et que la motion puisse être mise aux voix ¹⁴⁸.

AVIS DE MOTIONS (DOCUMENTS)

Les motions portant production de documents peuvent être débattues pendant au plus une heure et 40 minutes avant d'être mises aux voix ¹⁴⁹. Si le débat ne prend pas fin après la première heure, l'affaire est placée au bas de l'ordre de priorité. Une fois qu'elle a remonté au haut de celui-ci, elle est débattue pendant une autre période de 30 minutes. Le Président interrompt alors le débat et donne la parole à un ministre pendant un maximum de cinq minutes, même s'il a déjà participé au

^{143.} Art. 98(3)b) du Règlement.

^{144.} Art. 98(5) du Règlement.

^{145.} Art. 98(4) du Règlement.

^{146.} Art. 98(3) du Règlement.

^{147.} Pour des exemples d'amendements apportés par le Sénat à des projets de loi émanant des députés qui ont été étudiés par la Chambre, voir Débats, 14 septembre 1987, p. 8922-8923 (projet de loi retiré); Journaux, 26 mars 1991, p. 2827-2828 (amendements adoptés); Débats, 27 mai 1996, p. 2973 (amendements adoptés); Débats, 12 décembre 1996, p. 7481 et 7495 (amendements adoptés); Journaux, 22 avril 1997, p. 1512-1513 et 25 avril 1997, p. 1554-1555 (projet de loi mort au Feuilleton à la dissolution); Débats, 11 juin 1998, p. 8077-8078 (amendements adoptés).

^{148.} Voir Journaux, 22 avril 1997, p. 1512-1513; 25 avril 1997, p. 1554-1555.

^{149.} Art. 97(2) du Règlement.

débat ¹⁵⁰. Le parrain de la motion peut ensuite prendre la parole pendant cinq autres minutes afin de clore le débat avant que le Président ne procède à la mise aux voix. Si la motion est adoptée, elle devient un ordre demandant au gouvernement de déposer les documents demandés.

DISCOURS INDIVIDUELS

Durant le débat sur une affaire émanant des députés qui est votable, le parrain peut prendre la parole pendant 20 minutes tandis que les autres députés disposent de 10 minutes chacun ¹⁵¹. Dans le cas d'une affaire non votable, le débat s'amorce avec le parrain, qui a la parole pendant au plus 15 minutes. Les autres députés disposent de 10 minutes chacun, mais à l'intérieur d'une période maximale de 40 minutes. Après ces 40 minutes, ou plus tôt si aucun autre député ne souhaite prendre la parole, le parrain de la motion bénéficie d'un droit de réplique et peut de nouveau prendre la parole pendant un maximum de 5 minutes afin de conclure le débat ¹⁵²,

Il n'existe aucune procédure précise pour l'attribution du droit de parole durant l'étude des affaires émanant des députés, mais la présidence cherche à garder le débat équilibré, et à donner la chance à tous les points de vue sur la question soumise au débat d'être exprimés ¹⁵³. Les députés prenant la parole durant la période réservée aux affaires émanant des députés doivent obtenir le consentement unanime de la Chambre pour partager leur temps de parole ¹⁵⁴. Les discours ne sont pas suivis d'une période de questions et d'observations ¹⁵⁵.

Les votes

Si le débat sur une affaire émanant des députés qui est votable se termine avant la fin de la période de temps maximale qui est allouée, la question est alors mise aux voix. Si un vote par appel nominal est réclamé, le whip en chef du gouvernement ou le whip en chef de l'Opposition peut demander au Président de différer le vote 156. Lorsque la période de temps réservée à l'étude d'une affaire émanant d'un député expire et que le débat est interrompu par la présidence afin de mettre la question aux

^{150.} Le consentement unanime de la Chambre est nécessaire pour permettre à un secrétaire parlementaire de prendre la parole au nom d'un ministre à ce moment-là (voir, par exemple, *Débats*, 8 novembre 1979, p. 1112; 1^{er} avril 1982, p. 16064-16065).

^{151.} Art. 95(1) du Règlement.

Art. 95(2) du Règlement. Voir Débats, 23 octobre 1997, p. 1071; 26 novembre 1997, p. 2276; 13 février 1998, p. 3887; 11 mars 1998, p. 4737; 2 juin 1998, p. 7516.

Voir, par exemple, Débats,16 mars 1992, p. 8243; 18 mars 1992, p. 8466; 30 novembre 1992, p. 14236, 14238; 18 octobre 1995, p. 15552.

^{154.} Voir Débats, 19 septembre 1996, p. 4480; 25 mars 1998, p. 5356.

^{155.} Voir, par exemple, Débats, 28 septembre 1994, p. 6289.

^{156.} Art. 45(5)a)(ii) du Règlement.

voix, un vote par appel nominal ne peut être différé qu'avec le consentement de tous les whips et du parrain de l'affaire 157.

Quand un vote par appel nominal est tenu sur une affaire émanant des députés, on commence avec le député parrainant le projet de loi ou la motion, s'il est présent, on poursuit avec les autres députés du même côté de la Chambre qui sont en faveur de l'adoption du projet de loi ou de la motion, et ce, à partir de la dernière rangée, et on enchaîne avec les députés de l'autre côté de la Chambre qui sont en faveur de l'adoption de l'affaire, toujours à partir de la dernière rangée. On procède ensuite de la même façon pour recueillir les votes des députés qui s'y opposent 158.

La gestion des affaires émanant des députés

Le Président est responsable du bon déroulement de la période réservée aux affaires émanant des députés; il doit donc veiller à ce qu'on fournisse le préavis minimal de 24 heures concernant les affaires qui doivent être étudiées durant cette heure, relever les affaires émanant des députés qui sont identiques ou semblables, organiser l'échange de positions dans l'ordre de priorité, et reporter le débat si l'heure réservée aux affaires émanant des députés est retardée de plus de 90 minutes.

Le Greffier de la Chambre est pour sa part responsable de la majeure partie des tâches administratives et procédurales liées aux affaires émanant des députés. Il doit entre autres organiser les tirages au sort visant à établir l'ordre de priorité, s'assurer que les députés et les membres de leur personnel sont informés que leurs affaires doivent être étudiées durant l'heure réservée aux affaires émanant des députés, de même que conseiller le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre pour les questions de procédure liées aux affaires émanant des députés.

Le conseiller législatif aide les députés à rédiger les projets de loi devant être présentés à la Chambre et les amendements. Pour la rédaction des projets de loi émanant des députés, on accorde la priorité aux députés qui n'ont pas encore fait appel aux services du conseiller législatif à cette fin durant la session ¹⁵⁹. Les conseils législatifs concernent habituellement la pertinence du projet de loi proposé, la prise en

- 157. Art. 45(7) du Règlement. Voir aussi le cinquante-troisième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (*Procès-verbaux et témoignages*, 8 décembre 1994, fascicule n° 36, p. 3-4) présenté à la Chambre le 9 décembre 1994 (*Journaux*, p. 1014) et adopté le 6 février 1995 (*Journaux*, p. 1081).
- 158. Voir le treizième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté à la Chambre le 26 novembre 1997 (Journaux, p. 270) et adopté le 4 novembre 1998 (Journaux, p. 1238). Avant l'adoption de ce rapport, les votes étaient pris de la même façon, mais en commençant avec les premières rangées (voir le vingt-quatrième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre (Procèsverbaux et témoignages, 11 et 13 février 1992, fascicule n° 24, p. 17) présenté à la Chambre le 14 février 1992 (Journaux, p. 1025) et adopté le 29 avril 1992 (Journaux, p. 1337). Auparavant, les votes étaient pris parti par parti à moins qu'un député obtienne le consentement unanime de la Chambre pour qu'ils soient pris rangée par rangée. Pour plus d'information, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 159. Voir le treizième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté à la Chambre le 26 novembre 1997 (Journaux, p. 270) et adopté le 4 novembre 1998 (Journaux, p. 1238).

921

compte des exigences ou obstacles constitutionnels, les questions liées aux droits acquis, les conventions de rédaction et les exigences sur le plan de la procédure. Les députés peuvent rédiger eux-mêmes leurs projets de loi ou retenir les services d'un conseiller à cette fin, mais le conseiller législatif les revoit avant leur dépôt à la Chambre afin de garantir leur constitutionnalité ainsi que le respect des exigences sur le plan de la forme et des conventions de rédaction. De plus, tous les projets de loi émanant des députés doivent être certifiés par le conseiller législatif avant leur présentation à la Chambre.





Les pétitions d'intérêt public



Tous les auteurs s'accordent à reconnaître que le droit d'adresser des pétitions au Parlement en vue d'obtenir la réparation de torts est considéré comme [un] principe fondamental de la Constitution. Il a été exercé sans interruption depuis les temps les plus reculés et a agi profondément sur la détermination des principales formes de la procédure parlementaire.

PRÉSIDENT GASPARD FAUTEUX (Débats, 18 juin 1947, p. 4275)

n termes simples, la pétition est une requête officielle adressée à une autorité afin d'obtenir la réparation d'un tort. Les pétitions adressées à la Chambre des communes et présentées par les députés constituent l'un des moyens de communication les plus directs entre la population et le Parlement. Elles en sont certainement l'un des plus anciens puisqu'elles ont été qualifiées d'«ancêtre des formules parlementaires», de «semence d'où sont nées toutes les procédures de la Chambre des communes!».

De nos jours, les pétitions constituent un outil politique, un instrument pour tenter d'influer sur les lois et politiques, de même qu'un moyen utile — si l'on en juge par leur popularité — de soumettre au Parlement les préoccupations de la population. Les pétitions peuvent également être utilisées par les députés et ministres pour formuler les politiques publiques et pour s'acquitter de leurs fonctions de représentants élus. Au début des années 1980, après de nombreuses années où la pétition semblait

^{1.} Redlich, vol. II, p. 239.

avoir été quelque peu abandonnée, on a assisté à un regain d'intérêt, qui ne s'est pas démenti depuis². Ce phénomène est illustré par la figure 22.1, qui montre le nombre de pétitions présentées durant chaque session, de la septième session de la 12^e législature (1917) à la deuxième session de la 35^e législature (1997).

Figure 22.1 Pétitions présentées à la Chambre des communes depuis 1917

Sess. parl. (an)	Pétitions	Sess. parl. (an)	Pétitions	Sess. parl. (an)	Pétitions
12.7(1917)	2 788	18.1(1936)	1	26.3(1965)	3
13.1(1918)	2	18.2(1937)	3	28.2(1969-70)	2
13.2(1919)	364	18.3(1938)	8	28.3(1970-72)	2
13.3(1919)	1	18.4(1939)	10	28.4(1972)	4
13.4(1920)	6	18.5(1939)	10	29.1(1973-74)	4
13.5(1921)	11	19.1(1940)	2	29.2(1974)	1
14.2(1923)	3	19.2(1940-42)	1	30.1(1974-76)	21
14.3(1924)	4	19.3(1942-43)	I	30.2(1976-77)	12
14.4(1925)	5	19.5(1944-45)	22	30.3(1977-78)	7
15.1(1926)	6	20.2(1946)	2	30.4(1978-79)	2
16.1(1926-27)	32	20.3(1947)	8	31.1(1979)	3
16.2(1928)	6	20.4(1947-48)	1	32.2(1983-84)	185
16.3(1929)	584	20.5(1949)	3	33.1(1984-86)	3 899
16.4(1930)	178	21.7(1952-53)	3	33.2(1986-88)	5 575
17.2(1931)	5	22.2(1955)	1	34.1(1988-89)	16
17.3(1932)	3	22.5(1957)	1	34.2(1989-91)	8 928
17.4(1932-33)	9	25.1(1962-63)	1	34.3(1991-93)	5 282
17.5(1934)	12	26.1(1963)	1	35.1(1994-96)	4 271
17.6(1935)	3	26.2(1964-65)	2	35.2(1996-97)	2 361

^{2.} Ce phénomène peut être attribué en partie au fait que les règles permettent aux députés de lancer des pétitions, de recueillir des signatures et de faire une présentation orale à la Chambre, et en partie au fait que les députés ont pris conscience que la présentation d'un grand nombre de pétitions permettait non seulement de soulever des questions d'intérêt public, mais également d'utiliser le temps à la disposition de la Chambre et d'en retarder ainsi les travaux (voir la note 7). Récemment, la Chambre des communes britannique et la Chambre des représentants australienne ont aussi connu un regain d'intérêt pour les pétitions. Voir House of Representatives Practice, 3° éd., p. 734, 812-813; May, 21° éd., p. 761, note 3; 22° éd., p. 816, note 2.

Ce chapitre traite des pétitions dites d'intérêt public, des règles qui régissent leur formulation, leur contenu et leur présentation, des réponses du gouvernement aux pétitions, ainsi que du rôle et des responsabilités du greffier des pétitions. On traitera des pétitions introductives de projets de loi privés au chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».

Historique

On mentionne souvent que la possibilité pour les citoyens de présenter des pétitions au Parlement en vue du redressement d'un grief constitue un droit fondamental, ou un principe constitutionnel fondamental³, mais la Constitution est en fait muette sur ce point. Ce droit est toutefois bien reconnu puisqu'il est fondé sur des précédents et une tradition établis il y a plusieurs siècles.

C'est au treizième siècle, sous Édouard I^{et}, qu'on a commencé à présenter des pétitions à la Couronne (et plus tard au Parlement) pour obtenir le redressement d'un tort. On avait ainsi recours à la prérogative de la Couronne, qui se situait au-dessus de la loi. Lorsque ces pétitions étaient jugées fondées, elles donnaient lieu à des lois d'intérêt privé dans le cas des individus et des groupes, et à des lois d'intérêt public dans le cas de la nation dans son ensemble.

Au Moyen Âge, avant que le Parlement ne prenne sa forme actuelle et alors que ses fonctions judiciaires et législatives n'étaient pas encore bien définies, les receveurs et vérificateurs des pétitions nommés par la Couronne parcouraient le pays pour entendre les plaintes de la population. Certaines questions étaient renvoyées aux tribunaux locaux par les vérificateurs, mais d'autres étaient jugées dignes d'être examinées par la haute cour du Parlement.

Lorsque le Parlement, un organe principalement judiciaire à l'époque, s'est transformé en un corps avant tout législatif et que ses fonctions judiciaires ont été reprises par les tribunaux, la nature des pétitions a changé. À la fin du quatorzième siècle, les individus et sociétés qui adressaient des pétitions au Parlement ou à la Chambre des communes cherchaient à obtenir une «réparation» législative. À la même époque, les pétitions présentées par la Chambre des communes à la Couronne — qui revêtaient un caractère général et exprimaient des griefs nationaux — sont devenues fréquentes. Les premiers actes législatifs du Parlement britannique sont intervenus lorsque les Communes ont adressé une pétition au roi pour qu'il modifie la loi (ce qui devait aboutir à la législation par projet de loi, lorsque les Communes, plus tard, se chargeraient de rédiger la loi souhaitée pour qu'elle puisse être ensuite acceptée ou rejetée — mais jamais modifiée — par la Couronne). C'est au dixseptième siècle qu'on a vu apparaître ce qu'on peut appeler aujourd'hui les pétitions

Voir, par exemple, les décisions rendues par les Présidents (*Journaux*, 7 juin 1972, p. 361-362; *Débats*, 30 juin 1987, p. 7821-7822). Les six éditions de *Beauchesne* précisent que le droit de présenter une pétition est un principe fondamental de la Constitution.

«modernes», soit celles adressées au Parlement, rédigées d'une manière prescrite et traitant habituellement de griefs publics⁴.

Au Canada, les dispositions relatives aux pétitions (qui existaient depuis longtemps dans les assemblées législatives antérieures à la Confédération) ont toujours fait partie des règles écrites de la Chambre⁵. Les règles adoptées en 1867 ont été quelque peu étoffées en 1910, et elles ont ensuite été appliquées sans modification importante pendant 76 ans⁶. Toutefois, immédiatement après la Confédération, on a commencé à adopter toute une série de pratiques qui ont fini par former un ensemble de conditions de forme et de contenu qui, même si elles n'étaient pas incluses dans le Règlement, devaient quand même être respectées pour qu'une pétition soit jugée acceptable à la Chambre.

Au début et au milieu des années 1980, un regain d'intérêt pour les pétitions a eu pour effet que leur présentation accaparait une grande partie du temps de la Chambre, au détriment parfois d'autres travaux. De plus, la présidence a dû parfois intervenir afin de statuer sur des questions de recevabilité ainsi que de présentation des pétitions. Par conséquent, le Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (le Comité McGrath) formula plusieurs recommandations afin de clarifier les règles relatives aux pétitions, d'uniformiser leur présentation, de garantir leur recevabilité sur le plan du contenu et d'établir des lignes directrices quant à leur forme et aux signatures des pétitionnaires. En 1986, la Chambre a apporté des modifications au Règlement pour donner suite à ces recommandations.

La modification la plus importante prévoyait la certification des pétitions par le greffier des pétitions avant leur présentation à la Chambre. On établissait aussi diverses conditions — dont certaines n'avaient jamais été codifiées, mais qui étaient

- May, 10° éd., p. 493-495; Wilding et Laundy, p. 561-563, 620-621; May, 22° éd., p. 809; Redlich, vol. I, p. 6-25.
- Certains éléments de l'actuel article 36 du Règlement remontent aux règles 85-87, 80 et 73 qui avaient cours au Canada uni en 1860, 1853 et 1841 respectivement, de même qu'à la règle 43, qui date de 1825, de l'Assemblée législative du Haut-Canada (O'Brien, p. 442).
- Journaux, 20 décembre 1867, p. 116-117, 122; 29 avril 1910, p. 554-555; 22 mars 1927, p. 339. Voir aussi l'article 73 du Règlement de la Chambre des communes, Articles permanents et provisoires, 9 septembre 1985, p. 67-68.
- 7. Ainsi, le 19 mai 1983, en raison du nombre de pétitions présentées, les affaires courantes ordinaires ont monopolisé tout le temps qu'il restait pour la séance de cette journée-là (*Journaux*, p. 5910-5911; *Débats*, p. 25591-25612). Le 19 décembre 1985, 365 pétitions étaient présentées (dont 7 déposées auprès du Greffier); on croit qu'il s'agit là du nombre le plus élevé de pétitions à avoir jamais été présenté durant une même séance de la Chambre. On n'avait pas épuisé les affaires courantes ordinaires et, une fois de plus, la Chambre n'avait pas été en mesure de revenir à l'ordre du jour (*Journaux*, p. 1444-1448; *Débats*, p. 9631-9637). Voir aussi, pour les 27 et 28 octobre 1983, *Journaux*, p. 6356-6359, 6362-6367 et *Débats*, p. 28393-28415, 28456-28485.
- Voir, par exemple, Débats, 6 avril 1982, p. 16198; Journaux, 5 octobre 1983, p. 6264-6265.
- Voir p. 46-47 du troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, juin 1985, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839).
- La motion présentant les propositions a été déposée le 6 février 1986 (Journaux, p. 1665) et adoptée après modification le 13 février 1986 (Journaux, p. 1710).

bien établies par l'usage et la pratique — qu'il fallait remplir pour que les pétitions soient jugées correctes quant à leur forme et à leur contenu (par exemple, les pétitions doivent comporter une requête priant de prendre certaines mesures, adopter un ton respectueux et porter des signatures originales). Des lignes directrices du Président mentionnaient ces conditions et d'autres pratiques établies concernant la présentation des pétitions durant les affaires courantes ¹¹. Enfin, une nouvelle règle obligeait le gouvernement à répondre aux pétitions.

En 1987, plusieurs modifications ont été adoptées, en particulier une nouvelle disposition obligeant les signataires à indiquer leur adresse ¹². De plus, l'ordre et le nombre des rubriques inscrites sous les affaires courantes ont été modifiés de sorte que la «Présentation de pétitions», auparavant la cinquième des neuf rubriques, est devenue la neuvième de dix ¹³. En 1991, une autre modification est venue limiter à 15 minutes la période consacrée à la présentation des pétitions durant les affaires courantes ¹⁴. Une modification adoptée en 1994 stipulait que les pétitions originales devaient être transmises au gouvernement (Bureau du Conseil privé) et que les réponses du gouvernement pouvaient être déposées auprès du Greffier de la Chambre ¹⁵.

Lignes directrices actuelles sur les pétitions

Les pétitions ont toujours été vérifiées par un fonctionnaire de la Chambre des communes. C'est dans les modifications apportées aux règles en 1910 qu'on mentionne pour la première fois l'existence d'un greffier des pétitions ¹⁶. Jusqu'en 1986, cette vérification avait lieu après que les députés avaient présenté leurs pétitions, mais le Règlement stipule maintenant que les pétitions doivent être certifiées correctes par le greffier des pétitions quant à la forme et au contenu avant leur présentation à la

- 11. Le 26 février 1986, le Président a écrit à tous les députés pour attirer leur attention sur les changements apportés au Règlement concernant les pétitions et leur expliquer le processus qui serait dorénavant suivi en vue de leur certification. En raison de l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles, certains députés se retrouvaient toutefois en possession de pétitions qui ne pouvaient être certifiées, mais qui auraient été jugées acceptables en vertu des anciennes règles (Débats, 5 mars 1986, p. 11208). Cette difficulté a été contournée par l'adoption d'un ordre spécial accordant aux députés une période de temps limitée pour déposer ces pétitions auprès du Greffier de la Chambre (Journaux, 22 avril 1986, p. 2048-2049).
- 12. Journaux, 3 juin 1987, p. 1016, 1026.
- 13. Journaux, 3 juin 1987, p. 1016-1018.
- 14. Journaux, 11 avril 1991, p. 2905, 2908-2909. Il s'agit là de l'une des nombreuses modifications que le gouvernement proposait d'apporter au Règlement dans le but de « moderniser » les règles et d'améliorer les débats au Parlement (Débats, 8 avril 1991, p. 19133). Aucune raison particulière n'a été fournie pour expliquer ce changement; toutefois, il faut souligner que la présentation de grandes quantités de pétitions avait dans le passé gêné les travaux de la Chambre (voir la note 7). L'établissement d'une limite de temps éliminait donc le risque qu'un tel événement se reproduise.
- Journaux, 10 juin 1994, p. 563. (Voir le vingt-septième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté le 8 juin 1994.)
- Débats, 29 avril 1910, col. 8784-8786; Journaux, 29 avril 1910, p. 554-555. Voir aussi la règle 75 de Règles de la Chambre des communes du Canada, 1910.

Chambre ¹⁷. Les pétitions qui ne remplissent pas ces conditions ne peuvent être certifiées et seules les pétitions certifiées peuvent être présentées à la Chambre ¹⁸.

Les rédacteurs de pétitions peuvent consulter le greffier des pétitions afin de s'assurer que le texte proposé est conforme aux règles et usages de la Chambre. Une fois qu'une pétition est signée et est prête à être certifiée, le député la transmet au greffier des pétitions, avec une demande écrite de certification. Le greffier des pétitions examine chaque pétition reçue, notamment les signatures, afin de s'assurer que la forme et le contenu répondent aux conditions. Si la pétition est recevable, un certificat signé par le greffier des pétitions lui est joint et la pétition est retournée au député pour présentation à la Chambre. Si la pétition ne peut être certifiée, elle est renvoyée au député avec une note explicative.

Quiconque contrefait une signature sur une pétition ou y appose une signature fictive, ou est complice ou instruit d'une telle contrefaçon ou fraude, peut être accusé d'atteinte aux privilèges de la Chambre 19.

LA FORME

Une pétition commence habituellement par un titre précisant qu'il s'agit d'une pétition et qu'elle est adressée à la Chambre des communes. Puis vient une mention qui établit l'identité des pétitionnaires; ceux-ci attirent ensuite l'attention de la Chambre sur un grief qui est généralement énoncé dans un paragraphe. La partie finale et essentielle de la pétition est une requête, qu'on appelle «prière», où les pétitionnaires indiquent les mesures qu'ils souhaitent que la Chambre prenne pour donner suite à leur grief. Les signatures et adresses des pétitionnaires suivent. Le modèle recommandé pour les pétitions est reproduit à la figure 22.2.

La pétition est adressée à la Chambre des communes

Comme la pétition vise la Chambre, il faut donc au départ qu'elle soit adressée à la Chambre des communes, ou à la Chambre des communes réunie en Parlement ²⁰, plutôt qu'au gouvernement, au premier ministre, à un ministre ou député, ou à une autorité de l'extérieur. La mention «à la Chambre des communes» ou «à la Chambre des communes en Parlement assemblée» devrait normalement figurer au début de la pétition.

17. Art. 36(1) du Règlement.

^{18.} En de rares occasions, des pétitions ne remplissant pas ces conditions (et qui n'avaient donc pas été certifiées) ont été présentées avec le consentement unanime de la Chambre (*Journaux*, 18 février 1987, p. 503; *Débats*, 13 février 1987, p. 3568). Fait inhabituel, en 1992, le consentement unanime a été accordé pour qu'une pétition non certifiée soit « reçue » par la Chambre — même si le Règlement ne fait plus mention de la réception des pétitions — et renvoyée à un comité permanent pour étude (*Journaux*, 18 novembre 1992, p. 2070).

^{19.} Bourinot, 4º éd., p. 237. Il est arrivé qu'on exprime des doutes concernant l'authenticité des signatures (voir, par exemple, Débats, 21 mai 1885, p. 2101-2106; 28 octobre 1983, p. 28475-28479), mais aucune atteinte au privilège n'a encore été établie en raison d'une fraude ou d'une contrefaçon liée aux pétitions.

^{20.} Art. 36(2)a) du Règlement.

Figure 22.2 Modèle de pétition

Ph	
Première	D/J/GR
r reminere.	proge-

	PÉTITION À LA C EN PARL	CHAMBRE DES EMENT ASSEM				
Nous, soussignés	Identifier en termes généraux les pétitionnaires, par exemple - citoyens (ou résidents) du Canada - électeurs de (nom de la circonscription électorale) - résidents de la province de résidents de la ville (ou du village, etc.) de					
attirons l'attention de	la Chambre sur le fait:					
QUE	Préciser brièvement les raisons pour lesquelles l'intervention de la Chambre est demandée: décrire le grief ou le problème ou résumer les faits que la Chambre devne examiner.					
À CES CAUSES, les pétitionnaires	demandent que le Parlement ou invitent le Parlement à		Énoncer la «prière» ou la requête: indiquer brièvement les mesures que le Parlement devrait prendre ou qu'il ne devrait pas prendre.			
Si	gnatures		Adresses			
(Signez votre nom. N	le pas écrire en majuscul		votre adresse complète ou précisez la vil ou la province où vous résidez.)			
Autres pages de la pét	ition					
À CES CAUSES, les pé	ititionnaires		ou la requête de la première page de la			
10-4-10		pétition.	ion. ser l'objet de la pétition.			
Pétition concernant		rreciser robjet de la	petition.			
	gnatures		Adresses			
(Signez votre nom. N	le pas écrire en majuscul		(Donnez votre adresse complète ou précisez la vil ou la province où vous résidez.)			

Prière

Pour être certifiées en vue de leur présentation à la Chambre, les pétitions doivent contenir une prière, c'est-à-dire une requête concise, claire et respectueuse demandant à la Chambre de prendre ou de ne pas prendre certaines mesures pour les raisons invoquées. Les pétitions sans prière — c'est-à-dire les documents contenant uniquement une déclaration d'opinion ou l'énoncé d'un grief — ne peuvent être acceptées comme des pétitions ²¹. Les mesures demandées doivent en outre relever de la compétence du Parlement ²². Une pétition concernant une question qui ne relève pas du Parlement — mais plutôt de la compétence d'un gouvernement provincial ou d'une municipalité, par exemple — ne serait pas jugée acceptable pour présentation à la Chambre ²³.

La pétition est manuscrite, dactylographiée ou imprimée sur du papier de grandeur normale

Pour être certifiées, les pétitions doivent être manuscrites, dactylographiées ou imprimées sur du papier de grandeur normale 24 . Les règles écrites précisent depuis la Confédération que les pétitions doivent être écrites ou imprimées 25 . Les pétitions contenant un texte photocopié sont acceptables. De nos jours, on entend par «papier de grandeur normale» des feuilles de 21.5×28 cm $(8.5 \times 11$ po) ou de 21.5×35.5 cm $(8.5 \times 14$ po). Les pétitions produites sur d'autres matériaux que le papier ne sont pas acceptables; de la même façon, les pétitions de taille anormale ne sont pas acceptées 26 .

Ratures ou rajouts

Pour être jugé acceptable, le texte d'une pétition ne doit contenir aucune rature ou rajout ²⁷; c'est-à-dire que le texte ne peut être modifié en effaçant ou en rayant des mots, ou encore en ajoutant des mots ou des commentaires.

- 21. Journaux, 22 mars 1876, p. 180; Débats, 23 avril 1879, p. 1473.
- 22. Art. 36(2)b) du Règlement.
- 23. Avant la certification des pétitions, une députée avait présenté une pétition concernant la sécurité à une intersection dans sa circonscription. Le Président indiqua qu'il vaudrait mieux adresser ce genre de pétition au conseil municipal. Le greffier des pétitions confirma par la suite que cette pétition ne répondait pas aux conditions de forme (Débats, 11 juin 1985, p. 5648; Journaux, 12 juin 1985, p. 796).
- 24. Art. 36(2)c) du Règlement.
- 25. Règle 86 adoptée le 20 décembre 1867 (Journaux, p. 122).
- Avant l'adoption de cette règle, des pétitions de forme inhabituelle étaient parfois présentées et jugées conformes aux normes en vigueur par le greffier des pétitions. Voir, par exemple, Débats, 10 décembre 1974, p. 2099; Journaux, 11 décembre 1974, p. 187; Débats, 6 avril 1982, p. 16196; Journaux, 7 avril 1982, p. 4698-A.
- 27. Art. 36(2)d) du Règlement.

Pièces jointes, annexes ou longs extraits

Conformément à une pratique établie en 1876, une pétition n'est pas recevable si elle est accompagnée de lettres, d'affidavits ou d'autres documents ²⁸. Ainsi, tout article de journal, carte, image, ou déclaration explicative ou justificative qui est joint ou annexé à une pétition la rend irrecevable. Cette interdiction de pièces jointes et annexes s'applique aux inscriptions non pertinentes écrites, photocopiées ou fixées sur la pétition elle-même ²⁹. Les pétitions reprenant de longs extraits de documents ou publications ont également été jugées irrecevables ³⁰. Une adresse de retour peut toutefois figurer sur la pétition sans qu'elle ne constitue un obstacle à sa certification.

Objet de la requête indiqué sur chaque feuille

Lorsque la pétition comprend plus d'une feuille de signatures et d'adresses, chacune des pages doit contenir une indication de l'objet de la pétition³¹ de sorte que les pétitionnaires soient pleinement conscients de la nature du document qu'ils signent. Pour ce faire, on ajoute habituellement une note au haut de chaque page (voir figure 22.2).

Langue

Les pétitions peuvent être rédigées dans l'une ou l'autre langue officielle 32. Elles devraient adopter un ton respectueux et modéré, ne pas manquer de respect à l'égard du souverain et ne pas s'attaquer au Parlement, aux tribunaux ou à toute autorité constituée 33. Pendant de nombreuses années, les pétitions étaient rédigées dans un style solennel. Elles commençaient ainsi: «À l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée. La pétition des soussignés [...] qui se prévalent maintenant de leur droit ancien et incontesté de présenter un grief commun dans l'assurance certaine que votre honorable Chambre y portera remède, déclare humblement », et elle se terminait par cette formule: « Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier». En 1985, un comité spécial a recommandé qu'il n'était pas nécessaire d'utiliser ces formules traditionnelles qu'il jugeait archaïques³⁴. Il y a encore des pétitions qui sont rédigées dans un style solennel, mais celles dont le libellé est plus moderne sont tout aussi acceptables à la Chambre, à condition que la teneur soit la même. Par exemple, dans la figure 22.2, les formules d'introduction et de conclusion citées ci-dessus ont disparu et les pétitionnaires «demandent» que le Parlement réponde à leur requête plutôt que de lui « demander humblement » de le faire.

^{28.} Débats, 28 mars 1876, p. 886-887; 23 février 1978, p. 3200.

^{29.} May, 22° éd., p. 811.

^{30.} Bourinot, 4º éd., p. 235.

^{31.} Art. 36(2)e) du Règlement.

Bourinot, 4º éd., p. 235; voir également la Loi sur les langues officielles, L.R. (1985), ch. 31 (4º suppl.), art. 22.

^{33.} Bourinot, 4° éd., p. 231. Voir, par exemple, Journaux, 30 mars 1905, p. 234; 5 avril 1909, p. 238.

Voir p. 47 du troisième rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes, présenté le 18 juin 1985 (*Journaux*, p. 839).

CONTENU

Questions relevant de la compétence de la Chambre

On a déjà mentionné que la «prière » ou requête d'une pétition doit concerner la prise de mesures qui relèvent de la compétence de la Chambre ³⁵. Il s'ensuit donc que la pétition doit exposer une situation dans laquelle la Chambre a le pouvoir d'intervenir ³⁶. Les questions relevant des provinces ou municipalités ou celles qui devraient plutôt être soumises à une cour de justice ou à un tribunal ne peuvent donc pas faire l'objet d'une pétition présentée à la Chambre des communes. Au fil des ans, la Chambre a choisi de déléguer certaines questions aux tribunaux et à d'autres organismes administratifs ou réglementaires. Les pétitions portant sur des questions déléguées à un autre organisme n'ont pas toujours été jugées acceptables ³⁷.

Engagement de fonds publics

Dans le passé, les pétitions demandant l'engagement de fonds publics et n'ayant pas fait l'objet d'une recommandation de la Couronne (recommandation royale) n'étaient pas présentées à la Chambre 38. Il s'agit ici d'un principe fondamental: c'est la Couronne qui prend l'initiative d'engager des dépenses publiques 39. De nombreuses décisions de la présidence ont maintenu la pratique de rejeter les pétitions impliquant l'engagement de fonds publics 40, tout en tentant de préserver, sans trop le limiter, le droit consacré des citoyens de présenter une pétition à la Chambre pour obtenir réparation d'un tort. En 1869, lorsqu'on s'opposa à l'acceptation d'une pétition parce qu'elle semblait demander l'attribution de fonds publics non recommandés par la Couronne, le Président la définit comme une pétition demandant l'adoption d'une mesure législative plutôt que de l'argent, créant ainsi une distinction entre les requêtes directes, qui ne pouvaient être acceptées, et les requêtes indirectes (devenues des requêtes demandant des mesures législatives ou «des mesures

- 35. Art. 36(2)b) du Règlement.
- 36. Journaux, 16 février 1956, p. 163; 7 juin 1972, p. 361-362.
- 37. Par exemple, les pétitions remettant en cause l'élection d'un député n'ont pas été acceptées parce que la Chambre a conflié aux tribunaux la responsabilité de juger les questions relatives à l'élection d'un député (Journaux, 20 avril 1874, p. 82; 15 février 1881, p. 199-200). D'un autre côté, les pétitions concernant le CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, l'organisme indépendant réglementant le système de radiodiffusion) ont été tantôt rejetées (Journaux, 7 juin 1972, p. 361-362; 24 octobre 1973, p. 591-592), tantôt acceptées (Débats, 30 avril 1984, p. 3235; Journaux, 1* mai 1984, p. 400).
- Journaux, 7 mai 1868, p. 297. Pour replacer dans leur contexte historique les principes à la base de cette vieille convention, voir Redlich, vol. III, p. 119-124.
- 39. Voir l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867 (L.R.C. 1985, Appendice II, n° 5), qui énonce qu'il n'est pas permis à la Chambre d'adopter une motion, résolution, adresse ou projet de loi pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé par un message du gouverneur général (c'est-à-dire par une recommandation royale).
- 40. Voir, par exemple, Journaux, 5 février 1912, p. 222; 24 août 1946, p. 767. Une pétition demandant l'augmentation de la pension de vieillesse a été acceptée parce que la recommandation royale avait été accordée pour un projet de loi ayant le même but (Journaux, 19 mai 1947, p. 423).

que la Chambre peut juger à propos de prendre »), qui pouvaient être acceptées 41. En 1987, le Président maintint la décision du greffier des pétitions de rejeter une pétition demandant au Parlement d'accorder des crédits fédéraux aux provinces et territoires pour les garderies sans but lucratif, mais formula ensuite l'observation suivante:

Le droit de présenter des pétitions au Parlement est fondamental dans notre système parlementaire, et il n'est pas déraisonnable de croire que la solution réside, dans bien des cas, dans le décaissement de fonds publics. Un requérant peut présenter une pétition afin d'obtenir de l'aide dans une situation difficile; or, la simple modification du libellé pourrait rendre recevable une pétition qui serait autrement irrecevable. On pourrait contourner la difficulté en présentant une pétition dans laquelle il serait demandé d'adopter une mesure qui accorderait l'aide demandée⁴².

Signatures et adresses

De 1867 jusqu'en 1986, une pétition pouvait être présentée à la Chambre par une seule personne. Les modifications au Règlement adoptées en 1986 ont eu pour effet d'exiger dorénavant qu'une pétition contienne au moins 25 signatures pour être certifiée ⁴³. En 1987, une nouvelle modification précisait que les signatures devaient être accompagnées des adresses des pétitionnaires ⁴⁴. Ceux-ci ne peuvent signer au nom de quelqu'un d'autre. L'adresse inscrite peut être complète ou indiquer simplement le nom de la ville et de la province où réside le pétitionnaire. Les pétitions doivent porter des signatures originales inscrites directement et non collées ou autrement reproduites ⁴⁵. En 1872, une pétition reçue par télégraphe a été jugée irrecevable parce qu'elle ne contenait aucune signature originale ⁴⁶. En 1986, le Président statua que les signatures photocopiées étaient inacceptables pour la même raison ⁴⁷. Un député peut signer une pétition, mais il devrait demander à un autre député de la présenter ⁴⁸. Les signatures des députés ne sont pas comprises dans les 25 signatures et adresses requises ⁴⁹.

Les pétitions signées exclusivement par des étrangers non résidents sont habituellement irrecevables ⁵⁰. Toutefois, en 1984, une pétition signée par des citoyens canadiens de même que par des étrangers a été acceptée du consentement unanime de la Chambre ⁵¹; dans une situation similaire, le Président a statué en 1990 que la

- 41. Journaux, 20 avril 1869, p. 22-23.
- 42. Débats, 30 juin 1987, p. 7821.
- 43. Journaux, 13 février 1986, p. 1710.
- 44. Journaux, 3 juin 1987, p. 1016, 1026.
- 45. Art. 36(2)f) du Règlement.
- 46. Journaux, 3 mai 1872, p. 80.
- 47. Débats, 24 janvier 1986, p. 10143.
- 48. May, 22° éd., p. 815.
- 49. Art. 36(2)g) du Règlement.
- Voir, par exemple, *Journaux*, 5 octobre 1983, p. 6264-6265.
- 51. Débats, 20 novembre 1984, p. 412-413.

meilleure façon de respecter le droit des Canadiens d'adresser des pétitions à la Chambre des communes serait d'accepter ces pétitions, pourvu qu'elles soient recevables, même si elles renferment «quelques signatures de non-résidents non canadiens 52 ».

La présentation des pétitions

Comme seuls les députés sont autorisés à s'adresser à la Chambre directement, ce sont eux qui doivent présenter les pétitions. Par conséquent, les groupes et individus doivent obtenir leur aide pour faire certifier et présenter leurs pétitions. Les députés ne sont toutefois pas tenus de présenter les pétitions et ne peuvent être contraints de le faire 53; néanmoins, il est évident que de nombreux députés considèrent qu'il est de leur devoir de présenter à la Chambre les pétitions soumises par des citoyens 54. Le député, dont le rôle est de présenter la pétition au nom de ses signataires, n'est pas obligé d'être d'accord avec le contenu de la pétition qu'il présente, et il n'y a pas lieu de présumer que c'est le cas 55.

Une fois certifiées par le greffier des pétitions, les pétitions peuvent être présentées à la Chambre; elles sont alors retournées aux députés qui les ont soumises. Une pétition certifiée correcte ne doit être modifiée d'aucune façon et le certificat qui l'accompagne ne doit pas être retiré. Aucune règle ou pratique n'établit de délai pour la présentation d'une pétition après certification, et il n'est pas obligatoire qu'elle soit présentée par le député qui l'a fait certifier ⁵⁶. Le Président a signalé que de nombreux motifs peuvent empêcher un député de présenter rapidement une pétition, mais il a également jugé qu'il fallait que les pétitions soient présentées peu de temps après leur certification de manière à ce que les pétitionnaires puissent avoir l'assurance d'obtenir une réponse le plus rapidement possible lorsqu'ils présentent des pétitions à la Chambre ⁵⁷.

Les pétitions sont présentées par les députés, y compris les ministres 58. Le Président ne présente habituellement pas de pétition; il demande plutôt à un autre député de le faire pour lui. Cette pratique nous vient de la Chambre des communes britannique qui l'avait adoptée à la fin du dix-huitième siècle, à une époque où les pétitions faisaient couramment l'objet de débats. La présentation de pétitions aurait amené le Président à participer aux délibérations de la Chambre, ce qui aurait remis

^{52.} Débats, 19 décembre 1990, p. 16963-16964.

^{53.} Bourinot, 4° éd., p. 232.

^{54.} Voir, par exemple, la discussion générale sur les pétitions tenue le 13 février 1990 (Débats, p. 8233-8242). En présentant des pétitions, les députés mentionnent parfois leur « devoir » à cet égard (Débats, 1 décembre 1981, p. 13549; 20 octobre 1989, p. 4953; 14 mars 1994, p. 2226).

^{55.} Débats, 25 novembre 1986, p. 1501, 1505; 25 février 1994, p. 1863-1864.

^{56.} Voir Débats, 21 octobre 1997, p. 878 (pétitions présentées au nom d'un député qui avait démissionné).

^{57.} Débats, 28 mai 1987, p. 6500-6501; 22 septembre 1987, p. 9172; 8 mars 1988, p. 13490.

^{58.} Voir, par exemple, Débats, 12 décembre 1991, p. 6176.

en cause la neutralité essentielle de la présidence⁵⁹. Le député qui présente une pétition doit être convaincu de sa pertinence et de sa régularité, la Chambre ayant depuis longtemps une règle voulant que le député se porte garant que la pétition ne contient rien d'inconvenant⁶⁰. De plus, tout député présentant une pétition doit la signer, soit au dos soit au verso de la première page⁶¹.

Les pétitions certifiées correctes peuvent être présentées de deux façons: oralement, durant les affaires courantes 62, ou déposées auprès du Greffier de la Chambre au cours d'une séance 63. Dans la pratique, la majorité des pétitions sont présentées durant les affaires courantes 64.

PRÉSENTATION DURANT LES AFFAIRES COURANTES

Les pétitions certifiées sont présentées quotidiennement durant les affaires courantes, sous la rubrique « Présentation de pétitions ». Une période maximale de 15 minutes est réservée à cette fin⁶⁵. Pour obtenir la parole, les députés doivent être à leur place⁶⁶. Les députés qui souhaitent présenter plus d'une pétition le même jour doivent les présenter toutes ensemble lorsqu'ils obtiennent la parole puisque la présidence n'accorde qu'une fois la parole à un même député au cours de la « Présentation de pétitions ⁶⁷ ». Ainsi, plus de députés peuvent prendre la parole durant la période de 15 minutes.

Aucun débat n'est autorisé lors de la présentation des pétitions⁶⁸. Tout commentaire sur la valeur d'une pétition — même l'indication par un député de son accord ou désaccord — a toujours été considéré comme une forme de débat et est donc irrecevable⁶⁹. Les députés sont autorisés à faire une brève déclaration au cours de laquelle ils peuvent mentionner que la pétition a été certifiée, d'où elle vient, quel

- 59. Bourinot, 4º éd., p. 231. Voir aussi Débats, 23 avril 1879, p. 1473; 23 mars 1987, p. 4433-4434. D'autres présidents de séance ont présenté des pétitions (voir, par exemple, Journaux, 26 octobre 1994, p. 829 (Bob Kilger, vice-président adjoint des comités pléniers); 19 juin 1995, p. 1784 (Shirley Maheu, vice-présidente des comités pléniers)).
- 60. Art. 36(3) du Règlement. Cette disposition fait partie des règles écrites depuis la Confédération.
- 61. Art. 36(4) du Règlement.
- 62. Art. 36(6) du Règlement.
- 63. Art. 36(5) du Règlement.
- 64. Les statistiques recueillies par le greffier des pétitions indiquent que 2107 des 2361 pétitions présentées durant la deuxième session de la 35° législature (1996-1997) ont été présentées oralement, durant les affaires courantes.
- Art. 36(6) du Règlement. Il est rare que les 15 minutes soient entièrement utilisées (voir, par exemple, Débats, 13 mars 1995, p. 10393-10397).
- 66. Art. 36(6) du Règlement.
- 67. Débats, 28 octobre 1983, p. 28457; 11 juin 1985, p. 5649; 7 novembre 1986, p. 1190-1191.
- 68. Art. 36(7) du Règlement.
- 69. Débats, 27 avril 1994, p. 3576; 22 juin 1995, p. 14413; 20 novembre 1995, p. 16547; 4 novembre 1996, p. 6088-6069. Des députés avaient pris l'habitude d'informer la Chambre de leurs opinions personnelles lorsqu'ils présentaient des pétitions. Voir, par exemple, Débats, 9 juin 1947, p. 3912; 29 mars 1985, p. 3510; 26 avril 1994, p. 3483.

est son objet et la requête qu'elle contient, de même que le nombre de signatures qu'elle porte 70. De toute façon, les pétitions ne sont pas lues au long et les députés qui les présentent devraient éviter de tenter d'amorcer un débat ou une discussion 71. Compte tenu de la période de temps limitée et du nombre de députés qui souhaitent présenter des pétitions, habituellement, la présidence intervient rapidement lorsqu'un député semble vouloir faire un discours, se lancer dans un débat ou lire le texte complet d'une pétition.

DÉPÔT DE LA PÉTITION AUPRÈS DU GREFFIER DE LA CHAMBRE

Depuis 1910, les députés peuvent présenter une pétition n'importe quand pendant une séance en la déposant auprès du Greffier de la Chambre⁷². Le député peut s'approcher du Bureau pour y déposer la pétition certifiée et signée au dos, ou encore la remettre à un page en lui demandant de la transmettre au Bureau où elle sera reçue par le Greffier, ou par un greffier au Bureau au nom du Greffier de la Chambre.

APRÈS LA PRÉSENTATION

Lorsque les pétitions sont présentées durant les affaires courantes, les propos des députés sont enregistrés, transcrits et imprimés dans les *Débats* du jour. Une inscription est également faite dans les *Journaux*, le compte rendu officiel des délibérations de la Chambre. On y précise que les pétitions énumérées ont été certifiées correctes et ont été présentées conformément au Règlement. Les pétitions déposées auprès du Greffier ne sont bien entendu pas mentionnées dans les *Débats*, mais elles sont énumérées dans les *Journaux*. Une fois présentées à la Chambre (selon l'une ou l'autre méthode), les pétitions certifiées correctes sont ensuite transmises au greffier des pétitions qui est responsable de leur réception et du suivi administratif.

Il est arrivé que des pétitions soient présentées et qu'on s'aperçoive plus tard qu'elles n'avaient pas été certifiées; dans ces cas, bien que les *Débats* contiennent la transcription des déclarations des députés, ces pétitions ne figurent pas dans les *Journaux*⁷³. Elles sont examinées par le greffier des pétitions; si elles sont recevables, elles sont certifiées et ensuite déposées auprès du Greffier au nom du député; ce n'est qu'à ce moment que leur présentation est notée dans les *Journaux*. Si les pétitions ne peuvent être certifiées, elles sont retournées aux députés. Il est arrivé à une occasion qu'un député tente de présenter une pétition non certifiée, mais il a été rappelé à l'ordre et réprimandé par la présidence⁷⁴.

^{70.} Débats, 26 avril 1989, p. 975.

Voir, par exemple, *Débats*, 6 avril 1982, p. 16198; 14 mars 1990, p. 9284; 16 septembre 1991, p. 2173;
 8 décembre 1992, p. 14806-14807; 7 mai 1993, p. 19111-19112; 28 septembre 1998, p. 8474.

^{72.} Art. 36(5) du Règlement.

Le 22 mai 1992, deux députés ont présenté des pétitions qui n'ont pas été notées dans les Journaux de ce jour-là (Débats, p. 11088-11089; Journaux, p. 1546).

^{74.} Débats, 15 mai 1992, p. 10794.

COPIES DES PÉTITIONS

Toute personne qui souhaite lire ou consulter une pétition après sa présentation doit s'adresser au greffier des pétitions. Un député peut demander à recevoir une photocopie d'une pétition, y compris des signatures⁷⁵.

Réponse du gouvernement aux pétitions

Depuis 1986, le Règlement dispose que le gouvernement doit répondre dans les 45 jours civils à toutes les pétitions qui lui sont transmises ⁷⁶. Après avoir été présentées à la Chambre, les pétitions certifiées sont remises au greffier des pétitions. Le Greffier de la Chambre veille à ce que la pétition originale soit transmise au Bureau du Conseil privé ⁷⁷, qui fait les démarches voulues pour que les ministères et organismes concernés préparent et rassemblent les réponses. Les réponses du gouvernement sont généralement déposées à la Chambre durant les affaires courantes, sous la rubrique « Dépôt de documents », mais elles peuvent aussi être déposées auprès du Greffier ⁷⁸. Les pétitions font l'objet de réponses individuelles. Tout député qui a présenté une pétition reçoit copie de la réponse au moment de son dépôt. Une fois déposées à la Chambre, les réponses du gouvernement (contrairement aux pétitions ellesmêmes) deviennent des documents parlementaires ⁷⁹.

Le dépôt des réponses du gouvernement donne lieu à une inscription dans les Journaux. Si ce dépôt survient durar* les affaires courantes, le porte-parole du gouvernement, habituellement le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre, informe simplement la Chambre que les réponses à un certain nombre de pétitions sont déposées, sans mentionner les pétitions dont il s'agit ou le contenu des réponses, et l'intervention est transcrite dans les Débats.

Le Règlement ne prévoit aucune sanction si le gouvernement ne répond pas aux pétitions dans le délai de 45 jours. Des plaintes ont été formulées dans le passé en raison du non-respect de cette règle⁸⁰. Toutefois, en 1993, le Président jugea fondée à première vue une question de privilège concernant le non-dépôt d'un décret et mentionna dans sa décision que des députés s'étaient déjà plaints que les réponses aux pétitions, les réponses aux questions écrites et les réponses aux rapports de comités n'étaient pas toujours déposées dans les délais prescrits⁸¹. Cette question du respect des délais a alors été renvoyée au comité chargé des questions de privilège

^{75.} Débats, 20 janvier 1986, p. 9946.

^{76.} Art. 36(8) du Règlement.

De 1986 à 1994, une copie de chaque pétition était envoyée au Bureau du Conseil privé. Depuis la modification du Règlement en 1994, c'est l'original qui est maintenant transmis au Bureau du Conseil privé.

Voir, par exemple, Journaux, 19 septembre 1994, p. 683-685 (dépôt auprès du Greffier); 6 février 1995,
 p. 1076 (dépôt durant les affaires courantes).

Un document parlementaire est un document déposé (ou réputé déposé) à la Chambre au cours d'une session; ces documents peuvent être consultés par le public.

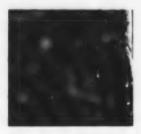
^{80.} Voir, par exemple, Débats, 8 février 1993, p. 15560-15562.

^{81.} Débats, 19 avril 1993, p. 18104-18106.

938

qui a déclaré dans un rapport à la Chambre que «les délais réglementaires et procéduraux doivent être respectés [...]. Il est possible qu'il soit nécessaire de revoir les délais fixés dans le Règlement et dans certaines lois [...]. Toutefois, jusqu'à ce que cela soit fait, il est essentiel que les dates limites fixées soient respectées ⁸² ».

Normalement, la prorogation du Parlement met un terme à toutes les affaires, mais le Président a statué que les réponses du gouvernement aux pétitions avaient le même statut que les ordres de dépôt de documents (les documents dont la Chambre a ordonné la production et la présentation)⁸³. Conformément au Règlement, ces ordres sont réputés avoir été une nouvelle fois adoptés au début d'une nouvelle session sans qu'il soit nécessaire de présenter une motion pour ce faire⁸⁴. Ainsi, les réponses du gouvernement aux pétitions présentées au cours d'une session antérieure doivent être déposées au cours de la nouvelle session suivant une prorogation⁸⁵.



Voir le cent-unième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre réputé avoir été déposé le 8 septembre 1993 (Journaux, p. 3338).

^{83.} Débats, 27 juin 1986, p. 14969.

^{84.} Art. 49 du Règlement.

^{85.} Voir, par exemple, Journaux, 29 février 1996, p. 17: les réponses à des pétitions présentées au cours de la première session de la 35° législature ont été déposées au début de la deuxième session.

23

Les projets de loi d'intérêt privé



Si je ne me trompe, la procédure relative aux bills [projets de loi] d'intérêt privé vise à protéger le public contre l'octroi sans discrimination de pouvoirs spéciaux aux intérêts privés. À mon avis, cette interprétation est incontestable.

PRÉSIDENT LUCIEN LAMOUREUX (Débats, 22 février 1971, p. 3628)

a distinction entre loi publique et loi privée nous vient de l'usage britannique. Les projets de loi d'intérêt privé diffèrent des projets de loi d'intérêt public par leur objet, leur teneur et la procédure d'adoption. Par définition, l'objet ou le but d'un projet de loi privé est de conférer à une ou plusieurs personnes, ou à un groupe de personnes, des pouvoirs ou avantages spéciaux, ou d'exclure de telles personnes de l'application générale d'un texte de loi. Habituellement, un projet de loi public porte sur une question d'intérêt public, est à l'avantage de la communauté dans son ensemble et est présenté directement par un député. Quant au projet de loi privé, il se rapportera directement aux affaires

1. Les projets de loi privés remontent aux assemblées législatives de l'Angleterre médiévale, ce qui explique la procédure particulière qu'il faut suivre pour les adopter. Ainsi, aux débuts du Parlement, les lois spéciales au bénéfice de particuliers et les décrets judiciaires visant à redresser des torts personnels étaient fondés sur des pétitions et n'étaient pas faciles à distinguer sur le plan des principes ou de la forme. Lorsque les

pétitions demandaient un redressement que le droit commun permettait, les parties étaient renvoyées aux tribunaux ordinaires. Mais si le particulier ou groupe était incapable d'obtenir un redressement des tribunaux de droit commun, une pétition était adressée au roi. Cette pétition était reçue et jugée suivant une procédure judiciaire plutôt que législative. Comme on le signale dans May, 1^{re} éd. (p. 301-302), «Des receveurs et vérificateurs des pétitions étaient nommés et une proclamation était faite afin d'inviter tous les gens à s'adresser aux receveurs.

d'un particulier ou d'un groupe, notamment d'une société, qui est nommé dans le projet de loi; il visera un but qui ne saurait être atteint au moyen d'une loi générale et il sera fondé sur une pétition présentée par un particulier ou un groupe².

Il ne faut pas confondre les projets de loi d'intérêt privé avec les projets de loi émanant des députés ou d'initiative parlementaire. Les projets de loi privés sont parrainés par des députés, mais l'expression «projets de loi émanant des députés» désigne les projets de loi publics portant sur une question d'intérêt public et qui sont présentés par un député ne faisant pas partie du Cabinet.

Les projets de loi privés sont assujettis à certaines règles spéciales dans les deux chambres du Parlement. Comme ces projets de loi demandent au Parlement de se prononcer sur les intérêts de particuliers tout en surveillant les intérêts du public, on dit qu'ils obligent le Parlement à remplir une fonction à la fois judiciaire et législative³. Les projets de loi privés peuvent être présentés soit à la Chambre des communes soit au Sénat, bien que la plupart soient présentés au Sénat où les droits et les

Ces postes étaient habituellement occupés par les greffiers de la chancellerie, puis par des conseillers à la cour de la chancellerie (et plus tard par des juges), qui siégeaient dans un endroit public où la population pouvait aller leur faire part de ses plaintes pour qu'ils les transmettent aux vérificateurs. Ces derniers étaient des prélats, des pairs ou des juges qui avaient le pouvoir de faire appel au lord chancelier, au lord trésorier et aux sergents de justice. Ces officiers étaient chargés d'examiner les pétitions; dans certains cas, les pétitionnaires devaient continuer à s'adresser aux tribunaux ordinaires alors que dans d'autres cas, les pétitions étaient transmises aux juges en tournée. Si le droit commun n'offrait aucun redressement, leur cas était soumis à la haute cour du Parlement [...]. Sous Henri IV, le nombre des pétitions adressées à la Chambre des communes augmenta considérablement. Les cours d'équité avaient entre temps soulagé le Parlement de la majeure partie de ses responsabilités relatives au redressement des torts et les pétitions qui lui étaient adressées visaient davantage à obtenir l'adoption de projets de loi d'intérêt privé plutôt qu'un redressement équitable de torts personnels. Comme les premières pétitions étaient souvent de ce deuxième type, les ordres du Parlement y faisant suite ne pouvaient être considérés que comme des lois spéciales s'appliquant au niveau privé ou local. Lorsque les limites entre les pouvoirs judiciaire et législatif ont été définies, les pétitions demandaient plus souvent des redressements législatifs et étaient adressées au Parlement par l'entremise des Communes, mais le Parlement a toujours conservé cette ancienne fonction mixte, c'est-àdire à la fois judiciaire et législative, pour l'adoption des projets de loi privés. »

- 2. Voir la décision du Président Lamoureux, Journaux, 22 février 1971, p. 351.
- 3. Bourinot, 4º éd., p. 558-559. Voir Todd's Private Bill Practice, 3º éd., Ottawa: John Durie & Son, 1868, p. 1-2:
 «Le Parlement, en passant des bills privés, ne cesse point d'exercer ses fonctions législatives, mais en même temps ces dernières participent jusqu'à un certain degré du caractère judiciaire; en pareil cas, les parties intéressées sont de véritables demandeurs; tandis que, d'un autre côté, les individus qui craignent d'être lésés dans leurs droits comparaissent comme défendeurs en la cause. Les formalités en usage dans les tribunaux sont en grande partie observées lorsqu'il s'agit de l'examen des bills privés; certaines conditions sont exigées, et les intéressés à la passation du bill sont tenus d'en prouver l'accomplissement; puis s'ils l'abandonnent, et qu'il ne se trouve plus personne d'autre pour le mener à terme, il tombe, quelqu'important qu'il puisse paraître aux yeux de la Chambre. »

frais imposés au promoteur sont moins élevés ⁴. Les projets de loi privés doivent franchir les étapes procédurales communes à toutes les mesures législatives; ils doivent aussi satisfaire à certaines conditions parlementaires qui les distinguent, sur le plan de la procédure, de tous les autres types de projets de loi.

Sur le plan de ses origines, règles et principes, la procédure des projets de loi privés est unique, et elle a très peu changé depuis 1867. Relativement rares de nos jours, les projets de loi privés ont déjà constitué une partie importante des travaux législatifs de la Chambre. Au début de la Confédération, la Chambre a étudié un grand nombre de projets de loi privés visant à établir des compagnies pour construire et exploiter les chemins de fer et à constituer en personne morale des compagnies interprovinciales, puisque c'était là le seul moyen légal de procéder à la formation de ces sociétés. Les projets de loi privés demandant la dissolution des mariages occupaient aussi une grande partie du temps de la Chambre, car le Parlement détenait la compétence législative exclusive en matière de mariage et de divorce.

De nos jours, la législation d'intérêt privé ne représente qu'un très faible pourcentage des travaux de la Chambre⁵. La plupart des projets de loi privés traitent maintenant de la constitution en personne morale — ou de modifications à des lois constitutives — d'organismes religieux, de charité ou d'autres types, et de compagnies d'assurances, de fiducie et de prêt⁶. Au cours des dernières années, la législation d'intérêt privé a été utilisée pour la fusion de compagnies d'assurances et la reconstitution de petites sociétés commerciales qui avaient antérieurement été

- 4. On a voulu ainsi faire en sorte que les mesures législatives d'intérêt privé soient présentées au Sénat. Si le projet de loi émane du Sénat, les seuls frais sont de 200 \$ (art. 110 du Règlement du Sénat) au lieu de 500 \$ (art. 134(2) du Règlement de la Chambre). Cette différence a été créée en 1934 lorsque le Règlement de la Chambre a été modifié afin de « libérer la Chambre basse de l'examen initial d'un grand nombre de projets de loi d'intérêt particulier en augmentant le nombre des mesures d'ordre privé dont la Chambre haute peut prendre l'initiative » (voir Débats, 30 juin 1934, p. 4490-4491). À partir de ce moment-là, la plupart des projets de loi privés ont été présentés au Sénat en premier. Depuis 1970, seulement six projets de loi privés ont vu le jour à la Chambre, dont le dernier en 1978: le projet de loi C-164, Loi constituant l'Unité, Banque du Canada, le 29 mars 1972 (Journaux, p. 232); le projet de loi C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique, le 3 avril 1974 (Journaux, p. 94); le projet de loi C-1001, Loi faisant exception aux règles générales de droit en matière de mariage dans le cas de Richard Fritz et Marianne Strass, le 30 juillet 1975 (Journaux, p. 750); le projet de loi C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, le 20 décembre 1975 (Journaux, p. 977); le projet de loi C-1001, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, le 14 juillet 1977 (Journaux, p. 1371); et le projet de loi C-1001, Loi concernant Bell Canada, le 12 avril 1978 (Journaux, p. 638).
- 5. Durant la troisième session de la 34° législature (mai 1991 septembre 1993), 9 projets de loi privés ont été étudiés, pour un total d'une heure et 54 minutes; durant la première session de la 35° législature (janvier 1994 février 1996), la Chambre a consacré une heure et 20 minutes à l'étude de 3 projets de loi privés. Voir les Statistiques concernant les travaux de la Chambre préparées par la Direction des journaux de la Chambre des communes.
- 6. Voir la Loi modifiant la Loi constitutive de la grande loge de l'Ordre bénévole et protecteur des Élans du Dominion du Canada, S.C. 1980-81-82-83, ch. 186; la Loi constituant en personne morale le Bouclier vert du Canada, S.C. 1992, ch. 56; la Loi modifiant la Loi constitutive de la Société Royale du Canada, S.C. 1992, ch. 58; la Loi modifiant le nom de l'Association médicale canadienne, S.C. 1993, ch. 48; et la Loi constituant en personne morale l'Association canadienne des congrégations luthériennes, S.C. 1994, ch. 49.

dissoutes? Diverses raisons expliquent la diminution du nombre de projets de loi privés, mais cela est en grande partie attribuable aux changements apportés aux lois d'application générale, comme la Loi sur la dissolution et l'annulation du mariage en 19638 et la Loi sur le mariage (degrés prohibés) en 19909, et aux mécanismes administratifs qu'on trouve maintenant dans des lois comme la Loi sur les corporations commerciales canadiennes 10, la Loi sur les corporations canadiennes 11 et la Loi sur les banques 12.

Dans ce chapitre, on expliquera en termes généraux les divers types de projets de loi qui sont jugés d'intérêt privé, on décrira les principes à la base de la procédure d'adoption et la façon dont ils sont appliqués, et on donnera un aperçu des particularités du processus législatif suivi à la Chambre des communes.

Nature des projets de loi privés

Un projet de loi privé peut servir les intérêts d'un particulier ou d'un groupe de deux façons 13 :

- Le projet de loi peut compléter la législation en accordant au bénéficiaire un pouvoir particulier;
- Le projet de loi peut modifier la législation en exemptant le bénéficiaire d'une obligation légale existante.
- 7. Voir la Loi modifiant et abrogeant la Loi refondue de l'Alliance Nationale, 1945, S.C. 1986, ch. 84; la Loi reconstituant la société E.G. Klein Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, S.C. 1980-81-82-83, ch. 185; et la Loi reconstituant la société Yellowknife Electric Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, S.C. 1987, ch. 56.
- 8. S.C. 1963, ch. 10. Cette loi autorisait uniquement le Sénat à dissoudre ou à annuler les mariages par résolution. Avant l'adoption de cette mesure, la partie de bonne foi souhaitant divorcer à Terre-Neuve ou au Québec (les tribunaux de ces provinces n'étaient pas autorisés à entendre les causes de divorce) devait adresser au Parlement une pétition introductive d'un projet de loi privé afin de dissoudre le mariage. La pétition soutenait qu'un délit conjugal avait été commis et demandait «réparation». La plupart des pétitions étaient tout d'abord étudiées par le Comité sénatorial sur le divorce (où les frais d'un projet de loi privé étaient moins élevés que les frais imposés par la Chambre des communes). La majorité des projets de loi de divorce n'étaient pas contestés et étaient adoptés par les deux chambres sans problème. Toutefois, si un parlementaire s'interrogeait sur les raisons du divorce ou si les parties désiraient être entendues, le Comité permanent des projets de loi privés en général de la Chambre des communes avait le pouvoir de réexaminer la cause. L'auteur de la pétition et le défendeur, tous les deux représentés par un avocat, devaient comparaître devant le Comité qui fonctionnait alors comme un tribunal. La Chambre examinait le projet de loi après réception d'un rapport du Comité. Voir Dawson, p. 243. En 1968, la Loi sur le divorce (S.C. 1967-68, ch. 24) a créé des tribunaux de divorce dans ces deux provinces, et le Sénat n'est plus autorisé à dissoudre ou à annuler des mariages.
- 9. S.C. 1990, ch. 46.
- 10. S.C. 1974-75-76, ch. 33.
- 11. S.C. 1964-65, ch. 52.
- 12. S.C. 1953-54, ch. 48 et S.C. 1966-67, ch. 87.
- 13. May, 22° éd., p. 857.

Ainsi, un projet de loi visant à permettre à un groupe de personnes de former un type de société non prévu dans la législation constituerait un exemple de projet de loi visant à compléter le droit ¹⁴. D'un autre côté, un projet de loi exemptant une société existante d'une disposition générale d'une loi qui s'applique à ce type de sociétés constituerait un exemple de projet de loi visant à déroger à la législation ¹⁵. Une loi autorisant un mariage consanguin constituerait un autre exemple de projet de loi exemptant une ou plusieurs personnes du droit commun ¹⁶.

Un projet de loi peut concerner les intérêts d'un particulier ou d'une catégorie définie de personnes et ne pas constituer pour autant un projet de loi privé ¹⁷. Pour qu'il soit désigné d'intérêt privé, il ne doit pas et ne peut pas comporter d'élément d'intérêt public puisqu'il ne serait plus de ce fait purement de nature privée ¹⁸. Un projet de loi doit être présenté sous forme de projet de loi public lorsqu'il concerne l'intérêt public, lorsqu'il propose de modifier ou d'abroger une loi d'intérêt public, ou lorsqu'il porte sur une vaste question et qu'il met en cause des intérêts multiples ¹⁹.

Principes de la procédure des projets de loi privés

Comme le Président l'a signalé en 1971, la procédure des projets de loi privés a été établie afin de protéger le public contre l'attribution de manière incontrôlée de pouvoirs spéciaux à des particuliers 20. Par une pétition, une personne ou organisation

- Voir la Loi constituant en personne morale le Bouclier vert du Canada, S.C. 1992, ch. 56.
- Voir la Loi concernant l'acquisition, l'exploitation et l'aliénation du Tunnel Windsor-Détroit par la cité de Windsor, S.C. 1987, ch. 55.
- Voir la Loi faisant exception aux règles générales de droit en matière de mariage dans le cas de Gerald Harvey Fudge et Audrey Marie Saunders, S.C. 1984, ch. 52.
- 17. Voir le projet de loi S-25, Loi concernant la Compagnie de la Baie d'Hudson (Journaux, 17 juin 1970, p. 1026; Débats, 5 octobre 1970, p. 8797-8800) et le projet de loi C-259, Loi prolongeant la durée du brevet relatif à un additif alimentaire (Journaux, 17 juin 1987, p. 1184; Débats, 18 juin 1987, p. 7346-7347). Contrairement à l'usage britannique, qui prévoit une catégorie mixte de projets de loi ayant des caractéristiques à la fois publiques et privées, la pratique parlementaire canadienne ne prévoit pas de projets de loi hybrides. Les projets de loi hybrides peuvent être définis comme des projets de loi publics dont l'effet sur les intérêts d'une personne ou d'un groupe est différent de ce qu'il est pour les intérêts d'autres personnes ou groupes de la même catégorie (May, 22° éd., p. 554). Comme le Président Lamoureux l'a déclaré dans une décision rendue en 1971, «suivant notre Règlement et une pratique établie depuis longtemps, nous n'avons que deux genres de bills: les bills d'intérêt privé et les bills d'intérêt public». Voir Journaux, 22 février 1971, p. 351; Débats, p. 3617-3629.
- 18. Voir les décisions rendues à ce sujet dans les Journaux du 22 février 1971, p. 352; et les Débats du 15 avril 1985, p. 3699-3700. Voir aussi les Débats du 2 février 1911, col. 3011-3013, où le Président statue qu'un projet de loi qu'un député souhaitait présenter comme projet de loi public constitue en fait un projet de loi privé et qu'il fallait donc suivre les règles régissant les projets de loi privés. Près de 65 ans plus tard, le Président a rendu une décision similaire lorsqu'un député a tenté de présenter un projet de loi intitulé Loi concernant la libération conditionnelle du D' Henry Morgentaler sous forme de projet de loi public (voir Journaux, 23 octobre 1975, p. 795-796).
- 19. Voir May, 22* éd., p. 853. Voir aussi Journaux, 22 février 1971, p. 352.
- 20. Journaux, 22 février 1971, p. 351.

demande au Parlement de lui accorder une faveur extraordinaire énoncée dans un projet de loi. Les fondements du projet de loi sont examinés par les deux chambres du Parlement. S'il le juge nécessaire, le comité auquel le projet de loi est renvoyé peut convoquer des témoins, et c'est lui qui déterminera si on a démontré que le projet de loi était nécessaire. Ainsi, pour l'étude des projets de loi privés, le Parlement remplit à la fois une fonction judiciaire et législative. Comme un tribunal, il entendra toutes les parties concernées et décidera si les intérêts du requérant justifient qu'on lui accorde des droits supplémentaires ou qu'on l'exempte des règles du droit commun; à titre d'assemblée législative supervisant l'adoption d'un projet de loi, il lui faut également protéger les intérêts du public²¹.

La procédure des projets de loi d'intérêt privé énoncée dans le Règlement et dans les ouvrages de procédure est fondée sur quatre principes fondamentaux ²², qui peuvent être formulés en ces termes:

- Un projet de loi privé ne sera adopté qu'à la demande explicite des personnes qui en bénéficieront;
- Les renseignements utiles concernant un projet de loi privé seront communiqués à tous les intéressés:
- Toute personne ou organisation concernée par un projet de loi privé sera entendue et il faudra démontrer que la mesure est nécessaire;
- Les frais liés à l'étude d'un projet de loi au profit de particuliers ne devront pas être à la seule charge de l'État.

Ces principes sont examinés plus en détail dans les pages qui suivent.

PRINCIPE I. UN PROJET DE LOI NE SERA ADOPTÉ QU'À LA DEMANDE EXPLICITE DES PERSONNES QUI EN BÉNÉFICIERONT

Lorsque vient le moment de décider de débattre ou non d'un projet de loi privé, il faut maintenir un équilibre entre le droit indubitable du Parlement de présenter des projets de loi et la reconnaissance de l'ancien droit fondamental de pétitionner le Parlement pour obtenir réparation d'un tort²³. Contrairement à un projet de loi public, qui peut être présenté après un avis de 48 heures donné par le gouvernement (en la personne d'un ministre) ou un député, un projet de loi privé ne peut être présenté qu'après qu'un député a déposé auprès du Greffier de la Chambre une pétition

Edward P. Hartney, Manual of Private Bill Practice of the Parliament of Canada, Ottawa: Maclean, Roger & Co., 1882, p. 2.

^{22.} Lors de la première législature, la Chambre des communes a adopté les règlements et la pratique en matière de législation privée dans la Province du Canada (aucune pratique n'a été clairement définie pour les projets de loi privés dans les assemblées législatives de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick). Voir Todd, 3° éd., p. V.

^{23.} Selon un principe énoncé devant un comité spécial de la Chambre des communes britannique en 1832, on ne devrait présenter une pétition au Parlement que s'il n'y a aucune autre façon d'obtenir réparation d'un tort. Ce principe a été observé depuis par le Parlement canadien. Voir Beauchesne, 4º éd., p. 344. Voir aussi le chapitre 22, « Les pétitions d'intérêt public ».

d'une personne demandant l'adoption d'un projet de loi privé²⁴. À la Chambre des communes canadienne, il est établi que les ministres ne peuvent parrainer des projets de loi privés puisque la Couronne ne peut s'adresser une pétition à elle-même²⁵.

Les règles régissant les pétitions d'intérêt public s'appliquent généralement aux pétitions introductives de projets de loi privés ²⁶ (voir le chapitre 22, «Les pétitions d'intérêt public »). Une pétition introductive de projet de loi privé est présentée à la Chambre par un député qui a signé au dos de la pétition et qui agira comme parrain du projet de loi ²⁷. La pétition énonce les motifs de la demande d'une loi spéciale, en explique les objectifs et se termine par une demande explicite d'adoption de la loi. Elle doit porter les signatures des personnes qui demandent l'adoption de la loi et qui en bénéficieront. Le parrain doit en outre s'assurer que la pétition satisfait aux conditions énoncées dans le Règlement ²⁸. Le député peut présenter la pétition à n'importe quel moment durant une séance de la Chambre en la déposant entre les mains du Greffier ²⁹. Toutefois, le pétitionnaire ou son agent parlementaire (voir plus loin) dépose habituellement la pétition auprès du greffier des pétitions (un fonctionnaire de la Chambre chargé d'examiner et de faire rapport à la Chambre sur la conformité des pétitions) qui, après l'avoir fait signer par le parrain, veille à ce qu'elle soit déposée auprès du Greffier de la Chambre.

Lorsqu'il dépose une pétition, le requérant doit également déposer un exemplaire du projet de loi, en anglais ou en français, auprès du Greffier de la Chambre, et ce, au plus tard le premier jour de la session s'il s'agit d'un projet de loi présenté à la Chambre³⁰. Un fonctionnaire nommé par le Greffier et appelé examinateur des projets de loi privés examine et, au besoin, révise le projet de loi avant qu'il ne soit

^{24.} Une pétition ne peut être présentée que par l'intermédiaire d'un sénateur ou d'un député. Voir Beauchesne, 4° éd., p. 262. Même lorsqu'un projet de loi privé est présenté en premier au Sénat, les personnes souhaitant obtenir son adoption transmettent une pétition à la Chambre des communes également. La personne ou l'entreprise qui souhaite faire adopter un projet de loi privé est appelé le requérant, le pétitionnaire ou le promoteur d'un projet de loi. Fait exceptionnel, en 1989, un député a agi comme requérant d'un projet de loi privé visant la constitution en société d'un service national de transport ferroviaire de voyageurs et un autre député a agi comme parrain. Comme la pétition introductive du projet de loi n'avait pas été déposée dans le délai prescrit, les deux députés ont été invités à comparaître devant le Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés. Lors de la séance, il a été fait lecture d'une lettre du parrain dans lequelle le requérant renonçait au projet de loi (voir Journaux, 29 septembre 1989, p. 555; 2 octobre 1989, p. 562; 5 octobre 1989, p. 579; Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, Procès-verbaux et témoignages, 24 octobre 1989, fascicule n° 9, p. 3-5).

^{25.} Bourinot, 4º éd., p. 581.

^{26.} Art. 36 et 131 du Règlement.

Art. 131(3) du Règlement. Il est parfois arrivé que le nom du parrain d'un projet de loi privé soit changé avec le consentement unanime de la Chambre (voir Journaux, 30 septembre 1988, p. 3652).

^{28.} Art. 131(2) du Règlement.

^{29.} Art. 131(1) du Règlement.

^{30.} Art. 134(1) du Règlement.

imprimé afin de s'assurer qu'il est rédigé conformément au Règlement de la Chambre 31.

Contrairement à un projet de loi public qui est présenté par un ministre ou un député et qui relève ensuite de la Chambre des communes, un projet de loi privé relève du requérant et non du député parrain ou de la Chambre. Si le requérant décide de renoncer à l'adoption du projet de loi, le comité auquel il a été renvoyé après la deuxième lecture fera rapport à la Chambre en conséquence³².

Bien qu'il n'y soit pas tenu, le promoteur d'un projet de loi privé peut choisir de se faire représenter devant la Chambre ou l'un de ses comités par une personne membre ou non d'un barreau provincial qu'on appelle «agent parlementaire» du promoteur. Un député peut accepter de présenter la pétition et de parrainer le projet de loi, mais il ne peut agir comme agent parlementaire³³. La personne souhaitant agir comme agent parlementaire doit être autorisée à le faire par le Président et elle est personnellement responsable devant celui-ci du respect des règles, usages et procédures du Parlement³⁴. L'agent parlementaire devient le conseiller juridique des pétitionnaires tout au long des étapes menant à l'adoption du projet de loi privé et il est responsable du paiement de tous les droits et frais prescrits par le Règlement.

La personne qui souhaite agir comme agent parlementaire durant une session doit tout d'abord acquitter un droit de 25 \$ 35. Elle doit aussi être chargée de faire adopter ou rejeter tout projet de loi privé ou pétition en instance au cours de cette session. Mais comme la plupart des projets de loi privés sont tout d'abord présentés au Sénat, l'agent parlementaire n'est enregistré et ne paie un droit de 25 \$ que si on

- 31. Art. 136(1) du Règlement. Les articles 136(2) à (5) du Règlement énoncent les règles relatives à la rédaction d'un projet de loi privé (voir la partie traitant de la forme d'un projet de loi privé). C'est en 1890, à la suite de modifications au Règlement adoptées en juin 1887, qu'on rencontre pour la première fois dans le texte du Règlement le terme «examinateur» en regard de la procédure relative aux projets de loi privés (Journaux, 17 juin 1887, p. 313-314; 23 juin 1887, p. 413-414). La version de 1890 du Règlement énonce que l'examinateur soumettra un rapport au Comité du Règlement dans lequel il précisera qu'il a examiné le projet de loi et qu'il a «annoté en marge de chaque article toute déviation des prescriptions contenues dans le bill-modèle » avant que le projet de loi soit étudié par le Comité. De plus, l'examinateur devait réviser et certifier tous les projets de loi privés adoptés par le Comité et les rapports à ce sujet avant qu'ils soient présentés à la Chambre «afin d'assurer l'uniformité ». Voir Règles, Ordres et Règlement de la Chambre des communes du Canada, 1890, règle n°59A.
- 32. Voir Journaux, 18 décembre 1963, p. 697. Voir également Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, Procès-verbaux et témoignages, 24 octobre 1989, fascicule nº 9, p. 4-5 où le parrain d'un projet de loi privé informe le comité étudiant la pétition présentée en retard par le promoteur que ce dernier ne souhaite plus l'adoption de son projet de loi.
- Bourinot, 4º éd., p. 581. Aucun député ou fonctionnaire de la Chambre n'est autorisé à s'occuper d'affaires privées soumises à la Chambre contre rémunération (Bourinot, 4º éd., p. 582).
- 34. Art. 146(1) du Règlement.
- 35. Art. 146(3) du Règlement. Avant 1927, les agents parlementaires n'étaient pas tenus de payer ce droit sessionnel de 25 \$. Cette année-là, le Comité spécial institué pour réviser le Règlement de la Chambre des communes présente un rapport (voir *Journaux*, 15 mars 1927, p. 233-284), qui sera adopté par la Chambre, dans lequel on recommande qu'un agent parlementaire paie un droit de 25 \$ pour chaque session au cours de laquelle il s'occupe d'affaires soumises à la Chambre. Voir *Journaux*, 22 mars 1927, p. 316-368, en particulier p. 366-367; *Débats*, p. 1428-1430. Voir aussi *Règlement de la Chambre des communes*, 1927, article 119(3).

lui demande de représenter le promoteur devant un comité de la Chambre. Tout agent parlementaire qui enfreint volontairement le Règlement ou les usages du Parlement, ou qui se conduit délibérément de façon inconvenante au Parlement est passible d'une interdiction permanente ou temporaire, à la discrétion du Président, d'exercer les fonctions d'agent parlementaire ³⁶.

PRINCIPE 2. LES RENSEIGNEMENTS UTILES CONCERNANT UN PROJET DE LOI PRIVÉ SERONT COMMUNIQUÉS À TOUS LES INTÉRESSÉS

Les conditions énoncées dans le Règlement concernant les avis à fournir aux diverses étapes de l'étude des projets de loi privés visent à informer non seulement les députés, mais également le public. Elles permettent de s'assurer que toute personne intéressée par le projet de loi proposé est suffisamment informée pour pouvoir s'opposer au projet de loi ou l'appuyer, en totalité ou en partie, avant son adoption.

Au début de chaque session, le Greffier de la Chambre fait publier dans la Gazette du Canada³⁷ la disposition du Règlement relative aux avis de demandes de projets de loi privés³⁸. Par la suite, un avis mentionnant la publication antérieure de cet article du Règlement paraît chaque semaine dans la Gazette du Canada³⁹.

Le Règlement prévoit également que les personnes souhaitant demander l'adoption d'un projet de loi privé feront paraître un avis à ce sujet une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette du Canada*⁴⁰. L'avis devra énoncer le but du projet de loi proposé, indiquer durant quelle session on en demandera l'adoption, qui est le requérant, et l'adresse du requérant ou de son agent parlementaire⁴¹. Dans certains cas, des avis doivent également être transmis à certains fonctionnaires et être publiés dans des journaux locaux⁴². Le requérant doit enfin

^{36.} Art. 146(4) du Règlement.

^{37.} La Gazette du Canada est une publication périodique officielle.

^{38.} Cet avis, qui paraît dans la Partie I de la Gazette du Canada, reproduit l'article 130 du Règiement. On y précise également qu'on peut obtenir d'autres renseignements auprès du Bureau des affaires émanant des députés de la Chambre des communes. Voir, par exemple, la Gazette du Canada, Partie I, 27 septembre 1997, p. 3097-3098.

^{39.} Art. 129 du Règlement, Voir la Gazette du Canada, Partie I, 25 avril 1998, p. 920. Avant le 23 mars 1990, date d'adoption de cette disposition (voir Journaux, 23 mars 1990, p. 1397), le Greffier faisait publier les dispositions du Règlement relatives aux projets de loi privés chaque semaine dans la Gazette (voir la Gazette du Canada, Partie I, 7 janvier 1989, p. 18-26). Après les six premières semaines, l'avis indiquait également que le délai pour le dépôt des pétitions était expiré. Voir la Gazette du Canada, Partie I, 6 janvier 1990, p. 5-13.

^{40.} Art. 130(1) et (3) du Règlement. Lorsque la demande provient d'un résident du Québec ou du Manitoba, l'avis doit être publié en anglais dans un journal anglais et en français dans un journal français, ainsi qu'en anglais et en français dans la Gazette du Canada. La preuve que l'avis en question a été dûment publié est établi par l'envoi d'une déclaration sous serment (affidavit) au Greffier de la Chambre.

^{41.} Art. 130(1) du Règlement.

^{42.} Art. 130(2) du Règlement.

fournir la preuve de la publication de l'avis par l'envoi d'une déclaration sous serment (affidavit) au Greffier de la Chambre 43.

Comme les députés peuvent être appelés à prendre la parole au nom du promoteur du projet de loi ou d'un opposant, des avis concernant les séances du comité chargé d'étudier le projet de loi sont affichés par le Greffier de la Chambre dans toute la cité parlementaire et annexés aux *Journaux* dans un délai prescrit avant la tenue des séances ⁴⁴. Dans le cas d'un projet de loi présenté d'abord aux Communes, la réunion du comité doit faire l'objet d'un avis d'une semaine; dans le cas d'un projet de loi du Sénat, l'avis doit être de 24 heures. Il faut également afficher la liste de tous les projets de loi privés renvoyés à des comités et préciser le comité auquel chaque projet de loi a été renvoyé et les dates à partir desquelles le comité peut l'étudier, de même que la liste de toutes les séances de comité⁴⁵. De plus, il ne peut être proposé à la Chambre d'amendement important à un projet de loi privé qu'à condition qu'un avis d'un jour ait été donné⁴⁶.

Enfin, en plus des avis, des dossiers sur chaque projet de loi privé sont tenus par le personnel de la Chambre et sont à la disposition du public⁴⁷. Ils contiennent des renseignements généraux sur la personne ou le groupe demandant un projet de loi privé, ou sur l'agent parlementaire, sur les droits payés ainsi que sur les diverses étapes de l'étude du projet de loi.

PRINCIPE 3. TOUTE PERSONNE CONCERNÉE PAR UN PROJET DE LOI PRIVÉ SERA ENTENDUE ET IL FAUDRA DÉMONTRER QUE LA MESURE EST NÉCESSAIRE

Comme un projet de loi privé contient des assertions sur lesquelles le requérant se fonde pour demander son adoption, il faut en prouver le bien-fondé avant que le Parlement ne convienne d'adopter la loi demandée. La fonction législative du Parlement exige que chaque mesure soit dûment débattue et étudiée. Le caractère quasi judiciaire des délibérations entourant l'adoption d'un projet de loi privé exige en outre que les parties concernées soient entendues ou qu'on leur donne à tout le moins la possibilité de se faire entendre.

L'adoption par la Chambre d'un projet de loi privé en deuxième lecture ne signifie pas qu'elle a approuvé le principe du projet de loi comme c'est le cas pour un

^{43.} Art. 130(3) du Règlement. Il est arrivé, après qu'un certain nombre de projets de loi privés ne purent être adoptés en raison de la dissolution du Parlement, que les requérants tentent de soumettre les mêmes projets de loi à la Chambre au cours de la législature suivante sans faire tout d'abord publier les avis requis. Cette question a alors été soumise au Comité permanent des ordres permanents qui a recommandé dans son premier rapport de suspendre l'application de la règle concernant les avis; le rapport a par la suite été adopté par la Chambre. Voir Journaux, 9 tévrier 1927, p. 88; 18 février 1927, p. 134-135.

Art. 141(2) du Règlement. On a parfois suspendu l'application de ces dispositions (voir Journaux, 16 mars 1978, p. 499 (projet de loi de la Chambre); Journaux, 17 juillet 1980, p. 396 (projet de loi du Sénat)).

^{45.} Art. 145 du Règlement.

^{46.} Art. 142 du Règlement.

^{47.} Art. 144 du Règlement.

949

projet de loi public. Cela signifie plutôt qu'elle le fait sous réserve qu'un comité détermine que les assertions contenues dans la pétition et reprises dans le préambule du projet de loi sont fondées 48. Les préambules sont optionnels dans les projets de loi publics, mais obligatoires dans les projets de loi privés 49. Il faut donc qu'un projet de loi privé soit renvoyé à un comité de manière à permettre d'entendre les opposants. Le renvoi en comité permet aussi au Parlement de s'assurer que les assertions faites dans le préambule sont fondées et que les dispositions du projet de loi constituent une suite logique à ces assertions. Le rapport du comité sur le projet de loi, avec ou sans amendement, peut être considéré comme la décision du comité sur la demande du pétitionnaire 30.

Les projets de loi privés portent habituellement sur des questions particulières, dont certaines purement personnelles, et ne nécessitent donc pas de longs débats à la Chambre. Toutefois, les dispositions dont on demande l'adoption peuvent parfois empiéter sur les droits d'autres citoyens. À cet égard, le comité chargé d'étudier un projet de loi privé remplit non seulement une fonction législative, mais également une fonction quasi judiciaire puisqu'il entend toutes les parties concernées et qu'il décide si l'on devrait donner suite à la demande du pétitionnaire. Le comité doit aussi être vigilant et s'assurer qu'on n'essaie pas de tromper le Parlement en contre-interrogeant les promoteurs sur les assertions faites dans le préambule du projet de loi⁵¹.

Le comité chargé d'un projet de loi privé n'entend pas les témoins de la même façon que le comité qui étudie un projet de loi public. Le promoteur du projet de loi, qui peut se faire représenter par un avocat, comparaît devant le comité à titre de pétitionnaire demandant une réparation de nature législative impossible à obtenir auprès des tribunaux ou des instances gouvernementales. Le promoteur, plutôt que le comité, peut convoquer des témoins pour étayer les assertions faites dans le préambule du projet de loi 52.

Tout opposant à un projet de loi privé, qu'il soit représenté par un avocat ou non, peut également s'adresser au comité et convoquer des témoins pour appuyer ses arguments lorsque le comité entreprend l'étude de la ou des dispositions auxquelles il s'oppose⁵³. Toutefois, avant qu'un opposant puisse être entendu, une pétition demandant le rejet de la partie du projet de loi qui est inacceptable doit d'abord être présentée à la Chambre. La pétition doit préciser pourquoi on s'oppose à ces dispositions et elle doit être présentée à la Chambre par un député agissant au nom de

^{48.} Bourinot, 4º éd., p. 599.

^{49.} Voir Beauchesne, 6º éd., p. 297.

^{50.} Beauchesne, 4* éd., p. 344-345.

^{51.} Avant la Confédération, les comités n'étaient pas autorisés à interroger des témoins sous serment, mais une loi adoptée en 1867-1868 a permis aux comités chargés d'étudier des projets de loi de procéder à de tels interrogatoires, le président ou un membre du comité se chargeant de faire prêter serment (Todd, 3º éd., p. 68). Voir l'Acte pour faire prêter serment à des témoins en certains cas pour les fins des deux chambres du Parlement, S.C. 1867-1868, ch. 24, art. 2-3.

^{52.} Beauchesne, 4° éd., p. 365.

^{53.} Beauchesne, 4*éd., p. 359, 365.

l'opposant. Le député peut la transmettre au Greffier de la Chambre à tout moment durant l'étude du projet de loi à la Chambre ou en comité. Une fois que le greffier des pétitions a jugé la pétition conforme aux règles, elle est renvoyée automatiquement au comité étudiant le projet de loi⁵⁴. Le promoteur peut contester le *locus standi*, ou droit de comparaître, en faisant valoir que la mesure législative proposée ne causerait aucun préjudice réel à l'opposant. Seul le comité a le pouvoir de décider si un opposant a le droit d'être entendu et devrait l'être ⁵⁵. Si c'est le cas, le promoteur peut interroger l'opposant et ses témoins tout comme l'opposant peut lui aussi interroger le promoteur et ses témoins. Toutefois, les opposants ne peuvent être entendus que sur les motifs énoncés dans leur pétition ⁵⁶. Si le comité estime que les motifs énoncés dans la pétition ne sont pas suffisamment précis, il peut demander à l'opposant de fournir un texte plus précis ⁵⁷. Aucun pétitionnaire ne sera entendu sur le préambule à moins qu'il ne mentionne de façon précise dans sa pétition qu'il souhaite l'être afin de s'y opposer ⁵⁸.

Lorsque l'agent parlementaire s'adresse au Comité ou que des témoins sont interrogés, la salle de réunion du comité est ouverte à tous. Toutefois, lorsque le comité délibère, tous les agents, témoins et étrangers doivent se retirer et le comité siège à huis clos. Quand le comité parvient à une décision, les portes de la salle sont ouvertes et le président informe les parties de la décision.

PRINCIPE 4. LES FRAIS LIÉS À L'ÉTUDE D'UN PROJET DE LOI AU PROFIT DE PARTICULIERS NE DEVRONT PAS ÊTRE À LA SEULE CHARGE DE L'ÉTAT

Puisque ce sont des particuliers ou des groupes qui bénéficient d'un projet de loi privé, les frais liés à l'étude de ces mesures législatives ne devraient pas être à la seule charge de l'État. C'est pour cette raison que le Règlement énonce des droits et frais que le promoteur doit acquitter avant la présentation du projet de loi 60.

- 54. Art. 141(1). Voir Journaux, 29 mai 1990, p. 1776; 30 mai 1990, p. 1784.
- 55. Les pétitionnaires n'ont pas le droit de comparaître devant un comité lorsque leurs biens ou intérêts ne sont pas directement visés par le projet de loi ou lorsqu'ils ne sont pas autorisés à s'y opposer pour d'autres raisons (Bourinot, 4* éd., p. 608).
- 56. Pour connaître la procédure à suivre pour les délibérations lorsqu'une pétition contre un projet de loi privé a été reçue par un comité législatif, voir Comité législatif sur le projet de loi S-10, Loi concernant l'Institut canadien des comptables agréés, Procès-verbaux et témoignages, 22 et 30 mai 1990, fascicule nº 1, p. 6.
- 57. Todd, 3º éd., p. 73.
- 58. Todd, 3° éd., p. 73; Bourinot, 4° éd., p. 606.
- 59. Todd, 3º éd., p. 79. Pour un exemple récent d'un comité exerçant cette fonction quasi judiciaire, voir Comité législatif sur le projet de loi S-10, Loi concernant l'Institut canadien des comptables agréés, Procès-verbaux et témoignages, 22 et 30 mai 1990, fascicule nº 1, p. 5-6, 51-53.
- 60. Voir l'article 134 du Règlement. L'article 15 de la Loi sur la publication des lois (L.R.C. 1985, ch. S-21) prévoit également que le promoteur devra assumer les frais prescrits par la chambre où le projet de loi sera présenté en première instance. Ce principe figurait déjà dans la règle n° 58 des Règles de la Chambre des communes, 1868: «Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public [...]».

Toute personne souhaitant faire adopter un projet de loi privé doit en déposer un exemplaire en anglais ou en français auprès du Greffier de la Chambre le premier jour de la session. Il lui faut également verser une somme d'argent suffisante pour couvrir les frais d'impression et de traduction⁶¹. Après la deuxième lecture, mais avant l'étude en comité, le requérant doit payer les frais d'impression de la loi dans le recueil des lois, ainsi qu'un droit de 500 \$62. Si le projet de loi vise à augmenter le capital-actions d'une compagnie existante, on peut exiger des droits supplémentaires calculés à partir d'un tarif précisé dans le Règlement et proportionnels à l'accroissement du capital-actions demandé63. D'autres droits peuvent également être exigés, par exemple, pour être exempté d'un article du Règlement ou pour la réimpression d'un projet de loi amendé en comité. Un état de ces droits est établi par un fonctionnaire de la Chambre 64 et remis au promoteur ou agent parlementaire qui doit ensuite verser ces droits au Greffier de la Chambre 65. Dans la pratique, aucun droit supplémentaire n'est toutefois exigé pour la plupart des projets de loi privés, même lorsque le comité tient des réunions et que les délibérations sont publiées. Enfin, on peut obtenir le remboursement des droits acquittés dans le cas d'un projet de loi qui n'est pas adopté 66.

À l'occasion, la Chambre n'a exigé aucun droit pour des projets de loi privés. Au début de la Confédération, les droits étaient fréquemment abandonnés⁶⁷, spécialement lorsqu'aucun intérêt commercial n'était en jeu⁶⁸. Plus récemment, avant que la règle ne soit modifiée en 1994⁶⁹, quand les pétitions introductives de projets de loi

- 61. Art. 134(1) du Réglement.
- 62. Art. 134(2) du Règlement.
- 63. Art. 134(3) à (8) du Règlement. Ces droits s'appliquent également aux projets de loi émanant du Sénat. Les règles relatives aux droits remontent à la période où les projets de loi privés constituaient le moyen habituel pour les compagnies de se constituer en société ou de modifier leurs statuts. Cette procédure parlementaire a été presque totalement remplacée par une procédure administrative relevant de lois publiques d'application générale comme la Loi sur les sociétés par actions (L.R.C. de 1985, ch. C-44).
- 64. Ce fonctionnaire est le greffier en chef des projets de loi privés qui agit aussi comme examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés et comme examinateur des projets de loi privés. En 1862, l'Assemblée législative de la Province du Canada nommait le greffier en chef du bureau des bills privés comme «examinateur de la part du Comité des ordres permanents», lui assignant le devoir de constater les faits relatifs à l'avis donné au sujet de chaque pétition. Cette pratique s'est maintenue après la Confédération. Voir Todd, 3º éd., p. 36.
- 65. Art. 134(9) du Règlement. La Chambre a permis que les droits acquittés au cours d'une séance antérieure (lorsque le projet de loi a été présenté, mais n'a pas été adopté en raison d'une prorogation) puissent être appliqués à un projet de loi présenté au cours de la session suivante (voir *Journaux*, 20 octobre 1967, p. 401).
- Journaux, 8 juin 1892, p. 354; 2 juillet 1892, p. 417; 21 mai 1976, p. 1307; 26 mai 1976, p. 1313. Voir aussi la décision rendue par le Président dans les Journaux du 9 décembre 1974, p. 179-181.
- 67. Bourinot, 2º éd., p. 730.
- 68. Bourinot, 4º éd., p. 604.
- 69. L'article 132 du Règlement a été supprimé le 10 juin 1994. Voir Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, *Procès-verbaux et témoignages* (vingt-septième rapport), 9 juin 1994, fascicule nº 16, p. 8. Voir aussi *Journaux*, 8 juin 1994, p. 545; 10 juin 1994, p. 563.

privés devaient être présentées dans les six premières semaines d'une session, la Chambre a souvent jugé bon de laisser tomber les droits pour les pétitions produites tardivement 70.

La forme du projet de loi d'intérêt privé

Les projets de loi privés sont similaires aux projets de loi publics sauf qu'ils doivent comprendre un préambule reprenant la formule suivante:

Considérant que (la personne ou la personne morale) a, dans sa pétition, sollicité l'adoption de la mesure suivante et qu'il y a lieu d'accéder à cette demande. En conséquence, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte⁷¹:

En plus de cette formule, le préambule énonce habituellement de manière détaillée les raisons pour lesquelles on souhaite faire adopter un projet de loi privé. Dans certains cas, le préambule est court et simple ⁷², mais la plupart sont longs et peuvent comprendre un historique de la société concernée ⁷³.

Au cours des 20 premières années de la Confédération, les projets de loi privés étaient rédigés un peu n'importe comment. Les députés et les comités chargés d'examiner les projets de loi se plaignaient fréquemment du manque d'uniformité dans la rédaction et de la présence de dispositions que des comités avaient déjà rejetées dans d'autres projets de loi privés. À la suite de ces plaintes, la Chambre a adopté en 1883 une recommandation du Comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes qui précisait que tout projet de loi constitutive devrait inclure des clauses précises de la loi générale relative à ces projets de loi⁷⁴. En 1887, après une autre étude de cette question par un comité spécial, un modèle de projet de loi a été établi, auquel tous les projets de loi constitutive devaient se conformer⁷⁵.

Le Règlement précise que tout projet de loi constitutive doit être conforme à un projet de loi type qui peut être obtenu du Greffier de la Chambre 76. Cette disposition vise à s'assurer que tous les renseignements utiles sont fournis. Toute disposition qui

Voir, par exemple, Journaux, 19 mars 1990, p. 1363-1364.

^{71.} Beauchesne, 6º éd., p. 297.

Voir la Loi concernant l'Institut canadien des comptables agréés, L.C. (1990), ch. 52; et la Loi modifiant le nom de l'Association médicale canadienne, S.C. 1993, ch. 48.

^{73.} Voir la Loi portant fusion de l'Église missionnaire, de droit albertain, avec l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien, de droit fédéral, S.C. 1995, ch. 50; et la Loi portant dissolution de la Compagnie du chemin de fer de Nipissing à la Baie de James, S.C. 1996, ch. 38.

Débats, 20 avril 1883, p. 788. Tout écart par rapport aux dispositions générales devait être précisé et tout projet de loi qui ne respectait pas cette règle serait retourné aux promoteurs (voir Dawson, p. 246).

^{75.} Débats, 18 juin 1887, p. 1123. Les dispositions inhabituelles des projets de loi proposés devaient être marquées et clairement précisées dans l'avis relatif à la demande (Dawson, p. 246). Des modèles de projet de loi ont été préparés pour les lois constitutives des banques et des compagnies de fiducie, de prêts, d'assurances et de chemins de fer.

^{76.} Art. 136(2) du Règlement.

n'est pas conforme au modèle doit être placée entre crochets ou soulignée¹⁷. Lorsqu'un projet de loi privé vise à modifier une loi existante, le nouveau texte doit être souligné et le texte actuel être imprimé du côté droit de la page, vis-à-vis du texte proposé⁷⁸. Lorsqu'un projet de loi propose d'abroger des dispositions ou parties d'une loi existante, celles-ci doivent être imprimées vis-à-vis de la clause d'abrogation ⁷⁹. Une note indiquant brièvement l'objet d'une disposition de nature exceptionnelle ou dont la teneur s'écarte des dispositions du modèle doit être imprimée en regard de l'article du projet de loi ⁸⁰. Enfin, si le projet de loi vise à faire ratifier un accord, une copie certifiée de l'accord doit être jointe⁸¹.

Le promoteur qui décide de présenter un projet de loi privé à la Chambre des communes devrait d'abord rencontrer un conseiller législatif de la Chambre, qui pourra l'aider à rédiger le projet de loi de manière à ce qu'il soit conforme aux règles et usages du Parlement ⁵². Le conseiller législatif peut également conseiller les pétitionnaires concernant les diverses étapes préliminaires de l'adoption d'un projet de loi privé (lui préciser par exemple quand les avis doivent être publiés dans la Gazette du Canada ou dans les journaux) et, sur demande, conseiller le comité chargé d'examiner le projet de loi au sujet de toute disposition dérogeant au droit commun ou de toute disposition inhabituelle méritant une attention particulière.

Processus législatif pour les projets de loi privés

Les projets de loi privés sont assujettis aux mêmes règles que les projets de loi publics: ils doivent franchir trois lectures distinctes et faire l'objet d'une étude détaillée en comité 83. Les projets de loi présentés d'abord au Sénat conservent le

- 77. Art. 136(2) du Règlement.
- 78. Art. 136(3) du Règlement.
- 79. Art. 136(4) du Règlement.
- 80. Art. 136(5) du Réglement.
- 81. Art. 138 du Règlement.
- 82. Il est arrivé dans le passé qu'un projet de loi privé soit rédigé par le conseiller juridique du promoteur qui agissait ensuite comme agent parlementaire, mais de nos jours, ces textes sont habituellement rédigés avec l'aide du légiste et conseiller parlementaire du Sénat, puisque la plupart sinon la totalité des projets de loi d'intérêt privé sont maintenant présentés dans cette chambre. Si un projet de loi doit être présenté en premier à la Chambre des communes, il faut toutefois, conformément à l'article 134(1) du Règlement, qu'une copie du projet de loi soit déposée auprès du Greffier de la Chambre au plus tard le premier jour de la session. Le texte est ensuite examiné par un fonctionnaire de la Chambre afin de s'assurer qu'il remplit les conditions de formes spécifiques (art. 136(1) du Règlement).
- 83. Art. 147 du Règlement. Actuellement (la plupart sinon la totalité des projets de loi privés étant d'abord présentés au Sénat), après que la Chambre a reçu la pétition et le projet de loi, la mesure législative franchit habituellement toutes les étapes au cours de la même séance avec le consentement unanime de la Chambre. Voir, par exemple, Journaux, 13 mars 1997, p. 1281; 14 avril 1997, p. 1383; 9 décembre 1998, p. 1430; 18 mars 1999, p. 1636-7. Il est arrivé à une occasion qu'une pétition introductive d'un projet de loi privé présenté au Sénat ait été au cours de la même journée déposée par un député, réputée déposée dans le délai prescrit et approuvée par l'examinateur des pétitions, et que le projet de loi ait été lu une deuxième fois, renvoyé à un comité pténier, ait fait l'objet d'un rapport sans amendement, ait été adopté à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté. Voir Journaux, 15 juin 1993, p. 3309, 3314.

même numéro durant leur étude à la Chambre ⁸⁴. Les projets de loi qui émanent de la Chambre sont numérotés consécutivement à compter de C-1001. Ces projets de loi sont étudiés durant la période réservée aux affaires émanant des députés. Mais comme on l'a déjà mentionné, bien qu'un projet de loi privé doive être parrainé par un député à la Chambre, il n'est pas considéré comme un projet de loi émanant d'un député, parce qu'il est présenté à la demande d'un particulier qui ne siège pas au Parlement.

DÉPÔT DE LA PÉTITION

Dès qu'une pétition introductive d'un projet de loi privé est reçue, le greffier des pétitions demande au député qui sera le parrain de signer au dos de la pétition⁸⁵. Elle est ensuite déposée auprès du Greffier de la Chambre et enregistrée dans les *Journaux* de ce jour-là ⁸⁶. La pétition doit porter les signatures originales des personnes qui demandent l'adoption du projet de loi et qui en bénéficieront ⁸⁷. Dans le cas d'une société, la pétition doit porter le sceau de cette dernière de même que les signatures de ses représentants autorisés. Les signatures doivent figurer à la fin de la requête ⁸⁸, et lorsqu'il y a trois pétitionnaires ou plus, au moins trois des signatures doivent suivre la requête sur la même page ⁸⁹.

Le Règlement ne précise pas si une pétition est requise pour qu'un projet de loi présenté au Sénat puisse être étudié à la Chambre, mais l'usage veut que le promoteur d'un projet de loi présente une pétition à chacune des deux chambres⁹⁰. Dans le cas d'un projet de loi privé qui émane du Sénat, le député parrain dépose habituellement la pétition auprès du Greffier de la Chambre après que le projet de loi a franchi la deuxième lecture au Sénat.

RAPPORT DU GREFFIER DES PÉTITIONS

Le lendemain de l'inscription de la pétition dans les Journaux, le greffier des pétitions transmet un rapport au Greffier de la Chambre pour lui indiquer si la pétition est conforme au Règlement et aux usages de la Chambre quant à sa forme et à sa

- 84. Les projets de loi du Sénat commencent par la lettre «S». Pour plus de renseignements, voir le chapître 16, «Le processus législatif».
- 85. Art. 131(3) du Règlement. Contrairement à une pétition publique, une pétition introductive d'un projet de loi privé n'est pas certifiée par le greffier des pétitions avant d'être présentée.
- 86. Voir Journaux, 1e décembre 1992, p. 2267; 15 juin 1993, p. 3314; 5 mai 1999, p. 1831.
- 87. Contrairement aux pétitions publiques, les pétitionnaires ne sont pas tenus de recueillir 25 signatures (voir la décision du Président dans les Débats du 1^{er} décembre 1986, p. 1647). Voir également le chapitre 22, «Les pétitions d'intérêt public».
- 88. La requête est cette partie de la pétition où les pétitionnaires présentent leur demande. Elle doit être formulée en termes clairs et respectueux et les mesures demandées doivent relever de la compétence du Parlement.
- 89. Art. 131(4) du Règlement.
- 90. On constate dans les Journaux qu'il est arrivé un certain nombre de fois, entre 1920 et 1928, qu'un projet de loi privé présenté en premier au Sénat soit adopté par la Chambre des communes sans qu'une pétition ne lui ait été présentée, mais depuis 1928, l'usage veut qu'une pétition soit présentée aux deux chambres.

teneur. Si oui, la pétition est réputée lue et reçue⁹¹ et sera réputée renvoyée d'office au comité qui sera chargé d'étudier le projet de loi privé après la deuxième lecture⁹². Si la pétition est jugée inadmissible, elle ne peut être reçue par la Chambre et le projet de loi privé ne peut lui être soumis ⁹³. Aucun débat n'est permis sur le rapport du greffier des pétitions⁹⁴.

RAPPORT DE L'EXAMINATEUR DES PÉTITIONS INTRODUCTIVES DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Aussitôt reçue la pétition introductive d'un projet de loi privé, un fonctionnaire de la Chambre agissant comme examinateur des pétitions examine la pétition et les avis publiés afin de s'assurer que tout est conforme aux conditions de parution dans la Gazette du Canada 95. L'examinateur transmet ensuite un rapport au Greffier de la Chambre lui indiquant si le requérant satisfait aux conditions relatives aux avis 96. Si

- 91. Art. 131(5) du Règlement.
- 92. Art. 141(1) du Règlement.
- 93. Avant juin 1994, les pétitions devaient être déposées au cours des six premières semaines de la session. Dans le cas contraire, le greffier des pétitions transmettait un rapport indiquant que la pétition ne respectait pas les conditions de dépôt des pétitions (voir *Journaux*, 27 novembre 1991, p. 809; 1≝ avril 1992, p. 1250). Une motion était ensuite adoptée pour renvoyer la pétition et le rapport au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Le Comité recommandait la suspension de la disposition du Règlement. Si le rapport du Comité était adopté par la Chambre, la pétition était reçue (art. 140 du Règlement) (voir *Journaux*, 14 février 1990, p. 1219; 19 mars 1990, p. 1363-1364). Parfois, et tout au long de la majeure partie de la troisième session de la 34° législature (1991-1993), le consentement unanime était obtenu pour qu'une pétition introductive d'un projet de loi privé soit réputée avoir été présentée dans le délai prescrit (voir *Journaux*, 4 décembre 1991, p. 846). Comme l'article 132 du Règlement concernant le délai relatif au dépôt des pétitions a été supprimé du Règlement en juin 1994 (*Journaux*, 10 juin 1994, p. 563), aucune pétition n'a depuis été jugée inadmissible. Le Comité a parfois recommandé que des droits soient imposés pour la suspension ou la modification du Règlement (art. 134(3)a) du Règlement) (voir *Journaux*, 7 juillet 1981, p. 2790-2791).
- 94. Art. 131(6) du Règlement.
- 95. C'est en 1906 que le poste d'examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés apparaît dans le texte du Règlement. En juillet de cette année-là, le Comité spécial chargé de réviser le Règlement de la Chambre recommandait la création de ce poste, pour examiner si les pétitions introductives de projets de loi privés satisfaisaient aux conditions d'avis et en faire rapport à la Chambre. Cette décision relevait le Comité du Règlement de sa responsabilité de faire rapport à la Chambre sur le respect de ces conditions. Voir Journaux, 10 juillet 1906, p. 579-580. En mars 1927, un certain nombre de modifications étaient apportées aux dispositions du Règlement concernant les projets de loi privés dont l'une qui précisait que le greffier en chef des projets de loi privés serait l'examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés (Journaux, 22 mars 1927, p. 354-355).
- 96. Art. 133(2) du Règlement. Voir Journaux, 11 juin 1992, p. 1696; 18 mars 1997, p. 1310. Il est déjà arrivé que le greffier des pétitions et l'examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés présentent leur rapport le même jour (voir Journaux, 21 juin 1994, p. 651-652; 13 décembre 1995, p. 2257; 27 avril 1999, p. 1775). Dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, d'une compagnie de canal ou du prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal existant ou autorisé, ou encore de la construction d'un embranchement de voie ferrée ou de canal, l'examinateur ne peut étudier la pétition à moins qu'elle ne soit accompagnée d'une carte ou d'un plan (art. 133(4) du Règlement). Si la carte ou le plan n'est pas déposé, l'examinateur ne présentera pas de rapport et l'affaire sera abandonnée.

956

ce rapport indique que les avis ont été insuffisants ou défectueux ou qu'il subsiste des doutes à ce sujet, le rapport et la pétition sont réputés renvoyés au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre⁹⁷. Si un projet de loi privé présenté au Sénat est transmis aux Communes sans qu'une pétition ait été reçue par la Chambre, l'examinateur des pétitions compare le texte du préambule avec les avis prescrits et fait comme si une pétition avait été reçue⁹⁸.

ÉTUDE EN COMITÉ RELATIVE À LA PUBLICATION DES AVIS

Lorsqu'un rapport de l'examinateur des pétitions est renvoyé au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, le Comité peut convoquer le député qui a présenté la pétition introductive d'un projet de loi privé de même que le requérant ou l'agent parlementaire. Après avoir entendu leurs explications, le Comité décide s'il faudrait donner suite à la pétition et de quelle façon. Il présente un rapport à la Chambre concernant toute irrégularité relative aux avis et recommande les mesures appropriées dans les circonstances⁹⁹. Ainsi, le Comité peut recommander la suspension de certaines dispositions du Règlement en précisant les motifs de cette décision dans son rapport. S'il ne recommande pas la suspension du Règlement, la Chambre ne peut étudier le projet de loi fondé sur la pétition lou. Après le dépôt du rapport du Comité, le président du Comité ou le député qui a présenté la pétition proposera habituellement l'adoption du rapport loi.

PREMIÈRE LECTURE DU PROJET DE LOI

Une fois que l'examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés ou le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a transmis son rapport indiquant que les conditions d'avis ont été respectées (c'est-à-dire que les requérants ont fait publier un avis de leurs intentions dans la *Gazette du Canada* et fourni une preuve de cette publication), tout projet de loi privé présenté aux Communes peut

- 97. Art. 133(2) du Règlement. Depuis 1960, aucun rapport n'a été renvoyé à un comité pour cette raison.
- 98. Art. 133(3) du Règlement. Voir aussi Todd, 3º éd., p. 118. L'examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés étudie le projet de loi et fait rapport à ce sujet après la première lecture et avant l'étude en comité.
- 99. Art. 133(2) et 140 du Règlement. Ainsi, si le Comité estime que les personnes intéressées avaient été suffisamment informées des intentions du requérant ou que le projet de loi ne vise que l'intérêt du requérant, il peut même recommander de n'exiger aucun avis. Par contre, s'il compare l'avis et la pétition et qu'il juge que le texte de l'avis ne correspond pas à celui de la pétition ou que l'avis n'indique pas clairement l'objet de la pétition, le Comité doit conclure que le projet de loi est inadmissible en totalité ou en partie, et il peut recommander d'abandonner l'étude du projet de loi ou de supprimer certaines dispositions qui ne figurent pas dans l'avis (voir Bourinot, 4° éd., p. 593-594; Beauchesne, 4° éd., p. 352-353).
- 100. Si le Comité ne recommande pas qu'une disposition particulière du Règlement soit suspendue, l'article 140 du Règlement précise qu'aucune motion portant suspension ou modification ne peut être présentée à la Chambre.
- 101. Si le Comité reçoit de nouveaux renseignements après le dépôt de son rapport, il peut présenter un nouveau rapport sur la question. Par exemple, il peut recevoir de nouveaux témoignages qui montrent que les autres parties intéressées ont été suffisamment informées ou que des avis modifiés ou supplémentaires ont paru depuis (Bourinot, 4º éd., p. 595; Beauchesne, 4º éd., p. 358).

être déposé sur le Bureau par le Greffier de la Chambre ¹⁰². On juge alors qu'il a été lu une première fois et que son impression et sa deuxième lecture sont ordonnées; il est ensuite ajouté au bas de l'ordre de priorité pour les affaires émanant des députés ¹⁰³. Il est aussi désigné affaire votable aux fins des affaires émanant des députés ¹⁰⁴.

Un projet de loi privé présenté en premier au Sénat est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée d'office à la séance suivante de la Chambre dès qu'un message est reçu du Sénat indiquant que le projet de loi a été adopté ¹⁰⁵. Il est également placé au bas de l'ordre de priorité pour les affaires émanant des députés et désigné affaire votable ¹⁰⁶.

DEUXIÈME LECTURE ET RENVOI EN COMITÉ

Contrairement à un projet de loi public qui est fondé sur des objectifs d'intérêt public et dont la Chambre accepte le principe en convenant de lui faire franchir la deuxième lecture, la pertinence d'un projet de loi privé sera principalement établie par un comité qui déterminera si les assertions qui y sont faites sont fondées. Habituellement, la Chambre convient de la deuxième lecture d'un projet de loi privé, mais ce faisant, elle accepte le principe dont il s'inspire à la condition qu'un comité juge que les assertions faites dans le préambule sont vraies 107. Les amendements qui peuvent être proposés en deuxième lecture sont les mêmes que ceux qui peuvent être proposés à la motion de deuxième lecture d'un projet de loi public (c.-à-d. un amendement de renvoi, un amendement motivé et une motion de révocation de l'ordre de deuxième lecture) 108.

- 102. Art. 135(1) du Règlement. Dans la pratique, ce dépôt est inscrit dans les Journaux du jour (voir Journaux, 9 juillet 1975, p. 691; 5 novembre 1975, p. 824; 1* novembre 1976, p. 89; 21 octobre 1977, p. 24). Cette procédure diffère de celle qui est suivie pour les projets de loi publics qui sont présentés durant les affaires courantes, sous la rubrique « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » ou « Dépôt de projets de loi émanant des députés ». Voir le chapitre 10 « Le programme quotidien » et le chapitre 16 « Le processus législatif » pour plus de renseignements.
- 103. Art. 89 et 135(1) du Règlement. Ces projets de loi ne sont pas soumis à la procédure du tirage au sort.
- 104. Art. 92(3) du Règlement.
- 105. Art. 135(2) du Règlement. Voir Journaux, 8 juin 1994, p. 547; 5 mai 1999, p. 1812.
- 106. Art. 92(3) du Règlement.
- Bourinot, 4º éd., p. 599. La Chambre ne peut débattre de documents reçus par un comité sénatorial à l'étape de la deuxième lecture (voir la décision rendue par le Président dans les Journaux du 4 décembre 1962, p. 354-355).
- 108. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif» pour des renseignements détaillés sur ces types d'amendements. Si la deuxième lecture est renvoyée à trois ou six mois (adoption de l'amendement de renvoi), ou si le projet de loi est rejeté, aucun autre projet de loi ayant le même objet ne peut être présenté durant la même session (Beauchesne, 4° éd., p. 362). Un amendement visant à inclure un élément d'intérêt public dans un projet de loi privé a été jugé irrecevable (voir la décision du Président dans les Débats du 21 mars 1927, p. 1414). De la même façon, un amendement élargissant le champ d'application d'un projet de loi privé a également été jugé irrecevable. En 1948, un député proposa qu'un projet de loi privé (Loi concernant la compagnie de téléphone Bell du Canada) ne soit pas lu une deuxième fois, mais «que, de l'avis de cette Chambre, aucune société ne devrait demander au Parlement de lui permettre d'accroître de plus de 100 p. 100 son capital autorisé». Le Président suppléant statua que l'amendement était irrecevable puisqu'il «aurait pour effet d'établir une nouvelle loi visant tous les bills dont nous sommes ou nous serons saisis». Voir Débats, 30 avril 1948, p. 3593-3594.

ÉTUDE EN COMITÉ

Le Règlement prévoit que tous les projets de loi privés seront renvoyés à un comité législatif après la deuxième lecture, mais la Chambre accepte souvent à l'unanimité de franchir cette étape en comité plénier puisque la plupart de ces projets de loi sont présentés d'abord au Sénat ¹⁰⁹. Cependant, lorsque la Chambre a reçu une pétition la priant de ne pas adopter le projet de loi ou que des députés estiment que le projet de loi devrait être étudié plus à fond, il est habituellement renvoyé à un comité ¹¹⁰.

La première tâche du comité est de déterminer si le préambule du projet de loi est motivé, c'est-à-dire si l'on peut prouver les assertions contenues dans le préambule et sur lesquelles le projet de loi est fondé. Les promoteurs ou leur agent parlementaire présentent leurs arguments pour prouver l'exactitude de ces assertions et la pertinence de la solution proposée dans les dispositions du projet de loi. Tout opposant ou son agent parlementaire peut présenter les motifs de son opposition à tout ou partie du projet de loi. Si le comité juge qu'une partie du préambule n'est pas suffisamment étayée, il peut la supprimer ainsi que les dispositions liées aux assertions non prouvées. Le comité peut aussi préférer signaler que le préambule n'est pas motivé et qu'on ne devrait pas poursuivre l'étude du projet de loi. Dans ces cas-là, il lui faut exposer pourquoi il faut apporter des changements importants au préambule ou pourquoi le préambule a été jugé non motivé l'11. Enfin, le comité peut amender le préambule, en supprimant ou modifiant toute assertion qu'il juge non motivée ou en éliminant toute assertion que les promoteurs peuvent souhaiter retirer.

- 109. Art. 141(1) du Règlement. Au cours des six premières années de la Confédération, la Chambre renvoyait tous les projets de loi privés au Comité permanent des bills privés, au Comité permanent des banques et du commerce ou au Comité permanent des chemins de fers, des canaux et des télégraphes (Todd, 3º éd., p. 64). Cette règle a été changée en 1873, lorsque la Chambre a convenu que les projets de loi privés devraient être transmis aux comités permanents après la deuxième lecture afin de laisser du temps pour leur impression (Dawson, p. 247). De 1876 à 1965, tous les projets de loi privés ont été renvoyés au Comité permanent des bills privés ou au Comité permanent des banques et du commerce, au Comité des chemins de fer, des canaux et des télégraphes ou au Comité des bills privés en général. De 1965 à 1986, ils étaient renvoyés après la deuxième lecture au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, au Comité permanent des transports et des communications ou au Comité permanent des bills privés en général. En 1986, le Règlement a été modifié afin de renvoyer tous les projets de loi privés à des comités législatifs après la deuxième lecture (Journaux, 13 tévrier 1986, p. 1709-1710). Toutefois, depuis le début de la 35° législature (1994-1997), tous ces projets de loi sont étudiés en comité plénier. Voir Journaux, 14 juin 1994, p. 584; 22 juin 1994, p. 660; 17 septembre 1996, p. 633; 14 avril 1997, p. 1383. Voir aussi Débats, 10 mai 1966, p. 4958-4959; 16 mars 1967, p. 14085 pour des commentaires sur l'étude des projets de loi privés en comité plénier.
- 110. Pour des exemples de comités auxquels des projets de loi privés ont été renvoyés, voir Comité législatif sur le projet de loi S-9, Loi fusionnant les deux corporations appelées respectivement « Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) » et « Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada) » et édictant des mesures nécessaires relativement à la Charte de la corporation issue de cette fusion, Procèsverbaux et témoignages, 15 février 1990, fascicule nº 1; Comité législatif sur le projet de loi S-10, Loi concernant l'Institut canadien des comptables agréés, Procès-verbaux et témoignages, 22 et 30 mai 1990, fascicule nº 1.
- 111. Art. 141(6) du Règiement. Voir Journaux, 7 avril 1927, p. 476; 15 juillet 1931, p. 539; 9 août 1958, p. 397; 17 juillet 1963, p. 221. Voir aussi Beauchesne, 4* éd., p. 370-371 pour une liste des raisons justifiant le rejet de projets de loi privés.

Après qu'il a été établi que le préambule est motivé, le comité entreprend l'étude du projet de loi article par article; des amendements peuvent alors être proposés. Les amendements apportés par le comité ne doivent pas être importants au point de créer un projet de loi différent de celui qui a franchi l'étape de la deuxième lecture¹¹². Toutes les questions soumises au comité sont décidées à la majorité des voix. Le président peut voter deux fois: une première fois avec les autres membres du comité et une autre fois s'il y a partage des voix¹¹³. Le président appose ses initiales près des dispositions du projet de loi qui sont adoptées avec ou sans amendement et signe le projet de loi ¹¹⁴.

Une fois les délibérations sur le projet de loi terminées, le comité est tenu d'en faire rapport à la Chambre, avec ou sans amendement 115.

Lorsqu'un comité signale à la Chambre dans son rapport que le préambule n'est pas motivé, le projet de loi n'est pas inscrit au Feuilleton à moins d'un ordre spécial de la Chambre 116. S'il signale que le projet de loi contient des dispositions qui n'étaient pas prévues dans l'avis ou la pétition, le projet de loi n'est pas inscrit au Feuilleton tant que l'examinateur des pétitions n'a pas indiqué que l'avis ou la pétition était suffisant pour embrasser ces dispositions 117.

Comme le projet de loi relève du promoteur et non du député chargé de le parrainer, le promoteur peut à tout moment informer le comité qu'il souhaite interrompre le processus ¹¹⁸. On en informe alors la Chambre et le projet de loi est retiré ¹¹⁹.

- 112. Bourinot, 4º éd., p. 611-612.
- 113. Art. 141(3) du Réglement. Voir Comité législatif sur le projet de loi S-10, Loi concernant l'Institut canadien des comptables agréés, Procès-verbaux et témoignages, 22 et 30 mai 1990, fascicule n° 1, p. 19, au sujet de la décision du président de ne voter qu'en cas d'égalité des voix.
- 114. Art. 141(7) du Règlement.
- 115. Art. 141(5) du Règlement. Pour des exemples de projets de loi privés renvoyés à la Chambre avec des amendements, voir les Journaux du 17 février 1976, p. 1031 (projet de loi S-30, Loi constituant en corporation la Banque continentale du Canada); et du 6 avril 1978, p. 578 (projet de loi C-1001, Loi concernant Bell Canada). Les articles 141(7) et 141(8) décrivent la procédure à suivre pour la réimpression d'un projet de loi privé, mais la procédure pour l'étude article par article d'un projet de loi privé en comité, son renvoi à la Chambre et sa réimpression est aujourd'hui identique à celle établie pour l'étude d'un projet de loi public en comité. Voir le chapitre 16, «Le processus législatif», et le chapitre 20, «Les comités».
- 116. Art. 141(6) du Règlement. Voir Journaux, 16 juillet 1931, p. 552; 11 août 1958, p. 401; 18 juillet 1963, p. 225-226. Si le comité signale que le préambule n'est pas motivé et que la Chambre souhaite que le projet de loi soit réexaminé en comité, la motion visant à renvoyer le projet de loi en comité est étudiée durant la période réservée aux affaires émanant des députés.
- 117. Art. 141(4) du Règlement. Voir aussi Bourinot, 4° éd., p. 612.
- 118. Voir Journaux, 18 décembre 1963, p. 697.
- 119. En 1968, avant que la Chambre ne se forme en comité plénier pour étudier un projet de loi privé, le parrain a informé la Chambre que les promoteurs n'étaient pas prêts à accepter des amendements au projet de loi et il a demandé que l'ordre portant étude du projet de loi en comité plénier soit annulé et que le projet de loi soit retiré du Feuilleton. La motion a été adoptée. Voir Débats, 14 mars 1968, p. 7641; Journaux, p. 774. Selon l'article 139 du Règlement, si les promoteurs renoncent en deux occasions distinctes à comparaître devant le comité pour l'étude du projet de loi, le comité renvoie le projet de loi à la Chambre en en recommandant le retrait. Cette disposition date de l'époque où les comités étudiaient de nombreux projets de loi privés. Ainsi, si un projet de loi privé était mis en délibération lors d'une séance du comité et que les promoteurs n'étaient pas présents, le comité passait au prochain projet de loi inscrit à l'ordre du jour. Si les promoteurs n'étaient toujours pas présents la deuxième fois que leur projet de loi était mis en délibération, l'ordre était annulé.

ÉTAPE DU RAPPORT ET TROISIÈME LECTURE

Ces deux étapes sont régies par les dispositions du Règlement relatives aux affaires émanant des députés (voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés»). Lorsqu'un projet de loi privé est étudié à l'étape du rapport, un avis d'un jour est exigé pour tous les amendements proposés ¹²⁰. En troisième lecture, on peut proposer les mêmes amendements que dans le cas d'un projet de loi public (soit un amendement de renvoi, un amendement motivé ou un amendement visant à renvoyer de nouveau le projet de loi en comité).

ADOPTION ET SANCTION ROYALE

Lorsqu'un projet de loi privé présenté en premier à la Chambre est adopté tel quel par le Sénat, il reçoit la sanction royale et devient loi. S'il est amendé par le Sénat, un message est transmis à la Chambre l'informant des amendements. Entre 1945 et 1978 (la dernière fois qu'un projet de loi privé a été présenté en premier à la Chambre), aucun amendement n'a été apporté par le Sénat à des projets de loi privés présentés d'abord à la Chambre. Au début de la Confédération, le Sénat amendait souvent les projets de loi privés présentés à la Chambre. Habituellement, cette dernière procédait alors à la lecture des amendements une deuxième fois et les adoptait 121. Parfois, si les amendements étaient substantiels et ne portaient pas uniquement «sur des mots ou sur quelque détail sans importance», la Chambre renvoyait les amendements au comité chargé de l'étude 122. Si ces amendements étaient entérinés par le comité dans un rapport à la Chambre, celle-ci les examinait 123. Si les amendements étaient lus une deuxième fois et adoptés par la Chambre, un message était transmis au Sénat pour l'en informer et le projet de loi recevait ensuite la sanction royale. Si le comité était en désaccord avec les amendements, il en faisait rapport à la Chambre. Si la Chambre approuvait le rapport du comité, elle transmettait alors un message au Sénat pour l'en informer 124.

Lorsqu'un projet de loi privé présenté d'abord au Sénat est adopté par la Chambre tel quel, il reçoit la sanction royale et devient loi. Si la Chambre adopte le projet de loi avec des amendements, un message est transmis au Sénat lui demandant d'entériner les amendements. Par la suite, le Sénat transmet un message indiquant s'il approuve ou rejette les amendements. S'il les approuve, un message est envoyé à la Chambre pour l'en informer et le projet de loi reçoit ensuite la sanction royale ¹²⁵. Si le Sénat n'est pas d'accord avec les amendements, il en informe la Chambre.

^{120.} Art. 142 du Règlement. Voir Journaux, 26 février 1976, p. 1070, où le Président a statué que l'étape du rapport fait partie du processus législatif menant à l'adoption d'un projet de loi privé. Pour un exemple de projet de loi privé modifié à l'étape du rapport, voir Journaux, 28 octobre 1971, p. 896; 16 mars 1972, p. 195.

^{121.} Voir, par exemple, Journaux, 15 mars 1893, p. 161; 17 mars 1893, p. 170.

^{122.} Art. 143 du Règlement.

Voir, par exemple, Journaux, 4 mai 1886, p. 215; 5 mai 1886, p. 228; 14 mai 1886, p. 267; 17 mai 1886, p. 275.

^{124.} Voir, par exemple, Journaux, 15 avril 1889, p. 259-261.

Voir, par exemple, Journaux, 13 mars 1990, p. 1338; 29 mars 1990, p. 1435-1436; 6 juin 1990, p. 1838;
 12 juin 1990, p. 1872-1873.

24

Le registre parlementaire



Un grand discours n'est pas uniquement un sujet d'actualité; il devient de l'histoire. L'histoire ne doit pas seulement être écrite; elle devrait aussi être vue. Nous devrions avoir le moyen de conserver pour les générations futures les paroles, les visages, les expressions et les émotions des membres de la Chambre.

> MAX SALTSMAN, DÉPUTÉ (Waterloo-Sud) (Débats, 5 juin 1967, p. 1158)

a Chambre publie plusieurs documents à l'intention des députés, de leur personnel et du grand public afin de leur permettre de suivre les travaux parlementaires. Ces documents constituent une sorte de registre permanent des débats, des décisions et des questions étudiées par la Chambre ou ses comités. La Chambre assure en outre la radiodiffusion de ses délibérations et de celles de ses comités.

Publications parlementaires

On trouvera dans ce chapitre une description des publications suivantes:

- Journaux: Le compte rendu officiel des travaux de la Chambre; il est rédigé à partir du plumitif ou procèsverbal manuscrit dressé par les greffiers au Bureau durant les séances et signé par le Greffier de la Chambre.
- Débats: La transcription révisée et corrigée des interventions faites à la Chambre et en comité plénier.
- Feuilleton et Feuilleton des Avis: Le Feuilleton est l'ordre du jour officiel de la Chambre. Pour chaque jour de séance, il énumère toutes les affaires qui peuvent être

soulevées à la Chambre ce jour-là. Le Feuilleton des Avis contient les affaires que des ministres ou députés souhaitent soulever à la Chambre.

- Ordre projeté des travaux: Paraissant chaque jour que la Chambre siège, ce document établit un ordre non officiel des travaux pour cette journée; il comprend des renseignements comme la durée des discours et les limites prévues pour les débats.
- État des travaux de la Chambre: Mis à jour quotidiennement lorsque la Chambre siège, ce document fournit des renseignements cumulatifs sur l'état d'avancement des projets de loi et des motions.
- Procès-verbaux, témoignages et rapports des comités: Il s'agit de trois documents produits par les comités parlementaires. Les «procès-verbaux» sont le compte rendu officiel des travaux; les «témoignages» constituent la transcription littérale des audiences publiques; et les «rapports» contiennent les observations et recommandations que les comités formulent à l'intention de la Chambre.
- Projets de loi: Un projet de loi est une proposition législative qui est soumise à l'approbation du Parlement.

En 1994, la Chambre a commencé à diffuser ses publications par voie électronique et, l'année suivante, elle a entrepris leur diffusion dans le monde entier sur le site *Parliamentary Internet Parlementaire*¹. Le fait que de plus en plus de publications officielles soient accessibles par voie électronique a entraîné une rationalisation de la production et de la distribution des documents imprimés².

TEXTES D'APPLICATION

La Chambre des communes est seule maître de ses publications³. Ces documents sont publiés avec son autorisation (ou celle de ses mandataires: le Président ou le Greffier). Toutes les publications parlementaires sont dans les deux langues officielles. La Constitution et la *Loi sur les langues officielles* prévoient l'utilisation des deux langues officielles, et leur accordent la même valeur, dans les «archives, les comptes rendus et les procès-verbaux» du Parlement⁴.

- 1. Voir le procès-verbal de la réunion du Bureau de régle interne du 21 juin 1995 qui a été déposé le 16 octobre 1995 (Journaux, p. 2012). Le site Parliamentary Internet Parlementaire (http://www.parl.gc.ca), qui fournit de l'information sur le Parlement du Canada, a été créé et est tenu à jour par le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.
- Voir le procès-verbal de la réunion du Bureau de régle interne du 12 avril 1994, déposé le 12 mai 1994 (Journaux, p. 461) et du 19 septembre 1995, déposé le 1* décembre 1995 (Journaux, p. 2199).
- Voir May, 22* éd., p. 84-85; Maingot, 2* éd., p. 41-45. Pour plus d'information, voir le chapitre 3, «Les privilèges et immunités».
- 4. L'article 18(1) de la Loi constitutionnelle de 1982 (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 44) énonce ce qui suit: «Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur. » Cette disposition reprend une partie de l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 (L.R.C. 1985, Appendice II, nº 5). Voir également les articles 4(3) et 5 de la Loi sur les langues officielles (L.R.C. (1985), ch. 31 (4* suppl.)).

De nombreuses dispositions du Règlement de la Chambre des communes mentionnent de manière explicite les *Journaux*, les *Débats*, le *Feuilleton* et le *Feuilleton des Avis⁵*. Ces documents, de même que les procès-verbaux des comités et les projets de loi présentés à la Chambre, sont publiés sur ordre de la Chambre et avec l'autorisation du Président, et ils sont considérés comme des publications «officielles». D'autres publications non officielles (comme l'*Ordre projeté des travaux* et l'*État des travaux de la Chambre*) ont vu le jour à la suite de décisions administratives ou de recommandations de comités. Elles sont également publiées avec l'autorisation du Président ou du Greffier de la Chambre.

Le Règlement confie au Greffier la préparation des documents de la Chambre de même que la garde des documents et archives parlementaires ⁶.

LES JOURNAUX

On enregistre dans les *Journaux* tout ce qui est fait ou réputé être fait à la Chambre. Ils constituent le procès-verbal des séances de la Chambre⁷ et, à ce titre, le compte rendu officiel de ses délibérations; ils peuvent d'ailleurs servir de preuve devant un tribunal⁸. Les *Journaux* sont préparés par le personnel de la Chambre, travaillant sous la responsabilité du Greffier, à partir du plumitif ou compte rendu manuscrit, c'est-à-dire des notes et registres tenus par le Greffier de la Chambre et les autres greffiers au Bureau durant les séances. Auparavant, la Chambre publiait des *Procès-verbaux* quotidiens qui ne devenaient des *Journaux* qu'une fois révisés et reliés, à la fin de chaque session. Depuis septembre 1994, des versions hebdomadaires révisées des *Journaux* sont produites de même qu'une version quotidienne non révisée⁹.

Les *Journaux* ne sont publiés en vertu d'aucune disposition précise. Au moment de la Confédération, les *Procès-verbaux* étaient publiés en vertu d'un ordre sessionnel qui disposait:

Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression, et

- Les mentions les plus fréquentes concernent le Feuilleton ou le Feuilleton des Avis (voir les articles 39, 40, 54(1), 55(1), 90, 124 et 152 du Règlement), mais on y mentionne aussi les Journaux (voir les articles 9, 29(4), 32(3) et 45(1) du Règlement), et les Débats (voir les articles 39(3)(b) et 44.1(2) du Règlement).
- 6. Art. 151 du Règlement.
- 7. Contrairement à d'autres assemblées législatives, comme la Chambre des représentants des États-Unis, la Chambre des communes n'est pas tenue d'adopter le procès-verbal de la séance précédente au début de chaque séance.
- 8. Bourinot, 4º éd., p. 186-187.
- 9. Le système actuel a été mis en place à la suite de décisions du Bureau de régie interne et de l'adoption du vingt-quatrième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (*Journaux*, 3 juin 1994, p. 529). Pour le texte de ce rapport, voir *Procès-verbaux et témoignages*, Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 1° juin 1994, fascicule n° 14, p. 4-5.
- 10. Un ordre est une décision de la Chambre régissant le déroulement des travaux de la Chambre ou de ses comités. Un ordre sessionnel n'a force exécutoire que pour le reste de la session où il est adopté.

que nul autre que celui qu'il désignera pour cet effet ne se permette de les imprimer!!.

Ces comptes rendus ont été publiés sans interruption depuis. Toutefois, on semble avoir cessé d'adopter un ordre sessionnel à la fin des années 1870¹².

Lorsque la Chambre siège, la version non révisée des *Journaux* d'une séance est distribuée dans la matinée de la séance suivante et des recueils révisés sont publiés chaque semaine. Les *Journaux* sont aussi diffusés sur Internet. À la fin de la session, un recueil des *Journaux* révisés comprenant d'autres renseignements connexes est disponible sous forme de volumes reliés ¹³ (en nombre limité) et de CD-ROM.

Présentation et contenu

Jusqu'à la deuxième session de la 30^e législature (1976-1977), les versions française et anglaise des *Journaux* étaient imprimées séparément. Depuis, on a adopté une version bilingue sur deux colonnes. Les *Journaux* suivent l'ordre des travaux de la Chambre et comprennent de brefs résumés des affaires étudiées et des décisions prises.

Le Règlement précise qu'une note doit être incluse dans les *Journaux* lorsque le Président exerce son droit de vote prépondérant et en fournit les raisons ¹⁴ et lorsque des documents sont déposés ou présentés, notamment des pétitions et des rapports de comités et de délégations parlementaires ¹⁵. S'il arrive que la Chambre s'ajourne faute de quorum, les noms des députés présents doivent être notés dans les *Journaux* ¹⁶. De même, lorsqu'un vote par appel nominal est tenu et que des députés sont «pairés», leurs noms doivent être notés dans les *Journaux* ¹⁷. Lorsqu'un projet de loi prévoyant la dépense de fonds publics est à l'étude, la recommandation royale

- 11. Journaux, 7 novembre 1867, p. 5.
- Des ordres sessionnels en vue de la publication des *Procès-verbaux* ont aussi été adoptés aux dates suivantes: *Journaux*, 15 avril 1869, p. 8; 15 février 1870, p. 8; 15 février 1871, p. 10; 11 avril 1872, p. 8; 6 mars 1873, p. 5; 27 mars 1874, p. 4; 4 février 1875, p. 54; 8 février 1877, p. 12.
- 13. Les volumes reliés des Journaux, qui sont publiés à la fin d'une session à l'intention du Greffier et de la Bibliothèque du Parlement, contiennent un index complet, des listes et des renseignements généraux:
 - Les proclamations du gouverneur général concernant l'ouverture et la fin de la session;
 - Le ministère par ordre de préséance, en date du dernier jour de la session;
 - · La liste alphabétique des députés, avec les noms de leur circonscription et leur affiliation politique;
 - La liste alphabétique des circonscriptions, avec les noms des députés et leur affiliation politique.
- 14. Art. 9 du Règlement. Pour plus d'information sur la voix prépondérante du Président, voir le chapitre 7, «Le Président et les autres présidents de séance de la Chambre».
- 15. Art. 32(3) du Règlement. Il arrive également que des documents soient déposés avec le consentement unanime de la Chambre (voir, par exemple, *Journaux*, 21 octobre 1991, p. 496). Pour plus d'information sur le dépôt de documents, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».
- Art. 29(4) du Règlement. Pour plus d'information sur le quorum, voir le chapitre 9, «Les séances de la Chambre».
- Art. 44.1(2) du Règlement. Pour plus d'information sur les votes par appel nominal et le pairage, voir le chapitre 12. «Les étapes du débat».

connexe est incluse dans les *Journaux*¹⁸. De même, lorsque le greffier des pétitions fait rapport à la Chambre à la suite de la présentation d'une pétition introductive d'un projet de loi d'intérêt privé, le rapport est imprimé dans les *Journaux*¹⁹, et d'autres inscriptions y sont faites lors des autres étapes que doivent franchir les projets de loi privés²⁰.

Les *Journaux* ne rendent pas compte des débats à la Chambre, sauf pour noter que telle question a été débattue. De la même façon, les délibérations ou décisions d'un comité plénier n'y figurent pas, sauf lorsqu'un comité plénier siège, fait rapport de l'état d'une question ou fait rapport d'un projet de loi avec ou sans amendement. Les amendements dont on a fait rapport sont imprimés dans les *Journaux*.

Corrections et modifications

Les versions quotidiennes des *Journaux* sont révisées et les corrections sont apportées avant la publication de la version hebdomadaire. Leur exactitude n'a été que rarement remise en question²¹. Des erreurs ou omissions ont parfois été portées à l'attention de la Chambre²². Les erreurs de rédaction sont corrigées par les responsables de la publication²³. Il est arrivé une fois que le Président informe la Chambre que le compte rendu de la séance de la veille devait être réimprimé afin de corriger un certain nombre d'erreurs qui s'étaient glissées dans les listes des votes²⁴.

LES DÉBATS

Les Débats de la Chambre des communes, communément appelés les Débats ou le hansard²⁵, constituent le compte rendu in extenso des débats qui ont lieu à la Chambre et en comité plénier, avec les changements nécessaires sur le plan grammatical, terminologique et rédactionnel.

- Art. 79(2) du Règlement. Pour plus d'information sur la recommandation royale, voir le chapitre 18, «Les procédures financières».
- Art. 131(5) du Règlement. Pour plus d'information sur les projets de loi privés, voir le chapitre 23, «Les projets de loi d'intérêt privé».
- 20. Art. 135(1) et (2), et 141(2)b) du Règlement.
- 21. Lorsque cela s'est produit, le Président a jugé le compte rendu exact (Débats, 26 juin 1985, p. 6203-6204). Il est arrivé qu'on décide de retirer des inscriptions faites dans les Procès-verbaux (comme on appelait auparavant les Journaux quotidiens); ainsi, le 6 avril 1925, le Président a statué que la réponse du gouvernement à une question écrite contenait des faits inutiles qui devraient être «expurgés du compte rendu» (Journaux, p. 193); le 6 juin 1944, la Chambre ordonnait qu'un rapport de comité «présenté par erreur» soit rayé des Procès-verbaux (Journaux, p. 434); et le 7 juin 1973, le Président informait la Chambre qu'une inscription dans les Procès-verbaux de la séance précédente serait supprimée, soit un projet de loi public du Sénat qui avait été par inadvertance traité comme un projet de loi privé (Journaux, p. 389).
- 22. Voir, par exemple, Journaux, 31 mars 1871, p. 173-174; Débats, 6 novembre 1996, p. 6191.
- 23. Voir, par exemple, le corrigendum annexé aux Procès-verbaux du 10 juin 1994.
- 24. Débats, 4 juin 1992, p. 11381-11382.
- 25. Il s'agit du nom de la famille responsable de la transcription officielle des débats à la Chambre des communes britannique pendant la majeure partie du dix-neuvième siècle. Ce terme désigne maintenant les comptes rendus officiels des débats parlementaires (voir Wilding et Laundy, p. 340-345).

Avant la Confédération et pendant quelques années après, il n'existait aucun compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes²⁶. Les journaux de l'époque publiaient des comptes rendus des travaux législatifs, dont les débats, mais leur exhaustivité, leur exactitude et leur impartialité variaient beaucoup.

Après la Confédération, on a tenté d'établir un service des comptes rendus, mais sans succès, les députés n'étant pas tous convaincus de sa nécessité ²⁷. En 1875, la préparation des comptes rendus des débats de la Chambre des communes commence; un entrepreneur en est chargé, sous la supervision d'un comité de la Chambre et conformément à des lignes directrices visant à en garantir l'exactitude ²⁸. Avec le temps, ces comptes rendus sont jugés insatisfaisants, et la Chambre reconnaît la nécessité d'un rapport parlementaire officiel exhaustif et de meilleure qualité ²⁹. En avril 1880, elle adopte le rapport d'un comité qui recommandait, « vu que le système de la permanence [...] produirait de meilleurs résultats quant à l'efficacité de ce service », qu'elle établisse son propre service des comptes rendus des débats ³⁰. Ainsi, la transcription littérale des débats devient une fonction officielle de la Chambre et relève d'un de ses comités. En 1882, à la suite de l'adoption du rapport d'un comité établi pour superviser le compte rendu officiel des débats, la Chambre convient d'établir un index des *Débats* ³¹.

Publiés avec l'autorisation du Président de la Chambre, les *Débats* sont préparés à partir de l'enregistrement sonore des délibérations ainsi que des renseignements fournis par le personnel du hansard en poste sur le parquet de la Chambre. Ils sont publiés dans les deux langues officielles et distribués le lendemain.

Présentation et contenu

Les Débats paraissent dans des éditions distinctes pour chacune des deux langues officielles, mais la pagination est la même³². La langue dans laquelle le député

- 26. Fait exceptionnel, en 1865, l'Assemblée législative du Canada-Uni adoptait un ordre spécial prévoyant qu'un compte rendu officiel serait préparé pour les débats sur la Confédération. Voir l'histoire des comptes rendus parlementaires au Canada dans l'introduction de Debates of the Legislative Assembly of United Canada, 1841-1867, vol. I, p. XXVIII-LIV (reconstitution historique).
- 27. Bourinot, 2º éd., p. 227-228. Des députés soutenaient que les reportages des journaux étaient suffisants, qu'il en coûterait trop cher à la Chambre de mettre sur pied son propre service, et qu'une transcription littérale officielle des débats encouragerait les députés à rallonger leur discours et du même coup les sessions parlementaires. Voir, par exemple, Débats, 10 décembre 1867, p. 231-232; 27 mars 1868, p. 409-410; 25 avril 1870, p. 1176-1180.
- Voir les premier et deuxième rapports du comité établi pour faire rapport sur un hansard canadien (Journaux, 8 mai 1874, p. 200-201) qui ont été adoptés le 18 mai 1874 (Journaux, p. 264-265).
- 29. Voir, par exemple, Débats, 28 avril 1880, p. 1854-1858.
- 30. Le rapport est présenté le 26 avril 1880 et adopté deux jours plus tard (Journaux, p. 268-269, 281).
- Le rapport est présenté le 30 mars 1882 (Journaux, p. 231) et adopté le 3 avril de la même année (Journaux, p. 242).
- En 1965, après une période d'expérimentation, la Chambre a adopté une recommandation proposant d'adopter une pagination uniforme pour les éditions française et anglaise des Débats et d'autres publications (Journaux, 1^{er} juin 1964, p. 381-382; 2 avril 1965, p. 1211-1212).

s'exprime est indiquée ³³. Comme les *Journaux*, les *Débats* suivent l'ordre des travaux de la Chambre et reprennent les rubriques de l'ordre du jour. Cependant, les *Débats* contiennent la totalité des délibérations de la Chambre, c'est-à-dire les discours et déclarations des députés de même que les autres commentaires et interventions faits à la Chambre. Il est plutôt rare qu'on y inclue des documents qui n'ont pas été lus à la Chambre, mais il y a certaines exceptions. Ainsi, on y trouve:

- les listes de scrutin lorsqu'un vote par appel nominal est tenu (les députés pairés sont inclus)³⁴;
- les réponses écrites aux questions inscrites au Feuilleton 35 ;
- · le texte du discours du Trône, au début de chaque session;
- d'autres documents requis spécifiquement par la Chambre 36.

À titre d'information, la Chambre a parfois accepté d'imprimer un texte en annexe ³⁷. Dans certaines circonstances, des notes de la rédaction peuvent être insérées ³⁸. Enfin, chaque vendredi ³⁹, les *Débats* comprennent une annexe composée des listes suivantes:

- · Les occupants du fauteuil;
- · Les membres du Bureau de régie interne;
- Les députés classés par ordre alphabétique et par province, avec les noms de leur circonscription et leur affiliation politique;
- 33. La langue officielle utilisée par l'intervenant est indiquée par les mentions [Français] et [Traduction] dans le hansard français, et les mentions [English] et [Translation] dans l'anglais. Il arrive parfois qu'une autre langue soit utilisée à la Chambre; voir le chapitre 13, «Le maintien de l'ordre et le décorum».
- 34. Art. 44.1(2) du Règlement.
- 35. Art. 39(3)b) du Règlement.
- 36. Il est arrivé plus d'une fois que la Chambre consente à ce qu'une motion ne soit pas lue et que le texte en soit imprimé dans les Débats comme s'il avait été lu; un exemple fréquent est la longue motion typique pour renvoyer le budget principal des dépenses aux différents comités permanents de la Chambre (voir Débats, 30 avril 1980, p. 575-576; 26 février 1998, p. 4457-4458).

La Chambre n'a que rarement consenti à ce que des documents non lus à la Chambre soient incorporés aux *Débats*, comme partie de discours d'un député; voir, par exemple, *Débats*, 23 mars 1971, p. 4533-4535; 8 décembre 1997, p. 2851-2852.

- 37. La Chambre a accepté d'annexer des documents comme les documents budgétaires (voir, par exemple, Débats, 16 mars 1964, p. 1024, 1051-1056), des échanges de correspondance (voir, par exemple, Débats, 4 décembre 1980, p. 5356, 5394), des rapports (voir, par exemple, Journaux, 15 novembre 1977, p. 102; Débats, 15 novembre 1977, p. 920-922) et le texte de discours prononcés devant le Parlement par des dignitaires étrangers (voir, par exemple, Journaux, 9 juin 1992, p. 1660-1661; Débats, 19 juin 1992, p. 12480-12488). Fait très inhabituel, la Chambre a déjà accepté d'annexer aux Débats une déclaration ministérielle et deux réponses de l'opposition qui n'avaient pas été lues à la Chambre (Journaux, 25 janvier 1990, p. 1114).
- Voir, par exemple, Débats, 11 mai 1970, p. 6796 (désordre dans les tribunes); 4 juin 1993, p. 20356 (remarques dans une autre langue que le français ou l'anglais); 29 septembre 1994, p. 6348 (sonnerie d'alarme).
- 39. Jusqu'en septembre 1996, l'annexe était jointe aux Débats du mercredi. Également présente dans la version électronique, elle est mise à jour au fur et à mesure des changements.

- · Les comités et leurs membres;
- · Le comité des présidents des comités législatifs;
- · Le ministère, avec les titres des ministres et par ordre de préséance;
- · Les secrétaires parlementaires.

Les *Débats* sont également disponibles sur Internet. De plus, à la fin de chaque session, une version révisée des *Débats* est publiée sous forme de volumes reliés disponibles en nombre limité et de CD-ROM.

Corrections et modifications

La transcription non révisée du hansard, qui se faisait auparavant sur du papier bleu, continue d'être appelée les «bleus». Le Service des comptes rendus des débats transmet à chaque député qui prend la parole à la Chambre la transcription de son intervention ⁴⁰. Ces bleus sont également envoyés à la tribune de la presse. Les bleus de la période des questions sont transmis aux bureaux des chefs de parti, aux services de recherche des partis et au bureau du Président. Les autres députés, le Greffier et les officiels de la Chambre peuvent également les obtenir sur demande. Parfois, la présidence s'est inspirée des bleus pour trancher des rappels au Règlement ou régler des griefs soulevés par les députés ⁴¹. Toutefois, les bleus constituent une copie pré-liminaire et ne doivent pas être cités durant un débat ⁴².

Les députés vérifient leurs interventions et peuvent proposer de corriger des erreurs ou d'apporter des changements mineurs, mais ne peuvent pas modifier de manière substantielle le sens de leurs propos. Il est depuis longtemps établi à la Chambre que les réviseurs des *Débats* peuvent juger eux-mêmes si les changements proposés par les députés visent à corriger des erreurs ou constituent des modifications secondaires ⁴³. Ils peuvent également modifier une phrase afin d'en faciliter la compréhension, mais sans aller jusqu'à en changer le sens ⁴⁴. Ils doivent s'assurer que les *Débats* reflètent fidèlement ce qui a été dit; tout changement apporté, que ce soit par les députés ou par les réviseurs, vise uniquement à améliorer la clarté du texte, compte tenu des différences qui existent entre la langue parlée et écrite.

Les bleus doivent être retournés dans les délais prescrits pour que les corrections et modifications soient examinées. De plus, ils doivent être clairement paraphés par le député ou un agent désigné. S'ils ne sont pas retournés, on suppose qu'aucune modification n'est nécessaire.

Les erreurs importantes, contrairement aux changements de pure forme, doivent être portées à l'attention de la Chambre au moyen d'un rappel au Règlement le plus

Les bleus sont transmis par télécopieur et courrier électronique et peuvent parfois être livrés par messager à un député à la Chambre.

^{41.} Voir, par exemple, Débats, 18 février 1997, p. 8279.

Voir Débats, 24 septembre 1985, p. 6893. Les bleus ont parfois été cités par des députés qui souhaitaient invoquer le Règlement ou soulever des questions de privilège (voir, par exemple, Débats, 15 mars 1996, p. 786-787).

^{43.} Voir Journaux, 1* novembre 1973, p. 613.

^{44.} Voir Débats, 20 mars 1978, p. 3925; 20 septembre 1983, p. 27299-27300.

tôt possible après la séance, si le député souhaite qu'on modifie le compte rendu textuel. Ces situations peuvent être attribuables à une erreur de la part du député ou des responsables de la transcription 45. Un député peut corriger la transcription de ses propres propos, mais non ceux d'un autre député 46. Lorsque la question de l'exactitude du compte rendu est soulevée devant la Chambre, le Président se doit de l'examiner 47. Il est parfois arrivé qu'il juge nécessaire d'ordonner l'impression d'un erratum dans les Débats 48.

Depuis que les délibérations de la Chambre sont radiodiffusées, il arrive de temps à autre que le Règlement soit invoqué afin de signaler des différences entre le contenu des *Débats* et l'enregistrement magnétoscopique⁴⁹. Bien que ces questions soient réglées au fur et à mesure, le Président observait en 1978:

De plus en plus de Canadiens recourent en permanence à ces appareils d'enregistrement électronique pour étudier le compte rendu. Le personnel chargé du compte rendu, qui jouissait auparavant d'une certaine licence pour sa rédaction, voit donc sa tâche compliquée. Il doit maintenant faire correspondre exactement le texte à ce qui a été entendu à la radio ou à la télévision. ³⁰.

En 1986, le Président a repris cette observation et indiqué que la question du statut officiel du hansard électronique devait être clarifiée ⁵¹. Entre-temps, chaque écart doit être examiné séparément ⁵².

LE FEUILLETON ET LE FEUILLETON DES AVIS

Le Feuilleton et Feuilleton des Avis constitue une publication unique qui paraît quotidiennement lorsque la Chambre siège. Elle comprend deux parties: le Feuilleton et le Feuilleton des Avis. Le Feuilleton est l'ordre du jour complet et officiel qui énumère toutes les affaires pouvant être étudiées par la Chambre; à moins que le Règlement ne prévoie autre chose, la Chambre ne peut se pencher que sur ces affaires

- Voir, par exemple, Débats, 19 novembre 1969, p. 982; 26 septembre 1990, p. 13455; 6 novembre 1996, p. 6191.
- 46. Voir, par exemple, Débats, 9 juillet 1980, p. 2705; 28 mai 1982, p. 17872.
- Voir, par exemple, Débats, 27 octobre 1994, p. 7318; 25 février 1998, p. 4406. On a déjà décidé de retrancher des passages des Débats (voir, par exemple, Journaux, 6 avril 1925, p. 193; Débats, 27 juillet 1942, p. 4958; 1* décembre 1960, p. 408; 30 juin 1972, p. 3723), mais ces cas ne sont pas récents.
- 48. Voir, par exemple, Débats, 15 novembre 1983, p. 28894. En 1995, le Président a ordonné l'impression d'un erratum après avoir jugé qu'il existait une différence importante entre les remarques faites par un député à la Chambre et les Débats, et avoir statué que les changements apportés par le député aux bleus n'auraient pas dû être acceptés par les réviseurs du hansard (Débats, 16 mars 1995, p. 10618-10619).
- Voir, par exemple, Débats, 28 novembre 1978, p. 1569-1570; 2 février 1984, p. 1015; 6 juin 1986, p. 14055-14056.
- 50. Débats, 28 novembre 1978, p. 1570.
- 51. Débats, 6 juin 1986, p. 10455-10456.
- À la Chambre des communes britannique, on a établi que les Débats imprimés constituaient la version officielle (May, 22* éd., p. 230).

durant la séance. Quant au Feuilleton des Avis, comme son nom l'indique, il précise toutes les affaires pour lesquelles un avis doit être fourni. Ensemble, ces documents énoncent pratiquement toutes les affaires qui sont à l'étude à la Chambre ou qui peuvent y être soulevées.

Pour presque toutes les questions importantes, le Règlement précise qu'un avis doit être fourni à la Chambre avant de les lui soumettre⁵³. Ainsi, le député envoie habituellement un avis écrit et signé au Greffier pour parution dans le Feuilleton des Avis. Les avis fournis ou réputés avoir été fournis un jour donné sont imprimés dans le Feuilleton des Avis de ce jour-là et transférés au Feuilleton une fois que le délai de préavis est écoulé. Toutes les affaires, à l'exception des ordres émanant du gouvernement, doivent être étudiées dans l'ordre établi dans le Feuilleton⁵⁴. Le Feuilleton est donc doublement important. Il précise tout d'abord toutes les affaires qui doivent être étudiées (les ordres) et, ensuite, l'ordre dans lequel elles doivent l'être.

Le Règlement exige que le Greffier de la Chambre fournisse au Président l'ordre du jour officiel de la séance avant qu'elle ne débute ⁵⁵. On a toujours jugé que cette règle signifiait que le Président devait avoir en sa possession un exemplaire du Feuilleton et Feuilleton des Avis pour que la Chambre puisse entreprendre ses travaux.

Historique

À l'origine, le *Feuilleton* était un document énumérant toutes les affaires que la Chambre avait ordonné d'étudier un jour donné. Il les énumère d'ailleurs toujours⁵⁶; les autres affaires y sont inscrites non pas sur ordre de la Chambre, mais parce que le Règlement l'exige, après transmission de l'avis réglementaire⁵⁷.

Auparavant, les avis donnés par des députés étaient annexés aux *Procès-verbaux* de la séance au cours de laquelle ils avaient été donnés ⁵⁸. C'est le 27 octobre 1969, alors que la Chambre procédait à l'informatisation de la production de ses

- 53. Art. 54 du Règlement. Pour plus d'information, voir le chapitre 12, «Les étapes du débat».
- 54. Art. 40 du Règlement.
- 55. Art. 152 du Règlement. Cette règle, qui date de la Confédération, avait son équivalent dans les assemblées législatives antérieures. Redlich, lorsqu'il trace l'évolution de la pratique parlementaire britannique, mentionne l'adoption au dix-septième siècle de la «coutume de faire connaître à la Chambre le programme quotidien au début de la séance» (vol. I, p. 47). Ainsi, les Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly of Canada de 1854 ordonnaient au Greffier « de déposer chaque matin, avant l'ouverture de la séance, le Feuilleton du jour sur le bureau du Président», et « qu'on en appose un exemplaire dans le couloir à l'intention des députés». Ces faits semblent indiquer que la distribution quotidienne du Feuilleton à tous les députés n'était pas possible à l'époque et que ce document était préparé par le Greffier à l'intention surtout du Président.
- 56. Ainsi, après la première lecture d'un projet de loi, le Président demande quand il doit être lu une deuxième fois et la réponse est habituellement: «À la prochaine séance de la Chambre». Un ordre prévoyant la deuxième lecture du projet de loi est alors inscrit au Feuilleton de manière à ce que le projet de loi puisse, en principe, être étudié à ce moment-là.
- 57. Voir, par exemple, l'article 56(1) du Règlement.
- 58. Bourinot, 4° éd., p. 295-296.



publications, qu'on a commencé à publier le Feuilleton des Avis en même temps que le Feuilleton 59.

Le rôle du Président

Comme dans le cas des autres publications parlementaires, le Feuilleton et Feuilleton des Avis est publié avec l'autorisation du Président de la Chambre. Quand un avis est transmis pour publication dans le Feuilleton des Avis, il est examiné par le personnel du Greffier s'occupant de la procédure. Toute irrégularité peut donner lieu à des modifications de la forme et du contenu de l'avis après consultation du député concerné⁶⁰. Lorsqu'il s'agit d'affaires émanant des députés, il peut arriver qu'une affaire dont l'avis a déjà été reçu soit considérée comme identique à une autre. Dans ces cas, le Règlement autorise le Président à refuser le dernier avis, à en informer le député et à le lui retourner⁶¹.

Présentation et contenu

Le Feuilleton et Feuilleton des Avis est une publication bilingue disponible par voie électronique et sous forme imprimée. La partie contenant le Feuilleton est divisée en sections correspondant aux diverses catégories d'affaires que la Chambre étudie:

- Ordre des travaux: Il s'agit d'affaires pour lesquelles un avis a déjà été donné et qui seront étudiées durant les affaires courantes. Elles figurent sous les rubriques suivantes: Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement, Dépôt de projets de loi émanant des députés, Première lecture de projets de loi publics émanant du Sénat, Motions (notamment les motions d'adoption des rapports de comité);
- Ordres émanant du gouvernement: Il s'agit d'affaires déjà soumises à la Chambre dont on doit commencer ou poursuivre la discussion. Elles figurent sous les rubriques suivantes: Travaux des subsides, Les voies et moyens, Projets de loi émanant du gouvernement (Communes), Projets de loi émanant du gouvernement (Sénat), Affaires émanant du gouvernement;
- Avis de motions portant production de documents: Cette liste ne paraît que le mercredi⁶²;
- Affaires émanant des députés: Les affaires figurant dans l'ordre de priorité sont ici présentées dans l'ordre où elles seront étudiées par la Chambre. Cette liste peut changer d'un jour à l'autre puisque des affaires peuvent être ajoutées ou supprimées et que les règles permettent des permutations⁶³. La liste des affaires ne

^{59.} À ce sujet, voir l'article d'Alexander Small intitulé «The Use of Computers in the Bilingual Publishing and Retrieval of Parliamentary Publications » paru dans *The Table*, vol. XLII, 1974, p. 66-72. Le Règlement a été modifié en 1987 afin de tenir compte des modifications apportées aux publications (*Journaux*, 3 juin 1987, p. 1002-1028 et en particulier p. 1022).

^{60.} Cette pratique existe depuis longtemps; voir Bourinot, 1^{rt} éd., p. 308-309.

^{61.} Art. 86(5) du Règlement. Pour plus d'information sur l'interprétation de cette règle, voir le chapitre 21, « Les affaires émanant des députés ».

^{62.} Voir le chapitre 10, «Le programme quotidien» et le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés».

^{63.} Art. 94(2)a) du Règlement.

faisant pas partie de l'ordre de priorité peut être consultée électroniquement ou dans la version à jour qui est conservée sur le Bureau de la Chambre:

 Questions: Les questions écrites sont imprimées lorsqu'elles apparaissent dans le Feuilleton des Avis. La liste complète des questions inscrites au Feuilleton est consultable électroniquement et au Bureau.

Le Feuilleton comprend également la «Revue hebdomadaire des travaux», un recueil des affaires qui ont été présentées ou étudiées à la Chambre ou qui ont fait l'objet d'un avis durant la semaine. La Revue qui figure dans le Feuilleton du lundi comprend un résumé complet de la semaine précédente. Cette information se retrouve également dans l'État des travaux de la Chambre, qui est mis à jour quotidiennement lorsque la Chambre siège.

Un peu comme dans le cas du Feuilleton, les affaires inscrites dans le Feuilleton des Avis sont classées sous l'une ou l'autre des rubriques suivantes:

- · Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement;
- · Dépôt de projets de loi émanant des députés;
- Motions (Affaires courantes);
- · Ouestions:
- Avis de motions portant production de documents;
- · Travaux des subsides:
- · Affaires émanant du gouvernement;
- · Avis de motions émanant des députés;
- · Affaires émanant des députés;
- · Étape du rapport des projets de loi.

Transfert du Feuilleton des Avis au Feuilleton

Lorsque la période d'avis pour l'étude d'une affaire est écoulée, l'avis est transféré dans la section appropriée du Feuilleton. Il convient de souligner certaines particularités du Feuilleton des Avis:

- Les motions de l'opposition concernant les travaux des subsides, qui doivent être débattues lors des jours «désignés» ou «de l'opposition», exigent un avis de 24 heures seulement⁶⁴. La motion est habituellement étudiée par la Chambre le jour de séance suivant le jour où l'avis est donné. Le texte de la motion apparaît simultanément dans le Feuilleton et dans le Feuilleton des Avis;
- Les motions d'amendement d'un projet de loi à l'étape du rapport, après la deuxième lecture, exigent aussi un avis de 24 heures seulement⁶⁵. Afin de regrouper tous les amendements proposés, la liste de ces avis de même que la liste de

^{64.} Art. 81(14)a) du Règlement.

Art. 76.1(2) du Règlement. Lorsque l'étape du rapport précède la deuxième lecture, le délai d'avis est de 48 heures (art. 76(2)).

tous les votes différés sur des motions à l'étape du rapport demeurent au Feuilleton des Avis même après la période d'avis;

 Les règles précisent que toute affaire émanant des députés qui doit être étudiée un jour donné doit aussi figurer dans le Feuilleton des Avis de ce jour-là; dans le cas contraire, aucune affaire émanant des députés n'est étudiée lors de la séance⁶⁶.

Les questions écrites apparaissent une première fois dans le Feuilleton des Avis lorsque l'avis est fourni, et sont ensuite ajoutées à la liste des questions inscrites au Feuilleton qui est consultable électroniquement et au Bureau⁶⁷. Lorsqu'une question a été étudiée (elle a fait l'objet d'une réponse, on l'a transformée en ordre de dépôt de documents, elle a été retirée ou transférée ailleurs⁶⁸), ce fait est noté dans l'État des travaux de la Chambre.

Retrait d'affaires du Feuilleton

Tant qu'une motion n'a pas été proposée à la Chambre, l'avis demeure un avis et le député concerné est libre de le retirer sans demander le consentement de la Chambre. Un avis peut être retiré de deux façons: le député transmet une demande écrite au Greffier, ou il se lève en Chambre pour en demander le retrait. Cette règle s'applique aux affaires inscrites au Feuilleton des Avis et au Feuilleton tant que la Chambre n'en a pas été saisie. Il peut s'agir de projets de loi qui n'ont pas encore été présentés, de motions qui n'ont pas encore été proposées?, ou d'avis de motions portant production de documents?. L'affaire est alors retirée du Feuilleton des Avis ou du Feuilleton. De plus, dans certaines circonstances, le Président a fait retirer des avis de ces publications, ayant été informé du décès ou de la démission du député

^{66.} Art. 94(1) du Règlement.

^{67.} Sous la rubrique « Questions », la version imprimée du Feuilleton renvoie les lecteurs à la version électronique et à la liste complète des questions inscrites au Feuilleton, qui peut être consultée sur le Bureau. Auparavant, toutes les questions étaient imprimées dans le Feuilleton. En 1983, suite à une recommandation d'un comité spécial sur la procédure (voir la section 9 de la partie II du troisième rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, présenté le 5 novembre 1982 (Journaux, p. 5328), et l'ordre spécial adopté par la Chambre le 29 novembre 1982 (Journaux, p. 5400)), les questions ont commencé à paraître dans un Supplément mensuel au Feuilleton. Le Supplément a cessé de paraître en 1997 avec l'adoption par le Bureau de règle interne (voir le procès-verbal de la réunion du 18 mars 1997 du Bureau déposé le 25 avril 1997 (Journaux, p. 1557)) d'une recommandation du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre (voir Procès-verbaux, fascicule n° 3, p. 26-27).

^{68.} Voir le chapitre 11, «Les questions».

^{69.} Voir la décision du Président dans Débats, 7 décembre 1989, p. 6584.

Voir les décisions du Président dans Journaux, 13 janvier 1910, p. 149-150; Débats, 7 décembre 1989, p. 6584.

^{71.} Voir, par exemple, *Débats*, 19 juin 1991, p. 2111.

^{72.} C'est un des choix qui s'offrent aux députés lorsque le gouvernement est incapable de donner suite à une demande de documents. Voir, par exemple, Débats, 18 mars 1981, p. 8377-8378; 19 avril 1989, p. 691-692. Pour plus d'information sur les avis de motion portant production de documents, voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».

974

responsable⁷³. Il est arrivé une fois que le Président informe la Chambre qu'un *Feuilleton des Avis* révisé avait été préparé afin d'inclure des avis d'amendements à l'étape du rapport qui avaient été oubliés ⁷⁴.

Une fois qu'un avis a été transféré au Feuilleton et que la motion a été proposée à la Chambre ⁷⁵, on considère que la Chambre est saisie de l'affaire et la motion ne peut être retirée du Feuilleton que sur ordre de la Chambre, c'est-à-dire que le député qui l'a présentée doit demander son retrait et la Chambre y consentir à l'unanimité ⁷⁶.

Feuilleton spécial

De temps à autre, un Feuilleton spécial est publié ⁷⁷. Cette situation peut se présenter avant l'ouverture de la première session d'une législature ou d'une session subséquente, ou encore lorsque la Chambre est ajournée et que le gouvernement souhaite qu'elle étudie immédiatement une ou plusieurs questions pour lesquelles un avis devrait être donné ⁷⁸. Une fois qu'il en est informé, le Président s'assure que l'avis requis est publié dans un Feuilleton spécial, qui est envoyé aux députés au moins 48 heures avant le début ou la reprise de la session.

Ce Feuilleton spécial ressemble à un Feuilleton ordinaire, mais il ne contient que les avis relatifs aux mesures sur lesquelles la Chambre doit immédiatement se pencher.

L'ORDRE PROJETÉ DES TRAVAUX

Le Feuilleton énumère toutes les affaires qui pourraient être étudiées par la Chambre lors d'une séance donnée, mais il ne précise pas lesquelles le gouvernement a l'intention d'examiner. L'Ordre projeté des travaux, qui paraît tous les jours où la Chambre siège, constitue un ordre du jour provisoire qui énumère toutes les affaires

- 73. C'est ainsi que les avis parrainés par Jean-Claude Malépart (Montréal Sainte-Marie) (décédé le 16 novembre 1989), Catherine Calibeck (Malpeque) (qui a démissionné le 25 janvier 1993) et Stephen Harper (Calgary-Quest) (qui a démissionné le 14 janvier 1997) ont été retirés. Il s'agissait d'avis de motion concernant des affaires émanant des députés (y compris des affaires figurant dans l'ordre de priorité), d'avis de questions écrites et d'avis de motions portant production de documents. Dans de telles circonstances, les projets de loi émanant des députés devant être présentés et les avis de motions inscrits sous les affaires courantes seraient également retirés.
 - Dans un autre cas, la Chambre a accepté à l'unanimité d'adopter le rapport d'un comité, et un avis de motion antérieur visant l'adoption du même rapport a été retiré du Feuilleton (Feuilleton et Feuilleton des Avis, 25 novembre 1997, p. 9; Journaux, 25 novembre 1997, p. 257; Feuilleton et Feuilleton des Avis, 27 novembre 1997, p. 10).
- 74. Débats, 27 septembre 1971, p. 8173.
- 75. Dans le cas des affaires émanant des députés, il faut que l'affaire soit d'abord choisie à la suite du tirage au sort pour figurer dans l'ordre de priorité (art. 87(5) du Règlement).
- Art. 64 du Règlement. Voir, par exemple, Journaux, 12 mars 1993, p. 2627; Débats, 12 mars 1993, p. 16925-16926; Journaux, 11 mai 1994, p. 451; Débats, 11 mai 1994, p. 4211.
- 77. Art. 55 du Règlement. Voir aussi le chapitre 12, «Les étapes du débat ».
- 78. Voir, par exemple, les Feuilletons spéciaux publiés le 23 septembre 1997 (avant l'ouverture de la première session), le 27 février 1996 (avant l'ouverture d'une session subséquente), et les 11 août 1987 et 19 septembre 1994 (durant un ajournement).

975

émanant du gouvernement et des députés qui devraient être étudiées ce jour-là. Il a été publié pour la première fois en 1983 après qu'un comité spécial de la procédure eut déterminé «qu'un ordre du jour officieux et simplifié [serait] également nécessaire en plus du *Feuilleton*, lequel servirait à révéler à l'avance l'ordre des travaux d'un jour donné ⁷⁹ ».

Présentation et contenu

L'Ordre projeté des travaux est une publication bilingue où les deux versions sont présentées côte à côte. Un texte imprimé est distribué quotidiennement aux députés lorsque la Chambre siège; de plus, le document est consultable électroniquement et sur la chaîne parlementaire.

La publication se présente de la même façon que l'Ordre des travaux pour la journée, notamment pour les ordres émanant du gouvernement et les affaires émanant des députés. Les renseignements inscrits sous les diverses rubriques indiquent quelles affaires du *Feuilleton* devraient être mises à l'étude à chacune de ces étapes. Lorsque rien ne figure sous les rubriques nécessitant un avis, il se peut que rien ne soit inscrit sous cette rubrique dans le *Feuilleton* ou que l'une ou l'autre des affaires qui y figurent fasse l'objet d'une étude par la Chambre. Habituellement, rien n'est inscrit sous les rubriques qui n'exigent aucun avis, comme celles pour le dépôt de documents ou la présentation de pétitions.

Enfin, l'Ordre projeté des travaux contient des renseignements comme la durée des discours et les limites prévues pour les débats (avec renvoi à la disposition du Règlement ou aux ordres spéciaux) relativement aux affaires sur lesquelles la Chambre devrait se pencher, en plus de préciser les travaux prévus pour les jours subséquents. Cette prévision se fonde sur l'ordre de priorité pour les affaires émanant des députés et sur la déclaration hebdomadaire du gouvernement sur les travaux à venir ⁸⁰.

Sous réserve de changement

La rubrique des ordres émanant du gouvernement est établie à partir des déclarations hebdomadaires et de l'information fournie au Greffier par le bureau du leader parlementaire du gouvernement. Comme il est indiqué sur le document, cette liste est établie sous réserve de changements sans préavis puisque le gouvernement demeure libre de modifier l'ordre dans lequel ses affaires seront étudiées ⁸¹.

- 79. Voir la section 9 de la partie II du troisième rapport du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure présenté le 5 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5328). Bien que ce rapport n'ait pas été adopté, une motion adoptée le 29 novembre 1982 (*Journaux*, p. 5400) a permis de mettre en œuvre cette proposition et d'autres recommandations du rapport. Cette publication a paru pour la première fois le 17 janvier 1983.
- 80. Voir le chapitre 21, «Les affaires émanant des députés»; pour plus d'information sur la déclaration hebdo-madaire ou «déclaration du jeudi», voir le chapitre 10, «Le programme quotidien».
- Art. 40(2) du Règlement. Cette possibilité a été soulignée dans une décision du Président (Débats, 20 mars 1997, p. 9281-9282).

L'ÉTAT DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'État des travaux de la Chambre résume toutes les affaires qui ont été étudiées par la Chambre ou inscrites au Feuilleton et Feuilleton des Avis depuis le début de la session. Publié avec l'autorisation du Greffier, ce document est mis à jour quotidiennement et consultable par voie électronique. Jusqu'à la fin de la 35^e législature (1994-1997), l'État était habituellement imprimé une fois par mois lorsque la Chambre siégeait.

Présentation et contenu

L'État des travaux de la Chambre, publié dans les deux langues officielles, compte trois parties. La Partie I précise les diverses étapes franchies par tous les projets de loi présentés à la Chambre (projets de loi émanant du gouvernement et projets de loi émanant des députés, de même que les projets de loi du Sénat). La Partie II fournit des renseignements similaires, mais sur les motions (motions inscrites sous les ordres émanant du gouvernement, motions portant production de documents, motions émanant des députés et motions traitant d'autres affaires comme le fonctionnement de la Chambre et de ses comités). La Partie III contient de l'information sur les questions écrites soumises par des députés.

L'État des travaux de la Chambre comprend un index alphabétique par sujet qui renvoie aux diverses affaires soumises à la Chambre et aux différentes parties du document. Des listes sont également fournies sous certaines rubriques, comme pour les projets de loi, les affaires émanant du gouvernement, les travaux des subsides et les délibérations relatives aux voies et moyens.

PROCÈS-VERBAUX, TÉMOIGNAGES ET RAPPORTS DES COMITÉS

Chaque comité de la Chambre publie ses propres documents. Depuis 1995, ces publications sont principalement diffusées par voie électronique. Elles comprennent trois types de documents:

- Les procès-verbaux: Compte rendu officiel des travaux menés durant la séance d'un comité;
- · Les témoignages: Transcription in extenso des délibérations d'une séance;
- Les rapports à la Chambre: Document par lequel le comité fait connaître ses vues et recommandations.

Toutes les publications des comités sont diffusées par voie électronique et avec l'autorisation du Président de la Chambre. Le Règlement autorise les comités à faire imprimer des documents et témoignages 82. Toutefois, le Bureau de régie interne restreint quelque peu ce pouvoir par les limites qu'il impose à cet égard 83.

^{82.} Art. 108(1)a) et 113(5) du Règlement.

^{83.} Ainsi, les rapports des comités peuvent être imprimés et distribués conformément aux lignes directrices établies par le Bureau de régie interne (voir la décision du Bureau du 29 octobre 1986). Pour plus d'information sur les pouvoirs des comités, voir le chapitre 20, «Les comités».

Corrections et modifications

Les transcriptions non révisées des délibérations des comités, qu'on appelle les «bleus» (comme dans le cas des Débats), sont transmises sur demande aux membres des comités, habituellement dans un délai de 24 heures suivant la réunion. Normalement, les parlementaires peuvent demander des corrections mineures au greffier du comité qui fera imprimer un erratum; les corrections plus importantes devront être apportées par le comité même au moyen d'un corrigendum⁸⁴. En 1993, la décision d'un comité de modifier son compte rendu officiel en éliminant des passages des témoignages a poussé un député à soulever une question de privilège à la Chambre. La décision du Président a établi que le pouvoir d'un comité d'imprimer ses témoignages comprenait également le pouvoir de ne pas les imprimer, et donc de décider d'omettre des témoignages du compte rendu⁸⁵.

PROJETS DE LOI

La Chambre des communes étudie les projets de loi qui lui sont soumis pour adoption par des ministres ou de simples députés. Les projets de loi présentés à la Chambre sont publiés et distribués avec l'autorisation du Président; ils sont également disponibles sous forme électronique. Ils sont désignés par une lettre et un numéro qui dépendent du type de projet de loi et de la chambre où ils sont présentés. Ainsi, les projets de loi présentés à la Chambre et parrainés par des ministres sont numérotés de C-1 à C-200, selon leur ordre de présentation pendant la session. Les projets de loi parrainés par de simples députés et présentés à la Chambre au cours de la session sont, quant à eux, numérotés de C-201 à C-1000. Tous les projets de loi présentés au Sénat sont numérotés à partir de S-1. La plupart des projets de loi privés sont présentés au Sénat, mais ceux présentés à la Chambre seraient numérotés à partir de C-1001. Tous les projets de loi présentés à la Chambre sont imprimés dans les deux langues officielles sur ordre de la Chambre 86.

Services de radiodiffusion

HISTORIQUE

Avant l'arrivée de la télévision à la Chambre des communes en 1977, seules les occasions spéciales, comme l'ouverture d'une législature et les discours de dignitaires 87, étaient radiodiffusées. La question de la radiodiffusion a été débattue à la Chambre en 1967 et 1969, puis renvoyée à un comité de la procédure en 1970 88. Le rapport du

- 84. Beauchesne, 6° éd., p. 241.
- 85. Voir Débats, 16 mars 1993, p. 17071-17072. Voir aussi le chapitre 20, «Les comités».
- 86. Art. 69(1) et 70 du Règlement. Voir aussi le chapitre 16, «Le processus législatif».
- Ainsi, le 14 avril 1972, le discours que Richard Nixon, président des États-Unis, a prononcé aux Communes devant les deux chambres du Parlement a été télédiffusé.
- 88. Voir Débats, 5 juin 1967, p. 1157-1166; 26 mars 1969, p. 7158-7179; Journaux, 23 mars 1970, p. 633.

comité, déposé en 1972, analysait le concept d'un «hansard électronique» où la radiodiffusion aurait constitué un compte rendu fidèle des délibérations de la Chambre au même titre que les *Débats*⁸⁹. Cette approche devait devenir un principe directeur pour la radiodiffusion des délibérations de la Chambre. Le Parlement a toutefois été dissous avant que les recommandations du comité ne soient étudiées. Puis, une étude de faisabilité a été entreprise en 1974 ⁹⁰ et le 25 janvier 1977, la Chambre des communes adoptait la motion suivante:

Que la Chambre approuve la radiodiffusion et la télévision de ses délibérations et de celles de ses comités selon des principes analogues à ceux qui régissent la publication des comptes rendus officiels des débats; et qu'un comité spécial, composé de M. l'Orateur et de sept autres membres nommés ultérieurement, soit constitué pour surveiller l'application de cette résolution [...].

Le comité spécial, présidé par le Président James Jerome, a pris les décisions utiles concernant l'éclairage, l'emplacement des caméras, et ainsi de suite. Au cours du congé d'été, la Chambre a été entièrement rénovée et, le 17 octobre 1977, la radio-diffusion intégrale des délibérations de la Chambre commençait⁹².

En 1989, un consortium de compagnies de câblodistribution et la Société Radio-Canada proposaient conjointement la création d'une nouvelle chaîne spécialisée, appelée Chaîne parlementaire canadienne (CPaC), qui devait radiodiffuser les délibérations de la Chambre des communes et présenter des émissions d'affaires publiques. Un comité a entrepris l'étude de cette proposition ainsi que de l'ensemble de la question de la radiodiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités⁹³. Dans son rapport final⁹⁴, le comité approuvait le projet de CPaC. Il jugeait par ailleurs trop strictes les lignes directrices sur l'utilisation des caméras⁹⁵. Bien que ce

- 89. Voir Journaux, 30 juin 1972, p. 471-486.
- «Télédiffusion parlementaire: étude de faisabilité», Société Radio-Canada, Ottawa, mai 1976. Cette étude a été réalisée par la Société Radio-Canada pour le président du Conseil privé. Une version antérieure datée du 12 avril 1976 a été déposée à la Chambre (*Journaux*, 8 juin 1976, p. 1337). Voir Alistair Fraser, «Televising the Canadian House of Commons», *The Table*, vol. XLVII, 1979; p. 66-71.
- 91. Voir Journaux, 25 janvier 1977, p. 287.
- Débats, 17 octobre 1977, p. 8201-8202. Voir aussi les mémoires du Président Jerome, Mr. Speaker, Toronto: McClelland and Stewart Limited, 1985, p. 113-122.
- Cette question a été renvoyée au Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés le 8 juin 1989 (Journaux, p. 340).
- Le neuvième et dernier rapport du Comité, intitulé « Pleins feux sur les travaux de la Chambre », a été réputé présenté le 29 décembre 1989 (Journaux, 22 janvier 1990, p. 1078).
- 95. Dans une recommandation, le Comité proposait que la production et la réalisation de la radiodiffusion des délibérations de la Chambre solent déléguées au directeur de la programmation qui travaillerait sous la supervision d'un comité de la Chambre et qui utiliserait son jugement professionnel pour choisir les angles de caméra ou les prises de vue afin de « rendre fidèlement l'atmosphère qui règne à la Chambre et de s'assurer que la télévision projette une image des délibérations qui soit juste et empreinte de dignité ». Voir « Pleins feux sur les travaux de la Chambre », le neuvième rapport du Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés, p. 3-6, 9-10 (le rapport a été réputé présenté le 29 décembre 1989; voir Journaux, 22 janvier 1990, p. 1078).

rapport n'ait jamais été adopté, une motion approuvant en principe le projet de CPaC a été adoptée par la Chambre⁵⁶. D'autres améliorations proposées par le comité ont été adoptées par la Chambre⁵⁷. En 1992, la Chambre permettra un élargissement du cadrage des caméras durant la période des questions et les votes par appel nominal⁵⁸.

CONTRÔLE ET COMPÉTENCE

Dès le début, bien avant que la Chambre ne permette la radiodiffusion de ses délibérations, il était clair que le contrôle de tout ce système, notamment le respect du concept de hansard électronique, devait continuer à relever de la Chambre et en particulier du Président, le mandataire de tous les députés⁹⁹.

Conformément à ce principe, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre s'est vu confier, dans le cadre de son mandat permanent, la tâche d'examiner la radiodiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités, de faire rapport à ce sujet et d'étudier toute plainte reçue des députés à cet égard 100.

- Journaux, 23 février 1990, p. 1277. Plus tard au cours de la session, soit le 19 juin 1990 (Débats, p. 12930-12948), une motion d'adoption du rapport du comité a été débattue, mais sans que la Chambre ne se prononce.
- La production de vidéos d'information, par exemple (voir le dix-neuvième rapport du Comité permanent des privilèges et élections présenté le 23 novembre 1990 (*Journaux*, p. 2289) et adopté le 19 décembre 1990 (*Journaux*, p. 2510)).
- 98. Voir les vingt-deuxième, quarante-troisième et cinquante-septième rapports du Comité permanent de la gestion de la Chambre respectivement présentés le 12 février 1992 (Journaux, p. 1009), le 5 juin 1992 (Journaux, p. 1632) et le 4 décembre 1992 (Journaux, p. 2285), et respectivement adoptés le 29 avril 1992 (Journaux, p. 1337), le 8 juin 1992 (Journaux, p. 1638) et le 11 décembre 1992 (Journaux, p. 2399).
- 99. Voir le paragraphe 74 du rapport sur la radiodiffusion du Comité de la procédure et de l'organisation présenté le 30 juin 1972 (Journaux, p. 471-486). En 1979, par exemple, un député a traversé le parquet de la Chambre pour aller siéger avec un autre parti, mais ce fait n'a pas été filmé par les caméras parce qu'on aurait ainsi contrevenu aux lignes directrices sur la télédiffusion établies par la Chambre (Débats, 8 mars 1979, p. 3943-3944). Dans un autre cas, après un rappel au Règlement concernant le reportage télévisé du discours du budget, le Président a statué qu'il n'était pas conforme aux reportages budgétaires antérieurs et a souligné que les lignes directrices en vigueur devaient être observées jusqu'à ce que la Chambre décide de les modifier (Débats, 28 mai 1985, p. 5146-5147). En 1995, la Chambre a approuvé l'installation temporaire de caméras fixes sur le parquet de la Chambre pour le discours du Président des États-Unis (Journaux, 20 février 1995, p. 1151). Deux caméras ont donc été installées derrière la barre de la Chambre, l'une pour les réseaux canadiens de télévision et l'autre pour les réseaux américains.

En 1993, la Cour suprême du Canada a été saisie d'une affaire dans laquelle un radiodiffuseur avait demandé à filmer les délibérations d'une assemblée législative provinciale de la tribune du public, avec ses propres caméras (New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative) [1993] 1 R.C.S. 319). Le Président de l'Assemblée législative soutenait que cette action nuirait au décorum et au bon déroulement des débats et que l'Assemblée ne pourrait en outre exercer aucun contrôle sur la production ou l'utilisation du film. La Cour statua dans une opinion majoritaire que l'exclusion des caméras des tribunes permettait à l'assemblée législative d'exercer son droit de contrôler ses propres délibérations et d'exclure les étrangers de son enceinte. Cette décision rendue à 7 contre 1 contenait 5 opinions distinctes. Elles sont analysées en détail dans Maingot, 2* éd., en particulier p. 322-333.

MODE DE FONCTIONNEMENT ACTUEL

Le service de radiodiffusion fourni par la Chambre assure l'enregistrement et l'archivage des délibérations quotidiennes de la Chambre et leur distribution en direct aux médias. De plus, les débats de la Chambre et de ses comités sont transmis par satellite et distribués sur la Chaîne d'affaires publiques (CPaC) ¹⁰¹ au moyen du réseau national de câblodistribution. Les téléspectateurs peuvent ainsi visionner l'ensemble des délibérations de la Chambre en direct, la reprise quotidienne de la période des questions et les délibérations des comités.

Le système de radiodiffusion est intégré à l'architecture de la Chambre de manière à ne pas détonner avec le décor. Les délibérations des comités et de la Chambre sont radiodiffusées et enregistrées intégralement et distribuées aux utilisateurs extérieurs sans révision ni montage ¹⁰².

Délibérations de la Chambre

La Chambre est équipée de caméras installées derrière les tribunes et actionnées à partir d'un centre de contrôle aménagé au-dessus de la tribune sud et non visible du parquet. L'enregistrement des délibérations est régi par des lignes directrices qui visent à garantir le respect du concept de hansard électronique adopté par la Chambre 103. La caméra montre le Président ou le député qui a obtenu la parole. Durant les débats, les prises de vues doivent se limiter à la tête et au torse du député qui parle et le microphone ne recueillir que sa voix. Les plans de coupe et les images composites ne sont pas autorisés. Afin de donner aux téléspectateurs une meilleure idée de l'ambiance et de «la dynamique de la Chambre», des angles de prise de vues plus ouverts, qui permettent de montrer un plus grand nombre de députés, peuvent être utilisés durant la période des questions et lors des votes par appel nominal 104.

Délibérations des comités

La résolution adoptée par la Chambre en 1977 s'appliquait également à la radiodiffusion des délibérations des comités; toutefois, le comité spécial établi à cette occasion jugea qu'il fallait étudier davantage la question avant de permettre la télédiffusion des délibérations des comités 105. Au cours de la législature suivante, le

- 101. En 1991, la SRC a annoncé qu'elle ne financerait plus la CPaC et l'année suivante, un nouveau consortium de câblodistributeurs était formé: la Chaîne parlementaire par câble (CPaC). En 1996, cette chaîne était rebaptisée Chaîne d'affaires publiques par câble (CPaC).
- 102. Toutefois, ces images brutes sont « retouchées » par le personnel de la Chambre. Ainsi, on insère au bas de l'écran des renseignements comme le nom du député ou du témoin (en comité), ou encore le sujet du débat.
- 103. Journaux, 25 janvier 1977, p. 287.
- 104. Voir le cinquante-septième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre (*Procès-verbaux et Témoignages*, fascicule n° 42, p. 3-4) présenté le 4 décembre 1992 (*Journaux*, p. 2285) et adopté le 11 décembre 1992 (*Journaux*, p. 2399). L'adoption de ces nouvelles lignes directrices sur le cadrage élargi a été précédée d'une période d'essai; voir les vingt-deuxième et vingt-troisième rapports du Comité respectivement adoptés les 29 avril 1992 (*Journaux*, p. 1337) et 8 juin 1992 (*Journaux*, p. 1638).
- 105. Dans ce qui devint son dernier rapport, le comité spécial souleva le problème de l'applicabilité du concept de « hansard électronique » aux délibérations des comités et évoqua la nécessité d'étudier les mesures à prendre afin de télédiffuser ces débats (*Journaux*, 23 novembre 1977, p. 130).

981

Président a dû déterminer si un comité avait le pouvoir de télédiffuser ses délibérations et il a statué qu'en l'absence de lignes directrices, seule la Chambre pouvait autoriser la radiodiffusion des délibérations des comités ¹⁰⁶.

Depuis 1980, un certain nombre de comités ont reçu la permission de la Chambre de radiodiffuser leurs délibérations, que ce soit pour une réunion ou pour l'ensemble des réunions tenues sur un ordre de renvoi donné ¹⁰⁷. En 1991, la Chambre a adopté une règle obligeant les comités à demander le consentement de la Chambre pour utiliser ses installations de radiodiffusion. Cette nouvelle règle obligeait le Comité permanent de la gestion de la Chambre à établir, à titre expérimental, des principes directeurs qui, une fois approuvés par la Chambre, régiraient la radiodiffusion des séances des comités ¹⁰⁸. En 1992, la Chambre a adopté le rapport du Comité recommandant la radiodiffusion de toutes les séances publiques des comités et l'aménagement d'une salle de réunion de comité en vue de la télédiffusion de leurs travaux, de même que l'évaluation de ces mesures après une période de six mois ¹⁰⁹. En avril 1993, la Chambre a décidé de poursuivre de manière permanente ce projet de radiodiffusion, sous réserve d'un examen périodique par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ¹¹⁰.

Accès aux émissions ou enregistrements

Les députés peuvent écouter les séances des comités sur un réseau radiophonique interne ou encore regarder en direct les travaux de la Chambre ou des comités sur un réseau de télévision interne. Ces deux réseaux offrent trois canaux: le français, l'anglais ou la «langue du parquet» (la langue de l'intervenant, sans interprétation). Le Service de radio-télédiffusion de la Chambre fournit non seulement un signal direct auquel ont accès d'autres médias (en plus de la chaîne de télévision parlementaire), mais il maintient également des archives vidéo complètes qui remontent à octobre 1977. Les députés peuvent ainsi demander à visionner des parties des délibérations de la Chambre qui ont été télédiffusées, ou encore obtenir des copies vidéo ou audio des débats de la Chambre ou des comités.

^{106.} Voir Débats, 6 novembre 1980, p. 4531-4532.

^{107.} Bon nombre de ces comités étudiaient des questions constitutionnelles ou financières. Pour plus d'information, voir la partie traitant de la télédiffusion au chapitre 20, «Les comités».

^{108.} Art. 119.1 du Règlement adopté le 11 avril 1991 (Journaux, p. 2904-2905, 2929).

^{109.} Voir le vingt-troisième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre présenté le 14 février 1992 (Journaux, p. 1024-1025) et adopté le 27 mars 1992 (Journaux, p. 1230).

^{110.} Le quatre-vingt-troisième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre présenté le 2 avril 1993 (Journaux, p. 2784) a été adopté le 28 avril 1993 (Journaux, p. 2873). Voir aussi le chapitre 20, «Les comités».



Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 Les gouverneurs généraux du Canada depuis 1867	985
Annexe 2	700
Les présidents de la Chambre des Communes depuis 1867	990
Annexe 3 Les vice-présidents et présidents des comités pléniers de la Chambre des communes depuis 1885	997
Annexe 4 Les vice-présidents des comités pléniers depuis 1938	1001
Annexe 5 Les vice-présidents adjoints des comités pléniers depuis 1967	1006
Annexe 6 Les greffiers de la Chambre des communes depuis 1867	1009
Annexe 7 Les sergents d'armes de la Chambre des communes depuis 1867	1011
Annexe 8 Les ministères et premiers ministres du Canada depuis 1867	1012
Annexe 9 Les chefs de l'opposition officielle à la Chambre des communes depuis 1873	1018
Annexe 10 Les chefs de parti à la Chambre des communes depuis 1867	1021
Annexe 11 Les résultats des élections générales depuis 1867	1028
Annexe 12 Les législatures depuis 1867 et le nombre de jours de séance	1036
Annexe 13 Les rappels de la Chambre des communes pendant des périodes d'ajournement depuis 1867	1043
Annexe 14 Les questions de privilège jugées fondées de prime abord depuis 1958	1045
Annexe 15 Le règlement de la Chambre des communes	1053

Annexe I

LES GOUVERNEURS GÉNÉRAUX DU CANADA DEPUIS 1867

Le gouverneur général est nommé par le souverain sur l'avis du premier ministre et occupe habituellement ses fonctions pendant cinq ans. Son mandat peut toutefois se poursuivre au-delà de ces cinq années; il y est mis fin par l'installation, ou assermentation, d'un successeur. La *Loi constitutionnelle de 1867* confère au gouverneur général certains pouvoirs exécutifs de base. Ainsi, une recommandation du gouverneur général doit accompagner toute mesure législative engageant une dépense présentée à la Chambre; c'est lui qui donne la sanction royale aux lois, et c'est également lui qui convoque, proroge et dissout le Parlement. Toutefois, il agit uniquement sur l'avis du gouvernement lorsqu'il exerce l'autorité exécutive dont il est investi. Il a, en plus de ses pouvoirs exécutifs de base, un certain nombre de fonctions protocolaires. La liste des gouverneurs généraux du Canada depuis la Confédération et les renseignements sur leur nomination et leur mandat respectif ont été aimablement fournis par Rideau Hall.

			Stanley Monck 1er juin 1867 1er juillet 1867 14 novembre 18 omte Monck Young 29 décembre 1868 2 février 1869 21 juin 1872	andat ¹	
		Gouverneur général			
	1.	Charles Stanley Monck Le vicomte Monck	l*' juin 1867	l ^{er} juillet 1867	14 novembre 1868
	2.	Sir John Young Lord Lisgar	29 décembre 1868	2 février 1869	21 juin 1872
•	3.	Sir Frederick Temple Blackwood Le comte de Dufferin	22 mai 1872	25 juin 1872	14 novembre 1878

				Mar	lat	
		Gouverneur général	Date de nomination ²	Date d'installation ³	Dernier jour d'exercice ⁴	
Q	4.	Sir John Douglas Sutherland Campbell Le marquis de Lorne	7 octobre 1878	25 novembre 1878	22 octobre 1883	
0	5.	Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice Le marquis de Lansdowne	18 août 1883	23 octobre 883	30 mai 1888	
	6.	Sir Frederick Arthur Stanley Lord Stanley de Preston	l*r mai 1888	11 juin 1888	6 septembre 1893	
	7.	Sir John Campbell Hamilton Gordon Le comte d'Aberdeen	22 mai 1893	18 septembre 1893	12 novembre 1898	
0	8.	Gilbert John Murray Kynynmound Elliot Le comte de Minto	30 juillet 1898	12 novembre 1898	18 novembre 1904	
	9.	Sir Albert Henry George Grey Le comte Grey	26 septembre 1904	10 décembre 1904	12 octobre 1911	
	10.	S.A.R. le prince Arthur William Patrick Albert S.A.R. le maréchal duc de Connaught et de Strathearn	6 mars 1911	13 octobre 1911	11 octobre 1916	

				Mai	ndat ¹
		Gouverneur général	Date de nomination ²	Date d'installation ³	Dernier jour d'exercice ⁴
	11.	Sir Victor Christian William Cavendish Le duc de Devonshire	8 août 1916	II novembre 1916	19 juillet 1921
3	12.	Sir Julian Hedworth George Byng Le général lord Byng de Virny	2 août 1921	11 août 1921	29 septembre 1926
6	13.	Sir Freeman Freeman-Thomas Le vicomte Willingdon de Ratton	5 août 1926	2 octobre 1926	16 janvier 1931
0	14.	Sir Vere Brabazon Ponsonby Le comte de Bessborough	20 mars 1931	4 avril 1931	29 septembre 1935
0	15.	Sir John Buchan Lord Tweedsmuir d'Elsfield	10 août 1935	2 novembre 1935	II février 1940*
3	16.	Sir Alexander Augustus Frederick William Alfred George Cambridge Le major-général comte d'Athlone	2 juin 1940	21 juin 1940	16 mars 1946
	17.	Sir Harold Rupert Leofric George Alexander Le maréchal vicomte Alexander de Tunis	21 mars 1946	12 avril 1946	28 janvier 1952

^{*} Décédé en cours de mandat.

				Mandat ¹		
		Gouverneur général	Date de nomination ²	Date d'installation ³	Dernier jour d'exercice ⁴	
9	18.	Le très honorable Vincent Charles Massey	l ^{er} février 1952	28 février 1952	15 septembre 1959	
	19.	Le major-général le très honorable Georges Philias Vanier	l ^{er} août 1959	15 septembre 1959	5 mars 1967*	
	20.	Le très honorable Daniel Roland Michener	29 mars 1967	17 avril 1967	14 janvier 1974	
E	21.	Le très honorable Jules Léger	5 octobre 1973	14 janvier 1974	22 janvier 1979	
	22.	Le très honorable Edward Richard Schreyer	28 décembre 1978	22 janvier 1979	14 mai 1984	
	23.	La très honorable Jeanne Mathilde Sauvé	28 janvier 1984	14 mai 1984	29 janvier 1990	
	24.	Le très honorable Ramon John Hnatyshyn	14 décembre 1989	29 janvier 1990	8 février 1995	

^{*} Décédé en cours de mandat.

			Mandat ¹	
	Gouverneur général	Date de nomination ²	Date d'installation ³	Dernier jour d'exercice ⁴
25.	Le très honorable Roméo Adrien LeBlanc	16 janvier 1995	8 février 1995	7 octobre 1995
26.	La très honorable Adrienne Clarkson	8 septembre 1999	7 octobre 1999	



- 1. Mandat: La nomination du gouverneur général est de durée indéterminée et demeure légalement effective lusqu'à ce qu'il y soit mis fin par l'installation, ou assermentation, de son successeur. Par convention, on considère que son mandat est de cinq ans, mais sa durée effective est déterminée par la recommandation faite par le premier ministre au souverain au moment de la nomination d'un successeur.
- 2. Date de nomination: La nomination est faite par le souverain, en fonction de l'avis officiel présenté par le premier ministre, qui recommande la nomination sous la forme d'une commission de nomination, la date de la commission devenant la date de la nomination. Celle-ci est ensuite annoncée simultanément à Londres et à Ottawa dans un communiqué publié par le Cabinet du premier ministre.
- 3. Date d'installation: L'assermentation, ou installation, officialise la nomination du gouverneur général et marque officiellement le premier jour de son mandat.
- 4. Dernier jour d'exercice: Le dernier jour du mandat du gouverneur général correspond habituellement à celui de l'installation de son successeur. Toutefois, dans certains cas, un administrateur a été nommé pour suppléer le gouverneur général à partir du dernier jour où celui-ci a été en fonction jusqu'à l'installation de son successeur.

Annexe 2

LES PRÉSIDENTS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1867

Le Président occupe le poste le plus élevé à la Chambre des communes et représente celle-ci dans tous ses pouvoirs et attributions ainsi que dans toute sa dignité. Ses fonctions sont de trois ordres: 1) il agit à titre de porte-parole de la Chambre; 2) il préside les séances de la Chambre et y maintient l'ordre et le décorum; 3) il remplit d'importantes fonctions administratives. Les dispositions relatives au poste de Président sont énoncées dans la *Loi constitutionnelle de 1867*, dans la *Loi sur le Parlement du Canada* et dans le Règlement de la Chambre. L'élection du Président par la Chambre est une prescription constitutionnelle. Au début de chaque législature, la Chambre doit élire un Président parmi les députés. De 1867 à 1985, les Présidents ont été élus par voie de motion habituellement présentée par le premier ministre. Conformément à des règles provisoires adoptées en juin 1985 et établies en permanence en juin 1987, le Président est désormais élu par voie de scrutin secret.

	Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
1.	James Cockburn (conservateur)	6 novembre 1867	1 ^{re} législature (1867-1872)
		5 mars 1873	2° législature (1873-1874)
2.	Timothy Warren Anglin ¹ (libéral)	26 mars 1874	1 ^{re} - 4 ^e sessions de la 3 ^e législature (1874-1877)
		7 février 1878	5° session de la 3° législature (1878)
3.	Joseph-Godéric Blanchet (libéral-conservateur)	13 février 1879	4° législature (1879-1882)
	2.	(parti) 1. James Cockburn (conservateur) 2. Timothy Warren Anglin ¹ (libéral) 3. Joseph-Godéric Blanchet	(parti) poste de Président 1. James Cockburn (conservateur) 6 novembre 1867 5 mars 1873 2. Timothy Warren Anglin 26 mars 1874 (libéral) 7 février 1878 3. Joseph-Godéric Blanchet 13 février 1879

		Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
N. C.	4.	George Airey Kirkpatrick (libéral-conservateur)	8 février 1883	5° législature (1883-1887)
3	5.	Joseph-Aldéric Ouimet (libéral-conservateur)	13 avril 1887	6° législature (1887-1891)
	6.	Peter White (conservateur)	29 avril 1891	7° législature (1891-1896)
	7.	James David Edgar ² (libéral)	19 août 1896	l ^{re} - 4° sessions de la 8° législature (1896-1899)
THE	8.	Thomas Bain (libéral)	l ^{er} août 1899	4° - 5° sessions de la 8° législature (1899-1900)
a	9.	Louis-Philippe Brodeur ³ (libéral)	6 février 1901	1 ^{re} - 3° sessions de la 9° législature (1901-1904)
3	10.	Napoléon-Antoine Belcourt (libéral)	10 mars 1904	4° session de la 9° législature (1904)

	Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
11.	Robert Franklin Sutherland (libéral)	11 janvier 1905	10° législature (1905-1908)
12.	Charles Marcil (libéral)	20 janvier 1909	egislature (1909-1911)
13.	Thomas Simpson Sproule ⁴ (conservateur)	15 novembre 1911	lre - 5° sessions de la 12° législature (1911-1915)
14.	Albert Sévigny ⁵ (conservateur)	12 janvier 1916	6° session de la 12° législature (1916-1917)
15.	Edgar Nelson Rhodes (conservateur)	18 janvier 1917	7° session de la 12° législature (1917)
		18 mars 1918	13° législature (1918-1921)
16.	The second secon	8 mars 1922	14° législature (1922-1925)
		7 janvier 1926	15° législature (1926)
		9 décembre 1926	16° législature (1926-1930)
17.	George Black ⁷ (conservateur)	8 septembre 1930	I ^{re} - 5º sessions de la 17º législature (1930-1935)
	13.	(parti) 11. Robert Franklin Sutherland (libéral) 12. Charles Marcil (libéral) 13. Thomas Simpson Sproule ⁴ (conservateur) 14. Albert Sévigny ⁵ (conservateur) 15. Edgar Nelson Rhodes (conservateur) 16. Rodolphe Lemieux ⁶ (libéral)	(parti) poste de Président 11. Robert Franklin Sutherland 11 janvier 1905 12. Charles Marcil (libéral) 20 janvier 1909 13. Thomas Simpson Sproule ⁴ 15 novembre 1911 14. Albert Sévigny ⁵ (conservateur) 12 janvier 1916 15. Edgar Nelson Rhodes (conservateur) 18 janvier 1917 16. Rodolphe Lemieux ⁶ (libéral) 18 mars 1918 16. Rodolphe Lemieux ⁶ 19 janvier 1926 17. George Black ⁷ 8 septembre 1930

	Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
18.	James Langstaff Bowman (conservateur)	17 janvier 1935	6° session de la 17° législature (1935)
19.	Pierre-François Casgrain ⁸ (libéral)	6 février 1936	18° législature (1936-1940)
20.	james Glen (libéral)	16 mai 1940	19º législature (1940-1945)
21.	Gaspard Fauteux (libéral)	6 septembre 1945	20° législature (1945-1949)
22.	William Ross Macdonald ⁹ (libéral)	15 septembre 1949	21° législature (1949-1953)
23.	Louis-René Beaudoin ¹⁰ (libéral)	12 novembre 1953	22° législature (1953-1957)
24.	Roland Michener (progressiste conservateur)	14 octobre 1957	23° législature (1957-1958)
गुरु		12 mai 1958	24° législature (1958-1962)

		Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
8	25.	Marcel Lambert (progressiste conservateur)	27 septembre 1962	25° législature (1962-1963)
0	26.	Alan Macnaughton (libéral)	16 mai 1963	26° législature (1963-1965)
	27.	Lucien Lamoureux ¹¹ (libéral)	18 janvier 1966	27° législature (1966-1968)
6			12 septembre 1968	28° législature (1968-1972)
No.			4 janvier 1973	29e législature (1973-1974)
	28.	James Jerome ¹² (libéral)	30 septembre 1974	30° législature (1974-1979)
			9 octobre 1979	31° législature (1979)
1	29.	Jeanne Sauvé ¹³ (libéral)	14 avril 1980	1 ^{re} - 2 ^e sessions de la 32 ^e législature (1980-1984)
	30.	Lloyd Francis (libéral)	16 janvier 1984	2° session de la 32° législature (1984)
	31.	John Bosley ¹⁴ (progressiste conservateur)	5 novembre 1984	1 ^{re} - 2 ^e sessions de la 33 ^e législature (1984-1986)

		Président (parti)	Date d'élection au poste de Président	Législature (années)
1	32.	John Fraser ¹⁵ (progressiste conservateur)	30 septembre 1986	2º session de la 33º législature (1986-1988)
			12 décembre 1988	34° législature (1988-1993)
9	33.	Gilbert Parent ¹⁶ (libéral)	17 janvier 1994	35° législature (1994-1997)
7			22 septembre 1997	36° législature (1997-)

- 1. Le 28 avril 1877, dernier jour de séance de la quatrième session de la 3° législature, le Comité spécial permanent des privilèges et des élections présenta à la Chambre des communes un rapport déclarant que, en raison de certaines opérations commerciales avec le gouvernement, M. Anglin avait enfreint la Loi sur l'indépendance du Parlement et que, par conséquent, son élection était nulle. Le rapport ne fut jamais adopté, mais, pendant l'intersession, M. Anglin démissionna de son siège, et donc de la présidence, et fut réélu lors d'une élection complémentaire. À l'ouverture de la dernière session de la 3° législature, le premier ministre Mackenzie présenta de nouveau la candidature de M. Anglin, qui fut élu Président, bien que l'opposition eût contesté son éligibilité et forcé la Chambre à tenir un vote par appel nominal sur la question (Débats, 7 février 1878, p. 1-12).
- M. Edgar mourut en cours de mandat le 31 juillet 1899.
- 3. M. Brodeur démissionna de son poste de député, et donc de la présidence, le 19 janvier 1904 pour devenir ministre du Revenu public. Jusqu'en 1931, les députés qui acceptaient des postes au Cabinet étaient tenus, en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, de résigner leur charge et de chercher à se faire réélire.
- 4. M. Sproule fut convoqué au Sénat le 3 décembre 1915, pendant le congé de la Chambre.
- M. Sévigny démissionna de son poste de député, et donc de la présidence, le 8 janvier 1917, pendant le congé de la Chambre, pour devenir ministre du Revenu public.
- M. Lemieux, élu en tant que libéral, conserva ses fonctions de Président sous le gouvernement conservateur du premier ministre Arthur Meighen, qui avait remplacé le gouvernement du premier ministre W.L. Mackenzie King le 29 juin 1926, pendant la 15° législature.
- Le 17 janvier 1935, le premier ministre R.B. Bennett annonça à la Chambre que M. Black avait démissionné pour cause de maladie.
- M. Casgrain fut le deuxième Président dont la nomination ne fut pas appuyée à l'unanimité par la Chambre.
 La motion fut adoptée avec dissidence (Journaux, 6 février 1936, p. 8).
- 9. M. Macdonald fut nommé au Sénat le 12 juin 1953.
- La motion de nomination de M. Beaudoin à la présidence fut appuyée par le chef de l'Opposition, George A. Drew. C'était la première fois qu'une personne autre qu'un membre du Cabinet appuyait la nomination du Président.
- Ayant renoncé à son affiliation politique, M. Lamoureux se présenta et fut élu à la Chambre des communes comme indépendant lors des élections générales du 25 juin 1968 et du 30 octobre 1972.
- 12. M. Jerome fut élu à la présidence pour un deuxième mandat après l'élection générale du 22 mai 1979; c'était la première fois qu'un député d'un parti de l'opposition était nommé par le parti au pouvoir pour présider la Chambre des communes.

- 13. Première femme élue à la présidence de la Chambre des communes, M^{me} Sauvé démissionna de ce poste le 15 janvier 1984, pendant la deuxième session de la 32º législature, après avoir été nommée gouverneur général. Le 14 mai 1984, elle devint la première femme à assumer les fonctions de gouverneur général du Canada.
- M. Bosley démissionna de la présidence le 30 septembre 1986. Deux lettres datées des 5 et 25 septembre 1986, et adressées au Greffier de la Chambre des communes, furent déposées à la Chambre (*Journaux*, 30 septembre 1986, p. 2).
- 15. Lorsque M. Fraser fut élu à la présidence, le 30 septembre 1986, c'était la première fois qu'un Président était élu par voie de scrutin secret, à la suite de la modification du Règlement adoptée le 27 juin 1985. Il fut élu au onzième tour de scrutin sur une liste où figuraient à l'origine 39 candidats. Au début de la 34° législature, le 12 décembre 1988, il fut réélu à la présidence au premier tour de scrutin, sur une liste de 12 candidats.
- 16. Le 17 janvier 1994, M. Parent fut élu à la présidence au sixième tour de scrutin, sur une liste initiale de 12 candidats. Au début de la 36e législature, le 22 septembre 1997, il fut réélu à ce poste au quatrième tour, sur une liste où figuraient à l'origine 29 candidats.

LES VICE-PRÉSIDENTS ET PRÉSIDENTS DES COMITÉS PLÉNIERS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1885

Le poste de vice-président et président des comités pléniers fut créé par une modification du Règlement adoptée le 10 février 1885 et une loi qui reçut la sanction royale le 1^{er} mai 1885, intitulée Acte à l'effet de pourvoir à la nomination d'un Orateur suppléant de la Chambre des communes (S.C. 1885, chapitre 1). Le Règlement oblige la Chambre à élire, parmi les députés, un vice-président et président des comités pléniers au début de chaque législature. La même personne remplit ces deux fonctions et doit parler couramment la langue officielle qui n'est pas celle du Président en exercice. Le vice-président est investi de tous les pouvoirs du Président lorsque celui-ci est absent de la Chambre; il préside les travaux de la Chambre, et il lui incombe de présider les comités pléniers.

	Vice-président (parti)	Date de nomination	Législature (années)
1.	Malachy B. Daly ¹ (libéral-conservateur)	10 février 1885	3° - 4° sessions de la 5° législature (1885-1887)
2.	Charles Carroll Colby ² (libéral-conservateur)	11 mai 1887	1 ^{re} - 3 ^e sessions de la 6 ^e législature (1887-1889)
3.	John F. Wood (conservateur)	21 janvier 1890	4° session de la 6° législature (1890-1891)
4.	J.G.H. Bergeron (libéral-conservateur)	22 mai 1891	7º législature (1891-1896)
5.	Louis-Philippe Brodeur ³ (libéral)	27 août 1896	8° législature (1896-1900)
6.	Peter Macdonald (libéral)	II février 1901	9º législature (1901-1904)
7.	Charles Marcil ⁴ (libéral)	16 janvier 1905	10° législature (1905-1908)
8.	Gilbert H. McIntyre (libéral)	25 janvier 1909	11° législature (1909-1911)

	Vice-président (parti)	Date de nomination	Législature (années)
9.	Pierre-Édouard Blondin ⁵ (conservateur)	29 novembre 1911	l re - 4e sessions de la 12e législature (1911-1914)
10.	Albert Sévigny ⁶ (conservateur)	9 février 1915	5° session de la 12° législature (1915)
11.	Edgar Nelson Rhodes ⁷ (libéral-conservateur)	3 février 1916	6º session de la 12º législature (1916)
12.	Joseph H. Rainville (conservateur)	l ^{er} février 1917	7º session de la 12º législature (1917)
13.	George Henry Boivin ⁸ (libéral)	21 mars 1918	13° législature (1918-1921)
14.	George N. Gordon (libéral)	24 mars 1922	14° législature (1922-1925)
15.	William Duff (libéral)	16 mars 1926	15° législature (1926)
16.	John Frederick Johnston (libéral)	14 décembre 1926	16° législature (1926-1930)
17.	Armand LaVergne ⁹ (libéral-conservateur)	9 septembre 1930	l ^{re} - 6° sessions de la 17° législature (1930-1935)
18.	Raymond Morand (conservateur)	11 mars 1935	6° session de la 17° législature (1935)
19.	Frederick George Sanderson (libéral)	13 février 1936	18° législature (1936-1940)
20.	Thomas Vien ¹⁰ (libéral)	21 mai 1940	1 ^{re} - 3 ^e sessions de la 19 ^e législature (1940-1942)
21.	Joseph Arthur Bradette (libéral)	25 février 1943	4° - 6° sessions de la 19° législature (1943-1945)
22.	William Ross Macdonald ¹¹ (libéral)	27 septembre 1945	20° législature (1945-1949)
23.	Joseph Alfred Dion 12 (libéral)	15 septembre 1949	lre - 6° sessions de la 21° législature (1949-1952)
24.	Louis-René Beaudoin 13 (libéral)	9 avril 1952	6° - 7° sessions de la 21° législature (1952-1953)
25.	William Alfred Robinson (libéral)	12 novembre 1953	22° législature (1953-1957)
26.	Henri Courtemanche (progressiste conservateur)	14 octobre 1957	23° législature (1957-1958)

	Vice-président (parti)	Date de nomination	Législature (années)
27.	Pierre Sévigny ¹⁴ (progressiste conservateur)	12 mai 1958	l re - 2° sessions de la 24° législature (1958-1959)
28.	Jacques Flynn ¹⁵ (progressiste conservateur)	14 janvier 1960	3° - 4° sessions de la 24° législature (1960-1961)
29.	Paul Martineau ¹⁶ (progressiste conservateur)	18 janvier 1962	5° session de la 24° législature (1962)
30.	Gordon Campbell Chown (progressiste conservateur)	27 septembre 1962	25° législature (1962-1963)
31.	Lucien Lamoureux 17 (libéral)	16 mai 1963	26° législature (1963-1965)
32.	Herman Maxwell Batten (libéral)	18 janvier 1966	27° législature (1966-1968)
33.	Hugh Faulkner ¹⁸ (libéral)	12 septembre 1968	l ^{re} - 2 ^e sessions de la 28 ^e législature (1968-1970)
34.	Russell C. Honey (libéral)	5 octobre 1970	2° - 4° sessions de la 28° législature (1970-1972)
35.	Robert McCleave 19 (progressiste conservateur)	4 janvier 1973	29° législature (1973-1974)
36.	Gérald Laniel ²⁰ (libéral)	30 septembre 1974	30° législature (1974-1979)
		9 octobre 1979	31° législature (1979)
37.	Lloyd Francis ²¹ (lib é ral)	14 avril 1980	l ^{re} - 2 ^e sessions de la 32 ^e législature (1980-1984)
38.	Eymard Corbin (libéral)	16 janvier 1984	2º session de la 32º législature (1984)
39.	Marcel Danis ²² (progressiste conservateur)	5 novembre 1984	33° législature (1984-1988)
		12 décembre 1988	1 ^{re} - 2 ^e sessions de la 34 ^e législature (1988-1990)
40.	Andrée Champagne ²³ (progressiste conservateur)	15 mai 1990	2° - 3° sessions de la 34° législature (1990-1993)
41.	David Kilgour (libéral)	18 janvier 1994	35° législature (1994-1997)
42.	Peter Milliken (libéral)	23 septembre 1997	36° législature (1997-)

- Une fois adoptée la modification du Règlement, le 10 février 1885, la Chambre décida de confier à M. Daly les fonctions de vice-président et président des comités pléniers.
- 2. M. Colby démissionna de ses fonctions de député, et donc de vice-président, entre la troisième et la quatrième session, lors de sa nomination au poste de président du Conseil privé, le 28 novembre 1889. Jusqu'en 1931, les députés qui acceptaient un poste au Cabinet étaient tenus, en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, de résigner leur charge et de chercher à se faire réélire.
- 3. M. Brodeur fut élu à la présidence de la Chambre lors de la législature suivante.
- 4. M. Marcil fut élu à la présidence de la Chambre lors de la législature suivante.
- M. Blondin démissionna de ses fonctions de député, et donc de vice-président, entre la quatrième et la cinquième session, lors de sa nomination au poste de ministre du Revenu public, le 20 octobre 1914.
- 6. M. Sévigny fut élu à la présidence de la Chambre le 12 janvier 1916.
- 7. M. Rhodes fut élu à la présidence de la Chambre le 18 janvier 1917.
- 8. M. Boivin, député libéral, exerça sa charge sous le gouvernement unioniste de sir Robert Borden.
- 9. M. LaVergne mourut en cours de mandat le 5 mars 1935.
- M. Vien fut convoqué au Sénat le 5 octobre 1942 et en assuma la présidence le 23 ianvier 1943.
- 11. M. Macdonald fut élu à la présidence de la Chambre lors de la législature suivante.
- 12. M. Dion fut nommé juge et démissionna de son siège le 9 avril 1952.
- 13. M. Beaudoin fut élu à la présidence de la Chambre lors de la législature suivante.
- M. Sévigny fut nommé sous-ministre associé de la Défense nationale le 20 août 1959, pendant l'intersession.
- M. Flynn fut nommé ministre des Mines et des Relevés techniques le 28 décembre 1961, pendant l'intersession.
- La motion de nomination de M. Martineau fut adoptée à la suite d'un vote par appel nominal. C'était la première fois que cette nomination faisait l'objet d'un vote par appel nominal (Débats, 18 janvier 1962, p. 5-6).
- 17. M. Lamoureux fut élu à la présidence de la Chambre lors de la législature suivante.
- M. Faulkner fut nommé secrétaire parlementaire du secrétaire d'État le 1° octobre 1970.
- M. McCleave, député progressiste conservateur, exerça les fonctions de vice-président sous un gouvernement libéral.
- M. Laniel, député libéral, exerça les fonctions de vice-président sous un gouvernement progressiste conservateur au cours de la 31º législature.
- 21. M. Francis fut élu à la présidence de la Chambre le 16 janvier 1984, lors de la deuxième session de la 32º législature.
- 22. M. Danis fut nommé ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Santé et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes le 23 février 1990. Toutefois, même s'il n'exerça pas la présidence après sa nomination au Cabinet, il resta vice-président et président des comités pléniers jusqu'à sa démission officielle et la nomination de M^{me} Andrée Champagne le 15 mai 1990.
- 23. M^{me} Champagne fut la première femme à devenir vice-président.

LES VICE-PRÉSIDENTS DES COMITÉS PLÉNIERS DEPUIS 1938

Le 11 février 1938, le Règlement de la Chambre fut modifié afin de prévoir la nomina an d'un vice-président des comités pléniers. Le titulaire de cette charge occupe son mandat pendant une seule session plutôt que pour toute une législature. Lorsque le président des comités pléniers est absent, le vice-président a le droit d'exercer tous les pouvoirs conférés au premier, y compris ses pouvoirs de vice-président de la Chambre. Après la première nomination, la charge de vice-président des comités pléniers fut laissée vacante pendant neuf ans, puis, de 1947 à 1953, elle fut remplie seulement au besoin. En 1953 et par la suite, l'usage s'est établi de nommer un vice-président pour une session.

	Vice-président des comités pléniers (parti)	Date de nomination	Législature (années)
1.	John Frederick Johnston (libéral)	II février 1938	3° session de la 18° législature (1938)
2.	William Henry Golding (libéral)	28 mars 1947	3° session de la 20° législature (1947)
		15 décembre 1947	4° session de la 20° législature (1947-1948)
		27 janvier 1949	5° session de la 20° législature (1949)
3.	Louis-René Beaudoin ² (libéral)	15 septembre 1949	l'e session de la 21e législature (1949)
		21 février 1950	2° session de la 21° législature (1950)
		5 septembre 1950	3° session de la 21° législature (1950-1951)
		30 janvier 1951	4° session de la 21° législature (1951)
		9 octobre 1951	5° session de la 21° législature (1951)
		29 février 1952	6° session de la 21° législature (1952)

	Vice-président des comités pléniers (parti)	Date de nomination	Législature (années)
4.	William Alfred Robinson ³ (libéral)	23 mai 1952	6° session de la 21° législature (1952)
		20 novembre 1952	7° session de la 21° législature (1952-1953)
5.	Edward T. Applewhaite (libéral)	16 décembre 1953	l ^{re} session de la 22 ^e législature (1953-1954)
		7 janvier 1955	2° session de la 22° législature (1955)
		10 janvier 1956	3° session de la 22° législature (1956)
		26 novembre 1956	4° session de la 22° législature (1956-1957)
		8 janvier 1957	5° session de la 22° législature (1957)
6.	Arza Clair Casselman (progressiste conservateur)	15 octobre 1957	23° législature (1957-1958)
7.	Charles Edward Rea ⁴ (progressiste conservateur)	12 mai 1958	In session de la 24º législature (1958)
		15 janvier 1959	2º session de la 24º législature (1959)
		14 janvier 1960	3° session de la 24° législature (1960)
		17 novembre 1960	4* session de la 24° législature (1960-1961)
8.	Gordon Campbell Chown ⁵ (progressiste conservateur)	8 juin 1961	4° session de la 24° législature (1961)
		18 janvier 1962	5° session de la 24° législature (1962)
9.	Rémi Paul (progressiste conservateur)	27 septembre 1962	25° législature (1962-1963)
0.	Herman Maxwell Batten ⁶ (libéral)	16 mai 1963	l re session de la 26° législature (1963)
		18 février 1964	2° session de la 26° législature (1964-1965)
		5 avril 1965	3° session de la 26° législature (1965)

	Vice-président des comités pléniers (parti)	Date de nomination	Législature (années)
11.	Maurice Rinfret ⁷ (libéral)	18 janvier 1966	1 ^{re} session de la 27º législature (1966-1967)
		8 mai 1967	2º session de la 27º législature (1967-1968)
12.	Albert Béchard ⁸ (libéral)	12 septembre 1968	l ^{re} session de la 28° législature (1968-1969)
		23 octobre 1969	2º session de la 28º législature (1969-1970)
13.	Gérald Laniel ⁹ (libéral)	5 octobre 1970	2° session de la 28° législature (1970)
		8 octobre 1970	3º session de la 28º législature (1970-1972)
		17 février 1972	4° session de la 28° législature (1972)
		4 janvier 1973 10	1 ^{re} session de la 29 ^e législature (1973-1974)
		27 février 1974	2° session de la 29° législature (1974)
14.	Keith Penner () (libéral)	30 septembre 1974	l'e session de la 30° législature (1974-1975)
15.	Charles Robert Turner (libéral)	14 octobre 1975	l ^{re} session de la 30° législature (1975-1976)
		12 octobre 1976	2º session de la 30º législature (1976-1977)
		18 octobre 1977	3º session de la 30º législature (1977-1978)
		11 octobre 1978	4° session de la 30° législature (1978-1979)
16.	Fred McCain (progressiste conservateur)	9 octobre 1979	31° législature (1979)
17.	Denis Ethier ¹² (libéral)	14 avril 1980	1 ^{re} session de la 32 ^e législature (1980-1982)
18.	Rod Blaker ¹³ (libéral)	27 juillet 1982	l ^{re} session de la 32º législature (1982-1983)
		7 décembre 1983	2º session de la 32º législature (1983-1984)
19.	Harold Thomas Herbert (libéral)	16 janvier 1984	2º session de la 32º législature (1984)

	Vice-président des comités pléniers (parti)	Date de nomination	Législature (années)
20.	Steven Paproski (progressiste conservateur)	5 novembre 1984	l ^{re} session de la 33° législature (1984-1986)
		ler octobre 1986	2° session de la 33° législature (1986-1988)
		12 décembre 1988	l ^{re} session de la 34º législature (1988-1989)
		3 avril 1989	2° session de la 34° législature (1989-1991)
		13 mai 1991	3º session de la 34º législature (1991-1993)
21.	Shirley Maheu ¹⁴ (libéral)	18 janvier 1994	1 ^{re} session de la 35 ^e législature (1994-1996)
22.	Robert Kilger ¹⁵ (libéral)	27 février 1996	2° session de la 35° législature (1996)
23.	Peter Milliken ¹⁶ (libéral)	29 octobre 1996	2° session de la 35° législature (1996-1997)
24.	lan McClelland ¹⁷ (réformiste)	23 septembre 1997	l re session de la 36° législature (1997-)

- Lors de la nomination de M. Johnston, on prévoyait que le vice-président et président des comités pléniers allait être absent pendant un certain temps. Aucun vice-président des comités pléniers ne fut nommé entre 1938 et 1947.
- M. Beaudoin fut nommé vice-président et président des comités pléniers le 9 avril 1952. Le poste de viceprésident des comités pléniers demeura vacant à partir de cette date jusqu'au 23 mai 1952.
- 3. M. Robinson fut choisi vice-président de la Chambre lors de la législature suivante.
- 4. M. Rea fut remplacé au poste de vice-président des comités pléniers, pour cause de maladie, le 8 juin 1961.
- 5. M. Chown fut choisi vice-président de la Chambre lors de la législature suivante.
- 6. M. Batten fut choisi vice-président de la Chambre lors de la législature suivante.
- M. Rinfret mourut en cours de mandat le 26 décembre 1967. Le poste de vice-président des comités pléniers resta vacant pendant le reste de la deuxième session de la 27° législature.
- M. Béchard fut nommé secrétaire parlementaire du ministre de la Justice le 1^{er} octobre 1970 et démissionna du poste de vice-président des comités pléniers le 5 octobre.
- 9. M. Laniel fut choisi vice-président de la Chambre lors de la législature suivante.
- La motion tendant à pourvoir ce poste fut appuyée pour la première fois par un député d'un parti de l'opposition.
- 11. La démission de M. Penner du poste de vice-président des comités pléniers fut annoncée à la Chambre le 14 octobre 1975, Il avait été nommé secrétaire parlementaire du ministre des Sciences et de la Technologie le 10 octobre.

- Le 21 juillet 1982, le Président informa la Chambre que M. Ethier avait démissionné du poste de viceprésident des comités pléniers le 8 juillet.
- M. Blaker démissionna du poste de vice-président des comités pléniers le 15 janvier 1984. Il avait été nommé secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international le 13 janvier.
- 14. Mme Maheu a été nommée au Sénat le 2 février 1996.
- 15. La nomination de M. Kilger fut adoptée par la Chambre à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 27 février 1996, p. 3). C'était la première fois que la motion tendant à pourvoir ce poste faisait l'objet d'un vote par appel nominal. M. Kilger résigna ses fonctions de vice-président des comités pléniers le 29 octobre 1996, lorsqu'il fut nommé whip du gouvernement par le gouvernement libéral.
- La nomination de M. Milliken fut adoptée par la Chambre à la suite d'un vote par appel nominal (*Journaux*, 29 octobre 1996, p. 787-788). M. Milliken fut choisi vice-président de la Chambre lors de la législature suivante.
- 17. C'était la première fois qu'un député de l'Opposition officielle était nommé à ce poste.

LES VICE-PRÉSIDENTS ADJOINTS DES COMITÉS PLÉNIERS DEPUIS 1967

Le 26 avril 1967, le Règlement de la Chambre fut modifié afin de prévoir la nomination d'un viceprésident adjoint des comités pléniers. Le titulaire de cette charge occupe son mandat pendant une seule session plutôt que pour toute une législature. Lorsque le président et le vice-président des comités pléniers sont absents, le vice-président adjoint a le droit d'exercer tous les pouvoirs conférés au président des comités pléniers, y compris ses pouvoirs de vice-président de la Chambre. M. Paul Tardif fut le premier titulaire de ce poste. Aucun vice-président adjoint des comités pléniers ne fut nommé lors des première et deuxième sessions de la 28° législature.

	Vice-président adjoint (parti)	Date de nomination	Législature (années)
1.	Paul Tardif (libéral)	22 juin 1967	2º session de la 27º législature (1967-1968)
2.	Prosper Boulanger (libéral)	30 septembre 1971	3º session de la 28º législature (1971-1972)
		17 février 1972	4° session de la 28° législature (1972)
		4 janvier 1973	l ^{re} session de la 29 ^e législature (1973-1974)
		27 février 1974	2º session de la 29º législature (1974)
3.	Albanie Morin (libéral)	30 septembre 1974	1 ^{re} session de la 30 ^e législature (1974-1976)
4.	Denis Ethier ² (libéral)	12 octobre 1976	2° session de la 30° législature (1976-1977)
		18 octobre 1977	3° session de la 30° législature (1977-1978)
		11 octobre 1978	4° session de la 30° législature (1978-1979)
5.	William C. Scott (progressiste conservateur)	9 octobre 1979	31° législature (1979)

	Vice-président adjoint (parti)	Date de nomination	Législature (années)
6.	Rod Blaker ³ (libéral)	14 avril 1980	lre session de la 32e législature (1980-1982)
7.	Eymard Corbin ⁴ (libéral)	27 juillet 1982	l ^{re} session de la 32 ^e législature (1982-1983)
		7 décembre 1983	2° session de la 32° législature (1983-1984)
8.	Jacques Guilbault (libéral)	16 janvier 1984	2º session de la 32º législature (1984)
9.	Jean Charest ⁵ (progressiste conservateur)	5 novembre 1984	1 ^{re} session de la 33 ^e législature (1984-1986)
10.	Andrée Champagne ⁶ (progressiste conservateur)	ler octobre 1986	2º session de la 33º législature (1986-1988)
		12 décembre 1988	1 ^{re} session de la 34 ^e législature (1988-1989)
		3 avril 1989	2º session de la 34º législature (1989-1990)
11.	Denis Pronovost ⁷ (progressiste conservateur)	15 mai 1990	2° session de la 34° législature (1990)
12.	Charles DeBlois ⁸ (progressiste conservateur)	2 octobre 1990	2º session de la 34º législature (1990-1991)
		13 mai 1991	3º session de la 34º législature (1991-1993)
13.	Robert Kilger (libéral)	18 janvier 1994	l'e session de la 35e législature (1994-1996)
14.	Pierrette Ringuette-Maltais 9 (libéral)	28 février 1996	2º Session de la 35º législature (1996-1997)
15.	Yolande Thibeault (libéral)	23 septembre 1997	l ^{re} session de la 36º législature (1997-)

M^{me} Morin est morte le 30 septembre 1976. Elle fut la première femme de l'histoire du Canada à occuper officiellement le fauteuil de la présidence à la Chambre des communes.

- 2. M. Ethier fut choisi vice-président des comités pléniers le 14 avril 1980.
- 3. M. Blaker fut choisi vice-président des comités pléniers le 27 juillet 1982.
- 4. M. Corbin fut nommé vice-président de la Chambre et président des comités pléniers le 16 janvier 1984.
- 5. M. Charest fut nommé ministre d'État (Jeunesse) le 30 juin 1986.
- M^{me} Champagne fut nommée vice-présidente de la Chambre et présidente des comités pléniers le 15 mai 1990.
- M. Pronovost démissionna du poste de vice-président adjoint des comités pléniers le 31 mai 1990.

1008 ANNEXE 5

- 8. La motion de nomination de M. DeBlois fut adoptée à la suite d'un vote par appel nominal. C'était la première fois que cette : mination faisait l'objet d'un vote par appel nominal.
- 9. La motion de mination de Mine Ringuette-Maltais fut adoptée à la suite d'un vote par appel nominal.

LES GREFFIERS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1867

Le Greffier de la Chambre des communes est nommé par décret en vertu de lettres patentes délivrées sous le grand sceau, et il occupe traditionnellement sa charge à titre amovible. Nombre de ses fonctions sont définies dans le Règlement de la Chambre des communes et dans la Loi sur le Parlement du Canada, mais la plupart ont été déterminées par l'évolution de la Chambre ellemême. En sa qualité de commissaire aux serments, le Greffier est un des officiels qui font prêter le serment d'allégeance aux nouveaux députés. Il est par ailleurs le principal conseiller du Président de la Chambre et des députés sur les questions de procédure, et il surveille l'administration générale de la Chambre. Il a le statut de sous-ministre et est secrétaire du Bureau de régie interne.

	Nom	Date de la nomination par décret	Date d'inscription de la nomination dans les <i>Journaux</i> de la Chambre
1.	William Burns Lindsay	2 novembre 1867	6 novembre 1867
2.	Alfred Patrick ²	21 janvier 1873	5 mars 1873
3.	John George Bourinot ³	ler décembre 1880	9 décembre 1880
4.	Thomas Barnard Flint ⁴	11 novembre 1902	12 mars 1903
5.	William Barton Northrup	11 mars 1918	18 mars 1918
6.	Arthur Beauchesne ⁵	7 janvier 1925	5 février 1925
7.	Léon J. Raymond ⁶	5 août 1949	15 septembre 1949
8.	Alistair Fraser	6 août 1967	25 septembre 1967
9.	Charles Beverley Koester	ler septembre 1979	9 octobre 1979
10.	Robert Marleau	2 juillet 1987	18 septembre 1987

Avant d'être nommé Greffier de la Chambre des communes, M. Lindsay avait occupé le poste de Greffier de l'Assemblée législative de la Province du Canada de 1862 à 1867. Lors de la Confédération, il devint le premier Greffier de la Chambre des communes.

Avant d'être nommé Greffier de la Chambre des communes, M. Patrick avait occupé le poste de greffier adjoint de l'Assemblée législative de la Province du Canada et de la Chambre des communes.

- M. Bourinot est l'auteur de Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada, premier traité
 canadien sur la procédure parlementaire et ouvrage faisant autorité, dont quatre éditions ont été publiées
 (1884, 1892, 1903 et 1916).
- Ancien député, M. Flint avait été élu à la Chambre des communes en 1891, puis réélu en 1896 et en 1900.
 Sa démission de son poste de député et sa nomination comme Greffler furent annoncées à la Chambre par le Président le 12 mars 1903 (Débats, 12 mars 1903, p. 1-2).
- M. Beauchesne, fonctionnaire, avait été nommé greffier adjoint le 17 février 1916. Il est en outre l'auteur de Jurisprudence parlementaire de la Chambre des communes, ouvrage sur la procédure parlementaire qui fait autorité et dont six éditions ont été publiées (1922, 1927, 1943, 1958, 1978 et 1989).
- Ancien député, M. Raymond avait été élu à la Chambre des communes en 1945 et réélu en 1949. Sa démission de son poste de député et sa nomination comme Greffier furent annoncées à la Chambre par le Président le 15 septembre 1949 (Débats, 15 septembre 1949, p. 4 et 11).

LES SERGENTS D'ARMES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1867

Le sergent d'armes, nommé par lettres patentes délivrées sous le grand sceau, remplit plusieurs fonctions protocolaires et administratives; à titre de commissaire aux serments, il est un des officiels qui peuvent faire prêter le serment d'allégeance aux nouveaux députés. Il porte la masse et précède le Président lorsque celui-ci pénètre dans la Chambre et la quitte quotidiennement. Lorsque la Chambre siège, il occupe un fauteuil près de la barre. Conformément au Règlement de la Chambre, le sergent d'armes maintient l'ordre dans les tribunes, les antichambres et les couloirs et a la responsabilité de mettre en état d'arrestation les étrangers qui se conduisent mal dans les tribunes. Ce poste est traditionnellement occupé par des officiers de l'armée.

	Nom	Date de la nomination par décret
1.	Le lieutenant-colonel Donald William Macdonell	2 novembre 1867
2.	Le lieutenant-colonel Henry Robert Smith ²	13 janvier 1892
3.	Le lieutenant-colonel Henry William Bowie ³	5 mars 1918
4.	Le lieutenant-colonel Henry Judson Coghill ⁴	26 juillet 1930
5.	Le major Milton Fowler Gregg ⁵	13 février 1934
6.	Le lieutenant-colonel William John Franklin	24 août 1945
7.	Le lieutenant-colonel David Vivian Currie	7 janvier 1960
8.	Le major-général Maurice Gaston Cloutier	27 avril 1978
-		****

- 1. Avant d'être nommé sergent d'armes de la Chambre des communes, M. Macdonell avait occupé le poste de sergent d'armes de l'Assemblée législative de la Province du Canada du 14 juin 1854 jusqu'à la Confédération. Le 6 novembre 1867, lors de l'ouverture de la première session de la 1^{re} législature, son nom figurait sur une liste à titre de commissaire nommé pour faire prêter le serment aux députés.
- M. Smith occupa le poste de sergent d'armes adjoint de la Chambre des communes à partir de 1872 jusqu'à sa nomination à titre de sergent d'armes.
- M. Bowie occupa le poste de sergent d'armes adjoint de la Chambre des communes à partir de 1891 jusqu'à sa nomination à titre de sergent d'armes.
- M. Coghill est mort en cours de mandat, le 9 janvier 1934.
- Pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), M. Gregg fut en service actif dans l'armée canadienne.
 Le Greffier de la Chambre des communes de l'époque, Arthur Beauchesne, remplit à sa place les fonctions de sergent d'armes.

LES MINISTÈRES ET PREMIERS MINISTRES DU CANADA DEPUIS 1867

Le choix d'un gouvernement relève du premier ministre, et le gouverneur général suit son avis lorsqu'il officialise les nominations. L'initiative officielle de choisir un nouveau premier ministre appartient au gouverneur général. La durée d'un gouvernement correspond à celle du mandat du premier ministre qui le dirige. Elle est calculée à partir du jour où celui-ci prête le serment d'office jusqu'à celui où il démissionne. La démission du premier ministre entraîne celle de l'ensemble du gouvernement. Lorsqu'un premier ministre démissionne, mais revient ensuite pour former un autre gouvernement, celui-ci est considéré comme un nouveau gouvernement. Il y a eu vingt-six gouvernements ou ministères depuis la Confédération.

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Premier	Sir John A. Macdonald (libéral- conservateur)	01-07-1867 au 05-11-1873	De la I ^{re} législa- ture à la 2* ses- sion de la 2* législature (1867-1873)	Le 24 mai 1867, Macdonald fut chargé officiellement par le gouverneur général de former le premier gou- vernement consécutif à la Confédération.	Démission
Deuxième	Alexander Mackenzie (libéral)	07-11-1873 ¹ au 08-10-1878	De la 2° session de la 2° législa- ture à la 3° législature (1873-1878)	Appelé par le gouver- neur général à former un gouvernement après la démission de sir John A. Macdonald et de son gouvernement	Résultats des élec- tions générales tenues le 17 septembre 1878
Troisième	Sir John A. Macdonald (libéral- conservateur)	17-10-1878 au 06-06-1891	De la 4º légis- lature à la 1º session de la 7º législature (1878-1891)	Résultats des élections générales tenues le 17 septembre 1878	Décès de Macdonald, le 6 juin 1891

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Quatrième	Sir John Abbott ² (libéral- conservateur)	16-06-1891 au 24-11-1892	De la 1 ^{re} session de la 7 ^e législa- ture à la 2 ^e ses- sion de la 7 ^e législature (1891-1892)	Appelé par le gouver- neur général à former un gouvernement après le décès de sir John A. Macdonald	Démission
Cinquième	Sir John Thompson (libéral- conservateur)	05-12-1892 au 12-12-1894	de la 7º législa-	Appelé par le gouver- neur général à former un gouvernement après la démission de sir John Abbott	Décès de Thompson, le 12 décembre 1894
Sixième	Sir Mackenzie Bowell ³ (conservateur)	21-12-1894 au 27-04-1896	De la 5° session de la 7° légis- lature à la 6° session de la 7° législature (1894-1896)	Appelé par le gouver- neur général à former un gouvernement après le décès de sir John Thompson	Démission
Septième	Sir Charles Tupper (conservateur)	01-05-1896 au 08-07-1896	Durant une période de dissolution ⁴	Appelé par le gouver- neur général à former un gouvernement après la démission de sir Mackenzie Bowell	Résultats des élections générales tenues le 23 juin 1896
Huitième	Sir Wilfrid Laurier (libéral)	11-07-1896 au 06-10-1911	De la 8° à la 11° législature (1896-1911)	Résultats des élections générales tenues le 23 juin 1896	Résultats des élections générales tenues le 21 septembre 1911
Neuvième	Sir Robert Borden (conservateur)	10-10-1911 au 12-10-1917	12ª législature (1911-1917)	Résultats des élections générales tenues le 21 septembre 1911	Formation d'un nouveau gouvernement ⁵

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Dixième	Sir Robert Borden ⁶ (conservateur)	12-10-1917 au 10-07-1920	De la 1 ^{re} session à la 4° session de la 13° législature (1917-1920)	Réorganisation	Démission
Onzième	Arthur Meighen ⁷ (conservateur)	10-07-1920 au 29-12-1921	5° session de la 13° législature (1921)	Le premier ministre Borden avait recom- mandé au gouverneur général d'inviter Arthur Meighen à lui succéder.	Résultats des élections générales tenues le 6 décembre 1921
Douzième	W.L. Mackenzie King (libéral)	29-12-1921 au 28-06-1926	De la 14º légis- lature à la 1ºº session de la 15º législature (1921-1926)	Résultats des élections générales tenues le 6 décembre 1921	Démission ⁸
Treizième	Arthur Meighen (conservateur)	29-06-1926 au 25-09-1926	l ^{re} session de la 15° législature (1926)	W.L. Mackenzie King ayant démissionné, le gouverneur général invita le chef de l'Opposition, Arthur Meighen, à for- mer un gouvernement.	Résultats des élec- tions générales tenues le 14 septembre 1926
Quator- zième	W.L. Mackenzie King (libéral)	25-09-1926 au 07-08-1930	16° législature (1926-1930)	Résultats des élections générales tenues le 14 septembre 1926	Résultats des élec- tions générales tenues le 28 juillet 1930
Quinzième	R.B. Bennett (conservateur)	07-08-1930 au 23-10-1935	17° législature (1930-1935)	Résultats des élections générales tenues le 28 juillet 1930	Résultats des élec- tions générales tenues le 14 octobre 1935

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Seizième	W.L. Mackenzie King (libéral)	23-10-1935 au 15-11-1948	De la 18º législa- ture à la 4º ses- sion de la 20º législature (1935-1948)	Résultats des élections générales tenues le 14 octobre 1935	Démission
Dix- septième	Louis St-Laurent (libéral)	15-11-1948 au 21-06-1957	De la 5° session de la 20° législa- ture à la 22° législature (1948-1957)	Le 7 août 1948, St-Laurent fut élu chef du Parti libéral du Canada lors du congrès de direction du parti. Le 15 novembre 1948, le premier ministre W.L. Mackenzie King ayant démissionné, il fut asser- menté à titre de premier ministre.	Résultats des élec- tions générales tenues le 10 juin 1957
Dix- huitième	John Diefenbaker (progressiste- conservateur)	21-06-1957 au 22-04-1963	De la 23° à la 25° législature (1957-1963)	Résultats des élections générales tenues le 10 juin 1957	Résultats des élec- tions générales tenues le 8 avril 1963
Dix- neuvième	Lester B. Pearson (libéral)	22-04-1963 au 20-04-1968	De la 26° législa- ture à la 2° ses- sion de la 27° législature (1963-1968)	Résultats des élections générales tenues le 8 avril 1963	Démission
Vingtième	Pierre E.Trudeau (libéral)	20-04-1968 au 04-06-1979	De la 2° session de la 27° légis- lature à la 30° législature (1968-1979)	Le 6 avril 1968, Trudeau fut élu chef du Parti libéral du Canada lors du congrès de direction du parti. Le 20 avril 1968, le premier ministre Lester B. Pearson ayant démissionné, il fut assermenté à titre de premier ministre.	Résultats des élec- tions générales tenues le 22 mai 1979

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Vingt et unième	Joseph Clark (progressiste- conservateur)	04-06-1979 au 03-03-1980	31° législature (1979)	Résultats des élections générales tenues le 22 mai 1979	Résultats des élec- tions générales tenues le 18 février 1980
Vingt- deuxième	Pierre E. Trudeau (libéral)	03-03-1980 au 30-06-1984	De la 1 ^{re} session à la 2 ^e session de la 32 ^e législa- ture (1980-1984)	Résultats des élections générales tenues le 18 février 1980	Démission
Vingt- troisième	John Turner ⁹ (libéral)	30-06-1984 au 17-09-1984	2° session de la 32° législature (1984)	Le 16 juin 1984, Turner fut élu chef du Parti libéral du Canada lors du congrès de direction du parti. Le 30 juin 1984, le premier ministre Pierre E. Trudeau ayant démissionné, il fut assermenté à titre de premier ministre.	Résultats des élec- tions générales tenues le 4 septembre 1984
Vingt- quatrième	Brian Mulro- ney (progressiste- conservateur)	17-09-1984 au 25-06-1993	De la 33° légis- lature à la 3° session de la 34° législature (1984-1993)	Résultats des élections générales tenues le 4 septembre 1984	Démission
Vingt- cinquième	Kim Campbell (progressiste- conservateur)	25-06-1993 au 04-11-1993	3° session de la 34° législature (1993) ¹⁰	Le 13 juin 1993, Campbell fut élue chef du Parti progressiste- conservateur du Canada lors du congrès de direction du parti. Le 25 juin 1993, le premier ministre Brian Mulroney ayant démissionné, elle fut assermentée à titre de premier ministre.	Résultats des élec- tions générales tenues le 25 octobre 1993

Ministère	Premier ministre (parti)	Mandat	Période parlementaire (années)	Motifs de formation d'un gouvernement	Motifs de dissolution du gouvernement
Vingt- sixième	Jean Chrétien (libéral)	04-11-1993 à ce jour	De la 35° légis- lature à ce jour	Résultats des élections générales tenues le 25 octobre I 993	

- Le gouvernement de sir John A. Macdonald démissionna le 5 novembre 1873, par suite de la révélation au Parlement du scandale du chemin de fer du Canadien Pacifique. Le 7 novembre 1873, les libéraux, dirigés par Alexander Mackenzie, formèrent un gouvernement.
- 2. Sir John Abbott remplit son mandat de premier ministre au Sénat.
- 3. Sir Mackenzie Bowell remplit son mandat de premier ministre au Sénat.
- 4. Sir Charles Tupper remplit les fonctions de premier ministre durant la période de dissolution qui suivit la fin de la sixième session de la 7º législature et précéda la première session de la 8º législature.
- 5. Le dixième gouvernement fut une réorganisation du neuvième, avec ajout de ministres libéraux. Tous les ministres membres du neuvième gouvernement qui changeaient de portefeuille démissionnèrent par décret, furent nommés de nouveau par décret et prêtèrent le serment dans leur nouvelle charge; ceux qui conservaient le même portefeuille ne durent ni être nommés ni être assermentés de nouveau. Sir Robert Borden fut maintenu dans ses fonctions de premier ministre, où il avait été nommé en 1911.
- 6. Le 12 octobre 1917, le premier ministre sir Robert Borden forma un gouvernement appelé gouvernement d'union, qui réunissait les députés libéraux-conservateurs et les députés libéraux qui avaient appuyé la conscription pendant la Première Guerre mondiale. Selon certaines sources, comme le Canadian Guide of Electoral History and Leadership (1867-1987), publié sous la direction de Wayne D. Madden et mis à jour par la Bibliothèque du Parlement, Borden était le chef du Parti unioniste.
- Selon certaines sources, comme le Canadian Guide of Electoral History and Leadership (1867-1987), publié sous la direction de Wayne D. Madden et mis à jour par la Bibliothèque du Parlement, Meighen était le chef du Parti unioniste.
- 8. Le 26 juin 1926, le premier ministre W.L. Mackenzie King demanda au gouverneur général de dissoudre le Parlement et d'ordonner la tenue d'élections générales. Le gouverneur général refusa et, à la suite de la démission de King, le 28 juin 1926, il invita le chef de l'Opposition, Arthur Meighen, à former un gouvernement, ce que celui-ci fit le 29 juin. Toutefois, ce gouvernement ne garda la confiance du Parlement que pendant trois jours; il fut défait à la Chambre le 1et juillet 1926. La quinzième législature fut dissoute le lendemain, et des élections générales furent convoquées pour le 14 septembre 1926.
- 9. Pendant son mandat de premier ministre, John Turner ne siégea pas à la Chambre en tant que député.
- La Chambre ne se réunit pas pendant le mandat de M^{me} Campbell comme premier ministre.

LES CHEFS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE À LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1873

Le député qui dirige le parti le plus nombreux siégeant dans l'opposition à la Chambre des communes devient le «chef de l'Opposition de Sa Majesté». Le fonctionnement de ce poste est défini par la *Loi sur le Parlement du Canada*, le Règlement de la Chambre et divers usages de la Chambre. Pour devenir chef de l'Opposition officielle, il faut occuper un siège à la Chambre. Ainsi, dans les cas où le chef national d'un parti n'était pas député, un autre député du même parti a rempli les fonctions de chef de l'Opposition officielle. Ces cas sont signalés par un astérisque.

s de la 2º législature
n de la 2º législature re
s de la 4º législature
n de la 4° législature de la 6° législature
on de la 6º législature re
* législature
ature à la 1 ^{re} session ature
de la 13º législature
de la 13º législature

	Nom	Parti	Période	Législature
11.	Arthur Meighen	Conservateur	1921-1926	De la 14º législature à la 1 ^{re} session de la 15º législature
12.	W. L. Mackenzie King	Libéral	1926	Ire session de la 15º législature
13.	Hugh Guthrie	Conservateur	1926-1927	l ^{re} session de la 16º législature
14.	R.B. Bennett	Conservateur	1927-1930	De la 2° à la 4° session de la 16° législature
15.	W.L. Mackenzie King	Libéral	1930-1935	17º législature
16.	R.B. Bennett	Conservateur	1935-1938	De la 1 ^{re} à la 3 ^e session de la 18 ^e législature
17.	Robert J. Manion	Conservateur	1938-1940	De la 4º à la 6º session de la 18º législature
18.	Richard B. Hanson*	Conservateur	1940-1943	De la 1 ^{re} à la 3 ^e session de la 19 ^e législature
19.	Gordon Graydon*	Progressiste- conservateur	1943-1945	De la 4º à la 6º session de la 19º législature
20.	John Bracken	Progressiste- conservateur	1945-1948	De la 1 ^{re} à la 4 ^e session de la 20 ^e législature
21.	George Drew	Progressiste- conservateur	1948-1954	De la 5° session de la 20° législature à la 1°° session de la 22° législature
22.	W. Earl Rowe*	Progressiste- conservateur	1954-1955	2º session de la 22º législature
23.	George Drew	Progressiste- conservateur	1955-1956	2° - 3° sessions de la 22° législature
24.	W. Earl Rowe*	Progressiste- conservateur	1956	3° - 4° sessions de la 22° législature
25.	John Diefenbaker	Progressiste- conservateur	1956-1957	5° session de la 22° législature
26.	Louis St-Laurent	Libéral	1957-1958	l ^{re} session de la 23 ^e législature
27.	Lester B. Pearson	Libéral	1958-1963	l'e session de la 23º législature à la 25º législature
28.	John Diefenbaker	Progressiste- conservateur	1963-1967	De la 26º législature à la 2º session de la 27º législature
29.	Michael Starr*	Progressiste- conservateur	1967	2° session de la 27° législature
30.	Robert Stanfield	Progressiste- conservateur	1967-1976	De la 2 ^e session de la 27 ^e législature à la 1 ^{re} session de la 30 ^e législature

	Nom	Parti	Période	Législature
31.	Joseph Clark	Progressiste- conservateur	1976-1979	De la 1 ^{re} à la 4 ^e session de la 30 ^e législature
32.	Pierre E.Trudeau	Libéral	1979-1980	31° législature
33.	Joseph Clark	Progressiste- conservateur	1980-1983	l'e session de la 32 ^e législature
34.	Erik Nielsen*	Progressiste- conservateur	1983	l'e session de la 32 ^e législature
35.	Brian Mulroney	Progressiste- conservateur	1983-1984	l ^{re} - 2 ^e sessions de la 32 ^e législature
36.	John Turner	Libéral	1984-1990	De la 33º législature à la 2º session de la 34º législature
37.	Herb Gray*	Libéral	1990	2º session de la 34º législature
38.	Jean Chrétien	Libéral	1990-1993	2° session de la 34° législature
39.	Lucien Bouchard	Bloc québécois	1993-1996	l'e session de la 35e législature
40.	Gilles Duceppe*	Bloc québécois	1996	l'e session de la 35e législature
41.	Michel Gauthier	Bloc québécois	1996-1997	2° session de la 35° législature
42.	Gilles Duceppe	Bloc québécois	1997	2° session de la 35° législature
43.	Preston Manning	Réformiste	1997	l'e session de la 36° législature

^{1.} Lors de la 1^{ro} législature, après les élections générales de 1867, les députés qui siégeaient à la Chambre face au gouvernement de sir John A. Macdonald constituaient non pas un parti, mais une coalition d'intérêts divers, tout comme le gouvernement. Plusieurs historiens affirment que John Sandfield Macdonald (député réformiste de Cornwall et premier premier ministre de l'Ontario), qui avait fait campagne dans le camp de sir John A. Macdonald lors des élections générales, avait été nommé chef de l'Opposition par le gouvernement. D'autres historiens soutiennent que, même si Alexander Mackenzie (Lambton) ne fut nommé officiellement chef de l'Opposition que le 6 mars 1873, lorsqu'il prit la direction du Parti libéral, il était en fait chef de l'Opposition dès 1869. (Voir William Buckingham et George Ross, The Hon. Alexander Mackenzie: His Life and Times, 5° éd. (Toronto: Rose Publishing, 1892), p. 242, 254, 329; J.C. Courtney, «Party Leadership Selection in the New Dominion», Canadian Political Party Systems: A Leader, publié sous la direction de R. K. Carty (Peterborough: Broadview Press, 1992), p. 108; Donald Creighton, John A. Macdonald, vol. 1: The Old Chieftain (Toronto: Macmillan, 1955), p. 4; Joseph Schull, Edward Blake, vol. 1: The Man of the Other Way (1833-1881), (Toronto: Macmillan, 1975), vol. 1, p. 46; Dale Thomson, Alexander Mackenzie: Clear Grift (Toronto: Macmillan, 1960), p. 103.)

LES CHEFS DE PARTI À LA CHAMBRE DES COMMUNES DEPUIS 1867

La tradition veut que les chefs de partis politiques occupent un siège à la Chambre des communes ou cherchent à s'y faire élire au plus tôt. Si le chef d'un parti n'est pas député, le parti choisit habituellement un de ses membres qui l'est pour le suppléer à ce titre à la Chambre. Les partis et leurs chefs jouent un rôle important dans les travaux de la Chambre. Certaines lois exigent que le gouvernement consulte le chef de l'Opposition officielle, ainsi que les chefs des autres partis, lorsqu'il envisage de prendre certaines mesures, ou avant de faire certaines nominations. Le Règlement de la Chambre prévoit par ailleurs la possibilité, pour les partis de l'opposition, de répondre aux déclarations des ministres, de proposer des motions les jours désignés, ou jours réservés à l'opposition, et de participer à la direction des comités permanents. Le chef d'un parti reconnu siège habituellement dans la rangée avant de la Chambre. Les chefs de parti indiqués ci-après ont représenté officiellement leur parti à la Chambre depuis la Confédération.

Législature	Parti	Chef
1re (1867-1872)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald ²
2* (1873-1874)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald
	Libéral	 Alexander Mackenzie
3* (1874-1878)	Libéral	Alexander Mackenzie
	 Libéral-conservateur 	 Sir John A. Macdonald
4° (1879-1882)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald
	• Libéral	 Alexander Mackenzie / Edward Blake
5* (1883-1887)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald
	• Libéral	Edward Blake
6° (1887-1891)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald
	Libéral	 Edward Blake / Wilfrid Laurier
7* (1891-1896)	Libéral-conservateur	Sir John A. Macdonald
		 Sir John Thompson³ / Sir Charles Tupper⁴
	Libéral	Wilfrid Laurier
8° (1896-1900)	Libéral	Sir Wilfrid Laurier
	 Libéral-conservateur 	 Sir Charles Tupper

Législature	Parti	Chef
9° (1901-1904)	Libéral	Sir Wilfrid Laurier
	Conservateur	 Robert Borden⁵
10° (1905-1908)	Libéral	Sir Wilfrid Laurier
,	Conservateur	Robert Borden
11° (1909-1911)	Libéral	Sir Wilfrid Laurier
(,	Conservateur	Robert Borden
12° (1911-1917)	Conservateur	Sir Robert Borden ⁶
(,	Libéral	Sir Wilfrid Laurier
13° (1918-1921)	Union	Sir Robert Borden ⁷ / Arthur Meighen
(Libéraux de Laurier	Sir Wilfrid Laurier / Daniel McKenzie ⁸
	Progressiste	• T.A. Crerar ⁹
14° (1922-1925)	• Libéral	W.L. Mackenzie King
(1.1221120)	Progressiste	T.A. Crerar / Robert Forke
	Libéral-conservateur	Arthur Meighen
	Travailliste	J.S. Woodsworth
15° (1926)	• Libéral	W.L. Mackenzie King ¹⁰
()	Conservateur	Arthur Meighen 11
	 Progressiste 	Robert Forke
	Travailliste	 J.S.Woodsworth
16° (1926-1930)	Libéral	W.L. Mackenzie King
,	Conservateur	 Hugh Guthrie¹² / R.B. Bennett
	 Travailliste 	 J.S.Woodsworth
17° (1930-1935)	Conservateur	R.B. Bennett
,	Libéral	 W.L. Mackenzie King
	Travailliste	 J.S.Woodsworth¹³
18° (1936-1940)	Libéral	W.L. Mackenzie King
	Conservateur	 R.B. Bennett / Robert J. Manion
	 Crédit social 	 John H. Blackmore
	 Commonwealth coopératif 	 J.S. Woodsworth
	fédéré (CCF)	
19° (1940-1945)	Libéral	W.L. Mackenzie King
	Gouvernement national	 Richard B. Hanson 14 / Gordon Graydon
	(conservateur)	
	Nouvelle démocratie (Crédit social)	John H. Blackmore / Solon Low
	 Commonwealth coopératif fédéré (CCF) 	J.S. Woodsworth / M. J. Coldwell 15
20° (1945-1949)	• Libéral	W.L. Mackenzie King/Louis St-Laurent
(1743-1747)	Progressiste conservateur	John Bracken / George Drew
	Commonwealth coopératif	M.J. Coldwell
	fédéré (CCF)	j. Goldman
	Crédit social	Solon Low
	Bloc populaire canadien	Maxime Raymond

Législature	Parti	Chef
21° (1949-1953)	Libéral	Louis St-Laurent
,	 Progressiste-conservateur 	George Drew
	 Commonwealth coopératif fédéré (CCF) 	M.J. Coldwell
	Crédit social	Solon Low
22° (1953-1957)	Libéral	Louis St-Laurent
	 Progressiste-conservateur 	 George Drew¹⁶/John Diefenbaker
	 Commonwealth coopératif fédéré (CCF) 	M.J. Coldwell
	Crédit social	Solon Low
23° (1957-1958)	Progressiste-conservateur	John Diefenbaker
	Libéral	 Louis St-Laurent / Lester B. Pearson
	 Commonwealth coopératif fédéré (CCF) 	M.J. Coldwell
	Crédit social	Solon Low
24° (1958-1962)	Progressiste-conservateur	John Diefenbaker
23° (1957-1958) 24° (1958-1962) 25° (1962-1963) 26° (1963-1965)	 Libéral 	 Lester B. Pearson
	 Commonwealth coopératif fédéré (CCF) 	 Hazen Argue ¹⁷/T.C. Douglas
	Progressiste-conservateur	John Diefenbaker
	Libéral	 Lester B. Pearson
	Crédit social	 Robert Thompson
	 Nouveau Parti démocratique 	T.C. Douglas
26° (1963-1965)	Libéral	Lester B. Pearson
	 Progressiste-conservateur 	 John Diefenbaker
	 Ralliement des créditistes 	 Réal Caouette 18
	 Nouveau Parti démocratique 	 T.C. Douglas
	Crédit social	Robert Thompson
27e (1966-1968)	Libéral	· Lester B. Pearson / Pierre E. Trudeau
	 Progressiste-conservateur 	 John Diefenbaker / Michael Starr¹⁹ /
		Robert Stanfield
	 Nouveau Parti démocratique 	 T.C. Douglas
22° (1953-1957) 22° (1953-1957) 23° (1957-1958) 24° (1958-1962) 25° (1962-1963) 26° (1963-1965) 27° (1966-1968)	 Ralliement des créditistes 	 Réal Caouette
	Crédit social	Robert Thompson / Alexander Patterson
28e (1968-1972)	• Libéral	Pierre E. Trudeau
	 Progressiste-conservateur 	Robert Stanfield
	 Nouveau Parti démocratique 	 T.C. Douglas / David Lewis²⁰
	 Ralliement des créditistes 	Réal Caouette ²¹
29e (1973-1974)	• Libéral	Pierre E. Trudeau
	 Progressiste-conservateur 	 Robert Stanfield
	 Nouveau Parti démocratique 	David Lewis
	Crédit social	 Réal Caouette

Législature	Parti	Chef
30° (1974-1979)	Libéral	Pierre E. Trudeau
,	 Progressiste-conservateur 	 Robert Stanfield / Joseph Clark
	 Nouveau Parti démocratique 	 Edward Broadbent²²
	Crédit social	Réal Caouette / André Fortin
31° (1979)	Progressiste-conservateur	Joseph Clark
	Libéral	Pierre E.Trudeau
	 Nouveau Parti démocratique 	 Edward Broadbent
	Crédit social	Fabien Roy
32° (1980-1984)	Libéral	Pierre E. Trudeau / John Turner
,	 Progressiste-conservateur 	 Joseph Clark / Erik Nielsen²³ / Brian
		Mulroney
	 Nouveau Parti démocratique 	Edward Broadbent
33° (1984-1988)	Progressiste-conservateur	Brian Mulroney
	Libéral	John Turner
	 Nouveau Parti démocratique 	Edward Broadbent
34° (1988-1993)	Progressiste-conservateur	Brian Mulroney
,	Libéral	 John Turner / Jean Chrétien²⁴
	 Nouveau Parti démocratique 	 Edward Broadbent / Audrey McLaughlin
35° (1994-1997)	Libéral	Jean Chrétien
,	 Bloc québécois 	 Lucien Bouchard / Michel Gauthier /
		Gilles Duceppe
31° (1979) 32° (1980-1984) 33° (1984-1988) 34° (1988-1993) 35° (1994-1997)	 Réformiste 	 Preston Manning
	 Nouveau Parti démocratique 	 Audrey McLaughlin
	 Progressiste-conservateur 	Jean Charest
36° (1997-)	Libéral Nouveau Parti démocratique Libéral Bloc québécois Réformiste Nouveau Parti démocratique Progressiste-conservateur Libéral Libéral	Jean Chrétien
	 Réformiste 	 Preston Manning
	 Bloc québécois 	Gilles Duceppe
	 Nouveau Parti démocratique 	Alexa McDonough
	 Progressiste-conservateur 	 Jean Charest²⁵ / Elsie Wayne

- 1. En 1867, une coalition d'éléments libéraux et conservateurs antérieure à la Confédération forma un partinational permanent appelé Parti libéral-conservateur. Malgré cette appellation officielle, on le désigna communément comme le Parti conservateur jusqu'en 1917, année de la formation du gouvernement unioniste. Après la démission de sir Robert Borden et l'accession d'Arthur Meighen à la direction du parti, en juillet 1920, celui-ci fut rebaptisé officiellement Parti conservateur et libéral national. Lors du congrès du parti en mars 1922, il prit de nouveau le nom de Parti libéral-conservateur. Lors d'un autre congrès, tenu en mars 1938, il fut rebaptisé Parti national conservateur. Au cours de la campagne électorale de 1940, il prit le nom de Parti du gouvernement national. À la suite des élections générales de 1940, il reprit le nom de Parti national conservateur. Le 11 décembre 1942, lors du congrès de direction à l'occasion duquel John Bracken, ancien premier ministre progressiste du Manitoba, fut élu chef du parti, celui-ci fut rebaptisé Parti progressiste-conservateur.
- 2. Le 24 mai 1867, sir John A. Macdonald fut chargé officiellement par lord Monck de former le premier gouvernement consécutif à la Confédération. Celui-ci entra en fonction le 1° juillet 1867, Macdonald y occupant la charge de premier ministre. Il mourut en cours de mandat le 6 juin 1891.

- 3. Sir John Thompson fut leader du gouvernement à la Chambre des communes du 6 juin 1891 au 9 juillet 1892, pendant que sir John Abbott remplit la charge de premier ministre au Sénat. Avec la démission d'Abbott, Thompson fut appelé à former un gouvernement et fut premier ministre du 5 décembre 1892 jusqu'à sa mort, le 12 décembre 1894. Sir Mackenzie Bowell occupa ensuite le poste de premier ministre au Sénat jusqu'en 1896. George Foster remplit la charge de leader du gouvernement à la Chambre des communes pendant toute la cinquième session de la 7º législature, soit du 18 avril au 22 juillet 1895, ainsi que durant la sixième session de la 7º législature, du 2 au 5 janvier 1896, date de sa démission du Cabinet. Le 15 janvier 1896, il fut nommé de nouveau au Cabinet et reprit les fonctions de leader du gouvernement à la Chambre, qu'il remplit jusqu'au 11 février 1896. Sir Adolphe Caron occupa ce poste du 7 au 15 janvier 1896.
- 4. Sir Charles Tupper se joignit au Cabinet du premier ministre Mackenzie Bowell le 15 janvier 1896. Il devint leader du gouvernement à la Chambre des communes dès sa présentation à la Chambre, le 11 février 1896, et le resta jusqu'au 23 avril 1896. Il occupa le poste de premier ministre du 1^{er} mai au 8 juillet 1896, et celui de chef de l'Opposition pendant toute la 8º législature, soit du 19 août 1896 au 18 juillet 1900. Il demeura chef de son parti jusqu'au 5 février 1901.
- 5. Sir Robert Borden fut battu dans sa circonscription lors des élections générales tenues le 3 novembre 1904. En conséquence, George Foster remplit les fonctions de chef de l'Opposition suppléant à la Chambre du 11 janvier au 6 février 1905. Borden fut réélu lors d'une élection partielle tenue le 4 février 1905 et retourna à la Chambre des communes le 7 février 1905.
- 6. Sir George Foster, qui avait été fait chevalier en 1914, remplit les fonctions de premier ministre suppléant du 19 avril au 15 mai 1917. Au cours de cette période, le premier ministre Borden assista à la Conférence de guerre impériale, à Londres. Il revint à la Chambre des communes le 16 mai 1917.
- 7. Sir Thomas White fut premier ministre suppléant du 20 février au 23 mai 1919. Au cours de cette période, le premier ministre Borden assista à la Conférence de paix de Paris, qui suivit la fin de la Première Guerre mondiale. Il revint à la Chambre des communes le 26 mai 1919. Sir George Foster remplit les fonctions de premier ministre suppléant du 26 février au 12 mai 1920. Au cours de cette période, le premier ministre Borden fut absent de la Chambre pour cause de maladie. Il recommanda au gouverneur général de demander à Arthur Meighen de lui succéder au poste de premier ministre. M. Meighen fut assermenté à ce titre le 10 juillet 1920.
- 8. Sir Wilfrid Laurier mourut le 17 février 1919. Le 25 février, Daniel McKenzie fut élu par le caucus libéral leader du Parti libéral à la Chambre. Le 7 août 1919, W.L. Mackenzie King fut élu chef du Parti libéral au cours d'un congrès. Il fut élu député le 20 octobre 1919 et présenté à la Chambre le 23 octobre. Toutefois, il ne prit les fonctions de leader du Parti libéral à la Chambre qu'à l'ouverture de la quatrième session de la 13º législature, le 26 février 1920. Daniel McKenzie avait continué d'exercer les fonctions de chef de l'Opposition et leader du Parti libéral à la Chambre jusqu'à la fin de la troisième session de la 13º législature.
- T.A. Crerar prit les fonctions de chef du Parti progressiste le 26 février 1920, lors de l'ouverture de la quatrième session de la 13º législature, et les exerça jusqu'au 11 novembre 1922.
- 10. Lors des élections générales du 29 octobre 1925, le gouvernement de W.L. Mackenzie King fut reporté au pouvoir. M. King lui-même fut battu dans sa circonscription, mais resta premier ministre. À l'ouverture de la 1ºº session de la 15º législature le 7 janvier 1926, Ernest Lapointe assuma la charge de leader du gouvernement à la Chambre. M. King fut élu lors d'une élection partielle, le 15 février 1926, et retourna à la Chambre le 15 mars 1926.

- 11. Sir Henry Drayton fut leader du gouvernement à la Chambre des communes du 29 juin au 1° juillet 1926. Il assuma cette charge par suite de la démission d'Arthur Meighen de son siège de député, démission prescrite par la loi pour lui permettre de prendre les fonctions de premier ministre. Jusqu'au 3 août 1931, date de l'adoption d'une modification de la Loi du Sénat et de la Chambre des communes (S.R.C. 1927, ch. 147), les députés étaient en effet tenus de résigner leur siège à la Chambre et de se faire réélire lorsqu'ils étaient nommés au Cabinet.
- Hugh Guthrie occupa le poste de chef de l'Opposition officielle après la démission du chef du parti, Arthur Meighen, et avant que R.B. Bennett n'en prenne la direction.
- 13. J.S. Woodsworth devint président du Commonwealth coopératif fédéré, ou CCF, en juillet 1933. Le parti CCF avait été fondé à Calgary le 1er août 1932. Lors du congrès du mois d'août 1960, on modifia la constitution du parti afin de créer le poste de «chef national».
- 14. Richard B. Hanson et Gordon Graydon occupèrent le poste de chef de l'Opposition officielle parce que les chefs du Parti national au cours de cette période, Arthur Meighen et John Bracken, ne siégeaient pas à la Chambre.
- 15. En raison de la santé chancelante du chef du parti, J.S. Woodsworth, le caucus du CCF réuni en assemblée le 6 novembre 1940 élut M.J. Coldwell à titre de chef suppléant. Peu après la mort de M. Woodsworth, le caucus se réunit de nouveau, le 22 avril 1942, et élut M. Coldwell chef permanent du parti.
- 16. W. Earl Rowe assuma les fonctions de chef suppléant de l'Opposition officielle à deux reprises, en raison de la maladie du chef de l'Opposition officielle, George Drew.
- 17. Après la défaite de M.J. Coldwell aux élections fédérales de 1958, Hazen Argue occupa le poste de leader du parti à la Chambre du 23 avril 1958 au 11 août 1960, date à laquelle il fut désigné chef national permanent du CCF lors du congrès de direction du parti. Le 3 août 1961, lors d'un autre congrès de direction, le parti existant se joignit à des groupes représentant les travailleurs syndiqués pour former un nouveau parti appelé Nouveau Parti démocratique, en remplacement du Commonwealth coopératif fédéré. T.C. Douglas fut élu chef de ce nouveau parti. Toutefois, il ne fut élu député que lors d'une élection partielle tenue le 22 octobre 1962 et ne fut présenté à la Chambre que le 2 novembre. Au cours de cette période, Hazen Argue remplit la charge de leader du parti à la Chambre jusqu'à sa démission du Nouveau Parti démocratique, le 18 février 1962. Le lendemain, le caucus du NPD élut H.W. Herridge à titre de leader du parti à la Chambre, fonction qu'il occupa jusqu'au 1^{er} novembre 1962.
- 18. Le 1^{er} septembre 1963, 13 députés du Québec quittèrent le parti du Crédit social et formèrent le Ralliement des créditistes sous la direction de Réal Caouette. Le 21 octobre 1963, le Ralliement des créditistes fut reconnu officiellement comme parti par la Chambre des communes.
- Michael Starr occupa le poste de chef de l'Opposition officielle après la démission du chef du parti, John Diefenbaker, et avant que le nouveau chef, Robert Stanfield, ne soit élu et présenté à la Chambre.
- 20. T.C. Douglas fut défait aux élections générales du 25 juin 1968. Il fut réélu lors d'une élection partielle tenue le 10 février 1969, et présenté à la Chambre le 20 février. Durant son absence, David Lewis dirigea les membres du Nouveau Parti démocratique à la Chambre. Il fut plus tard élu officiellement chef du parti lors du congrès de direction du 24 avril 1971.
- 21. En 1971, le Ralliement des créditistes, qui avait fait élire 14 députés à la Chambre lors des élections générales précédentes, se réunit avec le parti du Crédit social. Le 10 octobre de cette année-là, Réal Caouette fut confirmé chef de ce parti.
- 22. Lors des élections générales du 8 juillet 1974, David Lewis fut battu dans sa circonscription. Il demeura chef du parti jusqu'au 7 juillet 1975, mais Edward Broadbent remplit la charge de leader du parti à la Chambre à compter de l'ouverture de la 30° législature, le 30 septembre 1974. M. Broadbent fut élu officiellement chef du parti lors du congrès de direction du 7 juillet 1975.

- 23. Erik Nielsen remplit la charge de chef de l'Opposition officielle après que Joseph Clark eut démissionné de ce poste et avant que son successeur, Brian Mulroney, ne soit élu chef du parti et présenté à la Chambre.
- 24. Le 7 février 1990, John Turner démissionna de son poste de chef de l'Opposition officielle, mais demeura chef du Parti libéral. Herb Gray assuma les fonctions de chef de l'Opposition officielle à sa place. Le 23 juin 1990, Jean Chrétien fut élu chef du Parti libéral lors d'un congrès de direction. Élu député lors d'une élection partielle tenue le 10 décembre 1990, il fut présenté à la Chambre et devint chef de l'Opposition officielle le 15 janvier 1991.
- 25. Elsie Wayne remplit la charge de leader du parti à la Chambre à la suite de la démission de Jean Charest du poste de chef du Parti progressiste-conservateur, le 2 avril 1998. Le 14 novembre 1998, Joseph Clark fut élu chef du Parti progressiste-conservateur. Comme il n'était pas député, Elsie Wayne continua de remplir la charge de leader du parti à la Chambre.

Annexe II

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DEPUIS 1867

La plupart des députés élus à la Chambre des communes depuis la Confédération appartenaient à des partis politiques. La nature de ces partis a varié avec le temps, et plusieurs partis différents ont été représentés à la Chambre. Un gouvernement majoritaire est formé par le parti politique ou la coalition de partis qui détient la majorité des sièges à la Chambre, tandis qu'un gouvernement minoritaire est formé par un ou plusieurs partis ne possédant pas la majorité des sièges. La plupart des gouvernements qui ont occupé le pouvoir depuis la Confédération étaient des gouvernements majoritaires formés par un seul parti qui avait remporté la majorité des sièges aux élections générales. Toutefois, lors des élections générales de 1921, 1925, 1957, 1962, 1963, 1965, 1972 et 1979, aucun parti n'a obtenu une majorité de sièges.

Légis-	Date des élections	Nombre total de sièges	Nombre total de sièges remportés i						
			Gouvernement	Oppo- sition	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti		
Ine	07-08-1867 ² au 20-09-1867	181	101	80	+21		Libéral-conservateur ³ Libéral	80	
2*	20-07-1872 au 12-10-1872 ⁴	200	103	97	+6		Libéral-conservateur Libéral	97	
3*	22-01-1874	206	133	73	+60		Libéral Libéral-conservateur Indépendant	133 72	
4*	17-09-1878	206	137	69	+68		Libéral-conservateur Libéral	137	
5*	20-06-1882	210	139	71	+68		Libéral-conservateur Libéral	139	
6*	22-02-1887	215	123	92	+31		Libéral-conservateur Libéral National-conservateur	123 89	
7*	05-03-1891	215	123	92	+31		Libéral-conservateur Libéral National-conservateur	123 89	

Légis- lature	Date des élections	Nombre total de sièges	Nombre total de sièges remportés !					
			Gouver- nement	Oppo- sition	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti	
8.	23-06-1896	213	117	96	+21		Libéral	117
							Conservateur Protestant Protective	8
							Association	4
							Patrons of Industry	6
							Indépendant	
9*	07-11-1900	214	128	81	+47		Libéral	128
							Conservateur	71
							Indépendants	
							Autres	
							(vacance, double	
							représentation)	9
10°	03-11-1904	214	139	75	+64		Libéral	139
							Conservateur	7
11*	26-10-1908	221	133	88	+45		Libéral	13
							Conservateur	8
							Indépendants	
12°	21-09-19115	221	133	88	+45		Conservateur	13
							Libéral	8
							Indépendants	1
13e	17-12-1917	235	153	82	+71		Union ⁶ (conservateurs	
							et libéraux)	15
							Libéraux de Laurier ⁷	8
14*	06-12-1921	235	117	118		-18	Libéral	117
							Progressiste	6
							Libéral-conservateur	
							(conservateur)	50
							Travailliste	1
							Indépendant	
15*	29-10-19259	245	101	144		-43	Conservateur	116
							Libéral	10
							Progressiste	2
							Travailliste	1
							Indépendants	1

					MC	ombre total d	le sièges remportés ^l	
Légis- lature	Date des élections	Nombre total de sièges	Gouver- nement	Oppo- sition	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti	
16°	14-09-1926	245	12510	120	+5		Libéral	11
							Libéral progressiste	
							Conservateur	9
							Progressiste	-
							Fermiers unis de l'Alberta	1
							Travailliste	
							Indépendants	
17°	28-07-1930	245	137	108	+29		Conservateur	13
	20 01 1100				-		Libéral	8
							Fermiers unis de l'Alberta	_
							Libéral progressiste	
							Indépendants	
							Progressiste	
							Travailliste	
							Independent Labour Party	
							Fermiers unis de l'Ontario	
18°	14-10-1935	245	17311	72	+101		Libéral	17
							Libéral progressiste	
							Conservateur	3
							Crédit social	1
							Commonwealth	
							coopératif fédéré	
							Indépendants (libéraux)	
							Fermiers unis de	
							l'Ontario - Travailliste	
							Parti de la reconstruction	
							Indépendant (conservateu	r)
							Indépendant	
19*	26-03-1940	245	18112	64	+117		Libéral	17
							Libéral progressiste	
							Gouvernement national	
							(conservateur)	3
							Nouvelle démocratie	
							(Crédit social)	1
							Commonwealth	
							coopératif fédéré	
							Indépendants (libéraux)	
							Indépendant (noeraux)	
							Indépendant (conservateu	(a)
							Unity-Reform	,
							Unity-Neiorm Unity-Saskatchewan	
							Onity-Saskatchewan	

					No	ombre total d	le sièges remportés ⁽	
Légis- lature	Date des élections	Nombre total de sièges	Gouver- nement	Oppo- sition	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti	
20°	11-06-1945	245	125	120	+5		Libéral	125
							Progressiste-conservateur	1367
							Commonwealth	
							coopératif fédéré	28
							Crédit social	13
							Indépendants	3
							Indépendants (libéraux)	3
							Bloc populaire canadien	2
							Indépendant (CCF)	1
							Travailliste progressiste	
							(communiste)	1
21*	27-06-1949	262	19014	72	+118	-	Libéral	189
21-	27-06-1949	101	190.	12	+118			183
							Libéral travailliste	4
							Progressiste-conservateur Commonwealth	41
							coopératif fédéré	13
							Crédit social	10
							Indépendants	0
							Indépendants (libéraux)	9
22*	10-08-1953	265	17115	94	+77		Libéral	170
							Libéral travailliste	
							Progressiste-conservateur	5
							Commonwealth	
							coopératif fédéré	23
							Crédit social	15
							Indépendants	9
							Indépendants (libéraux)	- 4
23°	10-06-1957	265	112	153		-41	Progressiste-conservateur	115
23	10-06-1937	263	112	133		-41	Libéral	10
							Libéral travailliste	103
							Commonwealth	1
								21
							coopératif fédéré	25
							Crédit social	
							Indépendants	4
							Indépendant (libéral)	
24°	31-03-1958	265	208	57	+151		Progressiste-conservateur	
							Libéral	48
							Libéral travailliste	
							Commonwealth	
							coopératif fédéré	

							le sièges remportés ^I	
Légis- lature	Date des élections	Nombre total de sièges	Gouver- nement	Oppo- sition	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti	
25*	18-06-1962	265	116	149		-33	Progressiste-conservateur	
							Libéral	9
							Libéral travailliste	
							Crédit social	3
							Nouveau Parti	
							démocratique 16	1
26°	08-04-1963	265	12917	136		-7	Libéral	12
							Libéral travailliste	-
							Progressiste-conservateur	
							Crédit social 18	2
							Nouveau Parti	
							démocratique	1
27°	08-11-1965	265	13119	134		-3	Libéral	13
							Libéral travailliste	
							Progressiste-conservateur	9
							Nouveau Parti	
							démocratique	2
							Ralliement des créditistes	1
							Crédit social	
							Indépendant (progrcons.) Indépendant	
28e	25-06-1968	264	15520	109	+46		Libéral	15
20	23-06-1766	204	133	109	770		Libéral travailliste	13
							Progressiste-conservateur	7
							Nouveau Parti	,
							démocratique	2
							Ralliement des créditistes	1
							Indépendant	
29*	30-10-1972	264	109	155		-46	Libéral	10
							Progressiste-conservateur	10
							Nouveau Parti	
							démocratique	3
							Crédit social	-
							Indépendants	
30°	08-07-1974	264	141	123	+18		Libéral	14
							Progressiste-conservateur	9
							Nouveau Parti	
							démocratique	1
							Crédit social	1
							Indépendant	

					No	mbre total d	le sièges remportés ^I	
Légis- lature	Date des élections	Nombre total de sièges	Gouver- nement	Oppo-	Majorité gouver- nementale	Minorité gouver- nementale	Résultats par parti	
31*	22-05-1979	282	136	146		-10	Progressiste-conservateur Libéral Nouveau Parti démocratique Crédit social	136
32°	18-02-1980	282	147	135	+12		Libéral Progressiste-conservateur Nouveau Parti démocratique	147
33*	04-09-1984	282	211	71	+140		Progressiste-conservateur Libéral Nouveau Parti démocratique Indépendant	21 40 30
34°	21-11-1988	295	169	126	+43		Progressiste- conservateur Id Libéral Nouveau Parti démocratique	8
35°	25-10-1993	295	177	118	+59		Libéral Bloc québécois Réformiste Nouveau Parti démocratique Progressiste-conservateur Indépendant	54 52
36*	02-06-1997	301	155	146	+9		Libéral Réformiste Bloc québécois Nouveau Parti démocratique Progressiste-conservateur Indépendant	15:

^{1.} Source: Canadian Guide of Electoral History and Leadership (1867-1987), publié sous la direction de Wayne D. Madden et mis à jour par la Bibliothèque du Parlement. Les chiffres dénotant l'effectif des partis dans ce tableau se fondent sur les résultats immédiats des élections générales et ne rendent pas compte des changements d'affiliation politique pouvant être survenus par la suite.

^{2.} Lors des élections générales de 1867 et de 1872, le scrutin fut tenu dans les circonscriptions à des moments divers entre les dates indiquées. Après que la Loi des élections fédérales eut reçu la sanction royale, le 26 mai 1874, la tenue de toutes les élections le même jour devint obligatoire, sous réserve de quelques exceptions attribuables à des difficultés matérielles dans certaines régions.

- 3. Le gouvernement formé sous la direction de sir John A. Macdonald par suite des élections générales de 1867 était une coalition d'éléments libéraux et conservateurs qui avaient été partisans de la Confédération. Le parti conserva cette assise libérale-conservatrice lors de certaines élections subséquentes, mais on le désignait généralement sous le nom de Parti conservateur.
- En novembre 1873, le gouvernement Macdonald fut forcé de démissionner en raison du scandale du chemin de fer du Canadien Pacifique. Alexander Mackenzie, qui dirigeait les libéraux, prit le pouvoir.
- Pendant la Première Guerre mondiale, le mandat de la 12º législature fut prolongé au delà de cinq ans. Le 8 février 1916, la Chambre adopta une adresse à Sa Majesté le Roi demandant que le mandat de cette législature soit prolongé jusqu'au 7 octobre 1917 (Journaux, p. 62).
- 6. Le 12 octobre 1917, le premier ministre Borden forma un gouvernement appelé gouvernement unioniste, qui réunit les députés libéraux-conservateurs et libéraux qui avaient appuyé la conscription pendant la Première Guerre mondiale. Ces députés firent campagne à titre de candidats unionistes lors des élections générales du 17 décembre 1917.
- 7. En raison de la restructuration du système des partis suscitée par la question de la conscription, en 1917, les candidats libéraux élus à la Chambre par suite des élections générales de 1917 furent appelés les « libéraux de Laurier ».
- 8. Lors des élections générales du 6 décembre 1921, les libéraux remportèrent 117 sièges à la Chambre des communes, soit un de moins qu'il ne leur en aurait fallu pour obtenir une majorité. Toutefois, W. L. Mackenzie King put former un gouvernement grâce à l'appui des députés du Parti progressiste, et il fut assermenté à titre de premier ministre le 29 décembre 1921. La première session de la 14° législature s'ouvrit le 8 mars 1922. Au cours de celle-ci, les changements de parti par certains députés et les élections partielles firent que le gouvernement de M. King fut tantôt minoritaire tantôt majoritaire à la Chambre.
- 9. Par suite des élections générales du 29 octobre 1925, la représentation des libéraux à la Chambre fut réduite à 101 députés. Toutefois, W. L. Mackenzie King resta premier ministre grâce à l'appui du Parti progressiste. Le 26 juin 1926, il demanda au gouverneur général de dissoudre le Parlement et d'ordonner la tenue d'élections générales. Le gouverneur général refusa et, M. King ayant démissionné, il invita le chef des libéraux-conservateurs, Arthur Meighen, à former un gouvernement, ce que celui-ci fit le 29 juin 1926, avec l'appui d'une minorité des députés. La répartition des sièges était la suivante: gouvernement: 116; opposition: 129. Ce gouvernement ne garda la confiance du Parlement que trois jours et fut défait le 1º juillet 1926. La 15º législature fut dissoute le lendemain, et des élections générales furent convoquées pour le 14 septembre 1926.
- 10. Libéraux: 116; libéraux progressistes: 9. Les libéraux progressistes avaient consenti à se joindre aux libéraux pour former un gouvernement majoritaire. Un des thèmes de la campagne électorale de 1926 fut la rupture du Parti progressiste. Certains de ses partisans conservèrent cette étiquette, tandis que d'autres se présentèrent comme libéraux progressistes. D'autres se rangèrent sous la bannière des Fermiers unis de l'Alberta.
- 11. Libéraux: 171; libéraux-progressistes: 2.
- 12. Libéraux: 178; libéraux progressistes: 3.
- 13. Les élections générales de 1945 furent les premières où des candidats étaient élus à la Chambre sous l'étiquette du Parti progressiste-conservateur. Le nouveau nom du parti avait été adopté lors d'un congrès tenu par celui-ci le 11 décembre 1942.
- 14. Libéraux: 189; libéral travailliste: 1.
- Libéraux: 170; libéral travailliste: 1.
- En 1961, le Commonwealth coopératif fédéré fut dissous et devint le Nouveau Parti démocratique, sous la direction de T.C. Douglas.
- 17. Libéraux: 128; libéral travailliste: 1.
- Le 1^{er} septembre 1963, 13 députés du Québec quittèrent le parti du Crédit social pour former le Ralliement des créditistes, sous la direction de Réal Caouette.
- 19. Libéraux: 130: libéral travailliste: 1.

- 20. Libéraux: 154; libéral travailliste: 1.
- 21. Quelques jours après les élections générales de 1988, le député qui avait été étu dans la circonscription de Beaver River (Alberta), John Dahmer, mourut subitement, avant d'avoir pris son siège à la Chambre. Une élection partielle fut tenue le 13 mars 1989; la candidate du Parti réformiste, Deborah Grey, la remporta.

LES LÉGISLATURES DEPUIS 1867 ET LE NOMBRE DE JOURS DE SÉANCE

gouverneur général, dans un discours ou une proclamation. L'article 50 de la Loi constitutionnelle de 1867 et les articles 4(1) et 5 de la Loi constitutionnelle de 1982 prévoient que le mandat maximal de la Chambre des communes est de cinq ans à compter de la date Une session se divise en séances et en ajournements. Une séance est une réunion tenue par la Chambre au cours d'une session. Les périodes et les jours de séance de la Chambre sont prévus dans son Règlement. Une séance n'est pas nécessairement synonyme de La durée d'une législature est calculée à partir de la date de retour fixée pour les résultats du scrutin jusqu'à sa dissolution par le de rentrée des résultats du scrutin. Une législature se divise en sessions. Une session débute par un discours du Trône lorsque le Parlement est convoqué par proclamation du gouverneur général; elle se termine par une prorogation ou la dissolution du Parlement. «jour», car certains jours peuvent comprendre plus d'une séance et certaines séances peuvent se prolonger sur plus d'une journée.

Législature	Date des élections	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	de jours de séance	Nombre de séances
I'm législature I'm session 2° session 3° session 6° session 5° session	07-08-1867 au 20-09-1867	24.09-18672	06-11-1867 15-04-1869 15-02-1870 15-02-1871 11-04-1872	22-05-1868 22-06-1869 12-05-1870 14-04-1871 14-06-1872	22-05-1868 22-06-1869 12-05-1870 14-04-1871	08-07-1872	8 6 2 5 4	\$ 52 52 54
2° législature 1° session 2° session	20-07-1872 au 12-10-1872	03-09-18723	05-03-1873	13-08-1873	13-08-1873	02-01-1874	65 =	28

fgislature sssion	Date des élections générales	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	de jours de séance	Nombre de séances
3º législature	22-01-1874	21-02-1874*	34 03 1074	26.05.1874	26-05-1874		42	45
l's session			04.00-1875	08-04-1875	08-04-1875		48	48
L' session			10.02-1876	12-04-1876	12-04-1876		46	4
3 session			08-02-1877	28-04-1877	28-04-1877		59	65
5° session			07-02-1878	10-05-1878	10-05-1878	16-08-1878	89	89
4º législature	17-09-1878	21-11-1878					**	7
I'm session			13-02-1879	15-05-1879	13-03-18/9		5 5	2 2
2° session			12-02-1880	07-05-1880	07-05-1880		75	100
3° session 4" session			09-12-1880	17-05-1881	17-05-1881	18-05-1882	88	3 %
S* législature	20-06-1882	07-08-1882	200 00 000	2001 30 30	25.05.1883		73	73
l' session			17.01-1984	19-04-1884	19-04-1884		67	19
Z session			79.01-1885	20.07.1885	20-07-1885		122	611
3" session 4" session			25-02-1886	02-06-1886	02-06-1886	15-01-1887	65	99
6" législature	22-02-1887	07-04-1887		73 04 1087	23.04.1987		6	64
I'm session			13-04-188/	1001-00-67	22.05.1888		19	19
2ª session			21-01-1000	9891-50-77	02.05.1889		65	65
3° session 4° session			16-01-1890	16-05-1890	16-05-1890	03-02-1891	18	8
7° législature	05-03-1891	25-04-1891		1001 00 00	1001 00 00		102	102
I'm session			79-04-1891	30-07-1871	00 07 1907		87	87
2° session			7691-70-57	01-04-1892	01.04.1893		47	47
3° session			15 03 1004	22.07-1894	23-07-1894		87	88
4" session			19-03-1924	22-07-1895	22-07-1895		65	89
5 session			02-01-1896	23-04-1896	23-04-1896	24-04-1896	78	71

Législature	Date des élections générales ¹	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	Nombre de jours de séance	Nombre de séances
8º législature	23-06-1896	13-07-1896						
I'm session			9681-80-61	9681-01-50	05-10-1896		34	34
2° session			25-03-1897	29-06-1897	29-06-1897		65	78
3° session			03-02-1898	13-06-1898	13-06-1898		98	86
4º session			16-03-1899	11-08-1899	11-08-1899		2	102
5° session			01-02-1900	18-07-1900	18-07-1900	09-10-1900	115	115
% législature	07-11-1900	05-12-1900						
I'm session			06-02-1901	23-05-1901	23-05-1901		73	73
2° session			13-02-1902	15-05-1902	15-05-1902		63	63
3° session			12-03-1903	24-10-1903	24-10-1903		156	155
4º session			10-03-1904	10-08-1904	10-08-1904	29-09-1904	103	103
O législature	03-11-1904	15-12-1904						
I'm session			11-01-1905	20-07-1905	20-07-1905		129	129
2° session			08-03-1906	13-07-1906	13-07-1906		88	88
3° session			22-11-1906	27-04-1907	27-04-1907		95	95
4* session			28-11-1907	20-07-1908	20-07-1908	17-09-1908	151	150
I e législature	26-10-1908	03-12-1908						
I'm session			20-01-1909	19-05-1909	19-05-1909		84	84
2° session			6061-11-11	04-05-1910	04-05-1910		103	102
3° session			17-11-1910	28-07-1911		29-07-1911	117	1117
12° législature	21-09-1911	07-10-1911						
I'm session			1161-11-51	01-04-1912	01-04-1912		75	75
2° session			21-11-1912	06-06-1913	06-06-1913		121	Ξ
3° session			15-01-1914	12-06-1914	12-06-1914		103	103
4º session			18-08-1914	22-08-1914	22-08-1914		5	S
5° session			04-02-1915	15-04-1915	15-04-1915		51	15
6° session			12-01-1916	18-05-1916	9161-50-81		86	88
7° session			18-01-1917	20-09-1917	20-09-1917	06-10-1917	135	135

égislature	Date des élections générales	résultats du scrutin	Date	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	Nombre de jours de séance	Nombre de séances
3º législature	17-12-1917	27-02-1918						
" session			18-03-1918	23-05-1918	23-05-1918		47	47
2º session			20-02-1919	07-07-1919	6161-20-20		93	93
3º session			6161-60-10	6161-11-01	10-11-1919		20	20
4º session			26-02-1920	01-07-1920	01-07-1920		98	86
5° session			14-02-1921	04-06-1921	04-06-1921	04-10-1921	08	79
4º législature	06-12-1921	14-01-1922						
I'm session			08-03-1922	27-06-1922	27-06-1922		75	75
2° session			31-01-1923	30-06-1923	30-06-1923		86	86
3" session			28-02-1924	19-07-1924	19-07-1924		95	95
4° session			05-02-1925	27-06-1925	27-06-1925	05-09-1925	86	86
5º législature	29-10-1925	07-12-1925						
" session			07-01-1926	01-07-1926		02-07-1926	Ξ	Ξ
6º législature	14-09-1926	02-11-1926						
I'm session			09-12-1926	14-04-1927	14-04-1927		25	72
2º session			26-01-1928	11-06-1928	11-06-1928		93	93
3° session			07-02-1929	14-06-1929	14-06-1929		83	83
4° session			20-02-1930	30-05-1930		30-05-1930	62	62
7º législature	28-07-1930	18-08-1930						
I'm session			08-09-1930	22-09-1930	22-09-1930		12	13
2º session			12-03-1931	03-08-1931	03-08-1931		96	96
3º session			04-02-1932	26-05-1932	26-05-1932		78	78
4º session			06-10-1932	27-05-1933	27-05-1933		611	611
5° session			25-01-1934	03-07-1934	03-07-1934		105	105
6º session			17-01-1935	05-07-1935	05-07-1935	14-08-1935	46	46

égislature Jession	Date des élections générales	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	Nombre de jours de séance	Nombre de séances
8º législature	14-10-1935	09-11-1935						
l'e session			06-02-1936	23-06-1936	23-06-1936		16	92
2º session			14-01-1937	10-04-1937	10-04-1937		62	62
3º session			27-01-1938	01-07-1938	01-07-1938		102	102
4º session			12-01-1939	03-06-1939	03-06-1939		103	103
5° session			07-09-1939	13-09-1939	13-09-1939		9	9
6" session			25-01-1940	25-01-1940		25-01-1940	-	-
9º législature	26-03-1940	17-04-1940						
" session			16-05-1940	05-11-1940	05-11-1940		19	19
2º session			07-11-1940	21-01-1942	21-01-1942		105	105
3° session			22-01-1942	27-01-1943	27-01-1943		124	124
4º session			28-01-1943	26-01-1944	26-01-1944		120	120
5° session			27-01-1944	31-01-1945	31-01-1945		136	136
6° session			19-03-1945	16-04-1945		16-04-1945	61	61
20° législature	11-06-1945	09-08-1945						
I'm session			06-09-1945	18-12-1945	18-12-1945		76	76
2º session			14-03-1946	31-08-1946	31-08-1946		-18	= 8
3ª session			30-01-1947	17-07-1947	17-07-1947		115	115
4º session			05-12-1947	30-06-1948	30-06-1948		611	611
5° session			26-01-1949	30-04-1949		30-04-1949	59	59
21° législature	27-06-1949	25-08-1949	15.00,1949	10.12.1949	10.12.1949		2	2
7º corrigo			16-02-1950	30-06-1950	30-06-1950		96	96
Te session			29-08-1950	29-01-1951	29-01-1951		17	17
4º session			30-01-1951	09-10-1951	1961-01-60		105	105
5° session			196-10-1951	29-12-1951	29-12-1951		56	26
6° session			28-02-1952	20-11-1952	20-11-1952		87	87
7º session			20-11-1952	14-05-1953	14-05-1953	13-06-1953	108	80

égislature	Date des élections générales	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	Nombre de jours de séance	Nombre de séances
22° législature	10-08-1953	08-10-1953	5301 11 61	32.04.1054	24.04.1984		139	39
session			7501-10-20	28-02-1955	28.07.1955		140	<u> </u>
7. session			10.01-1956	14-08-1956	14-08-1956		152	152
4º session			26-11-1956	08-01-1957	08-01-1957		S	S
5° session			08-01-1957	12-04-1957		12-04-1957	1/	11
23° législature	10-06-1957	08-08-1957	201 01 71	9301 00 10		01.02.1958	78	78
ession			14-10-195/	9541-70-10		0071-70-10	2	2
24° législature	31-03-1958	30-04-1958	12.05.1958	04.09.1958	06.09.1958		93	93
- session			6561-10-51	18-07-1959	18-07-1959		127	127
To married			14-01-1960	10-08-1960	10-08-1960		146	146
4º session			17-11-1960	28-09-1961	28-09-1961		174	174
5° session			18-01-1962	18-04-1962		19-04-1962	65	99
25° législature	18-06-1962	18-07-1962	27-09-1962	05-02-1963		06-02-1963	п	п
26° législature	08-04-1963	08-05-1963	14.05.1963	57-13-1963	21.12.1963		117	117
l session			1961	00-04-1965	03-04-1965		248	248
3° session			05-04-1965	30-06-1965		961-60-80	53	53
27° législature	08-11-1965	09-12-1965			200 00 00		250	350
2° session			18-01-1966	23-04-1968	08-03-1767	23-04-1968	155	155
28° législature	25-06-1968	25-07-1968					901	901
l'e session			12-09-1968	22-10-1969	22-10-1969		155	55
2° session			73-10-1769	14 00 1970	14.00-1972		244	244
4° session			17-02-1972	01-09-1972		01-09-1972	16	16
29º législature	30-10-1972	20-11-1972	04.01.1073	34.03.1974	26.02.1974		306	207
7° session			27-02-1974	08-05-1974		09-05-1974	20	20

Législature Session	Date des élections générales	Date des résultats du scrutin	Date d'ouverture	Dernier jour de séance	Date de prorogation	Date de dissolution	Nombre de jours de séance	Nombre de séances
30° législature	08-07-1974	31-07-1974						
I'm session			30-09-1974	12-10-1976	12-10-1976		343	343
2" session			12-10-1976	17-10-1977	17-10-1977		175	175
3° session			18-10-1977	10-10-1978	10-10-1978		151	151
4º session			11-10-1978	26-03-1979		26-03-1979	86	96
31° législature	22-05-1979	6161-90-11						
I'm session			09-10-1979	14-12-1979		14-12-1979	49	46
32° législature	18-02-1980	10-03-1980						
I'm session			14-04-1980	30-11-1983	30-11-1983		609	165
2° session			07-12-1983	29-06-1984		09-07-1984	911	911
33º législature	04-09-1984	24-09-1984						
" session			05-11-1984	24-07-1986	28-08-1986		308	306
2° session			30-09-1986	30-09-1968		8861-01-10	390	389
34º législature	21-11-1988	12-12-1988						
" session			12-12-1988	30-12-1988	28-02-1989		=	=
2° session			03-04-1989	1661-50-80	12-05-1991		307	305
3° session			13-05-1991	23-06-1993		08-09-1993	268	268
35° législature	25-10-1993	15-11-1993						
I'm session			17-01-1994	02-02-1996	02-02-1996		280	280
2° session			27-02-1996	25-04-1997		27-04-1997	7	2
36° législature	02-06-1997	23-06-1997						
I'm session			22-09-1997	6661-90-11	18-09-1999		239	239

Au cours des années qui ont suivi la Confédération, le système électoral permettait d'étaler la tenue du scrutin sur plus d'une journée. Voir l'ouvrage initiulé Histoire du vote au Canada, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (1997), p. 42-43.

Tous les résultats devaient être rentrés le 24 septembre 1867, sauf ceux des circonscriptions de Gaspé et de Chicoutimi-et-Saguenay, qui devaient rentrer le 24 octobre 1867 (Journaux, vol. I, 1867-1868, p. vii-viii). ci

Tous les résultats devaient être rentrés le 3 septembre 1872, sauf ceux des circonscriptions de Gaspé et de Chicoutimi-et-Saguenay ainsi que des provinces du Manitoba et de la Colombie-Britannique, qui devaient rentrer le 12 octobre 1872 (Journaux, vol. VI, p. vi-vit). ෆ්

Tous les résultats devaient être rentrés le 21 février 1874, sauf ceux des circonscriptions de Gaspé et de Chicoutimi-et-Saguenay, ainsi que des provinces du Manitoba et de la Colombie-Britannique, qui devaient rentrer le 12 mars 1874 (Journaux, vol. VIII, p. vii).

LES RAPPELS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PENDANT DES PÉRIODES D'AJOURNEMENT DEPUIS 1867

Lorsque la Chambre s'ajourne pour une certaine période pendant une session, soit conformément à son Règlement, soit par ordre spécial, le Président a le pouvoir de la rappeler avant la date précisée dans la motion ou l'ordre, si le gouvernement le convainc que cela est dans l'intérêt public. L'usage veut que, le jour où la Chambre reprend ses séances, le Président informe les députés du motif de son rappel, des diverses démarches faites pour la rappeler et de la publication d'un Feuilleton spécial (si le gouvernement en a fait la demande). On trouvera ci-après la liste des cas où la Chambre a été rappelée pour traiter de questions d'intérêt public.

Législature Session	Date	Motif	En vertu de quelle autorité
19.5	22 novembre 1944	Etudier la démission du ministre de la Défense nationale (J.L. Ralston) et des questions connexes	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (12 août 1944) ¹ . Avis imprimé dans la Gazette du Canada (18 novembre 1944).
21.3	29 janvier 1951	Proroger la 3° session de la 21° législature	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (14 septembre 1950). Avis publié dans la Gozette du Conodo (6 janvier 1951).
27.1	29 août 1966	Étudier le projet de loi C-230, Loi de 1966 sur le maintien de l'exploitation des chemins de fer	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (14 juillet 1966). Avis publié dans la Gazette du Canada (22 août 1966).
28.4	31 août 1972	Étudier le projet de loi C-231, Loi sur les opérations des ports de la côte ouest	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (6 juillet 1972). Avis publié dans la Gazette du Canada (29 août 1972) et publication d'un Feuilleton spécial.

Législature Session	Date	Motif	En vertu de quelle autorité
29.1	30 août 1973	Etudier le projet de loi C-217, Loi sur le maintien de l'exploitation des chemins de fer	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (27 juillet 1973). Avis publié dans la Gazette du Canada (28 août 1973) et publication d'un Feuilleton spécial.
30.2	9 août 1977	Étudier le projet de loi C-63, Loi sur le maintien des services du contrôle de la circulation aérienne	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (25 juillet 1977). Avis publié dans la Gazette du Canada (6 août 1977) et publication d'un Feuilleton spécial.
32.1	6 octobre 1980	Étudier une motion du gouvernement visant l'établissement d'un Comité mixte spécial sur la Constitution	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (22 juillet 1980). Avis publié dans la Gazette du Canada (1 ^{er} octobre 1980) et publication d'un Feuilleton spécial.
33.1	24 juillet 1986	Etudier les amendements apportés par le Sénat au projet de loi C-67, Loi modifiant la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et la Loi sur les pénitenciers	Par le Président, conformément au Règlement ² . Avis publié dans la Gazette du Canada (23 juillet 1986).
33.2	II août 1987	Étudier le projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi de 1976 sur l'immigration et le projet de loi C-84, Loi modifiant la Loi de 1976 sur l'immigration	Par le Président, conformément au Règlement. Avis publié dans la Gazette du Canada (9 août 1987) et publication d'un Feuilleton spécial.
34.2	15 janvier 1991	Etudier une motion du gouvernement touchant la crise du golfe Persique	Par le Président, conformément au Règlement. Avis publié dans la Gazette du Canada (13 janvier 1991) et publication d'un Feuilleton spécial.
34.2	25 février 1991	Reprendre les travaux de la Chambre après l'ajournement sur convocation de la présidence	Par le Président, conformément à la résolution adoptée par la Chambre (21 janvier 1991) et au Règlement. Publication d'un Feuilleton spécial.
34.3	8 septembre 1992	Étudier des motions du gouvernement touchant la Constitution	Par le Président, conformément au Règlement. Publication d'un Feuilleton spécial.

- 1. Le 3 août 1940, une motion portant ajournement de la Chambre comportait une disposition autorisant le Président à la rappeler plus tôt si, après avoir consulté le gouvernement, il jugeait que cela était dans l'intérêt public. Lors des sessions suivantes, des motions semblables furent proposées et furent bientôt adoptées régulièrement lorsque la Chambre s'ajournait pour une période prolongée.
- 2. Un Règlement provisoire entré en vigueur le 22 décembre 1982, par suite des recommandations du Comité spécial sur le Règlement et la procédure, autorisait le Président à rappeler la Chambre si, après avoir consulté le gouvernement, il jugeait que cela était dans l'intérêt public. Cette disposition constitue actuellement l'article 28(3) du Règlement.

LES QUESTIONS DE PRIVILÈGE JUGÉES FONDÉES DE PRIME ABORD DEPUIS 1958

La pratique moderne en matière de privilège s'est implantée après la parution de la quatrième édition de la *Jurisprudence parlementaire de Beauchesne*, en 1958. Celui-ci y avait inclus une nouvelle section, tirée de la 14^e édition de l'ouvrage d'*Erskine May*, parue en 1946, sur la façon de soulever les questions de privilège. Cette description de la procédure britannique devint bientôt une source pratique qu'utilisèrent tous les Présidents, à commencer par Roland Michener, pour restreindre les interventions spécieuses de députés sur des questions n'ayant rien à voir avec les prérogatives du Parlement. Elle instaurait deux principes: à savoir 1) si la question de privilège paraissait fondée de prime abord et 2) si elle avait été soulevée dès qu'elle pouvait l'être. Ces deux points devaient être tranchés par le Président avant que la question soit débattue. Les motions pouvaient faire l'objet de débats et d'amendements, et elles étaient parfois rejetées. À l'occasion, la Chambre a adopté des motions relatives à des questions de privilège sans que le Président ait statué. Les questions de privilège n'étaient pas toutes renvoyées à un comité, mais, alors, le comité rapportait généralement qu'il avait étudié l'affaire et qu'aucune autre mesure n'était nécessaire. À de rares occasions, la Chambre a adopté le rapport du comité.

Tableau de toutes les questions de privilège soulevées depuis 1958 et jugées fondées de prime abord par le Président

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
l 6 février 1960	Allégation de reproduction intempestive du hansard par Sperry and Hutchinson Co. (Murdo Martin (Timmins))	Débats, 16 février 1960, p. 1100-1104; Journaux, 16 février 1960, p. 156-158	Adoptée	Oui	Journaux, 16 mars 1960, p. 280
ler novembre 1962	Article du Devoir relatant les propos de Bernard Dumont (Bellechasse) sur l'attitude du Président Lambert lors de questions sur le bilinguisme posées à la Chambre (Lionel Chevrier (Laurier))	Débats, 1 st novembre 1962, p. 1167-1168; <i>Journaux</i> , 1 st novembre 1962, p. 201-202	Adoptée ²	Oui	Aucun

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
29 novembre 1962	Articles de La Presse au sujet de la participation de députés à des conférences internationales (Raymond Langlois (Mégantic))	Débats, 28 novembre 1962, p. 2105-2106; 29 novembre 1962, p. 2132-2133; Journaux, 29 novembre 1962, p. 334	Adoptée	Oui	Aucun rapport
18 juin 1964	Éditorial du Citizen d'Ottawa commentant la conduite d'un député (Terence Nugent (Edmonton – Strathcona))	Débats, 18 juin 1964, p. 4431-4435; Journaux, 18 juin 1964, p. 443- 445	Rejetée lors d'un vote par appel nominal	S.O.	\$.O.
16 février 1965	Arrestation de Gilles Grégoire (Lapointe) à l'intérieur de la cité parlementaire (George McIlraith (Ottawa-Ouest))	Débats, 16 février 1965, p. 11356-11362; Journaux, 16 février 1965, p. 1035-1036	Adoptée avec dissidence	Oui	Journaux, 19 mars 1965, p. 1141-1142
23 mars 1965	Demande portant que tout député appelé à témoigner devant la Commission Dorion y soit autorisé par la Chambre (Erik Nielsen (Yukon))	Débots, 19 mars 1965, p. 12555-12559; 22 mars 1965, p. 12614-12617; 23 mars 1965, p. 12675-12677; Journoux, 23 mars 1965, p. 1159-1160	Adoptée	Non	\$.0.
23 mars 1965	Reproduction non autorisée de la page couverture de l'index du hansard par le Comité d'action politique du conseil d'Hamilton du syndicat des métallurgistes (John Munro (Hamilton-Est))	Débots, 23 mars 1965, p. 12677-12679; Journoux, 23 mars 1965, p. 1160	Adoptée	Oui	<i>journoux</i> , 1 ^{er} avril 1965, p. 1204
10 mars 1966	Accusations portées par Pierre Cardin (ministre de la Justice) concernant les rapports de certains députés avec un espion (Douglas Harkness (Calgary-Nord))	Débots, 10 mars 1966, p. 2483- 2496; Journoux, 10 mars 1966, p. 268-269	Aucune motion ne fut proposée ³	\$.0.	5.0.

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
24 octobre 1966	Allégations, publiées dans Le Droit, selon lesquelles le député recevait des ordres de quelqu'un qui était à la tribune du public (Terence Nugent (Edmonton – Strathcona))	Débats, 20 octobre 1966, p. 8889-8891; Journaux, 24 octobre 1966, p. 911-916	Rejetée lors d'un vote par appel nominal	s.o.	\$.O.
27 mars 1969	Refus du gouvernement de verser au député l'allocation de fin de service après son départ de la fonction publique (John Roberts (York – Simcoe))	Débots, 27 mars 1969, p. 7181-7182; <i>journoux</i> , 27 mars 1969, p. 853	Adoptée	Oui	Journoux, 24 avril 1969, p. 937
4 septembre 1973	Interrogation de la députée et de son personnel par la police à son bureau du Parlement (Flora MacDonald (Kingston et les Îles))	Débats, 4 septembre 1973, p. 6179-6180 et 6181; Journaux, 4 septembre 1973, p. 532	Adoptée	Oui	Journaux, 21 septembre 1973, p. 567
17 octobre 1973	Surveillance électronique d'une réunion du caucus du NPD par un journaliste (David Lewis (York-Sud))	Débats, 17 octobre 1973, p. 6942-6944; Journaux, 17 octobre 1974, p. 577	Adoptée ⁴	Non	s.o.
19 décembre 1974	Remarques de Réal Caouette (Témiscamingue) portant que des députés avaient soudoyé les reporters de la Tribune de la presse (Roch La Salle (Joliette))	Débats, 17 décembre 1974, p. 2317-2321; 19 décembre 1974, p. 2383-2384; journaux, 19 décembre 1974, p. 228	Adoptée lors d'un vote par appel nominal	Oui	Journaux, 6 mars 1975, p. 349
25 juillet 1975	Article de la Gozette de Montréal alléguant que le député avait eu connais- sance d'avance d'un budget et communiqué l'infor- mation à des hommes d'affaires (John Reid (Kenora – Rainy River))	Débats, 24 juillet 1975, p. 7886-7889; journaux, 25 juillet 1975, p. 742-743	Adoptée, avec amendement	Oui	Journaux, 17 octobre 1975, p. 781- 782

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
7 mai 1976	Allégations d'un ancien député à l'effet qu'un certain nombre de députés avaient reçu des pots-de-vin (Walter Baker (Grenville – Carleton))	Débots, 7 mai 1976, p. 13269-13271 et 13280-13281; Journoux, 7 mai 1976, p. 1275	Adoptée	Oui	Journaux, 21 mai 1976, p. 1305-1307
21 mars 1978	Allégation de surveillance électronique par la GRC (John Rodriguez (Nickel Belt))	Débats, 8 mars 1978, p. 3571-3576; 16 mars 1978, p. 3831-3832; 21 mars 1978, p. 3975-3976 et 3988; journaux, 21 mars 1978, p. 520-522 et 525	Rejetée lors d'un vote par appel nominal	s.o.	\$.0.
6 décembre 1978	Allégation selon laquelle une lettre du solliciteur général prêtait à confusion et entravait le député dans l'exercice de ses fonctions (Allan Lawrence (Northumberland – Durham))	Débats, 3 nov. 1978, p. 777-780; 9 nov. 1978, p. 964-967; 6 déc. 1978, p. 1856- 1877; 7 déc. 1978, p. 1892-1925; Journaux, 9 nov. 1978, p. 125-129; 6 déc. 1978, p. 221-224; 7 déc. 1978, p. 228	Rejetée lors d'un vote par appel nominal	s.o.	5.0.
22 mars 1983	Article de la Gazette de Montréal alléguant que le député était un lobbyiste rémunéré (Bryce Mackasey (Lincoln))	Débots, 16 mars 1983, p. 23834-23835; 22 mars 1983, p. 24027-24030; journoux, 22 mars 1983, p. 5376	Adoptée	Oui	Journaux, 23 novembre 1983, p. 6588
20 février 1984	Allégation d'intimidation d'un député par un fonctionnaire de la Société canadienne des postes (Albert Cooper (Peace River))	Débats, 6 février 1984, p. 1101-1106; 9 février 1984, p. 1234-1235; 14 février 1984, p. 1382-1384; 20 février 1984, p. 1559-1561; Journaux, 20 février 1984, p. 188-189	Rejetée lors d'un vote par appel nominal	s.o.	\$.0.

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
6 mai 1985	Annonce publiée dans un journal par un ancien député prétendant être le député actuel (Andrew Witer (Parkdale – High Park))	Débats, 25 avril 1985, p. 4111-4113; 6 mai 1985, p. 4439; Journaux, 6 mai 1985, p. 570	Adoptée	Oui	Journaux, 30 mai 1985, p. 676-677
14 mai 1987	Divulgation non autorisée par John Parry (Kenora – Rainy River) des résultats d'un vote tenu lors d'une séance à huis clos d'un comité permanent ⁵ (Felix Holtmann (Selkirk – Interlake))	Débots, 28 avril 1987, p. 5299 et 5329-5330; 5 mai 1987, p. 5737- 5742; 14 mai 1987, p. 6108-6111; Journoux, 14 mai 1987, p. 917	Adoptée	Oui	journaux, 18 décembre 1997, p. 2014-2016
30 octobre 1989	Accès à la colline du Parlement bloqué par des taxis (Herb Gray (Windsor-Ouest))	Débats, 30 octobre 1989, p. 5298-5302; Journaux, 30 octobre 1989, p. 773	Adoptée ⁶	Oui	Aucun rapport
6 novembre 1990	Agitation à la tribune. Le député affirme qu'Howard McCurdy (Windsor – St. Clair) y est mêlé ⁷ (Albert Cooper (Peace River))	Débats, 18 oct. 1990, p. 14359-14368; 6 nov. 1990, p. 15177-15181; Journaux, 6 nov. 1990, p. 2228	Adoptée	Oui	Journaux, 6 mars 1991, p. 2666
31 octobre 1991	La conduite d'Ian Waddell (Port Moody – Coquitlam) qui a saisi la masse (Jesse Flis (Parkdale – High Park))	Débats, 31 octobre 1991, p. 4271-4278, 4279-4280, 4309- 4310; Journaux, 31 octobre 1991, p. 574	Adoptée ⁸	Non	\$.O.
4 décembre 1992	Allégation d'intimidation, par un employé de la CBC, d'un témoin convoqué par un comité (Don Boudria (Glengarry – Prescott – Russell))	Débats, 4 décembre 1992, p. 14629-14631; Journaux, 4 décembre 1992, p. 2284	Adoptée	Oui ⁹	Journaux, 18 février 1993, p. 2528 ¹⁰

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
23 mars 1993	Remarques présumées de Benoît Tremblay (Rosemont) au sujet du président suppléant (Charles DeBlois) mettant en doute l'intégrité et l'impartialité de la présidence (Gilles Bernier (Beauce))	Débots, 16 mars 1993, p. 17027; 23 mars 1993, p. 17403-17405; journoux, 23 mars 1993, p. 2688	Adoptée ¹¹	Oui	Aucun
19 avril 1993	Non-dépôt par le ministre des Finances (Don Mazankowski) d'un décret pris en vertu du Tarif des douanes ¹² (Derek Lee (Scarborough – Rouge River))	Débats, 24 février 1993, p. 16393-16394; 19 avril 1993, p. 18104-18106; Journaux, 19 avril 1993, p. 2796-2797	Adoptée	Oui	Journoux, 8 septembre 1993, p. 3338
19 avril 1993	Non-réponse du gouvernement au rapport d'un comité (Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre))	Débots, 29 mars 1993, p. 17722; 19 avril 1993, p. 18104-18106	Adoptée 13	Oui	Journaux, 8 septembre 1993, p. 3338
12 mars 1996	Communiqué de Jean- Marc Jacob (Charlesbourg) adressé aux membres des Forces canadiennes au Québec invitant tous les francophones parmi eux à s'enrôler dans l'armée du Québec dans l'éventualité d'un vote favorable à la sécession (Jim Hart (Okanagan – Similkameen – Merritt))	Débots, 12 mars 1996, p. 557-567; 13 mars 1996, p. 648-674; 13 mars 1996, p. 680-703 et 716-747; 18 mars 1996, p. 854- 858; Journoux, 18 mars 1996, p. 107-110		Oui ¹⁵	Journoux, 18 juin 1996, p. 565-566
10 mars 1998	Déclarations de députés publiées dans le Ottowo Sun remettant en question l'intégrité de la Chambre et du Président (Peter MacKay (Pictou – Antigonish – Guysborough))	Débots, 9 mars 1998, p. 4560-4575; 10 mars 1998, p. 4592-4598; journoux, 10 mars 1998, p. 550-552	Adoptée, avec amendement	Oui	Journaux, 27 avril 1998, p. 706 ¹⁶

Date de la décision du Président	Sujet (dont le nom du député ayant soulevé la question)	Renvois	Sort de la motion	Renvoi à un comité	Rapport du comité
17 février 1999	Rudolement d'un député par des grévistes de l'AFPC ¹⁷ (Jim Pankiw (Saskatoon – Humboldt))	Débats, 17 février 1999, p. 12009-12012; Journaux, 17 février 1999, p. 1517	Adoptée	Oui	Journoux, 14 avril 1999, p. 1714
18 février 1999	Député empêché d'entrer dans son bureau par des grévistes de l'AFPC (John Reynolds (Vancouver-Ouest – Sunshine Coast))	Débats, 17 février 1999, p. 12009-12012; 18 février 1999, p. 12134; Journaux, 18 février 1999, p. 1525	Adoptée	Oui	Journoux, 14 avril 1999, p. 1714

- Jusqu'en 1992, les questions de privilège étaient renvoyées au Comité permanent des privilèges et élections, qui s'appela également pendant un temps Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires des députés.
- 2. La motion fut proposée par Léon Balcer, et non par M. Chevrier, qui avait soulevé la question au départ.
- Le Président jugea la question de privilège fondée de prime abord, mais décida que la motion était trop générale, et donc irrecevable. D'autres députés tentèrent de proposer des motions semblables ou identiques, mais le Président les déclara irrecevables.
- La motion visait non pas à faire renvoyer la question à un comité, mais plutôt à faire remettre les bandes en question soit à M. Lewis, soit au Président.
- Le 28 avril 1987, le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord déposa son troisième rapport relatif à la divulgation, par M. Parry, des résultats d'un vote tenu pendant une réunion à huis clos.
- La question fut renvoyée au Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires des députés. Le 16 février 1990, ce comité reprit le nom de Comité permanent des privilèges et élections.
- L'allusion à M. McCurdy fut retranchée de la motion proposée, et la question de l'agitation à la tribune fut renvoyée au comité.
- L'affaire ne fut pas renvoyée à un comité. M. Waddell fut convoqué à la barre de la Chambre et admonesté par le Président.
- À ce moment-là, les questions de privilège étaient renvoyées au Comité permanent de la gestion de la Chambre.
- 10. Le rapport du comité fut adopté le 25 février 1993 (Journaux, p. 2568).
- 11. M. Tremblay retira les remarques offensantes le 25 mars 1993 (Débats, p. 17537).
- 12. Le document fut déposé le 25 février 1993. Le Président jugea cette question de privilège fondée de prime abord, tout comme celle de M. Axworthy touchant le retard apporté par le gouvernement à répondre au rapport d'un comité. La motion avait trait au « non-respect des exigences relatives au dépôt, à la Chambre des communes, du décret en conseil [...] et d'autres documents [...] »

- 13. Le Président statua sur cette question de privilège en même temps que sur celle soulevée par Derek Lee au sujet du dépôt tardif d'un décret pris en vertu du Tarif des douanes. La motion avait trait au « non-respect des exigences relatives au dépôt, à la Chambre des communes du décret en conseil [...] et d'autres documents [...] ».
- 14. La motion fut débattue pendant trois jours avant d'être adoptée. On applique la clôture le 14 mars 1996, et la motion tendant à renvoyer la question au Comité fut amendée et adoptée le 18 mars 1996. L'amendement eut pour effet de retrancher les mentions selon lesquelles l'activité était « séditieuse et offensante ».
- 15. L'affaire fut renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui avait remplacé le Comité permanent de la gestion de la Chambre.
- 16. Le rapport du Comité fut adopté le 5 mai 1998 (Journaux, p. 744-745).
- La question de privilège fut soulevée à l'origine par M. Reynolds (Vancouver-Ouest Sunshine Coast), après quoi d'autres députés exprimèrent des préoccupations semblables.

LE RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le Règlement constitue les règles écrites permanentes qui orientent les travaux de la Chambre des communes. Il comporte plus de 150 articles dont chacun régit et réglemente ses travaux. Son caractère «permanent» signifie qu'il ne se périme pas à la fin d'une session ou d'une législature. Ses articles restent en vigueur jusqu'à ce que la Chambre elle-même décide de les suspendre, de les modifier ou de les abroger. On trouvera ci-après le Règlement en vigueur au 12 octobre 1999.

CAS NON PRÉVUS

Procédure dans les cas non prévus. 1. Dans tous les cas non prévus par le présent Règlement ni par un autre ordre de la Chambre, les questions de procédure sont décidées par l'Orateur ou le président, lesquels doivent fonder leurs décisions sur les usages, formules, coutumes et précédents de la Chambre des communes du Canada et sur la tradition parlementaire au Canada et dans d'autres juridictions, dans la mesure où ils sont applicables à la Chambre.

CHAPITRE I LA PRÉSIDENCE ÉLECTIONS ET NOMINATIONS

Première affaire à l'ordre du jour. 2. (1) À l'ouverture de la première session d'un Parlement, et à tout autre moment déterminé en vertu du paragraphe (2) du présent article, la première affaire à l'ordre du jour est l'élection de l'Orateur qui n'est interrompue par quelque affaire que ce soit.

Vacance de la Présidence. (2) Dans le cas d'une vacance ou d'une vacance prévue de la Présidence, que ce soit à l'ouverture d'un Parlement ou parce que le titulaire a annoncé son intention de se démettre de sa charge, ou pour toute autre raison, les députés, lorsqu'ils sont prêts, procèdent à l'élection de l'Orateur.

Priorité sur toutes les autres affaires. Ajournement de la Chambre. (3) L'élection de l'Orateur a priorité sur toutes les autres affaires, et aucune motion d'ajournement ni autre motion n'est acceptée pendant le scrutin. La Chambre continue de sièger, au besoin, après l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, nonobstant tout autre article du Règlement ou ordre spécial, jusqu'à ce que l'Orateur soit déclaré élu et occupe le fauteuil de la façon habituelle. Si la Chambre a continué de sièger au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, l'Orateur ajourne la séance sur-le-champ jusqu'au lendemain.

Présidence de l'élection.

- 3. (1) Durant l'élection de l'Orateur, le fauteuil est occupé par :
- a) à l'ouverture d'un Parlement, le député qui compte le plus d'années de service ininterrompu, selon sa position dans la liste publiée dans la Gazette du Canada, qui n'est pas ministre et qui n'occupe aucune charge à la Chambre, y compris celle de chef de parti;
 ou.
- b) l'Orateur, si celui-ci a indiqué son intention de se démettre de sa charge; et
- c) dans les autres cas, en l'absence de l'Orateur, l'Orateur adjoint et président des Comités pléniers, tel que prévu dans la loi.

Pouvoirs et droit de vote du président d'élection.

- (2) Le député qui préside à l'élection de l'Orateur est investi de tous les pouvoirs dévolus à la Présidence, à condition
 - a) d'avoir le droit de voter lors de l'élection de l'Orateur; et
 - b) que son vote ne soit pas prépondérant en cas d'égalité des voix entre deux candidats.
 - 4. L'élection de l'Orateur se fait par scrutin secret et se déroule de la façon suivante :

Procédure du scrutin.

Le Greffier doit être informé du nom des députés qui ne veulent pas se porter candidats. Liste de noms remise au président d'élection. (1) Tout député qui ne veut pas se porter candidat à la Présidence en informe par écrit, au plus tard à 18 h 00 heures la veille de la date prévue du scrutin, le Greffier de la Chambre qui établit la liste des députés non intéressés, ainsi qu'une liste de tous les ministres et chefs de parti, qu'il remet au président d'élection, avant le premier tour de scrutin.

Bulletins de vote.

(2) Le Greffier fournit les bulletins de vote aux députés présents à la Chambre.

Annonce que la liste établie peut être consultée. (3) Le président d'élection annonce du fauteuil que la liste établie en vertu du paragraphe (1) du présent article peut être consultée au Bureau.

Vote.

(4) Les députés qui veulent voter pour un candidat à la Présidence inscrivent, en majuscules, le prénom et le nom de famille d'un député sur le bulletin de vote.

Bulletin de vote déposé dans une urne. (5) Les députés déposent leur bulletin de vote rempli dans une urne placée à cette fin sur le Bureau.

Décompte et destruction des bulleties

(6) Lorsque tous les députés qui le désirent ont voté, le Greffier de la Chambre vide l'urne, compte les bulletins et, une fois satisfait de l'exactitude du compte, détruit les bulletins, ainsi que tout registre du nombre de voix recueillies par chaque candidat, qu'il ne divulgue en aucune façon.

Annonce du nom du nouvel Orateur. (7) Lorsqu'un député a recueilli la majorité des voix, le Greffier de la Chambre communique le nom du député en question au président d'élection qui annonce alors le nom du nouvel Orateur de la Chambre.

Dans le cas où il n'y a pas de majorité. (8) Si aucun député ne recueille la majorité des voix, la procédure est la suivante:

Le Greffier fournit au président d'élection une liste des noms des candidats par ordre alphabétique. a) le Greffier de la Chambre fournit au président d'élection, par ordre alphabétique, les noms des candidats au tour de scrutin suivant, mais il détermine d'abord le nombre total de voix le moins élevé et exclut de la liste des candidats ainsi établie les noms de tous les députés qui ont recueilli ce nombre de voix, ainsi que les noms de tous les députés ayant recueilli cinq pour cent ou moins des voix exprimées; cependant, si tous les candidats ont obtenu le même nombre de voix, aucun nom n'est exclu de la liste ainsi établie; et

Annonce du nom des candidats. Les motifs du retrait d'une candidature doivent être précisés. b) le président d'élection annonce ensuite, par ordre alphabétique, les noms des candidats qui sont alors les seuls noms acceptés par la suite. Avant de procéder au deuxième tour de scrutin, il demande cependant à tout député dont le nom a été ainsi annoncé et qui veut retirer sa candidature à la Présidence, de préciser les motifs de son retrait.

Tours de scrutin subséquents. (9) Les tours de scrutin subséquents se déroulent de la façon décrite aux paragraphes (4) à (8) du présent article, sauf qu'après le deuxième tour de scrutin et les tours suivants, le président d'élection ne demande pas à tout député dont le nom a été ainsi annoncé et qui veut retirer sa candidature à la Présidence de préciser les motifs de son retrait. Il procède plutôt sans tarder au tour de scrutin suivant. Le scrutin se poursuit de la même façon jusqu'à l'élection du nouvel Orateur.

Aucun débat ou question de privilège n'est autorisé. (10) Durant l'élection de l'Orateur, il n'y a aucun débat et le président d'élection n'est autorisé à entendre aucune question de privilège.

Aucun ministre ou chef de parti n'est éligible. 5. Nul ministre ni chef de parti n'est éligible à la Présidence.

Pas une question de confiance. L'élection de l'Orateur n'est pas considérée comme une question de confiance envers le gouvernement.

Le président des Comités pléniers. 7. (1) À l'ouverture de la première session d'un Parlement, la Chambre élit un de ses membres président des Comités, en même temps qu'Orateur adjoint de la Chambre. Le député ainsi élu prend, s'il est à son siège, la présidence de tous les Comités pléniers.

Connaissance linguistique.

(2) Le député ainsi appelé à remplir les fonctions d'Orateur adjoint et président des Comités doit connaître à fond la langue officielle qui n'est pas celle de l'Orateur à l'époque considérée.

Mandat. Vacance. (3) Le député ainsi élu Orateur adjoint et président des Comités reste en fonction jusqu'à la fin du Parlement pour lequel il a été élu. En cas de vacance par décès, démission ou autrement, la Chambre procède sans retard au choix d'un successeur.

Président par intérim. (4) Si l'Orateur adjoint et président des Comités est absent lorsque la Chambre doit se former en Comité plénier, l'Orateur peut, avant de quitter le fauteuil, nommer un autre député président du Comité.

Le vice-président et le vice-président adjoint des Comités pléniers. 8. Au commencement de chaque session, ou de temps à autre selon que les circonstances l'exigent, la Chambre peut nommer un vice-président des Comités pléniers de même qu'un vice-président adjoint des Comités pléniers qui pourront, l'un ou l'autre, chaque fois que le président des Comités pléniers sera absent, exercer tous les pouvoirs attribués au président des Comités pléniers, y compris ses pouvoirs d'Orateur adjoint durant l'absence inévitable de l'Orateur.

Ordre et décorum

Abstention de l'Orateur. Vote prépondérant. L'Orateur ne participe à aucun débat de la Chambre. À voix égales, l'Orateur émet un vote prépondérant, et les raisons alléguées sont consignées aux journoux. Ordre et décorum. Sans appel. 10. L'Orateur maintient l'ordre et le décorum et décide des questions d'ordre. En décidant d'une question d'ordre ou de pratique, l'Orateur indique l'article du Règlement ou l'autorité applicable en l'espèce. Aucun débat n'est permis sur une décision de ce genre, qui ne peut faire l'objet d'aucun appel à la Chambre.

Désignation d'un député.

11. (1) a) L'Orateur a le pouvoir de maintenir l'ordre en désignant par son nom tout député qui n'a pas respecté l'autorité de la Présidence et, sans avoir à présenter de motion, en lui ordonnant de se retirer durant le reste de cette séance, nonobstant l'article 15 du Règlement.

Le député qui ne respecte pas un ordre de la Présidence est ernmené. b) Lorsqu'un député ne respecte pas un ordre de la Présidence donné en conformité de l'alinéa a) du présent paragraphe, l'Orateur ordonne au Sergent d'armes d'emmener le député.

Digressions ou répétitions. (2) L'Orateur ou le président, après avoir attiré l'attention de la Chambre ou du Comité sur la conduite d'un député qui persiste à s'éloigner du sujet de la discussion ou à répéter des choses déjà dites, peut lui ordonner de mettre fin à son discours. Si le député en cause continue de parler, l'Orateur le désigne par son nom; si l'infraction est commise en Comité, le président en dénonce l'auteur à la Chambre.

Décorum en Comité plénier:

12. Le président maintient l'ordre aux réunions des Comités pléniers. Il décide de toutes les questions d'ordre sous réserve d'appel à l'Orateur. Cependant, le désordre dans un Comité ne peut être censuré que par la Chambre, sur réception d'un rapport à cet égard. Aucune décision ne peut faire l'objet d'un débat.

Motion contraire aux règles et privilèges du Parlement. 13. Lorsque l'Orateur est d'avis qu'une motion dont un député a saisi la Chambre est contraire aux règles et privilèges du Parlement, l'Orateur en informe immédiatement la Chambre, avant de mettre la question aux voix, et cite l'article du Règlement ou l'autorité applicable en l'espèce.

Présence d'étrangers. Motion visant l'exclusion des étrangers. L'Orataur ou le président décide. 14. Lorsqu'un député signale la présence d'étrangers, l'Orateur ou le président, selon le cas, peut mettre aux voix, sans permettre de débat ni d'amendement, la motion: « Que les étrangers reçoivent l'ordre de se retirer.». Toutefois, l'Orateur ou le président peut enjoindre les étrangers de se retirer chaque fois qu'il le juge à propos.

CHAPITRE II

Assiduité

15. Vu les dispositions de la Loi sur le Parlement du Canada, tout député est tenu d'assister aux séances de la Chambre sauf s'il est occupé à d'autres activités et fonctions parlementaires ou à un engagement public ou officiel.

Décorum

- 16. (1) Lorsque l'Orateur met une proposition aux voix, il est interdit à tout député d'entrer dans la Chambre, d'en sortir ou d'aller d'un côté à l'autre de la salle, ou encore de faire du bruit ou de troubler l'ordre.
- (2) Lorsqu'un député a la parole, il est interdit à tout député de passer entre lui et le fauteuil ou de l'interrompre sauf pour soulever un rappel au Règlement.
- (3) Aucun député ne doit passer entre le fauteuil et le Bureau, ni entre le fauteuil et la Masse lorsqu'elle a été enlevée du Bureau par le Sergent d'armes.

(4) À l'ajournement de la Chambre, les députés doivent rester à leur siège tant que l'Orateur n'a pas quitté le fauteuil.

Pour obtenir la parole. 17. Tout député qui désire obtenir la parole doit se lever de sa place et s'adresser à l'Orateur en le désignant par son titre.

Remarques irrévérencieuses ou offensantes. Critique d'un vote. 18. Aucun député ne doit parler irrévérencieusement du Souverain ou d'un autre membre de la famille royale, ni du Gouverneur général ou de la personne qui administre le gouvernement du Canada. Nul député ne doit se servir d'expressions offensantes pour l'une ou l'autre des deux Chambres ni pour un de leurs membres. Aucun député ne peut critiquer un vote de la Chambre, sauf pour proposer que ce vote soit rescindé.

Rappel au Réglement. L'Orateur peut permettre un débat. 19. Lorsqu'un député qui a la parole est rappelé au Règlement, soit par l'Orateur, de son propre mouvement, soit sur un rappel au Règlement soulevé par un autre député, il doit reprendre son siège pendant qu'est exposé le rappel au Règlement, après quoi il peut s'expliquer. L'Orateur peut permettre à la Chambre de discuter le rappel au Règlement avant de rendre sa décision, mais le débat doit se borner rigoureusement au point soulevé.

Cas où un député doit se retirer: 20. S'il surgit une question concernant la conduite ou l'élection d'un député, ou encore son droit de faire partie de la Chambre, ce député peut faire une déclaration et doit se retirer durant la discussion de ladite question.

Intérêt pécuniaire.

21. Aucun député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote de tout député ainsi intéressé doit être rejeté.

Registre public des déplacements des députés à l'étranger. 22. Le Greffier de la Chambre tient un Registre public des déplacements des députés à l'étranger, dans lequel les députés consignent tous leurs déplacements effectués à l'extérieur du Canada en leur qualité de membre de la Chambre des communes, ou liés à leur fonction de membre de la Chambre des communes, lorsque le coût des déplacements en question n'est pas entièrement assumé par le Fonds du revenu consolidé, le député personnellement, une association interparlementaire ou un groupe d'affinité sanctionné par la Chambre des communes et tout parti reconnu, ainsi que le nom du particulier ou de l'organisation qui a parrainé le déplacement en provenance et à destination du Canada.

Offre d'argent aux députés.

23. (1) Le fait d'offrir de l'argent ou quelque autre avantage à un député à la Chambre des communes, en vue de favoriser toute opération pendante ou devant être conduite au Parlement, constitue un délit qualifié de «high crime and misdemeanour» et tend à la subversion de la Constitution.

Corruption électorale.

(2) S'il appert qu'une personne a été élue et déclarée élue député à la Chambre des communes, ou a cherché à l'être, par l'emploi de moyens de corruption ou d'autres tractations malhonnêtes, la Chambre usera de la plus grande rigueur envers tout individu qui aura volontairement pris part à ces manœuvres.

CHAPITRE III

SÉANCES DE LA CHAMBRE

Heures et jours de séances. 24. (1) La Chambre se réunit à 11 h 00 les lundis, à 10 h 00 les mardis, jeudis et vendredis et à 14 h 00 les mercredis à moins qu'il n'en soit décidé autrement par un ordre permanent ou spécial de la Chambre.

Ajournement quotidien. (2) À 18 h 30 tous les jours de séance, sauf le vendredi, et à 14 h 30 le vendredi, l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'au prochain jour de séance.

Cas où une motion d'ajournement est requise. 25. Lorsqu'un ordre permanent ou spécial de la Chambre prescrit que les affaires spécifiées en vertu d'un tel article doivent se poursuivre, être immédiatement réglées ou terminées à une séance quelconque, la Chambre ne peut être ajournée qu'après les délibérations, sauf en conformité d'une motion d'ajournement proposée par un ministre de la Couronne.

Prolongation d'une séance. 26. (1) Sauf pendant la période des affaires émanant des députés, lorsque l'Orateur occupe le fauteuil, un député peut, sans avis, proposer une motion en vue de prolonger une séance pendant l'heure du souper ou au-delà de l'heure ordinaire d'ajournement quotidien afin d'étudier une affaire spécifiée ou une ou plusieurs de ses étapes, sous réserve des conditions suivantes:

Seules les affaires en délibération sont visées. d) la motion doit se rattacher aux affaires en délibération, pourvu que les travaux de tout Comité plénier puissent être interrompus temporairement en vue de proposer une motion en vertu de cet article du Règlement;

Présentation de la motion. b) la motion doit être proposée dans l'heure qui précède le moment où les affaires en délibération doivent être interrompues par l'heure du souper, l'heure consacrée aux mesures d'initiative parlementaire ou l'heure ordinaire d'ajournement quotidien; et

Sans débat.

c) la motion ne doit pas faire l'objet d'un débat ou d'un amendement.

Lorsqu'il y a opposition. (2) Lorsque l'Orateur met une motion semblable aux voix, il doit inviter les députés qui s'opposent à ladite motion à se lever de leur place. Si quinze députés ou plus se lèvent, la motion est réputée retirée; autrement, elle est adoptée.

Prolongation des séances en juin. 27. (1) Le dixième jour de séance avant le 23 juin, pendant la période consacrée aux affaires courantes ordinaires, un ministre peut, sans avis, proposer une motion visant à prolonger les séances des dix derniers jours jusqu'à une heure déterminée.

Mise aux voix

(2) Au plus tard deux heures après l'ouverture des délibérations à ce sujet, l'Orateur doit mettre aux voix toutes les questions nécessaires en vue de disposer de ladite motion.

Jours où la Chambre ne siège pas. 28. (1) La Chambre ne siégera pas le jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour fixé pour la célébration de l'anniversaire du Souverain, la fête de Saint-Jean-Baptiste, la fête du Dominion, la fête du Travail, le jour d'Action de grâces, le jour du Souvenir et le jour de Noël. Lorsque la fête de Saint-Jean-Baptiste et la fête du Dominion sont un mardi, la Chambre ne siégera pas la veille; lorsque ces fêtes sont un jeudi, la Chambre ne siégera pas le lendemain.

Calendrier de la Chambre. (2) Lorsque la Chambre se réunit un jour figurant dans la colonne A, ou continue de sièger après l'heure normale du début de la séance un tel jour, puis s'ajourne, elle demeure ajournée au jour correspondant stipulé dans la colonne B.

A: Le vendredi précédant le jour d'Action de grâces.

Le deuxième lundi suivant ledit vendredi.

Le vendredi précédant le jour du Souvenir.

Le deuxième lundi suivant ledit vendredi.

Le deuxième vendredi précédant le jour de Noël.

Le premier lundi de février.

Le vendredi précédant la semaine marquant le milieu de la période comprise entre le premier lundi de février et le vendredi précédant le Vendredi Saint.

Le deuxième lundi suivant ledit vendredi.

Le vendredi précédant le Vendredi Saint.

Le lundi suivant le lundi de Pâques.

Le vendredi précédant la semaine marquant le milieu de la période comprise entre le lundi suivant le lundi de Pâques et le 23 juin. Le deuxième lundi suivant ledit vendredi ou, si ce lundi est le jour fixé pour la célébration de l'anniversaire du Souverain, le mardi suivant ce lundi.

Le 23 juin ou le vendredi précédent si le 23 juin tombe un samedi, un dimanche ou un lundi Le deuxième lundi suivant la fête du Travail.

Rappel de la Chambre. (3) Si, pendant l'ajournement, l'Orateur, après consultation avec le gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir avant le moment fixé par le Règlement ou par une motion d'ajournement, l'Orateur peut faire connaître, par avis, qu'il a acquis cette conviction et la Chambre se réunit au temps fixé dans un tel avis et poursuit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à ce moment. Si l'Orateur n'est pas en état d'agir par suite de maladie, ou pour toute autre cause, l'Orateur adjoint, le vice-président des Comités ou le vice-président adjoint des Comités agit en son nom aux fins du présent paragraphe.

Sanction royale pendant un ajournement. (4) Si, pendant un ajournement de la Chambre prescrit au paragraphe (2) du présent article, un projet de loi est prêt à recevoir la sanction royale, l'Orateur peut, à la demande du gouvernement, faire connaître par avis que la Chambre se réunira plus tôt que prévu, pour l'octroi de la sanction royale. La Chambre se réunit au temps fixé, à cette seule fin, et, immédiatement après la sanction royale, l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'au moment initialement prévu. Si l'Orateur n'est pas en état d'agir par suite de maladie ou pour toute autre cause, l'Orateur adjoint, le vice-président des Comités ou le vice-président adjoint des Comités agit en son nom aux fins du présent paragraphe.

Quorum de vingt.

29. (1) La présence d'au moins vingt députés, y compris l'Orateur, est nécessaire pour que la Chambre puisse valablement exercer ses pouvoirs.

Faute de quorum.

(2) Faute de quorum à l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, l'Orateur peut prendre place au fauteuil et remettre les travaux de la Chambre au prochain jour de séance.

Sonnerie d'appel : guorum. (3) S'il est signalé à l'Orateur, pendant une séance de la Chambre, que le quorum n'est pas atteint, l'Orateur, après avoir constaté qu'il n'y a pas quorum, fait entendre la sonnerie d'appel des députés pendant quinze minutes au plus; à ce moment, on compte les députés présents et, si le quorum n'est toujours pas atteint, l'Orateur remet les travaux de la Chambre au prochain jour de séance.

Consignation aux Journaux. (4) Lorsque l'Orateur prononce l'ajournement pour défaut de quorum, l'heure en est consignée aux Journaux, avec le nom des députés alors présents.

L'Orateur reçoit l'huissier de la verge noire. (5) Quand le Sergent d'armes annonce que le Gentilhomme huissier de la verge noire se présente à la porte, l'Orateur prend le fauteuil, qu'il y ait quorum ou non.

CHAPITRE IV

PROGRAMME QUOTIDIEN

Prière.

30. (1) L'Orateur donne lecture de la prière, chaque jour de séance, avant que la Chambre entame ses travaux.

Début des travaux.

(2) Les travaux de la Chambre débuteront au plus tard deux minutes après la lecture des prières.

Affaires courantes.

(3) À 15 h 00 les lundis et mercredis, à 10 h 00 les mardis et jeudis, et à 12 h 00 les vendredis, la Chambre passe à l'étude des affaires courantes ordinaires dans l'ordre suivant:

Dépôt de documents (conformément aux articles 32 ou 109 du Règlement)

Déclarations de ministres (conformément à l'article 33 du Règlement)

Présentation de rapports de délégations interparlementaires (conformément à l'article 34 du Règlement)

Présentation de rapports de comités (conformément à l'article 35 du Règlement)

Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement

Dépôt de projets de loi émanant des députés

Première lecture des projets de loi publics émanant du Sénat

Motions

Présentation de pétitions (conformément à l'article 36(6) du Règlement)

Questions inscrites au Feuilleton.

Lorsque les délibérations sous la rubrique « Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement » n'ont pas été achevées avant les déclarations de députés. (4)a) Les mardis et jeudis, lorsque les délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement» n'ont pas été achevées avant les déclarations de députés, la Chambre continue l'étude des affaires courantes ordinaires immédiatement après les questions orales, nonobstant le paragraphe (5) du présent article, jusqu'à achèvement des délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement». Au besoin, l'étude des affaires émanant des députés est écourtée ou suspendue, selon le cas.

Avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien. b) Lorsque les délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement» n'ont pas été achevées avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, la Chambre continue de siéger afin de poursuivre l'étude des affaires courantes ordinaires jusqu'à achèvement des délibérations sous la rubrique «Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement», après quoi l'Orateur lève la séance.

Heures pour les déclarations de députés, la période des questions orales et l'ordre du jour. (5) À 14 h 00 les lundis, mardis, mercredis et jeudis, et à 11 h 00 les vendredis, les députés autres que les ministres de la Couronne peuvent faire des déclarations en vertu de l'article 31 du Règlement. Au plus tard à 14 h 15 ou à 11 h 15, selon le cas, la Chambre passe aux questions orales. À 15 h 00, les mardis et jeudis, et après les affaires courantes ordinaires les lundis, mercredis et vendredis, l'ordre du jour est abordé dans l'ordre établi conformément au paragraphe (6) du présent article.

Les travaux du jour.

(6) Sous réserve de tout autre article, la Chambre étudie les travaux du jour dans l'ordre suivant: (Lundi)

(Avant les affaires courantes ordinaires)

Affaires émanant des députés - de II h 00 à 12 h 00:

Projets de loi publics, Projets de loi privés, Avis de motions et Avis de motions (documents).

Ordres émanant du gouvernement.

(Après les affaires courantes ordinaires)

Ordres émanant du gouvernement.

(Mardi et leudi)

(Après les affaires courantes ordinaires)

Ordres émanant du gouvernement.

Affaires émanant des députés — de 17 h 30 à 18 h 30:

Projets de loi publics, Projets de loi privés, Avis de motions et Avis de motions (documents).

(Mercredi)

(Après les affaires courantes ordinaires)

Avis de motions portant production de documents.

Ordres émanant du gouvernement.

Affaires émanant des députés - de 17 h 30 à 18 h 30:

Projets de loi publics, Projets de loi privés, Avis de motions et Avis de motions (documents).

(Vendredi)

(Avant les affaires courantes ordinaires)

Ordres émanant du gouvernement.

(Après les affaires courantes ordinaires)

Ordres émanant du gouvernement.

Affaires émanant des députés - de 13 h 30 à 14 h 30:

Projets de loi publics, Projets de loi privés, Avis de motions et Avis de motions (documents).

Retard ou interruption de l'heure réservée aux affaires émanant des députés. (7) Si l'heure réservée aux affaires émanant des députés est retardée ou interrompue pour un motif quelconque, elle doit être prolongée d'une période correspondant à la durée du retard ou de l'interruption. L'étude des autres travaux stipulés au paragraphe (6) du présent article est alors écourtée au besoin. Si le retard ou l'interruption se prolonge plus de trente minutes après la fin normale de l'heure, pour la journée en question, cette heure ou la fraction qui en reste, ainsi que les affaires qui devaient être examinées pendant cette heure, sont reprises à une séance ultérieure de la Chambre à une date déterminée par l'Orateur après consultation, celui-ci devant s'efforcer de prévoir cette reprise dans les dix jours de séance suivants, mais sans permettre qu'intervienne plus d'une période d'ajournement en vertu du paragraphe 28(2) du Règlement. Dans les cas où l'Orateur ajourne la Chambre conformément aux articles 2(3), 30(4)b) ou 83(2) du Règlement, le présent paragraphe ne s'applique pas.

Déclarations de députés. 31. Un député peut obtenir la parole, conformément à l'article 30(5) du Règlement, pour faire une déclaration pendant au plus une minute. L'Orateur peut ordonner à un député de reprendre son siège si, de l'avis de l'Orateur, il est fait un usage incorrect du présent article.

Document déposé en vertu d'une loi ou d'un ordre. 32. (1) Tout état, rapport ou autre document à déposer devant la Chambre en conformité de quelque loi du Parlement, ou suivant une résolution ou un article du Règlement de cette Chambre, peut être déposé auprès du Greffier n'importe quel jour de séance ou,

pendant les périodes d'ajournement, le mercredi qui suit le quinzième jour du mois. Un tel état, rapport ou autre document est réputé, à toutes fins, avoir été présenté ou déposé à la Chambre.

Dépôt de documents à la Chambre. (2) Un ministre de la Couronne, ou un secrétaire parlementaire agissant au nom d'un ministre, peut, de son siège à la Chambre, déclarer qu'il se propose de déposer sur le Bureau de la Chambre, tout rapport ou autre document qui traite d'une question relevant des responsabilités administratives du gouvernement et, cela fait, le rapport ou autre document est réputé, à toutes fins, avoir été déposé à la Chambre.

Consignation aux Journaux. (3) Dans l'un ou l'autre cas, une mention de tout document ainsi déposé doit être consignée aux *Journaux*.

Dans les deux langues officielles.

(4) Les documents qui sont distribués ou déposés à la Chambre, conformément aux paragraphes (1) ou (2) du présent article, le sont dans les deux langues officielles.

Renvoi permanent au comité.

(5) Les rapports, états ou autres documents déposés à la Chambre en conformité d'une loi du Parlement sont réputés renvoyés en permanence au comité permanent compétent.

Renvoi à un comité dans d'autres cas.

(6) Les documents qui doivent être déposés sur le Bureau conformément à l'article 110 du Règlement sont réputés avoir été renvoyés au comité permanent compétent durant la période prescrite lors du dépôt dudit document.

Déclarations de ministres.

33. (I) À l'appel des déclarations de ministres prévues à l'article 30(3) du Règlement, un ministre de la Couronne peut faire un court exposé de faits ou de politique gouvernementale. Un porte-parole de chaque parti de l'opposition peut ensuite faire de brefs commentaires sur l'exposé. L'Orateur limite la durée de ces interventions comme il le juge bon.

Prolongation de la séance. (2) La période prévue pour les affaires émanant du gouvernement est prolongée d'une période correspondant à la période consacrée à la prise en considération des affaires prévues au paragraphe (1) du présent article, dans l'après-midi du jour de séance où telle considération a eu lieu. Le cas échéant, la prise en considération des affaires émanant des députés et l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien sont retardées en conséquence, nonobstant les articles 24, 30 et 38 du Règlement ou tout ordre adopté conformément à l'article 27 du Règlement.

Rapports des délégations interparlementaires. 34. (1) Dans les vingt jours de séance qui suivent le retour au Canada d'une délégation interparlementaire reconnue constituée en partie de députés, le chef de la délégation, ou un député qui agit en son nom, présente à la Chambre un rapport des activités de la délégation.

Brève présentation orale permise. (2) Le député qui présente un rapport conformément au paragraphe (1) du présent article est autorisé à faire une brève présentation orale du sujet dudit rapport.

Rapports de comités. Brève explication permise. 35. (1) Les rapports de comités à la Chambre peuvent être présentés par des députés de leur place, au moment prévu par les articles 30(3) ou 81(4)c) du Règlement. Toutefois, on peut permettre au député d'expliquer brièvement le sujet du rapport.

Brève explication complémentaire.

(2) En cas de présentation d'un rapport accompagné, conformément à l'article 108(1)a) du Règlement, d'un énoncé d'opinions ou de recommandations complémentaires ou dissidentes, un membre du comité, qui est député de l'Opposition officielle et qui

représente les membres ayant appuyé l'opinion ou les opinions exprimées en appendice, peut aussi intervenir pour en présenter une brève explication.

Examen des pétitions par le greffier des pétitions. 36. (1) Avant leur présentation, le greffier des pétitions examine toutes les pétitions qu'il doit juger correctes quant à la forme et au contenu pour qu'elles puissent être présentées.

Forme des pétitions.

- (2) Pour être certifiée correcte conformément au paragraphe (1) du présent article, chaque pétition satisfait aux conditions suivantes:
 - a) elle est adressée à la Chambre des communes ou à la Chambre des communes réunie en Parlement:
 - b) elle comporte une requête claire, appropriée et respectueuse priant le Parlement de prendre certaines mesures qui relèvent de sa compétence;
 - c) elle est manuscrite, dactylographiée ou imprimée sur du papier de grandeur normale:
 - d) son libellé ne contient ni rature ni rajout;
 - e) le sujet de la requête est indiqué sur chaque feuille si la pétition comporte plus d'une feuille de signatures et d'adresses;
 - f) elle ne contient que des signatures originales et adresses inscrites directement et non collées ou autrement reproduites; et
 - g) elle porte la signature d'au moins vingt-cinq pétitionnaires qui ne sont pas députés, de même que l'adresse des signataires.

Responsabilité du député.

(3) Tout député qui présente une pétition se porte garant qu'elle ne contient rien d'inconvenant ou de contraire au Règlement.

Endossement par le député. (4) Tout député qui présente une pétition y inscrit son nom à l'endos.

Dépôt auprès du Greffier de la Chambre.

(5) Tout député peut présenter une pétition à la Chambre n'importe quand pendant une séance, en la déposant auprès du Greffier de la Chambre.

Présentation à la Chambre. (6) Tout député qui désire présenter une pétition de sa place à la Chambre peut le faire pendant les Affaires courantes ordinaires, à l'appel de la «Présentation de pétitions», à laquelle est affectée une période d'une durée maximale de quinze minutes.

Aucun débat.

(7) Lors de la présentation d'une pétition, aucun débat n'est permis à son sujet.

Réponse du gouvernement. (8) Toute pétition présentée conformément au présent article est transmise surle-champ au gouvernement, qui répond dans les quarante-cinq jours à toutes les pétitions qui lui sont renvoyées. La réponse peut être déposée conformément à l'article 32(1) du Règlement.

CHAPITRE V QUESTIONS

Questions orales

Période des questions orales. L'Orateur décide de l'urgence. 37. (1) Des questions portant sur des sujets urgents peuvent, à l'heure stipulée à l'article 30(5) du Règlement, être adressées oralement aux ministres de la Couronne. Toutefois, si l'Orateur estime qu'une question ne comporte aucune urgence, il peut ordonner qu'elle soit inscrite au Feuilleton.

Questions posées à un membre du Bureau de régle interne. (2) On peut aussi poser des questions orales, au moment prescrit à l'article 30(5) du Règlement, à un membre du Bureau de régie interne désigné par le Bureau.

Avis d'une question à soulever à l'ajournement. (3) Un député qui n'est pas satisfait de la réponse donnée à une question formulée un jour quelconque au cours de cette période, ou un député dont la question ne comporte, seion la décision de l'Orateur, aucune urgence, peut donner avis de son intention de soulever le sujet de sa question lors de l'ajournement de la Chambre. Même s'il a été donné oralement ou non pendant la période des questions conformément à l'article 30(5) du Règlement, l'avis mentionné au présent article doit être donné par écrit à l'Orateur au plus tard une heure après la fin de cette période, le même jour. À moins qu'on en ait disposé auparavant, l'avis est réputé retiré après le quarante-cinquième jour de séance qui suit le jour où il a été donné.

Délibérations sur la motion d'ajournement. 38. (1) Sauf dispositions contraires du présent Règlement, à l'heure de l'ajournement, les lundis, mardis, mercredis et jeudis, l'Orateur peut, nonobstant les dispositions des articles 24(2) et 67(2) du Règlement, estimer qu'une motion portant ajournement de la Chambre a été faite et appuyée et, dès lors, cette motion peut faire l'objet d'un débat qui ne doit pas excéder trente minutes.

Avis requis. Durée du débat. (2) Pendant les trente minutes visées au présent article, aucune question ne peut faire l'objet d'un débat, à moins qu'avis n'en ait été donné par un député, ainsi que le prévoit l'article 37(3) ou l'article 39(5)b) du Règlement. Aucun débat sur un sujet quelconque sou-levé pendant cette période ne doit durer plus de six minutes.

Ordre de priorité des questions.

(3) Lorsque plusieurs députés ont donné avis de leur intention de soulever des questions au moment de l'ajournement de la Chambre, l'Orateur détermine l'ordre suivant lequel ces questions doivent être soulevées. En agissant ainsi, il doit tenir compte de l'ordre suivant lequel les avis ont été donnés, de l'urgence des questions soulevées et de la répartition des occasions d'en discuter parmi les membres des divers partis à la Chambre. L'Orateur peut, à sa discrétion, consulter les représentants des partis au sujet dudit ordre et se laisser guider par leur avis.

Annonce des questions. (4) Au plus tard à 17 h 00, les lundis, mardis, mercredis et jeudis, l'Orateur doit indiquer à la Chambre la ou les questions à soulever au moment de l'ajournement ce jour-là.

Durée de l'exposé: quatre minutes. Réplique: deux minutes. (5) Le député qui soulève la question peut parler pendant quatre minutes au plus. Un ministre de la Couronne, ou un secrétaire parlementaire parlant au nom d'un ministre, peut, s'il le désire, parler pendant au plus deux minutes. Lorsque le débat a duré au total trente minutes, ou lorsque le débat sur la ou les questions soulevées a pris fin, si cette fin

survient avant l'expiration des trente minutes, l'Orateur doit juger que la motion portant ajournement a été adoptée et il doit ajourner la Chambre jusqu'au prochain jour de séance.

Le temps pour l'annonce des travaux est exclu. (6) Le temps consacré aux questions et réponses relatives aux travaux futurs de la Chambre, qu'il précède ou suive la période de trente minutes prévue au présent article, ne doit pas être inclus dans la période en question.

Questions par écrit

Questions inscrites au Feuilleton. 39. (1) Les députés peuvent faire inscrire au Feuilleton des questions adressées à des ministres de la Couronne en vue de renseignements sur quelque affaire publique; ils peuvent, de la même manière, poser des questions à d'autres députés à la Chambre sur un projet de loi, une motion ou une autre affaire publique relative aux travaux de la Chambre et dans laquelle ces derniers députés peuvent être intéressés. Il est cependant irrégulier, en posant des questions de ce genre ou en y répondant, d'avancer des arguments ou des opinions, ou d'énoncer des faits, autres que ceux qui sont indispensables pour expliquer la question ou la réponse. Il y est répondu sans discussion du sujet ainsi visé.

Responsabilités du Greffier. (2) Le Greffier de la Chambre, agissant pour l'Orateur, a les pleins pouvoirs nécessaires pour s'assurer que l'on inscrive au Feuilleton des Avis des questions cohérentes et concises, conformément aux coutumes de la Chambre. Il peut aussi, au nom de l'Orateur, ordonner que certaines questions soient posées séparément.

Questions marquées d'un astérisque. Trois au plus. (3)a) Un député qui requiert une réponse orale peut marquer sa question d'un astérisque, mais aucun député ne peut, à la fois, faire inscrire au Feuilleton plus de trois questions semblables.

Réponses imprimées dans les Débots.

b) Si un député ne marque pas sa question d'un astérisque, le ministre à qui la question était adressée remet la réponse au Greffier de la Chambre qui la fait imprimer dans le compte rendu officiel des Débots.

Quatre questions au plus au Feuilleton.

(4) Aucun député n'a plus de quatre questions inscrites au Feuilleton en même temps.

Demande au gouvernement de répondre. (5)a) Un député peut demander au gouvernement de répondre à une question en particulier dans les quarante-cinq jours, en l'indiquant au moment où il dépose l'avis de sa question.

Après quarante-cinq jours.

b) Dans le cas où une question reste sans réponse à l'expiration de ce délai de quarante-cinq jours, le député qui a fait inscrire la question peut intervenir à la Chambre à l'appel de la rubrique «Questions inscrites au Feuilleton» et donner avis qu'il entend reporter la question et soulever le sujet visé à l'ajournement de la Chambre.

Question portée comme avis de motion. (6) Quand l'Orateur estime qu'une question inscrite au Feuilleton à l'adresse d'un ministre de la Couronne est de nature à nécessiter une longue réponse, l'Orateur peut, sur demande faite par le gouvernement, ordonner qu'elle soit portée comme avis de motion et transférée à ce titre au Feuilleton, avec le rang qui lui appartient. Le Greffier de la Chambre est autorisé à y apporter des modifications de forme.

Question transformée en ordre de dépôt. (7) Si une question, d'après le ministre qui doit fournir la réponse, est telle que cette dernière devrait revêtir la forme d'un état et si le ministre fait connaître qu'il est prêt à déposer cet état sur le Bureau de la Chambre, sa déclaration, à moins que la Chambre n'en décide autrement, est réputée un ordre de la Chambre à cette fin, qui doit être inscrit à ce titre dans les Journaux.

CHAPITRE VI

LE PROCESSUS DU DÉBAT

Priorité des affaires au Feuilleton. 40. (1) Toutes les affaires portées à l'Ordre du jour, excepté les Ordres émanant du gouvernement, sont abordées d'après la priorité respective qui leur est assignée au Feuilleton.

Appel des Ordres émanant du gouvernement. (2) Les Ordres émanant du gouvernement sont appelés et examinés dans l'ordre établi par le gouvernement.

Interruption des

41. (1) Lorsque les travaux de la Chambre sont interrompus en vertu du Règlement ou d'un ordre spécial, sauf disposition contraire, les délibérations sont interrompues et les affaires en délibération à ce moment là restent en suspens jusqu'au jour de séance suivant ou jusqu'à l'après-midi du même jour de séance, après la période prévue à l'article 30(5) du Règlement, suivant le cas; elles sont alors abordées au stade atteint lors de l'interruption.

Ordre du jour interrompu par l'ajournement de la Chambre. (2) En cas d'interruption du débat sur un ordre du jour du fait de l'ajournement de la Chambre résultant d'une motion ou du défaut de quorum, cette motion ou cet ordre reste au Feuilleton et y garde son rang pour la séance suivante; cependant, si le débat sur une affaire émanant des députés qui n'a pas été choisie en application de l'article 92 du Règlement est ainsi interrompu, l'affaire est dès lors rayée du Feuilleton.

Questions et avis de motions auxquels il n'est pas donné suite. 42. (1) Les questions des députés et les avis de motions qui ne sont pas abordés lorsqu'ils sont appelés peuvent rester au Feuilleton et y garder leur rang, à la demande du gouvernement; sinon, ils en sont rayés. On peut toutefois les renouveler.

Ordres réservés ou reportés. (2) Les ordres non abordés lorsqu'ils sont appelés peuvent, moyennant une demande de même nature, rester au Feuilleton en y gardant leur rang; sinon, ils perdent leur rang et sont portés au Feuilleton de la séance suivante, après ceux de la même catégorie qui sont arrivés à la même étape.

Affaires du jour remises. (3) Toutes les affaires du jour qui n'ont pas été achevées avant l'ajournement se trouvent remises à la séance suivante, sans qu'il soit nécessaire de présenter une motion à cet effet.

Durée des discours et observations lorsque l'Orateur préside. 43. (1) Sauf dispositions contraires du présent Règlement, lorsque l'Orateur occupe le fauteuil, aucun député, sauf le premier ministre et le chef de l'Opposition, ou un ministre proposant un ordre émanant du gouvernement et le député répliquant immédiatement après ce ministre, ne doit parler plus de vingt minutes à la fois au cours de tout débat. Toutefois, si nécessaire, après chaque intervention de vingt minutes, une période n'excédant pas dix minutes est réservée afin de permettre aux députés de poser des questions et de faire de brèves observations sur des sujets ayant trait au discours, ainsi que de permettre des réponses auxdites questions et observations.

Période d'intervention partagée en deux. (2) Le whip d'un parti peut, à n'importe quel moment d'un débat régi par le présent article, indiquer à l'Orateur qu'une ou plusieurs des périodes maximales d'intervention fixées par le paragraphe (1) du présent article qui sont allouées aux membres de son parti doivent être partagées en deux.

Aucun député ne peut parler deux fois. Exception. 44. (1) Sauf disposition contraire du Règlement ou d'un ordre spécial, aucun député ne peut prendre la parole deux fois sur une même question, sauf pour expliquer une partie importante de son discours qui peut avoir été citée inexactement ou mal interprétée; mais le député ne peut alors apporter aucun nouvel élément dans la discussion et aucun débat n'est permis sur son explication.

Droit de réplique.

(2) Le droit de réplique appartient à tout député qui a fait une motion de fond, mais non au député qui a proposé un amendement, la question préalable ou des instructions à un comité.

La réplique clôt le débat. (3) Dans tous les cas, l'Orateur signale à la Chambre que la réplique de l'auteur de la motion initiale clôt le débat.

Registre des députés «pairés».

44.1 (1) Le Greffier de la Chambre fait tenir au Bureau de la Chambre un registre des députés «pairés» dans lequel tout député du parti ministériel et tout député d'un parti de l'opposition peuvent faire inscrire leur nom ensemble par leur whip respectif pour indiquer qu'ils ne participeront à aucun vote par appel nominal à la date inscrite sur cette page du registre; les députés indépendants peuvent toutefois signer le registre eux-mêmes.

Publication des noms. (2) Les jours où un ou des votes par appel nominal ont été tenus, les noms des députés ainsi inscrits au registre sont publiés dans les Débats et les Journaux, à la suite de l'inscription relative à chacun de ces votes.

Consignation des

45. (1) Les votes affirmatifs et négatifs ne sont consignés aux *Journaux* que si cinq députés en font la demande.

Débat interdit lors des votes.

(2) Les débats cessent dès que les députés sont appelés en Chambre pour y faire enregistrer leur vote.

Sonnerie d'appel — 15 minutes lorsque l'Orateur a interrompu des délibérations. (3) Lorsque, en vertu des dispositions de tout article du Règlement ou de tout autre ordre de cette Chambre, l'Orateur a interrompu des délibérations afin de mettre immédiatement aux voix la question relative à une affaire alors en discussion devant la Chambre, la sonnerie d'appel des députés doit fonctionner pendant quinze minutes au plus.

Sonnerie d'appel — 30 minutes pour une motion ne faisant pas l'objet d'un débat. (4) Lorsque l'Orateur a mis aux voix une motion qui ne peut faire l'objet d'un débat, la sonnerie d'appel fonctionne pendant au plus trente minutes.

Sonnerie d'appel — 30 minutes pour une motion faisant l'objet d'un débat. Vote différé à la demande d'un whip.

- $(5)\sigma)(i)$ Sauf dans les cas prévus aux paragraphes (3) et (6) du présent article, lorsque l'Orateur a mis aux voix une motion qui peut faire l'objet d'un débat et que l'on a demandé le vote par appel nominal sur cette motion, la sonnerie d'appel fonctionne pendant au plus trente minutes.
 - (ii) Pendant la sonnerie d'appel, le whip en chef du gouvernement ou le whip en chef de l'Opposition peut demander à l'Orateur de différer le vote. L'Orateur diffère alors le vote à un autre moment désigné qui ne dépasse pas l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien du jour de séance suivant, qui n'est pas un vendredi. Au moment du vote ainsi différé, la sonnerie d'appel fonctionne pendant au plus quinze minutes. Font exception à cette méthode de différer un vote par appel nominal les cas visés à l'alinéa b) du présent paragraphe, au paragraphe (6) du présent article et à l'article I 26(2) du Règlement.
 - (iii) Dans le cas d'une motion de l'opposition à mettre aux voix, proposée par un député d'un parti autre que l'Opposition officielle, le whip de ce parti peut, lui aussi, demander à l'Orateur de différer le vote.

Vote différé lors d'un jour désigné. b) Lorsque l'Orateur a mis aux voix une motion de l'opposition un jour désigné et que l'on a demandé le vote par appel nominal sur cette motion, on peut demander que ce vote soit différé selon les termes de l'alinéa a) du présent paragraphe, à moins que ce ne soit le dernier jour désigné d'une période de subsides. Poursuite de l'étude des affaires.

Affaires devant être terminées après la tenue d'un vote différé.

Vote par appel nominal sur une motion faisant l'objet d'un débat réclamé un vendredi. Vote par appel nominal différé un jeudi. Exception: vote lors du dernier jour désigné d'une période de subsides.

Vote par appel nominal sur l'étape du rapport différé un vendredi.

Vote différé avec l'accord des whips.

Une seule sonnerie d'appel.

Lecture des questions non imprimées.

Quand les rappels au Règlement peuvent être soulevés.

Question de privilège.

Avis.

- c) Nul vote par appel nominal ne peut être différé plus d'une fois en vertu de l'alinéa o) du présent paragraphe ou du paragraphe (6) du présent article. Après qu'un vote par appel nominal est différé, la Chambre poursuit l'étude des affaires dont elle est saisie, selon l'article 30(6) du Règlement.
- d) Si l'Orateur a interrompu le débat sur une affaire qui doit, conformément à un ordre de la Chambre, être réglée au cours d'une séance donnée, et qu'un des votes à prendre a été différé, il ne peut plus y avoir de débat sur cette affaire après la tenue de ce vote différé, mais tout ce qui est nécessaire pour terminer l'affaire est fait sur-le-champ.
- (6) a) Dans le cas où, un vendredi, un vote par appel nominal est réclamé sur une motion qui peut faire l'objet d'un débat, le vote est différé jusqu'à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien du jour de séance suivant. Le vote par appel nominal différé le jeudi n'est pas tenu le vendredi, mais plutôt à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, le jour de séance suivant. La sonnerie d'appel lors de ces votes différés fonctionne pendant au plus quinze minutes. Fait exception à cette règle le vote sur une motion de l'opposition, le dernier jour désigné d'une période de subsides, qui ne peut être reporté, sauf tel que prévu à l'alinéa 81(18)b). Sauf dans le cas prévu au paragraphe (7) du présent article, en cas de conflit, le présent paragraphe s'applique malgré toute autre disposition du Règlement.
 - b) Le vote par appel nominal sur une motion tendant à l'adoption d'un projet de loi à l'étape du rapport conformément aux articles 76(9), 76.1(9) et 76.1(12) du Règlement peut être différé même si cette motion ne peut faire l'objet d'un débat.
- (7) Nonobstant toute autre disposition du Règlement, n'importe quand après qu'un vote par appel nominal a été demandé, le whip en chef du gouvernement peut, s'il a l'agrément des whips de tous les autres partis reconnus (de même que celui du parrain de l'affaire, dans le cas des Affaires émanant des députés), demander à l'Orateur de différer, ou de différer à nouveau, selon le cas, le vote à une date et à un moment désignés. L'Orateur diffère alors le vote à ce moment. La sonnerie d'appel lors de ces votes fonctionne pendant au plus quinze minutes.
- (8) Dans les cas où, en vertu d'une disposition du Règlement ou d'un ordre spécial de la Chambre, on doit procéder successivement à deux ou plusieurs votes par appel nominal ne devant pas être séparés par un débat, la sonnerie d'appel des députés ne se fera entendre qu'une seule fois.
- 46. Lorsque la question en discussion n'a pas été inscrite au Feuilleton ou n'a pas été imprimée et distribuée, tout député peut en exiger la lecture à n'importe quelle étape du débat, mais non de manière à interrompre celui qui a la parole.
- 47. Lorsqu'il n'y a pas de rappel au Règlement durant le débat ou durant la période prévue pour les déclarations conformément à l'article 31 du Règlement, et pour les questions orales conformément à l'article 30(5) du Règlement, ces questions peuvent être soumises à l'Orateur immédiatement après les affaires courantes ordinaires. Les rappels au Règlement qui interviennent durant ladite période peuvent être soumis à l'Orateur immédiatement après celle-ci.
- 48. (1) Quand la question de privilège est posée, elle doit être immédiatement prise en considération.
- (2) À moins qu'un avis de motion n'ait été donné en vertu des articles 54 ou 86(2) du Règlement, tout député qui, au cours d'une séance, veut poser une question de privilège

qui ne découle pas des délibérations de la Chambre, doit en faire part à l'Orateur par écrit au moins une heure avant que la question soit soulevée à la Chambre.

La prorogation n'annule pas un ordre ou une adresse. 49. La prorogation de la Chambre n'a pas pour effet d'annuler un ordre ou une adresse de la Chambre tendant à la production de rapports ou de documents, mais tous les rapports et documents dont la production, ordonnée à une session, n'a pas été effectuée au cours de sa durée, doivent être produits au cours de la session suivante, sans renouvellement de l'ordre.

CHAPITRE VII DÉBATS SPÉCIAUX

L'Adresse en réponse au discours du Trône

Six jours de débat.

50. (1) Les délibérations sur l'Ordre du jour portant reprise du débat sur la motion d'Adresse en réponse au discours du Trône et sur tous amendements y proposés ne doivent pas dépasser six jours de séance.

Durée des discours et observations. (2) Aucun député, sauf le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne peut parler pendant plus de vingt minutes à la fois au cours dudit débat; toutefois, si nécessaire, après le discours de tout député, une période n'excédant pas dix minutes est réservée afin de permettre aux députés de poser des questions et de faire de brèves observations sur des sujets ayant trait au discours, ainsi que de permettre des réponses auxdites questions et observations.

Annonce des jours désignés. Priorité. (3) Le ou les jours à désigner pour la prise en considération dudit ordre doivent être annoncés, à l'occasion, par un ministre de la Couronne et, le ou les jours en question, cet ordre aura la priorité sur toutes autres opérations, excepté les Affaires courantes ordinaires.

Suspension des affaires émanant des députés. (4) Les jours désignés pour la suite du débat sur l'Adresse, les délibérations sur les affaires émanant des députés prévues pour ces séances sont suspendues.

Mise aux voix du sous-amendement le deuxième jour. (5) Le deuxième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix le sous-amendement.

Mise aux voix des amendements le quatrième jour. (6) Le quatrième desdits jours, si un amendement est à l'étude trente minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix tout amendement ou tous amendements dont la Chambre est alors saisie.

Aucun amendement le ou après le cinquième jour. (7) La motion portant sur l'Adresse en réponse ne peut être l'objet d'aucun amendement le ou après le cinquième jour dudit débat.

Mise aux voix de la motion principale le sixième jour. (8) Le sixième desdits jours, quinze minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, sauf terminaison antérieure du débat sus-mentionné, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix chaque question nécessaire pour statuer sur la motion principale.

Règlement et procédure

Étude d'une motion portant sur le Réglement et la procédure. 51. (1) Entre le 60° et le 90° jours de séance de la première session d'un Parlement, lors d'un jour désigné par un ministre de la Couronne ou le 90° jour de séance si ce jour n'a pas été désigné, un ordre du jour prévoyant l'étude d'une motion voulant « Que cette Chambre prenne en considération le Règlement et la procédure de la Chambre et de ses comités» est réputé proposé et a priorité sur tous les autres travaux.

Fin des délibérations.

(2) Les délibérations sur cette motion se terminent lorsque le débat sur celle-ci est terminé ou à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, selon le cas.

Durée des discours

(3) Aucun député ne peut prendre la parole plus d'une fois ni pendant plus de dix minutes.

Débat d'urgence

Demande d'autorisation. 52. (1) Pour proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, il faut en demander l'autorisation après l'achèvement des affaires courantes ordinaires comme il est stipulé aux paragraphes (3) et (4) de l'article 30 du Règlement.

Énoncé par écrit remis à l'Orateur. (2) Un député qui désire proposer une motion à l'effet « Que cette Chambre s'ajourne maintenant » en vertu des dispositions du présent article du Règlement doit remettre à l'Orateur, au moins une heure avant d'en saisir la Chambre, un énoncé par écrit de l'affaire dont il propose la discussion.

Présentation de l'énoncé.

(3) Le député qui demande l'autorisation de proposer une motion de ce genre, doit se lever de sa place et présenter, sans argument, l'énoncé dont il est question au paragraphe (2) du présent article.

Décision de l'Orsteur. (4) L'Orateur doit décider, sans aucune discussion, de l'opportunité de mettre ou non l'affaire en discussion.

Ce dont l'Orateur doit tenir compte. (5) En décidant si une affaire devrait être mise à l'étude d'urgence, l'Orateur devra tenir compte de la mesure dans laquelle elle concerne les responsabilités administratives du gouvernement ou pourrait faire partie du domaine de l'action ministérielle, et l'Orateur devra également tenir compte de la probabilité que l'affaire soit discutée à la Chambre dans un délai raisonnable par d'autres moyens.

Conditions

- (6) Le droit de proposer l'ajournement de la Chambre aux fins ci-dessus est soumis aux conditions suivantes:
 - a) la question dont la mise en discussion est proposée doit se rapporter à une véritable urgence, qui requiert une mise à l'étude immédiate et urgente;
 - b) il ne peut être discuté plus d'une question sur la même motion;
 - c) il ne peut être présenté plus d'une motion de ce genre dans une même séance;
 - d) la motion ne doit remettre en discussion aucune affaire déjà débattue dans la même session conformément aux dispositions de cet article du Règlement;
 - e) la motion ne doit soulever aucune question de privilège; et

f) la discussion occasionnée par la motion ne doit faire surgir aucune question qui, d'après le Règlement de la Chambre, peut seulement être débattue sur une motion distincte dont il a été donné avis.

La décision n'est pas toujours motivée.

(7) En déclarant s'il est ou non convaincu de l'opportunité de discuter de cette affaire, l'Orateur n'est pas tenu de donner les motifs de sa décision.

Décision remise.

(8) Si l'Orateur le désire, il peut remettre sa décision quant à l'opportunité de discuter de cette affaire jusqu'à plus tard au cours de la séance, à un moment où les travaux de la Chambre peuvent être interrompus pour annoncer sa décision.

La question reste en suspens.

(9) Si l'Orateur est convaincu que la question peut faire l'objet d'un débat, la question reste en suspens jusqu'à 20 h 00, le même jour. Toutefois, l'Orateur, à sa discrétion, peut ordonner que la motion soit fixée pour examen à une certaine heure le jour de séance suivant.

Interruption du soir.

(10) Lorsqu'une demande relative à une motion de ce genre est faite un jour autre qu'un vendredi, et que l'Orateur décide qu'elle sera mise à l'étude le même jour, la Chambre suspend la séance à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien et la reprend à 20 h 00.

Motion proposée le vendredi. (11) Lorsqu'une demande relative à une motion de ce genre est faite un vendredi et que l'Orateur décide qu'elle sera mise à l'étude le même jour, la motion est mise en délibération sur-le-champ.

Durée des délibérations

(12) Les délibérations sur une motion prise en considération conformément aux paragraphes (9) et (11) du présent article peuvent se poursuivre au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, mais, quand le débat se termine avant ladite heure durant n'importe quelle séance, la motion est réputée avoir été retirée. Sous réserve de toute motion adoptée conformément à l'article 26(2), à 24 h 00, dans le cas d'un jour de séance autre qu'un vendredi, et à 16 h 00 le vendredi, l'Orateur déclare la motion adoptée et ajourne la Chambre sur-le-champ, jusqu'au jour de séance suivant. Dans tout autre cas, lorsqu'il est convaincu que le débat est terminé, l'Orateur déclare la motion adoptée et ajourne la Chambre sur-le-champ jusqu'au jour de séance suivant.

Durée des discours.

(13) Aucun député ne doit avoir la parole pendant plus de vingt minutes au cours du débat sur une motion de ce genre.

Le débat n'est pas interrompu par les affaires émanant des députés. (14) Le débat relatif à une motion de ce genre ne sera pas interrompu par les «Affaires émanant des députés».

Priorité des délibérations. Exception. (15) Les dispositions du présent article du Règlement ne sont pas suspendues par l'application d'un autre article du Règlement relatif aux heures de séance ou à cause de l'examen de toute autre question. Toutefois, en cas de conflit, l'Orateur doit décider quand cette autre question devra être prise en considération ou décidée et doit donner à tout article du Règlement toute interprétation qui peut s'imposer en ce qui concerne cette question.

Suspension d'articles du Règlement — question de nature urgente

Un ministre peut présenter une motion. 53. (1) Au sujet de toute question que le gouvernement juge de nature urgente, un ministre de la Couronne peut, à tout moment où l'Orateur occupe le fauteuil, présenter

une motion en vue de la suspension de tout article du Règlement ou de tout ordre de la Chambre ayant trait à la nécessité d'un préavis de même qu'aux heures et jours de séance.

La Chambre est saisie de la question.

(2) Une fois que le ministre a exposé les raisons concernant l'urgence d'une motion de ce genre, l'Orateur saisit la Chambre de la question.

Délibérations assujetties à des conditions.

- (3) Les délibérations sur une motion de ce genre sont assujetties aux conditions suivantes:
 - a) l'Orateur peut permettre un débat d'au plus une heure sur la guestion;
 - b) la motion ne fait pas l'objet d'un amendement, sauf s'il est présenté par un ministre de la Couronne;
 - c) aucun député ne prend la parole plus d'une fois ni ne parle plus de dix minutes; et
 - d) les délibérations sur une motion de ce genre ne sont interrompues ni ajournées pour aucun autre travail ni par l'application d'aucun autre ordre de la Chambre.

Si dix députés ou plus s'opposent. (4) En mettant une motion de ce genre aux voix, l'Orateur demande à ceux qui s'y opposent de se lever de leur place. Si dix députés ou plus se lèvent, la motion est réputée retirée; sinon la motion est adoptée.

Application restreinte.

(5) L'application de tout ordre adopté aux termes du présent article ne s'étend à aucune délibération qui n'y est pas spécifiée.

CHAPITRE VIII

MOTIONS

Avis requis.

54. (1) Toute motion tendant à la présentation d'un projet de loi, d'une résolution ou d'une adresse, à la création d'un comité, à l'inscription d'une question au Feuilleton ou à la prise en considération de tout avis de motion donné conformément à l'article 123(4) du Règlement, est annoncée au moyen d'un avis de quarante-huit heures. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux projets de loi après leur dépôt, ni aux projets de loi privés, ni aux heures d'ouverture ou d'ajournement de la Chambre. Cet avis est déposé sur le Bureau, ou déposé auprès du Greffier, avant 18 h 00 (avant 14 h 00 le vendredi) et imprimé au Feuilleton des avis du même jour, sauf dans le cas prévu au paragraphe (2) du présent article. Tout avis déposé auprès du Greffier conformément au présent article est dès lors réputé avoir été déposé sur le Bureau au cours de la séance en question.

Avis lors d'une période d'ajournement (2) L'heure limite fixée pour le dépôt des avis auprès du Greffier en vertu du paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas le jour de séance où la Chambre s'ajourne conformément au paragraphe 28(2) du Règlement. Les avis peuvent être déposés auprès du Greffier au plus tard à 18 h 00 le jeudi précédant la prochaine séance de la Chambre et sont imprimés au Feuilleton des ovis qui doit être publié pour cette séance.

Avis d'une mesure lors d'une prorogation ou d'un ajournement. Feuilleton spécial. 55. (1) Dans la période qui précède la première session d'un Parlement, durant une prorogation, ou quand la Chambre est ajournée, si le gouvernement fait savoir à l'Orateur qu'une ou plus d'une mesure du gouvernement doit être examinée immédiatement par la Chambre, l'Orateur fera publier un avis de cette mesure ou de ces mesures dans un Feuilleton spécial qui sera distribué avant l'ouverture ou la reprise de la session. La publication et la distribution d'un tel avis doivent répondre aux dispositions de l'article 54 du Règlement.

Lorsque l'Orateur ne peut pas agir: (2) Si pour cause de maladie ou autre raison, l'Orateur ne peut agir, l'Orateur adjoint agit à sa place aux fins du présent article. En l'absence pour raison majeure de l'Orateur et de l'Orateur adjoint, ou si le poste d'Orateur est vacant, le Greffier de la Chambre est autorisé à agir aux fins du présent article.

Avis de motions émanant du gouvernement. 56. (1) Après qu'il a été donné avis conformément à l'article 54 du Règlement, les avis de motions émanant du gouvernement sont inscrits au Feuilleton comme ordres du jour dans les Ordres émanant du gouvernement.

Une motion portant que la Chambre se constitue en Comité plénier est réglée sans débat. (2) Les projets de motions inscrits aux Ordres émanant du gouvernement qui portent que la Chambre se constitue en Comité plénier à la prochaine séance de la Chambre sont, une fois mis aux voix, réglés sans débat ni amendement.

Si le consentement unanime est refusé, « motion pour affaire courante » d'un ministre.

- **56.1** (1)a) Dans le cas de toute motion pour affaire courante dont la présentation requiert le consentement unanime de la Chambre, un ministre de la Couronne peut, si ce consentement est refusé, demander au cours de l'étude des affaires courantes ordinaires que l'Orateur saisisse la Chambre de la question.
 - b) Pour l'application du présent article du Règlement, «motion pour affaire courante» s'entend de toute motion présentée dans le cadre de l'étude des affaires courantes ordinaires qui peut être requise pour l'observation du décorum de la Chambre, pour le maintien de son autorité, pour l'administration de ses affaires, pour l'agencement de ses travaux, pour la détermination des pouvoirs de ses comités, pour l'exactitude de ses archives ou pour la fixation des jours où elle tient ses séances, ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne.

Mise aux voix immédiate. (2) Une telle motion est mise aux voix sur-le-champ, sans débat ni amendement.

Opposition de vingtcinq députés ou plus. (3) En mettant une motion de ce genre aux voix, l'Orateur demande à ceux qui s'y opposent de se lever de leur place. Si vingt-cinq députés ou plus se lèvent, la motion est réputée retirée; sinon la motion est adoptée.

Clôture. Avis requis. Durée des discours. Mises aux voix à 23 h 00. 57. Immédiatement avant l'appel de l'Ordre du jour portant reprise d'un débat ajourné, ou si la Chambre siège en Comité plénier, tout ministre de la Couronne qui, se levant de sa place, en a donné avis au cours d'une séance antérieure, peut proposer que le débat ne soit plus ajourné ou que le Comité procède en premier lieu au nouvel examen de toute résolution ou tout article, paragraphe, préambule ou titre, et que cet examen ne soit pas différé davantage. Dans l'un ou l'autre cas, cette question doit être décidée sans débat ni amendement. Si elle est résolue affirmativement, aucun député ne peut, par la suite, avoir la parole plus d'une fois ni au-delà de vingt minutes dans débat ajourné ou, si la Chambre siège en Comité, sur la résolution, l'article, le paragraphe, le préambule ou le titre dont il s'agit. En outre, si ce débat ajourné ou cet examen différé n'a pas été repris ni terminé avant 23 h 00, il est interdit à tout député de se lever pour prendre la parole après cette heure, mais toutes les questions à décider pour mettre fin audit débat ajourné ou examen différé doivent être résolues sans délai.

Motions recevables lors d'un débat. 58. Lorsqu'une question fait l'objet d'un débat, aucune motion n'est reçue, si ce n'est en vue de l'amender, de la renvoyer à une date déterminée, de poser la question préalable, de faire lire l'Ordre du jour, de procéder à une autre affaire inscrite au Feuilleton, d'ajourner le débat, de continuer à sièger ou de prolonger la séance de la Chambre, ou d'ajourner la Chambre.

Motion portant lecture des Ordres du jour.

Motion d'ajournement.

- 59. Une motion tendant à la lecture des Ordres du jour a la priorité sur toute motion dont la Chambre est saisie.
- 60. Une motion en vue de l'ajournement, à moins d'être autrement interdite par le Règlement, peut être faite en tout temps, mais elle ne peut être renouvelée que si la Chambre a, dans l'intervalle, procédé à une autre opération.

La question préalable. 61. (1) La question préalable, tant qu'elle n'est pas résolue, exclut tout amendement à la question principale, et elle est posée en ces termes: «Que cette question soit maintenant mise aux voix».

Mise aux voix de la question initiale.

(2) Si la question préalable est décidée affirmativement, la question initiale doit être aussitôt mise aux voix sans amendement ni débat.

Motion portant qu'un député «ait maintenant la parole». 62. Si deux ou plusieurs députés se lèvent, l'Orateur donne la parole à celui qui s'est levé le premier, mais il peut être fait une motion portant que l'un des députés qui se sont levés «soit maintenant entendu» ou qu'il «ait maintenant la parole», laquelle motion est immédiatement mise aux voix sans débat.

Motion portant renvoi à un comité. 63. Une motion portant renvoi d'un projet de loi, d'une résolution ou d'une question quelconque à un comité permanent, spécial ou législatif, ou à un Comité plénier, exclut tout autre amendement à la question principale.

Retrait d'une motion du consentement unanime 64. Un député qui a fait une motion ne peut la retirer qu'avec le consentement unanime de la Chambre.

Motions présentées par écrit et appuyées. Lues dans les deux langues. 65. Toute motion est présentée par écrit et appuyée, avant de faire l'objet d'un débat ou d'une mise aux voix. Lorsque la motion est appuyée, l'Orateur en donne lecture en anglais et en français s'il connaît les deux langues; sinon, l'Orateur donne lecture de la motion dans une langue et charge le Greffier de la lire dans l'autre, avant qu'elle ne soit mise en discussion.

Motion reportée aux Ordres émanant du gouvernement. 66. Lorsque le débat sur une motion présentée après le début de la séance (après l 4 h 00 le lundi et après l 1 h 00 le vendredi) et avant la lecture de l'Ordre du jour est ajourné ou interrompu, l'ordre de reprise de ce débat est transféré sous la rubrique «Ordres émanant du gouvernement» et considéré sous cette rubrique.

Motions pouvant faire l'objet d'un débat. 67. (1) Peuvent faire l'objet d'un débat:

Les motions

- a) figurant au Feuilleton, sauf disposition contraire du présent Règlement;
- b) portant adhésion à un rapport d'un comité permanent ou spécial;
- c) tendant à la question préalable;
- d) tendant à la deuxième lecture d'un projet de loi et au renvoi de ce projet de loi à un comité permanent, spécial ou législatif, ou à un Comité plénier de la Chambre;
- e) visant à l'étude de tout amendement à proposer à l'étape du rapport d'un projet de loi présenté par un comité permanent, spécial ou législatif;
- f) tendant à la troisième lecture et à l'adoption d'un projet de loi;
- g) visant l'étude des amendements apportés par le Sénat aux projets de lois de la Chambre des communes;

- h) visant une conférence avec le Sénat;
- i) visant l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante;
- j) portant la prise en considération d'un ordre des voies et moyens (Budget);
- k) portant la prise en considération de toute motion inscrite en vue de l'examen des subsides:
- portant l'adoption en Comité plénier de toute motion, article, paragraphe, préambule ou titre à l'étude:
- m) portant institution d'un comité;
- n) portant renvoi à un comité d'un rapport ou d'un état déposé sur le Bureau de la Chambre;
- o) portant suspension de tout article du Règlement, sauf disposition contraire; et
- p) toutes autres motions, présentées au cours des Affaires courantes ordinaires, nécessaires à l'observation du décorum, au maintien de l'autorité de la Chambre, à la nomination ou à la conduite de ses fonctionnaires, à l'administration de ses affaires, à l'agencement de ses travaux, à l'exactitude de ses archives et à la fixation des jours où elle tient ses séances, ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne.

Motions ne pouvant pas faire l'objet d'un débat. (2) Toutes les autres motions, sauf disposition contraire du présent Règlement, sont résolues sans débat ni amendement.

CHAPITRE IX PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

Présentation et lectures

Motion relative au dépôt de projets de loi. 68. (1) Pour présenter un projet de loi, il faut proposer une motion demandant la permission d'en saisir la Chambre et indiquant expressément le titre de ce projet de loi, ou proposer une motion afin de charger un comité de l'élaborer et de le déposer.

Explication succincte des dispositions. (2) Une motion demandant la permission de présenter un projet de loi est réputée adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix, pourvu que tout député demandant cette permission soit admis à fournir une explication succincte des dispositions dudit projet de loi.

Projets de loi en blanc ou incomplets.

(3) Aucun projet de loi ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète.

Motion par un ministre tendant à élaborer et déposer un projet de loi. (4) a) Une motion présentée par un ministre de la Couronne tendant à charger un comité permanent, spécial ou législatif d'élaborer et de déposer un projet de loi, ou à créer un comité à ces fins, conformément au paragraphe (1) du présent article, est étudiée sous les Ordres émanant du gouvernement. Pendant le débat sur une telle motion, aucun député ne prend la parole plus d'une fois et ne parle plus de dix minutes. Après un maximum de 90 minutes de débat sur une telle motion, l'Orateur interrompt le débat et met aux voix, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de la motion. Une motion proposée par un ministre de la Couronne tendant à l'adoption

du rapport d'un comité en vertu du présent alinéa ou de l'alinéa b) du présent paragraphe est également étudiée sous les Ordres émanant du gouvernement et, aux fins de l'article 78, cette motion est réputée être une étape de l'adoption d'un projet de loi d'intérêt public.

Motion par un député tendant à élaborer et déposer un projet de loi. b) Une motion présentée par un député tendant à charger un comité permanent, spécial ou législatif d'élaborer et de déposer un projet de loi, ou à créer un comité à ces fins, conformément au paragraphe (1) du présent article, est réputée être une mesure relevant des Affaires émanant des députés et est soumise à la procédure établie à cette fin aux articles 86 à 99. Une motion présentée par un député autre qu'un ministre de la Couronne tendant à l'adoption du rapport d'un comité en vertu du présent alinéa ou de l'alinéa o) du présent paragraphe est également étudiée sous les Affaires émanant des députés, conformément aux articles précités du Règlement.

Rapport du comité.

(5) Un comité chargé d'élaborer et de déposer un projet de loi, ou créé à ces fins, doit recommander dans son rapport les principes, l'étendue et les dispositions générales du projet de loi et, s'il le juge à propos, son libellé.

Ordre visant la présentation d'un projet de loi. (6) L'adoption d'une motion tendant à l'adoption d'un rapport élaboré en vertu du paragraphe (5) du présent article constitue un ordre de déposer un projet de loi fondé sur ce rapport.

L'étape de la deuxième lecture du projet de loi. Motion d'un ministre. (7) a) Lorsqu'un ministre de la Couronne, proposant une motion portant première lecture d'un projet de loi, déclare que celui-ci donne suite à un ordre adopté en vertu du paragraphe (6) du présent article, ce projet de loi, nonobstant tout article du Règlement, ne peut être étudié à l'étape de la deuxième lecture avant le troisième jour de séance qui en suit la première lecture. La deuxième lecture et toutes les étapes ultérieures de ce projet de loi sont étudiées sous les Ordres émanant du gouvernement. Au moment où la motion portant deuxième lecture du projet de loi est proposée, l'Orateur, nonobstant tout article du Règlement, met immédiatement aux voix, sans débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de l'étape de la deuxième lecture du projet de loi.

L'étape de la deuxième lecture du projet de loi. Motion d'un député. b) Lorsqu'un député autre qu'un ministre de la Couronne, proposant une motion portant première lecture d'un projet de loi, déclare que celui-ci donne suite à un ordre adopté en vertu du paragraphe (6) du présent article, et si ce projet de loi est subséquemment choisi conformément à l'article 92 du Règlement, l'Orateur, au moment où la motion portant deuxième lecture du projet de loi est proposée et nonobstant tout article du Règlement, met immédiatement aux voix, sans débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de l'étape de la deuxième lecture du projet de loi.

Étude du projet de loi sous les Ordres émanant du gouvernement. (8) Lorsqu'un ministre de la Couronne propose une motion portant première lecture d'un projet de loi donnant suite à un ordre adopté en vertu du paragraphe (6) du présent article, que cet ordre découle d'une motion émanant d'un ministre ou d'un député et nonobstant le paragraphe (4)b) du présent article, le projet de loi est alors étudié sous les Ordres émanant du gouvernement.

Motion relative à la première lecture et à l'impression. 69. (1) Lorsqu'un projet de loi est présenté par un député, en conformité d'un ordre de la Chambre, la motion «Que ce projet de loi soit maintenant lu une première fois et imprimé» est réputée adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix.

Première lecture des projets de loi émanant du Sénat. (2) Lorsqu'un projet de loi qui émane du Sénat est présenté, la motion « Que ce projet de loi soit lu une première fois » est réputé adoptée, sans débat ni amendement ni mise aux voix. Impression en français et en anglais avant la deuxième lecture. 70. Tout projet de loi doit être imprimé en anglais et en français antérieurement à sa deuxième lecture.

Trois lectures distinctes.
Cas d'urgence.

71. Tout projet de loi doit être soumis à trois lectures, en des jours différents, avant d'être adopté. En cas d'urgence ou de circonstances extraordinaires, un projet de loi peut faire l'objet de deux ou trois lectures ou encore franchir au moins deux étapes le même jour.

Attestation des lectures par le Greffier. 72. Lorsqu'un projet de loi est lu en Chambre, le Greffier y appose un certificat attestant cette lecture et y indique la date. Une fois que le projet de loi a été adopté, le Greffier en atteste le fait au bas du projet de loi et y indique la date.

Motion de renvoi d'un projet de loi émanant du gouvernement à un comité avant la deuxième lecture.

- 73. (1) Immédiatement après la lecture de l'ordre du jour portant deuxième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, un ministre de la Couronne peut présenter, après avoir avisé les représentants des partis d'opposition, une motion tendant au renvoi immédiat de ce projet de loi à un comité permanent, spécial ou législatif. L'Orateur soumet sur-le-champ la motion à la Chambre et les délibérations qui s'ensuivent sont soumises aux conditions suivantes:
 - a) l'Orateur donne successivement la parole à un député du parti ministériel, à un député du parti de l'Opposition officielle et à un député de chacun des partis officiellement reconnus à la Chambre, selon l'ordre déterminé par le nombre décroissant de députés de chacun de ces partis; si aucun député d'un parti dont le tour de prendre part au débat est arrivé ne se lève, la parole peut être accordée au député du parti suivant dans l'ordre ci-dessus mentionné ou à un député qui n'appartient à aucun parti reconnu à la Chambre;
 - b) la motion ne peut faire l'objet d'amendement;
 - c) aucun député ne peut parler plus d'une fois, ni pendant plus de dix minutes.
 - d) après 180 minutes de délibérations au maximum, l'Orateur interrompt le débat et met la motion aux voix sans autre débat.

Amendements exclus avant renvoi.

(2) Tout projet de loi d'intérêt public qui n'a pas été renvoyé à un comité avant sa deuxième lecture, conformément au paragraphe (1) du présent article, doit franchir les étapes des deux premières lectures et être renvoyé à un comité avant de faire l'objet d'un amendement.

Renvoi à un comité.

(3) À moins qu'il n'en soit ordonné autrement ou que le projet de loi n'ait déjà été renvoyé à un comité avant sa deuxième lecture conformément au paragraphe (1) du présent article, lors de sa deuxième lecture, un projet de loi est renvoyé à un comité permanent, spécial ou législatif.

Projet de loi des subsides.

(4) Après sa deuxième lecture, tout projet de loi fondé sur une motion des subsides est renvoyé à un Comité plénier.

Deuxième lecture de projets de loi relatifs à un pouvoir d'emprunt : deux jours d'étude. (5) Lorsqu'il est donné lecture d'un Ordre du jour ayant pour objet l'étude d'un projet de loi relatif à un pouvoir d'emprunt, un maximum de deux jours de séance est réservé à l'étude du projet de loi en deuxième lecture. Le second des jours en question, l'Orateur interrompt, quinze minutes avant la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement, les délibérations en cours et met aux voix sur-le-champ et successivement, sans autre débat ni amendement, toutes les questions nécessaires pour compléter l'étape de la deuxième lecture du projet de loi.

Durée des discours et observations durant la deuxième ou troisième lecture des projets de loi émanant du gouvernement.

- 74. (1) Sauf dispositions contraires d'un article du Règlement ou d'un ordre spécial, lorsque la Chambre procède au débat de deuxième lecture ou de troisième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, aucun député, à l'exception du premier ministre ou du chef de l'Opposition, ne doit parler pendant plus de
 - a) quarante minutes s'il est le premier, le deuxième ou le troisième député à prendre la parole;
 - b) vingt minutes s'il n'est pas un des trois premiers députés à prendre la parole et s'il intervient dans les cinq heures de débat qui suivent les trois premiers discours; et, si nécessaire, après le discours de tout député, une période n'excédant pas dix minutes est réservée, afin de permettre aux députés de poser des questions et de faire de brèves observations sur des sujets ayant trait au discours, ainsi que de permettre des réponses auxdites questions et observations; et
 - c) dix minutes par la suite.

Période d'intervention partagée en deux. (2) Le whip d'un parti peut, à n'importe quel moment d'un débat régi par le présent article, indiquer à l'Orateur qu'une ou plusieurs des périodes maximales d'intervention fixées par les alinéas (1)b) et (1)c) du présent article qui sont allouées aux membres de son parti doivent être partagées en deux.

Étude en comité

Délibérations sur des projets de loi en comité. 75. (1) Lors de l'étude de projets de loi par un comité de la Chambre, on reporte d'abord à plus tard l'étude du préambule puis celle du premier article si celui-ci ne vise que le titre abrégé; le comité étudie ensuite chacun des autres articles dans l'ordre, puis en dernier lieu le premier article (s'il ne vise que le titre abrégé), le préambule et le titre.

Rapport des délibérations.

(2) Tout comité doit faire rapport à la Chambre des amendements apportés à un projet de loi. La Chambre doit recevoir tout projet de loi dont un comité aura fait rapport, qu'il ait été modifié ou non.

Étape du rapport à la deuxième lecture

Pas avant le troisième jour de séance. 76. (1) L'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi dont un comité permanent, spécial ou législatif aura fait rapport avant que le projet de loi ait franchi l'étape de la deuxième lecture ne doit pas commencer avant le troisième jour de séance suivant la présentation de ce rapport, à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement.

Avis de modification.

(2) Si, au plus tard le deuxième jour de séance précédant celui de l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi qui n'a pas encore franchi l'étape de la deuxième lecture, avis par écrit est donné d'une motion tendant à modifier, biffer, insérer ou rétablir un article d'un projet de loi, la motion doit figurer au Feuilleton des Avis. Si plus d'un député propose la même modification, l'avis n'en est publié qu'une fois, avec indication du nom de chacun des députés qui a proposé la modification. Si l'Orateur juge irrecevable une modification proposée par un député, elle lui est retournée sans avoir paru au Feuilleton des Avis.

Recommandation du Gouverneur général. (3) Lorsqu'une recommandation du Gouverneur général est nécessaire au sujet d'une modification dont il a été donné avis conformément au paragraphe (2) du présent article, il faut en donner un avis préalable au plus tard le jour de séance précédant celui où doit commencer l'étape du rapport et cet avis doit figurer au Feuilleton des Avis, accompagné de la modification visée. Modification relative à la forme.

(4) Un ministre de la Couronne peut proposer une modification relative à la forme seulement d'un projet de loi du gouvernement, sans préavis, mais la discussion de cette modification ne peut s'étendre aux dispositions de l'article ou des articles à modifier.

NOTA: Cet article a pour objet de faire en sorte qu'il soit plus facile d'apporter à un projet de loi les modifications qui ne sont que la simple conséquence de l'adoption d'autres modifications. Aucune renonciation à l'avis ne seroit autorisée à l'égard d'une modification quelconque qui changerait le sens du projet de loi, tont soit peu, au-delà des conséquences de la modification initiale.

Pouvoir de l'Orateur de choisir des modifications. (5) L'Orateur a le pouvoir de choisir ou de combiner les modifications ou les articles proposés à l'étape du rapport et peut, s'il le juge à propos, demander à un député qui a donné un avis de modification de fournir suffisamment d'explications pour permettre à l'Orateur de porter un jugement sur l'objet de la modification. Si une modification choisie a été présentée par plus d'un député, l'Orateur désigne, après consultation, quel député la proposera.

NOTA: Normalement, l'Orateur ne choisit pas, pour étude, une motion déjà déclarée irrecevable en comité, souf si elle y a été rejetée parce qu'elle exigeait une recommandation du Gouverneur général. Dans ce cas, l'amendement peut être choisi si la recommandation exigée a foit l'objet d'un avis conformément au présent article. L'Orateur ne choisit normalement que les motions qui n'ont pas été ou n'ont pu être présentées au comité. L'Orateur ne choisit une motion déjà rejetée au comité que s'il juge qu'elle a une importance tellement exceptionnelle qu'elle mérite d'être examinée de nouveau à l'étape du rapport. Normalement, l'Orateur ne choisit pas, pour la tenue d'un débat séparé, une série de motions répétitives interreliées. En agissant ainsi, l'Orateur tient compte de la possibilité pour les députés intéressés de pouvoir se faire entendre durant le débat sur une autre motion.

Pour plus de précisions, le présent article du Règlement vise avant tout à fournir aux députés, qui n'étaient pas membres du comité, l'occasion de soumettre à la Chambre les amendements précis qu'ils veulent proposer. Il ne vise pas à permettre de reprendre en considération l'étape de l'étude en comité.

Débat portant sur les modifications.

(6) Lorsqu'on passe à l'Ordre du jour pour l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi, toute modification dont on a donné avis conformément au présent article peut faire l'objet d'un débat et de modifications.

Discours limités.

(7) Lorsque le débat est autorisé, aucun député ne peut parler plus d'une fois, ou plus de dix minutes, au sujet d'une modification pendant les délibérations à ce stade.

Vote différé.

(8) Lorsqu'on a demandé un vote par appel nominal sur une modification proposée pendant l'étape du rapport d'un projet de loi, l'Orateur peut attendre, avant de convoquer les députés pour faire enregistrer les votes positifs et négatifs, qu'on ait étudié d'autres modifications subséquentes ou l'ensemble de celles-ci. On peut ainsi remettre de séance en séance un ou plusieurs votes par appel nominal.

NOTA: Lorsqu'il y a un nombre exceptionnel d'amendements à étudier à l'étape du rapport, l'Orateur peut, après consultation des représentants des partis, ordonner que les votes par appel nominal différés aient lieu avant que tous les amendements aient été étudiés. Motion consécutive à l'étape du rapport. (9) Lorsque sont terminées les délibérations relatives au rapport d'un projet de loi qui n'a pas franchi l'étape de la deuxième lecture, une motion demandant «Que le projet de loi, avec ses modifications, soit agréé et lu une deuxième fois» ou «Que le projet de loi soit agréé et lu une deuxième fois» est mise aux voix immédiatement, sans amendement ni débat.

Troisième lecture.

(10) L'étape du rapport d'un projet de loi est réputée, aux termes du présent article, être partie intégrante de l'étape de la deuxième lecture dudit projet de loi. Lorsqu'un projet de loi est agréé et lu une deuxième fois conformément aux procédures énoncées dans le présent article, il est présenté en vue de la troisième lecture et de son adoption à la prochaine séance de la Chambre.

Étape du rapport après la deuxième lecture

Pas avant le deuxième jour de séance. 76.1. (1) L'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi dont un comité permanent, spécial ou législatif aura fait rapport, après que le projet de loi a été lu une deuxième fois, ne doit pas commencer avant le deuxième jour de séance suivant la présentation dudit rapport, à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement.

Avis de modification.

(2) Si au plus tard le jour de séance précédant celui de l'étude concernant l'étape du rapport d'un projet de loi qui a été lu une deuxième fois, avis par écrit est donné d'une motion tendant à modifier, biffer, insérer ou rétablir un article d'un projet de loi, la motion doit figurer au Feuilleton des Avis. Si plus d'un député propose la même modification, l'avis n'en est publié qu'une fois, avec indication du nom de chacun des députés qui a proposé la modification. Si l'Orateur juge irrecevable une modification proposée par un député, elle lui est retournée sans avoir paru au Feuilleton des Avis.

Recommandation du Gouverneur général.

(3) Lorsqu'une recommandation du Gouverneur général est nécessaire au sujet d'une quelconque modification proposée à l'étape du rapport d'un projet de loi qui a été lu une deuxième fois, on doit donner un avis préalable d'au moins vingt-quatre heures de la recommandation et de la modification proposée.

Modification relative à la forme. (4) Un ministre de la Couronne peut proposer une modification relative à la forme seulement d'un projet de loi du gouvernement, sans préavis, mais la discussion de cette modification ne peut s'étendre aux dispositions de l'article ou des articles à modifier.

NOTA: Cet article a pour objet de faire en sorte qu'il soit plus facile d'apporter à un projet de loi les modifications qui ne sont que la simple conséquence de l'adoption d'autres modifications. Aucune renonciation à l'avis ne serait autorisée à l'égard d'une modification quelconque qui changerait le sens du projet de loi, tant soit peu, au-delà des conséquences de la modification initiale.

Pouvoir de l'Orateur de choisir les modifications. (5) L'Orateur a le pouvoir de choisir ou de combiner les modifications ou les articles proposés à l'étape du rapport et peut, s'il le juge à propos, demander à un député qui a donné un avis de modification de donner des explications qui permettront à l'Orateur de porter un jugement sur l'objet de la modification. Si une modification choisie a été présentée par plus d'un député, l'Orateur désigne, après consultation, quel député la proposera.

NOTA: Normalement, l'Orateur ne choisit pas, pour la soumettre à la Chambre, une motion déjà déclarée irrecevable en comité, et ne choisit que les motions qui n'y ont pas été présentées ou qui n'ont pu l'être. L'Orateur ne choisit une motion déjà rejetée au comité que s'il juge qu'elle a une importance tellement exceptionnelle qu'elle mérite d'être examinée de nouveau à l'étape du rapport. Normalement, l'Orateur ne choisit pas, pour la tenue d'un débat séparé, une série de

motions répétitives interreliées. En agissant ainsi, l'Orateur tient compte de la possibilité pour les députés intéressés de pouvoir se faire entendre durant le débat sur une autre motion.

Pour plus de précisions, le présent article du Règlement vise avant tout à fournir aux députés qui n'étaient pas membres du comité l'occasion de soumettre à la Chambre des amendements précis qu'ils veulent proposer. Il ne vise pas à permettre de reprendre en considération l'étape de l'étude en comité d'un projet de loi.

Débat portant sur les modifications. (6) Lorsqu'on passe à l'Ordre du jour pour l'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi, toute modification dont on a donné avis conformément au présent article peut faire l'objet d'un débat et de modifications.

Discours limités.

(7) Lorsque le débat est autorisé, aucun député ne peut parler plus d'une fois, ou plus de dix minutes, au sujet d'une modification quelconque pendant les délibérations à ce stade.

Vote différé

(8) Lorsqu'on a demandé un vote par appel nominal sur une modification proposée pendant l'étape du rapport d'un projet de loi, l'Orateur peut attendre, avant de convoquer les députés pour faire enregistrer les votes positifs et négatifs, qu'on ait étudié d'autres modifications subséquentes ou l'ensemble de celles-ci. On peut ainsi remettre de séance en séance un ou plusieurs votes par appel nominal.

NOTA: Lorsqu'il y a un nombre exceptionnel d'amendements à étudier à l'étape du rapport, l'Orateur peut, après consultation des représentants des partis, ordonner que les votes par appel nominal différés aient lieu avant que tous les amendements aient été étudiés.

Motion consécutive à l'étape du rapport. (9) Lorsque les délibérations relatives au rapport d'un projet de loi quelconque qui a été lu une deuxième fois sont terminées, une motion demandant «Que le projet de loi, avec ses modifications, soit agréé» ou «Que le projet de loi soit agréé» est mise aux voix immédiatement, sans amendement ni débat.

Troisième lecture après débat ou modification. (10) Lorsqu'un projet de loi qui a été lu une deuxième fois a été modifié ou débattu à l'étape du rapport, ce projet de loi est présenté en vue de la troisième lecture et de son adoption à la prochaine séance de la Chambre.

Troisième lecture lorsqu'il n'y a pas de modifications ou après l'étude par un Comité plénier. (11) Lorsqu'un projet de loi qui a été lu une deuxième fois a été rapporté par un comité permanent, spécial ou législatif et qu'on n'y a pas proposé de modifications à l'étape du rapport, ou lorsqu'un projet de loi a été rapporté par un Comité plénier, avec ou sans modification, on peut proposer à la même séance une motion portant «Que le projet de loi soit maintenant lu une troisième fois et adopté».

Étape du rapport d'un projet de loi provenant d'un Comité plénier. (12) L'étude à l'étape du rapport d'un projet de loi provenant d'un Comité plénier doit être admise et une décision prise immédiatement à son sujet, sans amendement ni débat.

Amendements apportés par le Sénat

Avis écrit d'une motion.

77. (1) Le député qui propose une motion relative à des amendements apportés à un projet de loi par le Sénat doit donner un préavis écrit de vingt-quatre heures.

Désaccord entre le Sénat et la Chambre. (2) Lorsque le Sénat n'accepte pas des amendements apportés par la Chambre des communes ou persiste à maintenir des amendements que la Chambre ne veut pas approuver, la Chambre est prête à recevoir par message, sans conférence, les motifs de la décision prise par le Sénat dans l'un ou l'autre de ces cas, à moins que le Sénat ne désire, à quelque époque, les faire connaître au cours d'une conférence.

Conférence.

(3) Toute conférence des deux Chambres peut être une conférence libre.

Motifs d'une conférence.

(4) Lorsque la Chambre veut entrer en conférence avec le Sénat, elle est tenue de préparer et d'adopter un exposé des motifs qu'elle entend faire valoir en l'occurrence, avant d'y joindre un message.

Attribution de temps

Accord en vue d'une attribution de temps. 78. (1) Lorsqu'un ministre de la Couronne, de son siège à la Chambre, déclare qu'il existe un accord entre les représentants de tous les partis en vue d'attribuer un nombre spécifié de jours ou d'heures pour les délibérations à une ou plusieurs étapes d'un projet de loi public, il peut, sans avis, proposer une motion énonçant les modalités de l'attribution convenue, et une motion de ce genre sera décidée immédiatement, sans débat ni amendement.

Accord partiel en vue d'une attribution de temps.

- (2) d) Lorsqu'un ministre de la Couronne, de son siège à la Chambre, déclare que la majorité des représentants des divers partis ont convenu de l'attribution proposée de jours ou d'heures pour les délibérations à une étape quelconque de l'adoption d'un projet de loi public, il peut présenter, sans avis, au cours des délibérations relatives aux Ordres émanant du gouvernement, une motion énonçant les modalités de ladite attribution; cependant, aux fins du présent paragraphe, une seule motion peut prévoir l'attribution de temps pour les délibérations tant à l'étape du rapport d'un projet de loi qu'à ceile de la troisième lecture, pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions de l'article 76.1(10) du Règlement. La motion n'est pas susceptible de débat ni d'amendement et l'Orateur la met aux voix sur-le-champ. Toutes délibérations interrompues conformément au présent paragraphe sont réputées ajournées.
 - b) Dans le cas où une motion relative à un projet de loi prévue par le présent paragraphe est présentée et adoptée, un certain jour, au début des délibérations relatives aux Ordres émanant du gouvernement et où l'ordre relatif à ce projet de loi est ensuite mis en délibération puis débattu le reste du jour de séance en question, la durée de ce débat doit être considérée, pour les fins de l'alinéa d) du présent paragraphe, comme étant d'un jour de séance.

Procédure en d'autres cas en vue d'une attribution de temps. (3)a) Un ministre de la Couronne qui, de son siège à la Chambre, a déclaré à une séance antérieure qu'il n'avait pas été possible d'en arriver à un accord, en vertu des dispositions des paragraphes (1) ou (2) du présent article, relativement aux délibérations à l'étape de l'étude d'un projet de loi public dont la Chambre ou un comité est saisi, et qui a donné avis de son intention de ce faire, peut proposer, au cours des délibérations relatives aux Ordres émanant du gouvernement, une motion aux fins d'attribuer un nombre spécifié de jours ou d'heures aux délibérations à cette étape et aux décisions requises pour disposer de cette étape; cependant, le temps attribué à une étape quelconque ne doit pas être moindre qu'un jour de séance et, aux fins du présent alinéa, une seule motion peut prévoir l'attribution de temps pour les délibérations tant à l'étape du rapport qu'à celle de la troisième lecture d'un projet de loi, pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions du paragraphe 76.1(10) du Règlement. La motion n'est pas susceptible de débat ni d'amendement et l'Orateur la met aux voix sur-le-champ. Toutes délibérations interrompues conformément au présent paragraphe sont réputées ajournées.

b) Dans le cas où une motion relative à un projet de loi prévue par le présent paragraphe est présentée et adoptée, un certain jour, au début des délibérations relatives aux Ordres émanant du gouvernement et où l'ordre relatif à ce projet de loi est ensuite mis en délibération puis débattu le reste du jour de séance en question, la durée de ce débat doit être considérée, pour les fins de l'alinéa a) du présent paragraphe, comme étant d'un jour de séance.

CHAPITRE X PROCÉDURE FINANCIÈRE

Recommandation

Recommandation du Gouverneur général.

79. (1) La Chambre des communes ne peut adopter des projets de crédits, ou des projets de résolutions, d'adresses ou de lois comportant des affectations de crédits, notamment d'origine fiscale, que si l'objet lui en a été préalablement recommandé par message du Gouverneur général au cours de la session où ces projets sont présentés.

Impression de la recommandation.

(2) Le message et la recommandation du Gouverneur général à l'égard de tout projet de loi comportant l'affectation de crédit, notamment d'origine fiscale, doivent être imprimés au Feuilleton des Avis et dans le projet de loi ou annexés à celui-ci; ils doivent en outre figurer dans les Journaux.

Message relatif aux crédits. (3) Au moment de la présentation des crédits, le message du Gouverneur général doit être présenté à l'Orateur, qui doit en donner lecture à la Chambre.

Droit de la Chambre

Il appartient aux Communes seules d'accorder des subsides et des crédits. 80. (1) Il appartient à la Chambre des communes seule d'attribuer des subsides et crédits parlementaires au Souverain. Les projets de loi portant ouverture de ces subsides et crédits doivent prendre naissance à la Chambre des communes, qui a indiscutablement le droit d'y déterminer et désigner les objets, destinations, motifs, conditions, limitations et emplois de ces allocations législatives, sans que le Sénat puisse y apporter des modifications.

Peines pécuniaires prévues par des projets de loi émanant du Sénat. (2) Afin de faciliter l'expédition des travaux du Parlement, la Chambre n'insistera pas sur le privilège, par elle réclamé et exercé, d'écarter des projets de loi émanant du Sénat parce qu'ils infligent des peines pécuniaires, ou d'écarter des amendements du Sénat parce qu'ils introduisent des peines pécuniaires dans les projets de loi dont la Chambre l'a saisi ou modifient des peines pécuniaires y contenues. Toutefois, l'établissement de ces peines doit avoir pour seul objet de punir ou prévenir des crimes et délits et ne doit pas tendre à imposer des charges, soit sous forme de subsides ou crédits ouverts au Souverain, soit pour des fins générales ou particulières, au moyen de taxes, droits, cotes ou autrement.

Subsides

Ordre des subsides.

81. (1) Au début de chaque session, la Chambre désignera par motion un Ordre du jour permanent pour l'étude des travaux des subsides. Priorité des travaux relatifs aux subsides sur les affaires émanant du gouvernement. (2) Le jour ou les jours désignés pour l'étude des affaires en conformité des dispositions du présent article, ces affaires ont préséance sur toutes autres affaires du gouvernement lors de cette séance ou de ces séances.

Les travaux relatifs aux subsides. (3) Aux fins de l'Ordre du jour, les travaux relatifs aux subsides consisteront en motions portant adoption des crédits provisoires, du budget des dépenses principal et d'un budget des dépenses supplémentaire; motions visant à rétablir tout poste du budget; motions visant à présenter ou à adopter, à toutes les étapes, tout projet de loi ou projets de loi fondés sur le budget; et motions de l'opposition qui, aux termes du présent article, peuvent être mises à l'étude les jours désignés à cette fin.

Budget principal renvoyé aux comités. Rapport des comités. (4) Au cours de chaque session, le budget principal de la prochaine année financière, à l'égard de chaque ministère du gouvernement, est renvoyé aux comités permanents au plus tard le 1^{er} mars de l'année financière en cours. Chaque comité en question étudie ce budget et en fait rapport ou est réputé en avoir fait rapport à la Chambre au plus tard le 31 mai de l'année financière en cours. Toutefois.

Prolongation de l'étude en comité. d) au plus tard le troisième jour de séance avant le 31 mai, le chef de l'Opposition peut, au moment précisé à l'article 54 du Règlement, donner avis d'une motion tendant à prolonger l'étude du budget principal d'un ministère ou d'un organisme en particulier, et ladite motion est réputée adoptée, lorsqu'elle est appelée à l'appel des « Motions » le dernier jour de séance avant le 31 mai;

Rapport du comité.

b) le jour de séance qui précède immédiatement le dernier jour désigné, mais de toute façon au plus tard dix jours de séance après l'adoption de toute motion présentée conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe, au plus tard à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, ledit comité fait rapport du budget principal dudit ministère ou organisme, ou est réputé en avoir fait rapport; et

Retour à la « Présentation de rapports de comités». c) si le comité présente un rapport conformément à l'alinéa d) du présent paragraphe, le président du comité ou un membre du comité agissant en son nom peut l'indiquer par un rappel au Règlement avant l'heure prescrite à l'alinéa b) du présent paragraphe. La Chambre revient sur-le-champ à la rubrique «Présentation de rapports de comités » pour recevoir ledit rapport.

Budget supplémentaire renvoyé aux comités. Rapport des comités. (5) Un budget supplémentaire doit être renvoyé à un ou plusieurs comités permanents dès sa présentation à la Chambre. Chaque comité en question doit étudier ce budget et en faire rapport, ou est censé en avoir fait rapport, à la Chambre au plus tard trois jours de séance avant la dernière séance ou le dernier jour désigné de la période en cours.

Renvoi des prévisions budgétaires aux comités. (6) Une motion, à décider sans débat ni amendement, peut être faite à l'appel des Affaires courantes ordinaires par un ministre de la Couronne en vue de renvoyer un ou plusieurs postes du budget des dépenses principal ou d'un budget des dépenses supplémentaire à un comité permanent ou à plusieurs comités permanents et, sur rapport de ces comités, les postes en question sont déposés sur le Bureau de la Chambre.

Plans et priorités pour les années financières futures. (7) Lorsque le budget des dépenses principal est renvoyé à un comité permanent, celuici est habilité à examiner les plans et priorités des ministères et organismes dont il examine le budget, pour les années financières futures, et à faire rapport à ce sujet.

Présentation du rapport. (8) La présentation d'un rapport établi conformément au paragraphe (7) du présent article peut se faire jusqu'au dernier jour ordinaire de séance inclus, en juin, tel que stipulé à l'article 28(2) du Règlement. Ce rapport est assujetti aux dispositions du paragraphe (9) du présent article.

Motion tendant à l'adoption d'un rapport.

Périodes des subsides. Jours désignés.

- (9) Il ne sera tenu aucun débat sur une motion tendant à l'adoption d'un rapport d'un comité permanent relativement aux prévisions budgétaires qui lui auront été renvoyées, sauf lors d'un jour désigné à cet égard.
- (10)a) Dans une même année civile, sept jours de séance seront réservés aux affaires relatives aux subsides au cours de la période se terminant au plus tard le 10 décembre, sept autres jours seront réservés aux affaires relatives aux subsides au cours de la période se terminant au plus tard le 26 mars et sept autres jours seront réservés aux affaires relatives aux subsides au cours de la période se terminant au plus tard le 23 juin; le nombre de jours de séance ainsi réservés peut toutefois être modifié conformément à l'alinéa b) ou c) du présent paragraphe. Ces vingt et un jours seront appelés jours désignés. Dans une même année civile, au plus un cinquième des jours désignés tomberont le mercredi et au plus un cinquième le vendredi.
 - b) Nonobstant l'alinéa o) du présent paragraphe, si la Chambre ne siège pas des jours désignés comme jours de séance à l'article 28(2) du Règlement, le nombre total de jours désignés de la période de subsides en cours doit être réduit proportionnellement au nombre de jours de séance où la Chambre n'a pas siégé; le nombre de jours de réduction est déterminé par l'Orateur et annoncé de sa place au fauteuil.
 - c) Nonobstant l'alinéa a), si la Chambre siège, à des fins autres que celles prévues à l'article 28(4) du Règlement, des jours désignés comme jours où elle demeure ajournée aux termes de l'article 28(2) du Règlement, le nombre total de jours désignés de la période de subsides en cours doit être augmenté d'un jour par cinq jours où la Chambre a siégé.

jours inutilisés ajoutés aux jours désignés.

Crédits supplémentaires après la fin de l'année financière.

Motions de l'opposition.

Avis d'une motion du gouvernement. Avis d'une motion de l'opposition.

- (11) Lorsqu'un ou plusieurs jours réservés au débat sur l'Adresse ou au débat sur le Budget ne sont pas utilisés à ces fins, ce jour ou ces jours peuvent être ajoutés au nombre des jours désignés de la période dont ils font partie.
- (12) Lorsqu'on propose l'adoption du budget des dépenses supplémentaire de l'année financière terminée le 31 mars au cours de la période se terminant au plus tard le 23 juin, il sera ajouté, aux jours réservés aux affaires relatives aux subsides dans cette période, trois jours pour l'étude de la motion tendant à l'adoption par la Chambre de ce budget et pour l'adoption, à toutes les étapes, de tout projet de loi fondé sur ledit budget.
- (13) Les motions de l'opposition ne peuvent être présentées les jours désignés que par les députés de l'opposition, et elles peuvent avoir trait à toute question relevant de la compétence du Parlement du Canada et aussi être utilisées aux fins d'étudier les rapports des comités permanents afférents à l'étude des prévisions budgétaires par ces comités.
- (14) a) Il sera donné, par écrit, un préavis de quarante-huit heures concernant les motions portant adoption des crédits provisoires, du budget des dépenses principal, d'un budget des dépenses supplémentaire ainsi que des motions visant à rétablir tout poste du budget. Il sera donné, par écrit, un préavis de vingt-quatre heures concernant une motion de l'opposition, un jour désigné, ou un avis d'opposition à tout poste du budget. Toutefois, au cours de la période des subsides se terminant au plus tard le 23 juin, il sera donné, par écrit, un préavis de quarante-huit heures concernant un avis d'opposition à tout poste du budget.

L'Orateur peut

 b) Lorsqu'il a été donné préavis de deux motions ou plus, par des députés de l'opposition, en vue de leur étude un jour désigné, l'Orateur est autorisé à déterminer laquelle des motions proposées aura priorité ce jour-là.

Priorité aux motions de l'opposition les jours désignés. (15) Les jours désignés, les motions de l'opposition auront priorité sur toutes les motions des subsides du gouvernement et seront expédiées selon les dispositions des paragraphes (16), (17), (18) et (19) du présent article.

Nombre total de motions à mettre aux voix. Durée des délibérations. (16) Au plus quatorze motions de l'opposition au total peuvent être des motions à mettre aux voix durant les trois périodes des subsides prévues conformément au paragraphe (10) du présent article. La durée des délibérations sur une telle motion est précisée dans l'avis relatif à l'attribution d'un ou de plusieurs jours réservés à ces délibérations. Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe (18) du présent article, le dernier jour réservé aux délibérations sur une motion à mettre aux voix, quinze minutes avant la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement, l'Orateur interrompt les délibérations et met aux voix, sur-le-champ et sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de ladite motion.

Mise aux voix durant les périodes se terminant en décembre et en mars. (17) Le dernier jour désigné des périodes de subsides se terminant le 10 décembre et le 26 mars, mais au plus tard le dernier jour de séance desdites périodes, quinze minutes avant la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement, l'Orateur interrompt les délibérations alors en cours et,

Motions qui ne sont pas des motions à mettre aux voix. Mises aux voix successivement. a) si ces délibérations n'ont pas trait à une motion à mettre aux voix, il met aux voix, sur-le-champ et successivement, sans débat ni amendement, toute question nécessaire à l'expédition de toute affaire relative aux crédits provisoires, à un budget supplémentaire, au rétablissement de tout poste du budget ou à tout poste du budget auquel on s'oppose et, nonobstant l'article 71 du Règlement, à l'adoption, à toutes les étapes, de tout projet de loi s'y rattachant; ou

Motions à mettre aux volx. Mises aux volx successivement. b) si les délibérations ont trait à une motion à mettre aux voix, l'Orateur met d'abord aux voix sur-le-champ, sans autre débat ni amendement, toute question qui s'y rattache et, immédiatement après, met successivement aux voix, sans débat ni amendement, toute question se rattachant aux affaires en délibération concernant les crédits provisoires, un budget supplémentaire, le rétablissement d'un poste au budget, ou un poste du budget auquel on s'est opposé, et, nonobstant les dispositions de l'article 71 du Règlement, l'adoption à toutes les étapes de tout projet de loi s'y rattachant.

L'heure ordinaire de l'ajournement est suspendue si nécessaire. Les articles relatifs à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien demeurent suspendus jusqu'à ce que toutes les questions susmentionnées aient été réglées.

Motion de l'opposition et budget principal pris en considération le dernier jour de la période de juin. (18) Le dernier jour désigné de la période de subsides se terminant le 23 juin, la Chambre prend en considération une motion de l'opposition et toute motion portant adoption du budget des dépenses principal. Toutefois,

Motion qui n'est pas une motion à mettre aux voix. Fin des délibérations. a) si une motion de l'opposition n'est pas une motion à mettre aux voix, les délibérations se terminent à la fin du débat ou à 18 h 30, selon le cas, nonobstant l'article 33(2) du Règlement, et la Chambre passe à l'étude de toute motion relative au budget des dépenses principal; ou Motions à mettre aux voix. Report des votes. b) à moins qu'on en ait disposé plus tôt, si une motion de l'opposition est une motion à mettre aux voix, l'Orateur interrompt les délibérations à 18 h 30 et met aux voix sur-le-champ, sans autre débat ni amendement, toute question se rattachant aux affaires en délibération et tout vote par appel nominal demandé est reporté à la fin de l'étude de toute motion portant adoption du budget des dépenses principal comme prévu à l'alinéa (18)c); et

Mise aux voix au cours de la période de juin.

c) lorsque les délibérations sur une motion de l'opposition sont terminées, mais de toute manière à 18 h 30 au plus tard, la Chambre passe à l'étude de toute motion portant adoption du budget des dépenses principal. Toutefois, à moins qu'on en ait disposé plus tôt, l'Orateur interrompt au plus tard à 22 heures les travaux dont la Chambre est alors saisie et la Chambre passe à tout vote nécessaire à l'expédition de la motion de l'opposition différé conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe, et l'Orateur met alors aux voix sur-le-champ et successivement, sans débat ni amendement, toute question nécessaire à l'expédition de toute motion portant adoption du budget des dépenses principal. Il met ensuite aux voix sur-le-champ et successivement, sans débat ni amendement, toute question nécessaire à l'expédition de toute affaire relative aux prévisions budgétaires finales de l'année financière précédente ou à tout budget supplémentaire, au rétablissement de tout poste du budget final, principal ou supplémentaire auquel on s'oppose et, nonobstant l'article 71 du Règlement, à l'adoption de toutes les étapes de tout projet de loi se rattachant au budget final, principal ou supplémentaire; et

L'heure ordinaire de l'ajournement est suspendue. d) les articles relatifs à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien demeurent suspendus jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée sur toutes les questions à mettre aux voix conformément à l'alinéa c) du présent paragraphe.

Fin des délibérations.

(19) Les délibérations sur une motion de l'opposition qui n'est pas une motion à mettre aux voix se terminent à la fin du débat ou à la fin de la période prévue pour les Ordres émanant du gouvernement, selon le cas, à la condition que la fin de cette période puisse être retardée en vertu de l'article 33(2) du Règlement.

Postes qui ne font pas l'objet d'opposition. (20) L'adoption de tous les postes d'une série quelconque des prévisions budgétaires qui n'auraient pas fait l'objet d'opposition peut être proposée à l'occasion d'une ou de plusieurs motions.

Ordre visant la présentation d'un projet de loi. (21) L'adoption d'une motion visant l'adoption d'un ou plusieurs postes des prévisions budgétaires ou d'un budget provisoire constitue un ordre de la Chambre visant la présentation d'un ou de plusieurs projets de loi qui s'en inspirent.

Durée des discours et observations. (22) Au cours des délibérations sur une affaire en conformité des dispositions du présent article, aucun député ne peut prendre la parole plus d'une fois ou pendant plus de vingt minutes; toutefois, si nécessaire, après le discours de tout député, une période n'excédant pas dix minutes est réservée afin de permettre aux députés de poser des questions et de faire de brèves observations sur des sujets ayant trait au discours, ainsi que de permettre des réponses aux dites questions et observations.

Cas d'urgence.

82. S'il y a urgence relativement à un ou plusieurs postes des prévisions budgétaires, les délibérations de la Chambre relativement à une motion visant leur adoption et celle du projet de loi les englobant doivent être tenues en conformité des Ordres émanant du gouvernement et non les jours désignés conformément à l'article 81 du Règlement.

Voies et moyens

Avis d'une motion des voies et moyens.

83. (1) Un ministre de la Couronne peut en tout temps, pendant une séance, déposer sur le Bureau de la Chambre un avis de motion des voies et moyens, mais ladite motion ne peut être mise en délibération au cours de cette même séance.

Désignation d'un Ordre du jour: Ordre du jour relatif à un exposé budgétaire. (2) Un Ordre du jour portant examen d'une ou de plusieurs motions des voies et moyens est désigné à la demande d'un ministre qui se lève de son siège à la Chambre. Lorsque cet Ordre du jour a pour objet la présentation d'un exposé budgétaire, le ministre doit en préciser la date et l'heure et cet Ordre est réputé être un ordre de la Chambre portant que celle-ci siégera, au besoin, au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien. À l'heure fixée, l'Orateur interrompt les délibérations alors en cours, qui sont dès lors réputées ajournées, et la Chambre procède sur-le-champ à l'étude de la motion des voies et moyens ayant pour objet l'exposé budgétaire. Lorsqu'une motion portant ajournement du débat sur la motion des voies et moyens est présentée par un député de l'Opposition officielle, elle est réputée adoptée, sans mise aux voix; l'Orateur ajourne aussitôt la Chambre jusqu'au prochain jour de séance.

Motion non budgétaire relative aux voies et moyens. (3) Lorsqu'il est donné lecture d'un Ordre du jour en vue de l'examen de toute motion dont avis a été donné en conformité du paragraphe (1) du présent article, la Chambre doit se prononcer immédiatement et sans débat sur l'adoption de ladite motion mais aucune motion en ce sens ne peut être présentée pendant le débat sur le Budget.

Effet de l'adoption d'une motion de ce genre. (4) L'adoption de toute motion des voies et moyens constitue un ordre en vue du dépôt d'un ou de plusieurs projets de loi fondés sur les dispositions que renferme ladite motion ou du dépôt d'un ou plusieurs amendements à un projet de loi déjà soumis à la Chambre, pourvu qu'il s'agisse d'amendements admissibles.

Débat sur le Budget

Examen des politiques budgétaires par le Comité permanent des finances. 83.1. À compter du premier jour de séance en septembre, chaque année, le Comité permanent des finances est autorisé à examiner les propositions concernant les politiques budgétaires du gouvernement et à faire rapport à ce sujet. Les rapports ainsi établis peuvent être déposés au plus tard dix jours de séance avant le dernier jour ordinaire de séance, en décembre, tel que stipulé à l'article 28(2) du Règlement.

Forme d'une motion relative au Budget.

84. (1) Lorsqu'un Ordre du jour est désigné conformément à l'article 83(2) du Règlement en vue de permettre à un ministre de la Couronne de présenter un exposé budgétaire, une motion portant « Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement» est proposée.

Débat sur le Budget. Quatre jours. (2) Les délibérations sur l'Ordre du jour portant reprise du débat sur la motion afférente au Budget et sur tous amendements y proposés ne doivent pas dépasser quatre jours de séance.

Priorité.

(3) Lorsque l'Ordre du jour portant reprise du débat sur le Budget est appelé, il devient le premier Ordre du jour et, à moins que l'on en ait disposé, aucun autre Ordre émanant du gouvernement ne doit être étudié dans la même séance.

Mise aux voix du sous-amendement. (4) Le deuxième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement au cours de cette séance, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix ledit sous-amendement. Mise aux voix de l'amendement.

(5) Le troisième desdits jours, si un amendement est à l'étude quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement au cours de cette séance, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix ledit amendement.

Mise aux voix de la motion principale.

(6) Le quatrième desdits jours, quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement au cours de cette séance, à moins que le débat n'ait pris fin antérieurement, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix la motion principale.

Durée des discours et observations. (7) Aucun député, sauf le ministre des Finances, le premier député qui prend la parole au nom de l'Opposition, le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne peut parler pendant plus de vingt minutes à la fois au cours du débat sur le Budget; toutefois, si nécessaire, après le discours de tout député, une période n'excédant pas dix minutes est réservée afin de permettre aux députés de poser des questions et de faire de brèves observations sur des sujets ayant trait au discours, ainsi que de permettre des réponses auxdites questions et observations.

Amendements

Amendements: débat sur le Budget et subsides lors de jours désignés. 85. On ne peut proposer plus d'un amendement et d'un sous-amendement à une motion présentée à l'occasion du débat sur le Budget ou à une motion présentée en vertu d'un Ordre du jour tendant à l'examen des subsides lors d'un jour désigné à cette fin.

CHAPITRE XI AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Avis

Avis d'une affaire par un député.

86. (1) Un seul député peut donner avis d'une affaire à inscrire aux affaires émanant des députés.

Avis de deux semaines requis.

(2) Dans le cas des Avis de motions émanant des députés, un avis d'au moins deux semaines doit être donné.

Plus d'un appuyeur.

(3) Nonobstant les pratiques habituelles de la Chambre, au plus vingt députés peuvent appuyer conjointement une affaire émanant des députés et peuvent indiquer qu'ils souhaitent appuyer toute motion présentée par le député au nom duquel l'affaire a d'abord été inscrite au Feuilleton des Avis en prévenant le Greffier de la Chambre par écrit, n'importe quand avant que l'affaire ne soit proposée.

Noms des appuyeurs ajoutés.

(4) Les noms reçus conformément au paragraphe (3) du présent article, sont ajoutés à l'avis ou à l'ordre, selon le cas. Une fois l'affaire proposée à la Chambre, les noms des députés ne sont pas ajoutés à la liste des appuyeurs de la motion ou de l'ordre en question.

Affaires semblables. L'Orateur décide. (5) L'Orateur a la responsabilité de décider si deux affaires ou plus se ressemblent assez pour être substantiellement identiques. Il en informe alors les députés dont l'affaire a été reçue en dernier et ladite affaire leur est retournée sans avoir paru au Feuilleton des Avis. Rétablissement de projets de loi après la prorogation. 86.1 Durant les trente premiers jours de séance de la deuxième session d'une législature ou d'une de ses sessions subséquentes, lorsqu'un député, au moment de proposer une motion portant première lecture d'un projet de loi d'intérêt public, déclare qu'il s'agit du même projet de loi que celui qu'il a déposé au cours de la session précédente et que le Président convient que le texte du projet de loi est inchangé par rapport à la version à l'étude au moment de la prorogation, nonobstant l'article 71 du Règlement, le projet de loi est réputé avoir été examiné et approuvé à toutes les étapes franchies avant la prorogation et est inscrit, si nécessaire, au Feuilleton, conformément à l'article 87 du Règlement après ceux de la même catégorie, à l'étape où il se trouvait au moment de la prorogation ou, le cas échéant, renvoyé en comité, et avec la désignation qui lui avait été accordée conformément à l'article 92(1) du Règlement au cours de la session précédente.

Ordre de priorité

Ordre de priorité établi au début de la session.

- 87. (1) a) Au début de la session, dans les deux jours de séance qui suivent l'inscription au Feuilleton d'affaires différentes émanant d'au moins trente députés, le Greffier de la Chambre informe au nom de l'Orateur les députés intéressés de l'heure, de la date et du lieu d'un tirage au sort des noms de trente députés en vue d'établir l'ordre de priorité de trente affaires différentes.
 - b) Dans la mesure où il y a un nombre suffisant de motions et de projets de loi admissibles, le tirage est effectué de façon que l'ordre de priorité comprenne en nombre égal des motions et des projets de loi d'intérêt public qui ont pris naissance à la Chambre des communes.
 - c) Il est procédé séparément au tirage du nombre voulu de noms de députés proposant des projets de loi et au tirage du nombre voulu de noms de ceux proposant des motions. Les noms ainsi tirés séparément sont ensuite regroupés et l'ordre de priorité est établi par voie d'un autre tirage de tous les noms ainsi regroupés.
 - d) Au plus tard à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien le deuxième jour de séance suivant le jour où le tirage au sort a été effectué, chaque député qui a donné avis de plus d'une motion et dont le nom a été tiré doit indiquer au Greffier, par écrit, celle de ses motions qui doit être placée sur la liste de priorité. Si un député ne donne pas cette indication dans le délai prévu, la première motion inscrite en son nom au Feuilleton, sous la rubrique des Affaires émanant des députés, sera incluse dans la liste de priorité. La disposition précédente s'applique également au député dont le nom a été tiré pour un projet de loi d'intérêt public.

Durant la session.

(2) Au besoin au cours d'une session, le Greffier de la Chambre, agissant au nom de l'Orateur, procède à un tirage au sort afin d'établir un ordre de priorité pour au plus quinze affaires additionnelles émanant des députés, de la manière déterminée au paragraphe (1) du présent article. Aucun député dont une affaire fait partie de l'ordre de priorité n'est admissible au tirage au sort de son nom. Au plus tard deux jours de séance avant le tirage, le Greffier informe les députés intéressés de l'heure, de la date et du lieu dudit tirage.

Limite du nombre de rubriques. (3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2) du présent article, l'ordre de priorité ne contient jamais plus de trente motions et projets de loi publics émanant de la Chambre des communes à l'étape de la deuxième lecture, inscrits suite à un ou des tirages, ni moins de quinze rubriques, lorsque la liste contient suffisamment de rubriques auxquelles on n'a pas attribué de position dans l'ordre de priorité.

Avis d'autres affaires.

(4) L'établissement d'un ordre de priorité pour les affaires émanant des députés n'empêche pas les députés de donner avis d'affaires émanant des députés.

Prise en considération des seules affaires qui font partie de l'ordre de priorité. (5) La Chambre ne prend en considération aucun ordre portant deuxième lecture et renvoi d'un projet de loi à un comité permanent, spécial ou législatif, ou à un Comité plénier de la Chambre, ni aucun avis de motion ni avis de motion (documents), sauf si ladite affaire fait partie de l'ordre de priorité.

Liste de 100 députés qui appuient une affaire (6) a) Après la tenue du premier tirage d'une session, un député peut transmettre au Greffier une liste contenant les signatures de cent députés, dont au moins dix députés de chacun des partis formant une majorité des partis reconnus à la Chambre, qui appuient une affaire précise parrainée par le député et admissible à l'ordre de priorité.

Affaire inscrite au bas de l'ordre de priorité b) Nonobstant le paragraphe (3) du présent article, l'affaire, pour laquelle la liste a été transmise et dont il est question à l'alinéa a) du présent paragraphe, sera inscrite au bas de l'ordre de priorité à condition que le député qui transmet cette liste n'ait pas d'autre affaire inscrite dans l'ordre de priorité et qu'à tout moment une seule de ces affaires fasse partie de l'ordre de priorité.

Période de deux semaines.

88. Sous réserve de l'article 71 du Règlement, dans le cas des projets de loi publics émanant des députés, il doit s'écouler au moins deux semaines entre la première et la deuxième lecture.

Ordre des projets de loi dans la liste de priorité. 89. L'ordre portant examen pour la première fois soit, à une étape subséquente, d'un projet de loi déjà étudié sous la rubrique des Affaires émanant des députés, soit de la deuxième lecture d'un projet de loi privé, soit de la deuxième lecture d'un projet de loi public émanant d'un député qui a pris naissance au Sénat, est placé au bas de la liste de priorité.

Délibérations ajournées ou suspendues. 90. Sauf dans les cas prévus à l'article 96 du Règlement, après que la Chambre ou un Comité plénier a étudié un projet de loi ou un autre ordre émanant d'un député et que toute délibération à ce sujet a été ajournée ou interrompue, ledit projet de loi ou ordre est inscrit au Feuilleton de la séance suivante, au bas de la liste de priorité, sous la rubrique respectivement assignée à ces projets de loi ou ordres.

Suspension des affaires émanant des députés jusqu'à ce que l'ordre de priorité soit établi. 91. Nonobstant l'article 30(6) du Règlement, la prise en considération des affaires émanant des députés est suspendue et la Chambre continue d'étudier toute affaire dont elle était saisie à l'heure autrement prévue pour la prise en considération des affaires émanant des députés jusqu'à ce que l'ordre de priorité soit établi conformément aux paragraphes (1) et (2) de l'article 87 du Règlement et le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre ait présenté un rapport sur les affaires choisies pour un vote, conformément à l'article 92(1) du Règlement.

Moment où le Comité se réunit pour le choix des affaires qui font l'objet d'un vote. Rapport à la Chambre. 92. (1) Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre se réunit dans les meilleurs délais après l'établissement de l'ordre de priorité conformément aux paragraphes (1) et (2) de l'article 87 du Règlement, mais jamais plus de dix jours de séance après, et de temps à autre par la suite. Après avoir consulté notamment les députés qui ont proposé les affaires, le Comité choisit au plus dix affaires parmi les affaires qui figurent à l'ordre de priorité, à l'exception des affaires qui y sont inscrites en application de l'article 86.1 du Règlement, et un nombre approprié parmi les affaires subséquentes pour lesquelles on a établi l'ordre de priorité, et les affaires ainsi choisies sont désignées «affaires qui font l'objet d'un vote». Dans ce choix, le Comité ne tient pas compte du nombre de députés qui proposent ou appuient conjointement une affaire. Il fonde plutôt son choix

seulement sur les mérites des affaires et fait rapport à ce sujet, au besoin. L'ordre de priorité ne comprend jamais plus de dix affaires ainsi choisies suite à un ou des tirages.

Rapports réputés adoptés.

(2) Les rapports du Comité présentés conformément au paragraphe (1) du présent article sont réputés adoptés dès leur dépôt sur le Bureau.

Projets de loi privés.

(3) Nonobstant le paragraphe (1) du présent article, tout projet de loi privé qui figure à l'ordre de priorité est réputé choisi et désigné «affaire qui fait l'objet d'un vote».

Durée des délibérations pour les affaires choisies Affaire retombe au bas de la liste. 93. À moins qu'on en ait disposé plus tôt, les projets de loi choisis à l'étape de la deuxième lecture ou les motions choisies sont pris en considération durant au plus trois heures et, à moins qu'on en ait disposé plus tôt, une affaire qui a été abordée une fois retombe au bas de la liste de priorité et n'est prise en considération de nouveau que lorsqu'elle parvient au sommet de ladite liste.

Toutefois, à moins qu'on en ait disposé plus tôt, au plus tard quinze minutes avant la fin de la période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés, l'Orateur interrompt toute délibération dont la Chambre est alors saisie et met aux voix, sur-le-champ et successivement sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire en vue de disposer de la motion choisie ou du projet de loi choisi à l'étape de la deuxième lecture.

Responsabilité de l'Orateur.

94. (1)a) L'Orateur prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer le déroulement ordonné des affaires émanant des députés en s'assurant notamment

Avis des affaires qui seront abordées.

(i) que tous les députés aient au moins vingt-quatre heures d'avis au sujet des affaires qui seront abordées au cours de l'heure réservée aux affaires émanant des députés; et

Publication de l'avis.

(ii) que l'avis requis en vertu du sous-alinéa (i) du présent alinéa soit publié dans le Feuilleton des Avis.

Heure réservée aux affaires émanaix des députés suspendue lorsque l'avis n'est pas publié. b) Lorsqu'il est impossible de fournir l'avis de vingt-quatre heures requis en vertu du paragraphe (1)a)(i) du présent article, l'heure réservée aux affaires émanant des députés est suspendue pour la journée et la Chambre poursuit l'étude des affaires dont elle était alors saisie, ou y revient, jusqu'à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien.

Avis de quarantehuit heures requis lorsque député incapable de présenter sa motion. Orateur procède à un échange. (2) a) Lorsqu'un député a donné, par écrit, avis d'au moins quarante-huit heures qu'il sera incapable de présenter sa motion sous la rubrique des Affaires émanant des députés à la date requise par la liste de priorité, l'Orateur peut, avec la permission des députés en cause, prendre des dispositions pour qu'il soit procédé à un échange de positions sur la liste de priorité avec un député dont la motion ou le projet de loi figure sur la liste de priorité.

Lorsqu'aucun échange n'est possible, les affaires dont la Chambre est saisie se poursuivent. b) Si l'Orateur n'a pas pu organiser un échange, la Chambre poursuit l'examen des affaires dont elle était saisie avant l'heure consacrée aux affaires émanant des députés.

Durée des discours. Affaire qui fait l'objet d'un vote. 95. (1) Quand la Chambre étudie une affaire émanant des députés faisant l'objet d'un vote, aucun député ne peut parler pendant plus de dix minutes. Toutefois, le député qui propose l'affaire à l'étude peut parler pendant vingt minutes au plus.

Durée des discours. Affaire qui ne fait pas l'objet d'un vote. (2) Quand une affaire émanant des députés qui ne fait pas l'objet d'un vote est proposée, le député qui propose l'affaire peut parler pendant au plus quinze minutes. Par la suite, aucun député ne peut parler pendant plus de dix minutes durant une période n'excédant pas quarante minutes. À la fin des quarante minutes, ou plus tôt si aucun autre député ne se lève pour prendre la parole, le député qui propose ladite affaire peut, s'il le désire, parler à nouveau pendant au plus cinq minutes mettant ainsi fin au débat.

Affaires rayées.

96. (1) Les délibérations relatives aux affaires émanant des députés qui ne sont pas des «affaires qui font l'objet d'un vote» choisies conformément à l'article 92 du Règlement prennent fin soit quand le débat y relatif se termine soit à la fin de la période prévue pour leur prise en considération et elles sont rayées du Feuilleton.

N'est pas une décision de la Chambre. (2) La radiation d'une affaire conformément au paragraphe (1) du présent article n'est pas considérée comme une décision de la Chambre.

Ne s'applique pas dans certains cas.

(3) Le présent article du Règlement ne s'applique pas à la prise en considération des Avis de motions portant production de documents ou des Avis de motions (documents).

Production de documents. Débat. 97. (1) Les avis relatifs aux motions portant production de documents s'inscrivent au Feuilleton sous la rubrique «Avis de motions portant production de documents». Lorsque l'Ordre du jour appelle des avis de cette nature, la Chambre en décide sur-le-champ. Si le député qui la présence ou un ministre de la Couronne désire un débat sur une motion de ce genre, le Greffier la reporte aux «Avis de motions (documents)».

Durée des discours et du débat. (2) Lorsque le débat sur une motion portant production de documents, sous la rubrique «Avis de motions (documents)», a duré une heure et demie au total, l'Orateur l'interrompt et un ministre de la Couronne ayant ou non déjà pris la parole peut parler pendant au plus cinq minutes, après quoi l'auteur de la motion peut clore le débat après avoir parlé pendant au plus cinq minutes. Sauf si la motion est retirée, comme le prévoit l'article 64 du Règlement, l'Orateur met immédiatement la question aux voix.

Rapport du comité.

97.1 Le comité permanent, spécial ou législatif saisi d'un projet de loi d'intérêt public émanant d'un député est tenu, dans un délai de soixante jours de séance à partir de la date du renvoi en comité, soit de faire rapport à la Chambre du projet de loi avec ou sans amendement, soit de présenter à la Chambre un rapport dans lequel il recommande de ne pas poursuivre l'étude du projet de loi en y déclarant ses raisons ou demande une seule prolongation de trente jours de séance pour l'examiner, et ce, en y déclarant ses raisons. Si aucun projet de loi ni rapport n'est présenté au plus tard à la fin des soixante jours de séance ou de la prolongation de trente jours de séance pourvu que cette dernière ait été approuvée par la Chambre, le projet de loi est réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement.

Projet de loi inscrit au bas de la liste de priorité après l'étape de l'étude en comité. 98. (1) Lorsqu'un comité permanent, spécial ou législatif, ou un Comité plénier de la Chambre, fait rapport d'un projet de loi émanant d'un député, ou si ce projet est réputé avoir fait l'objet d'un rapport conformément aux articles 86.1 et 97.1 du Règlement, l'ordre portant prise en considération de l'étape du rapport est inscrit au bas de la liste de priorité, nonobstant l'article 87(3) du Règlement.

Débat de deux jours à certaines étapes. (2) À moins qu'on en ait disposé auparavant, les étapes du rapport et de la troisième lecture d'un projet de loi émanant d'un député sont abordées lors de deux jours de séance. Toutefois, lorsque l'étude en a été interrompue le premier jour en question, l'ordre concernant les étapes restantes est inscrit au bas de la liste de priorité, nonobstant les articles 87(3) et 96 du Règlement. Il est abordé de nouveau lorsque ledit projet de loi parvient au sommet de la liste de priorité.

Prolongation des heures de séance. Limite de cinq heures. (3) Lorsque la Chambre est saisie des étapes du rapport ou de la troisième lecture le premier des jours de séance prévus conformément au paragraphe (2) du présent article, et si l'on n'a pas disposé dudit projet de loi avant la fin de la première période de trente minutes de prise en considération de la mesure en question, n'importe quel député peut proposer, n'importe quand durant le temps qui reste, une motion tendant à prolonger, durant au plus cinq heures consécutives, le temps prévu pour la prise en considération de toute étape restante lors du deuxième desdits jours de séance. La période de prolongation commence à la fin de la période réservée aux affaires émanant des députés ledit jour de séance sauf le lundi quand elle commence à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien. Toutefois,

Appul de vingt députés.

- a) la motion est mise aux voix sur-le-champ, sans débat ni amendement, et elle est réputée avoir été retirée si elle reçoit l'appui de moins de vingt députés; et
- Aucune autre motion du genre s'il n'y a pas d'autres travaux entre-temps.
- b) une autre motion du même genre n'est mise aux voix que s'il y a eu d'autres travaux entre-temps.

Mise aux voix.

(4) Le deuxième jour de séance prévu conformément au paragraphe (2) du présent article, au plus tard quinze minutes avant la fin de la période prévue pour la prise en considération de l'étape en cause, à moins qu'on en ait disposé auparavant, les travaux dont la Chambre est saisie sont interrompus et toutes les questions nécessaires pour disposer des étapes restantes de l'étude dudit projet de loi sont mises aux voix sur-le-champ et successivement, sans autre débat ni amendement.

Heure de l'ajournement quotidien suspendue dans certains cas. (5) Si l'étude de la mesure en cause a été prolongée conformément au paragraphe (3) du présent article, les articles du Règlement qui ont trait à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien sont suspendus jusqu'à ce qu'aient été mises aux voix toutes les questions nécessaires pour disposer dudit projet de loi.

Suspension

Suspension des affaires émanant des députés dans les cas prévus. 99. (1) Les délibérations relatives aux affaires émanant des députés ne sont pas suspendues sauf dans les cas prévus aux articles 2(3), 30(4), 50(4), 52(14), 83(2), 91 et 94(1)b) du Règlement ou autrement spécifiés dans un ordre spécial de la Chambre. Les affaires émanant des députés ne sont pas abordées les jours désignés pour l'étude des travaux prévus conformément aux articles 53 et 84(2) du Règlement ni les jours, autres que les lundis, désignés pour l'étude des travaux prévus conformément à l'article 81(18) du Règlement.

Suspension le lundi.

(2) Lorsque les délibérations relatives aux affaires émanant des députés sont suspendues ou que lesdites affaires ne sont pas abordées les lundis, la Chambre se réunit de 11 h 00 à 12 h 00 pour l'étude des Ordres émanant du gouvernement.

CHAPITRE XII COMITÉS PLÉNIERS

Séances en Comités pléniers.

100. Lors de la lecture d'un Ordre du jour portant formation de la Chambre en Comité plénier ou lorsqu'il est ordonné qu'un projet de loi soit étudié en Comité plénier, l'Orateur quitte le fauteuil d'office.

Application du Règlement.

101. (1) Le Règlement de la Chambre doit être observé en Comité plénier dans la mesure où il y est applicable, sauf en ce qui concerne les dispositions sur l'appui des motions, limitant le nombre d'interventions et la durée des discours.

Pertinence.

(2) Les discours prononcés en Comité plénier doivent se rapporter rigoureusement au poste ou à la disposition à l'étude.

Durée des discours.

(3) Aucun député, sauf le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne doit parler pendant plus de vingt minutes à la fois en Comité plénier.

Motion pour que le président quitte le fauteuil. 102. (1) Il est toujours loisible de proposer que le président quitte le fauteuil. Cette motion a la priorité sur toutes les autres, et elle n'est pas sujette à débat.

Opération intermédiaire. (2) Personne ne peut la renouveler si elle est rejetée, à moins que le Comité n'ait, dans l'intervalle, procédé à quelque autre opération.

L'adhésion aux résolutions rapportées est mise aux voix sur-lechamp. 103. Si un Comité plénier rapporte quelque résolution, une motion y portant adhésion doit être immédiatement mise aux voix et décidée sans débat ni amendement.

CHAPITRE XIII COMITÉS

Sélection des membres

Fonctions du Cornité de la procédure et des affaires de la Chambre. Rapport. Aucun deuxième rapport durant une période déterminée. 104. (1) À l'ouverture de la première session d'un Parlement, est constitué le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui est composé, nonobstant le paragraphe (2) du présent article, de seize députés qui continuent d'en être membres d'une session à l'autre, et qui a entre autres pour fonction d'agir comme comité de sélection. Ledit comité dresse et présente à la Chambre, dans les dix premiers jours de séance qui suivent sa constitution et, par la suite, dans les dix premiers jours de séance qui suivent le début de chaque session et dans les dix premiers jours de séance qui suivent le deuxième lundi suivant la fête du Travail, une liste de députés qui doivent faire partie des comités permanents de la Chambre conformément à l'article 104(2) du Règlement et représenter celle-ci aux comités mixtes permanents; le comité ne présente toutefois pas de deuxième rapport en vertu du présent article entre le deuxième lundi suivant la fête du Travail et la fin de la même année civile.

Composition des comités permanents.

- (2) Les comités permanents qui, sous réserve du paragraphe (1) du présent article, comprennent le nombre de députés précisé ci-dessous et pour lesquels on dressera une liste de membres, sont les suivants:
 - a) le Comité des affaires autochtones et du développement du Grand Nord (seize membres);
 - b) le Comité de l'agriculture et de l'agroalimentaire (seize membres);
 - c) le Comité du patrimoine canadien (seize membres);
 - d) le Comité de la citoyenneté et de l'immigration (seize membres);
 - e) le Comité de l'environnement et du développement durable (seize membres);

- f) le Comité des finances (seize membres);
- g) le Comité des pêches et des océans (seize membres);
- h) le Comité des affaires étrangères et du commerce international (dix-huit membres);
- i) le Comité de la santé (seize membres);
- j) le Comité du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées (dix-huit membres);
- k) le Comité de l'industrie (seize membres);
- f) le Comité de la justice et des droits de la personne (seize membres);
- m) le Comité de la défense nationale et des anciens combattants (seize membres);
- n) le Comité des ressources naturelles et des opérations gouvernementales (seize membres);
- o) le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre (seize membres);
- p) le Comité des comptes publics (dix-sept membres);
- q) le Comité des transports (seize membres).

Composition de comités mixtes permanents.

- (3) Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre dresse et présente aussi une liste de députés qui représenteront la Chambre aux Comités mixtes permanents:
 - a) de la Bibliothèque du Parlement;
 - b) des langues officielles;
 - c) d'examen de la réglementation.

Toutefois, il faut nominer à ces comités mixtes un nombre suffisant de députés pour y maintenir le rapport numérique qui existe entre députés et sénateurs.

Membres associés.

(4) Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre dresse aussi, pour chacun des comités permanents et des comités mixtes permanents mentionnés dans le présent article, des listes des noms des membres associés qui sont réputés membres de ce comité pour les fins des articles 108(1)b) et 114(2)a) du Règlement et qui pourront servir de substituts au sein de ce comité conformément à l'article 114(2)b) du Règlement.

Composition d'un comité spécial. 105. Un comité spécial comprend au plus quinze membres.

Le Greffier de la Chambre convoque une réunion. 106. (1) Dans les dix jours de séance qui suivent l'adoption par la Chambre d'un rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté conformément à l'article 104(1) du Règlement, le Greffier de la Chambre convoque une réunion de chaque comité permanent dont la liste des membres figure dans ledit rapport aux fins d'élire un président. Toutefois, il est donné un avis de quarante-huit heures de toute réunion de ce genre.

Élection du président et des viceprésidents. (2) Chacun des comités permanents et spéciaux élit un président et deux viceprésidents, dont deux parmi les députés du parti ministériel et un parmi les députés de l'opposition, conformément aux dispositions de l'article | | 6 du Règlement, au début de chaque session et, au besoin, durant la session. Le président convoque une réunion suite à une demande par écrit. Motifs énoncés dans la demande. Avis de quarante-huit heures requis.

(3) Dans les dix jours de séance qui suivent la réception, par le greffier d'un comité permanent, d'une demande signée par quatre membres dudit comité, le président dudit comité convoque une réunion. Toutefois, un avis de quarante-huit heures est donné de la réunion. Aux fins du présent paragraphe, les motifs de la convocation sont énoncés dans la demande.

Comité de liaison

Composition.

107. (1) Le président de chaque comité permanent, ainsi que le député membre de chaque comité mixte permanent qui est président dudit comité mixte permanent, forment un Comité de liaison chargé d'affecter les fonds provenant du budget global autorisé par le Bureau de régie interne pour les activités des comités, sous réserve de l'approbation du Bureau.

Élection du président et du vice-président du Comité de liaison. Le Greffier de la Chambre convoque la réunion. (2) Dans les cinq jours de séance qui suivent la réunion du dernier comité permanent convoqué pour élire son président conformément à l'article 106(2) du Règlement, mais au plus tard le vingtième jour de séance suivant l'adoption du rapport présenté par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre conformément à l'article 104(1) du Règlement, le Greffier de la Chambre convoque une réunion des présidents, ainsi que de tous les députés élus président de tout comité mixte qui a tenu une telle réunion d'élection, afin d'élire le président et le vice-président du Comité de liaison.

Rapports.

(3) Le Comité de liaison est habilité à faire rapport à la Chambre de temps à autre.

Quorum.

(4) Sept membres du Comité de liaison constituent le quorum.

Membres associés.

(5) Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, à la demande du président du Comité de liaison, dresse et présente à la Chambre une liste des noms des membres associés de ce dernier comité, qui en sont réputés membres pour les fins du paragraphe (6) du présent article.

Pouvoir de créer des sous-comités.

(6) Le Comité de liaison est autorisé à créer des sous-comités dont les membres pourront être choisis parmi ceux dont les noms figurent tant sur la liste de membres du Comité que sur celle des membres associés prévue au paragraphe (5) du présent article.

Mandat

Pouvoirs des comités permanents. 108. (1)a) Les comités permanents sont autorisés individuellement à faire étude et enquête sur toutes les questions qui leur sont déférées par la Chambre, à faire rapport à ce sujet à l'occasion et à joindre en appendice à leurs rapports, à la suite de la signature de leur président, un bref énoncé des opinions ou recommandations dissidentes ou complémentaires présentées, le cas échéant, par certains de leurs membres. Sauf lorsque la Chambre en ordonne autrement, ils sont aussi autorisés à convoquer des personnes et à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes d'ajournement, à sièger conjointement avec d'autres comités permanents, à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont ils peuvent ordonner l'impression, et à déléguer à des sous-comités la totalité ou une partie de leurs pouvoirs, sauf celui de faire rapport directement à la Chambre.

Pouvoir de créer des sous-comités.

b) Les comités permanents sont autorisés à créer des sous-comités dont les membres pourront être choisis parmi ceux dont les noms figurent tant sur la liste de membres

que sur celle des membres associés, prévue à l'article 104 du Règlement, et ceux-ci sont réputés membres de ce comité pour les fins du présent article.

Pouvoirs supplémentaires des comités permanents.

- (2) En plus des pouvoirs qui leur sont conférés conformément au paragraphe (1) du présent article et à l'article 81 du Règlement, les comités permanents, à l'exception des comités énumérés aux paragraphes (3)a), (3)e) et (4) du présent article, sont autorisés à faire une étude et présenter un rapport sur toutes les questions relatives au mandat, à l'administration et à au fonctionnement des ministères qui leur sont confiés de temps à autre par la Chambre. En général, les comités sont individuellement autorisés à faire une étude et présenter un rapport sur:
 - a) les textes législatifs liés au ministère qui leur est confié;
 - b) les objectifs des programmes et des politiques du ministère et l'efficacité de leur mise en œuvre:
 - c) les plans de dépenses immédiats, à moyen terme et à long terme, et l'efficacité de leur mise en œuvre par le ministère;
 - d) une analyse de la réussite relative du ministère, mesurée en fonction des résultats obtenus et comparée aux objectifs énoncés; et
 - e) d'autres questions liées au mandat, à l'administration, à l'organisation ou au fonctionnement du ministère que le comité juge bon d'examiner.

Mandat de certains comités permanents.

(3) Les mandats respectifs des comités permanents mentionnés ci-après sont les suivants:

Procédure et affaires de la Chambre.

- a) celui du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre, en plus des fonctions énoncées à l'article 104 du Règlement, comprend notamment:
 - (i) l'étude de l'administration de la Chambre et de la prestation de services et d'installations aux députés, ainsi que la présentation de rapports à ce sujet à l'Orateur et au Bureau de régie interne, attendu que toutes les questions qui ont trait à ces aspects sont réputées avoir été déférées au Comité dès que la liste de ses membres a été établie:
 - (ii) l'étude de l'efficacité, de l'administration et du fonctionnement, ainsi que des plans opérationnels et de dépenses, de toutes les opérations qui relèvent de l'administration et du contrôle conjoints des deux Chambres sauf en ce qui a trait à la Bibliothèque du Parlement, ainsi que d'autres questions connexes que le Comité juge bon d'examiner, et la présentation de rapports à ce sujet;
 - (iii) la revue du Règlement ainsi que de la procédure et des pratiques de la Chambre et de ses comités et la présentation de rapports à ce sujet;
 - (iv) le choix des affaires émanant des députés conformément à l'article 92 du Règlement, et l'examen des affaires relatives aux projets de loi privés;
 - (v) la revue de la radiodiffusion et de la télédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités et la présentation de rapports à ce sujet; et
 - (vi) la revue de toute question relative à l'élection des députés à la Chambre des communes et la présentation de rapports à ce sujet;

Patrimoine canadien.

- b) celui du Comité du patrimoine canadien comprend, entre autres, la surveillance de la mise en œuvre des principes de la politique fédérale de multiculturalisme dans l'ensemble du gouvernement du Canada, dans le but:
 - d'encourager les ministères et organismes fédéraux à refléter la diversité multiculturelle du Canada; et
 - d'examiner les politiques et les programmes existants et nouveaux des ministères et organismes fédéraux qui tendent à encourager la sensibilité aux intérêts multiculturels, ainsi qu'à préserver et à favoriser la réalité multiculturelle du Canada:

Développement des ressources humaines et condition des personnes handicapées. c) celui du Comité du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées comprend notamment la formulation de propositions d'initiatives visant à l'intégration et à l'égalité des personnes handicapées dans tous les ceurs de la société canadienne, ainsi que la promotion, le contrôle et l'évaluation de ces initiatives;

justice et droits de la personne. d) celui du Comité de la justice et des droits de la personne comprend notamment l'étude de tout rapport de la Commission canadienne des droits de la personne, qui est réputé être déféré en permanence au Comité dès que ledit document est déposé sur le Bureau, et la présentation de rapports à ce sujet;

Comptes publics.

 e) celui du Comité des comptes publics comprend notamment la revue des Comptes publics du Canada et de tous les rapports du Vérificateur général du Canada qui sont individuellement réputés déférés en permanence au Comité dès qu'ils sont déposés, et la présentation de rapports à ces sujets;

et ils comprennent aussi toute autre question que la Chambre renvoie de temps à autre au Comité permanent.

Mandat des comités mixtes permanents.

(4) À l'égard de la Chambre, le mandat du Comité mixte permanent

Bibliothèque du Parlement. a) de la Bibliothèque du Parlement comprend l'étude de l'efficacité, de l'administration et du fonctionnement de la Bibliothèque du Parlement;

Langues officielles.

b) des langues officielles comprend notamment l'étude des politiques et des programmes de langues officielles, y compris les rapports annuels du Commissaire aux langues officielles qui sont réputés déférés en permanence au Comité dès qu'ils sont déposés sur le Bureau, et la présentation de rapports à ce sujet;

Examen de la réglementation.

c) d'examen de la réglementation comprend notamment l'étude et l'examen des textes réglementaires qui sont déférés en permanence au Comité conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi sur les textes réglementoires.

Les deux Chambres peuvent toutefois, de temps à autre, déférer n'importe quelle autre question aux comités mixtes permanents susmentionnés.

Réponse du gouvernement aux rapports de comités.

109. Dans les 150 jours qui suivent la présentation d'un rapport d'un comité permanent ou spécial, le gouvernement dépose, à la demande du comité, une réponse globale.

Dépôt du décret d'une nomination. Réputé déféré à un comité. 110. (1) Au plus tard cinq jours de séance après la publication dans la Gazette du Canada d'un décret annonçant la nomination d'une personne à un poste non judiciaire particulier, un ministre de la Couronne en dépose sur le Bureau une copie certifiée. Ledit décret est réputé avoir été déféré à un comité permanent particulier désigné au moment

du dépôt, conformément à l'article 32(6) du Règlement, qui le prend en considération durant au plus trente jours de séance.

Dépôt du certificat proposant une nomination. Réputé déféré à un comité. (2) Un ministre de la Couronne peut déposer périodiquement sur le Bureau un certificat annonçant que l'on propose de nommer une personne donnée à un poste non judiciaire en particulier. Ledit document est réputé avoir été déféré à un comité permanent particulier désigné au moment du dépôt, conformément à l'article 32(6) du Règlement, qui le prend en considération durant au plus trente jours de séance.

Comparution des personnes nommées ou proposées. III.(I) Le comité prévu aux articles 32(6) et II0 du Règlement doit convoquer, s'il le juge approprié, dans les trente jours de séance prévus conformément à l'article II0 du Règlement, la personne ainsi nommée ou dont on propose ainsi la nomination à comparaître devant lui durant au plus dix jours de séance.

Examen des titres, qualités et compétence des personnes nommées ou proposées. (2) Le comité, s'il convoque une personne nommée ou dont on a proposé la nomination conformément au paragraphe (1) du présent article, examine les titres, les qualités et la compétence de l'intéressé et sa capacité d'exécuter les fonctions du poste auquel il a été nommé ou auquel on propose de le nommer.

Durée de l'examen.

(3) Le comité termine son examen de la nomination effectuée ou proposée au plus tard à la fin de la période de dix jours de séance prévue au paragraphe (1) du présent article.

Le curriculum vitae de la personne nommée doit être fourni. (4) Le bureau du ministre qui a recommandé la nomination fournit, sur demande par écrit du greffier du comité, le curriculum vitoe de la personne nommée ou dont on propose la nomination.

Comités législatifs

Présidents des comités législatifs. Comité des présidents. 112. À l'ouverture de chaque session, l'Orateur désigne jusqu'à douze députés et, à l'occasion, d'autres députés au besoin, pour présider les comités législatifs; ces députés seront choisis en nombre proportionnel parmi les membres du parti ministériel et des partis d'opposition. Les députés désignés conformément au présent article, ainsi que l'Orateur adjoint et président des Comités pléniers, le vice-président des Comités pléniers et le vice-président adjoint des Comités pléniers, constituent un comité des présidents pour les comités législatifs.

Constitution des comités législatifs.

II3. (I) Sans anticiper sur la décision de la Chambre, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre se réunit dans les cinq jours de séance suivant le début du débat sur une motion tendant à créer un comité législatif ou à renvoyer un projet de loi à un tel comité et dresse une liste de députés devant faire partie de ce comité législatif — lequel comprend au plus quinze membres — et il présente cette liste à la Chambre au plus tard le jeudi suivant. Le comité n'est organisé que dans le cas où la Chambre adopte la motion de création d'un comité législatif ou de renvoi du projet de loi à un tel comité. Sur présentation du rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, le rapport est réputé adopté.

Nomination du président. (2) Dès l'adoption dudit rapport, l'Orateur assigne audit comité un président choisi au sein du comité des présidents constitué conformément à l'article 112 du Règlement.

Moment où un comité législatif doit se réunir. (3) Tout comité législatif constitué conformément aux paragraphes (1) et (2) du présent article se réunit dans les deux jours de séance suivant la désignation de son président et l'adoption de la motion tendant à la création du comité ou au renvoi du projet de loi au comité pour lequel la liste des membres a été présentée.

Président suppléant d'un comité législatif.

(4) Lorsque le président nommé conformément au paragraphe (2) du présent article est incapable d'agir à ce titre au cours d'une séance du comité législatif, il désigne un membre dudit comité pour présider ladite séance. Le président suppléant ainsi désigné est investi de tous les pouvoirs du président au cours de ladite séance.

Pouvoirs des comités législatifs. (5) Tout comité législatif est autorisé à faire étude et enquête sur les projets de loi qui lui sont renvoyés par la Chambre, à en faire rapport avec ou sans amendement, à élaborer un projet de loi conformément à l'article 68 et à en faire rapport et, sauf lorsque la Chambre en ordonne autrement, à convoquer à comparaître devant lui des fonctionnaires ou représentants des ministères ou organismes gouvernementaux ou des sociétés d'État ainsi que les autres personnes qu'il juge compétentes pour témoigner sur des questions techniques, à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes d'ajournement de la Chambre et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont il ordonne l'impression.

Sous-comité du programme et de la procédure d'un comité législatif. (6) Un comité législatif peut déléguer à un sous-comité du programme et de la procédure son pouvoir d'organiser des séances du comité, de convoquer à comparaître devant le comité des fonctionnaires ou représentants des ministères ou organismes gouvernementaux ou des sociétés d'État ainsi que les autres personnes que le comité juge compétentes pour témoigner sur des questions techniques, ou d'exiger la production de documents et de dossiers à présenter au comité au sujet du projet de loi dont le comité est saisi. Le comité conserve toutefois le pouvoir d'approuver les arrangements en question.

Composition

Composition des comités permanents et mixtes permanents. 114. (1) La composition des comités permanents et mixtes permanents est établie suivant le rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre qui dresse une liste des membres conformément à l'article 104 du Règlement. Une fois le rapport du Comité adopté, la liste des membres continue de s'appliquer d'une session à l'autre au cours d'un même Parlement, sous réserve des changements qui peuvent y être apportés à l'occasion.

Une liste de substituts peut être déposée auprès du greffier du comité. (2) a) Dans les cinq jours de séance qui suivent l'organisation d'un comité permanent ou d'un comité mixte permanent, et à l'occasion par la suite, tout membre du comité peut déposer auprès du greffier du comité une liste d'au plus quatorze députés choisis parmi les députés de son propre parti, à qui l'on peut demander de le remplacer à une séance du comité conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe. Toutefois, les substituts ne deviennent pas membres permanents du comité.

Changements dans la liste des membres des comités permanents et mixtes permanents. b) Les changements dans la liste des membres de tout comité permanent ou, dans la mesure où la Chambre y est représentée, de tout comité mixte permanent, s'appliquent le lendemain de la date à laquelle un membre permanent du comité qui a déposé une liste ainsi que le prévoit l'alinéa o) du présent paragraphe en donne avis au whip en chef de son parti (ou, lorsqu'il s'agit d'un député indépendant, au whip en chef de l'Opposition officielle) qui y appose sa signature et transmet l'avis de remplacement au greffier du comité.

Changements par le whip en chef à défaut de dépôt d'une liste ou de réception de l'avis. c) Lorsqu'aucune liste n'a été déposée auprès du greffier du comité conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe ou que le greffier du comité n'a pas reçu l'avis prévu conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe, le whip en chef de tout parti reconnu peut apporter des changements en déposant avis auprès du greffier du comité après avoir choisi les substituts parmi tous les députés de son parti et/ou les députés indépendants inscrits sur la liste des membres associés du comité conformément à l'article 104(4) du Règlement. Lesdits changements s'appliquent dès que le greffier du comité en a reçu avis.

Démission d'un membre du comité. Entrée en vigueur. d) Lorsqu'un membre permanent d'un comité permanent ou d'un comité mixte permanent prévient par écrit le président du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre de son intention de cesser d'être membre dudit comité, la démission en question entre en vigueur lorsque la Chambre a adopté un rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre dans lequel le Comité désigne un remplaçant au démissionnaire.

Changements dans la composition des comités législatifs. (3) Les changements dans la composition d'un comité législatif s'appliquent dès le dépôt auprès du greffier du comité d'un avis de ceux-ci signé par le whip en chef d'un parti reconnu.

Changements dans la composition des comités permanents. (4) Les changements dans la composition des comités permanents s'appliquent lorsque la Chambre a adopté un rapport à cet effet du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

Réunions

Séances des comités.

115. (1) Nonobstant l'article 108(1)a) du Règlement, nul comité permanent ou comité mixte permanent ne siège en même temps qu'un comité législatif chargé d'étudier un projet de loi qui affecte principalement le même ministère ou organisme ou qui en émane.

Priorité lorsque la Chambre siège. (2) Durant les périodes coïncidant avec les heures de séance de la Chambre, il est donné priorité aux séances des comités qui examinent des projets de loi ou le budget des dépenses par rapport à celles des comités qui étudient d'autres questions.

Priorité durant les ajournements. Calendrier établi par le whip en chef du gouvernement. (3) Durant les périodes d'ajournement de la Chambre, il est donné priorité aux séances des comités permanents, spéciaux ou mixtes, conformément au calendrier établi, de temps à autre, par le whip en chef du gouvernement après consultation avec les représentants des autres partis.

Usage prioritaire de salles de comité.

(4) Les priorités d'usage des salles de comités sont établies, de temps à autre, par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

Application du Règlement.

116. Un comité permanent, spécial ou législatif observe le Règlement de la Chambre dans la mesure où il y est applicable, sauf les dispositions relatives à l'élection de l'Orateur, à l'appui des motions, à la limite du nombre d'interventions et à la durée des discours.

Décorum en comité.

117. Le président d'un comité permanent, spécial ou législatif maintient l'ordre aux réunions du comité. Il décide de toutes les questions d'ordre, sous réserve d'appel au comité. Cependant, le désordre dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre, sur réception d'un rapport à cet égard.

Quorum.

118. (1) La majorité des membres d'un comité permanent, spécial ou législatif constitue le quorum. Toutefois, dans le cas d'un comité législatif, le président n'est pas compté

au nombre des membres qui constituent le quorum. Dans le cas d'un comité mixte, le nombre de membres formant quorum est fixé par la Chambre des communes, en consultation avec le Sénat.

Réunion sans quorum. (2) Le quorum est nécessaire lorsqu'un comité permanent, spécial ou législatif doit voter, adopter une résolution ou prendre une autre décision. Ces comités peuvent toutefois, en adoptant une résolution, autoriser le président à tenir des réunions pour entendre des témoignages et en autoriser la publication, en l'absence de quorum.

Seuls les membres peuvent voter ou proposer une motion. 119. Tout député qui n'est pas membre d'un comité permanent, spécial ou législatif peut, sauf si la Chambre ou le comité en ordonne autrement, prendre part aux délibérations publiques du comité, mais il ne peut ni y voter ni y proposer une motion, ni faire partie du quorum.

Télédiffusion des séances des comités.

119.1 (1) Tout comité qui veut faire télédiffuser ses séances, autrement qu'au moyen des installations établies à cette fin par la Chambre des communes, doit d'abord obtenir le consentement de la Chambre.

Rapport relatif à des principes directeurs, à titre expérimental. Médias électroniques. (2) Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre établit, dans le cadre d'un rapport à la Chambre, à titre expérimental, des principes directeurs régissant la radiodiffusion et la télédiffusion des séances de comité. Une fois que la Chambre a adopté ce rapport, tout comité peut autoriser la présence des médias électroniques à ses séances, sous réserve des principes directeurs susdits.

Personnel et budget

Personnel des comités. 120. Les comités permanents, spéciaux et législatifs sont autorisés individuellement à retenir les services de spécialistes et du personnel professionnel, technique et de soutien qu'ils peuvent juger nécessaires.

Pouvoir de dépenser provisoire. Budget soumis au Bureau de régie interne. 121. (1) Le Bureau de régie interne peut accorder un pouvoir de dépenser provisoire aux comités permanents, spéciaux et législatifs. Les comités sont autorisés à dépenser n'importe quel montant, jusqu'à concurrence du montant maximum qui leur est ainsi accordé. Ils n'engagent cependant pas d'autres dépenses tant que leur président, ou un membre du comité agissant en son nom, n'a pas soumis au Bureau un budget décrivant de façon raisonnablement détaillée leurs prévisions de dépenses au cours d'une période déterminée, ainsi qu'un état de leurs dépenses à jour, et tant que ledit budget n'a pas été approuvé par le Bureau.

Le budget et l'état des dépenses doivent être soumis aussitôt que possible. (2) Nonobstant tout pouvoir de dépenser accordé par le Bureau de régie interne conformément au paragraphe (1) du présent article, le président de chaque comité, ou un membre du comité agissant en son nom, soumet au Bureau, dès que cela est possible, le budget et l'état des dépenses du comité, conformément au paragraphe (1) du présent article.

Budgets supplémentaires. (3) Lorsque le comité a atteint son plafond de dépenses établi dans le budget, il n'engage aucune autre dépense tant qu'un ou des budgets supplémentaires n'ont pas été soumis au Bureau de régie interne, conformément au paragraphe (1) du présent article, et tant que ledit budget n'a pas été approuvé en entier ou en partie par le Bureau.

Rapport financier annuel concernant les comités. (4) Le Bureau de régie interne fait déposer à la Chambre un rapport financier annuel détaillé décrivant les dépenses engagées par chaque comité permanent, spécial et législatif au cours de l'année écoulée. Toutefois, le Bureau peut faire déposer des rapports de ce genre n'importe quand pour un comité en particulier.

Témoins

Certificat pour recueillir un témoignage. 122. Si un député dépose un certificat auprès du président d'un comité de la Chambre attestant que le témoignage à recueillir d'une personne déterminée est, à son avis, essentiel, le président en saisit le comité.

CHAPITRE XIV

Un rapport contenant une résolution. L'adoption constitue un ordre de la Chambre. 123. (1) En plus des pouvoirs qui lui sont accordés par la Chambre conformément à l'article 108(4) du Règlement, le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est autorisé à présenter à la Chambre un rapport contenant seulement une résolution qui, si le rapport est adopté, constituera un ordre de la Chambre enjoignant le ministère d'abroger tout ou partie d'un texte réglementaire que le gouverneur en conseil ou un ministre a le pouvoir d'abroger.

Un seul rapport par séance. (2) La Chambre ne reçoit pas plus d'un rapport conformément au paragraphe (1) du présent article au cours de la même séance.

Le député qui présente un rapport précise qu'il contient une résolution et identifie le texte réglementaire. (3) Le député qui présente un rapport conformément au paragraphe (1) du présent article précise qu'il contient une résolution conformément au paragraphe (1) du présent article, identifie le texte réglementaire, ou la partie du texte réglementaire, qui fait l'objet du rapport, et indique que le texte pertinent est inclus dans le rapport.

Une motion portant adoption, au nom du député qui présente le rapport, est inscrite au Feuilleton des avis. Une seule motion est permise.

(4) Dès que ledit rapport est reçu et déposé sur le Bureau, le Greffier de la Chambre fait inscrire au Feuilleton des avis une motion portant adoption du rapport. L'avis est inscrit au nom du député qui présente ledit rapport. Aucun autre avis de motion portant adoption du rapport ne peut être inscrit au Feuilleton des avis.

La motion d'adoption est considérée à la demande d'un ministre. Tout député peut la proposer. 124. Lorsqu'un avis, donné conformément à l'article 123(4) du Règlement, est transféré au Feuilleton sous la rubrique «Motions», il est pris en considération seulement en conformité de l'article 128(1) du Règlement et il est considéré seulement à la demande d'un ministre de la Couronne. Toutefois, nonobstant les pratiques habituelles de la Chambre, n'importe quel autre député est autorisé à proposer la motion au nom du député qui en a donné avis.

Motion réputée adoptée. 125. Sauf indication contraire dans tout article du Règlement ou ordre spécial de la Chambre, et à moins qu'on en ait disposé autrement, au plus tard à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, le quinzième jour de séance suivant la date de parution au Feuilleton, un avis de motion présenté conformément à l'article 123(4) du Règlement est réputé avoir été proposé et adopté par la Chambre.

Durée du débat.

126. (1) Un avis donné conformément à l'article 123(4) du Règlement doit être pris en considération durant au plus une heure. Toutefois,

Durée des discours.

Acceptabilité du rapport sur le plan de la procédure. Motion réputée retirée.

Mise aux voix. Votes différés. Durée de la sonnerie d'appel.

Le vote n'est plus différé.

L'heure de l'ajournement est suspendue.

Ordre de prise en considération des motions. Les motions sont groupées.

Les motions d'adoption sont abordées le mercredi.

Étude.

- a) durant la prise en considération de toute motion de ce genre, nul député ne prend la parole plus d'une fois ou durant plus de dix minutes:
- b) pour les fins du présent article et nonobstant les pratiques habituelles de la Chambre, l'acceptabilité, sur le plan de la procédure, d'un rapport au sujet duquel un avis de motion portant adoption a été donné conformément à l'article 123(4) du Règlement, n'est prise en considération que lorsque la Chambre a été saisie de tous les avis de motion dont avis a été donné antérieurement conformément à l'article 54 du Règlement. Toutefois, si un rapport est par la suite jugé irrecevable, la motion portant adoption dudit rapport est réputée avoir été retirée; et
- c) sauf si l'on en a disposé auparavant, au plus tard à la fin de l'heure prévue pour la prise en considération de la ou des motions, l'Orateur interrompt les travaux dont la Chambre est alors saisie et met aux voix sur-le-champ et successivement, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer desdites motions. Toutefois, tout vote exigé à ce sujet est différé au plus tard à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien de la séance en cours. La sonnerie d'appel des députés fonctionne alors pendant au plus quinze minutes et l'on met aux voix sur-le-champ et successivement, sans autre débat ni amendement, toutes les questions restantes nécessaires pour disposer des travaux relatifs à toute motion de ce genre à l'égard de laquelle une décision a été différée après la tenue d'un tel vote.
- (2) Les dispositions de l'article 45(5) du Règlement sont suspendues dans le cas de tout vote exigé conformément à l'alinéa (1)c) du présent article.
- (3) Les dispositions du Règlement qui ont trait à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien sont suspendues jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée sur toutes les questions conformément à l'alinéa (1)c) du présent article.
- 127. La Chambre aborde l'étude de toute motion présentée conformément à l'article 123(4) du Règlement dans un ordre de prise en considération établi à la demande d'un ministre de la Couronne. Toutefois, toutes les motions de ce genre sont groupées pour les fins du débat.
- 128. (1) Lorsque la prise en considération d'un avis ou d'avis de motions d'adoption donnés conformément à l'article 123(4) du Règlement a été établie conformément à l'article 124 du Règlement, la Chambre se réunit à 13 h 00 le mercredi suivant et à l'ordre des travaux figure alors la prise en considération desdits avis.
- (2) Lorsqu'elle se réunit à 13 h 00 le mercredi conformément au paragraphe (1) du présent article, la Chambre n'aborde que les affaires prévues conformément audit paragraphe. Toutefois,
 - a) si les délibérations en question se terminent avant 14 h 00 ce jour-là, i Ocateur suspend la séance jusqu'à 14 h 00; et
 - b) les délibérations en question se terminent à 14 h 00 ce jour-là, sauf dans les cas prévus à l'article 126(1)c) du Règlement.

CHAPITRE XV PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Avis

Publication de l'article du Réglement. 129. Au début de la session, le Greffier de la Chambre fait publier dans la Gazette du Canada l'article du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi privés. Par la suite, le Greffier de la Chambre fait publier hebdomadairement dans la Gazette du Canada un avis faisant état de la publication antérieure dudit article du Règlement.

Publication des avis.

130. (1) Toute demande en vue d'un projet de loi privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis publié dans la Gazette du Canada. Cet avis doit exposer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande; il doit être signé par les requérants ou en leur nom, avec indication de l'adresse des signataires. Si la demande vise une loi de constitution en corporation, l'avis doit mentionner le nom de la compagnie projetée. Si les ouvrages d'une compagnie, qu'elle soit constituée en corporation ou qu'il s'agisse de la constituer en corporation, doivent être reconnus comme étant destinés à profiter au Canada d'une manière générale, l'avis énonce cette intention expressément et les requérants doivent faire parvenir une copie de cet avis, par lettre recommandée, au secrétaire de chaque comté ou municipalité que la construction ou la mise en service de ces ouvrages peut intéresser spécialement, ainsi qu'au secrétaire de la province où ces mêmes ouvrages sont ou pourront être situés. Tout avis ainsi expédié par lettre recommandée doit être mis à la poste assez tôt pour arriver à destination au moins deux semaines avant la prise en considération du projet de loi par le comité auquel il peut être renvoyé. La preuve que les requérants se sont conformés à cette règle s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Avis additionnel

(2) Outre l'avis figurant dans la Gazette du Canada, il doit en être publié un semblable dans quelque journal important, comme suit:

Constitution en corporation.

a) lorsque la demande vise une loi constituant en corporation:

Compagnie de chemin de fer ou de canal. (i) une compagnie de chemin de fer ou de canal, cet avis similaire doit être publié dans la principale cité, ville ou municipalité, de village, de chaque comté ou district que doit traverser le chemin de fer ou le canal projeté;

Compagnie de télégraphe ou de téléphone. (ii) une compagnie de télégraphe ou de téléphone, cet avis similaire doit être publié dans la principale cité ou ville de chaque province ou territoire où la compagnie en question se propose d'établir son service;

Construction d'ouvrages.
Droits exclusifs.

(iii) une compagnie créée en vue de la construction de tous ouvrages dont l'établissement ou la mise en service pourrait intéresser tout particulièrement une localité quelconque, ou en vue de tous droits ou privilèges exclusifs, ou encore en vue de toute opération qui pourrait concerner les droits ou biens d'autrui, cet avis similaire doit être publié dans les diverses localités où la loi projetée pourrait viser les affaires, droits ou biens d'autres personnes ou compagnies; et

Banque, assurance, fiducie, prêt ou industrie, (iv) un établissement bancaire, une compagnie d'assurance, une compagnie de fiducie, une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle non dotée de pouvoirs exclusifs, il suffit d'un avis dans la Gazette du Canada.

Modification d'une

b) lorsque la demande a pour objet de modifier une loi existante:

Prolongement d'un chemin de fer.

(i) en vue du prolongement de tout chemin de fer ou canal ou de la construction d'un embranchement de voie ferrée ou de canal, il est publié un avis à l'endroit où se trouve le siège social de la compagnie et dans la principale cité, ville, municipalité ou village de chaque comté ou district devant être desservi par ce prolongement ou cet embranchement:

Prolongation du

(ii) en vue de la prolongation du délai fixé pour la construction ou l'achèvement de toute ligne de chemin de fer, de tout embranchement ou prolongement de ligne de chemin de fer, de tout canal, de tout réseau télégraphique ou téléphonique, ou de tout ouvrage déjà autorisé, il est publié un avis à l'endroit où se trouve le siège social de la compagnie et dans la principale cité ou ville de chaque district intéressé; et

Continuation d'une charte.

(iii) en vue de la continuation d'une charte ou de l'extension des pouvoirs d'une compagnie (quand elle ne comporte pas la concession de droits exclusifs); ou en vue de l'augmentation ou de la réduction du capital-actions d'une compagnie quelconque; ou en vue de l'accroissement ou de la modification de son pouvoir d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts d'un autre genre; ou encore en vue de toute modification concernant, de quelque manière, les droits ou intérêts des actionnaires, obligataires ou créanciers de la compagnie, il est publié un avis à l'endroit où est situé le siège social de la compagnie ou à l'endroit où la compagnie est autorisée à établir son siège social.

Droits exclusifs.

c) lorsque la demande a pour objet d'obtenir, pour quelque personne ou corporation existante, des droits ou privilèges exclusifs, ou encore le pouvoir d'accomplir une chose dont la mise en œuvre aurait des répercussions sur les droits ou biens d'autrui, il est publié un avis dans les localités où les affaires, les droits ou les biens d'autrui peuvent être spécialement visés par la loi projetée.

Durée de la publication de l'avis.

(3) Tout avis de ce genre, qu'il soit inséré dans la Gazette du Canada ou dans un journal, doit être publié au moins une fois par semaine durant une période de quatre semaines consécutives. Lorsque la demande prend naissance dans la province de Québec ou dans la province du Manitoba, l'avis doit être publié en anglais dans un journal anglais et en français dans un journal français, ainsi qu'en anglais et en français dans la Gazette du Canada. S'il n'y a pas de journal dans la localité où il faut annoncer ladite demande, l'avis doit être publié à l'endroit le plus rapproché où l'on imprime un journal. La preuve que l'avis en question a été dûment publié s'établit, dans chaque cas, par voie de déclaration statutaire. Toute déclaration de cette nature doit être envoyée au Greffier de la Chambre et porter à l'endos l'indication: « Avis de projet de loi privé».

Pétition

Dépôt de la pétition introductive auprès du Greffier de la Chambre. 131. (1) Tout député peut présenter à la Chambre une pétition introductive de projet de loi privé, à n'importe quel moment de la durée d'une séance de cette Chambre, en la déposant entre les mains du Greffier.

Responsabilité du député.

(2) Tout député qui présente une pétition introductive de projet de loi privé doit se porter garant qu'elle ne contient rien d'inconvenant ou de contraire au Règlement.

Signature du député.

(3) Tout député qui présente une pétition introductive de projet de loi privé doit signer son nom à l'endos.

Signature des pétitionnaires. (4) Toute pétition introductive de projet de loi privé peut être écrite ou imprimée, pourvu que la page qui en contient les conclusions porte la signature d'au moins trois pétitionnaires, lorsqu'il y a trois pétitionnaires ou plus.

Rapport du greffier des pétitions.

(5) Le lendemain de la présentation d'une pétition introductive de projet de loi privé, le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le rapport y afférent du greffier des pétitions. Ledit rapport doit être imprimé dans les *Journaux*. Si une pétition ainsi rapportée n'atteint aucunement les privilèges de la Chambre et peut être reçue d'après le Règlement ou la pratique de cette Chambre, elle est par là même réputée lue et reçue.

Aucun débat sur le rapport. La pétition peut être lue.

- (6) Aucun débat n'est admis au sujet du rapport, mais une pétition à laquelle celui-ci fait allusion peut être lue au Bureau par le Greffier de la Chambre, sur demande.
 - 132. Supprimé (le 10 juin 1994).

Examinateur des pétitions introductives de projets de loi privés. 133.(1) Le greffler en chef des projets de loi privés examine les pétitions introductives de projets de loi privés.

Rapport à la Chambre. (2) Les pétitions introductives de projets de loi privés, une fois reçues par la Chambre, sont prises en considération par l'examinateur qui est tenu, dans chaque cas, de lui faire connaître jusqu'à quel point les prescriptions du Règlement relatives aux avis ont été observées. Lorsque l'examinateur fait connaître que l'avis a été insuffisant ou autrement défectueux, ou encore s'il signale qu'il est en quelque sorte douteux que l'avis publié ait été suffisant, la pétition et le rapport de l'examinateur y relatif sont pris en considération, sans renvoi spécial, par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui fait ensuite savoir à la Chambre s'il estime que l'avis a été suffisant ou insuffisant. Lorsque l'avis est réputé insuffisant ou autrement défectueux, ledit Comité indique à la Chambre les mesures qu'elle devrait prendre en raison de cette insuffisance ou autre irrégularité.

Projet de loi privé émanant du Sénat. (3) Tout projet de loi privé émanant du Sénat et ne reposant pas sur une pétition qui a déjà fait l'objet d'un rapport, est d'abord pris en considération et rapporté par l'examinateur des pétitions, et, s'il le faut, par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, après la première lecture du projet de loi en question et avant sa prise en considération par tout comité législatif.

Carte ou plan accompagnant la pétition. (4) Aucune pétition portant constitution en corporation d'une compagnie de chemin de fer ou d'une compagnie de canal, ou portant prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal existant ou autorisé, ou portant construction d'un embranchement de voie ferrée ou de canal, ne sera prise en considération par l'examinateur, ou par le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, tant qu'on n'aura pas déposé entre les mains dudit examinateur une carte ou un plan indiquant l'endroit où se trouveront ces ouvrages et chaque comté, canton, municipalité ou district à travers lequel le chemin de fer, le canal, le prolongement ou l'embranchement projeté doit être construit.

Droits et frais

Date limite pour le dépôt d'un projet de loi. Frais de traduction et d'impression.

134. (1) Quiconque désire obtenir un projet de loi privé doit déposer entre les mains du Greffier de la Chambre, au plus tard le premier jour de la session, une copie de ce projet de loi en anglais ou en français, ainsi qu'une somme suffisante pour en payer la traduction qui est faite par le personnel de la Chambre et l'impression qui est exécutée par l'Imprimeur de la Reine.

Frais d'impression de la Loi.

(2) Le requérant d'un projet de loi privé doit, après la deuxième lecture de ce projet de loi et avant sa prise en considération par le Comité qui en est saisi, couvrir les frais d'impression de la Loi dans le recueil des statuts et payer un droit de 500 \$.

Autres frais.

- (3) En sus des frais précités, les droits suivants doivent être imposés et payés: a) lorsqu'il y a suspension d'un article du Règlement relativement à un projet de loi ou b) lorsqu'un projet de loi est présenté à la Chambre après la huitième semaine et avant l'expiration de la douzième semaine de la session 100 \$ c) lorsqu'un projet de loi est présenté à la Chambre après la douzième semaine de la d) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie ne dépasse pas 250 000 \$... 100 \$ e) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie dépasse 250 000 \$ mais n'est pas f) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie dépasse 500 000 \$ mais n'est pas g) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie dépasse 750 000 \$ mais n'est pas supérieur à 1 000 000 \$ 400 \$ h) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie dépasse I 000 000 \$ mais n'est i) lorsque le capital-actions projeté d'une compagnie dépasse | 500 000\$ mais n'est pas supérieur à 2 000 000 \$ 800 \$ I) pour chaque million de dollars de capital-actions additionnel ou fraction de million 200\$

Augmentation du capital-actions.

(4) Lorsqu'un projet de loi porte augmentation du capital-actions d'une compagnie existante, le droit additionnel à débourser est calculé selon le tarif précité, et il n'y est fait état que du montant de l'accroissement.

Augmentation du pouvoir d'emprunt.

(5)a) Lorsqu'un projet de loi tend à l'augmentation du pouvoir d'emprunt d'une compagnie ou en comporte l'augmentation sans qu'il y ait accroissement du capital-actions, le droit additionnel est de 300 \$.

Augmentation du capital-actions et du pouvoir d'emprunt.

b) Lorsqu'un projet de loi augmente, à la fois, le capital-actions et le pouvoir d'emprunt d'une compagnie, le droit additionnel est perçu sur les deux.

Le projet de loi ne peut franchir une autre étape avant le paiement des frais.

(6) Si, à quelque phase du projet de loi, il y a augmentation du capital-actions projeté d'une compagnie ou de son pouvoir d'emprunt, le projet de loi en question ne peut franchir une autre étape tant qu'on n'aura pas soldé les frais occasionnés par cette modification.

Interprétation.

(7) Dans le présent article, l'expression «capital-actions projeté» comprend toute augmentation de capital-actions prévue par le projet de loi; et quand un projet de loi permet d'augmenter à quelque époque le capital-actions, le droit additionnel est calculé sur le maximum de l'augmentation projetée dont le projet de loi fait mention.

Les frais additionnels s'appliquent aux projets de loi émanant du Sénat. (8) Les droits additionnels établis par le présent article s'appliquent aussi aux projets de loi privés qui ont pris naissance au Sénat; néanmoins, si la pétition introductive d'un projet de loi privé de ce genre a été produite à la Chambre des communes, les droits additionnels prévus aux alinéas b) ou c) du paragraphe (3) du présent article ne sont pas exigibles à cet égard.

Perception des droits.

(9) Le greffier en chef des projets de loi privés est tenu de dresser un état des droits et des frais payables en vertu du présent article du Règlement et de l'envoyer au promoteur ou à l'agent parlementaire qui en est chargé. Il lui incombe de percevoir ces droits et frais ainsi que de les verser au comptable de la Chambre. Il doit ensuite fournir au Greffier de la Chambre une copie de tout bordereau de dépôt de cette nature.

Présentation et lectures

Projet de loi privé présenté au moyen d'une pétition. 135. (1) Tout projet de loi privé est présenté au moyen d'une pétition. Après que cette pétition a fait l'objet d'un rapport favorable de la part de l'examinateur des pétitions ou du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, le projet de loi est déposé sur le Bureau de la Chambre par le Greffier. Il est réputé avoir été lu une première fois, son impression est ordonnée et sa deuxième lecture est considérée comme ayant été ordonnée lorsqu'il est ainsi déposé sur le Bureau. Il est inscrit dans les Journaux.

Projet de loi du Sénat réputé lu une première fois. (2) Lorsque l'Orateur annonce à la Chambre qu'elle a reçu un projet de loi privé émanant du Sénat, ledit projet de loi est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture de même que son renvoi à un comité législatif sont réputés fixés pour la séance suivante de la Chambre. Les Journaux doivent indiquer qu'il a été ainsi lu et que sa deuxième lecture a été ainsi fixée.

Examinateur des projets de loi privés.

136. (1) Le greffier en chef des projets de loi privés remplit les fonctions d'examinateur des projets de loi privés et, comme tel, est tenu d'étudier et de réviser tous les projets de loi privés antérieurement à leur impression, en vue d'y établir une certaine uniformité, lorsque la chose est possible, et de s'assurer qu'ils ont été rédigés selon les articles du Règlement de la Chambre relatifs aux projets de loi privés.

Projet de loi-type.

(2) Tout projet de loi ayant pour objet une loi de constitution en corporation doit, en cas d'adoption d'une formule de projet de loi-type, être rédigé conformément à ce modèle, dont on peut obtenir des exemplaires du Greffier de la Chambre. Toute disposition d'un projet de loi de ce genre qui n'est pas conforme au projet de loi-type doit être insérée entre crochets ou soulignée, et elle doit être imprimée de la sorte.

Projet de loi modificateur. (3) Lorsqu'un projet de loi privé porte modification de quelque article, paragraphe ou alinéa d'une loi existante, ce même article, paragraphe ou alinéa doit être abrogé dans le texte du projet de loi et reconstitué selon la modification qu'on veut y apporter, la nouvelle rédaction devant être soulignée. L'article, le paragraphe ou l'alinéa à abroger, ou encore ce qu'il renferme d'essentiel, doit être imprimé sur la feuille du côté droit, en regard de ce même article, paragraphe ou alinéa.

Abrogation.

(4) Lorsqu'un projet de loi privé tend à abroger un article, paragraphe ou autre partie d'un article, cet article, ce paragraphe ou cette autre partie, ou encore ce qui s'y trouve d'essentiel, doit être imprimé en regard de l'article du projet de loi.

Note au besoin.

(5) Une note établissant brièvement l'objet d'une disposition d'un caractère exceptionnel ou dont la teneur s'écarte des dispositions du projet de loi-type ou des articles servant de modèles, doit être imprimée en regard de l'article du projet de loi.

Carte ou plan accompagnant le projet de loi. 137. Aucun projet de loi constituant en corporation une compagnie de chemin de fer ou de canal, aucun projet de loi autorisant la construction d'embranchements ou de prolongements de lignes de chemin de fer ou de canaux existants, aucun projet de loi modifiant le tracé du chemin de fer ou de canal d'une compagnie déjà constituée en corporation ne doit être pris en considération par un comité législatif, tant qu'il n'aura pas été produit devant ledit comité, au moins une semaine avant la prise en considération du projet de loi, une carte ou un plan à l'échelle d'au moins un demi-pouce au mille, indiquant l'emplacement sur lequel il est proposé de construire les ouvrages projetés de même que les ouvrages analogues qui y ont déjà été construits ou autorisés, ou qui intéressent la région ou la partie de région devant être desservie par l'entreprise projetée. Cette carte ou ce plan doit porter la signature de l'ingénieur ou autre personne qui en est l'auteur.

Projet de loi ratifiant un accord. 138. Lorsqu'un projet de loi portant ratification d'un accord est présenté en Chambre, une copie conforme de ce même accord doit y être annexée.

Instruction aux comités. 139. Si les promoteurs de projets de loi privés ne sont pas prêts à y procéder après que l'Ordre du jour en a deux fois appelé la prise en considération, en deux occasions distinctes, on enjoint alors le comité compétent de rapporter ces projets de loi à la Chambre immédiatement, en lui exposant les faits, et d'en recommander le retrait.

Suspension de dispositions du Règlement. 140. Aucune motion portant suspension ou modification de quelque disposition du Règlement, applicable aux projets de loi privés ou aux pétitions introductives de projets de loi privés, ne doit être accueillie par la Chambre avant qu'en soit saisi le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre et que le Comité en ait fait rapport. Le Comité doit faire connaître, dans son rapport, les motifs pour lesquels la suspension ou modification est recommandée.

Pétitions et projets de loi renvoyés aux comités. 141.(1) Lorsqu'un projet de loi privé a été lu une deuxième fois, il se trouve renvoyé à un comité législatif et toutes les pétitions favorables ou défavorables à un projet de loi sont réputées renvoyées au même comité.

Avis des réunions des comités. (2) a) Aucun comité ne doit mettre à l'étude un projet de loi privé ayant pris naissance à la Chambre des communes à moins qu'un avis de la réunion de ce comité n'ait été affiché dans le couloir pendant une semaine, ni à moins qu'un pareil avis n'ait été affiché durant vingt-quatre heures si le projet de loi émane du Sénat; et

Inscription de l'avis aux *Journoux*. b) le jour où un projet de loi privé est affiché conformément au présent paragraphe, le Greffier doit faire inscrire aux *Journaux*, en appendice, un avis de cet affichage.

Vote en comité. Le président vote. (3) Toute question devant le comité saisi d'un projet de loi privé est décidée à la majorité des voix, y compris celle du président. En cas de partage, le président dispose d'un vote prépondérant.

Dispositions non prévues par l'avis. (4) Il est du devoir du comité auquel un projet de loi privé a été renvoyé d'attirer spécialement l'attention de la Chambre sur toute disposition du projet de loi qui ne paraît pas prévue par la pétition introductive ni par l'avis qui en a été donné, tel que l'a rapporté

l'examinateur des pétitions ou le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Aucun projet de loi privé ainsi rapporté ne peut être inscrit au Feuilleton en vue de sa prise en considération tant que l'examinateur n'aura pas fait savoir si l'avis était suffisant pour embrasser la disposition en question.

Rapport des projets de loi. (5) Le comité auquel a été renvoyé un projet de loi privé est tenu d'en faire rapport à la Chambre, dans chaque cas.

Projets de loi non motivés.

(6) Lorsque le comité chargé de l'examen d'un projet de loi privé fait connaître à la Chambre qu'il a apporté quelque modification importante à l'exposé des motifs, son rapport doit en fournir les raisons. Lorsque le comité signale que le projet de loi n'a pas été motivé à sa satisfaction, il doit en même temps exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette conclusion et le projet de loi en question ne peut être inscrit au Feuilleton à moins d'un ordre spécial de la Chambre.

Le président signe les projets de loi et appose ses initiales aux amendements. (7) Le président d'un comité doit signer en toutes lettres une copie imprimée du projet de loi et apposer ses initiales au préambule et aux différents articles du projet de loi, ainsi qu'aux amendements ou dispositions additionnelles apportés en comité. Le greffier du comité prépare un autre exemplaire du projet de loi, sur lequel doivent être écrits, s'il en existe, les amendements y apportés; il est tenu de signer le projet de loi en toutes lettres, d'apposer ses initiales au préambule et aux différents articles adoptés par le comité, ainsi qu'à tout amendement y opéré. Il est en outre tenu de transmettre le tout au Greffier de la Chambre ou de l'annexer au rapport du comité.

Réimpression des projets de loi modifiés. (8) Les projets de loi privés modifiés en comité peuvent être réimprimés par ordre de ce même comité; ou, après avoir été rapportés et avant leur prise en considération à la Chambre, ils peuvent être réimprimés en tout ou en partie, suivant les instructions que donne le Greffier de la Chambre. Le coût de cette réimpression doit, dans chaque cas, être ajouté aux frais de la première impression de ce projet de loi et payé par le promoteur intéressé.

Avis des amendements.

142. Aucun député ne peut proposer d'amendement important à un projet de loi privé, à la Chambre, à moins d'en avoir donné un avis d'un jour.

Amendements du Sénat. 143. Lorsqu'un projet de loi privé revient du Sénat avec des amendements ne portant pas seulement sur des mots ou sur quelque détail sans importance, ces modifications sont, antérieurement à la deuxième lecture, renvoyées au comité qui avait été en premier lieu saisi du projet de loi en question.

Carte-fiche et listes

Carte-fiche pour projets de loi privés.

144. Est tenue, au bureau des projets de loi privés, une carte-fiche où sont inscrits le nom, la qualité et le lieu de résidence des personnes qui demandent à présenter un projet de loi privé, ou le nom, la qualité et le lieu de résidence de leur agent, le montant des droits payés et toutes les étapes que franchit le projet de loi depuis le moment de son dépôt entre les mains du Greffier de la Chambre jusqu'à son adoption définitive. Ces inscriptions doivent mentionner brièvement chaque opération de la Chambre ou du comité auquel le projet de loi ou la pétition peuvent avoir été renvoyés, ainsi que le jour fixé pour la réunion du comité. Le public a accès à cette carte-fiche pendant les heures de bureau.

Listes des projets de loi affichées dans les couloirs. 145. (1) Le greffier en chef des projets de loi privés doit dresser, tous les jours, une liste de tous les projets de loi privés qui ont été renvoyés à tout comité, en y indiquant le

comité auquel le projet de loi a été renvoyé, ainsi que la date à laquelle ou après laquelle ce comité peut le prendre en considération. Ces listes doivent être affichées dans les couloirs.

Liste des séances des

(2) Le greffier en chef des projets de loi privés doit dresser de temps à autre, une liste des séances de comité, telle qu'elle a été arrêtée, avec indication du jour et de l'heure de chaque réunion, en même temps que de la salle où le comité doit siéger et ladite liste doit être affichée dans le couloir, la veille du jour où elle aura lieu.

Agent parlementaire

Autorisation de

146. (1) Personne ne peut, en qualité d'agent parlementaire, mener des procédures devant la Chambre des communes ou un de ses comités sans l'autorisation expresse de l'Orateur. Toute personne qui agit comme agent parlementaire est personnellement responsable, envers la Chambre et envers l'Orateur, de l'observation des règles, ordres et usages du Parlement, de l'observation des règles prescrites par l'Orateur, ainsi que du paiement de tous droits et frais.

Liste des agents.

(2) Le greffier en chef des projets de loi privés doit tenir une liste de ces agents et en fournir une copie au Greffier de la Chambre.

Droit sessionnel.

(3) Personne ne peut être porté au registre des agents parlementaires à moins d'avoir payé un droit de vingt-cinq dollars pour la durée d'une session et d'être effectivement chargé de faire adopter ou repousser quelque projet de loi privé ou pétition en instance au cours de la même session.

Sanctions encourues par les agents parlementaires en cas d'infraction volontaire. (4) Tout agent parlementaire qui enfreint volontairement le Règlement ou quelque usage du Parlement, ou une règle établie par l'Orateur, ou qui volontairement se conduit de façon inconvenante en menant des procédures devant le Parlement, est passible d'une interdiction absolue ou temporaire d'exercer les fonctions d'agent parlementaire, à la discrétion de l'Orateur. Cependant, l'Orateur doit, si cet agent en fait la demande, donner par écrit les motifs de sa décision.

Pertinence du Règlement

Règles applicables aux projets de loi privés. 147. Sauf disposition contraire, les règles relatives aux projets de loi publics s'appliquent aux projets de loi privés.

CHAPITRE XVI

ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE

Compte rendu des délibérations du Bureau de régle interne. 148. (1) Dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, l'Orateur dépose sur le Bureau de la Chambre un compte rendu des délibérations du Bureau de régie interne pour la session précédente.

Décisions sur les budgets des comités. (2) Dès que le Bureau de régie interne a approuvé ou rejeté un budget ou un budget supplémentaire qui lui a été présenté conformément aux paragraphes (1) et (2) de l'article 121 du Règlement, l'Orateur dépose à la Chambre la décision du Bureau.

149. Supprimé (le 10 juin 1994).

150. Supprimé (le 10 juin 1994).

Garde des archives. Contrôle du personnel. 151. Le Greffier de la Chambre est responsable de la garde de tous les documents et archives de la Chambre et a la direction et le contrôle du personnel des bureaux, sous réserve des instructions qu'il peut recevoir, à l'occasion, de l'Orateur ou de la Chambre.

Le Feuilleton destiné à l'Orateur. 152. Chaque matin, avant l'ouverture de la séance, le Greffier de la Chambre dépose le Feuilleton du jour sur le bureau de l'Orateur.

Liste des documents à produire. 153. Le Greffier de la Chambre est tenu de dresser et de faire imprimer au commencement de chaque session du Parlement, une liste des rapports ou autres états périodiques qu'il incombe à tout fonctionnaire, ministère ou département d'État fédéral, à toute banque ou à tout autre corps constitué, de transmettre à la Chambre. Il est tenu de faire distribuer la liste en question à chacun des députés en y indiquant la loi ou la résolution et la page du recueil des statuts ou des *Journaux* qui ordonnent la production desdits rapports ou états périodiques. Il doit également placer sous le nom de chaque fonctionnaire ou corps constitué une liste des rapports ou comptes rendus qu'il incombe à celui-ci de présenter, et y indiquer, en même temps, l'époque où la Chambre a lieu de s'attendre à leur réception.

Messages au Sénat et messages du Sénat. 154. Tout message de la Chambre au Sénat peut être porté par un des greffiers de la Chambre, et tout message du Sénat peut être reçu à la barre par un des greffiers de la Chambre, aussitôt que l'annonce le Sergent d'armes, pendant une séance de la Chambre ou d'un comité, sans que les travaux en cours ne soient interrompus.

155. Supprimé (le 10 juin 1994).

156. Supprimé (le 10 juin 1994).

Garde de la Masse.

157. (1) Le Sergent d'armes est responsable de la garde de la Masse.

Autres responsabilités du Sergent d'armes. (2) Le Sergent d'armes signifie les ordres de la Chambre à qui de droit, et il est chargé d'exécuter les mandats émis par l'Orateur. Il distribue les cartes d'admission aux tribunes, corridors, couloirs et autres endroits de la Chambre des communes, et il y maintient l'ordre.

Conduite des étrangers. 158. (1) Tout étranger qui, après avoir été admis dans quelque partie de la Chambre ou dans les tribunes, n'observe pas le décorum ou ne se retire pas lorsque le public reçoit l'ordre de sortir, pendant que la Chambre ou un Comité plénier de la Chambre est en séance, doit être détenu par le Sergent d'armes. Aucune personne ainsi détenue ne sera libérée sans un ordre spécial de la Chambre.

Étrangers confiés à la garde du Sergent d'armes. (2) Aucun étranger confié à la garde du Sergent d'armes, par ordre de la Chambre, ne doit être relâché avant d'avoir payé un droit de quatre dollars à ce fonctionnaire.

Achèvement des travaux en cours à la fin de la session. 159. Les fonctionnaires de la Chambre sont tenus de compléter et de terminer les travaux restant à effectuer lors de la clôture de la session.

Index



A

Aberdeen, lord, gouverneur général

Nominations, refus de sanctionner, 20n106

Acte constitutionnel de 1791. Voir Institutions parlementaires; Québec—Partage '

Acte de l'Amérique du Nord britannique

Nom, changement, In1

Voir aussi Loi constitutionnelle de 1867

Acte de Québec de 1774. Voir Institutions parlementaires; Québec—Structure

Acte d'Union de 1840. Voir Institutions parlementaires; Président de la Chambre.—Élection; Province du Canada—Haut et Bas Canada—Réunion; Quorum—20—Origine

Administrateur. Voir Discours du Trône—Lecture au Sénat—Par l'administrateur; Session—Ouverture—Par l'administrateur

Adresse commune. Voir Chambre des communes, séances, salle

Adresse en réponse au discours du Trône, 575-82

Affaires émanant des députés, suspension, 578, 913

Ajournement, 577

Débat d'urgence, Exxon Valdez, cas, 577n7

Rappel au Règlement, cas, 577n7

Amendements, 578, 580-2

Mise aux voix, modalités, 580-2

«Scandale du Pacifique», cas, 580

Sous-amendements. Voir sous le titre susmentionné Sousamendements

Conclusion, 580-2

Débat

Clôture le 28° jour, cas, 579n15

Lancement, 576-7

Reprise, 577-8

Durée, 579, 581

Gouverneur général, présentation, 576

Grossoiement, 582

Interventions, durée, 579-80

Journée des chefs, 578

Jours désignés, 576-7

Non utilisés, transfert à la période des subsides, 579, 722-3

Pertinence, règle, 533-4, 581

Priorité, 577-8

Règles, 578-80 Sous-amendements, 581-2

Adoption, exemples, 582n40

Voir aussi Débats d'urgence—Autorisation, modalités— Pendant; Ordre et décorum—Discours, substance, règles et Droit de parole

Adresses

Définition, 772n21, 794n184

Voir aussi Comités pléniers—Motions

Affaire Donahoe c. Société Radio-Canada. Voir plutôt Affaire New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative)

Affaire New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative), 53n14, 64, n75, 65n76, 112, 979n99

Affaire Pallett, 63

Affaire Roman Corporation Limited c. Hudson's Bay Oil and Gas Co., 64

Affaire Stockdale v. Hansard, 53n13, 56, n30, 76n127, 107n242

Affaires civiles. Voir Droits et immunités des députés— Arrestation, immunité; Ordre et décorum—Discours, substance, règles—Affaires devant les tribunaux—Affaires criminelles

Affaires courantes

Appel, modalités, 366-7

Durée, 366

Heures, 366

Historique, 367-70

Motions dilatoires, recours, 368-70, 368n73

Brevets, Loi, étude, 368-9, n74

Motions pour affaire courante

Consentement unanime refusé, règle, 394-5, 500-1, 571

Règlement de la Chambre, modification, rappel au

Règlement, 500, n369

Définition, 394, 571

Période retardée pendant que la présidence rend une décision, 366n57, 367n59

Rubriques

Motion empêchant d'aborder certaines rubriques,

recevabilité, 369, n78

Ordre, 366, 368n68

Retour à une rubrique, 366n58

Voir aussi les sujets particuliers

Affaires criminelles. Voir Affaires devant les tribunaux— Questions orales; Droits et immunités des députés— Arrestation, immunité; Ordre et décorum—Discours, substance, règles—Affaires devant les tribunaux; Privilège et questions de privilège—Code criminel, application

Affaires devant les tribunaux (Convention sub judice)

Débat, règles, restrictions, 534-7

Droits et immunités des députés, Comité spécial, rapport, 534n231

Questions orales, interdiction, 428-9, 537

Affaire criminelle concernant la fuite de documents budgétaires, 428n86

Affaire en appel devant les tribunaux de l'Alberta, 428n85, 535n240

Voir aussi Comités; Droits collectifs de la Chambre—Affaires internes; Droits et immunités des députés—Application et Liberté de parole; Ordre et décorum—Discours, substance, règles; Président de la Chambre—Rôle

Affaires émanant des députés

Affaires non votables. Voir sous le titre susmentionné Limites de temps pour les débats

Affaires votables

Députés, consultation, 909

Projet de loi présenté trois fois, 909n97

Exclusions, liste, 908-9

Procédure et affaires de la Chambre, Comité, mandat, 908-9 Sous-comité, création, 908n93

Rapport, présentation, 910

Sélection, critères, 909-10, 909n98

Autres sélections, 910-1

Processus, recevabilité, question de privilège, 910n100

Voir aussi sous le titre susmentionné Limites de temps pour les débats

Avis de motions (documents), 399

Voir aussi sous le titre susmentionné Limites de temps pour les débats

Affaires émanant des députés-Suite

Avis de motions portant production de documents, 902-3

Voir aussi Avis de motions portant production de documents

Avis, parution au Feuilleton des avis, 410, 903

Non-publication, 905

Chambre des communes, réforme, Comité spécial (comité McGrath), recommandations, 893-4

Étude, journée réservée, 409n308

Gestion de la Chambre, Comité, recommandations, 894

Gestion, modalités, 920

Conseiller législatif, rôle, 920-1 Greffier de la Chambre, rôle, 920 Président de la Chambre, rôle, 920

Heure réservée, 911

Échange d'affaires, 410, 894

Horaire hebdomadaire, 911n102 Reprise du débat, 914-5

Retards et interruptions, 411

Déclaration de ministre, 411n32, 914

Deux affaires ou plus, 911n105

Sespension et annulation, 409-11, 410n318, n320, 912-4, 912n111, 913n119

Historique, 408-9

De 1867 à 1984, 891-3 Depuis 1984, 893-6

Priorité des affaires, 892-3

Temps réservé aux affaires émanant des députés, 891-2

Limites de temps pour les débats

Affaires non votables, 915

Radiation du Feuilleton, 915, n129

Affaires votables, 915-6

Motion sous forme d'ordre ou de résolution, 916

Projet de loi, 916, n135

Report au bas de l'ordre de priorité, 915-6

Avis de motions (documents), 918-9

Secrétaire parlementaire, droit de parole en remplacement du ministre, 919n150

Discours individuels, 919

Droit de parole, attribution, processus, 919

Étape du rapport et troisième lecture, 917-8, 917n140

Prolongation, motion, 917-8

Projet de loi émanant d'un député, Sénat, amendement, 918

Motions émanant des députés, 900-2

Voir aussi Motions émanant des députés

Ordre de priorité

Affaire appuyée par cent députés, 908, n92

Affaires automatiquement placées dans l'ordre de priorité, 907-8

Affaires ne faisant pas partie, 904, n74, 907, 971-2

Député ayant plus d'une affaire, 905-6, n79

Élections, privilèges, procédure et affaires émanant des députés, recommandation, 894, 905n77

Liste, parution dans le Feuilleton, 971

Retrait d'une affaire, 907, n87

Tirage au sort, 893, 895, 905-6

Premier d'une session, 905-6, 905n78

Tirages subséquents, 906

Parrains, 889-90, 889n1, n2, 890n3

Absence, 410, 911

Procédure et affaires de la Chambre, Comité

Recommandations, 215

Voir aussi sous le titre susmentionné Affaires votables

Projets de loi émanant des députés, 896-900, 916-8

Comité, étude, limite de temps, 916n135

Voir aussi Projets de loi émanant des députés

Rang à l'ordre quotidien des travaux, 408

Affaires émanant des députés-Suite

Votes, modalités, 919-20, n158

Voir aussi Adresse en réponse au discours du Trône; Budget— Débat; Débat, étapes—Avis de motion; Débats d'urgence; Ordre et décorum—Droit de parole, attribution; Président de la Chambre—Élection et Fonctions spécifiques; Projets de loi d'intérêt privé—Deuxième lecture—Inscription; Projets de loi émanant du gouvernement—Dépôt; Question de nature urgente, Règlement, articles, suspension, motion; Quorum—Absence—Ajournement de la Chambre; Subsides—Jours désignés—Demier

Affaires en instance. Voir plutôt Affaires devant les tribunaux

Affiliation politique. Voir Chambre des communes, séances, salle—Sièges—Députés; Comités—Présidents—Élection; Députés

Affirmation solennelle. Voir Serment d'allégeance

Agent parlementaire. Voir Projets de loi d'intérêt privé

Agents supérieurs de la Chambre

Définition, 199

Aide navale, projet de loi (1913)

Débat, obstruction systématique, clôture, 215n44, 455, 546, 559, n39, 784n113

Ajournement

Définition, 309

Alberta, tribunaux. Voir Affaires devant les tribunaux— Questions orales—Affaire en appel

Allocations budgétaires. Voir plutôt Députés—Budgets, allocations

Allocations de retraite des parlementaires, Loi. Voir Députés— Pension

Annexes, Voir Comités—Documents; Débats de la Chambre; Ordre et décorum—Protocole des interventions—Dépôt de documents; Processus législatif—Projets de loi, structure; Projets de loi de crédits

Arrestation, immunité. Voir Droits et immunités des députés

Assemblée législative de la province du Canada. Voir Droits et immunités des députés—Obstruction—Fonction parlementaire—Agression: Président de la Chambre—Vote prépondérant—Conventions: Privilège et questions de privilège—Historique—Avant la Confédération

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée générale, tenue dans la salle des séances de la Chambre, 244n85

Assermentation. Voir Serment d'allégeance

Association internationale des parlementaires de langue française

Assemblée générale, tenue dans la salle des séances de la Chambre, 244n85

Associations parlementaires. Voir Délégations interparlementaires

Attachés de recherche. Voir Comités

Attribution de temps

Règles relatives, 563-70

Voir aussi Comités pléniers—Débats; Débat, limitation; Motions; Processus législatif, étapes—Deuxième lecture— Débat

Australie. Voir Droits et immunités des députés—Délibérations du Parlement; Privilège et questions de privilège—Codification Autochtones. Voir Chambre des communes-Premier autochtone: Chambre des communes, séances, salle-Tribunes

Avant-projet de loi. Voir Processus législatif-Projets de loi, forme-Rédaction; Projets de loi; Projets de loi émanant du gouvernement

Avis de motion

Étude, modalités, 464-73 Voir aussi Comités; Débat, étapes

Avis de motion émanant du gouvernement. Voir Motions-Avis

Avis de motions (documents). Voir Affaires émanant des députés

Avis de motions portant production de document

Appel

Député, demande, 401 Modalités, 366, 399-402, 400n267

Avis, 903 Réservés, 402 Définition, 398, 890

Historique, 398-9

Motions

Jugées acceptables par le gouvernement, 400, n268 Que le gouvernement accepte avec réserve, caractère confidentiel, 400-1, 400n271

Rejetées par le gouvernement, retrait demandé, 401 Parution dans le Feuilleton et Feuilleton des avis, 398, 971

Préavis de 48 heures, 398 Principes généraux, 402-4

Renvoi au Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, 402n280

Règles, 902-3

Réponses aux ordres de production de document

Délais, 402-4

Prorogation, répercussions, 404

Report à l'ordre du jour en vue d'un débat, 904

Avortement, Loi (C-43) Vote libre, 490n286

B

Balfour, rapport. Voir Gouverneur général-Pouvoirs

Barre de la Chambre. Voir Chambre des communes, séances, salle; Droits collectifs de la Chambre-Pouvoir disciplinaire—Blâme: Privilège et questions de privilège— Outrage-Député, comparution

Bas-Canada

Assemblée législative

Membres, juifs, admission, 178

Président de la Chambre, choix, approbation, gouverneur général, refus, 313n26

Voir aussi Finances, procédures-Colonies; Privilège et questions de privilège-Historique-Avant la Confédération-Haut et Bas-Canada; Province du Canada; Québec—Partage

Beauchesne «Précis de procédure parlementaire». Voir Privilège et questions de privilège

Bibliothèque du Parlement

Services, 231-2, 648n284

Bill of rights. Voir Droits collectifs de la Chambre-Pouvoir disciplinaire; Droits et immunités des députés Délibérations du Parlement et Liberté de parole, Privilège et questions de privilège-Liberté de parole-Établissement

Blais, rapport. Voir Députés-Rémunération

«Bleus». Voir Débats de la Chambre

Bloc populaire canadien

Parti, fondation, 186

Bloc québécois

Membre, affirmation solennelle, sincérité, question de privilège. 181-2, 181n232

Parti, fondation, 186

Voir aussi Députés-Bureaux: Ordre et décorum-Députée du Bloc québécois

Bourinot, John George. Voir Procédure parlementaire—Principes

Étude, délai, recours à des motions dilatoires, 368-9, n74. 459n73

Brutalité. Voir Droits et immunités des députés-Obstruction. ingérence, intimidation et brutalité

Débat, affaires émanant des députés, suspension, 913, n115 Divulgation prématurée, 68n94, 587n75 Nom. origine, 752

Secret budgétaire, 753-4

Voir aussi Affaires devant les tribunaux-Questions-Affaire criminelle: Débats d'urgence-Autorisation; Débats exploratoires-Reprise; Finances, procédures-Cycle financier: Ordre et décorum-Discours, substance, règles Adresse: Privilège et questions de privilège: Radiodiffusion. services-Contrôle: Subsides-Jours désignés-Jours inutilisés: Voies et moyens

Budget des dépenses

Adoption, modalités, 738-40 Approbation, délai, 699, n12 Budget principal des dépenses, 728-31 Comité permanent, examen, 717n112 Dépôt et renvoi aux comités, 731, 871 Forme et contenu, réforme, historique, 729 Livre Bleu, 729

Partie I, Plan de dépenses du gouvernement, 728 Partie II. Budget principal des dépenses, 728-9 Partie III. Plans de dépenses des ministères. 729n185. 730n190

Division en deux documents, 730

Postes législatifs, définition, 729, n184 Rapport à la Chambre, 736-8, 871, 883n571

Rapport sur le rendement, dépôt, 730-1

Rapport sur les plans et priorités, dépôt, 730-1, 871 Budget supplémentaire des dépenses, 732-5

Dépôt, et renvoi aux comités, 732, 871n487

Dernier budget supplémentaire, 733 Rapport à la Chambre, 732-3, 736, 871

Cas d'urgence, délibérations, 744-5

Comités, étude, modalités, 697, 735-6, 870-2

Crédits d'un dollar, recevabilité, 733-5, 734n218 Modification, comités, pouvoirs, 735-6, 872, n491 Rétablissement, 739

Types, numérotation, 728, n181, n182 Crédits provisoires, approbation, 731-2

Définition, 699, 770n4

Budget des dépenses—Suite

Historique, 704-5

«Postes qui font l'objet d'opposition», préavis, délai, 739, n254

Rapport à la Chambre, 736-8

Voir aussi Finances, procédures-Cycle financier et Finances, contrôle: Projets de loi de crédits-Fondés

Budget supplémentaire des dépenses. Voir Subsides-Jours désignés-Dernier

Bureau de régie interne Composition, 249, 316

Décisions, 251

Dissolution, répercussions, 249

Documents, dépôt par le Président de la Chambre, 272-3. 272n125, 374-5

Greffier de la Chambre, rôle, 275n148

Mission et autorité, 250-1

Président de la Chambre, rôle, 250, 259

Voir aussi Chambre des communes-Administration: Comités; Députés—Budgets; Partis politiques—Reconnaissance; Présidents de séance, autres-Vice-président de la Chambre et président des comités pléniers; Privilège et questions de privilège-Mandats de perquisition-Députés, budgets et services; Règlements administratifs

Bureau du vérificateur général. Voir Vérificateur général du Canada

Byng, lord, gouverneur général

Parlement, dissolution, refus, 20n106, 22n123, 332n122

Cabinet

Définition, 27 Membres Nomination, mandat, 27-8 Non-élus, démissions, 27, n151 Sénateurs, nominations, 27n150 Première femme à être nommée, 157

Calendrier parlementaire

Ajournement, périodes, détermination, 321-6 Définition, 309, 321 Établissement, règles, 307-8 Exception, 326 Figure 8.2, 323 Historique, 321-2 Règlement et procédure, Comité spécial (Lefebvre), recommandations, 322, n69

Usages courants, 325-6 Capitale nationale. Voir Ottawa

Carillon. Voir Édifices du Parlement

Caucus. Voir Groupes (caucus) parlementaires

Séances, périodes, détermination, 323-5

Cérémonies spéciales. Voir Chambre des communes, séances, salle: Séances de la Chambre

Chaîne d'affaires publiques par câble (CPaC). Voir Radiodiffusion, services

Chaîne parlementaire canadienne (CPaC). Voir Radiodiffusion, services

Chambre des communes

Administration

Bureau de régie interne, rôle, 249, 275

Chambre des communes-Suite

Administration-Suite

Président de la Chambre, autorité, 248, 275

Questions orales, 429

Structure et services, 246-8

Ajournement. Voir plutôt Ajournement

Années-personnes, 1998-1999, 248n109 Cadre physique et administratif, 225-54

Composition, 140-54

Élections de 1993, particularités, 290n235

Historique, 140-1

Répartition par province, 142

Décisions. Voir plutôt Débat, étapes-Décisions de la Chambre

Délibérations

Compte rendu officiel, 963 Télédiffusion, 243, 549n353

Voir aussi Radiodiffusion, services-Lignes directrices

Éligibilité. Voir plutôt Élections—Candidats—Éligibilité

Expression, définition, 139

Fonctionnaires, juré, devoir, exemption, 81

Hauts fonctionnaires, nomination pendant l'intersession, 319 Locaux, accès, Zundel, Ernst, interdiction, 104n229, 240n63

Mandat maximal, 307-9, 333 Prolongation, 334

Membres, nombre, répartition, 25 Ministères, relations, 276

Pages, rôle, 236

Personnel, gestion, 275

Premier autochtone et Inuit élus, 157n86

Première femme élue, 157n83

Prévisions budgétaires, dépôt, 275

Rappel. Voir Rappel de la Chambre Relevé chronologique du temps, 236n42

Représentation, 143-6

Calcul, formule, figure 4.2, 146-7

Clause sénatoriale et clause d'antériorité, 143-4, n16, 146, n27

Depuis 1867, figure 4.1, 142

Double représentation, pratique, abolition, 156, n81

Formule du fusionnement, 145, n22

Historique, 143-4

Règle du «un vingtième», 143-4

Salle. Voir plutôt Chambre des communes, séances, salle

Sécurité, 253-4, n138, 276

Police ou GRC dans les locaux du Parlement, autorisation préalable, 276

Sénat

Convocation, 277, 340

Occupation pendant la reconstruction suite à l'incendie de 1916, 312n24

Vacances de sièges, 203-7

Causes, 203

Président de la Chambre, rôle, 319

Résultat d'une élection contestée, 205

Voir aussi les sujets particuliers

Chambre des communes, réforme, Comité spécial (Comité McGrath)

Création, 803, n37

Voir aussi Affaires émanant des députés; Délégations interparlementaires-Rubrique; Nominations par décret; Serment d'allégeance—Assermentation—Collective— Cérémonie; Subsides—Motions de l'opposition—Motions de confiance

Chambre des communes, séances, salle

Activités diverses, tenue, 243-4, n84

Adresse commune, protocole, 244n82

Chambre des communes, séances, salle-Suite

Antichambres, 241-2

Barre de la Chambre, 238-9

Député, convocation pour avoir tenté de s'emparer de la masse à l'ajournement, 239n56; 546n337

Bureau, 236

Cérémonies spéciales, 244n85

Description, 232-4

Emplacement, 228

Étrangers, accès, 240-1, 240n64

Voir aussi sous le titre susmentionné Parquet de la Chambre

Figure 6.3, 233

Forum des enseignants sur la démocratic parlementaire canadienne, séminaire, tenue, 244n84

Forum pour jeunes Canadiens, rencontre annuelle, tenue, 244n84

Foyer, murs sculptés, série «Histoire du Canada», 232n24

Interprétation simultanée, 242-3

Nouveaux députés, séances d'accueil et d'information, 244n83

Pages, assermentation, cérémonie, tenue, 244n84

Parlementaires, contribution depuis la Confédération, inauguration d'une série de plaques, cérémonie, 244n85 Parquet de la Chambre, étrangers, accès, interdiction, 240

Jeux olympiques et paralympiques, médaillés, exception, 240n64

Ministre venant d'être nommé mais n'étant pas encore élu, exception, 240n64

Photographie, conditions, 243

Président de la Chambre, fauteuil Origine, 235-6

Réception, cérémonie, 244n85

Siège: ... a ibution, 183-5, 234-5

Chef d'un parti d'opposition, refus de s'asseoir dans la première rangée, 34n199, 184n247

Député, affiliation politique, changement, 186 Députés indépendants ou parti non reconnu, 184-5, n248

Modification, 185

Parti au pouvoir, 184, n244

Partis d'opposition, 184, n245

Vice-président et autres présidents de séances, 185

Sonorisation, 242-3

Tribunes, 239-41

Autochtone portant une plume d'aigle, entrée refusée, 240n61 Désordre, 241

Étudiants, manifestation, incident des macaronis, député, accusation de complicité, 241n72

Visiteurs, allocutions devant les deux chambres, 243-4, n82

Chapelle du souvenir. Voir Édifices du Parlement

Charte canadienne des droits et libertés. Voir Constitution-Réforme; Droits collectifs de la Chambre-Pouvoir disciplinaire-Coupables, garde et emprisonnement; Privilège et questions de privilège-Constitution

Chypre, forces canadiennes de maintien de la paix (1964) Motion d'envoi des troupes, présentation sans préavis, 266n77, 572-3

Circonscriptions

Binominales, historique, 140

Député démissionnant pour laisser le siège au chef de parti qui n'est pas député, 155n75

Nom, désignation, 153-4

Projet de loi, présentation, 154, n69

Nombre, 140

Voir aussi Circonscriptions, limites, rajustement; Droits et immunités des députés-Obstruction

Circonscriptions, limites, rajustement

Après chaque recensement décennal, 140, 146

Commissaire à la représentation, poste, abolition, 148n35 Commissions de délimitation des circonscriptions électorales,

Dépôt, modalités, intersession, 149-\$1: 450n45

Député, objection, 151n51

Rapport final, 151

Compétence fédérale, 146

Directeur général des élections, rôle, 148n35, 149

Historique, 147-8

Législation, 147

Loi de 1995 sur la révision des limites des circonscriptions électorales, projet de loi C-69, amendements du Sénat rejetés par la Chambre, 153, n65

Manipulation, «gerrymandering», définition, 147n28

Nouvelles limites, cartes, publication, 151

Processus, suspension, 152-3

Projet de décret, proclamation, 151 Variations, considérations, 149

Citations

Affaires émanant des députés, Chambre des communes, réforme, Comité spécial (Comité McGrath), troisième rapport, 889,

Cadre physique et administratif, Parent. Président Gilbert. 225 Chambre des communes et députés

Députés, responsabilités et conduite. 186

Drew, l'hon. George, chef de l'Opposition officielle, 139

Comités, latitude, Pinard, Yvon, président du Conseil privé, 797 Comités pléniers, rôle, Dawson, W.F., 769

Cycle parlementaire, calendrier parlementaire, rôle, Fraser, Président John A., 307

Débat, limitation

Knowles, Stanley, député, 553

Règles, 555

Débat, processus

Décisions de la Chambre, votes, 479

Laundy, Philip, 447

Débats spéciaux, Knowles, Stanley, député, 575

Décrets-lois, examen

Critères, 690-2

Instruments statutaires, Comité spécial, troisieme rapport,

Institutions parlementaires, pratique parlementaire, Beauchesne, Arthur,

Législatures et ministères, Forsey, Eugene A., 35

Ordre et décorum, maintien

Discours

Lecture, 516-7

Pertinence, règle, 530

Parent, Président Gilbert, 503

Pétitions d'intérêt public Droit, Fauteux, Président Gaspar, 923 Fonds publics, engagement, 933

Président et autres présidents de séance

Liberté de parole, droit, 261

Président de la Chambre, rôle, 256

Président suppléant, rôle, 298 Turner, John N., chef de l'Opposition, 255

Privilèges et immunités

Délibérations du Parlement, définition, 72-4

Droits et immunités des députés

Liberté de parole, 71, 77

Obstruction, ingérence, intimidation et brutalité, protection, 83

Expulsion, pouvoir, 101

Citations-Suite

Privilèges et immunités-Suite

Lamoureux, Président Lucien, 49

Limites, 61, 66

Privilège parlementaire

Codification, 110-1

Constitution, relation, 112-3 Définition, 50-2, 57-8

Question de privilège, procédure, 121

Tribunaux, impact, 107
Procédure parlementaire

Droit parlementaire, principes, 210

Président de la Chambre, autorité, Sauvé, Président Jeanne,

Procédures financières

Budget des dépenses, examen, Procédure et affaires de la Chambre, Comité permanent, cinquante et unième

rapport, 697

Finances, système, précédents britanniques, 701-2

Processus législatif, Baldwin, G.W., député, 603

Programme quotidien. affaires courantes, protection, Fraser,

Président John A., 355

Projets de loi d'intérêt privé, Lamoureux, Président Lucien, 939

Questions, période

Débat sur la motion d'ajournement, 434

Jerome, Président James, 415

Questions orales

Brièveté, 425-6

Président de la Chambre, rôle, 421

Télédiffusion, 419

Registre parlementaire

Débats de la Chambre, compte rendu, 969

Saltsman, Max, député, 961

Séances de la Chambre, Pinard, Yvon, président du Conseil privé, 335

Cité parlementaire

Figure 6.1, 227

Site, désignation, 226

«Cloches», épisode

Sonnerie d'appel, retentissement pendant deux semaines, Règlement de la Chambre, modification, 215n44, 347n87, 485n252, 618-9, n92

Clôture

Règles relatives, 558-63

Aide navale, projet de loi, 215n44, 455, 546, 559, n39,

Voir aussi Adresse en réponse au discours du Trône—Débat; Comités pléniers—Débats; Débat, étapes—Question préalable—Débat, modalités; Débat, limitation; Pipeline, débat; Procédure parlementaire; Processus législatif, étages—Deuxième lecture—Débat—Attribution de tempo

ctapes—Deuxième lecture—Débat—Attribution de temps; Taxe sur les produits et services—Projet de loi

Code criminel. Voir Députés—Conflits d'intérêts et Corruption; Privilège et questions de privilège

Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat. Voir Députés—Conflits d'intérêt

Colline du Parlement

Désignation, 226

Statues, représentation, 229, n14, n15, 901n60

Terrains, gestion et entretien, Commission de la Capitale nationale, mandat, 229-30, 276-7

Voir aussi Droits et immunités des députés—Obstruction— Accès Comité de direction ou comité directeur. Voir plutôt Sous-comité du programme et de la procédure

Comité de liaison

Composition, pouvoirs, 809 Sous-comité du budget, 809

Comité des présidents. Voir Comités législatifs

Comité exécutif

Composition, 251

Rôle, 251, 276

Voir aussi Président de la Chambre-Rôle administratif;

Présidents de séance, autres—Vice-président de la Chambre et président des comités pléniers

Comités

Affaires devant les tribunaux (convention sub judice), respect, 864, n450

Attachés de recherche, rôle, 834

Avis de motions, 851n366

Motions de régie interne, 851

Budgets, 852-3

Bureau de régie interne, rôle, 250

Composition, 819-23

Député indépendant, 819, n172

Députés ayant d'autres fonctions parlementaires, exclusion,

819-20, n173-n176

Dispositions générales, 819-20

Membres, liste, publication, 820, n178

Modifications, 826-7

Procédure et affaires de la Chambre, comité, rôle, 819, n170

Secrétaires parlementaires, 820, n177

Whips, rôle, 807n69, 819, n171

Décisions, processus, 858-9

Délibérations, limite. Voir plutôt sous le titre susmentionné

Études-Limite de temps

Dépenses de fonctionnement, 852n369

Déplacements, 852

Désordre et inconduite, 858

Dispositions, 804-5

Documents et mémoires, dépôt, 864-6

Annexe ou pièce, 866

Confidentialité, 865

Langues officielles, 849n356, 865-6

Ministre, refus de fournir les rapports demandés, question de

privilège, 865n453

Motions de régie interne, 849

Droit de parole, 857-8

Études effectuées par les comités, 869-78

Limite de temps, 855-6, 856n400, 857n409, 871

Questions précises, 877-8, 877n528

Renvoi aux comités, délais, 871

Sujets, domaines, 869

Fonctions, 797

Greffier, rôle, 834 Historique, 798-804

Avant la Confédération, 799-800

Précédents britanniques, 798-9

Mandat, 805-18

Membres associés, 825-6, 825n219

Mémoires. Voir sous le titre susmentionné Documents et mémoires

Motion visant à modifier le nom du comité, recevabilité, 394n226

Motions de régie interne, exemples, 846-52

Motions, présentation, exemples, 852n368

Ordres de renvoi et instructions, 853-5

Comités-Suite Comités-Suite Personnel, 834-5 Séances-Suite Présidents Ajournement, 844 Décisions, appel, 653, 661, 857 Annulation, 843 Démission, 833-4 Convocation, 841-3 Election, 828n233, 829-33 À la demande de quatre membres, 843 Affiliation politique, exceptions, 831-2, 831n255-n257 Avis. 842-3 Pouvoirs, 856-7 Par le Greffier de la Chambre, 842n315 Rôle, 827-9 Hors de la cité parlementaire, 839-40, 839n296 Vote prépondérant, 652, 859 Jours et heures, priorité, 840-1 Présidents suppléants, rôle, 829 Numérotation, 867n464 Priorité, 811n99, n100 Question préalable, interdiction, 456 Procès-verbaux Séance officielle à l'ambassade du Canada à Washington, Définition, 867, 962, 976 839n298 Publication, dépôt, 867, 881 Types, 835-40 Projets de loi, rédaction, 613, n63, 630-1 Vidéoconférences, 837, 840 Prorogation, répercussions, 804-5, 887 Structure, 805-18 Publications, 866-8, 976 Substituts, 823-5 Corrections et modifications, 977 Télédiffusion, lignes directrices, budget, autorisation, 868-9, Format, version électronique, 866-7, n462 n474, n475 Règlement de la Chambre, dispositions, 866n460 Témoignages, 859-69 Quorum, absence de quorum ou quorum réduit, 809n84, 844-5, Témoignages, publication, 867-8 Définition, 867, 962, 976 Motions de régie interne, 847-8 **Témoins** Rapport à la Chambre, 381-4, 827n229, 879-81 Assermentation, 861-2 Adoption, motion, présentation, 384, 393-4, 880, 885 Convocation, 859-61, 860n422 Motionnaire, absence, consentement unanime requis, Déclarations préliminaires et interrogation, temps alloué. 393n225 motions de régie interne, 848, 862 Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 382 Dépenses, remboursement, motions de régie interne, 848-9, Contenu, 881-3 861, n425 Définition, 868, 962, 976 Dépositions, 862-4 Délais, 856n402, 880 Fonctionnaires, 863-4, n448 Format, 382-3, 868, 881-3 Liberté de parole, propos diffamatoires, 862n437, 868n467 Langues officielles, 382, 883 Travaux, déroulement, 855-9 Lecture, brève explication, 382n155, 884 Questions orales, recevabilité, 429-30 Opinions dissidentes ou complémentaires, annexion, 383, Types, 805 n159, n161, 868, 882-3, n566, n567 Vice-présidents Pouvoir, 879-81 Démission, 834 Présentation à la Chambre, 883-5, 883n571 Élection, 829-33 Pendant un ajournement, 884, n576 Rôle, 829 Rapports de fond, 882-3 Voir aussi les noms particuliers Version électronique, 881 Rapports minoritaires, 383, n160, 882, n565 Comités législatifs Recommandations, pouvoirs, 886 Budgets, 853 Renvoi au comité pour réexamen, 886, n590 Comité des présidents, 299, 810n93, 831-2 Réponse du gouvernement, 382, n156, 804n49, 886-7 Composition, 821, 827 Prorogation ou dissolution, répercussions, 887, n596 Création, 609, 634n174, 809-10 Texte définitif, président, pouvoir, 881, n559 Pouvoirs, 810-1 Recherche, aide, motions de régie interne, 847 Présidents Règles, élaboration, historique, 800-4 Démission, 834 Province du Canada, origine, 800 Député indépendant, 828n234 Réunion d'organisation, avis, 845-6 Désignation, 831-2 Salles, 244-5 Rôle, 828 Attribution, système, 245, n89, 840-1 Quorum, absence de quorum et quorum réduit, 844-5 Configuration, 835 Rapport révisé à la Chambre, 879n545 Figures 20.1 et 20.2, 836-7 Réunion d'organisation, 846, n345 En dehors du Parlement, 839 Sous-comité du programme et de la procédure, création, 811, Salle des chemins de fer, 245, n88 n102 Voir aussi Édifices du Parlement Substituts, 825 Séances, 835 Témoins, convocation, 811, n98 À huis clos, 850n361 Voir aussi Président de la Chambre-Fonctions spécifiques; Délibérations, divulgation, question de privilège, 838, Présidents de séance, autres passim n294, 884-5, n577 Personnel, présence, motions de régie interne, 850 Comités mixtes Transcriptions, motions de régie interne, 850 Composition, 822, 827 Vote, tenue, question de privilège, 838n294, 859, n418 Ordres de renvoi, 854

Comités mixtes— Suite	Comités pléniers—Suite
Permanents	Débats—Suite
Budgets, 816n143, 853	Interventions, durée, 778
Composition, 316-7, 813	Prolongation, motion ou ordre spécial, 783
Création, modalités, 813	Question préalable, interdiction, 456, 786
Mandat, 813-4, 854n387	Député, désignation par son nom, Président de la Chambre, rôl
Pouvoirs, 815-6	263, 552, 780-1, n95, n96
Présidents, élection, 832	Désordre, président, rôle, 780-1
Substituts, 824	Fonctions, règles, 769-70, 777-8, n67
Types, 813, n121	Historique, Grande-Bretagne, comparaison, 771-4
Vice-présidents, élection, 832-3	Interruptions, modalités, 782-3
Voir aussi les noms particuliers	Masse, retrait du Bureau, 769, 776
Pouvoirs, 815-6	Ministre ou secrétaire parlementaire, rôle, 777
Projets de loi déférés, 645n263	Motions d'instruction, 792-3, 792n172
Quorum, absence de quorum et quorum réduit, 816n146, 844-5,	Débat, portée, 793n178
n334, n337, 848n350	Motions, résolutions ou adresses, étude, modalités, 778-9, 794
Séances pendant que le Sénat siège, sénateurs, permission	Exemples, 794n187
spéciale, 840n301	Guerre du golfe persique, consentement refusé, 794n185
	Pertinence, règle, 780-1
Spéciaux	Président
Budgets, 853	Décisions, appel, 857n406
Mandat, 814-5	
Pouvoirs, 816	Voir aussi Présidents de séance, autres—Vice-président de
Présidents, élection, 832	Chambre et président des comités pléniers
Vice-présidents, élection, 833	Privilège et questions de privilège, invocation, modalités, 781
Voir aussi les noms particuliers	Député, agression par un autre député parce qu'il n'était pa
Comitée normanante	assis à son siège, cas, 782n99
Comités permanents	Projets de loi, étude
Budgets, 852, n370	Etape du rapport, 671
Composition, 316-7, 801n23, 821, 826	Étude préalable en comité permanent, 792n169
Modification, pouvoir, 855n397	Libre-échange, accord canado-américain, projet de loi,
Liste, ajout au Règlement de la Chambre, 801	770n9, 789n148
Mandat, 805-8, 853n378	Modalités, 789-92
Nombre, 802	Projets de loi de crédits, 789-90
Ordres de renvoi, 853	Projets de loi urgents, 634, n175, 790
Pouvoirs, 808-9, n82	Retour au travail, mesures, Ports de la côte ouest,
Présidents	débardage et opérations connexes, supervision, Loi,
Élection, 830-1	790n151
Rôle, 828	
Quorum, absence de quorum et quorum réduit, 844-5	Rayés du Feuilleton, réinscription, 788n134
Substituts, 824	Quorum, 338, 779
Remplacement non conforme, vote, annulation, 824n212.	Vice-président adjoint. Voir plutôt Présidents de séance,
n213	autres—Vice-président adjoint des comités pléniers
	Vice-président. Voir plutôt Présidents de séance, autres-Vice
Vice-présidents, élection, 831	président des comités pléniers
Voir aussi les noms particuliers	Votes, modalités, 788-9
Comités pléniers, 769-96	Pairage non applicable, 789
Compte rendu, 795-6	Vote prépondérant, 789n144
Débats de la Chambre, 796	Voir aussi Débat, étapes-Motions dilatoires-Motion
Journaux, 795	d'ajournement du débat; Ordre et décorum passim; Séance
Télédiffusion, 796	de la Chambre-Prolongation
Constitution	Comités spéciaux
Cérémonie en l'honneur des équipes olympiques et	Budgets, 853
paralympiques nationales aux Jeux d'été de 1996 et aux	Composition, 821-2, 827
Jeux d'hiver de 1998, 279n169	Création, 811-2, 854n385
Modalités, 769-70, 777-8	Motion, amendement de renvoi à huit mois, 638n196
Motion mise aux voix sans débat ni amendement, 777n64	Groupe de travail, distinction, 811n106
Débats	Ordres de renvoi, 854
Ajournement, 786-7	Pouvoirs, 812
Attribution de temps, 785-6	Présidents
Clôture, invocation, modalités, 563, 784-5	Démission, 834
Aide navale, projet de loi, 559n39, 784n113	Désignation par la Chambre, 834
Libre-échange, accord canado-américain, projet de loi,	Élection, 832
784n114	Rôle, 828
Conclusion, motion «que le président quitte le fauteuil»,	
787-8, 787n133	Prorogation, répercussions, 804-5
	Quorum, absence de quorum et quorum réduit, 844-5
Déroulement, 778-89	Réunion d'organisation, 846
Durée, 778-9	Substituts, 825

Comités spéciaux-Suite Voir aussi les noms particuliers

Commissaire à la protection de la vie privée, nomination, motions

Inscription sous la rubrique «Motions» ou «Avis de motions du gouvernement», 392n215

Commissaire à la représentation. Voir Circonscriptions électorales, limites, rajustement

Commissaire à l'information, nomination, motions

Inscription sous la rubrique «Motions» ou «Avis de motions du gouvernement», 392n215

Commissaire aux langues officielles

Absence ou empêchement, remplaçant, 260

Commission canadienne des droits de la personne Rapports, dépôt, 273

Commission de la Capitale nationale. Voir Colline du Parlement-Terrains

Commission Lambert. Voir Comptes du Canada-Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité

Commission Lortie. Voir Élections—Candidats—Éligibilité— Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis

Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité (Commission Lambert). Voir Comptes du Canada

Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis (Commission Lortie). Voir Élections-Candidats-Éligibilité

Commission sur les salaires et les indemnités des députés. Voir Députés-Rémunération

Commissions de délimitation des circonscriptions électorales Composition, rôle, 148-50

Président de la Chambre, rôle, 260

Rapports, dépôt, 273

Voir aussi Circonscriptions, limites, rajustement

Commissions royales. Voir Ordre et décorum—Discours, substance, règles-Affaires devant les tribunaux-Cours d'archives

Comptes du Canada

Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité (Commission Lambert), rapport, 762n399 Contrôle, vérificateur général, rôle, 762, 764-8 Définition, 762-3

Comptes publics, Comité permanent

Mandat, 768

Président, député de l'Opposition officielle, 768, n434, 831n255 Voir aussi Comptes publics du Canada; Vérificateur général du Canada—Rapport annuel

Comptes publics du Canada

Comptes publics, Comité, examen, 762 Définition, 698

Dépôt, 763, n403

Forme et contenu, 763-4

Volumes I, II et III, 764

Confédération

Historique, provinces fondatrices, 13-5

Conférences entre les chambres. Voir Processus législatif, étapes-Sénat, amendements

Confiance, convention

Définition, 36-7

Dispositions, 36-8

Gouvernements défaits sur des questions de confiance, 43-6, 45n41

King, 1925-1926, cas, 44-5

Motions de confiance, types, 37

Ontario, élections de 1985, cas, 43n27

Président de la Chambre

Compétence, 37, 43, 719n119, n121

Élection, question de confiance, non considérée, 38, 280 Subsides, motions de l'opposition, motions de confiance. Règlement de la Chambre, dispositions, 38, n10 Vote libre, 490

Voir aussi Voies et moyens-Budget--Motions de confiance

Conflits d'intérêts. Voir Députés; Droits et immunités des députés et Obstruction: Questions orales-Responsabilité administrative

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Voir Pétitions d'intérêt public-Recevabilité-Concernant

Conseil du Trésor

Définition, 763n406

Conseil interparlementaire mixte Membres, 278n165

Conseil privé

Définition, 21n114

Membres, nomination, 26

Personnes nommées n'ayant jamais été ministres, 27n149

Conseiller législatif. Voir Affaires émanant des députés—Gestion; Projets de loi d'intérêt privé

Consentement royal. Voir Processus législatif, étapes — Deuxième lecture

Consentement unanime

Demandes, 497-502

Voir aussi Affaires courantes-Motions pour affaire courante; Débat, étapes

Constitution

Documents composants, 16n78

Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 16

Modification, motion émanant des députés, présentation, 900

Pouvoirs gouvernementaux, partage, 16-7

Référendums. Voir Question de nature urgente. Règlement. articles, suspension, motion

Réforme de 1982, Charte des droits et libertés, enchâssement, 16 Voir aussi Législature—Durée—prolongation; Privilège et questions de privilège; Procédure parlementaire

Convention sub judice. Voir plutôt Affaires devant les tribunaux

Corruption. Voir Députés: Élections

Cour d'archives

Définition, 536

Voir aussi Ordre et décorum-Discours, substance, règles-Affaires devant les tribunaux

Cour suprême. Voir Décrets-lois-Examen; Processus législatif-Projets de loi, forme-Langues officielles

Couronne

Pouvoirs, 17

Voir aussi Finances, procédures—Pouvoir exécutif

CPaC. Voir Radiodiffusion, services-Chaine

Crédits. Voir Budget des dépenses; Projets de loi de crédits; Recommandation royale

Crédits d'un dollar. Voir Budget des dépenses-Crédits

Crédits provisoires. Voir Budget des dépenses; Projets de loi de crédits-Fondés

CRTC. Voir Pétitions d'intérêt public-Recevabilité-Concernant

Cycle parlementaire, 307-34

Débat, étapes Avis de motion

Affaires émanant des députés, 465, n122

Délais, 465, 470 1 heure, 473

24 heures, 471-2 48 heures, 470-1

Deux semaines, 472 Une semaine, 472

Dépôt un samedi, 471n172

Ecrit

Avis éxigé, cas, 465-6

Dépôt, modalités, délai, 466 Embargo, demande, 467

Feuilleton des avis, inscription, 466

Signature originale du député, télécopie, cas, 466, n136 Feuilleton et Feuilleton des avis spécial, publication, 464-5,

Durant la période de rappel de la Chambre, 470n169

Modification, 468

Non-exigé, exemples, 469-70

Oral, 468

Parlement britannique, fonctionnement, 464n117

Présentation, modalités, 464-5 Retrait, 467-8, n146

Consentement unanime, demandes, 497-9

Décision ne constituant pas un précédent, 502

Dissidence, 501-2, n379

Limites, 501

Ministre, discours, période de questions et observations, autorisation, 502n376

Président de la Chambre, rôle, 501-2

Règlement de la Chambre, dispositions, 499-501, 500n368,

Retour au travail, projet de loi, étude à plus d'une étape le même jour, 499n353

Décisions de la Chambre

Fin du débat, 479-81 Mise aux voix, 481

Avec dissidence, 483

Figure 12.3, 482 Intérêt pécuniaire direct, 484, n246

Obligation de voter, 483, n243 Vote par oui ou par non, 483

Vote, déroulement, 489

Décision, maintien, révocation, 495-6, n327 Décorum, 493-4, 493n309, 494n311, n313

Pairage des députés, 492-3, 492n300

Parlement britannique, 480n230

Rappels au Règlement et questions de privilège, 494-5, 494n317

Rectifications, 495, n319-n321

Débat, étapes-Suite

Décisions de la Chambre—Suite

Vote, déroulement-Suite Résultats, annonce, 491

Vote appliqué, 492, 11297, n298

Vote de parti, whipped vote, usage britannique, 489, n281

Vote électronique, 496-7 Vote libre, 490-1, 490n286

Vote par rangée, 489-90, n283

Vote prépondérant, 493

Votes tenus successivement, 491-2

Vote par appel nominal, 484, 488n280 Sonnerie d'appel, durée, 485-7, 485n252

Tenu en l'absence d'un des whips, 486n260

Votes différés, modalités, 486-8, 486n262, 487n264, 488n280

Whips, arrivée, rôle, 485-6

Motions

Classification, 450, n17

Figure 12.1, 451

Comotionnaire, appui, 473, n193

Définition, 448

Division, projets de loi, interdiction, 478-9

Forme, 449, 453n24

Modification, 474, n199, 478n219

Nemine contradicente, expression, définition, 479n228

Non votables, 479n226

Ordres ou résolutions, définition, 448

Présentation

Anticipation, règle, interdiction, 476-7 Figure 12.2, 475

Modalités, 473-4 Recevabilité, 474

Retrait, 477-8

Absence du député ou du ministre, 478n220

Sans débat ni amendement, liste, 450

Sujettes à débat, liste, 449-50 Motions de fond, 450

Motions de remplacement, 454-64

Motions dilatoires, 458-64

Définition, 458 Motion d'ajournement de la Chambre, 458n71, 461-4

Circonstances extraordinaires, cas, 462n94 Consentement unanime ou ordre spécial, 462n95

Présentation, restrictions, 463 Recevabilité, 462-3, n110

Rejet, 463-4

Motion d'ajournement du débat, 464

Comité plénier, 464n114

Motions proposant de passer à l'Ordre du jour, 460. Pipeline, débat (1956), 460n80

Motions proposant de passer à une autre affaire, 460-1

Motions visant à reporter l'étude d'une question à une date ultérieure, 461

Présentation, modalités, 458-60

Durant les Affaires courantes, 459n73, 460n83

Recevabilité, 458-9 Motions privilégiées, 452

Amendements, 452-3

Irrecevabilité, 453

Nombre, limite et groupement aux fins du débat, 452n22

Sous-amendements, règles, 454

Nombre, limite, 452n22

Motions subsidiaires, 450, 452 Processus, 447-8

Question préalable, 454-8

Aide navale, projet de loi (1913), cas, 455

Débat, étapes-Suite Débat sur la motion d'ajournement (Late show)-Suite Question préalable-Suite Suspension ou report, 413, 437 Débat, modalités, 456-7 Voir aussi Questions écrites-Transfert Clôture, recours, 457n63 Débats de la Chambre (Hansard) Fonctions, 455 Annexes, 967-8, 967n37 Présentation, règles, 456 «Bleus», distribution, 968, n40 Rejet, 458n66 Corrections et modifications, 968-9 Retrait, 456 Contenu et enregistrement magnétoscopique, différences, 969 Vote par appel nominal, 457-8 Erratum, impression, 969, n48 Différé, exception, 458n68 Définition, 961, 965 Débat, limitation Hansard, nom, origine, 965n25 Affaires courantes, motion, 571-2 Présentation et contenu, 966-7 Attribution de temps Langues officielles, 966 Accord de la majorité des partis, 568, n107 Publication, 966 Accord de tous les partis, 567 Electronique, Internet, CD-ROM, 968 Président de la Chambre, autorisation, 966 Aucun accord, 568 Avis, 568-9 Volumes reliés, 968 Historique, 563-7 Service des comptes rendus, établissement, historique, 966 Motion, adoption, modalités, 569-70 Texte retranché, 969n47 Règle, 563 Version officielle, Chambre des communes britannique. Débats imprimés, 969n52 Trois options, 567-8 Clôture, 558 Versions imprimée et électronique, écarts, 220n81 Voir aussi Comités pléniers-Compte-rendu; Pairage-Aide navale, projet de loi (1913), 559, n39 Avis de clôture, 560-1 Inscription; Pétitions d'intérêt public-Inscription; Motion de clôture, 561-3 Président de la Chambre-Décisions-Ouvrages; Visiteurs—Allocutions—Impression Comité plénier, 563 Discours, durée, 561-2 Débats d'urgences, 575, 584-93 Mise aux voix à 23h00, 558n32, 562 Affaires émanant des députés, suspension, 591, 913 Parlement britannique, comparaison, 558-60, 559n35 Ajournement, motion, 584-6 Pipeline, débat, cas, 560n42, 563n75 Exxon Valdez, pétrole, déversement, 577n7 Historique, 554-5, 554n5, 555n10 Autorisation, modalités, 366, 584-6, 589 Liberté de parole, distinction, 554 Budget, divulgation prématurée, refus, 587n75 Président de la Chambre, pouvoir discrétionnaire, 554, 561-2, Libre-échange, accord canado-américain, refus, 585n57 Minorités linguistiques, droits, cas, 585n61 Peine capitale, débat, 562n59 Pendant l'adresse en réponse au discours du Trône, refus, Question de nature urgente, Règlement, articles, suspension, 587n75 Canal de la vallée de la Trent, 584n53 Étude, modalités, 572 Cas exceptionnel, GRC, service de sécurité nationale, actes Forces canadiennes de maintien de la paix, envoi à Chypre, illégaux, commission McDonald, étude, 589n92 cas, 572 Conditions, 584-5, 587-9 Historique, 572-3 Élections, corruption, 170-1 Trafic aérien, contrôleurs, grève, cas, 573 Heure et jour, 590-1 Question préalable 20 heures, 590 Adoption, répercussions, 556-7 Au-delà de minuit, 592 Amendements à la motion principale, empêchement, 556 Ordres spéciaux, 590 Recours, motifs, 557-8, n28 Vendredi, dispositions, 590-1, 913n119 Rejet, répercussions, 557 Interruption et conclusion, 591-3 Retrait, 557 Lancement du débat, 585-6 Règles, adoption, 555-6 Motion ou résolution, adoption, 592-3 Avion civil sud-coréen abattu par l'Union soviétique, 592 Débat sur la motion d'ajournement (Late show) Chine, massacre sur la place Tiananmen, Beijing, 593 Avis, 433, 435 Nigéria-Biafra, conflit. 592 But. 433 Ordre spécial, 589 Débat, modalités, 412-3 Président de la Chambre, décisions, 274 Dispositions, Règlement de la Chambre, adoption, 412-434 Critères, 587-9 Droit de parole, 504n4 Durée, 412, 436 Latitude, 587-9 Priorité, 590 Historique, 341n36, 434-5 Questions partisanes, libre-échange, accord canado-Jours et heures, 341-2, 434 américain, exemple, 585, n57 «Late show», expression, origine, 412n332 Règles, 591 Questions orales, sujet non urgent ou réponse insatisfaisante, Voir aussi Adresse en réponse au discours du Trône-Ajournement; Elections-Corruption Rappels au Règlement et questions de privilège, interdiction, 412, 438 Débats exploratoires, 575, 595-6 Séances, prolongation, 413n344 Avis, 595 Sélection des questions à débattre, 435-6 Conclusion, 596

Débats exploratoires—Suite

Consultations prébudgétaires, 754-5

Décision, politique budgétaire, motion, 596n152

Exemples, 595

Lancement, 595

Ordre spécial, 596

Règles, 596

Reprise le jour suivant, sécurité sociale, programme, réforme et consultations budgétaires, cas, 596n151

Débats prescrits, 575, 596-602

Catégories, 597

Conclusion, 601-2

Durée, exemples, 600

Mesures d'urgence, Loi, exception, 600

Exemples, 597-9

Interruption, 601

Interventions, durée, 601

Lancement, modalités, 598-9 Pétrole, administration, Loi, 601n187, n190

Règles, 600-2

Tenue dans le délai fixé par le texte législatif, exemples, 599

Débats spéciaux, 575-602

Types, 575

Décès. Voir Députés; Président de la Chambre-Vacance

Décisions de la Chambre

Débat, étapes, 479-97

Voir aussi Débat, étapes

Déclaration du jeudi. Voir plutôt Travaux de la Chambre-Déclaration hebdomadaire

Déclaration hebdomadaire, Voir Travaux de la Chambre

Déclarations de députés

Acceptabilité, 365, n54

Attaques personnelles non tolérées, 363n38

Critique de la décision d'un tribunal, recevabilité, 364n43

Directives, 363-5

Heures, 361-2

Avant l'heure prévue, 362n27

Prolongation, 362n28

Historique, 362-3

Langue autre que les langues officielles, 361n26

Période réservée, 767n426

Propos offensants, député, remarques contre un autre député

déjà réprimandé par la présidence, 364n40

Temps de parole, attribution, partis politiques, reconnaissance, 364, n48

Voir aussi Rappels au Règlement-Pendant les questions orales

Déclarations de ministres

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 376

Annonces en dehors de la Chambre, questions de privilège, 379

Déclaration commune, 378n139

Durée, 379

Historique, 377-8

Lignes directrices, 378-9

Premiers ministres, annonces à la Chambre durant cette

rubrique, 376n127

Réponses, règles, 376, 378-9

Députés d'arrière-ban et président d'un comité permanent,

379n141

Voir aussi Affaires émanant des députés-Heure réservée-Retards et interruptions

Décorum. Voir Ordre et décorum

Décrets-lois (textes réglementaires)

Définition, 685, 688, 814n127

Examen, critères, 690-2

Cour suprême du Canada et Cour canadienne de l'impôt,

textes réglementaires, exception, 688n16

Historique, 686-7

Président de la Chambre, rôle, 260

Décrets-lois, abrogation, rapport du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, 685-96 Adoption, motion, 694-6

Adoption automatique, exemples, 694, n55

Débat, modalités, 694-6

Examen à 13 heures le mercredi, modalités, 695

Feuilleton et Feuilleton des avis, inscription, 695

Groupement pour fins du débat, 695

Interventions, une seule par député et limite de 10 minutes, 695

Mise aux voix, 694, 696

Objet d'un débat, cas, 695

Prise en considération à la demande d'un ministre, conditions, ordre, 694

Réputée avoir été proposée et adoptée le quinzième jour de séance après son inscription au Feuilleton, 694

Réputée retirée, 695

Vote différé, 486n262

Dépôt, modalités, 693-4

Règlement sur les fruits, les légumes et le miel, 695n64

Délégations interparlementaires

Associations parlementaires

Création, annonce par un ministre, question de privilège, 380n149

Définition, liste, 278n164, 380

Définition, 380

Délégation non officielle, rapport, 381n151

Groupes d'amitié, définition, liste, 278n164, 381

Rapports, dépôt, 379-81, n150

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 379

Rubrique, création, Comité spécial sur la réforme de la Chambre (McGrath), recommandation, 380n148

Voir aussi Président de la Chambre-Rôle cérémonial et diplomatique

Délibérations du Parlement. Voir Droits et immunités des députés

Délibérations sur la motion d'ajournement. Voir plutôt Débat sur la motion d'ajournement

Démissions. Voir Cabinet, membres-Non élus; Comités-Présidents; Députés; Ministres; Premier ministre; Président de la Chambre-Vacance; Présidents de séance, autres; Sénateurs

Démocratie parlementaire, 3

Dépenses publiques

Autorisation, 709, n54

Voir aussi Motions émanant des députés; Pétitions d'intérêt public; Projets de loi émanant des députés-Limitations financières

Abus de confiance, 191-2

Acceptation d'émoluments ou d'une charge lucrative au service du gouvernement, 205, n355

Accusation de complicité à une manifestation d'étudiants, 241n72

Accusations en vertu du Code criminel, cas, 192n286

Affiliation ou statut, changement, 185n250, 186n251

Députés-Suite

Agression par un autre député parce qu'il n'était pas assis à son siège, question de privilège, 782n99

Assermentation. Voir Serment d'allégeance ou affirmation solennelle

Assiduité, 187-9, 522

Absence d'un autre député, signalement, interdiction, 188 Indemnités de session, répercussions, 188-9 Présences, whips, contrôle, 105, 189

Règlement de la Chambre, art. 15, modification, 188n256

Budgets, allocations, 199-202

Bureau dans l'enceinte parlementaire et bureau de circonscription, meubles et fournitures, 199-200

Bureau de régie interne, règlements administratifs, gestion, 200, n329

Démission, 202

Dissolution, répercussion, 202

Manuel des allocations et services, directives, 199 Supplément par électeur et supplément géographique,

Budgets et services. Voir Privilège et questions de privilège-Mandats de perquisition

Bureaux, 245-6

Attribution sans le consentement ou contre la volonté du député, 245n91

Député du Bloc québécois, changement de bureau sans son autorisation, question de privilège, 200n331, 245n91

Conduite, règles, législation, 187 Conflits d'intérêts, 189-93

Code, 187

Code criminel, dispositions, 191

Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'aprèsmandat, dispositions, 192, n287

Interdictions, 191-2

Législation, historique, 189-91

Ministre, obligation de déclarer publiquement ses avoirs, ses intérêts et ses activités, Commission Parker, recommandations, 190

Ministres et titulaires de charge publique, directives, conseiller en éthique, rôle, 192-3

Parlement du Canada, Loi, dispositions, 191

Secrétaire parlementaire, allégations d'avoir enfreint les

directives, question de privilège, 192n288 Convocation à la barre de la Chambre pour avoir tenté de s'emparer de la masse, 239n56, 546n337

Corruption, 193-4

Code criminel, dispositions, 193

Employée de la Société canadienne des postes ayant tenté d'influencer le comportement d'un député à la Chambre en usant de menaces et d'insultes, 193n292

Parlement du Canada, Loi, dispositions, 194 Pots-de-vin, 194n293

Règlement de la Chambre, dispositions, 193

De l'arrière-ban

Définition, 32n181

Voir aussi Déclarations de ministres-Réponses

Décès, 203-4

Après une élection générale, 203-4, tn346

Chambre, ajournement, 325

Dans l'enceinte parlementaire, cas, 203n344

Voir aussi Feuilleton et Feuilleton des avis-Retrait d'affaires Démission, 202, 204-5

Voir aussi Feuilleton et Feuilleton des avis-Retrait d'affaires Déplacements

À l'étranger, registre, voyage en Corée du Sud, cas, 195, n304 Frais, remboursement, 202, n337

Députés-Suite

Déplacements-Suite

Indemnités à justifier, 196, n308

Désignation par son nom. Voir Comités pléniers; Ordre et décorum-Président de la Chambre, pouvoir; Président de la Chambre-Ordre et décorum; Rappels au Règlement

Droits et immunités. Voir plutôt Droits et immunités des députés

Employés, embauche, rémunération, 201, n334 Famille immédiate, interdiction, 201

Entrepreneurs, services, 201

Expulsion, 205-7

Actes criminels, Riel, Rose, et McGreevy, cas, 206-7. 206n367, 207n368-n371, n373

Outrage à l'autorité de la Chambre, 207, n371, n373

Pour cause de trahison, 181n231

Réélection, cas. 207

Voir aussi Rappels au Règlement-Député, désignation

Fonctions parlementaires, définition, 199

Indemnité de départ, 197

Indemnité de session et indemnité de fonctions, 196, n305 Intérêts pécuniaires, abstention de voter, 194-5, n301

Matériel de bureau et services divers, 201-2

Non réélus ou qui décident de ne pas se représenter, 202 Nouveaux députés

Entrée à la Chambre, 319

Séances d'accueil, 244n83

Papier à en-tête de la Chambre des communes, utilisation, question de privilège, 201n336

Pension, calcul, Allocations de retraite des parlementaires, Loi. dispositions, 197

Cotisations facultatives, 197n310

Postes, services, envois collectifs, franchise postale, 201

Abus, question de privilège, 201n336

Présentation officielle à la Chambre, processus, 182-3, 182n234 Reconnaissance. Voir Questions orales

Rémunération, 195-7

Blais, rapport, examen, 198n322

Commission sur les salaires et les indemnités des députés, rapport, 197-8

Responsabilités, 186-7

Voir aussi les sujets particuliers

Désordre. Voir Chambre des communes, séances, salle-Tribunes: Comités; Comités pléniers; Tribunes; Votes—Interruption

Diffamation. Voir Droits et immunités des députés—Comparution comme témoin-Assignation et Obstruction

Dignitaires. Voir Président de la Chambre

Directeur de scrutin. Voir Élections

Directeur général des élections

Nomination, mandat, 160-1

Poste, création, historique, 160-1

Relations avec les députés, 163

Responsabilités, 161-3

Titulaires, 161, n108

Voir aussi Circonscriptions, limites, rajustement; Élections

Discours du trône, 315-6

Lecture au Sénat par l'administrateur, le gouverneur général ou le souverain, 314

Epouse du gouverneur général, participation, 314n31

Discours du trône-Suite

Prise en considération plus tard dans la journée, motion, premier ministre, présentation, 316

Ministre, présentation, 576n1 Objet d'un débat, cas, 576n2 Rapport à la Chambre, 315-6

Voir aussi Adresse en réponse au discours du Trône: Président de la Chambre-Rôle cérémonial et diplomatique: Ouébec-Société distincte: Subsides-Demande

Dissolution, 332-4

Définition, 309 Effets, 42, 333-4

Gouverneur général, proclamation, 309, 332

Refus de dissoudre, King/Byng, controverse, 20n106. 22n123, 43-5, 332n122

Voir aussi Bureau de régie interne; Comités-Rapport à la Chambre—Réponse du gouvernement—Prorogation; Députés-Budgets, allocations: Documents, dépôt: Président de la Chambre-Mandat: Projets de loi d'intérêt privé-Avis

Documents

Documents confidentiels, définition, 400n271 Documents parlementaires, définition, 937n79 Voir aussi Affaires émanant des députés—Avis de motions (documents); Avis de motions portant production de documents; Documents, dépôt

Documents, dépôt

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 370 Auprès du Greffier de la Chambre, «by the back door», 371 Comité, renvoi automatique, 372

À plus d'un comité, 372n98

Délai, non-respect, atteinte aux privilèges, 371n93

Dissolution, répercussions, 376

Format, 371-2 Historique, 370-1

Inscription aux Journaux, 372, 964

Langues officielles, 372, 518

En anglais seulement, consentement unanime, 372n102, 518n116

Règlement de la Chambre, dispositions, 372n100, 849n356 Ministres

Citation, 372

Rapports annuels des ministères et sociétés, liste, publication, 371n94

Modalités, 371

Numéro de document parlementaire, attribution, 381n154 Par le Président de la Chambre, 272-3, 374-5

Par les députés, non-autorisation, 373-4, 373n103

Avec le consentement unanime, 373n107 Pendant les affaires courantes, «by the front door», 371 Pendant un ajournement ou une prorogation, 375-6 Voir aussi Comités; Ordre et décorum-Protocole des

interventions; Rappel de la Chambre-Pendant un ajournement

Drapeau canadien, Comité spécial, 390n 195

Drapeaux, exhibition. Voir Ordre et décorum

Droit de parole. Voir Affaires émanant des députés-Limites de temps; Comités; Ordre et décorum

Droit parlementaire. Voir Procédure parlementaire

Droits collectifs de la Chambre

Affaires internes, réglementation

Affaires devant les tribunaux (convention sub judice), 104 Budget, débat, suspension, 104n228

Décisions de la Chambre, tribunaux, examen, exemption, 104

Droits collectifs de la Chambre-Suite

Affaires internes, réglementation—Suite Décisions de la Chambre, tribunaux, examen...-Suite Zundel, Ernst, Chambre des communes, locaux, accès,

interdiction, 104n229

Maingot, interprétation, 103n226 Police, enquête dans l'enceinte parlementaire, autorisation

préalable, 105

Règlements locaux ou provinciaux, exemption, 105

Tribunal civil, citation à comparaître délivrée dans l'enceinte parlementaire, interdiction, 105, n232

Tribunaux ou autres institutions, ingérence, 103

Remarques faites par un juge de la Cour fédérale, 103n227 Catégories, 96

Députés, présences et services, contrôle, 105-6

Documents concernant des propos diffamatoires, publication, droit, 106-7

Affaire Stockdale c. Hansard, 107n242

Enquêtes, droits, 106

Outrage, pouvoir de réprimer, latitude, 95-6

Pouvoir disciplinaire, 96-102

Amendes, imposition, restriction, 97n199

Bill of Rights, dispositions, 96

Blâme, réprimande et citation à comparaître à la barre de la Chambre, 97-100

Député cité à comparaître à la barre de la Chambre, 100

Coupables, garde et emprisonnement, 100-1

Charte des droits et libertés, adoption, répercussions, 97 Expulsion, Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 101-2 But, limites, 101

McGreevy, Thomas, 102 Riel, Louis, 98, 102

Rose, Fred. 102

Portée, limites, 95

Président de la Chambre et sergent d'armes, pouvoir, délégation, 96n197

Règlement de la Chambre, dispositions, 96

Sanctions, 96-7

Témoins, interrogation sous serment, droit, Parlement du Canada, Loi, dispositions, 106

Voir aussi Droits et immunités des députés

Droits et immunités des députés

Application, tribunaux, examens, 64-5 Arrestation, immunité, 114

Affaires civiles, 79-80, 79n141

Député, arrestation à l'extérieur de l'enceinte parlementaire pour infractions aux règlements de la circulation, 80n143

Affaires criminelles, 80, n145, n146, 114

Comparution comme témoin, obligation, dispense, 81-3, 82n155 Assignation, signification, autorisation préalable du président de la Chambre, action en diffamation, cas, 82-3

Conflits d'intérêt présumés, questions orales, 76n129, 78n132, 86n170

Délibérations du Parlement, définition, 72-4

Australie, Commonwealth Parliament, adoption du Parliamentary Privileges Act 1987, 73-4

Bill of Rights, dispositions, 73

Parlement britannique, interprétation, 72-3, 73n116

Portée, affaire Ouellet, 74n118

Droits collectifs de la Chambre, priorité, 70

Député, réprimande, cas, 70n103

Juré, devoir, exemption, 80-1 Juridiction provinciale, 81n149

Liberté de parole, 71-9

Abus, 64, 76-8

Droits et immunités des députés-Suite

Liberté de parole-Suite

Affaires devant les tribunaux (convention sub judice), 78-9, 428

Bill of Rights, dispositions, 64

Définition, Odger's Australian Senate Practice, 71-2

Député, observations formulées en comité contre des individus, 75n120

Importance, 74-5

Limites, 75-9

Observations ne visant directement aucun député, 77n131 Président de la Chambre, autorité, 79

Propos tenus en dehors des délibérations, affaire Stockdale c. Hansard, 75-6, n127

Références à des personnes de l'extérieur de la Chambre, remarques à propos du président de l'Alliance de la fonction publique, 78n133

Obstruction, ingérence, intimidation et brutalité, protection, 83-95

Accès à la colline du Parlement, empêchement, 85-6 Barrage de la GRC, 85n167

Piquets de grève, 86n169, 124n332, 126n341

Circonscriptions, incidents à caractère politique, 90-1 Conversation téléphonique avec un électeur, interception par le Service correctionnel du Canada, 91n185

Fonctionnaires ayant induit un député en erreur en fournissant des documents erronés, 91n184

Communications entre un député et ses électeurs, privilège, 83n160

Conflits d'intérêt présumé contre un ministre, enquête par des personnes de l'extérieur de la Chambre, 84n166

Député, identité, confusion, publicité parue dans un journal, 87, n173

Diffamation, recours, 86

Employé de député, intimidation par un fonctionnaire de la Société canadienne des postes, 88, n176

Fonction parlementaire, lien, importance, 91-5

Agression commise à la Bibliothèque de l'Assemblée législative de la Province du Canada, 93n188

Chantage et menaces à propos de l'authenticité des diplômes, 94-5, n192

Communications entre des députés et le sous-registraire général adjoint, interception, 94n190
Député, poursuite au civil par le Syndicat des postiers de

Député, poursuite au civil par le Syndicat des postiers du Canada, 92n186

Injures lancées à un député par un membre du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes en Colombie-Britannique, 92n187

Projet de loi, information fournie par le gouvernement lors d'une conférence de presse, avant son dépôt à la Chambre, 94

Questions écrites, réponses, fonctionnaire du cabinet du leader du gouvernement à la Chambre, propos, 95n193

Renseignements, divulgation restreinte par une directive ministérielle, 93-4

Intimidation, tentative par un employé du réseau anglais de Radio-Canada, 84n165

Ministre induit en erreur par un ex-solliciteur général, 87n175 Moyens physiques, voies de fait et brutalité, 85-6

Président de la Chambre et autres présidents de séance, intimidation, 89-90

Propos attribués à certains députés et cités dans un journal, 90, n183

Propos diffamatoires parus dans l'éditorial du Globe and Mail, 89, n181 Droits et immunités des députés-Suite

Obstruction, ingérence, intimidation et...—Suite
Président de la Chambre et autres présidents de...—Suite
Vice-président adjoint des comités pléniers, impartialité,
90n182

Surveillance électronique en dehors de l'enceinte parlementaire, 86-7, n172

Témoin de comité, intimidation, 88-9, 88n177, 89n179

Droits et immunités des députés, Comité spécial. Voir Affaires devant les tribunaux; Privilège et questions de privilège— Examen

E

Édifice du Centre. Voir Édifices du Parlement

Édifices du Parlement

Bibliothèque du Parlement, 231-2

Carillon, 230

Chambre des communes, séances, salle, 228

Chapelle du Souvenir. 230

Comités, salles, 228 Députés, bureaux, 228

Édifice du Centre, 230

Figure 6.2, 231

Flamme du centenaire, 228-9, 228n12

Gestion, 276

Incendie de 1916, 226, 228

Personnel, bureaux, 228

Propriété, titre, administration, entretien et gestion, 229-30

Sénat, salle, 228

Services parlementaires, 228 Site et bâtiments, 226-9

Tour de la paix, 228, 230

Élections

Annulation, cas, 173, n185, 175

Brefs d'élection, 163-5

Émission, processus, 165-9

Figure 4.3, 164

Bureaux de vote, ouverture, 165

Campagne électorale, durée minimale, 165-6, n140

Candidats

Dépôt de 1,000 \$, 166, n143

Deux candidats déclarés élus, 155n76

Élection dans plus d'une circonscription, historique, 155n76 Éligibilité et inéligibilité, conditions, 154-60

Commission royale sur la réforme électorale et le

financement des partis (Commission Lortie).

recommandations, 159, n101 Femmes, droit, 156-7, n83

Groupes religieux, 157n85

Historique, 155-7

Indépendance du Parlement, 158-9

Inéligibilité, cas, liste, 157-8

Législation, 154

Sénateur, exclusion, 158, n93

Interdiction de signer des engagements, 70n106 Jour des présentations, documents, dépôt, 166

Un seul dans une circonscription, 166

Contestation, 171-3

Circonscription de Spadina, cas, 174n193

Député, répercussions, 174

Président de la Chambre, rôle, 175-6, 273

Raisons, 173-4

Rapport spécial, 174n190

Élections-Suite

Contestation-Suite

Requêtes

Définition, 172n178

Instruction, compétence, 172, 174-5

Présentation, modalités, 173-4

Corruption, 170-1

Débat d'urgence, tenue, 171

Législation, 170n173 Pétition, 171n175

Sanctions, 171

Déclenchement par le premier ministre, 165

Délai maximal de 5 ans, 38-9

Dépenses d'élection

Commissaire, mandat, 170

Dispositions, 169-70

Rapport, dépôt, délai, question de privilège, 170, n168

Remboursement, 170

Députés élus, liste, dépôt et publication dans les Journaux, 168

Directeur de scrutin

Proclamation publique, figure 4.4, 167

Rôle, 163, 166

Voir aussi sous le titre susmentionné Votes-Recomptage

Directeur général des élections, responsabilités, 161-3

Électeurs de l'Ouest, Saskatchewan, problème, 165, n136 Élection partielle, bref d'élection, émission, 168-9

Vacance de siège résultant d'une décision des tribunaux.

175-6, n205 Femmes, droit de vote et droit de se porter candidates, 156-7.

n83 Résultats, publication, 168

Système, 139

Évolution, 163, 165

Législation, 140

Tenue un lundi, 165

Dénombrement, date, 166, 168n148

Recomptage judiciaire, directeur du scrutin, vote

prépondérant, 168, n153, 173n189

Voir aussi Président de la Chambre

Élections, privilèges, procédure et affaires émanant des députés, Comité permanent

Pleins feux sur les travaux de la Chambre, rapport, 978, n94, n95 Voir aussi Affaires émanant des députés—Ordre de priorité; Privilège et questions de privilège-Examen

Environnement et développement durable, commissaire. Voir Vérificateur général du Canada

État des travaux de la Chambre

Définition, 962, 976

Présentation et contenu, 976

États-Unis, président, discours. Voir Radiodiffusion, services-Contrôle-Caméras

Étrangers. Voir Chambre des communes, séances, salle; Nouvelle-Ecosse, Assemblée législative-Délibérations; Pétitions d'intérêt public-Signatures; Président de la Chambre-Ordre et décorum

Examinateur des pétitions. Voir Projets de loi d'intérêt privé

Examinateur des projets de loi d'intérêt privé. Voir Projets de loi d'intérêt privé

Expulsion. Voir Députés; Droits collectifs de la Chambre-Pouvoir disciplinaire; Nouvelle-Écosse, Assemblée législative-Député

Famille royale. Voir Ordre et décorum-Discours, substance, règles-Souverain

Fauteuil. Voir Chambre des communes, séances, salle-Président de la Chambre

Fête du Canada

Jour férié, 325

Fête du Dominion

Nom, changement, 325n78

Voir aussi Fête du Canada

Feuilleton et Feuilleton des Avis

Affaires identiques, refus, 971

Affaires inscrites au Feuilleton, 971-2

Étude, ordre établi, 969-70

Affaires inscrites au Feuilleton des avis, 972

Avis. modalités, 970

Définition, 466n134, 961-2, 969-70

Feuilleton et Feuilleton des avis spécial, parution, 470, 974

Historique, 970-1 Modifications, 970-1

Présentation et contenu. 971-2

Président de la Chambre

Copie, obtention avant que la séance débute, 253, 970, n55.

Rôle, 971

Publication, informatisation, 970-1, n59 Retrait d'affaires du Feuilleton, 973-4

Député, décès ou démission, 468n146, 973-4, n73

Supplément mensuel au Feuilleton, publication, retrait, 973n67 Transfert du Feuilleton des avis au Feuilleton, particularités,

972-3 Voir aussi les sujets particuliers

Finances, Comité permanent, Voir Voies et moyens-Budget

Finances, procédures

Chambre des communes canadienne, 707-9

Colonies canadiennes, 705-7

Bas-Canada, 706

Haut-Canada, 705-6

Province du Canada, 706-7

Cycle financier, 699-700

Année financière, transactions, 699

Budget des dépenses, présentation, 699, n12

Budget, présentation annuelle, tradition, 699, n11, 752, n324

Éléments-clés, 698

Finances, contrôle, principes, évolution, historique, 698, 701-9 Budget des dépenses, crédits, autorisation, origine, 705 Fonds consolidé, 703-4

Liste civile, 703

Mesures législatives, examen, 701n16

Pouvoir exécutif, Couronne et Parlement, rapports financiers,

Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 697n1, 707-8 Précédents britanniques, 701-3, 701n14

Règlement de la Chambre, dispositions de 1867 à 1968, 708-9

Finances publiques, gestion, Loi. Voir Gouverneur général-Mandats

Flamme du Centenaire. Voir Édifices du Parlement

Flamme du Centenaire, bourse de recherches, fonds

Établissement, 229n13

Rapport de recherche, dépôt par le président du comité, 883n571

Fonction parlementaire

Définition, 119n306

Fonction parlementaire—Suite

Voir aussi Droits et immunités des députés-Obstruction

Fonctionnaires. Voir Chambre des communes; Comités— Témoins; Processus législatif, étapes—Comité, examen— Témoins, audition—Ministre

Fonds consolidé. Voir Finances, procédures-Finances, contrôle

Fonds publics. Voir plutôt Dépenses publiques

Forces navales, projet de loi. Voir plutôt Aide navale, projet de loi

«Formule Hayden». Voir Processus législatif, étapes—Sénat, étude

Forum des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne. Voir Chambre des communes, séances, saile

Forum pour jeunes Canadlens. Voir Chambre des communes, séances, salle

Funérailles nationales. Voir Masse



Gazette du Canada

Définition, 149n40
Voir aussi Statut—Publication

Gendarmerie royale du Canada (GRC) Débat d'urgence, cas exceptionnel, 589n92

Gentilhomme huissier de la Verge noire

Nom, changement, 311n20 Voir aussi Huissier du bâton noir

Gerrymandering, Voir Circonscriptions, limites, rajustement— Manipulation

Gestion de la Chambre, Comité permanent. Voir Affaires émanant des députés

Gouvernement

Affaires de la Chambre, gestion, rôle, Règlement de la Chambre, dispositions, 36, n2 Appui majoritaire, 35-6

Confiance envers le gouvernement. Voir plutôt Confiance, convention

Dépenses spéciales, gouverneur général, autorisation, 21 Majoritaire ou minoritaire, distinction, 35-6

Système

Caractéristiques, 3 Fonctionnement, 3 Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 3

Gouvernement représentatif, 3

Gouvernement responsable

Établissement, historique, 12 Évolution, 26n142 Ministres, responsabilité, 28-9 Questions orales et écrites, importance, 415-6 Syndenham, lord, rôle, 12

Gouverneur général

Mandat, durée, 18 Prolongation, cas, 18n89 Mandats spéciaux Conditions, 747-8

Finances publiques, gestion, Loi, dispositions, 747 Mandats et mandats spéciaux, distinction, 747n300 Gouverneur général-Suite

Pouvoirs, 17-23
Balfour, rapport, 19
Discrétionnaires, 21-3
Législatifs et exécutifs, 20-3
Voir aussi les suiets particuliers

Grand sceau du Canada Fonction, 18n88

Grande-Bretagne. Voir Comités pléniers-Historique

GRO

Débat d'urgence, cas exceptionnel, 589n92 Voir aussi Chambre des communes—Sécurité—Police

Greffier adjoint. Voir Greffier de la Chambre

Greffier de comité. Voir Comités: Votes

Greffier de la Chambre

Greffier adjoint, nomination, 254n140, n141 Rôle, 252-4

Historique, 252n128

Sous-greffier, nomination, 254n139

Voir aussi Affaires émanant des députés—Gestion; Bureau de régie interne; Comités—Séances—Convocation—Par le Greffier; Documents, dépôt—Auprès du Greffier; Pétitions d'intérêt public—Dépôt; Processus législatif, étapes— Lectures; Projets de loi d'intérêt privé—Dépôt et Pétition— Dépôt; Registre parlementaire—Autorité; Votes

Greffier des pétitions. Voir Pétitions d'intérêt public— Certification; Projets de loi d'intérêt privé—Pétition

Groupes (caucus) parlementaires

Rôle, fonctionnement, 31-2

Salle de réunion, découverte d'un appareil d'écoute clandestine, 31n179

Groupes d'amitié. Voir Délégations interparlementaires

Guerre du golfe persique

Rappel de la Chambre pour débat, 326n89 Voir aussi Comités pléniers—Motions



Hansard. Voir plutôt Débats de la Chambre

Haut-Canada. Voir Finances. procédures—Colonies: Privilège et questions de privilège—Historique—Avant la Confédération: Province du Canada: Québec—Partage

Hauts fonctionnaires

Définition, 273n128 Documents, dépôt, 273 Voir aussi Chambre des communes

Hommages

Rendus le premier jour d'une nouvelle session, 319

Huis clos

Accès, privilège, invocation, 754, 767n428 Comité, séance à huis clos, rapport, divulgation prématurée, 68n95, 130n362, n363, n365, 136n400, 838n294 Définition, 767n428 Voir aussi Comités—Séances; Prière—Lecture—Réunion;

Projets de loi d'intérêt privé—Comités, étude—Séance

Huissier du bâton noir

Rôle, 281n185, 311n20

Voir aussi Processus législatif, étapes—Sanction royale— Cérémonie; Quorum—Absence Hymne national

Chorales, 361n23 Pratique, 361 Télédiffusion, 361n24

Impôts. Voir Motions émanant des députés-Dépenses publiques

Impressions, Comité mixte permanent

Création, 813n121

Incendie de 1916. Voir Chambre des communes-Sénat-Occupation: Édifices du Parlement

Ingérence. Voir Droits et immunités des députés-Obstruction. ingérence, intimidation et brutalité

Institut canadien des comptables agréés, Loi (S-10). Voir Projets de loi d'intérêt privé-Comité, étude-Votes

Institutions parlementaires

Acte constitutionnel de 1791, dispositions, 9, 11-2 Acte de Québec de 1774, dispositions, 7, 9 Acte d'union de 1840, dispositions, 12 Évolution et fonctionnement, 1-3 Après la Confédération, historique, 13-5 Avant la Confédération, historique, 5-13 Chronologie, 6, 8, 10 Proclamation royale de 1763, 5, n23, 7 Provinces et territoires, adhésion au Canada, 15

Instruction

Définition, 792n172

Internet (Parliamentary Internet Parlementaire) Site, création, 962n1 Voir aussi Débats de la Chambre-Publication-Électronique: Journaux-Publication-Électronique: Publications

Interprétation simultanée. Voir Chambre des communes. séances, salle

parlementaires-Voie électronique

Interruption

Définition, 309

Intersession

Définition, 309

Voir aussi Chambre des communes-Hauts fonctionnaires

Intimidation. Voir Droits et immunités des députés-Obstruction. ingérence, intimidation et brutalité

Jeux olympiques et paralympiques. Voir Chambre des communes, séances, salle—Parquet; Comités pléniers— Constitution-Cérémonie: Visiteurs-Salutations

Journaux

Compte rendu officiel des délibérations de la Chambre, 963 Corrections et modifications, 965, n21 Texte retranché, 965n21 Définition, 961, 963 Plumitif servant de base, 236n42, 963 Présentation et contenu. 964-5 Publication, 963-4 Électronique, Internet et CD-ROM, 964 Volumes reliés, contenu, 964n13

Journaux-Suite

Voir aussi les sujets particuliers

Journée des chefs. Voir Adresse en réponse au discours du Trône

Jours désignés. Voir Adresse en réponse au discours du Trône

Jours fériés et autres congés, 324-6

Dispositions, historique, 324-5

Liste des jours où la Chambre ne siège pas. 325-6 Voir aussi Fête du Canada

Juré, devoir. Voir Chambre des communes-Fonctionnaires: Droits et immunités des députés

King, le très hon. William Lyon

Parlement, dissolution, refus, 20n106, 22n123, 43-5, 332n122 Voir aussi Confiance, convention-Gouvernements

La colline verte, programme, 247n97

Lambert, commission. Voir Comptes du Canada—Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité

Langues officielles. Voir Comités-Documents et Rapport à la Chambre: Débats de la Chambre-Présentation: Déclarations de députés; Documents, dépôt; Ordre et décorum-Protocole des interventions-Dépôt de documents et Langue du débat; Prière: Processus législatif-Projets de loi, forme: Publications parlementaires; Registre parlementaire

«Late show». Voir Débat sur la motion d'ajournement

Leader parlementaire

Rôle, 32, n182

Lefebvre, Comité. Voir Règlement et procédure, examen. Comité spécial

Législature

Définition, 308

Durée, 35, 38-9

Figure 2.1, 40

Mandat maximal, 38, 39n16

Prolongation, Constitution, modification, 39, n18

Ouverture, 286-7, 310-9

Cérémonie, 310-3

Date, 308

Liberté de parole

Définition, 504

Voir aussi Débat, limitation; Droits et immunités des députés; Président de la Chambre: Privilège et questions de privilège

Liberté de presse. Voir Privilège et questions de privilège

Libre-échange, accord canado-américain

Débat d'urgence, 585n57

Projet de loi

Adoption, session spéciale, 320n58

Comités pléniers

Débats, clôture, 784n114

Étude, 770n9, 789n148

Lieutenants-gouverneurs

Rôle, 21n117

Liste civile. Voir Finances, procédures-Finances, contrôle

Livre Bleu. Voir Budget des dépenses-Budget principal

Loi constitutionnelle de 1867

Dispositions, origine, 211-3 Préambule, 1n3, 4, 15

Voir aussi Constitution; Finances, procédures-Pouvoir; Gouvernement-Système: Ordre et décorum-Protocole des interventions—Langue du débat; Président de la Chambre—Élection et Vote prépondérant; Privilège et questions de privilège—Origine britannique; Procédure parlementaire; Recommandation royale; Sénat-Membres.

représentation-Additionnelle; Serment d'allégeance Loi constitutionnelle de 1982. Voir Ordre et décorum-Protocole des interventions-Langue du débat; Registre parlementaire-Langues officielles

Loi électorale du Canada

Modification, Comité spécial sur la réforme électorale. recommandations, 159n102

Macaronis, incident, 241n72

Macarons de protestation. Voir Ordre et décorum; Votes-Interruption

Magistrats. Voir Ordre et décorum-Discours, substance, règles-Souverain

Maingot. Voir Droits collectifs de la Chambre-Affaires internes

Mandats de perquisition. Voir Privilège

Manuel des allocations et services. Voir Députés-Budgets, allocations

Mariage, dissolution et annulation, Loi, 942n8

Marine, aide, projet de loi

Obstruction systématique, clôture du débat, 215n44

Funérailles nationales, utilisation, autorisation, 42n24 Historique, symbole, 237-8

Incident, député ayant tenté de s'emparer de la masse, 123n324, 239n56, 486n257, 546n337

Voir aussi Comités pléniers: Président de la Chambre-Élection; Sergent d'armes-Gardien

May, Erskine. Voir Privilège et questions de privilège-Royaume-Uni: Procédure parlementaire-Règles-Importance

McGrath, comité. Voir Chambre des communes, réforme, Comité spécial

McGreevy, Thomas

Expulsion, 102, 207, n371, n373

Mesures d'urgence, Loi. Voir Débats prescrits-Durée

Mesures législatives. Voir plutôt Projets de loi

«Mini-budget». Voir Voies et moyens-Budget-Exposé économique

Ministère

Définition, 27-8

Depuis la Confédération, nombre, 39

Ministère-Suite

Durée, 28, 35, 38-9, 41-2

Figure 2.2, 41

Premier ministre, mandat, relation, 39, 42

Fin, circonstances, 35

Confiance, convention, application, 43-6

Crise ministérielle, 46-7, n54, n59

Elections, défaite, 43, n26

Premier ministre, décès, démission, destitution, 42, 46-7

Ministères

Emplacement, locaux, 228

Rapport sur les plans et priorités et Rapport sur le rendement dépôt, 730

Voir aussi Chambre des communes

Ministres

Choix, critères, 28

Démissions

Non-parlementaires n'ayant pas réussi à se faire élire, 27n151 Suite à des désaccords avec la politique du gouvernement. 29n163

Mandat, durée, 28

Ordre de préséance, 28, n156

Sénateurs, nominations, 27n150

Voir aussi Chambre des communes, séances, salle-Parquet; Comités pléniers; Conseil privé-Membres, nomination-Personnes nommées; Députés—Conflits d'intérêts; Discours du Trône-Prise en considération; Documents, dépôt; Gouvernement responsable; Nominations par décret; Processus législatif, étapes—Comité, examen—Témoins, audition; Projets de loi d'intérêt privé-Parrain; Projets de loi émanant du gouvernement; Questions orales

More, sir Thomas, 54n18

Motion de suspension de certains articles du Règiement. Voir Question de nature urgente, Règlement, articles, suspension.

Motion «que cette question soit maintenant mise aux voix». Voir plutôt Question préalable

Affaires courantes, rubrique, ordre, position, 389-90

Appel et étude, modalités, 391-3

Attribution de temps, motion, proposition à l'étape des «Motions» ou «Avis de motion émanant du gouvernement», Président de la Chambre, décision, 391n199

Avis

48 heures ou consentement unanime, 391

Avis de motion émanant du gouvernement, inscription au Feuilleton, 389n194, 390n196 Députés, dépôt, 391, n201

Censure des occupants du fauteuil, 392n217

Commissaire à l'information et commissaire à la protection de la vie privée, nomination, motions, inscription sous la rubrique «Motions» ou «Avis de motions du gouvernement», 392n215

Débat, règles, 393

Ajournement ou interruption, débat, reprise, 393

Débats prolongés, Comité spécial sur un drapeau canadien, rapport, motion d'adoption, 390n195

Étude, modalités, 448-64

Motion «que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour», priorité, 368n70

Motions admissibles, types, 390-1

Exemples, liste, 391-2

Motions de félicitations, admissibilité, 393

À l'endroit d'une artiste canadienne du disque, 393n218

Motions-Suite

Présentation, 473-9

Voir aussi Débat, étapes et les sujets particuliers

Motions auxiliaires. Voir plutôt Débat. étapes-Motions subsidiaires

Motions de censure. Voir Pipeline, débat-Président: Président de la Chambre-Impartialité

Motions de confiance. Voir Confiance, convention; Subsides-Motions de l'opposition: Voies et moyens-Budget

Motions de défiance. Voir plutôt Motions de confiance

Motions de fond

Définition, 511n67 Voir aussi Débat, étapes

Motions de remplacement, Voir Débat, étapes

Motions dilatoires. Voir Affaires courantes; Débat, étapes; Ordre et décorum—Droit de parole, attribution—Ordre habituel— Motion portant qu'un député soit maintenant entendu; Pétition d'intérêt public-Présentation; Privilège et question de privilège

Motions d'instruction. Voir Comités pléniers

Motions émanant des députés

Affaires semblables, 902, n64

Appuyeurs, 902

Avis, 901-2

Définition, 890

Dépenses publiques ou impôts, implication, interdiction, 901 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, financement, 901n62

Ordres ou résolutions, 900-1, n59, n61

Statues érigées sur la colline du Parlement, 901n60 Motions pour affaire courante, Voir Affaires courantes

Voir aussi Constitution-Modification

Motions privilégiées. Voir Débat, étapes

Motions subsidiaires. Voir Débat, étapes

Musée commémoratif Victoria. Voir Séances de la Chambre

New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative), affaire. Voir Radiodiffusion, services-Contrôle

Nominations

Gouverneur général, lord Aberdeen, refus de sanctionner,

Nominations par décret

Candidats, curriculum vitæ, dépôt, 851n364, 876

Chambre des communes, réforme, comité spécial (McGrath), recommandations, 875n518

Comités, étude, modalités, 875-7

Délai, 876, n520

Motions de régie interne, 850-1

Dépôt, délais, 875

Ministre, dépôt, 876, n519

Mise en vigueur, 875

Nouveau-Brunswick, assemblée législative. Voir Québec-Société distincte

Nouvelle-Écosse, Assemblée législative

Délibérations, étrangers et caméras, exclusion, 53n14, 64, n75, 65n76, 112, 979n99

Député, expulsion, 206n367

Élections de 1758, discrimination pour motifs d'ordre religieux,

Première assemblée, établissement, 59

Président, démission, motion, 292-3

Préambule, 293n257

Voir aussi Président de la Chambre-Élection-Premier point; Privilège et questions de privilège-Assemblée législative provinciale, droits et Historique-Avant la Confédération



Obstruction. Voir Droits et immunités des léputés

Obstruction systématique. Voir Aide navale, projet de loi-Débat

Odper's Australian Senate Practice. Voir Droits et immunités des députés-Liberté de parole-Définition

Opposition officielle

Désignation, 33 Égalité de sièges, 318n51

Députés, nomination, 34n193

Droits et privilèges, 34

Non-parlementaires, nomination, 34n192

Refus de s'asseoir dans la première rangée, 34n199, 184n247 Refus du parti conservateur de former l'Opposition officielle,

33n188 Statut, 33

Voir aussi Comptes publics, Comité permanent-Président

Ordre de dépôt de documents

Prorogation, répercussions, 404

Voir aussi Questions écrites-Transformées

Ordre des travaux

Parution dans le Feuilleton, 971

Ordre du jour. Voir Questions orales-Anticipant; Quorum-Absence; Voies et moyens-Budget-Discours du Budget

Ordre et décorum

Applaudissements, 544n313

Buvette publique servant des «liqueurs enivrantes», fermeture, 546n332

Députée du Bloc québécois ayant tenté de prendre la parole, 546n337

Députés chantant l'hymne national, 544n316

Députés se ruant sur le fauteuil présidentiel en exigeant de se faire entendre, 546n336

Discours, substance, règles

Adresse en réponse au discours du Trône et Budget,

pertinence, règle, 533-4 Affaires devant les tribunaux (convention sub judice), 534-7

Affaires criminelles et civiles, 535-6, n243

Cours d'archives et commissions royales, 536, n245

Président de la Chambre, rôle, 536-7

Critiques de la Chambre et du Sénat, 522-3

Critiques de la présidence, 523, n152

Délibérations et débats antérieurs, allusions, 524-5

Décisions de la Chambre, 525

Votes, critiques, 525

Députés, allusions, 521-2

Ordre et décorum-Suite Ordre et décorum-Suite Discours, substance, règles-Suite Président de la Chambre, pouvoirs-Suite Députés, allusions-Suite Sanctions disciplinaires, 547, 55 Appel par leur nom, 521 Député mis sous garde, 548n347 Déclarations faites en dehors de la Chambre, 522 Député, suspension jusqu'à la fin de la séance ou pour une Présence ou absence, 522 période déterminée, 549-51, 549n352, 550n354 Propos non parlementaires, 522 Sergent d'armes, rôle, 551, n364 Particuliers, allusions par leur nom, 524 Protocole des interventions Privilège personnel, fait, explication, 537-8 Citation de documents, 517-8 Dépôt de documents et de discours, 518-20 Déclaration solennelle, 538n254 Ministre, déclaration, éclaircissement, 538n254 Annexes aux Débats, 520, n124 Projets de loi, pertinence, règle, 531-2 Discours prononcé hors de la Chambre, refus, 520n124 Comité, examen, étape, 532-3 Langues officielles, 518, n116 Deuxième lecture, 532 Simples députés, consentement unanime et ordre spécial, Étape du rapport, 533 519, n119, n121 Troisième lecture, 533 Langue du débat, langues officielles, 515 Propos non parlementaires, 522, 525-7 Interprétation simultanée, 515n91 Liste, 526n177 Langue autre que les langues officielles, 515n92 Retrait demandé, député, refus. 527, n180 Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 515 Répétitions et digressions, 527-8 Loi constitutionnelle de 1982, dispositions, 515n90 Règlement de la Chambre, dispositions, 515n90 Comité plénier, 528n187, 532 Lecture de discours, résolution, usage, 516-7 Député, réprimande, 530n199 En comité, 529 Lutrin, utilisation, 517 Historique, 528-9 Observations adressées au Président de la Chambre, 513 Pièces et accessoires, étalage, interdiction, 520-1, 520n126 Interdiction, règle, 527, 529-30 Place assignée, 513 Pertinence, règle, 527, 530-1 Souverain, famille royale, gouverneur général et magistrats, Premier discours, 521 allusions, 523-4, 523n153 Tenue vestimentaire, 514 Drapeaux, exhibition, 520-1, n128 «La tête découverte», règle, 514n84 Rappels au Règlement, règles et décisions, 538-43 Droit de parole, attribution, 504, n4 Adresse en réponse au discours du Trône, 506n14 Règles et usages, 503-4, 543-4 Votes, décorum, 544-5 Affaires émanant des députés, 506 Comité plénier, 545n320 Interruption, 545, n323 «Attirer l'attention du Président», origine britannique, 505-6, 505n6 Saumon mort, incident, dépôt sur le pupitre du premier ministre, Critères, 506 Droit de réplique, 511-2 546n336 Définition, 511 Voir aussi Débat, étapes—Décisions de la Chambre—Vote. déroulement-Décorum; Président de la Chambre; Sergent Historique, 511n68 Interventions, 512-3 Ministres, 512 Ordre projeté des travaux Droits spéciaux, 505, n9 Définition, 962, 975 Ordre habituel, 505-7 Établissement, 407 Après une cérémonie de sanction royale, 508-9 Ordres émanant du gouvernement, rubrique, changements, Motion portant qu'un député soit maintenant entendu, modalités, 975 motion dilatoire, 507-8, 507n25, 508n35 Présentation et contenu. 975 Rappel d'un ordre, 508, n36 Ordre quotidien des travaux. Voir Travaux de la Chambre Votes, avant et après, 509 Ordres émanant du gouvernement, 506 Ordre spécial. Voir Comités pléniers—Débats—Prolongation; Priorité, tradition, 505, n8 Ordre et décorum-Protocole des interventions-Dépôt de Questions et observations, période, 506-7 documents-Simples députés; Procédure parlementaire; Une seule intervention sur une motion, règle, 509-11 Séances de la Chambre-Prolongation Appuyeur, 510n57 Ordres, définition. Voir Débat, étapes-Motions Comité plénier, 509n50 Consentement unanime, 511 Ordres émanant du gouvernement Exceptions, 51 Appel et étude, ordre, gouvernement, prérogative, 406-7, n295, Question préalable, 510n52, 531 n297 Whips, liste, 505 Heures réservées, 405n290 Macarons de protestation sur revers de veston, 521, 545, n323 Prolongation, 404n285 Masse, incident, député ayant tenté de s'emparer de la masse, Historique, 405 546n337 Motions ajournées ou interrompues, report, 406, n292 Président de la Chambre, pouvoirs, 545-7 Ordre du jour, 405-7 Comité plénier, 552 Expression, origine, 405n291 Député, désignation par son nom, 547 Parution au Feuilleton, 405-6 Fréquence, 549, n353, 551n362 Historique, 547-51 Parution dans le Feuilleton, 971

Procédure de désignation, 548n350, 551-2

Préavis, 406n294

Rang à l'ordre quotidien des travaux, 404

Ordres émanant du gouvernement-Suite

Rubriques, 406

Voir aussi Ordre et décorum-Droit de parole, attribution; Ordre projeté des travaux

Ordres sessionnels. Voir Procédure parlementaire

Ottawa

Capitale nationale, 226, n3 Siège du gouvernement, historique, 25-6

Outrage. Voir Droits collectifs de la Chambre; Privilège et questions de privilège

Pages. Voir Chambre des communes; Chambre des communes, séances, salle

Pairage

Définition, 789n143

Inscription aux Journaux, et aux Débats, 492-3, 964 Voir aussi Comités pléniers-Votes; Débat, étapes-Décisions de la Chambre-Vote, déroulement

Parlement

Bicaméral, 3, 22

Convocation, 39, 307, 310

Date modifiée, 1997, cas, 307, 332, n124

Pendant un ajournement, 323

Dissolution. Voir plutôt Dissolution

Édifices. Voir Édifices du Parlement

Historique, 1-3

Voir aussi Colline du Parlement; Droits et immunités des députés-Délibérations du Parlement; Finances, procédures-Pouvoir exécutif; Projets de loi d'intérêt privé

Parlement britannique

Pouvoirs, juridiction, 1n2

Serment d'abjuration, 7n27, 177n213

Voir aussi les sujets particuliers

Parlement de Westminster. Voir plutôt Parlement britannique

Parlement du Canada, Loi, Voir Députés-Conflits d'intérêt et Corruption: Droits collectifs de la Chambre-Témoins: Privilège et questions de privilège; Procédure parlementaire

Parlement du Canada, Loi, examen, Comité spécial. Voir Privilège et questions de privilège-Examen et Mandats

Parlementaires, contribution depuis la Confédération, Voir Chambre des communes, séances, salle

Parliamentary Internet Parlementaire. Voir Internet

Parti conservateur. Voir Opposition officielle-Refus

Parti réformiste

Chef, refus de s'asseoir dans la première rangée à la Chambre, 34n199, 184n247

Partis de l'Opposition

Chefs, droits et privilèges, 34

Rôle, 32-4

Voir aussi Opposition officielle

Partis politiques

Chefs

Elus dans plus d'une circonscription, 155n76 Voir aussi Circonscriptions-Députés démissionnant Partis politiques-Suite

Congrès, Chambre, ajournement, 325

Définition, 4n15, 30

«Parti reconnu», définition, 30-1

Reconnaissance à la Chambre, critères, avantages, 30-1 Bureau de régie interne, aide financière, 31, n175

Moins de 12 députés, 30

Rôle, 4

Voir aussi Déclarations de députés-Temps de parole; Questions orales-Députés, reconnaissance

Débat, limitation, clôture, 562n59

Pension de vieillesse. Voir Pétitions d'intérêt public-Dépenses

Pension des députés. Voir Députés-Pension

Pertinence, règle. Voir Adresse en réponse au discours du Trône; Comités pléniers; Ordre et décorum-Discours, substance. règles-Répétitions et digressions; Projets de loi

Pétitions d'intérêt public

Adressées à la Chambre, 928

Certification par le greffier des pétitions, 927-8

Président de la Chambre notifiant tous les députés par écrit, 927n11

Contenu, 932-4

Copie, disponibilité, 937

Définition, 923

Dépenses publiques, engagement, interdiction, 932-3

Pension de vieillesse, augmentation, 932n40

Dépôt auprès du Greffier de la Chambre, 395, 936

Députés, responsabilités, 934-5

Devant relever de la compétence de la Chambre, 930, 932 Députée, pétition concernant la sécurité à une intersection

dans sa circonscription, 930n23

Format, 930

Forme, 928-31

Historique, 367n66, 395-6, 925-7

Inscription aux Débats de la Chambre et aux Journaux, 936

Langue, 931

Lignes directrices, 927-35

Modèle, figure 22.2, 929

Non certifiées, consentement unanime, 928n18

Objet de la requête, 931

Pièces jointes, annexes ou longs extraits, interdiction, 931

Présentation, 395, 934-6

Débat, interdiction, 936

Durant les affaires courantes, 395, 935-6

Motion «que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour», recours pour empêcher la présentation de pétitions, question de privilège, 368n70

Période de 15 minutes, 935

Présentées à la Chambre depuis 1917, figure 22.1, 924

Prière, inclusion, 930

Ratures ou rajouts, interdiction, 930

Recevabilité, 932

Concernant le CRTC, 932n37

Remettant en cause l'élection d'un député, 932n37

Réponse du gouvernement, 331, 937-8

Délai de 45 jours, 937

Prorogation, répercussions, 938

Signatures et adresses, 933-4

Étrangers non résidents, 933-4

Pétrole, administration, Loi. Voir Débats prescrits

Photographie. Voir Chambre des communes, séances, salle

Pipeline, débat (1956)

Clôture, 293n261, 546, 560n42, 563n75
Motion dilatoire proposant de passer à l'Ordre du jour, 460n80
Président de la Chambre, décisions, appel, 265, 293-4
Motions de censure, 266n76, 293n263

Piquets de grève. Voir Droits et immunités des députés— Obstruction—Accès à la colline

Pleins feux sur les travaux de la Chambre, rapport. Voir Élections, privilèges, procédure et affaires émanant des députés, Comité

Ports de la côte ouest, débardage et opérations connexes, supervision, Loi. Voir Comités pléniers—Projets de loi, étude—Projets de loi urgents—Retour au travail, mesures

Pots-de-vin. Voir Députés-Corruption

Pouvoir d'emprunt

Définition, 698, 745 Projets de loi relatifs Définition, 615 Présentation, 745-6

Pouvoir exécutif

Autorité, 3, 17, 25-8

Voir aussi Finances, procédures; Gouverneur général—
Pouvoirs—Législatifs

Pouvoir législatif, 3, 20, 22-4

Voir aussi Gouverneur général-Pouvoirs

Premier ministre

Démission, 42-6 Suite à une révolte de

Suite à une révolte de son cabinet, 46 Depuis la Confédération, nombre, 39

Destitution, 46

Australie, 22n122, 46n53

Voir aussi sous le titre susmentionné Nomination

Morts à leur poste, 42

Nomination ou destitution, gouverneur général, pouvoir, 22n122 Titre, 26n146

Voir aussi Déclarations de ministres; Discours du Trône—Prise en considération; Ministère—Fin, circonstances; Questions orales

Prérogative financière. Voir Projets de loi fiscaux—Chambre des communes; Projets de loi publics émanant du Sénat— Première lecture—Rayée du Feuilleton; Recommandation royale

Président de la Chambre

Absence, remplacement, 294, n268, 298, n293 Circonscription réservée, proposition, 258n11 Continuité, principe, origine, 257

Décisions, 218-21

Appel, interdiction, 259, 265-6, 776

Déclarations, distinction, 219

Ouvrages, consultation, Journaux et Débats, fiabilité, 219 Précédents, 219n77, 220-1

Nouveaux précédents, établissement, 220, n80 Questions d'ordre constitutionnel ou juridique, 220, 223

Recueil, publication, 218n68 Défilé du Président, 232, 277, n160

Dignitaires canadiens, ordre de préséance, classement, 259 Dispositions habilitantes, 259-60

Élection, 279-81, 280n174, 311-3

À la suite d'un vote par appel nominal, 289n230, 292n255

Président de la Chambre-Suite

Election-Suite

À l'ouverture de la deuxième session ou d'une session subséquente, modalités, 288-9, 288n228 Acte d'Union de 1840, dispositions, 211

Affaires émanant des députés, suspension, 914 Ajournement après l'élection, 285-6, 288n227

Alternance entre anglophones et francophones, pratique, 258n13

Annonce du nom du nouveau Président, 284 Candidats, éligibilité, liste, 281-2, n191, 289n231

N'ayant pas été présenté officiellement à la Chambre, 183n237

En cours de session, modalités, 287-8

Félicitations, 285n210, n211

Hésitation, tradition, origine, 280, n179, 284 Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 211

Majorité ou unanimité, 280n178 Masse sur le Bureau, cas, 287n223

Membre du parti ministériel, 258 Député de l'opposition, cas, 258n13

Modalités, historique, 280-1

Premier point à l'ordre du jour, Assemblée législative de la

Nouvelle-Écosse, précédent, 212, n21 Président d'élection, 282

Priorité sur les autres affaires, 280

Question de confiance non considérée, 280

Remerciements, 285, n209 Scrutin secret, 258n13

Mise en vigueur, 280-1

Modalités, 281-7 Séance, prolongation, 284, n207

Votes, sollicitation, 289-90

Fauteuil. Voir Chambre des communes, séances, salle

Fonctions spécifiques, 270-5 Affaires émanant des députés, conduite, 271-2

Comités législatifs, présidence, 275 Débats d'urgence, autorisation, 274

Documents, dépôt et réception, 272-3 Élections fédérales, contestations, 273

Motions, décisions, 271

Motions, lecture, mise aux voix et annonce des résultats des votes, 270

Ordre et privilège, décisions, 270-1

Projets de loi d'intérêt privé, pouvoirs, 272

Publications parlementaires, 274

Rappels de la Chambre, 274

Séances de la Chambre, ouverture, 270

Temps de parole, répartition, 270

Historique, 256-9

Grande-Bretagne, 256-7

Impartialité, 266-8

Atteinte au privilège

Chef de l'Opposition, commentaire, 266-7 Déclarations de députés dans un journal, tentative

d'intimidation du Président, 267

Journaux, éditoriaux jugés diffamatoires, 266

Remarques désobligeantes contre l'impartialité du viceprésident adjoint des comités pléniers, 267

Tentative de mobilisation de l'opinion publique dans le but d'influencer la présidence, 267

Comités, comparution, 268, n89, n90

Débats, participation, restrictions, 267-8, 267n86, 268n88 Motions de censure contre le président ou d'autres présidents

de séance

Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 479

Refus, 269

Raisons, consignation dans les Journaux, 269, 964

Président de la Chambre-Suite Président de la Chambre-Suite Impartialité-Suite Vote prépondérant—Suite Motions de censure contre le président ou ... - Suite Utilisation, processus, 269 Forces canadiennes de maintien de la paix, envoi à Chypre, Présidents de séance, autres Démission, 306, n345 Pipeline, débat, 266n76, 293-4, 293n263 Devenus Président de la Chambre, 306n349 Présidents du Sénat ou d'assemblées législatives, 294, n266 Droit de voter, 301, n308 Projet de loi, débat, temps alloué, 266n77 Historique, 294-7 Partisanerie, abstention, 267 Impartialité et indépendance, 90n182, 300-1, 300n305, 301n309 Place non assignée, 267 Mandat, 303-6 Liberté de parole, protection, 261-2, n37 Mandat, 258, 290-4 Pouvoirs, 298 Projets de loi, parrainage, abstention, 301, 8n313 Dissolution, répercussions, 259, 290 Règles, 297 En fonction pendant deux législatures, liste, 258n12 Rôle, 299-301 Ordre et décorum, maintien, 262-4, 545-52 Sélection, 302-3, 317-8, 774-5 Député, désignation par son nom, 263-4 Vacances de poste, 303-6, 304n327, 305n342, n343, 306n344, Étrangers, ordre de se retirer, tribunes, évacuation, 264, n59, n6. Vice-président adjoint des comités pléniers Rappel à l'ordre, 263 Comités législatifs, rôle, 299 Présentation au gouverneur général, 286-7, n220, 312-3 Droit de voter, 301 Questions de privilège, décisions, rôle, 262, n40, 270-1 Impartialité et indépendance, 90n182, 300-1, n309 Quittant le fauteuil lors d'un comité plénier, 642n231 Mandat, 305-6 Rémunération, 259 Poste, création, 297 Responsabilités, catégories, 255 Pouvoirs, 298, 775 Retraite, postes, nominations, 257n7 Rôle, 299 Sélection, 302-3, n323, 317-8, 317n46, 775 Affaires devant les tribunaux (convention sub judice), 537 Vote par appel nominal, 303n324 Affaires émanant des députés, gestion, 920 Vice-président de la Chambre et président des comités pléniers Définition, 256-8 Bureau de régie interne, rôle, 299 Législation, dispositions, 259-60 Comité exécutif, rôle, 299 Rôle administratif, 275-Comités législatifs, rôle, 299 Chambre des communes Comités spéciaux, rôle, 299-300, n302 Ministères, relations, 276 Décisions, appel, 776 Personnel, gestion, 275 Droit de voter, 301 Politiques administratives et financières, gestion, 275 Exigences linguistiques, 302, n320 Prévisions budgétaires, dépôt, 275 Impartialité et indépendance, 300-1 Sécurité à l'intérieur et à l'extérieur des immeubles, 276 Mandat, 303-5 Comité exécutif, présidence, 276 Orateur suppléant, terme, origine, 297 Edifices du Parlement, gestion, 276 Poste, création, 295-6, 295n274, 296n275 Rôle cérémonial et diplomatique, 277-9 Pouvoirs, 295, 298, 775 Autres parlements et assemblées législatives, relations, 278 Rôle, 299-301 Chambre, convocation au Sénat, 27 Sélection, 301-2, 317-8, 774-5 Délégations interparlementaires, participation, 278 Député de l'Opposition, 302n318, n319 Discours du Trône, lecture, 277-8 Objections, vote par appel nominal, 302n321, 303n324 Groupes d'amitié et associations parlementaires, Vice-président des comités pléniers Comités législatifs, rôle, 299 participation, 278 Visiteurs, salutations, 278-9 Droit de voter, 301 Rôle en matière de procédure, 260-75 Impartialité et indépendance, 301 Droits et privilèges, protection, 261-2 Mandat, 305-6 Vacance à la présidence Poste, création, 296 Décès, 290 Pouvoirs, 298, 775 Démission, 290-4, 291n244 Rôle, 299 À cause de relations d'affaires avec le gouvernement, Sélection, 302-3, n323, 317-8, 317n46, 775 292n253 Député de l'Opposition, 303n325 À la suite de mesures prises par un organe législatif, 292-3 Voir aussi Chambre des communes, séances, salle-Sièges-Réélection, 292n255 Vice-président; Droits et immunités des députés-Suite au débat sur le pipeline, 293-4, 293n261 Obstruction-Président de la Chambre Vote prépondérant, 259, 267 Prévisions budgétaires, Comité Amendements de renvoi, 269, n95 Création, 717 Cas, 268n92 Conventions établies, 268-9 Prière Assemblée législative de la Province du Canada, 269 Constitutionnalité, 357n3 Invalidation, 269, n98 Deux séances le même jour, 358n8

Langues officielles, 360

Avant l'admission du public, 358-9

Lecture, 357-60

Prière-Suite

Lecture-Suite

Premier jour d'une nouvelle législature, 360

Réunion à huis clos avant, 358n4

Mention du monarque ou de la famille royale, 359, n14

Public, présence, 359n12

Texte, 360

Ancien texte, 359n13

Nouvelle version, adoption, 359n15

Privilège et questions de privilège

Affaire Pallett, 63

Affaires émanant des députés, affaires votables, sélection, processus, recevabilité, 910n100

Assemblées législatives provinciales, droits, Nouvelle-Écosse, affaire New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Ecosse, 64, n75, 65n76, 112

Association parlementaire, création, annonce par un ministre, 380n 149

Avis, 473n189

Inscription au Feuilleton, 122, 132-5

Député, pression sur le Président de la Chambre pour l'inciter à donner au Parti réformiste le statut d'Opposition officielle, allégation, 134

Beauchesne, Précis de procédure parlementaire, étude, 62-3 Budget, secret budgétaire, violation, 753-4

Cheminement, figure 3.1, 138

Code criminel, application, 113-5

Actes commis par un député en tant que citoyen ordinaire, 114 Affaires criminelles, immunité d'arrestation non applicable, 114

Député, arrestation dans l'enceinte parlementaire, Président de la Chambre, autorisation préalable, avis, 114-5, 114n286

Codification

Australie, 108-9

Sénat, résolutions, 109n255

Royaume-Uni, 110-1

Joint Committee on Parliamentary Privilege. recommandations, 110

Comité plénier

Député, agression par un autre député parce qu'il n'était pas assis à son siège, 782n99

Comités

Ministre, refus de fournir les rapports demandés, 865n453 Pouvoirs répressifs, 128n354

Rapports, divulgation prématurée, résultats d'un vote à huis clos, 68n95, 130n362, n363, n365, 136n400, 838n294, 859n418

Constitution, relation, 112-3

Charte canadienne des droits et libertés, dispositions, 112-3 Contrôle judiciaire, privilège constitutionnel inhérent ou non inhérent, 113

Débats de la Chambre, versions imprimée et électronique. écarts, 220n81

Déclarations de ministres, annonces en dehors de la Chambre,

Définition, 50-3, 50n3, 261n32

Bureaux, député du Bloc québécois, changement de bureau sans son autorisation, 200n331

Conflits d'intérêt, secrétaire parlementaire, allégation d'avoir enfreint les directives, 192n288

Corruption, pots-de-vin, cas, allégations, 193n292, 194n293 Papier à en-tête de la Chambre des communes, utilisation. 201n336

Privilège et questions de privilège—Suite Députés—Suite

Postes, services, envois collectifs, franchise postale, abus, 201n336

Documents, dépôt, délai, non-respect, 371n93

Droit pénal, 113-21

Droits collectifs de la Chambre. Voir plutôt Droits collectifs de la Chambre

Droits et immunités des députés. Voir plutôt Droits et immunités des députés

Élections, dépenses, rapport, dépôt, retard, 170n168

Evolution, analyse, sources, 50

Examen, 65-6

Droits et immunités des députés. Comité spécial, recommandations, 65

Élections, privilège, procédure et affaires émanant des députés, Comité permanent, recommandations, 65-6 Parlement du Canada, Loi, examen, Comité spécial.

recommandations, 66

Fondées de prime abord Définition, 262n38

Liste depuis 1958, 63n63

Historique, 53-66

Avant la Confédération, dans les colonies de l'Amérique du Nord, 59-61 Assemblée législative de la province du Canada.

suprématie, 61

Haut et Bas-Canada, 60-1

Nouvelle-Écosse, assemblée législative, 59-60 Outrage, pouvoir d'emprisonner, restrictions, 61

Depuis la Confédération, 61-4

Huis clos, accès, 767n428 Législation, 211-3

Liberté de parole

Affaire Roman Corporation Limited c. Hudson's Bay Oil and Gas Co., 64

Établissement, Bill of Rights, adoption, 55 More, sir Thomas, pétition au roi, 54n18

Liberté de presse

Députés, plaintes contre les médias, possibilité de poursuites devant les tribunaux, 69n98

Limites intrinsèques, 107

Mandats de perquisition, exécution dans l'enceinte parlementaire, 66, 115-21

Députés, budgets et services, utilisation, enquêtes, 118-20 Bureau de régie interne, compétence, 119-20

Exécution autorisée, processus, 120-1, n315

GRC, perquisition d'un bureau de député sur la colline, 116-7 Parlement du Canada, Loi, examen, Comité spécial, recommandations, 118-9

Police et GRC, interrogation d'un député à propos de la

disparition de documents, 116-7 Président de la Chambre, autorisation préalable, 116-7

Principes, 118

Masse, incident, député ayant tenté de s'emparer de la masse à l'ajournement, 123n324, 239n56, 486n257, 546n337

Motion «que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour» recours pour empêcher la présentation de pétitions, 368n70

Motion «qu'un député soit maintenant entendu», considérée comme un appel d'une décision du Président de la Chambre, 508n35

Motions adoptées, 63n64

Origine britannique, Loi constitutionnelle de 1867, transfert, 49, 53, 61, n55

Outrage

Atteinte aux privilèges, distinction, 66-7 Définition, 52, 56n32

Outrage-Suite

Député, comparution à la barre de la Chambre, 67n91 Député, conduite qualifiée d'outrage au Parlement, 67n91

Député, interrogation par la police et la GRC dans l'édifice de l'Ouest, concernant la disparition de documents, 68n92,

Fondés de prime abord, article publié dans le journal The Morning Freeman, 67n91

Médias, allégations concernant des députés

Article de journal attribuant à des députés des déclarations pouvant remettre en question l'intégrité de la Chambre et du Président de la Chambre, 68n94

Budget, contenu, divulgation prématurée, 68n94

Député, rémunération comme lobbyiste, insinuation, 68n94 Sanctions, 69

Sédition pour communiqué envoyé, accusation d'un député contre un autre, 68n93

Parlement britannique, Ferrers, cas, 237n46

Parlement du Canada, Loi, dispositions, 53, 62, n56

Préséance sur l'autorité de la couronne, établissement, Charles 1er, incident, 238n55

Principes de base, extension, 52-3, 52n12

Chambre, délibérations, télédiffusion, affaire New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse, 53n14

Parlement britannique, Parliamentary Papers Act, 1840, adoption, 53n13

Priorité, 64, 128, 507n25

Privilège personnel, fait, explication, 136-7, n405, 537-8, n254 Procédure et affaires de la Chambre, comité, étude, rapport,

Adoption, motion, 136n402

Mesures, recommandation, 136n401

Procédure relative, 121-37

À la Chambre, 122-8 À la première occasion, 124, n330

Avis multiples, 124, n332

Député devant se retirer, 127, n347

Examen initial, 125-6

Forme, 126, n340, n341

Moment de soulever la question et avis, 122-3, n324

Motions, débat, modalités, amendement, recevabilité, 126-8, n349

Présidence, autorité, 125

Soulevées à nouveau, 126, n338

Conditions, 122

En comité permanent, spécial, législatif ou mixte, 128-30

Président de comité, pouvoirs, 129

Rapport à la Chambre, modalités, 130, n363

En comité plénier, 131-2

Député, agression par un autre député parce qu'il n'était pas assis à son siège, 132n374

Président du comité, pouvoirs, rôle, 131-2

Façons, 122

Questions écrites, réponses, exactitude, 443n206

Questions orales, période, Premier ministre, absence, 433n121 Revendication, cérémonie, 54n19, 313

Affaire Stockdale v. Hansard, 53, 56, n30

Compétence pénale, utilisation, public, critiques, 57n33 May, publication, 56

Plaintes, présentation, processus, Comité des privilèges, rapport, recommandations, 58, n37

Select Committee on Parliamentary Privilege, rapport, 57-8 Usage actuel, 56-9

Privilège et questions de privilège—Suite

Serment d'allégeance ou affirmation solennelle, sincérité, 181n232

Technologies nouvelles, répercussions, téléphones cellulaires, utilisation à la Chambre, 220, n81

Terme «privilège», usage controversé, remplacement par «droits et immunités», 57-8, n34

Tribunaux

Contestations, 64-5

Impact, 107-8

Parlement du Canada, Loi, dispositions, 56n30, 107

Tribunes, manifestation, député, implication, 126n340

Types, 51, 67n91, 70

Voir aussi Comités pléniers; Débat, étapes-Décisions de la Chambre—Vote, déroulement—Rappels au Règlement; Débat sur la motion d'ajournement—Rappels au Règlement; Président de la Chambre; Questions orales-Rappels au Règlement; Quorum-Dénombrement-Rappels au Règlement

Privilège parlementaire. Voir Privilège et questions de privilèges

Procédure et affaires de la Chambre, Comité permanent

Composition, modification, 826n224

Création, 215n46 Mandat, 251-2

Membres, nomination, 316-7, 826n220

Nom, origine, 316n42

Voir aussi Affaires émanant des députés; Comités-

Composition; Privilège et questions de privilège; Projets de loi d'intérêt privé; Radiodiffusion, services; Règlement de la Chambre-Modifications

Procédure et organisation, Comité spécial. Voir Subsides

Procédure parlementaire

Attribution de temps, introduction, historique, 563-7

Clôture, introduction, historique, 215n44, 216n54, 558-60

Code, premier code de procédure canadien, 606

Constitution et lois, dispositions, 211-3 Définition, 209

Documents de référence, 222-3

Droit parlementaire, définition, 209n3

Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 211-3

Modifications, Chambre, pouvoirs, 223

Ordre sessionnels, 217

Ordres spéciaux, 217-8, n65

Parlement du Canada, Loi, dispositions, 213

Principes, Bourinot, commentaire, 209-10

Règles et pratiques

Importance, Erskine May, commentaire, 221n85

Influence américaine, 221, n87

Non écrites, codification dans le Règlement de la Chambre.

Origine, 210-1, 214, 223

Parlement britannique, influence, 221-2, 221n86, 222n88

Préséance, 218, 223

Sources, relation, 223

Procédures financières. Voir plutôt Finances, procédures

Procès-verbaux de la Chambre

Désignation comme Journaux, 963

Publication, ordre sessionnel, historique, 963

Procès-verbaux des comités. Voir Comités-Procès-verbaux

Processus législatif

Comités spéciaux, examen, 608-9

Définition, 603

Processus législatif-Suite Processus législatif, étapes-Suite Etapes, 604 Comité, examen-Suite Historique Avant la deuxième lecture, 632-3 Avant la Confédération, 605-6 Étude article par article, 649-50 Depuis la Confédération, 607-9 Amendements, 651-2, n314 Grande-Bretagne, 604-5 Articles mis en délibération, 650 Origine, 605n9 Articles réservés, 651 Projets de loi, forme, 611-20 «Déclaration», examen après le préambule, 650n296 Cadre de l'intervention législative, 612, n52, n53 Mise aux voix des amendements, 658 Langues officielles, 612 Ordre de prise en considération des amendements, 652-3 Cour suprême, décision, 612n54 Ordre d'examen des éléments constitutifs du projet de loi. Rédaction, 611-20 Préambule, examen avant les articles, 649n292 Autres caractéristiques, 614-9 Avant-projet de loi, 615 Recevabilité des amendements, 653-4, 653n319 Blancs et forme incomplète, 619-20, 619n93-n95 Notes marginales et en-têtes, 657n340 Règles, caractéristiques et éléments, 654-8 Interventions, durée, 646-7, 646n277 Changements rédactionnels, 620, n101 Impression et réimpression des projets de loi, 620 Par un comité, 613, n63, 630-1 Attribution de temps, 647n279, n282 Mandat du comité, 645-6, n272 Processus et participants, 612n55 Plus d'un projet de loi à une même séance, 649, n289 Projet de loi fictif, 615 Projets de loi de crédits, 615 Rapport à la Chambre, 659-62 Projets de loi de voies et moyens, 614-5 Obligation de faire rapport, 659-60, n363 Projets de loi d'intérêt privé, 613 Abandon de l'étude du projet de loi, 661 Projet de loi d'intérêt public émanant d'un député, 660-1 Projets de loi émanant des députés, 613 Présentation, 662, n380 Projets de loi émanant du gouvernement, 612-3 Rapport contenant des amendements irrecevables, 661-2, Projets de loi omnibus, 615-9 n376-n378 Projets de loi portant pouvoir d'emprunt, 615 Recommandations de fond, interdiction, 659 Projets de lois correctives, 614, n67 Renvoi à un comité mixte, 645n263 Textes modificatifs de lois en vigueur, 614 Renvoi, comités, types, 645, n263 Textes nouveaux, 614 Rôle du comité dans l'étude d'un projet de loi, 646 Textes portant refonte, 614 Projets de loi, structure Témoins, audition, 648-9 Ministre, secrétaire parlementaire et fonctionnaires, Annexes, 623 648n283, n287, n288 Article, 622, n109, n110 Dépôt à la Chambre ou au Sénat, distinction, 627, n137 Disposition interprétative, 622 Dépôt et première lecture, 631-2 Entrée en vigueur, disposition, 622-3 Projets de loi émanant des députés, brève explication, 631, Formule d'édiction, 622 n153 Notes explicatives, 623, n115 Projets de loi émanant du Sénat, distinction, 632 Notes marginales, 624, n118 Deux étapes ou plus le même jour, 627, n135 Numérotation, 621, n103, n104 Deuxième lecture et renvoi à un comité, 634-6 Préambule, 622, n107 Amendements à la motion de lecture, 636-41, 636n187 Recommandation royale, 624, n120 Amendement de renvoi, 636-8, 636n188, 637n191, n193, Rubriques, 624 Sommaire, 623 Amendement motivé, raisons, règles, 638-40, 639n200, Soulignements et traits verticaux, 624 Table des matières, 624 Renvoi de l'objet à un comité, 640-1, 640n217, 641n220 Titre, 621, n106 Consentement royal, 643-4, n257 Projets de loi, types, 610-1 Secrétaire parlementaire, demande, interdiction, 644n260 Projets de loi d'intérêt privé, 611 Débat, durée, limitation, 635, n176 Projets de loi d'intérêt public, 610 Attribution de temps et clôture, utilisation, 635 Projets de loi émanant des députés, 610 Temps de parole, partage, 635, n178 Projets de loi émanant du gouvernement, 610 Motion rejetée, 636, n185 Projets de loi hybrides (ou mixtes), 611 Motions d'instruction, 641-3 Voir aussi Projets de loi d'intérêt privé Amendements, 642n238 Processus législatif, étapes Avis, 642n23 Adoption du projet de loi, cheminement, trois options, 626 Facultatives, 641, n229, n230 Figure 16.1, 628 Jugées irrecevables, raisons, 643 Avis de présentation et inscription au Feuilleton, 629, n140 Principe du projet de loi Comité, élaboration, 613, 630-1 Débat, Sénat, disposition, 634n169 Motion proposée par un député, 630n143 Terme, synonymes, 634n168 Motion proposée par un ministre, 630n142 Renvoi à un comité plénier, 634, n175 Comité, examen, 645 Renvoi, comités, types, 634, n174 Adoption du projet de loi, 658 Entrée en vigueur du projet de loi, 684 Rapport à la Chambre, autorisation, 658 Étape du rapport, 662 Réimpression du projet de loi, 659 Adoption, 671

rocessus législatif, étapes—Suite Étape du rapport—Suite Amendements, motions, recevabilité, 665-7	Processus législatif, étapes—Suite Troisième lecture (et adoption), 671-3 Débat, durée, 635n176, 672
Recommandation royale, empiétement, recevabilité,	Motion rejetée, 673, n463
666n403 Avis de modification, 664-5	Proclamation royale de 1763. Voir Institutions parlementaires- Évolution
Dépôt, délai, 664-5, n395 Télécopie, recevabilité, 664n390	Programme quotidien. Voir Travaux de la Chambre
Comité plénier, 671	Projet de loi fictif (Projet de loi pro forma)
Débat, 669	Définition, rédaction, 615, n72
Député, absence, 670, n437	Numérotation, 621n104
Discours, limite de temps, 664n386 Historique, 663-4	Voir aussi Projets de loi d'intérêt public-Serments d'office
Modification relative à la forme, 665	Projet de loi pro forma. Voir Projet de loi fictif
Modifications, Président de la Chambre, pouvoir de choisir,	Projets de loi
667-9, n430 Regroupement aux fins du débat et pour les mises aux voix,	Affaires en instance (convention sub judice), non application 535
669	Amendements à l'étape du rapport, regroupement, 448n7,
Recommandation royale, avis, 665 Votes par appel nominal, report, 670, n442	452n22
Lectures, trois distinctes, règle, 625, n126	Article 1, titre abrégé, étude, report, 790n154, 873
Greffier de la Chambre, responsabilité, 626	Avant-projet de loi, définition, rédaction, 615 Avis de présentation et inscription au Feuilleton, 629
Parlement britannique, pratique, 625n127, n128	«Bill», terme, distinction, 607n23
Projets de loi de crédits, distinction, 625n126	Blancs et forme incomplète, 619-20, 619n93-n95
Modifications de fond, autorisation, 626	Comité, élaboration et dépôt, 613, 630-1, 875
Nouvelle session, projet de loi de la session précédente, rétablissement, 626, n132	Comités, examen, 645-58, 872-5
Renvoi à un comité avant la deuxième lecture, 632-3, 632n160	Adoption, 658-9, 875
Députés, proposition, interdiction, 633n162	Amendements Jugés irrecevables par le président, inclusion dans le
Étape du rapport et deuxième lecture, 633, n166	rapport, 662n376
Etude article par article, 633	Recommandation royale, empiétement, 662, n377, n378
Gestion de la Chambre, Comité, recommandations, 632n158 Rapport à la Chambre, 633	Délais, 874-5
Sénat, procédure, distinction, 632n159	Ordre de l'examen, 873-4
Sanction royale, 678-81	Règlement de la Chambre, dispositions, suspension, 789n1 Définition, 962
Ajournement de la Chambre, 681n512	Dépôt et première lecture, 631-2
Autres affaires, priorité, 681, n513	Deuxième lecture et renvoi à un comité, 634-6
Cérémonie, 681-3	Entrée en vigueur, dispositions, 622-3, 684
Absence du huissier du bâton noir, 682n519 Autres pays, comparaison, 680n506	Etape du rapport, 662-71
Huissier du bâton noir, rôle, 682, n515, n518	Amendement, motions, recommandation royale, empiétement, 666n403
Parlement britannique, incident, cérémonie, abolition,	Forme, 611-20
679n503, n504	Voir aussi Processus législatif
Débat de la Chambre, interruption, 682n516	Impression et réimpression des projets de loi, 620
Gouverneur général, proclamation, 681 Greffier du Sénat, rôle, 683n522	Numérotation, 621, n103, n104, 977
Monarque, octroi, 679n502	Pertinence, règle, 531-3 Préambule, 622, n107
Origine, 679	Étude, report, 790, n153, 873
Pendant un ajournement, 680-1	Publication, 977
Projets de loi de crédits, 682-3	Rapport à la Chambre, 659-62, 875
Réforme, recommandations, 680n505 Refusée ou désavouée, circonstances, 683	Recommandation royale, 624
Une seule sanction par séance, pratique, 680n507	Voir aussi sous le titre susmentionné, Comité, examen— Amendements et Étape du rapport—Amendement
Sénat, amendements, adoption par les Communes, 674-5	Rédaction, 612-20
Conférences entre les chambres, 675-8	Renvoi à un comité
Conférences libres, 676-8, 676n487, 677n493	Avant la deuxième lecture, 632-3
Délégués, nombre, 678n496	Avant ou après la deuxième lecture, amendements,
Messages, échange, 677n495 Recours depuis 1987, 677n494	restrictions, 873
Règlement de la Chambre, dispositions, 676n488	Rétablissement à l'étape de la session précédente, 626, n132 Sanction royale, 678-83
Travaux de la Chambre, suspension, 678n497	Sénat
Sous-amendement dépassant la portée de l'amendement,	Amendements, adoption par les Communes, 674-5
rejet, 675n478	Étude et adoption, 673
Sénat, étude et adoption, 673 «Formule Hayden», 673n465	Structure, 621-4
Rejet ou refus d'étudier, 673n464	Voir aussi Processus législatif Titre, 621, n106, 658n349
The state of the s	

Projets de loi-Suite Projets de loi d'intérêt privé-Suite Troisième lecture et adoption, 671-3 Dépôt auprès du Greffier de la Chambre, délai, 945, 951, Types, 610-1 953n82, 954 Voir aussi Processus legislatif Deuxième lecture et renvoi en comité, 957 Voir aussi Comités; Comités pléniers; Voies et moyens Amendements, 957, n108 Inscription au bas de la liste de priorité des affaires émanant Projets de loi composites. Voir Projets de loi omnibus des députés, 957 Projets de loi de crédits Droits et frais, 940-1, 950-2 Annexes, classement, 741-2, n270 Définition, 615, 770n5 Acquittés au cours d'une séance antérieure, applicables à la session suivante, 951n65 Chambre et Sénat, distinction, 941n4 Ébauche, distribution, 742 Compagnie, capital-action, augmentation, 951n63 Étude, étapes, modalités, 742-3 Greffier en chef, perception, 951n64 Débats, discours, durée, 743 Etude le dernier jour désigné d'une période de subsides, Législation, 950n60 625n126, 742 Émanant de la Chambre depuis 1970, liste, 941n4 Fondés sur le Budget des dépenses ou les crédits provisoires, Étape du rapport et troisième lecture, 960 741 Examinateur des pétitions, rapport, 955-6 Examinateur des projets de loi d'intérêt privé, révision, 945-6. Ordre de la Chambre, 741 Pouvoirs pour une seule année, 741 n31 Pluriannuel, rappel au Règlement, 741n268 Forme, 952-3 Historique, 939-40n1 Préambule, 741 Mesure nécessaire, bien-fondé, 948-50, 958 Recommandation royale, 20 Nature, 942-3 Rédaction, 615-6 Renvoi à un comité plénier, 634n175 Nombre, diminution, raisons, 942, n8 Numérotation, 621, 953-4, 977 Sanction royale, 682-3, 743-4 Parlement, fonction judiciaire et législative, 940, n3 Président de la Chambre, adresse au Sénat et réponse, parution aux Journaux, 744 Et promoteur, députés, cas, 945n24 Ministre, interdiction, 945 Voir aussi Comités pléniers-Projets de loi, étude Nom, changement, 947n27 Projets de loi de finances. Voir plutôt Projets de loi fiscaux Pétition introductive d'un projet de loi, dépôt, règles, 944-5, n24, Projets de loi de voies et moyens. Voir Voies et moyens-Projets Dépôt auprès du Greffier de la Chambre, 944-5, 954 de loi Député agissant comme parrain, signature, 945, 954 Projets de loi d'initiative ministérielle. Voir Projets de loi Greffier des pétitions, rapport, 945, 954-5 Journaux, inscription, 954, 964 émanant du gouvernement Jugée inadmissible, règles, 955, n93 Projets de loi d'initiative parlementaire. Voir Projets de loi Préambule émanant des députés Formule, 952 Projets de loi d'intérêt privé Obligatoire et motivé, 949, 958-9, n116 Adoption et sanction royale, 960 Première lecture, 956-7 Présentation au Sénat ou à la Chambre, particularités, 960 Procédure et affaires de la Chambre, Comité, étude, 956 Agent parlementaire Procédure, principes, 941, 943-52, 944n22 Droit sessionnel, 946 Parlement britannique, 944n23 Processus législatif, 953-60 Responsabilités, 946-7 Amendements, avis requis, 948 Toutes les étapes au cours de la même séance, 953n83 Avis de la demande, publication, 947-8 Projets de loi d'intérêt public, distinction, 939 Dissolution, répercussions, 948n43 Projets de loi émanant des députés, distinction, 940 Irrégularités, mesures, 956, n99 Promoteur, définition, 945n24 Québec et Manitoba, résidents, particularités, 947n40 Rédaction, 613 Comités, étude, 874-5, 956, 958-9 Renseignements, communication, 947-8 Amendements, 959, n115 Retrait, 959, n119 Exemples, 958n110 Travaux de la Chambre, pourcentage, 941, n5 Types, 941-2, 941n6, 942n7 Historique, 958n109 Opposants, pétition, locus standi, 949-50 Promoteur décidant de renoncer à l'adoption, instruction de Voir aussi Président de la Chambre-Fonctions spécifiques: Processus législatif-Projets de loi, types faire rapport, 946 Projets de loi d'intérêt public Rapport à la Chambre, 946, 959 Avis de présentation et inscription au Feuilleton, 629 Séance à huis clos, 950 Séances, avis et projets de loi renvoyés, listes, affichage et publication, 948 Définition, 610, 896, 939 Serments d'office, projet de loi fictif C-1, 315 Voir aussi Processus législatif-Projets de loi, types; Projets de Témoins, interrogation, 948-50, 949n51 loi d'intérêt privé Votes, Institut canadien des comptables agréés, Loi (S-10), particularités, 959, n113 Projets de loi émanant des députés (Projets de loi d'initiative

parlementaire)

Affaires semblables, 898-9

Projet de loi émanant du gouvernement, 898-9

Conseiller législatif, rôle, 953

Définition, 611, n47, 890, 939-40

Demande explicite du promoteur, 944-7

Projets de loi émanant des députés-Suite

Affaires semblables-Suite Projet de loi non votable, 899

Appuyeurs, 899 Avis, 898

Catégories, 896

Comité, élaboration et présentation Motion présentée par un député, 896-7, 896n37

Motion présentée par un ministre, 897

Définition, 610, 890

Dépôt et première lecture, brève explication, 631-2, 631n153, 899-900, n54

Dépôt, modalités, 386-7

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 386

Députés, commentaires, 387n180 Par un député autre que le parrain, 387

Préavis de 48 heures, 386-7, n177 Limitations financières, 613n59, 897-8

Dépenses publiques, implication, recommandation royale, annexion avant la troisième lecture, 897-8, 897n40

Taxes, implication, 898

Numérotation, 621, 890n6, 977

Projets de loi publics émanant du Sénat et parrainés par des députés, 900

Rapport à la Chambre, 660-1

Rédaction, 613

Conseiller législatif, rôle, 896

Sanction royale, 890n5

Voir aussi Affaires émanant des députés; Processus législatif-Projets de loi, types-Projets de loi d'intérêt public; Projets de loi d'intérêt privé; Recommandation royale

Projets de loi émanant du gouvernement (Projets de loi d'initiative ministérielle)

Avant-projet de loi, comité, rédaction, 615

Définition, 610

Dépôt, modalités, 384-6, 385n166

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 384 Dépôt inachevé, affaires émanant des députés, suspension,

411, 913

Deuxième lecture

À la prochaine séance, 386, n171

Et autres étapes le même jour, 386n172

Ministre, présentation, 386

Explication possible, 385n167

Par un autre ministre, 386n174

Numérotation, 621, 977

Préavis de 48 heures, 384, n164

Première lecture

Adoption sans délai ni amendement, 384-5, n168, n169

Texte intégral, lecture, coutume, 385n170

Rédaction, 612-3

Renvoi à un comité avant la deuxième lecture, 632-3

Voir aussi Processus législatif-Projets de loi, types-Projets de loi d'intérêt public; Projets de loi émanant des députés-Affaires semblables

Projets de loi émanant du Sénat

Dépôt et première lecture, 632

Numérotation, 621

Processus législatif, étapes, 632

Projets de loi fiscaux

Chambre des communes, prérogative financière, dispositions, 712-4, 713n84

Parlement britannique, précédent, 701-3, 701n15

Règlement de la Chambre, disposition, 703n20, 748n305 Définition, 770n6

Projets de loi fiscaux-Suite

Présentation, 615n69, 627, 629, 712

Et modification, Sénat, pouvoirs, 712-4, 713n83

Sénat, droits en matière de législation financière, Comité spécial, rapport Ross, 712n78

Projets de loi hybrides (Projets de loi mixtes)

Définition, 611, 943n17

Projets de loi mixtes, Voir Projets de loi hybrides

Projets de loi omnibus (Projets de loi composites)

Admissibilité, 616-7, n79

Définition, 615-6

Division, droit

Cas particuliers, 618-9

Comités, pouvoirs, 618

Opposition, 616n78

Président de la Chambre, pouvoirs, 617, n80

Recevabilité, privilège de voter séparément sur chacune des propositions, 617, n81

Recours, 616, n76

Titres longs, usage, 617, n83

Usage, origine, 616

Projets de loi portant pouvoir d'emprunt. Voir Pouvoir d'emprunt-Projets de loi

Projets de loi publics émanant du Sénat

Étude à toutes les étapes le même jour, 389n189

Première lecture

Adoptée sans débat ni amendement, 388n188

Affaires courantes, rubriques, ordre, position, 387

Modalités, 387-9

Rayée du Feuilleton, pour avoir empiété sur la prérogative financière, 388n186

Voir aussi Projets de loi émanant des députés

Projets de lois correctives

Rédaction, 614, n67

Prorogation

Cérémonie, 309, 329

Définition, 309

Incidences, 330

Méthodes, 331-2

Voir aussi Avis de motions portant production de document-Réponses; Comités; Comités spéciaux; Documents, dépôt-Pendant un ajournement; Pétitions d'intérêt public-Réponse du gouvernement; Questions écrites: Rappel de la Chambre—Pendant une prorogation

Province du Canada

Haut et Bas-Canada

Représentation, double majorité, 14n62

Réunion, Acte d'union de 1840, dispositions, 12, 800n17 Voir aussi Finances, procédures-Colonies

Provinces, adhésion au Canada. Voir Institutions parlementaires

Publications parlementaires

Langues officielles, 515, 962

Officielles et non officielles, 963

Publication, autorisation, 962-3

Voie électronique, Parliamentary Internet Parlementaire, 962.

Voir aussi Débats de la Chambre; État des travaux de la Chambre: Feuilleton et Feuilleton des avis; Journaux; Ordre projeté des travaux; Président de la Chambre-Fonctions spécifiques; Procès-verbaux de la Chambre

Partage en Bas-Canada et Haut-Canada, Acte constitutionnel de

Société distincte, résolution, étude par l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick avant la lecture du discours du Trône. 314n29

Structure constitutionnelle, Acte de Québec de 1774, définition, 7.9

Question de nature urgente, Règlement, articles, suspension, motion

Affaires émanant des députés, annulation, 913

Conditions, 593

Constitution, référendums, cas, 493-4

Débat

Conclusion, 594 Lancement, 593-4 Règles, 572-3, 594

Retour au travail, mesures, cas, 593-4

Voir aussi Débat, limitation

Ouestion préalable

Libellé, version britannique, comparaison, 455n38, 556n13 Règles relatives, 556-8

Voir aussi Comités-Séances; Comités pléniers-Débats; Débat, étapes: Débat, limitation: Ordre et décorum-Droit de parole, attribution-Une seule intervention sur une motion

Questions de privilège. Voir Privilège et questions de privilège

Questions écrites (Questions inscrites au Feuilleton)

Affaires courantes, rubriques, ordre, situation, 396

But, règles, 415-6, 438

Historique, 396, 439-40

Lignes directrices, 396-7, 440-1, 972-3

Prorogation, répercussions, 446

Questions marquées d'un astérisque, 396-7, 441

Réponses

Délai de 45 jours, dispositions, 398, 444

Exactitude, question de privilège, 443, n206

Forme et contenu, lignes directrices, 443

Processus, 397, 442

Reportées ou rayées du Feuilleton, 397-8, 443

Retrait, 442

Transfert au débat sur la motion d'ajournement, 398, 412, 433,

Transformées en ordre de dépôt de documents, 397, 442, 444-5 Voir aussi Droits et immunités des députés-Obstruction-

Fonction parlementaire, lien; Gouvernement responsable-**Questions orales**

Questions inscrites au Feuilleton. Voir Questions écrites

Questions orales

Anticipant sur l'ordre du jour, recevabilité, 420

Députés, reconnaissance, 422

Parti politique non reconnu ou députés indépendants, 423

Secrétaire parlementaire, 424n54

Historique, 416-20

Inscrites au Feuilleton, 421

Lignes directrices, 424-7

Longueur, 421-2

Ministres, présence, 432-3

Participation, partis politiques, listes, 423

Période, 415-6

Déroulement, 422-4

Durée, 365, 422

Questions orales—Suite

Période-Suite

Heures, 365

Prolongation, 365n56

Télédiffusion, députés, conduite, 419

Posée au nom d'un électeur, 427n79

Premier ministre, absence, question de privilège, 433n121 Président de la Chambre, rôle, 420-2

Rappels au Règlement et questions de privilège, interdiction,

Réponses, forme et contenu, règles, 415, 431-3

Responsabilité administrative du gouvernement, question concernant un prétendu conflit d'intérêts, recevabilité. 426n65

Supplémentaires, lignes directrices, 430-1

Voir aussi Affaires devant les tribunaux; Chambre des communes-Administration; Comités-Travaux; Débat sur la motion d'ajournement; Droits et immunités des députés-Conflits d'intérêt; Gouvernement responsable; Rappels au

Règiement-Pendant les questions orales

Questions urgentes. Voir plutôt Débats d'urgence

Ouerum

20 députés, y compris le Président de la Chambre, 336 Origine, Acte d'Union de 1840, dispositions, 212

Absence de quorum

Ajournement de la Chambre, 337n10, 338n18 Affaires émanant des députés, suspension, 914 Huissier du bâton noir reçu, 339-40

Inscription aux Journaux, 338-9, n24, 964 Ordre du jour, répercussions, 338, n19

Votes par appel nominal, 339, n26

Voir aussi Subsides-Ordre du jour

Avant le début d'une séance, 337 Chambre, convocation au Sénat, 339-40

Rappels au Règlement, 340n29

Dénombrement

Pratiques, 338-9

Rappels au Règlement et questions de privilège, interdiction,

Gouvernement, responsabilité, 337n8 Pendant une séance, 337-9

Sonnerie d'appel, 337n12, 338n18

Whip, rôle, 336-7

Voir aussi Comités; Comités législatifs; Comités mixtes; Comités permanents; Comités pléniers; Comités spéciaux:

Votes-Par appel nominal

Radiodiffusion, services

Chaîne d'affaires publiques par câble (CPaC), établissement,

Chaîne parlementaire canadienne (CPaC), établissement, 978 Contrôle et compétence, 979

Budget, discours, télédiffusion, 979n99

Caméras fixes, installation temporaire sur le parquet de la Chambre pour le discours du Président des États-Unis,

Député qui traverse le parquet de la Chambre pour aller sièger avec un autre parti, non-télédiffusion, 979n99

New Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse (Président de l'Assemblée législative), affaire. Cout suprême, décision, 979n99

Président de la Chambre, rôle, 979

Émissions ou enregistrements, accès, 981

Radiodiffusion, services-Suite

Fonctionnement actuel, 980

Historique, 977-9

Lignes directrices

Cadrage élargi, 980n104

Chambre des communes, délibérations, 980

Comités, délibérations, 980-1

Nixon, Richard, président des États-Unis, discours devant les deux chambres, télédiffusion, 977n87

Procédure et affaires de la Chambre, Comité, rôle, 979

Télédiffusion parlementaire: étude de faisabilité. Société Radio Canada, réalisation, 978n90

Voir aussi Télédiffusion

Ralliement des Créditistes

Parti, fondation, 185n248, 186n251

Rappel de la Chambre

Guerre du golfe persique, 326n89 Ordre, annulation, 274, n140, 328

Pendant un ajournement, 323, 326-8

Critères, 326

Documents, dépôt, 328 Historique, 327

Sanction royale, 326

Travaux, ordre, 328-9

Pendant une prorogation, 329

Voir aussi Débat, étapes-Avis de motions-Feuilleton et Feuilleton des avis spécial, publication; Président de la Chambre—Fonctions spécifiques

Rappels au Règlement

Autorisation, 539n264 Débat, permission, 539-40

Décisions relatives, 542-3

Député, désignation par son nom et expulsion, 540n268

Interdiction, 525-6, 541 Invocation, délai, 538, 540-1

Pendant les questions orales ou les déclarations de députés, 540

Pendant un vote, 542, n296

Pendant une question de privilège, 539

Règles relatives, 539-42

Soulevé au cours de la session antérieure, Président de la Chambre, réponse le premier jour de la nouvelle session, 318

Voir aussi Affaires courantes-Motions pour affaires courantes—Consentement unanime—Règlement de la Chambre; Débat, étapes—Décisions de la Chambre—Vote, déroulement; Débat sur la motion d'ajournement; Questions orales; Quorum-Chambre, convocation au Sénat et Dénombrement

Rapport à la Chambre. Voir Budget des dépenses; Comités; Comités législatifs; Projets de loi; Projets de loi d'intérêt privé-Comités; Projets de loi émanant des députés; Souscomités

Rapport sur le rendement. Voir Budget principal des dépenses

Rapport sur les plans et priorités. Voir Budget des dépenses-Budget principal des dépenses

Recommandation royale

Annexion et impression au projet de loi, 710 Crédits, augmentation ou diminution, 711

Définition, 698

Dispositions, 709-12

Impression au Feuilleton des avis et aux Journaux, 710, 965 Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 709

Recommandation royale-Suite

Prérogative financière de la Chambre, dispositions, 701-3, 712-4 Projets de loi émanant des députés impliquant des dépenses publiques, règles, 613n59, 711-2, 897-8

Projets de loi nécessitant une recommandation royale, 624, 710-1

Voir aussi Projets de loi: Projets de loi de crédits: Projets de loi émanant des députés-Limitations financières-Dépenses publiques: Voies et moyens-Projets de loi-Exigeant

Recueil des lois annuelles. Voir Statut-Publication

Réforme électorale, Comité spécial, Voir Loi électorale du Canada-Modification

Registre parlementaire

Autorité, Greffier de la Chambre et Président de la Chambre, 962 Composition, 961-81

Langues officielles, respect, 962 Loi constitutionnelle de 1982, 962n4

Publications. Voir plutôt Publications parlementaires

Textes d'application, 962-3

Rèplement de la Chambre

Articles provisoires, 216-7, n58

Modifications, 214-6

Comité spécial, recommandations, 215n46, 216, n50

Limitant le débat, 216, n54

Procédure et affaires de la Chambre, Comité, mandat, 215

Suite à un incident ou événement, 214-5, n44

Motion visant à passer outre, 217n63

Prise en considération, motion, 215 Suspension de certains articles, 217

Voir aussi les sujets particuliers

Règlement et procédure, 575, 583-4

Débat, 575, 583

Durée, 584

Lancement, 583

Priorité, 584

Règles, 584

Règlement et procédure, Comité spécial (Comité Lefebvre) Création, 803, n34

Voir aussi Calendrier parlementaire

Règlement, suspension, motion. Voir plutôt Motion de suspension de certains articles du Règlement

Réglementation, examen, Comité mixte permanent

Composition, 689

Création, 687-8

Mandat, 685, 688-9

Pouvoirs, 689-90

Présidence

Députés de l'Opposition, 831n256, n257

Nomination, refus, 689n23

Voir aussi Décrets-lois, abrogation, rapport du Comité mixte d'examen de la réglementation

Règlements administratifs

Bureau de régie interne, rôle, 251

Voir aussi Députés-Budgets-Bureau de régie interne

Règlements et autres textes réglementaires, Comité mixte permanent

Nom, changement, 687n14

Voir aussi Avis de motions portant production de documents-Principes-Renvoi; Réglementation, examen, Comité mixte permanent

Rémunération des députés. Voir Députés—Rémunération

Résolutions

Définition, 772n21, 794n184, 900-1

Voir aussi Comités pléniers-Motions; Débat, étapes-Motions-Ordres ou résolutions; Débats d'urgence-Motion: Motions émanant des députés-Ordres

Responsabilité ministérielle. Voir plutôt Gouvernement responsable-Ministres, responsabilité

Restaurant parlementaire, Comité mixte permanent Composition, 813n121

Retour au travail

Projet de loi, étude, urgence, 499n353, 593n127, 790n151 Voir aussi Question de nature urgente, Règlement, articles, suspension, motion

Revue hebdomadaire des travaux

Parution dans le Feuilleton, 972

Riel, Louis

Assermentation, 180n228 Expulsion, 98, 102, 206-7, n368, n369, n373

Expulsion, 102, 207, n370

Ross, rapport. Voir Projets de loi fiscaux-Présentation-Sénat

Royaume-Uni. Voir Privilège et questions de privilège et Codification

Saint-Laurent, le très hon, Louis Statue, emplacement, 229n14

Salle des chemins de fer. Voir Comités—Salle: Sénat—Séances

Sanction royale

Gouverneur général, pouvoir de refuser ou de retarder, 20n108 Voir aussi Ordre et décorum-Droit de parole, attribution-Ordre habituel-Après une cérémonie; Processus législatif, étapes; Projets de loi; Projets de loi de crédits; Projets de loi d'intérêt privé-Adoption; Projets de loi émanant des députés; Rappel de la Chambre-Pendant un ajournement; Séances de la Chambre-Spéciales ou inhabituelles

«Scandale du Pacifique». Voir Adresse en réponse au discours du Trône-Amendements

Séances de la Chambre

Ajournement

Au-delà de l'heure normale, 347-8, n97, 752

Avant l'heure normale, 347-8 Heures, modification, 347-8

Ordre spécial, 347, n93 Ouotidien, 341, n35

Ajournement, motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant», 348, n95

Cérémonies spéciales, 340n33

De plus d'un jour, 347

Séance de deux semaines, sonnerie d'appel prolongée, 347n87

Définition, 308-9

Deux séances ou plus le même jour, 340, n33

Jours et heures, 341

Modification, ordre spécial, 341-2

Musée commémoratif Victoria, 228

Ouverture

Modalités, 335-6

Séances de la Chambre-Suite

Ouverture-Suite

Quorum, 270n100, 336-7

Voir aussi Président de la Chambre-Fonctions spécifiques

Prolongation ou poursuite

Comité plénier, 345, 783

Consentement unanime, refus, 344n64 Débat exploratoire, 348

Juin, séance des dix derniers jours, 345-6, n81, n82, 404n285

Motion, prérogative des ministres, 346n81

Ordre spécial, 346, n84, 783 Présentation, modalités, 344-5

Sauf pendant les affaires émanant des députés, 345, n69

Ouotidiennes, 340-1

Samedi ou dimanche, 324n73, 341-2, n43, n44

Spéciales ou inhabituelles, 348-50

Président de la Chambre, élection, 349-50, n106

Sanction royale, cérémonie, 349

Séances secrètes, 350, n109

Visiteurs, allocutions devant les deux chambres, 350-3

Suspension

Modalités, 342-2, n48

Raisons, 343-4

Reprise des travaux, 344

Voir aussi Calendrier parlementaire

Secrétaire d'État

Rôle, 27

Secrétaire parlementaire. Voir Affaires émanant des députés-Limites de temps—Avis de motions (documents); Comités— Composition; Comités pléniers—Ministres; Députés— Conflits d'intérêt; Processus législatif, étapes—Comité, examen-Témoins, audition-Ministre et Deuxième lecture-Consentement royal; Questions orales-Députés, reconnaissance

Secrétaire du Conseil du Trésor

Définition, 763n406

Sécurité. Voir Chambre des communes

Select Committee on Parliamentary Privilege, Voir Privilège et questions de privilège-Royaume-Uni

Sélection, Comité

Création, 801

Nom, changement, 316n42

Sénat

Membres, représentation

Additionnelle, Loi constitutionnelle de 1867, invocation pour l'adoption du projet de loi sur la taxe sur les produits et services, 25n137

Divisions, 24

Salle, couleur, origine, 232n27

Séances, tenue dans la Salle des chemins de fer. 228n8

Voir aussi Chambre des communes; Édifices du Parlement; Processus législatif, étapes; Projets de loi; Projets de loi d'intérêt privé-Adoption-Présentation; Projets de loi fiscaux-Présentation; Projets de loi publics émanant du Sénat; Quorum-Chambre, convocation

Sénat, droits en matière de législation financière, Comité spécial (rapport Ross). Voir Projets de loi fiscaux-Présentation-Et modification

Sénateurs

Démission et suspension, 23n131 Nombre, 144n16

Nominations, conditions, 23-4

Sénateurs—Suite

Voir aussi Cabinet-Membres; Élections-Candidats-Éligibilité; Ministres

Sergent d'armes

Gardien de la masse, 238

Ordre et décorum, maintien, 264n63

Rôle, 115, 253-4

Historique, 253n135

Voir aussi Droits collectifs de la Chambre-Pouvoir

disciplinaire-Président de la Chambre; Ordre et décorum-Président de la Chambre, pouvoirs-Sanctions disciplinaires

Serment d'allégeance ou affirmation solennelle

Affirmation solennelle, adoption, 178-9, 178n215

Assermentation, 179-81 Cérémonie, 180

Collective, 180n227

Cérémonie télévisée, Comité McGrath, recommandation, 311n18

Député nouvellement élu, décès avant la cérémonie, 181n229 Omission, cas, 181n230

Riel, Louis, cas, 180n228

Télédiffusion, 180n227

Historique

Canada, 178-9

Acte concernant les Commissions et les Serments d'allégeance et d'office, dispositions, 179, n223 Grande-Bretagne, 177-8

Déclaration de transsubstantiation, inclusion, 177, n212 Moyen-Age, barons, 177n210

Loi constitutionnelle de 1867, dispositions, 176

Obligation, 176, 310-1

Projets de loi émanant des députés, présentation, 182n233 Refus, sanctions, 181

Sincérité, question de privilège, 181-2, 181n232

Texte, 176

Violation, 181-2

Sanctions, 181, n231

Serments d'office. Voir Projets de loi d'intérêt public

Service des comptes rendus. Voir Débats de la Chambre

Session

Définition, 81n151, 308

Ouverture, 313-5

Autres affaires, examen, 318-9

Formalités, étude, ordre, 315 Motions et annonces habituelles, examen, ordre, 316-7

Par l'administrateur, le gouverneur général ou le souverain, 314

Première d'une législature, distinction, 310, 313, 315, 319 Prorogation. Voir plutôt Prorogation

Sessions spéciales, 319-21 Figure 8.1, 320

Voir aussi Libre-échange, accord canado-américain, projet de loi-Adoption

Voir aussi Hommages—Rendus

Société d'État

Définition, 764n411

Société Radio-Canada. Voir Radiodiffusion, services-Télédiffusion parlementaire: étude de faisabilité

Sonnerie d'appel

«Cloches», épisode, retentissement pendant deux semaines, 215n44, 347n87, 485n252, 618-9, n92

Voir aussi Débat, étapes-Décisions de la Chambre-Vote par appel nominal; Quorum

Sous-comité du programme et de la procédure

Comités, motions de régie interne, 847

Composition, 823, 847

Création, 811, 817

Pouvoirs, 847

Voir aussi Comités législatifs

Sous-comités

Composition, 823, 827

Création, modalités, 817

Mandat, 817-8

Pouvoirs, 818

Présidents

Election, 833

Rôle, 829

Rapport à la Chambre, 880

Pouvoir, restriction, 818, n165, 880n550

Substituts, 825

Vice-présidents, élection, 833

Voir aussi Sous-comité du programme et de la procédure

Sous-greffier. Voir Greffier de la Chambre

Souverain. Voir Discours du Trône-Lecture au Sénat; Ordre et décorum-Discours, substance, règles; Session-

Ouverture-Par l'administrateur

Statues. Voir Colline du Parlement; Saint-Laurent, le très hon. Louis

Statut

«Loi», terme, distinction, 604

Publication dans la Gazette du Canada et le Recueil des lois annuelles, 620, n98

Statut de Westminster, 19n102

Sub judice. Voir plutôt Affaires devant les tribunaux

Cycle, dérogations, 744-5

Ordre spécial, 744

Définition, 698

Demande traditionnelle, discours du Trône, inclusion, 720n127

Étape des débats généraux, 722-8

Étape législative, 728-44

Historique, 701

De la Confédération à 1968, 708-9

Depuis 1968, 718-20

Jours désignés

Annonce, usage, 723-4, 723n144

Dernier budget supplémentaire de l'exercice précédent, ajout,

Dernier jour en juin, affaires émanant des députés, annulation, 913

Distribution, 722

Jours inutilisés lors du débat sur l'Adresse en réponse du discours du Trône ou le Budget, ajout, 579, 722-3

Modification possible, 722-3

Motions, appel et étude, gouvernement, prérogative, 407 Journée de l'opposition reportée d'une semaine, conflit, 407n297

Motions de l'opposition

Amendement et sous-amendement, 453n28, 727-8

Délibérations, fin, 724, 726-7

Deux ou plus, Président de la Chambre, pouvoir de sélection,

Motions de «confiance», 719, n119, 726n163

Subsides-Suite

Motions de l'opposition—Suite Motions de «confiance»—Suite

Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes (Comité McGrath), recommandations, 719n121

Voir aussi Confiance, convention

Motions votables, 726 Délibérations, durée, 727

Mise aux voix, 726

Vote par appel nominal demandé un vendredi, 726-7

Présentation, 724

Priorité, 725

Répartition entre les partis de l'opposition, 725

Temps de parole, partage, 727

Motions étudiées, types, 721

Ordre du jour permanent, désignation, 318, 720-1 Quorum, absence, répercussions, 721n129

Subsides, Comité

Abolition, 718

Rôle, historique, 714-7, 772

Surveillance électronique. Voir Droits et immunités des députés—Obstruction

Syndenham, lord, 12

T

Taxe sur les produits et services (TPS)

Projet de loi C-62, débat prolongé pendant 31 heures, clôture, imposition, Président de la Chambre, décision, appel, 647n282

Voir aussi Sénat-Membres, représentation-Additionnelle

Taxes. Voir Projets de loi émanant des députés—Limitations financières

Télécopie. Voir Débat, étapes—Avis de motion—Écrit— Signature; Processus législatif, étapes—Étape du rapport— Avis de modification

Télédiffusion. Voir Chambre des communes—Délibérations; Comités; Comités pléniers—Compte rendu; Hymne national; Privilège et questions de privilège—Principes de base— Chambre, délibérations; Questions orales—Période; Radiodiffusion, services—Contrôle—Député; Serment d'allégeance ou affirmation solennelle—Assermentation

Télédiffusion parlementaire: étude de faisabilité. Voir Radiodiffusion, services

Téléphones cellulaires Utilisation, 220n81

Témoins. Wir Comités; Comités législatifs; Droits collectifs de la Chambre; Droits et immunité des députés—Comparution et Obstruction; Processus législatif, étapes—Comité, examen; Projets de loi d'intérêt privé—Comités, étude

Temps de parole

Partage, pratique, Règlement de la Chambre, codification, 498n345

Voir aussi Déclarations de députés; Président de la Chambre— Fonctions spécifiques; Processus législatif, étapes— Deuxième lecture—Débat; Subsides—Motions de l'opposition; Voies et moyens—Budget—Débats

Tenue vestimentaire. Voir Ordre et décorum—Protocole des interventions Territoires. Voir Institutions parlementaires-Provinces

Textes réglementaires. Voir Décrets-lois

Tour de la paix. Voir Édifices du Parlement

TPS. Voir Taxe sur les produits et services

Traité de Paris, 5,7

Travaux de la Chambre

Activités quotidiennes éléments, 357-65 Catégories, 355-7

Déclaration hebdomadaire, 407, 413-4

Ordre quotidien des travaux, figure 10.1, 356

Programme quotidien, 355-414

Règlement de la Chambre, dispositions, 355

Voir aussi Processus législatif, étapes—Sénat, amendements— Conférences; Projets de loi d'intérêt privé

Trésor

Définition, 698

Tribunaux. Voir Affaires devant les tribunaux

Tribune de la presse parlementaire

Description, 239n59

Tribunes

Désordre, 494

Voir aussi Chambre des communes, séances, salle; Président de la Chambre—Ordre et décorum—Étrangers; Privilège et questions de privilège

V

Vacances de siège. Voir Chambre des communes; Élections— Élection partielle

Vendredi noir, 293n263

Vérificateur général du Canada

Bureau du vérificateur général, rôle, 765-6
Environnement et développement durable, commissaire, poste, création, 766n422

Mandat, pouvoirs, 764-5, n418, 766n423

Rapport annuel

Comptes publics, Comité, étude, 767

Dépôt, modalités, 766-8

Recevabilité, 765n417

Rapports supplémentaires, dépôt, 767-8 Voir aussi Comptes du Canada—Contrôle

Vice-président adjoint des comités pléniers. Voir Droits et immunités des députés—Obstruction—Président; Présidents de séance, autres

Vice-président de la Chambre et président des comités pléniers. Voir Présidents de séances, autres

Vice-président des comités pléniers. Voir Présidents de séance, autres

Visiteurs

Allocutions devant les deux chambres

Allocutions prononcées devant les deux chambres du Parlement réunies depuis 1940, figure 9.1, 351-2 Impression en annexe des *Débats*, 352

Protocole, 279, 352-3

Voir aussi Chambre des communes, séances, salle; Séances de la Chambre—Spéciales ou inhabituelles

Visiteurs-Suite

Salutations

Anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale.

Jeux olympiques et paralympiques, équipes nationales aux Jeux d'été de 1996 et aux Jeux d'hiver de 1998, 279n169 Lignes directrices, 278-9

Voir aussi Président de la Chambre-Rôle cérémonial

Voies et movens

Budget

Amendements, mise aux voix, 757-8 Consultations prébudgétaires, 754-5 Débat, 755-8

Durée, 751, 756 Fin, 757-8 Priorité, 756-7 Temps de parole, 757

Discours du Budget, annonce, ordre du jour, répercussions,

Exposé économique, «mini-budget», présentation, 755 Finances, comité, étude, rapport, 754-5

Motions de confiance, 758 Secret budgétaire, 753-4

Fuite, 753n333 Violation, privilège, incidence, 753-4

Définition, 698 Étape législative, 758-9 Motions, adoption, 759-60 Politique budgétaire, adoption, motion, 748, 753 Procédure, principes, 748 Historique, 749-51

Projets de loi

Amendements en comité et à l'étape du rapport, 761, n394

Définition, 614-5, n69 Devant émaner de la Chambre, 748, 761 Exigeant une recommandation royale, 762 Mise en vigueur, 753, n332 Présentation, 629, 760-2

Rédaction, 614-5 Renvoi à un comité avant la deuxième lecture, 632

Travaux, catégories, 748 Voies et moyens, Comité Abolition, 718, 751

Rôle, historique, 704, 772

Vote libre. Voir Avortement, Loi (C-43): Confiance, convention: Débat, étapes-Décisions de la Chambre-Vote, déroulement

Vote prépondérant, Voir Comités-Présidents: Comités pléniers—Votes; Débat, étapes—Décisions de la Chambre— Vote, déroulement; Élections—Votes—Recomptage judiciaire: Président de la Chambre

Votes

Affaires émanant des députés, 919-20

Annulation, 525 Greffier de comité, rôle, 829-30

Greffier de la Chambre, rôle, 491 Interruption pour retrait d'un accessoire (macarons de protestation), créant du désordre à la Chambre, 494n313.

521, 545, n323 Par appel nominal, 483n241

Inscription aux Journaux, 964 Quorum, absence, 339, n26, 491

Voir aussi Cornités—Séances—A huis clos; Comités pléniers; Débat, étapes—Décisions de la Chambre et Décisions de la Chambre-Mise aux voix; Décrets-lois, abrogation, rapport du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation-Adoption; Ordre et décorum-Règles; Processus législatif, étapes—Étape du rapport; Projets de loi d'intérêt privé-Comités

Westminster

Parlement. Voir plutôt Parlement britannique Voir aussi Statut de Westminster

Whipped vote. Voir Débat, étapes-Décisions de la Chambre-Vote, déroulement-Vote de parti

Whips

Rôle, 32

Voir aussi Comités—Composition; Débat, étapes—Décisions de la Chambre—Vote par appel nominal; Députés— Assiduité—Présences; Ordre et décorum—Droit de parole, attribution: Ouorum